

5^e Année.

BULLETIN
DE
L'OFFICE DU TRAVAIL

(Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes)



TOME V

Année 1898

PARIS

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs
5, rue des Beaux-Arts

Armand COLIN et C^{ie}, éditeurs
5, rue de Mézières

ÉTAT,

AU 1^{er} JANVIER 1898,

DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

RELATIFS

AUX QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES, SOUMIS À L'EXAMEN DU PARLEMENT.

(6^e LÉGISLATURE.)

LE TRAVAIL.

A. — L'INDIVIDU.

1^o Contrat de travail.

Code du travail. — Voir ci-après, page 15.

Liberté du travail. — *Proposition de loi* relative à l'abrogation des articles 414 à 415 du Code pénal [atteinte à la liberté du travail], présentée par M. Coutant, député, le 5 décembre 1893 (doc. parl. n° 98; *J. O.*, p. 140). — Rap. som. Lhopiteau, 17 février 1894 (doc. parl. n° 397; *J. O.*, p. 181). — Renvoyée à la Commission du travail (1). — Rapp. A. Lebon, 15 mars 1894 (doc. parl. n° 526; *J. O.*, p. 434).

Voir ci-après : *Coalitions*; p. 7. — *Protection du travail national*, p. 2.

Louage d'ouvrage. — *Proposition de loi* ayant pour objet l'adjonction de trois paragraphes à l'article 1780 du Code civil, présentée par MM. Prudent-Dervillers, etc., députés, le 3 mars 1894 (doc. parl. n° 456; *J. O.*, p. 289). — Rapp. som. P. Hayez, 12 juillet 1894 (doc. parl. n° 823; *J. O.*, p. 1141).

Proposition de loi concernant le contrat de louage et les rapports des agents des chemins de fer avec les compagnies, présentée par MM. Raymond Leygues, etc., députés, le 7 juin 1894 (doc. parl. n° 679; *J. O.*, p. 890). — Rapp. som. F. Rabier, 8 novembre 1894 (doc. parl. n° 958; *J. O.*, p. 1578). — Prise en considération, 23 novembre 1894 (*J. O.*, déb. parl., p. 1974).

Proposition de loi sur le contrat de louage et la situation des employés de chemins de fer vis-à-vis des compagnies, présentée par M. A. Castelin, député, le 2 décembre 1893 (doc. parl. n° 78; *J. O.*, p. 109). — Rapp. som. Chavoix, 19 décembre 1893 (doc. parl. n° 201; *J. O.*, p. 242).

Proposition de loi sur le contrat de louage (retraite des employés de chemins de fer), présentée par M. A. Castelin, député, le 12 juillet 1895 (doc. parl. n° 1520; *J. O.*, p. 884). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (1).

Proposition de loi sur le contrat de louage, présentée par M. René Goblet, député, le 26 novembre 1895 (doc. parl. n° 1627; *J. O.*, p. 1511). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi ayant pour objet d'améliorer la situation des ouvriers et employés de chemins de fer, présentée par MM. Paulin Méry, etc., députés, le 21 octobre 1897 (doc. parl. n° 2728; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission du travail.

Voir ci-après, page 5 : *Participation aux bénéfices*; — page 6 : *Différends et contestations*; — et page 14 : *Protection des personnes accomplissant un service militaire*.

(1) La Commission du travail et la Commission d'assurance et de prévoyance sociales ont été créées le 7 décembre 1893 sur la proposition de M. Léon Bourgeois (Voir *J. O.*, Chambre, p. 285).

Marchandage. — *Proposition de loi* pour l'abolition du marchandage et de l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs, présentée par M. P. Grousset, député, le 8 mars 1894 (doc. parl. n° 473; *J. O.*, p. 358). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi ayant pour but de réprimer les abus du marchandage en assurant aux ouvriers le paiement intégral de leur salaire, présentée par MM. Ernest Roche, etc., députés, le 16 juillet 1897 (doc. parl. n° 2667; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission du travail.

2^e Recherche du travail.

Placement. — *Proposition de loi* relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions, présentée par MM. Contant, etc., députés, le 25 nov. 1893 (doc. parl. n° 47; *J. O.*, p. 50). — Rapp. som. P. Laroze, 16 décembre 1893 (doc. parl. n° 180; *J. O.*, p. 197).

Proposition de loi sur le placement gratuit des ouvriers ou employés des deux sexes, présentée par M. Mesureur, député, le 5 mai 1894 (doc. parl. n° 601; *J. O.*, p. 1434).

Proposition de loi tendant à la suppression des bureaux de placement par extinction, présentée par M. G. Berry, député, le 10 mai 1894 (doc. parl. n° 620; *J. O.*, p. 811).

PROJET DE LOI sur le placement des ouvriers et employés, déposé par M. Boucher, ministre du Commerce, le 16 mars 1897 (doc. parl. n° 2345; *J. O.*, p. 381).

Proposition de loi sur le placement des ouvriers et employés des deux sexes, déposée par M. Guillemain, député, le 16 mars 1897 (doc. parl. n° 2347; *J. O.*, p. 382).

Renvoyées à la Commission du travail. — Rapp. G. Berry, 13 décembre 1895 (doc. parl. n° 1677; *J. O.*, p. 1591). — Première délibération : séances des 26 février, 5 et 12 mars 1897.

Renvoyés à la Commission du travail.

Rapp. supp. Georges Berry, 18 mars 1897 (doc. parl. n° 2351; *J. O.*, p. 388). — Reprise de la discussion, 19 mars. — Deuxième rapp. supp. G. Berry, 24 mars (doc. parl. n° 2364; *J. O.*, p. 432). — Urgence déclarée. — Reprise de la discussion, le 2 avril, et adoption le 9 avril 1897. — Transmission au Sénat, le 1897 (doc. parl. n° 131; *J. O.*, p.). — Rapp. Lourties, 10 décembre 1897 (doc. parl. n° 68; *J. O.*, p.).

Participation aux travaux de l'État (associations ouvrières de production). — *Proposition de loi* tendant à remettre à l'Imprimerie nationale tous les travaux de l'État et à faire exécuter les travaux par les chambres syndicales ouvrières de la fédération du livre, présentée par M. Chauvière, député, le 13 novembre 1894 (doc. parl. n° 979; *J. O.*, p. 1986). — 9^e Commission d'initiative.

Proposition de loi tendant à confier tous les travaux d'impression des ministères et des administrations générales à l'Imprimerie nationale et à faire exécuter lesdits travaux d'impression par une association ouvrière, déposée par MM. Paulin Méry etc., députés, le 24 novembre 1896 (doc. parl. n° 2133; *J. O.*, p. 1486).

Voir ci-après, page 4 : Conditions du travail dans les travaux de l'État.

Protection du travail national (ouvriers étrangers).

— *Proposition de loi* établissant une taxe sur les ouvriers étrangers, présentée par MM. J. Brice et Chapuis, députés, le 7 décembre 1893 (doc. parl. n° 125; *J. O.*, p. 153). — Rapp. som. Rameau, 30 janvier 1894 (doc. parl. n° 333; *J. O.*, p. 109).

Proposition de loi relative au séjour des ouvriers étrangers en France et tendant à assurer la protection du travail national, présentée par MM. Brinard, etc., députés, le 18 décembre 1893 (doc. parl. n° 190; *J. O.*, p. 235). — Rapp. som. Rameau, 30 janvier 1894 (doc. parl. n° 334; *J. O.*, p. 109).

Proposition de loi ayant pour objet la protection du travail national, présentée par M. P. Richard, député, le 20 janvier 1894 (doc. parl. n° 281; *J. O.*, p. 73).

Proposition de loi tendant à imposer aux étrangers résidant en France et y vivant du produit de leur travail une taxe militaire de 2 francs par mois, présentée par M. Bazille, député, le 18 mai 1895 (doc. parl. n° 1323; *J. O.*, p. 515). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national, déposée par MM. Paulin Méry, etc., députés, le 24 novembre 1896 (doc. parl. n° 2132; *J. O.*, p. 1503).

PROJET DE LOI complétant les dispositions de la loi du 8 août 1893 relative au séjour des étrangers en

Renvoyées à la Commission du travail. — Rapp. Descubes, le 6 avril 1895 (doc. parl. n° 1287; *J. O.*, p.).

France et à la protection du travail national, déposé à la Chambre des députés par M. Barthou, ministre de l'intérieur, le 21 janvier 1897 (doc. parl. n° 2217; *J. O.*, p.).

Proposition de loi relative à l'établissement : 1° d'une taxe militaire sur les étrangers résidant en France; 2° d'une taxe supplémentaire sur les étrangers exerçant une profession salariée ou patente, déposée par MM. de Montfort, etc., députés, le 3 février 1897 (doc. parl. n° 2262; *J. O.*, p. 218).

Proposition de loi relative à la protection douanière du travail des ouvriers mineurs, portant modification à l'article 190 du tarif du 13 janvier 1891, déposée par M. de Ramel, député, le 29 mai 1897 (doc. parl. n° 2468; *J. O.*, p. 134). — Renvoyée à la Commission des douanes.

Voir ci-après p. 4 : *Conditions du travail dans les travaux de l'État.*

Travail dans les prisons. — *Proposition de loi sur le travail dans les prisons,* présentée par M. P. Lebaut, député, le 5 décembre 1893 (doc. parl. n° 96; *J. O.*, p. 139). — Renvoyée à la Commission du travail.

Chômage professionnel. — *Proposition de loi concernant les invalides du travail et les travailleurs valides sans ouvrage,* présentée par M. Maurice Faure, député, le 4 décembre 1893 (doc. parl. n° 92; *J. O.*, p. 127). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet : 1° la reconstitution et l'extension du domaine agricole communal; 2° sa culture; 3° le prêt par la commune aux petits cultivateurs du matériel agricole communal; 4° une atténuation du chômage, présentée par MM. E. Vaillant, etc., députés, le 25 octobre 1894 (doc. parl. n° 928; *J. O.*, p. 1424). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi sur l'assurance obligatoire contre le chômage, présentée par M. Camille Jouffray, député, le 28 janvier 1895 (doc. parl. n° 1142; *J. O.*, p. 127). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour but de remédier au chômage forcé qui atteint les ouvriers lorsque l'établissement industriel qui les emploie est frappé de fermeture temporaire, présentée par M. Montaut, député, le 9 juillet 1897 (doc. parl. n° 2637; *J. O.*, p. 1525). — Renvoyé à la Commission du travail.

Proposition de loi ayant pour objet d'accorder une indemnité aux ouvriers privés de leur travail à la suite d'expropriations pour cause d'utilité publique, déposée par MM. Deville, etc., députés, le 24 mai 1897 (doc. parl. n° 2456; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission du travail.

3° Chômage légal.

Jours fériés. — *Proposition de loi ayant pour objet l'établissement d'un jour de fête nationale annuelle du travail,* présentée par M. Michelin, député, le 8 février 1894 (doc. parl. n° 359; *J. O.*, p. 136). — Renvoyée à la 3^e Commission d'initiative.

Proposition de loi ayant pour objet d'interdire le travail du dimanche, présentée par M. de Baudry d'Asson, le 17 mars 1896 (doc. parl. n° 1852; *J. O.*, p. 315). — Lue dans la première séance du 17 mars (*J. O.*, p. 528). Urgence demandée et rejetée. Renvoi à la 19^e Commission d'initiative parlementaire. Rapp. somm. Paul Hayez, concluant au rejet de la proposition, déposé le 11 juin 1896 (doc. parl. n° 1930; *J. O.*, p. 459).

Proposition de loi concernant le repos hebdomadaire exigé par la loi du 13 février 1896, déposée par M. Lemire, député, le 11 décembre 1897 (doc. parl. n° 2897; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition Castelin. — Voir ci-après, p. 4 : *Conditions du travail dans les travaux de l'État.*

Durée de la journée de travail (limitation). — Voir ci-après, p. 8 : *Hygiène et sécurité.*

4° Salaires et moyens d'existence.

Code du travail. — Voir ci-après, page 15.

Salaires. — *Proposition de loi tendant à l'établissement d'un minimum de salaire par corps de métier et par département,* présentée par M. P. Richard, député, le 20 janvier 1894 (doc. parl. n° 282; *J. O.*, p. 74). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi tendant à instituer des délégués agricoles et un salaire minimum pour la protection du travail et des travailleurs agricoles, présentée par MM. E. Vaillant, etc., députés, le 15 février 1894 (doc. parl. n° 384; *J. O.*, p. 174). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi pour l'établissement de la journée de 8 heures et d'un salaire minimum pour tous les ouvriers, ouvrières, employés et employées des travaux, emplois et services de l'État, présentée par MM. E. Vaillant, etc., députés, le 27 octobre 1894 (doc. parl. n° 933; *J. O.*, p. 1425). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi ayant pour objet de prévenir la dépression des salaires dans les usines, ateliers,

manufactures ou magasins, etc., présentée par M. Coutant, député, le 28 octobre 1895 (doc. parl. n° 1581; *J. O.*, p. 1438). — Lecture et demande de déclaration d'urgence, dans la séance du 28 octobre; rejet de l'urgence (voir *J. O.*, Chambre, p. 2243). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi sur le paiement des salaires des ouvriers, adoptée par le Sénat le 27 avril 1894 (doc. parl. n° 574).

Proposition de loi ayant pour but d'interdire aux chefs d'industrie ou de commerce, aux administrations privées ou publiques, d'imposer à leurs employés, ouvriers ou apprentis, des amendes, des retenues ou des mises à pied ayant pour conséquence une diminution de salaire, présentée par MM. Toussaint, Faberot, etc., le 27 juin 1896 (doc. parl. n° 1966; *J. O.*, p. 614). — Renvoyée à la Commission du travail.

Commission du travail.
— Rapp. Dubief, 1^{er} juillet 1897 (doc. parl. n° 2576; *J. O.*, p. 1457).

Salaire de la femme mariée. — Voir ci-après, page 14 : *Travail des enfants et des femmes.*

Privilèges. — *Proposition de loi ayant pour objet d'ajouter aux privilèges énumérés dans l'article 2102 du Code civil celui des ouvriers sur les meubles ou l'outillage garnissant les fermes, les usines ou les chantiers, et sur les objets ou marchandises produits, extraits ou manufacturés par eux*, présentée par MM. Dupuy-Dutemps, etc., députés, le 25 novembre 1893 (doc. parl. n° 51; *J. O.*, p. 82). — Rapp. somm. Lhopiteau, 15 décembre 1893 (doc. parl. n° 174; *J. O.*, p. 196). — Prise en considération. 20 janvier 1894.

Saisie-arrest. — *Proposition de loi relative à la saisie-arrest sur les salaires*, présentée par M. Plichon, député, le 30 novembre 1893 (doc. parl. n° 68; *J. O.*, p. 97). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrest sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, déposée par MM. Basly, etc., députés, le 25 novembre 1897 (doc. parl. n° 2840; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrest des salaires et petits traitements des ouvriers et employés, déposée par M. Odilon-Barrot, député, le 10 décembre 1897 (doc. parl. n° 2888; *J. O.*, p.).

Saisie-exécution. — *Proposition de loi relative aux saisies-exécutions pratiquées pour arriver au paiement de créances ne dépassant pas 150 francs*, présentée par M. Coudreux, député, le 1^{er} avril 1897 (doc. parl. n° 2382; *J. O.*, p. 887). — Renvoyée à la Commission relative à la réforme judiciaire.

Expulsion des locataires insolvable. — *Proposition de loi ayant pour objet d'empêcher dans ce qu'elle a de contraire au sentiment de l'humanité — l'expulsion brutale des ménages pauvres et de sauvegarder le mobilier insaisi des locataires insolvable*, présentée par M. Ernest Roche, député, le 8 avril 1897 (doc. parl. n° 2414; *J. O.*, p. 974).

Rapp. somm. Odilon Barrot, 5 juillet 1897 (doc. parl. n° 2606; *J. O.*, p. 1504).

Bien de famille. — *Proposition de loi ayant pour objet de créer en France des biens insaisissables de famille (Homestead)*, présentée par MM. Léveillé, etc., députés, le 16 juin 1894 (doc. parl. n° 717; *J. O.*, p. 939). — Rapp. somm. F. Rabier, 22 novembre 1894 (doc. parl. n° 1004; *J. O.*, p. 1995).

Proposition de loi sur l'insaisissabilité du domicile familial (loi dite du Homestead), présentée par MM. Hubbard, etc., députés, le 19 juin 1894 (doc. parl. n° 729; *J. O.*, p. 1295). — Rapp. somm. Fernand Rabier (doc. parl. n° 1108; *J. O.*, p. 2243).

Proposition de loi ayant pour objet d'organiser en France le bien de famille, présentée par M. Lemire, député, le 18 juillet 1894 (doc. parl. n° 848; *J. O.*, p. 1173). — Rapp. somm. R. Gendre, 20 novembre 1894 (doc. parl. n° 997; *J. O.*, p. 1993).

Prise en considération de ces trois propositions de loi dans la séance du 18 juin 1895 (*J. O.*, déb. parl., p. 1769). — Commission spéciale.

Petite propriété rurale. — *Proposition de loi tendant à faciliter la constitution et le maintien de la petite propriété rurale*, présentée par MM. Siegfried, etc., députés, le 11 mars 1897 (doc. parl. n° 2336; *J. O.*, p. 369). — Renvoyée à la 26^e Commission d'initiative parlementaire. — Rapp. somm. Siegfried, 1^{er} avril 1897 (doc. parl. n° 2386; *J. O.*, p. 903). — Prise en considération dans la séance du 1^{er} avril 1897.

Conditions du travail dans les travaux de l'État, des départements, des villes, etc. — *Proposition de loi portant réglementation du personnel ouvrier des arsenaux de la marine et des établissements hors des ports*, présentée par MM. Cabart-Danneville, etc., députés, le 2 décembre 1893 (doc. parl. n° 82; *J. O.*, p. 116). — Rapp. somm. L. Brunet, 16 décembre 1893 (doc. parl. n° 179; *J. O.*, p. 197). — Renvoi à la Commission de la Marine. — Rapp. Vallon, 12 mars 1895

(doc. parl. n° 1224; *J. O.*, p. 266). — Rapp. complémentaire Vallon, 12 mars 1895 (doc. parl. n° 1224 [annexe]; *J. O.*, p. 789).

Proposition de loi relative à l'établissement des conditions du travail dans les travaux communaux de la ville de Paris et de chaque commune, présentée par MM. E. Vaillant, etc., députés, le 30 janvier 1894 (doc. parl. n° 329; *J. O.*, p. 103). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi portant réglementation sur les chantiers de l'État, des départements, des communes et des entreprises d'utilité publique exécutées par les particuliers, relative: 1° aux conditions du travail, assurances, accidents, hospitalisation, repos hebdomadaire; 2° à la limitation du nombre des ouvriers étrangers sur les chantiers; 3° à la participation des associations ouvrières aux travaux publics, présentée par M. A. Castelin, député, le 23 juin 1894 (doc. parl. n° 741; *J. O.*, p. 1055). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition Guillemet. — Voir ci-après : *Participation aux bénéfices.*

Participation aux bénéfices. — Dépôt au Sénat, le 14 février 1890, du **PROJET DE LOI** adopté par la Chambre des députés sur les sociétés coopératives de production et de consommation et sur le contrat de participation aux bénéfices, par M. Constans, Ministre de l'Intérieur (doc. parl. n° 15; *J. O.*, p. 45). — Voir *Bulletin* de janvier 1896, p. 49.

Projet adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des députés. — Dernière transmission au Sénat, le 7 juin 1894 (doc. parl. n° 108; *J. O.*, p. 159). — Rapport Lourties, 2 décembre 1895 (doc. parl. n° 26; *J. O.*, p. 509). — Première délibération, 18 décembre 1895, 25 et 27 février et 2 mars 1896. Adoption en première délibération, le 2 mars 1896. Deuxième délibération: 10 et 13 mars 1896. — Le 13 mars, vote de l'amendement Nioche, relatif à la patente des sociétés coopératives; démission de M. Lourties. Ajournement de la proposition.

Dépôt à la Chambre des députés, le 23 juin 1892, par M. A. Naquet, d'une *proposition de loi* sur la participation du travail dans les bénéfices des sociétés par actions (doc. parl. n° 2194; *J. O.*, p. 1312).

Dépôt, par M. Naquet, le 29 novembre 1893, d'une *proposition de loi* sur la participation du travail dans les bénéfices des sociétés par actions (doc. parl. n° 62, *J. O.*, p. 96). — Rapp. som. Rameau, 18 décembre 1893 (doc. parl. n° 195; *J. O.*, p. 242). — Renvoi à la Commission du travail.

Propositions jointes au projet de loi précédent.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1893, d'autoriser l'action de 25 francs et de faciliter la participation aux bénéfices, présentée par MM. Georges Graux et Méline, le 26 octobre 1895 (doc. parl. n° 1579; *J. O.*, p. 1429). — Urgence déclarée le 18 novembre 1895. — Renvoyée à la commission spéciale nommée le 26 novembre 1895. — Rapp. G. Graux, déposé le 22 juin 1896 (doc. parl. n° 1950; *J. O.*, p. 1268).

Proposition de loi relative à la participation aux bénéfices dans les usines, manufactures et entreprises de l'État, présentée par M. Guillemet, député, le 4 novembre 1895 (doc. parl. n° 1586; *J. O.*, p. 1439). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi ayant pour objet de compléter les dispositions du Code civil sur le contrat de louage d'ouvrage et d'industrie, dans le but d'assurer aux ouvriers et employés le produit intégral de leur travail par la participation aux bénéfices, présentée par M. Michelin, député, le 18 mai 1897 (doc. parl. n° 2434; *J. O.*, p. 1194). — Renvoyée à la Commission du travail.

Taxe des denrées. — *Proposition de loi* tendant à l'abrogation: 1° de l'article 30 de la loi des 19-22 juillet 1791; 2° du § 6, 2^e alinéa, de l'article 479 du Code pénal (taxe de la boulangerie), présentée par M. Aynard, député, le 5 décembre 1895 (doc. parl. n° 1651; *J. O.*, p. 1541). — Renvoyée à la Commission d'initiative parlementaire. — Rapp. som. Delarue, 6 février 1896 (doc. parl. n° 1778; *J. O.*, p. 155).

Gratuité du pain. — *Proposition de loi* tendant à autoriser l'organisation de la gratuité du pain par les municipalités, présentée par MM. Clovis Hugues, etc., députés, le 30 janvier 1896 (doc. parl. n° 1763; *J. O.*, p. 43). — Renvoyée à la 18^e commission d'initiative parlementaire. — Rapp. somm. Noël, concluant négativement, déposé le 30 juin 1896 (doc. parl. n° 1975, *J. O.*, p. 621).

5^e Crédit.

Crédit agricole. — *Proposition de loi* ayant pour objet la création du crédit agricole hypothécaire à long terme et à taux réduit, présentée par M. J. Codet, député, le 15 janvier 1894 (doc. parl. n° 246; *J. O.*, p. 24). — Rapp. somm. Cros-Bonnel, 11 janvier 1895 (doc. parl. n° 1182, *J. O.*, p. 14). — Prise en considération, 19 février 1895. — Renvoi à une Commission spéciale. — Proposition reclassée (annexe n° 246 [rectifiée], *J. O.*, p. 387). — Rapp. Jean Codet, 25 nov. 1896 (doc. parl. n° 2135; *J. O.*, p. 1505).

Proposition de loi relative à l'organisation nationale de l'assurance et du crédit agricoles, présentée par M. Calvet, sénateur, le 12 juillet 1895 (doc. parl. n° 200; *J. O.*, p. 397). — Rapp. somm. Poirrier, 23 décembre 1895 (doc. parl. n° 46; *J. O.*, p. 542). — Prise en considération le 28 janvier 1896.

Proposition Vaillant. — Voir ci-dessus, page 3 : *Chômage professionnel.*

6^e Différends et contestations.

Juridiction du travail. — Voir ci-après, page 15 : *Code du travail.*

Tribunaux ordinaires. — *Proposition de loi* tendant à attribuer aux tribunaux ordinaires l'appréciation des différends qui peuvent s'élever entre l'administration des chemins de fer de l'État et ses employés à l'occasion du contrat de travail, présentée par M. Lhopiteau, député, le 8 juillet 1895 (doc. parl. n° 1471; *J. O.*, p. 861). — Renvoyée à la Commission du travail.

Prud'hommes. — *Proposition de loi* sur les conseils de prud'hommes, présentée par M. E. Lockroy, député, le 19 novembre 1889 (doc. parl. n° 11; *J. O.*, p. 21). — Rapp. som. Royer, 19 décembre 1889 (doc. parl. n° 214; *J. O.*, p. 379).

Proposition de loi sur les conseils de prud'hommes commerciaux, présentée par M. E. Lockroy, député, le 19 novembre 1889 (doc. parl. n° 18; *J. O.*, p. 53). Rapp. som. Royer, 19 décembre 1889 (doc. parl. n° 215; *J. O.*, p. 379.)

PROJET DE LOI sur les conseils de prud'hommes, présenté à la Chambre des députés par M. Tirard, le 21 décembre 1889 (doc. parl. n° 227; *J. O.*, p. 383).

Proposition de loi tendant à rendre justiciables des conseils de prud'hommes les artistes dramatiques, lyriques, chorégraphiques et autres, présentée par M. C. Le Senne, député, le 24 juillet 1890 (doc. parl. n° 881; *J. O.*, p. 1638).

Proposition de loi ayant pour but la création de conseils de prud'hommes agricoles chargés de concilier et de juger les différends qui peuvent s'élever à l'occasion du bail à ferme, à colonat ou à métayage, présentée par MM. Lachize et E. Rey, députés, le 17 mai 1894 (doc. parl. n° 631; *J. O.*, p. 819). — 6^e commission d'initiative.

Proposition de loi ayant pour objet de laisser siéger tout conseiller prud'homme dont l'élection est contestée jusqu'au jour où le Conseil d'État aura statué en dernier ressort, présentée par M. Mirman, député, le 21 juin 1897 (doc. parl. n° 2546, *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission du travail.

Conciliation et arbitrage.

1^o **PROJET DE LOI** portant modification à la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage entre patrons et ouvriers et employés, présenté par M. Mesureur, ministre du commerce, le 23 janvier 1896 (doc. parl. n° 1746; *J. O.*, p. 22);

2^o *Proposition de loi* portant création de conseils du travail, pour prévenir, concilier ou arbitrer les différends entre patrons et ouvriers ou employés, présentée par M. Mesureur, député, le 20 janvier 1894 (doc. parl. n° 276; *J. O.*, p. 65).

3^o **PROJET DE LOI** sur les conseils permanents de conciliation, présenté par M. A. Lebon, ministre du commerce, le 8 juillet 1895 (doc. parl. n° 1465; *J. O.*, p. 855).

4^o *Proposition de loi* ayant pour objet la création de chambres du travail, présentée par M. Michelin, député, le 7 novembre 1895 (doc. parl. n° 1592; *J. O.*, p. 1451).

5^o *Proposition de loi* complémentaire de la loi sur l'arbitrage, présentée par MM. Dejeante, etc..., députés, le 7 novembre 1895 (doc. parl. n° 1588; *J. O.*, p. 1446).

6^o *Proposition de loi* portant modification aux lois sur l'arbitrage et sur les syndicats professionnels, présentée par MM. Jaurès, etc..., députés, le 21 novembre 1895 (doc. parl. n° 1616; *J. O.*, p. 1487). — Urgence déclarée (déb. parl., *J. O.*, p. 2437).

7^o *Proposition de loi*: 1^o sur la conciliation et l'arbitrage; 2^o sur l'organisation des syndicats professionnels; — présentée par M. de Mun, député, le 25 novembre 1895 (doc. parl. n° 1625; *J. O.*, p. 1509).

Rapp. Lagrange, 6 août 1890 (doc. parl. n° 907; *J. O.*, p. 2917) — Urgence déclarée le 17 mars 1892.

Transmission au Sénat, 31 mars 1892 (doc. parl. n° 75; *J. O.*, p.).

— Rapp. Demôle, 16 décembre 1893 (doc. parl. n° 28; *J. O.*, p. 728). — 1^{re} délib. et ajourn., 24 avril 1894. — Rapp. suppl. Demôle, 27 avril 1894 (doc. parl. n° 80; *J. O.*, p. 118). — Suite de 1^{re} délib., 30 avril 1894; adoption, 1^{er} mai. — 2^e délib. 18 et 31 mai, 7, 8 et 11 juin; adoption, 11 juin 1894.

Retour à la Chambre, 10 juillet 1894 (doc. parl. n° 810; *J. O.*, p. 1295). Renvoi à la Commission du travail, — Rapport Dutreix, 9 mars 1896 (doc. parl. n° 1832; *J. O.*, p. 375).

Renvoyés à la Commission du travail. — Rapport Charles Ferry, le 23 mars 1896 (doc. parl. n° 1862; *J. O.*, p. 317).

Chambres de travail. — *Proposition Michelin.* — Voir ci-dessus : *Conciliation et arbitrage*, 4^o.

B. — L'ASSOCIATION.

1^o Associations de personnes.

Association en général. — *Proposition de loi sur la liberté d'association*, présentée par M. Lemire, député, le 24 avril 1894 (doc. parl. n° 569; *J. O.*, p. 861). — Rapp. som. Lemire, 11 juillet 1894 (doc. parl. n° 818; *J. O.*, p. 1139). — Prise en considération, 19 février 1895 (déb. parl. *J. O.*, p. 447).

Proposition de loi sur le droit d'association, présentée par M. Cunéo d'Ornano, le 14 mai 1895 (doc. parl. n° 1313; *J. O.*, p. 469).

Rapport de la Commission chargée d'examiner ces deux propositions, déposé le 9 novembre 1895, par M. B. Goblet (doc. parl. n° 1598; *J. O.*, p. 9).

Syndicats professionnels. — *Proposition de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels*, présentée par M. Barthe, le 10 juillet 1893 (doc. parl. n° 260; *J. O.*, p. 533).

Proposition de loi ayant pour but d'ajouter à la loi du 21 mars 1884, relative aux syndicats professionnels, des dispositions punissant les infractions à l'article 3, présentée par M. Barthe, le 22 juin 1894 (doc. parl. n° 131; *J. O.*, p. 173).

Rapp. Bérenger, 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 9; *J. O.*, p. 188).

Proposition de loi portant modification de la loi du 21 mars 1884 relative aux syndicats professionnels, présentée par MM. Sembat, etc., députés, le 20 janvier 1894 (doc. parl. n° 290; *J. O.*, p. 84). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapp. A. Lebon, 3 mars 1894 (doc. parl. n° 439; *J. O.*, p. 283). — Urgence déclarée. — Discussion : 12, 14 et 18 juin 1894. — La Chambre décide de passer à une deuxième délibération.

Proposition de loi relative aux syndicats professionnels, présentée par MM. A. Groussier... etc., députés, le 28 mai 1894 (doc. parl. n° 657; *J. O.*, p. 863). — Renvoyée à la commission du travail.

Proposition de loi relative à la capacité des syndicats de devenir propriétaires d'immeubles et de recevoir des donations mobilières, présentée par M. P. Dussaussoy, député, le 5 février 1895 (doc. parl. n° 1164; *J. O.*, p. 229). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi ayant pour objet de reviser la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par MM. Basly et Lamendin, le 12 novembre 1895 (doc. parl. n° 1606; *J. O.*, p. 1470). — Renvoyée à la Commission du travail. — Urgence déclarée le 21 novembre 1895.

Proposition de loi ayant pour objet de réprimer les atteintes portées à l'exercice des droits reconnus par la loi du 21 mars 1884 aux syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers, présentée et lue par M. Bovier-Lapierre, le 21 novembre 1895 (doc. parl. n° 1617; *J. O.*, p. 1487). — Déclaration d'urgence et renvoi à la Commission du travail (déb. parl., p. 2439).

PROJET DE LOI ayant pour objet de réprimer les atteintes portées à l'exercice des droits reconnus par la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présenté par M. Mesureur, Ministre du commerce, et M. Ricard, Ministre de la justice, le 4 février 1896 (doc. parl. n° 1773; *J. O.*, p. 144). — Lu en séance par M. Mesureur (voir *J. O.*, Chambre, p. 167). — Renvoyé à la Commission du travail.

Projet de résolution ayant pour objet de nommer une commission chargée de rechercher quels sont les syndicats professionnels qui, par leur organisation ou par leur fonctionnement, nécessitent l'application de l'article 9 de la loi du 21 mars 1884, déposé par M. Marcel Barthe, sénateur, le 19 juillet 1897 (doc. parl. n° ; *J. O.*, p.).

Proposition Chauvière. (Voir ci-dessus page 2 : *Participation aux travaux de l'État*).

Proposition Jaurès. (Voir ci-dessus, page 6 : *Conciliation et arbitrage*, n° 6.)

Sociétés de secours mutuels. — Voir ci-après, page 11 : *Mutualité*.

Coopération et sociétés coopératives. — (Voir ci-dessus, page 5 : *Participation aux bénéfices*; — et page 4 : *Conditions du travail dans les travaux de l'État*.)

Coalitions. — *Proposition de loi tendant à organiser le droit de grève*, présentée par MM. J. Guesde... etc., députés, le 8 février 1894 (doc. parl. n° 358; *J. O.*, p. 135). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapp. A. Lebon, 15 mars 1894 (doc. parl. n° 525; *J. O.*, p. 433).

Proposition de loi interdisant les coalitions formées dans le but de suspendre ou faire cesser le travail dans les exploitations de l'État et des compagnies de chemins de fer, présentée par M. Cordelet, sénateur, le 21 décembre 1894 (doc. parl. n° 58; J. O., p. 247). — Rapp. somm. Marquis, 21 janvier 1895 (doc. parl., n° 7; J. O., p. 3). — Prise en consid., le 8 février 1895.

PROJET DE LOI ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou cesser le travail dans les services publics de l'État, présenté au Sénat par M. Trarieux, Ministre de la justice, le 4 mars 1895 (doc. parl. n° 38; J. O., p. 107). — Retrait par M. Ricard, Ministre de la justice, le 30 janvier 1896 (J. O., p. 45).

Proposition de loi relative à l'amnistie, présentée par MM. Dejeante, etc. . . , députés, le 11 juillet 1896 (doc. parl. n° 2027; J. O., p. 781).

Proposition de loi ayant pour objet d'accorder l'amnistie à tous les ouvriers condamnés pour faits de grève ou faits connexes, présentée par MM. Renou, Toussaint et Faberot, députés, le 26 janvier 1897 (doc. parl. n° 2235; J. O., p. 197). — Renvoyée à la 25^e Commission d'initiative. — Rapp. somm. Dubief, déposé le 9 février 1897 et concluant négativement (doc. parl. n° 2271; J. O., p. 241).

Proposition Coutant. Voir ci-dessus, page 1 : Liberté du travail.

Association internationale. — *Proposition de loi portant abrogation de la loi contre les affiliés à l'association internationale des travailleurs, présentée par MM. Dejeante, etc. . . , députés, le 1^{er} février 1894 (doc. parl. n° 348; J. O., p. 123). — Rapp. somm. A. Pétrot, 24 octobre 1895 (doc. parl. n° 1571, J. O., p. 1409).*

2^e Associations de capitaux.

Sociétés par actions. — *Proposition Naquet : voir ci-dessus, p. 5 : Participation aux bénéfices.*

C. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Santé publique. — *Proposition de loi relative à l'assainissement des logements et habitations insalubres, présentée par M. Édouard Lockroy, député, le 19 novembre 1889 (doc. parl. n° 12; J. O., p. 26).*

Proposition de loi relative à l'organisation des services de l'hygiène publique, présentée par M. Édouard Lockroy, le 19 novembre 1889 (doc. parl. n° 13; J. O., p. 29).

Proposition de loi relative à la salubrité du travail et à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, présentée par M. Édouard Lockroy, le 19 février 1889 (doc. parl. n° 16; J. O., p. 52).

Proposition de loi sur l'organisation de l'administration de la santé publique, présentée par MM. Siegfried, etc. . . , députés, le 27 mars 1890 (doc. parl. n° 502; J. O., p. 602). — Rapport sommaire Chamberland, déposé le 4 juillet 1890 (doc. parl. n° 779; J. O., p. 715).

PROJET DE LOI pour la protection de la santé publique, présenté par M. Constans, Ministre de l'intérieur, le 3 décembre 1891 (doc. parl. n° 1774; J. O., p. 2892).

Rapp. Demôle, 10 juin 1895 (doc. parl. n° 121; J. O., p. 339). — Première délibération, 3 et 4 février 1896. Adoption en première délib., le 4 février 1896. — Deuxième délibération et adoption, le 14 février 1896 (1). — Transmission à la Chambre des députés, le 2 mars 1896 (doc. parl. n° 1814; J. O., p. 260). — Renvoyée à la Commission du travail (1).

Rapport sommaire Armez, déposé le 1^{er} mars 1890 (doc. parl. n° 399; J. O., p. 393).

Renvoyés à la Commission de l'hygiène publique. — Rapport Langlet, déposé le 13 juillet 1892 (doc. parl. n° 2334; J. O., p. 2162). — Discussion, séances des 26 et 27 juin 1893.

Sénat. — PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la protection de la santé publique, présenté par M. Ch. Dupuy, Ministre de l'intérieur, le 11 juillet 1893 (doc. parl. n° 267; J. O., p. 539). — Rapport Cornil, déposé le 27 décembre 1895 (doc. parl. n° 74; J. O., p. 200). — Première délibération : séances des 2, 4, 5, 9 et 12 février 1897. — Renvoi à la Commission. — Suite de la discussion : 26 octobre 1897. — Adoption : 16 décembre 1897.

(1) Dans sa séance du 14 février 1896 (voir J. O., p. 541, 1^{re} col.), le Sénat a donné à la proposition l'intitulé suivant : *Proposition de loi ayant pour objet de modifier les articles 414 et 415 du Code pénal.*

Durée du travail. — *Proposition de loi* tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines, présentée par M. Basly, député, le 30 novembre 1893 (doc. parl. n° 73, *J. O.*, p. 105). — Rapp. somm. Magnien, du 20 décembre 1893 (doc. parl. n° 219, *J. O.*, p. 251). — Prise en consid. le 20 janvier 1894. — Commission du travail.

Proposition de loi tendant à interdire aux employeurs, tant collectifs qu'individuels, de faire travailler plus de huit heures par jour et plus de six jours par semaine, dans les mines, manufactures, usines, chemins de fer, chantiers et magasins, déposée et lue le 22 mai 1894 par M. Guesde, député, dans la séance du 22 mai 1894 (doc. parl. n° 648; *J. O.*, p. 836). — Commission du travail.

Proposition de loi pour l'établissement de la journée de huit heures et d'un salaire minimum pour tous les ouvriers, ouvrières et employés des travaux, emplois et services de l'État, déposée par MM. E. Vaillant, etc., députés, le 27 octobre 1894 (doc. parl. n° 933; *J. O.*, p. 1425). — Commission du travail.

Proposition de loi ayant pour objet de compléter le décret-loi du 9 septembre 1848, relatif aux heures de travail dans les manufactures et usines, présentée par M. Chiché, député, le 26 octobre 1897 (doc. parl. n° 2744; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition L. Ricard. }

Proposition M. Lecomte. } Voir ci-après, page 14 : *Travail des enfants et des femmes*

CHÉMIN DE FER. — Voir ci-dessous, page 9.

CODE DU TRAVAIL. — Voir ci-après, page 15.

Inspection du travail. — *Proposition de loi* tendant à modifier le personnel de l'inspection du travail, présentée par MM. Jules Guesde, etc., députés, le 27 janvier 1894 (doc. parl. n° 319; *J. O.*, p. 99). — Renvoyée à la Commission du travail.

Délégués mineurs. — *Proposition de loi* portant modification de la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, déposée par M. Basly, député, le 3 mars 1894 (doc. parl. n° 455; *J. O.*, p. 300). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi tendant à rendre la loi du 30 juin 1894 applicable aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, déposée par M. Basly, député, le 27 février 1895 (doc. parl. n° 1198; *J. O.*, p. 225). — Renvoyée à la Commission du travail. — Urgence déclarée. — Rapp. Lacombe, déposé le 30 mars 1895 (doc. parl. n° 1260; *J. O.*, p. 347). — Délibération et adoption, le 21 décembre 1895. — Transmission au Sénat, le 23 décembre 1895 (doc. parl. n° 62; *J. O.*, p. 546). — Rapp. Félix Martin, 14 décembre 1896 (doc. parl. n° 45; *J. O.*, p. 396). — Déclaration d'urgence, délibération et adoption (1), le 2 février 1897. — Retour à la Chambre, 6 février 1897 (doc. parl. n° 2252; *J. O.*, p. 207). — Urgence déclarée. — Renvoi à la Commission du travail.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 8 juillet 1890, sur les délégués à la sécurité des mineurs, déposée par MM. Basly, etc., députés, le 6 novembre 1896 (doc. parl. n° 2094; *J. O.*, p. 1440). — Renvoyée à la Commission du travail.

Arsenaux de la Marine. — Voir ci-dessus, page 4 : *Conditions du travail dans les travaux de l'État*; — et ci-après, page 10 : *Accidents*.

Chemins de fer. — *Proposition de loi* relative à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries, présentée par MM. Descubes, etc., députés, le 28 juillet 1894 (doc. parl. n° 895; *J. O.*, p. 165). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapp. Descubes, 21 décembre 1895 (doc. parl. n° 1700; *J. O.*, p. 1627).

PROJET DE LOI relatif à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries, déposé par M. Turrel, Ministre des travaux publics, le 26 novembre 1897 (doc. parl. n° 2847; *J. O.*, p.). — Renvoyé à la Commission du travail.

Proposition de loi relative à la situation des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, déposée par MM. Berteaux, etc., députés, le 30 novembre 1897 (doc. parl. n° 2853; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission du travail.

Voir ci-dessus, page 1 : *Louage d'ouvrage*; — et ci-après, page 12 : *Caisses de retraites et de secours des compagnies de chemins de fer*.

Rapp. suppl. Descubes, 2 décembre 1897 (doc. parl. n° 2860; *J. O.*, p.). — Déclaration d'urgence, discussion et adoption, le 17 décembre 1897. — Transmission au Sénat, le 21 décembre 1897.

(1) Dans sa séance du 2 février 1897, le Sénat a donné à la proposition l'intitulé suivant : *Proposition de loi concernant la participation des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs aux caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs*.

Mines. — *Motion* tendant à donner à la Commission du travail le pouvoir de procéder à une enquête générale sur les conditions du travail et de la sécurité dans les mines, présentée par M. Mesureur, député, le 5 février 1895 (déb. parl., p. 184). — Adoption, le 8 février 1895 (déb. parl., p. 213 et 214). — Rapp. L. Lacombe, 2 juillet 1896 (doc. parl. n° 1982; J. O., p. 1280).

Voir ci-dessus, page 3 : *Durée de la journée du travail*; — page 9 : *Députés mineurs*; — et ci-après : *Accidents*.

Accidents. — *Chambre.* — 1° PROJET DE LOI, adopté par le Sénat, concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, déposé le 28 juin 1890 par M. Jules Roche, Ministre du commerce (doc. parl. n° 745; J. O., p. 1425).

2° PROJET DE LOI relatif au droit à indemnité des ouvriers victimes d'un accident dans leur travail, déposé le 28 juin 1890 par M. Jules Roche, Ministre du commerce (doc. parl. n° 746; J. O., p. 1427).

3° Proposition de loi relative à la responsabilité pécuniaire des concessionnaires des mines en cas d'accidents, déposée le 24 janvier 1891 par M. Granger (doc. parl. n° 1148; J. O., p. 306).

4° Proposition de loi sur l'assurance mutuelle obligatoire, son organisation et son fonctionnement, déposée le 26 janvier 1891 par MM. Ricard et Guieysse (doc. parl. n° 1151; J. O., p. 310).

5° Proposition de loi ayant pour objet l'assurance obligatoire des ouvriers, ouvrières et employés des deux sexes contre les accidents et la maladie, déposée le 27 janvier 1891 par M. Pierre Richard (doc. parl. n° 1153; J. O., p. 312).

6° Proposition de loi concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, déposée le 2 février 1891 par M. Dron (doc. parl. n° 1176; J. O., p. 346).

7° Proposition de loi sur les accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, présentée par M. Le Cour, le 9 mars 1891 (doc. parl. n° 1274, J. O., p. 672).

8° Proposition de loi ayant pour objet d'établir l'assurance obligatoire et gratuite des ouvriers contre les accidents du travail, déposée le 20 juin 1891 par M. Vian (doc. parl. n° 1526; J. O., p. 1495).

Proposition de loi tendant à créer une assurance contre les accidents professionnels pouvant atteindre les ouvriers mineurs, déposée par M. Naquet, député, le 28 novembre 1893 (doc. parl. n° 61; J. O., p. 95). — Rapp. somm. Magnien, 20 décembre 1893 (doc. parl. n° 218; J. O., p. 95). — Prise en consid., 20 janvier 1894. — Renvoyée à la Commission de prévoyance et d'assurance sociales.

Proposition de loi sur les accidents dont les marins et les pêcheurs sont victimes dans l'exercice de leur profession, présentée par M. le vicomte de Montfort, député, le 25 janvier 1894 (doc. parl. n° 365; J. O., p. 89). — Renvoyée à la Commission de la Marine.

Proposition de loi sur la sécurité du travail et sur les accidents dans les arsenaux et établissements de la marine, présentée par M. Guieysse, le 1^{er} mars 1895 (doc. parl. n° 1201; J. O., p. 226). — Renvoyée à la Commission de la Marine.

Proposition de loi tendant à régler la responsabilité des accidents du travail, présentée par M. Julien Goujon, député, le 19 octobre 1897 (doc. parl. n° 2719; J. O., p.). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Retirée au cours de la discussion le 26 octobre 1897.

Sécurité des garçons de recettes. — Proposition de loi ayant pour objet d'assurer la sécurité des garçons de recettes, déposée par M. Coutant, député, le 15 décembre 1897 (doc. parl. n° 2906; J. O., p.). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition Jouffroy. — Voir ci-après, page 12 : *Caisse de retraites*.

Proposition Castelin. — Voir ci-dessus, page 4 : *Conditions du travail dans les travaux de l'État*.

Rapp. Louis Ricard, 25 février 1892 (doc. parl. n° 1926; J. O., p. 301). — Discussion : 18 mai, 3, 5, 6, 8 et 10 juin 1893.

Transmission au Sénat, 26 juin 1893 (doc. parl. n° 233; J. O., p. 488). Rapp. somm.

(doc. parl. n° ; J. O., p.). — Rapp. Poirrier, 3 avril 1895 (doc. parl. n° 73; J. O., p. 268). — Première délibération : 10, 11 et 13 juin. — Rapp. supp. Poirrier, 28 juin 1895 (doc. parl. n° 146; J. O., p. 277). — Suite de la 1^{re} délib. : 4, 5 et 8 juillet, 28 octobre, 21, 22, 26 novembre, 2, 3, 5 décembre. — Adoption en 1^{re} délib. : 5 décembre 1895. — Deuxième délibération : 24, 28 et 30 janvier 1897. — Contre-projet de M. Bérenger, déposé le 28 et renvoyé le 30 janvier à la Commission. — Démission des membres de la Comm., le 31 janvier (J. O., p. 48). — Nomination de la nouvelle commission, le 6 fév. 1896 (J. O., p. 744). — Rapport Thévenet, 2 mars 1896 (doc. parl. n° 48; J. O., p. 118). — Suite de la 2^e délib., 17, 19, 20, 23 et 24 mars 1896. — Adoption, 24 mars 1896.

Transmission à la Chambre, le 2 avril 1896 (doc. parl. n° 1890; J. O., p. 391). — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapp. Maruéjols, 7 juillet 1897 (doc. parl. n° 2624; J. O., p. 1509). — Urgence déclarée et adoption avec modifications, les 26 et 28 octobre 1897.

Retour au Sénat, le 5 novembre 1897 (doc. parl. n° 14; J. O., p.).

PRÉVOYANCE.

Mutualité. — *Proposition de loi relative aux sociétés de secours mutuels*, présentée par M. Audiffred, député, le 2 décembre 1893 (doc. parl. n° 80; *J. O.*, p. 211). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — Rapport Audiffred, 22 novembre 1894 (doc. parl. n° 1010; *J. O.*, p. 167). — Rapp. supp. Audiffred, 23 janvier 1896 (doc. parl. n° 1754; *J. O.*, p. 26). — Première délibération: 7 et 9 mars, 30 mai et 1^{er} juin 1896. — Deuxième délibération: 21 mai, 28 mai et 4 juin 1897. — Adoption, le 4 juin 1897. — Transmission au Sénat, le 11 juin 1897 (doc. parl. n° 1754; *J. O.*, p. 26). — Rapp. Fourties, 23 décembre 1897 (doc. parl. n° 1754; *J. O.*, p. 26).

Proposition de loi ayant pour objet d'encourager le travail, la prévoyance et la mutualité, présentée par M. Papelier, député, le 13 juillet 1894 (doc. parl. n° 833; *J. O.*, p. 1147). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Assurance obligatoire contre le chômage. — Voir ci-dessus, page 3 : *Chômage professionnel*.

Assurance en cas d'accidents. — Voir ci-dessus, p. 10 : *Accidents*.

Assurance sur la vie. — Voir ci-dessus, p. 10 : *Accidents*; — et ci-après, p. 12 : *Caisse des retraites*.

Assurances sur la vie. — *Chambre.* — 1^{re} *Proposition de loi relative aux associations de la nature des tontines et aux assurances sur la vie*, présentée par M. Jules Roche, député, le 22 janvier 1894 (doc. parl. n° 301; *J. O.*, p. 239). — Renvoyées à la 3^e comm. d'initiative parl. — Rapp. somm. Pams, 15 nov. 1894 (doc. parl. n° 984; *J. O.*, p. 1987). — Prise en considération, le 10 fév. 1896. — Commission spéciale nommée le 10 mars (*J. O.*, p. 1411).

2^e *Proposition de loi relative aux sociétés étrangères d'assurances sur la vie*, présentée par M. Saint-Germain, le 12 février 1894 (doc. parl. n° 375; *J. O.*, p. 146).

Proposition de loi relative aux sociétés d'assurances sur la vie, présentée par MM. Guieysse, etc., députés, le 16 juillet 1894 (doc. parl. n° 834; *J. O.*, p. 1150). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Assurance contre l'invalidité. — Voir ci-après, p. 12 : *Caisse des retraites*.

Caisse des secours. — *Proposition de loi relative à la création d'une caisse de dotation des enfants des indigents destinée à leur assurer une dot à la majorité*, déposée par MM. Rey et Lachize, députés, le 1^{er} février 1894 (doc. parl. n° 345; *J. O.*, p. 119).

Proposition de loi relative à l'organisation et à la gestion des caisses de secours dans les usines, ateliers et manufactures, déposée par MM. Defontaine et Charpentier, députés, le 17 février 1894 (doc. parl. n° 398; *J. O.*, p. 181).

Proposition de loi portant modification aux articles 1, 2, 3 de la loi du 30 juin 1894 sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs, présentée par MM. de Ramel et Le Gavrian, députés, le 10 juillet 1894 (doc. parl. n° 816; *J. O.*, p. 1138).

Proposition de loi tendant à mettre à la charge de l'exploitant les caisses de retraite et de secours des ouvriers mineurs, déposée par M. J. Guesde, député, le 12 juin 1894 (doc. parl. n° 707; *J. O.*, p. 931).

Voir ci-après, p. 12 : *Caisse des retraites*.

Caisse des secours et de retraites des ouvriers mineurs.

— *Chambre.* — *Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 29 juin 1894 (1) sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs*, présentée par MM. Charpentier, etc., députés, le 10 juillet 1896 (doc. parl. n° 2020; *J. O.*, p. 1317).

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 29 juin 1894 (1) sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, déposée par M. Basly et plusieurs de ses collègues, le 31 octobre 1896 (doc. parl. n° 2081; *J. O.*, p. 1399).

Proposition de loi tendant à modifier les articles 1, 2, 3, 4 et 5 de la loi du 29 juin 1894 (1) sur les caisses de retraites des ouvriers mineurs, déposée par M. Martinon, député, le 29 novembre 1897 (doc. parl. n° 2851; *J. O.*, p. 1399).

Voir ci-dessus, page 9 : *Délégues mineurs*, et la note.

Renvoyées à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Renvoyées à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

(1) Voir *Bulletin*, juillet 1894, page 358.

Caisses de retraites et de secours des compagnies de chemins de fer. —

Proposition de loi relative aux caisses de retraites et de secours des compagnies et administrations de chemins de fer, présentée par M. Sibille, député, le 5 avril 1897 (doc. parl. n° 2395; *J. O.*, p. 920). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Caisse des retraites des ouvriers et employés des compagnies secondaires de chemins de fer et d'intérêt local. — *Proposition de loi* présentée par MM. Raiberti, etc., députés, le 30 mars 1896 (doc. parl. n° 1882; *J. O.*, p. 444). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Voir ci-dessus, page 1 : *Contrat du travail*.

Caisses de retraites [Invalidité]. — Voir ci-dessus, p. 11 : *Caisses de secours*.

1° *Proposition de loi* relative à la création d'une caisse nationale ouvrière de prévoyance, présentée par M. Guieysse, député, le 23 novembre 1893 (doc. parl. n° 38; *J. O.*, p.). — Rapp. som. L. Brunet, 17 décembre (doc. parl. n° 119; *J. O.*, p.).

2° *Proposition de loi* sur l'organisation d'une caisse de retraites des travailleurs et des invalides du travail et d'une caisse de capitalisation ou assurances sur la vie, présentée par M. de Ramel, député, le 4 décembre 1893 (doc. parl. n° 93; *J. O.*, p. 130).

3° *Proposition de loi* ayant pour objet : 1° la constitution d'une rente au profit de tous les citoyens français, âgés de soixante ans, par la caisse nationale des retraites rendue obligatoire; 2° la novation et l'amortissement de la dette publique par la création de la rente nationale, présentée par M. Michelin, député, le 15 janvier 1894 (Doc. parl. n° 248; *J. O.*, p. 27).

4° *Proposition de loi* tendant à organiser une caisse nationale de retraite pour les travailleurs des deux sexes, présentée par MM. Isambard et J. Goujon, députés, le 16 janvier 1894 (Doc. parl. n° 265; *J. O.*, p. 49).

5° *Proposition de loi* relative à l'organisation d'une caisse de retraites pour la vieillesse, présentée par M. Brinard, député, le 15 février 1894 (Doc. parl. n° 383; *J. O.*, p. 153).

6° *Proposition de loi* relative à la création d'une caisse d'assurance nationale destinée à permettre d'élever les enfants des indigents et de procurer une retraite aux travailleurs des villes et des champs atteints par l'âge et les maladies, présentée par M. le général lung, député, le 17 février 1894 (Doc. parl. n° 393; *J. O.*, p. 179).

Proposition de loi tendant à attribuer à la création d'une caisse des invalides du travail le produit de la vente des diamants de la couronne, présentée par MM. Baulard, etc., députés, le 7 décembre 1893 (doc. parl. n° 124; *J. O.*, p. 153). — Rapp. somm. Montaut, 15 janvier 1894 (doc. parl. n° 223; *J. O.*, p. 1).

Proposition de loi concernant les invalides du travail et les travailleurs valides sans ouvrage, présentée par M. Maurice Faure, député, le 4 décembre 1893 (doc. parl. n° 92; *J. O.*, p. 127).

Proposition de loi relative à l'attribution d'une pension de retraite aux invalides du travail des deux sexes et autres personnes sans ressources suffisantes et absolument incapables de subvenir à l'entretien de leur existence par suite de vieillesse, de maladies incurables, d'infirmités ou d'accidents, présentée par M. C. Jouffray, député, le 20 janvier 1894 (Doc. parl. n° 283; *J. O.*, p. 74).

Proposition de loi relative à la création d'une caisse de dotation des enfants des indigents, destinée à leur assurer une dot à leur majorité et une retraite sur leurs vieux jours, présentée par MM. E. Rey et Lachize, députés, le 1^{er} février 1894 (Doc. parl. n° 345; *J. O.*, p. 119).

Proposition de loi modifiant les pensions des marins du commerce et des pêcheurs dites demi-solde, présentée par MM. Carnaud, etc., députés, le 3 décembre 1895 (doc. parl. n° 1647; *J. O.*, p. 1540).

Proposition de loi sur l'organisation de l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, présentée par M. A. Lebon, député, le 6 décembre 1895 (doc. parl. n° 1654; *J. O.*, p. 1647).

Renvoyées à la Commission d'assurance et de prévoyance — sociales. Rapport Audiffred, déposé le 19 décembre 1896 (doc. parl. n° 2185; *J. O.*, p. 116.)

Reuovées à la Commission d'assurance et de prévoyance soc ales.

Proposition de loi relative aux pensions de retraite de la vieillesse et des invalides du travail,

présentée par M. Chautemps, député, le 30 novembre 1893 (doc. parl. n° 71; *J. O.*, p. 105). — Rapp. som. L. Brunet, 14 décembre 1893 (doc. parl. n° 159; *J. O.*, p. 187).

Proposition de loi concernant la création d'une caisse générale de retraites, présentée par MM. Chassaing, etc., députés, le 30 janvier 1894 (Doc. parl. n° 310 *J. O.*, p. 111).

Proposition de loi relative à la création d'une retraite proportionnelle en faveur des inscrits maritimes ayant moins de 25 ans ou de 30 ans de service accomplis, présentée par M. Gendré, député, le 19 février 1894 (Doc. parl. n° 403; *J. O.*, p. 204). — Renvoyée à la Commission de la Marine.

Proposition de loi ayant pour but la création d'une caisse de retraites pour la vieillesse, présentée par MM. Dejeante, etc., députés, le 11 juillet 1894 (Doc. parl. n° 817) (1). Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers de l'industrie, présentée par M. Félix Martin, sénateur, le 27 février 1897 (Doc. parl. n° 61; *J. O.*, p.) — Rapp. som. Gustave Denis, 1^{er} avril 1897 (doc. parl. n° 103; *J. O.*, p.). — Prise en considération, le 17 juin 1897. — Renvoyée à la Commission de

Proposition de loi ayant pour objet la création d'une caisse de retraites pour les ouvriers, présentée par M. Gellé, député, le 8 avril 1897 (doc. parl. n° 2415; *J. O.*, p. 974). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi sur la caisse des retraites en faveur des invalides et des vieillards, présentée par M. Chauvière, le 19 octobre 1897 (doc. parl. n° 2720; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet la création d'une caisse de retraites ouvrières, présentée par M. Girault, député, le 21 octobre 1897 (doc. parl. n° 2727; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet l'organisation générale et immédiate des retraites et des soins de maladie pour les travailleurs, présentée par MM. Jaurès, etc., députés, le 4 novembre 1897 (doc. parl. n° 2766; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi sur la caisse des retraites industrielles, déposée par MM. Guieysse, etc., députés, le 18 décembre 1897 (doc. parl. n° 2915; *J. O.*, p.). Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Voir ci-dessus, p. 1 : *Contrat de travail*; — p. 3 : *Chômage professionnel*; — p. 9 : *Délégues mineurs*; et p. 11 : *Caisses de secours*.

PROPRIÉTÉ PRIVÉE ET INTÉRÊT COLLECTIF.

Restriction au droit d'user. — Expropriation.

Mines. — *Proposition de loi* sur les mines, présentée par M. R. Goblet, député, le 15 déc. 1893 (doc. parl. n° 170; *J. O.*, p. 191). — Urgence déclarée, 15 déc. 1893.

PROJET DE LOI sur les mines, présenté à la Chambre des députés par M. Jonnart, Ministre des travaux publics, le 5 mai 1894 (doc. parl. n° 597; *J. O.*, p. 740).

Proposition de loi ayant pour objet de restituer à la nation et aux travailleurs la propriété des mines, présentée par MM. Jaurès, etc., députés, le 19 mai 1894 (doc. parl. n° 639; *J. O.*, p. 828).

Renvoyés à la Commission du travail.

Chasse. — *Proposition* Chauvin, relative à la création d'une Caisse nationale de maternité. — Voir ce titre, ci-après, p. 14.

Expropriation. — *Proposition* Deville. — Voir *Chômage professionnel* in fine, p. 3.

(1) Ce document n'a pas été distribué.

PROTECTION ET ASSISTANCE.

1^o Enfants mineurs et femmes.

Protection de l'enfance. — *Proposition de loi* tendant à la répression de l'exploitation de l'enfance, présentée par M. G. Berry, député, le 21 mai 1894 (doc. parl. n^o 641; *J. O.*, p. 830). — Renvoyée à la Commission de la mendicité.

Proposition de loi ayant pour objet de pourvoir à la garde provisoire des enfants maltraités, déposée par M. Odilon-Barrot, député, le 22 février 1897 (doc. parl. n^o 2298; *J. O.*, p. 318).

Proposition de loi tendant à la répression de l'exploitation de l'enfance par les mendiants, présentée par M. G. Berry, député, le 22 février 1897 (doc. parl. n^o 2299; *J. O.*, p. 319). — Renvoyée à la Commission relative aux sévices contre les enfants. — Rapp. Cochin, 29 mars 1897 (doc. parl. n^o 2371; *J. O.*, p. 866).

Proposition de loi tendant à la répression de la corruption de l'enfance, déposée par M. G. Berry, député, le 22 février 1897 (doc. parl. n^o 2300; *J. O.*, p. 319).

Proposition E. Rey et Lachizée. } Voir ci-dessus, p. 12 : *Caisses des retraites.*

Proposition Jung.

Proposition Malzac. — Voir ci-après, p. 15 : *Assistance des orphelins et des vieillards.*

Travail des enfants et des femmes. — *Proposition de loi* tendant à modifier les dispositions de la loi du 2 nov. 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, présentée par M. L. Ricard, député, le 23 nov. 1893 (doc. parl. n^o 40; *J. O.*, p. 44). — Rapp. somm. Fougeirol, 9 déc. 1893 (doc. parl. n^o 132; *J. O.*, p. 155). — Commission du travail. — Rapp. Barthou, 10 février 1894 (doc. parl. n^o 372; *J. O.*, p. 157). — Urgence déclarée. — Discussion commencée les 11, 15, 16, 22, 23, 25 et 27 juin 1896.

Proposition de loi portant modification à la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, présentée par M. Lecomte, sénateur, le 14 novembre 1893 (doc. parl. n^o 2; *J. O.*, p. 708). — (doc. parl. n^o 2 rectifié; *J. O.*, p.). — Rapp. somm. Lecomte, 4 déc. 1893 (doc. parl. n^o 16; *J. O.*, p. 726). — Prise en consid., 14 déc. 1893. — Rapp. Lecomte, 27 février 1894 (doc. parl. n^o 34; *J. O.*, p. 76). — Première délibération : 8 et 13 mars, 24 avril, 11 et 12 juin 1894. — Deuxième délibération : 10 et 13 juillet 1894. — Transmission à la Chambre, 20 juillet 1894 (doc. parl. n^o 864; *J. O.*, p. 1180). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapp. Dron, 28 décembre 1895 (doc. parl. n^o 1724; *J. O.*, p. 219). — Première délibération : 11, 15, 16 et 22 juin. Urgence déclarée.

Droit de la femme mariée sur son salaire. — *Proposition de loi* ayant pour objet d'assurer à la femme mariée la libre disposition des fruits de son travail, présentée par M. Goirand, député, le 9 juillet 1894 (doc. parl. n^o 801; *J. O.*, p. 1133). — Rapp. som. T. Goujon, 20 déc. 1894 (doc. parl. n^o 1094; *J. O.*, p. 2233).

Proposition de loi ayant pour objet de protéger la femme contre certains abus de la puissance maritale, présentée par MM. L. Jourdan, etc., députés, le 9 juillet 1894 (doc. parl. n^o 803; *J. O.*, p. 1135).

Commission spéc. nom-
mée le 14 février 1895. —
Rapp. Goirand, le 14 nov.
1895 (doc. parl. n^o 1609;
J. O., p. 1472). — Urgence
déclarée, discuss. et adop.
le 27 février 1896 (*J. O.*,
Chambre p. 313). — Trans-
mission au Sénat, le 2 mars
1896 (doc. parl. n^o 47;
J. O., p. 117).

Caisse nationale de maternité. — *Proposition de loi* tendant à établir un impôt sur les chasses gardées, à en affecter les ressources à la création d'une caisse nationale de maternité et à modifier les articles 1, 4, 5, 6, 10, 11, 12, 13, 22, 26 et 30 de la loi des 3 et 4 mai 1844 sur la police de la chasse, déposée par M. Chauvin, député, le 14 novembre 1896 (Doc. parl. n^o 2114; *J. O.*, p. 1473). — Renvoyée à la Commission du budget. — Rapport Maurice Lasserre, 17 novembre 1896 (doc. parl. n^o 2119; *J. O.*, p.).

2^o Majeurs.

Protection des personnes accomplissant un service militaire. — *Proposition de loi* ayant pour objet de prévenir le renvoi des employés et ouvriers revenant d'accomplir une période d'instruction militaire de 28 ou 13 jours, présentée et lue par M. Contant, député, le 23 nov. 1895

chez ceux de Sanvic-le-Havre qui sont moins occupés que l'an dernier. Au Havre, plein travail chez les *voiliers*. Pas de chômeurs chez les *journaliers*.

Algérie. — A Constantine, 18 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Un quart des syndiqués chez les *carrossiers* d'Alger ; la journée est diminuée de 1 heure 1/2, on fait 50 heures par semaine. A Constantine, situation plus difficile que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre*. 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour janvier et février 1898 :

Alençon. — Travaux de chemins.....	104.200
Alençon. — Construction de chemins.....	122.400
Bourges. — Guerre. Construction de bâtiments.....	197.000
Caen. — Dragage d'entretien des ports.....	107.600
Cette. — Construction d'un théâtre.....	419.900
Clermont-Ferrand. — Construction d'une école professionnelle....	121.200
Douai. — Restauration des chaussées pavées.....	184.000
Lons-le-Saunier. — Tramway de Lons-le-Saunier à Saint-Claude. Ballastage et pose de voies.....	325.000
Lyon. — Travaux de pavage.....	187.400
Lyon. — Travaux de pavage.....	187.400
Melun. — Amélioration du chenal de la Seine.....	146.000
Montauban. — Chemin de fer de Castelsarrazin à Beaumont-de-Lomagne.....	470.000
Moulins. — Agrandissement de l'hôpital général.....	128.500
Nantes. — Dévasement du port de Nantes.....	103.000 ^f
Orléans. — Construction d'un presbytère.....	101.800
Paris. — Défrichement du domaine de Méry.....	100.000
Paris. — Construction d'un poste de secours d'incendie.....	150.700
Paris. — Conduites en tôle et fonte d'acier pour le Loing et le Lunain.....	4.941.800
Paris. — Viabilité et égouts avenue Ledru-Rollin.....	109.700
Paris. — Chemins de fer de l'État. Renouvellement de ballast sur la ligne de Poitiers à La Rochelle.....	133.700
Paris. — Transformation de la ligne de tramway Paris-Charenton..	134.500
Paris. — Construction et remaniement d'égouts.....	3.752.600
Paris. — Construction d'une école rue du Surmelin.....	300.000
Sétif. — Achèvement du chemin de grande communication n° 8...	121.000

Résultats des Adjudications précédentes.

Beaune. — Aménagement de plusieurs rues (163.000 francs). — Adj. : *terrassements, empierrement, maçonnerie, pavage, bordures*, Pouletty, à Dijon, 28,95; *dallages en ciment*, Lerat, 29,05.

Douai. — Construction d'entrepôts et magasins généraux (3 lots : 560.600 francs). — Adj. : Guyot, à Saint-Omer, 11,17; Ateliers de construction, forges et fonderies d'Hautmont 32; Joly, à Sin-le-Noble.

Héricourt (Haute-Saône). — Construction d'une crèche municipale (100.000 francs). — Adj. : maçonnerie, couverture, charpente, Paronelli, 9, 15 et 3; serrurerie, Caussin, 4; menuiserie, Meugniot, à La Corveraine, près Luxeuil, 15; peinture, vitrerie, Philippe, à Belfort, 21.

La Roche-sur-Yon. — Chemin de fer de Fontenay-le-Comte à Cholet (section de Vouvant-Cézay à Chantonnay). Terrassements et maçonneries de 5^e lot (220.000 francs). — Adj. : Lacroix, à Segré, 27.

Paris. — Travaux de fontainerie pour le service des eaux (3 lots : 390.000 francs. — Adj. : Mathelin, 26, rue Boursault, 8,80; Gibault, 60, avenue Philippe-Auguste, 8,60; Société d'entreprise générale de distribution et de concession d'eau et de gaz, boulevard de Port-Royal, 8,30.

Chemins de fer P.-L.-M. — Ligne de Saint-Clair à Sathonay (3.200.000 francs). — Adj. : Rougier, à Aix-en-Provence.

Périgueux. — Tramway de Périgueux à Vergt. Superstructure (450.000 francs). — Adj. : Joubert, à Saumur, 6.

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Nov. 1897.	Déc. 1897.	Déc. 1896.
Farine, 12 marques, les 157 kilogrammes. . . .	62 ^f 90 ^e	61 ^f 40 ^e	46 ^f 00 ^e
Sucre brut blanc n° 3, les 100 kilogrammes. . .	30 40	32 50	26 30
Alcool à 90°, l'hectolitre.	45 75	42 75	31 75
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr.	59 00	56 00	56 00
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes. .	37 85	36 50	42 00
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes. . . .	31 50	29 50	34 50
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	45 50	46 50	45 40
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 40	1 38	1 46
Veau, idem.	1 85	1 85	1 90
Mouton, idem.	1 80	1 80	1 90
Porc, idem.	1 15	1 20	1 05
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.	37 75	37 00	45 12
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr. . . .	106 50	111 50	112 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	42 50	42 50	39 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes.	16 50	16 00	17 25
Cuivre en lingots, idem.	127 00	128 50	133 50
Étain Banka, idem.	170 00	171 25	162 00
Plomb, idem.	34 50	32 75	30 25
Zinc bonnes marques, idem.	48 50	38 75	47 25

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Le travail est resté actif dans les mines, dans les industries du livre, de la soierie; il a baissé dans les industries cotonnière, lainière et linière. Dans les établissements métallurgiques et ceux de constructions mécaniques, tendances plutôt calmes. Amélioration dans la ganterie. Commencement de la morte-saison dans l'industrie du vêtement et dans la chapellerie. Le chômage de morte-saison signalé, le mois dernier, dans l'industrie du bâtiment et dans les métiers qui s'y rattachent, s'est étendu.

Parmi les 430 syndicats d'employés et d'ouvriers de l'industrie et du commerce groupant 118.000 adhérents qui ont fourni des rapports sur la situation au 15 décembre, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu plus de 8 p. o/o; 12 p. o/o des syndicats comprenant 6 p. o/o des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, 52 p. o/o des syndicats avec 73 p. o/o des adhérents jugent qu'il a été en même quantité et 36 p. o/o des chambres syndicales groupant 21 p. o/o des syndiqués le tiennent pour moins abondant.

Par rapport au mois précédent, le travail est jugé moins actif dans l'ensemble des industries.

La journée de travail a été de nouveau réduite, dans un certain nombre de métiers, comme tous les ans à pareille époque; on fait de 8 à 9 heures, par jour, dans un plus grand nombre d'ateliers que le mois dernier, notamment dans l'industrie du bâtiment et dans les métiers qui s'y rattachent.

Comme tous les ans, pendant la période correspondante, les denrées alimentaires de première nécessité ont subi une augmentation des prix, notamment le beurre, les œufs, les légumes; la baisse signalée, le mois dernier, sur la viande s'est maintenue.

SITUATION GÉNÉRALE.

HORTICULTURE. — FORÊTS. — Chez les horticulteurs-jardiniers, ralentissement annuel du travail. Pleine saison du travail chez les bûcherons qui comptent 10 p. o/o des leurs en chômage. L'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier chez les bûcherons de Ciez (Nièvre), de Jussy et d'Henrichemont (Cher)

et moins abondant chez ceux de la Fermeté (Nièvre), Saint-Bonnet (Allier) et Saucergues (Cher); pour le reste, situation sans modification notable.

MINES. — CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de décembre, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5,72	"	"	"	100	"
Loire.....	5,86	"	"	"	65	35
Gard et Hérault.....	5,76	"	"	"	100	"
Provence (lignite).....	5,28	"	"	34	66	"
Tarn et Aveyron.....	5,72	"	"	"	100	"
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	5,76	"	"	"	100	"
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne..	5,77	"	"	"	85	15
ENSEMBLE pour la France.	5,74	"	"	1	93	6

Le nombre moyen de jours d'extraction était de 5,57 en décembre 1897; il était de 5,96 le mois dernier; mais cette diminution de l'intensité de l'extraction n'implique pas, pour cette fois, un accroissement du chômage involontaire : la plupart des mines françaises ont chômé un jour pour la Sainte-Barbe; en tenant compte de cette circonstance, on peut dire qu'il y a eu travail plein, en décembre, comme le mois précédent.

CARRIÈRES. — Morte-saison annuelle chez les carriers à la suite de la diminution des commandes de l'industrie du bâtiment. La journée de travail est réduite à 8 heures; on estime que l'ouvrage est, dans l'ensemble, aussi abondant que l'an dernier, sauf à Saint-Resitut (Drôme) et à Fontvieille (Bouches-du-Rhône), où il est jugé plus faible.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Chez les boulangers, placement encore difficile, les patrons cherchant à diminuer leurs frais en réduisant leur personnel. Le travail est considéré comme moins abondant que l'an dernier, à même époque, notamment à Aix, Montpellier et Périgueux; pour le reste, pas de changement depuis le mois précédent. La saison habituelle du travail est jugée moins bonne que celle de l'an dernier chez les cuisiniers à Paris, chez les pâtisseries-cuisiniers à Saint-Étienne et Rouen; dans les autres villes, la situation se maintient à peu près équivalente à celle de l'année précédente.

INDUSTRIE DU LIVRE. — Grâce aux commandes du nouvel an et au mouvement d'affaires de cette période de l'année, la situation a continué à s'améliorer chez les typographes et ouvriers du livre; on compte 6 p. o/o de chômeurs chez les typo-

graphes à Paris, 2 p. 0/0 en province et un peu moins de 5 p. 0/0 dans l'ensemble. 25 p. 0/0 des syndicats groupant 10 p. 0/0 des adhérents estiment que le travail est plus abondant que l'an dernier à pareille époque; 62 p. 0/0 des syndicats avec 77 p. 0/0 des syndiqués jugent qu'il est en même quantité et 13 p. 0/0 des chambres syndicales avec 13 p. 0/0 des syndiqués le tiennent pour plus faible. En particulier, le travail est jugé plus actif que l'an dernier chez les typographes de Charleville, Lons-le-Saunier, Lyon (imprimeurs), Toulon, Avignon, Rochefort, Châteaudun et Chartres; moins actif chez les imprimeurs lithographes de Marseille, les typographes de Montpellier, Bordeaux, Rouen et le Havre; pour le reste, pas de changement.

CUIRS ET PEaux. — Les tanneurs et corroyeurs maintiennent leur activité, les ouvriers en chaussures sont en morte-saison. Dans la ganterie, l'amélioration déjà signalée, le mois dernier, s'accroît. Les ouvriers syndiqués estiment que le chômage atteint 5 p. 0/0 des leurs dans la préparation des cuirs et peaux, et un peu plus du cinquième dans l'industrie de la chaussure.

Par rapport à l'an dernier, l'ouvrage est ten pour plus abondant chez les mégisiers d'Annonay et chez les ouvriers en cuirs de Graulhet (Tarn), chez les coupeurs pour chaussures de Fougères et chez les gantiers de Millau; pour plus faible chez les tanneurs de Marseille et de Vendôme, chez les cordonniers de Paris, Nice et Cholet, chez les trépointeurs de Saint-Laurent-de-Cerdans (Pyrénées-Orientales) et de Toulouse et chez les gantiers de Paris; pas de variation notable pour le reste.

TEXTILES. — Ralentissement du travail dans les industries lainière, linière et cotonnière, tant dans les filatures que dans les tissages; les prix de vente et ceux de façon ont baissé; dans certains cas, des stocks se sont formés qui gênent la marche du travail. Par contre, l'industrie de la soierie maintient son activité, ce qui, dans le centre notamment, a permis à des ouvriers de l'industrie cotonnière sans ouvrage de pouvoir s'occuper dans les ateliers de soierie de la région; les métiers à bras et mécaniques, dans les villes et surtout dans les campagnes, sont bien occupés et quelques-uns bien alimentés de commandes; les prix de vente sont fermes, de même pour les prix de façon. La rubanerie, la passementerie sont aussi bien occupées. Situation stationnaire tendant plutôt à faiblir, dans certains centres, dans la teinturerie, la bonneterie surtout, celle de laine. Commencement de la morte-saison dans l'industrie du vêtement et dans la chapellerie. On estime que le chômage atteint un peu plus de 7 p. 0/0 des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des filatures et tissages, 18 p. 0/0 dans l'industrie du vêtement.

Par rapport à l'an dernier, le travail est estimé plus actif que l'an dernier, dans l'industrie de la soierie de la région lyonnaise, chez les voiliers du Havre, chez les chapeliers de Septfonds (Tarn-et-Garonne) et de Niort; plus faible chez les ouvriers des filatures et tissages mécaniques de Francheval (Ardennes), de l'industrie lainière de la région rennaise et de Vienne, de l'industrie cotonnière de Flers (Orne), de Condé-sur-Noireau (Calvados) et dans la Seine-Inférieure; dans les tissages à la main du Nord, des Ardennes, de la Loire (tissage de coton), du Rhône, de la Vendée et du Maine-et-Loire et à Tours, chez les bonnetiers de Falaise, les teinturiers d'Amiens, chez les façonniers passementiers de Paris et de la Fouillouse (Loire), chez les tailleurs de Versailles et Nancy, chez les confectionneurs de Lyon et chez les chapeliers de Bourganeuf; pour le reste, pas de changement.

Bois. — Pleine morte-saison chez les charpentiers et scieurs de long; de même chez les menuisiers et chez les ouvriers en voitures; situation stationnaire chez les ouvriers en meubles, chez les tonneliers, les tabletiers et les brossiers. La durée

du travail chez les charpentiers a de nouveau été réduite d'une heure par jour, dans un certain nombre d'ateliers. On compte 9 p. o/o de chômeurs chez les charpentiers et scieurs de long, 15 p. o/o chez les menuisiers-ébénistes.

Par rapport à l'an dernier, l'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier chez les charpentiers à Paris et Bourges, chez les brosiers à Hermes; moins abondant chez les charpentiers de navire de Boulogne-sur-Mer, chez les scieurs de long-charpentiers de Lyon, Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) et Rennes; chez les menuisiers de Nancy, Clermont-Ferrand et Montpellier, chez les peintres en voitures de Paris, les carrossiers de Marseille, Bordeaux et Alger, chez les tonneliers de Marseille, les ébénistes de Lyon, les boutonniers de Méru, chez les ouvriers en balais de Caderousse (Vaucluse); pour le reste, la situation est restée sans modification.

MÉTAUX. — La métallurgie et les ateliers de constructions mécaniques restent avec un courant d'affaires suffisant pour leur alimentation, bien qu'un ralentissement se soit produit sur le mois précédent; dans le centre, la situation est toujours satisfaisante. Situation stationnaire dans la serrurerie du bâtiment et chez les ferblantiers-boîtiers. Travail actif dans la bijouterie, grâce aux commandes du nouvel an. On compte 8 p. o/o de chômeurs chez les mouleurs-fondeurs, 9 p. o/o chez les métallurgistes-constructeurs-mécaniciens.

En particulier, l'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier chez les métallurgistes dans le centre, chez les ouvriers sur métaux de Saint-Étienne, Lyon, Nantes, Bourges, chez les potiers en étain de Paris; plus faible chez les métallurgistes de Lille, Braux (Ardennes), chez les charpentiers en fer, estampeurs-poêliers, tourneurs-décolleteurs et tailleurs sur acier de Paris; chez les mécaniciens du Mans, chez les tourneurs robinetiers de Nantes, chez les bijoutiers de Bordeaux; pour le reste, pas de changement.

BÂTIMENT. — Les ouvriers de l'industrie du bâtiment sont en pleine mort-saison. La journée de travail est généralement réduite à 8 heures. On estime que le chômage atteint un peu plus du tiers des ouvriers chez les tailleurs de pierre, autant chez les maçons, chez les peintres-plâtriers; les marbriers et les sculpteurs sur pierre subissent de même un ralentissement du travail.

Par rapport à l'an dernier, le travail est considéré comme plus actif chez les tailleurs de pierre de Bourges et de Rennes, chez les maçons d'Évian (Haute-Savoie) et d'Échillais (Charente-Inférieure) et chez les peintres d'Armentières; comme plus faible chez les sculpteurs de Bordeaux, chez les tailleurs de pierre d'Annecy et de Nantes, chez les maçons de Sens, Moulins, Grenoble, Marseille, Brive, Châteauroux, la Roche-sur-Yon, Rennes, chez les terrassiers et manœuvres de Besançon et Toulouse, chez les peintres de Roubaix et Pau, chez les plâtriers de Chambéry; pour le reste, pas de changement,

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Ralentissement du travail chez les chauxfourniers et chez les ouvriers de la céramique du bâtiment. Dans la porcelainerie, ouvrage moins abondant que l'an dernier. Situation stationnaire dans la verrerie.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Situation sans changement chez les ouvriers et employés de l'industrie des transports et de la manutention, plutôt inférieure à celle de l'an dernier; elle tendrait à s'améliorer depuis le mois dernier chez les employés de commerce, chez les comptables et chez les ouvriers et employés de l'alimentation. On estime que le chômage atteint un peu moins de 7 p. o/o des

syndiqués chez les ouvriers des transports et de la manutention, un cinquième chez les employés de l'alimentation, 9 p. o/o chez les coiffeurs.

En particulier, la situation est tenue pour meilleure que celle de l'an dernier, à pareille époque, chez les journaliers du Havre et chez les bouchers de Bordeaux; pour plus mauvaise chez les cochers de grande remise, les comptables, les ouvriers et employés de l'alimentation de Paris, chez les cochers de Perpignan, les portefaix de Toulon, les comptables de Dijon, les employés de commerce de Nice et Bordeaux, les maîtres d'hôtel et garçons navigateurs de Bordeaux, les garçons limonadiers de Nice; pour le reste, pas de changement.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2° par les correspondants.

Seine. — L'industrie de la *bijouterie imitation* a marqué une reprise sensible pendant le troisième trimestre de 1897. Les prix sont aussi devenus plus rémunérateurs. Une dizaine de nouvelles maisons (occupant 350 ouvriers) se sont fondées. Les affaires ont été très actives, tant sur le marché intérieur (Paris et la province) que sur le marché extérieur.

Somme. — A Amiens, dans l'industrie *linière*, les prix des lins russes et picards en baisse de 5 p. o/o par rapport au premier semestre de 1897, ont été suivis d'une baisse de 8 à 10 p. o/o sur les fils. Les toiles ayant aussi trouvé un écoulement difficile, des stocks se sont formés malgré la diminution des prix et on a dû arrêter des métiers. Les *tissages de laine* et *soie* ont été faiblement alimentés par suite de la concurrence étrangère. De même dans les fabriques de *satin pour chaussures*, travail peu actif; on attribue le ralentissement du travail à une diminution de la fabrication des bottines qui employait ce tissu; les tissus étrangers dont l'importation était de 8.500 kilogrammes pendant les onze premiers mois de 1896 ont aussi baissé et sont tombés, pour la même période, en 1897, à 2.600 kilogrammes.

Dans les *tissages de velours*, la situation est estimée, en général, moins bonne que celle de l'an dernier. Les prix de vente ont baissé et ne sont plus en rapport avec ceux des fils, tant pour les velours écrus que pour les velours teints; les velours légers, particulièrement concurrencés par les draps de coton, tendent à être abandonnés au profit des poids lourds. Les *réassortiments en velours* à côtes se sont faits plus mal que l'an dernier; les velours à façon soie ont été aussi délaissés, on estime que la baisse a atteint jusqu'à 50 p. o/o, ce qui a apporté un grand trouble dans les métiers fabriquant cet article. L'importation des tissus de velours de coton a également diminué. La *coupe à la main* est toujours dans une situation difficile. Dans la *teinturerie*, travail peu actif et prix de façon jugés peu rémunérateurs. La fabrication du *velours d'Utrecht*, fortement concurrencée par les articles similaires étrangers, a maintenu à peu près son activité; mais les prix de façon à la main ont été diminués. Les *peluches* et *velours de lin* et les *peluches de soie* ont eu une production régulière. Dans les *fabriques de tapis*, les moquettes dites « d'Amiens » bonne qualité, ont continué à donner lieu à un bon courant d'affaires.

Dans la *bonneterie de coton*, le travail a été actif pendant le deuxième semestre de 1897, il a été plus important que l'an dernier et les tendances pour l'avenir paraissent favorables. Dans la *bonneterie de laine*, il y a eu un peu de chômage, par suite de l'hiver sans froid. Pour le *commerce de détail*, vente assez suivie dans les *tissus fantaisie*, baisse sur les genres courants, sauf sur ceux de bonne qualité.

Pas-de-Calais. — Dans la région de Calais, l'amélioration qui avait été déjà signalée dans l'industrie des *tulles et dentelles* s'est accentuée. Travail sans changement dans les autres industries.

Yonne. — Dans la région d'Auxerre, pendant le troisième trimestre de 1897, activité du travail satisfaisante dans l'ensemble des industries; peu de chômage.

Haute-Loire. — Dans l'arrondissement du Puy, amélioration sur l'année précédente dans la *minoterie*. Dans la *malterie*, le salaire des ouvriers a été augmenté. Dans la *brasserie*, la diminution et la difficulté de la vente ont amené une baisse du prix de la bière et un ralentissement dans le travail. Dans les *fabriques de bas*, la production a également été en décroissant, en même temps que les prix de vente, par suite de l'augmentation de la concurrence et de la diminution de la consommation à la suite d'hivers sans froid. L'industrie de la *dentelle à la main*, fortement concurrencée par les produits des fabriques mécaniques a dû diminuer ses prix de façon et la difficulté de la vente ne permet pas d'alimenter les petits ateliers domestiques; le gain journalier descend jusqu'à 50 centimes. Dans les fabriques de *coiffes à chapeaux*, on a installé de nouvelles machines qui permettent de lutter avec les usines rivales; les prix de vente ont été faibles et peu rémunérateurs; il n'a pas été signalé de chômage; la main-d'œuvre a été assez abondante. Dans la *poterie*, travail assez actif; prix de vente avantageux, de même dans la *chaufournerie*. Dans la région, une fabrique de *vêtements confectionnés* a été fondée, elle doit occuper 35 ouvriers et ouvrières; le travail très actif a déjà permis d'en augmenter le nombre; la main-d'œuvre serait plutôt insuffisante.

Dans l'arrondissement de Brioude, travail actif dans les *mines de houille*, prix de vente en hausse, main-d'œuvre abondante. Travail régulier dans la *minoterie*, la *brasserie*, les fabriques d'*antimoine* et les *scieries à vapeur*.

Dans l'arrondissement d'Yssingeaux, un nouvel atelier de *moulinage de soie* occupant 45 ouvriers a été monté; le travail a été plutôt calme dans l'ensemble de cette industrie. Dans la *passementerie*, les commandes peu actives ont amené un ralentissement du travail, en général et même un peu de chômage à Saint-Didier-la-Séauve; les prix de vente aussi bien que les salaires des ouvriers ont été faibles et estimés désavantageux. Dans la *rubannerie*, le travail a un peu repris, les prix, jugés peu rémunérateurs, sont restés stationnaires. Dans la fabrication des *faux* et *faucilles*, le travail s'est maintenu avec des prix de vente estimés avantageux. Dans la *serrurerie*, activité satisfaisante.

Rhône. — Pendant le troisième trimestre de 1897, l'activité s'est maintenue dans les usines de la région de Tarare. On estime que le chômage a atteint, en moyenne, 10 p. 0/0 des ouvriers. La durée du travail a été de 10 heures par jour dans les manufactures. Une fabrique de *mousseline* a été montée et est en pleine activité.

A Lyon, travail actif et peu de chômeurs dans les ateliers de *chaussures sur mesure*. Les prix de vente se sont maintenus malgré la concurrence des produits des cordonneries mécaniques. Les ouvriers connaissant le métier sont devenus rares, par suite de la diminution de l'apprentissage.

Gard. — Pendant le troisième trimestre de 1897, travail actif dans les fabriques de *produits chimiques*, les *filatures de soie* et les *fonderies* de la région d'Alais. Il n'a pas été signalé de chômage. La journée moyenne a été de 10 heures.

Orne. — A Tinchebray, le travail s'est maintenu dans l'ensemble des industries de la région; cependant une diminution de salaire de 25 centimes s'est produite chez les *ouvriers en peigne*.

Calvados. — L'activité du travail a été satisfaisante dans l'ensemble des industries de la région de Caen, pendant le troisième trimestre de 1897, sauf dans l'industrie de la *dentelle*, qui a été moins occupée que l'an dernier à même époque.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Seine. — Les *boulangers* syndiqués estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage, cependant une amélioration s'est produite depuis le mois dernier. Les *cuisiniers*

comptent un peu plus du tiers des leurs sans place. Chez les *pâtisseries*, 8 p. o/o de chômeurs, travail plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent.

Augmentation du travail chez les *typographes*, comme tous les ans à pareille époque, notamment pour une centaine d'ouvriers; 3 p. o/o de chômeurs chez les *margeurs-pointeurs* qui font 70 heures par semaine. Journée de 10 heures et un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs-typographes*. Pas de signaldés et reprise du travail chez les *graveurs pour papiers peints* de Saint-Denis chez qui la journée est généralement augmentée d'une heure.

Les *cordonniers* estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage; l'ouvrage est estimé moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent. L'amélioration déjà signalée chez les *gautiers* s'est accentuée. Chez les *bourelliers*, le travail est devenu moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent, on compte 11 p. o/o de chômeurs, la journée est diminuée de 3 heures.

Les *passementiers à la barre* comptent un cinquième des leurs en chômage; la reprise habituelle du travail dans certains articles ne s'est pas produite et les commandes sont venues, pour les autres, en moins grande quantité. Journée diminuée d'une heure chez les *passementiers à la main* qui font 50 heures par semaine; 40 heures, par semaine, chez les *façonniers-passementiers* qui sont encore en morte-saison.

Chez les *charpentiers*, 10 p. o/o de chômeurs, l'ouvrage se maintient plus abondant que l'an dernier, on fait généralement 56 heures par semaine. Ralentissement du travail chez les *charrons*, on estime que 8 p. o/o chez les ouvriers syndiqués, 10 p. o/o dans le reste de la corporation sont atteints par le chômage, la journée habituelle de 10 heures est réduite à 8 heures. De même journée réduite d'une heure pour les deux tiers des ouvriers chez les *menuisiers en voitures* qui comptent 12 p. o/o de chômeurs et font de 50 à 55 heures par semaine. Chez les *peintres en voitures*, travail 54 heures par semaine, ouvrage moins abondant que l'an dernier et 7 p. o/o de chômeurs, la température humide et l'approche du jour de l'an et des inventaires retardent la reprise du travail.

1 p. o/o de chômeurs chez les *chefs de service* et *contremaîtres métallurgistes*. Les *charpentiers en fer* estiment que trois quarts des leurs sont atteints par le chômage de morte-saison, plus grand que celui de l'an dernier, la journée est réduite à 7 heures, soit, en moyenne, 42 heures par semaine. 2 p. o/o de chômeurs chez les *estampeurs-poêliers*. Même nombre chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*. Travail réduit à 60 heures par semaine pour 800 ouvriers et ouvrières chez les *tourneurs-décolleteurs*; l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre féminine et de celle des apprentis rend la situation plus difficile pour les ouvriers. Les *potiers d'étain* sont entrés en morte-saison, l'ouvrage reste cependant plus abondant que l'an dernier, la journée habituelle de 10 heures est diminuée de 3 heures pour 40 ouvriers, on compte 8 p. o/o de chômeurs, et 2 p. o/o chez les ouvriers en *instruments de précision*.

Les adhérents au syndicat des *peintres français* estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage et que le travail est moins abondant et moins avantageux que l'an dernier à pareille époque, par suite de la concurrence des ouvriers étrangers et des rabais demandés en saison d'hiver. Reprise du travail depuis le mois précédent chez les *peintres et graveurs sur verre*. Situation stationnaire pour le verre gravé; diminution dans la fabrication du verre mousseline, qui est en partie compensée par celle des verres émaillés pour vitraux et devantures.

Affaires plus difficiles que l'an dernier chez les *cochers de grande remise*. Pas de chômeurs chez les *pilotes de bateau-voyageurs*. Un peu plus de 11 p. o/o chez les *garçons de magasin*. Chez les *comptables*, le placement est devenu un peu plus facile que le mois dernier dans certaines entreprises industrielles ou commerciales, mais, dans l'ensemble, on estime que la situation est inférieure à celle de l'an dernier. De même, chez les *placiers en fleurs et plumes*, affaires encore difficiles. Les *ouviérs limonadiers* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage; les *bouchers* également un quart, les *garçons restaurateurs* 8 p. o/o, on estime généralement que la situation est inférieure à celle de l'an dernier. Un peu plus de 7 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*, le taux des salaires tend à diminuer.

Seine-et-Oise. — A Versailles, ralentissement du travail chez les *travailleurs du livre*. De même, ralentissement du travail, cependant pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*. Même situation chez les *blanchisseurs* de Rueil. 8 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* de Versailles.

Aisne. — 8 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez les *vanniers* d'Étrepont, 2 p. o/o de chômeurs chez les *voyageurs* et *employés dessinateurs* de Saint-Quentin.

Oise. — A Hermes, l'ouvrage se maintient abondant dans les fabriques de *brosses* à dents. Une nouvelle usine fabriquant les *épingles* en bois pour lessive vient d'être mise en marche.

Somme. — A Amiens, 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* qui font la journée de 10 heures. Les *bonnetiers* de Corbie estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage. A Amiens, chez les *tisseurs*, ralentissement du travail. Pas de chômeurs chez les *tapissiers*. 13 p. o/o chez les *serruriers*, le mauvais temps arrête les travaux neufs et il n'y a guère de réparations. A Amiens, hausse sur le charbon de 0 fr. 10 les 50 kilogrammes et sur les pommes de terre, 3 francs les 100 kilogrammes.

Pas-de-Calais. — Pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre* de Boulogne-sur-Mer, qui font 60 heures par semaine. Ceux d'Arras font 70 heures, en moyenne, et comptent un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs, la journée est augmentée d'une heure dans un atelier de 30 ouvriers.

A Boulogne-sur-Mer, les *charpentiers de navires* estiment qu'un grand nombre des leurs sont atteints par le chômage, les commandes manquent dans 6 chantiers et dans le septième, le plus important, où 10 ouvriers travaillent, on fait en moyenne 45 heures par semaine.

Nord. — Chez les *tisserands* d'Haspres, le ralentissement du travail se maintient, on chôme 4 jours environ par quinzaine; il n'est cependant pas signalé d'ouvriers sans ouvrage; cette diminution des commandes est attribuée à l'augmentation de la concurrence étrangère dans l'industrie linière. Chez les *tisseurs* d'Avesnes-les-Aubert, 10 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier. Même situation et 17 p. o/o de chômeurs chez ceux de Saulzoir, un peu plus du quart chez ceux de Saint-Vast. Dans certains ateliers, reprise du travail chez les *imprimeurs sur tissus* de Valenciennes qui font de 63 à 71 heures par semaine, suivant les maisons.

Pas de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie des *métaux* de Lille, le travail est en diminution, on a supprimé les heures supplémentaires. Chez les *marbriers en cheminée* de Cousolre, 5 p. o/o de chômeurs, travail en diminution sur le mois dernier et journée de 9 heures. Les *maçons* de Dunkerque comptent un tiers des leurs en chômage. Ouvrage moins abondant que l'an dernier, travail 48 heures par semaine et un tiers des syndiqués en chômage chez les *peintres* de Roubaix. 8 p. o/o chez ceux d'Armentières, qui font 42 heures par semaine; la journée est réduite d'une heure pour 50 ouvriers.

Ardennes. — A Fumay, travail toujours actif chez les *ardoisiers*. De même, situation satisfaisante dans les ateliers de *métallurgie*. Travail actif chez les *typographes* de Charleville, pas de chômeurs signalés. Travail irrégulier et prix de façon en diminution chez les *tisseurs* de Francheval; de même chez ceux d'Illy, ouvrage moins abondant que l'an dernier, principalement chez les *tisseurs à la main*.

Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* d'Aiglemont, de même chez ceux de Joigny, de Braux; chez ces derniers, l'ouvrage est tenu pour moins abondant que l'an dernier.

A Charleville, la viande de boucherie tend à baisser.

Marne. — A Reims, chez les ouvriers de l'industrie lainière, le travail est diminué de près d'un tiers. Les *menuisiers* et *ébénistes* estiment qu'un peu plus du cinquième des leurs sont atteints par le chômage, on fait généralement 45 heures par semaine, la journée est diminuée d'une heure dans un grand nombre d'ateliers.

Aube. — Les *plâtriers* de Troyes estiment que le chômage atteint moitié des leurs.

Meuse. — Chez les *carriers* de Lérouvillle, journée réduite à 8 heures, en diminution d'une heure sur le mois dernier.

Meurthe-et-Moselle. — Le travail s'est maintenu actif chez les *mineurs* de Chavigny. A Nancy, travail actif chez les *typographes* qui font 60 heures par semaine. Ralentissement du travail, cependant pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits* qui font 30 heures par semaine. L'amélioration signalée le mois dernier chez les *chapeliers* se maintient. Les *menuisiers* comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage. 3 p. o/o chez les *métallurgistes* et situation plus mauvaise que celle de l'an dernier, par suite de l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre* qui comptent un peu plus du tiers des leurs atteint par le chômage de mort-saison.

Vosges. — Travail suivi et 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers des *manufactures* de Moussey. A Moussey, baisse sur la viande, 10 centimes par kilogramme.

Haute-Saône. — Les *ouvriers de l'ameublement* de Saint-Loup estiment que moitié des leurs sont inoccupés.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs signalés et journée de 12 heures chez les ouvriers en *chaussures*. Journée réduite à 8 heures, chez les *terrassiers*. Arrêt du travail, par suite des gelées, chez les *maçons*.

Jura. — Reprise du travail chez les *typographes* de Dôle qui sont tous occupés et font 60 heures par semaine. De même, reprise du travail chez ceux de Lons-le-Saulnier.

Saône-et-Loire. — Travail 72 heures par semaine chez les *chapeliers* de Louhans.

Côte-d'Or. — Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *comptables* de Dijon.

Nièvre. — Reprise du travail et pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Menestreau; de même chez ceux de Menou, de Ciez et de la Fermeté.

Yonne. — A Auxerre, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *charpentiers de marine*, qui font 56 heures par semaine. Travail de 42 à 45 heures par semaine chez les ouvriers du *bâtiment* de Sens qui comptent un tiers des leurs en chômage. A Auxerre, diminution sur le prix de la viande.

Allier. — Reprise annuelle du travail et pas de chômeurs chez les *typographes* de Cusset. Chez les *métallurgistes* de Commentry, travail peu actif, une partie des ouvriers à la forge chôment plusieurs jours par mois, un certain nombre d'ouvriers sans ouvrage ont quitté le pays. A Moulins, arrêt du travail par suite des gelées chez les *maçons*. Les ouvriers syndiqués du *bâtiment* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage, la journée est réduite à 10 et 9 heures en diminution de 2 heures sur la journée habituelle.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, chez les *chapeliers*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, cependant pas de chômeurs, les ouvriers inoccupés ayant quitté la région. 8 p. o/o de chômeurs, ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent, et journée de 10 heures chez les *menuisiers*. De même, ouvrage en diminution chez les *plâtriers* qui comptent un quart des leurs en chômage.

Haute-Loire. — A Sainte-Florine, 16 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs de terre*. Un peu moins de 10 p. o/o chez les *mineurs*, le travail tend à diminuer. 3 p. o/o de chômeurs et ouvrage en diminution sur le mois dernier chez les *chefs d'atelier rubaniers*.

Loire. — A Saint-Étienne, 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*, 14 p. o/o chez les *cuisiniers*. Reprise du travail à la suite des commandes du nouvel an et 1 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-graveurs*. Ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier, prin-

cipalement dans les *tissages à la main*, chez les tisseurs de Sévelinges, qui comptent un quart des leurs en chômage; ouvrage moins abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les ouvriers en *tissus élastiques* de Saint-Étienne qui font 60 heures par semaine. Chez les ouvriers en *soieries* de Cuinzier l'amélioration déjà signalée s'est accentuée, le travail est très actif. Dans les *tissages de cotonnade*, par suite de la diminution de l'ouvrage et des prix de façon, un certain nombre d'ouvriers ont quitté le métier et sont allés dans les *tissages de soierie*. 5 p. o/o de chômeurs, journée de 10 heures et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tisseurs de la Gresle*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez les *passementiers* de la Fouillouse. A Saint-Étienne, chez les *chefs d'atelier rubaniers*, tous les métiers ont du travail; les prix de façon sont revenus au taux ordinaire, sauf pour les articles unis; quelques nouveaux métiers se sont montés pour un article abandonné depuis longtemps, mais qui semble reprendre. 3 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*. Travail toujours actif chez ceux de Saint-Chamond.

Rhône. — A Lyon, pas de chômeurs signalés chez les *jardiniers*. Un peu plus de 3 p. o/o et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *imprimeurs conducteurs*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez les *tisseurs de Mardore*; la journée est réduite à 9 heures dans une maison. Chez ceux d'Amplepuis, travail toujours actif dans les *tissages de soie*, reprise du travail dans ceux de coton. Ceux de Saint-Jean-la-Bussière estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage, les prix de façon sont également en baisse. A Lyon, travail actif chez les *coupeurs-tailleurs* qui sont tous occupés. Chez les *ouvriers en ourrières en confections*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, cependant le travail tend à reprendre, on compte encore un grand nombre d'ouvriers en chômage.

Ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois dernier et 7 p. o/o de chômeurs chez les *scieurs-raboteurs*. Chez les *sculpteurs et mouleurs sur meubles*, journée augmentée de 2 heures pour 40 ouvriers et, d'autre part, chômage un jour par semaine dans un certain nombre d'ateliers. 7 p. o/o de chômeurs chez les *fondeurs-mouleurs sur cuivre*, qui font de 50 à 58 heures par semaine, suivant les ateliers. Ouvrage plus abondant que l'an dernier, travail 54 heures par semaine et 7 o/o de chômeurs chez les *polisseurs sur métaux*. Journée de 8 heures et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *sculpteurs de pierre*. Pas de chômeurs chez les *cochers-conducteurs de tramways*, la journée tend à être réduite à 10 heures, tandis que, d'autre part, le travail devient plus important par suite de la modification de l'exploitation des anciennes lignes.

A Mardore, hausse de la viande, 0 fr. 10 par kilogramme. A Saint-Jean-la-Bussière, hausse de 0 fr. 10 par kilogramme sur le saindoux et de 0 fr. 02 sur le pain par kilogramme.

Haute-Savoie. — Chez les *carriers* de Mellerie, la journée a été réduite à 8 heures, cependant l'activité s'est maintenue encore satisfaisante. A Annecy, travail 45 heures par semaine et 8 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. Chez les *maçons* d'Évian, le travail a été arrêté par la gelée; l'ouvrage se maintient plus abondant que l'an dernier.

Savoie. — A Chambéry, journée de 8 heures, ouvrage moins abondant que l'an dernier et un cinquième des syndiqués en chômage chez les *menuisiers*, 14 p. o/o chez les *plâtriers*.

Isère. — A Grenoble, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. A Vienne, travail encore peu suivi chez les *tisseurs*. Travail actif dans la *métallurgie*, ralentissement dans la *serrurerie*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent et presque tous les ouvriers occupés chez les *métallurgistes* de Grenoble; dans certains ateliers (100 ouvriers), travail 12 et 13 heures, par jour, pour des commandes à livrer. Le *tailleur de pierre* de Porcieu-Amblagnieu estime qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage de morte-saison, de même chez ceux de Montalieu-Vercieu. Travail de 40 à 48 heures chez les *maçons* de Bourgoin. Morte-saison plus accentuée que l'an dernier chez les *maçons* de Grenoble. A Vienne, chez les *maçons* et chez les *peintres-plâtriers*, ralentissement du travail et un peu de chômage comme tous les ans en saison d'hiver.

Drôme. — Les *carriers* de Saint-Restitut sont en pleine morte-saison. Reprise habituelle du travail à l'occasion des commandes du nouvel an chez les *typographes* de Valence.

Alpes-Maritimes. — Chez les *cuisiniers* de Cannes, qui comptent un grand nombre des leurs en chômage, la saison a commencé plus tard que l'année précédente. Chez les *cordonniers* de Nice, le travail moins abondant que l'an dernier tend à reprendre. 3 p. o/o de chômeurs chez les *potiers* de Vallauris et ouvrage moins abondant que l'an dernier; la grande concurrence des patrons entre eux rend la situation plus difficile. A Nice, ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent par suite de l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère chez les *garçons restaurateurs-limonadiers*, qui comptent un grand nombre des leurs sans place. Pas de signalés chez les *employés de commerce*, reprise du travail depuis le mois dernier, journée augmentée de 2 heures pour 100 employés environ; on fait de 77 à 91 heures, par semaine, suivant les maisons.

Var. — A Toulon, travail actif, pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *typographes*. 10 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent et travail 10 heures environ, par semaine, chez les *portefaix*. 10 p. o/o de chômeurs chez les *bouchers*.

Bouches-du-Rhône. — Placement plus difficile que l'an dernier chez les *jardiniers* de Saint-Giniez, notamment chez les ouvriers syndiqués, qui comptent 15 p. o/o de chômeurs. 6 p. o/o et ralentissement du travail chez les *jardiniers* de Marseille. L'amélioration signalée chez les *mineurs* de Trets s'est maintenue. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent, journée de 10 heures et 19 p. o/o de chômeurs chez les *carriers* de Fontvieille. 16 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* d'Aix.

A Marseille, reprise habituelle du travail pour le nouvel an, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; la durée du travail a été augmentée de plusieurs heures par semaine dans deux ateliers (30 ouvriers); 10 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*. Travail peu actif chez les *tanneurs* qui comptent un grand nombre des leurs en chômage; 15 p. o/o chez les *carrossiers* qui sont moins occupés que l'an dernier et font 50 heures par semaine. Les *tonneliers* estiment que le chômage atteint un peu plus du quart des leurs, travail moins abondant que l'an dernier; on attribue cette diminution à la concurrence des ateliers de tonnellerie de la région environnante, qui ont une main-d'œuvre à meilleur marché, et à la diminution des commandes des huileries, par suite de l'importance de l'importation des huiles de coton. Les *carreleurs* estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage; les constructions neuves ont été en moins grand nombre que l'an dernier et les réparations peu importantes. Ralentissement du travail chez les *peintres*, qui font de 8 à 9 heures; la municipalité a fait entreprendre quelques travaux pour occuper les chômeurs. Ralentissement du travail chez les *tuiliers-céramistes* de Saint-Henry qui sont encore tous occupés.

Vaucluse. — Travail très actif et pas de chômeurs chez les *typographes* d'Avignon.

Ardèche. — A Annonay, 10 p. o/o de chômeurs chez les *mégissiers de rivière* qui font 40 heures, en moyenne, par semaine; les *mégissiers-palissonneurs* font 48 heures. Chez les *chapeliers-fouleurs* de Serrières, ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent; durée du travail, 40 heures par semaine; on estime que 4 p. o/o des ouvriers syndiqués sont atteints par le chômage.

Tarn. — Travail toujours actif et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers en *cuirs et peaux* de Graulhet. Morte-saison chez les *chapeliers-appropriateurs* d'Albi. Les ouvriers du *bâtiment* de Graulhet sont encore tous occupés; ils font 42 heures par semaine en moyenne.

Aveyron. — Chez les *gantiers* de Millau, reprise annuelle du travail plus accentuée que l'an dernier et 2 p. o/o de chômeurs.

Hérault. — Travail actif chez les ouvriers *cultivateurs* de Marsillargues. A Montpellier, les *boulangers* estiment qu'un peu plus du cinquième des leurs sont atteints par le chômage; le placement est toujours plus difficile que l'an dernier, un certain nombre de patrons ayant congédié leurs ouvriers et travaillant eux-mêmes aidés de quelques apprentis. Les *typo-*

Lithographes comptent un cinquième des leurs atteints par le chômage. Chez les *menuisiers*, 14 p. o/o, ouvrage en diminution sur l'an dernier et sur le mois précédent et travail 62 heures par semaine.

Aude. — Le travail a repris chez les ouvriers *agriculteurs* de Cuxac. A Carcassonne, les *terrasiers* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage, la journée a été diminuée d'une heure depuis le mois dernier.

Pyrénées-Orientales. — Les *espadrilleurs-trépointeurs* de Saint-Laurent-de-Cerdans estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage; la situation est estimée plus mauvaise que celle de l'an dernier, les gains hebdomadaires ayant diminué de près de 20 p. o/o. Une maison qui occupait 200 ouvriers a suspendu sa fabrication. D'autre part, la journée est augmentée de 3 heures pour 150 ouvriers; on fait généralement 86 heures par semaine.

Haute-Garonne. — A Toulouse, les *boulangers* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage. Chez les ouvriers *trépointeurs*, le travail a repris depuis le mois dernier, la journée a été augmentée de 2 heures pour 80 ouvriers, on fait 96 heures par semaine; les prix de façon ont subi une diminution sensible par suite de l'augmentation de la concurrence des ouvriers des campagnes. Les ouvriers sur *métaux* comptent un tiers des leurs en chômage, et font la journée de 9 heures; une amélioration s'est produite depuis le mois dernier grâce à la reprise du travail à la cartoucherie.

Hautes-Pyrénées. — Travail toujours actif chez les *menuisiers* de Tarbes, qui font la journée de 10 heures.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, reprise du travail depuis le mois dernier et 12 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Ralentissement de travail chez les *tapissiers*, cependant pas de chômeurs. Chez les *peintres* de Pau, ralentissement annuel du travail moins accentué que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *bouchers* de Bayonne.

Lot-et-Garonne. — Ralentissement du travail chez les *cordonniers* de Villeneuve-sur-Lot; les prix de façon ont été aussi diminués. 10 p. o/o de chômeurs chez les *employés limonadiers restaurateurs* d'Agen.

Dordogne. — A Périgueux, 13 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*, qui sont moins occupés que l'an dernier. Reprise annuelle du travail et 11 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Bergerac.

Gironde. — A Bordeaux, placement plus difficile que le mois dernier chez les *compagnons-boulangers*. 1 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures en moyenne chez les *typographes*; la journée est augmentée de 2 heures pour 40 ouvriers. Ralentissement de travail et journée de 10 heures chez les *charrons-forgerons*. Reprise du travail depuis le mois dernier et pas de chômeurs chez les *tonneliers* de Vayres. A Bordeaux, journée augmentée d'une heure chez les *bijoutiers*, qui font 60 heures par semaine. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *bouchers* et *charcutiers*, un cinquième des syndiqués chez les *maîtres d'hôtels* et *garçons navigateurs*. Les *coiffeurs* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage, 8 p. o/o chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — Le travail a repris chez les *typographes* de Rochefort. Morte-saison chez les *tailleurs de pierre* qui estiment que le chômage atteint un quart des ouvriers de la corporation. Les ouvriers du bâtiment d'Échillais sont tous occupés, les chantiers de construction du port de Rochefort et l'installation d'un pont sur la Charente fournissent un travail plus abondant que l'an dernier. Situation plus mauvaise que l'an dernier chez les *marins pêcheurs* de la Rochelle par suite du mauvais temps.

Haute-Vienne. — A Limoges, 19 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les *typographes*. Chez les *terrasiers*

et *manœuvres* on compte moitié des ouvriers en chômage, la municipalité qui a fait ouvrir des chantiers occupe les chômeurs, à tour de rôle, environ une semaine sur trois.

Cher. — Les *bûcherons* de Merys-Bois estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage, un peu plus du quart chez ceux de Vallenay; cependant une reprise de travail s'est produite par rapport au mois dernier: de même chez ceux d'Henrichemont, ouvrage en diminution chez ceux de Saucergues. A Bourges, travail 65 heures par semaine chez les ouvriers en *toiles cirées*. Chez les *charpentiers*, journée de 8 heures, en diminution d'une heure sur le mois dernier, l'ouvrage se maintient cependant plus important que l'an dernier, 9 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *voitures*. Un quart des syndiqués chez les travailleurs sur *métaux*; cependant l'ouvrage se maintient plus abondant que l'an dernier. Les *tailleurs de pierre* syndiqués ne comptent pas de chômeurs parmi les leurs, le travail qui avait été arrêté par les gelées a repris grâce à une température plus douce. Ralentissement du travail chez les *maçons* de Dun-sur-Auron qui font 45 heures par semaine. Ralentissement du travail et journée de 9 heures chez les *chaufourniers* de la Guerche, travail 50 heures par semaine chez ceux de Jussy; le personnel est très réduit dans ces deux centres. A Bourges, hausse sur les *pommes de terre*, qui se vendent 2 francs les 12 litres au lieu de 1 fr. 60.

Indre. — Situation toujours satisfaisante chez les *bûcherons* du Poinçonnet. A Châteauroux, 4 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers sur *métaux*; dans les petits ateliers tendance à augmentation du travail, tendance à diminution dans les grands. Les ouvriers du *bâtiment* comptent un grand nombre des leurs en chômage. Chez ceux d'Issoudun, la journée est réduite à 9 heures,

Deux-Sèvres. — A Niort, chez *typo-litographes*, pas de chômeurs, l'amélioration signalée le mois dernier s'est accentuée. De même chez les *chapeliers-appropriateurs*, pas de chômeurs, l'ouvrage, en diminution sur le mois dernier, reste plus abondant que l'année précédente, on avait fait jusqu'à 90 heures, par semaine, de septembre à novembre, on travaille maintenant 60 heures par semaine. 10 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* qui font 48 heures par semaine.

Vendée. — Chez les *mineurs* de Faymoreau, extraction toujours suivie. A la Roche-sur-Yon, travail toujours actif chez les *typographes*, on fait des heures supplémentaires dans quelques ateliers. Travail en diminution sur le mois dernier chez les *tisserands* de Mortagne-sur-Sèvre, qui font 65 heures par semaine; travail 48 heures par semaine et 9 p. o/o de chômeurs chez ceux des Épesses; 10 p. o/o chez ceux d'Évrune, commandes en diminution sur les mois précédents dans l'article coton par suite de l'augmentation de la concurrence des tissages mécaniques. Chez les ouvriers du *bâtiment* de la Roche-sur-Yon, travail réduit à 25 et 30 heures par semaine, on compte un peu plus du cinquième des ouvriers en chômage 12 p. o/o chez les *maçons* des Sables-d'Olonne et travail 54 heures par semaine.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 13 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Reprise du travail, dans l'ensemble, chez les ouvriers des *usines de produits chimiques*; une huilerie (40 ouvriers) vient d'être mise en marche; mais une autre huilerie (20 ouvriers) vient de cesser son travail; on fait généralement la journée de 10 heures. Chez les *tourneurs-robinetiers*, 8 p. o/o de chômeurs, journée de 9 heures et ouvrage moins abondant que l'an dernier. Pas de chômeurs signalés chez les *serruriers* syndiqués, la journée est réduite à 9 heures en diminution d'une heure sur le mois précédent. Pas de chômeurs chez les *frappeurs* qui font 82 heures par semaine. Les *manœuvres du bâtiment* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage. Travail 48 heures par semaine chez les *granitiers*.

A Saint-Nazaire, on estime que le chômage atteint 5 p. o/o des ouvriers chez les *menuisiers*, 10 p. o/o chez les *serruriers*, 7 p. o/o chez les *maçons*; dans les *fonderies*, travail peu actif; les grands ateliers de *constructions navales* subissent un ralentissement marqué; on a congédié des ouvriers dans plusieurs ateliers, en tout, une cinquantaine de travailleurs sur métaux.

A Nantes, hausse sur les *pommes de terre*, 10 centimes par kilogramme.

Finistère. — Chez les *ferblantiers-bottiers* de Saint-Guénolé, morte-saison annuelle.

Ille-et-Vilaine. — 18 p. o/o de chômeurs chez les *manœuvres de la mine* de Bruz.

A Rennes, les *meuniers-chauffeurs-mécaniciens* comptent un cinquième des leurs en chômage. 1 p. o/o et travail actif chez les *coupeurs en chaussures* de Fougères. A Rennes, pas de chômeurs chez les *charpentiers-scieurs de long*, ouvrage plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent, cependant, par suite de la mauvaise saison, la journée est réduite à 9 heures, en diminution de 1 heure sur le mois précédent. Travail 72 heures par semaine chez les *ébénistes* de Fougères. A Rennes, ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée de 8 heures chez les *tailleurs de pierre*. Arrêt du travail chez les *maçons* à la suite des premières gelées. Journée réduite à 8 heures chez les *plâtriers* de Fougères. A Rennes, 4 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie* qui font la journée de 10 à 11 heures.

A Rennes, hausse sur le *beurre*, 20 centimes par 1/2 kilogramme.

Maine-et-Loire. — A Cholet, relentissement du travail chez les *cordonniers* et ouvriers en *galoches*, qui estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage. Chez les *tisseurs*, l'ouvrage qui était moins abondant que l'an dernier a repris depuis le mois dernier; une maison (600 ouvriers) qui avait réduit son travail a de nouveau augmenté sa production. 3 p. o/o de chômeurs chez ceux de la Séguinière. Chez ceux de la Tessoualle, la journée est réduite à 8 heures, en augmentation de 2 heures sur le mois dernier pour 3,000 ouvriers; cependant pas de chômeurs signalés. Le travail a repris chez ceux de Bégrolles. Les *serruriers* d'Angers estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage de morte-saison.

Mayenne. — Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *typographes* de Laval, la journée est augmentée de 1 heure pour 80 ouvriers.

Sarthe. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *mécaniciens* du Mans qui estiment que le tiers des leurs sont atteints par le chômage.

Indre-et-Loire. — Travail 48 heures par semaine chez les ouvriers en *cuir*s d'Amboise. A Tours, chez les *tisseurs*, le travail qui est moins abondant que celui de l'an dernier tend à reprendre. 6 p. o/o de chômeurs chez les *ferblantiers*.

Loir-et-Cher. — 17 p. o/o de chômeurs, ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez les *tanneurs-corroyeurs* de Vendôme; une diminution de 5 p. o/o sur les gains hebdomadaires s'est produite dans un atelier (40 ouvriers).

Eure-et-Loir. — A Châteaudun, travail actif chez les *relieurs*; la situation satisfaisante déjà signalée chez les *typographes* s'est maintenue, on fait la journée de 11 heures en moyenne dans une maison. De même, travail actif chez les *bijoutiers*, par suite des commandes du jour de l'an. A l'usine de *lavage de bourre*, on occupe maintenant 50 ouvrières. De même, travail actif chez les *typographes* de Chartres.

Loiret. — Morte-saison chez les *maçons* d'Orléans qui comptent un quart des leurs en chômage et qui font 48 heures par semaine.

Orne. — Travail en diminution sur le mois dernier chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière* de Flers.

Calvados. — Pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *typographes* de Caen. 5 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière* de Condé-sur-Noireau qui font 56 heures par semaine. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez les *bonnetiers* de Falaise qui estiment que moitié des leurs manquent de commandes.

Eure. — Travail toujours actif chez les *compositeurs-imprimeurs* d'Évreux.

Seine-Inférieure. — A Rouen, placement plus difficile que l'an dernier chez les *cuisiniers* dont un grand nombre sont atteints par le chômage. 5 p. o/o chez les *typographes*. 2 p. o/o

chez ceux de Sanvie-le-Havre qui sont moins occupés que l'an dernier. Au Havre, plein travail chez les *roiliers*. Pas de chômeurs chez les *journeliers*.

Algérie. — A Constantine, 18 p. 0/0 de chômeurs chez les *cuisiniers*. Un quart des syndiqués chez les *carrossiers* d'Alger : la journée est diminuée de 1 heure 1/2, on fait 50 heures par semaine. A Constantine, situation plus difficile que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre*, 1 p. 0/0 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour janvier et février 1898 :

Alençon. — Travaux de chemins.....	104.200
Alençon. — Construction de chemins.....	122.400
Bourges. — Guerre. Construction de bâtiments.....	197.000
Caen. — Dragage d'entretien des ports.....	107.600
Cette. — Construction d'un théâtre.....	419.900
Clermont-Ferrand. — Construction d'une école professionnelle....	121.200
Douai. — Restauration des chaussées pavées.....	184.000
Lons-le-Saunier. — Tramway de Lons-le-Saunier à Saint-Claude. Ballastage et pose de voies.....	325.000
Lyon. — Travaux de pavage.....	187.400
Lyon. — Travaux de pavage.....	187.400
Melun. — Amélioration du chenal de la Seine.....	146.000
Montauban. — Chemin de fer de Castelsarrazin à Beaumont-de-Lo- magne.....	470.000
Moulins. — Agrandissement de l'hôpital général.....	128.500
Nantes. — Dévasement du port de Nantes.....	103.000 ^f
Orléans. — Construction d'un presbytère.....	101.800
Paris. — Défrichement du domaine de Méry.....	100.000
Paris. — Construction d'un poste de secours d'incendie.....	150.700
Paris. — Conduites en tôle et fonte d'acier pour le Loing et le Lu- nain.....	4.941.800
Paris. — Viabilité et égouts avenue Ledru-Rollin.....	109.700
Paris. — Chemins de fer de l'État. Renouvellement de ballast sur la ligne de Poitiers à La Rochelle.....	133.700
Paris. — Transformation de la ligne de tramway Paris-Charenton..	134.500
Paris. — Construction et remaniement d'égouts.....	3.752.600
Paris. — Construction d'une école rue du Surmelin.....	300.000
Sétif. — Achèvement du chemin de grande communication n° 8...	121.000

Résultats des Adjudications précédentes.

Beaune. — Aménagement de plusieurs rues (163.000 francs). — Adj. : *terrassements, empierrement, maçonnerie, pavage, bordures*, Pouletty, à Dijon, 28,95; *dallages en ciment*, Lerat, 29,05.

Douai. — Construction d'entrepôts et magasins généraux (3 lots : 560.600 francs). — Adj. : Guyot, à Saint-Omer, 11,17; Ateliers de construction, forges et fonderies d'Hautmont 32; Joly, à Sin-le-Noble.

Héricourt (Haute-Saône). — Construction d'une crèche municipale (100.000 francs). — Adj. : *maçonnerie, couverture, charpente*, Paronelli, 9, 15 et 3; *serrurerie*, Gaussin, 4; *menuiserie*, Meugniot, à La Courvaie, près Luxeuil, 15; *peinture, vitrerie*, Philippe, à Belfort, 21.

La Roche-sur-Yon. — Chemin de fer de Fontenay-le-Comte à Cholet (section de Vouant-Cézay à Chantonay). Terrassements et maçonneries de 5^e lot (220.000 francs). — Adj. : Lacroix, à Segré, 27.

Paris. — Travaux de fontainerie pour le service des eaux (3 lots : 390.000 francs. — Adj. : Mathelin, 26, rue Boursault, 8,80; Gibault, 60, avenue Philippe-Auguste, 8,60; Société d'entreprise générale de distribution et de concession d'eau et de gaz, boulevard de Port-Royal, 8,30.

Chemins de fer P.-L.-M. — Ligne de Saint-Clair à Sathonay (3.200.000 francs). — Adj. : Rougier, à Aix-en-Provence.

Périgueux. — Tramway de Périgueux à Vergt. Superstructure (450.000 francs). — Adj. : Joubert, à Saumur, 6.

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Nov. 1897.	Déc. 1897.	Déc. 1896.
Farine, 12 marques, les 157 kilogrammes. . . .	62 ^f 90 ^c	61 ^f 40 ^c	46 ^f 00 ^c
Sucre brut blanc n° 3, les 100 kilogrammes. . .	30 40	32 50	26 30
Alcool à 90°, l'hectolitre.	45 75	42 75	31 75
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr.	59 00	56 00	56 00
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes. .	37 85	36 50	42 00
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes. . . .	31 50	29 50	34 50
Suif de la bouch ^{ie} de Paris, les 100 kil. (en pains).	45 50	46 50	45 40
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 40	1 38	1 46
Veau, <i>idem.</i>	1 85	1 85	1 90
Mouton, <i>idem.</i>	1 80	1 80	1 90
Porc, <i>idem.</i>	1 15	1 20	1 05
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.	37 75	37 00	45 12
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr. . . .	106 50	111 50	112 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	42 50	42 50	39 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes.	16 50	16 00	17 25
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	127 00	128 50	133 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	170 00	171 25	162 00
Plomb, <i>idem.</i>	34 50	32 75	30 25
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	48 50	38 75	47 25

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les dix premiers mois de l'année 1897 a été de 24.874.082 tonnes. Il était, en 1896, de 23.816.278 tonnes, soit une augmentation de 4.4 p. o/o.

Recettes des principales compagnies de transport du 1^{er} janvier à fin décembre :

	1897.	1896.
Compagnies de chemins de fer d'intérêt général.	1.298.493.500 ^f	1.261.961.700 ^f
Compagnie des omnibus de Paris (3 décembre).	44.823.500	43.441.400
C ^{ie} des petites voitures de Paris (31 décembre).	21.033.600	19.718.100

Mont-de-Piété de Paris. — Situation au 31 décembre 1897 :

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 30 novembre 1897 au soir.....			1.640.570	48.870.394
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	90.171	2.620.902	113 105	4.216.806
Par renouvellements.....	52.934	1.595.904		
TOTAL.....			1.783.675	53.087.200
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	104.061	3.141.794	167.222	4.951.783
Par renouvellements.....	52.934	1.595.904		
Par ventes.....	10.227	214.085		
RESTE en magasin le 31 décembre 1897.....			1.616.453	48.135.417
VALEURS MOBILIÈRES.			TITRES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 30 novembre 1897 au soir.....			22.471	6.040.657
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	1.866	474.020	3.846	1.019.765
Par renouvellements.....	1.980	545.745		
TOTAL.....			26.317	7.060.422
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	1.721	408.070	4.066	1.062.511
Par renouvellements.....	1.980	545.745		
Par ventes.....	365	108.696		
RESTE en magasin le 31 décembre 1897.....			22.251	5.997.911
GAGES CORPORELS.		VALEURS MOBILIÈRES.		
Articles.	Sommes.	Titres.	Sommes.	
—	—	—	—	
nombres.	francs.	nombres.	francs.	
Restait en magasin, le 31 décembre 1893...	1.815.423	49.515.627	15.657	4.422.906
1894...	1.735.380	46.561.344	18.692	5.224.156
1895...	1.637.815	45.810.095	21.475	5.843.665
1896...	1.616.637	47.683.400	22.128	5.999.463
Intérêts des emprunts : à 1 an, 2,75 p. o/o ; à 9 mois, 2,50 p. o/o ; à 6 mois, 2 p. o/o ; à 3 mois, 1,50 p. o/o.				

Résumé des opérations de l'année 1897 :

GAGES CORPORELS.				ARTICLES.	SOMMES.
				nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 décembre 1896 au soir.....				1.616.637	47.683.400
ENTRÉE.					
Par engagements effectifs.....	1.204.617	34.581.776	} 1.884.769	55.797.329	
Par renouvellements.....	680.152	21.215.553			
TOTAL.....				3.501.406	103.480.729
SORTIE.					
Par dégagements effectifs.....	1.075.324	31.915.229	} 1.884.953	55.345.312	
Par renouvellements.....	680.152	21.215.553			
Par ventes.....	129.442	2.214.080			
Par ventes.....	35	450			
RESTE en magasin, le 31 décembre 1897.....				1.616.453	48.135.417

VALEURS MOBILIÈRES.				TITRES.	SOMMES.
				nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 décembre 1896 au soir.....				22.128	5.999.463
ENTRÉES.					
Par engagements effectifs.....	26.572	6.675.465	} 51.898	13.702.456	
Par renouvellements.....	25.326	7.026.991			
TOTAL.....				74.026	19.701.919
SORTIES.					
Par dégagements effectifs.....	21.317	5.167.710	} 51.775	13.704.008	
Par renouvellements.....	25.326	7.026.991			
Par ventes.....	5.132	1.509.307			
RESTE en magasin, le 31 décembre 1897.....				22.251	5.997.911

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de décembre		Du 1 ^{er} janv. au 31 déc.	
	1897.	1896.	1897.	1896.
Faillites.....	131	119	1.410	1.481
Liquidations judiciaires.....	16	22	159	182
Conversions de liquidations en faillites.	1	3	29	37

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 décembre, il a été déposé 111 demandes en autorisation de bâtir, dont 82 pour des constructions neuves. Pendant le mois de décembre 1896, le nombre des demandes avait été de 68, dont 36 pour des constructions neuves.

Le nombre total des demandes pendant l'année 1897 a été de 1.641, dont 955 pour des constructions neuves. Pendant l'année 1896, le nombre des demandes s'était élevé à 1.645, dont 941 pour des constructions neuves.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} JANVIER.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
NOVEMBRE 1897.					NOVEMBRE 1897.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	1.745	175	149	15	Commeny....	1	1	"	"
— (1 ^o —).	866	730	319	"	Nîre.....	560	164	104	4
— (III ^e —).	596	567	363	19	Nîmes.....	56	46	34	22
— (IV ^e —).	581	385	113	5	Saint-Étienne..	58	66	57	"
— (V ^e —).	128	105	53	"	Toulous.....	240	140	125	"
— (XV ^e —).	375	214	208	"	DÉCEMBRE 1897.				
— (XX ^e —).	134	156	95	21	Bourges.....	72	24	22	3
DÉCEMBRE 1897.					Perpignan....	39	19	14	3
Paris (V ^e arr ^t).	68	61	37	"	Sainte-Florine..	13	5	"	5
— (IX ^e —).	123	109	92	10	Saint-Nazaire...	231	4	2	2
— (XIV ^e —).	242	141	90	4	Toulon.....	35	16	16	"
— (XIX ^e —).	165	159	141	4	Toulouse.....	314	177	164	"
Refuges munic..	"	"	112	352	Tours.....	231	45	45	"
Levallois-Perret.	167	134	31	88	Alger.....	435	206	181	94
Brest.....	40	9	9	"	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1897, la Bourse du travail du Mans a reçu 1.845 demandes et 652 offres de travail; elle a effectué 568 placements à demeure.				
Lisieux.....	87	39	26	"					
Orléans.....	5	2	2	"					
Sens.....	25	6	2	"					

C. — SYNDICATS PATRONAUX (DÉCEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Ille-et-Vilaine....	Rennes.....	Charrutiers.....	4	4	4	"
Indre-et-Loire....	Tours.....	Id.....	18	13	11	1
Rhône.....	Lyon.....	Tenturiers-dégraissseurs.....	15	3	3	"
Seine.....	Paris.....	Indust. et app. de l'art médical.	15	8	15	"
Id.....	Id.....	Mécanisme française.....	24	8	8	"
Id.....	Id.....	Architectes.....	11	6	5	"
Id.....	Id.....	Épicerie gros et détail.....	578	665	536	"
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	32	25	18	"
Id.....	Id.....	Syndicat du papier et des in- dustries qui le transforment.	23	20	13	"
Id.....	Id.....	Couteliers.....	24	22	21	"
Id.....	Id.....	Débitants de vins et liquoristes.	98	72	66	2
Seine-Inférieure...	Le Havre.....	Épicerie.....	9	6	6	"
Seine-et-Oise.....	Isle-Adam.....	Boucherie et charcuterie.....	"	"	11	3
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	1	2	1	"

(1) Placement de nourrices au sein.

D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (DÉCEMBRE 1897).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Voyageurs et dessinateurs.....	8	"	"	"
Alpes-Maritimes..	Cannes.....	Cuisiniers.....	"	30	"	"
Id.....	Nice.....	Garçons restaurateurs.....	100	50	10	40
Aube.....	Troyes.....	Plâtriers.....	18	"	"	"
Aude.....	Carcassonne.....	Terrassiers.....	30	13	"	"
Bouches-du-Rhône	Aix.....	Boulangers.....	5	3	2	1
Id.....	Marseille.....	Typographes.....	5	3	"	3
Id.....	Id.....	Imprimeurs-lithographes.....	14	11	9	2
Id.....	Id.....	Jardiniers.....	3	"	"	"
Id.....	Id.....	Tonneliers.....	180	5	10	"
Id.....	Id.....	Peintres en bâtiment.....	4	4	"	"
Id.....	Saint-Giniez.....	Jardiniers.....	30	2	"	"
Cher.....	Dun-sur-Aurou.....	Maçons.....	1	3	"	"
Id.....	Vallenay.....	Bûcherons.....	45	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Comptables.....	2	1	1	"
Dordogne.....	Périgueux.....	Boulangers.....	10	4	6	4
Doubs.....	Besançon.....	Terrassiers-manceuvres.....	150	"	"	"
Drôme.....	Valence.....	Typographes.....	15	4	4	"
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs-pâtisseries.....	4	2	1	"
Haute-Garonne....	Toulouse.....	Boulangers.....	50	20	1	30
Id.....	Id.....	Trépointeurs.....	10	6	"	6
Id.....	Id.....	Terrassiers.....	50	40	20	45
Gironde.....	Bordeaux.....	Boulangers.....	"	"	"	28
Id.....	Id.....	Typographes.....	12	11	"	11
Id.....	Id.....	Garçons bouchers.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	52	44	17	5
Hérault.....	Montpellier.....	Boulangers.....	23	5	4	10
Ille-et-Vilaine....	Rennes.....	Meuniers et chauffeurs.....	23	10	"	5
Id.....	Id.....	Taillleurs de pierre.....	8	"	7	7
Id.....	Id.....	Employés de com. et de banque	5	3	2	1
Indre.....	Châteauroux.....	Métallurgistes.....	5	"	"	"
Loire.....	Saint-Etienne....	Boulangers.....	2	2	2	1
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	5	4	"	3
Loire-Inférieure..	Nantes.....	Serruriers.....	1	14	5	"
Id.....	Id.....	Frappeurs.....	190	"	"	"
Lot-et-Garonne....	Agen.....	Garçons limonadiers.....	"	"	2	"
Maine-et-Loire....	Angers.....	Serruriers.....	15	"	2	"
Marne.....	Reims.....	Menuisiers.....	10	1	1	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Typographes.....	1	2	"	1
Id.....	Id.....	Métallurgistes.....	5	"	2	"
Nord.....	Armentières.....	Peintres.....	3	"	"	"
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand..	Chapeliers.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Plâtriers.....	10	"	"	"
Pyrénées-Orientales	St-Laur-de-Cerd.....	Espadrilliers-trépointeurs.....	200	"	"	"
Id.....	Perpignan.....	Garçons limonadiers.....	"	"	6	20
Rhône.....	Lyon.....	Imprimeurs.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Confection pour hommes (Ouvriers et ouvrières de la).....	48	35	32	"
Id.....	Id.....	Scieurs-raboteurs.....	10	"	"	"
Id.....	Id.....	Polisseurs sur métaux.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Sculpteurs-statues.....	"	"	2	"
Id.....	Id.....	Jardiniers.....	3	5	3	"
Sarthe.....	Le Mans.....	Mécaniciens.....	60	10	"	"
Seine.....	Paris.....	Boulangers.....	27	46	15	12
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	33	32	20	13
Id.....	Id.....	Pâtisseries.....	50	10	15	350
Id.....	Id.....	Margeurs.....	8	"	2	6
Id.....	Id.....	Conducteurs typographes.....	"	8	3	3
Id.....	Id.....	Typographes.....	"	117	"	"
Id.....	Id.....	Cordonnerie parisienne (Ouvriers de la).....	96	"	26	24
Id.....	Id.....	Passementiers.....	16	"	"	"
Var.....	Toulon.....	Ouvriers typographes.....	"	"	1	"

SYNDICATS OUVRIERS (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	NOMBRE DES PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Seine.....	Paris.....	Charpentiers.....	30	"	15	"
Id.....	Id.....	Menuisiers en voitures.....	14	12	12	"
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	4	"	3	3
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conduct.-mécaniciens.....	14	11	11	9
Id.....	Id.....	Tourneurs-décolleteurs.....	17	17	"	"
Id.....	Id.....	Potiers d'étain.....	17	10	10	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	63	19	33	"
Id.....	Id.....	Peintres français.....	99	"	2	"
Id.....	Id.....	Peintres et graveurs sur verre.....	3	"	3	"
Id.....	Id.....	Garçons de magasin et cochers livreurs.....	51	16	23	18
Id.....	Id.....	Comptables.....	21	11	6	2
Id.....	Id.....	Limonaillers restaurateurs.....	280	"	30	250
Id.....	Id.....	Employés de la boucherie.....	125	115	64	51
Id.....	Id.....	Garçons restaurateurs.....	430	40	20	45
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	"	115	775
Seine-Inférieure.....	Rouen.....	Cuisiniers.....	15	5	2	4
Deux-Sèvres.....	Niort.....	Typographes, lithographes.....	"	1	"	"
Somme.....	Amiens.....	Typographes.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Tapissiers.....	2	2	1	1
Id.....	Id.....	Serruriers.....	5	"	"	"
Var.....	Toulon.....	Portefaix.....	2	"	"	"
Vendée.....	La Roche-sur-Yon.....	Typographes.....	1	"	"	"
Haute-Vienne.....	Limoges.....	Terrassiers.....	60	15	10	5
Constantine.....	Constantine.....	Cuisiniers.....	4	3	"	"

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (DÉCEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Gironde.....	Bordeaux.....	Société «L'Étoile».....	338	97	18	79
Pas-de-Calais.....	Boulogne-sur-Mer.....	Société des employés.....	9	1	1	"
Rhône.....	Lyon.....	Société des garçons de salle et de chambre.....	"	"	121	449
Seine.....	Paris.....	Concierges-gérants.....	9	5	2	"
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	63	10	"
Id.....	Id.....	Comptables.....	113	89	42	11
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	442	411	417	2
Id.....	Id.....	Société «La Couturière».....	17	18	"	"
Id.....	Id.....	Employés de transport.....	"	"	2	"
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrand.....	43	11	"	11
Id.....	Id.....	Société «Le Bâtiment».....	6	10	2	"
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	460	106	106	896
Id.....	Id.....	Société «L'Étoile».....	506	969	81	858
Id.....	Id.....	Compagnons charçons.....	40	35	35	"
Id.....	Id.....	«Union Helvetia».....	133	33	20	4
Id.....	Id.....	Employés du comm. et de l'ind.....	"	3	1	"
Id.....	Id.....	Société suisse des commerçants.....	56	35	16	"
Id.....	Id.....	Société philanthropique savois.....	100	119	33	"
Somme.....	Amiens.....	Société des voyageurs et repré- sentants de commerce.....	"	3	"	"
Constantine.....	Batna.....	Société des anciens militaires ..	1	1	"	1

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (DÉCEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Doubs.....	Besançon.....	Assistance par le travail.....	21	"	1	20
Gironde.....	Bordeaux.....	Id.....	"	"	6	18
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Patronage des prisonniers libérés.....	4	2	2	"
Id.....	Id.....	Office des travailleurs.....	474	166	138	"
Marne.....	La Chalmelle.....	Colonie agricole.....	2	6	2	3
Meurthe-et-Moselle.....	Nancy.....	Maison de Sainte-Marie.....	"	"	83	"
Rhône.....	Lyon.....	Asile protestant.....	13	21	9	"
Id.....	Id.....	Assistance par le travail.....	169	"	9	6
Seine.....	Paris.....	«The Mission home».....	139	99	29	9
Id.....	Id.....	Assistance par le travail des VIII ^e et XVII ^e arrondissements.....	"	"	4	14
Id.....	Id.....	Société protestante du travail.....	54	38	25	"
Id.....	Id.....	Société des visiteurs des pauvres.....	15	5	1	1
Id.....	Id.....	Société de protection des Alsaciens-Lorrains.....	"	3	3	"
Id.....	Id.....	Asile Saint-Charles.....	74	215	46	"
Id.....	Id.....	Maison des sœurs de la Croix.....	"	"	365	"
Id.....	Id.....	«The English catholic home».....	39	33	12	1
Id.....	Id.....	Maison de travail pour jeunes gens.....	"	23	23	"
Id.....	Id.....	Société philanthropique.....	"	"	"	217
Seine-et-Marne.....	Melun.....	Assistance par le travail.....	89	89	"	89
Haute-Vienne.....	Limoges.....	Id.....	904	4	4	148

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

ŒUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE DÉCEMBRE.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.367	71	647	"	26.981
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	6.732	840	273	545	23.893
Asile de la rue Mouffetard.....	210	10	"	"	971
Société philanthropique (rue de Crimée)....	"	"	140	12	748
— (rue Labat).....	"	"	317	34	993
— (rue Saint-Jacques)....	"	"	428	82	2,004
— (avenue du Maine)....	"	"	88	86	854

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

VILLE DE PARIS.

		PERSONNES secourues pendant le mois de novembre.	
		—	
Indigents (secours réguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	6.406
		Femmes	10.591
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	10.376
		Femmes	20.885
TOTAL des indigents secourus.		48.258	
Nécessiteux (secours irréguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	7.912
		Femmes	8.841
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	3.275
		Femmes	3.984
{ Âge et sexe non spécifiés (xvi ^e arr.)		456	
TOTAL des nécessiteux secourus.		24.468	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Les grèves de décembre ont donné lieu à deux applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage :

1° Grève des tailleurs de pierre de Morlaix. — Un comité de conciliation s'est réuni le 16 décembre ; aucun accord n'a pu s'établir.

2° Grève de tisseurs à Tourcoing. — Cette grève est motivée par la mise en vigueur d'un règlement, non appliqué depuis longtemps, concernant les malfaçons. Sur la demande des ouvriers, le juge de paix a convoqué les patrons à une réunion de conciliation ; ces derniers ne se sont pas présentés.

Convention entre les patrons et les syndicats ouvriers de l'industrie du tissage à la main dans la région de Thizy. — Les fabricants de cotonnades de la région de Thizy, ne pouvant plus lutter avec leurs concurrents de la région rouennaise ou des Vosges, ont proposé à leurs ouvriers des modifications au tarif établi en 1889. A la suite de trois réunions, les représentants des deux parties ont adopté, le 1^{er} décembre, la convention suivante :

« Sur le tarif du 11 mai 1889, il sera fait, pour une durée de six mois, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} juin 1898, une diminution de 1 centime par mètre sur l'ensemble de tous les articles portés audit tarif.

« Plus, pour le bobinage, une différence en moins de 2 centimes par kilogramme sur tous les numéros de filés indistinctement.

« Ces conditions ne seront valables qu'après l'acceptation de tous les fabricants tisseurs à la main des régions de Thizy, Roanne et Grandris.

« Il est bien entendu que le bobinage sera donné au poids et non au paquet ; ce poids s'entend par 5 kilogrammes de coton écreu suivant numéro.

« Les prix de façon de tissage seront payés au mètre.

« Les conditions ci-dessus n'étant pas respectées par les fabricants, ceux-ci seront passibles d'une amende de 500 francs par délit, qui seront versés au bureau de bienfaisance de la commune où le délit aura été constaté.

« N'étant pas suffisamment éclairés sur les nouveaux articles, tels que : zéphirs, tennis et retors, qui seront sujets à un nouveau tarif, quatre délégués, deux fabricants et deux ouvriers, s'entendront pour cela.

« La Commission des délégués sera prévenue un mois à l'avance, c'est-à-dire le premier mercredi du mois de mai.

« Fait en double à Thizy, le 1^{er} décembre 1897.

« Si, dans un délai de six semaines, tous les fabricants n'ont pas adhéré aux conditions ci-dessus, les patrons et les ouvriers reprendront leur liberté d'action. »

LES GRÈVES EN DÉCEMBRE 1897.

21 grèves ont été signalées en décembre à l'Office du travail. Elles se décomposent en 20 grèves ouvrières et 1 coalition de patrons boulangers tendant à obtenir diverses modifications à la taxe municipale; cette coalition s'est terminée par une transaction.

Le nombre des grévistes pour 17 grèves ouvrières est de 345.

En décembre 1896, il avait été signalé 21 grèves comprenant 2.609 grévistes. Quant au nombre moyen des grèves survenues en décembre au cours des quatre années antérieures à 1897, il est également de 21.

18 grèves ouvrières de décembre 1897, n'ont affecté qu'un seul établissement; la grève des tullistes de Caudry (Nord) en a atteint trois.

Les 20 grèves se sont produites dans neuf départements: 7, dans le Nord; 4, dans le Rhône; 2, dans la Seine et le Finistère; 1 dans la Charente, le Cher, l'Hérault, la Loire-Inférieure et l'Isère.

Il y a eu 8 grèves dans les industries textiles; 3 dans les industries du bâtiment; 3 dans les cuirs et peaux et 1 dans chacune des professions suivantes: briquetiers, bûcherons, ouvriers en simili-diamants, mineurs, typographes et ouvriers d'une fabrique de papier.

Les causes de ces grèves se répartissent de la manière suivante :

Demandes d'augmentation de salaire.....	6
Réductions de salaire.....	3
Demande de paye à la quinzaine.....	1
Modifications dans la réglementation du travail.....	2
Demande de maintien du travail au temps.....	1
Demande de paiement des heures supplémentaires.....	1
Refus de subir des amendes pour malfaçons.....	1
Demande de réintégration d'ouvriers.....	1
Demandes de renvoi d'ouvriers et de contremaître.....	2
Demande de renvoi de femmes.....	1
Retard dans le paiement des salaires.....	1

Des 20 grèves ouvrières commencées en décembre, 15 sont actuellement terminées.

Elles ont duré: une, 31 jours; deux, 18 jours; une, 8 jours; deux, 5 jours; trois, 4 jours; deux, 3 jours; une, 2 jours; trois, 1 jour ou moins d'une journée

Ces quinze grèves ont abouti à :

- 1 réussite,
- 1 transaction,
- 13 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2				6	7

11 janvier.	Calais.	Pas-de-Calais.	Tullistes.	10 (1)	18
14 sept.	Saint-Loup.	Haute-Saône.	Chaisiers.	2	150

1 ^{er} déc.	1 ^{er} janvier	Angoulême.	Charente.	Typographes et lithographes.	1	7
3 déc.	6 déc.	Lyon.	Rhône.	Cocroyeurs-chevriers.	1	9
4 déc.		Morlais.	Finistère.	Tailleurs de pierre.	1	14
6 déc.	8 déc.	Lyon.	Rhône.	Mégissiers.	1	3
6 déc.	7 déc.	Landerneau.	Finistère.	Briquetiers.	1	36
6 déc.	24 déc.	Lyon.	Rhône.	Chenilleurs (passementerie).	1	2
7 déc.	15 déc.	Tourcoing.	Nord.	Trieurs de laine.	1	21
9 déc.	13 déc.	Saint-Clair.	Rhône.	Maçons.	1	11
9 déc.	14 déc.	Verrerie-de-Mous.	Hérault.	Mineurs (fer).	1	28
10 déc.	28 déc.	Paris.	Seine.	Sculpteurs ornementistes.	1	7
13 déc.	14 déc.	Nantes.	Loire-Inférieure.	Ouvriers en simili-diamants.	1	26
14 déc.	14 déc.	Tourcoing.	Nord.	Tireurs de corde (fabrique de tapis).	1	8
15 déc.		Caudry.	Nord.	Tullistes.	3	
19 déc.	24 déc.	Limoux.	Aude.	Patrons boulangers.		
20 déc.		Tourcoing.	Nord.	Tisseurs.	1	24
27 déc.		Nivolas-Vermelle.	Isère.	Ouvriers d'une fabrique de papier.	1	
28 déc.		Henrichemont.	Cher.	Bûcherons.		
28 déc.	31 déc.	Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	70
30 déc.	3 janvier.	Paris.	Seine.	Teinturiers en peaux.	1	30
30 déc.	3 janvier.	Tourcoing.	Nord.	Doubleuses (filature).	1	13
30 déc.	4 janvier.	Tourcoing.	Nord.	Rattacheurs (filature).	1	36

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de décembre 1897, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Alpes-Maritimes. [1^{er} août 1897]. — Syndicat professionnel des entrepreneurs de bâtiments et de travaux publics de Menton (15 membres). Siège social : casino Municipal, à Menton.

Gironde [30 novembre 1897]. — Syndicat général du bâtiment de Libourne (60 membres). Siège social : rue Saint-Julien, 4, à Libourne.

CAUSES DES GRÈVES. 8	RÉSULTATS. 9	OBSERVATIONS. 10
AU 1 ^{er} DÉCEMBRE 1897 (A).		
1 Demande d'unification des tarifs.....	.....	(1) Depuis le commencement de la grève,
2 Demande de suppression des retenues pour l'éclairage et l'assurance.....	.....	70 établissements ont été atteints successivement et il y a eu 1.210 grévistes.
EN DÉCEMBRE 1897.		
1 Demande d'augmentation du tarif aux pièces.....	Échec.	
2 Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Échec (2).	(2) Grévistes remplacés.
3 Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
4 Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Échec.	
5 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
6 Réduction de salaires.....	Échec (3).	(3) La maison a été mise à l'index par le
7 Demande de renvoi de femmes nouvellement embauchées.....	Échec.	syndicat ouvrier.
8 Demande que la paye ait lieu chaque quinzaine.....	Échec (4).	(4) Grévistes remplacés.
9 Retard dans le paiement des salaires.....	Échec (5).	(5) Les grévistes n'ont pas repris le tra-
10 Réduction de la journée de 10 à 9 heures.....	Réussite (6).	vail et n'ont pas été remplacés. Le litige,
11 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	soûmis au juge de paix, a été tranché par
12 Demande de paiement d'heures supplémentaires faites en remplacement d'une demi-journée chômée.....	Échec (7).	jugement du 14 décembre 1897.
13 Réduction de salaire.....	.....	(6) La journée de 10 heures a été main-
14 Demande d'élévation de la taxe municipale.....	Transaction.	tenue.
15 Refus de subir des amendes pour malfaçons.....	.....	(7) 12 grévistes ont été remplacés.
16 Demande de renvoi du contremaître.....	.....	
17 Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
18 Augmentation de travail sans augmentation de salaire.....	Échec.	
19 Modifications dans l'organisation du travail.....	Échec.	
20 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
21 Demande de maintien du travail à la journée.....	Échec.	

[24 octobre 1897]. — Syndicat des marchands de bois et charbons de la ville de Bordeaux (76 mem-
bres). Siège social : rue Paulin, 53, à Bordeaux.

Marne [29 novembre 1897]. — Syndicat des limonadiers-restaurateurs et débitants de boissons de
la ville et de l'arrondissement d'Épernay (93 membres). Siège social : rue Porte Lucas, 5, à Épernay.

Seine [25 novembre 1897]. — Syndicat fraternel de marbrerie, fumisterie et chauffage (4 mem-
bres). Siège social : bourse du commerce, à Paris.

[25 novembre 1897]. — Syndicat fraternel de peinture, vitrerie et décoration (5 membres). Siège
social : bourse du commerce, à Paris.

[25 novembre 1897]. — Syndicat fraternel de couverture et plomberie et d'électricité (5 membres).
Siège social : bourse du commerce, à Paris.

[25 novembre 1897]. — Syndicat fraternel de menuiserie et parquets (4 membres). Siège social :
bourse du commerce, à Paris.

[25 novembre 1897]. — Syndicat fraternel de la charpente en bois et en fer, serrurerie et quincai-
lerie (6 membres). Siège social : bourse du commerce, à Paris.

[25 novembre 1897]. — Syndicat fraternel de la maçonnerie (6 membres). Siège social : bourse du
commerce, à Paris.

[10 décembre 1897]. — Association professionnelle des peintres et sculpteurs français (21 membres).
Siège social : avenue de Villiers, 31, à Paris.

[8 décembre 1897]. — Chambre syndicale de l'industrie du nickel pur (17 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris.

[3 décembre 1897]. — Chambre syndicale des fabricants de margarine et des industries qui s'y rattachent (16 membres). Siège social : rue du Louvre, 40, à Paris.

Haute-Vienne [1^{er} septembre 1897]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de serrurerie de la ville de Limoges et du département (30 membres). Siège social : carrefour Tourny, 3, à Limoges.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aude [8 novembre 1897]. — Chambre syndicale des cuisiniers de Carcassonne (19 membres). Siège social : rue de l'Aigle-d'Or, 12, à Carcassonne.

Bouches-du-Rhône [30 novembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers ferblantiers-boitiers de Marseille (40 membres). Siège social : bourse du travail de Marseille

[14 novembre 1897]. — Syndicat international des ouvriers monteurs en chaussures (80 membres). Siège social : bourse du travail de Marseille.

Ille-et-Vilaine [2 décembre 1897]. — Syndicat des employés de commerce de banque et d'industrie (60 membres). Siège social : bourse du travail de Rennes.

Maine-et-Loire [8 décembre 1897]. — Syndicat de prévoyance des tisserands et similaires des Trémentines. Siège social : à Trémentines.

Pas-de-Calais [9 septembre 1897]. — Syndicat des ouvriers cordonniers Calaisins (9 membres). Siège social : rue du Jardin-des-Plantes, 12, à Calais.

[26 octobre 1897]. — Chambre syndicale de l'Alliance française des ouvriers du port de Calais porteurs, arrimeurs et similaires (60 membres). Siège social : rue des Pierrettes, 60, à Calais (Sud).

Rhône [25 novembre 1897]. — Syndicat des garnituriers de la ville de Lyon (30 membres). Siège social : rue Bugeaud, 45, à Lyon.

[7 décembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers en instruments de musique (cuivre) de la ville de Lyon (25 membres). Siège social : rue des Charmettes, 89, à Lyon.

Seine [6 décembre 1897]. — Chambre syndicale du bronze imitation (70 membres). Siège social : rue Amelot, 91, à Paris.

3° SYNDICATS MIXTES.

Aube [18 novembre 1897]. — Association des patrons et ouvriers coiffeurs de l'Aube (61 membres). Siège social : café de l'Est, à Troyes.

Indre-et-Loire [17 novembre 1897]. — Syndicat mixte des patrons et ouvriers plâtriers, métiers similaires et professions connexes du département d'Indre-et-Loire (15 membres). Siège social : rue Marceau, 20, à Tours.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Doubs [31 octobre 1897]. — Syndicat viticole de Mouthier dit Baye (10 membres). Siège social : Mouthier-Hautepierre.

[20 novembre 1897]. — Syndicat agricole, horticole et viticole de Palente, Chaluz, Charigney, les Cras et le Mont-de-Brégille, etc. (38 membres). Siège social : à Palente.

Gers [24 novembre 1897]. — Syndicat agricole de Montfort-du-Gers (64 membres). Siège social : Montfort-du-Gers, maison Morisse.

[24 novembre 1897]. — Syndicat agricole de Plieux (50 membres). Siège social : à Plieux.

Nièvre [26 novembre 1897]. — L'union des vignerons de Châteauneuf (80 membres). Siège social : à Châteauneuf-le-Bourg.

Basses-Pyrénées [28 octobre 1897]. — Syndicat agricole et horticole mixte paroissial de Saint-Étienne-Bayonne (42 membres). Siège social : à Saint-Étienne-Bayonne.

Seine-et-Oise [5 août 1897]. — Syndicat agricole de Montmagny (70 membres). Siège social : à Montmagny.

Vienne [20 septembre 1897]. — Syndicat des travailleurs agricoles de l'arrondissement de Châtelleraut (30 membres). Siège social : boulevard de Blossac, à Châtelleraut.

5° UNION DE SYNDICATS.

Saône-et-Loire [13 novembre 1897]. — Union des syndicats agricoles de Saône-et-Loire (18 syndicats adhérents). Siège social : à Chalon-sur-Saône.

Seine [25 novembre 1897]. — Union des syndicats fraternels du bâtiment du département de la Seine (6 syndicats adhérents). Siège social : bourse du commerce, à Paris.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Novembre 1897.

Nombre des versements.....	236.598
représentant une somme de.....	30.991.258 ^f
Nombre des remboursements.....	108.343
représentant une somme de.....	26.381.114
Rentes achetées à 517 déposants pour un capital de.....	513.236
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rentes.....	4.096.909
Nombre de comptes existant au 30 novembre 1897.....	2.883.530
Nombre de comptes existant au 30 novembre 1896.....	2.673.305
AUGMENTATION.....	210.225

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de Décembre 1897.

Dépôts de fonds.....	13.187.755 ^f
Retraits de fonds.....	16.337.361
Excédent des retraits.....	3.149.606
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.	642.341

LA LOI SUR LE TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS EN 1896.

(Suite et fin) [1]

CHAPITRE II. — ÂGE D'ADMISSION DANS LES ATELIERS.

Pour vaincre les dernières résistances des chefs d'industrie qui se montrent réfractaires à l'observation de la loi, le service de l'inspection a dû dresser, en 1896, un plus grand nombre de procès-verbaux que les années précédentes. Alors que le nombre des contraventions déferées à la justice n'avait été que de 273 en 1894, de 396 en 1895, il s'est élevé à 435 en 1896.

Voici les principales industries visées par les procès-verbaux :

Verreries et cristallerie, 165 contraventions; moulinsages de soie, 33; filatures, 29; modes et confections, 14; imprimeries, 11; sucreries, 9; corderies, 8.

Comme on le voit, c'est dans les verreries et les cristalleries que les infractions à la loi sont les plus nombreuses.

Ce n'est que lorsque l'enfant est muni du certificat d'études primaires, institué par la loi de 1882, qu'il peut être employé dans les ateliers à partir de 12 ans, s'il s'est, d'autre part, pourvu d'un certificat d'aptitude physique. Le nombre des enfants de cette catégorie rencontrés par l'inspection, qui avait été de 3.059 en 1893, de 2.684 en 1894 et de 2.055 en 1895, n'a pas dépassé 1.776 en 1896.

CHAPITRE III. — DURÉE DU TRAVAIL.

C'est toujours pour obtenir l'exécution de l'article 3, concernant la durée du travail, que l'inspection éprouve les plus grandes difficultés. Par suite des organisations complexes imaginées par les industriels, les infractions qui échappent à l'inspection sont encore nombreuses, et il en sera ainsi tant que la loi n'aura pas imposé une durée uniforme de travail pour les différentes catégories de travailleurs.

Il est souvent impossible de constater actuellement les contraventions, les ouvriers refusant, dans la crainte d'être congédiés par leur patron, de répondre aux questions qui leur sont posées par l'inspecteur ou par le tribunal. Il faut reconnaître, cependant, qu'avec la tolérance provisoirement accordée de laisser les enfants travailler 11 heures, comme les femmes, on a obtenu de sérieuses améliorations. On peut affirmer qu'en temps normal la durée du travail ne dépasse pas 11 heures dans les usines à personnel mixte, où les enfants et les femmes sont les auxiliaires des ouvriers adultes. Ce n'est, d'ailleurs, pas sans de sérieuses difficultés que le service de l'inspection a pu arriver à ce résultat sans provoquer les grèves qui ont marqué la première application de la loi de 1892. Certains faits, qu'on ne saurait se dispenser de mettre en lumière, dénotent les heureux effets de la nouvelle réglementation du travail. Avant 1892, dans les tissages de la région lyonnaise, par exemple, la journée atteignait souvent 13 heures et quelquefois davantage. Elle a été successivement réduite à 12 heures et à 11 heures. Pour compenser cette diminution dans la durée du travail, la vitesse des organes mobiles a été accélérée. Pour les articles faciles, deux métiers ont été donnés aux bonnes ouvrières. Enfin, diverses améliorations, rendant la surveillance plus facile, les pertes de temps moins nombreuses, le repos plus réel, ont ajouté leur influence aux modifications de l'outillage; si bien qu'au

(1) Voir *Bulletin* de décembre 1897.

lieu d'avoir diminué ou même d'être restée stationnaire, la production a suivi une marche ascendante, et peu d'industriels se résoudraient aujourd'hui à revenir, d'une façon permanente, à la journée de 12 heures.

Constatons, en terminant, que certaines branches d'industrie paraissent s'accommoder assez bien de la loi de 1892. Il y a, notamment, une sensible amélioration dans les ateliers de couture et de confection où la durée de la journée est généralement de onze heures aujourd'hui. Avant la loi de 1892, les ouvrières ne quittaient l'atelier que lorsque l'ouvrage était absolument terminé; il arrivait même fréquemment que quelques ouvrières passaient la nuit au travail, les samedis et veilles de fêtes. Ce travail supplémentaire était passé à l'état d'habitude. Ces faits de surmenage semblent avoir disparu, et la loi a eu, en outre, pour résultat, de faire que, lorsqu'il y a lieu de veiller, les heures supplémentaires sont souvent mieux rétribuées.

Les résultats obtenus en 1896 dénotent que le service de l'inspection a redoublé d'activité. Les contraventions relevées par des procès-verbaux, pour infraction aux règles relatives à la durée du travail, avaient été de 3.877 en 1895. Elles ont atteint, en 1896, le chiffre de 5.725, soit une augmentation de près de 48 p. o/o.

Les industries contre lesquelles il a été relevé le plus grand nombre de contraventions sont les suivantes :

Filatures et peignages de laine, 820 contraventions; moulinage de la soie, 741; tissage de soie, 651; filatures de coton, 556; filatures de chanvre d'étoile et de jute, 506; modes, confections, couture, lingerie, 344; retorderies de laine, 338; tissages de laine de drap, 321; confiseurs, chocolatiers, 292; teintureries, apprêts, 188; tissages de coton, 162; tissage de fil de toile, 111.

CHAPITRE IV. — TRAVAIL DE NUIT ET REPOS HEBDOMADAIRE.

Auparavant, nous avons dit, dans les ateliers, on n'hésitait pas à prolonger le travail jusqu'à minuit et même toute la nuit.

L'interdiction du travail de nuit, entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, a fait cesser en grande partie ces abus. Elle a obligé les chefs d'industrie à adopter une organisation nouvelle dont ils se sont, en général, bien trouvés. On peut, aujourd'hui, dans l'industrie, considérer comme définitive la substitution du personnel masculin au personnel féminin. Les ouvrières sont complètement dispensées du travail de nuit et se félicitent de l'adoption du nouveau système qui ne fait nul obstacle à ce que, dans les limites fixées par la loi et dans les industries désignées par les règlements, les chômages soient compensés par la possibilité d'un travail supplémentaire, pendant la période active.

Après avoir interdit, en principe, le travail de nuit aux enfants et aux femmes, l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892, l'a exceptionnellement autorisé, entre 4 heures du matin et 10 heures du soir, quand il est réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas chacun plus de 9 heures coupées par 1 heure de repos. On a parlé longuement dans les précédents rapports de cette organisation qui offre les mêmes inconvénients que le travail de nuit.

En 1895, le nombre des établissements fonctionnant dans de semblables conditions était descendu de 51 à 33.

En 1896, le nombre des manufactures utilisant une double équipe, est remonté à 55. De Saint-Chamond où il a pris naissance, le système a gagné différentes régions industrielles, telles que le Nord, les Ardennes, les Vosges, le Tarn, l'Ardeche, la Côte-d'Or et la Loire-Inférieure. Des tentatives ont été faites pour l'implanter dans l'Aude, dans le Morbihan et dans la Seine.

Il nous paraît inutile de revenir à nouveau sur les inconvénients de toutes sortes qui résultent pour le personnel protégé du travail de la double équipe qui n'est que le rétablissement déguisé du travail de nuit. On a encore présent à la mémoire les pétitions des chambres de Saint-Quentin, de Cambrai, de Lille, de Reims, et celle du syndicat cotonnier de l'Est demandant énergiquement la modification de la loi et la suppression d'un système propre à jeter la perturbation dans la production industrielle et dans l'organisation du travail. En effet, au point de vue de la démoralisation, au point de vue de la rupture du lien de famille, au point de vue de l'impossibilité pour la femme de vaguer aux soins du ménage, tous les inconvénients du travail de nuit se retrouvent dans le travail à deux équipes.

Nous exprimons le vœu que le Parlement adopte sans retard les propositions qui lui sont soumises, en vue de mettre un terme à une pratique que nous considérons comme désastreuse pour les travailleurs et pour l'industrie nationale.

La loi qui interdit, en principe, le travail de nuit aux enfants et aux femmes, a prévu certaines tolérances que nous passerons rapidement en revue, afin de voir dans quelle mesure on y a eu recours.

Veillées. — L'article 4, § 4, permet d'occuper les femmes et les filles âgées de plus de 18 ans jusqu'à 11 heures du soir, pendant 60 jours par an, à condition que la durée de la journée ne dépasse pas 12 heures.

L'expérience démontre que la faculté qui a été accordée à ces industries de veiller soixante fois par an jusqu'à 11 heures du soir, a remédié en partie aux abus qui résultaient autrefois de veillées prolongées et multipliées souvent sans raisons sérieuses. Néanmoins, les inspecteurs du travail sont d'accord pour réclamer la suppression totale de la veillée, qui leur paraît incompatible avec l'interdiction de travailler plus de 12 heures par jour et qui a surtout l'inconvénient grave de favoriser la fraude dans les maisons où tout contrôle est impossible après 9 heures du soir.

Travail de nuit permanent de 7 heures. — L'autorisation de déroger d'une façon permanente à l'interdiction du travail de nuit, à condition que la durée de ce travail ne dépasse pas 7 heures, ne s'applique qu'à un nombre très restreint d'industries.

Il résulte des rapports des inspecteurs que cette dérogation n'a été mise à profit que dans les limites légales, sans que la durée du travail ait atteint 7 heures par 24 heures.

Travail de nuit temporaire. — L'article 3 du décret du 26 juillet 1895 permet à un certain nombre d'industries de faire travailler temporairement le personnel protégé, la nuit, pendant une durée maximum de 10 heures. Ce sont celles qui, comme les fabriques de conserves, dont le travail commence nécessairement à des heures variables ou imprévues, manutentionnent des produits facilement altérables.

Il résulte des rapports des inspecteurs que les déclarations réglementaires n'ont pas toujours été exactement faites en 1896. Le service de l'inspection devra prendre des mesures pour que les établissements en question se conforment, à l'avenir, aux règles spéciales qui leur sont imposées.

Usines à feu continu. — On peut affirmer que, d'une manière générale, les prescriptions réglementaires sont appliquées dans les usines à feu continu. Les enfants et les femmes n'y sont assujettis qu'à un travail d'une durée effective de 10 heures et, quand ils sont occupés la nuit, leur travail est coupé par des repos représentant un nombre total au moins égal à 2 heures.

Avant de terminer le chapitre relatif au travail de nuit et aux dérogations qu'il comporte, nous devons indiquer combien de contraventions ont été relevées, en 1896, à raison de l'emploi d'enfants ou de femmes, la nuit, dans des conditions

irrégulières. Le nombre des infractions relevées dans des procès-verbaux a été de 1.142, chiffre à peu près égal à celui qui avait été constaté en 1895.

Voici les industries où les contraventions ont été plus nombreuses :

Modes, confections, couture, lingerie, 446 contraventions; amidon (fabriques d'), féculeries, 165; tissages de coton, 109; moulinage de soie, 105; confiseries, fabriques de chocolat, 72; imprimeries, 53; verreries et cristalleries, 47; blanchisseries 24.

Repos hebdomadaire. — A quelques rares exceptions près, le jour choisi pour le repos hebdomadaire est le dimanche. Il y a progrès dans la façon dont l'article 5 de la loi est observé. Les infractions se produisent principalement dans les petits ateliers où les apprentis continuent plus ou moins à venir faire le rangement ou le nettoyage le dimanche matin. C'est un abus que les inspecteurs devront s'attacher à faire disparaître, ainsi que celui qui consiste à faire revenir les ouvriers le jour du repos pour porter l'ouvrage chez la clientèle.

Le chômage des jours fériés est aussi plus régulièrement pratiqué. La résistance de certains industriels a nécessité des mesures de répression; on a dû montrer une sévérité particulière à l'égard de ceux qui, malgré des avertissements réitérés, continuaient à faire travailler les enfants et les femmes le jour de la Fête nationale.

L'inobservation du repos hebdomadaire et des jours fériés a motivé, en 1896, 2.503 contraventions au lieu de 1.793, en 1895, soit une majoration de 39,5 p. o/o.

Voici les industries dans lesquelles les infractions ont été principalement constatées :

Moulinages de soie, 728 contraventions; modes, confections, couture, lingerie, 316; relieurs, 108; blanchisseries, 103; confiseries, fabriques de chocolat, 101; tissages de coton, 100; jouets (fabrique de), 92; imprimeries, 91; serruriers-mécaniciens, 69; cartonnages et papeteries, 57; amidon (fabriques d'), féculeries, 50; corsets (fabriques de), 46; filatures de soie, 38; faïences et porcelaines, 36; tapisserie, passementerie, broderie pour meubles, 33; colle forte (fabriques de), 30.

CHAPITRE V. — TOLÉRANCES.

La loi du 2 novembre 1892 accorde à l'inspecteur divisionnaire du travail le droit d'octroyer différentes tolérances et de lever certaines interdictions concernant le travail de nuit, la durée du travail et le repos hebdomadaires.

23 établissements en 1896, contre 44 en 1895, ont bénéficié de la dérogation à l'interdiction du travail de nuit. 852 femmes ou enfants, au lieu de 1.903 ont pu faire, durant la nuit, le travail interrompu pendant le jour.

On a pu se rendre compte, en 1896, mieux qu'on ne l'avait fait l'année précédente, des résultats de la réforme opérée par le décret du 26 juillet 1895, qui a modifié la nomenclature des industries en faveur desquelles l'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail peuvent être temporairement levées par les inspecteurs divisionnaires. Ce sont principalement les industries de saisons de Paris qui ont bénéficié de la réforme susindiquée. Quelques chiffres suffiront à le démontrer. L'autorisation de prolonger la durée du travail a été accordée, à Paris, à 512 établissements, contre 655 en province. Celle de travailler le jour du repos hebdomadaire a été donnée à Paris à 533 maisons, contre 427 dans les départements. Ce sont les ateliers de confections, les blanchisseries, les fabriques de conserves et les imprimeries qui ont usé le plus largement des tolérances autorisées par la loi.

Quant au total du personnel occupé en 1896 pendant la durée de ces tolérances, il a été de 33.855 femmes ou enfants pour la durée du travail, et de 25.639 pour

la dispense du repos hebdomadaire. Il est à remarquer que ces deux chiffres ne sauraient s'additionner, les mêmes personnes pouvant avoir fait l'objet de deux sortes de tolérances. On voit par là que ces dérogations ne prennent pas une bien grande importance et on peut en conclure qu'elles ne sont pas accordées sans un sérieux examen.

Les industries où les autorisations ont été les plus nombreuses sont les suivantes :

INDUSTRIES.	NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS ayant bénéficié d'autorisations.	
	Durée du travail.	Repos hebdomadaires.
Confections, couture et lingerie pour femmes et enfants, . .	279	175
Blanchisseries de linge fin	237	174
Fabriques de conserves	133	117
Imprimeries	104	102

CHAPITRE VI. — LIVRETS. REGISTRES. AFFICHAGE.

Livrets — Les livrets individuels, que les maires sont tenus de délivrer gratuitement aux enfants des deux sexes de moins de dix-huit ans occupés dans des établissements industriels, ont été remis bien plus régulièrement en 1896 qu'en 1895. Les communes qui n'étaient pas encore munies ont été invitées à s'en pourvoir. Il y a des sections où des résultats très complets ont été obtenus.

Nous avons précédemment indiqué les moyens qu'avait suggérés l'expérience pour arriver, au point de vue de la délivrance du livret, à l'exécution complète de la loi. En voici d'autres qui méritent d'être signalés. Dans un département, le préfet communique, tous les trois mois, l'état des livrets délivrés à l'inspection, qui peut ainsi se rendre compte des résultats obtenus par les visites antérieures, ce qui évite les contre-visites, dans les communes où les infractions n'existent plus et permet aux inspecteurs d'élargir le cercle de leur action.

On signale, d'autre part, l'intérêt qu'il y aurait à faire afficher et commenter dans les classes, par les instituteurs et les institutrices, à la fin de l'année scolaire, au moment du départ des élèves, un extrait de la loi du 2 novembre 1892. Les jeunes écoliers en âge de travailler dans les ateliers sauraient ainsi que, pour y être admis, ils doivent être munis d'un livret. Les maires et les instituteurs pourraient devenir, dans maintes circonstances, des auxiliaires précieux pour le service de l'inspection.

Les inspecteurs doivent recommander aux mairies de ne pas donner de nouveaux livrets aux enfants qui ont négligé de retirer le leur en quittant leur patron pour se faire embaucher ailleurs; les doubles emplois seraient facilement évités si les communes tenaient un registre des livrets qu'elles délivrent. De cette façon, le titulaire d'un livret n'en pourrait obtenir un duplicata que sur la présentation du précédent hors d'usage ou d'une attestation certifiant que cette pièce a disparu ou a été détruite.

Les patrons n'ont, d'ailleurs, pas le droit de retenir les livrets des enfants qui veulent les quitter pour entrer dans une autre maison. Le livret est une pièce d'identité qui doit suivre le titulaire dans tous les ateliers où il passe, et un patron n'a pas plus le droit de retenir le livret d'un enfant qu'il n'a celui de le recevoir sans cette pièce.

Registres. — Les registres spéciaux sur lesquels les chefs d'industrie doivent in-

scrire les noms des enfants mineurs de dix-huit ans qu'ils emploient sont tenus, en général, d'une façon plus régulière. C'est dans les petits ateliers qu'on relève les irrégularités les plus nombreuses. Quoi qu'il en soit, nous sommes heureux de constater, d'une année à l'autre, une amélioration sensible.

Affichage. — L'affichage que les patrons doivent faire, dans chaque atelier, de la loi et des règlements, du tableau de l'emploi du temps et du nom de l'inspecteur, s'effectue de plus en plus exactement. C'est encore dans la grande industrie que ces prescriptions sont le plus fidèlement suivies.

CHAPITRE VII. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

On peut affirmer, d'une manière générale, que les usines et manufactures sont actuellement dans une situation satisfaisante, au double point de vue de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Si cette situation est moins bonne dans les établissements de moindre importance, elle témoigne néanmoins de sérieux progrès accomplis.

C'est dans les petits ateliers que les prescriptions réglementaires sont le moins bien observées.

Les ouvriers eux-mêmes, en faveur de qui des dispositions de sécurité ont été édictées, mettent souvent obstacle à leur application, pour ne rien changer à leurs habitudes, ils enlèvent fréquemment les dispositifs installés pour les garantir, sous prétexte qu'ils les gênent dans leur travail. Des ouvriers, obéissant à une habitude contractée depuis longtemps, ont été surpris à nettoyer les cards pendant la marche, malgré la défense absolue des patrons.

Les industriels, désireux d'éviter les accidents, écoutent plus volontiers les observations qui leur sont faites, et ils suivent presque toujours les avis des inspecteurs. Ils s'habituent de plus en plus à ce genre d'investigations et sont plus portés à accepter l'intervention du service.

De grandes améliorations ont été apportées, notamment, dans les grandes industries; on a pris maintenant l'habitude de recouvrir les organes dangereux. Les heureux effets des mesures adoptées n'ont pas tardé à se faire sentir.

Il est à noter que les constructeurs eux-mêmes livrent leurs machines beaucoup mieux protégées qu'autrefois. Plusieurs d'entre eux manifestent le désir d'être renseignés sur les causes des accidents qui surviennent aux appareils qu'ils livrent, de manière à pouvoir y apporter les modifications indiquées par l'expérience.

Si de grands progrès ont été constatés dans l'hygiène des ateliers, les dépendances des usines, qui laissaient fort à désirer, ont aussi subi d'heureuses transformations. Ajoutons, d'ailleurs, que l'habitude de coucher les ouvrières, dans la petite industrie, tend à disparaître. Autrefois, toutes les ouvrières de mode, en province, étaient prises à l'année et habitaient chez la patronne. Depuis la loi qui interdit le travail de plus de onze heures, les modistes comme les couturières rentrent tous les soirs à leur domicile.

Ce n'est pas sans employer une certaine sévérité que l'inspection est arrivée aux résultats que nous venons d'indiquer. Le nombre des procès-verbaux qu'elle a dû dresser en 1896, tant pour contraventions aux règles d'hygiène et de sécurité prescrites par l'article 14 de la loi de 1892 et par le décret du 13 mai 1893, que pour infractions aux prescriptions de l'article 2 de la loi du 12 juin 1893 et du décret du 10 mars 1894, s'est élevé en 1896. Il avait été de 398 en 1894, et de 804 en 1895.

Les contraventions relatives à la loi de 1982 et au décret du 13 mai 1893 se répartissent comme il suit :

NATURE DES CONTRAVENTIONS.	NOMBRE de contraventions.
Infractions aux règles générales d'hygiène et de sécurité prescrites par l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892.....	233
Graissage de mécanisme en marche.....	97
Machines non protégées.....	257
Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux roues verticales.....	2
Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux métiers dits « à la main »....	1
Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux scies circulaires.....	2
Emploi d'enfants de moins de 16 ans au travail des lames tranchantes mécaniques.....	8
Emploi d'enfants de moins de 16 ans au service des robinets à vapeur.	1
Emploi d'enfants de moins de 16 ans sur des échafaudages volants....	2
Surcharges.....	51
Travail aux machines à coudre avant 16 ans.....	1
Travail interdit aux enfants au-dessous de 18 ans.....	2
Conditions imposées pour certains travaux.....	9

Bonnes mœurs. — L'inspection n'a eu, heureusement, à relever qu'un très petit nombre de contraventions à l'article 16 de la loi qui impose aux industriels l'obligation de veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique dans leurs usines. Nous exprimerons cependant le vœu que les patrons, qui logent encore des ouvrières, s'occupent davantage de la surveillance de leur personnel. Il est à désirer qu'une discipline sévère et une tenue convenable soient observées surtout dans les établissements à personnel mixte.

CHAPITRE VIII. — ACCIDENTS.

Les déclarations d'accidents deviennent de plus en plus nombreuses.

Après avoir été, pour l'ensemble des travailleurs, de 3.655 en 1893, de 14.954 en 1894, de 20.390 en 1895, leur nombre s'est élevé, en 1896, au chiffre de 25.922 accidents ayant atteint 26.021 victimes. Ces chiffres comprennent tous les accidents survenus dans les ateliers de chemins de fer.

Malgré les progrès que nous venons d'enregistrer, la loi est loin de recevoir encore son plein et entier effet. Les déclarations d'accidents faites en 1896 ne représentent qu'environ 15 personnes atteintes par 1.000 ouvriers employés. Or, d'après les statistiques allemande et autrichienne, on compterait chaque année 27 à 30 accidents par 1.000 ouvriers. Nous espérons que les statistiques françaises, une fois régulièrement établies, n'accuseront pas un pourcentage aussi élevé. Ce n'est que lorsque les accidents seront tous exactement déclarés qu'il sera possible de se prononcer à cet égard.

CHAPITRE IX. — ÉTABLISSEMENTS SPÉCIAUX.

Établissements de bienfaisance. — La situation de ces établissements ne s'est pas sensiblement modifiée en 1896. D'après les rapports des inspecteurs, on en comptait 1.496 contre 1.491 en 1895. Il en a été visité 1.125 au lieu de 1.105 l'année précédente. Quant au personnel rencontré dans lesdites maisons, il était de 50.869. Il avait été de 49.844 en 1895.

Voici les départements dans lesquels ces établissements seraient les plus nombreux :

Seine, 133; Nord, 88; Meurthe-et-Moselle, 44; Rhône, 44; Loire-Inférieure, 44; Bouches-du-Rhône, 35; Côtes-du-Nord, 32; Gironde, 31; Finistère, 30; Tarn, 30; Ile-et-Vilaine, 29; Pas-de-Calais, 28; Aisne, 27; Seine-et-Oise, 27; Seine-Inférieure, 26; Somme, 26.

Quant au personnel dont le service a constaté la présence, le tableau ci-après en donne le dénombrement par sexe et par âge :

DÉSIGNATION DU PERSONNEL.	NOMBRE d'enfants protégés par sexe.		TOTAUX.
Enfants au-dessous de 13 ans non munis du certificat.	Garçons.	1.500	15.104
	Filles.	13.604	
Enfants de 12 à 13 ans munis du certificat.	Garçons.	36	595
	Filles.	559	
Enfants de 13 à 16 ans.	Garçons.	1.047	14.365
	Filles.	13.318	
Enfants de 16 à 18 ans.	Garçons.	474	8.470
	Filles.	7.996	
Filles mineures de 18 à 21 ans.			6.293
Filles et femmes majeures.			6.042
ENSEMBLE.			50.869

On ne comprend pas dans ces statistiques les ouvriers proprement dits qui ne reçoivent que des externes et qui sont de véritables ateliers soumis à toutes les obligations de la loi de 1892. Entrent seuls en ligne de compte les orphelinats et les établissements où on élève les enfants.

Ces établissements sont généralement bien tenus. Les conditions d'hygiène sont bonnes et ne laissent à désirer que dans un petit nombre de cas. Les inspecteurs rencontrent rarement des difficultés.

L'application de l'article 8 de la loi de 1892 soulève deux difficultés que nous devons signaler.

Cet article qui interdit l'emploi d'enfants au-dessous de treize ans dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires, c'est-à-dire permanents, ne s'applique pas aux théâtres forains qui n'ont qu'une existence passagère. La loi du 7 décembre 1874, relative à la protection des enfants dans les professions ambulantes, ne régit pas non plus ces établissements si les enfants ne s'y livrent pas aux exercices de force définis par ladite loi. Ainsi qu'on l'a fait observer, cette lacune de la loi est fâcheuse, car elle constitue une exception en faveur d'établissements qui, plus que d'autres, ont besoin d'être surveillés. Il suffirait, pour réparer cet oubli, d'ajouter dans le nouveau texte le mot « forains » à la suite du mot « sédentaires ».

Cette addition ferait disparaître une autre difficulté d'interprétation que soulève l'application parallèle des deux lois précitées. Alors que la loi de 1892 ne permet pas de faire paraître des enfants de moins de treize ans dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires, l'article 1^{er} de la loi du 7 décembre 1874 autorise les acrobates et saltimbanques, etc., à employer leurs enfants dans leurs représentations, à partir de douze ans, s'ils n'exécutent pas des tours de force périlleux. Il y a là une antinomie qu'il importe de supprimer.

CHAPITRE X. — INSPECTION.

On ne peut que se féliciter des résultats obtenus par le service de l'inspection en 1896.

Les inspecteurs ont des rapports satisfaisants avec les industriels, généralement soucieux de se soumettre aux prescriptions de la loi; ils accomplissent, d'ailleurs, leur devoir sans se préoccuper de l'état d'esprit de ceux qui chercheraient à paralyser l'action du service.

Les ouvriers commencent à exprimer leur satisfaction de se sentir protégés, ainsi que leurs femmes et leurs enfants; ils ont une très grande confiance dans l'efficacité de l'inspection pour faire disparaître les irrégularités qui peuvent se produire.

Le nombre total des visites effectuées a été, en 1896, de 140.878, chiffre qui dépasse de 7.144 le nombre des visites en 1895. Les résultats de cette dernière année présentaient déjà une différence en plus de 5.000 visites environ sur l'exercice précédent. Il y a donc une progression constante dont il y a lieu de s'applaudir, bien qu'il ne faille pas considérer d'une façon absolue le nombre de visites effectuées par les inspecteurs comme le corollaire de leur activité. Le temps d'une inspection varie suivant l'industrie. Quelques minutes suffisent ordinairement pour un petit atelier, alors que plusieurs heures sont à peine suffisantes pour visiter convenablement une usine ou une manufacture. Rien ne serait plus facile à un agent que d'augmenter le nombre de ses visites; en réalité, l'œuvre accomplie ne présenterait qu'un médiocre intérêt.

CHAPITRE XII. — PÉNALITÉS.

Le nombre des procès-verbaux dressés pour infractions aux lois de 1892 et de 1893 qui avait été de 703 en 1894, et de 1.332 en 1895, s'est élevé à 1.445 en 1896.

Voici les industries dans lesquelles les contraventions ont été les plus nombreuses :

INDUSTRIES.	NOMBRE	
	de procès-verbaux.	de contraventions.
Modes, confections, couture et lingerie.....	177	1.394
Moulinage de la soie.....	111	1.740
Entrepreneurs de bâtiments.....	76	121
Serruriers et mécaniciens.....	75	288
Entrepreneurs de maçonnerie.....	72	127
Imprimeries.....	58	339
Filature et peignage de laine.....	56	1.185
Cartons et cartonnages.....	44	213
Blanchisseries.....	43	226
Verreries et cristalleries.....	42	479

Les 1.612 procès-verbaux constatés, en 1896, et dans lesquels étaient relevés 18.837 contraventions ont reçu les solutions suivantes :

Procès-verbaux suivis de condamnation, 1.400; suivis d'acquiescement, 58; classés par le service, 32; classés par le parquet, 119; encore en instance, 13.

Nous avons indiqué dans le rapport de 1895 que cette activité dans la répression ne dénote pas que la loi soit moins bien appliquée. Elle atteste seulement que l'inspection, dont l'action était, à l'origine, plutôt préventive que répressive, fait aujourd'hui preuve de plus de sévérité vis-à-vis des industriels qui ne peuvent plus arguer de leur ignorance pour se soustraire aux obligations que la loi impose. Nous appelons, d'ailleurs, de tous nos vœux le jour où la diminution des contraventions révélera que la loi est universellement exécutée.

Des indications générales contenues dans ce rapport il résulte que la loi, qui avait d'abord soulevé quelques défiances, entre progressivement dans les mœurs industrielles. On reconnaît qu'il est possible de protéger la femme et l'enfant contre un labeur excessif et les risques professionnels, sans entraver la libre expansion du travail national. On a compris que ce sont là des forces vitales qu'il importe de ménager dans l'intérêt même de la défense économique du pays. Aussi bien, l'année 1896 marque-t-elle un nouveau pas en avant dans la voie de l'application normale et régulière de la loi.

Il ne suffirait pas de renforcer le contrôle pour supprimer tous les abus. Il en est qui proviennent de ce qu'il y a dans les textes législatifs des fissures qui permettent à certains industriels d'échapper aux obligations que la loi impose. Ce n'est qu'après que celle-ci aura été révisée et complétée que les difficultés d'application disparaîtront, et que la réglementation du travail produira tous les bienfaits qu'on est en droit d'en attendre.

ANNEXE

*relative à l'application, pendant l'année 1896, de la loi du 2 novembre 1892
dans les mines, minières et carrières.*

D'après les renseignements recueillis par le service des mines, la statistique de l'industrie extractive pour l'application de la loi du 2 novembre 1892 s'établit conformément au tableau suivant :

DÉSIGNATION.	NOMBRE.	PERSONNEL.			PROPORTION P. 100 du personnel protégé au personnel total.	
		protégé.	adulte.	total.	en 1896.	en 1895.
Mines exploitées.....	136	23.594	131.210	154.804	15,2	14,8
Carrières... { souterraines.	18	36	189	225	„	„
{ à ciel ouvert.	123	82	1.049	1.131	„	„
Minières. { souterraines.	1.631	1.488	15.830	17.318	8,5	7,5
{ continues... { temporaires.	2.960	243	3.531	3.774	6,4	5,6
{ à ciel ouvert.	10.228	3.032	49.757	52.789	5,7	6,2
{ continues... { temporaires.	25.251	2.119	51.047	53.166	3,9	3,7
TOTAL.....	40.647	30.594	252.613	283.207	10,8	„
TOTAL en 1895.....	34.226	27.832	224.391	252.138	„	11,0

Le tableau suivant indique, pour les mines, la répartition comparée du personnel protégé en 1895 et 1896 :

DÉSIGNATION.	AU FOND.		AU JOUR.		TOTAL.	
	En 1896.	En 1895.	En 1896.	En 1895.	En 1896.	En 1895.
Enfants de { Garçons..	6	9	41	38	47	47
12 à 13 ans. { Filles....	#	#	#	1	#	1
Enfants de { Garçons..	4.931	4.914	4.272	3.873	9.203	8.787
13 à 15 ans. { Filles....	#	#	1.257	1.116	1.257	1.116
Enfants de { Garçons..	6.040	5.863	2.272	2.284	8.312	8.147
16 à 18 ans. { Filles....	#	#	1.024	951	1.024	951
Filles mineures de 18 à 21 ans.....	#	#	1.022	753	1.022	753
Femmes majeures.....	#	#	2.729	2.513	2.729	2.513
TOTAUX.....	10.977	10.786	12.617	11.529	23.594	22.315
P. o/o du personnel total.	7,0	7,0	8,2	7,8	15,2	14,8

Ce tableau montre que la proportion relative du fond est restée la même d'une année à l'autre; toute l'augmentation relative porte sur le personnel du jour. C'est le résultat du développement pris par la préparation des combustibles pour laquelle on emploie surtout des femmes et des enfants. On reconnaît encore le même fait en examinant, comme dans le tableau suivant, la répartition de la proportion relative des personnes protégées par catégories.

DÉSIGNATION.	P. O/O.	
	En 1896.	En 1895.
Enfants de 12 à 13 ans.....	0,03	0,03
Enfants de 13 à 15 ans.....	6,74	6,60
Enfants de 16 à 18 ans.....	6,03	6,07
Filles mineures de 18 à 21 ans.....	0,65	0,50
Femmes majeures.....	1,75	1,60
TOTAL.....	15,20	14,80

L'augmentation porte en majeure partie sur les filles et les femmes qui ne sont pas occupées à l'intérieur et sur les enfants de treize à quinze ans qui sont plus spécialement employés aussi à l'extérieur.

Le tableau suivant, qui donne pour les personnes protégées la proportion entre l'effectif visité et l'effectif existant, permet de se rendre compte de l'activité de la surveillance du service des mines :

DÉSIGNATION.	PERSONNEL.		P. o/o.		
	existant.	visité.			
Mines	23.594	23.508	90,6		
Minières. {	souterraines	36	36	100,0	
	à ciel ouvert	82	65	79,2	
Carrières. {	souterraines {	continues	1.488	1.397	94,0
		temporaires	243	129	53,0
	à ciel ouvert. {	continues	3.032	1.948	64,0
		temporaires	2.119	431	20,0
TOTAL		30.594	27.514	90,0	

Toutes les grandes exploitations et à peu près toutes les exploitations souterraines continues ont été visitées plusieurs fois. Ce qu'il est impossible de visiter tous les ans, ce sont ces innombrables carrières souterraines et surtout à ciel ouvert, à travail discontinu, disséminées irrégulièrement sur toute la surface du territoire.

Nous donnons ci-dessous les faits les plus saillants relevés dans ces visites et consignés dans les rapports des ingénieurs en suivant l'ordre de leurs observations.

Âge des enfants. — Embauchage. — L'emploi des enfants de douze à treize ans continue à diminuer.

On a continué dans quelques mines du centre, notamment à Decize, à écarter des travaux du fond les enfants de moins de seize ans. On se borne à occuper des enfants de seize à dix-huit ans avec un roulement de travail de cinq jours par semaine, de façon à ne pas dépasser soixante heures de travail hebdomadaire avec un travail quotidien de dix heures et demie à onze heures.

Durée et conditions du travail. — Comme les années précédentes, les ingénieurs insistent, pour assurer la marche de l'industrie extractive, sur l'utilité de maintenir la double équipe de quatre heures du matin à dix heures du soir pour les travaux souterrains et sur l'utilité des équipes alternantes pour la continuité indispensable du travail extérieur pendant les douze heures qu'il doit durer.

Ils continuent à demander que, pour simplifier les règles et éviter les contestations, le travail souterrain soit réglé d'après la durée de la présence et non sur la durée de travail effectif, qui est impossible à constater; ils demandent aussi, partout où l'on est obligé à travailler au fond à double poste, que la durée du travail puisse, pour les enfants comme pour les adultes, être prolongée jusqu'à minuit.

Les règles sur la durée et les conditions générales du travail paraissent, en somme, avoir été bien observées partout.

Depuis longtemps l'emploi des femmes souterrainement a cessé en France dans toute exploitation de quelque importance; mais de temps en temps on en rencontre quelqu'une travaillant avec son mari dans une pauvre carrière; tel a été le cas en 1896 dans une carrière de Normandie et dans des glaisières de la Marne.

Livrets et registres. — Affichage. — La situation reste à peu près telle qu'on l'a signalée dans les années précédentes, avec une tendance à l'amélioration. La loi est convenablement observée dans toutes les exploitations un peu importantes; dans les petites exploitations, on continue à trouver quelques enfants sans livrets, le plus généralement parce que les maires n'ont pu leur en fournir, comme cela se présente notamment dans le Sud-Ouest.

Il en est de même pour les registres d'inscription.

Les affichages prescrits par la loi ont lieu, sauf dans les carrières, en fait si nombreuses, où il n'existe aucun abri où l'on puisse afficher les affiches.

Accidents. — La situation reste aussi la même pour les déclarations d'accidents. Aussi bien les maires continuent à transmettre très irrégulièrement celles qui leur sont faites; d'ailleurs, en dehors des grandes entreprises, elles paraissent être faites avec assez de négligence.

Contraventions et pénalités. — Les ingénieurs se plaisent à reconnaître la bonne volonté qu'ils rencontrent généralement chez les exploitants pour l'exécution de la loi du 2 novembre 1892.

Aussi, n'ont-ils cru, comme les années précédentes, devoir déférer les infractions à l'autorité judiciaire que pour des faits d'une gravité particulière tels que l'emploi d'enfants la nuit ou pour des infractions qui se liaient à des accidents, sans qu'il y eût toutefois relation directe de cause à effet.

C'est dans ces conditions que six procès-verbaux ont été dressés en 1896 au lieu de quatre en 1895.

Observations générales. — En somme, on peut admettre que la loi du 2 novembre 1892 est généralement bien observée dans l'industrie extractive, et plus spécialement dans les grandes entreprises.

Toutefois, comme dans le rapport de l'année précédente, on ne peut que souhaiter, pour le développement de l'industrie minière, la prompt adoption de quelques modifications proposées par la commission de la Chambre des députés.

RAPPORT DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES VALEURS EN DOUANE

POUR L'ANNÉE 1896. (Extraits.)

(Suite et fin) [1].

IV. — OBJETS FABRIQUÉS.

1. *Fils et tissus de laine.* — L'importation des fils de laine a passé de 2.370.000 kilogrammes et 13.600.000 francs, en 1895, à 2.740.000 kilogrammes et 15.400.000 francs en 1896; celle des fils de poils d'alpaga, de chèvre, etc. est descendue à 1.270.000 kilogrammes et 12.200.000 francs à 705.000 kilogrammes et 6 millions de francs. D'autre part, les entrées de tissus sont montées de 5.030.000 kilogrammes et 42 millions de francs à 5.215.000 kilogrammes et 45 millions de francs.

Quant à l'exportation, elle s'est abaissée : pour les fils de laine, de 5.345.000 kilogrammes et 31.100.000, en 1895, à 5.260.000 kilogrammes et 29.600.000 francs, en 1896; pour les fils de poils d'alpaga, de chèvre, etc., de 10.000 kilogrammes et 67.000 francs à 7.000 kilogrammes et 29.000 francs; pour les tissus de laine, de 27.790.000 kilogrammes et 323 millions de francs à 25.020.000 kilogrammes et 294 millions de francs.

On évalue le poids des laines nouvelles lavée à fond et transformées en fils par les manufactures françaises à 80 millions de kilogrammes, au lieu de 79 millions en 1894 et de 63 millions en 1895. Si l'on y ajoute 20 millions de kilogrammes de renaissance ou de coton mélangé à la laine, on arrive pour la production de fils de laine, purs ou mêlés, à un total d'environ 100 millions de kilogrammes représentant 500 millions de francs.

2. *Tissus de soie et de bourre de soie.* — Les entrées de tissus de soie ont été de 879.000 kilogrammes et 50.300.000 francs en 1896, au lieu de 877.000 kilogrammes et 50.200.000 francs en 1895; les sorties, de 4.218.000 kilogrammes et 247 millions de francs, au lieu de 4.434.000 kilogrammes et 271 millions de francs.

3. *Fils et tissus de coton.* — De 1895 à 1896, l'importation des fils de coton est descendue de 5.484.000 kilogrammes (15.400.000 fr.) à 4.724.000 kilogrammes (14.400.000 fr.) Les entrées ne cessent de diminuer; aujourd'hui elles représentent à peine 3,5 p. o/o de la production nationale.

Toujours très faible, l'exportation n'a pas beaucoup varié : 1.072.000 kilogrammes et 3.300.000 francs en 1896, au lieu de 885.000 kilogrammes et 2.600.000 francs. Les sorties resteront insignifiantes, tant que nos filatures et nos tissages se développeront parallèlement; tout l'intérêt du commerce des filés se concentre sur le marché intérieur.

Pour les tissus, les entrées ont été de 4.640.000 kilogrammes (37.700.000 fr.) en 1896, contre 4.340.000 kilogrammes (34.500.000 fr.) en 1895; les sorties, de 24.980.000 kilogrammes (131 millions de fr.) en 1896, contre 20.920.000 kilogrammes (118 millions de fr.) en 1895.

Pendant la dernière période de onze ans, le nombre des broches dans le monde

(1) Voir *Bulletin* de novembre, p. 713 et de décembre, p. 781.

entier s'est accru de 16.5 p. o/o; la productivité de l'outillage a d'ailleurs pris une extension bien plus grande, grâce aux perfectionnements du matériel et des procédés : le rapport de la quatrième section donne une évaluation de 20 p. o/o.

Le développement, peut-être un peu trop rapide, de notre tissage s'est ralenti. Au cours de 1896, le nombre des métiers nouveaux n'a pas dépassé 2.000.

La production des étoffes imprimées en France atteint maintenant 18 millions de kilogrammes et 80 millions de francs.

4. *Pièces de lingerie et vêtements confectionnés.* — Ces articles ne donnent lieu qu'à une faible importation : au total, 328.000 kilogrammes et 6.600.000 francs en 1896, contre 278.000 kilogrammes et 6.700.000 francs en 1895.

Beaucoup plus considérables, les sorties ont atteint 2.425.000 kilogrammes et 99 millions de francs en 1896, contre 2.247.000 kilogrammes et 96 millions de francs en 1895.

5. *Peaux préparées. Ouvrages en peau ou en cuir.* — Notre importation de peaux préparées a été de 4.500.000 kilogrammes (24 millions de fr.), au lieu de 4.900.000 kilogrammes (28 millions de fr.). L'exportation a subi une diminution plus considérable : 9.150.000 kilogrammes (83 millions de fr.), au lieu de 10.500.000 kilogrammes (105 millions de fr.).

Pour les ouvrages en peau et en cuir, les entrées ont été de 489.000 kilogrammes et 8.800.000 francs en 1896, contre 476.000 kilogrammes et 8.500.000 francs en 1895; les sorties, de 2.805.000 kilogrammes et 82 millions de francs, contre 2.540.000 kilogrammes et 83 millions de francs.

Malgré de sérieux efforts, notre industrie des ouvrages en cuir et peau ne parvient pas à se relever de la dépression dont elle souffre depuis quelques années.

6. *Tabletterie, bimbeloterie, meubles, etc.* — Pour la tabletterie, la bimbeloterie, les meubles, les ouvrages en soie et quelques autres articles qui y sont réunis dans la statistique générale des douanes (tableau n° 10), l'importation s'est légèrement accrue : 18 millions et demi de francs en 1896, au lieu de 17 millions en 1895,

Les sorties ont monté de 154 millions de francs, en 1895, à 161 millions, en 1896.

7. *Produits chimiques.* — Envisagées pour l'ensemble des produits chimiques, l'importation et l'exportation sont respectivement passées de 94 millions de francs, en 1895, à 113 millions et demi, en 1896, et de 62 millions à 62 millions et demi.

D'une manière générale, l'industrie des produits chimiques souffre de la timidité des capitaux devant la perspective de progrès si rapides qu'ils déroutent les meilleurs fabricants.

8. *Papier, carton, livres et gravures.* — Les entrées se sont élevées à 24.400.000 francs, en 1895, à 26.900.000, en 1896.

Quant aux sorties, elles ont monté de 51.300.000 francs, en 1895, à 54.200.000 francs, en 1896.

9. *Outils et ouvrages en métaux. Machines et mécaniques.* — L'importation est passée de 21 millions de kilogrammes et 24.500.000 francs, en 1895, à 20.400.000 kilogrammes et 26.300.000 francs, en 1896. Une hausse notable doit être constatée à l'exportation : 79 millions de kilogrammes et 85 millions de francs en 1896, au lieu de 63 millions de kilogrammes et 68 millions de francs en 1895.

Pour les machines et mécaniques, les entrées se sont élevées de 52.300.000 kilogrammes et 58.600.000 francs, en 1895, à 53.800.000 kilogrammes et 62.200.000

francs, en 1896. Une augmentation beaucoup plus forte s'est produite à la sortie : 34.500.000 kilogrammes et 46.200.000 francs, en 1896, au lieu de 27.900.000 kilogrammes et 37 millions de francs, en 1895.

VI. — CONCLUSION.

En résumé, l'année 1896 n'a pas été défavorable à notre commerce et à notre industrie; certaines branches de l'activité nationale en sont sorties avec un regain de sève, de vigueur et de puissance, qui, depuis longtemps, leur faisait défaut.

Certes, la lutte pour la vie n'a rien perdu de son âpreté. De même que les autres nations de civilisation avancée, la France se heurte contre les efforts des peuples plus récemment entrés dans la voie du progrès, contre leur volonté d'émancipation et de conquête, contre leur hardiesse et leur esprit d'entreprise, contre le bon marché relatif de leur main-d'œuvre, contre les avantages que leur assure un matériel moderne créé de toutes pièces et dès lors plus perfectionné.

Elle souffre aussi de l'arrêt dans l'accroissement de sa population; elle ne peut, ainsi que certains peuples rivaux, semer ses enfants sur toute la surface du globe, se créer partout des foyers d'influence et de propagande commerciale.

Mais nul autre Etat n'a un personnel si habile et si intelligent de patrons, de contremaîtres, d'ouvriers; nul n'a des idées d'ordre, de sagesse, d'amour du travail, plus profondément invétérées; nul n'a un goût aussi délicat et aussi raffiné; nul n'a plus de probité et de loyauté.

DÉMOGRAPHIE ET STATISTIQUE.

Mouvement de la population de la France en 1896 (1). — *Naissances et décès.* — L'année 1896 offre des résultats totalement différents de ceux des années précédentes et particulièrement de l'année 1895. En effet, les chiffres de 1895 étaient loin d'être favorables au développement de la population de la France : nous avons eu à constater un excédent de 17.813 décès sur les naissances, et je disais, à cette occasion, que la situation méritait d'attirer toute l'attention des pouvoirs publics et du Parlement. Tout au contraire, en 1896, nous avons le plaisir de constater un excédent de 93.800 naissances sur les décès, et si nous additionnons les résultats des deux années, nous trouvons un boni total de 111.513 en faveur de 1896, formé à la fois de l'excédent de 1896 proprement dit et du déficit de 1895.

En 1896, si les décès ont diminué de 88.100, en tombant de 851.986 pour 1895 à 771.886 en 1896, de leur côté, les naissances, qui n'étaient que de 834.173 en 1895, sont passées en 1896 à 865.686, soit une progression de 31.413. D'où il résulte que ces naissances, qui représentaient 21,4 p. 1/000 habitants en 1895 sont remontées à 22,7, tandis que les décès, qui avaient donné, en 1895, 22,4 p. 1/000 ne donnent plus, en 1896, que 20,2. C'est donc, à tous égards, une amélioration réelle que nous devons relever, sans toutefois avoir la pré-

(1) Extraits du *Rapport sur le mouvement de la population en 1896* adressé à M. le Ministre du Commerce par le Directeur de l'Office du travail, publié au *Journal officiel* du 24 décembre 1897.

tention de l'expliquer et surtout d'en tirer des conclusions trop générales que des faits ultérieurs se chargeraient peut-être de réduire à néant.

Comparons l'année 1896 avec celles qui l'ont précédée, et, pour que cette comparaison soit plus concluante, remontons à 1871; voyons ce que nous fournit cette période d'un quart de siècle. Pendant cette période, nous avons vu les naissances dépasser 900.000 par an, et atteindre, en 1872 et en 1876, 966.000. A partir de cette dernière année, la diminution est presque constante, et 1896 elle-même n'échappe pas à cette remarque, bien qu'elle remonte aux chiffres de 1876.

La moyenne des naissances de la période de vingt-six ans est de 907.000; nous sommes donc encore sensiblement au-dessous de cette moyenne.

Par contre, les décès sont en notable diminution sur l'ensemble de la période que nous examinons : la moyenne, en effet, était de 852.000, soit, en 1896, une diminution de 81.000 ou 9,5 sur cette moyenne.

Or, il y a deux moyens d'accroître une population : c'est l'accroissement des naissances, d'une part, et, d'autre part, la diminution de la mortalité; à ce dernier point de vue, l'année 1896 a donné lieu à des constatations satisfaisantes.

On a dit quelquefois que l'augmentation du nombre des mariages était suivie d'un accroissement du nombre des naissances : il ne faudrait pas faire de cette assertion un principe absolu, car précisément le nombre des mariages, en 1895, avait baissé de 3.744 unités et s'est relevé en 1896. Ce relèvement n'a pu exercer sur la natalité, en cette même année, qu'une influence peu considérable. D'autre part, les naissances naturelles ont aussi augmenté de 3.000, c'est-à-dire contribué pour 10 p. 0/0 à l'accroissement total des naissances.

Nous ne parlons que pour mémoire des mort-nés, au nombre de 42.054, chiffre à peu près égal à la moyenne des autres années.

Voici, du reste, le tableau comparatif des naissances et des décès pendant la dernière période décennale :

ANNÉES.	NAISSANCES.	DÉCÈS.	EXCÉDENT	
			des naissances.	des décès.
1887.....	899.333	842.797	56.536	"
1888.....	882.639	837.867	44.772	"
1889.....	880.579	794.933	85.646	"
1890.....	838.059	876.505	"	38.446
1891.....	866.377	876.882	"	10.505
1892.....	855.847	875.888	"	20.041
1893.....	874.672	877.526	7.146	"
1894.....	855.388	815.620	39.768	"
1895.....	834.173	851.986	"	17.813
1896.....	865.586	771.886	93.700	"

En somme, l'année 1896 est la meilleure de la dernière période décennale, et il faudrait remonter à l'année 1883 pour trouver un semblable excédent de naissances.

Mariages et divorces. — Au sujet des mariages, nous aurons peu de chose à ajouter à la remarque faite précédemment : l'année 1896 atteint, à quelques unités près, le chiffre de 1892; soit 290.000. Ce chiffre est sensiblement le plus élevé de la période qui s'est écoulée depuis 1871, excepté pour les années 1872, 1873, 1874

et 1875, où les mariages ont, à la suite de événements des 1870-1871, atteint un niveau très élevé qui n'a pas été constaté dans le courant de ce siècle.

Quant aux divorces, ils suivent leur marche progressive. Partis de 4.277 en 1885, ils atteignent en 1896 le chiffre de 7.051, en progression de 308 sur le résultat de 1895. Du reste, au point de vue purement démographique, les divorces n'ont sur le mouvement de la population qu'une influence à peine sensible, puisqu'ils ne représentent que 0,18 p. 1/000 et qu'un certain nombre de ces divorces sont suivis de nouveaux mariages. Voici, du reste, le tableau comparé des mariages et des divorces pendant la dernière période décennale :

ANNÉES.	MARIAGES.	DIVORCES.
1887.....	277.060	3.636
1888.....	276.848	4.708
1889.....	272.934	4.786
1890.....	269.332	5.457
1891.....	285.458	5.752
1892.....	290.319	5.772
1893.....	287.294	6.184
1894.....	286.662	6.419
1895.....	282.218	6.743
1896.....	290.171	7.051

Observations générales. — Si maintenant nous passons à l'examen des départements nous constaterons que tous, sans exception, ont pris part à l'amélioration que l'année 1896 présente sur 1895. Tous ne présentent pas des augmentations de naissances : trois seulement font exception : ce sont la Corse, qui en compte 78, le Loiret 94 et la Haute-Savoie 24 en moins qu'en 1895. Et encore ces départements présentent-ils une amélioration sur l'année 1895.

La Corse a compté 552 décès de moins que l'année précédente, le Loiret 1.124 et la Haute-Savoie 463. Ces mêmes départements présentent aussi des excédents de naissances sur les décès : la Corse 1.999, le Loiret 793 et la Haute-Savoie 652. Le Var compte, il est vrai, 28 décès de plus qu'en 1895, mais en revanche il offre 269 naissances en plus.

Il paraît inutile d'entrer plus profondément dans le détail de chaque département. Ce sont toujours les mêmes régions qui produisent les mêmes phénomènes, soit comme naissances, soit comme décès. Ce sont également les départements industriels qui comptent le plus de naissances naturelles relativement à leur population.

Quant aux mariages, le progrès ne s'est pas exercé d'une manière aussi générale que dans les naissances. On compte en effet vingt-trois départements dans lesquels le nombre des mariages a été inférieur à celui de l'année 1895. Ceux qui se distinguent dans cette diminution sont, par ordre d'importance : la Vienne (205), la Haute-Garonne (124), Vaucluse (112), la Haute-Loire (109), le Pas-de-Calais (96), etc. Dans tous les autres, le nombre des mariages a été supérieur aux chiffres antérieurs.

En ce qui concerne plus spécialement le département de la Seine, il représente 363 mariages de plus pour 1896, 1.462 naissances en plus, soit près de 2 p. 0/0, et 5.057 décès en moins, soit 6,8 p. 0/0.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Les grèves en décembre. — Le *Reichsanzeiger* signale, dans le courant de décembre, 14 déclarations de grève. L'industrie la plus éprouvée a été celle du bâtiment (4 grèves). Les grèves ont eu, généralement, pour causes initiales des questions de salaires et de durée du travail; deux grèves ont, notamment, été organisées pour protester contre une diminution des salaires. Cependant 4 grèves ont été provoquées par des questions de personnes, dans trois cas, pour obtenir la réintégration d'ouvriers renvoyés et, dans un cas, pour résister à la demande des patrons exigeant de leurs ouvriers l'engagement de ne plus faire partie d'un syndicat.

Sur 10 grèves dont on a appris la fin en décembre, 4 se sont terminées par un succès total ou partiel pour les ouvriers, 2 par un échec, les autres par une entente.

Les associations coopératives de production et de consommation, fondées avec leurs propres ressources en Allemagne, exercice 1896 (1). — La Fédération des associations coopératives de production et de consommation publie une liste de 14.842 associations existant en fin 1896 alors qu'en mai 1896 on n'en comptait que 13.005. Elles se répartissent ainsi :

Associations de crédit	fin 1896, 9.417	contre 8.069	en mai 1896.
Association pour la fourniture de la matière première pour l'industrie	— 66	— 58	—
Association pour la fourniture de la matière première pour l'agriculture	— 1.128	— 1,085	—
Associations de travail dans l'industrie	— 23	— 21	—
— — dans l'agriculture	— 377	— 248	—
Associations de dépôt dans l'industrie	— 68	— 56	—
— — dans l'agriculture	— 45	— 19	—
Associations de production dans l'industrie	— 172	— 129	—
— — dans l'agriculture	— 1,765	— 1,604	—
Diverses formes d'associations	— 207	— 184	—
Associations de consommation	— 1.409	— 1.400	—
Associations de construction	— 165	— 132	—

La plupart des associations sont à responsabilité illimitée : il y en a 11.224 contre 9.929 l'an précédent, dont 8.535 associations de crédit, contre 9.359. 2.870 associations contre 2.337 en 1895 sont à responsabilité limitée, savoir 730 (556) associations de crédit, 942 (903) associations de consommation; 626 sociétés n'avaient pas été enregistrées.

Le rapport signale l'existence de 18 fédérations d'associations qui ont pour but d'échanger les résultats de leurs expériences, de leurs conseils, la poursuite d'in-

(1) D'après le *Reichsanzeiger*.

térêts communs et la revision de la loi qui les concerne : la plus ancienne est celle fondée par Schulze-Delitsch en 1859, qui comprend 1.518 associations réparties en 33 sous-fédérations. Le siège social est à Berlin. C'est la Fédération générale des associations agricoles de l'empire allemand (siège social à Ossenbach-sur-Main), qui compte le plus grand nombre de sociétés : 4.232.

De toutes les associations, ce sont les associations de crédit qui se sont le plus développées. Le mouvement organisé par l'État pour la fondation de sociétés de crédit dans les corporations de petite industrie a eu pour résultat de créer, dans 11 villes, 28 de ces associations de crédit.

Les 1.055 associations de crédit établies sur le système de Schulze-Delitzsch comprenaient 527.765 membres. D'après une statistique fournie par 1.002 de ces associations de crédit, 31,6 o/o (32 p. o/o, l'année précédente) des participants étaient des cultivateurs et jardiniers indépendants, 25,3 p. o/o (25,4 p. o/o), des artisans indépendants.

La part importante prise par les cultivateurs aux associations de crédit (159.388 personnes dans les 1.002 associations) prouve que les cultivateurs peuvent y trouver non seulement la satisfaction de leurs besoins de crédit; mais que ces associations se sont efforcées de répondre à tous les désirs dans cet ordre d'idées. Les crédits accordés par les 1.055 associations de crédit se sont élevés, en 1896, à 1.673.687.936 marks, dont 562.546.703 marks pour avances sur titres, 103.806.058 marks pour emprunts, 397.582.141 marks pour escomptes, 17.998.965 marks pour hypothèques et 591.754.069 marks pour comptes courants. L'ensemble du capital des 1.055 associations était, en fin 1896, de 685.278.485 marks, dont 169.507.281 marks composent l'avoir propre de ces associations, 129.774.777 marks le capital de roulement, 39.732.504 marks la réserve et 515.771.204 marks les capitaux prêtés par des étrangers à l'association. L'intérêt servi à ces derniers a été de 3,3 p. o/o (3,59 p. o/o l'année précédente). Le taux des prêts consentis par la plupart de ces associations est resté au-dessous de 5 p. o/o.

Les frais généraux et appointements dans les 1.055 associations se sont élevés à 6.807.099 marks, soit 20 p. o/o du produit brut des affaires et 0,41 p. o/o du crédit procuré. 370 associations ont éprouvé des pertes, en 1896, pour une somme de 919.834 marks; 13 associations ont dû employer tout le produit de leurs affaires pour couvrir leurs pertes. Le bénéfice net a été, dans l'ensemble, de 9.827.867 marks, sur lesquels 2.459.597 marks ont été inscrits au fonds de réserve, 6.925.375 marks ont été répartis en dividende entre les membres.

Le système des chèques s'est notablement développé : 141 associations l'ont adopté; pour les 63 associations qui ont fourni des chiffres à ce sujet, les encaissements sur comptes de chèques ont atteint 84.252.355 marks, les paiements 77.686.462 marks; 5.337 comptes de chèques ont été ouverts. En 1896-97, 80 associations ont été mises en liquidation, dont 62 caisses de prêt rurales de fondation récente; 5 ont été mises en faillite.

Parmi les associations purement professionnelles qui ont envoyé des renseignements sur l'exercice de l'année 1896, 13 associations de vente de matière première comptaient 488 membres; le produit de la vente a été de 646.553 marks. Pour 16 sociétés coopératives de production qui sont mentionnées au rapport, le montant des ventes a été de 1.464.245 marks, et le bénéfice net de 58.831 marks, soit 4 p. o/o.

23 associations de construction, comprenant 5.374 membres, ont envoyé des comptes rendus de leur exercice de 1896; 21 de ces associations sont en même temps associations d'épargne; elles construisent de grandes maisons qui restent la

propriété de l'association; les adhérents y trouvent des logements dans de bonnes conditions et à bon marche: 15 de ces associations avaient bâti, en 1896, 42 maisons comportant 272 logements. Deux associations ont pour but la construction de maisons particulières pour leurs adhérents; elles en avaient construit 25 en 1896.

En 1896, 119 nouvelles sociétés coopératives de consommation ont été fondées, mais 110 ont disparu, si bien que le total définitif n'a été que de 1.409 au lieu de 1.400 l'année précédente. 468 sociétés qui ont répondu à l'enquête comprenaient 321.186 membres. Pour 444 sociétés de consommation, 60,5 p. o/o des membres étaient des travailleurs salariés, 12 p. o/o des petits industriels indépendants. Le total des ventes de 468 sociétés coopératives de consommation a atteint 91.596.684 marks et le bénéfice a été de 9.342.157 marks, desquels 8.881.131 marks ont été distribués aux adhérents comme dividendes. Le capital d'exploitation pour ces 468 sociétés atteignait, en 1896, 18.958.527 marks, qui se décomposaient : 8.029.790 marks, avoir des sociétaires, 3.607.992 marks, réserve et 7.320.745 marks, argent prêté par des étrangers. 29 de ces sociétés coopératives de consommation produisaient elles-mêmes une partie de leurs marchandises; dans la plupart des cas elles avaient une boulangerie. 15.621 marks ont été consacrés, en 1896, au développement général de l'œuvre et à un but d'utilité commune. Enfin, pour faciliter les achats en gros, une société d'achats en gros à responsabilité limitée et 100.000 marks de capital a été fondée à Hambourg.

D'après une communication ultérieure, le taux de l'intérêt de l'argent prêté a été en baisse constante dans l'ensemble des associations de crédit du système Schulze-Delitzsch; c'est ce qui ressort des chiffres suivants :

ANNÉES.	RAPPORT BRUT P. O/O du capital d'exploitation.	TAUX DE L'INTÉRÊT. des capitaux étrangers.	DIFFÉRENCE.
1879-1880	6,23	4,49	1,74
1881-1885	5,90	4,22	1,68
1886-1890	5,44	3,49	1,95
1891-1895	5,26	3,58	1,68
1896	4,95	3,30	1,65

En 1875, on estimait, dans les sociétés de crédit, que le taux de 6 à 7 p. o/o était un taux normal pour le crédit personnel; en l'année 1893, dans 36 p. o/o des sociétés de crédit, le taux de l'intérêt du capital prêté était inférieur à 5 p. o/o. et dans 48 p. o/o des sociétés ce taux variait de 5 à 6 p. o/o. En 1896, 55 p. o/o des sociétés prêtaient au-dessous de 5 p. o/o et 32 p. o/o entre 5 et 6 p. o/o. C'est ainsi que la diminution du taux de l'intérêt a porté, en trois ans, sur 35 o/o des sociétés et que cette diminution a été de 2 p. o/o en l'espace de vingt-cinq ans.

Loi portant modification de la loi industrielle (26 juillet 1867) promulguée le 7 août suivant, concernant les corporations, chambres de petite industrie et unions de corporations dans l'empire d'Allemagne. (Suite et fin.) [1]. — III. Apprentissage. — § 126. N'ont pas le droit d'avoir ou de diriger des apprentis les personnes qui ne jouissent pas de leurs droits civils. Est retiré pour toujours ou pour un certain temps le droit d'avoir ou de diriger des apprentis aux personnes qui ont manqué gra-

(1) Voir le commencement de cette importante loi aux *Bulletins* de novembre et décembre, p. 718 et 786.

vement à leurs devoirs vis-à-vis de leurs apprentis ou contre qui on a relevé des faits contraires à la morale, de même pour les personnes qui, malades de corps ou d'esprit, sont reconnues incapables de diriger un apprenti. Le retrait des apprentis est opéré par les soins de l'autorité subalterne de surveillance.

Le contrat d'apprentissage devra être constaté par écrit dans un délai de quatre semaines à dater du commencement de l'apprentissage. Ce contrat doit contenir l'indication du métier ou de la branche du métier pour lequel l'enseignement doit être donné, la durée de l'apprentissage, la mention des prestations réciproques, les conditions prévues légalement ou autrement d'après lesquelles pourra se produire la rupture du contrat d'apprentissage par un des deux.

Le contrat d'apprentissage, qui est fait sans frais, devra être signé par celui qui exerce l'industrie ou son représentant, l'apprenti et son père ou son tuteur; un exemplaire sera remis au père ou au tuteur. Le maître devra produire ce contrat à toute réquisition de la police.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux écoles d'apprentissage reconnues par l'État.

Le maître de l'apprenti doit l'instruire de toutes les pratiques de son art, lui permettre de suivre les cours des écoles, tant celles de perfectionnement et professionnelles que les autres. Il doit le diriger lui-même ou par un représentant dûment qualifié, lui inspirer des habitudes de travail, le protéger contre les mauvais traitements des compagnons de l'atelier ou de la maison et veiller à ce qu'il ne lui soit pas donné des travaux qui ne seraient pas en relation avec ses forces.

Il ne doit pas le priver du temps nécessaire pour son éducation et pour ses exercices religieux, les dimanches et jours fériés. Les apprentis qui ne prennent, au domicile du maître, ni logement, ni nourriture, ne peuvent être employés aux travaux domestiques.

L'apprenti est placé sous la direction paternelle du maître ou de ses représentants qui doivent lui donner de bons sentiments d'obéissance et de fidélité, et ne lui imposer aucun excès de travail et quoi que ce soit qui puisse mettre sa santé en danger.

§ 127 b. Le contrat d'apprentissage peut être rompu, après un délai de quatre semaines ou de trois mois au plus, par une renonciation de l'un des contractants. En outre, après l'expiration de ce délai d'épreuve, le maître peut renvoyer l'apprenti dans le cas prévu paragraphe 123 ou si l'apprenti, malgré toutes les observations, ne remplit pas ses engagements et ne suit pas les cours de l'école de perfectionnement ou ceux de l'école professionnelle.

De son côté, l'apprenti peut quitter le maître dans les cas du paragraphe 124, et si le maître ne remplit pas ses engagements au point de vue moral ou professionnel, ou si la santé de l'apprenti est mise en danger. La mort de l'apprenti rompt l'engagement, celle du maître ne la rompt qu'autant que l'interruption de l'apprentissage a duré quatre semaines.

A la fin de l'apprentissage, le maître remet à l'apprenti un certificat attestant la durée de l'apprentissage, le métier qui lui a été enseigné, les connaissances qu'il a acquises ainsi que la conduite qu'il a tenue.

Ces certificats sont remplacés par des diplômes d'enseignement (*Lehrbrief*) là où il existe des corporations ou institutions analogues représentant les industriels.

Lorsque l'apprenti quitte son apprentissage dans un des cas non prévus par la présente loi, le maître peut le faire réintégrer par la police, si le contrat d'apprentissage est arrêté par écrit; l'apprenti peut être maintenu en état d'arrestation aussi longtemps qu'un jugement n'a pas déclaré l'apprentissage rompu ou a écarté l'apprenti de l'enseignement. Si l'apprenti refuse de revenir, il y sera contraint par la police et il sera passible d'une amende allant jusqu'à 50 marks et d'une peine de cinq jours d'emprisonnement au maximum.

Lorsque le père, le tuteur ou même l'apprenti majeur déclare par écrit que l'apprenti est entré dans un autre métier, le contrat d'apprentissage est rompu au bout de quatre semaines. Les motifs de la rupture du contrat doivent être mentionnés sur le livre de travail. L'apprenti ne peut, sans l'autorisation du premier maître, être occupé dans le même métier avant neuf mois depuis la rupture du contrat.

Si l'apprentissage est arrêté avant son terme, le patron ou l'apprenti peuvent demander une indemnité, lorsque le contrat a été fait par écrit. Dans le cas du paragraphe 127 b, la demande d'indemnité ne sera valable que si le genre et l'importance de l'indemnité ont été prévus par le contrat d'apprentissage. Dans le cas de fuite de l'apprenti, si aucun chiffre n'a été porté au contrat, l'indemnité sera calculée sur la moitié au plus du salaire journalier payé aux ouvriers habituellement dans la localité et dans le métier du maître et cette somme

sera multipliée par le nombre de jours à partir du départ de l'apprenti, sans que le total puisse dépasser six mois. Le père est déclaré civilement responsable, ainsi que le patron qui aurait amené l'apprenti à quitter son maître ou lui aurait donné du travail, sachant que son contrat d'apprentissage n'était pas annulé.

§ 128. L'autorité subalterne de surveillance peut contraindre un maître qui a un nombre d'apprentis trop grand pour pouvoir remplir convenablement ses engagements, à renvoyer une partie de ses apprentis; elle peut aussi limiter le nombre des apprentis.

Indépendamment de cela, le Conseil fédéral peut aussi limiter le nombre des apprentis dans certaines branches d'industrie, et, à défaut du Conseil fédéral, l'autorité centrale de l'État peut intervenir.

B. *Prescriptions spéciales pour la petite industrie.* § 129. Dans les métiers de petite industrie, ne peuvent avoir des apprentis que les individus majeurs de vingt-quatre ans et ayant accompli dans le métier dans lequel ils auront à diriger des apprentis, soit le temps d'apprentissage prescrit par les chambres de petite industrie et, en cas de non fixation de durée par la chambre, au moins trois ans d'apprentissage et ayant subi l'épreuve de compagnon, ou ayant, pendant cinq ans, exercé le métier de petite industrie pour leur propre compte, ou ayant rempli le rôle de contre-maître ou un emploi analogue. L'autorité supérieure de surveillance peut accorder des exceptions à cette règle, la corporation entendue, s'il y a une corporation dans la région.

Les prescriptions du paragraphe 129 ne sont pas applicables au compagnon qui réunit des apprentis pour des travaux techniques.

L'apprentissage peut aussi se faire dans un métier de grande industrie; il est alors remplacé par l'assistance aux cours d'une école professionnelle. Les autorités centrales d'État ont le droit de délivrer pour certaines branches d'industrie des certificats qui auront la même valeur que ceux délivrés par les écoles d'apprentissage et qui sont exigés par certains États pour exercer dans certaines exploitations nationales.

L'entrepreneur qui réunit plusieurs métiers peut avoir des apprentis dans chaque.

Lorsque le maître appartient à une corporation, il doit, dans les quatorze jours après la signature, envoyer une copie du contrat d'apprentissage à la corporation, qui peut exiger que le contrat soit passé devant elle. Des peines sont prévues contre les contrevenants.

§ 130. Les chambres de petite industrie, les corporations peuvent limiter le nombre des apprentis, à défaut des prescriptions du Conseil fédéral ou de l'autorité centrale de l'État.

§ 130 a. L'apprentissage doit régulièrement durer trois ans, il ne doit pas dépasser quatre ans. Avec l'autorisation de l'autorité supérieure de surveillance, la chambre de petite industrie, les corporations intéressées entendues, peut en fixer la durée pour certaines branches d'industrie. Elle peut aussi, dans des cas spéciaux, libérer des apprentis de leur temps d'apprentissage.

§ 131. On doit donner aux apprentis l'occasion de passer l'épreuve de compagnon après avoir fini le temps d'apprentissage.

L'examen est passé devant une commission d'examen constituée dans chaque corporation obligatoire et, dans les autres corporations, avec l'autorisation de la chambre de petite industrie. Cette commission se compose d'un président et de deux assesseurs; le président est choisi par la chambre de petite industrie, l'un des assesseurs est choisi par la corporation, l'autre par la commission des compagnons diplômés. Ces examinateurs sont nommés pour trois ans. L'examen doit fournir la preuve que l'apprenti exécute avec une sûreté suffisante les différents travaux de son métier et connaît la valeur, l'emploi et le travail de la matière première. L'autorité administrative supérieure règle la marche de l'examen, les frais, etc., l'autorité centrale de l'État décide en dernier ressort. L'examen peut porter aussi sur la tenue des livres; on choisit à cet effet des experts qui décident avec voix entière.

III a. *Titre de maître.* § 133. Le titre de maître joint à l'indication d'un métier ne doit être pris que par les industriels de petite industrie qui ont droit d'avoir ou de diriger des apprentis et ont subi l'examen de maître. Ne peuvent passer cette épreuve que ceux qui ont été trois ans compagnons. L'épreuve a lieu devant une commission composée d'un président et de quatre assesseurs.

La commission d'examen est nommée pour trois ans, les chambres de petite industrie entendues, par l'autorité administrative supérieure.

L'examen porte sur l'exécution et le calcul du prix de revient des travaux ordinaires du métier, sur les connaissances nécessaires pour exécuter sans aide le travail et sur la tenue des livres. La marche de l'examen et les appointements des examinateurs sont fixés par la chambre de petite industrie, qui en supporte les frais. Les diplômes sont délivrés gratuitement.

Art. 3. — Le paragraphe 134.1 est ainsi modifié : Les ouvriers de fabrique, qui peuvent être considérés comme des apprentis, sont soumis aux paragraphes 126-128.

§ 144. Les individus qui ont des apprentis malgré les prescriptions des paragraphes 126 et 129 peuvent être contraints par la police à renvoyer leurs apprentis.

AUTRICHE.

L'assurance contre la maladie en 1895 (1). — Pendant l'année 1895, 2.889 caisses ont, en moyenne, fonctionné pendant l'exercice entier et ont assuré un nombre moyen de personnes égal à 2.066.000. Ces chiffres présentent une augmentation sur les chiffres correspondants de l'exercice 1894, qui étaient respectivement de 2.879 pour le nombre moyen de caisses en activité et de 1.941.000 pour le nombre moyen d'assurés.

1° STATISTIQUE DE LA MORBIDITÉ.

Il a été indemnisé en tout 17.516.981 journées de maladie et le nombre des cas de maladie s'est élevé à 1.013.599. Ces chiffres correspondent à une moyenne de 8,48 jours de maladie par assuré et de 0,50 cas de maladie, la durée moyenne des cas de maladie ayant été de 17,4 jours.

Le tableau ci-dessous permet de comparer ces résultats à ceux des années précédentes :

Statistique de la morbidité dans l'ensemble des caisses autrichiennes.

ANNÉES.	NOMBRE MOYEN de jours de maladie. par assuré.	NOMBRE MOYEN de cas de maladie par assuré.	DURÉE MOYENNE des cas de maladie. — Jours.
1890.....	8,01	0,51	15,5
1891.....	6,00	0,45	16,9
1892.....	7,97	0,47	17,0
1893.....	8,20	0,49	16,8
1894.....	8,05	0,45	17,8
1895.....	8,48	0,50	17,4

L'année 1895 offre une légère aggravation du coefficient de morbidité (nombre moyen de jours de maladie par tête), qui a atteint la valeur maximum de la période des six années considérées. Par contre les deux autres éléments n'ont pas sensiblement varié.

(1) D'après le rapport officiel (*Ämtliche Nachrichten des K. Ministeriums des Innern*, 15 décembre 1897).

Le coefficient de morbidité varie suivant les catégories de caisses, tant en raison de la morbidité réelle des classes de population qu'elles assurent qu'à cause de la diversité des dispositions statutaires en ce qui concerne la durée maximum d'allocation des secours. Voici, sur ce point, les résultats observés depuis l'année 1890 :

CATÉGORIES DE CAISSES.	NOMBRE ANNUEL MOYEN DE JOURS DE MALADIE PAR ASSURÉ					
	en 1890.	en 1891.	en 1892.	en 1893.	en 1894.	en 1895.
Caisses de district.....	6,15	6,37	6,72	7,00	6,80	7,30
Caisses de fabriques.....	9,71	9,11	9,60	10,05	10,17	10,59
Caisses d'entreprises de construction.....	11,11	8,91	9,87	6,72	6,70	12,46
Caisses de corporations.....	5,83	5,35	5,54	5,82	5,63	6,05
Caisses de sociétés.....	10,56	9,66	9,99	9,96	9,81	10,19

2^e STATISTIQUE FINANCIÈRE.

Les recettes de l'ensemble des caisses se montent à 17.544.200 florins (1) (16.181.400 florins en 1894) et les dépenses à 16.180.417 florins (14.463.438 florins en 1894).

La cotisation moyenne par assuré ressort à 7 fl. 96, la part du patron étant de 2 fl. 40 et celle de l'ouvrier assuré de 5 fl. 56.

Ces moyennes sont les suivantes par catégorie de caisses :

CATÉGORIES DE CAISSES.	COTISATION MOYENNE PAR ASSURÉ.			RECETTE moyenne totale par assuré.
	Part du patron.	Part de l'assuré.	Total.	
	Florins.	Florins.	Florins.	
Caisses de district.....	2,35	4,65	7,00	7,41
Caisses de fabriques.....	2,95	5,67	8,62	9,45
Caisses d'entreprises de construction..	4,04	8,06	12,10	12,80
Caisses de corporations.....	2,46	5,04	7,50	7,96
Caisses de sociétés.....	1,56	8,02	9,58	9,99
ENSEMBLE des caisses.....	2,40	5,56	7,96	8,49

Les dépenses totales, 16.180.417 florins, se décomposent ainsi :

	MONTANT.	P. o/o du total des dépenses.
	Florins.	
Secours en argent.....	8.498.902	52,5
Frais médicaux.....	2.573.179	15,9
Frais pharmaceutiques.....	1.843.162	11,4
Frais de traitement à l'hôpital.....	879.476	5,4
Frais funéraires.....	452.895	2,8
TOTAL des frais de maladie.....	14.247.614	88,0
Frais d'administration.....	1.272.888	7,9
Dépenses d'administration.....	659.915	4,1
TOTAL des dépenses.....	16.180.417	100,0

(1) La valeur nominale du florin austro-hongrois est de 0 gr. 7258 d'or, soit 2 fr. 50.

Les frais d'administration n'ont été que de 7,9 p. o/o des dépenses. Par rapport aux seules dépenses de maladie, ils représentent une proportion de 9 p. o/o.

Indiquons, enfin, la moyenne des frais de maladie dans chaque catégorie de caisses et dans l'ensemble : 1° par assuré; 2° par jour de maladie; 3° en p. o/o de cotisations totales.

CATÉGORIES DE CAISSES.	MONTANT MOYEN DES FRAIS DE MALADIE.		RAPPORT des frais de maladie aux cotisations totales.
	par assuré.	par jour de maladie.	
	Florins.	Florins.	—
Caisses de district.....	5,77	0,77	82,4
Caisses de fabriques.....	7,99	0,73	92,6
Caisses d'entreprises de construction...	9,32	0,93	101,8
Caisses de corporations.....	6,06	0,96	80,8
Caisses de sociétés.....	8,58	0,81	89,5
ENSEMBLE des caisses.....	6,90	0,79	86,6

Les frais de maladie absorbent, en moyenne, 87 p. o/o de la cotisation totale. Comme, d'autre part, la cotisation de l'assuré n'est que les 2/3 de la cotisation totale, il s'ensuit que l'assuré ne supporte en réalité qu'une partie des dépenses affectées directement aux secours et au traitement des malades.

BELGIQUE.

Revue du travail en décembre (1). — Situation générale sans changement. L'activité se maintient dans la *métallurgie* et l'*extraction de la houille*. La morte-saison s'est accentuée dans les industries du *bâtiment*. Crise dans la *grosse construction mécanique* de la région flamande. La *verrerie* et la *glacerie* sont en bonne activité. Les industries du *vêtement* ont beaucoup souffert de la clémence de la température. *Filature* en bonne marche, sauf la laine cardée qui traverse une crise grave. *Tissage du coton* faible; celui de la laine est en pleine morte-saison. Légère reprise pour l'*armurerie*.

Grèves. — Onze grèves nouvelles en décembre avec 849 grévistes, dont 764 houilleurs.

Sur neuf conflits terminés aucun succès pour les ouvriers. Dans deux cas le patron a fermé son établissement.

L'inspection du travail en 1896 (2). — *Travail des femmes, des adolescents et des enfants.* — Les inspecteurs du travail ont effectué, pendant l'année écoulée, 8.407 visites, spécialement en vue de la loi de 1889, et inspecté 7.599 établissements industriels. Leur action a porté sur 217.872 ouvriers. Le nombre moyen des ouvriers par établissement visité qui s'élevait à 39 pour 1885, s'est abaissé à 28, ce qui provient principalement de ce que, depuis la fin de 1895, les inspecteurs ont

(1) Renseignements dus à l'obligeance de M. F. Vercruyse, attaché à l'Office du travail de Belgique.

(2) D'après la *Revue du travail* (Belge).

considère un très grand nombre d'établissements comme formés de plusieurs parties où s'exerçaient des industries distinctes.

Parmi les 217.872 ouvriers des établissements observés, on comptait : 21.337 femmes adultes et 43.337 autres personnes protégées (enfants, adolescents et femmes mineures), soit au total 64.774 personnes protégées représentant le tiers de la population des fabriques. Les personnes appartenant au sexe féminin figurent dans ces chiffres pour un nombre total de 48.529 femmes et filles, soit 22 p. o/o de la population des fabriques et 74 p. o/o de l'ensemble des personnes protégées.

De leur côté, les ingénieurs des mines ont visité, dans le même but d'assurer l'exécution de la loi du 13 décembre 1889, 608 établissements employant ensemble 106.144 ouvriers dont 11.866 personnes protégées, soit 11 p. o/o du personnel total. Les personnes du sexe féminin sont au nombre de 6.027, soit un peu plus de la moitié des personnes protégées et 5 p. o/o du personnel total.

ÉTATS-UNIS.

Les mines d'or de l'Alaska (1). — C'est en juillet 1897 qu'un certain nombre de mineurs sont revenus de la *Klondyke river*, affluent du Yukon, dans la partie canadienne de l'Alaska, rapportant une quantité d'or considérable, évaluée dans la première fièvre entre 6 et 12 millions de francs. Cette estimation était considérablement exagérée, car, d'après des appréciations plus sérieuses, tout l'or extrait dans le district pendant le dernier semestre, y compris ce premier arrivage, ne dépasserait pas, en valeur, 4 millions de francs. Néanmoins la découverte de ces richesses détermina immédiatement un exode tumultueux de chercheurs d'or vers les sables aurifères de la Klondyke.

Malheureusement, les nouvelles quasi-officielles arrivées récemment de Dawson City, centre des *placers*, sont très décourageantes, et il nous a paru utile de les porter à la connaissance des travailleurs français pour éviter des déboires à ceux qui seraient tentés de céder aux séductions du nouvel Eldorado sans avoir mesuré les obstacles dont il est hérissé.

L'accès de la région est des plus difficiles, car le Yukon n'est navigable que de juin à octobre, étant gelé le reste de l'année. Quant à l'accès par l'intérieur à travers les glaciers des Montagnes Rocheuses, il présente des difficultés presque insurmontables. Au commencement d'octobre, 2.500 personnes environ avaient réussi à atteindre Dawson City : les nouvelles envoyées par elles à cette époque et parvenues le 28 novembre à Seattle, la ville la plus rapprochée, les représentaient comme bloquées par les glaces et menacées de famine, le pays étant complètement désolé et ne produisant absolument rien. On était très inquiet sur leur sort aux États-Unis et le Gouvernement cherchait les moyens de leur porter secours. Depuis lors, la *Chambre des mines et du commerce* fondée par les principaux mineurs de Dawson City a adressé au Gouvernement canadien une pétition datée du 23 novembre et qui vient de lui parvenir, pour protester contre la nouvelle réglementation minière appliquée aux *placers* de la Klondyke et qui serait, paraît-il, leur ruine complète. Nous extrayons de cette pétition les renseignements qui suivent :

Sur 3.000 concessions (*claims*) accordées, il y en aurait environ 40 dont la

(1) D'après le *Engineering and mining Journal* de New-York.

grande richesse serait certaine. La richesse des autres est ou bien ordinaire ou totalement inconnue (cela pour la plupart).

La main-d'œuvre est chère et les subsistances sont coûteuses. Les manœuvres ordinaires exigent 5 francs à 7 fr. 50 *par heure*, la farine coûte 120 à 150 francs le quintal, le lard 5 fr. 50 à 15 francs le kilogramme, la viande fraîche 9 francs à 15 francs, une bonne couverture ordinaire 125 francs, et les autres subsistances à proportion. Il est difficile et quelquefois impossible de se procurer celles-ci et le district du Yukon est menacé de famine chaque hiver.

La terre est gelée à toute profondeur pendant toute l'année, et depuis le commencement d'octobre jusqu'au mois de juin le thermomètre se tient entre 0° et — 60°.

On ne peut creuser le sol qu'en le dégelant au préalable au moyen de brasiers et on ne peut laver le sable l'été qu'après l'avoir laissé dégeler au soleil.

Il n'existe pas de chemins ni de routes dans la contrée et aucun projet d'en construire. Les transports se payent 110 à 165 francs les 100 kilogrammes à une distance de 24 kilomètres en hiver et le double en été.

Le pays est absolument désert et désolé. Il est complètement inexploré au delà d'un rayon de 80 kilomètres autour de Dawson City et à peu près inconnu au delà de 30 kilomètres.

« *Les termes manquent pour dépendre les épreuves qui étreignent le chercheur d'or qui arrive avec sa pioche, sa pelle et sa sébile à laver l'or. Seuls, les hommes vigoureux sont à la hauteur de la tâche, et il faut un courage et une persévérance exceptionnels pour réussir sérieusement.* »

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en décembre (1). — La comparaison du chômage pendant ce mois avec les résultats de décembre 1896 fait clairement ressortir l'influence indirecte de la grève des mécaniciens sur le marché du travail. Même en ne comprenant pas dans les chiffres ci-dessous les grévistes et les ouvriers directement privés de travail par cette grève, on trouve : 5,34 p. 0/0 de chômeurs dans 113 trade unions groupant 461.000 membres, contre 3,2 p. 0/0 en décembre 1896.

En un jour de la deuxième semaine de décembre 1897, l'assistance publique a secouru 338.000 personnes, soit 216 p. 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 211 en novembre 1897 et 216 en décembre 1896.

5,31 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits de houillères employant 428.000 mineurs, contre 5,32 en novembre 1897 et 15,16 en décembre 1896.

351 hauts fourneaux en marche à la fin de décembre 1897 contre 350 en novembre 1897 et 345 en décembre 1896.

Grèves. — 28 nouvelles grèves en décembre avec 1.879 chômeurs, contre 41 avec 6.644 en novembre 1897, et 36 avec 6.316 en décembre 1896 ; — 8 grèves

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

dans le bâtiment, 3 dans les mines et carrières, 2 dans les métaux, 6 dans les textiles. Sur 30 grèves terminées, anciennes et nouvelles, 11 succès, 9 transactions, 10 échecs.

La grève des mécaniciens (1). — Le résultat du *referendum* des ouvriers, annoncé dans notre dernier *Bulletin* (2), a été connu le 4 décembre et a donné les résultats suivants : contre les propositions patronales, 68,966 voix ; pour 752.

La conférence s'est alors réunie à nouveau et après 4 jours de délibérations les patrons ont admis quelques modifications à leurs décisions primitives, notamment en ce qui touche la liberté des engagements et l'établissement des salaires ; mais en continuant à revendiquer une entière liberté pour traiter avec les ouvriers non syndiqués et en refusant tout examen d'une réduction quelconque de la durée du travail, même à 51 heures par semaine.

Ces nouvelles propositions ont été également repoussées par un *referendum* des ouvriers à la date du 30 décembre. Contre : 54,933 voix ; pour : 1.041.

L'armistice conclu pendant la durée des négociations a alors pris fin et les patrons ont recommencé à déclarer des *lock outs*, mettant environ 2.000 ouvriers de plus en chômage.

Le nombre des grévistes peut être évalué à 50.000. La grève continue. D'après la presse, les grévistes comptent sur une intervention du Parlement, sous forme d'une loi sur la durée du travail, s'ils peuvent tenir jusqu'à l'ouverture de sa prochaine session.

Loi du 6 août 1897 sur la réparation des accidents du travail. — (Suite) (3). Comme suite à la publication du texte de cette importante loi, parue dans le *Bulletin* de novembre nous donnons ci-après le texte des deux annexes qui régissent, l'une le taux des indemnités, l'autre la procédure de l'arbitrage institué par la loi.

ANNEXE I.

TAUX DES INDEMNITÉS ET CONDITIONS.

ART. 1^{er}. Le montant des indemnités établies par la présente loi est fixé comme il suit :

A. Lorsque l'accident a entraîné la mort :

1^o Si l'ouvrier laisse derrière lui des personnes à sa charge qui vivaient totalement de son salaire au moment de la mort, l'indemnité sera égale au total des salaires qu'il a gagnés au service du même patron durant les trois années qui ont précédé l'accident sans que ladite indemnité puisse être inférieure à 3.750 francs ni supérieure à 7.500 francs. Il reste entendu que tout versement hebdomadaire fait en vertu de la présente loi sera déduit de l'indemnité. Si l'ouvrier se trouvait depuis moins de trois ans au service de son patron, on prendra, pour le montant de son salaire pendant ces trois années, une somme égale à 156 fois le montant du salaire hebdomadaire moyen qu'il a reçu pendant le temps qu'il a été effectivement au service dudit patron ;

2^o Si l'ouvrier ne laisse derrière lui que des personnes vivant partiellement de son salaire au moment de sa mort, la somme à verser à ses ayants droit, sans pouvoir jamais être supérieure à celle stipulée au paragraphe précédent, pourra être fixée à l'amiable ; si l'entente ne peut se faire, elle sera déterminée par l'arbitrage prévu dans la présente loi ; elle devra être raisonnable et proportionnelle au préjudice causé auxdits ayants droit ;

3^o Si la victime ne laisse derrière elle aucune personne à sa charge, l'indemnité sera

(1) D'après la *Labour gazette*.

(2) Page 795.

(3) Voir *Bulletins* d'octobre et de novembre 1897.

égale aux frais de médecin et de funérailles raisonnablement calculés, sans pouvoir dépasser 250 francs :

B. Lorsque l'accident entraîne une incapacité de travail totale ou partielle :

Dans ce cas, l'ouvrier recevra, après la deuxième semaine et pendant la durée de l'incapacité, une indemnité hebdomadaire qui ne pourra excéder 50 p. o/o de son salaire hebdomadaire moyen, ni dépasser la somme de 25 francs. On calculera le salaire hebdomadaire moyen sur les derniers douze mois si l'ouvrier a été pendant cette période au service de son patron, ou sinon sur le temps pendant lequel il a été effectivement à ce service.

ART. 2. En fixant le montant de l'indemnité hebdomadaire on tiendra compte de la différence qui existe entre le salaire hebdomadaire moyen de l'ouvrier avant son accident et le salaire qu'il est capable de gagner depuis; on tiendra également compte de toutes sommes, autres que des salaires, que la victime pourra recevoir de son patron, en raison du dommage qu'il a éprouvé, pendant la durée de son incapacité.

ART. 3. Tout ouvrier ayant fait une déclaration d'accident, doit, s'il en est requis par le patron, se soumettre à l'examen d'un homme de l'art médical dûment qualifié, envoyé et payé par ledit patron; s'il se refuse à cet examen ou y fait une obstruction quelconque, son droit à indemnité et toute action en dommages ouverte en vertu de la présente loi seront suspendus jusqu'à ce que cet examen ait eu lieu.

ART. 4. En cas de mort de la victime, l'indemnité sera versée à son représentant légal et personnel ou à défaut aux personnes ou au profit des personnes qui étaient à sa charge ou, à défaut, aux personnes créancières des dépenses privilégiées. Le représentant légal qui aura touché l'indemnité devra la verser aux personnes ou au profit des personnes qui étaient à la charge de la victime, ou qui ont droit à cette indemnité aux termes de la présente loi.

ART. 5. Toute contestation sur la qualité d'ayant droit de la victime ou sur la somme à payer à chacun d'eux sera tranchée par l'arbitrage prévu dans la présente loi.

ART. 6. L'indemnité allouée à un ayant droit peut être placée ou employée autrement à son profit suivant entente amiable ou sur l'ordre de la commission d'arbitrage ou de tout autre arbitre.

ART. 7, 8, 9 et 10. [Formalités concernant le placement des indemnités à la caisse d'épargne postale].

ART. 11. Tout ouvrier qui touchera une indemnité hebdomadaire en vertu de la présente loi, devra s'il en est requis par son patron ou par toute personne contre laquelle le patron a un recours en vertu de la présente loi, se soumettre de temps à autre à l'examen d'un homme de l'art médical dûment qualifié, envoyé et payé par le patron ou ladite personne; si l'ouvrier récuse ce médecin ou conteste le certificat dudit, lorsqu'il lui sera communiqué, il pourra se faire examiner par l'un des hommes de l'art commissionnés pour l'application de la présente loi conformément à l'Annexe n° 2.

Le certificat de ce praticien, attestant l'état de l'ouvrier à l'époque de la visite, sera remis au patron et à l'ouvrier et sera foi quant à cet état. Tout ouvrier qui refusera de se soumettre à cet examen ou y fera une obstruction quelconque sera suspendu de son droit à l'indemnité hebdomadaire jusqu'à ce que cet examen ait eu lieu.

ART. 12. Toute indemnité hebdomadaire pourra être révisée à la requête, soit du patron, soit de l'ouvrier; à la suite de cette révision elle pourra être supprimée, diminuée ou augmentée sous réserve du maximum fixé plus haut; en cas de contestation elle sera déterminée par l'arbitrage prévu dans la présente loi.

ART. 13. Toutes les fois qu'un ouvrier aura touché une indemnité hebdomadaire pendant six mois au moins, le patron pourra, sur requête présentée par lui ou en son nom, se libérer de toute responsabilité en versant une somme globale qui, à défaut d'accord, sera fixée par l'arbitrage institué dans la présente loi. Cette somme globale pourra, sur l'ordre de la commission d'arbitrage ou de l'arbitre, être placée ou employée différemment comme il a été dit plus haut.

ART. 14. [Toute indemnité hebdomadaire ou globale sera incessible et insaisissable, nonobstant toute autre loi antérieure.]

ART. 15. [Formalités relatives aux indemnités dues par les *Friendly societies*.]

ART. 16. [Formalités spéciales à l'Écosse.]

ART. 17. [Formalités spéciales à l'Irlande.]

ANNEXE N° 2.

ARBITRAGE.

Les dispositions suivantes s'appliqueront au règlement de toutes les questions qui doivent, aux termes de la présente loi, être tranchées par arbitrage :

ART. 1. S'il existe un comité ayant qualité pour représenter un patron et ses ouvriers et pour régler les questions qui les concernent et qui ressortissent à la présente loi, ces questions seront, à moins d'opposition d'une des parties notifiée à l'autre par écrit avant que le comité se soit réuni pour examiner l'affaire, tranchées par l'arbitrage dudit comité. Ce comité aura néanmoins le droit discrétionnaire de renvoyer l'affaire à un arbitrage dans les conditions déterminées ci-après :

ART. 2. Dans le cas d'opposition d'une des parties, ou s'il n'existe pas de comité comme ci-dessus, ou si ce comité renvoie l'affaire ou manque à la solutionner dans les trois mois de la réclamation, le différend sera tranché par un arbitre unique agréé par les parties, ou à défaut d'accord il sera tranché par le juge du comté suivant la procédure prescrite par les règlements de la cour, ou si c'est en Angleterre et avec l'autorisation du Lord chancelier, il sera tranché suivant la même procédure par un arbitre unique désigné par ledit juge de la cour du comté.

ART. 3. Tout arbitre désigné par le juge aura, pour l'exécution de la présente loi, tous les mêmes pouvoirs que le juge lui-même. Il sera rétribué sur des fonds alloués par le Parlement conformément aux règles qui seront arrêtées par le Trésor.

ART. 4. *L'arbitration Act* de 1889 ne s'appliquera à aucun arbitrage fait en exécution de la présente loi; mais un arbitre pourra toujours s'il le juge utile soumettre tout point de droit à la décision du juge du comté et la décision dudit juge sera sans appel sur tout point de droit dont il aura été ainsi saisi, ou dans tout litige qu'il serait appelé lui-même à régler en vertu de la présente loi; à moins toutefois qu'un appel n'ait été introduit par l'une des parties à la Cour d'appel, dans les délais et conditions fixées par les règlements de la Cour suprême; et le juge de la cour du comté ou l'arbitre désigné par lui auront, au cours des arbitrages prévus par la présente loi, les mêmes pouvoirs pour citer des témoins et requérir la production de pièces qu'ils auraient si la demande en indemnité avait été formée par requête introduite devant la cour.

ART. 5. Les règlements des tribunaux pourront autoriser la comparution par mandataires dans toutes les affaires d'arbitrage prévues par la présente loi.

L'attribution des frais principaux et accessoires des arbitrages et procédures connexes sera tranchée discrétionnairement par l'arbitre. Ces frais, soit devant l'arbitre, soit devant la cour du comté, n'excéderont pas les limites fixées par les règlements de la cour, et seront taxés de la manière prescrite par ces règlements.

ART. 7. En cas de mort de l'arbitre ou de refus ou d'incapacité de siéger, un nouvel arbitre sera désigné à la requête de la partie la plus diligente, par un juge de la *High court* et *Chambers*.

ART. 8. Lorsque le montant d'une indemnité aura été fixé en vertu de la présente loi, ou qu'un versement hebdomadaire aura été modifié, ou que toute autre décision aura été rendue en exécution de la présente loi, soit par un comité ou par un arbitre ou par entente amiable, cette décision sera enregistrée gratuitement et sur un registre spécial, à la requête du comité, ou de l'arbitre, ou de l'une des parties, par le *registrary* de la cour de

comté dans le ressort duquel réside une quelconque des personnes indemnisées, et ladite décision deviendra ainsi exécutoire au même titre qu'un jugement de la cour. Toutefois le juge de la cour du comté pourra à toute époque rectifier ledit registre.

ART. 9. Toute action judiciaire prévue par la présente loi comme ressortissant à un tribunal de comté, à un juge ou à un registrar d'un tribunal de cet ordre, devra être portée, à moins de spécification contraire, devant le juge ou le registrar du tribunal du comté dans le ressort duquel sont domiciliées les parties, ou duquel l'accident est survenu si les parties sont domiciliées en des ressorts différents, le tout conformément aux règlements des tribunaux et sans préjudice des renvois de compétence qu'ils peuvent comporter.

ART. 10. [Formalités et procédure.]

ART. 11. [Les parties n'auront, dans aucun cas, aucun frais à acquitter avant le prononcé du jugement.]

ART. 12. L'indemnité fixée, soit par entente amiable, soit par jugement, sera versée contre reçu du bénéficiaire. L'avoué ou le mandataire de la victime ne pourront retenir, ni s'attribuer partie de cette somme ni en déduire d'autres frais que ceux qui seront fixés par le tribunal ou l'arbitre, — à la requête de l'une ou l'autre des parties, — conformément aux tarifs et règlements de la Cour.

ART. 13. Le Ministre pourra commissionner officiellement des hommes de l'art médical dûment qualifiés pour concourir à l'application de la présente loi; un comité, un arbitre ou un juge pourront, en se conformant aux règles établies par le ministre et par le Trésor, désigner l'un quelconque de ces médecins à l'effet de rédiger un rapport sur un point quelconque relatif aux questions soumises à l'arbitrage. Les frais de cet examen seront acquittés sur les crédits votés par le Parlement, conformément aux règlements du Trésor.

ART. 14 et 15. [Application à l'Écosse.]

ART. 16. [Application à l'Irlande.]

NORVÈGE.

L'assurance obligatoire contre les accidents en 1895 et 1896. — L'assurance obligatoire contre les accidents, instituée en Norvège par la loi du 23 juillet 1894 (1), est entrée en application le 1^{er} juillet 1895. Les résultats globaux de la période qui s'étend depuis cette date jusqu'au 31 décembre 1896 ne sont, en ce qui concerne la statistique des accidents et les résultats financiers, connus que d'une manière approximative. Il y a eu, en chiffres ronds, 8.000 exploitations assurées occupant ensemble 70.000 ouvriers, et le nombre total des accidents déclarés pendant la période considérée a été d'environ 3.990. Il y a donc eu en moyenne par 1.000 assurés 57 accidents déclarés pendant la période de dix-huit mois, ce qui est un chiffre considérable comparé aux proportions considérables constatées en Allemagne et en Autriche.

Pour le semestre de 1895, on connaît exactement le nombre et la nature des accidents survenus. Dans ce semestre, 1.196 accidents ont été déclarés et 1.139 ont donné lieu à indemnité. Ces derniers comprennent :

- 31 cas de mort;
- 5 cas d'invalidité permanente totale;
- 182 cas d'invalidité permanente partielle;
- 921 cas d'invalidité temporaire (de plus de quatre semaines).

(1) Voir l'exposé de cette loi dans le numéro de février 1895 du *Bulletin*.

Les 228 accidents graves (mort et invalidité permanente) ont été réparés de la manière suivante :

Pour les 5 cas d'invalidité permanente totale, des rentes se montant ensemble à.....	1.100 couronnes (1).
Pour les 182 cas d'invalidité partielle, des rentes se montant ensemble à.....	25.050 —
Pour 15 veuves, des rentes se montant ensemble à.....	2.200 —
Pour 31 enfants.....	3.000 —
Pour 2 ascendants.....	50 —

Pour ce même semestre, il a été établi un bilan approximatif, à savoir :

1° Recettes.

Primes encaissées.....	383.700 couronnes.
Intérêts.....	3.300 —
TOTAL.....	386.700 —

2° Dépenses.

Indemnités temporaires, frais médicaux et divers.....	75.200 couronnes.
Réserve en capitaux des rentes constituées.....	357.300 —
TOTAL.....	432.500 —

On arrive ainsi à un déficit d'environ 45.500 couronnes, provenant de ce que le montant des primes perçues s'est trouvé inférieur à l'évaluation des réserves mathématiques des rentes constituées.

Les résultats définitifs jusqu'au 31 décembre 1896 n'ont pas encore été publiés.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 31 juillet 1897, portant constitution de retraites au personnel auxiliaire des magasins du service colonial en France.

(Inséré au *Journal officiel* du 5 août 1897.)

[Les charges sans cesse croissantes du budget de la dette viagère ne permettant pas au Département des finances d'admettre ces auxiliaires au bénéfice de la loi du 9 juin 1853, le système institué en leur faveur est semblable à celui qui a été adopté par les manufactures de l'État, l'Administration des monnaies et médailles et le Ministère de la guerre pour leur personnel ouvrier (2). Il consiste dans un prélèvement de 4 p. 0/0 exercé sur les salaires des

(1) La valeur nominale de la couronne suédoise est de 0 gr. 4032 d'or, soit 1 fr. 3892.

(2) Voir *Bulletin* de juin 1897, p. 388.

intéressés et versé pour leur compte à la caisse des retraites pour la vieillesse, dans les conditions de la loi du 20 juillet 1886, l'État contribuant à ces versements pour une part égale à celle des ayants droit.]

Arrêté du Ministre des colonies, en date du 20 décembre 1897, sur les retraites du personnel auxiliaire des magasins du service colonial.

(Inséré au *Journal officiel* du 5 janvier 1898.)

[Arrêté portant règlement pour l'exécution du décret précédent.]

Décret du 24 juin 1897 modifiant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

ART. 1^{er}. La nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, contenue dans les tableaux annexés aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894 et 6 juillet 1896, est complétée conformément au tableau annexé au présent décret.

Addition aux nomenclatures annexées aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894 et 6 juillet 1896.

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES
Acétylène liquide ou comprimé à plus d'une atmosphère et demie (Fabrication de l').....	Odeur et danger d'explosion.	1 ^{re} .
Acétylène gazeux non comprimé ou comprimé à une atmosphère et demie au plus (Fabrication de l') :		
pour l'usage public.	Odeur et danger d'explosion.	1 ^{re} .
pour l'usage particulier.	Odeur et danger d'explosion.	3 ^e .
Carbure de calcium et carbures présentant des dangers analogues (Fabriques de).....	Odeur et poussières nuisibles.	1 ^{re} .
Colle de peaux et colle de pâte (Fabriques de).	Odeur des résidus.	3 ^e .

Décret du 6 juillet 1896 modifiant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

ART. 1^{er}. La nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes contenue dans les tableaux annexés aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892 et 18 avril 1894 est complétée conformément au tableau annexé au présent décret.

Addition aux nomenclatures annexées aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892 et 13 avril 1894.

DESIGNATION DES INDUSTRIES.		INCONVÉNIENTS	CLASSES
Alcools (dépôts d'un titre supérieur à 40° alcoométriques. ...)	en fûts de bois pour le tout ou partie :		
	Approvisionnement correspondant à un stock supérieur à 150 hectolitres d'alcool absolu.....	Danger d'incendie.	3°.
	en réservoirs métalliques :		
	Approvisionnement correspondant à un stock supérieur à 1,500 hectolitres d'alcool absolu.....	Danger d'incendie.	3°.
Alcool méthylique ou méthylène du commerce (dépôts d').....	en bonbonnes ou en fûts de bois pour le tout ou partie :		
	1° Approvisionnement correspondant à un stock de plus de 30 hectolitres et ne dépassant pas 150 hectolitres d'alcool méthylique pur.....	Danger d'incendie.	3°.
	2° Approvisionnement correspondant à un stock de plus de 150 hectolitres.....	Danger d'incendie.	2°.
	en réservoirs métalliques :		
	1° Approvisionnement correspondant à un stock de plus de 150 hectolitres et ne dépassant pas 750 hectolitres.....	Danger d'incendie.	3°.
	2° Approvisionnement correspondant à un stock de plus de 750 hectolitres.....	Danger d'incendie.	2°.
Allume-feux résinés (fabrication des).....	Odeur et danger d'incendie.		2°.
Cendres de varechs (lessivage des) pour l'extraction des sels de potasse.....		Émanations nuisibles.	2°.
Aluminium et ses alliages (fabrication de l') par procédés électro-métallurgiques en faisant usage des fluorures...)	Quand les vapeurs fluorhydriques ne sont pas condensées.....	Vapeurs nuisibles.	1 ^{re} .
	Quand les vapeurs sont condensées....	Idem.	2°.
Phellosine (Fabrication de la).....	Odeur et danger d'incendie.		1 ^{re} .

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE DÉCEMBRE 1897, EN CE QUI CONCERNE
LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Placement des ouvriers et employés. — Sénat. — Séance du 10 décembre 1897. — Rapport, par M. Lourties, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au placement des ouvriers et employés (Doc. parl. n° 68).

Renvoi d'ouvriers. — *Chambre.* — Séance du 2 décembre 1897. — Rapport, par M. Lavy, sur la proposition de loi de M. Coutant, ayant pour objet de prévenir le renvoi des employés et ouvriers revenant d'accomplir une période d'instruction militaire de vingt-huit ou treize jours (Doc. parl. n° 2867).

Repos hebdomadaire. — *Chambre.* — Séance du 11 décembre 1897. — Proposition de loi concernant le repos hebdomadaire exigé par la loi du 13 juin 1896, présentée par M. Lemire (Doc. parl. n° 2897). Renvoyée à la Commission du travail.

Saisie-arrest des salaires. — *Chambre.* — Séance du 10 décembre 1897. — Proposition de loi tendant à compléter la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrest sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, déposée par M. Odilon-Barrot (Doc. parl. n° 2888). Renvoyée à la Commission du travail.

Syndicat agricole. — *Chambre.* — Séance du 18 décembre 1897. — Discussion de l'interpellation de M. le comte d'Hugues sur la mise à la patente d'une section de syndicat agricole dans les Alpes : MM. le comte d'Hugues, le Président du Conseil, Ministre de l'agriculture, Faberot. — Adoption de l'ordre du jour par et simple.

Santé publique. — *Sénat.* — Séance du 16 décembre 1897. — Première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la protection de la santé publique. — Adoption.

Chemins de fer. — *Chambre.* — Séance du 2 décembre 1897. — Rapport supplémentaire par M. Descubes sur : 1° le projet de loi relatif à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries; 2° la proposition de loi de M. Berteaux, relative à la situation des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains (Doc. parl. n° 2866).

Séance du 17 décembre. — Discussion du projet et des propositions de loi. — Urgence déclarée. — Adoption.

Transmission au Sénat le 21 décembre.

Sécurité des garçons de recette. — *Chambre.* — Séance du 15 décembre 1897. — Proposition de loi ayant pour objet d'assurer la sécurité des garçons de recettes, déposée par M. Coutant (Doc. parl. n° 2906). Renvoyée à la Commission du travail.

Délégues mineurs. — *Chambre.* — Séance du 18 décembre 1897. — Discussion de l'interpellation de M. Basly sur l'interprétation donnée par le Ministre des travaux publics à l'article 16 de la loi sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs : MM. Basly, le Ministre des travaux publics, Charpentier. — Adoption de l'ordre du jour suivant : la Chambre, prenant acte des déclarations du Gouvernement et comptant sur lui pour faire appliquer les lois et circulaires sur la sécurité des ouvriers mineurs dans leur lettre et dans leur esprit, passe à l'ordre du jour.

Sociétés de secours mutuels. — *Sénat.* — Séance du 23 décembre 1897. — Rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative aux sociétés de secours mutuels, déposé par M. Lourties (Doc. parl. n° .)

Caisse de retraites. — *Chambre.* — Séance du 18 décembre 1897. — Proposition de loi sur la Caisse de retraites individuelles, déposée par MM. Guieysse, Ricard et Maruéjols (Doc. parl. n° 2915). Renvoyée à la Commission de l'assurance et de la prévoyance sociales.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PUILIGNY.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{IE}.

- Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers.** — 1 vol. in-8° de 742 pages (1893)..... 8 fr.
- De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger.** — 1 vol. in-8° de 616 pages (1893)..... 6 fr.
- Examen analytique du 6^e rapport annuel du Département du travail des États-Unis d'Amérique.** — De l'emploi des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes. — 1 vol. in-8° de 93 pages (1893)..... 1 fr. 50
- Salaires et durée du travail dans l'industrie française.**
 Tome I^{er} : *Seine*. — 1 vol. in-8° de 611 pages (1893)..... 7 fr. 50
 Tome II : *Départements*. — 1 vol. in-8° de 760 pages (1894)..... 7 fr. 50
 Tome III : *Départements (Suite)*. — 1 vol. in-8° de 648 pages (1896)..... 7 fr. 50
Manufact. de l'État et les C^{ies} de chem. de fer. — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896). 1 fr. 50
- La petite industrie (salaires, durée du travail).**
 Tome I^{er} : *L'alimentation à Paris*. — 1 vol. in-8° de 300 pages (1893).... 2 fr. 50
 Tome II : *Le vêtement à Paris*. — 1 vol. in-8° de 721 pages (1896)..... 5 fr.
- Hygiène et sécurité des travailleurs dans les ateliers industriels, analyse et textes de la législation française et étrangère.** — 1 vol in-8° de 660 pages (1895)..... 5 fr.
- Documents sur la question du chômage.** — 1 vol. in-8° de 129 pages (1896)..... 4 fr.
- Note sur le minimum de salaire dans les travaux publics.** — 1 vol. in-8° de 129 pages. (1897)..... 2 fr.
- L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.**
Résultats financiers. — 1 vol. in-8° de 110 pages (1892)..... 1 fr. 50
Statistique des accidents de travail. — 1 vol. in-8° de 110 pages (1892)..... 1 fr. 50
- Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie.**
En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 pages (1893)..... 1 fr. 50
En Autriche. — 1 vol. in-8° de 147 pages (1893)..... 1 fr. 50
- Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.**
 1^{re} partie : *Accidents*. — 1 vol. in-8° de 180 pages (1894)..... 1 fr. 50
 2^e partie : *Maladie, Invalidité, Vieillesse*. — 1 vol in-8° de 229 pages (1895)..... 2 fr.
- Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage.**
Années 1890 et 1891. — 1 vol in-8° de 123 pages (1892)..... 1 fr. 50
Année 1892. — 1 vol. in-8° de 186 pages (1893)..... 1 fr. 50
Année 1893. — 1 vol. in-8° de 425 pages (1894)..... 3 fr. 50
Année 1894. — 1 vol. in-8° de 304 pages (1895)..... 3 fr.
Année 1895. — 1 vol. in-8° de 336 pages (1896)..... 3 fr.
Année 1896. — 1 vol. in-8° de 358 pages (1897)..... 3 fr.
- Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.**
Dén. général. — 1 vol. in-8° jésus de 814 pages (1894)..... 15 fr.
Dén. des étrangers. — 1 vol. in-8° jésus de 349 pages (1893)..... 7 fr. 50
- Annuaire statistique (1892-1894).** — 1 vol. in-8° jésus de 783 pages (1894).... 8 fr.
Idem. (1895-1896). — 1 vol. in-8° jésus de 624 pages (1896).... 8 fr.
Idem. (1897). — 1 vol. in-8° jésus de 520 pages (1897)..... 7 fr. 50
- Statistique annuelle (1890-1892).** — 1 vol. in-8° jésus de 550 pages (1895). 7 fr. 50
Idem. (1893). — 1 vol. in 8° jésus de 257 pages (1896)..... 5 fr.
Idem. (1894). — 1 vol. in-8° jésus de 249 pages (1897)..... 5 fr.

BIBLIOGRAPHIE.

(Suite.)

DANEMARK. — BUREAU OFFICIEL DE STATISTIQUE. — *La marine marchande et la navigation du Royaume en 1896.* (1 vol. in-4° de 125 pages. Copenhague 1897; Dreyer, éd.) Table des matières, têtes de chapitres et de colonnes en langue française.

————— BUREAU DE STATISTIQUE. — *Communications de statistique, 4^e série, tome 1^{er}* (1 vol. in-8°. Copenhague, Bianco Lunos hof-Boghykkeri [F. Dreyer]).

Idem. — *Annuaire statistique, 2^e année, 1897* (1 vol. de 174 pages. Thieles Boghykkeri. Copenhague, 1897).

Idem. — *Tableaux de statistique, importation et exportation, production d'eau-de-vie, de levures, de bière et de sucre de betterave en 1896* (1 vol. in-4° de 219 pages. Copenhague; Bianco Lunos, impr. de l'État, 1897).

FINLANDE. — STATISTIQUE OFFICIELLE. — *L'assistance publique dans les communes de Finlande en 1893* (1 vol. in-8° de 112 pages. Helsingfors, 1897).

Idem. — *Compte rendu officiel sur l'état et l'administration des caisses d'épargne de Finlande, en 1896* (1 vol. in-8° de 76 pages. Helsingfors, 1897).

Idem. — *Statistique des chemins de fer pour l'année 1896* (1 vol. in-8° de 312-xvi pages. Helsingfors, 1897).

Idem. — *Statistique de la navigation maritime, du commerce extérieur et des douanes* (1 vol. in-8° de 370 pages. Helsingfors, 1897).

ITALIE. — ~~MINISTÈRE~~ MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE. — *Population. — Mouvement de l'état civil. Année 1896.* (1 vol. in-8° de 109 pages. Rome, 1897; Tipogr. nazion.).

PAYS-BAS. — COMMISSION CENTRALE DE STATISTIQUE. — *Annuaire statistique des Pays-Bas, 1896.* (1 vol. in-8° de 250 pages. La Haye, 1897; Van Weelden en Mingelen, éd.) Annuaire statistique de la Hollande (sans ses colonies) pour 1896 et les années antérieures. Têtes de colonnes et tables des matières (analytique et alphabétique) en langues hollandaise et française).

SUÈDE. — BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE. — *Mouvement de la population en 1895* (1 vol. in-4° de 56 pages. Stockholm, impr. Norstedt et fils, 1897).

————— DIRECTION GÉNÉRALE DES POSTES. — *Statistique postale en 1896* (1 vol. in-4° de 60 pages. Stockholm; impr. Beckmans, 1897).

————— ADMINISTRATION DES TÉLÉGRAPHES. — *Statistique des télégraphes en 1896* (1 vol. in-4° de 22 pages. Stockholm, impr. Beckmans, 1897).

————— DIRECTION GÉNÉRALE DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT. — *Trafic des chemins de fer de l'État, en 1896* (1 vol. in-4° de 127 pages. Stockholm, impr. Beckmans, 1897).

————— CONSEIL DU COMMERCE. — *Contribution à la statistique officielle suédoise. Statistique de l'industrie minérale* (1 broch. in-4° de 23 pages. Stockholm, impr. Beckmans, 1897).

Idem. — *Statistique du commerce extérieur* (1 vol. in-4° de 231 pages. Stockholm, impr. Norstedt et fils, 1897).

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
Mouvement social en France.		Caisses nationales d'épargne, d'assurance en cas de décès, d'assurance en cas d'accident en 1896.....	
Revue du travail :			116
Situation générale.....	66	La chambre consultative et les associations ouvrières de production en 1898..	122
Analyse, par département, des renseignements fournis : 1 ^o par les associations patronales, etc.; 2 ^o par les correspondants.....	84	La Bourse du travail de Paris en 1897... ..	125
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	88	Mouvement social à l'étranger.	
Renseignements divers :		Allemagne : Les grèves en janvier. — L'assurance obligatoire en 1896 (accidents, invalidité et vieillesse).....	129
Adjudications; commerce extérieur; transports; prix courants divers; faillites; autorisations de bâtir; mont-de-piété de Paris.....	97	Belgique : Revue du travail en janvier. — Les grèves.....	134
Prix moyen des céréales, denrées alimentaires, fourrages et combustibles de 1877 à 1896.....	100	Danemark : Épilogue du conflit dans l'industrie du fer.....	135
Placement gratuit.....	103	Grande-Bretagne : Revue du travail en janvier. — Grèves. — Fin de la grève des mécaniciens. — Les grèves et <i>lock out</i> en 1896. — Les <i>Trade unions</i> en 1896. — Conciliation et arbitrage en 1896... ..	135
Assistance.....	107	Russie : Le repos du dimanche dans les magasins à Pétersbourg.....	142
Conciliation et arbitrage.....	108	Actes et documents officiels.	
Institutions de prévoyance.....	110	Décrets et circulaires. — État des travaux législatifs.....	143
Les grèves en janvier.....	111	<i>Bibliographie.</i>	
Mouvement syndical.....	114		

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts.

Armand COLIN et C^{ie}, éditeurs,
5, rue de Mézières.

Le *Bulletin de l'Office du travail* paraît tous les mois. — On le trouve chez tous les libraires.

On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

PRIX DE L'ABONNEMENT POUR LA FRANCE : 2 fr. 50 par an.

Prière d'envoyer les communications relatives au *Bulletin*, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie,
Direction de l'Office du Travail,
Rue de Varenne, 80,
PARIS.

En raison de la nouvelle distribution des services intérieurs du Ministère du Commerce résultant du Décret du 6 juin 1897 et de l'Arrêté ministériel du 12 octobre 1897, toutes les communications concernant les **syndicats professionnels** doivent également être envoyées à l'adresse ci-dessus.

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : à *Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie.*

PROTECTION INTERNATIONALE

DES

MARQUES DE FABRIQUE

Le Bureau international de la propriété industrielle, à Berne, tient à la disposition des intéressés, sans frais et sur une simple demande par carte postale, une notice indiquant les formalités à accomplir pour obtenir l'enregistrement international et expliquant l'organisation de ce service, créé par l'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891 et appliqué aujourd'hui dans les pays suivants : Belgique, Brésil, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Portugal, Suisse, Tunisie.

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. — *Statistique de l'industrie minière et des appareils à vapeur en France et en Algérie pour l'année 1896.* (1 vol. in-4° de 254 pages, Paris, 1897, Imp. nat.).

ALLEMAGNE. — BUREAU DE STATISTIQUE DU ROYAUME DE BAVIÈRE. — *Annuaire de statistique, 3^e année, 1897.* (1 vol. in-8° de 324 pages. Munich, Lindauer'schen. 1897.)

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Le commerce extérieur accuse, en 1897, une augmentation sur l'année précédente, d'un peu plus de 7 p. o/o dans l'importation des matières nécessaires à l'industrie et d'un peu plus de 4 p. o/o dans l'exportation des objets fabriqués; d'autre part, l'importation des objets fabriqués, en 1897, a été un peu plus élevée que celle qui avait été constatée en 1896. Dans l'ensemble, le progrès déjà signalé les années précédentes s'est maintenu; cependant un ralentissement semble s'être produit pendant le deuxième semestre de 1897, ralentissement que l'on attribue aux modifications du tarif douanier américain et aux pertes, à la suite des intempéries, éprouvées dans différentes régions de notre pays.

Parmi les 450 syndicats d'employés et d'ouvriers de l'industrie et du commerce groupant 120.000 adhérents qui ont fourni des rapports sur la situation au 15 janvier, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu plus de 8 p. o/o. 13 p. o/o des syndicats groupant 9 p. o/o des adhérents jugent que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, 56 p. o/o des syndicats réunissant 63 p. o/o des syndiqués estiment qu'il a été en même quantité et 31 p. o/o des syndicats avec 28 p. o/o des syndiqués le tiennent pour moins abondant.

Par rapport au mois précédent, l'amélioration déjà signalée dans les mines, l'industrie du livre, la soierie, les ateliers de construction mécanique s'est maintenue. Ralentissement du travail dans l'industrie des cuirs; la cordonnerie et la ganterie sont particulièrement éprouvées. Les industries cotonnière, lainière et linière n'ont pas encore repris. Morte-saison dans l'industrie du vêtement et dans la chapellerie; de même, dans l'industrie du bâtiment et dans les métiers qui s'y rattachent. Dans l'ensemble, le ralentissement annuel du travail dû à la période des inventaires est estimé plus long et plus important que celui de l'année précédente. La durée du travail qui avait été réduite dans un certain nombre d'industries, celle du bâtiment notamment, a été augmentée d'une heure, comme tous les ans à pareille époque.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — La grande pêche, malgré les gros temps et l'augmentation de la concurrence étrangère, a pu maintenir sa situation, ainsi qu'en témoigne l'exportation brute en valeur toujours croissante qui, pour les morues notamment, passe de 5,9 millions de francs en 1895, à 10,2 millions en 1896 et 12,4 millions en 1897, alors que l'importation brute en valeur reste stationnaire à 27 millions de francs (1). La pêche côtière a été également favorisée; l'exportation nette en valeur (importation déduite), qui était de 10,6 millions de francs en 1895, est montée à 14,2 millions en 1896 et 16,8 millions en 1897.

D'autre part, le relevé statistique fait par les commissaires des quartiers maritimes et publié dans l'Annuaire statistique donne les résultats suivants pour les produits du travail de nos pêcheurs et de nos ostréiculteurs dans les cinq arrondissements maritimes, plus le littoral de l'Algérie : pendant l'année 1891, 107,6 millions de francs, pendant l'année 1892, 113,3 millions, et pendant l'année 1893, 117,6 millions de francs.

HORTICULTURE. FORÊTS. — Morte-saison d'hiver chez les horticulteurs-jardiniers. Chez les bûcherons, le travail qui avait bien repris le mois dernier tend à baisser plus rapidement que l'année précédente, notamment à Menestreau (Nièvre), Feux, Vallenay, Henrichemont (Cher); travail plus abondant que l'an dernier à Saucergues (Cher) et au Poînçonnet (Indre).

MINES. — La production houillère du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, en 1897, a augmenté d'un peu plus de 7 p. 0/0 par rapport au chiffre de l'année précédente. L'importation nette des houilles, c'est-à-dire déduction faite des exportations, qui était de 7.675.000 tonnes de houille en 1895, s'est élevée à 7.702.000 en 1896 et à 7.780.000 tonnes en 1897, ce qui, joint au progrès constaté dans la production de nos principaux bassins houillers, est un indice de l'augmentation d'activité de l'ensemble de nos industries.

D'après la statistique annuelle publiée par le Ministre des travaux publics, on comptait, en 1891, 462 établissements ayant 1762 machines à vapeur et 99.329 chevaux de force, en 1896, 401 établissements ayant 2.052 machines et 121.247 chevaux-vapeur; ce qui coïncide bien avec l'augmentation de la production, mais qui indique d'autre part une plus grande concentration de la force industrielle.

Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de janvier, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occu-

(1) Les chiffres fournis pour l'année 1897 sont des chiffres provisoires; ceux de 1896 et 1895 ont été rectifiés définitivement; c'est ce qui explique les différences que l'on pourrait remarquer en comparant ce bulletin avec les précédents.

pés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein). 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5,77	"	"	"	98	2
Loire.....	5,86	"	"	"	63	37
Gard et Hérault.....	5,77	"	"	"	86	14
Provence (lignites).....	4,21	"	72	"	28	"
Tarn et Aveyron.....	5,82	"	"	"	76	24
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	5,74	"	"	"	100	"
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne...	5,65	"	"	10	90	"
ENSEMBLE pour la France.	5,74	"	1	1	90	8

Le mois dernier, le nombre moyen de jours d'extraction était de 5,74; il était de 6,08 en janvier 1897.

CARRIÈRES. — L'exportation nette en valeur des ardoises de toutes sortes qui était en progrès l'an dernier (elle était passée de 3,3 millions de francs en 1895 à 3,7 millions en 1896), est redescendue en 1897 à 3,58 millions, restant encore supérieure à l'exportation de 1895. Pour les pierres de constructions brutes, l'importation brute qui n'était supérieure que de 600.000 francs à l'exportation (1,9 million à l'importation contre 1,3 à l'exportation), a été en diminuant en 1896 et s'est transformée en une exportation peu importante d'ailleurs, mais qui indique une plus grande activité dans nos carrières.

Pendant le mois de janvier, le travail est resté peu actif; il est estimé moins abondant que l'an dernier à Saint-Chéron (Seine-et-Oise) et à Fontvieille (Bouches-du-Rhône); pour le reste, pas de changement signalé.

ALIMENTATION. — L'importation nette du lait naturel qui, de 288.000 kilogrammes, en 1895, était descendue à 242.000 kilogrammes en 1896, s'est transformée, en 1897, en une exportation nette de 212.000 kilogrammes. De même, l'importation du lait condensé additionné de sucre, qui était à peu près équivalente à notre exportation, s'est modifiée en une exportation nette (importation déduite) de 117.000 kilogrammes. L'importation nette des beurres frais ou fondus, qui était de 3,2 millions en 1895, a continué à progresser, 4,12 millions en 1896 et 4,57 millions en 1897; mais l'exportation nette des beurres salés, qui était à 27,1 millions de kilogrammes en 1895 et 27,9 en 1896, est montée à 29,1 millions en 1897. L'exportation brute en valeur de nos fromages, qui n'était que de 7,1 millions de francs en 1895, est montée à 8,5 millions en 1896 et 9,9 millions en 1897. Tous ces chiffres témoignent d'un progrès sensible dans cette branche de nos industries. De même, l'exportation nette de la margarine, qui avait un peu faibli en 1896 (3,88 millions de kilogrammes contre 4,5 millions en 1895), a repris en 1897 et a atteint 5,5 millions de kilos. Par contre, l'importation brute en valeur des fromages dits de gruyère est passée de 4,6 millions de francs en 1895 à 13 millions en 1896 et à 13,3 millions en 1897.

L'exportation nette des pommes de terre, qui avait faibli en 1896, de 112 millions de kilogrammes, en 1895 à 94 millions, est remontée à 95,4 millions en 1897 : malgré une récolte contrariée par de grandes pluies, l'alimentation sur notre marché continue ainsi à être bien approvisionnée.

Comme on devait s'y attendre, l'importation du froment en grains a sensiblement augmenté. Notre meunerie, qui avait au début de l'année travaillé activement, a traversé une période d'accalmie à la suite de la hausse des cours et des difficultés qu'éprouvait la boulangerie, et, pour maintenir son activité, elle a dû s'efforcer de parvenir au marché étranger, ainsi qu'en témoignent les chiffres suivants : l'importation nette des froment, épeautre et méteil qui, de 4,4 millions de quintaux métriques en 1895, était descendue à 1,5 million en 1896, est remontée à 5,2 millions de quintaux en 1897 ; mais l'importation des farines de froment, épeautre et méteil, qui dépassait l'exportation de 200.000 quintaux en 1895, est descendue à 32.000 en 1896 et s'est transformée en une exportation nette de 8,5 mille quintaux en 1897. D'autre part, les quantités de blé en admission temporaire, quantités mises en œuvre (apurements par les réexportations et par les mises en entrepôt) qui étaient de 6,1 millions de quintaux pendant le mois de décembre 1896, ne sont plus que de 5,6 millions en décembre 1897 ; il est vrai que, en décembre 1897, ne sont pas comptés dans ces chiffres 978.000 quintaux qui étaient apurés par le paiement des droits, alors qu'en décembre 1896 cette quantité n'était que de 42.000 quintaux.

L'importation nette des riz entiers, farines et semoules qui avait augmenté en 1896, 25,3 millions de kilogrammes en 1895 contre 30,7 millions en 1896, est redescendue en 1897 à 23,6 millions de kilogrammes ; le riz en paille dont l'importation nette était de 70 millions de kilogrammes en 1895 est successivement descendu à 45,8 millions en 1896 et 42,6 millions en 1897. Les brisures de riz ont au contraire progressé et l'importation nette qui, de 10,4 millions de kilogrammes en 1895 était tombée à 7,2 millions en 1896, est remontée à 14,8 millions en 1897. De l'ensemble de ces chiffres, il ressort que, si la concurrence des rizeries de l'Indo-Chine française s'est maintenue, nos rizeries de France ont pu être encore bien alimentées de matières premières. L'importation nette des maïs a également progressé : 1,35 millions de quintaux en 1895, 3,28 millions en 1896 et 3,95 millions de quintaux métriques en 1897. D'autre part, l'exportation nette des féculs de pommes de terre et de maïs qui était passée de 518.000 kilogrammes en 1895 à 370.000 kilogrammes en 1896 s'est maintenue légèrement en progrès en 1897. L'importation nette des amidons a diminué : 904.000 kilogrammes en 1895, 671.000 en 1896 et 151.000 en 1897. L'exportation de nos glucoses s'est maintenue à 1 million de kilogrammes.

L'importation nette des racines de chicorée qui avait diminué en 1896, 19,7 millions de kilogrammes contre 28,6 millions en 1895, a de nouveau augmenté et est arrivée à 21,9 millions en 1897 ; mais, d'autre part, l'exportation nette de nos chicorées préparées a été en progrès constant : 802.000 kilogrammes en 1895, 957.000 en 1896 et 991.000 kilogrammes en 1897.

La sucrerie a été plus favorisée que l'année précédente, les prix ont été meilleurs et le rendement en sucre de la betterave a été plus élevé. 342 fabriques ont travaillé en 1897 contre 331 en 1896. On n'a mis en œuvre, du 1^{er} septembre au 15 janvier de l'année suivante, que 6,3 millions de tonnes en 1897 contre 5,5 millions en 1896 ; mais on a extrait, en 1897-1898, 629 millions de kilogrammes de sucre estimés en sucre raffiné, au lieu de 5,5 millions en 1896-1897 ; le rendement en raffiné a été de 9,84 kilogrammes de sucre pour 100 kilogrammes de betteraves travaillées en 1897-1898 contre 8,27 p. o/o en 1896-1897. Le nombre de

chevaux-vapeur employés dans cette industrie qui était de 40.916 en 1885-1886 dans 413 sucreries est passé en 1894-1895 à 54.694 répartis dans 367 sucreries. On avait travaillé, en 1885-1886, 3.385.000 tonnes de betteraves et produit 265 millions de kilogrammes de sucre calculé en raffiné; en 1894-1895, on avait travaillé 7.137.000 tonnes de betteraves et produit 704 millions de kilogrammes de sucre. L'importation nette des graines de betteraves étrangères a continué à augmenter, 1,17 million de kilogrammes en 1895, 1,8 million en 1896 et 2,35 millions en 1897. L'exportation nette (l'importation est insignifiante) des sucres bruts indigènes a de son côté maintenu son progrès : 90,9 millions de kilogrammes en 1895, 118,8 millions en 1896 et 329,4 en 1897. L'importation nette des sucres bruts des colonies françaises qui, en 1896, était en augmentation : 125,6 millions de kilogrammes contre 91,7 millions en 1895, est descendue, en 1897, à 107,9 millions de kilogrammes. L'importation nette des sucres bruts des colonies étrangères a sensiblement baissé : 41,9 millions de kilogrammes en 1895, 36,6 millions en 1896 et 1,6 million en 1897. On attribue cette diminution aux difficultés qu'a rencontrées l'industrie de la sucrerie de canne, dans les colonies espagnoles notamment. L'exportation nette des sucres raffinés en pains ou agglomérés a, elle aussi, été satisfaisante, son progrès est sensible : de 97 millions de kilogrammes en 1895, elle était descendue à 95,6 millions en 1896, mais elle est remontée à 121,6 millions en 1897; de même l'exportation nette des autres raffinés et vergeoises qui était tombée de 25,1 millions de kilogrammes en 1895 à 16,5 millions en 1896 est remontée à 27,5 millions en 1897. En 1891, d'après la statistique du Ministère des travaux publics, 531 sucreries et raffinerie de sucre employaient 2.707 appareils à vapeur d'une force totale de 35.657 chevaux-vapeur; en 1896, il n'y avait plus que 511 sucreries et raffineries, mais le nombre des appareils à vapeur était de 2.804 avec 41.350 chevaux vapeur.

Dans les distilleries une concentration analogue du travail s'était opérée; on comptait, en 1891, 1.247 établissements, 784 appareils à vapeur et 8.817 chevaux vapeurs; en 1896, il y avait 1.534 établissements, 896 appareils à vapeur et 10.022 chevaux-vapeur. L'importation nette des mélasses de distillerie a continué à diminuer, 59,3 millions de kilogrammes en 1895, 56,5 millions en 1896 et 23,1 millions en 1897. Pour l'importation nette en valeur des eaux-de-vie de mélasse, des rhums et des tafias, de 9,8 millions de francs en 1895, elle est tombée à 9,1 millions en 1896 et est restée stationnaire à ce chiffre en 1897. La distillerie indigène, grâce à une hausse survenue dans les cours des produits fabriqués, s'est trouvée dans une meilleure situation que l'année dernière.

D'après le relevé publié par le bulletin de statistique du Ministère des finances, voici quel a été, depuis 1887, le mouvement de la production, de l'importation et de l'exportation des vins :

ANNÉES.	SUPERFICIE plantée en vignes.	PRODUCTION en vins.	VINS DE TOUTES SORTES.	
			IMPORTATION.	EXPORTATION.
	hectares.	hectolitres.	hectolitres.	hectolitres.
1887.....	1.944.150	24.333.000	12.277.000	2.402.000
1892.....	1.782.588	29.082.000	9.400.000	1.845.000
1897.....	1.688.931	32.351.000	7.529.902	1.774.000
La moyenne de 1887 à				
1896 était.....	1.800.359	32.476.000	9.488.000	1.951.000

En ce qui concerne l'Algérie, les chiffres de la dernière récolte s'élèvent à 4.367.700 hectolitres pour une superficie de 118.800 hectares.

L'importation nette des vins en fûts qui, de 6.023.000 hectolitres en 1895, était montée à 8.391.000 en 1896, est redescendue à 7.023.000 en 1897; sur ces quantités, les importations de vins d'Algérie ont été en progrès constant, 2.892.000 hectolitres en 1895, 3.125.000 en 1896 et 3.582.000 en 1897. L'exportation brute des vins de France s'est maintenue également satisfaisante. L'exportation brute en valeur des eaux-de-vie en fûts et en bouteilles a atteint 39,1 millions de francs en 1895, 39,8 millions en 1896 et 40,3 millions de francs en 1897. L'exportation brute en valeur des vins de Champagne et autres vins mousseux qui, de 74,3 millions de francs en 1895 était montée à 93 millions en 1896, est redescendue à 88 millions de francs en 1897, conservant ainsi un progrès sensible sur l'année 1895. De l'ensemble de ces chiffres, on peut conclure que, si notre industrie vinicole, éprouvée par les gelées et les orages, a subi un peu de recul, elle a généralement conservé une situation meilleure que pendant l'année 1895. Pour compenser cette diminution de récolte, l'importation nette des raisins frais de vendange qui, de 4 millions de kilogrammes en 1895 était tombée à 2,1 millions en 1896, est revenue à 4 millions de kilogrammes en 1897. Quant à l'importation nette des marcs de raisins et moûts, l'importation qui, de 334.000 kilogrammes en 1895, était descendue à 24.000 kilogrammes en 1896, est en progrès sensible avec 634.000 kilogrammes en 1897. D'autre part, l'importation nette des raisins secs pour unifications, qui de 9,9 millions de kilogrammes en 1895 était montée à 31 millions en 1896, a baissé de nouveau en 1897, avec 13 millions de kilogrammes.

Dans la brasserie, la situation se maintient satisfaisante. L'importation nette des bières étrangères continue à diminuer : 7 millions de kilogrammes en 1897 contre 8,9 millions en 1896 et 9 millions en 1895. D'autre part, l'importation nette des orges étrangères augmente : 1,78 millions de quintaux métriques en 1897 contre 1,18 million en 1896 et 1,12 million en 1895. L'importation nette du malt (orge germée) qui avait diminué en 1896 (16 mille quintaux contre 21 mille en 1895) est un peu remontée en 1897. L'importation nette des houblons étrangers a baissé constamment : 2,29 millions de kilogrammes en 1895, 2,09 millions en 1896 et 1,85 million en 1897. Dans les brasseries et dans les malteries, on comptait 1.434 appareils à vapeur en 1891 avec 12.164 chevaux-vapeur dans 1.306 établissements; en 1896 le nombre des appareils à vapeur était de 1.612 avec 15.358 chevaux-vapeur répartis dans 1.470 établissements.

La récolte des cidres, d'après le Bulletin de statistique s'est élevée, en 1897, à 6.788.700 hectolitres, elle a été inférieure de 1.285.600 hectolitres à la récolte de 1896 et de 7.534.400 hectolitres à la moyenne des dix dernières années. L'exportation nette des cidres qui était de 17.000 hectolitres en 1895 et était descendue au plus bas à 9 mille hectolitres en 1890 a atteint 23 mille hectolitres en 1897. L'exportation nette des pommes à cidre, qui de 12,7 millions de kilogrammes en 1895 était tombée à 500 mille kilogrammes, est remontée à 2,6 millions en 1897.

La confiserie a maintenu pendant l'année 1897 une bonne activité ainsi qu'en témoignent les résultats suivants. L'importation nette des chocolats n'a guère varié, elle n'atteint pas 50 mille kilogrammes, mais l'importation nette de la matière première, du cacao en fève, ou en pellicule, ou en pellicule ou broyé, a continué à progresser : 14,7 millions de kilogrammes en 1895, 15,3 millions en 1896 et 15,5 millions en 1897. Pour les fruits confits, l'exportation nette qui était de 1,4 million de kilogrammes en 1895, a atteint 2 millions en 1896 et est restée stationnaire à ce chiffre en 1897. Pour les sirops et bonbons, l'exportation nette qui, de 620 mille kilogrammes en 1895, était montée à 1,1 million de kilogrammes en 1896 est restée stationnaire à ce chiffre.

Pendant le mois de janvier, on estime que le chômage a atteint 18 p. o/o des ouvriers boulangers syndiqués; même chômage chez les pâtisseries-cuisiniers. Chez les boulangers, l'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier à Moulins et à Bayonne; moins abondant à Paris et à Saint-Étienne; pas de changement pour le reste. Chez les pâtisseries-cuisiniers, on tient généralement le travail pour équivalent à celui de l'an dernier, sauf à Cannes où il est considéré comme plus actif que l'an dernier, et à Paris et Saint-Étienne, où il est jugé plus faible.

PRODUITS CHIMIQUES. — Le progrès apporté dans l'emploi des engrais dans la culture a amené une augmentation de l'importation brute des engrais chimiques qui est passée de 27 millions de kilogrammes en 1895, à 62 millions en 1896 et à 79 millions en 1897; d'autre part, nos fabriques ont augmenté leur production et l'importation nette d'engrais chimiques (exportation déduite) qui était de 20 millions de kilogrammes en 1895 et 1896 se transformait, en 1897, en une exportation nette de 19,3 millions de kilogrammes. L'importation nette des nitrates de soude qui avait progressé en 1896, 211 millions de kilogrammes contre 101 millions en 1895, a reculé à 198 millions de kilogrammes en 1897. Les superphosphates de chaux ont également baissé; l'importation nette a donné 91,9 millions de kilogrammes en 1895, 80,1 millions en 1896 et 64,8 millions de kilogrammes en 1897; mais, en compensation, l'importation des phosphates naturels, qui de 812 mille quintaux métriques était tombée à 487 mille quintaux en 1896, est remontée à 691,8 mille quintaux en 1897.

Malgré la grande concurrence faite à nos stéarineries par la fabrication étrangère et par l'emploi des autres modes d'éclairage, l'exportation nette des bougies a continué à progresser : 4,1 millions de kilogrammes en 1895, 4,2 millions en 1896 et 5,25 millions de kilogrammes en 1897.

L'importation nette en valeur des huiles brutes de pétrole et de schiste qui était restée stationnaire à 29 millions de francs en 1895 et 1896 est passée à 30,7 millions de francs en 1897, ce qui indique une augmentation d'activité dans nos raffineries de pétrole, car les importations nettes en valeur de pétrole raffiné et d'essence qui étaient de 4,3 millions de francs en 1895 sont tombées à 3,3 millions de francs en 1896 et restées à peu près stationnaires à cette quantité en 1897.

En 1891, d'après la statistique du Ministère des travaux publics, on comptait dans 49 établissements, 83 machines à vapeur ayant 763 chevaux-vapeur; en 1896, 55 établissements avec 133 machines à vapeur et 1.833 chevaux-vapeur.

Dans l'huilerie, l'importation brute en valeur des grains et fruits oléagineux a été en baisse constante : 198,5 millions de francs en 1894, 156,6 millions en 1895, 147,5 millions de francs en 1896 et 131,7 millions en 1897; mais, d'autre part, l'exportation brute des huiles de coco, palmiste, etc., a été en augmentation : 7,4 millions de kilogrammes en 1895, 8,8 millions en 1896 et 11,9 millions en 1897; de même, l'exportation nette des huiles de colza et d'œillette allait en croissant : 4,9 millions de kilogrammes en 1895, 6,6 millions en 1896, 9,7 millions en 1897; cependant, d'un autre côté, l'exportation d'huile de sésame qui était de 13,5 millions de kilogrammes en 1895 reculait à 11 millions en 1896 pour repasser à 11,7 millions en 1897. Ces chiffres font ressortir encore une grande activité dans nos huileries, qui aurait pu encore s'étendre, car l'importation d'autres produits étrangers a aussi beaucoup augmenté; l'importation nette de l'huile d'olive a été successivement de 12,8 millions de kilogrammes en 1895, 15,5 millions de kilogrammes en 1896 et 19,8 millions en 1897; l'importation nette des huiles de coton a été en progrès encore plus marqué : 12,7 millions de kilogrammes en 1895, 27,5 millions de kilogrammes en 1896 et 55,9 millions en 1897. L'exportation

nette des tourteaux de graines oléagineuses qui était de 45 millions de kilogrammes en 1895 s'est transformée en une importation nette de 14,7 millions de kilogrammes en 1896 et de 32,9 millions de kilogrammes en 1897. D'après les relevés publiés par le Ministère des travaux publics, le nombre des huileries ayant des appareils à vapeur était de 484 en 1891, ayant 489 appareils à vapeur avec 7.081 chevaux de force; en 1896, 456 huileries avaient 489 appareils à vapeur avec 7.894 chevaux de force.

Grâce à l'abondance de la matière première, les savonneries ont pu travailler activement; malgré la grande concurrence des produits étrangers, l'exportation nette en valeur des savons de parfumerie est passée de 2,3 millions de francs en 1895 à 2,5 millions en 1896 et 2,66 millions en 1897; et l'exportation nette en valeur des savons autres que ceux de parfumerie, qui était de 8,4 millions de francs en 1895 et était descendue à 7,6 millions en 1896 est remontée à 8 millions en 1897. D'autre part, les produits de parfumerie, alcooliques ou non, ont donné lieu à une exportation nette de 10,3 millions de francs en 1895, puis de 9,6 millions en 1896, qui est remontée ensuite à 10 millions en 1897.

D'après la statistique du Ministère des travaux publics, en 1891, 242 établissements de savonnerie et parfumerie avaient 177 machines à vapeur et 1,448 chevaux; en 1896, 246 établissements comptaient 244 machines avec 2,314 chevaux; en cinq ans, le nombre des chevaux-vapeur avait ainsi notablement augmenté.

Dans la fabrication des teintures et couleurs, le travail est resté, dans l'ensemble, plutôt inférieur à celui de l'an dernier. L'importation brute en valeur des bois de teinture, qui s'était maintenue un peu supérieure à 18 millions de francs en 1894 et 1895 et avait atteint 19,5 millions de francs en 1896, est redescendue à 14,1 millions de francs en 1897. D'autre part, l'exportation brute en valeur des couleurs et extraits de bois de teinture, qui de 23 millions de francs en 1895 était revenue en 1896 à 17 millions, à peu près la même quantité qu'en 1894, est remontée à 18,1 millions de francs en 1897, tandis que l'importation nette en valeur des teintures dérivées du goudron (exportation déduite) donnait les variations suivantes : 5 millions de francs en 1893, 3,6 millions en 1894, 5,1 millions en 1895, 3,2 millions en 1896 et 4,7 millions en 1897.

L'industrie des caoutchouc et gutta-percha, bien qu'encore très active, semble n'avoir pas continué le progrès signalé les années précédentes, les importations de matière première ont diminué, ainsi que les exportations de produits fabriqués. L'importation nette de caoutchouc et gutta-percha qui de 700 mille kilos en 1895 était montée à 3 millions en 1896 est redescendue à 2,5 millions en 1897. D'autre part, l'importation nette en valeur des ouvrages en caoutchouc qui depuis 1894 était en progrès, 1 million de francs en 1894, 1,2 million en 1895, 1,3 million en 1896, est descendue à 843.000 francs, par suite de l'augmentation des exportations brutes qui atteignait 9,7 millions de francs en 1897 au lieu de 8,9 millions en 1896, alors que l'importation brute restait à peu près stationnaire.

Si, d'autre part, on considère le nombre de chevaux-vapeur utilisés dans cette industrie, on voit qu'en 1891 68 établissements avec 85 machines employaient 1711 chevaux et qu'en 1896, 83 établissements avaient 110 machines et 3,384 chevaux.

PIAPIER. — L'augmentation signalée l'an dernier dans l'importation des pâtes de cellulose n'a pas continué, l'importation nette qui de 124,9 millions de kilos en 1895 était descendue à 115,9 millions en 1896 est restée à peu près stationnaire à ce chiffre. Mais on peut supposer que l'activité de nos papeteries n'a pas diminué et que la production de nos pâtes de cellulose a compensé la diminution des importations, si on en juge d'après le progrès constaté dans l'exportation de nos papiers et

cartes : 12,4 millions de kilos en 1895, 13,9 millions en 1896 et 15,2 millions de kilos en 1897. D'autre part, l'exportation nette en valeur des papiers de tenture a reculé de 3,2 millions de francs en 1895 à 2,8 millions en 1896 et à 2,2 millions de francs en 1897. En 1891, dans les papeteries, on comptait 411 établissements ayant 577 machines à vapeur et 14.540 chevaux-vapeur; en 1896, il y en avait 409 utilisant 632 machines à vapeur et 23.755 chevaux-vapeur, ce qui concorde bien avec le développement industriel déjà constaté.

INDUSTRIE DU LIVRE. — L'amélioration qui avait été déjà signalée dans l'exportation nette en valeur des livres en langue française s'est maintenue : 9,8 millions de francs en 1895, 10,3 millions en 1896 et 10,8 en 1897.

Il y a eu baisse pour l'exportation nette en valeur des livres en langues étrangères ou mortes : cette exportation était passée de 600.000 francs en 1895 à 1,4 million de francs en 1896, elle est retombée à 306.000 francs en 1897.

Pendant le mois de janvier, le travail a généralement maintenu l'activité constatée le mois précédent; il s'est ralenti moins rapidement qu'on ne l'avait supposé. On compte 3 p. o/o des ouvriers du livre syndiqués en chômage à Paris, 4 p. o/o en province et un peu moins de 4 p. o/o dans l'ensemble. 29 p. o/o des syndicats groupant 64 p. o/o des adhérents tiennent l'ouvrage pour plus abondant que l'an dernier, 64 p. o/o des syndicats avec 35 p. o/o des syndiqués jugent qu'il est en même quantité et 7 p. o/o des syndicats avec 1 p. o/o des syndiqués le considèrent qu'il est moins abondant que l'an dernier à pareille époque. Par rapport à l'an dernier, on estime que le travail est plus abondant à Paris (typographies), Valence, Marseille (conducteurs-imprimeurs), Alais, Tarbes, Brest et Saint-Brieuc; moins abondant chez les typographes de Châteaubriant (Loire-Inférieure) et Rouen; pour le reste, pas de changement.

CUIRS ET PEaux. — L'industrie des cuirs et peaux s'est ressentie de la difficulté des transactions causée par la grande hausse des cuirs de l'année 1895 et par le mouvement des cours qui s'en est suivi; la transformation des procédés de fabrication tant dans la préparation des cuirs et peaux que dans le travail de la chaussure et dans le ralentissement des transactions avec l'Amérique, pour la ganterie, ont été parmi les causes qui ont le plus influé sur la marche des affaires. Il faut noter, d'autre part, que nos troupeaux ont été reconstitués depuis 1895 et sont venus compenser les diminutions constatées dans les importations de peaux brutes.

Le tableau des importations nettes des principales sortes de peaux donne en effet les chiffres suivants :

	1897.	1896.	1895.
	Kilogr.	Kilogr.	Kilogr.
Grandes peaux brutes.....	13.284.000	18.420.000	16.994.000
Petites peaux : saut'agneaux, moutons et bœufs.....	5.233.000	6.138.000	1.395.000
Peaux de chevreux.....	1.948.000	2.139.000	2.237.000

Les usines travaillant les peaux d'agneaux, moutons et bœufs ont pu maintenir leur activité ainsi qu'il ressort des chiffres suivants : l'importation nette de ces peaux qui était, en 1895, de 4,94 millions de kilos s'est transformée en 1896 en une exportation de 1,15 million qui a atteint 2,11 millions de kilos en 1897. En 1891, 841 établissements de mégisserie, tannerie, corroirie, avaient 869 machines et 10.409 chevaux, en 1896, 853 établissements avaient 868 machines, mais 11.646 chevaux.

La diminution de l'exportation nette en valeur de nos chaussures a été assez sensible; de 20,5 millions de francs, en 1895, elle était montée à 22,1 millions en

1896; en 1897, elle est redescendue à 18,7 millions, c'est-à-dire de près de 2 millions au-dessous de 1895.

Dans l'industrie de la ganterie, la diminution a été continue; l'exportation nette en valeur qui était de 47,5 millions de francs en 1895 a reculé à 42,4 millions en 1896 et à 39,4 en 1897.

Dans la pelletterie, l'exportation nette en valeur des peaux brutes de lapin et de lièvre, qui de 1,98 million de francs en 1895 était montée à 2,1 millions en 1896, est restée à peu près stationnaire à ce chiffre en 1897. Par contre, l'importation nette en valeur des autres pelletteries brutes qui ont été apportées en France pour être préparées a notablement augmenté : de 5,4 millions de francs en 1895, elle était descendue à 4,6 millions en 1896 et elle est remontée à 8 millions en 1897.

L'exportation nette en valeur des pelletteries préparées et en morceaux cousus qui, de 1,3 million de francs en 1895 s'était transformée en une importation nette de 6,7 millions en 1896, n'est plus que de 5,4 millions de francs en 1897. Enfin l'exportation nette en valeur des pelletteries ouvrées ou confectionnées est passée de 4,2 millions de francs en 1895 à 5 millions en 1896 et est restée stationnaire à ce chiffre en 1897.

Pendant le mois de janvier, le travail a eu tendance à diminuer chez les tanneurs-mégissiers; la transformation des procédés de fabrication a rendu la situation particulièrement difficile dans les petits ateliers. Dans l'industrie de la chaussure, morte-saison plus accentuée que l'an dernier à pareille époque. Dans la ganterie, la reprise du travail qui avait été signalée ne se maintient pas.

TEXTILES. — Dans l'industrie lainière, le ralentissement de la production qui avait été constaté pendant le premier semestre de l'année 1897 s'est continué; la hausse de la matière première a été une des causes qui ont rendu difficile l'alimentation dans les peignages, dans les filatures, tant à façon qu'à forfait, et dans les tissages. D'autre part, l'hiver sans froid a rendu les réassortiments plus rares que les années précédentes; des stocks se sont formés chez les détaillants des tissus de laine, et, de plus en plus, les articles à bon marché l'emportent sur les articles de bonne qualité, mais d'un prix plus élevé. L'importation nette des laines en masse qui, de 189 millions de kilogrammes en 1895, était passée à 227 millions en 1896 est revenue à 201,7 millions de kilogrammes en 1897. Par contre, les exportations nettes des déchets de laine, bourre entière, ont continué d'augmenter : 13,1 millions de kilogrammes en 1895, 14,1 millions en 1896, et 15,1 millions en 1897. L'exportation nette des laines peignées et cardées, qui était en diminution, a un peu repris : 16,9 millions de kilogrammes en 1895, puis 11,7 millions en 1896, mais 14,2 millions de kilogrammes en 1897. L'exportation nette en valeur de nos fils de laine, au contraire, a baissé d'une façon continue; après avoir haussé de 8,6 millions de francs, en 1893, à 9,7 millions en 1894 et à 17,4 millions en 1895, elle est descendue à 14,1 millions en 1896 et à 13,7 millions en 1897. L'exportation nette en valeur de l'ensemble des tissus de laine a été un peu en progrès sur l'année dernière. L'exportation nette, qui, de 228,7 millions de francs en 1893, était descendue, en 1894, à 198,6 millions, a atteint, en 1895, 281,1 millions de francs, pour revenir ensuite à 249 millions, et elle arrive, en 1897, à 251,7 millions de francs. En 1891, 848 usines de préparation de la matière première de filature ou de tissage de laine employaient 994 machines à vapeur et 34,318 chevaux-vapeur; en 1896, on comptait 782 usines, 948 machines à vapeur et 40,143 chevaux-vapeur.

Dans l'industrie cotonnière, la concentration et le développement de l'industrie ont été encore plus accentués : en 1891, 736 établissements, 1,002 machines et 67.555 chevaux; en 1896, 800 établissements, 1.169 machines et 117.348 chevaux.

Dans l'industrie cotonnière, la baisse de la matière première a été suivie d'une baisse plus accentuée sur les fils, et les prix sont jugés non rémunérateurs; la surproduction qui avait suivi l'augmentation du nombre de broches en activité a dû être enrayée par un ralentissement dans la production; dans certains centres on a réduit le personnel; dans d'autres, la durée du travail. Les tissages ont été aussi atteints par la crise, et nombre de métiers ont cessé de battre. L'importation nette des cotons en laine, qui, de 139,2 millions de kilogrammes en 1895, était descendue à 132,7 millions en 1896 est remontée à 187 millions en 1897; mais, ce qui coïncide avec l'augmentation d'importance de nos filatures, l'importation nette en valeur des fils de coton, qui était de 14,8 millions de francs en 1893, est successivement descendue à 14 millions en 1894, 12,8 millions en 1895, 11 millions en 1896, et 9,4 millions en 1897. D'autre part, l'exportation nette en valeur des tissus de coton, qui avait toujours été en augmentant : 67,7 millions de francs en 1893, 70,1 millions en 1894, 83,7 millions en 1895 et 93 millions en 1896, a reculé, en 1897, à 82,3 millions de francs.

Dans l'industrie de la soierie, l'activité, qui avait un peu laissé à désirer l'année dernière, a repris en 1897. Les prix de vente se sont améliorés et les prix de façon ont pu aussi bénéficier de la bonne allure du marché. D'une part, l'importation nette des cocons, qui, de 136.000 kilogrammes en 1895, était arrivée à 992.000 en 1896, est revenue à 738.000 kilogrammes en 1897; mais l'importation nette des soies grèges, qui, de 3,34 millions de kilogrammes en 1895, était descendue à 2,68 millions en 1896, est remontée à 4,76 millions de kilogrammes en 1897; celle des bourres de soie en masse est passée de 4,74 millions de kilogrammes en 1895 à 4,02 millions en 1896, et remontée à 5,37 millions de kilogrammes en 1897. D'autre part, l'exportation des déchets de soie teints ou non, qui n'était que de 248.000 kilogrammes en 1895, a progressé à 670.000 kilogrammes en 1896 et à 1,13 millions en 1897. D'ailleurs, le tableau suivant donne un utile moyen de comparaison de la production de nos filatures de soie pendant les deux années 1895 et 1896.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de FILATURES.		NOMBRE DE BASSINES								QUANTITÉ DE SOIE			
			À 2 BOUTS, prime : 100 francs.		À PLUS de 2 bouts, prime : 400 francs.		ACCESSOIRES primées à 400 francs.		À 1 BOUT, cocons doubles, prime : 200 francs.		FILÉE.			
	1895.	1896.	1895.	1896.	1895.	1896.	1895.	1896.	1895.	1896.	1895.	1896.	1895.	1896.
											kil. gr.	kil. gr.		
Ain.....	1	1	"	"	104	101	35	35	"	"	12.593 524	11.685 642		
Alpes (Basses) ..	1	"	"	"	6	"	2	"	"	"	132 000	"		
Ardèche.....	56	66	10	18	2.519	2.529	617	630	30	31	201.123 121	207.300 923		
Bouches-du-Rhône	2	1	"	"	21	10	6	2	"	"	800 300	220 000		
Drôme.....	30	28	2	"	1.132	1.316	327	281	"	"	109.010 623	107.873 251		
Gard.....	124	124	"	2	5.590	5.536	610	688	93	95	351.610 456	385.141 887		
Hérault.....	18	20	"	"	888	960	61	75	"	"	57.095 024	61.589 956		
Isère.....	2	2	"	"	51	51	8	8	"	"	2.720 700	1.639 660		
Lozère.....	2	2	"	"	80	80	"	10	"	"	3.710 480	4.608 140		
Rhône.....	"	1	"	"	"	6	"	2	"	"	"	337 120		
Tarn.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	51 000			
Tarn-et-Garonne..	3	3	"	"	81	81	11	11	"	"	4.927 370	4.280 470		
Var.....	1	1	"	"	10	51	13	21	"	"	3.303 800	3.702 800		
Vaucluse.....	29	30	"	"	672	662	180	197	35	42	43.311 097	47.982 420		
Alger.....	1	1	2	"	3	6	1	2	"	"	214 395	189 450		
TOTAUX.....	271	280	51	50	11.196	11.128	1.901	1.962	158	168	796.633 299	836.611 719		

Si, d'autre part, on considère le mouvement des exportations et des importations dans l'industrie de la soierie, les exportations nettes en valeur des soies ouvrées ou moulignées écrues, qui étaient de 18,2 millions de francs en 1895, sont descendues à 15,6 millions en 1896 et à 13,3 millions en 1897; mais l'importation nette en valeur des fils de soie, qui de 861.000 francs, en 1893, était passée à 1 million en 1894, s'était transformée en une exportation nette de 91.000 francs en 1895 et de 2,6 millions en 1896, qui redescendait, il est vrai, en 1897 à 1,9 million de francs. Mais, d'un autre côté, notre exportation de tissus de soie progressait; l'exportation nette en valeur des tissus de soie et de bourre de soie passait de 173,4 millions de francs en 1893, à 181,6 millions en 1894, à 220,6 millions en 1895, reculait en 1896 à 196,6 millions, mais en 1897 remontait avec 228,89 millions de francs.

L'exportation des œufs de vers à soie, qui avait été l'objet d'affaires importantes, a continué à décroître; l'exportation nette en valeur est descendue successivement de 5 millions de francs en 1895, à 4,8 millions en 1896 et à 4,2 millions en 1897. Dans l'industrie de la soierie, on comptait en 1891, 756 usines avec 655 machines à vapeur et 7.020 chevaux-vapeur; en 1896, il y avait 882 usines ayant 777 machines et 8.760 chevaux.

Dans l'industrie du lin et du chanvre, on comptait en 1891, 419 usines employant 575 machines et 29.509 chevaux; en 1896, 415 usines avaient 630 machines à vapeur et 41.427 chevaux-vapeur.

Dans l'industrie linière, le ralentissement du travail qui était déjà constaté dans l'exposé des résultats du 1^{er} semestre 1897 s'est continué, malgré une légère baisse survenue sur la matière première qui a entraîné une baisse sur les fils, évaluée à 8 p. o/o. Quant aux toiles, les demandes ont été plus faibles que l'an dernier et des métiers ont dû cesser de battre.

L'importation nette de lin brut et de lin teillé qui, de 64,2 millions de kilogrammes en 1895, était arrivée à 67,2 millions en 1896 est descendue en 1897 à 59,3 millions. L'exportation des étoupes de lin a continué à décroître : 1,6 million de kilogrammes en 1895, 1,3 million en 1896 et 452.000 kilogrammes en 1897. D'autre part, l'importation nette du chanvre broyé ou teillé qui, de 17,5 millions de kilogrammes en 1895 était descendue à 15 millions en 1896 est remontée à 16,3 millions de kilogrammes en 1897. L'importation nette des étoupes de chanvre est à peu près restée stationnaire, plutôt avec tendance en hausse : 3,5 millions de kilogrammes en 1897 contre 3,1 millions en 1896 et 3,3 millions en 1895. L'importation de ramie en tige ou teillée marque également un peu de progrès : 255.000 kilogrammes en 1897 contre 128.000 en 1896 et 187.000 en 1895. Pour les fils de lin ou de chanvre, l'importation nette en valeur qui était de 844.000 francs en 1894 s'était transformée en une exportation nette de 4,2 millions en 1895; mais, en 1896, les importations ont de nouveau dépassé les exportations pour une valeur de 2,86 millions et, en 1897, cette valeur atteignait 3,8 millions de francs. D'autre part, l'exportation nette en valeur des tissus de lin ou de chanvre qui, de 1,09 million de francs en 1894, avait atteint 1,5 million en 1895 s'est changée en une importation nette de 2 millions en 1896 et de 2,3 millions en 1897.

Dans l'industrie des jutes, la bonne tenue du marché de la matière première a été influencée dans une certaine mesure par la hausse du fret et du change, ce qui a, en fin d'année, amené une légère diminution des affaires. Les bonnes qualités, assez rares, ont été très recherchées. Les filateurs qui avaient de nombreuses commandes, ont travaillé à des prix qu'ils estiment peu rémunérateurs, mais qui leur ont permis d'être alimentés pour longtemps. La situation a été sensiblement analogue dans les tissages. L'importation nette du jute brut a présenté une diminution

constante : 77 millions de kilogrammes en 1895, 69,1 millions en 1896 et 60,6 millions en 1897. D'autre part, l'importation nette du phormium, brut, teillé ou en étoupes ou d'autres végétaux filamenteux a été en progrès : 11 millions de kilogrammes en 1895, 12,7 millions de kilogrammes en 1896 et 13 millions en 1897. L'exportation des fils de jute qui, de 1,7 million de francs en 1894, était montée à 2,6 millions en 1895 et à 2,4 millions en 1896, est revenue à 1,2 million de francs en 1897.

L'arrêt déjà signalé dans le développement de certaines industries textiles peut aussi être dégagé du tableau suivant comparant pendant les trois dernières années les importations nettes en valeur des machines nécessaires aux industries textiles : lainières, linières, cotonnières, etc. . .

IMPORTATIONS NETTES EN VALEUR.

	1897.	1896.	1895.
	francs.	francs.	francs.
Machines à nettoyer, ouvrir, préparer la laine, le lin, le coton, etc.	2.365.000	3.033.000	2.934.000
Métiers continus à filer ou à retordre.	2.232.000	2.498.000	2.251.000
Métiers à tisser.	2.121.000	2.584.000	2.346.000

L'importation des fils de poils de chèvre employés dans certains tissus qui avait été de 6,2 millions de francs en 1894, de 12,1 millions en 1895, puis de 5,9 millions en 1896, est remontée à 7,9 millions en 1897. Par contre, l'importation des tissus de poils et de crins a baissé en 1897 à 900.000 francs, contre 1,8 millions en 1896 et 3,5 millions en 1895.

La bonneterie de coton a été alimentée d'une façon à peu près satisfaisante, mais la bonneterie de laine a dû ralentir sa fabrication, l'écoulement chez les détaillants s'étant fait difficilement. Dans la bonneterie de coton, l'exportation nette en valeur, qui de 16,7 millions de francs en 1895 était passée à 17,6 millions en 1896, est redescendue à 12,5 millions en 1897. Dans la bonneterie de laine, l'exportation nette en valeur a baissé d'une façon continue : 5,5 millions de francs en 1895, 4,1 millions en 1896 et 2,6 millions en 1897.

Le travail dans les teintureriers a suivi celui des industries (filatures, tissus) dont il dépendait ; généralement, on estime que l'activité a été moins grande que l'an dernier.

Pour les broderies mécaniques ou à la main, les importations ont eu plutôt tendance à la baisse, après avoir eu une légère augmentation l'an dernier. Dans les dentelles mécaniques en coton, les tulles et les guipures, les exportations nettes en valeur, qui de 13,9 millions en 1895 étaient passées à 14,4 millions en 1896, ont reculé à 10,2 millions en 1897.

Dans la passementerie, le travail a été plus faible que l'an dernier, c'est ainsi que, dans la passementerie de coton, les exportations nettes sont descendues de 5,1 millions de francs en 1895 à 4,7 millions en 1896 et à 4,2 millions en 1897, et, dans la passementerie de laine, les exportations nettes, qui de 7,4 millions de francs en 1895 étaient montées à 8 millions en 1896, ont baissé à 3,1 millions de francs en 1897.

Dans l'industrie des vêtements, l'exportation nette des pièces de lingerie cousues a été en diminution continue : 31,4 millions de francs en 1895, 28,5 millions en 1896 et 24,4 millions en 1897. Mais l'exportation nette des confections pour hommes a été en progrès constant : 12 millions de francs en 1895, 14,1 millions

en 1896 et 15,2 millions en 1897. De même, pour l'exportation nette de confections pour femmes : 45,7 millions de francs en 1895, 48,9 millions en 1896 et 49,7 millions en 1897. De l'examen des importations de machines à coudre pendant ces trois dernières années, il ressort également que l'activité de l'industrie du vêtement n'a fait qu'augmenter; l'importation nette en valeur des machines à coudre a été en effet successivement de 6,7 millions de francs en 1895, 8,1 millions en 1896 et 9,5 millions en 1897.

Dans l'industrie de la chapellerie, l'importation des produits étrangers a un peu diminué. Pour les chapeaux de feutre, laine ou soie, l'exportation nette de 42.000 francs en 1895 s'était changée en 1896 en une importation nette de 293.000 francs, et celle-ci a reculé à 138.000 francs en 1897. D'autre part, l'importation des nattes ou tresses de paille et de bois blanc pour usage de chapellerie est montée successivement à 7,8 millions de francs en 1895, 8,3 millions de francs en 1896 et 9,3 millions en 1897, tandis que l'exportation nette des chapeaux de paille, d'écorce ou de sparte passait de 4,4 millions de francs en 1895 à 5,18 millions en 1896, pour redescendre à 3,89 millions en 1897. Dans la chapellerie pour dames, l'exportation nette en valeur des plumes de parure, qui était passée de 10,8 millions de francs en 1894 à 12,2 millions en 1895 et 19,6 millions en 1896, a un peu faibli avec 18,4 millions de francs en 1897. Enfin l'exportation nette en valeur des modes et fleurs artificielles a obtenu une amélioration constante; 48,6 millions de francs en 1894, 66,3 millions en 1895, 68,9 millions en 1896 et 71,4 millions en 1897.

Pendant le mois de janvier, le ralentissement du travail déjà signalé dans les industries lainière, linière et cotonnière s'est accentué; on a réduit le personnel ou la durée de travail. L'industrie de la soierie est encore dans une situation satisfaisante. La rubanerie est bien occupée. Morte-saison dans la passementerie autre que celle de soie.

La bonneterie, surtout celle de laine, a été moins active que l'an dernier. La teinturerie a suivi le ralentissement du travail des industries qui l'alimentaient de commandes.

Morte-saison dans l'industrie du vêtement et dans la chapellerie.

On estime que le chômage atteint 14 p. o/o des ouvriers syndiqués dans l'ensemble des filatures et tissages, les tissages à la main étant les plus éprouvés.

Bois. — L'augmentation de l'importation des bois à construire déjà signalée s'est maintenue et pour les mêmes motifs; l'importation nette a été successivement de 769,9 mille tonnes en 1893, 788 mille en 1894 et 1895, 882 mille tonnes en 1896 et 1,1 million de tonnes en 1897. L'importation brute des bois merrains a un peu diminué après avoir repris l'année dernière : 1,1 million de quintaux métriques en 1893, 1,8 million en 1894, 1,16 million en 1895, puis 1,3 million en 1896, mais 1,2 million en 1897. En 1891, pour les scieries et usines de préparation du bois, 2,387 usines disposaient de 2,470 machines à vapeur et 27,886 chevaux-vapeur, tandis qu'en 1896 2,761 usines avaient 2,920 machines et 35,746 chevaux-vapeur.

L'importation brute des bois d'ébénisterie, qui avait baissé en 1895, a continué à reprendre : 316 mille quintaux en 1894, puis 202 mille en 1895, mais 297 mille en 1896 et 366 mille en 1897. De plus, l'exportation nette en valeur des meubles et ouvrages en bois a été en progrès constant : 15,1 millions de francs en 1894, 16,9 en 1895, 19,5 en 1896 et 19,8 millions en 1897, ce qui indique une bonne activité dans nos ateliers.

De même, dans la carrosserie, un progrès est constaté dans l'exportation brute en

valeur de la carrosserie, qui atteint 18 millions de francs en 1897 contre 11,1 millions en 1896, 8,7 millions en 1895, 9,1 millions en 1894 et 6,5 millions en 1893. Le développement industriel déjà signalé ailleurs est aussi à noter dans les ateliers d'ébénisterie, carrosserie et charonnage, où 682 établissements employaient, en 1891, 721 machines à vapeur et 4,569 chevaux-vapeur, tandis qu'en 1896 780 établissements avaient 811 machines et 6,631 chevaux-vapeur.

L'amélioration signalée l'an dernier dans la tabletterie et la bimbeloterie s'est maintenue; l'exportation nette, qui de 120,1 millions de francs en 1893 était tombée à 111,6 millions en 1894, est ensuite passée à 118,9 millions en 1895, 122 millions en 1896 et 122,1 millions en 1897. La vannerie a été également en progrès; l'exportation de vannerie fine principalement, de 3,7 millions de francs en 1894, a atteint ensuite 4,1 en 1895 et 1896 et 4,3 millions en 1897.

En janvier, les ouvriers syndiqués comptent 10 p. 0/0 des leurs en chômage chez les charpentiers; 14 p. 0/0 chez les menuisiers; 12 p. 0/0 chez les tonneliers; 5 p. 0/0 chez les ébénistes. Dans la charpente et dans la menuiserie du bâtiment, on estime généralement que l'ouvrage est plus abondant que l'an dernier, la température assez douce ayant permis de continuer les constructions en cours. Morte-saison plus accentuée que l'an dernier chez les carrossiers et ouvriers en voitures.

MÉTALX. — L'importation nette du minerai de fer s'est ralentie; de 1,6 million de tonnes en 1895, elle était montée à 1,89 million en 1896, elle est redescendue à 1,36 million en 1897. D'autre part, l'exportation nette des fontes brutes de moulage et d'affinage est descendue à 48,1 mille tonnes en 1897 contre 176,7 mille en 1896 et 127,2 mille en 1895. Cependant l'activité de notre métallurgie n'a pas diminué ainsi que le démontre l'augmentation de l'importation nette des coques à la suite des commandes de la métallurgie: 14,6 millions de tonnes en 1897 contre 13,5 millions en 1896 et 14 millions en 1895.

De plus, les admissions temporaires de fers, fontes, tôles et aciers, réexportations après main-d'œuvre ont présenté le tableau suivant :

	— FONTE D'AFFINAGE. —	— FONTE DE MOULAGE. —	— FERS AU COKE. —	— TÔLES. —	— ACIER. —
	Quint. mét.	Quint. mét.	Quint. mét.	Quint. mét.	Quint. mét.
Année 1897....	331.086	498.947	97.940	32.431	36.759
Année 1896....	247.285	351.289	103.989	35.097	37.487

L'exportation nette des aciers en lingots et billettes, qui était de 7,8 mille tonnes en 1895, est montée à 23,8 mille en 1896 et 29,8 mille en 1897. Même progrès dans les fers étirés en barres au coke dont l'exportation nette a été de 12,2 mille tonnes en 1895, 22,2 mille tonnes en 1896 et 38,2 milles tonnes en 1897. D'autre part, l'exportation nette des rails de fer, qui de 1,9 mille tonnes en 1895 était passée à 2,9 mille en 1896, a reculé à 1,8 mille tonnes en 1897; même mouvement dans l'exportation nette des rails d'acier: 10,4 mille tonnes en 1895, 15,8 mille tonnes en 1896 et 10,7 mille tonnes en 1897; de même encore pour l'exportation nette des tôles de fer: 1,5 mille tonnes en 1895, puis 3,7 mille tonnes en 1896, mais 1,5 mille en 1897. Par contre, dans les tôles d'acier, l'importation nette, qui était 6,7 mille quintaux métriques en 1895, s'est changée en une exportation nette de 3,2 mille quintaux en 1896 et de 5,6 mille quintaux en 1897. Il ressort de l'ensemble de ces chiffres que nos établissements métallurgiques n'ont guère ralenti leur activité; il faut en effet tenir compte de l'augmentation de la consommation de matière première, fer et acier, qui a été employée à la construction de nouveaux appareils pour notre industrie et qui n'a pas ainsi servi à l'exportation. L'importation brute en valeur des bâtiments de mer en fer ou en acier, qui de

11,7 millions de francs en 1894 était montée à 13,5 millions en 1895 et à 15 millions en 1896, a reculé à 11,5 millions en 1897. Par contre, l'importation nette en valeur des machines et mécaniques, qui de 22 millions de francs en 1894 était descendue à 21,6 en 1895 et à 16 millions de francs en 1896, est remontée à 23,6 millions en 1897, chiffre plus élevé qu'avant la baisse. Entre autres, les machines pour l'agriculture ont fourni une importation nette toujours croissante; 2,3 millions de francs en 1895, 2,7 millions en 1896 et 5,8 millions en 1897. D'autre part, l'importation nette en valeur des machines, qui était de 1,6 million de francs en 1895, s'est changée en une exportation de 2 millions de francs en 1896, pour redevenir ensuite une importation nette de 600,000 francs. Si maintenant on compare la force industrielle de ces divers établissements pendant les années 1891 et 1896, on trouve que, en 1891, 214 hauts fourneaux, forges et aciéries avaient 2,147 machines à vapeur et 107,518 chevaux-vapeur, tandis que, en 1896, 195 usines avaient 2,428 machines à vapeur et 139,261 chevaux-vapeur. 673 fonderies en 1891 avaient 772 machines et 6,238 chevaux-vapeur et, en 1896, 704 fonderies possédaient 818 machines et 7,123 chevaux-vapeur. Dans les ateliers de chaudronnerie, construction de chaudières et machines, la transformation était encore plus sensible: en 1891, il y avait 1,940 établissements avec 2,320 machines et 19,578 chevaux, tandis qu'en 1896, 2,037 établissements employaient 2,431 machines et 27,629 chevaux-vapeur. Dans la construction des navires, en 1891, 50 établissements utilisaient 165 machines et 2,134 chevaux-vapeur, et, en 1896, 58 établissements avaient 194 machines et 2,676 chevaux-vapeur. En particulier, le développement de l'éclairage électrique est à signaler: en 1891, 229 établissements, 394 machines et 29,311 chevaux, contre en 1896, 425 établissements, 767 machines à vapeur et 68,865 chevaux-vapeur.

L'emploi des machines électriques s'est développé ainsi qu'il ressort des chiffres des importations nettes en valeur qui, de 500,000 francs en 1895, se sont élevées à 2,1 millions en 1896 et à 2,2 millions en 1897. Enfin le recul constaté dans l'exportation de nos outils et ouvrages en métaux maintient la situation supérieure à celle des années précédentes; l'exportation nette a été en effet de 32,1 millions de francs en 1894, 43,3 millions en 1895, puis 58,8 millions en 1896, mais 52,5 millions en 1897.

Pour les métaux autres que le fer et l'acier, l'importation nette des minerais de cuivre a repris: 99,6 mille quintaux métriques en 1897 contre 73,2 mille en 1896 et 86 mille en 1895. De même, un progrès est constaté dans les importations nettes de cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain, en masses, barres ou plaques, qui de 294,9 mille quintaux métriques en 1895 ont atteint 366,8 mille quintaux en 1896 et 444,7 mille quintaux en 1897. Par contre, les exportations de cuivre en fils de toutes dimensions ont progressé de 23,2 millions de quintaux métriques en 1895 à 33,9 millions en 1896 et à 55,2 millions en 1897; tandis que les exportations de cuivre battu ou laminé restaient à peu près stationnaires, plutôt avec tendance à la baisse.

Les exportations nettes de minerais de plomb, qui de 36 mille quintaux en 1895 étaient descendues à 30 mille en 1896, se sont changées en une importation nette de 19,8 mille quintaux en 1897. L'importation nette du plomb argentifère en masse a continué à augmenter: 273 mille quintaux en 1895, puis 285 mille en 1896 et 327,5 en 1897; de même pour les importations de plomb non argentifère: 290.000 quintaux en 1895, 410.000 en 1896 et 440,700 en 1897.

Le minerai de zinc a fourni une importation nette supérieure aux années précédentes: 238.000 quintaux en 1897 contre 115.000 en 1896 et 196.000 en 1895. L'importation nette du zinc en masses brutes, saumons et plaques a un peu reculé:

26.3 millions de kilogrammes en 1896 contre 28.5 millions en 1895 et 23.4 millions en 1894. Mais, d'autre part, l'exportation nette du zinc laminé n'a fait qu'augmenter : 2.6 millions de kilogrammes en 1895, 5.6 millions en 1896 et 6.1 millions en 1897.

Notre horlogerie a maintenu sa situation : son exportation nette de 8.1 millions de francs en 1894 était descendue à 6.8 millions en 1895; elle est remontée à 7.7 millions en 1896 et est restée stationnaire à ce chiffre en 1897. Une amélioration s'est produite dans l'exportation nette en valeur de l'orfèvrerie et de la bijouterie qui atteint 15.6 millions de francs en 1897 contre 11.8 millions en 1896, 14.4 millions en 1895 et 11.2 millions en 1897.

En janvier, situation stationnaire dans la métallurgie, dans la serrurerie du bâtiment et chez les ferblantiers-boitiers; tendance à l'amélioration dans les ateliers de construction mécanique; ralentissement habituel après la période des fêtes chez les bijoutiers. On compte 4 p. o/o de chômeurs parmi les ouvriers syndiqués chez les métallurgistes autant chez les constructeurs-mécaniciens.

BÂTIMENT. — L'activité déjà constatée pendant le premier semestre s'est maintenue aussi pendant le deuxième semestre plus grande que l'an dernier, la température sans gelées de l'hiver ayant permis de continuer les travaux en cours. En janvier, les tailleurs de pierre et les maçons comptent un peu plus du quart des leurs en chômage; chez les marbriers, les sculpteurs, les peintres et les plâtriers, situation stationnaire.

Pendant l'année 1897, l'exportation nette des ardoises pour toitures, qui était passée de 426.000 quintaux en 1895 à 478.000 en 1896, est revenue à 466.000 en 1897. Pour les marbres bruts non équarris, l'exportation n'a été que de 1.2 mille tonnes contre 2.6 mille en 1896 et 2.000 en 1895.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERREBIE. — L'accroissement de l'importation de chaux ordinaire, qui avait été constatée dans le résumé du premier semestre de 1897, s'est continué pendant le deuxième semestre. Pour l'année entière, l'importation nette de chaux a été de 1.64 million de quintaux en 1895, 1.65 en 1896 et 1.84 million de quintaux en 1897. L'exportation nette de la chaux hydraulique a un peu baissé : 411.000 quintaux en 1897 contre 643.000 en 1896 et 811.000 en 1895. Par contre, l'exportation nette des ciments a progressé : 1.71 million de quintaux en 1895, puis 1.79 million en 1896 et 2.09 millions en 1897.

Dans la céramique, l'exportation nette des tuiles non vernissées et accessoires de couverture, qui n'était que de 975.000 quintaux en 1895, a atteint, en 1896, 1 million de quintaux et 1.17 million en 1897. Même progrès dans l'exportation nette des briques non vernissées : 191.6 mille quintaux en 1895, 240.000 en 1896 et 411.6 mille en 1897. D'autre part, si l'importation brute en valeur des poteries de terre commune et faïence a un peu repris : 19.5 millions de francs en 1897 contre 14.4 millions en 1896, 18.6 millions en 1895 et 21.3 millions de francs en 1894; l'exportation nette des porcelaines blanches et décorées a continué à progresser : 9.9 millions de francs en 1897 contre 9.7 millions en 1896 et 8.7 millions en 1895. C'est ce qui ressort aussi de l'examen de l'importation nette de matières premières qui a été aussi en augmentation à la suite de l'accroissement des commandes de nos fabriques : le kaolin avec 360.000 quintaux métriques en 1897 contre 320.000 en 1896 et 310.000 en 1895; les cailloux à faïence ou à porcelaine avec 1.2 million de quintaux en 1897 contre 819.000 en 1896 et 805.000 en 1895.

La verrerie et la cristallerie ont vu augmenter leur exportation nette, qui de 7 millions de francs en 1894 atteint 7.6 millions en 1895, 11.4 millions en 1896

et 13,8 millions de francs en 1897. L'exportation brute des glaces est également en progrès : 3,96 millions de francs en 1897 contre 3,68 en 1896 et 3,61 en 1895. Cette augmentation de l'activité de notre industrie est confirmée par l'examen de l'importation nette du sable pour fabriques de verre ou de faïence; l'importation nette de 235.000 quintaux en 1895 revient à 211.000 en 1896, mais passe à 396,5 mille quintaux en 1897. Un progrès notable s'est également produit au point de vue mécanique dans les usines de faïencerie, poterie, porcelaine, verrerie et cristallerie. En 1891, 184 faïenceries, porcelaineries et poteries avaient 226 machines à vapeur et 3,326 chevaux-vapeur, en 1896, 189 de ces usines avaient 251 machines à vapeur et 4,673 chevaux-vapeur; pour les cristalleries, verreries et fabriques de glaces, 157 établissements disposaient de 249 machines et 5,759 chevaux-vapeur, tandis qu'en 1896, 163 établissements réunissaient 245 machines et 7.047 chevaux-vapeur.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Le mouvement de la navigation pendant l'année 1897 est représenté par le tableau ci-dessous.

	1897.		1896.		AUGMENTATION EN 1897.		DIMINUTION EN 1897.	
	Nombre.	Tonnage.	Nombre.	Tonnage.	Nombre.	Tonnage.	Nombre.	Tonnage.
ENTRÉE.								
Navires français..	1.746	4.484.501	7.644	4.210.633	102	273.818	-	-
Navires étrangers.	17.747	10.440.722	17.451	9.865.925	296	574.797	-	-
SORTIE.								
Navires français..	7.916	4.362.085	7.645	4.222.708	271	139.377	-	-
Navires étrangers.	13,124	5.981.037	13.176	6.041.952	-	-	52	60.915

Ainsi qu'il résulte de la comparaison des chiffres pour 1896 et pour 1897, le tonnage et le nombre des navires français entrés et sortis ont continué d'augmenter; la diminution constatée sur les sorties est tout entière supportée par les navires étrangers.

D'autre part, les tableaux ci-joints indiquent, depuis 1891 jusqu'à 1896, le mouvement de notre navigation :

EMPLOI QUE LES NAVIRES ONT REÇU PENDANT L'ANNÉE 1896.

NAVIGATION À LAQUELLE LES NAVIRES ont été principalement affectés.	NAVIRES À VOILES.			NAVIRES À VAPEUR.		
	NOMBRE de navires.	ÉQUIPAGE.	TONNAGE.	NOMBRE de navires.	TONNAGE.	ÉQUIPAGE.
Petite pêche	10.464	92.282	47.111	58	782	459
Grande pêche	498	42.900	9.773	"	"	"
Cabotage	1.421	62.566	4.634	146	15.323	907
Navigation dans les mers d'Europe et dans la Méditerranée	192	20.288	1.170	218	186.881	4.059
Long cours	266	142.588	3.633	174	263.015	5.583
Pilotage, remorquage et service des ports...	378	4.119	1.333	415	9.261	1.516
Yachts de plaisance	116	2.881	589	97	2.713	466
Navires restés sans emploi ou présumés per- dus	936	22.770	"	97	25.702	"
TOTAUX (A)	14.301	390.394	68.243	1.235	503.677	12.900

(A) Non compris 13,938 bateaux de moins de 2 tonneaux employés à la pêche en vue des côtes.

MOUVEMENT DE LA NAVIGATION. (TONNAGE. NAVIRES CHARGES.

DÉSIGNATION.		NAVIRE À VOILES.					
		1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.
TONNAGE DES NAVIRES FRANÇAIS.		Milliers de tonneaux : entrées et sorties réunies.					
Navigation	avec l'Algérie.....	2,350	2,107	2,138	2,219	2,159	2,610
	avec les autres colonies et possessions françaises.....	599	561	513	531	611	493
	grande pêche.....	5,170	4,901	4,913	4,514	4,373	4,802
	avec l'étranger.....						
TOTAL.....		8,119	7,869	7,564	7,094	7,143	7,905
Tonnage des navires étrangers.....		13,938	12,250	12,745	13,170	13,428	13,839
TOTAL.....		22,357	20,119	20,009	20,564	20,871	22,774
Part proportionnelle du tonnage total des navires à vapeur et à voiles.....		89 p. 100.	90 p. 100.	91 p. 100.	91 p. 100.	93 p. 100.	89 p. 100.
DÉSIGNATION.		NAVIRES À VAPEUR.					
		1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.
TONNAGE DES NAVIRES FRANÇAIS.		Milliers de tonneaux : entrées et sorties réunies.					
Navigation	avec l'Algérie.....	11	12	37	10	10	15
	avec les autres colonies et possessions françaises.....	114	111	101	113	95	82
	grande pêche.....	127	107	101	107	116	119
	avec l'étranger.....	378	356	299	302	271	282
TOTAL.....		630	586	541	532	492	498
Tonnage des navires étrangers.....		2,148	1,577	1,536	1,784	1,131	1,069
TOTAL.....		2,778	2,163	2,077	2,016	1,623	1,567
Part proportionnelle du tonnage total des navires à vapeur et à voiles.....		11 p. 100.	10 p. 100.	9 p. 100.	9 p. 100.	7 p. 100.	7 p. 100.

SUBVENTION À LA MARINE MARCHANDE. PRIMES À LA CONSTRUCTION.

ANNÉES.	TONNEAUX.	PRIMES.
1881.....	18,478 12	681,942 ¹ 66 ^c
1882.....	68,562 17	3,611,320 80
1883.....	47,217 70	2,401,951 10
1884.....	66,571 67	3,422,959 20
1885.....	20,858 75	814,626 40
1886.....	40,338 75	2,000,668 00
1887.....	21,629 06	1,006,111 00
1888.....	32,839 29	1,555,034 90
1889.....	42,458 42	2,197,806 10
1890.....	40,256 77	1,957,425 30
1891.....	42,862 87	2,017,382 40
1892.....	31,587 27	1,313,386 20

D'autre part, le trafic sur nos voies ferrées a marqué un nouveau progrès ; de même pour les grandes entreprises de transports en commun à Paris. Enfin, sur les canaux et rivières, le tonnage des embarquements est aussi en amélioration sensible.

Pendant le mois de janvier, une accalmie s'est produite dans les affaires, comme tous les ans pendant la période des inventaires. On compte 8 p. o/o des syndiqués sans place chez les ouvriers des entreprises de transport et de manutention (chemins de fer non compris) et un peu plus du cinquième chez les employés de l'alimentation (garçons restaurateurs-limonadiers).

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2° par les correspondants.

Seine-et-Oise. — Pendant le 4^e trimestre de 1897, la situation s'est maintenue satisfaisante dans la plupart des industries de la région de Versailles, sauf dans l'industrie du *bâtiment* qui est en pleine morte-saison annuelle et dans l'industrie du *vêtement*, principalement dans la lingerie, la couture, les modes où un ralentissement s'est produit et où on a dû renvoyer une partie du personnel ouvrier. On estime que le chômage a atteint en moyenne, suivant les industries, du cinquième aux trois quarts de personnel ouvrier.

Somme. — A Amiens, dans l'industrie *cotonnière*, la *filature* a ralenti sa production, la baisse de la matière première a été suivie d'une baisse plus accentuée sur les fils, on estime que les prix ne sont plus rémunérateurs ; des métiers ont aussi été arrêtés dans les *tissages*. Dans l'industrie du *jute*, la matière première a été recherchée, surtout celle de bonne qualité qui était assez rare. Bon courant d'affaires dans la *filature de jute* qui travaille activement, mais avec des prix ne laissant que peu de marge ; même activité dans les *tissages de jute*, qui semblent alimentés pour quelque temps. Activité moyenne dans la *ficellerie*, la *corderie* et la *cordagerie*, prix en baisse à cause de l'abondance du chanvre et du jute.

Dans l'industrie du *vêtement*, la *confection de draperie* a eu une saison de vente moins forte que les années précédentes, par suite du manque de froid. La *confection des vêtements en velours* plus favorisée a présenté une grande activité.

Pas-de-Calais. — Pendant le dernier trimestre de 1897, le travail est resté peu actif dans les *tissages* de la région de Bapaume. Une *fabrique de sucre* a été fermée. Dans les autres industries de la région, la situation déjà signalée dans les précédents bulletins s'est maintenue sauf pour les *travailleurs des champs* et les ouvriers de l'industrie du *bâtiment* qui sont en pleine morte-saison.

Nord. — *Industries textiles.* — Depuis deux mois la situation de la *filature de lin* s'est aggravée. Ce n'est pas parce que les lins se payent plus cher, car les lins de pays et les lins de Russie ont à peu près conservé les mêmes prix. S'il y a une légère variation de ce côté, elle tend plutôt à se manifester en baisse : mais la *toile* s'est mal vendue, de sorte que beaucoup de métiers sont arrêtés : il y a par conséquent des ouvriers sans travail de ce chef.

L'hiver mal établi a peut-être été l'une des causes de la mauvaise situation de la *toile* : on remarque en effet la grande influence, d'une façon générale, des saisons qui ne varient pas au moment attendu. Les fils secs et mouillés ont beaucoup baissé, mais on peut espérer que leur bas prix actuel permettra aux fabricants de *toile* de donner à leurs acheteurs des prix qui devront activer les transactions. Il y a des besoins en fabrique, mais le manque de confiance empêche d'acheter.

A Roubaix-Tourcoing, l'industrie est toujours languissante et beaucoup d'ouvriers sont encore inoccupés. Seuls, les *peignages* marchent à peu près bien à cause des grands achats de laine qui viennent d'être faits. — L. Letambe.

Dans la région d'Armenières, la *filature de lin*, qui avait présenté une grande activité jusqu'en juin 1897 et avait obtenu des prix rémunérateurs, a vu sa situation devenir plus mauvaise et sa production se ralentir par suite de la mévente des toiles. Cependant, grâce à des ordres reçus antérieurement, on n'a pas diminué le nombre des broches. On signale même la construction de deux nouvelles filatures aux environs de Lille, qui occuperaient déjà ensemble 350 ouvriers. Tout le personnel ouvrier a continué à être occupé. Dans les *tissages de toile*, les affaires ont été très calmes par suite de la faiblesse des achats du commerce de détail. La durée du travail a été diminuée de près d'un cinquième. On estime que 15 p. o/o des métiers ont été arrêtés, que le chômage a atteint 5 p. o/o des ouvriers et que la moyenne des gains hebdomadaires a baissé de 15 p. o/o.

La *filature de coton* a été également moins favorisée que l'an dernier; les prix ont été peu rémunérateurs et le travail peu actif. D'autre part, une *filature de coton* vient de se monter dans la région.

Pendant le 4^e trimestre de 1897, l'activité du travail déjà signalée s'est maintenue dans les diverses industries de la région de Valenciennes.

Marne. — A Reims, la situation générale de l'industrie qui avait été peu satisfaisante en fin d'année 1897 tend maintenant à s'améliorer. Dans l'*industrie lainière*, on a arrêté un métier sur deux, ce qui a réduit le gain de l'ouvrier, mais a permis de continuer à occuper le personnel ouvrier.

Meurthe-et-Moselle. — Pendant le 4^e trimestre de 1897, la situation a été jugée satisfaisante dans la plupart des industries de la région de Lunéville (*tannerie, corroirie, filature, bonneterie, fabriques de chapeaux, de jouets, de wagons, de verres de montre et faïencerie*). Il y a eu peu d'ouvriers en chômage et pendant peu de temps.

A Nancy, situation satisfaisante et travail actif dans la plupart des industries de la région.

Doubs. — A Besançon, morte-saison annuelle chez les *tailleurs d'habits* et ouvriers de l'industrie du bâtiment (*charpentiers, plâtriers et maçons*); en outre, le travail est tenu pour moins abondant que l'an dernier, de même chez les *horlogers*. D'autre part, une *imprimerie* a cessé de faire travailler; mais un atelier de *monteurs de boîtes d'or* a été installé, il occupe 20 ouvriers et 30 dégrossisseurs. On estime que le chômage atteint un cinquième des ouvriers chez les horlogers, moitié des ouvriers chez les charpentiers et les plâtriers et un peu plus du quart chez les maçons. Les salaires sont restés généralement sans variations depuis l'an dernier, sauf chez les horlogers ouvriers en mouvements chez qui une baisse des prix de façon s'est produite.

Dans la région de Montbéliard, l'activité signalée dans la plupart des industries s'est maintenue pendant le 4^e trimestre de 1897, sauf dans la *grosse horlogerie*, dans laquelle le ralentissement du travail s'est accentué.

Yonne. — La situation s'est maintenue satisfaisante dans la région d'Auxerre pendant le 4^e trimestre de 1897.

Puy-de-Dôme. — Pendant le 4^e trimestre de 1897, la situation générale a été satisfaisante dans les *distilleries, fabriques de sucre, de caoutchouc* et de *chaussures* de la région de Clermont-Ferrand, passable dans les autres industries. On estime que, dans l'ensemble, 12 p. o/o du personnel ouvrier ont été atteints par le chômage.

Loire. — Dans la région de Roanne, l'industrie *cotonnière*, pendant le précédent trimestre, a ralenti sa production, tant par suite de la fluctuation des cours de la matière première dont la tendance semble être à la baisse que par suite de la diminution des commandes et de la formation des stocks. Cependant le personnel ouvrier a été encore occupé 11 heures par jour et la journée du samedi étant en partie chômée comme d'habitude, on a fait 60 heures par semaine. On estime que le chômage a atteint 2 p. o/o du personnel ouvrier. L'industrie *lainière* est en morte-saison d'hiver, les réassortiments ont été faibles à cause de l'hiver sans froid et pluvieux qui maintient les stocks chez les détaillants. Travail actif et

pas de chômage signalé dans le personnel ouvrier dans les *tissages de soierie* de la région de Charlien. La journée est de 11 heures en moyenne dans les fabriques.

Une amélioration s'est produite, en fin d'année 1897, dans les *mines de houille* et dans les *forges* de la région de Saint-Chamond; on fait six jours pleins par semaine, et tous les ouvriers ont du travail. Dans les autres industries, l'activité est plus faible que l'an dernier; la *teinturerie* est particulièrement atteinte par le manque de commandes dont souffrent un grand nombre de métiers de l'industrie textile de la région.

Isère. — Une reprise de travail s'est produite pendant le dernier trimestre de 1897, dans l'ensemble des industries de la région de la Tour-du-Pin. Dans l'industrie textile, le chômage est devenu très faible, cependant le salaire de certaines ouvrières, les *dévideuses*, a diminué depuis le mois dernier.

Drôme. — Le travail a maintenu l'activité déjà signalée le trimestre précédent dans la plupart des industries de la région.

Tarn. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MAZAMET. — Pendant l'année 1897, les industries dérivées du délainage et transformant les déchets en engrais ont été en progrès, elles ont ainsi expédié 5.891 tonnes d'engrais dans le Bas-Languedoc pour la fumure des vignes. Les expéditions de peaux brutes ont été 59.430 quintaux métriques en 1897, contre 61.109 en 1896; on estime cependant que, loin de diminuer, l'activité a été plus grande que l'année précédente et que la diminution constatée provient de l'augmentation de l'utilisation des produits sur place, le nombre des *mégisseries* s'étant notablement accru. Ces dernières ont été bien occupées, mais avec des prix jugés peu rémunérateurs. Les prix de la matière première qui s'étaient maintenus ont fléchi en juillet et en août de 10 p. o/o.

Les usines de délainage de peaux ont reçu, en 1897, 350.982 quintaux métriques de peaux contre 391.768 en 1896, soit une diminution de 40.735 quintaux pour 1897; cependant les expéditions de 1897 en laine lavée à fond et en laine lavée à dos ont dépassé de 26.562 quintaux les expéditions de 1896 (144.144 quintaux en 1897 contre 117.581 quintaux en 1896), ce que l'on explique en tenant compte des stocks qui s'étaient formés en prévision d'une modification dans le marché, ce qui a permis à l'industrie de délainage de Mazamet d'écouler aux États-Unis avec des prix rémunérateurs une grande partie de sa production. En fin d'année, dès septembre et octobre, alors que l'accès du marché des États-Unis devenait plus difficile et que les prix avaient commencé à baisser, la production a pu être absorbée par les achats des centres lainiers français et étrangers anglais.

Dans les fabriques de draps, molletons et flanelles, la situation a été moins satisfaisante. La gare de Mazamet qui expédie les étoffes de laine cardée de la région n'a expédié que 881.655 kilogrammes de marchandises contre 987.523 en 1896 soit une diminution d'un peu plus de 10 p. o/o, il en a été de même dans le centre de Labastide-Rouairoux, où les expéditions n'ont été que de 291.636 kilogrammes contre 423.062 en 1896, soit une diminution de 30 p. o/o. On attribue cette diminution des affaires dans le genre nouveauté en laine cardée, constatée dans d'autres centres lainiers, à Elbeuf notamment, à une modification de la mode qui se porterait sur les petits genres presque unis, tels que cheviotte, surtout ceux à bas prix. La vente au détail pour vêtements à façon ou complets sur mesure est de plus en plus concurrencée par les genres de confection qui demandent surtout des draperies ayant bel aspect, mais de prix très faibles et peu rémunérateurs pour les tissages.

La bonneterie, qui ne comprenait d'abord qu'une maison qui est aujourd'hui représentée par trois importantes entreprises avec 500 ouvriers, a travaillé activement et dans des conditions estimées satisfaisantes.

Hérault. — Pendant le 4^e trimestre de 1897, l'ouvrage a été moins abondant que l'an dernier pendant la période correspondante chez les menuisiers, charpentiers-calfats, tonneliers, charrons, forgerons, métallurgistes et charretiers de la région de Cette; par contre une amélioration s'est produite chez les confiseurs-pâtisseries, les tailleurs d'habits et les plâtriers. Le nombre des établissements en activité n'a pas changé, mais dans l'ensemble, le personnel ouvrier est diminué de 5 p. o/o, par rapport à l'an dernier. On estime que le chômage atteint les trois quarts du personnel chez les tapissiers, les charpentiers, les tonneliers, les serruriers, les peintres et les portefaix.

Dans la région de Lodève, le ralentissement qui avait été signalé le trimestre précédent

dans les manufactures de draps de troupes s'est maintenu; les autres industries ont conservé leur activité sauf l'industrie du bâtiment qui est en morte-saison annuelle.

Une amélioration s'est produite dans la fabrication des produits chimiques et des produits céramiques et dans la construction des instruments aratoires de la région de Béziers, pendant le dernier trimestre de 1897. La moyenne du personnel occupé dans ces industries a varié de 50 à 60 ouvriers; la journée a été suivant les emplois de 3 fr. 50 à 5 francs pour une durée de huit à neuf heures. L'industrie du bâtiment (maçons, tailleurs de pierre, ravaleurs principalement) a été contrariée par un temps pluvieux continu et de ce fait un chômage s'est fait sentir. Cependant en janvier 1898, le travail a eu tendance à reprendre.

Charente-Inférieure. — Pendant le 4^e trimestre 1897, le nombre des établissements industriels de la Rochelle a été en augmentant; de nouvelles usines ont été montées; on estime que le chômage a atteint de 8 à 10 p. o/o du personnel ouvrier suivant les mois et les industries.

Haute-Vienne. — Dans la région de Saint-Junien, le travail qui tendait à reprendre en décembre est de nouveau en diminution. Les gantiers et les mégissiers sont les plus éprouvés. Chez les premiers, la journée est réduite à sept heures et à huit heures chez les seconds. Les charpentiers, maçons et autres ouvriers de l'industrie du bâtiment sont en pleine morte-saison annuelle.

CHAMBRE DE COMMERCE DE LIMOGES. — Le ralentissement déjà signalé dans un certain nombre d'industries s'est maintenu : tannerie, chaussures, industrie du bâtiment, porcelainerie; les prix de vente des produits fabriqués ont été en baisse. La diminution des commandes a aussi amené quelques chômages. Le taux des salaires n'a pas été modifié; mais le gain hebdomadaire a été plus faible que l'an dernier, par suite des arrêts du travail. Beaucoup d'ouvriers d'industries en chômage se sont employés à des travaux de terrassement qui leur ont été offerts.

Cher. — Dans la région de Vierzon, la situation de l'ensemble des industries est estimée moins favorable que celle de l'an dernier pendant le quatrième trimestre. L'industrie du bâtiment a maintenu une certaine activité grâce à la température favorable. Dans les établissements de construction mécanique, une maison a dû réduire son personnel faute de commandes; une autre, qui a entrepris la construction des automobiles maintient la journée de 10 heures; la plupart des maisons font de 8 à 9 heures par jour. Situation stationnaire dans la porcelainerie. Journée et travail réduits dans 2 verreries; une troisième est en liquidation, 150 ouvriers sont atteints par l'arrêt de l'usine.

CHAMBRE DE COMMERCE DE BOURGES. — Pendant le deuxième semestre de 1897, la situation s'est maintenue satisfaisante dans l'exploitation des carrières de pierre, dans la brasserie, la fabrication des toiles cirées, la reliure, le cartonage, la fabrication du méthylène, la confection de l'équipement militaire, de la lingerie, la carrosserie, le travail des bois de charpente, la fabrication des essieux, des ustensiles de ménage en fer, celle des ciments de laitier, la bijouterie, la chausfournerie, la fabrication de la poterie de grès, les tileries mécaniques et dans la batellerie. Une amélioration s'est produite dans la fabrication des tuiles à la main. Un ralentissement a été signalé dans la meunerie, la tannerie, la métallurgie, la construction mécanique et, en particulier, celle des matériels agricoles, dans l'industrie céramique et dans la verrerie. Dans les ateliers de construction mécanique le personnel a dû être réduit par suite de la diminution des commandes. Dans les verreries, les fours restent allumés, mais l'écoulement des produits devenu plus difficile ralentit le travail.

Deux-Sèvres. — Dans la région de Niort, l'activité générale de l'ensemble des industries n'a pas subi de modifications notables pendant le 4^e trimestre de 1897, sauf dans les métiers soumis à une morte-saison périodique (industrie du vêtement, du bâtiment), sauf aussi dans la ganterie qui tend à reprendre.

Loire-Inférieure. — Pendant le mois de décembre dernier, la situation s'est notablement améliorée dans la plupart des industries de la région de Nantes et les tendances actuelles restent satisfaisantes. Les chantiers de construction navale sont en pleine activité, le

personnel ouvrier a été augmenté. Dans l'industrie du *bâtiment*, le temps assez favorable a permis de maintenir une activité plus grande que celle de l'an dernier, il y a eu peu de chômage. Les *ouvriers du port*, grâce à d'importants arrivages de blé et de fèves, ont été bien occupés jusqu'ici; maintenant le travail tend à ralentir.

Ille-et-Vilaine. — A Fougères, le travail, qui avait repris en octobre dans l'industrie de la *chaussure*, s'est amélioré en novembre et décembre. Tous les ouvriers ont été occupés la journée entière, mais, en fin d'année, les réassortiments ont été moins abondants que l'an dernier. Dans l'industrie du *bâtiment*, situation satisfaisante, grâce aux commandes de travaux neufs et grâce à une température favorable.

Dans les diverses industries de la région de Rennes, le travail a été jugé plus faible pendant le 4^e trimestre de 1897 que l'année dernière à la même époque. Le nombre des établissements en activité a été sans variation, mais le personnel ouvrier employé a été moins important. On estime que le chômage atteint un cinquième des ouvriers chez les *boulangers*, 15 p. o/o chez les *selliers* et *cordonniers*, un peu plus du tiers chez les ouvriers de l'*habillement*, un cinquième chez les *ouvriers du fer*, un peu plus du quart chez les *menuisiers* et chez les *couvreurs-plombiers*, un quart chez les *peintres en bâtiment*, un peu plus de moitié chez les *maçons* et *terrassiers*. La journée de travail est généralement réduite à 9 heures par suite de la diminution des commandes.

Mayenne. — A Laval, travail peu actif dans les *tissages de coutils*, tant à la main que mécaniques. On évalue le nombre des chômeurs dans cette profession à 15 p. o/o au lieu de 10 p. o/o pendant le précédent trimestre. Par contre, ouvrage abondant et situation satisfaisante dans les *carrières de marbre*, les *filatures de coton* et l'*industrie du bâtiment*.

Dans la région de Mayenne, l'activité a été faible dans la plupart des industries et le chômage a été en augmentant en fin d'année 1897.

Calvados. — Dans la région de Vire, le travail a maintenu, pendant le dernier trimestre de 1897, la même activité que pendant la période correspondante de 1896; la situation a été satisfaisante notamment dans les *carrières de granit*, une des plus importantes industries de la région. Cependant une douzaine de petites usines à force hydraulique sont restées inactives.

CHAMBRE DE COMMERCE D'ELBEUF. — Pendant le 4^e trimestre de 1897, les transactions dans l'industrie *textile*, la plus importante de la région, ont été peu actives par suite de l'accalmie générale dans l'industrie des *tissus* et aussi par suite des faibles stocks de laine, qui produisaient une hausse de la matière première, que la fabrication acceptait difficilement. Pour les *filés peignés*, les prix restaient ceux de 1896. La fabrication du genre *nouveauté* et des *draps de dame* a repris. La situation des *draps unis* pour uniformes et celles des *draps noirs* et *cheviot* s'est maintenue. Ralentissement dans la fabrication des *draps de voiture* et de *livrée*. La sortie des tissus vendus par la place d'Elbeuf s'est soldée par 802.200 kilogrammes, pendant le 4^e trimestre de 1897, contre 1.162.650 kilogrammes pendant la même période de 1898. L'exportation a donné lieu à un certain nombre d'affaires en décembre.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Seine. — 16 p. o/o de chômeurs, ouvrage moins abondant que l'an dernier et travail 70 heures par semaine, en moyenne, chez les *horticulteurs-jardiniers*; le taux des salaires tend à diminuer et le placement devient plus difficile. Même situation chez les *travailleurs de la boulangerie* syndiqués qui estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage.

Ouvrage plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent; 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 3 p. o/o également chez les *conducteurs-typographes*.

Morte-saison chez les ouvriers syndiqués de la *cordannerie parisienne*. Morte-saison plus longue que l'an dernier et un tiers des ouvriers en chômage chez les *passementiers à la barre*; 12 p. o/o chez les *passementiers à la main*, qui font 42 heures par semaine; un peu plus de moitié chez les *façonniérs-passementiers*.

Les *charpentiers* syndiqués estiment que dans l'ensemble 17 p. o/o des leurs sont atteints par le chômage. Le ralentissement signalé le mois dernier chez les *peintres en voitures* s'est accentué, on compte 8 p. o/o de chômeurs; 3 p. o/o et travail 50 heures par semaine chez les *menuisiers en voitures*; un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en voitures*. Pas de signalés chez les *brassiers* syndiqués qui font de 57 à 60 heures par semaine.

Ralentissement de travail chez les *stampers potiers* notamment dans deux importantes maisons; on fait généralement la journée de 11 heures. Journée de 9 heures et 4 p. o/o de chômeurs chez les *tourneurs décolleteurs*. Travail, 60 heures par semaine et 2 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *instruments de précision*. Un peu plus de 8 p. o/o chez les *potiers d'étain* qui font 54 heures par semaine. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez les *ouvriers facteurs de pianos*; la journée est diminuée d'une heure et demie dans la plupart des ateliers, on fait de 45 à 50 heures par semaine en moyenne. 4 p. o/o de chômeurs chez les *doreurs sur bijoux*, la journée est augmentée d'une heure et demie pour un quart de l'ensemble de la corporation. Chez les *bijoutiers en argent*, pas de chômeurs signalés; les prix de façon auraient tendance à diminuer, par suite de l'augmentation de la concurrence du travail des femmes et des apprentis. Pas de chômeurs signalés et journée de 10 heures chez les *graveurs*. Travail, 75 heures par semaine et pas de chômeurs signalés chez les *graveurs pour impressions sur papier peint* de Saint-Denis. Les *maçons* d'Issy-les-Moulineaux estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage. Situation toujours difficile chez les *peintres*. 19 p. o/o de chômeurs chez les *peintres et graveurs sur verre*, le travail est peu actif, notamment dans les ateliers de vitraux; la journée est diminuée de 3 heures dans deux ateliers.

Chez les *pilotes des bateaux voyageurs*, tous sont occupés. Reprise du travail chez les *petits loueurs et cochers de voitures* de place, grâce au mouvement d'affaires du jour de l'an. Un peu moins de 12 p. o/o de chômeurs chez les *garçons de magasin* et chez les *cochers livreurs*. Pas de chômeurs signalés chez les *commis syndiqués du commerce de quincaillerie*, 50 p. o/o chez les *comptables*. 12 p. o/o chez les *garçons restaurateurs* syndiqués, 13 p. o/o chez les *garçons limonadiers*; placement plus difficile que les mois précédents, le mois de janvier ne donnant pas lieu à un mouvement dans le placement, affaires plus difficiles par suite de l'accalmie générale. 12 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*. 10 p. o/o chez les *gens de maison* syndiqués. Pas de signalés chez les *employés de l'enseignement privé*. Placement plus facile que l'an dernier et que le mois précédent et pas de chômeurs chez les *élèves en pharmacie*.

Seine-et-Oise. — Travail 52 heures par semaine chez les *carriers* de Saint-Chéron. Ralentissement du travail chez les *travailleurs du liège* à Saint-Germain-en-Laye. A Versailles, morte-saison plus accentuée que l'an dernier chez les *tailleurs d'habits*. Les *maçons* estiment qu'un cinquième des leurs sont en chômage; on fait la journée de 8 heures. Reprise du travail depuis le mois dernier grâce au mouvement d'affaires du jour de l'an et pas de chômeurs signalés chez les *employés de commerce*.

Aisne. — 6 p. o/o de chômeurs chez les *vanniers* d'Étréaupont. A Saint-Quentin, 15 p. o/o chez les *mouleurs en fer* et en *cuivre*. Un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *voyageurs* et *employés dessinateurs*.

Oise. — Travail toujours actif dans les *scieries mécaniques* et *usines de travail du bois* de la région de Hermes. A Méru, situation plus difficile que l'an dernier et que le mois précédent chez les *domotiers*; de même chez les *tabletiers* et *sciens d'os*, les salaires étant en diminution. Pas de chômeurs signalés chez les *boutonniers en os*.

Ardennes. — A Fumay, la situation s'est maintenue satisfaisante chez les *ardoisiers-mineurs*, tous sont occupés sauf les ouvriers *fendeurs* qui chôment un jour ou deux par quinzaine, faute de matière première. Dans l'industrie *métallurgique* de la région et de celle de Revin, le travail a été également actif et les salaires considérés comme satisfaisants.

Somme. — Pas de chômeurs signalés chez les *bonnetiers* de Corbie qui font 40 heures par semaine; le travail tend à reprendre. Chez ceux de Villers-Bretonneux, la situation serait plus mauvaise que l'an dernier et le travail peu abondant. A Amiens, reprise du tra-

vail et pas de chômeurs signalés chez les *serriers* qui font 42 heures par semaine. De même chez les *maçons*, pas de chômeurs signalés, le travail tend à reprendre.

Pas-de-Calais. — A Arras, chez les *typographes*, ralentissement du travail, les commandes de fin d'année et pour l'administration étant terminées, on compte un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs. 1 p. o/o chez les *travailleurs du livre* de Boulogne-sur-Mer. Pas de chômeurs chez les *ourdisseurs* de Calais qui font 60 heures par semaine, le travail tend plutôt à diminuer.

Nord. — Chez les *tisserands* d'Haspres, 17 p. o/o de chômeurs. Une maison qui occupait 30 ouvriers cesse de faire travailler. Beaucoup d'ouvriers ne font que 4 jours par semaine. Ceux de Saulzoir estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage ; 4 p. o/o chez les ouvriers de l'*industrie textile* d'Armentières, reprise du travail et 10 p. o/o de chômeurs chez ceux de Roubaix. 10 p. o/o chez les *tisserands* d'Avesnes-les-Auberts ; moitié chez ceux de Saint-Waast. A Lille, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie du fil*. Ralentissement du travail chez les *imprimeurs sur tissus* de Valenciennes.

Chez les *charpentiers* et *menuisiers* d'Armentières, la morte-saison est moins sensible que l'an dernier ; il n'est pas signalé de chômeurs, la journée est diminuée d'une demi-heure pour 40 ouvriers ; on fait la journée de 10 h. 1/2. De même, pas de chômeurs signalés chez les *tourneurs* sur bois de Felleries. Ralentissement du travail et 13 o/o de chômeurs chez les *métallurgistes* de Marpent qui font 64 heures par semaine ; la journée est diminuée d'une heure pour 44 ouvriers. A Lille, chez les ouvriers de l'*industrie des métaux*, tous sont occupés ; le travail a repris dans la *construction mécanique*, il a diminué dans la *fonderie* ; une nouvelle maison de *chandronnerie* vient de se monter.

Chez les *marbriers* en *cheminée* de Cousolre, 8 p. o/o de chômeurs, travail 50 heures par semaine ; travail 60 heures par semaine chez les *marbriers* de Jeumont. A Dunkerque, les *maçons* estiment qu'un quart des leurs est en chômage, une amélioration s'est produite depuis le mois dernier. 13 p. o/o de chômeurs et travail 45 heures par semaine chez les *peintres* d'Armentières. Travail 50 heures par semaine chez les *peintres* de Roubaix qui comptent un tiers des leurs en chômage.

Ardennes. — 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Charleville. 10 p. o/o chez les *ouvriers en tissus* de Pouru-Saint-Remy ; un cinquième chez ceux d'Illy, un quart chez ceux de Villers-Cernay. Chez les *métallurgistes* d'Aiglemont, l'activité déjà signalée s'est maintenue.

Marne. — A Reims, pas de chômeurs chez les *imprimeurs* ; pas de chômeurs signalés chez les ouvriers de l'*industrie lainière*. 15 p. o/o chez les *menuisiers*. Les *maçons* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage ; la durée du travail varie de 45 à 50 heures par semaine.

Aube. — A Troyes, la morte-saison d'hiver atteint un peu plus des deux cinquièmes des *plâtriers*, qui font 45 à 48 heures par semaine. Chez les *bonnetiers*, ralentissement du travail ; une des plus importantes maisons a réduit la journée de 2 heures 1/2.

Meuse. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de Lérrouville.

Meurthe-et-Moselle. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Chavigny, les ouvriers momentanément sans ouvrage dans un puits se rendant à un autre plus actif et étant aussitôt embauchés. A Nancy, morte-saison chez les *tailleurs d'habits*. Pas de chômeurs signalés chez les *chapeliers*, la journée a été augmentée d'une heure ; on fait près de 72 heures par semaine. Situation plus difficile que l'an dernier chez les *métallurgistes*. 9 p. o/o de chômeurs et journée de 8 heures chez les *tailleurs de pierre* et *ravaleurs*.

A Nancy, hausse sur le pain, 0 fr. 05 par kilogramme.

Haute-Saône. — 7 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Vesoul, qui font la journée de 10 heures. 10 p. o/o de chômeurs et travail de 60 à 70 heures chez les *ouvriers de l'ameublement* de Saint-Loup-sur-Semouse.

Doubs. — A Besançon, les *terrassiers et manœuvres* estiment qu'un peu plus de moitié des leurs ont été atteints par le chômage.

Jura. — L'amélioration signalée chez les *typographes* de Dôle se maintient. Chez ceux de Lons-le-Saulnier, reprise du travail et pas de chômeurs signalés. De même pas de chômeurs signalés chez les ouvriers *lapidaires* de Saint-Claude.

Ain. — Reprise du travail chez les *ouvriers en peignes* d'Oyonnax qui font de 10 à 12 heures par jour suivant les ateliers. Pas de chômeurs signalés et journée de 8 heures chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry.

Côte-d'Or. — Pas de chômeurs et travail 48 heures par semaine chez les *bûcherons* de Villiers-le-Duc. A Dijon, chez les *charpentiers*, la morte-saison a été moins sensible que celle de l'an dernier, grâce à un hiver sans gelées, ce qui a permis de continuer les travaux; on ne signale pas de chômeurs, on fait 52 heures par semaine.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les *typographes*. Chez les *charpentiers de navires*, l'activité signalée se maintient. Situation plus difficile chez les *brossiers* de Sens. A Auxerre, ouvrage plus abondant que le mois dernier et pas de chômeurs signalés chez les *métallurgistes*. A Auxerre, diminution du prix du pain, de 0 fr. 05 par 2 kilogrammes, diminution également sur le prix de la viande.

Saône-et-Loire. — Travail 60 heures par semaine chez les *chapeliers* de Louhans, 8 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* du Creusot qui font 60 heures par semaine.

Nièvre. — Chez les *bûcherons* de Ciez, l'activité signalée se maintient. Chez ceux de Menon, un ralentissement s'est produit, une grande partie des ouvriers sont atteints par le chômage, un tiers environ se sont embauchés dans une entreprise de travaux publics. De même chez ceux de Menestreau, le chômage a atteint moitié des ouvriers; les coupes de bois sont très avancées et celles qui restent à faire sont remises à plus tard; les ouvriers sans travail ont quitté le pays et trouvé de l'ouvrage dans les environs. A Nevers, les *menuisiers ébénistes* comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage, ils font environ 52 heures par semaine. Les ouvriers du *bâtiment* estiment qu'une moitié des leurs sont atteints par le chômage.

Allier. — Les *mineurs* de Buxières estiment que le chômage atteint un tiers des leurs; l'ouvrage tendrait à diminuer encore par suite de l'augmentation de la concurrence des produits étrangers. 7 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de Moulins. L'amélioration signalée chez les *typographes* de Cusset s'est maintenue. A Moulins, les ouvriers du *bâtiment* estiment que plus des deux cinquièmes des leurs sont atteints par le chômage.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 9 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*. Chez les *chapeliers*, reprise du travail depuis le mois dernier; journée augmentée d'une demi-heure.

Haute-Loire. — A Sainte-Florine, chez les *travailleurs de terre*, le chômage a augmenté et atteint un peu plus de moitié des ouvriers; on fait 3 jours par semaine, la mauvaise récolte de l'année dernière a contraint les petits propriétaires à réduire leur personnel. Dans les mines, travail 5 jours par semaine; la compagnie de Mégécoste a fermé son puits. Travail 72 heures par semaine chez les *chefs d'ateliers rubaniers* de Saint-Didier-le-Séauve. 7 p. o/o de chômeurs chez les *verriers* de Sainte-Florine.

Loire. — Pas de chômeurs signalés chez les *mineurs* de la Talaudière. A Saint-Étienne, 3 boulangeries viennent de fermer, les *ouvriers boulangers* estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage. Chez les *cuisiniers*, un cinquième; l'ouvrage qui était tenu pour moins abondant que l'an dernier tend à reprendre.

Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *imprimeurs-graveurs* et 3 p. o/o de chômeurs. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et prix de façon en baisse chez les *chefs*

d'ateliers relantiers qui estiment qu'un peu plus de moitié des métiers ne sont pas alimentés de commandes. Chez les *tisseurs en soierie* de Guinzier, travail très actif, pas de chômeurs. 3 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tisseurs* de la Gresle. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *teinturiers* de Saint-Chamond, qui font 30 heures par semaine, au lieu de 60 heures, durée habituelle du travail. Le travail a repris chez les *passementiers* de la Fouillouse; tous les métiers sont occupés.

A Saint-Étienne, chez les *ouvriers sur métaux* et chez les *métallurgistes*, travail toujours très actif dans les grands ateliers; dans les petites maisons qui ont déjà embauché du personnel nouveau, on fait une heure en plus par jour et on travaille le dimanche jusqu'à midi. La fabrication des *vélocipèdes* est en pleine saison. Progrès également dans les ateliers de construction des *machines électriques*. On compte un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs dans le travail des *métaux* en général. Pas de signalés chez les *chaudronniers sur cuivre* qui font 60 heures par semaine; dans le courant des deux derniers mois, le travail a subi quelques interruptions de peu de durée dans quelques ateliers. Pas de chômeurs signalés chez les ouvriers en *limes* de Chambon-Fougères.

Rhône. — A Lyon, 9 p. o/o de chômeurs et travail 60 heures par semaine chez les *re-lieurs et doreurs*; même durée de travail et pas de chômeurs signalés chez les *papetiers-régleurs*. Ralentissement du travail et un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-conducteurs*; chez les *typographes*, même situation et même chômage. Morte-saison plus accentuée que l'année dernière et 3 o/o de chômeurs chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*.

Chez les *tisseurs* de Grandrieu, situation plus difficile que l'an dernier; les prix de façon qui avaient été arrêtés d'accord entre patrons et ouvriers ont subi une baisse dans certaines maisons. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez ceux de Mardore. Ceux de Saint-Jean-la-Bussière estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage. Chez les *tisserands* de Cours, situation plus mauvaise que le mois dernier, les prix de façon ont subi une nouvelle baisse. Pas de chômeurs chez les *tisseurs* d'Amplepuis. A Lyon, chez les *coupeurs-tailleurs*, travail ralenti par suite du manque d'affaires et 6 p. o/o de chômeurs. Chez les *sculpteurs et mouluriers en meubles*, 8 p. o/o de chômeurs, bien que la plupart des maisons aient supprimé la veillée, la situation générale est estimée satisfaisante. 7 p. o/o de chômeurs et travail de 48 à 54 heures par semaine chez les *litiers*. Reprise du travail chez les *sculpteurs*. Les *maçons* de Villefranche estiment qu'un peu plus de moitié des leurs sont atteints par le chômage d'hiver. A Lyon, moitié des ouvriers chez les *brûquetiers* et chez les *funistes*.

Haute-Savoie. — A Mellerie, arrêt habituel du travail chez les *carriers*. A Annecy, pas de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *maçons* d'Évian qui font 54 heures par semaine; le travail a repris.

Savoie. — A Chambéry, 16 p. o/o chez les *menuisiers*. Les *plâtriers* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage.

Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs signalés chez les *employés gaziers*. Travail peu actif chez les *gantiers* de Gières. A Vienne, ralentissement du travail chez les *tisseurs*, qui ne font plus la semaine complète. Morte-saison plus accentuée que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre* et *carriers* de Montalieu-Vercieu, qui estiment que moitié environ des leurs sont atteints par le chômage d'hiver. De même chez les *tailleurs de pierre* de Porcieu-Amblagnieu, le chômage atteint un grand nombre d'ouvriers; le travail est réduit à 30 heures par semaine.

Drôme. — Grâce à la température douce de cet hiver, l'exploitation des *carrières* a pu continuer chez les *carriers* de Saint-Registre; on fait 25 heures par semaine, pas de chômeurs signalés. A Valence, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *typographes*, on fait des heures supplémentaires dans plusieurs maisons. Pas de chômeurs signalés chez les ouvriers de l'*ameublement* qui font la journée de 11 heures.

Alpes-Maritimes. — A Cannes, chez les *jardiniers*, 11 p. o/o de chômeurs, ralentisse-

ment du travail, journée diminuée de 3 heures environ, une dizaine de maisons ont renvoyé une partie de leur personnel; on fait 56 heures par semaine.

Les *cuisiniers* comptent un tiers des leurs sans place, cependant la situation s'améliore, grâce à la saison des étrangers qui est maintenant dans son plein. A Nice, travail plutôt en diminution chez les *cordonniers*. Les *serruriers* comptent un quart des leurs en chômage.

Var. — A Toulon, l'amélioration signalée chez les *typographes* s'est maintenue, tous sont occupés; des ouvriers de passage ont été embauchés. De même, pas de chômeurs chez les *machinistes du théâtre*.

Bouches-du-Rhône. — Chez les *pêcheurs* de Martigues, la pêche a été peu abondante et la vente s'est faite à des prix jugés peu rémunérateurs. 4 p. o/o de chômeurs et journée de 8 heures chez les *jardiniers* de Marseille. Ralentissement du travail chez les *mineurs* de Gréasque, qui font 2 jours par semaine; ceux de Fuveau estiment que le chômage atteint moitié des leurs. Un cinquième chez les *boulangers* d'Aix; chez ceux de la Ciotat, 14 p. o/o. A Marseille, 9 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers navigateurs* syndiqués et 16 p. o/o chez les *cuisiniers de terre et de mer*. Un peu moins de 1 p. o/o chez les ouvriers *savonniers* qui font 60 heures par semaine; les *employés du gaz* sont tous occupés; 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; 6 p. o/o et reprise du travail chez les *conducteurs imprimeurs*. Les *cordonniers* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage; les *tonneliers* une moitié des leurs sont atteints, on fait 50 heures environ par semaine. Chez les *ébénistes*, situation plus difficile que l'an dernier par suite de l'augmentation de la concurrence étrangère. Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens* qui font 84 heures par semaine. Morte-saison plus sensible que celle de l'an dernier et travail 35 heures par semaine chez les *tailleurs de pierres tendres* qui comptent un tiers environ des leurs en chômage. Chez les *peintres*, journée réduite de 1 heure, le chômage atteint un grand nombre d'ouvriers. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tuiliers-céramistes* de Saint-Henry-Marseille qui comptent un quart des leurs en chômage et font 48 heures par semaine. A Marseille, affaires plus difficiles que l'an dernier chez les *garçons cochers de place*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *employés de l'abattoir*.

Vaucluse. — A Avignon, l'amélioration déjà signalée chez les *typographes* s'est maintenue. Ralentissement du travail chez les *carrossiers-selliers*.

Ardèche. — Chez les *mégissiers palissonneurs* d'Annonay, le travail se maintient plus abondant que l'an dernier. Chez les *chapeliers-fouleurs* de Serrières, reprise du travail depuis le mois dernier, journée de 11 heures et pas de chômeurs.

Gard. — A Nîmes, 10 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*, commandes moins abondantes que le mois précédent, les fêtes étant passées; journée diminuée de 2 heures pour 30 ouvriers. Chez les *typographes* d'Alais, 11 p. o/o de chômeurs et journée diminuée d'une demi-heure dans un atelier; la situation générale se maintient assez bonne.

Aveyron. — Situation considérée comme moins bonne que celle de l'an dernier chez les *mineurs* de Decazeville. Les ouvriers du *bâtiment* de Millau estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage.

Tarn. — Travail plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers en *cuirs et peaux* de Graulhet. A Albi, 15 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*; *appropriateurs* le travail est toujours faible.

Hérault. — Travail 54 heures par semaine chez les *mineurs* de Graissessac. A Montpellier, 10 p. o/o de chômeurs et travail de 54 à 56 heures par semaine chez les *typographes-lithographes*. Chez les ouvriers de l'*habillement*, le travail qui était moins abondant que l'an dernier tend à reprendre,

Les *menuisiers* comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage; ils font 54 heures par semaine. Même chômage chez les *cochers*; par suite de la création de nouvelles

lignes de tramways électriques, plusieurs entreprises de transports de voyageurs ont réduit leur personnel.

Aude. — Les ouvriers *agriculteurs* d'Ornaïous estiment que le chômage atteint un peu plus du cinquième des leurs; ceux qui sont occupés font 45 heures par semaine. Ceux de Cuxac, qui avaient été tous embauchés, ont été arrêtés au commencement du mois de janvier par des pluies persistantes. A Carcassonne, travail peu actif chez les *mégissiers*; une partie ne font pas la semaine complète; un peu plus de moitié des syndiqués sont en chômage. Chez les *ouvrières de l'habillement*, 2 p. o/o des ouvrières en chômage; travail généralement 60 heures par semaine; ouvrage plus abondant que l'an dernier; morte-saison dans la *mode*. Les *charpentiers* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage, on fait de 40 à 45 heures par semaine. Chez les *terrassiers*, travail 42 heures par semaine et 8 p. o/o de chômeurs; le travail a repris plus abondant que l'an dernier.

Pyrénées-Orientales. — Les *espadrilleurs-trépointeurs* de Saint-Laurent-de-Cerdans estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage. A Perpignan, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs signalés chez les *ébénistes*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *serruriers*, qui font 60 heures par semaine. Placement et affaires plus difficiles que l'an dernier chez les *conducteurs de tramways* et chez les *cochers de fiacre*, par suite de l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, chez les *menuisiers*, 5 p. o/o de chômeurs. Travail, 54 heures par semaine chez les *plâtriers*.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, la situation tend à s'améliorer chez les *boulangers*. Travail plutôt calme chez les *tapissiers*. Morte-saison plus sensible que l'année dernière chez les *tailleurs d'habits*, elle atteint moitié des ouvriers. A Pau, chez les *charpentiers*, travail 57 heures par semaine en moyenne et 16 p. o/o de chômeurs; la journée est diminuée d'une demi-heure pour 150 ouvriers.

Lot-et-Garonne. — A Villeneuve-sur-Lot, chez les *cordonniers-bottiers*, travail peu actif, on est en pleine morte-saison dans la plupart des ateliers, on ne fait que la demi-journée, beaucoup d'ouvriers sont sans travail, les femmes qui étaient occupées dans les ateliers ont été principalement atteintes par le chômage. Chez les *charpentiers*, la morte-saison habituelle d'hiver est estimée plus sensible que celle de l'an dernier, cependant pas de chômeurs signalés. 3 o/o chez les employés *limonadiers* et *garçons d'hôtels* d'Agen.

La Bourse du travail de Villeneuve-sur-Lot, pour venir en aide aux membres des syndicats en chômage, avait, pendant le mois précédent, acheté à 23 fr. 50 l'hectolitre, du blé qu'elle remettait à un boulanger qui en échange d'un hectolitre de blé donnait 15 bons de 5 kilos de pain; ces bons étaient revendus aux syndiqués, 1 fr. 50 chaque, au lieu de 1 fr. 80, prix ordinaire de la localité. La distribution des bons a atteint plus de 100 par jour.

Gironde. — A Bordeaux, 7 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. L'amélioration signalée le mois dernier chez les *tonneliers* de Vayres se maintient. A Bordeaux, ouvrage plus abondant que l'an dernier, grâce à de nouvelles commandes de bâtiments de guerre et pas de chômeurs signalés chez les ouvriers des *constructions maritimes* qui font de 60 à 63 heures par semaine. 11 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Libourne. A Bordeaux, embarquements toujours rares chez les *marins du commerce*. Les *maitres d'hôtel* et *garçons navigateurs* estiment qu'un peu plus du cinquième des leurs sont atteints par le chômage. 12 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*; 6 p. o/o chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, pas de chômeurs chez les *typographes*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et travail 54 heures par semaine chez les *tailleurs de pierre*.

Charente. — A Cognac, pas de chômeurs chez les *typographes*; une maison (35 ouvriers) qui faisait faire deux heures supplémentaires depuis un mois a repris la journée de 10 heures depuis le milieu de janvier.

Haute-Vienne. — A Limoges, pas de chômeurs signalés chez les *sabotiers*, qui font 42 heures par semaine.

Le travail n'a pas encore repris chez les *terrasiers* et *manœuvres* et chez les *maçons* ; les constructions projetées et les travaux de démolition vont fournir un ouvrage plus abondant que l'an dernier. Chez les *journaliers en porcelaine*, on compte 10 p. o/o de chômeurs, les fabriques qui avaient été arrêtées dès la dernière quinzaine de décembre ont repris leur personnel, sauf une des plus importantes qui a mis à pied un tiers des *journaliers en porcelaine*. La morte-saison a été plus longue que celle de l'an dernier ; beaucoup de *maisons* ont réduit leur production d'un tiers ou d'un quart.

Creuse. — Ralentissement du travail chez les *chapeliers* de Bourgneuf qui estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage.

Cher. — 10 p. o/o de chômeurs chez les *journaliers* de Bourges et travail 48 heures par semaine. Situation toujours difficile chez les ouvriers agricoles de Nérondes ; un certain nombre d'ouvriers sans ouvrage ont accepté du travail dans une *carrière* d'une compagnie de chemins de fer, où ils gagnent 1 fr. 40 par mètre cube de pierre extraite et cassée. Chez les *bûcherons* de Feux, on estime que moitié des ouvriers sont atteints par le chômage ; de même chez ceux d'Henrichemont, de Vallenay et d'Ides-Saint-Roch. Chez ceux de Méry-ès-Bois, 16 p. o/o. 5 p. o/o et reprise du travail chez ceux de Saucergues qui font 45 heures par semaine. A Bourges, chez les ouvriers en *toiles cirées*, journée réduite à 9 heures pour 32 ouvriers, en diminution d'une heure sur le mois dernier, ouvrage moins abondant que l'année précédente et 4 p. o/o de chômeurs ; c'est l'époque habituelle de morte-saison. Malgré la mauvaise saison, le travail s'est maintenu plus abondant que l'an dernier chez les *charpentiers* qui comptent 3 p. o/o des leurs en chômage ; on fait 48 heures environ par semaine.

A Vierzon, pas de chômeurs signalés chez les *mouleurs sur métaux*, qui font 52 heures par semaine ; le travail s'est maintenu actif dans les ateliers de *construction mécanique pour machines agricoles*. A Bourges, 1 p. o/o de chômeurs, ouvrage moins abondant que l'an dernier et travail 48 heures par semaine chez les *tailleurs de pierre*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *maçons* de Dun-sur-Auron, qui font 54 heures par semaine. Chez les *chaufourniers* de Jussy, pas de chômeurs signalés et travail 60 heures par semaine, de même pas de chômeurs et travail 52 heures par semaine chez ceux de la Guerche. A Vierzon, les *peintres sur porcelaine* comptent un cinquième des leurs en chômage.

Indre. — Le travail se maintient actif chez les *bûcherons* du Poinçonnet qui font 60 heures par semaine. 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers sur *métaux* syndiqués de Châteauroux, le chômage serait plus important dans le reste de la corporation ; la journée a été augmentée d'une demi-heure pour 40 ouvriers.

Vienne. — A Poitiers, 11 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. La morte-saison atteint moitié des ouvriers chez les *tailleurs d'habits*.

Deux-Sèvres. — A Niort, les *gantiers* comptent un cinquième des leurs en chômage, ils font 40 heures, en moyenne, par semaine.

Les *chapeliers* de Saint-Maixent estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage ; à Niort, 10 p. o/o chez les *tailleurs de pierre*.

Vendée. — Chez les *mineurs* de Faymoreau, le travail est poussé activement, les stocks étant épuisés ; la journée de travail du personnel de la surface a été augmentée d'une demi-heure. Pas de chômeurs chez les *tisseurs* d'Évrunes qui sont moins occupés que l'an dernier. Même situation, travail 48 heures par semaine et 7 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands* des Epesses. Ouvrage moins abondant que l'an dernier, travail 54 heures par semaine et un quart des ouvriers en chômage chez les *maçons* des Sables-d'Olonne ; pas de signalés chez ceux de la Roche-sur-Yon.

Aux Epesses, hausse de 0 fr. 04 par kilo de pain.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 13 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. L'amélioration

qui avait été signalée chez les ouvriers des usines de produits chimiques s'est accentuée. L'ouvrage est plus abondant que l'an dernier, il n'est pas signalé de chômeurs; on fait la journée de 11 heures. 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; chez ceux de Chateaubriant, 9 p. o/o, la journée habituelle de 10 heures est diminuée d'une heure dans un atelier, l'ouvrage est estimé dans l'ensemble moins abondant que l'an dernier.

A Nantes, chez les ouvriers des scieries mécaniques, 7 p. o/o de chômeurs, ouvrage plus abondant que le mois dernier, journée augmentée d'une heure et demie pour 60 ouvriers. Chez les *ferblantiers-boîtiers* de la Turballe, travail toujours peu actif, une maison qui occupe une trentaine d'ouvriers et d'apprentis a repris son travail, on fait généralement 48 heures par semaine. A Nantes, durée du travail, 54 heures par semaine et pas de chômeurs signalés chez les *granitiers*. De même pas de chômeurs signalés chez les *manœuvres du bâtiment*. 8 p. o/o chez les *camionneurs*.

Morbihan. — A Lorient, pas de chômeurs signalés et journée de 10 heures chez les *menuisiers*. Les ouvriers du bâtiment estiment que les deux tiers des leurs sont atteints par le chômage.

Finistère. — A Brest, chez les *typographes*, ouvrage abondant et pas de chômeurs. De même pas de chômeurs chez les *tonneliers* de Morlaix, ouvrage plus abondant que l'an dernier et travail, 64 heures par semaine. Les ouvriers du bâtiment de Quimper estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage.

Côtes-du-Nord. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Salnt-Brieuc et ouvrage plus abondant que l'an dernier.

Ille-et-Vilaine. — 2 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Bruz. A Rennes, pas de chômeurs signalés et journée de 9 heures chez les *chapeliers approprieurs*. De même, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. Le travail a repris chez les *maçons*. La journée a été portée à 9 heures chez les *plâtriers* de Fougères. A Rennes, pas de chômeurs signalés chez les *cochers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, augmentation des commandes dans les *corderies pour la marine* et dans les *tissages de toile à voile*, ouvrage plus abondant que l'an dernier et 2 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs*, 13 p. o/o et travail irrégulier chez ceux de May-sur-Evre, dont moitié ne font pas la semaine complète. Chez les *tisserands* de la Séguinière, 1 p. o/o de chômeurs.

Mayenne. — A Laval, ralentissement du travail chez les *typographes*, journée diminuée d'une heure dans deux ateliers.

Sarthe. — Au Mans, les *mécaniciens* estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage, les *tailleurs de pierre*, moitié des leurs. 13 p. o/o de chômeurs et travail 42 heures par semaine chez les *peintres*.

Indre-et-Loire. — 12 p. o/o de chômeurs chez les *tonneurs-corroyeurs* de Châteaurenault; la concurrence des nouvelles usines à matériel perfectionné amène un ralentissement dans les commandes données aux ateliers travaillant à la main; la journée est de 14 à 15 heures dans ces ateliers (50 ouvriers); elle est de 8 heures dans les usines (150 ouvriers). A Tours, les *tisserands en soie* estiment que le chômage atteint un tiers des leurs; cependant une reprise s'est produite depuis le mois dernier. 10 p. o/o de chômeurs chez les *ferblantiers-zingueurs*, pas de signalés chez les *peintres*, quelques ouvriers de passage ont pu être embauchés.

Loiret. — Pas de chômeurs signalés chez les *bûcherons* du Poinçonnet.

Calvados. — A Caen, travail toujours actif chez les *typographes*. L'ouvrage se maintient moins abondant que l'an dernier chez les *bonnetiers* de Falaise qui comptent un cinquième des leurs en chômage.

Seine-Inférieure. — A Rouen, les *causiers* comptent un quart des leurs sans place; cependant la situation tend à s'améliorer depuis le mois dernier, 16 p. o/o de chômeurs chez les *lithographes-papetiers-relieurs*; chez ces derniers, la journée tend à augmenter; 10 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* du Havre. Travail peu actif chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière* de Lillebonne. Au Havre, l'activité signalée chez les *coilliers* se maintient. Chez les *tréfileurs-lamineurs*, un arrêt momentané causé par les appareils électriques, a mis en chômage un tiers du personnel. Amélioration depuis le mois dernier chez les *cochers*. Travail toujours actif chez les *journaldiers du port*; la journée est augmentée d'une demi-heure. A Rouen, les *maîtres d'hôtel* et *garçons de restaurant* estiment qu'un grand nombre des leurs sont atteints par le chômage.

Algérie. — A Alger, 13 p. o/o de chômeurs chez les *tonneliers*, journée diminuée de 2 heures dans un atelier de 30 ouvriers; diminution des prix de façon dans plusieurs maisons. A Constantine, les *peintres en bâtiment* et en *voitures* estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage; la journée est diminuée d'une heure.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour février et mars 1898 :

Bougie. — Construction d'un port de commerce.....	1.350.000 ^f
Chambéry. — Reconstruction de l'Hôtel-Dieu.....	284.100
Chambéry. — Construction d'un groupe scolaire.....	126.600
Dijon. — Canal de la Marne à la Saône. Terrassements et maçonneries.....	1.750.000
Dinan. — Alimentation d'eau.....	260.700
Grenoble. — Achèvement d'un pont en maçonnerie.....	250.000
Lyon. — Chemin de fer de Beaujolais, 2 ^e et 3 ^e lots d'infrastructure et 6 ^e lot, couverture de la Turdine.....	410.000
Mézières. — Canal des ardennes. Travaux divers.....	137.600
Montluçon. — Construction d'une école.....	106.000
Nice. — Ouverture de la rue du Falicon.....	220.000
Nice. — Reconstruction de deux quais, d'une cale, etc.....	529.200
Oran. — Alimentation en eau potable.....	284.000
Paris. — Transformation de la banquette de la Conférence en port droit.....	560.000
Paris. — Chemins de fer de l'État. Lignes de Chartres à Bordeaux, 2 ^e voie, ballastage et assainissement.....	121.700
Paris. — Travaux divers à l'asile de la Maison-Blanche.....	150.400
Paris. — Parquetage et ferronnerie à l'école rue Navier.....	125.500
Paris. — Achèvement de l'école de médecine.....	1.510.000
Pontorson. — Agrandissement de l'hospice.....	452.600
Verneuil (Eure). — Établissement d'une distribution d'eau.....	143.000

Résultats des Adjudications précédentes (1).

Anancy. — Agrandissement de l'église paroissiale de Thoren (100.000^f). — Adj. : Serratrice, à Groisy (Haute-Savoie), 4.

Argenteuil (Seine). — Installation d'un hôtel de ville et construction d'égouts (101.500^f). — Adj. : serrurerie, gros fers, quincaillerie, persiennes en fer, Bouchel, 35; couverture, canali-

(1) Les chiffres en italique indiquent le rabais p. o/o consenti par les adjudicataires.

sation eau et gaz et appareils, Dumont, à Pontoise, 40, 50; menuiserie et parquets « Union des menuisiers » Paris-Montmartre, 29; peinture, vitrerie et tentures, Luce, 41, rue Campo-Formio, à Paris, 41, *funisterie*, Malfanti, à Crossy, 42; *grilles de clôture*, Pecrin, à Saint-Sauveur-les-Arras, 24; égouts et pavage, Briard, 34.

Bordeaux. — Port de Bègles. — Construction d'une cale (105.000^f). — Adj. : Romersat, à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde), *prix du devis*.

Cette. — Construction d'un théâtre (419.900^f). — Adj. : *maçonnerie*, Riccardi, 8,05; *ferronnerie*, Gémy, à Marseille, 16; *charpente*, Combes, 9,15; *zinguerie*, Delprat, à Nîmes, 26; *menuiserie*, Josserand, à Montpellier, 21,75; *serrurerie*, Isnard, à Toulon, 16,50; *peinture*, Rastoux, à Nîmes, 36,80.

Clermont-Ferrand. — Construction d'une école professionnelle (139.200^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Chauveinc, à Annonay (Ardèche), 6; *charpente en bois*, Murat, à Annonay (Ardèche), 15; *menuiserie*, Vray, 15; *serrurerie*, Montpeyroux, 14; *plâtrerie, peinture, vitrerie*, Autissier, 17; *couverture et zinguerie*, Bouculat, 37.

Lons-le-Saunier. — Tramways de Lons-le-Saunier à Saint-Claude et à Orgelet. — Travaux de ballastage et pose de la voie (2 lots : 325.000^f). — Adj. : Bougain, à Chatillon-sur-Chalaronne, 17; Pazet, à Dijon, 21.

Lourdes. — Travaux de fontainerie pour l'adduction des sources de Juncalas (180.700^f). — Adj. : Mahic, à Bordeaux, 3.

Lyon. — Construction de chaussées (147.700^f). — Adj. : Canque, 16; Monin, 17 et 18.

Nantes. — Canal de Nantes à Brest. Dévasement du port de Nantes (103.000^f). — Adj. : Bellegry, à Angers, 23.

Nevers. — Reconstruction d'un marché (150.200^f). — Adj. : *terrassements et maçonnerie*, Feye, à Troyes, 15; *charpente en fer*, Maynard, à Fouchambault, 30; *serrurerie et quincaillerie*, Renault, à Guéigny, 21.

Nice. — Construction d'un pont en acier sur le Paillon (305.000^f). — Adj. : *terrassements et maçonnerie*, Dalmier, à Bessèges (Gard), 4; *partie métallique*, Forges de Franche-Comté, à Besançon, 17.

Oran. — Terrassements et ouvrages d'art de la ligne de chemin de fer d'Aïn-Sefra à Djenien-Bou-Resg (435.000^f). — Adj. : Peyroche, 5.

Paris. — Construction et remaniement d'égouts nécessités par le prolongement du Chemin de fer d'Orléans au quai d'Orsay (6 lots : 3.732.600^f). — Adj. : Roche, 94, boulevard de Courcelles, 1,20; Letellier, 81, rue des Belles-Feuilles, 1,10; Allard, 46, quai Jemmapes, 12,20; Gille, 10, rue de Longchamps, 12,10; Dioudonnat, 12, rue Lahire, 12,10; Baratin, 168, rue de Flandre, 13,30.

Paris. — Construction d'une école de garçons, rue du Surmelin (300.000^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Buffet, 25, rue des Sablons, 31,20; *charpente en bois*, « Les charpentiers de la Villette », 49, rue Saint-Blaise, 35,40; *couverture, plomberie, ardoiserie et canalisation pour le gaz*, Jacquette, 36, rue d'Avron, 42,20; *menuiserie et parquetage*, « L'Espérance du bâtiment », 27,60; *ferronnerie et serrurerie*, Jaccaz, 12, rue Saint-Gilles, 38,20.

Sétif. — Construction du chemin de fer de Taznalt à Bou-Saâda (121.000^f). — Adj. : Carleuc, 26.

Valenciennes. — Travaux de couverture du bras de décharge de l'Escaut et construction du boulevard Froissart (465.000^f). — Adj. : Lecomte, à Dunkerque, 13,70.

Chemins de fer P.-L.-M. — Traversée du Rhône à Avignon. Terrassements et maçonnerie aux abords du pont (1.000.000^f). — Adj. : Frot, à Pontoise.

Chemins de fer P.-L.-M. — Transformation et agrandissement de la gare du Puy 350.000^f). — Adj. : Peyroche, à Craponne (Haute-Loire).

Chemins de fer d'Orléans. — Transfert de la gare de Paris de la place Walhubert au quai d'Orsay, 3^e lot d'infrastructure sur 1 kilomètre environ (3 000.000^f). — Adj. : Radas, à la Chapelle-Saint-Mesmin (Loiret).

Mont-de-Piété de Paris. — Situation au 31 janvier 1897 :

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombre.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 décembre 1897 au soir.....			1.616.453	48.135.417
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	114.168	3.341.654	172.346	5.076.113
Par renouvellements.....	58.178	1.731.459		
TOTAL.....			1.788.799	53.211.530
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	89.590	3.147.794	159.721	4.908.822
Par renouvellements.....	58.178	1.595.904		
Par ventes.....	11.940	214.085	1.629.078	48.302.708
Liquidation des magasins.....	13	422		
RESTE en magasin le 31 janvier 1897.....				
VALEURS MOBILIÈRES.			TITRES.	SOMMES.
			nombre.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 décembre 1897 au soir.....			22.251	5.997.911
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	2.292	559.669	4.755	1.223.323
Par renouvellements.....	2.463	663.659		
TOTAL.....			27.006	7.221.239
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	2.209	526.720	5.086	1.311.199
Par renouvellements.....	2.463	663.659		
Par ventes.....	411	119.775	21.920	5.910.040
Liquidation des magasins.....	3	1.045		
RESTE en magasin le 31 janvier 1897.....				
GAGES CORPORELS.		VALEURS MOBILIÈRES.		
Articles.	Sommes.	Titres.	Sommes.	
—	—	—	—	
nombre.	francs.	nombre.	francs.	
Restait en magasin, le 31 décembre 1894...	1.836.026	40.849.964	15.870	4.437.814
1895...	1.752.503	46.838.460	18.384	5.113.287
1896...	1.657.413	45.510.313	21.410	5.834.700
1897...	1.634.349	48.046.773	21.983	5.980.054
Intérêts des emprunts : à 1 an, 2,75 p.o/o ; à 9 mois, 2,50 p.o/o ; à 6 mois, 2 p.o/o ; à 3 mois, 1,50 p.o/o.				

PRIX MOYENS DES CÉRÉALES, DENRÉES ALIMENTAIRES,

ANNÉES.	FROMENT		MÉTÉIL.		SEIGLE		ORGE.		SARRAZIN.		MAÏS.		AVOINE.	
	L'hectol.	Le quint.	L'hectol.	Le quint.	L'hectol.	Le quint.	L'hectol.	Le quint.	L'hectol.	Le quint.	L'hectol.	Le quint.	L'hectol.	Le quint.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1877.....	23 42	30 01	18 69	24 68	15 28	21 11	13 26	20 93	13 87	22 38	16 18	22 01	10 37	21 97
1878.....	23 08	29 96	17 97	24 48	14 56	20 45	13 51	21 22	13 11	20 81	15 18	21 08	9 95	21 20
1879.....	21 92	28 20	17 87	21 58	15 12	21 35	12 76	20 53	12 26	19 79	14 99	20 29	9 39	20 08
1880.....	22 90	29 96	18 90	25 80	15 97	22 42	13 06	20 73	13 86	22 72	15 73	21 52	9 95	20 79
1881.....	22 28	28 82	17 77	24 28	14 84	20 71	12 31	19 41	12 05	19 38	14 53	19 58	9 58	19 93
1882.....	21 51	27 69	17 05	23 37	13 94	19 45	12 50	19 53	12 78	18 98	15 80	22 30	9 75	20 16
1883.....	19 16	24 83	15 09	20 41	12 93	17 94	11 54	18 43	11 69	18 55	14 88	20 01	9 18	18 92
1884.....	17 76	23 10	14 74	20 04	12 65	17 48	11 69	18 30	11 19	18 17	14 75	19 61	8 98	18 53
1885 (1)....	16 80	21 71	13 92	18 87	12 04	16 58	11 14	17 70	11 16	17 58	13 50	17 85	9 07	18 97
1886 (1)....	16 94	22 84	13 78	18 30	11 31	15 84	10 44	16 39	10 82	17 89	12 94	17 14	8 43	18 00
1887 (1)....	18 13	23 41	14 51	19 55	11 83	16 54	10 23	15 87	9 92	15 77	12 20	16 73	8 06	17 04
1888 (1)....	18 87	24 79	15 40	21 04	12 06	16 64	10 73	17 12	10 48	17 44	12 33	17 10	8 64	17 66
1889 (1)....	18 45	24 00	15 00	20 32	11 75	16 45	10 78	17 22	10 24	17 26	12 38	17 07	8 72	18 86
1890 (1)....	19 05	24 98	15 20	20 57	12 37	17 25	11 32	17 96	10 95	18 49	12 68	17 64	9 25	19 56
1891 (1)....	20 58	27 12	16 92	23 05	13 52	18 96	11 65	18 33	11 13	18 66	13 80	19 16	9 00	19 26
1892 (1)....	17 87	23 59	15 00	20 14	12 44	17 22	10 14	15 97	10 46	17 42	13 34	18 33	8 20	17 56
1893 (1)....	16 55	21 33	13 61	18 20	11 52	15 89	10 70	16 95	10 07	16 98	13 18	18 32	9 40	20 45
1894 (1)....	15 21	19 85	12 56	16 92	10 57	14 70	10 29	16 38	10 38	17 32	12 36	17 22	9 35	19 99
1895 (1)....	14 40	18 62	11 60	15 52	9 33	12 90	9 24	14 64	9 32	15 73	11 65	16 27	8 06	17 11
1896 (1)....	14 82	19 20	11 97	15 90	9 50	13 16	9 59	15 16	9 46	15 91	12 00	16 82	7 81	16 69
MOYENNES des 20 années..	18 98	24 70	15 37	20 80	12 68	17 65	11 34	17 93	11 26	18 36	13 72	18 80	9 05	19 18

(1) Les prix moyens correspondant à ces années représentent la moyenne arithmétique des prix moyens afférents à chaque La raison en est que ces derniers sont calculés, depuis 1885, proportionnellement aux quantités récoltées dans chaque département dont il y a lieu de tenir compte pour calculer les prix moyens pour la France entière. Néanmoins les prix du tableau ci-antérieures, pour lesquelles les moyennes avaient été obtenues arithmétiquement.

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les onze premiers mois de l'année 1897 a été de 27.694.850 tonnes. Il était, en 1896, de 26.462.075 tonnes, soit une augmentation de 4,6 p. o/o.

Recettes des principales compagnies de transport, depuis le 1^{er} janvier :

	Années	
	1898.	1897.
C ^{tes} de chemins de fer d'intérêt général (28 janv.).	85.960.600 ^f	83.047.200 ^f
Compagnie des omnibus de Paris (21 janvier)..	2.745.000	2.635.300
C ^{te} des petites voitures de Paris (15 janvier)...	856.800	857.400

FOURRAGES ET COMBUSTIBLES EN FRANCE, DE 1877 À 1896. (1)

FARINE.	PAIN.				VIANDE DE BOUCHERIE.					FOURRAGES.		BOIS de CHAUFFAGE.		CHARBON	
Le quint.	1 ^{re} qualité. — Kilogr.	2 ^e qualité. — Kilogr.	3 ^e qualité. — Kilogr.	BŒUF. Kilogr.	VACHE. — Kilogr.	VEAU. — Kilogr.	MOUTON. — Kilogr.	PORC. — Kilogr.	FOIN. — Le quint.	PAILLE. — Le quint.	Chêne. Le stère.	de BOIS. Le quintal.	de TERRE. Le quintal.		
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		
42 22	0 40	0 35	0 31	1 59	1 47	1 72	1 78	1 70	7 94	6 77	11 07	11 06	4 46		
42 67	0 41	0 35	0 31	1 68	1 54	1 80	1 85	1 69	6 69	4 66	11 24	11 13	4 49		
40 72	0 39	0 32	0 30	1 65	1 54	1 76	1 80	1 59	7 22	4 74	12 20	10 72	4 09		
42 66	0 41	0 36	0 32	1 59	1 46	1 69	1 77	1 66	8 46	5 43	11 67	11 02	4 17		
41 23	0 39	0 34	0 31	1 56	1 43	1 67	1 77	1 71	8 97	5 79	11 32	10 86	4 20		
40 34	0 39	0 34	0 30	1 59	1 45	1 70	1 81	1 69	8 95	5 36	11 50	10 99	4 21		
37 15	0 36	0 31	0 27	1 63	1 50	1 76	1 86	1 66	8 00	4 79	10 95	10 87	4 31		
33 98	0 34	0 29	0 26	1 65	1 53	1 77	1 88	1 60	7 46	4 95	11 19	10 96	4 28		
31 86	0 32	0 27	0 24	1 63	1 50	1 72	1 84	1 54	7 41	4 92	11 93	10 54	4 29		
32 65	0 32	0 28	0 25	1 58	1 46	1 67	1 77	1 52	7 36	4 91	11 10	10 87	4 00		
34 47	0 34	0 29	0 26	1 47	1 34	1 55	1 67	1 50	7 19	4 96	11 22	10 69	4 00		
35 33	0 34	0 30	0 26	1 40	1 27	1 50	1 65	1 43	7 79	5 55	10 20	10 39	3 89		
35 41	0 35	0 30	0 27	1 45	1 32	1 56	1 70	1 44	6 91	5 25	11 00	10 39	3 83		
36 03	0 35	0 31	0 27	1 57	1 45	1 69	1 83	1 53	6 11	4 47	10 77	10 40	4 02		
38 69	0 37	0 32	0 29	1 60	1 47	1 70	1 88	1 53	6 65	4 17	10 40	10 66	3 98		
35 71	0 35	0 31	0 27	1 56	1 43	1 61	1 82	1 49	8 66	4 96	10 68	10 35	3 95		
31 70	0 33	0 28	0 25	1 47	1 32	1 55	1 74	1 45	13 29	7 49	10 64	10 26	3 96		
29 47	0 31	0 26	0 23	1 63	1 49	1 76	1 81	1 59	9 65	6 30	10 66	10 16	3 92		
28 71	0 30	0 26	0 23	1 69	1 56	1 83	1 92	1 63	5 95	4 03	10 75	10 14	3 93		
28 55	0 30	0 26	0 22	1 63	1 52	1 77	1 90	1 51	6 11	3 99	10 93	10 06	3 80		
35 97	0 35	0 30	0 27	1 58	1 45	1 69	1 80	1 57	7 83	5 18	11 07	10 62	4 08		

département. En ce qui concerne les céréales, ces prix diffèrent de ceux relevés pour la France dans les tableaux des récoltes. ment, lesquelles, à défaut des quantités vendues, impossibles à connaître exactement, constituent les véritables coefficients dessus concernant les céréales de 1885 à 1895 ont été maintenus pour faciliter la comparaison avec les chiffres des années

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de janvier.	
	1898.	1897.
Faillites.....	81	123
Liquidations judiciaires.....	23	16
Conversions de liquidations en faillites.....	5	2

(1) Extrait de la *Statistique agricole annuelle* pour 1896 publiée par le Ministère de l'agriculture.

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 janvier, il a été déposé 135 demandes en autorisation de bâtir, dont 110 pour des constructions neuves. Pendant le mois de janvier 1897, le nombre des demandes avait été de 159, dont 88 pour des constructions neuves.

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Déc. 1896.	Janv. 1897.	Janv. 1897.
Farine, 12 marques, les 157 kilogrammes. . . .	61 ^f 40 ^c	61 ^f 15 ^c	47 ^f 35 ^c
Sucre brut blanc n° 3, les 100 kilogrammes. . .	32 50	31 15	26 15
Alcool à 90°, l'hectolitre.	42 75	43 25	32 00
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr.	56 00	53 00	57 50
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes. .	36 50	38 00	41 25
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes. . . .	29 50	29 50	34 00
Suif de la bouch ^{ie} de Paris, les 100 kil. (en pains).	46 50	48 00	46 50
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 38	1 38	1 46
Veau, <i>idem.</i> ..	1 85	1 95	2 20
Mouton, <i>idem.</i> ..	1 80	1 80	1 95
Porc, <i>idem.</i> ..	1 20	1 28	1 12
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.	37 00	36 60	45 37
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr. . . .	111 50	115 00	110 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	42 50	42 50	38 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes.	16 00	16 00	17 25
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	128 50	130 75	136 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	171 25	172 50	173 25
Plomb, <i>idem.</i>	32 75	32 75	31 00
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	38 75	48 50	48 50

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations, pendant les douze mois de l'année 1897.

IMPORTATIONS.	1897.	1896.	AUGMENTATION	
	francs.	francs.	francs.	p. o/o.
Objets d'alimentation.	1.035.753.000	1.006.612.000	29.141.000	2.81
Matières nécessaires à l'industrie	2.343.115.000	2.173.582.000	169.528.000	7.23
Objets fabriqués.	621.263.000	618.385.000	2.878.000	0.46
TOTAUX ET BALANCE. . . .	4.000.126.000	3.798.579.000	201.547.000	5.04
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.	729.053.000	651.793.000	77.260.000	10.60
Matières nécessaires à l'industrie	943.958.000	836.207.000	107.751.000	11.42
Objets fabriqués.	1.840.174.000	1.766.764.000	73.410.000	3.99
Colis postaux.	162.428.000	146.156.000	16.272.000	10.01
TOTAUX ET BALANCE. . . .	3.675.613.000	3.400.920.000	274.693.000	7.47

Tableau des importations et exportations en janvier 1898.

	VARIATIONS			
	1897	1897	en plus.	en moins.
IMPORTATIONS.	francs.	francs.	francs.	francs.
Objets d'alimentation.....	106,588,000	66,821,000	39,767,000	"
Matières nécessaires à l'industrie	203,512,000	231,262,000	"	29,720,000
Objets fabriqués.....	31,938,000	31,786,000	3,152,000	"
TOTAUX ET BALANCE...	356,068,000	342,869,000	42,919,000	29,720,000
EXPORTATIONS.	AUGMENTATION en 1898....		13,199,000	
Objets d'alimentation.....	40,663,000	38,879,000	1,181,000	"
Matières nécessaires à l'industrie	67,917,000	60,629,000	7,288,000	"
Objets fabriqués.....	119,188,000	127,650,000	"	8,462,000
Colis postaux.....	12,201,000	14,051,000	"	1,850,000
TOTAUX ET BALANCE...	239,369,000	241,209,000	8,472,000	10,312,000
	DIMINUTION en 1898.....		1,840,000	

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT. (RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} FÉVRIER.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
DÉCEMBRE 1897.					DÉCEMBRE 1897.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	1,592	135	122	5	Angers.....	208	61	61	18
— (11 ^e —).	574	506	233	"	Boulogne-s.-Mer	79	37	37	"
— (11 ^e —).	554	417	282	21	Nîmes.....	34	42	28	6
— (14 ^e —).	403	319	284	10	Saint-Étienne..	50	48	48	"
— (XIII ^e —).	230	216	194	"	Alger.....	486	164	158	117
— (XV ^e —).	263	176	156	2					
— (XI ^e —).	159	166	112	3					
JANVIER 1898.					JANVIER 1898.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	181	152	91	20	Angers.....	194	49	48	15
— (XIV ^e —).	424	268	82	104	Bourges.....	79	54	53	6
— (XIX ^e —).	256	191	164	1	Carcassonne....	61	37	37	6
Refuges munic..	"	"	"	"	Dijon.....	231	31	25	6
Brest.....	36	7	10	"	Grenoble.....	113	43	16	"
Lisieux.....	91	30	26	"	Le Mans.....	177	39	31	"
Orléans.....	5	3	1	2	Sainte-Florine..	17	4	"	4
Sens.....	28	9	7	"	Toulon.....	37	23	23	"
					Tours.....	243	43	41	"
Pendant l'année 1897, le Bureau municipal du x ^e arrondissement a reçu 1,961 demandes et 6,990 offres d'emploi; il a effectué 1,565 placements à demeure et 9,669 placements en extra.									

C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (JANVIER 1898).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Voyageurs et dessinateurs.....	8	"	"	"
Allier.....	Moulins.....	Boulangers.....	35	36	27	8
Alpes-Maritimes..	Cannes.....	Jardiniers.....	7	3	1	2
Aude.....	Cuxac.....	Agriculteurs.....	65	"	"	"
Id.....	Ornaizons.....	Id.....	18	23	3	15
Bouches-du-Rhône	Aix.....	Boulangers.....	4	3	2	1
Id.....	Cannes.....	Cuisiniers.....	50	20	12	8
Id.....	Marseille.....	Jardiniers.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	8	2	2	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs-conducteurs.....	"	"	1	"
Id.....	Id.....	Cordonniers.....	785	23	22	1
Id.....	Id.....	Tonnelliers.....	250	24	24	"
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conducteurs.....	"	6	"	6
Id.....	Id.....	Taillleurs de pierre.....	20	"	"	"
Id.....	Id.....	Peintres en bâtiment.....	47	47	"	"
Id.....	Id.....	Cuisiniers (terre et mer).....	"	"	10	10
Id.....	Id.....	Employés de l'abattoir.....	10	2	"	"
Charente.....	Angoulême.....	Carrossiers-selliers.....	20	"	"	"
Cher.....	Vallénay.....	Bûcherons.....	45	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Charpentiers.....	3	4	1	"
Doubs.....	Besançon.....	Manœuvres-torrasiers.....	10	"	"	"
Drôme.....	Valence.....	Typographes.....	"	"	4	"
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs-pâtisseries.....	4	2	2	1
Haute-Garonne...	Toulouse.....	Maçons.....	150	"	"	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Boulangers.....	50	35	8	27
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	35	48	21	34
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	53	45	27	4
Ile-et-Vilaine...	Rennes.....	Taillleurs de pierre.....	"	6	"	"
Indre.....	Châteauroux.....	Métallurgistes.....	10	"	"	"
Id.....	Le Poinçonnet.....	Bûcherons.....	20	20	"	"
Loire.....	Saint-Etienne.....	Boulangers.....	4	4	1	2
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	8	2	2	10
Loire-Inférieure..	La Turballe.....	Ferblantiers-boîtiers.....	8	"	"	"
Lot-et-Garonne...	Agen.....	Garçons limonadiers.....	3	3	3	5
Marne.....	Reims.....	Mécaniciens.....	6	1	1	"
Nord.....	Armentières.....	Peintres.....	4	"	"	2
Id.....	Dunkerque.....	Maçons.....	56	2	"	"
Id.....	Marpent.....	Métallurgistes.....	25	8	14	"
Id.....	Roubais.....	Peintres.....	40	"	"	"
Pyrénées-Orientales	Perpignan.....	Cochers et conducteurs de tram- ways.....	3	2	4	2
Rhône.....	Lyon.....	Relieurs-doreurs.....	3	"	"	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs-conducteurs.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Coupeurs-brocheurs.....	10	4	4	"
Id.....	Id.....	Sculpteurs.....	3	"	1	"
Sarthe.....	Le Mans.....	Mécaniciens.....	30	10	"	"
Seine.....	Paris.....	Horticulteurs-jardiniers.....	300	30	30	15
Id.....	Id.....	Typographes.....	"	"	178	"
Id.....	Id.....	Cordonnerie parisienne (Ouv- riers de la).....	50	18	12	"
Id.....	Id.....	Passementiers à la barre.....	40	"	3	"
Id.....	Id.....	Passementiers à la main.....	12	1	1	"
Id.....	Id.....	Passementiers façonniers.....	62	"	"	"
Id.....	Id.....	Charpentiers (Ouvriers).....	23	13	"	18
Id.....	Id.....	Charpentiers de la Seine.....	45	12	19	"
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	4	2	2	"
Id.....	Id.....	Mécaniciens en voitures.....	9	5	"	9
Id.....	Id.....	Brossiers.....	5	3	3	2
Id.....	Id.....	Tourneurs-décolleteurs.....	25	"	"	"

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Seine.....	Paris.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	57	10	15	"
Id.....	Id.....	Potiers d'étain.....	16	"	"	"
Id.....	Id.....	Doreurs-bijoutiers.....	8	6	"	"
Id.....	Id.....	Peintres français.....	"	2	"	"
Id.....	Id.....	Peintres et graveurs sur verre..	7	"	"	"
Id.....	Id.....	Comptables.....	23	12	6	4
Id.....	Id.....	Garçons restaurateurs.....	470	92	12	80
Id.....	Id.....	Limonadiers restaurateurs (rue Saint-Sauveur).....	"	40	8	32
Id.....	Id.....	Limonadiers restaurateurs (rue J.-J.-Rousseau).....	"	"	28	201
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	"	115	775
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	611	302	172	46
Id.....	Id.....	Elèves en pharmacie.....	18	13	8	2
Seine-Inférieure..	Rouen.....	Cuisiniers.....	22	12	6	17
Id.....	Id.....	Maîtres d'hôtel et garçons navi- gateurs.....	97	"	12	50
Somme.....	Amiens.....	Serruriers.....	"	"	"	3
Tarn.....	Albi.....	Chapeliers foulards.....	4	"	"	4
Vendée.....	La Roche-sur-Yon	Typographes.....	1	"	"	"
Constantine.....	Constantine.....	Peintres en voitures.....	15	"	"	"

D. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (JANVIER).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Doubs.....	Monthéliard.....	Société des empl. du commerce et de l'industrie.....	2	1	1	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Société «L'Étoile».....	324	127	29	98
Maine-et-Loire...	Angers.....	Société des maréchaux.....	22	29	22	4
Nord.....	Lille.....	Voyageurs de commerce.....	7	8	3	1
Rhône.....	Lyon.....	Soc. des garçons de salle et de ch.	"	"	84	254
Seine.....	Paris.....	Concierges-gérants.....	14	6	1	"
Id.....	Id.....	Société «La Couturière».....	9	7	"	"
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	260	62	62	720
Id.....	Id.....	Comptables.....	114	83	36	19
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	39	7	3
Id.....	Id.....	Société «L'Étoile».....	482	1,061	62	999
Id.....	Id.....	Société «Le Bâtiment».....	3	12	2	"
Id.....	Id.....	Compagnons tonneliers-foudriers	5	3	"	"
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrand'.	71	62	"	42
Id.....	Id.....	Compagnons charrons.....	30	45	30	"
Id.....	Id.....	Employés du comm. et de l'ind.	4	2	1	"
Id.....	Id.....	Société de la boucherie.....	"	68	56	12
Id.....	Id.....	«Union Helvétique».....	60	62	50	4
Id.....	Id.....	Société suisse des commerçants	86	28	15	"
Id.....	Id.....	Société philanthropique savoie.	115	248	170	1
Id.....	Id.....	Charcutiers.....	386	382	324	"

E. — SYNDICATS PATRONAUX (JANVIER).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Ille-et-Vilaine....	Rennes	Charentiers	3	1	1	"
Indre-et-Loire....	Tours	Id.....	13	13	11	"
Rhône.....	Lyon	Teinturiers-dégraisseurs	15	3	3	"
Seine.....	Paris	Entrepreneurs de travaux publ.	9	1	1	1
Id.....	Id.....	Couteliers.....	22	18	17	"
Id.....	Id.....	Menuiserie française.....	19	7	7	"
Id.....	Id.....	Architectes.....	17	9	9	"
Id.....	Id.....	Syndicat du papier et des indus- tries qui le transforment....	26	23	8	8
Seine-Inférieure....	Le Havre	Épicerie.....	"	11	13	5
Vosges.....	Le Thillot	Médecins (1)	3	3	1	"

(1) Placement de nourrices au sein.

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (JANVIER).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Gironde.....	Bordeaux....	Assistance par le travail.	"	"	7	32
Indre-et-Loire....	Tours	Patronage des prisonniers libérés....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Office des travailleurs	423	104	92	"
Marne.....	La Chalmelle..	Colonie agricole.....	"	10	"	10
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Maison de Sainte-Marie.....	"	"	67	"
Rhône.....	Lyon	Hospitalité par le travail.....	184	"	8	11
Id.....	Id.....	Asile protestant.....	19	57	12	"
Id.....	Id.....	Assistance des femmes par le travail ..	11	18	11	"
Seine.....	Paris.....	Assistance par le travail du 11 ^e arron- dissement.....	46	25	15	32
Id.....	Id.....	« The Missionhome ».....	116	87	29	8
Id.....	Id.....	Société protestante du travail.....	49	42	27	"
Id.....	Id.....	Société de protection des Alsaciens- Lorrains.....	"	8	8	"
Id.....	Id.....	Asile Saint-Charles.....	135	324	77	"
Id.....	Id.....	Maison des sœurs de la Croix.....	"	"	504	"
Id.....	Id.....	Société des visiteurs des pauvres.....	13	10	5	"
Id.....	Id.....	« The English catholic home ».....	90	101	25	2
Id.....	Id.....	Maison de travail pour jeunes gens....	"	22	22	"
Id.....	Id.....	Société philanthropique.....	"	"	"	382
Seine-et-Marne....	Melun.....	Assistance par le travail.....	86	86	10	76
Haute-Vienne....	Limoges.....	Id.....	547	32	17	32

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

ŒUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE DÉCEMBRE.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2,685	105	571	"	21,198
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	6,283	781	280	507	22,579
Asile de la rue Mouffetard.....	245	8	"	1	1,066
Société philanthropique (rue de Crimée)....	"	"	169	8	821
— (rue Labat).....	"	"	350	29	1,059
— (rue Saint-Jacques)....	"	"	418	77	2,047
— (avenue du Maine)....	"	"	66	66	700

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

VILLE DE PARIS.

		PERSONNES secourues pendant le mois de décembre.	
Indigents (secours réguliers)	{	de moins de 60 ans.	{ Hommes 6.723
			{ Femmes 10.857
	{	de 60 ans et plus...	{ Hommes 10.802
			{ Femmes 21.598
TOTAL des indigents secourus.....			49.980
Nécessiteux (secours irréguliers)	{	de moins de 60 ans.	{ Hommes 8.995
			{ Femmes 10.161
	{	de 60 ans et plus...	{ Hommes 4.083
			{ Femmes 6.179
	{	Âge et sexe non spécifiés (xvi ^e arr.)....	977
TOTAL des nécessiteux secourus.....			30.395

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Les grèves de janvier ont donné lieu à huit applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage :

1° Grève de dominotiers à Méru (Oise). — Les ouvriers dominotiers de Méru ont cessé le travail le 3 janvier à la suite d'une réduction des prix de façon. Ils sont au nombre de 32, tous syndiqués, et travaillent chez 5 patrons.

Dès le début du conflit, ils ont sollicité l'intervention du juge de paix. Celui-ci a convoqué les parties à plusieurs reprises, mais, malgré les concessions faites par les ouvriers, l'entente n'a pu s'établir.

Les patrons maintiennent énergiquement leur baisse de prix, repoussent toute proposition d'arbitrage et s'efforcent de recruter un personnel non syndiqué.

2° Grève de tisseurs à Saulxures-sur-Moselotte (Vosges). — Le 4 janvier après-midi, les tisseurs et tisseuses de l'établissement Vélin se sont mis en grève au nombre de 341. Ils réclamaient la suppression d'un nouveau règlement relatif au nettoyage des métiers et à certaines mesures d'ordre intérieur et demandaient en outre le renvoi du directeur qui avait édicté ce nouveau règlement.

Sur la demande des grévistes, le juge de paix a réuni le 7 un comité de conciliation, mais sans réussir à ramener l'entente.

Le patron a repoussé l'arbitrage proposé en dernier lieu par le juge de paix et accepté par les ouvriers.

Le travail a été repris le 17 janvier aux conditions imposées.

3 contremaîtres et 15 ouvriers ont été congédiés.

3° Grève de fileuses de soie à Bollène (Vaucluse). — Le 10 janvier, 17 fileuses occupées chez MM. Michel et André ont cessé le travail.

Les grévistes, qui sont françaises, réclamaient le salaire alloué aux ouvrières italiennes, soit 1 fr. 50 au lieu de 1 fr. 25.

Sur leur demande, le juge de paix allait intervenir, mais le conflit s'est terminé le 13 avant qu'un comité de conciliation eût pu être réuni.

4° Grève de coupeurs en chaussures à Fougères. — Les coupeurs de la fabrique de chaussures Doussié se sont mis en grève le 17 janvier au nombre de 46 pour s'opposer à l'emploi des femmes à la coupe.

Le juge de paix a invité les deux parties à recourir à la procédure instituée par la loi sur la conciliation et l'arbitrage, mais aucune réponse ne lui est parvenue.

Cette grève a provoqué par solidarité une suspension de travail dans une maison de Paris où M. Doussié comptait faire exécuter ses travaux.

Le conflit n'est pas terminé.

5° Grève de bonnetiers à Troyes. — Les 29 ouvriers bonnetiers de la maison Bullot et Cernuel se sont mis en grève, le 20 janvier, à la suite d'une réduction de 12 à 15 p. o/o sur les tarifs.

Le juge de paix est intervenu pour essayer de mettre fin au conflit, mais les patrons ont opposé un refus formel à toute tentative de conciliation.

Les ouvriers ont alors consenti, le 26 janvier, à reprendre le travail aux conditions qui leur étaient imposées.

6° Grève de couvreurs à Nevers. — Les 30 ouvriers couvreurs de Nevers, occupés chez 10 patrons différents, se sont mis en grève, le 17 janvier, en demandant une augmentation de 10 centimes par heure de travail et la suppression de la retenue faite pour l'assurance.

Dès le début du conflit, les grévistes saisirent le juge de paix qui réunit, le 24 janvier, un comité de conciliation.

L'entente se fit rapidement après de mutuelles concessions; le comité fixa les salaires à 45 centimes l'heure au lieu de 40 centimes et réduisit à 1 p. 0/0 des salaires la retenue d'assurance.

Le travail a été repris le lendemain 25 janvier.

7° Grève d'ouvriers d'une usine d'électricité à Nancy. — Les ouvriers de l'usine d'électricité Fabius Henrion, au nombre de 200, y compris les contre-maitres, se sont mis en grève le 24 janvier.

Ils demandent le renvoi du directeur qu'ils accusent d'avoir renvoyé sous des prétextes futiles une trentaine d'ouvriers français pour les remplacer par des étrangers.

Après une intervention inefficace du maire, le juge de paix a convoqué les deux parties à une réunion de conciliation qui a eu lieu le 28 janvier.

L'accord n'a pu s'établir, le patron ayant déclaré que le grief invoqué contre son directeur, auquel il s'était lié par un contrat, n'était pas sérieux. Il a ajouté que, si des ouvriers étrangers avaient été embauchés, ils l'avaient été uniquement pour les besoins de travaux spéciaux, mesure qui n'avait fait qu'augmenter le personnel de l'usine et ne portait, par conséquent, aucun préjudice aux situations acquises.

Dans ces conditions, M. Henrion estime ne pouvoir donner suite aux réclamations de ses ouvriers. Il a proposé, le 8 février, de reprendre tout son ancien personnel au fur et à mesure des besoins de l'usine, de manière à conserver une centaine d'ouvriers embauchés au cours de la grève, en spécifiant que cette promesse ne concernait pas les contre-maitres. La grève continue.

8° Grève d'ouvriers d'une fabrique de mousquetons à Auxelles-Haut (territoire de Belfort). — Tous les ouvriers (300) de la fabrique de mousquetons de MM. Splender et Schwab se sont mis en grève, le 31 janvier, à la suite de l'application d'un nouveau tarif modifiant les conditions du travail.

Le juge de paix a proposé son intervention, mais ses offres ont été déclinées par les patrons et les ouvriers.

Le conflit a duré jusqu'au 8 février et s'est terminé par une transaction.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Décembre 1897.

Nombre des versements.....	219.375	
représentant une somme de.....		29.069.373 ¹
Nombre des remboursements.....	115.876	
représentant une somme de.....		26.684.788
Rentes achetées à 474 déposants pour un capital de.....		479.824
EXCÉDENT des versements sur les remboursements et achats de rentes.....		1.904.761
Nombre de comptes existant au 31 décembre 1897.....		2.899.307
Nombre de comptes existant au 31 décembre 1896.....		2.688.095
AUGMENTATION.....		211.208

Caisses d'épargne ordinaires.

*Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts
et consignations, pendant le mois de Janvier 1898.*

Dépôts de fonds.....	12.259.567 ¹	
Retraits de fonds.....		10.087.658
EXCÉDENT des dépôts.....		2.171.909
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.		2.352.036

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant les mois de Décembre 1897 et Janvier 1898.

	Décembre 1897.	Janvier 1898.
Nombre de versements reçus.....	456.547 ¹	26.571
représentant une somme de.....	7.625.638	1.442.134
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....	6.882.977	873.665
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.	1.644.176	573.626
Nouvelles rentes inscrites.....	105.371	50.950
Nombre de parties prenantes.....	1.244	795
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....	34.101.298	33.676.736
Nombre de titres.....	226.491	223.273

LES GRÈVES EN JANVIER 1898.

37 grèves ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de janvier.

Le nombre connu de grévistes pour 36 de ces grèves est de 3.765.

Ces grèves, sauf 3, n'ont affecté qu'un seul établissement.

Elles ont été provoquées par les causes ci-dessous :

Demandes d'augmentation de salaire	9
Réductions de salaire	16
Réglementation du travail	1
Demande d'augmentation de travail par des ouvriers travaillant aux pièces	1
Demande de mesurage exact des pièces	1
Règlements d'atelier	2
Refus d'accepter une amende pour retard	1
Demandes de réintégration d'ouvriers	2
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs	4
Demande de renvoi de femmes	1
Grève par solidarité	1

Elles se sont produites principalement dans les départements suivants : 6 dans la Seine; 5 dans le Nord; 3 dans le Pas-de-Calais et la Saône-et-Loire; 2 dans le Gard, l'Ille-et-Vilaine, la Meurthe-et-Moselle et le Rhône. Enfin, on en a compté 1 seule dans 12 autres départements.

Elles se répartissent dans les différentes industries ou professions de la manière suivante :

14 dans les textiles; 5 dans la chaussure; 4 dans les mines ou carrières; 3 dans le bâtiment, la métallurgie, la fabrication des tuiles ou de la poterie; 2 parmi des

typographies, 1 seule enfin parmi des ouvriers électriciens, dominotiers et laveurs de voitures.

Des 37 grèves commencées en janvier, 27 sont terminées.

Elles ont duré :

Une, 29 jours; une, 20 jours; une, 14 jours; deux, 13 jours; une, 12 jours;

GRÈVES COMMENCÉES

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
3 janvier.	5 janvier.	Thil.	Meurthe-et-Moselle	Mineurs	1	110
4 janvier.	6 janvier.	Calais.	Pas-de-Calais.	Tullistes (remonteurs)	1	8
4 janvier.	17 janvier.	Saulxure-sur-Moselotte.	Vosges.	Tisseurs	1	311
4 janvier.	17 janvier.	Digoin.	Saône-et-Loire.	Potiers (mouleurs)	1	28
5 janvier.	7 janvier.	Lyon.	Rhône.	Presseurs (vêtements confec- tionnés).	1	2
5 janvier.	10 janvier.	Labassère.	Hautes-Pyrénées.	Ardoisiers (fendeurs)	1	30
5 janvier.	25 janvier.	Paris.	Seine.	Ferblantiers	1	30
6 janvier.	7 janvier.	Paris.	Seine.	Laveurs de voitures	1	8
7 janvier.	17 janvier.	Rouvray.	Pas-de-Calais.	Mineurs	1	971
7 janvier.	.....	Moulins.	Allier.	Magons.	"	80
9 janvier.	.....	Méru.	Oise.	Dominotiers	5	32
9 janvier.	7 février.	Tavernay.	Saône-et-Loire.	Mineurs (schistes)	1	40
10 janvier.	13 janvier.	Bollène.	Vaucluse.	Filenses de soie.	1	17
10 janvier.	14 janvier.	Écuisses.	Saône-et-Loire.	Tuiliers.	1	30
10 janvier.	17 janvier.	Fougères.	Ille-et-Vilaine.	Ouvriers en chaussures.	1	171
10 janvier.	18 janvier.	Nîmes.	Gard.	Couseuses mécaniciennes de gilets de classe.	1	15
17 janvier.	24 janvier.	Nevers.	Nièvre.	Couvreurs	10	30
17 janvier.	26 janvier.	Troyes.	Aube.	Bonneteries (soie)	1	29
17 janvier.	.....	Dijon.	Côte-d'Or.	Ajusteurs mécaniciens.	1	40
17 janvier.	.....	Fougères.	Ille-et-Vilaine.	Coupeurs en chaussures.	1	46
18 janvier.	19 janvier.	Arcueil.	Seine.	Typographies	1	10
18 janvier.	1 ^{er} février	Watreloos.	Nord.	Tisseurs	1	700
18 janvier.	.....	Lannoy.	Nord.	Tisseurs	1	10
19 janvier.	.....	Paris.	Seine.	Gordonniers	1	7
19 janvier.	.....	Paris.	Seine.	Ouvriers en chaussures.	1	15
20 janvier.	22 janvier.	S.-Jean-d-Valerisque	Gard.	Filenses de soie.	1	20
22 janvier.	23 janvier.	Paris.	Seine.	Typographies	1	4
24 janvier.	28 janvier	Caudéran.	Gironde.	Ouvrières en chaussures.	1	50
24 janvier.	5 février.	S.-Laur-d-Cerdans	Pyrénées-Orientales	Tisseurs de toile.	1	35
24 janvier.	.....	Nancy.	Meurthe-et-Moselle	Électriciens.	1	200
24 janvier.	.....	Leers.	Nord.	Tisseurs	1	"
24 janvier.	.....	Calais.	Pas-de-Calais.	Ouvriers de scierie.	1	100
26 janvier.	2 février.	Halluin.	Nord.	Tisseurs	1	40
27 janvier.	28 janvier.	Louvroil.	Nord.	Céramistes (presseurs et des- sineuses).	1	91
27 janvier.	28 janvier.	Lyon.	Rhône.	Apprêteurs	1	15
28 janvier.	31 janvier.	Picquigny.	Somme.	Tisseurs	1	100
31 janvier.	8 février.	Auxelles-Haut.	Haut-Rhin.	Fabrique de mousquetons.	1	300

une, 10 jours; une, 9 jours; deux, 8 jours; trois, 7 jours; une, 5 jours; deux, 4 jours; deux, 3 jours; quatre, 2 jours; cinq, 1 jour;

Et ont abouti à :

3 réussites,

9 transactions,

14 échecs,

un résultat restant encore indéterminé.

N JANVIER 1898.

CAUSES DES GRÈVES.		RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10	
Réduction de salaire.....	Réussite.		
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.		
Demande de renvoi du directeur et de suppression d'un nouveau règlement d'atelier.....	Échec.		
Refus d'accepter un nouveau règlement d'atelier.....			
Réduction de salaire.....	Échec (1).	(1) Grévistes remplacés.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	(2) Les journées chômées ont été payées aux grévistes, mais ceux-ci ont été remplacés et leurs successeurs avertis qu'en cas de chômage forcé ils recevraient seulement une indemnité de 2 francs et non leur salaire entier.	
Réduction de salaire.....	Transaction.		
Demande de paiement intégral des journées chômées.....	Échec (2).		
Demande d'augmentation de salaire et de suppression du livret de paye.....	Réussite.		
Demande d'augmentation de salaire.....			
Réduction de salaire.....	Transaction.		
Réduction de salaire.....	Échec.	(3) Les grévistes se sont immédiatement embauchés ailleurs.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec (3).		
Réduction des tarifs par suite de modifications au travail.....	Transaction.		
Réduction de salaire.....	Échec.	(4) Conciliation devant le juge de paix.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction (4).		
Réduction de salaire.....	Échec.		
Réduction de salaire.....			
Demande de renvoi des femmes employées à la coupe.....		(5) Les grévistes congédiés ont été immédiatement embauchés ailleurs par les soins du syndicat.	
Suppression de l'indemnité supplémentaire pour le travail du dimanche.....	Échec (5).		
Réduction de salaire.....	Transaction.		
Réduction de salaire.....			
Demande d'augmentation de travail par les ouvriers aux pièces.....			
Solidarité avec les grévistes d'un établissement dirigé à Fougères par le même patron.....			
Demande de renvoi d'une surveillante.....	Échec.	(6) Les grévistes congédiés ont été immédiatement embauchés ailleurs par les soins du syndicat.	
Demande de paiement de l'indemnité supplémentaire pour le travail de nuit.....	Échec (6).		
Réduction de salaire.....	Transaction (7).		
Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	Échec.	(7) 13 grévistes ont été remplacés.	
Demande de renvoi du directeur.....			
Refus d'accepter une amende pour retard.....			
Demande d'augmentation de salaire.....			
Réduction de salaire.....	Échec.		
Règlementation du travail.....	Échec.		
Demande de renvoi d'une vérificatrice.....	Échec.		
Demande de mesurage exact des pièces et de réintégration d'un ouvrier congédié.....	Réussite.		
Réduction de salaire.....	Transaction.		

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de janvier 1898, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Indre-et-Loire [16 décembre 1897]. — Chambre syndicale des marchands de fers et de quincaillerie de la Touraine et du Centre (16 membres). Siège social : palais du Commerce, à Tours.

Jura [20 novembre 1897]. — Syndicat des boulangers de Saint-Claude (22 membres). Siège social : place du Marché, hôtel de la Poste, à Saint-Claude.

Loire [29 novembre 1897]. — Chambre syndicale patronale de l'instrument de pesage dans la région forézienne (7 membres). Siège social : place Villebœuf, café de France, à Saint-Étienne.

[6 novembre 1897]. — Chambre syndicale de l'industrie des cycles de Saint-Étienne et du bassin de la Loire (35 membres). Siège social : rue de la République, n° 1, à Saint-Étienne.

Loire-Inférieure [1^{er} novembre 1897]. — Syndicat des marchands d'animaux de race bovine (10 membres). Siège social : rue de Tabusac, 12, à Nantes.

[15 octobre 1897]. — Syndicat des intérêts industriels (représentants de commerce) (200 membres). Siège social : rue de la Fosse, 34, à Nantes.

Loiret [10 novembre 1897]. — Association du commerce et de l'industrie pour le développement du commerce et de l'industrie de l'arrondissement de Montargis (71 membres). Siège social : mairie de Montargis.

Nord [11 décembre 1897]. — Chambre syndicale des marchands bouchers et charcutiers de la ville d'Armentières (50 membres). Siège social : rue du Curé, 5, à Armentières.

Puy-de-Dôme [15 octobre 1897]. — Syndicat de l'ameublement de Clermont-Ferrand (40 membres). Siège social : salle de l'Union des syndicats (bâtiment du Théâtre), à Clermont-Ferrand.

Rhône [14 décembre 1897]. — Chambre syndicale des teinturiers et apprêteurs de Lyon (70 membres). Siège social : place des Terreaux, 3, à Lyon.

[7 janvier 1898]. — Association des chefs de cabinet de dessins de la ville de Lyon (25 membres). Siège social : quai Saint-Antoine, 2, à Lyon.

[9 décembre 1897]. — Chambre syndicale lyonnaise des acheteurs de soieries pour la France et l'exportation (21 membres). Siège social : rue de la République, 4, à Lyon.

[24 décembre 1897]. — Syndicat lyonnais des transports (12 membres). Siège social : place des Terreaux (brasserie Gruber), à Lyon.

[25 novembre 1897]. — Syndicat professionnel des négociants et commissionnaires en bestiaux de la ville de Lyon (150 membres). Siège social : chemin Saint-Just, 4, à Saint-Simon.

Seine [31 décembre 1897]. — Association de la Presse périodique française (125 membres). Siège social : place Saint-Michel, à Paris.

[13 janvier 1898]. — Union des entrepreneurs suburbains de l'industrie du bâtiment du département de la Seine (307 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris.

[17 janvier 1898]. — Chambre syndicale des fabricants de casquettes et entrepreneurs à façon de Paris (42 membres). Siège social : rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, à Paris.

[10 décembre 1897]. — Syndicat des titulaires des places du Marché-Saint-Honoré (68 membres). Siège social : place du Marché-Saint-Honoré, 30, à Paris.

Seine-Inférieure [15 novembre 1897]. — Syndicat des pharmaciens de l'arrondissement de Dieppe (8 membres). Siège social : Grande-Rue, 41, à Dieppe.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [20 octobre 1897]. — Chambre syndicale des mouleurs en métaux de Montluçon (50 membres). Siège social : faubourg Saint-Pierre, café Varenne, à Montluçon.

[1^{er} décembre 1897] — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de pierres et sculpteurs de Moulins (35 membres). Siège social : boulevard de Courtais, à Moulins.

Alpes-Maritimes [16 décembre 1897]. — Chambre syndicale ouvrière des tailleurs d'habits de la ville de Nice (55 membres). Siège social : Bourse du travail, à Nice.

[18 novembre 1897]. — Syndicat des garçons de magasin de la ville de Nice (40 membres). Siège social : Bourse du travail, à Nice.

Aude [15 novembre 1897]. — Syndicat des ouvriers peintres (14 membres). Siège social : Bourse du travail, à Carcassonne.

[1^{er} novembre 1897]. — Syndicat des tailleurs d'habits (25 membres). Siège social : Bourse du travail, à Carcassonne.

Bouches-du-Rhône [5 novembre 1897]. — Syndicat des préposés de la manufacture d'allumettes d'Aix-en-Provence (7 membres). Siège social : chemin du Petit-Barthélémy, 1, à Aix.

Charente-Inférieure [20 novembre 1897]. — Syndicat des débardeurs et charbonniers de la Rochelle-la-Pallice (138 membres). Siège social : avenue de la Gare, 2, à la Rochelle.

Haute-Garonne [19 janvier 1898]. — Chambre syndicale des distributeurs de journaux de Toulouse (20 membres). Siège social : Bourse du travail, à Toulouse.

[2 novembre 1897]. — Union syndicale et de secours mutuels des ouvriers boulangers de Toulouse (45 membres). Siège social : rue des Trois-Banquets, 9, à Toulouse.

Gironde [9 décembre 1897]. — Société syndicale des ouvriers tailleurs de pierres et maçons réunis (22 membres). Siège social : rue Saint-Jullien (salle de l'Athénée), à Libourne.

[6 novembre 1897]. — Association syndicale des chœurs du Grand Théâtre municipal de Bordeaux (32 membres). Siège social : cours du Chapeau-Rouge, 21, à Bordeaux.

Indre [11 décembre 1897]. — Groupe syndical des ouvriers manœuvres de Châteauroux (23 membres). Siège social : à Châteauroux.

Indre-et-Loire [5 janvier 1898]. — Syndicat des ouvriers de la métallurgie (15 membres). Siège social : rue Marceau, 20, à Tours.

[11 décembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers en articles de chasse, de voyage et parties similaires du département d'Indre-et-Loire (8 membres). Siège social : Bourse du travail, à Tours.

[11 décembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers de la ville de Tours et du département d'Indre-et-Loire (46 membres). Siège social : Bourse du travail, à Tours.

Lot [19 décembre 1897]. — Syndicat des ouvriers du centime du magasin des tabacs de Cahors (16 membres). Siège social : rue Brive, 36, à Cahors.

Nord [30 octobre 1897]. — Fédération locale des syndicats ouvriers de Lille et des environs (10 syndicats adhérents). Siège social : rue de Béthune, 21, à Lille.

Seine [20 décembre 1897]. — Association syndicale des professeurs de l'enseignement libre de France et de l'étranger (instituteurs, institutrices, professeurs) (30 membres). Siège social : rue de la Chapelle, 9, à Paris.

[18 décembre 1897]. — Union fraternelle des ouvriers boulangers de la Seine (région Nord-Ouest-Paris) (30 membres). Siège social : rue Batagny, 45, à Paris.

[25 décembre 1897]. — Syndicat des commis, chefs et sous-chefs ouvriers des magasins centraux de la guerre (140 membres). Siège social : avenue de la Bourdonnais, 63, à Paris.

Seine-Inférieure [5 décembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers charrons de la ville du Havre (35 membres). Siège social : cercle Franklin, au Havre.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Aude [25 novembre 1897]. — Syndicat agricole de Villepinte (60 membres). Siège social : à Villepinte.

Cher [20 décembre 1897]. — Syndicat viticole des vignerons de la commune de Massay (146 membres). Siège social : mairie de Massay.

Doubs [21 novembre 1897]. — Syndicat agricole et viticole de Montgesoye, *Le Gamy* (47 membres). Siège social : mairie de Montgesoye.

Haute-Garonne [20 décembre 1897]. — Syndicat central agricole de la Haute-Garonne et départements circonvoisins (200 membres). Siège social : place Dupuy (halle aux grains), à Toulouse.

Indre-et-Loire [14 décembre 1897]. — Syndicat agricole et de corvées de Saint-Pierre-des-Corps (30 membres). Siège social : à Saint-Pierre-des-Corps.

Isère [18 novembre 1897]. — Syndicat agricole de Saint-Cassien (5 membres). Siège social : à Saint-Cassien.

[4 décembre 1897]. — Syndicat agricole de Chautesse (7 membres). Siège social : à Chautesse.

[12 décembre 1897]. — Syndicat des agriculteurs de la commune d'Anjou et ses environs (76 membres). Siège social : à Anjou.

Lot-et-Garonne [6 décembre 1897]. — Syndicat des agriculteurs d'Astafort (35 membres). Siège social : Grande-Rue, maison Lartigau, à Astafort.

Haute-Marne (28 décembre 1897). — Syndicat agricole et viticole de la commune de Chancenay (26 membres). Siège social : à Chancenay.

Meuse [15 décembre 1897]. — Syndicat d'industrie agricole de Tilly-sur-Meuse (13 membres). Siège social : à Tilly-sur-Meuse.

[9 décembre 1897]. — Syndicat professionnel agricole de Haudainville (40 membres). Siège social : à Haudainville.

[1^{er} décembre 1897]. — Syndicat agricole de la commune de Bonnet (5 membres). Siège social : à Bonnet.

Savoie [20 novembre 1897]. — Syndicat agricole de Saint-Maxime, de la section communale de Beaufort (22 membres). Siège social : à Beaufort.

Seine-et-Marne [14 décembre 1897]. — Syndicat agricole du canton de Moret (44 membres). Siège social : rue du Château, 16, à Moret.

[12 décembre 1897]. — Syndicat des cultivateurs de la commune de Buthiers et des communes limitrophes pour l'achat des engrais industriels (50 membres). Siège social : mairie de Buthiers.

4^e UNION DE SYNDICATS.

Indre-et-Loire [10 décembre 1897]. — Office du travail d'Indre-et-Loire (4 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Marceau, 20, à Tours.

Seine [23 janvier 1897]. — Fédération des syndicats des pilotes, des mécaniciens et des corporations réunies des bateaux à vapeur (3 chambres syndicales adhérentes). Siège social : boulevard Excelsmans, 24, à Paris.

[31 décembre 1897]. — Fédération nationale des ouvriers restaurateurs-limonadiers et assimilés (7 chambres syndicales adhérentes). Siège social : boulevard de Magenta, 6, à Paris.

Seine-Inférieure [5 janvier 1898]. — Fédération des employés de France (14 chambres syndicales adhérentes). Siège social : place de la Haute-Vieille-Tour, à Rouen.

OPÉRATIONS DE LA CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE EN 1896 ⁽¹⁾.

Le nombre des versements effectués, dans le cours de 1896, s'est élevé à 2.803.412, représentant une somme totale de 355.274.279 francs. La moyenne par versement a été de 127 francs (144 francs en 1895).

Le nombre des remboursements s'est élevé à 1.375.703, pour un montant total de 342.522.859 francs. La moyenne par remboursement a été de 249 francs (270 francs en 1895).

L'excédent des versements sur les remboursements n'est que de 12.751.419 francs, en diminution de 30.271.315 francs, sur l'excédent constaté en 1894, qui se montait à 43.022.734 francs. C'est là une conséquence de la loi du 20 juillet 1895,

(1) D'après le rapport officiel, en date du 20 novembre 1897 (J. O., 17 janvier).

qui a été appliquée intégralement à partir du 1^{er} janvier 1896, et d'après laquelle le montant maximum des dépôts se trouve abaissé à 1,500 francs.

Le nombre de comptes existant au 1^{er} janvier 1896 était de 2,486,952. Dans le courant de l'exercice, il en a été ouvert 456,957 nouveaux et il en a été soldé 271,001. Le nombre de comptes existant au 31 décembre 1896 s'élevait, par conséquent, à 2,682,908.

L'avoir des déposants, au 31 décembre 1895, se montait à 753,458,528 francs.

Au 31 décembre 1896, il atteignait 784,950,207 francs, accusant ainsi une augmentation de 31,491,679 francs pendant l'exercice.

Ce solde créditeur de 784,950,207 francs est représenté à l'actif par :

Valeurs de l'État français appartenant à la Caisse nationale d'épargne	740.141.120 ^f
Solde du compte courant à la Caisse des dépôts et consignations	42.639.498
Compte débiteur relatif à des opérations qui n'ont été réalisées qu'en 1897 par la Caisse des dépôts	2.169.589
TOTAL ÉGAL à l'avoir des déposants	784.950.207

Depuis le début de l'institution, le nombre et le montant des versements annuels ont été presque constamment en augmentant.

Les chiffres ci-dessous en font foi :

VERSEMENTS ANNUELS (1).

ANNÉES.	PREMIERS VERSEMENTS et versements ultérieurs.		MOYENNE
	Nombre.	Montant.	des versements.
		francs.	francs.
1882.....	473.155	64.628.663	137
1883.....	697.433	73.015.500	105
1884.....	917.131	94.061.543	103
1885.....	1.039.707	112.906.333	109
1886.....	1.196.348	133.206.613	111
1887.....	1.291.852	144.369.619	112
1888.....	1.455.780	169.276.988	116
1889.....	1.701.267	208.350.959	122
1890.....	1.948.184	261.060.885	135
1891.....	2.214.743	323.291.561	146
1892.....	2.496.755	388.036.233	155
1893.....	2.350.139	338.037.373	144
1894.....	2.653.982	394.629.833	148
1895.....	2.792.412	403.083.304	144
1896.....	2.799.158	355.208.086	127

(1) Non compris les opérations internationales et les arrérages perçus sur les titres de rentes laissés en dépôt. Ces sommes figurent dans le total indiqué plus haut.

Le nombre des versements s'est accru chaque année (sauf en 1893). Le montant des versements a subi quelques oscillations; néanmoins, la marche générale de ces chiffres est un accroissement.

Les frais d'administration se sont élevés en 1896 à 3.329.479 francs. Ils ne représentent que 0,42 p. 0/0 des sommes dues aux déposants au 31 décembre, dont le chiffre est de 784.950.207 francs.

NOMBRE ET IMPORTANCE DES LIVRETS.

Au 31 décembre 1896, il existait 2.682.908 livrets en circulation. En classant ces livrets par catégorie d'importance, on trouve les résultats suivants :

CATÉGORIES	NOMBRE	PROPORTION p. 100 dans le nombre total des livrets.	MONTANT	PROPORTION p. 100 dans le montant total des livrets.	MONTANT moyen par livret.
d'importance des livrets.	de livrets.		des livrets.		
—	—	—	—	—	—
			francs.		fr. c.
Livrets de 20 francs et au-dessous.	1.093.065	40,75	7.915.623	1,01	7,24
Livrets de 21 à 100 ^f	549.951	20,51	25.724.015	3,27	46,77
— de 101 à 200	243.073	9,08	30.707.021	3,91	126,32
— de 201 à 500	147.304	5,49	46.652.546	5,94	316,70
— de 501 à 1.000	289.301	10,78	174.435.802	22,22	602,95
— de 1.001 à 1.500	218.839	8,16	248.571.667	31,67	1.135,86
Livrets de 1.501 à 2.000 ^f (non réductibles, quant à présent, en raison du délai de tolérance)....	60.018	2,20	99.665.388	12,90	1.660,59
Livrets au-dessus de 1.500 francs (passibles de réduction dans le délai de trois mois)...	29.779	1,11	45.635.317	5,60	1.532,50
Livrets au-dessus de 2.000 francs (réduc- tibles dans le délai de trois mois pour la partie qui excède 2.000 ^f mais bénéficiant du délai de tolérance pour être ramenés à 1.500 ^f).	50.846	1,90	102.922.473	13,12	2.024,19
Livrets au-dessus de 2.000 francs (apparte- nant à des sociétés auto- risées à verser jusqu'à 15.000 fr.).....	732	0,02	2.820.355	0,36	3.852,94
TOTAUX	2.682.908	100,00	784.950.207	100,00	292,57

Il a été délivré, en 1896, 466.957 livrets nouveaux, dont 270.154 à des hommes

et 196.803 à des femmes. En voici le classement d'après le sexe et la profession des déposants :

DÉSIGNATION	HOMMES	FEMMES	TOTAL	PROPORTION p. 100
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.....	23.153	6.989	30.142	6,48
Journaliers et ouvriers agricoles....	38.414	11.170	49.584	10,62
Ouvriers d'industrie.....	49.843	26.512	76.355	16,37
Domestiques.....	25.379	40.788	66.167	14,18
Militaires et marins.....	19.025	259	19.284	4,13
Employés.....	34.062	9.209	43.271	9,27
Professions libérales.....	11.760	5.174	16.934	3,63
Propriétaires, rentiers et personnes sans profession.....	16.712	50.712	67.424	14,44
Mineurs n'exerçant aucune profession	51.103	45.766	96.869	20,76
Nomades.....	703	224	927	0,12
TOTAUX.....	270.154	196.803	466.957	100,00

Cette division des livrets est sensiblement la même que celle observée au cours des années précédentes, sauf une légère diminution dans la catégorie des déposants propriétaires, rentiers et personnes sans profession (14,44 p. 100 au lieu de 18,22 p. 0/0 en 1895).

En outre, 441 livrets ont été délivrés à des sociétés, dont voici la désignation :

DÉSIGNATION.	NOMBRE.
Sociétés de secours mutuels.....	198
Syndicats ou associations professionnelles.....	52
Compagnies de sapeurs-pompiers.....	27
Compagnies agricoles.....	4
Cercles d'officiers.....	11
Cercles et mess de sous-officiers.....	11
Sociétés de coopération.....	14
Sociétés de bienfaisance.....	29
Sociétés diverses.....	95
TOTAL.....	441

Caisse nationale d'assurances en cas de décès.

OPÉRATIONS ET SITUATION EN 1896.

Le nombre des *assurances individuelles* contractées en 1896 est de 83, et le capital assuré correspondant s'élève à 117,448 francs.

Déduction faite des règlements de sinistres et des annulations, le montant total des *capitaux assurés*, au 31 décembre 1896, est de 3.016.613^f
 Au 31 décembre 1895, ce montant était de 3.037.218

Il y a donc eu diminution de 20.605

Il a été encaissé pour le compte des assurances individuelles 1,074 primes représentant une somme de 68.393 francs.

Les capitaux payés au décès s'élèvent à 45.561 francs pour 24 polices. Ils sont, par rapport aux primes de l'année, dans la proportion de 66,5 p. o/o.

Les *assurances collectives*, contractées en 1896 par les sociétés de secours mutuels approuvées, sont au nombre de 69 et comprennent 13.336 membres participants. Les primes allérentes à ces assurances se montent à 76.750 francs. Les paiements de capitaux assurés, y compris les remboursements de primes, forment un total de 92.780 francs. L'excédent des dépenses sur les recettes, en ce qui concerne les assurances collectives, est donc de 16,030 francs, et les paiements représentent 120 p. o/o des primes correspondantes.

Les fonds placés ont produit 37.709 francs d'intérêts. L'excédent des recettes totales sur les dépenses totales de la Caisse ressort à 41.763 francs.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1896.

Actif (calculé au taux de 3 1/4 p. 0/0).

Rentes françaises 3 p. o/o et 3 1/2 p. o/o.....	1.174.093 ^f
Solde du compte courant à la Caisse des dépôts.....	66.927

TOTAL.....	1.241.020
------------	-----------

A déduire les primes payées par anticipation en 1896 sur polices individuelles.....	356
---	-----

MONTANT TOTAL de l'actif.....	1.240.664
-------------------------------	-----------

Passif (calculé au taux de 3 p. 0/0).

1° Assurances individuelles :

Polices en règlement.....	18.937 ^f
Polices non reconstituées à la suite des incendies de 1871.....	2.242
Valeur, au 31 décembre 1896, des polices en cours.....	1.756.394

ENSEMBLE.....	1.777.573
---------------	-----------

A déduire :

Primes échues non payées et intérêts de retard.....	9.003 ^f
Valeur, au 31 décembre 1896, des primes à recevoir.....	814.631

ENSEMBLE.....	823.634
---------------	---------

MONTANT du passif correspondant aux assurances individuelles.....	953.939
---	---------

2° *Assurances collectives*

Charges à provenir des assurances en règlement ou en cours au 31 décembre 1896	28,868 ^f
Charges à provenir des assurances collectives contractées en 1896 pour produire leur effet à partir du 1 ^{er} janvier 1897.....	43.238
MONTANT du passif correspondant aux assurances collectives...	72.106
MONTANT TOTAL du passif.....	1.026.045
Excédent de l'actif sur le passif.....	214.619
L'excédent constaté au 31 décembre 1895 était de.....	207.591
Il y a eu, par suite, augmentation d'excédent, pour.....	7.028

L'augmentation de l'excédent de l'actif sur le passif a pour cause, en premier lieu, l'existence même d'un excédent, d'où résulte un revenu supérieur à celui de la réserve mathématique normale. Elle provient aussi de ce que les titres de rente qui composent l'actif produisent intérêt à un taux légèrement plus élevé que le taux des nouveaux tarifs, d'après lesquels les charges sont calculées.

Caisse nationale d'assurances en cas d'accident.

OPÉRATIONS ET SITUATION EN 1896.

Les cotisations versées en 1896 sont au nombre de 1.488 et représentent une somme de 9.460 francs.

Les indemnités allouées aux victimes d'accident ou à leurs ayants droit se montent à 6.800 francs et se composent de 6.400 francs versés à la Caisse nationale des retraites pour constituer deux pensions et de 400 francs alloués en cas d'accident ayant entraîné la mort.

Les intérêts produits par les fonds placés s'élèvent à 202.782 francs.

Les recettes totales ont été de 212.714 francs, et les dépenses totales de 7.475 francs; ce qui porte l'excédent de recettes de l'année à 205.239 francs.

Depuis l'origine de la Caisse (11 juillet 1868) jusqu'au 31 décembre 1896, les primes versées, au nom de 39.654 assurés, forment un total de 251.516 francs. Les règlements de sinistres et les frais accessoires n'ont entraîné qu'une dépense de 190.216 francs, qui n'a atteint que 75.63 p. o/o des versements et laisse un excédent de 61.299 francs.

Sur les 39.654 assurances, la Caisse n'a eu à régler que 81 sinistres, dont 61 ayant occasionné une incapacité permanente de travail et 20 ayant été suivis de mort.

C'est une moyenne de 2.04 par 1.000 assurés, dont 1.54 cas d'incapacité permanente, et 0.50 cas de mort.

Le nombre moyen des personnes assurées annuellement est de 1.416.

LA CHAMBRE CONSULTATIVE (1)

ET

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION

AU 1^{er} JANVIER 1898.

Comme suite aux renseignements publiés les années précédentes (2) on trouvera ci-après la liste des sociétés ouvrières de production adhérentes à la Chambre consultative de ces associations, au 1^{er} janvier 1898.

On remarquera que 5 seulement parmi ces 111 sociétés sont antérieures à 1870 et que 72 p. o/o d'entre elles ont été fondées depuis 1892, savoir :

En 1892.....	7	sociétés.
En 1893.....	5	—
En 1894.....	16	—
En 1895.....	21	—
En 1896.....	22	—
En 1897.....	9	—

Nombre total des sociétés fondées dans les 6 dernières années 80 sociétés.

DATE de la fondation.	PROFESSION ET SIÈGE SOCIAL.
A. — INDUSTRIES DU BÂTIMENT.	
1^o PARIS.	
1888.	Casseurs de pierres du département de la Seine (Société des ouvriers), 34, avenue de Clichy.
1891.	Casseurs de pierres de Paris (Société des ouvriers), 75, rue Castagnary.
1891.	Charpentiers de la Villette (Société des ouvriers), 49, rue Saint-Blaise.
1893.	Charpentiers de Paris (Société des ouvriers), 24 et 26, rue Labrouste.
1896.	Charpentiers réunis (Société coopérative les), 77, rue de Tolbiac.
1896.	Couvreurs-Plombiers LA LUTÈCE (Association coopérative d'ouvriers), 16, rue Bichat.
1890.	Doreurs sur bois (Association des ouvriers), 93, rue Caulaincourt.
1891.	Ébénisterie parisienne (Association générale de l'), 32, cité Bertrand.
1894.	Ébénistes et menuisiers, LE LABEUR (Association générale des), 52, passage du Bureau (11 ^e arrondissement).
1882.	Éclairage moderne (Association ouvrière l'), 14, passage Saint-Pierre-Amelot.
1896.	Frotteurs-Encaustiqueurs, LA PRÉVOYANTE (Association ouvrière des), 187, rue Saint-Denis.
1896.	Fumistes de Paris (Association coopérative des ouvriers), 11, rue Jean-Beausire.
1888.	Granitiers du département de la Seine (Association des ouvriers), 33, rue Sainte-Eugénie.
1894.	Granitiers et poseurs de granit (Société coopérative des ouvriers), 4, passage d'Ivry.
1894.	Maçons de Paris (Association ouvrière des), 119, rue Michel-Bizot.
1895.	Maçons de la Seine (Association ouvrière des), 4, rue Michel-de-Bourges.
1884.	Menuisiers de Paris (Association des ouvriers), 35, rue du Poteau.
1897.	Menuisiers, L'ESPÉRANCE DU BÂTIMENT (Association des ouvriers), 10, rue du Clos.
1892.	MENUISERIE MODERNE (Association corporative la), 161, rue Marcadet.
1891.	Parqueteurs (Société coopérative des ouvriers), 10, rue de la Rosière-Grenelle.
1884.	Paveurs de Paris (Association des ouvriers), 131, boulevard Bessières.

(1) Le siège de la chambre consultative est 27, boulevard Saint-Martin, Paris.

(2) Voir Bulletin de 1897, page 318, et de 1896, page 318.

PROFESSION ET SIÈGE SOCIAL.

1891. *Paveurs, LE PAVAGE* (Association d'ouvriers), 63, boulevard Brune.
 1882. *Peintres, LE TRAVAIL* (Association d'ouvriers), 50, rue de Maistre.
 1895. *Peintres, LA MUTUELLE* (Association d'ouvriers), 60, rue Caulaincourt.
 1896. *Peintres, LA PRÉVOYANTE* (Association d'ouvriers), 106, rue Saint-Charles.
 1896. *Peintres, L'UNION* (Association d'ouvriers), 91, quai Valmy.
 1897. *Peintres, LA SEINE* (Association d'ouvriers), 116, rue de la Jonquières.
 1886. *Piqueurs de grès du département de la Seine* (Association des ouvriers), 38, rue du Moulinet.
 1892. *Plombiers-couvreurs-zingueurs* (Association des ouvriers), 152, rue Saint-Maur.
 1896. *Plombiers, couvreurs, zingueurs, L'AVENIR* (Société coopérative d'ouvriers), 18, rue d'Odessa.
 1897. *Puisatiers, terrassiers et cimentiers L'UNION FRATERNELLE* (Association coopérative des), 5, rue Pernetty.
 1897. *Rampistes sur bois* (Association ouvrière), 24, rue de Charanton.
 1895. *Replanisseurs de la Seine* (Société coopérative d'ouvriers replanisseurs de parquets), 24, rue du Cloître-Saint-Merri.
 1896. *Sculpteurs, décorateurs et ornementistes* (Société coopérative de), 99, rue Mademoiselle.
 1888. *Sculpteurs mouleurs* (Union des), 60, rue Caulaincourt.
 1887. *Serruriers* (Union des ouvriers), 7, rue Froissard.
 1895. *Serruriers, L'AVENIR DU BATIMENT* (Société coopérative des ouvriers), 40, rue Servan.
 1884. *Tapissiers* (Association corporative des ouvriers), 60, rue de Maistre.

2^e DÉPARTEMENTS.

1896. *Bâtiment* (Association ouvrière du), 5 et 7, rue Sadi-Carnot, Rive-de-Gier (Loire).
 1894. *Charpentiers* (Association des ouvriers), 20, rue Ternois, Lyon.
 1895. *Couvreurs et plafonneurs* (Union d'ouvriers), 2, rue Saint-Honoré, Amiens.
 1895. *Couvreurs* (Union des ouvriers), 7, Grande-Venelle, Morlaix.
 1894. *Ébénistes et menuisiers, L'AMEUBLEMENT* (Société coopérative d'ouvriers), 32, rue de Brest, Morlaix.
 1896. *Maçons, tailleurs de pierre et carriers* (Association ouvrière des), 5, rue du Faisan, Niort.
 1890. *Menuisiers* (Association coopérative des ouvriers), 24, rue Rabelais, Poitiers.
 1892. *Menuisiers* (Assoc. l'Union des ouvriers), 18, rue Pailhot-de-Montabert, Troyes.
 1895. *Menuisiers* (Association des ouvriers), 12, rue Cruveilhier, Limoges.
 1895. *Menuisiers et ébénistes* (Association coopérative des ouvriers), 12, place de la Halle-au-Blé, Rennes.
 1894. *Menuisiers* (Association coopérative des ouvriers), 32, rue du Hautoir, Bordeaux.
 1890. *Paveurs et cimentiers, L'ÉPARGNE* (Assoc. des ouvriers), 15, rue Deyries, Bordeaux.
 1895. *Peintres, L'ESPÉRANCE* (Association coopérative d'ouvriers), 8, rue Haute-Vienne, Limoges.
 1895. *Peintres-plâtriers, LE TRAVAIL* (Association coopérative d'ouvriers), 1, passage Saint-Pothain, Lyon.
 1896. *Peintres et vitriers, LE TRAVAIL* (Association coopérative des ouvriers), 54 et 56, rue d'Arès, Bordeaux.
 1888. *Plâtriers-peintres* (Société coopérative des ouvriers), 38, rue de la République, Saint-Etienne.
 1895. *Plâtriers et plafonneurs* (Association coopérative des ouvriers), 12, rue Prépapaud, Limoges.
 1896. *Serruriers* (Association coopérative d'ouvriers), 3, impasse Laurendon, Bordeaux.
 1897. *Serruriers* (Association coopérative des ouvriers), 13, rue des Ecoles, Limoges.
 1894. *Tailleurs de pierre et maçons réunis* (Société coopérative des), 15, place d'Aquitaine, Bordeaux.
 1895. *Tailleurs de pierre et maçons* (Association des ouvriers), 32, faubourg Manigne, Limoges.
 1897. *Tailleurs de pierres et maçons* (Association coopérative des), 3 bis, rue Chilvert, Poitiers.

B. — INDUSTRIES DIVERSES.

1^{er} PARIS.

1897. *Boulangers* (Association coopérative d'ouvriers), 75, boulevard de la Villette.
 1895. *Brossiers de la Seine* (Société coopérative des ouvriers), 4, rue du Chalet.
 1894. *Cartonnage en tous genres* (Association générale du), 10, cité d'Angoulême, 66, rue d'Angoulême.
 1885. *Colliers anglais* (Société des ouvriers en), 95, faubourg Saint-Martin.
 1897. *Confection ouvrière* (Société coopérative la), 3, rue Claude-Vellefaux.

DATE
de la
fondation.

PROFESSION ET SIEGE SOCIAL.

1896. *Cordonniers, L'ABEILLE* (Association ouvrière), 20, rue Lebrun.
1892. *Diamantaires* (Association des ouvriers), 117, boulevard de la Villette, usine Falck.
1868. *Ferblantiers réunis* (Association générale des ouvriers), 15, rue des Trois-Bornes.
1895. *Fonderie de cuivre* (Société coopérative des ouvriers de la), 135, rue Oberkampf, 5, cité Griset.
1896. *Gautiers, LE PROGRÈS* (Association générale des ouvriers), 36, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie.
1882. *Horlogers* (Société coopérative des), 10, rue de Saintonge.
1896. *IMPRIMERIE ÉCONOMIQUE* (Association ouvrière), 21, passage Maurice.
1869. *IMPRIMERIE NOUVELLE* (Association ouvrière), 11, rue Cadet.
1865. *Instruments de musique, bois et cuivre* (Association générale des ouvriers en), 81, rue Saint-Maur.
1896. *Instruments de précision* (Association des ouvriers en), 117, avenue du Maine.
1895. *Lanterniers* (Association coopérative des ouvriers), 14, rue Poncelet.
1848. *Limes* (Association des ouvriers en), 48, rue des Gravilliers.
1866. *Lithographie parisienne* (Association d'ouvriers, la) 27 bis, rue Corbeau.
1894. *Malletiers, articles de voyage et d'équipement* (Association corporative des ouvriers), 26, rue des Bons-Enfants.
1895. *Papeterie moderne* (Association coopérative ouvrière la), 13, cour et passage de la Ferme-Saint-Lazare.
1893. *Photographes* (Union française des), 60, rue du Château-d'Eau.
1892. *Sacs en papier* (Société coopérative des ouvriers en), 43, rue de Gergovie.
1892. *Selliers, L'AVENIR* (Association des ouvriers), 49, rue de Rivoli.
1897. *Sparterie* (Association corporative des ouvriers en), 19, rue Francœur.
1893. *Tailleurs de glaces* (Association coopérative d'ouvriers), 119, rue Saint-Maur.
1895. *Toilette anglaise* (Union coopérative des ouvriers de la), 5, passage Charles-Dallery.
1886. *Voitures* (Association corporative des ouvriers en), 91 bis, rue de La Chapelle.

2^e DÉPARTEMENTS.

1895. *Boulangers* (Société coopérative des ouvriers) 12, rue de la Loi, Limoges.
1894. *Charbonniers du port* (Société coopérative des ouvriers), 9, rue Palfray, le Havre.
1876. *Cordonniers, LA SOLIDARITÉ* (Société coopérative des ouvriers), 14, rue Neuve-de-Paris, Limoges.
1896. *Cordonniers, LA FRATERNELLE* (Association coopérative des ouvriers), 129, rue Cuvier, Lyon.
1895. *Couteillers réunis de Chezelles* (Société coopérative des ouvriers), 11, boulevard Blossac, Châtelleraut.
1892. *Diamantaires* (Société coopérative des ouvriers), usine de la Serre, près St-Claude (Jura).
1894. *Fondeurs réunis* (Société coopérative, les), rue de la Verrierie, Chalon-sur-Saône.
1894. *Forestiers de la forêt de Montmorency* (Association des ouvriers), place de la Mairie, Domont (Seine-et-Oise).
1896. *Horlogers, LA PHALANGE HORLOGÈRE BISONNINE* (Association ouvrière), 9, rue de la Bou-teille, Besançon.
1893. *IMPRIMERIE MODERNE* (Association ouvrière), 64, cours Victor-Hugo, Agen.
1893. *Imprimeurs sur étoffes* (Société lyonnaise d'ouvriers), 9, impasse Lassalle, Lyon-Brotteaux.
1887. *Imprimeurs réunis* (sur étoffes) (Association des), 242, rue Paul-Bert, Lyon.
1879. *Industrie drapière* (Société coopérative de l'), 8, rue de la Table-Ronde, Vienne (Isère).
1896. *Luneliers et similaires* (Société coopérative des ouvriers), 22, rue de la Platière, Morez (Jura).
1896. *Malletiers, layetiers, coffretiers et emballeurs* (Association coopérative des), 21, rue Esprit-des-Lois, Bordeaux.
1887. *Sabotiers, LA CONCILIATION* (Association des ouvriers), 1, faubourg Montmailler, Limoges.
1895. *Sellerie lyonnaise* (Association ouvrière de la), 1, impasse de Savoie, Lyon.
1895. *Tabletters en nacre* (Association des ouvriers), place de l'Hôtel de Ville, Méru (Oise).
1894. *Tailleurs* (Association d'ouvriers), rue Docteur-Mazet, Grenoble.
1894. *Tanneurs-corroyeurs* (Association ouvrière des), 7, passage Coste, Lyon.
1894. *Tonnelliers réunis* (Association des ouvriers), 57, rue Gamille-Godard, Bordeaux.
1894. *Tonnelliers* (Union des ouvriers), rue de la Gare-Saint-Martin-aux-Champs, Morlaix.
1896. *Tonnelliers* (Union des ouvriers), 57, rue Barreyre, Bordeaux.
1897. *Tourneurs-décolleteurs, LE DÉCOULETAGE* (Association ouvrière de), Saint-Florent-sur-Cher (Cher).

LA BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS EN 1897 (1).

Le nombre des *syndicats* admis à la Bourse du travail à la date du 31 octobre 1897 était de 194, dont 172 à la Bourse centrale et 22 à l'annexe A, soit une augmentation de 9 syndicats par rapport à 1896.

100 chambres syndicales ont organisé des *permanences*, et le nombre moyen, par syndicat, des heures d'ouverture est d'environ 16 par semaine. Le nombre total des *réunions corporatives* (permanences et assemblées générales) a été de 1.803. En dehors de ces réunions, les salles sont utilisées pour les *cours et conférences*.

Ces cours ont été organisés par 7 chambres syndicales et ont réuni 522 élèves groupés par industries de la façon suivante :

	NOMBRE	
	de cours.	d'élèves.
Chambre syndicale des employés.....	5	62
Syndicat des employés.....	3	108
Chambre syndicale des coupeurs-tailleurs.....	"	25
Chambre syndicale des égoutiers.....	"	60
Chambre syndicale des chauffeurs-conducteurs-mécaniciens de la Seine.....	"	138
Chambre syndicale des coupeurs-brocheurs.....	"	44
Chambre syndicale des ouvriers en instruments de précision.....	5	85
		522

En outre, douze *conférences* ont été faites par des professeurs de l'Association polytechnique et ont eu 800 auditeurs.

De même, deux conférences sur les syndicats anglais ont été organisées avec le concours du Musée social.

Parmi les 100 chambres syndicales qui ont organisé des permanences, il en est 82 qui s'occupent du *placement gratuit* de leurs membres, et 72 qui ont reçu une part de la subvention votée par le Conseil municipal pour l'année 1897.

Sur ces 72 chambres syndicales, 52 ont fourni des renseignements relatifs aux placements effectués par elles durant les trois premiers trimestres de l'année. On les trouvera réunis dans le tableau ci-après :

(1) Compte rendu des travaux des dix premiers mois de l'année 1897, extrait du *Rapport moral* présenté au Conseil municipal de la ville de Paris par la Commission consultative de la Bourse du travail.

BOURSE DU TRAVAIL.

État des placements des syndicats pendant les trois premiers trimestres de 1897.

NUMÉROS d'ordre.	SYNDICATS, GROUPES CORPORATIFS, UNIONS, FÉDÉRATIONS.	SUBVENTION.	ADHÉRENTS.	PLACES A DEMEURE.	EN EXTRA.	BANLIEUE.	PROVINCE.	TOTAL GÉNÉRAL.
1	Fédération française des travailleurs du livre.....	2.500	8.00	"	"	"	"	"
2	Chambre syndicale des porteurs et employés de journaux.....	2.500	"	411	1.387	"	"	1.998
3	Chambre syndicale des ouvriers pâtisseries.....	2.500	"	29	1.079	"	"	"
4	Chambre syndicale des ouvriers bouchers.....	2.500	"	889	414	"	"	1.108
5	Chambre syndicale des ouvriers coiffeurs.....	2.500	"	211	2.042	"	"	1.303
6	Fédération nationale des ouvriers métallurgistes....	2.500	40 syndicats.	80	"	"	"	2.253
7	Union des syndicats du département de la Seine...	2.500	73 syndicats.	"	"	"	"	80
8	Chambre syndicale de la typographie parisienne...	2.500	2.500	613	"	141	5	769
9	Chambre syndicale des ouvriers chapeliers.....	2.500	"	69	"	"	"	69
10	Chambre syndicale des ouvriers en instruments de précision.....	2.500	"	230	"	"	"	230
11	Syndicat des garçons de magasin et cochers livreurs.	2.500	650	292	293	"	"	585
12	Chambre syndicale des cuisiniers de Paris.....	2.500	"	119	674	"	"	793
13	Union syndicale des comptables.....	2.200	"	66	"	"	"	66
14	Chambre syndicale des garçons boulangers.....	1.800	"	131	"	"	"	131
15	Chambre syndicale des garçons limonadiers-restau- rateurs.....	1.800	381	57	1.059	"	"	1.116
16	Association syndicale des garçons restaurateurs limo- nadiers.....	1.800	"	89	380	"	"	469
17	Syndicat des employés du département de la Seine.	1.800	"	300	"	"	"	300
18	Association mutuelle des ouvriers boulangers.....	1.800	"	"	"	"	"	"
19	Chambre syndicale des employés.....	1.800	"	174	"	"	"	174
20	Syndicat des instituteurs et institutrices libres de la Seine.....	700	"	125	"	"	"	125
21	Chambre syndicale des charrons de la Seine.....	700	"	163	"	"	"	163
22	Chambre syndicale des forgerons et serruriers en voitures.....	700	"	"	"	"	"	"
23	Chambre syndicale de la cordonnerie parisienne....	700	"	348	"	"	"	348
24	Chambre syndicale des ouvriers lanterniers en voi- tures.....	700	"	"	"	"	"	"
25	Chambre syndicale des ouvriers ferblantiers de la Seine.....	700	"	60	"	"	"	60
26	Chambre syndicale des ouvriers tapissiers.....	700	"	25	"	"	"	25
27	Chambre syndicale des cochers de Paris et de la Seine.....	700	"	"	"	"	"	"
28	Chambre syndicale des ouvriers serruriers en bâti- ment.....	700	"	152	"	"	"	152
29	Chambre syndicale des ouvriers paveurs, bitumiers, cimentiers.....	700	"	126	"	"	"	126
30	Chambre syndicale des ouvriers charpentiers de la Seine.....	700	"	"	"	"	"	"
31	Chambre syndicale des ouvriers selliers en voitures.	700	"	225	"	25	15	265
32	Chambre syndicale des ouvriers layetiers-emballleurs.	700	"	59	"	"	"	59
33	Chambre syndicale des ouvriers de la papeterie....	700	"	206	"	"	"	206
34	Chambre syndicale des ouvriers du cartonnage....	700	"	"	"	"	"	"
35	Chambre syndicale des chauffeurs conducteurs mé- caniciens.....	700	"	165	"	"	"	165
36	Chambre syndicale des ouvriers tailleurs.....	700	"	208	"	"	"	208
37	Chambre syndicale de la sculpture.....	700	"	197	"	"	"	197

NOMBRES d'adhérents.	SYNDICATS, GROUPES CORPORATIFS UNIONS, FÉDÉRATIONS.	SUSCRIPTION.	ADHÉRENTS.	PLACES à DÉCOUPE.	EN EXTRA.	BANQUE.	PROVINCE.	TOTAL GÉNÉRAL.
38	Chambre syndicale générale de la coupe de poils.	700	"	131	dont 84 femmes.			131
39	Union fraternelle des ouvriers modelleurs-mécaniciens.	700	"	61	"	"	"	61
40	Chambre syndicale des ouvriers confiseurs de Paris.	700	"	70	"	"	"	70
41	Chambre syndicale des scieurs, découpeurs, mouluriers à la mécanique.	700	"	70	"	"	"	70
42	Société de résistance des ouvriers imprimeurs lithographes.	700	"	178	"	"	"	178
43	Chambre syndicale des ouvriers coupeurs chemisiers.	700	"	59	"	"	18	77
44	Syndicat général de la sellerie-bourrellerie toutes spécialités.	700	"	19	"	"	"	19
45	Chambre syndicale des teinturiers, dégraisseurs.	700	"	502	"	"	"	502
46	Fédération des voyageurs de commerce.	400	"	"	"	"	"	"
47	Chambre syndicale des ouvriers passementiers à la main.	350	"	20	"	"	"	20
48	Chambre syndicale des ouvriers estampeurs découpeurs.	350	"	25	"	"	"	25
49	Chambre syndicale ouvrière de la bijouterie or et joaillerie.	350	"	"	"	"	"	"
50	Chambre syndicale des ouvrières couturières et parties similaires.	350	"	98	"	"	"	98
51	Chambre syndicale de la bijouterie (doré, deuil, acier, petit bronze).	350	"	231	"	"	"	231
52	Union syndicale des ateliers de Paris et de la Seine.	350	"	"	"	"	"	"
53	Chambre syndicale des ouvriers et employés de l'air comprimé.	350	"	"	"	"	"	"
54	Société d'appui mutuel des ouvriers selliers harnacheurs.	350	"	13	"	"	"	13
55	Chambre syndicale des ouvriers électriciens.	350	"	28	"	"	"	28
56	Chambre syndicale des ouvriers de l'orfèvrerie.	350	"	17	"	"	"	17
57	Chambre syndicale des ouvriers sertisseurs en bijouterie.	350	"	"	"	"	"	"
58	Chambre syndicale des coupeurs-taillieurs.	300	"	"	"	"	"	"
59	Union syndicale des peintres en voitures.	200	"	"	"	"	"	"
60	Chambre syndicale des ouvriers plaqueurs en sellerie, carrosserie.	200	"	"	"	"	"	"
61	Chambre syndicale des ouvriers gainiers.	200	"	"	"	"	"	"
62	Chambre syndicale des ouvriers brossiers de Paris.	200	"	63	"	"	"	70
63	Chambre syndicale de la tabletterie.	200	"	81	"	"	"	80
64	Chambre syndicale des ouvriers ornementistes sur métaux.	200	"	23	"	"	"	23
65	Chambre syndicale ouvrière des dessinateurs en broderies.	200	"	118	"	"	"	118
66	Chambre syndicale des ouvriers briquetiers-joincteurs.	200	"	150	"	"	"	150
67	Chambre syndicale des biscuitiers, pains d'épices.	200	"	"	"	"	"	"
68	Chambre syndicale des ouvriers dessinateurs, écrivains lithographes.	200 augmentés de 75 fr. pour 6 mois	"	101	"	"	"	101
69	Chambre syndicale des coupeurs-brocheurs en chaussures.	100 augmentés de 100 fr. pour 6 mois	"	"	"	"	"	"
70	Chambre syndicale des plombiers, couvreurs, zincueurs.	100 pour 6 mois	"	313	"	"	"	313
71	Chambre syndicale des fleuristes, plumassiers.	275	"	10	"	"	"	10
72	Chambre syndicale des chaudronniers en cuivre.	100 pour 6 mois	"	"	"	"	"	"

Au total, le nombre des placements à demeure effectués atteint le chiffre de 8.202 et il y a eu, en outre, 8.539 placements comme extras, soit en tout 16.741 personnes placées par 52 syndicats.

Il est intéressant de décomposer ces chiffres d'après les genres d'industries auxquelles se rattachent les divers syndicats.

Voici cette décomposition :

INDUSTRIES.	NOMBRE de SYNDICATS.	PLACEMENTS EFFECTUÉS		TOTAL des PERSONNES placées.
		À DEMEURE.	EN EXTRA.	
Alimentation.....	7	1.431	4.373	5.804
Papier, livre.....	5	1.658	1.487	3.145
Tissus.....	8	1.132	"	1.132
Cuir, chaussures.....	5	799	"	799
Bois, ameublement.....	7	521	7	528
Métaux.....	8	924	"	924
Bijouterie, orfèvrerie.....	2	281	"	281
Bâtiment.....	4	625	"	625
Magasinières, cochers.....	1	292	293	585
Employés, instituteurs.....	4	665	"	665
Coiffeurs.....	1	211	2.042	2.253
ENSEMBLE.....	52	8.539	8.202	16.741

La bibliothèque de la Bourse du travail contient plus de 3.000 volumes, plus de 38 cartes et 389 planches de dessins.

Du 10 août 1896 au 31 octobre 1897, soit pendant une période de quinze mois, 3.529 volumes ont été lus sur place et 612 volumes ont été prêtés à domicile. Les uns et les autres ont été principalement demandés en hiver. Les matières les plus favorisées ont été l'histoire et géographie (1.127 volumes), l'économie politique et sociale (939 volumes), les romans (727 volumes), la littérature (465 volumes), les encyclopédies, dictionnaires (427 volumes), etc.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Les grèves en janvier. — Le *Reichsanzeiger* signale dans le courant de janvier 26 déclarations de grève. Les industries les plus éprouvées ont été celle du travail des bois et celle des métaux : chacune 6 grèves, ensuite l'industrie du travail des cuirs et peaux et celle des produits chimiques : chacune 4 grèves. Deux grèves ont été déclarées par sympathie pour des ouvriers renvoyés, 2 autres à la suite de l'application d'un nouveau règlement d'atelier, les autres grèves pour modifications dans la durée du travail et dans le taux des salaires, notamment 3 pour protester contre une diminution des salaires.

Sur 6 grèves dont on a appris la fin en janvier, 4 se sont terminées par une entente, 2 par un échec pour les ouvriers.

Le mouvement gréviste qui s'était maintenu pendant plusieurs mois à Berlin ainsi que dans un certain nombre de centres de l'industrie de la chaussure et qui avait été considéré comme éteint au commencement de janvier a de nouveau repris vers le 25 janvier à Berlin, et, quelques jours après, 600 ouvriers et 20 fabriques étaient arrêtés; les ouvrières participaient au mouvement. Cependant, la médiation du tribunal industriel qui avait été proposée a été acceptée par deux parties et, le samedi 29, ce tribunal rendait une sentence contraire sur plusieurs points à la demande des ouvriers, mais modifiant les règlements d'ateliers.

Les représentants des patrons et des ouvriers ont accepté la sentence sous réserve de l'approbation ultérieure de leurs commettants.

L'assurance obligatoire contre les accidents en 1896. — Le nombre moyen de personnes assurées contre les accidents, pendant l'année 1896, s'élève à 17.605.190.

Ce total se compose de :

5.734.680	personnes appartenant à l'industrie,
11.189.071	— à l'agriculture et aux travaux forestiers,
681.439	— aux administrations publiques.

Le nombre des accidents de personnes survenus pendant l'année et ayant motivé indemnité est de 85.272 et comprend :

38.538	accidents survenus dans l'industrie,
42.934	— dans l'agriculture et les forêts,
3.800	— dans les administrations publiques.

Au point de vue des conséquences, les 85.272 accidents de l'année 1896 se décomposent en :

Cas de mort.....	6.989, soit	8,2 p. o/o.
Cas d'incapacité permanente totale.....	1.524	1,8 —
Cas d'incapacité permanente partielle.....	44.373	52,0 —
Cas d'incapacité temporaire (de plus de 13 semaines).	32.386	38,0 —
TOTAL des accidents indemnisés...		85.272 100,0 —

Le nombre total des accidents déclarés s'élève à 349.388, dont 233.319 aux corporations industrielles, 91.099 aux corporations agricoles et forestières, et 24.970 aux administrations publiques. En ce qui concerne particulièrement les corporations de l'industrie, la statistique des accidents en 1896 fournit les résultats suivants :

Accidents survenus dans l'ensemble des corporations industrielles en 1896.

	NOMBRES.	PROPORTIONS P. o/o du total des accidents indemnités.	MOYENNES par 1,000 assurés.
Cas de mort.....	4.040	10,5	0,71
Cas d'incapacité permanente totale....	595	1,5	0,10
Cas d'incapacité permanente partielle .	20.251	52,6	3,53
Cas d'incapacité temporaire.....	13.652	35,4	2,38
ENSEMBLE des accidents indemnités.	38.538	100,0	6,72
ENSEMBLE des accidents déclarés...	233.319	#	40,69

Les moyennes rapportées aux nombres d'assurés mesurent la fréquence des accidents. Depuis l'origine de l'assurance (1886), la fréquence annuelle des accidents a subi les variations qu'indiquent les chiffres ci-dessous :

*Nombres annuels moyens, par 1,000 assurés, des accidents motivant indemnité
survenus dans l'ensemble des corporations industrielles.*

ANNÉES.	CAS de mort.	CAS D'INCAPACITÉ permanente		CAS d'incapacité temporaire.	ENSEMBLE des accidents indemnités.
		totale.	partielle.		
1886.....	0,70	0,44	1,09	0,57	2,80
1887.....	0,77	0,73	2,11	0,53	4,14
1888.....	0,68	0,43	2,38	0,86	4,35
1889.....	0,71	0,49	2,70	0,81	4,71
1890.....	0,73	0,38	3,27	0,98	5,36
1891.....	0,71	0,32	3,42	1,10	5,55
1892.....	0,65	0,30	3,55	1,14	5,64
1893.....	0,69	0,27	3,82	1,25	6,03
1894.....	0,66	0,16	3,82	1,62	6,25
1895.....	0,67	0,15	3,57	1,85	6,24
1896.....	0,71	0,10	3,53	2,38	6,72

L'ensemble des accidents a augmenté d'année en année. Mais l'augmentation ne porte que sur les accidents les moins graves. La fréquence des cas de mort manifeste une constance remarquable et les cas d'incapacité permanente absolue ont même diminué. Toutefois, cette diminution est plus apparente que réelle. Au début, la statistique des accidents enregistrait comme cas d'incapacité « permanente » toutes les incapacités de plus de six mois. Les moyennes des premières années expriment, par suite, la fréquence des incapacités totales de plus de six mois, tandis

que les chiffres plus récents résultent d'une appréciation plus exacte et plus conforme à la réalité des cas d'incapacité permanente.

Les trois dernières années ont donné 0,16, 0,15 et 0,10, moyennes très voisines de celles qu'indiquent, sous le titre d'incapacités permanentes absolues, les statistiques de l'assurance contre les accidents en Autriche; or, dans ce pays, l'organisation financière de l'assurance, basée sur la capitalisation et la constitution immédiate des capitaux des rentes de blessés, oblige à n'enregistrer comme *incapacités permanentes* que les incapacités qui paraissent devoir être effectivement définitives et à exclure de la rubrique toutes celles qui ne sont, en réalité, que des incapacités temporaires de longue durée.

L'augmentation des cas d'incapacité permanente partielle semble avoir atteint son terme. La proportion a passé par un maximum en 1893 et en 1894.

Quant aux cas d'incapacité temporaire, à l'inverse des précédents, ils ont augmenté surtout pendant les dernières années et leur accroissement n'est probablement pas achevé.

Résultats financiers. — Les dépenses de l'année 1896 se montent à 73.389.500 marks. Elles présentent une augmentation de 5.065.230 marks sur les dépenses (68.324.270 marks) de l'exercice précédent.

En particulier, les corporations industrielles ont supporté un chiffre de dépenses égal à 51.001.311 marks et ont perçu 64.522.466 marks de recettes. Les salaires entrant en ligne de compte pour l'assurance, en 1896, atteignent le chiffre de 3.922.996.000 marks.

Les dépenses des corporations industrielles se décomposent ainsi qu'il suit :

Dépenses des corporations industrielles en 1896.

DÉSIGNATION.	SOMMES.	MONTANT MOYEN	
		par assuré.	par 1.000 marks de salaires entrant en ligne de compte pour l'assurance.
	marks.	marks.	marks.
Secours et indemnités.....	38.707.865	6,75	9,87
Frais d'administration.....	5.183.306	0,90	1,32
Frais d'enquête.....	1.104.761	0,19	0,28
Frais de justice arbitrale.....	535.814	0,09	0,14
Frais de mesures préventives.....	936.114	0,16	0,24
Versements aux fonds de réserve...	4.533.451	0,79	1,15
Total des dépenses.....	51.001.311	8,88	13,00

La dépense moyenne totale par 1.000 unités de salaire mesure le coût de l'assurance; la proportion correspondant aux seules dépenses en secours et indemnités mesure les charges imposées exclusivement par l'indemnisation des victimes ou de leurs ayants droit et le traitement des blessés. Voici les moyennes annuelles constatées depuis la première année d'assurance :

Montant annuel moyen par 1,000 marks de salaire, des dépenses totales et des secours et indemnités dans l'ensemble des corporations industrielles.

ANNÉES.	DÉPENSES TOTALES.	SECOURS ET INDEMNITÉS.
	marks.	marks.
1886.....	4,64	0,77
1887.....	8,02	2,25
1888.....	9,53	3,27
1889.....	10,07	4,17
1890.....	10,49	5,13
1891.....	11,47	6,12
1892.....	12,62	7,28
1893.....	13,42	8,16
1894.....	13,77	9,06
1895.....	13,78	9,64
1896.....	13,00	9,87

Le mouvement ascensionnel des dépenses totales est, pour le moment, arrêté. Cela résulte de la diminution des versements aux fonds de réserve des corporations, qui, dans les premières années constituaient une part importante des dépenses. A partir de la douzième année, ces fonds de réserve seront définitivement constitués et ne recevront plus de versements prélevés sur les cotisations. Par contre, la progression des dépenses en secours et indemnités se poursuit sans relâche et ces charges finiront par atteindre et par dépasser le montant actuel des dépenses totales elles-mêmes.

L'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse en 1896. —

Pendant l'exercice 1896, les 31 caisses régionales d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse ont concédé 25.402 rentes de vieillesse et 60.562 rentes d'invalidité, soit en tout 85.964 pensions. Le nombre de pensions liquidées depuis le début de l'application de la loi (1^{er} janvier 1891) jusqu'au 31 décembre 1896 s'élève, pour l'immeubles des 31 caisses régionales, à

202.408 rentes d'invalidité
et 288.212 rentes de vieillesse,

soit en tout 490.620 rentes.

De plus, les 9 caisses spéciales de pensions relatives aux mines et aux chemins de fer ont alloué pendant la même période et par application de la loi :

14.889 rentes d'invalidité
et 5.511 rentes de vieillesse,

soit 20.400 rentes en tout.

De sorte que le total des rentes concédées par les divers organes de l'assurance obligatoire pendant les six premières années de fonctionnement se monte à **511.020** rentes, dont **217.297** pour invalidité et **293.723** pour vieillesse.

Les sommes payées, en 1896, par les 31 caisses régionales et les 9 caisses

spéciales atteignent le chiffre de 50.489.477 marks, dont 19.119.658 marks à la charge de l'Empire. Cette somme se décompose comme suit :

	marks.
Arrérages de rentes d'invalidité.....	21.101.179
Arrérages de rentes de vieillesse.....	27.412.939
Remboursements de cotisations :	
1° Aux femmes en cas de mariage.....	1.458.107
2° Aux héritiers en cas de mort.....	517.252
TOTAL.....	<u>50.489.477</u>

Voici, d'ailleurs, les chiffres globaux des sommes payées aux assurés par l'ensemble des caisses régionales et particulières :

Sommes payées aux assurés par les 31 caisses régionales et les 9 caisses spéciales.

ANNÉES.	ARRÉRAGES de rentes.	COTISATIONS restituées.	TOTAL.	SOMMES à la charge de l'Empire.
—	marks.	marks.	marks.	marks.
1891.....	15.306.754	#	15.306.754	6.049.848
1892.....	22.425.035	#	22.425.035	8.971.072
1893.....	28.046.187	#	28.046.187	11.261.653
1894.....	34.647.626	#	34.647.626	13.854.897
1895.....	42.102.002	219.369	42.321.371	16.813.429
1896.....	48.514.118	1.975.359	50.489.477	19.119.658

En ce qui concerne les caisses régionales seules, les dépenses de l'année 1896 se montent à 37.017.413 marks et les recettes globales à 114.536.754 marks. La vente des timbres de cotisations a produit 101.526.396 marks.

Les rentes liquidées par les caisses régionales sont au nombre de 490.620. Elles se décomposent, au point de vue du montant (pour la part à la charge des caisses) et du capital de couverture, de la manière suivante :

	NOMBRE de rentes.	MONTANT ANNUEL (non compris la subvention de l'Empire).	CAPITAL de couverture correspondant.
	—	marks.	marks.
Rentes de vieillesse.....	288.212	21.722.842	124.739.862
Rentes d'invalidité.....	202.408	13.882.631	122.985.307

Le capital de couverture s'élève, en moyenne, à 5,7 fois la rente, dans la catégorie des rentes de vieillesse, et à 8,8 fois la rente, dans la catégorie des rentes d'invalidité.

Les 490.620 rentes liquidées depuis l'origine représentent 511.030 titres partiels répartis entre les 31 caisses; car, d'après le mécanisme de l'institution, plusieurs caisses distinctes peuvent intervenir dans le paiement d'une même rente si le titulaire y a versé successivement ses cotisations.

Jusqu'au 31 décembre 1896, il s'est produit 154.307 extinctions, pour une somme de 10.528,175 marks. De sorte qu'à la fin de 1896 il ne restait plus en

cours que 356.760 titres partiels formant un chiffre total de 25.077.298 marks, dont voici le détail :

	NOMBRE de titres partiels.	MONTANT (non compris la subvention de l'Empire.) marks.
Rentes de vieillesse.....	202.015	15.026.072
Rentes d'invalidité.....	154.745	10.051.226

Le montant moyen des pensions a été, comme il était à prévoir, en augmentant progressivement :

ANNÉE de liquidation des rentes.	MONTANT MOYEN de la rente de vieillesse		MONTANT MOYEN de la rente d'invalidité	
	sans la subvention de l'Empire.	avec la subvention de l'Empire.	sans la subvention de l'Empire.	avec la subvention de l'Empire.
	marks.	marks.	marks.	marks.
1891.....	73.60	123.60	63.38	113.38
1892.....	77.69	127.69	64.70	114.70
1892.....	80.00	130.00	67.99	117.99
1894.....	76.14	126.14	71.23	121.23
1895.....	82.80	132.80	73.98	123.98
1896.....	85.34	135.34	75.75	125.75

Les frais d'administration, de perception et de contrôle s'élèvent, pour 1896, à 5.447.303 marks. Ils représentent 5,4 p. o/o des cotisations perçues.

L'avoir total des caisses régionales, au 31 décembre, atteint le chiffre de 460.638.855 marks, les fonds placés étant évalués non au prix d'achat, mais d'après les cours à la même époque. Le revenu moyen de ces fonds ressort à 3,53 p. o/o.

L'intérêt de placement diminue lentement d'année en année; il a été successivement, de 3,67 p. o/o en 1891, 3,67 p. o/o en 1892, 3,66 p. o/o en 1893, 3,65 p. o/o en 1894, 3,58 p. o/o en 1895 et 3,53 p. o/o en 1896.

BELGIQUE.

Revue du travail en janvier (1). — Travail toujours actif dans les *charbonnages*, l'activité se maintient en général dans toute la *métallurgie*, mais la hausse des cokes a déterminé l'extinction de quelques hauts-fourneaux. La reprise prévue s'est manifestée dans l'*armurerie*, et maintenue dans la *verrerie*. La fabrication du *meuble* est en crise. Dans l'industrie textile, la situation industrielle est à peu près normale pour le *lin* et le *coton*; le *tissage de la laine* est faible, la *filature de laine peignée* très active, la *filature de laine cordée* dans le marasme. Les industries du

(1) Renseignements dus à l'obligeance de M. F. Vercruyse, attaché à l'Office du travail de Belgique.

bâtiment jouissent d'une activité exceptionnelle pour la saison : celles du *vêtement* sont anormalement inactives, sauf la *fabrication des chaussures*.

Grèves. — 18 grèves en janvier, avec 4.613 grévistes dont 3.611 houilleux. Sur 17 grèves terminées, un seul succès, seize échecs. Dans trois cas renvoi de 200 grévistes.

Travail législatif. — La Chambre des Représentants a voté le 1^{er} février, le projet de loi sur les sociétés mutualistes, et le 8 février, celui sur les Unions professionnelles. Ces deux projets sont actuellement soumis au Sénat.

DANEMARK.

Épilogue du conflit dans l'industrie du fer (1). — Le *Bulletin* d'octobre a fait connaître (p. 660) la fin du conflit qui a suspendu le travail dans l'industrie du fer pendant trois mois, en Danemark ; on était convenu de régler ultérieurement, par voie d'arbitrage, la demande en augmentation de salaire formulée par les ouvriers d'Odense et de Stagelse, et qui avait été l'origine du *lock out*.

La décision de l'arbitre vient d'être rendue : les ouvriers reçoivent un salaire de 30 øre $1/6$ (2) à l'heure au lieu de 32 et 34 øre qu'ils demandaient, et au lieu de 29 øre $1/2$ que les patrons offraient. La décision aura effet rétroactif jusqu'au 13 septembre dernier, jour de la clôture du *lock out*, en faveur de tous les ouvriers qui n'ont pas bénéficié depuis cette date d'une élévation de salaire équivalente.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en janvier (3). — La grève des mécaniciens a encore pesé indirectement sur le marché du travail pendant tout le mois de janvier comme pendant les précédents. Même en ne comprenant pas dans les chiffres ci-dessous les grévistes et les ouvriers privés de travail par cette grève, on trouve : 4,96 p. o/o de chômeurs dans 116 trade-unions groupant 461.500 membres, contre 5,34 p. o/o en décembre 1897 et 3,3 p. o/o en janvier 1897.

En un jour de la deuxième semaine de janvier 1898, l'assistance publique a secouru 340.434 personnes, soit 215 p. 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 216 en décembre 1897 et 215 en janvier 1897.

5.06 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits de houillères employant 440.000 mineurs, contre 5,31 en décembre 1897 et 5,15 en janvier 1897.

354 hauts fourneaux en marche à la fin de janvier 1898, avec 22.730 ouvriers, contre 351 en décembre 1897 et 348 en janvier 1897.

(1) D'après une communication du Ministre de la République française à Copenhague.

(2) La couronne danoise de 100 øre a une valeur nominale de 0 gr 4032 d'or, soit 1 fr. 3892.

(3) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

Grèves. — 28 nouvelles grèves en janvier avec 6.795 chômeurs, contre 28 avec 1879 en décembre 1897, et 48 avec 16.615 en janvier 1897; — 6 grèves dans les mines et carrières, 5 dans les métaux, 7 dans les textiles. Sur 31 grèves terminées, anciennes et nouvelles, 7 succès, 13 transactions, 11 échecs.

Fin de la grève des mécaniciens (1). — Le grave conflit qui a pesé pendant huit mois sur l'industrie de la construction mécanique, en Angleterre, est terminé (2).

On se souvient que les patrons fédérés avaient toujours refusé d'examiner la question de la journée de huit heures et qu'ils avaient posé certaines conditions à la reprise du travail, conditions dont la traduction détaillée a été donnée dans le *Bulletin* de décembre 1897. Soumises au *referendum* des ouvriers, ces conditions avaient été repoussées le 4 décembre par 68.966 voix contre 752. Légèrement amendées après de nouvelles négociations, elles avaient encore été repoussées par les ouvriers, le 30 décembre, par 54.933 voix contre 1.041 (voir *Bulletin* de janvier) et, l'armistice conclu ayant pris fin, les *lock out* avaient recommencé.

Ces mêmes conditions ont été cependant acceptées par les grévistes le 28 janvier, après épuisement de leurs ressources. 28.588 bulletins contre 13.727 (soit en tout 42.315 votants) ont contresigné la défaite des ouvriers.

Le 15 janvier, le Comité de la grève avait notifié à la Fédération des patrons, après consultation des ouvriers, le retrait de la demande de la semaine de 48 heures, cause originelle du conflit.

La Fédération a exigé, avant de rouvrir les ateliers, que les conditions amendées du 30 décembre fussent acceptées par les ouvriers et elle a fait espérer la reprise du travail pour le 24 janvier.

Les négociations du Comité de la grève avec ses mandants ne lui ont pas permis d'être prêt avant le 28 janvier : c'est à cette date que l'accord a été signé par les représentants des parties et le travail a été repris le lundi 31, mais par 10 à 15 p. o/o des grévistes seulement, ce nombre de travailleurs suffisant aux besoins actuels des ateliers.

Les autres resteront à la charge de leurs camarades jusqu'à ce que la reprise de leur industrie, si rudement atteinte, permette à leurs patrons de les embaucher à nouveau.

Les grèves et les lock-outs en 1896. (3) — Le nombre des conflits ouvriers, grèves et *lock-outs* survenus, en 1896, dans le Royaume-Uni, s'est élevé à 1.021; celui des ouvriers réduits au chômage à 198,687. Quant au total des journées perdues, il a été de 3.748.525.

Comme en 1895 (4), la plupart des grèves (800 sur 1.021) ont atteint un seul établissement.

Bien que le nombre total des conflits soit — après celui de 1894 — le plus considérable que l'on ait enregistré depuis cinq ans, le tableau suivant permet de constater que — exception faite de l'année 1893 qui vit la grande grève charbon-

(1) D'après les communications de l'Ambassadeur de la République française et du Consul général de France à Londres.

(2) Voir *Bulletins* de janvier 1898, décembre, novembre, octobre et août 1897.

(3) D'après le compte rendu annuel publié par le *Labour Department*.

(4) Voir le compte rendu des grèves de 1895 dans le *Bulletin* de 1896, p. 760.

nière — le total des chômeurs comme celui des journées de travail perdues est allé sans cesse en décroissant.

ANNÉES.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.
Nombre de grèves	700	783	1.061	876	1.021
Nombre des personnes réduites au chômage. . . .	356.799	636.386	324.245	263.758	198.687
Total des journées de travail perdues.	17.381.936	31.205.062	9.322.096	5.542.652	3.748.525

Comme pour les années précédentes, les grèves les plus importantes ont éclaté dans l'industrie des mines (67.203 chômeurs, soit 33,8 p. o/o); dans la métallurgie (48.210 chômeurs, soit 24,3 p. o/o) et dans l'industrie textile (33.717, soit 17 p. o/o). Par contre, les conflits survenus dans le bâtiment ont été de beaucoup plus considérables que par le passé (33.470 grévistes, soit 16,8 p. o/o).

Si l'on étudie l'importance des conflits d'après le nombre des journées de travail qu'ils ont fait perdre aux grévistes, on constate que les ouvriers du bâtiment figurent pour 28,3 p. o/o de l'ensemble, ceux des mines pour 27 p. o/o, ceux de la métallurgie pour 23 p. o/o et ceux des textiles pour 13,9 p. o/o.

Le tableau suivant permet de comparer ces chiffres à ceux des quatre dernières années.

NATURE DE L'INDUSTRIE.	TOTAL DES JOURNÉES DE TRAVAIL PERDUES.					NOMBRE DE CONFLITS SURVENUS en 1896.
	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	
Bâtiment.	1.478.053	812.551	330.495	365.881	1.061.207	205
Vêtement.	692.425	201.333	91.011	1.628.772	98.894	54
Métallurgie.	1.865.019	864.911	1.090.093	1.550.986	863.205	281
Mines.	5.376.375	27.977.893	6.531.183	981.392	1.011.126	172
Textiles.	6.952.355	421.385	790.324	908.474	520.371	163
Transports.	362.433	466.397	269.084	30.058	23.046	26
Autres industries.	655.276	457.392	213.603	77.089	170.676	120
	17.381.936	31.205.062	9.322.096	5.542.652	3.748.525	1.021

Les grèves continuent à être plus fréquentes au printemps et moins nombreuses en hiver.

De mars à mai il y a eu 77.463 chômeurs.

De juin à août il y a eu 50.877 chômeurs.

De septembre à novembre il y a eu 38.788 chômeurs.

De décembre à février il y a eu 31.559 chômeurs.

La plupart des conflits ont été de peu d'étendue et de peu de durée, 467 n'ont atteint que 19 personnes en moyenne; 38 seulement ont réduit au chômage plus de 1.000 personnes.

Par contre, quelques grèves comprennent un nombre considérable de chômeurs : 3,7 p. o/o d'entre elles fournissent près de 46 p. o/o du total; 34 conflits ont à eux seuls coûté aux ouvriers plus de 60 p. o/o du total des journées de travail perdues, alors que 523 autres — soit plus de la moitié de l'ensemble — n'en ont coûté que 2,25 p. o/o.

La durée moyenne du chômage d'un gréviste a été de 18,8 jours, au lieu de 29,5, comme en 1894 et de 21,6, comme en 1895.

Au point de vue des causes et des résultats, on peut grouper comme suit les grèves de 1896 et les nombres totaux des ouvriers ayant obtenu ou non gain de cause.

CAUSES OU OBJET DES GRÈVES.	NOMBRE DE GRÈVES.	P. 100 DU NOMBRE TOTAL de grèves.	NOMBRE TOTAL DES GRÉVISTES AYANT OBTENU										NOMBRE TOTAL DES JOURNÉES de travail perdues.
			RÉUSSITE COMPLÈTE.	P. 100.	ÉCHÉC.	P. 100.	RÉUSSITE PARTIELLE.	P. 100.	RÉSULTAT INÉGAL.	P. 100.	TOTAL DES GRÉVISTES.	P. 100.	
Pour une augmentation ou contre une réduction de salaire	570	55,9	45.499	58	43.312	65,3	26.932	50,25	71	26,15	115.817	58,3	2.688.957
Pour une diminution ou contre un allongement de la journée de travail.	26	2,5	1.541	2,0	1.662	2,5	455	0,84	—	—	3.658	4,8	51.200
Pour ou contre une ques- tion de règlement du travail	164	16,1	12.905	16,4	7.353	11,2	12.863	23,92	—	—	33.121	16,7	385.552
Pour la défense de la cause syndicale	103	10,1	8.762	11,0	1.840	2,9	1.429	2,67	—	—	12.031	6,2	327.183
Pour des conflits avec d'autres ouvriers rela- tivement au travail...	53	5,2	2.205	3,0	2.713	4,1	2.326	4,33	141	50,88	7.478	3,8	70.545
Pour le maintien ou le renvoi d'autres ouvriers ou contremaîtres et grèves de sympathie..	98	9,6	6.328	9,1	9.253	13,9	9.359	17,46	53	48,72	25.079	12,6	101.131
Autres réclamations...	7	0,6	1.151	1,5	61	0,09	274	0,52	12	4,24	1.053	0,5	23.957
TOTAUX	1.021	100	78.486	39,5	66.320	33,3	53.598	27	283	0,14	198.687	100	3.748.525

On voit par là que 570 grèves, soit 55,9 p. o/o du total (intéressant 58,3 p. o/o des grévistes et formant 71,7 p. o/o de l'ensemble des journées de travail perdues) ont trait à des questions de salaires; 325 d'entre elles (69.433 grévistes) ont été faites pour obtenir une augmentation de salaire et 106 (20.714 grévistes) pour résister à une réduction. En 1895, le nombre des conflits de ce genre avait été de 453; le total des grévistes s'était toutefois élevé à 143.198.

Si l'on considère les résultats, au point de vue du nombre des grévistes, on constate que la proportion des ouvriers ayant obtenu gain de cause en 1896 est plus grande qu'en aucune des années précédentes (excepté toutefois en 1893; l'état du marché s'était sensiblement amélioré et le chômage avait diminué — comme l'accusent les rapports des Trade Unions — dans les proportions de 3,4 p. o/o contre 5,8 en 1895, 6,9 en 1894 et 7 p. o/o en 1893. En 1896, 39 p. o/o des grévistes ont triomphé complètement (au lieu de 24,1 p. o/o, comme en 1895); 27 p. o/o ont obtenu une réussite partielle (47 p. o/o en 1895), tandis que 33,4 p. o/o ont échoué complètement (27,9 en 1895).

Les ouvriers ont surtout obtenu gain de cause dans l'industrie du bâtiment où le travail a été très actif; 58,6 p. o/o d'entre eux ont triomphé complètement: 31,6 ont échoué.

Ces proportions s'établissent respectivement à 25,3 p. 100 et 33,5 dans les mines, à 50,4 et 28,3 dans la métallurgie, 33,5 et 43,6 dans l'industrie textile.

Le tableau suivant permet de constater suivant quelles proportions les grévistes

ont triomphé, au cours de ces cinq dernières années, dans les conflits relatifs aux salaires :

RÉSULTATS DES GRÈVES causées par une question de salaire.	POURCENTAGE DES GRÉVISTES.				
	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.
Réussite complète.....	13,3	66,3	13,3	24,7	39,3
Réussite partielle.....	69,4	22,8	39,8	39,6	23,2
Échec.....	16,5	10,7	45,6	34,8	37,4
Résultat inconnu.....	0,8	0,2	1,3	0,9	0,1
	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>	<u>100,0</u>

(Ici encore il convient de considérer comme exceptionnelle l'année 1893.)

Si l'on considère la nature des négociations qui ont précédé la solution des conflits, on constate que 71,1 p. o/o des grévistes ont vu leurs conflits tranchés directement, soit à la suite de négociations entre les parties (60,9 p. o/o), soit par voie d'arbitrage ou de conciliation (10,2 p. o/o) tandis que 23,6 p. o/o d'entre eux ont dû se soumettre purement et simplement, et que 3,7 p. o/o se sont vus remplacer par (d'autres ouvriers soit ensemble 29,8 p. o/o au lieu de 21 p. o/o, comme en 1895).

Les Trade Unions en 1896. (1) --- Le tableau ci-dessous montre le mouvement du personnel des *Trade Unions* dans le Royaume-Uni pendant les cinq dernières années.

ANNÉES.	NOMBRE TOTAL		
	de	de membres	
		dans l'ensemble des <i>Trade Unions</i> .	dans les 100 principales <i>Trade Unions</i> .
1892.....	1.184	1.461.800	913.759
1893.....	1.239	1.453.692	917.496
1894.....	1.285	1.429.941	931.440
1895.....	1.316	1.397.887	921.686
1896.....	1.330	1.487.562	966.953

Parmi ces *Trade Unions* il en existe 127 qui ont des membres du sexe féminin, au nombre de 108.578, et 107 de ces unions sont mixtes avec 95.674 sociétaires masculins et 101.604 membres féminins. Les 20 autres *Unions* sont des associations de femmes, au nombre de 6.974.

Parmi les *Trade Unions*, le plus grand nombre sont de formation relativement récente, avec un âge moyen de 18 ans. Mais les *Unions* à gros effectif, 698 avec 1.099.594 membres, ont été fondées entre 1850 et 1889; 514 *Unions* avec 170.523 membres sont postérieures à 1889 et 118 Sociétés avec 217.445 associés ont été créées avant 1850.

(1) Extrait du *Ninth report of the Chief Labour correspondent of the Board of trade on trade Unions, 1896.* — Voir à la bibliographie.

Le tableau qui suit indique la répartition des dépenses annuelles des 100 principales *Unions*.

DÉPENSES ANNUELLES DES 100 PRINCIPALES TRADE UNIONS ANGLAISES.

DÉSIGNATION.	ANNÉES.				
	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Caisse de chômage	8.822.990 02	11.582.511 98	11.681.576 14	11.051.782 30	7.191.685 94
Caisse des grèves.....	9.013.300 11	15.000.250 72	4.002.691 42	4.802.215 86	3.912.328 16
Caisse de secours en cas de maladie et d'accidents.....	5.251.585 82	6.062.459 26	5.795.127 26	6.654.196 12	6.212.644 36
Caisse de retraites.....	2.574.492 82	2.830.995 44	3.078.101 00	3.316.707 42	3.580.811 26
Caisse d'allocations funéraires.....	1.742.651 56	1.912.810 90	1.761.516 12	1.921.890 10	1.901.461 90
Autres secours et allocations.....	2.092.099 88	3.114.115 16	3.091.190 18	1.256.334 30	1.631.254 82
Frais d'administration et divers.....	6.334.583 06	6.363.182 54	7.081.296 82	6.509.029 80	6.820.194 16
	35.831.693 30	46.866.326 00	36.491.498 94	35.512.155 90	31.253.380 60

Conciliation et arbitrage pendant l'année 1896⁽¹⁾. — Comme en 1895, 45 conflits ont été réglés, en 1896, par la conciliation et l'arbitrage. Sur les 30.719 ouvriers atteints par ces conflits, 10.800 étaient des mécaniciens de la Clyde et de Belfast qui s'étaient mis en grève en 1895 et ne reprirent le travail qu'en janvier 1896 après la médiation de lord James de Hereford, du lord-maire de Belfast et du lord prévôt de Glasgow.

Ces 45 conflits se sont produits dans les industries suivantes :

Industries du bâtiment.....	8	(5.310 grévistes.)
Mines.....	10	(5.818 —)
Constructions maritimes.....	12	(15.889 —)
Métallurgie.....	5	(1.024 —)
Industries textiles.....	5	(1.719 —)
Chaussure.....	3	(129 —)
Travail dans les docks.....	1	(800 —)
Gaziers.....	1	(30 —)

33 de ces conflits, affectant 28.985 grévistes, soit 94 p. o/o du total, ont été réglés par l'intervention ou la médiation de tierces personnes, à savoir : 13 par la conciliation et 20 par l'arbitrage ; 3 d'entre eux ont été tranchés en application de la loi du 7 août 1896 sur la conciliation. Quant aux 12 autres différends, ils ont été réglés, en conciliation, par les conseils permanents corporatifs.

Le rapporteur a constaté, en 1896, l'existence de 83 conseils permanents corporatifs, au lieu de 72 comme en 1895 : ce total comprend probablement plusieurs conseils qui, bien que n'étant pas officiellement dissous, ont cessé pratiquement d'exister. En se basant sur la liste de ceux qui ont fonctionné de 1894 à 1896, on obtient un total de 65, qui, mieux peut-être que le chiffre de 83, donne la mesure réelle des efforts faits en vue de la conciliation.

Parmi les conseils créés en 1896, 7 ont été constitués dans les industries sui-

(1) D'après le compte rendu annuel des grèves et *lock outs* publié par le *Labour Department*.

vantes : laminage et tréfilerie, fabrication de tringles pour tapis, de garde-feu en fer et en cuivre, de boules et pieds en cuivre pour lits et garde-feu, de poignées pour cercueils, de porcelaine et de poterie réfractaire.

En outre, des conseils ont été formés à Birmingham pour les gaziers et les électriciens, et à Glasgow pour l'industrie de la chaussure. Les conseils généraux des salaires dans la teinturerie et la cordonnerie ont été reconstitués dans le courant de l'année.

Par contre, 3 conseils ont été dissous dans l'industrie charbonnière, à savoir, ceux des mineurs des districts réunis et ceux des houillères du Northumberland et Durham.

Le nombre des conseils de conciliation de district — organisés par les chambres de commerce et concernant toutes les industries du district — a été porté à 22 par la création du conseil de Macclesfield.

Il en existe actuellement dans les villes suivantes : Aberdeen, Belfast, Birmingham, Blackburn, Bradford, Bristol, Derby, Densbury, Dublin, Dudley, Halifax, Hull, Keighley, Leeds, Leicester, Liverpool, Londres, Macclesfield, Manchester, Morley, Newport, Plymouth, Wakefield, Walsall, Wolvechampton et Yeadon-Guiseley.

3 d'entre eux seulement, ceux de Londres, Halifax et Liverpool ont tranché des conflits de 1894 à 1896. En 1896, ceux d'Aberdeen, Leeds et Macclesfield ont offert leur médiation; seul, celui de Londres a pu régler 5 différends, 2 fois par la conciliation et 3 fois en désignant des arbitres.

Le tableau suivant indique comment se répartissent, par industries, les conseils permanents corporatifs et fait connaître le nombre de ceux qui ont réglé des différends, sans qu'il y ait eu cessation de travail, sauf dans 12 cas :

CATÉGORIE D'INDUSTRIE.	CONSEILS existant en :		CONSEILS ayant réglé des conflits en :	
	1895.	1896.	1895.	1896.
	—	—	—	—
<i>1° Conseils permanents :</i>				
Bâtiment.....	9	8	2	3
Mines.....	15	15	9	10
Industrie du fer et de l'acier..	6	6	5	5
Constructions navales.....	8	9	4	6
Travail des autres métaux....	2	9	1	7
Industries textiles.....	7	7	4	2
Chaussure.....	15	17	10	13
Vêtement (tailleurs).....	2	2	1	1
Typographie.....	2	2	#	#
Travaux dans les docks.....	2	2	2	1
Céramique.....	2	4	1	1
Divers.....	2	2	#	#
TOTAL.....	72	83	39	49
<i>2° Conseils de district.....</i>	21	22	1	1
TOTAL GÉNÉRAL.....	93	105	40	50

1.456 affaires ont été soumises à ces divers conseils ; 56 étaient encore à l'étude à la fin de l'année : 582 ont été retirées ou abandonnées. Sur les 818 restantes,

613 ont été réglées par la conciliation et 205 par l'arbitrage, à savoir : 813 par les conseils permanents et 5 par le conseil du district de Londres.

Les affaires étudiées par les conseils ont été d'importance très variable. C'est ainsi que le conseil des houillères du Northumberland a été appelé 8 fois à fixer le taux général des salaires, tandis que les conseils mixtes du Northumberland et du Durham n'ont arrêté ou modifié que les tarifs et les conditions de travail de certaines houillères. Ces 2 conseils ont à eux seuls réglé 391 différends, soit près de la moitié du total des conflits.

Dans l'industrie de la chaussure, les 17 conseils existants ont réglé 251 différends. Presque toujours il s'agissait de questions peu importantes. En quelques cas seulement ils ont été appelés à fixer le salaire minimum des claqueurs et presseurs. C'est au cours de 1896 qu'a été prononcée la sentence arbitrale repoussant la fixation d'un minimum de salaire pour les monteurs et finisseurs à Londres.

Dans l'industrie du fer et de l'acier du Nord de l'Angleterre et des Midlands, les conseils n'ont pas à établir les salaires qui sont soumis au système de l'échelle mobile; ils n'ont à s'occuper que de questions, de moindre importance. En 1896, ils ont entendu 12 affaires.

RUSSIE.

Le repos du dimanche dans les magasins à Pétersbourg(1). — Une ordonnance municipale entrée en vigueur le 15 août dernier ne permet plus l'ouverture des magasins, le dimanche et les jours de fête, dans la capitale russe, que de midi à cinq heures. Cet arrêté prévoit, toutefois, de nombreuses exceptions, notamment en faveur des pharmacies, spectacles et lieux d'amusement, entreprises de transports, restaurants et débits de boissons populaires dits « *traktirs* », ces derniers déjà soumis à une législation spéciale.

Les magasins de denrées alimentaires et de boissons non spiritueuses sont, en outre, autorisés à vendre jusqu'à 10 heures du matin.

Cette ordonnance a soulevé de violentes réclamations des commerçants dont elle lèse les intérêts. Mais ces réclamations ont été repoussées avec ce considérant « que les intérêts de la population sont confiés à la municipalité comme représentant de la totalité de la population, et, qu'en conséquence, le droit des particuliers de porter plainte, en se plaçant à leur point de vue spécial, contre les décisions de la municipalité n'existe pas ».

(1) D'après une communication de l'Ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 17 août 1897 modifiant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

ART. 1^{er}. La nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes contenue dans les tableaux annexés aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 18 avril 1894, 6 juillet 1896 et 24 juin 1897, et complétée conformément au tableau annexé au présent décret.

Addition aux nomenclatures annexées aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 18 avril 1894, 6 juillet 1896 et 24 juin 1897.

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	INCONVÉNIENTS.	CLASSES
Acétylène liquide ou comprimé à plus d'une atmosphère et demie (Dépôts d').	Danger d'explosion et d'incendie.	1 ^{re} .
Artifices (Dépôts de pièces d') :		
De 2,000 kilogrammes et au-dessus.	<i>Idem.</i>	1 ^{re} .
De 300 kilogrammes à 2,000 kilogrammes exclusivement.	<i>Idem.</i>	2 ^e .
De 100 kilogrammes à 300 kilogrammes exclusivement.	<i>Idem.</i>	3 ^e .

Lettre ministérielle du 18 novembre 1897 relative à l'application du décret du 10 mars 1894, en cas de procès entre propriétaire et locataire.

Les travaux prescrits par l'inspection doivent être effectués sans attendre l'issue d'un procès engagé entre un industriel et son propriétaire.

L'observation des règlements concernant la santé des travailleurs ne peut attendre cette issue dont la durée est toujours problématique et qui ne saurait, quelle que soit la décision qui interviendra, modifier les précautions justement réclamées par le Service de l'inspection.

Circulaire ministérielle du 27 novembre 1897 sur la non-application des lois de 1892 et 1893 aux opérations de chargement et de déchargement des navires.

[En raison des circonstances absolument spéciales tenant à la nature des opérations qui s'effectuent en pareil cas, aux conditions de chargement et de déchargement des navires, de leur accostage et de leur arrimage aux quais, de la construction même de ces quais, il y a lieu de considérer les opérations de chargement et de déchargement des navires comme une annexe des entreprises de transports et non soumises comme telle aux lois et règlements qui régissent le travail dans les établissements industriels.]

Circulaire ministérielle du 30 novembre 1897 relative à la non-application de la loi du 12 juin 1893 dans les chantiers de construction établis sur le terrain des compagnies de chemins de fer.

[Conformément à un avis du Conseil d'État, la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs (qui ne vise pas les établissements publics) ne régit pas les ateliers de chemins de fer qui font partie du domaine public des compagnies. Elle ne régit pas non plus les chantiers des entrepreneurs travaillant pour le compte desdites compagnies, car les considérants invoqués par le Conseil d'État s'appliquent identiquement aux ateliers et aux chantiers, le fait même de l'ouverture d'un chantier sur le terrain d'une compagnie lui imprimant le caractère de chantier public qui le place *ipso facto* sous le contrôle du Ministère des travaux publics, sans qu'il y ait de distinction à faire entre les entrepreneurs qui travaillent directement pour le compte de l'État et ceux qui exécutent des travaux pour le compte des compagnies concessionnaires.

Toutefois, en vue d'éviter toute lacune dans la statistique des accidents professionnels, M. le Ministre des travaux publics prend des mesures pour que tous les accidents arrivés sur les chantiers des chemins de fer soient portés à la connaissance du service de l'inspection, au même titre que les accidents survenus dans les ateliers.]

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE JANVIER 1898, EN CE QUI CONCERNE
LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Saisie-arrêt sur les salaires. — *Chambre.* — Séance du 13 janvier 1898. — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, déposée par M. Plichon (Doc. parl. n° 2949). Renvoyée à la Commission du travail.

Code du travail. — *Chambre.* — Séance du 13 janvier 1898. — Proposition de loi sur le Code du travail (Livre III, Protection du travail), déposée par M. Groussier et plusieurs de ses confrères (Doc. parl. n° 2951). Renvoyée à la Commission du travail.

Assistance obligatoire aux vieillards. — *Sénat.* — Séance du 20 janvier 1898. — Proposition de loi sur l'assistance obligatoire aux vieillards et aux infirmes indigents, par M. Strauss (Doc. parl. n° 10).

Responsabilité des accidents. — *Sénat.* — Séance du 25 janvier 1898. — Rapport, par M. Thévenet, sur le PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (Doc. parl. n°).

Placement des ouvriers et employés. — *Sénat.* — Séance du 27 janvier 1898. — Première délibération sur le PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, sur le placement des ouvriers et employés. — Adoption.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BIBLIOGRAPHIE.

(Suite.)

AUTRICHE. — MINISTÈRE DE LA JUSTICE. — COMMISSION CENTRALE DE STATISTIQUE. — *Statistique de la justice criminelle, pour l'année 1897, dans les royaumes et pays représentés au Reichsrath.* (1 vol. in-4° de 168 pages. Vienne, Impr. de l'État, 1897.)

Idem. — *Statistique des établissements pénitentiaires pour l'année 1893.* (1 vol. in-4° de 109 pages. Vienne, Impr. de l'État, 1897.)

————— COMMISSION CENTRALE DE STATISTIQUE. — *Les résultats des élections au Reichsrath dans les royaumes et pays représentés pour l'année 1897.* (1 vol. in-4° de 27 pages. Vienne, Impr. de l'État 1897.)

————— OFFICE RÉGIONAL DE STATISTIQUE DE STYRIE. — *Les Caisses d'épargne et les associations de production et d'épargne en Styrie, pendant l'année 1896.* (1 vol. in-8° de 146 pages. Graz Leuschner et Lubensky's, 1898.)

————— BUREAU DE STATISTIQUE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE. — *Le dénombrement des industries de la Basse-Autriche au 1^{er} juin 1897.* — *Mouvement dans l'état de ces industries pendant la période du 1^{er} juin 1896 au 31 mai 1897.* (1 vol. in-4° de 139 pages, imp. de la Chambre de commerce et d'industrie, Vienne, 1897.)

GRANDE-BRETAGNE. — BOARD OF TRADE (LABOUR DEPARTMENT). — *Ninth report by the chief correspondent of the board of trade on Trade-unions (1896).* (1 vol. in-8° de 274 pages. Londres, 1897; Eyre et Spottiswoode édit.). Rapport annuel sur les associations syndicales ouvrières (*Trade unions*) dans le Royaume-Uni. Statistique générale des sociétés et des membres par industries. — *Fédérations et comités d'industries*, statistique détaillée des recettes et dépenses des principales sociétés.

PRUSSE. — VILLE DE BERLIN. — *Annuaire statistique de la ville de Berlin pour 1895.* (1 vol in-8° cartonné de 595 pages. Berlin, 1897. Stankewicz, édit.)

NORVÈGE. — BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE. — *Annuaire statistique de la Norvège, 17^e année. 1897.* (1 vol. in-8° de 168 pages. Christiania, H. Aschehoug et C^{ie}, 1897.)

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{IE}.

- Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers.** — 1 vol. in-8° de 742 pages (1893)..... 8 fr.
- De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger.** — 1 vol. in-8° de 616 pages (1893)..... 6 fr.
- Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes.** — 1 vol. in-8° de 93 pages (1893)..... 1 fr. 50
- Salaires et durée du travail dans l'industrie française.**
- Tome I^{er} : *Seine*. — 1 vol. in-8° de 611 pages (1893)..... 7 fr. 50
 - Tome II : *Départements*. — 1 vol. in-8° de 760 pages (1894)..... 7 fr. 50
 - Tome III : *Départements (Suite)*. — 1 vol. in-8° de 648 pages (1896)..... 7 fr. 50
 - Tome III annexe : *Manufactures de l'État et chemins de fer*. — 1 vol. in-8° de 164 pages (1896)..... 1 fr. 50
 - Tome IV : *Résultats généraux*. — 1 vol. in-8° de 574 pages (1897)..... 6 fr.
 - Album graphique*. — 29 planches in-8° (1897)..... 4 fr.
- La petite industrie (salaires, durée du travail).**
- Tome I^{er} : *L'alimentation à Paris*. — 1 vol. in-8° de 300 pages (1893).... 2 fr. 50
 - Tome II : *Le vêtement à Paris*. — 1 vol. in-8° de 721 pages (1896)..... 5 fr.
- Hygiène et sécurité des travailleurs dans les ateliers industriels, analyse et textes de la législation française et étrangère.** — 1 vol in-8° de 660 pages (1895)..... 5 fr.
- Documents sur la question du chômage.** — 1 vol. in-8° de 398 pages (1896)..... 4 fr.
- Minimum de salaire dans les travaux publics.** — 1 vol. in-8° de 129 pages (1897). 2 fr.
- L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.**
- Résultats financiers*. — 1 vol. in-8° de 110 pages (1892)..... 1 fr. 50
 - Statistique des accidents de travail*. — 1 vol. in-8° de 124 pages (1892)..... 1 fr. 50
- Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie.**
- En Allemagne*. — 1 vol. in-8° de 134 pages (1893)..... 1 fr. 50
 - En Autriche*. — 1 vol. in-8° de 147 pages (1893)..... 1 fr. 50
- Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.**
- 1^{re} partie : *Accidents*. — 1 vol. in-8° de 180 pages (1894)..... 1 fr. 50
 - 2^e partie : *Maladie, Invalidité, Vieillesse*. — 1 vol in-8° de 229 pages (1895).. 2 fr.
- Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage.**
- Années 1890 et 1891*. — 1 vol in-8° de 123 pages (1892)..... 1 fr. 50
 - Années 1892, 1893, 1894, 1895*. — 4 vol. in-8° de 1 fr. 50, 3 fr. 50, 3 francs et 3 fr.
 - Année 1896*. — 1 vol. in-8° de 358 pages (1897)..... 3 fr.
- Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.**
- Dén. général*. — 1 vol. in-8° Jésus de 814 pages (1894)..... 15 fr.
 - Dén. des étrangers*. — 1 vol. in-8° Jésus de 349 pages (1893)..... 7 fr. 50
- Annuaire statistique (1892-1894).** — 1 vol. in-8° Jésus de 783 pages (1894).... 8 fr.
- Idem.* (1895-1896). — 1 vol. in-8° Jésus de 624 pages (1896).... 8 fr.
 - Idem.* (1897). — 1 vol. in-8° Jésus de 520 pages (1897)..... 7 fr. 50
- Statistique annuelle (1890-1892).** — 1 vol. in-8° Jésus de 550 pages (1895). 7 fr. 50
- Idem.* (1893). — 1 vol. in 8° Jésus de 257 pages (1896)..... 5 fr.
 - Idem.* (1894). — 1 vol. in-8° Jésus de 249 pages (1897)..... 5 fr.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
Mouvement social en France.		Subventions, en 1897, aux associations ouvrières de production et de crédit.....	195
Revue du travail :		L'épargne postale en Europe et au Canada.....	198
Situation générale.....	146	Les monts-de-piété à Paris et en France....	198
Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants.....	148	Les sociétés de secours mutuels en 1895....	203
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	154	Les caisses de secours des ouvriers mineurs en 1896.....	211
Renseignements divers :		<i>Démographie et statistique.</i>	
Adjudications; commerce extérieur; transports; prix courants divers; faillites; autorisations de bâtir; mont-de-piété de Paris; prix courant des coopératives (4 ^e trimestre)....	161	La population française en Belgique.....	214
L'industrie minérale en France et dans les principaux pays.....	166	<i>Mouvement social à l'étranger.</i>	
Salaires et accidents dans les mines en France.....	168	Allemagne : Les grèves en février. — Les assurances ouvrières et les maladies pulmonaires. — Le commerce extérieur en 1897. — Conditions du travail dans les chantiers de l'Armement.....	215
Placement gratuit.....	170	Belgique : Revue du travail en février. — L'industrie houillère en 1896. — Encouragement à la prévoyance ouvrière dans le Hainaut. — L'épargne scolaire. — Les sociétés scolaires de tempérance.....	217
Assistance.....	173	Danemark : Loi sur l'assurance-accidents....	219
Cconciliation et arbitrage.....	174	Grande-Bretagne : Revue du travail en février. — La journée de huit heures. — Les accidents mortels dans l'industrie en 1897.....	220
Liste des conseils de prud'hommes en France.....	177	Italie : Les grèves en 1896.....	222
Institutions de prévoyance.....	178	<i>Actes et documents officiels.</i>	
Les grèves en février.....	179	État des travaux législatifs.....	224
Mouvement syndical.....	182	<i>Bibliographie.</i>	
Les syndicats professionnels en 1897.....	184		
L'inspection du travail en 1896; accidents dans l'industrie.....	187		

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts.

Armand COLIN et C^{ie}, éditeurs,
5, rue de Mézières.

Le *Bulletin de l'Office du travail* paraît tous les mois. — On le trouve chez tous les libraires.

On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

PRIX DE L'ABONNEMENT POUR LA FRANCE : 2 fr. 50 par an.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie,
Direction de l'Office du Travail,
Rue de Varenne, 80,
PARIS.

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : à *Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie.*

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — *Rapports sur l'application pendant l'année 1896 des lois réglementant le travail* (1 vol. in-8° de 513 pages. Paris, 1897, Imp. nat.). — Rapport sur l'application de la loi du 2 novembre 1892 pendant l'année 1896, présenté à M. le Président de la République par MM. les membres de la Commission supérieure du travail dans l'industrie. — Rapports des inspecteurs divisionnaires du travail. — Rapports des ingénieurs en chef des mines. (Voir les extraits dans le corps du *Bulletin*.)

——— MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES. DIRECTION DE L'OFFICE DU TRAVAIL. — *Annuaire des Syndicats professionnels, 9^e année, 1897* (1 vol. in-8° de 620 pages. Paris, 1897. Berger-Levrault, éditeur). — Statistique des syndicats et unions de syndicats professionnels, patronaux et ouvriers, industriels, commerciaux et agricoles, constitués conformément à la loi du 21 mars 1884 en France et aux colonies. Statistique des Bourses du travail.

En tête du volume on trouve la législation des syndicats et, à la fin, la jurisprudence qui les concerne.

——— *Salaires et durée du travail dans l'industrie française, tome IV. Résultats généraux* (1 vol. in-8° de 572 pages. Paris, 1897. Imp. nat.). — Ce volume termine la publication des résultats de l'enquête entreprise par l'Office du travail sur le salaire des ouvriers et la durée de leur travail en 1891-1893.

Après avoir, dans le tome I, publié les résultats relatifs au département de la Seine, puis dans les tomes II et III ceux relatifs aux autres départements et enfin, dans un volume annexe au tome III, les résultats d'une enquête spéciale sur la répartition des salaires dans les manufactures de l'État et les grandes entreprises de transport en commun, on a d'abord, dans ce dernier volume, résumé et comparé les chiffres relatifs à la partie de l'enquête poursuivie en province, publiés dans les tomes II et III. On a en outre comparé ces chiffres et les indications qui en découlent avec les résultats de l'étude que les renseignements recueillis dans le département de la Seine ont permis de présenter dans le tome I.

Ces comparaisons forment l'objet de la première partie du volume. Elles s'étendent à toutes les données de l'enquête : importance des établissements, durée du travail, chômages et stabilité du personnel, salaires, etc. ; mais les salaires, objet principal de l'enquête, ont donné lieu à une étude plus approfondie.

Dans la seconde partie du volume, après avoir cherché à représenter par des coefficients,

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

La situation reste satisfaisante dans les mines, les industries du livre, la soierie; un peu d'amélioration dans l'industrie lainière; ralentissement dans les usines mécaniques de la région du Nord. La morte-saison des industries du cuir, du vêtement, de la chapellerie n'est pas encore terminée.

Dans ces dernières industries, et aussi dans les industries textiles proprement dites, c'est le travail à bras qui a le plus à souffrir. La baisse générale des prix, dans les dernières années, a partout déterminé les fabricants à appliquer les procédés mécaniques les plus perfectionnés dans d'importantes usines, et, les transformations qui s'accomplissaient peu à peu, depuis longtemps, se sont accélérées dans ces dernières années, condamnant souvent à l'inaction les nombreux ouvriers restés attachés aux anciens procédés.

Les travaux du bâtiment ont généralement pu conserver quelque activité tout l'hiver, à cause de la clémence de la saison. Ils vont entrer bientôt dans la période de plein travail; cependant, dans diverses villes, les projets de travaux sont fort peu importants.

Parmi les 450 syndicats d'employés et ouvriers de l'industrie et du commerce, groupant 125,000 adhérents, qui ont fourni des rapports sur la situation au 15 février, la proportion des ouvriers en chômage a été de 8,5 p. o/o environ, sans changement sensible par rapport au mois dernier, mais un peu plus forte que l'an dernier à pareille époque. 13 p. o/o des syndicats, groupant 8 p. o/o des adhérents, jugent le travail plus abondant que l'an dernier; 34 p. o/o des syndicats, avec 32 p. o/o des adhérents, le tiennent pour moins abondant; pour 53 p. o/o des syndicats, groupant 60 p. o/o des adhérents, il y a équivalence.

Le prix du pain se maintient assez élevé et, à cette époque de l'année, les légumes sont en hausse. Aussi le chômage d'hiver a-t-il été particulièrement dur.

SITUATION GÉNÉRALE.

AGRICULTURE. — FORÊTS. — Les travaux agricoles commencent à reprendre de l'activité, surtout dans le Midi où les pluies de cet hiver avaient occasionné beaucoup de retard.

En forêts, le travail s'achève à peu près dans les mêmes conditions que l'an dernier.

MINES. — CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100,000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de février, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous :

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5.82	"	"	"	58	42
Loire.....	5.86	"	"	"	65	35
Gard et Hérault.....	6.00	"	"	"	"	100
Provence (lignites).....	4.50	"	37	35	28	"
Tarn et Aveyron.....	6.05	"	"	"	"	100
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	5.97	"	"	"	3	97
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne...	5.84	"	"	"	41	59
ENSEMBLE pour la France.	5.84	"	1	"	42	57

ALIMENTATION. — Pour la sucrerie et la distillerie du Nord, la dernière campagne a été satisfaisante en raison de la bonne qualité et de l'abondance de la betterave; il y a eu aussi relèvement des cours.

Le chômage est moins accentué que le mois dernier chez les boulangers et les cuisiniers. Situation meilleure, surtout à Cannes, moins bonne à Paris; ailleurs, pas grande variation.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Pendant le mois de février, l'activité des industries du livre s'est maintenue, et la situation s'est même plutôt améliorée. L'approche des élections va accélérer le mouvement et l'on signale déjà, dans certaines régions, des augmentations de salaire. On compte, à Paris, 6 p. o/o de chômeurs et 3 p. o/o dans les syndicats de province. 27 p. o/o des syndicats, occupant 58 p. o/o des adhérents, estiment le travail plus actif que l'an dernier; 5 p. o/o seulement, avec 1 p. o/o des adhérents, jugent qu'il y en a moins; pour les autres, situation équivalente. Par rapport à l'an dernier, le travail est jugé plus abondant à Paris, Boulogne-sur-Mer, Lons-le-Saunier, Beaune, Clermont-Ferrand, Valence, Toulon, Marseille, Saint-Étienne, Brest; moins abondant à Grenoble.

CUIRS ET PEaux. — Travail un peu plus actif dans la préparation des cuirs et peaux. Dans la chaussure, la morte-saison n'est pas encore terminée.

Dans toutes les industries de ce groupe, c'est toujours la transformation des procédés de travail qui semble la cause principale des souffrances des façonniers.

TEXTILES. — Les industries textiles sont généralement bien pourvues de commandes, quoique avec des prix peu avantageux. La baisse des prix pousse d'ailleurs à la transformation de l'outillage et les usines mécaniques font, partout et quelle que soit la matière première, une concurrence au travail à la main d'autant plus en plus vive que le prix de l'objet fabriqué est moins élevé. On a indiqué, le mois dernier, l'accroissement de puissance des machines à vapeur à la disposition des diverses industries de 1891 à 1896; des constatations du même ordre peuvent être faites relativement à l'outillage proprement dit. Ainsi, les fabriques de soieries qui avaient à leur disposition, en 1894, 25.000 à 26.000 métiers mécaniques, en possèdent actuellement environ 29.000. Au contraire, le nombre des métiers à bras va sans cesse en diminuant, et encore, ceux qui existent sont-ils loin d'être tous occupés. Transformations analogues dans la chapellerie, la ganterie, la confection des vêtements.

Actuellement, la fabrication des soieries est très active, surtout en ce qui concerne les tissus mélangés, les mousselines de soie et tissus analogues; les étoffes classiques de soie pure sont toujours beaucoup moins favorisées par la mode et soumises plus durement à la concurrence étrangère.

Les filatures de lin travaillent activement, mais les fabriques de toiles sont toujours obligées de réduire la durée du travail.

La morte-saison touche à sa fin dans la chapellerie et dans la confection des vêtements.

Situation satisfaisante pour les ouvriers de l'industrie textile à Armentières, dans les Vosges; moins favorable que l'an dernier à Roubaix, Vienne, Condé-sur-Noireau, Bolbec et dans tous les centres de tissage à la main pour toiles et cotonnades, du Nord, du Maine, de la Loire et du Rhône. Situation plus mauvaise que l'an dernier pour les bonnetiers de Corbie et de Falaise, pour les passementiers de Paris, pour les tailleurs de Paris, de Poitiers, de Versailles; pour les chapeliers de Clermont-Ferrand, d'Annecy, de Serrières (Ardèche), d'Albi, de Bourganeuf; situation meilleure pour les chapeliers de Nancy.

Bois. — Les charpentiers et menuisiers de bâtiment continuent généralement à être plutôt mieux occupés que l'an dernier à cause de la douceur de l'hiver. La morte-saison des charrons et carrossiers touche à sa fin; on commence les réparations et remises à neuf en vue de la belle saison.

Pour les charpentiers et menuisiers, situation jugée meilleure que l'an dernier à Armentières, Bourges, Lorient, Morlaix; moins bonne à Paris, Reims, Lyon, Pau, Poitiers, Rennes.

Situation jugée en général plus défavorable que l'an dernier par les ouvriers tabletiers de l'Oise.

MÉTAUX. — L'activité se ralentit un peu dans la fonderie et la mécanique; dans certains centres, on attribue en partie ce fait à la fin de la grève des mécaniciens anglais. Cependant, la construction des vélocipèdes et des automobiles demande beaucoup d'ouvriers. Situation particulièrement satisfaisante à Paris, Nantes et dans la Loire; moins bonne dans le Nord. La serrurerie de bâtiment a bénéficié de la clémence de la saison.

BÂTIMENT. — Dans les régions où la saison est demeurée clémente, les travaux de bâtiment ont conservé une activité peu ordinaire à cette époque de l'année. C'est ainsi que la situation est bonne pour les ouvriers du bâtiment à Versailles, Dunkerque, Annonay, Rochefort, la Roche-sur-Yon, Châteauroux, Dun-sur-Auron, Orléans. Elle est jugée moins bonne que l'an dernier dans les régions montagneuses et à Reims, Besançon, Toulouse.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Les chaudières ont travaillé plus régulièrement cet hiver que les précédents. Situation stationnaire pour les potiers, les porcelainiers, les verriers.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Le commerce des journaux est celui qui a le mieux bénéficié des événements du mois dernier; au contraire, ces événements ont plutôt porté préjudice aux affaires en général et la crise que traverse le petit commerce n'a pas diminué d'intensité. Sauf sur le littoral de la Méditerranée où la saison bat son plein actuellement, les industries de transport, les commerces de l'alimentation et autres se plaignent généralement cette année de la pénurie des affaires.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2^o par les correspondants.

Aisne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-QUENTIN. — Pendant le 2^e semestre de 1897, la situation de la *meunerie* a été moins bonne que pendant le semestre précédent, les affaires ont été plus difficiles et les prix moins rémunérateurs.

Dans les *distilleries d'alcools de betteraves*, la production s'est ralentie; on attribue cette diminution à certains mouvements de baisse du cours des alcools de betteraves et à la concurrence des alcools de maïs.

La dernière campagne de la *sucrierie* a été satisfaisante, grâce à une bonne richesse saccharine de la racine et aux cours plus élevés des produits fabriqués, qui, de 27 fr. 50 environ au commencement de la campagne, sont arrivés à 32 fr. 50 à fin décembre 1897.

Dans l'*huilerie*, la récolte des graines oléagineuses, généralement inférieure à celle des années précédentes, a amené une hausse de cette matière qui n'a pas été suivie d'un mouvement analogue sur le produit fabriqué, des stocks importants d'huiles de lin et de colza ayant pesé sur les cours; aussi des fabriques, qui ne pouvaient travailler aux prix offerts, ont réduit leur production, d'autres ont même arrêté leur travail.

Dans l'*imprimerie*, la situation s'est maintenue satisfaisante.

Dans la *filature du coton*, on a ralenti le travail à la suite de la mévente des tissus qui a entraîné une baisse des filés, plus importante que celle du coton brut.

Les *tissages de coton* ont été moins bien alimentés que l'année dernière, les prix ont été peu rémunérateurs; cependant les tissus blancs de Saint-Quentin ont maintenu une certaine activité, grâce à leur exportation en Algérie.

Les *filatures à façon* qui avaient déjà été éprouvées pendant le 1^{er} semestre et avaient obtenu un relèvement des prix en août et octobre ont, en fin d'année, perdu toute leur avance et plusieurs ont arrêté tout ou partie de leur matériel.

Les *laines filées*, grâce à la rareté de la matière première, ont pu maintenir leurs prix; mais ceux du filé, malgré les diminutions déjà consenties sur les façons, sont estimés peu en rapport avec ceux du peigné, et les demandes étant peu nombreuses, les affaires ont été rares et difficiles.

Dans les *tissages de laine*, la situation peu favorable déjà constatée ne s'est pas améliorée, par suite de la différence existant entre le prix de vente et le prix de revient. Les *tissages à forfait*, aussi bien que les *tissages à façon*, ont présenté peu d'activité malgré les réductions de prix consenties en vue d'occuper le matériel et le personnel.

Dans la *broderie*, les affaires ont été moins actives que l'an dernier à pareille époque. La baisse des prix de vente avait entraîné celle des prix de façon et même un peu de chômage dans les métiers aux environs de Saint-Quentin; mais, en fin d'année, le travail a repris et les prix de façon ont bénéficié de la meilleure allure du marché. L'exportation de nos produits a augmenté, tandis que l'importation des produits similaires étrangers a diminué.

Pour les *rideaux et guipures*, affaires actives; mais la grande production et la mauvaise situation des tissus en général a amené une baisse des prix qui sont estimés peu rémunérateurs.

Dans la *lingerie*, les affaires, pendant le 2^e semestre, ont été très calmes.

Dans la *vannerie*, le travail a été très actif depuis juillet 1897, sauf pour les articles en rotin, par suite de la concurrence des nouvelles fabriques dans la région environnante.

Dans la *construction mécanique*, les travaux d'installations nouvelles et de réparations exécutés dans les sucreries, avant le commencement de la campagne, avaient entretenu une bonne activité pendant le 3^e trimestre, mais dès le début du 4^e trimestre une accalmie s'est produite; cependant, grâce aux bas prix consentis par les établissements de constructions pour obtenir des commandes, on a pu continuer à occuper à peu près tout le personnel.

Dans la *ververie à bouteilles*, le travail a été en diminuant, par suite de la récolte plus faible des vins. Dans les vins de Champagne, les mises en bouteilles ont été restreintes. L'exportation des bouteilles vides, très difficile par suite de la grande concurrence, n'a pas sensiblement diminué les stocks.

Nord. — *Industries textiles.* — La situation générale de l'industrie s'est légèrement améliorée depuis un mois. La *filature de laines peignées* marche encore avec difficulté mais d'une façon moins tendue. La saison de production étant arrivée pour la *filature de cardes*, cette branche marque également une reprise.

La *filature de coton* est toujours alimentée régulièrement, mais à des prix peu rémunérateurs. Le *peignage* et le *triage* sont en pleine activité. Il en est à peu près de même pour les tissages qui font les articles « fantaisies ». — *L. Letombe.*

CHAMBRE DE COMMERCE DE LILLE. — La *minoterie* a toujours peine à écouler sa grande production; le marché intérieur est insuffisant, et l'exportation est rendue plus difficile par les modifications apportées au régime des admissions temporaires. La *sucrerie* perfectionne ses procédés de fabrication, notamment au point de vue de l'amélioration des cuites et de la cristallisation. La bonne qualité de la betterave a permis une bonne campagne; malheureusement les droits considérables appliqués aux États-Unis entravent notre exportation dans ce pays. D'autre part, les primes à la sortie, en provoquant une augmentation de l'exportation et un relèvement des cours du sucre brut, ont rendu plus difficile le commerce extérieur de la raffinerie.

L'abondance et la bonne qualité des betteraves en 1897, jointes au relèvement des cours de l'alcool, ont également permis à la *distillerie* d'effectuer une bonne campagne, ce qui n'était pas arrivé depuis assez longtemps. Dans la *brasserie*, situation stationnaire. L'*amidonnerie* et la *glucoserie* travaillent normalement; légère hausse des prix pour l'*amidonnerie*.

Dans la fabrication des *produits chimiques*, les procédés industriels se transforment par l'intervention de l'électrolyse dans diverses préparations. L'écoulement des produits est faible, notamment en ce qui concerne les superphosphates pour lesquels la concurrence est très vive.

Le nombre des *imprimeries* tend plutôt à diminuer dans la région; leur outillage se transforme peu à peu par la substitution de la presse rotative et des presses à rétraction aux presses en blanc, surtout pour l'impression des journaux. Les commandes sont moins abondantes, en sorte que les ouvriers ont subi des chômages; les prix baissent généralement et les adjudications se font avec des rabais considérables.

On a mis en activité l'an dernier deux *filatures de coton* de 1.000 et 2.000 broches environ commencées l'année précédente. L'écoulement des fils devient difficile dans les gros numéros pour lesquels on a monté trop de broches. Les ouvriers deviennent plus rares et sont toujours bien occupés, mais la différence du régime légal des heures de travail entre les ouvriers et les ouvrières rend encore difficile la marche du travail.

Les *filatures de lin* marchent en plein; les filatures existantes ont développé légèrement leur nombre de bobines, et quelques établissements nouveaux de filature à sec se sont montés.

Au commencement de l'année dernière, la vente s'est faite à de bons prix, mais les cours ont fléchi sensiblement à la fin, surtout pour les fils secs. La main-d'œuvre est plutôt rare: ici aussi on se plaint de la non-unification des heures de travail. Grâce aux droits protecteurs, la fabrication des fils fins a pu se développer de manière à permettre de satisfaire aux demandes des tissages français.

La fabrication des *toiles* est restée faible, parce que le Midi, où la fabrique expédie la grosse part de ses produits, a été très éprouvé par les inondations, la mauvaise récolte, etc. Bien des métiers sont arrêtés et la durée du travail a été réduite dans certains établissements; les prix ont baissé de 5 p. o/o depuis six mois.

Dans la *tanerie*, l'outillage mécanique continue à se substituer à la main de l'homme, par exemple pour le lavage des peaux qui se faisait manuellement et s'opère par l'emploi de balanceuses, d'agitantes. Production faible en raison de l'insuffisance des commandes militaires, la durée du travail a été moins longue que les autres années dans bien des établissements; les prix sont stationnaires.

Le nombre des *établissements métallurgiques* en activité reste sans changement: toutefois une société pour la fabrication des automobiles vient de se fonder et va faire construire dans la banlieue de Lille un établissement qui occupera 200 ouvriers. Le défaut de prospérité des industries textiles en général entrave le développement de la construction mécanique. Mais les grands constructeurs mécaniciens ont surtout à souffrir de la cherté des transports et des surtaxes appliquées aux masses indivisibles pesant plus de 5 tonnes.

CHAMBRE DE COMMERCE DE CAMBRAI. — Dans la *meunerie*, le travail s'est ralenti pendant le deuxième semestre, la hausse survenue sur les blés, qui n'a pas été suivie d'un mouvement aussi important sur les farines, ayant rendu les affaires plus difficiles et les prix moins rémunérateurs.

La *brasserie* a maintenu à peu près son activité; les prix de vente de la bière ont une tendance à baisser.

Grâce à une reprise dans les exportations, à une diminution des stocks et à une betterave plus riche en sucre, la *sucrerie* a fait une meilleure campagne que l'an dernier; cette amélioration s'est aussi produite sur les prix qui ont été plus rémunérateurs.

Pas de travail dans les *distilleries* de la région, qui n'ont pas allumé leurs feux pendant cette campagne..

Dans les fabriques de *chicorée*, la production s'est maintenue à peu près aussi active que l'an dernier; une récolte très abondante a amené une diminution des prix tant sur la racine que sur le produit fabriqué.

Dans les *huileries*, l'augmentation de l'importation des huiles de coton a amené une baisse des prix et un encombrement du marché, d'autant plus rapidement que les fabriques indigènes qui avaient augmenté leur production étaient entraînées à constituer des stocks.

La *savonnerie* a eu aussi une marche plutôt faible et des prix en baisse; la production qui avait été trop rapidement augmentée, tant dans la région que dans les fabriques des environs, a rendu les affaires plus difficiles.

Dans les *tissages de toile*, situation stationnaire.

Le travail a été actif dans les *batistes et linons*; la main-d'œuvre a été aussi abondante, les ouvriers qui avaient abandonné l'industrie lainière et avaient accepté du travail dans les tissages de batistes, n'ayant pu revenir à l'industrie lainière, qui était encore peu occupée. En effet, dans l'industrie *lainière*, la production a été sensiblement ralentie; beaucoup de métiers mécaniques et à la main ont été arrêtés, l'alimentation a été plus difficile que l'an dernier, malgré les diminutions de prix consenties. La durée du travail dans les usines a été réduite; un certain nombre d'ouvriers inoccupés ont été chercher de l'ouvrage ailleurs.

Dans l'industrie des *tulles*, le travail a été actif, l'outillage a été augmenté.

La morte-saison dans la *dentelle* a été plus longue que celle de l'an dernier.

Travail faible dans les ateliers des *teintures et apprêts* à la suite du manque d'affaires dans les filatures et tissages.

Dans les *blanchisseries*, travail moins actif dans les tissus de coton, satisfaisant dans les tissus de lin. Main-d'œuvre plutôt insuffisante.

CHAMBRE DE COMMERCE D'AVESNES. — Pendant le 2^e semestre de 1897, l'alimentation des *peignages* a laissé à désirer, la production a été réduite et les prix de vente des produits fabriqués ont été estimés non rémunérateurs.

Dans les *filatures de laine*, les usines dont l'arrêt avait été signalé n'ont pas repris; cependant une filature à Fourmies a repris sa marche, avec moitié de son matériel (5.000 broches et 50 ouvriers et ouvrières). On estime que la production a été diminuée d'un peu plus du quart par rapport aux années précédentes. Les prix de façon sont restés désavantageux. On estime que dans le personnel ouvrier de 120 établissements consultés, représentant 22.820 ouvriers, un peu plus de 2 p. o/o des ouvriers sont en chômage et que, pour 8 p. o/o environ, la journée ordinaire de 12 heures est réduite à 9 heures, soit une diminution moyenne du gain de 0 fr. 90 par jour.

Dans les *tissages*, situation analogue; la production a été réduite d'un peu plus du tiers, par suite du manque de commissions; et celles qui ont été obtenues l'ont été avec des prix de vente en baisse et ne laissant pas de bénéfice au fabricant. Pendant l'été, les ouvriers sans ouvrage ont pu s'employer aux travaux des champs; depuis l'arrêt de ces travaux, ils ont dû chercher ailleurs et quelques-uns ont quitté définitivement le métier. On attribue la diminution des commandes à la stagnation générale des affaires, aux difficultés rencontrées par notre industrie sur les marchés étrangers et à l'augmentation de la concurrence.

Un ralentissement de travail s'est produit dans l'industrie de la *marbrerie*, une des plus importantes de la région. Pour enrayer la baisse des prix de vente qui étaient estimés peu rémunérateurs, un comité s'était formé et était arrivé à une entente sur les cours. Le tarif nouveau ayant été proposé aux acheteurs, en septembre 1897, ceux-ci se sont adressés en plus grandes quantités aux fabriques concurrentes du Midi, du Jura et de la Mayenne, centres dans lesquels la main d'œuvre est à meilleur marché que dans le Nord; aussi le travail a sensiblement diminué dans les ateliers de marbrerie de la région d'Avesnes.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUBAIX. — Pendant le 2^e semestre de 1897, la production a subi un ralentissement évalué à un tiers par rapport à celle de l'an dernier; on attribue cette diminution aux difficultés des exportations. Les prix de vente sont devenus moins rémunérateurs, notamment dans les *filatures de laine* et dans les *filatures de coton*. On n'a pas modifié le taux des salaires; mais le gain de l'ouvrier a faibli, beaucoup ne travaillant que trois jours par semaine.

FOURMIES. — La hausse des laines brutes se maintient; la *filature* travaille avec plus d'activité et à des prix plus avantageux. Il y a aussi tendance à la reprise dans les tissages, mais les prix offerts sont encore faibles.

MARNE. — CHAMBRE DE COMMERCE DE REIMS. — Pendant le 2^e semestre de 1897, le ralentissement déjà constaté dans l'industrie *lainière* s'est accentué; on attribue une partie des difficultés éprouvées dans les transactions à la différence du tarif des transports variable suivant les régions et au mouvement des cours produit par les marchés à terme. Malgré la grande fermeté des prix de la matière première, la vente des produits fabriqués a été difficile, elle s'est faite à des taux jugés peu rémunérateurs. La laine, qui avait été en hausse jusqu'en septembre, a ensuite reperdu son avance et finissait l'année avec des prix supérieurs seulement de 5 p. o/o à ceux de 1896.

Les *peignages* ont subi d'importants chômages pendant les six derniers mois, on estime qu'un peu plus du quart des ateliers ont été atteints; cependant, au commencement de 1898, le travail tendait à reprendre. Par suite du genre de fabrication et des qualités fines demandées aux ateliers de la région, la production de la *blouse* s'est trouvée diminuée et les prix de cette matière, en hausse suivie, étaient, en fin d'année, de 10 p. o/o supérieurs à ceux de décembre 1896.

Dans les *filatures à façon*, la réduction du travail que l'on prévoyait et qu'on devait réaliser après une entente générale s'est produite plus tôt qu'on ne le pensait; on estime qu'un quart des broches ont été arrêtées. Les prix de façon se sont ressentis de la difficulté des affaires et après une légère amélioration, en septembre, ils finissaient à 5 p. o/o au-dessous de ceux de l'an dernier. Les *filatures à forfait* ont été aussi mal alimentées; après une hausse des peignés de septembre à octobre, les cours sont revenus aux taux pratiqués en fin juin dernier. Les filés en laines communes sont restés stationnaires.

Pour les *tissus*, après les expéditions pour l'exportation, en juillet 1897, l'activité a commencé à diminuer; mais, grâce à la pénurie des stocks, les prix sont restés fermes pour les *mérinos*, *cachemires* et *sergés*. La situation a laissé également à désirer pour les *nouveautés pour robes* par suite de la température incertaine, tant pendant l'automne que pendant l'hiver.

La concurrence de plus en plus grande des tissus mélangés laine et coton a ralenti l'écoulement des *flanellenes* et la grande concurrence a rendu les marchés à l'étranger moins faciles.

Dans l'industrie des vins de *Champagne*, la situation a été généralement satisfaisante. Les expéditions en Angleterre ont été en augmentant, les prix ont été suffisamment rémunérateurs. Par contre, les États-Unis ont moins demandé que les années précédentes. Sur place, les transactions ont été assez nombreuses. Dans les vignobles, malgré la gelée qui avait atteint quelques coteaux et les pluies du mois d'août et septembre, la récolte a été jugée suffisante, notamment pour les bons crus; les réapprovisionnements se sont bien effectués; les qualités secondaires ont été un peu plus délaissées que l'an dernier; la concurrence étrangère s'est principalement manifestée contre ces derniers crus et nos producteurs déjà éprouvés par les intempéries ont été assez sérieusement atteints.

L'industrie du bâtiment a présenté peu d'activité; les constructions neuves ont été rares; les réparations et l'achèvement des travaux en cours n'ont fourni de l'ouvrage qu'à un nombre restreint d'ouvriers.

La verrerie s'est ressentie du ralentissement du travail dans les vins de *Champagne* et les usines ont limité leur production à l'entretien du matériel et du personnel.

Le commerce de détail a été aussi très éprouvé par les pertes subies dans les vignobles et la concurrence des grands magasins, le manque de froid en hiver et de beau temps en été a rendu la vente difficile et laissé accumuler des stocks.

Dans l'arrondissement d'Épernay, la récolte *betteravière* a été satisfaisante; il n'en a pas été de même pour les céréales; les fourrages ont été assez abondants. Dans les vignobles, la température changeante et les difficultés de la cueillette du raisin ont amené certaines contrées à une entente en vue de régulariser les prix payés aux ouvriers vendangeurs et porteurs. En moyenne, le gain de ces ouvriers a été estimé plus faible que celui de l'an dernier et le commerce de détail de la région s'en est ressenti.

L'industrie des vins de *Champagne* a été en progrès sur l'an dernier, grâce à l'augmentation de l'exportation en Angleterre, en Russie, aux États-Unis et aux approvisionnements plus importants faits par la place de Paris; les transactions ont été plus importantes tant pour les vins en bouteilles que pour ceux en cercles; le total des vins expédiés en bouteilles par l'arrondissement d'Épernay a été de 12,697,700 bouteilles en 1897 contre 9,400,000 bouteilles en 1896; soit une augmentation en faveur de 1897 d'environ 3,300,000 bouteilles. En brasserie et dans les industries se rattachant à l'industrie des vins de *Champagne*, situation stationnaire.

Dans l'industrie du bâtiment, les diverses constructions en cours ou projetées ont maintenu une bonne activité et rendu la situation meilleure que celle de l'an dernier.

D'autre part, les recettes de l'octroi d'Épernay ont marqué une diminution par rapport à l'an dernier, principalement sur les denrées alimentaires.

Ain. — Pendant le quatrième trimestre de 1897, la situation dans l'ensemble des industries de la région de Villebois a laissé à désirer; le travail a été plus actif; on estime qu'un tiers des ouvriers ont été atteints par le chômage.

Loire. — Dans la région de Rive-de-Gier, travail actif dans la *métallurgie*, peu de chômage en fin 1897. Situation bonne dans la fabrication du verre à vitre, difficile dans la fabrication du verre à bouteille par suite du ralentissement de la vente.

Rhône. — Dans la région de Tarare, l'activité déjà signalée dans l'ensemble des industries s'est maintenue pendant le dernier trimestre de 1897. On estime que le chômage a atteint 10 p. o/o du personnel ouvrier.

Bouches-du-Rhône. — Dans la région de Marseille, on estime que, pendant le dernier trimestre de 1897, un cinquième des *minoteries* ont été atteintes par le chômage, l'augmentation de la concurrence sur les marchés étrangers ayant rendu les ventes plus difficiles. Dans les *huileries*, l'augmentation des arrivages d'huile de coton a amené une diminution de la production des établissements de la région qui produisaient des huiles de graines.

On estime que cette réduction du travail a atteint un cinquième des usines (en temps normal, 2.400 ouvriers étaient occupés dans les trente usines) et qu'un quart des ouvriers ont été en chômage, y compris 5.000 à 6.000 ouvriers qui étaient employés plus ou moins directement par cette industrie. La baisse du prix de la matière première a favorisé la *savon-*

nerie qui a travaillé activement et dont le rayon d'action a pu être étendu grâce aux prix avantageux. La main-d'œuvre a été suffisante et a trouvé facilement à s'utiliser. La *tonnellerie* qui occupait récemment encore 1.500 ouvriers ne travaille plus que quelques jours par semaine; l'*huilerie* qui était la meilleure cliente de la *tonnellerie* ayant restreint ses commandes.

Aude. — CHAMBRE DE COMMERCE DE NARBONNE. — Dans les *raffineries de soufre*, les *distilleries de vin* et de *marc*, dans les ateliers de *sellerie* et les *briqueteries*, le travail s'est maintenu actif pendant l'année 1897; seules, les petites *briqueteries* à matériel ancien ont souffert de la concurrence des nouvelles fabriques montées avec un matériel perfectionné.

Pyrénées-Orientales. — CHAMBRE DE COMMERCE DE PERPIGNAN. — Pendant le dernier semestre, le travail a été très actif dans les carrières de *talc* ainsi que dans les ateliers de *mouture* de *talc*. Les fabriques de papier à *cigarettes* ont aussi été bien occupées, de nouvelles usines se sont montées. Les *tanneries* ont été moins bien alimentées de commandes que l'année précédente. L'industrie des *espadrilles* a également faibli, par suite de l'augmentation de la concurrence des fabriques similaires. La fabrication du *feutre* a été en diminuant, les produits concurrents étrangers ayant acquis les marchés voisins qui étaient avant nos tributaires. Les bois *merrains* ont subi une diminution sensible, et les bois de *châtaignier* ont été exploités sans grand profit. Le commerce des *grains* a présenté une certaine activité et les ports environnants ont bénéficié de cette amélioration de la situation. Dans le commerce des *vins*, l'activité a été plus faible que celle de l'an dernier, mais la récolte dans la région a été plutôt plus élevée que l'année précédente. La fabrication des *vins doux*, une des plus importantes industries locales, a plus difficilement soutenu la concurrence contre les produits étrangers, qui pouvaient obtenir à meilleur marché l'alcool nécessaire pour nuter le raisin.

Charente-Inférieure. — Pendant le dernier trimestre de 1897, la situation dans l'ensemble des industries de Rochefort a été moins satisfaisante que, pendant le trimestre précédent, ce qu'on attribue à la morte-saison habituelle d'hiver et à l'accalmie générale des affaires. On estime que le chômage a atteint un quart des ouvriers.

Haute-Vienne. — A Limoges, le travail s'est ralenti dans un certain nombre d'industries pendant le quatrième trimestre de 1897, le personnel a été réduit; on estime qu'un tiers des ouvriers ont été atteints par le chômage et que la plupart des autres ont fait 6 à 7 heures par jour.

Calvados. — Dans la région de Lisieux, la situation générale de l'industrie a été, pendant le quatrième trimestre de 1897, plus mauvaise que celle de l'an dernier pendant la période correspondante. Pour l'industrie *lainière*, on estime que le chômage a atteint un peu plus du tiers des ouvriers, un quart environ dans l'industrie *linière*, un cinquième pour la préparation des *cuir*s et *peaux* et l'industrie de la *chaussure* et environ 10 p. o/o dans l'industrie du *bâtiment*.

Seine-Inférieure. — Dans l'arrondissement de Darnétal, le travail s'est maintenu calme pendant le quatrième trimestre de 1897, dans les *filatures* et *tissages*. Les ateliers de *teinture* et d'*impressions* se sont ressentis du peu d'activité des *filatures* et *tissages*; le personnel a été souvent mis en chômage et on n'a pas fait la journée complète dans toutes ces industries. L'industrie du *bâtiment* a été favorisée par la douceur de la température et a pu maintenir son activité.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN. — La situation de l'industrie des *produits chimiques* ne s'est pas améliorée pendant le quatrième trimestre de 1897, les produits fabriqués ont été en baisse par suite de la concurrence étrangère, tandis que les cours de la matière première se maintenaient plutôt en hausse et amenaient un ralentissement du travail. En *distillerie*, une amélioration s'est produite; des demandes importantes ont redonné une grande activité à cette industrie. La *tannerie* n'a pas repris l'activité qu'elle présentait il y a quelques années; les différences des cours de la matière première et du produit fabriqué ont entraîné un ralentissement des transactions et de la production.

La *filature de coton* qui avait accepté des prix de vente à bas prix, pour obtenir des com-

mandes et dans l'espoir d'une baisse de la matière première, a repris une certaine activité, mais les prix ont été jugés non rémunérateurs. La situation a été également peu satisfaisante dans les *tissages mécaniques*, la *rouennerie*, les fabriques de *mouchoirs* et d'*indiennes*; les transactions avec nos colonies ont été faibles sauf avec Madagascar qui a fourni un bon courant d'affaires.

Dans les *ateliers de construction mécanique*, le travail a été peu actif, deux établissements ont fermé leurs chantiers et, pour les autres, les commandes ont été peu importantes. Dans le *commerce des vins*, la faiblesse de la récolte qui avait entraîné une hausse des prix de vente a rendu les affaires difficiles. Dans le commerce des *spiritueux* elles ont été facilitées par la diminution de la concurrence des bouilleurs de cru, mal approvisionnés par suite de la faible récolte des pommes à cidre. Pour le *mouvement du port*, les sorties ont, pendant le quatrième trimestre de 1897, excédé de 14.500 tonnes les sorties du trimestre correspondant de 1896; à l'entrée, l'augmentation a été de 89.300 tonnes par rapport à la période correspondante de 1896; et de la comparaison des années 1897 et 1896, il ressort que les entrées l'ont emporté de 74.241 tonnes et les sorties de 50.329 tonnes en 1897.

Algérie. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BOUGIE. — Pendant l'année 1897, le travail s'est maintenu actif dans l'industrie des *produits céramiques*; il est resté stationnaire dans la fabrication des *chaux* et *ciments*.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Seine. — Les *horticulteurs-jardiniers* comptent 10 p. o/o des leurs sans emploi; le nombre des maisons d'horticulture est en augmentation de 25 à 30.

Chez les *boulangers*, la proportion des chômeurs n'augmente pas, les mois d'hiver étant toujours des mois de plein travail; des cours professionnels ont été nouvellement créés par l'Association mutuelle des boulangers de la Seine. Travail moins abondant que le mois dernier pour les *pâtisseries* et *cuisiniers*; les ouvriers en *biscuits* et *pain d'épices* comptent 5 p. o/o de chômeurs, c'est la morte-saison. Les *ouvriers en cartouches* d'Issy sont tous occupés.

Les *typographes* ont eu plus de travail le mois dernier que les précédents en raison de la vente plus active des journaux; chômage, 6 p. o/o. La proportion des chômeurs est de 2 p. o/o chez les *conducteurs typographes* et de 3 p. o/o chez les *margeurs*.

Chez les *cordonniers*, un grand nombre d'ouvriers manquent d'ouvrage.

Les *teinturiers-dégraisseurs* comptent 7 p. o/o des leurs sans emploi, il y a moins de travail que l'an dernier et le nombre des patrons a diminué; on est en morte-saison et l'on ne fait guère que 40 à 45 heures par semaine; le prix de l'heure a augmenté de 0 fr. 05. Les *passementiers à la main* ont moins de travail que l'an dernier; ils font 2 heures de moins par jour et comptent 12 p. o/o de chômeurs. Le chômage est encore plus considérable pour les *passementiers à la barre*, la mode n'étant pas favorable aux articles fabriqués, lesquels subissent de plus la concurrence allemande. Les *coupeurs-tailleurs* voient le travail diminuer de plus en plus sous la concurrence des machines.

Pour les *charpentiers*, il y a tendance à la reprise du travail, 4 p. o/o de chômeurs. Les *charrons* sont mieux occupés; dans plusieurs maisons, on fait 9 heures par jour au lieu de 8, en raison de la remise à neuf des voitures pour la saison d'été; les *peintres en voitures* ne voient guère encore la situation s'améliorer; ils ne font moyennement que 50 heures par semaine et comptent 6 p. o/o des leurs sans emploi. Le chômage atteint 18 p. o/o des *potiers d'étain* qui ont moins d'ouvrage que l'an dernier. 2 p. o/o des *ouvriers en instruments de précision* sont sans emploi; une maison a disparu, elle occupait 35 ouvriers. Les *ouvriers du petit bronze fantaisie* ont presque tous du travail en ce moment, beaucoup font du travail à façon chez eux. Diminution du travail pour les *graveurs*, néanmoins tous occupés.

Les *graveurs en papiers peints* de Saint-Denis ont plus à faire que l'an dernier, l'impression à la main donne plus de dessins à graver.

Le tiers des *maçons* et *tailleurs de pierres* d'Issy est encore inoccupé; les autres font 54 heures. Les *peintres français* estiment le chômage de leurs membres à 30 p. o/o.

Le travail tend à reprendre chez les *limonadiers-restaurateurs*; le mois de février a été assez

bon au point de vue du placement, surtout pour la province. Beaucoup de chômeurs chez les employés d'hôtels. Les garçons bûchers comptent 5 p. o/o des leurs sans place. Période d'accalmie pour les cochers durant le mois de février de cette année.

Les pilotes de bateaux-voyageurs sont tous occupés. 11 p. o/o de chômeurs chez les magasiniers et liercurs; moins de travail que l'an dernier. Les comptables comptent 4 p. o/o des leurs sans place; 1 p. o/o chez les employés de la Bourse du commerce; aucun chez les commis de quincaillerie. Les coiffeurs ont environ 9 p. o/o des leurs sans place : situation meilleure que le mois précédent. 12 p. o/o de chômage chez les gens de maison.

Seine-et-Oise. — Les carriers de Saint-Chéron travaillent 66 heures par semaine; les salaires sont en baisse par suite de la concurrence des étrangers. Les travailleurs du lierre de Saint-Germain-en-Laye ont eu plus de travail le mois dernier que le précédent; ceux de Versailles sont également tous occupés, et les ouvriers aux pièces ont travaillé un peu plus qu'antérieurement. A Versailles, les tailleurs d'habits ont moins de travail que l'an dernier. Les maçons et tailleurs de pierres ont un peu plus de travail que l'an dernier; ils comptent 10 p. o/o des leurs sans place. Les employés de commerce ont 4 p. o/o de chômeurs; la saison n'est pas bonne.

Aisne. — Les cordonniers de Saint-Michel ne comptent pas de chômeurs parmi eux. Chez les vanniers d'Étréaupont le chômage est de 3 p. o/o; les conventions avec les patrons vont jusqu'au 30 juin courant. A Saint-Quentin les mouleurs en fonte sont tous occupés et font 69 heures et demie; beaucoup de travail par suite de l'activité de la campagne sucrière. Les voyageurs de commerce comptent 2 p. o/o des leurs sans emploi.

Oise. — Les sciurs à la mécanique d'Hermes sont tous occupés et font toujours 72 heures par semaine. 9 p. o/o de chômeurs chez les dominotiers de Méru; 5 p. o/o chez les tabletiers; 16 p. o/o chez les boutonnières en os; travail peu actif. Les boutonnières en nacre de la Ville-neuve-Roi sont tous occupés; les brossiers de Saint-Sauveur également.

Somme et Pas-de-Calais. — Les ouvriers en cuirs d'Amiens comptent 6 p. o/o des leurs sans ouvrage; ceux de Boulogne-sur-Mer, 10 p. o/o. Diminution du travail pour les bonnetiers de Corbie. Les teinturiers d'Amiens sont tous occupés, mais ne font souvent pas plus de 48 heures par semaine. Les charpentiers de navires de Boulogne-sur-Mer ont un peu plus de travail que le mois dernier, mais moins que l'an dernier; les tonneliers ont également moins de travail, parce que le hareng a manqué cette année; ils sont néanmoins tous occupés. Moins de travail aussi pour les couvreurs et plafonneurs d'Amiens, qui ne font que 42 heures par semaine. Les travailleurs du lierre de Boulogne ont plus de travail que l'an dernier et sont tous occupés. Ceux d'Arras sont également bien occupés.

Nord. — Les mineurs de Douai sont tous occupés et font 60 heures par semaine; les typographes sont également bien occupés.

La proportion du chômage est de 20 p. o/o pour les tisserands d'Avesnes-les-Aubert et pour ceux d'Haspres; ceux de Saulzoir semblent encore moins occupés; la situation devient de plus en plus mauvaise pour les tisserands à main faisant généralement des tissus fins lesquels sont dans une position défavorable par rapport aux tissus étrangers, en raison du droit d'entrée sur les fils fins. Augmentation de travail par rapport au mois dernier pour les imprimeurs sur tissus de Valenciennes, qui sont tous occupés.

A Roubaix, chômage 11 p. o/o pour les ouvriers des industries textiles; 13 p. o/o pour les ourdisseurs; dans l'article « ameublement » on ne travaille guère que 7 à 8 heures par jour; les articles fantaisie sont encore en pleine période d'activité, mais tendent à diminuer; la confection est dans sa meilleure saison jusqu'à fin mars. A Armentières, 4 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers des industries textiles et chez les pareurs; 2 p. o/o chez les charpentiers. Les fondeurs en métaux de Lille ne font que 8 heures par jour, et le travail manque d'activité dans la construction mécanique depuis la cessation de la grève anglaise.

Le tiers des maçons de Dunkerque est encore inoccupé; moins de travaux qu'il y a un an. A Armentières, 10 p. o/o des peintres sont sans emploi; proportion un peu plus forte à

Roubaix; on fait généralement 5½ heures par semaine; il y a un peu plus de travail que l'an dernier.

Ardennes. — Le travail est très actif dans les *ardoisières*, pas de chômage, tout le monde bien occupé à Revin, Fumay.

Le *tissage à la main* est toujours en décroissance dans la région; beaucoup de chômage et beaucoup d'ouvriers abandonnant la profession.

Beaucoup d'activité dans la *métallurgie*. Les *verriers* de Charleville sont tous occupés; néanmoins la morte-saison est plus accentuée que l'année dernière.

Marne. — A Reims, les *menuisiers* ont moins de travail que l'an dernier, 9 p. o/o sont sans emploi. Peu de travaux de bâtiment en cette saison, moitié des syndiqués sont encore sans place.

Aube. — Les travaux de bâtiment font défaut à Troyes en ce moment; moitié des *plâtriers* sont encore inoccupés.

Meuse. — Situation satisfaisante pour les *carriers* de Lérrouville qui sont tous occupés.

Meurthe-et-Moselle. — Les *mineurs* de Chavigny sont tous occupés. A Nancy, chez les *typographes*, 2 p. o/o sont inoccupés. Pas de chômage chez les *chapeliers* qui sont tous occupés et font 66 à 72 heures par semaine. Travail ralenti pour les *métallurgistes* de Nancy.

Vosges. — Travail suivi chez les *cotonniers* de Moussey, pas de chômage.

Doubs. — Travail moins abondant que l'an dernier pour les *ferblantiers*, *plombiers*, *zinguers* de Besançon. Beaucoup de chômage dans le *bâtiment*, et pas de travaux projetés.

Jura. — Pas de chômage chez les *typographes* de Dôle; à Lons-le-Saunier, le travail, sans être abondant, se maintient.

Ain. — Les *tailleurs de pierre* de Thoiry sont tous occupés.

Côte-d'Or. — Les *bûcherons* de Villiers-le-Duc ont moins d'ouvrage que l'an dernier; 10 p. o/o sont inoccupés. Pas de chômage chez les *typographes* de Beaune où le travail est un peu plus abondant que le mois dernier. A Dijon, les *coupeurs-tailleurs* sont en morte-saison, la confection travaille au contraire en ce moment. Les *comptables* sont tous occupés.

Yonne. — Chez les *typographes* d'Auxerre, 2 p. o/o sont inoccupés. De même pour les ouvriers des *industries du cuir*. Pas de chômage chez les *charpentiers* de la marine d'Auxerre; de même pour les *métallurgistes*.

Saône-et-Loire. — Les *menuisiers* du Creusot comptent 9 p. o/o des leurs inoccupés.

Nièvre. — Le travail des *forêts* touche à sa fin en certains endroits, le chômage se généralise à la Fermeté, Menou, Ménétreux; à Ciez et à Entrains, situation satisfaisante encore. Chez les *boulangers* de Moulins, 18 p. o/o sont inoccupés. Pas de travaux de *bâtiment*; par suite, chômage très général des ouvriers.

Allier. — Peu de travail chez les *bûcherons* de Saint-Bonnet-Tronçais, un tiers d'entre eux manquent d'ouvrage. Les *mineurs* de Durdar sont tous occupés, l'extraction est cependant moins active que l'an dernier. Les *typographes* de Cusset font 66 heures par semaine, tous travaillent. A Commentry, reprise du travail dans tous les chantiers, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. Les *tailleurs de pierre* de Vichy font 60 heures, chômage 15 p. o/o. Travail actif pour les *potiers* de Moulins.

Puy-de-Dôme. — Les *typographes* de Clermont-Ferrand sont tous occupés; le travail tend à diminuer. Les *chapeliors* ne font que 45 heures par semaine; ils ont moins de travail que l'an dernier. Les travaux de bâtiment n'ont pas encore repris; moitié des ouvriers sont encore sans emploi.

Haute-Loire. — Tendance à la reprise du travail chez les *travailleurs de terre* de Sainte-Florine; 13 p. o/o des *mineurs*, dans la même localité, sont en chômage. Chômage général aux *verriers*, les fours sont arrêtés momentanément.

Loire. — Chez les *mineurs* de Saint-Étienne, chômage 2 p. o/o; tous ceux de la Ricamarie sont occupés. A Saint-Étienne, les *boulangers* comptent un tiers des leurs sans ouvrage par suite de la concurrence des ouvriers de la campagne. Les *typographes* sont tous occupés et ont plus de travail que l'an dernier.

Les *tisseurs* à la main pour soieries sont bien occupés; ceux pour le coton le sont moins à cause de la concurrence des usines mécaniques. Peu de chômage à la Gresle, Jarnosse, le Cergne, 20 p. o/o à Grandris. Les *chapeliors* de Chazelles ont tous du travail au moins pour 4 jours par semaine.

A Saint-Chamond, les *métallurgistes* sont tous occupés; ceux de Saint-Étienne comptent 4 p. o/o de chômeurs. A Saint-Étienne, le tiers des *ouvriers de bâtiment* est encore sans emploi.

Rhône. — A Lyon, les *jardiniers* sont tous occupés. Chez les *confiseurs*, *pâtisseries*, *chocolatiers*, 7 p. o/o sont sans emploi.

Les *ouvriers papetiers-régieurs* sont tous occupés. Les *cartonniers* comptent un quart des leurs sans ouvrage; une maison occupant 23 ouvriers a disparu; les *typographes* comptent 4 p. o/o de chômeurs, le travail est relativement peu abondant.

Les *tisseurs* à la main pour soieries sont bien occupés à Amplepuis. Le travail baisse considérablement au contraire pour les *tisseurs* en mélanges ou en coton; il en est à peu près de même pour les ouvriers en couvertures; situation surtout défavorable à Cours, Thel, Mardore où le chômage est intense actuellement. A Lyon, 10 p. o/o d'employés sans place chez les *coupeurs-chemisiers*; les *chapeliors* en fantaisie sont tous occupés. A Lyon, les *sciieurs* et *raboteurs* comptent 6 p. o/o des leurs sans emploi, moins de travail que l'an dernier. Les *parquetiers* sont tous occupés. Morte-saison très dure cette année pour les *sculpteurs* et *mouliniers* en meubles qui comptent 15 p. o/o de chômeurs. Peu de travail aussi pour les *bronziers*, cependant tous occupés. Parmi les *verriers*, 8 p. o/o sont sans emploi.

Haute-Savoie. — Le travail des *carrières* n'est pas encore repris à Mellerie. Les *chapeliors* et *fouleurs* d'Annecy voient toujours l'ouvrage diminuer; 7 p. o/o sont sans emploi. Beaucoup de chômage encore dans le bâtiment à Annecy; de même à Évian, à cause de la saison.

Savoie. — Chez les *typographes* de Chambéry, chômage, 3 p. o/o. Les *menuisiers* ont moins de travail que l'an dernier; ils ne font que 8 heures par jour et comptent 20 p. o/o de chômeurs. Les *plâtriers* comptent 12 p. o/o de chômeurs.

Isère. — Le travail diminue beaucoup pour les *mineurs* de la Motte-d'Aveillans; on réduit le personnel. Peu de travail pour les *typographes* de Grenoble; 20 p. o/o sont sans emploi. Travail peu suivi pour les ouvriers en laine; les *cardeurs* ont beaucoup de chômage. Pour les *métallurgistes*, la situation est satisfaisante. Pas de travail pour les *tailleurs de pierre* de Montalieu-Vercieu dont la situation est très pénible; il n'y en a guère plus à Porcieu-Amblagnieu. A Vienne, quelques chômeurs dans le bâtiment.

Drôme. — Les *carriers* de Saint-Restitut sont tous occupés. De même pour les *typographes* de Valence qui ont un peu plus de travail que l'an dernier. Les *galochiers* et *sabotiers* de Romans comptent 15 p. o/o des leurs sans ouvrage. Les *menuisiers* de Valence sont tous occupés.

Alpes-Maritimes. — A Cannes, la saison bat son plein; les *cuisiniers* ont plus de tra-

vail que l'an dernier et compte 4 p. o/o de chômeurs. A Nice, les *cordonniers* comptent 20 p. o/o de chômage. Les *serviteurs* ont fait une bonne saison par suite de la douceur de la température; 12 p. o/o d'entre eux sont sans emploi. Les *potiers* de Vallauris comptent 3 p. o/o des leurs sans emploi. Comme tous les ans à cette époque, le travail est actif pour les *cochers*.

Var. — Les *typographes* de Toulon sont tous occupés et ont beaucoup de travail; les *employés d'hôtel et de cafés* comptent 15 p. o/o de chômeurs, situation moins bonne que l'an dernier, mais un peu meilleure que le mois précédent. Morte-saison chez les *cordonniers* et 10 p. o/o de chômeurs.

Bouches-du-Rhône. — Les *jardiniers* de Saint-Giniez comptent 11 p. o/o de chômeurs; il y a moins de travail pour eux que l'an dernier. Parmi les *boulangers* de la Ciotat, 18 p. o/o sont sans ouvrage. A Marseille, 20 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers navigateurs*; le travail n'est pas très abondant en ce moment pour les *typographes* et *imprimeurs* (chômage, 5 p. o/o), mais la reprise est certaine à l'approche des élections; les ouvriers ont obtenu de l'Association des maîtres imprimeurs que le prix de la journée soit porté de 5 à 6 francs; actuellement l'augmentation n'est encore que de 0 fr. 50. Chez les *conducteurs typographes*, 4 p. o/o sont sans emploi. Les *cordonniers* de Marseille ont plus de travail que l'an dernier et comptent 5 p. o/o de chômeurs : une maison nouvelle s'est fondée occupant 40 ouvriers. Les *carrossiers* comptent 3 p. o/o des leurs sans emploi. Les *chauffeurs-mécaniciens*, 11 p. o/o; 4 usines ont cessé tout travail. Les *ferblantiers*, *plombiers*, *zinguers* sont tous occupés. Un tiers environ des *marbriers* se trouvent inoccupés. Beaucoup de chômage chez les *carreleurs*. Moitié des *peintres* sont encore en chômage, moins de travail que l'an dernier.

Vaucluse. — La proportion des chômeurs est de 20 p. o/o à l'Union balaitière.

Ardèche. — A Annonay, les *mégissiers* de rivière font de 40 à 45 heures par semaine et 15 p. o/o sont sans ouvrage; le métier tend à disparaître sous l'influence du changement de procédé de travail; très peu d'ouvriers sans emploi chez les *mégissiers-palissonneurs*, mais la journée est réduite à 7 ou 8 heures. Le travail diminue constamment pour les *chapeliers-fouleurs* de Serrières, par suite de la concurrence des machines, 3 p. o/o des ouvriers sont sans emploi. Dans le *bâtiment*, à Annonay, les travaux sont plus importants que l'an dernier à pareille époque, 10 p. o/o de chômeurs.

Gard. — Les *cordonniers* de Nîmes sont tous occupés.

Aveyron. — Situation défavorable, au point de vue des salaires, d'après les *mineurs* de Decazville. Les *typographes* de Rodez ont plus de travail que le mois dernier et sont tous occupés. 20 p. o/o d'ouvriers sans emploi dans le *bâtiment*, à Millau.

Tarn. — A Graulhet, tous les ouvriers des *cuirs* et *peaux* sont occupés. A Mazamet, pas de chômeurs parmi les *ébénistes*. Moins de travail que l'an dernier pour les *chaudronniers* de Durfort. Beaucoup de chômage chez les *journaliers* et *manœuvres* d'Albi.

Hérault. — A Cette, la *pêche* a été moins fructueuse que le mois dernier, en raison du mauvais état de la mer. Les *ouvriers agricoles* de Marsillargues sont tous occupés; on travaille une heure de plus par jour et le salaire a augmenté; les pluies d'hiver ayant retardé les travaux, il faut maintenant regagner le temps perdu. Les *mineurs* de Graissessac font 54 heures par semaine. 25 p. o/o des *boulangers* de Montpellier sont sans place. Chez les *ébénistes*, la proportion est de 20 p. o/o, et l'on fait 50 à 54 heures par semaine. Très peu de travaux de *bâtiment* à Montpellier; beaucoup de chômage.

Aude. — Les *ouvriers agricoles* d'Ormaisons, de Cuxac et d'Ouveillan sont tous occupés, grâce au retour du beau temps; on fait 42 heures par semaine. Chez les *cuisiniers* de Carcassonne, chômage, 20 p. o/o. Un peu plus de travail que le mois précédent chez les ouvriers des *cuirs* et *peaux*, mais le chômage est encore considérable; deux maisons ont disparu. Les

ouvriers et ouvrières de l'habillement sont en pleine morte-saison. A Narbonne, le quart des ouvriers de bâtiment sont encore sans emploi ; les vendeurs employés sont tous occupés. Pas de chômage chez les coiffeurs de Béziers.

Pyrénées-Orientales. Reprise momentanée du travail chez les typographes de Perpignan ; tout le monde est occupé. Les trépointeurs de Saint-Laurent-de-Cerdans sont assez bien occupés, le travail a augmenté depuis le mois dernier ; pour les espadrilliers, il y a diminution par rapport à l'an dernier. Les chénistes de Perpignan sont tous occupés. Les ouvriers de bâtiment de Pia comptent encore un tiers de chômeurs.

Haute-Garonne. — Peu de travail pour les métallurgistes de Toulouse ; beaucoup sont sans emploi. Pour les terrassiers, les travaux diminuent et le chômage est toujours très étendu. Le mois de février a été bon pour les vendeurs et crieurs de journaux.

Hautes-Pyrénées. — Le travail commence à reprendre pour les menuisiers d'Aureilhan.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, parmi les ouvriers boulangers, 20 p. o/o sont sans place. Les typographes sont tous occupés, situation satisfaisante. Pas de chômage, mais travail calme chez les tapisseries. Beaucoup de chômage au contraire pour les chénistes, menuisiers, peintres. 10 p. o/o des charpentiers sont inoccupés. Les mouleurs de fer sont tous occupés. A Pau, les peintres ne font que 45 heures par semaine et comptent 25 p. o/o de chômeurs.

Lot-et-Garonne. — Les cordonniers de Villeneuve-sur-Lot sont toujours peu occupés ; une maison qui occupait 48 ouvriers a disparu.

Tarn-et-Garonne. — Les ouvriers en chapeaux de paille de Sept-Fonds sont tous occupés.

Dordogne. — Chez les boulangers de Périgueux, chômage, 8 p. o/o.

Gironde. — Les boulangers de Bordeaux estiment à 11 p. o/o la proportion des chômeurs ; le travail diminue. Les ouvriers de la construction maritime sont tous occupés. Les bijoutiers sont tous occupés, mais ne font guère plus de 42 heures par semaine. Pour les limonadiers et restaurateurs, il y a moins de travail que l'an dernier, chômage, 30 p. o/o. Chez les coiffeurs, 15 p. o/o sont sans emploi, le travail est en baisse ; chez les gens de maison, la proportion des chômeurs est de 7 p. o/o.

Charente-Inférieure. — Les tailleurs de pierre de Rochefort ont un peu plus de travail que l'an dernier, en raison de l'exposition qui doit avoir lieu prochainement ; ils sont tous occupés.

Charente. — Les travaux de bâtiment sont suspendus à Cognac, en raison du mauvais temps et le chômage est très étendu.

Haute-Vienne. — 10 p. o/o de journaliers en porcelaine de Limoges sont inoccupés ; la municipalité a ouvert des chantiers communaux pour occuper les chômeurs.

Les sabotiers sont actuellement bien occupés. 30 p. o/o de chômage encadrez les terrassiers.

Corrèze. — Les typographes de Tulle sont tous occupés.

Creuse. — Les chapeliers de Bourgueuf ont moins d'ouvrage que l'an dernier et sont loin de travailler la semaine complète ; un cinquième est sans emploi.

Cher. — Les jardiniers de Bourges sont tous occupés ; ceux de Vierzon au contraire manquent d'ouvrage et comptent moitié de chômeurs. Les bûcherons de Jussy-le-Chaudrier ont plus de travail que l'an dernier et que le mois dernier ; ils font 72 heures ; ceux de Saucergues ont aussi plus de travail que le mois dernier, mais un tiers des leurs sont sans ouvrage ; même situation pour ceux de Méry-ès-Bois, dont 18 p. o/o ne sont pas occupés et

pour qui la journée a augmenté d'une heure; moitié des *bûcherons* de Vallenay ne sont pas occupés en forêt; à Henrichemont, le travail est faible.

La saison d'hiver est toujours peu favorable pour l'industrie des *toiles cirées*, parce que celles-ci sont plus cassantes; 15 p. o/o des ouvriers sont inoccupés.

Les *charpentiers* de Bourges sont tous occupés et font 54 heures par semaine, il y a plus de travaux que l'an dernier. A Vierzon, reprise du travail pour les *mouleurs en fonte* qui font 60 heures par semaine. A Bourges, les *ouvriers en métaux* sont tous occupés. De même chez les *tailleurs de pierre*. Légère amélioration pour les *ouvriers de bâtiment* de Dun-sur-Auron.

Les *chaufourniers* de Jussy-le-Chaudrier et de la Guerche sont tous occupés; moins de perte de temps que l'année dernière à cause de la clémence de la saison et activité plus grande que le mois dernier.

Indre. — Chez les *ouvriers de bâtiment* de Châteauroux, 60 p. o/o seulement sont occupés.

Vienne. — Les *typographes* de Poitiers comptent 8 p. o/o des leurs sans emploi; le travail tend à reprendre. Morte-saison pour les *tailleurs*, qui ont eu encore moins affaire que l'an dernier, par suite de la douceur de la température. Beaucoup de chômeurs chez les *ménisiers*.

Deux-Sèvres. — La crise de la *ganterie* à Niort, qui dure depuis près d'un an, atteint actuellement son maximum d'intensité; la baisse n'avait pas encore été aussi forte depuis 1884; on ne travaille que demi-journée. Les *chapeliers* de Saint-Maixent ont moins d'ouvrage que l'an dernier, par suite de la concurrence des usines mécaniques. 10 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Niort.

Vendée. — Les *mineurs* de Faymoreau sont tous occupés; plus de travail que l'an dernier; les ouvriers du fond font maintenant 66 heures par semaine et ceux du jour 72. Diminution du travail par rapport à l'an dernier pour les *tisserands* de Mortagne-sur-Sèvre et d'Evrunes; chômage, 10 à 15 p. o/o. Parmi les maçons des Sables-d'Olonne, 15 p. o/o sont sans emploi. Grève chez ceux de la Roche-sur-Yon.

Loire-Inférieure. — A Nantes, chômage, 15 p. o/o chez les *cuisiniers*; tout le monde travaille chez les ouvriers des usines réunies.

De même chez les *ouvriers relieurs*, *papetiers*; tout le monde travaille, sauf parmi les jeunes gens sortant d'apprentissage qui trouvent difficilement à se placer. Les *typographes* comptent 2 p. o/o des leurs sans emploi; les *mécaniciens de navires* comptent 7 p. o/o; les *chaudronniers*. 15 p. o/o, le travail est plus actif que l'an dernier; les *tourneurs robinettiers*, 11 p. o/o, avec tendance à une diminution d'activité. Les *ferblantiers-boitiers* de la Turballe sont tous occupés et font moyennement 48 heures par semaine.

Morbihan. — A Lorient, les *ménisiers* sont tous occupés; il y a plus de travail que l'an dernier. 40 p. o/o des *ouvriers de bâtiment* sont encore sans emploi.

Finistère. — Situation satisfaisante pour les *typographes* de Brest qui sont tous occupés. L'hiver ayant été favorable aux travaux de bâtiment, tous les *ménisiers* de Morlaix sont occupés; les *tonneliers* ont aussi plus de travail que l'an dernier et font 65 heures par semaine. A Quimper, 30 p. o/o des *ouvriers de bâtiment* sont encore sans emploi.

Ille-et-Vilaine. — Les *mineurs* de Briez comptent 5 p. o/o de chômeurs; on fait 48 heures au fond et 72 au jour, par semaine. 7 p. o/o des *ménisiers* et *chauffeurs* de Rennes sont sans emploi. A Rennes et à Fougères, le travail de la *cordonnerie* est en baisse, beaucoup de chômage. Les *chapeliers* de Rennes sont tous occupés. Pas de chômage chez les *scieurs de long* et *charpentiers*. Les *menuisiers* de Fougères sont bien occupés. Les *tailleurs de pierre* de Rennes font 54 heures. Les *cochers* estiment le chômage à 25 p. o/o par suite de la concurrence des tramways.

Maine-et-Loire. — Mauvaise année pour les *cordonniers* d'Angers (chômage, 25 p. o/o); l'on ne fait guère que 48 heures par semaine. Travail peu abondant pour les *tisserands* à la

main de Cholet, Bégrolles, Crémentines, la Séguinière, la Tessoualle; les *articles fabriqués*, mouchoirs fil couleur, se vendent de plus en plus mal. Les *forgerons* d'Angers sont tous occupés. A Cholet, 30 p. o/o des *ouvriers de bâtiment* sont encore sans emploi.

Sarthe. — Les *menuisiers* du Mans comptent 25 p. o/o de chômeurs. Les *mécaniciens* comptent 20 p. o/o de chômeurs.

Indre-et-Loire. — Les *boulangers* de Tours sont tous occupés. 20 p. o/o de chômeurs chez les *tanneurs* de Châteaurenault, peu de travail et les salaires diminuent.

Loiret. — Les *bûcherons* de Vitry-aux-Loges sont tous occupés. Les *tailleurs de pierre* d'Orléans sont tous occupés et font 48 heures. Les *ouvriers de bâtiment* sont tous occupés et ont presque tous pu travailler tout l'hiver sans grande perte de temps.

Calvados. — Les *typographes* de Caen sont tous occupés. 7 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers des industries textiles* de Condé-sur-Noireau. Pour les *bonnetiers* de Falaise, chômage, 20 p. o/o.

Eure-et-Loir. — A Châteaudun, tous les *typographes* sont occupés, travail un peu ralenti. Dans l'industrie du *lavage de bourres*, l'activité est toujours croissante; il y a, en ce moment, équipe de jour et équipe de nuit. Dans le *bâtiment*, les travaux n'ont presque pas été ralentis par l'hiver. A Chartres, les *typographes* sont tous occupés.

Eure. — Pas de chômage chez les *typographes* d'Évreux.

Seine-Inférieure. — On compte 3 à 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Rouen et du Havre; le mois dernier a été plutôt meilleur que le précédent. Travail toujours ralenti pour les *tisseurs* de Bolbec; 3 établissements de 500 ouvriers chacun ne font toujours travailler que 5 heures par semaine. Pour les *voiliers* du Havre, la moitié de la corporation est en chômage.

Les *mouleurs en fonte* de Rouen sont tous placés, de même chez les *constructeurs-mécaniciens*. Les *tréfileurs-lamineurs* du Havre travaillent régulièrement. A Rouen, les *employés d'hôtel et de restaurants* chôment généralement en hiver, mais, cette année, la pénurie d'affaires est particulièrement accentuée, chômage, 40 p. o/o. La proportion est de 4 p. o/o chez les *voyageurs en liquides*.

Algérie. — Les *marbriers* d'Alger voient le travail diminuer et le chômage s'étendre; un arrangement entre patrons et ouvriers a pour but de réduire la durée du travail et d'augmenter le nombre d'emplois, mais cet arrangement n'est pas appliqué partout.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour mars et avril 1898 :

Alger. — Construction d'un arrière-port.....	5.090.000 ^f
Angoulême. — Allongement d'une écluse, remplacement de portes..	108.000
Chambéry. — Agrandissement de la manufacture de tabacs de Pont-de-Beauvoisin.....	132.000
Clermont Ferrand. — 2 ^e lot de la ligne de Saint-Éloy à Pauniat...	560.000
Gand (Belgique). — Amélioration du canal de Gand à Terneuzen..	1.090.000
Guéret. — Ligne de Felletin à Ussel. Terrassements et ouvrages d'art.....	526.000
Mayenne. — Construction d'un abattoir.....	125.000
Melun. — Dragage du canal du Loing.....	120.000
Montrouge (Seine). — Construction d'une école de filles et d'une école maternelle.....	170.400
Nice. — Construction d'une jetée au port de Cannes.....	954.700
Paris. — Construction de quatre palais au Champ-de-Mars.....	5.227.000

Paris. — Construction d'un groupe scolaire rue de Choisy.....	376.500 ^f
Paris. — Ciment armé au petit palais.....	112.000
Paris. — Ferronnerie au grand palais des Champs-Élysées.....	5.473.000
Paris. — Construction d'un groupe scolaire rue Manin.....	870.200
Remiremont. — Construction d'une école.....	105.000
Saint-Dié. — Construction de deux ponts.....	126.000
Saint-Étienne. — Construction du canal du Forez.....	169.300
Tulle. — Chemin de fer de Felletin à Ussel. 7 ^e lot d'infrastructure.	524.000

Résultats des Adjudications précédentes (1).

Bourges. — Construction d'un pavillon à l'asile de Beauregard (101.700^f). — Adj.: Landal, 8.

Chambéry. — Travaux de reconstruction de l'Hôtel-Dieu (258.250^f). — Adj.: terrassements, maçonnerie, Orlaret, à Saint-Laurent-du-Pont (Isère), 10; charpente, couverture, Robin, 218, Faubourg-Saint-Honoré, à Paris, 11; grosse serrurerie, Félix, 1.

Chambéry. — Construction d'un groupe scolaire (105.700^f). — Adj.: terrassements, maçonnerie, pierre de taille, Michel, 3; charpente en bois et couverture, Bétemps, 10; serrurerie, Félix, 9; plâtrerie, peinture, vitrerie, Béatrice, à Grenoble, 18.

Dijon. — Canal de la Marne à la Saône. Terrassements et maçonnerie (1.750.000^f). — Adj.: Perrin, à Chaumont, 16.

Grenoble. — Pont sur l'Isère, à l'île Verte (250.000^f). — Adj.: Fayolle, 2.

Lyon. — Chemins de fer du Beaujolais. Ligne de Villefranche à Tarare, 2^e, 3^e et 6^e lots d'infrastructure, couverture de la Turdine (410.000^f). — Adj.: Large, à Panissières (Loire), 15; Chauveinc, à Annonay (Ardèche), 21; Bonneloy, à Sarrancolin (Hautes-Pyrénées), 22.

Mézières. — Canal des Ardennes. Élargissement et étanchement de la tranchée d'Ambly; établissement d'un pont à l'aval; construction d'un pont métallique sur la tranchée et d'un pont en maçonnerie sur la Bor (147.000^f). — Adj.: terrassements, chaussées et maçonneries, Barthélemy-Colson, à Verdun, 19; ouvrages métalliques, Triaud, à Reims, 12.

Nice. — Ouverture de la rue du Falcon (220.000^f). — Adj.: Léonard, 31.

Oran. — Alimentation en eau potable des centres d'Er-Rahel et Hamunam-bou-Hadjar (284.000^f). — Adj.: Filizzola, à Oran, 15.

Paris. — Installation définitive de la gare de Poitiers (121.700^f). — Adj.: Guinet, à Poitiers, 16.

Paris. — Établissement d'une 2^e voie entre Thouars et Airvault (210.900^f). — Adj.: Lafitte, à Bordeaux, 2.

Paris. — Travaux divers à l'asile d'aliénés de la Maison-Blanche (150.100^f). — Adj.: pavage en grès et bitume, Quéhan, à Nogent-sur-Marne, 35,60; terrassements pour plantations, Quéhan, 37; fourniture d'arbres, etc., Defresne, à Vitry, 36,60.

Paris. — Construction et remaniements d'égouts pour le prolongement de la ligne d'Orléans au quai d'Orsay (2.127.500^f). — Adj.: 1^{er} lot, Cattin, 76, rue de Vouillé, 16; 2^e lot, Dioudonnat, 77, avenue d'Ivry, 13.

Paris. — Reconstruction et agrandissement de l'École de médecine (1.510.000^f). — Adj.: terrasse, maçonnerie, Truffat-Lagache, 225, rue d'Alésia, 33,30; ferronnerie et serrurerie, Barboux, 19, boulevard Saint-Jacques, 37,10; charpente en bois, Gonot, 226, rue Lecourbe, 26,10; menuiserie, Segond, 23, boulevard Ornano, 25,30; parquetage, Legrand, 28, rue Charlot, 20,10.

Pontorson (Manche). — Travaux d'agrandissement de l'hospice (452.600^f). — Adj.: Gaudu, à Saint-Brieuc, 17.

Verneuil (Eure). — Établissement d'une distribution d'eau (143.000^f). — Adj.: réservoir, Rouzaud, à Dreux, 21; canalisation et terrassements, Casse, 45, quai de la Tournelle, à Paris, 18,90.

(1) Les chiffres en italique indiquent le rabais p. o/o consenti par les adjudicataires.

Chemins de fer de l'Ouest. — Ligne de Beslé à Guéméné et à la Chapelle-sur-Erdre. Section de Blain à la Chapelle-sur-Erdre. 1^{er} lot: Entre l'aiguille de la sortie de Blain et Notre-Dame-des-Landes, sur 13 kilom. 839 m. (52.690.000^f).— Adj.: Rangeard, à Pontoise.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de février		Du 1 ^{er} janv. au 28 févr.	
	1898.	1897.	1898.	1897.
Faillites	126	125	207	248
Liquidations judiciaires	20	10	43	26
Conversions de liquidations en faillites	5	5	10	7

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Janv. 1898.	Fév. 1898.	Fév. 1897.
Farine. 12 marques, les 157 kilogrammes.....	61 ^f 15 ^c	61 ^f 40 ^c	47 ^f 35 ^c
Sucre brut blanc n° 3, les 100 kilogrammes....	31 15	32 00	26 65
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	43 25	43 65	32 00
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	53 00	52 40	57 50
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	38 00	39 25	41 25
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	29 50	29 50	34 00
Suif de la bouch ^{ie} de Paris, les 100 kil. (en pains).	48 00	45 50	46 50
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette)..	1 38	1 38	1 46
Veau, <i>idem.</i> ..	1 95	1 95	2 20
Mouton, <i>idem.</i> ..	1 80	1 80	1 95
Porc, <i>idem.</i> ..	1 28	1 26	1 12
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	36 60	38 50	45 37
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	115 00	121 50	110 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	42 50	42 50	38 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	16 00	16 50	17 00
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	130 75	133 50	136 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	172 50	175 50	173 25
Plomb, <i>idem.</i>	32 75	33 25	31 00
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	48 50	48 50	48 50

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 28 février, il a été déposé 168 demandes en autorisation de bâtir, dont 126 pour des constructions neuves. Pendant le mois de février 1897, le nombre des demandes avait été de 129, dont 93 pour des constructions neuves.

Mont-de-Piété de Paris. — Situation au 28 février 1897 :

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
Il y avait en magasin, le 31 janvier 1898 au soir.....			nombre.	francs.
ENTRÉE.			1.629.078	48.302.708
Par engagements effectifs.....	90.649	2.591.430	142.283	4.186.264
Par renouvellements.....	51.634	1.594.834		
TOTAL.....			1.771.361	52.488.972
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	83.010	2.746.701	146.080	4.524.709
Par renouvellements.....	51.634	1.594.834		
Par ventes.....	11.436	183.174		
RESTE en magasin le 28 février 1898.....			1.625.281	47.964.263

VALEURS MOBILIÈRES.			TITRES.	SOMMES.
Il y avait en magasin, le 31 janvier 1898 au soir.....			nombre.	francs.
ENTRÉE.			21.920	5.910.040
Par engagements effectifs.....	1.682	426.220	3.700	982.120
Par renouvellements.....	2.018	555.900		
TOTAL.....			25.620	6.892.160
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	1.688	428.202	4.027	1.080.197
Par renouvellements.....	2.018	555.900		
Par ventes.....	321	96.095		
RESTE en magasin le 28 février 1898.....			21.593	5.811.963

GAGES CORPORELS.		VALEURS MOBILIÈRES.	
Articles. *	Sommes.	Titres.	Sommes.
—	—	—	—
nombre.	francs.	nombre.	francs.
Restait en magasin, le 28 février 1894...	1.832.968	15.878	4.432.737
1895...	1.747.727	18.236	5.070.377
Restait en magasin, le 29 février 1896...	1.652.146	21.175	5.759.203
1897...	1.629.530	21.718	5.906.099

Intérêts des emprunts : à 1 an, 2,75 p. o/o ; à 9 mois, 2,50 p. o/o ; à 6 mois, 2 p. o/o ; à 3 mois, 1,50 p. o/o.

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant l'année 1897 a été de 29,887,948 tonnes. Il était, en 1896, de 28,765,845 tonnes, soit une augmentation de 3.9 p. o/o.

Recettes des principales compagnies de transport, à partir du 1^{er} janvier :

	Années	
	1898.	1897.
C ^{ies} de chemins de fer d'intérêt général (25 fév.).	177.378.500 ^f	171.070.400 ^f
Compagnie des omnibus de Paris (11 février)..	5.385.600	5.179.400
C ^{ie} des petites voitures de Paris (31 janvier)...	1.659.700	1.663.600

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 4^e TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1897,

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées ; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau ; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE FRAÎCHE. (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Allier.....	0 33	1 20	1 75	"	"	0 38	"	3 18
Ardennes.....	0 33	"	1 42	2 81	"	0 52	"	3 12
Bouches-du-Rhône....	0 38	"	"	3 50	12 46	0 38	"	2 33
Charente-Inférieure..	0 29	1 60	"	2 27	"	"	"	"
Doubs.....	0 34	1 50	1 76	2 27	5 52	0 36	"	"
Gironde.....	0 33	"	1 10	3 19	"	0 31	"	2 23
Isère.....	0 39	1 60	1 48	2 00	7 01	0 45	"	3 09
Loire.....	0 34	1 42	1 10	"	"	0 30	"	"
Meurthe-et-Moselle..	0 34	1 77	1 49	2 42	7 84	0 48	0 20	3 17
Nord.....	0 32	1 87	2 08	3 21	9 74	0 68	"	1 86
Rhône.....	0 35	1 50	1 31	1 82	7 51	0 41	"	3 09
Seine.....	0 35	"	1 91	2 92	9 94	0 53	0 23	4 75
ENSEMBLE du terri- toire.....	0 33	1 61	1 46	2 51	9 06	0 42	0 23	3 09
Quantités vendues par l'ensemble des 433 sociétés.	kil. 12.551.523	kil. 324.647	kil. 182.578	kil. 164.824	quint. 10.050	lit. 1.509.572	lit. 191.308	quint. 98.482
Rappel des prix :	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Du 4 ^e trimestre 1896.	0 21	1 48	1 30	3 03	7 51	0 44	0 26	3 22
Du 3 ^e trimestre 1897.	0 31	1 49	1 47	2 73	8 86	0 32	0 21	3 14

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 4^e trimestre de 1897 résultent du dépouillement des rapports de 433 sociétés coopératives groupant 78.252 adhérents. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 433 sociétés.

CONDITIONS PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE MINÉRALE EN FRANCE

PENDANT L'ANNÉE 1896.

D'après la *Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur*, publiée récemment par le Ministère des travaux publics.
(Cf. statistique pour 1895, *Bulletin* de 1897, p. 185 et suivantes.)

I. — CONDITIONS PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE HOILLÈRE.

ANNÉES.	CONSOMMATION DE LA FRANCE.		PRODUCTION.		NOMBRE			BÉNÉFICES DES MINES EN GAIN.		NOMBRE DE MINES (Revenu net imposé.)		DÉFICIT DES MINES EN Perte. (Admis par le comité d'évaluation.)		BÉNÉFICE RESTANT.		VALEUR MOYENNE DE LA TONNE sur le carreau de la mine.		SALAIRE TOTAL DISTRIBUÉ PAR TONNE EXTRAITE.		BÉNÉFICE PAR TONNE EXTRAITE.		PRODUCTION ANNUELLE PAR OUVRIER.		SALAIRE MOYEN ANNUEL D'UN OUVRIER.		BÉNÉFICE ANNUEL PAR OUVRIER EMPLOYÉ.	
	millions de tonnes.	millions	millions de tonnes.	milliers d'ouvriers	DE CONCESSIONS existant au total.	DE CONCESSIONS exploitées dans la période.	MOYEN d'ouvriers employés.	millions.	EN Perte.	millions.	EN Perte.	millions.	fr. c.	fr. c.	tonnes.	francs.	francs.	fr. c.	fr. c.	tonnes.	francs.	francs.					
1881-1890	31,8	21,5	108	636	301	179	41,4	122	36,5	11 50	5 45	1 70	199	1 090	338												
1891.....	36,6	26,1	132	635	296	176	65,0	120	60,0	13 25	6 10	2 30	197	1 203	455												
1892.....	36,5	26,2	133	636	298	158	46,6	136	7,3	12 40	6 20	1 50	197	1 221	295												
1893.....	36,4	25,7	133	636	298	151	34,0	150	8,9	11 50	5 95	1 00	193	1 146	190												
1894.....	38,0	27,4	135	634	312	133	36,0	177	9,8	11 20	5 80	0 95	204	1 181	194												
1895.....	38,6	28,0	137	636	301	146	36,4	152	6,9	11 01	5 69	1 05	204	1 161	215												
1896.....	39,9	29,2	140	634	294	146	34,5	144	8,2	10 84	5 66	0 90	208	1 178	188												

(1) Le revenu net imposé des mines en gain ressort à 1 fr. 47 par tonne de charbon en 1896 contre 1 fr. 54 en 1895.

(4) Il n'existe en Algérie qu'une seule concession houillère; elle n'est pas exploitée.

II. — COMPARAISON DE LA PRODUCTION HOULLÈRE ET MÉTALLURGIQUE DES PRINCIPAUX PAYS.

ANNEES.	PAYS.	HOUILLE et LIGNITE.	FONTE.	FER.	ACIER.	OR.	ARGENT.	CUIVRE.	PLOMB.	ZINC.	ÉTAIN.
		tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	kilog.	kilog.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
1896	France.....	29.190.000	2.340.000	829.000	917.500	3.432	16.353	6.500	8.200	35.600	"
1899	Colonies françaises.....	137.000	"	"	"	"	5	427	"	"	"
1896	Grande-Bretagne et Irlande.....	198.487.000	8.798.000	1.105.000	4.305.000	37	8.825	59.300	77.000	15.100	8.000
1896	Empire d'Allemagne.....	112.438.000	5.486.000	1.133.000	4.796.000	86	183.252	30.000	119.000	183.100	459
1896	Luxembourg.....	809.000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1896	Hollande et les détroits.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	19.700
1896	Belgique.....	21.252.000	959.000	494.000	519.000	"	"	"	17.200	113.400	"
1896	Autriche.....	28.112.000	779.000	"	"	"	"	865	10.100	6.500	40
1895	Hongrie (et Croatie-Slavonie).....	4.583.000	344.000	"	"	"	19.918	290	2.300	"	"
1895	Italie.....	305.000	9.200	164.000	50.300	211	27.345	2.400	20.700	"	"
1895	Russie.....	9.009.000	1.427.000	577.000	704.000	32.588	4.150	5.600	700	5.000	"
1896	Suède.....	226.000	494.000	188.000	257.000	115	2.082	249	1.500	"	"
1893	Norvège.....	340	"	440	"	3	5.100	786	"	"	"
1896	Espagne.....	1.923.000	151.000	54.000	68.000	28	179.795	46.500	167.000	6.130	"
1894	Portugal.....	18.000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1896	Grèce.....	14.300	"	"	"	"	35.436	"	15.000	"	"
1896	Turquie.....	"	"	"	"	11	7.007	"	"	"	"
1896	Etats-Unis d'Amérique.....	168.957.000	8.761.000	4.864.000	5.672.000	70.880	1.830.347	212.000	158.600	70.100	"
1894	Centre et Sud-Amérique.....	992.000	"	"	"	25.614	2.325.331	40.100	61.500	"	"
1895	Canada, Terre-Neuve.....	3.569.000	"	"	"	4.220	99.086	4.000	10.300	"	"
1895	Australasie.....	5.113.000	"	"	"	64.928	699.731	9.200	60.000	26	2.300
1895	Possessions anglaises en Asie.....	4.442.000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1895	Possessions anglaises en Afrique.....	242.000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1896	République Sud-Africaine.....	1.405.000	"	"	"	62.997	"	"	"	"	"
1893	Japon.....	3.329.000	18.000	"	"	896	732.263	20.400	1.100	"	38
"	Chine et Corée.....	"	"	"	"	8.389	"	"	"	"	"
"	Indes anglaises.....	"	"	"	"	9.134	"	"	"	"	"
"	Divers.....	"	"	"	"	(A) 553	571	"	"	"	"
	TOTAUX en chiffres ronds.....	593.837.000	30.375.000	9.408.000	17.289.000	293.422	5.517.100	439.000	730.000	405.000	61.000

(A) Dont : Côte de l'Or d'Afrique, 720 kilogrammes; Indes néerlandaises, 111 kilogrammes.

III. — SALAIRES DES OUVRIERS MINEURS EN FRANCE (1).

1° HOUILLÈRES. (HOUILLE, ANTHRACITE ET LIGNITE.)

A l'intérieur :

99.928 ouvriers, dont 89.362 hommes, 5.691 jeunes gens de 16 à 18 ans et 4.875 enfants au-dessous de 16 ans.

A l'extérieur :

40.246 ouvriers, dont 28.666 hommes, 2.264 jeunes gens de 16 à 18 ans, 5.189 femmes et 4.127 enfants au-dessous de 16 ans.

Le tableau ci-après indique la moyenne, par ouvrier, des salaires des journées de travail et de la production dans les principaux bassins :

DÉSIGNATION des BASSINS HOUILLERS.	NOMBRE DES JOURNÉES de travail par ouvrier		SALAIRE ANNUEL par ouvrier		SALAIRE JOURNALIER par ouvrier		PRODUCTION ANNUELLE par ouvrier		FRAIS de main- d'œuvre par tonne pro- duite.
	du fond.	du jour.	du fond.	du jour.	du fond.	du jour.	du fond.	sans distinc- tion.	
								tonnes.		tonnes.	fr. c.
			francs.	francs.	fr. c.	fr. c.	tonnes.	tonnes.	fr. c.
Nord et Pas-de-Calais.....	283	307	1.291	980	4 56	3 19	314	242	5 03
Saint-Étienne.....	309	306	1 469	1.004	4 76	3 28	318	207	6 32
Alais.....	270	315	1.260	960	4 65	3 05	229	156	7 42
Le Creusot et Blanzy.....	294	289	1.291	1.071	4 39	3 71	312	180	6 64
Aubin et Carmaux.....	277	250	1.209	751	4 35	3 02	268	174	6 04
Commentry.....	303	307	1.223	977	4 03	3 18	282	190	6 00
Lignites de Faveau (Pro- vence).....	220	257	994	814	4 52	3 17	212	156	6 07
ENSEMBLE.....	284	296	1.274	941	4 49	3 18	292	208	5 66

2° AUTRES MINES, Y COMPRIS LES SALINES.

A l'intérieur :

8.629 ouvriers, dont 8.399 hommes, 159 jeunes gens de 16 à 18 ans, et 71 enfants de 13 à 16 ans.

A l'extérieur :

3.322 ouvriers, dont 2.802 hommes, 149 jeunes gens de 16 à 18 ans, 251 femmes et 120 enfants.

Dans les mines de fer et minières (4.875 ouvriers du fond et 2.180 du jour), le salaire moyen annuel s'est élevé à 1.177 francs pour les ouvriers du fond et 850 francs pour les ouvriers du jour. Le salaire journalier du fond est de 4 fr. 50; celui du jour est de 3 fr. 70, et celui de l'ensemble de 4 fr. 25.

Pour les mines métalliques autres (3.028 ouvriers du fond, 1.816 à l'extérieur), le salaire moyen annuel s'est élevé à 1.060 francs pour le fond, à 815 francs pour le jour, et les salaires moyens journaliers, pour les mêmes catégories, à 3 fr. 80 et 2 fr. 92.

(1) Non compris l'Algérie.

Pour les *minerais bitumineux et substances diverses* (741 ouvriers du fond, 305 du jour), 1.120 francs et 4 fr. 35 pour le fond, 615 francs et 2 fr. 75 pour le jour.

Pour les *concessions de sel gemme* (1) (179 ouvriers du fond et 129 du jour), 1.230 francs et 4 fr. 75 pour le fond, 945 francs et 3 fr. 50 pour le jour.

IV. — LES ACCIDENTS DANS LES MINES (2).

Mines de charbon. — En 1896, on a compté 16,2 tués par 10.000 ouvriers du fond, 5,0 par 10.000 ouvriers de la surface et 13,0 par 10.000 ouvriers employés tant au fond qu'au jour.

La proportion des tués par 10.000 ouvriers employés tant à la surface qu'au fond des exploitations a été la suivante pendant les cinq dernières années :

	NOMBRE DES TUÉS DANS LES CHARBONNAGES par 10.000 ouvriers.		
	1° Grisou.	2° Autres causes.	Total.
1892.....	0,0	9,5	9,5
1893.....	0,0	9,3	9,3
1894.....	0,0	8,5	8,5
1895.....	0,4	11,5	11,9
1896.....	0,2	12,8	13,0

En 1896, il y a à peu près 6 tués par million de tonnes de charbon extrait, tandis que, vers 1835, ce million de tonnes coûtait plus de 30 vies d'hommes.

Autres mines. — En 1896, on a compté 19,7 tués par 10.000 ouvriers du fond, 9,0 par 10.000 ouvriers de la surface et 16,8 par 10.000 ouvriers tant du fond que du jour.

V. — ACCIDENTS D'APPAREILS À VAPEUR.

NOMBRES D'ACCIDENTS RAPPORTÉS À 10.000 APPAREILS EN ACTIVITÉ.

PÉRIODES.	ACCIDENTS.	TUÉS.	BLESSÉS.
1876-1880.....	3,6	4,4	4,5
1881-1885.....	3,4	3,7	3,5
1886-1890.....	3,2	2,6	1,8
1891-1895.....	2,9	1,9	1,8
1896.....	3,4	1,2	1,9

(1) Non compris les marais-salants et non compris l'Algérie.

(2) Pour la comparaison des accidents dans les mines des divers pays (France, Allemagne, Autriche, Belgique, Grande-Bretagne), voir *Bulletin* de 1894, page 187.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} MARS.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

NOMBRE DES					NOMBRE DES				
LOCALITÉS.	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués		LOCALITÉS.	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
JANVIER 1898.					JANVIER 1898.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	463	181	144	26	Boulogne-s.-Mer	57	45	45	"
— (1 ^{re} —).	749	573	550	9	Cholet.....	29	22	15	4
— (2 ^e —).	277	437	245	1.020	Lyon.....	356	160	110	"
— (3 ^e —).	504	293	245	"	Saint-Étienne..	47	51	43	"
— (4 ^e —).	443	263	249	2	Saint-Nazaire...	267	10	2	7
— (5 ^e —).	180	205	110	11	Alger.....	554	248	181	90
Refuges munic..	"	"	116	200					
Levallois-Perret.	99	126	16	10					
Lille.....	6	"	"	"					
Nancy.....	231	54	42	"					
FÉVRIER 1898.					FÉVRIER 1898.				
Paris (1 ^{re} arr ^t).	141	141	87	3	Angers.....	182	81	79	16
— (2 ^e —).	403	248	213	"	Commentry....	1	1	"	"
— (3 ^e —).	261	223	74	68	Grenoble.....	71	36	29	"
— (4 ^e —).	197	178	146	"	Saint-Nazaire...	221	13	1	12
Refuges munic..	"	"	89	199	Toulon.....	39	24	24	"
Levallois-Perret.	200	120	25	10	Toulouse.....	312	128	167	"
Brest.....	26	5	5	"	Tours.....	290	75	75	"
Listieux.....	70	43	31	1					
Orléans.....	10	5	3	2					
Sens.....	24	10	6	"					

C. — SYNDICATS PATRONAUX (FÉVRIER).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	à de- meure.	en extra.
Rhône.....	Lyon.....	Teinturiers-dégraisseurs.....	10	5	5	"
Seine.....	Paris.....	Épicerie.....	612	602	427	"
Id.....	Id.....	Meunerie française.....	15	4	4	"
Id.....	Id.....	Débitants de vins et liquoristes.	135	124	112	6
Id.....	Id.....	Architectes.....	21	14	14	"
Id.....	Id.....	March. et fabric. papetiers.....	70	33	33	"
Id.....	Id.....	Couteliers.....	27	23	21	"
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	32	35	21	"
Id.....	Id.....	Syndicat du papier et des indus- tries qui le transforment....	37	18	11	"
Seine-Inférieure..	Le Havre.....	Épicerie.....	10	9	9	"
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	1	4	1	"

(1) Placement de nourrices au sein.

D). — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (FÉVRIER 1898).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Voyageurs et dessinateurs.....	8	"	"	"
Allier.....	Moulins.....	Boulangers.....	28	21	17	4
Id.....	Vichy.....	Fédération des syndicats.....	104	41	13	1
Alpes-Maritimes.....	Cannes.....	Cuisiniers.....	6	"	3	1
Ardèche.....	Serrières.....	Chapeliers foulleurs.....	2	"	"	1
Aube.....	Troyes.....	Plâtriers.....	14	"	"	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	"	4	3
Aude.....	Carcassonne.....	Cuisiniers.....	3	2	1	1
Id.....	Id.....	Patronnes et ouvrières de l'ha- billement.....	6	"	"	"
Id.....	Id.....	Cuirs et peaux.....	15	"	"	"
Aveyron.....	Rodez.....	Typographes.....	2	2	"	"
Bouches-du-Rhône.....	Marseille.....	Imprimeurs-lithographes.....	8	5	5	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	12	2	1	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs-conducteurs.....	1	"	1	"
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conducteurs.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Marbriers.....	40	7	3	4
Id.....	Id.....	Peintres.....	"	8	"	"
Id.....	Saint-Giniez.....	Jardiniers.....	10	4	"	"
Cher.....	Bourges.....	Ouvriers en voitures.....	10	"	"	"
Id.....	Méry-ès-Bois.....	Bûcherons.....	9	"	6	"
Drôme.....	Romans.....	Sabotiers-galochiers.....	5	"	3	"
Id.....	Valence.....	Typographes.....	"	4	"	"
Finistère.....	Brest.....	Id.....	3	4	2	1
Haute-Garonne.....	Toulouse.....	Union métallurgique.....	25	"	"	1
Id.....	Id.....	Terrassiers.....	40	10	"	50
Gironde.....	Bordeaux.....	Garçons limonadiers.....	"	"	15	35
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	49	66	25	3
Id.....	Id.....	Compagnons boulangers.....	24	15	8	12
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	54	43	15	30
Hérault.....	Béziers.....	Id.....	11	15	8	3
Id.....	Montpellier.....	Boulangers.....	24	"	2	3
Ille-et-Vilaine.....	Rennes.....	Meuniers chauffeurs.....	47	45	"	78
Id.....	Id.....	Ouvriers de l'industrie du cuir.....	"	"	3	"
Isère.....	Grenoble.....	Typographes.....	15	"	"	"
Id.....	Montalieu-Vercieu.....	Taillleurs de pierre.....	250	"	"	"
Loire.....	Saint-Etienne.....	Boulangers.....	4	3	2	1
Id.....	Id.....	Typographes.....	"	3	"	"
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	Relieurs-papetiers.....	1	"	1	"
Id.....	Id.....	Tourneurs-robinetiers.....	"	"	"	2
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Forgerons.....	6	7	"	"
Id.....	Id.....	Cordonniers.....	5	1	"	"
Id.....	Cholet.....	Tisserands.....	12	13	12	"
Meurthe-et-Moselle.....	Nancy.....	Typographes.....	1	2	1	"
Marne.....	Reims.....	Menuisiers.....	4	2	2	"
Nord.....	Armentières.....	Charpentiers.....	3	"	1	"
Id.....	Dunkerque.....	Maçons.....	53	9	"	7
Basses-Pyrénées.....	Bayonne.....	Boulangers.....	"	"	1	"
Rhône.....	Lyon.....	Jardiniers.....	6	12	6	"
Id.....	Id.....	Confiseurs-pâtisseries.....	21	5	5	4
Id.....	Id.....	Typographes.....	12	"	"	"
Id.....	Id.....	Scieurs-raboteurs.....	40	2	"	"
Id.....	Id.....	Bronziers.....	5	"	"	"
Sarthe.....	Le Mans.....	Mécaniciens.....	30	"	"	"
Seine.....	Paris.....	Horticulteurs.....	500	30	30	"
Id.....	Id.....	Boulangers (Assoc. mut.).....	5	37	16	21
Id.....	Id.....	Fabricants de biscuits.....	6	4	"	"
Id.....	Id.....	Cordonnerie parisienne (Ouvr.).....	65	6	5	"
Id.....	Id.....	Teinturiers-dégraisseurs.....	"	38	38	"
Id.....	Id.....	Passementiers à la main.....	15	"	1	"
Id.....	Id.....	Charpentiers de la Seine.....	22	10	10	"

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Seine.....	Paris.....	Peintres en voitures.....	200	150	"	150
Id.....	Id.....	Union des peintres.....	2	"	"	2
Id.....	Id.....	Potiers d'étain.....	15	3	3	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	57	14	31	"
Id.....	Id.....	Peintres français.....	28	3	"	8
Id.....	Id.....	Garçons de magasin.....	65	34	28	16
Id.....	Id.....	Comptables.....	19	8	5	1
Id.....	Id.....	Garçons restaurateurs-limon- adiers.....	380	66	17	49
Id.....	Id.....	Limonadiers-restaurateurs.....	"	"	21	64
Id.....	Id.....	Sommeliers.....	200	200	197	120
Id.....	Id.....	Employés d'hôtel.....	65	51	34	12
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	"	115	775
Id.....	Id.....	Élèves en pharmacie.....	20	17	14	6
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	403	189	163	16
Id.....	Id.....	Typographes (rue de Savoie).....	"	158	"	"
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conducteurs.....	17	"	9	5
Seine-Inférieure.....	Le Havre.....	Typographes.....	6	2	"	2
Id.....	Rouen.....	Maîtres d'hôtel et garçons navi- gateurs.....	100	25	25	40
Var.....	Toulon.....	Employés d'hôtels et cafés.....	19	10	10	17
Vendée.....	Les Sables-d'Ole.....	Maçons.....	5	"	"	"
Vienne.....	Poitiers.....	Tailleurs.....	"	"	3	"

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (FÉVRIER).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Gironde.....	Bordeaux.....	Société «L'Étoile».....	286	91	21	70
Rhône.....	Lyon.....	Garçons de salle et de chambre.....	"	"	128	540
Seine.....	Paris.....	«Union Helvetia».....	45	56	19	6
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	180	74	74	560
Id.....	Id.....	Charentiers.....	429	411	370	6
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrandi- niers.....	52	37	"	27
Id.....	Id.....	Employés du commerce et de l'industrie.....	2	4	1	"
Id.....	Id.....	Compagnons tonneliers-fondriers.....	5	4	1	2
Id.....	Id.....	Compagnons charrons.....	25	25	25	"
Id.....	Id.....	Association des voyageurs de commerce.....	"	121	18	"
Id.....	Id.....	Comptables.....	106	116	46	19
Id.....	Id.....	Côncierges-gérants.....	12	18	8	"
Id.....	Id.....	Société «La Couturière».....	19	17	"	"
Id.....	Id.....	Société «L'Étoile».....	518	1.147	74	1.073
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	70	6	"
Id.....	Id.....	Société «Le Bâtiment».....	7	9	1	"
Id.....	Id.....	Société de la boucherie.....	"	250	103	21
Id.....	Id.....	Société suisse des commerçants.....	70	31	12	"
Somme.....	Amiens.....	Voyageurs de commerce.....	"	4	"	"
Constantine.....	Batna.....	Société des anciens militaires.....	2	1	1	"

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (FÉVRIER).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Bouches-du-Rhône.	Marseille.....	Assistance par le travail.....	15	3	4	2
Doubs.....	Besançon.....	Id.....	14	"	1	3
Gironde.....	Bordeaux.....	Id.....	"	"	8	15
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Patronage des prisonniers libérés.....	4	2	4	"
Id.....	Id.....	Office des travailleurs.....	395	120	102	"
Marne.....	La Chalmelle..	Colonie agricole.....	10	7	1	2
Rhône.....	Lyon.....	Assistance par le travail.....	166	"	8	13
Id.....	Id.....	Asile protestant.....	27	59	18	"
Seine.....	Paris.....	Société des visiteurs des pauvres.....	20	3	3	1
Id.....	Id.....	Home français.....	"	"	8	2
Id.....	Id.....	The english catholic home.....	73	71	12	2
Id.....	Id.....	Assistance par le travail du 11 ^e arrondissement.....	"	51	21	29
Id.....	Id.....	The Mission home.....	96	77	14	2
Id.....	Id.....	Asile Saint-Charles.....	146	328	95	"
Id.....	Id.....	Maison des sœurs de la Croix.....	"	"	515	"
Id.....	Id.....	Société de protection des Alsaciens.....	"	"	"	"
Id.....	Id.....	Lorrains.....	"	5	5	"
Id.....	Id.....	Société philanthropique.....	"	"	"	278
Id.....	Id.....	Société philanthropique savoisiennne.....	119	255	167	"
Id.....	Id.....	Société protestante du travail.....	45	47	36	"
Seine-et-Marne...	Melun.....	Assistance par le travail.....	91	91	4	87
Somme.....	Amiens.....	Id.....	21	24	20	25

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE DÉCEMBRE.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.275	113	"	"	23.592
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	5.787	726	265	473	20.012
Asile de la rue Mouffetard.....	193	13	"	4	843
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	106	6	595
— (rue Labat).....	"	"	257	21	878
— (rue Saint-Jacques)....	"	"	371	78	1.898
— (avenue du Maine)....	"	"	84	84	835

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

VILLE DE PARIS.

		PERSONNES secourues pendant le mois de janvier.		
Indigents (secours réguliers)	{	de moins de 60 ans.	{ Hommes 6.716	
			{ Femmes 11.370	
	{	de 60 ans et plus...	{ Hommes 10.991	
			{ Femmes 22.256	
TOTAL des indigents secourus.....			51.333	
Nécessiteux (secours irréguliers)	{	de moins de 60 ans.	{ Hommes 8.650	
			{ Femmes 10.002	
	{	de 60 ans et plus...	{ Hommes 3.759	
			{ Femmes 5.394	
	{		Âge et sexe non spécifiés (xvi ^e arr.)....	363
	TOTAL des nécessiteux secourus.....			28.168

2° AUTRES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

Les chiffres ci-dessous représentent toutes les personnes secourues par les bureaux de bienfaisance et celles reçues dans les hôpitaux et hospices communaux et intercommunaux pendant les trois derniers mois de 1897 :

		Octobre.	Novembre.	Décembre.
Personnes de moins de 60 ans.	Hommes	2.676	2.826	3.191
	Femmes.....	3.639	3.789	4.248
Personnes de plus de 60 ans..	Hommes.....	2.121	1.991	2.242
	Femmes.....	3.835	3.666	4.076
TOTAUX des personnes secourues....		12.271	12.272	13.757

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Aux 8 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage auxquelles avaient donné lieu les grèves de janvier 1898, il faut ajouter les 3 suivantes, signalées trop tard à l'*Office du travail* pour avoir pu être mentionnées dans le bulletin précédent :

1° Grève de mineurs, société des mines et usine de schiste de la Co-maille, commune de Tavernay (Saône-et-Loire). — Cette grève qui a duré du 8 janvier au 7 février, avait été provoquée par une réduction de 25 centimes sur

le prix du mètre cube de minéral extrait. Tous les ouvriers mineurs, rouleurs et manœuvres au nombre de 40, y ont pris part.

Le 12 janvier, les grévistes se sont adressés par lettre au juge de paix pour réclamer son intervention.

Le président du conseil d'administration de la société, immédiatement prévenu, a refusé de soumettre le différend à un comité de conciliation. Il a déclaré que l'extraction était devenue beaucoup plus facile, et que les ouvriers, malgré la réduction imposée, arriveraient à réaliser un salaire égal à celui qu'ils atteignaient précédemment.

Le travail a été repris, le 7 février, aux nouvelles conditions, mais, quelques jours après, le concessionnaire de la mine ayant consenti à la société d'exploitation un rabais de 2,000 francs sur le prix de la location, la réduction a été réduite à 15 centimes par mètre cube.

2° Grève de tisseurs, établissement Deffrennes-Duploux frères, à Lannoy (Nord). — A la suite d'une réduction de salaire atteignant 7 ouvriers, 5 d'entre eux ont quitté le travail le 18 janvier. Par solidarité, 35 de leurs camarades les ont suivis.

Le 20 janvier, les grévistes ont réclamé l'intervention du juge de paix; les patrons ont repoussé cette proposition donnant comme raison que le taux des salaires qu'ils offraient à leurs ouvriers était égal à celui payé dans les fabriques faisant les mêmes articles.

La réduction ayant été acceptée par les 5 intéressés, tous les grévistes ont repris le travail le 27 janvier.

3° Grève d'ouvriers de scierie, établissement Nordin à Calais. — Le 24 janvier, 100 ouvriers de la scierie mécanique Nordin se sont mis en grève.

Ils réclamaient 3 fr. 50 au lieu de 3 francs pour 10 heures de travail de jour ou de nuit.

Le 26 janvier, un comité de conciliation a été formé par le juge de paix, à la demande des ouvriers.

Les patrons ont refusé d'accorder l'augmentation de salaire demandée, mais ils ont offert de supprimer le travail de nuit et de porter à 12 heures au lieu de 10 la durée du travail quotidien, ce qui donnait un salaire de 3 fr. 60 par jour au lieu de 3 francs.

Ces conditions ayant été repoussées par les ouvriers, l'entente n'a pu s'établir.

Toutefois, la plus grande partie du personnel a repris le travail le lendemain 27 sur ces nouvelles bases. 35 grévistes ont été congédiés et remplacés.

Relativement aux grèves de février 1898, il a été relevé par l'*Office du travail* 6 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage :

1° Grève de terrassiers à Lorient. — 19 terrassiers de l'entreprise de travaux publics Borgat se sont mis en grève le 2 février, afin d'obtenir une augmentation de salaire.

Le 4, un comité de conciliation a été formé par le juge de paix, à la demande des grévistes.

Les ouvriers payés 17 centimes l'heure réclamaient 25 centimes; ils ont obtenu 18 centimes et 19 centimes.

Le travail a été repris dès le lendemain à ces conditions.

2° Grève de bobineuses, tissage Prouvost, à Roubaix. — 20 bobineuses du tissage Prouvost se sont mises en grève le 4 février en demandant 5 centimes d'augmentation par kilogramme, en raison de la mauvaise qualité des matières employées.

Elles se sont adressées dès le lendemain au juge de paix qui a convoqué le patron à une réunion de conciliation.

Celui-ci a répondu qu'il avait immédiatement réglé et remplacé ses ouvrières, et que, en conséquence, leur demande était sans objet, puisqu'elles ne faisaient plus partie de son personnel.

3° Grève de tisseurs de coton, établissement Waddington à Saint-Lubin-des-Joncherets (Eure-et-Loir) et à Nonancourt (Eure). — Tous les tisseurs, hommes, femmes et enfants de l'établissement Waddington se sont mis en grève, le 7 février, au nombre de 426, parce que, aux termes d'un nouveau règlement, quand les retenues pour malfaçons dépasseraient 1 fr. 50 par paye, le calcul des primes serait établi, non d'après le gain brut, mais d'après ce gain diminué des réductions effectuées pour malfaçons.

Aux dires des grévistes, cette mesure constituait une véritable réduction de salaire, en ce sens qu'elle leur enlèverait, le plus souvent, le bénéfice des primes, leur occasionnant ainsi une double perte.

Le jour même, sur la demande des grévistes, le juge de paix a formé un comité de conciliation, mais sans résultat.

Toutefois, le lendemain, à la suite de négociations officieuses, le directeur a consenti à ne rien modifier à l'ancien règlement.

Le travail a été repris le 9 février.

4° Grève de chauffeurs, frappeurs et riveurs des chantiers de la Loire (construction de navires), à Nantes. — 300 ouvriers des chantiers de la Loire, réclamant une augmentation de salaire se sont mis en grève le 8 février.

Le 10, une entrevue a eu lieu entre le directeur et les délégués ouvriers devant le juge de paix du 4^e canton.

Quatre autres réunions ont été successivement tenues, sans pouvoir aboutir à une entente.

L'arbitrage proposé finalement par le juge de paix a été repoussé par le directeur, sur les conseils de la chambre syndicale des patrons mécaniciens.

La grève s'est terminée le 7 mars par une transaction.

5° Grève de monteurs en chaussures, manufacture Pitois et Aveneau à Fougères. — Les 46 ouvriers et ouvrières monteurs en chaussures de cet établissement se sont mis en grève le 17 février en demandant une augmentation de 30 centimes par douzaine de paires de chaussures sans distinction.

Les patrons ont d'abord refusé, puis, le 21 février, au cours d'une réunion en conciliation devant le juge de paix, ils ont accordé 60 centimes d'augmentation par douzaine sur deux articles spéciaux.

Cette proposition a été acceptée, et le 23 tous les ouvriers ont repris le travail.

6° Grève de maçons à la Roche-sur-Yon. — Cette grève a commencé le 21 février et 150 ouvriers y ont pris part.

Les grévistes demandaient une augmentation de salaire.

Le conflit s'est terminé le 2 mars, grâce à l'intervention du juge de paix qui a pu concilier les parties.

LISTE DES VILLES DE FRANCE.

au nombre de 156, ayant un Conseil de prud'hommes au 1^{er} mars 1898.

Abbeville.	Constantine.	Paris (tissus).
Aix.	Cousolre.	— (produits chimiques).
Alais.	Darnetal.	— (bâtiment).
Albi.	Dijon.	— (métaux et industr. div.)
Alençon.	Douai.	Pavilly.
Alger.	Dunkerque.	Périgueux.
Amiens.	Elbeuf.	Philippeville.
Amplepuis.	Épinal.	Poitiers.
Anduze.	Évreux.	Pont-Audemer.
Angers.	Falaise.	Privas.
Angoulême.	Fécamp.	Puy (Le).
Annonay.	Ferté-Macé (La).	Reims.
Armentières.	Flers.	Rennes.
Aubusson.	Fougères.	Rochefort.
Auxerre.	Fourmies.	Rethel.
Avignon.	Frivilly-Escarbotin.	Rive-de-Gier.
Bapaume.	Grenoble.	Roanne.
Bar-le-Duc.	Guise.	Rochelle (La).
Beauvais.	Halluin.	Romans.
Bédarieux.	Hâvre (Le).	Romilly-sur-Seine.
Belfort.	Hazebrouck.	Romorantin.
Bernay.	Laval.	Roubaix.
Besançon.	Lille.	Rouen.
Béziers.	Limoges.	Saint-Chamond.
Blois.	Limoux.	Saint-Claude.
Bobain.	Lisieux.	Saint-Didier-la-Seeuve.
Bolbec.	Lodève.	Saint-Dié.
Bône.	Lorient.	Saint-Étienne (tissus).
Bordeaux.	Louviers.	— (industr. div.).
Boulogne-sur-Mer.	Lunéville.	Saint-Junien (Haute-Vienne).
Bourges.	Lyon (soieries).	Saint-Nazaire.
Brest.	— (bâtim. et industr. div.)	Saint-Omer.
Brienne.	Mamers.	Saint-Quentin.
Caen.	Mans (Le).	Sedan.
Calais.	Marseille.	Tarare.
Cambrai.	Maubeuge.	Thiers.
Cannes.	Mayenne.	Tizy.
Carcassonne.	Mazamet.	Tinchebray.
Castres.	Millau.	Toulon.
Cateau (Le).	Montalieu-Vercieu.	Toulouse.
Cette.	Montbéliard.	Tourcoing.
Châlons-sur-Marne.	Montluçon.	Tour-du-Pin (La).
Charleville.	Montpellier.	Tours.
Charlieu.	Morlaix.	Troyes.
Châteauroux.	Nancy.	Valenciennes.
Châtelleraut.	Narbonne.	Versailles.
Chazelles-sur-Lyon.	Nantes.	Vierzon.
Cholet.	Nice.	Vienne.
Clermont-Ferrand.	Nîmes.	Villebois.
Clermont-l'Hérault.	Niort.	Villefranche.
Cognac.	Oran.	Vire.
Condé-sur-Noireau.	Orléans.	Voiron.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Janvier 1898.

Nombre des versements.....	411.366	
représentant une somme de.....		44.440.739 ^f
Nombre des remboursements.....	117.355	
représentant une somme de.....		27.916.499
Rentes achetées à 413 déposants pour un capital de.....		463.497
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rentes.....		16.060.743
Nombre de comptes existant au 31 janvier 1898.....		2.944.008
Nombre de comptes existant au 31 janvier 1897.....		2.732.348
AUGMENTATION.....		211.660

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de Février 1898.

Dépôts de fonds.....	20.454.867 ^f	
Retraits de fonds.....	19.677.559	
Excédent des dépôts.....		777.308
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.	1.684.191	

LES GRÈVES EN FEVRIER 1898.

25 grèves ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de février 1898.

Le nombre connu de grévistes pour 23 d'entre elles est de 2.204.

Il y avait eu en février 1897, 29 grèves auxquelles avaient pris part 3.901 ouvriers, et le nombre moyen des grèves qui se sont produites en février au cours des cinq années antérieures à 1898 a été de 38.

Les grèves du mois dernier, sauf 2, n'ont affecté qu'un seul établissement.

Elles ont été provoquées par les causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	11
Réductions de salaire.....	5
Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps du travail.....	1
Demandes de réintégration d'ouvriers ou contremaîtres congédiés.	3
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs.....	4
Demande de suppression du travail aux pièces.....	1
Demande d'affichage des tarifs aux pièces.....	1
Demande que des outils détruits dans un incendie soient remplacés par le patron.....	1

Elles se sont produites dans 16 départements différents, ceux de la Seine, du Nord, de la Loire-Inférieure et de l'Isère, en ayant subi respectivement 5, 3, 3 et 2.

Elles se répartissent dans les différentes industries ou professions de la manière suivante :

Dans le bâtiment, 8; dans les textiles, 6; dans le travail du cuir, 4; dans celui des métaux, 2; une seule enfin parmi des casseuses de sucre, des conducteurs de tramways, des ébénistes, des malletiers et des mineurs.

Des 25 grèves commencées en février, 21 sont terminées.

Elles ont duré :

Une, 27 jours; une, 20 jours; une, 11 jours; deux, 9 jours; deux, 7 jours; une, 6 jours; une, 4 jours; trois, 3 jours; trois, 2 jours et six 1 jour ou moins d'une journée.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
3 janvier.	10 février.	Méru.....	Oise.....	Dominotiers.....	5	32	1
7 janvier.	.....	Mouliens.....	Allier.....	Maçons.....	"	80	2
17 janvier.	17 février.	Fougères.....	Ille-et-Vilaine...	Coupeurs en chaussures....	1	46	3
19 janvier.	5 février.	Paris.....	Seine.....	Cordonniers.....	1	7	4
24 janvier.	28 février.	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Mécaniciens con-structeurs (ap- pareils électriques).	1	200	5
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} février.	12 février.	Pirere-Châtel....	Isère.....	Mineurs.....	1	30	1
2 février.	4 février.	Abbeville.....	Somme.....	Terrassiers.....	1	25	2
2 février.	5 février.	Lorient.....	Morbihan.....	Terrassiers.....	1	19	3
4 février.	5 février.	Roubaix.....	Nord.....	Bobineuses.....	1	20	4
7 février.	9 février.	Saint-Lubin-des- Joncherets.	Eure-et-Loir.....	Tisseurs de coton.....	1	426	5
7 février.	10 février.	Paris.....	Seine.....	Ouvriers en chaussures....	1	10	6
8 février.	11 février.	Paris.....	Seine.....	Malletiers.....	1	25	7
8 février.	28 février.	Angers.....	Maine-et-Loire...	Bonneteries de laine.....	1	367	8
8 février.	7 mars..	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Mécaniciens-constructeurs (na- vires).	1	300	9
12 février.	16 février.	Chantenay.....	Loire-Inférieure..	Id.....	1	56	10
14 février.	21 février.	Lyon.....	Rhône.....	Menuisiers.....	1	6	11
14 février.	15 février.	Saint-Jean-Pia-de- Cors.	Pyrénées Orientales	Terrassiers.....	1	50	12
15 février.	16 février.	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	260	13
17 ^{er} février.	23 février.	Fougères.....	Ille-et-Vilaine...	Monteurs en chaussures....	1	46	14
17 février.	18 février.	Paris.....	Seine.....	Casseuses de sucre.....	1	80	15
17 ^{er} février.	18 février.	Paris.....	Seine.....	Mégissiers (lisseurs).....	1	4	16
21 février.	2 mars..	La Roche-sur-Yon.	Vendée.....	Maçons.....	.....	150	17
21 février.	28 février.	Louviers, s.....	Eure.....	Ebénistes (monteurs et vern ^{rs})	1	28	18
22 février.	.....	Caudry.....	Nord.....	Tullistes.....	1	6	19
22 février.	.....	Bessuire.....	Deux-Sèvres.....	Maçons, charpentiers, zing ^{rs}.	.....	.....	20
23 février.	.....	Sainte-Anastasie..	Gard.....	Terrassiers (gisements auri- fères).	1	.....	21
25 février.	25 février.	Grenoble.....	Isère.....	Teinturiers.....	1	30	22
26 février.	28 février.	Le Mans.....	Sarthe.....	Conducteurs de tramways....	1	18	23
26 février.	7 mars..	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Cordonniers d'équipements mi- litaires.	1	138	24
27 février.	.....	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	110	25

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

Si l'on y ajoute quatre grèves commencées en janvier, on trouve que 25 conflits ont été terminés :

Et qu'ils ont abouti à :

4 réussites,
9 transactions,
12 échecs.

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} FÉVRIER 1898 (A).

1	Réduction de salaire.....	Échec.
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.
3	Demande de renvoi des femmes employées à la coupe....	Échec.
4	Demande d'augmentation de travail par les ouvriers aux pièces.	Échec.
5	Demande de renvoi du directeur.....	Échec.

EN FÉVRIER 1898.

1	Réduction de salaire.....	Réussite.	
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction (1).	(1) Conciliation devant le juge de paix.
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec (2).	(2) Grévistes remplacés.
5	Réduction de salaire.....	Réussite.	
6	Réduction de salaire.....	Échec.	
7	Demande que les outils détruits dans un incendie soient remplacés aux frais du patron.	Transaction.	
8	Demande de réintégration d'un contremaître, de renvoi d'un directeur et d'une contremaîtresse.	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
11	Demande de suppression du travail aux pièces.....	Réussite.	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
13	Réduction de salaire et demande de renvoi d'un ouvrier.	Transaction.	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction (3).	(3) Conciliation devant le juge de paix.
15	Réduction de salaire.....	Échec.	
16	Demande de réintégration de trois ouvriers congédiés....	Échec (4).	(4) Grévistes remplacés.
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction (5).	(5) Conciliation devant le juge de paix.
18	Demande d'affichage des tarifs aux pièces.....	Échec (6).	(6) 6 grévistes ont été congédiés.
19	Demande d'augmentation de salaire.....		
20	Demande d'augmentation de salaire.....		
21	Demande d'augmentation de salaire, de journée de dix heures et de paye par quinzaine.		
22	Demande de renvoi du ouvrier.....	Réussite.	
23	Demande de réintégration de huit ouvriers congédiés....	Échec.	
24	Demande de remplacement des experts civils proposés au contrôle par l'administration militaire.	Échec.	
25	Demande d'augmentation de salaire.....		

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de février 1898, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Allier [9 janvier 1898]. — Syndicat des jardiniers et maraîchers de Vichy-Cusset (32 membres). Siège social : salle Laurent, rue de Paris, à Vichy.

Bouches-du-Rhône [20 décembre 1897]. — Syndicat mixte des marchands et marchandes de volailles et gibiers (titulaires d'emplacements et magasiniers) (52 membres). Siège social : place de la Bourse, 2, à Marseille.

[9 janvier 1898]. — Syndicat des changeurs de Marseille (9 membres). Siège social : rue Thiers, 2, à Marseille.

Eure-et-Loir [25 novembre 1897]. — Syndicat commercial des marchands de bestiaux du département d'Eure-et-Loir (30 membres). Siège social : café Jacques, place de la Gare, à Chartres.

Gironde [19 octobre 1897]. — Chambre syndicale des débiteurs de tabacs de la ville de Bordeaux et de la Gironde (20 membres). Siège social : café de la Préfecture, cours Chapeau-rouge, à Bordeaux.

[3 janvier 1898]. — Syndicat des exportateurs de poteaux de mines de Bordeaux (7 membres). Siège social : allées d'Orléans, 26, à Bordeaux.

Indre-et-Loire [1^{er} janvier 1898]. — Union syndicale des limonadiers, restaurateurs, hôteliers et débitants de boissons de Tours et d'Indre-et-Loire (106 membres). Siège social : rue Nationale, 46, à Tours.

Isère [1^{er} janvier 1898]. — Chambre syndicale de la boulangerie de Vienne (30 membres). Siège social : Vienne.

[1^{er} janvier 1898]. — Syndicat des limonadiers, restaurateurs et hôteliers de Montalieu-Vercieu (70 membres). Siège social : café Morel, à Montalieu-Vercieu.

Rhône [25 janvier 1898]. — Syndicat des Revendeurs de marchandises d'occasion (20 membres). Siège social : rue des Quatre-Chapeaux, 13, à Lyon.

[1^{er} février 1898]. — Syndicat des vidangeurs de Givors et des environs (64 membres). Siège social : Givors.

Seine [6 février 1898]. — Chambre syndicale des artistes peintres-verriers de France (20 membres). Siège social : boulevard du Montparnasse, 55, à Paris.

[1^{er} décembre 1897]. — Union syndicale des patrons coiffeurs et des industries qui s'y rattachent (50 membres). Siège social : rue Vieille-du-Temple, 43, à Paris.

[1^{er} février 1898]. — Syndicat des cressiculteurs de France (90 membres). Siège social : boulevard de Strasbourg, 68, à Paris.

[19 janvier 1898]. — Chambre syndicale des marchands de fer de France (72 membres). Siège social : rue des Pyramides, 8, à Paris.

[19 janvier 1898]. — Chambre syndicale du matériel général et accessoires pour théâtres (83 membres). Siège social : rue des Pyramides, 8, à Paris.

Alger [23 novembre 1897]. — Chambre syndicale des carrossiers et des industries se rattachant à la construction des voitures (24 membres). Siège social : Bourse du travail, à Alger.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [25 décembre 1897]. — Syndicat des ouvriers maçons de Montluçon (35 membres). Siège social : rue de la République, café de l'Industrie, à Montluçon.

Alpes-Maritimes [17 janvier 1898]. — Syndicat des ouvriers cuisiniers de Nice (50 membres). Siège social : Bourse du travail, à Nice.

Bouches-du-Rhône [9 janvier 1898]. — Syndicat libre des ouvriers français des ports et docks de Marseille (80 membres). Siège social : place Sadi Carnot, 3, à Marseille.

Ille-et-Vilaine [4 février 1898]. — Syndicat des commissionnaires autorisés de la ville de Rennes (19 membres). Siège social : Bourse du travail, à Rennes.

Indre-et-Loire [18 février 1898]. — Syndicat professionnel des jardiniers du département d'Indre-et-Loire (15 membres). Siège social : rue Marceau, 20, à Tours.

Isère [11 février 1898]. — Syndicat Gâté des ouvriers chapeliers et similaires de Vienne. Siège social : Vienne.

Rhône [15 novembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers layetiers emballeurs de Lyon (25 membres). Siège social : café du Jura, rue Tapin, à Lyon.

Seine [23 janvier 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers champignonnistes de France (12 membres). Siège social : Bourse du travail, à Issy-les-Moulineaux.

[30 janvier 1898]. — Syndicat des ouvriers soudeurs et apprêteurs en tubes de cuivre (36 membres). Siège social : rue Bichat, 46, à Paris.

[23 janvier 1898]. — Union syndicale des tapissiers en literie (27 membres). Siège social : rue du Temple, 169, à Paris.

Vienne [15 décembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers ébénistes de Poitiers (65 membres). Siège social : hôtel de ville de Poitiers.

3° SYNDICAT MIXTE.

Gironde. — [1^{er} janvier 1898]. — Association générale des patrons et ouvriers maréchaux ferrants français (400 membres). Siège social : rue Dauzats, 22, à Bordeaux.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Aube [18 janvier 1898]. — Syndicat agricole et viticole de Villy-en-Trodes (37 membres). Siège social : Villy-en-Trodes.

Cher [8 février 1898]. — Syndicat des vignerons de Lury-sur-Arnon (50 membres). Siège social : mairie de Lury-sur-Arnon.

Côtes-du-Nord [27 décembre 1897]. — Syndicat agricole de Louannec (36 membres). Siège social : mairie de Louannec.

Doubs [23 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Chantraus (38 membres). Siège social : Chantraus.

Isère [1^{er} janvier 1898]. — Syndicat agricole de la commune de Brié-et-Angonnes. Siège social : mairie de Brié-et-Angonnes.

Jura [21 janvier 1898]. — Syndicat agricole communal de Santans (32 membres). Siège social : mairie de Santans.

Haute-Saône [21 novembre 1897]. — Syndicat agricole et viticole de la commune de Charcenne (22 membres). Siège social : Charcenne.

Savoie [15 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Saint-Nicolas-la-Chapelle (14 membres). Siège social : Saint-Nicolas-la-Chapelle.

[10 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Notre-Dame-de-Bellecombe (7 membres). Siège social : Notre-Dame-de-Bellecombe.

[17 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Saint-Théodule. Siège social : Flumet.

5° UNION DE SYNDICATS.

Nord [30 décembre 1897]. — Fédération des chambres syndicales des ouvriers charpentiers et menuisiers de l'arrondissement de Lille (4 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue de la Vieille-Comédie, 25, à Lille.

Rhône [2 février 1898]. — Union professionnelle des groupes corporatifs des élèves des cours professionnels et des syndicats de dames adhérents à la Bourse du travail (3 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS.

[D'après les renseignements extraits de l'*Annuaire des syndicats professionnels* pour 1897 publié par la Direction de l'Office du travail au Ministère du commerce et de l'industrie.]

Au 1^{er} juillet 1897, le nombre total des syndicats légalement constitués était de 5.680, soit 253 de plus qu'au 1^{er} juillet 1896 (1). Ces syndicats comprenaient 1.061.920 membres, soit 43.441 de plus qu'au 1^{er} juillet précédent.

On comptait au 1^{er} juillet 1897 :

1.823 syndicats patronaux avec.....	159,293 membres.
2.316 syndicats ouvriers avec.....	431.794
170 syndicats mixtes avec.....	32.237
1.371 syndicats agricoles avec.....	438.596

et au 1^{er} juillet 1896 :

1.730 syndicats patronaux avec.....	141.877 membres.
2.253 syndicats ouvriers avec.....	422.777
169 syndicats mixtes avec.....	30.333
1.275 syndicats agricoles.....	423.492

Les départements dans lesquels existent le plus grand nombre de syndicats patronaux d'industrie sont les suivants :

Seine, 417 ; Bouches-du-Rhône, 93 ; Gironde, 79 ; Nord, 79 ; Rhône, 77 ; Seine-Inférieure, 63 ; Loire-Inférieure, 43 ; Loire, 39 ; Seine-et-Oise, 38 ; Isère et Pas-de-Calais, 36 ; etc.

Pour les syndicats ouvriers d'industrie, ce sont les suivants :

Seine, 407 ; Rhône, 132 ; Bouches-du-Rhône, 123 ; Gironde, 90 ; Nord, 90 ; Loire, 75 ; Loire-Inférieure, 69 ; Haute-Garonne, 61 ; Maine-et-Loire, 59 ; Hérault, 59 ; Isère, 55 ; Seine-Inférieure, 51 ; Haute-Vienne, 40.

(1) Les chiffres de 1896 ont été rectifiés depuis la publication de l'*Annuaire* pour 1896.

Les départements dans lesquels se trouvent le plus grand nombre de syndicats appartenant aux diverses catégories de syndicats sont les suivants :

SYNDICATS PATRONAUX.	SYNDICATS OUVRIERS.	SYNDICATS MIXTES.	SYNDICATS AGRICILES.
Seine..... 82.041	Seine..... 211.064	Seine..... 8.510	Sarthe..... 18.935
Gironde..... 9.593	Pas-de-Calais.. 21.511	Nord..... 7.865	Seine..... 14.590
Rhône..... 6.640	Nord..... 23.291	Rhône..... 3.563	Vienne..... 12.471
Bouches-du- Rhône..... 6.512	Rhône..... 20.349	Mayenne..... 1.178	Rhône..... 11.677
Nord..... 5.092	Bouches-du-Rh. 11.682	Finistère..... 1.341	Maine-et-Loire.. 11.150
Seine-Inférieure. 3.081	Gironde..... 10.556	Seine-Infér. . . 1.133	Indre-et-Loire... 11.062
Seine-et-Oise... 3.044	Loire..... 8.902	Ille-et-Vilaine... 863	Ain..... 10.494
Finistère..... 2.523	Isère..... 5.789	Pas-de-Calais... 754	Charente..... 10.433
Loire..... 2.102	Maine-et-Loire. 5.457	Bouches-du-Rh... 612	Côte-d'Or..... 10.373
Loire-Inférieure. 1.862	Loire-Inférieure. 5.422	Loire-Inférieure. 639	Charente-Infér ^e . 10.047
Isère..... 1.637	Haute-Vienne.. 5.135	Maine-et-Loire... 633	Marne..... 9.768
Loiret..... 1.138	Ardennes..... 4.903	Haute-Vienne... 559	Loiret..... 9.388
Hérault..... 1.082	Seine-Infér.... 4.891		Loir-et-Cher.... 9.072
Oran..... 1.067	Tarn..... 4.756		
Pas-de-Calais... 1.046			
Marne..... 1.045			
Côte-d'Or..... 1.018			

Unions de syndicats. — En 1884, on ne comptait que 20 unions de syndicats professionnels. Au 1^{er} juillet 1897, on en comptait 166.

Voici la classification de ces unions au 1^{er} juillet 1897 et au 1^{er} juillet 1896 :

DÉSIGNATION DES CATÉGORIES D'UNION.	NOMBRES					
	en 1897,			en 1896,		
	d'unions.	de	de	d'unions.	de	de
		syndicats groupés par les unions.	membres appartenant aux syndicats unis.		syndicats groupés par les unions.	membres appartenant aux syndicats unis.
Unions de syndicats patronaux...	46	783	89.046	42	730	84.677
Unions de syndicats ouvriers....	92	1.320	326.835	86	1.248	336.491
Unions de syndicats mixtes.....	8	36	3.395	8	34	2.807
Unions de syndicats agricoles....	20	1.006	596.534	19	876	590.121
						"
TOTAUX.....	166	3.145	1.015.810	155	2.888	1.014.096

Institutions et créations diverses de syndicats. — Le nombre des institutions créées par les syndicats a continué de se développer et est passé de 2.823 en 1896 à 3.165 en 1897. On en trouvera la liste dans le tableau suivant :

TABLEAU DES INSTITUTIONS ET CRÉATIONS DIVERSES DES SYNDICATS PROFESSIONNELS
EXISTANT EN FRANCE AU 1^{er} JUILLET 1897.

NATURE DES INSTITUTIONS OU CRÉATIONS.	NATURE DES SYNDICATS FONDATEURS				UNIONS DE SYNDICATS				TOTAL
	syndicats industriels et commerciaux.			Syndicats agricoles.	industriels et commerciaux.			Agricultes.	des CRÉATIONS.
	Patro- naux.	Ouvriers	Mixtes.		Patro- naux.	Ouvriers	Mixtes.		
Caisses de crédit agricole.....	"	"	"	13	"	"	"	"	13
Secours de route (<i>viaticum</i>).....	"	100	1	"	"	"	"	"	101
Sociétés ou caisses de secours mutuels.....	67	330	52	33	"	4	2	"	488
Caisses de prévoyance ou d'épargne.....	8	45	1	1	"	2	"	"	57
Caisses de chômage. — Caisses dites de résis- tance ou de grève.....	1	128	2	"	"	2	"	"	133
Sociétés ou caisses de crédit ou de prêt mutuel.	1	8	8	23	"	"	"	"	40
Caisses de retraites de la vieillesse.....	8	32	4	"	"	1	"	"	45
Caisses de bienfaisance.....	14	"	2	"	"	1	"	"	17
Assurances mutuelles contre les accid. du travail.	13	7	"	1	1	"	"	"	22
Idem contre la mort, des étalons et des bestiaux.	2	"	"	24	"	"	"	"	26
Soc. ou caisses d'assur. mut. contre l'incendie...	4	"	"	1	"	"	"	"	5
Idem contre la grêle.....	"	"	"	2	"	"	"	"	2
Sociétés coopératives de consommation ou d'ap- provisionnement. — Economats.....	6	47	8	11	"	2	1	2	77
Soc. coop. de prod. — Boulang., laiteries...	"	21	1	5	"	1	"	"	28
Ecoles professionnelles.....	18	8	1	1	"	"	"	"	28
Cours professionnels et conférences. — Cours de greffage, de taille.....	39	142	10	84	1	6	"	3	285
Défense en justice.....	"	1	"	"	"	"	"	"	1
Concours professionnels et d'apprentissage. — Examens professionnels.....	17	1	4	19	"	"	"	1	42
Patronages d'apprentis et cours d'apprentissage.	5	1	1	"	"	"	"	"	7
Orphelinats.....	1	1	1	1	"	"	"	"	4
Musées commerciaux ou industriels et collec- tions d'échantillons.....	4	"	1	"	"	"	"	"	5
Expositions syndicales.....	2	1	2	2	"	"	"	"	7
Ateliers syndicaux.....	1	4	1	"	"	"	"	"	6
Bibliothèques.....	74	418	12	49	4	11	2	2	572
Bureaux ou offices de placement.....	105	380	24	13	2	9	1	"	534
Offices de renseignements commerciaux et agrie.	9	5	"	7	1	"	"	"	22
Laboratoires d'analyses et d'expertises.....	19	"	2	10	"	"	"	1	32
Services de contentieux.....	22	4	2	3	"	"	"	1	33
Conseils d'arbitrage, etc.....	17	5	5	3	"	"	"	"	30
Services médicaux, cliniques, etc.....	7	5	2	3	"	1	"	"	18
Champs, jardins, vignes d'expériences.....	2	"	1	87	"	"	"	1	91
Pépinières diverses (vignes améric. et autres).	"	"	"	48	"	"	"	"	48
Garderie des propriétés.....	"	"	"	1	"	"	"	"	1
Public. div. (bulletins, journaux, annuaires).	136	42	12	108	3	6	1	12	320
Marchés aux vins, aux amandes, etc.....	1	"	"	2	"	"	"	"	3
Sociétés d'assistance manuelle.....	"	"	"	2	"	"	"	"	2
Sociétés coopératives d'achats de matières pre- mières et autres.....	2	"	"	"	"	"	"	"	2
Office pour la vente des vins.....	"	"	"	3	"	"	"	"	3
Bureau technique pour la vérification et la surveillance des installations électriques...	1	"	"	"	"	"	"	"	1
Entrepôts pour la saison des poissons.....	1	"	"	"	"	"	"	"	1
Secours en nature, dons d'effets aux enfants.....	3	1	"	1	"	"	"	"	5
Dépôts divers : Parfumerie, éch. de canettes..	2	"	"	"	"	"	"	"	2
Herborisations.....	1	"	"	"	"	"	"	"	1
Contrôle et surv. de marchandises entreposées.	1	"	"	"	"	"	"	"	1
Étuve à désinfection.....	1	"	"	"	"	"	"	"	1
Société de protection des enfants.....	1	"	"	"	"	"	"	"	1
Société d'encouragement. Caisse de récompenses.	4	"	"	"	"	"	"	"	4
Comité consultatif.....	1	"	"	"	"	"	"	"	1
Service de prêts d'outils et d'instr. agricoles..	"	"	"	1	"	"	"	"	1
Maison pour les jeunes filles sans famille....	"	1	"	"	"	"	"	"	1
Secrétariat du peuple.....	"	"	"	"	"	"	1	"	1
Prêts d'instruments aratoires.....	"	"	"	1	"	"	"	"	9
TOTAUX.....	621	1.738	160	563	13	54	8	23	3.180

RAPPORTS SUR L'APPLICATION
PENDANT L'ANNÉE 1896
DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL EN FRANCE.

Nous extrayons de ces rapports, qui viennent de paraître (1), les renseignements suivants qui concernent les établissements industriels de toute nature autres que les mines. Nous reviendrons dans un prochain Bulletin sur les faits statistiques qui concernent spécialement cette catégorie d'industrie.

Rappelons que les circonscriptions d'inspection entre lesquelles la France est partagée pour l'application des lois réglementant le travail sont les suivantes :

1^{re} CIRCONSCRIPTION.

Seine, Seine-et-Marne et Seine-et-Oise.

2^e CIRCONSCRIPTION.

Allier, Cher, Creuse, Indre, Indre-et-Loire, Loiret, Loir-et-Cher, Vienne et Haute-Vienne.

3^e CIRCONSCRIPTION.

Aube, Belfort (Territoire de), Côte-d'Or, Doubs, Jura, Haute-Marne, Nièvre, Haute-Saône, Saône-et-Loire et Yonne.

4^e CIRCONSCRIPTION.

Aisne, Ardennes, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse et Vosges.

5^e CIRCONSCRIPTION.

Nord, Pas-de-Calais et Somme.

6^e CIRCONSCRIPTION.

Calvados, Eure, Eure-et-Loir, Manche, Mayenne, Oise et Seine-Inférieure.

7^e CIRCONSCRIPTION.

Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Morbihan, Orne, Sarthe, Deux-Sèvres et Vendée.

8^e CIRCONSCRIPTION.

Charente, Charente-Inférieure, Corrèze, Dordogne, Gers, Gironde, Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées et Hautes-Pyrénées.

9^e CIRCONSCRIPTION.

Ariège, Aude, Aveyron, Cantal, Haute-Garonne, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn-et-Garonne.

10^e CIRCONSCRIPTION.

Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Bouches-du-Rhône, Corse, Drôme, Gard, Var et Vaucluse.

11^e CIRCONSCRIPTION.

Ain, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

(1) Voir à la bibliographie.

RÉCAPITULATION, PAR CIRCONSCRIPTIONS D'INSPECTION,
DES NOMBRES D'ÉTABLISSEMENTS SOUMISES AUX DIVERSES LOIS SUR LE TRAVAIL.

NUMÉROS DES CIRCONSCRIPTIONS.	RÉSIDENCES DES INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.	NOMBRE APPROXIMATIF DES ÉTABLISSEMENTS				
		SOUMIS				TOTAL des établisse- ments.
		aux lois de 1848, 1892 et 1893.	aux lois de 1892 et 1893.	aux lois de 1848 et 1893.	à la loi de 1893 seule.	
1 ^{er} .	Paris.....	4.860	23.809	2.685	6.343	37.706
2 ^e .	Tours.....	2.401	11.446	1.559	8.772	24.178
3 ^e .	Dijon.....	2.268	4.995	3.578	10.934	21.775
4 ^e .	Nancy.....	2.679	7.451	2.336	13.048	25.514
5 ^e .	Lille.....	4.760	12.322	2.699	13.514	33.295
6 ^e .	Rouen.....	1.866	11.366	788	16.821	30.841
7 ^e .	Nantes.....	2.380	16.951	2.754	15.600	37.685
8 ^e .	Bordeaux.....	2.076	14.818	3.411	9.435	29.740
9 ^e .	Toulouse.....	1.598	6.176	990	4.221	12.985
10 ^e .	Marseille.....	2.358	6.313	1.355	4.692	14.718
11 ^e .	Lyon.....	3.585	11.424	2.333	11.018	28.360
	TOTAUX.....	30.840	127.071	24.488	114.398	296.797

NUMÉROS DES CIRCONSCRIPTIONS.	RÉSIDENCES DES INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.	NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS VISITÉS				
		N'OCCUPANT aucun ouvrier lors de la visite.	SOUMIS			
			aux lois de 1848, 1892 et 1893.	aux lois de 1892 et 1893.	aux lois de 1848 et 1893.	à la loi de 1893 seule.
1 ^{er} .	Paris.....	2.029	4,099	20.807	2.054	4.229
2 ^e .	Tours.....	274	634	3.192	437	2.292
3 ^e .	Dijon.....	61	1.076	2.175	701	1.302
4 ^e .	Nancy.....	2.135	1.937	2.925	680	1.819
5 ^e .	Lille.....	1.846	2.600	2.712	1.102	2.514
6 ^e .	Rouen.....	325	1.553	3.896	440	1.423
7 ^e .	Nantes.....	304	1.019	4.756	415	1.522
8 ^e .	Bordeaux.....	649	919	3.869	640	2.462
9 ^e .	Toulouse.....	547	1.223	2.409	746	1.254
10 ^e .	Marseille.....	367	2.183	4.738	807	2,625
11 ^e .	Lyon.....	676	2,365	3.485	1.214	3.026
	TOTAUX.....	9,213	19.608	54.964	9.236	24.518

RÉPARTITION PAR CIRCONSCRIPTIONS D'INSPECTION DU PERSONNEL PROTÉGÉ
ET DES OUVRIERS ADULTES.

CIRCONSCRIPTIONS.		NOMBRE des ETABLIS- SEMENTS visités.	NOMBRE d'ENFANTS de 12 à 13 ans ayant le certificat médical et le certificat d'études (1882).		NOMBRE D'ENFANTS de 13 à 16 ans.		NOMBRE D'ENFANTS de 16 à 18 ans.		NOMBRE des FILLES mineures de 18 à 21 ans.	NOMBRE des FILLES et des femmes majeures.	NOMBRE des OUVRIERS adultes.	NOMBRE TOTAL des ouvriers et ouvrières de tout âge.	PROPORTIONALITÉ				NOMBRE MOYEN par établissement visité		
N U M É R O S	RÉSIDENTES des inspecteurs divisionnaires.		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.					du PERSON- NEL au- dessous de 18 ans.	p. 100.	du PERSON- NEL femini- de tout âge.	des EX- FANTS. FILLES ET FEMMES.		p. 100.	en 1894.	en 1895.
1 ^{re} .	Paris.....	33.218	192	133	14.681	14.565	8.096	8.515	13.818	70.209	180.688	328.897	14.0	35.0	42.0	10	10		
2 ^e .	Tours.....	6.829	58	24	4.206	3.681	3.171	2.932	3.735	11.234	45.792	74.833	18.8	29.0	38.8	13	11		
3 ^e .	Dijon.....	5.315	30	11	6.606	4.761	5.790	3.999	5.789	16.644	79.176	122.806	17.2	27.3	35.5	20	23		
4 ^e .	Nancy.....	9.496	184	100	11.669	7.569	8.160	5.283	5.635	31.247	131.248	201.115	16.3	24.7	31.7	27	24.4		
5 ^e .	Lille.....	10.774	215	162	13.441	11.693	13.323	10.631	10.508	39.455	158.799	264.227	18.7	29.6	39.9	31	24		
6 ^e .	Reims.....	7.637	71	97	8.185	6.900	5.988	5.814	8.251	29.956	91.117	156.469	17.3	32.6	41.7	20.5	20.4		
7 ^e .	Nantes.....	8.066	43	66	5.028	5.222	3.254	3.253	3.752	23.781	53.262	97.601	17.2	36.9	45.4	13	12		
8 ^e .	Bordeaux.....	8.539	19	50	2.930	3.006	2.568	2.598	1.980	17.840	42.373	73.364	15.2	34.7	42.2	11.8	9.3		
9 ^e .	Toulouse.....	6.179	4	9	2.314	2.954	1.932	2.510	3.771	15.164	31.716	60.394	16.1	40.4	47.4	9	10		
10 ^e .	Marseille.....	10.720	46	100	4.786	8.755	4.043	7.829	14.541	35.076	78.680	154.456	16.5	43.3	49.0	14	14		
11 ^e .	Lyon.....	10.766	107	55	6.546	9.605	5.819	9.639	20.746	47.690	107.074	207.281	15.3	42.3	48.3	19.4	19.2		
TOTAUX....		117.539	969	807	80.392	78.801	62.104	63.003	98.546	347.896	1.008.865	1.741.443	15.4	33.9	42.0	16	14		

RÉCAPITULATION PAR GROUPES D'INDUSTRIES DES ACCIDENTS DÉCLARÉS EN 1896 D'APRÈS LEURS CAUSES MATÉRIELLES.

NOTA. — Les accidents déclarés en 1896 ne représentent qu'une partie des accidents survenus. Les chiffres qui figurent dans les tableaux suivants ne peuvent donc servir de base à une évaluation des risques. La Commission supérieure du travail a pensé néanmoins qu'il y avait intérêt à publier ces chiffres, afin de montrer combien il importe de veiller à ce que les déclarations soient effectuées partout régulièrement.

GROUPES D'INDUSTRIES.		MOTEURS.	TRANSMISSIONS.	MA-CHINES, OUTILS, MÉTIERS, etc.	ASCEN-SEURS, CRUES, appareils de levage.	CHAU-DIÈRES, à vapeur, auto-claves, etc.	EXPLO-SIFS, (Poudre, dynamite, etc.)	MA-TIÈRES INCAN-DES-CENTES, brillantes, corro-sives.	ÉBOU-LE-MENTS, crutes d'objets.	CHUTE (de l'ouvrier) de haut d'un échelle, d'un échafaudage, dans des excavations, etc.	MANU-TEN-TION des PARDEAUX.	CON-DUITE des voitures, accidents causés par les animaux.	OUTILS à main. (Mar-teaux, haches, scies, robots, etc.)	CAUSES DIVERSES.	TO-TAUX.
I	Alimentation	18	40	105	22	7	19	131	168	262	237	63	67	116	1.255
II	Bois (Industrie du)	3	10	211	"	1	"	5	53	63	70	12	61	28	517
III	Chemins de fer (Construction et réparation du matériel des)	41	18	252	56	36	6	263	987	1.192	959	138	726	909	5.626
IV	Chimiques (Industries)	4	23	120	13	11	16	116	87	321	168	33	62	76	959
V	Construction	4	5	81	45	"	12	60	701	1.342	441	122	130	226	3.181
VI	Cuir et peaux	2	9	49	3	"	"	8	9	53	31	8	25	9	207
VII	Eau, chauffage, éclairage	9	7	41	5	11	4	48	89	150	71	32	38	113	618
VIII	Imprimerie	3	10	78	"	"	"	2	13	12	1	2	3	11	135
IX	Industrie textile	23	131	1.229	25	13	3	94	199	341	143	26	70	160	2.457
X	Machines-outils, instruments de précision, appareils	10	48	481	33	16	2	140	535	496	454	31	336	528	3.110
XI	Métallurgiques (Usines)	10	40	357	108	6	6	782	964	630	715	70	250	655	4.593
XII	Métaux (Travail des)	4	28	220	9	9	"	95	151	104	204	25	74	103	1.035
XIII	Moulin	2	22	12	2	"	"	"	8	24	13	18	2	7	110
XIV	Papiers, cartons	5	43	141	8	9	"	22	48	95	39	11	36	60	517
XV	Pierres et terres (Industrie des)	4	18	65	9	2	2	55	113	145	143	58	26	67	707
XVI	Vêtements et accessoires	1	7	30	2	1	"	3	7	7	3	"	2	6	69
XVII	Industries diverses	3	2	41	41	2	"	7	157	178	200	80	15	102	826
TOTAUX		149	461	3.571	381	125	70	1.831	4.259	5.315	3.895	729	1.930	3.176	35.922

(a) Nombre des déclarations d'accidents.

RÉCAPITULATION PAR GROUPES D'INDUSTRIES
DES CONSÉQUENCES DES ACCIDENTS DÉCLARÉS EN 1896.

(Voir la note du tableau précédent.)

NUMÉROS.	GROUPE D'INDUSTRIES. DÉSIGNATION.	MORTS.	BLESSURES À LA TÊTE ET AU VISAGE (SANS LES YEUX).	BLESSURES AUX YEUX.	BLESSURES AUX BRAS ET AUX MAINS.	BLESSURES AUX DOIGTS.	BLESSURES AUX JAMBES ET AUX PIEDS.	BLESSURES AUX AUTRES PARTIES DU CORPS OU À PLUSIEURS PARTIES À LA FOIS.	LÉSIONS INTERNES.	ASPHYXIE.	SUBMERSION.	TOTAL.
I	Alimentation.....	30	51	22	242	226	475	187	25	4	"	1.262
II	Bois (Industrie du).....	12	18	9	128	207	89	51	4	"	"	518
III	Chemins de fer (Construction et réparation du matériel des).....	36	250	381	981	1.233	1.758	834	162	2	1	5.628
IV	Chimiques (Industries)....	37	34	33	165	216	281	179	17	"	"	962
V	Construction.....	212	196	88	442	372	821	1.011	76	2	2	3.222
VI	Cuir et peaux.....	7	6	2	66	53	43	27	3	"	"	207
VII	Eau, chauffage, éclairage..	17	28	22	146	93	166	138	7	2	"	619
VIII	Imprimerie.....	4	3	1	34	51	29	13	"	"	"	135
IX	Industrie textile.....	47	66	51	563	973	472	268	22	"	"	2.462
X	Machines-outils, instruments de précision, appareils....	37	136	233	620	807	845	395	47	"	"	3.120
XI	Métallurgiques (Usines)....	56	178	273	763	985	1.732	567	51	1	1	4.607
XII	Métaux (Travail des).....	15	37	80	243	371	159	119	13	"	"	1.037
XIII	Moulins.....	7	5	4	26	29	22	17	"	"	"	110
XIV	Papiers, cartons.....	24	26	10	139	152	105	67	4	"	"	527
XV	Pierres et terres (Industries des).....	25	22	19	131	151	188	165	9	"	"	710
XVI	Vêtements et accessoires....	1	6	3	21	21	11	6	"	"	"	69
XVII	Industries diverses.....	26	33	10	124	164	218	231	18	1	1	826
	TOTAUX.....	593	1,085	1,241	4.834	6.104	7.414	4.275	458	12	5	26.021 (A)

(A) Nombre des victimes.

RÉPARTITION DES ACCIDENTS DÉCLARÉS EN 1896
SELON LEURS CONSÉQUENCES ET LEURS CAUSES MATÉRIELLES.

(Voir la note du premier tableau.)

CAUSES MATÉRIELLES DES ACCIDENTS.												
N ^{os} .	Désignation.	MORTS.	BLESSURES à LA TÊTE ET AU VISAGE sous les yeux.	BLESSURES AUX YEUX.	BLESSURES AUX BRAS et aux mains.	BLESSURES AUX DOIGTS.	BLESSURES AUX JAMBES et aux pieds.	BLESSURES AUX AUTRES PARTIES du corps ou à plusieurs parties à la fois.	LÉSIONS INTERNES.	ASPHYXIE.	SUBMERSION.	TOTAUX.
I	Moteurs.....	22	5	2	34	53	15	16	1	"	"	149
II	Transmissions.....	60	17	6	160	122	31	67	2	"	"	465
III	Machines-outils, métiers, etc.	38	66	102	926	2 076	239	117	8	"	"	3.572
IV	Ascenseurs, grues, appareils de levage.....	17	32	1	96	93	85	55	4	"	"	383
V	Chaudières à vapeur, auto- claves, etc.....	13	22	10	34	6	24	36	"	"	"	145
VI	Explosifs (poudre, dyna- mite, etc.).....	8	11	8	16	8	5	17	"	2	"	75
VII	Matières incandescentes, brû- lantes, corrosives.....	18	97	310	410	91	679	234	2	"	"	1.841
VIII	Éboulements, chutes d'ob- jets.....	74	285	72	461	631	2.254	514	29	1	"	4.321
IX	Chute (de l'ouvrier) de haut d'une échelle, d'un esca- lier, d'un échafaudage, dans des excavations, etc.	243	299	11	743	256	1.785	1.851	144	"	4	5.336
X	Manutention des fardeaux..	12	61	23	705	1,113	1.109	696	178	"	"	3.897
XI	Conduite des voitures, acci- dents causés par les ani- maux.....	41	21	9	98	89	228	217	26	"	"	729
XII	Outils à main (marteaux, haches, scies, etc.).....	2	76	211	515	746	242	132	6	"	"	1.930
XIII	Causes diverses.....	44	93	476	636	820	718	323	58	9	1	3.178
TOTAUX.....		593	1.085	1.241	4.834	6.104	7.414	4.275	458	12	5	26.021 (A)

(A) Nombre des victimes.

(A) Nombre des victimes.

RÉCAPITULATION PAR GROUPES D'INDUSTRIES, DES ACCIDENTS,
D'APRÈS L'ÂGE ET LE SEXE DES VICTIMES.

(Voir la note du premier tableau.)

NÚMÉROS.	GROUPES D'INDUSTRIES. DÉSIGNATION.	ENFANTS AU-DESSOUS de 18 ans.		FILLES MINORES et femmes de 18 à 21 ans.	FEMMES ADULTES.	OUVRIERS ADULTES.	TOTAUX.
		Garçons.	Filles.				
I	Alimentation.	60	4	16	43	1.139	1.262
II	Bois (Industrie du)	66	4	"	1	447	518
III	Chemins de fer (Construction et réparation du matériel des)	155	"	1	19	5.453	5.628
IV	Cliniques (Industries)	60	18	21	88	772	962
V	Construction	168	1	1	"	3.052	3.222
VI	Cuirs et peaux	30	6	4	7	160	207
VII	Eau, chauffage, éclairage . .	18	2	2	12	585	619
VIII	Imprimerie	63	11	3	3	55	135
IX	Industrie textile	379	214	110	299	1.460	2.462
X	Machines, outils, instru- ments de précision, appa- reils	355	3	4	9	2.749	3.120
XI	Métallurgiques (Usines) . . .	514	2	2	35	4.051	4.607
XII	Métaux (Travail des)	170	19	22	32	794	1.037
XIII	Moulins	2	"	"	"	108	110
XIV	Papiers, cartons	59	6	11	18	433	527
XV	Pierres et terres (Industries des)	92	5	2	5	606	710
XVI	Vêtement et accessoires . . .	7	4	3	12	43	69
XVII	Industries diverses	32	3	2	68	721	826
	TOTAUX	2.230	302	207	651	22.631	26.021 (1)

(1) Nombre des victimes.

NATURE DES CONTRAVENTIONS VISÉES DANS LES PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS, EN 1896,
PAR LES INSPECTEURS DU TRAVAIL.

LOIS ET DÉCRETS.		NATURE DE LA CONTRAVENTION.	NOMBRE des CONTRAVENTIONS.
Loi du 2 novembre 1882.	Art. 2.	Age d'admission.....	435
	Art. 3.	Durée du travail.....	5.725
	Art. 4.	Travail de nuit.....	1.142
	Art. 5.	Non-observation du repos hebdomadaire.....	2.503
	Art. 6.	Travail de nuit des enfants dans les usines à feu continu.....	20
	Art. 8.	Théâtres et cafés concerts séculaires.....	3
	Art. 10.	Livrets, registre.....	1.235
	Art. 11.	Affichage.....	779
	Art. 14.	Hygiène et sécurité.....	233
	Art. 15.	Non-déclaration d'accidents.....	66
	Art. 16.	Maintien des bonnes mœurs.....	11
	Art. 27.	.....	1
	Art. 29.	Obstacle à l'inspection.....	55
	Art. 1 ^{er} .	Graissage de mécanismes en marche.....	97
Décret du 13 mai 1893.	Art. 2.	Machines non protégées.....	257
	Art. 4. { \$ 1 ^{er} .	Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux roues verticales.....	2
	Art. 5. { \$ 2.	Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux métiers dits à la main.....	1
	Art. 6.	Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux scies circulaires.....	2
	Art. 8.	Emploi d'enfants de moins de 16 ans au travail des lames tranchantes mécaniques.....	8
	Art. 10.	Emploi d'enfants de moins de 16 ans au service des robinets à vapeur.....	1
	Art. 11 et arrêté ministériel du 31 juillet 1894.	Emploi d'enfants de moins de 16 ans sur des échafaudages volants.....	2
	Art. 12.	Surcharges.....	51
	Art. 15 et tableau B.	Travail aux machines à coudre avant 16 ans.....	1
	Art. 16 et tableau C.	Travaux interdits aux enfants au-dessous de 18 ans.....	2
	Art. 12.	Conditions imposées pour certains travaux.....	9
	Art. 2.	Insécurité, machines non protégées.....	189
	Art. 11.	Non-déclaration d'accidents.....	278
	Art. 12.	Obstacle à l'inspection.....	6
Loi du 12 juin 1893.	Art. 1 ^{er} .	Nettoyage, mesures de propreté et d'hygiène.....	9
	Art. 3, \$ 3.	Ventilation des puits, ceintures de sûreté.....	4
	Art. 4, \$ 1 ^{er} .	Cabinets d'aisances.....	12
	Art. 5. { \$ 1 ^{er} .	Cube d'air, locaux encombrés.....	11
	Art. 5. { \$ 2.	Aération, éclairage des dépendances, passages et escaliers.....	2
	Art. 5. { \$ 1 ^{er} .	Évacuation des poussières de meules à émeri.....	2
	Art. 6. { \$ 2.	Évacuation des buées, gaz, vapeurs par des hottes avec cheminées d'appel.....	1
	Art. 6. { \$ 3.	Ventilation aspirante des poussières déterminées par des appareils mécaniques.....	5
	Art. 6. { \$ 5.	Pulvérisation en vase clos des matières irritantes ou toxiques.....	1
	Art. 6. { \$ 6.	Aération des ateliers.....	2
	Art. 8, \$ 2.	Eau potable, vestiaires avec lavabos.....	2
	Art. 9.	Évacuation des ateliers pendant les repas.....	2
	Art. 10. { \$ 1 ^{er} .	Moteur non isolé.....	4
	Art. 10. { \$ 3.	Escaliers dépourvus de fortes rampes.....	7
	Art. 10. { \$ 4.	Absence de barrières ou de garde-corps.....	3
Décret du 10 mars 1894.	Art. 10. { \$ 5.	Echafaudages non protégés.....	37
	Art. 11.	Monte-charges non protégés.....	3
	Art. 12. { \$ 1 ^{er} .	Parties dangereuses non protégées.....	84
	Art. 12. { \$ 2.	Machines, outils à instruments tranchants présentant des causes de danger.....	10
	Art. 12. { \$ 3.	Maniement des courroies à la main.....	7
	Art. 13.	Signal de la mise en marche.....	1
	Art. 14, \$ 2.	Absence des moyens de demander l'arrêt des moteurs.....	1
	Art. 15. { \$ 1 ^{er} .	Dispositifs de sûreté pour le nettoyage et le graissage des mécanismes en marche.....	2
	Art. 15. { \$ 2.	Calage non assuré.....	3
	Art. 16, \$ 1 ^{er} .	Portes s'ouvrant de dedans en dehors.....	2
	Art. 18.	Vêtements flottants.....	8
	Loi du 9 septembre 1848.	Travail des adultes au delà de 12 heures.....	487
	Loi du 7 décembre 1874. { Art. 1 ^{er} .	Emploi d'enfants de moins de 16 ans à des tours de force périlleux.....	1
	Loi du 7 décembre 1874. { Art. 4.	Défaut de justification de l'acte de naissance et de l'identité de l'enfant.....	1
Code pénal. — Art. 224 et 279.		Outrage aux inspecteurs.....	9
TOTAL.....			13.897

SUBVENTIONS ACCORDÉES

AUX ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION

SUR LE BUDGET DE L'EXERCICE 1897.

Société coopérative d'ouvriers d'ARMES de luxe de Saint-Étienne.....	500 ^f
Association ouvrière pour la construction de BÂTIMENTS à Rive-de-Giers..	1.000
Société de production des ouvriers BOULANGERS de Limoges.....	500
<i>La Brosserie parisienne</i> (fabricants de BROSSES), 4, rue du Châlet, à Paris	500
Société coopérative des ouvriers de la BROSSERIE sénonaïse à Sens.....	500
Association coopérative des ouvriers BROSSIERS et balaitiers de Paris, 8, rue Thibouméry.....	500
Société coopérative des CARRIÈRES de Crazannes (Charente-Inférieure)..	1.000
<i>La Carrosserie industrielle</i> (CARROSSIERS), à Limoges.....	500
Société des ouvriers CASSEURS de pierres du département de la Seine, 34, avenue de Clichy, à Paris	500
Union ouvrière des CHAPELIERS de Crocq (Creuse).....	1.000
Association des ouvriers CHAPELIERS réunis de la Souterraine (Creuse)..	1.000
<i>Les Charpentiers réunis</i> (CHARPENTIERS), 77, rue de Tolbiac, à Paris....	1.000
Association coopérative des ouvriers CHARPENTIERS de Lyon.....	500
Association ouvrière des ouvriers en CHAUSSURES, <i>la Fraternelle</i> , à Lyon.	1.500
Association d'ouvriers CORDONNIERS <i>l'Abeille</i> , 20, rue Lebrun, à Paris...	500
Société coopérative de la CORDONNERIE sénonaïse, <i>la Laborieuse</i> , à Sens...	1.000
Syndicat de la CORDONNERIE de Villeneuve-sur-Loir.....	1.000
Société coopérative de l'industrie COTONNIÈRE de Lagresle (Loire).....	1.000
<i>Les couteliers réunis de Chezelles</i> (COUTELIERS), à Châtellerault.....	1.000
Association coopérative d'ouvriers COUVREURS et plombiers, <i>la Lutèce</i> , 16, rue Bichat, à Paris.....	1.000
L'Union professionnelle d'ouvriers COUVREURS-plafonneurs d'Amiens....	500
<i>La Provençale</i> (PEINTRES), maison de décoration à Marseille.....	500
Association ouvrière des DIAMANTAIRES de Sergy-Thoiry (Ain)	1.000
<i>La Briolette</i> (DIAMANTAIRES), société pour la taille du diamant à façon au Martinet, près Saint-Claude.....	1.000
Association générale des ÉBÉNISTES et menuisiers, <i>le Travailleur</i> , 52, passage du Bureau, à Paris..	1.000
<i>La fonderie de cuivre de Paris</i> (FONDEURS), 125, rue Oberkampf, à Paris.	1.000
Association des ouvriers FORESTIERS de la forêt de Montmorency, à Domont (Seine-et-Oise).....	1.000
Association ouvrière des FROTTEURS-ENCAUSTIQUEURS, <i>la Prévoyante</i> , 187, rue Saint-Denis, à Paris.....	500
Association générale des ouvriers GANTIERS de Paris, <i>le Progrès</i> , 36, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, à Paris.....	500
Société coopérative des ouvriers biseauteurs et polisseurs de GLACES de Paris, <i>le Progrès</i> , 119, rue de Montreuil.....	1.000
Société coopérative des ouvriers GRANITIERS et poseurs de granit, 4, passage d'Ivry, à Paris.....	500

Société coopérative des ouvriers HORLOGERS, 43, rue de Saintonge, à Paris.....	500 ^f
<i>La Phalange horlogère bisontine</i> (HORLOGERS), à Besançon.....	500
<i>L'imprimerie économique</i> (IMPRIMEURS), 21, passage Maurice, à Paris....	500
<i>L'imprimerie nouvelle</i> (IMPRIMEURS), 11, rue Cadet, à Paris.....	4.000
<i>L'imprimerie moderne</i> (IMPRIMEURS), d'Agén.....	500
<i>L'imprimerie nouvelle lyonnaise</i> (IMPRIMEURS), à Lyon.....	500
Association coopérative des ouvriers de l'IMPRIMERIE, à Nîmes.....	3.000
Association des ouvriers en INSTRUMENTS DE PRÉCISION, 117, avenue du Maine, à Paris.....	1.000
Association coopérative d'ouvriers LANTERNIERS, 67, boulevard de Courcelles, à Paris.....	500
Association coopérative des ouvriers MALLETIERS LAYETIERS, etc, de Bordeaux.....	1.000
<i>L'Espérance du bâtiment</i> (MENUISIERS), 10, rue du Clos, à Paris.....	2.000
Société coopérative des ouvriers MENUISIERS de la ville de Bordeaux, 32, rue du Hautoir, à Bordeaux.....	500
Association des ouvriers MENUISIERS de Limoges.....	1.000
Association corporative des ouvriers MENUISIERS de Poitiers.....	1.000
MINE DE FER de Rancié, à Vicdessos (Ariège).....	10.000
Houillères de Monthieux (MINEURS), société stéphanoise de la Mine aux Mineurs, à Monthieux Saint-Étienne (Loire).....	5.000
Société civile anonyme ou syndicat des MINEURS de Gier à Rive-de-Gier Loire.....	1.000
<i>La Papeterie moderne</i> (PAPETIERS), 13, cour et passage de la ferme Saint-Lazare, à Paris.....	500
Société des ouvriers PAVEURS et cimentiers réunis, <i>L'Epargne</i> , à Bordeaux	500
Société pour la teinture des filets de pêche (PÊCHEURS), à Banyuls-sur-Mer.....	500
Association d'ouvriers PEINTRES EN BÂTIMENT, <i>la Prévoyante</i> , 106, rue Saint-Charles à Paris.....	500
<i>L'Espérance</i> , société des ouvriers PEINTRES EN BÂTIMENT de Limoges....	500
<i>Le Travail</i> , association d'ouvriers PEINTRES-PLÂTRIERS à Lyon.....	500
Société coopérative des ouvriers PEINTRES ET VITRIERS de Bordeaux, <i>le Travail</i>	500
<i>L'Union</i> , association ouvrière pour l'entreprise générale de PEINTURE, 91, quai de Valmy, à Paris.....	500
Société coopérative des ouvriers PLÂTRIERS-PEINTRES, 38, rue de la République, à Saint-Étienne.....	500
Société des ouvriers PLÂTRIERS ET PLAFONNEURS de Limoges.....	1.000
Société coopérative d'ouvriers PLOMBIERS-COUVREURS-ZINGUEURS <i>l'Avenir</i> , 18, rue d'Odessa, à Paris.....	1.000
Association générale de PRODUCTION ALIMENTAIRE, 12, rue Geoffroy-Langevin, à Paris.....	1.000
<i>L'Union photographique française</i> (REPRODUCTIONS INDUSTRIELLES), 60, rue du Château-d'eau, à Paris.....	500
Société coopérative des ouvrières et ouvriers en SACS EN PAPIER, 43, rue de Gergovie, à Paris.....	500
Société française coopérative de SCULPTEURS, DÉCORATEURS ET ORNEMANISTES, 94, rue Mademoiselle, à Paris.....	500
Union coopérative des SCULPTEURS-MOULEURS français, 60, rue Caulaincourt, à Paris.....	500
Association des ouvriers de la SELLERIE LYONNAISE, à Lyon.....	500

<i>L'ouvrière en constructions</i> (SERRURIERS), 168, rue de Vanves, à Paris...	1.000 ^f
Société coopérative des ouvriers SERRURIERS de la ville de Bordeaux....	500
Association coopérative des ouvriers en SPATERIE de Paris, 19, rue Francœur.....	500
Association coopérative des TABLETIERS EN SAGRE de Méru (Oise).....	1.000
Association d'ouvriers TAILLEURS de Grenoble, rue Dorteur-Mazel, à Grenoble.....	500
Association syndicale et professionnelle des ouvriers TAILLEURS de Lyon.	500
Société des ouvriers TAILLEURS DE PIERRES et maçons de Poitiers, <i>la Fraternelle</i> , à Poitiers.....	1.000
Association ouvrière des TANNEURS-CORROYEURS de Lyon et de sa banlieue.....	1.500
Union des TISSEURS EN TOUS GENRES de Grandris (Rhône).....	500
<i>La Prévoyante des tisseurs en tous genres</i> (TISSEURS) de Saint-Just-d'Avray (Rhône).....	1.000
Société coopérative pour la fabrication et la vente des TISSUS EN FIL DE LIN, <i>la Fraternelle</i> , à Avesnes-lez-Aubert (Nord).....	2.000
Union coopérative d'ouvriers fabriquant la TOILETTE ANGLAISE, 5, passage Charles-Dallery, à Paris.....	500
Union des ouvriers TONNELIERS de Bordeaux.....	500
<i>Avenir des travailleurs de Valsonne</i> (Rhône) [Société de TISSAGE].....	1.000
Syndicat coopératif des ouvriers VANNIERS de la Thiérache (Aisne).....	3.000
Association corporative des ouvriers en VOITURES réunis.....	5.000
TOTAL.....	87.000

SUBVENTIONS ACCORDÉES

AUX ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE CRÉDIT

SUR LE BUDGET DE L'EXERCICE 1897.

<i>Banque coopérative des associations ouvrières de production</i> (section du Sud-Est), à Lyon.....	2.000 ^f
<i>Banque populaire coopérative de Toulouse</i>	500
<i>Centre fédératif du Crédit populaire en France</i> , à Marseille.....	5.000
<i>Ligue nationale de la Prévoyance et de la Mutualité</i> , 78, rue Bonaparte, à Paris.....	5.000
TOTAL.....	12.500

LES CAISSES D'ÉPARGNE POSTALES EN EUROPE ET AU CANADA.

SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1895 ⁽¹⁾.

NOM DES PAYS ET ANNÉE DE FONDATION des caisses d'épargne postales.	NOMBRE de DÉPOSANTS au 31 décembre 1895.	MONTANT des SOMMES DUES aux déposants.	MOYENNE par DÉPOSANT.	NOMBRE de DÉPOSANTS par 1,000 habitants.	MONTANT des SOMMES DUES par 1,000 habitants.
		francs.	fr. c.		fr. c.
Autriche { Épargne.....	1.110.091	110.620.780	99,65	46,00	4.583,90
(1883). { Chèques.....	28.363	136.351.820	1.807,49	1,00	5.536,90
Belgique (1869).....	882.370	318.466.372	360,92	137,64	49.676,67
Canada (1868).....	125.353	146.263.918	1.166,81	25,00	29.253,00
France (1882), y compris l'Algérie et la Tunisie....	2.488.075	753.458.527	302,82	64,55	19.518,41
Hongrie { Épargne.....	276.565	27.145.492	98,15	16,00	1.444,00
(1 ^{er} février 1886). { Chèques.....	3.767	18.170.542	1.823,61	"	940,00
Italie (1876).....	2.896.768	448.622.323	154,86	102,00	15.763,46
Pays-Bas (1881).....	499.963	92.788.254	185,60	104,03	19.348,43
Royaume-Uni (1861).....	6.453.597	2.446.724.375	379,12	164,00	62.275,00
Suède.....	408.288	53.483.725	130,99	83,00	10.872,58

LES MONTS-DE-PIÉTÉ À PARIS ET EN FRANCE.

Un intéressant rapport vient d'être présenté au Conseil municipal de Paris, au nom de sa cinquième commission (2), sur le fonctionnement du Mont-de-Piété de Paris. Ce document renferme les détails les plus complets, non seulement sur les opérations des dernières années, mais aussi sur l'historique, la réglementation et l'organisation de l'Institution. Nous en extrayons les renseignements qui suivent.

I.

On retrouve, en 1897, des doléances que nous avons déjà signalées, dans le *Bulletin* de janvier 1896, d'après un rapport de M. Paul Strauss. Ces doléances signalent la continuation du trafic des reconnaissances et ce regrettable état de choses paraît devoir être attribué principalement au mode actuel de prise des gages.

Voici comment s'exprime à ce sujet le dernier rapport :

« Nous aurions voulu vous annoncer que la réforme de la prise au Mont-de-Piété, que vous demandez depuis longtemps, était enfin une réforme accomplie et que le trafic illicite des reconnaissances avait éprouvé quelque gêne, il n'en est rien.

(1) *Bulletin de statistique et de législation comparée* du Ministère des Finances.

(2) Rapport présenté par M. Louis Lucipia, conseiller municipal.

« Depuis le dernier rapport qui vous a été présenté l'an dernier par notre collègue, M. Paul Strauss, rappelant sur ce point les observations de notre ancien collègue, M. Maury, les choses sont restées en l'état, — en mauvais état.

« La prisée a repoussé, en 1895, comme ne valant pas un prêt de 3 francs, 86.682 objets apportés par des besogneux (1).

« D'autre part, le public remportait 33.303 objets sur lesquels il estimait que les commissaires-priseurs ne voulaient pas assez prêter (2).

« Il faudra de nouveau appeler l'attention des pouvoirs publics sur cette situation si préjudiciable à l'intérêt des pauvres gens qui viennent frapper à la porte du Mont-de-Piété et aussi à l'Assistance publique qui recevrait bien davantage si le service obligatoire des commissaires-priseurs (3) n'était cause d'une diminution dans les bénéfices du Mont-de-Piété qui a néanmoins, en 10 ans, versé à l'Assistance publique 1.620.753 fr. 27 provenant des bonis pressés. »

Les abus signalés semblent ne pouvoir disparaître que par une intervention du législateur et le Parlement est actuellement saisi de plusieurs propositions ayant cet objet. Les dispositions proposées se ramènent généralement à celles qui avaient été présentées par le Gouvernement lui-même en 1888 et 1890, savoir la suppression du droit de prisée et des commissaires-priseurs actuels, remplacés par des appréciateurs salariés. En même temps, on élèverait le *quantum* du prêt aux neuf dixièmes de l'estimation et le Mont-de-Piété conserverait, pour les joindre à son fonds de dotation les *bonis* qu'il verse actuellement à l'Assistance publique.

II.

On compte actuellement 46 Monts-de-Piété en France, dont 4 qui prêtent sans intérêt et 1 qui ne demande pas d'intérêt, mais qui prélève un droit d'administration de 1 fr. 10 p. o/o sur les prêts au-dessus de 5 francs, c'est-à-dire sur les prêts qui représentent les deux tiers des opérations. Les Monts-de-Piété de Paris, Lyon et Toulouse sont les seuls qui prêtent sur valeurs mobilières.

Le tableau qui suit montre les conditions des prêts dans les 46 monts de-piété de France et d'Algérie.

(1) En 1896, la prisée a repoussé 76.079 objets.

(2) En 1896, le public a remporté 35.894 objets sur lesquels il estimait qu'on ne prêtait pas assez.

(3) D'après le rapport, la rémunération des commissaires-priseurs, pour 1896, s'établit comme il suit :

Comme appréciateurs :			
Droits de prisée sur l'ensemble des engagements et des renouvellements...		279.970 ^f 35 ^c	
d'où il convient de déduire :			
1° Le déficit d'adjudication.....	22.855 ^f 35 ^c	} 96.855 35	
2° Les frais de personnel à leur charge; au maximum..	74.000 00		
PRODUIT NET.....		183.115 00	
Comme vendeurs :			
Droit de 3 p. o/o sur les adjudications.....		91.663 ^f 75 ^c	} 51.663 ^f 75 ^c
d'où il faut déduire :			
Frais et charges du service des ventes, au maximum....		40.000 00	} 234.778 75
PRODUIT NET TOTAL.....		234.778 75	

Le montant net de la rémunération des commissaires-priseurs s'élève donc à 234.778 fr. 75; la somme revenant à chacun d'eux ressort à 16.769 fr. 90.

Tableau indiquant les conditions des prêts

NUMÉROS D'ORDRE.	ÉTABLISSEMENTS.	DURÉE de L'ENGAGEMENT	INTÉRÊTS ET DROITS.		
			MODE de décompte.	TAUX.	FRAIS de manutention pour cent.
				p. o/o.	fr. c.
1	Montpellier.....	2 ans.	"	"	"
2	Grenoble.....	1 an.	"	"	"
3	Lille (fondation Masurel).....	1 an.	"	"	"
4	Nice (Œuvre de la Miséricorde).....	"	"	"	"
5	Angers.....	1 an.	"	"	1 10
6	Avignon.....	2 ans.	par mois.	4	"
7	Brignoles.....	1 an.	—	4	"
8	Carpentras.....	2 ans.	—	4	"
9	L'Isle (Vaucluse).....	2 ans.	—	5	"
10	Apt.....	1 an.	—	5	"
11	Arles.....	1 an.	—	5	"
12	Beauneire.....	1 an.	—	5	"
13	Nancy.....	1 an.	—	5	"
14	Aix.....	1 an.	par quinzaine.	4 1/2	"
15	Bordeaux.....	1 an.	—	6	"
16	Nîmes.....	1 an.	par mois.	6	"
17	Toulon.....	1 an.	—	6	"
18	Versailles.....	1 an.	par quinzaine.	6	"
19	Marseille.....	1 an.	par mois.	5 1/2	"
20	Paris.....	1 an.	par quinzaine.	3	3 00
21	Reims.....	1 an.	par mois.	6	"
22	Tarascon.....	1 an.	—	7	"
23	Valenciennes.....	1 an.	par quinzaine.	8	"
24	Toulouse.....	1 an.	—	5	"
25	Lille.....	1 an.	—	7	"
26	Limoges.....	1 an.	— (5)	8	"
27	Lyon.....	1 an.	—	6	"
28	Saint-Germain.....	6 mois.	par mois.	7	"
29	Dijon.....	1 an.	—	8	"
30	Boulogne-sur-Mer.....	1 an.	—	6	"
31	Le Havre.....	1 an.	—	9	"
32	Lunéville.....	6 mois.	—	9	"
33	Alger.....	1 an.	par quinzaine.	7	"
34	Besançon.....	1 an.	par mois.	3	3 00
35	Arras.....	1 an.	—	6 et 9	"
36	Brest.....	1 an.	—	9	"
37	Rouen.....	1 an.	—	10	"
38	Donai.....	1 an.	par quinzaine.	10	"
39	Nantes.....	1 an.	par mois.	9	"
40	Rouboix.....	1 an.	par quinzaine.	7 1/2	"
41	Cambrai.....	1 an.	—	12, 8, 7 (9)	"
42	Dunkerque.....	1 an.	—	10	"
43	Saint-Quentin.....	1 an.	par mois.	12	"
44	Calais.....	6 mois.	—	9, 60	"
45	Oran.....	1 an.	par quinzaine.	10	"
46	Nice (créé en 1891).....	1 an.	par mois.	9	"

dans les monts-de-piété de France et d'Algérie.

DROITS ACCESSOIRES FIXÉS.		COUT DES FRAIS pour une somme de 100 francs pendant un an.	PRÊT MINIMUM.	PRÊT MAXIMUM.	OBSERVATIONS.
Prisée.	Divers.	fr. c.	fr. c.		
p. o/o.	p. o/o.				
"	"	"	2 00	illimité.	Prêts gratuits.
"	"	"	1 00	100	
"	"	"	1 00	200	
"	"	"	1 00	300	
"	"	1 10	3 00	100	
"	"	4 00	1 00	illimité.	(1) Les prêts de 3 à 5 francs sont gratuits, ils forment à peu près le tiers des placements faits dans l'année.
"	"	4 00	1 00	illimité.	
"	"	4 00	2 00	500	(2) Le taux de 4 p. o/o sera réduit à 3 p. o/o en 1898.
"	"	5 00	1 00	illimité.	(3) Le droit de priseée 1' a p. o/o est maintenant à la charge du mont-de-piété.
0 ^f 05 par gage.	"	5 05	3 00	130	(4) Prêts de 5 francs et au-dessous exonérés de tous droits.
"	0 ^f 05 par gage.	5 05	2 00	2.000	
"	Idem.	5 05	2 00	500	(5) Sauf pour le premier mois.
1/2	"	5 50	1 00	illimité.	(6) 6 p. o/o pour les lots inférieurs à 5 francs, 9 p. o/o pour les autres.
1	"	5 50	2 00	400	(7) Droit de commission de 0 fr. 05 pour les gages au-dessous de 5 francs; 0 fr. 10 de 5 à 10 francs; 0 fr. 20 de 11 à 50 francs; 0 fr. 30 de 51 à 100 francs et 0 fr. 50 au-dessus.
"	"	6 00	2 00	illimité.	
1/2	"	6 00	3 00	500	(8) Le droit de priseée est maintenant supporté par l'Administration.
1/2	"	6 50	3 00	2.000	
1/2	"	6 50	3 00	illimité.	(9) De 1 fr. 50 à 150 francs 12 p. o/o, de 150 à 500 francs 8 p. o/o, au-dessus de 500 francs 7 p. o/o.
"	1 0/0	7 00	3 00	illimité.	(10) Les prêts au-dessous de 10 francs sont exempts du droit temporaire de 0 fr. 10.
"	1 0/0	7 00	3 00	600	
"	"	7 00	2 00	illimité.	(11) Les intérêts sont calculés à raison de 0 fr. 75 par 100 francs et par mois. Les droits d'appréciation, de reconnaissance, de magasinage et de garde y sont compris.
"	"	8 00	2 00	illimité.	
"	1 0/0	8 00	2 00	illimité.	(12) Les prêts de 3 à 5 francs sont gratuits, ils forment à peu près le tiers des placements faits dans l'année.
"	"	7 00	1 00	6.000	
"	"	8 00	2 00	illimité.	(13) Le droit de priseée est maintenant supporté par l'Administration.
"	"	6 00	3 00	illimité.	
1/2	"	7 50	2 00	illimité.	(14) De 1 fr. 50 à 150 francs 12 p. o/o, de 150 à 500 francs 8 p. o/o, au-dessus de 500 francs 7 p. o/o.
"	0 ^f 05 par prêt de 4 fr. et au-dessus.	8 05	2 00	illimité.	(15) Les prêts au-dessous de 10 francs sont exempts du droit temporaire de 0 fr. 10.
"	"	6 00	2 00	2.000	
"	"	9 00	3 00	illimité.	(16) Les intérêts sont calculés à raison de 0 fr. 75 par 100 francs et par mois. Les droits d'appréciation, de reconnaissance, de magasinage et de garde y sont compris.
"	"	9 00	1 00	4.000	
1/2	"	7 50	2 00	3.000	(17) Les prêts de 3 à 5 francs sont gratuits, ils forment à peu près le tiers des placements faits dans l'année.
1/2	"	6 50	2 00	300	
1	"	7 ^f ou 10 ^f	1 00	illimité.	(18) Le droit de priseée est maintenant supporté par l'Administration.
"	"	9 00	3 00	3.000	
"	"	10 00	2 00	3.000	(19) Les prêts au-dessous de 10 francs sont exempts du droit temporaire de 0 fr. 10.
"	tarif de 0 ^f 05 à 0 ^f 50.	10 50	1 50	500	
1/2	"	9 50	4 00	illimité.	(20) Les intérêts sont calculés à raison de 0 fr. 75 par 100 francs et par mois. Les droits d'appréciation, de reconnaissance, de magasinage et de garde y sont compris.
"	2 0/0	9 50	2 00	3.000	
"	"	12 ^f 8 ^f 7 ^f	1 50	illimité.	(21) Les prêts de 3 à 5 francs sont gratuits, ils forment à peu près le tiers des placements faits dans l'année.
"	"	10 00	1 00	500	
"	"	12 00	2 00	illimité.	(22) Le droit de priseée est maintenant supporté par l'Administration.
"	"	9 60	2 00	illimité.	
1/2	0 ^f 10	10 60	1 00	"	(23) Les prêts au-dessous de 10 francs sont exempts du droit temporaire de 0 fr. 10.
"	"	9 00	3 00	4.000	

III.

Le Mont-de-Piété de Paris comptait, en 1897, 543 employés, y compris le directeur. Ce personnel jouit d'une caisse de retraites, d'une caisse d'épargne, d'une société de prévoyance et d'une société de secours mutuels.

Caisse de retraites. — Le fond des pensions des employés du Mont-de-Piété se compose :

- 1° De l'ancien fonds de retraite (1);
- 2° Des acquisitions de rentes faites au moyen des fonds restant libres;
- 3° Des retenues exercées sur les traitements;
- 4° Du prélèvement éventuel à faire sur les produits du Mont-de-Piété en cas d'insuffisance des ressources propres à la caisse des pensions.

Les employés ont droit à une pension de retraite lorsqu'ils justifient de 30 ans de service effectif dont 15 ans au moins dans l'administration du Mont-de-Piété et le surplus dans les administrations municipales de la ville de Paris, dans les administrations ressortissant au Gouvernement ou dans l'armée française.

La pension accordée après 30 ans de service est de la moitié du traitement moyen des trois dernières années. Elle s'accroît du vingtième de cette moitié pour chaque année de service au-dessus de 30 ans. Le maximum de la retraite ne peut excéder les deux tiers du traitement ni dépasser 6.000 francs.

En 1897, la Caisse a assuré les pensions de 168 retraités, 127 veuves et 18 orphelins, avec un total de pensions ordonnancées de 315.924 fr. 10.

Caisse d'épargne. — Fondée en 1833, la caisse d'épargne reçoit des versements de 1 à 50 francs, maximum mensuel et chaque compte ne peut excéder 3,000 francs. L'intérêt est de 4 p. o/o. La caisse comprenait, au 31 octobre 1897, 260 comptes ouverts, représentant une somme totale de 155.555 fr. 61, donnant en moyenne 598 fr. 29 par compte. Les intérêts payés aux déposants, en 1896, ont été de 5.659 fr. 39.

Société de prévoyance. — Outre la caisse d'épargne qui est officielle, il existe au Mont-de-Piété une « Société de prévoyance » qui compte 398 membres sur 543 employés de tous grades dont les cotisations mensuelles varient, suivant l'âge des sociétaires, entre 1 fr. 50 et 5 fr. 60. La société de prévoyance est administrée par un comité de direction élu par l'assemblée générale au scrutin secret.

Elle a pour but de donner aux ayants droit, en cas de décès du sociétaire, une allocation qui est actuellement fixée à 900 francs.

Cette société a été fondée le 1^{er} juillet 1884. Elle reçoit du Mont-de-Piété une subvention de 2.000 francs et une de 2.000 francs du Conseil municipal.

Société de secours mutuels. — De plus, les employés du Mont-de-Piété ont créé une « Société de secours mutuels » qui compte aujourd'hui 150 adhérents. Elle a pour but de rembourser, dans une mesure déterminée par son conseil d'administration, les frais de médecin et de médicaments.

La Société de secours mutuels est administrée par un conseil élu en assemblée générale. La cotisation mensuelle est de 1 franc. Cette Société a été fondée le 1^{er} janvier 1895. Elle reçoit du Mont-de-Piété une subvention de 500 francs.

(1) L'ancien fonds de retraite comprend les arrérages et l'inscription de 45.000 francs de rente 3 p. o/o sur lesquels étaient servies les pensions antérieures au 31 décembre 1832.

OPÉRATIONS DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

PENDANT L'ANNÉE 1895 (1).

Au 31 décembre 1895, il existait en France 10.588 sociétés de secours mutuels, comptant 1.599.438 membres.

En 1894, à la même époque, il y avait 10.328 sociétés groupant 1.583.469 membres.

L'augmentation, pour l'année, est, par suite, de 260 sociétés et de 15.969 sociétaires, soit 2,4 p. o/o du nombre de sociétés en 1894, et 1 p. o/o du nombre correspondant de sociétaires.

Voici comment se décomposent les chiffres concernant 1895 :

DÉSIGNATION.	NOMBRE DE					
	SOCIÉTÉS.	MEMBRES hono- raires.	MEMBRES PARTICIPANTS.			
			Hommes.	Femmes.	Enfants.	TOTAL.
Sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique.....	7.696	216.247	834.874	170.574	34.335	1.039.783
Sociétés autorisées...	2.892	28.752	265.589	42.076	6.991	314.656
ENSEMBLE des sociétés.	10.588	244.999	1.100.463	212.650	41.326	1.354.439

Le nombre moyen de membres participants par société est de 127. Pour les sociétés approuvées, la moyenne s'élève à 136, et, pour les sociétés autorisées, elle descend à 118.

Voici quelles étaient, par 100 membres participants, les proportions d'hommes, de femmes et d'enfants :

DÉSIGNATION.	HOMMES.	FEMMES.	ENFANTS.	TOTAL.
Sociétés approuvées ou reconnues.....	80,3	16,4	3,3	100,0
Sociétés autorisées.....	84,4	13,4	2,2	100,0
ENSEMBLE des sociétés.....	81,2	15,7	3,1	100,0

Le nombre de journées de maladie indemnisées a été de 4.348.058 dans les sociétés approuvées, et de 1.599.127 dans les sociétés autorisées.

Ces totaux renferment : le premier, 3 916.265 journées payées aux hommes et 431.793 aux femmes ; le second, 1.422.018 journées payées aux hommes et

(1) D'après le rapport, en date du 1^{er} novembre 1897, adressé à M. le Président de la République par le Ministre de l'Intérieur.

177.109 aux femmes : soit ensemble, pour les hommes, 5.338.283 journées, et, pour les femmes, 608.902 journées.

En rapprochant les nombres annuels de journées de maladie des nombres correspondants de membres participants (défalcation faite des sociétés qui fonctionnent exclusivement comme sociétés de retraites), on obtient les moyennes ci dessous (nous donnons les chiffres des dix dernières années) :

NOMBRE ANNUEL MOYEN DE JOURS DE MALADIE, PAR MEMBRE PARTICIPANT.

ANNÉES.	SOCIÉTÉS APPRouvÉES.			SOCIÉTÉS AUTORISÉES.		
	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.
	jours.	jours.	jours.	jours.	jours.	jours.
1886.....	4,64	3,15	4,39	4,98	3,02	4,73
1887.....	4,53	3,27	4,31	5,27	3,39	5,01
1888.....	4,48	3,14	4,25	5,13	3,35	4,88
1889.....	4,72	3,44	4,52	5,74	4,46	5,59
1890.....	5,76	4,00	5,49	6,64	5,20	6,47
1891.....	5,19	3,86	4,98	6,12	4,88	5,98
1892.....	5,37	4,04	5,16	6,04	5,10	5,93
1893.....	5,29	3,96	5,08	6,06	4,79	5,91
1894.....	5,28	4,73	5,19	6,07	4,56	5,88
1895.....	5,67	4,95	5,56	6,63	5,51	6,49
MOYENNE pour les 10 années..	5,09	3,85	4,90	5,86	4,42	5,68

Quant au nombre moyen de journées payées à chaque malade, il a été, en 1895, de 16 j. 36 dans les sociétés approuvées, et de 18 j. 66 dans les sociétés autorisées. Voici les chiffres relevés pour la période 1886-1895 :

NOMBRE ANNUEL MOYEN DE JOURS DE MALADIE PAYÉS À CHAQUE MALADE.

ANNÉES.	SOCIÉTÉS APPRouvÉES.			SOCIÉTÉS AUTORISÉES.		
	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.
	jours.	jours.	jours.	jours.	jours.	jours.
1886.....	18,09	11,87	16,99	21,02	14,87	20,32
1887.....	17,76	11,88	16,69	21,13	18,32	20,83
1888.....	17,43	11,70	16,42	20,97	16,82	20,49
1889.....	16,69	10,97	15,71	19,88	13,94	19,11
1890.....	15,72	11,40	15,07	17,38	13,22	16,88
1891.....	15,78	11,24	15,05	17,57	13,16	17,03
1892.....	16,15	11,92	15,47	18,21	13,34	17,57
1893.....	15,95	11,45	15,22	16,39	11,96	15,83
1894.....	16,30	13,58	15,85	17,60	12,01	16,85
1895.....	16,83	14,01	16,36	19,07	15,96	18,66
MOYENNE pour les 10 années..	16,67	12,00	15,88	18,92	14,36	18,35

Les décès, en 1895, ont atteint le chiffre de 23.167; 18.048 décès se sont produits dans les sociétés approuvées et 5.119 dans les sociétés autorisées. Les moyennes annuelles de décès par 1.000 sociétaires (coefficients de mortalité moyens) sont indiquées ci-après :

NOMBRE ANNUEL MOYEN DE DÉCÈS, PAR 1.000 SOCIÉTAIRES.

ANNÉES.	SOCIÉTÉS APPROUVÉES.	SOCIÉTÉS AUTORISÉES.
1886.....	16,2	16,9
1887.....	16,0	18,1
1888.....	16,4	16,9
1889.....	14,9	16,1
1890.....	16,4	17,2
1891.....	17,2	16,3
1892.....	16,5	16,0
1893.....	16,6	16,0
1894.....	17,3	15,6
1895.....	18,0	16,6
MOYENNES pour les 10 années.....	16,6	16,6

Statistique financière.

RECETTES ET DÉPENSES.

Les recettes des sociétés approuvées s'élèvent, pour 1895, à 24.277.513 francs, en augmentation de 652.655 francs sur les recettes de l'exercice précédent.

Elles se composent de :

		PROPORTION P. o/o dans le total.
Cotisations des membres honoraires.....	2.346.903 ^f	9,67
— des membres participants.....	14.833.932	61,63
— des enfants.....	124.882	
Amendes.....	431.208	1,77
Droits d'entrée.....	354.931	1,46
Intérêts des fonds placés.....	2.808.956	11,57
Subventions, dons et legs.....	1.689.133	6,95
Recettes diverses.....	1.687.568	6,95
TOTAL des recettes....	24.277.513	100,00

Les dépenses correspondantes se montent à 21.642.550 francs, en augmentation de 1.394.336 francs sur les dépenses de l'exercice précédent.

Elles se composent de :

		PROPORTION P. o/o dans le total.
Secours pécuniaires aux malades.....	5.777.963 ^f	26,70
Honoraires des médecins.....	2.917.363	13,48
Frais pharmaceutiques.....	3.593.598	16,60
Secours aux vieillards, infirmes et incurables.	1.652.007	7,64
Secours aux veuves et orphelins.....	461.721	2,13
Dépenses pour les enfants.....	83.444	0,39
Versements aux fonds de retraites.....	2.850.838	13,17
Frais funéraires.....	980.405	4,53
Frais de gestion.....	1.015.086	4,69
Dépenses diverses.....	2.310.125	10,67
TOTAL des dépenses...	21.642.550	100,00

Les trois premières rubriques représentent les dépenses de maladie proprement dites; elles atteignent 56,78 p. o/o des dépenses.

Les frais de gestion sont peu considérables et ne forment que 4.69 p. o/o des dépenses.

Le tableau suivant met en parallèle la recette générale moyenne et la dépense générale moyenne (non compris les affectations aux fonds de retraites), dans les sociétés approuvées, depuis 1889, évaluées par membre participant :

BUDGET MOYEN, PAR MEMBRE PARTICIPANT, DANS LES SOCIÉTÉS APPROUVÉES.

ANNÉES.	RECETTE MOYENNE par membre participant.	DÉPENSE MOYENNE par membre participant.	EXCÉDENT DE LA RECETTE MOYENNE sur LA DÉPENSE MOYENNE.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1889.....	23 43	17 88	5 55
1890.....	23 02	19 87	3 15
1891.....	23 16	18 87	4 29
1892.....	23 08	18 93	4 15
1893.....	22 60	18 59	4 01
1894.....	23 50	18 41	5 09
1895.....	23 21	18 89	4 32

Il est également intéressant de comparer à la dépense moyenne la cotisation moyenne versée par le sociétaire participant. Cette comparaison fait l'objet du tableau suivant :

RELATION ENTRE LA COTISATION MOYENNE PAR PARTICIPANT ET LA DÉPENSE MOYENNE
DANS LES SOCIÉTÉS APPROUVÉES.

ANNÉES.	HOMMES.			FEMMES.		
	COTISATION moyenne.	DÉPENSE moyenne.	DIFFÉRENCE.	COTISATION moyenne.	DÉPENSE moyenne.	DIFFÉRENCE.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1889.....	15 17	18 35	3 18	10 71	14 99	4 28
1890.....	14 84	20 71	5 87	10 59	17 11	6 52
1891.....	14 89	19 22	4 33	10 64	16 58	5 94
1892.....	14 93	19 36	4 43	10 74	16 03	5 29
1893.....	14 74	19 04	4 30	10 39	15 65	5 26
1894.....	14 86	18 79	3 93	10 80	15 83	5 03
1895.....	14 91	19 35	4 44	10 68	16 02	5 34

Les recettes des sociétés autorisées s'élèvent, pour 1895, à 8.571.556 francs, celles de l'année 1894 à 9.063.012 francs; c'est donc sur l'exercice précédent une diminution de 491.456 francs.

Elles comprennent :

		PROPORTION P. o/o dans le total.
Cotisations de membres honoraires.....	336.535 ^f	3,93
— des membres participants.....	4.718.413	55,43
— des enfants.....	82.580	
Amendes.....	166.496	1,94
Droits d'entrée.....	100.774	1,17
Intérêts des fonds placés.....	1.358.331	15,85
Dons manuels.....	707.369	8,25
Recettes diverses.....	1.151.058	13,43
TOTAL des recettes....	8.571.556	100,00

Les dépenses correspondantes se montent à 8.084.027 francs, en augmentation de 766.425 francs sur les dépenses du précédent exercice.

Elles se répartissent comme suit :

		PROPORTION P. o/o dans le total.
Secours pécuniaires aux malades.....	2.142.316 ^f	26,50
Honoraires des médecins.....	628.540	7,78
Frais pharmaceutiques.....	842.063	10,42
Secours aux vieillards, infirmes et incurables.	529.163	6,55
Secours aux veuves et aux orphelins.....	216.219	2,67
Dépenses pour les enfants.....	22.824	0,28
Versements aux fonds de retraites.....	2.455.927	30,38
Frais funéraires.....	244.092	3,02
Frais de gestion.....	309.277	3,82
Dépenses diverses.....	693.606	8,58
TOTAL des dépenses....	8.084.027	100,00

Les dépenses de maladie représentent 44,70 p. o/o du total des dépenses.

La proportion des frais de gestion, encore plus faible que dans les sociétés approuvées, n'est que de 3,82 p. o/o du total.

Voici, comme plus haut, les comparaisons de la dépense moyenne, par sociétaire, à la recette moyenne totale et à la cotisation moyenne :

BUDGET MOYEN, PAR MEMBRE PARTICIPANT, DANS LES SOCIÉTÉS AUTORISÉES.

ANNÉES.	RECETTE MOYENNE par membre participant.	DÉPENSE MOYENNE par membre participant.	EXCÉDENT DE LA RECETTE moyenne sur LA DÉPENSE moyenne.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1889.....	25 98	21 42	4 56
1890.....	26 53	23 37	3 16
1891.....	27 71	22 20	5 51
1892.....	28 75	21 01	7 74
1893.....	27 79	22 94	5 05
1894.....	27 13	21 85	5 28
1895.....	25 51	20 51	5 00

RELATION ENTRE LA COTISATION MOYENNE, PAR PARTICIPANT, À LA DÉPENSE MOYENNE,
DANS LES SOCIÉTÉS AUTORISÉES.

ANNÉES.	HOMMES.			FEMMES.		
	COTISATION	DÉPENSE	DIFFÉRENCE.	COTISATION	DÉPENSE	DIFFÉRENCE.
	moyenne.	moyenne.		moyenne.	moyenne.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1889.....	16 81	21 76	4 95	8 18	17 23	9 05
1890.....	17 13	23 81	6 68	8 64	18 27	9 63
1891.....	17 16	22 65	5 49	8 83	17 36	8 53
1892.....	17 26	21 22	3 96	8 85	17 79	8 94
1893.....	17 58	23 47	5 89	8 86	18 25	9 39
1894.....	17 19	22 27	5 08	9 43	17 52	8 09
1895.....	16 21	21 48	5 07	10 08	18 75	8 67

Dans les sociétés autorisées, comme, d'ailleurs, dans les sociétés approuvées, les cotisations des seuls membres participants sont manifestement insuffisantes pour pourvoir à la dépense moyenne que chacun d'eux occasionne à la mutualité (1). La cotisation des membres honoraires, ainsi que les ressources aléatoires, sont donc indispensables pour permettre aux sociétés de tenir tous leurs engagements statutaires et d'augmenter progressivement leurs fonds de réserve.

C'est dans les sociétés autorisées et pour les sociétaires femmes que l'écart entre la cotisation et la dépense atteint son plus haut chiffre.

FRAIS DE MALADIE.

Les frais de maladie, comprenant les secours en argent aux malades, les frais pharmaceutiques et les honoraires des médecins se sont élevés au total de 15.901.843 francs. Les secours en argent, pour 7.920.379 francs, forment 49,8 p. o/o de cette somme; les frais pharmaceutiques, pour 4.435.661 francs en représentent 27,9 p. o/o, et les honoraires des médecins, pour 3.545.903 francs, 22,3 p. o/o.

Nous donnons ci-dessous le montant moyen, par participant, des frais de maladie :

FRAIS DE MALADIE MOYENS PAR MEMBRE PARTICIPANT.

ANNÉES.	SOCIÉTÉS APPROUVÉES.			SOCIÉTÉS AUTORISÉES.		
	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.
	fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	
1889.....	12 58	10 62	12 27	10 42	10 48	10 43
1890.....	14 83	11 97	14 38	16 07	11 24	15 51
1891.....	13 71	11 29	13 38	15 93	11 45	14 53
1892.....	13 79	11 31	13 41	14 94	12 26	14 63
1893.....	13 53	10 79	13 10	15 04	11 39	14 60
1894.....	13 26	10 93	12 89	14 38	10 71	13 93
1895.....	16 53	16 10	16 52	18 76	16 87	18 20

(1) Les tableaux indiquent la dépense moyenne, déduction faite des versements aux fonds de retraites.

Parmi ces frais, l'élément le plus important est le secours en argent.

Voici, de même, le montant moyen de cette indemnité, par malade, par jour de maladie et par participant.

INDEMNITÉ MOYENNE DE MALADIE.

ANNÉES.	SOCIÉTÉS APPROUVÉES			SOCIÉTÉS AUTORISÉES.		
	par	PAR JOUR	PAR MEMBRE	par	PAR JOUR	PAR MEMBRE
	MALADE.	de maladie.	participant.	MALADE.	de maladie.	participant.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1889.....	19 61	1 25	5 63	27 22	1 42	7 96
1890.....	18 69	1 24	5 81	24 15	1 43	9 26
1891.....	18 37	1 22	6 08	24 45	1 44	8 58
1892.....	18 74	1 21	6 26	25 46	1 45	8 59
1893.....	18 31	1 20	6 11	22 54	1 42	8 42
1894.....	18 00	1 14	5 90	22 81	1 35	7 96
1895.....	22 00	1 33	7 74	29 83	1 52	9 53

Suivant les régions, la dépense moyenne de maladie, par participant, varie dans d'assez larges proportions. Dans les sociétés approuvées, cette moyenne, en 1895, a été de 16 fr. 53 pour toute la France. Par département, elle a varié de 19 fr. 85 (Bouches-du-Rhône) à 14 fr. 11 (Meurthe-et-Moselle).

Les secours aux vieillards, infirmes et incurables se sont montés en moyenne à 88 francs, par bénéficiaire, dans les sociétés approuvées, et à 117 fr. 55 dans les sociétés autorisées.

Les secours aux veuves et aux orphelins ont atteint le chiffre moyen de 74 francs par bénéficiaire dans les sociétés approuvées, et de 113 francs dans les sociétés autorisées.

Les frais funéraires ont été, en moyenne par décès, de 66 francs dans les sociétés approuvées, et de 66 fr. 55 dans les sociétés autorisées.

FONDS DE RETRAITES.

Le fonds de retraites global des sociétés approuvées s'élevait, au 31 décembre 1895, à 115.253.442 francs, pour 4.071 sociétés. Au 31 décembre 1894, il était de 109.333 493 francs, pour 3.966 sociétés. Il s'est ainsi produit une augmentation de 5.919.949 francs sur le fonds de retraites et de 105 sur le nombre des sociétés approuvées possédant un fonds de retraites. Si l'on compare le chiffre ci-dessus de 4.071 aux 7.696 sociétés approuvées, on voit qu'au 31 décembre 1895 il y avait 53 p. 0/0 de ces associations possédant un fonds de retraites.

Le nombre des pensionnés s'élevait à 36.944. Au 31 décembre 1894, le nombre des pensionnés était de 35.425. D'autre part, le montant des arrérages payés en 1895, sur le fonds de retraites, par la Caisse des dépôts et consignations, est de 2.640.604 francs (y compris la bonification de 36.285 francs accordée par l'État).

Il en résulte que l'arrérage moyen, par pensionné, servi sur le fonds de retraites, a été, en 1895, de

$$\frac{2.640.604^f}{\frac{1}{2}(35.425 + 36.911)} = 72 \text{ francs.}$$

Le nombre des sociétés possédant un fonds de retraites ainsi que le montant du fonds global ont été constamment en croissant. L'arrérage moyen, par contre, n'a pas sensiblement varié :

FONDS DE RETRAITES.

ANNÉES.	NOMBRE DE SOCIÉTÉS approuvées possédant un fonds de retraites.	MONTANT TOTAL des fonds de retraites.	ARRÉRAGES MOYENS par pensionné.
		francs.	francs.
1885.....	3.247	59.334.000	75
1886.....	3.334	64.492.000	76
1887.....	3.420	69.557.000	76
1888.....	3.504	74.959.000	75
1889.....	3.589	80.463.000	76
1890.....	3.677	85.875.000	75
1891.....	3.742	91.230.000	76
1892.....	3.829	97.791.000	74
1893.....	3.886	103.522.000	73
1894.....	3.966	109.333.000	74
1895.....	4.071	115.253.442	72

En outre, indépendamment de ces pensions viagères servies par la Caisse nationale des retraites, les sociétés approuvées servent des pensions dont les arrérages sont directement prélevés sur leurs fonds de réserve disponibles.

Voici le montant annuel de ces pensions et les arrérages moyens :

PENSIONS SERVIES SUR LES FONDS DE RÉSERVE.

ANNÉES.	MONTANT des pensions.	ARRÉRAGE moyen.
	francs.	francs.
1885.....	959.594	127
1886.....	1.052.726	133
1887.....	1.184.748	138
1888.....	1.452.875	154
1889.....	1.238.330	130
1890.....	1.259.365	86
1891.....	1.359.607	91
1892.....	1.469.201	83
1893.....	1.329.912	78
1894.....	1.433.072	85
1895.....	1.960.200	95

Parmi les sociétés autorisées, il y en avait, en 1895, 62 qui allouaient des pensions de retraite. C'est d'ailleurs la leur but principal, sinon exclusif. Plusieurs d'entre ces sociétés spéciales de retraite accordent, en outre, divers secours, mais aucune n'assure les frais de maladie.

Au 31 décembre 1895, ces 62 sociétés comptaient 44.506 membres participants, et possédaient un fonds de retraites total de 516.923 francs.

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 1895.

L'avoir total des sociétés de secours mutuels s'élevait, au 31 décembre 1895, à 226.982.120 francs. Au 31 décembre 1894, il était de 217.116.386 francs. Il a augmenté, par suite, pendant l'exercice, de 9.865.734 francs, soit de 4,5 p. o/o.

L'avoir total des sociétés, au 31 décembre 1895, se composait de :

		P. o/o du total général.
Fonds disponibles des sociétés approuvées....	73.490.595 ^f	32,4
Fonds de retraites des sociétés approuvées....	115.253.442	50,8
Avoir total des sociétés approuvées.....	188.744.038	83,2
Avoir total des sociétés autorisées.....	38.238.082	16,8
AVOIR TOTAL de l'ensemble des sociétés...	226.982.120	100,0

OPÉRATIONS ET SITUATION

DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

DES OUVRIERS ET EMPLOYÉS DES MINES EN 1896 (1).

Les sociétés de secours instituées en faveur des ouvriers et employés des mines par application de la loi du 29 juin 1894, et dont l'organisation date du 1^{er} juillet 1895, ne se distinguent des sociétés de secours mutuels ordinaires que par le caractère obligatoire de l'affiliation des participants et du versement de l'exploitant. Comme les autres, elles ont pour objet principal d'allouer des secours en argent et de fournir des soins médicaux et pharmaceutiques à leurs membres, en cas de maladie ou d'incapacité de travail, et d'assurer, en cas de décès, des petites subventions à leurs familles. En outre, en certains cas, elles accordent des secours et des soins aux femmes, enfants et ascendants des participants, prévoient des secours journaliers en faveur des femmes et enfants des sociétaires appelés sous les drapeaux,

(1) Extrait de la *Statistique de l'industrie minière en France* pour l'année 1896.

ainsi que des allocations exceptionnelles aux veuves et orphelins de membres décédés.

Ces caisses sont alimentées par une retenue sur le salaire de chaque ouvrier et employé, dont la quotité est fixée par le conseil d'administration de la société sans pouvoir dépasser 2 p. o/o du salaire ni 48 francs par an, et par un versement de l'exploitant égal à la moitié de celui des ouvriers ou employés. Elles reçoivent en outre les sommes accordées par l'État sur les fonds de subventions aux sociétés de secours mutuels, les dons et legs et le produit des diverses amendes.

Ce n'est en réalité qu'à partir du 1^{er} janvier 1896 que ces sociétés ont commencé à fonctionner normalement; voici les résultats obtenus pendant l'exercice 1896 :

En 1896, 190 sociétés fonctionnant dans 34 départements groupaient 154.696 participants. Ce dernier chiffre comprend, en dehors des ouvriers du fond et du jour, les employés occupés dans les bureaux du siège social et un certain nombre d'ouvriers des industries annexes, que la loi autorise à s'inscrire aux sociétés. Le plus souvent, tous les ouvriers et employés d'une même entreprise forment une seule société; dans quelques exploitations importantes seulement, ils sont groupés en diverses sociétés correspondant aux fosses.

Au point de vue de la nature des mines, les sociétés se distribuent comme suit :

	SOCIÉTÉS.	MEMBRES.
Mines de combustibles.....	143	144.206
— de fer.....	25	5.058
— métalliques.....	15	4.128
— de sel.....	4	616
— de schistes bitumineux et de soufre.....	3	688
	190	154,696

Le nombre des malades s'est élevé en 1896 à 103.981 (soit 67,22 membres malades pour 100 sociétaires), et celui des jours de maladie à 1,543,874 (soit 14,85 jours par malade et 9,98 jours par sociétaire).

Le tableau suivant indique comment se décompose le total des recettes (4.876.413 francs) réalisées par les 190 sociétés :

	RECETTES.				Moyenne par membre participant.
	francs.				francs.
Retenues sur les salaires.....	2.956.753	soit	60,5 p. o/o		19,07
Versements de l'exploitant.....	1.478.632	—	30,3	—	9,56
Amendes pour infraction aux statuts de la société.....	694	—	0,1	—	0,004
Amendes pour infraction aux règle- ments de l'entreprise.....	300.798	—	6,2	—	1,94
Intérêts des fonds.....	20.970	—	0,4	—	0,14
Prélèvement sur les réserves.....	14.635	—	0,3	—	0,09
Recettes diverses (y compris les dons manuels.).....	109.533	—	2,2	—	0,71
TOTAL.....	4.876.413	—	100,0	—	51,52

Quant aux dépenses, elles se sont élevées à 4.350.041 francs. D'après le mode de fonctionnement des sociétés, et sous cette réserve que les sociétés n'ont pas distribué également certains secours non obligatoires, la moyenne par participant ressort à 28 fr. 12; le total se répartit comme suit :

DÉPENSES.

NATURE DES DÉPENSES.		NOMBRE DE SOCIÉTÉS.	NOMBRE de PARTICIPANTS	DÉPENSES.		OBSERVATIONS.
				MONTANT DE LA DÉPENSE		
				totale.	par participant.	
				francs.	fr. c.	
Frais médicaux.	Participants seuls.....	12	16.951	75.334	(1) 4 50	(1) 8 fr. 60 par malade et 0 fr. 54 par jour de mala- die.
	Participants et leurs fa- milles.....	130	111.344	476.189	4 27	
Frais pharmaceu- tiques.	Participants seuls.....	11	17.414	103.795	(2) 5 90	(2) 11 fr. 32 par malade et 0 fr. 75 par jour de mala- die.
	Participants et leurs fa- milles.....	128	118.028	1.107.410	9 38	
Frais de traitements des participants dans les hôpitaux.....		71	95.651	27.913	0 29	(3) 18 fr. 59 par malade et 1 fr. 31 par jour de mala- die.
Secours statutaires aux participants malades.....		187	154.515	1.950.832	(3) 12 62	
Frais funéraires.	Participants seuls.....	85	53.595	11.397	0 27	
	Participants et leurs fa- milles.....	65	94.889	66.255	0 69	
Versements à la Caisse nationale des retraites.....		142	129.637	49.877	0 38	
Secours supplémentaires à des partici- pants malades.....		121	121.479	95.776	0 92	
Secours à des participants devenus in- firmes.....		38	48.976	38.660	0 78	
Secours aux familles des participants décédés.....		80	92.199	55.688	0 63	
Secours aux familles des participants réservistes ou territoriaux.....		80	98.744	105.516	1 06	
Indemnités diverses aux participants et à leurs familles.....		63	72.294	47.418	0 66	
Frais d'administration, de direction et frais judiciaires.....		149	143.546	85.956	0 60	
Jetons de présence aux administra- teurs.....		70	103.997	20.084	0 19	
Indemnités aux membres du bureau et aux visiteurs des malades.....		63	68.102	28.941	0 42	
TOTAL.....	.....	.....	.....	4.350.041	.....	

L'année 1896 s'est soldée par un excédent de recettes de 526.373 francs qui, joint à l'encaisse des sociétés au 1^{er} janvier, formait en fin d'exercice une réserve totale de 1.331.381 francs.

Seules, 4 sociétés groupant ensemble 942 membres ne possédaient aucune réserve : dans 2 d'entre elles (770 membres) les dépenses ont été égales aux recettes; dans les 2 autres, il y a eu un léger déficit.

DÉMOGRAPHIE ET STATISTIQUE.

La population française en Belgique (1). — Le nombre des Français établis en Belgique était de 45.430 au recensement de 1890 et on peut estimer qu'il est compris entre 45.000 et 50.000 aujourd'hui.

Nos nationaux ont fondé ou dirigent divers établissements dont un grand nombre occupent une place importante dans les industries auxquelles ils ressortissent.

Parmi ceux-ci, nous citerons diverses maisons de confection, de nouveauté, de parfumerie, d'orfèvrerie, de fabrication des pianos, de construction mécanique, à Bruxelles et dans le Brabant; une manufacture de papier à cigarettes, des mines, des chantiers de constructions navales à Anvers, une usine à gaz, une fabrique d'allumettes, une manufacture de caoutchouc, une vinaigrerie, une filature, des ateliers de construction mécanique, des magasins de confection à Gand et dans la Flandre orientale; une grande entreprise de canalisation d'eau et une vaste exploitation de mines et fonderie de zinc, une fabrique d'armes de luxe, une imprimerie, des maisons de confection, des hôtels, des restaurants à Liège et dans la province; des papeteries et une fabrique de produits chimiques dans la province de Namur; une fabrique de produits céramiques, une minoterie, des maisons de confection, une fabrique de bouchons, une scierie de courroies, une maison de produits chimiques, des ateliers de construction mécanique, des forges, fonderies et laminiers, des fabriques d'agglomérés de briquettes, de glaces, des verreries et, enfin, divers charbonnages dans le Hainaut.

La répartition de la population française dans les diverses provinces de la Belgique est indiquée par le tableau suivant. On y trouve également le rapport p. o/o de cette population à la population totale des provinces.

DÉSIGNATION DES PROVINCES.	POPULATION FRANÇAISE.	
	Nombres absolus.	Rapport p. o/o à la population totale.
Anvers.....	1.733	2,48
Brabant.....	11.946	10,80
Flandre occidentale.....	5,013	6,79
Flandre orientale.....	1.243	1,31
Hainaut.....	17.009	16,22
Liège.....	3.981	5,26
Limbourg.....	89	0,40
Luxembourg.....	1.941	9,17
Namur.....	2.475	7,38
TOUTE LA BELGIQUE.....	45.430	7,49

1) D'après une communication du Ministre de la République française à Bruxelles.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Les grèves en février. — Le *Reichsanzeiger* signale dans le courant de février 34 déclarations de grèves. Les industries les plus éprouvées ont été celle du travail du bois (10 grèves), celle du travail des métaux (8 grèves) et celle du bâtiment (5 grèves), 2 grèves ont été déclarées pour protester contre le renvoi d'ouvriers syndiqués, les autres grèves pour obtenir une modification dans les salaires ou dans la durée du travail, notamment 2 grèves pour protester contre une réduction des salaires. Dans 4 cas, à la suite du commencement de grève, les ateliers ont été fermés et les ouvriers, même les non-grévistes, renvoyés.

Sur 9 grèves dont on a appris la fin en février, 4 se sont terminées par une entente, 2 par un succès pour les ouvriers, les 3 autres par un échec. La grève des cordonniers de Berlin qui, grâce à l'entremise du bureau de conciliation, était annoncée comme terminée au commencement de février, a donné lieu à de nouveaux pourparlers relatifs à un bureau de placement organisé par les patrons et que les ouvriers voudraient diriger.

Participation des assurances ouvrières aux soins accordés aux malades atteints d'affections pulmonaires (1). — Au deuxième congrès général du Comité central des maisons de santé pour maladies des bronches, M. le directeur Gebhardt de Lubeck a fait les communications suivantes : en 1897, 27 assurances contre l'invalidité et la vieillesse ont fait usage de la faculté qui leur était laissée par l'article 12 de la loi sur l'invalidité et la vieillesse, d'entreprendre la guérison des personnes assurées. Plusieurs assurances n'ont eu à s'occuper que de quelques cas; celle qui en a eu le plus a traité 616 cas. 4,300 personnes ont été envoyées dans des maisons de santé par les 27 assurances pour y subir un traitement approprié. C'est ainsi que les assurances des villes hanséatiques ont envoyé 616 individus, le duché de Bade 558, le Hanovre 400, la Saxe 350, la Hesse 280, la Westphalie 275, le Wurtemberg 247, la Thuringe 215, Berlin 160, le Brunswick 150, la Prusse rhénane 114, la Silésie 15, l'Alsace-Lorraine 5, etc. D'autre part, des organisations particulières ont fait soigner leurs adhérents : ainsi, la caisse de secours des ouvriers des salines, des chemins de fer et des transports par bateaux à vapeur, à Carlsruhe, a fait traiter 75 personnes; la caisse corporative de secours de l'Allemagne du Nord, à Halle, 70 personnes; la caisse de secours des ouvriers des chemins de l'État prussien, à Berlin, 15 personnes, etc. Au total, y compris 4.300 personnes déjà mentionnées plus haut, 4,480 individus (3.500 hommes et 980 femmes). 48 personnes ont été traitées dans des cliniques, 4.432 dans des maisons de santé, soit 344 personnes dans des maisons de santé appartenant aux assurances, 138 dans des maisons spécialement louées et aménagées à cet effet,

(1) D'après le *Reichsanzeiger*.

1,330 dans des maisons de santé des sociétés de bienfaisance, 1,370 dans des maisons de santé de médecins ou de particuliers, 1,150 dans des stations de cure d'air. 1,051,000 marcs ont été employés à soigner ces maladies pulmonaires. Sur ces 1,051,000 marcs, 158,000 ont été fournis à titre de secours par les caisses-maladies, si bien que l'assurance-invalidité n'a eu à supporter que 893,000 marcs. 1,060,000 marcs ont été nécessités par l'installation des maisons de santé des maladies pulmonaires appartenant aux assurances; de nouvelles installations du même genre sont projetées ou sont déjà commencées.

Conditions du travail dans les établissements de l'Amirauté ⁽¹⁾. — Les renseignements qui suivent portent sur une population ouvrière de 13,580 travailleurs.

Pour l'ensemble de ceux-ci, la durée normale de la journée de travail est comprise entre 9 et 10 heures, non compris le repos de midi, mais y compris celui de 15 minutes, le matin, accordé dans la plupart des établissements et celui de 4 heures du soir accordé dans quelques-uns. On évite autant que possible les heures supplémentaires et le travail du dimanche. Près des trois quarts du personnel considéré sont attachés aux chantiers de Dantzig, Kiel et Wilhelmshaven.

Le tableau ci-après indique les salaires moyens (y compris le travail aux pièces et les heures supplémentaires) payés à certaines catégories d'ouvriers dans la première moitié de l'exercice 1897-1898. Ce salaire moyen est obtenu en divisant le total des salaires payés pendant les 6 mois considérés par le nombre total des journées de travail effectuées. Il n'a pas été tenu compte des allocations de maladie payées aux ouvriers, ni des retenues qu'ils subissent pour les diverses assurances obligatoires.

CATÉGORIES DE PROFESSIONS.	SALAIRE MOYEN journalier. francs.
GRÉMENT DES NAVIRES ET TRAVAUX DE CONSTRUCTIONS MARITIMES :	
Gréeurs, voiliers, charpentiers, maçons, canotiers et éclusiers.....	4 40
CONSTRUCTION DES NAVIRES :	
Constructeurs, charpentiers de marine, serruriers, ajusteurs, menuisiers, peintres.....	5 35
MACHINES ET TORPILLES :	
Monteurs, mouleurs, chaudronniers en fer et en cuivre, tourneurs sur métaux, etc.....	5 85
MÉCANICIENS, CHEFS CHAUFFEURS ET CHAUFFEURS.....	4 45
POINTEURS, COMMISSIONNAIRES, GARÇONS DE BUREAU, ETC.....	4 25
MANŒUVRES.....	3 60
APPRENTIS ET GAMINS.....	1 60
FEMMES (blanchisseuses, lingères, etc.).....	2 75

Le commerce extérieur de l'Empire d'Allemagne en 1897. — D'après le Bureau impérial de statistique, la valeur des importations a été, en 1897, de

(1) *Labour gazette*, d'après un rapport déposé au *Reichstag*, communiqué par l'Ambassadeur d'Angleterre à Berlin.

4,832,891,000 mres, contre 4,557,951,000 en 1896, et 4,216,111,000 en 1895, soit une augmentation de plus de 274 millions pour 1896 et 586 millions pour 1897; le montant des importations de métaux précieux a été de 155,182,000 mres contre 228,692,000 en 1896 et 106,176 en 1895. L'augmentation des importations a porté principalement sur les cotons et les étoffes de coton, les produits chimiques, le fer, les peaux, le bois, les machines et instruments, le cuivre, les objets et ouvrages en cuir, l'huile, le pétrole, la soie, les bestiaux, etc., tandis qu'une diminution s'est produite dans l'importation des métaux précieux, du lin, de la laine et des étoffes de laine.

Pour l'exportation, l'augmentation a porté sur les lainages, les produits chimiques, les céréales, les cuirs et peaux, le bois, les machines et instruments, les objets et ouvrages en cuir, et surtout sur les sucres et la houille; une diminution a été constatée, notamment dans le fer et dans les ouvrages en fer, les minerais, les métaux précieux, la soie et les ouvrages en soie, les vêtements et la lingerie, les cotons et les ouvrages en coton.

BELGIQUE.

L'industrie houillère de la Belgique en 1896. — On trouvera ci-après quelques chiffres extraits de la *Statistique annuelle des mines, minières, carrières, usines métallurgiques et appareils à vapeur de Belgique*, publiée dans les *Annales des mines de Belgique* (t. II).

L'industrie houillère a été desservie par 2.215 moteurs à vapeur d'une puissance globale de 142.205 chevaux : soit 38 moteurs, représentant 3.144 chevaux de plus qu'en 1895.

Le nombre d'ouvriers occupés a été de 119.246 travailleurs (soit 289 de plus qu'en 1895) ainsi répartis :

	À L'INTÉRIEUR.	À LA SURFACE.
HOMMES ET GARÇONS :		
Au-dessous de 16 ans.....	80.911	21.376
De 14 à 16 ans.....	4.229	1.524
De 12 à 14 ans.....	1.552	1.044
FEMMES ET FILLES :		
Au-dessous de 21 ans.....	597	1.520
De 16 à 21 ans.....	291	3.768
De 14 à 16 ans.....	»	2.434
TOTAUX.....	87.580	31.666

De la comparaison de ces chiffres avec ceux des années précédentes il résulte :

1° Que de l'année 1891 (qui a précédé celle de la mise en vigueur dans les mines de la loi du 13 décembre 1889 sur le travail) à l'année 1896, le nombre des femmes et des filles occupées à l'intérieur des travaux a diminué de 3.691 à 888 unités, soit de *trois quarts* ;

2° Que dans le même temps le nombre des garçons au-dessous de 16 ans, également employés dans les travaux souterrains, a diminué de 8.618 à 5.781 unités, soit de *très près d'un tiers*.

Il y a lieu d'ajouter qu'en 1896 l'âge minimum des jeunes filles qui pouvaient être admises par continuation dans les travaux s'est élevé à 18 ans. Pour l'année courante (1897), il ne peut être moindre que 19 ans.

Encouragement à la prévoyance ouvrière dans le Hainaut(1). — Comme en 1897, le conseil provincial du Hainaut a inscrit à son budget, en 1898, un crédit de 50,000 francs destiné à allouer une prime à tout ouvrier ou ouvrière ayant son domicile dans la province qui, du 1^{er} janvier au 31 décembre 1898, aura fait ou fera à la Caisse de retraite, sous la garantie de l'État, un versement quelconque à son profit ou au profit d'un membre de sa famille (conjoint ou enfant).

D'après les dernières résolutions du conseil, ce versement pourra être opéré soit à capital abandonné, soit à capital réservé. Dans le premier cas, la prime sera égale à la moitié du versement sans qu'elle puisse dépasser 25 francs; dans le second cas, elle sera égale au quart du versement sans être supérieure à 12 fr. 50.

L'épargne scolaire. — Au 31 décembre 1894 le nombre total des écoles primaires de toute nature en Belgique, pour garçons et filles (2) était de 8.538 avec 988.881 élèves (494.780 garçons et 494.101 filles).

On pratiquait l'épargne dans 5.684 écoles soit 66 p. o/o du nombre total de celles-ci. 214.084 enfants (116.792 garçons et 97.292 filles), soit 22 p. o/o de la population scolaire totale, possédaient un livret et 46.274 enfants, soit 4,7 p. o/o (23.900 garçons et 22.374 filles), épargnaient sans encore en avoir un. Le montant total de leur épargne était de 5.472.398 francs (2.889.868 francs aux garçons et 2.582.530 aux filles).

Les sociétés scolaires de tempérance. — Au 31 décembre il y avait en Belgique 4.026 écoles primaires de garçons ou mixtes (dont 3.069 communales et 957 adoptées ou subventionnées) avec 104.297 élèves. Sur ce nombre, 1.834 écoles, soit 45 p. o/o, possédaient des sociétés de tempérance groupant 34.158 élèves garçons de 11 ans au moins, soit 33 p. o/o de la population scolaire totale.

Depuis la fondation de l'œuvre, 64.344 élèves ont pris l'engagement de renoncer à l'usage des boissons fortes.

(1) *Revue du travail* de l'Office du travail de Belgique.

(2) Y compris les écoles gardiennes et les sections d'enseignement primaire annexés à des établissements d'instruction d'autres degrés.

DANEMARK.

Loi du 15 janvier 1898 sur l'assurance contre les accidents. — La responsabilité des patrons en cas d'accidents du travail vient d'être l'objet d'une loi promulguée le 15 janvier 1898, et dont voici les principales dispositions :

Étendue d'application de la loi. — Le droit aux indemnités accordées, en cas d'accident survenu dans le travail, s'étend à tous les ouvriers et apprentis des exploitations industrielles, des mines, carrières et chantiers de construction, des entreprises de transports, des magasins et entrepôts, et, en général, de toute exploitation soumise, en raison du travail mécanique qui s'y effectue, à l'inspection des fabriques. Les employés ne sont admis au bénéfice de la loi que s'ils participent directement à la partie technique mécanique de l'exploitation. Sont exclues toutes les personnes dont le gain annuel dépasse 2.400 couronnes (1) (3.000 francs environ). Enfin, les accidents causés soit volontairement, soit par négligence grave ne donnent pas droit à indemnité (art. 1 à 4).

Taux des indemnités.

1° En cas d'incapacité absolue de travail dont les conséquences définitives ne sont pas encore fixées, il est alloué au blessé, à partir de l'expiration de la troisième semaine, une indemnité journalière égale à $\frac{3}{5}$ du salaire quotidien, avec minimum de 1 couronne et maximum de 2 couronnes par jour. Si l'incapacité est partielle, l'indemnité ci-dessus est réduite en raison de la capacité de travail restante ;

2° Quand l'incapacité de travail est considérée comme permanente, l'indemnité est allouée à la victime sous forme de capital. Si l'incapacité de travail est absolue, le capital est égal à 6 fois le salaire annuel, avec minimum de 1.800 couronnes et maximum de 4.800 couronnes. Si l'incapacité est partielle, le capital alloué est une fraction de la somme précédente, calculée en raison de la capacité de travail restante. De plus, le blessé reçoit l'indemnité journalière, calculée d'après les règles indiquées au n° 1 ci-dessus, pour une période de 13 semaines. De la somme ainsi calculée on déduit le montant de l'allocation journalière qui a été déjà attribuée au blessé par application des dispositions du n° 1. Les blessés âgés de plus de 30 ans et de moins de 55 ans peuvent demander la transformation en rente viagère du capital qui leur est dû ;

3° Quand l'accident entraîne la mort les ayants droit reçoivent une indemnité funéraire de 50 couronnes et une somme égale à 4 fois le salaire annuel du défunt, avec minimum de 1.200 couronnes et maximum de 3.200 couronnes. Le Conseil d'assurance ouvrier détermine le mode suivant lequel cette somme doit être partagée entre les ayants droit. (Art. 5 et 18.)

Garantie des indemnités. Modes d'assurance.

Le chef d'entreprise peut rester son propre assureur. Il est, dans ce cas, garant des indemnités, et les victimes d'accidents ainsi que leurs ayants droit ont leur créance privilégiée en vertu de l'article 33 de la loi sur les faillites.

Le chef d'entreprise peut se décharger de son risque, en s'assurant à une société d'assurance mutuelle ou anonyme reconnue et approuvée par l'État. Toute disposi-

(1) La couronne danoise a une valeur nominale de 0 gr. 4632 d'or, soit 1 fr. 3892.

tion du contrat de travail qui consisterait à faire supporter, dans ce cas, à l'ouvrier tout ou partie de la prime d'assurance, est nulle de plein droit. (Art. 8 à 11.)

Conseil d'assurance ouvrière.

Il est créé un *Conseil d'assurance ouvrière* qui se compose d'un président et de deux membres, dont un médecin, nommés par le roi, de deux patrons et de deux ouvriers appartenant aux exploitations assujetties. Les patrons sont désignés par le Ministre de l'intérieur, et les ouvriers élus par les membres des caisses de maladie.

Le Conseil reçoit les déclarations d'accidents et fixe les indemnités en capital, les indemnités journalières étant déterminées par accord entre les parties intéressées. Si cet accord n'intervient pas, le Conseil statue en dernier ressort. (Art. 13 à 21.)

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en février (1). — Amélioration marquée, quoique la situation de l'année dernière ne soit pas regagnée, un assez grand nombre de mécaniciens encore en chômage et qui ne figuraient pas dans les statistiques des mois précédents alourdissent les chiffres ci-dessous : 4,4 p. o/o de chômeurs dans 116 trade-unions groupant 466.362 membres, contre 4,96 p. o/o en janvier 1898 et 3,0 p. o/o en février 1897.

En un jour de la deuxième semaine de février 1898, l'assistance publique a secouru 342.928 personnes, soit 217 p. 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 215 en janvier 1898 et 215 en février 1897.

5.24 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits de houillères employant 435.914 mineurs, contre 5,06 en janvier 1898 et 5,34 en février 1897.

356 hauts fourneaux en marche à la fin de février 1898, avec 23.575 ouvriers, contre 354 en janvier 1898 et 352 en février 1897.

Grèves. — 25 nouvelles grèves en décembre avec 3.568 chômeurs, contre 28 avec 6.795 en janvier 1898, et 58 avec 23.631 en février 1897 ; — 6 grèves dans le bâtiment, 4 dans les mines et carrières, 5 dans les métaux, 5 dans les textiles. Sur 25 grèves terminées, anciennes et nouvelles, 7 succès, 9 transactions, 9 échecs.

La journée de huit heures dans l'industrie anglaise (2). — Le tableau ci-après montre les progrès de la journée de huit heures pendant les quatre années 1893-1896.

On y trouve les nombres d'ouvriers dont la durée quotidienne de travail a été réduite à huit heures ou bien a été, au contraire, ramenée de huit heures à sa durée

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

(2) Board of trade (*Labour Department*). *Fourth annual report on changes in wages and hours of labour in the United Kingdom, 1896.* (Londres, 1897.)

antérieure. Parmi ces ouvriers, on a distingué ceux de l'industrie privée et ceux qui sont employés dans des établissements appartenant aux autorités publiques.

DÉSIGNATION.	ANNÉES				TOTALS pour les 4 années.
	1893.	1894.	1895.	1896.	
Nombres d'ouvriers :					
dont la journée de travail a été réduite à huit heures :					
1 ^{re} Industrie privée.....	1.304	8.690	163(1)	565	10.722
2 ^e Etablissements publics.....	229	43.400	869	935	45.421
ENSEMBLE.....	1.533	52.090	1.032	1.388	56.143
dont la journée de travail a été ramenée de huit heures à sa durée antérieure :					
Industrie privée.....	"	"	723	263	986
(1) 55 de ces ouvriers sont revenus à leur journée antérieure en mars 1897.					

On voit que l'année 1894, qui a été marquée par l'introduction de la journée de huit heures dans les établissements de l'État, a été également celle durant laquelle le mouvement a fait les plus grands progrès dans l'industrie privée.

En mars 1897, le nombre des ouvriers revenus à leur journée antérieure était de 1,041 (1). Il restait donc à l'actif des quatre années 55,102 bénéficiaires de la journée de huit heures. De ce nombre, 45,421 étaient employés dans des établissements appartenant aux autorités publiques. Les 9,681 autres se classaient dans les industries suivantes :

Travail du fer.....	563
Idem deacier.....	500
Idem du cuivre et d'autres métaux.....	370
Construction navale et construction mécanique.....	1.193
Mines de charbon.....	651
Industries textiles.....	120
Industries de la chaussure.....	484
Industries du livre.....	1.058
Industries chimiques.....	419
Fabrication des munitions.....	2.000
Divers.....	1.833
TOTAL PARER.....	<u>9.681</u>

Les accidents mortels en 1896 et 1897 dans l'industrie, les mines et carrières, la marine marchande et les chemins de fer(2). — Le tableau

(1) 986 + 55 (voir la note en bas du tableau). — 56.143 - 1.041 = 55.102.

(2) *Labour gazette*.

ci-après de ces accidents ne concerne que les industries pour lesquelles les nombres correspondants de travailleurs peuvent être connus avec une approximation suffisante. Ces nombres sont indiqués au tableau :

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	NOMBRE DE TUÉS en		PERSONNEL DES INDUSTRIES aux dernières évaluations.	NOMBRE DE TUÉS par 10.000 ouvriers.
	1896.	1897.		
1° MINES :				
Ouvriers du fond..... { Mines de charbon.....	902	826	557.026	14.8
{ Mines métallifères.....	33	41	19.293	21.2
TOTAUX pour le fond.....	935	867	576.325	15.0
Ouvrier du jour..... { Mines de charbon.....	123	97	135.658	7.1
{ Mines métallifères.....	11	13	13.820	9.4
TOTAUX pour le jour.....	134	110	149.478	7.4
2° CARRIÈRES DE PLUS DE 6^m DE PROFONDEUR :				
Carrières souterraines.....	90	93	56.123	16.6
Carrières à ciel ouvert.....	46	45	56.706	7.9
TOTAUX pour les carrières.....	136	138	112.829	12.2
3° MARINE MARCHANDE (y compris environ 3,000 bateaux de pêche de plus de 15 tonnes).....	1.818	1.642	233.780	70.2
4° CHEMINS DE FER :				
Accidents causés par les véhicules en mouvement.....	447	502	465.112	11.9
Autres accidents dans l'enceinte des chemins de fer.....	43	53		
TOTAUX pour les chemins de fer.....	490	555	465.112	11.9
5° AUTRES INDUSTRIES.....	490	516	3.555.870	1.5
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	4.003	3.828	5.093.394	7.5

ITALIE.

Les grèves en 1896 (1). — On a compté 210 grèves en 1896 dans l'industrie italienne (2) avec 96.051 grévistes et 1.152.503 journées de travail perdues, ce qui fait ressortir la durée moyenne du chômage d'un gréviste à 12 jours.

En ne comprenant pas dans ces chiffres ceux qui se rapportent à la grève des tresseuses de paille de Florence (3) (40.950 grévistes avec 614.250 journées de travail perdues), ils tombent à 209 — 55.101 — 538.253, et la durée moyenne de chômage devient 9.7 journées.

(1) *Statistica degli scioperi* (1896). Voir à la bibliographie. Pour les années précédentes, voir *Bulletin* de 1897, p. 269; 1896, p. 574; 1895, p. 250.

(2) Non compris les grèves agricoles et les lock-out.

(3) Voir *Bulletin* de 1896, p. 376.

91 grèves (44 p. o/o) ont duré moins de 3 jours, 70 (33 p. o/o), de 4 à 10 jours, 49 (23 p. o/o) ont duré plus de 10 jours. On compte 148 grèves dans les 6 mois de mai à octobre et 62 grèves dans les 6 autres.

La Lombardie, la Sicile, la Toscane et le Piémont ont fourni 82 p. o/o des grèves de l'Italie et 92 p. o/o des grévistes, ainsi qu'il résulte du tableau ci-dessous :

	NOMBRE	
	de grèves.	de grévistes.
Lombardie.....	72	8.073
Sicile.....	57	31.985
Piémont.....	31	6.208
Toscane.....	12	42.894
ENSEMBLE.....	172	89.160
Autres provinces.....	38	6.891
Toute l'Italie.....	210	96.051

Les industries les plus éprouvées ont été les suivantes :

	NOMBRE	
	de grèves.	de grévistes.
Textiles.....	50	9.706
Paveurs, terrassiers, maçons et tailleurs de pierre....	14	3.015
Mines et solfatares.....	61	31.007
Chapelières (compris tresseuses de paille).....	6	41.560
Autres industries.....	79	10.763
ENSEMBLE.....	210	96.051

Les causes et les résultats de ces grèves peuvent se classer selon le tableau suivant, dans lequel on a fait abstraction de la grève des tresseuses de paille de Florence (première et dernière ligne).

CAUSE OU OBJET des GRÈVES.	NOMBRE				RÉSULTATS.							
	de grèves.	P. o/o du nombre total des grèves.	de grévistes.	P. o/o du nombre total des grévistes.	RÉUS- SITE complète.	P. o/o du TOTAL des grèves par cause.	RÉUS- SITE partielle.	P. o/o du TOTAL des grèves par cause.	ÉCHEC complet.	P. o/o du TOTAL des grèves par cause.	TOTAUX par cause.	P. o/o.
Pour une augmentation de salaire.....	110	53	37.772	68	17	43	28	26	35	31	110	100,0
Pour une diminution de la journée de travail....	6	3	980	2	4	67	"	"	2	33	6	100,0
Contre une réduction de salaire.....	26	12	5.723	10,5	9	35	8	30	9	35	26	100,0
Contre une augmentation des heures de travail....	2	1	267	0,5	1	50	1	50	"	"	2	100,0
Autres causes.....	65	31	10.359	19	17	26	14	21	34	52	65	100,0
ENSEMBLE.....	209	100,0	55.101	100,0	78	38	51	24	80	38	209	100,0

On voit que 136 grèves ($110 + 26$), soit 65 p. o/o du nombre total des grèves, se rapportent à des questions de salaires, qu'il y en a 116 ($110 + 6$), soit 56 p. o/o du même total, tendant à obtenir une amélioration des conditions principales du travail, et 28 ($26 + 2$), soit 13 p. o/o, faites pour résister à une aggravation de ces conditions. Parmi les 65 causes diverses, on trouve 28 questions de discipline et 11 questions de solidarité avec des ouvriers renvoyés.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE FÉVRIER 1898, EN CE QUI CONCERNE
LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Placement des ouvriers et employés. — *Sénat.* — Séances des 17 et 18 février 1898. — Deuxième délibération sur le PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, sur le placement des ouvriers et employés. — Adoption avec modifications.

Minimum de salaire. — *Chambre.* — Séance du 26 février 1898. — Proposition de loi portant faculté d'inscrire la clause du minimum de salaire dans les cahiers des charges des adjudications publiques, déposée par M. Dansette (Doc. parl. n°). Renvoyée à la Commission du travail.

Sociétés de secours mutuels. — *Sénat.* — Séance du 3 février 1898. — Dépôt, par M. H. Morel, d'un avis de la Commission des finances sur une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative aux sociétés de secours mutuels (Doc. parl. n° 32).

Séances des 10, 11 et 15 février 1898. — Discussion de la proposition de loi. — Urgence déclarée. — Adoption avec modifications. — Transmission à la Chambre des députés le 19 février (Doc. parl. n° 3053).

Livrets du travail et de l'épargne. — *Chambre.* — Séance du 4 février 1898. — Proposition de loi visant la création de livrets du travail et de l'épargne, déposée par M. E. Bérard (Doc. parl. n° 3008). Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Caisse de retraite. — *Sénat.* — Séance du 7 février 1898. — Dépôt, par M. Félix Martin, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Félix Martin et plusieurs de ses collègues sur les caisses de retraite des ouvriers et employés de l'industrie (Doc. parl. n° 36).

Séance du 24 février 1898. — Première délibération.

Assistance obligatoire aux vieillards et aux infirmes indigents. — *Sénat.* — Séance du 11 février 1898. — Rapport sommaire, par M. Saillard, sur la proposition de loi de M. Strauss sur l'assistance obligatoire aux vieillards et aux infirmes indigents (Doc. parl. n° 50).

Séance du 24 février. — Prise en considération.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

d'une part, les variations du salaire d'un point à l'autre du territoire, d'autre part, les variations des prix d'un certain nombre d'objets de première nécessité, on a mis en regard les deux séries de coefficients de manière à faciliter l'appréciation du salaire en nature à l'aide de la valeur du salaire en monnaie.

Une troisième partie est consacrée à des rapprochements entre les données ainsi obtenues sur les salaires à notre époque et les données fournies par les enquêtes antérieures : enquête générale de 1840-1845 et de 1860-1865, enquêtes annuelles du Service des mines, et enquêtes effectuées depuis 1853 par le Bureau de la statistique générale sur les salaires ordinaires de certaines catégories d'ouvriers dans les chefs-lieux de département.

ALLEMAGNE. — ROYAUME DE PRUSSE. BUREAU DE STATISTIQUE DE BERLIN. — *Résultats définitifs du dénombrement du 10 décembre 1892 en Prusse. Tome II. Le dénombrement des fermes* (1 volume in-4° de 535 pages. Berlin. Imp. de l'État, 1897).

OFFICE IMPÉRIAL DE STATISTIQUE. — *Dénombrement des professions et industries (du 14 juin 1895). Statistique professionnelle des États de la Confédération, tome III* (1 vol. in-4° de 696 pages. Berlin, Puttkammer et Mühlbrecht, 1897.)

Statistique professionnelle d'après les localités et les catégories d'importance de ces dernières (1 vol. in-4° de 574 pages. Berlin, Puttkammer et Mühlbrecht, 1897).

Résultats définitifs du recensement du 2 décembre 1895 en Prusse (avec un rapport sur l'exécution de ce recensement). Tome I^{er} (1 vol. in-4° de 204 pages. Berlin. Imp. de l'État).

Résultats de l'enquête sur la productivité des récoltes en Prusse pour l'année 1896 (1 vol. in-4° de 192 pages. Berlin. Imp. de l'État, 1897).

AUTRICHE. — COMMISSION ROYALE DE STATISTIQUE DE PRAGUE. — *Rapport administratif de la ville de Prague et de Carolinenthal, Snichow Weinberg et Zizkow, pour les années 1893 et 1894* (1 vol. in-4° de 497 pages. Prague. Librairie « Narodní tiskárna a nakladatelstvo », 1896).

BELGIQUE. — MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — *Annuaire statistique de la Belgique pour 1896* (1 vol. in-8° de 383 et xxii pages. Bruxelles, 1897; J.-B. Stevens, édit.). — Citons spécialement dans la statistique de l'épargne et de la bienfaisance, les caisses d'épargne (publiques et privées), l'épargne scolaire, les sociétés scolaires de tempérance, les banques populaires, les sociétés de secours mutuels, les sociétés d'épargne pour l'achat des provisions d'hiver, la caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail, les Bourses du travail, les maisons ouvrières, les caisses de prévoyance des ouvriers mineurs.

Citons aussi dans la statistique de l'industrie, les ateliers d'apprentissage subsideés par l'État, les écoles industrielles, la statistique des principales industries en 1880, la statistique des accidents industriels, les conseils de prud'hommes et les conseils de l'industrie et du travail.

ITALIE. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. — *Statistica delle confraternite*, vol. II (1 vol. in-4° de 123 pages. Rome, 1898; tipogr. nazion.). — Statistique des confréries charitables et de quelques autres institutions analogues qui sont chargées en vertu de la loi du 23 décembre 1888 sur la sécurité publique (art. XI) de contribuer à l'entretien des individus reconnus incapables de travail et privés de moyen d'existence. Le premier volume concernait l'Italie septentrionale et centrale. Le deuxième fournit les renseignements relatifs à l'Italie méridionale et insulaire.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{IE}.

- Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers.** — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893)..... 8 fr.
- De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger.** — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893)..... 6 fr.
- Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes.** — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893)..... 1 fr. 50
- Salaires et durée du travail dans l'industrie française.**
- Tome I^{er} : *Seine*. — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893)..... 7 fr. 50
 - Tomes II et III : *Départements*. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896) chaque. 7 fr. 50
 - Tome III annexe : *Manufactures de l'État et chemins de fer*. — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896)..... 1 fr. 50
 - Tome IV : *Résultats généraux*. — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897)..... 6 fr.
 - Album graphique*. — 29 planches in-8° (1897)..... 4 fr.
- La petite industrie (salaires, durée du travail).**
- Tome I^{er} : *L'alimentation à Paris*. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893)..... 2 fr. 50
 - Tome II : *Le vêtement à Paris*. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896)..... 5 fr.
- Les associations ouvrières de production (en France)** — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897).
- Hygiène et sécurité des travailleurs dans les ateliers industriels, analyse et textes de la législation française et étrangère.** — 1 vol in-8° de 660 p. (1895)..... 5 fr.
- Documents sur la question du chômage.** — 1 vol. in-8° de 398 p. (1896)..... 4 fr.
- Minimum de salaire dans les travaux publics.** — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897).... 2 fr.
- L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.**
- Résultats financiers*. — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892)..... 1 fr. 50
 - Statistique des accidents de travail*. — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892)..... 1 fr. 50
- Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie.**
- En Allemagne*. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893)..... 1 fr. 50
 - En Autriche*. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893)..... 1 fr. 50
- Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.**
- 1^{re} partie : *Accidents*. — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894)..... 1 fr. 50
 - 2^e partie : *Maladie, Invalidité, Vieillesse*. — 1 vol in-8° de 229 p. (1895)..... 2 fr.
- Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage.**
- Années 1890 et 1891*. — 1 vol in-8° de 123 p. (1892)..... 1 fr. 50
 - Années 1892, 1893, 1894, 1895*. — 4 vol. in-8° de 1 fr. 50, 3 fr. 50, 3 francs et 3 fr.
 - Année 1896*. — 1 vol. in-8° de 358 p. (1897)..... 3 fr.
- Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.**
- Dén. général*. — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894)..... 15 fr.
 - Dén. des étrangers*. — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893)..... 7 fr. 50
- Annuaire statistique (1892-1894).** — 1 vol. in-8° Jésus de 783 p. (1894)..... 8 fr.
- Idem.* (1895-1896). — 1 vol. in-8° Jésus de 624 p. (1896)..... 8 fr.
 - Idem.* (1897). — 1 vol. in-8° Jésus de 520 p. (1897)..... 7 fr. 50
- Statistique annuelle (1890-1892).** — 1 vol. in-8° Jésus de 550 p. (1895).... 7 fr. 50
- Idem.* (1893). — 1 vol. in 8° Jésus de 257 p. (1896)..... 5 fr.
 - Idem.* (1894). — 1 vol. in-8° Jésus de 249 p. (1897)..... 5 fr.
- Annuaire des syndicats professionnels (1897).** — 1 vol. in-8° de 620 p. (1897).... 5 fr.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
Mouvement social en France.			
Revue du travail :			
Situation générale.....	226		
Analyse, par département, des renseignements fournis : 1 ^o par les associations patronales, etc.; 2 ^o par les correspondants.....	229		
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	238		
Renseignements divers :			
Adjudications; commerce extérieur; transports; prix courants divers; faillites; autorisations de bâtir; mont-de-piété de Paris.....	245		
Prix des denrées (1895-1897).....	250		
Production minérale, métaux, sucre.....	251		
Placement gratuit; placement par professions.....	253		
Assistance.....	259		
Mouvement syndical.....	260		
Les syndicats professionnels et Bourses de travail en 1897. (Suite et fin.).....	264		
Conciliation et arbitrage.....	268		
Les grèves en mars.....	273		
Institutions de prévoyance.....	276		
Les caisses d'épargne en 1896 et 1897....	276		
Les sociétés de secours mutuels en Algérie (1894-1897).....	280		
L'assurance collective contre les accidents en France.....	281		
Enquête de l'Office du travail sur les associations ouvrières de production.....	292		
Démographie et statistique.			
Les naturalisations en 1897. — La population de l'Algérie au recensement de 1896.	298		
Mouvement social à l'étranger.			
Allemagne : Les grèves en mars. — Le mouvement corporatif à Berlin.....	301		
Grande-Bretagne : Revue du travail en mars. — Grèves. — Grève des mineurs du pays de Galles. L'échelle mobile.....	302		
Suisse : Le rachat et le personnel des chemins de fer.....	305		
Actes et documents officiels.			
Décret du 24 février 1898 pour l'application de la loi du 2 novembre 1892.....	305		
Loi du 4 mars 1898 créant un Office national du commerce extérieur.....	306		
Loi du 1 ^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels.....	309		
État des travaux législatifs.....	319		
Jurisprudence.			
Accidents. — Risque professionnel.....	320		
Bibliographie.			

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts.

Armand COLIN et C^{ie}, éditeurs,
5, rue de Mézières.

Le *Bulletin de l'Office du travail* paraît tous les mois. — On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

PRIX DE L'ABONNEMENT	POUR LA FRANCE.....	2 fr. 50 par an.
	POUR L'UNION POSTALE.....	3 fr. 50 —

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

*Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie,
Direction de l'Office du Travail,
Rue de Varenne, 80,
PARIS.*

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : à *Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie.*

ÉCOLES NATIONALES D'ARTS ET MÉTIERS.

Concours d'admission en 1898.

Aux termes d'un arrêté ministériel en date du 19 mars, les épreuves écrites et les épreuves manuelles formant la première partie du concours d'admission dans les Écoles nationales d'arts et métiers auront lieu, en 1898, les 30 juin, 1^{er} et 2 juillet, dans les chefs-lieux des départements.

Les demandes d'admission au concours, accompagnées des pièces exigées par les règlements, doivent être adressées, *avant le 1^{er} mai*, au Préfet du département dans lequel la famille du candidat possède son domicile civil.

ÉCOLE NATIONALE PRATIQUE D'OUVRIERS ET DE CONTREMAÎTRES DE CLUNY.

Concours d'admission en 1898.

Aux termes d'un arrêté ministériel en date du 21 mars, les épreuves du concours d'admission à l'École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny auront lieu, en 1898, les 3, 4 et 5 octobre dans les chefs-lieux des départements.

Les demandes d'inscription devront être adressées par écrit, *avant le 1^{er} juin*, au Préfet du département dans lequel la famille du candidat possède son domicile civil.

Toutefois, les jeunes gens déjà portés sur la liste des candidats aux Écoles nationales d'arts et métiers pourront se faire inscrire jusqu'au 20 septembre 1898.

Pour tous renseignements relatifs aux programmes et conditions des deux concours ci-dessus, écrire sans affranchir :

A Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie.
Direction du Personnel, de la Comptabilité et de l'Enseignement technique,
101, rue de Grenelle,
PARIS.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Voici comment se résument les appréciations des 150 syndicats patronaux groupant 16.400 établissements où sont occupés environ 209.500 ouvriers sur l'état du travail à la fin de l'année dernière ou au commencement de l'année courante, par comparaison avec la situation qui existait un an auparavant :

	SYNDICATS.	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS.
Travail plus abondant.....	8 p. 0/0	10 p. 0/0	6 p. 0/0
Travail équivalent.....	47	53	64
Travail moins abondant.....	45	37	30
Prix de vente plus rémunérateurs....	8 p. 0/0	10 p. 0/0	11 p. 0/0
Prix de vente équivalents.....	43	34	30
Prix de vente moins rémunérateurs..	49	56	59

Les appréciations sur le mouvement des prix depuis trois mois se résument ainsi :

Prix de vente en hausse.....	27 p. 0/0	39 p. 0/0	15 p. 0/0
Prix sans variations.....	50	36	42
Prix de vente en baisse.....	23	25	43

Si l'on rapproche ces résultats de ceux parus dans le *Bulletin* de mars 1897, on remarque que la situation générale est à peu près stationnaire, mais avec une tendance à devenir moins bonne.

Durant le mois de mars, la situation s'est améliorée dans l'ensemble; le chômage a diminué et la journée de travail, grâce à un temps plus favorable a pu être augmentée; cependant la morte-saison d'hiver semble s'être prolongée plus longtemps que celle de l'an dernier.

Par rapport au mois dernier, une amélioration s'est produite dans l'industrie du livre, dans la préparation des cuirs et peaux, dans l'industrie du vêtement, de la chapellerie, dans la carrosserie, dans les ateliers de construction mécanique et principalement dans l'industrie du bâtiment (char-

peutiers, menuisiers, serruriers, carriers-tailleurs de pierre et maçons). Le travail a été encore actif dans les mines et dans l'industrie de la soierie. Il est resté stationnaire avec tendance quelquefois à devenir moins abondant dans l'industrie des produits alimentaires, l'huilerie, la ganterie, l'industrie cotonnière, dans les ateliers de teinturerie et d'apprêt et dans les entreprises des transport et de manutention.

L'élévation des prix de certaines denrées alimentaires signalée le mois dernier, des légumes notamment, s'est maintenue.

Parmi les 440 syndicats d'employés et d'ouvriers de l'industrie et du commerce, groupant 120.000 adhérents, qui ont fourni des rapports sur la situation au 15 mars, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu plus de 7 p. o/o, chiffre moins élevé que le mois dernier et qui correspond avec la reprise du travail dans un certain nombre d'industries, mais qui est plus élevé que celui de l'année précédente pendant le mois correspondant. 13 p. o/o des syndicats avec 15 p. o/o des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à même époque, 54 p. o/o des syndicats avec 62 p. o/o des adhérents le tiennent pour aussi abondant et 33 p. o/o des syndicats avec 23 p. o/o des syndiqués jugent qu'il a été plus faible.

SITUATION GÉNÉRALE.

HORTICULTURE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Grâce à une température plus favorable, les travaux dans les jardins ont bien repris; de même pour les travaux des champs, ce qui a fourni de l'ouvrage à de nombreux chômeurs, notamment aux bûcherons, pour lesquels la saison des coupes en forêt est presque terminée.

MINES. — CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de mars, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein). 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	6,03	"	"	"	"	100
Loire.....	6,00	"	"	"	"	100
Gard et Hérault.....	6,00	"	"	"	"	100
Provence (lignites).....	4,62	"	"	83	"	17
Tarn et Aveyron.....	6,00	"	"	"	"	100
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	6,00	"	"	"	"	100
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne..	5,91	"	"	"	11	89
ENSEMBLE pour la France.	5,99	"	"	1	1	98

Le mois dernier, le nombre moyen des jours d'extraction était de 5.84, il était de 5.81 en mars 1897.

CARRIÈRES. — Pas de chômeurs signalés chez les carriers; la reprise du travail se fait d'une façon normale.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Reprise du travail dans la brasserie avec la saison meilleure. Dans la chocolaterie, les prix de vente sont devenus moins rémunérateurs, les cours des matières premières (sucre et cacao) ayant haussé sans qu'un mouvement analogue ait pu, par suite de la concurrence, se produire sur les produits fabriqués. La sucrerie a fini sa campagne avec le traitement de ses derniers jets. En distillerie, la situation se maintient plus favorable que l'an dernier. La meunerie écoule difficilement ses produits à des prix rémunérateurs par suite du prix élevé de la matière première. Pour les boulangers, pas de variation notable. Les pâtisseries-cuisiniers sont éprouvés par l'accalmie des affaires qui se prolonge. On compte 11 p. o/o de chômeurs chez les boulangers, et un cinquième des syndiqués chez les pâtisseries-cuisiniers.

INDUSTRIE DU LIVRE. — L'amélioration signalée le mois dernier dans les industries du livre s'est maintenue. Dans l'industrie du papier, les prix de vente ont été estimés plus faibles que ceux de l'an dernier et moins rémunérateurs. L'approche de la période électorale continue à amener une augmentation de travail chez les typographes. De nouveaux journaux sont créés, d'autres sont annoncés. On compte 2 p. o/o de chômeurs dans l'ensemble des syndiqués. 27 p. o/o des syndicats groupant 68 p. o/o des adhérents jugent que le travail est plus abondant que l'an dernier à même époque; 63 p. o/o des syndicats avec 29 p. o/o des adhérents le tiennent pour aussi abondant et 10 p. o/o des chambres syndicales réunissant 3 p. o/o des syndiqués estiment qu'il est plus faible.

Par rapport à l'an dernier, l'activité est signalée comme plus grande chez les typographes de Paris, Beauvais, Cusset, Valence, Avignon, Rodez, Angoulême, Limoges, la Roche-sur-Yon et Rouen; comme plus faible chez les imprimeurs-lithographes de Lyon, Marseille et chez les typographes de Brest et Châteaubriant.

CUIRS ET PEaux. — Reprise du travail dans la préparation des cuirs et peaux et dans l'industrie de la chaussure. Peu d'activité dans la ganterie, dans la sellerie-bourrellerie et dans la gainerie. On compte 4 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux, 14 p. o/o chez les ouvriers en chaussures; chez ces derniers, les ouvriers travaillant à la main, éprouvés par la concurrence du travail à la machine, ont peu bénéficié de la reprise du travail. Chez les tanneurs, les nouveaux procédés de fabrication rapide et le prix élevé de la matière première qui rend l'écoulement des produits plus difficile ont prolongé la période d'accalmie plus longtemps que l'an dernier.

TEXTILES. — La situation signalée le mois dernier dans les filatures et tissages se maintient et pour les mêmes causes. L'industrie de la soierie continue, en ce qui concerne les tissus mélangés, à être bien pourvue de commandes. Dans les industries linière, lainière et cotonnière et principalement dans cette dernière, le grand développement pris par les filatures et par les tissages mécaniques a amené une augmentation du personnel ouvrier qui a dépassé les besoins de la consommation et la faveur dont bénéficient les articles nouveautés par lesquels on obtient plus facilement des prix plus élevés a entraîné le fabricant à ne travailler que sur com-

mandes, d'où alternative de travail pressé et de chômage. La teinturerie et l'apprêt se ressentent de la crise que traversent les industries qui les alimentent de commandes. Dans la bonneterie, la rubanerie, la passementerie, la fabrication des tulles et dentelles, travail réduit par suite de l'encombrement du marché, les ouvriers principalement ceux travaillant à la main subissent de forts chômages. Reprise du travail dans l'industrie du vêtement et dans la chapellerie.

Les ouvriers des filatures et tissages, tant à la main que mécaniques, estiment généralement que le travail est moins abondant que l'an dernier à même époque et que le mois précédent; le travail semble avoir diminué, notamment dans les tissages à la main du Nord, de la Loire, du Rhône, de la Vendée et du Maine-et-Loire (industrie linière et cotonnière). De même, situation plus mauvaise chez les teinturiers et apprêteurs. La saison qui vient de commencer dans l'industrie du vêtement et dans la chapellerie est jugée moins bonne que l'an dernier. Ouvrage moins abondant que l'an dernier notamment chez les teinturiers d'Amiens, les tapissiers d'Angers, les passementiers de la Fouillouse (Loire), les ouvrières de l'industrie du vêtement de Paris et de Carcassonne, les tailleurs de Versailles, Besançon, Lyon et Poitiers et chez les chapeliers de Clermont-Ferrand et Serrières; ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les chapeliers de Quillan (Aude).

BOIS. — Grâce à une température plus favorable, le travail a repris chez les charpentiers et chez les menuisiers; la journée de travail a été augmentée d'une et même de deux heures. Chez les ouvriers en voitures, la reprise habituelle du travail s'est faite plus lentement que l'an dernier, il y a eu moins de réparations et surtout moins de commandes de neuf. Chez les tonneliers, chez les ouvriers en meubles et chez les tabletiers-brossiers-vanniers, peu de variations. On compte 4 p. o/o de chômeurs chez les charpentiers et ouvriers des scieries mécaniques; autant chez les menuisiers.

Le travail est tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les charpentiers et scieurs-découpeurs de Paris, de Hermes et d'Armentières, chez les menuisiers de Lorient, chez les tonneliers de Morlaix; pour moins abondant chez les charpentiers de Dijon, Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), chez les menuisiers de Vincennes, chez les carrossiers-charrons et peintres en voitures de Paris, Bordeaux, d'Angoulême et de Bourges, chez les sabotiers de Limoges, les ouvriers en chaises de Paris, les boutonniers de Méru et les ouvriers en balais de Caderousse (Vaucluse).

MÉTAUX. — La métallurgie et la construction mécanique maintiennent une activité satisfaisante, plutôt en augmentation sur le mois dernier. Les ateliers sont particulièrement actifs dans le Nord, dans l'Est et dans le Centre. La construction navale pour marine de guerre est en plein travail. Les ateliers de vélocipèdes, d'automobiles, ceux de serrurerie du bâtiment de matériel agricole sont également en pleine activité. Commencement du ralentissement annuel du travail chez les électriciens (lumière électrique). On compte 3 p. o/o de chômeurs chez les métallurgistes et chez les ouvriers de la construction mécanique et de la serrurerie, 4 p. o/o chez les ferblantiers et chez les ouvriers en instruments de précision.

Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les mouleurs de Vierzon, chez les métallurgistes et ouvriers mécaniciens de Paris, dans le Nord et dans les Ardennes, à Commentry, Saint-Étienne et Saint-Chamond, chez les ouvriers sur métaux de Toulouse, chez les serruriers de Nantes et chez les ouvriers du bronze imitation de Paris; moins abondant chez les ouvriers sur métaux de Vichy, Lyon, Marseille; chez les tourneurs-décolleteurs de Paris, les ferblantiers et les monteurs de boîtiers d'or de Besançon, les bijoutiers de Bordeaux et chez les graveurs de Lyon.

BÂTIMENT. — La reprise du travail déjà signalée le mois dernier s'est accentuée; le nombre des chômeurs a diminué et la durée du travail a été augmentée d'une heure ou deux par jour; on fait généralement 60 heures par semaine. Cependant dans un certain nombre de villes, les travaux projetés ou en cours sont jugés moins importants que ceux de l'an dernier. On compte 7 p. o/o de chômeurs chez les tailleurs de pierre, un cinquième de syndiqués chez les maçons, autant chez les peintres et plâtriers.

Par rapport à l'an dernier, on estime que le travail est plus abondant notamment chez les tailleurs de pierre de Niort, les ouvriers du bâtiment de Moulins, de Saint-Chamond, d'Échillais, de Dun-sur-Auron et d'Orléans; moins abondant chez les tailleurs de pierre de Montalieu-Vercieu, chez les paveurs de Marseille, chez les sculpteurs de Lyon et d'Angers, chez les marbriers de Cousolre et de Marseille, chez les maçons et ouvriers du bâtiment d'Issy, Reims, Nevers, Vichy, Clermont-Ferrand, Lyon (cimentiers), Grenoble, Châteauroux et Quimper, et chez les peintres de Roubaix.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Travail toujours actif chez les chauxfourniers. Chez les potiers et porcelainiers et chez les verriers, pas de variation notable signalée, le travail serait estimé plutôt plus faible que celui de l'an dernier.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — L'accalmie des affaires signalée le mois dernier s'est prolongée; les ouvriers et employés de l'industrie des transports et de la manutention, ceux de l'alimentation et les employés de commerce et comptables, même ceux du littoral de la Méditerranée, où la saison commence à décliner, estiment que le travail est moins abondant que l'an dernier et que le placement est devenu beaucoup plus difficile, les industriels et commerçants tendant plutôt à diminuer leur personnel qu'à l'augmenter; dans plusieurs cas, des postes occupés avant par des hommes ont été donnés à des jeunes gens qui pouvaient accepter des appointements plus faibles.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2° par les correspondants.

Seine. — Chez les *brasseurs*, pendant le 4^e trimestre de 1897, ouvrage moins abondant que l'année précédente à même époque, prix de vente avec tendance à la baisse, le nombre des établissements en activité a également diminué; chez les *distillateurs-liquoristes*, affaires plus faibles que l'an dernier, prix de vente en baisse et moins rémunérateurs, pour les sirops notamment; chez les *chocolatiers*, le travail a maintenu son activité, mais les prix sont devenus moins rémunérateurs par suite de la hausse des matières premières, du cacao notamment.

Production plus faible que l'an dernier à même époque dans l'industrie des *couleurs* et *verniss*, le mauvais temps ayant empêché la reprise des travaux de peinture.

Dans l'industrie de la *chaussure*, la fabrication a été moins active que l'an dernier, la saison d'hiver n'ayant pas amené les commandes habituelles, de plus, la grande concurrence a maintenu très bas le prix de la chaussure, tandis que la matière première avait 5 p. o/o de hausse. Dans la *mégisserie lainière*, le travail s'est maintenu assez actif; les prix de vente ont été plutôt plus rémunérateurs que l'an dernier. Chez les *bourreliers-selliers*, morte-saison d'hiver plutôt plus accentuée que l'an dernier; les prix ont eu aussi tendance à devenir moins rémunérateurs. Chez les *selliers-harnacheurs*, même situation, quelques maisons ont arrêté leur fabrication, d'autres ont réduit la journée de travail. Dans la *ganterie*, les commandes ont été également plus faibles que l'an dernier, on a fait de 40 à 45 heures par semaine.

Chez les *fabricants de fleurs pour parures*, ralentissement du travail par suite de l'augmentation de la concurrence des produits étrangers qui arrivent sur notre marché grevés de peu de frais.

Commandes à peu près aussi importantes que l'an dernier chez les *entrepreneurs de menuiserie*, les prix ont obtenu une légère amélioration à la suite de la hausse de la matière première, mais ne sont pas devenus plus rémunérateurs.

Chez les patrons *modelleurs-mécaniciens*, commandes moins abondantes que l'an dernier, la journée a été réduite et au commencement de février, plusieurs ateliers ont mis au repos un dixième de leur personnel; commandes moins abondantes que l'an dernier dans les ateliers de *fonderie, de mécanique et de chaudronnerie* par suite de la stagnation générale des affaires, de la concurrence des usines de province et surtout de celles de l'étranger, main-d'œuvre plutôt en excès depuis le transport en province d'une importante maison qui occupait 1200 ouvriers. Dans l'industrie du *véloce-pède*, travail actif; la construction des *automobiles* continue à progresser. Travail irrégulier dans la fabrication des *lits en fer*, le prix élevé de la matière première rend les affaires difficiles, elles ont cependant marqué un progrès sur l'an dernier; main-d'œuvre en excès, ouvrage moins abondant que l'an dernier. Chez les *fabricants de lampes et lanternes*, plusieurs maisons ont réduit la journée de travail et font 48 heures par semaine.

Le ralentissement habituel des affaires au commencement de l'année a été chez les *horlogers* plus sensible que celui de l'année précédente, les prix ont eu tendance à la baisse, une maison a été fermée. Chez les *bijoutiers*, la situation s'est plutôt améliorée les prix sont devenus plus rémunérateurs, la mode s'étant portée sur les bijoux fantaisie.

Reprise du travail dans la *marbrerie*. Dans l'industrie des *matériaux de constructions*, une hausse s'est produite dans le cours de certains matériaux, les affaires ont été plutôt plus actives que l'an dernier, le nombre des établissements a également augmenté; les constructions neuves projetées sont nombreuses et la situation serait jugée satisfaisante si la marge laissée entre le prix de vente et le prix de revient était plus grande.

Chez les *mariniers*, les chômages fréquents nécessités par les travaux de réparation dans les ports et canaux ont rendu l'ouvrage moins abondant que l'an dernier; les prix du fret ont aussi baissé de 1 franc par tonne. Diminution également du travail dans des *entreprises de transport du vin et des spiritueux*, les prix en baisse sont devenus moins rémunérateurs.

Seine-et-Oise. Travail peu actif chez les *meuniers d'Étampes*, les affaires sont devenues difficiles, les prix de vente étant moins rémunérateurs que ceux de l'an dernier, on a réduit le personnel dans plusieurs minoteries.

Chez les *entrepreneurs de bâtiment*, de la région de Versailles, l'ouvrage a été moins abondant que l'an dernier; les constructions neuves ont été peu nombreuses et les travaux d'entretien moins importants.

A Versailles, affaires moins abondantes que l'an dernier à pareille époque chez les *loueurs de voitures* par suite de l'augmentation des moyens de transport en commun.

Somme. — A Amiens, affaires plus difficiles et prix jugés moins rémunérateurs que l'an dernier chez les *charcutiers*, par suite de l'augmentation de la concurrence étrangère principalement et de la hausse de la matière première, non suivie d'un mouvement proportionnel du prix des produits fabriqués.

Pendant le mois de mars, ralentissement de travail dans l'*industrie textile*. Les *tissages de drap* sont atteints par la concurrence des petits draps de coton imprimé, qui se vendent beaucoup meilleur marché; dans l'article chaîne soie, la concurrence étrangère a amené les fabricants à accepter des prix peu rémunérateurs. Dans les *teintureries de velours coton*, aucune usine ne fait la semaine entière, plusieurs ont fait 3 jours par semaine. Plusieurs maisons ont réduit les appointements de leurs employés, un grand nombre sont sans place. Peu de commandes dans l'industrie du *bâtiment*. On attribue ce ralentissement du travail à l'arcalmie des affaires qui s'est fait sentir d'abord dans le commerce de détail et qui atteint maintenant les producteurs.

Pas-de-Calais. — Travail actif et situation satisfaisante chez les *brasseurs d'Aire-sur-la-Lys*; chez ceux de Saint-Omer, la tendance à la baisse s'est accentuée, les prix plus élevés de la matière première et le bas prix de la bière ont rendu les affaires difficiles et le travail

peu rémunérateur; le nombre des fabriques dans la ville n'a pas augmenté, mais il s'est monté plusieurs brasseries aux environs dont les produits concurrencent fortement ceux des fabriques de Saint-Omer.

Travail plus abondant que l'an dernier dans les *distilleries agricoles* de la région d'Arras, les prix en hausse sont devenus plus rémunérateurs.

CHAMBRE DE COMMERCE D'ARRAS. — La dernière campagne de la *sucrerie* s'est poursuivie dans de meilleures conditions que celles de l'année précédente, avec des cours de sucre plus élevés et des betteraves plus riches en teneur saccharine, ce qui a rendu le travail plus facile. La *distillerie* a également bénéficié d'un relèvement des prix des produits fabriqués et a vu sa situation s'améliorer sensiblement. Dans la *malterie*, la production s'est maintenue satisfaisante. La *brasserie* a pu continuer à progresser grâce à l'augmentation de la consommation.

Les *fabriques d'huiles* qui avaient déjà eu une mauvaise campagne l'année précédente ont vu leurs débouchés se restreindre avec l'augmentation de l'importation des huiles de coton et plusieurs fabriques ont cessé leur fabrication. Dans la fabrication des *bougies*, situation stationnaire, travail plutôt en diminution par suite de la concurrence des autres modes d'éclairage, pétrole, acétylène et électricité.

CHAMBRE DE COMMERCE DE BOULOGNE-SUR-MER. — La fabrication du *papier* qui avait pris une grande extension, grâce aux changements apportés dans les procédés de fabrication, a eu tendance à diminuer par suite de la grande production qui a amené un encombrement du marché et un avilissement des prix de vente.

L'industrie du *travail du bois* a été gênée par la hausse survenue sur les bois du Nord principalement et par l'augmentation des frets. La main-d'œuvre d'un prix assez élevé a rendu difficile le façonnement des bois à un taux rémunérateur.

La fabrication des *ciments* qui avait supporté plusieurs campagnes assez dures à la suite de la diminution des grands travaux publics, a obtenu une amélioration dans l'ensemble des usines, grâce à quelques commandes venues de l'étranger et surtout grâce aux nouveaux débouchés sur le marché intérieur, bien que le manque de canaux rende les transports plus onéreux que dans de nombreux centres concurrents.

CHAMBRE DE COMMERCE DE BÉTHUNE. — Pendant l'année 1897, l'industrie *houillère* a présenté une grande activité, malgré la concurrence très sensible des charbons étrangers, anglais notamment, qui arrivaient sur le marché parisien à parité de fret, grâce aux tarifs de pénétration.

Dans les *huileries*, situation plus difficile que l'an dernier par suite de la concurrence plus grande des huiles de coton importées. L'industrie de la *margarine* qui avait pris dans les dix dernières années une grande extension a continué à se développer.

La *sucrerie* et la *distillerie* ont obtenu une certaine amélioration; la distillerie notamment tend à obtenir plus facilement l'écoulement de ses produits grâce au dernier dégrèvement des alcools dénaturés.

Dans la *fonderie de fer* et dans les ateliers de *construction de machines*, situation plutôt meilleure que l'an dernier; un établissement déjà important s'est agrandi.

La *verrière* éprouvée par la concurrence des produits similaires étrangers a été peu active.

Nord. — Dans l'industrie du *cuir* de Lille, la fabrication a eu tendance à ralentir; le prix élevé de la matière première a rendu moins rémunérateurs les prix de vente des produits fabriqués.

Chez les *marbriers* de Cousolre, le travail a plutôt diminué par rapport à l'an dernier; mais les prix de vente sont devenus plus rémunérateurs.

CHAMBRE DE COMMERCE D'ARMENTIÈRES. — Pendant l'année 1897, la récolte de *céréales*, plutôt abondante dans la région du Nord, a permis une bonne alimentation des *minoteries* et la hausse des produits a facilité les affaires. Un nouveau moulin est en construction en remplacement d'un autre dont la destination avait été changée.

Dans les *brasseries*, la hausse du prix de l'orge, malgré des cours très bas des houblons, a entraîné une augmentation du produit fabriqué. On estime que la diminution des droits d'octroi de boissons hygiéniques, récemment votée, va permettre aux brasseries du Nord de développer leur production, grâce à une plus grande facilité d'arriver sur le marché parisien.

En *distillerie*, 7 usines dont 4 essentiellement agricoles ont été en activité pendant la dernière campagne sur 9 qui existent dans le rayon de la chambre de commerce. Ces distilleries ont travaillé 60 millions de kilogrammes de betteraves, soit un tiers en plus que l'année précédente, grâce au bon rendement cultural. Les achats de betteraves ont été faits à des prix en hausse sur la campagne dernière; les alcools ont aussi obtenu une amélioration des cours. Les deux distilleries qui ont chômé n'ont pas pu commencer leur travail faute d'approvisionnement suffisant en betteraves. Une usine a été incendiée en cours d'année et n'a pas été reconstruite.

La *tannerie*, afin d'effectuer le travail dans un plus court délai et de diminuer le prix de revient, a employé en plus grandes quantités les extraits et produits tannants étrangers, ce qui a amené une diminution sensible du prix des écorces.

Dans l'industrie *linière*, les cours de la matière première, après quelques variations, terminaient l'année 1897 avec une baisse de 3 à 4 p. o/o. La situation de la *filature* qui avait été favorable pendant le 1^{er} semestre voyait pendant les derniers mois du 2^e semestre les cours de basses marques, qui avant avaient d'ailleurs été très poussés, perdre 10 et 12 p. o/o; la situation se maintenait pour les bonnes sortes qui souffraient moins de la mévente. Ces variations avaient peu d'influence sur la production qui se maintenait active, avec une main-d'œuvre abondante. Cependant on signale une augmentation de 1200 broches sur l'année dernière, mais pas d'établissements nouveaux.

Dans l'industrie *cotonnière*, la *filature* qui avait été très occupée les années précédentes, a traversé une période d'accalmie; pour éviter les stocks, elle a dû traiter avec des prix en baisse sensible et qui, avec les cours élevés de la matière première, ont cessé d'être rémunérateurs. Un établissement nouveau s'est fondé, un autre s'est agrandi et l'augmentation du nombre des broches est de 18.000 par rapport à l'an dernier. Dans les *tissages mécaniques de toile*, le nombre des métiers est resté à peu près le même, deux établissements sont en construction. Les cours de matière première qui s'étaient maintenus pendant le 1^{er} semestre de 1897 ont fléchi en fin d'année. De même pour la vente de la toile qui, après avoir été très active pendant la première moitié de 1897, s'est ensuite ralentie, diminution attribuée à la grande production de l'année précédente et à la diminution des achats de certains départements dans lesquels les récoltes avaient laissé des déficits. Les expéditions de toiles par la gare d'Armentières qui avaient atteint, en 1896, 19.232.500 kilos n'ont plus été, en 1897, que de 18.675.400 kilos, soit une diminution de prix de 3 p. o/o. Dans un certain nombre d'usines on a réduit un peu la journée de travail, mais presque tous les ouvriers ont été occupés.

L'industrie du travail du bois a pris une nouvelle extension; dix *scieries à vapeur*, grâce au voisinage des canaux qui leur apportent les matériaux à peu de frais, ont travaillé activement.

La *construction des bateaux* a progressé en même temps que les scieries mécaniques, sans chômage, malgré une hausse sur la matière première. La main-d'œuvre, bien occupée, a bénéficié de la bonne situation du marché et obtenu une augmentation des salaires.

L'industrie du *bâtiment* a été également prospère.

Les *briqueteries* et les *fabriques de pannes et poteries* de la région ont pu aussi, grâce à de nombreuses commandes pour des constructions nouvelles, travailler activement et à des cours bien tenus. Les ouvriers ont trouvé facilement de l'ouvrage jusqu'à la morte-saison habituelle d'hiver qui n'a pas été plus sensible que celle de l'année précédente.

Ardennes. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CHARLEVILLE. — Pendant le deuxième semestre de 1897, la *minoterie* a dû réduire sa production, la hausse qui a continué sur les farines à la suite de celle de la matière première ayant rendu les transactions plus difficiles et les prix obtenus étant jugés peu rémunérateurs; de plus, la concurrence de certains bouchers qui ont transporté leur industrie au delà de la frontière et continuent de fournir leur clientèle a rendu la situation de la minoterie plus mauvaise sur certains points.

Dans les *carrières*, le travail a été plutôt en diminuant, notamment dans une partie des exploitations de Givet, par suite de la concurrence des produits similaires étrangers qui entrent à peu de frais en France et y sont travaillés à la frontière par des ouvriers étrangers qui retournent chaque jour dans leur pays. Pour les carrières de Fumay, le travail et la vente ont été actifs.

Dans les *ardoisiers*, le nombre des exploitations a été en augmentant, mais la production

a été plus faible que pendant l'année précédente, tant par suite du mauvais rendement de l'extraction et de l'arrêt des travaux d'une importante société que par suite du manque de bons ouvriers mineurs, les ouvriers fendeurs étant plutôt abondants. La vente a été active dans la plupart des centres et les prix en hausse ont permis une augmentation des salaires.

Situation stationnaire dans la *brasserie*, la fabrication du papier et celle des *produits chimiques*.

La fabrication des *articles en caoutchouc*, pour *vélopedie* notamment, nouvellement installée dans la région a pris une nouvelle extension. La fabrication de *la colle forte* est également prospère, bien qu'elle ne dispose que d'un rayon d'action peu étendu pour la recherche de la matière première. Les prix de vente des produits fabriqués ont obtenu une amélioration à la suite de l'augmentation des prix de la matière première.

Dans l'*imprimerie-lithographie*, les affaires ont été plutôt faibles, les commandes pour impressions de tarifs ont été moins importantes que l'an dernier, par suite de l'instabilité des cours de matière première qui rend difficile l'impression d'un tarif pour un temps déterminé. Une imprimerie a été détruite par un incendie et ne sera pas remontée; on compte un peu de chômage chez les ouvriers.

Dans la *tannerie*, le peu d'importance des stocks des cuirs en poils maintient cette matière à un taux élevé, alors que les prix des produits fabriqués se maintiennent difficilement; la tannerie, très réservée dans ses achats, a également limité sa production, mais sans pouvoir gagner des cours rémunérateurs. L'hiver trop doux n'a pas favorisé les tanneries de cuir fort, spécialité de la région, et le travail est ralenti. Les *moulins à écorces*, malgré les bas prix auxquels ils ont consenti des marchés, prix les plus bas que l'on ait vus depuis plusieurs années, ont travaillé irrégulièrement; des chômages se sont produits.

Dans les *filatures de laine*, la situation a été peu satisfaisante; l'écoulement des produits s'est fait difficilement et à des prix peu avantageux.

Travail actif dans la fabrication des *crayons*.

Dans la *fonderie de fer*, deux établissements viennent d'être fondés. Par suite des difficultés d'obtenir de la main-d'œuvre suivant les besoins, beaucoup d'industriels ont développé le système du moulage mécanique. Les fonderies d'appareils de chauffage n'ont pu, par suite de la douceur de l'hiver, écouler tout leur stock, aussi la production a dû être diminuée, des chômages partiels sont à craindre. Dans les autres fonderies, une surproduction est résultée de l'installation de nouvelles usines; aussi, pour maintenir leur courant d'affaires, les fondeurs ont dû consentir des réductions de prix tels que les cours ont cessé d'être rémunérateurs; quelques maisons ont réduit la journée de travail. La main-d'œuvre a été abondante.

Situation stationnaire dans la *fonderie de cuivre*. Travail actif dans les *usines métallurgiques de cuivre*; un tronçon de ligne de 3 kilomètres a été construit pour relier une usine à la voie d'eau qui amène ainsi avec un seul transbordement les minerais et la houille jusque dans l'usine.

Dans les *forges*, *luminaires*, *pointeries*, *tréfileries* et *clouteries mécaniques*, le travail abondant pendant le 1^{er} semestre de 1897 a faibli pendant le 2^e; les prix de la matière première en hausse n'ont pas été suivis d'un mouvement analogue sur les produits fabriqués et les affaires se sont ressenties de cette situation. La main-d'œuvre a été abondante. Dans la *clouterie en fer forgé*, une maison qui avait disparu a été remplacée par plusieurs autres petites; cette industrie qui avait d'abord bénéficié de la hausse des prix a été ensuite éprouvée fortement par la concurrence de la clouterie mécanique. Bien qu'il y ait eu augmentation du prix de la main-d'œuvre, aujourd'hui les ouvriers abandonnent ce métier qui ne leur fournit pas un salaire suffisant. Il était exercé, l'hiver principalement, par des ouvriers belges de la frontière qui, s'occupant l'été aux champs et vivant à bon marché, pouvaient accepter de faibles façons; aujourd'hui l'écoulement des produits est devenu difficile et cette industrie disparaît.

Travail régulier, tendant à augmenter dans les *fabriques de pelles et pioches*, pas de chômage; les prix obtenus avec la hausse du commencement de l'année 1897 ont pu être maintenus. Grâce à la remise de commandes de wagons faites par les compagnies de chemins de fer, les usines fabriquant les *ferrures de wagon* et le *matériel de chemin de fer* ont été bien alimentées. De même, production active dans les *fabriques de ferronnerie*; la main-d'œuvre a été suffisante, les prix se sont bien maintenus.

Les ateliers de *galvanisation* ont maintenu à peu près leur activité mais ils ont dû consentir des réductions de prix. Les ateliers de *nickelage* et ceux de *tolerie* annexés aux fabriques

d'appareils de chauffage ont suivi les fluctuations de ces derniers. Cependant le nickelage a pris une grande extension par suite de la faveur dont les appareils à garniture nickelée ont joui dans le public.

La fabrication des *objets de fer battu émaillé* a vu baisser ses prix de vente par suite de la concurrence qui s'est établie entre usines rivales; les prix sont devenus peu rémunérateurs.

La fabrication de la *chaux* a été plus active par suite de l'augmentation du nombre des constructions; mais les prix ont été peu rémunérateurs. La main-d'œuvre a été plutôt rare et les salaires ont eu tendance à la hausse; les ouvriers du métier qui s'embauchaient comme manœuvres faute de travail ailleurs, quittant bientôt le chantier, on a dû recourir aux ouvriers étrangers.

Situation stationnaire dans la fabrication des *produits réfractaires*. Les ateliers de *carreaux éraniques émaillés* qui avaient été essayés l'an dernier ont bien réussi et ont travaillé régulièrement. La fabrication des *pipes* qui avait été en diminuant s'est maintenue active et a pu occuper tout son personnel.

Aube. — Travail moins abondant et affaires plus difficiles que l'an dernier chez les *meuniers de Troyes*, les cours des produits fabriqués étant jugés moins rémunérateurs; le travail de nuit est suspendu dans un grand nombre de moulins.

Vosges. — Ralentissement du travail dans l'industrie *cotonnière* d'Épinal; plusieurs maisons ont supprimé des métiers, d'autres ont arrêté le travail l'après-midi du samedi. Les prix de vente ont baissé par suite de l'encombrement du marché et les cours sont estimés non rémunérateurs; la journée normale a varié de 11 à 12 heures suivant les ateliers.

Doubs. — A Besançon, chez les *boulangers*, situation stationnaire; on a perfectionné le matériel en introduisant des pétrins mécaniques dans plusieurs maisons. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les fabricants d'*horlogerie*, les prix de vente ont été en baisse. Un atelier s'est fondé pour le montage des boîtes en or; il occupe 40 ouvriers.

Côte-d'or. — A Dijon, ralentissement du travail chez les *fabricants de montarde*, les cours des graines de moutarde ayant marqué un mouvement à la hausse alors que ceux des produits fabriqués restaient stationnaires, les affaires sont devenues difficiles et désavantageuses; affaires plus difficiles que l'an dernier chez les *horlogers-bijoutiers*; les achats ont été plus faibles par suite des pertes éprouvées par l'agriculture et les vignobles l'année dernière.

Yonne. — Affaires un peu plus actives que l'an dernier dans l'industrie des *vins et spiritueux*; les prix de vente ont obtenu un peu d'amélioration. Quelques maisons ont disparu par suite de mauvaises affaires.

Nièvre. — Ouvrage un peu plus abondant que l'an dernier chez les entrepreneurs du *bâtiment* de Cosne.

Haute-Loire. — Au Puy, chez les *horticulteurs-jardiniers*, travail encore actif, mais situation tendant à devenir plus mauvaise par suite de la concurrence du personnel des maisons de refuge. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *sabotiers*, par suite du manque d'hiver; les prix de vente ont été en baisse.

Loire. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *fécultiers* de Roanne, par suite de la pourriture et du mauvais rendement de la pomme de terre; les prix de vente ont obtenu une légère amélioration et sont devenus plus rémunérateurs, mais la plus grande partie de la fabrication était déjà vendue aux cours antérieurs. A Saint-Etienne, la saison d'hiver n'ayant pas été normale, les commandes chez les fabricants de *chaussures* ont été plus faibles que l'an dernier; on a dû réduire la journée de travail. Dans les *tissages*, ouvrage moins abondant que l'an dernier et prix avec tendance à la baisse. On attribue cette réduction de travail à la modification de la mode. L'installation de moteurs électriques pour les métiers a continué à progresser. Chez les *mouliniers* de Saint-Chamond, le travail s'est maintenu, mais les prix sont restés faibles et jugés peu rémunérateurs.

Rhône. — Chez les *luthiers* de Lyon, prix de vente moins rémunérateurs que l'an dernier, par suite de l'augmentation du prix de revient et aussi par suite de la grande concurrence; le travail de nuit a été supprimé pendant les mois d'hiver. L'activité déjà signalée dans les *tissages mécaniques de soierie* de la région lyonnaise s'est maintenue, le travail a été abondant et la main-d'œuvre plutôt demandée. Chez les *maîtres dégraisseurs*, le travail s'est maintenu, mais les prix ont eu tendance à la baisse par suite de l'augmentation de la concurrence et par suite de la saison défavorable. Situation moins bonne que l'an dernier, prix en baisse et moins rémunérateurs chez les *coiffeurs*.

Savoie. — Chez les *boulangers* de Chambéry, prix de vente en hausse, mais moins rémunérateurs que ceux de l'an dernier. Affaires moins actives que l'année précédente à même époque chez les *loueurs de voitures* d'Aix-les-Bains, notamment depuis la création d'une nouvelle ligne de tramways.

Isère. — Trois nouveaux *tissages mécaniques de soierie* viennent d'être montés. Chez les *charpentiers* de Grenoble, travail à peu près aussi actif que l'an dernier, prix en baisse et peu rémunérateurs par suite de l'augmentation de la concurrence.

Drôme. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les entrepreneurs du bâtiment de Valence, prix aussi moins rémunérateurs; main-d'œuvre abondante.

Bouches-du-Rhône. — Chez les *horticulteurs* de Marseille, travail moins abondant que l'an dernier, prix de vente en baisse et moins rémunérateurs. Chez les *maîtres carriers* d'Arles, l'exploitation a été plutôt plus active que l'an dernier à même époque, grâce à la température favorable de cet hiver.

A Marseille, chez les *minotiers* et les *fabricants de semoules*, fabrication plutôt moins active que l'an dernier; de plus, les prix de vente ont été moins rémunérateurs par suite de l'élévation des cours de la matière première qui a dépassé celle des produits fabriqués; la main-d'œuvre a été abondante par suite du ralentissement du travail. Affaires plutôt difficiles et moins abondantes que l'an dernier chez les *fabricants bijoutiers* et prix de vente en baisse par suite de la concurrence des produits analogues étrangers. De même, ouvrage moins abondant que l'an dernier à même époque dans l'industrie du bâtiment. Travail assez actif, mais prix de transport en baisse et moins rémunérateurs chez les *patrons camionneurs* pour l'industrie du bâtiment, l'augmentation de la concurrence ayant amené une diminution du tarif. Chez les *bateliers*, travail peu actif.

Vaucluse. — Les *boulangers* de Cavaillon et d'Avignon estiment les prix de vente moins rémunérateurs que ceux de l'an dernier, la hausse du prix du pain n'ayant pas suivi dans la même mesure celle des farines.

Ardèche. — Dans les entreprises de *moulinage* de Privas, le travail s'est maintenu. Mais les prix ont diminué de 10 p. o/o environ et sont devenus peu rémunérateurs.

Tarn. — Pendant le dernier trimestre de 1897, dans l'ensemble du département, la situation de la *mégisserie* et de la *tannerie* s'est maintenue satisfaisante, la plupart des ouvriers ont pu être occupés. La *couperie de poils* et l'*effilochage des chiffons* sont demeurées stationnaires, il y a eu peu de chômage, malgré l'écoulement difficile des produits.

Dans l'industrie *textile*, 73.450 broches ont été en activité sur 95.200 existantes dans le département. Les *tissages* ont été un peu encombrés par le ralentissement de la vente; les tissages à main ont été éprouvés par le chômage. De même dans la *chapellerie* on a réduit la production, on chôme 1 ou 2 jours par semaine. Travail et vente actifs dans la *broderie*.

Amélioration continue dans la *broserie* et dans la *fabrique des argons*; tous les ouvriers ont été occupés régulièrement, certains ont fait des heures supplémentaires.

Situation plutôt difficile dans la *verrerie*, par suite du manque de débouchés à l'exportation. Un four a été arrêté dans un établissement nouvellement installé, moitié des ouvriers sont occupés, plusieurs ont définitivement quitté les ateliers. L'extraction de la *houille* a été plutôt plus active que pendant le semestre précédent.

CHAMBRE DE COMMERCE DE CASTRES. — A Graulhet, les affaires dans la *mégisserie* ont été assez actives pendant le 2^e semestre de 1897; mais les prix élevés de la matière première ont rendu le travail peu rémunérateur. La fabrication des *tissus*, active pendant le 1^{er} semestre, s'est ensuite ralentie; on attribue la mévente à la douceur exceptionnelle de l'hiver qui a empêché l'écoulement des tissus chands et lourds, spécialité de la région. A la suite du manque de réassortiment, un certain nombre d'ouvriers tisserands ont été mis en chômage.

Dans les ateliers de *menuiserie* et dans ceux du *tournage* du bois, le travail a été actif, les produits se sont écoulés facilement. Les ateliers de *fonderie* et de *constructions mécaniques* ont également maintenu un bon courant d'affaires.

Hérault. — Chez les *boulangers* de Béziers, prix de vente jugés, malgré la hausse, moins rémunérateurs que ceux de l'an dernier. A Montpellier, les *charcutiers* estiment les affaires plus difficiles et plus restreintes que l'an dernier par suite de l'augmentation de la concurrence des salaisons d'Amérique et des graisses alimentaires: on n'a pas fait de provisions pour la saison d'été, les prix de vente au détail étant actuellement non rémunérateurs.

Pyrénées-Orientales. — Affaires moins actives que l'an dernier et prix de vente en baisse et moins rémunérateurs dans l'industrie des *vins* de Perpignan.

Haute-Garonne. — A Toulouse, chez les *bouchers*, le travail s'est maintenu actif, plutôt avec tendance à la baisse, les prix de vente ont été plus rémunérateurs que ceux de l'an dernier. Chez les *brasseurs*, le travail a légèrement progressé, mais les prix sont devenus moins rémunérateurs, la matière première ayant plutôt augmenté alors que le prix de la bière diminuait. Affaires plus difficiles et moins avantageuses que l'an dernier chez les *coiffeurs-parfumeurs*.

Lot-et-Garonne. — Affaires plus difficiles et prix en baisse et moins rémunérateurs chez les *horlogers-bijoutiers* d'Agen, par suite de la concurrence des articles similaires de bazar. Ralentissement des affaires dans la *batellerie* de la région d'Agen; les mauvaises récoltes en vins et en céréales ont amené une réduction des transports et, par conséquent, une diminution du personnel employé.

Loiret. — A Orléans, commandes moins abondantes que l'an dernier chez les fabricants d'articles de *quincaillerie* et de *chauffage*; l'hiver très doux a ralenti la vente des appareils de chauffage et la concurrence des produits similaires étrangers a fait baisser de 5 à 15 p. o/o les prix de vente des articles de quincaillerie. De même, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les entrepreneurs du *bâtiment*.

Gironde. — Chez les *parqueurs-ostréiculteurs* de la Teste, le travail a été moins abondant que l'an dernier, les prix de vente sont restés fermes et ont été estimés plus rémunérateurs que ceux de l'an dernier.

A Bordeaux, plusieurs *boulangeries* occupant une centaine d'ouvriers ont fermé, les prix de vente du pain n'ayant pas suivi la hausse des farines et ces prix étant estimés non rémunérateurs; plusieurs établissements ont réduit leur personnel. Affaires moins abondantes que l'an dernier chez les *maîtres cochers*.

Charente-Inférieure. — A La Rochelle, les *boulangers* estiment les affaires moins actives et moins avantageuses que l'an dernier, la hausse du prix du pain n'a pas suivi celle de la matière première et l'augmentation de la concurrence a rendu la situation plus difficile; plusieurs *boulangeries* ont réduit leur personnel. Commandes moins importantes que l'an dernier dans l'industrie du *bâtiment*.

Charente. — Chez les *boulangers* d'Angoulême, les affaires ont été plutôt plus restreintes et les prix moins rémunérateurs que l'an dernier; plusieurs *boulangeries* ont fermé depuis le dernier trimestre.

Haute-Vienne. — A Limoges, travail plus faible que l'an dernier chez les *pâtisseries*, par suite de la stagnation des affaires. Chez les *charcutiers*, prix de vente moins rémunérateurs,

la viande sur pied ayant haussé d'un quart environ alors que les prix de vente des produits fabriqués étaient restés stationnaires. Affaires plus difficiles et prix moins rémunérateurs que l'an dernier dans l'industrie des *vins et spiritueux*.

Cher. — A Bourges, travail plutôt plus abondant que l'an dernier chez les *boulangers*, par suite de nouvelles commandes des établissements militaires. Ouvrage moins abondant que l'an dernier dans les fabriques de *porcelaine* de Vierzon.

Morbihan. — Les *tanneurs* de Lorient estiment que le travail a diminué depuis l'an dernier. Les prix de vente ont été moins rémunérateurs, la hausse des produits fabriqués n'a été que de 8 p. o/o tandis que le prix de la matière première a été augmenté de 12 p. o/o et 15 p. o/o. Quatre tanneries ont fermé; d'autres ont renvoyé une grande partie de leur personnel; on a réduit la journée d'un quart.

Finistère. — Chez les *marins*, les prix de vente des produits de la pêche ont eu tendance à la baisse, ils sont devenus moins rémunérateurs que ceux de l'an dernier.

Maine-et-Loire. — A Angers, chez les *boulangers*, prix de vente estimés moins rémunérateurs que ceux de l'an dernier. Chez les *tisseurs* de Cholet, la situation est estimée plus mauvaise que celle de l'an dernier; pour maintenir l'activité on a accepté des marchés avec des prix en baisse de 5 à 10 p. o/o, qui ont cessé d'être rémunérateurs. Les *tissages à la main* sont les plus éprouvés et l'alimentation de ces métiers est devenue insuffisante.

A Angers, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *vanniers*; cette diminution est attribuée au manque de récoltes, d'où, par suite, réduction des expéditions. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les entrepreneurs de *couverture*; les prix en hausse sont restés aussi rémunérateurs.

Sarthe. — Au Mans, chez les *boulangers*, affaires plus restreintes et prix de vente moins rémunérateurs que l'an dernier. De même, affaires plus difficiles et moins avantageuses que l'an dernier chez les *coiffeurs*.

Seine-Inférieure. — Les *armateurs* de Fécamp pour le banc de Terre-Neuve ont eu une pêche moins abondante que l'an dernier; cependant les prix de vente ont été jugés plus rémunérateurs que l'an dernier.

Chez les *boulangers* du Havre et de Rouen, le travail s'est à peu près maintenu, mais les prix de vente sont estimés moins rémunérateurs que l'an dernier, la hausse du pain n'ayant pas suivi dans la même proportion celle des farines.

Au Havre, chez les *charcutiers*, prix de vente au détail moins rémunérateurs que ceux de l'an dernier, par suite de l'augmentation du prix de la viande sur pied.

Production ralentie et prix de vente avec tendance à la baisse chez les *imprimeurs-libraires* de Rouen, par suite de l'accalmie des affaires.

Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tanneurs* de Saint-Saëns; les prix de vente ont eu tendance à diminuer. La main-d'œuvre, surtout celle des ouvriers non spécialistes, a trouvé difficilement à s'employer. On attribue cette stagnation des affaires à la rareté du cuir vert qui a amené une hausse de ce produit alors que le prix du produit fabriqué qui manquait de débouchés restait à peu près stationnaire.

Ouvrage plus abondant que l'an dernier dans l'industrie du *bâtiment*, au Havre, sauf dans les entreprises de *couverture* et de *peinture*; la hausse des matières premières, qui n'a pas été suivie d'un mouvement analogue dans les prix de règlement, a rendu les travaux de construction moins rémunérateurs que l'an dernier.

Travail plus abondant que l'an dernier chez les *arrimeurs*, grâce aux arrivages de coton et de céréales, cependant l'augmentation de la concurrence et la suppression du travail fourni par les grandes compagnies qui, maintenant, arrivent elles-mêmes, ont diminué les tarifs et rendu les prix moins rémunérateurs.

**Analyse, par département,
des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.**

Seine. — 5 p. o/o des chômeurs chez les *jardiniers*; le travail continue à reprendre, les *jardiniers-chefs* augmentent leur personnel pour la mise en état des jardins. Également 5 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* du *placement mutuel* qui font 84 heures par semaine; placement plus facile que l'an dernier. Par contre, placement plus difficile que l'an dernier chez les *cuisiniers* qui comptent un peu plus du quart des leurs en chômage; un peu plus de 1 p. o/o chez les ouvriers en *biscuits* et *pains d'épice*.

Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *typographes*, grâce aux impressions pour les élections.

Reprise du travail chez les *cordonniers* qui comptent 13 p. o/o de chômeurs et font 50 heures par semaines. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *gainiers*, journée diminuée de deux heures pour 60 ouvriers.

7 p. o/o de chômeurs chez les *passementiers à la barre*, 8 p. o/o chez les *passementiers à la main* qui font 42 heures par semaine. Un cinquième de chômeurs chez les *coupeurs tailleurs*; journée diminuée de deux heures pour un tiers d'entre eux. Chez les ouvrières de l'*habillement*, chômage d'un peu plus de 1 p. o/o; dans la *confection*, la saison bat son plein, les acheteurs de province et de l'étranger faisant actuellement leurs achats; la *couture* est en retard, par suite de la température froide et pluvieuse; l'ensemble des affaires est jugé peu satisfaisant.

8 p. o/o de chômeurs chez les adhérents de la *solidarité des ouvriers charpentiers*, 1 p. o/o chez les *charpentiers* de la Seine; dans l'ensemble, la journée est augmentée de deux heures, l'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier. Reprise du travail et 5 p. o/o de chômeurs chez les *scieurs-découpeurs*; deux maisons qui occupaient 34 ouvriers viennent de fermer. 18 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* de Vincennes qui font 50 heures par semaine. L'amélioration signalée chez les *charrons* continue, quelques maisons font faire la journée de dix heures; cependant le chômage est tenu pour plus fréquent que l'an dernier, le mauvais temps retardant les réparations de voitures. 4 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers en voitures* et pas de signalés chez les *peintres en voitures* chez lesquels la journée est augmentée d'une heure. 4 p. o/o de chômeurs chez les adhérents de l'*Union des peintres en voitures*; un peu plus de 1 p. o/o chez les *ouvriers en voitures*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *chaisiers*; peu de chômeurs chez les *mouluriers* et *finisseurs*.

Pas de chômeurs chez les *tailleurs sur acier* et chez les ouvriers *balanciers*; un peu moins de 2 p. o/o chez les *tourneurs-décolleteurs* et chez les ouvriers en *instruments de précision*. 9 p. o/o chez les ouvriers du *bronze*; 1 p. o/o chez les ouvriers du *bronze imitation* et travail 35 à 40 heures par semaine. Reprise du travail et pas de chômeurs chez les *graveurs*.

Travail 60 heures par semaine chez les *maçons* d'Issy-les-Moulineaux. 13 p. o/o de chômeurs chez les *funistes* dont la journée est augmentée d'une heure sans modification des salaires. Pas de chômeurs chez les *peintres-graveurs sur verre*, le travail a repris depuis le mois dernier; même situation et 5 p. o/o de chômeurs chez les *biscauteurs-polisseurs* qui font la journée de dix heures.

Affaires très calmes et moins abondantes que l'an dernier chez les *loueurs* et *cochers* de grande remise. Pas de chômeurs chez les *employés de la traction mécanique*, de même chez les *pilotes de bateaux voyageurs*. 13 p. o/o de chômeurs chez les *garçons de magasin*, le placement se fait plus difficilement pour les employés âgés; on prend de préférence des jeunes gens. Les *porteurs aux halles* et *marchés* sont tous occupés, mais la reprise du travail du printemps se fait plus lentement que l'an dernier. Chez les *comptables*, 5 p. o/o des syndiqués sont inoccupés, le placement est devenu difficile par suite de l'accalmie des affaires.

4 p. o/o de chômeurs chez les employés de la *boucherie*. Un peu plus d'un cinquième chez les *garçons restaurateurs*, du tiers chez les *employés d'hôtels* chez qui une reprise s'est produite depuis le mois dernier; le placement à demeure a augmenté. Situation meilleure que celle de l'an dernier, placement plus facile et près de 2 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*. Peu de signalés chez les *élèves en pharmacie*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, chez les *travailleurs du liège*, l'activité signalée continue.

Reprise du travail chez les *tailleurs d'habits*, 8 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*. Les *employés de commerce* sont tous occupés.

Aisne. — Les *tisseurs à la main* de Serain estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage, 6 p. o/o de chômeurs chez les *vanniers* d'Étréaupont, 1 p. o/o chez les *royageurs, employés, dessinateurs* de Saint-Quentin.

Oise. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez les *typographes* de Beauvais. Travail toujours actif chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Hermes.

A Méru, pas de chômeurs et journée de douze heures chez les *dominotiers*, situation plus mauvaise que l'an dernier, les tarifs de façon tendant à diminuer chez les *boutonniers en os*.

A Beauvais, hausse sur les pommes de terre, 0 fr. 05 par deux litres et sur les fromages.

Somme. — A Amiens, 10 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en cuirs*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *bonnetiers* de Corbie qui comptent moitié des leurs sans commandes. A Amiens, 9 p. o/o de chômeurs chez les *teinturiers*; le taux des salaires a été diminué et on fait trois jours environ par semaine, 3 p. o/o de chômeurs chez les *tapissiers*. Pas de signalés et travail 48 heures par semaine chez les *serruriers*.

Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs chez les *typographes*, 1 p. o/o chez les *travailleurs du livre* de Boulogne-sur-Mer. Pas de signalés chez les *cordonniers* de Calais; de même chez ceux de Boulogne-sur-Mer.

A Boulogne-sur-Mer, le pain a diminué de 0 fr. 05 par deux kilos et demi; le charbon est augmenté de 0 fr. 10 par 50 kilos.

Nord. — Ralentissement du travail chez les *tisserands* d'Haspres, la plupart des ouvriers font quatre jours par semaine. De même, travail moins actif que le mois dernier chez les *tisserands* d'Avesnes-les-Auberts. A Armentières, un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs dans l'*industrie textile*. Un peu moins de 3 p. o/o chez les *imprimeurs sur tissus* de Valenciennes. Pas de signalés chez les *charpentiers* d'Armentières et journée augmentée d'une demi-heure pour 80 ouvriers. Pas de chômeurs chez les *tourneurs* de Felleries; de même chez les *métallurgistes* de Maubeuge. A Lille, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers sur métaux*; travail calme dans la *fonderie*, celle de *fer* principalement; travail actif dans la *construction mécanique* et dans la *chaudronnerie*. Chez les *marbriers en pendules* de Cousolre, ouvrage moins abondant que l'an dernier. A Armentières, pas de chômeurs chez les *peintres*.

Ardennes. — Chez les *ardoisiers-mineurs* de Fumay, situation toujours satisfaisante, 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Charleville. Chez les *tisseurs* d'Illy, un quart des ouvriers en chômage. De même, travail ralenti à Revin, journée réduite à dix heures et diminution d'une heure sur les mois précédents chez les *mouleurs à la machine* et chez les *mouleurs à la main*. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* d'Aiglemont et de Joigny-sur-Meuse; pour ces derniers, quelques ouvriers spécialistes qui manquaient d'ouvrage ont pu être embauchés dans une localité voisine.

A Charleville, hausse sur les pommes de terre de 0 fr. 50 par 10 litres.

Marne. — A Reims, dans l'*industrie lainière*, une maison qui occupait 120 ouvriers vient de fermer. Reprise du travail, journée augmentée d'une heure et 8 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*. De même, reprise du travail depuis le mois dernier chez les *maçons* qui comptent un tiers des leurs non embauchés.

Aube. — A Troyes, les *plâtriers* comptent un tiers environ des leurs inoccupés. Pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Meuse. — Chez les *carriers* de Lérouville, journée augmentée d'une heure et demie, travail actif.

Meurthe-et-Moselle. — Travail toujours actif chez les *mineurs* de Chavigny. A Nancy,

un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Travail toujours actif chez les *chapeliers*. 8 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures chez les *métallurgistes*. A Nancy, hausse sur le pain, 0 fr. 15 par 2 kilogrammes.

Vosges. — Journée diminuée d'une heure dans l'*industrie textile* à Moussey, 750 ouvriers sont atteints par cette réduction.

Haute-Saône. — A Vesoul, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Doubs. — Pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre* de Montbéliard. A Besançon, ralentissement du travail chez les ouvriers en *chaussures*, travail réduit chez les ouvriers de l'*équipement militaire* qui ne font que la demi-journée. Les *guillocheurs* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage. Ralentissement du travail chez les *ferblantiers* et *plombiers*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *monteurs en boîtes or*, la journée est diminuée de quatre heures sur la journée normale; on fait quarante heures par semaine. Reprise du travail chez les *terrasiers* et *manœuvres*; le génie militaire a mis quelques travaux en adjudication. De même, reprise du travail chez les ouvriers en *cadrans* qui comptent un quart des leurs en chômage.

Jura. — Travail toujours actif chez les *typographes* de Dôle. 10 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*artillerie* de Saint-Claude. Dans cette même ville, les *lapidaires* sont tous occupés.

Ain. — A Bourg, pas de chômeurs et journée de onze heures chez les *menuisiers*. 15 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*, qui font la journée de huit heures en moyenne.

Saône-et-Loire. — Travail de 60 à 65 heures par semaine chez les *chapeliers* de Louhans, 3 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* du Creusot.

Côte-d'Or. — Pas de chômeurs signalés chez les *tâcherons* de Villiers-le-Duc qui font soixante heures par semaine. De même pas de chômeurs chez les *charpentiers* de Dijon et journée augmentée de 2 heures dans l'ensemble des chantiers.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les *typographes* et chez les ouvriers de l'*industrie du cuir*. De même pas de chômeurs chez les ouvriers en *bâtiment* de Sens. A Auxerre, travail 77 heures par semaine chez les *charpentiers de marine*.

Nièvre. — Les *bûcherons* de Menestreau estiment que deux tiers des leurs ont cessé d'être occupés en forêt, la reprise pour l'écorçage ne devant avoir lieu que dans 2 mois. Travail encore actif chez ceux de Ciez. Peu de chômage chez ceux de Balleray; ceux qui ont cessé d'être employés en forêt ont trouvé du travail dans les fermes. Reprise du travail chez les ouvriers du *bâtiment* de Nevers, dont un grand nombre sont encore en chômage.

Allier. — Travail encore peu actif chez les *bûcherons* de Saint-Bonnet. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Durdar. Travail toujours actif chez les *typographes* de Cusset. Peu de chômeurs chez les *métallurgistes* de Montluçon. Chez les ouvriers sur *métaux* de Vichy, ouvrage moins abondant que l'an dernier. A Commentry, l'amélioration signalée dans la *métallurgie* continue.

Les *maçons* de Vichy comptent un tiers des leurs en chômage; ceux de Moulins un peu plus d'un cinquième. A Moulins, journée de onze heures chez les *tourneurs-potiers*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, les *confiseurs-pâtisseries* comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage; la journée est diminuée d'une heure dans la plupart des maisons de confiserie en gros. Pas de chômeurs et ouvrage en augmentation sur le mois dernier chez les *typographes*. De même chez les *chapeliers*. Les *maçons* estiment que deux tiers des leurs sont inoccupés et que le travail est moins abondant que l'an dernier. Les *plâtriers* comptent un peu plus du quart des leurs sans ouvrage.

Haute Loire. — Peu de chômeurs chez les *travailleurs de la terre* de Sainte-Florine; mais travail irrégulier par suite des mauvais temps. Chez les *mineurs* de Bouxbors, on a embauché de nouveaux ouvriers. Pas de chômeurs chez les *typographes* du Puy. A Saint-Didier, chez les *chefs d'ateliers cubaniers* travaillant à la main, par suite de l'augmentation de la concurrence des métiers mécaniques, ralentissement du travail; on compte 2 p. o/o de chômeurs.

Loire. — A Saint-Étienne, les *boulangers* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage. Ralentissement du travail chez les *tisseurs* de la Cergne, 5 p. o/o de chômeurs chez ceux de la Gresle. A Saint-Étienne, les *chefs d'ateliers rubaniers* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs manquent de commandes. Pas de chômeurs signalés chez les *passementiers* de la Fouillouse; depuis le mois dernier on a adapté des moteurs électriques à 30 métiers et si le travail était plus abondant, un plus grand nombre de métiers auraient reçu cette transformation. Pas de chômeurs chez les *chapelières-fouleurs* de Chazelles.

A Saint-Étienne, l'amélioration signalée les mois précédents chez les *métallurgistes* continue, on fait, dans plusieurs ateliers, des heures supplémentaires d'une façon continue, on compte un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez ceux de Saint-Chamond. Reprise du travail depuis le mois dernier et pas de chômeurs signalés chez les ouvriers en *lignes* du Chambon-Fougerolles. A Saint-Étienne, ouvrage plus abondant que le mois dernier et 10 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*. Pas de signalés chez ceux de Saint-Chamond.

Rhône. — A Lyon, travail actif chez les *jardiniers*, la journée est augmentée d'une heure pour la plupart d'entre eux. A la suite d'une entente, un règlement du travail est intervenu entre un grand nombre de patrons et d'ouvriers pour fixer la durée de la journée suivant les saisons, ainsi que le taux des heures supplémentaires. Un peu plus de 7 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*. Pas de signalés parmi les syndiqués chez les *cartonniers*. Le travail tend à reprendre chez les *typographes*, pas de chômeurs chez les *imprimeurs-conducteurs*.

Dans les *tissages de coton à la main* de Mardore, de Cours et de Saint-Jean-la-Bussière, travail toujours peu actif, on estime que moitié des ouvriers manquent de commandes, les façons sont en diminution. A Amplepuis, pas de chômeurs signalés chez les *tisseurs*. A Cours, on estime que le chômage atteint un tiers des *ouvriers en couvertures*. A Lyon, situation moins favorable que l'an dernier chez les *coupeurs-tailleurs*.

A Lyon, travail peu actif chez les *graveurs sur cuivre*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *sculpteurs-statuaire*s qui comptent environ un tiers des leurs sans commandes. Pas de chômeurs chez les *cochers-conducteurs de tramways*. Chez les *employés de commerce*, un peu moins de 2 p. o/o, on a pris le service de pleine saison et on fait 80 heures par semaine; la situation est jugée plus mauvaise que l'an dernier.

Haute-Savoie. — Situation moins bonne que l'an dernier chez les *carriers* de Mellerie. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *maçons* d'Évian.

Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs chez les *typographes*. Reprise du travail et 6 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*. Même situation et 10 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers* qui font la journée de 9 heures, en augmentation d'une heure et demie sur le mois dernier.

Isère. — A Grenoble, 4 p. o/o de chômeurs chez les *employés gaziers*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et 7 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *maçons* et *aides* qui comptent un quart des leurs sans emploi. Pas de chômeurs signalés chez les *tailleurs de pierre* de Montalieu-Vercieu.

Drôme. — L'amélioration signalée chez les *carriers* de Saint-Remès continue. Travail toujours actif chez les *typographes* de Valence.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 6 p. o/o de chômeurs chez les *vermicelliers*; les *boulangers* comptent un peu plus du quart des leurs sans place. Ralentissement de travail chez les *cuisiniers* de Cannes, qui comptent 18 p. o/o des leurs en chômage. A Nice, les *cordonniers* estiment que le tiers environ des leurs sont atteints par le chômage; de même chez les *maçons*, 4 p. o/o de chômeurs chez les *potiers* de Vallauris.

Var. — Travail toujours actif chez les *typographes* de Toulon. Ouvrage plus abondant que le mois dernier et moins de chômeurs chez les *cordonniers*.

Bouches-du-Rhône. — Chez les *pêcheurs* de Martigues, pêche en général, peu fructueuse et vente du poisson difficile, sauf pour le thon pour lequel la pêche a été plus abondante que l'an dernier. A Marseille, 5 p. o/o de chômeurs chez les *jardiniers*, 8 p. o/o chez ceux de Saint-Giniez. Chez les *mineurs* de Fuveau, travail encore peu actif, on chôme 2 à 3 jours par semaine. Pas de chômeurs signalés chez ceux de Saint-Savournin; de même pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *carriers* de Fontvieille. Même situation et 13 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de la Ciotat. A Marseille, les *cuisiniers navigateurs* comptent un tiers des leurs sans place.

A Marseille, 9 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs-imprimeurs*, un peu plus de 1 p. o/o chez les *typographes*, la reprise déjà signalée s'accroît; 9 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes* qui sont moins occupés que l'an dernier par suite de l'accalmie des affaires à l'approche des élections. Deux *tanneries* viennent de fermer, laissant 25 ouvriers inoccupés. 10 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliers* d'Aix.

A Marseille, placement plus difficile que l'an dernier chez les *chauffeurs* et *conducteurs de machines*; les *forgerons* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage et que le travail est moins abondant que l'an dernier, le mauvais temps et l'accalmie des affaires ayant amené le désarmement d'un certain nombre de navires. Travail 45 heures par semaine et 12 p. o/o de chômeurs chez les *paveurs*. Le chômage est en diminution chez les *marbriers*. Les *peintres* comptent un tiers des leurs non embauchés; cependant le travail tend à reprendre; l'amélioration se fait plus lentement chez les *peintres pour la marine*. Ralentissement du travail, journée diminuée de plusieurs heures chez les *tuiliers-céramistes* de Saint-Henry-Marseille qui comptent moitié des leurs en chômage. A Marseille, affaires difficiles chez les *cochers*. Placement plus difficile que l'an dernier chez les *employés de commerce*. 6 p. o/o de chômeurs chez les *employés de l'abattoir*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômage signalé chez les *typographes* qui sont plus occupés que l'an dernier; quelques journaux ont été créés dans le département en vue des élections. Chez les ouvriers de l'*union balaitière* de Caderousse, un quart de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier.

Ardèche. — A Annonay, chez les *mégissiers-palissonneurs*, travail calme par suite des difficultés de la vente des produits fabriqués. Chez les *mégissiers de rivière*, reprise de travail, on compte 5 p. o/o de chômeurs. Chez les *chapeliers* de Serrières, le ralentissement du travail continue, on fait 50 heures par semaine.

Gard. — A Nîmes, 4 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*.

Aveyron. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *mineurs* de Villefranche. Travail toujours actif chez les *typographes* de Rodez.

Tarn. — Ouvrage plus abondant que le mois dernier et 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* d'Albi.

Hérault. — Pendant la première quinzaine du mois de mars, un peu de chômeurs chez les *marins pêcheurs* de Cette; la mer étant encore mauvaise. Chez les *cultivateurs terrassiers* de Marsillargues, l'amélioration signalée continue.

Aude. — Arrêt du travail chez les *ouvriers agricoles* de Cuxac par suite du mauvais temps. Chez ceux d'Ouveillan et d'Ornaisons, travail toujours actif. A Carcassonne, ralentissement de travail chez les *cuisiniers*, la saison des foies gras étant terminée, on compte un quart de syndiqués en chômage. Reprise du travail et pas de chômeurs chez les ouvriers en cuir, de nombreuses commandes sont arrivées. Journée diminuée de 2 heures pour moitié des *ouvrières de l'habillement*; on fait généralement 52 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *chapeliers* de Quillan. A Carcassonne, reprise du travail et pas de chômeurs chez les *maçons*. Morte-saison plus longue que l'an dernier et 3 p. o/o de chômeurs chez les *employés vendeurs* de Narbonne.

Pyrénées-Orientales. — A Saint-Laurent-de-Cerdans, les *espadrilliers* comptent un cinquième des leurs en chômage, ils font 72 heures environ par semaine; pas de chômeurs chez les *trépointeurs*; l'amélioration déjà signalée s'est accentuée.

Haute-Garonne. — A Toulouse, 6 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-distillateurs*; une maison qui occupait 45 ouvriers est fermée pour cause de mauvaises affaires; 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Chez les ouvriers sur *métaux* qui comptent un tiers des leurs sans place, les patrons ont réduit la journée à 8 heures, afin de conserver une partie du personnel.

Basses-Pyrénées. — A Pau, pas de chômeurs signalés chez les ouvriers de l'*ameublement*. Reprise du travail chez les *peintres*, chez qui la journée est augmentée d'une heure.

Tarn-et-Garonne. — Pas de chômeurs chez les *chapeliers* de Septfonds.

Lot-et-Garonne. — A Villeneuve-sur-Lot, morte-saison plus longue que l'an dernier chez les *cordonniers-bottiers*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *charpentiers* qui comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage; 8 p. o/o de chômeurs chez les employés *linonadiers* d'Agen.

Gironde. — A Bordeaux, ouvrage moins abondant que l'an dernier et que le mois précédent chez les *terrassiers-mineurs*. Un peu plus de 12 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers-biscuitiers*; environ 18 p. o/o chez les *compagnons* et *aspirants boulangers*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et 4 p. o/o de chômeurs chez les *charrons-forgerons*. Pas de signalés chez les *tonneliers* de Vayres.

A Bordeaux, les ouvriers des *constructions maritimes* sont tous occupés. Chez les *bijoutiers*, le travail se maintient actif. Embarquements rares chez les *marins du commerce*; 14 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*; 5 p. o/o chez les *gens de maison*. Les *garçons linonadiers* comptent un peu plus du quart des leurs sans place; les *maîtres d'hôtel* et *garçons navigateurs*, 13 p. o/o; pour ces derniers, la situation est devenue plus difficile par suite de la diminution des embarquements.

Charente-Inférieure. — A Rochefort pas de chômage chez les *typographes*. Reprise du travail et 10 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Charente. — A Angoulême, ouvrage plus abondant que l'an et que les mois derniers chez les *typographes*. 13 p. o/o de chômeurs chez les *carrossiers-selliers*.

Haute-Vienne. — A Limoges, situation plus mauvaise que le mois précédent chez les *terrassiers* et *manœuvres*, par suite de la fermeture des chantiers communaux. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *typographes*, qui sont tous occupés; deux journaux ont été agrandis et un troisième a été fondé. Ouvrage moins abondant que l'an dernier, cependant pas de chômage chez les *sabotiers*. Chez les *maçons* de Saint-Junien, travail peu actif par suite du mauvais temps. A Limoges, 15 p. o/o de chômeurs chez les *journaliers en porcelaine* syndiqués; dans le reste de la corporation, on compterait un tiers des ouvriers non embauchés; plusieurs maisons font demi ou trois quarts de journée.

Corrèze. — 5 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*alimentation* de Tulle, un éta blissement vient de fermer.

Cher. — Chez les *bûcherons* d'Ids-Saint-Roch, pas de chômeurs; ceux qui ne sont pas occupés en forêt trouvent de l'ouvrage dans les champs. Les *bûcherons* de Saucergues estiment qu'un cinquième des leurs sont inoccupés; l'amélioration déjà annoncée continue.

De même, chez ceux de Vallenay, 12 p. o/o de chômeurs chez ceux de Méry-ès-bois. A Bourges, reprise du travail et pas de chômeurs chez les ouvriers *peintres*. Les ouvriers en *coitures* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage; la journée est augmentée d'une heure. A Vierzon, la reprise chez les *mouleurs sur métaux* s'ac-

centue. De même, reprise du travail depuis le mois dernier et 3 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Bourges. Reprise du travail et pas de chômeurs chez les *maçons* de Dun-sur-Auron. L'amélioration signalée chez les *chaufourniers* de la Guerche s'est maintenue. A la Guerche, hausse sur le pain, 0 fr. 05 par 5 kilogrammes.

Indre. — Ralentissement du travail chez les *bûcherons* du Poinçonnet, les coupes sont moins nombreuses que l'an dernier. A Châteauroux, ouvrage abondant et pas de chômeurs chez les *typographes*. De même chez les *métallurgistes*. Le chômage atteint un peu plus du quart des ouvriers du *bâtiment*; cependant la situation tend à s'améliorer. A Châteauroux, hausse sur le pain qui se vend 0 fr. 35 le kilogramme.

Vienne. — A Poitiers, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Reprise du travail et pas de chômeurs chez les *tailleurs*.

Deux-Sèvres. — A Niort, ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *typographes*. Les *gantiers* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage. 5 p. o/o, journée de dix heures et travail plus abondant que le mois dernier chez les *tailleurs de pierre*.

Vendée. — L'activité déjà signalée chez les *mineurs* de Faymoreau se maintient, il n'y a pas de stocks et les demandes continuent; les salaires ont diminué pour les piqueurs, ils ont augmenté pour les manœuvres de l'extérieur, qui font treize heures par jour. Reprise du travail et pas de chômeurs chez les *typographes* de la Roche-sur-Yon. Les *tisserands* d'Evraines comptent un peu plus du quart des leurs sans commandes; ceux des Epesses, 6 p. o/o. Pas de signalés chez les ouvriers du *bâtiment* de la Roche-sur-Yon et chez ceux des Sables-d'Olonne.

Loire-Inférieure. — A Nantes, les *cuisiniers* comptent un cinquième des leurs en chômage. Pas de signalés chez les ouvriers des usines de *produits chimiques*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et en augmentation sur le mois précédent chez les *relieurs-papetiers*. Les *typographes* de Châteaubriant comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage. A Nantes, 1 p. o/o chez les *typographes*. Les *selliers-bourreliers* estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage. Les *scieurs à la mécanique* et *monteurs de caisses* comptent un quart des leurs en chômage, on est en morte-saison en attendant les conserves alimentaires. 6 p. o/o de chômeurs chez les *serruriers*, ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée de onze heures. Chez les *ferblantiers-boitiers* de la Turballe, travail réduit à quarante heures par semaine. A Nantes, les *granitiers* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints, par le chômage. A Saint-Nazaire, dans un chantier de *constructions navales*, on a renvoyé du personnel (une centaine d'ouvriers) et on fait la journée de neuf heures. Dans l'industrie du *bâtiment*, situation stationnaire. Hausse sur le pain, à Saint-Nazaire et à Nantes, 0 fr. 05 par 3 kilogrammes.

Morbihan. — Chez les *menuisiers* de Lorient, l'amélioration signalée continue; on fait la journée de onze heures.

Finistère. — A Brest, chez les *typographes*, 12 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier par suite de la disparition d'un journal. Pas de chômeurs chez les *tonneliers* de Morlaix. 15 p. o/o chez les ouvriers du *bâtiment* de Quimper.

Ille-et-Vilaine. — Le ralentissement du travail continue chez les *coupeurs en chaussures* de Fougères, qui font la journée de huit heures. A Rennes, reprise du travail et journée de onze heures chez les *charpentiers*. Pas de chômeurs et travail de soixante heures par semaine chez les *tailleurs de pierre*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée augmentée d'une heure chez les *maçons*. Pas de chômeurs chez les *plâtriers* de Fougères, qui font la journée de dix heures. A Rennes, les *cochers* estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage. Situation plus difficile que l'an dernier chez les *employés de commerce*.

Maine-et-Loire. — Chez les *tisserands* de Cholet, travail suspendu deux jours par semaine dans un certain nombre de tissages. Dans deux tissages, journée augmentée d'une

heure pour 200 ouvriers. On compte un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs, 5 p. o/o chez ceux de la Séguinière, 1 p. o/o et reprise du travail depuis le mois dernier chez ceux de Trémentines; pas de chômeurs signalés chez ceux de la Tessoualle. A Angers, 8 p. o/o chez les *tapissiers* qui font huit heures par jour. Ralentissement du travail chez les *sculpteurs*, un tiers environ des ouvriers manquent de commandes.

A Cholet et à la Séguinière, pain augmenté de 0 fr. 10 par 6 kilogrammes.

Mayenne. — Le travail tend à diminuer chez les *typographes* de Laval, cependant pas de chômage signalé.

Sarthe. — Au Mans, 7 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens*. Un peu plus de 6 p. o/o chez les *peintres*, leur journée est augmentée de deux heures.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs signalés chez les *boulangers*. Reprise du travail et journée augmentée de deux heures chez les ouvriers en cuir d'Amboise. A Tours, ralentissement du travail chez les *tisseurs de soie*.

Loir-et-Cher. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier et un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *tanneurs* de Vendôme.

Loiret. — Les *bûcherons* de Vitry-aux-Loges comptent un tiers des leurs inoccupés par suite de la diminution des travaux en forêt qui ne reprendront qu'avec l'écorçage, dans quelques semaines. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs signalés chez les *maçons* d'Orléans.

Orne. — Pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre* d'Alençon.

Calvados. — Chez les *typographes* de Caen, travail toujours actif. 3 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière* de Condé-sur-Noireau. 16 p. o/o chez les *bonnetiers* de Falaise.

Eure. — Travail toujours actif chez les *compositeurs-imprimeurs* d'Évreux.

Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de chômeurs chez les *lithographes-papetiers*; les *relieurs* ont été réembauchés; de même, reprise du travail chez les *typographes*. Au Havre, les *voiliers* estiment que le chômage atteint un tiers des leurs. A Rouen, un peu moins de 1 p. o/o chez les *voyageurs en liquides*. Les *maîtres d'hôtel* et *garçons restaurateurs* comptent un tiers des leurs sans place.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour avril et mai 1898 :

Ambert (Puy-de-Dôme). — Travaux divers à l'hospice.....	108.900 ^f
Beauvais. — Rivière d'Oise. Construction d'un barrage avec écluses..	305.000
Belfort. — Guerre. Renforcement et prolongements de l'enceinte des faubourgs.....	169.000
Dôle. — Constructions d'égouts.....	144.000
Grandvilliers (Oise). — Construction d'un hôpital et aménagements divers.....	174.800
Lille. — Canal de Saint-Quentin. Doublement du chemin de halage.	175.000
Lyon. — Cylindrage à vapeur des chemins de grande communication	150.000
Moulins. — Canal de Roanne à Digoin. Améliorations (5 ^e lot).....	1.650.000
Oran. — Rechargement de chemins.....	221.100

Paris. — Mise en viabilité de la rue Herr prolongée	520.000 ¹
Paris. — Palais de l'esplanade des Invalides, Ferronnerie.....	1.822.000
Paris. — Réorganisation du marché Saint-Germain et construction d'un hôtel d'examens	796.500
Paris. — Ferronnerie de deux palais au Champ de Mars	2.000.000
Paris. — Construction de nouveaux bâtiments à Villers-Cotterets....	188.100
Paris. — Terrassements et maçonneries de 4 palais du Champ de Mars	500.300
Rennes. — Construction à l'asile d'aliénés de Saint-Méen	155.400
Rodez. — Ligne de Carmaux à Rodez. 4 ^e lot du viaduc de Vaur à Rodez.....	1.300.000
Tarbes. — Construction de l'église de Bardères-sur-l'Échez.....	110.000
Tourcoing. — Achèvement de l'hôtel de Ville.....	236.800
Tours. — Reconstruction du pont de Bléré sur le Cher.....	389.000
Versailles. — Construction d'un hôtel de ville.....	932.700

Résultats des Adjudications précédentes.

Alger. — Création d'un arrière-port dans la baie de l'Agha (jetée, terre-pleins et égouts (500.000 francs). — Adj. : Denizet, 17, rue d'Athènes, à Paris, 21.

Angoulême. — Travaux d'écuses (108.000 francs). — Adj. : Diot, à Châteauroux (Indre), 15; Petit-Galland, à Cognac, 12.

Belfort. — Renforcement et prolongement de l'enceinte des faubourgs (169.000 francs). — Adj. : terrassements, maçonneries, bétonnages. Simonnet, 26, 20; fourniture et mise en place de grilles défensives, Chaudel-Page; à Valdoie, 32.

Châteauroux. — Chemin de fer de Tournon-Saint-Martin à la Châtre. Terrassements et ouvrages d'art de la section d'Argenton à la Châtre (873.000 francs). — Adj. : Gouvernaire, à Chénier (Creuse), 24.

Clermont-Ferrand. — Chemin de fer de Saint-Eloy à Pauniat. Terrassements et ouvrages d'art (2^e lot : 560.000 francs). — Adj. : Noiré, à Bruyères (Vosges), 26.

Dinan. — Alimentation d'eau (260.675 francs). — Adj. : Lusselac, à Brest, 21; Fessard, à Angers, 8 et 30.

Épinal. — Construction d'écoles (165.000 francs). — Adj. : Baudoin, 0.10.

Guéret. — Chemin de fer de Felletin à Ussel, 1^{er} lot d'infrastructure (526.000 francs). — Adj. : Richard, à la Pallice-Rochelle (Charente-Inférieure), 7.

Huissieu-sur-Mauves (Loiret). — Reconstruction de l'église et du presbytère (109.700 francs). — Adj. : terrasse et maçonnerie, Conturier, à Cléry, 2; charpente, M^{me} Glomeau, à Orléans, 7; couverture et zinguerie, Rouillon, à Orléans, 8; plâtrerie, marbrerie, Guérin, à Aubigny (Cher), 6.

Mayenne (Mayenne). — Construction d'un abattoir (125.000 francs). — Adj. : Gauchard, 8.

Melun. — Canal du Loing. Travaux de dragages (120.000 francs). — Adj. : Brissot, à Champigny (Yonne), 25.

Montrouge (Seine). — Construction d'écoles (169.400 francs). — Adj. : terrasse, maçonnerie, Langlois, à Montrouge, 21, 80; menuiserie, Ollivier, à Clamart, 26; serrurerie, Ragot, 23, rue Debelleye, 28, 10; peinture et vitrerie, Luce, 24, rue Campo-Formio, à Paris, 40, 40; couverture, plomberie, Morin, 13, rue des Ursulines, à Paris, 30, 20.

Moulins. — 5^e lot des travaux d'amélioration du canal de Roanne à Digoin (1.650.000 francs). — Adj. : Molès, à Marcigny (Saône-et-Loire), 5.

Nice. — Reconstruction du quai des Charbons et du quai des Céréales. Comblement partie de l'ancienne cale de construction. Agrandissement de la cale d'épanouissement. Régularisation de la traverse du petit môle Ouest (529.230 francs). — Adj. : Camous, à Marseille, 10.

Nice. — Construction d'une jetée au port de Cannes (954.700 francs). — Adj. : Thus, à Nice, 18.

Paris. — Construction d'écoles, avenue de Choisy (476.500 francs). — Adj. : terrasse et maçonnerie, Dioudonnat, 77, avenue d'Ivry, 33, 10; charpente en bois, Régnier, 14, rue Danville, 32, 20; couverture, plomberie et ardoiserie, Jaquette, 36, rue d'Avron, 42, 50; menuiserie et parquetage, Reclin, 71, avenue d'Italie, 25, 30; ferronnerie et serrurerie, Chanson, 40, rue de la Fontaine-Saint-Georges, 33; fumisterie, Carret, 21, rue des Vertus, 42, 10.

Paris. — Transformation de la banquette de la Conférence en port droit (560.000 francs). — Adj. : Vazeille, à Tabarsac, par Langoiran (Gironde), 9.

Paris. — Mise en état de viabilité de la rue Herr prolongée (520.800 francs). — Adj. : terrassements *généraux*, *pavage*, *raccords*, Mesnard, 171, rue Croix-Nivert, 44,40; *dallage en bitume*, Mesnard, 38,20; *empierrement*, Biabaud, 151, rue Michel-Ange, 33,40; *bordures de trottoirs et passages pavés*, Mesnard, 37; *construction d'un égout*, Joyeux, 50, rue Linois, 32,30; *travaux de terrassements et fournitures diverses pour la plantation*, Vialard, 36, rue Cambronne, 37,30.

Paris. — Construction d'un groupe scolaire, rue Manin (860.366 francs). — Adj. : *terrassements et maçonnerie* « Les Maçons en bois » Les Charpentiers de Paris, 24, rue Labrouste, 25,40; *couverture, plomberie, ardoiserie et canalisation pour le gaz*, Ducroux, 11, rue Antoine-Reynier, 33,20; *menuiserie*, Bouillon, rue de Flandre, 39,60; *parquetage*, Guy, 10, rue Fabre-d'Eglantine, 22,10; *ferronerie et serrurerie*, Couvreur, 29, rue d'Argenteuil, 39,30; *peinture, vitrerie et tenture*, Audouin, 17, rue de Ménilmontant, 35,10; *canalisation du tout-à-l'égout*, Corroy, 9, rue de Javel, 39,20.

Paris. — Ferronnerie de 3 palais à l'Esplanade des Invalides (2.427.000 francs). — Adj. : Leclaire, 6, rue Boudreau, 5,90; Schmid, 245, rue Marcadet, 12,50; Baudon, à Nantes, 8.

Pont-de-Beauvoisin. — Agrandissement du magasin des tabacs (132.000 francs). — Adj. : Ribatto, à Pont-de-Beauvoisin (Savoie); Girard, au Pont-de-Beauvoisin (Isère).

Saint-Dié. — Construction d'un pont sur la Meurthe et d'un autre sur le canal des Grands-Moulins (126.000 francs). — Adj. : Blavy, à Nancy, 2.

Saint-Étienne. — Construction du canal du Forez (169.300 francs). — Adj. : Passard, à Saint-Uze (Drôme), 11; Chantelauze, à Lamure-d'Azergue (Rhône), 18; Bourgin, à Saltendouzy (Loire), 23.

Tulle. — Chemin de fer de Felletin à Ussel. Construction du 7^e lot d'infrastructure (524.000 francs). — Adj. : Rivailhier, à Castelnau-Durban (Ariège), 36.

Chemins de fer de l'Ouest. — Ligne de Dax à Saint-Sever. Travaux d'infrastructure. — Adj. : Bernadet, à Dax.

Chemins de fer de l'Ouest. — Terrassements, ouvrages d'art, maison de garde et bâtiments du 1^{er} lot de la section de Blain à la Chapelle-sur-Erdre. — Adj. : Rangeard, 9, rue Hégésippe-Moreau, à Paris.

Chemins de fer de l'Ouest. — Ligne de Dieppe au Havre. Section de Cang à Fécamp. Infrastructure (1.600.000 francs). — Adj. : Noutéan, à Fontaine-le-Dun (Seine-Inférieure).

Chemins de fer de l'Ouest. — Gare des Invalides. Maçonneries et travaux accessoires non compris les bâtiments (530.000 francs). — Adj. : Michou, 14, avenue de l'Observatoire, à Paris.

Chemins de fer P.-L.-M. — Ligne de Saint-Michel à Modane. Souterrain de la Brèche. — Adj. : Bonnet, à Nice.

Chemins de fer P.-L.-M. — Ligne d'Arlanc à Darsac. 5 lots d'infrastructure (6.677.000 francs). — Adj. : Serrailhier, à Marseille; Mercier, à Melun; Merle, 42, rue d'Amsterdam, à Paris; Choulas, à Châtillon-en-Bazois (Nièvre); Soulet, à Manosque (Basses-Alpes).

Chemins de fer P.-L.-M. — Ligne de Dôle à Poligny. Établissement de la 2^e voie (525.000 francs). — Adj. : Jallut, à Marseille.

Chemins de fer P.-L.-M. — Ligne de Craonne à Sembadel. Infrastructure (935.000 francs). — Adj. : Ermoglia, à Seurre (Côte-d'Or), et Chapuis, à Cosne (Nièvre).

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de mars.		Du 1 ^{er} janv. au 31 mars.	
	1898.	1897.	1898.	1897.
Faillites	140	111	347	359
Liquidations judiciaires	18	12	61	38
Conversions de liquidations en faillites	2	1	12	8

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations, pendant les trois mois de l'année 1898.

	1898.	1897.	VARIATIONS	
			en plus.	en moins.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	349.721.000	210.531.700	132.190.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	622.317.000	632.656.000	"	20.339.000
Objets fabriqués.....	158.163.000	152.738.000	5.425.000	"
TOTAUX ET BALANCE....	1.130.201.000	1.012.925.000	117.876.000	"
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	133.444.000	134.293.000	"	849.000
Matières nécessaires à l'industrie	209.107.000	211.115.000	"	2.008.000
Objets fabriqués.....	417.730.000	426.674.000	"	8.944.000
Colis postaux.....	39.737.000	43.505.000	"	3.768.000
TOTAUX ET BALANCE....	800.018.000	815.587.000	"	15.569.000

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Févr. 1898.	Mars 1898.	Mars 1897.
Farine, 12 marques, les 157 kilogrammes.....	61 ^f 40 ^a	64 ^f 10 ^e	45 ^f 15 ^c
Sucre brut blanc n° 3, les 100 kilogrammes....	32 00	31 35	25 50
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	43 65	46 60	32 85
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	52 40	53 50	55 25
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	39 25	40 75	39 75
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	29 50	31 50	34 00
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	45 50	48 50	46 00
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette)..	1 38	1 40	1 38
Veau, <i>idem.</i> ..	1 95	1 90	2 20
Mouton, <i>idem.</i> ..	1 80	1 80	1 84
Porc, <i>idem.</i> ..	1 26	1 48	0 98
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	38 50	37 12	45 25
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	121 50	"	114 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	42 50	42 50	38 25
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	16 50	16 50	17 50
Cuivre en lingots, <i>idem.</i> ..	133 50	138 00	137 00
Étain Banka, <i>idem.</i> ..	175 50	177 50	170 00
Plomb, <i>idem.</i> ..	33 25	37 25	30 25
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i> ..	48 50	49 50	48 25

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 mars il a été déposé 188 demandes en autorisation de bâtir, dont 145 pour des constructions neuves. Pendant le mois de mars 1897, le nombre des demandes avait été de 203, dont 115 pour des constructions neuves.

Mont-de-Piété de Paris. — Situation au 31 mars 1898 :

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombre.	francs.
Il y avait en magasin, le 28 février 1898 au soir.....			1.625.281	47.964.263
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	93.224	2.801.543	149.478	4.490.478
Par renouvellements.....	56.254	1.688.935		
TOTAL.....			1.774.759	52.454.741
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	90.810	2.675.038	159.371	4.576.346
Par renouvellements.....	56.254	1.688.935		
Par ventes.....	12.307	212.373		
RESTE en magasin le 31 mars 1898.....			1.615.388	47.878.395

VALEURS MOBILIÈRES.			TITRES.	SOMMES.
			nombre.	francs.
Il y avait en magasin, le 28 février 1898 au soir.....			21.593	5.811.963
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	1.933	465.382	3.946	1.024.298
Par renouvellements.....	2.013	558.916		
TOTAL.....			25.539	6.836.261
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	1.843	460.683	4.265	1.137.624
Par renouvellements.....	2.013	558.916		
Par ventes.....	409	118.025		
RESTE en magasin le 31 mars 1898.....			21.274	5.698.637

	GAGES CORPORELS.		VALEURS MOBILIÈRES.	
	Articles.	Sommes.	Titres.	Sommes.
	nombre.	francs.	nombre.	francs.
Restait en magasin, le 31 mars 1894...	1.820.559	49.265.486	15.971	4.520.544
1895...	1.729.104	46.338.423	18.189	5.050.749
1896...	1.633.729	45.690.159	21.014	5.714.816
1897...	1.624.987	47.710.801	21.346	5.819.733

Intérêts des emprunts : à 1 an, 2,75 p. o/o ; à 9 mois, 2,50 p. o/o ; à 6 mois, 2 p. o/o ; à 3 mois, 1,50 p. o/o.				
---	--	--	--	--

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant le mois de janvier 1898 a été de 2.170.654 tonnes. Il était, en 1897, de 1.867.654 tonnes, soit une augmentation de 16,2 p. o/o.

Recettes des principales compagnies de transport, à partir du 1^{er} janvier :

	Années	
	1898.	1897.
C ^{ies} de chemins de fer d'intérêt général (1 ^{er} avril).....	294,672,400 ^f	287,711,500 ^f
Compagnie des omnibus de Paris (31 mars)....	11,646,000	11,412,800
C ^{ie} des petites voitures de Paris (31 mars).....	4,784,200	4,965,500

TARLEAU COMPARATIF DES PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES
D'APRÈS LES RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR UN CERTAIN NOMBRE DE SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION
PENDANT LES ANNÉES 1895, 1896 ET 1897.

ANNÉES.	TRIMESTRES.	NOMBRE DE SOCIÉTÉS.	PAIN (au kilogramme).		VIANDE FRAÎCHE (au kilogramme).		LARD (au kilogramme.)		BEURRE (au kilogramme.)		POMMES DE TERRE. (au quintal).		VIN (au litre).		CHARBON (au quintal).	
			Quantités vendues.	Prix moyen de l'unité.	Quantités vendues.	Prix moyen de l'unité.	Quantités vendues.	Prix moyen de l'unité.	Quantités vendues.	Prix moyen de l'unité.	Quantités vendues.	Prix moyen de l'unité.	Quantités vendues.	Prix moyen de l'unité.	Quantités vendues.	Prix moyen de l'unité.
			kilogr.	fr. c.	kilogr.	fr. c.	kilogr.	fr. c.	kilogr.	fr. c.	quint.	fr. c.	litres.	fr. c.	quint.	fr. c.
1895	1 ^{er} ...	192	5.258.408	0 275	201.974	1 75	189.258	1 55	41.623	3 40	6.627	8 70	2.195.357	0 40	"	"
	2 ^e ...	175	5.297.693	0 27	238.471	1 50	147.076	1 68	66.271	2 69	3.169	11 90	2.054.000	0 41	"	"
	3 ^e ...	164	4.870.461	0 28	163.642	1 72	85.803	1 69	54.439	2 70	1.380	9 05	1.620.219	0 44	"	"
	4 ^e ...	262	6.759.870	0 26	399.977	1 70	251.676	1 50	99.735	2 88	5.533	7 94	3.255.195	0 45	102.859	3 47
1896	1 ^{er} ...	502	15.168.819	0 255	347.169	1 51	132.874	1 55	94.560	2 84	3.426	7 48	3.011.085	0 49	89.200	3 43
	2 ^e ...	465	12.492.304	0 25	437.937	1 68	112.821	1 47	130.107	2 83	3.549	10 25	3.760.519	0 45	29.907	3 56
	3 ^e ...	420	10.892.088	0 24	232.247	1 59	105.511	1 44	626.401	2 81	1.601	8 67	2.203.403	0 50	31.815	3 51
	4 ^e ...	389	10.996.294	0 24	201.863	1 48	115.319	1 30	57.008	3 03	2.137	7 54	1.438.711	0 44	63.572	3 22
1897	1 ^{er} ...	432	12.188.571	0 27	197.135	1 49	106.102	1 30	41.709	2 73	2.305	7 11	2.602.538	0 41	228.792	2 87
	2 ^e ...	428	11.970.074	0 27	197.231	1 58	92.568	1 40	67.705	2 65	1.881	11 30	3.023.263	0 42	79.253	2 88
	3 ^e ...	448	12.174.968	0 31	201.579	1 49	119.868	1 47	59.071	2 73	3.066	8 86	4.090.210	0 32	60.187	3 14
	4 ^e ...	433	12.551.523	0 33	324.647	1 61	182.578	1 46	164.824	2 51	10.050	9 06	1.509.572	0 42	98.482	3 09

Sucrierie. — Production comparée, du 1^{er} septembre au 28 février, des campagnes 1897-98 et 1896-1897.

CAMPAGNES.	NOMBRE DE SUCRERIES ayant travaillé.	QUANTITÉS DE BETTERAVES mises en œuvre.	POIDS, EXPRIMÉ EN RAFFINÉ, de sucre extrait.
		kilogrammes.	kilogrammes.
1897-98.....	344	6.402.058.179	664.771.329
1896-97.....	358	6.765.000.233	600.659.824
Augmentation	"	"	64.111.505
Diminution	14	362.942.054	"

La production minérale en France. — On trouvera dans le tableau ci-dessous l'état de la production des combustibles minéraux en France pendant l'année 1897, comparée à celle de l'année 1896.

L'augmentation en 1897 a été de 1.545.500 tonnes environ, soit 5,3 p. o/o.

PRODUCTION DES COMBUSTIBLES MINÉRAUX.

DÉPARTEMENTS.	1897.	1896.	AUGMEN- TATION.	DIMI- NUTION.
	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
Allier.....	986.327	932.331	53.996	"
Aveyron.....	1.022.388	1.002.128	20.260	"
Gard.....	1.841.146	1.857.961	"	16.815
Loire.....	3.604.994	3.535.344	69.650	"
Nord.....	5.548.773	5.201.877	346.896	"
Pas-de-Calais.....	12.806.984	11.870.661	936.323	"
Saône-et-Loire.....	1.959.751	1.915.948	43.803	"
Tarn.....	563.850	548.213	15.637	"
Autres départements...	2.401.140	2.325.437	75.703	"
TOTAUX.....	30.735.353	29.189.900	1.562.268	16.815
Augmentation en 1897 : 1.545.453 tonnes, soit 5.29 p. o/o.				

Métaux. — Voici quelle a été la production des fontes, fers et aciers, pendant l'année 1897 comparée avec celle de 1896. Il y a eu augmentation de 5,7 p. o/o

pour les fontes (fontes d'affinage, 6,13; fontes de moulage, 3,97), diminution peu sensible sur les fers (0,06 p. o/o), et augmentation pour les aciers (ouvrés, 4,63 p.o/o; en lingots, 8,54 p. o/o).

PRODUCTION DES FONTES.

DÉPARTEMENTS.	D'AFFINAGE.		DE MOULAGE ou MOULÉES de 1 ^{re} fusion.		TOTAL.	
	1897.	1896.	1897.	1896.	1897.	1896.
	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
Gard.....	44.970	38.992	27.388	2.385	72.358	41.377
Landes.....	66.022	65.222	6.955	6.365	72.977	71.587
Haute-Marne.....	21.377	27.432	37.120	31.406	58.497	58.838
Meurthe-et-Moselle.....	1.148.842	1.075.444	377.049	393.082	1.525.891	1.468.526
Nord.....	292.000	260.950	"	"	292.000	260.950
Pas-de-Calais.....	76.548	72.954	"	"	76.548	72.954
Saône-et-Loire.....	100.609	95.763	745	3.063	101.354	98.826
Autres départements.....	201.210	202.086	71.308	64.393	272.518	266.479
TOTAUX.....	1.951.578	1.838.843	520.565	500.694	2.472.143	2.339.537
AUGMENTATION en 1897.....	112.735 soit 6,13 p. o/o.		19.871 soit 3,97 p. o/o.		132.606 soit 5,67 p. o/o.	

PRODUCTION DES FERS ET DES ACIERS.

DÉPARTEMENTS.		1897.	1896.
		tonnes.	tonnes.
FERS.			
Allier.....	19.246	20.701	
Ardennes.....	94.020	103.139	
Loire.....	32.593	31.912	
Haute-Marne.....	68.739	77.468	
Meurthe-et-Moselle...	51.089	47.459	
Nord.....	333.570	306.840	
Saône-et-Loire.....	48.693	58.796	
Seine.....	33.897	22.890	
Autres départements.	146.426	159.553	
TOTAUX.....	828.273	828.758	
Diminut ^{on} en 1897.		485,	
		soit 0,06 p. o/o	
ACIERS OUVRÉS.			
Rails.....	189.862	176.021	
Aciers marchands....	547.346	519.257	
Tôles.....	222.046	221.539	
TOTAUX.....	959.254	916.817	
Augment ^{on} en 1897.		42.437	
		soit 4,63 p. o/o.	

DÉPARTEMENTS.		ACIERS.			
		OUVRÉS.		EN LINGOTS.	
		1897.	1896.	1897.	1896.
		tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
Allier.....	34.347	32.953	39.619	48.281	
Ardennes.....	46.168	46.559	10.512	9.998	
Gard.....	40.037	30.230	49.973	36.867	
Landes.....	50.262	44.999	57.051	54.394	
Loire.....	63.987	68.072	56.781	82.053	
Loire-Inferieure.....	48.594	36.875	63.345	46.063	
Meurthe-et-Moselle...	124.995	150.675	478.570	419.873	
Nord.....	209.745	184.059	219.996	195.621	
Pas-de-Calais.....	57.876	58.046	73.198	71.628	
Saône-et-Loire.....	100.087	98.017	113.873	110.766	
Autres départements.	183.156	166.332	118.677	105.199	
TOTAUX.....	959.254	916.817	1.281.595	1.180.743	
Augment ^{on} en 1897.		42.437	100.852		
		soit 4,63 p. o/o.	soit 8,54 p. o/o.		

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} AVRIL.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITES.	NOMBRE DES				LOCALITES.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
FÉVRIER 1898.					FÉVRIER 1898.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	283	86	79	5	Boulogne-s.-Mer	85	52	52	"
— (11 ^e —).	1021	997	352	"	Bourges.....	95	42	38	5
— (11 ^e —).	643	584	334	27	Cholet.....	39	19	16	3
— (14 ^e —).	778	585	570	4	Nice.....	200	56	56	12
— (16 ^e —).	162	150	92	1	Perpignan....	59	37	20	16
— (17 ^e —).	227	1039	189	1.477	Saint-Étienne..	36	43	36	"
— (18 ^e —).	409	227	206	3	Alger.....	554	175	115	82
— (19 ^e —).	145	199	82	25					
Lille.....	6	"	"	"					
Nancy.....	159	51	38	"					
MARS 1898.					MARS 1898.				
Paris (11 ^e arr ^t).	678	518	372	23	Angers.....	216	87	85	18
— (13 ^e —).	195	189	125	"	Besancon.....	118	47	20	"
— (14 ^e —).	415	302	264	"	Saint-Nazaire..	258	6	1	5
— (15 ^e —).	214	265	220	"	Toulon.....	50	22	22	"
— (16 ^e —).	176	212	153	5	Toulouse.....	295	110	90	"
Refuges munic.	"	"	120	171	Tours.....	316	152	145	"
Levallois-Perret.	220	145	34	30					
Brest.....	44	9	9	"					
Lisieux.....	63	35	31	"					
Orléans.....	5	2	2	"					
Sens.....	24	8	8	"					

C. — SYNDICATS PATRONAUX (MARS).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Indre-et-Loire...	Tours.....	Charcuterie.....	35	31	29	"
Maine-et-Loire...	Angers.....	Pharmaciens.....	2	1	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Teinturiers-dégraisseurs.....	12	7	7	"
Seine.....	Paris.....	Épicerie.....	555	520	426	"
Id.....	Id.....	Architectes.....	34	20	20	"
Id.....	Id.....	March. et fabric. papetiers.....	71	29	29	"
Id.....	Id.....	Meunerie française.....	14	6	6	"
Id.....	Id.....	Entrepreneurs de trav. publics.....	11	1	2	"
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	60	53	45	"
Id.....	Id.....	Couteliers.....	19	17	16	"
Id.....	Id.....	Syndicat du papier et des indus- tries qui le transforment.....	60	43	36	"
Seine-Inférieure...	Le Havre.....	Commerce de l'épicerie.....	12	9	9	"
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	1	2	"	"

(1) Placement de nourrices au sein.

D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES COURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (MARS 1898).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Voyageurs et dessinateurs.....	"	"	1	"
Allier.....	Vichy.....	Fédération des syndicats.....	209	41	28	1
Alpes-Maritimes.....	Cannes.....	Cuisiniers.....	12	8	3	5
Id.....	Nice.....	Boulangers.....	12	5	"	"
Id.....	Vallauris.....	Potiers.....	4	"	"	"
Ardèche.....	Serris.....	Chapeliers foulards.....	4	"	"	"
Aube.....	Troyes.....	Coiffeurs.....	8	9	6	2
Aude.....	Carcassonne.....	Cuisiniers.....	4	"	"	"
Id.....	Cuxac.....	Agriculteurs.....	65	"	"	"
Bouches-du-Rhône.....	Marseille.....	Jardiniers.....	3	2	2	"
Id.....	Id.....	Conducteurs typographes.....	4	"	"	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	8	3	2	1
Id.....	Id.....	Imprimeurs.....	18	13	13	"
Id.....	Id.....	Chaudisseurs-conducteurs.....	10	"	"	"
Id.....	Id.....	Marbriers.....	51	44	10	"
Id.....	Id.....	Peintres.....	20	10	10	"
Charente.....	Angoulême.....	Carrossiers.....	20	"	"	"
Cher.....	Bourges.....	Ouvriers en voitures.....	3	"	"	"
Id.....	Méry-ès-Bois.....	Bûcherons.....	8	"	"	"
Id.....	Valleny.....	Id.....	30	"	"	"
Corrèze.....	Tulle.....	Ouvriers de l'alimentation.....	3	2	1	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Charpentiers.....	5	2	2	3
Doubs.....	Besançon.....	Ouvriers en cadres.....	3	"	25	"
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs-pâtisseries.....	7	5	5	1
Haute-Garonne.....	Toulouse.....	Terrassiers.....	12	15	20	35
Id.....	Id.....	Confiseurs distillateurs.....	6	2	2	4
Id.....	Id.....	Union métallurgique.....	31	4	"	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Boulangers biscuitiers.....	"	"	32	79
Id.....	Id.....	Compagnons boulangers.....	6	14	6	12
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers.....	"	"	25	30
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	43	15	13	8
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	48	62	26	2
Indre.....	Châteauroux.....	Métallurgistes.....	4	"	"	"
Id.....	Le Poinçonnet.....	Bûcherons.....	20	"	"	"
Isère.....	Grenoble.....	Typographes.....	11	1	"	1
Loire.....	Saint-Etienne.....	Boulangers.....	8	"	"	"
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	Serruriers.....	7	9	15	"
Lot-et-Garonne.....	Agen.....	Garçons de café.....	1	1	"	6
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Forgerons.....	4	5	4	"
Id.....	Id.....	Tapissiers.....	3	1	2	"
Id.....	Cholet.....	Tisserands.....	25	"	20	"
Id.....	Trémouilles.....	Id.....	1	"	"	"
Marne.....	Reims.....	Menuisiers.....	4	"	"	"
Meurthe-et-Moselle.....	Nancy.....	Typographes.....	1	3	1	"
Oise.....	Beauvais.....	Id.....	1	1	1	"
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.....	Confiseurs-pâtisseries.....	8	"	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Jardiniers.....	12	26	12	"
Id.....	Id.....	Confiseurs-pâtisseries.....	27	16	17	"
Id.....	Id.....	Sculpteurs.....	4	2	"	2
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	25	27	19	2
Sarthe.....	Le Mans.....	Mécaniciens.....	10	8	"	"
Id.....	Id.....	Peintres.....	2	1	1	"
Seine.....	Paris.....	Jardiniers (Saint-Fiacre).....	50	400	50	3
Id.....	Id.....	Boulangers (Assoc. mut.).....	45	38	15	23
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	237	45	18	115
Id.....	Id.....	Biscuitiers.....	10	12	10	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	178	240	"	"
Id.....	Id.....	Gainiers.....	8	5	5	"
Id.....	Id.....	Passementiers à la barre.....	20	10	10	"
Id.....	Id.....	Passementiers à la main.....	10	1	1	"
Id.....	Id.....	Charpentiers (Solidarité des).....	100	75	"	15

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Seine.....	Paris.....	Charpentiers de la Seine.....	5	9	13	"
Id.....	Id.....	Scieurs-découpeurs.....	22	"	15	"
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	60	50	50	"
Id.....	Id.....	Union indépendante des peintres en voitures.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en voitures.....	17	5	4	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	59	14	25	"
Id.....	Id.....	Ouvriers du bronze.....	7	4	3	"
Id.....	Id.....	Graveurs.....	"	3	1	"
Id.....	Id.....	Fumistes.....	50	17	"	"
Id.....	Id.....	Peintres sur verre.....	4	4	4	"
Id.....	Id.....	Biseauteurs.....	5	"	"	"
Id.....	Id.....	Empl. de la traction mécanique.....	8	"	4	"
Id.....	Id.....	Garçons de magasin.....	76	29	30	14
Id.....	Id.....	Comptables.....	23	12	6	2
Id.....	Id.....	Ouvriers de la boucherie.....	"	"	57	36
Id.....	Id.....	Garçons restaurateurs.....	"	"	16	71
Id.....	Id.....	Limonadiers restaurateurs.....	"	"	28	102
Id.....	Id.....	Employés d'hôtel.....	78	30	20	6
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	"	120	750
Id.....	Id.....	Elèves en pharmacie.....	16	22	14	2
Seine-Inférieure.....	Rouen.....	Maîtres d'hôtel et garçons rest.....	88	125	115	20
Somme.....	Amiens.....	Tapissiers.....	3	3	1	1
Tarn.....	Albi.....	Typographes.....	2	2	1	1

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (MARS).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Gironde.....	Bordeaux.....	Société «L'Étoile».....	320	203	61	142
Maine-et-Loire...	Angers.....	Société des maréchaux ferrants..	17	30	17	2
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Société des voyageurs et empl.	"	"	2	"
Nord.....	Dunkerque.....	Société l'Abeille.....	2	"	1	"
Pas-de-Calais.....	Boulogne-sur-Mer.	Société des employés.....	10	"	"	"
Sarthe.....	Le Mans.....	Société des comptables.....	"	1	"	1
Seine.....	Paris.....	Compagnons-tonneliers-fondriers	6	5	"	"
Id.....	Id.....	Charcutiers.....	420	386	359	4
Id.....	Id.....	Société suisse des commerçants.	68	27	21	"
Id.....	Id.....	Compagnons charçons.....	32	60	32	"
Id.....	Id.....	«Union Helvetia».....	373	139	82	12
Id.....	Id.....	Concierges-gérants.....	12	15	6	"
Id.....	Id.....	Société de la boucherie.....	"	183	98	15
Id.....	Id.....	Société «L'Étoile».....	504	976	80	896
Id.....	Id.....	Société «Le Bâtiment».....	9	10	1	1
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	57	7	1
Id.....	Id.....	Comptables.....	95	78	35	12
Id.....	Id.....	Société «La Couturière».....	21	8	"	"
Id.....	Id.....	Voyageurs de commerce.....	"	53	"	"
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs - ferrand.	78	12	"	12
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	190	62	62	690
Id.....	Id.....	Employés du com. et de l'ind.	3	7	2	"
Constantine.....	Batna.....	Société des anciens militaires...	3	3	3	"

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (MARS).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Bouches-du-Rhône.	Marseille	Assistance par le travail.	11	"	6	"
Doubs	Besançon	Id.	9	1	1	8
Gironde.	Bordeaux	Id.	"	1	10	13
Indre-et-Loire.	Tours	Patronage des prisonniers libérés.	2	1	1	"
Marne	La Chalmelle.	Colonie agricole.	"	9	4	3
Rhône	Lyon	Asile protestant.	24	56	16	"
Id.	Id.	Assistance des femmes par le travail.	11	11	11	"
Id.	Id.	Assistance par le travail.	137	9	6	14
Seine.	Paris	Id.	90	66	24	14
Id.	Id.	Oeuvre des Dames de Bon-Secours.	"	"	60	"
Id.	Id.	Société de protect. des Alsac.-Lorrains.	"	4	4	"
Id.	Id.	The english catholic home.	68	54	15	1
Id.	Id.	The Mission home.	90	98	16	1
Id.	Id.	Société des visiteurs des pauvres.	40	5	4	1
Id.	Id.	Asile Saint-Charles.	163	300	95	"
Id.	Id.	Société philanthropique.	"	"	"	319
Id.	Id.	Société philanthropique savoisienne.	100	205	143	"
Id.	Id.	Maison des sœurs de la Croix.	"	"	586	"
Id.	Id.	Société protestante du travail.	53	52	37	"
Seine-et-Marne.	Melun.	Assistance par le travail.	114	114	7	107
Vienne	Poitiers	Id.	22	"	11	11
Algérie	Alger	Union internationale des amies de la jeune fille.	"	"	15	"

RÉCAPITULATION PAR PROFESSION DES PLACEMENTS EFFECTUÉS, EN 1897,
PAR LES BUREAUX MUNICIPAUX ET LES BOURSES DU TRAVAIL
(ayant fourni des renseignements à l'Office du travail).

1° BUREAUX MUNICIPAUX DE PARIS.

HOMMES.					FEMMES.				
PROFESSIONS.	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués		PROFESSIONS.	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure.	en extra.				à demeure.	en extra.
Valets de chambre.	298	162	83	1	Bonnes	18.994	14.321	11.533	172
Cochers et valets de pied.	735	139	116	6	Cuisinières	1.687	1.083	793	109
Domestiques	962	161	124	7	Femmes de ménage	8.090	4.085	3.451	209
Concierges	1.164	289	218	2	Nourrices	28	11	11	"
Garçons de magasin	5.550	789	652	32	Couturières	4.120	3.512	2.921	3.604
Hommes de peine.	6.020	1.170	922	166	Lingères	974	1.399	500	1.273
Garçons de courses.	6.223	5.305	3.275	149	Fleuristes	1.025	2.226	514	2.586
Employés aux écritures	2.790	1.255	953	20	Modistes	605	1.002	219	1.080
Garçons de café	857	565	451	16	Mécaniciennes	1.221	1.432	765	698
Courtiers et placiers	1.053	706	541	110	Demoiselles de magasin	1.344	649	435	78
Apprentis	2.444	4.820	1.321	3.749	Demoiselles pour les courses	987	706	445	60
Grooms	394	195	144	1	Caissières	450	149	110	"
Divers.	6.348	2.750	1.153	1.552	Divers	8.858	9.404	3.271	5.186
TOTAUX....	34.818	18.249	9.950	5.811	TOTAUX....	48.683	42.082	24.968	15.055

RÉCAPITULATION DES PLACEMENTS A DEMEURE ET DES PLACEMENTS EN EXTRA.

DESIGNATION.	PLACEMENTS à DEMEURE.		PLACEMENTS en EXTRA.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
TOTAUX des placements effectués par les Bureaux municipaux de Paris en 1897.....	9.959	24.968	5.811	15.055
TOTAUX des placements effectués en 1896.....	8.937	19.685	1.170	2.222
A ajouter les placements effectués par les 1 ^{er} et 11 ^{es} arrondissements, non compris dans les totaux ci-dessus.....	197	365	500	1.131
TOTAUX GÉNÉRAUX pour 1896.....	9.134	20.050	1.670	3.353
DIFFÉRENCE en plus pour l'année 1897.....	825	4.918	4.141	11.702

(Il n'y a pas de bureaux de placement dans les VII^e, VIII^e, XVI^e et XI^e arrondissements; mais il existe dans ce dernier une *société de placement gratuit* fondée le 25 juin 1871, qui fonctionne à la Mairie. La société a effectué plus de 7,000 placements depuis sa fondation : en 1897, elle a placé 1192 personnes parmi lesquelles 225 comptables et employés, 201 hommes de peine, 151 garçons de magasin, 228 femmes de ménage et bonnes, 122 ouvrières, etc.)

2° AUTRES BUREAUX MUNICIPAUX.

(Brest, Lille, Lisieux, Nancy, Orléans et Sens.)

DESIGNATION.	DEMANDES D'EMPLOI.		OFFRES D'EMPLOI.		PLACEMENTS			
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	à DEMEURE.		EN EXTRA.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1 ^{er} Concierges, domestiques, valets de chambre, etc.....	766	1.917	239	999	189	701	1	"
2 ^e Employés de commerce, de bureau.	1.010	62	236	13	182	8	"	"
3 ^e Employés et ouvriers de l'alimentation.....	159	"	19	"	13	"	"	"
4 ^e Jeunes gens et employés divers....	115	27	113	17	80	11	"	"
5 ^e Ouvriers de l'industrie en général.	617	111	317	59	262	36	"	"
TOTAUX.....	2.727	2.150	954	1.088	726	762	1	"

3^e BOURSES DU TRAVAIL.

Angers.
Besançon.
Boulogne-sur-Mer.
Bourges.

Carcassonne.
Montpellier.
Nîmes.
Saint-Étienne.

Saint-Nazaire.
Toulon.
Toulouse.

DÉSIGNATION.	DEMANDES		OFFRES		PLACEMENTS			
	D'EMPLOI.		D'EMPLOI.		À DEMEURE.		EN EXTRA.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1 ^o Concierges, domestiques, valets de chambre, etc.	1.115	2.677	549	1.193	270	1.018	2	151
2 ^o Employés de commerce, de bureau.	2.000	75	1.012	47	953	37	3	"
3 ^o Employés et ouvriers de l'alimentation	667	"	475	"	454	"	8	"
4 ^o Jeunes gens et employés divers . . .	263	16	99	12	86	9	"	"
5 ^o Ouvriers de l'industrie en général.	3.588	1.161	3.300	1.158	1.927	858	122	2
TOTAUX.	7.633	3.929	5.435	2.410	3.690	1.922	135	153

Pendant l'année 1897, la *Bourse du Travail d'Alger* a reçu 5.444 demandes et 2.446 offres d'emploi; elle a effectué 2.345 placements à demeure et 1.845 placements en extra.

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

ŒUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE MARS.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.860	130	601	*	27.345
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	6.733	842	307	549	23.487
Asile de la rue Mouffetard.	229	10	"	6	1.075
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	152	7	762
— (rue Labat).....	"	"	347	22	1.023
— (rue Saint-Jacques)...	"	"	436	71	2.264
— (avenue du Maine)...	"	"	62	62	636

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

VILLE DE PARIS.

		PERSONNES secourues pendant le mois de février.	
Indigents (secours réguliers)	{	de moins de 60 ans.	{ Hommes 5.865
			{ Femmes 9.952
	{	de 60 ans et plus...	{ Hommes 11.257
			{ Femmes 22.371
TOTAL des indigents secourus.		49.445	
Nécessiteux (secours irréguliers)	{	de moins de 60 ans.	{ Hommes 6.305
			{ Femmes 8.628
	{	de 60 ans et plus...	{ Hommes 2.925
			{ Femmes 4.901
	{	Âge et sexe non spécifiés (xvi ^e arr.)	{ 375
TOTAL des nécessiteux secourus.		23.134	

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de mars 1898, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Charente-Inférieure [1^{er} février 1898]. — Chambre syndicale de la boulangerie de l'arrondissement de la Rochelle (28 membres). Siège social : rue du Temple, 35, à la Rochelle.

Cher [1^{er} janvier 1898]. — Union syndicale des agents généraux d'assurances du département du Cher (36 membres). Siège social : rue du Prinal, 7, à Bourges.

Finistère [8 décembre 1897]. — Syndicat de la boulangerie de Morlaix. (27 membres). Siège social : rue de Paris, 23 bis, à Morlaix.

Gironde [23 janvier 1898]. — Chambre syndicale des maîtres tuiliers de la vallée du Dropt (30 membres). Siège social : Morizès.

Ille-et-Vilaine [20 janvier 1898]. — Chambre syndicale de la boulangerie de Saint-Malo et de la région (42 membres). Siège social : Saint-Malo.

Loire-Inférieure [14 février 1898]. — Chambre syndicale des patrons charcutiers des environs de Nantes (38 membres). Siège social : rue Sainte-Catherine, chez A. Bonneau, cafetier, à Nantes.

Loiret [3 mars 1898]. — Union syndicale des limonadiers-restaurateurs et débitants de vins d'Orléans et du Loiret (42 membres). Siège social : rue Sainte-Catherine, 66, à Orléans.

Nord [17 janvier 1898]. — Chambre syndicale des fleuristes, horticulteurs et marchands de couronnes de Roubaix-Tourcoing et ses environs (17 membres). Siège social : rue du Vieil-Abreuvoir, 28, à Roubaix.

Pas-de-Calais [14 février 1898]. — Chambre syndicale des teinturiers et apprêteurs de Calais (11 membres). Siège social : boulevard Jacquart, à Calais.

Rhône [1^{er} février 1898]. — Chambre syndicale des bureaux de placement autorisés de la ville de Lyon, du Rhône et des départements limitrophes (15 membres). Siège social : rue des Quatre-Chapeaux, 13, à Lyon.

[3 février 1898]. — Chambre syndicale de la teinture en pièces, de l'apprêt, de l'impression et des industries similaires (18 membres). Siège social : place des Terreaux, 3, à Lyon.

Seine [8 février 1898]. — Chambre syndicale des plaqueurs, ciseleurs pour sellerie et carrosserie (32 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris.

[29 janvier 1898]. — Chambre syndicale des fabricants de colle et gélatine (31 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris.

[26 février 1898]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de fêtes publiques et particulières du département de Seine-et-Oise (18 membres). Siège social : boulevard de Sébastopol, 6, à Paris.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [10 février 1898]. — Syndicat des ouvriers charpentiers de la ville de Moulins (22 membres). Siège social : boulevard de Courtais, à Moulins.

Alpes-Maritimes [6 février 1898]. — Syndicat des ouvriers vermicelliers des deux sexes et parties similaires de la ville de Nice (96 membres). Siège social : place Garibaldi, 10, à Nice.

[1^{er} février 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de Cannes (40 membres). Siège social : rue Rouguières-Bar-Sardou, à Cannes.

Cher [19 février 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers de l'ameublement de la ville de Bourges (75 membres). Siège social : Bourse du travail, à Bourges.

Gard [1^{er} février 1897]. — Union syndicale des ouvriers mineurs et assimilés des mines de Rochebelle (400 membres). Siège social : rue du Faubourg-de-Rochebelle, 8, à Alais.

Haute-Garonne [18 février 1898]. — Chambre syndicale des revendeuses de la ville de Toulouse (50 membres). Siège social : Bourse du travail, à Toulouse.

Loire-Inférieure [3 mars 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers riveurs et auxiliaires de la ville de Nantes (150 membres). Siège social : Bourse du travail, à Nantes.

Rhône [1^{er} mars 1898]. — Association professionnelle des artistes musiciens de la ville de Lyon (70 membres). Siège social : rue Puits-Gaillot, 17-19, à Lyon.

[6 mars 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers tourneurs sur bois de Lyon (15 membres). Siège social : rue Moncey, 54, à Lyon.

Sarthe [24 février 1898]. — Chambre syndicale des conducteurs, receveurs, mécaniciens, chauffeurs, électriciens, ouvriers et employés du dépôt du tramway électrique du Mans. Siège social : Bourse du travail, au Mans.

Seine [1^{er} février 1898]. — Chambre syndicale des coloristes-enlumineurs (60 membres). Siège social : rue des Écoles, 21, à Paris.

[20 février 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers du périmètre de la Compagnie du gaz (155 membres). Siège social : boulevard de Magenta, 1 bis, à Paris.

[11 mars 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers tonneliers (vins et spiritueux du département de la Seine) (287 membres). Siège social : boulevard de Reuilly, 14, à Paris.

Seine-Inférieure [29 janvier 1898]. — Chambre syndicale des serruriers en bâtiments (35 membres). Siège social : Bourse du travail, à Rouen.

[13 février 1898]. — Chambre syndicale des fondeurs et parties similaires du Havre (9 membres). Siège social : Bourse du travail, au Havre.

Deux-Sèvres [23 janvier 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers et parties similaires (37 membres). Siège social : mairie de Niort.

3^e SYNDICATS AGRICOLES.

Aube [1^{er} février 1898]. — Syndicat viticole de Laperrière et du Champscourt (16 membres). Siège social : Maraye-en-Orthe.

Côtes-du-Nord [7 décembre 1896]. — Syndicat agricole de Plaintel. Siège social : Plaintel.

Indre-et-Loire [4 février 1898]. — Syndicat agricole et viticole de la commune d'Ingrandes (67 membres). Siège social : Ingrandes.

[6 février 1898]. — Syndicat agricole et viticole de Fondettes (195 membres). Siège social : Fondettes.

Haute-Marne [4 janvier 1898]. — Association syndicale de prévoyance contre la mortalité de la race bovine (30 membres). Siège social : Enfouvelle.

Nièvre [13 février 1898]. — Union viticole de la Celle-sur-Nièvre (83 membres). Siège social : mairie de Cosne.

Savoie [1^{er} janvier 1898]. — Syndicat agricole de Notre-Dame-des-Vignes (72 membres). Siège social : Aiton-Villard.

Seine-Inférieure [5 février 1898]. — Syndicat agricole de l'arrondissement de Neufchâtel-en-Bray (400 membres). Siège social : Neufchâtel.

Deux-Sèvres [13 mars 1898]. — Union syndicale agricole des habitants de la Faye-Monjault (57 membres). Siège social : la Faye-Monjault.

Somme [1^{er} janvier 1898]. — Syndicat agricole d'Etinehem (37 membres). Siège social : Etinehem.

Vaucluse [26 février 1898]. — Syndicat agricole de Villes (10 membres). Siège social : Villes.

4^o UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Pas-de-Calais [19 janvier 1898]. — Union des syndicats d'assureurs du Pas-de-Calais (5 chambres syndicales adhérentes). Siège social : mairie d'Arras.

B. SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [1890]. — Syndicat des fabricants français de broderies mécaniques (7 membres). Siège social : rue Saint-Jean, 48, à Saint-Quentin.

Alpes-Maritimes [1886]. — Syndicat des marchands bouchers de la ville de Nice (63 membres). Siège social : place aux Herbes, 4, à Nice.

Charente-Inférieure [1884]. — Chambre syndicale de la boulangerie de l'arrondissement de la Rochelle (24 membres). Siège social : café français, rue du Temple, 35, à la Rochelle.

Eure-et-Loir [1872]. — Chambre syndicale des entrepreneurs généraux et spéciaux d'Eure-et-Loir (industrie du bâtiment) (76 membres). Siège social : rue de Chuisnes, 13, à Chartres.

Loiret [1890]. — Syndicat des brasseurs (2 membres). Siège social : mairie d'Orléans.

Pyrénées-Orientales [1883]. — Chambre syndicale de la boulangerie perpignanaise (34 membres). Siège social : café Casenove, place du Castillet, à Perpignan.

Somme [1892]. — Syndicat des brasseurs du département de la Somme (40 membres). Siège social : café du Globe, rue des Trois-Cailloux, à Amiens.

2^o SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne [1890]. — Chambre syndicale des ouvriers en instruments de musique (cuivre et bois) de Château-Thierry (29 membres). Siège social : hôtel de ville de Château-Thierry.

Hautes-Alpes [1895]. — Chambre syndicale des ouvriers réunis du bâtiment (7 membres). Siège social : rue de l'Égout, 20, à Gap.

Alpes-Maritimes [1894]. — Chambre syndicale des ouvriers tapissiers de Nice (68 membres). Siège social : à la bourse du travail de Nice.

Ardèche [1895]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres et plâtriers d'Annonay (40 membres). Siège social : hôtel de ville d'Annonay.

Ardennes [1890]. — Chambre syndicale des ouvriers en bâtiments de Sedan et des environs (120 membres). Siège social : rue des Caquettes, 13, à Sedan.

Aube [1897]. — Chambre syndicale des rebrousseurs de Troyes (20 membres). Siège social : rue Charbonnet, 6, à Troyes.

[1891]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers en bâtiments (40 membres). Siège social : 10 bis, place de l'Hôtel-de-Ville, à Troyes.

Charente-Inférieure [1896]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de pierre, maçons et manœuvres du bâtiment de la ville de Marennes (25 membres). Siège social : mairie de Marennes.

[1891]. — Chambre syndicale des peintres du bâtiment de Rochefort-sur-Mer (18 membres). Siège social : rue Thiers, 78, à Rochefort.

Corrèze [1892]. — Syndicat des ouvriers du bâtiment de la ville de Brive (60 membres). Siège social : chapelle du vieux collège, rue Blaise-Raynal, à Brive.

Indre [1895]. — Syndicat des bûcherons, carriers et journaliers de la commune d'Ardentes et autres (27 membres). Siège social : Ardentes.

[1894]. — Chambre syndicale typographique et des industries similaires d'Issoudun (8 membres). Siège social : mairie d'Issoudun.

Isère [1896]. — Chambre syndicale des tailleurs de pierre et carriers de Terept et des environs (150 membres). Siège social : Terept.

[1890]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en chaussures de la ville de Saint-Marcellin (9 membres). Siège social : Saint-Marcellin.

[1894]. — Chambre syndicale des ouvrières chapelnières de la ville de Grenoble (23 membres). Siège social : bourse du travail de Grenoble.

Pyénées-Orientales [1895]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs d'habits de Perpignan (28 membres). Siège social : bourse du travail, à Perpignan.

[1893]. — Syndicat des corps réunis, garçons limonadiers, d'hôtels et restaurants de la ville de Perpignan (46 membres). Siège social : bourse du travail, à Perpignan.

Haute-Savoie [1897]. — Syndicat des vigneron de Douvaine (22 membres). Siège social : mairie de Douvaine.

Vaucluse [1894]. — Chambre syndicale des ouvriers maçons d'Avignon (16 membres). Siège social : café Chave, place de l'Horloge, à Avignon.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Aisne [1894]. Société syndicale des cultivateurs de la commune d'Amigny-Rouy (32 membres). Siège social : Amigny-Rouy.

Hautes-Alpes [1887]. — Syndicat professionnel des agriculteurs du canton de Serres (150 membres). Siège social : mairie de Serres.

Alpes-Maritimes [1895]. — Syndicat agricole et horticole de Nice (60 membres). Siège social : place Garibaldi, 11, à Cagnes.

Aube [1893]. — Union syndicale des vigneron et cultivateurs de Rouvres (30 membres). Siège social : Rouvres.

Doubs [1895]. — Syndicat du groupe cantonal de Vercel (41 membres). Siège social : Passonfontaine.

Eure-et-Loir [1890]. — Syndicat viticole d'Anet (20 membres). Siège social : Anet.

Savoie [1893]. — Syndicat général des agriculteurs de Bourges (219 membres). Siège social : Chatelard.

Vaucluse [1887]. — Syndicat professionnel agricole de Caderousse (72 membres). Siège social : café Constance, à Caderousse.

[1892]. — Syndicat des trufficulteurs de Croagnes (35 membres). Siège social : à la tuillière de Croagnes, commune de Saint-Saturnin.

4° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Indre [1896]. — Union fédérale des syndicats de l'Indre (5 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Châteauroux.

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS.

[Suite et fin.] (1)

D'après les renseignements extraits de l'*Annuaire des syndicats professionnels*
publié par l'Office du travail.

Profession des syndiqués. — Voici l'état comparatif du nombre des syndicats industriels et commerciaux par catégories de professions au 1^{er} juillet 1897.

ÉTAT COMPARATIF DU NOMBRE DES SYNDICATS PAR INDUSTRIES AU 1^{er} JUILLET 1897.

DÉSIGNATION DES PROFESSIONS SYNDIQUÉES.	SYNDICATS			TOTAL des SYNDICATS au 1 ^{er} juillet 1897.
	PATRONAUX.	OUVRIERS.	MIXTES.	
Industrie du bâtiment (architectes, maçons, charpentiers, couvreurs, menuisiers, peintres, serruriers, plâtriers, etc.).....	168	557	28	753
Alimentation (boulangers, bouchers, épiciers, industries et commerce des boissons en gros).....	59½	134	24	752
Industries métallurgiques (fondeurs, mouleurs, mécaniciens, etc.)....	110	347	11	468
Habillement et toilette (chapellerie, chaussure, tailleurs, équipement militaire, etc.).....	106	251	44	401
Industrie du livre (papiers, imprimerie, reliure, cartonnage, librairie, autographie, marchands de journaux, etc.)	107	225	16	348
Industries de luxe (horlogerie, bijouterie, objets d'art, optique, tabletterie, dorure, parfumerie, nacrerie, articles de Paris, jouets)...	116	131	6	253
Industries et commerce du bois (constructeurs de navires, carrossiers, charrons, tonneliers, emballeurs, marchands de bois, etc.).....	66	123	2	191
Industries textiles (fil et tissus, peignage, tissage, filature, cotons, laines, soie, chanvre, etc.).....	35	132	12	179
Médecins, dentistes, sages-femmes, vétérinaires.....	133	6	"	139
Industrie des transports (transports maritimes, navigation intérieure, chemin de fer, camionnage, loueurs de voitures de place, cochers)...	63	62	9	134
Industrie des cuirs et peaux (ganterie, etc.).....	38	89	1	128
Pharmaciens, droguistes, herboristes, produits chimiques.....	122	6	"	128
Concessions et régies de l'Etat et des communes.....	5	104	"	109
Ameublement.....	30	73	1	104
Hôtels, cafetiers, restaurateurs, logeurs, cuisiniers, débitants de boissons.....	46	52	5	103
Horticulteurs, fleuristes, jardiniers.....	71	17	10	98
Industrie céramique (verres, porcelaines, faïences, briques, tuiles, poteries, etc.)	35	43	1	79
Beaux-arts (artistes peintres, sculpteurs, graveurs, ornementalistes, dessinateurs, etc.).....	27	32	7	66
Employés de commerce, d'administration, comptables, etc.....	"	63	1	64
Industries extractives (carriers, mineurs, puisatiers, etc.).....	17	44	1	62
Offices ministériels, assurances, crédit.....	56	4	"	60
Courtiers, commissionnaires, voyageurs, représentants de commerce...	18	36	4	58
Meunerie, grains, grâines, farines, pâtes alimentaires.....	38	2	1	41
Bûcherons, sylviculteurs, etc.....	1	34	"	35

(1) Voir *Bulletin* de mars 1898, p. 284.

Les totaux des colonnes du tableau qui précède seraient sans intérêt, car divers syndicats sont comptés plusieurs fois et font nombre pour des industries différentes.

Bourses du travail. — Pour terminer cette revue générale des institutions dérivées de la loi du 21 mars 1884, il reste à parler des Bourses du travail.

Au 1^{er} juillet 1897, il existait en France et en Algérie 49 Bourses en activité, renfermant 1.047 syndicats et 166.886 membres. Leurs dates de fondation sont indiquées ci-dessous.

En 1887.....	2	Paris, Nîmes ;
En 1888.....	1	Marseille ;
En 1889.....	2	Saint-Étienne, Toulon ;
En 1890.....	4	Toulouse, Bordeaux (2), Béziers ;
En 1891.....	6	Montpellier, Tours, Nantes, Cholet, Lyon, Alger ;
En 1892.....	6	Saint-Girons, Cognac, Saint-Nazaire, Villeneuve-sur-Lot, Angers, Boulogne-sur-Mer ;
En 1893.....	9	Nice, Narbonne, Angoulême, Besançon, Rennes, Saumur, Chaumont, Boulogne-sur-Seine, Dijon ;
En 1894 (1 ^{er} juillet).....	2	Grenoble Perpignan ;
En 1895 (1 ^{er} juillet).....	4	Le Mans, Oran, Issy-les-Moulineaux, Nevers ;
En 1896 (1 ^{er} juillet).....	13	Commentry, Narbonne (indépendante), Carcassonne, Aix, Romans, Valence, Chalon-sur-Saône, Clichy, Rouen, Versailles, Niort, Amiens, Limoges.
TOTAL.....	49	

Des tentatives de créations semblables ont été faites, sans aboutir, dans plusieurs autres villes. D'autre part, diverses Bourses qui avaient été créées n'ont pas subsisté, savoir : les Bourses de Cahors et Agen (créées en 1891), Roanne (1892), Carcassonne et le Puy (1893). La Bourse de Roanne a été fermée par une délibération du Conseil municipal de cette ville en date du 29 mai 1895. Elle comprenait à cette époque 10 syndicats groupant 6.690 syndiqués.

Les Bourses du travail ne sont pas de simples offices de placement ; elles servent aussi de siège social à des unions de syndicats ouvriers qui se proposent : d'un côté, de défendre et de faire triompher tous les intérêts qui leur sont communs ; de l'autre, d'organiser des réunions, des conférences, des publications et des bibliothèques. Quelques Bourses ont fondé des cours professionnels et des caisses de secours pour les ouvriers de passage.

Les Bourses du travail sont encouragées par les municipalités, qui ont dépensé pour les établir 3.107.638 francs et qui leur accordent annuellement 322.260 francs de subventions ; les départements leur allouent, d'autre part, 17.900 francs chaque année.

On trouvera ci-après un tableau des Bourses du travail en activité au 1^{er} juillet 1897.

TABLEAU GÉNÉRAL DES BOURSE

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	DATE DE LA FONDATION.	FRAIS D'INSTALLATION supportés par les budgets municipaux.	SUBVENTION ANNUELLE		NOMBRE de syndicats ADHÉRENTS		DIFFÉ- RENCES	
				municipale.	départementale.	en 1896.	en 1897.	en plus.	en moins.
Allier	Commentry.....	1896.....	"	300	"	2	2	"	"
Alpes-Maritimes ..	Nice.....	1893.....	9.500	7.000	500	19	19	"	"
Aude.....	Narbonne.....	1893.....	"	2.500	200	6	8	2	"
	Narbonne (indép ^{le}) ..	1896.....	"	"	"	"	4	4	"
	Carcassonne.....	1896.....	"	2.000	"	"	5	5	"
Bouches-du-Rhône.	Aix.....	1896.....	"	"	1.800	"	11	11	"
	Marseille.....	1888.....	33.000	20.000	6.500	73	76	3	"
	Angoulême.....	1893.....	1.000	1.540	1.000	9	11	2	"
Charente.....	Cognac.....	1892.....	"	700	"	15	16	1	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	1893.....	"	5.200	"	15	23	8	"
Doubs.....	Besançon.....	1893.....	"	2.500	"	23	21	"	2
Drôme.....	Romans.....	1896.....	"	"	"	8	9	1	"
	Valence.....	1896.....	"	600	200	9	9	"	"
Gard.....	Nîmes.....	1887.....	27.138	3.000	1.000	6	7	1	"
Haute-Garonne...	Toulouse.....	1890.....	15.600	10.820	"	56	60	4	"
	Bor- (Municip. Indép...)	1890.....	16.600	3.800	"	28	31	3	"
Hérault.....	deaux.....	1890.....	"	"	"	24	25	1	"
	Montpellier.....	1890.....	4.700	4.700	1.000	25	28	3	"
	Béziers.....	1890.....	4.000	3.500	1.000	25	18	"	7
Ile-et-Vilaine.....	Rennes.....	1893.....	1.270	6.000	"	19	19	"	"
Indre-et-Loire.....	Tours.....	1891.....	500	4.000	500	14	19	5	"
Isère.....	Grenoble.....	1894.....	4.000	2.600	"	24	31	7	"
Loire.....	Saint-Etienne.....	1889.....	13.000	22.600	"	33	31	"	2
	Le Puy.....	1893.....	1.500	"	"	5	5	"	"
Loire-Inférieure...	Nantes.....	1893.....	5.000	4.000	"	29	42	13	"
	Saint-Nazaire.....	1892.....	"	1.000	"	13	13	"	"
Lot-et-Garonne...	Villeneuve-sur-Lot.....	1892.....	100	"	"	7	5	"	2
	Angers.....	1892.....	1.300	3.200	"	29	24	"	5
	Cholet.....	1891.....	400	"	"	6	5	"	1
Maine-et-Loire...	Saumur.....	1893.....	500	1.000	"	10	10	"	"
	Chaumont.....	1894.....	"	"	"	6	6	"	"
Nièvre.....	Nevers.....	1895.....	600	2.000	200	7	8	1	"
Pas-de-Calais.....	Boulogne-sur-Mer.....	1892.....	1.000	750	"	12	11	"	1
	Perpignan.....	1893.....	900	3.000	"	10	15	5	"
Rhône.....	Lyon.....	1894.....	55.524	24.700	"	62	64	2	"
Saône-et-Loire.....	Chalon-sur-Saône.....	1896.....	"	300	"	6	5	"	1
	Le Mans.....	1895.....	15.900	3.500	"	19	23	4	"
Sarthe.....	Boulogne-sur-Seine.....	1893.....	"	"	"	5	5	"	"
	Clichy.....	1896.....	"	"	"	2	2	"	"
	Issy-les-Moulineaux.....	1895.....	"	"	"	1	1	"	"
Seine.....	Paris.....	1887.....	2.872.372	154.100	"	165	193	28	"
Seine-Inférieure...	Rouen.....	1896.....	"	"	"	21	21	"	"
Seine-et-Oise.....	Versailles.....	1896.....	"	"	"	11	12	1	"
Deux-Sèvres.....	Niort.....	1896.....	"	1.000	500	10	17	7	"
Somme.....	Amiens.....	1896.....	"	"	"	6	7	1	"
Var.....	Toulon.....	1889.....	534	4.000	"	21	18	"	3
Haute-Vienne.....	Limoges.....	1896.....	16.000	8.500	"	30	30	"	"
Alger.....	Alger.....	1892.....	4.500	7.250	1.000	13	15	2	"
Oran.....	Oran.....	1895.....	1.200	600	2.500	7	7	"	"
TOTAUX.....		49 bourses	3.107.638	322.260	17.900	946	1.047	125	24

DU TRAVAIL EN 1897.

EFFECTIF DES SYNDICATS adhérents.		DIFFÉRENCES		PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES BOURSES en 1896				OBSERVATIONS.
en 1896.	en 1897.	en plus.	en moins.	Demandes.	Offres.	à demeure.	en extra.	
770	778	8	"	"	"	"	"	
2.539	2.048	"	491	3.489	1.005	818	129	
307	336	29	"	1.700	1.400	300	100	
"	157	157	"	225	180	50	120	
"	269	269	"	"	"	"	"	
"	613	613	"	512	127	30	"	
13.129	10.624	"	2.505	9.587	7.127	8.838	"	
600	480	"	120	295	148	136	"	
594	604	10	"	1.007	903	944	"	
1.520	1.992	472	"	1.996	546	840	"	
1.427	1.497	70	"	1.330	717	296	"	
480	512	32	"	"	"	"	"	
440	344	"	96	320	170	125	30	
195	223	28	"	850	435	400	"	
4.900	4.621	"	279	"	"	2.753	"	
2.002	6.622	4.620	"	5.664	2.725	2.513	"	
2.167	1.173	"	994	665	581	580	"	
1.058	1.153	95	"	1.612	820	765	121	
1.451	695	"	756	1.300	1.100	200	900	
3.127	2.578	"	549	4.075	1.961	1.636	"	
1.838	2.615	777	"	2.755	1.607	1.338	"	
3.211	5.994	2.783	"	1.406	693	678	"	
3.204	2.954	"	250	941	598	512	20	
153	142	"	11	"	"	"	"	
2.325	3.300	975	"	2.543	2.032	1.965	4.292	
1.673	1.552	"	121	636	274	193	"	
137	97	"	40	"	"	"	"	
3.000	2.137	"	863	1.970	839	792	"	
945	2.498	1.553	"	580	317	258	40	
291	291	"	"	549	354	213	"	
855	802	"	53	"	"	"	"	
510	2.080	1.570	"	"	"	"	"	
1.746	1.542	"	204	2.297	792	760	"	
672	361	"	311	419	252	209	"	
8.492	8.897	405	"	6.251	3.138	2.269	50	
255	238	"	17	130	102	7	86	
1.691	1.986	295	"	3.243	525	485	"	
286	286	"	"	670	275	90	482	
110	117	7	"	"	"	"	"	
100	100	"	"	"	"	"	"	
66.243	81.166	14.923	"	"	"	"	"	
1.703	1.703	"	"	1.353	82	55	25	
340	433	93	"	63	47	13	28	
762	591	"	171	60	50	28	"	
1.160	1.730	570	"	"	"	"	"	
940	644	"	296	475	"	188	"	
3.625	3.625	"	"	1.657	600	542	"	
1.456	1.262	"	194	3.299	1.822	1.626	900	
298	224	"	74	2.301	1.237	1.038	127	
144.727	166.686	30.354	8.395	68.220	32.611	33.553	7.450	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Les grèves du mois de mars ont donné lieu à douze applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage.

1° Grève de tisseurs à Roubaix. — Le 11 mars, 140 ouvriers du tissage Terninck à Roubaix se sont mis en grève parce que, aux termes d'un nouveau règlement, ils étaient rendus responsables des défauts constatés dans les pièces, et frappés d'amendes le cas échéant.

Ils ont demandé immédiatement l'intervention du juge de paix, mais le patron a refusé.

La grève a pris fin le 26 mars aux conditions imposées.

2° Grève de tullistes à Caudry (Nord). — Deux ouvriers de la fabrique de tulle Galli et C^e, à Caudry, occupés à la confection d'un article spécial payé 0 fr. 55 le rack, demandaient une augmentation de 0 fr. 10 qui leur fut refusée.

Ils quittèrent le travail le 22 février et furent suivis par quatre autres de leurs camarades.

Sur la demande de M. Galli, un groupe de vingt fabricants eut une entrevue avec la commission ouvrière dans le but de trancher la question, et le prix du rack fut fixé à 0 fr. 60.

Les ouvriers acceptèrent, mais à condition que tous les grévistes fussent réintégrés, ce que M. Galli refusa, prétextant qu'il avait embauché trois ouvriers nouveaux.

Une réunion de conciliation devait avoir lieu en présence du juge de paix, mais pendant les négociations les grévistes furent tous embauchés dans un autre établissement. C'est ainsi que le conflit prit fin le 14 mars.

3° Grève de chaudronniers de la Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée à la Seyne (Var). — Le 1^{er} janvier dernier, la Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée supprima la caisse de secours qui existait dans son établissement, caisse alimentée par des retenues sur le salaire.

Elle fit en même temps savoir à ses ouvriers que, s'ils voulaient organiser une société de secours mutuels régulièrement constituée, l'administration en faciliterait le fonctionnement en faisant retenir par ses caissiers, pour les verser au trésorier de la Société ouvrière, les cotisations des adhérents.

En conséquence, une caisse de secours fut aussitôt organisée par les ouvriers.

Mais les contremaîtres et les employés divers, ne pouvant faire partie de cette organisation exclusivement ouvrière, demandèrent à la Compagnie de rétablir à leur profit une caisse qu'elle gèrerait elle-même.

La Compagnie y consentit, en admettant à faire partie de cette organisation, non seulement les contremaîtres et les employés, mais encore ceux de ses ouvriers qui le désireraient.

800 d'entre eux sur 5.000 qu'elle occupe se firent inscrire.

Les autres, adhérents pour la plupart à la caisse ouvrière, demandèrent que la caisse patronale fût fermée à leurs camarades.

Ils craignaient que celle-ci ne fit à la leur une concurrence redoutable, parce que

certaines ouvriers seraient portés à adhérer à la caisse patronale dans l'espoir de se concilier ainsi les faveurs de l'administration.

La direction ayant refusé, la grève fut votée. Il fut décidé que les chaudronniers, au nombre de 586, dont le concours est indispensable aux ouvriers des autres professions, cesseraient seuls le travail le 5 mars.

Une déclaration fut immédiatement envoyée par les grévistes au juge de paix qui réunit le 14 un comité de conciliation.

La Compagnie déclara qu'elle n'avait jamais pris l'engagement de ne pas créer une caisse de secours autre que celle des ouvriers; que, de plus, elle était résolue à maintenir celle qu'elle venait de fonder, laissant d'ailleurs ses ouvriers libres d'en faire partie ou non.

L'entente ne put s'établir et l'arbitrage proposé par le juge de paix fut repoussé par le directeur.

Cependant, la Société, faute de travail, licenciant peu à peu son personnel et, le 17 mars, 2.000 ouvriers étaient en chômage.

Le préfet et le maire s'entremirent pour essayer d'amener une entente, mais leurs démarches restèrent infructueuses.

Le 23, dans une assemblée générale des grévistes, et sur les conseils de la municipalité, le principe de la reprise du travail fut votée aux conditions suivantes, aussitôt transmises au conseil d'administration à Paris :

1° Coexistence des deux caisses; celle de la Compagnie ne devant plus toutefois accueillir un seul ouvrier nouveau.

2° Communication, à l'administration de la caisse ouvrière, de la liste des adhérents à la caisse patronale.

3° Aucun renvoi pour faits de grève.

La réponse de l'administration parvint à la Seyne le 26 mars; le conseil déclarait qu'il ne pouvait accepter les propositions des ouvriers et qu'il maintiendrait, dans les conditions actuelles, la caisse de secours gérée par lui pour les ouvriers qui voulaient en faire partie. Aucun renvoi ne serait prononcé pour faits de grève, la Société faisant toutes réserves pour les actes d'indiscipline commis antérieurement.

Devant cette réponse, la continuation de la grève fut votée.

Le 29 mars, les grévistes envoyèrent à Paris une délégation de cinq membres (trois ouvriers et deux commerçants de la Seyne) qui fut reçue par le conseil d'administration de la Société. Aucune solution ne put sortir de ces nouvelles négociations. Informés de ce résultat négatif par un télégramme de leurs délégués, les grévistes, réunis en assemblée générale le 4 avril, décidèrent la continuation de la grève. 3.500 ouvriers environ sont en chômage.

Le conflit a duré jusqu'au 18 avril. Les ouvriers ont repris le travail en acceptant le maintien de la caisse de secours gérée par la Compagnie.

4° Grève d'ouvriers d'une fabrique de brosses à Rennes. — A la suite de l'établissement à Rennes d'une nouvelle broserie, les 25 ouvriers de la maison Boissoreil ont demandé une augmentation sur certains articles payés plus cher à leurs camarades de l'établissement récemment fondé. N'ayant pu l'obtenir, ils ont cessé le travail le 9 mars.

Ils ont réclamé l'intervention du juge de paix que le patron a refusée.

Le travail a été repris le 29 mars après transaction.

5° Grève de vidangeurs à Lyon. — A la suite d'une note parue dans un journal de Lyon, annonçant la formation d'un syndicat dans le personnel des voi-

turiers et employés de la Compagnie des vidanges, l'Union mutuelle des propriétaires lyonnais, le directeur crut devoir renvoyer cinq voituriers qu'il soupçonnait d'être les promoteurs du mouvement.

Cette mesure amena immédiatement, le 11 mars au soir, une suspension de travail de la part de 78 ouvriers sur 85 occupés par la Compagnie.

Une délégation, nommée à cet effet, soumit au directeur les revendications suivantes :

- 1° Réintégration des ouvriers remerciés;
- 2° Traitement mensuel de 120 francs au lieu de 115 francs pour les voituriers et les palefreniers;
- 3° Commencement de la journée, le dimanche matin, à 6 heures pour finir à 11 heures du matin;
- 4° Prix de l'heure supplémentaire fixé à 0 fr. 50, toute heure commencée étant due en entier;
- 5° La journée du « doublage » payée 5 francs;
- 6° Indemnité de 2 francs pour tout déplacement obligeant l'employé à prendre un repas en dehors et 3 francs s'il doit coucher; pour tout déplacement du dimanche, la journée régulière finie, indemnité supplémentaire de 2 fr. 50;
- 7° Payement au mois des auxiliaires suivant leur ordre d'entrée;
- 8° Observation absolue des règlements de voirie;
- 9° Liberté du dimanche accordée à tour de rôle aux palefreniers;
- 10° Salaire des bourreliers : premiers ouvriers, 155 francs par mois; deuxièmes, 130 francs; heures supplémentaires, 0 fr. 60;
- 11° Journée de 10 heures pendant la semaine et de 5 heures le dimanche;
- 12° Chômage des jours fériés à moins d'urgence;
- 13° Paye générale le 3 de chaque mois au plus tard, avec acompte de 50 francs le 16;
- 14° Indemnité de 2 francs pour l'homme dit « dégraillonneur » chaque fois qu'il opère.

Le directeur s'adressa au juge de paix qui réunit, le 15 et le 16 mars, un comité de conciliation. Après discussion, l'accord s'est établi aux conditions suivantes :

- 1° Réintégration des ouvriers congédiés;
- 2° Maintien des salaires;
- 3° 5 heures de travail le dimanche, la journée finissant à 11 heures;
- 4° Abandonné d'un commun accord;
- 5° La journée de doublage sera payée 4 fr. 50;
- 6° Il ne sera alloué qu'un franc pour déplacement, mais celui-ci sera facultatif;

Les articles 7, 8 et 9 ont été abandonnés;

10° Les bourreliers et les maréchaux reprendront leur service à la Compagnie jusqu'au 1^{er} avril. A cette date, leur service sera supprimé;

- 11° La journée du travail reste fixée à 12 heures;
- 12° Cet article a été abandonné;
- 13° Il ne sera rien modifié aux conditions de payement existant avant la grève;
- 14° Indemnité du dégraillonneur maintenue à 1 franc.

Des demandes additionnelles relatives au travail des pompiers et au fonctionnement de la caisse des retraites n'ont pas été admises.

Le travail a été repris le 17 par tous les ouvriers.

6° **Grève de maçons à Pertuis (Vaucluse).** — Les 20 ouvriers maçons de Pertuis, occupés chez 9 patrons et payés 0 fr. 35 l'heure, ont demandé à leurs patrons d'élever les salaires à 0 fr. 40, taux en usage dans la région.

Les patrons ayant refusé, les ouvriers, *avant de se mettre en grève*, ont prié le juge de paix, le 19 mars, de réunir un comité de conciliation.

Les patrons n'ont pas répondu et, en conséquence, les maçons ont cessé le travail le 24.

Ils l'ont repris le 28, les patrons, après réflexion, ayant accordé l'augmentation demandée.

7° **Grève de tanneurs et corroyeurs à Morlaix.** — Le 21 mars, les ouvriers tanneurs et corroyeurs occupés dans trois établissements de Morlaix se sont mis en grève au nombre de 57 en demandant :

1° Une augmentation de 0 fr. 25 par jour;

2° La fixation de la journée de travail à 11 heures en toutes saisons au lieu de 10 heures en hiver et de 12 heures en été;

3° L'abolition des corvées gratuites.

Les patrons ont été convoqués le 21, au début même de la grève, par le juge de paix, mais un seul s'est présenté.

Une nouvelle tentative a eu lieu le lendemain sans résultat, les patrons ayant fait défaut et l'un d'eux ayant déclaré par lettre n'accepter aucun arrangement.

Le conflit n'est pas encore terminé.

8° **Grève de teinturiers à Villefranche.** — Les 22 ouvriers teinturiers de l'usine Cordelier et C^e se sont mis en grève après avoir demandé une augmentation de salaire que les patrons refusaient de leur accorder.

Ils ont quitté le travail le 23 mars à 1 heure et ont immédiatement saisi le juge de paix, aux diligences duquel un comité de conciliation a été réuni le même jour à 4 heures et demie.

Les ouvriers qui demandaient 0 fr. 34 de l'heure au lieu de 0 fr. 30 ont obtenu 0 fr. 32 (minimum).

Cette transaction a mis fin au conflit, qui, grâce à la prompte intervention du juge de paix, n'a duré qu'un après-midi.

9° **Grève de boutonniers à Méru (Oise).** — Le 22 mars, à la suite d'une décision prise par les fabricants de réduire les salaires de 15 p. 0/0 environ, le syndicat des ouvriers boutonniers déclara la grève, et 95 ouvriers, tous syndiqués, cessèrent le travail.

Ils proposèrent, comme transaction, une réduction de 5 p. 0/0 et réclamèrent l'intervention du juge de paix.

Leurs propositions furent repoussées par les patrons. La grève continue.

10° **Grève de carriers à Meillerie (Haute-Savoie).** — L'exploitation de la pierre est suspendue chaque année dans les carrières de Meillerie du 1^{er} décembre au 1^{er} mars.

Le 28 février eut lieu une réunion du syndicat dans laquelle les carriers de la commune de Meillerie décidèrent de reprendre le travail le lendemain au prix de 0 fr. 45 l'heure, alors que ceux des communes de Thollon, Lugrin et Saint-Gingolph refusaient de se mettre à l'ouvrage à moins de 0 fr. 50 l'heure, salaire qui leur avait été alloué dans les 3 derniers mois de la campagne précédente.

Le 1^{er} mars, 50 ouvriers seulement sur 350 rentrèrent aux chantiers.

Le 2 mars, les premiers décidèrent avec les bateliers de la commune de Meillerie de former un syndicat spécial et de ne plus se préoccuper des agissements de leurs camarades des communes voisines pour qui l'extraction de la pierre n'est qu'une industrie accessoire, tandis qu'eux mêmes en vivent exclusivement.

Leur résolution fut encouragée par les patrons qui de leur côté prirent l'engagement de n'occuper aucun ouvrier à plus de 0 fr. 45 sous peine d'une amende de 1,000 francs.

Le 9, les ouvriers non grévistes réclamèrent l'intervention du sous-préfet de Thonon.

Celui-ci eût probablement décidé les grévistes à reprendre le travail au prix de 0 fr. 45 l'heure, s'il n'y avait eu la question de création du nouveau syndicat, dont il fut impossible de détourner les carriers de profession et les patrons.

Le 16, une nouvelle démarche du sous-préfet resta encore sans résultat.

Le juge de paix d'Evian convoqua alors les deux parties à une réunion de conciliation.

Le 26, les délégués ouvriers acceptèrent les conditions du patron, sauf le versement obligatoire de 0 fr. 50 par mois à la caisse du nouveau syndicat et demandèrent le renvoi des Italiens, embauchés au cours de la grève.

A la suite de nouvelles négociations, l'entente a pu s'établir et le conflit a pris fin le 8 avril.

11° Grève de fileurs et banc-brocheuses, à Villefranche (Rhône). — Le 30 mars, 9 ouvrières dites « banc-brocheuses » de la filature Chazy, Mulsant et C^{ie}, ayant vu leur salaire diminuer par la suite de la substitution du coton écreu au coton de couleur, quittèrent leur travail en demandant une augmentation.

Le syndicat des fileurs ayant décidé que les ouvriers devaient se joindre aux brocheuses par solidarité, il y a eu, à la rentrée de 2 heures, 125 grévistes.

Ceux-ci demandèrent en outre le renvoi d'un surveillant.

Le juge de paix est intervenu immédiatement, mais sans pouvoir ramener l'entente entre les parties.

12° Grève de batteurs d'or à Paris. — M. Viéville, batteur d'or, rue Saint-Maur, occupe 90 ouvriers et ouvrières. A la suite du renvoi de deux de ces dernières, 24 ouvrières et 7 ouvriers ont quitté le travail le 9 mars.

Plusieurs négociations ayant eu lieu sans résultat, et le conflit se prolongeant, le président du syndicat de la corporation sollicita l'intervention du juge de paix du x^e arrondissement.

Ce magistrat fit comparaître devant lui, le 12 avril, d'un côté M. Viéville, le patron, de l'autre M. Peth, président du syndicat ouvrier, et fut assez heureux pour leur faire accepter une solution transactionnelle.

Le travail devait être repris le 14, et il avait été convenu que les ouvriers seraient réembauchés au fur et à mesure des besoins de la maison. Mais au moment de la rentrée, le patron ayant voulu choisir parmi ses ouvriers ceux qu'il pouvait occuper immédiatement, les grévistes s'y sont refusés, demandant que le rang de réadmission fût fixé par voie de tirage au sort. L'accord n'a pu s'établir sur ce point, et la grève a recommencé.

LES GRÈVES EN MARS 1898.

44 grèves ont été signalées en mars à l'Office du travail.

Le nombre connu de grévistes pour 43 d'entre elles est de 3.448.

En mars 1897, il y avait eu 37 grèves comprenant 3.467 grévistes, et le nombre moyen des grèves pendant ce même mois au cours des années 1893, 1894, 1895, 1896, 1897 a été de 40.

La plupart des grèves de mars n'ont atteint qu'un seul établissement. Cependant, 12 grèves ont un caractère plus général et se sont étendues sur tout ou partie des établissements similaires de la localité où elles ont éclaté.

Elles se sont produites dans 24 départements, ceux du Nord, du Rhône, de la Seine en ayant subi respectivement 8, 7, et 5. Dans ceux de l'Ain, de la Loire et de la Loire-Inférieure, il s'en est produit 2.

Les industries les plus éprouvées ont été celles du bâtiment où on a compté 10 grèves; des textiles avec 9 grèves; des métaux 8, des mines et carrières 3.

Viennent ensuite 2 grèves parmi des débardeurs et des tanneurs, et 1 dans les professions suivantes : biseauteurs de glaces, boutonnières, brossiers, fabricants d'instruments de musique, jardiniers, journaliers de la Compagnie de chemins de fer du Midi, menuisiers ébénistes, typographes, verriers, vidangeurs.

Les causes de ces grèves se répartissent de la manière suivante :

Demandes d'augmentation de salaire.	21
Réductions de salaire.	5
Demandes d'augmentation de salaire avec diminution du temps de travail.	5
Demande de limitation de la journée de travail.	1
Refus d'accepter un règlement relatif aux accidents.	1
Contestations au sujet d'un règlement d'atelier.	1
Demandes de suppression d'amendes et de retenues pour assurance.	2
Demandes de renvoi d'ouvriers et directeurs.	2
Demandes de réintégration d'ouvriers et d'un contremaître.	4
Demandes de suppression du travail aux pièces.	3
Demandes de renvoi de femmes et d'apprentis.	2
Demande de suppression d'une caisse de secours organisée par les patrons.	1
Demande de suppression du marchandage.	1

Des 44 grèves commencées en mars, 31 sont terminées.

Elles ont duré :

Une, 43 jours; une, 38 jours; une, 35 jours; une, 25 jours; une, 20 jours; une, 19 jours; une, 15 jours; une, 6 jours; deux, 5 jours; quatre, 4 jours; quatre, 3 jours; une, 2 jours; douze, 1 jour ou moins d'une journée.

Ces 29 grèves avec 4 autres commencées en février et achevées en mars après 20, 19, 12 et 5 jours, ont abouti à :

8 réussites,
9 transactions,
18 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉPÉTÉS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
7 janvier.	14 mars.	Moulins.	Allier.	Maçons.			1
22 février.	14 mars.	Caudry.	Nord.	Tullistes.	1	6	2
23 février.	7 mars.	Sainte-Anastasie.	Gard.	Terrassiers (gisem. aurifères).	1	15	3
23 février.		B. essuire.	Deux-Sèvres.	Maçons, charpentiers, zing ^{rs} .			4
27 février.	4 mars.	Paris.	Seine.	Terrassiers.	1	200	5
28 février.	19 mars.	Chenille.	Maine-et-Loire.	Maçons.		15	6
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} mars.	26 mars.	Saint-Rambert-He-Barbe.	Rhône.	Menuisiers ébénistes.	1	9	1
1 ^{er} mars.	8 avril.	Meillerie.	Haute-Savoie.	Carriers.		300	2
1 ^{er} mars.		Rive-de-Gier.	Loire.	Verriers.	1	80	3
2 mars.	3 mars.	Flaviac.	Arèche.	Mineurs (plomb argentifère).	1	24	4
3 mars.		Paris.	Seine.	Taillieurs sur acier.	15	130	5
4 mars.	6 mars.	Paris.	Seine.	Typographes.	1	15	6
4 mars.	7 mars.	Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	31	7
5 mars.	18 avril.	La Seyne.	Var.	Chaudronniers.	1	580	8
8 mars.		Dunkerque.	Nord.	Chaudronniers.	1	20	9
9 mars.	29 mars.	Rennes.	Ille-et-Vilaine.	Brossiers.	1	25	10
9 mars.		Montlucan.	Allier.	Maçons.		250	11
9 mars.	13 avril.	Paris.	Seine.	Batteurs d'or.	1	31	12
10 mars.	10 mars.	Saint-Nazaire.	Loire-Inférieure.	Débardeurs.	1	60	13
10 mars.		Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Terrassiers.	1	30	14
10 mars.	15 mars.	Donzenac.	Corrèze.	Ardoisiers.	1	60	15
11 mars.	15 mars.	Lyon.	Rhône.	Ouvriers en instruments de musique (pistonniers).	1	6	16
11 mars.	17 mars.	Lyon.	Rhône.	Vidangeurs.	1	66	17
11 mars.	26 mars.	Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	140	18
11 mars.	30 mars.	Saint-Amand.	Chor.	Maçons et tailleurs de pierre.	1	65	19
12 mars.	13 mars.	Lyon.	Rhône.	Menuisiers.	1	4	20
13 mars.	17 mars.	Lyon.	Rhône.	Jardiniers.	3	4	21
14 mars.	15 mars.	Baume-les-Dames.	Doubs.	Terrassiers.	1	44	22
14 mars.	18 mars.	Paris.	Seine.	Biseauteurs et polisseurs de glaces.	8	150	23
15 mars.	15 mars.	Roubaix.	Nord.	Filature (ouvr. de la prép ^{on}).	1	40	24
15 mars.	18 mars.	Cette.	Hérault.	Journaliers (ch. de fer du Midi).	1	40	25
16 mars.	17 mars.	La Rochelle.	Charente-Inf ^{re} .	Débardeurs.	1	30	26
20 mars.	21 mars.	Le Havre.	Seine-Inférieure.	Mouleurs (fonte).	1	8	27
21 mars.	22 mars.	Dunkerque.	Nord.	Ouvrières en e-padrilles.	1	30	28
21 mars.	22 mars.	Chalonvillars.	Haute-Saône.	Terrassiers.	1	9	29
21 mars.		Carcaassonne.	Aude.	Tanneurs.		40	30
21 mars.		Morlaix.	Finistère.	Tanneurs et corroyeurs.	3	57	31
21 mars.		Bourg.	Ain.	Taillieurs de pierre.			32
22 mars.		Méru.	Oise.	Boutonniers.		95	33
22 mars.	25 mars.	Dijon.	Côte-d'Or.	Bonneters.	1	175	34
23 mars.	24 mars.	Villefranche.	Rhône.	Teinturiers.	1	22	35
23 mars.	24 mars.	Montluel.	Ain.	Tisseurs de soie.	1	80	36
23 mars.	28 mars.	Saint-Étienne.	Loire.	Menuisiers.	16	380	37
24 mars.	28 mars.	Pertuis.	Vaucluse.	Maçons.	9	20	38
25 mars.		Condé.	Nord.	Charpentiers de navires.	7	72	39
26 mars.	29 mars.	La Madeleine.	Nord.	Fileurs.	1	38	40
28 mars.		Paris.	Seine.	Batteurs d'étain.	1	20	41
30 mars.		Vieux-Condé.	Nord.	Mouleurs.	1	28	42
30 mars.		Villefranche.	Rhône.	Fileurs et banc-brocheuses.	1	125	43
31 mars.	1 ^{er} avril.	Nantes.	Loire-Inférieure.	Margeurs (impr. sur métaux).	1	15	44

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

AU 1^{er} MARS 1898 (A).

1	Demande d'augmentation de salaire.....		
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec (1).	(1) Les grévistes se sont embauchés ailleurs.
3	Demandes: augment. de salaire, journée de dix heures.....	Échec.	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec (2).	(2) Grévistes congédiés.
6	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	Échec.	

EN MARS 1898.

1	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec (3).	(3) Grévistes remplacés. La maison a été mise à l'index.
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
3	Réduction de salaire.....	.....	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec (4).	(4) 12 grévistes ont été remplacés.
5	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
6	Réduction de salaire.....	Réussite.	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
8	Demande de supp. de la caisse de sec. gérée par la comp.	Échec (5).	(5) 3.500 ouvriers sont en chômage forcé.
9	Demande d'aug ^{nt} de salaire et de dim ^{nt} du temps de trav.	.....	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
11	Demande d'aug ^{nt} de salaire et de dim ^{nt} du temps de trav.	.....	
12	Demande de réintégration de deux ouvrières congédiées.....	Transaction (6).	(6) Conciliation devant le juge de paix.
13	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	La grève a recommencé le 14 avril.
14	Demande de suppression du travail aux pièces.....	.....	
15	Refus d'accepter un règlement relatif aux accidents.....	Réussite.	
16	Demande de suppression du travail aux pièces.....	Réussite.	
17	Demandes d'augmentation de salaire, de diminution du temps du travail et de réintégration de cinq ouvriers.....	Transaction (7).	(7) Conciliation devant le juge de paix.
18	Refus d'accepter des amendes pour malfaçons.....	Échec.	
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
20	Demande de suppression du marchandage.....	Échec (8).	(8) Les grévistes ont été congédiés.
21	Demande de diminution du temps de travail et d'augmentation du tarif pour les heures supplémentaires.....	Échec.	
22	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
23	Demande d'un minimum de salaire, journée de dix heures et renvoi des apprentis adultes.....	Réussite.	
24	Demande de modification au règlement d'atelier.....	Transaction.	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec (9).	(9) Grévistes remplacés.
26	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
27	Demande de renvoi d'un ouvrier nouvellement embauché.....	Échec.	
28	Demande de réintégration d'un contremaître.....	Réussite.	
29	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec (10).	(10) Grévistes remplacés.
30	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
31	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
32	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
33	Réduction de salaire.....	Réussite.	
34	Réduction de salaire.....	Réussite.	
35	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction. (11)	(11) Conciliation devant le juge de paix.
36	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
37	Demandes: augmentat ^{nt} de salaires, journée de dix heures, suppress ^{nt} du travail aux pièces et des retenues d'assur ^{ce}	Transaction.	
38	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
39	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
40	Demande de renvoi du directeur.....	Échec.	
41	Réduction de salaire.....	.....	
42	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
43	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
44	Demandes d'augmentation de salaire et renvoi de femmes.....	Échec.	

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Février 1898.

Nombre des versements.....	265.020	
représentant une somme de.....		31.232.848 ^f
Nombre des remboursements.....	103.407	
représentant une somme de.....		24.541.889
Rentes achetées à 358 déposants pour un capital de.....		424.144
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rentes.....		6.226.815
Nombre de comptes existant au 28 février 1898.....		2.963.444
Nombre de comptes existant au 28 février 1897.....		2.754.070
AUGMENTATION.....		209.374

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de Mars 1898.

Dépôts de fonds.....	12.797.228 ^f
Retraits de fonds.....	17.113.936
Excédent des retraits.....	4.316.708
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.....	2.007.114

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant les mois de Février et Mars 1898.

	Février.	Mars.
Nombre de versements reçus.....	33.874	381.760
représentant une somme de.....	1.254.688 ^f	8.819.529 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....	259.014 ^f	6.664.339 ^f
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....	675.262 ^f	871.261 ^f
Nouvelles rentes inscrites.....	434.184 ^f	142.395 ^f
Nombre de parties prenantes.....	7.159	2.018
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....	34.110.920 ^f	34.253.315 ^f
Nombre de titres.....	230.116	231.350

Opérations des caisses d'épargne ordinaires en 1896.

CHIFFRES DÉFINITIFS (1).

En 1896, il y avait en activité 545 caisses d'épargne, avec 1.158 succursales et bureaux auxiliaires; en outre, 367 perceptions ont également servi d'intermédiaires.

L'ensemble de ces 2.070 établissements a reçu 3.240.535 versements pour une

(1) D'après le rapport adressé au Président de la République par le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (J. O., 19 mars 1898).

somme globale de 696.947.303 francs. Le versement moyen a été de 215 francs. L'année précédente, il s'élevait à 244 francs.

Le nombre des remboursements a été de 2.667.124, représentant une somme de 807.964.076 francs. Le remboursement moyen a été de 303 francs. En 1895, il se montait à 319 francs.

Pendant la dernière période quinquennale, le montant annuel des remboursements et des versements a passé par les valeurs suivantes :

ANNÉES.	VERSEMENTS.	MOYENNE par tête.	REMBOURSEMENTS.	MOYENNE par tête.
	francs.	francs.	francs.	francs.
1892.....	879.862.096	251	806.777.245	315
1893.....	784.810.899	247	963.948.520	356
1894.....	860.853.666	251	809.559.366	316
1895.....	839.595.252	244	830.749.430	319
1896.....	696.947.303	215	807.964.076	303

D'autre part, en 1896, 18.893.993 francs ont été employés à l'acquisition de de rente pour le compte des déposants. Le prix d'achat moyen correspond à un taux moyen de 3.05 p. o/o.

Au 31 décembre 1896, le solde dû aux déposants s'élevait à. 3.382.355.533'
 Au 31 décembre 1895, le solde s'élevait à..... 3.395.460.185

Il a donc diminué, pendant l'exercice, de.. 13.104.652

STATISTIQUE DES LIVRETS.

Au 31 décembre 1896, il existait 6.633.447 livrets en circulation. Ce chiffre présente une augmentation de 134.891 sur le chiffre correspondant des livrets existant au 31 décembre 1895.

La moyenne du solde par livret se montait à 509 fr. 90. Elle est inférieure de 12 fr. 60 à la moyenne de 1895, qui s'élevait à 522 fr. 50.

RÉPARTITION DES LIVRETS PAR CATÉGORIES D'IMPORTANCE.

CATÉGORIES D'IMPORTANCE des livrets.	NOMBRE de livrets.	PROPORTION p. o/o dans le total des livrets.	MONTANT. francs.	PROPORTION p. o/o dans le montant total des livrets.	MOYENNES. fr. c.
De 20 francs et au-dessous ...	2.041.555	30,78	18.473.964	0,55	9 05
De 21 à 100 francs.....	1.101.605	16,61	56.952.887	1,68	51 70
De 101 à 200 —	528.012	7,96	74.862.122	2,21	141 78
De 201 à 500 —	746.816	11,26	244.456.180	7,23	327 33
De 501 à 1.000 —	696.865	10,50	496.707.569	14,69	712 77
De 1.001 à 1.500 —	545.333	8,22	665.593.214	19,68	1.220 53
De 1.501 à 2.000 —	474.306	7,15	788.720.970	23,32	1.662 89
De 2.000 francs et au-dessus, passibles de réduction dans le délai de 3 mois.....	494.518	7,45	1.016.238.906	30,04	2.055 01
De 2.000 francs et au-dessus, exemptés de réduction par la loi.....	4.437	0,07	20.349.721	0,60	4.586 37
TOTAUX et moyenne générale.	6.633.447	100,00	3.382.355.533	100,00	509 89

Les proportions sont sensiblement les mêmes que celles de l'année précédente. Les livrets nouveaux délivrés en 1896 sont au nombre de 480.940.

L'année précédente, il avait été délivré 499.336 livrets. Le chiffre de 1896 est, par suite, inférieur de 18.396 à celui de 1895.

Classés d'après la profession et le sexe des déposants, les 480.940 livrets nouveaux se divisent comme suit :

PROFESSIONS.	HOMMES.		FEMMES.		TOTAL PAR PROFESSION	
	NOMBRE de livrets.	P. o/o du total.	NOMBRE de livrets.	P. o/o du total.	NOMBRE de livrets.	P. o/o du total.
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux (1)	27.763	11,84	19.874	8,06	47.637	9,90
Journaliers et ouv. agricoles (2)	30.131	12,85	20.008	8,12	50.139	10,43
Ouvriers d'industrie (3)	37.712	16,08	33.950	13,78	71.662	14,90
Domestiques (4)	15.181	6,48	32.099	13,02	47.280	9,83
Militaires et marins (5)	4.974	2,12	1.242	0,50	6.216	1,29
Employés (6)	15.530	6,62	5.423	2,20	20.953	4,30
Professions libérales (7)	4.977	2,12	2.775	1,13	7.752	1,61
Propriétaires, rentiers, sans profession (8)	18.021	7,60	55.012	22,32	73.033	15,19
Mineurs sans profession	80.178	31,20	76.090	30,87	156.268	32,49
TOTAUX	224.467	100,00	246.473	100,00	480.940	100,00

(1) Sont rangés dans cette catégorie les artisans patentés, les marchands, négociants et tous ceux qui dirigent une exploitation agricole, industrielle ou commerciale.

(2) Cette deuxième catégorie comprend tous les déposants qui reçoivent un salaire pour travailler dans des exploitations agricoles, alors même qu'ils travailleraient pour leur propre compte.

(3) Les ouvriers d'industrie sont non seulement ceux des fabriques et usines, mais encore tous ceux qui reçoivent un salaire pour un travail qui n'est pas exclusivement agricole. Pour les femmes, les couturières, lingères, blanchisseuses, repasseuses, modistes y figurent, quand bien même elles travailleraient en partie pour leur propre compte.

(4) La catégorie des domestiques comprend tous les déposants qui sont à gages, quel que soit leur titre, tels que gens de confiance, valets de chambre, etc.

(5) Dans la catégorie des militaires et marins, indépendamment de tous les hommes appartenant directement à l'armée et à la marine, quels que soient leurs grades, sont placées quelques autres professions assimilées d'une manière quelconque au régime militaire, notamment les gendarmes, les gardes champêtres, les agents de police, les douaniers.

(6) Au nombre des employés, outre les déposants qui occupent les administrations publiques ou particulières, quel que soit le genre de fonctions qu'ils aient à remplir, sont compris les commis, marchands, facteurs, conducteurs, etc.

(7) Les professions libérales comprennent les membres du clergé, toutes les professions qui se rattachent à la jurisprudence, magistrats, avocats, avoués, notaires, etc., à la médecine, à l'instruction publique et aux beaux-arts.

(8) Parmi les propriétaires, rentiers et personnes sans profession, sont classées toutes les femmes mariées agissant sans l'assistance de leur mari en vertu des lois des 9 avril 1881 et 20 juillet 1895.

Par rapport à la population, il y eu, en 1896, un déposant nouveau par 80 habitants. Quant à l'ensemble des 6.633.447 déposants formant la clientèle des caisses d'épargne, il représente 172 déposants par 1.000 habitants et 12,55 déposants par kilomètre carré du territoire français. La moyenne générale, par habitant, du solde dû aux déposants au 31 décembre 1896 s'élève à 88 francs environ.

Opérations des caisses d'épargne ordinaires en 1897.

CHIFFRES PROVISOIRES (1).

Au 31 décembre 1896, il existait 545 caisses en activité avec 1.158 succursales ou bureaux auxiliaires et 367 percepteurs dont elles avaient utilisé le concours. En 1897, aucune caisse nouvelle n'a été autorisée, mais environ 11 succursales ont été fondées, ce qui porte le nombre des succursales à 1.163, tandis que celui des caisses n'a pas varié. Le nombre des percepteurs participant aux opérations des caisses d'épargne n'aurait pas dépassé 365.

Voici, d'après les chiffres fournis par les caisses d'épargne, quelle est approximativement la situation de ces caisses au 31 décembre 1897.

LIVRETS.

	LIVRETS ouverts pendant l'année.	LIVRETS existants au 31 décembre.
1897 (chiffres provisoires).....	482.627	6.752.926
1896 (chiffres définitifs).....	482.175	6.633.447
AUGMENTATION.....	452	119.479
Soit.....	0.09 p. o/o	1.80 p. o/o

CRÉDITS.

	VERSEMENTS effectués pendant l'année par les déposants.	REMBOURSEMENTS en espèces faits pendant l'année aux déposants (2).	SOLDE dû aux déposants au 31 décembre.
1897 (chiffres provisoires).....	712.093.279 ^f 67 ^c	760.174.770 ^f 11 ^c	3.419.339.822 ^f 14 ^c
1896 (chiffres définitifs).....	696.947.302 78	790.970.591 16	3.382.355.533 89
Augmentation ..	15.145.976 89	#	36.984.288 25
Diminution	"	30.795.821 05	"
Soit.....	2.17 p. o/o	3.89 p. o/o	1.09 p. o/o

Les chiffres qui précèdent représenteraient, en moyenne 506 fr. 35 par livret, 175 déposants par 1.000 habitants et 88 fr. 77 par habitant. En 1896, la moyenne du livret était de 509 fr. 89 et la somme moyenne par habitant de 87 fr. 81; on comptait 172 déposants par 1.000 habitants.

Les intérêts provisoirement liquidés, pour 1897, au profit des caisses d'épargne, par la caisse des dépôts et consignations, au taux de 3,25 p. o/o, s'élèvent à 111.397.300 francs. Ceux que ces établissements ont alloués aux déposants au taux de 3 ou de 2,75 p. o/o peuvent être évalués à 101 ou 102 millions. D'un autre côté, les achats de rentes effectués en 1897 pour le compte des déposants ont absorbé un capital de 16.174.277 fr. 55.

(1) J. O., 11 février 1898.

(2) Ne sont pas compris dans ces chiffres les remboursements effectués par transferts, par versements effectués à la caisse des retraites pour la vieillesse, par l'effet de la déchéance trentenaire, non plus que ceux opérés en achats de rentes, soit d'office pour réduction des comptes dépassant le maximum ou pour consolidation des comptes abandonnés, soit à la demande des déposants.

MOUVEMENT ET OPÉRATIONS DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS EN ALGÉRIE

POUR LES ANNÉES 1894 à 1896 (1).

Le nombre total des sociétés de secours mutuels existant en Algérie, au 31 décembre 1896, s'élevait à 60, groupant ensemble 1.884 membres participants et 6,799 membres participants (à savoir : 4.856 hommes, 1.307 femmes et 536 enfants), soit ensemble 8.683 personnes. Le total des sociétaires secourus pendant l'année était de 2.457 (soit 1.665 hommes et 792 femmes).

Au 31 décembre 1896, l'avoir général de ces 60 sociétés s'élevait à 674.070 francs, à savoir : 260.133 francs au fonds de retraite et 413.937 francs comme reste disponible. Au 1^{er} janvier de cette même année, l'avoir disponible était de 410.971 fr. ; les recettes de l'exercice s'étaient chiffrées par 164.811 francs et les dépenses par 161.845 francs.

Le tableau suivant fait connaître le nombre des sociétés et le mouvement de leurs membres pour la période 1894-1896 :

ANNÉES.	NOMBRE DES SOCIÉTAIRES.	MOUVEMENT DES SOCIÉTAIRES								SO- CIÉTAIRES SECOURUS pour maladie. — Participants.
		EXISTANT au 1 ^{er} janvier.		ADMIS pendant l'année.		SORTIS ou décédés.		RESTANT au 31 décembre.		
		Ho- noraires.	Parti- cipants.	Ho- noraires.	Parti- cipants.	Ho- noraires.	Parti- cipants.	Ho- noraires.	Parti- cipants.	
1894.....	60	2.020	6.471	208	648	318	887	1,910	6.232	3.074
1895.....	61	1.854	6.228	243	593	188	623	1.909	6.198	3.000
1896.....	60	2.107	6.447	133	587	356	871	1.884	6.163	2.457

Quant aux opérations financières de ces sociétés, pour cette même période, elles se résument comme l'indique le tableau suivant. :

Situation financière des sociétés.

ANNÉES.	OPÉRATIONS.					FONDS de RETRAITE au 31 dé- cembre.	AVOIR GÉNÉRAL des sociétés.
	AVOIR DISPONIBLE des sociétés au 1 ^{er} janvier.	RE- CETTES EFFECTUÉES pendant l'année.	TOTAL de L'AVOIR disponible.	DÉ- PENSES EFFECTUÉES pendant l'année.	RESTE DISPONIBLE au 31 dé- cembre.		
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
1894.....	383.675	166.572	550.247	155.301	394.946	224.207	619.153
1895.....	395.425	162.538	557.963	153.606	404.357	241.704	646.061
1896.....	410.971	164.811	575.782	161.845	413.937	260.133	674.070

(1) D'après les renseignements fournis par la *Statistique générale de l'Algérie* (1894 à 1896).

LES ASSURANCES COLLECTIVES CONTRE LES ACCIDENTS.

On désigne sous le nom d'assurances *collectives* contre les accidents les assurances contractées par les chefs d'entreprises industrielles, soit en vue de garantir à leurs ouvriers le paiement d'indemnités en cas d'accidents, soit en vue de se prémunir eux-mêmes contre les conséquences de la responsabilité civile.

Le vote, sans modifications, par la Chambre des députés, du projet de loi concernant les responsabilités des accidents, institue aujourd'hui un régime nouveau qui entrera vraisemblablement en vigueur au début de l'année prochaine. En présence de cette réforme, qui donne aux assurances collectives une importance qu'elles n'avaient point jusqu'ici et qui contribuera sans doute à en généraliser absolument l'usage dans toute l'industrie, il n'est pas sans intérêt de faire connaître l'état actuel de ces opérations et les conditions dans lesquelles elles s'effectuent.

Les renseignements que nous donnerons à ce sujet ont été obtenus au moyen de deux enquêtes successives de l'Office du travail, dont les résultats détaillés feront l'objet d'une publication en cours de préparation.

Les assurances collectives contre les accidents sont contractées en France soit auprès de sociétés anonymes, soit auprès de sociétés mutuelles.

1° Sociétés d'assurance contre les accidents, à primes fixes.

Les sociétés anonymes, dites « Compagnies à primes fixes », d'assurance contre les accidents pratiquent l'assurance collective et l'assurance individuelle (1). Le contrat d'assurance individuelle, que chacun peut souscrire pour se garantir, en cas d'accident, le paiement d'une certaine indemnité, variable selon la gravité des blessures reçues, est une mesure de prévoyance, au même titre que l'assurance sur la vie ou l'assurance contre l'incendie. Nous n'avons pas à nous en occuper ici. Les assurances collectives, c'est-à-dire les assurances souscrites par les chefs d'établissements, et englobant la collectivité des ouvriers, sont les seules qui répondent à la question des accidents du travail. Les contrats conclus sont de deux sortes. Les uns stipulent le paiement, par la Compagnie, de certaines indemnités, prévues d'avance, aux victimes d'accident ou à leurs ayants droit. Les autres ont pour objet la garantie de la responsabilité civile du patron, telle qu'elle résulte des articles 1382 et 1383 du Code civil. Par ces contrats, la Compagnie s'engage à supporter, jusqu'à concurrence d'une somme fixée au préalable, le montant des dommages-intérêts qui pourraient être alloués à la victime par le tribunal; de plus, en général, la Compagnie soutient le procès au nom du souscripteur et supporte tout ou partie des frais occasionnés par l'action judiciaire.

Telles sont les garanties offertes. Le plus souvent, les contrats sont doubles, et comprennent l'assurance d'indemnités et l'assurance de la responsabilité civile; et le souscripteur paye, soit une prime globale pour ces deux assurances réunies, soit deux primes distinctes, fixées séparément. Voici alors comment joue l'assurance : lorsqu'un accident survient dans l'établissement assuré, la Compagnie, sans rechercher si l'accident est ou fortuit, ou dû à la faute de l'ouvrier ou à celle du patron, commence par offrir à la victime l'indemnité stipulée par l'assurance d'indemnités. Si celle-ci l'accepte, elle renonce par là même à toute autre demande de réparation. Si elle ne s'en contente pas, et, estimant que l'accident est dû à la faute

(1) Ces compagnies assurent également contre les accidents de chevaux et voitures atteignant des tiers et contre le bris des glaces.

du patron, préfère intenter un procès en responsabilité, la police de garantie de la responsabilité civile entre alors en jeu et le patron est désintéressé par la Compagnie, jusqu'au maximum stipulé, des dommages-intérêts qui peuvent lui être infligés. — Les primes d'assurances sont fixées par le contrat et évaluées en prenant pour base soit la durée du travail (tant par journée de travail et par ouvrier), soit les salaires payés (tant pour cent des salaires). Les coefficients de primes, par journée de travail ou en pour cent des salaires, varient du reste selon la nature des industries et le danger relatif des travaux qui s'y effectuent.

A titre d'exemple, nous reproduisons ci-après deux polices, l'une d'assurance d'indemnités, l'autre d'assurance de responsabilité, souscrites à l'une des compagnies françaises les plus importantes, « Le Soleil-Sécurité Générale », par un chef d'établissement industriel (tissage et dévidage de soie). Les indemnités garanties sont : en cas de mort, une somme égale à 300 fois le salaire journalier de la victime (maximum, 1.200 francs); en cas d'incapacité permanente absolue, une somme égale à 400 fois le salaire journalier (maximum, 1.600 francs); en cas d'incapacité permanente partielle, une somme égale à 200 fois le salaire journalier (maximum, 800 francs); en cas d'incapacité temporaire de trois jours au moins et de cent quatre-vingts jours au plus, une allocation quotidienne de moitié du salaire journalier et réductible de moitié à partir du 9^e jour. La responsabilité civile du souscripteur est couverte jusqu'à concurrence de 7.000 francs. Les primes correspondantes sont fixées à 0,15 p. o/o des salaires pour l'assurance d'indemnités et à 0,10 p. o/o des salaires pour l'assurance de responsabilité, ce qui fait, pour les deux polices réunies, une prime globale de 0,25 p. o/o des salaires :

**I. — Type de police d'assurance des indemnités payées
aux ouvriers en cas d'accident.**

LE SOLEIL-SÉCURITÉ GÉNÉRALE

et Responsabilité civile réunies,

COMPAGNIE D'ASSURANCES À PRIMES FIXES CONTRE LES ACCIDENTS,
SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 10,000,000 DE FRANCS,
DIVISÉ EN 20,000 ACTIONS LIBÉRÉES DE 125 FRANCS.

POLICE
COLLECTIVE N°

MAXIMUM DES
INDEMNITÉS ASSURÉES

Cas de décès.....	capital	1,200 ^f
—		1,600
Indemnité fixe.....		800
Mutilation partielle.....		400
Allocation quotidienne.....		3

Souscripteur : M.

Domicile

Nature d'industrie : Tissage et dévidage de
soieries.

Nombre probable d'assurés :

*Effet de l'assurance subordonné au visa de la
direction.*

Durée de la Police : Cinq années.

*Taux de la Prime : 0 fr. 15 p. o/o des sa-
laires payés aux ouvriers.*

Droits de timbre et de Police : 5 francs.

CONDITIONS GÉNÉRALES.

ART. 1. La Société a pour objet l'assurance contre les accidents corporels de toute nature provenant d'une cause violente, instantanée, extérieure, involontaire et ayant pour

seule et immédiate cause l'exercice du travail de l'industrie ou de la profession visée par la présente police.

Cette assurance est collective; elle est contractée par les chefs d'établissement, d'industrie ou de société, agissant dans l'intérêt de leurs ouvriers ou employés.

ART. 2. La prime d'assurance est basée :

Soit sur le montant des salaires;

Soit sur un chiffre à forfait;

Soit sur les heures de travail effectif.

Suivant la nature et les conséquences de l'accident survenu à l'assuré, l'assurance donne droit aux différentes indemnités stipulées aux *Conditions particulières* d'autre part.

Si un seul et même sinistre vient à frapper plus de dix personnes, la Compagnie ne sera tenue qu'au paiement de dix indemnités.

Dans ce cas, les indemnités pouvant être dues seront partagées entre les sinistrés, les enfants mineurs, les veuves et les pères et mères des victimes, proportionnellement aux quotités déterminées aux conditions particulières.

Les indemnités ne donnent jamais lieu à des intérêts de retard.

ART. 3. L'assurance ne peut être contractée avant l'âge de douze ans, ni continuée après l'âge de soixante-cinq ans, sans le consentement exprès de la Compagnie.

La Compagnie n'admet pas à l'assurance les personnes atteintes d'une maladie ou d'une infirmité grave ou permanente.

Elle n'assure pas contre la mort ou l'incapacité de travail provenant d'anévrisme, de congestion, d'érysipèle, de hernie ancienne ou nouvelle, de rhumatisme, d'ulcères variqueux, de toute autre maladie ou infirmité, ou d'une cause secondaire, entraînant la mort ou l'incapacité. L'incapacité de travail sera limitée à huit jours pour les panaris et les lumbagos traumatiques.

La Compagnie ne garantit pas non plus les conséquences résultant des cas de suicide, alors même qu'il serait dû à un dérangement des facultés mentales, des cas de guerre ou d'émeute, d'agression, de rixe ou de lutte, de meurtre, d'ivresse, d'asphyxie par immersion ou par gaz délétères, d'empoisonnement, d'infraction aux lois et règlements soit publics, soit particuliers, relatifs à la sûreté des personnes et au travail des enfants, ou de faute grave.

ART. 4. Les primes sont payées mois par mois, terme échu, ou d'avance, sauf conventions contraires.

L'assurance est faite pour une ou plusieurs années, et elle comprend tous les ouvriers que le souscripteur occupe ou pourra occuper.

Si une partie seulement devait être assurée, le souscripteur serait tenu d'en faire la déclaration en fournissant un état nominatif des personnes assurées, au moment de la signature du contrat.

Les changements apportés à cet état nominatif pendant la durée du contrat devront être dénoncés à la Compagnie, et l'assurance n'aura d'effet que deux jours après cette déclaration.

Toute fausse déclaration ou réticence de la part du souscripteur entraîne la déchéance du droit à l'indemnité pour raison de sinistre, et la Compagnie n'en a pas moins le droit de réclamer toutes les primes courues ou à courir, et tous dommages-intérêts.

Lorsque le souscripteur ne fournira pas d'état nominatif, l'application de la prime se fera par journées de travail de 10 heures chacune, ou sur le montant des salaires payés, selon les conditions arrêtées; le règlement de la prime aura lieu du 1^{er} au 10 de chaque mois, d'après un état mensuel constatant le nombre de journées de travail fournies, d'ouvriers employés, ou la somme de salaires payés dans le courant du mois précédent, et sur justification par le livre de paye et le registre des ouvriers.

A cet effet, le souscripteur est tenu d'inscrire régulièrement sur sa feuille de paye et sur le carnet du chef d'atelier, les nom, prénoms, âge et profession de tous les ouvriers qu'il emploie.

Tout ouvrier ou employé non inscrit n'a droit, en cas de sinistre, à aucune indemnité.

La Compagnie pourra prendre communication, à sa volonté, des livres de paye et des registres des ouvriers.

Aucune indemnité due pour cause de sinistre n'est soldée par la Compagnie avant le paiement intégral des primes dues par le souscripteur.

Dans tous les cas, la Compagnie n'en conserve pas moins le droit d'exiger du souscripteur le paiement des primes courues et à courir.

A défaut de paiement de la prime, la Compagnie peut, après 15 jours de retard, et sur l'avis notifié par simple lettre au souscripteur, le poursuivre par toutes les voies de droit.

Le non-paiement de la prime, dans le délai imparti ci-dessus, laisse à la charge de l'assuré les accidents qui surviendraient, sans qu'il soit besoin d'aucune mise en demeure, et ce, de convention expresse et de rigueur. Si le paiement est effectué après ce délai de 15 jours, l'assuré n'est garanti que des accidents survenus 24 heures après ledit paiement,

Les frais de poursuite et d'enregistrement de la police sont à la charge du souscripteur.

Six mois avant l'expiration de la police, les contractants auront le droit de déclarer, par lettre chargée, s'ils entendent ne pas continuer l'assurance, et, à défaut de cette déclaration, le contrat continue d'avoir effet pour de nouvelles périodes d'égale durée chacune.

ART. 5. L'assurance résultant de la présente police est faite exclusivement dans l'intérêt des ouvriers inscrits sur le livre de paye du souscripteur et en vue des accidents provenant d'un service professionnel; elle ne saurait avoir d'effet pour les accidents survenus en dehors des heures réglementaires du travail, ni pendant celles où l'ouvrier n'est pas salarié, ni pour des faits étrangers aux travaux exécutés pour le compte du souscripteur. Cette assurance ne crée de lien de droit qu'entre la Compagnie et le souscripteur, lequel est seul tenu au paiement des primes.

Tout changement apporté à la nature du risque déclaré devra être signalé à la Compagnie dans un délai de huit jours et régularisé par un avenant, à peine de déchéance en cas de sinistre.

Si une retenue est opérée sur le salaire de l'ouvrier, le souscripteur sera tenu d'afficher dans un endroit apparent aux yeux des ouvriers le règlement de la caisse d'assurance que la Compagnie lui remettra avec le présent contrat.

ART. 6. Le présent contrat sera résilié de plein droit par la mort du souscripteur ou la cessation définitive de son industrie, Mais en cas de faillite, cession, association ou reprise de l'industrie par un ou plusieurs des héritiers ou co-associés, l'assurance continuera son effet, ou sera résiliée, au choix de la Compagnie.

En cas de vente, le vendeur s'oblige à imposer au nouveau propriétaire l'engagement de continuer la police ou de payer à la Compagnie, outre les primes échues, une indemnité égale à une année de primes, à titre de dommages-intérêts; il en sera de même en cas de reprise de l'industrie par l'un des associés ou l'un ou plusieurs des héritiers.

Après un sinistre, ou à défaut de paiement de la prime, la Compagnie se réserve le droit de résilier la police, en prévenant le souscripteur par lettre chargée.

ART. 7. Dans les 48 heures de l'accident, il doit être adressé à la Compagnie, ou à ses représentants dans les départements, une déclaration signée de deux témoins, constatant l'époque et la nature de l'accident, ses causes connues ou présumées, ainsi que toutes les circonstances qui l'ont accompagné.

Celui qui emploiera sciemment des moyens ou documents mensongers, à l'effet d'exagérer les suites de l'accident, ou dans le but de faire payer à la Compagnie toutes indemnités auxquelles elle ne serait pas tenue, est entièrement déchu de tous droits au bénéfice des présentes, sans préjudice du droit de répétition en cas de paiement effectué par la Compagnie, et de tous dommages-intérêts.

Les assurés sont tenus de recourir immédiatement à un chirurgien ou à un médecin pour obtenir les soins indispensables. La Compagnie prend seulement à sa charge les frais de constatations faites par ses médecins et chirurgiens.

Elle n'a pas à tenir compte des soins médicaux, médicaments et accessoires.

Aucune indemnité ne sera accordée, si un médecin ou toute autre personne spécialement désignée par la Compagnie n'a pu visiter le sinistré.

Dans aucun cas, la Compagnie ne peut être responsable des suites d'un sinistre déjà réglé, quelles que soient les conséquences ultérieures de l'accident.

Le même accident ne peut donner lieu qu'à une seule indemnité, soit le capital en cas de décès, soit la rente viagère, soit l'une des indemnités fixes, soit enfin l'allocation quotidienne. En aucun cas, ces diverses indemnités ne peuvent se cumuler.

ART. 8. A défaut de l'envoi de la déclaration d'accident dans le délai ci-dessus prescrit, ou si dans un délai de huit jours, à compter de la date du sinistre, régulièrement déclaré, le souscripteur et l'assuré n'ont pas transmis les pièces de constatations à la Compagnie, ou à son représentant, ils seront déchus de tous droits contre la Société.

Toute personne appelée au bénéfice de l'assurance qui intente un procès en responsabilité à son patron, ou au souscripteur de la police, renonce par ce fait même au bénéfice de l'assurance et est déchue de tous les droits stipulés à son profit.

ART. 9. Toute action judiciaire en paiement de l'indemnité prévue dans la police est prescrite par sept mois, à compter du jour de l'accident. En conséquence, la Compagnie, ce délai expiré, ne peut être tenue à aucune indemnité, quelle que soit la cause qui puisse mettre obstacle à l'action judiciaire.

ART. 10. La Compagnie est subrogée pour poursuivre, comme elle l'entendra, jusqu'à concurrence des sommes qu'elle aura à payer, le recours qui lui appartient contre les auteurs ou les personnes responsables de l'accident.

Le présent contrat implique la renonciation de la part de la Compagnie à tout recours contre le souscripteur de la police.

ART. 11. Les contestations entre les souscripteurs ou les bénéficiaires de l'assurance, et la Compagnie, seront jugées par les tribunaux extraordinaires, à Paris.

Toutefois, elles devront être déferées, si la Compagnie le demande, à deux arbitres domiciliés à Paris, et nommés, l'un par la Compagnie, et l'autre par le souscripteur ou les bénéficiaires de l'assurance.

En cas de partage, ces deux arbitres devront s'en adjoindre un troisième qu'ils nommeront eux-mêmes, et dans le cas où ils ne parviendraient pas à s'entendre sur le choix du tiers-arbitre, il y sera pourvu, à la requête de la partie la plus diligente, par M. le président du Tribunal de commerce de la Seine.

La décision des arbitres sera sans appel ni recours en cassation.

Néanmoins, les poursuites relatives au paiement des primes, quelle que soit l'importance du litige, seront jugées en dernier ressort par M. le juge de paix de l'arrondissement où se trouve le siège de la Compagnie ou de son agence.

CONDITIONS PARTICULIÈRES.

D'après les conventions arrêtées d'un commun accord avec M. agissant au nom, dans l'intérêt et pour le compte de ses ouvriers ou employés, la Compagnie « Le Soleil-Sécurité Générale » et « Responsabilité Civile réunies » garantit aux clauses et conditions générales qui précèdent et à celles particulières qui suivent :

En cas de décès survenu dans les trois mois de l'accident, une somme *égale à trois cents fois le salaire journalier de la victime, sans dépasser douze cents francs*, payable dans le délai de trois mois, à la veuve et aux enfants du sinistré âgés de moins de 18 ans, sans intérêts.

Les pères et mères, s'il n'y a ni veuve ni enfants mineurs, auront droit chacun au quart de ladite somme.

A chacune des personnes assurées :

1° En cas d'incapacité permanente et absolue de tout travail, perte de la vue ou de l'usage de deux membres, une indemnité fixe *égale à quatre cents fois le salaire journalier du blessé, maximum, seize cents francs*;

2° En cas d'incapacité permanente de la profession, perte absolue d'une jambe, d'un pied, d'un bras ou d'une main, une indemnité fixe *égale à deux cents fois le salaire du blessé, maximum, huit cents francs*.

3° En cas de mutilation partielle, perte complète d'un œil, de trois doigts de la main ou du pied, une indemnité fixe *égale à cent fois le salaire journalier du blessé, maximum quatre cents francs*;

4° En cas d'incapacité temporaire de travail de trois jours au moins et de cent quatre-vingts jours au plus, dimanches et fêtes exceptés, une allocation quotidienne *de moitié du salaire journalier réductible de moitié à partir du 91^e jour et exigible seulement après la guérison du blessé*.

En aucun cas, cette allocation ne peut dépasser trois francs, ni excéder le salaire quotidien.

Les indemnités qui précèdent étant d'une nature alimentaire, sont incessibles et insaisissables. Elles sont réglées sur la base du gain moyen quotidien du sinistré pendant les six mois précédant le jour de l'accident, calculées sur dix heures de travail journalier.

La présente police est faite pour une durée de cinq années à partir de la date indiquée par le visa de la direction générale à Paris, moyennant une prime de quinze centimes par cent francs des salaires payés aux ouvriers, payable mensuellement, terme échu, sur production des livres ou feuilles de paye.

Les bénéficiaires de la présente assurance reconnaissent que les sommes stipulées ci-dessus sont suffisantes comme indemnité des accidents pouvant survenir pendant le cours ou la durée des travaux, sous peine de la déchéance résultant de l'article 8 des conditions générales qui précèdent.

La présente police n'aura d'effet que quarante-huit heures après l'entrée de l'ouvrier au service du souscripteur, de même que la prime ne sera pas perçue pour ces deux premiers jours de travail.

Les conditions imprimées et manuscrites de la présente police sont convenues et arrêtées entre les contractants pour être expressément et rigoureusement exécutées de bonne foi.

Fait triple à

Le Souscripteur de la police,

Pour la Compagnie,

Vu bon pour prendre effet à partir du
Le Directeur,

II. — Type de police d'assurance de la responsabilité civile.

LE SOLEIL-SÉCURITÉ GÉNÉRALE

et Responsabilité civile réunies,

COMPAGNIE D'ASSURANCES À PRIMES FIXES CONTRE LES ACCIDENTS, FONDÉE EN 1865,
CAPITAL SOCIAL : 10.000.000 DE FRANCS,

divisé en 20.000 Actions libérées de 125 francs.

Annexe à la Police collective n° 5.

Souscrite par M.

, Demeurant à

Effet du

Échéance le

CONDITIONS GÉNÉRALES.

ART. 1. L'assurance résultant du présent contrat a pour objet la garantie de la responsabilité civile pouvant incomber au souscripteur par suite d'accidents professionnels, couverts par la police collective, ayant atteint ses ouvriers et employés assurés collectivement.

ART. 2. L'assurance donne droit, moyennant une prime annuelle, pour le cas de responsabilité civile judiciairement prononcée, ou amiablement établie à une indemnité fixe, non productive d'intérêts, qui ne peut, en aucun cas, se cumuler avec les indemnités de la police collective.

Si la réparation consiste en une rente viagère, la Compagnie ne sera tenue que de servir les arrérages jusqu'à concurrence de la somme garantie.

ART. 3. Ce contrat étant fait exclusivement dans l'intérêt du souscripteur, et pour garantir sa responsabilité civile, il lui est interdit de le produire, sous peine de déchéance de la garantie qui en résulte.

De même le présent contrat sera considéré comme nul et non avenue, si le souscripteur dirige une action en garantie contre la Compagnie.

La Compagnie a seule le droit de transiger. Toute transaction faite sans son consentement la dégage d'une manière complète.

ART. 4. Les procès en responsabilité civile devant être soutenus et suivis par la Compagnie au nom du souscripteur; celui-ci s'oblige, sous peine de déchéance, à transmettre à la Compagnie, dans les 48 heures, tous actes judiciaires ou extra-judiciaires qui lui auront été signifiés, ainsi que tous avertissements, lettres, avis, convocations ou autres documents quelconques, relatifs à un sinistre.

Les honoraires et frais de toute nature, occasionnés par les instances judiciaires, sont compris pour moitié dans le capital garanti par le présent contrat, l'autre moitié restant à la charge du souscripteur.

Aucune action judiciaire en paiement de l'indemnité à laquelle la Compagnie est tenue, en vertu du présent contrat, ne pourra être exercée contre celle-ci après un an, à compter du jour de l'accident. En conséquence, la Compagnie est dégagée de toute obligation, si, pendant ce délai, pour une cause quelconque, la garantie de la responsabilité civile n'a pas été judiciairement invoquée.

ART. 5. Les conditions générales et particulières de la police collective sont applicables aux présentes, et l'inobservation de l'une ou de l'autre des obligations résultant, soit de la police collective, soit de son annexe, fera perdre au souscripteur tous droits aux indemnités garanties, de convention expresse et de rigueur.

CONDITIONS PARTICULIÈRES.

La Compagnie *Le Soleil-Sécurité générale et Responsabilité civile réunies* garantit aux conditions qui précèdent et à celles qui suivent :

La responsabilité civile de M.

à raison des accidents industriels pouvant atteindre ses ouvriers et employés compris dans l'assurance collective, jusqu'à concurrence d'une somme fixe de *sept mille francs*, moyennant une prime de *dix centimes par cent francs des salaires payés aux ouvriers* payable comme il est dit à la police collective n° 5.

Fait triple à

le

18 .

Le Souscripteur,

Pour la Compagnie :

Vu pour prendre effet à partir du

Le Directeur,

Les différents types de polices collectives s'écartent peu des exemples ci-dessus. Les indemnités, les maxima de garantie et les primes, c'est-à-dire les « conditions particulières », varient sans doute entre des limites assez étendues; mais les « conditions générales » se retrouvent à peu de chose près les mêmes dans les diverses Compagnies.

Quant au montant des primes, il dépend naturellement des indemnités, d'une part, et des risques courus, d'autre part. Voici un extrait du tarif des primes de la Société « La Préservatrice », qui correspond aux conditions les plus fréquemment adoptées :

TARIF DES PRIMES D'ASSURANCES COLLECTIVES.

Prime donnant droit : 1° en cas de mort, à une indemnité égale au salaire d'une année; 2° en cas d'incapacité permanente de travail, à une indemnité égale, soit à deux fois le salaire annuel (incapacité absolue), soit aux deux tiers de cette indemnité (incapacité de travail pro-

fessionnel) soit au tiers (incapacité partielle de travail professionnel); 3° en cas d'incapacité temporaire, à une indemnité égale à cinq heures journalières, pendant 90 jours, et réduits de moitié à partir du 91^e jour jusqu'à guérison; 4° en cas de procès, à la garantie de la responsabilité civile du souscripteur jusqu'à concurrence de 7.000 francs.

NATURE DE L'INDUSTRIE.	PRIME PAR 100 FRANCS DE SALAIRE.	
	fr.	c.
Acieries et hauts fourneaux...	2.85	
Apprêts de tissus.....	0.60	
Ardoisières..... de	3.95 à 2.40	
Argenture, nickelage et dorure.	1.40	
Constructions navales.... de	3.85 à 1.90	
Bâtiments (construction générale).....	2.30	
Blanchiment de tissus.....	0.60	
Brasseries et malteries.....	1.70	
Briqueteries et tuileries... de	2.35 à 1.20	
Carrières..... de	3.00 à 2.60	
Chargement et déchargement de navires.....	6.00	
Charretiers..... de	5.05 à 2.85	
Clouteries (avec outils mécaniques).....	1.35	
Clouteries (sans outils mécaniques).....	1.15	
Confiseries, conserves et pâtes alimentaires (Fabriques de).	1.45	
Couleurs et vernis (Fabriques de).....	1.55	
Couverture de bâtiments....	2.60	
Découpage et débit de bois (Usines de).....	3.50	
Distilleries.....	1.85	
Draps (Fabriques de).....	0.70	
Ébénisterie (ateliers mécaniques).....	3.85	
Ébénisterie (ateliers non mécaniques).....	1.30	
Faïenceries..... de	1.90 à 0.95	
Ferronnerie (Fabriques de)...	1.55	
Filatures de coton, fil, laine, lin, soie.....	0.50	
Fonderies..... de	2.40 à 1.60	
Gaz (Usines à).....	1.50	

NATURE DE L'INDUSTRIE.	PRIME PAR 100 FRANCS DE SALAIRE.	
	fr.	c.
Horlogeries (Fabriques d')...	0.85	
Imprimeries et lithographies..... de	1.60 à 0.50	
Instruments de précision (Fabriques de).....	1.15	
Mécaniciens-constructeurs. de	2.30 à 2.00	
Menuiseries. (Personnel employé aux outils mécaniques)	3.85	
Menuiseries. (Personnel non employé aux outils mécaniques).....	1.30	
Minerais. (Extraction en caveage).....	2.55	
Minerais. (Extraction à ciel ouvert).....	2.40	
Papiers et cartons (Fabriques de).....	1.75	
Parquets (Fabriques de).....	3.85	
Peignages.....	0.60	
Pétrole (Raffineries de).....	2.40	
Poteries (Fabriques de).... de	1.90 à 0.95	
Produits chimiques (Fabriques de)..... de	3.00 à 1.55	
Raffineries de sucre.....	1.65	
Salines.....	1.85	
Savonneries.....	1.20	
Scieries mécaniques de bois..	3.50	
Serrureries..... de	2.20 à 1.55	
Sucreries.....	1.50	
Teintureries.....	0.60	
Tissages de coton, fil, laine et soie.....	0.40	
Transports (Entreprises de) de	5.05 à 2.65	
Tréfileries.....	1.55	
Vidanges (Entreprises de)...	3.00	
Wagons et matériel de chemins de fer (Fabriques de).	2.20	

[Remarque. Ces primes sont calculées sur un salaire moyen de 3 francs. Il y a lieu, toutes les fois que le salaire moyen réel par journée de travail de 10 heures est inférieur à 3 francs, de les augmenter de 5 p. 0/0 par fractions de 0 fr. 25 de salaire en moins; quand le salaire moyen est supérieur à 3 francs, il convient de les diminuer dans la même proportion, sans toutefois que la diminution puisse excéder 25 p. 0/0 des primes prévues ci-dessus.]

Le tarif ci-dessus a été dressé en tenant compte de l'expérience même de la Société, qui est, de toutes celles qui fonctionnent en France, la plus importante. Il donne un aperçu très exact de la valeur relative des risques.

Les principales compagnies françaises d'assurances contre les accidents sont :

- | | |
|--|-------------------------------------|
| 1. LE SOLEIL-SÉCURITÉ GÉNÉRALE. | 6. LE PATRIMOINE. |
| 2. LA PRÉSERVATRICE (anonyme et mutuelle) (1). | 7. LA PRÉVOYANCE. |
| 3. LA COMPAGNIE GÉNÉRALE. | 8. LA CAISSE GÉNÉRALE DES FAMILLES. |
| 4. LE SECOURS. | 9. L'ARÉILLE. |
| 5. L'URBAINE ET LA SEINE. | 10. LA PROVIDENCE. |
| | 11. LA THÉMIS. |

Parmi les compagnies étrangères opérant en France, les plus répandues sont :

- | | |
|---------------------|-----------------------|
| 1. LA ZÜRICH. | } Compagnies suisses. |
| 2. LA WINTERTHUR. | |
| 3. LA ROYALE-BELGE. | |

Les compagnies étrangères, dans leurs comptes rendus, ne faisant pas la distinction des assurances contractées en France d'avec le total de leurs polices, il est impossible de connaître l'état de développement de leurs opérations en France. Quant aux compagnies françaises, les renseignements qu'on possède en matière d'assurances collectives se réduisent aux suivants (nous donnons les chiffres des deux derniers exercices 1895 et 1896, dont les résultats ont été publiés).

Assurances collectives en cours dans les compagnies françaises.

1^{re} ANNÉE 1895.

	NOMBRE de polices en cours.	PRÊMES encaissées.	SINISTRES.	
			Nombre.	Sommes.
		francs.		francs.
LE SOLEIL-SÉCURITÉ GÉNÉRALE. . . .	11,652	"	"	"
LA PRÉSERVATRICE (anonyme et mutuelle)	17,000	3,500,100	30,079	2,158,162
COMPAGNIE GÉNÉRALE.	"	"	"	"
LE SECOURS.	11,703	1,674,850	"	973,402
L'URBAINE ET LA SEINE.	"	1,235,328	"	"
LE PATRIMOINE.	6,355	811,067	"	388,844
LA PRÉVOYANCE.	"	889,001	"	"
LA CAISSE GÉNÉRALE DES FAMILLES. .	"	253,709	"	91,330
L'ARÉILLE.	"	1,140,346	"	"
LA PROVIDENCE.	16,664	2,527,359	"	1,555,988
LA THÉMIS.	857	85,835	"	33,508

(1) La *Préservatrice* a deux branches : une société anonyme et une société mutuelle. La société mutuelle fait exclusivement des assurances collectives. Nous la comprenons dans le groupe ci-dessus, parce qu'elle fonctionne comme société à primes fixes.

2^e ANNÉE 1896.

	NOMBRE de polices en cours.	PRIMES encaissées. francs.	SINISTRES.	
			Nombre.	Sommes.
				francs.
LE SOLEIL-SÉCURITÉ GÉNÉRALE.....	12.399	"	"	"
LA PRÉSERVATRICE.....	18.000	3.753.388	32.464	2.268.260
COMPAGNIE GÉNÉRALE.....	4.637	597.798	4.610	179.687
LE SECOURS.....	13.984	1.810.004	"	1.044.765
L'URBAINE ET LA SEINE.....	"	1.355.924	"	"
LE PATRIMOINE.....	7.126	861.401	"	415.207
LA PRÉVOYANCE.....	"	987.770	"	"
LA CAISSE GÉNÉRALE DES FAMILLES..	"	277.223	"	113.000
L'ABEILLE.....	"	1.294.178	"	"
LA PROVIDENCE.....	18.135	2.685.416	"	1.719.250
LA THÉMIS.....	944	88.554	"	35.418

Si l'on considère, en particulier, les chiffres fournis par les comptes rendus de l'année 1896, on voit que, sur les 11 compagnies françaises, 6 seulement ont fait connaître le nombre de leurs polices collectives en cours avec le montant des primes encaissées; 4 ont indiqué seulement le montant des primes, et 1 le nombre des polices en cours seulement. En totalisant les chiffres des 6 premières, on trouve 62.826 polices ayant produit ensemble 9.796.561 francs de primes, soit une prime moyenne de 155 francs par police. Si maintenant l'on applique cette moyenne aux 12.399 polices du Soleil-Sécurité générale (qui est la seule compagnie n'indiquant pas le montant des primes d'assurances collectives), on trouve, pour cette dernière, le chiffre hypothétique de 1.900.000 francs de primes en chiffres ronds. Si l'on adopte cette hypothèse, qui selon toutes vraisemblances ne s'écarte pas beaucoup de la vérité, on peut par conséquent évaluer à **14.600.000 francs** le montant total des primes d'assurances collectives reçues en 1896 par les 11 compagnies françaises ci-dessus mentionnées (la somme exacte relative aux 10 compagnies qui ont fourni le chiffre de leurs primes étant 13.711.656 francs).

On peut, par un procédé analogue, chercher à évaluer approximativement le nombre total de polices en cours. 7 compagnies, sur les 11, indiquent ensemble 75.225 polices. Pour 62.826 de ces polices, il a été payé 9.796.561 francs de primes. Quant aux 4 compagnies qui n'indiquent pas le nombre de leurs polices, elles ont reçu 3.915.095 francs de primes. On en conclut hypothétiquement, en admettant pour celles-ci la même prime moyenne de 155 francs par police, que ces 3.915.095 fr. correspondent à 25.000 polices environ, ce qui porterait à **100.000**, en chiffres ronds, le nombre total de polices collectives en cours dans les compagnies françaises.

Pour compléter ces renseignements, nous donnerons le résumé des opérations des 11 compagnies (assurances collectives, individuelles, chevaux et voitures, bris de glaces réunies), ainsi que la situation active et passive :

1^{re} RECETTES.

	1895.	1896.
	francs.	francs.
Primes nettes.....	23.168.899	25.107.408
Produits des fonds placés.....	894.941	977.781
Divers.....	224.250	251.181
TOTAL.....	<u>24.288.090</u>	<u>26.336.370</u>

2° DÉPENSES.

	1895.	1896.
	francs.	francs.
Sinistres.....	13.449.890	14.866.050
Commissions.....	4.171.305	4.726.177
Frais généraux.....	3.230.325	3.383.807
Divers.....	201.847	246.499
TOTAL	21.053.367	23.222.533

Les primes reçues en 1896 s'élèvent à 25 millions. Sur cette somme, 15 millions au plus ont été fournis par les assurances collectives; le reste, soit 10 millions en chiffres ronds, provient des assurances individuelles et des assurances diverses.

SITUATION ACTIVE ET PASSIVE.

1° Actif.

	Au 31 décembre 1895.	Au 31 décembre 1896.
	francs.	francs.
Caisse, effets à recevoir, banquiers, fonds publics.	24.284.432	25.531.136
Immeubles.....	2.969.736	2.969.735
Agences générales, réassureurs et débiteurs divers.	6.227.295	6.288.245
Mobilier et matériel.....	49.625	65.677
Frais de premier établissement et commissions non amortis.....	2.044.188	2.232.321
Sommes dues par les actionnaires.....	42.966.000	43.031.200
TOTAL.....	78.541.276	80.118.314

2° Passif.

	Au 31 décembre 1895.	Au 31 décembre 1896.
	francs.	francs.
Capital social.....	57.300.000	57.400.000
Réserves diverses.....	16.394.142	17.781.244
Créditeurs divers.....	4.847.134	4.937.070
TOTAL.....	78.541.276	80.118.314

Indépendamment de ces grandes sociétés qui, avec les trois sociétés étrangères ci-dessus mentionnées, assurent la grande majorité des établissements, il existe un certain nombre de petites sociétés, anonymes ou mutuelles, également à primes fixes, et n'ayant aucun caractère syndical ou professionnel, étant, comme les précédentes, ouvertes en général à toutes les industries. Parmi elles, nous citerons pour mémoire :

1. LA MUTUELLE GÉNÉRALE FRANÇAISE.
2. L'UNION INDUSTRIELLE.
3. L'INDUSTRIE FRANÇAISE.
4. LE SIÈCLE.
5. LA RENNAISE.
6. L'UNION INDUSTRIELLE ET AGRICOLE DU NORD.
7. LA GARANTIE INDUSTRIELLE.
8. L'AUXILIAIRE (spéciale aux industries de la construction).

Le nombre de polices collectives, pour l'ensemble de ces sociétés, ne dépasse pas 6.000, et le montant des primes correspondantes n'atteint pas 1 million.

En résumé, les sociétés françaises d'assurance contre les accidents (non compris les caisses syndicales, dont nous parlerons plus loin) assurent un nombre d'entreprises que l'on peut estimer supérieur à 100.000 et inférieur à 110.000, pour une somme de primes vraisemblablement comprise entre 15 et 16 millions. A ce total, il conviendrait d'ajouter les contrats souscrits auprès des 3 sociétés étrangères, *la Zurich, la Winterthur et la Royale Belge*. Le nombre de ces contrats est inconnu, ainsi que le montant des primes afférentes. On peut, néanmoins, l'évaluer, approximativement, supérieur à 20.000.

(A suivre.)

ENQUÊTE DE L'OFFICE DU TRAVAIL

SUR

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION.

L'Office du travail vient de terminer une enquête sur le fonctionnement et l'importance, dans l'industrie française, des associations ouvrières de production (1).

Le but, qui avait été assigné à l'enquête, peut être ainsi défini :

Mesurer les efforts faits par les ouvriers pour substituer au « salariat » l'association intime du capital et de la main-d'œuvre, pour remettre entre les mains des ouvriers et employés qui y travaillent la gestion en commun et les bénéfices totaux des entreprises industrielles; rendre compte des déformations qu'a subies l'idée coopérative primitive, à travers les nécessités pratiques, en montrant les divers types actuels d'associations ouvrières et en constatant l'extension prise par chacun d'eux; dénombrer par catégorie le personnel de ces associations, évaluer leur production; donner les éléments de leur situation financière; indiquer leurs échecs ou leurs succès et livrer les documents permettant d'en rechercher les causes.

L'enquête n'a rejeté aucune entreprise se disant association ouvrière de production; toutefois, on a considéré séparément quelques combinaisons qui s'éloignaient trop du type normal étudié, défini par les conditions essentielles que voici :

a) Les sociétaires doivent avoir une influence directe, par leurs votes, sur la gérance de la société : l'assemblée générale approuve les comptes et choisit les gérants. Sinon, on se trouve en présence d'une entreprise en quelque sorte patronale, qui laisse à un nombre plus ou moins grand d'ouvriers une part plus ou moins forte des bénéfices.

b) 1° Le capital actions (non compris les emprunts à intérêts fixes) doit appartenir aux ouvriers des spécialités professionnelles employées dans l'entreprise; 2° peuvent toutefois être actionnaires les ouvriers et employés d'autres spécialités lorsqu'ils sont eux-mêmes occupés par l'entreprise; 3° les sociétaires admis au moment où ils remplissaient les conditions 1° et 2° pourront garder leurs actions jusqu'à la mort. Mais les actions ne sont pas transmissibles aux héritiers ni à des tiers autres que les ouvriers et employés remplissant les conditions d'admission.

La première condition, celle de la spécialité ouvrière des sociétaires, indique que

(1) Voir à la Bibliographie.

tous les sociétaires doivent pouvoir être employés dans la société lorsque celle-ci aura trouvé des débouchés suffisants; elle se rattache à l'idée corporative qui est à la base de nombreuses associations. La deuxième, celle qui autorise l'admission, comme sociétaires, de toutes catégories de personnes employées dans l'entreprise même, se rattache plus directement à l'idée d'exploitation coopérative. La troisième permet de conserver pour le bien de l'entreprise l'expérience et l'aide matérielle des vieux sociétaires.

c) L'association comptera au moins sept associés. Cette limite est bien faible, si l'on songe que les associés ne sont même pas forcément tous employés dans l'entreprise. Sept associés, c'est le nombre minimum des actionnaires d'une société anonyme. Nous n'avons aucunement la prétention d'imposer aux sociétés la forme anonyme. Mais comme c'est leur forme presque générale et quasi nécessaire, comme il faut aussi tracer une limite pour ne pas étendre l'enquête abusivement jusqu'aux sociétés patronales réunissant trois ou quatre associés en nom collectif, la limite de sept associés paraît rationnelle.

I.

Déduction faite d'une vingtaine de sociétés coopératives de production dans lesquelles les enquêteurs n'ont pas retrouvé tous les éléments fondamentaux de l'association ouvrière, l'enquête a porté encore sur 213 sociétés ayant fonctionné en 1895 ou en 1896.

Sur ce total, 200 ont été l'objet d'une enquête auprès des directeurs et gérants, sur les lieux de travail, dans la seconde moitié de l'année 1896 ou au début de 1897; les autres, soit 13, ou bien avaient disparu sans laisser de traces, avant la fin de l'enquête, ou bien (dans deux cas) étaient déjà connues par des documents suffisamment complets et authentiques.

Ces 213 sociétés se composent de 140 sociétés fonctionnant déjà au 1^{er} janvier 1895, 32 sociétés ayant débuté en 1895 et 41 en 1896. En tenant compte des disparitions (11 en 1895 et 18 en 1896), on voit que 172 sociétés ont fonctionné en 1895 (dont il restait 161 au 1^{er} janvier 1896) et 202 ont fonctionné en 1896 (dont il restait 184 au 1^{er} janvier 1897).

Si l'on considère spécialement les sociétés ayant fonctionné en 1895, dont les comptes annuels ont été arrêtés, pour cet exercice, au cours du premier semestre 1896 et pour lesquelles, dès lors, l'enquête faite en 1896 a pu donner des résultats plus complets, on caractérisera ainsi qu'il suit l'activité, pour une année, de l'ensemble des associations ouvrières de production.

Dans 172 associations ouvrières ayant fonctionné en 1895, les unes (130) toute l'année, les autres (42) une partie seulement de l'année, on comptait 9,000 associés presque tous ouvriers, quelques-uns anciens ouvriers. Tous les associés ouvriers ne travaillaient pas dans les ateliers sociaux, car le total des effectifs *maximum* de chaque atelier au cours de l'année, en ouvriers sociétaires, ne s'élevait qu'à 4,900, tandis que le minimum s'abaissait à 4,000. Par contre, des auxiliaires non associés étaient employés dont le maximum et le minimum calculés, comme pour les sociétaires, se montaient à 6,700 et 4,300. Environ moitié de ces auxiliaires participait aux bénéfices lorsqu'il y en avait.

Les salaires distribués aux sociétaires dans l'année ont pu être évalués à 6,370,000 francs, ceux des auxiliaires à 5,785,000 francs. Les capitaux souscrits étaient, en fin d'exercice, de 13,050,000 francs et les capitaux versés de 11,715,000 francs, non compris les capitaux dus aux actionnaires démissionnaires ni les comptes courants de sociétaires qui, consolidés, figurent aux bilans. Le

chiffre total des ventes de l'exercice s'élevait à 29,900,000 francs ayant laissé un bénéfice total de 2,400,000 francs.

La comparaison des chiffres de 1895 avec les quelques données totalisables recueillies, pour Paris seulement, par la grande enquête du Ministère de l'intérieur en 1885, sera déjà instructive dans ses lignes générales. Il y avait, fonctionnant à Paris en 1885, 71 (1) sociétés, 84 en 1895. Le capital souscrit est indiqué en 1885 de 7,400,000 francs. Toutefois, il s'agit là non seulement du capital souscrit par les sociétaires en exercice mais aussi, autant qu'on en peut juger par quelques exemples de la portion non encore remboursée du capital souscrit par les sociétaires récemment démissionnaires. En sorte que le chiffre correspondant à Paris serait, en 1895, d'à peu près 7,750,000 francs. Le capital versé en 1885, égal à 5,350,000 francs et, fin 1895, en tenant compte encore des démissionnaires non remboursés, il atteindrait 6,350,000 francs. Le personnel sociétaire (actionnaires) était, en 1885, de 4,500 personnes; il tombe à 3,500 en 1895; mais cette chute peut s'expliquer par ce fait que dans nos 3,506 associés de 1895, on ne trouve presque plus d'étrangers aux professions exercées dans les associations. Quant au montant des affaires annuelles, il est impossible de le comparer aux deux époques, la plupart des sociétés ayant donné, il y a dix ans, non leur chiffre d'affaires annuel, mais le total de leurs affaires depuis leur fondation.

Même en tenant compte de la plus grande rigueur de l'enquête de 1895, il n'apparaît pas, d'après ces résultats, que le mouvement coopératif ait beaucoup gagné en puissance à Paris, de 1885 à 1895. C'est qu'en effet, à Paris, l'élan avait été donné de 1881, si vif même que beaucoup de sociétés fondées hâtivement n'eurent qu'une existence éphémère. En province, si nous possédions des chiffres précis, résultant d'enquêtes antérieures à la nôtre, nous trouverions probablement de plus sérieux progrès durant la même période; toutefois, ce n'est là qu'une conjecture.

Mais on risquerait de conclure trop vite en se bornant à comparer les chiffres extrêmes de cette période décennale. L'année 1885 marque le point culminant d'une période ascendante; l'année 1895 est, au contraire, en pleine poussée coopérative et, tout en se gardant de prédire l'avenir, on peut rappeler qu'une impression meilleure se dégage de la comparaison des chiffres sommaires de 1897 et de 1881 : 92 sociétés subsistent à Paris au 1^{er} janvier 1897 contre 51 en 1883 et une trentaine au début de 1881.

L'activité des associations ouvrières de production, sans être encore considérable est donc aujourd'hui assez importante. Il existe beaucoup d'associations déjà anciennes, disciplinées et conduites par des chefs expérimentés; ayant prouvé à leurs débuts, au milieu des privations, la puissance de la solidarité de leurs membres; ayant assis, par le succès, de bonnes méthodes et de fortes traditions.

L'arche sainte de ces sociétés, c'est la Chambre consultative des associations ouvrières de production, siégeant à Paris et où chaque association peut puiser d'utiles conseils et de salutaires exemples. Leur meilleur appui, c'est la Banque coopérative de Paris, sœur cadette de la Chambre consultative et dont le capital, dû presque tout entier à un généreux philanthrope, devrait être quadruplé par l'effort des coopérateurs et mis, par des succursales vigilantes, à la portée des associations de province.

(1) Après déduction de 3 sociétés dont 1 en formation et 2 coopératives immobilières.

II.

Il n'y a pas lieu de reprendre ici les conseils devenus banals, mais restés essentiels, sur l'importance de la fonction de gérant et la nécessité d'une forte discipline dans les sociétés coopératives. Ce n'est point par des conseils, mais par une longue pratique que notre élite ouvrière se convainc peu à peu qu'être libre, ce n'est pas repousser toute discipline, mais choisir une règle et, l'ayant adoptée, être assez maître de soi pour s'y plier. Toutefois, parmi les résultats mis en lumière par l'enquête, il en est un d'ordre très pratique et qui n'est point révélé par les tableaux de chiffres : la gestion commerciale, l'ordre et la régularité dans la tenue des bilans et comptes, ne sont pas prisés ordinairement à leur juste valeur, et beaucoup de mécomptes procèdent de cette faute. A chacun son métier, il faut (et il y a déjà dans certaines associations) non pas seulement des travailleurs manuels, mais des associés techniques, adaptés par leurs études aux diverses fonctions industrielles et commerciales. C'est là le sens des mots nouveaux « association intégrale » ; ils signifient que l'on comprend et qu'on apprécie la valeur de *tous* les concours nécessaires à la réussite d'une association de production.

L'association ouvrière de production rencontre toujours comme premier obstacle la méfiance des fournisseurs de matières premières et celle de la clientèle. Il lui faut, en conséquence, à son début du moins, payer comptant et vendre à longcrédit. Il faudra donc concéder longtemps d'avance la fondation d'une société coopérative de production, épargner dans ce but une part des salaires et n'ouvrir l'atelier qu'après réunion d'un fonds de roulement assez important. Si maigre que soit le salaire dont dispose le futur coopérateur, il supportera moins de privations à réaliser cette épargne qu'à traverser les inextricables difficultés qui assailliront sans trêve une société dotée d'un capital trop réduit : le courage avec lequel il aura épargné sera pour ses associés le meilleur garant de la fermeté qu'il opposera, s'il est besoin, à l'adversité.

Il est rare cependant que l'on procède ainsi. On compte sur la subvention de l'État ; on espère un don de 3,000 à 4,000 francs et le nombre des demandes est si grand que l'on en touche le tiers ou moins encore. On compte sur le concours d'une banque coopérative et celle-ci est obligée de régler l'importance de ses prêts sur le capital versé par les sociétaires. Il n'aura pas été prudent non plus d'attendre un large appui de la solidarité corporative, car le succès vient surtout aux sociétés fondées par un noyau de coopérateurs entièrement maîtres chez eux. Ce petit groupe s'efforcera de conserver des relations cordiales avec les associations syndicales, qui sont le lieu ordinaire de formation des associations de production, mais il lui faut un capital autonome et une direction bien distincte. Le syndicat est adapté à un rôle très important, mais tout autre que celui de l'association ouvrière de production ; toute confusion nuit au développement de l'une comme de l'autre et entraîne parfois entre eux une regrettable hostilité.

Les fondateurs d'une association ouvrière de production ayant des chances de succès sont donc ordinairement une petite élite d'ouvriers laborieux et économes ; plus tard, lorsqu'ils n'oublient pas l'idéal de solidarité qui les a groupés d'abord, on les voit appeler à eux des collaborateurs de plus en plus nombreux et chercher à faire de tout auxiliaire un associé en ne lui demandant qu'un capital initial d'au plus 50 francs ou des épargnes faites dans l'atelier social. Le danger est grand pour les associés, dira-t-on, de perdre de vue, dans ces conditions, leur primitif idéal. Il est vrai ; cependant l'enquête a montré que beaucoup de sociétés développent régulièrement leur personnel sociétaire et que souvent ce sont les auxiliaires eux-

mêmes qui se montrent peu désireux de faire des versements réguliers et de devenir sociétaires.

C'est, par suite, la petite industrie seule que les associations ouvrières naissantes ont pu aborder avec des chances de succès. Celles qui ont réussi ont pu acquérir peu à peu un outillage important et parfois se hausser à la grande industrie. Les bénéfices accumulés leur ont fourni le capital nécessaire, et elles ont pu même contracter d'importants emprunts à intérêts fixes. D'autre part, l'expérience a formé lentement le personnel directeur capable de faire face à la situation nouvelle, personnel dont les premiers succès avaient déjà révélé les aptitudes. La grande industrie n'a été abordée d'emblée avec succès que lorsqu'un philanthrope a remis un établissement déjà prospère aux mains d'une association fortement hiérarchisée, ayant pour longtemps des statuts très stricts.

Ce n'est pas seulement, d'ailleurs, l'importance du capital initial qui est cause de cette situation. Il est difficile de grouper dès l'abord un personnel très nombreux dont tous les membres comprennent et acceptent la discipline volontaire de l'association; il est plus difficile encore de trouver tout prêt, parmi les associés, le commerçant capable d'administrer l'usine et d'assurer des débouchés à une production importante. Or, il ne suffit pas qu'un certain nombre d'entre eux soient capables de se former par l'usage : la grande usine, pendant ces tâtonnements, consommerait les capitaux et l'association disparaîtrait. Aussi tend-on à admettre aujourd'hui un personnel technique dans les rangs des associés ouvriers afin d'abaisser un peu les obstacles rencontrés jusqu'ici.

Les rôles de sociétaire et d'ouvrier de l'entreprise sont remplis dans l'association ouvrière par les mêmes personnes et pourtant une distinction très nette entre eux est, comme l'on sait, un des éléments nécessaires du succès. En tant qu'actionnaires, les ouvriers élisent le Conseil d'administration, admettent sur sa proposition les nouveaux associés, contrôlent les comptes, règlent l'emploi des bénéfices, élisent le directeur ou délèguent son élection au conseil. En tant qu'ouvriers, ils obéissent au directeur en qui ils ont placé leur confiance, lui laissent la conduite de l'atelier et le soin de pourvoir à l'application des règlements. Une hiérarchie volontairement acceptée, une règle faite par celui qui doit s'y soumettre et à laquelle il se plie d'autant plus strictement, tels sont les traits saillants des entreprises prospères. On les observe surtout dans les sociétés constituées soit sous le nom du gérant avec commandite, soit en nom collectif; aussi leur groupe qui, d'ailleurs, comprend les sociétés les plus anciennes, présente un haut degré de prospérité et renferme les plus puissantes usines coopératives. Mais on peut rencontrer les mêmes traits dans un assez grand nombre de sociétés anonymes à capital variable, dont la forme, plus commode, est choisie à peu près constamment par les associations les plus récentes.

Il va sans dire que les associations prospères changent peu leurs directeurs et ne modifient guère leurs statuts. L'enquête a pu noter comme un symptôme favorable de l'éducation coopérative et dans une certaine mesure comme une augure de succès que les coopérateurs se rendaient compte des inconvénients commerciaux des changements de direction. Quant aux statuts, ils sont le plus souvent peu connus des sociétaires qu'ils ne gênent guère.

Une pratique utile, encore qu'assez rare, est l'institution d'une catégorie d'adhérents admis à verser et n'ayant les droits des autres sociétaires aux assemblées générales qu'après avoir réalisé un minimum de versement de 50 ou 100 francs. Il faut éviter l'intrusion, dans les assemblées générales, de membres n'ayant pas d'épargne dans la société et ne regardant pas à compromettre l'avenir; tel est en particulier le danger, au point de vue spécial de la coopération, que peuvent courir les associations groupant les membres, très nombreux et à peine intéressés dans l'affaire, d'un grand

syndicat ouvrier : ils tiennent en vue que l'évolution syndicale, plus importante à leurs yeux.

Une certaine sélection s'impose aussi pour le Conseil d'administration. Elle doit être réglée par les statuts de manière à assurer la prépondérance, mais non l'influence exclusive, des ouvriers ayant déjà plusieurs années d'association.

Toute latitude, au contraire, doit être laissée pour le choix du directeur. Il arrive assez fréquemment qu'il ne soit pas associé au moment de son élection ; peu importe pourvu qu'il soit actif, intelligent et apte à conduire l'affaire. Il faut n'avoir en vue, en le choisissant, que ses aptitudes administratives et commerciales.

Quant à son intérêt au succès, il est facile de le stimuler par une participation spéciale aux bénéfices et une rémunération calculée sur l'importance de sa fonction. A la vérité, les associations ont rarement jusqu'ici payé leurs directeurs autant qu'il eût convenu, étant donnée l'influence décisive qu'ils ont sur le succès ou la ruine des sociétés. C'est plutôt, il faut le dire à leur honneur, l'attrait naturel de l'autorité et un dévouement idéaliste à la cause coopérative qui ont soutenu ceux-ci dans leur tâche.

III.

L'enquête a montré qu'en fondant les associations de production les ouvriers entrevoient un certain nombre de buts principaux : stabilité d'emploi pour les sociétaires, dont le nombre est fréquemment limité à l'effectif minimum des ateliers ; indépendance relative dans les conditions du travail ; défense, contre le chômage, des chefs les plus compromis aux yeux des patrons dans les syndicats ou les grèves ; salaires élevés ; maintien par les intéressés de certaines industries locales ou de certains établissements prêts à disparaître. Ces motifs agissent plus souvent au début que le souci théorique de faire disparaître le patronat. Les sociétés qui se maintiennent en viennent assez vite, cependant, à rechercher des bénéfices ; elles ne les distribuent pas et les accumulent dans l'entreprise qui se développe ainsi pour le plus grand profit de l'idée coopérative ; et elles constituent peu à peu à chaque sociétaire un petit capital disponible pour ses vieux jours. Il arrive même que la recherche des bénéfices entraîne quelques sociétés loin de l'idéal primitif ; aussi le souci de la Chambre consultative, souci qui se manifeste également dans le « projet de loi » sur les sociétés coopératives est-il d'arrêter les sociétés dans cette évolution naturelle par des mesures établissant le droit du travail auxiliaire au bénéfice.

Les conditions qu'on vient d'énumérer ne sont pas impossibles à remplir : les monographies de l'enquête et l'analyse des tableaux en font foi. Beaucoup de sociétés les remplissent et dans l'ensemble le groupe des associations ouvrières étudiées fait des bénéfices normaux. Ces bénéfices, répartis sur un grand nombre de têtes, sont loin de procurer toujours l'aisance aux membres des associations, même prospères ; du moins assurent-ils en général aux coopérateurs une rémunération supérieure à la moyenne des salaires de leur industrie. Mais la pratique de la discipline volontaire exige une longue formation et c'est pour cela que l'association ouvrière de production qui progresse en France ne progresse que lentement⁽¹⁾.

(1) Nous donnerons dans le prochain *Bulletin* divers tableaux statistiques extraits de l'ouvrage dont l'analyse précède le.

DÉMOGRAPHIE ET STATISTIQUE.

LES NATURALISATIONS EN FRANCE EN 1897 (1).

Pendant l'année 1897, 7.631 personnes majeures (4.873 hommes et 2.758 femmes) sont devenues Françaises par voie de naturalisation, de déclaration ou de réintégration.

Les 4.873 hommes se décomposent en :

Alsaciens-Lorrains.....	1,545	Russes et Polonais.....	73
Italiens.....	1,156	Autrichiens et Hongrois.....	77
Belges.....	858	Malgais.....	49
Allemands.....	287	Marocains.....	12
Espagnols.....	275	Indigènes (Algérie et colonies).....	134
Suisses.....	176	Nationalités diverses.....	124
Luxembourgeois.....	107		

Au nombre des 7.631 personnes majeures devenues Françaises pendant l'année 1897, il faut ajouter 7.102 mineurs, sur lesquels 6.309 sont devenus irrévocablement Français et 793 ont conservé la faculté de décliner la qualité de Français dans l'année qui suivra leur majorité.

On obtient ainsi un total de 14.733 nouveaux Français.

Comme l'année précédente (15.197), ce chiffre marque une diminution très sensible par rapport aux années 1894 (22.642) et 1895 (17.766), chiffres dus à des événements politiques qu'il serait douloureux de rappeler ici; il se rapproche de celui relevé en 1893 (15.241).

Les départements qui présentent le plus grand nombre de naturalisations ou de déclarations acquiescentes et qui sont les seuls ayant dépassé le chiffre de 50 déclarations ou naturalisations dans l'année, sont :

Seine.....	1,368	Marne.....	82
Bouches-du-Rhône.....	545	Rhône.....	80
Nord.....	527	Pas-de-Calais.....	73
Meurthe-et-Moselle.....	487	Ardenes.....	70
Alpes-Maritimes.....	214	Meuse.....	63
Vosges.....	267	Corse.....	56
Var.....	95	Doubs.....	55
Seine-et-Oise.....	91	Territoire de Belfort.....	55

NATURALISATIONS.

Le chiffre des naturalisations est tombé en 1897 à 3.252, en diminution de 330 sur l'année précédente. C'est le chiffre le plus bas qui ait été relevé depuis la promulgation de la loi du 26 juin 1889. Les facilités accordées par la nouvelle loi ont déterminé un grand nombre d'étrangers à se mettre en instance. Le chiffre des naturalisations pendant les premières années qui ont suivi la promulgation de la loi de 1889 ne peut donc être considéré comme un chiffre normal, et il n'y a pas lieu de s'étonner de la diminution aujourd'hui constatée.

(1) Extrait d'un rapport au Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, sur les résultats de l'application, pendant l'année 1897, des dispositions du Code civil relatives à la nationalité (J. O. du 5 mars 1898).

Sur les 3.252 naturalisations accordées en 1897, 2.447, soit 75 p. o/o, s'appliquent à des hommes, et 805, soit 25 p. o/o, à des femmes. La proportion est à peu près la même qu'en 1895 et 1896.

Parmi les 2.447 hommes naturalisés en 1897, 2.173, soit 88 p. o/o, résidaient en France depuis plus de 10 ans, et 274 seulement depuis moins de 10 ans, — 629, c'est-à-dire

74 p. o/o, étaient nés à l'étranger. La proportion des étrangers naturalisés qui sont nés en France est un peu moins élevée que les années précédentes.

Le classement des hommes naturalisés suivant leur âge et leur profession fournit les indications suivantes :

Age.

Moins de 25 ans, 200; environ 8 p. o/o.

De 25 à 30 ans, 346; environ 15 p. o/o.

De 30 à 35 ans, 462; environ 18 p. o/o.

De 35 à 40 ans, 491; environ 20 p. o/o.

Plus de 40 ans, 948; environ 39 p. o/o.

La proportion des jeunes gens ayant moins de 25 ans est la même que celle constatée en 1896; elle est un peu plus forte qu'en 1895 (6 p. o/o environ). Les naturalisés de cette catégorie se trouvent, en raison de leur âge, tenus de faire du service dans l'armée active; il est donc intéressant de voir leur nombre augmenter.

Professions.

Propriétaires et rentiers, 14, soit environ 1/2 p. o/o.

Professions libérales, 97, soit environ 4 p. o/o.

Industriels et commerçants, 225, soit environ 9 p. o/o.

Employés de commerce ou d'administration, 163, soit environ 7 p. o/o.

Ouvriers dans la petite industrie, 1,214, soit environ 50 p. o/o.

Ouvriers dans de grandes usines, des chantiers ou des mines, 162, soit environ 7 p. o/o.

Travailleurs agricoles, 94, soit environ 4 p. o/o.

Marins pêcheurs, 57, soit environ 2 p. o/o.

Journaliers, 350, soit environ 14 p. o/o.

Sans professions ou diverses, 71, soit environ 2 1/2 p. o/o.

Ces proportions sont à peu près les mêmes que celles constatées les années précédentes, sauf pour les propriétaires et rentiers (1/2 p. o/o au lieu de 2 p. o/o) et pour les ouvriers de la petite industrie (50 p. o/o au lieu de 46 p. o/o).

RÉINTÉGRATIONS.

Le nombre des réintégrations, qui était de 2.308 en 1896, est tombé en 1897 à 1.956, chiffre le plus bas constaté depuis 1890. Cette diminution est toute naturelle. La plupart des réintégrés sont des Alsaciens-Lorrains qualifiés de Français, faute d'option souscrite dans les délais imputés par le traité de Francfort.

Leur nombre s'épuise forcément chaque année.

Quant aux Alsaciens-Lorrains

possédés la qualité de Français, mais il leur est loisible d'acquiescer cette qualité en souscrivant la déclaration prévue par l'article 10 du Code civil.

285 réintégrations ont été accordées à des hommes et 1.671 à des femmes.

Sur ce nombre de 285 hommes, 125 résidaient en France depuis plus de dix ans et 160 depuis moins de dix ans; tous avaient perdu la qualité de Français, parce que leur pays avait été séparé de la France.

8 réintégrés étaient propriétaires ou rentiers, 19 appartenaient aux professions libérales, 29 étaient industriels ou commerçants, 21 employés de commerce ou

d'administration, 118 ouvriers dans la petite industrie, 17 ouvriers de grandes usines, de chantiers ou de mines, 15 travailleurs agricoles, 51 journaliers et 7 sans profession.

Parmi les 1.671 femmes réintégrées, 1.121 l'ont été lors de la naturalisation de leurs maris.

ALGÉRIE. — Population, d'après le lieu de naissance et la nationalité, au dénombrement de 1896 ⁽¹⁾.

NATIONALITÉS.	NÉS			TOTAL GÉNÉRAL de la population.
	en ALGÉRIE.	EN FRANCE ou dans une colonie française.	à L'ÉTRANGER.	
<i>Français.</i>				
D'origine ou naturalisés	195.506	137.271	14.093	346.870
Nés de parents israélites naturalisés par le décret du 24 octobre 1870.	32.384	423	1.194	34.001
Naturalisés par le décret du 24 oc- tobre 1870.....	14.806	88	4.208	19.102
<i>Sujets français.</i>				
Arabes.....	3.034.801	159	200	3.035.160
Kabyles.....	692.477	15	15	692.507
M'Zabites.....	27.511	"	54	27.565
Juifs du M'Zab.....	1.435	34	207	1.676
<i>Étrangers.</i>				
Tunisiens.....	699	168	1.319	2.186
Marocains.....	7.694	8	7.840	15.542
Nationalités diverses.....	111.552	898	106.960	219.410
TOTAUX par lieux de naissance.	4.118.865	139.064	136.090	4.394.019
RÉCAPITULATION PAR NATIONALITÉS.				
Français	242.696	137.782	19.495	399.973
Sujets français.....	3.756.224	208	476	3.756.908
Étrangers.....	119.945	1.074	116.119	237.138
TOTAUX.....	4.118.865	139.064	136.090	4.394.019
RÉCAPITULATION PAR DÉPARTEMENTS.				
ALGER.....	1.403.862	60.850	43.910	1.508.622
ORAN.....	921.999	40.831	66.263	1.029.093
CONSTANTINE.....	1.793.004	37.383	25.917	1.856.304
TOTAUX.....	4.118.865	139.064	136.090	4.394.019

(1) D'après la Statistique générale de l'Algérie (années 1894, 1895, 1896). Voir à la Bibliographie.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Le mouvement corporatif à Berlin, en 1897. — D'après le relevé publié par la *Commission corporative de Berlin*, la proportion des ouvriers ou d'employés de l'industrie ou du commerce faisant partie d'un groupement syndical a été de 17,09 p. o/o pour les hommes et 2,12 p. o/o pour les femmes. On comptait, en 1897, 10,36 p. o/o des ouvriers et ouvrières organisés, contre 13,02 p. o/o en 1896.

Le tableau suivant indique, pour 1897, la répartition des syndiqués par profession, ainsi que le nombre de jours de maladie et le nombre de décès pour le personnel total des industries.

NOM DE L'INDUSTRIE.	NOMBRE D'OUVRIERS OU EMPLOYÉS						NOMBRE DE JOURS de maladie en 1897.		NOMBRE de DÉCÈS en 1897.	
	APPARTENANT aux industries désignées			FAISANT PARTIE d'un groupement syndical.						
	Hommes.	Femmes.	Apprentis.	Hommes.	Femmes.	P. o/o du total.	Femmes.	Hommes.	Hommes.	Femmes.
Produits alimentaires.	18.918	4.036	2.030	1.385	261	7,3	138.214	27.749	110	26
Commerce, transports, domestiques, ...	78.107	30.786	3.649	3.478	37	3,2	689.697	283.709	701	101
Bâtiment	41.358	346	3.829	13.016	—	31	320.504	11.295	356	6
Industrie des métaux.	68.193	5.602	3.627	15.382	142	20,84	705.978	73.068	794	34
Industrie du bois, . . .	33.016	1.135	1.534	9.240	—	27,1	219.874	12.575	369	20
Industries du vête- ment, du cuir et industries textiles.	38.650	61.863	1.989	4.982	963	5,9	129.700	313.501	256	253
Industries du livre et du papier, ...	18.446	10.356	2.173	7.224	1.245	29,4	171.380	83.572	214	59
Professions diverses. .	35.454	10.828	369	2.418	2	5,2	252.279	210.466	381	120
TOTAL.	334.142	121.952	19.197	59.125	2.850	13,02	2.627.626	1.015.935	3.181	619
	(1)	(2)								

(1) Ne sont pas compris dans ces chiffres 10.361 travailleurs à domicile et 7.171 employés, catégories des gens de service.

(2) En plus, on compte 45.840 domestiques, femmes de service, et 15.152 femmes exerçant leur industrie à domicile. Le droit de coalition n'appartenant pas aux domestiques, celles-ci n'avaient pas été comprises parmi les personnes pouvant être syndiquées. 17,09 p. o/o des hommes exerçant un métier appartiennent à une association; ce nombre n'est que de 2,12 p. o/o chez les femmes.

Les grèves en mars. — Le *Reichsanzeiger* signale, dans le courant de mars, 48 déclarations de grève. Les industries les plus éprouvées ont été celle du bâtiment (24 grèves dont 14 chez les charpentiers et menuisiers), ensuite celle de l'industrie du cuir (6 grèves). 2 grèves ont été déclarées par sympathie pour des ouvriers renvoyés

dont on demandait le retour à l'atelier, une grève pour protester contre un nouveau règlement d'atelier et les autres pour obtenir une modification des salaires ou de la durée du travail, notamment 3 grèves pour résister à une diminution des salaires. Dans 3 cas, à la suite d'un commencement de grève et d'une non-entente, les chantiers des autres patrons ont été fermés. Le mouvement gréviste (Berlin excepté) a été important surtout dans la région de Leipzig; les commissions ouvrières des salaires avaient arrêté des tarifs comportant des augmentations de salaires et des modifications dans les conditions du travail, entre autres, le travail à l'heure au lieu du travail aux pièces; ces changements ne furent pas acceptés par les patrons et la grève éclata dans de nombreux chantiers, dans l'industrie du bâtiment plus particulièrement. Dans d'autres centres, des modifications ont été également demandées aux patrons; mais dans beaucoup de cas, les ouvriers ont ajourné tout vote sur l'opportunité d'une grève jusqu'au 1^{er} avril.

A Berlin, la grève qui paraissait de nouveau terminée chez les ouvriers des fabriques de chaussures a repris dans les premiers jours de mars, et on a compté dès le début 450 ouvriers et ouvrières en grève dans 12 fabriques. Le différend portait encore sur le bureau de placement que les ouvriers voulaient administrer, aussi sur les fournitures que les ouvriers étaient contraints de prendre chez leurs patrons et sur la reconnaissance par les patrons de la Commission des salaires choisie par les ouvriers. Après le rejet par les patrons des propositions de conciliation faites par la Commission des métiers (*Gewerkschafts Commission*) et de nombreux pourparlers, les ouvriers ont en grand nombre repris le travail, le 25 mars, aux anciennes conditions.

Sur 15 grèves dont on a appris la fin en mars, 2 se sont terminées par le succès, 3 par l'échec des ouvriers, une par un arbitrage, les autres par une entente. Dans un cas, tous les ouvriers grévistes ont été remplacés.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mars (1). — Les mécaniciens, encore en chômage à la suite de leur grande grève, continuent à peser légèrement sur le marché du travail. La grève des houillères du pays de Galles n'a commencé que le 1^{er} avril et n'affecte pas les chiffres du mois de mars: 3,1 p. 0/0 de chômeurs dans 116 trade-unions groupant 466.700 membres, contre 4,4 p. 0/0 en février 1898 et 2,5 p. 0/0 en mars 1897. Salaires en hausse légère.

En un jour de la deuxième semaine de mars 1898, l'assistance publique a secouru 341.802 personnes, soit 216 p. 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 217 en février 1898 et 214 en mars 1897.

5,29 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits de houillères employant 432.692 mineurs, contre 5,24 en février 1898 et 5,14 en mars 1897.

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

353 hauts fourneaux en marche à la fin de mars 1898, avec 23.720 ouvriers, contre 356 en février 1898 et 351 en mars 1897.

Grèves. — 27 nouvelles grèves en mars avec 2.888 chômeurs, contre 25 avec 3.568 en février 1898, et 87 avec 29.532 en mars 1897; — 6 grèves dans le bâtiment, 2 dans les mines et carrières, 6 dans les métaux, 5 dans les textiles. Sur 29 grèves terminées, anciennes et nouvelles, 13 succès, 7 transactions, 9 échecs.

L'échelle mobile des salaires. Grève dans les mines du Pays de Galles et du Monmouthshire. — Depuis 1875, le système de l'échelle mobile est appliqué pour le règlement des salaires dans les charbonnages de l'*Association des propriétaires de houillères du Monmouthshire et du Sud du Pays de Galles*. L'échelle actuellement en vigueur est réglée par une convention en date du 1^{er} janvier 1893 et une note additionnelle du 17 février 1893.

Ces conventions ont été dénoncées par les parties, dans les délais convenus, à dater du 31 mars prochain, et un comité mixte avait été nommé pour étudier les bases d'une nouvelle entente qui se substituerait à l'ancienne, à cette époque. Mais le 14 mars l'entente n'avait pas encore pu se faire, les changements demandés par les deux parties étant assez importants, et les patrons ont alors déclaré qu'ils croyaient inutile de continuer à discuter avant que les ouvriers eussent nommé des délégués munis de pleins pouvoirs pour traiter en leur nom.

Les ouvriers ont proposé de faire quelques concessions sur leurs revendications primitives mais ils ont refusé de céder sur la question des pleins pouvoirs et le 31 mars ils ont commencé à se mettre en grève. Le 4 avril, il y avait 60.000 grévistes et le 6 l'arrêt du travail était général (environ 100.000 chômeurs). Les représentants des ouvriers et ceux des patrons ont tenu de nombreuses réunions, mais sans succès. La question des pleins pouvoirs, soumise au *referendum* des ouvriers dès les premiers jours d'avril a été résolue par 44.842 *Non* contre 14.500 *Oui*. D'autre part, les patrons continuent à exiger ces pleins pouvoirs et s'en tiennent à leurs propositions initiales quant au fond de la question. La grève continue.

D'après l'échelle actuelle, les salaires de tout le personnel ont comme bases ceux qui étaient payés en décembre 1879, et sont réglés par des barèmes qui ont pour la plupart un caractère local. Cependant, toute modification de salaire est appliquée simultanément dans toutes les houillères, sous forme d'un tant pour cent en plus ou en moins, suivant les variations du prix de vente des charbons. Deux commissaires des comptes désignés, l'un par les patrons, l'autre par les ouvriers, constatent tous les deux mois la moyenne des prix nets de vente des charbons gros criblés, rendus franco bord dans les ports de Cardiff, New-York, Swansea et Barry. Pendant deux mois (1) les salaires ou plutôt les pourcentages constituant la différence entre ceux-ci et ceux de 1879 sont réglés par ce constat de la manière suivante :

On suppose, dans le système de l'échelle mobile, que le prix moyen de vente, correspondant au salaire-type, était compris entre 9 fr. 80 et 10 francs par tonne. Pour d'autres prix de vente, les salaires varient par fraction de 1 1/4 p. 0/0 du salaire-type, conformément à une échelle dont on trouvera une partie ci-après. On verra qu'il n'y a ni minimum ni maximum dans l'échelle de salaires; toutefois la

(1) En pratique, les salaires des mécaniciens, chauffeurs et ceux des ajusteurs de la surface ne sont modifiés qu'un mois après ceux des autres ouvriers. C'est ainsi que le constat relatif à la période janvier-février règle les salaires en général pour avril-mai et ceux de cette catégorie seulement pour mai-juin.

partie de l'échelle insérée ci-dessous est assez étendue pour couvrir toutes les variations de ces trois dernières années :

Lorsque le prix net moyen de vente de la tonne (1) de charbon, rendue franco à bord, varie			Le salaire type sera majoré du tant pour cent suivant.
de	11 ^f 250 à	11 ^f 425	10.00
	11 426	11 605	11.25
	11 606	11 780	12.50
	11 781	11 960	13.75
	11 961	12 135	15.00
	12 136	12 315	16.25
	12 316	12 500	17.50
	12 501	12 680	18.75
	12 681	12 855	20.00
	12 856	13 035	21.25
	13 036	13 210	22.50
	13 211	13 390	23.75
	13 391	13 565	25.00
	13 566	13 750	26.25
	13 751	13 925	27.50
	13 926	14 105	28.75
	14 106	14 280	30.00

Cette échelle mobile règle les salaires de 100.000 ouvriers environ. Le tableau ci-dessous indique les modifications effectivement survenues dans les salaires depuis le début de 1892 jusqu'à ce jour. On remarquera que tandis que les salaires ont varié 6 fois par an dans les 3 années 1892, 1893 et 1894 (le maximum possible) et 5 fois en 1895, ils n'ont changé que 2 fois en 1896 et 1 fois seulement en 1897.

ANNÉES.	VARIATION P. 0/0 DES SALAIRES						AUGMENTA- TION P. 0/0 au-dessus du salaire-type à la fin de l'année.
	RÉSULTANT DU CONSTAT DES COURS À CHACUNE DES DATES SUIVANTES (2)						
	1 ^{er} février.	1 ^{er} avril.	1 ^{er} juin.	1 ^{er} août.	1 ^{er} oc- tobre.	1 ^{er} dé- cembre.	
1892.....	— 2,5	— 3,75	— 3,75	— 2,50	— 5,00	— 6,25	22 50
1893.....	— 2,5 (1)	— 6,25	— 3,75	+ 1,25	+ 1,25	+ 7,50	20 00
1894.....	+ 6,25	+ 3,75	— 2,50	— 3,75	— 1,25	— 1,25	21 25
1895.....	— 1,25	— 1,25	— 1,25	— 2,50	— 2,50	"	12 50
1896.....	— 1,25	"	"	"	— 1,25	"	10 00
1897.....	"	+ 1,25	"	"	"	"	11 25
1898.....	+ 1,25						"

(1) Cette modification n'a été appliquée que le 1^{er} mars. Une convention stipulant le maintien de l'échelle précédente avait été signée le 17 février.

(2) La date indiquée est celle à laquelle la modification de salaires a été appliquée à la majorité du personnel.

(1) Tonne anglaise de 1.016 kilogrammes.

SUISSE.

Le rachat des chemins de fer suisses et les caisses de pensions et de secours pour le personnel — Entre autres prescriptions concernant le personnel, la loi fédérale portant rachat des chemins de fer suisses (1) édicte les dispositions suivantes :

ART. 40. Les citoyens suisses ayant leur domicile fixe en Suisse peuvent seuls, dans la règle, être admis au service des chemins de fer.

Cette disposition ne s'applique pas aux employés qui sont au service de tronçons de lignes situées sur territoire étranger et exploités par la Confédération.

ART. 46. Une caisse de pensions et de secours sera créée pour les fonctionnaires, à l'exception des membres de la Direction générale et des directions d'arrondissement, et pour les employés à poste fixe. Elle sera alimentée par les membres de la Caisse et par la Caisse d'exploitation des chemins de fer; les contributions de cette dernière ne doivent pas être inférieurs à la moitié du total des contributions; le reste est supporté par les fonctionnaires et les employés.

Le Conseil d'administration édicte les statuts, sous réserve de l'approbation du Conseil fédéral.

Les caisses de pensions et de secours existantes, dont la gestion passera à l'Administration des chemins de fer fédéraux lors de l'acquisition des chemins de fer, peuvent, si le Conseil fédéral le juge à propos, être maintenues sur l'ancienne base, les intérêts de leurs membres devant être, dans ce cas, pleinement respectés; les membres de ces caisses ne peuvent en même temps faire partie de la Caisse générale de pensions et de secours. Au cas où les caisses de pensions ou de secours existantes viendraient à être supprimées, les droits de leurs membres demeureront réservés.

ART. 47. Le Conseil fédéral édictera les prescriptions nécessaires pour la création de caisses d'assurance en cas de maladie.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 24 février 1898 complétant la nomenclature des industries qui sont admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892 et qui sont énumérées aux articles 2, 4 et 5 du décret du 15 juillet 1893 modifié par les décrets des 26 juillet 1895 et 29 juillet 1897.

ART. 1^{er}. Est complétée comme suit la nomenclature des industries énumérées aux articles 2, 4 et 5 du décret du 15 juillet 1893, modifié par les décrets des 26 juillet 1895 et 29 juillet 1897, et admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892, en ce qui concerne le travail de nuit, la durée du travail et le repos hebdomadaire, savoir :

ART. 2. Amidon de maïs (coulage et séchage de l'). . . Femmes.

ART. 4. Verreries, femmes : trier et ranger les bouteilles.

ART. 5. Filature : retordage de fils crépés, bouclés et à boutons, des fils moulinés et multicolores.

Soie (dévidage de la) pour étoffes de nouveauté.

Impression de la laine peignée, blanchissage, teinture et impression des fils de laine, de coton et de soie, destinés au tissage des étoffes de nouveauté.

(1) Loi fédérale du 15 octobre 1897 concernant l'acquisition et l'exploitation des chemins de fer pour le compte de la Confédération ainsi que l'organisation de l'Administration des chemins de fer fédéraux. On trouve le texte *in extenso* de cette loi aux *Annales des ponts et chaussées*, 2^e partie, numéro de janvier 1898. (Paris, Dunod, éditeur.)

Loi du 4 mars 1898 portant création d'un office national du commerce extérieur et approuvant une convention intervenue entre le Gouvernement et la Chambre de commerce de Paris.

(EXTRAITS.)

ART. 1^{er}. Il est créé un Office national du commerce extérieur, qui est déclaré établissement public.

Cet établissement relève du Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes.

ART. 2. L'office a pour mission de fournir aux industriels et négociants français les renseignements commerciaux de toute nature pouvant concourir au développement du commerce extérieur et à l'extension de ses débouchés dans les pays étrangers, les colonies françaises et les pays de protectorat.

ART. 3. Les ressources de l'Office national du commerce extérieur comprennent :

1^o Une allocation annuelle de soixante-dix mille francs (70,000 fr.) à inscrire, à partir de l'année 1898, au budget du Ministère du commerce et de l'industrie, à un chapitre spécial intitulé « Office national du commerce extérieur » ;

2^o Les ressources provenant de la participation de la Chambre de commerce de Paris, telle qu'elle est définie dans la convention annexée à la présente loi ;

3^o Le produit des impositions supplémentaires au principal de l'imposition des patentes prévues aux articles 8 et 9 ci-après ;

4^o Les subventions, dons, legs et libéralités de toute nature provenant d'administrations publiques, de Chambres de commerce, d'associations syndicales ou de simples particuliers ;

5^o Toutes autres ressources qui pourraient lui être affectées par la loi.

ART. 4. La comptabilité de cet établissement est soumise aux mêmes règles que la comptabilité des chambres de commerce.

ART. 5. Sont approuvés la convention du 14 novembre 1897 et l'avenant du 2 janvier 1898 intervenus entre le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes et la Chambre de commerce de Paris.

.....

ART. 8. Indépendamment de l'imposition prélevée chaque année en vertu de la loi de finances du 23 juillet 1820, il sera perçu, à partir du 1^{er} janvier 1898, sur les patentes de la circonscription de la Chambre de commerce de Paris, compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures sur les patentes, une imposition supplémentaire additionnelle au principal de la contribution des patentes, dont le produit sera spécialement affecté, concurremment avec les autres ressources prévues pour cette destination, aux divers services de l'Office national du commerce extérieur.

Cette imposition est fixée annuellement à un quart de centime par franc (0 cent. 25).

ART. 9. Au cas où de nouvelles ressources devraient être fournies par la Chambre de commerce de Paris en vue de l'extension des services de l'office, notamment pour gager des emprunts destinés à de nouvelles acquisitions et constructions d'immeubles, cette imposition pourra être portée à un centime (0 fr. 01).

ART. 10. Dans le cas prévu à l'article précédent, la quotité du centime à percevoir sera fixée chaque année par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique, sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

.....

CONVENTION (1).

Entre le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sous réserve de l'approbation des Chambres

Et la Chambre de commerce de Paris, représentée par son président, en exécution de sa délibération du 11 novembre 1897,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La création d'un Office national du commerce extérieur étant poursuivie par M. le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, la Chambre de commerce de Paris offre d'affecter à l'usage de cet Office l'immeuble qu'elle a fait construire rue Foydeau, n° 3, pour y établir un service de renseignements commerciaux.

Les frais d'acquisition, de construction et d'aménagement, s'élevant approximativement à la somme de 1,100,000 francs, resteront à la charge de la Chambre de commerce de Paris, qui demeure propriétaire du terrain, de l'immeuble et du mobilier établi par elle.

La gratuité du loyer constitue une partie de sa subvention à l'Office national du commerce extérieur.

ART. 2. La Chambre de commerce de Paris met à la disposition des visiteurs de l'Office, sans rétribution de la part de l'Office ni du public, et également à titre de subvention, sa bibliothèque commerciale qui reste sa propriété et continue à être administrée par elle.

L'accès du public reste organisé dans les conditions et règlements établis ou à établir par la Chambre de commerce.

La bibliothèque occupera tout ou partie des salles du premier étage de l'Office, en prolongement des locaux d'ores et déjà occupés dans l'hôtel actuel de la Chambre du commerce.

ART. 3 La comptabilité de l'Office est tenue et les services de caisses effectués par les soins de la Chambre de commerce de Paris sans rétribution et également à titre de subvention.

.....

ART. 5. L'Office national du commerce extérieur sera déclaré établissement public.

ART. 6. La subvention annuelle du Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes sera de 70,000 francs.

ART. 7. L'Office sera apte à recevoir des subventions, dons, legs et libéralités de toute nature provenant d'administrations publiques, de Chambres de commerce, d'associations syndicales et de particuliers.

ART. 8. La comptabilité de cet établissement sera soumise aux mêmes règles que la comptabilité des Chambres de commerce.

ART. 9. L'Office correspondra avec les agents diplomatiques et consulaires et avec les agents coloniaux par l'intermédiaire ou par délégation des ministres compétents.

Il correspondra directement avec les Chambres de commerce et les Chambres consultatives des arts et manufactures de la métropole et avec les Chambres de commerce françaises à l'étranger.

ART. 10. En vue de compléter les renseignements commerciaux provenant soit de la représentation diplomatique et consulaire, soit de la représentation commerciale, le Ministre du commerce choisira des correspondants de l'Office parmi les industriels et les négociants français établis tant dans la métropole qu'aux colonies ou à l'étranger et jouissant d'une grande notoriété dans la pratique des affaires d'importation et d'exportation.

Ces correspondants auront le titre honorifique de « conseillers du commerce extérieur ». Ils seront nommés pour une période de cinq années qui pourra être renouvelée.

Leurs fonctions seront gratuites.

ART. 11. L'organisation de l'Office, le contrôle permanent des services et leur perfection-

(1) Les articles 18 et suivants ci-après sont extraits de l'Accord du 2 janvier 1898 joint à la convention précédente.

nement seront assurés par un conseil d'administration nommé par le Ministre du commerce, siégeant sous sa présidence, et composé comme suit :

Le président de la Chambre de commerce de Paris, premier vice-président;

Sept présidents de Chambres de commerce des départements;

Six membres de la Chambre de commerce de Paris, désignés par cette compagnie;

Deux présidents d'unions de syndicats commerciaux de Paris ou des départements;

Deux conseillers du commerce extérieur;

Le Directeur du commerce au Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Le Directeur général des douanes au Ministère des finances;

Le Directeur des consulats et des affaires commerciales au Ministère des affaires étrangères;

Le secrétaire général ou un directeur du Ministère des colonies;

Le Directeur de l'agriculture au Ministère de l'agriculture;

Le Directeur des chemins de fer au Ministère des travaux publics;

Le directeur de l'Office;

Le chef du 3^e bureau de la direction du commerce et le secrétaire de la direction de l'Office, secrétaires avec voix consultative.

ART. 12. Le fonctionnement journalier de l'Office sera assuré par un comité de direction ainsi composé :

Le président de la Chambre de commerce de Paris, président;

Cinq présidents de Chambres de commerce des départements, désignés par le conseil d'administration;

Trois membres de la Chambre de commerce de Paris, désignés par cette compagnie;

Le directeur de l'Office;

Le secrétaire de la direction de l'Office remplira les fonctions de secrétaire du comité de direction, avec voix consultative.

ART. 13. Le conseil d'administration se réunira au moins une fois par trimestre pour entendre le rapport du comité de direction sur le fonctionnement de l'Office et décider sur toutes questions relatives au perfectionnement de l'œuvre.

ART. 14. Le comité de direction se réunira deux fois par mois au moins et chaque fois que les nécessités du service l'exigeront.

Il entendra les rapports du directeur sur la marche des services et statuera sur toutes mesures à prendre touchant le fonctionnement de l'Office.

Il dressera le budget annuel qui, après approbation de la Chambre de commerce de Paris et du conseil d'administration, sera soumis au Ministre du commerce et de l'industrie.

ART. 15. Le directeur de l'Office national du commerce extérieur sera nommé par décret, sur le rapport du Ministre du commerce et de l'industrie.

Si ce directeur est choisi dans une administration publique et détaché temporairement à l'Office avec l'autorisation du ministre compétent, il sera maintenu dans le cadre de cette administration et y conservera ses droits à l'avancement et à la retraite.

ART. 16. Le secrétaire de la direction, les chefs de services et employés de l'Office seront, sur la proposition du directeur de l'Office, nommés par le comité de direction, dans les conditions d'admissibilité qui seront fixées par ce comité.

Les fonctions remplies à l'Office ne créeront pas droit à une pension de l'État, exception faite du cas prévu à l'article 15 ci-dessus.

Les indemnités allouées aux agents ne seront, en conséquence, soumises à aucune retenue obligatoire.

Afin de faciliter à ses agents, n'ayant pas droit à la pension de l'État, la participation aux avantages résultant des versements spontanés à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, l'Office versera à cette caisse des sommes égales à celles déposées individuellement par chaque agent, pendant la durée de ses fonctions, dans la limite maxima de 5 p. o/o du montant des appointements de l'employé.

ART. 17. L'Office sera chargé de l'impression, de l'édition et de la vente du *Moniteur offi*

ciel du commerce, soit sous sa forme actuelle, soit d'après tout autre mode de périodicité ou de division des matières, qui paraîtra préférable au comité de direction, mais sous la réserve suivante :

La rédaction des parties du *Moniteur officiel du commerce* ou des fascicules annexes qui pourraient en être extraits, relatives à la législation commerciale française et étrangère, aux règlements administratifs, aux actes officiels, aux rapports et dépêches des agents diplomatiques et consulaires de France, continuera à émaner du ministère du commerce, et le bon à tirer sera donné par la Direction du commerce. La rédaction des autres rubriques du journal déjà existantes ou qu'il y aura lieu d'ouvrir incombera à l'Office, sous le contrôle du comité de direction.

.....

ART. 18. La Chambre de commerce de Paris s'engage à exécuter pendant vingt années les clauses la concernant dans ladite convention, sous la réserve expresse qu'elle aura le droit d'en demander la résiliation au cas où la subvention annuelle de 70,000 francs du ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, prévue à l'article 6 de la convention, cesserait, pendant cette période de vingt années, d'être inscrite au budget du ministère du commerce à titre d'allocation à l'Office national du commerce extérieur.

Toutefois, la suppression de la subvention annuelle du ministère du commerce n'entraînerait pas, au profit de la Chambre de commerce de Paris, le droit à la résiliation de la convention si, au moment de cette suppression, le revenu annuel des sommes provenant de dons, legs et libéralités faits à l'Office sans affectation spéciale atteignait 70,000 francs.

ART. 19. Les sommes provenant de dons, legs, libéralités faits à l'Office sans affectation spéciale et les sommes disponibles lors du règlement des comptes de chaque exercice, déduction faite du fonds de roulement nécessaire, seront, sauf décision contraire du Ministre du commerce, affectées à l'achat de titres nominatifs de rente française ou d'obligations ou valeurs nominatives dont le minimum d'intérêt est garanti par l'État.

ART. 20. En cas de suppression de l'Office national du commerce extérieur, la liquidation des fonds appartenant à cet établissement sera effectuée comme suit :

1° Les valeurs provenant de dons, legs ou libéralités faits à l'Office avec affectation spéciale seront attribuées, par décrets rendus sur le rapport du Ministre du commerce, à des établissements publics ou reconnus d'utilité publique, susceptibles d'exécuter les intentions du donateur;

2° L'immeuble de la rue Feydeau et les nouveaux immeubles que la Chambre de commerce de Paris aurait acquis ou fait édifier, dans le cas prévu par l'article 8 du projet de loi, pour étendre les services de l'Office, resteront la propriété de la Chambre de commerce;

3° Les objets mobiliers, collections et archives de toute sorte seront attribués à la Chambre de commerce de Paris pour être affectés aux services de cette compagnie;

4° Les rentes ou valeurs nominatives provenant du placement des dons, legs ou libéralités faits à l'Office sans affectation spéciale deviendront la propriété de l'État.

Loi du 1^{er} avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels.

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS COMMUNES À TOUTES LES SOCIÉTÉS.

ART. 1^{er}. Les sociétés de secours mutuels sont des associations de prévoyance qui se proposent d'atteindre un ou plusieurs des buts suivants : assurer à leurs membres participants et à leurs familles, des secours en cas de maladie, blessures ou infirmités, leur constituer des pensions de retraites, contracter à leur profit des assurances individuelles ou collectives en cas

de vie, de décès ou d'accidents, pourvoir aux frais des funérailles et allouer des secours aux ascendants, aux veufs, veuves ou orphelins des membres participants décédés.

Elles peuvent, en outre, accessoirement, créer au profit de leurs membres des cours professionnels, des offices gratuits de placement et accorder des allocations en cas de chômage, à la condition qu'il soit pourvu à ces trois ordres de dépenses au moyen de cotisations ou de recettes spéciales.

ART. 2. Ne sont pas considérées comme sociétés de secours mutuels les associations qui, tout en organisant, sous un titre quelconque, tout ou partie des services prévus à l'article précédent, créent, au profit de telle ou telle catégorie de leurs membres et au détriment des autres, des avantages particuliers. Les sociétés de secours mutuels sont tenues de garantir à tous leurs membres participants les mêmes avantages, sans autre distinction que celle qui résulte des cotisations fournies et des risques apportés.

ART. 3. Les sociétés de secours mutuels peuvent se composer de membres participants et de membres honoraires; les membres honoraires payent la cotisation fixée ou font des dons à l'association sans prendre part aux bénéfices attribués aux membres participants; mais les statuts peuvent contenir des dispositions spéciales pour faciliter leur admission, au titre de membres participants, à la suite de revers de fortune.

Les femmes peuvent faire partie des sociétés et en créer; les femmes mariées exercent ce droit sans l'assistance de leur mari; les mineurs peuvent faire partie de ces sociétés sans l'intervention de leur représentant légal.

L'administration et la direction des sociétés de secours mutuels ne peuvent être confiées qu'à des Français majeurs, de l'un ou l'autre sexe, non déchus de leurs droits civils ou civiques, sous réserve, pour les femmes mariées, des autorisations de droit commun.

Les sociétés de secours mutuels constituées entre étrangers ne peuvent exister qu'en vertu d'un arrêté ministériel toujours révocable. Par exception, elles peuvent choisir leurs administrateurs parmi leurs membres.

Les membres du conseil d'administration et du bureau des sociétés de secours mutuels seront nommés par le vote au bulletin secret.

Les administrateurs et directeurs ne pourront être choisis que parmi les membres participants et honoraires de la société.

ART. 4. Un mois avant le fonctionnement d'une société de secours mutuels, ses fondateurs devront déposer en double exemplaire: 1° les statuts de ladite association; 2° la liste des noms et adresses de toutes les personnes qui, sous un titre quelconque, seront chargées à l'origine de l'administration ou de la direction.

Le dépôt a lieu, contre récépissé, à la sous-préfecture de l'arrondissement où la société a son siège social, ou à la préfecture du département.

Le maire de la commune en est informé immédiatement par les soins du préfet ou du sous-préfet.

Un extrait des statuts sera inséré dans le recueil des actes de la préfecture.

Tout changement dans les statuts ou dans la direction sera notifié et publié selon les formes indiquées ci-dessus.

ART. 5. Les statuts déterminent:

1° Le siège social, qui ne peut être situé ailleurs qu'en territoire français;

2° Les conditions et les modes d'admission et d'exclusion, tant des membres participants que des membres honoraires;

3° La composition du bureau et du conseil d'administration, le mode d'élection de leurs membres, la nature et la durée de leurs pouvoirs, les conditions du vote à l'assemblée générale et du droit pour les sociétaires de s'y faire représenter;

4° Les obligations et les avantages des membres participants;

5° Le montant et l'emploi des cotisations des membres, soit honoraires, soit participants, les modes de placement et de retrait des fonds;

6° Les conditions de la dissolution volontaire de la société;

7° Les bases de la liquidation à intervenir si la dissolution a lieu;

8° Le mode de conservation des documents intéressant la société;

9° Le mode de constitution des retraites pour lesquelles il n'a pas été pris d'engagement ferme et dont l'importance est subordonnée aux ressources de la société;

10° L'organisation des retraites garanties, et spécialement la fixation de leur quotité et de l'âge de l'entrée en jouissance;

11° Les prélèvements à opérer sur les cotisations pour le service spécial des retraites, lorsque, conformément à la clause précédente, les cotisations des membres honoraires ou participants devront être affectées pour partie à la constitution de retraites garanties, que ce soit au moyen d'un fonds commun ou de livrets individuels ouverts au nom des sociétaires.

ART. 6. Lorsque l'assemblée générale sera convoquée, les pouvoirs dont les sociétaires seront porteurs, si les statuts autorisent le vote par procuration, pourront être donnés sous seing privé et seront affranchis de tous droits de timbre et d'enregistrement; ils seront déposés au siège social.

Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées, dans le délai de quinze jours à dater de l'élection, devant le juge de paix du siège de la société. Elles sont introduites par simple déclaration au greffe.

Le juge de paix statue, dans les quinze jours de cette déclaration, sans frais ni forme de procédure et sur simple avertissement donné trois jours à l'avance à toutes les parties intéressées.

La décision du juge de paix est en dernier ressort, mais elle peut être déférée à la Cour de cassation. Le pourvoi n'est recevable que s'il est formé dans les dix jours de la notification de la décision. Il est formé par simple requête déposée au greffe de la justice de paix et dénoncée aux défenseurs dans les dix jours qui suivent. Il est dispensé du ministère d'un avocat à la cour et jugé d'urgence sans frais ni amende.

Les pièces et mémoires fournis par les parties sont transmis sans frais par le greffier de la justice de paix au greffier de la Cour de cassation. La chambre civile de cette Cour statue directement sur le pourvoi.

Tous les actes sont dispensés du timbre et enregistrés gratis.

ART. 7. Dans les trois premiers mois de chaque année, les sociétés de secours mutuels doivent adresser, par l'intermédiaire des préfets, au Ministre de l'intérieur, et dans les formes qui seront déterminées par lui, la statistique de leur effectif, du nombre et de la nature des cas de maladie de leurs membres, telle qu'elle est prescrite par la loi du 30 novembre 1892.

ART. 8. Il peut être établi entre les sociétés de secours mutuels, en conservant d'ailleurs à chacune d'elles son autonomie, des unions, ayant pour objet notamment :

a) L'organisation, en faveur des membres participants, des soins et secours énumérés dans l'article 1^{er}, notamment la création de pharmacies, dans les conditions déterminées par les lois spéciales sur la matière;

b) L'admission des membres participants qui ont changé de résidence;

c) Le règlement de leurs pensions viagères de retraite;

d) L'organisation d'assurances mutuelles pour les risques divers auxquels les sociétés se sont engagées à pourvoir, notamment la création de caisses de retraites et d'assurances communes à plusieurs sociétés pour les opérations à long terme et les maladies de longue durée;

e) Le service des placements gratuits.

ART. 9. Les sociétés de secours mutuels sont admises à contracter des assurances, soit en cas de décès, soit en cas d'accidents, aux caisses d'assurances instituées par la loi du 11 juillet 1868, en se conformant aux prescriptions des articles 7 et 15 de ladite loi.

Ces assurances peuvent se cumuler avec les assurances individuelles.

ART. 10. Les infractions aux dispositions de la présente loi seront poursuivies contre les administrateurs ou les directeurs et punies d'une amende de 1 à 15 francs inclusivement.

Si une société est détournée de son but de société de secours mutuels, et si, trois mois après un avertissement donné par arrêté du préfet du département, cette société persiste à ne pas se conformer aux prescriptions de la présente loi ou aux dispositions de ses statuts, la dissolution pourra en être prononcée par le tribunal civil de l'arrondissement.

Le ministère public introduira l'action en dissolution par un mémoire présenté au président du tribunal, énonçant les faits et accompagné des pièces justificatives; ce mémoire sera notifié au président de la société avec assignation à jour fixe.

Le tribunal jugera en audience publique, sur les réquisitions du procureur de la République, le président de la société entendu ou régulièrement appelé.

Le jugement sera susceptible d'appel.

L'assistance de l'avoué ne sera obligatoire ni en première instance ni en appel.

En cas de fausse déclaration faite de mauvaise foi ou de toutes autres manœuvres tendant à dissimuler, sous le nom de sociétés de secours mutuels, des associations ayant un autre objet, les juges de répression auront la faculté de prononcer la dissolution à la requête du ministère public. Les administrateurs et directeurs seront passibles d'une amende de 16 à 500 francs.

ART. 11. La dissolution volontaire d'une société de secours mutuels ne peut être prononcée que dans une assemblée convoquée à cet effet par un avis indiquant l'objet de la réunion et à la condition de réunir à la fois une majorité des deux tiers des membres présents et à la majorité des membres inscrits.

En cas de dissolution par les tribunaux, le jugement désigne un administrateur chargé de procéder à la liquidation définitive.

Aucun encaissement de cotisations autres que celles échues au jour de la liquidation ne peut plus être effectué.

Communication sera faite à l'administrateur des livres, registres, procès-verbaux et pièces de toute nature : la communication aura lieu sans déplacement sauf le cas où le tribunal en aurait ordonné autrement.

La liquidation s'opérera conformément aux statuts; elle sera homologuée sans frais par le tribunal, à la diligence du procureur de la République.

ART. 12. Les secours, pensions, contrats d'assurances, livrets, et généralement toutes sommes et tous titres à remettre par les sociétés de secours mutuels à leurs membres participants sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 360 francs par an pour les rentes et de 3,000 francs pour les capitaux assurés.

ART. 13. Les sociétés de secours mutuels ayant satisfait aux prescriptions des articles précédents ont le droit d'ester en justice, tant en demandant qu'en défendant, par le président ou par le délégué ayant mandat spécial à cet effet, et peuvent obtenir l'assistance judiciaire aux conditions imposées par la loi du 22 janvier 1851.

ART. 14. Les sociétés de secours mutuels se divisent en trois catégories :

1° Les sociétés libres;

2° Les sociétés approuvées;

3° Les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique.

TITRE II.

DES SOCIÉTÉS LIBRES.

ART. 15. Les sociétés libres et unions de sociétés libres peuvent recevoir et employer les sommes provenant des cotisations des membres honoraires et participants, et généralement faire des actes de simple administration; elles peuvent posséder des objets mobiliers, prendre des immeubles à bail pour l'installation de leurs divers services.

Elles peuvent, avec l'autorisation du préfet, recevoir des dons et legs mobiliers.

Toutefois, si la libéralité est faite à une société dont la circonscription comprend des communes situées dans des départements différents, il est statué par un décret. S'il y a réclamation des héritiers du testateur, il est statué par un décret du Président de la République, le Conseil d'État entendu.

Lorsque l'emploi des dons et legs n'est pas déterminé par le donateur ou testateur, cet emploi sera prescrit par l'arrêt ou le décret d'autorisation, en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 2 avril 1817.

Les sociétés libres ne peuvent acquérir des immeubles, sous quelque forme que ce soit, à peine de nullité, sauf les immeubles exclusivement affectés à leurs services. Elles ne peuvent, à peine de nullité, recevoir des dons ou legs immobiliers qu'à la charge de les aliéner et d'obtenir l'autorisation mentionnée au paragraphe 3 ci-dessus. La nullité sera prononcée en justice, soit sur la demande des parties intéressées, soit d'office, sur les réquisitions du ministère public.

TITRE III.

DES SOCIÉTÉS APPROUVÉES.

ART. 16. Les sociétés de secours mutuels et les unions de sociétés prévues à l'article 8, qui auront fait approuver leurs statuts par arrêté ministériel, auront tous les droits accordés aux sociétés libres et unions de sociétés libres et jouiront des avantages concédés par les articles suivants :

L'approbation ne peut être refusée que dans les deux cas suivants :

1^o Pour non-conformité des statuts avec les dispositions de la loi ;

2^o Si les statuts ne prévoient pas des recettes proportionnées aux dépenses, pour la constitution des retraites garanties ou des assurances en cas de vie, de décès ou d'accident.

L'approbation ou le refus d'approbation doit avoir lieu dans le délai de trois mois. Le refus d'approbation doit être motivé par une infraction aux lois et notamment aux dispositions du paragraphe 4 du présent article.

En cas de refus d'approbation, un recours peut être formé devant le Conseil d'État. Ce recours sera dispensé de tout droit; il pourra être formé sans ministère d'avocat.

Tout changement dans les statuts d'une société approuvée doit être l'objet d'une nouvelle demande d'approbation, et aucune modification statutaire ne peut être mise à exécution si elle n'a pas été préalablement approuvée.

Il sera procédé, pour les changements dans les statuts, comme en matière de statuts primitifs, pour tout ce qui concerne les dépôts, les délais et les recours.

ART. 17. Les sociétés de secours mutuels approuvés pourront, sous réserve de l'autorisation du Conseil d'État, recevoir des dons et legs immobiliers

Les immeubles compris dans un acte de donation ou dans une disposition testamentaire, que les sociétés n'aient pas été autorisées à conserver, seront aliénés dans les délais et la forme prescrits par le décret qui en autorise l'acceptation; le délai pourra, en cas de nécessité, être prorogé.

Les sociétés de secours mutuels et les unions approuvées prévues à l'article 8 peuvent être autorisées, par décret rendu en Conseil d'État, à acquérir les immeubles nécessaires soit à leurs services d'administration, soit à leur service d'hospitalisation.

ART. 18. Les communes sont tenues de fournir aux sociétés approuvées qui le demandent les locaux nécessaires à leurs réunions, ainsi que les livrets et registres nécessaires à l'administration et à la comptabilité. En cas d'insuffisance des ressources des communes, cette dépense est mise à la charge des départements. Dans le cas où la société s'étend sur plusieurs communes ou sur plusieurs départements, cette obligation incombe d'abord à la commune dans laquelle est établi le siège social, ensuite au département auquel appartient cette commune.

Dans les villes où il existe une taxe municipale sur les convois, il est accordé aux sociétés approuvées remise des deux tiers des droits sur les convois dont elles peuvent avoir à supporter les frais, aux termes de leurs statuts.

ART. 19. Tous les actes intéressant les sociétés approuvées sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

Sont également exempts du droit de timbre de quittance les reçus de cotisations des membres honoraires ou participants, les reçus des sommes versées aux pensionnaires, ainsi que les registres à souches qui servent au paiement des journées de maladie.

Cette disposition n'est pas applicable aux transmissions de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles et immeubles, soit entre vifs, soit par décès.

Conformément aux articles 19 de la loi du 11 juillet 1868 et 24 de la loi du 20 juillet

1886, les certificats, actes de notoriété et autres pièces exclusivement relatives à l'exécution des lois précitées et de la présente loi seront délivrés gratuitement et exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 20. Les placements des sociétés de secours mutuels approuvées doivent être effectués en dépôt aux caisses d'épargne, à la Caisse des dépôts et consignations, en rentes sur l'État, bons du Trésor ou autres valeurs créées ou garanties par l'État, en obligations des départements et des communes, du Crédit foncier de France ou des compagnies françaises de chemins de fer qui ont une garantie d'intérêts de l'État.

Les sociétés de secours mutuels approuvées pourront, en outre, posséder et acquérir des immeubles jusqu'à concurrence des trois quarts de leur avoir, les vendre et les échanger.

Pour être valables, ces opérations devront être votées à la majorité des trois quarts des voix par une assemblée générale extraordinaire composée au moins de la moitié des membres de la société, présents ou représentés.

Les titres et valeurs au porteur appartenant aux sociétés de secours mutuels approuvées seront déposés à la Caisse des dépôts et consignations, qui sera chargée de l'encaissement des arrérages, coupons et primes de remboursement de ces titres, et en portera le montant au compte de dépôt de chaque société.

ART. 21. Les sociétés de secours mutuels approuvées sont admises à verser des capitaux à la Caisse des dépôts et consignations :

1° En compte courant disponible ;

2° En un compte affecté pour toute la durée de la société à la formation et à l'accroissement d'un fonds commun inaliénable.

Le fonds commun de retraite existant au jour de la promulgation de la loi ne peut être supprimé.

Il peut être placé soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit en valeurs ou immeubles, conformément aux articles 17 et 20, soit à la caisse des retraites.

Pour l'avenir, les statuts de chaque société déterminent si elle entend user de cette faculté de constituer un fonds commun et dans quelles conditions ; ils règlent les moyens de l'alimenter, qu'il s'agisse d'un fonds commun conservé ou d'un fonds commun à créer. Ils décident notamment si la société devra verser à ce fonds, en totalité ou en partie, les subventions de l'État, les dons et legs, les cotisations des membres honoraires et les autres ressources disponibles.

Le compte courant et le fonds commun portent intérêt à un taux égal à celui de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

La différence entre le taux fixé par le paragraphe précédent et le taux de 4 1/2 p. o/o, déterminé par le décret-loi du 26 mars 1852 et le décret du 27 avril 1856 sera versée, à titre de bonification, à chaque société de secours mutuels approuvée ou reconnue d'utilité publique, en raison de son avoir à la Caisse des dépôts et consignations (fonds libres et fonds de retraites), au moyen d'un crédit inscrit chaque année au budget du Ministère de l'intérieur.

Les intérêts qui ne reçoivent pas d'emploi au cours de l'année sont capitalisés tous les ans.

La Caisse des dépôts et consignations aura la faculté de faire emploi des fonds versés aux comptes ci-dessus désignés, dans les mêmes conditions que pour les fonds des caisses d'épargne.

ART. 22. Les pensions de retraite peuvent être constituées soit sur le fonds commun, soit sur le livret individuel qui appartient en toute propriété à son titulaire, à capital aliéné ou réservé.

ART. 23. Les pensions de retraites alimentées par le fonds commun sont constituées à capital réservé au profit de la société. Elles sont servies directement par la société à l'aide des intérêts de ce fonds ou par l'intermédiaire de la Caisse nationale des retraites.

Pour bénéficier de ces pensions, les membres participants doivent être âgés d'au moins cinquante ans, avoir acquitté la cotisation sociale pendant quinze ans au moins et remplir les conditions statutaires fixées pour l'obtention de la pension.

Les sociétés qui constituent sur le fonds commun des pensions de retraite garanties sont tenues de produire, tous les cinq ans au moins, au Ministre de l'intérieur, la situation de leurs engagements, éventuels ou liquides, et des ressources correspondantes, en se conformant aux modèles qui leur sont fournis par l'Administration compétente. Elles devront modifier, s'il y a lieu, leurs statuts d'après les résultats de ces inventaires au moins quinquennaux.

ART. 24. Les pensions de retraites constituées par le livret individuel, à l'aide de la Caisse nationale de retraites ou d'une caisse autonome, sont formées, en conformité des statuts, au moyen de versements effectués par la société au compte de chacun de ses membres participants.

Ces versements proviennent :

1° De la cotisation spéciale que le sociétaire a lui-même acquittée en vue de la retraite ou de la portion de la cotisation unique prélevée en vue de ce service ;

2° De tout ou partie des arrérages annuels du fonds commun inaliénable, s'il en existe un ;

3° Des autres ressources dont les statuts autorisent l'emploi en capital au profit des livrets individuels.

Les versements effectués par la société sur le livret individuel le sont à capital aliéné ou à capital réservé, au profit de la société, suivant que les statuts en auront décidé.

Quant aux versements qui proviennent des cotisations du membre participant, ils peuvent être, au choix de ce membre, faits à capital aliéné ou à capital réservé au profit de ses ayants droit.

Pour la liquidation des pensions de retraite constituées à capital aliéné et à jouissance immédiate par les sociétés de secours mutuels, les tarifs à la Caisse nationale des retraites seront calculés jusqu'à quatre-vingts ans.

ART. 25. En dehors des retraites garanties ou non garanties constituées soit à l'aide des fonds communs, soit au moyen du livret individuel, dans les conditions prévues aux articles 23 et 24, les sociétés peuvent accorder à leurs membres des allocations, non pas viagères, mais annuelles, prises sur les ressources disponibles. Le montant en sera fixé chaque année par l'assemblée générale. Les titulaires sont désignés par elle, parmi les membres âgés de plus de cinquante ans et ayant acquitté la cotisation sociale au moins pendant quinze ans.

Les statuts déterminent les autres conditions que doivent remplir les bénéficiaires.

Le service de ces allocations annuelles s'effectue à l'aide des arrérages du fonds commun inaliénable ou des autres ressources disponibles.

Une indemnité pécuniaire fixée également chaque année en assemblée générale et prélevée sur les fonds de réserve peut être allouée aux membres participants devenus infirmes ou incurables avant l'âge fixé par les statuts pour être admissibles à la pension viagère de retraite.

ART. 26. A partir de la promulgation de la présente loi, les arrérages des dotations et les subventions annuellement inscrites au budget du Ministère de l'intérieur au profit des sociétés de secours mutuels seront employés à accorder à ces sociétés des allocations : 1° pour encourager la formation des pensions de retraites à l'aide du fonds commun ou du livret individuel ; 2° pour bonifier les pensions liquidées à partir du 1^{er} janvier 1895 et dont le montant, y compris la subvention de l'État, ne sera pas supérieur à 360 francs ; 3° pour donner en raison du nombre de leurs membres des subventions aux sociétés qui ne constituent pas de retraites.

Pour chacune de ces affectations, la répartition du crédit aura lieu dans les proportions et suivant les barèmes arrêtés par le Ministre de l'intérieur, après avis du Conseil supérieur.

Il sera, préalablement à toute répartition, opéré chaque année, sur les dotations et subventions, un prélèvement déterminé par le Conseil supérieur, qui ne pourra dépasser 5 p. o/o de l'actif total, pour venir en aide aux sociétés de secours mutuels qui, par suite, d'épidémie ou de toute autre cause de force majeure, seraient momentanément hors d'état de remplir leurs engagements.

Les subventions de l'État, en vue de la retraite par livret individuel, profiteront aux étrangers, lorsque leur pays d'origine aura garanti par un traité des avantages équivalents à nos nationaux.

Les pensions allouées sur le fonds commun ne pourront être servies aux étrangers que dans le cas où ils résideront en territoire français.

ART. 27. Un règlement d'administration publique détermine les conditions et les garanties à exiger pour l'organisation des caisses autonomes que les sociétés ou les unions pourront constituer, soit pour servir des pensions de retraite, soit pour réaliser l'assurance en cas de vie, de décès ou d'accident et, d'une manière générale, toutes les mesures d'application destinées à assurer l'exécution de la loi.

Les fonds versés dans ces caisses devront être employés en rentes sur l'État, en valeurs du Trésor ou garanties par le Trésor en obligations départementales ou en valeurs énumérées au paragraphe 1^{er} de l'article 20.

La gestion de ces caisses sera soumise à la vérification de l'inspection des finances et au contrôle du receveur particulier de l'arrondissement du siège de la caisse.

La Caisse des dépôts et consignations est tenue d'envoyer, dans le courant du premier trimestre de chaque année, aux présidents des sociétés de secours mutuels ayant constitué des pensions de retraite en faveur de leurs membres participants, la liste des retraités qui, dans l'année précédente, n'auront pas touché leurs arrérages.

ART. 28. Les sociétés de secours mutuels qui accordent à leurs membres ou à quelques-uns seulement des indemnités moyennes ou supérieures à 5 francs par jour, des allocations annuelles ou des pensions supérieures à 360 francs et des capitaux en cas de vie ou de décès supérieurs à 3,000 francs, ne participent pas aux subventions de l'État et ne bénéficient ni du taux spécial d'intérêt fixé par les décrets des 26 mars 1852, 26 avril 1856, ni des avantages accordés par la présente loi sous forme de remise de droits d'enregistrement et de frais de justice.

Les sociétaires qui s'affilieront à plusieurs sociétés en vue de se constituer une pension supérieure à 360 francs ou des capitaux, en cas de vie ou de décès, supérieurs à 3,000 francs, seront exclus des sociétés de secours mutuels dont ils font partie, sous peine, pour la société, de perdre les avantages concédés par la présente loi.

ART. 29. Dans les trois premiers mois de chaque année, les sociétés de secours mutuels approuvées doivent adresser au Ministre de l'intérieur, par l'intermédiaire des préfets et dans les formes prescrites, indépendamment de la statistique exigée par l'article 8, le compte rendu de leur situation morale et financière.

Elles sont tenues de communiquer leurs livres, registres, procès-verbaux et pièces comptables de toute nature aux préfets, sous-préfets ou à leurs délégués. Cette communication a lieu sans déplacement, sauf le cas où il en serait autrement ordonné par arrêté du préfet.

Les infractions aux prescriptions du paragraphe 2 du présent article seront punies d'une amende de 16 à 500 francs.

ART. 30. Dans le cas d'inexécution des statuts ou de violation des dispositions de la présente loi, l'approbation peut être retirée par un décret rendu en Conseil d'État sur la proposition motivée du Ministre de l'intérieur et après avis du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels, lequel sera convoqué dans le plus bref délai.

La décision portant retrait d'approbation sera susceptible d'un recours au contentieux devant le Conseil d'État, sans ministère d'avocat et avec dispense de tous droits.

ART. 31. Lorsque la dissolution d'une société approuvée est votée par l'assemblée générale conformément aux statuts, ou ordonnée par le tribunal, la liquidation est poursuivie sous la surveillance de préfet ou de son délégué.

Il est prélevé sur l'actif social, y compris le fonds commun inaliénable de retraites déposé à la Caisse des dépôts et consignations et dans l'ordre suivant :

1° Le montant des engagements contractés vis-à-vis des tiers;

2° Les sommes nécessaires pour remplir les engagements contractés vis-à-vis des membres participants, notamment en ce qui concerne les pensions viagères et les assurances en cas de décès, de vie ou d'accident;

3° a) Une somme égale au montant des subventions et secours accordés depuis l'origine de la société par l'État, à titre inaliénable, sur les fonds de la dotation ou autres, pour être, ladite somme, versée au compte de la dotation des sociétés de secours mutuels;

b) Des sommes égales au montant des subventions et secours accordés depuis l'origine de la société par les départements et les communes, à titre inaliénable, pour être, lesdites sommes, réintégrées dans leurs caisses;

c) Des sommes égales au montant des dons et legs faits à titre inaliénable, pour être employées conformément aux volontés des donateurs et testateurs, s'ils ont prévu le cas de liquidation, ou, si leur volonté n'a pas été exprimée, pour être ajoutées au compte de dotation des sociétés de secours mutuels.

Si, après le paiement des engagements contractés vis-à-vis des tiers et des sociétaires, il ne reste pas de fonds suffisants pour le plein des prélèvements prévus au paragraphe 3 ci-dessus, ces prélèvements auront lieu au marc-le-franc des versements faits respectivement par l'État, les départements, les communes, les particuliers.

Le surplus de l'actif social sera, s'il y a lieu, réparti entre les membres participants appartenant à la société au jour de la dissolution et non pourvus d'une pension ou indemnité annuelle, au prorata des versements opérés par chacun d'eux depuis leur entrée dans la société, sans qu'ils puissent recevoir une somme supérieure à leur contribution personnelle. Le reliquat sera attribué au fonds de dotation.

TITRE IV.

DES SOCIÉTÉS RECONNUES COMME ÉTABLISSEMENTS D'UTILITÉ PUBLIQUE.

ART. 32. Les sociétés de secours mutuels et les unions sont reconnues comme établissements d'utilité publique par décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

La demande est adressée au préfet avec les pièces suivantes : la liste nominative des personnes qui y ont adhéré et trois exemplaires des projets de statuts et du règlement intérieur.

ART. 33. Les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique jouissent des avantages accordés aux sociétés approuvées. Elles peuvent, en outre, posséder et acquérir, vendre et échanger des immeubles, dans les conditions déterminées par le décret déclarant l'utilité publique.

Elles sont soumises aux obligations de l'article 11 qui précède.

TITRE V.

CONSEIL SUPÉRIEUR. — RAPPORTS ANNUELS. — TABLES STATISTIQUES.

ART. 34. Il est institué près le Ministère de l'intérieur un conseil supérieur de sociétés de secours mutuels. Ce conseil est composé de trente-six membres, savoir :

Deux sénateurs élus par leurs collègues;

Deux députés élus par leurs collègues;

Deux conseillers d'État élus par leurs collègues;

Un délégué du Ministère de l'intérieur;

Un délégué du Ministère de l'agriculture;

Un délégué du Ministère du commerce;

Un membre de l'Académie des sciences morales et politiques, désigné par l'Académie;

Un membre du Conseil supérieur du travail, nommé par ses collègues;

Deux membres agrégés de l'Institut des actuaires français, désignés par le Ministère de l'intérieur;

Le directeur général de la comptabilité publique au Ministère des finances;

Le directeur du mouvement général des fonds au même Ministère;

Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations;

Un membre de l'Académie de médecine désigné par l'Académie, et un représentant des syndicats médicaux, élu par les délégués de ces syndicats dans les formes qui seront déterminées par un règlement d'administration publique;

Dix-huit représentants de sociétés de secours mutuels, dont six appartenant aux sociétés libres, élus par les délégués des sociétés dans des formes qui seront déterminées par un règlement d'administration publique.

Chaque représentant des sociétés approuvées sera élu par un collège comprenant un certain nombre de départements.

Cette division sera faite par le règlement d'administration publique à intervenir, de telle sorte que chaque collège comprenne un nombre à peu près égal de mutualistes.

Tous les membres sont nommés pour quatre ans; leurs pouvoirs sont renouvelables; leurs fonctions sont gratuites.

Le Ministre de l'intérieur est président de droit du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels.

Le conseil choisit parmi ses membres ses deux vice-présidents et son secrétaire. Il est convoqué par le Ministre compétent au moins une fois tous les six mois et toutes les fois que cela lui paraîtra nécessaire.

Il reçoit communication des états statistiques et des comptes rendus de la situation financière fournis par les sociétés de secours mutuels, ainsi que des inventaires au moins quinquennaux et des autres documents fournis par les sociétés de secours mutuels, en exécution des articles 8, 23 et 29 ci-dessus.

Il donne son avis sur toutes les dispositions réglementaires ou autres qui concernent le fonctionnement des sociétés de secours mutuels, et notamment sur le mode de répartition des subventions et secours qui seront attribués sur les mêmes bases et dans les mêmes proportions pour les retraites constituées soit à l'aide du fonds commun, soit à l'aide de livrets individuels.

ART. 35. Sept membres nommés par le Ministre, dont quatre pris parmi ceux qui procèdent de l'élection, constituent une section permanente.

La section permanente a pour fonction de donner son avis sur toutes les questions qui lui sont renvoyées soit par le conseil supérieur, soit par le Ministre.

Le Ministre de l'intérieur soumet, chaque année, au Président de la République, un rapport, qui est présenté au Sénat et à la Chambre des députés, sur les opérations des sociétés de secours mutuels et sur les travaux du conseil supérieur.

ART. 36. Dans un délai de deux ans après la promulgation de la présente loi, les Ministres de l'intérieur et du commerce feront établir des tables de mortalité et de morbidité applicables aux sociétés de secours mutuels.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ART. 37. Les sociétés de secours mutuels antérieurement autorisées ou approuvées sont tenues, dans le délai de deux ans, de se conformer aux prescriptions de la présente loi. Jusqu'à l'expiration de ce délai, elles continueront à s'administrer conformément à leurs statuts.

Les sociétés approuvées, qui ne solliciteront pas, dans ce délai, ou n'obtiendront pas l'approbation de leurs statuts, devront placer leurs fonds communs en valeurs nominatives, conformément à l'article 20 ci-dessus, et déposer leurs titres à la Caisse des dépôts et consignations. L'inexécution de ces dispositions entraînera l'application des articles 10 et 30 de la présente loi.

Toutefois, les sociétés qui assurent leurs membres exclusivement contre la maladie sont dispensées de solliciter de nouveau cette approbation.

Le Ministre de l'intérieur, après avis du conseil supérieur, prévu à l'article 34, déterminera dans quelle mesure il pourra être fait exception, pour le passé, aux prescriptions de l'article 2 en faveur des sociétés de secours mutuels qui, établies en vue de l'assurance contre la maladie, auront accordé certains avantages à ceux de leurs membres entrés dans la société à un âge relativement avancé et n'ayant pu arriver à la liquidation de leur pension en satisfaisant aux conditions normales de stage.

ART. 38. Les articles 13, 18, 19 et 21 de la présente loi, à l'exception, pour ce dernier, de ce qui concerne le fonds commun, s'appliquent aux sociétés régulièrement constituées, en conformité du titre III de la loi du 29 juin 1894 dont l'article 20 est abrogé.

ART. 39. Le décret-loi du 27 mars 1858 est ainsi modifié :

« Les personnes auxquelles le Gouvernement de la République aura accordé des médailles d'honneur, en leur qualité de membres d'une société de secours mutuels, libre ou approuvée, pourront porter publiquement ces récompenses. »

ART. 40. Les syndicats professionnels constitués légalement aux termes de la loi du 21 mars 1884, qui ont prévu dans leurs statuts les secours mutuels entre leurs membres adhérents, bénéficieront des avantages de la présente loi, à la condition de se conformer à ses prescriptions.

ART. 41. Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE MARS 1898, EN CE QUI CONCERNE
LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Accidents du travail. — *Sénat.* — Séances des 3, 4 et 7 mars 1898. — Première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

Séances des 15, 18 et 19 mars. — Deuxième délibération. — Adoption avec modifications.

Transmission à la Chambre 22 mars (Doc. parl. n° 3142).

Chambre. — Séance du 24 mars. — Rapport par M. Maruéjouls, sur le projet de loi adopté par le Sénat (Doc. parl. n°).

Séance du 28 mars. — Discussion du projet de loi. — Adoption.

Placement des ouvriers et employés. — *Chambre.* — Séance du 9 mars 1898. — Dépôt par M. le Ministre du commerce et de l'industrie, d'un projet de loi, modifié par le Sénat, sur le placement des ouvriers et employés (Doc. parl. n° 3165). — Renvoyé à la Commission du travail.

Crédit agricole. — *Chambre.* — Séance du 9 mars 1898. — Rapport par M. Godet, sur le projet de loi ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel (Doc. parl. n° 3109).

Séance du 31 mars. — Discussion du projet de loi. — Urgence déclarée. — Adoption.

Conditions du travail dans les travaux publics. — *Chambre.* — Séance du 10 mars 1898. — Rapport par M. Lavy, sur : 1° la proposition de M. Vaillant sur l'établissement de conditions du travail dans les travaux communaux de la ville de Paris et de chaque commune; 2° la proposition de M. Paschal Grousset, relative à l'abolition du marchandage; 3° la proposition de M. Castelin, portant réglementation du travail sur les chantiers de l'État, des départements, des communes et des entreprises d'utilité publique exécutées par les particuliers, relative : 1° aux conditions du travail, assurances, accidents, hospitalisation, repos hebdomadaire; 2° à la limitation du nombre des ouvriers étrangers sur les chantiers; 4° à la participation des associations ouvrières aux travaux publics (Doc. parl. n° 3113).

Sociétés de secours mutuels. — *Chambre.* — Séance du 10 mars 1898. — Rapport, par M. Audiffred, sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, relative aux sociétés de secours mutuels (Doc. parl. n° 3117).

Séance du 22 mars. — Discussion; urgence déclarée. — Adoption.

Saisie-arrêt des salaires. — *Chambre.* — Séance du 21 mars 1898. — Rapport, par M. Rose, sur les propositions de MM. Basly, Odilon-Barrot et Pichon, tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895, relative à la saisie-arrêt des salaires des ouvriers et des traitements des petits employés (Doc. parl. n° 3131).

Code du travail. — *Chambre.* — Séance du 21 mars 1898. — Proposition de loi sur le code du travail (Livre II. — Enseignement du travail), déposée par M. Groussier et plusieurs de ses collègues (Doc. parl. n° 3132). — Renvoyée à la Commission du travail.

Délégés mineurs. — *Chambre.* — Séance du 24 mars. — Rapport, par M. Lavy, sur la proposition de loi de M. Basly, tendant à modifier la loi du 8 juillet 1890, sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs (Doc. parl. n° 3137).

Petite propriété rurale. — *Chambre.* — Séance du 24 mars. — Première délibération sur la proposition de loi de M. J. Siegfried, tendant à faciliter la constitution et le maintien de la petite propriété rurale. — Adoption.

Protection des personnes accomplissant un service militaire. — *Chambre.* — Séance du 25 mars. — Discussion : 1° de la proposition de loi de M. Coutant et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet de prévenir le renvoi des employés et ouvriers revenant d'accomplir une période d'instruction militaire de vingt-huit ou treize jours (urgence déclarée); 2° de la proposition de loi de MM. Ernest Roche et Le Senne, ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes appelés par la loi à faire leur période d'instruction militaire. — Adoption.

Transmission au Sénat, le 29 mars (Doc. parl. n° 173).

Réglementation du travail des ouvriers filateurs de soie. — *Chambre.* — Séance du 28 mars. — Proposition de loi ayant pour objet la réglementation du travail dans les filatures de soie, déposée par M. Maurice Faure (Doc. parl. n° 3177). — Renvoyée à la Commission du travail.

Assurance mutuelle des marins. — *Chambre.* — Séance du 29 mars. — PROJET DE LOI ayant pour objet la création d'une caisse d'assurance mutuelle entre les marins français contre les risques et accidents de leur profession, présenté par MM. les Ministres de la Marine et du Commerce. (Doc. parl. n°). — Renvoyé à la Commission de la marine.

JURISPRUDENCE.

Accidents. — Risque professionnel. — Non-responsabilité du patron.

Lorsqu'un accident industriel peut être attribué à des circonstances connues qui rendent un travail éventuellement dangereux, mais au sujet desquelles aucune faute n'est imputable au patron, étant données les coutumes de ce travail, l'accident dérive d'un risque professionnel librement accepté par l'ouvrier et la responsabilité du patron n'est pas engagée.

(C. cass. 20 juil. 1897; P... contre C^e havraise des Magasins généraux).

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. — *Rapports sur l'application pendant l'année 1896 des lois réglementant le travail* (1 vol. in-8° de 513 pages. Paris, 1897, Imp. nat.). — Rapport sur l'application de la loi du 2 novembre 1892 pendant l'année 1896, présenté à M. le Président de la République par MM. les membres de la Commission supérieure du travail dans l'industrie. — Rapports des inspecteurs divisionnaires du travail. — Rapports des ingénieurs en chef des mines. (Voir les extraits dans le corps du *Bulletin* de mars dernier.) En vente chez Berger-Levrault, édit., 5, rue des Beaux-Arts, à Paris.

————— *Album graphique* (1 vol. grandeur in-8°, de 29 planches de diagrammes et cartogrammes en noir et en couleur synthétisant les résultats principaux de l'enquête sur les salaires).

————— MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. — OFFICE DU TRAVAIL. — *Les associations ouvrières de production* (1 vol. in-8° de 613 pages. Paris, 1897, Imp. nat.). Compte rendu d'une enquête entreprise par l'Office du travail en 1896-1897.

Les renseignements ont été recueillis par des enquêteurs faisant partie du personnel central de l'Office du travail, auprès de deux cents associations ouvrières sur 213 ayant fonctionné en 1895 ou 1896. Les 13 autres avaient disparu avant la fin de l'enquête ou étaient suffisamment connues. Le compte rendu fournit une liste nominative des associations et, par association, tous les renseignements qui pouvaient être publiés sans trahir le secret de la situation financière de chacune d'elles. Les autres renseignements figurent dans des tableaux d'ensemble combinés à différents points de vue et où sont reprises aussi et récapitulées les données de l'état détaillé. Dans ces tableaux d'ensemble on ne s'est pas contenté de moyennes générales caractérisant en gros l'activité et le succès des associations. On a différencié autant que possible les catégories qui peuvent être formées.

Les tableaux sont précédés d'un historique de l'Association ouvrière de production. A cet historique sont annexées les pièces justificatives principales : Détail de l'emploi des subventions budgétaires et legs particuliers; description détaillée de la Chambre consultative et de la Banque coopérative des associations ouvrières de production, etc.

Avant les tableaux, viennent encore les descriptions monographiques de 18 sociétés actuelles considérées depuis leur origine jusqu'en 1897; on a choisi des types différents dans des industries différentes. Ces monographies sont destinées à mettre en relief les types, les milieux favorables, les conditions de succès, à éclairer les chiffres généraux par des exemples.

Une analyse est présentée à la fin du volume, résumant les constatations faites. (Voir dans le corps du *Bulletin* l'exposé des résultats généraux de l'enquête.)

————— MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — *Statistique agricole de la France* (1 vol. gr. in-8° de 365 pages. Paris, 1897, Imp. nat.). Résultats généraux de l'enquête décennale de 1892 et comparaison avec les résultats des enquêtes décennales antérieures. Nous donnerons prochainement divers renseignements extraits de cet important ouvrage. Citons spécialement dans l'introduction (pages 7 à 442) et dans les tableaux (pages 2 à 286) la troisième partie, concernant l'économie sociale : répartition de l'étendue des propriétés agricoles par nature de propriétaires et par grandes catégories de culture; répartition du nombre et de l'étendue des exploitations par grandes catégories de culture et par catégories d'étendue; modes d'exploitation; population des travailleurs agricoles; salaires et gages; améliorations foncières de 1882 à 1892; principales mesures législatives et administratives prises en faveur de l'agriculture, de 1882 à 1897; récapitulation d'ensemble et comparaison de la situation financière générale de l'industrie agricole en France en 1882 et 1892; valeur du capital foncier et d'exploitation, production brute de l'exploitation (végétale et animale), charges générales de la culture (financières et économiques).

————— *Atlas de la statistique agricole* (1 atlas in-folio de 20 planches, cartogrammes et diagrammes en noir et en couleurs, joint au volume précédent. Paris, 1897, Imp. nat.).

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{IE}.

- Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France**, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers. — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893)..... 8 fr.
- De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger.** — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893)..... 6 fr.
- Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis.** — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes. — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893)..... 1 fr. 50
- Salaires et durée du travail dans l'industrie française.**
 Tome I^{er} : *Seine*. — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893)..... 7 fr. 50
 Tomes II et III : *Départements*. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896) chaque, 7 fr. 50
 Tome IV : *Résultats généraux*. — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897)..... 6 fr.
Manufactures de l'État et chemins de fer. — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896).... 1 fr. 50
Album graphique. — 29 planches in-8° (1897)..... 4 fr.
- La petite industrie (salaires, durée du travail).**
 Tome I^{er} : *L'alimentation à Paris*. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893)..... 2 fr. 50
 Tome II : *Le vêtement à Paris*. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896)..... 5 fr.
- Les associations ouvrières de production (en France)** — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.
- Hygiène et sécurité des travailleurs.** — 1 vol in-8° de 660 p. (1895)..... 5 fr.
- Documents sur la question du chômage.** — 1 vol. in-8° de 398 p. (1896)..... 4 fr.
- Minimum de salaire dans les travaux publics.** — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897).... 2 fr.
- L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.**
Résultats financiers. — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892)..... 1 fr. 50
Statistique des accidents de travail. — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892)..... 1 fr. 50
- Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie.**
En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893). 1 fr. 50
En Autriche. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893)..... 1 fr. 50
- Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.**
 1^{re} partie : *Accidents*. — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894)..... 1 fr. 50
 2^e partie : *Maladie, Invalidité, Vieillesse*. — 1 vol in-8° de 229 p. (1895).... 2 fr.
- Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage.**
Années 1890 et 1891. — 1 vol in-8° de 123 p. (1892)..... 1 fr. 50
Années 1892, 1893, 1894, 1895. — 4 vol. in-8° de 1 fr. 50, 3 fr. 50, 3 francs et 3 fr.
Année 1896. — 1 vol. in-8° de 358 p. (1897)..... 3 fr.
- Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.**
Dén. général. — 1 vol. in-8° jésus de 814 p. (1894)..... 15 fr.
Dén. des étrangers. — 1 vol. in-8° jésus de 349 p. (1893)..... 7 fr. 50
- Annuaire statistique (1892-1894).** — 1 vol. in-8° jésus de 783 p. (1894)..... 8 fr.
Idem. (1895-1896). — 1 vol. in-8° jésus de 624 p. (1896)..... 8 fr.
Idem. (1897). — 1 vol. in-8° jésus de 520 p. (1897)..... 7 fr. 50
- Statistique annuelle (1890-1892).** — 1 vol. in-8° jésus de 550 p. (1895).... 7 fr. 50
Idem. (1893). — 1 vol. in 8° jésus de 257 p. (1896)..... 5 fr.
Idem. (1894). — 1 vol. in-8° jésus de 249 p. (1897)..... 5 fr.
- Annuaire des syndicats professionnels (1897).** — 1 vol. in-8° de 620 p. (1897)... 5 fr.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>			
Revue du travail :		Enquête de l'Office du travail sur les associations	
Situation générale.....	322	ouvrières de production (tableaux).....	401
Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les associations patronales, etc. ; 2° par les correspondants..	325	Situation de la fabrique de soieries à Lyon.....	408
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.	332	<i>Mouvement social à l'étranger.</i>	
Renseignements divers :		Accidents de chemin de fer dans divers pays.....	416
Adjudications; commerce extérieur; transports; prix courants divers; faillites; autorisations de bâtir; mont-de-piété de Paris.	340	Allemagne : Les grèves en avril.....	417
Placement gratuit.....	345	Autriche-Hongrie : Les grèves en 1896.....	417
Assistance.....	348	Belgique : La nouvelle loi sur les unions professionnelles.....	419
Mouvement syndical.....	350	Espagne : La production minérale en 1896.....	424
Les syndicats professionnels en 1896 (dates de fondations, professions).....	355	Grande-Bretagne : Revue du travail en avril. — La grève des mineurs du pays de Galles. — Le minimum de salaire dans les contrats de travaux publics urbains. — La hausse du prix du pain.....	425
Les grèves en avril.....	369	Italie : La production minérale en 1896.....	429
Les grèves en 1897.....	372	Suisse : Les assurances collectives contre les accidents en 1896.....	430
Conciliation et arbitrage en avril.....	375	<i>Actes et documents officiels.</i>	
Conciliation et arbitrage en 1897.....	377	Loi du 9 avril 1898 sur la responsabilité des accidents. — Loi du 9 avril 1898 sur l'organisation des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures. — Loi du 21 avril 1898 créant la caisse de prévoyance des marins français (en cas d'accidents). — Loi du 19 avril 1898 sur la répression des violences envers les enfants.....	431
Conciliation et arbitrage de 1893 à 1897.....	379	État des travaux législatifs.....	446
Institutions de prévoyance.....	382	<i>Bibliographie.</i>	
Les assurances collectives contre les accidents (suite et fin).....	383		
La nouvelle loi sur la responsabilité des accidents (historique et analyse).....	398		
Extraits du budget du Ministère du commerce...	400		

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts.

Armand COLIN et C^{ie}, éditeurs,
5, rue de Mézières.

Le *Bulletin de l'Office du travail* paraît tous les mois. — On le trouve chez tous les libraires. On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

PRIX DE L'ABONNEMENT

POUR LA FRANCE.....

POUR L'UNION POSTALE.....

2 fr. 50 par an.

3 fr. 50 —

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie,
Direction de l'Office du Travail,
Rue de Varenne, 80,
PARIS.

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : à *Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie.*

ÉCOLE NATIONALE PRATIQUE D'OUVRIERS ET DE CONTREMAÎTRES
DE CLUNY.

Concours d'admission en 1898.

Aux termes d'un arrêté ministériel en date du 21 mars, les épreuves du concours d'admission à l'École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny auront lieu, en 1898, les 3, 4 et 5 octobre dans les chefs-lieux des départements.

Les demandes d'inscription devront être adressées par écrit, *avant le 1^{er} juin*, au Préfet du département dans lequel la famille du candidat possède son domicile civil.

Toutefois, les jeunes gens déjà portés sur la liste des candidats aux Écoles nationales d'arts et métiers pourront se faire inscrire jusqu'au 20 septembre 1898.

Pour tous renseignements relatifs aux programmes et conditions des deux concours ci-dessus, écrire sans affranchir :

A Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie,
Direction du Personnel, de la Comptabilité et de l'Enseignement technique,
101, rue de Grenelle,
PARIS.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

La reprise habituelle du travail de printemps a maintenu l'activité déjà signalée dans un certain nombre d'industries; les plus favorisées ont été les carrières, la préparation des cuirs et peaux, et surtout l'industrie de la chaussure, l'industrie du vêtement, celle de la chapellerie, le travail du bois (charpente, menuiserie), la métallurgie, la construction mécanique et l'industrie du bâtiment. La situation de l'industrie linière, celle de la filature en particulier, a eu tendance à l'amélioration, grâce à la faiblesse du stock existant. La typographie, qui a vu ses commandes augmenter pendant la période électorale, a été également bien occupée. Au contraire le ralentissement du travail déjà signalé dans les filatures et tissages des industries lainière et cotonnière s'est maintenue. Dans la soierie, situation stationnaire.

Par rapport à l'an dernier, le travail est généralement jugé moins abondant; la difficulté des affaires provenant de l'accalmie des mois précédents s'est aggravée par suite du conflit hispano-américain qui a rendu plus rares et quelquefois fait annuler les ordres que les maisons des États-Unis adressaient à notre industrie.

La proportion des ouvriers en chômage a eu tendance à diminuer depuis le mois précédent. Parmi les 400 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce qui ont fourni des rapports sur la situation au 15 avril, 16 p. o/o des syndicats, comprenant 16 p. o/o des syndiqués, estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier; 30 p. o/o des chambres syndicales avec 21 p. o/o des adhérents jugent qu'il a été moins actif, et, pour 54 p. o/o des chambres syndicales et 63 p. o/o des syndiqués, il est resté équivalent à l'an dernier.

La journée de travail a repris sa durée normale, principalement dans les industries à travail périodique.

Par suite de la température défavorable du mois précédent, les légumes frais se maintiennent à un prix élevé. Une baisse s'est produite sur le beurre et les œufs. Le blé et, à sa suite, la farine et le pain ont marqué une nouvelle

tendance à la hausse qu'on a dû chercher à atténuer par la suppression du droit d'entrée de 7 francs, prélevé sur les blés étrangers importés en France.

SITUATION GÉNÉRALE.

HORTICULTURE. AGRICULTURE. FORÊTS. — L'amélioration signalée, le mois dernier, chez les horticulteurs et chez les ouvriers agricoles s'est maintenue. Chez les bûcherons, les façons d'écorçage qui ont commencé dans beaucoup de forêts ont fourni un travail abondant, notamment dans la Nièvre, le Cher et l'Indre.

MINES. CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100,000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois d'avril le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5,56	"	"	"	2	98
Loire.....	5,76	"	"	5	26	69
Gard et Hérault.....	6,00	"	"	"	"	100
Provence (liguites).....	4,81	"	"	47	34	19
Tarn et Aveyron.....	6,06	"	"	"	"	100
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	5,96	"	"	"	13	87
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne...	5,92	"	"	"	11	89
ENSEMBLE pour la France.	5,68	"	"	1	7	92

Le mois dernier, le nombre moyen des jours d'extraction était de 5,99; il était de 5,93 en avril 1897.

CARRIÈRES. — L'activité déjà constatée dans les carrières s'accroît et suit la reprise du travail dans l'industrie du bâtiment.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — La distillerie se maintient dans une situation plus favorable que l'an dernier, de nouveaux marchés de betteraves se préparent pour la prochaine campagne dans la région du Nord en particulier, afin d'augmenter la production; les distilleries de grains et de mélasse ont aussi tendance à augmenter leur travail; la sucrerie, en rivalité avec les distilleries de betteraves a dû renouveler ses marchés de betteraves avec des prix en hausse sur l'an dernier. Situation stationnaire dans la brasserie. La minoterie s'est montrée réservée dans sa production à cause du prix élevé du blé qui accentue sa tendance à la hausse. Les boulangers se ressentent de la difficulté des affaires et leur placement est estimé plus difficile que celui de l'an dernier, principalement à Paris, Montpellier et Bordeaux.

La saison d'été commence chez les pâtisseries-cuisiniers et le nombre des chômeurs va en diminuant grâce aux placements effectués dans les stations d'été.

INDUSTRIE DU LIVRE. — Dans l'industrie du papier, situation stationnaire. La période électorale, qui bat son plein, a faussé un travail abondant aux typographes. On compte 2 p. o/o de chômeurs dans l'ensemble des syndiqués, un peu moins de 2 p. o/o à Paris et un peu plus de 2 p. o/o en province. 35 p. o/o des chambres syndicales groupant 67 p. o/o des syndiqués tiennent le travail pour plus actif que l'an dernier à même époque; 9 p. o/o des syndicats avec 5 p. o/o des syndiqués le jugent moins actif, et, pour 56 syndicats comprenant 28 p. o/o des syndiqués, il y a équivalence avec l'année précédente. En particulier, l'ouvrage est signalé comme plus abondant que l'an dernier chez les typographes et travailleurs du livre de Saint-Germain-en-Laye, de Douai, de Charleville, Lons-le-Saunier, Clermont-Ferrand, Lyon, Toulon, Marseille, Tarbes, Châteauroux, Niort, Laval, Chartres et Avranches; pour le reste, la situation est restée à peu près stationnaire.

CUIRS ET PEaux. — L'amélioration signalée dans l'industrie des cuirs et peaux se continue; cependant la reprise du travail se fait lentement; la tannerie est gênée par le prix élevé des cuirs verts et, dans l'industrie de la chaussure, l'hiver sans froid n'a pas permis d'entamer les stocks déjà existants, cependant on a mis en main la chaussure d'été, mais les affaires dans cet article sont calmes. La ganterie a aussi repris un peu d'activité. On compte un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs dans la préparation des cuirs et peaux et un peu moins de 10 p. o/o dans l'industrie de la chaussure. Le travail est jugé plus actif que l'an dernier chez les mégissiers d'Annonay, les ouvriers en chaussures de Toulouse et de Villeneuve-sur-Lot et les gantiers de Grenoble; moins abondant chez les ouvriers en cuirs de Carcassonne, les ouvriers en chaussures de Paris, de Saint-Michel (Aisne) et Toulon, chez les gantiers de Niort et chez les gainiers de Paris.

TEXTILES. — La situation a eu tendance à devenir plus mauvaise dans les filatures et dans les tissages des industries lainière et cotonnière; il en a été de même dans la passementerie-rubannerie, dans les tulles et dentelles et dans la confection pour l'exportation. La situation s'est à peu près maintenue dans la soierie. L'accalmie des affaires des mois précédents s'est aggravée à la suite du conflit hispano-américain, les difficultés des relations ont été augmentées et les acheteurs de l'autre côté de l'Atlantique n'ont pas envoyé de commissions et ont même supprimé celles en cours d'exécution; on a arrêté des broches et des métiers et dans les ateliers dans lesquels on a maintenu le personnel ouvrier on ne fait pas la semaine complète. Les ateliers de teinturerie et d'apprêts suivent le ralentissement du travail des filatures et des tissages; malgré les réductions consenties dans les prix de façon, l'alimentation est devenue difficile. La bonneterie de laine est en morte-saison et a fait une campagne d'hiver estimée mauvaise, l'hiver sans froid ayant laissé des stocks importants en magasin; la bonneterie de coton qui peut profiter de la baisse des fils pour fabriquer des articles à bon marché semble dans une meilleure situation. Reprise du travail chez les tapissiers, grâce aux commandes apportées pour la saison d'été. La saison qui a commencé dans l'industrie du vêtement présente une activité moyenne. La confection pour l'exportation a été plus faible que l'an dernier par suite de l'absence des commandes d'Amérique. La grande couture se ressent aussi de l'accalmie des affaires. La chapellerie a marqué une reprise pour les fêtes de Pâques; l'industrie des fleurs et plumes déjà fort éprouvée par la modification de la mode a été encore atteinte par les difficultés des échanges avec l'Amérique du Nord.

On estime que le travail a été moins actif que l'an dernier plus particulièrement dans les filatures et tissages d'Haspres (Nord); de Francheval (Ardennes), de Reims; dans la Loire, le Rhône, la Vendée, le Maine-et-Loire, le Calvados, la Seine-Inférieure et à Tours; dans la bonneterie, à Falaise; dans la teinturerie et les apprêts, à Amiens; dans les tulles et dentelles, à Calais; dans la rubanerie-passementerie, à Paris et à Saint-Didier-la-Séauve (Haute-Loire); chez les voiliers du Havre, dans l'industrie du vêtement et dans celle des fleurs et plumes, à Paris; chez les tailleurs de Montpellier et de Poitiers; chez les chapeliers de Clermont-Perrand, Serrières (Ardèche), Albi, Chababre (Aude), Bort (Corrèze) et Rennes; il n'a pas été signalé de changement pour le reste.

Bois. — L'amélioration constatée le mois dernier chez les charpentiers et les menuisiers s'est continuée, malgré la hausse de la matière première et en particulier des bois du Nord. La journée de travail a repris à peu près partout sa durée normale. Dans la carrosserie, situation stationnaire; affaires calmes pour les motifs déjà mentionnés. Dans l'ameublement, la boutonnerie, la tabletterie, travail peu actif; ces industries participent au malaise des autres industries de luxe. On compte un peu plus de 5 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers des scieries mécaniques, chez les charpentiers et chez les menuisiers.

Le travail est tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les scieurs et chez les charpentiers de Paris, d'Auxerre et de Nantes; chez les menuisiers de Cognac, les sabotiers de Limoges; pour moins actif chez les charpentiers d'Armentières, de Villeneuve-sur-Lot et de Limoges, chez les menuisiers de Chambéry, chez les ouvriers en voitures de Paris, chez les tonneliers de Boulogne-sur-Mer, chez les ébénistes de Saint-Loup (Haute-Saône); chez les tabletteurs et boutonnières dans l'Oise, chez les vanniers d'Etréaupont (Aisne) et de Nantes, chez les brossiers de Saint-Sauveur (Oise), chez les ouvriers en pipes de Saint-Claude et chez les ouvriers en peignes d'Oyonnax (Ain); pour le reste, pas de modification notable.

MÉTALX. — L'activité déjà constatée dans la métallurgie et dans les ateliers de construction mécanique se maintient; de nouvelles maisons de construction mécanique ont été montées dans le Centre, notamment pour la vélocipédie et l'automobilisme. Travail actif dans l'armurerie. Les ateliers de construction de matériel agricole sont alimentés d'une façon satisfaisante. La serrurerie du bâtiment est en pleine reprise. Amélioration chez les ferblantiers-boitiers. Dans la bijouterie, affaires plus calmes que le mois dernier. On compte environ 3 p. o/o de chômeurs dans la métallurgie, dans les ateliers de construction mécanique et dans la serrurerie; à peu près autant chez les ferblantiers et chez les ouvriers en instruments de précision.

En particulier, ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les mouleurs de Vierzon, les ouvriers métallurgistes et constructeurs-mécaniciens de Paris, Maubeuge et de Saint-Étienne; chez les ouvriers en instruments de précision de Paris, chez les ouvriers en limes de Chambon-Fougerolles (Loire) et chez les ferblantiers-boitiers de Saint-Guénolé (Finistère); ouvrage moins abondant chez les mouleurs-noyauteurs de Marseille, les métallurgistes de Commentry, les ouvriers en métaux de Tillay (Ardennes), Toulouse et Marseille, chez les estampeurs-poëliers de Paris et les ferblantiers de Besançon; pour le reste, pas de changement.

BÂTIMENT. — L'industrie du bâtiment est en pleine saison de travail. La durée de la journée de travail est portée à onze et douze heures. On compte environ 12 p. o/o de chômeurs chez les maçons et tailleurs de pierres; le travail reprend également chez les peintres; l'amélioration se fait plus lentement chez les plâtriers.

Cependant, on considère dans l'ensemble la situation comme moins bonne que celle de l'an dernier, l'absence de gelées, cet hiver, ayant permis de continuer les travaux en cours, qui sont aujourd'hui plus avancés que l'an dernier à même époque.

Par rapport à l'an dernier, on tient l'ouvrage pour moins abondant chez les ouvriers du bâtiment de Besançon, Auncy, Clermont-Ferrand, Millau, Rochefort, Saintes, Jarnac et Rennes, chez les marbriers en pendules de Cousolre (Nord), chez les couvreurs de Bourges, les peintres de Marseille et de Paris; pour plus abondant chez les maçons de Versailles, de Dunkerque, Moulins, Annonay, Niort et Lorient; pas de variation signalée pour le reste.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Situation stationnaire dans la chaudière et dans la céramique du bâtiment. La porcelainerie, qui avait déjà ralenti sa fabrication, a vu sa situation s'aggraver par la diminution des commissions des États-Unis de l'Amérique du Nord à la suite du conflit hispano-américain. Dans la verrerie, sauf dans la verrerie à vitres, les affaires sont encore calmes.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Aux causes qui avaient été déjà énumérées dans les derniers bulletins et qui retardaient dans l'ensemble la reprise des affaires, est venu se joindre le conflit hispano-américain qui a contrarié sensiblement l'amélioration que l'on espérait au changement de saison; les ouvriers de l'industrie des transports (chemins de fer exceptés), et ceux des entreprises de chargement et déchargement ont eu un trafic moins grand que l'an dernier par suite de la diminution des expéditions. Dans les maisons de commerce, les employés ont eu un placement difficile. Chez les employés de l'alimentation, la saison d'été qui commence a permis à une partie des chômeurs de trouver du travail dans les stations d'été.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2° par les correspondants.

Somme. — CHAMBRE DE COMMERCE D'AMIENS. — Pendant le deuxième semestre de 1897 la campagne de la *sucrerie* a donné presque partout des résultats satisfaisants. La betterave a été de bonne qualité et a rendu en moyenne 1,5 p. o/o de plus que l'année précédente. L'arrachage s'est fait dans de bonnes conditions et on a livré à l'usine une racine très propre, ce qui a notablement facilité le travail de sucrerie. Les ensemencements et les rendements en poids à l'hectare avaient été inférieurs à l'an dernier, mais la richesse de cette année a compensé le déficit et on pense avoir dans l'ensemble une production supérieure à celle de l'an dernier. Les cours des sucres ont aussi montré de la fermeté grâce à une exportation soutenue qui n'a pas laissé accumuler de stocks importants. D'après les marchés de betteraves que l'on a déjà préparés pour la prochaine campagne, le prix de la betterave tend à hausser, car la distillerie escomptant le développement de sa consommation à la suite d'un dégrèvement sur les alcools dénaturés, cherche à passer de nouveaux marchés de betteraves et entre en concurrence avec la sucrerie pour ses achats de betteraves.

En *distillerie*, la production a été en augmentation de 10.000 hectolitres sur l'année précédente; si, en particulier, la fabrication des 3/6 de mélasse a baissé, celle des 3/6 de betteraves a été notablement en progrès. Le stock général, malgré quelques fluctuations, restant inférieur à celui de l'année précédente, les cours des alcools se sont maintenus en hausse sur ceux de l'an dernier; l'an dernier, on cotait, en fin d'année, 30 francs l'hectolitre, en 1897, on a coté 43 et 46 francs.

La production des *cidres*, quantités imposées, a été inférieure à celle de l'an dernier, 133.400 hectolitres en 1897 contre 239.000 en 1896; la consommation constatée n'aurait

été de 59.000 hectolitres en 1897 contre 75.000 en 1896; mais il faut remarquer que ces chiffres, pour la consommation notamment, ne représentent qu'une faible partie des chiffres réels, la production et la consommation domestiques échappant à toute statistique; en tout cas, la consommation a largement absorbé toute la production locale.

La *brasserie* a marqué un progrès sur l'an dernier, l'augmentation de la production imposée a été d'un peu plus de 3.000 hectolitres.

La consommation du *vin*, malgré une récolte inférieure à l'an dernier dans la plupart des centres vignobles et malgré des prix en hausse, a été aussi en augmentant. Pour le département de la Somme, cette augmentation a été de 4.000 hectolitres, compensant ainsi avec la bière, en partie, la diminution constatée sur le cidre.

Dans les *huileries de colza*, de *lin* et d'*œillette*, le travail a été peu actif, les demandes ont été faibles; les cours des huiles d'œillette ont été stationnaires, mais ceux des huiles de lin et de colza, bien que déjà très bas, ont encore baissé de quelques francs. Les *suifs* ont gagné quelques francs, mais sont encore à des prix inférieurs aux années précédentes. Les approvisionnements, dans l'ensemble de ce groupe d'industries, ont été faibles et les recouvrements se sont faits difficilement.

Par suite d'un hiver sans froid, le commerce de la *chaussure* (notamment chaussures fourrées et galoches) a conservé une partie de son stock et la prochaine fabrication pour la campagne d'hiver se ressentira, tant pour les commandes que pour les prix, de la mévente de cette année. On a été bien occupé en fin d'année à la fabrication de la chaussure d'été; les commandes ont été nombreuses, mais les prix sont restés faibles et désavantageux par suite du prix élevé de la matière première; on estime cependant que la situation a tendance à s'améliorer par suite du mouvement d'affaires causés par le changement de saison.

La situation de la *filature de coton* qui était peu satisfaisante pendant le 1^{er} semestre de 1897 s'est plutôt aggravée pendant le 2^e semestre. Le nombre des broches nouvellement montées a dépassé la consommation des tissages et l'écoulement des tissus étant devenu difficile par suite de la diminution de la consommation, la crise est remontée jusqu'aux filatures qui n'ont pu, à cause de leurs frais généraux considérables, réduire leur production aussi rapidement que les tissages, et il en est résulté une gêne qui a pesé sur le marché. D'autre part, les cours de la matière première ont baissé rapidement, les cotons en balles d'Amérique, où la récolte avait été meilleure que celle des années précédentes, ont baissé d'environ 25 p. o/o; il en a été à peu près de même pour les cotons d'Égypte et les cours des filés ont suivi la baisse de la matière première. Toutes ces variations ont amené un resserrement des affaires, des chômages sont à craindre ainsi que des réductions de salaires. Les *retorderies*, grâce à des commandes de spécialités pour Saint-Étienne et Lyon, ont bien travaillé; les numéros moyens, du numéro 30 au numéro 40, ont été bien demandés, les numéros élevés ont eu un bon courant, mais les bas numéros ont été très délaissés.

Dans les *tissages de velours de coton* écrus ou teints, les affaires, qui ont été, comme tous les ans, cependant plus actives pendant le deuxième semestre que dans le premier, ont laissé encore à désirer, les prix de vente ont baissé plus rapidement que ceux de la matière première et la marge laissée au fabricant est devenue insuffisante. Le stock en velours écrus est resté le même que pendant le premier semestre et a entravé la production. Le réassortiment ne s'est pas fait.

Les *teintureries* qui avaient présenté une bonne activité au commencement de campagne, ont ralenti malgré les réductions consenties dans les façons qui laissaient les prix non rémunérateurs; le nombre des pièces teintées a été inférieur à celui de l'année précédente pendant la période correspondante.

Dans la *conterie de velours*, la couperie à la main a été à peu près remplacée par les coupe-ries mécaniques.

Les *tissages de velours lisses* n'ayant pas été favorisés par la mode, les stocks de l'an dernier qui n'avaient pu être placés ont pesé sur la production qui a dû être de nouveau réduite; on estime que cette diminution atteint 75 p. o/o.

La *bonneterie de coton* a été favorisée par la baisse des filés de coton qui a permis d'offrir des articles à bon marché; les ordres pendant le deuxième semestre de 1897 ont permis d'alimenter les fabriques et la situation semblait se continuer dans de bonnes conditions au commencement de l'année 1898.

Dans l'*industrie lainière*, on a terminé l'année avec des cours de matière première en hausse d'environ 5 p. o/o sur ceux de juin 1897; le déficit de la production en Australie et dans

l'Amérique du Sud avait permis de tenir les prix malgré la diminution des demandes des filatures et des tissages. Pour les *laines peignées*, les prix se sont maintenus, mais dans une limite assez éloignée du prix d'achat de la matière première. Pour les *filatures et tissages*, les difficultés apportées par le tarif américain et la diminution des affaires causée par l'hiver peu rigoureux de 1896 ont contraint les ateliers à réduire la durée du travail et à accepter des prix de façon qui avaient cessé d'être rémunérateurs.

La *bonneterie de laine* n'a pas été plus favorisée; les stocks qui s'étaient formés dès le premier semestre ont arrêté la reprise qui se dessinait au commencement de la saison; des *chômages* assez importants ont eu lieu et, la fabrication se montrant très réservée, vu les cours élevés de la matière première, on ne s'est occupé que de l'échantillonnage pour 1898.

Les *tissus de satin pour chaussures*, fortement concurrencés par les articles similaires étrangers sur le marché extérieur et abandonnés par la mode sur le marché intérieur, ont donné lieu à un petit courant d'affaires qui n'a occupé qu'imparfaitement les fabriques qui en avaient fait une spécialité de la région.

La fabrication des *tissus anacostes* a également diminué. Les *tissus dits silésiennes* ont été en baisse et la grande concurrence a forcé les fabricants à accepter des prix désavantageux afin de maintenir l'activité de leurs ateliers; il en a été de même pour les *tissus laine et soie pour robes* et pour les *cachemires d'Ecosse*. De plus, l'acheteur ne vient plus sur la place d'Amiens, il s'adresse aux dépôts de Paris et les affaires deviennent plus difficiles. Les *métiers mécaniques* aussi bien que ceux à la main en *velours d'Utrecht* ont obtenu des commandes importantes, mais avec des prix en baisse, surtout pour les métiers à la main; la concurrence étrangère a entravé notre exportation autrefois si importante. Travail régulier dans les fabriques de *peluches et velours de lin*, dans celles de *peluches de soie* et dans les fabriques de *tapis-moquettes de laine*.

Dans l'*industrie linière*, les cours de la matière première, qui étaient restés stationnaires pendant la plus grande partie du deuxième semestre, ont fléchi d'environ 5 p. o/o en fin d'année; il en a été de même pour les fils. Les commandes dans les *filatures* ont subi une diminution notable, les cours des fils de lin et d'étoile secs ont baissé de 8 à 10 p. o/o et ceux de fil de lin et d'étoile mouillés de 2 à 3 p. o/o, principalement dans les numéros moyens. Les *tissages* ont aussi réduit leur travail avec la diminution de la consommation et l'arrêt d'une partie des métiers avait été décidé, lorsqu'en fin d'année quelques ordres nouveaux ont redonné un peu d'activité; les cours ont baissé de 3 p. o/o par rapport à ceux du précédent semestre. On attribue la diminution des commandes de toiles à la faiblesse de nos récoltes et aux inondations qui sont survenues sur divers points de la France.

Dans l'*industrie du jute*, les cours de la matière première, par suite d'une demande suivie et malgré la qualité plutôt inférieure des premiers arrivages, se sont maintenus; le fret et le change, également en hausse, influent aussi sur le marché. Vers le quatrième trimestre de 1897, une baisse s'est produite sur la matière première par suite de nouveaux arrivages; mais, en résumé, l'on a fini l'année avec des cours sensiblement supérieurs à ceux du semestre précédent. Les *filatures* ont aussi bénéficié d'un bon courant d'affaires et, grâce aux commissions acceptées avec un petit bénéfice, elles se sont assurées des marchés de longue haleine. De même dans les *tissages*, l'activité a été satisfaisante et les affaires ont été bien suivies bien que la marge laissée au tisseur ait été souvent jugée insuffisante. Une fabrique de *tapis de jute* a été nouvellement installée.

Dans la *ficellerie*, la *corderie* et la *cordagerie*, activité moyenne; les prix de vente plus rapidement que ceux de la matière première surtout pour les articles en chanvre, à la suite de l'abondante récolte des chanvres; la grande concurrence qui se produit dans cette industrie a empêché toute amélioration de la situation.

Le travail a été moins actif que pendant le premier semestre dans l'*industrie de la confection*, les articles lainage et draperie se sont mal vendus par suite du manque de froid, des stocks assez importants sont restés chez les fabricants; la confection de vêtements en velours a fait une meilleure saison et le chiffre d'affaires a été satisfaisant.

L'*industrie du travail des bois du Nord* a éprouvé une nouvelle hausse sur la matière première; cependant les adjudications récentes de travaux du *bâtiment* ont enregistré de forts rabais dans les adjudications, ce qui indiquerait une insuffisance de travail dans la région.

A Amiens, la *métallurgie* a été, dans l'ensemble, moins occupée que l'an dernier; la *fonderie* a pu éviter les chômages; mais les *mécaniciens* et les *chaudronniers* ont eu peu de commandes. A Albert, la *fonderie* et la *construction mécanique* ont été en progrès suivi et il

s'est fondé de nouveaux ateliers. A Ham, la *chaudronnerie* a été occupée sans arrêts, mais les ateliers de *mécanique* pour la sucrerie ont reçu peu d'ordres.

A Amiens, le commerce des *tissus au détail* a fait une saison d'été médiocre par suite du mauvais temps qui a gêné la vente des nouveautés. Les mois de septembre, octobre, novembre ont donné lieu à quelques achats d'arrière-saison; les cotons tissés pour chemises, les guipures-mousselines se sont bien vendus; mais, en général, la concurrence des liquidations factices de marchandises et des déballages à bas prix ont rendu plus mauvaise la situation du petit commerce.

Nord. — *Industries textiles.* — Dans ces derniers mois, la situation de la *filature de lin* était restée stationnaire, sans aucune apparence d'amélioration, mais la déclaration de guerre de l'Amérique à l'Espagne a modifié la situation, car les prix de toutes choses ont rapidement augmenté en Amérique et les acheteurs de fils ont été amenés ainsi à opérer. Les cours étaient très bas, mais somme toute, malgré la vente difficile, les stocks n'étaient pas très importants, de sorte qu'en peu de jours, les filateurs ont pu vider leurs magasins; ils en ont profité pour demander des prix en hausse, mais jusqu'ici ces prix n'ont pas été obtenus. On tente de relever les cours des lins russes qui étaient restés à bas prix. — La *toile* ne s'est pas bien vendue et ce fait a empêché les fabricants de faire des achats en filature, mais comme les tissus de coton ont été très demandés dans ces derniers temps, on peut espérer que les toiles de lin se vendront prochainement. La récolte des lins sur terre n'a pas mauvaise apparence, mais la quantité enssemencée ne paraît pas importante. Il n'y a pas de chômage et la main-d'œuvre est plutôt rare. — *L. Letombe.*

CHAMBRE DE COMMERCE D'AVESNES. — Dans l'industrie des *produits chimiques*, la production et la vente sont restées stationnaires pendant le 1^{er} trimestre 1898, sauf pour l'acide sulfurique pour lequel il y a eu une diminution par suite d'une modification de production dans une usine. D'autre part, dans la région voisine, une usine s'est montée pour la production de la soude et du chlore par l'électrolyse. Le chlorure de chaux a diminué de 1 franc par 100 kilogrammes et les superphosphates, qui sont éprouvés par la concurrence étrangère, sont également en baisse.

Dans l'*industrie lainière*, marché plutôt calme, on estime que dans la région de Fourmies, par exemple, 12 filatures (100.160 broches, 904 ouvriers) sont arrêtées, de même 3 tissages (1.032 métiers, 815 ouvriers) et 1 peignage (37 peigneuses, 80 ouvriers). La façon de filature s'est un peu relevée, elle est passée de 50 et 60 centimes à 70 et 75 centimes. On attribue cette amélioration des cours à une entente entre fabricants et au manque de laine.

Affaires peu actives dans la *métallurgie*, la production a été réduite; le prix de vente des produits fabriqués ont été inférieurs à ceux de l'année précédente, alors que la matière première avait tendance à la hausse; on n'a pas signalé de chômeurs dans la région.

Dans la *marbrerie*, la vente et la production ont été peu actives, la hausse des prix que l'on pensait conserver après l'épuisement des stocks s'est maintenue difficilement. Dans la marbrerie pour cheminées, à Cousolre notamment, des chômages se sont produits.

L'industrie des *produits céramiques* a progressé et la situation a été satisfaisante. Les salaires ont une tendance à croître; ils ont augmenté de 5 p. o/o pendant le dernier semestre de 1897; tandis que le prix des produits fabriqués subissait une baisse par suite de la concurrence des produits similaires.

Meuse. — **CHAMBRE DE COMMERCE DE BAR-LE-DUC.** — Au commencement de cette année, le nombre des établissements en activité dans les industries de la région était à peu près le même que celui de l'année précédente, sauf dans les *filatures et tissages*, où une augmentation était signalée. L'outillage était amélioré dans les industries du travail du bois, *menuiserie*, *tournerie*, *ébénisterie*, dans la *papeterie*, dans quelques *fonderies*, quelques *forges* et quelques ateliers de *lunetterie*, mais principalement dans l'*optique* et dans la *compasserie*. La production et la vente ont été actives dans les ateliers de *menuiserie*, *tournerie*, *ébénisterie*, la *meunerie*, la *confiserie*, les *filatures et tissages*, les *lunetteries* et les *tuileries*; dans les autres, le travail a été plutôt faible. Les prix de vente ont eu une tendance générale à la baisse; quelques-uns ont été estimés désavantageux, notamment dans la *verrerie*; ils ont été tenus pour rémunérateurs dans les *tuileries*. Il y a eu affluence de main-d'œuvre, mais pas

de chômage; on signale cependant la recherche d'ouvriers spécialistes dans les *carrières*, la *menuiserie*, la *tournerie*, l'*ébénisterie*, la *compasserie* et la *lunetterie*, ce qui a amené une tendance à la hausse des salaires dans ces catégories d'industries.

Haute-Loire. — CHAMBRE DE COMMERCE DU PUY. — Pendant le deuxième semestre de 1897, l'industrie de la *dentelle* a été encore éprouvée par la concurrence des tissages mécaniques de dentelles des autres régions; la production et la vente ont été faibles. Le gain journalier des ouvrières dans le travail à domicile est descendu à 0 fr. 50 et 0 fr. 60 par jour. La main-d'œuvre a été plutôt en excès: il n'y a pas eu de chômage, mais un ralentissement des commandes.

Nièvre. — CHAMBRE DE COMMERCE DE NEVERS. — En 1897, les travaux du canal en construction l'an dernier étant très avancés, une grande partie des *terrassiers* qui y étaient occupés ont été congédiés. Par contre, la douceur de la température a permis de ne pas arrêter les *travaux des champs* et le chômage a été moins sensible que l'an dernier.

L'exploitation des *houillères* et celle des *carrières* ont été actives et en amélioration sur l'an dernier.

Les *brasseries* de la région ont vu diminuer leur production, pendant l'année 1897, par suite de l'augmentation de la concurrence des fabriques des autres régions.

La vente des *engrais chimiques* a été bien suivie; les prix sont restés à peu près stationnaires. Les usines installées depuis 1895 pour *distiller les essences de bois* ont été arrêtées; une seule continue sa fabrication.

Les ateliers de *travail et de préparation* fabriqués, bois de charpente et planches, à la suite de l'augmentation de la matière première.

L'industrie des *métaux* (*fonderies, constructions mécaniques*) a marqué une reprise sur l'an dernier; l'outillage et le personnel ouvrier ont été augmentés dans une *acirie*. Les prix de vente ont eu tendance à la hausse.

L'industrie du *bâtiment* a eu également un travail suivi. Les *tuileries*, grâce à des ordres nombreux, qui ont pris toute leur production, ont vu leurs prix de vente s'améliorer. Bon courant d'affaires dans les *fabriques de poteries* et dans les *faïenceries*. Travail ralenti dans les *verreries*, par suite de la faible récolte des vins.

Loire. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROANNE. — Pendant l'année 1897, la situation de la *tannerie* s'est maintenue satisfaisante; de même, dans la *papeterie*. Situation stationnaire dans la *minoterie* et dans la *féculerie*. L'industrie des *eaux minérales* a bénéficié de commandes suivies.

Pour l'industrie des *cotonnades*, une des principales de la région, l'année a été jugée défavorable; la fabrication a dû ralentir; mais on a pu ainsi écouler une partie des stocks. Par suite des modifications apportées dans les affaires, on n'a presque plus fabriqué que sur commande, ce qui a entraîné des chômages plus ou moins longs; on attribue ce changement au goût de l'acheteur pour les articles nouveautés qui sont devenus une spécialité de la contrée. La situation ouvrière s'est ressentie de la crise; les 3,000 nouveaux métiers montés à Roanne en 1897 avaient attiré 2,000 à 3,000 ouvriers qui sont aujourd'hui fort éprouvés, la production étant jugée équivalente à celle de 1894-1895, avant les nouveaux métiers. Le taux du salaire n'a pas diminué, mais le gain hebdomadaire a été inférieur à celui des années précédentes. L'exportation des articles de cotonnades aurait aussi baissé d'un tiers.

Dans les *tissages de soie*, le travail a été actif, mais la main-d'œuvre abondante, tant à la ville qu'à la campagne, n'a pas permis aux ouvriers d'obtenir des salaires plus avantageux que ceux de l'an dernier; le gain journalier de l'ouvrier à la campagne a varié de 1 franc à 1 fr. 50, celui de l'ouvrier en atelier de 2 francs à 2 fr. 50.

L'industrie des *lainages tricotés* qui occupait un grand nombre d'ouvrières à la campagne disparaît; de même pour les articles *dits à la planche* qui pouvaient être fabriqués par des ouvrières peu habiles. Une transformation s'est opérée; car les tissus tricotés à la main ont été remplacés par des tissus fabriqués mécaniquement *dits draps des Pyrénées*, et les ateliers de *confection* de manteaux et autres vêtements ont remplacé les ateliers de tricot; la plupart de ces ateliers se sont installés dans les villes, laissant les ouvrières des campagnes sans commandes suivies.

L'industrie du *bâtiment* a été prospère, principalement celle des *taileries* et *briqueteries*. L'industrie des *transports* a été active et le tonnage du canal a continué à augmenter.

CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-ÉTIENNE. — Pendant l'année 1897, la production de *charbon* des bassins de la Loire a été évaluée à 3,605,000 tonnes contre 3,535,270 tonnes en 1896, soit une augmentation de 69,730 tonnes, augmentation attribuée au développement de la consommation dans l'ensemble des industries de la région. Le prix de la houille a eu tendance à la hausse, principalement en fin d'année; la plus grande partie des livraisons avait été faite aux anciens cours. L'outillage a subi des améliorations de détail, on a installé des compresseurs d'air et l'emploi de l'air comprimé dans l'intérieur des mines est devenu plus fréquent. Par suite du développement de l'industrie métallurgique de la région, la main-d'œuvre a été plutôt rare et les houillères ont suffi à peine aux demandes qui se sont produites en fin d'année.

Dans l'industrie des *eaux minérales*, un ralentissement de la production et quelques chômages ont suivi la saison des pluies qui a amené une diminution de la consommation. Dans un bassin, les commandes d'eau de table gazeuses auraient été inférieures de 500,000 bouteilles à celles de l'année 1896; on estime que les droits d'octroi qui frappent, dans un grand nombre de localités, les eaux de table gazeuses ont aussi amené une réduction de la consommation.

La *minoterie* a travaillé activement et fait un chiffre d'affaires plus élevé que celui de l'an dernier; cette augmentation a été due en partie à la hausse de la matière première qui a entraîné celle du produit fabriqué, mais dans une proportion moindre; car, l'exportation des farines étant devenue plus difficile, les minotiers ont dû écouler leurs produits sur le marché intérieur, ce qui a empêché une plus grande élévation des cours des produits fabriqués. On pense que l'exportation aurait été plus facile si les délais d'apurement des acquits-à-caution étaient plus longs et si les types de farines étaient remaniés.

L'industrie *linière* de la région de Panissière a continué à travailler faiblement par suite du manque de transports économiques et de l'outillage défectueux qui l'a empêché de lutter contre les centres industriels concurrents. Les ouvriers qui ne trouvaient pas à s'employer dans l'industrie linière ont pu heureusement être occupés dans l'industrie de la soierie.

Dans l'industrie de la *soierie*, du *ruban* et des *tissus élastiques* de la région stéphanoise, le chiffre d'affaires s'est maintenu à peu près égal à celui de l'an dernier; car si, d'une part, une hausse s'est produite depuis le mois de mars sur la matière première, le prix moyen de la main-d'œuvre a été inférieur et, en résumé, le prix de revient des rubans notamment est resté le même; on estime que le chiffre total de la production de la région a été de 91,712,000 francs dont moitié aurait été exportée directement ou indirectement. D'autre part, beaucoup d'ouvriers qui ne trouvaient pas d'ouvrage dans l'industrie rubanière ont été embauchés dans divers emplois à la manufacture d'armes, ce qui a amené une certaine rareté pour ces ouvriers de spécialité. L'emploi des moteurs électriques pour les tissages s'est généralisé; on estime que 2,500 métiers appartenant à des ouvriers travaillant à domicile sont mus par l'électricité tant à Saint-Étienne que dans les environs.

La *condition des soies* a enregistré 1,288,511 kilogrammes en 1897 contre 1,127,885 kilogrammes en 1896, une augmentation de 160,626 kilogrammes.

Pour les *filés de coton*, la quantité consommée a été, comme en 1896, de 1 million de kilogrammes. Par suite de la défaveur de l'article velours, ce sont surtout les gros numéros qui ont été employés. Le prix des filés de coton ont été en baisse de 5 p. o/o pendant les derniers mois de l'année.

Les *filés de bourre de soie* ont été peu demandés, également par suite de la mévente des rubans de velours.

La fabrication des *lacets* a eu tendance à une plus grande activité que l'an dernier; une baisse sensible sur les prix de la matière première a permis une plus grande production sans en augmenter la valeur; on estime que la valeur totale de la production a été de 16 à 18 millions de francs, à peu près comme en 1896. D'autre part, les cours des produits fabriqués ont aussi été en baisse et la fabrication a été sans bénéfice pour les patrons. La main-d'œuvre a été suffisante; il n'y a pas eu de chômage.

Dans la *teinturerie*, l'année 1897 a été inférieure à celle de 1896. Des chômages se sont produits en fin d'année par suite des ralentissements des affaires, les prix de vente des produits ont été faibles.

La *chapellerie* de Chazelles-sous-Lyon a développé son outillage mécanique qui pourrait aujourd'hui suffire pour une production double. Il a été produit, en 1897, 2.500.000 chapeaux d'une valeur approximative de 8 millions de francs. Les prix ont eu tendance à la baisse à la suite des bas prix de la matière première (poils de lapin ordinaire et de garenne). Par suite du ralentissement de l'exportation, on n'a plus occupé les ouvriers en morte-saison du marché intérieur et cette industrie est devenue saisonnière. Il y a eu des chômages, avec un système de roulement mettant à pied chaque ouvrier deux jours par semaine, en avril et mai, tandis qu'en septembre, octobre et novembre, on a été très occupé. Le développement pris par les envois de marchandises par colis postal avait favorisé les affaires, malheureusement les objets envoyés, généralement fragiles, ont souvent souffert du transport ou du stationnement dans la gare de Chazelles, jugée trop petite pour le trafic.

La situation de la *métallurgie* a été bonne, la production s'est développée, ce qui a entraîné une augmentation du personnel ouvrier. On estime que la production métallurgique est passée de 90 millions en 1896 à 100 millions en 1897. Le prix des produits finis a haussé de 5 p. o/o, cette augmentation a suivi, mais dans une proportion moindre celle de la matière première. La main-d'œuvre a été suffisante, sauf pour les ajusteurs et tourneurs dont un grand nombre avaient été embauchés à la manufacture nationale d'armes.

L'*industrie des armes* a conservé une bonne activité en 1897; les prix de vente ont été jugés peu avantageux par suite de la concurrence étrangère et aussi de la concurrence de fabrique à fabrique dans la région. La transformation des armes de guerre en armes de chasse a surtout progressé. La formalité de l'épreuve pour les armes a été plus demandée (13.105 armes en 1896 et 27.125 en 1897), ce qui tend à démontrer le souci que la fabrique stéphanoise a pris de ne livrer qu'un produit de bonne qualité. D'autre part, les demandes de main-d'œuvre de la manufacture nationale d'armes auraient amené un certain trouble dans l'industrie privée en augmentant le taux des salaires et en enlevant les meilleurs ouvriers.

La *fabrication des cycles* a continué à se développer; des établissements nouveaux ont été montés avec un outillage perfectionné. On estime que la production, en 1897, a atteint 4 millions de francs. Les prix de vente ont été peu rémunérateurs, les fabricants consentant de gros sacrifices pour faire connaître leurs marques et rivaliser avec les maisons étrangères. Les salaires ont été en hausse par suite de la demande inattendue de mains-d'œuvre de la manufacture nationale d'armes déjà signalée. Il en est résulté une certaine gêne, les fabricants hésitant à accepter des commandes ne sachant pas si de nouvelles demandes de main-d'œuvre ne viendraient pas entraîner une nouvelle augmentation des salaires, tandis que, quelques mois plus tard, de forts renvois d'ouvriers de la manufacture pourraient amener l'avisement de cette main-d'œuvre.

Dans l'*industrie de la quincaillerie*, le chiffre d'affaires a été à peu près le même que celui de l'an dernier. Le prix des produits fabriqués a marqué une baisse à la suite de celle de la matière première. La main-d'œuvre a été suffisante et il n'y a pas eu de chômage.

Dans la *verrerie*, la production qui était de 50 millions de bouteilles en 1896 a baissé de 5 millions en 1897, par suite de l'arrêt de deux fours, l'un à Rive-de-Gier, l'autre à Saint-Romain-le-Puy. Les prix de vente ont baissé par suite de la faible récolte de vins de 1896 et de 1897 et aussi par suite de la concurrence des fabriques rivales. Les prix obtenus ont été jugés généralement non rémunérateurs. Le taux des salaires n'a pas varié, mais, pour diminuer le prix de revient, on a eu recours en plus grande quantité à une main-d'œuvre à meilleur marché que la main-d'œuvre locale. On a travaillé avec 3 postes de 8 heures.

Rhône. — CHAMBRE DE COMMERCE DE VILLEFRANCHE. — Dans la *meunerie*, le nombre des établissements et la production ont été en augmentant en 1897; mais, en fin d'année, les ventes ont faibli et l'écoulement des stocks dus à une surproduction est devenu difficile à des taux rémunérateurs.

Dans la *tannerie*, le nombre des établissements en activité a diminué; la production et la vente sont devenues peu importantes par suite de la concurrence étrangère; les prix de vente des produits fabriqués sont restés à peu près stationnaires, mais la matière première a maintenu sa tendance à la hausse.

Production et ventes normales dans les *cotons filés*, mais prix de vente en baisse et jugés désavantageux. On estime que la main-d'œuvre a été insuffisante. Pour les *doublures*, marche normale, mais prix de vente également désavantageux. Situation stationnaire dans la fabrication des *gilets de travail* et dans les ateliers de *teinture et d'appréts*.

Pour les *bois de charpente*, hausse de la matière première. Les forêts de la région étant moins bien fournies que les années précédentes, on n'a pu en tirer qu'une matière insuffisante.

Situation stationnaire pour les fabriques de *machines agricoles*. Dans le *commerce des vins*, la récolte de l'année 1897 qui avait été réduite par suite de nombreux orages, avait permis une hausse des cours pendant les premiers mois de vente dans la région.

Loire-Inférieure. — A Saint Nazaire, pendant le mois dernier, le travail a été très actif dans un des chantiers de *construction navale*, tandis que dans un autre les commandes de deux grands paquebots à grande vitesse ont été ajournées et que des mises à pied d'ouvriers ont eu lieu. L'industrie du *bâtiment* a été très prospère. Les *ouvriers du port* se sont ressentis de la diminution du transit attribué à la grève des mineurs anglais, les grands arrivages de blés ont pu, en partie, compenser ce manque d'ouvrage. Dans l'ensemble, le nombre des chômeurs a eu tendance à augmenter.

Ille-et-Vilaine. — CHAMBRE DE COMMERCE DE FOUGÈRES. — Pendant le premier trimestre de 1898, la situation générale de l'industrie a été estimée satisfaisante. Dans l'industrie de la *chaussure*, le travail mécanique a remplacé le travail à la main dans un plus grand nombre de fabriques; les ouvriers ont été bien occupés, sans chômage; dans quelques maisons, on a fait des heures supplémentaires. Les ouvriers conduisant les machines ont obtenu une augmentation de gain hebdomadaire. Depuis six mois, deux nouvelles fabriques de chaussures occupant ensemble 300 ouvriers ont été montées. L'exploitation et le travail du *granit* ont également été satisfaisants.

Calvados. — CHAMBRE DE COMMERCE DE HONFLEUR. — Pendant le 2^e semestre de 1897, l'industrie des *produits chimiques* a maintenu son activité; on a commencé la construction d'une importante usine d'engrais chimiques. Les prix de vente ont été fermes et il n'a pas été signalé de chômage.

La *tannerie* est restée avec un courant d'affaires inférieures aux années précédentes; l'avilissement des cours des produits fabriqués, devenus désavantageux, a entravé la production qui s'est montrée toujours réservée dans ses achats comme dans ses ventes.

Le *travail* et la *préparation du bois* la plus importante des industries de la région a été en pleine activité; le 2^e semestre correspondait d'ailleurs avec la période des approvisionnements pour les marchands et industriels de l'intérieur. Les prix de vente ont été en hausse et rémunérateurs. Il n'y a pas eu de chômage et la main-d'œuvre a été abondante.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Seine. — Chez les *travailleurs de la boulangerie*, le placement est devenu plus difficile que l'an dernier. Chez les ouvriers des *fabriques de biscuits* et de *pains d'épices*, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs; la journée a été généralement diminuée d'une heure; on fait 56 heures par semaine; une maison nouvelle vient de se fonder. 12 p. o/o de chômeurs chez les *pâtisseries-cuisiniers*.

Pas de chômeurs chez les *margeurs-pointeurs*; 3 p. o/o chez les *conducteurs-typographes*.

L'amélioration signalée chez les *cordonniers* continue, à peu près tous sont occupés. Un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *gainiers*; la journée est diminuée d'une heure pour une quarantaine d'ouvriers; on fait de 57 à 60 heures par semaine.

Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *teinturiers-dégraisseurs*, qui font 70 heures par semaine et comptent 5 p. o/o des leurs en chômage. Les *façonniers-passementiers* estiment que moitié des leurs manquent de commandes. Pas de chômeurs signalés chez les *syndiqués de l'aiguille*; la saison qui commence dans la *couture* s'annonce comme une saison moyenne; la saison des Américaines a été mauvaise par suite des difficultés des relations actuelles.

Chez les *charpentiers* de la Seine, pas de chômeurs signalés; 4 p. o/o chez les adhérents de la *solidarité des ouvriers charpentiers*; dans l'ensemble, l'amélioration déjà signalée continue. 6 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *peintres en*

coûtures; on fait la journée de 10 à 12 heures; le temps peu favorable et l'accalmie générale des affaires retardent les commandes; un peu moins de 1 p. 0/0 de chômeurs chez les *menuisiers en voitures*.

2 p. 0/0 de chômeurs chez les *chefs d'atelier métallurgistes*. Travail abondant dans les *maisons de construction de machines électriques*, de machines à vapeur, de vélocipèdes et d'automobiles. Travail régulier dans la *mécanique générale*. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les ouvriers en *instruments de précision* qui comptent un peu plus de 1 p. 0/0 de chômeurs et font la journée de 10 heures; une maison vient de fermer. Un peu plus de 2 p. 0/0 de chômeurs chez les *tourneurs, décolleteurs*. 5 p. 0/0 chez les *estampeurs poiliers*. Pas de signalés et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *graveurs*; travail également actif chez les *graveurs de papiers peints* de Saint-Denis.

Pas de chômeurs chez les *porteurs aux halles et marchés*; le travail continue à reprendre, mais plus lentement que l'an dernier. Chez les *plumiers en fleurs et plumes*, la situation déjà difficile par suite de la modification de la mode, est devenue encore plus mauvaise avec la guerre hispano-américaine; les ordres déjà en cours pour l'Espagne ou pour l'Amérique du Nord ont été supprimés. Un peu plus de 4 p. 0/0 de chômeurs chez les *comptables*. Un quart chez les *employés d'hôtel*, chez qui le placement a augmenté grâce à l'ouverture des saisons d'été; mais qui, dans l'ensemble, tiennent l'ouvrage pour moins abondant que l'an dernier. Situation toujours difficile chez les *limonadiers-restaurateurs et garçons restaurateurs*; les placements qui avaient été en progrès, tendraient à diminuer.

Chez les *coiffeurs*, 11 p. 0/0 de chômeurs et placement plus facile que l'an dernier, principalement pour les ouvriers syndiqués.

Placement plus facile que l'an dernier chez les *élèves en pharmacie* qui sont à peu près tous occupés.

Seine-et-Oise. — Pas de chômeurs signalés chez les *travailleurs du livre* de Saint-Germain-en-Laye qui ont reçu plus de commandes que l'an dernier. A Versailles, pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*, l'amélioration signalée continue. De même, pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux* de Poissy qui font la journée de 11 heures; le travail qui s'était ressenti de l'accalmie des affaires du mois dernier commence à reprendre. A Versailles, 2 p. 0/0 de chômeurs chez les *maçons* qui font 66 heures par semaine.

Aisne. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers de la *chaussure* de Saint-Michel; cependant pas de chômeurs. Travail peu actif chez les *tisseurs* de Scrain. Un peu plus de 6 p. 0/0 de chômeurs chez les *vanniers* d'Étréaupont.

Oise. — Situation toujours satisfaisante chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Hermes. A Méru, chez les *boutonniers en os* syndiqués, le travail est suspendu par suite d'un désaccord entre patrons et ouvriers au sujet des prix de façon. 6 p. 0/0 de chômeurs dans les ateliers de *scierie d'os*; ralentissement du travail chez les *dominotiers* qui sont encore tous occupés. De même, pas de chômeurs chez les *brossiers* de Saint-Sauveur.

Somme. — A Amiens, travail encore peu actif chez les *teinturiers*. Le travail a repris chez les *serruriers* qui sont tous occupés; des offres ont été faites par plusieurs maisons principalement aux ouvriers expérimentés, auxquels on peut confier la direction d'un chantier; malheureusement, le nombre des ouvriers pouvant occuper ce poste se restreint, les apprentis aussi bien ceux des ateliers que des écoles professionnelles recherchant les places dans les grands ateliers, tels que ceux des chemins de fer, plutôt que dans les entreprises particulières.

Pas-de-Calais. — Pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre* de Boulogne-sur-Mer; 6 p. 0/0 chez ceux de Calais, l'approche des élections amène une augmentation des commandes. Dans cette même ville, les *ourdisseurs* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage et moitié chez les *tullistes*; on attribue ce ralentissement du travail aux difficultés des relations commerciales avec l'Amérique du Nord qui commandait beaucoup de dentelles. A Boulogne-sur-Mer, reprise du travail chez les *tailleurs d'habits*. Pas de chômeurs signalés chez les *charpentiers de navires*. Une hausse de 0 fr. 05 par 2 kilogr. 500 s'est produite sur le pain.

Nord. — 4 p. 0/0 de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie textile d'Armentières; un cinquième chez les tisserands d'Haspres. Pas de signalés chez les imprimeurs sur tissus de Valenciennes. Chez les charpentiers-menuisiers d'Armentières, journée augmentée d'une demi-heure pour 150 ouvriers, l'amélioration déjà signalée se maintient; à la suite d'une entente entre patrons et ouvriers, les salaires ont été augmentés de 0 fr. 03 par heure dans la plupart des ateliers. Pas de chômeurs chez les tourneurs en bois de Felleries. Travail toujours actif chez les métallurgistes de Maubeuge. A Cousolre, ouvrage peu abondant chez les marbriers en pendule qui comptent un cinquième des leurs en chômage; 3 p. 0/0 chez les marbriers en cheminée, chez qui la reprise du travail s'accroît. Les maçons de Dunkerque comptent un peu plus du quart des leurs en chômage. Journée augmentée d'une heure chez les peintres d'Armentières.

Ardennes. — Travail toujours actif chez les ardoisiers-mineurs de Fumay. 3 p. 0/0 de chômeurs chez les typographes de Charleville. Les tisseurs de Villers-Cernay estiment qu'un tiers des leurs manquent de commandes; travail peu actif chez ceux de Fraicheval. Pas de chômeurs chez les mouleurs de Nouzou; une fonderie de fonte s'est agrandie; plusieurs établissements nouveaux sont en construction ou en projet tant à Nouzon que dans les environs. Chez les métallurgistes d'Aiglemont et de Joigny-sur-Meuse, travail toujours actif. Reprise du travail chez les ouvriers de l'industrie du fer de Thilay; des commandes pressantes sont arrivées pour les chemins de fer et les ateliers de la marine et de la guerre, qui, coïncidant avec la remise habituelle des ordres du printemps pour les entreprises particulières, amènent une grande activité; la quincaillerie est plutôt en diminution. A Fumay, diminution de 0 fr. 20 par deux kilogrammes de bœuf.

Marne. — A Reims, travail peu actif dans l'industrie lainière, les deux fabriques, dont l'arrêt avait été signalé, ne seront pas remises en marche, les métiers ayant été vendus à la ferraille. Ouvrage plus abondant que le mois dernier, journée de 11 heures et pas de chômeurs chez les menuisiers-ébénistes. Reprise du travail, journée augmentée d'une heure et demie et 18 p. 0/0 de chômeurs chez les maçons.

Aube. — A Troyes, les plâtriers estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage. Affaires calmes, cependant pas de chômeurs chez les coiffeurs, qui sont tous occupés.

Meuse. — Pas de chômeurs chez les carriers de Léroutville, qui font 72 heures par semaine.

Meurthe-et-Moselle. — Pas de chômeurs signalés chez les mineurs de Chavigny. A Nancy, les chapeliers sont aussi tous occupés. On compte un peu plus de 2 p. 0/0 de chômeurs chez les métallurgistes syndiqués, qui font la journée de 11 heures; à la suite d'une grève, plusieurs ouvriers ont quitté la ville.

Haute-Saône. — Chez les ouvriers de l'ameublement de Saint-Loup, la journée est diminuée de plusieurs heures, on a fait environ 35 heures par semaine.

Doubs. — A Besançon, les terrassiers et manœuvres estiment qu'un tiers des syndiqués sont atteints par le chômage; le placement serait particulièrement difficile pour ceux-ci; cependant une reprise du travail s'est produite depuis le mois dernier dans l'ensemble du métier.

Jura. — Travail abondant chez les typographes de Lons-le-Saunier. A Saint-Claude, reprise du travail plus faible que l'an dernier chez les ouvriers en pipes qui comptent un peu plus du tiers des leurs sans commandes; on fait 10 heures par jour en moyenne.

Ain. — Les ouvriers en peignes d'Oyonnax sont tous occupés; l'ouvrage, bien qu'abondant, grâce à une mode nouvelle, est tenu pour plus faible que l'an dernier par suite de la gêne des affaires causée par la guerre de l'Amérique avec l'Espagne, qui restreint les commandes de l'étranger. Pas de chômeurs chez les tailleurs de pierre de Thoiry.

Saône-et-Loire. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Mâcon. Un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs et travail 64 heures par semaine chez les *menuisiers* du Creusot. Au Creusot, hausse sur les pommes de terre, 0 fr. 10 par 5 litres, et sur le pain, 0 fr. 10 par 5 kilogrammes.

Côte-d'Or. — Les *bûcherons* de Villiers-le-Duc sont tous occupés; de même à Dijon chez les *typographes*; de même encore chez les *tailleurs de pierre*, qui font la journée de 10 heures; une diminution des salaires s'est produite chez les ouvriers aux pièces. Pas de chômeurs chez les *comptables*.

Yonne. — A Auxerre, les *typographes* sont tous occupés. De même chez les *charpentiers de marine* et chez les *métallurgistes*; cependant un ralentissement s'est produit dans le travail chez ces derniers.

Nièvre. — Chez les *bûcherons* de Ciez, situation satisfaisante. Chez ceux de Ménétreau, travail encore peu actif. L'écorçage, qui a repris en forêts, a permis d'occuper tous les ouvriers chez les *bûcherons* de Menou.

Allier. — L'augmentation du travail déjà signalée chez les *typographes* de Cusset s'est accentuée, grâce aux commandes pour les élections. Les *métallurgistes* de Commentry sont tous occupés; chez les ouvriers du *fer noir* et des *étameries*, le travail a été suspendu pendant une semaine. Journée de 10 heures chez les *maçons* de Moulins.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, les *confiseurs-pâtisseries* comptent un cinquième des leurs sans place. L'amélioration continue chez les *typographes*, grâce aux commandes de la période électorale. Ralentissement du travail chez les *chapeliers*, on fait 5 jours par semaine et 7 heures par jour. 7 p. o/o de chômeurs et travail 66 heures par semaine chez les *menuisiers*. Reprise du travail chez les *maçons*, chez qui la journée est augmentée de 2 heures. Les *plâtriers* comptent un quart des leurs en chômage.

Haute-Loire. — A Sainte-Florine, chez les *travailleurs de la terre*, le travail qui avait repris, se ralentit de nouveau. Chez les *mineurs*, situation difficile, un puits voisin, celui de Mège-Coste, va fermer; les ouvriers dans les autres puits, la situation serait aussi devenue plus mauvaise. 5 p. o/o de chômeurs chez les *chefs* triques produisant davantage, la production satisfait les commandes plus rapidement qu'avant l'installation de ces moteurs et les chômages sont plus fréquents. Travail ralenti et situation plus mauvaise que l'an dernier chez les *verriers* de Sainte-Florine Mège-Coste.

Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs chez les *boulangers*, une reprise notable s'est produite depuis le mois dernier. 16 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. 8 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* de la Gresle. Travail 4 jours par semaine chez les *chapeliers-fouleurs* de Chazelles.

A Saint-Étienne, 3 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; dans la *véloce*, la concurrence de nouvelles maisons de construction tend à ralentir le travail. A Saint-Chamond, chez les *métallurgistes*, travail toujours actif. De même, travail toujours très actif chez les ouvriers en *limes* de Chambon-Fougères.

Rhône. — A Lyon, un peu plus de 4 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*. Pas de chômeurs chez les *papetiers-régisseurs*. Travail toujours actif chez les *imprimeurs-conducteurs*; chez les *typographes*, 7 p. o/o de chômeurs; la journée est augmentée d'une heure pour une quarantaine d'ouvriers, on fait de 65 à 70 heures par semaine.

Le travail se maintient chez les *tisseurs* d'Amplepuis et de Thel; ceux de Lyon estiment que moitié des syndiqués manquent de commandes; c'est d'ailleurs l'époque de l'échantillonnage pour la saison d'automne; ceux de Grandris comptent un quart des leurs en chômage tant dans la *soierie* que dans la *cotonnade*; 7 p. o/o chez ceux de Saint-Jean-la-Bussière; les prix de façon sont aussi en diminution d'un centime par mètre de cotonnade; une maison est arrêtée par suite de mauvaises affaires, elle occupait 150 ouvriers. Les *tisseurs* de Mardore estiment

qu'un tiers des leurs manquent de commandes; à Lyon, 10 p. o/o chez les *chefs d'atelier tisseurs*; chez les *coupeurs-tailleurs*, une nouvelle maison vient d'être fondée; elle paye un tarif plus élevé que la moyenne des maisons concurrentes.

A Lyon, 15 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*; pas de signalés chez les *polisseurs sur métaux*; un peu moins de 7 p. o/o chez les *litiers en fer et en cuivre* qui font 60 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *bronziers*. De même chez les *cochers* et les *conducteurs de tramways*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Haute-Savoie. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de Mellerie. A Annecy, les *tailleurs de pierre* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage; la situation est estimée moins bonne que l'an dernier par suite de l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère à bon marché.

Savoie. — A Chambéry, l'amélioration déjà constatée chez les *menuisiers* s'est maintenue, il n'est pas signalé de chômeurs et la journée est augmentée de deux heures; on fait 60 heures en moyenne par semaine.

Isère. — Travail moins abondant que l'an dernier chez les *mineurs* de la Motte-d'Aveillan. A Grenoble, il y a 2 p. o/o de chômeurs chez les *employés du gaz*, 10 p. o/o chez les *typographes*. Reprise du travail plus accentuée que l'an dernier chez les *gantiers* qui sont tous très occupés; dans une maison (75 ouvriers), hausse des salaires variant de 5 à 10 p. o/o.

Drôme. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de Saint-Restitut qui font 40 heures par semaine. De même, les *typographes* de Valence sont tous occupés.

Alpes-Maritimes. — A Nice, les *boulangers* comptent un cinquième des leurs sans place, 13 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers*. Un peu plus de 4 p. o/o chez les *potiers* de Vallauris.

Var. — A Toulon, les *typographes* sont tous occupés. Le travail tend à reprendre chez les *cordonniers*. Les *charpentiers* de la Seyne estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage. A Toulon, pas de chômeurs chez les *machinistes de théâtre*. Amélioration de la situation avec la saison meilleure chez les *portefaix*.

Bouches-du-Rhône. — Chez les *mineurs* de Saint-Savournin, le salaire tend à diminuer; tous sont encore occupés. Les *carriers* de Fontvieille sont tous occupés. Les *boulangers* d'Aix comptent un cinquième des leurs sans place; ceux de la Ciotat, 17 p. o/o. A Marseille, 18 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers-navigateurs*.

Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; la période électorale fournit un travail plus abondant. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *monteurs en chaussures* qui comptent un tiers des leurs sans commandes.

A Marseille, ouvrage moins abondant que l'an dernier et journée diminuée de 2 heures dans 2 maisons chez les *mouleurs* et *noyauteurs*; on fait 50 heures en moyenne par semaine. Les *forgerons* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage; ils font de 45 à 50 heures en moyenne par semaine; 5 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs de machines*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *peintres*, un grand nombre sont atteints par le chômage; la municipalité a accordé directement une partie de ses travaux aux ouvriers peintres; d'autre part, le syndicat, afin d'occuper ses chômeurs, a fait distribuer une circulaire offrant aux propriétaires d'exécuter leur travaux de peinture soit à la journée, soit à forfait. Situation encore difficile chez les *cochers*.

Vaucluse. — A Avignon, ouvrage plus abondant que l'an dernier, grâce à la période électorale, chez les *typographes*. Les *ouvriers en balais* de Caderousse estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage; les commandes deviennent plus rares par suite de la concurrence des fabriques du Nord plus favorisées au point de vue des transports.

Ardèche. — A Annonay, travail calme chez les *mégissiers de rivière*, 18 p. o/o de chô-

meurs chez les *chapeliers-fouleurs* de Serrières qui font 30 heures par semaine. A Annonay, reprise du travail et pas de chômeurs chez les *maçons*.

Gard. — A Nîmes, une reprise du travail a eu lieu au moment des fêtes de Pâques chez les *confiseurs-pâtisseries*.

Aveyron. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Rodez, 8 p. o/o chez les ouvriers du bâtiment de Millau qui sont moins occupés que l'an dernier.

Tarn. — A Albi, les *chapeliers-fouleurs* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage: la journée est réduite de 5 heures pour 25 ouvriers; on fait de 34 à 36 heures en moyenne par semaine; chez les *chapeliers-appropriateurs*, les commandes des fêtes de Pâques avaient amené, le mois dernier, une reprise du travail; on faisait 50 heures par semaine, on ne fait plus que de 25 à 30 heures maintenant. Ralentissement du travail chez les *chaudronniers* de Durfort. Pas de chômeurs signalés chez les *menuisiers* de Mazamet, qui font 60 heures par semaine.

Hérault. — A Montpellier, les *boulangers* estiment qu'un tiers des leurs sont sans place. Chez les ouvriers de l'habillement, 13 p. o/o et reprise du travail depuis le mois dernier.

Aude. — Pas de chômeurs signalés chez les *ouvriers agricoles* de Cuxac; l'ouvrage est abondant, mais les prix sont jugés moins rémunérateurs que les années précédentes. Les ouvriers *cultivateurs* d'Ouveillan et d'Ornaissans sont toujours bien occupés; l'amélioration déjà signalée s'accroît. A Carcassonne, un peu plus de 1/4 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Ralentissement du travail chez les ouvriers en *cuirs* et *peaux*. Ouvrage plus faible que l'an dernier; travail, 40 heures par semaine; cependant, pas de chômeurs chez les *chapeliers* de Chalabre. De même, pas de chômeurs signalés chez les *peintres*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, les *travailleurs de la terre* trouvent plus difficilement un emploi que l'an dernier par suite de l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère à bon marché, 14 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *espadrilliers-trépointeurs* de Saint-Laurent-de-Cerdans. A Perpignan, un peu plus de 6 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs de voitures*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, hausse sur la farine et sur le sucre.

Haute-Garonne. — A Toulouse, pas de chômeurs et travail plus abondant que l'an dernier chez les *trépointeurs* qui font 72 heures par semaine. Diminution des commandes, journée réduite d'une heure et travail: 48 heures en moyenne par semaine chez les ouvriers sur *métaux* syndiqués qui comptent un peu plus du quart des leurs sans place.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, pas de chômeurs chez les *typographes* qui font la journée de 11 heures et sont plus occupés que l'an dernier. De même, pas de chômeurs signalés chez les *menuisiers* qui font la journée de 10 heures, le travail reprend depuis le mois précédent.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, 19 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Le travail reprend sensiblement chez les *tapissiers*. A Pau, pas de chômeurs chez les *charpentiers* qui font 60 heures par semaine. L'amélioration signalée chez les *peintres* continue. Pas de chômeurs chez les *garçons bouchers* de Bayonne.

Tarn-et-Garonne. — Pas de chômeurs et travail 12 heures par jour chez les *chapeliers* de Septfonds.

Lot-et-Garonne. — Le travail reprend chez les *cordonniers-bottiers* de Villeneuve-sur-Lot. Amélioration du travail chez les *charpentiers*, il n'est pas signalé de chômeurs chez les syndiqués. Placement et affaires difficiles chez les *employés limonadiers* d'Agen.

Dordogne. — A Périgueux, 14 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Amélioration du travail chez les *typographes*.

Gironde. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de la Tresse. A Bordeaux, les *compagnons boulangers* estiment qu'un tiers environ des leurs sont sans place à demeure, un quart chez les adhérents de l'association *fraternelle des ouvriers boulangers*. Journée diminuée d'une heure chez les ouvriers de la *bijouterie* qui font 40 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Libourne.

A Bordeaux, travail peu actif chez les *terrassiers-mineurs*, les chantiers nouvellement ouverts sont encore peu importants et la situation est estimée plus mauvaise que l'an dernier par suite de l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère à bas prix. Embarquements toujours difficiles chez les *marins du commerce*. Les *maîtres d'hôtels* et *garçons navigateurs* estiment qu'un peu moins du tiers des leurs sont atteints par le chômage; les *garçons limonadiers* un quart, pour ces derniers une amélioration s'est produite depuis le mois dernier. 7 p. o/o de chômeurs chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, les *typographes* sont tous occupés. De même chez les *tailleurs de pierre*.

Charente. — A Cognac, les *menuisiers* estiment que le chômage atteint un tiers environ des syndiqués, la journée de travail a été augmentée d'une heure pour 50 ouvriers. Travail moins actif que l'an dernier et 11 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Saintes qui font 50 heures par semaine.

A Cognac, le pain est augmenté de 10 centimes par 3 kilogrammes.

Haute-Vienne. — A Limoges, l'amélioration signalée chez les *typographes* se maintient. 6 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*.

Reprise du travail plus accentuée que celle de l'an dernier chez les *sabotiers*. Les *ouvriers* et *ouvrières porcelainiers* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage; les autres font la journée de 6 à 7 heures, sauf dans trois maisons où tout le personnel est bien occupé.

Corrèze. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier et travail 36 heures par semaine chez les *chapeliers* de Bort.

Cher. — L'écorçage en forêt ayant repris la plupart des *bûcherons* de Feux et d'Henrichemont ont pu être embauchés; pour ces derniers, les ouvriers syndiqués auraient moins facilement trouvé du travail que leurs camarades; 3 p. o/o de chômeurs chez ceux de Saucergues, une reprise s'est produite depuis le mois dernier. Ralentissement du travail chez ceux de Méry-ès-Bois qui comptent 18 p. o/o des leurs en chômage. A Bourges, travail 66 à 70 heures par semaine et pas de chômeurs chez les ouvriers en *toiles cirées*. 9 p. o/o et travail 66 heures par semaine chez les *charpentiers*; une accalmie s'est produite dans le travail depuis le mois dernier, cependant les salaires viennent d'être augmentés de 5 centimes par heure. Travail toujours actif chez les *mouleurs* de Vierzon qui font 70 heures par semaine.

A Bourges, ralentissement du travail et 11 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; les travaux qui n'ont pas été interrompus par les gelées sont plus avancés que l'an dernier. Travail toujours actif chez les *tailleurs de pierre* de Dun-sur-Auron. A Bourges, les *couvreurs* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage; une reprise du travail s'est produite depuis le mois dernier; on fait la journée de 11 heures. Travail toujours actif chez les *chaufourniers* de la Guerche.

A Méry, hausse sur la viande de porc, 20 centimes par kilogramme.

Indre. — Reprise du travail chez les *bûcherons* du Poinçonnet. 15 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *bâtiment* de Châteauroux.

Deux-Sèvres. — A Niort, journée augmentée de 2 heures chez les *typographes* qui font 75 heures par semaine. Travail encore peu actif chez les *goutiers*; quelques maisons font travailler une partie de la semaine et aux pièces. Les *chapeliers* de Saint-Maixent estiment que la moitié des leurs manquent de commandes. A Niort, 3 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Vendée. — Production toujours suivie chez les *mineurs* de Faymoreau. De même, travail actif chez les *typographes* de la Roche-sur-Yon. Le travail se ralentit chez les *tisserands* de Mortagne qui estiment qu'un peu plus du tiers des leurs manquent de commandes; même chômage et même situation chez ceux d'Évrunnes; 8 p. o/o chez ceux d'Épesses; 10 p. o/o et journée augmentée d'une heure chez les *maçons* des Sables-d'Olonne.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 12 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Travail toujours actif chez les ouvriers des usines de *produits chimiques*. Pas de chômeurs chez les *typographes*. De même chez les *tanneurs-corroyeurs*. 11 p. o/o chez les ouvriers des *scieries mécaniques* et ouvrage plus abondant que l'an dernier dans certains ateliers; 2 maisons ont augmenté la journée de travail d'une heure et demie. 10 p. o/o de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers* de Chantenay-Nantes.

Morbihan. — Travail, 72 heures par semaine et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les ouvriers du *bâtiment* de Lorient.

Finistère. — Reprise du travail plus accentuée que l'an dernier chez les *ferblantiers-boîtiers* de Saint-Guénolé. A Quimper, 8 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Ille-et-Vilaine. — A Fougères, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs et journée réduite à 8 heures en moyenne chez les *coupeurs en chaussures*. Travail réduit à 4 jours par semaine, cependant pas de chômeurs chez les *chapeliers* de Rennes. De même, pas de chômeurs chez les *ébénistes* de Fougères. A Rennes, chez les *maçons*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, une grande partie des travaux qui avaient pu être continués pendant l'hiver, ayant été achevés plus tôt que l'année précédente; cependant pas de chômeurs signalés. A Fougères, le travail s'est ralenti chez les *plâtriers*, après la fin des commandes en vue des locations d'avril; les patrons ont congédié les ouvriers étrangers au pays venus en extras; l'ouvrage qui reste est suffisant pour occuper les ouvriers de la localité. A Rennes, les *cochers* comptent un cinquième des leurs sans place; le développement des moyens de transport en commun rend le placement plus difficile.

Maine-et-Loire. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier et 2 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands* de Tréméntines; de plus, on chôme plusieurs jours par semaine dans beaucoup de maisons par suite de la mévente des tissus. Pas de chômeurs signalés chez les *tisserands* de la Tessoualle, de même chez ceux de la Séguinière. A Angers, 16 p. o/o de chômeurs chez les *tapissiers*. Pas de signalés chez les *serruriers* qui font la journée de 11 heures en augmentation d'une heure sur le mois précédent.

A Bégrolles, hausse sur le pain, 10 centimes par 6 kilogrammes; à Angers, 10 centimes par 3 kilogrammes; à Tréméntines, hausse sur la viande, 10 centimes par demi-kilogramme.

Mayenne. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *typographes* de Laval qui sont tous occupés.

Sarthe. — Au Mans, 8 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*. Travail peu actif chez les *tailleurs de pierre*; un grand nombre sont atteints par le chômage. Hausse sur le pain, 20 centimes par 6 kilogrammes.

Indre-et-Loire. — Reprise du travail chez les ouvriers en *cuirs* d'Amboise. A Tours, travail peu actif chez les *tisseurs en soierie* qui estiment qu'un tiers environ des leurs manquent de commandes.

Loiret. — Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Vitry-aux-Loges. A Vitry-aux-Loges, hausse sur le pain, 0 fr. 20 par 4 kilogrammes.

Eure-et-Loir. — Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *typographes* de Chartres. A Châteaudun, travail toujours actif chez les *typographes*. A l'usine de lavage de boudes, léger ralentissement du travail, les tanneries n'envoient que peu de ma-

tière première, ce qu'on attribue à la crise hispano-américaine et à la difficulté des transports maritimes. L'industrie du bâtiment est en pleine saison, et il n'est pas signalé de chômeurs.

A Châteaudun, hausse sur le pain, 0 fr. 10 par 4 kilogrammes, qui se vendent maintenant 1 fr. 70.

Manche. — Pas de chômeurs chez les *travailleurs du lierre* d'Avranches et ouvrage plus abondant que l'an dernier grâce aux élections; la situation serait tenue pour meilleure si la concurrence faite par la main-d'œuvre des apprentis aux ouvriers habiles était moins forte; chaque atelier forme des apprentis en quantité plus grande que le nombre des places disponibles.

Calvados. — 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Caen. Journée diminuée de 2 heures et un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière* de Condé-sur-Noireau.

Eure. — Chez les *compositeurs-imprimeurs* d'Évreux, l'amélioration signalée se maintient.

Seine-Inférieure. — Au Havre, 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. A Bolbec, le chômage d'une journée par semaine chez les *tisserands* se maintient. Les arrivages étant réduits, les *voiliers* du Havre estiment que les deux tiers des leurs manquent de commandes. A Rouen, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs-mécaniciens*. Au Havre, pas de chômeurs chez les *peintres*; le travail a repris depuis le mois dernier. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *journaliers du port*, grâce aux arrivages des grains.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour mai et juin 1898 :

Alger. — Pavage de la route nationale n° 5	146.000 ^f
Albi. — Construction d'un pont en maçonnerie	240.000
Amiens. — Construction d'une école	131.100
Annecy. — Forêts. Travaux divers	120.800
Arras. — Construction de trottoirs, réparation de tranchées, d'aqueducs, etc.	150.000
Bône (Algérie). — Construction d'un canal de la Seyhouse	158.000
Bordeaux. — Chemin de fer de Bazas à Auch. Infrastructure (2 lots) ..	1.575.000
Brest. — Guerre. Amélioration d'ouvrages de défense	300.000
Briançon. — Guerre. Travaux de bâtiments	214.900
Châteauroux. — Chemin de fer de Tournon-Saint-Martin à la Châtre. Terrassements et ouvrages d'art	860.000
Commercy. — Guerre. Construction de bâtiments au quartier J de cavalerie	116.900
Confolens. — Travaux de chemins	105.000
Épernay. — Construction de l'hôtel de la Caisse d'épargne	100.500
Épinal. — Travaux de chemins	150.550
Florensac (Hérault). — Établissement d'une distribution d'eau	104.400
Gap. — Guerre. Travaux au tunnel de Parpaillon	130.000
Grasse. — Construction d'un chemin de grande communication	132.000
Grenoble. — Guerre. Construction de bâtiments au parc Randon ...	305.000
Hazebrouck. — Reconstruction d'une église	119.000
La Châtre. — Constructions de chemins	109.200
Laon. — Canal de Saint-Quentin. Doublement des chemins de halage ..	480.000

Laon. — Construction d'infirmes à l'hospice départemental.....	144.300 ^f
Lille. — Haut-Escaut. Doublement du chemin de halage.....	104.000
Lille. — Rivière d'Escaut. Curage de Cambrai à Neuville.....	100.000
Lyon. — Construction d'égouts à l'hôtel des Invalides du travail...	153.000
Lyon. — Rivière de Saône. Construction du quai de l'Industrie.....	312.000
Lyon. — Construction d'un nouveau bâtiment à Bron.....	154.500
Mâcon. — Tablier métallique du pont de Vaux-Fleurville.....	305.000
Mende. — Travaux vicinaux.....	197.250
Montauban. — Construction de la ligne de Castelsarrazin à Beau-	
mont-de-Lomagne.....	540.000
Montbrison. — Travaux de chemins.....	107.500
Montmorillon. — Constructions de chemins.....	136.400
Moulins. — Guerre. Surélévation d'un bâtiment au quartier Villars..	151.600
Nîmes. — Travaux de chemins.....	229.400
Paris. — Maçonnerie au pont Alexandre-III.....	210.000
Paris. — Mont-de-piété. Réfection de magasins.....	299.750
Paris. — Installations à Ville-Evrard et à la Maison-Blanche.....	108.000
Paris. — Construction d'un groupe scolaire rue Championnet.....	488.300
Paris. — Construction d'un groupe scolaire rue des Boulets.....	751.800
Paris. — Construction d'un groupe scolaire rue J.-F.-Lépine.....	502.300
Paris. — Installation des pavillons 9 et 11 aux Halles.....	208.400
Paris. — Maçonnerie d'égouts.....	731.200
Paris. — Source du Loing et du Lunain. Construction d'aqueducs	
secondaires.....	2.121.900
Paris. — Doublement de la dérivation de Saint-Ouen.....	724.600
Paris. — Sourc	
élévatoire à Sorques.....	278.100
Paris. — Construction d'un groupe scolaire rue de l'Arbalète.....	640.400
Paris. — Mise en viabilité de nouvelles voies (fleuriste de la Muette)	
Poitiers. — Construction d'un bâtiment à l'hôtel de ville de Poitiers.	283.400
Poitiers. — Construction d'un bâtiment à l'hôtel de ville de Poitiers.	114.800
Privas. — Travaux de chemins.....	129.550
Rennes. — Travaux vicinaux.....	150.600
Saint-Dié. — Reconstruction de l'église Saint-Martin.....	398.700
Toul. — Guerre. Constructions diverses à l'arsenal.....	204.200
Tourcoing. — Distribution d'eau.....	1.039.000
Tournon. — Travaux de chemins.....	218.600

Résultats des Adjudications précédentes.

Ambert (Puy-de-Dôme). — Réparation et construction de bâtiments de l'hospice (108,900^f).
Adj. : Robert, 16.

Amiens. — Construction d'une école de filles, d'un logement pour la directrice et d'une partie de l'école maternelle (126.100^f). Adj. : terrassement, maçonnerie, Dupont, 8,30; charpente, Bélange, 16,75; serrurerie et quincaillerie, Ducroquet, 5,10; menuiserie, Caron, 14; parquets sur bitume, Rétel, 20,25; couverture et plâtrage,

Beauvais. — Rivière d'Oise canalisée. Construction d'un barrage mobile avec écluse accolée au droit de la dérivation de Creil. Terrassements et maçonnerie (305.000^f). Adj. : Moreau, à Mauvages (Meuse), prix du devis.

Bordeaux. — Chemin de fer de Bazas à Auch (partie comprise entre Bazas et Bergonce). (2 lots, 1.175.000^f). Adj. : Lamire, 14; Soulane, à Eauze (Gers), 9.

Brest. — Travaux pour compléter et améliorer les ouvrages de défense (300.000^f). Adj. : Jourde, prix du devis.

Chartres. — Ligne de la Loupe à Bron. Construction des bâtiments et travaux accessoires des stations intermédiaires (173.000^f). Adj. : Mazeaud, à Roussac (Haute-Vienne), 5.

Fougères. — Distribution d'eau (150.000^f). Adj. : Fessard, à Angers, 12.

Grandvilliers (Oise). — Construction d'un hôpital cantonal et aménagements de divers bâtiments de l'hospice (174.800^f). Adj. : *maçonnerie*, Miou, 5; *charpente en bois*, Carnant, à Gournay, 13,10; *couverture*, Coffin, 8,25; *canalisation d'eau et de gaz*, Ambroise, à Beauvais, 12,30; *menuiserie*, Lenne, à Eu, 14,55; *serrurerie*, Liéard, à Rouen, 21,25; *peinture*, Desaint, 10, rue Bochart-de-Saron, à Paris, 18.

Lille. — Doublement du chemin de halage du canal de Saint-Quentin (175.000^f). Adj. : Denimal, à Estreux, 31.

Lyon. — Cylindrage à vapeur de chaussées d'empierrement (2 lots : 150.000^f). Adj. : Coutant, à Champeaux (Seine-et-Marne), 27; Milamant aîné, à Saint-Étienne (Loire), 28.

Nevers. — Canal latéral à la Loire. Transformation des ponts de Saulx, de la Vesvre et du Pavillon (140.000). Adj. : Guyon, à Saint-Léger-des-Vignes, 10.

Paris. — Clôtures en palissades des enceintes de l'Exposition (4 lots : 160.000^f). Adj. : « Les Charpentiers de Paris », 24, rue Labrousse, 12,80, 15,20, 15,50, 18.

Paris. — Travaux de ferronnerie pour la construction du Palais du Champ de Mars (2.000.000^f). Adj. : Baudet, 139, rue Saussure, 5,10.

Paris. — Travaux de maçonnerie et charpente pour les ouvrages dépendant du service de l'assainissement (20 lots : 270.000^f). Adj. : Allard, 46, quai Jemmapes, 28,40; Roche, 94, boulevard de Courcelles, 27,30; Marsaud, 5, rue des Ardennes, 24,60; Letellier, 81, rue des Belles-Feuilles, 27,20; Petit, 57, rue Vandamme, 22,30; Joyeux, 5, rue Linois, 24,40; Ruffier, 143, avenue de Villiers, 23,50; Gueunier, 44, rue Manin, 20,20; Hugnet, 91, rue Boileau, 25,10; Quéhan, 87, rue Michel-Bizot, 30,40.

Paris. — Réorganisation du marché Saint-Germain et construction d'un hôtel des examens, rues Mabillon, Clément et Lobineau (796.000^f). Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Lambert, 88, rue Boileau, 33,70; *ferronnerie et serrurerie*, Bétourné, 9, rue Pierre-Dupont, 36; *charpente en bois et en fer*, Reynier, 14, rue Doudeauville, 31; *couverture et plomberie*, Mahey, 5 bis, rue Saint-Gilles, 42,10; *menuiserie*, Bouillon, 125, rue de Flandre, 35,70; *parquetage*, Gourguechon, 6, passage Guéneau, 15,10; *peinture vitrerie et tentures*, Debeauvais, 16, rue d'Hauteville, 37,15; *pavage*, Nicaise, 109, rue de la Convention, 41,60.

Rodez. — Chemin de fer de Carmaux à Rodez, 2^e section, viaduc du Viaur (1.300.000^f). Adj. : Duran, à la Cabane-de-Tanus (Tarn), 5.

Tarbes. — Construction de l'église de Bordières-sur-l'Échez (110.000^f). Adj. :

Tours. — Reconstruction du pont de Bléré-sur-le-Cher (389.000^f). Adj. : Pitet, à Neuilly (Mayenne), 13.

Chemins de fer d'Orléans. — Prolongement de la place Walhubert au quai d'Orsay. 3^e lot. Terrassement, ouvrage d'art, tablier métallique, ballastage et pose des voies (4.000.000^f). Adj. : Rigaud, à Auxerre.

Chemins de fer de l'Ouest. — Ossature métallique de la couverture de la gare des Invalides. Adj. : Compagnie de Fives-Lille et Société des établissements de Levallois-Perret.

Chemins de fer de P.-L.-M. — Ligne de Longera y à Divonne. Ballastage et pose des voies (545.000^f). Adj. : Bastin, à Annemasse (Haute-Savoie).

Chemin de fer de P.-L.-M. — Établissement d'une deuxième voie entre Perrigny et Saint-Jean-de-Losne (300.000^f). Adj. : Brissot, 2, rue des Charbonniers, à Paris.

Chemin de fer de P.-L.-M. — Ligne d'Annecy à Albertville. Fondations de ponts à l'air comprimé (150.000^f). Adj. : Varigard, à Lyon.

Chemins de fer P.-L.-M. — Construction en élévation seulement du bâtiment en façade sur la rue de Lyon (2.000.000^f). Adj. : Legrand, 20, impasse Jean-Bouton, à Paris, 28,75.

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 30 avril il a été déposé 178 demandes en autorisation de bâtir, dont 127 pour des constructions neuves. Pendant le mois d'avril 1897, le nombre des demandes avait été de 199, dont 100 pour des constructions neuves.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations, pendant les quatre mois de l'année 1898.

	VARIATIONS			
	1898.	1897.	en plus.	en moins.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	167,335,000	279,090,900	188,245,000	"
Matières nécessaires à l'industrie	795,103,000	811,693,000	"	49,290,000
Objets fabriqués.....	211,106,000	205,110,000	6,266,000	"
TOTAUX ET BALANCE....	1,173,544,000	1,328,923,900	145,221,000	"
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	193,577,000	197,696,000	"	4,119,000
Matières nécessaires à l'industrie	290,049,000	299,498,000	"	9,449,000
Objets fabriqués.....	594,783,000	603,288,000	"	8,505,000
Colis postaux.....	51,321,000	56,534,000	"	2,210,000
TOTAUX ET BALANCE....	1,132,733,000	1,157,016,000	"	24,283,000

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Mars 1898.	Avril 1898.	Avril 1897.
Farine, 12 marques, les 157 kilogrammes.....	61 ^f 40 ^c	67 ^f 65 ^c	44 ^f 50 ^c
Sucre brut blanc n° 3, les 100 kilogrammes....	32 00	33 13	25 25
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	43 65	49 85	36 40
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	52 40	56 50	54 85
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	39 25	42 50	37 00
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	29 50	33 50	33 50
Suif de la bouch ^{ie} de Paris, les 100 kil. (en pains).	45 50	50 00	45 00
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette)..	1 38	1 42	1 16
Veau, <i>idem.</i> ..	1 95	1 85	2 00
Mouton, <i>idem.</i> ..	1 80	1 90	1 80
Porc, <i>idem.</i> ..	1 26	1 40	1 20
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	38 50	41 50	47 60
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	121 50	126 50	113 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	42 50	41 25	39 25
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	16 50	"	17 00
Cuivre en lingots, <i>idem.</i> ..	133 50	"	131 25
Étain Banka, <i>idem.</i> ..	175 50	"	163 25
Plomb, <i>idem.</i> ..	33 25	"	31 50
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i> ..	48 50	"	46 50

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois d'avril.		Du 1 ^{er} janv. au 30 avril.	
	1898.	1897.	1898.	1897.
Faillites	144	111	491	470
Liquidations judiciaires.....	16	12	77	50
Conversions de liquidations en faillites	5	4	17	12

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant le mois de février 1898 a été de 4,320.238 tonnes. Il était, en 1897, de 3.631.049 tonnes, soit une augmentation de 18,9 p. o/o.

Les recettes des compagnies de chemin de fer d'intérêt général, du 1^{er} janvier au 29 avril, qui étaient de 386,324,600 francs en 1897, ont été en 1898 de 399,516,600 francs, soit une augmentation de 3,4 p. o/o.

Mont-de-Piété de Paris. — Situation au 30 avril 1898 :

GAGES CORPORELS.				ARTICLES.		SOMMES.	
				nombre.		francs.	
Il y avait en magasin, le 31 mars 1898 au soir.....				1.615.388		47.878.395	
ENTRÉE.							
Par engagements effectifs.....	196.272	3.059.626	}	156.130	4.647.451		
Par renouvellements.....	49.858	1.587.825					
TOTAL.....				1.771.518		52.525.846	
SORTIE.							
Par dégagements effectifs.....	89.676	2.640.394	}	151.710	4.426.140		
Par renouvellements.....	49.858	1.587.825					
Par ventes.....	12.176	197.921					
RESTE en magasin le 30 avril 1898.....				1.619.808		48.099.706	
VALEURS MOBILIÈRES.				TITRES.		SOMMES.	
				nombre.		francs.	
Il y avait en magasin, le 31 mars 1898 au soir.....				21.274		5.698.637	
ENTRÉE.							
Par engagements effectifs.....	2.827	681.475	}	4.885	1.241.976		
Par renouvellements.....	2.058	557.501					
TOTAL.....				26.159		6.940.613	
SORTIE.							
Par dégagements effectifs.....	1.886	450.739	}	4.404	1.139.900		
Par renouvellements.....	2.058	557.501					
Par ventes.....	460	131.660					
RESTE en magasin le 30 avril 1898.....				21.755		5.800.713	
GAGES CORPORELS.				VALEURS MOBILIÈRES.			
		Articles.	Sommes.			Titres.	Sommes.
		nombre.	francs.			nombre.	francs.
Restait en magasin, le 30 avril 1894...	1.819.584	49.470.105	16.702	4.729.946			
1895...	1.722.196	46.343.662	18.944	5.235.417			
1896...	1.630.435	45.878.163	21.313	5.769.927			
1897...	1.628.174	48.813.312	21.669	5.899.293			
Intérêts des emprunts : à 1 an, 2,75 p. o/o ; à 9 mois, 2,50 p. o/o ; à 6 mois, 2 p. o/o ; à 3 mois, 1,50 p. o/o.							

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{ER} MAI.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
MARS 1898.					MARS 1898.				
Paris (1 ^{er} arr ¹).	378	146	129	0	Boulogne-s.-Mer	86	57	57	"
— (11 ^e —).	1233	1273	362	"	Dijon.....	227	86	67	8
— (1 ^{re} —).	856	683	626	2	Nîmes.....	90	56	50	10
— (5 ^e —).	187	184	126	"	Perpignan....	43	31	18	11
— (8 ^e —).	381	1029	203	1.373	Saint-Étienne..	73	80	71	"
— (15 ^e —).	365	282	256	2	Alger.....	624	221	164	160
— (18 ^e —).	150	164	94	22					
Lille.....	4	1	"	"					
Nancy.....	238	70	63	"					
AVRIL 1898.					AVRIL 1898.				
Paris (11 ^e arr ¹).	681	587	331	38	Angers.....	224	93	92	20
— (18 ^e —).	323	294	164	75	Bourges.....	42	31	25	4
— (13 ^e —).	399	298	232	"	Carcassonne....	80	79	52	7
— (14 ^e —).	266	223	165	"	Sainte-Florence..	12	1	"	1
— (15 ^e —).	140	236	151	"	Toulon.....	41	20	20	"
Refuges munic..	"	"	140	267	Tours.....	334	153	151	"
Levallois-Perret.	182	150	47	25					
Brest.....	33	5	8	"					
Lisieux.....	92	61	51	"					
Orléans.....	5	3	3	"					
Sens.....	27	12	20	"					

Pendant le premier trimestre de 1898, la Bourse du travail de Toulouse a reçu 594 demandes et 257 offres d'emploi; elle a effectué 190 placements.

Pendant le premier trimestre de 1898, la Bourse du travail de Toulouse a reçu 594 demandes et 257 offres d'emploi; elle a effectué 190 placements.

C. — SYNDICATS PATRONAUX (AVRIL).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Indre-et-Loire....	Tours.....	Charenterie.....	34	21	21	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Maîtres d'hôtel, limonadiers...	162	186	180	48
Rhône.....	Lyon.....	Teinturiers-dégraisseurs.....	15	6	6	"
Seine.....	Paris.....	Débitants de vins et liquoristes.	115	98	85	8
Id.....	Id.....	Épicerie.....	549	568	426	"
Id.....	Id.....	March. et fabric. papetiers.....	64	26	26	"
Id.....	Id.....	Entrepreneurs de trav. publics.	5	"	2	1
Id.....	Id.....	Mounerie française.....	22	6	6	"
Id.....	Id.....	Architectes.....	41	30	"	"
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	49	43	32	"
Id.....	Id.....	Couteliers.....	17	16	14	"
Id.....	Id.....	Syndicat du papier et des indus- tries qui le transforment....	20	20	7	"
Seine-Inférieure..	Le Havre.....	Épicerie.....	15	5	"	"
Seine-et-Oise.....	L'Isle-Adam....	Boucherie et charenterie.....	"	"	15	"

**D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (AVRIL 1898).**

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Voyageurs et dessinateurs.....	"	"	3	"
Allier.....	Vichy.....	Fédération des syndicats.....	242	73	56	"
Ardèche.....	Serrières.....	Chapeliers foulards.....	10	"	"	"
Aube.....	Troyes.....	Plâtriers.....	10	"	4	1
Id.....	Id.....	Couffeurs.....	"	"	4	3
Ande.....	Carcassonne.....	Cuisiniers.....	1	"	"	1
Id.....	Narbonne.....	Employés vendeurs.....	2	"	1	"
Bouches-du-Rhône	Aix.....	Boulangers.....	8	3	2	1
Id.....	Marseille.....	Typographes.....	10	8	3	5
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conducteurs.....	10	4	2	"
Id.....	Id.....	Peintres.....	43	43	"	"
Cher.....	Bourges.....	Taillieurs de pierre.....	7	"	"	"
Id.....	Méry-ès-Bois.....	Bûcherons.....	11	"	"	28
Id.....	Vallenay.....	Id.....	30	"	"	"
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs-pâtisseries.....	4	2	2	"
Haute-Garonne.....	Toulouse.....	Trépointeurs.....	15	50	15	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Compagnons boulangers.....	18	9	4	13
Id.....	Id.....	Boulangers.....	"	"	33	88
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers.....	15	50	10	40
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	53	40	23	2
Hérault.....	Montpellier.....	Boulangers.....	10	5	5	"
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Perblantiers.....	5	5	5	"
Isère.....	Grenoble.....	Typographes.....	15	1	"	1
Jura.....	Saint-Claude.....	Ouvriers en tuyaux de pipes.....	15	"	"	"
Loire.....	Saint-Etienne.....	Cuisiniers.....	10	2	2	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	"	2	"	"
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Tapissiers.....	3	"	"	"
Id.....	Id.....	Couffeurs.....	6	2	3	"
Id.....	Trémontines.....	Tisserands.....	2	"	"	"
Manche.....	Avranches.....	Typographes.....	3	"	"	"
Marne.....	Reims.....	Menuisiers.....	"	4	"	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Typographes.....	2	4	2	"
Nord.....	Dunkerque.....	Maçons.....	52	18	"	"
Pas-de-Calais.....	Boulogne-sur-Mer.....	Tonnelliers.....	4	2	3	"
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.....	Typographes.....	1	2	"	1
Id.....	Id.....	Plâtriers.....	20	8	"	"
Pyrénées-Orientales	Perpignan.....	Voituriers cochers.....	"	"	"	2
Rhône.....	Lyon.....	Confiseurs-pâtisseries.....	23	21	20	"
Id.....	Id.....	Papetiers-relieurs.....	2	3	2	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Chauffeurs-mécaniciens.....	12	2	2	"
Id.....	Id.....	Union fraternelle des employés de commerce.....	15	12	9	15
Seine.....	Paris.....	Biscuitiers.....	12	7	12	"
Id.....	Id.....	Travailleurs de la boulangerie.....	8	8	1	1
Id.....	Id.....	Confiseurs-pâtisseries.....	6	"	"	"
Id.....	Id.....	Margeurs pointeurs.....	"	3	3	"
Id.....	Id.....	Garniers.....	3	2	2	1
Id.....	Id.....	Teinturiers-dégraissiers.....	80	110	64	46
Id.....	Id.....	Charpentiers de la Seine.....	17	7	10	"
Id.....	Id.....	Charpentiers (Solidarité des).....	20	25	"	20
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	3	2	2	16
Id.....	Id.....	Menuisiers en voitures.....	3	"	"	3
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	38	15	20	"
Id.....	Id.....	Tourneurs-décolleteurs.....	15	7	"	"
Id.....	Id.....	Estampeurs-poëliers.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Union des comptables.....	24	11	6	3
Id.....	Id.....	Employés d'hôtel.....	43	70	25	10

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS à de- meurs.	en extra.
Seine.....	Paris.....	Limonnadiers restaurateurs.....	"	"	21	93
Id.....	Id.....	Garçons restaurateurs.....	"	"	18	57
Id.....	Id.....	— Limonnadiers restaurateurs.....	350	70	15	55
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	"	118	775
Id.....	Id.....	Élèves en pharmacie.....	15	10	1	"
Seine-Inférieure.....	Le Havre.....	Employés de bureau.....	"	"	15	"
Deux-Sèvres.....	Niort.....	Typographes.....	1	1	"	1
Somme.....	Amiens.....	Serruriers.....	"	"	1	"
Tarn.....	Albi.....	Chapeliors foulours.....	4	"	1	"
Haute-Vienne.....	Limoges.....	Charpentiers.....	44	"	10	8

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (AVRIL).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meurs.	en extra.
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Société des maréchaux ferrants.....	21	15	15	6
Rhône.....	Lyon.....	Société des garçons de salle et de chambre.....	"	"	175	624
Sarthe.....	Le Mans.....	Société des comptables.....	"	2	"	"
Seine.....	Paris.....	Société des voyageurs de commerce.....	"	20	"	"
Id.....	Id.....	Société des gens de maison.....	"	55	6	"
Id.....	Id.....	Société «Le Bâtiment».....	14	12	3	"
Id.....	Id.....	Société de la boucherie.....	"	152	69	14
Id.....	Id.....	Société «La Couturière».....	20	25	"	"
Id.....	Id.....	Société «L'Etoile».....	405	1487	150	1337
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs - ferrandiers.....	50	10	"	6
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	250	130	130	815
Id.....	Id.....	Union de la charenterie.....	425	401	365	"
Id.....	Id.....	«Union Helvetia».....	310	158	95	9
Id.....	Id.....	Société suisse des commerçants.....	51	30	20	"
Id.....	Id.....	Compagnons charrons.....	28	70	28	"
Id.....	Id.....	Concierges-gérants.....	9	12	7	"
Id.....	Id.....	Employés du commerce et de l'industrie.....	1	2	2	"
Id.....	Id.....	Association des comptables.....	104	105	47	17
Somme.....	Amiens.....	Voyageurs et représentants de commerce.....	"	5	1	"
Constantine.....	Batna.....	Société des anciens militaires.....	1	1	1	"

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (AVRIL).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Bouches-du-Rhône.	Marseille	Assistance par le travail.	14	3	8	1
Donbs	Besançon	Id	11	"	1	10
Gironde.	Bordeaux.	Id	"	2	31	6
Marne.	La Chalmelle.	Colonie agricole.	8	"	3	1
Meurthe-et-Moselle	Nancy.	Maison de Sainte-Marie.	"	"	104	"
Rhône.	Lyon.	Asile protestant.	33	65	23	"
Id.	Id.	Assistance par le travail.	96	"	10	8
Seine.	Paris.	— du 11 ^e arrond ^t	109	70	45	10
Id.	Id	Home français.	"	"	10	"
Id.	Id.	Société des visiteurs des pauvres.	19	8	5	"
Id.	Id	Société de protect. des Alsac.-Lorrains.	"	5	5	"
Id.	Id	Asile Saint-Charles.	187	329	102	"
Id.	Id.	The english catholic home.	49	83	16	"
Id.	Id.	Maison des sœurs de la Croix.	"	"	517	"
Id.	Id.	Société protestante du travail.	48	41	30	"
Id.	Id.	Société philanthropique.	"	"	"	250
Id.	Id.	Société philanthropique savoissienne.	77	175	149	1
Seine-et-Marne. . .	Melan.	Assistance par le travail.	101	101	7	94
Haute-Vienne . . .	Limoges.	Id	1144	226	54	12

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

ŒUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS D'AVRIL.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.689	111	584	"	24.728
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	6.144	766	279	499	21.928
Asile de la rue Mouffetard.....	172	18	"	10	932
Société philanthropique (rue de Crimée)....	"	"	146	19	833
— (rue Labat).....	"	"	302	24	980
— (rue Saint-Jacques)...	"	"	387	83	2.054
— (avenue du Maine)....	"	"	66	65	680

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

VILLE DE PARIS.		PERSONNES secourues pendant le mois de mars.	
Indigents (secours réguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	5.559
		Femmes	8.838
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	11.860
		Femmes	23.546
TOTAL des indigents secourus.....			49.803
Nécessiteux (secours irréguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	7.308
		Femmes	8.705
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	3.594
		Femmes	4.576
TOTAL des nécessiteux secourus.....			16.013

2° AUTRES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

Les chiffres ci-dessous représentent toutes les personnes secourues par les bureaux de bienfaisance et celles reçues dans les hôpitaux et hospices communaux et intercommunaux pendant les mois de janvier et février 1898 :

	Janvier.	Février.
Personnes de moins de 60 ans.	Hommes 3.281	3.314
	Femmes 4.369	4.379
Personnes de plus de 60 ans..	Hommes 2.345	2.337
	Femmes 4.106	4.146
TOTAUX des personnes secourues....		<u>14.101</u> <u>14.176</u>

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'avril 1898, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels.

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Ain [1^{er} janvier 1898]. — Syndicat des producteurs de lait de Saint-Maurice-de-Rémens (86 membres). Siège social : Saint-Maurice-de-Rémens.

Aude [31 mars 1898]. — Union pharmaceutique audoise. Siège social : café Marsall, rue de la Mairie, à Carcassonne.

Cher [18 mars 1898]. — Chambre syndicale des coiffeurs de Vierzon (18 membres). Siège social : Vierzon, Bourg neuf.

Drôme [10 février 1898]. — Syndicat des limonadiers-restaurateurs, hôtels et cafés de Die, Lu, Châtillon et Saillans (90 membres). Siège social : rue du Viaduc, 4, à Die.

Gard [17 mars 1898]. — Société vétérinaire du Gard (25 membres). Siège social : cité Foulé, 11, à Nîmes.

Haute-Garonne [11 mars 1898]. — Syndicat d'entrepreneurs et tailleurs de pierres de Toulouse (18 membres). Siège social : place du Capitole, 11 et 12, à Toulouse.

Lot-et-Garonne [26 mars 1898]. — Syndicat des agents généraux des compagnies d'assurances de toute nature représentées dans le département de Lot-et-Garonne (26 membres). Siège social : hôtel de ville d'Agen.

Morbihan [5 février 1898]. — Syndicat des entrepreneurs de travaux de couvertures de Vannes (7 membres). Siège social : rue de Pontivy, 1, à Vannes.

Nièvre [6 avril 1896]. — Syndicat des représentants de commerce patentés de la Nièvre (15 membres). Siège social : place Saint-Sébastien, 10, à Nevers.

Nord [5 avril 1898]. — Chambre syndicale des bouchers et charcutiers du canton de Lannoy (55 membres). Siège social : café de la gare, à Lys-lez-Lannoy.

Seine [6 avril 1898]. — Société des professeurs de dessin, de menuiserie et de sculpture de France (30 membres). Siège social : rue de Grenelle, 30, à Paris.

[6 avril 1898]. — Chambre syndicale des fabricants de chaises en cuir (11 membres). Siège social : avenue Daumesnil, 14, à Paris.

[25 mars 1898]. — Syndicat général des masseurs et des masseuses de France (12 membres). Siège social : rue Pergolèse, 3, à Paris.

Seine-Inférieure [1^{er} avril 1898]. — Chambre syndicale de la meunerie du département de la Seine-Inférieure (42 membres). Siège social : place de la République, 1, à Rouen.

Deux-Sèvres [23 février 1898]. — Chambre syndicale des bouchers de Niort (15 membres). Siège social : café Molière, rue du Faisan, à Niort.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [28 mars 1898]. — Syndicat des ouvriers plâtriers peintres (50 membres).

[28 mars 1898]. — Syndicat des ouvriers tailleurs de pierres de Montluçon (26 membres). Siège social : place Denis-Papin, auberge Coury, à Montluçon.

Alpes-Maritimes [28 mars 1898]. — Syndicat des ouvriers vanniers d'emballage de l'arrondissement de Grasse, Cannes et Nice (83 membres). Siège social : boulevard de Lorraine, 5, à Cannes.

[17 mars 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers maçons de Vallauris (30 membres). Siège social : rue du Four, maison Grandjean.

Finistère [21 mars 1898]. — Syndicat des ouvriers coupeurs-tailleurs de Morlaix (23 membres). Siège social : hôtel de ville, à Morlaix.

Ille-et-Vilaine [5 février 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers coiffeurs de la ville de Rennes. Siège social : bourse du travail, à Rennes.

Indre-et-Loire [21 mars 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers mouleurs et parties similaires de la ville de Tours (50 membres). Siège social : bourse du travail, à Tours.

[29 mars 1898]. — Union syndicale des employés de commerce et de l'industrie de la ville de Tours (40 membres). Siège social : rue Marceau, 20, à Tours.

Maine-et-Loire [9 janvier 1898]. — Union syndicale des ouvriers galochiers, sabotiers et monteurs de la ville d'Angers (21 membres). Siège social : bourse du travail, à Angers.

Nièvre [30 mars 1898]. — Syndicat des ouvriers des bois et autres industries connexes (26 membres). Siège social : Sardy-les-Épiry.

Nord [15 avril 1898]. — Syndicat typographique de Cambrai (50 membres). Siège social : rue Saint-Jean, 6, à Cambrai.

Seine [23 mars 1898]. — Union syndicale des ouvriers et ouvrières de toutes les spécialités de la broserie de Paris (56 membres). Siège social : rue Saint-Antoine, 102, à Paris.

[14 février 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers cultivateurs et maraîchers de la commune de Gennevilliers (47 membres). Siège social : café de la Mairie, à Gennevilliers.

[28 mars 1898]. — Syndicat indépendant des ouvriers cordonniers «Cousu-Main» de Paris (300 membres). Siège social : rue Caulaincourt, 17, à Paris.

Vienne [5 février 1898]. — Syndicat typographique de Ligugé (10 membres). Siège social : Ligugé.

[7 janvier 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers en bâtiments (80 membres). Siège social : hôtel de ville, à Poitiers.

[7 janvier 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes et en voitures de Poitiers (10 membres). Siège social : hôtel de ville, à Poitiers.

Algérie [1^{er} janvier 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de la ville de Bône (80 membres). Siège social : place Térrence, 6, à Bône.

3° SYNDICATS MIXTES.

Sarthe [14 mars 1898]. — Syndicat de Saint-Anne, entre les patronnes, employées et ouvrières de l'habillement et de l'ornementation (65 membres). Siège social : rue Lhermite, 2, à Saint-Calais.

Seine [1^{er} mars 1898]. — «La Prévoyance», limonadiers, restaurateurs et assimilés (30 membres). Siège social : rue Chénier, 7, à Paris.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Basses-Alpes [5 janvier 1898]. — Syndicat agricole des Sanières (52 membres). Siège social : les Sanières.

Doubs [17 mars 1898]. — Syndicat agricole et associations annexes dans la commune de Passonfontaine (62 membres). Siège social : Passonfontaine.

[1^{er} mars 1898]. — Syndicat agricole de Boumois (22 membres). Siège social : Boumois.

[16 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Flagey-Amancey (16 membres). Siège social : Flagey.

[24 mars 1898]. — Syndicat agricole de Mesmay-Brères (36 membres). Siège social : Mesmay.

[25 février 1898]. — Syndicat de l'Union de la commune d'Épenoy (11 membres). Siège social : Épenoy.

[18 mars 1898]. — Syndicat agricole de Chevigney (13 membres). Siège social : Chevigney.

Drôme [26 mars 1898]. — Syndicat agricole de Mirabel-aux-Baronnies (31 membres). Siège social : Mirabel.

Isère [27 février 1898]. — Syndicat agricole régional des Abrepts (38 membres). Siège social : les Abrepts.

Loire [29 mars 1898]. — Fédération des cultivateurs du Forez. Siège social : place de l'Hôtel-de-Ville, 5, à Moulbrison.

Loire-Inférieure [7 mars 1898]. — Syndicat viticole de l'Ouest (58 membres). Siège social : Bisse-Goulaine (village de la Rivière).

Loiret [4 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Mareau-aux-Bois (46 membres). Siège social : Mareau-aux-Bois.

[16 mars 1898]. — Syndicat des cultivateurs de la commune d'Olivet (270 membres). Siège social : mairie d'Olivet.

Lozère [1898]. — Syndicat agricole de Marvejols et Saint-Chély réunis. Siège social : Marvejols.

[10 février 1898]. — Syndicat agricole du Massegros (38 membres). Siège social : Massegros.

Meuse [12 janvier 1898]. — Syndicat professionnel agricole de Bezonvaux (20 membres). Siège social : Bezonvaux.

[10 mars 1898]. — Syndicat agricole de Chaumont-sur-Aire (49 membres). Siège social : Chaumont-sur-Aire.

[6 janvier 1898]. — Syndicat agricole et horticole de la commune de Bure (5 membres). Siège social : Bure.

[6 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Courcelles-sur-Aire (35 membres). Siège social : Courcelles-sur-Aire.

[12 janvier 1898]. Syndicat professionnel agricole d'Ornes (48 membres). Siège social : Ornes.

[16 janvier 1898]. — Syndicat agricole des communes de Rosières-en-Blois (8 membres). Siège social : Rosières-en-Blois.

[15 mars 1898]. — Syndicat agricole et viticole de Moulainville (33 membres). Siège social : Moulainville.

[3 février 1898]. — Syndicat agricole de Troyon (38 membres). Siège social : Troyon.

[23 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Villers-sur-Meuse (10 membres). Siège social : Villers-sur-Meuse.

Morbihan [4 mars 1898]. — Syndicat agricole de la commune de Théchillac (25 membres). Siège social : mairie de Théchillac.

[6 mars 1898]. — Syndicat agricole d'Inguiniel et des communes voisines (40 membres). Siège social : Inguiniel.

Nièvre [13 février 1898]. — Union viticole de Chasnay (44 membres). Siège social : Chasnay.

[25 février 1898]. — Association syndicale pour la reconstitution du vignoble de Parigny-les-Vaux, atteints par le phylloxera (70 membres). Siège social : mairie de Parigny-les-Vaux.

Basses-Pyrénées [27 mars 1898]. — Syndicat des agriculteurs de Bordes (12 membres). Siège social : Bordes.

[4 avril 1898]. — Syndicat des agriculteurs d'Artiguelouve (23 membres). Siège social : Artiguelouve.

Savoie [14 mars 1898]. — Syndicat agricole de Saint-Antoine-de-Padoue (12 membres). Siège social : Marthod.

[13 mars 1898]. — Syndicat agricole de Saint-Grat (7 membres). Siège social : Crest-Voland.

Seine-et-Oise [10 février 1898]. — Syndicat agricole de Franconville-la-Garenne (50 membres). Siège social : mairie de Franconville.

[16 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Linas et de ses environs (57 membres). Siège social : Linas.

Vosges [1^{er} mars 1895]. — Syndicat agricole de l'Est-norm. Siège social : mairie de Châtenois.

Algérie [15 janvier 1898]. — Syndicat corporatif des viticulteurs de la province d'Oran (3 membres).
Siège social : Rue des Filles du Calvaire, 10, à Paris.

2^e UNIONS DE SYNDICATS.

Ille-et-Vilaine [26 mars 1898]. — Union des syndicats fraternels de Rennes et d'Ille-et-Vilaine (5 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Saint-Louis, 12, à Rennes.

Meuse [9 avril 1898]. — Union de l'Aire des syndicats agricoles (4 chambres syndicales adhérentes).
Siège social : Chaumont-sur-Aire.

Seine [7 avril 1898]. — Fédération lithographique française (10 chambres syndicales adhérentes).
Siège social : rue des Étuves, 15, à Paris.

B. SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1^{er} SYNDICATS PATRONAUX.

Côte-d'Or [1892]. — Syndicat de l'industrie lainière de la Côte-d'Or (71 membres). Siège social : à l'Alcazar, rue des Godrans, à Dijon.

[1892]. — Syndicat des libraires de la région de Dijon (6 membres). Siège social : rue de la Liberté, à Dijon.

[1891]. — Syndicat de la charcuterie (4 membres). Siège social : café du Progrès, à Beaune.

Jura [1887]. — Chambre syndicale de la boulangerie de l'arrondissement de Saint-Claude.

Loiret [1890]. — Syndicat des grains, graines, fourrages et farines (5 membres). Siège social : mairie d'Orléans.

Pas-de-Calais [1894]. — Association amicale des médecins du bassin houiller du Pas-de-Calais (50 membres). Siège social : hôtel des Voyageurs, à Lens.

Basses-Pyrénées [1895]. — Syndicat des médecins de Biarritz (8 membres). Siège social : hôtel de ville, à Biarritz.

Rhône [1896]. — Syndicat des marchands des quatre-saisons de Lyon et de la banlieue (60 membres).
Siège social : bourse du travail, à Lyon.

Vaucluse [1897]. — Syndicat des expéditeurs vauclusiens (20 membres). Siège social : café de France, à Cavaillon.

Vosges [1884]. — Chambre syndicale du commerce en gros des liquides du département des Vosges (70 membres). Siège social : rue de Nancy, n° 63, à Épinal.

[1896]. — Chambre syndicale du bâtiment (44 membres). Siège social : Rambervillers.

[1896]. — Syndicat des agents généraux d'assurances à primes fixes de l'arrondissement de Remiremont (20 membres). Siège social : avenue Carnot, n° 11, à Remiremont.

2^o SYNDICATS OUVRIERS.

Aude (1896). — Chambre syndicale des ouvriers maraîchers de Narbonne (32 membres). Siège social : café du Petit-Continental, rue Victor-Hugo, à Narbonne.

[1893]. — Chambre syndicale des ouvriers fondeurs (27 membres). Siège social : rue de Barcelone, n° 12, à Narbonne.

[1885]. — Chambre syndicale des ouvriers chapeliers réunis de Chababre (20 membres). Siège social : école laïque de garçons, à Chababre.

Côte-d'Or [1897]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de Dijon et de la région (19 membres). Siège social : bourse du travail, à Dijon.

Finistère [1891]. — Chambre syndicale des ouvriers en métaux de Morlaix (65 membres). Siège social : Grande-Vendée, n° 18, à Morlaix.

[1894]. — Association fraternelle des ouvriers menuisiers, charpentiers et scieurs de long (17 membres). Siège social : place Saint-Martin, n° 12, à Brest.

[1894]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de Brest et des environs (35 membres). Siège social : place Amiral-Linois, n° 9, à Brest.

Gard [1891]. — Chambre syndicale des ouvriers cardeurs réunis du Vigan et d'Aulas (20 membres). Siège social : place de Bonald, au Vigan.

Ille-et-Vilaine [1896]. — Chambre syndicale des ouvriers maçons de Vitré (48 membres). Siège social : rue du Ruchapt, n° 67, à Vitré.

[1894]. — Syndicat des peintres en bâtiments (19 membres). Siège social : bourse du travail, à Rennes.

Loire [1892]. — Corporation des ouvriers tanneurs et corroyeurs de la ville de Roanne (35 membres). — Siège social : bourse du travail, à Roanne.

[1892]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de pierres de Roanne (14 membres). Siège social : rue Buson, n° 22, à Roanne.

[1881]. — Union des gareurs roannais (45 membres). Siège social : café Lespinasse, place Saint-Étienne, à Roanne.

[1895]. — Chambre syndicale du papier peint de la Loire (9 membres). Siège social : café des Négociants, place de l'Hôtel-de-Ville, à Saint-Étienne.

[1891]. — Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes du département de la Loire (250 membres). Siège social : bourse du Travail, à Saint-Étienne.

[1888]. — Chambre syndicale des ouvriers cordonniers de Saint-Étienne (53 membres). Siège social : bourse du Travail, à Saint-Étienne.

Haute-Loire [1891]. — Syndicat des ouvriers serruriers de la ville du Puy (25 membres). Siège social : Bourse du travail, au Puy.

Pas-de-Calais [1894]. — Chambre syndicale des commissionnaires publics de Boulogne-sur-Mer (21 membres). Siège social : bourse du travail, à Boulogne-sur-Mer.

Rhône [1889]. — Chambre syndicale des ouvriers tisseurs et similaires de Mardore (10 membres). Siège social : Mardore.

[1891]. — Chambre syndicale des tisseurs et similaires de Saint-Jean-la-Bussière (18 membres). Siège social : café Comby, à Saint-Jean-la-Bussière.

[1884]. — Chambre syndicale des tisseurs en velours et similaires de l'Arbresle (33 membres). Siège social : rue du Marché, à l'Arbresle.

Sarthe [1896]. — Chambre syndicale des ouvriers déformeurs en chaussures de la ville du Mans (30 membres). Siège social : bourse du travail, au Mans.

[1896]. — Chambre syndicale des ouvriers selliers, bourreliers, garnisseurs de la ville du Mans (29 membres). — Siège social : bourse du travail, au Mans.

[1894]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de pierres et maçons de la ville de la Flèche et du département de la Sarthe (45 membres). Siège social : la Flèche.

[1896]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers et charpentiers et parties similaires de la ville de la Flèche et du département de la Sarthe (38 membres). Siège social : la Flèche.

Vosges [1893]. — Union confraternelle des clercs de notaire de l'arrondissement de Saint-Dié (16 membres). Siège social : rue Thiers, n° 12, à Saint-Dié.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Ain [1888]. — Syndicat viticole de Poucin (65 membres). Siège social : Poucin.

Aude [1891]. — Syndicat agricole interdépartemental de l'Association viticole méridionale (5,800 membres). Siège social : rue de la République, n° 3, à Narbonne.

Charente-Inférieure [1886]. — Comité syndical agricole de l'arrondissement de Saintes (800 membres). Siège social : Saintes.

[1886]. — Syndicat des agriculteurs de l'arrondissement de la Rochelle (250 membres). Siège social : rue des Dames, n° 6, à la Rochelle.

[1889]. — Syndicat central des agriculteurs de la Charente-Inférieure (550 membres). Siège social : rue des Ormeaux, n° 1, à la Rochelle.

Côte-d'Or [1889]. — Syndicat agricole de Saint-Germain (119 membres). Siège social : Saint-Germain.

Côtes-du-Nord [1889]. — Syndicat central des agriculteurs des Côtes-du-Nord (2,000 membres). Siège social : rue de Brest, n° 24, à Saint-Brieuc.

Haute-Loire [1893]. — Syndicat agricole et viticole de Lamothe (29 membres). Siège social : Lamothe.

Haute-Marne [1893]. — Syndicat viticole de Suzannecourt (69 membres). — Siège social : mairie de Suzannecourt.

Basses-Pyrénées [1886]. — Syndicat agricole de Saint-Jean-de-Luz (194 membres). Siège social : rue Tourasse, n° 2, à Saint-Jean-de-Luz.

[1893]. — Syndicat des cultivateurs du hameau de Pau (55 membres). Siège social : chemin du Buros.

Sarthe [1890]. — Syndicat agricole du canton de Saint-Paterne (310 membres). Siège social : hôtel Médard, à Saint-Paterne.

Tarn-et-Garonne [1888]. — Syndicat agricole de Saint-Amans (60 membres). Siège social : Saint-Amans.

UNIONS DE SYNDICATS.

Ile-et-Vilaine [1894]. — Fédération locale de Rennes (19 chambres syndicales adhérentes). Siège social : place du Champ-Jacquet, n° 14, à Rennes.

Rhône [1891]. — Fédération nationale des corporations du bâtiment [Conseil régional de l'Est], (6 chambres syndicales adhérentes). Siège social : place Saint-Pothin, n° 10, à Lyon.

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS

d'après des renseignements extraits de l'*Annuaire des syndicats professionnels*
publié par l'Office du Travail.

Comme suite aux renseignements publiés dans les *Bulletins* précédents, on trouvera ci-après des tableaux classant les syndicats d'après l'année de fondation, d'après les groupes professionnels et d'après les professions. Ces tableaux ont été composés à l'aide de matériaux extraits de l'*Annuaire des Syndicats professionnels*, mais ils n'ont pas encore paru dans cet *Annuaire*. On trouvera de petites différences entre certains totaux de ces tableaux et les totaux correspondants de l'*Annuaire*. Elles proviennent de différences de classement ou de rectifications résultant de renseignements nouveaux.

Syndicats suivant l'année de fondation.

ANNÉES DE FONDATION.	NOMBRE DE SYNDICATS				TOTAL.	NOMBRE DE MEMBRES DES SYNDICATS				TOTAL.
	patronaux	ouvriers.	mixtes.	agricoles.		patronaux.	ouvriers.	mixtes.	agricoles.	
1498.....	1	"	"	"	1	43	"	"	"	43
1519.....	1	"	"	"	1	49	"	"	"	49
1600.....	1	"	"	"	1	8	"	"	"	8
1696.....	1	"	"	"	1	26	"	"	"	26
1769.....	1	"	"	"	1	8	"	"	"	8
1801.....	1	"	"	"	1	1,323	"	"	"	1,323
1805.....	1	"	"	"	1	962	"	"	"	962
1807.....	1	"	"	"	1	81	"	"	"	81
1808.....	1	1	"	"	1	450	"	"	"	450
1809.....	1	"	"	"	1	514	"	"	"	514
1810.....	1	"	"	"	1	69	"	"	"	69
1817.....	1	"	"	"	1	212	"	"	"	212
1818.....	1	"	"	"	1	222	"	"	"	222
1821.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1824.....	2	"	"	"	2	720	"	"	"	720
1825.....	1	"	"	"	1	223	"	"	"	223
1829.....	1	"	"	"	1	205	"	"	"	205
1830.....	1	"	"	"	1	287	"	"	"	287
1831.....	1	"	"	"	1	196	"	"	"	196
1832.....	1	1	"	"	1	58	"	"	"	58
1833.....	"	1	"	"	1	"	50	"	"	50
1834.....	"	"	"	"	"	"	78	"	"	78
1837.....	1	"	"	"	1	94	"	"	"	94
1839.....	"	"	"	"	"	"	2,965	"	"	2,965
1840.....	1	"	"	"	1	170	"	"	"	170
1842.....	1	"	"	"	1	72	"	"	"	72
1843.....	1	"	"	"	1	53	"	"	"	53
1844.....	2	"	"	"	2	951	"	"	"	951
1845.....	3	"	"	"	3	502	"	"	"	502
1846.....	1	"	"	"	1	1,782	"	"	"	1,782
1847.....	1	"	"	"	1	431	"	"	"	431
1848.....	2	"	"	"	2	490	"	"	"	490
1848.....	1	"	"	"	1	39	"	"	"	39
1853.....	1	"	"	"	1	61	"	"	"	61
1854.....	1	"	"	"	1	375	"	"	"	375
1855.....	2	"	"	"	2	69	"	"	"	69
1856.....	2	"	"	"	2	110	"	"	"	110
1858.....	1	"	"	"	1	275	"	"	"	275
1859.....	2	"	"	"	2	912	"	"	"	912
1859.....	8	"	"	"	8	1,242	300	"	"	1,542
1860.....	9	1	"	"	10	475	"	"	"	475
1861.....	8	"	"	"	8	858	750	"	"	1,608
1862.....	6	1	"	"	7	1,058	680	"	"	1,738
1863.....	9	2	"	"	11	331	1,088	"	"	1,419
1864.....	6	"	"	"	6	"	2,800	"	"	2,800
1865.....	4	4	1	"	9	"	"	"	"	"

Syndicats suivant l'année de fondation et par groupes professionnels.

ANNÉES de FONDATION.	SYNDICATS PATRONAUX.										SYNDICATS OUVRIERS.										SYNDICATS AGRICOLES.
	GROUPES PROFESSIONNELS.										GROUPES PROFESSIONNELS.										
	Pêche.	Forêts et agriculture.	Industries extractives.	Industries de transformation.	Industries de transport.	Commerce.	Professions libérales.	Service des personnes.	Administrations publiques.	TOTAUX.	Pêche.	Forêts et agriculture.	Industries extractives.	Industries de transformation.	Industries de transport.	Commerce.	Professions libérales.	Service des personnes.	Administrations publiques.	TOTAUX.	
1498.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1549.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1600.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1696.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1769.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1801.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1805.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1807.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1808.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1809.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1810.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1817.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1818.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1824.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1825.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1826.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1831.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1832.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1833.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1834.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1837.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1839.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1840.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1841.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1843.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1844.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1845.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1846.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1847.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1848.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1853.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1854.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1855.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1856.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1858.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1859.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1860.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"

359

SYNDICATS MIXTES.

SYNDICATS MIXTES.

Syndicats d'après le nombre de membres et par groupes professionnels.

SYNDICATS PATRONAUX.

NOMBRE DE MEMBRES.		GROUPES PROFESSIONNELS.									NOMBRE de SYNDICATS	
		Professions mal déterminées.	Pêche.	Forêts et Agriculture.	Industries extractives.	Industries de transformation.	Industries de transport.	Commerce.	Professions libérales.	Service des personnes.	Administrations publiques.	
De	1 à 10	"	"	3	2	66	3	34	12	"	1	121
	11 20	"	1	5	3	149	8	91	53	4	"	314
	21 30	"	1	7	"	160	15	90	46	6	"	326
	31 40	"	2	3	2	88	7	56	43	4	"	205
	41 50	"	1	3	"	63	3	51	28	1	"	150
	51 60	"	2	2	"	46	4	44	22	2	"	122
	61 70	"	"	1	"	33	4	25	14	1	"	78
	71 80	"	"	2	"	27	7	17	8	2	"	63
	81 90	"	1	2	"	16	"	16	7	1	"	43
	91 100	"	2	3	"	18	"	19	4	"	"	46
	101 110	"	"	1	"	12	"	14	6	1	"	34
	111 120	"	"	1	"	8	1	7	3	"	"	20
	121 130	"	"	"	"	6	"	9	2	1	"	18
	131 140	"	"	2	"	3	"	4	3	"	"	12
	141 150	"	"	1	"	7	1	6	2	1	"	18
	151 160	"	"	1	"	2	"	6	2	"	"	11
	161 170	"	"	"	"	3	2	8	"	"	"	13
	171 180	"	"	"	"	6	"	2	"	"	"	8
	181 190	"	"	"	"	3	"	1	1	"	"	5
	191 200	"	1	2	"	4	1	6	1	"	"	15
	201 300	"	1	5	"	12	1	8	4	1	"	32
	301 400	"	"	"	"	4	1	6	3	1	"	15
	401 500	"	"	1	"	5	"	7	1	"	"	14
	501 1.000	"	1	3	"	6	2	2	5	1	"	20
	1.100	"	"	1	"	"	"	1	"	"	"	2
	1.200	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	1
	1.321 1.330	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	1
	1.751 1.760	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	1
	1.781 1.790	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	1
	2.431 2.440	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	1
	2.821 2.830	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	1
	3.341 3.350	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	1
	4.000	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	1
	7.461 7.470	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	1
Inconnus.....		"	"	"	"	5	2	7	2	1	"	17
TOTAL.....		"	15	48	7	754	62	544	272	28	1	1.731

Syndicats d'après le nombre de membres et par groupes professionnels.

SYNDICATS OUVRIERS.

NOMBRE DE MEMBRES.			GROUPES PROFESSIONNELS.										NOMBRE de SYNDICATS
			Professions mal déterminées.	Pêche.	Forêts et Agriculture.	Industries extractives.	Industries de transformation.	Industries de transport.	Commerce.	Professions libérales.	Service des personnes.	Administrations publiques.	
De	1 à	10	1	"	1	1	95	4	6	3	"	"	111
	11	20	"	"	2	4	227	5	18	6	4	3	260
	21	30	"	"	8	5	250	7	18	7	7	6	308
	31	40	1	"	2	2	193	7	11	4	4	4	228
	41	50	"	"	3	3	175	8	8	1	4	4	206
	51	60	"	2	7	"	113	6	7	2	1	3	141
	61	70	"	1	7	1	79	4	2	2	1	1	98
	71	80	"	"	6	4	91	3	10	2	"	3	119
	81	90	"	"	3	1	46	5	3	1	1	"	60
	91	100	"	1	3	3	41	6	5	"	1	2	62
	101	200	1	"	9	9	263	11	23	5	"	8	329
	201	300	1	"	5	9	84	7	7	"	"	3	116
	301	400	"	"	1	7	40	1	9	2	"	1	61
	401	500	"	"	1	1	19	"	2	1	1	1	26
	511	1.000	"	"	3	4	35	5	7	1	"	6	61
	1.010	2.000	"	"	"	4	14	"	1	1	1	2	23
	2.200	3.910	"	"	"	"	5	2	3	"	2	"	12
	5.800	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1
	6.220	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1
	6.521	6.530	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	1
	7.640	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	1
	10.921	10.930	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	1
	30.000	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	1
	68.351	68.360	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	1
Inconnus.....			"	"	1	"	16	1	2	"	1	1	22
TOTAUX....			5	4	62	59	1.787	85	142	38	28	49	2.259

Syndicats d'après le nombre de membres et par groupes professionnels.

SYNDICATS MIXTES.

GROUPES PROFESSIONNELS.												
NOMBRE DE MEMBRES.		Professions mal déterminées.	Pêche.	Jardins et Agriculture.	Industries extractives.	Industries de transformation.	Industries de transport.	Commerce.	Professions libérales.	Service des personnes.	Administrations publiques.	NOMBRE de SYNDICATS
De	1 à	10	"	"	1	"	6	1	2	"	"	10
	11	20	"	"	"	"	6	1	3	1	1	12
	21	30	"	"	"	"	11	1	4	1	"	17
	31	40	"	"	"	"	17	"	1	2	"	20
	41	50	"	"	1	"	5	1	3	1	"	11
	51	60	"	"	2	"	6	1	1	"	"	10
	61	70	"	1	2	"	9	1	1	"	"	14
	71	80	"	1	"	"	4	1	"	"	"	6
	81	90	"	"	2	"	3	1	"	"	"	6
	91	100	"	"	"	"	1	1	1	"	"	3
	101	200	"	"	1	"	27	2	5	"	"	35
	201	400	"	"	"	1	6	"	1	1	"	3
	500	950	"	1	"	1	5	"	1	1	"	9
	1.220	"	"	"	"	1	1	"	"	"	"	1
	1.400	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	2
	1.950	"	"	"	1	"	"	"	"	"	1	1
	2.200	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1
	2.800	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	1
Inconnus.....			"	1	"	"	"	"	"	"	"	1
TOTAUX.....		"	4	10	2	110	11	23	7	1	1	169

SYNDICATS AGRICOLES.											
NOMBRE DE MEMBRES.		NOMBRE de SYNDICATS.	NOMBRE DE MEMBRES.		NOMBRE de SYNDICATS.	NOMBRE DE MEMBRES.		NOMBRE de SYNDICATS.			
De	1 à	10	12	De	171 à	180	20	De	4.150 à	"	1
	11	20	45		181	190	11		4.210	"	1
	21	30	78		191	200	24		4.900	"	1
	31	40	77		201	300	117		5.000	"	1
	41	50	88		301	400	68		5.650	"	1
	51	60	77		401	500	35		5.800	"	1
	61	70	61		501	600	23		6.700	"	1
	71	80	65		601	700	15		7.070	"	1
	81	90	49		711	800	10		7.200	"	1
	91	100	44		821	1.000	25		7.500	"	1
	101	110	45		1.001	1.500	40		9.200	"	1
	111	120	43		1.511	1.500	18		12.000	"	1
	121	130	32		2.000	3.000	17		12.500	"	1
	131	140	27		3.320	"	1		Inconnus.....		7
	141	150	43		3.471	3.480	1				
	151	160	20		3.500	"	2				
	161	170	12		4.040	"	1				
TOTAUX.....				1.266							

Syndicats par professions.

A. SYNDICATS PATRONAUX.

DESIGNATION DES PROFESSIONS.	NOMBRE		DESIGNATION DES PROFESSIONS.	NOMBRE				
	de SYNDI- CATS.	de MEMBRES		de SYNDI- CATS.	de MEMBRES			
1. — PÊCHE.								
Marins, pêcheurs, ostréiculteurs.....	16	3 950	Industrie cotonnière.....	2	153			
Pêcheurs de morues.....	1	28	Filature et tissage de laine.....	3	146			
2. — FORÊTS, AGRICULTURE.								
Marchands de bois exploitants.....	1	23	Fabricants de couvertures, tricotés et tissus élastiques.....	1	15			
Viticulteurs.....	1	800	Mouliniers et tisseurs de soie.....	8	1.147			
Agriculteurs, maraîchers.....	6	817	Teinturiers, apprêteurs et moireurs...	1	57			
Cultivateurs de champignons.....	1	30	Bonneteries.....	3	148			
Horticulteurs, fleuristes.....	25	2.717	Talles, dentelles et broderies.....	1	312			
Laitiers, nourrisseurs.....	11	1.772	Fabricants de lacets et passementiers.	2	86			
Éleveurs, commerce de chevaux.....	8	1.706	Tapissiers, fabricants de stores et en- seignes.....	3	160			
Apiculteurs.....	1	250	Literie.....	1	75			
3. — INDUSTRIES EXTRACTIVES.								
Houillères.....	3	28	Tailleurs et confection pour hommes, dames et enfants.....	19	1.183			
Mines métalliques.....	1	12	Fabricants de corsets et fournitures...	1	70			
Carrieres.....	1	81	Fabricants de chemises, cols et lingerie	3	98			
4. — INDUSTRIES DE TRANSFORMATIONS.								
a. Produits alimentaires.								
Meunerie.....	16	1.021	Fabricants de chapeaux pour hommes et pour dames.....	6	232			
Pâtes alimentaires.....	2	28	Fabricants de fleurs et plumes.....	3	383			
Rizierie.....	1	6	Fabricants de couronnes funéraires...	1	25			
Fabricants de sucre et raffinés.....	1	319	Industrie des cheveux.....	1	10			
Distillateurs, rectifie, d'alcool et kirsch	6	211	Blanchisseurs et maîtres de lavoie...	6	382			
Brasseurs, fabr. d'eaux gazeuses et cidre	26	1.456	Teinturiers dégraisseurs.....	2	67			
Propri. de sources minérales et thermales	1	18	e. Industrie du cuir.					
Liquoristes.....	1	51	Tanneurs, corroyeurs et mégissiers...	17	1.031			
Fabricants de fécula et glucose.....	1	102	Teinturiers et pareurs en peaux.....	3	30			
Boulangers, pâtisseries, confiseurs et chocolatiers.....	168	9.879	Fournisseurs et pelletiers.....	2	82			
Fabricants de moutarde, chiorée et choucroute.....	3	36	Maroquinerie et articles de voyage...	3	81			
Conserves alimentaires et fruits.....	3	15	Bourrelleurs et selliers.....	3	124			
Bouchers, charcutiers et tripiers.....	117	8.933	Fabricants de chaussures.....	17	461			
b. Produits chimiques.						Fabricants de gants.....	1	190
Engrais et phosphate (Fabricants et commerce d').....	5	278	f. Industrie du bois.					
Fabricants de produits chimiques et pharmaceutiques.....	1	365	Charpentiers, menuisiers et parqueteurs	21	793			
Fabr. de corps gras, stéarine et savons	3	154	Carrossiers, charrons et peintres en voitures.....	6	307			
Fabricants de parfumerie.....	1	55	Tonnelliers.....	4	119			
Éclairage (cire et pétrole).....	2	20	Sabotiers et galochiers.....	5	56			
Éclairage (gaz et électricité).....	5	276	Encadreur, découpeurs, moudriers et modelleurs.....	5	136			
Industrie des aluns.....	1	#	Fabricants d'ameublement et mobilier	22	863			
Raffineries de soufre.....	1	6	d'enseignement (1).....	1	21			
Fabricants de couleurs et vernis.....	1	75	Dessinateurs et graveurs sur bois...	1	10			
Gaoutchoue, gutta et toiles cirées.....	2	110	Laxetiers et malletiers.....	1	60			
c. Papier, carton, industrie du liège.						Fabricants d'appareils photographiques	1	60
Fabricants de pâtes à papier, cellulose et papier.....	8	648	Fabricants de pianos et instruments de musique.....	2	129			
Relieurs et cartonniers.....	4	152	Fabricants de tabletterie et jouets...	2	183			
Imprimeurs typographes et lithographes	20	2.755	Fabricants de balais et broserie.....	2	81			
Fabricants d'images religieuses et objets de piété.....	1	34	Vanniers.....	1	6			
Fabricants de papier peint et graveurs pour impression.....	3	37	g. Industrie des métaux.					
Photographie et photogravure.....	2	111	Métallurgistes et constructeurs méca- niciens.....	14	800			
d. Industries textiles.						Forges et boulonneries.....	4	170
Industries textiles et tissage mécanique	1	222	Constructeurs de machines agricoles..	1	150			
Corderies.....	1	14	Fabricants de vélocipèdes et machines à coudre.....	5	153			
Filature et tissage de lin.....	2	26	Fabricants de serrurerie, de coffres- forts et électriciens.....	11	779			
			Voitures d'enfants et chevaux méca- niques.....	1	12			
			Couteliers.....	2	98			

(1) Un syndicat n'a pas fait connaître le nombre de ses membres.

(1) Un syndicat n'a pas fait connaître le nombre de ses membres.

DÉSIGNATION DES PROFESSIONS.	NOMBRE		DÉSIGNATION DES PROFESSIONS.	NOMBRE	
	de SYNDI- CATS.	de MEMBRES		de SYNDI- CATS.	de MEMBRES
Marchands ferrants.....	3	172	Commerce de cafés.....	1	87
Chaudronniers (1).....	2	25	Marcheurs et commerce de poisson...	8	276
Fabricants d'appareils de chauffage...	1	35	Restaurateurs, marchands de vins et hôtelières.....	51	16,610
Canonnière et armurerie.....	3	96	Marchands de charbon (de bois et de terre).....	15	285
Ferblantiers, fabricants de lampes et cuivrie.....	2	28	Commerce d'huiles, savons et produits chimiques.....	5	222
Orfèvre et bronze imitation et d'église...	4	303	Libraires, papetiers et marchands de journaux.....	20	1,115
Troillogeurs et étalagistes (1).....	2	10	Commerce de la musique.....	1	25
Poids et mesures et instrum. d'optique.	3	138	Commerce de coton, soie, laine et chiffons.....	8	40
Instruments et appareils de l'art mé- dical.....	1	101	Commerce de cuirs et crêpis.....	1	31
Poterie d'étain.....	1	16	Commerce de la bimbeloterie et articles de Paris.....	1	9
Articles de Paris.....	1	677	Commerce de quincaillerie et vieux métaux.....	5	320
Horlogerie, bijouterie et orfèvrerie ar- gent.....	23	1,718	Négociants selliers.....	1	19
Batteurs d'or, doreurs et argentiers...	2	88	Marchands de matériaux de construction	5	240
Chefs d'ateliers guimpiers.....	1	85	Commerce des bois d'industrie et d'ébénisterie.....	21	1,237
Graveurs et estampeurs.....	2	101	Négociants en bouchons, bouteilles et futaillies (1).....	2	38
h. Industrie du bâtiment.			Marchands de meubles, pianos et ar- ticles de ménage.....	3	62
Marbriers et articles funéraires.....	3	184	Marchands de papiers peints.....	3	49
Tailleurs de pierre, statuaires et sculp- teurs.....	4	82	Bazars.....	1	30
Entrep. de bâtiments et travaux publics	83	6,209	Débitants de tabacs.....	1	200
Entrepreneurs de démolition.....	1	28	Directeurs de manège et loueurs de vélocepede.....	2	63
Entrepreneurs de ravalement et de peinture.....	8	426	Entrepreneurs de fêtes publiques...	2	38
Entrepren. de plâtrerie et de fomisterie	3	236	Usiniers et loueurs de force motrice...	1	26
Entrepreneurs de travaux en ciment...	1	13	Concessionnaires des droits de com- mune, département et Etat.....	1	30
Ferblanterie, plomberie et couverture.	11	430	Peseurs et mesureurs assermentés...	1	5
i. Travail des terres au feu.			Commerce des sucres.....	1	170
Fabricants de ciment.....	2	18	Transitaires.....	1	8
Céramique, faïencerie et porcelaine...	8	447	Marchands forains et colporteurs...	6	3,024
Fabricants de cadres d'émail.....	1	20	Directeurs de concerts, bals et cirques.	1	21
Cristaux, verrerie et bouteilles.....	3	137	Illusionnistes et prestidigitateurs...	1	50
Miroitiers et biseauteurs.....	2	85	Bureaux de placement autorisés.....	2	121
5. INDUSTRIE DES TRANSPORTS.			Hommes d'affaires et recev. de rentes.	4	90
Entrepreneurs arimeurs.....	1	14	Banquiers.....	7	519
Fort aux farines.....	1	120	Marchands de reconnaissances du mont- de-piété.....	2	82
Camionneurs, messagers et déménage- eurs (1).....	10	599	Représentants de compagnies d'assu- rances (2).....	35	697
Débarqueurs et conducteurs de bestiaux.	1	25	Défenseurs agréés.....	2	18
Voitures de remise, de place et om- nibus (1).....	27	1,386	7. PROFESSIONS LIBÉRALES.		
Armateurs, capitaines au long cours et hôteliers.....	20	2,475	Professeurs d'armes.....	4	283
6. COMMERCE.			Experts.....	2	33
Commerce, courtiers, importateurs et exportateurs.....	13	1,097	Dessinateurs industriels.....	1	30
Grainetierie, fourrage, farine et huile.	17	1,748	Architectes et géomètres.....	22	2,699
Marchands de bestiaux.....	5	150	Chimistes, essayeurs et ingénieurs...	4	310
Levure de bière.....	1	20	Journaux réunis (3).....	21	1,825
Négociants en amandes.....	1	30	Artistes peintres, sculpteurs et graveurs	2	190
Négociants en pommes de terre.....	1	30	Médecins et pharmaciens (1).....	197	10,195
Facteurs, expéditeurs et marchands aux halles.....	13	1,368	Sages-femmes.....	3	71
Commerce de vins et spiritueux.....	96	6,171	Herboristes.....	3	277
Négociants en huiles, conserves et épicerie.....	25	3,979	Chirurgiens-dentistes.....	7	787
Commerce de cidre, bière et eaux mi- nérales.....	4	119	Médecins et vétérinaires.....	4	279
Beurre, œufs, fromage, salaisons et gibier.....	10	775	Bains (1).....	1	"
Primeurs, fruits et légumes.....	11	304	Magnétiseurs et masseurs.....	1	27
Crémiers, fruitiers et quatre-saisons (1).	20	3,236	Coiffeurs et parfumeurs.....	27	2,413

(1) Un syndicat n'a pas fait connaître le nombre de ses membres.

(2) Quatre syndicats n'ont pas fait connaître le nombre de leurs membres.

(3) Vingt syndicats n'ont pas fait connaître le nombre de leurs membres.

B. — SYNDICATS OUVRIERS.

DÉSIGNATION DES PROFESSIONS.	NOMBRE		DÉSIGNATION DES PROFESSIONS.	NOMBRE	
	de SYNDI- CATS.	de MEMBRES		de SYNDI- CATS.	de MEMBRES
1. — PÊCHE.			d. Industries textiles.		
Matelots pêcheurs.....	4	290	Fileurs, cordeurs et tisseurs.....	20	3.392
2. — FORÊTS, AGRICULTURE.			Gareurs, liseurs et ourdisseurs.....	5	337
Bûcherons, ouvriers agricoles, horti- culteurs (1).....	60	7.591	Cordiers et tisseurs de toile.....	34	5.611
3. — INDUSTRIES EXTRACTIVES.			Industrie cotonnière.....	9	3.350
Ouvriers mineurs.....	37	43.155	Industrie lainière.....	27	7.533
Carriers, tailleurs de pierre, plâtriers.	17	2.393	Ouvriers de tissus élastiques, enlaceurs et rentreurs.....	4	131
Ouvriers ardoisiers.....	3	755	Tapissiers en grosse moquette.....	1	200
4. — INDUSTRIES DE TRANSFORMATION.			Dévideurs, tisseurs de soie et velours.	21	7.842
a. Produits alimentaires.			Imprimeurs, teinturiers et apprêteurs.	19	2.004
Meuniers, rhabilleurs.....	2	391	Bonneters et similaires.....	10	1.250
Ouvriers vermicelliers.....	1	32	Ouvriers en tulles et dentelles.....	7	2.100
Raffineurs, confiseurs, liquoristes.	6	877	Brodeurs, dessinateurs pour étoffes..	7	329
chocolatiers.....	61	5.125	Passementiers, rubaniers et chenil- leurs (1).....	11	1.350
Boulangers, pâtisseries, biscuitiers (2).	1	20	Voiliers.....	4	124
Ouvriers en amandes.....	3	711	Ouvriers en toiles cirées.....	1	50
Châreuteurs, ouvriers d'abattoirs et boudoirs.....	1	35	Ouvriers tapissiers-décorateurs.....	15	1.123
Sécheurs de morues.....	1	35	Ouvriers tailleurs, confectionneurs et couturiers.....	46	1.060
b. Produits chimiques.			Ouvrières corsetières.....	1	40
Produits chimiques et margariniers (1).	2	350	Coupeurs-chemisiers et ouvriers en lingerie.....	3	195
Savonniers et huiliers.....	2	200	Ouvriers des fournitures militaires...	5	329
Ouvriers et employés du gaz.....	6	12.578	Ouvriers en parapluies.....	1	10
Raffineurs de pétrole.....	1	73	Chapeliers, fondeurs et approprieurs.	20	2.809
Ouvriers caoutchoutiers.....	1	200	Fleuristes, feuellagistes et plumassiers.	3	191
Ouvriers cartouchiers.....	1	103	Blanchisseurs et similaires (1).....	3	115
c. Papier, Carton, Industrie du livre.			Teinturiers-dégraisseurs.....	1	250
Papetiers, cartonniers et relieurs....	13	941	e. Industrie du cuir.		
Imprimeurs et typo-lithographes (1)...	143	10.452	Tanneurs, corroyeurs et mégissiers...	30	4.726
Graveurs, imprimeurs sur papier peint, taille-douce.....	7	621	Mégissiers de rivière, palissonniers et chamoisiers (1).....	16	3.490
Phototypers, graveurs et photo- graphes.....	5	300	Ponceurs et doleurs de peaux.....	2	202
			Hongroyeurs.....	1	50
			Maroquiniers et similaires.....	1	120
			Ouvriers à la machine.....	1	37
			Ouvriers teinturiers en peaux.....	3	321
			Vernisseurs sur cuir.....	1	60
			Coupeurs de poils.....	2	260
			Ouvriers pelletiers-fourreurs.....	3	431
			Bourrelliers, selliers et harnacheurs (1).	14	696
			Garniers et portefeuillelistes.....	2	210
			Ouvriers en caillots anglais.....	1	8
			Ouvriers malletiers.....	4	288
			Boursiers-découpeurs.....	1	149
			Cordonniers, galochiers et sabotiers...	80	6.020
			Trepointers et espadrilliers.....	3	112
			Ouvriers gantiers.....	12	3.095

(1) Un syndicat n'a pas fait connaître le nombre de ses membres.

(2) Deux syndicats n'ont pas fait connaître le nombre de leurs membres.

DESIGNATION DES PROFESSIONS.	NOMBRE		DESIGNATION DES PROFESSIONS.	NOMBRE	
	de SYNDI- CATS.	de MEMBRES		de SYNDI- CATS.	de MEMBRES
<i>f. Industrie du bois.</i>					
Charpentiers et menuisiers.....	111	7.310	Litiers et similaires.....	2	112
Sciurs-découpeurs.....	13	813	Chaudronniers en fer et cuivre.....	18	1.613
Fabricants de caisses.....	2	119	Frappeurs-forgerons.....	7	1.013
Charpentiers de navires et callats.....	5	410	Mécaniciens, ajusteurs et tourneurs (2).....	24	3.519
Rampistes en bois.....	1	40	Ouvriers des machines élévatoires (2).....	2	130
Parqueteurs et replanisseurs.....	4	163	Ouvriers balanciers.....	2	71
Charçons, carrossiers et peintres en voitures.....	14	968	Ouvriers monteurs de jacquarts.....	1	22
Tonneliers-fondriers.....	37	2.327	Ouvriers électriciens.....	4	222
Outilleurs sur bois.....	1	11	Travailleurs sur cuivre.....	3	249
Caissiers-layetiers et emballeurs.....	1	580	Riveurs-charfreineurs.....	1	253
Mouleurs et finisseurs.....	1	82	Tourneurs-décolleteurs.....	1	150
Blanchisseurs de cadres.....	1	135	Ouvriers serlisseurs.....	1	262
Treillageurs rustiqueurs.....	1	45	Ouvriers en fermoirs de bourses.....	1	40
Ouvriers en manches de parapluie, cannes.....	1	300	Ouvriers en instruments de chirurgie.....	1	160
Ouvriers en ameublement.....	33	2.028	Ouvriers en instruments de précision.....	1	660
Fabricants de fauteuils, chaises et em- pailleurs.....	6	152	Ouvriers opticiens.....	2	383
Doreurs sur bois (1).....	1	"	Ouvriers en bronze et imitation.....	5	2.040
Tourneurs-vernisseurs.....	5	160	Sculpteurs-modeleurs sur bronze.....	1	80
Coffretiers-malletiers.....	2	202	Polisseurs et nickeleurs.....	3	775
Ouvriers en instruments de musique.....	2	121	Acheveurs, ciseleurs et coquilleurs.....	3	179
Ouvriers boucheonniers.....	1	125	Ferblantiers, plombiers et zingueurs.....	24	2.751
Tabletters, boutonnières et évantail- listes.....	10	569	Tisseurs sur métaux.....	2	38
Ouvriers broisseurs.....	8	371	Tôliers-fumistes.....	2	455
Ouvriers de la vannerie et sparterie.....	8	1.372	Fondeurs typographiques, stéréotypeurs et galvanos.....	3	110
Ouvriers en crius.....	2	361	Ferblantiers-lampistes.....	1	117
Fabricants de balais.....	2	60	Ferblantiers-boitiers.....	9	787
Ouvriers en plumeaux.....	1	95	Lanterniers pour voitures.....	1	150
Ouvriers en peignes.....	1	70	Ouvriers ornementistes sur métaux.....	1	86
Ouvriers en celluloïd et similaire.....	1	160	Ouvriers en compteurs d'étain.....	1	45
Ouvriers en pipes (article de Saint- Claude).....	1	80	Graveurs, ciseleurs et guillocheurs.....	4	411
<i>g. Industrie des métaux.</i>			Timbreurs héraldiques.....	1	25
Mouleurs et noyanteurs en fer et cuivre.....	28	4.778	Ouvriers horlogers.....	2	702
Métallurgistes en cuivre, fer et acières.....	82	15.303	Monteurs de boîtes or et argent.....	2	255
Modeleurs mécaniciens.....	4	492	Repasseurs-remonteurs.....	1	66
Trefileurs et pointiers (1).....	3	135	Doreurs-argentiers de bijouterie de fantaisie.....	8	950
Étireurs au banc.....	1	62	Ouvriers de l'orfèvrerie.....	3	136
Boulonniers.....	1	40	Sertisseurs en bijouterie.....	1	33
Charpentiers en fer.....	3	176	Ouvriers batteurs d'or.....	1	28
Forgerons et serruriers en voitures.....	2	173	Ouvriers lapidaires diamantaires.....	3	408
Serruriers-ajusteurs.....	21	1.367	<i>h. Industrie du bâtiment.</i>		
Marcheux ferrants.....	4	258	Marbriers du meuble.....	8	916
Ouvriers en rasoirs.....	1	18	Marbriers de cheminée.....	1	1.000
Ouvriers en limes.....	4	304	Taillleurs de pierres (1).....	33	1.588
Estampeurs et découpeurs sur métaux.....	1	270	Sculpteurs-statnaires et mouleurs.....	11	1.341
Taillleurs sur acier.....	1	110	Smilleurs de pavé et granitiers.....	3	281
Ouvriers navetiers et similaires.....	1	17	Graveurs de cimetières.....	1	30
Grillageurs à la main.....	1	30	Casseurs de railloux et journaliers.....	1	113
			Maçons, tailleurs de pierres et plâ- triers (2).....	114	1.767
			Terrassiers, draineurs et puisatiers.....	11	1.465
			Ouvriers démolisseurs.....	1	153
			Plâtriers, plafonneurs et stucateurs.....	23	1.157

(1) N'a pas fait connaître le nombre de ses membres.

(2) Un syndicat n'a pas fait connaître le nombre de ses membres.

DÉSIGNATION DES PROFESSIONS.	NOMBRE		DÉSIGNATION DES PROFESSIONS.	NOMBRE	
	de SYNDI- CATS.	de MEMBRES		de SYNDI- CATS.	de MEMBRES
<i>h. Industrie du bâtiment. (Suite.)</i>			Employés des marchés et crieurs-ven- deurs.....		
Cimentiers, paveurs et bitumiers....	7	483	Placiers de chapellerie et plumes....	3	101
Carreleurs mosaïstes.....	4	231	Représentants en bijouterie.....	2	232
Peintres, vitriers et colleurs de pa- piers (1).....	62	3.952	Représentants en vins et spiritueux....	1	44
Tôliers, potiers et fumistes.....	5	646	Courtiers de maisons d'abonnement...	1	19
Plombiers, couvreurs et gaziers.....	21	874	Employés de l'alimentation.....	2	278
Estampes peuliers.....	1	42	Courtiers en fruits, crieurs et ven- deurs.....	4	90
<i>j. Travail des terres au feu.</i>			Garçons bouchers et tripiers.....	9	196
Chaufourniers, carriers et cimentiers.	3	856	Garçons limonadiers, restaurateurs et hôtels (1).....	29	2.584
Briquettiers.....	1	20	Cuisiniers et garçons de cuisine....	13	5.470
Céramistes, potiers, maçoniers et tourneurs.....	12	1.095	Employés des entrepôts.....	2	1.857
Pipiers.....	1	56	Peseurs des halles et marchés.....	1	176
Ouvriers mouffettiers.....	1	70	<i>7 et 8. — PROFESSIONS DIVERSES ET SERVICE DES PERSONNES.</i>		
Ouvriers faïenciers.....	2	220	Écrivains et employés de la publicité.	1	371
Ouvriers porcelainiers et similaires (1).	2	1.738	Vendeurs de journaux et librairie....	5	119
Mosaïstes.....	1	27	Chiffonniers.....	1	7
Cristalliers et verriers.....	33	4.034	Clercs de notaires.....	2	34
Miroitiers, tailleurs de verres et cris- taux.....	5	430	Sténographes-dactylographes.....	5	256
Boucheurs à l'émeri.....	1	70	Employés de l'enseignement privé....	2	122
Peintres, graveurs sur verre et porce- laine.....	2	145	Mètres-vérificateurs.....	1	69
Émaillleurs de cadrans.....	1	15	Journalistes.....	7	342
<i>5. — INDUSTRIE DES TRANSPORTS.</i>			Artistes, musiciens, théâtres et cirques.	14	1.581
Camionneurs, conducteurs et livreurs.	13	1.315	Interprètes et guides.....	1	22
Employés du nettoyage de la ville...	1	135	Coueurs vélocipédistes.....	1	100
Portefaix et hommes de peine.....	11	1.139	Modèles.....	1	53
Ouvriers des omnibus, tramways et voitures.....	26	13.482	Élèves en pharmacie.....	1	334
Ouvriers et employés de chemins de fer.....	7	80.324	Infirmiers et infirmières.....	2	1.506
Marins du commerce et mécaniciens (1).	7	1.470	Masseurs-magnétiseurs.....	1	31
Bateliers, receveurs et pilotes.....	6	423	Coiffeurs-perruquiers.....	21	3.338
Porteurs et employés de journaux....	1	150	Gens de maison.....	5	4.030
<i>6. — COMMERCE.</i>			Frotteurs-encaustiqueurs.....	1	17
Représentants de com ^{ce} (charbons)...	1	22	Agents d'assurances.....	2	39
Marchands ambulants.....	3	179	<i>9. — ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.</i>		
Employés de bourse, de commerce et de banque.....	2	1.050	Commis en douanes.....	1	150
Employés en soieries et nouveautés....	2	197	Agents retraités des chemins de fer...	1	32
Employés et voyageurs de commerce...	37	14.118	Ouvriers civils des magasins de la guerre.....	1	32
Employés de bureau et comptable....	20	12.856	Egoutiers de la Seine.....	2	590
			Travailleurs municipaux et canton- niers (1).....	18	7.225
			Ouvriers préposés aux tabacs et aux allumettes.....	46	14.156
			Ouvriers poudriers.....	9	738
			Fontainiers municipaux.....	1	70
			Syndicat lithographique (Imprimerie nationale).....	1	8

(1) Un syndicat n'a pas fait connaître le nombre de ses membres.

C. — SYNDICATS MIXTES.

DÉSIGNATION DES PROFESSIONS.	NOMBRE		DÉSIGNATION DES PROFESSIONS.	NOMBRE	
	de SYNDI- CATS.	de MEMBRES		de SYNDI- CATS.	de MEMBRES
1. — PÊCHE.			e. Industrie du bois.		
Pêcheurs et matelots.	2	137	Charpentiers et menuisiers.	4	326
2. — FORÊTS, AGRICULTURE.			Plicurs de cercles.	1	37
Industrie agricole et horticole.	10	2.575	Ebénistes.	1	91
3. — INDUSTRIES EXTRACTIVES.			f. Industrie des métaux.		
Mineurs.	1	792	Industrie métallurgique.	6	481
Ardoisiers.	1	487	Forges.	2	78
4. — INDUSTRIES DE TRANSFORMATION.			Emouleurs-affûteurs.	1	50
a. Produits alimentaires.			Horlogers, bijoutiers et orfèvres.	5	423
Minotiers.	1	6	g. Industrie du bâtiment.		
Boulangers.	2	171	Maçons et peintres.	24	248
b. Papier. Livre.			Sculpteurs statuaires.	1	31
Papetiers.	1	279	h. Travail des terres au feu.		
Livre (typographes et lithographes).	9	411	Porcelainiers.	1	150
c. Industrie textiles.			5. — INDUSTRIE DES TRANSPORTS.		
Industrie textile.	4	1.028	Cochers et loueurs.	6	292
Industrie de la laine.	2	489	Marins du commerce.	6	1.284
Peignage, teinture et apprêts (1).	3	1.436	6. — COMMERCE.		
Tissage lyonnais.	2	2.250	Représentants de commerce.	2	53
Tissage velours.	2	575	Marchands de journaux.	2	34
Bonneterie.	1	65	Commerce de l'habillement.	2	205
Tissage, broderie et guipure.	1	45	Commerce de l'ameublement.	1	50
Passementerie.	1	90	Commerce des cognacs.	1	702
Tailleurs, couturières, lingères et si- milaires.	25	4.111	Épicerie.	2	221
Ornements d'église.	1	25	Restaurateurs, limonadiers et hôtels.	3	880
Chapeliers.	1	33	7. — PROFESSIONS DIVERSES.		
Blanchisseurs-bandiers.	3	2.952	Institutions libres et laïques.	4	3.085
Plumassiers.	1	60	Ingénieurs et dessinateurs.	1	48
d. Industrie du cuir.			Journalistes.	1	11
Cordonniers.	5	285	Artistes musiciens.	1	25
			Coidleurs.	1	15
			Sport français.	1	406

(1) Un syndicat n'a pas fait connaître le nombre de ses membres.

LES GRÈVES EN AVRIL 1898.

31 grèves ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois d'avril 1898.

Le nombre connu de grévistes pour 26 d'entre elles est de 2.147.

Il y avait eu, en avril 1897, 35 grèves comprenant 6,047 ouvriers, et le nombre moyen des grèves qui se sont produites en avril au cours des cinq années antérieures à 1898 a été de 63.

Sur les 31 grèves d'avril, 9 ont affecté en totalité ou en partie les établissements similaires de la région où elles ont éclaté.

Elles ont été provoquées par les causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	15
Réductions de salaire.....	4
Demandes de diminution des heures de travail avec maintien ou augmentation de salaires.....	5
Réglementation du travail.....	1
Contre l'introduction du travail aux pièces.....	1
Demandes de travailler aux pièces.....	1
Règlements d'ateliers.....	2
Demandes de réintégration d'ouvriers et contremaîtres congédiés..	2
Demande de suppression d'une retenue pour libération d'actions souscrites	1
Protestation contre la sévérité d'agents de police.....	1

Elles se sont étendues sur 20 départements différents, ceux du Rhône, de la Seine, des Bouches-du-Rhône, de la Gironde et de la Haute-Saône en ayant subi respectivement 5, 5, 2, 2 et 2.

Elles se répartissent dans les industries ou professions suivantes :

Bâtiment, 10; travail des cuirs, 7; métaux, 4, textiles, 3.

Une seulement parmi des briquetiers, mineurs, peintres porcelainiers, portefaix, ouvriers de scierie, tonneliers et verriers.

Des 31 grèves commencées en avril, 21 sont terminées.

Elles ont duré :

Une, 33 jours; une, 14 jours; une, 9 jours, deux, 8 jours; deux, 7 jours; une, 6 jours; une, 5 jours; une, 4 jours; cinq, 3 jours; six, 1 jour ou moins d'une journée.

Si l'on y ajoute 6 grèves antérieures et terminées en avril après une durée de 48, 28, 24, 15, 9 et 6 jours.

On trouve que 27 conflits ont été terminés et qu'ils ont abouti à

3 réussites,

12 transactions,

12 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSEN- TANTS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
7 janvier.	.....	Moulins.....	Allier.....	Maçons.....	.....	.....	1
25 février.	.....	Rive-de-Gier.....	Loire.....	Verriers.....	1	80	2
9 mars.	.....	Montluçon.....	Allier.....	Maçons.....	.....	250	3
21 mars.	.....	Morlaix.....	Finistère.....	Tanneurs et corroyeurs.....	3	57	4
22 mars.	9 mai.	Méru.....	Oise.....	Boutonniers.....	.....	95	5
25 mars.	18 avril.	Condé.....	Nord.....	Charpentiers de navires.....	7	72	6
28 mars.	6 avril.	Paris.....	Seine.....	Batteurs d'étain.....	1	20	7
28 mars.	12 avril.	Lorient.....	Morbihan.....	Ébénistes.....	4	32	8
30 mars.	5 avril.	Vieux-Condé.....	Nord.....	Mouleurs.....	1	28	9
30 mars.	27 avril.	Villefranche.....	Rhône.....	Fileurs et bane-brocheuses.....	1	125	10
GRÈVES COMMENCÉES							
3 avril.	4 avril.	Paris.....	Seine.....	Terrassiers et mineurs.....	2	300	1
4 avril.	7 avril.	Givors.....	Rhône.....	Maçons et manœuvres.....	12	100	2
4 avril.	12 avril.	Lyon.....	Rhône.....	Ferblantiers-lampistes.....	1	33	3
4 avril.	13 avril.	Issoudun.....	Indre.....	Mégissiers et parchemioniers.....	16	310	4
4 avril.	.....	Quimper.....	Finistère.....	Peintres-porcelainiers.....	1	8	5
6 avril.	13 avril.	Lorient.....	Morbihan.....	Menuisiers.....	14	63	6
6 avril.	9 mai.	Lyon.....	Rhône.....	Tanneurs-corroyeurs.....	1	44	7
7 avril.	8 avril.	Lure.....	Haute-Saône.....	Fileuses de coton.....	1	80	8
7 avril.	13 avril.	Cannes.....	Alpes-Maritimes.....	Verriers et vanniers.....	1	67	9
8 avril.	9 avril.	Arles.....	Bouches-du-Rhône.....	Terrassiers.....	1	8	10
9 avril.	.....	Arcueil.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	15	11
13 avril.	16 avril.	Romorantin.....	Loir-et-Cher.....	Serruriers, ferbl., plombiers.....	1	35	12
14 avril.	15 avril.	Chaligny.....	Meurthe-et-Moselle.....	Mineurs.....	1	280	13
16 avril.	16 avril.	Val-d'Ajol.....	Vosges.....	Tisseurs.....	1	119	14
16 avril.	16 avril.	Bône.....	Constantine.....	Portefaix (kabyles).....	1	.....	15
18 avril.	2 mai.	Libourne.....	Gironde.....	Plâtriers.....	.....	18	16
20 avril.	25 avril.	Lure.....	Haute-Saône.....	Chaudronniers (manœuvres).....	1	12	17
20 avril.	.....	Chazelle-sur-Lyon.....	Rhône.....	Maçons.....	.....	.....	18
21 avril.	.....	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.....	Ouvriers en chaussures.....	1	100	19
22 avril.	26 avril.	Mazamet.....	Tarn.....	Fileuses (bonneterie).....	1	94	20
22 avril.	.....	Paris.....	Seine.....	Tanneurs.....	1	9	21
23 avril.	26 avril.	Arlod.....	Ain.....	Ouvriers de scierie.....	1	79	22
25 avril.	28 avril.	Andrézieux.....	Loire.....	Dragueurs.....	1	24	23
25 avril.	2 mai.	Sauvic.....	Seine-Inférieure.....	Briquetiers.....	3	70	24
25 avril.	.....	Saint-Macaire.....	Gironde.....	Tonneliers.....	.....	70	25
25 avril.	.....	Nevers.....	Nièvre.....	Tanneurs.....	1	8	26
27 avril.	5 mai.	Nouzon.....	Ardennes.....	Frappeurs.....	3	61	27
28 avril.	.....	Paris.....	Seine.....	Démolisseurs.....	1	20	28
28 avril.	.....	Paris.....	Seine.....	Tanneurs.....	1	18	29
29 avril.	2 mai.	Tourencoing.....	Nord.....	Fileurs, rattleurs, bâcleurs.....	1	72	30
30 avril.	.....	Mornant.....	Rhône.....	Maçons.....	.....	.....	31

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} AVRIL 1898 (A).

1	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
2	Réduction de salaire.....	.....
3	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	.....
4	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
5	Réduction de salaire.....	Transaction.
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.
7	Réduction de salaire.....	Échec.
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.

EN AVRIL 1898.

1	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
2	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	Transaction (1).	(1) Conciliation devant le juge de paix.
3	Demande de travailler aux pièces et de réintégration de trois ouvriers.....	Réussite.	
4	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps du travail.....	Transaction.	
5	Refus de payer la dernière quinzaine (2).....	.....	(2) La patronne a prétendu que les tarifs avaient été majorés indûment par les ouvriers depuis environ quatre ans, et a déclaré retenir la dernière quinzaine pour recouvrer les sommes payées en trop.
6	Demande d'augment ^{on} de salaire et de dimin ^{on} du temps de tr.....	Transaction.	
7	Refus de façonner, au même prix, une plus grande quantité de peaux.....	Réussite.	
8	Règlement d'atelier.....	Transaction.	
9	Demande de réintégration d'un contremaître et de suppression d'une retenue de 5 p. o/o (3).....	Échec.	(3) Les ouvriers étaient tenus de souscrire un certain nombre d'actions de l'association, pour la libération desquelles ils subissaient une retenue.
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
13	Demande de modification à un nouveau règlement d'atelier.....	Échec.	
14	Réduction de salaire (4).....	Échec.	(4) Les grévistes, immédiatement embauchés ailleurs, n'ont pas été remplacés.
15	Protestation contre la sévérité des agents de police.....	Transaction.	
16	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
18	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps du travail.....	.....	
19	Réduction de salaire.....	.....	
20	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction (5).	(5) Conciliation devant le juge de paix.
21	Demande d'unification des salaires.....	.....	
22	Demande de diminution du temps de travail.....	Transaction.	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
26	Demande de maintien du travail au temps.....	.....	
27	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
28	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
29	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
30	Suppression du quart d'heure d'arrêt pour le déjeuner et le goûter.....	Échec.	
31	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	

LES GRÈVES EN FRANCE EN 1897.

L'*Office du travail* vient de publier la statistique des grèves survenues en France au cours de l'année 1897, suivi de l'historique des applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers.

Il y a eu, en 1897, 356 grèves, dont 1 lockout, comprenant 68.875 grévistes (61.623 hommes, 4.106 femmes et 3.146 jeunes gens) occupés dans 2.568 établissements, dont 65 sociétés par actions; le nombre des jours chômés s'est élevé à 780.944, y compris 60.433 journées perdues par 5.999 ouvriers non grévistes, contraints au chômage par la grève.

La durée moyenne du chômage, pour chaque gréviste, a été de 10 jours et demi, la durée la plus faible qui ait été constatée dans les 5 dernières années.

Le nombre des grévistes des 65 sociétés par actions s'est élevé à 15.489, près du quart de l'ensemble des grévistes de l'année.

En 1896, l'*Office du travail* avait relevé 476 grèves, 41.851 grévistes et 2.178 établissements atteints; le nombre des journées chômées avait été de 644.168, ou 13 journées et demie par gréviste.

La diminution du nombre des grèves a porté surtout sur les industries textiles : 82 en 1897, contre 197 en 1896.

Le tableau suivant donne la répartition des grèves, des grévistes et des jours chômés par principaux groupes d'industries :

RÉPARTITION DES GRÈVES, DES GRÉVISTES ET DES JOURS CHÔMÉS PAR GROUPES D'INDUSTRIE.

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE de GRÈVES.	PROPOR- TION P. o/o du nombre total des grèves.	NOMBRE de GRÉVISTES.	PROPOR- TION P. o/o du nombre total des grévistes.	NOMBRE des JOURNÉES de travail chômées.	DURÉE MOYENNE du chômage d'un gréviste.
1	2	3	4	5	6	7
Agriculture, forêts et pêche.	15	4,1	21.082	30,6	65.095	3,1
Mines	16	4,4	6.555	9,7	114.450	17,2
Carrières	7	2,1	3.131	4,5	59.711	19,0
Produits alimentaires	8	2,4	1.695	2,5	11.829	7,0
Industries chimiques	3	0,9	498	0,7	841	1,7
Industries polygraphiques...	18	5,0	628	0,9	6.677	10,6
Cuirs et peaux	19	5,3	949	1,4	11.089	11,6
Industries textiles propre- ment dites	82	23,0	8.674	12,5	119.496	13,8
Travail des étoffes, nettoyage	5	1,5	110	0,2	791	5,7
Industries du bois, tablet- terie	21	5,8	2.140	3,1	25.036	11,7
Industries du bois, bâti- ment	17	4,7	1.815	2,6	21.604	12,0
Usines métallurgiques	6	1,8	548	0,8	7.113	13,0
Travail des métaux ordinaires	54	15,0	4.127	6,0	43.517	10,5
Travail des métaux fins	1					
Taille et polissage des pierres, travail des pierres et terres au feu	9	0,3 2,7	7 497	" 0,7	7 3.405	1,0 6,8
Construction	59					
Transport et manutention, chargement et déchargement	16	16,3 4,4	15.055 1.234	22,0 1,8	284.190 6.093	18,9 3,9
Divers	"	"	"	"	"	"
TOTAUX ET MOYENNES..	356	100,0	68.875	100,0	780.944	11,4

Le tableau suivant donne la répartition des grèves d'après leurs causes, avec leurs résultats :

RÉPARTITION DES GRÈVES D'APRÈS LEURS CAUSES, AVEC LEURS RÉSULTATS (1).

CAUSES DES GRÈVES.	NOMBRE DE GRÈVES OU LA CAUSE A ÉTÉ INVOCÉE.	PROPORTION P. 0/0 DU NOMBRE TOTAL des grèves (476).	NOMBRE DES GRÉVISTES.	PROPORTION DU NOMBRE TOTAL des grévistes (49.831).	RÉSULTATS.					
					RÉUSSITE.		TRANSACTION.		ÉCHEC.	
					Nombre de grévistes.	P. 0/0 du total des grévistes.	Nombre de grévistes.	P. 0/0 du total des grévistes.	Nombre de grévistes.	P. 0/0 du total des grévistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Demandes d'augmenta- tion de salaires	184	52,0	47.895	69,0	16.442	21,0	21.392	31,0	10.061	14,5
Réductions de salaires...	37	11,0	2.712	3,9	401	0,6	1.882	2,7	429	0,6
Demandes de diminution des heures de travail, avec maintien ou aug- mentation des salaires.	27	7,6	5.714	8,2	2.450	3,5	2.020	3,0	1.194	1,7
Contestations diverses sur les salaires (mode d'éta- blissement, de paye- ment, etc.)	33	9,3	11.888	17,2	10.232	14,8	423	0,6	1.233	1,8
Contestations relatives à la réglementation du travail	33	9,3	4.793	6,9	2.915	4,2	846	1,2	1.032	1,5
Pour la suppression ou contre l'introduction du travail aux pièces	10	2,8	523	0,75	81	0,1	111	0,2	331	0,5
Contestations relatives aux règlements d'ate- lier	10	5,4	1.430	2,05	456	0,7	791	1,1	183	0,25
Demandes de suppression ou de diminution des amendes	9	2,5	1.635	2,35	205	0,3	"	"	1.430	2,1
Renvois d'ouvriers, de- mandes de réintégration d'ouvriers, contre- maîtres ou directeurs congrédiés	31	8,7	10.285	14,9	1.415	2,0	1.168	1,7	7.702	11,2
Demandes de renvoi d'ou- vriers, de contremaîtres ou de directeurs	43	12,0	7.179	10,4	1.841	2,7	378	0,5	4.960	7,2
Demandes de renvoi des femmes	3	0,85	48	0,1	"	"	"	"	48	0,05
Limitation du nombre des apprentis	3	0,85	169	0,3	26	"	35	0,05	111	0,15
Retenues pour l'assurance et caisses de secours ..	11	3,1	1.819	2,6	453	0,7	1.320	1,9	46	0,05
Causes diverses ne ren- trant pas dans les ru- briques ci-dessus	5	1,4	2.813	4,1	"	"	700	1,0	2.105	3,05

Les résultats connus des 356 grèves ont été les suivants :

68 grèves dans 237 établissements, avec 19.838 grévistes, ont été suivies de réussite; 122 grèves dans 1.564 établissements, avec 28.767 grévistes, se sont

(1) Les pourcentages des col. 3, 5, 7, 9 et 11 sont établis par rapport au nombre total absolu des grèves et des grévistes, nombres qui sont différents des totaux des col. 2, 4, 6, 8 et 10, parce que les mêmes grèves et les mêmes grévistes peuvent se rapporter à plusieurs causes. Aussi les totaux des colonnes impaires sont-ils différents de 100.

terminées par une transaction; 166 grèves dans 767 établissements, avec 20.270 grévistes, ont échoué. Le nombre des réussites, par rapport au nombre des grèves, a été moindre en 1897 qu'en 1896; mais il a été plus grand par rapport au nombre des grévistes.

Le tableau suivant donne le pourcentage des résultats des grèves de ces deux années :

RÉSULTATS.	GRÈVES		GRÉVISTES	
	EN 1896.	EN 1897.	EN 1896.	EN 1897.
	2	3	4	5
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Réussite.....	24,58	19,10	23,23	28,80
Transaction.....	25,63	34,27	31,21	29,43
Échec.....	49,73	46,63	42,56	41,77

276 grèves ont atteint 1 seul établissement, 22 ont atteint 2 à 5 établissements, 20 ont atteint 6 à 10 établissements, 14 ont atteint 11 à 25 établissements, 6 ont atteint 26 à 50 établissements; 4 ont atteint 51 à 100 établissements.

234 grèves, sur 356, ont duré une semaine ou moins d'une semaine; et, parmi elles, 73 n'ont duré qu'une journée ou moins d'une journée, et 40 ont duré de 1 à 2 jours.

Les grèves motivées par des questions de salaire — demandes d'augmentation ou réductions. — ont gardé la même proportion que les années précédentes : 223 grèves ou 62,64 p. o/o, avec 50.607 grévistes ou 73,47 p. o/o, et 620.626 jours chômés en y comprenant ceux des ouvriers contraints au chômage par la grève.

10 grèves de pêcheurs des côtes de l'Océan ont fourni, à elles seules, 20.738 grévistes qui n'ont pourtant chômé que 56,42 jours, ces grèves n'ayant duré que 2, 3 ou 4 jours.

Les questions de personnes, demandes de réintégration d'ouvriers congédiés ou demandes de renvoi d'ouvriers et de contremaîtres, viennent toujours, comme importance, immédiatement après les questions de salaires; il y en a eu 74 en 1897 contre 91 en 1896, 85 en 1895 et 78 en 1894.

Les demandes de diminution de la durée du travail journalier n'ont causé que 27 grèves, dont 17 dans les industries du bâtiment.

25 départements n'ont pas eu de grèves en 1897; 21 ont eu moins de 100 grévistes; 11 en ont eu de 100 à 200, 13 de 200 à 500, 7 de 500 à 1,000, 13 départements ont eu plus de 1,000 grévistes.

Le département du Finistère vient en tête avec 18.320 grévistes; 6 grèves de pêcheurs ont fourni 17.930 grévistes.

Les pêcheurs de la région de Douarnenez, au nombre de 4.620, ont fait grève 3 fois, 2 jours chaque fois, ce qui explique ce total extraordinaire.

Les atteintes portées à la liberté du travail et d'autres délits connexes relevés au cours de 18 grèves ont amené 170 condamnations correctionnelles : 29 de ces condamnations ont été prononcées pendant la grève des maçons de Lyon; 30 pendant la grève des mineurs de la Grand'Combe, 40 pendant la grève des tisseurs de Condé-sur-Noireau.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Des 31 grèves d'avril, 5 ont donné lieu à l'application de la loi sur la conciliation et l'arbitrage :

1^o Grève de maçons et aides à Givors (Rhône). — Les maçons et aides de Givors, au nombre d'une centaine, occupés chez les 12 patrons de la localité, ont décidé, le samedi soir 2 avril, de se mettre en grève à la rentrée du lundi 4.

Le juge de paix, prévenu le 3, a invité les deux parties à se réunir en comité de conciliation le lendemain 4 avril, ce qui fut accepté.

Les ouvriers réclamaient :

- 1^o La journée de 10 heures;
- 2^o 0 fr. 50 de l'heure pour les maçons et 0 fr. 35 pour les aides;
- 3^o 50 p. 100 en sus du prix de l'heure, pour les heures supplémentaires;
- 4^o Indemnité d'une heure de travail quand le chantier serait situé en dehors des limites de l'octroi.

Les patrons ont proposé :

- 1^o La journée de 10 heures;
- 2^o 0 fr. 50 de l'heure pour les maçons et 0 fr. 35 pour les aides, sauf convention contraire entre le patron et l'ouvrier, avec obligation d'inscrire cette convention contraire, au bout de trois jours au maximum, sur un carnet qui porterait la signature d'acceptation de l'ouvrier et qui resterait en la possession du patron;
- 3^o Les heures supplémentaires payées 50 p. 100 en plus, mais seulement après douze heures, et sans qu'elles soient obligatoires pour l'ouvrier;
- 4^o Indemnité d'une heure en cas de déplacement au delà de 2 kilomètres de l'octroi jusqu'à 4 kilomètres. Au-dessus de 4 kilomètres, le prix du déplacement sera débattu de gré à gré.

Après discussion, les délégués ouvriers ont déclaré qu'ils n'avaient pas mandat pour accepter une transaction. En conséquence, les deux parties ont convenu de faire nommer par leurs membres respectifs cinq délégués avec pleins pouvoirs pour traiter. Ceux-ci se sont rassemblés le lendemain et ont fait enregistrer le 6 leur accord par le juge de paix.

Ils ont adhéré aux propositions des patrons, en stipulant en outre que la paye aurait lieu chaque quinzaine avec acompte le samedi, et que, de plus, les patrons et ouvriers pouvaient se quitter sur l'heure, sans aucun délai ni indemnité de dédit.

Le travail a été repris le lendemain 7 avril par tous les ouvriers.

2^o Grève de manœuvres de la chaudronnerie Scheidecker et Kohl, à Lure. — Le 22 avril, 12 manœuvres de l'usine Scheidecker et Kohl se sont mis en grève, en demandant que leur salaire journalier fût porté de 2 fr. 75 à 3 francs.

Le 23 avril ils ont demandé l'intervention du juge de paix.

Les patrons ont répondu le 25 en déclarant qu'ils avaient réglé et congédié les ouvriers grévistes.

3° Grève d'ouvrières d'une manufacture de bonneterie (bas et chaussettes), à Mazamet (Tarn). — 94 ouvrières de la fabrique Verdier, à Mazamet, se sont mises en grève le 22 avril en demandant une augmentation d'environ 20 p. o/o sur les tarifs en vigueur.

Avant la cessation du travail, le patron avait proposé 10 p. o/o, proposition qui a été repoussée.

Le 25, un comité de conciliation s'est réuni sous la présidence du juge de paix et les ouvrières ont fini par accepter comme transaction le tarif offert par M. Verdier.

La grève s'est ainsi terminée le 26 avril.

4° Grève de tonneliers à Saint-Macaire (Gironde). — Le 25 avril, les ouvriers tonneliers de Saint-Macaire ont quitté le travail en réclamant que les prix de façon fussent élevés de 1 fr. 50 à 2 francs par barrique.

Le 4 mai, à la demande des ouvriers tonneliers, un comité de conciliation a été réuni. Les patrons ont proposé 1 fr. 75 par barrique, en promettant de porter ce prix à 2 francs au cas où la récolte du vin s'annoncerait comme favorable.

Ces propositions ont été jugées insuffisantes, et l'accord n'a pu s'établir.

Les parties ont repoussé l'arbitrage proposé par le juge de paix.

La grève continue.

5° Grève de plâtriers à Libourne. — 18 plâtriers se sont mis en grève le 18 avril à Libourne, en demandant une augmentation de salaire.

Les patrons l'ayant refusée, les grévistes se sont adressés au juge de paix le 27 avril, mais l'accord n'a pu s'établir.

Les grévistes ont repris le travail le 2 mai aux anciennes conditions.

Grève de tailleurs de pierres à Bourg. — Nous avons mentionné cette grève au bulletin précédent. Elle s'était produite à la suite d'une demande d'augmentation de salaire repoussée par un certain nombre de patrons.

Les ouvriers avaient quitté, le 21 mars, les patrons qui refusaient de leur donner satisfaction, puis, après les avoir mis à l'index, s'étaient immédiatement embauchés chez les entrepreneurs qui adhéraient à leurs conditions.

La grève pouvait donc être considérée comme terminée, puisque aucun ouvrier n'était sans travail, mais, par suite de la mise à l'index, le conflit n'était pas éteint.

Il a pris fin le 30 avril à la suite d'une réunion de conciliation devant le juge de paix : réunion provoquée par les ouvriers.

Ceux-ci, qui demandaient à être payés de 0 fr. 45 à 0 fr. 60 l'heure, ont obtenu 0 fr. 40 à 0 fr. 55 l'heure, suivant capacité. De plus, les tarifs aux pièces ont été élevés de 25 p. o/o.

Les maisons qui avaient accordé, dès le principe, les salaires demandés par les ouvriers n'ont pas diminué leurs prix et continuent par conséquent à payer jusqu'à 0 fr. 60 l'heure.

LA CONCILIATION ET L'ARBITRAGE EN 1897.

L'application de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers a été, au cours de l'année 1897, constatée dans 88 différends, dont 3 avant que le travail ait été abandonné.

Le nombre des grèves de l'année ayant été de 356, la proportion des recours à la loi sur la conciliation et l'arbitrage a donc été de 24,71 p. o/o. Cette proportion avait été de 21,86 en 1896.

L'initiative des recours à la loi a été prise 46 fois par les ouvriers, 4 fois par les patrons, 1 fois par les patrons et les ouvriers réunis, et le juge de paix est intervenu d'office dans 37 grèves.

Dans 9 cas, le travail a été repris avant la constitution d'un comité de conciliation, au cours de la procédure. Les ouvriers ont abandonné leurs réclamations dans 3 de ces cas, obtenu une transaction dans 3 cas et une réussite dans les 3 autres. Dans ces 9 cas de reprise presque immédiate du travail, l'initiative de l'application de la loi avait été prise 5 fois par le juge de paix, 4 fois par les ouvriers.

Pour les 79 autres différends, les demandes de conciliation ont été repoussées 25 fois, dont 20 fois par les patrons, 2 fois par les ouvriers et 3 fois par les deux parties.

A la suite du refus, par les patrons, de se prêter à une tentative de conciliation, les ouvriers ont renoncé 1 fois à leur demande; dans le second cas, ils avaient tous été remplacés. Dans les autres cas, la grève a été déclarée ou continuée; elle s'est terminée par 2 réussites, 10 transactions et 11 échecs.

Il reste 54 différends pour le règlement desquels 54 comités de conciliation ont été constitués. Dans une grève d'ouvriers en chaussures, à Fougères, il y a eu deux comités de conciliation, l'un pour les hommes, l'autre pour les femmes; mais dans une autre grève, celle des maçons de Nice, le conflit s'est terminé par un arbitrage, avant la formation du comité de conciliation, les syndicats, patronal et ouvrier, ayant néanmoins déjà désigné leurs délégués.

Sur ces 54 différends, 25 ont été terminés directement par les comités de conciliation (l'un avant la cessation du travail), et 5 par l'arbitrage.

Lorsque la tentative de conciliation a échoué, des propositions de recours à l'arbitrage ont été faites dans 23 comités. Elles ont été repoussées 18 fois : 13 fois par les patrons, 2 fois par les ouvriers et 3 fois par les deux parties; il n'y a donc eu que 5 nominations d'arbitres. Dans deux cas, à Paris pour les ouvriers des abattoirs et à Morlaix pour les tailleurs de pierres, la décision arbitrale a été rendue par un tiers arbitre nommé par le président du tribunal civil, conformément à l'article 8 de la loi.

Les 30 conflits terminés par la conciliation ou l'arbitrage ont eu pour résultat :

3 réussites;

23 transactions;

4 échecs.

Les 24 grèves continuées après l'échec de la tentative de conciliation se sont terminées par :

- 3 réussites;
- 18 transactions;
- 3 échecs.

En résumé, si l'on ajoute aux 30 grèves terminées par les comités de conciliation et d'arbitrage les 9 grèves qui ont pris fin avant que la procédure de conciliation ait reçu sa complète exécution et les deux grèves terminées par les ouvriers aussitôt que le rejet de la conciliation par les patrons a été connu, on trouve un total de 41 différends collectifs dont l'application de la loi a précipité la solution, consistant en :

- 6 réussites;
- 26 transactions;
- 9 échecs.

Les 47 autres différends, dont 24 prolongés après le désaccord dans le comité de conciliation et 23 grèves continuées après que la tentative de conciliation a été repoussée, se sont terminés par :

- 5 réussites;
- 28 transactions;
- 14 échecs.

Les 88 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage se sont réparties :

1° Dans les professions suivantes : industries du bâtiment, 31 ; industries textiles, 19 ; travail des métaux, 8 ; cuirs et peaux, 7 ; mineurs, 5 ; sabotiers-galochiers, 3 ; ardoisiers, 2 ; pêcheurs, 2 ; puis, 1 pour les bouchers, les boulangers, les boutonniers, les cartonniers, les chaisiers, les déchargeurs de navires, les marbriers, les marchands-détaillants de primeurs, les papetiers, les peigniers et les tonneliers ;

2° Entre les départements suivants, au nombre de 39 :

Nord, 9 ; Ile-et-Vilaine, Rhône, Seine-Inférieure, 7 ; Cher, 6 ; Allier, Finistère, Somme, 4 ; Indre-et-Loire, 3 ; Ariège, Corrèze, Maine-et-Loire, Morbihan, Nièvre, Hautes-Pyrénées, Saône-et-Loire, 2 ; Ain, Alpes-Maritimes, Ardennes, Aube, Aude, Calvados, Charente-Inférieure, Corse, Drôme, Gard, Gironde, Indre, Loir-et-Cher, Loire, Loire-Inférieure, Puy-de-Dôme, Haut-Rhin, Haute-Saône, Sarthe, Haute-Savoie, Seine, Var, Vaucluse, 1.

A côté des applications de la loi sur la conciliation, la fin de 18 grèves a été obtenue par l'intervention des préfets (7) et des maires (11), et 15 autres grèves ont été terminées à la suite de négociations conduites par les syndicats ouvriers.

LA CONCILIATION ET L'ARBITRAGE

PENDANT LES CINQ ANNÉES 1893, 1894, 1895, 1896 ET 1897.

La loi sur la conciliation et l'arbitrage étant actuellement en vigueur depuis cinq ans, on a pensé qu'il serait utile de présenter, sous forme de tableaux, les diverses phases de son application pendant cette période et les résultats qu'elle a obtenus.

Dans le premier tableau on trouve, à côté du nombre des grèves de chaque année, le nombre des recours à la loi, la proportion de ces recours par rapport au nombre des grèves, le nombre des différends terminés au cours de la procédure, avant la constitution d'un comité, le nombre des refus de se prêter à la tentative de conciliation, le nombre des grèves terminées ou continuées après ces refus.

TABLEAU I.

DÉSIGNATION.	ANNÉES					TOTAUX.
	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	
1	2	3	4	5	6	7
Nombre de grèves	664	341	405	476	356	2.262
Nombre des recours avant grève.....	7	8	5	6	3	24
Nombre des recours formés sur l'initiative						
des patrons	5	4	2	4	4	19
des ouvriers.....	56	51	46	57	46	256
des deux parties.....	2	2	3	4	1	12
du juge de paix.....	46	44	34	39	37	200
TOTAL.....	109	101	85	104	88	487
Proportion des recours par rapport au nombre des grèves (p. 100)	17,09	25,83	20,74	21,86	24,71	21,53
Nombre de grèves terminées au cours de la procédure avant la formation d'un comité	43	8	4	7	9	41
Nombre de rejets de la tentative de conciliation						
par les patrons	31	24	29	41	20	148
par les ouvriers.....	6	4	"	3	2	15
par les deux parties ..	6	1	2	"	3	8
TOTAL.....	42	29	31	44	25	171
Nombre de différends abandonnés par les ouvriers après le refus de conciliation.....	6	7	3	8	2	26
Nombre de grèves déclarées ou continuées après le refus de conciliation	36	22	28	36	23	145

Ainsi, sur les 487 recours à la loi constatés pendant les cinq années, il y a eu 171 refus des parties intéressées, et 41 recours sont, en outre, devenus sans objet, le travail ayant été repris au cours de la procédure.

Il reste 275 recours qui ont donné lieu à la constitution de 280 comités de conciliation, plusieurs comités ayant parfois fonctionné simultanément pour une même grève.

Le tableau II résume les opérations des comités de conciliation; il donne le nombre des grèves terminées par la conciliation et celles terminées par l'arbitrage; la proportion de ces fins de grève par rapport au nombre des comités constitués; le nombre des refus de s'en rapporter à un arbitrage après le désaccord dans le comité de conciliation, le nombre des grèves terminées indirectement par ces comités, les intéressés acceptant, un ou deux jours après la réunion, les propositions qui y avaient été faites; enfin le nombre des grèves déclarées ou continuées après l'échec de la tentative de conciliation dans les comités et le refus de recourir à l'arbitrage.

TABLEAU II.

DÉSIGNATION.	ANNÉES					TOTAUX.
	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	
1	2	3	4	5	6	7
Nombre des comités de conciliation	55	65	53	53	54	280
Proportion des comités par rapport au nombre des recours (p. 100)	51,37	64,35	51,18	50,96	61,36	57,19
Nombre des comités } ayant } par la conciliation terminé les différends } par l'arbitrage	28 5	31 2	24 3	21 1	25 5	129 16
TOTAL	33	33	27	22	30	145
Proportion des différends terminés par rapport au nombre des comités (p. 100)	60,00	50,77	50,94	41,51	55,55	51,78
Nombre de refus } de } par les patrons	9	13	7	12	13	54
recourir à l'arbitrage } par les ouvriers	3	"	2	2	2	9
	3	3	8	5	3	22
TOTAL	15	16	17	19	18	85
Nombre de grèves terminées indirectement par les comités de conciliation, à la suite de réunions de ces comités	"	6	3	"	"	9
Nombre de grèves déclarées ou continuées à la suite du désaccord dans les comités de conciliation ..	22	26	20	31	24	122

Il faut noter que les 145 solutions obtenues par les comités de conciliation et d'arbitrage ne s'appliquent qu'à 142 différends, en raison des comités multiples pour une même grève.

Le tableau III donne les résultats des 486 conflits dans lesquels l'application de la loi du 27 décembre 1892 a été tentée.

On peut diviser ces conflits en deux catégories : 1° ceux, au nombre de 218, dont la solution a été obtenue directement ou indirectement par l'application de la loi; 2° ceux, au nombre de 268, dans lesquels la conciliation n'a pu se faire, soit par suite du refus de discussion, soit par suite du désaccord dans le comité.

TABLEAU III.

DÉSIGNATION. 1°	ANNÉES					TOTAUX.	PRO- PORTION P. 100.
	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.		
	2	3	4	5	6	7	8
Différends terminés par l'application de la loi.....	51	53	36	37	41	218	»
Résultats des grèves... { Réussite.....	12	13	4	6	6	41	18,81
{ Transaction.....	26	24	25	17	26	118	54,13
{ Échec.....	13	16	7	14	9	59	27,06
Différends dans lesquels l'application de la loi a échoué.....	58	48	48	67	47	268	»
Résultats des grèves... { Réussite.....	3	8	7	10	5	33	12,30
{ Transaction.....	28	19	17	20	28	112	41,80
{ Échec.....	27	21	24	37	14	123	45,90

Les 29 recours à la conciliation, formés avant toute cessation du travail, sont compris dans les tableaux ci-dessus; ils ont réussi à éviter 14 grèves : 4 en 1893, 6 en 1894, 1 en 1895, 2 en 1896 et 1 en 1897.

L'article 8 de la loi, qui charge le président du tribunal civil de nommer l'arbitre départiteur lorsque les arbitres nommés par les parties n'auront pu s'entendre, ni sur la solution à donner au différend, ni sur le choix du tiers-arbitre, a été appliqué 5 fois : 2 fois en 1893, 1 fois en 1894 et 2 fois en 1897. Dans les trois derniers cas, la décision de l'arbitre départiteur a été acceptée par les intéressés.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Mars 1898.

Nombre des versements.....	280.221	
représentant une somme de.....		33.516.164 ^f
Nombre des remboursements.....	137.636	
représentant une somme de.....		31.427.447
Rentes achetées à 406 déposants pour un capital de.....		435.686
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rentes.....		1.653.031
Nombre de comptes existant au 31 mars 1898		2.979.727
Nombre de comptes existant au 31 mars 1897.....		2.771.346
Augmentation.....		208.381

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois d'Avril 1898.

Dépôts de fonds.....	10.629.610 ^f
Retraits de fonds.....	24.884.765
Excédent des retraits.....	14.255.155
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.....	1.843.580

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant les mois d'Avril 1898.

Nombre de versements reçus.....	138.902	
représentant une somme de.....		2.449.518 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		1.130.660
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....		1.396.297
Nouvelles rentes inscrites.....		75.268
Nombre de parties prenantes.....	1.118	
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....		33.820.923
Nombre de titres.....	228.575	

LES ASSURANCES COLLECTIVES CONTRE LES ACCIDENTS.

[Suite et fin.] (1)

II. — CAISSES SYNDICALES.

L'*Annuaire des syndicats professionnels* signale, en 1896, l'existence de 21 caisses mutuelles d'assurances contre les accidents du travail, fondées par des syndicats ou des unions de syndicats. Parmi ces institutions, dont la plupart sont de création récente, il convient de citer, par ordre d'importance :

1° La *Caisse syndicale d'assurances mutuelles des forges de France*, fondée en 1891 par le syndicat *Comité des forges de France* ;

2° La *Caisse syndicale d'assurances mutuelles des industries textiles*, fondée en 1894 sous les auspices des divers syndicats d'industries textiles ;

3° Les sept *Caisses syndicales des industries parisiennes du bâtiment*, fondées à des diverses époques par les syndicats suivants (la plus ancienne de ces caisses, celle des entrepreneurs de maçonnerie, date de 1860) :

a) *Syndicat des entrepreneurs de maçonnerie de la ville de Paris et du département de la Seine* ;

b) *Syndicat des entrepreneurs de charpente de la ville de Paris et du département de la Seine* ;

c) *Syndicat des entrepreneurs de couverture, de plomberie, d'assainissement et d'hygiène de la ville de Paris et du département de la Seine* ;

d) *Syndicat des entrepreneurs de fumisterie, de chauffage et de ventilation de la ville de Paris et du département de la Seine* ;

e) *Syndicat des entrepreneurs de menuiserie et parquets de la ville de Paris et du département de la Seine* ;

f) *Syndicat des entrepreneurs de serrurerie et de constructions en fer* ;

g) *Syndicat des entrepreneurs de peinture et vitrerie, doreurs et marchands de papiers peints de la ville de Paris et du département de la Seine* ;

4° La *Caisse d'assurances mutuelles des chambres syndicales*, fondée en 1891, sous les auspices de l'Union des syndicats : *Alliance syndicale du commerce et de l'industrie* ;

5° La *Caisse syndicale d'assurances mutuelles des industries de transport*, fondée en 1897.

CONDITIONS DES POLICES DES CAISSES SYNDICALES.

Voici les conditions dans lesquelles ces sociétés pratiquent l'assurance collective :
La Caisse des forges recrute exclusivement ses adhérents parmi les membres du

(1) Voir l'article précédent dans le *Bulletin* d'avril, pages 281 et suivantes.

Comité des forges. Elle garantit la responsabilité civile du patron sans limite de sommes et alloue aux victimes d'accidents les indemnités suivantes : en cas d'incapacité permanente absolue, une rente variant de 20 à 33 p. o/o du salaire annuel, avec maximum de 600 francs; en cas d'incapacité permanente partielle, une rente variable entre 5 et 25 p. o/o du salaire annuel, avec maximum de 365 francs; en cas d'incapacité temporaire de plus de 90 jours, une indemnité quotidienne égale au demi-salaire; en cas de mort, les deux tiers de la rente d'incapacité absolue, à partager par moitié entre la veuve et les enfants âgés de moins de 14 ans.

La Caisse des industries textiles s'adresse à toutes les industries textiles de France. Elle garantit de même la responsabilité civile sans limite de somme. Elle alloue les mêmes indemnités aux blessés et à leurs ayants droit, avec cette différence que, tandis la Caisse des forges n'indemnise les incapacités temporaires qu'à partir du quatre-vingt-onzième jour, la Caisse des textiles les prend à sa charge dès le quatrième jour.

Le montant des cotisations annuelles à la Caisse des forges varie de 1,20 à 1,80 p. o/o du salaire; à la Caisse des textiles, il est de 0,25 ou de 0,40 p. o/o du salaire, selon les classes de risques.

Les Caisses syndicales des industries parisiennes du bâtiment n'assurent que les membres des syndicats respectifs. Elles garantissent la responsabilité civile jusqu'à concurrence de sommes allant jusqu'à 15.000 francs. Elles allouent des indemnités dont le taux varie suivant les caisses; pour la plus importante d'entre elles, celle des maçons, les indemnités sont : en cas de mort, un capital de 3.000 francs; en cas d'incapacité permanente absolue, une rente de 250 francs; en cas d'incapacité permanente partielle, une rente de 180 francs; en cas d'incapacité temporaire, une indemnité journalière égale à la moitié du salaire pendant 180 jours, avec les frais médicaux et pharmaceutiques. Les primes varient, selon les risques assurés, de 0,60 à 2,50 p. o/o du salaire.

La Caisse des chambres syndicales du commerce et de l'industrie garantit la responsabilité civile jusqu'à concurrence de 10.000 francs et alloue : en cas de mort, une indemnité égale à 300 fois le salaire quotidien de la victime, en cas d'incapacité permanente absolue ou partielle, une indemnité variant de 400 à 100 fois le salaire quotidien; en cas d'incapacité temporaire de plus de deux jours, une indemnité journalière égale à la moitié du salaire pendant quatre-vingt-dix jours et réduit de moitié à partir du quatre-vingt-onzième jour. Les primes, suivant les classes de risques, varient de 0,30 à 4,26 p. o/o du salaire.

Cette caisse mutuelle recrute indifféremment ses adhérents dans toutes les branches d'industries; elle pratique également l'assurance individuelle et l'assurance de chevaux et voitures.

OPÉRATIONS DES CAISSES SYNDICALES.

1^{re} Caisse syndicale des forges.

	ANNÉE 1895.	ANNÉE 1896.	ANNÉE 1897.
	francs.	francs.	francs.
Salaires assurés.....	66.123.000	69.312.000	72.870.000
Cotisations.....	876.599	930.406	986.764
Dépenses pour accidents.....	784.954	709.912	672.370
Frais de gestion.....	48.647	50.771	45.909
Montant de la réserve de prévoyance...	336.900	360.000	400.000

2° Caisse syndicale des industries textiles.

	ANNÉE 1896.	ANNÉE 1897.
	francs.	francs.
Salaires assurés.....	24.917.000	30.000.000
Cotisations.....	76.167	90.830
Dépenses pour accidents.....	32.184	51.484
Frais de gestion.....	82078	9.452

3° Caisse mutuelle des chambres syndicales. (Branche des assurances collectives.)

	ANNÉE 1896.	ANNÉE 1897.
	francs.	francs.
Cotisations.....	114.151	135.124
Dépenses pour accidents.....	68.831	82.810
Frais de gestion.....	20.693	37.413
Montant des réserves pour risques en cours.....	3.544	15.598

4° Caisse des chambres syndicales parisiennes des industries du bâtiment.

Les Caisses des sept syndicats parisiens du bâtiment ne publient pas de comptes rendus annuels de leurs opérations. Les résultats obtenus en 1896 par l'ensemble de ces associations se chiffrent approximativement comme suit :

	francs.
Salaires assurés.....	45.000.000
Cotisations.....	400.000
Dépenses pour accidents.....	350.000
Frais de gestion.....	20.000

Si l'on totalise les sommes indiquées pour les dix caisses mentionnées ci-dessus, on trouve qu'elles ont encaissé, en 1896, une somme globale de 1.540.000 francs de cotisations et qu'elles ont payé 1.175.000 francs de sinistres (en comprenant sous cette rubrique les indemnités de toutes sortes aux victimes ou à leurs ayants droit, ainsi que les frais médicaux et pharmaceutiques).

On peut évaluer à 150.000, en chiffres ronds, le nombre total des ouvriers assurés à ces mutualités.

Les autres caisses syndicales, signalées par la statistique des syndicats, n'ont pas donné jusqu'à présent des résultats appréciables, soit parce qu'elles viennent d'être fondées, soit parce qu'elles appartiennent à des associations de minime importance. Six d'entre ces institutions notamment, fondées par des syndicats ouvriers, ne sont en réalité que de petites sociétés de secours mutuels.

III. — RÉSULTATS GÉNÉRAUX DE L'ENQUÊTE ENTREPRISE EN 1896 ET EN 1897 PAR LES INSPECTEURS DU TRAVAIL.

Au cours de leurs visites d'établissements industriels, pendant les années 1896 et 1897, les inspecteurs du travail ont recueilli, sur les indications de l'Office du travail, certains renseignements généraux touchant les assurances collectives. Les réponses fournies par les chefs d'entreprise avaient trait aux questions suivantes :

- 1° Quel est le nombre total des ouvriers de l'établissement ?
- 2° Quel est le nombre des ouvriers assurés collectivement contre les accidents ?
- 3° L'établissement est-il assuré à une société anonyme ou mutuelle non syndicale ?
- 4° L'établissement est-il assuré à une caisse syndicale ?
- 5° L'assurance comprend-elle les accidents graves (mort et incapacité permanente de travail) ?
- 6° L'assurance comprend-elle les accidents légers (incapacité temporaire de travail) ?
- 7° L'assurance comprend-elle la responsabilité civile du patron ?

Les renseignements recueillis sur ces bases et transmis à l'Office du travail embrassent un total de 13.422 établissements occupant ensemble 679.871 ouvriers.

Sur les 679.871 personnes, 657.453 étaient assurées à une société anonyme ou mutuelle ou à une caisse syndicale, et 22.415 n'étaient pas assurées dans ces conditions. Le nombre des établissements n'ayant pas contracté de polices d'assurance collective était seulement de 228 avec un effectif total de 18.892 ouvriers.

Les 13.194 établissements assurés occupaient ensemble 660.979 ouvriers et se composaient de 12.812 établissements assurés à une société anonyme ou mutuelle non syndicale et de 382 établissements assurés à une caisse syndicale.

Pour ce qui est des établissements non assurés (ou, ce qui revient au même, qui se sont déclarés leurs propres assureurs), la plupart d'entre eux avaient institué une caisse de secours gérée par l'entreprise ou affilié leurs ouvriers à une société de secours mutuels.

Les polices contractées par les établissements assurés comprenaient :

L'assurance d'indemnités en cas d'accidents graves, dans 13.081 établissements ;

L'assurance d'indemnités en cas d'accidents légers, dans 13.194 établissements ;

L'assurance de la responsabilité civile du patron, dans 12.838 établissements.

Ainsi, dans 113 établissements, les polices ne visaient pas l'assurance des accidents mortels ou entraînant une incapacité permanente de travail ; tous ces établissements appartiennent à des industries où les accidents graves sont tout à fait exceptionnels.

Dans la totalité des établissements assurés, par contre, les polices prévoyaient les cas d'incapacité temporaire. En général, l'indemnité garantie est servie à partir du quatrième jour ; toutefois, dans certaines polices, le délai est plus long. Il va,

notamment, jusqu'au quatre-vingt-onzième jour dans les polices d'assurances souscrites à la Caisse syndicale des forges.

En résumé, voici les totaux résultant de l'enquête :

Établissements ayant répondu au Questionnaire.....	13.422
Effectif total de ces établissements.....	679.871
Nombre total des ouvriers assurés contre les accidents.....	657.456
Établissements assurés à une société anonyme ou mutuelle ou à une caisse syndicale.....	13.194
Effectif total des établissements assurés.....	660.979
Établissements non assurés.....	228
Effectif total des établissements non assurés.....	18.892
Établissements assurant leurs ouvriers contre les cas de mort et d'incapacité permanente.....	13.081
Établissements assurant leurs ouvriers contre les cas d'incapacité tem- poraire.....	13.194
Établissements ayant souscrit une police d'assurance de la responsabi- lité civile.....	12.838

RÉSULTATS GÉNÉRAUX PAR RÉGIONS.

Le tableau I ci-après fait connaître les résultats obtenus par les inspecteurs dans les diverses parties de la France, en groupant les 86 départements en sept régions, à savoir :

- I. Région de Paris (Seine et Seine-et-Oise);
- II. Région du Nord (Oise, Somme, Pas-de-Calais, Nord);
- III. Région de l'Est (Seine-et-Marne, Aisne, Ardennes, Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges, Haute-Saône, Haut-Rhin (Belfort), Doubs, Jura, Côte-d'Or, Yonne);
- IV. Région de l'Ouest (Seine-Inférieure, Calvados, Eure, Orne, Eure-et-Loir, Mayenne, Sarthe, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Vendée, Loire-Inférieure, Morbihan, Finistère, Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine, Manche);
- V. Région du Centre (Loiret, Nièvre, Saône-et-Loire, Loire, Puy-de-Dôme, Allier, Nièvre, Cher, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Vienne, Indre, Creuse, Haute-Vienne);
- VI. Région du Midi et du Sud-Ouest (Charente-Inférieure, Charente, Dordogne, Corrèze, Cantal, Lozère, Gard, Hérault, Aude, Pyrénées-Orientales, Ariège, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Basses-Pyrénées, Landes, Gironde, Lot-et-Garonne, Lot, Aveyron, Tarn, Tarn-et-Garonne, Gers);
- VII. Région du Sud-Est (Ain, Rhône, Ardèche, Gard, Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Drôme, Isère, Haute-Savoie, Savoie, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Var, Alpes Maritimes).

TABEAU I. — Résultats généraux par régions.

DÉSIGNATION	NOMBRE TOTAL des éta- blissements visités ayant répondu au question- naire.	NOMBRE TOTAL des ouvriers de ces éta-blisse- ments.	NOMBRE des OUVRIERS assurés contre les accidents.	NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS ASSURÉS			NOMBRE des ÉTABLI- SEMENTS non assurés.	ÉTABLISSEMENTS ASSURANT LEURS OUVRIERS		ÉTABLI- SEMENTS contre la responsa- bilité civile.
				à une société anonyme ou mutuelle syndicale.	à une caisse syndicale.	TOTAL.		contre les cas de mort et d'incapacité permanente.	contre les cas d'incapacité temporaire.	
DES RÉGIONS.	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I. — Région de Paris.....	1.317	58.770	53.050	1.090	198	1.288	59	1.280	1.288	1.250
II. — Nord.....	1.355	121.030	119.611	1.268	67	1.335	20	1.209	1.335	1.118
III. — Est.....	2.181	130.175	128.199	2.101	40	2.141	40	2.131	2.141	2.085
IV. — Ouest.....	2.817	119.212	116.586	2.795	9	2.804	13	2.804	2.804	2.787
V. — Centre.....	1.745	84.891	83.888	1.713	24	1.737	8	1.734	1.737	1.731
VI. — Midi et Sud-Ouest.....	1.593	46.849	43.486	1.623	8	1.536	57	1.520	1.536	1.534
VII. — Sud-Est.....	2.384	118.944	112.636	2.317	36	2.353	31	2.313	2.353	2.333
TOTAL.....	13.422	679.871	657.456	12.812	382	13.194	228	13.081	13.194	12.838

En ce qui concerne la répartition des établissements assurés suivant les régions, le tableau précédent ne doit être considéré que comme un document témoignant de la facilité plus ou moins grande avec laquelle les industriels ont répondu aux questions qui leur étaient posées par les inspecteurs. Il est visible, en effet, que, pour certaines régions, notamment la région de Paris, les renseignements sont tout à fait incomplets, et que la proportion des réponses recueillies, par rapport aux établissements visités, varie beaucoup suivant les circonscriptions d'inspection. Certaines circonscriptions n'ont fourni que très peu de réponses. Pour d'autres, au contraire, les renseignements sont très nombreux et sont presque en nombre égal à celui des établissements visités.

On remarquera que, dans les régions de l'Ouest et du Midi, l'effectif moyen des établissements signalés est notablement moindre que dans les régions du Nord et de l'Est, par exemple. Les questionnaires remplis dans les circonscriptions des premières de ces régions concernent en effet principalement de petits établissements. Dans les secondes, au contraire, c'est surtout la grande industrie qui a fourni les réponses.

RÉSULTATS GÉNÉRAUX PAR GRANDS GROUPES D'INDUSTRIES.

Nous avons également classé les réponses suivant la nature de l'industrie exercée, en nous bornant à une première répartition dans les treize grands groupes suivants :

- I. Agriculture et forêts;
- II. Carrières;
- III. Industries de l'alimentation;
- IV. Industries chimiques;
- V. Fabrication et travail du papier, du carton et du caoutchouc;
- VI. Travail des cuirs et des peaux;
- VII. Industries textiles;
- VIII. Industries du bois;
- IX. Industries des métaux;
- X. Taille des pierres;
- XI. Industries du bâtiment et de la construction en général;
- XII. Travail des pierres et des terres au feu (four à chaux et à plâtre, fabriques de ciments, briqueteries, industries céramiques et verreries);
- XIII. Industries des transports, manutention des fardeaux, etc.

Les résultats du dépouillement des questionnaires sont indiqués au tableau II ci-contre :

TABLEAU II. — Résultats généraux par groupes d'industries.

DÉSIGNATION	NOMBRE TOTAL des éta- blissements visités ayant répondu au ques- tion- naire.	NOMBRE TOTAL des ouvriers de ces éta- blisse- ments.	NOMBRE des ouvriers assurés contre les accidents.	NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS ASSURÉS					NOMBRE des ÉTABLIS- SEMENTS non assurés.	ÉTABLISSEMENTS ASSURANT LEURS OUVRIERS		ÉTABLIS- SEMENTS contre la responsa- bilité civile.
				à une société anonyme ou mutuelle non syndicale.	à une caisse syndicale.	TOTAL.	contre les cas de mort et d'incapacité permanente.	contre les cas d'incapacité temporaire.				
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11		
I. — Agriculture et forêts.....	15	51	51	15	"	15	"	15	15	15		
II. — Carrières.....	28	487	487	28	"	28	"	28	28	28		
III. — Alimentation.....	1.532	58.277	56.685	1.520	2	1.522	10	1.522	1.522	1.503		
IV. — Industries chimiques.....	595	29.818	28.300	576	1	577	18	577	577	572		
V. — Papier, carton, caoutchouc.....	605	34.514	32.173	596	2	598	7	593	598	574		
VI. — Cuir et peaux.....	331	15.389	12.787	327	"	327	7	327	327	325		
VII. — Textiles.....	1.931	232.849	225.011	1.808	32	1.840	91	1.840	1.840	1.828		
VIII. — Bois.....	2.010	38.856	36.573	1.941	62	2.003	7	1.912	2.003	1.926		
IX. — Métaux.....	3.211	169.426	167.485	3.029	107	3.136	75	3.135	3.136	3.013		
X. — Taille des pierres.....	105	1.756	1.445	104	"	104	1	101	104	99		
XI. — Bâtiement.....	2.337	53.186	52.790	2.169	166	2.335	2	2.335	2.335	2.269		
XII. — Travail des pierres et des terres...	656	42.653	40.773	636	10	646	10	635	646	624		
XIII. — Transports, etc.....	63	2.609	2.296	63	"	63	"	61	63	62		
TOTAUX.....	13.492	679.871	657.456	12.812	382	13.194	228	13.081	13.194	12.838		

Les industries entrent, comme on le voit par ces chiffres, dans les totaux en proportions très diverses. Les industries textiles et les industries des métaux sont le plus largement représentées. Puis viennent, par ordre d'importance (d'après les nombres d'ouvriers assurés) : les industries de l'alimentation, les industries du bâtiment, le travail des pierres et des terres (industries céramiques et verrerie principalement), les industries du bois, celles du papier, carton et caoutchouc, les industries chimiques, celles des cuirs et des peaux, les transports et la manutention des fardeaux, la taille des pierres, les carrières et enfin l'agriculture. Il importe de ne pas oublier que ce n'est qu'exceptionnellement que les industries agricoles, les industries de transport et les industries extractives figurent dans cette enquête (1). Les mines, minières et carrières sont du ressort du service des Mines. Les entreprises de transport ne donnent pas matière à la surveillance du travail de nuit des femmes et des enfants, et il en est de même des exploitations agricoles.

En ce qui concerne les mines, rappelons qu'elles sont d'ailleurs, depuis la loi de 1894, pourvues de caisses de secours et de retraites obligatoires, et que leur personnel est ainsi assuré de droit contre les accidents en même temps que contre la maladie et la vieillesse.

IV. — RÉSULTATS GÉNÉRAUX DE L'ENQUÊTE ENTREPRISE EN 1894 PAR L'OFFICE DU TRAVAIL.

Antérieurement aux recherches effectuées avec le concours de l'Inspection du travail, l'Office du travail avait entrepris directement en 1894 une enquête destinée à faire connaître les conditions des assurances collectives contre les accidents contractées auprès des compagnies à primes fixes. Les résultats obtenus, trop peu importants pour faire l'objet d'une publication spéciale, présentent néanmoins un intérêt en ce qu'ils permettent de se rendre compte de la variété des conditions particulières des polices. Nous les reproduisons ici pour compléter les données qui précèdent. Ces renseignements proviennent de 804 questionnaires qui ont été remplis bénévolement par des chefs d'entreprise appartenant presque tous à la grande industrie et dont les établissements renferment, au total, environ 75.000 ouvriers assurés.

Les 804 établissements assurés en 1894 à une compagnie à primes fixes avaient tous souscrits une double police d'assurance d'indemnités et de garantie de la responsabilité civile. Voici d'abord comment se répartissent les polices d'après le mode de fixation de la prime :

(1) Pour les 15 établissements mentionnés à l'agriculture notamment, il s'agit en l'espèce de petites entreprises d'horticulture et de fabrication de bouquets de fleurs naturelles.

I. — *Mode de fixation de la prime.*

	NOMBRE d'établis- sements.
Prime fixée en p. o/o des salaires.....	680
Prime fixée par ouvrier et par 10 heures de travail.....	52
Prime fixée par ouvrier et par journée de travail (sans spécification de la journée).....	40
Prime fixée par ouvrier et par an.....	18
Prime fixée à forfait.....	11
Prime fixée par broche (filature).....	1
Prime fixée par hectare exploité (exploitations agricoles).....	2
TOTAL général des établissements.....	804

Le plus souvent, la prime totale relative à la fois à l'assurance d'indemnité et à la garantie de la responsabilité est à la charge du patron. Quand les frais sont partagés entre le patron et l'ouvrier au moyen d'une retenue spéciale sur le salaire de ce dernier, il arrive assez fréquemment que le premier ne supporte que la part de prime couvrant l'assurance de responsabilité. Enfin, il s'est rencontré un nombre relativement élevé d'établissements dans lesquels l'assurance était mise entièrement à la charge de l'ouvrier.

II. — *Répartition des frais de l'assurance.*

	NOMBRE d'établis- sements.
Établissements dans lesquels le patron ne retient rien à l'ouvrier.....	433
Établissements dans lesquels l'ouvrier paye moins de la moitié de la prime totale.....	55
Établissements dans lesquels l'ouvrier paye la moitié de la prime totale....	88
Établissements dans lesquels l'ouvrier paye plus de la moitié de la prime totale.....	170
Établissements dans lesquels la totalité de la prime est retenue à l'ouvrier..	56
Non indiqués.....	2
TOTAL général des établissements.....	804

Dans 56 établissements, la part de la prime payée par le patron correspond uniquement à la garantie de la responsabilité civile, l'assurance d'indemnités étant tout entière à la charge de l'ouvrier.

Le montant de la prime varie beaucoup selon le degré de risques. Dans les 680 établissements où la prime totale était fixée en p. o/o des salaires, nous avons trouvé les taux suivants :

III. — Taux de la prime totale en p. 0/0 du salaire.

TAUX.	NOMBRE d'établis- sements.	TAUX.	NOMBRE d'établis- sements.
0,15 p. 0/0 du salaire	2	1,15 p. 0/0 du salaire	7
0,20 —	1	1,20 —	15
0,24 —	3	1,25 —	20
0,25 —	16	1,30 —	9
0,28 —	3	1,35 —	11
0,30 —	7	1,40 —	22
0,35 —	8	1,45 —	2
0,40 —	20	1,50 —	41
0,43 —	1	1,55 —	9
0,45 —	14	1,60 —	13
0,46 —	1	1,65 —	9
0,47 —	2	1,70 —	8
0,48 —	3	1,75 —	17
0,50 —	36	1,80 —	10
0,54 —	2	1,85 —	2
0,55 —	5	1,90 —	7
0,57 —	1	1,95 —	3
0,58 —	2	2,00 —	41
0,60 —	13	2,05 —	1
0,61 —	1	2,10 —	6
0,62 —	4	2,20 —	4
0,63 —	3	2,25 —	15
0,64 —	1	2,30 —	5
0,65 —	9	2,35 —	3
0,70 —	15	2,40 —	7
0,71 —	1	2,50 —	16
0,75 —	21	2,65 —	3
0,80 —	20	2,75 —	3
0,81 —	2	3,00 —	12
0,82 —	1	3,30 —	2
0,83 —	3	3,50 —	9
0,85 —	14	3,90 —	1
0,90 —	11	4,00 —	7
0,96 —	5	5,00 —	2
1,00 —	52	7,50 —	1
1,05 —	6		
1,07 —	1		
1,10 —	17		
		TOTAL des établissements . .	680

Quant aux primes fixées par ouvrier et par 10 heures de travail, elles varient de 0 fr. 015 à 0 fr. 1775; par ouvrier et par an, les taux rencontrés s'échelonnent de 1 fr. 25 à 50 francs.

Taux des indemnités. — En cas de mort, l'indemnité allouée aux ayants droit est tantôt un capital fixe, tantôt un capital proportionnel au salaire de la victime, tantôt (mais beaucoup plus rarement) une rente à la veuve, ou aux ascendants, proportionnelle au salaire.

Voici les dispositions des polices sur ce point :

IV. — *Montant ou taux de l'indemnité en cas de mort.*

	NOMBRE d'établis- sements.
A) <i>Capital fixe :</i>	
Inférieur à 1.000 francs.....	38
Égal à 1.000 francs.....	55
De 1.001 francs à 1.500 francs.....	67
Supérieur à 1.500 francs.....	84
ENSEMBLE.....	<u>244</u>
B) <i>Capital proportionnel au salaire :</i>	
Inférieur à 300 fois le salaire quotidien.....	11
Égal à 300 fois le salaire quotidien.....	262
De 301 à 400 fois le salaire quotidien.....	120
De 401 à 500 fois le salaire quotidien.....	39
Supérieur à 500 fois le salaire quotidien.....	109
ENSEMBLE.....	<u>541</u>
C) <i>Rentes viagères aux ayants droit se montant, au total, à 22 p. o/o du</i>	
<i>salaire annuel de la victime.....</i>	3
<i>Établissements pour lesquels il n'a pas été fourni de réponses à la question.</i>	16
TOTAL général des établissements.....	<u>804</u>

Ces indemnités sont en général très faibles. Si on les compare à la rente qui sera allouée désormais en vertu de la nouvelle législation, on voit qu'elles ne dépassent pas (sauf pour les trois rentes viagères égales à 22 p. o/o du salaire) le tiers ou même le quart de l'indemnité forfaitaire instituée par la loi du 9 avril 1898.

En cas d'incapacité de travail permanente et absolue, les compagnies allouent soit un capital, soit une rente, le capital ou la rente étant d'ailleurs fixés en valeur absolue ou déterminés en fonction du salaire :

V. — *Montant ou taux de l'indemnité en cas d'incapacité
de travail permanente absolue.*

	NOMBRE d'établis- sements.
A) <i>Capital fixe :</i>	
Inférieur ou égal à 1.000 francs.....	6
De 1.001 à 1.500 francs....	47
De 1.501 à 2.000 francs.....	38
Supérieur à 2.000 francs.....	59
ENSEMBLE.....	<u>150</u>

b) *Capital proportionnel au salaire :*

Inférieur à 300 fois le salaire quotidien.....	16
Égal à 300 fois le salaire quotidien.....	59
De 301 à 400 fois le salaire quotidien.....	263
De 401 à 500 fois le salaire quotidien.....	22
Supérieur à 500 fois le salaire quotidien.....	148
ENSEMBLE.....	508

c) *Rente fixe :*

Inférieure ou égale à 300 francs.....	83
---------------------------------------	----

n) *Rente proportionnelle au salaire :*

Inférieure ou égale à 50 fois le salaire quotidien.....	9
De 51 à 100 fois le salaire quotidien.....	26
De 101 à 200 fois le salaire quotidien.....	17
ENSEMBLE.....	52

Établissements n'ayant pas fourni de réponses à la question.....	11
--	----

TOTAL général des établissements.....	804
---------------------------------------	-----

Pour les cas d'incapacité permanente partielle, les indemnités offrent la même diversité et sont établies sur les mêmes bases, mais avec réduction.

VI. — *Montant ou taux de l'indemnité en cas d'incapacité de travail permanente partielle.*

(INDEMNITÉ MAXIMA.)

NOMBRE
d'établissements.

a) *Capital fixe :*

Inférieur ou égal à 500 francs.....	12
De 501 à 1,000 francs.....	88
Supérieur à 1,000 francs.....	69
ENSEMBLE.....	169

b) *Capital proportionnel au salaire :*

Inférieur à 200 fois le salaire quotidien.....	89
Égal à 200 fois —.....	242
De 201 à 300 fois —.....	83
De 301 à 400 fois —.....	50
Supérieur à 400 fois —.....	27
ENSEMBLE.....	491

c) *Rente fixe :*

Inférieure à 200 francs.....	18
Égale à 200 francs.....	37
Supérieure à 200 francs.....	3
ENSEMBLE.....	58

D) Rente proportionnelle au salaire :

Inférieure ou égale à 50 fois le salaire quotidien.....	10
De 51 à 100 fois —	3
ENSEMBLE.....	13

E) Maxima non fixés et indemnités à débattre dans chaque cas particulier....	55
Établissements n'ayant pas fourni de réponse à la question.....	18

TOTAL GÉNÉRAL des établissements.....	804
--	------------

En cas d'incapacité temporaire, il est en général alloué une indemnité journalière pendant 60, 90 ou 180 jours, ou même jusqu'à guérison, sans indication de durée. L'indemnité est réduite de moitié à l'expiration du délai fixé, et prolongée, ainsi réduite, pendant une durée égale. Les diverses dispositions des polices à cet égard peuvent se résumer comme suit :

VII. — Montant ou taux de l'indemnité en cas d'incapacité de travail temporaire.

	NOMBRE d'établissements.
A. Allocation journalière proportionnelle au salaire :	—
Réduction de moitié à l'expiration du délai indiqué et prolongation de l'indemnité réduite pendant un délai égal, en général, au premier.	1/2 salaire quotidien pendant 60 jours.. 3
	— 90 — .. 259
	— 100 — .. 4
	— 180 — .. 105
	— 200 — .. 59
1/2 du salaire quotidien jusqu'à guérison, sans indication de durée.....	138
3/5 — pendant 200 jours.....	2
2/3 — (de 100 à 200 jours).....	18
3/4 — (de 180 à 200 jours).....	7
ENSEMBLE.....	594

r) Allocation journalière d'une somme fixe :

Indemnité réduite de moitié, en général, à partir du 91 ^e jour.	{	1 ^e 00 ^e	2
		1 50	165
		1 75	1
		2 00	99
		2 25	1
		2 50	31
		3 00	14
		4 00	2
			165

c) Indemnités diverses :

(Somme fixe de 1.000 francs, ou indemnité égale à 150 fois, 130 fois, 150 fois le salaire quotidien).....	14
---	----

d) Établissements non assurés contre les accidents légers.....	23
Établissements n'ayant pas fourni de réponse à la question.....	8

TOTAL GÉNÉRAL des établissements.....	804
--	------------

Indépendamment de l'indemnité pécuniaire allouée aux blessés, les compagnies prennent aussi souvent à leur charge les frais médicaux et thérapeutiques occasionnés par les blessures. Les établissements considérés se divisent, sous le rapport de cette clause, de la manière suivante :

VIII. — *Frais de médecin et de médicaments.*

	NOMBRE d'établissements.
A) Établissements dans lesquels la compagnie d'assurance prend à sa charge les frais médicaux et thérapeutiques.....	247
B) Établissements dans lesquels la compagnie d'assurance prend à sa charge les frais médicaux seulement.....	118
C) Établissements dans lesquels la compagnie d'assurance ne prend aucuns de ces frais à sa charge.....	438
Établissements n'ayant pas répondu à la question	9
TOTAL GÉNÉRAL des établissements.....	804

Garantie de la responsabilité civile. — La police d'assurance stipule en général un maximum des dépenses que la compagnie s'engage à supporter. Dans certains cas, toutefois, assez nombreux, la garantie est illimitée. Voici les dispositions rencontrées dans les polices des 804 établissements :

IX. — *Conditions de la garantie de la responsabilité civile.*

	NOMBRE d'établissements.
A) <i>Responsabilité limitée à une somme fixe :</i>	
Maximum par victime. { Maximum inférieur ou égal à 5,000 ^f	67
— de 5,001 à 7,500 ^f	246
— de 7,501 à 10,000	229
— de 10,001 à 15,000	64
— supérieur à 15,000	13
ENSEMBLE.....	619
B) <i>Fraction fixée d'avance de tous les frais en cas de procès :</i>	
9/10 des frais	25
4/5 des frais	2
ENSEMBLE.....	27
C) <i>Responsabilité illimitée.</i>	85
Établissements n'ayant pas répondu à la question	73

En outre, indépendamment des maxima par victime, les polices stipulent souvent aussi un maximum par « sinistre », c'est-à-dire par accident, quel que soit le nombre des victimes. Dans 27 établissements, ce second maximum était fixé à 100,000 fr., et dans 18 établissements, à 50,000 francs.

LOI DU 9 AVRIL 1898

SUR LA RESPONSABILITÉ DES ACCIDENTS (1).

HISTORIQUE SOMMAIRE ET ANALYSE.

La loi sur la responsabilité patronale, promulguée le 9 avril dernier, clôt la longue période préparatoire d'étude et de discussion à laquelle a donné lieu, en France, la question des accidents du travail, depuis l'époque déjà lointaine (1880) où une première proposition visant le renversement de la preuve avait été déposée par M. Martin Nadaud, député.

Dès 1887, la Chambre adopta un projet de sa commission, qui substituait aux règles générales des articles 1382 et 1383 du Code civil le principe du risque professionnel et, comme conséquence, la nécessité de l'assurance. Le Sénat modifia la solution proposée par la Chambre, mais en maintenant toutefois le principe du risque professionnel. La législature suivante de la Chambre reprit le travail à ce point précis, le risque professionnel étant désormais admis. Un projet déposé en 1890 par M. Jules Roche, ministre du commerce, et qui institua l'assurance obligatoire, devint la base sur laquelle la Commission du travail, présidée par M. Ricard, élaborait un nouveau texte, très complet et profondément étudié, qui organisait l'assurance obligatoire par des mutualités régionales analogues à celles qui fonctionnent en Autriche depuis 1889, conformément à la loi du 28 décembre 1887. Après adoption, par la Chambre, à la majorité de 493 voix contre 4, le 10 juin 1893, ce projet fut renvoyé au Sénat. Par l'organe de son rapporteur, M. Poirrier, la Commission sénatoriale rejeta le principe de l'assurance obligatoire, mais proclama cependant la nécessité d'une garantie spéciale des indemnités dues aux victimes d'accident et à leurs ayants droit.

A partir de cette époque, de nombreux échanges de vues eurent lieu entre les deux assemblées afin d'établir un terrain d'entente.

Les idées d'obligation dominant à la Chambre, celles au contraire de la plus grande liberté possible compatible avec une garantie donnée aux ouvriers prévalant au Sénat, il semblait difficile d'aboutir à un accord. C'est ainsi que le projet voté en janvier 1896 par le Sénat s'écarterait de plus en plus du projet initial de la Chambre, allant jusqu'à laisser l'indemnité due en cas d'accident flotter entre les limites d'un maximum et d'un minimum et n'instituait aucune garantie obligatoire en dehors de celle fournie par le privilège actuel du Code civil (articles 2, 101 et 2, 102).

La Commission de la Chambre chargée d'examiner ce projet ne put, de son côté, se résoudre à abandonner entièrement le principe de l'obligation de l'assurance et revint d'autre part à la fixation d'un chiffre uniforme pour l'indemnité. Le texte présenté le 7 juillet 1897 par M. Maruéjols, rapporteur, rétablissait, en effet, l'obligation de l'assurance, mais en la limitant à des mutualités instituées d'office entre les patrons qui n'auraient pas voulu fournir, individuellement ou réunis en syndicats, certains cautionnements dont le montant devait être déterminé ultérieurement par un règlement d'administration publique. En ce qui concerne les indemnités, le projet Maruéjols adoptait, à peu de chose près, les taux proposés déjà en 1893 par M. Ricard. Il semblait encore impossible, sur ces bases, d'arriver à un accord avec le Sénat. C'est alors que le Gouvernement et la Commission s'inspirèrent heureusement d'une idée nouvelle : la garantie par l'Etat des insolvabilités des chefs

(1) Voir p. 431 et suivantes le texte *in extenso* de la loi.

d'entreprise au moyen d'un impôt additionnel aux patentes, supporté par l'ensemble des industriels.

Cette garantie de l'insolvabilité éventuelle des patrons imprévoyants par un impôt général, de rendement certain, avait le grand avantage de rendre inutile, désormais, l'obligation de l'assurance et de permettre ainsi d'espérer une entente avec le Sénat. Au mois de janvier 1898, la Chambre vota le projet remanié de la sorte, qui, en retournant aussitôt après au Sénat, ne devait plus rencontrer la même opposition de la part de la haute Assemblée. Dans son rapport, en effet, la Commission sénatoriale, par l'organe de M. Thévenet, acceptait le principe de l'impôt de garantie, et la seule modification importante qu'elle introduisait consistait à supprimer l'exigibilité du capital des rentes à servir aux victimes d'accident ou à leurs ayants droit, qui avait été stipulée dans le projet de la Chambre.

La discussion au Sénat fit l'objet de deux délibérations, dans l'intervalle desquelles le texte proposé subit encore quelques remaniements et fut définitivement voté en deuxième lecture, le 19 mars 1898. Le 26 mars suivant, la Chambre adoptait, sans discussion et après déclaration d'urgence, le même texte, qui prenait ainsi force de loi.

La loi nouvelle s'étend aux travailleurs et employés des fabriques, du bâtiment, des mines et carrières, des entrepôts, des entreprises de transport et, en général, de toutes les exploitations où il est fait usage d'engins mécaniques. Elle institue à leur profit un régime différent de celui de l'article 1382 du code civil (1).

Pour ces ouvriers et employés, et jusqu'à concurrence de 2,400 francs (pour le surplus, le salaire n'intervient que pour un quart), elle substitue au régime de l'*indemnité mutuelle*, fixée au gré des tribunaux, une *indemnité certaine*, variant suivant la gravité de l'accident, et ayant le *caractère forfaitaire*. Les taux d'indemnité, en cas de mort, d'incapacité permanente, totale ou partielle, et d'incapacité temporaire sont sensiblement les mêmes qu'en Allemagne et en Autriche, avec cette différence toutefois que la rente d'incapacité partielle est calculée sur la moitié seulement de la réduction de salaire subie et sur la totalité de cette réduction.

L'assurance-maladie n'étant pas obligatoire, comme elle l'est en Allemagne et en Autriche, il a fallu assurer la réparation de tous les *accidents de courte durée*, qui, dans ces pays, sont indemnisés par les caisses de maladie. A cet effet, l'*incapacité temporaire de travail* donne droit à une indemnité et aux soins médicaux à partir du cinquième jour.

Le *caractère forfaitaire* de l'indemnité, conséquence du *risque professionnel*, a pour effet de supprimer, en principe, toute distinction entre les accidents d'après le *degré de responsabilité* encourue, soit par le patron, soit par la victime. La loi n'admet une distinction qu'en cas de *faute inexcusable* ou *intentionnelle* de la victime. Dans le *premier cas*, le principe forfaitaire est respecté, l'indemnité étant seulement diminuée. Dans le *deuxième cas*, il y a délit, et l'indemnité est nécessairement supprimée, aucun droit ne justifiant alors son allocation. Quant à la *responsabilité patronale*, lorsqu'il est prouvé qu'il y a eu *faute inexcusable*, elle peut, de même être aggravée, mais les rentes attribuées aux victimes ne peuvent être, dans ce cas, majorées que jusqu'à concurrence du salaire annuel.

La loi organise la *constatation des accidents*; elle *simplifie la procédure*, sans créer aucune juridiction arbitrale analogue aux tribunaux allemands.

Aucune assurance obligatoire n'est instituée. En ce qui concerne les mesures à prendre en vue de s'acquitter de leur dette, la loi laisse aux chefs d'entreprise une

(1) Cet article est ainsi conçu : « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il arrive à le réparer. » Il oblige la victime à faire la preuve de la faute du patron, tandis que la nouvelle loi lui enlève ce souci et cette charge.

liberté complète. Pour les rentes viagères à servir aux blessés frappés d'incapacité permanente de travail ou aux ayants droit des ouvriers tués, elle n'astreint même pas les industriels débiteurs à verser le *capital des rentes*; il suffit qu'ils s'acquittent du *payement des arrérages* au fur et à mesure de leur échéance (les rentes devront être payées par fractions trimestrielles).

A défaut d'assurance obligatoire, le *payement des indemnités est néanmoins garanti par l'État* de la manière suivante :

Un *fonds spécial de garantie* est constitué, et la gestion en est confiée à une institution d'État déjà existante, la *Caisse nationale des retraites pour la vieillesse*. Ce fonds est alimenté par le prélèvement annuel de *centimes additionnels à l'impôt des patentes*, supporté par toutes les entreprises visées par la loi. En cas d'insolvabilité des chefs d'entreprise débiteurs, la Caisse nationale intervient et paye les rentes aux intéressés, en puisant les sommes correspondantes au fonds de garantie. Les titulaires de rentes n'ont donc pas à se préoccuper du recouvrement de leurs arrérages : si le patron responsable ne les paye pas, c'est la Caisse nationale qui les leur versera et qui, dès lors, se substituera à eux dans la récupération de la dépense qu'elle aura supporté de ce fait. Elle exercera directement un recours contre les débiteurs. Par débiteurs, il y a lieu d'entendre seulement les industriels non assurés. Dans le cas d'assurance du chef d'entreprise, la Caisse nationale n'aura à intervenir que si la compagnie ou la société d'assurance fait faillite; elle payera de même alors les rentes et exercera son recours contre l'assureur. Le fait d'être assuré dégage ainsi l'industriel de toute responsabilité.

L'impôt à l'aide duquel sera formé le fonds de garantie est peu élevé. Par conséquent, la sécurité du mécanisme que nous venons de décrire dépendra en première ligne de la sécurité même qu'offriront les sociétés d'assurance. Aussi la nécessité s'impose-t-elle de soumettre les organes à une surveillance minutieuse. La loi prévoit cette surveillance; elle stipule l'obligation pour les sociétés de constituer des réserves. Le détail du contrôle de l'État ainsi que les conditions dans lesquelles seront constituées les réserves doivent être déterminées ultérieurement par un règlement d'administration publique, actuellement en voie d'élaboration.

Telles sont les principales dispositions de la nouvelle loi française. Entre la solution de l'assurance obligatoire réglée par l'État, qui a prévalu en Allemagne, en Autriche et en Norvège et la simple modification du régime de la responsabilité civile, à laquelle se sont bornés les législateurs anglais et danois; elle apporte une solution intermédiaire et concilie heureusement les deux courants d'idées opposées.

BUDGET DE L'EXERCICE 1898.

1^{re} SECTION — COMMERCE ET INDUSTRIE.

Loi du 13 avril 1898. [Extraits.]

Parmi les crédits accordés au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes par la loi de finances du 13 avril 1898 se trouvent les suivants :

CHAPITRES 6 et 7. Conservatoire des arts et métiers. — Personnel et matériel.....	479,150'
CHAPITRES 8 et 9. Écoles nationales d'arts et métiers. — Personnel et matériel.....	1,295,700
CHAPITRES 10 et 11. École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny. — Personnel et matériel.....	299,400

CHAPITRE 12. École nationale d'horlogerie de Cluses. (Décret du 30 novembre 1863.).....	60,100 ^f
CHAPITRE 13. Bourses aux élèves des Écoles d'arts et métiers pour les préparer aux examens de l'École centrale des arts et manufactures, et bourses d'entretien de ces mêmes élèves à cet établissement. (Dépenses figurant pour la première fois au budget de 1888.).....	30,000
CHAPITRE 14. Bourses à l'École centrale des arts et manufactures.	50,000
CHAPITRE 15. Écoles pratiques de commerce et d'industrie. — Personnel.....	477,120
CHAPITRE 16. Encouragements à l'enseignement industriel.....	344,800
CHAPITRE 17. Encouragements à l'enseignement commercial....	190,000
CHAPITRE 20. Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers.....	41,000
CHAPITRE 21. Conseil supérieur du travail. (Décret du 22 janvier 1891.).....	15,000
CHAPITRE 22. Inspection du travail dans l'industrie. (Loi du 2 novembre 1892.).....	640,000
CHAPITRE 31. Encouragements aux syndicats professionnels... ..	15,000
CHAPITRE 32. Encouragements aux associations ouvrières de production et de crédit. (Dépenses figurant pour la première fois au budget de 1893.).....	140,000
CHAPITRE 33. Caisse nationale de retraites pour la vieillesse. (Bonification sur les pensions. Loi du 20 juillet 1886, art. 11, décret du 28 décembre 1886, art. 25 et suivants, et loi du 28 mai 1891.).....	15,000
CHAPITRE 34. Bonifications aux pensions de retraite.....	1,200,000
CHAPITRE 40. Encouragements aux pêches maritimes. (Loi du 22 juillet 1851; décrets des 20 août 1851, 29 décembre 1851; loi du 15 décembre 1880; décret du 12 février 1892 et loi du 31 juillet 1890 applicables jusqu'au 30 juin 1901 inclusivement.).....	3,875,000
CHAPITRE 46. Office du travail et statistique générale.....	95,000
CHAPITRE 47. Recensement quinquennal des professions (1).....	150,000

ALGÉRIE.

CHAPITRE 1 ^{er} . École nationale d'apprentissage de Dellys.....	120,000
---	---------

ENQUÊTE DE L'OFFICE DU TRAVAIL SUR LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION.

Comme suite aux renseignements donnés dans le dernier *Bulletin* sur les résultats généraux de cette enquête (2), les tableaux ci-après, extraits du *Compte rendu* (3), résument les principaux chiffres qui caractérisent la situation et l'activité des associations ouvrières en 1895.

(1) Cette allocation disparaîtra du budget quand le recensement sera terminé.

(2) Voir *Bulletin* d'avril, p. 292.

(3) Voir la bibliographie au *Bulletin* d'avril, 3^e page de la couverture.

*Sociétés ayant fonctionné toute l'année. Sociétés non comprises dans l'enquête. Classement
Participation aux bénéfices. Tendance*

DÉSIGNATION.	NOMBRE								CAPITAL SOCIAL		VALEUR de l'OC-TILLAGE en francs
	DE SOCIÉTÉS		DE SOCIÉTAIRES				D'AUXILIAIRES		SOUSCRIT à l'époque de l'enquête.	VERSÉ par les actionnaires au total.	
	ayant fonc-tionné en 1895.	aux-quelles s'ap-pli-quent les totaux du ta-bleau.	à la fin de 1895.	employés en 1895.		employés en 1895.					
				Maxi-mum.	Mini-mum.	Maxi-mum.	Mini-mum.				
ENSEMBLE des sociétés ayant fonctionné en 1895.	172	165	9,029	4,864	4,013	6,735	4,273	13,049,625	11,715,507	7,523,5	
Sociétés ayant fonctionné toute l'année 1895....	130	129	8,550	4,524	3,868	6,409	4,252	12,778,385	11,609,112	7,467,4	
Sociétés existant au 1 ^{er} janvier 1895 et disparues dans l'année.....	10	5	(A) 58	39	(A) 3	80	(A) 5	38,000	24,440	11,0	
Sociétés ayant commencé à fonctionner en 1895.	32	31	421	301	(B) 142	186	(B) 17	233,240	81,955	45,0	
Sociétés faisant ou ayant fait partie de la Chambre consultative.....	97	94	4,606	1,604	1,104	2,135	453	2,700,545	1,943,274	1,384,0	
Sociétés n'ayant pas fait partie de la Chambre consultative.....	75	71	4,423	3,260	2,909	4,600	3,821	10,349,080	9,772,233	6,139,1	
Sociétés accordant aux travailleurs associés ou non, sur les bénéfices nets, le capital social rémunéré à 5 p. 100 au plus : Une part égale ou supérieure à 50 p. 100 des bénéfices..... Une part inférieure à 50 p. 100 des bénéfices.....	(C) 19 (D) 61	19 61	960 2,570	902 1,004	780 664	2,280 1,202	1,592 356	4,948,440 1,184,122	4,844,953 800,984	984,1 627,1	
Sociétés employant des auxiliaires et ne leur accordant aucune participation aux bénéfices.....	(E) 56	55	3,053	1,896	1,670	3,184	2,297	6,355,663	5,285,424	5,285,1	
Sociétés n'employant pas d'auxiliaires en principe ou en pratique.....	(F) 27	27	1,298	1,005	843	5	3	316,400	563,246	366,1	
Sociétés ne répartissant actuellement rien, ni aux actionnaires, ni aux auxiliaires.....	(G) 3	3	1,148	57	56	64	26	240,000	220,400	260,1	
Sociétés disparues sans avoir rien distribué ni décidé.....	(H) 6	"	"	"	"	"	"	(I) 5,000	(I) 500		
Sociétés anonymes à capital variable.....	146	139	6,983	3,120	2,418	3,421	1,184	4,635,912	3,566,824	3,587,1	
Sociétés anonymes.....	7	7	812	684	604	167	95	580,890	851,991	785,1	
Sociétés sous le nom du gérant ou en nom collectif avec ou sans commandite.....	14	14	716	696	652	3,129	2,983	7,832,073	7,294,752	3,151,1	
Sociétés diverses mal définies ou définies par une loi spéciale (J).....	5	5	488	364	339	18	12	750	1,940		
Sociétés corporatives restées liées à un syndicat (K).....	24	24	3,158	398	215	445	100	568,300	469,356	358,1	
Sociétés corporatives non liées à un syndicat (L).....	28	27	2,218	789	568	363	139	713,350	582,238	527,1	
Sociétés fondées avec des tendances corporatives, mais restées en pratique aux mains d'un petit groupe de coopérateurs (M).....	11	11	150	138	111	319	14	142,172	92,234	20,1	
Sociétés fondées par de petits groupes de coopérateurs pour l'exploitation d'un établissement (N).....	87	87	2,836	2,815	2,525	5,163	3,844	11,343,253	10,030,947	6,241,1	
Sociétés pour l'exploitation d'un établissement, mais restées liées au mouvement syndical (O).....	13	13	657	707	591	445	177	270,550	537,532	36,1	
Sociétés douteuses.....	9	3	10	17	3	"	"	12,000	3,200		
Sociétés satisfaisant aux prescriptions principales du projet de loi sur les sociétés coopératives (P).....	34	34	871	662	473	797	138	410,090	311,580	22,1	
Sociétés ne satisfaisant pas encore (en 1896) à ces prescriptions.....	138	131	8,158	4,202	3,540	5,938	4,136	12,639,535	11,403,927	7,201,1	
ENSEMBLE de la coopération française en 1895, en tenant compte des formes voisines de l'association ouvrière de production.....	191	183	10,300	5,400	4,500	8,700	5,400	19,100,000	15,000,000		

*et groupement des Associations ouvrières à divers points de vue. Chambre consultative.
corporatives. Raisons sociales.*

SALAIRE PAYÉS EN 1895.			MONTANT		BENÉ- FICES EN 1895.	NOMBRE de SOCIÉTÉS en bénéfice.	OBSERVATIONS.																																								
SOCIÉ- TAIRES.	AUXI- LIAIRES.	TOTAL.	des AFFAIRES annuelles.	des TRAVAUX exécutés pour l'État.																																											
francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.																																										
6,371,342	5,785,348	12,156,690	29,895,354	4,573,326	2,410,234	100	En faisant colonne par colonne, les totaux des groupements complémentaires analysés entre deux des traits noirs horizontaux qui divisent le tableau, on doit retrouver les chiffres de la ligne d'en-tête du tableau.																																								
6,161,464	5,735,898	11,897,362	29,385,653	4,519,206	2,399,023	86	La liste alphabétique (p. 33a et suiv.) indique 11 sociétés disparues dans l'année 1895, mais l'une d'entre elles (n° 63), n'existait pas encore au 1 ^{er} janvier 1895. (A) Nombre au moment de la fermeture des ateliers ; autrement il faudrait 0. (B) Nombres pris, les ateliers une fois ouverts ; autrement il faudrait 0.																																								
11,167	5,333	16,500	45,120	18,120	"	"																																									
198,711	44,117	242,828	464,581	36,000	11,211	14																																									
2,212,636	1,283,170	3,495,806	9,896,424	2,998,016	870,751	54	La liste alphabétique (p. 33a et suiv.) indique 105 sociétés faisant partie de la Chambre consultative au 1 ^{er} janvier 1897. Sur ces 105, elle en indique 21 comme ne fonctionnant pas encore en 1895. En revanche, 13 sociétés disparues au 1 ^{er} janvier 1897 faisaient partie de la Chambre en 1895.																																								
4,158,706	4,502,178	8,660,884	19,998,930	1,575,310	1,539,183	46																																									
1,146,948	2,240,430	3,387,378	6,127,272	987,000	669,851	13	<table><tr><th colspan="3">SOCIÉTÉS</th><th>CHIFFRES d'affaires des sociétés en nom.</th><th>SO- CIÉTÉS diverses.</th></tr><tr><th>anonymes à capital variable.</th><th>anonymes.</th><th>en nom.</th><th></th><th></th></tr><tr><td>(c)... 15</td><td>"</td><td>3</td><td>4,583,378^f</td><td>1</td></tr><tr><td>(d)... 61</td><td>"</td><td>"</td><td>"</td><td>"</td></tr><tr><td>(e)... 42</td><td>5</td><td>9</td><td>6,537,200</td><td>"</td></tr><tr><td>(f)... 19</td><td>2</td><td>2</td><td>16,000</td><td>4</td></tr><tr><td>(g)... 3</td><td>"</td><td>"</td><td>"</td><td>"</td></tr><tr><td>(h)... 6</td><td>"</td><td>"</td><td>"</td><td>"</td></tr></table>	SOCIÉTÉS			CHIFFRES d'affaires des sociétés en nom.	SO- CIÉTÉS diverses.	anonymes à capital variable.	anonymes.	en nom.			(c)... 15	"	3	4,583,378 ^f	1	(d)... 61	"	"	"	"	(e)... 42	5	9	6,537,200	"	(f)... 19	2	2	16,000	4	(g)... 3	"	"	"	"	(h)... 6	"	"	"	"
SOCIÉTÉS			CHIFFRES d'affaires des sociétés en nom.	SO- CIÉTÉS diverses.																																											
anonymes à capital variable.	anonymes.	en nom.																																													
(c)... 15	"	3	4,583,378 ^f	1																																											
(d)... 61	"	"	"	"																																											
(e)... 42	5	9	6,537,200	"																																											
(f)... 19	2	2	16,000	4																																											
(g)... 3	"	"	"	"																																											
(h)... 6	"	"	"	"																																											
1,303,668	875,302	2,178,970	5,613,254	1,709,206	656,143	32																																									
2,828,289	2,594,413	5,422,702	15,150,462	1,675,000	1,046,650	40																																									
975,437	11,300	986,737	2,613,558	167,120	30,640	13																																									
117,000	63,903	180,903	390,808	35,000	6,950	2																																									
"	"	"	"	"	"	"																																									
"	"	"	"	"	"	"																																									
4,130,447	2,522,007	6,652,454	16,361,938	4,155,206	1,011,836	84	(j) Par exemple, un atelier syndical sans statuts, et à l'opposé la mine de Rancie définie par des actes officiels. Toutes ces sociétés ont pour caractéristique de n'avoir pas de capital social.																																								
869,800	196,276	1,066,076	2,079,218	261,000	64,314	3																																									
1,194,535	3,061,735	4,256,270	11,136,578	152,000	1,325,364	10																																									
176,560	5,330	181,890	317,620	5,120	8,720	3																																									
382,371	206,766	589,137	1,542,253	448,120	30,403	11	Voir tableaux II et III, 2 ^e partie, colonnes 15 et 16 : (k) Colonne 15, oui ; colonne 16, non. (l) — non ; — non. (m) — non ; — non. (n) — non ; — oui. (o) — oui ; — oui.																																								
555,950	209,649	765,599	2,205,873	333,000	65,674	16																																									
134,600	53,112	187,712	434,111	113,500	12,863	4																																									
4,362,371	4,654,961	9,017,332	22,252,629	2,766,706	1,841,557	62																																									
926,050	660,860	1,586,910	3,430,488	912,000	459,737	7																																									
10,900	"	10,000	30,000	"	"	"																																									
777,139	562,400	1,339,539	2,803,462	1,129,000	66,284	18	(p) Sociétés anonymes à capital variable, ou n'employant pas d'auxiliaires, ou distribuant 50 p. 100 des bénéfices aux travailleurs associés ou non. Toutefois, le contrôle des auxiliaires participants n'est que rarement prévu.																																								
5,593,903	5,222,948	10,816,851	27,091,892	3,444,326	2,343,950	82																																									
"	"	"	40,000,000	6,600,000	3,000,000	109	La liste de 20 sociétés voisine de l'association ouvrière comprend une société ayant débuté en 1896.																																								

Associations ouvrières de production de la France entière. — Nombre des associés,

PROFESSIONS.		NOMBRE							CAPITAL SOCIAL	
		DE SOCIÉTÉS		DE SOCIÉTAIRES			D'AUJILIAIRES		À L'ÉPOQUE de l'enquête.	
		ayant fonctionné en 1895.	aux- quelles s'ap- pliquent les totaux du tableau.	à la fin de 1895.	employés en 1895.		employés en 1895.		Souscrit.	Versé par les actionnaires au TOTAL.
					Maxi- mun.	Mini- mun.	Maxi- mun.	Mini- mun.		
									francs.	francs.
EXTRACTION DE LA MATIÈRE PREMIÈRE.	Bûcherons, travail du bois en forêt, carrières et taille de la pierre à la carrière	4	4	289	279	188	193	28	74,400	60,297
	Mineurs	3	3	435	353	317	123	102	65,700	22,500
ALIMENTATION.	Boulangers	5	2	12	12	7	4	"	8,500	1,655
PAPIER, CARTON, ETC., INDUSTRIES POLYGRAPHIQUES.	Typographie, lithographie	6	6	1,306	121	121	313	161	387,600	374,000
	Graveurs sur bois, photographes, cartonnages, sacs en papier	5	5	72	47	35	12	10	27,000	14,173
CUIRS ET PEAUX.	Cordonniers, galochiers, équipements et chaussures militaires, malle- tiers, selliers, tanneurs et corroyeurs	13	13	443	280	240	354	172	192,150	147,204
INDUSTRIES TEXTILES.	Tisserands (coton, laine, soie), imprimeurs sur étoffes	9	9	2,280	342	276	125	51	372,850	283,103
TRAVAIL DES ÉTOFFES.	Chapeliers, couturiers, tailleurs, tapissiers proprement dits	6	6	182	36	21	30	21	65,500	54,850
INDUSTRIES DU BOIS, TABLETTERIE, ETC.	Charpentiers, menuisiers, parqueteurs, replan- seurs de parquets, mou- nisières-ébénistes, mou- luriers, découpeurs, menuisiers en cadres ..	18	18	403	260	158	270	52	614,500	517,053
	Ébénistes, pianos, tour- neurs sur bois, tonne- liers, sabotiers, voi- ture, carrossiers	12	12	411	221	184	201	116	361,500	306,964
	Brossiers, balaitiers, van- niers, boutonnières en nacre	5	4	192	166	156	2	2	16,500	4,725
A reporter		86	82	6,115	2,117	1,703	1,627	715	2,186,200	1,786,524

effectif du personnel employé, capital, outillage, salaires, chiffre d'affaires, bénéfices.

VALEUR de L'OU- TILLAGE (valeur mar- chande).	SALAIRES PAYÉS EN 1895.			MON- TANT des AFFAIRES annuelles en 1895.	MON- TANT des TRAVAUX excutés pour l'État, les départe- ments, les communes etc., en 1895.	BÉNE- FICES en 1895.	NOM- BRE de so- cié- tés en béné- fice.	RÉPARTITION DES BÉNÉFICES ET INTÉRÊTS POUR 1895.					
	So- ciétaires.	Auxi- liaires.	TOTAL.					RÉ- SERVES di- verses.	CAPITAL (inté- rêts, divi- dende). — Sommes.	DIREC- TION, admi- nistra- tion. — Sommes.	TRAVAIL.		CAISSE de prévoyance.
											Socié- taires. — Sommes.	Auxi- liaires. — Sommes.	
francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	fr.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
8,500	221,584	53,050	274,634	414,568	"	11,094	2	3,249	4,349	2,000	220	29	1,083
50,000	269,560	101,130	370,690	515,500	"	120	1	120	"	"	"	"	"
500	800	60	860	4,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
739,380	319,600	493,800	813,400	1,343,000	568,000	60,022	4	11,662	8,844	601	4,730	14,189	996
20,700	32,252	6,612	38,864	125,377	500	5,231	4	1,416	750	230	1,170	223	270
99,857	313,761	242,046	555,807	2,429,216	808,000	38,786	4	13,892	23,027	"	1,660	"	"
101,536	191,466	94,684	286,150	689,828	"	106,135	9	44,924	23,987	505	28,000	9,000	"
3,086	33,416	27,219	60,635	215,032	50,000	7,189	4	2,308	2,269	"	2,030	274	192
136,750	410,540	307,804	718,344	2,681,196	1,196,000	386,720	9	20,575	22,845	13,500	20,474	7,030	1,867
78,550	256,200	166,657	422,857	1,267,808	35,000	42,271	8	5,163	9,759	"	11,088	"	880
700	78,770	1,060	79,770	154,718	1,000	8,457	3	1,500	6,500	"	"	"	"
1,239,559	2,127,949	1,494,062	3,622,011	9,870,243	2,658,500	666,025	48	104,809	102,330	16,836	70,272	30,745	5,288

PROFESSIONS.	NOMBRE								CAPITAL SOCIAL À L'ÉPOQUE de l'enquête		VAPEUR
	DE SOCIÉTÉS		DE SOCIÉTAIRES		D'AUXILIAIRES				souscrit.	versé par les actionnaires au TOTAL.	de LOU- TILLAGE (valeur mar- chande).
	ayant fonc- tionné en 1895.	aux- quelles s'ap- pli- quent les taux du ta- bleau	à la fin de 1895.	employés en 1895.		employés en 1895.					
				Maxi- mum.	Mini- mum.	Maxi- mum.	Mini- mum.				
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Report.....	86	82	6.115	2.117	1.703	1.927	715	francs. 2.186.200	francs. 1.786.524	francs. 1.239.559	
TRAVAIL DES MÉTAUX COMMUNS.	Serruriers.....	2	2	18	15	13	20	18	30.000	16.050	15.900
	Fondeurs, ouvriers en li- mes, appareils d'éclai- rage, ferblantiers, lan- terniers en voiture, cou- teli-ers, lunetiers, in- struments de musique, horlogers, bijoutiers en doré.....	12	12	821	667	604	2.977	2.863	7.578.945	7.038.952	3.071.900
TRAVAIL DES PIERRES PRÉCIEUSES.	Diamantaires.....	5	5	151	151	137	39	24	118.340	118.340	90.600
VERRERIE, TRAVAIL DU VERRE.	Verriers, tailleurs de glaces, vitraux.....	4	4	454	505	450	68	53	69.500	365.131	250.300
TRAVAIL DES TERRES ET PIERRES.	Casseurs de pierres, pi- queurs de grès, grani- t-iers, paveurs, paveurs et cimentiers, terrass- s-iers.....	13	13	161	(A)146	122	(A)592	87	123.500	87.305	39.600
	Taill-urs de pierres, tail- leurs de pierres et ma- çons, maçons et terras- s-iers, maçons, cimen- t-iers, fumistes-brique- t-iers, carreleurs-mar- briers, sculpteurs-mou- leurs.....	17	15	350	297	124	528	43	226.000	126.826	80.300
	Couvreurs, couvreurs-pli- fonneurs, couvreurs- plombiers, zingueurs.....	4	4	39	22	27	27	5	22.250	10.593	5.000
	Plâtriers et peintres, peintres, dor-urs sur bois.....	11	11	94	95	63	286	11	117.200	60.946	24.783
MANU- TENTION, TRANSPORT.	Cochers, déchargeurs de navires et charbonniers, commis omnibus.....	18	17	826	849	770	571	455	2.577.690	2.104.840	2.705.600
TOTAUX.....	172	165	9.029	4.864	4.013	6.735	4.274	13.049.625	11.715.507	7.523.542	
dont :											
Bâtiment principalement ou exclusive- ment.....	65	63	1.065	835	507	1.723	216	1.133.450	818.773	302.333	
Industries diverses.....	89	85	7.138	3.180	2.736	4.441	3.603	9.338.485	8.791.894	4.515.609	
Cochers.....	18	17	826	849	770	571	455	2.577.690	2.104.840	2.705.600	

(A) Manquent les chiffres sans importance de deux sociétés de terrassiers (Lyon) disparues avant la fin de 1895.

SALAIRES PAYÉS en 1895.			MONTANT des affaires annuelles en 1895.	MONTANT des travaux exécutés pour l'Etat, les départements, les communes etc., en 1895.	PÉCUNIAIRES en 1895.	NOMBRE DE SOCIÉTÉS EN RÉSUMÉ.	RÉPARTITION DES RÉSOURCES ET INTÉRÊTS POUR 1895.					
Sociétaires.	Auxiliaires.	TOTAL.					Réserves diverses.	Capital. (intérêts, divi- dende).	Dirrec- tion, adminis- tration.	Travail.		Caisse de pré- voyance.
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.		francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
2.127.949	1.494.062	3.622.011	9.870.243	2.658.560	666.025	48	104.809	102.330	16.836	70.272	30.745	5.288
36.000	25.000	61.000	214.000	122.000	21.634	2	5.829	10.269	"	2.519	3.000	"
1.117.100	2.898.429	4.015.529	10.384.992	110.000	1.279.416	9	17.430	904.201	55.146	108.445	134.443	33.733
270.100	58.622	328.722	1.312.974	"	45.116	4	18.956	25.607	"	510	"	"
586.014	74.221	660.235	1.349.270	"	41.951	2	2.945	10.976	"	19.100	5.538	3.793
290.743	215.645	506.388	830.176	585.190	33.308	8	12.206	13.437	"	1.400	1.664	2.802
221.092	140.331	361.423	919.973	471.120	30.885	5	16.856	9.165	"	1.323	1.442	"
43.500	17.850	61.350	140.895	53.000	6.110	3	2.230	782	"	1.115	"	873
151.544	165.088	316.632	625.355	573.516	77.105	6	8.818	23.568	5.342	4.103	18.463	16.090
1.527.300	696.100	2.223.400	4.247.476	"	208.684	13	12.920	99.763	"	78.555	"	3.020
6.371.342	5.785.348	12.156.690	29.895.354	4.573.326	2.410.324	100	202.999	1.200.098	77.324	287.342	195.295	65.599
1.153.419	871.718	2.025.137	5.411.595	3.000.826	555.762	33	66.514	80.066	18.842	30.934	31.599	21.632
3.690.623	4.217.530	7.908.153	20.236.283	1.572.500	1.645.788	54	123.565	1.020.269	58.482	177.853	163.696	40.947
1.527.300	696.100	2.223.400	4.247.476	"	208.684	13	12.920	99.763	"	78.555	"	3.020

LA SITUATION DE LA FABRIQUE DE SOIERIES À LYON (1898) (1).

I. — LE DÉVELOPPEMENT DE L'OUTILLAGE.

1° Nombre global des métiers à tisser ordinaires, mécaniques et à bras.

L'industrie des soieries n'a pu échapper à la transformation qui s'imposa, pour elle comme pour tant d'autres, de l'ancienne industrie à domicile en grande industrie exercée dans des usines pourvues d'un outillage mécanique de plus en plus perfectionné.

Autrefois, presque toute la fabrication des soieries était concentrée à Lyon; puis, sous l'influence de l'accroissement de la consommation et pour éviter l'élévation du coût de la main-d'œuvre, les fabricants cherchèrent à transporter le travail à la campagne. L'émigration des métiers à la campagne date de 1832; diverses grèves accentuèrent le mouvement qui s'accéléra surtout vers 1861, en partie par suite de la vogue qui favorisa les tissus unis. Mais, à cette époque, le travail à la campagne ne créait pas à proprement parler de concurrence au canut lyonnais, car le nombre des métiers allait sans cesse en augmentant. Ainsi, on évaluait le nombre des métiers à bras :

En 1800, à.....	5,800
En 1820, à.....	27,000
En 1847, à.....	60,000
En 1861, à.....	116,000
En 1872-1873, à.....	120,000

On peut dire que ces années 1872-1873 marquent l'apogée de la prospérité de la vieille fabrique lyonnaise. A partir de ce moment, sous l'influence de la mode qui réclame de plus en plus des étoffes à bon marché, sous l'influence de la baisse générale des prix et de la lutte économique qui redoubla à partir de 1881 entre les diverses nations industrielles, il fallut chercher dans l'emploi de moyens plus perfectionnés l'économie des frais de production, et les usines mécaniques, dont on trouve l'origine dès 1840, prirent un rapide développement.

En 1889, le nombre des métiers à bras de la région lyonnaise était évalué à 60.000 environ. Ce même nombre de métiers existe peut-être encore aujourd'hui, mais un tiers à peu près sont inoccupés.

Suivant les matrices des patentes de Lyon pour 1898, les fabricants sont imposés pour :

- 21.356 métiers à bras pour tissus de soie pure;
- 159 métiers à bras pour tissus mélangés.

Mais il convient d'observer qu'un métier à bras ne peut être constamment en activité; en général, les pièces données au métier à bras ne sont pas très longues: il y a de fréquents changements et la mise en train prend beaucoup de temps; puis le travail est rarement suivi, il y a des chômages; — à la campagne, il y a le temps consacré aux travaux agricoles. — Si l'on tient compte de ces interruptions, on estime qu'il faut généralement doubler le chiffre indiqué par les matrices des patentes pour avoir le nombre réel des métiers occupés.

(1) D'après un Rapport de mission de l'Office du travail.

D'après ce qui précède, ce chiffre permet d'évaluer de 40.000 à 45.000 le nombre des métiers à bras occupés plus ou moins longtemps au cours de l'année. Il resterait donc une quinzaine de mille de métiers complètement inoccupés (1).

D'autre part, tandis qu'en 1896 les fabricants à forfait de Lyon sont imposés pour 21.000 métiers à bras disséminés, en 1891, les fabricants à forfait du Rhône (on peut affirmer que tous sont imposés à Lyon) étaient imposés pour 26.400 métiers disséminés. Ceci nous indique que la production aux métiers à bras a diminué, de 1891 à 1896, dans la proportion de 20 p. o/o. Cette diminution a été compensée par une augmentation supérieure de la production par métiers mécaniques. On a vu, en effet, plus haut que le nombre des métiers mécaniques s'est accru d'environ 11 p. o/o. Or, un métier mécanique représente une production plus que double de celle d'un métier à bras occupé toute l'année.

A Lyon même, un recensement effectué en 1892 par deux syndicats ouvriers, sous le contrôle de la chambre de commerce, donnait les résultats suivants :

Nombre d'ateliers, 7.530;

Nombre de métiers, 15.100.

Actuellement, on évalue le nombre de métiers existant effectivement à Lyon entre 10.000 et 12.000, mais de 6.000 à 7.000 seulement le nombre de ceux occupés.

On trouve, en effet, difficilement des ouvriers et l'on ne forme plus d'apprentis, en raison de la baisse des prix de façon dont il sera parlé plus loin.

Quant aux métiers mécaniques, une enquête faite en 1894 par le syndicat du tissage mécanique aboutissait au chiffre de 25.008, dont 9.967 appartenant à des fabricants pour leur compte et 15.041 à des faconniers. En tenant compte des lacunes inévitables de cette statistique, le chiffre global, en 1894 peut être fixé à 26.000.

En janvier 1896, les augmentations relevées chez les divers usiniers permettent de porter cette évaluation à un chiffre variant de 28.000 à 29.000.

Ainsi, métiers mécaniques :

En 1894, 26.000;

En 1898, 28.000 à 29.000, soit une augmentation de 10 p. o/o.

2° Répartition des métiers entre la fabrication des tissus exclusivement de soie et celle des tissus de soie mélangée.

Les chiffres qui précèdent laissent de côté, bien entendu, les métiers spéciaux pour le tulle, la passementerie, la rubanerie, etc.

Pour les tissus proprement dits, nous avons cherché à grouper les fabricants d'après les indications du « Guide de la fabrique », en mettant à part ceux qui semblent produire en quantité notable des tissus exclusivement de soie (unis, couleurs ou noirs, faconnés, foulards, mousselines).

Pour chaque catégorie, nous avons évalué le nombre des métiers à bras (théoriques) et le nombre des métiers mécaniques, puis nous avons calculé un coefficient proportionnel à la production totale en comptant qu'un métier mécanique produit à peu près deux fois autant qu'un métier à bras théorique (1). Enfin, nous avons totalisé les capitaux énoncés aux actes de société, tels que le relevé en a été fait par

(1) Cette situation remonte à plusieurs années et n'a pas sensiblement empiré dans ces derniers temps.

(2) On peut évaluer la production journalière d'un métier à bras en tissu uni moyennement à 5 mètres par jour et celle d'un métier mécanique à 12 mètres.

les soins de la Chambre syndicale de la fabrique (1) et nous avons formé le tableau suivant :

CATÉGORIES de FABRICANTS.	NOMBRE DE FABRICANTS.	CAPITAUX ÉNONCÉS aux actes de société.	MÉTIERS À TISSER proprement dits.		INDICE de la PRODUCTI- ON.	OBSERVATIONS.
			Métiers méca- niques.	Métiers à bras (théo- riques).		
1 ^o Ensemble des maisons adhé- rentes :						
Au syndicat de la fabrique.	150	43.762.500 (1)	19.050	12.900	33.000	Y compris les fabriques de tulles, passenteries, ornements ; mais les mé- tiers spéciaux de ces fa- bricants ne sont pas comptés. On n'a pas compté non plus la ma- jeure partie des métiers mécaniques existant dans les usines à façon.
A l'association de la soie- rie.....	61	22.935.000 (2)	4.700	6.030	15.400	
A aucun syndicat.....	130	—	2.300	2.600	7.200	
2 ^o Maisons fabriquant d'une ma- nière notable des tissus de soie pure et adhérentes :						
Au syndicat de la fabrique.	39	5.000.000 (3)	3.317	6.232	13.000	
A l'association de la soie- rie.....	31	5.300.000 (4)	2.703	6.641	12.000	
A aucun syndicat.....	6	Inconnu.	646	2.330	3.600	
(1) Pas d'acte de société pour 33 maisons. (2) Pas d'acte de société pour 23 maisons. (3) Pas d'acte de société pour 3 maisons. (4) Pas d'acte de société pour 9 maisons.						

D'après les indications de l'Administration des Contributions directes, presque tous les tissages à bras occupés battent pour des tissus de soie pure ; le prix relativement élevé de la façon au métier à bras explique qu'on lui réserve les étoffes chères.

II. — LE PERSONNEL.

Les résultats du recensement des professions exécuté en 1896 permettront bientôt de préciser l'importance du personnel occupé à la fabrication des soieries. Pour le moment, on ne peut encore procéder que par évaluation hypothétique.

A domicile, on estime que, moyennement, le métier à bras occupe 1 ouvrier 1/2, soit pour 45.000 métiers, 70.000 personnes occupées plus ou moins régulièrement. En usine mécanique, on peut compter 2 personnes 1/2 par métier, et, avec le personnel de préparation et de manutention 3 à 4 personnes, soit, pour 26.000 métiers, 90.000 personnes.

Il importe de noter que le personnel des usines mécaniques est toujours régulièrement occupé. Le chef d'usine ne peut, en effet, sans dommage, laisser chômer ses métiers.

III. — LA PRODUCTION.

La production de la fabrique de soieries de la région lyonnaise est évaluée chaque année par la chambre de commerce de Lyon, d'après les données recueillies par

(1) C'est la même chambre syndicale qui nous a fourni la répartition des fabricants entre les deux associations.

la Chambre syndicale de la fabrique, et après un contrôle auprès des négociants et commissionnaires en soieries.

On doit admettre que les chiffres publiés par la chambre de commerce de Lyon sont assez exacts dans leur ensemble et peut être moins exacts en ce qui concerne la production relative des diverses catégories de tissus.

On trouvera ci-après le tableau de la production de la fabrique lyonnaise depuis 1876. Les valeurs sont transcrites d'après les chiffres publiés par la chambre de commerce; les quantités sont évaluées au moyen des prix arbitrés à l'exportation par la Commission des valeurs en douane, prix appliqués soit aux tissus unis, soit aux tissus façonnés, proportionnellement à l'importance relative moyenne de chacune de ces deux catégories dans la production.

A l'inspection de ces tableaux, on voit immédiatement que l'ensemble de la production, après avoir subi la crise de 1877, a continué à croître en quantité jusqu'en 1889; à partir de là, diminution, puis reprise à partir de 1894. En valeur, la production n'a plus atteint, par suite de la baisse des prix, les chiffres de la période 1874-1876 (1).

Production des soieries à Lyon de 1876 à 1897.

(Quantités calculées en divisant approximativement les valeurs par les prix arbitrés par la Commission des valeurs en douane.)

ANNÉES.	TISSUS SOIE PURE			TISSUS MÉLANGÉS			TOTAL GÉNÉRAL
	PROPRE-MENT dits.	DIVERS.	TOTAL.	PROPRE-MENT dits.	PASSE-MEN-TERIES.	TOTAL.	
	tonnes.						
1876	3,373	248	3,621	483	62	545	4,166
1877	2,299	281	2,580	447	54	501	3,081
1878	2,620	312	2,932	1,186	143	1,329	4,261
1879	2,044	297	2,341	2,339	122	2,461	4,802
1880	1,657	292	1,949	3,155	290	3,445	5,394
1881	1,964	297	2,261	2,879	328	3,207	5,468
1882	1,844	301	2,145	2,878	274	3,152	5,297
1883	1,878	289	2,167	2,623	211	2,834	5,001
1884	1,839	328	2,167	2,993	185	3,178	5,345
1885	1,943	390	2,333	3,275	201	3,476	5,809
1886	2,101	477	2,578	3,591	263	3,854	6,432
1887	2,206	468	2,674	3,782	317	4,099	6,773
1888	2,437	481	2,918	3,911	334	4,245	7,163
1889	2,459	417	2,876	4,042	323	4,365	7,241
1890	2,240	441	2,681	4,099	302	4,401	7,082
1891	2,210	461	2,671	3,531	362	3,893	6,564
1892	2,478	397	2,875	3,682	288	3,970	6,845
1893	2,331	312	2,643	3,282	245	3,527	6,170
1894	2,443	371	2,814	3,053	287	3,340	6,154
1895	2,642	497	3,139	3,022	282	3,304	6,443
1896	2,582	751	3,333	3,023	298	3,321	6,554
1897	2,167	815	3,282	3,690	323	3,923	7,205

(1) Il est intéressant de constater que le mouvement général de la production lyonnaise en quantité suit assez bien, comme allure générale, le mouvement global de la Condition des soies de Lyon.

Production des soieries à Lyon (Valeurs) de 1876 à 1897.

ANNÉES.	TISSUS SOIE PURE			TISSUS MÉLANGÉS				TOTAL
	PROPRE- MENT dits.	DIVERS.	TOTAL.	ORDI- NAIRES.	POUR le Levant	PASSE- MUS- TERIE.	TOTAL.	GÉNÉRAL
millions de francs.								
1876.....	351,50	26	410,50	38,60	5	"	43,60	454,10
1877.....	216	27,30	273,30	32,20	4	"	36,20	309,50
1878.....	246,25	26,50	272,75	68,80	4	6	78,80	351,55
1879.....	186,35	24,40	210,75	121,10	4,50	6	134,60	345,35
1880.....	150,80	24,20	175	170,40	6,10	18	194,55	369,50
1881.....	186,60	25,82	212,42	155,50	10,80	16,40	182,70	395,12
1882.....	177,50	25,61	203,11	146,80	5,10	16,80	168,70	371,81
1883.....	184,50	24,905	209,405	141,65	4,50	16	162,15	371,555
1884.....	160,50	25,90	186,40	152,65	4,50	12,20	169,35	355,75
1885.....	153,50	28,50	182	144,10	5	10,70	159,80	341,80
1886.....	166,80	34,85	201,65	158	6,20	13,80	178	379,65
1887.....	172,15	33,70	205,85	151,30	6	14	171,30	377,15
1888.....	182,75	33,20	215,95	147,70	5,80	13,90	167,40	383,35
1889.....	210,60	32,75	234,35	149,55	4,50	13,60	167,65	402
1890.....	179,20	33,10	212,30	155,75	3,90	13	172,65	384,45
1891.....	168,80	32,30	201,10	137,70	5,80	13	156,50	357,60
1892.....	191,50	28,60	220,10	147,30	4,50	10,50	162,30	382,40
1893.....	195,80	24	219,80	146,40	5,50	7,50	159,40	379,20
1894.....	190,55	26,70	217,25	134,30	5,80	8	148,10	365,35
1895.....	214,80	37,30	252,10	132,95	5,10	9	147,05	399,15
1896.....	196,20	53,35	249,55	136,05	4,70	9	149,75	399,30
1897.....	187,5	58,20	245,70	144,05	4,70	10,05	159,2	404,95

Somme toute, l'activité de la fabrique n'a cessé de croître jusqu'en 1889; depuis 1889, on se trouve dans une période de stagnation.

Voyons maintenant comment cette activité s'est partagée entre les deux grandes catégories de tissus. Pour les tissus de soie pure proprement dits, baisse depuis 1876 en valeur et en quantité. Cependant, depuis 1880, la production a repris en quantité et cette reprise se maintient avec quelques fluctuations durant les dix dernières années.

Si, parmi les tissus de soie pure proprement dits, on met à part les belles étoffes classiques composées exclusivement de soies moulinées on trouve une indication des quantités mises en œuvre dans cette catégorie par les chiffres de la teinture en flotte, en raison de la généralisation de la teinture en pièces toutes les fois que la trame du tissu n'est pas formée de fils moulinés.

Voici les quantités de soie teintées pour les fabricants français par les teinturiers en flotte, durant les cinq dernières années :

	KILOGRAMMES COULEURS.	KILOGRAMMES NOIRS.	TOTAL.
1893.....	750.000	450.000	1.200.000
1894.....	740.000	550.000	1.290.000
1895.....	950.000	660.000	1.610.000
1896.....	880.000	550.000	1.430.000
1897.....	900.000	550.000	1.450.000

Comme on a déjà pu le constater à l'aide des chiffres de la production des tissus de soie, l'année 1895 a été une année d'exceptionnelle activité pour les belles étoffes; les résultats de 1896-97 sont, en tout état de cause, supérieurs à ceux de 1893-94.

Quant à la production de la fabrique lyonnaise en tissus de soie pure proprement dits, elle a été légèrement sensiblement égale en 1897 à ce qu'elle était en 1896.

Depuis trois ans, la production des tissus divers qui, bien que généralement composée de soie pure, ne sont pas compris dans la catégorie des tissus de soie pure proprement dits, augmente considérablement. De 27 millions de francs en 1894, cette production a atteint 53 millions en 1896 et il est probable que le chiffre de 1897 sera encore plus élevé.

Quant aux tissus mélangés, leur production, qui s'était accrue considérablement jusqu'en 1889, s'est ralentie depuis; cependant l'année 1897 marque une certaine reprise.

IV. — LA CONSOMMATION.

Si, à la production de la fabrique lyonnaise en tissus de soie pure proprement dits, nous ajoutons l'importation et en retranchons l'exportation, nous obtiendrons une évaluation de la consommation française, car on ne produit pour ainsi dire pas d'étoffes de soie pure dans les autres régions.

Opérons sur l'ensemble des années 1892 à 1896, nous obtiendrons les chiffres suivants :

	QUANTITÉS. — kilogrammes.	VALEURS. — francs.
Production de 1892 à 1896.....	12.500.000	988.800.000
Importation de 1892 à 1896	2.500.000	143.900.000
ENSEMBLE.....	14.000.000	1.132.700.000
A déduire :		
Exportation apparente de 1892 à 1896.....	5.500.000	409.100.000
Exportation par colis postaux, en objets confec- tionnés, évaluée à.....	1.100.000	100.000.000
TOTAL À DÉDUIRE.....	6.600.000	509.000.000
RESTE POUR CINQ ANNÉES.....	7.400.000	628.600.000
Soit, pour une année moyenne, 1/5°, ci :.....	1.500.000	125.000.000

En représentant par 10 la production seule, on voit que la consommation intérieure serait représentée environ par 6 et l'exportation totale par 5 (aussi bien en quantité qu'en valeur).

La consommation intérieure est donc tout à fait insuffisante pour l'écoulement de la production.

V. — LES PRIX DE VENTE. — LES PRIX DE FAÇON.

Voici quelles sont les moyennes des chiffres qui caractérisent les prix soit de l'organsin, soit des tissus de soie pure unis effectivement livrés à l'exportation durant les trois périodes 1883-87, 1888-91 et 1892-96 :

	1883-87.	1888-91.	1892-96.
Tissus.....	73	72	72
Organsins.....	65	60	54
Grèges d'Italie.....	56	52	48

Soit les variations p. o/o ci-après des chiffres de la dernière période par rapport à ceux des deux premières :

	1883-87.	1888-91.
Tissus.....	- 1,4 p. o/o.	0
Organsins.....	- 17 p. o/o.	- 10 p. o/o.
Grèges d'Italie.....	- 14 p. o/o.	- 8 p. o/o.

Il semblerait résulter de ces chiffres que les prix des tissus ont bien moins baissé que les prix de la matière première, mais il ne faut pas oublier que ces chiffres concernent les qualités de tissus effectivement livrées à l'exportation et non pas l'ensemble de celles qui sont produites par la fabrique lyonnaise. Si l'on considère telles ou telles de celles-ci on trouve des résultats différents.

Voici en effet des prix de tissus relevés directement et communiqués par l'association de la soierie lyonnaise avec indication des prix de façon payés aux ouvriers. Nous y avons joint un relevé de prix de façon effectué sur le livret d'un canut lyonnais.

*Prix de vente et prix de façon de divers tissus de soie pure
de 1884 à 1898.*

DÉSIGNATION.	PRIX de VENTE.	PRIX DE FAÇON.	P. O/O DES PRIX DE FAÇON de la dernière année par rapport à la première.
I. — Drap de Lyon.			
1884-1885.....	5,60	1 ^f 10	100
1889-1894.....	"	0 ^f 85 à 1 ^f 02. 0 ^f 77 à Lyon.	84 70 en ville.
1897.....	4,47	0 ^f 65 à la campagne.	60 à la campagne.
II — Armure mascotte.			
1887.....	6,30	1 ^f 30.	100
1897.....	4,90	0 ^f 975 en ville. 0 ^f 70 à la campagne.	75 en ville. 54 à la campagne.
III. — Faille française.			
1888.....	6,00	1 ^f 18	100
1898.....	4,75	0 ^f 85 à la campagne. 1 ^f 02 en ville.	72 à la campagne. 86 en ville.
IV. — Radzimir.			
1888.....	6,40	1 ^f 38	100
1898.....	5,00	1 ^f 06 en ville. 0 ^f 75 à la campagne.	77 en ville. 55 à la campagne.
V. — Damas.			
1837-1888.....	"	2 ^f 70 à 3 ^f 00.	100
1889-1890.....	"	2 60 à 2 80.	93
1890-1894.....	"	2 10 à 2 40.	80
1898.....	"	2 00 à 2 20.	71 en ville.

VI. — Prix de façon relevés sur le livret d'un canut lyonnais.

DÉSIGNATION.	TAFFETAS UNI				VARIATION proportionnelle. Prix de 1886-100.
	de 116 portées.	de 118 3/4 portées.	de 183 portées.	de 172 portées.	
1886.....	"	1 ^f 23	"	"	100
1887.....	"	1 23	"	"	100
1888.....	"	1 10	"	1 ^f 63	88
1893.....	"	1 00	"	"	81
1894.....	"	1 00	"	"	81
1895.....	"	1 12	"	"	90
1896.....	0 ^f 86	"	1 ^f 68	"	78
1897.....	"	"	1 20	"	58

Ce tableau indique pour les prix de vente des tissus considérés une baisse de 20 p. 0/0 par rapport aux prix pratiqués en 1888, et les avis reçus à Lyon des sources les plus diverses confirment cette baisse.

Pour les prix de façon, la baisse semble avoir été plus accentuée que pour les tissus; elle paraît atteindre au moins 50 p. 0/0 sur les chiffres de 1888, à Lyon, et elle est plus forte si l'on tient compte de ce fait que beaucoup de façons sont passées à la campagne ou ont été données aux usines.

(La baisse excessive des façons a donc pu compenser, pour le fabricant, l'accroissement des frais généraux.)

VI. — LA SITUATION DE L'OUVRIER.

D'après ce qui précède, le sort de l'ouvrier attaché à la fabrication des soieries est tout à fait différent suivant qu'il s'agit de l'ouvrier d'usine ou du tisseur à domicile.

Les usines sont prospères, travaillent activement, les ouvriers et surtout les ouvrières sont très recherchés en ce moment, principalement dans les usines installées à la campagne, et les salaires sont relativement avantageux.

A ce point de vue, le tarif de 1892 et l'installation en France de diverses grosses maisons suisses ont été favorables aux ouvriers. Faut-il attribuer à l'élévation des salaires la difficulté de la concurrence avec la Suisse? La chose est douteuse, car la comparaison des chiffres indiqués par l'inspection des fabriques suisses avec ceux relevés par l'*Office du travail* français ne comportent pas de différences bien sensibles. La moyenne (toutes catégories réunies), applicable au tissage, paraît ressortir à 2 fr. 40 dans la circonscription de Zurich, tandis qu'en France elle atteindra 2 fr. 60 par jour.

L'ouvrier de fabrique a donc un salaire convenable et qui, en tout cas, n'est pas en voie de diminution : de plus, il bénéficie d'une grande régularité de travail pour les raisons que nous avons indiquées plus haut.

La situation de l'ouvrier à domicile, du canut, est toute différente. Pour lui, le chômage est la règle et il chôme d'autant plus que les usines mécaniques se multiplient, non seulement parce que la somme de travail qui lui est réservée diminue, mais encore parce que toute commande un peu importante va à l'usine et qu'on ne lui réserve que les pièces courtes. Dès lors, pour lui, les frais de montage doivent toujours s'amortir sur des petites quantités de tissus en même temps que les interruptions de travail se multiplient. De sorte que, aujourd'hui, personne ne le conteste, beaucoup d'ouvriers ne gagnent pas plus de 450 francs nets par an, de leur métier de tisseur, en raison de ces chômages.

Aussi le nombre de ces ouvriers diminue-t-il constamment; on n'en trouve plus et il ne se forme plus d'apprentis.

Cette situation est déplorée par bien des fabricants qui trouvaient beaucoup d'avantages à l'ancienne organisation, et le mouvement en faveur de l'installation à domicile des métiers métalliques mus mécaniquement a-t-il rencontré une grande faveur

La fabrique de soieries est très diverse. A côté des articles courants et de grand débit qui vont à l'usine en raison de ses bas prix de revient, il y a un grand nombre d'articles de nouveauté passagère et, pour tous ces articles, de petits ateliers comportant un ou quelques métiers auront toujours leur rôle dans l'industrie. C'est là que se feront des créations originales qui ne peuvent venir au jour que si l'idée se

développe au fur et à mesure de l'exécution. Le métier mécanique à domicile permettra de réaliser assez rapidement et assez économiquement ces créations et sera un bienfait pour l'industrie et pour l'ouvrier. Il permettra le maintien d'une organisation intermédiaire qui, dans une mesure restreinte, a un rôle indispensable dans l'organisation générale de la fabrique lyonnaise.

La *Société pour le développement du tissage mécanique* a déjà une petite installation de force motrice qui lui a permis d'installer des métiers mécaniques dans quelques domiciles. La force est fournie par une machine à vapeur, mais la transmission est électrique. D'autres installations de distribution de force beaucoup plus importantes sont en projet. Lorsqu'elles seront en activité, l'outillage domestique pourra profiter d'une transformation féconde qui permettra à un certain nombre de tisseurs à domicile, non pas de lutter contre les grandes usines, mais de conserver une place à côté d'elles.

ÉTRANGER.

LES ACCIDENTS DE CHEMIN DE FER DANS DIVERS PAYS

EN 1894-1895 (1).

Les renseignements qui ont été réunis ci-dessous ont été publiés dans les *Annales des ponts et chaussées* (n° de février 1898). Ils sont extraits de publications officielles dont on trouve l'indication dans ce journal.

	NOMBRE de KILO- MÈTRES de chemins de fer exploités.	NOMBRE de VOYA- GEURS à toute distance.	ACCIDENTS.							
			VOYAGEURS		AGENTS des compagnies.		AUTRES personnes		NOMBRE TOTAL de	
			tués.	blessés.	tués.	blessés.	tués.	blessés.	tués.	blessés.
Canada.....	25.707	13.988	9	56	51	491	127	110	187	657
États-Unis de } l'Amérique du } Nord.....	290.677	507.421	170	2.375	1.811 (A)	25.696(A)	4.155	5.677	6.136	33.748
Danemark (che- mins de fer de l'État).....	1.729	11.741	"	6	9	42	14	4	23	52

(A) 433 agents en service pour 1 tué.
31 agents en service pour 1 blessé.

(1) Voir pour d'autres pays les accidents de chemins de fer en 1895 : France, *Bull.* de 1897, p. 778.
— Angleterre, *Bull.* de 1897, p. 61.

ALLEMAGNE.

Les grèves en avril. — *Le Reichsanzeiger* signale, dans le courant d'avril, 52 déclarations de grève. Les industries les plus éprouvées ont été celle du bâtiment (31 grèves, dont 12 chez les charpentiers-menuisiers), ensuite celle des tissages et des métaux (chacune 5 grèves). 2 grèves ont été déclarées par sympathie pour des ouvriers renvoyés, une grève pour obtenir un matériel en meilleur état permettant un travail plus facile et une grève pour obtenir la limitation du nombre des apprentis; les autres grèves ont eu pour motifs des modifications de salaires ou de durée de travail, notamment deux grèves pour résister à une diminution de salaires. Dans deux cas, à la suite d'un commencement de grève, les patrons qui s'étaient solidarisés ont renvoyé leurs ouvriers.

Sur 15 grèves dont on a appris la fin en avril, 3 se sont terminées par le succès, 4 par l'échec des ouvriers, les autres par une entente. Dans 4 cas, la comparution en conciliation devant le juge industriel a été demandée par les ouvriers, dans un cas, les patrons ont refusé de comparaître; dans les trois autres cas, l'intervention du juge industriel a amené une entente.

AUTRICHE-HONGRIE.

Les grèves en 1896 (1). — Le nombre des grèves qui ont éclaté en Autriche au cours de 1896 s'est élevé à 294, atteignant 1.403 établissements; le total des grévistes a été de 36.114 et le nombre des journées de travail perdues de 595.768.

Le tableau suivant permet de comparer ces résultats à ceux des cinq années précédentes :

ANNÉES.	GRÈVES.	ÉTABLISSE- MENTS atteints.	GRÉVISTES.	JOURNÉES de travail perdues.
1891.....	104	1.917	14.025	247.086
1892.....	101	1.519	14.123	150.992
1893.....	172	1.207	28.120	518.511
1894.....	159	2.468	44.075	566.463
1895.....	205	869	28.026	297.845
1896.....	294	1.403	36.114	595.768

Les grèves continuent à être plus fréquentes au printemps et en été : 112 ont éclaté de mars à mai (17.776 grévistes); 89 de juin à août (9,785 grévistes); 52 de septembre à novembre (6.529 grévistes) et 41 enfin de décembre à février (2.024 grévistes).

La durée moyenne des grèves, qui était de 12 jours en 1894 et de 13 en 1895

(1) D'après le rapport officiel publié par le Bureau de statistique du Ministère du commerce. — Vienne, 1898.

s'est élevée à 15 jours en 1896, 65.65 p. o/o d'entre elles ont duré moins de 10 jours (68 p. o/o en 1895); 20.75 p. o/o de 10 à 35 jours (21 p. o/o en 1895) et 13.60 p. o/o plus de 35 jours (11 p. o/o en 1895). La grève la plus longue a duré 191 jours (431 grévistes).

Quant à la durée moyenne du chômage d'un gréviste, elle a été de 16.4 jours (10.6 jours en 1895).

Si l'on classe les grèves par industries, on obtient les proportions suivantes (1895 et 1896) :

	p. o/o du total des grévistes.		p. o/o du total des journées de travail perdues.	
	1895.	1896.	1895.	1896.
Industries des pierres et des terres.....	35.5	8.9	31.2	8.0
Travail des métaux.....	13.2	8.2	18.3	7.4
Industries du bois et annexes.....	8.3	16.6	18.2	25.4
Industries textiles.....	14.6	26.7	11.4	39.4
Industries du bâtiment.....	19.1	15.4	9.6	4.1
Industries diverses.....	9.3	24.2	11.3	15.7
TOTAUX.....	100.0	100.0	100.0	100.0

Le tableau suivant résume les principales données du rapport officiel, concernant les causes des grèves. (Il est à noter qu'une même grève peut figurer à plusieurs rubriques quand elle a eu plus d'une cause) :

	NOMBRE de grèves.	p. o/o du nombre total des grèves.
Contre une réduction de salaires.....	27	9.18
Pour une augmentation de salaires.....	137	46.60
Pour une modification de la journée de travail.....	66	22.45
Contre le renvoi d'ouvriers.....	39	13.27
Pour obtenir le renvoi de contremaîtres, surveillants, etc....	21	7.14
Pour obtenir une modification du règlement de travail.....	12	4.08
Autres réclamations.....	52	13.02

Quant aux résultats des grèves, ils peuvent se résumer comme suit :

	NOMBRE des grèves.	p. o/o du total des grèves.	NOMBRE des grévistes.	p. o/o du total des grévistes.
Réussite complète.....	64	21.7	3,046	8.43
Réussite partielle.....	107	36.4	22,314	61.78
Echec.....	123	41.9	10,754	29.79
TOTAUX.....	294	100.0	36,114	100.00

BELGIQUE.

La loi du 31 mars 1898 sur les Unions professionnelles (1). — On trouvera ci-après le texte *in extenso* de cette importante loi, dont les points principaux peuvent être résumés de la façon suivante :

Les Unions jouissent de la personnalité civile (art. 1^{er}). Elles peuvent faire *sans bénéfices* et sans qu'ils soient réputés actes de commerce les achats pour leurs membres et les ventes et locations à ceux-ci, se rapportant aux intérêts professionnels dont l'étude, la protection et le développement constituent le but *exclusif* de leur activité (art. 2).

Les Unions ne peuvent posséder d'autres immeubles que ceux nécessaires à leurs opérations (art. 11).

Ces immeubles payent une taxe annuelle de 4 p. o/o de leur revenu cadastral (art. 11). Les Unions ne peuvent prendre de parts ou d'actions dans des sociétés commerciales (art. 4, 6^o).

Les Unions peuvent compter parmi leurs membres des mineurs de 16 ans et des femmes, ainsi que des membres honoraires n'appartenant pas à la profession jusqu'à concurrence d'un quart du nombre des membres effectifs (art. 3). Les mineurs seuls sont privés de voix délibérative. (*Ibidem.*)

Les femmes et les membres non professionnels peuvent participer à la direction des Unions, mais les trois quarts au moins des dirigeants doivent être membres effectifs (art. 4).

Les débitants de boissons ne peuvent faire partie des Unions d'une autre profession s'ils n'ont exercé celle-ci pendant 4 ans au moins (art. 3); ils sont toujours exclus de la direction (art. 4, 4^o).

Tout le fonctionnement des Unions doit être réglé en grand détail par les statuts (art. 4 et 5), et ceux-ci sont soumis à l'autorisation de l'administration; celle-ci doit également recevoir chaque année des comptes détaillés des recettes, dépenses et opérations (art. 8). Les statuts doivent contenir l'engagement de rechercher d'un commun accord avec la partie adverse les moyens d'aplanir, soit par la conciliation, soit par l'arbitrage, tout différend intéressant l'Union et portant sur les conditions du travail.

La dissolution des Unions peut être prononcée par les tribunaux à la demande du ministère public ou de tout intéressé (art. 14) après une mise en demeure avec délai de 3 mois (art. 15), pour toute violation des prescriptions de la loi qui réglent les opérations de la société (art. 2), la composition de ses membres (art. 3), l'emploi de ses biens ou la constitution de sa direction (art. 4).

Ci-après le texte de la loi :

Art. 1^{er}. Les Unions professionnelles jouissent de la personnification civile dans les limites et sous les conditions résultant des dispositions de la présente loi.

(1) D'après une communication du Ministre de la République française, à Bruxelles.

ART. 2. L'Union professionnelle est une association formée exclusivement, pour l'étude, la protection et le développement de leurs intérêts professionnels, entre personnes exerçant dans l'industrie, le commerce, l'agriculture ou les professions libérales à but lucratif, soit la même profession ou des professions similaires, soit le même métier ou des métiers qui concourent à la fabrication des mêmes produits.

Les Unions ne peuvent exercer elles-mêmes ni profession ni métier. Elles peuvent néanmoins faire :

1° Les conventions, et notamment les achats et les ventes, nécessaires au fonctionnement de leurs ateliers d'apprentissage;

2° Les achats, pour la revente à leurs membres, de matières premières, semences, engrais, bestiaux, machines et autres instruments, et généralement de tous objets propres à l'exercice de la profession ou du métier de ces membres;

3° Les achats des produits de la profession ou du métier de leurs membres et la revente de ces mêmes objets;

4° Toutes opérations de commission, pour leurs membres, relatives aux actes prévus au 2° et au 3° du présent article;

5° Les achats de bestiaux, machines et autres instruments et généralement de tous objets destinés à rester la propriété de l'Union pour être mis à l'usage de ses membres, par location ou autrement, en vue de l'exercice de leur profession ou de leur métier.

Les diverses opérations prévues aux numéros 1° à 5° ne peuvent donner lieu à bénéfice au profit de l'Union et ne sont en aucun cas réputées actes de commerce dans son chef; elles font l'objet d'une comptabilité distincte de celle des autres actes de l'Union.

L'Union peut déposer et posséder des marques de fabrique ou de commerce pour l'usage individuel de ses membres, en se conformant aux prescriptions de la loi du 1^{er} avril 1879. Elle est seule propriétaire de la marque. Elle en permet l'usage à ses membres, aux conditions de son règlement et sous son contrôle, sans qu'il puisse en résulter un bénéfice à son profit.

ART. 3. L'Union comprend au moins sept membres effectifs.

Le mineur parvenu à l'âge de 16 ans et la femme mariée peuvent être membres d'une Union, sauf opposition du père, du tuteur ou du mari, notifiée à l'un des directeurs de l'Union ou au délégué de la direction.

Le mineur et la femme mariée peuvent se pourvoir contre l'opposition de l'un ou l'autre, par la voie de la paix, qui statue sur simple réquisition, parties entendues ou appelées. Les actes relatifs à cette procédure sont exempts des droits de timbre et de greffe et enregistrés gratis.

Le mineur membre de l'Union n'y a pas voix délibérative.

L'Union peut admettre des membres honoraires, même non professionnels; le nombre des membres honoraires ne peut dépasser le quart du nombre des membres effectifs.

Ne peuvent faire partie d'une Union en qualité de membres honoraires les personnes qui sont exclues de la direction aux termes de l'article 4 et les débitants de boissons, à moins que ces derniers n'aient exercé durant quatre ans au moins la profession ou le métier que l'Union concerne.

ART. 4. Les statuts mentionnent :

1° La dénomination adoptée par l'Union et le lieu de son siège;

2° L'objet pour lequel l'Union est formée;

3° Les conditions mises à l'entrée et à la sortie des diverses catégories de membres reconnues par les statuts.

Chaque associé a le droit de se retirer à tout instant de l'Union; celle-ci ne peut, le cas échéant, lui réclamer que la cotisation échue et la cotisation courante;

4° L'organisation de la direction de l'Union et de la gestion des biens, le mode de nomination et les pouvoirs des personnes chargées de cette direction ou de cette gestion.

La direction de l'Union ne peut être confiée qu'à des Belges ou à des étrangers autorisés

a établir leur domicile dans le royaume et y résidant effectivement. Ils sont choisis par l'Union elle-même parmi ses membres majeurs et, pour les trois quarts au moins, parmi les membres effectifs. Les femmes peuvent participer à la direction.

Ne peuvent faire partie de la direction de l'Union : a) Ceux que l'article 12 de la loi du 23 juin 1894 prive du droit d'être administrateurs

b) ceux qui — soit directement, soit par personnes interposées — tiennent un débit de boissons spiritueuses, à moins qu'il ne s'agisse de la direction d'une Union formée entre débitants de boissons;

5° Le terme du mandat des personnes chargées de la direction et de la gestion.

Ce terme ne peut excéder quatre ans; le mandat est toujours révocable par l'assemblée générale;

6° Le genre de placement des fonds sociaux.

Il est interdit à l'Union de prendre des parts ou des actions dans des sociétés commerciales;

7° Le mode de règlement des comptes;

8° La procédure à suivre pour les cas de modification ou de revision des statuts ou de dissolution de l'Union.

La dissolution de l'Union et les modifications aux statuts ne peuvent être valablement décidées qu'à la majorité des trois quarts au moins des membres présents, dans une assemblée générale spécialement convoquée à cette fin et composée de la moitié au moins des membres ayant droit de vote;

9° Les sanctions que l'Union édictera, le cas échéant, pour l'observation de ses règlements.

Ces sanctions ne peuvent se rapporter à des stipulations ou à des faits qui seraient de nature à porter atteinte aux droits des personnes étrangères à l'Union.

Elles ne peuvent faire l'objet d'une action civile;

10° L'engagement

d'aplanir, soit par la conciliation, soit par l'arbitrage, tout différend intéressant l'Union et portant sur les conditions du travail.

ART. 5. Sont annexées aux statuts :

1° La liste des membres qui, à un titre quelconque, participent à la direction de l'Union ou à la gestion de ses biens. Elle porte, en regard de chaque nom et prénom, l'indication de la nationalité, de l'âge, de la résidence, de la profession et de la qualité de membre effectif ou de membre honoraire;

2° Une déclaration, signée par les directeurs, attestant que l'Union est formée, en ce qui concerne les diverses catégories de ses membres, conformément aux prescriptions des articles 2 et 3 de la présente loi.

ART. 6. Les statuts et leurs annexes sont déposés au greffe du conseil des mines.

Le conseil des mines, constitué en commission d'entérinement des Unions professionnelles et siégeant au nombre des trois membres, vérifie si les conditions prescrites par la présente loi pour la constitution d'une déclare les statuts entérinés et ordonne la publication au *Moniteur* des statuts et de leurs annexes.

La publication est faite par la voie du *Moniteur* sous formes d'annexes qui sont adressées aux greffes des cours d'appel, des tribunaux de première instance, des tribunaux de commerce, des justices de paix et des conseils de prud'hommes, où chacun peut en prendre gratuitement communication ou copie; ces annexes sont réunies dans un recueil spécial.

La publication au *Moniteur* a lieu dans les quinze jours qui suivent l'entérinement.

La forme et les conditions du dépôt et de la publication des statuts, ainsi que l'organisation et le mode de fonctionnement de la commission d'entérinement sont déterminés par arrêté royal.

L'Union jouit de la personnification civile le dixième jour après celui de la publication.

ART. 7. Les actes portant modification des statuts, changement du personnel de la direction et de la gestion ou dissolution volontaire de l'Union n'ont d'effet qu'après avoir été déposés, entérinés et publiés conformément à l'article 6.

ART. 8. Avant le 1^{er} mars de chaque année, l'Union adresse à la commission d'intérimement :

1^o Un compte de ses recettes et de ses dépenses, clôturé au 31 décembre précédent, et, le cas échéant, le compte des opérations faites par l'Union en exécution des numéros 1^o à 5^o de l'article 2. Ces comptes sont dressés conformément à un modèle arrêté par le Gouvernement. Ils sont préalablement soumis à l'approbation de l'assemblée générale, après avoir été, durant 15 jours, au siège social, à l'inspection des membres de l'Union ; ils ne sont rendus publics que de l'assentiment de l'Union ;

2^o Une liste analogue à celle visée par le numéro 1^o de l'article 5. Cette liste est publiée comme il est dit au troisième alinéa de l'article 6 ;

3^o Une déclaration analogue à celle visée par le numéro 2^o de l'article 5.

ART. 9. La liste des membres de l'Union est déposée et tenue à jour, au siège social, où tout associé peut en prendre connaissance. Elle porte, en regard de chaque nom et prénom, l'indication de la date de la naissance, de la profession, de la résidence et de la qualité de membre effectif ou de membre honoraire.

ART. 10. L'Union peut ester en justice, soit en demandant, soit en défendant, pour la défense des droits individuels que ses membres tiennent de leur qualité d'associés, sans préjudice au droit de ces membres d'agir directement, de se joindre à l'action ou d'intervenir dans l'instance.

Il en est ainsi notamment des actions en exécution des contrats conclus par l'Union pour ses membres et des actions en réparation du dommage causé par l'inexécution de ces contrats.

A moins de dispositions spéciales dans les statuts, l'Union est représentée dans tous les actes juridiques par ses directeurs ou par celui d'entre eux que l'assemblée générale aura délégué à cet effet.

Tous les actes ou documents quelconques émanant d'une Union portent la mention de sa qualité d'Union professionnelle reconnue.

ART. 11. L'Union ne peut posséder, en propriété ou autrement, d'autres immeubles que ceux qui sont nécessaires à l'établissement de ses locaux de réunion, bureaux, écoles professionnelles, bibliothèques, collections, laboratoires, champs d'expérience, abris pour bestiaux, machines et instruments, bureaux de placement, bourses de travail, ateliers d'apprentissage, hospices et hôpitaux.

Elle peut être autorisée par arrêté royal à posséder des immeubles ayant une de ces destinations, mais dont il lui serait impossible de faire immédiatement usage à cette fin.

ART. 12. Les donations entre vifs ou par testament au profit de l'Union n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées conformément à l'article 76 de la loi communale.

L'arrêté qui autorise, au profit d'une Union, l'acceptation d'une libéralité dans laquelle un immeuble est compris fixe, s'il y a lieu, le délai dans lequel l'immeuble devra être aliéné.

Le disposant peut stipuler à son profit et au profit de ses héritiers ou ayants cause le droit de reprendre, en cas de dissolution de l'Union, une somme égale à la valeur des biens faisant l'objet de la libéralité.

Cette valeur est déterminée entre les intéressés préalablement à la demande aux fins de l'autorisation prévue par le premier alinéa du présent article. Si la libéralité a pour objet un immeuble dont l'aliénation est ordonnée, le droit de reprise s'exercera, le cas échéant, à concurrence du prix de vente.

ART. 13. Il est établi au profit de l'État une taxe annuelle de 4 p. o/o du revenu cadastral des immeubles appartenant aux Unions professionnelles.

Les formes prescrites pour le recouvrement de la contribution foncière seront suivies pour le recouvrement de ladite taxe.

ART. 14. La dissolution de l'Union peut être prononcée par les tribunaux, à la demande du ministère public ou de tout intéressé :

1° Lorsque l'Union ne se conforme pas aux prescriptions des articles 2 et 3 de la présente loi;

2° Lorsque les biens de l'Union sont employés à un autre objet que celui pour lequel l'Union est formée;

3° Lorsque la direction de l'Union n'est pas constituée conformément à l'article 4.

ART. 15. Sommation d'avoir à se conformer à la loi est notifié à l'Union préalablement à la demande en dissolution.

Cette sommation est, à la diligence du requérant, publiée par extrait aux annexes du *Moniteur*. Il ne peut être statué sur la demande que trois mois après la date de la publication.

L'instance est instruite et jugée comme en matière sommaire. Le jugement ou l'arrêt qui prononce la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs, s'il n'en est désigné par les statuts.

Un extrait du jugement ou de l'arrêt est, par les soins du ministère public, déposé au greffe de la commission d'entérinement, pour être publié dans les quinze jours conformément à l'article 6 de la présente loi.

ART. 16. Les Unions professionnelles sont, après leur dissolution, réputées exister pour leur liquidation.

Toutes les pièces émanées d'une Union dissoute mentionnent qu'elle est en liquidation.

Après payement des dettes, l'avoir de l'Union est réparti comme il suit :

Le montant des dons et des legs fait retour au disposant ou à ses héritiers et ayants cause, pour autant que le droit de reprise ait été stipulé dans l'acte constitutif de la libéralité et que l'action soit intentée dans l'année qui suit la publication de l'acte de dissolution.

L'actif net, déduction faite, s'il y a lieu, du montant des dons et des legs faits à l'Union, est attribué à une œuvre similaire ou connexe désignée soit par les statuts, soit par une décision de l'assemblée générale. Cette désignation n'aura d'effet que si l'affectation donnée aux biens est reconnue conforme à la loi par la commission d'entérinement.

Lorsque la destination de l'actif n'a pas été réglée ou qu'elle l'a été contrairement à la loi, les biens de l'Union sont recueillis par l'État pour être affectés à des buts d'enseignement professionnel.

ART. 17. Seront punis d'une amende de 26 à 500 francs :

1° Quiconque fera sciemment une fausse déclaration relative aux statuts, aux conditions prescrites pour l'admission des membres ou aux actes mentionnés aux articles 5, 7 et 8;

2° Tout directeur
et 9;

3° Quiconque, après que la dissolution aura été prononcée, participera à la direction de l'Union autrement que pour en assurer la liquidation.

L'article 85 du Code pénal est applicable à ces infractions.

ART. 18. Jouissent de la personification civile dans les limites et sous les conditions qui résultent des dispositions précédentes, les fédérations d'Unions professionnelles composées de personnes exerçant soit la même profession ou des professions similaires, soit le même métier ou des métiers qui concourent à la fabrication des mêmes produits.

Les Unions fédérées pourront en tout temps se retirer de la fédération, moyennant un préavis de trois mois. Les statuts de la fédération détermineront, pour ce cas, le mode de règlement de leurs droits.

ART. 19. Le Gouvernement présentera aux Chambres, tous les trois ans, un rapport relatif à l'exécution de la présente loi.

ESPAGNE.

La production minérale en 1896 (1). — La statistique de la production minérale en Espagne pour l'année 1896 peut être résumée de la façon suivante :

1^{re} Production des mines.

DÉSIGNATION DES MINÉRAIS ET SUBSTANCES.	QUANTITÉS.	VALEUR.	NOMBRE.
	tonnes.	francs.	ouvriers.
Minerais de fer.....	6.762.582	25.067.020	15.463
Minerais de plomb et plomb argentifère.....	286.725	40.029.900	13.177
Minerais de cuivre.....	2.358.284	11.762.191	9.183
Minerais de zinc.....	64.828	2.038.351	1.010
Minerais de mercure.....	34.959	6.886.980	1.809
Sel commun.....	521.751	5.759.399	1.879
Houille, lignite, anthracite.....	1.923.255	14.468.511	18.998
Autres substances.....	#	1.137.193	1.431
TOTAUX.....	#	107.759.545	62.950 (2)

2^{re} Production des usines minéralurgiques.

DÉSIGNATION DES MÉTAUX ET PRODUITS.	QUANTITÉS.	VALEUR.	NOMBRE.
	tonnes.	francs.	ouvriers.
Fonte, fer et acier.....	222.705	31.862.241	8.439
Plomb et plomb argentifère.....	167.017	50.974.336	731
Argent fin.....	64.55	7.537.207	36
Cuivre fin et cuivre noir.....	29.879	20.782.629	2.210
Mattes et scories de cuivre.....	16.604	4.981.668	
Zinc en lingots et laminé.....	6.133	3.977.305	499
Mercure.....	1.524	6.435.818	555
Autres produits.....	#	15.466.051	1.328
TOTAUX.....	2	142.016.545	15.798

(1) *Annales des mines.*

(2) Dont 53,656 hommes, 2,107 femmes, 7,187 enfants.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en avril (1). — Marche du travail ferme, en général, sauf dans les industries affectées par la grève du pays de Galles. Hausse de salaires pour plus de 100,000 mineurs dans d'autres bassins : 2.9 p. o/o de chômeurs dans 116 trade-unions groupant 466,405 membres, contre 3.1 p. o/o en mars 1898 et 2.5 p. o/o en avril 1897.

En un jour de la deuxième semaine d'avril 1898, l'assistance publique a secouru 332,517 personnes, soit 210 p. 10,000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 216 en mars 1898 et 207 en avril 1897.

En dehors des mines du pays de Galles 4.98 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits de houillères employant 377,627 mineurs, contre 5.24 en mars 1898 et 4.75 en avril 1897.

339 hauts fourneaux en marche à la fin d'avril 1898, avec 22,440 ouvriers, contre 351 en mars 1898 et 350 en avril 1897.

Grèves. — 44 nouvelles grèves en avril avec 130,528 chômeurs, contre 27 avec 2,888 en mars 1898, et 78 avec 7,404 en avril 1897; — 20 grèves dans le bâtiment, 7 dans les mines et carrières, 8 dans les métaux, 5 dans les textiles. Sur 30 grèves terminées, anciennes et nouvelles, 15 succès, 6 transactions, 8 échecs, 1 résultat indéterminé.

La grève des mineurs du pays de Galles (2). — Nous avons annoncé dans le dernier *Bulletin* le commencement de cette grève qui a éclaté le 1^{er} avril et nous avons expliqué le fonctionnement de l'échelle mobile qui avait réglé les salaires pendant plus de vingt ans à la satisfaction des parties; c'est la convention à faire pour le renouvellement de cette échelle qui donne lieu au conflit actuel.

Rappelons que cette échelle prévoit un salaire type correspondant au prix de vente de la houille compris entre 9 fr. 80 et 10 francs par tonne; et que le salaire effectif varie de 1,25 p. o/o du salaire type chaque fois que le prix de la houille varie de 0 fr. 18. Les prix de vente sont constatés tous les deux mois.

Les ouvriers acceptaient le maintien de l'échelle actuelle mais demandaient l'établissement d'un système qui leur permit de contrôler la production des mines. Au contraire les patrons demandaient la suppression d'un chômage mensuel du lundi dit *Mabon's day*, qui constitue une habitude locale, le constat des prix de la houille tous les quatre mois au lieu de tous les deux mois et l'établissement d'une nouvelle échelle : dans celle-ci, les salaires ne changeraient plus que lorsque le prix de la houille aurait fait un mouvement de 1 fr. 25. La variation du salaire serait de 7 1/2 p. o/o du salaire type par 1 fr. 25 de variation du prix de la houille quand ce prix serait inférieur à 11 fr. 25. Elle serait de 8 1/3 p. o/o pour les prix compris entre 11 fr. 25 et 13 fr. 75 et de 9 1/3 p. o/o pour des prix de houille plus élevés. Rappelons que l'échelle ancienne de 1 fr. 25 p. o/o par variation de 0 fr. 18 correspondait à 8,75 p. o/o pour une variation de 1 fr. 25 dans le prix de la houille.

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

(2) D'après la *Labour Gazette* et les communications du consul de France à Newport.

Bien que les mineurs eussent proposé, à titre de transaction, de transférer le *Mabon's day* du lundi au samedi, et de procéder au constat des prix tous les trois mois au lieu de tous les deux ou quatre mois, l'entente n'avait pas pu se faire à la date du 14 avril et elle paraissait indéfiniment ajournée par l'exigence des patrons relative aux *pleins pouvoirs* des mandataires des ouvriers (voir *Bulletin* d'avril).

Un nouveau *referendum* des ouvriers à la date du 9 avril a donné les résultats suivants : sur la question des pleins pouvoirs à accorder à leurs délégués, 74.648 *xox* contre 20.538 *oui*; sur la question : les salaires doivent-ils être réglés dorénavant par une échelle mobile? 62.714 *xox* contre 29.094 *oui*.

À la suite de cette consultation les délégués des ouvriers ont décidé de demander une augmentation immédiate de salaire de 22 1/2 p. o/o sur le salaire type de 1879, soit une augmentation de 10 p. o/o par rapport au salaire payé avant l'ouverture de la grève. Cette augmentation serait en vigueur pour trois mois, pendant lesquels on s'efforcerait d'arriver à un arrangement qui serait soumis aux ouvriers et sanctionné par eux.

En réponse à ces propositions les patrons ont persisté à déclarer qu'il leur paraissait superflu de continuer les négociations tant qu'ils n'auraient pas en face d'eux des mandataires des ouvriers ayant qualité pour traiter souverainement en leur nom.

La grève continue, causant de grandes souffrances non seulement dans les familles de mineurs, mais dans les industries minéralurgiques et de transports qui sont liées à l'industrie des houillères. 100.000 ouvriers au moins sont en chômage.

Le minimum de salaires dans les contrats de travaux (cahier des charges des districts sanitaires urbains) (1). — Le Conseil de Gouvernement local vient d'adresser au Parlement un rapport, « indiquant, pour chaque *District sanitaire urbain*, si les contrats de travaux, passés par les autorités locales, imposent aux adjudicataires certains taux de salaires ou contiennent d'autres conditions relatives au travail des personnes employées, avec l'indication de ces diverses stipulations ».

Afin de mettre en lumière la nature des principales clauses insérées dans les contrats par les autorités locales, relativement aux conditions de travail, et de montrer jusqu'à quel point ces clauses ont été adoptées dans les Districts urbains de l'Angleterre et du pays de Galles, le Conseil de gouvernement local a dressé le tableau de ceux d'entre eux qui imposent aux adjudicataires certaines stipulations relatives aux salaires; ce tableau indique le nombre et la population de ces divers districts. Bien que les conditions imposées actuellement soient très variables, on a pu les grouper, pour ce tableau, dans cinq rubriques principales. On distingue si l'adjudicataire doit payer :

- 1° Les salaires courants;
- 2° Les salaires acceptés par les *trade unions*;
- 3° Les salaires acceptés d'un commun accord par les associations patronales et ouvrières;
- 4° Les salaires courants à la date de signature du contrat;
- 5° Les salaires stipulés dans le contrat même.

Le rapport porte sur 1.036 districts urbains, avec une population de 17 millions de personnes environ; il ne s'occupe pas de Londres.

(1) *Labour Gazette*, avril 1898.

Le tableau suivant résume ces divers renseignements :

DÉSIGNATION.	BOURGS DE COMTÉ.		BOURGS ORDINAIRES.		AUTRES DISTRICTS URBAINS.		TOTAL.	
	NOMBRE.	POPULATION.	NOMBRE.	POPULATION.	NOMBRE.	POPULATION.	NOMBRE.	POPULATION.
Districts dans lesquels les contrats contiennent une clause relative aux salaires :								
1 ^{re} Salaires courants dans le district.	29	3.913.571	36	981.903	47	756.883	112	
2 ^{re} Salaires acceptés par les <i>trade unions</i>	7	792.664	6	107.025	17	317.570	30	1.307.259
3 ^{re} Salaires acceptés par les associations patronales et ouvrières.....	5	871.101	1	30.011	3	17.992	9	919.104
4 ^{re} Salaires courants ou reconnus à la signature du contrat.....	6	633.440	2	69.438	"	"	8	702.878
5 ^{re} Salaires spécifiés au contrat même.	"	"	1	12.432	3	27.180	4	39.612
TOTAL des districts où les contrats spécifient le salaire.....	47	6.210.779	46	1.290.809	70	1.119.625	163	8.621.213
II. Districts où l'on spécifie diverses clauses relatives au travail, en dehors des questions de salaires.....	1	95.420	9	137.435	46	434.520	56	667.375
III. Districts où l'on mentionne les conditions à observer, sans toutefois les insérer aux contrats.....	3	306.025	3	102.967	5	46.750	11	435.742
IV. Districts où l'on n'impose aux adjudicataires aucune condition de travail.....	13	977.345	180	1.930.521	622	4.260.179	815	7.168.045
V. Districts n'ayant passé aucun contrat.....	"	"	4	7.776	37	150.623	41	158.399
TOTAL GÉNÉRAL.....	61	7.589.569	242	3.469.508	780	6.011.697	1.086	17.070.774

Il ressort de ce tableau que 163 districts, comptant ensemble 9 millions d'habitants environ, insèrent dans leurs contrats des clauses relatives aux salaires; 11 autres (environ 500.000 habitants) mentionnent les conditions à observer, sans les inscrire toutefois au contrat; 912 enfin (environ 8 millions d'habitants) n'ont fait aucune stipulation de cet ordre.

Le tableau montre en outre que les grands districts, et surtout les *Bourgs de Comté*, imposent pour la plupart aux adjudicataires certains salaires, et que, seuls, les petits districts n'insèrent aucune stipulation. C'est ainsi que sur 64 Bourgs de Comté, 47, comptant ensemble plus de 6 millions d'habitants, spécifient des salaires et que 3 (plus de 300.000 habitants) prescrivent certaines conditions sans les inscrire aux contrats, alors que 14 seulement (1 million d'habitants environ) s'abstiennent de toute spécification.

D'autre part, sur 242 bourgs ordinaires, 46 seulement comptent 1.250.000 habitants, spécifient les salaires; 3 autres (avec une population d'environ 100.000 âmes) les indiquent sans les faire figurer aux contrats, alors que 193 (plus de 2 millions d'habitants) n'imposent aucune condition de ce genre. Dans les autres Districts urbains le fait est plus frappant encore. Sur 780 districts, 70 seulement, comptant un peu plus d'un million d'habitants, insèrent des clauses relatives aux salaires, 5 autres (46.000 habitants) les indiquent sans les faire figurer aux contrats, alors que 705 (près de 5 millions d'habitants) ne prescrivent rien. Parmi les

912 autorités locales portées comme ne spécifiant rien sur les salaires, figurent celles qui, au nombre de 41 (158.399 habitants), n'ont passé aucun contrat.

De toutes les clauses relatives aux salaires indiquées au tableau, celle qui figure le plus souvent aux contrats est celle qui oblige l'adjudicataire à payer les salaires courants (112 districts avec une population de près de 6 millions d'habitants); par contre, dans 4 districts seulement (40.000 habitants), le contrat fixe lui-même le taux des salaires.

Si, à ces chiffres, on ajoute ceux relatifs à Londres, on peut diviser l'ensemble des Districts urbains d'Angleterre et du pays de Galles (réunissant ensemble près de 21 millions de personnes) en 2 grands groupes : le premier, avec une population de 13 millions d'habitants, comprend tous les districts où les contrats de travaux publics contiennent une stipulation quelconque relative aux salaires, le second, avec 8 millions de personnes, comprend tous ceux où il n'est fait aucune spécification de ce genre.

La hausse du prix du pain.— Nous avons signalé dans le *Bulletin* d'octobre la hausse considérable qui s'était produite dans le prix du pain en Angleterre d'août 1896 à septembre 1897.

Cette hausse continue ainsi qu'il ressort du tableau suivant (1) :

PRIX MOYEN DU PAIN			
	par kilogramme, —	Augmen- tation par kilogramme d'une époque à la suivante. —	Augmen- tation p. o/o. —
	fr. c.	fr. c.	
1896. Septembre.....	0 245	#	#
1897. { Août.....	0 285	0 04	16,2
{ Septembre.....	0 325	0 04	14,0
{ 5 avril.....	0 335	0 01	3,0
1898. { 3 mai.....	0 355	0 02	5,9
{ 10 mai.....	0 385	0 03	8,4

Le prix moyen de l'hectolitre de blé, en Angleterre, a subi les variations suivantes dans les trois dernières années :

	SEPTEMBRE 1896. —	AOÛT 1897. —	SEPTEMBRE 1897. —	AVRIL 1898. —	MAI 1898. —
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1 ^{re} semaine.....	9 91	12 70	14 41	15 09	18 19
2 ^e —	10 19	12 73	14 19	15 12	#
3 ^e —	10 30	13 01	14 52	15 48	#
4 ^e —	10 43	13 59	14 55	16 45	#
Prix moyen.....	10 19	12 98	14.41	15 52	18 19
Hausse p. o/c par rapport à 1896	"	28,0	32,2	53,3	80,0

(1) De même que les premiers renseignements, ceux qui suivent ont été fournis au *Labour Department* par 77 sociétés coopératives ayant une vente de 1.650.000 kilogrammes de pain par semaine, à des prix identiques au prix moyen des autres boulangeries de détail.

ITALIE.

La production minérale en 1896 (1). — La statistique de la production minière en Italie, pour l'année 1896, peut être résumée de la façon suivante :

1^{re} Production des mines.

DÉSIGNATION DES MINÉRAIS ET SUBSTANCES.	QUANTITÉS.	VALEUR.	NOMBRE.
	tonnes.	francs.	ouvriers.
Minérai de fer.....	203.966	2.539.862	1.271
Minérai de cuivre.....	90.408	2.123.594	1.432
Minérai de plomb et de zinc.....	152.876	11.968.168	10.344
Mercure.....	14.305	737.850	446
Minérai d'or.....	7.659	853.008	457
Soufre.....	2.738.057	23.876.393	24.775
Combustibles minéraux.....	276.197	1.981.861	2.205
Autres minerais et substances.....	„	4.888.368	3.880
TOTAUX.....	„	48.969.105	44.810

2^e Production des usines métallurgiques.

DÉSIGNATION DES MÉTAUX ET PRODUITS.	QUANTITÉS.	VALEUR.	NOMBRE.
	tonnes.	francs.	ouvriers.
Fonte, fer, acier.....	224.267	60.367.622	11.582
Cuivre et alliages.....	2.842	3.840.800	2.055 (2)
Plomb.....	20.786	5.812.338	869
Argent.....	38.075 k.	4.411.138	
Or.....	275 k.	945.119	
Mercure.....	186 t.	874.200	102
Soufre (brut, raffiné et en poudre) ..	515.712	41.885.645	6.801
Sel marin.....	422.555	4.280.363	3.281
Gaz d'éclairage et sous-produits.....	„	51.260.483	4.158
Autres métaux et produits.....	„	15.312.482	1.201
TOTAUX.....	„	188.990.200	30.049

(1) *Annales des mines.*

(2) Y compris les ouvriers occupés au laminage ou à la façon de 7,477 tonnes de cuivre, de laiton ou autres alliages, d'une valeur de 13,289,448 francs.

SUISSE.

Les assurances collectives contre les accidents en Suisse en 1896 (1).
— En 1896 comme en 1895, 13 sociétés d'assurance contre les accidents autorisées par le Conseil fédéral ont opéré en Suisse.

Le total des primes qu'elles ont encaissées pendant l'exercice s'élève à 36.219.342 francs (au lieu de 32.223.286 fr. comme en 1895). Sur ce total, 17.427.873 francs (soit 48.12 p. o/o) se rapportent aux assurances collectives et 12.094.681 francs (soit 33.39 p. o/o) aux assurances individuelles. Les primes qu'elles ont encaissées en Suisse s'établissent, pour l'assurance-accidents seulement, à 7.221.994 francs dont 5.355.462 francs dans l'assurance collective.

Nous extrayons du tableau de leurs opérations les chiffres se rapportant aux assurances collectives d'ouvriers, (I) par les sociétés anonymes, (II) par les sociétés mutuelles.

	NOMBRE d'assurances.	CAPITAL assuré.
I. Par les sociétés anonymes :		
a) Contre les accidents de toute nature.	439	31.667 90
b) Contre les accidents professionnels seulement, à savoir :		
1) Contre le décès et l'invalidité.	12.727	139.855 53
2) Contre le décès, l'invalidité et l'incapacité temporaire du travail.	113.760	4.210.833 11
c) Contre la responsabilité civile seulement, à savoir :		
1) Contre le décès et l'invalidité.	258	2.133 95
2) Contre le décès, l'invalidité et l'incapacité temporaire de travail.	6.053	476.545 25
d) Assurances du personnel des maisons d'aliénés ou des hôpitaux.	630	7.196 50
e) Assurances d'apprentis dans les écoles pour le tissage de la soie.	41	152 00
f) Autres assurances collectives.	1.877	13.421 70
	135.785	4.881.805 14
II. Par les sociétés mutuelles :		
a) Assurance contre tous les accidents et s'étendant aussi aux patrons.	7.130	299.094 25
b) Assurance contre tous les accidents professionnels, en partie avec entrée facultative pour les patrons.	16.712	506.071 94
c) Assurance contre la responsabilité civile seulement.	10.413	298.942 00
	34.255	1.104.108 19

(1) Extrait du *Rapport du bureau fédéral des assurances sur les entreprises privées en matière d'assurances, en Suisse, en 1896.* (Berne.)

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents
dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

TITRE I^{er}.

INDEMNITÉS EN CAS D'ACCIDENTS.

ART. 1^{er}. Les accidents survenus par le fait du travail, ou à l'occasion du travail aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières et, en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donnent droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la condition que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours.

Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades.

ART. 2. Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi.

Ceux dont le salaire annuel dépasse deux mille quatre cents francs (2,400^f) ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes ou indemnités stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires quant au chiffre de la quotité.

ART. 3. Dans les cas prévus à l'article 1^{er}, l'ouvrier ou l'employé a droit :

Pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel ;

Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ;

Pour l'incapacité temporaire, à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours et à partir du cinquième jour.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès, dans les conditions suivantes :

A. Une rente viagère égale à 20 p. 0/0 du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée

ci-dessus; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

B. Pour les enfants, légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de seize ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 15 p. o/o de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 p. o/o s'il y en a deux, de 35 p. o/o s'il y en a trois, et 40 p. o/o s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants, orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 p. o/o du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 p. o/o du salaire ni 60 p. o/o dans le second.

C. Si la victime n'a ni conjoint ni enfant dans les termes des paragraphes A et B, chacun des ascendants et descendants qui était à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à seize ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 p. o/o du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 p. o/o.

Chacune des rentes prévues par le paragraphe C est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables par trimestre; elles sont incessibles et insaisissables.

Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents qui cesseront de résider sur le territoire français recevront, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Les représentants d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, il ne résidait pas sur le territoire français.

ART. 4. Le chef d'entreprise supporte en outre les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de cent francs (100 francs) au maximum.

Quant aux frais médicaux et pharmaceutiques, si la victime a fait choix elle-même de son médecin, le chef d'entreprise ne peut être tenu que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton, conformément aux tarifs adoptés dans chaque département pour l'assistance médicale gratuite.

ART. 5. Les chefs d'entreprise peuvent se décharger pendant les trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers jours à partir de l'accident, de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et l'indemnité temporaire, ou une partie seulement de cette indemnité, comme il est spécifié ci-après, s'ils justifient :

1° Qu'ils ont affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels et pris à leur charge une quote-part de la cotisation qui aura été déterminée d'un commun accord et en se conformant aux statuts-type approuvés par le ministre compétent, mais qui ne devra pas être inférieure au tiers de cette cotisation;

2° Que ces sociétés assurent à leurs membres, en cas de blessures, pendant trente, soixante ou quatre-vingt-dix jours, les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière.

Si l'indemnité journalière servie par la société est inférieure à la moitié du salaire quotidien de la victime, le chef d'entreprise est tenu de lui verser la différence.

ART. 6. Les exploitants de mines, minières et carrières peuvent se décharger des

frais et indemnités mentionnés à l'article précédent moyennant une subvention annuelle versée aux caisses ou sociétés de secours constituées dans ces entreprises en vertu de la loi du 29 juin 1894.

Le montant et les conditions de cette subvention devront être acceptés par la société et approuvés par le Ministre des travaux publics.

Ces deux dispositions seront applicables à tous autres chefs d'industrie qui auront créé en faveur de leurs ouvriers des caisses particulières de secours en conformité du titre III de la loi du 29 juin 1894. L'approbation prévue ci-dessus sera, en ce qui les concerne, donnée par le Ministre du commerce et de l'industrie.

ART. 7. Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent, contre les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge.

Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, au lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage.

ART. 8. Le salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité allouée à l'ouvrier âgé de moins de seize ans ou à l'apprenti victime d'un accident ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise.

Toutefois, dans le cas d'incapacité temporaire, l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins de seize ans ne pourra pas dépasser le montant de son salaire.

ART. 9. Lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de révision prévu à l'article 19, la victime peut demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente, calculé d'après les tarifs dressés pour les victimes d'accidents par la Caisse des retraites pour la vieillesse, lui soit attribué en espèces.

Elle peut aussi demander que ce capital, ou ce capital réduit du quart au plus comme il vient d'être dit, serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible, pour moitié au plus, sur la tête de son conjoint. Dans ce cas, la rente viagère sera diminuée de façon qu'il ne résulte de la réversibilité aucune augmentation de charge pour le chef d'entreprise.

Le tribunal, en chambre du conseil, statuera sur ces demandes.

ART. 10. Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature.

Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident, il doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération moyenne qu'ont reçue, pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois, les ouvriers de la même catégorie.

Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

TITRE II.

DÉCLARATION DES ACCIDENTS ET ENQUÊTE.

ART. 11. Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré, dans les quarante-huit heures, par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal.

Cette déclaration doit contenir les noms et adresses des témoins de l'accident. Il y est joint un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

La même déclaration pourra être faite par la victime ou ses représentants.

Récépissé de la déclaration et du certificat du médecin est remis par le maire au déclarant.

Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

L'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 cessent d'être applicables dans les cas visés par la présente loi.

ART. 12. Lorsque, d'après le certificat médical, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail, le maire transmet immédiatement copie de la déclaration et le certificat médical au juge de paix du canton où l'accident s'est produit.

Dans les vingt-quatre heures de la réception de cet avis, le juge de paix procède à une enquête à l'effet de rechercher :

- 1° La cause, la nature et les circonstances de l'accident;
- 2° Les personnes victimes et le lieu où elles se trouvent;
- 3° La nature des lésions;
- 4° Les ayants droit pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité;
- 5° Le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes.

ART. 13. L'enquête a lieu contradictoirement dans les formes prescrites par les articles 35, 36, 37, 38 et 39 du code de procédure civile, en présence des parties intéressées ou celles-ci convoquées d'urgence par lettre recommandée.

Le juge de paix doit se transporter auprès de la victime de l'accident qui se trouve dans l'impossibilité d'assister à l'enquête.

Lorsque le certificat médical ne lui paraîtra pas suffisant, le juge de paix pourra désigner un médecin pour examiner le blessé.

Il peut aussi commettre un expert pour l'assister dans l'enquête.

Il n'y a pas lieu, toutefois, à nomination d'expert dans les entreprises administrativement surveillées, ni dans celles de l'Etat placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion, ni dans les établissements nationaux où s'effectuent des travaux que la sécurité publique oblige à tenir secrets. Dans ces divers cas, les fonctionnaires chargés de la surveillance ou du contrôle de ces établissements ou entreprises et, en ce qui concerne les exploitations minières, les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, transmettent au juge de paix, pour être joint au procès-verbal d'enquête, un exemplaire de leur rapport.

Sauf les cas d'impossibilité matérielle dûment constatés dans le procès-verbal,

l'enquête doit être close dans le plus bref délai et, au plus tard, dans les dix jours à partir de l'accident. Le juge de paix avertit, par lettre recommandée, les parties de la clôture de l'enquête et du dépôt de la minute au greffe, où elles pourront, pendant un délai de cinq jours, en prendre connaissance et s'en faire délivrer une expédition, affranchie du timbre et de l'enregistrement. A l'expiration de ce délai de cinq jours, le dossier de l'enquête est transmis au président du tribunal civil de l'arrondissement.

ART. 14. Sont punis d'une amende de un à quinze francs (1 à 15 fr.) les chefs d'industrie ou leurs préposés qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 11.

En cas de récidive dans l'année, l'amende peut être évaluée de seize à trois cents francs (16 à 300 fr.).

L'article 463 du code pénal est applicable aux contraventions prévues par le présent article.

TITRE III.

COMPÉTENCE. — JURIDICTIONS. — PROCÉDURE. — REVISION.

ART. 15. Les contestations entre les victimes d'accidents et les chefs d'entreprise, relatives aux frais funéraires, aux frais de maladie ou aux indemnités temporaires, sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever.

ART. 16. En ce qui touche les autres indemnités prévues par la présente loi, le président du tribunal de l'arrondissement convoque, dans les cinq jours à partir de la transmission du dossier, la victime ou ses ayants droit et le chef d'entreprise, qui peut se faire représenter.

S'il y a accord des parties intéressées, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président, qui donne acte de cet accord.

Si l'accord n'a pas lieu, l'affaire est renvoyée devant le tribunal, qui statue comme en matière sommaire, conformément au titre XXIV du livre II du code de procédure civile.

Si la cause n'est pas en état, le tribunal sursoit à statuer et l'indemnité temporaire continuera à être servie jusqu'à la décision définitive.

Le tribunal pourra condamner le chef d'entreprise à payer une provision; sa décision sur ce point sera exécutoire, nonobstant appel.

ART. 17. Les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel selon les règles du droit commun. Toutefois, l'appel devra être interjeté dans les quinze jours de la date du jugement s'il est contradictoire et, s'il est par défaut, dans la quinzaine à partir du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

L'opposition ne sera plus recevable en cas de jugement par défaut contre partie, lorsque le jugement aura été signifié à personne, passé le délai de quinze jours à partir de cette signification.

La cour statuera d'urgence dans le mois de l'acte d'appel. Les parties pourront se pourvoir en cassation.

ART. 18. L'action en indemnité prévue par la présente loi se prescrit par un an à dater du jour de l'accident.

ART. 19. La demande en revision de l'indemnité, fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive.

Le titre de pension n'est remis à la victime qu'à l'expiration des trois ans.

ART. 20. Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre I^{er}.

Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction soit le montant du salaire annuel.

ART. 21. Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

Sauf dans le cas prévu à l'article 3, paragraphe A, la pension ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 francs.

ART. 22. Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit, sur le visa du procureur de la République, à la victime de l'accident ou à ses ayants droit, devant le tribunal.

A cet effet, le président du tribunal adresse au procureur de la République, dans les trois jours de la comparution des parties prévue par l'article 16, un extrait de son procès-verbal de non-conciliation; il y joint les pièces de l'affaire.

Le procureur de la République procède comme il est prescrit à l'article 13 (paragraphe 2 et suivants) de la loi du 22 janvier 1851.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de plein droit aux instances devant le juge de paix, à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière, et à toute contestation incidente à l'exécution des décisions judiciaires.

TITRE IV.

GARANTIES.

ART. 23. La créance de la victime de l'accident ou de ses ayants droit relative aux frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires ainsi qu'aux indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire de travail, est garantie par le privilège de l'article 2101 du code civil et y sera inscrite sous le n° 6.

Le paiement des indemnités pour incapacité permanente de travail ou accidents suivis de mort est garanti conformément aux dispositions des articles suivants.

ART. 24. A défaut, soit par les chefs d'entreprise débiteurs, soit par les sociétés d'assurances à primes fixes ou mutuelles, ou les syndicats de garantie liant solidairement tous leurs adhérents, de s'acquitter, au moment de leur exigibilité, des indemnités mises à leur charge à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le paiement en sera assuré aux intéressés par les soins de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au moyen d'un fonds

spécial de garantie constitué comme il va être dit et dont la gestion sera confiée à ladite caisse.

ART. 25. Pour la constitution du fonds spécial de garantie, il sera ajouté au principal de la contribution des patentes des industriels visés par l'article 1^{er}, quatre centimes (0 fr. 04) additionnels. Il sera perçu sur les mines une taxe de cinq centimes (0 fr. 05) par hectare concédé.

Ces taxes pourront suivant les besoins, être majorées ou réduites par la loi de finances.

ART. 26. La Caisse nationale des retraites exercera un recours contre les chefs d'entreprise débiteurs, pour le compte desquels des sommes auront été payées par elle, conformément aux dispositions qui précèdent.

En cas d'assurance du chef d'entreprise, elle jouira, pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'article 2102 du code civil sur l'indemnité due par l'assureur et n'aura plus de recours contre le chef d'entreprise.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement du service conféré par les dispositions précédentes à la Caisse nationale des retraites et, notamment, les formes du recours à exercer contre les chefs d'entreprise débiteurs ou les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie, ainsi que les conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayants droit seront admis à réclamer à la caisse le paiement de leurs indemnités.

Les décisions judiciaires n'emporteront hypothèque que si elles sont rendues au profit de la Caisse des retraites exerçant son recours contre les chefs d'entreprise ou les compagnies d'assurances.

ART. 27. Les compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'État et astreintes à constituer des réserves ou cautionnements dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Le montant des réserves ou cautionnements sera affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités.

Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur création et de leur fonctionnement.

Les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle seront couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves ou cautionnements, et fixés annuellement, pour chaque compagnie ou association, par arrêté du Ministre du commerce.

ART. 28. Le versement du capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi ne peut être exigé des débiteurs.

Toutefois, les débiteurs qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif de ces pensions à la Caisse nationale des retraites, qui établira à cet effet, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayants droit.

Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie, soit volontairement, soit par décès, liquidation judiciaire ou faillite, soit par cession d'établissement, le capital représentatif des pensions à sa charge devient exigible de plein droit et sera versé à la Caisse nationale des retraites. Ce capital sera déterminé au jour de son exigibilité, d'après le tarif visé au paragraphe précédent.

Toutefois, le chef d'entreprise ou ses ayants droit peuvent être exonérés du versement de ce capital, s'ils fournissent des garanties qui seront à déterminer par un règlement d'administration publique.

TITRE V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 29. Les procès-verbaux, certificats, actes de notoriété, significations, jugements et autres actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution de la présente loi, sont délivrés gratuitement, visés pour timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement.

Dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un décret déterminera les émoluments des greffiers de justice de paix pour leur assistance et la rédaction des actes de notoriété, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, envois de lettres recommandées, extraits, dépôts de la minute d'enquête au greffe, et pour tous les actes nécessités par l'application de la présente loi, ainsi que les frais de transport auprès des victimes et d'enquête sur place.

ART. 30. Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit.

ART. 31. Les chefs d'entreprise sont tenus, sous peine d'une amende de un à quinze francs (1 à 15 francs), de faire afficher dans chaque atelier la présente loi et les règlements d'administration relatifs à son exécution.

En cas de récidive dans la même année, l'amende sera de seize à cent francs (16 à 100 francs).

Les infractions aux dispositions des articles 11 et 31 pourront être constatées par les inspecteurs du travail.

ART. 32. Il n'est point dérogé aux lois, ordonnances et règlements concernant les pensions des ouvriers, apprentis et journaliers appartenant aux ateliers de la marine et celles des ouvriers immatriculés des manufactures d'armes dépendant du Ministère de la guerre.

ART. 33. La présente loi ne sera applicable que trois mois après la publication officielle des décrets d'administration publique qui doivent en régler l'exécution.

ART. 34. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être appliquée à l'Algérie et aux colonies.

Loi du 9 avril 1898
relative aux chambres de commerce et aux chambres consultatives
des arts et manufactures.

(x rait.s.)

TITRE I^{er}.

ORGANISATION DES CHAMBRES DE COMMERCE.

ART. 1^{er}. Les chambres de commerce sont, auprès des pouvoirs publics, les organes des intérêts commerciaux et industriels de leur circonscription.

Elles sont des établissements publics.

Il y a au moins une chambre de commerce par département.

.....

TITRE II.

ATTRIBUTIONS DES CHAMBRES DE COMMERCE.

ART. 11. Les chambres de commerce ont pour attributions:

1° De donner au Gouvernement les avis et les renseignements qui leur sont demandés sur les questions industrielles et commerciales;

2° De présenter leurs vues sur leurs moyens d'accroître la prospérité de l'industrie et du commerce;

3° D'assurer, sous réserve des autorisations prévues aux articles 14 et 15, l'exécution des travaux et l'administration des services nécessaires aux intérêts dont elles ont la garde.

.....

ART. 18. Les chambres de commerce peuvent correspondre directement entre elles, avec les chambres consultatives des arts et manufactures et les administrations publiques de leur circonscription, pour toutes les questions relatives aux intérêts commerciaux et industriels du pays. Elles peuvent provoquer, par l'entremise de leurs présidents, une entente sur les objets rentrant dans leurs attributions et intéressant à la fois leurs circonscriptions respectives.

.....

TITRE III.

ADMINISTRATION FINANCIÈRE.

.....

ART. 27. Sont et demeurent abrogés le décret du 3 septembre 1851 ainsi que toutes autres dispositions contraires à la présente loi.

Loi du 21 avril 1898 ayant pour objet la création d'une Caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques et accidents de leur profession.

TITRE I^{er}.

CONSTITUTION, RESSOURCES, CHARGES DE LA CAISSE.

ART. 1^{er}. Il est créé au profit des marins français une Caisse nationale de prévoyance contre les risques et accidents de leur profession, annexée à la Caisse des invalides, mais ayant son existence indépendante.

Font obligatoirement et exclusivement partie de cet établissement tous les inscrits maritimes à partir de l'âge de dix ans.

ART. 2. La caisse est revêtue de la personnalité civile.

Elle est alimentée :

1^o Par la cotisation des participants ;

2^o Par les apports des propriétaires ou armateurs de navires ou bateaux ;

3^o Par les dons ou legs des particuliers et par les subsides éventuels des départements, des communes, des établissements publics et des associations ;

4^o Lorsqu'il y a lieu, par des avances de l'État non productives d'intérêts, fixées conformément aux dispositions de l'article 14.

Les dons, legs et subsides peuvent être acceptés alors même qu'ils ont pour affectation spéciale la concession d'indemnités, secours ou pensions supplémentaires dans des cas déterminés ou au profit de régions expressément désignées.

ART. 3. Les cotisations à verser par les inscrits maritimes sont fixées à la moitié des taxes perçues sur leurs gains et salaires en faveur de la caisse des invalides de la marine, sans toutefois que ces cotisations puissent excéder deux francs (2 fr.) par mois pour les inscrits appartenant aux deux dernières catégories du tarif faisant suite à la présente loi.

ART. 4. Les propriétaires ou armateurs de bateaux armés pour le long cours, le cabotage, la grande et la petite pêche, le pilotage et le bornage, ainsi que les propriétaires de bâtiments de plaisance munis de rôles d'équipage, sont assujettis au versement d'une cotisation égale au montant de celle acquittée par leurs équipages.

Par exception, les patrons propriétaires de bateaux se livrant à la petite pêche, au pilotage ou au bornage, qui montent eux-mêmes lesdits bateaux, ne sont assujettis qu'au versement des cotisations annuelles, fixées comme il suit :

1^o Pour les bateaux exerçant la navigation exclusivement dans la partie maritime des fleuves, rivières, étangs ou canaux aboutissant à la mer et dans l'intérieur des ports et bassins, trois francs (3 fr.) par homme ;

2^o Pour les bâtiments et embarcations pratiquant la petite pêche, le bornage ou le pilotage en mer, quatre francs (4 fr.) par homme.

ART. 5. Les inscrits maritimes qui sont atteints de blessures ou de maladies ayant leur cause directe dans un accident ou un risque de leur profession survenu pendant la durée de leur dernier embarquement sur un navire français et les mettant dans l'impossibilité absolue et définitive de continuer la navigation, ont droit à une pension viagère dite « demi-solde d'infirmité », fixée conformément au tarif annexé à la présente loi.

Si l'impossibilité de continuer la navigation n'est pas définitive, ils reçoivent une indemnité temporaire ou renouvelable calculée d'après le taux annuel prévu audit tarif.

ART. 6. Ont également droit à une pension fixée conformément au tarif susvisé les veuves des inscrits maritimes qui sont tués ou périssent par suite des causes et dans les conditions prévues à l'article précédent, ou qui meurent des conséquences des blessures ou des maladies énoncées audit article, pourvu que le mariage soit antérieur à l'origine desdites blessures ou maladies.

Si la femme titulaire de la pension instituée par le présent article se remarie et redevient veuve, elle ne peut prétendre, du chef de son second mari, à une deuxième pension de même nature que la première, à moins qu'elle ne renonce à celle dont elle jouissait déjà.

Ont droit à la même pension les veuves de marins morts en possession d'une des pensions déterminées par l'article 5, si le mariage est antérieur à l'accident ou à la maladie qui a déterminé l'octroi de cette pension.

La pension n'est jamais acquise à la femme divorcée ou contre laquelle a été prononcée la séparation de corps.

ART. 7. Après le décès du père et de la mère ou lorsque la mère veuve se trouve, conformément au dernier paragraphe de l'article 6, déchue de ses droits à la pension, les orphelins des inscrits décédés dans les conditions susdéfinies ou en possession d'une demi-solde d'infirmité, reçoivent quel que soit leur nombre, et jusqu'à ce que le plus jeune ait accompli l'âge de seize ans, un secours annuel unique de taux égal à celui de la pension que leur mère avait ou aurait obtenue.

Est également, et dans les mêmes conditions, dévolue comme secours annuel, aux orphelins du père, la pension de veuve demeurée libre par suite de l'option exercée conformément au paragraphe 2 de l'article précédent. Toutefois, les arrérages du secours annuel sont, dans ce cas, payables à la mère tutrice des orphelins.

Les enfants naturels reconnus avant l'origine de la blessure ou de la maladie d'où procède le droit participent au secours dans la même mesure que les enfants légitimes.

A mesure que les aînés atteignent l'âge de seize ans, leur part est reversée sur les plus jeunes.

En cas de coexistence d'orphelins de différents lits venant en concurrence entre eux ou avec la veuve, la division du secours a lieu comme en matière de demi-solde, sous la réserve de la disposition énoncée au deuxième paragraphe du présent article.

ART. 8. Il est alloué aux inscrits et aux veuves titulaires des pensions et indemnités accordées en vertu des articles 5 et 6 ci-dessus, pour chacun de leurs enfants âgés de moins de 10 ans, un supplément annuel déterminé par le tarif annexé à la présente loi, à moins que, se trouvant en possession d'une demi-solde ou d'une pension dérivée de la demi-solde, ils ne reçoivent déjà ce supplément.

ART. 9. Lorsque les inscrits maritimes visés à l'article 5 ne laissent après eux ni veuves, ni orphelins, un secours annuel et viager dont le taux est déterminé par le tarif annexé à la présente loi est accordé à chacun de leurs ascendants au premier degré.

En cas de prédécès de l'un des ascendants ou de décès consécutif des deux ascendants au premier degré, le secours qui aurait été ou a été attribué à chacun des ascendants décédés est reporté sur les ascendants de degrés supérieurs de la même branche s'il en existe; il est partagé également entre ces derniers, avec réversion sur le ou les survivants.

Les secours déterminés par le présent article ne sont payés qu'aux ascendants âgés d'au moins soixante ans et qui auraient eu droit à une pension alimentaire. En outre, le même ascendant ne peut être titulaire de plus d'un des secours accordés en vertu du présent article.

ART. 10. Les pensions et allocations accordées en vertu des articles précédents sont réduites de moitié si les ayants droit jouissent déjà soit d'une pension militaire ou civile ou d'un secours d'orphelins payés sur les fonds de l'État, soit d'une demi-solde ou d'une pension de secours d'orphelins dérivée de la demi-solde.

ART. 11. Les dispositions ci-dessus ne font pas obstacle à ce que l'inscrit, ses ayants cause ou la Caisse nationale de prévoyance subrogée à leurs droits, demandent directement, suivant

les principes et règles du droit commun, des indemnités aux personnes responsables des faits intentionnels ou fautes lourdes ayant déterminé la réalisation des accidents ou risques dont lesdits inscrits auront été victimes.

Les indemnités qui, dans ce cas, auront été consenties par les intéressés ou imposées par les tribunaux compétents viendront en déduction des sommes à payer en vertu de la présente loi.

ART. 12. Les pensions et autres allocations accordées en vertu de la présente loi sont incessibles et insaisissables.

Elles prennent cours :

Pour les inscrits, du jour où ils ont cessé de recevoir leurs salaires, conformément à l'article 262 du Code de commerce;

Pour les veuves, les orphelins et les ascendants, du jour du décès qui y ouvre des droits ou, en cas de disparition à la mer, du jour des dernières nouvelles.

ART. 13. La demi-solde d'infirmités est rayée si, à quelque époque que ce soit, le titulaire embarque à titre professionnel sur un navire ou bateau de commerce ou de pêche, ou sur un bâtiment de plaisance pourvu d'un rôle d'équipage.

ART. 14. Le paiement des pensions, secours et indemnités à la charge de la Caisse de prévoyance est garanti au moyen de la constitution annuelle du capital présumé nécessaire pour servir, jusqu'à leur extinction, les allocations accordées en vertu de la présente loi pendant l'année écoulée.

Ce capital est calculé en appliquant au montant des pensions et secours concédés pendant l'année les règles suivies par la Caisse nationale des retraites, et en ajoutant au produit ainsi obtenu la somme des indemnités allouées et des frais d'administration dépensés pendant la-dite année. Il est réalisé dans la caisse de l'institution au moyen :

1° Des trois premières espèces de recette prévues à l'article 2 et afférentes à l'année, à l'exclusion toutefois des dons, legs et subsides ayant une affectation spéciale et supplémentaire;

2° S'il y a lieu, d'un prélèvement sur le fonds de réserve constitué en vertu de l'article 15 de la présente loi;

3° En cas d'insuffisance de ces ressources, d'avances remboursables de l'État égales au déficit.

ART. 15. Lorsque le produit des ressources ordinaires de la caisse dépasse le chiffre du capital nécessaire, l'excédent constitue une réserve destinée à couvrir, jusqu'à due concurrence, les déficits qui pourraient se produire ultérieurement et à rembourser les avances de l'État.

Lorsque le montant de cette réserve vient à atteindre un million et demi de francs (1,500,000 francs) net, la cotisation à verser par les inscrits maritimes, en vertu de l'article 3, peut être réduite dans la proportion nécessaire pour ne pas augmenter la réserve au delà de ce chiffre. Les versements à effectuer par les propriétaires ou armateurs de bâtiments et patrons propriétaires de bateaux, en exécution de l'article 4, sont réduits dans la même proportion.

Si le fonds de réserve vient à tomber au-dessous de cinq cent mille francs (500,000 fr.), les contributions énumérées au précédent paragraphe sont relevées dans une proportion commune en vue de ramener ce fonds à son maximum.

ART. 16. Si le produit des ressources énumérées aux alinéas numérotés 1 et 2 de l'article 14 ne suffisent pas pour constituer le capital nécessaire et que l'État soit obligé de parfaire le déficit au moyen d'avances, ces avances devront, préalablement à toute réduction des cotisations et des versements des participants, être remboursées à l'État, lorsque les recettes viendront à l'emporter sur les charges.

En cas de succession de déficits annuels ayant entraîné des avances de l'État, le taux des cotisations ou versements pourra être momentanément relevé dans la proportion nécessaire

pour mettre la caisse à même d'équilibrer ses recettes et ses charges, sans que toutefois ce relèvement puisse excéder un tiers des contributions exigées des participants en conformité des articles 3 et 4.

ART. 17. Le taux des réductions et des relevements des cotisations ou versements prévus aux articles 15 et 16, de même que le montant des remboursements à l'État sont fixés par décrets rendus sur la proposition des Ministres de la marine et des finances, sur avis conforme du conseil d'administration institué par l'article 19. Les modifications de taux sont applicables à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit le décret qui les prononce.

TITRE II.

ADMINISTRATION DE LA CAISSE. — DISPOSITIONS DIVERSES.

ART. 18. Le Ministre de la marine est chargé de la gestion de la Caisse de prévoyance, avec le concours des fonctionnaires et agents ayant l'administration et la gestion de la Caisse des invalides de la marine.

Le contrôle financier de l'institution appartient à la Commission supérieure de l'établissement des invalides.

ART. 19. Il est créé au Ministère de la marine un conseil d'administration spécial de la Caisse de prévoyance.

Ce conseil est composé :

1° Des membres titulaires de la Commission supérieure des invalides;

2° D'un nombre d'inscrits maritimes et d'armateurs égal à celui des membres de la commission précitée, pris par moitié dans chacune de ces deux catégories et nommés, par décret, pour une durée de trois ans.

Il est spécialement consulté sur l'emploi et le placement des fonds de la caisse et donne son avis sur les questions et projets relatifs à l'organisation et à la réglementation de l'institution.

ART. 20. Le calcul des cotisations à percevoir en conformité des articles 3 et 4 a pour base les rôles de désarmement des navires et embarcations dressés par l'administration de la marine.

La réglementation relative au recouvrement des droits dus à la Caisse des invalides de la marine est appliquée pour la perception des cotisations.

ART. 21. Pour faire valoir ses titres à l'une des allocations prévues dans l'article 5, l'inscrit doit, sous peine de déchéance, adresser au commissaire de l'inscription maritime, dans le délai de deux mois qui suit son débarquement ou son retour en France, s'il est débarqué à l'étranger ou aux colonies, une demande écrite ou verbale dont il lui est donné récépissé.

La même demande, dont il est également donné récépissé, doit, sous peine de déchéance, être adressée dans le délai d'un an à partir du jour de la mort de l'inscrit, ou dans le délai de deux ans à partir du jour de ses dernières nouvelles, s'il a disparu en mer, par les veuves, orphelins, ascendants ou tuteurs qui invoquent le bénéfice des articles 6 à 10. Dans le cas de disparition, la demande est instruite dès la décision du Ministre de la marine établissant la disparition du marin ou la perte corps et biens du bâtiment ou de l'embarcation qu'il montait.

Un règlement d'administration publique déterminera les justifications à produire pour l'établissement du droit, ainsi que les délais dans lesquels ces justifications devront être présentées. En ce qui concerne la demi-solde d'infirmité, l'instruction comportera la visite par la commission spéciale instituée par l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1881 et la constatation par cette commission que l'état de l'impétrant provient des causes et produit les conséquences spécifiées à l'article 5.

ART. 22. Les demi-soldes d'infirmité, les pensions de veuves et les secours aux orphelins

ou ascendants qui en dérivent sont accordés suivant la procédure en vigueur pour la concession de la demi-solde.

L'indemnité temporaire est accordée par décision du ministre, après enquête administrative et pour une durée qui ne pourra excéder six mois.

Au delà de ce terme, elle peut, sur avis conforme de la commission de visite instituée par l'article 1^{er} de la loi du 11 avril 1881, être transformée, par décision du ministre, en une indemnité renouvelable de six mois en six mois, chaque renouvellement ayant lieu après enquête. Au bout de trois années à partir de la décision ministérielle spécifiée au précédent paragraphe, cette indemnité renouvelable est supprimée ou convertie, après une nouvelle visite, en demi-solde d'infirmité, conformément à l'article précédent.

ART. 23. Les fonds de la Caisse de prévoyance sont employés en rentes sur l'État, en valeurs du Trésor et en obligations garanties par l'État.

ART. 24. Il est tenu à l'administration centrale de l'Établissement des invalides un grand livre sur lequel sont enregistrés les pensions et secours annuels au fur et à mesure de leur constitution.

Un certificat d'inscription formant titre est délivré à l'ayant droit.

ART. 25. Les arrérages des pensions viagères et des secours annuels de la Caisse de prévoyance sont payés par trimestre sur la production d'un certificat de vie.

ART. 26. Les pensions et secours annuels sont rayés du grand livre après trois ans de non-réclamation des arrérages, sans que leur rétablissement donne lieu à aucun rappel d'arrérages antérieurs à la réclamation.

La même déchéance est applicable aux héritiers ou ayants cause des pensionnaires qui n'auront pas produit les justifications de leurs droits dans les trois ans qui suivront la date du décès de leur auteur.

Les arrérages de pension non payés, mais réclamés dans les trois ans qui ont suivi le décès du pensionnaire, ne sont plus passibles que de la prescription quinquennale.

ART. 27. Les actes de l'état civil, les certificats de notoriété et autres pièces relatives à l'exécution de la présente loi sont délivrés gratuitement par les maires ou par les syndics des gens de mer, et dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 28. Les règles en vigueur en ce qui concerne la liquidation et le paiement des pensions dites de demi-solde sont applicables aux pensions et secours annuels concédés sur la Caisse de prévoyance pour tout ce qui n'est pas spécifié par la présente loi.

ART. 29. La Caisse de prévoyance supporte les dépenses spéciales d'administration qu'entraîne son fonctionnement.

ART. 30. La présente loi est applicable à l'Algérie, à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion, à la Guyane, aux îles Saint-Pierre et Miquelon et à toutes autres colonies où serait légalement organisée l'inscription maritime.

Elle deviendra exécutoire à partir du 1^{er} janvier qui suivra la date de la promulgation de la présente loi.

Loi du 19 avril 1898 sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruautés et attentats commis envers les enfants (1).

(Extraits.)

ART. 1^{er}. Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 312 du code pénal :

« Quiconque aura volontairement fait des blessures ou porté des coups à un enfant au-dessous de l'âge de quinze ans accomplis, ou qui l'aura volontairement privé d'aliments ou de soins au point de compromettre sa santé, sera puni d'un emprisonnement de un an à trois ans et d'une amende de seize à mille francs (16 à 1,000 fr.).

« S'il est résulté des blessures, des coups ou de la privation d'aliments ou de soins une maladie ou incapacité de travail de plus de vingt jours, ou s'il y a eu préméditation ou guet-apens, la peine sera de deux à cinq ans d'emprisonnement et de seize à deux mille francs (16 à 2,000 fr.) d'amende, et le coupable pourra être privé des droits mentionnés en l'article 42 du présent code pendant cinq ans ou moins et dix ans au plus à compter du jour où il aura subi sa peine.

« Si les coupables sont les père et mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou autres ascendants légitimes ou toutes autres personnes ayant autorité sur l'enfant ou ayant sa garde, les peines seront celles portées au paragraphe précédent, s'il n'y a eu ni maladie ou incapacité de travail de plus de vingt jours ni préméditation ou guet-apens, et celle de la reclusion dans le cas contraire.

« Si les blessures, les coups ou la privation d'aliments ou de soins ont été suivis de mutilation, d'amputation ou de privation de l'usage d'un membre, de cécité, perte d'un œil, ou autres infirmités permanentes, ou s'ils ont occasionné la mort sans intention de la donner la peine sera celle des travaux forcés à temps, et si les coupables sont les personnes désignées dans le paragraphe précédent, celle des travaux à perpétuité.

« Si des sévices ont été habituellement pratiqués avec intention de provoquer la mort, les auteurs seront punis comme coupables d'assassinat ou de tentative de crime. »

ART. 3. L'article 2 de la loi du 7 décembre 1874 est modifié comme il suit :

ART. 2. Les pères, mères, tuteurs ou patrons, et généralement toutes personnes ayant autorité sur un enfant ou en ayant la garde, qui auront livré, soit gratuitement, soit à prix d'argent, leurs enfants, pupilles ou apprentis âgés de moins de seize ans aux individus exerçant les professions ci-dessus spécifiées (2), ou qui les auront placés sous la conduite de vagabonds, de gens sans aveu ou faisant métier de la mendicité, seront punis des peines portées en l'article 1^{er} (3).

« La même peine sera applicable aux intermédiaires ou agents qui auront livré ou fait livrer lesdits enfants et à quiconque aura déterminé des enfants, âgés de moins de seize ans, à quitter le domicile de leurs parents ou tuteurs pour suivre des individus des professions susdésignées.

« La condamnation entraînera de plein droit, pour les tuteurs, la destitution de la tutelle. Les père et mère pourront être privés des droits de la puissance paternelle. »

ART. 6. L'article 463 du code pénal est applicable aux infractions prévues et réprimées par la présente loi.

ART. 7. Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi.

(1) Nous signalons cette loi comme applicable aux enfants placés en apprentissage ou employés dans l'industrie.

(2) Acrobates, saltimbanques, charlatans, montreurs d'animaux ou directeurs de cirques (art. 1^{er} de la loi du 7 décembre 1874).

(3) Six mois à deux ans d'emprisonnement et 16 fr. à 200 fr. d'amende.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS D'AVRIL 1898, EN CE QUI CONCERNE
LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Réglementation du travail. — *Chambre.* — Séance du 1^{er} avril. — Rapport par M. Dubief sur la proposition de loi de M. Maurice Faure ayant pour objet la réglementation du travail dans les filatures de soie. (Doc. parl. n° 3205.)

Petite propriété rurale. — *Chambre.* — Séance du 1^{er} avril. — Deuxième délibération sur la proposition de loi de M. J. Siegfried tendant à faciliter la constitution et le maintien de la petite propriété rurale. Adoption.

Transmission au Sénat le 4 avril. (Doc. parl. n° 219.)

Saisie-arrêt des salaires. — *Chambre.* — Séance du 1^{er} avril. — Discussion sur les propositions de MM. Basly, Odilon Barrot et Plichon, tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt des salaires des ouvriers et des traitements des petits employés. Urgence déclarée. Adoption.

Transmission au Sénat le 4 avril. (Doc. parl. n° 218.)

Placement des ouvriers et employés. — *Chambre.* — Séance du 1^{er} avril. — Rapport, par M. Guillemin sur le projet de loi, modifié par le Sénat, sur le placement des ouvriers et employés. (Doc. parl. n° 3206.)

Crédit agricole. — *Sénat.* — Transmission au Sénat, le 2 avril, du projet de loi adopté par la Chambre ayant pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel. (Doc. parl. n° 209.) Renvoyé à la Commission relative au privilège de la Banque de France.

Assurances mutuelles. — *Chambre.* — Séance du 2 avril. — Rapport, par M. Le Myre de Villers sur le PROJET DE LOI ayant pour objet la création d'une caisse d'assurances mutuelles entre les marins français contre les risques et accidents de leur profession. (Doc. parl. n° 3213.)

Séance du 4 avril. — Discussion du PROJET DE LOI. Urgence déclarée. Adoption.

Transmission au Sénat le 5 avril. (Doc. parl. n° 233.) Renvoyé à la Commission de la marine.

Sénat. — Séance du 6 avril. — Discussion du PROJET DE LOI. Urgence déclarée. Adoption.

Code du travail. — *Chambre.* — Séance du 4 avril. — Proposition de loi sur le Code du travail. (Livre IV : Organisation du travail.) Déposée par M. Groussier. (Doc. parl. n° 3216.) Renvoyée à la Commission du travail.

Délégués mineurs. — *Sénat.* — Séance du 6 avril. — Dépôt du PROJET DE LOI, adopté par la Chambre des députés, portant rectification à la loi sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. Doc. parl. n°) Renvoyé à la Commission relative aux Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE. — *Statistique générale de l'Algérie, années 1894, 1895, 1896.* (1 vol. in-8° de 238 pages. Alger, 1897; Impr. du gouvernement général.) Citons spécialement ce qui est classé sous les rubriques : Démographie et Assistance publique (sociétés de secours mutuels). Diverses statistiques d'intérêt ouvrier et social cessent d'être insérées dans les volumes de la *Statistique générale de l'Algérie* et se trouveront dans l'*Exposé annuel de la situation générale de l'Algérie*. Citons parmi celles-ci : les caisses d'épargne, les mines et minières, les comptoirs d'escompte et caisses agricoles, les conseils de prud'hommes, etc.

FRANCE. — MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Recueil des travaux du Comité consultatif d'hygiène publique de France pour l'année 1896.* (1 vol. in-4° de 509 pages, Melun, 1897; Imprimerie administrative.) Rapports *in extenso* sur les affaires soumises à l'examen du Comité, avec documents annexes. Comptes rendus des séances. Actes officiels de l'Administration sanitaire.

FRANCE. — ASSOCIATION DES INDUSTRIELS DU NORD DE LA FRANCE CONTRE LES ACCIDENTS. — *Hygiène et sécurité des travailleurs.* (1 broch. de 31 pages, au Siège social, 16, rue de l'Hôpital Militaire, à Lille.) Observations présentées à M. le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes relativement à l'application de la loi du 12 juin 1893 et du décret du 10 mars 1894, approuvées par la Société industrielle du Nord de la France et par la Société industrielle d'Amiens.

ALLEMAGNE. — VILLE DE BERLIN. — *Annuaire statistique, 22^e année.* (1 vol. in-18 de 595 pages. Berlin, 1897; Impr. P. Stankiewicz.)

ALLEMAGNE. — ROYAUME DE PRUSSE. BUREAU DE STATISTIQUE DE BERLIN. — *La propriété foncière et le bâtiment en Prusse, 1893.* (1 vol. in-4° de 192 pages. Berlin, Imp. de l'Administration, 1898.)

ANGLETERRE. — COMMISSION DE STATISTIQUE DE L'ALLIANCE COOPÉRATIVE INTERNATIONALE. — *Statistique des associations coopératives de divers pays.* (1 vol. in-4° de 330 pages. London, King and Son, 1898.)

AUTRICHE. — MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Les Résultats de l'enquête administrative de 1896 sur la situation économique des employés des entreprises privées, tome 1^{er}.* (1 vol. in-4° de 142 pages. Vienne, Impr. de l'État, 1898.) — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — *Annuaire statistique pour 1896. 2^e cahier : l'exploitation des mines en Autriche en 1896; 1^{re} livraison : la production minière.* (1 vol. in-8° de 173 pages. Vienne, Impr. de l'État, 1897.) — DÉPARTEMENT DE LA STATISTIQUE, MINISTÈRE DU COMMERCE. — *Les grèves et les lock-out dans les établis-*

sements industriels autrichiens pendant l'année 1896. (1 vol. in-8° de 333 pages. Vienne, imp. Hölder, 1898.) — *La conciliation dans les conflits du travail.* (1 vol. in-4° de 277 pages; Vienne, Hölder, 1898.)

AUTRICHE. — MINISTÈRE DU COMMERCE, DÉPARTEMENT DE LA STATISTIQUE. *La conciliation dans les conflits du travail.* (1 vol. in-4° de 217 pages; Vienne, Hölder, 1898.)

BELGIQUE. — VI^e CONGRÈS INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES ASSURANCES SOCIALES (1897). — *Comptes rendus.* (1 vol. in-8° de 997 pages; Bruxelles, 1897; Weissenbruch, édit.) — *Comptes rendus du congrès tenu à Bruxelles du 26 au 31 juillet 1897. Rapport, procès-verbaux des séances et communications présentées au congrès, publiés par les soins du comité belge d'organisation.* — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL. — *Le travail du dimanche en Belgique : Mines, minières et carrières. Tableaux statistiques et monographies.* (1 vol. in-8° de 500 pages. Bruxelles, 1898.)

COLONIES BRITANNIQUES, NOUVELLE-ZÉLANDE. — BUREAU DE STATISTIQUE DU GOUVERNEMENT. — *Annuaire statistique pour 1896 et les années précédentes.* (1 vol. in-8° de 869 pages. Sydney, 1897; Gullick, govern. print.) — *Richesse et progrès de la Nouvelle-Zélande, 1896-1897.* (1 vol. in-8° de 1,028 pages. Sydney, 1897; Gullick, édit.) Monographie historique, économique et statistique, très complète, de la Nouvelle-Zélande, publiée à l'occasion du récent *Jubilé Royal*.

ÉTAT DE MAINE (AMÉRIQUE DU NORD). — BUREAU STATISTIQUE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL. — *11^e rapport annuel, 1897.* (1 vol. in-8° de 206 pages. Augusta, 1898; Kennebec, journal print.) Statistiques industrielles diverses, statistique de l'inspection du travail. L'État de Maine a une superficie de 11.700 kilomètres carrés et une population de 661.086 habitants.

ITALIE. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. — *Annales de l'agriculture, 1897. Conseil de l'agriculture, session de 1897.* (1 vol. in-8° de 526 pages. Rome, 1897; Tipogr. nazione.) — *Cause di morte. Statistica del l'anno 1896.* (1 broch. in-4° de 36 pages.) Statistique des causes de décès en Italie pour l'année 1896. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. — *Statistica degli scioperi avvenuti nell'industria e nell'agricoltura durante l'anno 1896.* (1 vol. in-8° de 88 p.; Rome, 1898; tipogr. nazione.) — Statistique des grèves survenues dans l'industrie et l'agriculture pendant l'année 1896, voir le compte rendu dans le corps du *Bulletin*.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BIBLIOGRAPHIE.

(Suite.)

NORVÈGE. — STATISTIQUE OFFICIELLE, BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE. — *Récouvrement du 1^{er} janvier 1891: population classée par nationalité, par lieu de naissance et par cultes. Accutyles sourds-muets et aliénés. Mariages consanguins. Liste nominative des individus âgés de 95 ans et au-dessus.* (1 vol. in-8° de 132 pages; Kristiania, Aschehoug, 1897.) — *Année 1897 du Journal du bureau central de statistique du royaume de Norvège.* (1 vol. in-8° de 260 pages; Kristiania, Aschehoug, 1898.) — *Mouvement de la population pendant les années 1891-1895.* (1 vol. in-8° de 47 pages; Kristiania, Aschehoug, 1897.) — *Les chemins de fer publics de la Norvège.* (1 vol. in-8° de 328 pages; Kristiania, Aschehoug, 1898.) — *Les grandes pêches maritimes pendant l'année 1896.* (1 vol. in-8° de XVI-34 pages; Kristiania, Aschehoug, 1897.) — *Statistique de l'Assistance publique pour l'année 1894.* (1 vol. in-8° de 31 pages; Kristiania, Aschehoug, 1897.) — *Statistique de la justice civile pour l'année 1895.* (1 vol. in-8° de 36 pages; Kristiania, Aschehoug, 1898.)

PAYS-BAS. — VILLE D'AMSTERDAM. — BUREAU MUNICIPAL DE STATISTIQUE. — *Annuaire statistique, 2^e année, 1896. 1^{re} partie: Observations météorologiques, population.* (1 vol. in-8° de 99 pages. Amsterdam, 1898.)

RUSSIE. — COMITÉ GÉNÉRAL DE STATISTIQUE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Recensement général de la population de l'Empire de Russie (1897).* (2 broch. in-8° de 29 et 41 pages. Saint-Petersbourg, 1897.) Premier recensement général effectué le 28 janvier/9 février 1897. Ces deux fascicules fournissent le dénombrement de la population par districts d'après les calculs des Commissions locales.

SUÈDE. — STATISTIQUE OFFICIELLE. — *Statistique des caisses d'épargne; Caisses d'épargne postales pour l'année 1896.* (1 vol. in-4° de 27 pages. Stockholm, Impr. Beckmans, 1897.) — *Domaine de l'État; statistique forestière pour 1896.* (1 vol. in-4° de 60 pages. Stockholm, Impr. Norstedt et fils.) — *Statistique agricole pour 1896.* (1 vol. in-4°. Stockholm, 1897; Impr. Norstedt et fils.) — *Statistique judiciaire pour 1896.* (1 vol. in-4° de 88 pages. Stockholm, 1897. Impr. Norstedt et fils.) — *Statistique pénitentiaire pour 1896.* (1 vol. in-4° de 40 pages. Stockholm, 1897; Impr. Norstedt et fils.) — *Écoles primaires, statistique pour l'année 1895.* (1 vol. in-4° de 51 pages. Stockholm, 1897; Impr. centrale.) — *Statistique des travaux publics, ports, dessèchements, routes et chemins de fer, pour l'année 1896.* (1 vol. in-4° de 77 pages. Stockholm, 1897; Impr. Ivar Haagströms.) — *La marine marchande pendant l'année 1896.* (1 vol. in-4° de 140 pages. Stockholm, Impr. Norstedt et fils, 1898.)

SUISSE. — BUREAU FÉDÉRAL DES ASSURANCES. — *Rapport sur les entreprises privées en matière d'assurances en Suisse en 1896* (1 vol. in-4° de 159 pages. Berne, 1896, chez Schmid et Francke). Rapport publié conformément à la décision du Conseil fédéral du 6 avril 1896. Il passe en revue les opérations des sociétés d'assurances sur la vie, contre les accidents, l'incendie, le bris des glaces et autres, les dommages causés par les conduites d'eau, la mortalité des bestiaux, la grêle, les risques de transport. Voir dans le corps du *Bulletin* l'analyse de ce qui concerne l'assurance contre les accidents.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

- Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers.** — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893)..... 8 fr.
- De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger.** — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893)..... 6 fr.
- Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes.** — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893)..... 1 fr. 50
- Salaires et durées du travail dans l'industrie française.**
 Tome I^{er} : *Seine*. — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893)..... 7 fr. 50
 Tomes II et III : *Départements*. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896) chaque. 7 fr. 50
 Tome IV : *Résultats généraux*. — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897)..... 6 fr.
Manufactures de l'État et chemins de fer. — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896)... 1 fr. 50
Album graphique. — 29 planches in-8° (1897)..... 4 fr.
- La petite industrie (salaires, durée du travail).**
 Tome I^{er} : *L'alimentation à Paris*. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893)..... 2 fr. 50
 Tome II : *Le vêtement à Paris*. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896)..... 5 fr.
- Les associations ouvrières de production (en France)** — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.
- Hygiène et sécurité des travailleurs.** — 1 vol in-8° de 660 p. (1895)..... 5 fr.
- Documents sur la question du chômage.** — 1 vol. in-8° de 398 p. (1896)..... 4 fr.
- Minimum de salaire dans les travaux publics.** — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897).... 2 fr.
- L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.**
Résultats financiers. — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892)..... 1 fr. 50
Statistique des accidents de travail. — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892)..... 1 fr. 50
- Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie.**
En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893)..... 1 fr. 50
En Autriche. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893)..... 1 fr. 50
- Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.**
 1^{re} partie : *Accidents*. — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894)..... 1 fr. 50
 2^e partie : *Maladie, Invalidité, Vieillesse*. — 1 vol in-8° de 229 p. (1895)..... 2 fr.
- Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage.**
Années 1890 et 1891. — 1 vol in-8° de 123 p. (1892)..... 1 fr. 50
Années 1892, 1893, 1894, 1895, 1896. — 5 vol. in-8° de 1 fr. 50, 3 fr. 50 et.... 3 fr.
Année 1897. — 1 vol. in-8° de 304 p. (1898)..... 3 fr.
- Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.**
Dén. général. — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894)..... 15 fr.
Dén. des étrangers. — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893)..... 7 fr. 50
- Annuaire statistique (1892-1894).** — 1 vol. in-8° Jésus de 783 p. (1894)..... 8 fr.
Idem. (1895-1896). — 1 vol. in-8° Jésus de 624 p. (1896)..... 8 fr.
Idem. (1897). — 1 vol. in-8° Jésus de 520 p. (1897)..... 7 fr. 50
- Statistique annuelle (1890-1892).** — 1 vol. in-8° Jésus de 550 p. (1895).... 7 fr. 50
Idem. (1893). — 1 vol. in 8° Jésus de 257 p. (1896)..... 5 fr.
Idem. (1894). — 1 vol. in-8° Jésus de 249 p. (1897)..... 5 fr.
- Annuaire des syndicats professionnels (1897).** — 1 vol. in-8° de 620 p. (1897)... 5 fr.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		<i>Démographie et statistique.</i>	
Revue du travail :		La population agricole de la France.....	513
Situation générale.....	450	• <i>Mouvement social à l'étranger.</i>	
Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants.....	455	Allemagne : Revue du travail en avril. — Les grèves en mai.....	520
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	461	Autriche : Les caisses minières en 1895 et 1896.....	521
Renseignements divers :		Belgique : Revue du travail en avril. — Grèves. — Les prud'hommes en 1897...	523
Adjudications; commerce extérieur; transports; prix courants divers; faillites; autorisations de bâtir; mont-de-piété de Paris.....	471	États-Unis : L'inspection du travail	
Tableau trimestriel du prix des denrées d'après les sociétés coopératives.....	479	l'État de New-York. — Les associations coopératives d'épargne et de crédit foncier mutuel de l'État de New-York. — Les employés de chemins de fer actionnaires.....	524
Placement gratuit.....	480	Grande-Bretagne : Revue du travail en mai. Grèves. — La grève des mineurs du pays de Galles. — Le personnel et la production des houillères (1887-1897).....	526
Assistance.....	484	Italie : Les sociétés de secours mutuels en 1895.....	528
Mouvement syndical.....	485		
Les syndicats professionnels.....	488	• <i>Actes et documents officiels.</i>	
Les grèves en mai.....	489	Décret du 14 mai 1898 sur les subventions aux sociétés de secours mutuels. — Circulaires sur l'inspection du travail.....	530
Les grèves en 1897.....	492		
Conciliation et arbitrage.....	492	• <i>Jurisprudence.</i>	
Les assurances collectives contre les accidents.....	494	Louage d'ouvrage. — Marchandage. — Prud'hommes. — Travail des femmes et des enfants..	
Institutions de prévoyance.....	495	<i>Bibliographie.</i>	
Les accidents du travail. — Législation en France et à l'étranger.....	496		
Les habitations à bon marché en 1897....	503		
La Banque coopérative des associations ouvrières de production.....	510		

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts.

Armand COLIN et C^{ie}, éditeurs,
5, rue de Mézières.

Le *Bulletin de l'Office du travail* paraît tous les mois. — On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Direction de l'Office du Travail,

Rue de Varenne, 80,

PARIS.

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : à *Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie.*

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — *Rapport sur les opérations des caisses d'épargne ordinaires en 1896* (1 vol. in-4° de 107 pages, Paris, 1898 ; Impr. nat.). Rapport accompagné de tableaux et cartogrammes en couleurs. Nombre des établissements ; opérations des caisses avec leurs déposants ; situation et placement de la fortune personnelle des caisses ; gestion par la Caisse des dépôts et consignations des fonds versés par les caisses d'épargne.

————— MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES. OFFICE DU TRAVAIL. — *Statistique générale de la France. Tome XXV. Statistique annuelle, année 1895.* (1 vol. in-8° de 227 pages. Paris 1898 ; Impr. nat.) 1^{re} partie : Démographie. 2^e partie : Institutions et établissements d'assistance et de bienfaisance. Établissements hospitaliers, enfants assistés, aliénés, bureaux de bienfaisance, monts-de-piété. libéralités.

————— PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE. — *Rapport annuel (de l'année 1897) sur les services municipaux de l'approvisionnement de Paris (abattoirs, entrepôts, halles centrales, marchés aux bestiaux, marchés de quartier, etc.)* (1 vol. in-4° de 373 pages. Paris, Imprimerie municipale, 1898.)

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Le travail est resté actif dans les mines, les carrières, la typographie, l'industrie de la chaussure, du vêtement, dans le travail du bois (charpente, menuiserie), la métallurgie, la construction mécanique et l'industrie du bâtiment. Au contraire, la situation a eu tendance à devenir plus mauvaise dans la préparation des cuirs et peaux, la ganterie, les filatures et tissages de coton, de laine, de lin et de soie, dans la chapellerie, dans la broserie, la tabletterie, la boutonnerie et dans les industries de la porcelaine et de la verrerie.

Mais, même dans les métiers, pour lesquels la reprise habituelle du travail a lieu à cette époque, la situation est jugée moins bonne que celle de l'an dernier, ce qu'on attribue pour la plus grande partie à la température défavorable des mois précédents qui, sur notre marché intérieur, a ralenti les affaires déjà peu actives par suite de nos faibles récoltes en vin et en blé, tandis que, d'autre part, la prolongation du conflit hispano-américain augmentait la gêne de nos industries d'exportation.

La proportion des ouvriers en chômage est restée à peu près stationnaire; elle aurait plutôt tendance à augmenter. Parmi les 60/4 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 mai, 16 p. o/o des chambres syndicales, groupant 16 p. o/o des syndiqués, estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier; 36 p. o/o des syndicats, avec 46 p. o/o des adhérents, considèrent qu'il a été moins actif, et pour 48 p. o/o des syndicats groupant 38 p. o/o des syndiqués, il est resté équivalent.

A la suite de la suppression du droit d'entrée de 7 francs prélevé sur les blés étrangers importés en France, une diminution du prix du pain a été signalée dans un certain nombre de villes; dans d'autres, la hausse s'est maintenue encore pendant le mois de mai. Les arrivages de légumes frais ont été

faibles par suite du temps pluvieux et sans chaleur et les cours restent à des taux élevés.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — HORTICULTURE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Le mauvais état de la mer a rendu plus mauvaise que l'an dernier la situation des pêcheurs de nos côtes. Chez les ouvriers agricoles et jardiniers, le mauvais temps a amené un ralentissement dans le travail, notamment à Lyon, Aigues-Mortes (Gard), Perpignan et Nérondes (Cher). En forêts, l'écorçage continue; on compte 5 p. o/o des bûcheurs en chômage; l'ouvrage est généralement estimé équivalent à celui de l'an dernier, sauf à Menou et Menestreau (Nièvre), Henrichemont et Vallenay (Cher) et Gien (Loiret).

MINES. — CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de mai, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	6.02	"	"	"	7	93
Loire.....	5.92	"	"	"	12	88
Gard et Hérault.....	5.98	"	"	"	34	66
Provence (liguites).....	5.29	"	"	36	64	"
Tarn et Aveyron.....	6.12	"	"	"	"	100
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	6.00	"	"	"	"	100
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne...	5.96	"	"	"	10	90
ENSEMBLE pour la France.	6.00	"	"	1	10	89

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,68; il était de 5,96 en mai 1897.

CARRIÈRES. — Comme tous les ans à pareille époque, l'exploitation des carrières est en pleine activité, principalement dans la région parisienne, grâce aux commandes pour l'Exposition universelle.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — La meunerie tend à reprendre plus d'activité avec les nouveaux arrivages de blés. D'après la statistique du Ministère des Finances pour les quatre premiers mois de l'année, les admissions temporaires, apurement par les réexportations, quantités mises en œuvre qui étaient de 786,800 quintaux

en 1898, avaient été de 2.279.000 quintaux en 1897, ce qui coïncide avec le ralentissement qui avait été signalé dans beaucoup de nos minoteries. D'autre part, pour combler les manquants de notre récolte, l'importation nette (exportations déduites) qui, pendant les quatre premiers mois était de 613.000 quintaux en 1896, de 181.000 en 1897, atteignait 6.183.000 quintaux en 1898.

D'après une statistique publiée au *Journal officiel*, les importations totales pendant le mois de mai, quantités déclarées pour la consommation, tant d'importation directe que sorties d'entrepôt, stock en entrepôt ou cargaisons en cours de débarquement, seraient de 5.099.000 quintaux (chiffres provisoires). En distillerie et en sucrerie, situation stationnaire. En glucoserie, 18 fabriques ont été en marche depuis septembre 1891 jusqu'à avril 1898; la production a été de 25.861.000 kilogrammes.

La boulangerie est encore éprouvée par la hausse des farines, qui a contraint beaucoup de patrons à travailler eux-mêmes pour remplacer un ouvrier afin de réduire leur prix de revient; cependant la saison d'été qui commence permet à un certain nombre d'ouvriers de trouver des engagements dans les stations balnéaires; il en est de même chez les cuisiniers. On compte 17 p. o/o de chômeurs chez les boulangers, 10 p. o/o chez les pâtisseries-cuisiniers.

INDUSTRIE DU LIVRE. — Grâce aux commandes pour les élections, les typographes ont été bien occupés, et l'amélioration signalée le mois dernier s'est maintenue, sauf dans certains centres où un deuxième tour de scrutin n'ayant pas été nécessaire, le travail qui avait été augmenté par des heures supplémentaires a repris sa marche normale; d'autre part, les imprimeurs-lithographes se sont ressentis de l'accalmie des affaires et ont été plus atteints que l'an dernier. On compte 6 p. o/o de chômeurs chez les typo-lithographes et graveurs de Paris, un peu moins de 2 p. o/o en province et un peu plus de 4 p. o/o dans l'ensemble des syndiqués. 50 p. o/o des chambres syndicales, groupant 67 p. o/o des adhérents, estiment que le travail est plus abondant que l'an dernier à pareille époque; pour 34 p. o/o des syndicats avec 19 p. o/o des syndiqués, il est en même quantité, et 16 p. o/o des syndicats réunissant 14 p. o/o des membres considèrent qu'il est moins abondant. L'ouvrage est tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les typographes de Paris, Saint-Germain, Soissons, Senlis, Beauvais, Amiens, Calais, Douai, Beaune, Cusset, Roanne, Lyon, Valence, Toulon, Marseille, Rodez, Béziers, Tarbes, Bergerac, Rochefort, Limoges, Tulle, Châteauroux, Niort, Saint-Brieuc, Fougères, Tours, Blois, Châteaudun, Alençon et Vire; pour moins abondant à Paris (graveurs-lithographes), Dôle, Bourg, Clermont-Ferrand, Saint-Étienne (imprimeurs-lithographes), Annecy, Grenoble, Cannes et Châteaubriant; pour le reste, pas de changement signalé.

CUIRS ET PEAUX. — Les modifications apportées aux procédés de fabrication qui permettent de travailler en moins de temps une plus grande quantité de peaux et le prix élevé auquel se tient la matière première rendent la situation difficile dans l'industrie de la préparation des cuirs et peaux, principalement chez les ouvriers des ateliers travaillant avec les anciens procédés. Dans l'industrie de la chaussure, la saison d'hiver avait été mauvaise; celle d'été, qui est déjà avancée, est aussi peu favorable; l'écoulement des produits se fait lentement, retardant les réassortiments; les cordonniers travaillant à la main commencent leur saison d'été, ils reçoivent des commandes, mais moins que l'an dernier, par suite de l'augmentation de la concurrence des usines. La ganterie, qui reprenait, est de nouveau contrariée dans son travail, le conflit hispano-américain arrêtant une partie des commandes d'exportation.

On compte un peu plus de 8 p. o/o de chômeurs dans la préparation des cuirs et peaux, à peu près autant dans l'industrie de la chaussure, 6 p. o/o dans la ganterie.

Par rapport à l'an dernier, l'ouvrage est jugé plus abondant, notamment chez les ouvriers en cuirs et peaux d'Issoudun, chez les coupeurs en chaussures de Nancy, les trépointeurs de Toulouse, les coupeurs en chaussures de Limoges et chez les gantiers de Gières et de Grenoble; il est tenu pour moins abondant chez les ouvriers en cuirs d'Amiens, Graulhet, Henrichemont (Cher), Rennes, Châteaurenault et Vendôme; chez les ouvriers en chaussures de Paris, Nice, Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), Limoges (cordonniers), Niort, Le Mans et Nogent-le-Rotrou, chez les gantiers de Millau, chez les gainiers de Paris et chez les selliers de Toulouse; pour le reste, la situation est restée stationnaire.

TEXTILES. — Le ralentissement du travail signalé dans les filatures et tissages des industries lainière et cotonnière, la passementerie, rubanerie, les tulles et dentelles, se maintient; les industries du lin et celle de la soierie sont aussi atteintes; des réductions de durée de travail et de prix de façon ont eu lieu. Dans les tissages de mouchoirs, dans le centre, les ouvriers travaillant à domicile sont particulièrement éprouvés par la baisse des prix de façon. Dans les ateliers de teinturerie et d'apprêts, le travail est toujours sans activité. De même dans la bonneterie; on estime, dans la Picardie notamment, que les commandes sont d'un quart inférieures à celles de l'an dernier. L'amélioration signalée chez les tapissiers se maintient. La saison d'été, dans l'industrie du vêtement, a été contrariée par la température défavorable trop souvent pluvieuse et froide, et les tailleurs et les couturiers qui avaient déjà eu une activité médiocre pendant la saison d'hiver ont été de nouveau éprouvés. Ralentissement du travail dans la chapellerie. Dans l'industrie des fleurs et plumes, situation toujours difficile. On estime que le chômage atteint 9 p. o/o des ouvriers dans les filatures et tissages mécaniques, un peu moins d'un cinquième chez les tisserands à la main, 8 p. o/o chez les tailleurs et couturières et 5 p. o/o chez les chapeliers.

Par rapport à l'an dernier, le travail est tenu pour plus actif chez les voiliers de Dunkerque, les tapissiers d'Amiens et de Tarbes et chez les ouvrières de l'industrie du vêtement de Carcassonne; pour moins actif chez les ouvriers des filatures et tissages mécaniques, notamment à Saint-Quentin, Amiens, Saint-Aubert (Nord), Roubaix, Vienne, Condé-sur-Noireau (Calvados), dans la plupart des tissages à la main, dans le Nord, la Loire, le Rhône, la Vendée et le Maine-et-Loire, chez les bonnetiers de la Somme, les teinturiers de Paris, Amiens, Calais, Villefranche (Rhône), les tullistes de Calais, chez les passementiers de Paris, de la Haute-Seine et de la Loire, chez les tapissiers d'Angers, chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie du vêtement de Paris, Chambéry et Bayonne, chez les chapeliers de Paris, Clermont-Ferrand, Chazelles-sous-Lyon (chapeliers appropriateurs), Lyon, Albi et Septfonds (Tarn-et-Garonne); il n'a pas été signalé de changement pour le reste.

Bois. — Le travail se maintient actif chez les charpentiers et chez les menuisiers comme tous les ans à pareille époque. Chez les tonneliers, ouvrage généralement moins abondant que l'an dernier, par suite de la concurrence des grandes fabriques de tonneaux et de la faible récolte de vins de l'an dernier. La reprise habituelle du travail dans la carrosserie est contrariée par la température défavorable et, ainsi que la plupart des autres industries de luxe : tabletterie, fabrication de l'éventail, ébénisterie, elle se ressent de l'accalmie des affaires; la boutonnerie, la dominoterie

et la broserie sont atteintes par la difficulté des relations avec l'Amérique du Nord.

Le mauvais temps des mois précédents a favorisé les sabotiers et galochiers qui sont bien occupés. On compte à peu près 5 p. o/o de chômeurs chez les charpentiers et ouvriers des scieries mécaniques, autant chez les menuisiers, 14 p. o/o chez les tonneliers, 5 p. o/o chez les carrossiers et charrons, 3 p. o/o chez les sabotiers, 12 p. o/o chez les ébénistes.

En particulier, le travail est jugé plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers des scieries mécaniques de Hermes (Oise) et de Nantes, chez les menuisiers de Belfort, Annecy, Carmaux et Bourges, chez les tonneliers de Morlaix, chez les ouvriers en voitures de Bourges, chez les sabotiers de Brive et du Mans, chez les ébénistes de Chambéry et de Valence, moins abondant chez les charpentiers de Lyon, Marseille (charpentiers et callats), Lourdes et Limoges, chez les menuisiers de Paris, Bourg, Avignon, Annonay et Elbeuf, chez les tonneliers de Dunkerque, Valence, Nice, Perpignan et Cognac, chez les charrons de Paris, les carrossiers de Marseille, Béziers et Angoulême, les sabotiers-galochiers de Briénon (Yonne), Romans, Lorient, la Flèche, les chaisiers et graveurs sur bois de Paris, les ouvriers de l'ameublement de Saint-Loup, les dominotiers, tabletiers, boutonnières de Méru, les brossiers de Tracy-le-Mont (Oise) et Sens; pour le reste, il n'a pas été signalé de variation notable.

MÉTAUX. — Travail toujours actif dans la métallurgie et dans les ateliers de la grande construction mécanique, grâce aux commandes pour l'exposition de 1900, aux demandes de nos chemins de fer et des ateliers de l'étranger.

D'après le bulletin du Comité des forges, l'importation totale des fontes, fers et aciers, pendant les trois premiers mois de 1898, a été de 54,918 tonnes, c'est-à-dire en augmentation de 22,67 p. o/o sur les résultats dans la période correspondante de 1897. Nos exportations se sont élevées à 91,201 tonnes, en augmentation de 35,12 p. o/o sur les résultats de l'an dernier, ce qui correspond bien au progrès qui avait été signalé dans notre industrie métallurgique.

Les ateliers de construction de machines agricoles, de machines électriques, d'automobiles, continuent à progresser. L'armurerie maintient son activité. La serrurerie du bâtiment est également bien occupée. Un ralentissement s'est produit chez les ferblantiers-boîtiers, la fabrication d'avance est réduite; on attend les envois des pêcheurs de sardine pour reprendre le travail. Dans l'horlogerie, travail plutôt moins actif que l'an dernier. On compte à peu près 4 p. o/o de chômeurs chez les métallurgistes, ouvriers des ateliers de construction mécanique et serruriers; 5 p. o/o chez les ferblantiers et ouvriers en instruments de précision; un peu plus de 8 p. o/o chez les bijoutiers et horlogers.

Le travail est estimé plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers métallurgistes et constructeurs-mécaniciens de Paris (chauffeurs-mécaniciens), Hautmont, Maubeuge, Sedan, Commeny, Saint-Chamond, Saint-Étienne, Toulouse, Châteauroux, Vendôme, Nantes et le Havre, chez les ouvriers en instruments de précision et chez les ouvriers en feuilles d'étain de Paris; moins abondant chez les mouleurs de Rouen, les ouvriers des constructions navales de la Seyne, les mécaniciens et serruriers de Cenon (Vienne) et de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), de Niort, les forgerons du Mans, les chauffeurs-mécaniciens de Marseille et de Bordeaux, chez les tourneurs-décolleteur de Paris, les ferblantiers de Bordeaux et les ferblantiers-boîtiers de la Loire-Inférieure, du Morbihan et du Finistère, chez les bijoutiers de Bordeaux et chez les horlogers du Doubs; pour le reste, pas de changement.

BÂTIMENT. — L'industrie du bâtiment maintient son activité cependant dans un plus grand nombre de centres que ceux signalés le mois dernier; l'ouvrage est estimé moins abondant que l'an dernier, pour les motifs déjà énoncés. On compte un peu moins de 10 p. o/o de chômeurs chez les tailleurs de pierre et maçons, 17 p. o/o chez les peintres-plâtriers.

Par rapport à l'an dernier, on estime que l'ouvrage est plus abondant chez les tailleurs de pierre de Montalieu et Parmilieu (Isère) et de Niort, chez les maçons de Cannes, de la Roche-sur-Yon et de Lorient, chez les marbriers de Dunkerque, chez les peintres d'Armentières et de Pau; moins abondant chez les tailleurs de pierre d'Annecy, de Chambéry et de Cognac, chez les maçons de Reims, Sens, Nevers, Nice, Menton, Toulouse, Bourges et Rennes, chez les marbriers de Marseille, chez les sculpteurs de Lyon, les peintres de Marseille, chez les plâtriers de Bourges et d'Angers et chez les plombiers-couvreurs du Mans.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Chez les chauxfourniers et chez les briquetiers, travail actif. Dans la céramique, dans la porcelainerie et dans la verrerie, situation stationnaire avec tendances à faiblir et pour les causes déjà signalées le mois dernier.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — La reprise habituelle des affaires à cette époque a été généralement moins forte que l'an dernier; la température défavorable a continué à retarder les expéditions de primeurs sur nos marchés; l'accalmie des affaires s'est maintenue pour les motifs déjà énumérés. Les voyageurs et représentants de commerce, les employés et commis de bureau ont été particulièrement éprouvés; le système du travail à la commission s'est étendu, et les voyageurs de commerce qui doivent avancer leurs frais de voyage sans être sûrs, par suite de la difficulté des affaires, de rentrer dans leurs déboursés, trouvent la situation plus mauvaise que l'an dernier; pour les employés de commerce, le placement est devenu plus difficile, les jeunes gens sont pris de préférence aux employés plus âgés, on tend à diminuer le taux des appointements, à augmenter la durée du travail et à réduire le personnel pour abaisser les frais généraux. Chez les employés et ouvriers de l'alimentation, situation stationnaire. On compte 11 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers des entreprises de transport et de manutention; 6 p. o/o chez les employés de commerce; 12 p. o/o chez les employés et ouvriers de l'alimentation; environ un cinquième des syndiqués chez les coiffeurs sont sans place à demeure.

La situation est tenue pour meilleure que l'an dernier chez les limonadiers-restaurateurs de Paris et les garçons de café de Marseille, chez les employés de pharmacie et chez les ouvriers afficheurs de Paris; pour plus mauvaise chez les cochers de Paris, Saint-Quentin, Lyon (camionneurs), chez les marins du commerce de Marseille et de Bordeaux, chez les garçons de magasin et livreurs, chez les porteurs aux halles et marchés de Paris, chez les hommes de peine de Lyon, chez les portefaix et commissionnaires de Toulouse et de Marseille, chez les placiers en fleurs et plumes, chez les voyageurs et représentants de commerce de Paris, chez les employés de commerce de Versailles, Besançon, Lyon, Marseille et Rennes, chez les employés limonadiers d'Agen et chez les bouchers de Bordeaux.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2° par les correspondants.

Oise. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BEAUVAIS. — La récolte des *vins* de l'Oise n'a été que de 1.028 hectolitres en 1897 contre 2.094 en 1896; ce déficit est attribué aux gelées du printemps et à la persistance des pluies de l'été. La récolte des *cidres* a été inférieure à la moyenne et cependant supérieure à l'année précédente, 225.000 hectolitres en 1897 contre 175.000 hectolitres en 1896; le prix du cidre a été très élevé, plus que l'on ne l'avait vu depuis plusieurs années, ce qui a contraint la population ouvrière des villes et des villages à fabriquer leur boisson avec des *raisins secs*, malgré le prix élevé de ceux-ci. Le *café* qui par suite d'une récolte abondante avait eu des cours très bas, a maintenu à peu près ses prix à la consommation. Grâce au développement de la production locale, l'importation des *lards* et *saindoux* étrangers a été très faible.

Le nombre des *carrières de pierre* en exploitation en 1897 n'a pas varié; mais partout le travail a été actif par suite du développement pris par l'industrie du bâtiment et aussi grâce aux commandes pour l'Exposition de 1900.

Les déficits constatés dans la récolte des blés, en 1897, en France et dans la plupart des pays d'Europe ont amené une hausse qui a influé défavorablement sur le marché de la *meunerie*. Cette industrie, qui avait passé, avant la hausse, des marchés à livrer, a été fortement éprouvée et a dû vendre parfois au-dessous du prix de revient.

Dans la *féculerie*, trois établissements ont disparu. La production des fécules, en 1897, a été faible à cause du déficit cultural et du découragement des cultivateurs de pommes de terre. Les prix de vente des fécules ont été assez avantageux; ils ont atteint 30 à 32 francs le quintal contre 25 et 26 francs en 1896. La concurrence des dérivés du maïs qu'on avait voulu atténuer s'est maintenue, les amidines de maïs, moins importées qu'avant, étant remplacées par les farines de maïs, que la glucoserie arrive à saccarifier directement sans les transformer en amidon.

Le nombre des grandes *distilleries de grains* et de *mélasse* a continué à diminuer, tandis que le travail est devenu plus actif dans les *distilleries de betteraves*, qui ont pu profiter de la hausse survenue sur les alcools en fin d'année; d'autre part, les distilleries des grains et de mélasse voyaient leurs prix de revient augmenter sensiblement avec la hausse de la matière première.

La *sucrerie*, qui comptait 31 usines dans le département en 1896, n'en a plus occupé que 30 en 1897; mais, bien que les ensemencements de betteraves aient été plus faibles que l'année précédente, la production a été de 58.000 tonnes de sucre au lieu de 54.000 tonnes en 1896; grâce à l'excellente qualité de la betterave, la quantité de racines travaillées a été de 557.000 tonnes contre 674.000 en 1896, et, grâce aussi aux cours plus élevés de 3 francs en moyenne que ceux de l'année précédente, la sucrerie a fait une excellente campagne.

La fabrication des *papiers peints* a maintenu une activité normale, mais les prix de vente ont baissé par suite de la réduction considérable de l'exportation dans l'Amérique du Sud et aussi dans l'Amérique du Nord.

Dans l'industrie des *produits chimiques*, la situation a eu tendance à devenir plus mauvaise par suite de la concentration de la production dans quelques grands établissements, qui peuvent plus facilement supporter la baisse survenue dans les prix de vente. Une fabrique nouvelle a été fondée pour la production de chlorures par l'électrolyse. La fabrication des engrais s'est réduite, dans un grand nombre d'usines, à la production des superphosphates et la marge laissée au fabricant a été estimée insuffisante.

Les *usines à gaz* ont maintenu leur activité, malgré l'augmentation de la concurrence des autres modes d'éclairage, pétrole, électricité et surtout acétylène. Il n'a pas été signalé de chômage; le personnel supplémentaire nécessité par la saison d'hiver se recrutant parmi les ouvriers du bâtiment, qui reprennent leurs travaux habituels quand le printemps a amené une diminution de l'activité dans les usines à gaz. Les salaires des ouvriers ont été en augmentation.

L'industrie de la *chaussure* a été bien occupée; les affaires se sont traitées avec des prix inférieurs à ceux de l'année précédente, mais encore rémunérateurs.

La production des *filatures* et *tissages de coton* s'est ralentie: la journée a été réduite d'une heure par jour; les ventes ont été difficiles et les prix obtenus ont été jugés inférieurs aux prix de revient.

Les *filatures* et *tissages de laine* ont eu aussi une fabrication plus faible que l'année précédente par suite de l'absence d'hiver et de la diminution des exportations. Les prix de vente ont aussi faibli. Quelques chômages ont eu lieu en fin d'année. Dans la région de Mouy, particulièrement, les tissages de lainage ont été fort éprouvés et tendent à disparaître. La *filature de laine cardée*, autrefois prospère dans cette région, se transporte sur Roubaix.

La fabrication des *tapis* et *tissus d'ameublement*, qui avait eu une bonne activité pendant les trois premiers trimestres, s'est sensiblement ralentie pendant le quatrième. Les prix de vente ont été faibles comme en 1896.

La *bonneterie de laine* et celle de *coton* ont eu une production et une vente peu actives par suite de la surproduction des années précédentes. Les prix de vente ont baissé et sont devenus désavantageux. La concurrence des petits métiers à mains qui se sont répandus dans les campagnes, où la main-d'œuvre est à bon marché, ont aussi augmenté la gêne de la grande fabrication.

La production et la vente des *articles de passementerie* ont été inférieures à celles de 1896; les six premiers mois de 1897 ont particulièrement laissé à désirer. On attribue cette diminution des affaires à l'engouement pour les ameublements anglais, presque dépourvus de passementerie et à la baisse des étoffes qui a entraîné celle du prix des passementeries qui servent à leur ornementation.

La fabrication des *corsets* a continué à se développer, grâce aux nouveaux procédés de travail qui ont permis de vendre à bas prix,

Dans l'*industrie du bois*, le travail en forêt est devenu moins rémunérateur, les forêts devenant de plus en plus pauvres en arbres d'une certaine grosseur; de plus, la concurrence étrangère tend à abaisser les prix de vente. La *boissellerie* et la *bâtonnerie* ont maintenu leur activité.

Les chantiers de *construction de bateaux chaland*s ont été bien occupés: il n'y a pas eu de chômage; l'élévation des prix et le doublement des écluses sur la ligne Mons-Paris tendent à augmenter le nombre des commandes.

Les fabrications des *boutons de nacre* et autres, la *broserie* et la *tabletterie* ont présenté une activité normale. Les fabriques d'*éventails* ont réduit leur production à la suite de la diminution des commandes. Pour la boutonnerie, la broserie, la tabletterie, les prix de vente ont eu tendance à la baisse, bien que les prix des matières premières, nacre et os, aient été en augmentant. Certains fabricants, pour diminuer leurs frais, ont cherché à importer directement ces produits au lieu de recourir aux intermédiaires. D'autre part, les salaires ont été en baisse et, pour les *dominotiers* notamment, les ouvriers, après une grève qui a duré un mois, ont accepté la diminution de 25 p. o/o sur les prix de façon que leurs avaient proposée les patrons.

Dans l'*industrie métallurgique*, l'activité a été bonne: il est venu un certain nombre de commandes de l'étranger; les prix de vente ont été en hausse à la suite de l'élévation des cours des combustibles. Aux *forges* de Montataire, on a monté un nouveau four acier Martin-Siemens, plus trois trains de laminoirs; un quatrième train est en construction. Une manufacture voisine de *brûleurs à pétrole* et des *fonderies* transforment aussi leur matériel. Ces fonderies ont fourni en 1897 une importante quantité de pièces de machine pour l'exportation. Depuis le commencement de 1898, un ralentissement s'est produit et quelques maisons ont congédié de leur personnel, sauf dans une usine de *pointerie* et *tréfilerie* qui vient d'être reprise par une nouvelle société et qui étend sa production.

Dans la *construction des machines agricoles*, le travail et les affaires ont été actives, mais les prix de vente ont été en baisse sur ceux de l'an dernier. D'autre part, les salaires des ouvriers auraient eu tendance à augmenter.

La fabrication des *paillons métalliques* a marqué une reprise grâce à la faveur de la mode; mais la concurrence étrangère a laissé les prix de vente en baisse, principalement sur les

articles en zine nickelé et argenté, imitations des paillons en cuivre, argent, aluminium et or.

Travail normal dans l'*orfèvrerie*.

L'industrie du *bâtiment* a eu une activité plus grande que l'année précédente; la situation a été jugée satisfaisante dans l'ensemble.

L'industrie de la *céramique* a continué à perfectionner son outillage; l'emploi des fours à gaz ou à feu continu pour la cuisson s'est généralisé. La production et la vente ont été excellentes par suite du développement qu'ont pris les travaux de construction, en 1897.

Marne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CHÂLONS-SUR-MARNE (*arrondissement de Châlons*). — Pendant l'année 1897, la *meunerie* s'est ressentie de la faible récolte des blés; la qualité du grain a laissé également à désirer; en 1896, la densité atteignait 77 kilogr. par hectolitre et, en 1897, elle arrivait en moyenne à 72 et 73 kilogr.; le rendement en farines a été moins grand et les ventes plus difficiles; enfin la marge laissée au minotier entre le prix de la matière première et celui du produit fabriqué a été jugée très faible. On estime aussi que la concurrence des farines mélangées de blé, riz, fève et seigle a augmenté.

Les *malteries* et *brasseries* ont, au début de la campagne, payé leurs orges à des prix élevés, qui rendaient le travail peu rémunérateur, mais les cours des orges ont ensuite baissé sensiblement, et les affaires et la production dans les malteries et les brasseries ont été tenues pour satisfaisantes dans l'ensemble.

Dans l'industrie des *papiers peints*, le travail s'est maintenu actif; car, si, d'une part, les affaires sont devenues plus difficiles avec l'Amérique du Sud, on a reçu un plus grand nombre de commandes d'Europe et du marché intérieur. Les salaires ont pu être augmentés de 10 p. 0/0 environ pour certaines catégories d'ouvriers. Il n'y a pas eu de chômage; pendant le ralentissement habituel de l'été qui est consacré à l'échantillonnage, les ouvriers inoccupés ont été embauchés chez les peintres en bâtiment.

La fabrication de la *chaussure* a été moins occupée que l'année précédente; les commandes du marché extérieur ont été en diminution sensible, tant par suite de la difficulté des relations commerciales que par suite de l'augmentation de la concurrence de la production indigène dans les pays autrefois consommateurs. Pendant deux et trois mois, suivant les usines, la durée de la journée de travail, qui est habituellement de 10 heures, a été réduite; les ouvrières n'ont fait que 7 et 8 heures. Dans toutes les usines, le travail a été irrégulier. Le recrutement des apprentis est devenu plus difficile.

L'industrie *lainière* a eu un deuxième semestre, en 1897, plus mauvais que le premier. Les produits manufacturés se sont vendus sans bénéfice; les affaires, dans l'ensemble, se sont traitées plus difficilement par suite des importantes variations de cours des laines peignées sur le marché à terme qui, déjà, en 1894-1895, avaient amené une crise dans la fabrication et une baisse de 20 p. 0/0 environ pendant quelques mois, ce qui a rendu maintenant les fabricants très réservés dans leurs ordres. On a réduit la journée de travail, des filatures et des tissages ont chômé; quelques établissements ont été arrêtés pendant plusieurs mois. Les *peignages*, notamment, ont été insuffisamment alimentés et ont eu des chômages fréquents. La *filature à façon*, malgré l'arrêt d'un grand nombre de broches, n'a chargé qu'à des prix onéreux. Les *mérinos* ont eu une vente suivie, grâce à la faiblesse des stocks et à une production réduite, mais les prix ont laissé une marge insuffisante.

Dans l'industrie de la *broserie*, l'activité s'est maintenue. Le personnel ouvrier s'est recruté plus difficilement; les apprentis font défaut. On a dû, pour les articles à bas prix, s'adresser à un orphelinat et aussi à la main-d'œuvre pénitentiaire, mais cette dernière, gâchant la matière première, a, malgré son bon marché, fait attendre un prix de revient élevé. Il n'y a pas eu de chômage, mais, en décembre 1897 et en janvier 1898, on a réduit la journée de travail dans les ateliers libres.

L'industrie du *bâtiment* a été très active, grâce à un hiver sans gelées qui a permis de continuer les travaux en cours, à la reconstruction d'une partie de rue et aussi au développement de la propriété immobilière, les capitaux disponibles délaissant le commerce et l'industrie.

Arrondissement de Vitry-le-Français. — La *minoterie*, mal approvisionnée en blé par le

marché local, a lutté difficilement contre les minoteries des ports qui recevaient les bles d'importation dans des conditions plus économiques. D'autre part, les cours des farines qui n'étaient pas en rapport avec les prix de la matière première ont eu un écoulement plus difficile que l'an dernier, et le travail a été jugé peu rémunérateur.

Les *mulleries* avaient eu, dans les premiers mois de l'année, un approvisionnement difficile, mais ensuite la culture de la région a fourni une matière première abondante, et la situation est devenue plus satisfaisante.

La *sucrierie* a fait une bonne campagne; une *raffinerie* qui a été montée à côté a travaillé activement et dans des conditions satisfaisantes.

Dans les *tuileries* et *briqueteries*, la situation plutôt difficile due à la surproduction s'est plutôt aggravée à la suite des perfectionnements apportés au matériel; le mouvement d'affaires a été assez important, mais les prix de vente ont été faibles et peu rémunérateurs. La situation a été bonne dans la *poterie* pour bâtiment. Une *faïencerie* vient d'être montée et tend à prendre une grande extension. Il y a eu progrès également dans la fabrication du *ciment de laitier* pendant le deuxième semestre de 1897; la production, en augmentation sur 1896, a pu à peine arriver à suffire aux demandes.

Arrondissement de Sainte-Menhould. — L'industrie de la *bonneterie*, grâce à un article nouveau, a pu maintenir son activité, malgré la diminution des commandes due à un hiver sans froid; les prix ont été faibles et non en rapport avec les cours élevés de la laine.

L'industrie de l'*écorçage du bois* a été délaissée; les prix offerts pour les écorces étant trop faibles et trop désavantageux, on a peu travaillé; dans la préparation des bois pour les mines, pour les travaux de chemins de fer, situation stationnaire, plutôt calme. La *briqueterie* a été bien occupée.

Bouches-du-Rhône. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE. — Pendant le deuxième semestre de 1897, le travail est resté stationnaire dans les *charbonnages*; on a chômé encore deux à trois jours par semaine; cependant une hausse s'est produite sur les prix de vente, et, grâce aux efforts faits pour abaisser les tarifs de transport, la situation a eu tendance à devenir meilleure que l'an dernier.

Pour les *marais salants*, les prix de vente des produits ont été faibles et désavantageux; d'autre part, on a amélioré les moyens de chargement à la mer.

Les fabricants de *vermouts* et *liqueurs* ont vu augmenter la concurrence déjà signalée des marchands en gros devenus producteurs à leur tour. La production et la vente des *vermouts* et similaires à base de vin ont eu, dans l'ensemble, tendance à la baisse; tandis que, grâce à la qualité de nos vins et à la réputation de notre fabrication, les exportations augmentaient, les affaires sur le marché intérieur étaient devenues plus difficiles, la consommation portant de plus en plus sur les apéritifs à base d'alcool: absinthes et amers. L'exportation de ces produits a également été en augmentation sur l'an dernier. La qualité défectueuse de la dernière récolte a maintenu à un taux élevé les prix des bons vins propres à la préparation des *vermouts*, et la marge laissée au producteur a été faible. Par contre, la fabrication et la vente des préparations à base d'alcool sont devenues avantageuses, grâce aux modifications du prix de l'alcool. Les *liqueurs* ont été également favorisées. Il y a eu afflux de main-d'œuvre due à l'immigration constante des populations de nos campagnes et des pays voisins vers les centres industriels et aussi à l'accalmie générale des affaires qui a amené un ralentissement dans un certain nombre de maisons; le personnel fixe a pu être maintenu, mais celui qui était engagé ordinairement à la journée et en extra a été bien éprouvé.

Le nombre des *minoteries*, des *fabriques de semoules* et de *pâtes alimentaires* en activité a été plus faible que celui de l'année dernière; de plus, dans la plupart, la production a été réduite; certaines n'ont travaillé que quelques mois, d'autres ont supprimé leur travail de nuit. La vente a été également plus faible. L'alimentation de l'outillage a été difficile, ainsi que l'écoulement tant sur le marché intérieur que sur le marché extérieur. Les prix de vente de la farine, par suite de la mauvaise récolte en France et à l'étranger, ont été en hausse, mais dans une moins grande proportion que l'augmentation des cours du blé, ce qui a rendu le travail peu rémunérateur. La main-d'œuvre a été en excès, des chômages ont eu lieu aussi dans les métiers qui dépendent de la minoterie, la peste des Indes et les difficultés des

relations qui s'en étaient suivies ayant empêché les blés des Indes d'arriver au port de Marseille.

Dans l'*amidonnerie*, la vente a été également faible, et le travail a été réduit par suite du prix élevé de la matière première, le froment, qui laissait une marge insuffisante à la fabrication, et aussi par suite de la concurrence des amidons de maïs et farine qui se vendaient à des taux inférieurs à ceux des amidons de froment.

Le travail a été également ralenti dans les *huileries* et métiers annexes; un grand nombre d'usines ont été fermées et, pour les autres, le travail a été réduit d'un tiers ou de moitié. L'augmentation de la concurrence des huiles de coton d'Amérique, ainsi que celle des graisses et suifs de même provenance (qui avaient été signalée dans les précédents *Bulletins*), a amené une diminution de nos ventes, ainsi que des cours qui ont cessé d'être rémunérateurs. Un grand nombre d'ouvriers ont été renvoyés.

Dans la *raffinerie de sucre*, le travail qui avait été abondant a ensuite diminué; les cours élevés du sucre brut ont laissé au raffineur une marge jugée insuffisante. Les usines ont chômé, en fin d'année, un jour par semaine.

La *savonnerie* a été plutôt moins occupée que l'an dernier et à des prix de vente en baisse et moins avantageux que pendant le semestre précédent. Le nombre des fabriques en exercice n'a pas varié, mais deux d'entre elles se sont transformées. On attribue la diminution des commandes principalement au ralentissement des exportations, et ceci a aussi influé sur l'ensemble des salaires payés aux ouvriers qui ont été moins importants que l'an dernier, surtout pour les ouvriers non spécialistes.

Dans la fabrication des *bougies*, les affaires ont été aussi difficiles, par suite de la surproduction et de la diminution de l'exportation que les frets élevés des transports maritimes ont aussi contrariée. Les prix de vente qui étaient descendus très bas ont eu tendance à la hausse en fin d'année. La main-d'œuvre a été suffisante.

La *raffinerie de soufre* a été bien occupée, les commandes ont été abondantes en prévision des demandes de la viticulture. Les prix de vente ont été en hausse à la suite d'un mouvement analogue sur la matière première, laissant encore une marge de fabrication estimée 7 francs environ. La main-d'œuvre a été abondante; il n'y a pas eu de chômage, sauf une morte-saison habituelle de juillet et août.

Situation stationnaire et activité normale dans les *fabriques de chlorure de chaux, soude brute et sels de soude*; une baisse des prix de vente s'est produite sur les chlorures de chaux.

La *tannerie* a continué à améliorer son outillage, et la production et la vente se sont maintenues assez actives. Les prix de vente des produits manufacturés sont restés à peu près sans changement, tandis que ceux de la matière première étaient en hausse à la suite des achats faits pour l'Amérique et pour l'Italie. Il y a eu excès de main-d'œuvre à la suite des transformations de matériel réduisant le personnel; il n'a pas été signalé de chômage.

La *chapellerie*, qui a vu diminuer ses commandes principalement à l'exportation, par suite de la crise des États de l'Amérique du Sud et par suite de l'augmentation de la concurrence étrangère, a dû diminuer ses prix de vente qui sont devenus moins rémunérateurs. Les salaires ont eu tendance à décroître par suite de l'afflux de la main-d'œuvre et de la diminution des commandes; grâce à une entente, un roulement a été établi entre les ouvriers, une moitié travaillant une semaine, et l'autre moitié la semaine suivante.

Dans la *métallurgie*, un des deux hauts fourneaux qui marchaient en 1896 a été éteint en 1897. La vente a été à peu près aussi importante et les taux aussi rémunérateurs que l'année précédente, sauf pour les alliages divers, qui sont une spécialité de la région; cependant la concurrence étrangère est devenue plus sensible, surtout dans les affaires traitées avec nos usines du Nord et de l'Est, le taux élevé des transports soit par voie de mer, soit par voie ferrée rendant nos livraisons onéreuses. Les prix de vente des *spiegels* et du *ferro-manganèse* ont éprouvé une baisse notable, tandis que les cokes et les minerais se maintenaient à des taux élevés, ce qui a réduit la marge laissée au fabricant.

Les *ateliers de constructions mécaniques*, pour la marine notamment, ont eu un travail plutôt moins actif que l'an dernier. Une grève d'ouvriers chaudronniers, qui avait duré de mai à juillet 1897, a contraint les ateliers atteints par cette grève à refuser les commandes qui s'étaient présentées à cette époque.

Dans l'affinage du plomb, la production et la vente ont eu une activité régulière, l'outillage a été modifié, de nouveaux fours ont été construits. Les prix de vente sont restés à peu près stationnaires; les salaires ont eu tendance à augmenter. Il n'y a pas eu de chômage.

L'industrie des tuileries s'est accrue de trois nouveaux établissements qui vont occuper 250 à 300 ouvriers. Dans l'ensemble, la production et la vente qui avaient été très actives dans le premier semestre de 1897, se sont ralenties pendant le second semestre; l'écoulement s'est fait difficilement et, au commencement de 1898, il existait de gros stocks; on attribue ce ralentissement aux événements d'Orient et à la crise financière du Brésil qui ont réduit l'exportation. Les prix de vente ont une tendance à la baisse et ont cessé d'être rémunérateurs. La main-d'œuvre a été abondante.

Tarn. — Pendant le premier trimestre 1897, le travail a été actif dans la mégisserie et dans la tannerie; il n'y a pas eu de chômage, les affaires ont été suivies, mais à des cours peu rémunérateurs. De même, travail actif dans les couperies de poil de lapin et dans les ateliers d'effilochage de chiffons.

Dans l'industrie textile, 50.000 broches ont été en activité; on en comptait 73.450 pendant le quatrième trimestre de 1897 (voir *Bulletin d'avril 1898*); la journée moyenne était de 10 heures; cependant certains établissements, notamment à Labastide-Rouairoux, dans le but de conserver tout leur personnel, ont réduit la journée à 9 heures. Il a existé dans les magasins un certain encombrement qui a pesé sur les affaires. Dans les ateliers de broderie, l'activité déjà signalée s'est maintenue, les salaires ont eu tendance à la hausse. Dans la chapellerie, situation stationnaire, plutôt calme. La broserie et l'argonnerie ont été bien occupées, malgré l'augmentation de la concurrence étrangère et surtout de la main-d'œuvre péninsulaire.

Cher. — Dans la région de Vierzon, pendant le premier trimestre 1898, la situation dans l'ensemble des industries a eu tendance à s'améliorer, grâce à la bonne apparence des récoltes. L'industrie du bâtiment a été bien occupée, il n'y a pas eu de chômage. Le travail a été également actif dans l'industrie des métaux; une usine pour la construction des automobiles a été fondée récemment aux environs de Vierzon. Par contre, la diminution des commandes des États-Unis à la suite du conflit hispano-américain a amené un ralentissement dans les porcelaineries. Dans les verreries, deux usines ont eu la journée de travail réduite de plusieurs heures, une autre, qui avait été arrêtée, n'a pas encore été remise en marche.

Maine-et-Loire. — CHAMBRE DE COMMERCE DE SAUMUR. — Dans l'ensemble des industries de la région, la vente et l'activité du travail ont été faibles pendant l'année 1897, et en diminution sur l'année précédente, ce qu'on attribue à la gêne occasionnée par les mauvaises récoltes de 1897. Les vins mousseux, un des principaux produits du pays, ont été moins exportés par suite des droits élevés, presque prohibitifs mis par certains États étrangers sur ces produits; les prix de vente en baisse ont été désavantageux, les salaires sont restés stationnaires. Il y a eu afflux de main-d'œuvre dans la ville, plutôt diminution dans la campagne.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN. — Pendant le premier trimestre de 1898, la situation est restée généralement stationnaire dans l'industrie des produits chimiques, les affaires ont été très calmes.

Dans les distilleries d'alcool, l'amélioration déjà signalée s'est maintenue. Situation peu satisfaisante dans la tannerie; on estime que la production a été réduite d'un tiers; la différence existant entre les cours de la matière première et ceux des produits fabriqués rend encore les fabricants très réservés dans leurs transactions.

Malgré la fermeté des cotons en laine, la filature n'a pas obtenu une amélioration dans les marchés à livrer; on attribue cette faiblesse des cours des filés aux stocks importants de produits fabriqués qui pèsent sur le marché et qui entraînent une réduction de la production. Dans les tissages, les fabriques de rouennerie et de mouchoirs, les commandes ont été faibles, les demandes se limitant aux besoins du moment. L'Algérie semble devoir fournir cette année un meilleur débouché que l'an dernier. Les demandes de l'Indo-Chine par suite de la baisse du change n'ont pas marqué d'amélioration. La fabrique des indiennes, filés et tissus teints a présenté peu d'activité; les prix sont restés bas et les affaires peu nombreuses, sauf avec

Madagascar, où l'on signale une reprise qui tend à augmenter avec l'épuisement des stocks de marchandises étrangères.

Dans les *ateliers de construction mécanique*, la crise que traversent les industries de la région a amené une réduction des commandes. On estime, de plus, que le prix élevé de la main-d'œuvre, les frais de transport des matières premières et des produits fabriqués ont placé les constructeurs mécaniciens dans une situation moins favorable que beaucoup de leurs concurrents qui ont pu ainsi leur enlever des commandes.

Malgré la faible récolte de pomme, le *commerce des vins* n'a pas augmenté dans les proportions que l'on espérait; les transactions ont été faibles. Par contre, la fabrication des *spiritueux* a bénéficié de la hausse survenue sur les *eaux de vie de cidre* et de la diminution de la concurrence des bouilleurs de cru.

Le *mouvement du port*, grâce aux cargaisons de vins d'Algérie et d'Espagne et de graines exotiques apportées par vapeur, a marqué une augmentation des importations de 122.921 tonnes sur le premier trimestre de 1897. Mais le *trafic à la sortie* a été inférieur de 11.372 tonnes par rapport au trimestre correspondant de 1897 et de 17.438 tonnes par rapport au quatrième trimestre de 1897; cette diminution du trafic à la sortie est attribuée en grande partie à la hausse du fret du charbon d'Angleterre pour la Méditerranée.

Constantine. — La situation générale est assez critique. Le chômage atteint la presque totalité des travailleurs dans la *meunerie*, les moulins ayant arrêté leurs travaux jusqu'à la prochaine récolte, en juillet. L'industrie du *bâtiment* ne se trouve pas dans une situation meilleure, la fin des travaux municipaux (construction de groupes scolaires et réfection de divers locaux nécessaires aux services communaux) ayant rendu à l'oisiveté un grand nombre d'ouvriers. La création d'un nouveau quartier dans la ville de Constantine permet cependant d'espérer une amélioration de la situation actuelle, ainsi qu'une reprise générale des affaires.

L'exploitation des *carrières de phosphates*, dans la région de Tébessa, est en pleine activité; l'établissement d'une nouvelle voie destinée à amener directement à quai les produits extraits donnera une nouvelle extension à l'entreprise.

Les industries indigènes (*maroquinerie et tapis*), en chômage presque total, par suite du départ des touristes pour les stations estivales, a laissé libres un grand nombre de bras qui trouveront de l'occupation dans les moissons qui s'annoncent exceptionnellement bonnes cette année. L'engagement des journaliers se poursuit depuis le 15 mai avec beaucoup d'activité. — Ch. Bohé.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Seine. — Chez les *travailleurs de la boulangerie*, placement toujours difficile par suite du prix élevé des farines qui amène les patrons à réduire leurs frais en fabriquant davantage eux-mêmes; les *boulangers* syndiqués du *Placement mutuel* comptent un quart des leurs en chômage, l'*Union des boulangers*, 15 p. 0/0; les *biscuitiers et ouvriers en pains d'épices*, un peu plus de 1 p. 0/0; chez ces derniers, la journée est diminuée de 2 heures, on fait généralement 60 heures par semaine, c'est la morte-saison. 14 p. 0/0 de chômeurs chez les ouvriers *boulangers* de Saint-Denis, le nombre des patrons qui travaillent eux-mêmes, remplaçant ainsi un ouvrier, a plus que triplé depuis la hausse des farines.

13 p. 0/0 de chômeurs chez les ouvriers *cartonniers*, la journée est diminuée de 1 h. 1/2 pour 500 ouvriers, les commandes pour l'exportation ayant faibli depuis 2 mois. 6 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes*, de même chez les *imprimeurs-lithographes* qui font de 54 à 60 heures par semaine et qui sont en morte-saison; 4 p. 0/0 de chômeurs chez les *dessinateurs-graveurs-lithographes* qui sont moins occupés que l'an dernier; un peu plus de 3 p. 0/0 chez les *conducteurs-typographes*; 5 p. 0/0 chez les *graineurs-lithographes*.

Pas de chômeurs chez les *cordonniers*. Ralentissement du travail et 8 p. 0/0 de chômeurs chez les *guiniers* qui font 28 heures par semaine. Travail 66 heures par semaine et 14 p. 0/0 de chômeurs chez les *selliers*.

Pas de chômeurs signalés chez les *teinturiers-dégraisseurs* qui sont moins occupés que l'an

dernier, mais la reprise signalée le mois dernier se maintient. Travail 42 heures par semaine et 6 p. o/o de chômeurs chez les *passementiers à la main*; 15 p. o/o chez les *passementiers à la barre* qui sont en fin de saison. 12 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs* qui estiment que les commandes sont d'un tiers inférieures à celles de l'an dernier par suite de la concurrence des articles étrangers. Pas de signalés chez les *ouvriers tailleurs sur mesure*, qui sont en pleine saison de travail, mais qui sont moins occupés que l'an dernier. Les *coupeurs-tailleurs* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage; la saison, pour les *coupeurs des maisons de gros*, a été défavorable, on fait 40 heures en moyenne par semaine. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et 3 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs de cols et cravates* qui font 60 heures par semaine. 5 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de soie*, travail irrégulier estimé d'un tiers inférieur à l'an dernier. 18 p. o/o de chômeurs chez les *couleurs en lessive*.

Les *charpentiers syndiqués* (la *Solidarité*) estiment qu'un peu du quart des leurs sont momentanément inoccupés; les travaux du Salon, qui occupaient 150 ouvriers, étant terminés, la moitié ont été licenciés. Un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *scieurs-découpeurs-mouluriers*; 4 p. o/o chez les *charpentiers* de la Seine, journée de 10 heures et ouvrage plus abondant que le mois précédent. Un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* qui font la journée de 10 heures; la journée est augmentée de 1 heure dans un atelier de 50 ouvriers. Chez les *charçons*, ouvrage moins abondant que l'an dernier à même époque, les pluies continuelles retardent la mise en état des équipages; 3 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers en voitures*; 1 p. o/o chez les *ouvriers en voiture*, chez qui le travail a repris depuis le mois dernier. Pas de chômeurs chez les *chaisiers*. Les *graveurs sur bois* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage.

Pas de chômeurs signalés chez les *chaudronniers* de Saint-Denis. Chez les *acheteurs-ciseleurs*, pas de chômeurs signalés, journée de 10 heures et ouvrage moins abondant que l'an dernier. Travail 55 heures par semaine, ouvrage abondant grâce aux nouvelles commandes d'automobiles et 5 p. o/o de chômeurs chez les *modeleurs-mécaniciens*. Un peu plus de 4 p. o/o chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*, chez qui le placement est devenu plus facile. Pas de chômeurs signalés chez les *employés en serrurerie*. Chez les *estampeurs-poêliers*, travail 60 heures par semaine et commandes plus faibles que l'an dernier, principalement pour les poêles en faïence, par suite de l'augmentation de la concurrence étrangère. 5 p. o/o de chômeurs chez les *tourneurs-décolleteurs*. Pas de signalés chez les *balanceurs* qui font 60 à 65 heures par semaine. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *instruments de précision*. 5 p. o/o et de même ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée de 11 heures chez les ouvriers en *feuilles d'étain*. Même durée de travail et 4 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *poterie d'étain*. Chez les *bijoutiers or*, doublé et argent, travail à peu près régulier dans les grands ateliers; dans les petits, on a renvoyé un peu de personnel, cependant pas de chômeurs signalés dans l'ensemble des ouvriers syndiqués. Travail 50 heures par semaine et 14 p. o/o de chômeurs chez les *orfèvres*. Chez les *graveurs pour impression sur papiers peints et étoffés* de Saint-Denis, 6 p. o/o de chômeurs, journée diminuée de 1 heure pour 300 ouvriers et travail, en général, 65 heures par semaine, l'activité a diminué depuis le mois dernier, les collections pour papiers peints sont terminées et on n'a pas de commandes pour les dessins d'indiennes.

Travail 70 heures par semaine et 15 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et journée de 10 heures chez les *briquetiers* qui comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage. Les *miroitiers* estiment que le chômage atteint un peu plus du cinquième des leurs, ils font de 50 à 55 heures par semaine.

Chez les *loueurs et cochers de grande remise*, reprise annuelle du travail moins accentuée que l'an dernier par suite du temps défavorable et de l'accalmie des affaires due au conflit hispano-américain. Pas de chômeurs chez les *receveurs-pontoniers des bateaux parisiens*. 13 p. o/o de chômeurs chez les *garçons de magasins* et *cochers lieurs*; dans beaucoup de maisons, on réduit le personnel faute de commandes ou on remplace les ouvriers par des jeunes gens. Situation stationnaire chez les *porteurs aux halles et marchés*, le mauvais temps réduisant les arrivages de fruits nouveaux. 5 p. o/o de chômeurs chez les *hommes de peine des abattoirs*.

Chez les *placiers en fleurs et plumes*, la situation difficile signalée le mois dernier tend à devenir plus mauvaise. 5 p. o/o de chômeurs chez les *employés à la Bourse du Commerce*. Chez les *voyageurs représentants de commerce*, la situation est devenue plus difficile que l'an dernier; malgré les offres des patrons qui se présentent en assez grand nombre, beaucoup de

voyageurs n'acceptent pas de traiter, parce qu'ils doivent voyager à la commission et que les affaires ne leur semblent pas assez prospères pour avancer leurs frais de déplacement.

6 p. o/o de chômeurs chez les *bouchers* ; 10 p. o/o chez les *garçons de restaurant* et *limonadiers*. Placement plus faible que l'an et que le mois derniers chez les *limonadiers-restaurateurs* qui comptent un peu plus d'un cinquième des leurs en chômage ; les *coiffeurs* un peu plus du quart des leurs. Le travail se maintient abondant chez les *élèves en pharmacie* par suite de la température froide et pluvieuse, pas de chômeurs signalés. De même, pas de signalés chez les *afficheurs* qui ont été bien occupés le mois dernier, grâce à la période électorale.

Seine-et-Oise. — Les *carriers* de Cernay-la-Ville et ceux de Méry sont tous occupés. Chez ces derniers, on fait 72 heures par semaine et le taux de l'heure est en augmentation ; chez ceux de Saint-Chéron, une exploitation (20 ouvriers) est sur le point d'être arrêtée. A Versailles, reprise du travail chez les *charpentiers*. Travail de 66 à 72 heures par semaine chez les *maçons*. Pas de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *employés de commerce*.

Aisne. — Pas de chômeurs et travail plus abondant que l'an dernier chez les *typographes* de Soissons, la journée a été augmentée de 2 heures pour 40 ouvriers. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et gain hebdomadaire en diminution de 20 p. o/o chez les *tisseurs-brodeurs* de Saint-Quentin. Travail en diminution d'un tiers environ chez les *vanniers* d'Origny-en-Thiérache. A Saint-Quentin, affaires plus difficiles que l'an dernier chez les *cochers* et travail moins rémunérateur par suite de l'élévation des frais d'entretien et de nourriture des équipages. Pas de chômeurs chez les *voyageurs* et *employés dessinateurs*.

Oise. — Travail plus abondant que l'an dernier chez les *typographes* de Senlis ; pas de chômeurs chez ceux de Beauvais. A Méru, ouvrage moins abondant que l'an dernier par suite de l'accalmie des affaires chez les *dominotiers* qui sont encore tous occupés ; chez les *boutonniers en os*, le travail a repris, une partie des ouvriers ayant accepté la diminution des prix de façons (10 p. o/o) proposée par les patrons. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *brossiers* de Tracy-le Mont qui font la journée de 11 heures ; le travail a un peu diminué depuis le mois dernier par suite des difficultés des transactions avec l'Amérique. Travail toujours actif chez les *brossiers* de Saint-Sauveur.

A Senlis, le pain qui avait augmenté, le mois précédent, de 0 fr. 4 par kilogramme, a baissé, depuis le 5 mai, de 0 fr. 02 ; la viande et le sucre ont augmenté de 0 fr. 05 par kilogramme.

Somme. — A Amiens, pas de chômeurs et travail plus abondant que l'an dernier chez les *typographes*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers en *cuirs* qui comptent un cinquième des leurs sans ouvrage, la situation est devenue plus difficile par suite de la concurrence de la main-d'œuvre pénitenciaire et de celle d'un établissement de bienfaisance qui entreprennent le travail de la *chaussure*. Chez les *bonnetiers* de Corbie, pas de chômeurs signalés, journée réduite à 8 heures et gain journalier à environ 2 francs, le travail est sans activité. Même situation et pas de chômeurs signalés chez ceux de Villers-Bretonneux. On estime que, sur la plupart des places de Picardie, les commandes sont d'un quart environ inférieures à celles de l'an dernier dans les articles de bonneterie pour l'habillement. Chez les *teinturiers*, la situation se maintient difficile, chômage plusieurs jours par semaine. Reprise du travail plus accentuée que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *tapissiers*, la journée est augmentée d'une heure dans un atelier. Travail toujours actif chez les *serruriers*, on a embauché de nouveaux ouvriers.

D'après d'autres renseignements : à Amiens, la vente des *cuirs* du mois dernier à la Bourse du commerce a présenté une grande animation, la moyenne de l'augmentation des prix a été de 5 p. o/o.

Dans les *tissages*, la situation est difficile, les tissus chaîne soie, trame laine, fortement concurrencés par l'étranger, les stocks importants, on continue à travailler pour occuper le personnel, les prix sont descendus plus bas qu'on ne les avait vus depuis plusieurs années. Quant aux *velours teints*, la situation est aussi défavorable, les employés conservés sont au repos.

Dans la *teinturerie*, aucun établissement n'occupe son personnel habituel, on fait 3 jours en moyenne par semaine,

Le *petit commerce* se plaint de la concurrence faite par les bazars et qui tend à augmenter. A la Banque de France, les banquiers ne présentent que des valeurs à court terme, ce qui indique qu'il n'y a pas de demandes d'argent; les affaires dans l'ensemble sont au calme complet.

Pas-de-Calais. — Pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre* de Calais, de même chez ceux d'Arras; un peu plus de 1 p. 0/0 chez ceux de Boulogne-sur-Mer. A Calais, travail sans activité chez les *teinturiers*; on estime que le chômage atteint moitié des ouvriers, la durée du travail est réduite à 30 et 40 heures par semaine, le taux des salaires n'a pas varié, une commission mixte de patrons et ouvriers l'ayant fixé et le faisant appliquer. Chez les *tullistes*, le ralentissement du travail déjà signalé se maintient et pour les mêmes motifs; le travail de nuit est suspendu, les prix de façons établis sur des mesures anglaises mal définies tendent à baisser.

A Arras, le pain est augmenté de 0 fr. 36 à 0 fr. 40 le kilogramme, soit 0 fr. 04 de hausse. A Boulogne-sur-Mer, le pain est diminué de 0 fr. 10 par 2 kilogr. 500 et vaut 1 fr. 05.

Nord. — 9 p. 0/0 de chômeurs chez les *tisseurs* de Rieux; un peu plus de 1 p. 0/0 chez les ouvriers de l'*industrie textile* d'Armentières. A Lille, pas de chômeurs signalés chez les ouvriers de l'*industrie du fil*; ce syndicat a organisé une Caisse d'épargne, une Société de secours mutuels et une Caisse d'assistance qui sont en pleine prospérité; dans l'*industrie cotonnière*, situation généralement stationnaire, cependant quelques usines se sont agrandies; dans l'*industrie linière*, la situation tend à faiblir. Les tisserands de Saint-Aubert estiment qu'un peu plus du tiers des leurs manquent de commandes; deux fabriques qui donnaient du travail à Saint-Aubert ont cessé.

Les *tisserands* de Saulzoir comptent un peu plus du tiers des leurs sans commandes de tissages; mais ces ouvriers ont pu trouver du travail aux champs; de même, travail ralenti chez les *tisserands* de Villers; plusieurs maisons qui occupaient des ouvriers ont cessé d'envoyer leurs commandes; un quart des *tisserands* en chômage à Avesne-les-Auberts; de même à Haspres. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs signalés chez les *voiliers* de Dunkerque qui font 63 heures par semaine.

A Armentières, pas de chômeurs chez les *charpentiers-menuisiers*. Les *tonneliers* de Dunkerque estiment qu'un peu plus du cinquième des leurs sont atteints par le chômage; les commandes sont devenues moins abondantes par suite de la concurrence des fûts en tôle et de la diminution de la circulation des mélasses. Travail toujours actif chez les *tourneurs en bois* de Felleries. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* de Marpent; de même chez ceux de Maubeuge.

Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *tourneurs* de Hautmont; chez les tourneurs en cylindre, l'offre dépasse généralement la demande; cependant un ralentissement se produit par suite de l'approche de l'inventaire. Chez les ouvriers de l'*industrie des métaux* de Lille, la situation se maintient satisfaisante, sauf dans deux *fonderies*.

Chez les *marbriers en pendule* de Cousolre, reprise du travail et pas de chômeurs. A Dunkerque, chez les *marbriers tailleurs de pierre*, 13 p. 0/0 de chômeurs, journée de 11 heures et ouvrage plus abondant que l'an dernier, grâce aux nouvelles constructions en cours qui permettent de supporter plus facilement la concurrence des pierres toutes taillées importées de l'étranger en France. 18 p. 0/0 et journée de 12 heures chez les *maçons*. Pas de chômeurs chez les *peintres* d'Armentières. Journée augmentée de 1 heure chez ceux de Roubaix qui font 72 heures, par semaine, en moyenne. Journée de 10 heures chez les *plombiers-zingueurs* de Dunkerque qui comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage. Pas de chômeurs chez les *verriers* de Lourches.

A Dunkerque, le pain en diminution de 0 fr. 04 est redescendu à 0 fr. 40 le kilogramme.

Ardennes. — A Fumay, situation toujours satisfaisante chez les *ardoisiers-mineurs*, même chez les fendeurs; commandes abondantes chez les *carriers*. Le travail est encore peu actif chez les *tisseurs* de Francheval; 7 p. 0/0 de chômeurs chez ceux de Douzy; 10 p. 0/0 chez ceux d'Illé, chez qui une reprise s'est produite depuis le mois dernier. A Fumay, travail actif chez les *métallurgistes*. Pas de chômeurs et journée augmentée de 1 heure dans une maison

(130 ouvriers) chez les *métallurgistes* de Sedan qui sont plus occupés que l'an dernier; de même pas de chômeurs chez ceux d'Arglemont.

A l'umay, hausse sur le pain, 0 fr. 05 par 2 kilogr. $\frac{1}{2}$, et sur la viande de porc, 0 fr. 20 par kilogramme; baisse sur le beurre, 0 fr. 20 par kilogramme; même diminution par kilogramme de viande de bœuf. A Sedan, hausse sur le pain, 0 fr. 05 par kilogramme, et sur les pommes de terre, 0 fr. 50 par décalitre.

Marne. — A Reims, pas de chômeurs signalés chez les ouvriers syndiqués de l'industrie lainière et travail de 60 à 66 heures par semaine. Travail toujours actif chez les *menuisiers*. Les *maçons* comptent un cinquième des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *cochers*.

Aube. — A Troyes, travail encore peu actif chez les *plâtriers* qui font 50 heures par semaine.

Meuse. — A Lécrouville, travail toujours actif chez les *carriers*. Hausse sur le pain, 0 fr. 05 par 4 kilogrammes.

Meurthe-et-Moselle. — Travail toujours actif chez les *mineurs* de Chavigny. A Nancy, pas de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*; dans une importante maison, 60 ouvriers font 2 heures supplémentaires par jour; la durée moyenne de la journée est de 10 heures. Journée de 11 heures chez les *coupeurs en chaussures* qui sont tous occupés. Chez les *chapeliers*, travail toujours actif. Pas de chômeurs chez les ouvriers en *limes*. De même chez les *coiffeurs*.

Vosges. — Pas de chômeurs et travail régulier chez les ouvriers des *manufactures de l'industrie textile* de Moussey.

Haut-Rhin. — Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *menuisiers-charpentiers* de Belfort.

Haute-Saône. — 10 p. 0/0 de chômeurs; journée augmentée de 2 heures pour 150 ouvriers et reprise du travail depuis le mois dernier chez les ouvriers de l'*ameublement* de Saint-Loup-sur-Semouse.

Doubs. — Pas de chômeurs chez les *ouvriers sur bois* de Montbéliard. De même, pas de chômeurs chez les *horlogers* de Seloncourt qui font 63 heures par semaine en moyenne et sont moins occupés que l'an dernier. Ceux de Montbéliard comptent un cinquième de chômeurs; la situation est jugée plus mauvaise que l'an dernier, par suite de la concurrence des ouvriers de la campagne et de l'irrégularité des tarifs de façon. Chez les *employés de commerce* de Besançon, pas de chômeurs signalés; la reprise habituelle des affaires se fait moins bien que l'an dernier; les ouvriers de l'industrie sont peu occupés, et ceux des campagnes sont aussi éprouvés; la vente à crédit tend à prendre de l'extension.

Jura. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Dôle. De même pas de chômeurs chez les *métallurgistes* de Fraisans qui font 60 heures par semaine.

A Dôle et à Fraisans, hausse sur le pain 0 fr. 05 par kilogramme.

Ain. — A Bourg, 5 p. 0/0 des chômeurs chez les *typographes* de Bourg; pendant la période électorale, la journée a été augmentée de 1 heure. Pas de chômeurs chez les *menuisiers* qui font la journée de 12 heures. Journée de 11 heures et travail toujours actif chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry.

A Bourg, hausse sur le pain 0 fr. 03 par kilogramme.

Saône-et-Loire. — Pas de chômeurs chez les *sabotiers* de Chalon-sur-Saône.

Côte-d'Or. — Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Citeaux. De même chez les *typographes* de Beaune qui sont plus occupés que l'an dernier. Travail 65 heures par semaine chez les *mégissiers-maroquins* de Dijon.

A Beaune, le pain, en hausse de 0 fr. 05, se vend 0 fr. 45 le kilogramme.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les *typographes*. Travail toujours actif chez les *charpentiers de marine* qui font 71 heures par semaine. Travail 66 heures par semaine et 18 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* de Sens.

Nièvre. — Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Champroux qui font 36 heures par semaine; le nombre et l'importance des coupes sont en diminution sur l'an dernier. De même pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Saint-Vérain; de même chez ceux de Ciez, de Corvol, de Menou et de Ménestreau; c'est la saison de l'écorçage. De même pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* de Nevers qui font 66 heures par semaine.

A Saint-Vérain, hausse sur le pain: 0 fr. 10 par 5 kilogrammes. A Nevers, le pain atteint 2 fr. 40 les 6 kilogrammes.

Allier. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Commentry; 2 p. o/o chez ceux de Buxières. Chez les *typographes* de Cusset, travail toujours actif; pas de chômeurs chez ceux de Vichy. Chez les *métallurgistes* de Commentry, le travail a repris dans tous les ateliers; tous sont bien occupés. A Vichy, 13 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les *tailleurs de pierre*. Pas de chômeurs chez les *plâtriers*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 8 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, chez qui un ralentissement s'est produit à la suite de la période électorale. 9 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliers*. A Clermont-Ferrand, hausse de 0 fr. 025 sur le pain bis et 0 fr. 03 sur le pain blanc par kilogramme.

Haute-Loire. — A Sainte-Florine, chez les *mineurs*, un puits est arrêté pour une quinzaine de jours, pour réparations. 18 p. o/o de chômeurs chez les *chefs d'atelier rubaniers* de Saint-Didier-la-Séauve.

Loire. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Villars. A Saint-Étienne, placement plus difficile que l'an dernier chez les *cuisiniers* qui comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage. Pas de chômeurs chez les *ouvriers du liège* de Roanne qui sont plus occupés que l'an dernier. A Saint-Étienne, 2 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-graveurs*.

Travail en diminution chez les *tisseurs* de la Gresle. Reprise du travail chez les *tisseurs-épingleurs*. Les *chefs d'atelier rubaniers* estiment que moitié des métiers manquent de commandes, le ralentissement est plus important pour les métiers brocheurs, moins pour les métiers velours. De même, ralentissement de travail qui atteint moitié des ouvriers chez les *passemmentiers* de la Fouillouse; le gain hebdomadaire est descendu jusqu'à 9 francs. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *ouvriers en chapellerie* de Chazelles-sur-Lyon.

A Saint-Étienne, pas de chômeurs chez les *menuisiers*. L'activité signalée chez les *métallurgistes* de Saint-Chamond se maintient. A Saint-Étienne, 5 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *métallurgistes*; un atelier vient d'être fermé. Travail 40 heures par semaine chez les *maçons*. Pas de chômeurs signalés chez les *verriers*. A Roanne, hausse sur les légumes, baisse sur les œufs et le beurre. A la Gresle, hausse sur le pain: 0 fr. 04 par kilogramme.

Rhône. — A Lyon, chez les *jardiniers*, pas de chômeurs signalés et journée variant de 12 à 15 heures suivant les maisons; cependant les grandes pluies du mois dernier ont amené un ralentissement du travail, notamment chez les *terrassiers*. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Saint-Bel. A Lyon, travail normal chez les *vermicelliers*. Ralentissement chez les ouvriers *fabricants de semoule* à la suite de la hausse des prix de vente. 6 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*. Pas de signalés chez les *relieurs-doreurs*; 2 p. o/o chez les *cartonniers*. Pas de signalés chez les *papetiers-régisseurs*; pour ces derniers, le travail est plus abondant que l'an dernier. Un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; le travail, qui était devenu plus actif pendant la période électorale, tend à baisser. 4 p. o/o de chômeurs et ralentissement de travail depuis le mois dernier chez les *imprimeurs-conducteurs*.

A Lyon, les *chefs d'atelier tisseurs* estiment qu'un cinquième des leurs manquent de commandes; à peu près autant chez les *ouvriers tisseurs*, qui voient des stocks en magasin s'augmenter par suite de la suspension de l'exportation aux États-Unis pendant la guerre hispano-américaine et la concurrence étrangère s'accroître sur le marché intérieur, notamment pour les articles en soie pure. Même situation, et pour les mêmes motifs, chez les *chefs d'atelier de*

dérillage et d'ourdissage, chez qui le travail est devenu plus irrégulier que l'an dernier. 19 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* de Saint-Jean-la-Bussière. Chez ceux de Cours, un tiers des *tisserands* de *couverture* ou de *cotonnade à la main* seraient atteints par le chômage. Travail encore peu actif chez les *tisseurs* de Grandris. Travail 50 heures par semaine et 16 p. o/o de chômeurs chez les *teinturiers* de Villefranche, qui sont moins occupés que l'an dernier. A Lyon, morte-saison plus accentuée que l'an dernier chez les *tallistes à la chaîne*, par suite du conflit hispano-américain qui arrête les transactions; moitié des ouvriers sont atteints par le chômage, on fait généralement 40 heures par semaine. Chez les *coupeurs-tailleurs*, deux maisons qui avaient établi la journée de 9 heures ont repris la journée de 10 heures. La saison a été mauvaise pour les *ouvriers en confections*; cependant, pas de chômeurs signalés, on fait de 55 à 60 heures par semaine. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *chapeliers-appropriateurs* qui estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage; pas de signalés chez les *chapeliers-fouleurs* qui font 48 heures par semaine; ouvrage en diminution sur le mois dernier.

Ouvrage estimé moins abondant que l'an dernier chez les *charpentiers* qui comptent un tiers des leurs en chômage. Même chômage chez les *sculpteurs*; de même, ralentissement du travail chez les *sculpteurs-mouluriers*.

Chez les *camionneurs en messagerie*, l'ouvrage a baissé d'un peu plus d'un quart par suite de la diminution des expéditions de soieries; cependant pas de chômeurs signalés. 6 p. o/o chez les *hommes de peine*; la reprise habituelle du travail est moins accentuée que l'an dernier. 2 p. o/o de chômeurs chez les *employés*, on fait en moyenne 80 heures par semaine; les transactions sont moins actives que l'an dernier, la température pluvieuse et froide arrêtant la vente des tissus-nouveautés rend difficile la situation de tout le personnel qui est employé dans cette industrie; des congés non payés sont offerts par les patrons; les *dessinateurs*, les *graveurs*, les *employés chimistes de teinturerie* sont particulièrement éprouvés. Une importante maison de gros (tissus et confections pour dames) est en faillite; on estime que plus de cent employés et ouvriers sont atteints, non compris les ouvrières en confection qui entreprenaient du travail à domicile. Pas de chômeurs chez les *sténographes-dactylographes*.

A Lyon, hausse de 0 fr. 05 sur le pain qui atteint 0 fr. 50 le kilogramme.

Haute-Savoie. — Les *carriers* de Thollon sont tous occupés, ils font la journée de 11 heures. A Annecy, pas de chômeurs chez les *typographes* qui sont moins occupés que l'an dernier par suite de la concurrence de petits ateliers temporaires. De même, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *menuisiers*. De même, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. Chez les *maçons* d'Évian, les constructions neuves étant presque terminées, beaucoup vont aller chercher du travail ailleurs. Pas de chômeurs signalés chez les *bateliers* et *carriers* de Meillerie.

A Évian, hausse sur la farine, les pommes de terre, la viande, 0 fr. 10 pour cette dernière par 1/2 kilogramme.

Savoie. — A Chambéry, travail toujours très actif, en progrès sur le mois dernier chez les *menuisiers*. Pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier et travail 60 heures par semaine chez les ouvriers de l'*ameublement*. Journée de 11 heures chez les *tailleurs de pierre*, qui comptent un peu plus d'un cinquième des leurs en chômage. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et journée de dix heures chez les *plâtriers*.

Isère. — A Grenoble, 2 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *typographes* syndiqués. De même, pas de chômeurs chez les *imprimeurs lithographes*. Les ouvriers en *chaussures* de Morestel comptent un quart des leurs en chômage; durée moyenne du travail : 48 heures par semaine. A Grenoble, journée de 10 heures et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *gantiers*, bien que le conflit hispano-américain ait fait différer la livraison des commandes. Chez les *gantiers* de Gières, le travail tend également à reprendre.

Chez les *tisseurs* de Vienne, le chômage atteint un grand nombre d'ouvriers; les gains hebdomadaires sont réduits de près d'un tiers pour 200 ouvriers; on manque de commissions. Chez les *tailleurs de pierre* de Parmillière, pas de chômeurs; journée de 12 heures et ouvrage plus abondant que l'an dernier. Chez ceux de Porcieu-Amblagnieu, également pas de chômeurs, mais durée du travail réduite de 6 heures par semaine.

Drôme. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *carriers* de Saint-Restitut qui sont cependant tous occupés. A Valence, pas de chômeurs chez les *typographes*. 16 p. o/o chez les *galochiers* de Romans; pas de signalés et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les ouvriers de l'*ameublement* de Valence. Dans cette ville, les *peintres* sont tous occupés. A Saint-Restitut, hausse sur le pain: 0 fr. 05 par kilogramme.

Alpes-Maritimes. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Cannes qui sont moins occupés que l'an dernier et que le mois précédent par suite de la disparition de quelques publications hebdomadaires et de la fin de la saison des étrangers. De même, à Nice, chez les *typographes*, qui comptent 10 p. o/o des leurs en chômage; la chambre syndicale a accordé 12 francs par semaine, et cela pendant une durée maxima de 4 semaines, à ses adhérents sans ouvrage ou un secours de route de 20 francs pour permettre à certains, pendant les 7 mois de chômage annuel de Nice, d'aller s'embaucher dans les villes où le travail est abondant; la concurrence d'un établissement de bienfaisance qui entreprend des travaux de typographie rend aussi la situation plus difficile pour le travail libre. 8 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*. Fin de la saison d'hiver chez les *cuisiniers* de Cannes; la plupart des ouvriers sans place ont pris du travail dans les stations balnéaires pour la saison d'été.

A Nice, 17 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers*. Chez les *tonneliers*, journée de 11 heures et reprise habituelle du travail moins importante que l'an dernier par suite de l'augmentation de la concurrence d'une grande usine du Bordelais.

19 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*. Pas de signalés chez ceux de Menton qui une reprise du travail s'est produite; d'autre part, l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère tend à abaisser le taux des salaires. Pas de chômeurs et même situation chez les *maçons* de Cannes. Ralentissement du travail et 9 p. o/o de chômeurs chez les *potiers* de Vallauris.

Var. — A Toulon, chez les *typographes*, travail toujours actif. 10 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers*. A la Seyne, pas de chômeurs chez les *charpentiers sur fer et sur bois*. 13 p. o/o chez les *métallurgistes* qui font 63 heures par semaine, ouvrage moins abondant que l'an dernier, les travaux nécessités par les réparations de 3 croiseurs étrangers étant terminés. 8 p. o/o de chômeurs chez les *chaudronniers*, qui sont moins occupés que le mois dernier. 3 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs et aides de machines-outils*. A Toulon, travail toujours actif chez les *machinistes de théâtre*. 6 p. o/o de chômeurs chez les *portefaix*.

A la Seyne, hausse de 0 fr. 05 sur le pain qui se vend 0 fr. 50 le kilogramme.

Bouches-du-Rhône. — Le mauvais état de la mer et l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère ont rendu plus difficile la situation des *matelots-pêcheurs* de la Ciotat. Travail 5 jours par semaine chez les *mineurs* de Fuveau, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez ceux de Saint-Savournin-Gréasque. Pas de signalés chez les *carriers* de Fontvieille. 16 p. o/o chez les *boulangers* de la Ciotat.

A Marseille, 15 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers (terre et mer)*; la concurrence de la main-d'œuvre étrangère à bon marché a fait baisser le taux des salaires et rendu le placement plus difficile que l'an dernier. 2 p. o/o chez les *savonniers*; on fait 60 heures par semaine en moyenne. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Ralentissement du travail chez les *charpentiers*; les *calfsats perceurs* estiment que le chômage atteint un grand nombre des leurs, les *carrossiers* un peu plus du quart des leurs.

Pas de chômeurs chez les *modeleurs*; 7 p. o/o chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*; chez ces derniers, la situation est devenue plus difficile et plusieurs ont dû accepter du travail dans d'autres métiers, faute d'emploi dans leur profession.

Pas de chômeurs chez les *marbriers*; de même chez les *smilleurs de pavés*; mais la situation serait estimée bien meilleure si on n'avait pas à lutter contre la concurrence des travaux exécutés au dehors. 18 p. o/o de chômeurs chez les *carreleurs*; chez les *peintres*, situation toujours difficile; les travaux entrepris par la ville sont terminés. Ralentissement du travail chez les *potiers* d'Aubagne qui comptent un cinquième des leurs en chômage et dont la journée est diminuée d'une heure et demie; dans 1 maison (45 ouvriers), on fait généralement 68 heures par semaine.

A Marseille, situation toujours difficile chez les *marins du commerce*. Ouvrage moins abon-

dant que l'an dernier chez les *commissionnaires des ports et des gares*. 8 p. 0/0 de chômeurs chez les *employés de commerce*; le ralentissement des affaires amène une diminution du personnel et des appointements offerts; d'autre part, on tend à augmenter la durée du travail, par suite de l'irrégularité des commandes. 15 p. 0/0 de chômeurs chez les *représentants d'hôtel*; 18 p. 0/0 chez les *employés des cafés, hôtels*, chez qui le placement est estimé plus facile que l'an et le mois derniers. 7 p. 0/0 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, journée de 10 heures et reprise habituelle du travail moins accentuée que l'an dernier chez les *menuisiers*. Chez les *ouvriers en balais* de Caderousse, ouvrage encore peu actif.

Ardèche. — Travail normal chez les *mégissiers palissonneurs* d'Annonay; presque tous sont occupés. Ralentissement du travail depuis le mois dernier chez les *chapeliers souleurs* de Serrières qui font 30 heures par semaine. 4 p. 0/0 de chômeurs, journée de 10 heures et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *menuisiers* d'Annonay.

Gard. — Chez les *terrassiers ouvriers agricoles* d'Aigues-Mortes, travail plus faible que l'an dernier, par suite des gelées des mois précédents; un grand nombre d'ouvriers sont atteints par le chômage. A Nîmes, 8 p. 0/0 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*. Pas de signalés chez les *employés de commerce*. A Nîmes, hausse sur le pain: 0 fr. 05 par kilogramme.

Aveyron. — 5 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes* de Rodez, qui font 57 heures par semaine en moyenne. A Millau, un peu de chômage chez les *teinturiers en peaux*. 18 p. 0/0 de chômeurs chez les *gantiers*, et ouvrage moins abondant que l'an dernier; la journée est en diminution pour 250 ouvriers.

Tarn. — Ralentissement du travail chez les ouvriers en *cuirs et peaux* de Graulhet, les ateliers ont renvoyé une bonne partie de leur personnel, les cuirs verts étant estimés trop chers et les stocks de produits fabriqués en magasin suffisants. Ouvrage en diminution de près de moitié depuis le mois dernier chez les *chapeliers* d'Albi. Pas de chômeurs chez les *menuisiers* de Mazamet. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et 11 p. 0/0 de chômeurs chez ceux de Carmaux. A Durfort, morte-saison; cependant pas de chômeurs chez les *chaudronniers*. Journée de 10 heures et pas de chômeurs chez les *martineurs*, qui sont en morte-saison jusqu'en juillet.

A Carmaux, hausse sur le pain: 0 fr. 02 par kilogramme.

Hérault. — Pêche peu abondante par suite du mauvais état de la mer et de la concurrence étrangère chez les *marins-pêcheurs* d'Agde qui comptent 9 p. 0/0 des leurs sans engagement. Tous les ouvriers sont occupés chez les ouvriers *cultivateurs* de Marsillargues. 3 p. 0/0 de chômeurs chez les *mineurs* de Graissessac. Travail plus abondant que l'an dernier et que le mois précédent et 5 p. 0/0 de chômeurs chez les *typo-lithographes* de Béziers, la journée a été augmentée de 2 heures en moyenne. A Montpellier, ralentissement du travail chez les *cordonniers* qui estiment qu'un tiers des leurs manquent de commandes. A Béziers, chez les *charrons*, 19 p. 0/0 de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier. Pas de signalés chez les *coiffeurs*. 7 p. 0/0 chez ceux de Montpellier, un certain nombre d'ouvriers inoccupés se sont placés dans les stations balnéaires. Hausse sur le pain à Marsillargues, 0 fr. 05 par kilogramme; à Béziers, 0 fr. 10 par 1 kilogramme. 1/2.

Aude. — 8 p. 0/0 de chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs* d'Ouveillan. Travail toujours actif chez les ouvriers *agriculteurs* de Cuxac. A Carcassonne, pas de chômeurs signalés dans les *ateliers de l'habillement*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *travailleurs de la terre* par suite des gelées du mois précédent. Chez les *typographes*, la période électorale avait amené une augmentation de travail, à laquelle a succédé un ralentissement qui a mis plusieurs ouvriers en chômage. Pas de chômeurs chez les *trépointeurs* de Saint-Laurent-de-Cerdans.

A Perpignan, travail aux pièces, 78 heures par semaine, et au temps, 60 heures par semaine chez les *tomeliers*, qui sont moins occupés que l'an dernier, par suite de l'augmentation du nombre des apprentis. Pas de chômeurs chez les *ébénistes*.

Haute-Garonne. — A Toulouse, pas de chômeurs chez les *typographes*. Ralentissement du travail chez les *selliers-bourreliers*, qui estiment qu'un peu plus d'un tiers des leurs sont atteints par le chômage, les commandes arrivant irrégulièrement suivant les modifications du travail de l'arsenal. Travail toujours actif chez les *trépointeurs*. Le travail reprend chez les *ouvriers des métaux*, la journée est augmentée d'une heure pour 120 ouvriers; on fait généralement 70 heures par semaine. Ralentissement du travail chez les *terrassiers*.

A Toulouse, le pain, en hausse, atteint 0 fr. 40 le kilogramme; les pommes de terre, en hausse de 0 fr. 50, se vendent 13 francs les 100 kilogrammes.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, pas de chômeurs signalés: journée de 10 heures et ouvrage plus abondant que l'an et le mois derniers chez les *tapissiers*. Journée de 11 heures et pas de chômeurs chez les *charpentiers* de Lourdes. A Tarbes, de même pas de chômeurs signalés chez les *menuisiers en bâtiment* et chez les *peintres*, qui sont plus occupés que le mois dernier.

Basses-Pyrénées. — Chez les *tailleurs* de Bayonne, pas de chômeurs signalés, mais ouvrage moins abondant que l'an dernier, beaucoup d'Espagnols qui se faisaient habiller à Bayonne y ayant renoncé par suite de l'élévation du change; pour maintenir leur chiffre d'affaires, les maisons françaises ont baissé leurs prix de vente, ce qui a aussi amené une diminution des prix de façon payés aux ouvriers. Chez les *charpentiers* de Pau, travail toujours actif. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* de Boucau.

A Pau, de même, pas de chômeurs chez les *maçons*. Journée de 11 heures et travail toujours actif chez les *peintres*. De même, travail toujours actif chez les *garçons bouchers* de Bayonne.

Tarn-et-Garonne. — Ralentissement du travail depuis le mois dernier chez les *chapeliers* de Septfonds.

Lot-et-Garonne. — A Villeneuve-sur-Lot, travail peu actif chez les *cordonniers*; l'an dernier, à pareille époque, il était abondant. Chez les *charpentiers*, travail toujours actif et journées de 11 heures. Pas de chômeurs, journées de 12 heures et ouvrage en diminution sur l'an dernier chez les *ouvriers des métaux*. A Agen, ralentissement du travail et 10 p. 0/0 de chômeurs chez les *employés limonadiers*.

Dordogne. — 15 p. 0/0 de chômeurs chez les *boulangers* de Périgueux. 18 p. 0/0 et ouvrage en diminution sur le mois dernier chez les *typographes* de Bergerac, un journal qui avait été repris pendant la période électorale ayant disparu de nouveau. Morte-saison chez les *chapeliers* du Bugue.

Gironde. — A Bordeaux, 14 p. 0/0 de chômeurs chez les *compagnons boulangers*. Placement plus difficile que l'an dernier chez les *cuisiniers*, par suite de la mauvaise saison qui retarde les départs en villégiature. Journée de 11 heures et pas de chômeurs chez les *charbons-forgerons*.

Placement plus difficile que l'an dernier chez les *mécaniciens-chauffeurs*, par suite de l'augmentation de la concurrence des manœuvres qui sont embauchés comme chauffeurs et quelquefois comme mécaniciens; on fait, en usine, de 50 à 60 heures par semaine; mais, dans le service des bateaux de rivière, l'été, on fait jusqu'à 80 heures par semaine. A Bordeaux, les *ferblantiers* estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage; ils font, en moyenne, 40 heures par semaine. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers. Travail 45 heures par semaine chez les *bijoutiers*, qui estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage; la faible récolte de vins de l'an dernier, le ralentissement des affaires à la suite du conflit hispano-américain ont amené une diminution des commandes. Travail peu actif chez les *terrassiers*, les constructions sont moins importantes que l'an dernier.

Embarquements toujours rares chez les *marins du commerce*, les équipages embarqués sont réduits, ce qui amène une augmentation de travail par homme. Les *maîtres d'hôtel* et *garçons navigateurs* estiment qu'un peu plus du cinquième des leurs sont atteints par le chômage. Un peu plus de 5 p. o/o chez les *bouchers*, chez qui le travail est moins abondant que l'an et que le mois derniers. 15 p. o/o de chômeurs chez les *garçons limonadiers*, chez qui le travail tend à reprendre. 10 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*; 8 p. o/o chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, situation plus mauvaise que l'an dernier chez les *marins pêcheurs*. Travail toujours actif chez les *typographes*; de même chez ceux de Rochefort. Dans cette ville, travail toujours actif, plutôt en progrès sur le mois dernier chez les *tailleurs de pierre*. Ceux de Saintes estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage.

A la Rochelle, le pain, qui était de 0 fr. 95 par 2 kilogr. 500, est porté à 1 franc.

Charente. — A Angoulême, les *boulangers* comptent un quart des leurs sans place à demeure. A Cognac, les *tonneliers* syndiqués, moitié des leurs; la journée est réduite de 2 heures pour 50 ouvriers. Pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *tailleurs de pierre*.

Haute-Vienne. — A Limoges, travail toujours actif chez les *typographes*. 17 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers* qui sont moins occupés que l'an dernier: journée réduite de 4 heures pour 60 ouvriers; la chambre syndicale, grâce au produit d'une souscription, a organisé une caisse de chômage. Chez les *coupeurs-brocheurs*, pas de chômeurs et travail 72 heures par semaine. 10 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*. Pas de signalés chez les *préparateurs des ateliers de construction*. 10 p. o/o chez les *terrassiers*, chez qui l'activité est moins grande que l'an dernier à pareille époque; il en est de même dans l'industrie du *bâtiment*. Les ateliers que la ville avait organisés ont été licenciés; les travaux entrepris ont été mis en adjudication. Chez les *ouvriers et ouvrières en porcelaine*, le chômage atteint deux cinquièmes des ouvriers, on fait 42 heures en moyenne par semaine; on attribue cette crise à la pénurie des affaires et à l'arrêt de l'exportation à la suite du conflit hispano-américain.

A Limoges, le pain, en hausse, atteint, par 2 kilogrammes, 0 fr. 80 pour le pain de 2^e qualité et 0 fr. 90 pour le pain blanc.

Corrèze. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Tulle; la chambre syndicale a institué une caisse de secours en cas de maladie qui fournit à ses adhérents 5 francs par semaine pendant 10 semaines. Pas de chômeurs signalés chez les *chapeliers* de Bort. De même, pas de chômeurs chez les *sabotiers* de Brives, qui font 70 heures par semaine, dimanche compris; ouvrage plus abondant que l'an dernier, l'arrêt de travail pendant une grève, l'an dernier, ayant permis d'écouler les stocks; on manquerait parfois d'ouvriers du bois dits *pareurs*; les ouvriers du cuir dits *monteurs* travaillent aux pièces sur un tarif appliqué par une commission mixte de patrons et d'ouvriers.

A Tulle, le pain, qui avait haussé de 0 fr. 40 à 0 fr. 45 par kilogramme pendant une huitaine de jours, est redescendu au taux de 0 fr. 40.

Cher. — Les *ouvriers agricoles* de Nérondes estiment qu'un grand nombre des leurs sont atteints par le chômage. Pas de signalés et reprise du travail chez les *bûcherons* de Saucergues, de même chez ceux de Jussy, d'Henrichemond et de Brinay; chez ces derniers, la situation est devenue plus difficile, un certain nombre de petits cultivateurs s'étant embauchés pour travailler en forêt; ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *bûcherons-cultivateurs* de Vallenay dont beaucoup sont inoccupés. Ceux de Méry-ès-Bois, la saison de l'écorçage étant terminée, comptent un quart des leurs sans ouvrage.

A Bourges, journée réduite à 11 heures chez les *ouvriers en toiles cirées* qui sont tous occupés. De même, pas de chômeurs chez les *ménisiers* qui sont plus occupés que l'an dernier et font 66 heures par semaine. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *ouvriers en voiture*. L'amélioration signalée chez les *maçons* de Dun-sur-Auron se maintient. 4 p. o/o de chômeurs chez ceux de Bourges qui font 72 heures par semaine. Situation toujours satisfaisante chez les *chanfourniers* de la Guerche.

Indre. — L'amélioration signalée le mois dernier chez les *bûcherons* du Poinçonnet continue, peu de chômeurs. Pas de signalés chez les *typographes* de Châteauroux et chez les *ouvriers en cuirs et peaux* d'Issoudun qui font 63 heures par semaine. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *ouvriers sur métaux* de Châteauroux qui font la journée de 11 heures; pour 140 ouvriers, la journée est augmentée d'une heure.

Vienne. — Pas de chômeurs signalés chez les *ouvriers tailleurs* de Poitiers. 9 p. o/o chez les *ouvriers en métaux* de Cesson.

A Poitiers, le pain est en hausse de 0 fr. 05 par kilogramme, la viande de porc de 0 fr. 10 par kilogramme.

Deux-Sèvres. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Saint-Laurs. A Niort, pas de signalés et travail avec heures supplémentaires jusqu'au 22 mai chez les *typographes* qui font encore, dans certains ateliers, 72 heures par semaine, mais la moyenne est revenue à 60 heures. Pas de chômeurs chez les *cordonniers*; ouvrage moins abondant que l'an dernier dans le travail à la main; dans les fabriques, journée diminuée de 2 heures pour 150 ouvriers: c'est leur époque de morte-saison. Les *gantiers* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage. Travail encore peu actif chez les *chapeliers* de Saint-Maixent. A Niort, journée de 11 heures et pas de chômeurs chez les *serruriers*. De même, pas de chômeurs et journée de 12 heures chez les *ferblantiers*. 2 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les *tailleurs de pierre*.

Vendée. — Situation toujours satisfaisante chez les *mineurs* de Faymoreau. Les *tisserands* de Mortagne estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage, à peu près autant chez ceux de Treize-Vents, un tiers chez ceux d'Évrunes; la plupart des *ouvriers tisserands* à domicile, recevant les commandes irrégulièrement, sont en repos parfois une et deux semaines. Même situation et 6 p. o/o de chômeurs chez ceux des Épesses; pas de signalés chez ceux de Saint-Malo-les-Bois et de la Verrerie qui sont moins occupés que l'an dernier; 14 p. o/o chez ceux de Saint-Laurent, chez qui les tarifs de façon convenus ne seraient pas maintenus. 11 p. o/o chez les *maçons* des Sables-d'Olonne; pas de signalés et 66 heures par semaine chez les *ouvriers du bâtiment* de la Roche-sur-Yon.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 18 p. o/o des chômeurs chez les *cuisiniers*. Pas de chômeurs chez les *ouvriers des usines de produits chimiques*; le travail est moins abondant que l'an dernier; l'écoulement des produits se fait plus difficilement; 11 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs du livre* de Châteaubriant. A Nantes, pas de signalés chez les *typographes*. Chez les *sciurs à la mécanique* et chez les *monteurs de caisse*, 3 p. o/o de chômeurs; travail, 69 heures par semaine et ouvrage plus abondant que le mois précédent pour la confection des caisses d'emballage pour boîtes à conserves. A Chantenay-Nantes, ralentissement du travail chez les *ferblantiers-boîtiers*, la pêche de la sardine ne produisant pas encore. Journée de 10 heures et 4 p. o/o de chômeurs chez les *paveurs*. A Nantes, les *granitiers* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage.

Morbihan. — A Lorient, reprise du travail moins accentuée que l'an dernier; cependant, pas de chômeurs chez les *sabotiers*. L'amélioration signalée chez les *maçons* se maintient. Travail peu actif chez les *ferblantiers-boîtiers*; de même chez ceux de Quiberon, la pêche de la sardine ne fournissant pas encore suffisamment.

Finistère. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Brest, les *ouvriers* qui avaient été signalés sans travail après la disparition d'un journal (*Bulletin* d'avril) ayant pu être aussitôt remplacés par l'intermédiaire du Comité central de la Fédération du livre; d'autre part, l'extension et la création de nouveaux journaux a rendu le travail plus abondant et permis d'embaucher de nouveaux ouvriers. A Morlaix, pas de chômage signalé chez les *ouvrières de l'aiguille*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs signalés chez les *tonneliers*. Les *ferblantiers-boîtiers* d'Audierne comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage; la fabrication des boîtes d'avance étant déjà suffisante, plusieurs ateliers ont suspendu leur travail en attendant la saison de la sardine; 4 p. o/o de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers* de Douarnenez, plusieurs ateliers ayant remplacé par des apprentis les

ouvriers de métier, ceux-ci se trouvent momentanément inoccupés en attendant le commencement de la saison. Pas de chômeurs chez les *ferblantiers-bâilleurs* de Concarneau; dans plusieurs ateliers, on continue encore la fabrication des boîtes vides en attendant le commencement de la pêche de la sardine. A Morlaix, hausse sur le pain : 0 fr. 10 par 5 kilogrammes.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs chez les *typographes*; le travail, qui avait été très actif pendant la période électorale, a repris sa marche normale. Hausse sur le pain : 0 fr. 20 par 6 kilogrammes, qui se vendent 2 fr. 30.

Ille-et-Vilaine. — 5 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Bruz. Pas de signalés chez les *typographes* de Fougères qui sont plus occupés que l'an dernier. A Rennes, reprise du travail chez les ouvriers en *métaux*; la journée, qui était de 9 heures dans plusieurs maisons, est remontée à 11 heures. Ouvrage estimé moins abondant que le mois dernier d'un quart environ chez les *maçons*. Pas de chômeurs chez les *plâtriers* de Fougères qui font 72 heures par semaine. A Rennes, ralentissement dans les affaires chez les *employés* de commerce, de banque et d'industrie, cependant pas de chômeurs.

Maine-et-Loire. — 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de Cholet. A la Tessoualle, les *tisserands* à la main comptent 3 p. o/o des leurs en chômage; 16 p. o/o chez ceux de Saint-Philbert, 2 p. o/o chez ceux de la Séguinière; pas de signalés chez ceux de Gesté, chez qui le gain journalier est descendu jusqu'à 1 fr. 25; le ralentissement des commandes est général, l'écoulement des tissus se faisant difficilement. Travail en diminution chez les *tisserands* de la Chapelle. A Angers, 15 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie textile, 13 p. o/o et travail 48 heures par semaine chez les *tapisseries*. Pas de chômeurs chez les *charpentiers*, qui font la journée de 11 heures. De même, à Fougères, pas de chômeurs chez les *menuisiers* et travail toujours actif chez les *ébénistes*.

A Angers, journée de 11 heures chez les *forgerons*. Les *plâtriers* comptent un cinquième des leurs atteints par le chômage. On fait la journée de 11 heures, l'ouvrage est estimé moins abondant que l'an dernier.

A Saint-Philbert et à la Chapelle, le pain de 6 kilogrammes a été porté à 2 fr. 20; à la Séguinière, le pain, qui était en hausse de 0 fr. 10 par 6 kilogrammes en fin avril, a baissé de la même quantité depuis la suspension du droit de douane sur les blés étrangers importés en France.

Sarthe. — Au Mans, 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; ouvrage moins abondant que l'an dernier par suite de l'arrêt de deux maisons (300 ouvriers) et de l'emploi plus fréquent de machines. Pas de chômeurs chez les *cordiers*; 13 p. o/o et journée de 11 heures chez les *menuisiers*. Pas de signalés *galochiers* qui sont plus occupés que l'an dernier. De même pas de chômeurs et journée de 12 heures chez ceux de la Flèche; une diminution des prix de façon évaluée à un tiers des prix antérieurement payés s'est produite chez les *monteurs galochiers*; l'hiver sans gelée n'a pas permis d'épuiser les stocks, et les prix de vente en baisse ont influencé aussi le taux des salaires. Au Mans, ralentissement du travail et 6 p. o/o de chômeurs chez les *mécaniciens*.

Pas de signalés chez les *maçons*, qui font 60 heures par semaine. Les *couvreurs* comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage, et la durée du travail descend jusqu'à 40 heures par semaine. Chez les *musiciens*, le travail a repris avec la saison des bals et fêtes de campagne.

Indre-et-Loire. — A Tours, ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *typographes*, qui comptent 8 p. o/o de chômeurs. Les *tanneurs-corroyeurs* de Châteaurenault, un cinquième des leurs. A Tours, pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *plâtriers*.

Loir-et-Cher. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Blois. A Vendôme, un peu moins de 1 p. o/o et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tanneurs-corroyeurs*, qui font 72 heures par semaine; pour 40 d'entre eux, le gain hebdomadaire est réduit d'un peu plus de 5 p. o/o depuis le mois dernier. Pas de chômeurs chez les ouvriers sur *métaux*.

Loiret. — A Gien, les *bûcherons* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage. A Orléans, 3 p. o/o chez les *maçons*.

Eure-et-Loir. — A Châteaudun, chez les *typographes*, le travail est en abondance; journée de 12 heures pendant toute la semaine; le dimanche, les ouvriers sont aussi occupés. Dans l'usine du *lavage des bourres*, le travail reprend son courant, avec tendance à augmenter. Chez les *mécaniciens-fondeurs*, ouvrage également abondant, journée de 12 heures et travail aussi le dimanche. Les ouvriers du *bâtiment*, *peintres*, *maçons*, *charpentiers*, *plâtriers*, sont tous occupés; journée de 12 heures. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *typographes* de Chartres, on a embauché du personnel dans une maison.

A Nogent-le-Rotrou, pas de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers *chaussonniers*. De même, pas de chômeurs signalés et taux des salaires avec tendance à diminuer chez les *chapelières*, qui sont en morte-saison.

A Nogen-le-Rotrou, hausse du pain: 0 fr. 05 par kilogramme.

Orne. — Pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre* d'Alençon; dans quelques ateliers, on a fait des heures supplémentaires au moment de la période électorale.

Calvados. — 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Caen; pas de signalés chez ceux de Vire; 3 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière* de Condé-sur-sur-Noireau; dans 2 ateliers (700 ouvriers), la durée du travail est réduite à 45 heures par semaine. 6 p. o/o de chômeurs chez les *bonnetiers* de Falaise.

Eure. — Travail toujours actif chez les *compositeurs-imprimeurs* d'Évreux.

Pas de chômeurs chez les ouvriers *tisseurs* de Louviers; travail actif, les ouvriers inoccupés ayant accepté de tisser à bas prix un article « flanelle » qui était, avant, fabriqué par des femmes; ce qui amène pour les ouvriers une diminution d'un peu plus d'un cinquième sur leur gain hebdomadaire, par rapport à celui qu'ils gagnaient en tissant des draps et nouveautés. Diminution également du salaire dans une filature.

Seine-Inférieure. — Au Havre, 4 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. A Rouen, les *cordonniers en cousu* comptent un peu plus du quart des leurs sans commandes. Chez les *cotonniers* de Bolbec, le travail a repris sa durée normale. Le ralentissement du travail déjà signalé chez les *voiliers* du Havre se maintient. Reprise du travail et journée de 10 heures chez les *menuisiers* d'Elbeuf. Ouvrage peu abondant chez les *mouleurs en fonte* de Rouen. Ouvrage plus abondant que l'an dernier, 12 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les ouvriers sur *métaux* du Havre.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour juin et juillet 1898 :

Alger. — Conduites d'eau.....	135.000 ^f
Briançon. — Guerre. Amélioration de l'ouvrage du James.....	200.000
Le Puy. — Construction de la route nationale n° 88 bis.....	140.000
Melun. — Guerre. Nouveaux casernements.....	114.000
Mirecourt. — Distribution d'eau.....	300.000
Paris. — Construction de branchements particuliers d'égouts.....	320.350
Paris. — Palais des machines et Palais de l'électricité.....	2.183.000
Paris. — Terrassements et maçonnerie de quatre palais aux Invalides	439.000
Paris. — Grand palais des Champs-Élysées. Béton armé.....	112.000
Paris. — Construction de murs de soutènement au chemin de grande communication n° 50.....	115.000

Paris. — Prolongement de la rue de la Bidassoa.....	176.700 ^f
Paris. — Construction d'un poste central de secours.....	191.800
Paris. — Ferronnerie, serrurerie, menuiserie, à l'école de l'avenue Gambetta.....	192.700
Paris. — Construction d'une école rue de l'Ermitage.....	635.600
Paris. — Exposition universelle. Galeries souterraines pour canalisation d'eau et vapeur.....	406.600
Paris. — Exposition universelle. Terrassement et maçonnerie du Palais des machines et de l'électricité.....	370.000
Paris. — Exposition universelle. Plancher haut de l'étage principal, etc., du Petit Palais.....	245.000
Pau. — Construction d'une lacune, route nationale n° 134 bis.....	170.000
Saint-Quentin. — Construction du palais de Fervacques.....	1.111.800
Vannes. — Doublement de la conduite des eaux.....	111.200
Versailles. — Relevé à bout et empierrement de routes nationales..	155.500
Chemins de fer de l'État. — Ballastage à la gare de Saintes.....	247.400
Chemins de fer de l'État. — Établissement d'un dépôt définitif à la gare de Chartres.....	344.900

Résultats des Adjudications précédentes.

Briançon. — Direction d'artillerie de Briançon. Travaux de bâtiments (214,900^f). — Adj. : *terrassement, empierrement, maçonnerie, pavage et dallage*, Guinet, à Grenoble, 21,70; *charpente en bois, menuiserie, peinture et vitrerie*, Pavie, à Savines (Hautes-Alpes), 26; *charpente en fer, ferronnerie, serrurerie*, Barbier, à Grenoble, 37,20; *couverture, plomberie, zingage*, Grandjean, à Grenoble, 26,20.

Lille. — Doublement du chemin de hallage du Haut-Escaut entre le pont Rouge à Cambrai et le pont d'Estrun (104,000^f). — Adj. : Culot, à Douai, 17.

Lyon. — Travaux à l'asile d'aliénés de Bron (154,500^f). — Adj. : *terrassement, etc.*, Cavarrier, 14,10; *charpente, etc.*, Association coopérative des ouvriers charpentiers, à Lyon, 28.

Mâcon. — Reconstruction du pont de Fleurville sur la Saône (305,000^f). — Adj. : Schneider, au Creuzot, 1.

Paris. — Travaux neufs pour le département de la Seine. — I. *Routes départementales*. (11 lots : 780,000^f). — Adj. : Huguet, 91, rue Boileau, 16; Chabrat, 19, rue de l'Ourcq, 24; Société des granits des Vosges, 6, rue Chambige, 7; Maxence Quéchon, 20, 30, 21 et 21; Ardaillé, 5, rue Carnot, à Kremlin-Bicêtre, 19; Félix Quéchon, 87, rue Michel-Bizot, 23; Trimoulet, 6, rue de Miromesnil, 26; Daguet, 48, avenue de Châtillon, 24.

II. *Chemins vicinaux de grande communication* (9 lots : 940,600^f). — Adj. : Crozel, 19, rue de Billancourt, 4; Penot, à Suresnes, 17; Bancel, à Saint-Denis, 22; Marsaud, 29, rue Navier, 21; Huguet, 91, rue Boileau, 25; Vollereau, à Bry-sur-Marne, 25; Menut, 45, rue Secrétan, 6; Aubrun, 19, avenue de Châtillon, 27; Daniel, 19, rue Dareau, 34.

Paris. — Installation d'une usine centrale pour les services industriels des asiles d'aliénés de Ville-Evrard et de la Maison-Blanche (108,000^f). — Adj. : *canalisation et égouts*, Dubureq, 152, boulevard Magenta, 3; *fontes*, établissements Durenne, 26, rue du Faubourg-Poissonnière, 4,40.

Paris. — Mont-de-piété. Réfection des magasins à matelas et à gros meubles (131,900^f). — Adj. : *couverture et plomberie*, Mouren, 10, rue des Fêtes, 30,10; *menuiserie et casiers*, «l'Ébénisterie parisienne», 15, cité Bertrand, 37,20; *ferronnerie et serrurerie*, Siroux, 3, rue d'Avron, 36,80; *canalisation, pavage, asphalte, granit*, Brunet, 43, rue du Moulin-Vert, 41,80.

Paris. — Installation de la vente en gros du poisson et de la vente au détail de la volaille et du poisson aux pavillons 9 et 11 des Halles Centrales (207,700^f). — Adj. : *ferronnerie et serrurerie*, Desjardins, 34, rue Popincourt, 42,10; *plomberie d'eau et fontainerie*, Deroux, 5, rue Sainte-Eugénie, 25; *ciment armé*, Roquerbe, 5, rue Saint-Luc, 34,10; *marbrerie*, Bouvier, boulevard Voltaire, 37,90.

Paris. — Construction d'une école de garçons et d'une école filles, 7, rue Championnet (488,276^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Lachaud, 63, rue Danrémont, 32,30; *ferronnerie et serrurerie*, Desjardins, 34, rue Popincourt, 38,60; *charpente en bois*, Latapie, 23, rue des Plantes, 37,90; *couverture, plomberie et ardoiserie*, Guénault, 7, quai Valmy, 30,10; *menuiserie et parquetage*, Bouillon, 127, rue de Flandre, 36,90; *funisterie*, Cosseron, 55, rue Letort, 20,20; *peinture et vitrerie*, « la Prévoyance », 36, rue Saint-Charles, 40,10.

Paris. — Construction du groupe scolaire rue des Boulets et de la Roquette (632,800^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Salasse, 64, rue des Pyrénées, 34,20; *ferronnerie et serrurerie*, Desjardins, 34, rue Popincourt, 38,90; *charpente en bois*, Latapie, 23, rue des Plantes, 37,90; *menuiserie*, Bouillon, 127, rue de Flandres, 37,90; *parquetage*, Conard, 196, rue de Crimée, 20,20; *funisterie*, Defanti, 261, avenue Daumesnil, 27,10; *peinture, vitrerie et tenture*, Thomas, 112, rue de Patay; 31; *pavage, granit et asphalte*, Cante, 22, rue Letellier, 38,90; *canalisation du tout-à-l'égout*, Vicaire, 7, rue Monte-Cristo, 38,10.

Paris. — Construction d'une école de garçons et d'une école de filles, rue J.-F.-Lépine et impasse Ruelle (502,800^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Dejouhet, 90, rue d'Aubervilliers, 32,10; *ferronnerie et serrurerie*, Desjardins, 34, rue Popincourt, 38,80; *charpente en bois et escaliers*, Latapie, 23, rue des Plantes, 37,90; *couverture et plomberie*, Dneroux, 11, rue Antoine-Régnier, 30,10; *menuiserie et parquetage*, « les menuisiers de Paris », 35, rue du Poteau, 34,40; *funisterie*, Perron, 40, rue Popincourt, 26,20; *peinture, vitrerie et tenture*, « la Prévoyante », 106, rue Saint-Charles, 45,50; *canalisation du tout-à-l'égout*, Brunet, 43, rue du Moulin-Vert, 40,20.

Paris. — Mont-de-piété. — Réfection des magasins à matelas et à gros meubles (131,000^f). — Adj. : *couverture et plomberie*, Mouren, 10, rue des Fêtes, 30,10; *menuiserie, escaliers*, « L'Ébénisterie parisienne », 17 bis, cité Bertrand, 37,20; *ferronnerie et serrurerie*, Siroux, 3, rue d'Avron, 36,80; *canalisation, pavage, asphalte, granit*, Brunet, 43, rue du Moulin-Vert, 41,80.

Paris. — Mise en état de viabilité des voies nouvelles sur l'emplacement du Fleuriste de la Muette (283,400^f). — Adj. : *empierrement*, Delalande-Sacristan, 25, rue de la Fédération, 20,70; *bordures en granit*, Grandchamp, 21, rue Dareau, 33,10; *construction d'un égout*, Cante, 22, rue Letellier, 27,80.

Paris. — Dérivation des sources du Loing et du Lunain. — Construction d'une usine élévatoire près du village de Sorques, commune de Montigny-sur-Loing (Seine-et-Marne) (280,100^f). — Adj. : *terrassements, maçonnerie et travaux provisoires de charpente*, Brahic, 13, rue Duban, 29,10; *grosse ferronnerie et serrurerie*, Liet, rue de Belleville, 42,30; *couverture*, Kula, 19, rue Viette, 24,60; *menuiserie*, Cherneau, à Fontainebleau, 15,10; *peinture et vitrerie*, Tauneur, 10, rue Seveste, 24,20; *cheminées, carreaux et fourneaux*, Toisoul, boulevard de l'Hôpital, 20,70.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de mai.		Du 1 ^{er} janv. au 31 mai.	
	1898.	1897.	1898.	1897.
Faillites	137	121	628	591
Liquidations judiciaires	16	9	93	59
Conversions de liquidations en faillites	6	3	23	15

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les cinq premiers mois de l'année 1898:

	VARIATIONS			
	1898.	1897.	en plus.	en moins.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	602.393.000	347.780.000	254.613.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	996.099.000	1.034.534.000	"	38.435.000
Objets fabriqués.....	261.673.000	257.351.000	4.322.000	"
TOTAUX ET BALANCE....	1.860.165.000	1.639.665.000	258.935.000	38.435.000
EXPORTATIONS.			220.500.000	
Objets d'alimentation.....	246.638.000	271.979.000	"	25.341.000
Matières nécessaires à l'industrie	354.734.000	390.439.000	"	35.705.000
Objets fabriqués.....	704.513.000	775.946.000	"	71.433.000
Colis postaux.....	70.727.000	71.198.000	"	471.000
TOTAUX ET BALANCE....	1.376.612.000	1.509.562.000	"	132.950.000
				132.950.000

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Avril 1898.	Mai 1898.	Mai 1897.
Farine 12 marques, les 157 kilogrammes.....	67 ^f 65 ^c	62 ^f 60 ^c	46 ^f 10 ^c
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes...	33 13	32 45	25 75
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	49 85	48 40	38 50
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	56 50	54 50	55 40
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	42 50	41 00	35 10
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	33 50	35 50	33 50
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	50 00	54 00	43 00
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette)..	1 42	1 50	1 48
Veau, <i>idem.</i>	1 85	1 90	2 00
Mouton, <i>idem.</i>	1 90	1 95	1 72
Porc, <i>idem.</i>	1 40	1 54	"
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	41 50	46 50	46 50
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	126 50	131 50	117 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	41 25	41 00	38 50
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	17 00	17 00	17 00
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	142 75	140 00	132 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	179 50	183 00	166 25
Plomb, <i>idem.</i>	39 50	39 75	30 75
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	50 25	51 25	45 75

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 mai il a été déposé 163 demandes en autorisation de bâtir, dont 135 pour des constructions neuves. Pendant le mois de mai 1897, le nombre des demandes avait été de 143, dont 70 pour des constructions neuves.

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les trois premiers mois de 1898 a été de 7.023.873 tonnes. Il était, en 1897, de 6.123.751 tonnes, soit une augmentation de 14,6 p. o/o.

Les recettes des compagnies de chemins de fer d'intérêt général, du 1^{er} janvier au 27 avril, ont été en 1898 de 498.759.800 francs, et en 1897 de 482.801.000 francs, soit une augmentation de 3,3 p. 100.

Mont-de-Piété de Paris. — Situation au 31 mai 1898 :

GAGES CORPORELS.				ARTICLES.		SOMMES.	
				nombre.		francs.	
Il y avait en magasin, le 30 avril 1898 au soir.....				1.619.808		48.099.706	
ENTRÉE.							
Par engagements effectifs.....		100.291	2.849.540	}	151.978		4.486.912
Par renouvellements.....		51.687	1.637.372				
TOTAL.....				1.771.786		52.586.618	
SORTIE.							
Par dégagements effectifs.....		94.401	2.862.258	}	158.023		4.708.243
Par renouvellements.....		51.687	1.637.372				
Par ventes.....		11.935	208.613				
RESTE en magasin le 31 mai 1898.....				1.613.763		47.878.375	

VALEURS MOBILIÈRES.				TITRES.		SOMMES.	
				nombre.		francs.	
Il y avait en magasin, le 30 avril 1898 au soir.....				21.755		5.890.713	
ENTRÉE.							
Par engagements effectifs.....		2.215	538.366	}	4.187		1.099.312
Par renouvellements.....		1.972	560.946				
TOTAL.....				25.942		6.900.025	
SORTIE.							
Par dégagements effectifs.....		1.873	439.075	}	4.172		1.096.591
Par renouvellements.....		1.972	560.946				
Par ventes.....		327	96.570				
RESTE en magasin le 31 mai 1898.....				21.770		5.803.434	

GAGES CORPORELS.				VALEURS MOBILIÈRES.					
		Articles.		Sommes.		Titres.		Sommes.	
		nombre.		francs.		nombre.		francs.	
Restait en magasin, le 31 mai 1894...		1.819.998		49.078.482		16.808		4.747.021	
1895...		1.704.277		46.010.208		19.260		5.297.429	
1896...		1.623.135		45.884.322		21.412		5.782.048	
1897...		1.622.274		48.414.773		21.534		5.863.354	

Intérêts des emprunts : à 1 an, 2,75 p.o/o ; à 9 mois, 2,50 p.o/o ; à 6 mois, 2 p.o/o ; à 3 mois, 1,50 p.o/o.

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 1^{er} TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1898,

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées ; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau ; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE FRAÎCHE. (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal).
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aisne.....	0 34	1 74	1 31	2 92	10 00	0 52	0 20	2 94
Allier.....	0 34	1 30	1 83	"	6 00	"	"	3 00
Ardennes.....	0 36	"	1 48	3 06	"	0 38	"	2 86
Bouches-du-Rhône...	0 40	"	1 80	3 25	15 00	0 38	"	2 46
Charente-Inférieure...	0 30	"	"	2 90	"	"	"	"
Doubs.....	0 35	"	1 87	2 45	"	0 36	"	3 05
Gironde.....	0 33	"	1 10	3 20	15 00	0 29	"	2 22
Isère.....	0 39	1 49	1 58	2 20	10 13	0 44	"	3 09
Loire.....	0 36	1 48	"	"	"	0 31	"	"
Meurthe-et-Moselle...	0 35	1 63	1 42	2 53	8 79	0 51	0 20	3 53
Nord.....	0 36	"	1 91	2 95	11 21	0 58	"	2 31
Rhône.....	0 37	1 50	1 46	2 54	12 09	0 46	"	3 52
Seine.....	0 35	1 80	1 87	3 60	16 18	0 55	0 27	4 39
ENSEMBLE du terri- toire.....	0 35	1 63	1 46	2 94	13 53	0 45	0 26	3 24
Quantités vendues par l'ensemble des 497 sociétés.	kil. 15.811.784	kil. 495.990	kil. 181.303	kil. 149.803	quint. 9.378	lit. 4.411.903	lit. 205839	quint. 99.111

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 1^{er} trimestre de 1898 résultent du dépouillement des rapports de 497 sociétés coopératives groupant 101.625 adhérents. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 497 sociétés.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} JUIN.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
AVRIL 1898					AVRIL 1898.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	335	173	147	4	Besançon.....	134	68	25	"
— (11 ^e —).	970	1219	71	756	Montpellier....	176	74	71	"
— (14 ^e —).	617	535	492	3	Nîmes.....	54	32	29	"
— (15 ^e —).	137	183	107	2	Saint-Etienne..	67	72	67	"
— (17 ^e —).	368	304	272	5	Toulouse.....	241	118	100	"
— (18 ^e —).	407	432	203	"	Alger.....	412	236	162	137
— (19 ^e —).	130	178	85	38					
Lille.....	3	1	"	"					
Nancy.....	133	62	53	"					
MAI 1898.					MAI 1898				
Paris (5 ^e arr ^t)..	139	137	78	5	Angers.....	187	79	76	16
— (11 ^e —).	398	201	183	765	Bourges.....	141	85	71	"
— (13 ^e —).	291	296	144	67	Carcassonne....	55	44	33	2
— (15 ^e —).	431	282	254	"	Toulon.....	35	17	17	"
— (16 ^e —).	180	186	145	1	Tours.....	266	183	170	"
Refuges munic..	"	"	94	188	Vichy.....	303	61	49	"
Levallois-Perret.	163	130	37	18					
Brest.....	41	6	6	"					
Lisieux.....	88	55	47	"					
Orléans.....	4	2	1	"					
Sens.....	16	6	1	"					

Pendant les mois d'avril et de mai, la Bourse du tra-	
vail de Perpignan a reçu 113 demandes et 75 offres	
d'emploi; elle a effectué 52 placements à demeure et 17	
placements en extra.	

Pendant les mois d'avril et de mai, la Bourse du travail de Perpignan a reçu 113 demandes et 75 offres d'emploi; elle a effectué 52 placements à demeure et 17 placements en extra.

C. — SYNDICATS PATRONAUX (MAI).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS à de- meure.	en extra.
Indre-et-Loire....	Tours.....	Charcuterie.....	46	31	26	"
Rhône.....	Lyon.....	Teinturiers-dégraisseurs	9	4	4	"
Seine.....	Paris.....	Entrepreneurs de trav. publics.	12	1	1	3
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	"	52	38	3
Id.....	Id.....	Couteliers.....	16	19	14	"
Id.....	Id.....	Architectes.....	30	19	19	"
Id.....	Id.....	Meunerie française.....	17	5	5	"
Id.....	Id.....	Épicerie.....	547	603	461	"
Id.....	Id.....	Débitants de vins et liquoristes.	151	138	114	12
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	3	5	2	"

(1) Placement de nourrices au sein.

D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES.
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (MAI 1898).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Tisseurs en broderie.....	3	"	"	"
Id.....	Id.....	Voyageurs et dessinateurs.....	"	"	"	"
Alpes-Maritimes..	Nice.....	Confiseurs-pâtisseries.....	10	6	4	1
Id.....	Id.....	Typographes.....	10	"	"	"
Id.....	Cannes.....	Id.....	2	1	"	"
Ardeche.....	Serrières.....	Chapelliers foulards.....	10	"	"	"
Aube.....	Troyes.....	Plâtriers.....	12	"	"	"
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Cuisiniers (terre et mer).....	20	12	5	7
Id.....	Id.....	Savonniers.....	45	12	40	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	10	8	2	1
Id.....	Id.....	Imprimeurs.....	8	7	7	1
Id.....	Id.....	Carrossiers.....	"	2	"	"
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conducteurs.....	8	"	"	"
Id.....	Id.....	Peintres.....	"	"	19	7
Id.....	Id.....	Employés de café et d'hôtel.....	140	126	103	67
Id.....	Id.....	Employés d'hôtel.....	5	"	1	13
Id.....	Id.....	Maitres d'hôtel et garçons navig.	50	25	20	"
Charente.....	Angoulême.....	Boulangers.....	47	42	29	13
Charente-Inf ^{re}	La Rochelle.....	Travailleurs du livre.....	2	"	"	1
Cher.....	Méry-ès-Bois.....	Bûcherons.....	15	"	"	"
Id.....	Vallenay.....	Id.....	30	"	"	"
Id.....	Bourges.....	Plâtriers.....	8	5	"	"
Corrèze.....	Tulle.....	Typographes.....	"	"	1	"
Id.....	Brive.....	Sabotiers.....	9	24	"	"
Côtes-du-Nord.....	Saint-Brieuc.....	Typographes.....	2	2	10	"
Drôme.....	Valence.....	Id.....	1	1	"	1
Finistère.....	Brest.....	Id.....	12	"	5	7
Id.....	Douarnenez.....	Ferblantiers-boîtiers.....	15	"	"	"
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs-pâtisseries.....	3	1	"	1
Haute-Garonne...	Toulouse.....	Selliers-bourreliers.....	"	"	"	1
Id.....	Id.....	Union métallurgique.....	20	15	15	"
Id.....	Id.....	Terrassiers.....	60	25	9	20
Gironde.....	Bordeaux.....	Compagnons boulangers.....	10	7	8	15
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	60	21	8	12
Id.....	Id.....	Ferblantiers.....	3	"	"	3
Id.....	Id.....	Garçons bouchers.....	7	2	3	2
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers.....	10	"	10	30
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	49	61	21	40
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	54	39	24	1
Hérault.....	Montpellier.....	Gordonniers.....	30	20	8	10
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	7	6	5	4
Id.....	Id.....	Id.....	15	23	11	4
Indre.....	Le Poinçonnet.....	Bûcherons.....	30	20	"	"
Isère.....	Grenoble.....	Cuisiniers.....	4	"	"	3
Id.....	Id.....	Typographes.....	6	6	1	4
Id.....	Id.....	Taillleurs de pierre.....	20	10	"	"
Loire.....	Saint-Etienne.....	Cuisiniers.....	8	1	1	3
Id.....	Id.....	Maçons.....	100	8	8	"
Id.....	Id.....	Ouvriers du livre.....	"	1	"	"
Loire-Inférieure...	Chantenay-Nantes.	Paveurs.....	"	5	"	"
Lot-et-Garonne...	Agen.....	Employés limonadiers.....	1	1	"	25
Maine-et-Loire...	Angers.....	Tapissiers.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Forgerons.....	5	4	"	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	4	2	"	3
Id.....	Id.....	Boulangers.....	9	7	6	"
Id.....	Id.....	Tisserands.....	4	"	"	"
Marne.....	Reims.....	Ménisiers.....	6	8	6	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Ouvriers en chaussures.....	18	16	13	3
Nièvre.....	Champroux.....	Bûcherons.....	35	"	"	"
Nord.....	Dunkerque.....	Tonnelliers.....	30	"	"	"
Id.....	Id.....	Marbriers.....	3	1	1	"
Id.....	Id.....	Maçons.....	40	3	10	"

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	NOMBRE DES PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Oise	Tracy-le-Mont	Brossiers	3	"	"	"
Pas-de-Calais	Calais	Travailleurs du livre	2	2	"	2
Id.	Id.	Syndicat indép. des tullistes	250	"	"	"
Puy-de-Dôme	Clermont-Ferrand	Typographes	11	3	"	6
Id.	Id.	Chapeliers appropriateurs	1	"	"	"
Rhône	Lyon	Confiseurs-pâtisseries	29	14	12	"
Id.	Id.	Relieurs doreurs	"	3	"	3
Id.	Id.	Cartonniers	1	"	"	"
Id.	Id.	Papetiers régleurs	"	3	"	"
Id.	Id.	Tullistes	20	15	18	"
Id.	Id.	Imprimeurs-conducteurs	1	"	"	"
Id.	Id.	Employés de commerce	25	17	9	6
Id.	Id.	Sténographes-dactylographes	3	2	5	"
Saône-et-Loire	Chalon-sur-Saône	Sabotiers	10	7	7	"
Sarthe	Le Mans	Mécaniciens	10	8	"	"
Seine	Paris	Travailleurs de la boulangerie	8	"	"	8
Id.	Id.	Boulangers du xiii ^e arrond.	35	32	9	23
Id.	Id.	Boulangers (Assoc. mut. des)	28	35	10	25
Id.	Id.	Biscuitiers	16	16	16	"
Id.	Id.	Cartonniers	40	20	"	"
Id.	Id.	Imprimeurs-lithographes	"	"	28	14
Id.	Id.	Typographes	102	102	"	"
Id.	Id.	Dessinateurs lithographes	15	10	15	"
Id.	Id.	Garniers	18	2	2	"
Id.	Id.	Teinturiers-dégraisseurs	88	110	80	30
Id.	Id.	Passementiers à la main	8	4	2	1
Id.	Id.	Passementiers à la barre	29	9	9	"
Id.	Id.	Taillieurs (Solidarité des)	80	120	100	30
Id.	Id.	Coupeurs (cols et cravates)	3	"	"	"
Id.	Id.	Taillieurs	79	29	29	"
Id.	Id.	Couleurs en lessive	9	5	6	3
Id.	Id.	Charpentiers (Solidarité des)	25	23	3	"
Id.	Id.	Charpentiers de la Seine	16	2	6	"
Id.	Id.	Scieurs-découpeurs	22	12	10	"
Id.	Id.	Menuisiers	2	1	20	1
Id.	Id.	Menuisiers en voitures	1	2	2	"
Id.	Id.	Ouvriers en voitures	5	27	5	"
Id.	Id.	Modelleurs mécaniciens	25	17	"	17
Id.	Id.	Acheveurs ciseleurs	3	5	5	"
Id.	Id.	Chaudfleurs-mécaniciens	31	23	21	2
Id.	Id.	Tourneurs-décolteurs	28	11	"	"
Id.	Id.	Ouvriers en instruments de pré- cision	20	10	16	"
Id.	Id.	Ouvriers en poterie d'étain	12	7	7	"
Id.	Id.	Orfèvres	21	"	17	"
Id.	Id.	Briquetiers	49	20	10	"
Id.	Id.	Garçons de magasin	69	7	18	5
Id.	Id.	Garçons bouchers	125	"	85	40
Id.	Id.	Limonadiers restaurateurs	223	"	45	225
Id.	Id.	Garçons restaurateurs	"	"	26	96
Id.	Id.	Coiffeurs	"	"	115	775
Id.	Id.	Elèves en pharmacie	15	22	12	3
Id.	Id.	Gens de maison	164	136	107	21
Id.	Id.	Attacheurs	16	8	13	3
Id.	Id.	Boulangers	14	5	1	4
Id.	Id.	Charpentiers	4	2	"	"
Id.	Id.	Ferblantiers	"	1	"	"
Id.	Id.	Typographes	1	1	1	"
Id.	Id.	Tapissiers	2	3	"	2
Id.	Id.	Tisseurs	5	"	"	"
Id.	Id.	Tisserands	"	"	22	"
Id.	Id.	Coupeurs-brocheurs	2	2	2	2
Id.	Id.	Ouvriers du bâtiment	15	7	"	"

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (MAI).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Maine-et-Loire . .	Angers	Société des maréchaux	30	17	17	9
Sarthe	Le Mans	Société des comptables	"	3	1	"
Seine	Paris	Employés du commerce et de l'industrie	"	6	2	"
Id	Id	Compagnons tisseurs - ferrandiers	63	24	"	18
Id	Id	Société « L'Étoile »	435	1695	158	1537
Id	Id	Employés de transport	"	"	4	"
Id	Id	Société « Le Bâtiment »	7	9	4	"
Id	Id	Union de la charcuterie	466	382	313	5
Id	Id	Société des gens de maison	"	69	12	"
Id	Id	Société « La Couturière »	7	40	"	"
Id	Id	Société de la boucherie	"	149	88	15
Id	Id	Cuisiniers	300	265	265	400
Id	Id	Association des comptables	112	90	35	33
Id	Id	Compagnons charrons	26	60	26	"
Id	Id	Société suisse des commerçants	93	26	15	"
Id	Id	Union Helvétique	234	123	88	5

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (MAI).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Bouches-du-Rhône.	Marseille	Assistance par le travail	13	"	7	4
Doubs	Besançon	Id	10	"	1	9
Gironde	Bordeaux	Id	"	"	13	6
Id	Id	Maison du marin	15	53	"	"
Indre-et-Loire . . .	Tours	Office des travailleurs	391	98	79	"
Marne	La Chapelle	Colonie agricole	8	4	2	1
Meurthe-et-Moselle	Nancy	Maison de Sainte-Marie	"	"	98	"
Rhône	Lyon	Assistance par le travail	79	"	4	1
Id	Id	Assistance des femmes par le travail	44	50	24	"
Id	Id	Asile protestant	12	45	8	"
Seine	Paris	« The english catholic home »	42	60	14	3
Id	Id	Société philanthropique	"	"	"	35 ⁰
Id	Id	Société philanthropique savoisienne	102	186	134	"
Id	Id	Asile Saint-Charles	95	213	75	"
Id	Id	Société protestante du travail	57	49	40	"
Id	Id	Société de protection des Alsaciens-Lor.	"	6	6	"
Id	Id	Société des visiteurs des pauvres	32	12	5	2
Id	Id	Home français	"	"	7	"
Id	Id	« The Mission home »	105	97	24	3
Id	Id	Home allemand	43	129	20	"
Seine-et-Marne . . .	Melun	Assistance par le travail	81	81	5	76
Vienne	Poitiers	Id	"	"	3	5
Alger	Alger	Union internationale des amies de la jeune fille	"	"	12	"

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

ŒUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE MAI.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.331	112	515	"	25.671
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	689	5.475	207	444	19.204
Asile de la rue Mouffetard.....	14	204	"	5	1.067
Société philanthropique (rue de Crimée)....	"	"	162	21	834
— (rue Labat).....	"	"	335	33	2.005
— (rue Saint-Jacques)...	"	"	405	79	1.985
— (avenue du Maine)...	"	"	92	92	412

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

1° VILLE DE PARIS.

		PERSONNES secourues pendant le mois d'avril.	
Indigents (secours réguliers)	{	de moins de 60 ans.	{ Hommes 5.707
			{ Femmes 9.112
	{	de 60 ans et plus...	{ Hommes 11.966
			{ Femmes 23.356
TOTAL des indigents secourus.		50.142	
Nécessiteux (secours irréguliers)	{	de moins de 60 ans.	{ Hommes 7.465
			{ Femmes 9.736
	{	de 60 ans et plus...	{ Hommes 4.018
			{ Femmes 5.181
TOTAL des nécessiteux secourus.		26.400	

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de mai 1898, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels.

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Allier [15 novembre 1897]. — Société amicale de la chaussure montluçonnaise. Siège social : à Montluçon.

Eure [14 août 1897]. — Chambre syndicale de la menuiserie du département de l'Eure (25 membres). Siège social : rue Grande, n° 83, à Évreux.

Vendée [9 octobre 1897]. — Syndicat régional de la boulangerie de Luçon et communes environnantes (34 membres). Siège social : à Luçon.

[3 août 1897]. — Société ostréicole du Bassin des Sables (15 membres). Siège social : salle de l'hôtel de ville des Sables-d'Olonne.

Algérie [23 janvier 1897]. — Syndicat pour l'amélioration et la reproduction de l'espèce chevaline. Siège social : mairie de Guelma.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Hautes-Pyrénées [21 novembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers ardoisiers de Labassère (55 membres). Siège social : Labassère-au-Maillou.

Algérie [1896]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres de Constantine (40 membres). Siège social : Bourse du travail de Constantine.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Drôme [16 janvier 1897]. — Syndicat agricole de Châteauneuf-de-Mazenc (65 membres). Siège social : à Châteauneuf-de-Mazenc.

[7 février 1897]. — Syndicat agricole de Châteauneuf-du-Rhône (74 membres). Siège social : Châteauneuf-du-Rhône.

Hérault [10 juin 1894]. — Syndicat professionnel agricole de Notre-Dame-de-Londres (28 membres). Siège social : à Notre-Dame-de-Londres.

[31 janvier 1897]. Syndicat agricole de Grabels et Combaillaux (11 membres). Siège social : à Grabels.

[17 mars 1894]. — Syndicat professionnel agricole de Murviel-lès-Montpellier (42 membres). Siège social : à la mairie.

[1^{er} juin 1895]. — Syndicat professionnel agricole de Colombières (14 membres). Siège social : à Colombières.

[2 avril 1897]. — Syndicat professionnel agricole de Faugères (22 membres). Siège social : à Faugères.

Mayenne [19 février 1896]. — Syndicat Saint-Sébastien, comprenant les communes de Saint-Germain-d'Auxure, Alexain et Placé (126 membres). Siège social : Saint-Germain-d'Auxure.

[5 septembre 1895]. — Syndicat agricole de Chailland (130 membres). Siège social : à Chailland.

[26 juin 1895]. — Syndicat agricole de Saint-Sébastien (140 membres). Siège social : à Montsûr.

Saône-et-Loire [18 février 1896]. — Syndicat agricole de Lacrost (38 membres). Siège social : à Lacrost.

[12 décembre 1896]. — Syndicat agricole de Péronne (51 membres). Siège social : à Péronne.

- [Juillet 1897]. — Syndicat agricole d'Huilly (25 membres). Siège social : à Huilly.
- [16 décembre 1897]. — Syndicat agricole de Saint-Joseph (12 membres). Siège social : au Miroir.
- [27 décembre 1896]. — Syndicat agricole de Saillenard (87 membres). Siège social : à Saillenard.
- [14 janvier 1896]. — Syndicat agricole de Romenay. Siège social : à Romenay.
- [4 avril 1897]. — Syndicat professionnel et agricole de l'Abergement-de-Cuisery (29 membres). Siège social : l'Abergement-de-Cuisery.
- Savoie** [5 novembre 1895]. — Syndicat agricole de Bourg-Saint-Maurice (67 membres). Siège social : à Bourg-Saint-Maurice.
- Somme** [1^{er} mars 1896]. — Syndicat agricole de Vismes et Martainneville (70 membres). Siège social : mairie de Vismes.
- Vendée** [25 août 1897]. — Union viticole et agricole régionale des Sables-d'Olonne [160 membres]. Siège social : place de la Liberté, les Sables-d'Olonne.

4° UNIONS DE SYNDICATS.

- Hérault** [20 janvier 1897]. — Unions des syndicats agricoles de l'Hérault (21 syndicats adhérents). Siège social : rue Maguelonne, n° 27, à Montpellier.
- Mayenne** [1896]. — Union des syndicats agricoles de la Mayenne (13 syndicats adhérents). Siège social : Laval.

B. SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

- Ardèche** [1895]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux en bâtiments de la ville d'Annonay (32 membres). Siège social : hôtel de ville d'Annonay.
- Aveyron** [1893]. — Syndicat de la boulangerie de Villefranche (21 membres). Siège social : rue de la Peyrade, à Villefranche.
- [1896]. — Syndicat des coiffeurs de Villefranche (11 membres). Siège social : rue de la République à Villefranche.
- Doubs** [1887]. — Chambre syndicale des fabricants de cadrans d'émail de Besançon et de la région (20 membres). Siège social : salle du Saint-Esprit, à Besançon.
- Loir-et-Cher** [1885]. — Syndicat du commerce des vins et spiritueux du département de Loir-et-Cher (68 membres). Siège social : hôtel de ville à Blois.
- [1888]. — Syndicat de Saint-Fiacre [horticulteurs et maraîchers] (25 membres). Siège social : Saint-Gervais.
- Loire-Inférieure** [1893]. — Syndicat des loueurs de voitures du département de la Loire-Inférieure (30 membres). Siège social : place du Commerce, 13, à Nantes.
- Maine-et-Loire** [1897]. — Syndicat professionnel des négociants en combustibles (18 membres). Siège social : café Gasnault, place du Ralliement, à Angers.
- Meurthe-et-Moselle** [1896]. — Syndicat de la boucherie et de la charcuterie de l'arrondissement de Toul (15 membres). Siège social : rue du Pont-Cailloux, 9, à Toul.
- Tarn** [1885]. — Chambre syndicale des patrons mégissiers de Graulhet (57 membres). Siège social : place du Château, à Graulhet.
- Yonne** [1884]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de bâtiments de la ville et de l'arrondissement de Sens (60 membres). Siège social : rue Champfeuillard, 28, à Sens.
- [1894]. — Syndicat des hôteliers, restaurateurs, cafetiers et marchands de vins en détail de l'arrondissement d'Auxerre (90 membres). Siège social : boulevard du Temple, à Auxerre.

2. SYNDICATS D'ARTIERS.

Aveyron [1894]. — Syndicat des ouvriers en bâtiments du bassin houiller de l'Aveyron (30 membres). Siège social : café Baubil, rue Cayrade, à Decazeville.

[1895]. — Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes de Decazeville (80 membres). Siège social : café Baubil, rue Cayrade, à Decazeville.

[1896]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers et ébénistes (60 membres). Siège social : hôtel de ville de Millan.

Dordogne [1890]. — Chambre syndicale des ouvriers verriers et similaires de Brardville (52 membres). Siège social : Saint-Lazare.

Doubs [1894]. — Syndicat des ouvriers en voitures et similaires de Besançon (12 membres). Siège social : bourse du travail, à Besançon.

[1893]. — Syndicat des ouvriers de l'ameublement de Besançon (15 membres). Siège social : bourse du travail, à Besançon.

[1894]. — Association syndicale des ouvriers émailleurs en cadrans de Besançon (10 membres). Siège social : chez le président, rue Glèves, à Besançon.

Haute-Garonne [1896]. — Chambre syndicale des forts de la halle aux grains de Toulouse (22 membres). Siège social : bourse du travail, à Toulouse.

[1896]. — Chambre syndicale des ouvriers cimenteurs de Toulouse (48 membres). Siège social : bourse du travail, à Toulouse.

[1893]. — Chambre syndicale des mosaïstes de la ville de Toulouse (27 membres). Siège social : bourse du travail, à Toulouse.

[1893]. — Chambre syndicale des monteurs en chaussures de la ville de Toulouse (37 membres). Siège social : bourse du travail, à Toulouse.

[1891]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers en voitures de la ville de Toulouse (26 membres). Siège social : bourse du travail, à Toulouse.

[1889]. — Chambre syndicale des ouvriers plâtriers de Toulouse (30 membres). Siège social : bourse du travail, à Toulouse.

[1889]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres en voitures de la ville de Toulouse (30 membres). Siège social : bourse du travail, à Toulouse.

Loir-et-Cher [1893]. — Chambre syndicale des ouvriers bûcherons et des travaux similaires de Loir-et-Cher (300 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 6, à Blois.

Loire-Inférieure [1894]. — Chambre syndicale des peseurs et mesureurs assermentés de la ville de Nantes (5 membres). Siège social : bourse du travail, à Nantes.

[1893]. — Syndicat des ouvriers cordiers de la ville de Nantes (9 membres). Siège social : bourse du travail de Nantes.

Marne [1895]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de la ville de Reims (57 membres). Siège social : rue des Carmélites, à Reims.

Morbihan [1894]. — Syndicat des ouvriers typographes de Lorient (16 membres). Siège social : mairie de Lorient.

Oise [1893]. — Chambre syndicale des boutonnières en os et parties annexes s'y rattachant et tabletterie (25 membres). Siège social : rue de Bretagne, 44, à Beauvais.

[1889]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de l'Union de l'Oise (35 membres). Siège social : rue de la République, 20, à Creil.

[1889]. — Chambre syndicale de la corporation du cuir de l'arrondissement de Beauvais (ouvriers cordonniers, galochiers, coupeurs et brocheurs) [5 membres]. Siège social : restaurant du Petit-Canon place de l'Hôtel-de-Ville, à Beauvais.

[1895]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers du département de l'Oise (35 membres). Siège social : restaurant du Petit-Canon, place de l'Hôtel-de-Ville, à Beauvais.

Orne [1882]. — Chambre syndicale typographique d'Argentan (4 membres). Siège social : rue de Savoie, 20, à Argentan.

Tarn [1892]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers ébénistes (17 membres). Siège social : café Olmière, à Carmaux.

[1890]. — Chambre syndicale des verriers de Carmaux (550 membres). Siège social : route Nationale, à Carmaux.

[1881]. — **Chambre syndicale des ouvriers chapeliers de Graulhet** (18 membres). Siège social : café de l'Industrie, avenue de Lavaur, à Graulhet.

Var [1897]. — **Syndicat des employés professionnels du Grand-Théâtre de Toulon** (10 membres). Siège social : bourse du travail, à Toulon.

[1896]. — **Syndicat des commissionnaires libres numérotés de Toulon** (15 membres). Siège social : bourse du travail, à Toulon.

[1895]. — **Chambre syndicale des ouvriers mouleurs et noyauteurs, fonte et cuivre, de Toulon et de la banlieue** (20 membres). Siège social : bourse du travail, à Toulon.

[1892]. — **Syndicat des employés confectionneurs, tailleurs et parties similaires** (38 membres). Siège social : bourse du travail, à Toulon.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Aveyron [1896]. — **La garantie aveyronnaise, association syndicale agricole** (60 membres). Siège social : Villefranche.

Dordogne [1894]. — **Syndicat viticole et agricole de l'arrondissement de Bergerac** (122 membres). Siège social : rue Gandra, à Bergerac.

Loir-et-Cher [1887]. — **Syndicat agricole du canton est de Blois** (74 membres). Siège social : rue du Palais, 1, à Blois.

[1891]. — **Syndicat communal de Monthon-sur-Cher** (80 membres). Siège social : salle Béguin, à Monthon-sur-Cher.

Maine-et-Loire [1887]. — **Syndicat agricole et viticole du canton de Gennes** (280 membres). Siège social : mairie de Gennes.

[1895]. — **Syndicat pomologique de Segré** (171 membres). Siège social : rue du Pinélier, à Segré.

Oise [1887]. — **Syndicat agricole de Beauvais** (600 membres). Siège social : rue de Buzenval, 37, à Beauvais.

Var [1893]. — **Syndicat agricole du canton de Callas** (17 membres). Siège social : La Placette.

Vienne [1890]. — **Syndicat professionnel agricole ouvrier de Saint-Sauvant** (40 membres). Siège social : rue de la Croix, à Saint-Sauvant.

4° UNIONS DE SYNDICATS.

Doubs [1895]. — **Syndicat de l'Aiguille, association professionnelle mixte de patronnes, employées et ouvrières en habillement, métiers similaires et professions connexes** (94 membres). Siège social : rue Mégerand, 7, à Besançon.

Maine-et-Loire [1888]. — **Syndicat professionnel des tailleurs d'habits et marchands drapiers de la ville d'Angers [corporation de Saint Homobon]** (5 membres). Siège social : rue du Quinconce, 9, à Trélazé.

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS.

Le travail de classification publié sous ce titre au dernier *Bulletin* (p. 355 et suivantes) portait sur les chiffres de l'année 1896, extraits de l'*Annuaire des syndicats professionnels* relatif à la même année. Cette indication figurait au sommaire sur la couverture du *Bulletin*, et une erreur de correction l'avait fait disparaître du titre de l'article dans le corps du recueil.

C'est pour permettre une comparaison du personnel syndiqué avec le personnel général des industries recensé en 1896 que ce travail de classement avait été entrepris, et c'est pour cela qu'il porte sur la statistique syndicale au 1^{er} juillet 1896. Il a paru néanmoins utile de l'insérer au *Bulletin*, parce que la plupart des vœux que l'on peut tirer des tableaux n'ont guère varié depuis cette date.

LES GRÈVES EN MAI 1898.

L'Office du travail a enregistré en mai 25 grèves, dont 22 d'ouvriers et 3 coalitions de commerçants.

Ces trois dernières, grève de maraîchers et jardiniers à Bordeaux, de boulangers à Bessan (Hérault), et à Mende, étaient dirigées contre les municipalités.

Celle de Bordeaux ayant modifié les heures d'ouverture et de fermeture des marchés, les maraîchers et jardiniers ont abandonné Bordeaux et se sont installés aux portes de la ville, sur le territoire de la commune de Caudéran.

Les boulangers, eux, demandaient l'élévation de la taxe du pain. Cette taxe a été supprimée à Mende, de sorte que les boulangers ont été libres de fixer eux-mêmes leurs prix ; elle a été maintenue à Bessan, où les patrons ont fini par l'accepter.

Quant aux 22 grèves ouvrières, elles comprennent un total de 1,607 grévistes et 7 d'entre elles se sont étendues à plusieurs établissements.

Il y avait eu, en mai 1897, 44 grèves auxquelles avaient pris part 12,408 ouvriers, et le nombre moyen des grèves au cours de ce même mois de mai en 1893, 1894, 1895, 1896 et 1897 a été de 64.

Les grèves de mai 1898 ont été provoquées par les causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.	13
Réduction de salaire	1
Demandes de diminution du temps de travail avec maintien ou augmentation de salaires.	3
Contestations au sujet de règlements d'atelier.	2
Demandes de réintégration d'ouvriers congédiés	3
Solidarité avec un ouvrier dont le salaire était réduit.	1

Elles se sont étendues sur 12 départements, ceux du Cher, du Rhône, de l'Isère et de la Seine en ayant subi respectivement 5, 4, 2 et 2. Il n'y en a qu'une seule dans le département du Nord ; ce fait est assez rare pour être signalé.

Elles se répartissent dans les industries ou professions suivantes :

Bâtiment, 6 ; textiles, 6 ; métaux, 3 ; carriers, 3 ; bûcherons, chauffourniers, ouvriers en voitures et voituriers, 1.

Des 22 grèves ouvrières commencées en mai, 18 sont terminées.

Elles ont duré :

Une, 18 jours, deux, 17 jours, une, 11, 10, 9, 7, 6, 4 et 3 jours, quatre, 2 jours et quatre 1 jour.

Si l'on y ajoute 6 grèves antérieures terminées en mai après 82, 45, 23, 19, 16 et 5 jours, on trouve que 24 conflits ont pris fin, aboutissant à

- 5 réussites,
- 8 transactions,
- 11 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2				6	7	
7 janvier.	.....	Moulins.....	Allier.....	Maçons.....	.....	.....	1
25 février.	.....	Rive-de-Gier.....	Loire.....	Verriers.....	1	80	2
9 mars...	30 mai...	Montluçon.....	Allier.....	Maçons.....	.....	250	3
21 mars...	5 mai...	Morlaix.....	Finistère.....	Tanneurs et corroyeurs.....	2	52	4
4 avril...	.....	Quimper.....	Finistère.....	Peintres-porcelainiers.....	1	8	5
21 avril...	7 mai...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Ouvriers en chaussures.....	1	38	6
25 avril...	18 mai...	Saint-Macaire.....	Gironde.....	Tonneliers.....	13	300	7
27 avril...	16 mai...	Bourganeuf.....	Creuse.....	Maçons.....	6	80	8
28 avril...	3 mai...	Paris.....	Seine.....	Tanneurs.....	1	18	9

GRÈVES NON TERMINÉES

GRÈVES COMMENCÉES

2 mai...	4 mai...	Issy - les - Mouli- neaux.	Seine.....	Terrassiers.....	1	40	1
3 mai...	12 mai...	Saint-Bauzille-de- Putois.	Hérault.....	Fileuses de soie.....	2	150	2
3 mai...	20 mai...	Bourges.....	Cher.....	Plâtriers.....	21	36	3
7 mai...	15 mai...	Bordeaux.....	Gironde.....	Maraisiers et jardiniers.....	1.000	.....	4
9 mai...	10 mai...	Tourcoing.....	Nord.....	Doubleuses et rotordeuses.....	1	19	5
9 mai...	12 mai...	Sotteville - les Rouen.	Seine-Inférieure..	Fileuses.....	1	40	6
9 mai...	16 mai...	Tarare.....	Rhône.....	Terrassiers.....	1	15	7
10 mai...	11 mai...	Troyes.....	Aube.....	Fileurs.....	1	45	8
10 mai...	12 mai...	Laval.....	Mayenne.....	Tisseurs.....	1	72	9
10 mai...	16 mai...	Lyon.....	Rhône.....	Mécaniciens constructeurs.....	1	8	10
10 mai...	.....	Bouvesse-Quirieu.	Isère.....	Carriers et chauffourniers.....	1	200	11
11 mai...	.....	Bourges.....	Cher.....	Ouvriers en voitures.....	.....	60	12
12 mai...	16 mai...	Le Gua.....	Isère.....	Fabrique de ciment (carriers)	1	25	13
15 mai...	20 mai...	Besson.....	Hérault.....	Patrons boulangers.....	7	.....	14
16 mai...	17 mai...	Lyon.....	Rhône.....	Voituriers.....	1	19	15
16 mai...	18 mai...	Besses.....	Cher.....	Bûcherons.....	1	10	16
16 mai...	27 mai...	Saint-Léger-le- Petit.	Cher.....	Chauffourniers.....	1	65	17
16 mai...	3 juin...	Bourges.....	Cher.....	Peintres.....	.....	50	18
16 mai...	2 juin...	Brest.....	Finistère.....	Mécaniciens constructeurs.....	7	134	19
17 mai...	18 mai...	Lyon.....	Rhône.....	Maçons.....	1	6	20
19 mai...	20 mai...	Mende.....	Lozère.....	Patrons boulangers.....	12	.....	21
20 mai...	.....	Paris.....	Seine.....	Tourneurs sur métaux (poi- gnées d'ameublement).	1	5	22
20 mai...	.....	Alençon.....	Orne.....	Plâtriers.....	.....	44	23
23 mai...	1 ^{er} juin...	Nevers.....	Nièvre.....	Carriers.....	4	20	24
31 mai...	2 juin...	Saint-Quentin.....	Aisne.....	Tisseurs.....	1	563	25

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} MAI 1898 (A).

1	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
2	Réduction de salaire.....	.....	
3	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	Transaction.	(1) La patronne a prétendu que les tarifs avaient été majorés par les ouvriers depuis environ quatre ans, et a déclaré retenir la dernière quinzaine pour recouvrer les sommes payées en trop. — Les ouvriers avaient repris le travail le 28 avril après satisfaction. Le 24 mai, trois l'ont quitté à nouveau pour le même motif.
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
5	Refus de payer la dernière quinzaine (1).....	.....	
6	Réduction de salaire.....	Échec.	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	

EN MAI 1898.

1	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
2	Demande de diminution du temps de travail.....	Échec.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
4	Protestation contre un arrêté municipal modifiant les heures d'ouverture et de fermeture du marché.....	 (2)	(2) Les maraîchers se sont installés à Caudéran, commune voisine de Bordeaux.
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
6	Refus d'accepter un nouveau règlement.....	Échec.	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
8	Solidarité avec un ouvrier dont le salaire était réduit.....	Échec (3).	(3) L'ouvrier a été mis en huitaine.
9	Réduction de salaire.....	Transaction.	
10	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Échec.	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
13	Demande d'augmentation de salaire et de réintégration de sept ouvriers.....	Échec.	
14	Demande d'augmentation de la taxe municipale.....	Échec.	
15	Demande de réintégration d'ouvriers congédiés.....	Échec (4).	(4) Grévistes remplacés.
16	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
18	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
19	Demande de diminution du temps du travail avec maintien des salaires.....	Transaction.	
20	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
21	Demande d'élévation de la taxe municipale.....	Réussite.	
22	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
24	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	Transaction (5).	(5) Conciliation devant le juge de paix.
25	Refus d'accepter un nouveau règlement d'atelier.....	Réussite.	

LES GRÈVES EN 1897.

ERRATUM.

Une erreur de composition a interverti deux chiffres dans le tableau publié à la page 374 du *Bulletin* de mai et donnant le pourcentage des résultats des grèves des deux années 1896 et 1897. Ce tableau doit être rétabli comme il suit :

RÉSULTATS DES GRÈVES. 1	GRÈVES		GRÉVISTES	
	EN 1896. 2	EN 1897. 3	EN 1896. 4	EN 1897. 5
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Réussite	24,58	19,10	23,23	28,80
Transaction.....	25,63	34,27	34,21	41,77
Échec.....	49,73	46,63	42,56	29,43

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Les 22 grèves ouvrières signalées en mai ont donné lieu à 8 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage.

1° **Grève des maçons et aides de Bourganeuf.** — Les 50 maçons de Bourganeuf et leurs 30 aides, occupés chez 6 patrons, ont demandé que le prix de l'heure fût porté de 0 fr. 25 à 0 fr. 35 pour les maçons, et de 0 fr. 18 et 0 fr. 20 à 0 fr. 25 pour les aides.

Ces propositions ayant été repoussées, le travail a été abandonné le 27 avril.

Le 3 mai, les grévistes se sont adressés au juge de paix qui a convoqué les patrons à une réunion de conciliation. Ceux-ci n'ont pas répondu et, sauf deux, n'ont pas comparu.

Le travail a été repris, le 16 mai, aux anciennes conditions.

2° **Grève de terrassiers à Tarare.** — Les 15 terrassiers employés par M. Bonnefoy, adjudicataire d'un lot de construction de la ligne de Tarare à Villefranche (Rhône), se sont mis en grève le 9 mai, en demandant que le prix de l'heure, compris entre 0 fr. 25 et 0 fr. 32, fût porté à 0 fr. 35 pour les ouvriers et 0 fr. 30 pour les manœuvres.

Le jour même, le juge de paix a réuni un comité de conciliation, à la demande des parties.

L'entente n'a pu se faire et l'entrepreneur a repoussé l'arbitrage.

La grève a continué jusqu'au 16 mai. Le travail a été repris à la suite d'une aug-

mentation consentie par le patron qui a fixé le prix de l'heure à un taux variant entre 0 fr. 30 et 0 fr. 34.

3° Grève d'ouvriers plâtriers à Bourges. — Les plâtriers de Bourges, au nombre de 36, occupés chez 21 patrons, ont quitté le travail le 5 mai, après avoir demandé une augmentation de salaire de 0 fr. 05 par heure.

L'intervention du juge de paix, réclamée par les ouvriers le 9 mai, n'a pas produit de résultat.

La grève s'est terminée le 20 mai, les patrons ayant accordé finalement satisfaction à leurs ouvriers, dont le salaire se trouve porté à 4 fr. 50 et 5 francs par jour.

4° Grève de fileuses de soie à Saint-Bauzille-du-Putois (Hérault). — Les 150 ouvrières des filatures Bertrand et Clavel voulant obtenir une diminution d'une demi-heure de travail, soit la journée de 10 heures au lieu de 10 h. 1/2, se sont mises en grève le 2 mai, sans avoir au préalable présenté leurs revendications.

Aucune entrevue n'ayant eu lieu entre elles et leurs patrons, le juge de paix fit poser des affiches invitant les parties à recourir à la conciliation.

Les ouvrières sont rentrées spontanément, le 12, aux anciennes conditions, sans attendre la constitution d'un comité de conciliation.

5° Grève des ouvriers en voitures de Bourges. — Les 60 ouvriers en voitures de Bourges se sont mis en grève le 11 mai, en réclamant une augmentation de 0 fr. 05 par heure.

Le maire ayant essayé vainement d'amener une entente, le juge de paix a convoqué les patrons à une réunion de conciliation. Ces derniers n'ont pas comparu.

Le 16 mai, quelques ouvriers ont repris le travail aux anciens prix, mais le plus grand nombre des grévistes ne sont pas rentrés à l'atelier.

Des ouvriers de passage embauchés par l'un des patrons ont quitté la ville après avoir reçu des subsides du syndicat ouvrier.

La grève continue.

6° Grève de mécaniciens-constructeurs à Brest. — Le 16 mai, 77 ouvriers de la maison Esnault et Aubineau, constructeurs-mécaniciens à Brest, se sont mis en grève en demandant la journée de 18 heures au lieu de 11, un supplément de 50 p. 0/0 pour les heures de travail entre 6 et 10 heures du soir et celles du dimanche; prix double pour le travail entre 10 heures du soir et 6 heures du matin; augmentation de 0 fr. 25 par jour pour les frappeurs et la paye par quinzaine.

Le 20 mai, un comité de conciliation a été réuni, mais les patrons, qui consentaient à accorder les augmentations demandées, n'ont pas voulu accepter la journée de 10 heures ni la paye par quinzaine, et ont refusé l'arbitrage proposé par le juge de paix.

La grève, qui portait dès lors sur la journée de 10 heures, s'est étendue, sous l'impulsion du syndicat ouvrier, à 6 autres maisons similaires et le nombre des grévistes s'est élevé à 134, le 23 mai.

Le conflit a pris fin le 2 juin, par une transaction. Les ouvriers ont obtenu le supplément de 50 p. 0/0 pour les heures de nuit et l'augmentation de 0 fr. 25 pour

les frappeurs, mais la journée de travail est restée fixée à 11 heures et la paye tous les mois.

7° Grève de chauffourniers à Saint-Léger-le-Petit (Cher). — 65 ouvriers chauffourniers occupés à la fabrique de chaux de M. Langlois, à Saint-Léger-le-Petit, se sont mis en grève le 16 mai, en demandant une augmentation de salaire.

Le patron avait annoncé l'intention de remplacer les grévistes, lorsque le juge de paix, saisi du différend, réussit à réunir, le 26 mai, un comité de conciliation.

L'accord s'est établi à la suite de concessions réciproques, et le travail a été repris le 27 mai.

8° Grève de carriers à Nevers. — Les 20 carriers de Nevers, occupés chez 4 patrons, se sont mis en grève le 23 mai.

Ils demandaient : la réduction de la journée à 11 heures au lieu de 12 ; 0 fr. 55 de l'heure au lieu de 0 fr. 40 et 20 p. 0/0 d'augmentation sur le tarif aux pièces.

Les grévistes se sont immédiatement adressés au juge de paix qui a réuni, le 27 mai, un comité de conciliation.

Après discussion, l'accord s'est établi aux conditions suivantes : journée de 11 heures ; 0 fr. 45 de l'heure et majoration du tarif aux pièces de 16 p. 0/0.

Le travail a été repris le 1^{er} juin.

LES ASSURANCES COLLECTIVES CONTRE LES ACCIDENTS.

Dans un précédent article sur les assurances collectives contre les accidents (*Bulletin* de mai, pages 383 et suivantes), une obscurité de rédaction s'est glissée à la page 391, ligne 14 à 17. Le paragraphe précité, relatif aux mines, rappelait que ces entreprises sont, en vertu de la loi de 1894, dotées de caisses de secours obligatoires. Ces caisses de secours assurent leurs membres exclusivement contre la maladie. Mais, en fait, leur existence dans les exploitations a entraîné pour les chefs d'entreprise une sorte d'obligation morale à compléter par une caisse de secours auxiliaire contre les accidents, ou simplement par l'allocation directe d'indemnités aux blessés, l'organisation d'assurance contre la maladie instituée par la loi. Le paragraphe doit être rectifié comme suit : « En ce qui concerne les mines, rappelons qu'elles sont, depuis la loi de 1894, pourvues de caisses de secours et de retraites obligatoires, et que leur personnel, assuré de droit contre la maladie et la vieillesse, est, en fait, également assuré contre les accidents ».

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois d'Avril 1898.

Nombre des versements.....	227.139	
représentant une somme de.....		29.112.152 ^f
Nombre des remboursements.....	148.612	
représentant une somme de.....		32.823.231
Rentes achetées à 473 déposants pour un capital de.....		550.358
EXCÉDENT des versements sur les remboursements et achats de rentes.....		4.261.438
Nombre de comptes existant au 30 avril 1898		2.987.172
Nombre de comptes existant au 30 avril 1897		2.782.000
AUGMENTATION.....		205.172

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de Mai 1898.

Dépôts de fonds.....	8.947.730 ^f	
Retraits de fonds.....		27.141.796
EXCÉDENT des retraits.....		18.194.066
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.....		1.497.916

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de Mai 1898.

Nombre de versements reçus.....	39.039	
représentant une somme de.....		652.725 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		517.853
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....		2.180.258
Nouvelles rentes inscrites.....		366.682
Nombre de parties prenantes.....	3.795	
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....		34.187.605
Nombre de titres.....	232.229	

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Résumé comparatif des lois promulguées en France et à l'étranger.

Aujourd'hui, sept nations européennes ont modifié leur législation en matière d'accidents du travail. Ce sont, par ordre de date, l'Allemagne, l'Autriche, la Norvège, la Grande-Bretagne, le Danemark, l'Italie et la France. Une huitième, la Belgique, est à la veille d'adopter un projet de loi concernant le même objet.

Il nous a paru intéressant de résumer en des analyses sommaires comparatives les dispositions principales de ces nouvelles législations.

I. — Date et nature des lois.

Au premier abord, ces lois se ramènent à deux types distincts : lois qui ont institué l'assurance obligatoire et lois qui ont simplement modifié le régime de la responsabilité des chefs d'entreprise.

	DATE DE LA LOI.	NATURE DE LA LOI.
Allemagne.....	Loi du 6 juillet 1884...	Loi instituant l'assurance obligatoire.
Autriche	— 28 décembre 1887	<i>Idem.</i>
Norvège.....	— 23 juillet 1894...	<i>Idem.</i>
Grande-Bretagne...	— 6 août 1897.....	Loi sur la responsabilité en cas d'accident.
Danemark.....	— 15 janvier 1898..	<i>Idem.</i>
Italie.....	— 19 mars 1898...	Loi instituant l'assurance obligatoire.
France.....	— 9 avril 1898....	Loi sur la responsabilité en cas d'accident.
Belgique.....	<i>Projet du 26 avril 1898..</i>	<i>Idem.</i>

II. — Établissements visés par les lois.

ALLEMAGNE. — L'assurance obligatoire est créée par la loi de 1884 au profit des ouvriers et employés occupés dans les mines, salines, carrières, établissements de traitement et préparation de minerai, chantiers et bâtisses, ainsi que dans les fabriques, usines et les forges.

Le bénéfice en a été étendu successivement aux ouvriers des *postes et télégraphes*, des *chemins de fer*, de la *guerre* et de la *marine* (loi du 28 mai 1885), aux ouvriers *agricoles et forestiers* (loi du 5 mai 1886), aux personnes employées dans les entreprises de *constructions* et de *travaux publics* (loi du 11 juillet 1887) et enfin aux *gens de mer*, non compris les pêcheurs (loi du 13 juillet 1887).

AUTRICHE. — Sont assujettis à l'assurance : tous les employés et ouvriers occupés dans les usines, fabriques, exploitations minérales non soumises au régime minier, les carrières, ports, chantiers de construction ainsi que les personnes participant par leur profession à l'industrie du bâtiment ou occupées dans les industries où se fabriquent et s'emploient des matières explosives, le personnel des exploitations industrielles, agricoles ou forestières faisant usage de moteurs mécaniques. Quant aux compagnies de chemins de fer et de navigation intérieure, elles ne sont soumises à la loi que pour certaines parties de l'exploitation auxquelles ne sont pas applicables les articles de la loi du 5 mars 1869 réglant la responsabilité de ces compagnies. Les mines, de leur côté, sont soumises au régime spécial des *Bruderladen*.

NORVÈGE. — L'obligation de l'assurance s'étend à tous les ouvriers et employés de fabriques, usines, installations mécaniques, mines, carrières, chantiers de construction de toute nature, aux manœuvres employés à la manutention des fardeaux, aux ramoneurs et aux sapeurs-pompiers.

GRANDE-BRETAGNE. — La loi s'applique aux travaux exécutés par des entrepreneurs dans l'enceinte, les dépendances ou pour le service d'un chemin de fer, d'une fabrique (usines, ports, môles, quais, entrepôts), d'une mine, d'une carrière, d'un travail d'art (construction ou entretien des chemins de fer, rades, ports, canaux, égouts, etc.); aux travaux d'une bâtisse excédant 30 pieds (9^m 12) de hauteur ou aux travaux de construction, réparation ou démolition où l'on emploie des moteurs mécaniques.

DANEMARK. — Le droit aux indemnités en cas d'accident s'étend à tous les ouvriers et apprentis des exploitations industrielles, mines, carrières, chantiers de construction, entreprises de transports, magasins et entrepôts et en général de toute exploitation soumise à l'inspection des fabriques. Les employés n'y participent que s'ils travaillent directement à la partie technique de l'exploitation.

ITALIE. — La loi de 1898 est applicable : à l'exploitation des mines, carrières et tourbières, aux entreprises de construction, aux arsenaux, ateliers maritimes, entreprises de production de gaz ou force électrique; aux établissements industriels où il est fait usage de moteurs mécaniques, à la construction et à l'exploitation des chemins de fer, aux entreprises de transports par eau dans l'intérieur, de tramways, construction et réparations des ports, canaux, ponts, routes, etc. (tous occupant plus de 5 ouvriers).

FRANCE. — La loi s'étend aux ouvriers et employés des fabriques, du bâtiment, des mines et carrières, des entreprises de transports, entrepôts et, en général, de toutes les exploitations où il est fait usage d'engins mécaniques.

BELGIQUE. — *Le projet de loi assure la réparation des dommages qui résultent d'accidents survenus aux ouvriers des entreprises industrielles et commerciales.*

III. — Maximum des salaires assurables.

Le tableau suivant résume les dispositions de ces différentes lois relativement au maximum des salaires assurables.

Allemagne.....	2.500 ^f	} La partie du salaire dépassant 2.500 francs intervient pour un tiers dans le calcul des indemnités.
Autriche.....	3.000	
Norvège.....	1.560	} La partie du salaire dépassant 2.400 francs intervient pour un quart dans le calcul des indemnités.
Grande-Bretagne.....	Aucune limite.	
Danemark.....	3.000 ^f	
Italie.....	2.000	
France.....	2.400	}
Belgique.....	2.400	

IV. — Taux des indemnités.

ALLEMAGNE, AUTRICHE, NORVÈGE :

Blessures. — Dans le premier de ces pays, la loi met à la charge des caisses de maladie les dépenses faites pour le traitement des blessés pendant les 13 premières semaines; en Autriche et en Norvège, cette limite est ramenée aux 4 premières seulement.

A partir de la 14^e semaine en Allemagne et de la 5^e dans les deux autres pays, la loi alloue à la victime une pension fixée d'après son salaire annuel et qui doit lui être servie pendant tout le temps qu'elle reste incapable totalement ou partiellement de travail.

Incapacité complète. — 66,7 p. o/o ou $\frac{2}{3}$ du salaire annuel en Allemagne.

60 p. o/o du salaire annuel en Autriche.

60 p. o/o du salaire annuel en Norvège (avec maximum de 195 francs par an).

Incapacité partielle. — Rente inférieure à 60 p. o/o du salaire annuel et proportionnelle au degré d'incapacité. Le maximum de cette rente est fixé en Autriche et en Norvège à 50 p. o/o de la rente d'incapacité complète.

Mort. — En cas de mort de l'assuré, la réparation du dommage comprend :

1° Un secours funéraire égal : en Allemagne, à 20 fois la valeur de la journée du travail et au moins égal à 37 fr. 50; en Autriche, à une somme à fixer suivant l'usage local sans pouvoir dépasser 62 fr. 50; en Norvège, enfin, à une indemnité de 65 francs;

2° Une pension servie aux ayants droit et égale dans les trois pays à :

20 p. o/o du salaire annuel du défunt pour la veuve ou le veuf valide;

15 p. o/o du salaire annuel du défunt pour chaque orphelin âgé de moins de 15 ans (ou 20 p. o/o si l'enfant est orphelin de père et mère);

20 p. o/o du salaire annuel du défunt pour les ascendants dans le besoin.

En Allemagne, le total des pensions réunies de la veuve et des enfants ne doit

pas dépasser 60 p. o/o du salaire annuel du défunt; en Autriche et en Norvège, ce maximum est de 50 p. o/o.

GRANDE BRETAGNE :

Incapacité totale ou partielle. — A partir de la 2^e semaine et pendant toute la durée de l'incapacité, l'ouvrier reçoit une indemnité hebdomadaire ne pouvant excéder 50 p. o/o de son salaire hebdomadaire moyen, ni dépasser 25 francs.

Mort. — 1^o Si la victime laisse derrière elle des personnes entièrement à sa charge, l'indemnité est égale :

a) S'il a travaillé 3 ans chez le même patron, au total des salaires gagnés pendant ces 3 ans (maximum : 7.500 francs, minimum : 3.750 francs), déduction faite des versements hebdomadaires qui lui ont été faits avant sa mort;

b) S'il a travaillé moins de 3 ans chez ce patron, une somme égale à 156 fois le montant du salaire hebdomadaire moyen reçu pendant son temps de service effectif;

2^o Si l'ouvrier ne laisse derrière lui que des personnes vivant partiellement de son salaire, l'indemnité est fixée à l'amiable (mais ne peut dépasser les sommes stipulées ci-dessus), ou en cas de désaccord, par un arbitrage tel qu'il a été prévu par la loi.

DANEMARK, ITALIE :

Mort. — Dans ces deux pays, les ayants droit ne reçoivent pas de pension à la mort de l'assuré, mais touchent une somme égale à 5 fois le salaire annuel en Italie et à 4 fois ce même salaire en Danemark. Dans ce dernier pays, le maximum de l'indemnité est fixé à 4.445 francs et le minimum à 1.666 francs.

Incapacité de travail temporaire :

1^o *Absolue.* — DANEMARK : Indemnité journalière égale à 3/5 du salaire quotidien avec minimum de 1 fr. 40 et maximum de 2 fr. 80 par jour.

ITALIE : Indemnité journalière égale à la moitié du salaire moyen.

2^o *Partielle.* — En Danemark, l'indemnité journalière ci-dessus est réduite en raison de la capacité de travail restant, et en Italie ramenée à la moitié de la réduction du salaire moyen encourue du fait de cette incapacité.

Incapacité de travail permanente :

3^o *Absolue.* — DANEMARK : indemnité sous forme de capital égale à 6 fois le salaire annuel avec minimum de 2.700 francs et maximum de 6,662 francs.

ITALIE. — Indemnité sous forme de capital, égale à 5 fois le salaire annuel et ne pouvant être inférieure à 3.000 francs.

2^o *Partielle.* — Au Danemark, le capital alloué est une fraction de la somme précédente, calculée en raison de la capacité restante. En outre, le blessé reçoit l'indemnité journalière égale à 3/5 du salaire quotidien, pour une période de 13 semaines, déduction faite de l'allocation journalière déjà attribuée pour incapacité temporaire.

En Italie, l'indemnité est égale à 5 fois la réduction du salaire annuel.

FRANCE. — L'ouvrier victime d'un accident l'empêchant de travailler plus de 4 jours, a droit :

1° En cas d'incapacité permanente absolue, à une rente égale aux $\frac{2}{3}$ de son salaire annuel;

2° En cas d'incapacité permanente partielle, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident a fait subir à son salaire annuel;

3° En cas d'incapacité temporaire, à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, et ce à partir du cinquième jour.

Mort. — Lorsque l'accident est suivi de mort, le patron est tenu d'acquitter les frais funéraires (100 fr. au maximum). En outre, des indemnités fixées comme suit sont allouées aux ayants droit :

a) *Conjoint survivant* :

Rente égale à 20 p. 0/0 du salaire annuel du défunt (si le conjoint se remarie, cette rente est remplacée par une indemnité totale égale au triple des arrérages annuels).

b) *Enfants* au-dessous de 16 ans :

1 enfant : rente égale à 15 p. 0/0 du salaire annuel;

2 enfants : — 25 p. 0/0 —

3 enfants : — 35 p. 0/0 —

4 enfants et plus... 40 p. 0/0 —

(Les orphelins de père et mère touchent chacun une rente égale à 20 p. 100, sans que l'ensemble de leurs rentes puisse dépasser 60 p. 0/0).

c) *Ascendants et autres descendants* à la charge de la victime (en cas d'absence d'ayants droit directs) :

Rente égale à 10 p. 100 du salaire annuel, sans que le montant total des rentes puisse dépasser 30 p. 100 (cette rente, viagère pour les ascendants, est payable jusqu'à 16 ans pour les descendants).

BELGIQUE. — *Incapacité temporaire et totale de plus de 2 semaines : indemnité égale à 50 p. 0/0 du salaire hebdomadaire moyen, payable par semaine à partir du quinzième jour qui suit l'accident.*

Incapacité partielle : indemnité égale à 50 p. 0/0 de la différence entre le salaire hebdomadaire moyen gagné avant l'accident et celui gagné après.

Incapacité permanente : rente viagère de 50 p. 0/0 déterminée d'après le degré d'infirmité, à compter du jour où l'incapacité présente le caractère de la permanence.

MORT. — 1° *Indemnité de 50 francs pour frais de funérailles;*

2° *Veuve : somme représentant la valeur d'une rente viagère à l'âge du défunt au moment du décès, égale à 20 p. 0/0 du salaire quotidien moyen;*

3° *Enfants au-dessous de 15 ans et ascendants à la charge de la victime : somme représentant au total la valeur d'une rente viagère déterminée comme ci-dessus et égale à autant de fois 5 p. 0/0 du salaire quotidien moyen qu'il y a d'ayants droit.*

Le total des diverses indemnités allouées ne peut dépasser la valeur d'une rente viagère égale à 30 p. 0/0 du salaire quotidien moyen.

V. — Voies et moyens.

ALLEMAGNE. — AUTRICHE. — NORVÈGE. — En *Allemagne*, les organes de l'assurance-accidents sont des *associations professionnelles* établies entre les chefs d'entreprises et réalisant l'assurance mutuelle. (Les industriels peuvent se grouper librement sur le territoire de l'empire, pourvu qu'ils constituent une association se suffisant à elle-même.) Ces associations minutieusement réglées par la loi et douées d'un pouvoir de surveillance effective sur les établissements qui relèvent d'elles, sont contrôlées par l'Office impérial des assurances composé de 11 membres. Les contestations relatives au paiement des indemnités sont portées devant des juridictions arbitrales. (Au moins une pour la circonscription de chaque association.)

En *Autriche*, les questions de races et de langues ont motivé l'adoption du groupement *territorial* et non professionnel des associés; dans chaque province fonctionne un établissement d'assurance réunissant les corps de métiers, administré par les membres désignés pour un tiers par les ouvriers, le patron et le conseil provincial respectivement.

En *Norvège*, l'assurance est réalisée par un *Établissement national d'assurance* institué pour l'ensemble du pays et garanti par l'État.

ITALIE. — En Italie, l'assurance est faite par la *Caisse nationale d'assurance contre les accidents du travail* créée par la loi du 8 juillet 1883. Sont dispensés de l'assurance près de cette caisse :

1° L'État pour les ouvriers de ses établissements où il est accordé une indemnité en cas d'accident;

2° Les industriels groupés en syndicat d'assurance mutuelle conformément à des statuts approuvés;

3° Les compagnies de chemins de fer qui ont conformé les statuts de leurs caisses de pensions et secours aux dispositions de la loi.

DANEMARK. — Le chef d'entreprise peut rester son propre assureur. Il est, en ce cas, garant des indemnités, et les victimes ou leurs ayants droit ont leur créance privilégiée, en vertu de l'article 33 de la loi sur les patentes. Le patron peut se décharger de son risque en s'assurant à une société d'assurance mutuelle ou anonyme reconnue et approuvée par l'État; il ne peut, en ce cas, faire supporter à l'ouvrier aucune partie de la prime d'assurance.

FRANCE. — À défaut d'assurance obligatoire, le paiement des indemnités est garanti par l'État. Un fonds spécial de garantie alimenté par le prélèvement annuel de centimes additionnels à l'*impôt des patentes*, réparti sur toutes les entreprises visées par la loi, est confié à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. En cas d'insolvabilité des chefs d'entreprise débiteurs, la Caisse nationale paye les rentes sur ce fonds; elle exerce directement un recours contre ses débiteurs, c'est-à-dire contre les industriels non assurés. Dans le cas d'assurance du chef d'entreprise, la caisse n'intervient que si la société d'assurance vient elle-même à se trouver dans l'impossibilité de tenir ses engagements. Le fait d'être assuré dégage l'industriel de toute responsabilité. La loi prévoit les sociétés d'assurance privées, à primes fixes ou mutuelles, les syndicats de garantie et les soumet à la surveillance de l'État.

BELGIQUE. — *Les arrérages des rentes sont payables mensuellement et par douzièmes dans les bureaux chargés du service de la Caisse générale d'épargne et de retraites ou des compagnies d'assurance agréées par arrêté royal, auxquelles l'industriel a versé le capital de ladite rente.*

Les chefs d'entreprise ont en outre le droit d'établir des caisses communes de prévoyance, en vue de s'assurer contre les risques d'accidents et d'assumer en commun, au lieu et place de la Caisse générale, le service des rentes, ainsi que la constitution et la gestion des capitaux nécessaires à ce service. Ces caisses doivent être reconnues par l'État.

VI. — Fonctionnement des organes d'assurance.

ALLEMAGNE. — Les corporations d'assurance répartissent chaque année sur leurs adhérents les dépenses occasionnées par les accidents, sans constituer d'avance aucun capital de pensions. Les fonds destinés à solder les frais encourus sont fournis par des cotisations annuelles imposées aux membres de l'association, proportionnellement, d'une part, aux salaires et traitements gagnés dans leurs établissements par les assurés et, d'autre part, aux *coefficients de risques* des industries composant l'association.

Ce système est connu sous le nom de *système de la répartition annuelle*.

AUTRICHE. — NORVÈGE. — ITALIE. — En Autriche, les cotisations à payer par les industriels assurés aux caisses régionales sont calculées de manière à ce que le capital des rentes soit constitué dès le début de leur échéance. Ce système est dit de *capitalisation* ou *couverture*. La quotité payable par chaque assuré est établie d'après un coefficient de risques afférent à son exploitation et en raison des salaires payés par lui.

Le système de capitalisation ou couverture est appliqué également en Norvège et en Italie. En Norvège, la Caisse nationale d'assurance fonctionne d'après ce système, comme les caisses régionales autrichiennes. En Italie, la Caisse nationale d'assurance est, de même, constituée sur ces bases.

FRANCE. — Les chefs d'industrie responsables sont simplement astreints à verser les arrérages des rentes aux blessés, au fur et à mesure de leur échéance. Mais en fait, comme la grande majorité d'entre eux s'assurera de sa propre initiative à des sociétés anonymes ou mutuelles ou à la Caisse nationale, et comme ces organes ne peuvent fonctionner que suivant le système de couverture, les charges annuelles imposées à l'industrie par la loi seront à peu de chose près celles correspondant à ce système.

D'une manière générale, dans les pays où il n'a pas été institué d'organes spéciaux d'assurance, le service des indemnités sera garanti par les sociétés et mutualités privées. Ces associations, partout où des rentes sont exigibles, ne peuvent fonctionner financièrement que d'après le système de couverture.

Dans tous les pays, les charges de l'assurance sont exclusivement supportées par les chefs d'entreprise. Exception doit être faite néanmoins pour l'Autriche, où les ouvriers paient 1/10 de la prime versée à la caisse régionale.

LES HABITATIONS À BON MARCHÉ (1).

Approbation des statuts. Demandes nouvelles. — Le *Bulletin* de juin 1897 a fait connaître que 33 sociétés d'habitations à bon marché, dont il a publié la liste, avaient demandé l'approbation ministérielle pour leurs statuts, conformément à l'article 9 du règlement du 21 septembre 1895.

Ces sociétés se classent ainsi :

Sociétés antérieures au 30 novembre 1894.....	14
Sociétés postérieures au 30 novembre 1894.....	19

Depuis l'année dernière, ce nombre s'est accru de 8, ce qui le porte à 41, savoir :

Sociétés antérieures au 30 novembre 1894.....	15
Sociétés postérieures au 30 novembre 1894.....	26

Sur les 26 sociétés qui sont nées après la loi de 1894, on en compte 4 fondées en 1895, 7 en 1896, 8 fondées en 1897 et 7 fondées ou en voie de fondation pendant les trois premiers mois de 1898. Ces chiffres accusent nettement la progression du mouvement et contrastent avec sa lenteur au début, puisque 5 sociétés seulement remontent au delà de 1889 (2).

Les 41 sociétés qui ont demandé l'approbation de leurs statuts sont les suivantes :

(1) Extrait d'un rapport présenté au Conseil supérieur des habitations à bon marché par M. Cheyson, inspecteur général des ponts et chaussées, membre du Comité. Reproduit *in extenso* au *Journal officiel* du 29 mai 1898.

(2) Il ne s'agit ici que de sociétés ayant demandé l'approbation de leurs statuts. Il existe, en dehors d'elles, quelques sociétés, et des plus importantes, comme la Société philanthropique de Paris, la Société des logements économiques de Lyon, etc.

Tableau des sociétés d'habitations à bon marché

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES SOCIÉTÉS.	DATE	FORME
		de LA FONDATION.	DES SOCIÉTÉS.
1	Société anonyme des maisons ouvrières d'Amiens.....	1 ^{er} octobre 1876....	Anonyme.....
2	Société des cités ouvrières de Bolbec.....	1877.....	Id.....
3	Société anonyme des habitations ouvrières Passy-Auteuil.....	15 mars 1882.....	Id.....
4	Société anonyme immobilière des petits logements.....	21 décembre 1888....	Id.....
5	Société rouennaise de maisons à bon marché.....	28 juin 1887.....	Id.....
6	Société anonyme des habitations ouvrières d'Épinal.....	Février 1889.....	Coopérative.....
7	Société des habitations salubres et à bon marché de Marseille....	23 mai 1889.....	Anonyme.....
8	Société belfortaine des habitations à bon marché.....	9 décembre 1890....	Id.....
9	Société rochelaise des habitations à bon marché.....	25 mai 1891.....	Id.....
10	Société anonyme des habitations économiques de Saint-Denis....	1891.....	Id.....
11	Société des habitations salubres et à bon marché d'Armentières....	16 novembre 1893....	Id.....
12	Société bordelaise des habitations à bon marché.....	4 mars 1894.....	Id.....
13	Le Cottage d'Athis.....	7 avril 1894.....	Coopérative.....
14	Le Coin du feu.....	1 ^{er} septembre 1894....	Id.....
15	Société anonyme des habitations à bon marché de Longwy.....	15 novembre 1894....	Anonyme.....
16	La Ruche roubaisienne.....	29 août 1895.....	Id.....
17	Le Foyer d'Eurville (Haute-Marne).....	7 octobre 1895.....	Id.....
18	Société caennaise d'habitations à bon marché.....	20 novembre 1895....	Id.....
19	Société anonyme des logements économiques de Saint-Étienne....	1895.....	Id.....
20	Société nimoise des habitations salubres et à bon marché.....	17 janvier 1896.....	Id.....
21	Société anonyme des habitations à bon marché de Clichy.....	30 mars 1896.....	Id.....
22	Société anonyme d'habitations ouvrières de Douai.....	17 avril 1896.....	Id.....
23	Société anonyme beauvoisine d'habitations à bon marché.....	18 mai 1896.....	Id.....
24	Société des habitations à bon marché de Gravelle-Sainte-Honorine....	6 juillet 1896.....	Id.....
25	Société tourangelles de constructions d'habitations à bon marché....	13 septembre 1896....	Id.....
26	La Troyenne.....	6 décembre 1896....	Coopérative.....
27	Société anonyme d'habitations à bon marché de l'arrondissement de Fontainebleau.....	Mai 1897.....	Anonyme.....
28	Société amiénoise des habitations à bon marché.....	4 juin 1897.....	Coopérative.....
29	Société caladoise des habitations à bon marché.....	12 juin 1897.....	Anonyme.....
30	Société des habitations ouvrières de Lunéville.....	22 octobre 1897....	Coopérative.....
31	Le Foyer (Garennois).....	23 décembre 1897....	Id.....
32	Le Foyer (de Ruelle).....	1897.....	Id.....
33	La Ruche de Toulon.....	1897.....	Id.....
34	Le Foyer villeneuvois.....	1897.....	Id.....
35	L'Union du foyer amandinois.....	23 janvier 1898....	Id.....
36	L'épargne immobilière de Barentin.....	En voie de formation.	Id.....
37	Le Foyer du travailleur.....	Id.....	Id.....
38	Société lilloise des habitations à bon marché.....	Id.....	Anonyme.....
39	Société civile de construction d'habitations à bon marché du dé- partement de la Seine.....	Id.....	Id.....
40	Société anonyme de maisons économiques du département de Seine-et-Oise.....	Id.....	Id.....
41	Société immobilière du vallon de Glay.....	Id.....	Coopérative.....

qui ont demandé l'approbation de leurs statuts.

SIÈGE SOCIAL.	CAPITAL	DATE	OBSERVATIONS.
	SOCIAL.	DE L'APPROBATION.	
	francs.		
Amiens	300.000	"	Les sociétés en italique sont celles qui se sont mises en instance d'approbation depuis le 2 avril 1897, date de la dernière réunion du conseil supérieur.
Bolbec.....	100.000	"	
Paris.....	200.000	27 juin 1896.	
Rouen.....	460.000	3 août 1896.	Les approbations en italique (colonne précédente) sont celles qui sont intervenues depuis la même date.
Rouen.....	130.000	"	
Épinal.....	40.000	"	
Marseille.....	250.000	17 février 1897.	
Belfort.....	200.000	"	
La Rochelle.....	75.000	"	
Paris.....	400.000	1 ^{er} juin 1896.	
Armentières.....	3.400	"	
Bordeaux.....	70.000	11 mars 1896.	
Athis-Mons.....	50.000	3 août 1896.	
Saint-Denis.....	70.000	9 avril 1896.	
Longwy.....	160.000	15 juillet 1896.	
Roubaix.....	75.000	"	
Eurville.....	60.000	28 février 1896.	
Caen.....	35.000	1 ^{er} juin 1896.	
Saint-Étienne.....	140.000	9 décembre 1896.	
Nîmes.....	100.000	31 octobre 1896.	
Clichy.....	250.000	15 avril 1896.	
Douai.....	145.500	10 mars 1898.	
Beauvais.....	90.000	3 août 1896.	
Graville.....	300.000	24 août 1896.	
Tours.....	15.000	30 novembre 1896.	
Troyes.....	25.000	4 février 1897.	
Fontainebleau.....	21.000	15 mai 1897.	
Amiens.....	100.000	2 juillet 1897.	
Villefranche.....	50.000	27 juin 1897.	
Lunéville.....	48.000	14 février 1878.	
La Garenne-Colombe.....	8.400	22 janvier 1898.	
Ruelle.....	5.000	8 janvier 1897.	
Périgueux.....	5.000	22 février 1897.	
Villeneuve-Saint-Georges.....	20.000	25 février 1898.	
Saint-Amand-les-Eaux.....	10.000	25 février 1898.	
Barentin.....	30.000	"	
Pontoise.....	"	"	
Lille.....	250.000	"	
Paris.....	50.000	"	
Rueil.....	200.000	"	
Glaville.....	40.000	"	

Forme des sociétés. — Sur les 41 sociétés approuvées ou en instance d'approbation à ce jour, il en est 28 d'anonymes et 13 de coopératives, soit environ un tiers du total pour ces dernières.

La forme anonyme était autrefois la seule connue par les sociétés d'habitations à bon marché. En vain signalait-on aux ouvriers français le grand exemple que leur donnaient leurs camarades d'Angleterre et d'Amérique, qui avaient su fonder des *building societies* prospères (1) et conquérir, par leurs propres efforts, la propriété de leurs maisons.

Jusqu'à la loi de 1894, ces exhortations étaient restées presque absolument infructueuses. Depuis lors, au contraire, la forme coopérative prend faveur, ainsi que le montre la proportion de un tiers relevée ci-dessus.

Observations sur les statuts. — Les statuts dont l'approbation était demandée ont été, conformément aux termes de l'article 9 du règlement de 1895, soumis à l'examen du Comité permanent du Conseil supérieur des habitations à bon marché.

Les observations de ce comité, au sujet des clauses impératives, ont le plus souvent porté sur les points suivants :

Les statuts omettaient de dire que les opérations relatives aux habitations à bon marché constituaient l'objet *exclusif* de la société; que les modifications de statuts et les comptes rendus annuels seraient soumis au Ministère du commerce et de l'industrie.

Plusieurs sociétés avaient stipulé que la limitation de l'intérêt de 4 p. o/o s'appliquait au capital *souscrit*, tandis qu'elle doit s'entendre du capital *versé*; d'autres, que le capital recevrait des bonifications supplémentaires en sus du dividende.

Un certain nombre de sociétés ont maintenu dans leurs statuts, même postérieurement à la loi du 31 mars 1896, la clause que le règlement du 21 septembre 1895 imposait, avant cette loi, pour l'attribution de l'actif en cas de liquidation ou de dissolution. Elles n'ont plus désormais à subir cette clause et peuvent à leur gré, régler leur liquidation dans les termes du droit commun.

Les Comités d'habitations à bon marché (2). — Le *Bulletin* de juin 1897 a également fait connaître que les comités d'habitations à bon marché dont la création avait été décidée étaient au nombre de 51, répartis entre 31 départements.

Ce nombre s'est accru par l'institution de 36 comités nouveaux dans 17 départements dont suit l'énumération :

- Aisne, 1 comité de 9 membres;
- Allier, 1 comité de 9 membres;
- Calvados, 1 comité de 12 membres;
- Charente-Inférieure, 6 comités de 9 membres;
- Corrèze, 2 comités de 9 membres;
- Côte-d'Or, 1 comité de 12 membres;
- Gers, 1 comité de 12 membres;
- Jura, 4 comités de 12 membres;
- Loire-Inférieure, 3 comités de 12 membres;

(1) Associations coopératives d'épargne et de crédit foncier mutuel. Sur ces sociétés, voir *Bulletins* d'avril et de juin 1897, janvier 1895, août et décembre 1894, et le présent *Bulletin*, page 525.

(2) D'après un rapport présenté au Conseil supérieur des habitations à bon marché, par M. Challamel, avocat à la Cour d'appel, membre du Comité. (*Journal officiel* du 29 mai 1898.)

Marne (Haute-), 1 comité de 9 membres;
Morbihan, 1 comité de 9 membres;
Orne, 3 comités de 12 membres;
Pas-de-Calais, 2 comités de 9 membres;
Puy-de-Dôme, 1 comité de 12 membres;
Rhône, 2 comités de 9 et de 12 membres;
Seine-et-Marne, 5 comités de 12 membres;
Yonne, 1 comité de 12 membres.

Il existe donc présentement dans 48 départements un total de 87 comités.

En exécution de l'article 14 de la loi du 30 novembre 1894, les comités locaux doivent adresser chaque année au Conseil supérieur un rapport détaillé de leurs travaux.

Cette obligation n'a été remplie, jusqu'à ce jour, que par 20 d'entre eux. Ce chiffre est sans doute insuffisant; mais il convient de remarquer que beaucoup de comités sont encore de formation récente.

La plupart des comités ne se rendent pas encore bien compte du rôle qu'ils ont à remplir. L'un d'eux, par exemple, constate qu'il n'existe dans l'arrondissement aucune habitation à bon marché établie conformément à la loi du 30 novembre 1894; que, d'ailleurs, il n'a reçu aucune subvention et ne possède absolument aucune ressource. Il en conclut que sa tâche est terminée pour le moment.

Or, ce n'est pas la statistique des résultats obtenus qu'il s'agit de dresser, mais tout au contraire le tableau des efforts à accomplir. On demande à l'enquête de faire connaître l'étendue du mal. Les remèdes viendront de l'initiative des citoyens qui se dévoueront à le combattre.

Le rôle des comités, d'ailleurs, ne consiste pas seulement à encourager la construction. N'y-a-t-il pas aussi beaucoup à faire pour améliorer les logements existants? La diminution du prix des loyers n'est pas le but essentiel de la loi; ce qu'il convient avant tout de changer, c'est le mauvais aménagement des habitations, trop souvent malsaines. Le mal atteint son maximum d'intensité dans les grandes agglomérations industrielles; il est sensible jusque dans les campagnes, où les prescriptions les plus élémentaires de l'hygiène sont, la plupart du temps, méconnues ou négligées.

Nous espérons que la *Note sur la mission des comités locaux*, qui a reçu l'an dernier l'approbation du Conseil supérieur, contribuera, sur ce point, à rectifier bien des idées fausses ou incomplètes et à stimuler les bonnes volontés languissantes.

Ressources affectées aux constructions d'habitations à bon marché (1).

En 1896, le Conseil supérieur des habitations à bon marché a émis le vœu suivant :

« Le Conseil supérieur des habitations à bon marché, convaincu que des facilités de prêts aux sociétés d'habitations à bon marché sont de nature à accélérer le mouvement en faveur de la construction d'habitations salubres et économiques qui a été provoqué par la loi du 30 novembre 1894, émet le vœu que les caisses d'épargne d'une part, et la Caisse des dépôts et consignations de l'autre, tout en s'assurant

(1) D'après un rapport présenté au Comité supérieur des habitations à bon marché, par M. Jules Siegfried, sénateur, membre du Comité (*Journal officiel* du 29 mai 1898).

les garanties nécessaires, donnent un concours aussi large que possible à cette œuvre de progrès social.»

Nous sommes heureux de pouvoir constater que les *caisses d'épargne* sont entrées dans la voie signalée par le Conseil supérieur et par le Ministre du Commerce et de l'Industrie, dans sa circulaire du 10 mars 1897 (1).

L'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 stipule que « les caisses d'épargne pourront employer la totalité du revenu de leur fortune personnelle et le cinquième du capital de cette fortune... en acquisitions ou constructions d'habitations à bon marché, prêts hypothécaires aux sociétés de construction de ces habitations ou aux sociétés de crédit qui, ne les construisant pas elles-mêmes, ont pour objet d'en faciliter l'achat ou la construction, et en obligations de ces sociétés. »

Elles ont donc la faculté soit d'acquérir ou de construire elles-mêmes des habitations à bon marché, soit de faire des avances hypothécaires à des sociétés locales, soit de prendre des obligations de ces sociétés.

Il ressort des renseignements qui ont été fournis par les caisses d'épargne au Ministre du Commerce et de l'Industrie que plusieurs d'entre elles ont profité de ces facultés.

Celle de *Blois* a consacré une première somme de 24,276 fr. 73 à l'acquisition de terrains destinés à la construction d'habitations économiques. Son projet comporte l'emploi échelonné de la presque totalité de la partie de sa fortune personnelle qui peut être consacrée à ce genre de placement.

La caisse d'épargne de *Marseille* a pris des obligations de la société d'habitations à bon marché de cette ville pour 50,000 francs et elle a consenti un prêt hypothécaire de 5,235 fr. 50 à la société *la Pierre du foyer*, plus un autre prêt non encore réalisé de 4,000 francs, de sorte qu'au 31 décembre 1897 la partie de sa fortune personnelle placée en habitations à bon marché s'élevait à 610,167 fr. 16 à un taux moyen de 2,75 p. o/o.

Les caisses de *Paris* et de *Douai* ont pris des obligations de sociétés d'habitations à bon marché: le première pour 36,000 francs au taux de 3,25 p. o/o et la seconde pour 60,000 francs au taux de 3 p. o/o.

La caisse d'épargne de *Chartres*, d'accord avec le conseil municipal, a conçu un vaste projet de démolition de vieilles maisons absolument insalubres et de leur remplacement par des constructions économiques.

Le dépense prévue par la caisse de Chartres est estimée à 386,400 francs, à dépenser successivement.

Pour y faire face, voici la combinaison adoptée :

Notre fortune personnelle, liquidée au 31 décembre 1895, s'élevait — dit l'exposé des motifs — sans tenir compte de la plus-value de 200,000 francs acquise par les rentes sur l'État que possède la caisse d'épargne depuis le jour où elle en est devenue propriétaire, à la somme de 1,131,289 fr. 55.

Le cinquième dont nous pouvons disposer est donc de.....	226.257 ^f 71 ^c
somme à laquelle il convient d'ajouter les bénéfices de l'année 1896 qui sont de	32.109 40

La somme actuellement disponible est donc de.....	278.367 31
inférieure à la somme ci-dessus prévue de.....	108.032 69

TOTAL ÉGAL.....	386.400 00
-----------------	------------

(1) Voir *Bulletin* d'avril 1897, page 270.

Or, nos bénéfices annuels ont toujours dépassé depuis plusieurs années la somme de 50,000 francs.

Les revenus de quatre exercices, c'est-à-dire des années 1897, 1898, 1899 et 1900 seraient plus que suffisants pour parfaire la somme prévue.

En conséquence, nous pourrions sans péril échelonner nos dépenses de la manière suivante :

En 1897.....	230,000 ^f
En 1898.....	40,000
En 1899.....	40,000
En 1900.....	40,000
En 1902.....	36,400
TOTAL ÉGAL à la prévision.....	386,400

La caisse d'épargne et le conseil municipal ont approuvé ce vaste et utile projet.

La Caisse d'épargne de Troyes enfin, qui possède une fortune personnelle de 1,101,885 fr. 91, a décidé récemment que :

1° Une première somme de 80,000 francs, prise sur le fonds de dotation, sera employée à la construction de maisons salubres et économiques destinées à l'habitation de familles ouvrières. L'emploi de cette somme sera effectué de telle sorte que le revenu en soit net de 3 1/2 p. o/o;

2° Ces maisons, indépendantes, avec jardinets, seront construites sur le modèle adopté;

Elles seront réservées exclusivement aux ouvriers et petits employés dont les appointements ne dépassent pas 2,500 francs et de préférence à ceux qui ont un livret à la Caisse d'épargne;

3° Elles seront cédées à bail, ou avec promesse de vente par annuités, à des ouvriers et employés de nationalité française. Ces annuités ne devront pas dépasser vingt années, et la préférence sera donnée aux acquéreurs qui seraient déjà assurés ou qui contracteraient une assurance sur la vie en signant leur contrat;

4° Le prix de revient de ces maisons ne pourra excéder en moyenne 5,500 francs et au maximum 6,270 francs;

Le taux d'intérêt qui doit servir de base au calcul des annuités est fixé à 3 1/3 p. o/o.

5° Le Conseil décide en outre :

Dans le but d'encourager l'initiative privée, qu'une somme de 20,000 francs pourra être utilisée comme prêt, avec garantie hypothécaire, dont le maximum individuel ne pourra dépasser 5,000 francs, à des ouvriers et employés rentrant dans la catégorie du paragraphe 2 qui voudraient construire eux-mêmes leur habitation sur des terrains à eux appartenant, sous le contrôle et la surveillance de la caisse d'épargne et sur les plans et devis acceptés par elle;

Enfin :

Que la somme totale de 100,000 francs affectée aux placements ci-dessus sera prélevée sur la partie du fonds de dotation qui se trouve déposée en compte courant à la Caisse des dépôts et consignations.

Cette déclaration, approuvée par le Conseil municipal de Troyes, a reçu également l'approbation du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

En ce qui concerne la *Caisse des dépôts et consignations*, le vœu du Conseil supérieur n'a pas été réalisé dans les mêmes proportions.

La Caisse des dépôts et consignations n'a pas pensé que, dans son organisation actuelle, elle pût entrer largement dans des opérations qui l'obligeraient à une sur-

veillance pour laquelle elle n'était pas préparée; mais, très disposée à prêter son concours à l'œuvre humanitaire et sociale de la loi du 30 novembre 1894, elle a manifesté son intention de prendre des obligations de sociétés locales de construction d'habitations à bon marché dans les conditions prévues par la loi si elle obtenait la garantie supplémentaire d'une société intermédiaire lui inspirant toute confiance par la composition de ses fondateurs et par la surveillance et le contrôle de ses administrateurs.

Pour répondre à ces bonnes dispositions, une *société de crédit des habitations à bon marché* est en voie de formation, et dans ces conditions il est probable que le paragraphe 2 de l'article 6 de la loi du 30 novembre 1894 ne tardera pas à recevoir une application complète.

Les différentes ressources prévues par la loi pour l'amélioration du logement auraient été toutes utilisées si l'on s'était servi du premier paragraphe de l'article 6 qui est ainsi conçu :

« Les bureaux de bienfaisance, hospices et hôpitaux peuvent, avec l'autorisation du préfet, employer une fraction de leur patrimoine, qui ne pourra excéder un cinquième, à la construction de maisons à bon marché, dans les limites de leurs circonscriptions charitables, ainsi qu'en prêts hypothécaires aux sociétés de construction de maisons à bon marché et aux sociétés de crédit qui, ne construisant pas elles-mêmes, ont pour objet de faciliter l'achat ou la construction de ces maisons et en obligations de ces sociétés. »

Quelques établissements charitables ont eu l'intention de se servir de cet article, mais, les localités où la construction de maisons ouvrières aurait été désirable se trouvant en dehors de leur circonscription, ils n'ont pas pu le faire.

Le comité de *Seine-et-Oise* a émis à cet égard le vœu que cet article 6 soit modifié de manière que les limites du département soient substituées à celles de la circonscription charitable des établissements.

LA BANQUE COOPÉRATIVE DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION EN 1897.

63 associations ont fait des opérations à la Banque coopérative en 1897.
Elles comprennent 16 associations de province et 47 de Paris.

Le capital de la Banque coopérative s'élevait, au 31 décembre 1897, à 48.300 francs dont 18.004 francs restaient dus par les actionnaires, soit actuellement 30.296 francs de capital versé (1).

L'année 1896 se terminait avec 37.100 francs de capital souscrit et 22.313 fr. 41 de capital versé.

(1) La Banque dispose en outre, pour ses opérations, d'une réserve spéciale de 550.000 francs (Voir au passif, p. 512).

L'augmentation du capital se traduit donc par 11.200 francs dans la souscription et 7.983 francs dans les versements.

La moyenne des *fonds employés en permanence* pendant l'année 1897 a été de 564.996 francs, contre 525.637 en 1896 (1).

Les *effets à recevoir* ont eu, en 1897, une augmentation sérieuse par rapport à 1896. L'on accusait l'année précédente un total de 462.778 fr. 90 d'escompte, tandis que cette année on arrive au chiffre de 611.011 fr. 80.

Les *comptes courants d'associations*, qui s'appliquent exclusivement aux avances sur travaux ont une tendance à s'augmenter plutôt comme solde débiteur que comme affaires faites. Il y a eu, en 1897, un solde débiteur de 533.152 fr. 85 (2) contre 476.824 francs en 1896. La moyenne de fonds employés s'élève à 508.231 francs, contre 458.817 francs en 1896. Tandis que le total des affaires s'est élevé à 642.090 fr. 05 contre 605.649 fr. 30 en 1896.

Les fonds employés ont rapporté une somme de.....	32.112 ^f 30 ^c
dont il faut déduire :	
1° Agios et commissions aux banquiers.....	2.635 ^f 70 ^c
2° Amortissement complet du compte créances litigieuses.....	9.341 05
3° Pertes.....	2.251 70
4° Un versement (commission de garantie) à la réserve extraordinaire.....	1.204 05
	15.432 50
RESTE comme <i>bénéfice brut</i>	16.679 80
5° A déduire les frais généraux.....	14.539 10
SOLDE ÉGAL à celui du bilan ; <i>bénéfice net</i>	2.140 70

Les bénéfices nets, 2.140 fr. 70, donneront lieu, d'après les statuts, à la répartition suivante :

10 p. o/o à la réserve ordinaire, soit.....	214 ^f 00 ^c
50 p. o/o à la réserve extraordinaire, soit.....	1.070 00
10 p. o/o à la Caisse de secours, soit.....	214 00
10 p. o/o à la participation du personnel.....	214 00
20 p. o/o à titre de dividende aux actions, soit 0 ^f 85 par action..	428 00

(1) Chiffre rectifié.

(2) Cette somme est due par 45 associations, soit en moyenne 11.848 francs pour chacune contre 38 associations et 12.550 francs en 1896.

Les comptes arrêtés et les profits et pertes soldés comme il vient d'être indiqué, le bilan se présente ainsi :

ACTIF.	
Actionnaires	18.004 20
Caisse.....	5.711 50
Comptes-courants débiteurs.....	533.152 85
Banquiers.....	3.816 05
Effets de commerce	74.377 25
Frais de premier établissement.....	2.467 65
Dépôts locatifs et compagnie du gaz.....	470 00
Matériel, mobilier.....	789 35
Titres mobiliers	11.133 10
	649.921 95

PASSIF.	
Capital	48.300 00
Créditeurs divers.....	4.741 30
Comptes-courants créditeurs.....	37.064 30
Réserve ordinaire.....	1.425 55
— extraordinaire	4.990 85
— spéciale.....	550.000 00
Caisse de secours.....	1.259 25
Profits et pertes. (Exercice 1897).....	2.140 70
	649.921 95

Avec l'exercice 1897, la Banque coopérative termine sa quatrième année d'existence; il est intéressant de jeter un coup d'œil rétrospectif sur son passé.

Fondée en 1893 avec 33 associations et 10.000 francs de capital souscrit, la Banque arrive aujourd'hui à 48.300 francs de capital et 86 actionnaires, dont 67 associations et 19 fondateurs.

La Banque coopérative a commencé ses opérations en janvier 1894 avec une subvention de 50.000 francs, qui fut son premier fonds de roulement, et, presque aussitôt, un généreux donateur jugea le moment venu d'intervenir dans les destinées de la coopération et mit 500.000 francs à la disposition de la Banque.

La Banque coopérative a fait pendant ces quatre années près de 6 millions d'affaires avec 16.500 francs de bénéfices nets et 7.000 francs de réserves constituées par ces bénéfices. Eu égard aux difficultés qu'elle a eu à vaincre, on peut regarder ce résultat comme satisfaisant.

La Banque coopérative peut aussi considérer avec satisfaction la situation des 67 associations qui gravitent autour d'elle et se développent par son crédit.

La plupart de ces associations ont franchi la période de tâtonnement des débuts; plus de moitié ont dix années d'existence, possèdent une bonne organisation et une clientèle suivie; quelques-unes ont même de sérieux bénéfices.

DÉMOGRAPHIE ET STATISTIQUE.

LA POPULATION AGRICOLE DE LA FRANCE. (1)

D'après le dénombrement général de 1891, la *population agricole totale* (cultivateurs, familles, domestiques) s'élevait à 17.435.888 individus représentant 45,5 p. o/o de la *population générale*. Cette proportion variait considérablement selon les départements depuis 1,66 p. o/o (Seine) et 20,25 p. o/o (Bouches-du-Rhône) à 76,8 p. o/o (Lot). Elle est inférieure à 45 p. o/o dans 25 départements et supérieure dans les 61 autres.

Dans cette population agricole totale, celle des travailleurs, comprenant les chefs d'exploitation et les salariés (y compris les servantes de ferme) formait d'après l'enquête de 1892, 6.663.135 têtes soit 38,22 p. o/o du total. La différence (10.772.753 personnes de non travailleurs) constitue les familles auxquelles se rattachent la majorité des femmes, les enfants au-dessous de 10 ou 12 ans et les vieillards d'âge extrême ou infirmes.

CHIEFS D'EXPLOITATION ET SALARIÉS.

Cette population de 6.663.135 travailleurs se répartit en 3.604.789 chefs d'exploitation et 3.058.346 salariés dont voici les catégories de détail.

TRAVAILLEURS EXERÇANT DIRECTEMENT		NOMBRE.	RÉPARTITION	NOMBRE
LA PROFESSION AGRICOLE COMME :			PROPORTION- NELLE des diverses catégories.	par kilomètre carré de territoire.
			p. o/o.	travailleurs.
Chefs d'exploitation.	1° Propriétaires cultivant exclusivement leurs terres, soit seuls, soit avec l'aide de leur famille ou d'autrui (régisseurs, maîtres- valets ou ouvriers).....	2.199.220	33,01	1,16
	2° Fermiers.....	1.061.301	15,93	2,00
	3° Métayers.....	344.168	5,16	0,65
	TOTAUX.....	3.604.789	54,10	6,81
Auxiliaires ou salariés.	1° Régisseurs.....	16.091	0,21	0,05
	5° Journaliers (1).....	1.210.081	18,16	2,30
	6° Domestiques de ferme.....	1.832.174	27,50	3,16
	TOTAUX.....	3.058.346	45,90	5,79
	TOTAUX GÉNÉRAUX.....	6.663.135	100,00	12,60

(1) Y compris 588,950 journaliers propriétaires d'un petit bien qui à ce titre sont à la fois exploitants et salariés et qui ont été classés dans les salariés pour ne pas faire de double emploi. Ce sont ces 588,950 exploitants qui, ajoutés aux 3.604.789 chefs d'exploitation constituent 4.193.739 exploitants, lesquels si la définition du mot exploitation avait été comprise, représenteraient autant d'exploitations de toute importance.

(1) D'après la *Statistique agricole de la France* (résultats généraux de l'enquête décennale de 1892) publiée récemment par le Ministère de l'Agriculture. Voir la bibliographie dans notre *Bulletin* d'Avril.

Le nombre des chefs d'exploitation est supérieur à celui des salariés. C'est le côté caractéristique de la population agricole qui diffère en cela du tout au tout de la population industrielle. Cette situation, déjà constatée en 1882, n'existait pas encore en 1862, époque à laquelle les salariés l'emportaient.

Ce sont de beaucoup les propriétaires cultivant exclusivement leur terre qui, par rapport à la population totale des travailleurs agricoles, fournissent la proportion maximum, 33,01 p. o/o. Les 27,50 p. o/o de travailleurs sont représentés ensuite par les domestiques de ferme.

Les 6.663.135 cultivateurs et domestiques de ferme ont fourni près de 2 milliards de journées de travail que l'on peut évaluer l'une dans l'autre à près de 4 milliards de francs. Les salaires ont dans cette dépense une part considérable qui représente une des lourdes charges de la culture.

PROPRIÉTAIRES ET NON-PROPRIÉTAIRES.

Pour se rendre complètement compte du rôle économique des diverses catégories de cette population, il devient nécessaire de distinguer les propriétaires et les non-propriétaires. Ce sont les renseignements que fournira le tableau suivant :

CATÉGORIES DES TRAVAILLEURS AGRICOLES.	PROPRIÉ- TAIRES.	NON PROPRIÉ- TAIRES.	RÉPARTITION par catégories		PROPORTION	
			des PROPRIÉ- TAIRES.	des NON PROPRIÉ- TAIRES.	des PROPRIÉ- TAIRES.	des NON PROPRIÉ- TAIRES.
	nombre.	nombre.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Propriétaires cultivant exclusivement leurs terres, soit seuls, soit avec l'aide de leur famille ou d'autrui (régisseurs, maîtres-valets, ouvriers ruraux).....	2.199.220	"	64,93	"	100,00	"
Fermiers.....	175.778	585.623	14,04	17,88	44,82	55,18
Métayers.....	123.297	220.871	3,64	6,74	35,82	64,18
Régisseurs.....	"	16.091	"	0,49	"	100,00
Journaliers.....	588.950	621.131	17,39	18,96	48,67	51,33
Domestiques de ferme.....	"	1.832.174	"	55,93	"	100,00
TOTAUX ET MOYENNES.....	3.387.245	3.275.890	100,00	100,00	50,83	49,17
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	6.663.135				100	

On voit tout d'abord que les propriétaires représentent les 50,83 du total. C'est dire que leur nombre est un peu plus important que celui des salariés, mais moins élevé que celui des chefs d'exploitation, dont le rapport correspondant était de 54,10 p. o/o. C'est que plus de la moitié des fermiers et métayers sont chefs d'exploitation, mais ne sont pas propriétaires.

Les propriétaires cultivant uniquement leurs terres représentent les 65 p. o/o du total, les journaliers y entrant pour 17 p. o/o, les fermiers pour 14 p. o/o et les métayers pour 3,64 p. o/o seulement. Quant aux non-propriétaires, le rapport maximum était formé par les domestiques de ferme, près de 56 p. o/o.

COMPARAISON AVEC LES ENQUÊTES ANTÉRIEURES.

Nous croyons devoir donner un aperçu de la marche de la population agricole tout entière, par rapport à la population générale de la France, pendant 15 ans (1876-1891). Les documents officiels nous fournissent à ce sujet les renseignements suivants :

ANNÉES.	POPULATION			RAPPORTS au total, de la population	
	agricole.	non agricole.	totale.	agricole.	non agricole
	habitants.	habitants.	habitants.	p. o/o	p. o/o
1876.....	18,968,605	17,937,183	36,905,788	51,4	48,6
1881.....	18,249,309	19,422,839	37,672,048	48,4	51,6
1886.....	17,698,432	20,520,471	38,218,903	46,6	53,4
1891.....	17,435,888	20,907,364	38,343,192	45,5	54,5

Qu'advient-il dans ce mouvement de la population agricole? Nous voyons qu'elle tend à diminuer constamment, de 719.000 de 1876 à 1881, de 551.000 de 1881 à 1886, mais seulement de 263.000 de 1886 à 1891. Il y a donc décroissance dans ce mouvement de diminution.

Si nous nous arrêtons à la dernière période décennale 1881-1891, nous voyons que la population agricole a diminué de 813.321 individus de tout sexe et de tout âge, soit de 4,45 p. o/o. Cette diminution correspond à 18 départements en augmentation et à 69 en diminution.

Ces 69 diminutions proviennent en général de l'émigration des campagnes vers les villes. Quant aux augmentations, elles sont caractéristiques et répondent à des causes diverses. C'est ainsi que l'immigration flamande augmente les populations de l'Aisne et du Nord.

D'autre part, c'est l'extension de la culture viticole et de la culture directe qui a provoqué les mouvements les plus forts d'augmentation dans les Alpes-Maritimes, l'Aude, le Gard, l'Hérault. Dans le Morbihan, l'Ille-et-Vilaine et la Vendée, c'est à la fois l'augmentation de la population générale et celle de la production agricole.

Dans Seine-et-Oise, l'accroissement considérable de la population agricole coïncide avec un mouvement de même importance dans la petite culture directe et dans les salariés.

PROPRIÉTAIRES ET NON-PROPRIÉTAIRES (1882-1892).

Le nombre des travailleurs propriétaires l'emportait en 1892 comme en 1882 sur celui des non-propriétaires, mais les deux groupes avaient diminué ainsi qu'il ressort du tableau ci-après :

40,000 des leurs, de 1882 à 1892, et que des journaliers propriétaires les aient remplacés, on est obligé de reconnaître que la population de ces derniers par ce fait seul a diminué de 60,000 (40,000 pour combler le vide et maintenir simplement le chiffre de 1882 de la première catégorie et 50,000 pour justifier l'augmentation de cette catégorie de 1882 à 1892). Les 48,000 autres journaliers propriétaires que l'on compterait encore en moins (1) auraient donc vendu leurs biens, soit pour émigrer vers les villes, soit pour devenir locataires de terres non propriétaires, catégorie dont le chiffre s'est élevé.

Dès lors s'expliquerait la diminution totale, 138,424 des journaliers propriétaires.

Restent deux mouvements importants à étudier. La diminution des journaliers non propriétaires nous paraît avoir en grande partie la même cause que celle des domestiques de ferme, c'est-à-dire l'émigration vers les villes. Quant au dernier mouvement important, celui de l'augmentation des fermiers et locataires de terre, non propriétaires, catégories qu'il a été malheureusement impossible de distinguer, nous pensons que cette population a reçu l'appoint d'une partie des fermiers métayers et journaliers ayant vendu leurs biens, si l'on en juge d'après certaines données que nous avons recueillies, par exception, dans la région du Nord où la vente des fermes à bail est tout au moins restée stationnaire, tandis qu'augmentaient les locations verbales et diminuaient les catégories des journaliers propriétaires. Ces derniers ne seraient pas tombés, comme on l'a dit, dans le prolétariat qui est d'ailleurs en diminution, mais resteraient attachés au sol comme exploitants. L'abaissement du taux de location qui a dû suivre celui du taux de fermage n'a pas dû être étranger à ce mouvement.

RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS PAR CATÉGORIES D'ÉTENDUE ET DE CULTURES.

Sous le nom d'exploitation, il faut comprendre *l'ensemble* des terres cultivées par un *seul* individu (propriétaire, agriculteur, fermier, métayer ou même journalier) cultivant un bien rural comme propriétaire ou comme locataire et que ces terres forment un tout compact ou soient composées de parcelles éparses.

Voici comment s'échelonne, pour 11 catégories d'étendues, le nombre des exploitations en 1892 pour l'ensemble de la France :

Nombre des exploitations.

De 0 à 1 hectare	2.235.405 exploitations.
De 1 à 5 —	1.829.259 —
De 5 à 10 —	788.299 —
De 10 à 20 —	429.407 —
De 20 à 30 —	189.664 —
De 30 à 40 —	92.047 —
De 40 à 50 —	53.343 —
De 50 à 100 —	52.048 —
De 100 à 200 —	22.777 —
De 200 à 300 —	6.223 —
De plus de 300	4.280 —
TOTAL.....	5.702.752 —

(1) 40,000 + 50,000 + 48,000 = 138,000.

Quant à l'étendue de ces exploitations, voici les résultats généraux obtenus pour la France en milliers d'hectares :

CATÉGORIES des EXPLOITATIONS.	NOMBRE des exploitations.	TERRITOIRE AGRICOLE (MOINS LES BOIS DE L'ÉTAT). (EN MILLIERS D'HECTARES).							Superficie non cultivée (landes, etc.)	Superficie totale des exploitations.
		SUPERFICIE CULTIVÉE DES EXPLOITATIONS.								
		Terres labourables.	Prairies naturelles herbages, pâturages et vergers.	Vignes.	Jardins.	Bois et forêts.	Totale.			
Au-dessous de 1 hect.	2.235.405	719,5	210,0	136,2	77,6	99,9	1.243,2	84,1	1.327,3	
De 1 à 10	2.617.558	6.654,0	1.919,0	637,5	164,6	1.008,2	10.383,3	861,4	11.244,7	
De 10 à 40	711.118	8.368,5	2.388,7	467,9	124,1	1.597,2	12.946,4	1.367,0	14.313,4	
Plus de 40	138.671	10.143,3	339,3	558,9	111,1	5.527,1	18.579,7	3.913,7	22.493,4	
TOTAUX...	5.702.752	25.885,3	6.557,0	1.800,5	477,4	8.432,4	43.152,6	6.226,2	49.378,8	

Examinons d'abord la superficie totale ainsi que la superficie cultivée et non cultivée des quatre grandes catégories d'exploitation.

Répartition proportionnelle.

Catégorie des exploitations.	SUPERFICIE			
	Population.	Cultivée.	Non cultivée. (landes, etc.).	Total.
—	p. 100 hectares.	p. 100 hect.	p. 100 hectares.	p. 100 hect.
Au-dessous de 1 hect.	39,19	2,88	1,35	2,67
De 1 à 10 hectares.	45,90	24,07	13,83	22,80
De 10 à 40 —	12,48	30,00	21,96	28,98
Plus de 40 —	2,43	43,05	62,86	45,55
TOTAUX....	100,00	100,00	100,00	100,00

On voit immédiatement que les 138,671 exploitations de la grande culture, soit les 2,43 p. o/o du nombre total, occupent près de la moitié de la superficie totale, 45,55 p. o/o, mais avec cette remarque que près de 63 p. o/o de la superficie non cultivée leur incombent tandis que les 5,564,081 exploitations de la très petite, petite et moyenne culture que représentent les 97,57 p. o/o du nombre total, n'occupent que les 37 p. o/o de la superficie non cultivée.

Dans le tableau suivant, nous reverrons de plus près la question en examinant, par importance d'exploitation, le détail de chaque nature de culture :

RÉPARTITION PROPORTIONNELLE.

CATÉGORIES DES EXPLOITATIONS.	TERRES LABOURABLES.	PRAIRIES NATURELLES, bâtages, pâturages et vergers.	VIGNES.	JARDINS.	BOIS et FORÊTS.	RÉPARTI- TION TOTAL E.
	p. o/o hect.	p. o/o hect.	p. o/o hect.	p. o/o hect.	p. o/o hect.	p. o/o hect.
Au-dessous de 1 hectare...	2,78	3,20	7,56	16,26	1,18	2,88
De 1 à 10 hectares....	25,71	29,27	35,42	34,48	11,96	24,07
De 10 à 40 hectares....	32,33	36,43	25,98	25,99	18,94	30,00
Plus de 40 hectares....	39,18	31,10	31,03	23,27	67,92	43,05
TOTAUX.....	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

On voit alors que, en dehors des bois dont elle occupe plus des deux tiers, (67,92 p. o/o), la grande exploitation, rapprochée de l'ensemble des exploitations au-dessous de 10 hectares, ne présente nulle part la proportion maximum d'étendue; les autres cultures (très petite, petite et moyenne exploitation) présentent des rapports maxima : 60,82 pour les terres labourables, 68,90 pour les prés, 68,96 pour les vignes et 76,73 pour les jardins, ce qui s'explique facilement par la culture morcelée, apanage de la petite culture.

Voici maintenant la surface moyenne que présente chacune des grandes catégories d'étendues pour la France entière en 1892 :

EXPLOITATION de moins de 1 hectare.....	0 h. 59
— de 1 à 10 hectares.....	4 39
— de 10 à 40 hectares.....	20 13
— de plus de 40 hectare.....	162 21

SUPERFICIE DES CULTURES PAR MODE D'EXPLOITATION

(en milliers d'hectares).

CATÉGORIES DE CULTURES.	SUPERFICIES CULTIVÉES (MOINS LES BOIS).				RÉPARTITIONS P. 0/0			
	Culture directe.	Métayage.	Fermage.	Des 3 modes d'exploita- tion.	des cultures directes.	des mé- tayages.	des fermages.	ENSEMBLE.
Terre labourable.....	12.796,7	2.953,2	10.35,4	25.885,5	69,85	78,30	80,25	74,55
Prés.....	3.690,7	635,8	2.30,5	6.557,0	20,14	16,89	17,68	18,88
Vignes.....	1.507,5	149,0	44,0	1.800,5	8,22	3,95	1,14	5,19
Jardins.....	329,5	29,0	18,9	477,4	1,79	0,77	0,93	1,38
TOTAUX.....	18.324,4	3.767,0	12.328,8	34.720,2	100,00	100,00	100,00	100,00

On voit que les 52,78 p. o/o de la superficie relevée appartiennent à la culture directe, les 10,65 au métayage et les 5,57 au fermage.

L'étendue moyenne d'une culture directe, calculée en fonctions du nombre des exploitants directs, est pour la France de 5 hect. 41 répondant évidemment à un grand nombre de petites exploitations et à quelques moyennes et surtout grandes cultures. La surface moyenne d'une métairie, calculée en fonction du nombre des

métayers est de 10 hect. 95 et celle d'une ferme calculée en fonction du nombre des fermiers, de 11 hect. 89 seulement. Ce chiffre est certainement inférieur de beaucoup à la réalité.

La moyenne et la grande exploitation culturale renferment les 73 p. o/o des bois et les 84 p. o/o de la superficie non cultivée; or les 4/5 de ces proportions peuvent être attribués, sans grande erreur, aux fermages. De ce chef la superficie relevée ci-dessus pour ce mode d'exploitation s'accroîtrait en nombre rond de 10 millions d'hectares; l'étendue moyenne de l'exploitation calculée en conséquence s'élèverait alors à plus de 21 hectares au lieu de 11 hect. 89.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en avril. — *Activité soutenue dans les mines et dans les grands établissements métallurgiques; dans cette dernière industrie, commandes importantes dues à l'adoption du nouveau plan de travaux pour la marine. Dépression dans les petits ateliers du travail des métaux. Lourdeur dans les industries textiles, dans celle du coton en particulier, ainsi que dans la confection et dans la ganterie; l'Amérique arrête les livraisons en cours et ne fait plus de commandes. Reprise saisonnière dans le bâtiment.*

D'après les renseignements fournis par les *offices de placement gratuit* (corporatifs, ou municipaux, ou de l'État) dans 46 villes d'Allemagne, la situation est moins bonne qu'en mars dernier dans 24 villes et meilleure dans 22.

Elle est moins bonne qu'il y a un an dans 28 villes et meilleure dans 18.

Pour les 46 villes, les rapports entre l'offre et la demande d'emploi, à des dates comparables, sont les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Avril 1897.	16,592	7,470	24,062	19,715	5,995	25,710	118,8	80,3	106,8
Avril 1898.	19,141	8,150	27,291	23,729	7,268	30,997	123,9	89,2	113,6
Mars 1898.	"	"	"	"	"	"	121,2	81,9	108,8

Les prix du blé à la bourse de Hambourg ont été les suivants :

BLÉ HOLSTEIN en francs, par 100 kilogr. }				
28 février.	31 mars.	15 avril.	30 avril.	3 mai.
22 ^f 50-23 ^f 80	23 ^f 10-23 ^f 70	24 ^f 50-26 ^f 20	30 40-31 ^f 50	29 ^f 90-31 ^f 20

Les grèves en mai. — Le *Reichsanzeiger* signale, dans le courant de mai, 45 déclarations de grève. Les industries les plus éprouvées ont été celles du travail du bois (menuisiers, ébénistes et charpentiers principalement), avec 17 grèves et celle du bâtiment (peintres et maçons principalement) avec 15 grèves. La plupart de ces grèves ont eu pour motifs initiaux des modifications de salaires et de durée du travail, sauf dans un cas, pour contraindre un patron à reprendre un employé congédié et, dans un autre cas, pour résister à un patron qui demandait à ses ouvriers de démissionner du syndicat.

Dans 19 grèves dont on a appris la fin en mai, 9 se sont terminées par le succès et 2 par l'échec des ouvriers, les autres par une entente. Dans 5 cas, on a eu recours à l'intervention du tribunal industriel qui, dans 3 cas, a amené une entente.

AUTRICHE.

Les Caisses minières en 1895 et 1896. — Les caisses autrichiennes de secours et de pensions en faveur des ouvriers mineurs étaient au nombre de 274 en 1895 et de 269 en 1896.

Ces totaux comprennent :

	EN 1895.	EN 1896.
Caisses de secours exclusivement.....	10	8
Caisses de secours et de pensions.....	219	218
Caisses de pensions exclusivement.....	45	43

Dans les caisses de secours et de pensions, le service d'assurance-maladie est toujours distinct du service des pensions. On peut donc diviser les caisses en deux groupes : le groupe des caisses de secours et le groupe des caisses de pensions. Les chiffres ci-dessous font connaître le détail de la population de ces caisses. Il ne faut pas perdre de vue que la plupart des assurés participent aux deux sortes d'assurance simultanément, et que, par suite, les chiffres des deux groupes ne doivent pas être additionnés.

NOMBRE DES CAISSES MINIÈRES ET DE LEURS MEMBRES.

DÉSIGNATION.	ANNÉE 1895.	ANNÉE 1896.
<i>1^{re} Caisses de secours :</i>		
Nombre de caisses.....	229	226
Nombre de membres cotisant obligatoirement.....	147,843	151,844
Nombre de membres pensionnés des caisses de pensions.....	4,809	6,089
Nombre d'ayants droit des membres obligatoires.....	153,309	159,374
Nombre d'ayants droit des membres pensionnés.....	6,020	8,084
NOMBRE TOTAL des participants aux caisses de secours.	311,981	325,391
<i>2^o Caisses de pensions :</i>		
Nombre de caisses.....	264	269
Nombre de membres cotisants.....	139,191	144,325
Nombre d'ayants droits des membres cotisants.....	233,603	239,224
Nombre de pensionnés : invalides.....	13,387	14,354
veuves.....	15,331	15,598
orphelins.....	10,265	10,440
NOMBRE TOTAL des pensionnés.....	38,923	40,392

Les cotisations reçues en 1895 et en 1896 se montent au total à 5,343,142 florins (1) et 5,513,444 florins. Voici le détail de ces sommes :

COTISATIONS REÇUES PAR LES CAISSES MINIÈRES.

DÉSIGNATION.	ANNÉE 1895. florins.	ANNÉE 1896. florins.
<i>1^{re} Caisses de secours :</i>		
Cotisations des membres.....	839,259	881,705
Cotisations des chefs d'entreprise.....	812,540	849,446
TOTAL.....	1,651,799	1,731,151
<i>2^o Caisses de pensions :</i>		
Cotisations des membres.....	1,798,178	1,838,789
Cotisations des chefs d'entreprise.....	1,893,165	1,943,504
TOTAL.....	3,691,343	3,782,293
TOTAL GÉNÉRAL.....	5,343,142	5,513,444

Quant aux dépenses, elles ont dépassé 3 millions et demi de florins en 1895 et

(1) La valeur nominale du florin autrichien est de 0 gr. 7258 d'or, soit 2 fr. 50.

ont atteint 4 millions de florins en 1896. Le tableau ci-dessous indique le montant des principales dépenses :

DEPENSES DES CAISSES MINIERES.

DÉSIGNATION.	ANNÉE 1895. florins.	ANNÉE 1896. florins.
<i>1° Caisses de secours :</i>		
Secours pécuniaires aux malades et indemnités funéraires.....	793.748	810.433
Frais médicaux et pharmaceutiques.....	649.452	680.110
Frais d'entretien d'écoles.....	17.165	17.718
Frais d'administration.....	127.280	137.773
TOTAL des dépenses des caisses de secours..	1.587.645	1.646.034
<i>2° Caisses de pensions :</i>		
Pensions d'invalides.....	1.366.392	1.476.213
Pensions de veuves.....	641.844	657.393
Pensions d'orphelins.....	149.275	154.344
TOTAL des pensions.....	2.157.511	2.287.950
TOTAL GÉNÉRAL.....	3.745.156	3.933.984

L'avoir total des caisses de secours s'élevait à 657,048 florins à la fin de 1895 et à 838,542 florins à la fin de 1896. L'avoir des caisses de pensions s'élevait, respectivement aux mêmes dates, à 25,792,292 florins et à 28,769,321 florins.

BELGIQUE.

Revue du travail en avril (1). Excellente situation dans les *charbonnages*, comme précédemment; bonne activité mais faiblesse des cours dans la *grosse métallurgie*; situation sans changement, encore favorable, dans la *grande et petite construction*. Bonne reprise saisonnière dans le *bâtiment* et le *vêtement*. Ralentissement sensible dans le *meuble* à Malines et Bruxelles. Crise dans l'*industrie diamantaire*, chômage considérable à Anvers. Pas d'amélioration dans les *textiles*. Ralentissement dans la *préparation des laines* à Verviers. Activité inférieure à la moyenne dans la *teinturerie* et la *filature cardée* de cette localité.

(1) D'après la *Revue du travail* (Belge).

Grèves. — 7 grèves nouvelles en avril avec 1.548 chômeurs. Sur 7 grèves terminées 3 succès, 4 échecs.

Les travaux des conseils de prud'hommes en 1897 (1). — Le nombre des contestations déléguées à la juridiction des 27 conseils actuellement constitués s'est élevé à 7.470; en 1895, ce chiffre était de 7.153, et en 1896 de 7.624.

5.172 affaires ont été terminées par voie de conciliation devant le bureau, soit environ 70 p. o/o du chiffre total. Des 2.265 affaires non conciliées et renvoyées devant le conseil, 609, soit environ 8 p. o/o, se sont terminées par voie de jugement et 324 par l'accord des parties. En tenant compte des affaires terminées par voie d'arrangement devant le conseil, la proportion des affaires conciliées s'élève donc à 72 p. o/o.

1.332 affaires sont restées sans suite par le fait des parties; 33 enfin étaient pendantes au 31 décembre 1897.

Les conseils devant lesquels le mouvement des affaires a été le plus considérable sont : le conseil de Liège, avec 1.008 affaires (959 en 1896); Bruxelles, avec 963 affaires (965 en 1896); Charleroi, avec 918 affaires (825 en 1896); Ivelles avec 689 affaires.

ÉTATS-UNIS.

L'inspection du travail dans l'État de New-York en 1896. — L'inspection du travail est assurée par 14 inspecteurs, y compris l'inspecteur principal et son adjoint, et par 9 inspectrices. Ils ont fait 27,428 visites, dont 22,323 dans des établissements différents : 19,144 manufactures, 3,002 boulangeries et 177 mines.

Les établissements visités occupaient au total 537.702 personnes, savoir :

Sexe masculin :

Enfants de moins de 14 ans (2).....	93
Enfants de 14 à 16 ans.....	5.516
— de 16 à 18 ans.....	13.393
Hommes de 18 ans et au-dessus.....	359.474
TOTAL des personnes du sexe masculin.....	378.476

Sexe féminin :

Enfants de 14 à 16 ans.....	6.501
— de 16 à 21 ans.....	47.496
Femmes de 21 ans et au-dessus.....	105.229
TOTAL des personnes du sexe féminin.....	159.226
TOTAL GÉNÉRAL PAREIL.....	537.702

Les inspecteurs ont adressé aux chefs d'industrie 85.500 mises en demeure rela-

(1) *Revue du travail* (Belge).

(2) Emploi défendu par la loi.

tives à l'observation des lois du travail. Une ou plusieurs de ces mises en demeure concernaient 13,732 établissements différents sur 22,323 visites, soit 61 p. o/o, savoir :

	NOMBRE d'établissements différents		
	mis en demeure une ou plusieurs fois.	visités.	sur 100 éta- blissements visités ont été mis en demeure.
Manufactures.....	10.879	19.144	57
Boulangeries.....	2.812	3.002	93
Mines.....	41	177	23
ENSEMBLE.....	13.732	22.323	61

Les inspecteurs ont poursuivi 59 contraventions ; ils ont abouti à 26 condamnations, avec un total de 3.200 francs d'amende, et à 21 acquittements.

Ils ont été avisés de 710 accidents de toute nature, dont 48 suivis de mort : 40 dans les manufactures et 8 dans les mines.

Les associations coopératives d'épargne et de crédit foncier mutuel de l'État de New-York (1). — Au 31 décembre 1896, ces associations étaient au nombre de 368, le capital dû aux déposants dépassait 75 millions de francs, représentés par une valeur égale de prêts hypothécaires ou autres consentis aux membres. Le nombre total de parts d'épargne en cours de libération était de 722.073 réparties entre 74.614 porteurs, et dont 154.886 appartenaient à 11.856 membres qui étaient en même temps emprunteurs. Les recettes de l'année ont dépassé 55 millions de francs, dont plus de 25 millions de francs en versements sur parts souscrites. Les prêts hypothécaires de l'année ont dépassé 20 millions de francs. Les dépenses d'administration ont été de 3.500.000 francs. Rappelons que la population de l'état de New-York pouvait être évaluée en 1896 à 6.600.000 individus.

Les employés de chemins de fer actionnaires (2). — La Compagnie de chemins de fer du *Central Illinois*, aux États-Unis, et diverses compagnies voisines, exploitant au total plus de 2,000 kilomètres de voies ferrées, ont établi un système de versements échelonnés pour faciliter à leur personnel l'acquisition des actions de la compagnie qui les emploie.

Au commencement de chaque mois, l'Administration notifie à ses employés un prix auquel ils pourront pendant tout le mois devenir acquéreur de ses actions. A cet effet, ils ont le privilège de souscrire une action à la fois, libérable par versements partiels de 25 francs ou de multiples de 25 francs. Le premier versement doit être prélevé sur la première paye qui suit la souscription. L'employé peut ensuite demander qu'on lui fasse une retenue mensuelle pour assurer ses versements ultérieurs. Dès que les versements sont complets, l'employé reçoit un certificat d'ac-

(1) D'après le *Annual report on cooperative savings and loan associations*. Voir à la Bibliographie. Sur le mécanisme de ces sociétés, voir *Bulletin* d'août 1894, p. 424. Sur leurs opérations, voir aussi *Bulletins* de décembre 1894, janvier 1895, avril et juin 1897.

(2) *Seventh biennial report of the bureau of labor statistics for the State of Iowa*. Voir à la bibliographie.

tion nominative avec droit aux dividendes et à une voix délibérative. Il peut recommencer de suite une souscription nouvelle dans les mêmes conditions.

Les versements partiels portent intérêt à 4 p. 1 o/o jusqu'à libération totale, à condition qu'il ne s'écoule pas plus de douze mois consécutifs entre deux versements. A l'expiration de ce délai, l'intérêt des dépôts cesse de courir et le tout, versements et intérêts, est tenu à la disposition du souscripteur.

Versements et intérêts sont pareillement rendus à toute époque à tout souscripteur qui désire cesser ses dépôts et à tout employé qui quitte la compagnie, à moins que celui-ci ne libère immédiatement son titre. Tout employé qui n'a pas de titre en cours de libération peut acheter une action contre paiement comptant, au même prix que pour la vente à tempérament. Immédiatement après il peut souscrire un autre titre à libérer ultérieurement.

Ceux qui veulent acheter au comptant plus d'un titre à la fois adressent une demande à l'administration qui leur fait un prix spécial.

Les compagnies qui ont établi ce système comptent en dehors de leurs administrateurs 286 employés actionnaires, généralement avec une action seulement, et 1.485 souscripteurs d'actions en cours de libération.

Le but qu'on s'est proposé est d'établir une union plus étroite entre la Compagnie et ses employés; de donner à ceux-ci un intérêt direct et personnel dans les bénéfices et la bonne marche de l'exploitation, en même temps de leur fournir un placement avantageux de leurs modiques épargnes.

On pense que le système adopté est avantageux au personnel, aux compagnies et au public.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mai (1). — Légère amélioration sauf pour les industries affectées directement ou indirectement par la grève du pays de Galles 2,7 p. o/o de chômeurs dans 116 trade-unions groupant 467,982 membres, contre 2,9 p. o/o en avril 1898 et 2,3 p. o/o en mai 1897.

En un jour de la deuxième semaine de mai 1898, l'assistance publique a secouru 329,059 personnes, soit 208 p. 10,000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 210 en avril 1898 et 204 en mai 1897.

En dehors des mines du pays de Galles 5,38 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits de houillères employant 371,000 mineurs, contre 4,98 en avril 1898 et 5,20 en mai 1897.

345 hauts fourneaux en marche à la fin de mai 1898, avec 22,559 ouvriers, contre 339 en avril 1898 et 352 en mai 1897. La différence avec l'année dernière est entièrement due à la grève du pays de Galles.

Grèves. — 56 nouvelles grèves en mai avec 9,718 chômeurs, contre 44 avec 130,528 en avril 1898, et 101 avec 16,638 en mai 1897; — 33 grèves dans le bâtiment, 6 dans les mines et carrières, 8 dans les métaux, 3 dans les textiles. Sur 47 grèves terminées, anciennes et nouvelles, 20 succès, 22 transactions 5 échecs.

La grève des mineurs du Pays de Galles (1). — Notre dernier Bulletin a indiqué quelle était la situation de cette grève au 14 mai dernier. Les patrons avaient fait des propositions, à la date du 11 avril, et se déclaraient prêts à reprendre les ouvriers à ces conditions. Quant à en accepter la discussion, ils ne consentaient à le faire qu'avec des délégués munis de ces *pleins pouvoirs*, que les ouvriers, après plusieurs *referenda*, avaient refusé de leur accorder. La grève continuait.

Deux nouvelles réunions des délégués ouvriers, les 16 et 17 mai, furent suivies d'une demande de conférence adressée aux patrons (21 mai) et repoussée par eux, toujours sur la question des pleins pouvoirs. Enfin, le 26 mai, les délégués résolurent de se porter forts pour leurs mandants et de s'attribuer lesdits pleins pouvoirs : le 31 mai, une conférence mixte s'ouvrit, mais sans succès. Les contre-propositions des patrons furent repoussées par les délégués ouvriers, et ce rejet fut confirmé par une réunion tenue à Cardiff le 7 juin.

Voici quelles étaient les revendications des parties :

1° Les *ouvriers* demandaient 10 p. o/o d'augmentation immédiate des salaires jusqu'au 31 décembre 1898. Les *patrons* déclaraient cette augmentation inadmissible à raison des circonstances du marché, et se référaient à leurs propositions du 11 avril, toujours maintenues par eux, qui constituaient, en fait, une augmentation de 3,16 p. o/o sur les salaires de mars 1898.

2° Les *ouvriers* proposaient qu'un comité de conciliation fût formé dans l'intervalle pour régler le taux général des salaires d'après les prix de vente. Ce comité serait composé de patrons et d'ouvriers en nombre égal, avec un arbitre agréé par les deux parties pour les départager, en cas de désaccord. Les pouvoirs de ce comité se prolongeraient jusqu'au 30 juin 1889; après cette date, l'une quelconque des parties pourrait y mettre fin, en notifiant sa décision à l'autre six mois à l'avance.

Les *patrons* repoussaient la nomination d'un arbitre départiteur. Ils demandaient qu'un tarif de salaires, basé sur le fonctionnement automatique d'une échelle mobile, fût arrêté tout d'abord, en prenant pour base les propositions patronales du 11 avril; un comité de conciliation, composé de patrons et d'ouvriers en nombre égal, aurait pour rôle d'aplanir les difficultés auxquelles ce tarif pourrait donner lieu, comme le faisait précédemment le comité mixte.

Enfin ils demandaient, comme condition *sine qua non*, que l'arrangement à intervenir fût conclu pour une durée *ferme* de quatre années. C'est seulement après ce délai qu'il pourrait être mutuellement dénoncé par avis, donné six mois à l'avance, le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet.

Ainsi que nous l'avons dit, ces propositions ont été repoussées. La grève continue, causant un tort considérable au commerce et à l'industrie locale. En mai, on a compté seulement 2,210 embarquements de marins à Cardiff, Swansea et New-Port, contre 7,525 en mai 1897, et le district n'a plus que trois hauts fourneaux en marche, contre seize l'année dernière.

D'après le *Daily chronicle*, le prix du charbon, à Cardiff, a monté de 100 p. o/o depuis le commencement de la grève, et les embarquements de houille, dans le même port, ont baissé de 2,500,000 tonnes (2), par rapport à l'année dernière, pendant les cinq premiers mois de l'année.

Le personnel et la production des houillères [1887-1897] (3). — Le ta-

(1) D'après la *Labour Gazette*. Voir Bulletin de mai, p. 425, et d'avril, p. 303.

(2) De 1,016 kilogrammes.

(3) Communication due à l'obligeance du *Labour department*.

bleau ci-dessous indique quels ont été le personnel et la production des houillères du Royaume-Uni en 1897, en 1896, et dix ans auparavant, en 1887.

	1897.	1896.	1887.
Production (milliers de tonnes de 1,000 kilogr.)...	205.369	198.472	164.720
AUGMENTATION P. O/O DE 1887 À 1897.....	24,7 p. o/o		
Nombres d'ouvriers.....	695.213 (1)	692.684	526.277
AUGMENTATION P. O/O DE 1887 À 1897.....	32,1 p. o/o		

C'est la première fois que la production houillère de l'Angleterre dépasse 200 millions de tonnes. De 1896 à 1897, la production a augmenté de 3,5 p. o/o, tandis que le personnel a augmenté de moins que 1/2 p. o/o (0,4). Inversement, de 1887 à 1897, le personnel a augmenté plus vite que la production.

ITALIE.

Les sociétés de secours mutuels (2). — Les sociétés de secours mutuels existant en Italie au 31 décembre 1895 étaient au nombre de 6.725 répandues dans 3.343 communes. Le tableau ci-après montre la progression du nombre des sociétés et du nombre des membres de 1862 à 1895 :

ANNÉES.	NOMBRE DE SOCIÉTÉS		NOMBRE DE MEMBRES		
	existantes.	ayant fait connaître le nombre de leurs membres.	absolu.	par société.	pour 100.000 habitants.
1862.....	443	443	111.608	252	#
1873.....	1.447	1.146	218.822	191	817
1878.....	2.091	1.981	331.548	167	1.165
1885.....	4.900	4.772	781.491	164	2.657
1895.....	6.725	6.587	994.183	151	3.216

(1) Dont 558,305 au fond et 136,908 à la surface.

(2) *Elenco delle Società di mutuo soccorso*, publié par le Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du commerce.

Les sociétés se classent comme il suit, en 1895, d'après le nombre des membres :

	p. o. o.	
De 0 à 100 membres.....	3.649	54,3
101 à 200 —.....	1.779	26,5
201 à 300 —.....	620	9,3
301 à 400 —.....	249	3,7
401 à 500 —.....	102	1,5
501 à 1.500 —.....	170	2,5
1.501 à 2.000 —.....	5	#
2.001 à 3.000 —.....	5	#
3.001 à 5.000 —.....	4	#
5.001 et au-dessus.....	4	#
N'ayant fait connaître le nombre de leurs membres.....	138	2,2
TOTAL GÉNÉRAL.....	6.725	100,0

On voit que les sociétés de moins de 100 membres forment plus de la moitié du total, celles de moins de 200 membres les trois quarts, celles de moins de 500 la presque totalité des sociétés qui ont fait connaître le nombre de leurs membres.

Le tableau ci-après donne quelques renseignements sur les opérations des sociétés en 1895 :

Nombre de sociétés qui, en dehors des secours de maladie, donnent à leurs membres les allocations ci-après :

Pensions de vieillesse ou d'invalidité; secours réguliers aux familles des sociétaires décédés.....	2.256
Secours extraordinaires aux sociétaires âgés ou invalides ou aux familles des sociétaires décédés.....	2.478
Secours d'accouchement ou d'allaitement.....	451
Allocations ayant pour but l'instruction des sociétaires ou de leurs enfants.....	417
Secours pour frais funéraires.....	1.891
Subsides aux sociétaires en cas de mort d'un membre de leur famille..	241
Secours spéciaux aux accidents du travail.....	489
Secours de chômage.....	234
Secours aux membres de sociétés affiliées en quête de travail.....	429

Nombre des sociétés :

Qui font des prêts d'argent aux sociétaires.....	1.151
Qui ont installé une coopération de consommation.....	409
Qui ont organisé une coopération de production.....	174
Qui ont des écoles du soir ou du dimanche pour les sociétaires et leurs familles.....	467
Qui s'occupent du placement des sociétaires en chômage.....	545
TOTAL DES SOCIÉTÉS (rappel).....	6.725

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 14 mai 1898 rapportant le décret du 31 janvier 1898 et classant les sociétés de secours mutuels appelées à bénéficier des dispositions de l'article 20 de la loi du 20 juillet 1895 (1).

(*Journ. offic.* du 29 mai 1898.)

ART. 1^{er}. Le décret du 31 janvier 1898 est rapporté.

ART. 2. Les sociétés de secours mutuels appelées à bénéficier des dispositions de l'article 20 de la loi du 20 juillet 1895 sont divisées en sept catégories, ainsi qu'il suit :

- 1^{re} catégorie : sociétés dont la pension moyenne est au-dessous de 30 francs ;
- 2^e catégorie : sociétés dont la pension moyenne est de 30 à 50 francs ;
- 3^e catégorie : sociétés dont la pension moyenne est de 51 à 75 francs ;
- 4^e catégorie : sociétés dont la pension moyenne est de 76 à 150 francs ;
- 5^e catégorie : sociétés dont la pension moyenne est de 151 à 250 francs ;
- 6^e catégorie : sociétés dont la pension moyenne est de 251 à 360 francs ;
- 7^e catégorie : sociétés qui n'ont pas encore constitué de pensions.

ART. 3. Chaque année, la somme attribuée aux sociétés de secours mutuels sur les comptes abandonnés des caisses d'épargne est répartie, par arrêté ministériel, entre les diverses catégories de sociétés susindiquées.

Cette répartition est faite, en ce qui concerne les six premières catégories, en raison inverse du chiffre moyen des pensions ci-dessus fixé et en raison directe du nombre des membres participants.

Circulaire ministérielle du 12 mars 1898.

Adressée aux préfets.

(*Délivrance gratuite des livrets prescrits par l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892.*)

[Aux termes de l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants dans les établissements industriels, les maîtres sont tenus de délivrer *gratuitement* aux père, mère, tuteur ou patron, un livret sur lequel sont portés les noms et prénoms des enfants des deux sexes âgés de moins de dix-huit ans, employés dans l'industrie, la date, le lieu de leur naissance et leur domicile. Il s'agit là d'une dépense obligatoire qui peut être inscrite d'office au budget communal.

Il y a lieu de rappeler aux municipalités la nécessité d'ouvrir au budget communal un crédit spécial destiné à couvrir les frais d'acquisition des livrets pour les enfants employés dans l'industrie.]

(1) Article attribuant aux sociétés de secours mutuels, approuvées et reconnues d'utilité publique, possédant un fonds de retraite à la Caisse des dépôts et consignations, les trois cinquièmes des fonds prescrits, chaque année, à l'égard des déposants aux caisses d'épargne.

Circulaire ministérielle du 13 avril 1898.

Adressée aux inspecteurs divisionnaires.

(Forme dans laquelle doivent être effectuées les mises en demeure prévues par l'article 6 de la loi du 12 juin 1893.)

L'article 6 de la loi du 12 juin 1893 porte que, avant de dresser procès-verbal pour infraction aux règlements d'administration publique prévus par l'article 3 de ladite loi, les inspecteurs du travail mettront les chefs d'industrie en demeure de se conformer aux prescriptions desdits règlements.

Conformément à l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures, la mise en demeure de l'inspecteur doit viser les *prescriptions* des décrets qui n'ont pas été observées et préciser les contraventions qui ont été relevées.]

Circulaire ministérielle du 14 avril 1898.

Adressée aux inspecteurs divisionnaires.

(Protection des meules et évacuation des poussières, décret du 10 mars 1894, art. 6 et 12.)

Les articles 6, § 3 et 12, § 4 du décret du 10 mars 1894 portent : 1° qu'il sera installé, notamment autour des meules qui déterminent des poussières, des tambours, en communication avec une ventilation aspirante énergique ; 2° qu'on devra prendre, autant que possible, des dispositions telles qu'aucun ouvrier ne soit habituellement occupé à un travail quelconque dont le plan de rotation d'engins tournant à grande vitesse et notamment desdites meules.

Sur le premier point, l'article 6 du décret ne prévoyant pas d'exception, on doit estimer que les prescriptions qu'il édicte, d'une manière formelle, sont applicables à tous les établissements où les meules occasionnent des poussières. L'enquête à laquelle il a été procédé démontre qu'il existe des installations où celles-ci sont enlevées au moyen d'une ventilation aspirante convenablement organisée. On peut citer, à cet égard, les installations des usines d'Imphy, d'Aillevilliers, de Baume-les-Dames, de Saint-Claude, de Chaumont, de Liebvilliers, les coutelleries de Langres, les ateliers de Troyes et du Creusot, de la Compagnie de l'Ouest à Rennes, de la manufacture des tabacs à Nantes, des usines de Port-Brillet, etc.

Quant à l'article 12, § 4 du décret précité, il exige seulement qu'on prenne le maximum de précautions compatibles avec les nécessités de l'industrie. Lorsqu'il s'agit de meules travaillant par leur surface cylindrique et lorsque l'ouvrier ne peut accomplir son travail qu'en poussant directement et normalement sur la pièce à façonner, il faut bien qu'il soit dans le plan de rotation. S'il s'agit de meules travaillant par leur face latérale, l'ouvrier qui s'en sert n'est pas placé dans le plan de rotation, mais il est aux abords immédiats. Il importe, toutefois, d'installer les meules de tous genres, de telle façon que les ouvriers étrangers au travail de ces meules ne se trouvent ni dans leur plan de rotation, ni à leurs abords immédiats.]

Lettre ministérielle du 13 avril 1898.

Adressée aux inspecteurs divisionnaires.

(Non-application des lois de 1892 et de 1893 dans les exploitations forestières.)

[Les deux lois de 1892 et de 1893 ne visent que les établissements industriels, et il est incontestable que les exploitations forestières qui ont un caractère plus particulièrement agricole, ne sauraient rentrer dans cette catégorie. Les inspecteurs du travail n'ont donc pas mission de surveiller les exploitations dont il s'agit.]

JURISPRUDENCE.

Prud'hommes. — Compétence. — Demande reconventionnelle.

Conformément à l'article 2 de la loi du 12 avril 1838, applicable aux conseils de prud'hommes de même qu'aux tribunaux civils et de commerce, le montant d'une demande reconventionnelle, exagéré ou non, doit intervenir dans la fixation du taux du ressort quand cette demande relève une cause de préjudice résultant d'un fait antérieur à l'assignation et quand, par conséquent, elle n'est pas uniquement fondée sur la demande principale (1).

Il s'agissait, dans l'espèce, d'un patron assigné en paiement de salaires inférieurs à 200 francs par plusieurs ouvrières qui avaient abandonné ses ateliers; sans méconnaître la légitimité de leurs réclamations, il demandait reconventionnellement contre chacune d'elles une somme de 525 francs à titre de dommages-intérêts en réparation du préjudice que leur départ lui avait causé. Le jugement cassé par la Cour, s'appliquait, pour déclarer l'appel irrecevable, non sur ce que les conclusions du patron auraient pour fondement l'action de l'ouvrier et ne seraient qu'un moyen de défense à cette action, mais bien sur ce qu'elles ne seraient justifiées que jusqu'à concurrence de 25 francs.

Cour de cassat., 22 déc. 1897. — Annulation d'un jugement du tribunal de 1^{re} instance d'Yssingaux, en date du 30 décembre 1895.

Prud'hommes. — Diffamation commise dans l'exercice de leurs fonctions.

Les articles 479 et 483 du code d'instruction criminelle ne s'appliquent pas aux conseillers prud'hommes; ils sont soumis au droit commun à raison des délits qu'ils peuvent commettre dans l'exercice de leurs fonctions; toute personne lésée par un tel délit peut les citer directement devant les tribunaux correctionnels.

L'article 41 de la loi du 29 juillet 1881 n'assure pas l'impunité des imputations diffamatoires ou injurieuses même produites par le juge, lorsqu'elles ont été faites dans l'intention de nuire et sans nécessité pour la cause qui lui est soumise ou qu'il a à rapporter.

Cour d'appel de Paris. — *Chambre correctionnelle, 11 août 1897, Henry C. Borderela.*

(1) Voir au *Bulletin* de novembre 1897, page 736, un arrêt de la Cour relatif aux demandes reconventionnelles uniquement fondées sur la demande principale.

**Louage de services sans détermination de durée.
Rupture brusque motivée.**

L'ouvrier congédié brusquement par le patron auquel le liait un contrat de louage de services sans détermination de durée ne peut obtenir de dommages-intérêts que s'il prouve, en même temps que le préjudice qui lui a été causé, la faute que le patron aurait commise en abusant du droit qu'il avait de résilier le contrat par sa seule volonté;

L'arrêt de la Cour constate ce qui suit :

« Attendu que le jugement attaqué, pour condamner la société Decauville à payer 100 francs de dommages-intérêts à Ségala, ouvrier brusquement congédié par elle, ne relève aucune faute à sa charge; qu'il se borne à déclarer que ce renvoi a eu lieu sans motifs légitimes;

Qu'il ajoute, il est vrai, que ce renvoi paraît avoir eu pour cause le rôle de l'ouvrier congédié dans la tentative de constitution d'un syndicat professionnel, mais que cette circonstance ne saurait établir que la société ait abusé de son droit et commis une faute, alors qu'il est constaté par le même jugement que la propagande de Ségala s'exerçait dans l'intérieur des ateliers; qu'en effet, si le patron doit respecter la liberté de ses ouvriers hors de l'atelier et, s'il peut y avoir faute de sa part à les renvoyer brusquement pour avoir usé d'une faculté que la loi leur reconnaît, ceux-ci par contre sont soumis dans l'atelier, à son droit de police dont l'exercice ne peut engager sa responsabilité lorsqu'il n'est contraire ni à la loi ni à l'usage, ni à la convention. »

Cour de cassat., 19 juin 1897. — Annulation d'un jugement du tribunal civil de Corbeil, en date du 28 juin 1895.

Louage de services sans détermination de durée.

Le louage de services sans détermination de durée peut toujours cesser par la volonté de l'une ou l'autre des parties contractantes. Conformément au 2^e paragraphe de la loi du 27 décembre 1890, la responsabilité de l'une des parties ne peut être engagée que par la preuve, dûment administrée par l'autre, d'une faute résultant d'un fait contraire à la loi, à l'usage ou aux conventions.

Cour d'appel de Pau, 28 juin 1897; Gompel et C^{ie} c. Lange.

Marchandage. — Éléments du délit. — Complicité de l'entrepreneur.

Le paragraphe 2 du décret du 2 mars 1848 qui interdit l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou marchandage et l'arrêté du 21 mars 1848 qui réprime ce délit sont encore en vigueur, mais ces dispositions visent exclusivement les sous-entrepreneurs ouvriers dits marchandeurs ou tâcherons: elles ne s'appliquent ni au sous-entrepreneur non ouvrier, ni au travail à la tâche, ni aux associations d'ouvriers qui ne comportent pas d'*exploitation* des uns par les autres.

L'*exploitation* de l'ouvrier par le sous-entrepreneur ouvrier comporte par sa nature au sens des décret et arrêté de mars 1848, l'appréhension d'un acte frauduleux aboutissant au profit abusif que le tâcheron tire du travail de l'ouvrier; cet acte

nécessite donc pour devenir délictueux la réunion de trois éléments : un fait matériel, une intention de nuire et un préjudice pour l'ouvrier (1).

Si l'entrepreneur aide le sous-traitant à commettre cet acte délictueux, il en est complice et, suivant le droit commun, tombe sous le coup des dispositions générales des articles 59 et 60 du Code pénal.

Il s'agissait d'un sous-traité de main-d'œuvre exécuté par des tailleurs de pierre employés à la journée et qui n'avaient pas reçu l'intégralité de leurs salaires.

Les ouvriers soutenaient que les décret et arrêté de mars 1848 prohibent toute convention faite par un tâcheron ouvrier pour la sous-entreprise d'un travail de main-d'œuvre. Ils prétendaient de plus que le patron avait eu recours à une combinaison dolosive pour obtenir un travail sans le payer intégralement et qu'il aurait traité avec un tâcheron insolvable à des conditions qu'il savait d'avance impossibles à remplir, ce qui devait avoir pour conséquence de frustrer les ouvriers de leurs salaires.

Cour de cassation, 4 février 1898 ; annulation partielle d'un arrêt de la Cour de Paris, en date du 19 juillet 1897.

Loi sur le travail des femmes et des enfants (art. 26). Pas de circonstances atténuantes.

L'article 26 de la loi du 2 novembre 1892 fixe le minimum de l'amende à 5 francs et n'autorise pas l'admission des circonstances atténuantes.

En ne condamnant le prévenu qu'à 1 franc d'amende, le juge fait une fausse application de l'article 463 du Code pénal.

Cour de cassation, 2 avril 1898 ; annulation d'un jugement du juge de simple police de Bollène, en date du 16 novembre 1896.

(1) D'après cette doctrine, ce que le décret du 2 mars interdit et ce que l'arrêté du 21 mars punit, ce ne serait pas le *sous-traité de main-d'œuvre* en lui-même, même quand le sous-traitant est ouvrier, c'est l'*exploitation qualifiée marchandage* dont l'ouvrier exécutant peut souffrir quand le sous-traité est fait de mauvaise foi par le sous-traitant et assure à ce dernier un profit abusif. (N. D. L. R.)

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES. OFFICE DU TRAVAIL. — *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage survenus pendant l'année 1897* (1 vol. in-8° de 304 pages; Paris, 1898. Impr. nat.). Après une note préliminaire résumant les principaux points de cette statistique annuelle, on trouve, comme les années précédentes, 10 tableaux classant les circonstances des grèves de l'année à différents points de vue : par professions, par causes, par résultats, par nombres de grévistes, etc. Viennent ensuite 88 monographies des applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage, des études sur le mouvement gréviste des tullistes du Pas-de-Calais, sur celui des tourneurs-décolleteurs de Paris et sur celui des mutetiers des mines de fer de Rancié. Pour finir, le texte de la loi du 27 décembre 1892.

Pour la première fois, on trouve dans la note préliminaire placée en tête du volume un calcul relatif seulement aux grèves qui ont eu pour but des modifications du salaire journalier et montrant le salaire moyen des grévistes avant et après la grève, le montant des salaires perdus pendant les jours chômés par les grévistes proprement dits, la perte moyenne pour chaque gréviste, le bénéfice brut pour tous les ouvriers après 300 jours de travail, à la suite des grèves terminées par une réussite ou une transaction; le bénéfice net, également pour tous les ouvriers — c'est-à-dire le bénéfice brut diminué du montant des salaires perdus — puis le bénéfice net de chaque gréviste au bout de ces 300 jours, et enfin le nombre de jours nécessaires pour établir la compensation des salaires perdus pendant la grève. Puis, dans un total général, il a été fait un bloc des réussites, des transactions et des échecs, afin de donner le résultat pour l'ensemble des grévistes.

Des calculs établis sur les mêmes bases ont été faits dans plusieurs pays étrangers, notamment par le Bureau de statistique du travail de l'État de New-York. S'il est certain que les bénéfices bruts et nets ainsi calculés fournissent des sortes d'*index numbers* relatifs aux résultats matériels des grèves et dont la comparaison d'une année ou d'un pays à l'autre peut être instructive, il ne faut pas oublier que la base de 300 jours choisie pour ces calculs comporte une certaine dose d'arbitraire, même en ne considérant que l'effet direct des grèves sur les seuls établissements où le travail a été suspendu.

AUTRICHE. — DÉPARTEMENT DE LA STATISTIQUE DU MINISTÈRE DU COMMERCE. — *La conciliation dans l'industrie autrichienne* (1 vol. in-4° de 217 pages; Vienne, Holder, 1898.)

BELGIQUE. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL. OFFICE DU TRAVAIL. — *Travail de nuit des ouvrières de l'industrie dans les pays étrangers (France, Suisse, Grande-Bretagne, Autriche, Allemagne)*. (1 vol. in-8° de 271 pages. Bruxelles 1898; Office de publicité et Société belge de librairie). Le rapport étudie séparément chacun de ces pays en considérant à tour de rôle : les textes législatifs et administratifs ayant trait au travail de nuit des ouvrières; le mode et le degré d'application de ces prescriptions; l'influence sociale, industrielle,

morale, domestique exercée dans chaque pays par la réglementation de l'emploi de la femme au travail nocturne; les projets de révision tendant soit à développer, soit à restreindre la législation actuellement en vigueur.

Deux annexes sont en outre consacrées respectivement aux législations néerlandaise et néo-zélandaise.

DANEMARK. — BUREAU DE STATISTIQUE DE L'ÉTAT. — *Communications de statistique, 4^e série, tome II* (1 vol. in-8°; Copenhague, Bianco Lunos, 1898).

ÉTAT DE NEW-YORK. — SERVICE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL. — *Eleventh annual report of the factory inspector* (1 vol. in-8° de 1282 pages. New-York, 1897, Wynkoop and Co, State printers). État détaillé par comté des établissements visités, du personnel par catégories de protégés, et des injonctions faites par les inspecteurs en vertu des lois du travail. En tête du volume, on trouve les lois sur la protection des travailleurs industriels et, à la fin, les lois minières de l'État de New-York ainsi que le rapport de l'inspecteur des mines; on y trouve aussi le compte rendu *in extenso* du Congrès des inspecteurs du travail de l'Amérique du Nord tenu à Toronto (Canada) en 1896.

———— STATE COMMISSION OF PRISONS. — *Third annual report for 1897* (1 vol. in-8° de 236 pages. Albany, 1898). 3^e rapport annuel de la Commission officielle des prisons.

ÉTAT DE NEW-YORK. — BUREAU DE SURVEILLANCE DES BANQUES. — *Annual report of the superintendent of banks relative to cooperative savings and loan associations for the year 1894*. (1 vol. in-8° de 799 pages, New-York, 1897. Wynkoop, state printers.) Rapport sur les opérations des associations coopératives d'épargne et de crédit foncier mutuel de l'État de New-York. Voir *Bulletin*, p. 525.

ÉTAT D'IOWA. — BUREAU DE STATISTIQUE DU TRAVAIL. — *Seventh biennial report*. (1 vol. in-8° de 176 pages. Des Moines, 1897, Conaway State print.) Septième rapport annuel. Diverses statistiques du travail. Rapport sur les programmes et les résultats de l'enseignement des éléments du travail manuel dans les écoles primaires supérieures comme procédé d'éducation. Rapport sur un système facilitant aux employés de chemins de fer, par la vente à crédit, l'acquisition des actions de la Compagnie qui les emploie, comme placement de leurs épargnes. Rapport sur la communauté de collectivistes chrétiens d'Amarna, sur le Mississipi.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BIBLIOGRAPHIE.

Suite.

FINLANDE. — CONTRIBUTION À LA STATISTIQUE OFFICIELLE. — *Statistique de l'industrie, année 1893* (1 vol. in-4 de 225 pages; Helsingfors, 1897). — *Mouvement de la population de Finlande en 1895* (1 vol. in-4° de 88 pages; Helsingfors, 1897). — *Compte rendu de l'état de assurance en Finlande en 1896* (1 vol. in-8° de 37 pages et 23 tableaux, Helsingfors, 1897).

GRANDE-BRETAGNE. — BOARD OF TRADE — *Coal tables* (1 broch. in-4° de 53 pages. Londres, 1898; Eyre et Spottiswoode edit.) Rapport général sur la production et la consommation houillère des principaux pays du monde : Europe, Japon, États-Unis d'Amérique, Colonies britanniques, ainsi que sur le personnel ouvrier des exploitations. — Production des lignites. — Production des pétroles (Russie et États-Unis).

CENTRAL OFFICE OF FRIENDLY SOCIETIES. — *Special report on sickness and mortality* (1 vol. in-4° de 1307 pages. Londres, 1898; Eyre et Spottiswoode). Rapport spécial de l'actuaire du Bureau central des sociétés de secours mutuels sur la morbidité et la mortalité dans ces sociétés. Ces calculs sont basés sur les comptes rendus quinquennaux adressés au Registrar de 1856 à 1880. Ils sont accompagnés d'un rapport de ce fonctionnaire et de tables basées sur des taux d'intérêt variant de 2 1/2 p. o/o à 4 p. o/o.

ITALIE. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. — *Elenco delle Società di mutuo soccorso* (1 vol. in-4° de 218 pages. Rome, 1898; Tipogr. della casa editrice italiana). Statistique des sociétés de secours mutuels reconnues et non reconnues.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{IE}.

- Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers.** — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893)..... 8 fr.
- De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger.** — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893)..... 6 fr.
- Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes.** — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893)..... 1 fr. 50
- Salaires et durée du travail dans l'industrie française.**
 Tome I^{er} : *Seine*. — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893)..... 7 fr. 50
 Tomes II et III : *Départements*. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896) chaque. 7 fr. 50
 Tome IV : *Résultats généraux*. — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897)..... 6 fr.
Manufactures de l'État et chemins de fer. — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896).... 1 fr. 50
Album graphique. — 29 planches in-8° (1897)..... 4 fr.
- La petite industrie (salaires, durée du travail).**
 Tome I^{er} : *L'alimentation à Paris*. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893)..... 2 fr. 50
 Tome II : *Le vêtement à Paris*. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896). 5 fr.
- Les associations ouvrières de production (en France).** — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.
- Hygiène et sécurité des travailleurs.** — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895)..... 5 fr.
- Documents sur la question du chômage.** — 1 vol. in-8° de 398 p. (1896)..... 4 fr.
- Minimum de salaire dans les travaux publics.** — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897).... 2 fr.
- L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.**
Résultats financiers. — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892)..... 1 fr. 50
Statistique des accidents de travail. — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892)..... 1 fr. 50
- Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie.**
En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893)..... 1 fr. 50
En Autriche. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893)..... 1 fr. 50
- Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.**
 1^{re} partie : *Accidents*. — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894)..... 1 fr. 50
 2^e partie : *Maladie, Invalidité, Vieillesse*. — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895)..... 2 fr.
- Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage.**
Années 1890, 1891, et 1892. — 2 vol. in-8° de 123 et 186 p. chaque..... 1 fr. 50
Années 1893, 1894, 1895, 1896. — 5 vol. in-8° de 1 fr. 50, 3 fr. 50 et..... 3 fr.
Année 1897. — 1 vol. in-8° de 304 p. (1898)..... 3 fr.
- Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.**
Dén. général. — 1 vol. in-8° jésus de 814 p. (1894)..... 15 fr.
Dén. des étrangers. — 1 vol. in-8° jésus de 349 p. (1893)..... 7 fr. 50
- Annuaire statistique (1892-1894).** — 1 vol. in-8° jésus de 783 p. (1894)..... 8 fr.
Idem. (1895-1896). — 1 vol. in-8° jésus de 624 p. (1896)..... 8 fr.
Idem. (1897). — 1 vol. in-8° jésus de 520 p. (1897)..... 7 fr. 50
- Statistique annuelle (1890-1892).** — 1 vol. in-8° jésus de 550 p. (1895).... 7 fr. 50
Idem. (1893-1894). 2 vol. in-8° de 257 et 249 p. chaque..... 5 fr.
Idem. (1895). — 1 vol. in-8° jésus de 227 p. (1898)..... 5 fr.
- Annuaire des syndicats professionnels (1897).** — 1 vol. in-8° de 620 p. (1897).... 5 fr.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Direction de l'Office du Travail,

Rue de Varenne, 80,

PARIS.

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : à Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

MISE EN VENTE DE NOUVELLES ALLUMETTES

de fabrication inoffensive pour la santé des ouvriers.

L'Administration des manufactures de l'État met en vente dans les bureaux de tabac et chez les autres dépositaires de nouvelles allumettes semblables, d'aspect et d'emploi, aux allumettes communes à phosphore blanc; elles sont du même prix, et, comme elles, s'allument par frottement sur des surfaces quelconques.

L'inflammation de ces allumettes est basée sur l'emploi du sulfure de phosphore. La manipulation de ce produit n'affecte en rien la santé des ouvriers employés à la fabrication des allumettes. Sa production peut être obtenue sans aucun danger, comme celle du phosphore rouge par l'industrie chimique, moyennant l'adoption de dispositifs convenables.

Les nouvelles allumettes portent la marque S C, d'après l'initiale de deux ingénieurs des manufactures de l'État, MM. Sévène et Cahen, qui sont les auteurs de cette utile découverte.



BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		<i>Mouvement social à l'étranger.</i>	
Revue du travail :		Allemagne : Revue du travail en mai. —	
Situation générale.....	539	Les grèves. — L'action des associations	
Analyse, par département, des rensei-		professionnelles. — Augmentation du	
gnements fournis : 1° par les associa-		capital de la caisse centrale des associa-	
tions patronales, etc.; 2° par les		tions. — Ordonnance du 11 mai 1898	
correspondants.....	543	sur la fabrication des accumulateurs au	
Analyse, par département, des rensei-		plomb. — Prix des denrées et des loyers.	
gnements fournis par les associations		— L'assistance en Bavière. — L'industrie	
ouvrières.....	550	de la pêche maritime.....	603
Renseignements divers :		Belgique : Revue du travail en mai. —	
Adjudications; commerce extérieur;		Grèves.....	609
transports; prix courants divers;		Grande-Bretagne : Revue du travail en juin.	
faillites; autorisations de bâtir;		Grèves. — La grève des mineurs du pays	
mont-de-piété de Paris.....	461	de Galles. — L'industrie cotonnière aux	
Placement gratuit.....	567	Indes anglaises.....	609
Assistance.....	571	Italie : Loi du 17 mars 1898 sur les acci-	
Mouvement syndical.....	573	dents du travail.....	611
Conciliation et arbitrage.....	580	Suisse : Arrêté sur le travail des femmes et	
Les grèves en juin.....	581	des enfants.....	617
Institutions de prévoyance.....	584		
L'inspection du travail (1 ^{er} semestre 1898).	585	<i>Actes et documents officiels.</i>	
Le budget de l'inspection du travail en		Loi du 30 mars 1898 sur le Métropolitain.	
1898.....	586	— Loi de finances du 13 avril 1898. —	
L'association des industriels de France contre		Arrêté ministériel du 7 juin 1898. —	
les accidents du travail.....	587	Décret du 18 juin 1898. — État des tra-	
L'association normande pour prévenir les		vaux législatifs.....	619
accidents du travail.....	600	<i>Bibliographie.</i>	

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts.

Armand COLIN et C^{ie}, éditeurs,
5, rue de Mézières.

Le *Bulletin de l'Office du travail* paraît tous les mois. — On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

PRIX DE L'ABONNEMENT	{	POUR LA FRANCE.....	2 fr. 50 par an.
		POUR L'UNION POSTALE.....	3 fr. 50 —

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Pendant le mois de juin, l'activité du travail déjà signalée dans les mines, les carrières, la mégisserie, les entreprises de charpente et de menuiserie, l'industrie métallurgique, la construction mécanique et l'industrie du bâtiment s'est maintenue; une amélioration s'est produite chez les gantiers et chez les ferblantiers boîtiers. Au contraire, un ralentissement de travail a été signalé chez les typographes, les tanneurs-corroyeurs, les ouvriers en chaussures et les selliers, les ouvriers des filatures et tissages tant mécaniques qu'à la main, mais chez ces derniers principalement, dans les industries linière, lainière et cotonnière et dans la soierie, chez les ouvriers de l'industrie du vêtement qui arrivent à fin de saison. chez les chapeliers, chez les ouvriers en voitures, chez les horlogers et chez les ouvriers de l'industrie de la porcelaine.

Dans l'ensemble, la situation est jugée plus mauvaise que celle de l'an dernier pour les causes déjà énumérées dans le précédent Bulletin et qui ont continué à agir défavorablement sur notre industrie.

La proportion des ouvriers en chômage est restée à peu près la même plutôt avec tendance à baisser. Parmi les 530 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 juin, 13 p. o/o des chambres syndicales groupant 11 p. o/o des syndiqués estiment que l'ouvrage a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, 52 p. o/o des syndicats réunissant 57 p. o/o des adhérents jugent qu'il a été en même quantité et pour 35 p. o/o des syndicats avec 32 p. o/o des syndiqués, il a été moins abondant.

Une diminution variable suivant les localités et allant jusqu'à 0 fr. 05 par kilogramme s'est produite sur le pain, à la suite de la baisse du blé et de la farine. Une baisse a eu lieu également sur les légumes, grâce à l'augmentation des arrivages.

Comme en juillet 1897, nous publions le diagramme ci-après qui fournit une représentation de la variation mensuelle du chômage de juin 1894 à mai 1898, d'après les évaluations des syndicats ouvriers.

The graph illustrates the monthly variation of the number of deaths in Paris from 1894 to 1898. The vertical axis represents the number of deaths, ranging from 0 to 15 per cent. The horizontal axis represents the months, grouped by year. The graph shows a significant peak in deaths during the winter months of 1894 and 1895, followed by a period of relative stability and then a sharp decline in 1896 and 1897.

Year	Month	Deaths (per cent)
1894	Juin	0.5
	Août	1.5
	Octobre	1.2
	Décembre	1.5
1895	Février	1.5
	Avril	1.5
	Juin	1.5
	Août	1.5
1896	Octobre	1.5
	Décembre	1.5
	Février	1.5
	Avril	1.5
1897	Juin	1.5
	Août	1.5
	Octobre	1.5
	Décembre	1.5
1898	Février	1.5
	Avril	1.5
	Juin	1.5
	Août	1.5

(1) Sur ce diagramme, l'écartement des lignes horizontales correspond à une variation du chômage égale à 1 p. 100 du nombre des travailleurs considérés. D'autre part, les syndicats des mineurs ne répondant pas régulièrement chaque mois, nous avons tracé séparément deux courbes dont l'une est approximative, établie depuis juin 1898, correspond aux variations du chômage, les mineurs non compris; l'autre, en trait continu, aux variations du chômage, les mineurs compris.

Ainsi qu'on peut le remarquer, d'après le diagramme ci-joint, le chômage qui, en 1894, s'était maintenu toujours au-dessus de 10 p. o/o du nombre des travailleurs considérés, descendait au-dessous de 5 p. o/o en 1895 à partir du deuxième trimestre; mais en janvier 1896, le chômage dépassait de nouveau 5 p. o/o, restait entre 5 et 10 p. o/o pendant le deuxième trimestre 1896 et dépassait un peu 10 p. o/o en janvier 1897. La proportion du chômage, qui avait baissée avec la reprise du travail du printemps jusqu'à 5 p. o/o en 1897, est remontée, pendant le deuxième trimestre 1897 à la suite de la crise des industries textiles et de celles des cuirs et peaux qui avait été en s'accroissant, l'activité du travail des mines et de la métallurgie n'ayant qu'en partie compensé l'élévation du chômage due aux autres industries.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. HORTICULTURE. FORÊTS. — La pêche côtière a repris grâce à un temps plus favorable; la pêche de la sardine est commencée sur les côtes de Bretagne. Pleine saison de travail chez les horticulteurs; de même chez les ouvriers agricoles et situation estimée dans l'ensemble meilleure que l'an dernier, grâce à l'état plus prospère des récoltes. Chez les bûcherons, l'écorçage a duré moins longtemps que l'an dernier; les écorces à tan se vendent moins bien par suite de la concurrence des nouveaux procédés employés dans la tannerie.

MINES. CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100,000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de juin le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5.93	"	"	"	40	60
Loire.....	5.97	"	"	"	10	90
Gard et Hérault.....	5.97	"	"	"	9	91
Provence (lignite).....	5.37	"	"	"	100	"
Tarn et Aveyron.....	6.00	"	"	"	"	100
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	5.83	"	"	"	72	28
Centre, Bourbonnais, Créuse et Auvergne..	5.89	"	"	1	32	67
ENSEMBLE pour la France.	5.93	"	"	"	31	69

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 6,00; il était de 5,87 en juin 1897.

CARRIÈRES. — Pas de chômeurs signalés chez les carriers; la situation satisfaisante constatée dans le précédent Bulletin s'est maintenue.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — La minoterie a maintenu la reprise du travail du mois dernier. D'après une statistique publiée au *Journal officiel*, les imputations totales du mois de juin, quantités déclarées pour la consommation tant d'importation directe que sorties d'entrepôt, stocks en entrepôt ou cargaisons en cours de débarquement, seraient de 8,354,148 quintaux (chiffres provisoires); ces quantités étaient de 5,099,000 quintaux en mai dernier. Dans les brasseries, le travail est devenu plus actif avec la saison plus favorable. Chez les boulangers et chez les cuisiniers-pâtisseries, situation stationnaire, plutôt en amélioration sur le mois dernier. On compte un peu moins de 14 p. o/o de chômeurs chez les boulangers, un peu moins de 11 p. o/o chez les pâtisseries-cuisiniers.

PAPIER. CARTON. INDUSTRIE DU LIVRE. — Dans l'industrie du papier, les affaires ont été jugées plus difficiles que l'an dernier par suite de l'augmentation de la concurrence, les prix de vente ont eu tendance à la baisse.

Dans les imprimeries, un ralentissement du travail a suivi l'activité du mois précédent, cependant les commandes ordinaires qui avaient été retardées ont pu maintenir, dans l'ensemble, un bon courant d'affaires. Chez les lithographes, situation stationnaire. On compte un peu moins de 5 p. o/o de chômeurs chez les typographes et chez les lithographes, à Paris; un peu plus de 3 p. o/o en province et un peu plus de 3 p. o/o dans l'ensemble des syndiqués. 19 p. o/o des chambres syndicales groupant 14 p. o/o des syndiqués estiment que le travail a été plus actif que l'an dernier à même époque; 21 p. o/o des syndicats avec 24 p. o/o des adhérents considèrent qu'il a été moins abondant et, pour 60 p. o/o des syndicats réunissant 62 p. o/o des syndiqués, il a été en même quantité.

En particulier, l'ouvrage a été tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les typographes d'Amiens, Boulogne-sur-Mer, Lons-le Saunier, Lyon (imprimeurs-conducteurs), Grenoble, Limoges, Tulle, Lorient, Châteaudun et Granville; pour moins abondant chez les typographes de Roubaix, Dôle, Bourg, Cusset, Clermont-Ferrand, Chambéry, Rodez, Toulouse, Brest, le Havre, chez les timbreurs et chez les dessinateurs-écrivains-lithographes de Paris; pour le reste, pas de changement signalé.

CUIRS ET PEAUX. — Le travail a repris chez les mégissiers. Il est resté plutôt calme chez les tanneurs-corroyeurs pour les motifs déjà signalés dans le précédent Bulletin. Chez les ouvriers en chaussures, l'ouvrage est jugé moins abondant que l'an dernier; les commandes de réassortiment sont faibles, surtout en chaussure fantaisie, par suite de la température défavorable. La ganterie a marqué une amélioration sur le mois dernier. Chez les selliers, la concurrence des nouveaux modes de locomotion, le manque de grandes adjudications et les pluies des mois précédents ont fait manquer la saison d'été.

On compte environ 8 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux et chez les cordonniers, un peu moins de 4 p. o/o chez les gantiers.

Le travail est jugé plus actif que l'an dernier, notamment chez les mégissiers d'Annonay et chez les gantiers de Grenoble et de Niort; plus faible chez les ouvriers en cuirs et peaux de Graulhet, Issoudun, Vendôme et Châteaurenault; chez les ouvriers en chaussures de Paris, Valence, Nice, Montpellier, Villeneuve-sur-Lot (Lot-

et-Garonne) et Limoges; chez les gantiers de Millau et chez les selliers de Paris; pour le reste, il n'a pas été signalé de variation notable.

TEXTILES. — Situation stationnaire dans les filatures et dans les tissages de l'industrie lainière, linière et cotonnière, sauf dans les peignages où une certaine activité s'est maintenue. Les filatures et les tissages de coton et de lin sont les plus éprouvés par suite de la mévente des produits; des stocks se sont formés malgré les bas prix de vente consentis; dans certains centres, dans l'Ouest, on a arrêté les usines 2 jours par semaine. La soierie, surtout pour les articles de soie pure, a également un petit courant d'affaires. La rubannerie, l'industrie du tulle sont aussi atteintes. Les ateliers de teinturerie et d'apprêts ont suivi le ralentissement des filatures et tissages. Situation stationnaire dans la bonneterie de laine et dans celle de coton. Chez les tapissiers, la saison d'été a été plus courte que celle de l'an dernier, et un ralentissement se produit; de même chez les ouvriers de l'industrie du vêtement et chez les chapeliers. Dans l'industrie de la fourrure, on commence à préparer la saison d'hiver, le travail est peu actif, les ventes ayant été faibles pendant l'hiver dernier. Dans l'industrie des fleurs et plumes, travail actif pour le marché français, les ordres pour l'exportation sont plutôt calmes, sauf pour les articles de haute nouveauté. On compte 9 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers des filatures et des tissages mécaniques; à peu près un cinquième chez les tisserands à la main, 8 p. o/o chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie du vêtement, 9 p. o/o chez les chapeliers.

En particulier, l'ouvrage est tenu pour plus abondant que l'an dernier, à même époque, chez les passementiers à la barre de Paris, chez les ouvriers des fabriques de tapis de Tourcoing (Nord), chez les tapissiers d'Amiens et Bayonne, chez les ouvrières de l'habillement de Carcassonne; pour moins abondant chez les ouvriers des filatures et tissages de la Somme, du Nord, des Ardennes, de Moussey (Vosges), de la Loire, du Rhône, de la Vendée, de Maine-et-Loire, du Calvados et de la Seine-Inférieure; chez les tullistes-ourdisseurs de Calais, Roubaix et Lyon, chez les bonnetiers de la Somme et de Falaise, chez les teinturiers d'Amiens et de Villefranche (Rhône) chez les passementiers à la main de Paris et Saint-Didier (Haute-Loire), chez les tapissiers d'Angers, chez les voiliers du Havre, chez les ouvriers du vêtement de Paris, Versailles, Nancy, Lyon, Bayonne, Bordeaux et Poitiers, chez les chapeliers de Paris, Chazelles-sous-Lyon, Septfonds (Tarn-et-Garonne), Bourga-neuf (Creuse), le Bugue (Dordogne), et chez les blanchisseurs de Paris et de Clichy; pour le reste, pas de changement notable signalé.

Bois. — Malgré l'élévation des cours de la matière première, l'activité déjà signalée se maintient chez les charpentiers et chez les menuisiers. Un ralentissement se produit chez les ouvriers en voiture, carrossiers et charrons, c'est le commencement de la morte-saison; cependant une partie des ouvriers carrossiers occupés ont pu être embauchés dans les ateliers de construction d'automobiles qui sont en pleine prospérité. Situation stationnaire chez les tonneliers, chez les tabletiers, les brossiers et les vanniers. On compte 8 p. o/o de chômeurs les ouvriers de scieries mécaniques, les charpentiers et les menuisiers; 10 p. o/o chez les ébénistes.

Par rapport à l'an dernier, le travail est jugé plus actif, notamment chez les charpentiers, les ouvriers en voiture de Paris; plus faible chez les charpentiers de Troyes, Tulle, Villeneuve-sur-Lot et Rennes, chez les menuisiers de Paris, Reims, Toulouse, Bordeaux et Jarnac, chez les charrons de Paris, chez les carrossiers de Clermont-Ferrand, Marseille et Bourges; chez les tonneliers de Nice et Mont-

pellier, chez les sabotiers de Lorient et la Flèche, chez les ouvriers en meubles de Paris, Saint-Loup (Haute-Saône) et Firminy, chez les tabletiers, dominotiers et boutonnières de Méru, chez les brossiers de Saint-Sauveur, chez les ouvriers en crins de Marseille et chez les ouvriers en balais de Caderousse (Vaucluse).

MÉTALLURGIE. — L'activité déjà signalée dans la métallurgie et dans les grands ateliers de construction mécanique s'est maintenue. Les ateliers de petite mécanique sont aussi bien occupés. La construction de matériels agricoles, la vélocipédie, l'automobilisme et la serrurerie se maintiennent dans une bonne situation. Une amélioration s'est produite chez les ferblantiers-boîtiers des côtes de la Bretagne avec le commencement de la pêche à la sardine. Dans l'horlogerie et la bijouterie, situation stationnaire plutôt faible. On estime que le chômage atteint un peu moins de 4 p. o/o des syndiqués chez les métallurgistes, chez les ouvriers des constructions mécaniques et chez les serruriers; environ 3 p. o/o chez les ferblantiers-boîtiers, chez les ouvriers estampeurs, potiers d'étain et ouvriers en instruments de précision.

D'après le bulletin du comité des forges, l'importation totale des fontes, fers, tôles et aciers, pendant les quatre premiers mois de 1898, a été de 39.939 tonnes, c'est-à-dire en augmentation de 15,68 p. o/o par rapport aux résultats de la période correspondante de 1897. Nos exportations se sont élevées à 122.880 francs, soit une augmentation de 28,93 p. o/o sur l'an dernier pendant le même mois.

Le travail est considéré comme plus abondant que l'an dernier à même époque chez les ouvriers métallurgistes, constructeurs-mécaniciens de Paris, Saint-Michel (Aisne), Amiens, Commeny, Châteauroux, Niort, Nantes, le Havre; comme moins abondant chez les mouleurs de Rouen, les ouvriers sur métaux de Sens, d'Annonay, chez les estampeurs-découpeurs, les estampeurs-poêliers et les potiers d'étain de Paris, chez les ferblantiers-boîtiers de Périgueux, chez les robinetiers de Nantes, chez les bijoutiers de Paris, les horlogers de Montbéliard et chez les monteurs en boîtes d'or de Besançon.

BÂTIMENT. — Travail soutenu dans l'industrie du bâtiment, comme tous les ans à pareille époque. On compte 6 p. o/o de chômeurs chez les tailleurs de pierre et maçons, 16 p. o/o chez les peintres et plâtriers, un peu moins de 7 p. o/o chez les couvreurs-plombiers.

Par rapport à l'an dernier, l'ouvrage est considéré comme plus abondant que l'an dernier chez les tailleurs de pierre de Thoiry (Ain), chez les maçons de Cannes et Lorient, chez les peintres d'Avignon et chez les plâtriers de Tarbes; comme moins abondant chez les tailleurs de pierre de Lyon, Montpellier, Rochefort et Niort, chez les marbriers de Marseille, chez les maçons de Gap, Lunoges, Amboise, Orléans et le Havre et chez les peintres de Marseille.

CHAUFFOURNERIE. CÉRAMIQUE. VERRERIE. — Travail toujours actif chez les chauffourniers, les ouvriers des fabriques de ciment et de la céramique du bâtiment. Accalmie des affaires dans la porcelainerie et dans la verrerie.

TRANSPORTS. MANUTENTION. COMMERCE. — L'amélioration déjà signalée chez les employés et ouvriers des entreprises de transport et de manutention s'est maintenue; mais la situation dans l'ensemble est jugée inférieure à celle de l'an dernier. Il en est de même chez les comptables, chez les voyageurs et employés de com-

merce et les employés et ouvriers de l'alimentation, chez qui le placement est encore difficile.

On estime que le chômage atteint 8 p. o/o des syndiqués chez les ouvriers et employés des entreprises de transport et de manutention, 6 p. o/o chez les employés de commerce, 12 p. o/o chez les employés et ouvriers de l'alimentation, 5 p. o/o chez les coiffeurs.

En particulier, l'ouvrage est tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les cochers des tramways de Lyon, les garçons limonadiers restaurateurs et chez les afficheurs de Paris; pour moins abondant chez les ouvriers des Bateaux parisiens, les marins du commerce et les cochers de Marseille, les marins du commerce de Bordeaux, du Havre et les cochers de Rennes, chez les garçons livreurs et les porteurs aux halles de Paris et chez les hommes de peine de Toulouse, chez les placiers en fleurs et plumes de Paris, les employés de commerce de Versailles, Marseille et Bayonne et chez les employés d'hôtels de Paris, Lyon et Marseille.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2° par les correspondants.

Seine. — Dans les *fabriques de toiles cirées et linoleum*, travail moins abondant que l'an dernier pendant le premier trimestre, prix en baisse et moins rémunérateurs; dans la plupart des usines, on a congédié du personnel; on fait la journée de 8 heures.

Travail moins abondant que l'an dernier dans l'industrie de l'*éclairage* et du *chauffage* *le gaz*; de nombreux ouvriers sont en chômage. Par contre, les *industries se rattachant à l'électricité* ont reçu des commandes en plus grand nombre que l'an dernier; mais les prix en baisse ont été moins rémunérateurs; il en a été de même dans les *usines productrices de force électrique*.

Commandes moins importantes que l'an dernier chez les *carrossiers*; le personnel a été réduit, mais a trouvé d'autre travail dans les *fabriques d'automobiles* qui sont en plein développement.

Dans la *mégisserie lainière*, le travail a maintenu à peu près son activité, mais les prix d'achat de matière première en hausse, auxquels ne correspondait pas un mouvement analogue sur les produits fabriqués, ont diminué la rémunération du travail. Travail moins abondant que l'an dernier dans la *ganterie*, les commandes d'exportation ont été surtout en diminution.

De même, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *maîtres tailleurs*; une reprise de travail s'est produite à la fin du premier trimestre, grâce à la température plus favorable. Dans la *passementerie*, les commandes ont été également en diminution sur l'an dernier, les prix en baisse et moins rémunérateurs.

Chez les *entrepreneurs de menuiserie*, le travail a été à peu près aussi actif que l'an dernier; les prix de vente ont été en hausse à la suite de l'élévation des cours de la matière première.

L'*industrie vélocipédique* a marqué un ralentissement sur l'an dernier et une diminution des prix de vente; tandis que l'automobilisme, au contraire, tendait à prendre une extension plus grande. Chez les *fabricants de lampes et lanternes*, ouvrage moins abondant que l'an dernier. Chez les *fondeurs, mécaniciens* et les *chaudronniers*, le travail tendrait à baisser ainsi que les prix de vente qui sont devenus moins rémunérateurs. Chez les *doreurs, argenteurs, nickeleurs*, les commandes qui avaient été bien suivies pendant les premiers mois de l'année 1898 ont été ensuite plus calmes. Chez les *horlogers*, l'activité du travail a été jugée moins grande que l'an dernier; de même chez les *fabricants de bronze*, chez lesquels les prix de vente en baisse sont devenus moins rémunérateurs. Chez les *fabricants de poterie d'étain*, les commandes sont devenues plutôt moins importantes que l'an dernier, par suite de la diminution

des exportations en Espagne, notamment à la suite de l'élévation du change dans ce pays. Sur les autres marchés, notre industrie a maintenu à peu près sa situation.

Commandes plus abondantes que l'an dernier pendant le premier trimestre dans les maisons de *matériaux de construction*; prix de vente en hausse et plus rémunérateurs sur la pierre de taille.

Seine-et-Oise. — Dans la région de Versailles, on estime que, pendant le premier trimestre de 1898, une reprise du travail s'est produite dans l'ensemble des industries : la situation a été jugée généralement bonne; la proportion des chômeurs s'est maintenue à peu près à 10 p. o/o. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *maîtres blanchisseurs* de Rueil pendant le premier trimestre 1898. Commandes plus abondantes que l'an dernier chez les *entrepreneurs du bâtiment* de Saint-Germain; moins abondante chez ceux d'Étampes.

Aisne. — Dans la région de Bohain, l'industrie *textile* est restée peu active pendant le premier trimestre de 1898; beaucoup d'ouvriers ont été atteints par le chômage.

Somme. — Pendant le premier semestre 1898, dans l'industrie de la *chaussure*, le stock a été important; l'hiver ayant été trop doux, les chaussures de cuir fort et les galoches ne se sont pas vendues; il en est résulté que les marchands n'ayant pas réalisé se sont restreints pour le courant. D'un autre côté, la température froide, pluvieuse, a empêché d'acheter des chaussures légères ou de fantaisie.

Dans les *velours*, le velours de coton a une tendance à la baisse malgré la hausse de la matière première; des stocks se sont formés. De même, baisse sur les velours teints; il y a un peu d'activité sur cet article par suite de la concurrence des petits draps-coton et du manque de gelées. Les velours lisses ont été délaissés. La *coupe à la main* a continué à ralentir par suite de la concurrence de la coupe mécanique.

Par suite de la diminution des arrivages de l'étranger, la *laine* a obtenu une hausse des cours qui a été suivie d'un mouvement analogue, mais plus faible sur les *peignés*. La *filature* avait obtenu aussi une amélioration des prix, mais la mévente des tissages a, au contraire, amené une réduction de travail de près d'un tiers. Dans les *tissages-laine*, la situation a été également jugée plus mauvaise que l'an dernier; les tissus *anacostes* ont été aussi éprouvés. Dans les *satins pour chaussures*, affaires calmes; les ouvriers ont travaillé trois à quatre jours par semaine; de même, travail ralenti dans les *étoffes pour robes et pour parapluiers*.

La *teinturerie* a suivi les modifications subies par les filatures et surtout par les tissages qui l'alimentent; dans les teintureries d'anacostes et de satin, on a travaillé trois jours par semaine; dans les teintureries de cachemire, d'articles laine et soie, grâce aux commandes des autres centres, on a fait la semaine complète.

Dans l'industrie *linière*, les cours des lins de Russie sont restés à peu près stationnaires; mais les *filatures* ont dû ralentir et réduire leurs prix, les *tissages* ne remettant que de faibles commandes et faisant même retarder les livraisons de leurs ordres, parce que la récolte défectueuse de 1897 rendait difficile l'écoulement des toiles.

Dans l'industrie du *jute*, la matière première a maintenu ses cours, le change et le fret d'un prix élevé ayant contrarié le mouvement à la baisse. Dans la *filature du jute*, travail actif; l'écoulement des produits s'est fait facilement à des prix rémunérateurs. Dans les *tissages du jute*, la vente, calme pendant la première partie de l'année, a repris en juin; le travail a été également en progrès.

Dans le *commerce du détail*, les ventes, pendant le 1^{er} semestre, ont été faibles pour le genre nouveautés, normales pour le classique; mais l'augmentation des frais généraux, due à l'accroissement de la concurrence, a enlevé une partie de la rémunération que laissaient les prix de vente.

A. Lefèvre.

D'après d'autres renseignements, à Amiens, pendant le premier trimestre de 1898, le travail a été généralement moins suivi dans l'industrie du *bâtiment*; dans quelques entreprises de *serrurerie* et de *menuiserie*, on a augmenté le matériel mécanique, ce qui a amené une réduction de la main-d'œuvre ouvrière.

Pas-de-Calais. — Dans l'industrie des *tulles et dentelles* de Calais, le travail a été en décroissance depuis fin février, après avoir présenté une certaine activité au commencement de

l'année; les articles qui avaient obtenu la *vogue de la mode* et qui avaient été à des prix fermes, ont été en baisse parfois de moitié, par suite de l'augmentation de la concurrence française et étrangère. En mars, la durée du travail est descendue à environ 50 heures par semaine; ce sont les renouvellements d'ordres qui ont fait défaut.

Nord. — *Industries textiles.* — Les affaires en lins de pays, de Courtrai et de Belgique sont peu importantes par suite de l'épuisement presque complet des stocks en campagne. Le mauvais temps que nous subissons fait concevoir de sérieuses craintes sur la qualité de la récolte actuelle des lins de notre région.

La *filature* a conservé son activité, bien que les lins soient moins recherchés en ce moment en raison des marchés importants traités en mai dernier et à cause du manque d'activité dans la vente de la *toile*.

On remarque en effet qu'à cette époque la gare d'Armentières expédiait environ 330.000 kilogrammes de toiles par semaine en 1897, tandis que cette année on atteint péniblement 290.000 kilogrammes.

À Roubaix-Tourcoing, la *filature de laines peignées* est relativement bien alimentée, mais les prix de façon restent trop bas.

Le *tissage mécanique* est alimenté irrégulièrement. Certaines maisons travaillent en plein, tandis que d'autres sont obligées de réduire les heures de travail. L. Letombe.

D'après d'autres renseignements, à Lille, pendant le premier trimestre de 1898, le travail s'est à peu près maintenu dans l'*industrie des cuirs et peaux*, sauf dans la *tannerie* où un ralentissement s'est produit; malgré la fermeté du cours des produits fabriqués, la hausse de la matière première a laissé une rémunération jugée inférieure à l'année dernière. Ouvrage moins abondant que l'an dernier dans la *marbrerie* de Couslore, les prix tendent à devenir plus rémunérateurs.

Marne. — Dans la région de Reims, situation générale pendant le premier trimestre, estimée plus mauvaise que l'an dernier. Le nombre des établissements en marche n'a pas varié, mais on a, dans beaucoup de maisons de l'*industrie lainière*, arrêté un métier sur deux, soit, dans l'ensemble, une diminution de la production évaluée à 40 p. o/o; les ouvriers occupés dans les tissus classiques ont pu être maintenus à l'atelier dans la plupart des cas, il n'en a pas été de même pour les tissus fantaisie. Dans les *filatures* et *tissages*, la journée a varié de 11 à 12 heures. Dans les ateliers de *teinture* et d'*apprêts* le nombre d'heures a été irrégulier; il y a eu souvent des chômages. Le taux des salaires s'est à peu près maintenu.

Vosges. — La diminution de la journée de travail qui s'était produite dans une partie de l'*industrie cotonnière* d'Épinal s'est étendue à 30.000 métiers environ.

Ain. — Dans la région de Villebois, la situation générale, pendant le premier trimestre, a été jugée satisfaisante; les *carrières de pierre* ont fourni un travail abondant; tous les ouvriers ont été occupés. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *entrepreneurs du bâtiment* de Bourg.

Côte-d'Or. — Amélioration, pendant le premier trimestre 1898, chez les *horlogers* de Dijon, les mois de mars et d'avril ont été entre autres meilleurs que ceux de l'an dernier, les affaires ont été plus actives grâce à la meilleure apparence des récoltes.

Yonne. — Dans les fabriques de *ciment* de Vassy, le travail s'est à peu près maintenu, mais les prix de vente ont été jugés non rémunérateurs.

Puy-de-Dôme. — Pendant le premier trimestre de 1898, l'activité du travail est restée à peu près stationnaire dans la région de Clermont-Ferrand; on a compté de 12 à 15 p. o/o de chômeurs dans l'ensemble des industries. En particulier, chez les *fabricants d'ameublements* de Clermont-Ferrand, ouvrage, pendant le premier trimestre 1898, moins abondant que l'an dernier, prix de vente en baisse et moins rémunérateurs; une maison qui était en liquidation judiciaire vient de fermer.

Loire. — Pendant le premier trimestre de 1898, la situation a été jugée satisfaisante

dans les industries de la *houille* et du *fer* de la région de Saint-Chamond. La *fabrication des lacets* n'a pas été aussi favorisée, bien que la production ait continué à être active, la diminution de nos exportations et la concurrence étrangère ont amené une diminution des prix de vente et de la rémunération. Afin de parer aux difficultés nouvelles, les petites et les grandes maisons se sont réunies dans une association qui permettra d'écouler plus facilement les produits. L'industrie de la *teinturerie* a suivi les fluctuations de la fabrication des lacets et a été peu occupée. Chez les *moulineurs*, ouvrage aussi moins abondant que l'an dernier, les prix ont baissé d'un peu plus du quart depuis l'année dernière et ont été jugés peu rémunérateurs.

Dans l'industrie de la *soierie* à Charlieu, le travail pendant le premier trimestre de 1898 a présenté peu de variations par rapport au trimestre précédent. On estime que 10 p. 0/0 des ouvriers ont été atteints par le chômage.

Dans la région de Roanne, l'industrie *cotonnière* la plus importante de la région a présenté une bonne activité pendant le premier trimestre de 1898, peu de métiers ont été arrêtés dans les *tissages mécaniques*. La *bonneterie fantaisie au crochet et mécanique* qui avait pris une grande extension a été éprouvée par l'irrégularité des saisons et deux hivers sans gelées. Les façons sont restées à des taux peu élevés, principalement dans les petits ateliers à domicile.

A Saint-Étienne, le travail, pendant le premier trimestre de 1898, a été plus abondant que l'an dernier à même époque dans l'industrie de la *chaussure*, les prix sont restés stationnaires; on a fait des heures supplémentaires dans quelques maisons pour empêcher la diminution de travail due à une période de fêtes régionales.

Dans la *rubanerie*, le travail a été en diminution sur l'an dernier, les prix en baisse parfois d'un peu plus du tiers ont été moins rémunérateurs; beaucoup d'ouvriers ont quitté le métier; un tiers d'entre eux sont atteints par le chômage. Dans l'industrie *textile* (*velours, passementeries*, etc.), travail également en diminution sur l'an dernier et prix en baisse. Dans l'industrie du travail des *bois*, ouvrage à peu près aussi abondant que l'an dernier, prix en hausse à la suite de celle des matières premières. De même dans l'industrie du *bâtiment*, les premiers travaux se sont traités à des prix en hausse.

Rhône. — Dans la région de Tarare, l'état d'activité du travail et la situation générale pendant le premier trimestre de 1898 ont peu varié sauf dans la *soierie* qui a été en diminution. L'importance du personnel occupé s'en est ressentie et on estime que, pour les ouvriers *tisserands à la main*, moitié d'entre eux manqueraient de commandes. De même, ouvrage moins abondant que l'an dernier dans l'industrie du *bâtiment*.

A Lyon, pendant l'année 1897, il y a eu accroissement de travail dans les fabriques de *colles, engrais, acides sulfurique et chlorhydrique* et de *pâtes alimentaires*; diminution dans celles d'*acides acétique et tartrique*, situation stationnaire pour les autres. Une hausse des prix s'est produite sur les colles et gélatines, une baisse sur les engrais. Une fabrique d'acide oxalique a été installée; une autre d'acide tartrique a été fermée. Grâce à la période électorale, le travail a été abondant pendant le premier trimestre chez les *imprimeurs*, mais les prix ont été en baisse et jugés peu rémunérateurs par suite de l'augmentation de la concurrence.

Le travail s'est, pendant le premier trimestre, maintenu actif pour les *soieries unies*, teintes en pièce, il a faibli pour les façonnés et les beaux tissus de soie pure, les prix de façon ont eu tendance à baisser. Chez les *teinturiers-dégraisseurs*, les commandes et les prix de façon également en baisse ont laissé une rémunération jugée moins forte que pendant le précédent trimestre. De même, pendant le premier trimestre de 1898, l'industrie *métallurgique* a été moins occupée que l'an dernier à même époque, les prix ont été jugés moins rémunérateurs.

Isère. — A Grenoble, le travail qui commençait à reprendre dans la *ganterie* au commencement du premier trimestre, a été de nouveau ralenti: le taux des salaires n'a pas diminué, mais le gain hebdomadaire de l'ouvrier est moins élevé par suite de la réduction de la durée du travail; on fait 48 heures par semaine environ. 2 fabriques de *soierie* ont été montées, elles vont occuper 200 métiers.

Drôme. — Dans la région de Romans, situation générale, pendant le 1^{er} trimestre, sans modification notable, sauf dans l'industrie de la *chaussure* qui est en morte-saison depuis le mois de mars.

Var. — Dans les ateliers de *chaudronnerie* de la Seyne, le travail a été moins abondant que l'an dernier par suite d'une grève récente qui avait arrêté la production.

Bouches-du-Rhône. — Dans la région de Marseille, la *minoterie*, pendant le 1^{er} trimestre de 1898, n'a travaillé qu'à demi-force et a réduit son personnel. Dans les *raffineries de sucre*, travail normal; cependant la production aurait tendance à ralentir. Les *huileries*, atteintes par la concurrence des huiles de coton étrangères, ont marché avec un personnel réduit; on estime à 2,000 le nombre des ouvriers occupés au lieu de 2,500 marche. La *tonnellerie* a été aussi influencée par l'augmentation des arrivages d'huiles de coton importées en fûts; car ces fûts usagés ont été revendus à bas prix et ont diminué d'autant les commandes de la tonnellerie. Travail actif dans la *métallurgie*, grâce à de nouvelles commandes. Chez les *fabricants de savon*, ouvrage moins abondant que l'an dernier et prix de vente moins rémunérateurs, malgré la hausse survenue à la suite de celle de la matière première; la morte-saison du premier trimestre de 1898 a été plus sensible que dans les années précédentes; les ouvriers ont fait au maximum de 28 à 30 heures par semaine.

Reprise du travail et prix de vente en baisse et moins rémunérateurs chez les *carriers* d'Arles.

Ardèche. — Commandes moins abondantes que l'an dernier pendant le 1^{er} trimestre de 1898 chez les *moulineurs* de Privas; les prix sont devenus moins rémunérateurs et des usines ont été arrêtées soit par manque d'ordres soit parce que les moulineurs jugeaient insuffisants les prix offerts. La journée a varié de 10 à 11 heures.

Aveyron. — Pendant le 1^{er} trimestre de 1898, la *mégisserie* à Millau a marqué une reprise du travail; les cours de la matière première se sont encore maintenus à un taux élevé ce qui a laissé au fabricant une rémunération jugée insuffisante; un certain nombre de petits patrons et d'ouvriers ont quitté le métier.

Tarn. — Pendant le 1^{er} trimestre de 1898, le travail s'est maintenu actif dans la *fabrication des draps* et le *d'lainage des peaux*; le personnel ouvrier a continué à être bien occupé.

Hérault. — Dans la région de Lodève, pendant le 1^{er} trimestre de 1898, une *tannerie* a été fermée; l'industrie du cuir autrefois si prospère a continué à décroître dans la contrée par suite du déplacement des marchés et des transformations des procédés de fabrication. La proportion des ouvriers en chômage parmi les *ouvriers agricoles* a été plus importante que l'an dernier par suite de pluies continuelles; cependant une reprise s'est produite à la fin du trimestre. Parmi les *ouvriers d'industrie*, les modifications d'aménagement ou des travaux de réparation ont aussi amené un ralentissement de la production. La durée du travail effectif a été de 9 heures par jour. L'industrie la plus importante, celle de la *fabrication des draps de troupe* qui occupait un grand nombre de familles dans la région, tant à la fabrication même des étoffes que dans le travail de la laine dont les mélanges étaient pris dans les laines du pays, a continué à être éprouvée par la concurrence; des adjudications malheureuses avaient déjà amené la fermeture de plusieurs maisons importantes et contraint des familles d'ouvriers à quitter la région pour aller chercher du travail ailleurs. L'arrivée en 1899 de la fin des marchés amène les industriels à restreindre leur production ne sachant pas si ces marchés pourraient être prolongés.

Dans la région de Béziers, la température plus favorable a amené une reprise du travail dans un grand nombre d'industries à la fin du 1^{er} trimestre.

Haute-Garonne. — A la fin du 1^{er} trimestre de 1898, une reprise s'est produite chez les *maîtres-tailleurs* de Toulouse, grâce à la température plus favorable; mais cette reprise de travail a été jugée moins bonne que celle de l'an dernier.

Basses-Pyrénées. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier pendant le 1^{er} trimestre de 1898, prix de vente en baisse et moins rémunérateurs chez les *tapissiers* de Bayonne.

Gironde. — A Bordeaux, commandes moins importantes que l'an dernier et main-

d'œuvre abondante chez les entrepreneurs de *terrassement* et de *maçonnerie*. Chez les *entrepreneurs de menuiserie*, pendant le 1^{er} trimestre de 1898, ouvrage moins abondant que l'an dernier, avec tendance à la baisse; la durée du travail a été également réduite. Chez les fabricants d'*ameublement*, travail également moins abondant que l'an dernier; la surproduction due à la transformation des ateliers producteurs a amené un état de gêne et le ralentissement dans certains ateliers.

Charente-Inférieure. — Dans la région de Rochefort, le travail qui avait été peu actif pendant le 1^{er} trimestre de 1898, a repris au commencement du 2^e trimestre; on estime que le chômage a atteint de 8 à 10 p. 0/0 de la population ouvrière, notamment dans l'industrie du *bâtiment*.

Charente. — *Chambre de commerce d'Angoulême.* — Pendant l'année 1897, le nombre des ouvriers occupés dans les *carrières* a augmenté; il y a eu de même amélioration de la production et de la vente. Les *beurreries* ont été actives et ont présenté une situation satisfaisante. Dans les *minoteries* et les *boulangeries*, l'approvisionnement et la vente ont été moins bons que l'année dernière. Les *confiseries* ont maintenu leur activité. Pour les *brasseries*, la fabrication et l'écoulement des produits ont subi un ralentissement. L'industrie *vinicole* a fait une campagne inférieure à celle de l'année précédente. La fabrication de l'eau-de-vie a été toujours importante dans les *distilleries*; mais la vente a subi les influences de la concurrence des produits à bas prix vendus sous le nom de *cognacs*.

Dans l'industrie du *papier*, une des plus importantes de la région, la production a eu tendance à diminuer: les prix de vente des produits fabriqués ont baissé de 10 p. 0/0. Les industries annexes à celles du papier ont maintenu leur activité. Dans l'*imprimerie*, la *lithographie* et l'*autographie*, le travail s'est maintenu actif. Situation satisfaisante dans les usines à gaz.

Les *méjissiers* ont été en progrès sur l'année précédente. Les *bottiers* et *cordonniers* ont maintenu un bon courant d'affaires.

La fabrication des *feutres* pour la papeterie a eu une production soutenue malgré l'augmentation de la concurrence étrangère tant sur le marché français qu'étranger. Les *filatures de laine* et de *chanvre* ont été également assez satisfaisantes. Travail actif dans l'industrie de la *draperie*.

Dans les *tonnelleres*, les *cercleries*, les *fabriques de caisses d'emballage* pour bouteilles, le travail a été en diminution sur l'an dernier, à la suite de la récolte de vins moins favorable de 1897. Production et vente peu actives dans la *menuiserie*; de même dans l'*ébénisterie*, par suite de la concurrence des fabriques de meubles des autres régions. Situation stationnaire dans la *carrosserie*.

Dans les *hauts fourneaux*, travail peu actif par suite de la concurrence tant française qu'étrangère. Des *fonderies* recevant des commandes pour l'agriculture et l'industrie ont eu une production satisfaisante. Les fabriques de *toiles métalliques* et les *trifleries* ont maintenu leur activité. Dans les ateliers de *construction mécanique*, la fabrication et la vente ont été satisfaisantes.

L'industrie du *bâtiment* a été assez bien occupée, principalement par des travaux publics; les constructions particulières ont été moins nombreuses que l'an dernier, par suite du malaise de l'agriculture, de la viticulture et de l'ensemble des industries de la région.

Les *tuileries*, les *briqueteries* et les fabriques de *poterie* ont eu un travail suivi. La fabrication de la *chaux hydraulique* a été en progrès.

La *batellerie* a maintenu son activité malgré les difficultés que présente parfois le transfert par gabarres.

Haute-Vienne. — A Limoges, pendant le premier trimestre de 1898, la situation générale et l'activité du travail ont été moins satisfaisantes que l'an dernier. L'industrie de la *porcelaine*, une des plus importantes de la région, a été la plus éprouvée; une maison a fermé ses ateliers pour un certain temps; dans les autres, on a travaillé moitié temps. Le taux des salaires s'est maintenu chez les fabricants de *chaussures*, le travail s'est maintenu aussi actif que l'an dernier. Pendant le premier trimestre de 1898, ouvrage moins abondant que l'an dernier à même époque et un peu plus du tiers des ouvriers en chômage chez les *tailleurs de pierre*, *menaisiers* et *maçons*; un peu moins chez les autres ouvriers du bâtiment.

Cher. — Ouvrage moins important que l'an dernier et prix en baisse chez les fabricants de *porcelaine* de Vierzon.

Morbihan. — Dans la *tannerie* de Lorient, le travail a été, pendant le premier trimestre de 1898, moins abondant que l'an dernier à même époque; les prix en baisse ont été moins rémunérateurs; 3 fabriques ont été fermées; les autres ont réduit leur production des deux tiers; la durée du travail a été maintenue, mais des ouvriers ont été congédiés.

Ille-et-Vilaine. — Dans la région de Fougères, la *fabrication de la chaussure*, l'industrie la plus importante de la région a été bien occupée pendant le premier trimestre de 1898, et les réassortiments de la saison d'été ont permis de prolonger le travail plus que d'habitude; d'ailleurs la saison avait commencé un peu plus tard. L'*industrie du bâtiment*, qui avait maintenu en partie son travail, grâce à la température favorable, même pendant la morte-saison habituelle, a présenté également une situation satisfaisante.

A Rennes, ouvrage moins abondant que l'an dernier dans l'*industrie du bâtiment* pendant le premier trimestre de 1898.

Maine-et-Loire. — Pendant le premier trimestre de 1898, le travail a été en diminution dans les *tissages de fil et de coton* de Cholet; les prix de vente en baisse ont été moins rémunérateurs. Ce sont les *tissages à la main* qui ont été les plus atteints; on estime qu'un tiers des ouvriers ont été atteints par le chômage.

Mayenne. — A Mayenne, la situation générale et l'activité du travail dans l'ensemble des industries a été jugée peu favorable pendant le premier trimestre de 1898, malgré la création d'une nouvelle usine.

Loir-et-Cher. — Dans la région de Blois, l'augmentation de la concurrence étrangère et la transformation opérée dans l'industrie de la *chaussure*, la plus importante de la région, a maintenu difficile la situation de l'ouvrier faconnier; les prix de façon ont été en baisse et le travail a été irrégulier pendant le premier trimestre de 1898, les voyageurs envoyant peu de commandes. Un certain nombre d'ouvriers ont quitté la région pour aller dans d'autres centres, à Paris notamment, pensant y trouver du travail plus facilement. Le *petit commerce* local qui avait consenti des crédits a été fort éprouvé et préfère ne faire que moitié de son chiffre d'affaires habituel, plutôt que de vendre autrement qu'au comptant. L'*industrie du bâtiment* a subi également un ralentissement du travail. On estime que le chômage a atteint un cinquième des ouvriers dans l'ensemble des industries.

Eure-et-Loir. — A Châteaudun, en juin, chez les *typographes*, travail toujours actif; il en a été de même dans les autres corps de métiers. Les *ouvriers agricoles*, à la Saint-Jean, ont trouvé de bons prix, 190, 200 et 220 francs pour les 2 mois de la moisson, grâce à la belle apparence de la récolte. A. Gauvin.

Manche. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CHERBOURG ET VALOGNES. — Dans l'*arrondissement de Cherbourg*, le nombre des *bateaux de pêche* entrés et sortis du port de Cherbourg, en 1897, s'est élevé à 10.788; 318 bateaux ont été armés; la pêche du hareng a été mauvaise, le hareng étant passé sur nos côtes 19 jours plus tard que l'an dernier et cette pêche n'ayant pas été abondante. La pêche côtière de la crevette a été bonne. Les *carrières de grès* ont vu leur extraction augmenter à la suite d'un traité passé avec une compagnie étrangère qui a fait une exportation d'un peu plus de 5.000 tonnes. Les *minoteries* ont eu un travail normal, sans chômage.

Les ateliers de *menuiserie* et d'*ébénisterie* ont travaillé activement pour la marine; une école professionnelle jointe à un important établissement a été bien fréquentée: on a terminé l'aménagement de 3 croiseurs et commencé celui d'un quatrième. Dans la *construction mécanique*, une maison de construction de ponts, de chaudières et de chalands en fer et en acier a vu ses commandes augmenter, tant pour le marché français que pour l'étranger. Un autre établissement de matériel a été également en progrès. Dans la fabrication des *chaudières à vapeur* pour la marine, l'activité déjà signalée l'an dernier s'est maintenue. Dans toute l'in-

dustrie métallurgique, les salaires ont eu tendance à la hausse, surtout pour les ouvriers spécialistes dont le recrutement a été assez difficile.

Les expéditions de marchandises de la gare de Cherbourg ont dépassé de 8.000 tonnes celles de 1896. Les *escutes sur rade* par navires à vapeur, allemands et anglais principalement, ont été aussi en progressant.

Dans l'arrondissement de Valognes, la pêche côtière a occupé 383 bateaux; le produit de la pêche a été assez satisfaisant; la pêche dite à *piel* a été inférieure à celle de l'an dernier, les tangues et engrais de mer ayant eu un écoulement plus difficile par suite de la concurrence des engrais (phosphates, guanos, etc.). Dans certains quartiers, des bateaux armés antérieurement pour la pêche ont abandonné cette industrie et ont été utilisés pour le transport des briques et des cailloux pour les endiguements. Quant au mouvement des ports, Saint-Vaast, Barfleur et Carteret ont été en augmentant, Portbail a baissé de 4.077 tonneaux.

Calvados. — Dans la région de Lisieux, l'activité du travail dans l'ensemble des industries, pendant le premier trimestre 1898, a eu plutôt tendance à ralentir. Une maison de *confections pour hommes*, qui occupait une soixantaine d'ouvriers et d'ouvrières a été fermée. On estime que le chômage a atteint un cinquième des ouvriers dans l'industrie du *cuir* et de la *chaussure*, un peu plus du tiers dans l'industrie *lainière*, 10 p. 0/0 dans l'industrie *linière* et 15 p. 0/0 dans l'industrie du *bâtiment*. La durée de la journée de travail a été de 11 heures environ dans l'industrie des cuirs et de la chaussure, de 9 heures dans l'industrie lainière et de 10 heures dans l'industrie linière et dans celle du bâtiment. Une diminution du taux des salaires s'est produite dans l'industrie des cuirs, de la chaussure et dans l'industrie lainière.

Seine-Inférieure. — Dans la région de Darnétal, la situation a été jugée défavorable dans les *tissages* et *filatures* pendant le premier trimestre de 1898, on a chômé environ 2 jours par semaine. Les *teintureries* et les ateliers d'*impressions* se sont ressentis de la crise des filatures et tissages dont elles reçoivent les commandes. Une teinturerie a été fermée, le personnel des autres teintureries a chômé parfois une semaine entière et la journée de travail a été réduite à 8 et 9 heures. Dans l'industrie du *bâtiment*, la situation s'est améliorée par rapport au trimestre précédent, mais le chômage a été encore important notamment chez les tailleurs de pierre.

Les *tanneurs* de Saint-Saëns estimaient que le travail a été en diminution d'un tiers pendant le premier trimestre de 1898, par rapport au premier trimestre 1897; le nombre des établissements en marche est resté le même, mais une partie du personnel a été congédié, quelques fabriques ont réduit la journée d'une ou 2 heures.

Commandes moins importantes que l'an dernier pendant le premier trimestre dans les entreprises du *bâtiment* du Havre et prix moins rémunérateurs.

Pendant le mois de juin, l'industrie de la *filature* et du *tissage*, par suite des stocks en magasin, a dû réduire sa production, deux importantes maisons ont décidé de ne travailler que 4 jours par semaine.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Seine. — Pas d'ouvriers sans ouvrage chez les *jardiniers* des jardins de la ville, 2 p. 0/0 de chômeurs chez les *biscuitiers* et *ouvriers en pains d'épices*, 9 p. 0/0 chez les ouvriers boulangers du XIII^e arrondissement, un tiers chez ceux du XIV^e, 15 p. 0/0 chez ceux des *Ternes*, un quart chez ceux du *Placement mutuel*; un quart des syndiqués en chômage chez les *travailleurs de la boulangerie*. Même chômage et placement plus difficile que l'an dernier chez les boulangers de Saint-Denis. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *cuisiniers* qui comptent 8 p. 0/0 des leurs sans place.

18 p. 0/0 de chômeurs chez les *cartonniers* qui font 50 heures environ par semaine et sont moins occupés que l'an et que le mois derniers. Situation difficile chez les ouvriers *timbreurs en gravure héraldique* par suite de la concurrence des produits étrangers, des diminutions de salaires ont eu lieu et plusieurs ouvriers ne trouvant pas de places ont quitté le métier.

4 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs typographes*, 7 p. o/o chez les *travailleurs du livre de Clichy*.

8 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers*. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *selliers en voitures* qui comptent 10 p. o/o des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *selliers-harnacheurs* qui sont en pleine saison de travail. De même, pas de chômeurs chez les *gainers*.

Les *coupeurs-tailleurs* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage, le gain hebdomadaire est diminué d'un cinquième. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *fourreurs* qui font 54 heures par semaine, cependant le travail tend à reprendre. Reprise du travail et 7 p. o/o de chômeurs chez les *passementiers à la barre*, 17 p. o/o chez les *passementiers à la main* qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers; la journée est réduite de 4 heures, on fait 32 heures par semaine. 11 p. o/o de chômeurs et ralentissement du travail chez les *ouvriers des chapeaux de soie*, la journée est réduite de 3 heures pour 180 ouvriers, on fait en moyenne 40 heures par semaine. Un peu plus de 17 p. o/o de chômeurs chez les *couleurs de lessive*; un peu plus d'un cinquième chez les *blanchisseurs de Clichy*.

Reprise du travail et un peu moins de 8 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers* (la *Solidarité*), les *ouvriers sans place* le mois dernier ont été embauchés en partie pour les travaux de l'Exposition, 2 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers de la Seine*, 7 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *layetiers emballeurs* qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers, la journée est diminuée d'une heure. Reprise du travail et pas de chômeurs signalés chez les adhérents de l'*Union des peintres en voitures*, 8 p. o/o de chômeurs chez les *peintres en voitures* syndiqués. Travail plus abondant que l'an et le mois derniers chez les *charrons*; dans l'ensemble de cette industrie, la pleine saison de la voiture touche à sa fin; mais l'industrie de l'automobile, en pleine prospérité, continue à occuper les ouvriers. Journée augmentée d'une heure chez les *charrons*. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en voitures*. L'activité signalée chez les *chaisiers* se maintient.

2 p. o/o de chômeurs chez les *tourneurs-décolleteurs*. Ouvrage moins abondant que l'an et le mois derniers et 9 p. o/o de chômeurs chez les *estampeurs-décoapeurs*, chez les *ouvriers en instruments de précision*, un peu plus de 1 p. o/o; une maison vient de fermer. Pas de chômeurs chez les *balanciers*. 3 p. o/o chez les *ouvriers en feuilles d'étain*, 5 p. o/o chez les *potiers d'étain*, chez qui la journée est diminuée d'une heure pour les deux tiers des ouvriers; on fait généralement 55 heures par semaine. 12 p. o/o de chômeurs chez les *bijoutiers en doré*, la journée habituelle de 10 heures est réduite d'une heure dans quelques ateliers. Les collections de papiers peints étant terminées, ouvrage moins abondant que le mois dernier, journée réduite d'une heure pour 23 ouvriers chez les *graveurs pour impressions sur papiers et étoffes* de Saint-Denis, qui estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage.

Pas de chômeurs chez les *peintres* de Clichy. Un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs et journée augmentée d'une heure dans l'ensemble des ouvriers chez les *plombiers* qui font 60 heures par semaine, c'est la saison des travaux de couverture et de plomberie. Les *briqueurs-jointoyeurs* compte un cinquième des leurs en chômage.

Pas de chômeurs chez les *pilotes de bateaux voyageurs*; de même chez les *ouvriers et employés des Bateaux parisiens* qui font 70 heures par semaine; de même pas de chômeurs chez les *receveurs pontonniers*. 5 p. o/o de signalés chez les *hommes de peine des abattoirs*. Travail moins abondant que l'an dernier par suite des arrivages moins nombreux chez les *porteurs aux halles et marchés*. 14 p. o/o de chômeurs et placement plus difficile que le mois dernier chez les *garçons de magasins et cochers livreurs*.

6 p. o/o de chômeurs chez les *comptables*. 3 p. o/o chez les *employés de la Bourse du commerce*. Chez les *placiers en fleurs et plumes*, la situation reste plus mauvaise que l'an dernier pour les articles d'exportation, cependant les genres de haute nouveauté sont assez demandés; pour le marché intérieur, les commandes sont assez bonnes, mais ne paraissent pas jusqu'ici suffisantes pour alimenter nos ateliers. 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés en serrurerie*. 8 p. o/o chez les *ouvriers de la boucherie*. 10 p. o/o chez les *garçons restaurateurs*, 19 p. o/o chez les *limonadiers restaurateurs*, un peu plus du cinquième et placement plus difficile que l'an et que le mois derniers chez les *employés d'hôtels*. Ralentissement du travail depuis le mois dernier et 10 p. o/o de chômeurs chez les *afficheurs*. 8 p. o/o chez les *employés d'institu-*

tions laïques. Ralentissement du travail et un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *élèves en pharmacie.*

Seine-et-Oise. Chez les *carriers* de Cernay, travail toujours actif. A Versailles, les *travailleurs du livre* comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage. La saison d'été a été manquée chez les *tailleurs* par suite du mauvais temps. Pas de chômeurs chez les *chapeliers* d'Essonne. A Versailles, 10 p. o/o chez les *plombiers* qui font la journée de 11 heures. Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *employés de commerce.*

A Châteaufort près Versailles, baisse du pain, 0 fr. 05 par 2 kilos.

Seine-et-Marne. — Pas de chômeurs chez les *maçons* de la Ferté-sous-Jourarre.

Aisne. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Château-Thierry. A Saint-Quentin, chez les *tisseurs-brodeurs*, 9 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, la journée est réduite de 2 heures pour 60 ouvriers, on fait généralement 50 heures par semaine; c'est d'ailleurs la morte-saison de la *broderie* et du *tissage*. Situation encore difficile chez les *vanniers* d'Origny par suite de la concurrence étrangère. A Saint-Michel, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *métallurgie* qui font en atelier de 70 à 72 heures par semaine; dans la fabrication de la *chaussure* et dans celle des *appareils de chauffage* dont la morte-saison est plus accentuée que l'an dernier par suite de la température incertaine de l'hiver et du printemps, les ouvriers inoccupés ont été comme tous les ans embauchés pour les travaux des champs et reprendront leur place à l'atelier à la fin de l'été. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés, voyageurs, dessinateurs* de Saint-Quentin.

Oise. — Travail toujours actif chez les *typographes* de Beauvais. Il en a été de même chez les ouvriers des *scieries mécaniques* d'Hermes. A Méru, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, principalement chez les ouvriers syndiqués qui comptent un tiers des leurs sans commandes. Pas de chômeurs signalés chez les *tabletiers* et journée de 11 heures; de même pas de chômeurs chez les *dominotiers*; 6 p. o/o chez les *brossiers* de Saint-Sauveur qui sont entrés en morte-saison, sauf dans les maisons fabriquant l'article militaire, la journée est diminuée de 2 heures. Un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *brossiers* de Tracy-le-Mont.

Baisse du pain : à Saint-Sauveur, 0 fr. 10; à Tracy-le-Mont, 0 fr. 20 par 5 kilogrammes; à Senlis, 0 fr. 02 par kilogramme.

Somme. — A Amiens, le travail s'est maintenu actif chez les *typographes*. Ouvrage encore peu abondant chez les *bonnetiers* de Corbie. A Amiens, chez les *teinturiers*, travail généralement peu actif, sauf dans une maison, dans laquelle on fait des heures supplémentaires. Chez les *tapissiers*, qui sont encore tous occupés, le travail tend à diminuer, par suite du commencement de la saison des villégiatures. L'activité déjà signalée s'est maintenue chez les *serriers*.

A Amiens, baisse sur le pain : 0 fr. 05 les 2 kilogrammes.

Pas-de-Calais. — Le travail s'est maintenu actif chez les *travailleurs du livre* de Calais; de même chez ceux d'Arras; un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez ceux de Boulogne-sur-Mer; chez ces derniers, la journée a été augmentée de 2 heures dans un atelier. A Calais, chez les *ourdisseurs*, ralentissement du travail.

Baisse sur le pain : à Calais et à Arras, 0 fr. 01 par kilogramme et à Boulogne-sur-mer, 0 fr. 05 par 2 kilogrammes.

Nord. — A Lille, 7 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*, dont le placement est devenu plus difficile, les apprentis étant embauchés de préférence aux ouvriers. A Douai, pas de chômeurs chez les *typographes*; le travail, qui avait été faible pendant les premiers mois de l'année, a bien repris pendant le deuxième trimestre. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *typographes* de Roubaix et un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs. 11 o/o chez les *tisseurs* de Rieux. Ralentissement du travail attribué à la surproduction et à la difficulté de l'écoulement des produits chez les *tisserands* de Saulzoir, dont un grand nombre sont at-

teints par le chômage. A Lille, pas de signalés chez les ouvriers de l'*industrie du fil*; la journée est réduite dans les usines de l'*industrie lainière*. Chez les ouvriers de l'*industrie textile* d'Armentières, 4 p. o/o de chômeurs et journée réduite d'une heure et demie; on fait 5 1/2 heures en moyenne par semaine. Les *tisserands* de Villiers-en-Cauchies estiment qu'un grand nombre des leurs manquent de commandes; un quart chez les *tisserands* d'Haspres et ceux qui reçoivent des pièces à tisser ne sont occupés parfois que 4 à 5 jours par quinzaine. 5 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie textile* d'Houplines.

A Roubaix, chez les *ourdisseurs*, situation plus difficile que l'an dernier, par suite de l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère, qui accepte le travail à bas prix; par suite de l'installation de nouvelles machines dans les grandes usines, le personnel employé est diminué et les petites fabriques tendent à disparaître; on compte un tiers de chômeurs chez les *ourdisseurs*. Un peu moins de 1 p. o/o chez les ouvriers des *fabriques de tapis* de Tourcoing. 12 p. o/o de chômeurs chez les *tullistes* de Caudry, qui sont moins occupés que l'an dernier.

L'activité déjà signalée le mois dernier se maintient chez les *charpentiers* d'Armentières. De même chez les *tourneurs sur bois* de Felleries. A Lille, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*, chez les adhérents du syndicat de l'*industrie des métaux* et chez les employés *conducteurs et chauffeurs*, de même chez les *métallurgistes* de Maubeuge. De même, pas de chômeurs chez les *tourneurs en cylindres* de Hautmont, chez qui le travail est plus abondant que l'an dernier.

A Dunkerque, 4 p. o/o de chômeurs chez les *marbriers, tailleurs de pierre*. Reprise du travail depuis le mois dernier et 11 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*. Travail toujours actif, plus abondant que l'an dernier chez les *peintres* d'Armentières. A Dunkerque, 7 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures chez les *plombiers-zingueurs*. Le travail se maintient chez les *verriers* de Lourches. A Lille, pas de chômeurs signalés et journée de 11 heures chez les adhérents du syndicat des *patrons et employés de l'épicerie*.

A Lille, baisse sur le pain : 0 fr. 05 par 1 kilogr. 1/2, qui se vend 0 fr. 55; diminution également sur les pommes de terre, qui se vendent 0 fr. 15 au lieu de 0 fr. 20 le kilogramme.

Ardennes. — Chez les *ardoisiers-mineurs* de Fumay, travail actif, sauf pour les *fondeurs*, qui chôment un ou deux jours par quinzaine, faute de matière première. 17 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* de Villers-Cernay; travail irrégulier chez ceux de Francheval, dont un grand nombre sont atteints par le chômage; un peu moins de 9 p. o/o chez ceux d'Ily; chez ceux de Pouru-Saint-Rémy, beaucoup ont quitté le métier, faute de commandes.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs chez les *typographes*, qui font de 66 à 70 heures par semaine. A Reims, les ouvriers syndiqués de l'*industrie lainière* sont tous occupés; on estime cependant qu'un certain nombre d'ouvriers sont en chômage dans les tissages et principalement dans les *teintures et apprêts*. L'activité déjà signalée chez les *menuisiers* s'est maintenue, bien qu'une maison qui occupait 150 menuisiers, scieurs, etc., ait été incendiée. Pas de chômeurs chez les *maçons*.

Aube. — A Troyes, pas de chômeurs chez les *charpentiers*, qui font de 65 à 70 heures par semaine. Les *plâtriers* comptent un quart des leurs en chômage.

Meuse. — Chez les *carriers* de Léroutville, situation satisfaisante et travail 72 heures en moyenne par semaine.

Meurthe-et-Moselle. — L'activité déjà signalée chez les *mineurs* de Chanvigny se maintient. A Nancy, fin de la saison d'été et pas de chômeurs chez les *tailleurs* qui font de 50 à 55 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *limes*. Deux maisons ont cessé de faire fabriquer; elles occupaient 112 ouvriers; la chambre syndicale a fourni des secours aux ouvriers sans ouvrage pendant 18 jours et la plupart ont pu être remplacés dans ce délai. Travail toujours actif chez les *coiffeurs*. Les *artistes musiciens* ont tous du travail : c'est la saison des fêtes.

Baisse sur le pain, à Chanvigny, 0 fr. 025 par kilogramme qui se vend 0 fr. 40; à Nancy, 0 fr. 05 par kilogramme.

Vosges. — Travail suivi chez les ouvriers des *manufactures de l'industrie textile* de Moussy.

Haut-Rhin. — A Belfort, pas de chômeurs chez les *typographes-lithographes*, malgré le commencement de la morte-saison. 9 p. 0/0 de chômeurs et travail de 60 à 65 heures par semaine chez les *ferblantiers-zingueurs*.

Haute-Saône. — Ralentissement du travail chez les ouvriers de l'*ancublement* de Saint-Loup qui comptent un cinquième des leurs en chômage et qui font 50 heures par semaine.

Doubs. — A Besançon, travail : 60 heures par semaine chez les *charpentiers*. Les *moniteurs de boîtes d'or* comptent un cinquième des leurs en chômage.

Jura. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Lons-le-Saunier; une des imprimeries a un surcroît de travail, tandis que les autres maintiennent leur courant; de même pas de chômeurs chez ceux de Dôle.

Ain. — A Bourg, chez les *typographes*, un journal hebdomadaire a cessé de paraître. Chez les *mécaniciens*, travail toujours actif. L'activité se maintient chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry.

Saône-et-Loire. — Journée de 10 heures chez les *chapeliers* de Louhans. Pas de chômeurs chez les *ébénistes* d'Autun.

Côte-d'Or. — Les *tâcherons* de Villiers-le-Duc sont tous occupés; de même chez les *bâcherons* de Corcelles-les-Cîteaux. A Dijon, pas de chômeurs chez les *typographes*; 10 p. 0/0 chez les *mégissiers-tanneurs* qui font 65 heures par semaine.

A Dijon, baisse sur le pain, 0 fr. 025 par kilogramme.

Nièvre. — Travail toujours actif chez les *ouvriers du bâtiment* de Nevers. De même chez les *ouvriers des bois* de Corvol, Menou et Saint-Vérain.

A Nevers, baisse sur le pain, 0 fr. 20 par 6 kilogrammes.

Yonne. — A Auxerre, 2 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *charpentiers*. A Sens, situation difficile chez les *ouvriers sur métaux*. 9 p. 0/0 de chômeurs et travail de 60 à 70 heures par semaine chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Sens, baisse sur le pain, 0 fr. 05 par 2 kilogrammes.

Allier. — Les *mineurs* de Commentry sont tous occupés. De même chez les *boulangers* de Moulins. Commandes moins abondantes que l'an dernier chez les *typographes* de Cusset, les pluies et le mauvais temps ayant contrarié le début de la saison de Vichy et les commandes ayant été par suite moins nombreuses. L'amélioration signalée chez les *métallurgistes* de Commentry se maintient. A Moulins, pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *ouvriers en bâtiment*. Les *couvreurs-zingueurs* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 4 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés et journée de 10 heures chez les *ouvriers en cuirs et peaux*. Journée de 11 heures et 7 p. 0/0 de chômeurs chez les *carrossiers*.

Haute-Loire. — Ralentissement du travail chez les *chefs d'atelier rabaniers* de Saint-Didier-la-Séauve qui comptent un peu plus du quart des leurs en chômage.

Loire. — A Saint-Étienne, amélioration depuis le mois dernier chez les *cuisiniers* qui comptent 3 p. 0/0 de chômeurs. Amélioration depuis le mois dernier et pas de chômeurs chez les *imprimeurs-graveurs*; de même pas de chômeurs chez les *ouvriers du livre* de Roanne.

Ralentissement du travail et 7 p. 0/0 de chômeurs chez les *tisseurs* de Jarnosse. A Saint-Étienne, 6 p. 0/0 chez les *employés des fabriques de tissus*; travail ralenti chez les *tisserands*

et notamment pour le ruban, par suite de la surproduction; prix de façon en baisse. Ralentissement du travail chez les *tisseurs* et *piqueurs* et durée du travail réduite à 30 heures par semaine; les petits ateliers obtiennent des commandes plus difficilement que l'an dernier par suite de l'augmentation de la concurrence due à une grande maison qui a accru son matériel mécanique. 15 p. o/o de chômeurs chez les *chefs d'atelier rubaniers*; pas de signalés chez les *tisseurs* de la Cergue. De même, pas de chômeurs chez les *ébénistes* de Firminy. 4 p. o/o chez les *métallurgistes* de Saint-Étienne.

A La Gresle, baisse sur le pain, 4 centimes par kilogramme.

Rhône. — Les mineurs de Saint-Bel sont tous occupés. A Lyon, 4 p. o/o de chômeurs chez les *cartonniers*. Un peu plus de 1 p. o/o chez les ouvriers *typographes*, 16 p. o/o chez les employés *photographes*, qui font 60 heures par semaine, dimanche compris; pas de chômeurs signalés chez les *imprimeurs-conducteurs* qui sont plus occupés que l'an et que le mois derniers.

Travail peu actif chez les *tisseurs* de Mardore. A Lyon, 15 p. o/o et prix de façon en baisse par suite de l'augmentation de la concurrence. 3 p. o/o de chômeurs chez les *chefs d'atelier de dévidage* et *d'ourdissage*; le travail tend à reprendre depuis le mois dernier, la journée est augmentée d'une heure et demie pour 300 ouvriers. Pas de chômeurs chez les *tisseurs* de Saint-Jean-la-Bussière. A Lyon, chez les *millistes à la chaîne*, le ralentissement du travail déjà signalé se maintient. 2 p. o/o de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs* syndiqués qui font de 54 à 60 heures par semaine. 9 p. o/o de chômeurs chez les *teinturiers* de Villefranche. A Lyon, 3 p. o/o de chômeurs chez les *ouïriers* et *ouïrières en confections pour hommes* chez qui le travail ralentit par suite de la fin de saison; une diminution du taux des salaires s'est produite dans une maison pour les *piqueuses*. Le travail se maintient actif chez les *tailleurs-coupeurs*.

A Lyon, pas de chômeurs chez les *charpentiers*, 9 p. o/o et ouvrage moins abondant que le mois dernier chez les *sculpteurs-mouluriers*. Pas de chômeurs chez les *stéréotypers*. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *tailleurs de pierre* qui comptent un peu plus du quart des leurs en chômage. Travail actif et pas de chômeurs chez les *couchers* et *conducteurs de tramways*. De même, pas de chômeurs chez les *sténographes-dactylographes*.

Baisse sur le pain, à Saint-Bel et à Lyon, 2 centimes par kilogramme.

Haute-Savoie. — A Annecy, ralentissement du travail chez les *typographes* qui sont encore tous occupés. 7 p. o/o de chômeurs et ralentissement du travail chez les *tailleurs de pierre*.

Savoie. — A Chambéry, ralentissement du travail et 9 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. L'activité déjà signalée chez les *menuisiers* s'est maintenue. Reprise du travail et pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs chez les *cuisiniers*. L'amélioration signalée chez les *typographes* se maintient; on compte un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *imprimeurs-lithographes*. De même, pas de chômeurs et reprise générale du travail depuis le mois dernier chez les *gantiers*. Les *mouleurs en fonte* de Voiron estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage. Travail toujours actif chez les *tailleurs de pierre* de Parmillieu. A Grenoble, reprise du travail depuis le mois dernier et journée de 10 heures chez les *terrasiers* et chez les *maçons*.

A Grenoble, le pain a diminué de 1 centime par kilogramme.

Drôme. — Chez les *carriers* de Saint-Restitut, reprise du travail plus accentuée que l'an dernier, les demandes de la région lyonnaise ne faisant pas défaut comme l'an dernier; travail : 60 heures par semaine. A Valence, reprise du travail depuis le mois dernier, journée de 10 heures et 9 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 19 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*; pas de signalés chez les *confiseurs-pâtisseries* qui sont plus occupés que l'an dernier, la vente ayant été pendant le dernier hiver plus forte que l'an dernier. Les *cordonniers* sont moins occupés que l'an dernier comptent un peu plus du quart des leurs en chômage. Chez les *touneliers*, le ra-

lentissement du travail déjà signalé dans le précédent *Bulletin* : a réduit la durée du travail à 39 heures par semaine, 150 ouvriers chôment 3 jours par semaine. A Cannes, l'activité du travail déjà signalée chez les *maçons* se maintient.

Var. — Le travail s'est maintenu actif chez les *typographes* de Toulon qui comptent 2 p. o/o de chômeurs. A la Seyne, pas de chômeurs chez les *charpentiers* qui font 63 heures par semaine. De même, pas de chômeurs chez les *chaudronniers en cuivre* et chez les *maçons* qui font 60 heures par semaine.

Bouches-du-Rhône. — Chez les *matelots-pêcheurs* de la Ciotat, la pêche est encore peu fructueuse et la situation difficile pour les motifs déjà signalés dans le précédent *Bulletin*. A Marseille, pas de chômeurs chez les *jardiniers*. A Saint-Giniez, 8 p. o/o chez les *horticulteurs*. Travail 3 à 4 jours par semaine chez les *mineurs* de Saint-Savournin-Gréasque. Chez les *carriers* de Fontvieille, travail toujours actif.

Les *boulangers* d'Aix comptent un cinquième des leurs en chômage. 13 p. o/o chez les *boulangers* de la Ciotat. A Marseille, les *cuisiniers-navigateurs* estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage. 15 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*. 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*.

Situation devenue plus difficile chez les *tailleurs* par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère qui accepte des prix de façon réduits. 12 p. o/o de chômeurs et reprise habituelle du travail moins forte que l'an dernier chez les *carrossiers*. Ralentissement du travail chez les ouvriers *en crins*. 3 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs*. Ralentissement du travail, 14 p. o/o de chômeurs et journée diminuée de 2 heures pour 45 ouvriers chez les *marbriers*. Les *smilleurs de pavés* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage, l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier, beaucoup de travaux qui étaient avant exécutés à pied-d'œuvre étant fait maintenant dans les carrières mêmes; une partie des ouvriers ont quitté la région pour aller chercher du travail ailleurs. Journée de 10 heures et 17 p. o/o de chômeurs chez les *peintres en bâtiment*. Chez les *peintres décorateurs*, travail peu actif; on fait de 40 à 50 heures par semaine et on compte moitié des ouvriers syndiqués en chômage.

Chez les *potiers* d'Aubagne, 14 p. o/o de chômeurs, travail de 78 heures en moyenne par semaine, dans 4 maisons (45 ouvriers) la journée a été diminuée de 1 h. 1/2. A Marseille, situation toujours difficile chez les *garçons-cochers de place*, par suite du ralentissement des affaires et de l'augmentation de la concurrence. 4 p. o/o de chômeurs chez les *employés d'hôtels*. Saison plus mauvaise que l'an dernier chez les *artistes musiciens* dont un tiers environ sont occupés irrégulièrement.

Vaucluse. — Les *ouvriers en balais* de Caderousse estiment qu'un peu plus de moitié des leurs sont atteints par le chômage; on fait 48 heures par semaine. A Avignon, pas de chômeurs chez les *peintres* et ouvrage plus abondant que l'an dernier.

Ardèche. — Annonay, chez les *mégissiers palissonneurs*, la situation se maintient bonne, quelques ateliers seulement ne font que la journée de 8 heures. Chez les *mégissiers de rivière*, situation également meilleure que l'an dernier. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et plus que le mois précédent et 3 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*. Journée de 10 heures, ouvrage moins abondant que l'an dernier, cependant pas de chômeurs chez les *serruriers*.

Gard. — Chez les *terrassiers-agriculteurs* d'Aigues-Mortes, le travail a repris plus abondant que l'an dernier, il n'est pas signalé de chômeurs, grâce aux façons de vignobles. Chez les *mineurs* de la Grand-Combe, ouvrage plus abondant que l'an dernier, 5 p. o/o de chômeurs; le gain hebdomadaire est en diminution, certains travaux accessoires de mines ayant cessé d'être rémunérés à part. A Nîmes, 5 p. o/o de chômeurs chez les *employés* et *employées de commerce*.

Aveyron. — Ralentissement du travail chez les *typographes* de Rodez qui estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage. Ouvrage moins abondant que le mois dernier chez les *gantiers* de Millau qui comptent un cinquième des leurs en chômage, c'est d'ailleurs l'époque de morte-saison

Tarn. — Le ralentissement du travail signalé le mois dernier se maintient chez les ouvriers en cuirs et peaux de Graulhet qui comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage. Un quart chez les ouvriers de l'industrie lainière de la Bastide-Rouaix; on fait généralement 66 heures par semaine, la journée est augmentée de 1 heure pour 15 ouvriers. Les ouvriers *martineurs* de Durfort sont encore tous occupés.

Hérault. — Travail toujours actif chez les *cultivateurs-terrassiers* de Marsillargues. Chez ceux de Courmonterat, pas de chômeurs signalés et ouvrage plus abondant que l'an dernier. 5 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Graissessac. A Montpellier, travail encore peu actif chez les *cordonniers*. 6 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'habillement. Ralentissement du travail et 13 p. o/o de chômeurs chez les *tonneliers-foudriers*. Pas de signalés chez les *tailleurs de pierre*.

Aude. — A Carcassonne, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *terrassiers*; de même chez ceux de Cuxac et d'Aurillac, grâce à la température plus favorable. Les *ouvrières de l'habillement* sont toutes occupées et font 1 heure supplémentaire par jour; les commandes sont plus importantes que l'an dernier. Pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *menuisiers*. De même pas de chômeurs chez les *maçons*.

Pyrénées-Orientales. — Chez les *trépointeurs* de Saint-Laurent-de-Cerdans, travail toujours actif.

Haute-Garonne. — A Toulouse, travail irrégulier chez les *typographes*; les ouvriers aux pièces sont spécialement atteints; le personnel des ateliers, qui avait été augmenté avec les dernières commandes, s'est maintenu supérieur à celui qui pourrait être occupé régulièrement; on espère, grâce à une modification du taux des secours de chômage, permettre aux ouvriers incomplètement occupés de chercher du travail ailleurs. 11 p. o/o de chômeurs et reprise habituelle du travail moins accentuée que l'an dernier chez les *menuisiers*. Dans plusieurs ateliers, les prix de façon dans le travail aux pièces ont été diminués. Les *ouvriers sur métaux* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage. 12 p. o/o et travail de 78 à 84 heures par semaine chez les *hommes de peine*, chez qui le placement est estimé plus difficile que l'an dernier, les pluies continuelles ayant retardé la saison des ventes. A Toulouse, baisse du pain : 0 fr. 05 par 2 kilogram. 500.

Hautes-Pyrénées. — Travail toujours actif chez les *charpentiers* de Lourdes. A Tarbes, l'activité déjà signalée chez les *menuisiers* se maintient. De même chez les *peintres*. Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *plâtriers*.

Basses-Pyrénées. — Pas de chômeurs chez les *charpentiers* de Pau. L'activité se maintient chez les *métallurgistes* de Boucau. De même, à Bayonne, activité satisfaisante chez les *tapissiers*, pas de chômeurs; de même chez les *ébénistes* et chez les *peintres*. Chez les *maçons* de Pau, travail toujours actif. A Bayonne, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs et travail de 68 heures par semaine chez les *employés de commerce*. Situation satisfaisante chez les *bouchers*. A Pau, baisse sur le pain : 0 fr. 10 par 4 kilogrammes.

Landes. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Mont-de-Marsan. De même chez les *employés de commerce* à Dax. A Mont-de-Marsan, pain en baisse de 0 fr. 025 par kilogramme.

Gers. — Pas de chômeurs chez les *maçons* d'Auch.

Lot-et-Garonne. — A Villeneuve-sur-Lot, chez les *cordonniers*, le travail tend à reprendre dans l'article « cousu main », par contre, dans les fabriques de l'article « cousu machine », on a renvoyé du personnel; le travail est réduit de moitié; les réassortiments sont faibles. Pas de chômeurs chez les *charpentiers* qui sont moins occupés que l'an dernier. 12 p. o/o de chômeurs chez les *employés limonadiers* d'Agen.

Dordogne. — Placement plus facile et ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les *boulangers* de Périgueux : 8 p. o/o de chômeurs; les commandes de la campagne ont

augmenté. Travail moins abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *chapeliers* du Bugne. Ralentissement du travail chez les *ferblantiers-boîtiers* de Périgueux; un certain nombre d'ouvriers ont quitté la ville pour aller s'embaucher à Nantes où ils peuvent être plus occupés.

Gironde. — A Bordeaux, 18 p. o/o de chômeurs chez les *compagnons* et *aspirants boulangers*. Les *cuisiniers* comptent un cinquième des leurs en chômage. Chez les *ouvriers tailleurs*, travail de pleine saison plus faible que l'an dernier par suite de la concurrence des vêtements de confection. Les *menuisiers* syndiqués estiment que le chômage atteint moitié des leurs. A Bordeaux, reprise du travail depuis le mois dernier et pas de chômeurs chez les *terrassiers*; dans les environs de Bazas, une ligne de chemins de fer en construction occupe un certain nombre d'ouvriers et les travaux de la Compagnie du Midi à Bordeaux même fournissent, en dehors des vignobles et des travaux des champs, un ouvrage abondant. Situation encore difficile chez les *marins du commerce*. L'amélioration signalée chez les *garçons limonadiers* s'est maintenue. 5 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*. 8 p. o/o chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, amélioration chez les *matelots-pêcheurs*, le temps étant plus favorable. A Rochefort, situation toujours satisfaisante chez les *typographes*. Ralentissement du travail et 8 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Charente. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Cognac. Reprise du travail chez les *tailleurs de pierre* et *maçons* de Jarnac; 4 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*.

Haute-Vienne. — A Limoges, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *typographes*. Les *cordonniers* estiment que le chômage atteint un peu plus du tiers des leurs; la journée est réduite de 4 heures pour moitié d'entre eux: on fait de 36 à 40 heures par semaine; chez les *coupeurs-brocheurs* qui font 60 heures en moyenne par semaine, la journée est réduite de 2 heures pour 60 ouvriers; on compte 5 p. o/o de chômeurs; les commandes sont plus faibles que l'an et que le mois derniers. Les employés *préparateurs des ateliers de construction* sont tous occupés. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *maçons* qui comptent un quart des leurs en chômage. Chez les *terrassiers* syndiqués, tous sont occupés. Dans l'industrie de la *porcelaine*, situation stationnaire; on fait la demi-journée, et beaucoup d'ouvriers spécialistes sont en chômage. Les *peintres en porcelaine* comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage. Le commerce de détail se ressent de la crise locale; les affaires sont devenues rares et difficiles. De même, affaires plus difficiles que l'an dernier chez les *représentants de commerce*.

Corrèze. — A Tulle, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *chapeliers-fouleurs* de Bort. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *charpentiers* de Tulle, dont beaucoup sont atteints par le chômage.

Creuse. — Morte-saison plus accentuée que l'an dernier chez les *chapeliers* de Bourgneuf; une maison qui occupait 30 ouvriers vient de fermer.

Cher. — Amélioration de la situation chez les *ouvriers agricoles* de Nérondes, grâce à la reprise des travaux des champs. Travail toujours actif chez les *bûcherons* de Sancerres, Jussy, Henrichemont, Méry-ès-Bois; travail généralement 72 heures par semaine; 4 p. o/o de chômeurs chez les *bûcherons* de Vallenay. A Bourges, journée de 11 heures chez les *ouvriers en toiles cirées* qui sont tous occupés. L'activité déjà signalée chez les *menuisiers* se maintient. De même, pas de chômeurs et travail soutenu chez les *ouvriers en voitures*, chez les *ouvriers sur métaux*, chez les *tailleurs de pierre* qui font 72 heures par semaine. Travail toujours actif chez les *maçons* de Dun-sur-Auron. 3 p. o/o de chômeurs chez ceux de Bourges. Pas de signalés chez les *plâtriers*. Chez les *chaufourniers*, travail toujours actif à la Guerche; au hameau des Bruyères et à Jussy-le-Chaudrier, pas de chômeurs.

A Bourges, baisse sur le pain: 0 fr. 05 par 5 kilogrammes. De même, baisse sur le pain à Jussy: 0 fr. 10 par 5 kilogrammes; à Méry-ès-Bois: 0 fr. 05 par 5 kilogrammes; hausse sur la viande de porc: 0 fr. 20 par kilogramme.

Indre. — Travail toujours actif chez les *bûcherons* du Poinçonnet. Chez les *typographes* de

Châteauroux, le travail se maintient actif. Chez les ouvriers des *cuirs et peaux* de Chinon et Issoudun, pas de chômeurs signalés; une trentaine d'ouvriers qui avaient été congédiés ont été aussitôt embauchés ailleurs. Chez les ouvriers sur *métaux* de Châteauroux, l'activité déjà signalée se maintient.

Vienne. — A Poitiers, 8 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs*. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les ouvriers *tailleurs* qui sont cependant tous occupés. 9 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers sur *métaux*, *conteliers* principalement; ces derniers sont éprouvés par la concurrence étrangère.

Deux-Sèvres. — Travail toujours actif chez les *mineurs* de la Rampierre-de-Saint-Laurs. A Niort, 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. 8 p. o/o et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *gantiers*. Grâce à de nouvelles adjudications de gants militaires, la journée, augmentée de 2 heures, est portée à 10 heures.

Les *chapeliers* de Saint-Maixent estiment que le chômage atteint moitié des syndiqués. A Niort, pas de chômeurs signalés chez les *chapeliers* qui font 48 heures par semaine; 7 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* qui font la journée de 12 heures. Travail plus abondant que l'an dernier chez les *serruriers*. L'activité signalée chez les *ferblantiers-chandronniers* se maintient. Pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *couvreurs*.

Vendée. — Travail toujours actif chez les *mineurs* de Faymoreau. Grâce à la fondation d'un nouveau journal et aux commandes de travaux par les conseils généraux, le travail a augmenté depuis le mois dernier chez les *typographes* de la Roche-sur-Yon. Chez les *tisserands* d'Évrone, le ralentissement du travail déjà signalé tend à augmenter; de même chez ceux de Saint-Laurent-sur-Sèvre, chez qui la durée du travail hebdomadaire descendrait parfois à 30 heures; les façons sont en diminution et le paiement en marchandises d'une partie du salaire rend la situation plus difficile. De même, ralentissement du travail chez les *tisserands* des Epessés qui comptent 7 p. o/o des leurs en chômage; la durée du travail descend à 34 heures par semaine; l'écoulement sont atteints. Pas de chômeurs signalés chez les *tisserands* de Mortagne qui voient aussi diminuer leurs commandes. 5 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* des Sables-d'Olonne.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 12 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de signalés chez les ouvriers des *usines de produits chimiques*. Travail toujours actif chez les *typographes*, 12 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les *tanneurs-corroyeurs*. Journée de 11 heures, travail plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *serruriers*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier, et travail : 60 heures par semaine chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Nantes, baisse sur le pain : 10 centimes par 6 kilogrammes.

Morbihan. — A Lorient, chez les *typographes*, diminution des commandes depuis le mois dernier; cependant, tous les ouvriers sont encore plus occupés que l'année précédente. Pas de chômeurs chez les *galochiers*. De même chez les *ferblantiers*; de même chez ceux de Quiberon, chez lesquels la saison de la sardine est commencée. 14 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* de Lorient.

Finistère. — 2 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *livre* de Brest. Travail toujours actif chez les *ouvrières de l'aiguille* de Morlaix. Chez les *ferblantiers-boîtiers* de Concarneau, ouvrage plus abondant que le mois dernier, la pêche de la sardine étant commencée, tous les ouvriers sont occupés; de même chez ceux de Douarnenez.

A Brest, baisse sur le pain : 10 centimes par 6 kilogrammes.

Ille-et-Vilaine. — 5 p. o/o de chômeurs chez les *manœuvres de mines* de Bruz. A Rennes, pas de chômeurs chez les *charpentiers*. De même chez les *menuisiers* de Fougères. Pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *tailleurs de pierre* de Rennes. Le travail se maintient satisfaisant chez les *plâtriers* de Fougères. A Rennes, les *cochers* comptent un cinquième des leurs en chômage.

Maine-et-Loire. — 3 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de Cholet. 12 p. o/o de chômeurs et journée habituelle de 12 heures réduite de deux heures dans quelques ateliers chez les *tisserands* de Saint-Philbert. Pas de chômeurs signalés chez les *tisseurs* de la Tessoualle, chez qui la journée est diminuée de trois heures pour 5,000 ouvriers; on fait 52 heures en moyenne par semaine; ralentissement du travail chez ceux de la Séguinière. Chez ceux de Gesté, 5 p. o/o de chômeurs et travail moins abondant que l'an dernier. Chez les *tisserands* de Jallais, 17 p. o/o de chômeurs; la situation tend à devenir plus mauvaise, à la suite du décès du chef d'une importante maison de tissage, le personnel ouvrier a été congédié; chez les autres, on ne fait que demi-journée, et le taux des salaires est en baisse. Pas de chômeurs chez les *tisserands* de Saint-Léger, mais le travail est suspendu un jour par semaine. Chez les *tisserands* à la main de la Tessoualle, 5 p. o/o de chômeurs.

A Angers, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs*, chez qui on travaille 60 heures par semaine en usine; les *tisserands* à la main perdent la journée du samedi. 11 p. o/o de chômeurs chez les *forgerons*. 16 p. o/o chez les *garçons limonadiers*.

A Saint-Philbert, baisse sur le pain: 10 centimes par 6 kilogrammes.

Mayenne. — Un peu plus de 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Laval, le travail a ralenti depuis le mois dernier.

Sarthe. — Au Mans, 16 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*. Reprise du travail depuis le mois dernier, journée de 11 heures et pas de chômeurs chez les *mouleurs*. De même, pas de chômeurs chez les *galochiers* de la Flèche qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers par suite de la moindre quantité de commandes, le gain hebdomadaire est réduit de 10 p. o/o. Travail toujours actif chez les *maçons* du Mans.

Indre-et-Loire. — A Tours, 7 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* chez qui le travail a ralenti depuis le mois dernier, certains (une quinzaine) perdent une journée par semaine. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, journée diminuée de 4 heures pour 40 ouvriers et un peu plus du cinquième des syndiqués en chômage chez les *tanneurs-corroyeurs* de Châteaurenault.

Loir-et-Cher. — A Blois, 10 p. o/o de chômeurs et travail ralenti depuis le mois dernier chez les *typographes* dont un certain nombre ont vu leur journée diminuée de 1 heure.

Loiret. — Reprise du travail chez les *bûcherons* et *ouvriers agricoles* de Gien chez qui les travaux des champs, plus abondants que l'an dernier, ont succédé aux façons de forêt et à l'écorçage qui avaient été en diminution sur l'année précédente. Pas de chômeurs chez les *maçons* d'Orléans.

Eure-et-Loir. — A Nogent-le-Rotrou, pas de chômeurs chez les *typographes*. Chez les *chapeliers*, travail encore peu actif, le gain journalier descend à 1 fr. 25.

A Nogent-le-Rotrou, baisse du pain, 5 centimes par 2 kilogrammes; à Châteaudun, la baisse est de 10 centimes par 4 kilogrammes qui se vendent 1 fr. 60.

Orne. — Chez les *travailleurs du livre* d'Alençon; travail toujours actif, la moyenne de la durée du travail est de 60 heures par semaine. Chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière* de Flers, 600 ouvriers sont sans travail par suite de la mise en liquidation d'une importante maison.

Manche. — Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *typographes*.

Calvados. — Un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Caen. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière* de Condé-sur-Noireau qui comptent un peu plus de 3 p. o/o des leurs en chômage. 4 p. o/o chez les *bonnetiers* de Falaise, la durée du travail est réduite dans plusieurs maisons à 3 jours par semaine.

Eure. — La situation se maintient satisfaisante chez les *compositeurs* d'Évreux. Chez les *tisseurs* de Louviers, la diminution du travail et du salaire déjà signalée s'est étendue.

Seine-Inférieure. — Au Havre, ralentissement du travail depuis le mois dernier et 11 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Chez les ouvriers *cotonniers* de Bolbec, diminution des prix de façon dans une importante maison. Au Havre, les *voiliers* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage. Pas de chômeurs et journée de 8 heures chez les *fondeurs en fer* de Rouen. Au Havre, 10 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *métallurgistes*.

Les ouvriers du *bâtiment* comptent un cinquième des leurs en chômage; l'ouvrage est jugé moins abondant que l'an dernier; chez les *serviteurs*, le prix de la journée de travail tend à diminuer. 2 p. o/o de chômeurs chez les *marins du commerce* syndiqués.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour juillet et août 1898 :

Alger. — Travaux de chemins.....	123.200 ^f
Brest. — Marine. Radoub de Pontanion.....	2.902.000
Briey. — Caserne de gendarmerie.....	161.950
Caen. — Travaux de Grandcamp. Infrastructure.....	130.000
Creil (Seine). — Achèvement du sanatorium d'Augicourt.....	257.600
Corbeil. — Travaux d'écoles.....	101 200
Dijon. — Construction d'une école d'agriculture.....	227.000
Laon. — Guerre. Installation au camp de Sissonne.....	252.000
Levallois-Perret (Seine). — Halle.....	110.800
Lille. — Société des chemins de fer économiques à Boulogne. Voie et ballastage.....	140.000
Nevers. — Canal du Nivernais. Dérivation.....	172.000
Nîmes. — Pont suspendu métallique.....	300.000
Paris. — Construction d'un hospice à Ivry.....	388.300
Paris. — Travaux au collecteur de Clichy.....	219.600
Paris. — Constructions à la Bibliothèque nationale.....	873.500
Paris. — Construction d'un groupe scolaire.....	542.900
Paris. — Égouts et galerie pour le métropolitain.....	2.287.500
Parthenay. — Guerre. Baraquements.....	122.500
Pau. — Construction de la route nationale 134 bis.....	170.000
Toulon. — Réfection de quais.....	104.600
Saint-Denis. — Guerre. Construction d'une annexe d'hôpital.....	132.400
Versailles. — Aqueducs et collecteur.....	114.700
Versailles. — Terrassements, pavage, etc.....	188.800

Résultats des Adjudications précédentes.

Alger. — Conduites d'eau (135.000^f). — Adj. : Bonnaud, 14.

Alger. — Construction d'un bâtiment d'administration dans l'arsenal de Mustapha (103.900^f). — Adj. : Meunier, 14.

Anancy. — Reboisement de forêts (3 lots : 120.800^f). — Adj. : Bullio, à Briançon, 3 et 18; Boniface, à Saint-Michel, 25.

Blois. — Ligne de tramways de Blois à Saint-Aignan, 2^e et 3^e lots d'infrastructure 250.000^f). — Adj. : Cordier, à Rennes.

Blois. — Ballastage et pose de voies sur la ligne de tramways de Blois à Saint-Aignan (150.000^f). — Adj. : Cordier, à Remes.

Briançon. — Guerre. Amélioration de l'ouvrage du Janus (200.000^f). — Adj. : Brun, 12

Chambéry. — Travaux en forêts (12 lots : 345.300^f). — Adj. : F. Magnin, à Saint-Michel, 31 et 4; Pinorini, à Chambéry, 27; Ferrando, à Embrun, 7; S. Magnin, à Saint-Michel, 2 et 20; Boniface, à Saint-Michel, 33; Antonietti, à Chambéry, 21; A. Basso, à Moutiers, 12 et 18; S. Basso (ainé), 3; Bullio, à Briançon, 4.

Châteauroux. — Chemin de fer de Tournon-Saint-Martin à la Châtre. — Section d'Argentan à la Châtre. Terrassements et ouvrages d'art, 2^e lot (860.000^f). — Adj. : Lhermitte, 192, rue de Vaugirard, à Paris, 14.

Chaumont. — Extension de la caserne de Damrémont (209.300^f). — Adj. : *terrassement, maçonnerie*, Guidon, à Belfort, 4; *ciment*, Valet, à Verdun, 13; *couverture, charpente, menuiserie*, Moussu, à Saint-Geouves (Haute-Marne), 10, 20; *ferroverrie, quincaillerie*, Duchène, à Dinozé-Épinal (Vosges), 28, 80.

Commercy. — Construction de bâtiments pour terminer le quartier annexe J de cavalerie (116.900^f). — Adj. : *terrassements, maçonnerie, plâtrage, égouts*, Robert-Leroux, 20, 20; *charpente en bois, menuiserie*, Robert-Leroux, 20, 50; *ferroverrie, serrurerie*, Robert-Leroux, 15, 70; *couverture, cuiverrie, plomberie, zinguerie, fontainerie*, Simon, à Saint-Michel, 17, 50.

Épernay. — Construction de l'hôtel de la caisse d'épargne (100.500^f). Adj. : *maçonnerie, gros fer*, Moncuit, à Ay, 18, 55; *menuiserie*, Porcaux, à Châlons-sur-Marne, 16, 15.

Grenoble. — Guerre. Construction de bâtiments au parc Randon (303.000^f). — Adj. : *terrassement, maçonnerie*, Bayle, 17, 80; *plâtrerie, peinture*, Boggini, 31, 46; *charpentes bois et fer*, Joya, 18, 50; *menuiserie, serrurerie*, Blanc, 30, 60; *couverture, zinguerie*, Bénassy, 26.

Laon. — Construction de nouvelles infirmeries à l'hospice départemental de Montreuil-sous-Laon (144.300^f). — Adj. : *terrassement, maçonnerie et gros fers*, Deloffre, 9; *menuiserie*, Derocquigny, 16.

Laon. — Doublement du chemin de halage du canal de Saint-Quentin, entre Lesdin et Chauny (3 lots : 480.000^f). — Adj. : Delville, à Lesdin (Aisne), 9; Baudhuin, à Paillencourt, 17 et 8.

Le Puy. — Route nationale 88 bis, 2^e lot d'exécution, du Chambon à Chamalières (140.000^f). — Adj. : Privat, à Malreners (Haute-Loire), 22.

Lille. — Curage de l'Escaut entre Cambrai et Neuville (100.000^f). — Adj. : Guisez, à Saint-Amand, 35.

Lyon. — Rivière de Saône. — Construction du quai de l'industrie, à Lyon (312.000^f). — Adj. : Brossier, à Lyon, 4.

Marseille. — Pavage en porphyre sur divers quais du bassin nord du port de Marseille (390.000^f). — Adj. : Guillaume, à Millau, 23.

Melun. — Guerre. Construction des nouveaux casernements de Melun (114.000^f). — Adj. : Gominot, à Bourges, 6, 10.

Mende. — Construction de la route nationale 107 bis entre Florac et le Gard (124.000^f). — Adj. : Barascut, à Camarès (Aveyron), 21.

Mirecourt. — Distribution d'eau (300.000^f). — Adj. : Simon, à Nomexy (Vosges).

Montauban. — Chemin de fer de Castelsarasin à Beaumont-de-Lomagne, 2^e et 4^e lots (540.000^f). — Adj. : Borié, à Clermont-Ferrand, 28; Denis, à Périgueux, 32.

Moulins. — Guerre. Surélévation d'un bâtiment au quartier Villars, à Moulins (160.600^f). — Adj. : *terrassements, maçonnerie, travaux en ciment, couverture en tuiles, Clostre*, 17; *charpente, menuiserie*, Henry, à Melun, 7; *ferroverrie, fonte, serrurerie, quincaillerie*, Vignaud, à Limoges, 21, 60; *plâtrerie, peinture, vitrerie*, Bagniolais, 19.

Nîmes. — Travaux de chemins (229.400^f). — Adj. : Laffuitte, à Beaucaire, *prix du devis*, Antajou, à Méjean-les-Alais (Gard), 2.

Oran. — Chemin de fer d'Aïn-Sefra à Djenien-bou-Rezg (partie comprise entre Moghra et Djenien-bou-Rezg) (246.700^f). — Adj. : *travaux*, Légisè, à Bordeaux, *prix du devis*; *échisses et selles*, Schneider, au Creusot, 1; *boulons et tire-fonds*, Van Kalek, à Valenciennes, 1; *matériel accessoire*, Société métallurgique du Périgord, à Paris, 5.

Paris. — Construction d'un hospice de vieillards à Ivry-sur-Seine (388.300^f). — Adj. : — *terrasse et maçonnerie*, Villatel, 29, rue Vandamme, 33,10; *charpente*, Datapie, 23, rue des Plantes, 37,80; *couverture et plomberie*, Nisolle, 12, rue d'Alexandrie, 43,30; *menuiserie*, *parquets, treillages*, Martin, 16, avenue Trudaine, 36,70; *serrurerie*, «Ouvriers serruriers», 7, rue Froissart, 27,10; *peinture, vitrerie, tentures*, veuve Floury, 47 bis, rue du Moulin-Vert, 40,20.

Paris. — Terrassements et maçonnerie aux abords de l'usine de Clichy, à Clichy (Seine), pour la mise en service du collecteur dit de Clichy : établissement d'un déversoir, d'un canal de fuite et d'une galerie de raccordement (219.600^f). — Adj. : Ravel, 6, rue du Saint-Gothard, 29.

Paris. — Maçonnerie du pont Alexandre III (210.000^f). — Adj. : Hess, 15, rue des Plantes, 18.

Paris. — Dérivation des sources du Loing et du Lunain. — Construction d'aqueducs secondaires (2.121.900^f). — Adj. : *terrassement, maçonnerie, charpentes et ferrures accessoires*, Gille, 10, rue de Longchamps, 25,10; *conduites en fonte*, «Hauts fourneaux et fonderies de Pont-à-Mousson», 62, rue Caumartin, 6,10.

Paris. — Terrassements et maçonneries d'égouts pour le doublement de la dérivation de Saint-Ouen (724.600^f). — Adj. : Roche, 94, boulevard de Courcelles, 28,50.

Paris. — Travaux de maçonnerie d'égout (11 lots : 658.300^f). — Adj. : Petit, 57, rue Vandamme, 27,80 et 28,10; Manard, 34, boulevard Voltaire, 31,30; Collet, 23, avenue de Montsouris, 34,30 et 32,50; Vialard, 36, rue Cambronne, 35,60; Magisson, 24, rue de l'Amiral-Roussin, 20; Roche, 94, boulevard de Courcelles, 23,40; Aubrun, 13, rue du Colonel-Oudot, 26,30; Conchon, 10, rue des Prairies, 25,30 et 31,70.

Paris. — Palais de l'Esplanade des Invalides. Terrassements et maçonnerie (319.000^f). — Adj. : Champeau, 8, passage Daudin, 24; Lambert, 88, rue Boileau, 13,30; Lang, 17, avenue de la Bourdonnais, 15,40.

Paris. — Branchements particuliers d'égouts (13 lots : 320.486^f). — Adj. : Mouly, 36, rue de la Glacière, 34,60; Gilbert, 43, boulevard Brune, 40,30; Simon, 14, rue Jouffroy, 39,20; Aubrun, 35, rue du Moulinet, 34,50; Mouly, 36, rue de la Glacière, 38,20; Daguet, 48, avenue de Châtillon, 36,40; Boismorand, 51, rue des Pyrénées, 33,20; Chassénery, 4, rue Bourgeois, 35,20; Duval, 14, rue de Toul, 38,90 et 36,80; Alifraix, 9, rue de Joinville, 31,60; Alhaiza, 16, rue Fabre-d'Eglantine, 28,50.

Paris. — Prolongement de la rue de la Bidassoa et élargissement de la rue Orfila (176.700^f). — Adj. : Alhaiza, 16, rue Fabre-d'Eglantine, 21,50 et 25,50.

Paris. — Plancher haut du grand palais des Champs-Élysées sur l'avenue d'Antin en béton armé (112.000^f). — Adj. : Dumesnil, 129, rue Marcadet, 5.

Paris. — Construction d'un poste central de secours à l'angle des rues Combe et Malar (191.800^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Finet, 5, rue Dutot, 32,80; *feronnerie et serrurerie*, Liet, 182, rue de Belleville, 38,50; *charpentes en bois*, Lapeyrière, 50, rue de l'Eglise, 37,55; *menuiserie et parquetage*, Moussette, 55, rue Emeriau, 37,20.

Paris. — Construction d'écoles rue de l'Ermitage (235.639^f). — Adj. : *feronnerie et serrurerie*, Couvreur, 29, rue d'Argenteuil, 38,10; *charpente en bois*, «Charpentiers de la Vilette», 49, rue Saint-Blaise, 38,20; *couverture et plomberie*, Nisol, 12, rue d'Alexandrie, 47,30; *menuiserie*, Bouillon, 127, rue de Flandre, 39,90; *parquetage*, Laplain, 38, rue Notre-Dame-de-Nazareth, 23,70; *fumisterie*, Forest, 6, rue Pavée, 25,10; *peinture, vitrerie et tenture*,

Bernard, 28, rue Montholon, 46,30; canalisation du tout-à-l'égout, Girard, 118, rue Ordener, 41,60.

Paris. — Construction d'une école de filles, avenue Gambetta (192.700^f). — Adj. : terrasse et maçonnerie, Ramigeon, 71, rue Pelleport, 33,90; ferronnerie et serrurerie, Fromental, 12, rue Calmels, 38,20; menuiserie et parquetage, Feuder, 52, rue de Flandre, 32,70.

Paris. — Travaux de désinfection dans les immeubles de la ville (110.000^f). — Adj. : Lefebvre, 10.

Paris. — Terrassements et maçonneries de trois palais au Champ-de-Mars (389.000^f). — Adj. : palais des machines, Grousselle, 50, avenue de Ségur, 16,50; palais de l'électricité, Vabre, 12, rue Nouvelle, 24,30; palais du matériel etc., Versillé, 15, quai de Javel, 18,70.

Paris. — Plancher haut de l'étage principal et combles en fer du petit palais des Champs-Élysées (245.000^f). — Adj. : Roussel, 42, rue Boinod, 16,30.

Paris. — Galeries souterraines pour la canalisation de la force motrice (406.600^f). — Adj. : Versillé, 5, quai de Javel, 25,70.

Reims. — Construction d'un groupe scolaire (198.000^f). — Adj. : terrassements, maçonnerie, plâtrerie et pavage, Dubois, 15,80; charpente, Lotte, 12,50; couverture, Grison, 25,80; menuiserie, Prud'hon, 21,25; serrurerie, Loesch, 28,30; peinture et vitrerie, Dufour, 38; plomberie, Dupuis, 35.

Saint-Dié. — Reconstruction de l'Église Saint-Martin (398.700^f). — Adj. : terrasse et maçonnerie, Eschupp, à Épinal, 7,50; Duchêne, à Dinozé, 16,80.

Saint-Quentin. — Construction du palais de Fervaques (1.101.800^f). — Adj. : terrasse, maçonnerie, plâtrerie; Colson, à Verdun-sur-Meuse, 12,60; couverture et zincage, Dufour, 24, rue des Fourneaux, à Paris, 5; menuiserie et quincaillerie, Mercier, 6,75; peinture et vitrerie, Boulaïne, 17, rue Lamandé, à Paris, 25,10.

Toul. — Construction de magasin, clôture, canalisation d'eau et agrandissement d'une remise à l'arsenal extra muros (204.100^f). — Adj. : terrassement, maçonnerie, Mattat, à Verdun, 32,10; ferronnerie, quincaillerie, serrurerie, Marlange, à Verdun, 30,60; charpente, menuiserie, Bordet, 26,10.

Tours. — Reconstruction du pont de Bléré sur le Cher (389.000^f). — Adj. : Belleguy, à Angers, 3.

Versailles. — Routes nationales. Relevé à bout et empierrement (155.500^f). — Adj. : route n° 13, veuve Hoffmann, à Boulogne-sur-Mer, 21; route n° 20, Gabiat, à Étampes, prix du devis; route n° 190, Charrand, à Saint-Germain-en-Laye, 27.

Chemins de fer de l'Est. — Construction d'un pont sur l'Orne, à Auboué (170.000^f). — Adj. : Beylier, à Verdun-sur-Meuse.

Chemins de fer de l'Est. — Agrandissement de la gare de Reuilly (450.000^f). — Adj. : Marlaud, à Château-Thierry (Aisne).

Chemins de fer de l'État. — Établissement d'un dépôt définitif pour le service de la traction-Etat à la gare commune de Chartres (344.900^f). — Adj. : terrassements, maçonnerie, charpente en bois, tablier métallique, couverture, plâtrerie, menuiserie, serrurerie, peinture et vitrerie, Laubeuf, à Châtou, 9; charpentes métalliques, Paris, à Nantes, 17.

Chemins de fer de l'État. — Terrassements, ballastages, voies et appareils, etc, à la gare de Saintes (ligne de Chartres à Bordeaux) (247.400^f). — Adj. : Fougérol, à Saint-Martin-de-Ré, 13.

Chemins de fer P.-L.-M. — Construction en élévation du bâtiment de la gare en façade sur la rue de Lyon (2.000.000^f). — Adj. : Legrand, 20, impasse Jean-Bouton, à Paris, 28,75 sur la série de la Société centrale des architectes, (édit. 1897).

Chemins de fer P.-L.-M. — Construction de deux nouvelles voies principales entre Paris et Conflans (700.000^f). — Adj. : Virat, 34, avenue Daumesnil, à Paris.

Chemins de fer d'Orléans. — Ligne d'Hautefort à Sarlat. Ballastage et pose de voie (690.000^f). — Adj. : Bric. à Castel-Sarrazin (Tarn-et-Garonne), 27; Pasquet, à Port-Sainte-Marie (Lot-et-Garonne), 17.

Chemins de fer d'Orléans. — Prolongement des lignes de la place Wallubert au quai d'Orsay. — Construction de la nouvelle gare et de l'hôtel Terminus à la Cour des comptes (3.000.000^f). — Adj. : Marlaud, 42, rue Manin, Paris.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les six premiers mois de l'année 1898:

	VARIATIONS			
	1898.	1897.	en plus.	en moins.
IMPORTATIONS.	francs.	francs.	francs.	francs.
Objets d'alimentation.....	789.039.000	425.299.000	363.740.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	1.177.304.000	1.201.879.000	"	24.575.000
Objets fabriqués.....	318.613.000	303.538.000	15.075.000	"
TOTAUX ET BALANCE....	2.284.956.000	1.930.716.000	354.240.000	"
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	307.608.000	327.911.000	"	20.303.000
Matières nécessaires à l'industrie	393.904.000	425.067.000	"	31.163.000
Objets fabriqués.....	906.436.000	971.231.000	"	64.795.000
Colis postaux.....	80.481.000	82.427.000	"	1.946.000
TOTAUX ET BALANCE....	1.688.429.000	1.806.636.000	"	118.207.000

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Mai 1898.	Juin 1898.	Juin 1897.
Farine 12 marques, les 157 kilogrammes.....	62 ^f 60 ^c	56 ^f 10 ^c	53 ^f 00 ^c
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes...	32 45	30 50	25 60
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	48 40	49 50	38 35
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	54 50	53 50	59 25
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	41 00	40 00	36 25
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	35 50	35 50	33 50
Suif de la bouch ^{ie} de Paris, les 100 kil. (en pains).	54 00	50 00	42 00
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette)..	1 50	1 40	1 48
Veau, <i>idem.</i> ..	1 90	1 80	1 70
Mouton, <i>idem.</i> ..	1 95	1 90	1 80
Porc, <i>idem.</i> ..	1 54	1 65	1 20
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	46 50	44 00	47 60
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	131 50	133 50	117 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	41 00	41 00	39 10
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	17 00	16 50	16 50
Cuivre en lingots, <i>idem.</i> ..	140 00	140 00	128 00
Étain Banka, <i>idem.</i> ..	183 00	183 00	170 00
Plomb, <i>idem.</i> ..	39 75	39 75	31 50
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i> ..	51 25	51 25	46 25

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les quatre premiers mois de 1898 a été de 9.862.987 tonnes. Il était, en 1897, de 8.699.422 tonnes, soit une augmentation de 13,4 p. o/o.

Les recettes des compagnies de chemins de fer d'intérêt général, du 1^{er} janvier au 24 juin, ont été en 1898 de 602.725.100 francs, et en 1897 de 581.652.400 francs, soit une augmentation de 3,5 p. 100.

Mont-de-Piété de Paris. — Situation au 30 juin 1898 :

GAGES CORPORELS.				ARTICLES.		SOMMES.			
				nombre.		francs.			
Il y avait en magasin, le 31 mai 1898 au soir.....				1.613.763		47.878.375			
ENTRÉE.									
Par engagements effectifs.....		102.633	3.012.895	}	159.457	4.706.510			
Par renouvellements.....		56.824	1.693.615						
TOTAL.....				1.773.220		52.584.885			
SORTIE.									
Par dégagements effectifs.....		90.382	2.729.505	}	160.836	4.665.009			
Par renouvellements.....		56.824	1.693.615						
Par ventes.....		13.630	241.889						
RESTE en magasin le 30 juin 1898.....				1.612.384		47.919.876			
VALEURS MOBILIÈRES.				TITRES.		SOMMES.			
				nombre.		francs.			
Il y avait en magasin, le 31 mai 1898 au soir.....				21.770		5.803.434			
ENTRÉE.									
Par engagements effectifs.....		2.125	524.684	}	3.516	911.554			
Par renouvellements.....		1.391	386.870						
TOTAL.....				25.286		6.714.988			
SORTIE.									
Par dégagements effectifs.....		1.704	397.921	}	3.472	896.126			
Par renouvellements.....		1.391	386.870						
Par ventes.....		377	111.335						
RESTE en magasin le 30 juin 1898.....				21.814		5.818.862			
GAGES CORPORELS.				VALEURS MOBILIÈRES.					
		Articles.		Sommes.		Titres.		Sommes.	
		nombre.		francs.		nombre.		francs.	
Restait en magasin, le 30 juin 1894...		1.810.299	48.780.948	16.927		4.784.683			
1895...		1.691.602	45.737.960	19.537		5.365.077			
1896...		1.620.568	46.131.955	21.461		5.790.841			
1897...		1.624.795	48.249.079	21.395		5.817.557			
Intérêts des emprunts : à 1 an, 2,75 p. o/o ; à 9 mois, 2,50 p. o/o ; à 6 mois, 2 p. o/o ; à 3 mois, 1,50 p. o/o.									

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 30 juin il a été déposé 170 demandes en autorisation de bâtir, dont 126 pour des

constructions neuves. Pendant le mois de juin 1897, le nombre des demandes avait été de 145, dont 93 pour des constructions neuves.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de juin.		Du 1 ^{er} janv. au 30 juin.	
	1898.	1897.	1898.	1897.
Faillites.....	148	118	776	709
Liquidations judiciaires.....	11	19	104	78
Conversions de liquidations en faillites	4	3	27	15

PLACEMENT GRATUIT.

**ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} JUILLET.)**

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	ou extra.				à demeure	ou extra.
MAI 1898.					MAI 1898.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	238	103	92	6	Aix.....	74	26	25	"
— (11 ^e —).	888	836	569	"	Besançon.....	108	54	35	"
— (14 ^e —).	612	535	497	2	Narbonne.....	63	49	25	14
— (14 ^e —).	214	208	152	"	Nîmes.....	37	18	30	7
— (15 ^e —).	350	284	251	"	Saint-Étienne..	60	67	59	"
— (17 ^e —).	326	325	171	2	Alger.....	389	258	180	119
— (18 ^e —).	130	135	87	19					
Lille.....	4	1	"	"					
Nancy.....	177	81	66	"					
JUIN 1898.					JUIN 1898.				
Paris (11 ^e arr ^t).	650	637	432	"	Angers.....	206	97	93	18
— (5 ^e —).	130	120	115	5	Boulogne-s-Mer.	67	48	48	"
— (11 ^e —).	379	193	169	558	Carcassonne....	52	45	38	"
— (18 ^e —).	154	114	80	23	Toulon.....	49	20	20	"
— (19 ^e —).	198	217	157	2	Toulouse.....	248	101	86	"
Refuges munic..	"	"	96	257	Tours.....	319	242	210	"
Levallois-Perret.	205	116	47	11	Versailles.....	17	12	12	"
Brest.....	43	11	11	"	Vichy.....	169	90	78	"
Lisieux.....	76	82	62	"	Villeneuve-s-Lot	2	2	2	"
Orléans.....	4	2	2	"	Valence.....	205	75	56	2
Sens.....	24	10	9	2					

C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (JUN 1898).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin...	Tisseurs brodeurs.....	6	"	"	"
Id.....	Id.....	Empl. voyageurs et dessinateurs.	1	1	"	"
Allier.....	Moulins.....	Boulangers.....	25	25	21	4
Aube.....	Troyes.....	Charpentiers.....	"	22	"	"
Id.....	Id.....	Plâtriers.....	9	"	4	"
Aude.....	Carcassonne.....	Terrassiers.....	30	30	"	"
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Imprimeurs-lithographes.....	8	10	"	10
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conducteurs.....	7	2	1	"
Id.....	Id.....	Marbriers.....	24	10	10	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	10	3	"	3
Id.....	Id.....	Peintres en bâtiment.....	20	7	11	"
Id.....	Id.....	Employés d'hôtel, restaurant..	4	"	"	8
Cher.....	Bourges.....	Ouvriers en voitures.....	5	3	2	"
Id.....	Id.....	Maçons.....	4	"	"	"
Id.....	Vallenay.....	Bûcherons.....	30	"	"	"
Corrèze.....	Tulle.....	Scieurs.....	50	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Typographes.....	8	"	"	"
Id.....	Id.....	Comptables.....	2	2	2	"
Drôme.....	Valence.....	Cordonniers.....	17	11	"	8
Finistère.....	Douarnenez.....	Ferblantiers-boîtiers.....	"	1	"	"
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs-pâtisseries.....	4	2	2	"
Haute-Garonne...	Toulouse.....	Trépointeurs.....	"	"	4	"
Id.....	Id.....	Métallurgistes.....	20	15	12	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Compagnons et asp. boulangers.	12	8	7	18
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	"	"	13	54
Id.....	Id.....	Tailleurs d'habits.....	60	25	10	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	53	3	20	46
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	57	43	23	2
Hérault.....	Montpellier.....	Tailleurs.....	30	25	20	"
Indre.....	Châteauroux.....	Métallurgistes.....	8	"	"	"
Isère.....	Grenoble.....	Cuisiniers.....	"	3	3	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	5	4	4	"
Id.....	Id.....	Maçons.....	200	"	"	"
Landes.....	Dax.....	Employés de commerce.....	2	1	1	"
Loire.....	Saint-Etienne.....	Cuisiniers.....	3	2	2	4
Loire-Inférieure...	Nantes.....	Serruriers.....	"	5	5	"
Lot-et-Garonne...	Agen.....	Employés limonadiers.....	2	"	"	15
Maine-et-Loire...	Angers.....	Garçons limonadiers.....	8	3	2	4
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	6	4	3	1
Id.....	Cholet.....	Boulangers.....	"	"	1	"
Id.....	La Tessoualle...	Tisserands.....	4	"	"	"
Marne.....	Reims.....	Menuisiers.....	6	4	2	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Ouvriers en limes.....	112	"	"	"
Nord.....	Dunkerque.....	Marbriers.....	2	"	"	1
Id.....	Douai.....	Typographes.....	3	3	2	1
Id.....	Lille.....	Boulangers.....	"	"	13	60
Id.....	Id.....	Ouvriers de la métallurgie....	4	"	"	"
Id.....	Roubaix.....	Typographes.....	1	"	"	"
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.	Carrossiers.....	8	1	"	"
Basses-Pyrénées...	Bayonne.....	Employés de commerce.....	4	2	2	1
Hautes-Pyrénées...	Tarbes.....	Peintres en bâtiment.....	"	2	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Cartonniers.....	3	"	"	"
Id.....	Id.....	Sténographes.....	"	1	"	1
Seine.....	Paris.....	Biscuitiers.....	12	8	"	"
Id.....	Id.....	Boulangers du xiv ^e arrond....	30	20	16	4
Id.....	Id.....	Syndicat mixte de la boulang..	"	"	4	8
Id.....	Id.....	Boulangers des Ternes.....	"	"	20	14
Id.....	Id.....	Boulangers (Plac. mut. des)...	"	30	15	20
Id.....	Id.....	Boulangers du xiii ^e arrond'...	"	"	4	22
Id.....	Id.....	Travailleurs de la boulangerie..	28	"	28	"
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	"	"	52	245
Id.....	Id.....	Cartonniers.....	30	4	6	"

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Seine.....	Paris.....	Selliers en voitures.....	40	"	30	10
Id.....	Id.....	Teinturiers-dégraisseurs.....	80	125	45	35
Id.....	Id.....	Passementiers à la barre.....	20	10	10	"
Id.....	Id.....	Passementiers à la main.....	16	"	"	"
Id.....	Id.....	Charpentiers (Solidarité des).....	29	22	"	"
Id.....	Id.....	Charpentiers de la Seine.....	10	2	6	"
Id.....	Id.....	Layetiers-emballeurs.....	5	"	5	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en voitures.....	12	23	2	"
Id.....	Id.....	Menuisiers en voitures.....	6	2	"	"
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	80	40	10	30
Id.....	Id.....	Estampeurs-découpeurs.....	20	9	6	3
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	43	21	26	"
Id.....	Id.....	Potiers d'étain.....	11	3	3	"
Id.....	Id.....	Bijoutiers en doré.....	35	4	"	"
Id.....	Id.....	Couvreurs-plombiers.....	23	27	2	21
Id.....	Id.....	Briquettiers jointoyeurs.....	35	20	"	8
Id.....	Id.....	Cochers-livreurs.....	88	22	19	3
Id.....	Id.....	Union des comptables.....	29	15	4	3
Id.....	Id.....	Employés de la boucherie.....	"	130	84	46
Id.....	Id.....	Garçons restaurateurs limonad.....	14	47	"	"
Id.....	Id.....	Limonadiers restaurateurs.....	400	330	55	275
Id.....	Id.....	Assoc. des garçons restaur.-lim.....	320	"	10	62
Id.....	Id.....	Employés d'hôtel.....	60	20	13	"
Id.....	Id.....	Afficheurs.....	20	15	"	15
Id.....	Id.....	Elèves en pharmacie.....	17	22	11	8
Seine-et-Oise.....	Versailles.....	Couvreurs-plombiers.....	10	"	"	"
Deux-Sèvres.....	Niort.....	Typo-lithographes.....	2	2	"	"

D. — SYNDICATS PATRONAUX (JUN).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Maine-et-Loire...	Angers.....	Pharmaciens.....	4	2	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Maîtres teinturiers.....	6	5	5	"
Seine.....	Paris.....	Syndicats du papier et des in- dustries qui le transforment.....	23	9	4	"
Id.....	Id.....	Meunerie française.....	16	8	8	"
Id.....	Id.....	Indust. et appar. de l'art médical.....	12	6	12	"
Id.....	Id.....	Marchands et fabric. papetiers.....	45	24	24	"
Id.....	Id.....	Débitants de vins et liquoristes.....	135	127	102	16
Id.....	Id.....	Architectes.....	33	17	17	"
Id.....	Id.....	Entrepreneurs de trav. publics.....	14	2	"	"
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	"	45	35	3
Id.....	Id.....	Epicerie gros et détail.....	558	513	416	"
Seine-et-Oise.....	L'Isle-Adam.....	Boucherie.....	15	"	11	"
Seine-Inférieure ..	Le Havre.....	Epicerie.....	8	6	6	"

Pendant le premier trimestre de 1898, la chambre syndicale des *Directeurs d'usines d'électricité* de Paris a reçu 28 demandes et 4 offres d'emploi; elle a effectué 1 placement à demeure.

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (JUIN).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Doubs.....	Besançon.....	Employés du commerce.....	"	5	1	"
Maine-et-Loire..	Angers.....	Société des maréchaux.....	32	26	26	4
Nord.....	Dunkerque.....	«L'Abeille».....	6	3	3	"
Id.....	Lille.....	Voyageurs de commerce.....	8	6	6	"
Seine.....	Paris.....	Société «la Couturière».....	7	37	"	"
Id.....	Id.....	Société «le Bâtimeur».....	9	10	3	3
Id.....	Id.....	Voyageurs de commerce.....	"	63	11	49
Id.....	Id.....	Société de la boucherie.....	"	136	70	13
Id.....	Id.....	Concierges-gérants.....	11	6	1	"
Id.....	Id.....	Société «l'Étoile».....	402	2838	201	2637
Id.....	Id.....	Association des comptables.....	106	81	38	15
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	62	5	6
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	452	401	387	1
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	250	170	170	900
Id.....	Id.....	Compagnons charrons.....	35	45	35	"
Id.....	Id.....	Société suisse des commerçants.....	90	34	21	"
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	238	112	73	6
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs - ferrand.....	65	27	"	25
Id.....	Id.....	Employés du com. et de l'ind.....	3	3	"	"
Somme.....	Auxiens.....	Voyageurs et repr. de commerce.....	"	3	"	"
Constantine.....	Batna.....	Société des anciens militaires.....	4	"	"	"

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (JUIN).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Bouches-du-Rhône.	Marseille.....	Assistance par le travail.....	13	2	7	"
Doubs.....	Besançon.....	Id.....	15	"	1	14
Gironde.....	Bordeaux.....	Id.....	"	"	6	11
Id.....	Id.....	Maison du marin.....	"	74	"	"
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Patronage des prisonniers libérés.....	3	1	"	1
Id.....	Id.....	Office des travailleurs.....	398	166	139	"
Marne.....	La Chalmelle.....	Colonie agricole.....	2	8	4	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Maison de Sainte-Marie.....	"	"	80	"
Nord.....	Dunkerque.....	Maison du marin.....	"	"	170	"
Rhône.....	Lyon.....	Asile protestant.....	13	24	10	"
Id.....	Id.....	Assistance par le travail.....	70	2	6	11
Seine.....	Paris.....	Assistance par le travail du 1 ^{er} arron- dissement.....	40	37	13	20
Id.....	Id.....	Société de protection des Alsaciens-Lor.	"	1	1	"
Id.....	Id.....	Société des visiteurs des pauvres.....	31	13	9	3
Id.....	Id.....	Maison des sœurs de la Croix.....	"	"	495	"
Id.....	Id.....	«The english catholic home».....	37	53	10	1
Id.....	Id.....	Société philanthropique.....	"	"	"	375
Id.....	Id.....	Société philanthropique savoisienne.....	94	194	132	2
Id.....	Id.....	Home français.....	"	"	3	1
Id.....	Id.....	Asile Saint-Charles.....	99	225	56	"
Id.....	Id.....	Société protestante du travail.....	75	54	41	"
Seine-et-Marne...	Melun.....	Assistance par le travail.....	87	87	6	81
Haute-Vienne.....	Limoges.....	Id.....	788	562	157	45

Pendant les six premiers mois de 1898, la *Bourse du travail d'Angoulême* a reçu 144 demandes et 75 offres d'emploi; elle a effectué 54 placements à demeure.

Pendant les mois d'avril, mai et juin 1898, la *Bourse du travail du Havre* a reçu 980 demandes et 94 offres d'emploi; elle a effectué 43 placements à demeure et 6 en extra.

Pendant l'année 1897, la *Société du travail du 11^e arrondissement* a effectué 1.260 placements qui se répartissent ainsi :

	HOMMES.	FEMMES.
1 ^o Concierges, domestiques, etc.....	30	269
2 ^o Employés de commerce, de bureau.....	668	37
3 ^o Apprentis.....	68	"
4 ^o Ouvriers proprement dits.....	66	122
TOTAUX.....	832	428
	1.260	

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE JUIN.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.216	166	343	"	21.045
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	4.132	551	166	355	15.234
Asile de la rue Mouffetard.....	147	15	"	1	838
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	131	17	717
— (rue Labat).....	"	"	302	27	992
— (rue Saint-Jacques)....	"	"	351	71	1.730
— (avenue du Maine) ...	"	"	69	69	713

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

1^{re} VILLE DE PARIS.

		PERSONNES secourues pendant le mois de mai.	
Indigents (secours réguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	5.554
		Femmes	9.363
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	11.012
		Femmes	22.732
TOTAL des indigents secourus.		48.661	
Nécessiteux (secours irréguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	6.022
		Femmes	8.025
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	2.549
		Femmes	4.108
TOTAL des nécessiteux secourus.		20.704	

2^{re} AUTRES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

Les chiffres ci-dessous représentent toutes les personnes secourues par les bureaux de bien-faisance et celles reçues dans les hôpitaux et hospices communaux et intercommunaux pendant le mois de mars 1898 :

Personnes de moins de 60 ans.	Hommes	3.283
	Femmes	4.228
Personnes de plus de 60 ans..	Hommes	2.453
	Femmes	4.035
TOTAUX des personnes secourues....		<u>13.999</u>

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de mai 1898, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels.

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [26 mars 1898]. — Chambre syndicale des boulangers de la région du Nouvion (20 membres). Siège social : rue de la Croix, chez M. Durocher, au Nouvion.

Allier [29 mars 1898]. — Syndicat des agents généraux d'assurances de l'arrondissement de Montluçon (17 membres). Siège social : rue Barathon, 1, à Montluçon.

Alpes-Maritimes [4 mai 1898]. — Syndicat médical de Nice (18 membres). Siège social : Crédit Lyonnais, avenue de la gare, à Nice.

[12 avril 1898]. — Syndicat des parfumeurs distillateurs du canton de Cannes (20 membres). Siège social : tribunal de commerce de Cannes.

Aude [19 mars 1898]. — Syndicat des minotiers du département de l'Aude (14 membres). Siège social : café de la Bourse, en face de la Halle, Carcassonne.

Bouches-du-Rhône [20 avril 1898]. — Chambre syndicale du commerce des chanvres et produits textiles, de la filature, du tissage et de la corderie (15 membres). Siège social : rue Suffren, 7, à Marseille.

[21 décembre 1897]. — Union des vins et spiritueux des Bouches-du-Rhône (28 membres). Siège social : 28, quai du Port, à Marseille.

Drôme [24 mai 1897]. — Syndicat du commerce des boissons, de Crest (40 membres). Siège social : Crest.

Finistère [1^{er} mars 1898]. — Syndicat des patrons bouchers de la ville de Brest (36 membres). Siège social : rue de Siam, 86, à Brest.

[19 février 1898]. — Syndicat des marchands de bois et charbons de la ville de Brest (9 membres). Siège social : rue Algésiras, à Brest.

Loire [4 mars 1898]. — Syndicat de l'épicerie de Saint-Étienne (34 membres). Siège social : 6, place du Peuple, café Guillard, à Saint-Étienne.

Loire-Inférieure [3 avril 1898]. — Syndicat départemental des compagnies françaises d'assurances à primes fixes de toute nature de la Loire-Inférieure (43 membres). Siège social : 10, rue de la Fosse, à Nantes.

[22 avril 1898]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de peinture et papiers peints de la ville de Saint-Nazaire (15 membres). Siège social : rue des Halles, 13, à Saint-Nazaire.

Meurthe-et-Moselle [19 février 1898]. — Syndicat des bouilleurs de cru (587 membres). Siège social : hôtel de France, rue Gambetta, à Nancy.

Nord [3 avril 1898]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de carrelages et de travaux céramiques du nord de la France (26 membres). Siège social : rue Nationale, 171, à Lille.

[1^{er} avril 1898]. — Syndicat des marchands bouchers et charcutiers en gros de l'abattoir de Roubaix (20 membres). Siège social : place Nadaud, estaminet Achille Lepers à Roubaix.

[22 mars 1898]. — Chambre syndicale des fabricants de tulles et dentelles de Caudry (100 membres). Siège social : chez Défossé, hôtel de l'Europe, à Caudry.

Pas-de-Calais [30 avril 1898]. — Syndicat des hôteliers de Boulogne-sur-Mer (18 membres).
— Siège social : rue Thiers, 31, à Boulogne-sur-Mer.

Seine [6 décembre 1897]. — Société d'encouragement à l'élevage du cheval de guerre français (42 membres). Siège social : 4, rue d'Argenson, à Paris.

[Octobre 1892]. — Syndicat de la boucherie de Paris et de la banlieue pour la vente directe de ses cuirs classés (255 membres). Siège social : rue Santeuil, 5, à Paris.

[6 mai 1898]. — Société des artistes lithographes français, association syndicale professionnelle (173 membres). Siège social : rue Grange-Batelière, 13, à Paris.

[20 décembre 1897]. — Chambre syndicale des fabricants de balaines, buses et cornes (21 membres). Siège social : rue d'Aboukir, 6, à Paris.

Vosges [21 avril 1897]. — Union syndicale des marchands de bois des Vosges et de la région (53 membres). Siège social : rue de Nancy, 57, à Épinal.

Algérie [7 mars 1898]. — Syndicat des patrons bouchers. Siège social : Oran.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [7 avril 1898]. — Syndicat des ouvriers menuisiers en bâtiment de Montluçon (60 membres). Siège social : salle Courry, place Denis-Papin, à Montluçon.

[7 mai 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers journaliers de Vichy (39 membres). Siège social : 99, avenue des Céléstins, à Vichy.

Bouches-du-Rhône [1^{er} mars 1898]. — Association syndicale des artistes musiciens des concerts de Marseille (55 membres). Siège social : allées de Meilhan, 34, à Marseille.

Cher [27 février 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers maçons et tailleurs de pierres de Saint-Amand (63 membres). Siège social : salle des Carmes, à Saint-Amand.

[30 avril 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers (32 membres). Siège social : bourse du travail de Bourges.

Doubs [1^{er} mai 1897]. — *L'Étoile bisontine*, société amicale des garçons limonadiers, restaurateurs, cuisiniers, garçons d'hôtel, d'office et assimilés (55 membres). Siège social : rue Bersot, 13, à Besançon.

Finistère [19 février 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de pierre de l'Hôpital-Camfrout et environs (8 membres). Siège social : Kerbiaouën, en Logouna-Daoulas.

Gironde [14 mars 1898]. — Syndicat des employés du placage de la ville de Bordeaux (40 membres). Siège social : bourse du travail de Bordeaux.

Isère [24 avril 1898]. — Chambre syndicale de l'Union des carriers, chauxfourniers, meuniers et marinières (160 membres). Siège social : Bouvesse-Quirien.

Loire [27 mars 1898]. — Syndicat de l'Union fraternelle des employés de commerce (226 membres). Siège social : place du Peuple, 6, café Guillard, à Saint-Étienne.

Maine-et-Loire [13 avril 1897]. — Chambre syndicale ouvrière des coiffeurs de Saumur. Siège social : rue de la Petite-Bilange, à Saumur.

Nièvre [8 décembre 1895]. — Chambre syndicale de la cordonnerie (45 membres). Siège social : Bourse du travail de Nevers.

[14 février 1898]. — Syndicat des ouvriers des bois (57 membres). Siège social : Colméry.

[10 avril 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers carriers et similaires de Nevers (30 membres). Siège social : Bourse du travail de Nevers.

[9 avril 1898]. — Syndicat des ouvriers des bois, travaux similaires et agricoles de Perroy (45 membres). Siège social : Perroy.

Puy-de-Dôme [24 mars 1898]. — Syndicat des employés de commerce (46 membres). Siège social : salle de l'Union des syndicats (bâtiment du théâtre), à Clermont-Ferrand.

Rhône [3 avril 1898]. — Chambre syndicale des chocolatiers et similaires de Lyon et de la région (16 membres). Siège social : rue Victor-Hugo, 1, café Gaidon, à Lyon.

Haute-Savoie (8 mars 1898). — Fédération des ouvriers bateliers et carriers réunis (280 membres).
Siège social : Meillière.

Seine [1^{er} mai 1892]. — Union syndicale et ouvrière des limonadiers restaurateurs et assimilés de Paris *La Franco-Russe* (50 membres). Siège social : rue Saint-Denis, 150, à Paris.

[21 avril 1898]. — Syndicat des employés des Tramways-Sud (300 membres). Siège social : rue Vandrezanne, 8, Paris.

[10 mars 1898]. — Syndicat du bâtiment (7 membres). Siège social : rue de la Mairie 9, à Gentilly.

[10 mars 1898]. — Syndicat des cuirs et peaux (7 membres). Siège social : rue de la Comète, 4, à Gentilly.

[10 mars 1898]. — Syndicat de la métallurgie (7 membres). Siège social : rue de la Comète, 4, à Gentilly.

Somme [7 mars 1898]. — Association syndicale des commis aux écritures, des employés de commerce et de l'industrie et professions connexes (17 membres). Siège social : rue du Bloc, café de l'Époque, à Amiens.

Algérie [20 février 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers maçons (8 membres). Siège social : bourse du travail d'Alger.

[15 janvier 1898]. — Syndicat des ouvriers tailleurs d'habits (42 membres). Siège social : bourse du travail d'Alger.

[4 mars 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres. Siège social : bourse du travail d'Oran

3^e SYNDICATS AGRICOLES.

Aisne [10 janvier 1897]. — Syndicat agricole et horticole de la commune de Martigny-sous-Laon (17

Aube [6 mai 1894]. — Syndicat agricole du canton de Chaource (45 membres). Siège social : Chaource.

[6 février 1898]. — Syndicat viticole de Fontaine (22 membres). Siège social : Fontaine.

[16 juin 1893]. — Syndicat agricole du canton de Villenaux (191 membres). Siège social : Villenaux.

[8 mai 1893]. — Association syndicale des agriculteurs du canton de Romilly-sur-Seine (208 membres). Siège social : Romilly.

[11 décembre 1897]. — Syndicat agricole et viticole de Champignol (43 membres). Siège social : Champignol.

[7 décembre 1896]. — Syndicat agricole et viticole d'Avirey-Lingey (80 membres). Siège social : Avirey.

[30 décembre 1897]. — Syndicat agricole, horticole et viticole de Crancey (18 membres). — Siège social : Crancey.

[16 février 1898]. — Syndicat agricole viticole de Baroville (29 membres). Siège social : mairie de Baroville.

[13 février 1898]. — Syndicat agricole et viticole de la commune de Montier-en-l'Isle (35 membres). Siège social : Montier-en-l'Isle.

Basses-Alpes [25 mars 1898]. — Syndicat agricole de Lans (46 membres). Siège social : maison Audiffred, à Lans-Villard, commune de Jausiers.

Doubs [1^{er} mai 1898]. — Syndicat agricole de Cusance (30 membres). Siège social : mairie de Cusance.

[27 mars 1898]. — Syndicat agricole de Mondon-Morchamps (24 membres). Siège social : Mondon.

Finistère [12 mars 1898]. — Syndicat des cultivateurs de la commune du Relecq-Kerhuon (25 membres). Siège social : au Pont du Relecq-Kerhuon.

Indre-et-Loire [13 mars 1898]. — Syndicat agricole et viticole de la commune de Saint-Cyr-sur-Loire (64 membres). Siège social : Saint-Cyr-sur-Loire.

Isère [1^{er} avril 1898]. — Syndicat des agriculteurs du canton d'Heyrieu (45 membres). Siège social : Heyrieu.

Isère [1^{er} mars 1896]. — Syndicat agricole de Prêlenfrey-du-Gua (45 membres). Siège social : Le Gua.

Jura [5 mai 1898]. — Syndicat agricole de la commune de Granges-sur-Baume (23 membres). Siège social : Granges-sur-Baume.

[27 décembre 1897]. — Syndicat agricole de Theway (80 membres). Siège social : mairie de Theway.

Loire [24 avril 1898]. — Syndicat agricole et viticole de Sainte-Croix (36 membres). Siège social : Mairie de Sainte-Croix.

[27 mars 1898]. — Association syndicale d'assurances mutuelles agricoles de Chambéon (14 membres). Siège social : mairie de Chambéon.

Meuse [18 avril 1898]. — Syndicat d'industrie agricole (3 membres). Siège social : Houdelancourt.

[28 avril 1898]. — Syndicat agricole de la commune de Morley (16 membres). Siège social : Morley.

[7 mai 1898]. — Syndicat professionnel agricole de Nixéville (11 membres). Siège social : Nixéville.

Pas-de-Calais [15 avril 1898]. — Association syndicale agricole du canton d'Avesnes-le-Comte (60 membres). Siège social : Avesnes-le-Comte.

Saône-et-Loire [20 février 1898]. — Syndicat agricole et viticole de Prêty-Lacrost-la-Truchère (69 membres). Siège social : Prêty.

Savoie [15 février 1896]. — Syndicat agricole de Saint-Marcel (39 membres). Siège social : Saint-Marcel.

[4 mars 1897]. — Syndicat agricole de Saint-Pierre (20 membres). Siège social : Jarrier.

[8 février 1898]. — Syndicat agricole de Saint-Michel (15 membres). Siège social : Le Chatelard, commune de Saint-Michel.

[27 mars 1898]. — Syndicat agricole de Montvernier (24 membres). Siège social : Montvernier.

[12 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Saint-Sorlin-d'Arves (15 membres). Siège social : Saint-Sorlin-d'Arves.

[16 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Notre-Dame-de-Volmeinier (63 membres). Siège social : Volmeinier.

[24 octobre 1897]. — Syndicat agricole de Notre-Dame-de-Fontcouverte (43 membres). Siège social : Fontcouverte.

[1^{er} avril 1898]. — Syndicat agricole de Saint-Rémy (16 membres). Siège social : Saint-Rémy.

[24 mars 1897]. — Syndicat de Saint-Bénézet (100 membres). Siège social : maison Durbet à Hermillon.

[16 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Saint-Laurent (32 membres). Siège social : maison Périllat, à Ugine.

[12 avril 1898]. — Syndicat agricole de Saint-Antoine (21 membres). Siège social : Fronteney.

[26 décembre 1897]. — Syndicat agricole de Saint-Laurent (38 membres). Siège social : Maison Georges-Jules, à Verrens-Arvey.

[16 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Saint-Jean-Baptiste (72 membres). Siège social : Montgellafrey.

[23 avril 1898]. — Syndicat agricole de Montailleur et de Saint-Vital (30 membres). Siège social : Fruitière-de-Fournieux, commune de Montailleur.

Seine-Inférieure [23 mars 1895]. — Syndicat agricole de la région d'Aumale (70 membres). Siège social : rue aux Juifs, maison Buée, à Aumale.

Seine-et-Marne [13 février 1898]. — Syndicat agricole des rosieristes briards de l'arrondissement de Melun (30 membres). Siège social : Grisy-Suisnes.

Seine-et-Oise [26 février 1898]. Syndicat agricole régional d'Étampes (200 membres). Siège social : Mairie d'Étampes.

Vaucluse [13 mars 1898]. — Syndicat professionnel agricole de Sérignan (33 membres). Siège social : maison Rouvière, rue du Château, à Sérignan.

Algérie [28 décembre 1897]. — Syndicat agricole de l'arrondissement d'Oran (75 membres). Siège social : 7, place d'Armes, maison Vallier à Oran.

[30 décembre 1897]. — Syndicat agricole et viticole des Issers (11 membres). Siège social : Les Issers.

4° UNIONS DE SYNDICATS.

Loire [janvier 1898]. — Fédération des mineurs de la Loire (5 syndicats adhérents). Siège social : bourse du travail de Saint-Étienne.

Seine [30 juin 1897]. — Fédération des peintres en bâtiment du département de la Seine (10 syndicats adhérents). Siège social : salle Jules, boulevard Magenta, 6, Paris.

[10 mars 1898]. — Fédération des syndicats professionnels (3 syndicats adhérents). Siège social : Gentilly.

B. SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [1884]. — Chambre syndicale des maîtres boulangers du canton de Martigues (13 membres). Siège social : rue des Arlonds à Martigues.

[1894]. — Syndicat des patrons carriers et patrons charretiers fournisseurs de matériaux de construction de Septèmes et de Saint-Antoine (33 membres). Siège social : salle Favien, hameau de Notre-Dame-de-la-Douane à Septèmes.

[1887]. — Chambre syndicale des épiciers du 4^e canton de Marseille (12 membres). Siège social : 340, boulevard National, à Marseille.

[1896]. — Association syndicale des limonadiers de Salon (24 membres). Siège social : café d'Europe, cours Carnot à Salon.

[1885]. — Syndicat des capitaines au cabotage (10 membres). Siège social : 6, rue de la République à Marseille.

Charente [1895]. — Syndicat des patrons maréchaux-ferrants de la ville de Cognac (14 membres). Siège social : boulevard Denfert-Rochereau à Cognac.

Gironde [1894]. — Syndicat des maîtres d'armes civils de la Gironde (7 membres). Siège social : rue Rolland, 22, à Bordeaux.

Hérault (1894). — Syndicat professionnel des commissionnaires en fruits secs et primeurs de Cette (12 membres). Siège social : Cette.

[1893]. — Chambre syndicale des liquoristes, limonadiers et débitants de la ville de Cette (108 membres). Siège social : Cette.

[1889]. — Chambre syndicale des maîtres boulangers de Cette (34 membres). Siège social : café du Centre à Cette.

[1896]. — Chambre syndicale des boulangers d'Agde et de son canton (17 membres). Siège social : café du Commerce, place de la Marine à Agde.

Indre-et-Loire [1882]. — Chambre syndicale des patrons boulangers de la ville de Tours et du département d'Indre-et-Loire (72 membres). Siège social : Café des caves, 73, rue des Halles à Tours.

Fuy-de-Dôme [1891]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de menuiserie de la ville de Clermont-Ferrand (17 membres). Siège social : hôtel de ville de Clermont-Ferrand.

Seine [1897]. — Syndicat général des représentants aux Expositions françaises et étrangères (17 membres). Siège social : à la bourse du Commerce de Paris.

Seine-Inférieure [1887]. — Association syndicale des pharmaciens d'Elbeuf et du canton (13 membres). Siège social : hôtel de ville d'Elbeuf.

Bouches-du-Rhône [1896]. — Association professionnelle des préposés de la manufacture d'allumettes de Marseille (29 membres). Siège social : bar Hittos, rue Bordes, 7, à Marseille.

[1889]. — Chambre syndicale des ouvriers chaudronniers sur cuivre (20 membres). Siège social : bourse du travail de Marseille.

[1893]. — Chambre syndicale des employés des docks et entrepôts de Marseille (86 membres). Siège social : bourse du travail de Marseille.

[1891]. Syndicat des ouvriers ferblantiers, plombiers, zingueurs et parties similaires de la ville de Marseille (30 membres). Siège social : bourse du travail de Marseille.

[1892]. — Chambre syndicale des hommes de peine d'Aix (22 membres). Siège social : 34, cours Sextius, Aix.

[1893]. — Association syndicale des journaliers agriculteurs (68 membres). Siège social : café de l'Alcezar à Fontvieille.

[1890]. — Chambre syndicale des ouvriers maçons d'Aix (43 membres). Siège social : 34, cours Sextius, à Aix.

[1894]. — Chambre syndicale des ouvriers mouleurs et noyauteurs (fonte et cuivre) de Marseille et de la banlieue (300 membres). Siège social : bourse du travail de Marseille.

[1887]. — Chambre syndicale des ouvriers tapissiers en meubles de Marseille (85 membres). Siège social : bourse du travail de Marseille.

[1894]. — Chambre syndicale des verriers, verre blanc, verre vert et similaires de Saint-Marcel (36 membres). Siège social : café des Deux-Platanes, à Marseille.

[1891]. — Chambre syndicale des ouvriers verriers du verre noir de Saint-Loup et de Saint-Marcel (40 membres). Siège social : maison Caillol, quartier Saint-Loup, à Marseille.

Charente [1889]. — Syndicat des ouvriers sabotiers d'Angoulême (15 membres). Siège social : bourse du travail d'Angoulême.

[1893]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers et ébénistes de la ville de Jarnac (32 membres). Siège social : café Déclé, rue Gambetta, à Jarnac.

[1895]. — Chambre syndicale des vendeurs dans les rues de la ville de Cognac (10 membres). Siège social : bourse du travail de Cognac.

Gironde (1891). — Syndicat indépendant des ouvriers boulangers (180 membres). Siège social : rue Boulan, 26, Bordeaux.

[1890]. — Chambre syndicale des ouvriers couvreurs de la ville de Libourne, [2^e section de Bordeaux] (12 membres). Siège social : salle de l'Athénée, rue Saint-Julien, à Libourne.

[1891]. — Chambre syndicale des ouvriers tonneliers de Bordeaux et du département [section de Preignac] (75 membres). Siège social : Preignac.

[1893]. — Chambre syndicale des ouvriers sécheurs de morue des communes de Bègles et de Talence (35 membres). Siège social : établissement Varailhon, rue du 30-Juillet, à Bègles.

[1891]. Chambre syndicale des ouvriers tonneliers de Bordeaux et du département, section de la Tresne (70 membres). Siège social : établissement Couturan (au Pastera, commune de la Tresne).

[1891]. — Chambre syndicale des ouvriers tonneliers de Bordeaux et du département, section du Pont de la Maye (27 membres). Siège social : établissement du Bel-Air, au Pont de la Maye, commune de Bègles.

[1891]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers en sièges de la ville de Bordeaux (15 membres). Siège social : rue du Mirail, 32, à Bordeaux.

[1893]. — Chambre syndicale des ouvriers carreleurs de la ville de Bordeaux et du Sud-Ouest (40 membres). Siège social : 28 et 30, cours Champion, à Bordeaux.

Hérault [1880]. — Chambre syndicale des tailleurs de pierre et ravauteurs de la ville de Béziers (45 membres). Siège social : bourse du travail de Béziers.

[1890]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres de la ville de Montpellier (11 membres). Siège social : bourse du travail de Montpellier.

[1891]. — Chambre syndicale des ouvriers ferlantiers de la ville de Montpellier (17 membres). Siège social : bourse du travail de Montpellier.

[1891]. — Chambre syndicale des hommes de peine de magasins, ateliers et chantiers de Montpellier et des environs (5 membres). Siège social : bourse du travail de Montpellier.

[1893]. — *Chambre syndicale des ouvriers plâtriers de Montpellier* (10 membres). Siège social : bourse du travail de Montpellier.

[1893]. — *Chambre syndicale des ouvriers charpentiers de la ville de Montpellier* (8 membres). Siège social : bourse du travail de Montpellier.

[1894]. — *Syndicat des marchands des marchés forains et colporteurs* (25 membres). Siège social : bourse du travail de Montpellier.

Mayenne [1897]. — *Chambre syndicale ouvrière de la cordonnerie d'Ernée* (76 membres). Siège social, mairie d'Ernée.

Basses-Pyrénées [1886]. — *Chambre syndicale du commerce en gros des vins et spiritueux du département des Basses-Pyrénées* (52 membres). Siège social : place Bosquet, à Pau.

Saône-et-Loire [1884]. — *Chambre syndicale des tailleurs de pierre et carriers de Tournus* (17 membres). Siège social : rue de l'Hôpital, à Tournus.

[1896]. — *Syndicat de la marbrerie autunoise* (24 membres). Siège social : hôtel de ville d'Autun.

Seine-Inférieure [1894]. — *Union professionnelle des mécaniciens et chauffeurs de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest* (70 membres). Siège social : rue de Paris, 210, à Sotteville-lès-Rouen.

Seine-Inférieure [1888]. — *Syndicat des employés de filatures de laines* (12 membres). Siège social : hôtel de ville d'Elbeuf.

[1896]. — *Syndicat des garçons limonadiers et restaurateurs* (30 membres). Siège social : 47, rue de Bordeaux au Havre.

[1885]. — *Chambre syndicale des ouvriers charpentiers en bâtiment de Rouen et de ses banlieues*. 27 membres). Siège social : place de la Haute-Vieille-Tour, à Rouen.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Charente [1886]. — *Syndicat agricole et de viticulture départemental de la Charente* (612 membres). Siège social : 1, rue du Simard, à Angoulême.

[1885]. — *Syndicat agricole du canton de Montbron* (24 membres). Siège social : maison Gony, Grande-Rue, à Montbron.

[1895]. — *Syndicat agricole de Chabonais* (40 membres). Siège social : Chabonais.

Gironde [1894]. — *Syndicat des travailleurs des champs* (97 membres). Siège social : la Tresne.

[1894]. — *Syndicat des travailleurs des champs de Langoiran et des environs* (8 membres). Siège social : Langoiran.

[1886]. — *Syndicat agricole et viticole des cantons de Blanquefort et Castelnau et de l'arrondissement de Lesparre* (625 membres). Siège social : Lesparre.

Hérault [1893]. — *Chambre syndicale des cultivateurs de Florensac* (29 membres). Siège social : café Boyer, à Florensac.

Seine-Inférieure [1894]. — *Syndicat général agricole* (80 membres). Siège social : 28, place Saint-Marc, à Rouen.

4° UNIONS DE SYNDICATS.

Gironde [1872]. — *Union fédérative des syndicats ouvriers adhérents à la Bourse du travail indépendante* (1,197 membres). Siège social : rue du Mirail, 32, à Bordeaux.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Les 25 grèves ouvrières de juin ont donné lieu à 3 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage :

1° Grève de piqueuses en chaussures, à Fougères. — Le 15 juin, 50 piqueuses sur 60, occupées chez MM. Collet et C^e, se sont mises en grève en demandant une augmentation sur un article nouveau dit *snow boot* : la suppression des tickets de contrôle, la suppression des amendes et l'admission à l'intérieur de l'usine des femmes travaillant au dehors.

Le 16 juin, le juge de paix a convoqué par affiches les parties à une réunion de conciliation.

Les ouvrières ont envoyé immédiatement des déléguées, mais les patrons ont repoussé toute tentative de conciliation.

Le conflit a pris fin le 17 juin.

Les ouvrières ont obtenu l'augmentation qu'elles réclamaient, mais leurs autres demandes ont été repoussées.

2° Grève des plâtriers-peintres, à Moulins. — Le 14 juin, les plâtriers-peintres de Moulins ont décidé de soumettre à leurs patrons les revendications suivantes :

- 1° 60 centimes de l'heure et journée de 10 heures;
- 2° 1 fr. 50 pour le *panier* hors des barrières;
- 3° Remboursement des frais de déplacement et de nourriture en cas de travail au dehors.

Pour les ouvriers inférieurs le prix sera débattu avec les patrons.

Ceux-ci ont été convoqués à une réunion qui devait être tenue le 18 juin. 4 d'entre eux seulement s'y étant rendus, les ouvriers se sont mis en grève au nombre de 70.

Le 22, les patrons se sont mis d'accord pour proposer la transaction suivante :

- 1° Journée de 10 heures avec le même salaire que pour 11 heures de travail;
- 2° Indemnité de 25 centimes pour le panier;
- 3° Indemnité de 1 fr. 50 en cas de découchage;
- 4° Assurance à la charge des patrons.

Sur ces entrefaites, les ouvriers ont saisi le juge de paix du différend et une réunion de conciliation a eu lieu le 28 juin.

Les ouvriers ont abaissé leur demande à 55 centimes l'heure, mais les patrons n'ont pas voulu offrir plus de 49 centimes et ont refusé de recourir à l'arbitrage accepté par les ouvriers.

L'entente n'a donc pu s'établir.

Le conflit a duré jusqu'au 4 juillet, date à laquelle les ouvriers ont accepté les propositions des patrons.

3° Grève de polisseurs de cuirs à Villefranche (Rhône). — A la suite du renvoi de trois de leurs camarades, 8 polisseurs de cuirs employés chez M. Monnier-Perrond, tanneur, se sont mis en grève le 30 juin.

Ils ont saisi le juge de paix de leur différend. Le patron n'a pas répondu à la convocation du magistrat, et, le 1^{er} juillet, tous les grévistes étaient remplacés.

LES GRÈVES EN JUIN 1898.

26 grèves ont été signalées en juin à l'Office du travail.

L'une d'elles n'est point une grève ouvrière, mais une coalition de patrons boulangers formée en vue de résister à la taxe municipale. Les mesures prises par la municipalité et l'initiative des habitants, qui ont fondé une boulangerie coopérative, ont fait échouer cette coalition.

Le nombre des grévistes pour les 25 grèves ouvrières est de 2.827.

Il y avait eu, en juin 1897, 40 grèves auxquelles avaient pris part 15.390 ouvriers, et le nombre moyen des grèves pour ce même mois de juin au cours des cinq années antérieures à 1898 a été de 52.

Pendant le 1^{er} semestre de cette année, il y a eu 192 grèves.

C'est le nombre le plus faible qui ait été relevé pour cette période depuis 1893. La moyenne a été de 285, et l'année dernière, où déjà on avait pu constater une diminution, il y en avait eu encore 202.

Les grèves de juin, sauf 6, n'ont affecté qu'un seul établissement.

Leurs causes se répartissent comme il suit :

Demandes d'augmentation de salaire.....	13
Réductions de salaire.....	3
Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	1
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	5
Demande de renvoi d'un ouvrier.....	1
Demande de maintien du travail au temps pour un article de fabrication spéciale.....	1
Contestation au sujet de la police d'assurance.....	1
Insuffisance de nourriture.....	1

Elles se sont produites dans les départements suivants : 6 dans le Nord; 3 dans

la Seine; 3 dans le Rhône; 2 dans le Calvados; 2 dans l'Indre-et-Loire et 1 dans 10 autres départements.

Elles se répartissent dans les professions ou industries ci-dessous :

7 dans les textiles; 6 dans le bâtiment; 4 dans les métaux; 4 dans le travail des cuirs; 2 dans les transports; 1 parmi des mineurs et des employés de restaurant.

Des 25 grèves ouvrières commencées en juin, 20 sont terminées.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REFÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2				6	7	
7 janvier.	25 juin...	Moulins.....	Allier.....	Maçons.....	6	100	1
25 février.	6 juin...	Rive-de-Gier.....	Loire.....	Verriers.....	1	80	2
4 avril...	Quimper.....	Finistère.....	Peintres-porcelainiers.....	1	8	3	
11 mai...	Bourges.....	Cher.....	Ouvriers en voitures.....	.....	60	4	
16 mai...	25 juin...	Alençon.....	Orne.....	Plafonneurs.....	11	30	5

GRÈVES NON TERMINÉES

								REFÈRES.
1 ^{er} juin...	7 juin...	11 juin...	15 juin...	19 juin...	23 juin...	27 juin...	31 juillet...	
3 juin...	6 juin...	Flora...	Loire...	Patrons boulangers.....	5	.....	2	
6 juin...	8 juin...	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	150	3	
6 juin...	9 juin...	Paris.....	Seine.....	Fabrique d'équip ^{ts} militaires (cordonniers).....	1	150	4	
6 juin...	11 juin...	La Ferté-Macé.....	Orne.....	Tisseurs.....	1	120	5	
10 juin...	15 juin...	Tours.....	Indre-et-Loire.....	Monteurs en chaussures.....	1	100	6	
11 juin...	12 juin...	Caen.....	Calvados.....	Débardeurs.....	1	70	7	
11 juin...	19 juin...	Cette.....	Hérault.....	Portefaix.....	.....	350	8	
13 juin...	16 juin...	Saint-Amand.....	Nord.....	Terrassiers.....	1	40	9	
15 juin...	17 juin...	Fougères.....	Ille-et-Vilaine.....	Piqueuses en chaussures.....	1	50	10	
16 juin...	18 juin...	Paris.....	Seine.....	Employées de restaurant.....	1	15	11	
20 juin...	.....	Perpignan.....	Pyrénées-Orient ^{es}	Maçons.....	.....	220	12	
20 juin...	4 juillet...	Moulins.....	Allier.....	Plâtriers-peintres.....	.....	70	13	
21 juin...	21 juin...	Les Arcs.....	Var.....	Fileuses de cocons.....	.....	365	14	
21 juin...	23 juin...	Tourcoing.....	Nord.....	Fileuses et rattacheuses.....	1	24	15	
23 juin...	27 juin...	Nice.....	Alpes-Maritimes.....	Marbriers.....	5	66	16	
22 juin...	.....	Blésé.....	Indre-et-Loire.....	Fondeurs.....	1	9	17	
27 juin...	29 juin...	La Madeleine.....	Nord.....	Rattacheurs et fleurs de coton.....	1	24	18	
27 juin...	1 ^{er} juillet...	Tourcoing.....	Nord.....	Rattacheurs.....	1	12	19	
27 juin...	.....	L'Arbresles.....	Rhône.....	Maçons.....	6	34	20	
28 juin...	3 juillet...	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	150	21	
28 juin...	.....	Lyon.....	Rhône.....	Serruriers.....	1	6	22	
29 juin...	1 ^{er} juillet...	Roubaix.....	Nord.....	Bâcleurs.....	1	14	23	
30 juin...	.....	S ^t -Rémy-sur-Orne.....	Calvados.....	Mineurs (fer).....	1	180	24	
30 juin...	18 juillet...	Saint-Nazaire.....	Loire-Inférieure.....	Chaudfleurs de rivets et teneurs de tas.....	1	560	25	
30 juin...	1 ^{er} juillet...	Villefranche.....	Rhône.....	Polisseurs de cuirs.....	1	8	26	

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

Elles ont duré :

Une, 18 jours; une, 15 jours; une, 8 jours; une, 6 jours; quatre, 5 jours; une, 4 jours; deux, 3 jours; six, 2 jours; et trois, 1 jour.

Si l'on y ajoute 2 grèves antérieures qui se sont terminées en juin après avoir duré 169 et 40 jours, on trouve que 22 conflits ont pris fin au cours de ce mois et qu'ils ont abouti à

4 réussites,
8 transactions,
10 échecs.

REFÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} JUIN 1898 (A).

1	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	(1) La patronne a déclaré que les tarifs avaient été majorés par les ouvriers depuis environ quatre ans, et qu'elle retenait la dernière quinzaine pour recouvrer les sommes payées en trop. — Les ouvriers avaient repris le travail le 28 avril après satisfaction. Le 24 mai, trois l'ont quitté à nouveau pour le même motif.
2	Réduction de salaire.....	.....	
3	Refus de payer la dernière quinzaine (1).....	.....	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	

EN JUIN 1898.

1	Contestation au sujet de la police d'assurance.....	Échec.	(2) Les habitants de Florac ont organisé au cours de la grève une boulangerie coopérative.
2	Refus d'accepter la taxe municipale.....	Échec (2).	
3	Demande de maintien du travail des bandes au temps et de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
4	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
5	Réduction de salaire.....	Échec.	
6	Réduction de salaire.....	Transaction.	(3) Les grévistes et leur patron étaient Italiens.
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
11	Insuffisance de nourriture.....	Transaction.	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
13	Demande d'aug. de salaires et dimin. du temps de travail.....	Transaction.	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
15	Réduction de salaire.....	Réussite.	
16	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction (3).	
17	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	.....	
18	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	Échec.	
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
20	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
21	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
22	Demande de réintégration de quatre ouvriers congédiés.....	.....	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
26	Demande de réintégration de 3 ouvriers.....	Échec.	

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de juin 1898.

Dépôts de fonds.....	8.554.926 ^t
Retraits de fonds.....	20.630.006
Excédent des retraits.....	12.075.080
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.	1.443.011

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de mai 1898.

Nombre de versements reçus.....	39.029
représentant une somme de.....	652.725 ^t
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....	517.853
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.	2.180.258
Nouvelles rentes inscrites.....	366.682
Nombre de parties prenantes.....	3.795
MONTANT des rentes en cours.....	34.187.605
Nombre de titres.....	232.229

L'INSPECTION DU TRAVAIL EN FRANCE

PENDANT LE PREMIER TRIMESTRE 1898.

Pendant les trois premiers mois de l'année 1898, les inspecteurs du travail ont dressé 197 procès-verbaux de contravention pour infractions aux lois et règlements sur le travail et ils ont été avisés de 7.319 accidents survenus aux ouvriers employés dans l'industrie (1).

Ces procès-verbaux et ces accidents se répartissent comme il suit dans les 11 circonscriptions divisionnaires d'inspection :

DÉSIGNATION DES CIRCONSCRIPTIONS et des départements qu'elles comprennent.	NOMBRE	
	de procès- verbaux.	d'accidents déclarés.
1 ^{re} CIRCONSCRIPTION. — Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise	51	1.446
2 ^e CIRCONSCRIPTION. — Allier, Cher, Creuse, Indre, Indre-et-Loire, Loiret, Loir-et-Cher, Vienne et Haute-Vienne.	13	362
3 ^e CIRCONSCRIPTION. — Aube, Belfort (Territoire de), Côte-d'Or, Doubs, Jura, Haute-Marne, Nièvre, Haute-Saône, Saône-et-Loire et Yonne	8	449
4 ^e CIRCONSCRIPTION. — Aisne, Ardennes, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse et Vosges	10	606
5 ^e CIRCONSCRIPTION. — Nord, Pas-de-Calais et Somme . . .	34	1.131
6 ^e CIRCONSCRIPTION. — Calvados, Eure, Eure-et-Loir, Manche, Oise, Orne et Seine-Inférieure	22	678
7 ^e CIRCONSCRIPTION. — Côtes-du-Nord, Finistère, Ile-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Mayenne, Morbihan, Sarthe, Deux-Sèvres et Vendée	26	540
8 ^e CIRCONSCRIPTION. — Charente, Charente-Inférieure, Corrèze, Dordogne, Gers, Gironde, Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées et Hautes-Pyrénées	2	524
9 ^e CIRCONSCRIPTION. — Ariège, Aude, Aveyron, Cantal, Haute-Garonne, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn-et-Garonne	10	385
10 ^e CIRCONSCRIPTION. — Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Bouches-du-Rhône, Corse, Drôme, Gard, Var et Vaucluse	12	556
11 ^e CIRCONSCRIPTION. — Ain, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie et Haute-Savoie	9	642
TOTAUX	197	7.319

(1) Non compris les mines, minières, carrières, ni les chemins de fer.

LE BUDGET DE L'INSPECTION DU TRAVAIL POUR 1898.

*Répartition par articles
du crédit inscrit dans la loi de finances du 13 avril 1898.*

CHAPITRE XXII.

INSPECTION DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE.

ART. 1 ^{er} . —	Traitement des inspecteurs divisionnaires, des inspecteurs départementaux et des inspectrices.....	417,000 ^f
ART. 2	\$ 1 ^{er} Indemnité au secrétaire de la Commission.....	1,000 ^f
	\$ 2. Frais de bureau et de tournées..	170,000
	\$ 3. Rédaction et publication du <i>Bulletin de l'Inspection du travail</i> . Impressions et dépenses diverses.....	12,500
ART. 3. —	Indemnités et frais de déplacement au service des mines.....	37,000
ART. 4. —	Frais d'inspection et de contrôle des filatures de soie.	2,500
TOTAL.....		640,000

ERRATA.

Les erreurs suivantes doivent être rectifiées dans le bulletin de mai 1898.

Page 410, 1^{re} ligne du tableau :

au lieu de : 19.050, 12.900, 33.000,

lire : 10.050, 11.600, 31.700;

2^e ligne du tableau :

au lieu de : 6.030, 15.400,

lire : 7.330, 16.700.

Page 413, 23^e ligne :

au lieu de : 14.000.000,

lire : 15.000.000;

29^e ligne :

au lieu de : 7.400.009,

lire : 8.400.000;

30^e ligne :

au lieu de : 1.500.000,

lire : 1.700.000.

Et dans le bulletin de juin 1898, ligne 13, à partir du bas :

au lieu de : « et en Norvège à 50 p. o/o de la rente d'incapacité complète »,

lire : « à 50 p. o/o du salaire annuel ».

L'ASSOCIATION DES INDUSTRIELS DE FRANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (1).

L'Association a été fondée en 1883 et compte actuellement 2287 membres. Son action s'étend, par l'intermédiaire de 17 comités régionaux, sur 73 départements. Le but de l'association est de prévenir les accidents qui peuvent frapper les ouvriers dans les travaux mécaniques, dans les industries physiques ou chimiques, dans les divers chantiers de constructions, dans les chantiers de travaux publics ou agricoles en recherchant les moyens les plus efficaces de préservation contre ces accidents.

Elle poursuit ce but :

Par des inspections périodiques, faites dans les usines et ateliers des membres de l'association ;

Par la communication des moyens les plus propres à garantir l'ouvrier ;

Par l'indication des meilleures dispositions réglementaires à adopter ;

Par diverses publications.

Elle récompense par des prix ou des primes d'encouragement ceux qui par l'invention ou l'indication d'appareils, dispositions ou procédés nouveaux, ou par l'initiative prise dans leur application, auront contribué à diminuer les accidents du travail ou à améliorer l'hygiène des ateliers.

L'association ne s'occupe ni des appareils à vapeur ni des mines, minières et carrières régis par des lois et règlements spéciaux.

L'association a édité diverses affiches d'atelier qu'elle tient à la disposition de ses membres : nous les reproduisons ci après, avec son obligeante autorisation.

Instructions concernant les transmissions.

ART. 1^{er}. Aussitôt que le signal de mise en marche du moteur est donné, les ouvriers occupés à nettoyer ou à réparer les transmissions ou machines, doivent se retirer immédiatement.

Quand on arrête le moteur, les ouvriers ne doivent se mettre en contact avec les transmissions qu'après que le dernier signal est donné.

ART. 2. Il est expressément interdit, pendant que la transmission est en marche, de se mettre en contact direct avec elle et avec les machines qu'elle communique, pour en nettoyer les organes en tenant à la main du déchet ou des chiffons.

ART. 3. Pour nettoyer ou épousseter les arbres et les organes de transmission pendant la marche, on doit le faire sans quitter le sol, et se servir d'une perche, soit à brosse, soit à crochet garni de vieilles cordes.

Si, pendant la marche, il est absolument nécessaire d'atteindre la transmission, on devra se servir d'une échelle munie de crochets ou de pointes.

ART. 4. Les roues, les poulies folles, les supports et les coussinets ne doivent être graissés que lorsque la transmission est au repos, et seulement pendant les arrêts réglementaires réguliers.

(1) Siège social, 3, rue de Lutèce, à Paris.

Autant que possible, un homme sera désigné spécialement pour ce travail.

Si un palier vient à chauffer pendant la marche, l'ouvrier désigné spécialement pour le raissage avisera le chef d'atelier ou son suppléant, qui fera réduire la vitesse de la transmission de manière que le graissage puisse s'effectuer sans danger. Un ouvrier se tiendra prêt à demander, en cas de besoin, l'arrêt immédiat. La vitesse normale ne sera reprise que sur l'ordre du chef d'atelier ou de son suppléant.

ART. 5. Pendant que la transmission est en marche à sa vitesse ordinaire, il est *expressément défendu de monter à la main* les courroies sur leurs poulies.

Ce montage ne doit se faire en marche qu'à l'aide du monte-courroies ou de la perche à crochet, d'une longueur suffisante. A leur défaut, on doit arrêter la transmission ou tout au moins ralentir considérablement sa vitesse.

ART. 6. Lorsqu'un ouvrier est occupé à la transmission durant les heures de repos ou le matin avant la mise en marche, le contremaître et le mécanicien doivent être prévenus.

Le mécanicien ne devra mettre en marche que sur un ordre exprès du contremaître.

Recommandations. — Il a été constaté que les vêtements trop amples sont la cause de fréquents accidents. Il faut donc tenir essentiellement à ce que les ouvriers en général, et surtout ceux employés aux transmissions, soient vêtus de vestes fermées.

Les cravates à bouts flottants et les tabliers flottants en bas sont formellement interdits.

Les contremaîtres sont spécialement chargés de faire exécuter les règlements et tenus de bien les observer eux-mêmes.

Instructions concernant la mise en marche et l'arrêt du moteur.

ART. 1^{er}. Le mécanicien ne devra jamais mettre le moteur en marche, même quand les ouvriers ne sont pas encore rentrés dans l'atelier, sans donner préalablement un avertissement spécial, répétés deux fois, à quelques secondes d'intervalle, par sifflet, on cloche, ou sonnerie, etc.

ART. 2. Lorsqu'il convient d'arrêter le moteur, le mécanicien l'annonce par un premier signal; puis, après le temps nécessaire pour débrayer les machines, il répète ce signal et arrête.

ART. 3. Quand, dans le cours du travail, l'arrêt du moteur est demandé d'urgence, le mécanicien doit fermer d'abord son robinet de vapeur et donner ensuite le signal d'arrêt.

Il ne devra, dans ce cas, remettre sa machine en marche qu'après en avoir reçu l'ordre et après avoir donné le signal habituel de mise en route.

ART. 4. Dans les ateliers où l'arrêt d'urgence ne peut être demandé à la voix, le personnel doit faire usage du moyen le plus proche pour demander cet arrêt.

Observations. — Dans les machines de grandes dimensions et surtout dans les machines à condensation, il arrive quelquefois que le moteur se remet en marche après l'arrêt et fait $\frac{1}{4}$ ou $\frac{1}{2}$ révolution.

Pour obvier à cet inconvénient, le mécanicien, pour arrêter, devra ouvrir d'abord les robinets de purge et fermer ensuite le robinet d'admission de vapeur, sauf dans les cas urgents prévus par l'article 3 où le robinet d'admission devra être fermé d'abord et les robinets de purge ouverts aussitôt après.

Néanmoins, les ouvriers devront attendre un instant, après le signal d'arrêt, avant de se mettre en contact avec la transmission.

A la mise en marche, les robinets de purge devront rester ouverts le temps nécessaire pour évacuer toute l'eau de condensation.

Instructions concernant les imprimeries.

ART. 1^{er}. Les machines typographiques et lithographiques, les presses à glacer et autres machines ne doivent être mises en mouvement que sur l'ordre du conducteur ou du chef ouvrier auquel elles sont confiées.

Il est expressément défendu d'embrayer sans cet ordre.

ART. 2. Chaque matin, le conducteur ou le chef ouvrier doit s'assurer que les parties dangereuses des machines sont couvertes de leurs couvre-engrenages, que les garde-volants sont à leur place et que le graissage est fait.

ART. 3. Avant d'embrayer, le conducteur ou le margeur devra s'assurer qu'il n'y a aucune personne exposée et avertir ensuite à haute voix, en criant : *gare les mains !*

ART. 4. Pendant que les machines sont en marche, il est expressément défendu aux ouvriers et apprentis de nettoyer aucune partie des mouvements, l'intérieur des fosses, le dessus ou le dessous des machines et de rien enlever sur le marbre ou à l'intérieur de la forme.

ART. 5. Aucun receveur ou margeur ne doit quitter sa place sans l'ordre du conducteur.

ART. 6. Il est formellement interdit aux margeurs de retenir les feuilles mal margées et de chercher à les redresser lorsqu'elles sont prises par les pinces. Il est également défendu au receveur de chercher à rattraper sa feuille lorsqu'il la laisse tomber dans les glissières, ainsi que celle que la pince aurait lâchée et qui reste collée soit sur la forme, soit sur la pierre.

ART. 7. Le conducteur et le margeur doivent veiller à ce que le débrayage soit toujours calé, aussitôt la machine arrêtée.

ART. 8. Il est défendu de se servir d'échelles pour arriver aux transmissions lorsqu'elles sont en marche. S'il faut changer de place une courroie, on se servira d'un perche à crochet, sur l'avis conforme du contremaître. Sinon on arrêtera le moteur ou la transmission, et l'on se servira d'une échelle à crochets.

ART. 9. Il est défendu de courir ou de jouer autour des machines.

ART. 10. Il est défendu au personnel occupé aux machines de porter des blouses, des vestes non boutonnées ou des vêtements flottants.

ART. 11. Aussitôt qu'il survient un accident ou qu'il se passe quelque chose d'anormal, les conducteurs doivent avertir immédiatement le chef de service.

Instructions concernant les batteurs.

ART. 1^{er}. Il est formellement interdit à tout ouvrier qui n'est pas employé dans la salle des batteurs d'entrer dans cette salle.

Il est formellement interdit à tout ouvrier qui n'est pas spécialement affecté aux batteurs d'y entreprendre aucun travail.

ART. 2. Avant d'embrayer un batteur ou une ouvreuse, les soigneurs doivent s'assurer :

1° Que les couvre-engrenages et autres organes de protection sont bien à leur place;

2° Qu'il n'y a aucune personne exposée.

Ils donnent ensuite à haute voix, après un instant d'attente, un signal d'avertissement.

ART. 3. Pendant que les machines sont en marche ou bien quand elles sont débrayées mais que les volants tournent encore, il est formellement interdit :

- 1° D'appuyer avec les mains sur une poulie pour amener un arrêt plus rapide du volant;
- 2° De nettoyer aucun organe de la machine;
- 3° D'enlever les couvre-engrenages ou autres dispositions protectrices;
- 4° De soulever sous aucun prétexte les couvercles des volants, briseurs, etc., les couvercles se trouvant entre les volants, briseurs, etc., et les tambours aspirateurs, les couvercles pouvant se trouver au-dessus des cylindres alimentaires, et d'ouvrir les portières des ouvertures donnant accès à l'intérieur des tambours aspirateurs;
- 5° De vider les cages à déchets sous les volants.

ART. 4. Le graissage des ouvreuses, batteurs, etc., doit toujours se faire avant la mise en train.

Si un organe vient à chauffer, l'ouvrier doit débrayer de suite et prévenir le contremaître ou l'ouvrier spécial chargé de la surveillance des batteurs.

ART. 5. Le maniement des courroies, en dehors de l'embrayage et du débrayage, est formellement interdit aux soigneurs des batteurs.

Il ne peut être fait que par l'ouvrier principal des batteurs ou par le soigneur des transmissions.

ART. 6. Pour engager la nappe autour du rouleau vide, on enlève d'abord le rouleau plein que l'on remplace par un rouleau vide, et on embraye l'alimentation de la machine.

On enroule la nappe autour du rouleau vide, avec le plat des mains, les doigts relevés, et ce n'est qu'ensuite que l'on redescend les crochets de pression.

Recommandations. — Il est recommandé aux ouvrières et ouvriers :

- 1° De ne pas porter de vêtements flottants et de ne pas changer de vêtements, ni de se coiffer à côté des batteurs en mouvement;
- 2° De signaler à leurs contremaîtres ou directeurs toute disposition vicieuse ou détériorations qui leur paraîtrait de nature à provoquer un accident.

Instructions concernant les meules en composition et les meules en grès pour dégrossir et blanchir les métaux.

ART. 1^{er}. Il est interdit :

- 1° Aux ouvriers, qui n'ont pas été spécialement désignés à cet effet, de se servir des meules;
- 2° D'enlever, pendant le travail, les appareils de garantie, enveloppes ou autres, dont on a muni les meules.

ART. 2. Le montage doit être fait de la façon suivante :

Éviter les chocs dans le transport de la meule.

L'arbre doit entrer sans forcer dans le trou de la meule. Placé sur ces coussinets, il doit être parfaitement horizontal.

Sonder ensuite la meule en la frappant doucement sur ses deux faces avec un marteau; elle doit donner un son net et clair.

Centrer exactement la meule en la mettant bien d'équerre par rapport à l'arbre.

Entre les plateaux de serrage et la meule, intercaler un corps élastique (drap, feutre ou caoutchouc) de 5 millimètres d'épaisseur.

ART. 3. L'ouvrier meuleur doit fréquemment sonder sa meule, pour reconnaître si le son est net et clair; sinon, la meule devra être démontée et soigneusement examinée.

Il s'assurera également qu'il n'y a pas de jeu dans les coussinets.

ART. 4. Quand un faux rond est constaté, la meule doit être retaillée.
Après chaque retaillage, la meule devra être sondée comme il est dit ci-dessus.

ART. 5. La mise en marche doit se faire progressivement, et non brusquement.
Les chocs violents contre la meule doivent être évités pendant le meulage.

Quand on a fini de se servir d'une meule, on doit débrayer et ne pas la laisser tourner à blanc.

Instructions spéciales aux meules en grès. — Pour centrer la meule sur son arbre, employer des douilles ou cales en fer, jamais en bois.

La meule, une fois montée, ne doit pas présenter de balourd sensible.

Quand on reste longtemps sans se servir d'une meule en grès, il faut lui faire faire de temps en temps quelques tours pour que l'eau ne s'accumule pas à la partie inférieure.

Vitesse maximum des meules en grès :

13 mètres par seconde à la circonférence, soit pour les diamètres usités :

Diamètres 2 ^m 20,	nombre de tours par minute.....	113
— 2 00,	—	122
— 1 80,	—	138
— 1 50,	—	165

Instructions spéciales aux meules en composition. — Pendant le meulage et le retaillage, les ouvriers doivent toujours se servir de lunettes de sûreté.

Les plateaux de serrage ne doivent pas être serrés d'une façon exagérée.

Le plateau d'appui des pièces à meuler doit toujours être presque à toucher la meule.

Quand on emploie des meules avec frettes en fer noyées, on ne devra pas attendre que la meule soit usée jusqu'à la frette pour retirer celle-ci. Lorsqu'il ne reste plus que 2 centimètres environ d'épaisseur au-dessus de la frette, on l'enlève en taillant la meule; sans cette précaution, des morceaux de meule peuvent se détacher et blesser l'ouvrier.

Pour la vitesse des meules en composition, ne pas dépasser le nombre de tours indiqué par chaque fabricant de meules.

Instructions relatives aux monte-charges.

A afficher à chaque étage près du monte-charges.

ART. 1^{er}. Il est formellement interdit :

1° Aux ouvriers, autres que celui ou ceux désignés spécialement, de manœuvrer le monte-charges et de toucher à aucun de ses organes;

2° De se servir du monte-charges pour se rendre d'un étage à l'autre;

3° De se pencher dans le couloir du monte-charges, ou d'y pénétrer quand la cage est en l'air.

ART. 2. La charge ne doit jamais dépasser celle indiquée comme maximum.

Le chargement doit être fait avec soin, de façon qu'aucun objet ne puisse tomber dans le couloir; notamment, il convient de caler les wagonnets et autres objets susceptibles de rouler.

ART. 3. Les barrières ou portes qui ferment l'accès du couloir, à chaque étage, doivent toujours être fermées quand la cage n'est pas arrêtée à cet étage. Elles ne doivent être ouvertes qu'après l'arrêt; elles doivent être refermées avant la mise en mouvement.

ART. 4. Il est interdit à l'ouvrier placé à un étage autre que celui où la cage est arrêtée d'embrayer avant d'avoir donné un signal et reçu une réponse indiquant qu'on peut mettre la cage en mouvement.

ART. 5. L'ouvrier chargé de l'entretien du monte-charges doit fréquemment en visiter les

organes, notamment la chaîne ou câble de suspension, le frein, les courroies de commande du treuil, le parachute, s'il en existe. S'il s'aperçoit d'une fatigue anormale des organes, il devra arrêter immédiatement la manœuvre et prévenir aussitôt son chef.

Il est interdit de travailler à la cage ou dans le couloir, avant que la cage ait été déchargée et convenablement calée.

Instructions concernant les ateliers de constructions mécaniques.

ART. 1^{er}. Il est interdit aux ouvriers :

1° De mettre aucune machine en marche sans que les couvre-engrenages ou autres appareils préventifs aient été mis en place;

2° De se servir d'une machine autre que celle dont la conduite leur a été confiée, à moins d'une autorisation spéciale;

3° De nettoyer en marche les engrenages ou autres organes en mouvement des machines;

4° De remonter les courroies principales sans faire arrêter, ou tout au moins ralentir considérablement le moteur.

ART. 2. Aussitôt que le signal d'arrêt du moteur a été donné, les ouvriers doivent débrayer leurs machines.

Il est interdit d'abandonner une machine sans la débrayer.

ART. 3. Quand un ouvrier s'aperçoit d'un dérangement quelconque dans les organes d'une machine, il doit l'arrêter et prévenir aussitôt le contremaître.

ART. 4. Les ouvriers doivent toujours tenir libres les abords de leurs machines et éloigner tous les objets qui pourraient leur occasionner des chutes.

Ils ne doivent jamais poser la main sur des organes en mouvement.

ART. 5. Les ouvriers qui font usage du burin doivent se servir pour ce travail des lunettes spéciales mises à leur disposition.

ART. 6. Les tourneurs doivent se servir de la perche à crochet pour changer la courroie du tour sur le cône de la transmission. Sur le cône de la poupée fixe, ils poussent la courroie avec la paume de la main en ayant soin de tenir les doigts ouverts.

Décret du 13 mai 1893. — « ART. 6. — Les enfants au-dessous de 16 ans ne peuvent être employés au travail des cisailles et autres lames tranchantes mécaniques. »

Recommandations. — Les ouvriers et principalement les tourneurs sont prévenus que les vêtements trop amples sont la cause de fréquents accidents. Il leur est donc recommandé de porter des vestes fermées à manches étroites.

Les contremaîtres sont spécialement chargés de faire exécuter les règlements et tenus de bien les observer eux-mêmes.

Voir les *Instructions spéciales* concernant les transmissions et les meules.

Instructions concernant les cardes à coton.

ART. 1^{er}. Il est formellement interdit à tout ouvrier ou ouvrière qui n'est pas employé au service des cardes de toucher à ces machines sous quelque prétexte que ce soit.

ART. 2. Pendant que les cardes sont en marche, il est expressément défendu à tout ouvrier et ouvrière :

1° De retirer ou de déranger les couvre-engrenages;

2° De nettoyer aucune partie d'une cardé ou de ses organes de transmission au moyen de déchets ou de chiffons tenus à la main;

3° De soulever le couvercle du briseur, que, seuls, l'aiguiseur et son aide sont autorisés à retirer; de toucher aux garnitures sous quelque prétexte que ce soit;

4° De retirer du duvet de l'intérieur de la cardé ou d'enlever celui qui se trouve au dehors près des engrenages ou près des poulies motrices.

ART. 3. La mise en marche, l'arrêt des cardes, le graissage de ces machines et de leurs accessoires devront être faits par l'aiguiseur, par son aide ou par des ouvriers spécialement désignés. Il est absolument interdit à tout autre ouvrier de toucher aux courroies ou de graisser les cardes.

ART. 4. Pour effectuer le nettoyage complet d'une cardé, si la transmission marche, il faut au préalable enlever la courroie de commande. L'enlèvement et le remontage seront faits par des ouvriers spéciaux.

ART. 5. Lorsqu'on soumet une cardé à l'aiguissage, l'aiguiseur devra remplacer les couvre-engrenages avant la mise en marche pour l'aiguissage et, s'il y avait un empêchement quelconque à le faire, il devra retirer le pignon du grand tambour ou les roues qui y engrèment. L'aiguiseur devra également, dans le but d'empêcher l'accès aux tambours, remettre tous les couvercles qu'il pourra placer et notamment celui ou ceux recouvrant le contact du grand tambour et du briseur.

ART. 6. Il est formellement interdit de nettoyer les pièces non démontées d'une cardé pendant l'aiguissage, ou durant le réglage, lorsque celui-ci s'exécute en faisant tourner les tambours.

Recommandations. — Il est recommandé aux ouvriers et ouvrières :

1° De ne pas porter de vêtements flottants et de ne pas changer de vêtements, ni de se coiffer à côté des machines en mouvement;

2° De signaler à leurs contremaîtres et directeurs toute disposition vicieuse ou détérioration qui leur paraîtrait de nature à provoquer un accident.

Instructions concernant les cardes à laine.

ART. 1^{er}. Il est formellement interdit à tout ouvrier ou ouvrière qui n'est pas employé au service des cardes de toucher à ces machines, sous quelque prétexte que ce soit.

ART. 2. Pendant que les cardes sont en marche, il est expressément défendu à tout ouvrier et ouvrière :

1° De retirer ou de déranger les couvre-engrenages ;

2° De nettoyer aucune partie d'une cardé ou de ses organes de transmission au moyen de déchets ou de chiffons tenus à la main;

3° De retirer le duvet qui se trouve autour des supports ou sur le côté des balayeurs, nettoyeurs ou déchargeurs et des travailleurs.

ART. 3. L'enlèvement des pailles et déchets dans les gouttières ne sera fait que par les ouvriers spécialement désignés; ceux-ci devront se servir, à cet effet, d'une baguette en bois et non d'une brosse à main.

ART. 4. La mise en marche, l'arrêt des cardes, le graissage de ces machines devront être faits par l'aiguiseur, par son aide ou par les ouvriers spécialement désignés; il est absolument interdit à tout autre ouvrier de toucher aux courroies ou de graisser les machines.

ART. 5. Il est absolument interdit à l'ouvrière employée à l'alimentation d'enlever la laine qui se prendrait aux entrées; elle doit appeler un déboureur qui arrêtera la cardé.

ART. 6. Pour effectuer le nettoyage complet d'une cardé, il faut au préalable enlever la courroie de commande. L'enlèvement et le remontage ne seront faits que par les ouvriers spécialement désignés.

ART. 7. Lorsqu'on soumet une cardé à l'aiguisage, l'aiguiseur devra replacer les couvre-engrenages avant la mise en marche pour l'aiguisage et, s'il y a un empêchement quelconque à le faire, il devra retirer le pignon du grand tambour ou les roues qui y engrenent.

Recommandations. — Il est recommandé aux ouvriers et ouvrières :

1° De ne pas porter des vêtements flottants et de ne pas changer de vêtements, ni de se coiffer à côté des machines en mouvement;

2° De signaler à leurs contremaîtres ou directeurs toute disposition vicieuse ou détérioration qui leur paraîtrait de nature à provoquer un accident.

Instructions concernant les métiers à tisser mécaniques.

ART. 1^{er}. Il est expressément interdit :

1° De mettre en marche un métier ou toute autre machine dont on n'a pas le soin;

2° De mettre en marche un métier à tisser ou une machine quelconque sans s'être assuré auparavant que personne ne s'y trouve engagé et que tous les appareils de sécurité (couvre-engrenages, garde-navettes, etc.) ont été remis en place.

ART. 2. Pendant la marche, il est formellement interdit d'enlever aucun desdits appareils de sécurité et de nettoyer aucune des parties des machines en mouvement.

ART. 3. Pour procéder au nettoyage complet et à la réparation d'un métier, il faut, au préalable, enlever la courroie de commande.

La descente et le remontage des courroies sont effectués par le personnel spécialement chargé de ce soin, qui doit se conformer aux instructions concernant les transmissions.

Voir les *Instructions spéciales* concernant les transmissions.

Recommandations. — Il est recommandé aux ouvriers et ouvrières :

1° De ne pas porter des vêtements flottants et de ne pas changer de vêtements, ni de se coiffer à côté des machines en mouvement;

2° De signaler à leurs contremaîtres ou directeurs toute disposition vicieuse ou détérioration qui leur paraîtrait de nature à provoquer un accident.

Instructions concernant les scies circulaires.

ART. 1^{er}. Il est formellement interdit à tout ouvrier qui n'en est pas chargé de travailler à la scie circulaire.

ART. 2. La scie ne doit tourner que lorsqu'elle travaille.

Toutes les fois que la scie est arrêtée, le débrayage doit être calé au moyen d'une goupille ou d'un taquet.

ART. 3. Il est formellement défendu d'effectuer une réparation ou un réglage quelconque, de changer le plateau de scie, sans avoir préalablement jeté bas la courroie ou calé le débrayage à demeure.

ART. 4. Tout graissage ou nettoyage est interdit pendant la marche.

ART. 5. Il est défendu d'enlever la sciure sous la table de la scie pendant que celle-ci est en marche.

ART. 6. Il est défendu de monter sur la table de la scie.

ART. 7. Il est recommandé de se servir, toutes les fois que cela est possible, de poussoirs spéciaux, à poignée. Ces poussoirs doivent toujours être en bon état.

ART. 8. Il est recommandé aux scieurs de travailler les bras découverts, ou avec des manches à poignets serrés.

NOTA. — Les quatre premiers articles sont applicables à toutes les machines à bois et notamment aux toupies.

Décret du 13 mai 1893. — «ART. 5. — Les enfants au-dessous de 16 ans ne peuvent travailler aux scies circulaires ou aux scies à ruban.»

Recommandations. — Il est recommandé aux ouvriers :

1° De ne pas porter des vêtements flottants et de ne pas changer de vêtements à côté des machines en mouvement;

2° De signaler à leurs contremaîtres et directeurs toute disposition vicieuse ou détérioration qui leur paraîtrait de nature à provoquer un accident.

Instructions concernant les métiers à filer automatiques.

ART. 1^{er}. Les métiers ne doivent être mis en mouvement que par les conducteurs ou, à leur défaut, par les premiers rattacheurs.

Il est expressément défendu à tous autres ouvriers d'embrayer.

ART. 2. Avant d'embrayer, le conducteur doit s'assurer que personne ne se trouve en danger d'être atteint et donner à haute voix un avertissement qui peut être, par exemple : *attention!* précédant de quelques secondes la mise en marche.

ART. 3. Pendant que les métiers sont en marche, il est formellement interdit :

1° D'enlever les couvre-engrenages;

2° De nettoyer et de graisser le mouvement de la têtère;

3° De graisser le mouvement du chariot; de nettoyer l'intérieur et le dessus du chariot;

4° De s'engager sous aucun prétexte entre le chariot et le porte-cylindres.

ART. 4. Lorsque les métiers sont arrêtés, mais non la transmission qui les commande, il est également interdit :

1° De nettoyer sous les métiers pendant la levée des bobines;

2° De passer par dessus la têtère ou sous le chariot, pour aller de l'avant à l'arrière du métier ou *inversement*;

3° De pénétrer entre le chariot et le porte-cylindres avant d'avoir jeté bas la courroie de commande. Toutefois, si le métier est commandé par renvoi, il suffit de caler le débrayage à demeure.

ART. 5. Avant de faire nettoyer le dessous du métier ou les rouleaux de propreté placés sous les cylindres cannelés, le conducteur doit arrêter le chariot aux trois quarts de la sortie et, en ce point, caler le débrayage à demeure si le métier est commandé par renvoi.

Dans ce cas, le conducteur doit rester au débrayage pendant tout le temps du nettoyage.

Le conducteur ne décalera le débrayage et ne mettra en marche qu'après s'être assuré qu'aucun ouvrier n'est exposé et qu'après avoir donné à haute voix l'avertissement de mise en route.

Si le métier est commandé directement par la transmission, la courroie doit être jetée bas.

ART. 6. Le nettoyage en grand des cylindres peut se faire en les faisant tourner au moteur, à la condition expresse que le mouvement de rentrée du chariot soit complètement annulé.

ART. 7. Il est expressément défendu aux fileurs et aux rattleurs de se servir d'échelles. Le remontage des courroies ne doit être fait que par le personnel spécialement chargé de ce soin.

Voir les *Instructions concernant les transmissions*.

Recommandations. — Il est recommandé aux ouvriers :

1° De ne pas porter des vêtements flottants et de ne pas changer de vêtements à côté des machines en mouvement;

2° De signaler à leurs contremaîtres et directeurs toute disposition vicieuse ou détérioration qui leur paraîtrait de nature à provoquer un accident.

Instructions concernant les sucreries.

ART. 1°. Le surveillant chargé de la réception des betteraves s'efforcera d'éviter les encombrements. Les voitures vides devront quitter immédiatement les chantiers. Lorsqu'on sera dans l'obligation de dételer les animaux d'attelage, ils devront être attachés à des endroits spéciaux. Les conducteurs ne doivent pas quitter leurs voitures.

ART. 2. Chaque fois qu'un ouvrier débraye une machine, il doit fixer le débrayage à demeure.

ART. 3. Il est expressément défendu de visiter et de nettoyer pendant la marche les élévateurs et entraîneurs à betteraves ou à cossettes, ou leurs commandes ainsi que les presses à cossettes.

ART. 4. Il est expressément défendu de descendre dans les laveurs sans que leurs débrayages aient été calés à demeure et sans qu'un second ouvrier ou un surveillant soit placé près desdits débrayages.

ART. 5. En cas d'arrêt de la diffusion, le chef de batterie devra purger fréquemment les diffuseurs, pour éviter l'accumulation des gaz.

ART. 6. Il est défendu de s'introduire dans les chaudières de carbonation sans s'être préalablement assuré que les robinets ou les soupapes à gaz ou à vapeur ferment bien hermétiquement et sans la surveillance d'un second ouvrier.

ART. 7. Il est formellement interdit d'approcher une lumière d'un appareil à évaporer, sans s'être assuré que les caisses ont été énergiquement ventilées après nettoyage.

ART. 8. Il est défendu aux ouvriers étrangers au service du four à chaux de séjourner autour de ce four et de monter sur le haut.

ART. 9. Il est interdit aux ouvriers employés au service du four à chaux de se reposer en haut du four, les gaz qui s'en dégagent pouvant les asphyxier ou les étourdir.

ART. 10. Il est défendu aux ouvriers de se pencher au-dessus des bacs, garde-corps et barrières de protection.

ART. 11. Il est expressément défendu aux ouvriers de descendre soit dans les puits, citernes et fosses des machines, soit dans les puisards, notamment dans ceux qui avoisinent les cloches à gaz d'éclairage, sans être munis d'une ceinture à laquelle sera fixée une corde.

Un ou plusieurs ouvriers tiendront la corde tendue à l'orifice du puits, afin de pouvoir secourir le premier en cas de besoin.

ART. 12. Il est interdit d'enlever les traverses des tampons des cornues à gaz d'éclairage avant d'avoir allumé le gaz qui s'échappe par la fissure du joint, préalablement desserré.

ART. 13. Il est formellement interdit à tout ouvrier circulant ou travaillant dans le voisinage immédiat des cloches à gaz d'éclairage et de leurs dépendances de se servir de lumière tenue à la main.

ART. 14. Il est interdit aux ouvriers autres que ceux qui sont préposés à la surveillance et à la conduite des appareils ci-après :

1° D'entrer dans la salle des générateurs à vapeur et dans celle des épurateurs à gaz d'éclairage;

2° Dans l'atelier des turbines.

ART. 15. Lorsqu'il existera des citernes dans les salles d'emplis, l'entrée de ces salles sera interdite aux ouvriers étrangers à leur service.

Les contremaîtres ou surveillants devront veiller à ce que les orifices de ces citernes soient toujours fermés par leurs portes ou tampons.

Même recommandation pour les puits, puisards ou autres, dont les entrées sont à niveau du sol.

Recommandations. — Il est recommandé aux ouvriers :

1° De ne pas porter des vêtements flottants et de ne pas changer de vêtements à côté des machines en mouvement;

2° De signaler à leurs contremaîtres et directeurs toute disposition vicieuse ou détérioration qui leur paraît de nature à provoquer un accident.

Instructions concernant les bancs à broches.

ART. 1^{er}. Pendant que le banc est en marche, il est expressément défendu de procéder au nettoyage.

Toutefois, si la soigneuse procède à l'époussetage superficiel du bâti et des planchettes de recouvrement, elle ne doit le faire qu'avec un petit balai ou une brosse à manche, mais jamais avec des déchets ou des chiffons.

ART. 2. Lorsque le banc est arrêté, mais que la transmission est en mouvement, il est formellement défendu, sans avoir jeté bas la courroie de commande du banc ou calé à demeure le désembrayage :

1° De nettoyer le mouvement différentiel, la genouillère, la têtère, ainsi que les organes placés dans leur voisinage immédiat;

2° De changer le pignon de torsion, le pignon du cône, ni aucun organe de la têtère ou du mouvement différentiel.

ART. 3. Lorsque le contremaître effectue un réglage, un changement de pignon ou toute autre opération de courte durée, il doit prévenir du commencement et de la fin de cette opération les soigneuses, qui ne remettront en marche que sur l'ordre du contremaître.

Recommandations. — Il est recommandé aux ouvriers et ouvrières :

1° De ne pas porter de vêtements flottants et de ne pas changer de vêtements, ni de se coiffer à côté des machines en mouvement;

2° De signaler à leurs contremaîtres et directeurs toute disposition vicieuse ou détérioration qui leur paraîtrait de nature à provoquer un accident.

Instructions concernant les installations électriques.

ART. 1^{er}. Il est expressément recommandé de ne faire sur les machines électriques en marche sur les appareils ou conducteurs mis en communication avec la source d'électricité, aucun travail autre que les manœuvres normales. Il faut, dans ces circonstances, éviter même le nettoyage, à moins de nécessité.

ART. 2. Il faut éviter d'approcher des machines électriques des objets de fer, qui peuvent être attirés dans les organes en mouvement.

ART. 3. Pour maintenir la bonne isolation de toutes les parties de l'installation, qui est nécessaire à la sécurité, il est recommandé d'écarter des machines, des conducteurs et des appareils, les poussières de toute nature, l'huile, la graisse et l'humidité.

ART. 4. Il est formellement interdit de jeter de l'eau ou des linges mouillés sur les appareils ou conducteurs parcourus par le courant, même en cas de feu. Dans ce cas, on doit d'abord interrompre le courant.

ART. 5. Lorsqu'un travail de manipulation ou de réparation est nécessaire, on doit séparer du réseau, de manière que le courant cesse d'y circuler, les conducteurs ou appareils sur lesquels on travaille. Le contremaître devra s'assurer, avant tout commencement de travail, que la source n'est plus en communication par aucun de ses pôles.

S'il était indispensable d'opérer sur des conducteurs ou appareils parcourus par le courant, le travail ne serait fait que par l'ouvrier spécialement chargé de l'installation électrique, sous la surveillance du contremaître.

ART. 6. On ne doit s'approcher des machines ou appareils parcourus par des courants à haute tension qu'en prenant des précautions spéciales pour l'isolation indispensable à la sécurité. Les ouvriers qui s'approchent de ces machines et appareils doivent se tenir sur les planchers isolés ou tapis spéciaux isolants, déposés pour l'accès à ces machines ou appareils.

ART. 7. On ne doit pas toucher les conducteurs, même garnis d'isolants, parcourus par des courants à haute tension.

Il est particulièrement dangereux de toucher simultanément deux conducteurs ou deux organes de polarité différente. Pour éviter tout accident dans les manœuvres à effectuer sur les appareils, tout en se tenant sur le plancher isolé, on ne doit toucher que les poignées isolantes et ne se servir que d'une seule main, l'autre restant éloignée des appareils.

ART. 8. Il est défendu d'entrer, sans une autorisation spéciale, dans le local où se trouvent des transformateurs.

ART. 9. Il est interdit de pénétrer avec une lumière à feu nu dans un local renfermant des accumulateurs, et d'y fumer.

Observation. — Cette affiche ne remplace pas, pour les ouvriers électriciens proprement dits, les instructions spéciales qui leur sont données par le chef du service électrique.

Instructions concernant les fabriques de papier.

ART. 1^{er}. Il est défendu de visiter, nettoyer ou régler les couteaux des coupeuses de chiffons autrement qu'à l'arrêt et après s'être assuré, soit en calant le débrayage, soit par tout autre moyen, qu'une mise en marche est impossible.

Il est défendu de pousser ou arranger les chiffons, à la main, dans le voisinage immédiat

des rouleaux entraîneurs des coupeuses, blutoirs, loupes et autres appareils servant au nettoyage des chiffons et vieux papiers.

ART. 2. Les tampons des portes de chargement et de vidange des lessiveurs ne devront être enlevés qu'après s'être assuré qu'il ne reste plus de pression à l'intérieur.

ART. 3. Il est défendu de monter les courroies des piles défileuses ou raffineuses sans avoir mis en place le chapeau ou chapiteau de protection du cylindre.

ART. 4. Il est défendu de descendre dans les cuves à pâte avant de s'être assuré, soit en calant le débrayage, soit par tout autre moyen, qu'une mise en marche est impossible.

ART. 5. Il est interdit de faire passer dans les sécheurs de la machine à papier continu des vêtements ou tous autres objets que la feuille en fabrication ou les feuilles à échantillonner les pâtes.

ART. 6. Il est interdit d'entrer dans la cuve du meuleton sans que la courroie de commande ait été jetée bas ou sans s'être assuré, soit en calant le débrayage, soit par tout autre moyen, qu'une mise en marche est impossible.

Dans le cas de meuletons avec portières en dessous et raclettes, il est interdit de nettoyer les rainures des portières avec la main pendant que le meuleton est en marche. On doit se servir d'une brosse à manche ou d'un crochet approprié, manœuvré du dessous.

Dans le cas de meuletons à portières latérales, il est interdit de nettoyer, de dégager le meuleton et de faire la vidange sans avoir préalablement arrêté le meuleton.

ART. 7. Il est formellement interdit, dans les usines employant des barbottes ou malaxeurs, d'introduire la main dans l'appareil en marche, sous quelque prétexte que ce soit.

Il est formellement interdit de nettoyer l'appareil sans l'avoir arrêté et sans s'être assuré, soit en calant le débrayage, soit par tout autre moyen, qu'une mise en marche est impossible.

ART. 8. Il est formellement interdit, pendant la marche, d'approcher les mains des couteaux circulaires des coupeuses et de les mettre sous les couteaux des machines à rogner.

ART. 9. Dans les laminoirs, calandres, lisses, coupeuses, bobineuses, mouilleurs, où des appareils de protection pour les mains seraient nécessaires et possibles, il est défendu d'engager le papier à la main sans que ces appareils soient en place.

Pour nettoyer les cylindres des calandres, lisses ou laminoirs :

1° S'il n'y a que deux cylindres, l'ouvrier se placera toujours du côté opposé à celui où ils font prise;

2° S'il y a plus de deux cylindres, l'ouvrier se transportera alternativement des deux côtés.

Recommandations. — Il est recommandé aux ouvriers :

1° De ne pas porter des vêtements flottants et de ne pas changer de vêtements à côté des machines en mouvement;

2° De signaler immédiatement à leurs contremaîtres ou directeurs toute disposition vicieuse ou détérioration qui leur paraîtrait de nature à provoquer un accident.

ASSOCIATION NORMANDE
POUR PRÉVENIR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

L'Association normande pour prévenir les accidents du travail a publié les intéressants règlements qui suivent :

Règlement
concernant les ouvriers employés aux batteurs, ouvreuses, effilocheuses, etc.

Il est expressément défendu :

I. — Pendant la marche et avant l'arrêt absolu de la machine.

- 1° De nettoyer les engrenages ou un organe quelconque;
 - 2° De déranger ou enlever les couvre-engrenages ou autres dispositions protectrices;
 - 3° D'ouvrir *aucun* couvercle ni *aucune* porte;
 - 4° De vider les cages de déchets, de nettoyer à la main les grilles sous les volants, de nettoyer les rouleaux presseurs;
D'épousseter les bâtis des machines, à moins de se servir d'un balai à main;
 - 5° D'appuyer avec la main sur la poulie du volant pour en hâter l'arrêt;
 - 6° De manier les courroies, sinon pour embrayer et déembrayer;
- Les autres manœuvres doivent être faites par la personne spécialement désignée à cet effet.

II. — Pendant l'arrêt.

- 1° *Si cet arrêt doit se prolonger*, d'ouvrir les couvercles et de retirer les couvre-engrenages avant d'avoir jeté bas la courroie, à moins qu'elle ne soit montée sur de doubles poulies folles;
- 2° *De remettre en train* avant de s'être assuré qu'il n'y a personne d'exposé et d'avoir crié : « gare! ».

Règle pour mettre la nappe au rouleau vide.

Après avoir enlevé le rouleau plein :

- 1° Mettre le rouleau vide;
 - 2° Embrayer l'alimentation;
 - 3° Mettre la nappe avec le plat des mains, les doigts relevés;
 - 4° Lorsque la nappe est bien prise, alors seulement redescendre les crochets de pression.
-

Règlement
concernant les ouvriers employés aux étirages et bancs à broches.

Il est expressément défendu :

I. — Pendant la marche, si la machine fonctionne.

1° De nettoyer avec des déchets en main les broches, les engrenages, les arbres commandant les broches et bobines ou toute autre pièce en mouvement. On n'emploiera pour ce travail que des balayettes, et on ne découvrira qu'une seule planchette qu'on devra remettre avant de lever la suivante;

2° De toucher en aucune façon à la têtère ou au mouvement différentiel.

II. — Pendant la marche, si la machine est arrêtée.

1° De nettoyer la têtère, le mouvement différentiel, ni même les parties avoisinantes, de changer le pignon de torsion, celui du cône ou toute autre pièce de la têtère et du mouvement différentiel, à moins que la courroie de commande ne soit enlevée ou que la détente ne soit calée;

2° De remettre en marche sans donner le signal et s'assurer que l'aide ne nettoie plus;

Seule l'ouvrière conduisant la machine peut l'embrayer ou *nettoyer une pièce en la faisant tourner*;

3° De s'appuyer sur les poids ou sur les chaînes des balances et de les faire tourner.

III. — Pendant les réglages, changements de pignons, etc.

De faire aucun travail sans que le contremaître ait averti l'ouvrière et son aide du commencement et de la fin de l'opération.

Règlement
concernant les ouvriers employés aux métiers à filer automates.

Il est expressément défendu :

I. — Pendant la marche, si les machines fonctionnent.

1° D'enlever ou de déranger les couvre-engrenages;

2° D'entrer, sous aucun prétexte, dans l'espace compris entre le chariot et le porte-cylindres;

3° De nettoyer de quelque manière aucun organe, poulie, engrenage, corde, etc., de la têtère ou du chariot;

4° De graisser les mouvements de la têtère ou du chariot;

5° De nettoyer les rouleaux de propreté inférieurs des cylindres cannelés autrement que par devant le métier;

Sinon on devra arrêter, conformément aux articles 1° et 2°, III, jeter bas la courroie ou caler la détente.

II. — *Pendant la marche, si les machines sont arrêtées.*

1° De nettoyer sous les machines pendant la levée des bobines, à moins que ce ne soit à la dernière aiguillée avant la levée, le chariot étant aux trois quarts de sa sortie;

2° De passer par-dessus la têtère ou par dessous le chariot;

3° De nettoyer aucun engrenage de la têtère, ou se placer entre le chariot et le porte-cylindres, à moins d'avoir enlevé la courroie ou calé la détente;

4° De se placer sous le porte-cylindres, si le chariot n'a pas sa position normale d'arrêt (art. 1° et 2°, III);

5° De remonter les courroies à l'aide d'échelle ou à la main;

Cette opération doit se faire avec une perche à crochet; sinon, la personne spécialement désignée pour ce travail peut remonter la courroie.

III. — *Pendant l'arrêt du métier pour nettoyage.*

1° Le chariot doit être aux trois quarts de sa sortie;

2° Le fileur doit rester à l'embrayage pendant tout le temps du nettoyage et surveiller ceux qui nettoient;

3° Seuls, le fileur, et en son absence le premier rattacheur, peuvent remettre en marche;

Ils ne le feront qu'après s'être assurés qu'il n'y a personne d'exposé et avoir averti en criant « gare! ».

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en mai ⁽¹⁾. — L'industrie se ressent encore dans son ensemble de la dépression des affaires amenée par le conflit hispano-américain ; mais il y a tendance à l'amélioration. Activité faible dans l'industrie *textile*, principalement dans la Silésie, dans la Saxe et dans l'ensemble des peignages. Commandes d'exportation pour l'Amérique en diminution pour les bières, la tonnellerie, les articles en caoutchouc, les cannes, la fabrication des livres de commerce et des cartes d'échantillon et dans les constructions mécaniques pour sucreries. Travail en diminution dans les minoteries par suite des faibles arrivages de blés d'Amérique.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État, dans 52 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de mai de l'an dernier une augmentation de travail dans 28 villes et une diminution dans 24 ; les grandes villes, Berlin, Munich, sont les plus atteintes par la crise.

Les placements effectués dans ces 52 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Mai 1897..	19,092	7,579	26,671	24,914	6,629	31,543	130,5	87,5	118,2
Mai 1898..	21,386	8,048	29,434	27,750	7,169	34,719	128,8	89,1	118,0

Les grèves en juin. — Le *Reichsanzeiger* signale, dans le courant de juin, 44 déclarations de grève. Les industries les plus éprouvées ont été celles du bâtiment (maçons, tailleurs de pierre, couvreurs) avec 16 grèves, du travail du bois (charpentiers, menuisiers) avec 8 grèves et des mines avec 6 grèves, en Silésie, dans la Saxe et dans le Hanovre. Un mouvement important s'est également produit chez les boulangers, notamment à Hambourg, Altona et Wandsbeck. A Hambourg, la grève a arrêté le travail dans 450 boulangeries, dans lesquelles les propositions des ouvriers (amélioration des installations et élévation du taux des salaires) n'avaient pas été acceptées, tandis que 50 maisons, dont 2 très importantes, adhéraient aux conditions des ouvriers. La plupart de ces grèves ont eu pour motifs initiaux des

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

modifications de salaires ou de durée du travail, notamment dans un cas pour protester contre une diminution de salaires; mais, dans 5 cas, des questions de règlement d'atelier et de renvois d'ouvriers que les patrons se refusaient à reprendre ont aussi donné lieu à des grèves. Dans 4 cas, à la suite d'un commencement de grève dans un établissement, les patrons des autres entreprises de la région ont fermé leurs ateliers et renvoyé leurs ouvriers.

Dans 12 grèves dont a appris la fin en juin, 6 se sont terminées par le succès des ouvriers, 2 par un échec, les autres par un accord; en particulier, le tribunal industriel est intervenu dans 2 cas et a amené une entente.

L'action des associations professionnelles en Allemagne (1). — Les Associations professionnelles Hirsch-Dunker (2) ont, pendant les années 1892, 1893, 1894, 1895, fourni les secours suivants à leurs membres :

	1892.	1893.	1894.	1895.
	marks. (3)	marks.	marks.	marks.
Secours de voyage.....	10.177	9.970	10.447	11.045
Assistance pour permettre aux adhérents de se fixer dans d'autres localités...	7.223	8.187	7.674	9.364
Secours de chômage.....	31.093	38.353	44.539	47.932
Assistance des adhérents nécessiteux....	7.669	6.707	7.139	6.720
Nombre des membres appartenant aux associations.....	57.797	61.153	67.058	67.226

D'autre part, d'autres syndicats ouvriers qui ont organisé des secours de chômage pour leurs membres (sculpteurs, brasseurs, imprimeurs, mouleurs, ouvriers verriers, vitriers, gantiers, chapeliers, forgerons en cuivre, ouvriers en cuir, porcelainiers, cigariers) ont fourni les allocations suivantes :

	1892.	1893.	1894.	1895.
	marks.	marks.	marks.	marks.
Secours de voyage.....	212.968	171.316	173.967	166.132
Secours de chômage.....	356.533	220.926	238.089	188.844
Assistance régulière.....	227.807	15.302	17.796	22.731
Secours de grève.....	22.657	21.764	35.992	109.763
Assistance dans certains cas de né- cessité.....	13.078	22.534	35.785	31.665
Nombre de membres appartenant aux associations.....	40.826	46.605	46.944	53.632

Pour les ouvriers en cuir, en particulier, le nombre des adhérents a été pour l'Association professionnelle Hirsch Dunker 4.820; pour le syndicat 4.084; en 1896, pour l'Association, les recettes ont été de 24,235 M. 04, les dépenses de 25,302 M. 07; pour le syndicat, les recettes de 44,469 M. 13, les dépenses de 29,698 M. 52.

(1) D'après le *Correspondenzblatt der general Commission der Gewerkschaften Deutschlands*.

(2) Ces associations sont une variété de syndicats ouvriers qui obéissent aux tendances politiques et religieuses spéciales que leur a imprimées leur fondateur Hirsch-Dunker, dont le nom sert à les désigner.

(3) La valeur nominale du mark allemand est de 0 gr. 35838 d'or fin, soit 1 fr.2345.

Loi portant augmentation du capital initial de la Caisse centrale des associations en Prusse (loi du 20 avril 1898 § 1^{er}) (1). — La mise de fonds garantie par l'État comme capital initial, pour la Caisse centrale des associations en Prusse, pendant la durée de son existence, est élevée à 50 millions de marks.

Cette augmentation de capital de 30 millions est établie en espèces ou en obligations à émettre au cours. 20 millions seront remis sans délai; pour les 10 autres millions, le Ministre des finances déterminera l'époque de la livraison. . . .

On sait que cette caisse a été fondée par la loi prussienne du 31 juillet 1895 pour consentir des prêts à intérêts aux diverses associations de crédit populaire : caisses de prêts rurales et communales, associations industrielles et agricoles, et caisses réunies de ces associations (2).

Les plus importantes parmi ces associations sont celles qui ont été fondées d'après les principes posés par Schultz Delitsch et Raffelsen.

La *Caisse centrale* est dirigée par l'État qui lui a fourni un capital initial de 5 millions de marks à intérêt de 3 p. o/o, porté à 20 millions de marks par une loi du 8 juin 1896 (3) et élevé à 50 millions de marks par la loi dont il est parlé ci-dessus.

Dès le mois d'avril 1896, moins d'un an après sa création, le mouvement total d'affaires de la Caisse centrale atteignait 95.231.000 marks dont 22.233.000 en comptes courants avec les fédérations affiliées et 11.149.000 marks de prêts consentis aux caisses agricoles. De plus, la Caisse avait suscité la création, en quelques mois, de 500 nouvelles caisses agricoles principalement dans les provinces de Posen et de Silésie.

Ordonnance du 14 mai 1898 concernant l'installation et l'organisation d'établissements fabriquant des accumulateurs électriques en plomb ou en alliage de plomb (4). L'ordonnance indique les dimensions que doivent avoir les locaux; les murs doivent être nettoyés et repeints tous les ans et le sol doit être lavé au moins une fois par jour et disposé de façon que l'eau n'y séjourne pas. Les poussières, les débris de plomb doivent être enlevés sans délai. Le chef de l'entreprise devra fournir aux ouvriers employés à la fabrication des accumulateurs les vêtements et les coiffures nécessaires et en quantité suffisante; ces vêtements devront être nettoyés au moins une fois par semaine. Le local où les ouvriers s'habilleront et se nettoieront devra être séparé des locaux de fabrication, chauffé en hiver et mis à l'abri des poussières d'usine; ces locaux devront être munis d'appareils permettant aux ouvriers de se nettoyer eux et leurs vêtements. L'emploi des ouvrières et des jeunes ouvriers est interdit dans les locaux de fabrication et les ouvriers employés au travail des accumulateurs devront avoir été autorisés par un médecin qui aura constaté leur état de santé. Un médecin devra surveiller l'état de santé des ouvriers employés dans l'usine, cette visite aura lieu au moins une fois par mois.

Il est interdit aux ouvriers de manger dans les locaux de fabrication, d'apporter ou de boire des alcools pendant le travail. Les ouvriers doivent revêtir les vêtements spéciaux qui leur sont fournis; ils ne doivent pas manger avant d'avoir quitté ces vêtements et s'être lavé les mains et leur visage. Il est interdit aux ouvriers de fumer, priser ou mâcher du tabac pendant le travail.

(1) *Reichsanzeiger* du 7 mai 1898.

(2) Voir le texte de la loi au *Bull.* d'août 1895, p. 473.

(3) Voir *Bull.* d'août 1896, p. 494, et de novembre 1896, p. 693.

(4) *Reichsanzeiger* du 14 mai 1898.

Prix des denrées de première nécessité et variation du taux des loyers dans quelques grandes villes d'Allemagne (1). — Les prix des denrées alimentaires de première nécessité dans le commerce de détail d'après les relevés officiels ont été les suivants pour quelques grandes villes d'Allemagne :

	BERLIN.	LEIPZIG.	BRUNSWICK.	MUNICH.
	marks.	marks.	marks.	marks.
Bœuf, par kilogramme.....	1,00	1,00	1,10	1,28
Porc.....	1,20	1,20	1,20	1,48
Mouton.....	1,00	1,00	1,20	1,00
Pomme de terre.....	0,07	0,10	0,06	0,07
Farine de de blé.....	0,30	0,44	#	0,30
Beurre.....	2,00	2,00	2,00	1,90

On estime, d'autre part, que la ration alimentaire nécessaire à l'ouvrier peut être identifiée à celle du marin de la marine de guerre allemande, qui compte pour la ration hebdomadaire :

800 grammes de viande de bœuf.	3,000 grammes pommes de terre.
750 — — porc.	340 — sucre.
800 — — mouton.	0,11 litre vinaigre.
150 — riz.	5,250 grammes de pain.
300 — fèves.	455 — beurre.
300 — pois.	106 — sel.
500 — farine de blé.	105 — café.
200 — pruneaux.	21 — thé.

D'après les calculs faits sur le *coût de la nourriture* d'une famille ouvrière (le père, la mère et 2 enfants), en prenant les prix les plus bas portés aux bulletins des cours pour les ventes au détail de marchandises de bonne qualité, on a établi que, à Leipzig, en fin janvier, le coût de la nourriture par semaine était de 20 M. 28, et qu'à Berlin elle était, vers la même date, de 20 M. 40.

Pour les mois suivants, pour d'autres villes, on a obtenu les résultats suivants :

	BERLIN.	LEIPZIG.	BRUNSWICK.	MUNICH.
	marks.	marks.	marks.	marks.
Coût de la nourriture				
d'une famille.....				
en mai.....	20,88	19,97	21,49	23,53
en avril.....	19,48	20,28	20,45	22,26
en mars.....	19,93	20,48	20,24	21,92

Le coût de la nourriture a augmenté à la suite de la hausse du pain et des pommes de terre, sauf à Leipzig, où le beurre a baissé sensiblement, tandis que les autres denrées restaient à peu près stationnaires.

Quant aux *loyers*, dans certaines villes, Leipzig, Cologne, Erfurt, non seulement le prix en a augmenté, mais encore les locaux pour ménages ouvriers ont été en quantités insuffisantes. A Cologne, le nombre des locaux vacants, qui était, en décembre 1892, de 4.858 soit 7 p. 100, est descendu, en décembre 1897, à 3.240, soit 4,2 p. 100.

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

A Leipzig, le nombre des locaux d'habitation vacants adjoints à un local pour industrie ou commerce était au 1^{er} janvier des années :

1893	1894	1895	1896	1897	1898
de 4,668	3,996	2,927	1,375	765	595

Il a été signalé, par le Rapport de la municipalité de Leipzig, qu'il n'y a pas de logements vacants dans les faubourgs ou dans les environs, et que la Maison de refuge est pleine de familles qui se trouvent sans abri; on manque de logements d'un prix de 150 à 180 marks; les loyers plus élevés sont inabordables pour les familles ouvrières.

D'après une statistique de la municipalité de Dresde sur les loyers en décembre 1895 :

2,776 logements, soit	4,10 p. o/o,	avaient un loyer annuel de moins de 100 marks.
7,541 —	11,13 p. o/o	100 à 150 marks.
11,163 —	16,48 p. o/o	151 à 200
19,161 —	28,29 p. o/o	201 à 300
9,154 —	13,51 p. o/o	301 à 400
9,310 —	13,74 p. o/o	401 à 600
3,291 —	4,86 p. o/o	601 à 800
1,805 —	2,67 p. o/o	801 à 1,000
2,838 —	4,19 p. o/o	1,001 à 2,000
700 —	1,03 p. o/o	au-dessus de 2,000.
<u>67,939</u>	<u>100,00 p. o/o</u>	

L'industrie de la pêche maritime en Allemagne (1).— La pêche maritime a pris dans ces derniers temps en Allemagne un développement d'autant plus remarquable qu'il n'y a guère qu'une dizaine d'années qu'elle est devenue véritablement une industrie. C'est en 1885 que le premier bâtiment de pêche à vapeur fit son apparition dans la mer du Nord. A partir de cette date, la pêche en haute mer était née. Pendant trois ans encore, il est vrai, ce bâtiment fut seul. Mais les résultats avantageux de ses opérations avaient convaincu les plus incrédules, et en 1887 trois autres vapeurs vinrent se joindre à lui. En 1890, l'effectif de la flotte de pêche allemande s'élevait déjà à 16 vapeurs.

Aujourd'hui, treize ans après ce premier essai, l'Allemagne possède 117 bâtiments de pêche à vapeur d'une capacité de 48,027 mètres cubes, montés par 1,185 hommes d'équipage, appartenant à des armateurs ou à des sociétés et représentant un capital de 12 millions de marks. La plus grande partie, 81, ont leur port d'attache dans le bassin du *Weser*, savoir : 38 à Bremerhaven, 32 à Gestemünde, 12 à Brême. Le bassin de l'*Elbe* en compte 24; ceux de l'*Emis* et de la *Jade* un peu moins. Construits en fer, ils tiennent bien la mer, défient les gros temps et poursuivent leurs opérations sans discontinuer. Leurs voyages sont d'ordinaire de huit jours. Presque tous (115) travaillent avec des filets de fond traînants de 36 mètres de long environ, dont chacun peut contenir 150 centners (75 quintaux) de poissons et qui sont levés toutes les six à huit heures selon les résultats de la pêche. Ceux-ci varient de 100 à 300 centners; quelquefois il y a des prises de 400 et même de 600 centners. Le poisson est tiré, vidé, lavé, puis assorti et emballé. 12 de ces bâtiments ont reçu récemment les aménagements nécessaires à la fabrication de l'huile de foie de morue.

(1) D'après un rapport du Consul de France à Dusseldorf. (*Bulletin des pêches maritimes.*)

Cette flotte se complète en outre par 446 bâtiments à voiles, de 48,861 mètres cubes de capacité et desservis par 2,318 hommes d'équipage.

La cause de l'essor pris par la pêche maritime en Allemagne a été, on l'a vu, la substitution de la vapeur à la voile dans les bâtiments de pêche et celle du filet de fond au filet dérivant. A ces faits, d'ordre technique, il faut ajouter les encouragements de toute sorte accordés par l'État et consistant non seulement dans des réductions et dans des facilités d'expédition par chemin de fer, mais aussi dans l'octroi de primes directes et dans la construction de ports de pêche. A ce dernier objet seul il a été déjà consacré une somme de 13 millions de marks, qui a permis l'ouverture successive des ports de Norderney (1889), Norddeick (1892), Gestemünde (1896), Nordenheim (1897) et celui d'Altona, qui n'est pas encore achevé.

Les résultats de ce développement ne devaient pas tarder à se manifester. Tandis en effet qu'en 1888 la valeur de la pêche vendue à la criée à Altona, Hambourg, Gesdemünde n'était que de 988,578 marks, elle atteignait, sept ans après, le chiffre de 5,718,642 marks. Un autre marché, Bremerhaven, a vu ses ventes passer de 309,846 marks en 1892 à 734,538 marks en 1895. A Gestemünde, les arrivages, qui n'atteignaient en 1888 que 5,864 centners, s'élevaient en 1895 à 274,950 centners. Ces chiffres ne représentent pas exactement les apports de poissons; car, outre les ventes à la criée sur quelques places, il s'en fait d'autres à l'amiable, en grande quantité, qui échappent à la statistique.

L'assistance des indigents en Bavière en 1894 et 1895 (1). — Le nombre des personnes assistées en 1894 a été en augmentation sur les années 1893 et 1892, 187,002 assistées en 1894 contre 180,198 en 1893. En 1895, le nombre des assistés a un peu diminué tout en restant supérieur de 2,7 p. o/o à celui de 1893. Par rapport à la population totale, la proportion des assistés a été 3,3 p. o/o habitants en 1895 contre 3,2 p. o/o en 1894 et 3,2 p. o/o également en 1893.

L'administration et l'assistance des indigents a nécessité, en 1894-1895, un budget de 8.035.005 marks en augmentation de 199.146 marks sur l'année 1893; la plus grande partie des fonds, soit 8,03 p. o/o, ont été employés à l'assistance des indigents assistés d'une façon permanente. Le tableau suivant donne une indication de la dépense par tête d'assisté pour les diverses catégories de secours :

	1894. marks.	1895. marks.
Personnes secourues (ensemble de dépenses par tête).....	43,0	44,2
Personnes recevant des secours d'une façon permanente	57,2	59,6
— — — — — passagère.....	21,3	21,2
— — — — — en argent.....	41,9	43,6
— — — — — en nature.....	30,1	28,9
Personnes placées dans un asile	132,0	132,6
Assistance aux adolescents.....	25,9	26,0
Adolescents reçus et entretenus par les maisons de secours.....	61,8	60,4
Adolescents recevant des maisons de secours les sommes nécessaires à l'instruction primaire et à l'apprentissage	4,2	4,2
Assistés temporaires par suite d'incapacité de travail temporaire ou partielle.....	24,4	23,9
Personnes pouvant travailler assistées temporairement	15,3	15,3
Personnes tombées dans le besoin.....	83,7	87,4

(1) D'après le rapport du Bureau de statistique du royaume de Bavière.

BELGIQUE.

Revue du travail en mai. — Grande activité dans les *charbonnages*, la *métallurgie*, la *grosse construction mécanique*. Situation très favorable dans le *bâtiment*, le *vêtement*, la *verrerie* et l'*imprimerie* (période électorale), mais la crise continue à peser sur les *diamantaires* et sur le *meuble* à Malines. Amélioration dans la *filature de lin*. Situation difficile pour la *filature et le tissage du coton*. Lourdeur dans l'*industrie lainière*. L'*armurerie liégeoise* est satisfaite.

Grèves. — Huit nouvelles grèves en mai avec 1500 grévistes, dont 1300 maçons en grève à Gand pendant 2 semaines. Sur huit grèves terminées, 1 succès partiel et 7 échecs.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en juin (1). — Amélioration légère dans l'ensemble, sauf dans les industries atteintes par la prolongation de la grève du pays de Galles; 2,6 p. 0/0 de chômeurs dans 116 trade-unions groupant 465.000 membres, contre 2,7 p. 0/0 en mai 1898 et 2,7 p. 0/0 en juin 1897.

En un jour de la deuxième semaine de juin 1898, l'assistance publique a secouru 326.697 personnes, soit 206 p. 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 208 en mai 1898 et 201 en juin 1897.

En dehors des houillères du pays de Galles, on a relevé 4,95 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits de houillères employant 369.566 mineurs, contre 5,38 en mai 1898 et 4,73 en juin 1897.

345 hauts fourneaux en marche à la fin de juin 1898, avec 22.615 ouvriers, contre 345 en mai 1898 et 335 en juin 1897, en déduisant pour les deux années les hauts fourneaux du pays de Galles et du Monmouthshire actuellement arrêtés par la grève des mineurs.

Grèves. — 49 nouvelles grèves en juin, avec 12.087 chômeurs, contre 56 avec 9.718 en mai 1898. et 44 avec 12.291 en juin 1897; — 13 grèves dans le bâtiment, 14 dans les mines et carrières, 6 dans les métaux, 8 dans les textiles. Sur 45 grèves terminées, anciennes et nouvelles, 19 succès, 17 transactions, 9 échecs.

La grève des mineurs du pays de Galles (2). — Nous avons signalé dans nos *Bulletins* précédents les phases diverses de cette longue grève. Le *Bulletin* de juin la conduisait jusqu'au 7 juin, date à laquelle les contre-propositions des patrons avaient été repoussées par les délégués des ouvriers.

Le 29 juin, la grève a fait l'objet d'une discussion à la Chambre des communes. L'intervention du *Board of trade* dans le conflit a paru être envisagée avec faveur. Le 28 juin, une lettre des délégués des ouvriers avait fait connaître au président du *Board of trade* qu'ils le priaient de désigner un « conciliateur », en exécution de l'article 2, § c, du *Conciliation act* de 1896 (3) et, par lettre du 30 juin, M^r Ritchie avait agréé cette requête en prenant acte

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

(2) Voir *Bulletin* de juin 1898, p. 527; mai, p. 425; avril, 103.

(3) Voir *Bulletin* de septembre 1896, p. 556.

des *pleins pouvoirs* accordés aux délégués par les ouvriers et en rappelant le caractère *purement amiable* de son intervention.

En conformité de cette décision, le R. H. sir Edw. Fry, F. R. S. (*ex-lord justice of appeal*) a été désigné comme conciliateur.

D'après les renseignements fournis par la presse, l'Association des propriétaires de houillères aurait courtoisement décliné son intervention comme celle de tout autre intermédiaire entre leurs ouvriers et eux. Ce refus serait jugé sévèrement par l'opinion publique.

Des délégués des ouvriers des houillères non-associées du pays de Galles (lesquelles ne sont pas encore en grève) se sont réunis le 14 juin et ont décidé de demander une augmentation de 10 p. o/o (soit 32 1/2 p. o/o au-dessus du salaire-type de 1879). Les patrons se sont réunis le 18 et ont décidé de n'accorder aucune nouvelle augmentation. Les mécaniciens et autres ouvriers auxiliaires ont tenu plusieurs réunions en vue d'examiner s'il convenait de se mettre en grève. La décision a été ajournée.

L'industrie cotonnière aux Indes anglaises (1). — A la fin de l'exercice 1896-1897, il existait aux Indes 154 filatures contenant 37.303 métiers et 3.975.719 broches avec un personnel moyen journalier de 148.997 travailleurs : 92.180 hommes, 28.028 femmes, 17.782 adolescents et 10.107 enfants. La valeur nominale du capital engagé dans ces établissements dépassait vraisemblablement 36.540 francs (2). La consommation de coton de ces filatures était estimée, pour l'année, à 1.409.000 balles de 400 livres chacune, soit à 2.555.000 quintaux (de 100 kilogrammes). La naissance de cette industrie remonte à 1851, époque de l'installation de la première filature aux Indes. Le tableau ci-après montre son développement dans les dix dernières années :

DÉSIGNATION DES EXERCICES.	NOMBRE			
	de filatures.	de métiers.	de broches.	de travailleurs occupés.
1887-1888	97	18.840	2.375.739	80.515
1888-1889	108	22.156	2.670.022	92.126
1889-1890	114	22.078	2.934.637	99.224
1890-1891	125	23.845	3.197.740	111.998
1891-1892	127	24.670	3.268.524	117.922
1892-1893	130	26.317	3.378.303	120.898
1893-1894	137	29.392	3.539.681	130.570
1894-1895	143	34.161	3.711.669	139.578
1895-1896	147	37.278	3.844.307	146.244
1896-1897	154	37.303	3.975.719	148.997

La production totale de fil a été de 189.693.000 kilogrammes en 1896-1897 contre 195.806.000 kilogrammes en 1895-1896, soit une diminution de 3 p. o/o. La production des tissus de coton a été de 37.045.000 kilogrammes en 1896-1897. On n'a pas les chiffres de l'année précédente, mais il y a eu diminution également sur cet article. Comme sur les fils, elle doit être attribuée principalement à la peste de Bombay. La presque totalité des tissus fabriqués (90 p. o/o) consiste en étoffes grises (écrues).

(1) *Labour gazette*, d'après un rapport du Bureau des Indes (*India office*).

(2) Exactement 14.500.000 *rupees* dont la valeur nominale est de 0 gr. 73223 d'or, soit 2 fr. 52, et la valeur au change à peu près moitié moindre.

ITALIE.

Loi du 17 mars 1898 sur les accidents du travail(1). — Nous publions ci-après le texte *in extenso* de cette loi, récemment promulguée :

TITRE I. — LIMITES D'APPLICATION DE LA PRÉSENTE LOI.

ART. 1^{er}. La présente loi s'applique aux ouvriers employés :

1^o Aux travaux des mines, carrières et tourbières, aux entreprises de constructions de maisons; aux entreprises de production de gaz ou de force électrique et aux entreprises téléphoniques; aux industries qui fabriquent ou emploient des matières explosibles; aux arsenaux ou chantiers de constructions maritimes;

2^o Aux constructions et entreprises suivantes quand elles emploient plus de cinq ouvriers: construction ou exploitation de chemins de fer, de moyens de transport sur les fleuves, canaux et lacs, de tramways à traction mécanique; travaux de drainage, construction et réparation de ports, de canaux et de digues; construction et réparation de ponts, de tunnels et de routes ordinaires, nationales et provinciales;

3^o Aux établissements industriels dans lesquels il est fait usage de machines mues par des agents inanimés ou par des animaux, quand le nombre des ouvriers employés dans ces ateliers est supérieur à cinq.

ART. 2. On entend par ouvrier, aux termes de la présente loi :

1^o Toute personne employée à des travaux qui s'exécutent en dehors de sa propre habitation, d'une façon permanente ou passagère, moyennant rémunération fixe ou à la tâche;

2^o Toute personne qui, dans les mêmes conditions, sans prendre directement part au travail, surveille le travail d'autrui, pourvu que son salaire fixe ne dépasse pas 7 francs par jour et qu'il soit payé au moins tous les mois;

3^o L'apprenti, salarié ou non, qui participe à l'exécution du travail.

TITRE II. — RÈGLEMENTS PRÉVENTIFS.

ART. 3. Les chefs ou exploitants des entreprises, industries ou constructions indiquées à l'article 1^{er}, devront appliquer les mesures prescrites par les lois et règlements pour prévenir les accidents et protéger la vie et l'intégrité personnelle de leurs ouvriers.

En l'absence de dispositions spéciales établissant les pénalités dont seront frappés les contrevenants, ceux-ci seront condamnés conformément aux prescriptions de l'article 434 du code pénal, sans préjudice à la responsabilité civile et pénale en cas d'accidents.

ART. 4. Le Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, après avoir pris connaissance des propositions des chefs ou exploitants, isolés ou associés, des entreprises, industries et constructions dont il est question à l'article 1^{er}, ainsi que l'avis des conseils techniques du Gouvernement formulera les règlements dont parle l'article précédent. Ces règlements devront être approuvés par décret royal, après avoir été soumis à l'examen du Conseil d'État, et pourront être modifiés suivant les règles requises pour leur composition.

Des règlements spéciaux pourront de la même manière être approuvés et rendus exécutoires pour des établissements particuliers ou des groupes d'établissements de même nature, sur la proposition des chefs de ces établissements.

ART. 5. Le Ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce veillera à l'observation des règles préventives prescrites par les lois spéciales et par les règlements relatifs aux

(1) *Revue du travail.*

entreprises, industries et constructions dont il est question aux articles précédents, ainsi qu'à celles des obligations imposées par la présente loi.

En vue de procéder aux inspections nécessaires pour veiller à l'application de la loi, le Gouvernement aura recours non seulement aux fonctionnaires de l'État mais spécialement aussi au personnel technique des associations pour la prévention des accidents et des syndicats d'assurance mutuelle.

Les inspecteurs chargés de visiter les usines et les chantiers pourront prendre connaissance du contrat original d'assurance. Ils devront s'abstenir autant que possible de s'enquérir des procédés de fabrication que l'on veut tenir secrets, et ils garderont le secret sur ceux qui, à raison de leur charge, seraient venus à leur connaissance, sous peine d'une amende de 500 à 1,000 francs, sans préjudice à la réparation des dommages et à l'application des peines comminées par l'article 298 du code pénal, en cas de révélation frauduleuse.

Il est interdit aux inspecteurs et aux délégués d'entreprendre à leur compte ou pour compte d'autrui aucune entreprise, industrie ou construction, ou d'y être intéressés ou employés à titre d'ingénieurs, de chimistes, de médecins ou de mécaniciens.

TITRE III. — ASSURANCE.

ART. 6. Devront être assurés contre les accidents du travail, conformément aux prescriptions de la présente loi, les ouvriers employés dans les entreprises, industries ou constructions comprises dans l'article 1^{er}.

Devront aussi être assurés les ouvriers chargés du service technique des chaudières à vapeur fonctionnant en dehors des ateliers.

L'obligation d'assurer les ouvriers existe aussi quand les entreprises, les industries ou les constructions sont exploitées directement par l'État, les provinces, les communes, les associations d'utilité publique (*consorzi*), ou bien par des entrepreneurs ou des sociétés qui en ont obtenu la concession de ces autorités.

Pour les entreprises, industries ou constructions où le travail n'est pas continu, l'obligation de l'assurance est limitée à la durée du travail.

ART. 7. L'assurance devra être faite par les soins et aux frais du chef ou de l'exploitant de l'entreprise, de l'industrie ou de la construction, pour tous les cas de mort ou de lésions personnelles provenant d'un accident survenu par suite de cause violente, à l'occasion du travail et dont les suites ont une durée de plus de cinq jours.

Si le travail se fait pour le compte de l'État, des provinces, des communes, d'associations d'utilité publique (*consorzi*) ou d'établissements publics et s'il s'exécute par voie d'adjudication ou de concession, l'obligation de l'assurance est à la charge du concessionnaire ou de l'adjudicataire.

ART. 8. Toutes les fois qu'il sera constaté que le nombre des ouvriers assurés est inférieur à celui que le chef ou exploitant de l'entreprise, de l'industrie ou de la construction occupe habituellement en moyenne, l'inspecteur chargé de la visite portera le fait à la connaissance de l'autorité judiciaire compétente.

Les déclarations fausses ou inexactes seront punies d'une amende de 50 à 1,000 francs, sans préjudice à l'obligation de conclure une assurance supplémentaire laquelle se fera, même d'office, par les soins du Ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, aux frais du chef ou de l'exploitant.

ART. 9. Le montant des indemnités assurées aux ouvriers en cas d'accident sera, selon le cas, le suivant :

1° En cas d'invalidité permanente absolue, l'indemnité sera égale à cinq fois le salaire annuel, sans pouvoir être inférieure à 3,000 francs;

2° En cas d'invalidité permanente partielle, l'indemnité sera égale à cinq fois la fraction dont le salaire annuel aura été ou pourra être réduit;

3° En cas d'incapacité temporaire absolue, l'indemnité sera journalière et égale à la moitié du salaire moyen et devra être payée pendant toute la durée de l'incapacité, à partir du sixième jour;

4° En cas d'incapacité temporaire partielle, l'indemnité sera égale à la moitié de la réduction que devra subir le salaire moyen par suite de cette incapacité et devra être payée pendant toute la durée de l'incapacité, à partir du sixième jour;

5° En cas de mort, l'indemnité sera égale à cinq fois le salaire annuel et sera dévolue, conformément au code civil, aux héritiers testamentaires ou légitimes.

A défaut d'héritiers, l'indemnité sera versée au fonds spécial dont il est question à l'article 26.

L'indemnité devra être liquidée et payée dans les trois mois à partir du jour de l'accident et, en cas de retard, elle commencera à porter intérêts, dans la mesure normale, à partir de l'expiration du délai de trois mois.

Les indemnités dues aux apprentis seront calculées sur la base du salaire le plus bas reçu par les ouvriers employés dans la même industrie et dans la même catégorie qu'eux.

Dans tout accident, le chef ou l'exploitant de l'entreprise, de l'industrie ou de la construction est tenu de supporter les frais résultant des premiers soins médicaux et pharmaceutiques.

ART. 10. Les règles à observer pour la détermination des cas d'invalidité permanente et des cas d'incapacité temporaire seront établies par le règlement dont il est question à l'article 27 de la présente loi.

Pour déterminer la mesure des indemnités fixées aux n°s 1, 2 et 5 de l'article 9, le salaire annuel sera considéré comme égal à 300 fois le salaire ou gain journalier, jusqu'à une limite maximum de 2,000 francs.

Ce salaire journalier s'obtiendra en divisant la somme des gains faits par l'ouvrier pendant les cinq dernières semaines de travail par le nombre de journées effectives de travail de la même période.

ART. 11. Pendant un terme de deux ans à partir du jour de l'accident, l'ouvrier et les instituts assureurs auront la faculté de demander la revision du jugement en ce qui concerne la nature de l'invalidité, lorsque la situation réelle rendra manifeste l'erreur du premier jugement ou que des modifications résultant de l'accident se seront produites dans la situation physique de l'ouvrier.

En cas de différend sur la détermination des indemnités en matière d'incapacité temporaire, le conseil des prud'hommes statuera et prononcera en dernier ressort jusqu'à concurrence de la somme de 200 francs, conformément aux règles établies par la loi du 15 juin 1893, n° 295.

A défaut de conseil des prud'hommes, le Préteur du lieu où s'est produit l'accident statuera sans appel jusqu'à concurrence de la même somme.

Lorsque la somme contestée sera supérieure à 200 francs, le magistrat ordinaire du lieu où s'est produit l'accident connaîtra du différend conformément aux règles générales de la compétence et de la procédure.

Dans les affaires visées par le présent article, le ministère d'avocats ou d'avoués n'est pas nécessaire.

Les dispositions de l'article 44 de la loi du 15 juin 1893, n° 295, sont applicables à tous les actes de procédure relatifs à ces affaires, ainsi qu'aux mesures de toute nature qui s'y rapportent.

Les droits suivants seront perçus sur les jugements :

Lorsque la somme en discussion ne dépassera pas 50 francs, 50 centimes; de 50 à 100 francs, 1 franc; pour chaque somme suivante de 100 francs, 2 francs.

Pendant toute la durée du procès sur l'indemnité journalière, l'institut assureur est tenu de la payer, sauf à exercer éventuellement une action en restitution contre qui de droit.

Il sera tenu compte des indemnités payées à titre provisionnel lors de la liquidation définitive.

ART. 12. Toute convention faite en vue d'é luder le paiement des indemnités ou d'en diminuer le montant tel qu'il est fixé par les dispositions de l'article 9 est nulle.

ART. 13. En cas d'invalidité permanente absolue, l'indemnité, liquidée conformément à

l'article 9, n° 1^{er}, sera, en règle générale, convertie en rente viagère auprès de la Caisse nationale de prévoyance pour la vieillesse et l'invalidité des ouvriers et, en attendant que cette institution soit fondée, auprès d'une des sociétés d'assurance sur la vie opérant légalement dans le Royaume.

La société chargée de l'assurance sera désignée par la victime de l'accident.

Dans des cas exceptionnels, le Prêteur, dans le ressort duquel l'ouvrier est domicilié, pourra autoriser le paiement en capital de l'indemnité dont il est question dans le présent article.

ART. 14. La créance de l'indemnité ou de la rente ne peut être ni cédée, ni donnée en gage, ni saisie et jouit du privilège accordé par l'article 1958, n° 6, du Code civil sur les valeurs déposées en garantie de paiement.

ART. 15. L'action en obtention des indemnités établies par la présente loi se prescrit par le délai d'un an, à compter du jour de l'accident.

ART. 16. L'assurance doit se faire auprès de la Caisse nationale d'assurance contre les accidents du travail, créée par la loi du 8 juillet 1883, n° 1473 (3^e série), pour les travaux exécutés par l'État, les provinces et les communes, soit directement, soit par l'entremise d'adjudicataires ou de concessionnaires.

Les autres personnes peuvent la stipuler auprès des sociétés ou entreprises d'assurances privées, autorisées à exercer dans le Royaume, conformément aux règles spéciales et aux garanties qui seront établies par le règlement.

ART. 17. Sont exonérés de l'obligation de s'assurer auprès de la Caisse nationale ou d'une société ou compagnie privée :

1° L'État, pour les ouvriers de ses établissements auxquels des lois spéciales ont déjà attribué des indemnités en cas d'accident ;

2° Ceux qui, possédant des établissements ou exploitant des entreprises du genre de ceux qui sont désignés à l'article 6, ont fondé ou fonderont par leurs soins et à leurs frais, des caisses reconnues par une loi ou par un décret royal, de nature à pourvoir, d'une façon permanente, aux risques d'un nombre d'ouvriers supérieur à 500, et de leur allouer, en cas d'accident de travail, des indemnités qui ne seront pas inférieures à celles qui sont déterminées par l'article 9 et qui déposeront à la *Caisse des dépôts et prêts*, en titres émis ou garantis par l'État, un cautionnement dans la forme et la mesure qui seront déterminées par des règles ayant une portée générale, par le Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

Le cautionnement ne pourra jamais être inférieur à cinq fois le montant de la prime qui devrait être payée annuellement à la Caisse nationale pour assurer les ouvriers dont s'occupe la caisse privée.

Au cas où la caisse n'aurait pas de fonds suffisants pour le paiement des indemnités, ceux qui étaient tenus d'assurer les ouvriers victimes d'accident devront les payer eux-mêmes ;

3° Les industriels réunis en syndicat d'assurance mutuelle en vertu de statuts régulièrement approuvés par le Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

Pour obtenir le droit de se constituer, les syndicats doivent comprendre 4.000 ouvriers au moins et avoir versé à la *Caisse des dépôts et prêts*, en titre émis ou garantis par l'État, un cautionnement de 10 livres par ouvrier employé, jusqu'à un maximum de 500.000 livres.

Lors de la constitution, les industriels syndiqués devront, pour la première année, verser, à titre provisionnel et par anticipation, dans la caisse du syndicat, à valoir sur les contributions annuelles qui leur seront assignées, une somme égale à la moitié des primes qui seraient réclamées par la Caisse nationale pour assurer à leurs ouvriers les indemnités prévues par la loi.

Au cas où la somme ainsi versée par anticipation dépasserait l'importance totale des indemnités liquidées dans l'année et définitivement réglées, l'excédent sera remboursé aux industriels syndiqués.

Au commencement de chacune des années suivantes, les industriels syndiqués verseront

une prime annuelle dont le montant sera déterminé en prenant pour base les indemnités liquidées pendant l'année précédente.

Les industriels réunis en syndicat répondent solidairement de l'exécution des obligations prescrites par la présente loi, et les contributions dues par les associés sont perçues conformément aux règles et avec les privilèges établis pour la perception des contributions directes.

Les règles concernant l'augmentation, la libération et la reconstitution du cautionnement des caisses privées et des syndicats seront déterminées par le règlement dont il est question à l'article 27.

Les dispositions de l'article 3 de la loi du 8 juillet 1883, n° 1473, seront également appliquées, pour les opérations visées par la présente loi, aux caisses et aux syndicats constitués conformément aux prescriptions du présent article.

ART. 18. Les sociétés qui exploitent les réseaux des chemins de fer en vertu de la loi du 27 avril 1885, n° 3048, seront exonérées de l'obligation d'assurer leurs ouvriers auprès des établissements mentionnés à l'article 16, pourvu qu'elles modifient les statuts de leurs caisses de pensions et de secours respectives, dont il est question aux articles 31 et 35 des chapitres relatifs à leurs obligations, de manière à les rendre conformes aux dispositions de la présente loi, sans préjudice aux droits que ces mêmes statuts reconnaissent aux personnes inscrites auprès desdites caisses.

La Compagnie royale des Chemins de fer sardes sera pareillement exonérée de l'obligation d'assurer ses ouvriers, pourvu qu'elle conforme aux prescriptions de la présente loi l'organisation de sa caisse de secours et de prévoyance.

Les modifications à apporter aux statuts dont il vient d'être parlé devront être approuvées par le Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, de concert avec le Ministre des travaux publics.

Les compagnies de chemins de fer précitées ne seront obligées de fournir de cautionnement, ni pour les caisses existantes, ni pour celles qu'elles voudraient fonder conformément à la présente loi.

TITRE IV. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 19. Dans le délai de deux mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, les chefs ou exploitants d'entreprises, d'industries ou de constructions, obligés, aux termes de l'article 6, d'assurer leurs ouvriers, devront déclarer la nature de leur entreprise ou de leur industrie et le nombre de leurs ouvriers et apprentis au préfet de la province, qui en donnera immédiatement connaissance au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

Dans le mois qui suivra la date de cette déclaration, le contrat d'assurance devra être conclu auprès de l'établissement dont il est question à l'article 16, ou bien on devra justifier que les prescriptions des articles 17 et 18 ont été suivies.

Les chefs ou exploitants d'entreprises, d'industries ou de constructions nouvelles devront assurer leurs ouvriers dans les dix jours qui suivront le commencement des travaux, et, dans le même délai, ils devront faire la déclaration dont il est question dans la première partie du présent article.

ART. 20. Dans la quinzaine qui suit la conclusion du contrat d'assurance, le chef ou exploitant de l'entreprise, de l'industrie ou de la construction devra en donner avis au préfet de la province, soit directement, soit par l'entremise du maire, qui sera tenu de le transmettre immédiatement au préfet.

Le préfet transmettra, à la fin de chaque mois, au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, la liste complète des contrats d'assurance qui lui auront été déclarés pendant le mois.

Les changements dans le nombre des ouvriers et dans les assurances correspondantes devront être notifiés de la même manière dans les dix premiers jours du mois qui suivra celui où elles se seront produites. Le préfet en donnera immédiatement connaissance au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

Les règles pour les déclarations et les indications qu'elle devra contenir seront fixées par le règlement dont il est question à l'article 27.

L'omission de la déclaration et des notifications énoncées ci-dessus sera punie d'une amende de 50 à 100 francs.

ART. 21. Ceux qui n'exécuteront pas l'obligation d'assurance dans le délai fixé, ou qui auront laissé périmer la police d'assurance sans la renouveler, ou qui négligeraient de la compléter quand le nombre des ouvriers augmentera, ou qui seront cause de la résolution du contrat, seront punis d'une amende de 5 francs par ouvrier et par jour de retard dans la stipulation ou le renouvellement dudit contrat, sans que l'amende puisse dépasser un maximum de 4,000 francs ; de plus, ils seront obligés, en cas d'accident, de payer aux ouvriers les indemnités qui auraient été payées par l'établissement assureur et, en outre, de verser une somme égale dans la caisse qui sera établie en vertu de l'article 26 de la présente loi.

ART. 22. Même dans le cas où l'assurance aura été effectuée conformément aux prescriptions de la présente loi, la responsabilité civile sera maintenue à charge de ceux qui seraient l'objet d'une condamnation pénale, à raison du fait d'où dérive l'accident.

La responsabilité sera aussi maintenue à la charge du propriétaire, du chef ou de l'exploitant de l'entreprise, de l'industrie ou de la construction, quand une sentence pénale aura établi que l'accident est arrivé par suite d'un fait imputable à ceux qu'il a préposés à la direction ou à la surveillance du travail, s'il est tenu de répondre de leur fait aux termes du code civil.

Les précédentes dispositions du présent article ne seront applicables que lorsque le fait d'où dérive l'accident constitue un délit d'action publique.

Quand une ordonnance de non-lieu interviendra par suite de l'extinction de l'action pénale, d'amnistie ou de décès, le juge civil décidera, à la demande des intéressés, présentée dans le délai d'un an à partir du prononcé de l'ordonnance, si la responsabilité civile subsiste aux termes des trois premiers paragraphes de cet article, pour des faits qui auraient constitué un délit.

Il n'y a pas lieu à dommages-intérêts quand le juge reconnaîtra que ceux-ci ne pourraient pas être supérieurs à l'indemnité que la victime ou ses héritiers recevraient aux termes de la présente loi.

Quand il y aura lieu à dommages-intérêts, la victime ou ses héritiers auront seulement droit au paiement de la fraction qui excède les indemnités liquidées aux termes de la présente loi.

ART. 23. Les établissements assureurs, les syndicats et les caisses spéciales devront payer les indemnités, même dans les cas prévus par l'article précédent, sauf à exercer leur recours contre les personnes civilement responsables pour en obtenir le remboursement des sommes payées à titre d'indemnités ainsi que des frais accessoires, lorsque l'accident aura été déterminé par les causes prévues à l'article précédent.

La sentence qui établira la responsabilité civile aux termes de l'article précédent suffira, dans le cas ci-dessus, à donner à l'institut assureur la qualité de créancier vis-à-vis de la personne civilement responsable.

Le même recours pourra s'exercer contre l'ouvrier blessé quand l'accident aura été déterminé par le dol de la victime. La preuve du dol devra résulter d'une sentence pénale. Cette preuve pourra être fournie dans les formes établies par le code de procédure civile quand, par suite de la mort de l'inculpé ou d'une amnistie, il ne sera plus possible de poursuivre l'action pénale, et l'action civile correspondante ne pourra plus être intentée après l'expiration du délai d'un an, à partir du jour où il a été déclaré que l'action est éteinte pour lesdites causes.

L'action en recours se prescrit par le délai d'un an, à partir du jour où la sentence sera devenue définitive.

ART. 24. Sauf dans les cas prévus à l'article 22, les chefs ou exploitants d'entreprises, d'industries ou de constructions dont il est question dans les articles 1 et 6, seront, dès qu'il auront conclu le contrat d'assurance ou qu'ils se seront mis en règle conformément aux

prescriptions des articles 17 et 18, exonérés de la responsabilité civile en cas d'accidents du travail.

ART. 25. Les chefs ou exploitants d'entreprises, d'industries ou de constructions, même si elles ne sont pas désignées à l'article 1^{er}, doivent, dans le délai de deux jours, notifier tous les accidents du travail à l'autorité locale de sûreté publique, sous peine d'une amende de 50 à 100 francs.

ART. 26. Les sommes perçues du chef de contravention à la présente loi seront versées à la *Caisse des dépôts et prêts*. Ces sommes, ainsi que celles qui seront perçues aux termes de l'article 9, n° 5^e, et le montant de celles correspondant à l'indemnité dans le cas prévu par l'article 21, seront consacrées, par le Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, aux objets suivants, dans l'ordre où ils sont énoncés :

1^{er} A secourir les ouvriers qui, par suite de l'insolvabilité des personnes visées par l'article 21, n'auraient pas pu toucher indemnité;

2^o A subsidier de la manière et dans la mesure établie par le règlement, les sociétés qui se chargeraient de secourir les ouvriers blessés au cours de leur travail, pendant les cinq premiers jours de maladie;

3^o A créer des primes en faveur des inventeurs de nouveaux appareils de protection;

4^o A subsidier les associations et les établissements qui pourvoient à l'assistance médicale des personnes blessées au cours de leur travail.

ART. 27. Il sera pourvu à l'exécution de la présente loi par un règlement qui devra être approuvé par décret royal, après que le conseil de prévoyance et le Conseil d'Etat auront été entendus.

ART. 28. La présente loi entrera en vigueur six mois après la date de sa publication dans la *Gazzetta Ufficiale del Regno*.

SUISSE.

Travail des femmes et des enfants. — Arrêté du Conseil fédéral concernant les articles 15 et 16 de la loi fédérale sur le travail dans les fabriques.

ART. 1^{er}. Dans les fabriques, les femmes enceintes doivent être exclues des travaux désignés ci-après :

a) Travaux au cours desquels se dégagent des vapeurs de phosphore; dans les fabriques d'allumettes, opérations du mélange, du trempage, du démontage des cadres et de la mise en boîtes;

b) Manipulation du plomb ou de mélanges de ce métal; fabrication de couleurs à base de plomb, travaux relatifs à la fonderie des caractères et ceux concernant les ateliers de composition, glaçage et vernissage avec des enduits à base de plomb, pose de l'émail renfermant du plomb;

c) Travaux effectués à proximité des pompes pneumatiques à mercure dans les fabriques de lampes à incandescence;

d) Travaux exécutés dans les locaux où se dégage l'acide sulfureux; opérations du blanchiment du coton et de la paille;

e) Nettoyage à la benzine;

f) Fabrication d'objets en caoutchouc; travaux au cours desquels s'évaporent le sulfure de carbone et le sulfochlorure;

g) Travaux exigeant le transport de lourds fardeaux ou exposant à de violentes secousses.

ART. 2. Dans les fabriques, les enfants de 14 à 16 ans révolus doivent être exclus des travaux désignés ci-après :

a) Service des chaudières destinées à la cuisson sous pression.

Pour le service des chaudières à vapeur, on se conformera aux dispositions de l'article 21 de l'ordonnance du 16 octobre 1897 concernant l'établissement et l'exploitation des chaudières à vapeur et des appareils à vapeur non générateurs ;

b) Service des moteurs de tous genres (roues à eau, turbines, machines à vapeur, moteurs à gaz, pétrole, benzine) ;

c) Service des dynamos, des installations électriques, des appareils et dispositions utilisant des courants à haute tension ;

d) Service des grues, service et emploi des ponts roulants ;

e) Surveillance des transmissions, mise en place des courroies ;

f) Service des scies circulaires, des scies à ruban, des scies battantes, des raboteuses, des dresseuses et des mortaiseuses ;

g) Service des machines à battre (Wölfen), des calandres, des tondeuses, en tant qu'elles ne soient pas munies d'appareils de protection d'un fonctionnement absolument sûr, des cylindres à pâte, des meules verticales (rebattes), des broyeuses mécaniques pour le chanvre, des essoreuses, des machines à couper le papier, l'écorce, etc. ;

h) Travaux avec des matières explosibles, y compris les mélanges gazeux détonants ;

i) Cuisson de matières facilement inflammables (asphalte, gondron, résine, vernis, cire) ;

j) Travaux dans les fabriques de ciment, de chaux et de gypse, dans les locaux où il se produit beaucoup de poussière ; en outre, travaux aux meules d'émeri : ébarbage et nettoyage de la fonte ; travaux à proximité des moulins dans les fabriques de papier de verre et d'émeri ; aiguisage à sec du verre (au moyen de meules ou de sable sous pression), de la pierre, des os, du bois ; dans les fabriques de litière de tourbe ; polissage des chapeaux, triage des chiffons, sérantage et cardage dans les filatures de chanvre et de lin ; nettoyage de la soie des filatures de bourre (chappe) ; glaçage et flambage, lainage de la futaine ; travaux effectués avec des machines à battre de tous genres, en tant que, dans les travaux énumérés, la poussière n'est pas aspirée d'une façon suffisante ;

k) Mordantage et façonnage dans les fabriques de chapeaux ;

l) Tous les travaux de l'industrie chimique dans lesquels on emploie des substances toxiques ou ceux dans lesquels on constate la présence ou la formation de gaz nuisibles par eux-mêmes ou par leur concentration ;

m) Zingage et étamage ;

n) Fabrication d'enduits contenant du plomb ; glaçage au moyen d'enduits à base de plomb ; pose de l'émail contenant du plomb.

Les dispositions de ces articles ne sont pas applicables aux personnes qui font un apprentissage de plusieurs années réglé par contrat, dans les professions où cet apprentissage est généralement usité.

ART. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1898.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 30 mars 1898 déclarant d'utilité publique le chemin de fer métropolitain (Extraits).

CONVENTION.

.....

ART. 3. La Compagnie générale de traction s'engage à former, dans le délai de six mois à dater de la promulgation de la loi déclarative d'utilité publique, une société anonyme au capital minimum en numéraire de 25 millions de francs, ayant pour objet exclusif l'exploitation du chemin de fer métropolitain, et dont le conseil d'administration sera composé exclusivement de Français.

.....

Le concessionnaire s'engage, en outre, à n'employer que du personnel français et du matériel fixe ou roulant de provenance française, sauf exceptions spécialement autorisées par la ville de Paris.

Il devra se conformer à toutes les prescriptions qui lui seront imposées par la ville de Paris en vue d'assurer l'exécution de la présente clause et d'en faciliter le contrôle.

.....

ART. 16. L'exploitation devra être organisée de façon à satisfaire aux prescriptions suivantes :

1° Les salaires ou appointements des ouvriers et employés devront être payés à la quinzaine et ne pourront pas être inférieurs à 150 francs par mois. Les hommes employés temporairement recevront un salaire qui ne pourra être inférieur à 5 francs par jour;

2° La durée de la journée de travail ne pourra excéder dix heures;

Un jour de repos par semaine ou deux demi-journées seront accordés au personnel;

3° Sera accordé, sans retenue de salaire, un congé annuel de dix jours;

4° Le salaire intégral sera assuré pendant les périodes d'instruction militaire;

5° Les jours de maladie dûment constatés par un médecin désigné par la caisse instituée en vertu de l'article 17 ci-après seront aussi payés dans leur intégralité pendant au moins une année;

6° En cas d'accident survenu pendant le travail et entraînant une incapacité momentanée, l'ouvrier recevra son salaire entier jusqu'à complète guérison, sans préjudice de l'indemnité qui lui serait due en cas d'infirmité définitive, totale ou partielle;

7° Les travailleurs occupés à l'entreprise seront assurés contre les accidents aux frais exclusifs du concessionnaire, qui ne pourra faire, de ce chef, aucune retenue sur les salaires. De plus, quelle que soit l'imputation de la responsabilité d'un accident, le concessionnaire sera toujours directement responsable, vis-à-vis de la victime, du paiement de l'indemnité.

Un médecin désigné par la caisse spéciale instituée en vertu de l'article 17 sera appelé à constater chaque accident et devra en apprécier la nature et les conséquences;

8° L'administration aura toujours le droit d'imposer les mesures de sécurité et d'hygiène reconnues nécessaires;

9° Une commission sera délivrée, sous forme de contrat de louage, à tout employé ou ouvrier majeur des deux sexes ayant accompli vingt-quatre mois de services.

Le concessionnaire est tenu à la stricte observation des conditions de travail ci-dessus énumérées, sous peine de déchéance.

ART. 17. Le concessionnaire s'oblige :

A. — A fournir à tout le personnel ouvrier des livrets à la Caisse nationale des retraites, les versements étant constitués à capital aliéné au moyen de 2 p. o/o retenus sur le salaire des ouvriers, 6 p. o/o versés à leur nom par le concessionnaire dans les conditions définies ci-après.

Toutefois, lorsque le nombre des voyageurs dépassera 220 millions, la retenue sur le salaire des ouvriers sera réduite à 1 p. o/o et le versement à faire en leur nom par le concessionnaire sera porté à 7 p. o/o.

B. — A constituer un service médical et pharmaceutique gratuit.

C. — A assurer les ouvriers et employés contre les accidents.

Pour assurer l'exécution tant des paragraphes B et C du présent article que des paragraphes 5, 6 et 7 de l'article 16 ci-dessus, le concessionnaire organisera une caisse spéciale qui sera gérée par les employés et ouvriers eux-mêmes.

Le concessionnaire devra imputer aux frais généraux la somme suffisante pour opérer les versements stipulés aux paragraphes A, B, C.

ART. 20.

Toute autre infraction aux clauses du cahier des charges ou de la présente convention commise par le concessionnaire sera frappée d'une amende de 50 francs par jour, de plein droit et sans qu'il soit besoin d'aucune mise en demeure. L'application de ces amendes aura lieu sans préjudice des pénalités plus graves résultant de l'article 21 du cahier des charges.

Le montant desdites amendes sera prélevé sur le cautionnement qui, en cas de prélèvement de cette nature, devra être reconstitué dans le délai de quinze jours.

CAHIER DES CHARGES.

Tarifs des droits à percevoir.

ART. 23. . . . le concessionnaire est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les prix suivants, savoir : pour la 1^{re} classe, 0 fr. 25, et pour la 2^e classe, 0 fr. 15 par tête pour le parcours d'un point quelconque à un autre point du chemin de fer métropolitain.

Les enfants au-dessous de 4 ans, tenus sur les genoux, seront transportés gratuitement. Il en sera de même des bagages et paquets peu volumineux susceptibles d'être portés sur les genoux sans gêner les voisins et dont le poids n'excèdera pas 10 kilogrammes.

Les voyageurs transportés par les trains mis en marche jusqu'à 9 heures du matin auront droit, au prix de 0 fr. 20, à un billet qui leur permettra de reprendre gratuitement, dans l'autre sens, un des trains quelconques de la journée.

Les élèves des écoles communales de la ville de Paris seront transportés au prix de 0 fr. 05 par enfant lorsqu'ils voyageront collectivement, accompagnés d'un maître.

Le nombre de places réservées à la 1^{re} classe ne devra jamais, dans un train, excéder le

tiers du nombre des places offertes. Toutefois, les voyageurs de 2^e classe qui se présenteront devront être transportés.

Il est interdit au concessionnaire d'accorder aucune gratuité de transport en dehors des agents de service.

Loi de finances du 13 avril 1898.

Extrait relatif à la majoration des pensions de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

.....

ART. 75. — La limite d'âge prévue par l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1895, qui permet aux vieux travailleurs de bénéficier des majorations de retraite à partir de 70 ans, est abaissée à 68 ans.

Les bonifications spéciales visées à l'article 3, second alinéa, de la loi du 31 décembre 1895 sont attribuées aux parents ayant élevé plus de trois enfants jusqu'à l'âge de 3 ans accomplis.

.....

Arrêté du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 7 juin 1898, nommant quinze membres de la Commission chargée d'élaborer le règlement d'administration publique concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898.

(J. O. du 9 juin 1898.)

Décret du 18 juin 1898 nommant les membres de la Commission supérieure des caisses d'assurance en cas de décès et en cas d'accident.

(Exécution de l'article 17 de la loi du 11 juillet 1868 portant création de ces caisses.)

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE JUIN 1898, EN CE QUI CONCERNE
LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Code du travail. — *Chambre.* — Séance du 13 juin 1898. — Proposition de loi sur le Code du travail, déposée par M. Groussier. (Doc. parl. n° .)

Conditions du travail dans les travaux publics. — *Chambre.* — Séance du 13 juin 1898. — Proposition de loi relative aux conditions du travail dans les travaux publics, déposée par M. Dansette. (Doc. parl. n° .)

Proposition de loi relative aux conditions du travail dans l'exécution des travaux publics, déposée par M. Argeliès. (Doc. parl. n° .)

Association en général. — *Chambre.* — Séance du 13 juin 1898. — Proposition de loi sur le droit d'association, déposée par M. Cunéo d'Ornano. (Doc. parl. n° 29.)

Caisse de retraite. — *Chambre.* — Séance du 20 juin 1898. — Proposition de loi tendant à établir en France le monopole de la rectification de l'alcool et à en employer le produit à la création d'une caisse nationale de retraite en faveur des vieux travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, déposée par M. Guillemet. (Doc. parl. n° 84.)

Délégués mineurs. — *Chambre.* — Séance du 20 juin 1898. — Proposition de loi concernant la participation des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs aux caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs, adoptée et transmise par le Sénat. (Doc. parl. n° 80.)

Coalitions. — *Chambre.* — Séance du 20 juin 1898. — Proposition de loi ayant pour objet de modifier les articles 414 et 415 du Code pénal sur les cessations concertées de travail, adoptée par le Sénat. (Doc. parl. n° 77.)

Payement des salaires. — *Chambre.* — Séance du 20 juin 1898. — Proposition de loi sur le paiement des salaires, adoptée et transmise par le Sénat. (Doc. parl. n° 72.)

Retraites et secours de maladie. — *Chambre.* — Séance du 20 juin 1898. — Proposition de loi ayant pour objet l'organisation générale et immédiate des retraites et des soins de maladies pour les travailleurs, déposée par M. Zévaès. (Doc. parl. n° .)

Syndicats professionnels. — *Chambre.* — Séance du 20 juin 1898. — Proposition de loi portant modification à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, déposée par M. Dansette. (Doc. parl. n° 82.)

Travail des enfants et des femmes. — *Chambre.* — Séance du 28 juin 1898. — Proposition de loi portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, adoptée et transmise par le Sénat. (Doc. parl. n° 74.)

Accidents du travail. — *Chambre.* — Séance du 23 juin 1898. — Proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, déposée par M. Dubuisson. (Doc. parl. n° 105.)

Séance du 27 juin 1898. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée par M. Mirman. (Doc. parl. n° 109.)

Bien de famille. — *Chambre.* — Séance du 23 juin 1898. — Proposition de loi ayant pour objet d'organiser en France le bien de famille, afin de faciliter à tous l'acquisition, la conservation et la transmission héréditaire de la petite propriété, déposée par M. Lamière. (Doc. parl. n° 101.)

Conditions du travail dans les travaux communaux. — *Chambre.* — Séance du 27 juin 1898. — Proposition de loi relative à l'établissement de conditions du travail dans les travaux communaux de la ville de Paris et de chaque commune, déposée par M. Vaillant. (Doc. parl. n° .)

Salaires. — Travailleurs agricoles. — *Chambre.* — Séance du 27 juin 1898. — Proposition de loi tendant à instituer des délégués agricoles et un salaire minimum pour la protection du travail et des travailleurs agricoles, déposée par M. Vaillant. (Doc. parl. n° 118.)

Ministère du travail. — *Chambre.* — Séance du 27 juin 1898. — Proposition de loi ayant pour objet la création d'un ministère du travail, de l'hygiène, de l'assistance publique et de la statistique, déposée par M. Vaillant. (Doc. parl. n° .)

Durée du travail. — Salaires. — *Chambre.* — Séance du 27 juin 1898. — Proposition de loi relative à l'établissement de la journée de huit heures et d'un salaire minimum pour tous les ouvriers et employés de l'État, déposée par M. Vaillant. (Doc. parl. n° .)

BIBLIOGRAPHIE.

AUTRICHE. — MINISTÈRE DE LA JUSTICE, BUREAU DE LA COMMISSION CENTRALE DE STATISTIQUE. — *Statistique des faillites dans les royaumes et pays représentés au Reichsrath* (2^e cahier). 1 broch. in-4° de 53 pages. Vienne, Imp. de l'État.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — DÉPARTEMENT FÉDÉRAL D'AGRICULTURE. — *Year-book of the United States department of agriculture, 1897* (1 vol. in 8° de 792 pages, Washington, 1898; governm. print. office). Parmi plusieurs études de grand intérêt, citons celle qui concerne la substitution des produits d'origine américaine aux fruits (secs et frais) d'origine étrangère dans la consommation de l'Union. La rapidité avec laquelle s'opère cette substitution pour certains articles est marquée par l'énorme diminution des importations dans ces dernières années; c'est ainsi que de 1891 à 1897 on trouve les diminutions suivantes :

	ANNÉES	
	1891.	1897.
	livres.	livres.
Importations de raisins secs (genre malaga).....	37.740.000	11.917.000
— — (genre corinthe).....	42.850.000	28.218.000
— prunes sèches et pruneaux.....	41.012.571	736.987

Antérieurement à 1891, toutes ces importations augmentaient d'une année à l'autre.

NORVÈGE. — STATISTIQUE OFFICIELLE. — *Statistique du recrutement pour l'année 1897.* (1 brochure in-8° de 39 pages; Christiania, Aschehoug et C^{ie}, 1898.)

————— *Aperçu général du recensement du 1^{er} janvier 1901.* (1 vol. in-8° de 172 pages; Christiania, Aschehoug et C^{ie}, 1898.)

————— *Statistique des mines et des usines métallurgiques en Norvège en 1894 et 1895.* (1 brochure in-8°; Christiania, Aschehoug et C^{ie}, 1898.)

————— *Statistique des maisons centrales pénitentiaires, 1^{er} juillet 1895, 30 juin 1896.* (1 vol. in-8° de 79 pages; Christiania, Aschehoug et C^{ie}, 1898.)

————— *Rapport sur les lépreux en Norvège pendant les années 1891 à 1895.* (1 vol. in-8° de 138 pages; Christiania, Aschehoug et C^{ie}, 1898.)

————— *Statistique de la navigation de Norvège pendant l'année 1896.* (1 vol. in-8° de 105 pages; Christiania, Aschehoug, 1898.)

FRANCE. — MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES. *Rapport sur les opérations des caisses d'épargne ordinaires en 1896* (1 vol. in-4° de 107 pages, Paris, 1898; Impr. nat.). Rapport accompagné de tableaux et cartogrammes en couleurs. Nombre des établissements; opérations des caisses avec leurs déposants; situation et placement de la fortune personnelle des caisses; gestion par la Caisse des dépôts et consignations des fonds versés par les caisses d'épargne.

————— MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES. OFFICE DU TRAVAIL. — *Statistique générale de la France. Tome XXV. Statistique annuelle, année 1895.* (1 vol. in-8° de 227 pages. Paris 1898; Impr. nat.) 1^{re} partie: Démographie. 2^e partie: Institutions et établissements d'assistance et de bienfaisance. Établissements hospitaliers, enfants assistés, aliénés, bureaux de bienfaisance, monts-de-piété, libéralités.

————— PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE. — *Rapport annuel (de l'année 1897) sur les services municipaux de l'approvisionnement de Paris (abattoirs, entrepôts, halles centrales, marchés aux bestiaux, marchés de quartier, etc.)* (1 vol. in-4° de 373 pages. Paris, Imprimerie municipale, 1898.)

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

SOCIÉTÉ
POUR L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL ET TECHNIQUE
DES PÊCHES MARITIMES.

**Concours ouvert en 1898 sur la coopération
chez les marins-pêcheurs.**

En vue de propager l'application de la coopération à l'amélioration du sort des marins-pêcheurs, la Société de l'enseignement professionnel et technique des pêches maritimes a fait de cette question l'objet de son concours de cette année. Les mémoires relatifs à cette question doivent être déposés avant le 31 décembre 1898 au siège de la Société, quai Saint-Michel, n° 25, à Paris.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

- Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers.** — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893)..... 8 fr.
- De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger.** — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893)..... 6 fr.
- Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes.** — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893)..... 1 fr. 50
- Salaires et durée du travail dans l'industrie française.**
 Tome I^{er} : *Seine*. — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893)..... 7 fr. 50
 Tomes II et III : *Départements*. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896) chaque. 7 fr. 50
 Tome IV : *Résultats généraux*. — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897)..... 6 fr.
Manufactures de l'État et chemins de fer. — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896).... 1 fr. 50
Album graphique. — 29 planches in-8° (1897)..... 4 fr.
- La petite industrie (salaires, durée du travail).**
 Tome I^{er} : *L'alimentation à Paris*. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893)..... 2 fr. 50
 Tome II : *Le vêtement à Paris*. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896)..... 5 fr.
- Les associations ouvrières de production (en France).** — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.
- Hygiène et sécurité des travailleurs.** — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895)..... 5 fr.
- Documents sur la question du chômage.** — 1 vol. in-8° de 398 p. (1896)..... 4 fr.
- Minimum de salaire dans les travaux publics.** — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897).... 2 fr.
- L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.**
Résultats financiers. — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892)..... 1 fr. 50
Statistique des accidents de travail. — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892)..... 1 fr. 50
- Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie.**
En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893)..... 1 fr. 50
En Autriche. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893)..... 1 fr. 50
- Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.**
 1^{re} partie : *Accidents*. — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894)..... 1 fr. 50
 2^e partie : *Maladie, Invalidité, Vieillesse*. — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895).... 2 fr.
- Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage.**
Années 1890, 1891, et 1892. — 2 vol in-8° de 123 et 186 p. chaque..... 1 fr. 50
Années 1893, 1894, 1895, 1896. — 5 vol. in-8° de 1 fr. 50, 3 fr. 50 et..... 3 fr.
Année 1897. — 1 vol. in-8° de 304 p. (1898)..... 3 fr.
- Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.**
Dén. général. — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894)..... 15 fr.
Dén. des étrangers. — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893)..... 7 fr. 50
- Annuaire statistique (1892-1894).** — 1 vol. in-8° Jésus de 783 p. (1894)..... 8 fr.
Idem. (1895-1896). — 1 vol. in-8° Jésus de 624 p. (1896)..... 8 fr.
Idem. (1897). — 1 vol. in-8° Jésus de 520 p. (1897)..... 7 fr. 50
- Statistique annuelle (1890-1892).** — 1 vol. in-8° Jésus de 550 p. (1895).... 7 fr. 50
Idem. (1893-1894). 2 vol. in-8° de 257 et 249 p. chaque..... 5 fr.
Idem. (1895). — 1 vol. in-8° Jésus de 227 p. (1898)..... 5 fr.
- Annuaire des syndicats professionnels (1897).** — 1 vol. in-8° de 620 p. (1897).... 5 fr.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES).

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		La caisse syndicale d'assurance des Industries textiles de France.....	681
Revue du travail :		La caisse syndicale d'assurance des Forges de France en 1897.....	681
Situation générale.....	626	<i>Mouvement social à l'étranger.</i>	
Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants.....	645	Allemagne : Revue du travail. — Les grèves en juillet. — Commerce extérieur en 1897. — Prix des denrées et coût de nourriture d'une famille ouvrière. — Les empoisonnements par le plomb et les hôpitaux....	683
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	649	Autriche : Création d'un Office du travail..	685
Renseignements divers :		Belgique : Revue du travail et grèves en juin et en juillet.....	685
Adjudications; commerce extérieur; transports; prix courants divers; faillites; autorisations de bâtir; mont-de-piété de Paris.....	660	Grande-Bretagne : Revue du travail en juillet. Grèves.....	686
Placement gratuit.....	664	<i>Actes et documents officiels.</i>	
Assistance.....	668	Loi du 30 mars 1898 sur le Métropolitain. (Rappel.) — État des travaux législatifs.	687
Mouvement syndical.....	669	<i>Bibliographie.</i>	
Les grèves en juillet.....	675		
Conciliation et arbitrage.....	678		
Institutions de prévoyance.....	680		

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts.

Armand COLIN et C^{ie}, éditeurs,
5, rue de Mézières.

Le *Bulletin de l'Office du travail* paraît tous les mois. — On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Direction de l'Office du Travail,

Rue de Varenne, 80,

PARIS.

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : à *Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie.*

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — MINISTÈRE DES FINANCES. — *Procès-verbaux de la Commission extra-parlementaire du cadastre instituée au Ministère des finances.* Fascicule n° 6 (février 1895 à janvier 1898). (1 vol. in-4° de 610 pages; Paris, Imp. nat., 1898.)

ALLEMAGNE. — OFFICE ROYAL DE STATISTIQUE DU WURTEMBERG. — *Annuaire de statistique pour l'année 1897.* (1 vol. in-4°; Stuttgart, Imp. Kohlhammer, 1898.)

AUTRICHE-HONGRIE. — OFFICE CENTRAL DE STATISTIQUE DU ROYAUME DE HONGRIE. — *Annuaire statistique hongrois pour 1896.* (1 vol. in-8° de 500 pages; Budapest, imp. Act. Gesellschaft Athenaeum, 1897.)

————— MINISTÈRE ROYAL DU COMMERCE DE HONGRIE. — OFFICE CENTRAL DE STATISTIQUE. — *Statistique de l'économie rurale: 2^e volume: production agricole pendant les années 1895 et 1896.* (1 vol. in-4° de 121 pages; Budapest, pesti Könyvnyomda részvény tarsasag, 1897.)

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Le commerce extérieur de la France, d'après la statistique de l'Administration des douanes sur le Commerce de la France accuse, pendant les six premiers mois de 1898, par rapport à la même période de 1897, une diminution de 2 p. o/o dans l'importation des matières nécessaires à l'industrie et d'un peu plus de 6 p. o/o dans l'exportation de nos objets fabriqués, tandis qu'une augmentation d'un peu plus des trois quarts s'est produite dans l'importation des objets d'alimentation et de 4 p. o/o dans l'importation des objets fabriqués étrangers et que l'exportation de nos matières premières nécessaires à l'industrie a été en diminution de 7 p. o/o. Le progrès qui avait été signalé les années précédentes s'est arrêté, et la valeur d'ensemble de nos exportations d'objets fabriqués est revenue à peu près au taux des exportations du 1^{er} semestre de 1896 : 906.436.000 francs pendant le 1^{er} semestre de 1898 contre 971.231.000 francs en 1897, 903.649.000 francs en 1896 et 857.291.000 francs en 1895, pendant les mêmes six premiers mois; tandis que la valeur de l'ensemble des importations de matières nécessaires à l'industrie a été un peu inférieure à celle de 1896 et supérieure à celle de 1895 : 1.177.304.000 francs pendant le 1^{er} semestre de 1898 contre 1.201.879.000 francs en 1897, 1.195.162.000 francs en 1896 et 1.067.768.000 francs en 1895. Cette diminution de l'activité de l'ensemble de nos industries correspond à l'augmentation du chômage qui a été signalée les mois précédents et qui a été attribuée, pour notre marché intérieur, à nos récoltes défectueuses et à une température défavorable, et, pour le marché extérieur, à la guerre hispano-américaine et à l'augmentation de la concurrence des pays étrangers, autrefois consommateurs, devenus maintenant producteurs.

Parmi les 545 syndicats d'employés et d'ouvriers de l'industrie et du commerce, groupant 104.000 adhérents, qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 juillet, la proportion des chômeurs a été d'un peu plus de 7 p. o/o, 16 p. o/o des chambres syndicales, groupant 16 p. o/o des syndiqués, estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, 31 p. o/o des syndicats, avec 42 p. o/o des adhérents, considèrent

qu'il a été moins actif et pour 53 p. o/o des syndicats, groupant 42 p. o/o des syndiqués, il est resté équivalent.

Par rapport au mois précédent, l'activité s'est maintenue dans les mines, les carrières, l'imprimerie, la mégisserie, la ganterie, les entreprises de charpente et de menuiserie, l'industrie métallurgique, la construction mécanique, chez les ferblantiers-boitiers et dans l'industrie du bâtiment; une amélioration s'est produite dans l'industrie de la soierie, chez les chapeliers, les carrossiers et ouvriers en voitures. Par contre, le ralentissement du travail s'est accentué chez les filateurs et tisseurs des industries linière et cotonnière, chez les ouvriers de l'industrie du vêtement, chez les ouvriers porcelainiers et verriers.

Le prix des denrées de première nécessité a eu tendance à diminuer avec l'augmentation des arrivages sur les marchés; le pain a été en baisse dans de nouveaux centres.

SITUATION GÉNÉRALE (1).

PÊCHE. — La grande pêche, celle de la morue en particulier, n'a pas été aussi favorisée que l'an dernier pendant le premier semestre; l'exportation nette (c'est-à-dire importation des mêmes produits déduite), qui avait atteint 4.965.000 kilogrammes en 1897, est redescendue à 2.000.000 de kilogrammes, restant encore supérieure à l'année 1896 pendant laquelle l'exportation nette n'avait été que de 918.000 kilogrammes, l'importation en 1896 ayant été de 5.955.000 kilogrammes et l'exportation de 6.873.000 kilogrammes. L'exportation nette, en valeur, des sardines salées ou préparées a continué à progresser : 3.693.000 francs en 1896, 4.669.000 francs en 1897 et 4.972.000 francs en 1898 pendant le premier semestre.

Le nombre de nos bateaux armés pour la pêche au maquereau en Irlande au printemps 1898 a été en décroissant, par suite de la diminution du rendement de ces pêches et aussi par suite de la transformation que devraient subir nos bateaux pour les diverses pêches de chalutiers à voiles en chalutiers à vapeur dont beaucoup de petits armateurs hésitent à faire les frais.

Pendant le 1^{er} trimestre 1898, d'après la statistique du Ministère de la Marine, parue dans le *Bulletin des pêches maritimes*, le produit de la pêche, dans les cinq arrondissements maritimes de France et d'Algérie a été d'environ 14.500.000 francs pour la pêche en bateau, 1.770.000 francs pour la pêche à pied et 4.760.000 francs pour l'ostréiculture et la myxiculture.

Pendant le mois de mars en particulier, la pêche, tant à pied qu'en bateau sur les côtes de France et d'Algérie, l'exploitation des pêcheries, parcs à huîtres, bouchots et moules, etc..., a produit dans son ensemble 7.247.500 francs, soit 764.500 francs de plus que pendant le mois précédent. Cette augmentation est le résultat d'une élévation du rendement de la pêche en bateau et de l'exploitation des diverses pêcheries et établissements d'élevage du littoral, tandis que la pêche à

(1) Ces chiffres sont fournis, pour le commerce extérieur, par la statistique de l'Administration des douanes. Pour le 1^{er} semestre de 1898, ce sont des chiffres provisoires; ceux des premiers semestres 1897 et 1896 sont rectifiés; c'est ce qui explique les différences que l'on pourrait remarquer en comparant ce Bulletin avec les précédents.

piéd a donné des résultats inférieurs à ceux de février dernier. La flottille de pêche s'est augmentée de 314 unités pendant le mois de mars 1898.

Par rapport au mois correspondant de 1897, le mois de mars 1898 a marqué une amélioration de près de 283,000 francs pour la pêche en bateau et de 202,000 fr. pour l'ostréiculture.

D'autre part, grâce aux progrès faits par le repeuplement de nos cours d'eau, l'importation nette en valeur (c'est-à-dire déduction faite des exportations de produits similaires) des poissons frais d'eau douce a diminué : 2.923.000 francs en 1896 et 2.943.000 francs en 1897, mais 2.757.000 francs en 1898 pour le premier semestre.

HORTICULTURE, FORÊTS. — Le travail a été assez actif chez nos horticulteurs jardiniers : mais la production a été encore inférieure à notre consommation, et l'importation nette en valeur des fruits de table (c'est-à-dire déduction faite de l'exportation des produits similaires), qui était de 1.670.000 francs en 1895, est passée successivement à 2.960.000 francs en 1896, 4.440.000 francs en 1897 et 9.920.000 francs en 1898, pendant le 1^{er} semestre.

En forêt, le travail a été dans l'ensemble plutôt moins abondant que l'an dernier et les prix offerts aux bûcherons pour les façons de bois ont été en diminution ; d'une part, les cours de bois de chauffage ont baissé, mais ceux des bois d'industrie, de charpente notamment, ont été en hausse. L'exportation nette des écorces à tan, moulues ou non, a été successivement de 34.954.000 kilogrammes en 1896, 20.086.000 kilogrammes en 1897 et a repris avec 23.676.000 kilogrammes en 1898.

Pendant le mois de juillet, le travail des jardins est resté stationnaire ; mais les ouvriers agricoles, les bûcherons qui ont fini leur travail en forêts et certains ouvriers d'industrie en chômage ont trouvé facilement du travail dans les campagnes, grâce à une moisson abondante.

CARRIÈRES. — L'exploitation des carrières s'est moins ralentie pendant les mois d'hiver que l'année précédente, l'absence de gelées ayant permis de ne pas interrompre le travail, et, grâce aux demandes de l'industrie du bâtiment, nos ouvriers ont été bien occupés. L'exportation nette des pierres de construction brutes qui, de 4.100.000 tonnes en 1896 était descendue à 2.545.000 tonnes en 1897 est remontée à 6.310.000 tonnes en 1898. L'exportation nette en valeur des ardoises pour toitures qui était de 1.956.000 francs en 1896 a atteint 2 millions de francs en 1897 et est restée stationnaire à ce chiffre en 1898. L'exportation brute en valeur des meules à moudre, qui, de 1.684.000 francs en 1896 était descendue à 981.000 francs en 1897, est remontée à 1.128.000 francs en 1898. D'autre part, l'importation nette des pavés de grès a augmenté : 53.000 tonnes en 1896, puis 48.800 tonnes en 1897 et 60.100 tonnes en 1898.

Pendant le mois de juillet, le travail s'est maintenu actif dans les carrières, comme tous les ans à pareille époque.

MINES. CHARBONS. — La production houillère du Nord et du Pas-de-Calais, pendant le 1^{er} semestre de 1898, a marqué une augmentation d'un peu plus de 6 p. o/o par rapport au chiffre de la période correspondante de 1897. D'autre part, l'importation nette des houilles crues, c'est-à-dire déduction faite de l'exportation des produits similaires, a été en diminuant : 4.141.000 tonnes en 1896 (1^{er} semestre), 3.602.000 en 1897 et 3.287.000 tonnes en 1898.

Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de juillet, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5.91	"	"	"	16	84
Loire.....	5.91	"	"	"	"	100
Gard et Hérault.....	6.00	"	"	"	"	100
Provence (lignite).....	5.12	"	"	"	100	"
Tarn et Aveyron.....	6.13	"	"	"	"	100
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	6.00	"	"	"	"	100
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne..	5.89	"	17	"	"	83
ENSEMBLE pour la France.	5.92	"	"	"	10	90

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,93; il était de 5,85 en juillet 1897.

ALIMENTATION. — L'exportation nette du lait naturel a été en augmentant, tandis que l'importation du lait condensé additionné de sucre était en diminution, ce qui indique une amélioration de la situation de nos producteurs. En effet, pour le lait naturel, l'importation nette, c'est-à-dire déduction faite de l'exportation des produits similaires, qui avait été de 115.000 kilogrammes en 1896 et de 138.000 en 1897, s'est transformée en une exportation nette de 345.000 kilogrammes en 1898. Le lait condensé a donné lieu à une importation brute de 153.000 kilogrammes en 1896, 180.000 kilogrammes en 1897 et 151.000 kilogrammes en 1898. D'autre part, si l'importation nette en valeur des beurres frais a été en augmentant : 6.200.000 francs en 1896 et à peu près autant en 1897, puis 7.100.000 francs en 1898, l'exportation nette en valeur des beurres salés a atteint 29.290.000 francs en 1896, 29.310.000 francs en 1897 et 29.970.000 francs en 1898. L'exportation nette en valeur des margarines et graisses alimentaires, qui n'était que de 1.730.000 francs en 1896, a atteint 2.330.000 francs en 1897 et 3.000.000 de francs en 1898. Enfin, d'une part, l'importation brute en valeur des fromages dits de « Gruyère », de « Suisse » et autres pays (exportation non déduite) qui était de 6.470.000 francs en 1896, est passée à 7.360.000 francs en 1897 et à 11.420.000 francs en 1898; tandis que, pour les autres sortes de fromages, la valeur de nos produits exportés qui équivalait à peine à la valeur de l'importation de ces produits pendant les années 1896 et 1897, est arrivée, en 1898, à dépasser cette importation de 2.530.000 francs.

Par suite de notre mauvaise récolte de 1897, la meunerie a été fort éprouvée : les cours de la matière première en hausse, qui n'étaient pas suivis d'un mouvement analogue sur les produits fabriqués, ont rendu les affaires difficiles et incertaines;

l'écoulement des farines s'est fait lentement, entraînant une gêne dans les industries accessoires (boulangerie, vermicellerie), etc. Les admissions temporaires de blés, quantités mises en œuvre, apurement par les réexportations et par les mises en entrepôt, qui avaient été pendant les six premiers mois de 1897, de 3.440.000 quintaux métriques sont descendues à 2.160.000 quintaux métriques pendant le 1^{er} semestre de 1898. L'importation nette des froments, grains, épeautre ou mèteil qui n'était en 1896 que de 897.000 quintaux métriques et de 302.000 quintaux métriques en 1897, est montée en 1898 à 12.677.000 quintaux métriques. Notre meunerie, malgré les difficultés éprouvées, a maintenu un progrès dans son exportation de farines de froment, puisque l'exportation brute (importation non déduite), qui n'était que de 88.800 quintaux métriques pendant le 1^{er} semestre 1896 et de 103.700 quintaux métriques en 1897, a atteint 202.600 quintaux métriques en 1898; il est vrai que l'importation brute progressait de 116.300 quintaux métriques en 1896 et 105.000 quintaux métriques en 1897 à 251.000 quintaux métriques en 1898. D'autre part, l'importation brute du pain et des biscuits de mer (l'exportation est restée stationnaire à 500.000 kilogrammes) est passée de 1.827.000 kilogrammes en 1896 à 1.468.000 kilogrammes en 1897 et a atteint 2.165.000 kilogrammes en 1898; dans ce dernier chiffre de l'importation pendant le 1^{er} semestre 1898, sont compris 1.213.000 kilogrammes de pain admis en exemption des droits, quantités importées par les riverains de nos frontières pour leur consommation journalière. L'exportation nette de nos gruaux, semoules en gruaux, grains perlés et mondés, a été en hausse : 2.618.000 kilogrammes en 1896, 2.443.000 kilogrammes en 1897 et 3.000.000 de kilogrammes en 1898; tandis que l'exportation nette de nos semoules, par suite de l'augmentation de l'importation, était en diminution : 196.000 kilogrammes en 1896, 187.000 kilogrammes en 1897 et 125.000 kilogrammes en 1898; enfin l'importation brute des sagous, salegs et féculs exotiques, qui n'était que de 1.818.000 kilogrammes en 1896 et de 1.000.000 de kilogrammes en 1897, atteignait 3.457.000 kilogrammes en 1898.

Le seigle qui, dans une certaine mesure, a été appelé à remplacer le froment dans la consommation, a donné lieu à une exportation nette de 85.000 quintaux métriques en 1896 qui s'est transformée, en 1897, en une importation nette de 24.000 quintaux métriques et de 401.000 quintaux métriques en 1898.

Nos rizeries ont vu augmenter la quantité de matière première à traiter, bien que, d'autre part, les riz déjà préparés venant de nos colonies principalement aient aussi notablement progressé. L'importation du riz en paille qui était de 22.154.000 kilogrammes en 1896 et de 15.794.000 kilogrammes en 1897 est montée à 35.000.000 de kilogrammes en 1898; de même, l'importation nette des brisures de riz, qui n'était que 281.000 kilogrammes en 1896, est passée à 2.834.000 kilogrammes en 1897 et a atteint 13.700.000 kilogrammes en 1898. Il est vrai que l'importation brute des riz entiers, farines et semoules qui n'était que de 7.600.000 kilogrammes en 1896, est montée à 11.800.000 kilogrammes en 1897 et à 35.300.000 kilogrammes en 1898 (les envois de l'Indo-Chine française figurent dans ces chiffres pour des quantités toujours croissantes : 4.000.000 kilogrammes en 1896, 8.285.000 kilogrammes en 1897 et 31.123.000 kilogrammes en 1898), tandis que notre exportation de ces produits progresse moins rapidement : 6.215.000 kilogrammes en 1896, 6.380.000 kilogrammes en 1897 et 10.614.000 kilogrammes en 1898.

L'importation nette des racines de chicorée vertes ou sèches, non torréfiées, utilisées par nos fabriques du Nord a repris : 10.200.000 kilogrammes en 1896, 7.360.000 kilogrammes en 1897, puis 10.410.000 kilogrammes en 1898; mais l'exportation nette des chicorées préparées, brûlées ou moulues a plutôt diminué :

458.000 kilogrammes en 1896, 491.000 kilogrammes en 1897 et 441.000 kilogrammes en 1898.

L'importation des pommes de terre a augmenté plus rapidement que notre exportation, bien que cette dernière reste encore bien supérieure à l'importation : l'importation qui était de 18.186.000 kilogrammes en 1896 et de 22.967.000 kilogrammes en 1897, a atteint 37.415.000 kilogrammes en 1898, tandis que notre exportation, qui de 70.000.000 de kilogrammes en 1896 était descendue à 66.734.000 kilogrammes en 1897, est remontée à 73.143.000 kilogrammes en 1898, si bien que l'exportation nette, qui était de 51.876.000 kilogrammes en 1896, est descendue à 43.760.000 kilogrammes en 1897 et à 35.728.000 kilogrammes en 1898. L'exportation nette des fécules de pommes de terre, mais et autres a subi un mouvement analogue : 160.000 kilogrammes en 1896, 213.000 kilogrammes en 1897, 159.000 kilogrammes en 1898, tandis que l'importation des amidons est remontée : 340.000 kilogrammes en 1896, 206.000 kilogrammes en 1897 et 384.000 kilogrammes en 1898, ce qui coïncide avec le ralentissement qui avait été signalé dans nos fabriques.

Une diminution s'est également produite dans l'exportation brute des glucoses : 480.000 kilogrammes en 1896, 419.800 kilogrammes en 1897 et 379.800 kilogrammes en 1898.

Dans les brasseries, l'activité générale déjà signalée s'est maintenue.

D'après le *Bulletin statistique du Ministère des finances*, la production de bière forte, qui était de 5.000.000 hectolitres pendant l'année 1896, est montée à 5.130.000 hectolitres pendant l'année 1897. Celle de la petite bière est passée de 3.973.000 hectolitres en 1896 à 4.089.000 hectolitres en 1897. D'autre part, l'importation nette des orges a un peu baissé : 582.700 kilogrammes en 1896 et 818.000 kilogrammes en 1897, puis 762.000 kilogrammes en 1898 (1^{er} semestre); mais l'importation nette en valeur des bières étrangères a également faibli : 2.700.000 francs en 1896, 2.280.000 francs en 1897 et 1.730.000 francs en 1898. D'autre part, ce qui témoigne encore d'une plus grande activité dans les industries auxiliaires de celle de la brasserie, l'importation nette des malts qui avait atteint 14.300 quintaux métriques en 1897 contre 9.200 quintaux métriques en 1896, est descendue à 3.800 quintaux métriques en 1898; mais l'exportation nette en valeur de la levure a diminué constamment : 2.905.000 francs en 1896, puis 1.689.000 francs en 1897 et 1.120.000 francs en 1898. D'autre part, l'importation nette en poids du houblon est tombée de 1.167.000 kilogrammes en 1896 à 874.000 kilogrammes en 1897 et à 690.000 kilogrammes en 1898.

L'importation brute en valeur des raisins secs qui était de 3.398.000 francs en 1896 a diminué d'une façon continue ainsi que la quantité de produits obtenus par le traitement de ces raisins; elle est tombée à 1.746.000 francs en 1897 et à 641.000 francs en 1898 (1^{er} semestre); tandis que la production du vin fabriqué qui avait été pour une année entière (*Statistique du Ministère des finances*) de 834.000 hectolitres en 1893, descendait à 514.000 hectolitres en 1894, remontait à 758.000 hectolitres en 1895 et à 888.000 hectolitres en 1896 pour descendre à 451.000 hectolitres pendant l'année 1897. D'autre part, l'exportation de nos vins a marqué un ralentissement pendant le premier semestre 1898, à la suite de la récolte défectueuse de 1897, sauf pour les vins de Champagne et autres vins mousseux, dont l'exportation brute en valeur qui était de 40.400.000 francs en 1896 est montée à 42.700.000 francs en 1897 et à 45.000.000 francs en 1898 (6 premiers mois) tandis que l'exportation brute en valeur des vins français de la Gironde, en fûts, qui était de 41.900.000 francs en 1896, est descendue à 38.600.000 francs en 1897 et à 34.600.000 francs en 1898 et que l'exportation

des autres vins français en fûts et bouteilles, de 27.600.000 francs en 1896, est tombée à 24.400.000 francs en 1897 et à 22.100.000 francs en 1898. D'autre part, l'importation en valeur des vins d'Algérie a également faibli : 1.670 000 francs en 1896, puis 2.100.000 francs en 1897, mais 1.660.000 francs en 1898.

L'importation nette des maïs qui était de 1.700.000 quintaux métriques en 1896 est montée à 2.000.000 quintaux métriques en 1897 et à 2.800.000 quintaux métriques en 1898 (6 premiers mois); de même l'importation nette des mélasses pour distillerie a diminué sensiblement : 34.571.000 kilogrammes en 1896, 16.760.000 kilogrammes en 1897 et 2.360.000 kilogrammes en 1898 (1^{ers} semestres). Cependant, nos distilleries ont marqué un progrès sur l'année précédente, les cours des produits fabriqués ont été plus élevés et la production, encouragée par des prix meilleurs, a été en augmentant. D'après le *Bulletin de statistique du Ministère des finances*, la production des alcools de grain qui avait diminué à la suite de la difficulté de l'alimentation de nos distilleries en riz et maïs étrangers, de 751.127 hectolitres en 1889 à 366.335 hectolitres d'alcool en 1892, est ensuite remontée et a atteint 416.000 hectolitres en 1896 et 484.600 hectolitres pendant l'année 1897, tandis que l'ensemble des quantités d'alcool de toutes origines obtenues par les distillateurs et bouilleurs de profession qui était 1.888.000 hectolitres en 1896 montait à 2.101.000 hectolitres en 1897 et que, d'après la statistique publiée au *Journal officiel* par la Direction des contributions indirectes, les quantités d'alcool produites par les bouilleurs et distillateurs de profession pendant les 5 premiers mois de 1898 étaient de 683.500 hectolitres contre 653.400 hectolitres en 1897 pendant la même période. On a compté 5.062 distillateurs et bouilleurs de profession en 1897, soit 1.152 de moins qu'en 1896, ce qui indiquerait une plus grande concentration de la production industrielle, puisque, loin de diminuer, l'ensemble des quantités fabriquées en 1897 ont été supérieures à celles de 1896. Quant à l'exportation brute en valeur des eaux-de-vie de vin en fûts, elle a suivi la diminution constatée dans les récoltes de nos vignobles : 13.542.000 francs en 1896, 14.500.000 francs en 1897 et 10.300.000 francs en 1898 (1^{ers} semestres); même mouvement pour les eaux-de-vie de vin exportées en bouteilles : 5.800.000 francs en 1896, 6.460.000 francs en 1897, et 5.580.000 francs en 1898.

Pour la fabrication des liqueurs, l'exportation nette en valeur des premiers semestres a diminué : 2.150.000 francs en 1896, 2.200.000 francs en 1897 et 1.900.000 francs en 1898. D'après le *Bulletin de statistique du Ministère des finances*, le nombre des industriels se livrant à la fabrication des liqueurs qui était, dans l'ensemble, de 1.648, dont 43 fabricants proprement dits, 89 débitants liquoristes et 1.516 marchands en gros liquoristes, est monté en 1896 à 1.709 dont 30 fabricants proprement dits, 70 débitants liquoristes et 1.609 marchands en gros liquoristes.

L'industrie sucrière qui avait fini au commencement de cette année sa campagne de fabrication et dont les résultats ont été publiés dans le *Bulletin de l'Office* de février 1898 a fait ses ensemençements pour la campagne de septembre prochain et l'importation nette de graines de betteraves a été en augmentant : 1.900.000 kilogrammes en 1896, 1.940.000 kilogrammes en 1897 et 2.770.000 kilogrammes en 1898.

L'exportation des sucres bruts indigènes a diminué : 89.500.000 kilogrammes en 1898 contre 146.000.000 de kilogrammes en 1897 et 95.000.000 de kilogrammes en 1896, mais l'importation nette des sucres coloniaux étrangers qui était de 16.650.000 kilogrammes en 1896 est tombée à 1.600.000 kilogrammes en 1897 et à 990.000 kilogrammes en 1898, de même pour l'importation nette des sucres coloniaux français qui, de 47.000.000 de kilogrammes en 1896, est descendue à

43.000.000 de kilogrammes en 1897 et à 35.200.000 kilogrammes en 1898, mais l'exportation nette des sucres raffinés en pains ou en agglomérés qui n'était que de 47.000.000 de kilogrammes en 1896 est montée à 48.600.000 kilogrammes en 1897 et à 53.000.000 de kilogrammes en 1898, ce qui indiquerait une situation encore satisfaisante tant dans les fabriques de sucres que dans les raffineries qui ont dû absorber une grande partie de la production du sucre indigène. L'exportation nette des vergeoises qui était montée de 9.250.000 kilogrammes en 1896 à 11.120.000 kilogrammes en 1897, est redescendue à 10.000.000 de kilogrammes en 1898. L'exportation nette des sucres caudis a été en augmentation : 6.000 kilogrammes en 1896, 46.000 kilogrammes en 1897 et 122.000 kilogrammes en 1898.

La chocolaterie a continué à être bien occupée ainsi qu'en témoignent les augmentations des importations nettes de cacao en fèves, pellicules et broyés : 7.370.000 francs en 1896, 7.700.000 kilogrammes en 1897 et 8.320.000 kilogrammes en 1898, bien que l'exportation de nos chocolats qui dépassait l'importation de 6.000 kilogrammes en 1896 se soit modifiée en une importation nette de 27.000 kilogrammes en 1897 et de 59.300 kilogrammes en 1898.

Nos confiseries et nos fabriques de pâtisserie ont maintenu leur situation pendant le premier semestre écoulé; l'exportation nette en valeur des fruits confits au sucre qui était de 850.000 francs en 1896 est montée à 940.000 francs en 1897 et à 1.000.000 de francs en 1898. Nos exportations nettes de biscuits sucrés qui étaient de 114.000 francs en 1896 sont montées à 240.000 francs en 1897 et sont restées stationnaires à ce chiffre, plutôt même en progrès en 1898; cependant l'importation nette en valeur des sirops et bonbons qui était de 941.000 francs en 1896 descendait à 650.000 francs en 1897 et à 631.000 francs en 1898.

Nos charcutiers ont à lutter contre une augmentation de la concurrence des produits étrangers; l'importation nette en valeur des viandes salées de porc, des jambons et des lards qui, de 1.980.000 francs en 1896, était descendue à 1.530.000 francs en 1897 est remontée à 1.850.000 francs en 1898; de même l'importation nette de la charcuterie fabriquée qui n'était que de 800.000 francs en 1896 a atteint 1.110.000 francs en 1897 et 1.740.000 francs en 1898. Mais, d'autre part, nos fabriques de viandes de conserve ont pris de l'extension, de telle sorte que l'importation en valeur des viandes de conserve étrangères qui dépassait notre exportation de 2.850.000 francs en 1896 et de 590.000 francs en 1897 s'est transformée en une exportation nette de nos produits dépassant l'importation de 530.000 francs.

Pendant le mois de juillet, on estime que le chômage a atteint 16 p. 100 des ouvriers chez les boulangers syndiqués et 10 p. 100 chez les cuisiniers-pâtisseries.

PRODUITS CHIMIQUES. — L'emploi des engrais chimiques dans l'agriculture qui avait diminué l'an dernier a repris; l'importation nette des nitrates de soude du Chili et d'autres pays qui, de 149.000.000 de kilogrammes en 1896, était descendue à 97.000.000 de kilogrammes en 1897 est remontée à 143.000.000 de kilogrammes en 1898. D'autre part, l'importation nette des phosphates naturels a diminué : 445.000 kilogrammes en 1896, 485.000 kilogrammes en 1897, puis 303.000 kilogrammes en 1898; de même pour l'importation nette des superphosphates de chaux : 34.400.000 kilogrammes en 1896, 22.000.000 de kilogrammes en 1897 et 29.200.000 kilogrammes en 1898. Nos fabriques ont d'ailleurs présenté une plus grande activité pour satisfaire à l'accroissement des demandes et les importations dont la valeur dépassait celle de nos exportations de 500.000 francs en 1896 ont fait place à une exportation de nos produits supérieure aux importations de 700.000 francs en 1897 et de 2.400.000 francs en 1898.

Nos stéarineries ont maintenu le progrès constaté dans le *Bulletin de l'Office de*

février dernier. Si, d'une part, d'après le *Bulletin de statistique du Ministère des finances*, le nombre des fabricants d'acide stéarique, de bougies, de cierges, etc., a diminué : 875 pendant l'année 1893, 870 en 1894, 814 en 1895 et 770 en 1896, la production (quantités imposées) qui était de 27.834.900 kilogrammes en 1896, est passée à 27.870.000 kilogrammes en 1897, d'où il résulterait une concentration plus grande de cette industrie dans un certain nombre d'usines; d'autre part, l'exportation nette des bougies, qui était de 2.100.000 kilogrammes en 1896, est montée à 2.300.000 kilogrammes en 1897 et à 2.400.000 kilogrammes en 1898 (1^{ers} semestres).

Le développement pris par l'emploi du pétrole (chauffage, éclairage, etc.) a amené nos raffineries de pétrole à recevoir une importation pour des valeurs de plus en plus grandes d'huile brute de pétrole et de schiste : 11.270.000 francs en 1896, 11.700.000 francs en 1897 et 13.240.000 francs en 1898; par contre, l'importation nette en valeur des huiles de pétrole et de schiste raffinées et essences qui, de 1.460.000 francs en 1896, était descendue à 845.000 francs en 1897, est remontée à 1.025.000 francs en 1898.

Nos huileries ont continué à souffrir de la concurrence des huiles de coton étrangères dont l'importation a notablement augmenté. D'une part, l'importation brute en valeur des graines et fruits oléagineux qui, de 103.000.000 de francs en 1894, était descendue à 73.500.000 francs en 1895, puis remontée à 79.000.000 de francs en 1896, est retombée à 67.400.000 francs en 1897 et à 66.000.000 de francs en 1898; l'exportation nette des tourteaux de graines oléagineuses qui dépassait l'importation des mêmes produits de 890.000 kilogrammes a fait place à une importation supérieure à l'exportation de 8.000.000 de kilogrammes en 1897 et de 15.500.000 kilogrammes en 1898; ce qui indique que les tourteaux provenant de la fabrication de nos huileries n'ont plus suffi à notre consommation. L'importation nette des huiles de coton, qui était de 13.700.000 kilogrammes en 1896, est montée à 32.000.000 de kilogrammes en 1897 et à 35.500.000 kilogrammes en 1898. L'importation nette des huiles d'olives s'est maintenue : 8.780.000 kilogrammes en 1896, 13.300.000 kilogrammes en 1897, puis 13.400.000 kilogrammes en 1898; mais l'exportation nette de nos huiles de coco, de touloucouna et d'illipé a été en diminuant : 3.515.000 kilogrammes en 1896, puis 5.560.000 kilogrammes en 1897, puis 2.300.000 kilogrammes en 1898; de même pour les huiles de colza dont l'exportation nette qui de 1.715.000 kilogrammes en 1896 était passée à 4.800.000 kilogrammes en 1897 est descendue à 3.000.000 de kilogrammes en 1898. Par contre, l'exportation nette des huiles d'aillette est restée à peu près stationnaire à 686.000 kilogrammes en 1896, 722.000 kilogrammes en 1897 et 720.600 kilogrammes en 1898; l'exportation des huiles de sésame a été en augmentant : 6.400.000 kilogrammes en 1896, puis 5.400.000 kilogrammes en 1897, puis 7.100.000 kilogrammes en 1898; enfin l'importation nette des huiles de palme a marqué un ralentissement : 8.900.000 kilogrammes en 1896, 6.100.000 kilogrammes en 1897 et 4.200.000 kilogrammes en 1898.

Dans nos savonneries, la situation est restée stationnaire, plutôt avec tendance à un ralentissement, malgré l'abondance et le bon marché de la matière première, l'exportation nette en valeur des savons de parfumerie qui était de 1.300.000 francs en 1896 et en 1897 est descendue à 1.000.000 de francs en 1898; l'exportation nette des savons autres que ceux de parfumerie qui avait atteint 3.800.000 francs en 1896 est tombée à 3.400.000 francs en 1897 et s'est maintenue à peu près à ce taux en 1898.

Dans nos parfumeries, un ralentissement a été également constaté dans la valeur des exportations des parfumeries alcooliques et non alcooliques (importa-

tions déduites) : 4.900.000 francs en 1896, puis 5.700.000 francs en 1897 et 4.200.000 francs en 1898.

La fabrication des couleurs qui avait été en progrès a perdu un peu de son avance; l'exportation brute en valeur qui était de 4.500.000 francs en 1894, de 4.200.000 francs en 1895, puis de 5.100.000 francs en 1896, est descendue à 4.980 000 francs en 1897 et à 4.950.000 francs en 1898; tandis que l'importation des teintures dérivées du goudron de houille restait stationnaire : 3.000.000 de francs en 1895, 3.270.000 francs en 1896, puis 3.150.000 francs en 1897 et en 1898. D'autre part, l'importation brute en valeur de cochenille, cachou en masse et indigo qui était de 14.000.000 de francs en 1895, puis de 15.300.000 francs en 1896, est descendue à 9.000.000 de francs en 1897 et 8.600.000 francs en 1898. L'importation des bois de teinture qui de 7.600.000 francs en 1895 était descendue à 5.200.000 francs en 1896 et à 5.100.000 francs en 1897 est remontée à 6.700.000 francs en 1898 et l'exportation brute en valeur des extraits de bois de teinture qui avait faibli de 9.200.000 francs en 1895 à 8.000.000 de francs en 1896 et à 7.370.000 francs en 1897 a atteint 7.410.000 francs en 1898.

Nos fabriques traitant le caoutchouc et la gutta-percha n'ont pas maintenu le progrès des années précédentes, car l'importation brute en valeur du caoutchouc et de la gutta a faibli : 8.320.000 francs en 1895, puis 14.400.000 francs en 1896 et 16.000.000 en 1897, mais 14.460.000 en 1898, tandis que l'importation des ouvrages en caoutchouc a augmenté : 3.700.000 francs en 1894, 3.500.000 francs en 1895, 4.600.000 francs en 1896, 4,900.000 francs en 1897 et 5.000.000 de francs en 1898. Quant à l'exportation brute en valeur de nos ouvrages en caoutchouc et en gutta-percha, elle s'est maintenue sans grand progrès : 3.400.000 francs en 1894, 3.600.000 francs en 1895, 4.400.000 francs en 1896 et 1897 et 4.500.000. francs en 1898.

PAPIERS. — L'importation nette des pâtes de cellulose mécaniques ou chimiques qui avait été de 44.000.000 de kilogrammes en 1896, a progressé à 53.400.000 kilogrammes en 1897 et à 65.400.000 kilogrammes en 1898; d'autre part, un ralentissement s'est produit dans les exportations nettes de papier ou carte; 7.460.000 kilogrammes en 1896, puis 7.900.000 kilogrammes en 1897, mais 7.560.000 kilogrammes en 1898. De même l'exportation nette en valeur des papiers de tenture a baissé de 1.600.000 francs en 1896 à 960.000 francs en 1897 et à 620.000 francs en 1898.

INDUSTRIE DU LIVRE. — Grâce aux commandes nécessitées par les élections, les imprimeries se sont peu ressenties, sur le marché intérieur, de la diminution des ordres provenant du monde des affaires. Mais, au point de vue de notre commerce extérieur, notre situation a été moins avantageuse que pendant le premier semestre de l'année précédente; l'exportation nette en valeur, importation déduite, des livres en langue française a diminué et est revenue à peu près au taux de 1896 : 4.500.000 francs en 1896, 5.170.000 francs en 1897 et 4.800.000 francs en 1898; cette diminution provient à la fois de ce que l'importation brute en valeur des livres imprimés en langue française a augmenté : 1.960.000 francs en 1898 contre 1.730.000 francs en 1897, et de ce que notre exportation brute s'est restreinte : 6.750.000 francs en 1898 contre 6.900.000 francs en 1897. Le même mouvement s'est produit dans l'importation et dans l'exportation des livres en langues étrangères qui était descendue de 1.080.000 francs en 1896 à 950.000 francs en 1897 et est repassée à 1.000.000 de francs en 1898, tandis que notre exportation qui de 1.660.000 francs en 1896 était descendue à 1.150.000 francs en 1897 est restée

stationnaire à ce chiffre en 1898. Au point de vue de notre production de gravures, estampes et lithographies, notre situation a été également défavorable. L'exportation de nos fabriques qui dépassait l'importation des produits étrangers pour une valeur de 1.000.000 francs en 1896 et qui n'était plus que de 924.000 francs en 1897 est devenue, au contraire, en 1898, inférieure à l'importation des produits étrangers pour une valeur de 1.300.000 francs. Pendant le mois de juillet, dans l'industrie du papier, situation stationnaire; une reprise s'est produite dans l'industrie de la brochure et du cartonnage; l'activité a diminué comme tous les ans à pareille époque dans l'ensemble de nos imprimeries. On compte 10 p. o/o de chômeurs chez les typographes et chez les lithographes à Paris, un peu moins de 3 p. o/o en province et un peu moins de 8 p. o/o dans l'ensemble des syndiqués. 29 p. o/o des chambres syndicales groupant 9 p. o/o des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, 59 p. o/o des syndicats avec 77 p. o/o des adhérents, qu'il a été en même quantité, et 12 p. o/o des syndicats comprenant 14 p. o/o des syndicats, qu'il a été plus faible.

CUIRS ET PEAUX. — Les causes signalées dans le *Bulletin de l'Office du travail* de février dernier qui avaient agi défavorablement sur notre industrie des cuirs ont continué à l'influencer; cependant l'ensemble de notre production se montre encore satisfaisant si l'on considère la valeur totale de notre exportation de peaux préparées, l'exportation de nos produits augmente beaucoup plus rapidement que l'importation brute des produits étrangers qui de 11.800.000 francs en 1894 est arrivée à 14.360.000 francs en 1898, tandis que l'exportation brute de 40.200.000 francs en 1894 est passée à 54.700.000 francs en 1898; enfin l'exportation nette en valeur de l'ensemble des peaux préparées a donné 28.400.000 francs en 1894, 37.600.000 francs en 1895, puis 26.800.000 francs en 1896, 36.900.000 francs en 1897 et 40.300.000 francs en 1898.

D'autre part, le tableau des importations nettes des principales sortes de peaux donne les chiffres suivants :

	1898	1897	1896
	—	—	—
	kilogr.	kilogr.	kilogr.
Grandes peaux brutes.....	6.699.000	3.640.000	11.188.000
Peaux de chevaux.....	932.000	817.000	977.000

Ce qui coïncide bien avec l'augmentation de l'exportation des peaux préparées. Un ralentissement s'est au contraire produit dans l'importation nette en valeur des petites peaux brutes autres que celles de brebis, bœufs, moutons, agneaux : 6.300.000 francs en 1898 contre 9.375.000 francs en 1897 et 11.200.000 francs en 1896. D'autre part, l'exportation nette de petites peaux brutes (bœufs, moutons, brebis) qui n'était que de 208.000 kilogrammes en 1896 est montée à 1.240.000 kilogrammes en 1897 et est restée à 1.055.000 kilogrammes en 1898. L'exportation des peaux brutes d'agneaux qui avait été stationnaire en 1896 et 1897 est montée à 71.000 kilogrammes en 1898.

Si l'on considère la valeur de l'ensemble des ouvrages en peaux et en cuirs, l'importation brute des produits étrangers est restée stationnaire entre 3.800.000 francs en 1894 et 3.600.000 francs en 1898, tendant à diminuer en 1898; tandis que la valeur de nos exportations est passée de 37.400.000 francs en 1894, à 39.500.000 fr. en 1895 et 44 millions de francs en 1896, pour redescendre à 34.200.000 francs en 1897 et 33.700.000 francs en 1898, restant encore supérieure de 30 millions de francs à la valeur des importations.

En particulier, l'industrie de la chaussure contrariée par le prix élevé des cuirs a vu diminuer son exportation nette en valeur : 11.100.000 francs en 1896, puis 9.100.000 francs en 1897 et 8.160.000 francs en 1898. Par contre, la ganterie de peau a repris avec une exportation nette en valeur de 19 millions de francs en 1898 contre 18 millions de francs en 1897, mais n'atteignant plus 23.600.000 fr. comme en 1896. L'exportation nette en valeur de la maroquinerie a marqué un mouvement analogue : 1.350.000 francs en 1898 contre 887.000 francs en 1897 et 1.500.000 francs en 1896.

L'activité de nos pelleteries, malgré un hiver peu rigoureux, ne s'est pas ralentie, grâce à l'envoi de plus en plus grand des pelleteries étrangères de grand prix qui ont eu recours au travail de nos faconniers. En effet, si l'exportation nette en valeur des pelleteries de lapin et de lièvres a diminué : 1.200.000 francs en 1896, puis 1.100.000 francs en 1897 et 910.000 francs en 1898, l'importation nette en valeur des autres pelleteries, qui n'était que de 1.630.000 francs en 1896, est montée à 4 millions de francs en 1897 et à 5.200.000 francs en 1898. D'autre part, l'importation nette en valeur des pelleteries préparées en morceaux cousus qui de 3.800.000 francs en 1896 était descendue à 1.520.000 francs en 1897 est revenue à 2.500.000 francs en 1898, et l'exportation nette en valeur des pelleteries ouvrées ou confectionnées qui de 1.500.000 francs en 1898 avait atteint 1.770.000 francs en 1897 est redescendue à 1.500.000 francs en 1898.

Pendant le mois de juillet, l'industrie des cuirs et peaux et la mégisserie ont été assez occupées; l'industrie de la chaussure s'est ralentie, mais la ganterie a continué à progresser. On compte un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs dans la préparation des cuirs et peaux et dans la mégisserie, un peu moins de 12 p. o/o chez les ouvriers en chaussures syndiqués et un peu moins de 3 p. o/o chez les gantiers.

TEXTILES. — L'industrie lainière, bien que contrariée par le prix élevé de la matière première et par les difficultés rencontrées dans l'écoulement des produits fabriqués sur le marché extérieur, a été encore active, mais la consommation intérieure a été plus faible que les années précédentes par suite de l'absence de gelées l'hiver dernier, enfin la température pluvieuse du printemps a retardé les affaires en vue de la saison d'été notamment dans le tissage. L'importation nette des laines en masse a repris sur l'an dernier : 157 millions de kilogrammes en 1896, puis 134.700.000 kilogrammes en 1897 et 143.400.000 kilogrammes en 1898. Les déchets de laine bourre entière, qui avaient donné lieu à une exportation de 6.400.000 kilogrammes en 1896, puis 9.200.000 kilogrammes en 1897, sont revenus à 6 millions de kilogrammes en 1898. L'exportation de laines peignées et cardées a repris : 26.500 kilogrammes en 1898 contre 19.000 kilogrammes en 1897 et 38.600 kilogrammes en 1896. Les filatures ont eu un travail plutôt ralenti et les prix de façon ont baissé. Cependant l'exportation nette en valeur des fils de laine a été en progrès : 8 millions de francs en 1898 contre 6 millions de francs en 1897, 7.300.000 francs en 1896, 7 millions de francs en 1895 et 4.500.000 francs en 1894; c'est sur les tissages qu'a porté principalement la diminution des commandes et l'exportation nette en valeur de l'ensemble de nos tissus qui de 97.400.000 francs en 1894, s'était élevée à 136 millions de francs en 1895, puis était descendue à 129.700.000 francs en 1896, puis remontée à 144 millions de francs en 1897, est tombée à 99.600.000 francs en 1898.

L'industrie cotonnière n'est pas encore sortie de la crise qui avait été signalée dans notre *Bulletin de février 1898*; cette accalmie des affaires aurait eu plutôt tendance à s'accroître; des filatures et des tissages ont été arrêtés, malgré les bas prix auxquels on consentait des commandes. Le marché intérieur qui a souvent

contribué à atténuer la crise provenant du marché extérieur, a été sans activité pendant ce semestre à la suite de la mauvaise récolte de 1897 qui a amené une réduction des achats de toutes sortes et entre autres de tissus. C'est ainsi que l'importation nette des matières premières (coton en laine) a été en diminution : 108.600.000 kilogrammes en 1898 contre 116.100.000 kilogrammes en 1897, 91.000.000 francs en 1896 et que l'importation nette en valeur des fils de coton a été de 3.500.000 francs en 1898 contre 4.900.000 francs en 1897, 5.500.000 fr. en 1896, 6.400.000 francs en 1895 et 7.100.000 francs en 1894; de même, l'exportation nette en valeur de l'ensemble de nos tissus de coton n'a été que de 37.200.000 francs en 1898 contre 39.600.000 francs en 1897, 48 millions de francs en 1896, 40.700.000 francs en 1895 et 35.800.000 francs en 1894.

Dans l'industrie de la soierie, la situation est restée stationnaire dans l'ensemble, les genres unis et de prix élevés ont plutôt diminué tandis qu'une amélioration s'est produite sur les façonnés et genres fantaisie. L'importation des œufs de vers à soie en 1898 a dépassé notre exportation alors que, les années précédentes, le contraire se produisait; en effet l'exportation nette qui était de 730.000 francs en 1896 et de 860.000 francs en 1897 a été remplacée par une importation nette de 1.120.000 francs en 1898, ce qui indique un ralentissement du travail chez nos éleveurs. De même pour les cocons, l'importation a, en 1898, dépassé notre exportation de 220.000 kilogrammes alors que, en 1897, notre exportation était restée légèrement supérieure aux importations. L'importation des soies grèges a aussi diminué, revenant à peu près à la situation du premier semestre 1896 : 1.360.000 kilogrammes en 1898 contre 2.500.000 kilogrammes en 1897 et 1.360.000 kilogrammes en 1896. L'importation nette des bourres de soie en masse a au contraire progressé : 3.330.000 kilogrammes en 1898 contre 3.130.000 kilogrammes en 1897 et 2.445.000 kilogrammes en 1896, pour des valeurs de 10.000.000 francs en 1898 contre 9.440.000 francs en 1897 et 8.400.000 francs en 1896; ce qui correspond à certaines accalmies signalées dans les moulinsages; enfin l'exportation nette des bourres de soie peignées a repris : 169.000 kilogrammes en 1898 contre 80.000 kilogrammes en 1897 et 328.000 kilogrammes en 1896. L'exportation des déchetes de soie teints ou non qui de 278.000 kilogrammes en 1896 était montée à 630.000 kilogrammes en 1897 est restée stationnaire à ce chiffre en 1898. D'autre part, l'exportation nette en valeur de l'ensemble des soies ouvrées ou moulignées qui était de 8.630.000 francs en 1896 est successivement descendue à 6.870.000 fr. en 1897 et à 5.910.000 francs en 1898. Pour les fils de soie et de bourre de soie, l'importation nette en valeur de 416.000 francs en 1894, de 110.000 francs en 1895, a fait place en 1896 à une exportation de nos produits dépassant l'importation de 1.240.000 francs, puis de 1.070.000 francs en 1897, cette exportation nette n'a été que de 600.000 francs en 1898. L'exportation nette en valeur de l'ensemble de tissus de soie et bourre de soie a été également en diminution restant cependant supérieure aux années 1896, 1895 et 1894; l'exportation nette en valeur a été, en effet, de 121.800.000 francs en 1898 contre 129.400.000 francs en 1897, 109.800.000 francs en 1896, 107.700.000 francs en 1895 et 105.300.000 francs en 1894; ce sont les exportations de tissus de soie unis mélangés ou non qui ont baissé, tandis que les exportations de tissus de soie façonnés de gazes ou crêpes de soie pures ou mélangés ont été en augmentation. Pour la comparaison de la situation actuelle avec celle des années précédentes, voir aussi *Bulletin de l'Office du travail* de mai 1898, p. 408 et suivantes.

La rubanerie de soie a été éprouvée par les modifications de la mode et des métiers ont chômé plusieurs jours par semaine malgré les bas prix consentis pour les façons; l'exportation nette en valeur de rubans de soie pure et mélangée qui de

12.600.000 francs en 1896 était passée à 18.340.000 francs en 1897 est descendue à 17.000.000 de francs en 1898.

Dans l'industrie linière situation stationnaire depuis le précédent semestre; l'importation nette du lin brut et teillé qui de 48.700.000 kilogrammes en 1896 était tombée à 40.200.000 kilogrammes en 1897 est remontée à 46.100.000 kilogrammes en 1898, par contre l'exportation nette des étoupes de lin qui dépassait l'importation de 521.000 kilogrammes en 1896, puis de 631.000 kilogrammes en 1897 est devenue équivalente à cette importation qui a été de 3.968.000 kilogrammes en 1898, avec cette différence que la valeur des étoupes importées a été en 1898 de 1.587.000 francs contre 2.480.000 francs pour les étoupes exportées. L'importation nette du chanvre broyé ou teillé qui était de 7.200.000 kilogrammes en 1896 est passée à 8.900.000 kilogrammes en 1897, puis retombée à 6.800.000 kilogrammes en 1898; de même l'importation nette d'étoupes de chanvre qui était de 1.580.000 kilogrammes en 1896, puis de 2.260.000 kilogrammes en 1897 est tombée à 720.000 kilogrammes en 1898. Quant à l'importation nette de la ramie en tige ou teillée qui était de 70.000 kilogrammes en 1896, elle a repris avec 143.000 kilogrammes en 1897 et à 378.000 kilogrammes en 1898. Dans les fils de lin et de chanvre, l'importation a un peu diminué à la suite du ralentissement qui s'est produit dans les tissages : importation nette, 1.300.000 francs en 1896, puis 1.090.000 francs en 1897 et 637.000 francs en 1898. Dans l'ensemble des tissus de lin et de chanvre, l'importation nette en valeur de 980.000 francs en 1895 a fait place en 1896 à une importation nette de 810.000 francs qui a atteint 1.110.000 francs en 1897 et 1.820.000 francs en 1898. D'autre part, l'exportation brute en valeur des cordages a marqué une amélioration : 2.610.000 francs en 1898 contre 2.460.000 francs en 1897, 2.560.000 francs en 1896 et 2.580.000 francs en 1895.

L'industrie du jute a maintenu le progrès qui avait été constaté dans notre *Bulletin* de février dernier. Les filatures et les tissages ont été bien occupés, mais ont dû consentir des diminutions sur les prix de vente pour obtenir une alimentation suffisante. L'importation nette du jute en brins ou teillé qui, de 39.900.000 kilogrammes en 1896, était descendue à 32.500.000 kilogrammes en 1897, est remontée à 54.700.000 kilogrammes en 1898. L'importation nette du phormium et des végétaux similaires filamenteux (bruts, teillés ou étoupes) qui avait augmenté en 1897 a de nouveau diminué en 1898 : 6.800.000 kilogrammes en 1896, 7.300.000 kilogrammes en 1897 et 6.900.000 kilogrammes en 1898. D'autre part, l'exportation nette en valeur de fils de jute qui avait baissé depuis 1894 a repris en 1898 : 1.350.000 francs en 1895, puis 986.000 francs en 1896, 378.000 francs en 1897 et 980.000 francs en 1898. L'importation nette des fils de phormium et autres végétaux filamenteux a donné 247.000 kilogrammes en 1898 contre 290.000 kilogrammes en 1897 et 94.000 en 1896. L'exportation nette en valeur de tissus de jute a suivi une marche semblable à celle des fils : 1.710.000 francs en 1898 contre 1.430.000 francs en 1897, 1.730.000 francs en 1896 et et 1.728.000 en 1895. Quant à l'importation des tissus de phormium, elle a été très faible.

L'importation des fils de poils de chèvre employés pour certains tissus s'est maintenue : 3.800.000 francs en 1898 contre 3.200.000 francs en 1897 et 2.800.000 francs en 1896. L'importation des tissus de poils et de crins qui, de 376.000 francs en 1894, était montée à 1.560.000 francs en 1895 est ensuite descendue successivement à 1.500.000 francs en 1896, 490.000 francs en 1897 et est restée stationnaire à ce taux en 1898.

La passementerie a vu diminuer ses commandes tant dans l'article laine que

dans celui de coton, l'exportation nette en valeur qui était pour la passementerie de laine de 2.340.000 francs en 1896 est descendue à 750.000 francs en 1897 et 770.000 francs en 1898. Dans la passementerie de coton, elle a été de 2.270.000 francs en 1896, puis de 2.200.000 francs en 1897 et de 1.600.000 francs en 1898.

Par suite du manque de froid et malgré la diminution des prix de vente consentis, notamment pour la bonneterie de coton, le travail a diminué dans les fabriques de bonneterie, de plus l'exportation nette en valeur qui était pour la bonneterie de coton (ganterie, tissus en pièces et vêtements confectionnés) de 9.300.000 francs en 1896, a faibli à 6.000.000 de francs en 1897 et à 3.900.000 francs en 1898; même mouvement pour la bonneterie de laine dont l'exportation nette a été de 2.600.000 francs en 1896, 1.000.000 de francs en 1897 et 970.000 francs en 1898.

Les fabriques de tulles et dentelles, qui dans certains genres spéciaux avaient marqué une reprise à la fin du 1^{er} trimestre 1898 ont éprouvé un ralentissement. L'importation nette en valeur des dentelles en coton faites à la main a continué à diminuer par suite de l'augmentation de la concurrence de nos fabriques : 2.110.000 francs en 1896, puis 1.800.000 francs en 1897 et 620.000 francs en 1898. D'autre part, l'exportation nette en valeur de l'ensemble des tulles, dentelles mécaniques et guipure coton qui avait été en diminution de 4.600.000 francs en 1897 contre 8.400.000 francs en 1896 a repris avec 7.000.000 de francs en 1898. D'autre part, l'importation nette des broderies en coton à la mécanique a marqué une augmentation : 1.240.000 francs en 1898 contre 214.000 francs en 1897; l'exportation de nos produits en 1897, pour une valeur de 3.500.000 francs, n'avait été inférieure que de cette quantité aux importations et, en 1896, l'importation avait dépassé l'exportation pour une valeur de 3.200.000 francs.

Quant aux exportations nettes de tulles de soie, elles ont marqué un recul : 8.400.000 francs en 1878 contre 9.900.000 francs en 1897 et 11.800.000 francs en 1896; mais l'exportation nette des dentelles de soie a progressé : 7.400.090 fr. en 1896, puis 12.000.000 de francs en 1897 et 16.200.000 francs en 1898.

L'industrie du vêtement a fait une saison plutôt inférieure à la normale; l'exportation nette en valeur des pièces de lingerie cousues qui était de 17.800.000 francs en 1896 est descendue à 13.600.000 francs en 1897 et est restée à peu près stationnaire avec 13.800.000 francs en 1898. Une reprise s'est manifestée dans l'exportation nette des confections pour hommes 7.600.000 francs en 1898 contre 6.900.000 francs en 1897 et 8.600.000 francs en 1896. L'exportation en valeur des confections en soie pour femmes a marqué un réel progrès : 12.700.000 francs en 1898 contre 3.000.000 de francs en 1897 et 3.500.000 francs en 1896; tandis que l'exportation des confections en autres tissus pour femmes a été en diminution : 22.500.000 francs en 1896 contre 20.600.000 francs en 1897 et 17.000.000 de francs en 1898.

Dans la chapellerie, l'exportation des chapeaux feutre, poils, laine et soie qui avait été de 1.000.000 de francs en 1894 a été aussi en diminution avec 690.000 francs en 1895, 930.000 francs en 1896, 830.000 francs en 1897 et 680.000 francs en 1898. D'autre part, l'importation nette des bandes ou tresses de paille et de bois blanc pour usage de chapellerie qui était de 4.500.000 francs en 1896 et de 4.700.000 francs en 1897 a faibli à 4.200.000 francs en 1898, tandis que l'exportation de nos chapeaux de paille, d'écorce, sparte, etc., qui était de 3.500.000 francs en 1896 est descendue à 2.100.000 francs en 1897 et à 1.900.000 francs en 1898.

Dans l'industrie de la mode, l'importation des plumes pour parures a été en

augmentant : 11.900.000 francs en 1894, 12.000.000 de francs en 1895, 17.000.000 de francs en 1896, 18.700.000 francs en 1897 et 21.200.000 francs en 1898; mais l'exportation des modes et fleurs artificielles qui avait progressé jusqu'en 1897 : 28.800.000 francs en 1894, 37.300.000 francs en 1895, 40.700.000 francs en 1896, 43.200.000 francs en 1897, a baissé en 1898 avec 38.200.000 francs.

Pendant le mois de juillet, de nouvelles réductions de durée de travail ont été signalées dans les tissages et les filatures de l'industrie cotonnière; l'industrie lainière et linière présente encore peu d'activité. Une reprise sensible s'est produite dans l'industrie de la soie tant dans les métiers à la main que dans les ateliers mécaniques.

Les ouvriers de l'industrie du vêtement et les tapissiers sont entrés en mortel-saison. Tendance à reprise dans la chapellerie. Situation stationnaire et peu d'activité chez les passementiers, les tullistes et les bonnetiers; la teinturerie a suivi les fluctuations des industries (tissages et filatures) qui l'alimentent de commandes. On estime que le chômage atteint un peu plus de 5 p. 0/0 des ouvriers syndiqués dans les tissages et filatures mécaniques, un peu plus de 14 p. 0/0 chez les tisseurs à la main.

Bois. — Grâce au développement pris par l'industrie du bâtiment et malgré la hausse de la matière première, les importations nettes de bois à construire qui avaient marqué un arrêt ont de nouveau augmenté : 215.000 tonnes en 1894, 127.000 tonnes en 1895, 253.000 tonnes en 1896, 164.700 tonnes en 1897 et 335.900 tonnes en 1898. De même un progrès s'est manifesté dans les importations de bois d'ébénisterie : 245.000 tonnes en 1898 contre 185.000 tonnes en 1897, 174.000 tonnes en 1896, et 102.000 tonnes en 1895. L'importation des bois merrains a aussi été en augmentation sur le 1^{er} semestre de l'an dernier : 662.000 tonnes en 1898 contre 776.000 tonnes en 1897, 694.000 tonnes en 1896, 558.000 tonnes en 1895 et 900.000 tonnes en 1894.

L'ébénisterie a donné lieu à une exportation plus forte que celle de l'an dernier; l'exportation nette en valeur des meubles et ouvrages en bois qui avait été de 8.000.000 de francs en 1894, 7.200.000 francs en 1895, 10.125.000 francs en 1896, puis 8.500.000 francs en 1897 est remontée à 10.500.000 francs en 1898.

La carrosserie a fourni une exportation brute en valeur inférieure à celle du 1^{er} semestre de l'an dernier, après avoir été en progrès continu : 4.700.000 francs en 1894, 4.400.000 en 1895, 5.100.000 francs en 1896, 12.200.000 francs en 1897 et 9.600.000 francs en 1898. D'autre part, l'importation brute de la carrosserie et wagonnerie qui de 7.700.000 francs en 1894 était descendue à 7.000.000 fr. en 1895 et 4.700.000 francs en 1896 est remontée à 7.000.000 de francs en 1897 et à 7.700.000 francs en 1898.

Grâce à la belle apparence de nos vignobles, les tonneliers ont reçu de nouvelles commandes; d'autre part, l'exportation nette en valeur des futailles vides, montées ou démontées, qui de 5.400.000 francs en 1896 était descendue à 4.400.000 francs en 1897, est remontée à 6.400.000 francs en 1898.

L'exportation brute des objets en vannerie qui de 1.900.000 francs en 1894 avait atteint progressivement 2.360.000 francs en 1897 a un peu baissé avec 2.150.000 fr. en 1898.

L'importation brute en valeurs de la tabletterie, boutonnerie et bimbeloterie a baissé : 3.700.000 francs en 1896, 3.230.000 francs en 1897 et 3.180.000 francs en 1898, tandis que l'exportation de ces mêmes objets et des articles de Paris, des

brosseries et éventails a marque un mouvement analogue : 64.000.000 francs en 1896, 63.500.000 francs en 1897 et 58.900.000 francs en 1898.

Pendant le mois de juillet, le travail s'est maintenu actif chez les charpentiers et menuisiers; les tonneliers ont reçu de nouvelles commandes; une reprise a été également signalée chez les ouvriers en voitures et carrossiers. On estime que le chômage a atteint un peu moins de 2 p. 0/0 de chômeurs chez les ouvriers syndiqués charpentiers et menuisiers, 5 p. 0/0 chez les carrossiers et charrons; un peu plus de 11 p. 0/0 chez les ébénistes.

MÉTALLURGIE. — Bien que nos établissements métallurgiques aient maintenu une bonne activité, l'importation nette des houilles carbonisées a été en 1898 plus faible que pendant les 1^{ers} semestres 1897 et 1896 : 63.200 tonnes en 1898 contre 73.700 tonnes en 1897 et 67.000 en 1896, ce qui laisse supposer une plus grande production dans nos fourneaux à coke. D'autre part, les admissions temporaires, réexportations après main-d'œuvre pendant les six premiers mois sont présentées par le tableau suivant :

	FONTES D'AFFINAGE.	FONTES DE MOULAGE.	FERS AU COKE.	TÔLES.	ACIERS.
	Tonnes.	Tonnes.	Tonnes.	Tonnes.	Tonnes.
Année 1898...	20.391	20.634	5.429	1.699	1.647
Année 1897...	17.034	24.179	6.864	2.203	2.550

Mais ce qui indique bien une plus grande production de notre industrie métallurgique et qui est d'accord avec l'activité signalée dans nos précédents *Bulletins*, c'est l'augmentation de l'importation nette (exportation déduite) des minerais de fer : 1.026.500 tonnes pendant le 1^{er} semestre 1898 contre 925.300 tonnes en 1897 et 804.000 tonnes en 1896. L'exportation nette de nos fontes brutes de moulage et d'affinage a été aussi en augmentation sur l'an dernier : 49.000 tonnes en 1898 contre 20.400 tonnes en 1897, mais 104.000 tonnes en 1896. De même pour l'exportation nette des aciers en lingots et billettes : 18.200 tonnes en 1898 contre 9.700 tonnes en 1897 et 11.600 tonnes en 1896. Par contre une diminution s'est produite dans l'exportation nette des fers étirés en barres au coke, des rails en fer et en acier, des tôles de fer; en effet l'exportation nette des fers étirés en barre au coke a donné, en 1898, 13.800 tonnes contre 21.700 en 1897, mais 8.400 tonnes en 1896. L'exportation des rails d'acier : 3.400 tonnes en 1898 contre 6.000 tonnes en 1897 et 6.400 tonnes en 1896; l'exportation des rails de fer : 370 tonnes en 1898 contre 1.050 tonnes en 1897 et 1.400 tonnes en 1896. L'exportation brute (importation non déduite) a été de 1.360 tonnes en 1898, contre 2.170 tonnes en 1897 et 1.600 tonnes en 1896. Les tôles d'acier qui, en 1896, donnaient lieu à une importation dépassant l'exportation d'une centaine de tonnes, puis en 1897 à une exportation supérieure de 400 tonnes, ont de nouveau eu en 1898 une importation légèrement supérieure à nos exportations.

D'autre part, d'après le *Bulletin du Comité des forges de France*, la production en France des aciers ouvrés en 1897, soit 959.254 tonnes, a été supérieure de 42.437 tonnes à celle de 1896, soit de 4 p. 0/0; la production des lingots Bessemer et Siemens-Martin en 1897 a marqué aussi une augmentation de 100.852 tonnes, soit de 8 p. 0/0 sur l'année 1896. Enfin la comparaison des exportations pendant les six premiers mois de 1897 et de 1898 des fontes, fers et aciers fait ressortir, pour l'ensemble, une augmentation de 29.422 tonnes en faveur de 1898, soit de 19,48 p. 0/0.

Nos ateliers de construction mécanique ont aussi marqué un progrès sur le se-

mestre correspondant de l'an dernier; la valeur des importations de l'ensemble des outils et ouvrages en métaux est restée stationnaire tandis que nos exportations ont augmenté; les importations brutes en valeur ont été en effet de 11.300.000 francs en 1894 et 1895, 12.500.000 francs en 1896, 13.100.000 francs en 1897 et 13.600.000 francs en 1898, tandis que nos exportations ont été de 41.000.000 fr. en 1898, contre 38.000.000 francs en 1897, 34.100.000 francs en 1896, 34.600.000 francs en 1895 et 32.600.000 francs en 1894. Un mouvement analogue s'est produit pour les machines et mécaniques : la valeur des importations de l'ensemble qui était de 16.500.000 francs en 1894 est passée à 18.000.000 francs en 1895, 22.300.000 francs en 1896, 21.400.000 francs en 1897 et 21.700.000 fr. en 1898, tandis que nos exportations ont été successivement de 26.700.000 francs en 1894, 27.500.000 francs en 1895, 29.800.000 francs en 1896, 35.800.000 fr. en 1897 et enfin 40.100.000 francs en 1898. En particulier, notre industrie électrique a demandé davantage à l'étranger : l'importation nette en valeur a été de 1.800.000 francs en 1898 contre 830.000 francs en 1897 et 580.000 francs en 1896; pour les machines-outils, notre exportation, qui en 1896 était supérieure de 1.500.000 francs à l'importation, lui est devenue inférieure de 65.000 francs en 1897 et de 1.600.000 francs en 1898. L'importation des vélocipèdes et pièces de vélocipèdes qui dépassait l'exportation en 1896 de 960.000 francs et lui était devenue à peu près équivalente en 1897, l'a de nouveau dépassée de 630.000 francs en 1898; l'exportation des automobiles, industrie nouvelle en pleine prospérité chez nous, a été de 200.000 francs supérieure aux importations en 1898. L'exportation nette en valeur de coutellerie a un peu diminué : 1.600.000 francs en 1898 contre 1.800.000 francs en 1897 et en 1896 et 1.500.000 francs en 1895. L'exportation brute des armes, qui de 1.025.000 francs en 1896 était montée à 10.600.000 francs en 1897, est redescendue à 5.300.000 francs en 1898. Enfin, pour les bâtiments de mer en fer ou en acier, si l'importation a augmenté, il en a été de même de notre exportation; l'importation en valeur a été successivement de 6.800.000 francs en 1895, 8.600.000 francs en 1896, 4.600.000 francs en 1897 et 9.700.000 francs en 1898, tandis que notre exportation est montée de 380.000 francs en 1896 à 450.000 francs en 1897 et à 1.200.000 francs en 1898.

D'autre part, l'exportation nette de notre horlogerie qui avait faibli en 1897 a un peu repris en 1898 : 3.000.000 francs en 1898 contre 2.900.000 francs en 1897, 4.500.000 francs en 1896, 3.400.000 francs en 1895 et 2.800.000 francs en 1894. Une amélioration s'est également produite dans notre exportation d'orfèvrerie, bijouterie et articles en plaqué : 5.200.000 francs en 1898 contre 4.600.000 francs en 1897, 5.670.000 francs en 1896, 5.700.000 francs en 1895 et 6.400.000 francs en 1894.

Dans l'industrie du cuivre, l'importation nette du minerai a un peu diminué : 3.100 tonnes en 1898 contre 4.500 tonnes en 1897 et 3.350 en 1898. Par contre, l'importation du cuivre en masses, barres ou plaques, pur ou allié de zinc, qui était de 18.600 tonnes en 1896, est montée à 19.500 tonnes en 1897 et à 24.300 tonnes en 1898, tandis que notre exportation nette de cuivre laminé ou battu reprenait : 940 tonnes en 1898 contre 840 tonnes en 1897, mais 1.740 tonnes en 1896, et que notre exportation nette de cuivre en fil baissait d'à peu près 200 tonnes : 2.600 tonnes en 1898 contre 2.800 tonnes en 1897, mais 1.600 tonnes en 1896.

L'exportation nette de minerais de plomb de toutes sortes qui, de 39.300 tonnes en 1896, était tombée à 1.600 tonnes en 1897 a été remplacée par une importation nette de 1.700 tonnes en 1898, tandis que l'importation nette de plomb (métal),

non argentifère descendait de 23.000 tonnes en 1896 à 21.400 tonnes en 1897 et à 17.500 tonnes en 1898. D'autre part, l'importation nette de plomb argentifère a repris : 14.000 tonnes en 1896, 15.600 tonnes en 1897 et 22.200 tonnes en 1898.

L'exportation nette de minerai de zinc, qui était de 10.600 tonnes, est descendue à 10.000 tonnes en 1897 et 6.000 tonnes en 1898; il en a été de même pour le zinc en masses brutes, lames ou plaques : 16.000.000 kilogrammes en 1896, 13.300.000 kilogrammes en 1897 et 12.800.000 kilogrammes en 1898; mais notre exportation nette du zinc laminé a augmenté : 3.760.000 kilogrammes en 1898 contre 2.870.000 kilogrammes en 1897 et 3.600.000 kilogrammes en 1896.

D'autre part, l'importation nette de minerai de nickel est restée à peu près stationnaire dans ces deux dernières années : 9.900 tonnes en 1898 et 1897 et 11.800 tonnes en 1896; mais notre exportation de nickel affiné en lingots ou en masses brutes qui, en 1896, dépassait l'importation de 135.000 kilogrammes et de 223.000 kilogrammes en 1897, n'a plus été en 1898 qu'en excédent de 36.000 kilogrammes.

Pendant le mois de juillet, l'activité s'est maintenue satisfaisante dans nos établissements métallurgiques, meilleure que celle de l'an dernier; les prix aussi ont été fermes. La construction mécanique, la serrurerie du bâtiment ont été aussi bien occupées. Les ferblantiers boîtiers ont bénéficié d'un bon travail, grâce à la saison des conserves. Chez les horlogers-bijoutiers, travail suivi. On estime que le chômage a atteint un peu plus de 3 p. o/o chez les métallurgistes, serruriers, constructeurs-mécaniciens, un peu moins de 3 p. o/o chez les ferblantiers et ouvriers en instruments de précision.

BÂTIMENT. — L'importation nette en valeur des marbres bruts ou équarris qui de 1.600.000 francs en 1896 était descendue à 1.300.000 francs en 1897 est remontée à 1.420.000 francs en 1898. D'autre part, l'importation brute de pierres de constructions qui de 41.600 tonnes en 1896 était arrivée à 64.400 tonnes en 1897 descendait à 42.400 tonnes en 1898, ce qui était en partie compensé par la plus grande production de nos carrières. Car, d'autre part, l'importation nette d'autres matériaux nécessaires à la construction a progressé; ainsi l'importation nette de la chaux ordinaire : 1.145.000 quintaux métriques en 1898 contre 980.000 quintaux métriques en 1897 et 996.000 quintaux métriques en 1896. D'autre part, l'exportation nette de plâtre a été en diminution : 445.000 quintaux métriques en 1898 contre 525.000 quintaux métriques en 1897 et 470.000 quintaux métriques en 1896. L'exportation nette des ardoises pour toitures est restée stationnaire avec tendance à une reprise en 1898 : 2.000.000 de francs en 1898 et en 1897 contre 1.900.000 francs en 1896.

Pendant le mois de juillet, le travail s'est maintenu actif dans l'industrie du bâtiment, comme tous les ans à pareille époque. On estime que le chômage atteint un peu plus de 13 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les tailleurs de pierre et un peu moins de 7 p. o/o chez les maçons, un peu plus de 6 p. o/o chez les peintres et plâtriers.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Indépendamment des résultats portés ci-dessus pour la chaux ordinaire et pour le plâtre, l'exportation nette de la chaux hydraulique a donné de meilleurs résultats en 1898 : 251.000 quintaux métriques contre 169.000 quintaux métriques en 1897 et 251.000 quintaux métriques en 1896; de même pour les ciments : 1.070.000 quintaux métriques en 1898

contre 1.000.000 quintaux métriques en 1897 et 826.000 quintaux métriques en 1896.

Dans l'industrie céramique, un ralentissement s'est manifesté dans l'exportation nette des tuiles non vernissées : 37.700 tonnes en 1898 contre 58.000 tonnes en 1897 et 47.000 tonnes en 1896; de même pour les briques non vernissées ni émaillées : 25.100 tonnes en 1898 contre 27.200 tonnes en 1897 et 25.000 tonnes en 1896; pour les poteries de terre commune : l'importation a été de 8.880.000 francs en 1898 contre 10.000.000 de francs en 1897, 7.400.000 francs en 1896 et 8.200.000 francs en 1895.

La faïencerie a aussi subi une diminution dans ses exportations; un ralentissement du travail avait d'ailleurs été déjà signalé dans cette industrie dans nos précédents bulletins. L'exportation brute a été de 6.400.000 francs en 1898 contre 8.100.000 francs en 1897, 8.000.000 de francs en 1896, 6.700.000 francs en 1895 et 6.000.000 de francs en 1894.

Cependant, pour le premier semestre de 1898, l'exportation brute, importation non déduite, des porcelaines blanches et décorées, a été en progrès sur l'an dernier : 2.100.000 francs en 1898 contre 1.800.000 francs en 1897, 2.300.000 francs en 1896, 1.900.000 francs en 1895 et 2.000.000 de francs en 1894; d'ailleurs, l'importation nette du kaolin a été aussi en augmentation : 12.900 tonnes en 1898 contre 8.000 tonnes en 1897 et 17.300 tonnes en 1896.

Dans l'industrie des verres et cristaux, un progrès s'est manifesté dans nos exportations, qui ont dépassé les importations : en 1898 de 6.670.000 francs, en 1897 de 6.200.000 francs, en 1896 de 5.480.000 francs et en 1895 de 3.500.000 francs. Par contre, l'exportation brute des glaces a été de 1.500.000 francs en 1898 contre 2.100.000 francs en 1897, 1.750.000 francs en 1896 et 1.800.000 francs en 1895. D'autre part, l'exportation nette des cailloux à faïence et à porcelaine, qui était de 28.600 tonnes en 1896, est tombée à 11.100 tonnes en 1897 et à 6.900 tonnes en 1898. De même pour les sables à fabriquer le verre et la faïence, l'exportation nette qui de 10.100 tonnes en 1896 était montée à 17.200 tonnes en 1897 est redescendue à 12.700 tonnes en 1898.

Pendant le mois de juillet, le travail s'est maintenu chez les ouvriers de la céramique du bâtiment; il a été plutôt faible chez les potiers et chez les verriers.

TRANSPORT. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Le mouvement de la navigation pendant le premier semestre 1898 est représenté par le tableau ci-dessous :

	1898.		1897.		AUGMENTATION en 1898.		DIMINUTION en 1898.	
	Nombre.	Tonnage.	Nombre.	Tonnage.	Nombre.	Tonnage.	Nombre.	Tonnage.
ENTRÉE.								
Navires français..	3.360	2.164.686	3.553	2.108.961	-	55.725	193	-
Navires étrangers.	9.060	5.799.866	8.087	4.425.964	973	1.364.902	-	-
SORTIE.								
Navires français..	3.936	2.107.692	3.697	2.135.649	239	-	-	27.957
Navires étrangers.	6.191	3.152.411	6.515	2.734.626	-	417.785	24	-

Ainsi qu'il résulte de la comparaison des chiffres pour les premiers semestres de 1897 et de 1898, le tonnage des navires français à l'entrée a augmenté, tandis qu'il aurait diminué à la sortie; mais, ce qui est surtout à considérer, c'est que le

chiffre des navires étrangers et ceux de leurs tonnages tant à l'entrée qu'à la sortie ont été en augmentation sensible.

Pendant le mois de juillet, les affaires ont été un peu plus faciles chez les cochers et petits entrepreneurs de transport, par suite de la saison plus favorable et de l'arrivée des étrangers dans les villes d'eau. Les employés et ouvriers de l'industrie de l'alimentation s'en sont aussi ressentis; ceux des grandes villes ont eu, comme tous les ans, un travail plus calme, mais les ouvriers et employés de l'alimentation dans les banlieues et dans les villes d'eau ont trouvé plus facilement des placements comme extras. Les employés de commerce sont dans la période de morte-saison, qui est jugée plus mauvaise que celle de l'an dernier.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, Bourses de travail, etc., et 2° par les correspondants.

Somme. — A Amiens, en fin juillet, un incendie a détruit les magasins et les marchandises d'une importante fabrique de confections en gros, provoquant le chômage de 500 ouvriers et ouvrières qui étaient occupés dans cette maison.

Pas-de-Calais. — BOULOGNE-SUR-MER. — En juin, le chômage s'est fait sentir chez les charpentiers de navires; on estime que deux tiers des 300 ouvriers que comprend la profession ont été obligés de travailler sur les quais au déchargement des navires par suite de la diminution des commandes, en attendant une reprise du travail; on attribue cette crise au développement que prend la construction des bateaux en fer. — J. Cardon.

Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE D'AVESNES. — Pendant le 2^e trimestre de 1898, l'industrie des produits chimiques a eu une marche normale; les cours des produits fabriqués sont restés stationnaires, sauf ceux des superphosphates qui ont marqué une hausse de plusieurs centimes par unité d'acide phosphorique, à la suite de la hausse des phosphates.

Dans l'industrie du peignage, une usine a été arrêtée; elle occupait 80 ouvriers. Dans la filature, la crise, qui avait été déjà signalée a eu tendance à diminuer, la baisse de la production sur une année normale a été évaluée à 30 p. o/o. On estime que le chômage a atteint, dans la région de Fourmies, 50.860 broches et 465 ouvriers, et dans les centres voisins 61.840 broches et 550 ouvriers. Dans les tissages, l'alimentation a été insuffisante, la diminution de la production sur une année normale a été également d'un peu plus d'un quart. Les prix offerts ont été jugés non rémunérateurs, en égard au cours des matières premières. On compte que le chômage a atteint un peu plus de 800 ouvriers et 1.132 métiers; 3 tissages mécaniques ont été arrêtés et les ouvriers occupés ont vu leurs salaires diminuer avec le ralentissement du travail. Beaucoup d'ouvriers ont quitté le pays. On attribue cette diminution de l'activité de notre industrie à la plus grande concurrence étrangère sur le marché extérieur et à la mauvaise récolte de 1897 qui a amené un resserrement du marché intérieur.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUBAIN. — Pendant le 1^{er} semestre de 1898, le nombre des établissements en activité est resté sans modification, mais la production générale a été réduite d'un cinquième environ par suite des chômages partiels. Les affaires sont devenues plus difficiles par suite du resserrement du marché (augmentation de la concurrence et difficultés d'aborder certaines places), et aussi par suite de la diminution des prix de vente qui sont devenus moins rémunérateurs. Le taux des salaires n'a pas varié, mais par suite des suspensions de travail, on estime que le salaire actuel est devenu inférieur d'un cinquième au salaire normal. Il y a eu afflux de main-d'œuvre; un certain nombre d'ouvriers sont restés sans travail. Les filatures de coton tendent à adopter l'habitude de fermer un jour par semaine.

Loire. — SAINT-ÉTIENNE. — Le chiffre du placement en juillet, dans l'ensemble, se maintient satisfaisant pendant la bonne saison, grâce à l'activité de l'industrie du bâtiment; il n'en

est pas de même en hiver, par suite du chômage périodique de cette industrie. Dans la *rubanerie*, on estime que près de 2.000 métiers sur 15.000 de la région manquent de commandes. Le gain du tisseur est de 2 francs par jour; la durée du travail varie de 13 à 14 heures. Travail abondant chez les *métallurgistes*; on compte 2 p. o/o de chômeurs; la journée moyenne est de 4 fr. 75 pour une durée de 12 heures. Travail abondant chez les *mineurs*; les chômeurs sont rares; la journée moyenne atteint 11 heures; le gain des piqueurs est d'environ 5 fr. 10, celui des boiseurs, 4 fr. 50, des rouleurs, 4 francs par jour. Le placement des femmes en ville a un peu diminué depuis le mois de mai, par suite du départ pour la campagne des personnes qui les occupaient. — *Cotte*.

Alpes-Maritimes. — NICE. — La situation générale a été estimée, en juillet, généralement satisfaisante. On ne signale pas de chômeurs dans l'industrie du *bâtiment* parmi les ouvriers du pays; ceux qui viennent du dehors à la recherche du travail ont pu assez facilement être embauchés. Les *employés de magasin, garçons de café, ouvriers et employés de restaurants*, qui avaient été sans ouvrage après la fin de la saison des étrangers à Nice, ont été comme tous les ans, chercher une place dans les villes d'eaux pendant la saison d'été. — *P. Corban*.

D'après d'autres renseignements, dans la région de Vallauris, une crise qui existait dans l'industrie de la *poterie* avait amené, au commencement de juillet, la fermeture de certaines usines et le renvoi d'une partie du personnel français dans certaines autres maisons. La caisse du syndicat a fourni un premier secours à ceux de ses adhérents qui avaient été remerciés; mais, en fin juillet, la situation avait tendance à devenir plutôt plus mauvaise. Chez les ouvriers occupés au système dit « de la taxe » c'est-à-dire à travail réduit, le gain hebdomadaire est descendu à 10 francs et 15 francs pour les hommes et 5 francs à 7 fr. 50 pour les femmes.

A la fin de juillet, une *verrerie* près de Cannes a licencié 150 de ses ouvriers, 50 hommes et femmes occupés à la *vannerie* et à l'*emballage* ont été maintenus en travail pour finir l'expédition des commandes en cours.

Gard. — CHAMBRE DE COMMERCE DE NÎMES. — Pendant le 2^e semestre de 1897, la *typographie* et la *lithographie* ont présenté une grande activité qui aurait actuellement-tendance à ralentir.

Dans la *tannerie*, situation stationnaire. La fabrication de la *chaussure d'enfants* a maintenu un certain courant d'affaires qui a permis d'occuper régulièrement les ouvriers; le gain de l'ouvrier travaillant à la tâche est resté un peu inférieur à 3 francs par jour.

Les *tissages* ont présenté peu d'activité, principalement dans les étoffes pour meubles, dans les tapis de haute laine à bon marché et dans les fabriques de tissus pour l'Algérie et le Levant. La *bonneterie*, qui avait été bien occupée avec un article « mitaine au métier », a vu diminuer les commandes, et ce genre a eu tendance à disparaître. La fabrication des tissus dits « des Pyrénées », étant donné l'outillage dont elle disposait, a été insuffisamment alimentée, par suite de la douceur des précédents hivers; une maison a été fermée. Situation stationnaire et travail peu rémunérateur dans la *passenterie* (lacets et galons) et dans la *chapellerie*. Dans l'industrie des *vêtements*, la *confection pour hommes*, une des principales industries de la ville, a maintenu une grande activité; mais les anciens et les bons ouvriers tailleurs ont été éprouvés par la diminution des commandes de vêtements sur mesure. Chez les *couturières* et chez les *modistes*, le travail a été généralement satisfaisant; les ouvrières à la journée ont été particulièrement recherchées.

Dans la *tonnellerie*, tous les ouvriers ont été occupés. L'industrie du *bâtiment* s'est ressentie du malaise de l'industrie; les constructions pour particuliers ont été de peu d'importance; par contre, la municipalité a occupé un certain nombre d'ouvriers pour la construction de groupes scolaires.

Tarn. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CASTRES. — Pendant le 1^{er} semestre de 1898, la *mégisserie lainière* a réduit sa production: deux maisons ont renoncé à la mégisserie et les autres n'ont gardé qu'un personnel restreint. Les ventes opérées l'année dernière aux États-Unis par les négociants de Mazamet avaient contraint ceux-ci à renouveler leurs stocks dans la République Argentine, et ces stocks étant peu abondants, les prix avaient haussé, aussi les industriels de Graulhet qui, à leur tour, avaient dû subir cette augmentation de la

matière première sans obtenir un mouvement correspondant sur les produits fabriqués, ont réduit leur fabrication.

Dans les *tissages*, le manque d'activité déjà signalé, à la suite de la faiblesse des ordres des maisons de gros, s'est maintenu; on estime que le chômage a atteint un tiers des ouvriers. Les *filatures*, *teintureries*, *apprêts*, *ateliers d'effilochages* qui étaient alimentés de commandes par les tissages ont subi un ralentissement analogue. Une filature a été arrêtée; d'autres ne travaillent qu'à demi-force. La *fabrication du meuble* et des *bois ouvrés* qui avait maintenu une certaine activité a eu tendance à diminuer.

Les *ateliers de constructions mécaniques* et les *fonderies* ont subi le contre-coup de la mévente des tissus; les commandes d'industrie ont été faibles, et les grands ateliers étrangers à la région en ont obtenu un certain nombre; les heures de travail dans les ateliers ont été réduites.

Le *petit commerce* a été aussi éprouvé, principalement celui de *l'alimentation*; à la suite d'une épidémie de fièvre typhoïde qui avait atteint une partie de la garnison, des mesures sanitaires avaient été prises, éloignant les militaires des hôtels, cafés et restaurants et depuis une reprise des affaires ne s'est pas produite. Le tribunal de commerce de Castres a prononcé 6 déclarations de faillites et 4 liquidations judiciaires, pendant le 1^{er} semestre 1898, contre 3 faillites et 2 liquidations pendant la période correspondante de 1897.

Aude. — CARCASSONNE. — Les travaux du *bâtiment*, en juillet, étant plus abondants que l'an dernier nécessitent un plus grand nombre de bras, principalement chez les *tailleurs de pierre*, *maçons*, *peintres-plâtriers*, surtout dans les campagnes. En ville, le travail reste stationnaire et on ne compte pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment déjà signalés. Les *tailleurs d'habits* arrivent à la morte-saison. La *mégisserie* reste stationnaire. La récolte des vins s'annonçant favorable, la *tonnellerie* est bien occupée. La journée a varié pour les principales corporations entre 10 et 11 heures et le salaire de 3 à 4 francs par jour.

Le prix du vin s'est maintenu à 0 fr. 30 et 0 fr. 35 le litre. Le pain de 2^e qualité est depuis le 1^{er} juillet à 0 fr. 355 le kilogramme; pas de changement pour les autres denrées.

Pyrénées-Orientales. — PERPIGNAN. — Le placement, pendant le mois de juillet, a été satisfaisant; mais les demandes d'emploi sont devenues de jour en jour plus nombreuses, tandis que les offres ont diminué. Le chômage qui en est cause a atteint particulièrement les *maçons*; un certain nombre d'entre eux (25 environ), à la suite d'une grève récente, n'ont pas été embauchés. Les *typographes* ont travaillé irrégulièrement; quelques-uns ont fait huit à dix jours par mois. Les *serruriers* ont été aussi éprouvés, de même pour les *ouvriers agricoles*, qui ont souffert de l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère à bas prix. Chez les *ébénistes*, il n'a pas été signalé de chômeurs depuis plusieurs mois, de même pour les *tonneliers-foudriers*, les *coiffeurs* et les *cochers*. Le travail a été calme chez les *menuisiers* et les *cordonniers*. On attribue les ralentissements constatés dans l'activité du travail, pour partie, à la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. — *Bazerbe*.

Haute-Garonne. — TOULOUSE. — Pendant le mois de juin, on estime que le chômage a eu tendance à augmenter, il a atteint un peu plus d'un cinquième des ouvriers syndiqués ou non chez les *boulangers*, 14 p. 0/0 chez les *typographes*, 5 p. 0/0 chez les *charpentiers*, 12 p. 0/0 chez les *ébénistes*, un quart chez les *menuisiers*, près de moitié chez les *serruriers*, chez qui un arrêt des commandes s'est produit il y a deux mois et a amené une partie des ouvriers à chercher à s'occuper ailleurs, 15 p. 0/0 chez les *maçons*, 17 p. 0/0 chez les *plâtriers* et *peintres en bâtiment*, chez les *manœuvres* et ouvriers sans métier déterminé, le chômage a été estimé aussi important: on compte un peu plus du quart de ceux-ci sans ouvrage suivi; la municipalité a cherché à atténuer la crise en employant un certain nombre d'ouvriers à tour de rôle, 3 jours par semaine, à 2 francs par jour. — *F. Bousquet*.

Haute-Vienne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE LIMOGES. — Pendant le 1^{er} semestre de 1898, les fabriques de *chaussures* et celles de *porcelaine* ont continué à augmenter leur matériel mécanique afin de pouvoir soutenir plus avantageusement la concurrence étrangère. La fabrication a été assez active dans la *distillerie*, *l'imprimerie* et la *librairie*; mais un ralentissement s'est produit dans la *fabrication du papier de paille*, la *tonnerie*, la *corroirie*, la *fabrication des chaussures*, les *filatures*, les *taxages*, la *fabrication des sabots*, l'industrie du

bâtiment et la fabrication de la porcelaine. Les prix de vente des produits fabriqués ont été en baisse à la suite de l'accalmie des affaires.

Cher. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BOURGES. — Pendant le 1^{er} semestre de 1898, le travail s'est maintenu actif dans les *carrières*, la *brasserie*, la fabrication des *toiles cirées*, la *reliure* et le *cartonnage* et la fabrication des *équipements militaires*. La *menuiserie* a laissé à désirer par suite de la mauvaise récolte de 1897 qui a rendu les approvisionnements difficiles; de même la situation de la *tannerie* et celle de l'industrie de la laine ont été moins bonnes que les années précédentes.

La production a été active dans le travail des *bois de charpente*, la *carrosserie*. Elle a un peu baissé depuis l'an dernier dans le travail des *métiers* et dans la *bijouterie*, sauf dans la construction des *machines agricoles*, qui a bénéficié des nouveaux ordres en vue de la nouvelle récolte. La fabrication des *essieux*, des *ustensiles de ménage*, la *chaufournerie*, la fabrication des *ciments de laitier*, les *tuileries* ont aussi été bien occupées. La *poterie de grès*, quoique encore bien active, a eu tendance à ralentir, de même pour les fabriques de *céramique*. La *verrerie* a maintenu ses fours allumés, mais elle a écoulé difficilement ses produits. La *batellerie* a reçu moins de commandes que l'an dernier, par suite du déficit de la dernière récolte.

Bourges. — Pendant le mois de juillet, travail actif chez les *ouvriers agricoles*, grâce à l'abondance de la moisson. Une *brasserie*, qui l'hiver ne travaille qu'à demi-force, occupe 40 ouvriers. L'industrie du *bâtiment* s'est maintenue dans une situation satisfaisante. Une compagnie de *trameaux* s'est nouvellement installée et emploie actuellement 60 ouvriers et employés. — P. Hervier.

Eure-et-Loir. — CHÂTEAUDUN. — En juillet, le travail chez les *typographes* est en progrès sur le mois dernier, sauf dans une maison; rarement on a vu le travail aussi fort à cette époque. A l'*imprimerie phototypique*, le travail est aussi en abondance. Chez les *maçons*, l'activité a diminué, la plupart des ouvriers préférant faire la moisson pour avoir un salaire plus élevé. Travail abondant dans l'usine de *lavage de bourres*. En somme, on ne signale pas d'ouvriers sans ouvrage à Châteaudun ou dans la contrée. La moisson est en pleine activité et, comme la récolte est bonne, on emploie beaucoup de monde pour récolter et pour battre le blé. Travail assez satisfaisant dans les autres professions. — A. Garvin.

Calvados. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CAEN. — Pendant le 1^{er} semestre de 1898, la situation de l'*industrie cotonnière* a eu tendance à devenir plus mauvaise. Les prix de vente des fils sont descendus au-dessous des cours pratiqués en 1894-95, tandis que ceux de la matière première étaient en hausse. La *filature*, pour maintenir une certaine activité, a laissé augmenter ses stocks qui pèsent aujourd'hui sur le marché, les *tissages* également peu actifs ayant envoyé peu d'ordres par suite des mauvaises récoltes des pays clients de ces tissages.

Seine-Inférieure. — LE HAVRE. — Le travail tend à diminuer en juillet, sauf pour les *mécaniciens* qui paraissent n'avoir que très peu des leurs en chômage. Un ralentissement s'est produit dans l'industrie du *bâtiment*. Chez les *journaliers du port*, l'ouvrage a bien diminué, on estime que les trois quarts des leurs sont atteints par le chômage. On attribue ce ralentissement du travail à la saison avancée où se trouve l'importation des cotons et à la diminution des arrivages des blés étrangers depuis le 1^{er} juillet. Les *voiliers* sont aussi atteints par la diminution des arrivages des navires. — Maret.

Dans la région d'Elbeuf, on estime que la *filature* a eu, pendant le premier trimestre de 1898, le quart de ses broches au repos. Le *tissage à la main* a aussi continué à décroître; on compte que, par rapport au nombre des métiers à la main occupés dans ces dernières années, un peu plus des trois quarts des métiers ont cessé de battre; un ralentissement du travail s'est produit, pour les articles *nouveautés*, ralentissement qui porte sur 6 à 7 p. 0/0 des métiers battants l'an dernier à pareille époque. Les fabriques de *draps noirs et unis* ont maintenu leur production, celles de *flanelle* l'ont plutôt augmentée. L'*épingetage* a perdu un dixième de sa main-d'œuvre, la *teinturerie* un tiers de son outillage, comparaison faite avec l'année 1897, pendant la même période.

Situation stationnaire dans la *chaudronnerie*. De même, dans l'industrie du *bâtiment*

(*charpente, menuiserie, maçonnerie, peinture*), on compte un quart environ des ouvriers atteints par le chômage.

D'après d'autres renseignements, dans un tissage de Bolbec, qui occupe 500 ouvriers, le personnel a été prévenu, dans la dernière semaine de juillet, qu'on ne ferait plus que 4 jours par semaine au lieu de 5. Dans une fabrique d'indiennes de la même région (300 ouvriers), le travail va être suspendu 1 jour par quinzaine. On attribue ce ralentissement du travail à la difficulté de l'écoulement des stocks.

Alger. — Le chômage est important chez les ouvriers *boulangers*, on estime qu'il atteint un peu plus du tiers des ouvriers; de même dans l'industrie du *bâtiment* qui est aussi éprouvée. On considère que, dans l'ensemble des ouvriers de la région, moitié seraient sans emploi à demeure. Les *travaux des champs* battent leur plein, occupant surtout un grand nombre d'ouvriers indigènes ou étrangers.

Constantine. — Pendant le mois de juin, la situation générale est demeurée stationnaire à Constantine, sauf chez les *minotiers*, qui signalent une reprise assez active des affaires pour ces derniers, de 60 heures par semaine.

Grande activité chez les *pêcheurs de sardines* à Philippeville et Bône. Situation meilleure chez les *ouvriers ruraux*, auxquels les moissons procurent un travail abondant et suivi. — *Ch. Bohé.*

Pendant le mois de juin, le placement à la Bourse du travail s'est effectué normalement, sans grande activité cependant, par suite de l'absence de grandes industries dans la région. Grâce à l'abondance des récoltes, les *ouvriers agricoles* ont été bien occupés. — *Prévost.*

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Seine. — Chez les *jardiniers* des jardins de la ville, travail toujours actif 11 p. o/o de chômeurs chez les *biscuitiers et ouvriers en pains d'épices*, un ralentissement s'est produit dans 5 maisons qui ont renvoyé le quart de leur personnel; on fait de 40 à 50 heures par semaine; dans une des plus importantes fabriques, le salaire a été réduit. Les *boulangers amicale des XIV^e et XV^e arrondissements* comptent un tiers des leurs sans place à demeure; le placement serait plus difficile que l'an dernier par suite de la diminution des emplois vacants et aussi par suite de la concurrence du placement clandestin fait par des marchands de vins; même chômage chez les *boulangers des Ternes*. 11 p. o/o chez les *compagnons boulangers* qui sont plus facilement occupés que l'an dernier, grâce à une amélioration de leur organisation du placement. Pas de chômeurs signalés chez les *ouvriers boulangers* du XIII^e arrondissement; les extras ont été plus fréquents que le mois précédent. Un quart de chômeurs chez les adhérents du *Placement mutuel des ouvriers boulangers* qui sont moins occupés que l'an dernier. Les *ouvriers boulangers du syndicat mixte* estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage. Un peu plus du quart et ralentissement du travail chez les *ouvriers* Denis par suite du départ en vacances des pensions et établissements d'éducation de la région, dont un seul prenait 500 kilogrammes de pain par jour. Pas de chômeurs chez les *cartonniers* d'Issy qui sont plus occupés que l'an et que le mois derniers, la journée est augmentée de 2 heures, on fait 72 heures par semaine.

Chez les ouvriers de la *relure* syndiqués qui sont tous occupés journée diminuée de 1 et 2 heures pour près de 400 ouvriers et ouvrières; beaucoup d'emplois de femmes qui pliaient et cousaient les volumes ont été supprimés à la suite de l'installation de machines spéciales; la morte-saison est plus forte que l'an dernier; une importante maison qui vient d'être reconstruite a embauché 150 ouvriers et ouvrières, ce qui a réduit le nombre de chômeurs. Chez les ouvriers de la *brochure*, un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs, travail 55 heures par semaine, journée diminuée d'une heure pour 26 ouvriers. Reprise du travail et 15 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *cartonnage* qui font 50 et 55 heures par semaine.

12 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* qui voient diminuer le nombre des imprimeries en activité dans Paris. De même ralentissement du travail et 6 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes* qui font 55 heures en moyenne par semaine; la journée est diminuée de 1 et 2 heures pour 70 ouvriers environ; les commandes de l'étranger sont devenues plus rares par suite du conflit hispano-américain. 3 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs-typographes*. Chez les *marqueurs-pointeurs*, journée diminuée de 2 heures pour 140 ouvriers. De même, journée réduite de quelques heures par semaine et 6 p. o/o de chômeurs chez les *dessinateurs-graveurs* qui font de 50 à 67 heures par semaine.

Chez les *cordonniers*, travail sans activité, un grand nombre manquent de commandes, on fait 40 à 50 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *gainiers* syndiqués. 3 p. o/o chez les *selliers-harnacheurs* qui entrent en morte-saison; on fait la journée normale de 10 heures.

Chez les *teinturiers*, le travail se maintient. Les *coupeurs-tailleurs* estiment que deux tiers des leurs sont atteints par le chômage, la journée est réduite de moitié; on fait de 30 à 35 heures par semaine; c'est la morte-saison annuelle. De même, ralentissement du travail et 2 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs de cols et cravates* qui sont moins occupés que l'an dernier, la journée est diminuée d'une heure pour un certain nombre d'entre eux; on fait en moyenne 60 heures par semaine. Chez les ouvriers en *chapeaux de soie* 11 p. o/o de chômeurs; journée diminuée de 2 heures dans l'ensemble des ateliers.

Chez les *charpentiers* (*La Solidarité*), 1 p. o/o de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier, grâce aux travaux de l'Exposition. Chez les *menuisiers*, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, journée diminuée d'une heure pour 40 ouvriers; cependant pas de chômeurs chez les syndiqués. 5 p. o/o chez les *layetiers-emballeurs*. 9 p. o/o et reprise du travail chez les *peintres en voitures* syndiqués; la journée a été portée à 10 heures pour les trois quarts des ouvriers et à 9 heures pour les autres. Travail toujours actif chez les adhérents de l'*Union des peintres en voitures* qui sont aussi plus occupés que le mois et que l'an derniers; même situation satisfaisante et pas de chômeurs chez les *ouvriers en voitures*; dans l'ensemble de l'industrie de la voiture, le développement pris par la construction des automobiles a continué à fournir un travail abondant. Pas de signalés chez les *brossiers* qui font la journée de 9 heures, en diminution d'une heure sur le mois précédent; c'est d'ailleurs la morte-saison.

Chez les ouvriers *maréchaux*, 5 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que le mois dernier, morte-saison par suite de départ d'une partie des équipages pour la campagne. Pas de chômeurs signalés chez les ouvriers de la *litterie* et des *meubles en fer*, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers; on fait de 60 à 65 heures par semaine. 1 p. o/o de chômeurs chez les *tourneurs-décolleteurs* qui font 60 heures par semaine. 4 p. o/o de chômeurs chez les *estampeurs-potliers*, chez qui le travail a repris depuis le mois dernier; on fait environ 66 heures par semaine. Un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de la *poterie d'étaïn* qui font 60 heures par semaine. Ralentissement du travail par suite de la concurrence des produits étrangers et un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *instruments de précision*. De même, ralentissement du travail chez les *bijoutiers* (*or et joaillerie*) qui estiment que le quart des leurs sont atteints par le chômage et qui font de 35 à 40 heures par semaine. Travail actif et moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers de bronze*. Ralentissement du travail depuis le mois dernier avec la fin de la préparation des collections de dessins pour papiers peints chez les *graveurs pour impressions* de Saint-Denis qui comptent un peu plus de la moitié des leurs en chômage; la journée est réduite pour 21 ouvriers, on fait 50 heures par semaine.

Journée de 10 heures et pas de chômeurs chez les *granitiers* et *paveurs*. De même chez les *pipiers*, chez qui la journée est réduite d'une heure depuis le mois dernier; on fait 66 heures en moyenne par semaine, mais le travail est jugé plus abondant que l'an dernier.

Chez les *cochers de grande remise* le travail s'est maintenu satisfaisant malgré le départ d'une partie de la clientèle. Situation satisfaisante chez les *receveurs et pontonniers des bateaux parisiens*, de même chez les *pilotes de bateaux voyageurs*. 5 p. o/o de chômeurs chez les *hommes de peine des abattoirs*, 15 p. o/o chez les *garçons de magasin* et *cochers livreurs*.

3 p. o/o chez les *comptables*. 2 p. o/o chez les employés à la Bourse du Commerce. Affaires et placement plus difficiles que l'an et que le mois derniers chez les *voyageurs de commerce*. 1 p. o/o de chômeurs chez les employés en *serrurerie*. 19 p. o/o chez les *limonadiers-restaurateurs*. 9 p. o/o chez les *garçons restaurateurs*, *limonadiers* chez qui l'ouvrage a été plus abondant que le mois précédent, grâce à une période de fêtes. Un peu moins de 7 p. o/o de chômeurs chez

les ouvriers de la *boucherie*; travail à peu près normal chez les *étaliers*. Placement plus facile que l'an dernier chez les *employés d'hôtels*, 11 p. 0/0 de chômeurs chez les *coiffeurs*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *élèves en pharmacie*. Chez les *employés des institutions libres et laïques d'enseignement*, placement plus difficile que l'an dernier par suite de l'augmentation de la concurrence et aussi situation plus difficile que le mois précédent par suite de la période des vacances. Morte-saison chez les *afficheurs*.

A Saint-Denis, baisse du pain, 0 fr. 05 par kilogramme.

Seine-et-Oise. — L'activité déjà signalée chez les *carriers* de Cernay s'est maintenue. Chez ceux de Châteaufort, situation plus difficile que l'an dernier, le taux du salaire a été diminué et la concurrence de la main-d'œuvre étrangère a rendu le placement plus difficile. Les *raffineurs de pétrole* de Bonnières sont tous occupés. A Versailles, travail peu actif, cependant pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre*. Les *cordonniers* comptent un quart des leurs sans commandes. Chez les *tailleurs d'habits*, la saison a été plus mauvaise que l'an dernier; on est maintenant en morte-saison. Journée diminuée de 2 et 3 heures et morte-saison annuelle chez les *blanchisseurs* de Rueil. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les *mouleurs en métaux* de Poissy qui font la journée de 12 heures, le personnel dans les fonderies est au complet. A Versailles, 1 p. 0/0 de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *maçons*. Pas de chômeurs signalés chez les *employés de commerce*.

A Poissy, diminution du prix du pain, 0 fr. 05 par kilogramme, qui se vend 0 fr. 40 à 0 fr. 35 suivant qualité.

Seine-et-Marne. — Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Château-Landon, qui font 78 heures par semaine.

Aisne. — Travail toujours actif chez les *typographes* de Château-Thierry. Ouvrage moins abondant que le mois dernier chez ceux de Soissons. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et 11 p. 0/0 de chômeurs chez les *tisseurs en broderies et guipures* de Saint-Quentin, qui font 40 heures en moyenne par semaine. Chez les *vanniers* d'Origny, le travail est réduit parfois à 2 jours par semaine. A Saint-Quentin, pas de chômeurs et journée de 11 heures chez les *couvreurs-plombiers*. Un peu moins de 1 p. 0/0 chez les *employés, voyageurs et dessinateurs*.

Oise. — A Beauvais, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Hermes, travail toujours actif chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Méru, chez les *dominotiers*, ralentissement du travail, cependant pas de chômeurs. A Saint-Sauveur, les *brossiers* comptent un cinquième des leurs en chômage. Pas de signalés chez ceux de Tracy-le-Mont.

A Hermes, baisse sur le pain, 0 fr. 02 par kilogramme.

Somme. — A Amiens, dans les ateliers de *tissages de velours*, on a monté des compteurs spéciaux d'après lesquels sera calculé le salaire à payer à l'ouvrier. Ralentissement du travail chez les *teinturiers*. Chez les *tapissiers*, même ralentissement du travail par suite de l'approche des vacances, cependant pas de chômeurs. Les *mouleurs en fer* se ressentent de la diminution de l'activité du travail dans les filatures et dans les tissages; on fait actuellement 66 heures par semaine en moyenne. Travail normal chez les *métallurgistes*. 10 p. 0/0 de chômeurs chez les *serruriers* qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers et font 58 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *couvreurs* qui font 54 heures par semaine et sont moins occupés que l'an dernier.

Pas-de-Calais. — A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs signalés chez les *marins pêcheurs*. Le syndicat a obtenu pour ses adhérents une diminution de 0 fr. 10 par 2 kilogr. 1/2 de pain, ainsi que des réductions sur le prix des vêtements de mer et sur le charbon et la viande. 4 p. 0/0 de chômeurs et journée de 10 heures chez les *typographes* d'Arras. 1 p. 0/0 de chômeurs chez ceux de Boulogne-sur-Mer, chez qui la journée est augmentée de 3 heures pour 11 ouvriers.

A Arras, baisse sur le pain qui se vend 0 fr. 36 le kilogramme.

Nord. — A Lille, pas de chômeurs chez les *boulangers*; dans certaines maisons, le travail a baissé par suite du départ d'une partie de la clientèle. Travail encore peu actif chez les *tisserands* de Saulzoir, dont un certain nombre ont été ailleurs chercher de l'ouvrage; de même, situation difficile chez les *tisserands* d'Haspres, dont un peu plus du quart sont atteints par le chômage. De même, manque d'activité chez les *tisserands* de Villers-en-Cauchies. Chez les *tisseurs* d'Avesnes-les-Auberts, 15 p. o/o de chômeurs, une baisse de 10 p. o/o s'est produite sur les prix de façon dans un grand nombre de maisons; les ouvriers qui ont terminé une partie des travaux agricoles et qui cherchent du travail dans les tissages obtiennent difficilement des commandes. Chez les *tisseurs* de Rieux, un peu moins de 12 p. o/o de chômeurs, le gain hebdomadaire est en diminution de 0 fr. 50 par semaine. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les ouvriers de l'*industrie textile* de Lille. Un peu moins de 5 p. o/o chez ceux d'Armentières qui font 57 heures en moyenne par semaine. A Lille, 13 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers et *ouvrières en confection*; les coupeurs, les presseurs et les presseuses, les couturières ont vu diminuer leur gain hebdomadaire de près de moitié depuis quelques années; la concurrence de la main-d'œuvre des couvents a augmenté; des coupeurs ont quitté le métier.

A Armentières, pas de chômeurs chez les *charpentiers*; de même chez les *tourneurs sur bois* de Felleries. De même chez les *mouleurs en fer et en cuivre* d'Armentières qui sont moins occupés que l'an dernier et font 63 heures 1/2 en moyenne, par semaine. Travail toujours actif chez les *métallurgistes* de Maubeuge; de même chez les *ouvriers en métaux* de Lille. A Dunkerque, journée de 12 heures et chez les *marbriers, tailleurs de pierre*, chez qui s'est produit un ralentissement, qui met un grand nombre d'ouvriers en chômage. Reprise du travail chez les *maçons* qui comptent 8 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *peintres* d'Armentières. Ouvrage moins abondant que le mois dernier chez les *verriers* d'Aniche, par suite de la formation de stocks en magasin. Pas de chômeurs chez les *verriers* de Lourches. A Haspres, baisse sur le pain qui se vend de 1 fr. à 0 fr. 90 les 3 kilogrammes.

Ardennes. — Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *ardoisiers* de Fumay; travail toujours actif, malgré le ralentissement déjà signalé chez les fendeurs. 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Charleville; situation plus favorable chez les associés de l'imprimerie ouvrière. 10 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* d'Ily. Ceux de Villers-Cernay comptent un peu plus du cinquième des leurs sans commandes. Pas de chômeurs et reprise du travail chez les *tisseurs* de Douzy. Travail toujours irrégulier chez ceux de Francheval. Reprise du travail dans les ateliers d'*apprêts* à Ily.

Chez les *métallurgistes* de Fumay et de Révin, travail actif. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* de Nouzon; les commandes sont assez abondantes pour bien alimenter les ateliers. De même, pas de chômeurs chez les *métallurgistes* d'Aiglemont et des Mazures.

Baisse du pain : à Nouzon, 0 fr. 05 par 2 kilogrammes; aux Mazures, 0 fr. 20 par 4 kilogrammes.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, travail toujours actif chez les *typographes*. A Reims, travail encore irrégulier chez les ouvriers de l'*industrie lainière*; dans la plupart des maisons, un métier sur deux est au repos; 3 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*, qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers et font 55 heures par semaine.

Aube. — Le travail en forêts étant terminé chez les *bûcherons* de Géraudot, ceux-ci sont tous employés aux travaux des champs. Les *plâtriers* de Troyes estiment qu'un peu plus du cinquième des leurs sont atteints par le chômage.

A Géraudot, le pain a baissé de 0 fr. 06 par kilogramme et se vend 0 fr. 34; la viande de porc a haussé de 0 fr. 70 à 1 fr. le 1/2 kilogramme.

Meuse. — Chez les *carriers* de Lérrouville, travail toujours actif. Le pain a baissé de 0 fr. 05 par 2 kilogrammes; le lard a haussé de 0 fr. 20 par kilogramme.

Meurthe-et-Moselle. — Situation toujours satisfaisante chez les *mineurs* de Chavigny. A Nancy, durée du travail réduite, en atelier, à 30 et 35 heures par semaine chez les *tailleurs*; par suite de la morte-saison, un certain nombre d'ouvriers qui faisaient le vêtement

chapeliers, qui sont aussi en morte-saison et font de 60 à 66 heures par semaine. Chez les *métallurgistes*, une nouvelle maison vient de se monter, elle occupe une vingtaine d'ouvriers, 2 p. 0/0 de chômeurs chez les ouvriers en *limes*.

A Nancy, hausse sur la viande saïce, 0 fr. 30 par kilogramme.

Vosges. — Pas de chômeurs chez les *typographes* d'Épinal, chez qui le travail a un peu diminué. De même, pas de chômeurs chez les *tisseurs* de Saint-Dié, qui font 66 heures par semaine. Travail toujours actif chez les ouvriers des *manufactures de tissage* de Moussey.

Haut-Rhin. — A Belfort, chez les *typographes*, travail toujours actif. Chez les *ferblantiers-zingueurs*, amélioration depuis le mois dernier; pas de chômeurs signalés chez les syndiqués.

Haute-Saône. — Le ralentissement du travail déjà signalé chez les ouvriers de l'*ameublement* de Saint-Loup s'est accentué; on estime que le chômage atteint deux cinquièmes des syndiqués, la durée du travail est réduite à 36 heures par semaine.

Doubs. — Chez les *horlogers* de Seloncourt, quelques-uns sont sans commandes, mais tous travaillent irrégulièrement. A Besançon, 10 p. 0/0 de chômeurs chez les *monteurs de boîtes d'argent*; la durée du travail descend parfois à 30 heures par semaine.

Jura. — Chez les *typographes* de Dôle et chez ceux de Lons-le-Sannier, l'activité déjà signalée se maintient; de même, travail abondant chez ceux de Saint-Claude.

Ain. — Chez les *ouvriers en peignes* d'Oyonnax, le ralentissement habituel du travail en juillet a été moins accentué que l'an dernier.

Saône-et-Loire. — 3 p. 0/0 de chômeurs chez les *comptables* d'Autun.

Côte-d'Or. — Travail toujours actif chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Cîteaux et chez les *typographes* de Dijon. Pas de chômeurs chez ceux de Beaune, qui sont plus occupés que l'an dernier. A Dijon, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *mégisiers-tanneurs*. Pas de chômeurs chez les *tonneliers*, qui font la journée de 12 heures.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les *typographes*. De même chez les *charpentiers de marine* et chez les *métallurgistes*; chez ces derniers, la journée de 11 heures est augmentée de 3 heures dans une maison (100 ouvriers). De même, à Sens, pas de chômeurs chez les ouvriers sur *métaux*. 7 p. 0/0 chez les ouvriers du *bâtiment*.

Baisse sur le pain, à Auxerre, 0 fr. 05 par 2 kilogrammes, qui se vendent 0 fr. 73, et, à Sens, nouvelle diminution de 0 fr. 05 par 2 kilogrammes.

Nièvre. — Les *bûcherons*, après la fin des travaux en forêts, ont été s'employer dans les champs; les moissons, qui commencent, ont fourni de l'ouvrage en abondance; pas de chômeurs signalés chez les ouvriers des *bois* de Saint-Vérain, Corval, Champroux, Ménestreau et Giez; chez ceux de Menou, on comptait quelques chômeurs en attendant le commencement des moissons.

Allier. — L'activité déjà signalée chez les *mineurs* de Commentry s'est maintenue. 2 p. 0/0 de chômeurs chez ceux de Buxière. Pas de chômeurs signalés chez les *typographes* de Cusset. A Moulins, ralentissement du travail et prix de façon en diminution; cependant pas de chômeurs chez les *galochiers-monteurs*. Morte-saison chez les *tailleurs*. A Vichy, chez les *charpentiers*, travail sans activité, plutôt en diminution depuis le mois dernier. Une amélioration s'est produite, d'autre part, depuis le mois dernier, chez les *menuisiers*. Travail toujours actif chez les *métallurgistes* de Commentry.

A Cusset, baisse sur le pain: 0 fr. 02 par kilogramme.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs chez les *typographes*. 3 p. 0/0 chez les *menuisiers en bâtiment*, qui font la journée de 11 heures. Reprise du travail chez les

carrossiers depuis le mois dernier ; journée augmentée d'une heure dans plusieurs maisons. Journée de 11 heures chez les *plâtriers*.

Haute-Loire. — Pas de chômeurs chez les travailleurs de la terre de Sainte-Florine. Les *chefs d'atelier rubaniers* comptent un cinquième des leurs en chômage ; l'ouvrage est estimé plus abondant que le mois dernier.

Loire. — Chez les *mineurs* de Saint-Chamond, le taux du salaire est en baisse ; la journée de travail est plutôt prolongée. Situation plus satisfaisante que l'an et que le mois derniers et pas de chômeurs chez les ouvriers *boulangers* de Saint-Étienne. 6 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Pas de chômeurs chez les ouvriers du *livre* de Roanne.

A Saint-Étienne, ralentissement du travail chez les adhérents de la corporation des *tisseurs*. Les *passementiers* de la Fouillouse estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage. Pas de chômeurs chez les *ébénistes* de Firminy. De même, chez les *moteurs en fonte et en cuivre* de Roanne, qui sont plus occupés que l'an dernier. De même, pas de chômeurs chez les ouvriers *métallurgistes* de Saint-Chamond. A Saint-Étienne, 2 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *métallurgistes*. Travail, 55 heures en moyenne chez les *maçons*. Un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs chez les *employés de fabriques*, qui sont moins occupés que l'an dernier, par suite du changement de la mode qui ne s'est pas portée sur le ruban.

Rhône. — Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Saint-Bel qui sont plutôt plus occupés que l'an dernier. A Lyon, pas de chômeurs chez les *vermicelliers*. 10 p. o/o chez les *confiseurs* ; pas de signalés chez les *papetiers-régisseurs* et chez les *imprimeurs conducteurs-typographes* qui sont moins occupés que l'an dernier ; 2 p. o/o chez les *typographes*.

A Lyon, chez les *tisseurs*, le travail a repris, principalement dans les articles à bon marché et la concurrence des grandes usines mécaniques rend difficile la situation des petits ateliers à domicile. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois précédent chez les adhérents de l'*Union des tisseurs*. Ralentissement des commandes chez les *chefs d'atelier tisseurs*. Pas de chômeurs chez les *tisseurs* de Mardore.

A Lyon chez les *tullistes*, le chômage atteint deux tiers des syndiqués. Chez les *ouvriers et ouvrières en confections*, une amélioration se produit, la saison d'hiver tend à devenir meilleure que celle de l'an dernier. Les *coupeurs-tailleurs* sont tous occupés. Les *ouvriers en chapeaux de paille* estiment qu'un peu plus de moitié des leurs sont atteints par le chômage.

Amélioration de la situation depuis le mois précédent chez les *sculpteurs* qui sont tous occupés. 9 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*. 2 p. o/o, reprise du travail depuis le mois dernier, et travail, 50 heures par semaine chez les *graveurs pour impressions sur étoffes* qui comptent un quart des leurs en chômage. Par suite de la fermeture d'un important chantier et de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *sculpteurs* qui comptent deux cinquièmes des leurs atteints par le chômage.

Pas de chômeurs chez les *cochers* et chez les *conducteurs de tramways*. Même situation chez les *garçons de peine*. Un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce* ; dans les magasins de détail, on a pris, depuis le 15 juillet, le service de morte-saison ; le gain mensuel a été plus faible que celui de la période correspondante de 1897, par suite de la diminution des ventes, ce qui a entraîné une réduction dans le tant-pour-cent qui est attribué à l'employé vendeur ; les causes qui ont amené le resserrement du marché et qui ont été mentionnées dans le *Bulletin* de juin ont continué à agir. Amélioration de la situation chez les *employés de cafés-restaurants* qui comptent un quart des leurs sans place à demeure.

Haute-Savoie. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de Thollon. A Annecy. 9 p. o/o chez les *chapeliers* chez qui les *appropriateurs* font 40 heures par semaine, les *fouleurs* 30 heures. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *menuisiers* ; de même chez les *tailleurs de pierre*. Travail peu actif chez les *maçons* d'Évian, dont une partie ont été s'occuper dans d'autres métiers. Pas de chômeurs chez les *bateliers* de Meillerie.

Savoie. — A Chambéry, 6 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs du livre* ; 3 p. o/o chez les *menuisiers* ; pas de signalés chez les *tailleurs de pierre*.

Isère. — A Grenoble, l'activité déjà signalée chez les *menuisiers* s'est maintenue. Ralentiessement du travail chez les *ouvriers en chaussures* de Morestel. La journée a été augmentée de plusieurs heures chez les *graveurs* de Voiron et les prix de façon ont été diminués de 2 à 3 centimes par mètre. Chez les *tailleurs de pierre* de Parmillieu, ouvrage toujours abondant. Ralentiessement du travail chez les *tailleurs de pierre* et *carriers* de Montalieu-Vercieu qui ne feraient plus que 40 heures par semaine. Chez les *maçons* de Grenoble, 19 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers.

Drôme. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de Saint-Remès, la reprise du travail s'accroît. 5 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, ralentiessement annuel du travail chez les *boulangers* pendant la saison d'été; le taux des salaires a tendance à baisser, par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. 4 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs*. Pas de signalés chez les *cuisiniers* qui sont placés dans les villes d'eaux. 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Cannes, chez qui la journée est diminuée de 2 heures dans certaines maisons, tandis que dans d'autres le travail serait plutôt plus actif que le mois dernier. A Nice, chez les *cordonniers*, travail encore peu actif; de même chez les *carrossiers*. Pas de chômeurs chez les *serriers*. Pleine saison de travail chez les *maçons* de Menton qui sont tous occupés. Les *potiers* de Vallauris estiment que le chômage atteint un cinquième des leurs; les *employés de commerce* de Nice, qui sont d'ailleurs en morte-saison, 2 p. o/o.

Var. — A Toulon, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Les *cordonniers* comptent un quart des leurs en chômage; les commandes sont moins nombreuses que l'an dernier. De même à la Seyne, chez les *charpentiers*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, 5 p. o/o de chômeurs; cependant de nouvelles commandes de navires vont amener une plus grande activité. 3 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*. Pas de chômeurs chez les *machinistes* de Toulon. De même, à la Seyne, chez les *chaudronniers en fer* et chez les *maçons*. 11 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs* de Toulon.

A la Seyne, baisse sur la viande (0 fr. 40 par kilogramme).

Bouches-du-Rhône. — Pas de chômeurs chez les *pêcheurs* de Martigues, cependant la situation reste encore difficile. Chez les *pêcheurs* de la Ciotat, amélioration depuis le mois dernier. Chez les *jardiniers*, travail toujours actif. Pas de chômeurs chez les *carriers* de Fontvieille; de même, chez les *mineurs* de Saint-Savournin-Gréasque.

7 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de la Ciotat. Pas de signalés chez ceux d'Arles. A Marseille, 6 p. o/o de chômeurs chez les *savonniers* qui sont moins occupés que l'an dernier par suite de l'augmentation de la concurrence. 4 p. o/o chez les *typographes*, qui sont en période de morte-saison. 2 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs-imprimeurs-clicheurs*.

Chez les *carrossiers*, reprise du travail depuis le mois dernier et 12 p. o/o de chômeurs. Travail encore sans activité chez les *tonneliers*, dont un grand nombre sont atteints par le chômage; la journée est réduite de moitié pour un millier d'ouvriers; on attribue cette crise à la concurrence des autres fabriques pour les tonneaux à vins et spiritueux et à l'augmentation des arrivages de tonneaux à huile de coton pour la partie dite *des huiles*.

Pas de chômeurs chez les *chauffeurs mécaniciens*. De même chez les *carreleurs* qui sont plus occupés que l'an dernier. Les *potiers* d'Aubagne estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage. A Marseille, pas de signalés chez les *commissionnaires* de la gare Saint-Charles. Situation plus difficile que le mois dernier chez les *employés de commerce*. Pas de chômeurs signalés chez les *employés d'hôtel et restaurant*.

A Martigues, baisse sur le pain qui se vend 0 fr. 40 le kilogramme.

Vaucluse. — Pas de chômeurs chez les *menuisiers* d'Avignon chez qui le travail a repris depuis le mois dernier. Les *ouvriers en balais* de Caderousse estiment qu'un peu plus du tiers des leurs manquent de commandes.

Ardeche. — A Annonay, ouvrage abondant chez les *négissiers palissonneurs*. Le travail a repris de l'activité chez les *négissiers de rivière*, 2 p. o/o sont en chômage, tous les ateliers ne font pas encore la semaine complète, mais aucun n'est fermé; on fait 55 heures en

moyenne par semaine, 2 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* chez qui une reprise du travail s'est produite, sauf dans un atelier où la journée a été diminuée d'une heure.

Gard. — L'activité déjà signalée chez les *terrasiers agriculteurs* d'Aigues-Mortes se maintient. A Nîmes, 3 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*. Pas de signalés chez les *typo-lithographes*.

Aveyron. — 5 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *typographes* de Rodez. A Millau, 15 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *gantiers*. Même chômage chez les *tailleurs de pierre*.

A Millau, le pain a baissé de 0 fr. 025 par kilogramme.

Tarn. — Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *chapeliers-appropriers* d'Albi. Travail toujours actif chez les *martineurs* de Durfort.

Hérault. — Pas de chômeurs chez les *cultivateurs-terrasiers* de Marsillargues. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et 8 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués chez les *mineurs* de Graissessac. Ralentissement du travail chez les *cordonniers* de Montpellier. Pas de chômeurs chez les *employés de maisons de nouveauté* de Béziers.

Aude. — 16 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs* d'Ouveillan et ralentissement du travail par suite de la sécheresse. Travail toujours actif chez les ouvriers *agriculteurs* de Cuxac et de Carcassonne. Morte-saison plus accentuée que l'an dernier chez les *tailleurs* de Narbonne qui comptent un quart des leurs en chômage. Chez les *patronnes et ouvrières de l'habillement* de Carcassonne, l'activité déjà signalée se maintient.

Haute-Garonne. — A Toulouse, chez les *trépointeurs*, morte-saison, journée réduite de 3 heures pour 70 ouvriers, travail, en moyenne, 42 heures par semaine; cependant pas de chômeurs. Chez les ouvriers *selliers-harnacheurs*, travail sans activité, principalement chez ceux occupés à l'équipement militaire qui, depuis 2 mois ne font que demi-journée, on compte un quart des syndiqués en chômage. Placement plus difficile que l'an dernier chez les *métallurgistes* et *conducteurs de machines à vapeur*, un certain nombre d'appareils à vapeur étant conduits par des ouvriers non mécaniciens; on estime que le chômage atteint moitié des syndiqués. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers, et 11 p. o/o de chômeurs chez les *hommes de peine* grâce à la température plus favorable.

Hautes-Pyrénées. — L'activité déjà signalée le mois dernier chez les *charpentiers* de Lourdes s'est maintenue. De même à Tarbes, chez les *menuisiers* et chez les *peintres*.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, placement plus facile que le mois dernier chez les *boulangers* pendant la période des fêtes, principalement pour les extras chez les *boulangers*, qui comptent 18 p. o/o des leurs sans place à demeure. Pas de chômeurs et activité satisfaisante chez les *tapisseries*. De même, à Pau, chez les *charpentiers* et chez les *maçons*. Pas de chômeurs chez les *plâtriers*. A Bayonne, un peu moins de 1 p. o/o chez les *employés de commerce* et pas de signalés chez les *garçons-boucheurs*.

Landes. — Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce* de Dax.

Gers. — Travail toujours plus actif chez les *maçons* d'Auch.

Tarn-et-Garonne. — Pas de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de paille* de Sept-Fonds.

Lot-et-Garonne. — Le travail qui s'était maintenu actif chez les *charpentiers* de Villeneuve-sur-Lot tend à baisser, cependant pas de chômeurs. Le travail se maintient chez les *employés limonadiers* d'Agen.

Dordogne. — Chez les *boulangers* de Périgueux, l'amélioration signalée s'est maintenue;

on compte 2 p. 0/0 de chômeurs. Reprise du travail moins accentuée que l'an dernier chez les *chapeliers-appropriateurs* du Bugue qui font 36 heures en moyenne par semaine.

Gironde. — A Bordeaux, les *compagnons et aspirants boulangers* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage. Amélioration de la situation depuis le mois dernier et 11 p. 0/0 de chômeurs chez les *cuisiniers*. Les *charpentiers* estiment qu'un peu plus de moitié des leurs sont atteints par le chômage; 18 p. 0/0 chez les *ferblantiers*, chez qui le travail est plus faible que l'an et que le mois derniers. Même situation et 17 p. 0/0 de chômeurs chez les *couvreurs*. Embarquements sans activité chez les *marins du commerce*. 11 p. 0/0 de chômeurs chez les *bouchers*. Un cinquième chez les *garçons-limonadiers*. 7 p. 0/0 chez les *gens de maison*.

A Bordeaux, baisse sur le pain 0 fr. 05 par 2 kilogrammes qui se vendent 0 fr. 80.

Charente-Inférieure. — L'activité déjà signalée chez les *typographes* de Rochefort s'est maintenue. Chez les *travailleurs du livre* de la Rochelle, 4 p. 0/0 de chômeurs; même chômage et reprise du travail depuis le mois dernier chez les *tailleurs de pierre* de Rochefort.

Charente. — 7 p. 0/0 de chômeurs chez les *boulangers* d'Angoulême. Chez les *typographes* de Cognac, travail toujours actif.

Haute-Vienne. — A Limoges, ouvrage se maintient plus abondant que l'an dernier chez les *typographes*. Un peu moins de 3 p. 0/0 de chômeurs et journée réduite pour 60 ouvriers chez les *coupeurs, brocheurs en chaussures* qui font 55 heures en moyenne par semaine. Ralentissement du travail chez les *ouvriers en bâtiment* de Saint-Junien. A Limoges, 6 p. 0/0 de chômeurs chez les *maçons*, et chez les *manœuvres et terrassiers*, travail abondant, pas de chômeurs; les travaux de démolition d'un quartier emploient aussi un nombreux personnel.

Corrèze. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Tulle, qui sont plus occupés que l'an dernier, grâce aux élections.

Cher. — A Néronde, la moisson qui est commencée a permis d'occuper une partie des ouvriers agricoles sans ouvrage. Les *bûcherons* qui ont fini leurs façons de forêt ont pu aussi s'employer aux travaux des champs, pas de chômeurs chez eux de Jussy, Henrichemont, Sancergues, Méry-ès-Bois, 16 p. 0/0 chez ceux de Vallenay.

A Bourges, l'amélioration signalée chez les ouvriers en *toiles cirées* s'est maintenue; de même chez les *menuisiers*. De même chez les *maçons et tailleurs de pierre* de Dun-sur-Auron. Pas de chômeurs chez ceux de Bourges; de même chez les *plâtriers*. Reprise du travail et 10 p. 0/0 de chômeurs chez les *couvreurs*. Chez les *chaufourniers* de la Guerche, l'activité déjà signalée se maintient. Arrêt du travail chez ceux de Jussy-le-Chaudrier par suite du chômage annuel du canal qui dessert le bassin de Beffes; quelques ouvriers sont encore occupés pour les réparations d'usines. Chez les *journaliers* de Vierzon, 16 p. 0/0 de chômeurs et travail irrégulier suivant les usines.

Indre. — L'activité signalée chez les *bûcherons* du Poinçonnet se maintient. De même chez les *typographes* de Châteauroux et chez les ouvriers en *cuirs et peaux* de Chinault-Issoudun. 5 p. 0/0 de chômeurs chez les ouvriers en *bâtiment* de Châteauroux.

Vienne. — A Poitiers, un peu moins de 6 p. 0/0 de chômeurs chez les *imprimeurs*. Commencement de morte-saison chez les *tailleurs*. Pas de chômeurs chez les ouvriers sur *métaux* de Cenon.

Deux-Sèvres. — L'activité déjà signalée chez les *mineurs* s'est maintenue, grâce au facile écoulement des produits. A Niort, un peu plus de 8 p. 0/0 de chômeurs chez les *gantiers*. Pas de signalés chez les *ferblantiers*. 2 p. 0/0 chez les *tailleurs de pierre*, qui font la journée de 11 heures. Pas de chômeurs chez les *peintres en bâtiment*.

A Niort, baisse sur le pain, 0 fr. 05 par 2 kilogrammes.

Vendée. — Situation plus mauvaise que le mois précédent chez les *pêcheurs* : la sardine se vend à un prix peu rémunérateur et le poisson pris au chalut se vend également mal. Pas de chômeurs chez les *mineurs* du Faymoreau. L'amélioration déjà signalée chez les *typographes* de la Roche-sur-Yon s'est maintenue. Situation toujours difficile et commandes plutôt plus faibles que le mois précédent chez les *tisserands*, à Saint-Laurent-sur-Sèvre; aux Épesses, on a compté un peu plus de 7 p. o/o de chômeurs; à Evranes, un cinquième des syndiqués en chômage, et à la Verrerie, tous sont occupés, mais moins que l'an dernier. Travail 66 heures par semaine chez les ouvriers du *bâtiment* de la Roche-sur-Yon. Ralentissement du travail chez les *maçons* des Sables-d'Olonne qui comptent un peu plus du quart des leurs en chômage.

Pain en baisse : à Saint-Laurent-sur-Sèvre, 0 fr. 05 par kilogramme; aux Épesses, 0 fr. 03 par kilogramme.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 8 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Travail en diminution chez les ouvriers des *usines des produits chimiques*, dont un grand nombre sont en chômage; au milieu de juillet, un incendie a détruit une savonnerie et une huilerie qui occupaient 160 ouvriers. Pas de chômeurs chez les *relieurs-papetiers* qui sont plus occupés que l'an dernier; de plus, la journée a été augmentée d'une heure pour un certain nombre d'entre eux. La fabrication des registres a été particulièrement active; le cartonnage et l'encadrement ont aussi reçu de nombreuses commandes que l'on n'a pas pu satisfaire, faute de personnel spécial en nombre suffisant. L'activité déjà signalée chez les *typographes* s'est maintenue. 10 p. o/o de chômeurs chez les *tanneurs*. Morte-saison, plus accentuée que l'an dernier, chez les *tailleurs*; on compte un tiers des ouvriers en chômage. Ralentissement du travail chez les *frappeurs-forgerons* : la journée est diminuée de 2 heures pour 40 ouvriers. Ouvrage moins abondant que l'an et le mois derniers chez les *tourneurs-robineurs*. Les *granitiers* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage; même chômage chez les *tailleurs de pierres blanches*; peu de chômage chez les *paveurs* de Chantenay.

Morbihan. — Les *galochiers* de Karendrech estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage; pas de signalés chez les *ferblantiers* de Quiberon.

Finistère. — Situation plus mauvaise que l'an dernier chez les *pêcheurs* de Concarneau par suite du bas prix de vente des sardines. A Lorient, chez les *typographes*, le travail a repris une nouvelle activité; des ouvriers qui avaient quitté leurs ateliers ont pu être de nouveau embauchés. L'activité signalée chez les *ouvrières de l'aiguille* de Morlaix s'est maintenue. Pleine morte-saison, plus accentuée que l'an dernier, chez les *coupeurs-tailleurs* de Brest. Pas de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers* de Douarnenez, chez qui la journée a été augmentée de 1 à 2 heures par jour.

Ille-et-Vilaine. — 3 p. o/o de chômeurs chez les *manœuvres de la mine* de Bruze, qui sont plus occupés que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *typographes* de Fougères; de même à Rennes, chez les *chapeliers-appropriateurs* et chez les *employés de commerce*.

A Bruz, diminution sur le pain, 0 fr. 02 par kilogramme.

Maine-et-Loire. — 5 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de Cholet; chez les *tisserands* de Saint-Léger, le travail est toujours suspendu un jour par semaine, cependant, tous sont encore occupés; de même, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois précédents chez les *tisserands* de Gesté; de même chez ceux de Saint-Philibert. 4 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands* de la Séguinière, qui font une demi-journée pour la plupart. Pas de chômeurs, mais travail sans activité chez les *tisserands* de la Tessoualle, chez qui la journée est diminuée de 3 heures en moyenne. 2 p. o/o de chômeurs et travail 36 heures par semaine chez les *tisserands* de Cholet. A Angers, journée de 11 heures et pas de chômeurs chez les *menuisiers*. Ralentissement du travail chez les *manœuvres* et *terrassiers*, les chantiers de construction étant moins abondants. 12 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*. Un peu plus de 6 p. o/o chez les *garçons-limonadiers*.

Baisse sur le pain, 0 fr. 10 par 6 kilogrammes à la Tessoualle, et 0 fr. 05 par 3 kilogrammes à Cholet.

Mayenne. — Pas de chômage signalé chez les *ouvrières en robes* de Laval.

Sarthe. — Au Mans, reprise du travail depuis le mois dernier et pas de chômeurs chez les *gilechiers*, de même chez ceux de la Flèche. Au Mans, travail assez satisfaisant chez les *mouleurs*, qui font 66 heures par semaine. Ouvrage plus abondant que le mois dernier, mais moins que l'année précédente chez les *maçons*, qui sont tous occupés. Les *couvreurs* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs chez les *typographes*; dans une maison, le travail a été suspendu 3 jours par semaine. 6 p. o/o de chômeurs chez les *ferblantiers*. Pas de signalés chez les *plâtriers*.

Loir-et-Cher. — A Blois, reprise du travail; pas de chômeurs et journée augmentée d'une heure pour 15 ouvriers chez les *typographes*. De même, pas de chômeurs signalés chez les *ouvriers sur métaux* de Vendôme.

Loiret. — Les *bûcherons* de Cernay, le travail en forêts étant terminé, se sont employés aux travaux des champs, et les moissons fournissent un ouvrage abondant. A Orléans, pas de chômeurs et placement plus facile que le mois dernier chez les *boulangers*. Chez les *tailleurs*, ralentissement du travail de morte-saison plus accentué que l'an dernier. 4 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*, chez qui une amélioration s'est produite depuis le mois dernier.

Eure-et-Loir. — L'activité du travail déjà signalée chez les *typographes* de Nogent-le-Rotrou s'est accentuée. De même chez ceux de Châteaudun, sauf dans une *imprimerie*, où la journée a été réduite d'une heure. De même, pas de chômeurs chez les *typographes* de Chartres.

A Châteaudun, le pain a baissé de nouveau de 0 fr. 10 par 4 kilogrammes, qui se vendent 1 fr. 50.

Orne. — Grâce aux commandes pour une exposition régionale, l'activité déjà signalée s'est maintenue chez les *typographes* d'Alençon.

Calvados. — 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Caen. Ouvrage abondant chez ceux de Vire. Pas de chômeurs chez les *bonnetiers* de Falaise. Un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs et journée réduite de 2 heures dans la plupart des ateliers chez les ouvriers de l'industrie cotonnière de Condé-sur-Noireau.

Eure. — A Évreux, travail toujours actif chez les *compositeurs-imprimeurs*. Chez les *tisseurs* de Louviers, une maison (30 ouvriers) vient de fermer; une autre (80 ouvriers) en a licencié une soixantaine; enfin une autre maison (25 ouvriers) a réduit les prix de façon; le gain de l'ouvrier est diminué aussi de 0 fr. 25 environ par jour.

Seine-Inférieure — Pas de chômeurs et placement satisfaisant chez les *cuisiniers* du Havre. 12 p. o/o de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*. Chez les *cotonniers* de Bolbec, chômage 4 jours par quinzaine dans une fabrique (500 ouvriers), 3 jours dans un au re tissage et 2 jours dans une filature. Au Havre, chez les *voiliers*, le ralentissement du travail déjà signalé se maintient. A Rouen, pas de chômeurs chez les *mouleurs en fonte*. Au Havre, journée diminuée de 2 heures par 200 ouvriers chez les *métallurgistes*. Reprise du travail depuis le mois dernier et un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs chez les *peintres en bâtiment*. Au Havre, 10 p. o/o de chômeurs; cependant ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *journaliers du port*.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour août et septembre 1898 :

BRIEY. — Amenée d'eau.....	138.300 ^f
CARCASSONNE. — Construction de chemins.....	129.100
CHARTRES. — Chemin de fer de la Loupe à Bron. Balastage et pose de voie.....	310.000
DIJON. — Consolidation de barrage.....	800.000
LILLE. — Écoles d'arts et métiers. Travaux de serrurerie.....	300.000
LYON. — Ligne de chemin de fer de Villefranche à Monsols. 3 ^e lot d'infrastructure.....	156.000
PARIS. — Construction d'un égout.....	142.600
PARIS. — Déviation d'égouts pour le métropolitain.....	656.400
PARIS. — Construction du Métropolitain (1 ^{re} partie).....	25.669.000
PARIS. — Consolidation sous le chemin de fer Métropolitain.....	100.000
PARIS. — Assistance publique. Carrelage céramique.....	125.100
PARIS. — Exposition universelle. Tranchée des Moulineaux et plate-forme.....	456.100
PERPIGNAN. — Construction d'une école.....	162.900
TOLLON. — Travaux de port.....	456.100
CHEMINS DE FER DU MIDI. — Construction de station.....	300.000

Résultats des Adjudications précédentes.

ARRAS. — Société des chemins de fer économiques à Boulogne-sur-Mer. Ligne de Portel à Bonningues. Pose de voie et ballastage sur 41.300 mètres (140.000 fr.). — Adj. : Oranie, à Gravelines (Nord), 4,60.

BESANCON. — Canal du Rhône au Rhin. Approfondissement de biefs en rivière de Gouille à Tarragnoz (160.000 fr.). — Adj. : Schwander, à Monthéliard, 22.

BRIEY. — Construction d'une caserne de gendarmerie (161.950 fr.). — Adj. : *terrassement et maçonnerie*, Evrard, à Nancy, 15; *charpente et menuiserie*, Micuville, à Nancy, 12; *serrurerie*, Marlange, à Verdun, 23.

CAEN. — Infrastructure du tramway de Grandcamp-les-Bains à la gare de Molay-Littry et à la Mine-de-Littry (130.000 fr.). — Adj. : Mouniette, à Deauville-sur-Mer, 2.

CORBEIL. — Construction d'écoles à Ballancourt (101.200 fr.). — Adj. : *terrassement et maçonnerie*, Menecier, à Ballancourt, 21.

CREIL (Oise). — Achèvement du sanatorium d'Angicourt (6 lots : 257.600 fr.). — Adj. : Tumerello, 2; Barbillat, 210, faubourg Saint-Honoré, à Paris, 26,40; Cartier, boulevard Voltaire, à Paris, 14,60; Thévenot, à Liancourt (Oise), 10; Fourest, 6, rue Pavie, à Paris, 32,60.

DIJON. — Construction d'une école d'agriculture à La Barotte, près de Châtillon-sur-Seine (227.000 fr.). — Adj. : *terrassement et maçonnerie*, Chalmandrier, à Châtillon, 13; *charpente*, Bajolot, à Châtillon, 10; *couverture et zinguerie*, Hory, à Dijon, 21; *plâtrerie et carrelage*, Guillemot, à Champlitte (Haute-Saône), 17; *menuiserie*, Martin, à Nevers, 23; *serrurerie*, Breuillot, à Champlitte, 18; *peinture, vitrerie et tenture*, Combrouze, à Saint-Étienne, 21.

LAON. — Installation d'une partie du camp de Sissonne (251.700 fr.). — Adj. : *terrassements*, Tournoux, à Hirson, 5 d'augmentation; *couverture en ardoises*, Thival, 40, rue des Saint-Pères, à Paris, 0,40; *charpente, menuiserie*, Serville, à Sissonne, 0,10; *ferronnerie, fumisterie*, Coulon, 198, rue Championnet, à Paris, 0,10; *peinture, vitrerie*, Déjardin, à Sissonne, 10.

NEAVERS. — Canal du Nivernais. Dérivation dans la traversée de Clamecy. Construction du bras de raccordement de l'abattoir et perrés en rivière 172,000 fr. — Adj.: Gaucher, rue de Charenton, à Paris, 16.

ORAN. — Chemin de fer d'Aïn-Sefra à Djénien-bou-Rez. — Fourniture de rails sur 29 kilom. 700 (368. fr.). — Adj.: Société des forges et aciéries de Micheville, 3.

NÎMES. — Construction d'un pont suspendu métallique rigide, sur le Rhône, entre Aramont et Barbentane, tablier et suspension 1,500,000 fr. — Adj.: Arnodin, à Châteauneuf-sur-Loire, *prix du devis*.

PARIS. — Construction d'un bâtiment à la Bibliothèque nationale (873,500 fr.). — Adj.: *terrasse et maçonnerie*, Verrier, 87, boulevard de Grenelle, 26,20; *charpente en fer, serrurerie, quincaillerie*, Baudet-Donon, 139, rue Saussure, 20.

PARIS. — Constructions d'égouts, ouvrages accessoires et galeries de décharge, installation d'estacades pour l'établissement de la ligne du chemin de fer métropolitain, de la porte de Vincennes à la porte Dauphine, entre la place de la Bastille et l'avenue de l'Alma (2,388,500 fr.). — Adj.: *construction d'un collecteur entre le boulevard de Sébastopol et le collecteur du centre, rue des Petits-Champs*, Roche, 94, boulevard de Courcelles, 17,10; *construction d'un collecteur entre la rue Bourlignon et le boulevard de Sébastopol*, ABard, 46, quai Jemmapes, 17,90; *construction d'un collecteur entre la rue de Rivoli et la place de la Concorde*, Pradeau, 8, rue Paul-Louis-Courier, 20,30; *construction d'un collecteur entre la place de la Concorde et la rue du Cirque*, Pradeau, 21,30; *construction de quatre tronçons d'égouts*, Dauphin, 35, passage des Favorites, 15,70; *construction de galeries de décharge en Seine et installation d'estacades*, Roche, 10,80.

PARIS. — Construction d'un groupe scolaire rue Saint-Ferdinand (542,900 fr.). — Adj.: *terrasse et maçonnerie*, « Les Maçons de la Seine », 4, rue Michel-de-Bourges, 34,20; *ferronnerie et serrurerie*, Fromenthal, 12, rue Calmels, 37,80; *charpente en bois et escaliers*, Gollas, 65, rue des Entrepreneurs, 38,30; *couverture et plomberie*, Gorjux, 70, avenue Parmentier, 42,90; *menuiserie*, « L'Espérance du Bâtiment », 10, rue Ducloux, 36,20; *parquetage*, Cosseron, 56, rue Letort, 24,40; *funisterie*, Pompart, 7 bis, rue Fromentin, 25,10; *peinture, vitrerie et tenture*, Steinkampf, 21, rue d'Armaillé, 50,20.

PARIS. — Construction de bâtiments à édifier rue Cuvier (3 lots : 362,600 fr.). — Adj.: *charpente*, « Les Charpentiers de Paris », 24, rue Labrousse, 10,40; *couverture, plomberie, etc.* Monduit, 31, rue Poncelet, 21,50; *serrurerie et quincaillerie*, Barbot, 120, rue Lauriston, 15,20.

PARIS. — Travaux de terrassements, maçonnerie, charpente, etc., pour la construction et la modification des égouts nécessités par l'établissement de la ligne métropolitaine de la porte de Vincennes à la porte Dauphine et à la porte Maillot: 1° entre la porte de Vincennes et la place de la Bastille; 2° entre l'avenue de l'Alma et les portes Dauphine et Maillot (4 lots: 656,400 fr.). — Adj.: *cours de Vincennes et boulevard Diderot*, Quéhan, 87, rue Michel-Bizot, 17,30; *avenue Ledru-Rollin*, Dauphin, 13, avenue de Choisy, 17,10; *place Victor-Hugo et avenue Bugeaud*, Roufflet, 12, rue Castagnary, 13,30; *rue de la Pompe*, Joyeux, rue Linois, 11,70.

SAINT-DENIS (Seine). — Construction d'une annexe militaire à l'hôpital civil (132,400 fr.). — Adj.: *terrassement, maçonnerie, carrelage, ouvrages en ciment, pavage et empierrement, asphalte et bitume*, Lefèvre, à Vincennes, 15; *couverture, zingage, plomberie, fontainerie*, Guéneau, à Neuilly-sur-Seine, 20,20; *charpente et menuiserie*, Henry, à Melun, 15; *ferronnerie, serrurerie, poêlerie, funisterie*, Pau, à Paris, 10 d'augmentation; *peinture, tenture, vitrerie*, Audoin, à Paris, 20,20.

VANNES. — Doublement de la conduite des eaux entre Meuron et le réservoir des Trois-Rois (120,000 fr.). — Adj.: *terrassements, maçonnerie, tuyaux en grès vernissés*, Langelin, Le Havre, 1.

VERSAILLES. — Assainissement et viabilité. Construction et établissement de tuyaux collecteurs (114,700 fr.). — Adj.: Lucas, à Marly-le-Roi, 15.

CHEMINS DE FER DE L'EST. — Ligne nouvelle de Révigny à Lérrouville. Infrastructure (500.000 fr.). — Adj. : Jardin, 111, rue de la Tour, à Paris.

CHEMINS DE FER DE L'OUEST. — Ligne d'Issy à Virolloy (4.800.000 fr.). — Adj. : *Viaduc d'Issy*, Couvert, à Saint-Cloud, 7; *Viaduc des Montineux*, Veyssière, à Brioude (Haute-Loire), 9.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les sept premiers mois de l'année 1898:

	VARIATIONS			
	1898.	1897.	en plus.	en moins.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	983.197.000	497.794.000	485.403.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	1.367.749.000	1.395.887.000	"	28.138.000
Objets fabriqués.....	369.156.000	353.238.000	15.918.000	"
TOTAUX ET BALANCE....	2.720.102.000	2.246.919.000	473.183.000	"
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	360.417.000	383.059.000	"	22.642.000
Matières nécessaires à l'industrie	501.789.000	545.298.000	"	43.509.000
Objets fabriqués.....	999.901.000	1.073.176.000	"	73.275.000
Colis postaux.....	92.418.000	90.828.000	1.590.000	"
TOTAUX ET BALANCE....	1.954.525.000	2.092.361.000	"	137.836.000

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Juin 1898.	Juillet 1898.	Juillet 1897.
Farine 12 marques, les 157 kilogrammes.....	56 ^f 10 ^c	59 ^f 10 ^c	52 ^f 60 ^c
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes... ..	30 50	29 25	25 40
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	49 50	53 00	37 65
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	53 50	49 85	60 25
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	40 00	"	39 75
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	35 50	35 50	33 50
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	50 00	49 50	42 00
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette)..	1 40	1 38	1 52
Veau, idem.	1 80	1 70	1 70
Mouton, idem.	1 90	1 80	1 80
Porc, idem.	1 65	1 54	1 65
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	44 00	39 00	48 35
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	133 50	132 50	114 50
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	41 00	43 00	41 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	16 50	16 00	16 50
Cuivre en lingots, idem.	140 00	134 50	127 75
Étain Banka, idem.	183 00	194 00	168 50
Plomb, idem.	39 75	38 25	32 00
Zinc bonnes marques, idem.	51 25	53 00	46 00

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de juillet		Du 1 ^{er} janv. au 31 juillet.	
	1898.	1897.	1898.	1897.
Faillites.....	120	121	896	830
Liquidations judiciaires.....	11	16	118	91
Conversions de liquidations en faillites	11	1	38	19

Mont-de-Piété de Paris. — Situation au 31 juillet 1898 :

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombre.	francs.
Il y avait en magasin, le 30 juin 1898 au soir.....			1.612.384	47.919.876
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	117.361	3.278.960	170.923	4.991.484
Par renouvellements.....	53.562	1.712.524		
TOTAL.....			1.783.307	52.911.360
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	89.448	2.511.798	154.538	4.395.847
Par renouvellements.....	53.562	1.712.524		
Par ventes.....	11.528	171.525		
RESTE en magasin le 31 juillet 1898.....			1.628.769	48.515.513

VALEURS MOBILIÈRES.			TITRES.	SOMMES.
			nombre.	francs.
Il y avait en magasin, le 30 juin 1898 au soir.....			21.814	5.818.861
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	2.915	691.475	4.771	1.206.094
Par renouvellements.....	1.856	514.619		
TOTAL.....			26.585	7.024.956
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	2.036	484.492	4.468	1.158.501
Par renouvellements.....	1.856	514.619		
Par ventes.....	576	159.390		
RESTE en magasin le 31 juillet 1898.....			22.117	5.866.455

	GAGES CORPORELS.		VALEURS MOBILIÈRES.	
	Articles.	Sommes.	Titres.	Sommes.
	nombre.	francs.	nombre.	francs.
Restait en magasin, le 31 juillet 1894...	1.826.651	49.054.471	17.460	4.920.835
1895...	1.698.749	46.164.593	20.295	5.539.901
1896...	1.650.076	47.209.697	22.067	5.936.173
1897...	1.645.227	48.818.027	21.899	5.924.018

Intérêts des emprunts : à 1 an, 2,75 p.o/o ; à 9 mois, 2,50 p.o/o ; à 6 mois, 2 p.o/o ; à 3 mois, 1,50 p.o/o.

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les cinq premiers mois de 1898 a été de 12.799.152 tonnes. Il était, en 1897, de 11.843.455 tonnes, soit une augmentation de 8 p. o/o.

Les recettes des compagnies de chemins de fer d'intérêt général, du 1^{er} janvier au 29 juillet, ont été en 1898 de 731.339.800 francs, et en 1897 de 706.531.600 francs, soit une augmentation de 3,39 p. 100.

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 juillet il a été déposé 128 demandes en autorisation de bâtir, dont 89 pour des constructions neuves. Pendant le mois de juillet 1897, le nombre des demandes avait été de 175, dont 88 pour des constructions neuves.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} AOÛT.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
JUIN 1898.					JUIN 1898.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	224	118	109	6	Aix.....	84	42	39	"
— (1 ^{re} —).	"	"	"	"	Besançon.....	85	97	32	"
— (X ^e —) (1)	939	1370	490	2.659	Béziers.....	197	98	41	27
— (XIII ^e —)	326	234	217	"	Nice.....	200	58	58	33
— (XV ^e —).	206	211	216	2	Nîmes.....	61	56	46	15
— (XVII ^e —).	319	285	211	5	Rennes (1)....	2.047	500	315	"
— (XX ^e —).	173	174	106	8	Saint-Étienne..	70	71	69	"
Lille.....	23	20	"	"	Versailles.....	6	6	"	"
Nancy.....	170	61	49	"	Alger.....	429	295	173	139
Trouville.....	73	15	15	"	Constantine....	784	"	521	"
JUILLET 1898.					JUILLET 1898.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	518	439	295	"	Issy-les-Moulin.	9	"	7	"
— (V ^e —).	114	111	80	3	Bourges.....	108	62	41	6
— (VI ^e —).	387	164	151	327	Carcassonne....	74	81	55	3
— (IX ^e —).	203	202	112	35	Le Havre.....	209	54	26	5
— (XIV ^e —).	173	142	129	"	Perpignan.....	77	42	18	21
— (XIX ^e —).	182	128	128	"	Toulon.....	30	16	16	"
Refuges munic..	"	"	"	"	Tours.....	277	225	225	"
Levallois-Perret.	148	109	44	12	Valence.....	192	177	64	"
Brest.....	42	8	11	"					
Listieux.....	59	60	45	"					
Orléans.....	5	2	2	"					
Sens.....	73	11	11	"					
Trouville.....	93	31	30	1					

(1) Pour les mois d'avril, mai et juin.

(1) Pour les mois d'avril, mai et juin.

C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (JUILLET 1898).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Château-Thierry..	Union typographique.....	"	"	1	"
Id.....	Soissons.....	Travailleurs du livre.....	"	1	1	"
Id.....	Saint-Quentin.....	Couvreurs.....	3	1	"	1
Id.....	Id.....	Association des employés voya- geurs et dessinateurs.....	2	1	1	"
Alpes-Maritimes..	Nice.....	Confiseurs.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Cordonniers.....	20	2	"	"
Aube.....	Troyes.....	Plâtriers.....	4	2	"	"
Aude.....	Narbonne.....	Tailleurs.....	6	"	"	"
Bouches-du-Rhône	Arles.....	Syndicat des ouvriers boulan- gers.....	3	10	2	2
Id.....	Marseille.....	Typographes.....	15	"	"	"
Id.....	Id.....	Carrossiers-selliers.....	12	8	11	5
Id.....	Id.....	Tonneliers.....	250	18	17	"
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conducteurs.....	1	1	1	"
Id.....	Id.....	Employés d'hôtels et de restau- rants.....	2	2	2	8
Calvados.....	Vire.....	Typographes.....	"	"	1	"
Charente.....	Angoulême.....	Syndicat des ouvriers boulan- gers.....	50	43	"	7
Cher.....	Vierzon.....	Journaliers.....	"	25	"	"
Id.....	Bourges.....	Carrossiers.....	5	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Syndicat des typographes.....	18	"	2	"
Id.....	Id.....	Syndicat des comptables.....	4	1	1	"
Dordogne.....	Périgueux.....	Syndicat des ouvriers boulan- gers.....	8	6	2	6
Finistère.....	Brest.....	Typographes.....	2	"	2	"
Id.....	Douarenez.....	Ferblantiers-boitiers.....	2	"	"	"
Gard.....	Nîmes.....	Syndicat des ouvriers confiseurs.....	5	4	4	1
Haute-Garonne.....	Toulouse.....	Hommes de peine.....	1	1	1	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Compagnons boulangers.....	15	12	16	23
Id.....	Id.....	Syndicat des cuisiniers.....	"	"	12	54
Id.....	Id.....	Limonadiers.....	100	50	20	60
Id.....	Id.....	Bouchers.....	8	3	4	3
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	53	58	21	4
Isère.....	Grenoble.....	Imprimeurs-lithographes.....	4	"	1	"
Id.....	Id.....	Gareurs.....	10	7	6	3
Id.....	Voiron.....	Maçons.....	25	"	"	"
Landes.....	Dax.....	Employés de commerce.....	1	2	1	2
Loire.....	Saint-Ltienne.....	Syndicat des ouvriers boulan- gers.....	6	6	2	1
Id.....	Id.....	Syndicat des ouvriers cuisiniers.....	3	1	2	8
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	Frappeurs.....	2	30	"	"
Lot-et-Garonne.....	Agen.....	Garçons limonadiers.....	3	1	1	20
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Id.....	18	17	7	10
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	"	3	1
Haute-Marne.....	Reims.....	Menuisiers.....	2	2	2	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Ouvriers en limes.....	4	"	"	"
Nord.....	Lille.....	Syndicat des ouvriers boulan- gers.....	"	85	19	66
Id.....	Id.....	Taiseurs à la mécanique.....	5	"	"	"
Id.....	Dunkque.....	Maçons.....	28	12	"	"
Pas-de-Calais.....	Boulogne-sur-Mer.....	Tonneliers.....	6	"	"	"
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.....	Typographes.....	2	"	"	"
Basses-Pyrénées.....	Bayonne.....	Syndicat des ouvriers boulan- gers.....	"	"	1	"
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	2	1	1	"
Rhône.....	Lyon.....	Syndicat des ouvriers confiseurs- pâtisseries.....	38	4	2	"
Id.....	Id.....	Chauffeurs-mécaniciens.....	9	3	3	"

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	à de- meure.	en extra.
Rhône.....	Lyon.....	Union des employés de commerce	25	5	5	"
Id.....	Id.....	Employés de cafés-restaurants..	180	120	37	420
Saône-et-Loire.....	Autun.....	Comptables.....	4	3	1	"
Haute-Savoie.....	Annecy.....	Chapeliers.....	2	"	"	"
Deux-Sèvres.....	Niort.....	Ferblantiers.....	3	"	"	"
Seine.....	Paris.....	Menuisiers.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	"	"	60	"
Id.....	Id.....	Union des peintres en voitures..	2	3	1	1
Id.....	Id.....	Ouvriers en voitures.....	5	8	4	"
Id.....	Id.....	Tourneurs-décolleteurs.....	7	2	"	"
Id.....	Id.....	Brossiers.....	6	6	2	4
Id.....	Id.....	Syndicat des ouvriers Biscui- tiers.....	50	"	16	2
Id.....	Id.....	Syndicat mixte de la boulan- gerie.....	"	"	3	12
Id.....	Id.....	Union amicale des boulangers..	"	21	10	11
Id.....	Id.....	Compagnons boulangers.....	"	"	8	50
Id.....	Id.....	Union des boulangers du MH ^e arrondissement.....	"	"	6	39
Id.....	Id.....	Placement mutuel des ouvriers boulangers.....	28	35	8	27
Id.....	Id.....	Syndicat des ouvriers carton- niers.....	22	9	3	10
Id.....	Id.....	Syndicat des typographes.....	300	160	"	"
Id.....	Id.....	Syndicat des imprimeurs-litho- graphes.....	30	"	17	9
Id.....	Id.....	Syndicat des margeurs pointeurs	"	12	"	"
Id.....	Id.....	— dessinateurs écrivains.....	25	15	9	6
Id.....	Id.....	— ouvriers de la brochure.....	2	1	1	"
Id.....	Id.....	— ouvriers gainiers.....	1	2	1	"
Id.....	Id.....	— des teinturiers.....	98	156	85	10
Id.....	Id.....	— des passementiers.....	6	"	"	"
Id.....	Id.....	— Solidar. des charpentiers.....	7	6	"	6
Id.....	Id.....	— des limonadiers restau- rateurs.....	340	334	53	281
Id.....	Id.....	— des restaurateurs-limo- nadiers.....	"	104	21	"
Id.....	Id.....	— de la boucherie.....	"	135	86	43
Id.....	Id.....	Employés d'hôtel.....	150	50	30	10
Id.....	Id.....	Tonneillers.....	300	300	227	120
Id.....	Id.....	Garçons restaurateurs.....	"	"	29	124
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	"	125	775
Id.....	Id.....	Elèves en pharmacie.....	16	12	7	3
Id.....	Id.....	Afficheurs.....	30	12	"	2
Id.....	Id.....	Syndicat des ouvriers boulan- gers.....	30	12	3	9
Id.....	Saint-Denis.....	Relieurs doreurs.....	16	7	4	3
Id.....	Paris.....	Maréchaux ferrants.....	98	50	13	37
Id.....	Id.....	Potiers d'étain.....	9	3	3	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	46	15	21	"
Id.....	Id.....	Bijoutiers or.....	428	180	125	"
Id.....	Id.....	Garçons de magasin, cochers li- vres.....	104	26	17	9
Id.....	Id.....	Union des comptables.....	17	15	4	1
Id.....	Id.....	Étaliers.....	10	10	"	"
Somme.....	Amiens.....	Tapissiers.....	1	"	"	"
Vienne.....	Poitiers.....	Imprimeurs.....	10	"	1	"
Haute-Vienne.....	Limoges.....	Coupeurs-brocheurs en chaus- sures.....	4	8	"	"

D. — SYNDICATS PATRONAUX (JUIN).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Hérault.....	Montpellier.....	Restaurateurs limonnadiers.....	30	15	"	"
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Syndicat de la charcuterie.....	37	15	11	4
Rhône.....	Lyon.....	Maîtres teinturiers et dégrais.....	16	6	6	"
Seine.....	Paris.....	Débitants de vins et liquoristes.....	134	142	108	13
Id.....	Id.....	Indust. et appar. de l'art médical.....	14	6	14	"
Id.....	Id.....	Entrepreneurs de travaux pu- blics.....	9	1	"	"
Id.....	Id.....	Meunerie française.....	14	10	10	"
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	"	46	35	"
Id.....	Id.....	Conteliers.....	27	23	21	"
Id.....	Id.....	Syndicats du papier et des in- dustries qui le transforment.....	30	14	11	"
Id.....	Id.....	Architectes.....	22	12	12	"
Id.....	Id.....	Epicerie gros et détail.....	562	470	431	"
Id.....	Id.....	Boucherie.....	11	"	10	"
Seine-Inférieure..	Le Havre.....	Epicerie.....	11	9	11	"
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	2	2	1	"

(1) Placement de nourrices au sein.

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (JUILLET).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Doubs.....	Besançon.....	Employés du commerce.....	"	"	1	"
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Société des maréchaux.....	38	42	38	4
Nord.....	Lille.....	Voyageurs de commerce.....	9	4	4	"
Seine.....	Paris.....	Association des comptables.....	105	86	38	13
Id.....	Id.....	Société « l'Étoile ».....	456	2163	211	1952
Id.....	Id.....	Voyageurs de commerce.....	"	38	38	"
Id.....	Id.....	Société de la boucherie.....	"	147	79	9
Id.....	Id.....	Société « le Bâtiment ».....	3	6	2	"
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	200	185	185	660
Id.....	Id.....	Société « la Couturière ».....	10	16	"	"
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrandi- niers.....	44	12	"	12
Id.....	Id.....	Boulangers du devoir.....	"	"	8	50
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	392	389	361	4
Id.....	Id.....	Employés du commerce et de l'industrie.....	5	5	1	"
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	167	95	63	10
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	68	11	2
Constantine.....	Batna.....	Société des anciens militaires.....	3	"	"	"

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (JUILLET).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Bouches-du-Rhône.	Marseille	Assistance par le travail.	10	"	6	1
Doubs	Besançon	<i>Id.</i>	16	"	1	5
Gironde	Bordeaux	Maison du marin	"	94	"	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Assistance par le travail	"	"	10	3
Indre-et-Loire	Tours	Office des travailleurs	397	242	210	"
Marne	La Chalmelle	Colonie agricole	17	90	13	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy	Maison de Sainte-Marie	"	"	60	10
Nord	Dunkerque	Maison du marin	"	"	176	"
Rhône	Lyon	Asile protestant	"	23	22	1
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Assistance par le travail	69	"	7	12
Seine	Paris	«The Mission Home.»	104	73	18	5
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Assistance par le travail du 11 ^e arrondissement	55	39	27	7
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Home français	"	"	1	1
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société philanthropique	"	"	"	345
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Maison des sœurs de la Croix	"	"	324	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Asile Saint-Charles	71	149	35	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société de protection des Alsaciens-Lor.	"	5	5	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	«The english catholic home.»	50	45	8	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société des visiteurs des pauvres	9	5	5	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société philanthropique savoisienne	62	158	101	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société protestante du travail	57	50	38	"
Seine-et-Marne	Melun	Assistance par le travail	11	11	2	9

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

ŒUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE JUILLET.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.148	150	558	"	25,532
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	4.091	545	160	365	14,391
Asile de la rue Mouffetard.....	42	7	"	1	183
Société philanthropique (rue de Crimée)....	"	"	131	17	743
— (rue Labat).....	"	"	310	42	960
— (rue Saint-Jacques)....	"	"	429	88	2.203
— (avenue du Maine)....	"	"	64	64	679

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de juillet 1898, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels.

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [20 avril 1898]. — Syndicat des représentants à Marseille des compagnies ou sociétés d'assurance contre l'incendie (31 membres). Siège social : 27, cours Pierre-Puget, à Marseille.

[1^{er} mai 1898]. — Syndicat des poissonnières de Marseille (100 membres). Siège social : à l'Alhambra, place Sadi-Carnot, à Marseille.

[23 mai 1898]. — Syndicat pour la défense du gaz acétylène et des industries qui s'y rattachent (85 membres). Siège social : 1, place de la Bourse, à Marseille.

Isère [20 mai 1898]. — Syndicat professionnel des bouchers de la ville de Grenoble (33 membres). Siège social : chez le président, 2, rue Vaucanson, à Grenoble.

Maine-et-Loire [12 avril 1898]. — Chambre syndicale des meuniers de Maine-et-Loire (25 membres). Siège social : café Gasmault, place du Ralliement, à Angers.

Meurthe-et-Moselle [24 mars 1898]. — Union syndicale et mutuelle des hôteliers-restaurateurs et débitants de l'agglomération toulousaine (63 membres). Siège social : 8, rue Thiers, à Toul.

Morbihan [15 juin 1898]. — Syndicat des entrepreneurs de plâtrerie de Vannes (6 membres). Siège social : 1, rue de Pontivy, à Vannes.

Savoie [14 février 1898]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de menuiserie de la ville de Chambéry et du département de la Savoie (16 membres). Siège social : 70, place Saint-Léger, à Chambéry.

Seine [20 mai 1898]. — Chambre syndicale de l'automobile et des industries qui s'y rattachent (150 membres). Siège social : 4, place de l'Opéra, à Paris.

[2 avril 1898]. — Chambre syndicale des entrepreneurs d'affichage et de distribution d'imprimés (25 membres). Siège social : Syndicat général, 8, rue des Pyramides, à Paris.

[1^{er} janvier 1898]. — Syndicat des entrepreneurs d'abatage de porcs de Paris et du département de la Seine. Siège social : 195, rue de Flandre, à Paris.

[29 avril 1898]. — Union française des fabricants de couronnes funéraires et des articles qui s'y rattachent (62 membres). Siège social : 19, boulevard de Ménilmontant, à Paris.

[17 avril 1898]. — Syndicat des hommes d'affaires de France (82 membres). Siège social : 7, place de la Bourse, à Paris.

Seine-Inférieure [20 juin 1897]. — Ligue syndicale des voyageurs en liquides de Rouen et du département de la Seine-Inférieure (27 membres). Siège social : brasserie moderne, place Carnot, à Rouen.

Var [17 avril 1898]. — Union des producteurs d'oignons à fleurs du midi de la France (67 membres). Siège social : place de l'Église, 2, Pont-du-Las, à Toulon.

[7 décembre 1896]. — Union des limonadiers, hôteliers et restaurateurs de Toulon (48 membres). Siège social : 1, rue Racine, Grand café continental, à Toulon.

Vaucluse [12 juin 1898]. — Syndicat professionnel des boulangers de l'Isle-sur-la-Sorgue (14 membres). Siège social : l'Isle-sur-la-Sorgue.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Cher [1^{er} juin 1898]. — «La Solidarité», syndicat des cuirs et peaux et similaires réunis (31 membres). Siège social : Bourse du travail, 42, rue Cour Sarlon, à Bourges.

Creuse [1^{er} janvier 1898]. — Chambre syndicale des typographes de Guéret (11 membres). Siège social : maison Vernercet, boulevard Saint-Pardoux, 15, à Guéret.

Dordogne [1^{er} septembre 1891]. — Chambre syndicale typographique bergeracoise (94^e section) (11 membres). Siège social : 55, rue du Torrent, à Bergerac.

Doubs [8 juin 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers en ressorts d'horlogerie de la ville de Besançon (50 membres). Siège social : Bourse du travail, 9, rue Poitune, à Besançon.

Haute-Garonne [14 juin 1898]. — Union des travailleurs, société de secours mutuels des ouvriers boulangers de Toulouse et de la région (65 membres). Siège social : 25, rue Saint-Jérôme, à Toulouse.

Gironde [10 juin 1898]. — Chambre syndicale des marchands ambulants de menus comestibles de la ville de Bordeaux (490 membres). Siège social : Bourse du travail, 42, rue Lalande, à Bordeaux.

Isère [28 avril 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers (10 membres). Siège social : rue des Clercs, à Vienne.

[30 janvier 1898]. — Union syndicale de l'industrie textile et similaires de Vienne et de la région (30 membres). Siège social : 3, rue des Clercs, à Vienne.

Manche [1^{er} mars 1898]. — Union syndicale des ouvriers corlonniers de la ville de Cherbourg (60 membres). Siège social : 32, rue de Bailly, à Cherbourg.

Nord [9 novembre 1896]. — Syndicat des ouvriers imprimeurs sur tissus (45 membres). Siège social : route du Quesnoy, à Marly.

[2 novembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers et menuisiers de Tourcoing (200 membres). Siège social : 5, rue de la Paix, à Tourcoing.

Orne [18 mars 1898]. — Syndicat général des ouvriers plâtriers d'Alençon et du département de l'Orne. Siège social : Alençon.

[13 mai 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers en bâtiments de la ville d'Alençon. Siège social : Alençon.

Rhône [15 mai 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers tuiliers du Rhône (29 membres). Siège social : 34, avenue des Ponts, café Roussel, à Lyon.

Saône-et-Loire [1881]. — Chambre syndicale typographique et des industries similaires de Mâcon (13 membres). Siège social : 9, rue Saint-Nizier, à Mâcon.

Savoie [30 mai 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers de la ville et de l'arrondissement de Chambéry (30 membres). Siège social : salle des sociétés, à la Grenette, Chambéry.

Seine-Inférieure [21 avril 1898]. — Syndicat des ouvriers mouleurs de Bolbec (23 membres). Siège social : salle de la justice de paix, à Bolbec.

Vosges [9 avril 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de pierres de Saint-Dié. Siège social : 18, rue Concorde, à Saint-Dié.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Basses-Alpes [30 août 1896]. — Syndicat agricole du canton de Valensole (354 membres). Siège social : Valensole.

[11 février 1894]. — Syndicat agricole de la commune de Mane (67 membres). Siège social : Mane.

[20 octobre 1895]. — Syndicat agricole du Castellard (30 membres). Siège social : Le Castellard (village).

[14 février 1897]. — Syndicat agricole du canton de Barrême (60 membres). Siège social : Barrême.

Hautes-Alpes [5 juin 1898]. — Syndicat professionnel des agriculteurs et viticulteurs d'Orpierre (24 membres). Siège social : Orpierre.

Aube [14 mars 1897]. — Syndicat des agriculteurs et viticulteurs des communes réunies (51 membres). Siège social : Crésantignes.

Aveyron [15 juin 1897]. — Syndicat agricole et fromager de Laguiole (94 membres). Siège social : Laguiole.

Bouches-du-Rhône [12 avril 1896]. — Syndicat agricole de la commune de Lançon (20 membres). Siège social : Lançon.

Doubs [24 avril 1898]. — Syndicat agricole communal de Malans (16 membres). Siège social : Malans.

Drôme [8 janvier 1897]. — Syndicat agricole de Vinsobres (25 membres). Siège social : Vinsobres.

[22 décembre 1894]. — Association syndicale des agriculteurs de Bouchet (74 membres). Siège social : Bouchet.

[9 mai 1895]. — Syndicat agricole de Taulette (107 membres). Siège social : Taulette.

Isère [2 janvier 1898]. — Syndicat agricole de la section de Bellecombe (40 membres). Siège social : Chapareillan.

Jura [1^{er} mai 1898]. — Syndicat agricole de la commune de Mirebel (18 membres). Siège social : Mirebel.

Meuse [10 février 1897]. — Syndicat agricole communal d'Autrécourt (15 membres). Siège social : mairie d'Autrécourt.

[5 février 1898]. — Syndicat professionnel de Belrupt (24 membres). Siège social : Belrupt.

[1^{er} mars 1898]. — Syndicat agricole communal de Géry (17 membres). Siège social : Géry.

[19 mars 1898]. — Syndicat agricole communal de Pierrefitte-sur-Aire (30 membres). Siège social : mairie de Pierrefitte-sur-Aire.

[15 janvier 1898]. — Syndicat central agricole de Verdun (23 membres). Siège social : Verdun.

[5 juin 1898]. — Syndicat agricole de Wareq (25 membres). Siège social : Wareq.

Nièvre. [26 janvier 1896]. — Syndicat agricole de Pazy-Chaumot (170 membres). Siège social : Pazy.

[24 mai 1898]. — Syndicat viticole de Colméry (30 membres). Siège social : Colméry (bourg).

[21 février 1897]. — Syndicat agricole de Saint-Reverien (9 membres). Siège social : mairie de Saint-Reverien.

Orne [31 mars 1898]. — Société mutuelle agricole de Rânes. Siège social : Rânes.

Savoie [15 février 1898]. — Syndicat agricole de Notre-Dame-de-Myans (25 membres). Siège social : Myans.

29 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Saint-François-de-Sales (19 membres). Siège social : Entraignes.

B. SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Cher [1895]. — Chambre syndicale des patrons couvreurs de la ville de Bourges (10 membres). Siège social : hôtel de ville de Bourges.

[1886]. — Syndicat des boulangers du Sancerrois (10 membres). Siège social : rue des Trois-Piliers, 9, à Sancerre.

Drôme [1891]. — Chambre syndicale de l'épicerie en gros de la Drôme (24 membres). Siège social : rue des Alpes, 10, à Valence.

Hérault [1891]. — Syndicat des maîtres d'hôtel, restaurateurs et limonadiers de l'Hérault (90 membres). Siège social : bourse du travail de Montpellier.

Lot-et-Garonne [1888]. — Chambre syndicale des patrons boulangers de l'arrondissement de Nérac (24 membres). Siège social : chez M. Colin, place du Marché-aux-Blés, à Nérac.

[1886]. — Syndicat du commerce en gros des vins et spiritueux de Lot-et-Garonne et des départements limitrophes (10 membres). Siège social : avenue de Bordeaux, à Agen.

Nord [1893]. — Chambre syndicale de la boucherie de Fresnes et de l'arrondissement (5 membres). Siège social : rue Désandrouin, à Fresnes.

[1896]. — Chambre syndicale des marchands des quatre-saisons (310 membres). Siège social : rue de Béthune, 21, à Lille.

Deux-Sèvres [1895]. — Syndicat des entrepreneurs de plâtrerie et de fumisterie (14 membres). Siège social : café Molière, rue du Faisan, à Niort.

Algérie [1894]. — Syndicat médical du département d'Oran (20 membres). Siège social : hôtel-de-ville d'Oran.

[1891]. — Chambre syndicale des pharmaciens des arrondissements de Bône et de Guelma (16 membres). Siège social : chez le président, M. Richaud, place de Strasbourg, à Bône.

[1894]. — Syndicat des représentants de commerce de Bône (19 membres). Siège social : rue Thiers, à Bône.

[1894]. — Syndicat des pharmaciens du département (15 membres). Siège social : rue Nationale, à Constantine.

SYNDICATS OUVRIERS.

Algérie [1896]. — Syndicat des ouvriers de la marine de la ville de Bône. Siège social : Bône.

[1887]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres de Bône (29 membres). Siège social : salle de la Ligue de l'enseignement, à Bône.

Cher [1896]. — Syndicat professionnel des ouvriers tanneurs et corroyeurs d'Henrichemont (58 membres). Siège social : Henrichemont.

[1895]. — Syndicat des bûcherons du Cher et travaux similaires de la commune de Gardefort (6 membres). Siège social : Gardefort.

[1884]. — Chambre syndicale des ouvriers chapeliers de Bourges (7 membres). Siège social : cour Eugène, rue Nationale, 15, à Bourges.

Drôme [1891]. — Chambre syndicale des ouvriers maçons, tailleurs de pierres et manoeuvres-maçons de Romans et de Bourg-de-Péage (14 membres). Siège social : café de Mars, à Romans.

[1896]. — Chambre syndicale des ouvriers mouleurs en fer de Romans (10 membres). Siège social : rue Bistous, 40, à Romans.

Eure [1890]. — Chambre syndicale typographique pont-audemarienne (4 membres). Siège social : rue de la Ville, 5, à Pont-Audemer.

Gironde [1893]. — Union syndicale des peintres de Bordeaux (60 membres). Siège social : bourse du travail, rue Lalande, 42, à Bordeaux.

Hérault [1893]. — Société syndicale des marchands de journaux de Montpellier (15 membres). Siège social : bourse du travail de Montpellier.

[1890]. — Chambre syndicale des ouvriers serruriers de la ville de Montpellier (28 membres). Siège social : bourse du travail de Montpellier.

[1879]. — Chambre syndicale des menuisiers de la ville de Béziers (40 membres). Siège social : bourse du travail de Béziers.

Lot-et-Garonne [1896]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs d'habits d'Agen (8 membres). Siège social : rue Henri-Martin, à Agen.

Manche [1885]. — Chambre syndicale et mutuelle des ouvriers du livre de l'arrondissement de Saint-Lô (20 membres). Siège social : mairie de Saint-Lô.

Nord [1893]. — Chambre syndicale des verriers en bouteilles d'Auor (4 membres). Siège social : salle Draguet, chemin latéral du chemin de fer, à Auor.

[1894]. — Syndicat de la Paix dit « *corporation Sainte-Barbe* » (29 membres). Siège social : estaminet Derveaux, à Dechy.

[1894]. — Chambre syndicale des ouvriers plafonneurs et plâtriers de Dunkerque et environs (17 membres). Siège social : rue du Château, 16, à Dunkerque.

[1895]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres, vitriers et métiers similaires de Dunkerque et des communes de son arrondissement (105 membres). Siège social : rue de Nieuport, 2, à Dunkerque.

Hautes-Pyrénées [1894]. — Syndicat des empailleuses de Tarbes (50 membres). Siège social : mairie de Tarbes.

[1894]. — Syndicat des ouvriers charrons, forgerons, limeurs, menuisiers en voitures, selliers, bourreliers et harnacheurs de la ville de Tarbes et des environs (20 membres). Siège social : hôtel-de-ville de Tarbes.

[1896]. — Association syndicale des ouvrières et ouvriers tailleurs de Tarbes (24 membres). Siège social : mairie de Tarbes.

Rhône [1886]. — Chambre syndicale ouvrière des cuisiniers de Lyon (187 membres). Siège social : rue Palais-Grillet, 10, à Lyon.

Deux-Sèvres [1896]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers de Niort (11 membres). Siège social : mairie de Niort.

[1895]. — Chambre syndicale des ouvriers bonnetiers et assimilés de Saint-Maixent et des environs (25 membres). Siège social : rue Denfert-Rochereau, 9, à Saint-Maixent.

[1895]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de pierres, maçons et manœuvres de la ville de Saint-Maixent et de ses deux cantons (52 membres). Siège social : rue de la Tour-Chabot, 19, à Saint-Maixent.

[1896]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers de la ville de Saint-Maixent et de ses deux cantons (11 membres). Siège social : rue de la Tour-Chabot, 19, à Saint-Maixent.

Algérie [1887]. — Chambre syndicale des tailleurs de pierres d'Alger-Mustapha (43 membres). Siège social : bourse du travail d'Alger.

[1890]. — Syndicat des représentants et voyageurs de commerce d'Alger (62 membres). Siège social : Palais consulaire, à Alger.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Cher [1892]. — Société vigneronne du canton de Charost (35 membres). Siège social : Charost.

Hérault [1885]. — Syndicat agricole de Florensac (29 membres). Siège social : château de Saint-Louis, à Florensac.

[1891]. — Syndicat agricole de la commune de Saint-Bauzille-de-la-Silve (22 membres). Siège social : chez M. Mazet, Grand' Rue, à Saint-Bauzille-de-la-Silve.

Lot-et-Garonne [1891]. — Syndicat agricole de la vallée du Gers (40 membres). Siège social : Astaffort.

[1895]. — Syndicat agricole d'Astaffort (40 membres). Siège social : Astaffort.

[1894]. — Union agricole tonneinoise (100 membres). Siège social : rue du Commerce, à Tonneins.

Maine-et-Loire [1888]. — Syndicat des agriculteurs de l'arrondissement de Saumur (350 membres). Siège social : hôtel-de-ville de Saumur.

4° UNIONS DE SYNDICATS.

Hérault [1892]. — Fédération des mineurs de Graissessac et du Bousquet-d'Orb (934 membres). Siège social : Graissessac.

LES GRÈVES EN JUILLET 1898.

32 grèves ont été signalées en juillet à l'Office du travail, et 3.847 ouvriers y ont pris part.

Il y avait eu en juillet 1897 31 grèves et 13.598 grévistes.

Quant au nombre moyen des grèves pour ce même mois de juillet au cours des années 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, il a été de 38.

Toutes les grèves de juillet, sauf 3, n'ont affecté qu'un seul établissement.

Elles sont dues aux causes suivantes :

Demande d'augmentation de salaire.....	9
Réduction de salaire.....	9
Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	2
Demande de réintégration d'ouvriers.....	2
Demande de renvoi de contremaîtres et ouvriers.....	5
Demande de suppression du travail aux pièces.....	1
Réglementation du travail.....	4
Demande d'augmentation du temps de travail.....	1
Retard dans le paiement des salaires.....	1
Affichage du tarif.....	

Elles se sont produites dans 21 départements, ceux du Nord, de la Seine, des Bouches-du-Rhône, de la Loire et de la Loire-Inférieure en ayant éprouvé respectivement 6, 4, 2, 2 et 2.

Elles se répartissent dans les professions ou industries ci-dessous :

14 dans les textiles, dont 7 contre des réductions de salaire; 3 dans le bâtiment; 2 dans le travail des cuirs et les métaux; une seule enfin parmi des ardoisiers, briquetiers, cartonniers, déchargeurs de navire, employés, fabricants de lampes à incandescence, mineurs, moissonneurs, pêcheurs de sardines, raffineurs de sucre et typographes.

Des 32 grèves commencées en juillet, 25 sont terminées.

Elles ont duré :

Une, 28 jours; deux 16 jours; une, 9 jours; trois, 7 jours; une, 5 jours; trois, 4 jours; trois, 3 jours; quatre, 2 jours; sept, un jour ou moins d'une journée.

Si l'on y ajoute 3 grèves antérieures terminées après 28, 18 et 6 jours, on trouve que 28 conflits ont pris fin au cours du mois dernier, aboutissant à

4 réussites;
11 transactions;
13 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSEN- TANTS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
25 février.	.....	Rive-de-Gier.....	Loire.....	Verriers.....	1	80	1
20 juin...	18 juillet.	Perpignan.....	Pyrénées-Orient ^{es} .	Maçons.....	42	198	2
22 juin...	.....	Blés.....	Indre-et-Loire...	Fondeurs.....	1	9	3
27 juin...	.....	L'Arbresle.....	Rhône.....	Maçons.....	6	34	4
30 juin...	6 juillet.	S ^t -Rémy-sur-Orne.	Calvados.....	Mineurs (fer).....	1	260	5
30 juin...	18 juillet	Saint-Nazaire...	Loire-Inférieure..	Chaudfleurs de rivets et teneurs de tas.	1	554	6
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} juillet.	2 juillet.	Villeurbanne.....	Rhône.....	Tisseurs de soie.....	1	188	1
1 ^{er} juillet.	3 juillet.	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Déchargeurs de navires.....	2	100	2
1 ^{er} juillet.	8 juillet.	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Raffineurs de sucre.....	1	120	3
1 ^{er} juillet.	8 juillet.	Renazé.....	Mayenne.....	Fendeurs d'ardoises.....	1	230	4
2 juillet.	6 juillet.	Ivry-sur-Seine...	Seine.....	Fabrique de lampes à incan- descence (pompiers).	1	30	5
4 juillet.	5 juillet.	Wervicq.....	Nord.....	Rubaniers.....	1	6	6
4 juillet.	5 juillet.	Paris.....	Seine.....	Tailleurs de pierre.....	1	58	7
4 juillet.	6 juillet.	Ajaccio.....	Corse.....	Typographes.....	1	8	8
4 juillet.	7 juillet.	Saint-Étienne...	Loire.....	Dévideuses de soie.....	1	40	9
4 juillet.	7 juillet.	Lomme.....	Nord.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	46	10
4 juillet.	.....	Saint-Joachim...	Loire-Inférieure..	Ouvriers de briqueterie.....	1	.....	11
11 juillet.	15 juillet.	Chassenard.....	Allier.....	Terrassiers.....	1	130	12
12 juillet.	9 août....	Camaret.....	Finistère.....	Pêcheurs de sardines.....	.....	250	13
13 juillet.	.....	Rouen.....	Seine-Inférieure..	Fileuses et tisseuses.....	1	300	14
15 juillet.	16 juillet.	Lille.....	Nord.....	Cartonniers.....	1	17	15
15 juillet.	19 juillet.	Nogent-le-Rotrou.	Eure-et-Loir.....	Chapeliers.....	1	40	16
15 juillet.	20 juillet.	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs et épeuleuses.....	1	20	17
16 juillet.	.....	Saint-Onen.....	Seine.....	Employés.....	1	7	18
18 juillet.	21 juillet.	Chantenay.....	Loire-Inférieure..	Chanfreineurs.....	1	16	19
18 juillet.	3 août....	Faymoreau.....	Vendée.....	Mineurs.....	1	300	20
19 juillet.	28 juillet.	Fives.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	250	21
21 juillet.	22 juillet.	Halluin.....	Nord.....	Épeuleuses.....	1	41	22
22 juillet.	24 juillet.	Saint-Brissou...	Loiret.....	Moissonneurs.....	6	30	23
22 juillet.	.....	Paris.....	Seine.....	Passementiers.....	1	21	24
23 juillet.	8 août...	Saint-Etienne...	Loire.....	Cloueurs de chaussures.....	1	11	25
23 juillet.	.....	Saint-Rambert...	Ain.....	Fileuses.....	1	.....	26
25 juillet.	.....	Fourchambault..	Nièvre.....	Métallurgistes.....	1	800	27
16 juillet.	27 juillet.	Basse-sur-Rupt..	Vosges.....	Tisseurs.....	1	70	28
26 juillet.	27 juillet.	Cannes.....	Alpes-Maritimes..	Terrassiers.....	1	100	29
26 juillet.	2 août....	Fougères.....	Ille-et-Vilaine...	Ouvriers en chaussures.....	1	400	30
28 juillet.	.....	Saint-Michel.....	Aisne.....	Tisseurs.....	1	100	31
30 juillet.	1 ^{er} août....	Troyes.....	Aube.....	Bonneteries.....	1	118	32

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

REPRÉSEN-	CAUSES DES GREVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} JUILLET 1898 (A).

1	Réduction de salaire.....	Transaction.
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
3	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Transaction.
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
6	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.

EN JUILLET 1898.

1	Demande de renvoi d'une contremaîtresse.....	Réussite.	
2	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Échec.	
3	Demande d'augment ^{on} du personnel de l'atel ^{ier} des « sucettes ».	Échec (1).	(1) 84 grévistes ont été remplacés.
4	Réduction de salaire.....	Transaction.	
5	Refus d'accepter un minimum de production.....	Échec.	
6	Refus des ouvriers de s'adjoindre un apprenti.....	Échec (2).	(2) Grévistes remplacés.
7	Demande d'augmentation de salaire et de suppression du travail aux pièces.	Transaction.	
8	Retard dans le payement des salaires.....	Réussite.	
9	Réduction de salaire.....	Transaction.	
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
13	Demande d'élévation du prix du poisson.....	Transaction.	
14	Réduction de salaire.....	Échec.	
15	Demande d'augmentation du temps de travail.....	Échec.	
16	Demande de réintégration de sept ouvriers congédiés....	Échec (3).	(3) 23 grévistes ont été remplacés.
17	Réduction de salaire.....	Échec.	
18	Demande de renvoi d'un chef de service.....	Transaction.	
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
20	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi d'un contremaître.	Réussite (4).	(4) Les patrons ont profité de la grève pour installer une nouvelle machine. L'accord a été conclu le 26, mais les travaux n'étant pas terminés, le travail n'a été repris que deux jours plus tard.
21	Réglementation du travail et demande de suppression de la caisse de secours.	Échec.	
22	Réduction de salaire.....	Transaction.	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
24	Réduction de salaire.....	Échec.	
25	Réduction de salaire.....	Échec.	
26	Réduction de salaire.....	Échec.	
27	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	Réussite.	
28	Refus d'accepter une modification des tarifs.....	Transaction.	
29	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Échec.	
30	Demande de renvoi d'ouvriers.....	Échec.	
31	Demande d'affichage du tarif.....	Échec.	
32	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

L'Office du travail a enregistré en juillet quatre applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage :

1^o Grève de métallurgistes à Saint-Nazaire. — Les chauffeurs de rivets des *Chantiers de la Loire* se sont mis en grève le 30 juin au nombre de 120 en demandant une augmentation de salaire de 0 fr. 05 par heure. Ce sont des enfants de 12 à 15 ans appelés *mousses*.

Dans le but d'éviter que le mouvement ne s'étendit, la direction a accordé immédiatement à vingt d'entre eux l'augmentation désirée; puis 0 fr. 02 seulement à quarante autres, maintenant pour la dernière catégorie le salaire de début, soit 0 fr. 15 l'heure.

Elle a augmenté en outre, de façon variable le salaire de 35 teneurs de tas.

Ces propositions ayant été jugées insuffisantes, le travail n'a pas été repris. Les teneurs de tas dont le salaire n'avait pas été augmenté se sont joints aux chauffeurs de rivets et ont été bientôt suivis par les frappeurs, riveurs, chanfreineurs et les aides-perceurs, forgerons et charpentiers.

Le 4 juillet à la rentrée de midi il y a eu ainsi 554 grévistes, mais ce nombre n'a pas tardé à diminuer pour se maintenir à environ 300 jusqu'à la fin de la grève.

Le 8 juillet, le juge de paix a invité par affiches les parties à se réunir en conciliation et une réunion du directeur et des grévistes a eu lieu le 12 juillet.

L'accord n'a pu s'établir parce que les ouvriers voulaient que les augmentations fussent applicables non seulement aux ouvriers actuellement employés, mais encore à ceux qui pourraient être dans l'avenir embauchés sur les chantiers.

Le lendemain, ils ont demandé au juge de paix de provoquer l'arbitrage, mais le directeur qui avait prévenu, dès le principe, le magistrat qu'il ne se prêterait pas à l'application de cette procédure, a persisté à la repousser.

Tous les ouvriers ont repris le travail le 18 juillet.

Des augmentations de 0 fr. 05, 0 fr. 03 et 0 fr. 02 par heure ont été accordées aux chanfreineurs, frappeurs, teneurs de tas, aides-perceurs et riveurs.

Les autres catégories d'ouvriers n'ont rien obtenu, particulièrement des chauffeurs de rivets auxquels l'augmentation promise au début du conflit ne devait être donnée que si le travail était immédiatement repris.

2^o Grève de fileuses et tisseuses à Rouen. — Les 300 ouvrières du tissage et de la filature *Manchon* ont quitté le travail le 13 juillet parce que le patron, en raison de la crise et de l'accumulation des stocks, avait annoncé une ré-

duction des tarifs de 10 p. o/o, ce qui eût produit une baisse de salaire d'environ 0 fr. 50 par jour.

Le juge de paix a convoqué d'office les parties à une réunion de conciliation qui a eu lieu le 22 juillet. L'accord n'a pu s'établir; le juge de paix a proposé l'arbitrage, mais le patron et les ouvrières elles-mêmes ont refusé de recourir à cette procédure.

La grève continue.

3° Grève d'ouvriers en chaussures à Fougères (Ille-et-Vilaine). —

Le 26 juillet, 50 finisseurs de la manufacture de chaussures Breux et Poirier se sont mis en grève en demandant le renvoi des ouvriers occupés à l'intérieur de l'établissement, prétendant que ces derniers étaient favorisés dans la distribution du travail.

La grève n'a pas tardé à s'étendre, d'abord aux monteurs et cloueurs, puis à tout le personnel de la maison, ce qui a porté à 400 le nombre des grévistes.

Le 28 juillet, le juge de paix a convoqué par affiches les parties à une réunion de conciliation qui a eu lieu le 29.

L'accord n'a pu s'établir, et la grève a continué jusqu'au 2 août. Les grévistes ont abandonné la demande de renvoi d'un certain nombre de leurs camarades, mais ils ont obtenu que le travail fût également réparti entre tout le personnel.

4° Grève de métallurgistes à Fourchambault (Nièvre). —

Le 25 juillet, les 800 ouvriers occupés dans l'usine métallurgique Magnard se sont mis en grève, en réclamant la réintégration d'un ouvrier congédié et le remplacement d'un autre ouvrier changé d'atelier.

Les parties se sont réunies en conciliation devant le juge de paix le 2 août.

Les délégués du patron ont refusé d'examiner la demande des ouvriers, ajoutant que l'usine était ouverte pour tous ceux qui voudraient reprendre le travail.

Sur les entrefaites, 250 ouvriers ont repris le travail, ce qui réduisait à 550 le nombre des grévistes.

Des rentrées successives se produisant, la grève allait se terminer quand la direction annonça qu'elle licencierait 30 ouvriers. Cette mesure a donné une nouvelle intensité au conflit, qui n'a pas encore pris fin bien que le nombre des ouvriers congédiés ait été réduit à 5.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de juin 1898.

Nombre des versements.....	224.524	
représentant une somme de.....		27.837.376 ^f
Nombre des remboursements.....	123.304	
représentant une somme de.....		27.772.789
Rentes achetées à 397 déposants pour un capital de.....		453.455
Excédent des remboursements et achats de rentes sur les versements.....		388.868
Nombre de comptes existant au 30 juin 1898.....		3.010.885
Nombre de comptes existant au 30 juin 1897.....		2.807.529
AUGMENTATION.....		203.356

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de juillet 1898.

Dépôts de fonds.....	8.916.294 ^f	
Retraits de fonds.....	20.198.946	
Excédent des retraits.....	11.282.652	
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.....	1.237.132	

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de juin 1898.

Nombre de versements reçus.....	294.968	
représentant une somme de.....		6.576.052 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		6.380.861
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....		1.553.533
Nouvelles rentes inscrites.....		185.172
Nombre de parties prenantes.....	2.444	
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....		34.372.777
Nombre de titres.....	233.260	

CAISSE SYNDICALE D'ASSURANCE MUTUELLE DES INDUSTRIES TEXTILES DE FRANCE.

OPÉRATIONS EN 1897.

Le nombre des établissements assurés par cette caisse était, au 31 décembre 1897, de 106, soit 23 de plus qu'en 1896. Ces établissements occupaient 39.265 ouvriers; les salaires sur lesquels la cotisation est basée ont été de 29.325.551 francs.

Le nombre des accidents survenus en 1897, donnant droit à indemnité, a été de 503, se décomposant comme suit :

Cas de mort.....	8	soit 0.22 par 1.000 ouvriers assurés.	
Cas d'incapacité permanente totale.....	"	"	—
Cas d'incapacité permanente partielle.....	50	— 1.27	—
Cas d'incapacité temporaire de plus de 90 jours.....	445	— 11.32	—
	<u>503</u>	<u>12.81</u>	—

Quant aux résultats financiers, ils se résument dans les chiffres ci-dessous :

Salaires assurés.....	29.325.551 ^f
Recettes totales.....	133.882
Cotisations des sociétaires.....	90.850
Cotisation moyenne par 100 francs de salaire assuré.....	0,31
Dépenses totales.....	63.936
Sommes affectées au règlement des indemnités et à la constitution du capital des pensions.....	51.483
Frais de gestion.....	12.454
Rapport des frais de gestion aux cotisations.....	0,14
Montant du fonds de réserve de prévoyance à la fin de l'année..	1.895

CAISSE SYNDICALE D'ASSURANCE MUTUELLE DES FORGES DE FRANCE.

OPÉRATIONS EN 1897 (1).

Le nombre des établissements assurés par la caisse syndicale des Forges de France, en 1897, a été de 49. Ces établissements ont employé 59.018 ouvriers et ont distribué 72.870.586 francs de salaires.

(1) Voir le compte rendu de 1896 dans le n° 7 (1897) du *Bulletin*, page 452.

Le nombre des accidents survenus en 1897, dont la caisse a eu connaissance, est de 1.047 parmi lesquels 512 ont motivé indemnité conformément aux statuts. Les 512 accidents motivant indemnité se décomposent en :

Cas de mort.....	48
Cas d'incapacité permanente totale.....	8
Cas d'incapacité permanente partielle.....	397
Cas d'incapacité temporaire de plus de 90 jours.....	59

Rapportées au nombre des ouvriers assurés, les diverses catégories d'accidents ont fourni, depuis 1892, première année de fonctionnement de la caisse, les proportions suivantes :

Nombre par 1.000 ouvriers assurés, des cas de :	ANNÉES.					
	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.
Mort.....	0,88	0,55	0,73	0,88	0,84	0,81
Incapacité permanente totale.....	0,74	0,76	0,32	0,27	0,15	0,14
Incapacité permanente partielle....	3,97	4,96	4,82	4,95	5,97	6,72
Incapacité temporaire.....	1,29	0,93	0,94	1,05	1,67	1,00
	<u>6,88</u>	<u>7,20</u>	<u>6,81</u>	<u>7,15</u>	<u>8,63</u>	<u>8,67</u>

On voit que l'exercice 1897 a été encore plus chargé que le précédent, qui, déjà, l'emportait sur les autres au point de vue de la fréquence des accidents et que l'augmentation est exclusivement due aux cas d'incapacité permanente partielle.

Quant aux résultats financiers, ils s'établissent comme suit :

	EXERCICE 1897.	(EXERCICE 1896.)
	francs.	francs.
Salaires assurés.....	72.870.586	(69.312.000)
Recettes totales.....	1.698.947	(1.487.707)
Cotisations des sociétaires.....	987.764	(930.406)
Cotisation moyenne par 100 francs de salaire assuré.....	1,36	(1,34)
Dépenses totales.....	805.508	(818.881)
Sommes affectées au règlement des indemnités et à la constitution du capital des pensions.....	669.453	(709.912)
Frais de gestion.....	49.827	(50.771)
Rapport des frais de gestion aux cotisations.	0,05	(0,05)
Montant du fonds de réserve de prévoyance à la fin de l'exercice.....	400.000	(360.000)

La moyenne des indemnités payées pour tous les accidents réglés depuis la création de la caisse syndicale jusqu'au 31 décembre 1897 est de 1.724 francs, par accident, c'est-à-dire par ouvrier tué ou blessé.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en juin (1). — La situation est devenue moins bonne que pendant le mois précédent; l'industrie du bâtiment s'est ressentie de la température anormale du précédent trimestre; la guerre hispano-américaine a continué à influer défavorablement sur les affaires. Les mines et l'industrie du fer se maintiennent prospères.

Le marché du travail, qui s'était amélioré pendant le dernier trimestre, a marqué un ralentissement en juin. Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État, dans 52 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de juin de l'an dernier, une augmentation du travail dans 30 villes, notamment à Breslau, Francfort-sur-Oder, Berlin, Halle-sur-Saale, Erfurt, Hanovre, Essen, Cologne, Aix-la-Chapelle, Francfort-sur-Mein, Strasbourg, Carlsruhe, Stuttgart, Munich; une diminution dans 22 villes, principalement à Dusseldorf, Kiel, Dortmund, Trèves, Mayence, Heidelberg, Mannheim, Ulm, Nuremberg. Par rapport au mois de mai, le travail a ralenti dans 34 villes, il a été en augmentation dans 21.

Les placements effectués dans ces villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Juin 1897.	20,125	8,331	28,456	24,339	6,632	30,971	120.9	79.8	108.9
Juin 1898.	24,464	8,763	33,231	29,753	7,913	37,666	121.6	90.3	113.3
Mai 1898..	"	"	"	"	"	"	128.8	89.1	118.0
Juin 1198.	"	"	"	"	"	"	121.6	90.3	113.3

Les grèves en juillet. — Les 48 nouvelles grèves dans le courant de juillet, 20 grèves dans le bâtiment, 10 dans le travail du bois, 6 dans les métaux. La plupart de ces grèves ont eu pour motifs initiaux des modifications de salaires et de durée du travail. Dans deux cas, à la suite d'un interdit mis par les ouvriers de quelques maisons, les patrons des entreprises similaires de la région ont fermé leurs ateliers et renvoyé leurs ouvriers.

Sur 15 grèves terminées en juillet, 12 succès ou transactions, 2 échecs. Dans un cas, l'intervention du bourgmestre avait été demandée par les ouvriers, mais n'a pu amener aucun accord.

(1) D'après l'Arbeitsmarkt.

Le commerce extérieur en Allemagne en 1897. — Le deuxième volume trimestriel de la statistique de l'empire d'Allemagne contient les résultats du commerce extérieur de l'Allemagne en 1897; l'ensemble des importations (commerce spécial) a atteint une valeur de 4.832.891.000 *marks* contre 4.557.951.000 *marks* en 1896 et 4.246.111.000 *marks* en 1895; d'autre part, l'ensemble des exportations a été de 3.808.131.000 *marks* en 1897 contre 3.753.822.000 *marks* en 1896 et 3.424.076.000 *marks* en 1895, d'où il ressort que les importations ont dépassé les exportations d'un peu plus de 1 million de *marks* en 1897.

Prix des denrées de première nécessité et variation du coût de la nourriture d'une famille ouvrière pendant le mois de juin (1).

	BERLIN.	LEIPZIG.	BRUNSWICK.	MUNICH.
	—	—	—	—
	marks.	marks.	marks.	marks.
Bœuf, par kilogramme.....	0,90	1,00	1,10	1,28
Porc.....	1,20	1,20	1,20	1,48
Mouton.....	1,30	1,00	1,20	1,00
Pomme de terre.....	0,07	0,10	0,06	0,07
Farine de de blé.....	0,35	0,44	#	0,30
Pain.....	0,23	0,24	#	0,34
Beurre.....	1,80	1,80	2,00	1,80

	BERLIN.	LEIPZIG.	BRUNSWICK.	MUNICH.
	—	—	—	—
	marks.	marks.	marks.	marks.
Coût de la nourriture { en juin.....	20,53	20,38	21,11	23,52
d'une famille.... { en mai.....	20,88	19,97	21,49	22,53
{ en avril.....	19,48	20,28	20,45	22,26

Ainsi qu'on peut le voir par le tableau ci-dessus, le coût de la vie s'est élevé par rapport aux deux mois précédents dans les villes considérées, sauf à Munich où les prix de l'ensemble sont restés à peu près stationnaires depuis le mois dernier. Le pain a diminué à Berlin; il est resté sans changement dans les autres villes; le beurre a baissé de 0 mark 20 par kilogramme dans tous les centres considérés.

L'empoisonnement chronique par les sels de plomb, et les hôpitaux en Prusse en 1895 (2). — Pendant l'année 1895, 1.163 personnes (1.120 hommes et 43 femmes) ont été traitées dans les hôpitaux en Prusse pour empoisonnement chronique par les sels de plomb et 12 personnes sont mortes. 30,5 p. o/o des personnes en traitement étaient des ouvriers de fabriques de produits chimiques (céruse, etc.), ouvriers fabriquant des accumulateurs, ouvriers travaillant dans les chambres de plomb des fabriques d'acide sulfurique. Le travail du mélange de la céruse avec l'huile a été également dangereux, les peintres-badigeonneurs ont été atteints au nombre de 347, soit 29,8 p. o/o et les ouvriers d'usines, fonderies pour 17,2 p. o/o. 32 compositeurs typographes ont dû être soignés pour ce genre de maladie, ce qui indique que le danger était moindre pour eux qu'on ne l'avait supposé. Viennent ensuite 31 serruriers, forgerons, fabricants de limes, 31 ferblantiers et ouvriers en tuyaux; 60 métallurgistes, potiers, imprimeurs, verriers,

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*. Voir aussi le *Bulletin de l'Office du Travail* de juillet dernier page 606.

(2) D'après le *Reichsanzeiger*.

emailleurs, etc. Ce sont naturellement les centres dans lesquels les industries dangereuses se sont le plus développées qui ont fourni le plus grand nombre de cas de maladie : Berlin, 384; Cologne, 218; Oppeln, 180; Hildesheim, 66; Dusseldorf, 58; Wiesbaden, 46; Breslau, 41, etc.

AUTRICHE.

Création d'un Office du travail (1). — Le gouvernement a déposé le 1^{er} juin 1898 sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi en vue de créer au sein du Ministère du commerce une section chargée de réunir et de mettre en ordre des données statistiques destinées à servir de base à la législation sociale. Ces observations s'étendront à la situation des classes laborieuses, aux effets des institutions et des lois qui ont pour but d'augmenter le bien-être de ces classes ainsi qu'à l'état de la production.

Une commission composée de délégués du gouvernement et de 24 membres prêter son appui à l'Office. Les 24 membres seront désignés par tiers, parmi les industriels, les ouvriers et les spécialistes. Les membres ouvriers auront droit à une indemnité.

Chaque année l'Office présentera au gouvernement un rapport sur l'ensemble de ses travaux.

BELGIQUE (1).

Revue du travail en juin. — Situation toujours excellente dans les *charbonnages*. L'amélioration signalée dans la *métallurgie* s'accroît. Bonne activité dans la *grosse et petite construction mécanique*, dans l'*armurerie*, dans la *verrerie*. La *briqueterie* est gênée par le mauvais temps. Un peu de faiblesse dans la *glacerie*, la *tannerie*, le *bâtiment* et le *vêtement*. La crise du meuble à Mâlines est terminée, mais celle des *diamantaires* à Anvers va s'aggravant. Amélioration dans la *filature du lin*, et dans l'*industrie lainière*. Bonne activité dans la *filature du coton*, mais le chômage des hommes tend à s'y accroître par suite de la préférence donnée à la main-d'œuvre féminine.

Grèves. — Dix nouvelles grèves en juin avec 486 grévistes, dont 8 grèves pour des questions de salaires. 3 succès, 6 échecs, 1 transaction.

Les unions professionnelles. — Le 30 juin 1898 a été donné un *arrêté royal* déterminant l'organisation et le mode de fonctionnement du Conseil des mines, constitué en commission d'entérinement des Unions professionnelles, ainsi que la forme et les conditions du dépôt et de la publication des statuts de ces unions.

(1) D'après la *Revue du travail*.

Revue du travail en juillet (1). — Situation générale assez semblable à celle du mois précédent; très grande activité dans tous les *charbonnages*; pas de ralentissement dans les *carrières*, ni dans la *métallurgie*. La *grosse construction* signale, en général, une situation favorable. La *petite construction* reste florissante. La campagne de la *briqueterie* se poursuit avec une activité au-dessus de la moyenne. Amélioration sensible dans la *glacerie*. La morte-saison annuelle du *vêtement* a été plus précoce et plus pénible que d'habitude, à raison de l'inclémence de la température. Quant aux industries textiles, situation d'ensemble médiocre, spécialement au point de vue commercial.

Grève en juillet. — Trois grèves nouvelles seulement, dont une pour question de salaires et concernant au total 320 ouvriers; aucune d'elles n'est encore terminée.

Une grève des marbriers bruxellois s'est en outre prolongée pendant ce mois.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en juillet (2). — Travail généralement actif en juillet, excepté dans les industries affectées par la grève du pays de Galles. 2,6 p. 0/0 de chômeurs dans 117 trade-unions groupant 465,000 membres, contre 2,6 p. 0/0 en juin 1898 et 2,7 p. 0/0 en juillet 1897.

En un jour de la deuxième semaine de mai 1898, l'assistance publique a secouru 323,722 personnes, soit 204 p. 10,000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 206 en juin 1898 et 201 en juillet 1897.

En dehors des houillères du pays de Galles, on a relevé 5,13 journées de travail par semaine, en moyenne, dans 1,162 puits houillères employant 375,000 mineurs, contre 4,95 en juin 1898 et 4,84 en juillet 1897.

342 hauts fourneaux en marche à la fin de juillet 1898, avec 22,500 ouvriers contre 345 en juin 1898 et 344 en juillet 1897.

Grèves. — 33 nouvelles grèves en juillet avec 8,283 chômeurs, contre 49 avec 12,087 en juin 1898, et 62 avec 46,520 en juillet 1897; — 6 grèves dans le bâtiment, 8 dans les mines et carrières, 7 dans les métaux, 5 dans les textiles. Sur 34 grèves terminées, anciennes et nouvelles, 9 succès, 17 transactions, 8 échecs.

La grève des mineurs du pays de Galles n'était pas encore terminée à la fin de juillet.

(1) Renseignements dus à l'obligeance de M. Vercruysse, attaché à l'Office du Travail de Belgique.

(2) Renseignements dus à l'obligeance du Labour Department.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 30 mars 1898, déclarant d'utilité publique le chemin de fer métropolitain.

Le *Bulletin* de juillet dernier a reproduit (p. 619), d'après le *Journal officiel* du 1^{er} avril, l'article 16 de la convention passée le 27 janvier 1898 entre le préfet de la Seine et la Compagnie générale de traction.

Il y a lieu de remarquer qu'aux termes de l'article 5 de la loi du 30 mars 1898, déclarative d'utilité publique, les dispositions des § 1 et 2 de la convention précitée devront être supprimées.

Ces dispositions sont celles qui assuraient obligatoirement aux ouvriers et employés de l'exploitation un salaire minimum, une durée de travail maxima de 10 heures par jour et un repos hebdomadaire.

L'article 5 de la loi est ainsi conçu :

« Les dispositions des § 1 et 2 de l'article 16 de la convention précitée du 27 janvier seront supprimées. »

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE JUILLET 1898,

EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Caisse de retraites. — *Chambre.* — Séance du 4 juillet 1898. — Proposition de loi concernant les caisses de retraites, déposée par M. Audiffred (Doc. parl. n° 158.).

Allocation aux médaillés du travail. — *Chambre.* — Séance du 4 juillet 1898. — Proposition de loi tendant à accorder une allocation annuelle aux titulaires de la médaille du travail, de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, déposée par M. Bourgeois, du Jura. (Doc. parl. n° 158.)

Petite propriété rurale. — *Sénat.* — Séance du 5 juillet 1898. — Rapport, par M. Siegfried, sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, tendant à faciliter la constitution et le maintien de la petite propriété rurale. (Doc. parl. n° 279.)

Ouvriers agricoles. — *Chambre.* — Séance du 5 juillet 1898. — Proposition de loi tendant à dispenser les ouvriers agricoles de la troisième année de service dans l'armée active, déposée par M. Muteau. (Doc. parl. n° 167.)

Ouvriers étrangers. — *Chambre.* — Séance du 6 juillet 1898. — Proposition de loi ayant pour objet de limiter le nombre des ouvriers étrangers employés dans les usines, manufactures et établissements industriels quelconques, déposée par M. Chiché. (Doc. parl. n° 170.)

Syndicats professionnels. — *Chambre.* — Séance du 7 juillet 1898. — Proposition de loi ayant pour objet de reviser la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, déposée par MM. Basly, Lamendin et Defontaine. (Doc. parl. n° 180.)

Délégués mineurs. — *Chambre.* — Séance du 7 juillet 1898. — Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, déposée par MM. Basly, Lamendin et Defontaine. (Doc. parl. n° 181.)

Inspecteurs du travail. — *Chambre.* — Séance du 7 juillet 1898. — Proposition de loi portant organisation du corps des inspecteurs du travail, déposée par MM. Bernard et Chiché. (Doc. parl. n° 182.)

Bien de famille. — *Chambre.* — Séance du 8 juillet 1898. — Proposition de loi ayant pour objet de créer en France des biens insaisissables de famille, déposée par M. Morillot. (Doc. parl. n° 197.)

Protection des travailleurs accomplissant un service militaire. — *Séant.* — Séance du 8 juillet 1898. — Délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de garantir leur travail et leurs emplois aux réservistes appelés par la loi à faire leur période militaire. Urgence déclarée. Adoption avec modifications. Transmission à la Chambre le 12 juillet. (Doc. parl. n° 244.)

Ouvriers étrangers. — *Chambre.* — Séance du 11 juillet 1898. — Proposition de loi établissant une taxe sur les ouvriers étrangers, déposée par M. Jules Brice. (Doc. parl. n° .)

Caisse de retraites. — *Chambre.* — Séance du 11 juillet 1898. — Rapport sommaire par M. Berthet sur la proposition de loi déposée par M. Guillemet, tendant à établir en France le monopole de la rectification de l'alcool et à en employer le produit à la création d'une caisse nationale de retraites en faveur des vieux travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture. (Doc. parl. n° .)

Coalitions. — *Chambre.* — Séance du 11 juillet 1898. — Proposition de loi relative à l'abrogation des articles 414 et 415 du Code pénal, déposée par M. Coutant. (Doc. parl. n° 232.)

Retraites. — *Chambre.* — Séance du 12 juillet 1898. — Proposition de loi relative à l'organisation des retraites et à la création des services de prévoyance sociale, déposée par M. Gervais. (Doc. parl. n° .)

Sociétés. — *Chambre.* — Séance du 13 juillet 1898. — Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi sur les sociétés, d'autoriser la création des actions de 25 francs et de faciliter la participation aux bénéfices, déposée par MM. Graux et Boudenoot. (Doc. parl. n° .)

Caisse de retraites. — *Chambre.* — Séance du 13 juillet 1898. — Proposition de loi sur l'organisation d'une caisse de retraites des travailleurs et des invalides du travail et d'une caisse de capitalisation ou assurances sur la vie, déposée par M. de Ramel. (Doc. parl. n° .)

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

- Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers.** — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893)..... 8 fr.
- De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger.** — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893)..... 6 fr.
- Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes.** — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893)..... 1 fr. 50
- Salaires et durée du travail dans l'industrie française.**
Tome I^{er} : *Seine*. — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893)..... 7 fr. 50
Tomes II et III : *Départements*. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896) chaque. 7 fr. 50
Tome IV : *Résultats généraux*. — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897)..... 6 fr.
Manufactures de l'État et chemins de fer. — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896)... 1 fr. 50
Album graphique. — 29 planches in-8° (1897)..... 4 fr.
- La petite industrie (salaires, durée du travail).**
Tome I^{er} : *L'alimentation à Paris*. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893)..... 2 fr. 50
Tome II : *Le vêtement à Paris*. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896)..... 5 fr.
- Les associations ouvrières de production (en France).** — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.
- Hygiène et sécurité des travailleurs.** — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895)..... 5 fr.
- Documents sur la question du chômage.** — 1 vol. in-8° de 398 p. (1896)..... 4 fr.
- Minimum de salaire dans les travaux publics.** — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897).... 2 fr.
- L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.**
Résultats financiers. — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892)..... 1 fr. 50
Statistique des accidents de travail. — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892)..... 1 fr. 50
- Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie.**
En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893)..... 1 fr. 50
En Autriche. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893)..... 1 fr. 50
- Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.**
1^{re} partie : *Accidents*. — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894)..... 1 fr. 50
2^e partie : *Maladie, Invalidité, Vieillesse*. — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895).... 2 fr.
- Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage.**
Années 1890, 1891, et 1892. — 2 vol. in-8° de 123 et 186 p. chaque..... 1 fr. 50
Années 1893, 1894, 1895, 1896. — 5 vol. in-8° de 1 fr. 50, 3 fr. 50 et..... 3 fr.
Année 1897. — 1 vol. in-8° de 304 p. (1898)..... 3 fr.
- Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.**
Dén. général. — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894)..... 15 fr.
Dén. des étrangers. — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893)..... 7 fr. 50
- Annuaire statistique (1892-1894).** — 1 vol. in-8° Jésus de 783 p. (1894)..... 8 fr.
Idem. (1895-1896). — 1 vol. in-8° Jésus de 624 p. (1896)..... 8 fr.
Idem. (1897). — 1 vol. in-8° Jésus de 520 p. (1897)..... 7 fr. 50
- Statistique annuelle (1890-1892).** — 1 vol. in-8° Jésus de 550 p. (1895).... 7 fr. 50
Idem. (1893-1894). 2 vol. in-8° de 257 et 249 p. chaque..... 5 fr.
Idem. (1895). — 1 vol. in-8° Jésus de 227 p. (1898)..... 5 fr.
- Annuaire des syndicats professionnels (1897).** — 1 vol. in-8° de 620 p. (1897)... 5 fr.

PRIX DE L'ABONNEMENT	{	POUR LA FRANCE.....	2 fr. 50 par an.
		POUR L'UNION POSTALE.....	3 fr. 50 —

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Direction de l'Office du Travail,

Rue de Varenne, 80,

PARIS.

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : à *Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie.*

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. — OFFICE DU TRAVAIL. — *Les caisses patronales de retraites des établissements industriels* (1 vol. in-8° de 437 pages, Paris, 1898; Imprimerie nationale). Compte rendu d'une enquête entreprise par l'Office du travail (voir dans le corps du Bulletin, p. 730). Les établissements qui pratiquent le système des retraites ont été partagés en trois groupes : les deux premiers ont été formés suivant que les établissements possèdent un service de retraites pour lequel des allocations patronales sont ou ne sont pas versées sur livret individuel à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Le 3^e groupe contient les caisses de retraite des entreprises de transports.

En appendice au volume, on trouve la législation et les renseignements relatifs aux retraites des ouvriers civils de la guerre, à celles des cantonniers et à l'établissement des Invalides de la marine.

Le 2^e groupe contient des renseignements détaillés sur les opérations de la Caisse nationale des retraites et sur les retraites des ouvriers mineurs (loi de 1894). Dans chaque groupe, de nombreuses monographies donnent une physionomie précise des principaux systèmes de retraites en usage (19 monographies dans le premier groupe, 8 dans le deuxième - dans le troisième.)

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Voici comment se résument les appréciations des 134 syndicats patronaux groupant 18,100 établissements où sont occupés 340,000 ouvriers sur l'état du travail à la fin du 2^e trimestre ou au commencement du 3^e trimestre 1898, par comparaison avec la situation qui existait un an auparavant :

	SYNDICATS.	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS.
Travail plus abondant.....	13 p. o/o	10 p. o/o	37 p. o/o
Travail équivalent.....	36	57	11
Travail moins abondant.....	51	33	52
Prix de vente plus rémunérateurs.....	8 p. o/o	14 p. o/o	20 p. o/o
Prix de vente équivalent.....	40	56	48
Prix de vente moins rémunérateurs.....	42	30	32

Les appréciations sur le mouvement des prix depuis trois mois se résument ainsi :

Prix de vente en hausse.....	8 p. o/o	14 p. o/o	20 p. o/o
Prix sans variations.....	50	62	52
Prix de vente en baisse.....	52	24	28

Si l'on rapproche ces résultats de ceux parus dans le *Bulletin* de septembre 1897, on remarque que la situation a marqué dans l'ensemble une tendance à devenir plus mauvaise, notamment par l'activité du travail et la rémunération; on attribue généralement le malaise des affaires d'abord à la mauvaise récolte de 1897, ensuite aux difficultés de nos relations avec l'Amérique, change défavorable dans l'Amérique du Sud et conflit hispano-américain pour l'Amérique du Nord.

Durant le mois d'août, la situation est restée à peu près stationnaire; le travail s'est maintenu actif notamment dans les mines, les carrières, la mégis-

serie, les entreprises de charpente et de menuiserie, chez les carrossiers et les tonneliers, dans l'industrie métallurgique (hauts fourneaux et constructions mécaniques) et dans l'industrie du bâtiment. Le placement est devenu plus faible chez les ouvriers et employés de l'alimentation, grâce aux grandes chaleurs. Un ralentissement s'est produit chez les imprimeurs-typographes, dans la soierie, chez les ferblantiers-boîtiers et chez les mariniens. Travail encore peu actif dans l'industrie de la chaussure, dans les filatures et tissages de laine, de lin et de coton, dans l'industrie du vêtement, chez les porcelainiers et les verriers.

Sauf pour les œufs et le lard qui sont en hausse, le prix des denrées de première nécessité a maintenu sa tendance à la baisse, pour le pain notamment.

Parmi les 491 syndicats d'employés et d'ouvriers de l'industrie et du commerce, groupant 126.000 adhérents qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 août, 16 p. o/o des chambres syndicales, groupant 8 p. o/o des syndiqués, estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, 52 p. o/o des syndicats avec 66 p. o/o des adhérents jugent qu'il a été en même quantité, et pour 32 p. o/o des chambres syndicales avec 26 p. o/o des syndiqués il a été moins abondant.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — Le rendement de la pêche côtière (1) (pêche à pied et pêche en bateau) et de l'ostréiculture et de la mytiliculture pendant le mois d'août 1898 s'est élevé à 9,213,600 francs, en augmentation de 2,331,900 francs sur la période correspondante de 1897. Cette augmentation de rendement de la pêche est due en grande partie à l'accroissement des exportations de poissons et surtout d'huîtres vers l'étranger; seule la pêche à pied a donné des résultats inférieurs (10,000 fr.) à ceux de l'an dernier. Pendant le mois d'avril 1898, les divers constructeurs du littoral ont livré à nos pêcheurs 136 embarcations; 29 restaient en chantier au 1^{er} mai.

Pendant le mois d'août, la situation chez nos pêcheurs du littoral de l'Océan est restée difficile par suite du bas prix du poisson; sur le littoral de la Méditerranée, malgré les accalmies, la pêche du thon a été, en moyenne, satisfaisante.

HORTICULTURE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Chez les horticulteurs, situation stationnaire. Les bûcherons qui s'emploient aussi aux travaux des champs et les ouvriers agricoles ont été généralement bien occupés, mais la sécheresse dans certains centres, dans le Cher notamment, a amené un ralentissement du travail. Dans l'ensemble, l'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier à pareille époque.

MINES. — CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100,000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois d'août, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers

1) Voir le *Bulletin des pêches maritimes*. (Ministère de la Marine.)

occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
		3	4	5	6	7
1	2	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5.93	"	"	"	14	86
Loire.....	5.97	"	"	"	13	87
Gard et Hérault.....	5.96	"	"	"	15	85
Provence (lignites).....	5.15	"	"	38	62	"
Tarn et Aveyron.....	5.96	"	"	"	30	70
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	5.81	"	"	"	82	18
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne..	5.97	"	"	"	11	89
ENSEMBLE pour la France.	5.92	"	"	1	22	77

Le mois dernier, le nombre moyen des jours d'extraction était de 5,92; il était de 5,85 en août 1897.

CARRIÈRES. — Pas de chômeurs signalés chez les carriers; la situation s'est maintenue généralement satisfaisante.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Grâce au déplacement annuel d'une partie de la clientèle pendant la saison d'été, un mouvement s'est produit dans le placement des ouvriers boulangers et cuisiniers. Chez les boulangers notamment, les grandes chaleurs ont contraint les patrons qui travaillaient eux-mêmes à prendre un aide supplémentaire et fourni des journées d'extra aux chômeurs. Grâce aux demandes des stations de villégiature, une amélioration sensible s'est produite chez les cuisiniers. On estime que 17 p. o/o des boulangers syndiqués ont été sans place à demeure; 4 p. o/o chez les confiseurs-pâtisseries-cuisiniers.

PAPIER. — CARTON. — INDUSTRIE DU LIVRE. — Dans l'industrie du papier et de la reliure le travail a été assez actif, mais les prix de vente ont été faibles et peu rémunérateurs; on estime que le chômage a atteint 5 p. o/o des syndiqués. L'ouvrage a été tenu également pour aussi actif que l'an dernier à même époque, sauf à Paris chez les ouvriers du cartonnage, qui ont été moins occupés que l'année précédente, et chez les relieurs de Nantes qui l'ont été davantage.

Chez les typographes, imprimeurs-lithographes, l'activité maintenue le mois dernier par les commandes pour les élections a diminué et on compte 12 p. o/o de chômeurs chez les typographes à Paris, 3 p. o/o en province et 9 p. o/o dans l'ensemble des syndiqués. 20 p. o/o des chambres syndicales groupant 8 p. o/o des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, 67 p. o/o des syndicats avec 86 p. o/o, qu'il a été aussi abondant, et pour 13 p. o/o des chambres syndicales réunissant 6 p. o/o des syndiqués il a été plus faible.

En particulier, l'ouvrage a été considéré comme plus abondant que l'an dernier chez les typographes d'Arras, Boulogne-sur-Mer, Annecy, Grenoble, Valence, Avignon, Tarbes, Rochefort, Châteauroux, Saint-Brieuc et Alençon; comme moins

abondant à Clermont-Ferrand, Roanne, Lyon (lithographies), Cognac, Laval et le Havre; pour les autres centres, il n'a pas été signalé de différences notables.

CUIRS ET PEAUX. — Dans la mégisserie, le travail s'est maintenu; il a été encore calme chez les tanneurs; les prix élevés de la matière première et les difficultés de l'écoulement des produits à un taux rémunérateur, par suite du manque de commandes des fabriques de chaussure, alourdissent les transactions. Les cordonniers qui luttèrent difficilement contre la fabrication mécanique ont reçu peu de commandes; la saison d'été ayant été trop tardive, les fabriques de chaussures elles-mêmes prennent peu de commissions, les magasins de détail ayant encore la plus grande partie de la réserve de l'année dernière.

Dans la ganterie et dans la sellerie-bourrellerie, situation stationnaire.

On compte un peu plus de 12 p. 0/0 de chômeurs chez les ouvriers en chaussures. On estime que le travail a été plus abondant que l'an dernier chez les mégissiers d'Annonay, chez les ouvriers en cuirs de Nantes, chez les ouvriers en chaussures de Nancy, chez les chaussonniers de Nogent-le-Rotrou et chez les gantiers de Niort; moins abondant chez les ouvriers en cuirs de Besançon et de Rennes, chez les cordonniers de Paris, Toulon, Montpellier, Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), Limoges et le Mans; pour le reste, pas de changement signalé.

TEXTILES. — Dans les filatures et tissages des industries lainière, linière et cotonnière, l'accalmie déjà signalée dans les *Bulletins* précédents s'est maintenue; on cherche à réduire la production par une entente entre fabricants. L'industrie de la soierie qui avait marqué une reprise est de nouveau stationnaire, l'élévation des prix de vente à la suite de ceux de la matière première a retardé la remise de nouvelles commissions; les usines mécaniques entre autres sont d'ailleurs alimentées pour quelque temps. La rubanerie et la fabrication des tulles sont calmes. Dans la bonneterie de laine, la fabrication pour la saison d'hiver est sans activité, les magasins de détail étant encore pourvus des livraisons des hivers précédents. La bonneterie de coton a eu un petit courant pour les genres fantaisie. Les ateliers de teinture et d'appréts ont été sans activité comme les filatures et tissages qui les alimentent. Morte saison dans l'industrie du vêtement. Pour la chapellerie, situation stationnaire. L'industrie de la fourrure a commencé sa saison d'hiver.

Ce sont les tissages à la main qui ont été les plus atteints par le chômage; on estime qu'un peu plus du quart des syndiqués manquent de commandes; cependant beaucoup d'entre eux ne sont pas restés sans ouvrage et se sont occupés aux travaux de la moisson, heureusement abondante. Chez les chapeliers, on compte 15 p. 0/0 de chômeurs.

On estime notamment que le travail a été moins abondant que l'an dernier dans les filatures et tissages mécaniques et à la main dans la Somme, l'Aisne, le Nord, la Marne, les Ardennes, les Vosges, la Loire, le Rhône, la Vendée et le Maine-et-Loire; chez les tullistes de Lyon, chez les teinturiers d'Amiens, Reims et Villefranche (Rhône), chez les passementiers de Paris, de la Haute-Loire et de la Loire, chez les fourreurs et les coupeurs-chemisiers de Paris, chez les chapeliers de Paris, Essonnes (Seine-et-Oise), de Lyon, Annecy, Albi, Chalabre (Aude), Septfonds (Tarn-et-Garonne), Bort (Corrèze); plus abondant chez les tapissiers de Clermont-Ferrand, Bayonne, Amiens; les tailleurs en confection de Lyon et chez les chapeliers de Louhans; pour le reste, pas de changement.

BOIS. — Le travail du bois, charpente et menuiserie a maintenu une bonne activité.

Les préparatifs pour les vendanges ont donné un travail abondant aux tonneliers; les carrossiers-charrons ont bénéficié de nouvelles commandes à la suite des chaleurs du mois d'août; l'automobilisme, en particulier, fournit aux ouvriers en voitures un ouvrage qui va croissant. Travail actif dans l'industrie du meuble. Accalmie chez les dominotiers, boutonniers et brossiers. On compte 4 p. o/o de chômeurs chez les charpentiers et ouvriers scieurs, 5 p. o/o chez les menuisiers, 5 p. o/o chez les ouvriers en voitures, 18 p. o/o chez les tonneliers, 8 p. o/o chez les ouvriers en meubles.

Par rapport à l'an dernier, on estime que le travail a été plus actif chez les charpentiers à Paris (à cause des travaux de l'Exposition de 1900), chez les menuisiers d'Annecy, Chambéry, Tarbes, chez les menuisiers et les peintres en voitures de Paris, les charrons de Bordeaux, chez les tonneliers de Vayres (Gironde), chez les ouvriers en meubles de Valence et chez les ouvriers en peignes d'Oyonnax (Ain); moins actif chez les charpentiers de Troyes, la Seyne, Carcassonne, Pau et Tulle, chez les layetiers-emballeurs de Paris, chez les menuisiers de Reims, Bourg, Clermont-Ferrand, Avignon, Carcassonne et Elbeuf; chez les charrons de Paris, chez les carrossiers de Marseille, chez les tonneliers de Dunkerque, Nice, Marseille et Carcassonne, chez les ébénistes de Paris et de Saint-Loup (Haute-Saône), chez les boutonniers et dominotiers de Méru, chez les vanniers d'Origny (Aisne) et chez les brossiers de Saint-Sauveur (Oise); pour le reste, pas de changement notable.

MÉTALX. — L'amélioration déjà constatée dans la métallurgie s'est accentuée grâce aux nouvelles commandes pour l'Exposition de 1900 et aussi pour les départements de la guerre, de la marine et l'industrie privée (tramways, automobiles, etc.). Les prix de vente ont été en hausse; les aciéries, les forges, les ateliers de construction mécanique ont été bien occupés; la serrurerie du bâtiment a également bien travaillé dans son ensemble. Chez les ferblantiers-boitiers, un ralentissement s'est produit par suite de la difficulté de l'écoulement des produits fabriqués. Accalmie dans la bijouterie et dans l'horlogerie. On estime que le chômage atteint environ 1 p. o/o chez les métallurgistes et les ouvriers constructeurs-mécaniciens syndiqués.

D'après le *Bulletin du Comité des Forges*, l'importation totale des fontes, fers et aciers pendant les sept premiers mois de 1898 a été de 145,200 tonnes, c'est-à-dire en augmentation d'environ 27 p. o/o par rapport aux résultats de la période correspondante de 1897. Nos répartitions se sont élevées à 212,320 tonnes, en augmentation de près de 20 p. o/o sur celles de l'an dernier pendant les mêmes sept premiers mois.

En particulier, l'ouvrage a été jugé plus abondant que l'an dernier chez les métallurgistes dans le Nord, l'Allier et la Loire, chez les constructeurs-mécaniciens à Paris, chez les serruriers à Nice, chez les frappeurs-forgerons de Nantes et chez les chaudronniers en fer de Paris; moins abondant chez les métallurgistes de Saint-Michel (Aisne), chez les serruriers d'Amiens, les chauffeurs-mécaniciens de Marseille, les ouvriers sur métaux d'Annonay et du Mans, chez les ouvriers en instruments de précision de Paris, les ferblantiers de Besançon, Bordeaux, chez les ferblantier-boitiers de la Seine-Inférieure et du Morbihan, et chez les graveurs de Saint-Denis et de Lyon.

BÂTIMENT. — L'activité déjà signalée dans les chantiers de l'industrie du bâtiment se maintient. On estime que le chômage atteint chez les tailleurs de pierre et chez les maçons 10 p. o/o des syndiqués, 7 p. o/o chez les peintres-plâtriers.

Par rapport à l'an dernier, l'ouvrage a été tenu pour plus actif chez les tailleurs de pierre de Marseille et Montpellier, chez les ouvriers du bâtiment de Sens, Mou-

lins, la Seyne (Var), Carcassonne, chez les peintres de Paris et Armentières et chez les plâtriers de Chambéry; pour plus faible chez les tailleurs de pierre de Libourne et Rochefort, chez les marbriers en pendules de Cousolre, chez les maçons de Dunkerque, Reims, Bourges, la Roche-sur-Yon, les Sables-d'Olonne, Lorient et Angers, chez les peintres de Roubaix; il n'a pas été signalé de variations notables pour le reste.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — La chaudière et la fabrication des ciments ont participé à l'activité signalée dans l'industrie du bâtiment. De même pour la céramique du bâtiment. Dans la porcelainerie et dans la verrerie, situation calme, l'écoulement des produits se faisant lentement.

TRANSPORT. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Dans l'industrie des transports et de la manutention, la modification annuelle de la période de vacances s'est produite, les grands centres voyant diminuer leur clientèle qui s'est portée dans les stations de villégiature où l'activité a augmenté. Chez les marins, le chômage annuel de certains canaux a amené un ralentissement du travail.

Morte-saison chez les employés de commerce et chez les comptables; c'est l'époque de morte-saison. Les employés de l'alimentation (limonadiers, restaurateurs, etc.) ont bénéficié des grandes chaleurs du mois dernier et leur placement, comme extra principalement, est devenu plus important. On estime que le chômage atteint 6 p. o/o des employés de commerce syndiqués et 8 p. o/o chez les employés et ouvriers de l'alimentation.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, bourses de travail, etc., et 2^o par les correspondants.

Seine-et-Oise. — VERSAILLES. — Pour le mois d'août, le travail chez les *ouvriers agricoles* a été très actif en Seine-et-Oise. Les fermiers manquaient de bras; les travailleurs, en raison de l'extrême chaleur, ont exigé des prix plus rémunérateurs que les années précédentes. Les récoltes ont été abondantes.

Pour les *ouvriers du bâtiment*, travail assez abondant, surtout à Versailles, où on construit actuellement une nouvelle mairie, ce qui occupe un grand nombre d'ouvriers.

L'industrie du *vêtement* est en pleine morte-saison, les *tailleurs d'habits*, les *couturières* chôment presque tous. Beaucoup de chômeurs chez les *cordonniers*.

A la direction d'artillerie de Versailles, on a embauché un assez grand nombre d'ouvriers civils : *Manœuvres, menuisiers, serruriers et forgerons.* — Lucas.

Somme. — AMIENS. — Une adjudication de *cuirs verts* en août a été faite avec une diminution de 4 à 5 p. o/o sur les cours de juin, ce qui est, avec les stocks déjà existants, un indice d'un ralentissement dans la préparation des cuirs.

Dans les *filatures de coton*, pendant le premier semestre, stocks importants; peu d'activité par suite de la mévente des *tissus*. Les prix de vente des filés ont été très faibles, malgré la fermeté des cours de la matière première. On signale que, dans les Vosges, les *filateurs* ont arrêté le samedi; de même en Normandie. Le travail du coton d'Égypte (Jumel) a donné de meilleurs résultats, tant au point de vue de la vente que de la fabrication, que celui des autres pays.

Dans les *bonneteries de coton*, les commandes sont venues abondantes au commencement de l'année, puis se sont ralenties à la fin du premier trimestre 1898, sauf pour les fabriques d'article nouveautés qui n'ont pas fait chômer leurs métiers. En général, par suite de la tem-

pérature défavorable, les maisons de détail n'ont pas donné de commissions, leurs réserves n'ayant pas été entamées; l'Algérie a surtout fait défaut.

Dans la *bonneterie de laine*, la situation défavorable de l'an dernier ne s'est pas améliorée; les fabricants ont dû faire chômer leurs ouvriers; les fabriques d'articles fins de fantaisie ont été moins atteintes que les autres. Les prix de vente ont été en hausse, à la suite de l'augmentation des cours des filés de laine.

Dans la *confection du vêtement*, le travail a été assez actif et le chiffre d'affaires important, malgré la douceur de l'hiver; mais l'augmentation de la concurrence, due à la création de nouvelles maisons qui ont fait baisser les prix, a diminué la marge laissée au fabricant et la main-d'œuvre a été aussi atteinte.

Les *fonderies* ont été bien occupées avec des prix en hausse à la suite de l'augmentation de la matière première. Les *chaudronniers en fer* ont travaillé régulièrement; il n'en a pas été même pour les *chaudronniers en cuivre* qui ont été peu occupés. Les *mécaniciens* ont manqué de commandes et la durée du travail a dû être réduite.

ALBERT. — Les *fonderies* ont été bien occupées, elles ont reçu des commandes pour plusieurs mois; le nombre des ouvriers employés atteint 2.000 et il se monte de nouveaux ateliers.

HAM. — Les ateliers de *constructions mécaniques* et de *chaudronnerie* pour sucreries ont été également bien occupés. — A. Lefèvre.

Pas-de-Calais. — BOULOGNE-SUR-MER. — Depuis près d'un mois, les *typographes* de deux imprimeries font des heures supplémentaires; ils font généralement 15 heures par jour; mais parfois ils passent la nuit, de sorte qu'ils arrivent à avoir fait 4 jours supplémentaires. Dans la *cordonnerie* les ouvriers finisseurs à la main d'une des plus importantes maisons ont vu leur travail diminuer par suite de l'augmentation et du perfectionnement des machines utilisées; plusieurs ouvriers ont quitté la ville, les autres ont vu leur gain hebdomadaire notablement diminué. — Cardon.

Marne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE REIMS. — Dans l'arrondissement de Reims, pendant le premier semestre 1898, la situation s'est maintenue satisfaisante dans l'industrie des *vins de champagne*. L'exportation en Angleterre a été de 446.000 douzaines, en progrès sur les exportations déjà satisfaisantes du premier semestre 1897. Malgré les difficultés des transactions que l'on pouvait craindre pendant le conflit hispano-américain, les importations de nos vins de champagne dans les ports des Etats-Unis pendant les cinq premiers mois de 1898 se sont élevées à un peu plus de 98.000 caisses contre 81.400 pendant la même période de 1897. Dans les autres pays, les commandes sont restées à peu près équivalentes à celles des années précédentes. D'autre part, les tirages de vins ont été relativement faibles, mais ont été compensés par les stocks existants; la prochaine récolte qui s'annonce dans de bonnes conditions permettra de faire des réserves de vin de bonne qualité. Les transactions sur place ont été faibles, en attendant la récolte de 1898.

La chaleur du mois de juillet qui s'est maintenue a compensé largement les dégâts faits par les maladies habituelles de la vigne. D'autre part, une association viticole champenoise des arrondissements de Châlons et de Reims a été fondée pour permettre de lutter avec plus d'efficacité contre le phylloxéra et d'aider à la reconstitution des vignobles.

Les industries qui dépendent du commerce de vins mousseux de Champagne ont marqué une reprise et ont été généralement bien occupées.

Dans l'industrie *laineire*, la matière première a été en hausse de 10 p. 0/0 environ sur les cours du semestre précédent, malgré le manque d'activité dans les filatures et dans les tissages. On attribue cette hausse de la matière première à la pénurie de la laine mérinos provenant de la mortalité qui a atteint les moutons mérinos en Autriche pendant les chaleurs exceptionnelles (huit millions de moutons entraînant une diminution de production d'une centaine de mille balles de laine dans une seule province). Les laines peignées ont suivi la hausse de la matière première; mais dans une moins forte proportion. Les blouses de nos peignages, bien recherchées, ont obtenu une hausse de 5 p. 0/0 sur le cours de fin 1897. Les laines de France ont elles-mêmes gagné de 15 à 20 p. 0/0 d'avance.

Les *peignages* ont travaillé régulièrement sans chômage; mais à la fin du second semestre l'activité avait tendance à diminuer.

Les *filatures à façon de laines peignées* ont été très difficilement alimentées, pendant le premier semestre 1898, malgré l'arrêt d'un certain nombre de broches et la réduction des heures de travail; cependant, vers le milieu du semestre, une amélioration de 12 à 15 p. o/o sur les prix de façon s'est produite en filature à la suite de la diminution de la production, et, à la fin du second semestre, les prix étaient de 8 à 10 p. o/o supérieurs à ceux de décembre 1897, qui avaient été jugés non rémunérateurs. On estime que la diminution de la production a été de 25 à 30 p. o/o.

Les *filatures à façon de laines cardées* ont été également mal alimentées et les cours des prix de façon ont été tenus pour mauvais par les faconniers.

Les *filatures à forfait* ont été également moins occupées que l'an dernier par suite de la diminution des commandes des tissages; cependant, grâce aux cours élevés de la matière première, les filés courants ont eu, en fin juin, une augmentation de 8 p. o/o sur les cours de décembre dernier.

Dans les *tissages*, les mérinos et les sergés n'ont été demandés qu'en très basse ou en très belle qualité, les genres ordinaires étant remplacés par des tissus fantaisie. Les prix qui, après avoir fléchi, au début de l'année, avaient obtenu une amélioration en mars, ont de nouveau perdu la plus grande partie de leur avance surtout pour les qualités ordinaires. Les tissages de cachemire ont été un peu plus favorisés que ceux du mérinos.

Les fabriques de *tissus façonnés en laine peignée* ont eu un bon courant d'affaires, mais on a produit surtout des tissus à bas prix et, en belle qualité, des genres simples, diagonales, satins, etc. Dans les nouveautés en tous genres pour robes, la concurrence des articles imitation en coton a amené une diminution des commandes et contraint les fabricants à chercher de nouveaux genres.

Dans les *tissages de flanelle*, sauf dans ceux d'oxford fantaisie, qui ont eu un bon courant, l'écoulement des produits s'est fait lentement; cependant, en fin de semestre, la hausse de la matière première a entraîné une amélioration des cours des produits fabriqués.

En général, dans l'industrie textile de cette région, la mauvaise récolte de 1897 et l'augmentation de la concurrence sur le marché extérieur avait amené une réduction du travail, qui tendrait à disparaître à la fin du second semestre, grâce à la meilleure apparence de nos récoltes et à une meilleure organisation de notre industrie.

L'industrie du *bâtiment* s'est ressentie de la gêne de l'industrie dans la région et aussi de l'absence de grands travaux; cependant, grâce à quelques chantiers, une certaine activité a pu être maintenue; mais les grands rabais consentis dans les adjudications par de grands entrepreneurs du dehors (pour la serrurerie notamment) ont rendu les entreprises peu rémunératrices.

Dans la *verrière*, on a diminué la production en éteignant les fours et en réduisant la durée du travail; on a cependant maintenu le personnel à l'atelier.

Dans le *commerce de détail*, la vente des articles d'hiver a été contrariée par l'absence de gelées et la saison d'été n'a pas été plus favorisée par suite des pluies continuelles en mai et juin; de plus, l'augmentation de la concurrence des bazars et des grands magasins, des déballages et des vendeurs forains, la diminution des affaires, due à la mauvaise récolte dans les campagnes, le ralentissement du travail dans l'industrie ont rendu plus mauvaise une situation déjà peu favorable. Beaucoup de magasins et de maisons sont à louer.

DANS L'ARRONDISSEMENT D'ÉPERNAY, la situation du travail dans les *campagnes* s'est améliorée, grâce à des récoltes plus abondantes; dans les *vignobles*, notamment, la main-d'œuvre a été bien occupée. Malheureusement, plusieurs petits cultivateurs éprouvés par les maladies de la vigne, par les mauvaises récoltes et le bas prix du vin n'ont pu faire face aux frais nouveaux que nécessitent les soins des vignobles et ont dû vendre leurs terres et louer leurs services.

Pour l'industrie des *vins de Champagne*, on a constaté une augmentation de 1,774,500 bouteilles expédiées sur le marché intérieur, surtout en vins à bon marché, et de 196,000 bouteilles sur le marché extérieur, par rapport au 1^{er} semestre de 1897. Les industries dépendant de celle des vins de Champagne ont profité de cette amélioration et ont été bien occupées.

Dans les *brasseries*, situation stationnaire. L'industrie du *bâtiment* a été bien occupée.

D'après les renseignements tirés des recettes de l'*octroi d'Épernay*, la diminution de la récolte a amené une diminution de recettes de 1,500 francs; de leur côté, les négociants ont restreint le chiffre de leurs tirages et une moins-value de 3,600 francs est provenue de la diminution des entrées de bouteilles vides. Diminution également sur les entrées des

volailles, des huiles, du fromage et sur la viande fraîche de boucherie qui est remplacée par une augmentation des arrivages de viande salées.

Le commerce de détail s'est particulièrement ressenti de la crise agricole ; les affaires ont été rares et difficiles.

Meurthe-et-Moselle. — CHAMBRE DE COMMERCE DE NANCY. — Pendant le 2^e semestre 1897, le travail a été assez actif dans les *salines*, malgré la baisse des prix et de la rémunération qui est devenue très faible ; il n'a pas été signalé de chômeurs parmi les ouvriers qui, tous les ans, à l'époque des travaux des champs quittent les usines ne laissant pas place à un excès de main-d'œuvre.

Dans la fabrication et la conserve de la *choucroute*, situation stationnaire, plutôt avec tendance à devenir plus mauvaise par suite de l'augmentation de la concurrence.

La *meunerie* a eu sa production contrariée par le prix élevé de la matière première, alors que les produits fabriqués n'obtenaient pas une hausse équivalente, si bien que l'écoulement s'est fait difficilement. Des chômages partiels ont eu lieu.

Dans la *brasserie*, une nouvelle fabrique vient d'être montée ; l'activité s'est maintenue ; les prix de vente de la bière ont eu tendance à baisser et sont devenus moins rémunérateurs, par suite de frais accessoires que les limonadiers tendent à mettre à la charge des brasseurs.

L'industrie des *produits chimiques* a maintenu à peu près sa situation, grâce aux transformations apportées dans la fabrication pour répondre aux nouveaux besoins de la clientèle ; la fabrication des superphosphates a baissé.

Dans le travail des *cuirs*, les prix de vente des produits fabriqués se sont bien tenus à la suite des prix élevés de la matière première (cuirs et poils ou salés) ; mais les ventes ayant été faibles, le travail a été peu actif dans les *tanneries* et dans les *corroiries*. La fabrication de la *chaussure* qui avait reçu moins de commandes que l'année précédente, par suite d'un hiver sans gelées, a vu, en outre, augmenter la concurrence régionale par la création de deux nouvelles usines.

Dans les *filatures de coton*, certains établissements ont augmenté le nombre de leurs broches ; d'autre part, les affaires ont été lourdes, les prix de vente des produits fabriqués ont été en baisse et non rémunérateurs.

Dans la fabrication du *chapeau de paille*, un ralentissement s'est manifesté, à la suite du temps pluvieux de l'été de 1897, dans quelques maisons qui ne s'adressent qu'au marché intérieur ; mais, pour l'ensemble, l'activité a été satisfaisante, grâce au bon marché des produits fabriqués et aussi à la faveur de la mode.

Dans la *tonnellerie*, le travail a été actif, grâce à des commandes pour l'exportation ; on a perfectionné les machines-outils ; les prix de vente des tonneaux sont restés stationnaires, malgré la hausse de la matière première (bois et fer). Les salaires ont eu tendance à la hausse ; la main-d'œuvre a été suffisante.

Dans l'industrie des *jouets*, la production et les affaires ont été peu actives par suite de l'augmentation de la concurrence étrangère ; on a manqué d'ouvriers expérimentés ; les manœuvres ont été plutôt en excès.

Dans la *métallurgie*, le nombre des établissements en activité n'a pas augmenté, mais plusieurs ont pris plus d'importance. Une aciérie qui était en construction a été mise en marche et augmente déjà le nombre de ses fourneaux : on a compté dans les 21 groupes de Meurthe-et-Moselle 52 fourneaux à feu et 12 fourneaux hors feu. La production et la vente se sont maintenues actives, il en a été d'ailleurs de même dans les centres voisins de l'étranger. Les prix de vente sont restés stationnaires malgré la hausse et la rareté du coke en 1897 ; les salaires des ouvriers (17,000 ouvriers environ) ont eu tendance à la hausse ; de nouvelles concessions de mines pour le minerai ont été demandées. On a cherché à réduire la journée de travail.

Dans la *faïencerie*, une nouvelle usine en construction était presque terminée au commencement de 1898. Dans l'ensemble, la production et la vente ont été inférieures à la moyenne des années précédentes, les prix de vente ont été aussi en baisse ; on attribue le ralentissement des commandes à la mauvaise récolte de l'année 1897 et à la concurrence de certaines usines du Nord. Un chômage partiel s'est produit en fin d'année après la livraison des commandes du nouvel an.

Dans la *cristallerie*, la production a été maintenue pour éviter des chômages, mais les affaires ont été plutôt faibles.

Puy-de-Dôme. — CLERMONT-FERRAND. — Pendant le 2^e trimestre de 1898, la situation a été assez satisfaisante; dans l'ensemble, 5 à 6 p. 0/0 des ouvriers ont été en chômage.

Haute-Loire. — Pendant les derniers mois de 1897, dans l'arrondissement de Brioude, travail avec tendance au ralentissement dans les mines de houille par suite de la difficulté de l'écoulement des produits; les prix se sont maintenus encore rémunérateurs; la main-d'œuvre a été abondante. La situation est restée stationnaire dans les mines d'antimoine, les brasseries, les briqueteries et les fabriques de perles.

Dans l'arrondissement d'Yssingeaux, le moulinage de la soie a eu une production et une vente plutôt faibles; il en a été de même pour la passementerie, les prix ont été en baisse et désavantageux. Une reprise s'est produite dans la rubanerie, qui est arrivée à produire plus rapidement et à meilleur marché grâce à l'installation de moteurs électriques; les prix se sont aussi améliorés et ont été tenus pour rémunérateurs. Le travail s'est maintenu assez actif dans la fabrication des faux et faucilles et dans celle des articles de serrurerie.

Dans l'arrondissement du Puy, la minoterie qui avait présenté une certaine activité avec des prix de vente en hausse, a eu ensuite un écoulement des produits assez difficile et a laissé une partie de la main-d'œuvre sans emploi. La multerie a eu également un travail ralenti. Dans la brasserie, la fabrication des cierges, la papeterie et la fabrication des confectons, situation stationnaire. Le travail s'est maintenu actif dans la tannerie. Un ralentissement s'est produit dans la fabrication des bas et des dentelles. Dans celle des coiffes à chapeaux, la production a été très active, la main-d'œuvre abondante; mais les prix de vente ont été faibles et peu rémunérateurs. Ralentissement saisonnier du travail dans les chauxfourneries; travail actif et prix avantageux dans la poterie.

Tarn. — Pendant le 2^e trimestre 1898, un ralentissement s'est produit dans la mégisserie, par rapport au trimestre précédent; beaucoup d'ouvriers ont été sans travail; la matière première s'est maintenue à un prix élevé, tandis que les produits fabriqués avaient un écoulement difficile à un taux peu rémunérateur. Travail actif dans les couperies de poils de lapin et dans les ateliers d'effilochage de chiffons.

Dans l'industrie textile, la matière première a été recherchée; on a estimé à 53,000 le nombre de broches en activité contre 50,000, estimation du 1^{er} trimestre 1898 et non 1897, comme il avait été imprimé par erreur (voir *Bulletin* de juin dernier, page 460); cependant des chômages se sont encore produits. Il ne s'est pas formé de stocks, les fabricants n'ayant opéré que sur commandes. Les ateliers de broderies ont été bien occupés et le nombre d'ouvriers employés a augmenté. La chapellerie a été moins occupée que pendant le précédent trimestre; des chômages importants ont eu lieu et un certain nombre d'ouvriers ont été s'embaucher comme manœuvres dans des chantiers de construction. Situation stationnaire dans la broserie et dans l'arçonnerie, avec tendance à l'amélioration.

Haute-Garonne. — TOULOUSE. — Pendant le mois dernier, une reprise du travail s'est produite chez les ouvriers de l'alimentation (cuisiniers, garçons limonadiers); on compte 18 p. 0/0 de chômeurs dans l'ensemble.

Un ralentissement a eu lieu dans le travail des cuirs et peaux; les patrons, pour ne pas congédier leurs ouvriers, ont réduit la journée à 6 et 8 heures, au lieu de 10. Chez les bourreliers-harnacheurs, dont le travail était très prospère il y a quelques années, on manque de commandes; cependant, grâce à l'équipement militaire, une partie des ouvriers ont de l'ouvrage. On ne signale presque pas de chômeurs chez les cordonniers (5,000 ouvriers sont occupés); cependant, les salaires tendent à baisser. L'industrie de la trépointe, qui emploie pour la plus grande partie des ouvriers à domicile (sandaliers, semelleurs-cordonniers, etc.), est très active, les commandes pour l'exportation étant importantes.

Chez les travailleurs de l'habillement, les tailleurs sur mesure entre autres traversent une crise, par suite de l'augmentation de la concurrence des maisons de confection; on estime que le chômage atteint deux cinquièmes des ouvriers.

Chez les ferblantiers-zingueurs, plombiers, l'activité du 2^e trimestre 1898 a diminué et l'on compte 10 p. 100 de chômeurs. Dans l'industrie du bâtiment (maçons et peintres), une reprise s'est produite depuis le mois dernier; une tendance à l'amélioration a lieu également dans les autres parties de l'industrie du bâtiment. Le placement des domestiques devient plus dif-

ficile, par suite de l'arrivée d'un grand nombre de personnes de la campagne à la recherche d'une place. — *F. Bousquet.*

Eure-et-Loir. — CHÂTEAUDUN. — Travail toujours actif dans une *imprimerie*; dans une autre, travail restreint; les apprentis ayant fini leur apprentissage sont renvoyés sans qu'ils puissent se procurer du travail avant leur départ. Dans les autres corps de métiers, travail satisfaisant. Un atelier de *menuiserie* vient de fermer pour mauvaises affaires. Dans les campagnes, grande activité pour les moissons. Le pain a diminué de 10 centimes; il vaut 2 fr. 40 les 4 kilogrammes. — *A. Gaurin.*

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN. — Pendant le 1^{er} semestre 1898, le travail a été encore peu actif dans l'industrie des *produits chimiques*. Dans les *tanneries*, une diminution de la production qui a atteint jusqu'à deux cinquièmes de la production habituelle a eu lieu, on l'attribue à la hausse des cuirs en poils alors que les cours des cuirs tannés n'obtenaient pas d'amélioration et restaient à des taux jugés peu rémunérateurs.

Dans l'*industrie cotonnière*, à la reprise des affaires sur les fils due à la difficulté des relations avec l'Amérique à la suite de la déclaration de la guerre hispano-américaine a succédé un ralentissement des commandes, et aujourd'hui les fabricants sont arrivés à une entente pour diminuer leur production.

Dans les *tissus rouennerie et mouchoirs*, la production, bien que réduite, a souffert du stock important existant, le cours tendant à la baisse malgré des transactions plus actives avec l'Algérie. Avec l'Indo-Chine, les affaires ont été calmes, de même avec Madagascar pour les *indiennes* et *tissus teints*, par suite de stocks formés sur place; dans l'ensemble pour ces tissus, la situation est restée stationnaire.

La campagne des *tissus d'hiver* a une tendance à la *lourdeur*; il en a été de même des *tissus pour meubles*.

Les *ateliers de construction mécanique* se sont ressentis de l'accalmie générale; d'autre part, les commandes de machines nouvelles ont été obtenues principalement par des maisons étrangères, les ateliers de la région ayant le plus souvent seulement des réparations courantes.

Par suite de la mauvaise récolte de 1897, la consommation des vins a été réduite et les affaires ont été difficiles. La vente des *spiritueux* a été active par suite de la diminution de la concurrence des bouilleurs de cru qui avaient eu une récolte insuffisante pour la consommation. Les *distilleries d'alcool*, grâce aux cours avantageux pratiqués pendant ce trimestre, ont bien écoulé leurs produits et ont même difficilement satisfait leurs demandes.

Quant au mouvement du port, les entrées ont encore progressé, elles ont dépassé de 79,127 tonnes celle du 2^e semestre de 1897; on attribue cette augmentation aux grands arrivages de blés étrangers, pendant les périodes antérieures au rétablissement des droits de douane, et aussi à l'importation des vins d'Espagne devenue plus facile, grâce à la hausse du change. Les sorties au contraire ont été inférieures de 3,631 tonnes à celles du 2^e trimestre de 1897.

Constantine. — Pendant le mois de juillet, la situation générale s'est sensiblement améliorée à Constantine. On signale une reprise assez active chez les ouvriers du *bâtiment*. La durée du travail hebdomadaire est de 60 heures chez les *terrasiers* et les *menuisiers*, avec une moyenne de 20 p. 0/0 de chômeurs chez les premiers, et de 12 0/0 chez les seconds. Grande activité chez les *meuniers* qui travaillent de 10 à 11 heures par jour et accusent 5 p. 0/0 de chômeurs.

Dans la région de Tébessa, l'exploitation des *carrières de phosphate* est toujours en pleine activité; les bilans publiés par les compagnies d'exploitation font ressortir une production de 103,710 tonnes au cours du 1^{er} semestre de l'année courante, en augmentation de 5,280 tonnes sur les résultats de la période correspondante de 1897. On signale d'autre part la découverte de nouveaux gisements dans la commune de Morsott sur le territoire du douar Gouraya, Morsott et El Meridj.

La durée hebdomadaire du travail des ouvriers extracteurs est de 60 heures en moyenne. Le salaire s'élève de 6 à 7 francs par jour, selon le degré d'habileté des ouvriers. Une transformation presque complète des moyens de transport permettra de donner sous peu une sérieuse impulsion à l'entreprise, principalement en ce qui concerne une société qui fait établir un railway destiné à transporter directement à bord des navires transporteurs les produits extraits. L'activité s'accroît dans le monde agricole de la province et les récoltes s'annoncent comme

devant être rémunératrices pour les colons. A Guelma et Sétif, les travaux des moissons sont activement poussés et les transactions sur les grains nouveaux ont commencé. La vigne a belle apparence et la récolte sur pied s'annonce superbe. — *Ch. Bohé.*

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Seine. — Pas de chômeurs chez les *champignonnistes* d'Issy. Amélioration de placement et 12 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de l'Union du XIII^e arrondissement; les grandes chaleurs ont forcé les patrons qui travaillaient eux-mêmes à se reposer et les placements de brigadiers ont été faciles, malgré le départ d'une partie de la clientèle et la diminution de la consommation; les aides-boulangers ont trouvé encore difficilement à s'employer. Chez les *biscuitiers* et *ouvriers en pains d'épices*, le ralentissement du travail déjà signalé s'est accentué; la durée du travail hebdomadaire est descendue jusqu'à 32 heures par semaine. L'amélioration signalée chez les *cartouchiers* d'Issy se maintient.

8 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en sacs de papier*, qui font en moyenne 48 heures par semaine. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et 7 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en cartonnage*. 14 p. o/o chez les *typographes*, qui estiment que l'ouvrage est d'un cinquième moins abondant que l'an dernier. Un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs et journée diminuée d'une et deux heures chez les *conducteurs-typographes* suivant les maisons. 1 p. o/o de chômeurs chez les *fondeurs-typographes*. Pas de signalés chez les *graveurs-lithographes*. Morte-saison annuelle chez les *travailleurs du livre* de Clichy, qui comptent 7 p. o/o de chômeurs; la journée normale de 10 heures est diminuée de 4 heures par 50 ouvriers.

Pleine morte-saison chez les *cordonniers*. Pas de chômeurs chez les *selliers en sacs de voyage*.

Morte-saison plus accentuée que l'an dernier chez les *passementiers à la main*, chez qui la durée du travail descend à 38 heures par semaine. Un peu plus de 12 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers passementiers*; à peu près moitié des syndiqués chez les *façonniers-passementiers*. Un peu plus de 2 p. o/o chez les *coupeurs de cols et cravates*. Morte-saison chez les *ouvriers en chapeaux de soie*, qui comptent un peu plus d'un cinquième des leurs en chômage; on fait 36 heures par semaine. 13 p. o/o de chômeurs chez les *couleurs de lessive*, qui sont moins occupés que l'an dernier par suite de la concurrence des manœuvres inexpérimentés embauchés pour la conduite des machines. Reprise du travail moins forte que l'an dernier chez les *fourreurs* qui sont tous occupés. Les *dessinateurs en broderies* comptent 14 p. o/o des leurs en chômage; c'est la morte-saison par suite de l'absence de la clientèle riche; la journée est réduite de 2 heures pour un quart des ouvriers; le syndicat a organisé une caisse de chômage.

Chez les *charpentiers syndiqués de la Seine*, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs; l'ouvrage qui reste plus abondant que l'an dernier tend à diminuer. Pas de chômeurs signalés chez les *charpentiers (la Solidarité)*; embauchages nombreux, grâce aux travaux de la Compagnie d'Orléans pour la ligne du quai d'Orsay. Reprise du travail depuis le mois dernier, journée augmentée d'une heure et un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs chez les *layetiers-emballers*. Chez les *charrons*, le travail a repris, grâce à la sécheresse qui a donné du jeu au bois des roues. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *menuisiers en voitures*. Même situation satisfaisante chez les adhérents de l'Union des *peintres en voitures*.

Abondance de commandes chez les *métallurgistes*, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *contremâtres et chefs de service*. En général, les ateliers de mécanique possèdent de nombreuses commandes (machines à vapeur, machines électriques pour traction ou transport de force). Baisse dans la vélocipédie, mais grande augmentation d'ordres dans l'automobilisme. Les *constructeurs de machines-outils* et de *machines à imprimer* sont aussi bien occupés. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *tourneurs décolleteurs*. Pas de signalés chez les *émouleurs*. Pas de chômeurs chez les *chaudronniers en fer* syndiqués et ouvrage plus abondant que l'an et le mois derniers; les offres des patrons surpassent les demandes de travail. Chez les *potiers d'étain*, ralentissement du travail et 4 p. o/o de chômeurs; de même ralentissement des commandes et un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en instru-*

ments de précision. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et 5 p. o/o de chômeurs chez les *doreurs sur bijou*. La situation difficile signalée chez les *graveurs pour imprimés* de Saint-Denis se maintient.

Le travail a repris dans tous les chantiers depuis le mois dernier, et 9 p. o/o de chômeurs chez les adhérents au syndicat des *peintres français*; les travaux de campagne sont surtout satisfaisants, malgré le retard éprouvé dans la remise des commandes.

Pas de chômeurs chez les *pilotes des bateaux-royageurs*. Un peu plus de 15 p. o/o chez les *garçons limiers et cochers*. Un peu moins de 3 p. o/o chez les *hommes de peine des abattoirs* d'Aubervilliers. 4 p. o/o chez les *comptables*. Pas de signalés chez les *employés de serrurerie*. Un peu moins de 3 p. o/o chez les *employés à la Bourse du commerce*. Placement plus facile que l'an dernier chez les *sommeliers*, qui sont bien employés. Les *employés d'hôtels*, qui sont en morte-saison, estiment que le chômage atteint un peu plus du tiers des leurs. 8 p. o/o chez les ouvriers de la *boucherie*. 14 o/o chez les *coiffeurs*. Pas de signalés chez les *élèves en pharmacie*. Vacances chez les *employés de l'enseignement privé*. 2 p. o/o chez les adhérents de l'Union des *gens de maison*.

Seine-et-Oise. — Travail toujours actif chez les *carriers* de Cernay; pas de chômeurs chez ceux de Méry-ès-Bois. Morte-saison chez les *chapeliers* d'Essonne, cependant pas de chômeurs signalés parmi les syndiqués. A Versailles, 3 p. o/o chez les *plombiers*, qui sont plus occupés que le mois dernier.

Aisne. — A Saint-Quentin, 11 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tisseurs en broderies et guipures*, dont une partie ne font qu'une demi-journée. A Serain, 50 métiers de *tissages mécaniques* sont au repos et la situation tend à devenir plus mauvaise. Chez les *vanniers* d'Origny, l'accalmie des commandes continue: on a renvoyé des ouvriers. Accalmie dans l'industrie de la *chaussure* et dans la fabrication des *appareils de chauffage* de Saint-Michel. A Saint-Quentin, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés voyageurs et dessinateurs*.

Baisse sur le pain à Saint-Quentin, 0 fr. 02 par kilogramme.

Oise. — Travail toujours actif et en progrès sur le mois précédent chez les *typographes* de Beauvais; la journée est augmentée de 3 heures pour 25 ouvriers. De même, ouvrage plus abondant que le mois précédent chez les *typographes* de Senlis. A Méru, les *boutonniers en os* comptent un cinquième des leurs en chômage; une usine est arrêtée pour réparations aux machines; chez les *dominotiers*, commandes calmes; cependant tous sont encore occupés. Chez les *brossiers* de Saint-Sauveur, moitié des ouvriers sont atteints par le chômage; la journée est diminuée de 2 heures pour les autres.

Baisse sur le pain, à Senlis, 0 fr. 02 par kilogramme.

Somme. — A Amiens, le ralentissement du travail déjà signalé chez les *tapissiers* s'est maintenu. Chez les *teinturiers*, travail irrégulier; les heures supplémentaires sont parfois suivies de journées de chômage. Chez les *bonnetiers* de Corbie, un tiers des ouvriers, qui manquent de commandes, se sont embauchés pour les moissons; le travail est moins abondant que l'an dernier pour la bonneterie.

Pas de chômeurs chez les ouvriers *métallurgistes* d'Albert; un ralentissement s'est produit comme tous les ans à pareille époque, mais l'activité est encore satisfaisante; environ 150 mouleurs sont occupés dans 9 fonderies et font 11 heures par jour et très souvent une ou deux heures supplémentaires; environ 300 mécaniciens font la journée de 12 heures, avec un gain moyen de 5 francs. A Amiens, ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier chez les *serruriers*.

Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs chez les *typographes*, qui sont plus occupés que l'an et le mois derniers; la journée de 10 heures est augmentée d'une heure dans une maison. De même, à Boulogne-sur-Mer, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *travailleurs du lièvre*; la journée habituelle de 12 heures est augmentée de 2 heures pour 50 ouvriers. Pas de chômeurs chez les *cimentiers*.

Baisse sur le pain à Arras, 0 fr. 03 par kilogramme qui se vend 0 fr. 32.

Nord. — A Lille, 6 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Pas de signalés chez les ouvriers de l'*industrie du fil*; des réductions de travail ont été faites dans quelques maisons et pendant quelques semaines. Chez les *tisserands* d'Haspres, situation toujours difficile: un peu moins du tiers manquent de commandes, les autres perdent 4 jours par quinzaine. A Armentières, les *charpentiers* sont tous occupés, mais la journée est réduite d'une demi-heure pour 100 ouvriers. A Dunkerque, les *tonneliers* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage. Pas de signalés chez les *tourneurs sur bois* de Felleries.

L'activité déjà signalée se maintient chez les *métallurgistes* de Maubeuge; même situation chez ceux de Marpent: on agrandit les ateliers. Pas de chômeurs chez les *tourneurs en cylindre* d'Hautmont; de même chez les ouvriers en *métaux* de Lille. A Dunkerque, 12 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *maçons*. De même, ouvrage en diminution chez les *peintres* de Roubaix, qui comptent un tiers des leurs en chômage. Pas de signalés chez ceux d'Armentières. A Lille, pas de chômeurs et ralentissement du travail depuis le mois dernier chez les *plombiers zingueurs*. Travail encore peu actif chez les *verriers* d'Aniche. A Lille, chômeurs chez les ouvriers de l'*abattoir*.

A Maubeuge, le pain est diminué de 0 fr. 05 par 3 kilogrammes.

Ardennes. — A Fumay, pas de chômeurs chez les *ardoisiers mineurs*, les ouvriers *fondeurs* chôment encore deux jours par quinzaine, faute de matières premières. Travail satisfaisant chez les ouvriers sur *métaux*. 4 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* de Douzy. Chez les *métallurgistes* de Mazures, on a chômé une journée par semaine dans 3 usines (100 ouvriers), cependant il n'est pas signalé de chômeurs parmi les syndiqués. De même, pas de chômeurs chez les *marbriers* de Jeumont. Chez les *marbriers en pendule* de Consolre, la morte-saison est plus accentuée que l'an dernier, le chômage atteint nombre d'ouvriers.

Baisse sur le pain à Fumay et à Douzy, 0 fr. 05 par 2 kilogrammes 500.

Marne. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Châlons-sur-Marne qui font de 65 à 70 heures par semaine. A Reims, 5 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs syndiqués de l'industrie lainière*. La situation se maintient difficile. Pas de chômeurs chez les *maçons*. 3 p. o/o chez les *cochers*. 5 p. o/o et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *menuisiers*.

Aube. — A Troyes, pas de chômeurs chez les *charpentiers*.

Meuse. — Pas de chômeurs chez les *carriers* de Lérouville.

Meurthe-et-Moselle. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Chavigny. A Nancy, pleine saison de commandes, ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*. 10 p. o/o chez les *chapeliers*. Pas de signalés chez les *métallurgistes*. Un peu plus de 1 p. o/o chez les ouvriers en *limes*, qui sont moins occupés que l'an et le mois derniers.

Vosges. — Travail de 60 heures par semaine chez les *typographes* d'Épinal. Pas de chômeurs chez les ouvriers des *manufactures de tissus* de Moussey, de même chez les *tisseurs* de Saint-Dié.

Baisse sur le pain à Moussey, 0 fr. 05 par kilogramme.

Haute-Saône. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Vesoul, chez qui le travail a été augmenté pendant quelques jours de 2 heures par jour. Les ouvriers de l'*ameublement* de Saint-Loup estiment que le chômage atteint un peu plus du tiers des leurs; la journée est diminuée, on fait de 25 à 30 heures par semaine.

Doubs. — Pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre* d'Audincourt. A Besançon, ralentissement du travail chez les *ouvriers en chaussures*.

Jura. — Situation toujours satisfaisante chez les *typographes* de Lons-le-Saunier, de même que ceux de Dôle.

Ain. — Chez les ouvriers en *peignes* d'Oyonnax, le travail s'est maintenu plus actif que l'an dernier.

Saône-et-Loire. — La saison d'hiver est commencée chez les *chapeliers* de Louhans, qui sont tous occupés; on estime que la production est augmentée d'un quart.

Côte-d'Or. — Chez les *bûcherons-agriculteurs* de Pagny-le-Château et de Corvelles, pas de chômeurs. La situation se maintient satisfaisante chez les *typographes* de Dijon.

Yonne. — A Auxerre, chez les *typographes*, travail toujours très actif, de même que chez les *charpentiers*. A Sens, le travail a repris depuis le mois dernier chez les ouvriers en bâtiment; pas de chômeurs.

A Auxerre, baisse sur le pain : 0 fr. 05 par 2 kilogrammes depuis le 1^{er} août.

Nièvre. — Travail toujours actif chez les *bûcherons-agriculteurs* de Corvol, Menou Ciez; ralentissement du travail chez ceux de Champroux. Pas de chômeurs chez les *bûcherons-agriculteurs* de Saint-Vérain et chez les ouvriers du bâtiment de Nevers.

A Nevers, baisse de 0 fr. 20 par 6 kilogrammes de pain qui se vendent 2 francs.

Allier. — 3 p. 0/0 de chômeurs chez les *mineurs* de Buxières. Le travail, qui avait commencé à ralentir chez les *typographes* de Cusset, a repris avec les chaleurs du mois d'août qui ont amené un grand nombre d'étrangers aux eaux de Vichy. A Moulins, ouvrage plus abondant que l'an dernier et 9 p. 0/0 de chômeurs chez les *maçons*. Pas de signalés et journée diminuée de 1 heure chez les *peintres*.

A Cusset, une nouvelle baisse sur le pain, 0 fr. 03 par kilogramme, s'est produite depuis le milieu d'août; d'autre part, par suite de la chaleur et de l'affluence des étrangers, le prix du beurre, de la volaille et même de la viande de boucherie a été en augmentant.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, travail toujours actif chez les *typographes*. Ralentissement du travail depuis le mois dernier et 17 p. 0/0 de chômeurs chez les *tapissiers*, la journée est réduite d'une heure pour 35 ouvriers. 5 p. 0/0 de chômeurs chez les *menuisiers en bâtiment*.

Allier. — L'activité déjà signalée chez les *métallurgistes* de Commentry se maintient, tous sont occupés.

Haute-Loire. — Situation encore difficile chez les *chefs d'ateliers rubaniers* de Sainte-Sigolène, dont un cinquième sont atteints par le chômage, les prix de façon sont en baisse chez les *chefs d'ateliers rubaniers* de Saint-Didier, 10 p. 0/0 de chômeurs et travail généralement peu actif. Au Puy, les *menuisiers* comptent un quart des leurs en chômage.

Loire. — Chez les *mineurs* de la Talaudière et de Saint-Chamond, le travail se maintient. Pas de chômeurs chez ceux de Villars. A Saint-Étienne, placement plus facile que l'an dernier chez les *boulangers*, grâce à l'abondance des travaux des champs qui permet d'employer les bras disponibles. Un peu plus de 6 p. 0/0 de chômeurs chez les *cuisiniers*. Ralentissement des commandes chez les *ouvriers du livre* de Roanne, qui sont cependant très occupés. A Saint-Étienne, le travail tend à reprendre chez les *tisseurs*. Chez les *chefs d'ateliers rubaniers*, on estime que moitié sont atteints par le chômage, ce sont les ateliers fabriquant les rubans et velours grande largeur qui sont atteints. 9 p. 0/0 de chômeurs, ouvrage moins abondant que l'an dernier et journée diminuée d'une heure dans tous les ateliers chez les *passementiers* de la Fouillouse. Pas de chômeurs signalés chez les *tisseurs* de Jarnosse. Chez les *ébénistes* de Firminy, travail toujours actif. 1 p. 0/0 de chômeurs chez les *métallurgistes* de Saint-Étienne; pas de signalés chez ceux de Saint-Chamond.

A Jarnosse, baisse sur le pain : 0 fr. 02 par kilogramme; hausse sur la viande : 0 fr 10 par kilogramme. A Roanne, baisse sur le pain : 0 fr. 05 par kilogramme.

Rhône. — A Lyon, pas de chômeurs chez les *jardiniers*. Chez les *mineurs* de Sain-Bel, le travail se maintient actif, le chômage reste inférieur à 1 p. 0/0. A Lyon, chez les *vermi-*

celiers, travail toujours actif. 2 p. o/o de chômeurs chez les *cartonniers*. Morte-saison annuelle plus accentuée que l'an dernier chez les *lithographes*, qui comptent 12 p. o/o de chômeurs; les commandes sont peu importantes et jugées sans profit pour les patrons, mais maintiennent les ouvriers à l'atelier.

Un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. On estime que le chômage atteint moitié des adhérents de la corporation des *tisseurs*. Chez les ouvriers *tisseurs* syndiqués, un quart des adhérents; le travail qui semblait reprendre avec les articles riches s'est arrêté; les prix de façon sont jugés assez rémunérateurs. Les *tisseurs* de Mardore sont tous occupés. Le chômage atteint moitié des syndiqués chez les *tullistes*, mais le travail tend à reprendre. De même, le travail tend à reprendre chez les ouvriers et ouvrières en *confec-tions*; on a reçu de nombreuses commandes.

A Lyon, 14 p. o/o de chômeurs chez les *litiers*. Pas de signalés chez les *graveurs*. On estime que le chômage atteint un peu plus du quart des syndiqués chez les *sculpteurs*; l'ouvrage est tenu pour moins abondant que l'an dernier par suite de l'arrêt des travaux de Fourvière. Pas de chômeurs chez les *cimentiers*. Les adhérents au syndicat des *dames servantes* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont sans place à Dameuse; le placement en extra a été satisfaisant dans les hôtels et restaurants. 7 p. o/o de chômeurs chez les employés de *cafés-restaurants* et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers. Morte-saison à la suite du départ de la clientèle pour la campagne et 16 p. o/o de chômeurs chez les employés *photographes*.

Baisse sur le pain, à Lyon, 0 fr. 02 par kilogramme.

Haute-Savoie. — A Annecy, pas de chômeurs chez les *typographes*. Ils sont plus occupés que l'an dernier. Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *chapeliers*. Pas de chômeurs, mais travail sans activité chez les *tailleurs de pierre*. Tendance au ralentissement du travail chez les *bateliers* de Meillerie, qui sont tous occupés.

Saône. — A Chambéry, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*; la situation se maintient satisfaisante. Pas de chômeurs chez les *plâtriers*. Baisse sur le pain, 0 fr. 05 par kilogramme.

Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs chez les *cuisiniers*. De même chez les *imprimeurs*; ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *typographes*. Les *tailleurs de pierre* de Montalieu-Vercieu comptent un peu plus du quart des leurs atteints par le chômage. A Grenoble, situation toujours difficile chez les *maçons*.

Drôme. — Travail toujours actif et plus abondant que l'an dernier chez les *carriers* de Saint-Remond. A Valence, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *typographes*. 11 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*. Travail peu actif chez les *chapeliers approprieurs* de Bourg-du-Péage. Pas de chômeurs chez les ouvriers de l'aménagement de Valence.

Alpes-Maritimes. — Ouvrage toujours abondant chez les *cuisiniers* de Cannes. A Nice, le travail est ralenti chez les *touilleries*. 3 p. o/o de chômeurs chez les *serruriers*. Travail actif chez les *maçons* de Menton, mais situation plus difficile que l'an dernier par suite de l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. A Nice, les *maçons* sont presque tous occupés. Morte-saison chez les *cochers*.

Var. — A Toulon, pas de chômeurs chez les *typographes*; la morte-saison habituelle est moins forte que l'an dernier. De même, pas de chômeurs chez les *charpentiers* à la Seyne. A Toulon, situation toujours satisfaisante chez les *machinistes*. Les *maçons* de la Seyne estiment que le chômage atteint un peu plus du quart des leurs.

A la Seyne, baisse sur le pain, 0 fr. 025 par kilogramme.

Bouches-du-Rhône. — 2 p. o/o de chômeurs chez les *pêcheurs* de la Ciotat; les embarquements ont été meilleurs et la pêche plus régulière que l'an dernier. Chez les *matelots pêcheurs* de Martigues, des accalmies ont contrarié le travail; cependant la pêche au thon a été satisfaisante. Chez les *horticulteurs* de Saint-Giniez, 7 p. o/o de chômeurs. A Marseille, la

situation est toujours satisfaisante chez les *jardiniers*. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Saint-Savournin-Gréasque. Travail encore sans activité chez les *mineurs* de Fuveau, qui chôment 2 jours par semaine. Pas de chômeurs chez les *carriers* de Fontvieille. 11 p. o/o chez les *boulangers* de la Ciotat. A Marseille, 10 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs lithographes*, un peu plus de 4 p. o/o chez les *typographes*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *carrossiers*, qui comptent un peu plus du quart des leurs en chômage. Chez les *tonneliers*, on fait en moyenne 3 jours par semaine dans les trois quarts des ateliers. Pas de chômeurs chez les *modelleurs*. Journée de 12 heures chez les *chauffeurs conducteurs*, journée de 10 heures chez les *forgerons*. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *smilleurs de pavés*. Pas de chômeurs chez les *carreleurs*. Situation toujours difficile chez les *potiers* d'Aubagne. A Marseille, 6 p. o/o de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel* et *garçons navigateurs*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs chez les *typographes*. Travail toujours actif chez les *menuisiers*. Ralentissement du travail chez les ouvriers en *balais* de Caderousse, qui comptent moitié des leurs en chômage.

Ardèche. — A Annonay, l'amélioration déjà signalée chez les *mégissiers palissonneurs* s'est accentuée; on compte 2 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *serruriers*.

Gard. — Un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs pâtisseries* de Nîmes. Un peu moins de 1 p. o/o chez les *employés de commerce*.

Aveyron. — Un peu plus de 5 p. o/o de chômeurs et ralentissement du travail depuis le mois dernier chez les *typographes* de Rodez.

Tarn. — A Albi, ralentissement du travail chez les *chapeliers foulours*, qui comptent un tiers des leurs en chômage; c'est d'ailleurs la morte-saison du chapeau de feutre. Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *chapeliers approprieurs*. L'activité déjà signalée chez les *martineurs* de Durtfort se maintient. Pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* de Briatexte.

A Albi, baisse de 0 fr. 05 sur le pain qui se vend 0 fr. 26 le kilogramme.

Hérault. — 5 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Graissessac. Les *cordonniers* travaillant à la main comptent un quart des leurs sans commandes; la morte-saison est plus accentuée que l'an dernier. A Montpellier, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre*; 8 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*. Toujours difficile chez les *horlogers* par suite de la concurrence des articles à bas prix.

Baisse sur le pain à Graissessac, 0 fr. 05 par 2 kilogrammes.

Aude. — Chez les ouvriers *agriculteurs* de Cuxac, ralentissement du travail depuis le mois dernier, cependant tous sont occupés. A Carcassonne, 15 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers* et ouvrage moins abondant que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *menuisiers*. De même, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *tonneliers* et chez les *maçons*.

A Carcassonne, le pain a baissé de 0 fr. 02 par kilogramme.

Pyrénées-Orientales. — Pas de chômeurs chez les *trépointeurs* de Saint-Laurent-de-Cerdans. Ralentissement du travail chez les *travailleurs du bâtiment* de Pia.

Haute-Garonne. — A Toulouse, pleine morte-saison chez les *cordonniers* travaillant à la main. Chez les ouvriers et ouvrières de l'*habillement* le travail se maintient. Les *forgerons* estiment qu'un peu plus d'un tiers sont atteints par le chômage, cependant reprise du travail depuis le mois dernier; le placement est plus irrégulier que l'an dernier par suite de la concurrence faite par les apprentis qui tiennent l'emploi d'ouvriers.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers

chez les *typographes*, qui sont tous occupés; la journée est augmentée de 1 h. 1/2 pour 60 ouvriers. Situation toujours satisfaisante chez les *menuisiers* et chez les *peintres*.

Basses-Pyrénées. — A Pau, 7 p. o/o de chômeurs chez les *chapeutiers*. Pas de signalés chez les *maçons* et chez les *plâtriers*. A Bayonne, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Landes. — Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce* de Dax.

Gers. — A Auch, pas de chômeurs chez les *maçons*.

Tarn-et-Garonne. — Travail toujours actif chez les ouvriers en *chapeaux de paille* de Sept-Fonds.

Lot-et-Garonne. — A Villeneuve-sur-Lot, chez les *cordonniers*, par suite du ralentissement des commandes, moitié du personnel des ateliers a été congédié; pour les autres, le travail est le tiers du travail habituel; cependant, grâce aux récoltes abondantes de la région, un grand nombre d'ouvriers ont pu trouver à s'employer soit à la préparation des primeurs, soit aux moissons.

Dordogne. — A Périgueux, le travail a été en progrès chez les *typographes*. Chez les *chapeliers-appropriateurs* du Bugue, la reprise du travail déjà signalée se maintient; la journée est augmentée de 2 heures dans un atelier.

Gironde. — A Bordeaux, 13 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers-biscuitiers*; un tiers chez les *compagnons* et *aspirants boulangers*. Placement plus difficile que l'an dernier chez les *cuisiniers*; la saison des villes d'eaux a été moins bonne. 5 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs lithographes*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *charrons*. Pas de chômeurs chez les *tonneliers* de Vayres. A Bordeaux, pas de chômeurs chez les *poêliers* syndiqués; 17 p. o/o chez les *ferblantiers*. Journée de 11 heures et peu de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Libourne. De même, à Bordeaux, pas de chômeurs chez les *peintres*; de même chez les *colleurs de papiers peints*. Situation toujours difficile chez les *marins du commerce*. Les *maîtres d'hôtels* et *garçons navigateurs* comptent un cinquième des leurs en chômage. Grâce aux chaleurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *garçons limonadiers*. 6 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*; 8 p. o/o chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs et situation satisfaisante chez les *typographes*. Chez ceux de la Rochelle, pas de chômeurs et journée augmentée d'une demi-heure dans un atelier (15 ouvriers). Ralentissement du travail chez les *tailleurs de pierre*, qui comptent un quart des leurs en chômage.

Charente. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier, cependant pas de chômeurs chez les *typographes* de Cognac.

Haute-Vienne. — A Limoges, ralentissement du travail chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*; c'est la fin de saison. Chez les *cordonniers*, la durée du travail hebdomadaire descend à 36 heures par semaine; la concurrence de la main-d'œuvre féminine rend le placement plus difficile. Les *peintres sur porcelaine* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage, cependant une amélioration s'est produite chez les *fleurs*.

Corrèze. — Chez les *typographes* de Tulle, la situation s'est maintenue satisfaisante; une caisse de maladie organisée par le syndicat est en plein fonctionnement. Reprise du travail moins accentuée que l'an dernier et 10 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliers appropriateurs* de Bort. A Tulle, les *scieurs de long* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage, par suite de l'absence de constructions neuves dans la ville; dans les campagnes on ne fait pas la semaine complète. Travail peu actif chez les *menuisiers*.

Cher. — Chez les ouvriers agricoles de Néronde, ralentissement du travail par suite de la sécheresse qui retarde les façons des champs. Une amélioration s'est produite depuis le mois dernier chez les *bûcherons agriculteurs* de Vallenay. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez ceux de Méry-ès-Bois et de Sancergues. Travail toujours actif chez les *bûcherons agriculteurs* de Jussy. A Bourges, travail toujours actif chez les ouvriers en *toiles cirées*. Pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*. Travail toujours actif chez les *tailleurs de pierre*. Pas de chômeurs chez les *maçons*; ceux de Dun-sur-Auron estiment que le chômage atteint moitié des leurs. 8 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*. Chez les *chaufourniers* de la Guerche, le travail est suspendu par suite du chômage du canal qui transporte les matériaux.

A Bourges, baisse sur le pain, 0 fr. 05 par kilogramme.

Indre. — A Châteauroux, ralentissement du travail chez les *typographes*; quelques ouvriers ont quitté la ville pour aller chercher de l'ouvrage ailleurs. Pas de chômeurs chez les ouvriers sur *métaux*; la journée est diminuée d'une demi-heure par 44 ouvriers. Situation satisfaisante chez les *ébénistes*.

Vienne. — A Poitiers, 8 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs*.

Deux-Sèvres. — Chez les *mineurs* de la Rampière, travail toujours actif. A Niort, pas de chômeurs chez les *typo-lithographes*; la journée a été augmentée de 2 heures pour une trentaine d'ouvriers, les commandes pour les élections ont permis un placement plus facile. Un peu plus de 8 p. o/o de chômeurs chez les *gantiers*. A Saint-Maixent, chez les *bonnetiers*, ralentissement de travail et prix de façon en baisse. Les *chapelières* estiment que le chômage atteint moitié des leurs. A Niort, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers, et journée de 12 heures chez les *ferblantiers*. 2 p. o/o de syndiqués en chômage chez les *tailleurs de pierre*.

A Saint-Maixent, baisse sur le pain : 0 fr. 15 par 5 kilogrammes.

Vendée. — La situation difficile signalée le mois dernier chez les *pêcheurs* des Sables-d'Olonne se maintient; les fabricants de conserves sont encombrés. Chez les *mineurs* de Faymoreau, travail plus actif que le mois dernier. 5 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands* des Épesses qui sont moins occupés que l'an dernier et font 36 heures par semaine en moyenne. Les *tisserands* d'Évrune comptent un tiers des leurs sans commandes. Pas de chômeurs chez les *tisserands* de la Verrie. Chez ceux de Saint-Laurent, l'accroissement des métiers mécaniques de la région de Cholet a augmenté la gêne des tisserands à la main des campagnes. 16 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands* de Treize-Vents. Pas de signalés chez les ouvriers du *bâtiment* de la Roche-sur-Yon qui sont moins occupés que l'an dernier; on a renvoyé une vingtaine d'ouvriers dans 3 chantiers. Les *maçons* des Sables-d'Olonne estiment que le chômage atteint un peu plus d'un tiers des leurs; le travail ralentit.

Baisse sur le pain à Évrune : 0 fr. 40 par 6 kilogrammes, hausse sur le beurre; baisse sur le pain à Saint-Laurent : 0 fr. 20 par 6 kilogrammes; de même à Treize-Vents où, d'autre part, le beurre est augmenté de 0 fr. 40 par demi-kilogramme. Pain en baisse à Faymoreau : 0 fr. 10 par 5 kilogrammes.

Loire-Inférieure. — A Nantes, pas de chômeurs chez les *cuisiniers*. Travail sans activité chez les ouvriers des *manufactures de produits chimiques*. Ralentissement du travail depuis le mois dernier, moins accentué que l'année précédente chez les *relieurs-papetiers*, qui sont encore tous occupés. Travail toujours actif chez les *typographes*. Le travail a été suspendu pour 15 jours dans une maison de *fournitures militaires* (250 ouvriers) faute de commandes; dans une autre, on finit les commissions en cours; chez les *selliers*, on estime que deux tiers d'ouvriers manquent de commandes, les autres font la journée de 8 à 9 heures. Pas de chômeurs chez les *menuisiers en bâtiment*, de même et journée de 11 heures chez les *serruriers*. Pas de chômeurs chez les *granitiers*.

Morbihan. — Chez les *ferblantiers-boitiers* de Quiberon, travail sans activité malgré une pêche abondante en sardines; les usines achètent peu de poissons. A Lorient, 7 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Finistère. — A Brest, pas de chômeurs chez les *typographes*. Chez les *ferblantiers-boitiers* de Douarnenez, pas de chômeurs chez les syndiqués, mais des usines ont renvoyé une partie de leur personnel, la mise en boîtes de sardines, malgré son bon marché, étant arrêtée par suite des stocks en magasin. Même situation chez les *ferblantiers-boitiers* de Concarneau. Pas de chômeurs chez ceux de Larmor-Lorient.

Baisse sur le pain, à Brest, 0 fr. 10 par 6 kilogrammes.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Ille-et-Vilaine. — Un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Bruz. Travail toujours abondant chez les *typographes* de Fougères. A Rennes, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie du cuir. Chez les *chapetiers-appropriateurs*, on fait 5 jours par semaine. A Fougères, pas de chômeurs chez les *menuisiers en bâtiment*, de même chez les *plâtriers*. Chez ceux de Rennes, ralentissement du travail, cependant tous sont encore occupés.

A Rennes, baisse sur le pain : 0 fr. 10 par kilogramme.

Maine-et-Loire. — Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de Cholet. Pas de chômeurs chez les *tisserands* de Gesté, mais travail et gain hebdomadaires réduits à Cholet. 2 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers tisserands* syndiqués; une maison qui avait limité le travail a fait travailler de nouveau normalement. Les *tisserands à la main*, qui sont tous occupés, signalent également une reprise dans quelques maisons : la journée est augmentée d'une heure pour 10 p. o/o des ouvriers. Tendance à l'amélioration également chez les *tisserands* de Saint-Léger-sous-Cholet. 2 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands* de la Séguinière. Chez ceux de la Tessoualle, la situation difficile déjà signalée se maintient. A Angers, pas de chômeurs chez les *tapissiers*, la journée est réduite de 2 heures par jour dans une maison. 16 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures chez les *forgerons*. 18 p. o/o de chômeurs chez les *garçons-linonadiers*.

A Cholet, par suite de la baisse déjà signalée, le prix du pain est descendu à 1 fr. 80 les 6 kilogrammes; même prix à Saint-Léger-sous-Cholet. Diminution de 0 fr. 10 par 6 kilogrammes à Saint-Philbert; 0 fr. 20 par 6 kilogrammes à la Séguinière. A la Tessoualle, le pain, en diminution de 0 fr. 20, est descendu à 1 fr. 70 les 6 kilogrammes, le beurre a augmenté de 0 fr. 40 par demi-kilogramme, les œufs de 0 fr. 20 la douzaine.

Mayenne. — Ralentissement du travail chez les *typographes* de Laval; la journée est diminuée d'une heure dans un atelier.

Sarthe. — Au Mans, morte-saison chez les *ouvriers en chaussures*. Un peu moins de 6 p. o/o de chômeurs chez les *cordiers*, qui font 72 heures par semaine et sont plus occupés que l'an dernier. 15 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*. Pas de signalés chez les *mouleurs*. Les *serruriers* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage.

Indre-et-Loire. — A Tours, chez les *bûcherons-agriculteurs*, travail actif. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*.

Loir-et-Cher. — A Blois, chez les *typographes*, l'amélioration signalée le mois dernier se maintient.

Loiret. — A Orléans, les *ouvriers boulangers* sont tous occupés. Morte-saison chez les *tailleurs*, un peu plus de moitié sont atteints par le chômage.

Eure-et-Loir. — A Nogent-le-Rotrou, ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée augmentée de 2 heures chez les *chaussonniers*. Travail toujours actif chez les *typographes*.

Baisse de 0 fr. 05 sur le pain, qui vaut actuellement 0 fr. 65 les 2 kilogrammes.

Orne. — Pas de chômeurs chez les *travailleurs du lièvre* d'Alençon; les commandes de l'exposition régionale et de la session du Conseil général sont maintenant terminées.

Calvados. — A Caen, 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *bonnetiers* de Falaise.

Eure. — A Louviers, un *tissage* (70 ouvriers) vient de fermer pour mauvaises affaires; dans l'ensemble, la situation difficile déjà signalée se maintient.

Seine-Inférieure. — Au Havre, 8 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* qui sont moins occupés que l'an dernier. Situation toujours difficile chez les *voiliers*; on manque de commandes. Pas de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *menuisiers* d'Elbeuf. A Rouen, travail toujours actif chez les *mouleurs*.

Algérie. — Affaires plus difficiles que l'an dernier chez les *représentants de commerce* de Philippeville; on estime que les transactions ont diminué d'un tiers depuis ces cinq dernières années; cependant la situation tend à s'améliorer avec la dernière récolte et grâce à la reconstitution des vignobles.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour septembre et octobre 1898 :

ALGER. — Infrastructure du tramway d'Alger à Koléa.....	1.050.000 ^f
AMIENS. — Construction d'une bibliothèque.....	180.100
LYON. — Construction de chaussées.....	180.300
MAZAMET. — Construction d'un conditionnement.....	127.000
MONTLUÇON. — Agrandissement d'hôpital.....	150.300
NANCY. — Construction d'un lycée.....	283.900
PARIS. — Assistance publique. — Construction d'école.....	265.600
PARIS. — Construction d'un entrepôt à la manufacture des tabacs...	167.600
ROUEN. — Construction de deux têtes d'une écluse à sas au port du Havre.....	6.800.000
VERSAILLES. — Construction de barrage et d'écluse.....	365.000

Résultats des Adjudications précédentes.

ORTHEZ. — Construction sur la gare d'Oloron d'un pont destiné à mettre en communication les chemins vicinaux ordinaires 1 et 15 de Dognen (150.900^f). — Adj. : *terrassément et maçonnerie*, Chaulou, Bordeaux, 1; *superstructure métallique et tablier de l'ouvrage*, Chaulou, 4.

PARIS. — Exposition universelle de 1900. — Couverture de la tranchée du chemin de fer des Moulineaux et construction de la plate-forme des bas quais de la Seine, rive gauche, entre les ponts de l'Alma et des Invalides (373.500^f). — Adj. : *ciment armé*, Vabre, 12, rue Nouvelle, 10,70; *maçonnerie*, Cornier, 10, rue de l'Eglise, 11,50.

PAU. — Élargissement et redressement d'un boulevard (210.000^f). — Adj. : *Lapuyade*, 10.

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Juillet 1898.	Août 1898.	Août 1897.
Farine 12 marques, les 157 kilogrammes.....	59 ^f 10 ^e	70 ^f 00 ^e	38 ^f 25 ^e
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes...	29 25	30 00	26 50
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	53 00	49 50	40 75
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	49 85	53 75	60 50
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	#	40 35	39 25
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	35 50	37 50	33 00
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	49 50	50 00	44 00
Bœuf, moyenne des trois qualités, le kil. (marché de la Villette).....	1 38	1 31	1 52
Veau, <i>idem.</i> ..	1 70	1 70	1 60
Mouton, <i>idem.</i> ..	1 80	1 61	1 80
Porc, <i>idem.</i> ..	1 54	1 41	1 28
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	39 00	41 00	46 75
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	132 50	133 50	113 50
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	43 00	50 00	39 50
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	16 00	#	16 50
Cuivre en lingots, <i>idem.</i> ..	134 50	141 50	130 50
Étain Banka, <i>idem.</i> ..	194 00	199 50	167 50
Plomb, <i>idem.</i> ..	38 25	37 25	33 00
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i> ..	53 00	55 50	46 25

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les six premiers mois de 1898 a été de 2.518.408 tonnes. Il était, en 1897, de 2.409.358 tonnes, soit une augmentation de 4,5 p. o/o.

Les recettes des compagnies de chemins de fer d'intérêt général, du 1^{er} janvier au 26 août, ont été en 1898 de 856.477.432 francs, et en 1897 de 812.525.200 francs, soit une augmentation de 5,4 p. 100.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les huit premiers mois de l'année 1898:

	VARIATIONS			
	1898.	1897.	en plus.	en moins.
IMPORTATIONS.	francs.	francs.	francs.	francs.
Objets d'alimentation.....	1.081.855.000	583.468.000	498.387.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	1.549.409.000	1.570.719.000	"	21.310.000
Objets fabriqués.....	418.142.000	402.291.000	15.851.000	"
TOTAUX ET BALANCE....	3.049.406.000	2.556.478.000	492.928.000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation	419.636.000	439.782.000	"	20.146.000
Matières nécessaires à l'industrie	600.829.000	627.170.000	"	26.341.000
Objets fabriqués.....	1.152.678.000	1.181.751.000	"	29.073.000
Colis postaux.....	102.470.000	97.718.000	4.752.000	
TOTAUX ET BALANCE....	2.275.613.000	2.346.421.000	70.808.000	

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois d'août.		Du 1 ^{er} janv. au 31 août.	
	1898.	1897.	1898.	1897.
Faillites.....	160	118	1.056	948
Liquidations judiciaires.....	9	9	127	103
Conversions de liquidations en faillites	3	4	41	28

Mont-de-Piété de Paris. — Situation au 31 août 1898 :

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
Il y avait en magasin, le 31 juillet 1898 au soir.....			nombre.	francs.
ENTRÉE.			1.628.769	48.515.513
Par engagements effectifs.....	117.417	3.026.203	170.584	4.633.080
Par renouvellements.....	53.167	1.606.877		
TOTAL.....			1.799.353	53.148.593
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	88.446	2.321.284	147.926	4.019.997
Par renouvellements.....	53.167	1.606.877		
Par ventes.....	6.313	91.836		
RESTE en magasin le 31 août 1898.....			1.651.427	49.128.596

VALEURS MOBILIÈRES.			TITRES.	SOMMES.
Il y avait en magasin, le 31 juillet 1898 au soir.....			nombre.	francs.
ENTRÉE.			22.117	5.866.455
Par engagements effectifs.....	2.400	574.142	3.925	1.006.682
Par renouvellements.....	1.525	432.540		
TOTAL.....			26.042	6.873.137
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	1.860	432.405	3.875	1.010.439
Par renouvellements.....	1.525	432.540		
Par ventes.....	490	145.494		
RESTE en magasin le 31 août 1898.....			22.167	5.862.698

	GAGES CORPORELS.		VALEURS MOBILIÈRES.	
	Articles.	Sommes.	Titres.	Sommes.
	nombre.	francs.	nombre.	francs.
Restait en magasin, le 31 août 1894...	1.828.591	48.952.647	17.815	5.003.355
1895...	1.701.203	46.133.510	20.542	5.590.154
1896...	1.660.723	47.752.146	21.960	5.930.466
1897...	1.654.760	48.901.420	22.105	5.956.178

Intérêts des emprunts : à 1 an, 2,75 p. o/o; à 9 mois, 2,50 p. o/o; à 6 mois, 2 p. o/o; à 3 mois, 1,50 p. o/o.

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 août il a été déposé 127 demandes en autorisation de bâtir, dont 96 pour des constructions neuves. Pendant le mois d'août 1897, le nombre des demandes avait été de 155, dont 93 pour des constructions neuves.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} SEPTEMBRE.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
JUILLET 1898.					JUILLET 1898.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	217	60	53	5	Aix.....	60	31	28	"
— (1 ^{re} —).	446	352	321	4	Angers.....	259	135	131	17
— (XIII ^e —).	348	244	208	"	Besançon.....	96	78	41	"
— (XV ^e —).	292	208	192	2	Boulogne-s-Mer.	108	92	86	3
— (XVII ^e —).	320	245	175	1	Dijon.....	330	223	145	14
— (XX ^e —).	150	149	108	8	Narbonne.....	104	56	37	41
Refuges munic.	"	"	125	127	Nice.....	180	50	49	14
Lille.....	6	2	"	"	Nîmes.....	39	58	36	3
Nancy.....	262	69	57	"	Alger.....	361	270	193	133
AOÛT 1898.					AOÛT 1898.				
Paris (VI ^e —).	359	117	106	465	Boulogne-s.-Mer	80	44	"	4
— (IX ^e —).	146	138	90	27	Carcassonne....	102	47	51	"
— (XIV ^e —).	170	187	149	"	Le Havre.....	242	45	25	"
— (XIX ^e —).	277	178	198	"	Perpignan.....	43	26	20	6
Refuges munic.	"	"	102	189	Toulon.....	28	17	17	"
Levallois-Perrot.	144	107	64	22	Tours.....	280	215	297	"
Brest.....	42	7	9	"	Versailles.....	32	26	26	"
Listieux.....	83	71	64	"					
Orléans.....	2	1	1	"					
Sens.....	30	13	5	"					
Trouville.....	58	36	33	2					

C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (VOÛT 1898).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MAVRES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Voyageurs et dessinateurs.....	3	"	"	"
Alpes-Maritimes..	Nice.....	Carrossiers.....	"	"	"	6
Aube.....	Troyes.....	Charpentiers.....	"	10	"	"
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Imprimeurs lithographes.....	8	3	2	1
Id.....	Id.....	Typographes.....	12	1	1	"
Charente-Inférie ^{re}	Rochefort.....	Taillleurs de pierre.....	50	"	"	"
Cher.....	Vallenay.....	Bûcherons.....	16	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Comptables.....	"	1	1	"
Côtes-du-Nord....	Saint-Brieuc.....	Typographes.....	3	2	1	2
Dordogne.....	Le Bugue.....	Chapeliors.....	3	"	"	"
Finistère.....	Brest.....	Typographes.....	2	3	2	"
Id.....	Douarnenez.....	Ferblantiers-boîtiers.....	"	"	3	"
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs.....	6	4	4	2
Haute-Garonne....	Toulouse.....	Patronnes et ouvrières de l'hab ^l	2	"	1	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Boulangers.....	"	"	19	42
Id.....	Id.....	Compagnons boulangers.....	12	16	11	28
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	"	"	11	87
Id.....	Id.....	Gargons limonadiers.....	"	"	10	79
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	84	75	84	31
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	51	45	19	1
Hérault.....	Montpellier.....	Taillleurs de pierre.....	50	"	"	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	24	19	"	48
Ille-et-Vilaine....	Rennes.....	Ouvriers en cuir.....	18	4	6	"
Isère.....	Grenoble.....	Cuisiniers.....	"	1	"	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	8	1	"	1
Id.....	Id.....	Maçons.....	150	"	"	"
Landes.....	Dax.....	Employés de commerce.....	2	1	"	"
Loire.....	Saint-Etienne....	Boulangers.....	8	7	"	"
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	8	6	6	19
Loire-Inférieure..	Nantes.....	Relieurs.....	3	4	3	"
Id.....	Id.....	Menuisiers.....	"	10	"	"
Id.....	Id.....	Serruriers.....	"	4	3	1
Maine-et-Loire....	Cholet.....	Tisserands.....	8	"	8	"
Id.....	Angers.....	Limonadiers.....	"	"	10	7
Marne.....	Reims.....	Menuisiers.....	8	1	1	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Ouvriers en limes.....	3	"	"	"
Nord.....	Lille.....	Boulangers.....	"	"	26	84
Id.....	Dunkerque.....	Maçons.....	"	"	26	8
Orne.....	Alençon.....	Typographes.....	"	"	"	3
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.	Typographes.....	1	1	"	1
Id.....	Id.....	Union des syndicats.....	119	34	24	"
Rhône.....	Lyon.....	Tapissiers.....	8	"	"	"
Id.....	Id.....	Cartonniers.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Sculpteurs.....	"	"	5	"
Id.....	Id.....	Cimentiers.....	38	45	30	8
Id.....	Le Mans.....	Limonadiers.....	10	10	40	260
Id.....	Annecy.....	Photographes.....	3	7	2	"
Id.....	Paris.....	Serruriers.....	8	6	"	"
Sarthe.....	Id.....	Typographes.....	"	1	1	"
Haute-Savoie.....	Id.....	Chapeliors foulours.....	2	"	"	"
Seine.....	Id.....	Biscuitiers.....	50	10	8	2
Id.....	Id.....	Union des boulangers du xiv ^e arrondissement.....	"	"	4	33
Id.....	Id.....	Cartonniers.....	20	8	8	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	450	75	"	"
Id.....	Id.....	Conducteurs typographes.....	"	"	"	3
Id.....	Id.....	Passementiers à la main.....	24	"	"	"
Id.....	Id.....	Passementiers à la barre.....	25	7	7	"
Id.....	Id.....	Coupeurs de cols.....	2	2	"	2
Id.....	Id.....	Couleurs de lessive.....	9	"	7	2
Id.....	Id.....	Fourneurs.....	10	12	10	"

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Seine.....	Paris.....	Charpentiers de la Seine.....	15	8	10	"
Id.....	Id.....	Solidarité des charpentiers.....	16	20	"	20
Id.....	Id.....	Layetiers emballeurs.....	20	14	9	5
Id.....	Id.....	Menuisiers en voitures.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Chaudronniers en fer.....	"	20	"	"
Id.....	Id.....	Potiers d'étain.....	7	4	4	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	27	10	14	"
Id.....	Id.....	Doreurs sur bijoux.....	8	6	"	"
Id.....	Id.....	Peintres français.....	17	22	17	"
Id.....	Id.....	Hommes de peine.....	119	29	14	15
Id.....	Id.....	Comptables.....	23	10	4	1
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers.....	570	342	41	295
Id.....	Id.....	Sommeliers.....	300	300	273	460
Id.....	Id.....	Bouchers.....	"	140	69	62
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	"	"	115	775
Id.....	Id.....	Elèves en pharmacie.....	22	13	9	3
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	130	61	39	22
Id.....	Issy-les-Moulin.....	Cartouchiers.....	6	"	4	"
Seine-Inférieure..	Le Havre.....	Typographes.....	15	2	"	2
Seine-et-Oise.....	Versailles.....	Plâtriers.....	10	12	10	"
Deux-Sèvres.....	Niort.....	Typo-lithographes.....	3	2	"	2
Somme.....	Albert.....	Métallurgistes.....	20	"	"	"
Id.....	Amiens.....	Serruriers.....	2	"	"	"
Taru.....	Albi.....	Chapeliers foulours.....	4	2	2	"
Haute-Vienne.....	Limoges.....	Coupeurs en chaussures.....	1	1	1	"

D. — SYNDICATS PATRONAUX (AOÛT).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Indre-et-Loire....	Tours.....	Syndicat de la charcuterie.....	33	17	13	4
Rhône.....	Lyon.....	Maîtres teinturiers et dégrais- seurs.....	8	15	8	"
Seine.....	Paris.....	Couteliers.....	28	31	16	8
Id.....	Id.....	Entrepreneurs de travaux pu- blics.....	13	2	2	"
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	"	62	46	"
Id.....	Id.....	Menuiserie française.....	18	11	11	"
Id.....	Id.....	Epicerie gros et détail.....	539	492	389	"
Id.....	Id.....	Architectes.....	24	8	8	"
Id.....	Id.....	Débitants de vins et liquoristes.....	468	351	107	29
Seine-Inférieure..	Le Havre.....	Epicerie.....	14	10	8	"
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	5	8	2	"

(1) Placement de nourrices au sein.

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (AOÛT).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Maine-et-Loire.	Angers.	Société des mercédiaux.	20	38	20	3
Sarthe.	Le Mans.	Comptables.	1	"	"	"
Seine.	Paris.	Union Helvetia.	107	121	80	19
Id.	Id.	Association des comptables.	103	76	38	13
Id.	Id.	Société suisse des commerçants.	75	30	17	"
Id.	Id.	Union de la charcuterie.	362	368	319	2
Id.	Id.	Employés du com. et de l'ind.	"	6	"	1
Id.	Id.	Société des cuisiniers.	284	290	284	1.160
Id.	Id.	Société «le Bâtiment».	8	13	2	"
Id.	Id.	Société de la boucherie.	"	160	85	13
Id.	Id.	Employés de transport.	"	"	3	"
Id.	Id.	Gens de maison.	"	26	7	1
Id.	Id.	Société «l'Étoile».	486	1.920	170	1.750
Id.	Id.	Société «la Couturière».	6	4	"	"
Id.	Id.	Voyageurs de commerce.	"	35	12	"
Id.	Id.	Compagnons charrons.	15	80	15	"
Id.	Id.	Concierges-gérants.	10	13	1	"
Id.	Id.	Compagnons tisseurs-ferrand- niers.	25	6	"	6
Constantine.	Batna.	Société des anciens militaires.	1	"	"	6

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (AOÛT).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Bouches-du-Rhône.	Marseille.	Assistance par le travail.	14	3	10	"
Doubs.	Besançon.	Id.	6	"	1	5
Gironde.	Bordeaux.	Id.	"	"	6	5
Indre-et-Loire.	Tours.	Office des travailleurs.	408	226	203	"
Marne.	La Chalmelle.	Colonie agricole.	21	25	11	4
Meurthe-et-Moselle.	Nancy.	Maison de Sainte-Marie.	"	"	56	10
Nord.	Dunkerque.	Maison du marin.	"	"	134	"
Rhône.	Lyon.	Assistance des femmes par le travail.	42	"	6	8
Id.	Id.	Asile protestant.	14	25	12	"
Seine.	Paris.	Asile Saint-Charles.	58	102	38	"
Id.	Id.	Maison des sœurs de la Croix.	"	"	397	"
Id.	Id.	Société de protection des Alsaciens-Lor- rains.	"	5	5	"
Id.	Id.	Société des visiteurs des pauvres.	2	3	2	2
Id.	Id.	Société philanthropique.	"	"	"	273
Id.	Id.	Société philanthropique savoisienne.	63	198	136	1
Id.	Id.	Assistance par le travail du 11 ^e arron- dissement.	35	19	7	12
Seine-et-Marne.	Melun.	Assistance par le travail.	43	15	2	13
Haute-Vienne.	Limoges.	Id.	741	"	25	56

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

ŒUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS D'AÔÛT.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.076	169	592	"	25.553
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	3.601	481	156	319	13.652
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	126	11	680
— (rue Labat).....	"	"	302	33	890
— (rue Saint-Jacques)....	"	"	425	100	1.986
— (avenue du Maine)....	"	"	68	68	706

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

VILLE DE PARIS.

		PERSONNES secourues pendant le mois de juillet.	
Indigents (secours réguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	5.526
		Femmes	10.105
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	11.547
		Femmes	22.755
TOTAL des indigents secourus.			49.933
Nécessiteux (secours irréguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	7.294
		Femmes	8.886
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	3.415
		Femmes	4.856
TOTAL des nécessiteux secourus.			24.451

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'août 1898, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels.

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Allier [9 janvier 1898]. — Syndicat des jardiniers de Vichy. Siège social : Vichy.

Charente-Inférieure [4 juillet 1896]. — Syndicat de la presse rochelaise. Siège social : la Rochelle.

[21 juillet 1898]. — Syndicat des armateurs et patrons de pêche par bateaux à voiles de la Rochelle (68 membres). Siège social : 28, rue Sardinière, à la Rochelle.

Cher [1^{er} juillet 1898]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de plâtrerie de la ville de Bourges (20 membres). Siège social : 24, avenue de la Gare, à Bourges.

Côte-d'Or [26 février 1898]. — Association syndicale des sages-femmes de Dijon (51 membres). Siège social : 7, rue du docteur Chaussier, à la Maternité, à Dijon.

[1^{er} mars 1898]. — Union syndicale des agents généraux des compagnies et sociétés françaises d'assurances de toute nature du département de la Côte-d'Or (41 membres). Siège social : Bourse du travail, Dijon.

[juin 1898]. — Syndicat bourguignon de la menuiserie (50 membres). Siège social : Bourse de commerce de Dijon.

Doubs [20 juin 1898]. — Syndicat amical des patrons coiffeurs de Besançon (24 membres). Siège social : 8, rue Pasteur, à Besançon.

Gard [15 juin 1898]. — Syndicat des maîtres d'hôtel, limonadiers et restaurateurs (85 membres). Siège social : 16, rue des Greffes, à Nîmes.

Haute-Garonne [28 mars 1898]. — Syndicat régional des meuniers des départements de l'Hérault, Aude, Tarn, Pyrénées-Orientales, Ariège, Gers et Tarn-et-Garonne. (50 membres). Siège social : Bourse aux grains, Toulouse.

Gironde [11 décembre 1897]. — Association syndicale des vétérinaires de l'arrondissement de Libourne et arrondissements circonvoisins (21 membres). Siège social : place de la Verrerie, à Libourne.

Hérault [1^{er} avril 1898]. — Syndicat des patrons camionneurs (54 membres). Siège social : café Gruy, allées Paul-Biquet, à Béziers.

[15 mai 1898]. — Syndicat des fabricants de boissons gazeuses de l'arrondissement de Montpellier (11 membres). Siège social : Montpellier.

Loir-et-Cher [18 avril 1897]. — Chambre syndicale des entrepreneurs des bâtiments de la ville et de l'arrondissement de Blois (93 membres). Siège social : 21, place Louis XII, à Blois.

[3 décembre 1897]. — Syndicat des agents généraux des compagnies françaises d'assurances à primes fixes de toute nature du département de Loir-et-Cher (14 membres). Siège social : 5, rue Porte-Côte, à Blois.

[4 juillet 1898]. — Syndicat des maîtres-imprimeurs de la ville de Blois (6 membres). Siège social : Blois.

[12 juillet 1898]. — Syndicat de la carrosserie et de la maréchaillerie de la ville de Blois (23 membres). Siège social : Blois.

[13 juillet 1898]. — Syndicat de la cordonnerie de Blois (11 membres). Siège social : Blois.

Marne [23 avril 1898]. — Chambre syndicale de la meunerie du département de la Marne (43 membres). Siège social : Châlons-sur-Marne.

[14 mai 1898]. — Chambre syndicale de la boulangerie de l'arrondissement de Vitry-le-François (22 membres). Siège social : café du Commerce, canton de la Halle, à Vitry-le-François.

Meuse [23 juin 1898]. — Syndicat professionnel des boulangers de Verdun et de la banlieue (17 membres). Siège social : 6, rue du Saint-Esprit, à Verdun.

Nord [17 février 1890]. — Association et syndicat des producteurs de graines de betteraves françaises (45 membres). Siège social : 15, rue Faidherbe, à Lille.

[21 mai 1898]. — Syndicat des marchands vendant sur les places et marchés de Roubaix et environs (37 membres). Siège social : 31, Grande-Place, chez Louis Loquet, à Roubaix.

Pas-de-Calais [28 février 1898]. — Syndicat du commerce en gros des vins et spiritueux de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer (31 membres). Siège social : 5, rue Monsigny, à Boulogne-sur-Mer.

[24 mai 1898]. — Syndicat de la boucherie et de la charcuterie calaisiennes (69 membres). Siège social : 7, boulevard Jacquard, café Cooren, à Calais.

Basses-Pyrénées [5 juillet 1898]. — Syndicat professionnel des pharmaciens de Bayonne (11 membres). Siège social : Bayonne.

Seine [1^{er} avril 1898]. — Syndicat de la boulangerie du département de la Seine et régions limitrophes (400 membres). Siège social : 23 et 25, rue Jean-Jacques-Rousseau, à Paris.

[4 décembre 1897]. — Chambre syndicale des agences françaises de renseignements commerciaux de Paris (12 membres). Siège social : 8, rue des Pyramides, à Paris.

[4 décembre 1897]. — Chambre syndicale de la laiterie en gros (30 membres). Siège social : 8, rue des Pyramides, à Paris.

[9 mars 1898]. — Chambre syndicale des fabricants de vinaigre de France (20 membres). Siège social : 8, rue des Pyramides, à Paris.

[13 avril 1898]. — Chambre syndicale de la tenture et décoration des appartements (35 membres). Siège social : 8, rue des Pyramides, à Paris.

[24 avril 1898]. — Syndicat de la menuiserie de la région de Paris (59 membres). Siège social : Bourse de Commerce, à Paris.

[15 juin 1898]. — Syndicat des mandataires aux ventes en gros des halles centrales (11 membres). Siège social : 31, rue Berger, à Paris.

[16 juin 1898]. — Association de la presse agricole (60 membres). Siège social : 18, rue d'Enghien, à Paris.

[5 juillet 1898]. — Syndicat des jardinières, maraîchères, revendeuses des halles centrales de Paris (150 membres). Siège social : 14, rue Pierre-Lescot, à Paris.

[7 juillet 1898]. — Chambre syndicale des articles de cave et des industries s'y rattachant (25 membres). Siège social : 8, rue des Pyramides, à Paris.

[26 juillet 1898]. — Syndicat des courtiers de publicité du département de la Seine (journaux et publications diverses (60 membres). Siège social : 34, rue Saint-Marc, à Paris.

[1^{er} août 1898]. — Chambre syndicale des fleuristes en boutique de Paris (82 membres). Siège social : 10, rue Royale, à Paris.

Deux-Sèvres [8 mai 1898]. — Association centrale des laiteries coopératives des Charentes et du Poitou (72 membres). Siège social : 58, rue des Doves, à Niort.

Tarn [1^{er} mai 1898]. — Syndicat des courtiers en laine et cuirs (22 membres). Siège social : rue Neuve, à Mazamet.

Vendée [12 juin 1890]. — Syndicat régional de la boulangerie et de la minotrie de Mortagne-sur-Sèvre (23 membres). Siège social : Mortagne-sur-Sèvre.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [6 mars 1888]. — Chambre syndicale des ouvriers du bâtiment et de l'industrie de Bellegarde (116 membres). Siège social : Bellegarde.

Alger [19 mars 1898]. Syndicat professionnel «Les employés de commerce, d'administration et comptables du département d'Alger» (17 membres). Siège social provisoire : 1, rue d'Oran, à Alger.

Allier [26 mai 1898]. — Syndicat des ouvriers charpentiers en bâtiment de Montluçon (50 membres). Siège social : salle Courny, place Denis-Papin, à Montluçon.

Bouches-du-Rhône [19 juin 1898]. — Union ouvrière, société coopérative internationale de démolition de navires (44 membres). Siège social : 6, place d'Aix, à Marseille.

[3 juillet 1897]. — Association professionnelle de travailleurs du livre de Marseille « la Gutenberg » (75 membres). Siège social : 29, rue Cannebière, à Marseille.

Côte-d'Or [1883]. — Chambre syndicale typographique semuroise et industries similaires [75^e section de la fédération française des travailleurs du livre] (10 membres). Siège social : rue Renaudot, maison Courriaux, à Semur.

[21 mars 1898]. — Syndicat des ouvrières des bonneteries de Dijon (120 membres). Siège social : Bourse du travail de Dijon.

Gard [30 juin 1898]. — Chambre syndicale des marchands de journaux (16 membres). Siège social : Bourse du travail de Nîmes.

Gironde [3 février 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers plâtriers de la ville de Libourne et du département (16 membres). Siège social : rue Saint-Julien, à Libourne.

[15 février 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers serruriers de la ville de Libourne et du département de la Gironde (41 membres). Siège social : à l'Athénée, Libourne.

[10 mars 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres de la ville de Libourne et du département de la Gironde (32 membres). Siège social : rue Saint-Julien, à Libourne.

[14 mars 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers tonneliers de la ville de Libourne (40 membres). Siège social : rue Saint-Julien, à Libourne.

[28 mai 1898]. — Syndicat fraternel des mécaniciens de la marine marchande de Bordeaux (55 membres). Siège social : 4, quai Louis XVIII, à Bordeaux.

[13 juillet 1895]. — Chambre syndicale des commis de bord et surveillants du port de Bordeaux (6 membres). Siège social : 5, place Gambetta, à Bordeaux.

Hérault [29 juin 1898]. — Chambre syndicale des travailleurs de terre et vigneron de Fabrègues (22 membres). Siège social : Fabrègues.

Indre-et-Loire [15 mai 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers mouleurs de la ville d'Amboise (18 membres). Siège social : Amboise.

Isère [2 juin 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers réunis de Vienne (22 membres). Siège social : rue des Clercs, à Vienne.

Loiret [11 juillet 1898]. — Syndicat professionnel des musiciens d'Orléans. Siège social : chez le président, 19, rue des Pastoureaux, à Orléans.

Meuse [26 juin 1898]. — Union syndicale des ouvriers carriers et mineurs travaillant dans le département de la Meuse (42 membres). Siège social : Savonnières-en-Perthois.

Nièvre [1^{er} décembre 1897]. — Union syndicale des ouvriers bûcherons agricoles et travaux similaires de Parigny-les-Vaux (51 membres). Siège social : mairie de Parigny-les-Vaux.

Nord [15 mars 1898]. — Chambre syndicale des mouleurs et assimilés du bassin d'Hautmont (64 membres). Siège social : Hautmont.

Oise [15 novembre 1891]. — Association des comptables et employés de l'arrondissement de Beauvais (157 membres). Siège social : chez le président, à Beauvais.

Pas-de-Calais [14 mai 1898]. — Syndicat des commissionnaires publics de Boulogne-sur-Mer (25 membres). Siège social : Bourse du travail de Boulogne-sur-Mer.

[13 juin 1898]. — Syndicat des ouvriers en métaux, chauffeurs et similaires de Calais et la banlieue (70 membres). Siège social : rue du Général-Chanzy, à Calais.

Pyrénées-Orientales [29 juillet 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers charrons-forgerons de Perpignan (15 membres). Siège social : Bourse du travail de Perpignan.

Rhône [4 novembre 1893, réorganisée le 5 juillet 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières apprêteurs de tulles de la ville de Lyon et de la banlieue (60 membres). Siège social : Bourse du travail de Lyon.

[16 juillet 1898]. — Association des employés de la Société des tramways d'Écully (6 membres). Siège social : 117, rue de la Pyramide.

Seine [1869]. — Chambre syndicale des ouvriers galochiers-monteurs (52 membres). Siège social 144, boulevard de Charonne.

[17 novembre 1872]. — L'Union lithographique (125 membres). Siège social : 30, rue de la Parcheminerie, à Paris.

[15 octobre 1897]. — Syndicat d'ouvriers peintres en bâtiment de la Seine « la Rénovation » (47 membres). Siège social : 54, rue des Rosiers, à Paris.

[12 mai 1898]. — Syndicat de l'union amicale des ouvriers boudaigers du XIV^e arrondissement (60 membres). Siège social : 57, rue de Vanves, à Paris.

[28 juin 1898]. — Chambre syndicale des agents des piscines municipales de la ville de Paris (17 membres). Siège social : 72, rue Crozatier, à Paris.

[23 juillet 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers souffletiers (26 membres). Siège social : 109, rue du Faubourg-du-Temple, à Paris.

[12 août 1898]. — Syndicat général des tailleurs de pierre et maçons de France (10 membres). Siège social provisoire : 2, impasse de Conti, 13, quai Conti, à Paris.

Seine-Inférieure [7 avril 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers électriciens du Havre (58 membres). Siège social : Bourse du travail du Havre.

Seine-et-Oise [1^{er} mai 1898]. — Fédération des travailleurs du livre, syndicat d'Étampes (18 membres). Siège social : rue des Belles-Croix, à Étampes.

Deux-Sèvres [6 août 1898]. — Chambre syndicale des tailleurs de pierre, maçons, carriers et manoeuvres (150 membres). Siège social : Salle des Pas perdus de la justice de paix, à Parthenay.

Vaucluse [1^{er} juillet 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes d'Avignon (30 membres). Siège social : Immeuble Saint-Jean, place Pie, Avignon.

Yonne [12 mai 1898]. — Chambre syndicale des mouleurs en fer d'Auxerre (25 membres). Siège social : 39, rue Saint-Pélerin, à Auxerre.

3^e SYNDICATS MIXTES.

Manche [13 juin 1897]. — Corporation des repasseuses, syndicat Sainte-Claire (39 membres). Siège social : 12, rue au Blé, Cherbourg.

4^e SYNDICATS AGRICOLES.

Ain [1888]. — Syndicat des agriculteurs de l'arrondissement de Nantua (47 membres). Siège social : Nantua.

[5 mars 1896]. — Syndicat agricole de Rignieu-le-Désert (34 membres). Siège social : Rignieu-le-Désert.

[18 mai 1897]. — Syndicat agricole de Guéreins (30 membres). Siège social : Guéreins.

[19 décembre 1897]. — Syndicat agricole de Villieu (63 membres). Siège social : Villieu.

[18 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Thoissey (200 membres). Siège social : rue du Faubourg, Thoissey.

[20 mars 1898]. — Syndicat agricole de Bourg-Saint-Christophe (36 membres). — Siège social : mairie de Bourg-Saint-Christophe.

[5 juin 1898]. — Syndicat agricole de Saint-Paul-de-Varax (20 membres). Siège social : Saint-Paul-de-Varax.

Alpes-Maritimes [14 juin 1898]. — Syndicat régional agricole de Menton (52 membres). Siège social : à la mairie, place Nationale, Menton.

Bouches-du-Rhône [14 mai 1886]. — Syndicat agricole de la commune de Vitrolles (67 membres). Siège social : place de la Ferraye, Vitrolles.

[11 juillet 1897]. — Syndicat agricole de la Vallée-de-Baux (75 membres). Siège social : mairie de Maussane.

[27 décembre 1897]. — Union Fontvieilloise (92 membres). Siège social : Fontvieille.

[10 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Gignac (35 membres). Siège social : mairie de Gignac.

[30 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Saint-Chamas (70 membres). Siège social : mairie de Saint-Chamas.

Côte-d'Or [12 janvier 1898]. — Syndicat des vignerons d'Époisses (20 membres). Siège social : Époisses.

[1^{er} juin 1898]. — Syndicat agricole et viticole de Fleurey-sur-Ouche (29 membres). Siège social : Fleurey-sur-Ouche.

Côtes-du-Nord [18 juillet 1898]. — Syndicat agricole de Pluzunet (15 membres). Siège social : Pluzunet.

Doubs [1^{er} mars 1897]. — Syndicat agricole de Valonne (22 membres). Siège social : Valonne.

[21 mars 1897]. — Syndicat agricole de Peseux (11 membres). Siège social : Peseux.

[9 mai 1897]. — Syndicat agricole catholique de Vernois-les-Belvoir (24 membres). Siège social : Vernois-les-Belvoir.

[16 mai 1897]. — Syndicat agricole communal de Naneray (17 membres). — Siège social : Naneray.

[1^{er} août 1897]. — Syndicat agricole de Saint-Vit (27 membres). Siège social : Saint-Vit.

[27 octobre 1897]. — Syndicat régional de Sancey (190 membres). Siège social : Sancey-le-Grand.

[28 novembre 1897]. — Syndicat agricole de Busy (30 membres). Siège social : Busy.

[30 janvier 1898]. — Syndicat agricole des Fourgs (135 membres). Siège social : les Fourgs.

[10 mars 1898]. — Syndicat agricole d'Arc-sous-Cicon (16 membres). Siège social : Arc-sous-Cicon.

[1^{er} avril 1898]. — Syndicat agricole de Gondrenans-Montby (39 membres). Siège social : Gondrenans-Montby.

[1^{er} juillet 1898]. — Syndicat agricole d'Osselle (26 membres). Siège social : Osselle.

[1^{er} juillet 1898]. — Syndicat agricole de Saint-Maurice (48 membres). Siège social : Saint-Maurice.

Haute-Garonne [3 mars 1898]. — Syndicat professionnel agricole d'Aubiach et des communes limitrophes (7 membres). Siège social : Aubiac.

[21 mars 1898]. — Syndicat général des agriculteurs du Sud-Ouest (120 membres). Siège social : rue de Rémusat, n° 17, à Toulouse.

Indre [20 août 1897]. — Syndicat agricole de Valencay (312 membres). Siège social : Valencay.

Indre-et-Loire [25 novembre 1893]. — Union viticole des propriétaires d'Indre-et-Loire (264 membres). Siège social, rue Gambetta, n° 10, Tours.

[22 avril 1894]. — Syndicat agricole et viticole de Ciran (55 membres). Siège social : Ciran.

[27 janvier 1895]. — Syndicat agricole et viticole de Bossée. Siège social : Bossée.

[11 août 1895]. — Syndicat agricole et viticole de Saint-Christophe (70 membres). Siège social : Saint-Christophe.

[5 janvier 1896]. — Syndicat agricole d'Azay-le-Rideau (68 membres). Siège social : salle de la Justice de paix, Azay-le-Rideau.

[4 avril 1897]. — Syndicat agricole et viticole de Luzé et des communes avoisinantes (65 membres). Siège social : Luzé.

[11 mai 1897]. — Société d'agriculture, de viticulture et d'horticulture de l'arrondissement de Loches (700 membres). Siège social : Loches.

[27 décembre 1897]. — Syndicat agricole de Richelieu (105 membres). Siège social : Grande-rue, Richelieu.

[9 janvier 1898]. — Syndicat agricole et viticole de Bourgneuil et communes circonvoisines (38 membres). Siège social : Bourgneuil.

[26 juin 1898]. — Syndicat agricole et viticole de Saint-Antoine-du-Rocher (28 membres). Siège social : Saint-Antoine-du-Rocher.

[17 juillet 1898]. — Syndicat agricole et viticole de Saint-Laurent-en-Gâtines (62 membres). Siège social : Saint-Laurent-en-Gâtines.

Isère [10 février 1895]. — Syndicat agricole de Treffort (46 membres). Siège social : Treffort.

[26 janvier 1896]. — Syndicat agricole de Notre-Dame-des-Champs (73 membres). Siège social : Romagnière.

[20 septembre 1896]. — Société agricole de Notre-Dame-de-Miribel-Lanchâtre (52 membres). Siège social : Miribel-Lanchâtre.

[20 novembre 1897]. — Syndicat agricole d'Anjou (41 membres). Siège social : Anjou.

Jura [10 novembre 1895]. — Syndicat agricole de Baume-les-Messieurs (30 membres). Siège social : Baume-les-Messieurs.

[21 mars 1877]. — Syndicat agricole de Pagny (80 membres). Siège social : Pagny.

Jura [31 janvier 1898]. — Syndicat agricole de Viry (103 membres). Siège social : Viry.

Loiret [8 mars 1898]. — Syndicat des cultivateurs de la commune de Grangermont et des communes limitrophes, pour l'achat des engrais industriels (33 membres). Siège social : chez le président, à Grangermont.

[12 juin 1898]. — Syndicat des agriculteurs de l'arrondissement de Pithiviers (167 membres). Siège social : 47, avenue de la Gare, à Pithiviers.

Marne [15 juin 1898]. — Syndicat viticole professionnel de Villers-Marmery (29 membres). Siège social : maison Bourge, à Villers-Marmery.

Haute-Marne [18 avril 1898]. — Syndicat agricole et viticole de Pont-la-Ville (50 membres). Siège social : Pont-la-Ville.

Meurthe-et-Moselle [7 novembre 1897]. — Syndicat de protection contre la mortalité du bétail (28 membres). Siège social : Vézelize.

Meuse [15 mai 1898]. — Syndicat mixte de recherches et de traitements de l'arrondissement de Commercy (1127 membres). Siège social : Commercy.

Morbihan [20 avril 1898]. — Syndicat agricole de Calan et des communes voisines (36 membres). Siège social : Calan.

Nièvre [septembre 1894]. — Association syndicale pour la défense de la vigne contre le phylloxéra (42 membres). Siège social : à la mairie de Tannay.

[1^{er} août 1898]. — Syndicat viticole et agricole «des Amognes» (51 membres). Siège social : Saint-Beuin d'Azy, à la mairie.

Basses-Pyrénées [22 juin 1898]. — Syndicat agricole de Lasserre (20 membres). Siège social : à Lasserre, chez le président.

Savoie [22 décembre 1897]. — Syndicat agricole de Saint-Joseph (12 membres). Siège social : à la mairie de la commune de Villard-sur-Doran.

[17 février 1898]. — Syndicat agricole de Saint-André (18 membres). Siège social : Saint-André.

[27 février 1898]. — Syndicat agricole de Saint-Jean-d'Arves (32 membres). Siège social : Saint-Jean-d'Arves (Chambons).

[12 avril 1898]. — Syndicat de Montormont et de Saint-Avre réunis (123 membres). Siège social : Saint-Avre.

Deux-Sèvres [10 décembre 1896]. — Syndicat du comice agricole de l'arrondissement de Bressuire (1036 membres). Siège social : à la mairie de Bressuire.

[9 janvier 1898]. — La Prévoyante de Saint-Lignaire.

[1^{er} mars 1898]. — Société de secours mutuels contre la mortalité des bestiaux (128 membres). Siège social : Ménigoute.

[15 mars 1898]. — Syndicat agricole des cultivateurs de la commune de Salles (38 membres). Siège social : chez le président, à Salles.

[1^{er} juin 1898]. — Syndicat agricole du Bourdet (21 membres). Siège social : Le Bourdet.

Somme [26 décembre 1892]. — Syndicat agricole du canton d'Acheux (132 membres). Siège social : rue Neuve, hôtel du Grand-Cerf, à Acheux.

[1^{er} juillet 1898]. — Syndicat agricole de Cléry, Siège social : Cléry.

[24 juillet 1898]. — Syndicat agricole de Sormons-les-Cléry. Siège social : Cléry.

Var [29 mai 1898]. — Syndicat agricole de Châteauneuf (10 membres). Siège social : maison Milord Ambroise, Châteauneuf.

Vosges [10 mai 1898]. — Syndicat de Rouvres-la-Chétive. Siège social : mairie de Rouvres-la-Chétive.

[19 juillet 1898]. — Syndicat central agricole de l'arrondissement de Saint-Dié (34 membres). Siège social : Saint-Dié.

UNIONS DE SYNDICATS.

Savoie [15 janvier 1898]. — Union des syndicats agricoles du canton de Saint-Jean-de-Maurienne (7 syndicats, 269 membres). — Siège social : Saint-Jean-de-Maurienne.

Seine [7 mai 1898]. — Union fédérative de chefs ouvriers des services municipaux de la Seine (12 syndicats, 279 membres). — Siège social : 7, cité Hittorf, Paris.

Vaucluse [1^{er} juillet 1898]. — Union des chambres syndicales ouvrières de Vaucluse (7 syndicats, 363 membres). — Siège social : Avignon.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Sur 38 grèves signalées en août à l'Office du travail, 5 ont donné lieu à l'application de la loi sur la conciliation et l'arbitrage.

1^o Grève des maçons et tailleurs de pierre de Parthenay (Deux-Sèvres). — Les 150 ouvriers maçons, tailleurs de pierre et manœuvres occupés par les 10 entrepreneurs de Parthenay se sont mis en grève le 1^{er} août. Ils demandaient une augmentation de 7 centimes l'heure pour les maçons, 5 centimes pour les tailleurs de pierre et 3 centimes pour les manœuvres.

Le jour même, les patrons ont offert une augmentation de 2 centimes l'heure pour les maçons seulement, proposition que les grévistes ont jugée inacceptable.

Sur la convocation du juge de paix, un conseil de conciliation a été constitué mais n'a pu aboutir dans sa première séance, le 6 août. Une seconde réunion du conseil de conciliation, tenue le 11 août, a mis fin à la grève, une transaction étant intervenue entre les parties. Le travail a été repris le 12 août aux conditions suivantes :

Maçons, 32 centimes l'heure au minimum, au lieu de 28 centimes; manœuvres, 27 centimes; les tailleurs de pierre recevront comme auparavant 35 centimes. Au 1^{er} mars 1899, le minimum de salaire des maçons sera porté à 33 centimes l'heure.

Au cours de la grève, les ouvriers se sont constitués en syndicat.

2^o Grève de bonnetiers (rebrousseurs) à Romilly-sur-Seine (Aube). — Le 8 août, 30 rebrousseurs (enfants) de la fabrique de bonneterie Amandry ont quitté le travail par suite d'une diminution de 2 centimes et 2 centimes et demi sur les prix de façon de chaque douzaine de bas, soit une baisse de salaire d'environ 2 francs par semaine.

Sur la demande des grévistes, le juge de paix a bien voulu se rendre le 11 août à la fabrique même, où a eu lieu une entrevue entre les parties. Le patron ayant déclaré ne pouvoir faire aucune concession en raison de la vente de plus en plus difficile de ses produits et les délégués des grévistes refusant de recourir à l'arbitrage proposé par le juge de paix et accepté par M. Amandry, l'accord n'a pu s'établir.

Le travail a été repris le 16 août aux conditions fixées par le patron.

3° Grève des moulineuses de Privas. — A la suite de la crise intense qui sévit depuis plusieurs années dans l'industrie du moulinage de la soie, crise qui a amené la fermeture de nombreuses usines de la région, les 45 ouvrières du moulinage de Lachevillonne, averties que leur salaire serait abaissé de 10 p. 0/0 à partir du 1^{er} septembre, se sont mises en grève le 18 août. Le lendemain, 500 ouvriers et ouvrières occupés dans 21 moulins de Privas ont également abandonné le travail. Les grévistes demandent que le salaire journalier réduit à 90 centimes soit maintenu à 1 franc pour 10 heures de travail.

Un comité de conciliation, formé sur la demande des ouvrières, s'est réuni le 22 août sous la présidence du juge de paix. Les patrons ayant promis de relever les salaires dès qu'ils le pourraient, l'entente paraissait devoir se faire, mais les grévistes n'ont pas accepté de reprendre le travail sur ces seules promesses. La grève a pris alors une extension considérable et le nombre des grévistes s'est élevé à 1.500.

Après plusieurs réunions du comité de conciliation restées sans résultat, le juge de paix, sur la demande des grévistes, a convoqué une nouvelle réunion du comité pour le 1^{er} septembre.

En même temps, une tendance à la reprise du travail se dessinait parmi les grévistes et, le 31 août, 400 d'entre elles avaient réintégré les ateliers.

A la réunion du 1^{er} septembre, un seul patron, M. Tromparent, président du syndicat, était présent, mais ses collègues ont fait savoir par lettre qu'ils renonçaient à appliquer la réduction de salaire projetée.

Devant cette solution qui donnait satisfaction aux ouvrières et que M. Tromparent avait antérieurement proposée, les grévistes ont décidé la reprise du travail pour le lendemain 2 septembre.

Au cours de la grève, un syndicat professionnel a été fondé par les moulineuses de Privas.

4° Grève de potiers à Myennes (Nièvre). — Le 10 août, 28 ouvriers potiers de Myennes et des communes voisines ont abandonné le travail pour s'opposer à une réduction de salaire.

Sur la demande des grévistes, le juge de paix de Cosne a réuni un comité de conciliation le 27 août.

L'entente n'ayant pu se faire lors de la première séance, une seconde devait avoir lieu dans l'après-midi du même jour, mais les patrons se sont réunis dans l'intervalle et ont déclaré par lettre au juge de paix qu'ils ne se présenteraient plus devant lui.

La grève continue.

5° Grève de fileurs de jute à Doullens (Somme). — Le 29 août, 91 ouvriers de la filature Sueur fils ont abandonné le travail, en réclamant une augmentation de salaire.

A la demande des grévistes, le juge de paix a formé un comité de conciliation qui s'est réuni le lendemain et a posé les bases d'une entente entre les parties. L'accord a été définitivement conclu par le comité dans sa seconde séance tenue le 31 août. Le travail avait été repris par les grévistes le 31 au matin.

LES GRÈVES EN AOÛT 1898.

38 grèves ont été signalées en août à l'Office du travail, et 4.407 grévistes y ont pris part.

Il y avait eu, en août 1897, 30 grèves et 2.096 grévistes.

Le nombre moyen des grèves pour le même mois au cours des années 1893, 1894, 1895, 1896 et 1897 a été de 29.

Toutes les grèves d'août, sauf 2, n'ont affecté qu'un seul établissement.

Elles sont dues aux causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	14
Réductions de salaire.....	10
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	3
Demande de diminution des amendes et de renvoi des directeur et sous-directeur.....	1
Demande de renvoi des femmes.....	1
Réglementation du travail.....	3
Demandes de modifications au règlement intérieur et de renvoi des femmes.....	1
Retard dans le paiement des salaires.....	1
Paiement des heures supplémentaires.....	1
Protestation contre la mauvaise qualité des matières premières....	1
Demande que la paye ait lieu par exception le 13 au lieu du 16...	1
Demande de diminution de la retenue sur le pourboire.....	1

Elles se sont produites dans 23 départements, ceux de la Seine, du Rhône, du Nord et de la Loire-Inférieure en ayant éprouvé respectivement 10, 4, 3 et 2.

Elles se répartissent dans les professions ou industries ci-dessous :

11 dans les textiles (dont 5 contre des réductions de salaire), 9 dans le bâtiment, 5 dans le travail des métaux, 2 dans le travail des terres au feu, 3 dans les industries polygraphiques et une seule parmi les mineurs, ouvriers de fours à coke, tonne-liers, ouvriers des tabacs, tripiers, garçons de café, ouvriers en chaussures et charretiers.

Des 38 grèves commencées en août, 27 sont terminées.

Elles ont duré :

Une, 19 jours; trois, 15 jours; une, 11 jours; deux, 8 jours; une, 7 jours; une, 6 jours; une, 5 jours; deux, 3 jours; trois, 2 jours, et douze, un jour ou moins d'une journée.

Si l'on y ajoute 3 grèves antérieures terminées après 47, 34 et 11 jours, on trouve que 30 conflits ont pris fin au cours du mois dernier, aboutissant à

6 réussites;

7 transactions;

17 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
25 février.		Rive-de-Gier....	Loire.	Verriers.....	1	80	1
22 juin...		Blésé.....	Indre-et-Loire...	Fondeurs.....	1	9	2
27 juin...		L'Arbresle....	Rhône.....	Maçons.....	6	34	3
13 juillet.	29 août.	Rouen.....	Seine-Inférieure..	Fileuses et tisseuses..	1	300	4
23 juillet.		Saint-Rambert.	Ain.....	Fileuses.....	1		5
25 juillet.	5 août...	Fourchambault..	Nièvre.....	Métallurgistes.....	1	800	6
28 juillet.	31 août...	Saint-Michel....	Aisne.....	Tisseurs.....	1	100	7
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} août...	16 août...	Villeneuve-sur-Lot.	Lot-et-Garonne...	Typographes.....	1	5	1
1 ^{er} août...	12 août...	Parthenay.....	Deux-Sèvres.....	Maçons et tailleurs de pierre..	10	150	2
1 ^{er} août...		Savran.....	Seine-et-Oise.....	Mécaniciens.....	1		3
1 ^{er} août...		Paris.....	Seine.....	Tailleurs.....	1	3	4
4 août...	5 août...	Belgodère.....	Corse.....	Mineurs.....	1	24	5
5 août...	6 août...	Nouzon.....	Ardennes.....	Mouleurs (apprentis).....	1	21	6
6 août...	9 août...	Tourcoing.....	Nord.....	Bonneteries (bâcleurs).....	1	9	7
6 août...		Lyon.....	Rhône.....	Ferblantiers (appareils à gaz)	1	28	8
8 août...	10 août...	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	150	9
8 août...	16 août...	Romilly-sur-Seine	Aube.....	Bonneteries (rebrousseurs).....	1	30	10
9 août...		Nice.....	Alpes-Maritimes..	Tonneliers.....		110	11
10 août...	11 août...	La Plaine-St-Denis	Seine.....	Mécaniciens.....	1	150	12
10 août...	11 août...	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	34	13
10 août...		Myennes-Neuvy... et	Nièvre..... et	Potiers.....	1	35	14
11 août...		Bonny.....	Loiret.....	Tisseurs.....	1	40	15
11 août...	16 août...	Antoigny.....	Orne.....	Tisseurs.....	1		16
12 août...	13 août...	Voiron.....	Isère.....	Tisseurs.....	1	9	17
16 août...		Bourg.....	Ain.....	Typographes.....	1		18
16 août...		Calais.....	Pas-de-Calais.....	Tullistes.....	1		19
16 août...	19 août...	Haveluy.....	Nord.....	Fours à coke (Ouvriers des).....	1	50	20
17 août...		Paris.....	Seine.....	Ferblantiers (Fabr. de tubes)	1	3	21
17 août...	18 août...	Nantes.....	Loire-Inférieure..	Tabacs (Ouvriers et ouvrières)	1	868	22
17 août...	18 août...	Paris.....	Seine.....	Typographes.....	1	16	23
18 août...	2 sept.	Privas.....	Ardèche.....	Moulineuses de soie.....	21	1.500	24
18 août...	19 août...	Paris.....	Seine.....	Tripiers.....	1	22	25
18 août...	2 sept.	Sigonce.....	Basses-Alpes.....	Chaufourniers.....	1	14	26
18 août...	19 août...	Paris.....	Seine.....	Terrassiers.....	1	30	27
22 août...	24 août...	Caudan.....	Morbihan.....	Manœuvres (Port).....	1	50	28
20 août...	21 août...	Paris.....	Seine.....	Plombiers.....	1	50	29
23 août...		Saint-Maurice...	Nord.....	Chapeliors (bichonneurs).....	1	6	30
23 août...		Lyon.....	Rhône.....	Garçons de café.....	1		31
23 août...	24 août...	Lyon.....	Rhône.....	Maçons et manœuvres.....	1	74	32
23 août...	30 août...	Lillebonne.....	Seine-Inférieure..	Tisseurs.....	1	220	33
25 août...	13 sept.	Saint-Nazaire...	Loire-Inférieure..	Maçons et manœuvres (Port).....	1	100	34
25 août...		Le Mans.....	Sarthe.....	Ouvriers en chaussures : mon- teurs, apprêteurs, déform ^{rs} .	1	30	35
25 août...	31 août...	Paris.....	Seine.....	Sculpteurs décorat ^{rs} (Expos ^{rs})	1	37	36
29 août...	31 août...	Doullens.....	Somme.....	Fileurs de jute.....	1	91	37
30 août...	7 sept.	Béziers.....	Hérault.....	Charretiers.....		300	38
30 août...	31 août...	Villeurbanne...	Rhône.....	Tisseuses et tisseurs.....	1	148	39

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} AOÛT 1898 (A).

1	Réduction de salaire.....	
2	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	
4	Réduction de salaire.....	Echec.
5	Réduction de salaire.....	Echec.
6	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	Echec.
7	Demande d'affichage du tarif.....	Echec.

EN AOÛT 1898.

1	Demande de renvoi des femmes.....	Echec.
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
3	Réduction de salaire.....	
4	Réduction de salaire.....	
5	Retard dans le paiement des salaires.....	Réussite.
6	Demande de réintégration d'un apprenti congédié.....	Echec.
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.
8	Demandes : 1 ^{re} Modification au règlement intérieur; 2 ^e renvoi des femmes; 3 ^e dimin ^{on} de la retenue pour l'assur ^{ce}	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec (1).
10	Réduction de salaire.....	Echec.
11	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	(a)
12	Demande que par exception la paye fût faite le 13 août au lieu du 16.	Echec.
13	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec (3).
14	Réduction de salaire.....	(4)
15	Réduction de salaire.....	
16	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.
17	Refus d'accepter une nouvelle réglementation du travail.	Réussite.
18	Réduction de salaire (infract ^{on} au tarif de la com ^{on} mixte).....	
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
20	Demande d'augmentation de salaire.....	
21	Réclamati ^{on} contre la mauvaise qualité des matières prem. ^{ieres}	Réussite.
22	Réduction de salaire.....	Echec (5).
23	Réduction de salaire.....	Réussite (6).
24	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	Echec.
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.
26	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec (7).
27	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec (8).
28	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.
29	Refus d'adhérer aux nouvelles conditions du travail.....	
30	Demande de diminution de la retenue sur le pourboire.....	
31	Demande que la paye fût faite chaque quinzaine.....	Réussite.
32	Demandes de diminution des amendes et de renvoi des directeur et sous-directeur.....	Transaction.
33	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.
34	Réduction de salaire.....	
35	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.
36	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction (9)
37	Demande de paiement des heures supplémentaires.....	Transaction.
38	Réduction de salaire.....	Transaction.

(1) Les grévistes ont été remplacés immédiatement.

(a) L'ouvrier congédié était le frère du président du syndicat des ouvriers tonneliers. Les membres du syndicat ont fait grève par solidarité.

(3) Les grévistes ont été remplacés immédiatement.

(4) Les grévistes se sont constitués en syndicat.

(5) Les grévistes ont été immédiatement remplacés. Par jugement du 30 août, le conseil des prud'hommes a condamné le patron à verser à chaque gréviste, comme indemnité de brusque renvoi, 70 francs à douze d'entre eux et 30 francs aux quatre autres, soit 960 francs.

(6) Conciliation devant le juge de paix.

(7) Les grévistes ont été remplacés immédiatement.

(8) Dix grévistes ont été congédiés.

(9) Conciliation devant le juge de paix.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de juillet 1898.

Nombre des versements.....	221.730	
représentant une somme de.....		29.830.259 ^f
Nombre des remboursements.....	126.596	
représentant une somme de.....		25.730.678
Rentes achetées à 402 déposants pour un capital de.....		444.641
EXCÉDENT des versements sur les remboursements et achats de rentes.....		3.654.940
Nombre de comptes existant au 31 juillet 1898		3.038.622
Nombre de comptes existant au 31 juillet 1897.....		2.825.226
AUGMENTATION.....		213.396

Caisse d'épargne ordinaires.

Resume des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois d'août 1898.

Dépôts de fonds.....	9.946.166 ^f
Retraits de fonds.....	3.874.718
EXCÉDENT des dépôts.....	6.071.448
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.	739.235

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de juillet 1898.

Nombre de versements reçus.....	132.014	
représentant une somme de.....		1.805.029 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		1.338.092
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.		1.675.757
Nouvelles rentes inscrites.....		65.607
Nombre de parties prenantes.....	895	
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....		33.905.445
Nombre de titres.....	230.031	

LA CAISSE D'ÉPARGNE DE MARSEILLE EN 1897 (1).

TIMBRES-ÉPARGNE. ÉPARGNE SCOLAIRE. FORTUNE PERSONNELLE.

Depuis le 1^{er} février 1891, la Caisse d'épargne de Marseille met en vente à ses guichets, chez les instituteurs et dans les bureaux de tabac, des *timbres-épargne* de 10 centimes avec des cartes sur lesquelles dix timbres réunis sont reçus comme dépôt de 1 franc. Les nombres de timbres vendus ont été constamment en croissant : 269.761 en 1891, 312.234 en 1892, 298.678 en 1893, 339.851 en 1894, 363.248 en 1895, 418.385 en 1896 et 494.927 en 1897, représentant près de *cinquante mille francs*. Sur 493.950 timbres rentrés dans l'année, les instituteurs en ont représenté 442.330, soit 90 p. o/o. Depuis l'origine (7 années), les totaux sont de 2.600.100 timbres émis, 2.497.064 vendus et 2.393.485 rentrés.

Par une clause de l'article 8 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne, le Parlement a légalisé ce système, dont la caisse de Marseille avait fait l'essai sur le montant de sa fortune personnelle. Toutes les caisses d'épargne françaises ont désormais la latitude d'en user.

Les *dépôts scolaires* de la caisse d'épargne de Marseille ont encore augmenté : 14.464 (au lieu de 12.783 en 1896) à Marseille, pour 47.353 francs pendant l'année scolaire et 3.703 dans les succursales (au lieu de 3.719) pour 15.683 francs. Les écoles participantes sont au nombre de 94, au lieu de 82 en 1896 : il n'y en avait que 16 en 1889.

Pendant l'année 1897, le nombre total des versements de dépôts à la caisse d'épargne a été de 72.114 (contre 71.424 en 1896) avec 52.052 d'entre eux (soit 72,49 p. o/o) pour des sommes de 1 à 200 francs.

L'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 autorise les caisses d'épargne à employer le cinquième du capital de leur fortune personnelle et la totalité du revenu de celle-ci en une série de placements locaux dans le département siège de la caisse.

Le revenu de la caisse en 1896 a été totalement employé de cette manière. En 1897, deux prêts de 2.000 et de 500 francs ont été accordés à des sociétés nées de crédit agricole. Deux prêts hypothécaires ont été consentis à une société coopérative de logements ouvriers, la *Pierre du foyer*; l'un de 5.700 francs, l'autre de 4.000 francs. Enfin, un prêt de 50.000 francs a été consenti à la *Société des habitations à bon marché* de Marseille. Il est garanti par 100 obligations de 500 francs de la société, nominatives, libérées, productives d'intérêt à 2 fr. 75 p. o/o l'an, remboursable en trente années et privilégiées de façon que l'importance du gage offert par l'actif actuel ne puisse être diminué.

Quant au *cinquième en capital* de la fortune personnelle de la caisse de Marseille, il avait reçu d'avance la destination prévue par la loi de 1895, en vertu des décrets du 13 août 1888, 4 février 1889 et 30 juillet 1892. La caisse a en effet placé, en vertu des décrets précités, une somme globale de 555.000 francs, tandis que le montant de sa fortune personnelle, au 31 décembre 1897, était de 2.763.551 fr. 93

(1) D'après les *rapport et compte rendus des opérations de la caisse et de ses succursales pendant l'année 1897* (1 vol. in-4° de 204 pages, Marseille 1898; Barlatier, imprim.)

dont le cinquième représente 550.710 francs. Nous donnons ci-dessous la composition de cette fortune personnelle :

Hôtel central de Marseille et immeubles des succursales d'Aix et d'Aubagne.....	395.499 ^f 22 ^c
Groupe d'immeubles de la Capelette (habitations ouvrières) au 31 décembre 1897.....	459.756 41
40 actions de la <i>Société des habitations salubres et à bon marché</i> ...	20.000 00
80 actions de la Société coopérative d'épargne et construction : <i>La Pierre du foyer</i>	4.160 00
Prêts hypothécaires individuels pour l'habitation de famille....	61.015 25
Prêts hypothécaires à une société d'habitations à bon marché....	11.235 50
Prêts aux sociétés coopératives de crédit agricole.....	7.800 00
Mobilier de la Caisse centrale et des annexes, amorti de 10 p. 0/0.	36.027 27
Rentes sur l'État.....	498.858 30
Débiteurs divers, prêts à réaliser.....	59.500 00
Fonds en compte courant à la Caisse des dépôts et consignations.	1.199.699 98
TOTAL.....	2.753.551^f 93^c

Les *prêts aux sociétés de crédit agricole* sont des placements effectués en vertu de l'article 10 de la loi de 1896. Il en est de même des *prêts aux sociétés d'habitation à bon marché*.

L'article *Débiteurs divers, prêts à réaliser* représente divers de ces prêts non encore réalisés au 31 décembre, mais existant comme créances : un prêt sur obligations (50.000 francs) à la *Société des habitations à bon marché*, un prêt hypothécaire (4.000 francs) à la *Pierre du foyer*, des prêts aux caisses agricoles (5.000 francs).

LES CAISSES PATRONALES DE RETRAITES DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS (1).

L'enquête sur les Caisses patronales de retraites des établissements industriels a été entreprise par l'*Office du Travail*, avec le concours des inspecteurs du travail, à la demande de la Commission de prévoyance et d'assurance sociales de la Chambre des députés. Relever le nombre des caisses de retraites fondées par les chefs d'entreprise en faveur de leurs ouvriers; en faire connaître l'importance, le mode d'organisation et les résultats, tel est le but de cette statistique. En raison des fonctions spéciales du personnel administratif chargé, pour la circonstance, de procéder à l'enquête sur place, l'investigation a été limitée aux établissements soumis à l'inspection du travail, c'est-à-dire à l'industrie proprement dite. Les autres professions n'ont pas été explorées; les maisons de commerce, les entreprises financières et les administrations privées ont été par conséquent laissées de côté; et les seules institutions patronales qui ont fait l'objet de l'enquête sont celles des usines et fabriques existant en 1896 et en 1897.

Le personnel total employé dans l'ensemble de ces établissements s'élevait en

(1) Enquête de l'*Office du Travail*. Le compte rendu vient de paraître; voir à la Bibliographie.

1896, d'après les rapports mêmes des inspecteurs du travail (1), à 2,673,000 ouvriers et ouvrières des deux sexes, répartis dans 296,797 établissements distincts. Sur cette population globale, l'enquête a révélé l'existence de 229 établissements possédant une caisse de retraites, avec 115,896 participants, ce qui représente une proportion de 0,8 p. 1000 des établissements et de 4,35 p. 100 de participants par rapport à l'effectif total. Encore faut-il observer que, dans le nombre de 2,573,000 personnes relevé par les inspecteurs, figurent 17,240 ouvriers et ouvrières des manufactures de l'État, qui sont pourvus par les soins de l'Administration de livrets individuels à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et qui, par suite, ont été comptés dans le chiffre de 115,896 participants, indiqué ci-dessus. Si l'on ne considère en définitive que les établissements privés, dont la population totale se montait en 1896 à 2,656,000 personnes, on voit que le chiffre absolu de participants à des caisses de retraites se réduit à 98,656, et la proportion à 3,71 p. 100 de l'effectif employé.

Ainsi, dans l'industrie proprement dite (les mines, où la loi de 1894 a rendu obligatoire la constitution de retraites, étant mises à part), le nombre des participants ne paraît pas même atteindre 5 p. 100 de la population ouvrière correspondante.

Indépendamment des résultats relatifs aux ouvriers industriels appartenant au domaine de l'enquête, on a pensé qu'il était intéressant de donner aussi au lecteur des aperçus détaillés sur les retraites dans les mines, dans les entreprises de transports, dans les établissements de l'État et, à titre de complément, sur les retraites des cantonniers et des marins du commerce.

L'ensemble de ces renseignements permettra de se rendre compte de la situation générale de la classe ouvrière proprement dite au point de vue des retraites. On a intentionnellement écarté les caisses d'employés ou d'agents non entièrement assimilables à des ouvriers (sauf pour les transports, où il a été impossible de faire la distinction).

En totalisant tous les chiffres, on obtient le résumé suivant :

I. Participants appartenant à l'industrie privée (y compris les mines et les transports).....	461,000
II. Participants appartenant à des établissements de l'État (Manufactures de l'État, établissements de la Guerre).....	37,000
III. Cantonniers de l'État, des départements et des communes.....	42,000
IV. Marins du commerce et pêcheurs subissant des retenues versées à la Caisse des invalides de la marine. (Chiffre approximatif.).....	120,000
TOTAL.....	<u>660,000</u>

On trouve ainsi, dans l'industrie et les transports, 660,000 participants à des institutions patronales de retraites, les caisses de l'État étant ici envisagées comme caisses patronales. Or, le recensement de 1891 indique, pour l'ensemble des ouvriers et employés appartenant aux catégories énumérées ci-dessus, le chiffre global de 3,900,000 individus. Il s'ensuit que la proportion des participants atteindrait au plus 17 p. 100 de la population salariée correspondante, même si l'on a soin d'ajouter aux effets produits par l'initiative privée ceux dus à l'intervention de l'État. C'est assez dire que le régime des retraites ouvrières est encore loin d'avoir atteint, en France, le degré de développement dont il peut être jugé susceptible.

(1) Rapports sur l'application, pendant l'année 1896, des lois réglementant le travail.

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION

AU 1^{er} JANVIER 1898.

On trouvera ci-après le classement par professions et par départements des associations ouvrières de production de France, au 1^{er} janvier 1898. Elles étaient au nombre de 214. Parmi ces 214 sociétés, 111 étaient adhérentes à la *chambre consultative*, ainsi qu'il ressort de la liste nominative qui a été publiée dans le *Bulletin* de février 1898.

I. — Liste par ordre alphabétique d'industries.

	1898.	1897.		1898.	1897.
Abatteurs de porcs.....	1	#	Ébénistes, menuisiers.....	2	2
Alimentation.....	1	1	Ébénistes, menuisiers, sculpteurs.	1	1
Armuriers.....	1	1	Ébénistes, menuisiers, tapissiers.	1	1
Balaistiers et brossiers.....	1	1	Ébénistes, menuisiers, tourneurs.	1	1
Bâtiment en général.....	5	1	Ébénistes, scieurs, tourneurs...	1	1
Biseauteurs et polisseurs de glaces.	1	#	Éclairage.....	1	1
Blanchisseuses.....	1	#	Équipement et chaussures mili-		
Bouchers.....	1	#	itaires.....	2	2
Boulangers.....	2	2	Fournitures militaires, chaus-		
Bourrelliers (colliers anglais)....	1	1	sures, etc.....	1	#
Boutonniers en nacre.....	1	1	Facteurs d'instruments de mu-		
Brossiers.....	2	1	sique.....	1	1
Bûcherons.....	1	1	Facteurs d'instruments de préci-		
Carreleurs-marbriers.....	1	1	sion.....	1	1
Carriers (ardoisiers).....	1	1	Facteurs de pianos.....	1	1
Carriers, maçons, tailleurs de			Ferblantiers.....	1	1
pierre.....	10	1	Fondeurs de cuivre.....	1	1
Carriers, tailleurs de pierres....	2	2	Fondeurs de fer.....	3	2
Carrossiers.....	2	2	Frotteurs encaustiqueurs.....	1	1
Cartonniers.....	1	1	Fumistes.....	1	1
Casseurs de pierres.....	2	2	Gantiers.....	1	#
Chapeliers.....	1	1	Granitiers.....	2	2
Charpentiers.....	5	3	Graveurs sur bois.....	1	1
Cimentiers, puisatiers, terrassiers.	1	#	Horlogers.....	2	2
Cochers.....	17	17	Horlogers-bijoutiers.....	1	#
Commis-omnibus.....	1	1	Imprimeurs sur étoffes.....	2	2
Confection.....	1	#	Jardiniers.....	1	#
Cordonniers.....	10	9	Lanterniers.....	2	1
Cotonniers.....	1	2	Limes.....	1	1
Couteliers.....	1	1	Lithographes.....	1	1
Couvreurs.....	2	1	Lunetiers.....	3	2
Couvreurs-plafonneurs.....	1	1	Maçons.....	4	4
Couvreurs, plombiers.....	1	1	Maçons, mineurs, terrassiers....	1	#
Couvreurs, plombiers, zingueurs.	2	2	Maçons, terrassiers.....	1	1
Déchargeurs de navires.....	2	2	Maçons, tailleurs de pierres....	3	3
Diamantaires.....	7	5	Malletiers (bois).....	1	1
Doreurs sur bois.....	1	1	Malletiers (cuir).....	1	1
Drapiers.....	1	1	Menuisiers.....	9	8
Ébénistes.....	3	3	Mineurs (fer).....	1	1

1898. 1897.

1898. 1897.

Mineurs (houille)	2	2
Mouliniers découpeurs	1	1
Papetiers	1	1
Parqueteurs	1	1
Paveurs	3	3
Paveurs et cimentiers	1	1
Peintres	9	8
Peintres, plâtriers	2	2
Peintres, vitriers	2	2
Photographes	1	1
Plâtriers, plafonneurs	1	1
Piqueurs de grès	1	2
Rampistes (bois)	1	1
Replanisseurs de parquets	1	1
Sabotiers	1	1
Sacs en papier	1	1
Sculpteurs, décorateurs, ornemanistes	1	1
Sculpteurs-mouleurs	1	1
Selliers	3	3

Serruriers	5	4
Sparterie	1	1
Tabletters en nacre	1	1
Taillleurs de glaces	1	1
Taillleurs d'habits	2	3
Tanneurs et corroyeurs	1	1
Tapissiers	1	1
Terrassiers	1	1
Tisseurs	5	5
Tonneliers	4	4
Tourneurs décolleteurs	1	1
Typographes	8	6
Typographie, lithographie, gravure	1	1
Vanniers	1	1
Verriers	2	2
Vitreaux	1	1
TOTAL	214	184

II. — Liste par départements.

	1898.		1897.	
	A.	B.		
Ain	1	2	1	
Aisne	1	1	1	
Alpes-Maritimes	1	1	1	
Ardennes	1	2	1	
Ariège	1	1	1	
Aube	1	1	1	
Bouches-du-Rhône	1	2	3	
Charente	1	1	1	
Charente-Inférieure	2	1	1	
Cher	1	2	1	
Côte-d'Or	1	1	1	
Creuse	1	1	1	
Doubs	1	1	1	
Finistère	1	3	3	
Gard	1	1	1	
Haute-Garonne	1	2	2	
Gironde	1	1	9	
Ille-et-Vilaine	1	3	3	
Indre-et-Loire	1	1	1	
Isère	1	4	5	
Jura	1	5	4	
Loir-et-Cher	1	1	1	

	1898.		1897.	
	A.	B.		
Loire	1	9	7	
Lot-et-Garonne	1	3	3	
Maine-et-Loire	1	1	1	
Nord	1	1	1	
Oise	1	1	1	
Pyrénées-Orientales	1	1	1	
Rhône	1	15	17	
Saône-et-Loire	1	1	1	
Haute-Savoie	1	1	1	
Seine	4	107	92	
Seine-Inférieure	1	4	3	
Seine-et-Oise	1	1	1	
Deux-Sèvres	1	1	1	
Somme	1	1	1	
Tarn	1	3	3	
Vienne	1	3	2	
Haute-Vienne	1	13	9	
Yonne	1	3	1	
TOTAL	9	214	184	

Dans la colonne A sont portées diverses sociétés coopératives qui sont dans une certaine mesure des associations ouvrières de production.

NEUVIÈME CONGRÈS INTERNATIONAL DES MINEURS.

Le neuvième congrès international des mineurs s'est tenu à Vienne (Autriche), du 1^{er} au 5 août.

58 délégués assistaient à ce congrès : 2 allemands, 32 anglais, 19 autrichiens, 3 belges, 2 français.

A l'ordre du jour étaient inscrites les sept questions suivantes :

1^o Journée de 8 heures ; 2^o la responsabilité des patrons en cas d'accident ; 3^o le salaire minimum ; 4^o la surproduction ; 5^o les caisses de secours et de retraites ; 6^o l'inspection des mines ; 7^o la nationalisation des mines.

La *Fédération des mineurs* de la Grande-Bretagne (480.000 adhérents) dépose la proposition qui suit : « Le congrès demande la journée légale de 8 heures, la descente et la sortie comprises. » La délégation autrichienne propose que cette journée de 8 heures soit aussi appliquée aux ouvriers travaillant à la surface. Cette double proposition a été acceptée par le congrès, sauf par les délégués de l'*Union nationale des mineurs* (Durham et Northumberland, 130.000 membres).

La situation est donc restée la même qu'au précédent congrès.

Quant aux accidents « le congrès réclame des lois rendant les patrons responsables des accidents qui peuvent survenir aux ouvriers et répudie toute loi conçue dans des termes qui permettraient de la tourner par des conventions privées entre patron et ouvrier. » M. Basly ayant signalé la loi récemment votée en France comme un progrès considérable, il a été décidé de faire traduire le texte de cette loi dans toutes les langues représentées au congrès.

Malgré les objections présentées par l'*Union nationale des mineurs* anglais sur la possibilité de résoudre internationalement la question du salaire minimum, le congrès, comme en 1897, exprime l'avis « que le moment est venu pour les ouvriers mineurs de réclamer un salaire minimum et de lutter, au besoin, pour l'obtenir ». (130.000 voix contre).

Chaque nation devra remettre au secrétaire-général un rapport sur le salaire annuel et sur les heures de travail afin de lui permettre de soumettre ces rapports au prochain congrès.

La réglementation de la production, admise en principe au congrès de 1897, n'a plus trouvé que deux délégués belges pour la défendre, et le congrès reconnaît que cette question ne peut être résolue d'une manière pratique dans l'état actuel de la société.

Les délégués anglais ont fait la critique du projet de loi sur les caisses de retraite, déposé par M. Chamberlain, qui assure une pension de 6 fr. 25 par semaine aux ouvriers de 65 ans, déclarant que les mineurs atteignent trop rarement cet âge.

La nationalisation des mines n'a été combattue que par l'*Union nationale des mineurs* (Durham, etc.) ; et le congrès s'est séparé en décidant que sa prochaine session se tiendrait à Bruxelles, en 1899.

SIXIÈME CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DES EMPLOYÉS DE FRANCE.

La fédération des employés (commerce et administration), dont le siège est à Rouen, a tenu à Saint-Quentin, les 14 et 15 août, son sixième congrès.

Les associations professionnelles d'employés d'Autun, Beauvais, Besançon, Brive, Châteaubriand, Châteauroux, Compiègne, Creil, Grenoble, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Nice, Rouen, Saint-Quentin et Vienne (Isère) s'étaient fait représenter à ce congrès, auquel assistait également le président de la Ligue nationale des employés belges.

Le congrès a émis des vœux sur l'admission des employés à la juridiction des prud'hommes; sur l'obligation d'un jour de repos par semaine (de préférence le dimanche); sur la modification de la loi sur la saisie-arrière, relative à la fraction saisissable du traitement des employés; sur l'application de la loi du 27 décembre 1890 sur le contrat de louage; sur l'extension aux employés du bénéfice de toutes les lois faites ou à faire en faveur du travail; sur la suppression du surnumérariat non rétribué ou rétribué insuffisamment dans les administrations de l'État, et sur la réduction à 10 heures de la durée de la journée de travail.

Les cinq premiers congrès de la fédération des employés de France ont eu lieu à Beauvais, 14-15 août 1894, 23 décembre 1894, 15-16 août 1895; à Rouen, 15-16 août 1896; et à Creil, 15 août 1897.

PRÉVENTION DES MALADIES PROFESSIONNELLES ET DES ACCIDENTS INDUSTRIELS.

L'Inspectorat fédéral suisse des fabriques vient de publier diverses instructions destinées à prévenir les maladies et les accidents qui menacent les ouvriers dans les diverses industries dangereuses ou insalubres (1). On en trouvera le texte ci-après :

Instructions pour les ouvriers des fabriques dans lesquelles l'on travaille où l'on utilise le plomb et ses dérivés.

Dangers des travaux où l'on manipule le plomb et ses dérivés. — La manipulation du plomb est nuisible à la santé, parce que ce métal est toxique, de même que la plupart de ses composés. Toutefois, le séjour seul dans les fabriques de couleurs à base de plomb ne suffit pas pour amener l'intoxication, car les matériaux contenant du plomb doivent pénétrer dans le corps pour produire leur effet toxique. La pénétration du plomb dans l'organisme s'effectue par la bouche, le nez et la peau de celui qui le manipule.

Indices de l'intoxication par le plomb. — Les premiers indices de l'intoxication sont le manque d'appétit, une pesanteur dans le voisinage de l'estomac et la constipation. Lorsque

(1) Rapport des inspecteurs fédéraux des fabriques et des mines (1896 et 1897). — Aarau, 1898. — Sauerländer, édit.

le mal est plus avancé, on ressent des douleurs d'entrailles, accompagnées de coliques, que l'on désigne aussi sous le nom de coliques de plomb. Les gencives des malades présentent, à la base des dents, une incrustation d'un gris d'ardoise, appelé ourlet de plomb. La bouche exhale une mauvaise odeur et le teint du visage devient livide. Lorsque l'intoxication continue assez longtemps, elle provoque des douleurs rhumatismales et des paralysies affectant spécialement les mains et les avant-bras. La sensibilité peut disparaître et des crises d'étouffement peuvent se produire; les yeux et les reins peuvent être aussi gravement affectés.

Moyens préventifs. — Tous les ouvriers ne seront pas atteints de coliques de plomb, non pas parce qu'ils ne seront pas tous imprudents et malpropres, mais parce qu'ils ne sont pas tous exposés au même degré à la maladie; les jeunes gens, par exemple, sont plus résistants que les vieux. Mais on peut se protéger contre elle en observant les principes d'une propreté minutieuse.

Bien que l'aspiration de la poussière de plomb soit nuisible, l'intoxication se fait beaucoup moins sous cette forme que par suite de la mauvaise habitude que les ouvriers ont de manger, de boire avec les mains sales, ou de porter à la bouche d'autres objets couverts de poussière de plomb, tels que pipes, cigares, etc.

On peut commettre ces négligences pendant assez longtemps sans qu'il en résulte des conséquences sensibles, et c'est là justement qu'est le danger, car on continue, avec toujours plus de hardiesse, ce qu'on a pu faire quelquefois impunément, jusqu'à ce qu'enfin, le poison s'étant concentré dans l'organisme, la maladie éclate.

La poussière qui pénètre dans les cavités buccales et nasales étant retenue en grande partie par les muqueuses, il est nécessaire de se laver souvent le nez et la bouche.

On le fera surtout en présence du catarrhe du nez et pharynx, et l'on prendra garde de ne pas avaler les glaires. On fera également bien de se gargariser fréquemment la bouche et le pharynx avec de l'eau alcaline (p. ex. une cuillerée de sel de Karlsbad ou de Soda concassé dissous dans un litre d'eau). Il est bon, après le gargarisme, d'avaler une gorgée de la même eau.

Il est indispensable que tous ceux qui travaillent avec le plomb portent des habits de travail spéciaux ou des blouses fermant bien, qui seront changées ou lavées à nouveau toutes les semaines.

Avant chaque repas, on se lavera à fond les mains au moyen d'une brosse, de savon et d'eau chaude, et les dents et gencives avec de l'eau et une brosse à dents. Quelques-uns préfèrent, comme lotion, une solution d'ammoniaque acide dans de l'eau.

Danger d'intoxication par divers travaux. — Dans les établissements où le plomb et ses dérivés sont travaillés, tous les travaux sont plus ou moins nuisibles à la santé, car, dans la plupart des cas, on ne peut éviter entièrement le contact des mains avec les matières renfermant du plomb. C'est ainsi que sont exposés au danger de l'intoxication : les peintres et vernisseurs qui utilisent et broient peut-être aussi de la céruse; les poseurs de conduites d'eau et de gaz, qui emploient en partie des tuyaux de plomb et en garnissent les jointures avec du minimum renfermant une forte proportion de ce métal; les ouvriers des fabriques d'accumulateurs; les lapidaires, lorsqu'ils se servent de plaques de plomb; puis les fondeurs de caractères, parmi lesquels, entre autres, les ouvriers chargés de tailler les lettres à sec; les compositeurs qui ne tiennent malheureusement pas assez compte de la présence du plomb dans les lettres, mais les mettent à la bouche, mangent avec les mains noires de plomb et portent aux lèvres, pendant le travail, l'inévitable bout de cigare. Les armuriers et les mécaniciens courent également le même risque, attendu qu'ils se servent généralement de mèches de plomb (rodoir) pour le rafraîchissage des canons de fusil; les potiers aussi, lorsqu'ils fabriquent ou emploient des vernis à base de plomb.

Couleurs humides à base de plomb. — Si l'on prenait toujours soin de se tenir propre, le travail avec les couleurs humides, les vernis, les mastics, etc., à base de plomb, serait absolument sans effet nuisible.

Dans ce genre d'occupations, il faut éviter d'avoir les mains sales et les ouvriers doivent, dès le commencement du travail, maintenir le manche des outils très propre, puis veiller à ce que rien ne jaillisse lorsqu'on puise la pâte colorante et qu'on vide la cuiller. Les appareils doivent éviter, autant que possible, de se salir avec le mastic à base de plomb; ils

doivent, en particulier, s'abstenir d'aspirer dans les tuyaux pour se convaincre de leur étanchéité. Malheureusement, ces mesures de précaution excessivement simples ne sont pas toujours observées parce que, pour beaucoup, il est ennuyeux de se plier à un travail prudent et judicieux et qu'on préfère, en somme, faire les choses grossièrement, sans réflexion, à l'aveuglette, sans tenir compte du préjudice que l'on cause à soi-même ou à ses camarades.

Devoirs des maîtres et contremaîtres. — C'est pourquoi il est du devoir du contremaître et, en général, de tous les ouvriers, de s'efforcer de faire disparaître tous ces inconvénients. Les contremaîtres surtout, qui sont en contact permanent avec les ouvriers, sont tenus de réprimander ces derniers, de les instruire, et si cela ne suffit pas, d'attirer l'attention du patron pour que celui-ci intervienne. Les maîtres et contremaîtres doivent avoir conscience de la responsabilité qui leur incombe; ils doivent songer qu'ils n'ont pas seulement à veiller aux intérêts de l'entrepreneur, mais aussi à la santé des ouvriers. Ils doivent se souvenir en même temps de l'obligation qui incombe aux patrons d'indemniser les ouvriers victimes de leur négligence.

En conséquence, tout ouvrier nouvellement entré doit être sous la direction personnelle de son maître et habitué à travailler dans le sens de ces instructions. Ce qui suit pourra être mis à profit dans quelques travaux spéciaux importants.

Couleurs sèches à base de plomb. — La manipulation des couleurs sèches à base de plomb et, dans la profession de peintre, le ponçage de surfaces enduites de blanc de plomb occasionnent de la poussière; c'est pourquoi c'est une très grande précaution. Il est absolument nécessaire de travailler de manière à produire le moins de poussière possible.

On puisera la couleur avec précaution; on ne remplira les cuillers qu'à ras de bord et on les versera également prudemment. En plongeant brusquement la cuiller dans la couleur en poudre, on risque de produire une quantité de poussière, comme aussi en remplissant trop la cuiller. En outre, en remuant celle-ci, un peu de couleur peut tomber à terre, et en vidant dans les récipients une cuiller remplie outre mesure, on peut occasionner aussi une poussière inutile et facile à éviter.

On observera ces mêmes règles dans d'autres travaux pouvant produire des poussières renfermant du plomb. Les bras doivent être couverts de manches fermant hermétiquement, et on peut se protéger les mains par des gants de caoutchouc ou de cuir, ou les enduire de graisse ou de vaseline. Une ou plusieurs fois par jour, on enlèvera, en l'humectant, la poussière déposée sur le plancher, les tables, etc. On ne doit jamais fumer pendant qu'on travaille le plomb ou des substances le renfermant.

Règle de conduite en dehors de l'établissement. — Le genre de vie menée en dehors de l'atelier influe également sur la prédisposition à l'intoxication. L'expérience a prouvé que ceux qui s'adonnent à la boisson tombent plus vite malades que les gens sobres. C'est pourquoi on fera bien d'éviter, non seulement toute boisson fortement alcoolisée, mais aussi les vins acides, et, en ce qui concerne la nourriture, les mets et les fruits acides, car le plomb, en présence de ces aliments, se transforme facilement en sels très toxiques. On recommande l'usage fréquent de bon lait, avec une nourriture grasse et fortifiante.

Propreté dans la vie privée. — La propreté la plus minutieuse constituant le seul préventif que l'on ait contre l'intoxication par le plomb, il est bien évident qu'elle doit être observée, non seulement à l'atelier, mais aussi dans la vie privée. On ne doit donc pas dormir avec le linge que l'on portait sur le corps pendant le travail, et l'on ne gardera pas les habits de travail à la maison. En outre, avant le déjeuner, le dîner, et en quittant le travail, on doit toujours se laver soigneusement, tout particulièrement les mains et les ongles qu'on nettoiera à fond avec la brosse et le savon. Une fois par semaine au moins, chaque ouvrier doit prendre un bain chaud, pendant lequel il se nettoiera minutieusement la barbe, la moustache et les cheveux. Il est bon, pour les ouvriers travaillant dans ces ateliers, de porter les cheveux coupés court.

Lorsqu'une maladie quelconque se déclarera, on ne manquera pas d'appeler immédiate-

ment un médecin et d'attirer son attention sur la possibilité d'une intoxication par le plomb.

Dans les branches industrielles où l'on travaille journellement le plomb ou ses composés, des visites médicales périodiques sont absolument nécessaires.

Nous conseillons aux ouvriers qui ont été victimes, une première fois, d'une intoxication par le plomb, de chercher une autre occupation, car les rechutes arrivent beaucoup plus rapidement que la première maladie.

Récapitulation. — Résumant en quelques mots les instructions qui précèdent, voici les règles sur lesquelles les ouvriers baseront leur conduite :

1° On observera toujours la plus grande propreté possible et l'on évitera, autant que faire se peut, la poussière, ou de se salir (habits et corps) avec des couleurs à base de plomb. Il est interdit de fumer ou de chiquer pendant le travail;

2° On portera toujours pendant le travail des habits spéciaux qu'on devra changer régulièrement chaque semaine;

3° Les repas, y compris le plus petit rafraîchissement, ne doivent pas être pris dans les salles de travail, mais dans les locaux réservés à cet effet;

4° Avant chaque repas, on se rincera la bouche avec de l'eau tiède et une brosse; on se lavera les mains à fond avec de l'eau chaude, une brosse et du savon;

5° Une fois par semaine, au moins, chaque ouvrier prendra un bain chaud, pendant lequel, en particulier, il se nettoiera minutieusement les cheveux, la barbe et la moustache.

Instructions pour prévenir les dangers de maladies dans les imprimeries et les fonderies de caractères.

Parmi les dangers qui menacent la santé des ouvriers dans les imprimeries et les fonderies de caractères, deux des plus importants, l'infection de l'atmosphère de l'atelier et l'intoxication par le plomb, peuvent être évités, si l'on s'en tient minutieusement aux prescriptions suivantes, que nous recommandons instamment aux patrons et aux employés.

1. Chaque atelier doit contenir au moins 12 mètres cubes d'air par ouvrier.

2. Le plancher doit être compact et uni; partout où ce ne sera pas le cas, on fera en sorte, au moyen de vernis ou de carrelages, qu'il puisse être facilement lavé et débarrassé de toute poussière.

3. Les parois doivent pouvoir être lavées ou badigeonnées. Dans le premier cas, on les lavera deux fois par an; dans le deuxième cas, elles seront badigeonnées à nouveau une fois par année.

4. Les pupitres et les rayons doivent être en contact immédiat avec le plancher ou se trouver à une hauteur suffisante pour que le sol puisse être nettoyé sans difficulté.

5. Les planchers doivent être nettoyés à l'eau chaque jour et le mobilier, les croisées, les saillies et tous les objets accessibles à la poussière doivent être lavés deux fois par semaine.

6. A midi et le soir, on aérera de fond en comble les ateliers. En outre, on veillera à ce que l'air soit renouvelé d'une façon continue.

7. L'époussetage des casses ne doit s'effectuer qu'en plein air.

8. L'alliage du métal et l'extraction des déchets dans les fonderies de caractères doivent être effectués en dehors des ateliers. Les fourneaux et les creusets servant à la préparation de l'alliage doivent être munis d'appareils d'évacuation, garantissant le mieux possible les ouvriers contre les vapeurs.

9. On veillera à ce que des lavabos soient installés en des endroits convenables; du savon et un essuie-mains propre seront mis, chaque semaine, à la disposition des ouvriers.

10. Il est expressément interdit de cracher sur le plancher. Les crachoirs seront constamment pleins de sable humide et ils devront être vidés soigneusement. Ils seront installés en nombre suffisant.

11. On ne tolérera pas que l'on fume dans les ateliers.

12. Dans les locaux où des poussières de plomb peuvent se dégager, les boissons seront conservées dans des récipients couverts, et les aliments, bien enveloppés, seront enfermés dans une armoire spéciale ou un tiroir à fermeture hermétique.

13. Avant de manger, on se lavera soigneusement les mains.

14. Tous les ouvriers manipulant un métal renfermant du plomb doivent revêtir des habits de travail supplémentaires. Les vêtements qu'ils enlèvent doivent être entreposés dans des armoires fermées ou en dehors des ateliers.

15. Les prescriptions ci-dessus seront affichées dans tous les ateliers.

Instructions pour prévenir les accidents dans l'industrie du bâtiment.

Dispositions générales.

1. Pendant les travaux de fondation et de construction, de même que lors de la démolition de bâtiments, l'entrepreneur responsable est tenu de veiller à la sécurité des ouvriers qui travaillent soit à l'intérieur de la bâtisse, soit sur le chantier, soit sur la route ou dans le voisinage immédiat.

2. Les travaux de terrassement, de construction ou de démolition ne peuvent commencer que lorsque les installations destinées à assurer la sécurité, les échafaudages, etc., sont établis.

L'outillage et le matériel employés pour l'établissement et le service des échafaudages et des étais doivent être conformes à leur but et de bonne qualité. On n'emploiera donc que des poutrelles, des montants et des planches de bois sain ; les engins, machines et autres accessoires, tels que cordes, crampons, liens, etc., doivent être également en parfait état.

Avant d'être mis en service, les objets à utiliser seront soumis à un examen concernant leur solidité et leur utilité.

3. En cas de fouille, de travaux de construction, etc., entrepris sur un terrain public ou confinant à un tel, l'entrepreneur veillera à ce que l'emplacement soit fermé à la circulation et éclairé suffisamment pendant la nuit.

Lorsque les échafaudages avancent sur la rue, le chantier doit être fermé par une clôture du côté de celle-ci, ou encore on établira, à une hauteur de 3 mètres au-dessus du niveau de la rue, un toit de protection formé par des planches imbriquées ou doublées, d'une épaisseur de 0 m. 035 au moins, avec pente contre la construction.

Tranchées et fondations.

4. Les tranchées et les fondations doivent avoir un talus suffisant ou être bien étançonnées. Le minage des parois latérales n'est pas autorisé.

5. Lorsque les travaux de fondation s'effectuent à côté de bâtiments dont les fondations sont moins profondes que celle de la nouvelle construction, les fouilles nécessaires ne doivent être faites que par parcelles, et l'on doit procéder immédiatement au maçonnerie, au fur et à mesure que les fouilles avancent.

6. Lors de l'établissement de canaux et de puits, on aura soin d'établir des étançons en quantité suffisante. Les puits et les puisards doivent être munis d'un coffrage solide. Lorsqu'on se trouve en présence de gravier meuble, de sable, de matériaux remblayés, et, en général, partout où cela paraît nécessaire, les cavités qui pourront se produire entre le coffrage et le terrain devront être comblées au moyen de glaise, de mousse, de branchages, etc.

L'enlèvement du coffrage des puits doit avoir lieu avec les plus grandes précautions. On ne procédera à cette opération du déboisement que par zone circulaire et seulement lorsque le revêtement de maçonnerie sera parvenu à la partie inférieure de l'anneau.

7. Avant de pénétrer dans les canaux, fosses, etc., il convient de s'assurer, au moyen d'une lumière introduite lentement, qu'aucun gaz dangereux n'y séjourne. Si la lumière s'éteint, c'est que des gaz nuisibles se dégagent et il faut alors les expulser au moyen de pompes à air ou de ventilateurs, ou bien purifier l'atmosphère de la fosse en y versant une quantité suffisante de chaux fraîchement éteinte.

Échafaudages.

8. Les échafaudages, soit fixes, soit suspendus, comme aussi les échafaudages volants, montés sur des frontons saillants, doivent être établis conformément aux exigences du métier, et entretenus de telle sorte que les travaux puissent être effectués en toute sécurité.

9. Les poutrelles d'échafaudages qui ne doivent être, en aucun cas, placées à plus de 4 m. l'une de l'autre, sont enfoncées dans le sol avec une inclinaison vers le front de la bâtisse, ou emmortaisées, fixées avec des crampons ou d'une autre façon sur des semelles de bois, de manière qu'elles ne puissent pas déraiper; en outre, les poutrelles devront être fixées vers l'intérieur de la bâtisse.

Les boulins d'échafaudages ne doivent pas être éloignés l'un de l'autre de plus de 1 m. 5 et ils doivent aussi être liés aux poutrelles. On établira aux poutrelles verticales, de 4 mètres en 4 mètres au moins, des boulins horizontaux, fixés par de bonnes cordes de chanvre ou des crochets d'échafaudage et renforcés, en outre, par des poutrelles verticales placées entre eux et fixées également aux boulins par des cordes ou des chaînes. Les poutrelles doivent être placées de bas en haut de manière que l'une se trouve toujours au-dessus de l'autre, les extrémités fixées aux boulins horizontaux.

10. Les planches destinées aux échafaudages doivent être d'une résistance proportionnée à leur emploi; en aucun cas, elles n'auront moins de 0 m. 04 d'épaisseur. Il faut éviter soigneusement, en déplaçant les planches, de les poser en bascule (porte à faux). Dans le cas où plusieurs planches doivent être placées les unes à côté des autres, elles devront se joindre et leurs extrémités chevaucher d'au moins 0 m. 50 de manière que les matériaux ou les outils ne puissent tomber au travers et empêcher aussi les planches de basculer ou de glisser. On établira et fixera du côté extérieur de la plate-forme et en contact immédiat avec elle une bordure formée d'une planche posée de champ; en outre, on fixera du côté extérieur des montants d'échafaudages et à la hauteur de la poitrine, une barrière solide (boulin, planche, etc.)

11. Les échafaudages ne doivent être chargés qu'autant que leur force de résistance le permet; il faut toujours éviter de les charger inégalement.

Les échafaudages volants seront chargés aussi peu que possible. On les fixera solidement à l'intérieur du bâtiment et les côtés extérieurs seront munis d'une planche de sûreté d'au moins 0 m. 40 de hauteur.

12. Le plancher d'un échafaudage qui se trouve au-dessous d'un autre échafaudage où l'on travaille, ne doit jamais être enlevé.

13. Les échafaudages sur chevalets ne doivent jamais être installés sur de longs bois ou des charpentes à jour, mais seulement sur un plancher compact et solide.

Les chevalets ne doivent pas être éloignés l'un de l'autre de plus de 2 m. 5; ils seront reliés au-dessous par des lattes, des planches etc., et fixés au plancher et à la poutraison.

14. Les échafaudages volants, sur châssis et sur échelles, ne doivent être utilisés que pour les travaux légers, tels que travaux de couverture, de ferblanterie, de peinture, de badigeonnage, etc. Ces échafaudages seront munis tout le tour d'un garde-corps solide et fixés du côté du bâtiment, de manière qu'ils ne puissent vaciller.

15. Les échafaudages en usage depuis longtemps doivent, tous les deux mois au moins, être examinés à fond au point de vue de leur sécurité.

Échelles, ponts montants et ouvertures.

16. Pour les échelles servant aux échafaudages, on n'utilisera que celles dont les montants et les échelons sont d'un bois parfaitement sain. Elles doivent être placées et fixées de telle manière qu'elles ne puissent ni glisser par le bas, ni basculer par le haut. Elles doivent dépasser d'au moins 0 m. 8 la sortie du haut. Dans les échafaudages très allongés, les échelles devront être consolidées de manière qu'elles ne puissent ni plier, ni vaciller de côté.

17. On établira les échelles de telle façon que les objets, en tombant, ne puissent atteindre le passage d'échelles inférieur; les planches formant le palier des échelles doivent être fixées, afin qu'elles ne puissent pas glisser.

18. Les ponts montants devront avoir 80 cm. de large au minimum; ils seront munis de lattes clouées et auront des deux côtés de fortes barrières dont les montants seront fixés solidement à la poutraison ou au plancher; en même temps, on placera des deux côtés un rebord élevé. S'ils sont utilisés pour le transport des matériaux, ils auront au moins 1 m. 2 de largeur et on établira un palier à tous les deux étages au minimum. — Les ponts montants doivent avoir 40 p. 100 de pente au maximum.

19. Les ponts montants et les passerelles conduisant aux échafaudages ne doivent jamais être encombrés de matériaux ou d'ustensiles: les mesures de protection suffisantes devront être prises pour que les personnes utilisant les ponts montants et les échafaudages ne soient pas blessées par la chute d'objets.

20. Par le gel, les échafaudages, ponts montants, escaliers, etc., doivent être sablés; il en est de même pour la surface supérieure des murs, lors de la pose de la poutraison.

21. Jusqu'à ce que les escaliers soient posés, les ouvertures ménagées dans la charpente pour ce derniers, ainsi que celles destinées aux lanternes vitrées, aux monte-charges, etc., de même que les fosses à chaux ou autres excavations, doivent être entourées d'une clôture ou recouvertes de planches.

Montage et pose.

22. Pendant le montage du bois de construction et d'autres matériaux, toute occupation doit être interrompue au-dessous de la place de travail, si des mesures de protection spéciales n'autorisent pas une exception.

Les ouvriers occupés au treuil du monte-charge ou aux haubans doivent se placer de telle manière qu'ils ne puissent être atteints par la chute d'objets.

23. Pendant la pose de la poutraison et la mise en place des fermes de la toiture, personne ne doit se tenir au-dessous de la place de travail, si la poutraison la plus voisine, soit la poutraison la plus élevée, n'est pas couverte d'un solide plancher.

24. Il est interdit d'utiliser les monte-charges pour le transport des personnes.

Travaux de couverture, de ferblanterie et de peinture.

Les travaux de couverture, de ferblanterie et de peinture ne devront s'effectuer qu'au moyen de solides échafaudages.

Les échafaudages établis pour la construction ou la réfection des murs extérieurs doivent demeurer jusqu'à complète exécution des travaux de couverture. Pour l'exécution des travaux sur l'échafaudage le plus élevé, celui-ci doit s'élever de 0 m. 70 au moins, au-dessus des chéneaux, être couvert de planches jointives dans toute sa largeur et pourvu du côté extérieur d'une barrière solide d'une hauteur de 0 m. 80 au minimum. Dans les constructions neuves, le faux plancher supérieur ne doit pas être enlevé avant l'exécution définitive des travaux mentionnés.

Toutes les précautions nécessaires devront être prises pour assurer la sécurité des ouvriers durant le transport des matériaux.

26. Les ouvriers occupés aux travaux de la toiture et aux réparations des toits vitrés doivent prendre la précaution de s'attacher à une corde fixée à une ceinture solide.

Les échelles utilisées par les couvreurs doivent avoir de forts échelons et être établies de manière à ce que les ouvriers puissent s'y appuyer en toute sûreté. Les crochets de toit doivent mesurer au minimum 3-4 cm² de section et être fixés solidement.

Les crochets de chéneaux doivent être à 1 mètre de distance au maximum; ils seront fixés par trois forts clous au minimum.

27. La pose de nouvelles couvertures et les réparations de toits vitrés ne doivent s'exécuter que sur des échafaudages solidement établis au-dessous.

28. Lorsque des constructions ou des réparations seront exécutées aux étages supérieurs, on suspendra, à une hauteur de 3 mètres au-dessus du niveau de la rue, un écriteau d'avertissement très visible.

29. Pour les travaux qui doivent s'effectuer sur les échafaudages, on ne devra employer aucun épileptique et, en général, aucun ouvrier se déclarant sujet au vertige.

Divers.

30. A moins de travaux peu importants, il est absolument inadmissible de procéder au nettoyage des bâtiments sur une échelle.

31. Aucun travail de nuit ne peut être effectué tant que les escaliers ne sont pas terminés ou, tout au moins, pourvus provisoirement d'une barrière.

De nuit, l'entrée des bâtiments en construction est interdite; l'accès des échafaudages doit être intercepté en dehors des heures de travail.

32. On doit interdire les feux nus (coke) dans les locaux fermés où l'on travaille, à moins que des mesures n'aient été prises pour l'échappement des gaz.

33. On procédera à la démolition d'anciennes constructions en prenant toutes les mesures de précaution possibles. Il faudra surtout veiller à ce que de vieux planchers et d'anciennes, poutres ne soient pas surchargés par des matériaux de démolition, des décombres, etc.

34. Si des matériaux de construction, tels que tuiles, pierres de taille, gravois, doivent être descendus d'une assez grande hauteur, il faudra employer, à cet effet, soit des porteurs, soit des monte-charges, des tubes ou des glissières. L'enlèvement des matériaux descendus de cette manière ne devra pas s'opérer à la main.

On veillera, par un arrosage continu des places de démolition et des gravois, à ce que les ouvriers soient le moins possible incommodés par la poussière.

35. Lorsqu'on a les yeux blessés par l'introduction de poussière ou de grains de chaux, il faut bien se garder de les laver avec de l'eau, car la chaux, par ce fait, devient encore plus caustique; il est préférable d'employer de l'huile pure (huile de pavot ou huile combustible), que l'on introduit goutte à goutte directement dans l'œil, ou dont on lave celui-ci au moyen d'un chiffon propre ou d'un tampon de ouate. On recourra, ensuite, aussitôt que possible, aux services d'un médecin.

Instructions pour prévenir les accidents dans les travaux où l'on emploie des matières explosibles.

1. Pour faire sauter les mines, il est interdit d'employer la nitroglycérine pure ainsi que tout explosif gelé ou gâté. La poudre ouverte, c'est-à-dire qui n'est pas en cartouches, ne doit pas être utilisée dans les mines.

2. Les ouvriers ne doivent se servir que des explosifs mis à leur disposition par l'entrepreneur ou son remplaçant. On donnera aux ouvriers toutes les indications relatives à leur emploi. On ne leur remettra jamais plus que la quantité nécessaire pour la journée et l'excédent non utilisé devra être remis au chef surveillant avant de quitter le travail.

La poudre ouverte ne doit être transportée sur le chantier que dans des récipients à l'épreuve du feu.

3. Pour la conservation des explosifs, on s'en tiendra aux prescriptions de police actuelles. Les capsules ou autres amorces, emmagasinées dans le même local que les explosifs, doivent en être isolées.

On ne doit jamais pénétrer, dans les locaux où les explosifs sont entreposés, avec une lumière non enfermée, un cigare ou une pipe allumée.

4. De même que dans les entrepôts et les lieux de distribution, il est interdit de fumer aussi pendant le transports des explosifs, durant la fabrication et la manipulation des cartouches, ainsi que pendant le chargement et l'allumage des mines.

5. On n'emploiera que du papier collé pour la fabrication des cartouches explosibles.

6. La manipulation des cartouches explosibles et le dégel des explosifs ne doivent s'effectuer que sous la direction du surveillant et dans des locaux spéciaux, situés à une distance déterminées du lieu d'exploitation.

Le dégel doit avoir lieu dans des récipients secs qui sont chauffés à l'extérieur avec de l'eau chaude ou avec d'autres matières chaudes et humides.

Il est interdit de chauffer la dynamite et de la porter sur soi, de même que de déposer sur des fourneaux les explosifs que l'on veut faire dégeler.

7. Le chargement des trous de mine ainsi que l'allumage ne seront effectués que par les ouvriers désignés à cet effet et chargés spécialement des travaux de mine.

On choisira pour faire sauter les mines d'une certaine importance, partout où cela sera possible, les moments de repos pendant lesquels un petit nombre d'ouvriers seulement sont occupés sur le chantier.

On n'emploiera que des mèches de la meilleure qualité; avant de s'en servir, on examinera si elles ne sont pas rompues ou si elles n'ont pas subi d'autres détériorations.

Les cartouches ne seront munies de leur capsule ou de leur mèche qu'immédiatement avant d'être utilisées.

Lorsqu'on se servira de poudre ouverte, on aura soin de la verser dans le trou de mine au moyen d'un entonnoir de zinc laminé, qui doit être aussi long que le trou de mine est profond.

On n'utilisera pour le bourrage que des matières ne pouvant pas produire d'étincelles et, de même que les cartouches, la bourre ne sera introduite dans les trous de mine qu'au moyen de refouloirs de bois, de cuivre ou de taiton; l'emploi du fer est absolument interdit.

L'allumage des mines ne doit s'effectuer qu'au moyen de mèches disposés de manière à permettre aux ouvriers de se garer en temps voulu avant l'explosion. Lorsque les mèches de deux ou de plusieurs mines dans le voisinage l'une de l'autre doivent être allumées simultanément par la même personne, on fera en sorte que ces mèches soient d'une longueur différente et conforme aux nécessités. Partout où la chose paraîtra urgente et possible, les mines, avant d'être allumées, devront être couvertes de petit bois, de fascines, etc., pour empêcher un éparpillement dangereux des éclats.

Le signal de l'allumage des mines ne doit être donné que par le surveillant ou par l'ouvrier chargé spécialement de cette mission, après un signal d'avertissement préalable répété trois fois (coup de cornette, de cloche ou de sifflet), pour attirer l'attention sur le danger prochain et une fois que le surveillant se sera assuré que tout le monde est en sûreté.

Dès le premier signal, les ouvriers se retireront à une distance suffisante ou dans le refuge, s'il en existe un, et là, ils attendront jusqu'à ce qu'un nouveau signal leur annonce que le coup est parti.

Les personnes chargées de faire sauter la mine doivent se mettre en lieu sûr dès que la mèche est allumée. On aura soin de débarrasser de tout obstacle le chemin qui va de la mine au refuge.

Lorsqu'un coup a raté, le signal de quitter le refuge ne doit être donné qu'au bout de 15 minutes à partir de l'allumage de la dernière mine. Lorsque l'allumage a lieu au moyen de l'électricité, ce délai de sûreté n'est point nécessaire.

Avant de mettre le feu aux mèches, il y a lieu de bien s'assurer que tous les chemins qui convergent vers les mines sont barrés ou gardés.

8. Les mines qui ont raté devront être minutieusement reconnues et le plus tôt possible

prises hors d'état de nuire. On atteindra ce résultat en inondant la mine, si elle est chargée de poudre, ou faisant partir un coup de mine tout à côté. Si la mine était chargée à la dynamite, on la fera partir en introduisant une cartouche de dynamite après avoir enlevé avec précaution une partie de la bourre. Il est expressément interdit de vider la mine chargée.

Dans les charges de dynamite, on ne procédera à l'envèvement de la bourre qu'au moyen d'outils de cuivre, de laiton ou de bois et sous la surveillance d'un homme qui connaît exactement la profondeur du bourrage. On laissera une épaisseur de bourre de 10 centimètres au-dessus de la charge et l'on placera ensuite la cartouche de dynamite sur cette couche de bourre.

Lorsqu'on voudra faire partir une mine ayant raté par une nouvelle mine creusée tout près de l'ancien trou, il faudra veiller très attentivement à ce que celui-ci ne soit point atteint par le creusage. Une fois le nouveau coup parti, le surveillant devra s'assurer que l'ancienne charge a fait explosion en même temps et qu'il ne reste plus rien de celle-ci dans le trou de mine; dans le cas contraire, il faudra recommencer l'opération.

Il est interdit de repérer les restes de trous de mine après l'explosion.

Instructions pour prévenir les accidents dans l'utilisation des voies Decauville pour le transport des matériaux.

1. L'infrastructure et la superstructure des voies, et les rails en particulier, doivent être entretenus de manière que le service puisse s'effectuer en toute sécurité, même avec la vitesse maximum admise. Les joints doivent être solidement reliés les uns aux autres. On évitera autant que possible les courbes brusques. Lors de la construction des voies Decauville dont les wagonnets seront mus par une locomotive, par des chevaux ou simplement à bras, on établira la pente de manière que les wagonnets, à la descente, puissent être arrêtés facilement.

2. Dans les voies à rails ayant une pente sur laquelle les wagonnets se meuvent d'eux-mêmes, on aura soin de munir ces derniers d'un frein d'un fonctionnement assuré et desservi par des serre-freins. Un frein sera considéré comme suffisant s'il permet, sans aucune difficulté, l'arrêt du wagon chargé à n'importe quelle place. Les wagonnets à frein doivent être pourvus d'un marchepied solide à l'usage du serre-frein. Lorsque plusieurs wagonnets seront réunis en un train, on aura soin d'y intercaler quelques wagonnets munis de freins, avec le personnel nécessaire, afin que le train entier puisse être arrêté sûrement et à volonté.

On doit toujours maintenir une distance déterminée entre les wagonnets marchant isolément.

Le personnel de service est seul autorisé à monter sur les wagonnets. Il est interdit de monter ou de descendre pendant la marche.

3. Les wagonnets à bascule doivent être construits de façon qu'ils ne puissent dérailler ou se renverser lorsqu'on les fait basculer.

Les caisses à bascules doivent être pourvues d'un appareil de fixation facile à manier, maintenant solidement la caisse au chariot et l'empêchant, lorsqu'elle est pleine, de basculer avant d'arriver à la place désignée où se tient l'ouvrier chargé de déclencher l'appareil.

4. Les ponts, passerelles, tranchées, etc., traversés par des wagonnets, doivent être suffisamment larges pour qu'un passage offrant toute sécurité puisse être ménagé au moins d'un côté, pendant la marche de ceux-ci.

5. Les plans inclinés automoteurs doivent être munis de freins d'une efficacité reconnue et la place du serre-frein doit être choisie, si possible, de telle sorte qu'il puisse dominer la voie. Le mode d'attache des wagonnets entre eux et avec la chaîne de traction doit offrir les garanties de sûreté voulues et exclure toute possibilité de rupture. On soumettra à un contrôle minutieux les câbles et les chaînes de traction; une fois par année, au moins, les chaînes seront examinées au point de vue de leur force de résistance. L'entrée de la voie et le transport des personnes seront rigoureusement interdits.

6. Les chemins ouverts à la circulation des piétons et des chars et au-dessus desquels sont établies des voies suspendues doivent être, aux points de passage, protégés par des toits de sûreté ou des filets d'une forte résistance, ou bien ils seront fermés à la circulation, au moyen d'écrêteaux avertisseurs, pendant le passage des convois chargés.

L'emploi des voies aériennes n'est pas autorisé pour le transport des personnes, à l'exception des cas où des revisions ou des réparations doivent être entreprises.

Il est interdit de faire des réparations aux machines ou sur le réseau pendant le service.

Le câble moteur, le câble porteur et les traverses feront l'objet d'un contrôle sérieux et régulier.

7. Pour les voies désignées sous chiffres 5 et 6, la station de départ et la station terminus doivent correspondre au moyen d'appareils à signaux.

8. La direction des travaux de réfection, que ceux-ci soient effectués par une force mécanique, animale ou manuelle, ne doit être confiée qu'à des personnes expérimentées.

Lorsque les wagonnets sont actionnés à la main, les ouvriers doivent les pousser sur le côté seulement, en tant que d'autres wagonnets circulent également sur la même voie.

Les wagonnets arrêtés sur la voie doivent être enrayés de manière qu'ils ne puissent se mettre en mouvement d'eux-mêmes.

9. On veillera à ce que les wagonnets ne se renversent pas d'eux-mêmes pendant le chargement ou le déchargement ou que les couvercles, parois, etc., dont ils sont munis, ne puissent tomber et blesser les ouvriers.

10. Afin d'arrêter les wagonnets sur les voies en cul-de-sac, celles-ci seront pourvues de heurtoirs suffisamment solides, principalement là où le terrain est en pente.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en juillet (1). — L'activité du travail a été en diminuant dans l'ensemble; l'industrie des mines et celle du fer ont maintenu une situation encore très favorable, bien que déjà l'inventaire annuel de l'Union de Bochum pour les mines et la fabrication de l'acier annonce une diminution.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'Etat dans 46 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de juillet de l'an dernier, une augmentation du nombre des demandes d'emploi dans 25 villes et une diminution dans 21 villes; à signaler que l'augmentation du chômage a été considérable surtout par l'importance des centres atteints; notamment : Posen, Breslau, Francfort-sur-Oder et Francfort-sur-Mein, Berlin, Kiel, Halle-sur-Saale, Hanovre, Cologne, Erfurt, Géra, Aix-la-Chapelle, Stuttgart, Munich, Nuremberg.

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

Par rapport au mois de juin, le chômage a également augmenté dans 27 centres, tandis qu'il n'a diminué que dans 19.

Les placements effectués dans ces 46 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Juill. 1897.	21.679	7.785	29.464	25.702	6.318	32.020	118,6	81,2	108,7
Juill. 1898.	22.384	7.569	29.953	27.248	7.026	34.274	121,7	92,8	114,4
Juin 1898.	"	"	"	"	"	"	121,6	90,3	113,3

Les grèves en août. — Le *Reichsanzeiger* signale, dans le courant d'août, 36 déclarations de grève, dont 3 comprenant l'ensemble des ouvriers de la profession dans la région. Les industries les plus éprouvées ont été celles des métaux (7 grèves), du bois (7 grèves également) dont 3 chez les charpentiers et menuisiers, et du bâtiment (6 grèves). La plupart de ces grèves ont eu pour motifs initiaux des modifications de salaires ou de durée de travail, notamment 2 pour protester contre une réduction de salaires; 6 grèves ont eu lieu, pour protester contre le renvoi d'ouvriers syndiqués ou pour demander l'exclusion de certains ouvriers des ateliers. Dans deux cas, à la suite de l'index mis par les ouvriers sur certaines maisons, les patrons ont prononcé le lock-out des autres ateliers de la région.

Dans 9 grèves, dont on a appris la fin en août, 7 se sont terminées par le succès total ou partiel des ouvriers, 2 par un échec. Dans 3 cas, les ouvriers ont fait appel à la conciliation du tribunal industriel, sans obtenir de résultat favorable.

Prix des denrées de première nécessité (1). — Les prix des denrées alimentaires de première nécessité dans le commerce de détail, d'après les relevés officiels, pour quelques grandes villes d'Allemagne et le coût de la nourriture d'une famille ouvrière d'après les indications déjà portées dans le *Bulletin* de juillet dernier ont été les suivants :

	BERLIN.	LIEPZIG.	BRUNSWICK.	MUNICH.
	marks (2).	marks.	marks.	marks.
Bœuf, par kilogramme	0,90	1,00	1,10	1,28
Porc	1,20	1,20	1,20	1,40
Mouton	1,20	1,00	1,20	1,00
Pomme de terre	0,06	0,10	0,06	0,07
Farine de blé	0,35	0,44	"	0,34
Pain	0,24	0,22	"	0,36
Beurre	1,80	2,00	2,00	1,70
Coût de la nourriture { juillet ...	20,36	20,25	20,87	23,73
d'une famille par se- { juin	20,53	20,38	20,11	23,52
maine	20,88	19,97	21,49	23,53

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

(2) La valeur nominale du mark allemand est de 0 gr. 35838 d'or, soit 1 fr. 2345.

A l'exception de Munich, le cout de la nourriture a diminué pendant le mois de juillet; à Berlin, la diminution a porté principalement sur les pommes de terre; à Leipzig, sur le pain; à Munich, le pain et la farine sont exceptionnellement chers.

Statistique des cas d'empoisonnement par l'oxyde de carbone et des personnes soignées pour ces empoisonnements dans les hôpitaux en Prusse (1). — Pendant l'année 1895, 92 personnes (56 hommes et 36 femmes) ont été soignées dans les hôpitaux en Prusse à la suite d'intoxication par l'oxyde de carbone; 25 cas d'empoisonnement ont été suivis de mort; on a relevé 20 accidents dans l'industrie: ce sont principalement les ouvriers des mines, des hauts fourneaux, des fonderies chez lesquels les accidents se sont produits en plus grand nombre.

Du taux du secours de chômage, de voyage, etc.... dans les syndicats en Allemagne (2). — La question des secours de chômage, sauf pour les imprimeurs, qui ont déjà une expérience de 17 ans, est généralement à l'étude depuis peu de temps dans les syndicats et ceux qui ont organisé des secours de chômage ne donnent des statistiques que pour les 5 dernières années, qui suffisent pourtant à donner d'utiles indications, la situation des diverses industries dans lesquelles se trouvent ces syndicats ayant été tour à tour favorable et défavorable. Cependant, d'après le *Correspondenzblatt*, il est difficile d'évaluer *a priori* la base sur laquelle doit être établi le taux de la cotisation de chômage dans des syndicats qui n'ont encore eu aucune organisation analogue; mais il est admis que le secours de chômage peut être établi dans tous les syndicats, lorsque tous les membres ont le désir d'arriver à un résultat, sauf pour les métiers qui sont soumis régulièrement à un long chômage; pour ceux-ci, on ne doit pas conseiller à un syndicat de prendre la charge du secours de chômage.

Pour les *sculpteurs*, les dépenses diverses s'établissent ainsi :

ANNÉES.	NOMBRE DES MEMBRES.	SECOURS DE GRÈVE.	SECOURS RÉGLEMENTAIRES.	SECOURS DE VOYAGE.	SECOURS DE CHÔMAGE.	SECOURS D'INVALIDITÉ.	SECOURS DE MALADIE.	ASSISTANCE EN JUSTICE.	SECOURS après décès et pour des cas de NÉCESSITÉ.
		marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.
1892...	2.806	476	"	15.170 20	"	"	1.197	850	2.190
1893...	2.749	1.986 70	"	13.985 70	12.144	"	14.175	431 08	"
1894...	2.885	2.536 50	73 50	13.308 00	28.453	"	13.179 50	198 54	1.130
1895...	3.132	13.297	252	10.700 30	26.229 50	"	11.204	204 93	1.457 30
1896...	3.260	8.223	"	6.712 75	29.652 50	"	7.628	624 57	750 50

En moyenne, pendant les 5 années, le secours de voyage par an et par adhérent a été de 4 m. 06. La comptabilité pour le secours de chômage a commencé le 1^{er} juillet 1893 et les allocations pour cette dernière année ont été de 12.144 marks. A partir de 1894, jusqu'en 1896, les secours de chômage ont été en moyenne, par an et par tête d'adhérent, de 9 m. 09 et ont nécessité une cotisation de 0 m. 175 par semaine.

(1) D'après le *Reichsanzeiger*.

(2) D'après le *Correspondenzblatt der generalkommission der gewerkschaften Deutschlands*.

La cotisation régulière est fixée à 0 m. 50 par semaine; les secours sont accordés aussi pour les dimanches et jours de fête.

Les secours de grève sont payés, quelle que soit l'ancienneté de l'ouvrier dans le syndicat : 1 m. 50 par jour et pendant 56 jours; ils sont payés depuis le 1^{er} jour; après 56 jours et, quel que soit le secours de voyage accordé, 1 mark par jour et pendant 30 jours.

Secours de chômage sur place : durée 52 semaines, depuis le 8^e jour jusqu'au 70^e, 1 mark par jour.

Secours de voyage : durée 52 semaines, depuis le 8^e jour jusqu'au 70^e, 1 mark par jour.

Les adhérents qui, une semaine après la fin de leur apprentissage, sont devenus membres du syndicat, obtiennent un secours de voyage de 0 m. 50 par jour pendant 35 jours, mais seulement s'ils sont adhérents depuis 26 semaines au moins. Pour les secours de maladie : durée du stage, 52 semaines; secours depuis le 8^e jour jusqu'au 70^e, 1 mark par jour.

N. B. — Les secours de chômage sur place et ceux de voyage ainsi que ceux d'incapacité peuvent être payés ensemble pendant 70 jours.

Des secours peuvent aussi être fournis en cas de nécessité spéciale, c'est-à-dire si un membre ne reçoit plus de secours réguliers pendant une maladie de longue durée, ou si un adhérent ou un membre de sa famille a subi une détention à l'occasion d'actes accomplis pour le syndicat et se trouve dans le besoin.

Les fonds de démenagements sont distribués suivant les règlements.

Le sociétaire adhérent depuis 5 ans au moins qui vient à décéder ayant une femme et un enfant mineur de 16 ans, laisse à sa veuve 200 marks fournis par le syndicat.

Pour les *imprimeurs*, le tableau des dépenses remonte à l'année 1880 et fournit des renseignements sur les secours de chômage depuis cette date :

ANNÉES.	NOMBRE DES ADHÉRENTS.	SECOURS DE GRÈVE.	SECOURS RÉGLEMENTAIRES.	SECOURS DE VOYAGE.	SECOURS DE CHÔMAGE.	SECOURS D'INVALIDITÉ.	SECOURS DE MALADIE.	ASSISTANCE EN JUSTICE.	SECOURS en cas de décès ou de NÉCESSITÉ.
		marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.
1880...	6.278	9.590	"	52.500	16.806	102	"	"	"
1881...	8.762	1.605	"	64.974	14.156	829	13.351	"	"
1882...	9.021	9.035	"	114.651	21.619	2.314	117.992	"	"
1883...	10.116	22.024	"	132.191	28.532	8.882	226.917	"	"
1884...	10.648	34.252	"	125.584	34.832	15.408	239.145	"	"
1885...	11.423	18.355	"	107.081	35.763	22.231	271.813	"	"
1886...	12.824	21.874	"	92.237	56.148	50.670	320.942	"	"
1887...	11.856	266.344	"	147.418	130.861	75.349	329.396	"	"
1888...	11.643	26.282	"	83.496	76.687	68.954	305.399	"	"
1889...	12.792	17.664	"	62.421	56.512	78.648	390.377	"	"
1890...	15.377	39.514	"	86.190	56.394	83.661	347.424	"	"
1891...	17.756	835.679 61	126	40.482 98	31.333	93.285	361.374	2.153 11	20.200
1892...	16.000	"	218.041 83	121.164 67	235.528 40	"	"	"	"
1893...	16.520	"	10.960 80	100.711 54	92.906 50	2.056	245.732	378 37	12.900
1894...	17.275	3.551 95	11.531 40	114.913 55	101.562	15.967	392.931 81	426 05	22.303 46
1895...	19.209	17.738 80	18.561 57	110.812 98	97.702 95	"	353.827 (1)	303 31	22.411 09
1896...	21.002	66.788 65	7.500	138.491 05	127.341 75	38.810	327.917 79	273 10	24.830 90

(1) Les secours d'invalidité compris.

Le secours de voyage de 1880 à 1896 a été de 7 m. 42, et le secours de chô-

mage de 5 m. 42 par an et par tête d'associé, soit 6 m. 105 par semaine. La cotisation a été de 1 m. 10 par semaine.

1° Secours de voyage après un stage d'adhérent de 13 semaines 0 m. 75 par jour pendant 280 jours et, après une cotisation pendant 50 semaines, 1 mark par jour, durée, 280 jours; les adhérents qui ont reçu pendant 270 jours de secours de voyage sont admis à nouveau au secours lorsqu'ils ont versé pendant 13 ou 26 semaines;

2° Secours de chômage sur place, après 100 semaines de cotisation : 70 jours à 1 mark; après 150 semaines de cotisation, 140 jours à 1 mark, après au moins 750 semaines de travail et de cotisation 280 jours à 1 mark;

3° Secours de déménagement, suivant l'ancienneté dans le syndicat;

4° Secours de maladie, après un stage de 13 semaines, 13 semaines, après 26 semaines, 26 semaines, après 52 semaines, 52 semaines à 1 m. 40 par jour. Secours d'enterrement après 50 semaines de cotisation, 50 marks; pour une plus grande ancienneté, 100 marks.

5° Secours d'invalidité, après 5 ans, si on est entré au syndicat aussitôt après l'apprentissage, sinon après 10 ans, 1 mark par jour.

Tous les secours sont fournis même les dimanches et jours de fête.

BELGIQUE.

Revue du travail en août (1). — Très bonne activité dans les *charbonnages*; la *grosse métallurgie*, la *grosse construction*, la *verrerie*, la *glucerie*, la *briqueterie* et la plupart des métiers ressortissant au bâtiment. L'*imprimerie* a eu une prospérité exceptionnelle pour la saison. L'*armurerie* a joui d'une activité excellente, sauf dans quelques spécialités. Les *industries textiles* sont toujours en grande faiblesse : seule, la *filature de laine peignée* est prospère. Les diverses branches du *vêtement* sont encore en morte-saison.

On a remarqué, dans diverses branches de la grande industrie, une sensible diminution de l'effort utile des ouvriers, par suite des fortes chaleurs qui ont régné pendant une partie du mois.

Grèves en août. — Quatre grèves nouvelles seulement en août avec 600 grévistes. Sur sept grèves terminées, anciennes et nouvelles, cinq échecs et deux transactions. Trois de ces grèves dans l'industrie textile gantoise.

Inspection du travail. — Deux arrêtés royaux, datés du 15 août 1898, classent parmi les établissements dangereux, insalubres ou incommodes et soumettent de ce fait à l'inspection du travail : 1° les établissements où l'on travaille les peaux; (antérieurement, le secrétage des peaux était seul rangé dans cette catégorie); 2° les usines où l'on produit l'acétylène, les dépôts d'acétylène liquide ou comprimé et les dépôts de carbure de calcium.

(1) Renseignements dus à l'obligeance de M. Vercrusse, chef de bureau à l'Office du travail (Belge).

La Caisse générale d'épargne et de retraites et l'épargne scolaire, le crédit agricole et les habitations ouvrières. — L'épargne scolaire, organisée pour la première fois dans les écoles communales de Gand en 1866, coopère pour une part importante à l'accroissement continu de la Caisse. Au 31 décembre 1896, l'épargne était pratiquée dans 6,828 établissements d'enseignement (dont 6,090 écoles primaires), comptant au total 304,018 élèves et le capital ainsi épargné s'élevait à 6,795.408 fr. 10. La plus grande partie de ce capital, soit 6,709,470 fr. 08, a été confiée à la Caisse générale d'épargne.

Une innovation très intéressante au point de vue de la diffusion de l'épargne a pris naissance dans le courant de l'exercice : c'est la mise à exécution de l'idée de doter tout nouveau-né d'un livret d'épargne. Cette pratique dont l'initiative appartient à M. E. Bourlard, avocat à Mons, a déjà été suivie dans plusieurs communes.

Les fonds nécessaires à la création des livrets de nouveau-nés proviennent de sources diverses :

1° De souscriptions particulières, comme à Mons et à Blankenberghe ;

2° D'un donateur unique, comme à Molenbeek-Saint-Jean, Solre-Saint-Gery et Grandrieu ;

3° De la caisse communale, comme à Saint-Gilles (Bruxelles), Schaerbeek, Couvin, Sivry, Marcinelle, etc.

Une note transmise par l'initiateur, aux bourgmestres de toutes les communes du pays, résume comme il suit les formalités du fonctionnement :

A. — Obtenir chaque semaine du bureau de l'état civil la liste des naissances, indiquant le nom et les prénoms de l'enfant, la date de la naissance, les prénoms du père, le nom et les prénoms de la mère, la demeure des parents ;

B. — Remettre cette liste au bureau de poste, accompagnée d'une somme égale au nombre des naissances, soit 1 franc par naissance, sans réclamer de reçu ;

C. — Un ou deux jours après le dépôt, retirer les livrets sur le premier feuillet desquels se trouvera la formule : « *Dépôts réservés.* — Le solde de ce livret ne pourra être réduit à moins de 1 franc du vivant du titulaire » ;

D. — Faire remettre le livret aux parents.

Crédit agricole. — Trois nouveaux comptoirs agricoles ont été créés en 1897, à Gembloux, à Namur et à Lens. Les six comptoirs en exercice dans le pays ont consenti, pendant cet exercice, 184 prêts pour un total de 1.372.975 francs. L'importance totale des prêts agricoles, consentis à l'intervention des comptoirs depuis 1884 jusqu'au 31 décembre 1897, s'élève à 6.644.085 francs.

Le nombre des sociétés coopératives de crédit agricole, s'est développé dans des proportions beaucoup plus fortes. De 77 qu'elles étaient au 31 décembre 1896 elles ont atteint, au 31 décembre 1897, le chiffre de 165. Des renseignements obtenus sur la situation de 113 d'entre elles montrent qu'elles avaient recueilli une somme totale de 1.361.292 fr. 12, à elles confiée en dépôts d'épargne et consenti des prêts jusqu'à concurrence de 467.389 fr. 19. Deux caisses centrales et 103 caisses locales ont effectué des dépôts à la Caisse d'épargne, jusqu'à concurrence de 223.897 fr. 31 sur livrets d'épargne et de 763.870 fr. 45 en compte courant. 40 sociétés ont obtenu de la Caisse d'épargne des ouvertures de crédit pour un total de 119.336 francs. Ces ouvertures de crédit n'ont été réalisées que pour un total de 24.628 francs.

Habitations ouvrières. — Au 31 décembre 1897, le nombre total des sociétés d'habitations ouvrières agréées par la Caisse d'épargne s'élevait à 113 (88 en 1895,

91 en 1896), dont 104 constituées sous la forme anonyme (capital social total, 11.148.450 francs) et 9 sous la forme coopérative. A la même date, la Caisse d'épargne avait avancé 18.196.081 fr. 80 à 84 sociétés de crédit et 1.500.977 fr. 50 à 20 sociétés immobilières.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en août (1). — Situation bonne sauf l'effet, encore sensible, de la grève du pays de Galles. 2,8 p. 0/0 de chômeurs dans 117 trade-unions groupant 466.000 membres, contre 2,6 p. 0/0 en juillet 1898 et 3,5 p. 0/0 en août 1897.

En un jour de la deuxième semaine de mai 1898, l'assistance publique a secouru 323.383 personnes, soit 204 p. 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 204 en juillet 1898 et 203 en août 1897.

En dehors des mines du pays de Galles 5,19 journées de travail par semaine, en moyenne, dans 1,142 puits houillers employant 373.441 mineurs, contre 5,13 en juillet 1898 et 4,83 en août 1897.

339 hauts fourneaux en marche à la fin d'août 1898, avec 22.427 ouvriers contre 342 en juillet 1898 et 346 en août 1897. Si l'on tenait compte des fourneaux éteints par la grève du pays de Galles, il y en aurait d'allumés 4 de plus qu'il y a un an.

Grèves. — 44 nouvelles grèves en août avec 10.457 chômeurs, contre 33 avec 8.753 en juillet 1898, et 61 avec 15.278 en août 1897; — 9 grèves dans le bâtiment, 7 dans les mines et carrières, 9 dans les métaux, 14 dans les textiles et le vêtement. Sur 53 grèves terminées, anciennes et nouvelles, 20 succès, 19 transactions, 14 échecs.

Fin de la grève des mineurs du Pays de Galles (2). — Cette longue grève est enfin terminée, et le travail a été repris le 1^{er} septembre après un chômage de 24 semaines. La paix a été signée à cette date après trois jours de discussion, entre les représentants des parties, les 27 et 31 août et le 1^{er} septembre. Les négociations avaient été reprises sur l'initiative des ouvriers.

Les conditions de l'accord sont les suivantes :

1° Reprise du travail à dater du 1^{er} septembre;

2° On remettra en vigueur les clauses et conditions de la vieille échelle mobile qui a expiré le 31 mars dernier, avec application de l'article 2 de la convention du 17 février 1893. Cette mise en vigueur est ferme jusqu'au 1^{er} janvier 1903 : mais à partir du 1^{er} juillet 1902, l'application de l'échelle mobile pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties notifiant sa décision à l'autre six mois d'avance, le 1^{er} juillet 1902, ou le 1^{er} janvier 1903, ou à l'une des mêmes dates des années suivantes;

3° Le chômage mensuel, dit *mabon's day*, est supprimé et ne sera remplacé par aucun autre;

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

(2) *Labour Gazette*.

4^e Jusqu'au 30 novembre 1898 les salaires seront de 17 1/2 p. o/o plus élevés que les salaires types de décembre 1879 ;

5^e Une vérification contradictoire des prix de vente sera faite pour les 2 mois de septembre et d'octobre, en vue de régler les salaires à partir du 1^{er} décembre 1898, conformément à l'article 12 de la convention de 1892 ;

6^e Si, après le 1^{er} septembre 1899, les patrons, en vertu de la présente convention, réduisent les salaires à moins de 12 p. o/o au-dessus des salaires types de décembre 1879, les ouvriers auront le droit, nonobstant l'article 2 ci-dessus, de dénoncer ladite convention par notification faite six mois d'avance l'un quelconque des 1^{er} juillet ou 1^{er} janvier qui suivront.

On trouvera dans nos *Bulletins* d'avril, de mai et de juin (p. 303, 425 et 527) l'exposé des revendications originelles des parties. La nouvelle échelle que les patrons proposaient est repoussée et on conserve l'ancienne selon la proposition initiale des ouvriers. Ceux-ci l'emportent du même coup sur la question de l'intervalle entre les vérifications des prix de vente (2 ou 4 mois). Ils ne perdent guère que sur la suppression de leur jour de chômage mensuel (*mabon's day*) et sur l'augmentation provisoire de salaire qu'ils demandaient de 32 1/2 p. o/o au-dessus du tarif de 1879, tandis qu'on ne leur concède que 17 1/2 p. o/o. De plus, les ouvriers se lient ferme pour 4 années selon la condition *sine qua non* des patrons, cependant cet engagement est considérablement tempéré par la clause 6 de l'arrangement du 18 septembre.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 13 août 1898 sur la majoration des rentes viagères.

(J. O. du 20 août 1898.)

ART. 1^{er}. Les demandes de majoration de rentes viagères constituées au profit des titulaires des livrets individuels de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et des membres des sociétés de secours mutuels ou de toute autre société de secours et de prévoyance servant des pensions de retraites devront être produites par les intéressés, avec les justifications réglementaires à l'appui, avant le 31 décembre 1898 au plus tard, sous peine d'exclusion.

ART. 2. L'attribution des majorations et des bonifications spéciales sera faite dans les conditions spécifiées par l'article 25 de la loi du 13 juillet 1896 et par l'article 1^{er}, § 1^{er}, et l'article 3 du décret du 9 juin 1896.

ART. 3. Auront droit à cette attribution, en 1898, les personnes visées à l'article 1^{er} du présent décret, qui, n'ayant point encore reçu de rente supplémentaire, seront âgées de soixante-huit ans au moins en 1898, et qui, indépendamment des autres conditions exigées par l'article 2 de la loi du 31 décembre 1895, justifieront de dix-huit années de prévoyance.

ART. 4. Les rentes supplémentaires seront émises avec jouissance du 1^{er} janvier 1898 pour les rentiers âgés de soixante-huit ans au moins au 31 mars 1898, et, pour les rentiers atteignant leur soixante-huitième année du 1^{er} avril au 31 décembre 1898, avec jouissance du premier jour du trimestre dans lequel ils atteindront cet âge, à charge de justifier de leur existence à cette date.

ART. 5. L'administration de la Caisse des dépôts et consignations est chargée de l'instruction des demandes tendant à l'obtention des majorations visées par la loi du 31 décembre 1895 et de la liquidation de ces majorations.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BIBLIOGRAPHIE.

(Suite.)

FRANCE. — MINISTÈRE DES FINANCES. — *Procès-verbaux de la Commission extra-parlementaire du cadastre instituée au Ministère des finances. Fascicule n° 6* (février 1895 à janvier 1898). (1 vol. in-4° de 610 pages; Paris, Imp. nat., 1898.)

MONT-DE-PIÉTÉ DE PARIS. — *Compte administratif de l'exercice 1897*. (1 broch. in-4° de 31 pages. Paris, imp. Chaix; 1898.)

BELGIQUE. — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE (BELGE). — *Compte rendu annuel, année 1897*, (1 broch. in-4° de 118 et XLVI pages; Bruxelles, 1898; Bruylant imp.). A signaler spécialement ce qui concerne les habitations ouvrières, le crédit agricole et les retraites. Le prochain *Bulletin* contiendra divers extraits de cet intéressant travail.

GRANDE-BRETAGNE. — LABOUR DEPARTMENT OF THE BOARD OF TRADE. — *Changes in rates of wages and hours of labour. Annual report 1897* (1 vol. in-8° de 233 pages; Londres, 1888; Eyre et Spottiswoode édit.). — Rapport annuel sur les variations des salaires et de la durée du travail dans l'industrie anglaise.

ITALIE. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE. — *Annuaire statistique italien pour 1898*. (1 vol. in-8° de 378 pages; Rome, imp. Bertero, 1898.)

PAYS-BAS. — BUREAU MUNICIPAL DE STATISTIQUE D'AMSTERDAM. — *Annuaire statistique d'Amsterdam : 2^e partie. Assistance et bienfaisance à Amsterdam, 1896*. (1 vol. in-8° de 74 pages; Amsterdam, 1898.)

RÉPUBLIQUE ARGENTINE. — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE MUNICIPALE. — *Annuaire statistique de la ville de Buenos-Ayres, 1897*. (1 vol. in-8° de 321 pages; Buenos-Ayres, Compagnie sud-américaine de billets de banque, 1898.)

SUISSE. — INSPECTORAT FÉDÉRAL DES FABRIQUES. — *Rapports des inspecteurs fédéraux des fabriques et des mines concernant leurs fonctions officielles dans les années 1896 et 1897*. (1 vol. in-8° de 404 p. — Aarau, 1898, Sauerländer, édit.) Collection des rapports des trois inspecteurs régionaux et de l'inspecteur des mines. Instructions rédigées par l'Inspectorat en vue de prévenir les accidents et les maladies professionnelles dans diverses industries dangereuses ou insalubres (voir dans le corps du *Bulletin*, p. 735).

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{IE}.

Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers. — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893)..... 8 fr.

De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger. — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893)..... 6 fr.

Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes. — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893)..... 1 fr. 50

Salaires et durée du travail dans l'industrie française.

Tome I^{er} : Seine. — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893)..... 7 fr. 50

Tomes II et III : Départements. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896) chaque. 7 fr. 50

Tome IV : Résultats généraux. — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897)..... 6 fr.

Manufactures de l'État et chemins de fer. — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896)... 1 fr. 50

Album graphique. — 29 planches in-8° (1897)..... 4 fr.

La petite industrie (salaires, durée du travail).

Tome I^{er} : L'alimentation à Paris. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893)..... 2 fr. 50

Tome II : Le vêtement à Paris. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896)..... 5 fr.

Les associations ouvrières de production (en France). — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.

Hygiène et sécurité des travailleurs. — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895)..... 5 fr.

Documents sur la question du chômage. — 1 vol. in-8° de 398 p. (1896)..... 4 fr.

Minimum de salaire dans les travaux publics. — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897)... 2 fr.

Les caisses patronales de retraites (industries). — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50

L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.

Résultats financiers. — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892)..... 1 fr. 50

Statistique des accidents de travail. — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892)..... 1 fr. 50

Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie.

En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893)..... 1 fr. 50

En Autriche. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893)..... 1 fr. 50

Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.

1^{re} partie : Accidents. — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894)..... 1 fr. 50

2^e partie : Maladie, Invalidité, Vieillesse. — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895).... 2 fr.

Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage.

Années 1890, 1891, et 1892. — 2 vol. in-8° de 123 et 186 p. chaque..... 1 fr. 50

Années 1893, 1894, 1895, 1896. — 5 vol. in-8° de 1 fr. 50, 3 fr. 50 et..... 3 fr.

Année 1897. — 1 vol. in-8° de 304 p. (1898)..... 3 fr.

Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.

Dén. général. — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894)..... 15 fr.

Dén. des étrangers. — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893)..... 7 fr. 50

Annuaire statistique (1892-94) et (1895-96). — 2 vol. in-8° de 783 et 624 p. chaque. 8 fr.

Idem. (1897). — 1 vol. in-8° Jésus de 520 p. (1897)..... 7 fr. 50

Statistique annuelle (1890-92) et (1893-94). — 3 vol. in-8° de 550, 257 et 249 p. 7 fr. 50 et 5 fr.

Idem. (1895). — 1 vol. in-8° Jésus de 227 p. (1898)..... 5 fr.

Annuaire des syndicats professionnels (1897). — 1 vol. in-8° de 620 p. (1897)... 5 fr.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES).

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		<i>Démographie et statistique.</i>	
Revue du travail :		La population de quatre grandes villes russes. 802	
Situation générale.....	754		
Analyse, par département, des renseignements fournis : 1 ^o par les associations patronales... etc.; 2 ^o par les correspondants.....	758	<i>Mouvement social à l'étranger.</i>	
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	763	Allemagne : Revue du travail en août. — Les grèves en septembre. — Prix des denrées. — Les syndicats et les secours de chômage. — Le chômage des peintres en 1897. — Sociétés coopératives d'épargne et de prêt en Silésie. — Nouveau tarif de salaires des arrimeurs, à Hambourg..	863
Renseignements divers :		Belgique : Revue du travail en septembre. — Les grèves. — Le congrès des mineurs. — L'industrie houillère et métallurgique en Hainaut. — La caisse d'épargne et de retraite belge en 1897.....	809
Adjudications; commerce extérieur; transports; prix courants divers; Guillites; autorisations de bâtir; mont-de-piété de Paris.....	774	Grande-Bretagne : Revue du travail en septembre. — Grèves.....	815
Production minérale, métaux, sucres.....	779		
Placement gratuit.....	781	<i>Actes et documents officiels.</i>	
Assistance.....	785	Décret du 29 juillet 1898. — Arrêté du 18 août 1898. — Lettre ministérielle du 26 août 1898.....	815
Mouvement syndical.....	786		
Institutions de prévoyance.....	788	<i>Bibliographie.</i>	
Les grèves en septembre.....	789		
Conciliation et arbitrage.....	792		
La Caisse nationale des retraites en 1897..	797		
L'éclairage public en Europe: Régie et concession.....	800		

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts.

Armand COLIN et C^{ie}, éditeurs,
5, rue de Mézières.

Le *Bulletin de l'Office du travail* paraît tous les mois. — On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'imprimerie nationale.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Direction de l'Office du Travail,

Rue de Varenne, 80,

PARIS.

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : à *Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie.*

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. — OFFICE DU TRAVAIL. — *Les caisses patronales de retraites des établissements industriels* (1 vol. in-8° de 437 pages, Paris, 1898; Imprimerie nationale). Compte rendu d'une enquête entreprise par l'Office du travail (voir *Bulletin* de septembre, p. 730). Les établissements qui pratiquent le système des retraites ont été partagés en trois groupes : les deux premiers ont été formés suivant que les établissements possèdent un service de retraites pour lequel des allocations patronales sont ou ne sont pas versées sur livret individuel à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Le 3^e groupe contient les caisses de retraite des entreprises de transports.

En appendice au volume, on trouve la législation et les renseignements relatifs aux retraites des ouvriers civils de la guerre, à celles des cantonniers et à l'établissement des Invalides de la marine.

Le 2^e groupe contient des renseignements détaillés sur les opérations de la Caisse nationale des retraites et sur les retraites des ouvriers mineurs (loi de 1894). Dans chaque groupe, de nombreuses monographies donnent une physionomie précise des principaux systèmes de retraites en usage (19 monographies dans le premier groupe, 8 dans le deuxième, 7 dans le troisième.)

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Dans l'ensemble, par rapport au mois précédent, la situation reste stationnaire; la reprise des affaires se fait plus lentement qu'on ne l'avait supposé et les ouvriers d'industrie sans ouvrage qui avaient pu s'occuper aux travaux des champs, abondants cette année, commencent à chômer de nouveau. Cependant l'activité qui avait été signalée dans les mines et dans l'industrie métallurgique s'est maintenue; mais l'industrie du bâtiment et les industries qui en dépendent : carrières, charpente, menuiserie, serrurerie, chaudronnerie, céramique, tendent à ralentir comme tous les ans à pareille époque. Les filatures et tissages des industries cotonnière, linière, lainière et de l'industrie de la soierie, ainsi que les usines qui emploient l'eau soit pour leurs préparations soit comme force motrice (tanneries, delainages de peaux, teintureries), ont été éprouvés par la sécheresse qui a rendu plus dure une situation déjà difficile. Situation stationnaire chez les typographes, les ouvriers en chaussures, les ouvriers en voitures; morte-saison dans l'industrie du vêtement.

Parmi les 520 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce groupant 90.000 adhérents qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 septembre, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu plus de 9 p. o/o. 11 p. o/o des chambres syndicales groupant 9 p. o/o des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, 59 p. o/o des syndicats avec 49 p. o/o des adhérents considèrent qu'il a été aussi actif et, pour 30 p. o/o des syndicats avec 42 p. o/o des syndiqués, il a été plus faible.

Comme tous les ans à pareille époque, la durée de la journée de travail a commencé à être réduite d'une heure dans un certain nombre de métiers dont l'activité dépend des saisons, dans l'industrie du bâtiment notamment.

Le prix des denrées de première nécessité, beurre, œufs, légumes, a maintenu sa tendance à la hausse; par contre, la baisse du prix du pain s'est plutôt accentuée.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — Le rendement de la pêche côtière (1) (pêche à pied et pêche en bateau), de l'ostréiculture et de la mytiliculture pendant les mois de mai et juin (2) s'est élevé à 7.168.200 francs en mai et 7.066.140 francs en juin contre 9.213.600 francs en avril dernier. Par rapport au mois de juin de l'année dernière, une moins-value s'est produite de 662.000 francs environ, portant, pour la plus grande partie, sur la pêche en bateau. D'autre part, les résultats de la pêche dans la mer du Nord (morues et maquereaux) pour les ports de Boulogne, Dieppe, Graveline, Saint-Valéry-en-Caux et Fécamp ont été de 113.200 francs environ. Pendant le mois de juin 1898, les divers constructeurs du littoral ont livré à nos pêcheurs 156 embarcations, 38 restaient en chantier au 1^{er} août.

Pendant le mois de septembre, la situation a eu tendance à s'améliorer pour une partie de nos pêcheurs du littoral grâce à des vents plus favorables.

HORTICULTURE. AGRICULTURE. FORÊTS. — Le ralentissement annuel d'automne se fait déjà sentir chez les horticulteurs et agriculteurs; dans les vignobles, le travail des vendanges a amené une augmentation temporaire d'activité. Chez les bûcherons, les façons en forêts n'ont pas encore commencé et le travail des champs auquel ils s'étaient employés est maintenant terminé.

MINES. CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de septembre, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOM- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5,91	"	"	"	18	82
Loire.....	5,92	"	"	"	29	71
Gard et Hérault.....	6,00	"	"	"	"	100
Provence (lignites).....	5,39	"	"	"	82	18
Tarn et Aveyron.....	6,04	"	"	"	31	66
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	5,96	"	"	"	12	88
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne..	5,88	"	"	"	29	71
ENSEMBLE pour la France.	5,92	"	"	"	20	80

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,92; il était de 5,93 en septembre 1897.

(1) D'après la *Revue maritime* du mois d'août 1898.

(2) Une erreur typographique avait fait imprimer ici août 1898 dans le dernier *Bulletin*; c'est avril 1898 qu'il faut lire.

D'après le *Bulletin du Comité des Houillères* du 30 septembre 1898, la production totale, pendant les premiers semestres des années 1889 à 1898, a augmenté de 32 p. o/o dans ces dix années (11.696.110 tonnes en 1889 contre 15.480.594 tonnes en 1898); en particulier, l'augmentation a été de 4 1/2 p. o/o en 1894, de 5 1/2 p. o/o en 1895, de 5 p. o/o en 1896, de 4 p. o/o en 1897 et d'un peu plus de 5 p. o/o en 1898.

CARRIÈRES. — Le travail commence à ralentir chez les carriers, cependant il n'est pas signalé de chômeurs; l'ouvrage est considéré généralement comme aussi abondant que l'an dernier.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — La meunerie se ressent encore des fluctuations des cours de la matière première qui ont rendu plus difficile l'écoulement des produits fabriqués, et le manque d'eau dans les cours d'eau a contribué à augmenter la gêne en rendant la production plus difficile et plus onéreuse. Les fabriques de sucre et les distilleries de betteraves ont commencé leur campagne; le rendement en betteraves est jugé bon en qualité. La féculerie reprend aussi son travail; les cours des féculs et ceux des glucoses ont tendance à la hausse, ce qu'on attribue à une récolte de pommes de terre plus faible qu'on ne l'avait supposé. En glucoserie, d'après les résultats publiés par le *Journal officiel*, 18 fabriques ont produit 40.755.000 kilos de glucose de septembre 1897 à fin août 1898. La boulangerie qui avait été déjà éprouvée par une hausse temporaire de la matière première a vu aussi la consommation diminuer avec les grandes chaleurs; enfin, la fin de la saison des villégiatures a laissé un certain nombre d'ouvriers sans places à demeure; il en a été de même chez les cuisiniers-pâtisseries; on estime que le chômage a atteint un cinquième des ouvriers boulangers syndiqués et 13 p. o/o chez les cuisiniers-pâtisseries.

PAPIER. CARTON. INDUSTRIE DU LIVRE. — Dans l'industrie du papier et de la reliure, le travail s'est maintenu; on estime que le chômage a atteint 6 p. o/o des ouvriers syndiqués.

Chez les typographes, imprimeurs lithographes, ralentissement habituel du travail pendant les vacances; on compte un peu plus de 10 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers syndiqués à Paris, un peu moins de 4 p. o/o en province et un peu plus de 8 p. o/o dans l'ensemble, 20 p. o/o des chambres syndicales groupant 10 p. o/o des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à même époque, 11 p. o/o des syndicats réunissant 7 p. o/o des adhérents considèrent qu'il a été plus faible et, pour 69 p. o/o des syndicats avec 83 p. o/o des syndiqués, il a été sans changement.

En particulier, le travail a été estimé plus actif que l'an dernier à même époque à Paris (conducteurs typographes), chez les typographes de Valenciennes, Amiens, Sens, Auxerre, Limoges, Tulle, Granville et Rouen; moins actif chez les marguerite-pointeurs et les ouvriers de la reliure de Paris; chez les typographes de Beauvais, Saint-Étienne, Marseille, Cognac et Caen, il n'a pas été signalé de changement pour les autres.

CUIRS ET PEAUX. — Situation stationnaire dans la mégisserie et dans la tannerie; dans cette dernière, la reprise habituelle se fait plus lentement que les années précédentes, l'industrie de la chaussure envoyant encore peu de commandes, par suite des stocks encore existants; de plus le temps sec persistant retarde la saison des

ventes de chaussures de cuir fort ; la durée du travail est réduite, et une partie du personnel est mise en chômage dans un certain nombre d'ateliers. On estime que le chômage atteint un peu plus de 8 p. o/o chez les tanneurs, mégissiers et ouvriers de la préparation des cuirs et peaux, un peu plus du quart chez les ouvriers en chaussures, principalement chez les ouvriers travaillant à la main. Dans la ganterie, situation stationnaire, plutôt calme.

L'ouvrage est considéré comme moins abondant que l'an dernier, notamment chez les ouvriers en cuirs et peaux de Dijon et de Châteaurenault, chez les cordonniers de Morestel (Isère), Nice, Montpellier et Limoges et chez les gantiers de Millau ; il n'a pas été signalé de modifications notables pour le reste.

TEXTILES. — Dans les industries lainière, linière et cotonnière et dans l'industrie de la soierie, le ralentissement du travail déjà signalé se maintient ; la sécheresse des mois précédents, en diminuant le débit des cours d'eaux auprès desquels un grand nombre d'usines s'alimentaient, a rendu encore la production plus difficile et plus onéreuse ; dans un certain nombre d'établissements on a dû congédier du personnel ; les tissages à la main principalement sont toujours très éprouvés et les ouvriers sans commandes qui avaient été s'occuper aux travaux des champs se trouvent maintenant en chômage ; les filateurs se ressentent des prix élevés de la matière première (sauf pour le coton) et de la difficulté de l'écoulement des produits fabriqués dans les tissages. Dans la rubanerie, la passementerie, la bonneterie, les ateliers de teinturerie et d'apprêts, situation stationnaire. La morte-saison continue dans l'industrie du vêtement, principalement pour le vêtement sur mesure, de plus en plus concurrencé par le vêtement de confection ou de demi-mesure. Chez les chapeliers, le travail tendrait à reprendre, mais dans un certain nombre de centres, le manque d'eau retarde ou arrête toute augmentation de travail.

Dans la fourrure, la saison du gros a été inférieure à celle de l'an dernier, et, pour la saison de détail qui va commencer, il y a affluence de main-d'œuvre par suite de l'arrivée de jeunes ouvriers de l'étranger. On estime que le chômage a atteint environ 5 p. o/o des ouvriers des tissages et filatures mécaniques, un tiers dans les tissages à la main, un quart chez les ouvriers du vêtement et 16 p. o/o chez les chapeliers.

Par rapport à l'an dernier, l'ouvrage est tenu généralement pour moins abondant dans les filatures et tissages tant à la main que mécaniques, sauf à Lille, à Villers-Cernay (Ardennes), Moussey (Vosges), où le travail est estimé à peu près aussi actif que l'an dernier ; d'autre part, l'ouvrage est considéré comme plus abondant que l'an dernier chez les passementiers à la main de Paris, les tapissiers de Bayonne et les chapeliers de Ferrières (Ardèche) ; comme moins actif chez les teinturiers d'Amiens et de Villefranche (Rhône), les façonniers passementiers de Paris, les chefs d'ateliers rubaniers de Saint-Didier (Haute-Loire), les voiliers du Havre, les ouvriers de l'industrie du vêtement de Paris, Montpellier, Carcassonne, Bayonne, Bordeaux, Limoges et Poitiers, chez les chapeliers de Chazelles (Loire), Albi, Chalabre (Aude) et Bourgañeuf (Creuse) et chez les fourreurs de Paris ; pour le reste, pas de changement.

Bois. — Le travail du bois a commencé à ralentir, ainsi qu'il arrive d'habitude à cette époque de l'année ; la journée de travail a été réduite d'une heure et quelquefois de deux heures ; cependant, dans l'ensemble, la situation est tenue pour satisfaisante. On compte un peu moins de 5 p. o/o de chômeurs chez les charpentiers et ouvriers scieurs-mécaniques, un peu moins de 7 p. o/o chez les menuisiers et

ébénistes, un peu plus de 5 p. o/o chez les carrossiers et charroux, 9 p. o/o chez les tonneliers, un peu plus de 8 p. o/o chez les sabotiers-galochiers.

En particulier, l'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier chez les charpentiers à Paris, les ouvriers des scieries mécaniques de Hermes (Oise), les menuisiers de Paris, Annecy, Ammonay, Carmaux et Tarbes, chez les ouvriers en voitures de Paris, les tonneliers de Marseille et de Cette; moins abondant chez les charpentiers de Pau, les menuisiers de Reims et de Toulouse, les carrossiers d'Angoulême, les tonneliers de Dunkerque, chez les sabotiers et galochiers, chez les vanniers d'Origny (Aisne), les broisseurs de Saint-Sauveur (Oise) et chez les ouvriers en peignes d'Oyonnax (Ain); pour le reste, il n'a pas été signalé de variations notables.

MÉTAUX. — Dans l'ensemble, l'industrie des métaux maintient l'activité qui avait déjà été signalée; la métallurgie proprement dite comme la construction mécanique ont été particulièrement favorisées, de nouvelles commandes sont arrivées et les prix de vente ont été fermes. La serrurerie du bâtiment, encore bien occupée, va commencer sa morte-saison d'hiver. Situation stationnaire chez les ferblantiers-boitiers et chez les horlogers-bijoutiers. On estime que le chômage a atteint un peu plus de 3 p. o/o chez les métallurgistes et chez les constructeurs-mécaniciens, de même chez les ouvriers sur métaux autres que le fer et chez les ferblantiers boitiers.

D'après le *Bulletin du Comité des Forges*, l'importation totale des fontes, fers et aciers pendant les huit premiers mois de 1898 a été de 143.200 tonnes, en augmentation d'un peu moins de 12 p. o/o sur la période correspondante de 1897; nos exportations se sont élevées à 246.300 tonnes, en augmentation d'un peu plus de 19 p. o/o sur les résultats des huit premiers mois de l'an dernier. Pendant le 1^{er} semestre 1898, notre production totale des fontes, d'après le Bulletin déjà cité, a été de 1.269.560 tonnes, en augmentation d'un peu plus de 3 p. o/o sur la période correspondante de 1897; notre production des fers a été de 407.930 tonnes contre 405.696 tonnes en 1897 et notre production d'acier a été 705.844 tonnes en augmentation d'un peu moins de 10 p. o/o sur la production du 1^{er} semestre 1897.

En particulier, l'ouvrage a été jugé plus abondant que l'an dernier chez les métallurgistes et mouleurs dans le Nord et dans l'Est, chez les constructeurs mécaniciens et serruriers à Nantes, Vendôme; plus faible chez les ouvriers métallurgistes et constructeurs mécaniciens de Sens, Commeny, la Seyne (Var), Toulouse, Amiens, Le Mans, chez les grillageurs à la main à Paris, les ferblantiers à Saint-Étienne, les ferblantiers-boitiers de la Loire-Inférieure, du Morbihan et du Finistère, chez les horlogers du Doubs, chez les bronziers à Lyon et chez les graveurs à Paris, Saint-Denis et Lyon; pour le reste, pas de changement.

BÂTIMENT. — Bien que l'activité soit encore satisfaisante dans beaucoup de chantiers de construction, le ralentissement annuel du travail a commencé: on compte un peu plus de 13 p. o/o de chômeurs chez les tailleurs de pierre et chez les maçons (les tailleurs de pierre étant les plus atteints), environ 7 p. o/o chez les peintres-plâtriers.

Par rapport à l'an dernier, l'ouvrage a été tenu pour plus abondant chez les maçons de Versailles, de Moulins, Cannes, la Seyne (Var) et Lorient, chez les peintres-plâtriers d'Avignon et de Pau; pour moins abondant chez les tailleurs de pierre d'Annecy, de Montalieu-Vercieux et Porcieu-Amblagnieu (Isère), Cognac et Rochefort, chez les sculpteurs de Lyon, d'Évian (Haute-Savoie), Bordeaux, Limoges,

Bourges, le Mans et Orléans, chez les peintres de Roubaix et chez les plâtriers de Clermont-Ferrand; pour le reste, il n'a pas été signalé de variations notables.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — La chaudière et la fabrication du ciment suivent les modifications d'activité de l'industrie du bâtiment; mais, en général, le travail est jugé satisfaisant. Dans la céramique et dans la verrerie, situation stationnaire.

TRANSPORT. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Dans l'industrie des transports et de la manutention, la situation signalée le mois dernier s'est maintenue; cependant, dans les grands centres, le développement pris par la traction mécanique dans les transports en commun de voyageurs a rendu plus difficile la situation des cochers et autres ouvriers qui étaient employés dans les autres entreprises. Les grandes chaleurs persistantes et les déplacements de l'été ont permis encore un placement facile chez les employés et ouvriers de l'alimentation (limonadiers et restaurateurs). Chez les employés et voyageurs de commerce, la reprise habituelle des affaires ne s'étant pas produite autant qu'on pouvait l'espérer, le travail et le placement ont été encore difficiles. On estime que le chômage a atteint environ 3 p. o/o des syndiqués chez les comptables, employés et voyageurs de commerce, 10 p. o/o chez les ouvriers et employés de l'alimentation.

En particulier, on estime que le travail a été moins abondant que l'an dernier chez les bateliers de Meillerie (Haute-Savoie), chez les marins du commerce de Bordeaux, chez les garçons de magasin et garçons livreurs, les comptables et les employés d'hôtel de Paris, chez les journaliers du port du Havre, les employés de commerce de Versailles, Saint-Étienne et Marseille et chez les comptables de Besançon; pour le reste, pas de changement et situation dans l'ensemble équivalente à celle de l'an dernier.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2^o par les correspondants.

Seine. — Pendant le 2^e trimestre, dans la *boulangerie*, à Boulogne-sur-Seine, les affaires ont été plus difficiles que l'an dernier à même époque; à la suite de la hausse des farines et de celle du pain, qui en avait été la conséquence, plusieurs boulangers ont réduit leur personnel.

Dans la *mégisserie lainière*, le travail s'est maintenu, les prix de vente ont été en hausse. Dans la *ganterie*, affaires plus difficiles que l'an dernier et commandes moins abondantes.

L'industrie de la *bonneterie* a été moins occupée que l'an dernier à même époque et les prix ont été moins rémunérateurs; quelques petits ateliers ont fermé, ce qui a réduit de 100 ouvriers l'ensemble du personnel occupé.

Les affaires dans la *tabletterie* ont été plus difficiles et plus faibles que l'an dernier, les prix de vente avec tendance à la baisse ont été jugés peu rémunérateurs; ce sont surtout les articles bon marché qui ont été demandés. Le nombre des ouvriers et employés occupés a été en diminuant, le marché intérieur étant lui-même atteint par la concurrence étrangère.

L'industrie de la *carrosserie* a été moins occupée que l'an dernier; le personnel ouvrier restant dans cette profession a eu tendance à diminuer, il s'est porté sur la construction des automobiles.

Chez les *modeleurs mécaniciens*, situation stationnaire, les prix ont eu tendance à la baisse, la concurrence des maisons de province ayant augmenté d'importance. Travail normal chez les *couteillers*. Morte-saison et prix moins rémunérateurs que l'an dernier chez les *fondeurs*. Dans les fabriques de *machines et instruments électriques*, ouvrage plus abondant que l'an

dernier à même époque, mais prix de vente en baisse et moins rémunérateurs; quelques établissements nouveaux ont été créés. Même situation dans les *usines d'électricité* (force et lumière); c'est d'ailleurs l'époque de morte-saison. Dans la *fabrication des vélocipèdes*, les commandes ont été moins abondantes que l'an dernier et les prix de vente moins rémunérateurs; plusieurs établissements transformant une partie de leur matériel pour fabriquer des automobiles. Affaires difficiles dans l'industrie de la *littie*. Ralentissement des commandes et prix moins rémunérateurs que l'an dernier par suite de la baisse de la matière première dans la fabrication des *lampes, lanternes*, etc. Même situation dans l'industrie des *instruments de musique* et chez les *fabricants d'horlogerie pour pendules*.

Les affaires ont été plutôt plus abondantes que l'an dernier dans l'industrie des *matériaux de construction*; les prix sont restés à peu près stationnaires. Les *entreprises de travaux publics* ont pris aussi une plus grande importance, grâce aux commandes pour l'Exposition universelle de 1900. De même, les entreprises de *parage* ont été plus occupées que l'an dernier pour les travaux neufs, mais moins pour les travaux d'entretien.

Seine-et-Oise. — Par suite de la mauvaise récolte de 1897, de la difficulté des approvisionnements et de la hausse des blés, le travail a été irrégulier dans les *meuneries d'Étampes* et a laissé une rémunération jugée insuffisante; en fin de 2^e trimestre, les cours des farines, qui avaient été très élevés, ont baissé d'un peu plus de 15 p. o/o par rapport à ceux du commencement de ce trimestre. A Saint-Germain-en-Laye, l'*industrie du bâtiment* a été moins occupée que l'an dernier; les prix obtenus ont été moins rémunérateurs.

Aisne. — Dans la *boulangerie*, à Soissons, le travail a été abondant pendant le 2^e trimestre, malgré le prix élevé auquel il était arrivé à la suite de la hausse de la matière première; la rémunération a été jugée moins forte que celle de l'an dernier à même époque.

Somme. — A Amiens, la *meunerie* a été, pendant le 2^e trimestre, plus occupée que pendant le trimestre précédent, mais les prix de vente des farines ont été jugés peu rémunérateurs; après avoir haussé au commencement de ce trimestre, ils ont diminué de 15 p. o/o environ. L'*industrie du bâtiment* a éprouvé un ralentissement des commandes.

Pas-de-Calais. — Dans la *brasserie*, à Saint-Omer, les affaires, pendant le 2^e trimestre de 1898, sont devenues plus difficiles que l'an dernier par suite de l'augmentation de la concurrence des brasseries installées dans les campagnes des environs et les prix de vente ont été jugés moins rémunérateurs par suite de la hausse de la matière première (orge et houblon) et des bas prix offerts pour les sous-produits de fabrication (levure et drèches).

Nord. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier dans l'industrie du *cuir* pendant le 2^e trimestre et prix de vente des produits fabriqués moins rémunérateurs par suite du prix élevé de la matière première. Un ralentissement du travail s'est produit chez les *marbriers* de Couslre, mais les prix de vente sont devenus plus rémunérateurs que l'an dernier. Dans un *peignage* de Croix, 150 ouvriers ont été congédiés, en fin septembre, le travail de nuit étant supprimé à la suite de la diminution des commandes. A Lille, un *tissage* occupant 200 ouvriers a été arrêté faute d'eau. D'autres usines sont aussi menacées de difficultés analogues dans leur travail.

Aube. — Dans la *meunerie* de la région de Troyes, le travail a été irrégulier pendant le 2^e trimestre par suite de la difficulté et de la rareté des approvisionnements; les prix de vente de farine, en hausse d'abord, ont ensuite notablement diminué, suivant, mais dans des proportions différentes, les mouvements des cours des blés.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, chez les *brasseurs*, affaires plus difficiles et à des prix en baisse et moins rémunérateurs que l'an dernier pendant le 2^e trimestre. Une nouvelle brasserie vient d'être montée dans la région; le commencement de la saison d'été qui était restée sans chaleur avait aussi ralenti la consommation. Morte-saison plus accentuée que l'an dernier en fin de 2^e trimestre chez les *fabricants de chaussures*.

Doubs. — Situation encore difficile chez les *horlogers* de la région de Besançon.

Côte-d'Or. — À Dijon, chez les *fabricants de moutarde*, pendant le 2^e trimestre, affaires plus difficiles que l'an dernier par suite de la hausse de la matière première, prix de vente des produits fabriqués moins rémunérateurs; une union de fabricants s'est formée afin d'améliorer la production et d'empêcher les falsifications. Dans le commerce des *vins et spiritueux*, affaires aussi actives que l'an dernier, prix moins rémunérateurs par suite de l'élévation des cours des alcools.

Haute-Loire. — Ouvrage moins abondant et situation plus difficile que l'an dernier chez les *horticulteurs* du Puy par suite de l'augmentation de la concurrence. Chez les *boulangers* de Langeac, prix du pain en baisse et travail aussi abondant que l'an dernier. Les fabriques de *sabots* ont été bien occupées et à des prix en hausse sur ceux de l'an dernier.

Loire. — Chez les *mouliniers* de Saint-Chamond, pendant le 2^e trimestre, les commandes ont été rares et recherchées, les prix de façon ont été très faibles, on estime qu'ils sont devenus inférieurs d'un peu plus d'un quart à ceux de l'an dernier à même époque. Dans les *tissages de soie* de Saint-Etienne, le travail a été jugé moins abondant que l'an dernier; d'autre part, les prix de vente ont été en hausse et plus rémunérateurs à la suite de l'élévation des cours de la soie. Dans la *verrière*, à Rive-de-Gier, un four qui avait été éteint en fin juillet dernier, faute de commandes, vient d'être rallumé; le personnel a été augmenté (180 personnes environ).

Rhône. — A Lyon, chez les *imprimeurs*, pendant le 2^e trimestre de 1898, plusieurs maisons ont fermé par suite de mauvaises affaires, les prix sont devenus moins rémunérateurs. Dans les *tissages de soierie*, le travail a été abondant pour les genres unis, plutôt faible pour les façonnés; les prix de façon ont diminué et sont devenus moins rémunérateurs. La construction de 2 nouvelles usines a été entreprise dans la région. De même, situation plus difficile que l'an dernier chez les *tullistes-châineurs*; une usine a été fermée à la suite de mauvaises affaires. Chez les *maîtres teinturiers-dégraisseurs*, la baisse déjà signalée dans le *Bulletin* de juillet sur les prix de façon s'est maintenue.

Savoie. — Chez les *boulangers* de Chambéry, le travail s'est maintenu, la hausse du prix du pain qui s'est produite à la suite de celle des farines a été suivie d'une baisse à la fin du trimestre et les prix ont été, dans l'ensemble, jugés peu rémunérateurs.

Drôme. — Chez les *boulangers* de Valence, affaires plus difficiles que l'an dernier à la suite des variations des cours des farines et du pain et prix de vente jugés moins rémunérateurs. Commandes faibles chez les fabricants de *chapeaux* de Bourg de Péage, on estime que la durée du travail est descendue à 40 heures en moyenne par semaine, la marge laissée au fabricant a été plutôt faible.

Bouches-du-Rhône. — Chez les *carriers* d'Arles, le travail a été plus abondant que l'an dernier pendant le 2^e trimestre, mais les prix de vente ont eu tendance à la baisse. A Marseille, chez les *confiseurs-pâtisseries*, le travail s'est maintenu, mais par suite de la faible récolte de certains fruits pour conserves, il y a eu une hausse sensible de la matière première. Chez les *fabricants de savon*, les commandes ont été moins abondantes que l'an dernier à même époque; les prix de vente ont été plus rémunérateurs, grâce à la baisse de la matière première; deux établissements nouveaux ont été montés.

CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE. — Pendant le 1^{er} semestre de 1898, les affaires ont été calmes dans l'industrie des *sels marins*, la production a dépassé la vente; les prix en baisse ont été désavantageux; la main-d'œuvre a été abondante.

Dans les *charbonnages*, une amélioration s'est produite dans la production et dans la vente à la suite de la diminution temporaire de la concurrence étrangère, en mai et juin principalement; les prix de vente ont été en hausse, mais n'ont pas été jugés rémunérateurs; malgré l'augmentation des demandes, on n'a pas pu occuper les ouvriers toute la semaine.

Pour les *minoteries*, les *semouleries* et les *fabriques de pâtes alimentaires*, le nombre des établissements en activité a eu tendance à diminuer; plusieurs meuneries ou semouleries ont fermé, d'autres ont cessé le travail de nuit, la production et la vente ayant maintenu leur

tendance au ralentissement. Les prix de vente ont été en hausse, mais dans une plus faible proportion que pour les cours de la matière première; il y a eu afflux de main-d'œuvre, mais les salaires se sont maintenus. De nombreux ouvriers ont dû chômer par suite de la fermeture de certaines usines et de la diminution du travail dans les autres.

Les *amidonneries* se sont aussi ressenties des cours élevés des blés, la production et la vente ont été faibles; les prix de vente des produits fabriqués ne se sont pas maintenus dans de bonnes proportions avec ceux de la matière première et ont été jugés désavantageux; des chômages temporaires ont eu lieu dans certaines usines qui avaient déjà réduit leur production, dans d'autres, on a congédié du personnel; des établissements ont été arrêtés entièrement pendant plusieurs mois.

La *raffinerie de sucre* a vu sa vente se ralentir, principalement à l'exportation; le marché intérieur a été aussi moins bon que pendant le semestre précédent; les usines ont chômé pendant plusieurs jours dans le semestre par suite de la faiblesse des demandes; un établissement a modifié son outillage.

Chez les fabricants de *liqueurs* et *vermouts*, la production et la vente ont eu tendance à baisser; principalement les vermouths et similaires, à base de vins, ont été moins demandés sur le marché intérieur par suite du développement pris par la consommation des absinthes et autres préparations à base d'alcool; cependant, grâce à la qualité des produits fabriqués, l'exportation des vermouths a maintenu le progrès déjà signalé dans le *Bulletin* de juin; de même, les absinthes et les apéritifs à base d'alcool ont été plus demandés que pendant le semestre précédent sur le marché extérieur. Les prix de vente des grandes marques se sont maintenus, ceux des marques secondaires ont eu tendance à la baisse. Par suite des prix élevés des bons vins blancs, les prix de vente des vermouths n'ont pas été aussi avantageux qu'on aurait pu l'espérer; mais la fabrication des préparations à base d'alcool, grâce à la diminution qui était survenue dans les cours de la matière première, a laissé une bonne rémunération. La fabrication des *liqueurs* a été également satisfaisante. Il y a eu afflux de main-d'œuvre, cependant les salaires sont restés stationnaires. Le personnel fixe n'a pas eu à subir d'arrêt dans son travail, mais les ouvriers à la journée ont éprouvé des chômages.

Dans l'industrie des *produits chimiques*, en général, le travail s'est maintenu. Dans la *raffinerie de soufre*, le travail a été actif, ce semestre étant celui des plus fortes demandes de la consommation, les prix de vente ont été fermes; il n'y a pas eu de chômage.

Dans les *huileries* et dans la *fabrication des tourteaux*, le nombre des établissements en activité a continué à diminuer, la plupart ont réduit leur personnel de moitié, les ventes sont devenues plus difficiles par suite de l'augmentation de la concurrence des huiles de coton déjà signalée; les prix de vente ont continué à baisser et ont cessé d'être rémunérateurs; une baisse d'un peu plus de 10 p. o/o s'est produite sur les huiles à fabrique. Les gains des ouvriers ont été aussi atteints par la crise, par suite de la réduction du travail dans les établissements qui n'ont pas été arrêtés; de nombreux chômages ont eu lieu.

La *savonnerie* a eu une production et une vente plus faibles que pendant le semestre précédent; ce ralentissement est attribué à la diminution des ventes dans les campagnes à la suite de la crise agricole et surtout à l'augmentation de la concurrence des nouvelles usines montées dans d'autres centres industriels en France. Les prix de vente en baisse ont été moins rémunérateurs que l'an dernier.

La *fabrication des bougies stériques* a vu également diminuer sa production, tant sur le marché intérieur par suite de la concurrence des autres modes d'éclairage que sur le marché extérieur, nos concurrents étrangers bénéficiant de frets moins élevés et ajoutant à leurs bougies un mélange économique de paraffine qui leur fait préférer par la clientèle étrangère, concurrence d'autant plus difficile pour nos fabricants que la paraffine n'est pas reçue chez nous en admission temporaire. La main-d'œuvre a été abondante, les salaires se sont maintenus sans changement.

Dans la *tannerie*, la production et la vente ont eu tendance à décroître par suite de la concurrence des peaux préparées en Amérique et dans l'Inde. Le prix de vente des produits fabriqués n'a pas varié, mais les cours de la matière première ont été désavantageux; il n'y a pas eu de modification des salaires, mais on a eu tendance à réduire le personnel; la main-d'œuvre a été plus abondante que le travail disponible.

Dans la *chapellerie*, le travail a été faible; l'exportation notamment a manqué, ce qu'on

attribue à la crise des États de l'Amérique du Sud et surtout à l'augmentation de la concurrence étrangère qui dispose d'un outillage perfectionné; les prix de vente ont été en baisse et moins rémunérateurs. Les salaires des ouvriers ont été en baisse par suite de la diminution des commandes et de l'augmentation de la main-d'œuvre disponible; après entente avec les chambres syndicales et pour éviter des renvois, les ouvriers font, à tour de rôle, une semaine sur deux; de plus, la durée de la journée a été diminuée.

Dans les *ateliers de constructions mécaniques*, les ventes ont été plutôt faibles; les prix sont restés stationnaires, la main-d'œuvre abondante.

Dans l'industrie de la *tuilerie*, deux nouvelles usines ont été mises en marche pendant le 2^e semestre; elles occupent 150 ouvriers; d'autre part, une autre usine qui occupait le même nombre d'ouvriers a éteint ses feux. La fabrication s'est généralement ralentie, les ventes ont été faibles, et on a terminé le semestre avec des stocks importants. Les prix de vente sont restés stationnaires et non rémunérateurs. Les salaires n'ont pas subi de modifications malgré l'afflux de main-d'œuvre, mais la situation a eu tendance à devenir plus mauvaise.

Ardeche. — A Privas, pendant le 2^e trimestre, ouvrage moins abondant que l'an dernier et prix moins rémunérateurs dans les *moulinages de soie*; plusieurs ateliers ont été en chômage.

Pyénées-Orientales. — A Perpignan, affaires plus difficiles que l'an dernier pendant le 2^e trimestre chez les *boulangers*, les prix de vente sont jugés moins rémunérateurs. La modification survenue sur le change avec l'Espagne a fait baisser les prix du vin et les prix de vente à la clientèle sont devenus moins rémunérateurs.

Haute-Garonne. — Chez les *brasseurs* de Toulouse, les affaires pendant le 2^e trimestre ont été moins abondantes que l'an dernier à même époque et les prix en baisse ont été moins rémunérateurs.

Gers. — A Auch, le travail s'est maintenu chez les *boulangers*; le prix du pain, qui avait été en hausse à la suite de l'augmentation des farines, a de nouveau baissé à la fin du trimestre et on estime que dans l'ensemble les prix de vente ont été peu rémunérateurs.

Lot-et-Garonne. — Situation difficile chez les *navigateurs bateliers* des canaux du Sud-Ouest; les chargements ont été moins abondants que l'an dernier et les frais de transport plus onéreux.

Gironde. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *parqueurs ostréiculteurs* de la Teste, par suite de l'abandon de certaines concessions; le 2^e trimestre est d'ailleurs l'époque de la morte saison. A Bordeaux, chez les *boulangers*, les affaires ont été plus difficiles par suite de la variation du cours des farines et de l'augmentation de la concurrence; le prix de vente du pain a été en baisse à la fin du trimestre et on estime que le bénéfice laissé à l'entreprise a été insuffisant. Situation plus difficile que l'an dernier chez les *entrepreneurs de camionnage et de transports* dans Bordeaux par suite de l'augmentation de la concurrence faite par voie ferrée,

Charente-Inférieure. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier pendant le 2^e trimestre dans l'industrie du *bâtiment* à Rochefort.

Haute-Vienne. — A Limoges, pendant le 2^e trimestre, affaires plus difficiles que l'an dernier et prix de vente moins rémunérateurs chez les *boulangers*. Chez les *charcutiers*, affaires également plus difficiles, à la suite d'une augmentation de 15 à 20 p. 0/0 sur les porcs frais; les prix de vente des lards et saindoux ont été assez rémunérateurs, il n'en a pas été de même de la charcuterie fabriquée. Dans l'industrie des *vins et spiritueux*, les affaires ont eu aussi tendance à ralentir, les prix ont été moins rémunérateurs.

Cher. — A Bourges, ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *boulangers*, mais prix de vente moins rémunérateurs.

Finistère. — Chez les *marins pêcheurs* de Douarnenez, ouvrage moins abondant que l'an dernier, la pêche ayant moins produit et les prix de vente étant devenus moins rémunérateurs.

Ille-et-Vilaine. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier pendant le 2^e trimestre dans l'industrie du *bâtiment* à Rennes.

Indre-et-Loire. — Dans la *menuiserie* de la région de Tours, le travail s'est à peu près maintenu pendant le 2^e trimestre, mais les prix de vente en baisse en fin de trimestre ont été moins rémunérateurs, par suite des *cours* élevés auxquels la matière première était restée pendant plusieurs mois. Chez les *charcutiers*, l'ouvrage a été moins abondant que l'an dernier et les prix en baisse moins rémunérateurs.

Loiret. — Chez les fabricants de *couvertures, tricots*, les commandes ont été moins abondantes et le bénéfice laissé au fabricant a été plus faible que l'an dernier par suite de la hausse de la matière première.

Seine-Inférieure. — Chez les *armateurs de la grande pêche* et chez les *capitaines au long cours* pour la pêche du banc de Terre-Neuve, les armements ont été supérieurs à ceux de l'an dernier de 6 navires et de 150 hommes; les *cours* du produit de la pêche ont eu une tendance plus ferme et ont été aussi plus élevés. Au Havre, chez les *boulangers*, les prix de vente, en baisse à la fin du trimestre, ont été jugés moins rémunérateurs par suite de la variation des *cours* de la matière première. A Rouen, chez les *imprimeurs*, les commandes ont été abondantes, mais les prix sont devenus moins rémunérateurs par suite de l'augmentation de la concurrence. Dans la *tannerie*, à Saint-Saëns, le travail a été en diminuant, on estime à deux cinquièmes la réduction de la production par suite du prix élevé de la matière première qui force à maintenir aussi très cher les peaux travaillées. A Rouen, affaires difficiles chez les *cordonniers-bottiers* par suite de la concurrence des fabriques de chaussures.

Au Havre, un ralentissement s'est produit dans l'industrie du *bâtiment*; les prix obtenus pour les travaux ont été jugés moins rémunérateurs par suite de la hausse des matières premières qui n'a pas été suivie d'un mouvement analogue sur les travaux. Travail irrégulier, à peu près équivalent à celui de l'an dernier chez les *arrimeurs déchargeurs de navires*. Affaires à peu près aussi actives que l'an dernier dans le commerce des *liquides*; mais les prix de vente sont devenus moins rémunérateurs par suite des *cours* élevés des alcools.

Constantine. — Pendant le mois d'août, la situation est demeurée stationnaire. Le travail conserve son activité normale chez les ouvriers *agricoles* ainsi que chez les *meuniers* qui accusent 84 heures de travail par semaine. Les travaux de transformation d'un des faubourgs de Constantine (dérapement du Coudiat Aty), procurent un travail suivi (60 heures par semaine) à 130 terrassiers européens, dont 103 Français et 27 étrangers, et à 20 indigènes.

L'exportation du bétail provoque une grande activité dans les ports de Bône, Philippeville et Bougie. Les transports se sont élevés, du 6 au 25 août, à 71.828 moutons et 1.468 bœufs. La récolte du *liège*, dont le résultat a atteint 46.900 quintaux pour la province, a donné de l'occupation à 100 indigènes. — Ch. Bohé.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de Travail.

Seine. — Chez les *compagnons boulangers*, placement plus facile que le mois précédent, 9 p. o/o de chômeurs et travail, 84 heures par semaine; 7 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *boulangers de l'Union du XIII^e arrondissement*. Le placement se maintient chez les adhérents du *syndicat mixte de la boulangerie*. Les *boulangers syndiqués du XIII^e arrondissement* estiment qu'un peu plus d'un tiers des leurs sont sans place à demeure; 7 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *boulangers des Ternes*; un peu plus du quart chez ceux de Saint-Denis. 4 p. o/o chez les *cartonniers d'Issy* qui sont

moins occupés que l'an et que le mois derniers, et journée diminuée d'une heure et demie pour 50 ouvriers.

Un peu plus de 7 p. o/o de chômeurs et morte-saison plus prolongée que l'an dernier chez les ouvriers de la *papeterie*. Pas de chômeurs signalés chez les ouvriers de la *brochure*; un peu plus de 2 p. o/o chez les ouvriers de la *reliure*, chez qui la journée habituelle de 10 heures est réduite de 2 heures pour 80 ouvriers. Pas de chômeurs et journée de 8 heures chez les ouvriers en *sacs en papiers*. Un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs typographiques* qui sont plus occupés que l'an et que le mois derniers; de même, amélioration de la situation et 10 p. o/o de chômeurs chez les *margeurs-pointeurs*, chez qui la journée est augmentée de 2 heures pour 20 ouvriers. 8 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs lithographes*, 6 p. o/o chez les *dessinateurs-graveurs lithographes*, qui font la journée de 10 heures.

Chez les *gainiers*, pas de chômeurs.

Reprise du travail depuis le mois dernier et travail, 52 heures par semaine chez les *façonniers-passementiers*. Même situation et 5 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *passementiers*. Pas de chômeurs et travail 56 heures par semaine chez les *teinturiers-dégraisseurs*, chez lesquels l'adoption plus fréquente de machines dans les ateliers rend le placement plus difficile que l'an dernier. Chez les *ouvriers tailleurs sur mesure*, on compte un peu plus du tiers des syndiqués encore en chômage; la morte-saison se prolonge plus que l'an dernier par suite de la concurrence de maisons étrangères, surtout celles de confection, nouvellement montées; de plus, les ateliers de confection sont aussi éprouvés par la concurrence des ateliers de province, notamment pour les *coupeurs-tailleurs*; une importante maison qui occupait 110 coupeurs, il y a quelques années, n'en a plus que 20; enfin, les nouvelles machines à tracer, à couper, etc, suppriment des emplois, les coupeurs-tailleurs comptent un tiers des leurs sans place; les *coupeurs de cols*, un peu moins de 2 p. o/o, deux nouvelles maisons se sont fondées. Travail, 45 heures par semaine, et 12 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de soie*. Les *fourreurs* estiment que moitié des leurs sont en chômage; le placement devient plus difficile par suite de la concurrence de jeunes ouvriers venant de l'étranger. 7 p. o/o de chômeurs chez les *couleurs de lessive*.

Chez les adhérents de la *Solidarité des ouvriers charpentiers*, travail toujours actif, plus que l'an dernier à pareille époque. 3 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers syndiqués de la Seine*, et ouvrage également plus abondant que l'an dernier. 3 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les *menuisiers*. Ralentissement de travail et un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers en voitures*; 6 p. o/o chez les *peintres en voitures syndiqués*; 5 p. o/o chez les adhérents de l'*Union des peintres en voitures*, chez qui la saison, qui se maintient, a assuré de nouvelles commandes. Pas de chômeurs chez les *mouluriers-fraiseurs*.

Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *chefs de service de l'industrie métallurgique* dans la mécanique en général et dans l'automobilisme en particulier. Ouvrage plus abondant que l'an dernier, tendant cependant à diminuer, journée de 12 heures et 4 p. o/o de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs mécaniciens*. Chez les *charpentiers en fer*, pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an et que les mois derniers; cependant, un grand nombre d'ouvriers étrangers, venus à Paris pour les travaux projetés, rendent la situation plus mauvaise que les mois précédents. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *potiers d'étain*. Reprise du travail et un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *instruments de précision*. Même situation et un peu plus de 8 p. o/o chez les *entrepreneurs poêliers*: c'est la saison d'hiver qui commence. 14 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que le mois dernier chez les *grillageurs à la main* par suite de la concurrence des ateliers de province; la journée est diminuée d'une heure pour 20 ouvriers, on fait en général 48 heures par semaine. Les *graveurs pour impressions sur papiers peints* de Saint-Denis estiment que le chômage atteint encore un peu plus du tiers des leurs, on fait 50 heures en moyenne par semaine.

Les *plombiers-couvreurs* comptent un peu plus de 4 p. o/o des leurs en chômage; ils font 50 heures en moyenne par semaine.

Pas de chômeurs chez les *receveurs-pontoniers*. Chez les *employés de la compagnie des omnibus*, situation jugée plus difficile que l'an dernier par suite de la transformation de la traction animale en traction mécanique. Un peu plus de 18 p. o/o de chômeurs chez les *garçons et cochers-livreurs*. Pas de chômeurs chez les *hommes de peine des abattoirs d'Aubervilliers*. Un peu plus de 2 p. o/o chez les *employés à la Bourse du commerce*; 1 p. o/o chez les *employés*

en serrurerie; 12 p. o/o chez les *dessinateurs en broderies*, qui font 60 heures par semaine, 4 p. o/o de chômeurs chez les *dessinateurs-fermeurs*. Chez les *comptables*, ouvrage moins abondant que l'an dernier et 5 p. o/o de chômeurs. Les *employés d'hôtels* comptent un peu plus du cinquième des leurs sans place à demeure, les placements sont devenus plus difficiles à la suite du ralentissement général des affaires, 12 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *limonadiers*; chez les *limonadiers-restaurateurs* syndiqués, le placement est devenu aussi plus difficile avec la fin de la saison thermale et des vacances, 15 p. o/o de chômeurs chez les *garçons restaurateurs-limonadiers*. Une amélioration du placement qui s'était produite chez les *étaliers* les mois derniers, grâce aux placements effectués au dehors (banlieue et villes d'eaux), se maintient difficilement, 9 p. o/o de chômeurs chez les *garçons laitiers*. Un peu moins de 1 p. o/o chez les *élèves en pharmacie*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *afficheurs* qui comptent un quart des leurs en chômage.

Seine-et-Oise. — L'activité déjà signalée chez les *carriers* de Cernay se maintient; de même chez ceux de Méry et de Châteaufort. A Versailles, le travail tend à baisser chez les *travailleurs du liège*. Pas de chômeurs chez les *mouleurs sur métaux* de Poissy et ouvrage plus abondant que l'an dernier. A Versailles, 4 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* qui font 55 heures par semaine, la journée est diminuée de 1 heure pour 120 ouvriers. Les *plombiers* comptent un quart des leurs en chômage; on fait en moyenne 60 heures par semaine, mais la journée a été diminuée de 1 heure pour 25 ouvriers, le travail tend à ralentir de nouveau. Pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Aisne. — Pas de chômeurs et ouvrage plus faible que le mois précédent chez les *travailleurs du liège* de Soissons. Chez les *tisseurs à la main* de Serain, travail sans activité. Même situation chez les *caniers* d'Origny. A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les *mouleurs sur métaux*. Un peu moins de 4 p. o/o chez les *employés, voyageurs, dessinateurs*.

A Soissons, baisse sur le pain qui vaut 0 fr. 34 le kilogramme.

Oise. — Ralentissement du travail chez les *typographes* de Beauvais. A Hermes, travail toujours actif chez les ouvriers des *scieries mécaniques*; chez les ouvriers *brossiers*, ralentissement du travail; les ouvriers à façon font 48 à 50 heures par semaine; les ouvriers en *peignes* ne font que 5 jours; les ouvriers des autres industries font 72 heures par semaine. A Méru, pas de chômeurs chez les *tabletiers*. Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *boutonniers en os*. Journée de 11 heures chez les *dominotiers* qui sont encore tous occupés, mais moins que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *brossiers* de Tracy-le-Mont. Chez ceux de Saint-Sauveur, travail moins abondant que l'an dernier, on estime qu'un peu plus du tiers des syndiqués manquent de commandes.

A Méru, baisse sur le pain, 0 fr. 02 par kilogramme, à Saint-Sauveur, 0 fr. 10 par 2 kilogr. 500.

Somme. — A Amiens, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier, bien qu'inférieur au mois précédent chez les *typographes*. Pas de chômeurs chez les *mouleurs en fer*. 10 p. o/o de chômeurs chez les *serruriers* et travail 52 heures par semaine.

Pas-de-Calais. — Pas de chômeurs chez les *marins pêcheurs* de Boulogne-sur-Mer. 4 p. o/o chez les *typographes* d'Arras. Pas de chômeurs chez les *travailleurs du liège* de Boulogne-sur-Mer. Journée de 10 heures chez ceux de Calais. A Boulogne-sur-Mer, ralentissement du travail chez les *tonneliers*. Travail, 82 heures par semaine chez les *cimentiers*.

A Arras, baisse de 0 fr. 02 sur le pain qui se vend 0 fr. 30 le kilogramme. A Boulogne-sur-Mer, hausse du charbon de terre qui se vend 3 fr. 40 les 100 kilogrammes au lieu de 3 francs.

Nord. — A Lille, 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. 3 p. o/o et journée de 11 heures chez les *typographes* de Valenciennes. 5 p. o/o de chômeurs et reprise du travail depuis le mois dernier chez les *tisserands* d'Avesnes-les-Auberts; chez ceux d'Haspres et de Saulzior, le chômage déjà signalé se maintient. Un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* de Rieux; chez ceux de Villers, travail sans activité, l'écoulement des stocks se faisant difficilement. Chez les ouvriers de l'*industrie textile* d'Armentières, travail, 54 heures

par semaine, 10 p. o/o de chômeurs et travail plutôt calme. A Roubaix, les *filateurs de coton* perdent un jour par semaine, l'*industrie textile* est en général peu occupée dans les *apprêts*, on fait la journée de 7 à 8 heures. A Lille, les *patrons et ouvriers de l'industrie du fil* estiment que le travail a plus de régularité que les mois précédents.

Ralentissement du travail chez les *charpentiers* d'Armentières. Travail toujours actif chez les *tourneurs sur bois* de Felleries. A Lille, pas de chômeurs chez les *mouleurs en fer et en cuivre* qui font 70 heures par semaine et sont plus occupés que l'an dernier; la journée a été augmentée de 1 h. 1/2 pour deux tiers des ouvriers; il y a afflux de main-d'œuvre, de nombreux ouvriers sont arrivés du dehors. Pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *métallurgistes* de Maubeuge, de même pas de chômeurs et journée de 10 à 11 heures chez les *marbriers* de Jeumont, 13 p. o/o de chômeurs chez ceux de Dunkerque. Dans cette ville, un peu plus de 12 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* et travail, 66 heures par semaine. Chez les *peintres* d'Armentières, travail toujours actif, cependant la journée a été diminuée de 1 heure pour 60 ouvriers. Chez les *peintres* de Roubaix, 12 p. o/o de chômeurs et journée diminuée de 2 heures; cependant une amélioration du travail s'est produite depuis le mois dernier. Pas de chômeurs chez les *verriers* de Lourches. A Lille, pas de chômeurs chez les *employés et conducteurs de tramways*, journée augmentée de 2 heures.

A Rieux, à Saulzoir, le pain en baisse se vend 0 fr. 90 les 3 kilogrammes; même prix à Maubeuge où la baisse du prix du pain est de 0 fr. 05.

Ardennes. — Travail toujours satisfaisant chez les *ardoisiers* de Fumay. 7 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* de Douzy. 5 p. o/o chez ceux de Villers-Cernay. Aux Mazures, les ouvriers *cloutiers* manquent de commandes; chez les *métallurgistes*, le travail se maintient.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Reims, pas de chômeurs signalés chez les ouvriers syndiqués de l'*industrie lainière*; cependant ouvrage estimé moins abondant que l'an dernier, particulièrement dans la *préparation des laines* où on fait 4 jours par semaine. Pas de chômeurs et journée diminuée de 1 heure chez les *menuisiers* qui font 60 heures par semaine.

Aube. — A Troyes, travail toujours actif chez les *charpentiers*.

Meuse. — Le travail se maintient chez les *carriers* de Lérrouville. Pas de chômeurs chez les *ouvriers opticiens* de Ligny qui font 72 heures par semaine.

A Lérrouville, une diminution de 0 fr. 05 par 2 kilogrammes s'est produite sur le pain; à Ligny, cette diminution est de 0 fr. 10 par 3 kilogrammes; les lards salés sont en augmentation de 0 fr. 15 par kilogramme.

Vosges. — Pas de chômeurs chez les ouvriers des *manufactures de tissus* de Moussey qui font 66 heures par semaine; les ouvriers et employés de ces usines viennent de fonder une société coopérative de consommation.

Le pain a baissé de nouveau de 0 fr. 05 par 3 kilogrammes.

Meurthe-et-Moselle. — Le travail se maintient abondant dans les *mines* de Chavigny. A Nancy, 10 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliés* et travail de 54 à 66 heures par semaine. Ouvrage plus important que l'an dernier et journée de 11 heures chez les *métallurgistes*. Un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en limes*. Pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Chavigny, baisse sur le pain qui vaut 0 fr. 35 le kilogramme.

Haut-Rhin. — A Belfort, pas de chômeurs chez les *ferblantiers* qui sont plus occupés que les mois derniers et font de 60 à 70 heures par semaine.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs signalés chez les ouvriers de l'*industrie du cuir*; dans l'*industrie de la chaussure*, les ouvriers à la journée sont passablement occupés, mais les ouvriers et ouvrières aux pièces ne font plus que de petites journées. Ouvrage moins abondant que l'an dernier, et travail 63 heures par semaine chez les *horlogers* de Seloncourt.

8 p. o/o de chômeurs chez les *employés* de Besançon; la morte-saison est plus accentuée que l'an et que le mois derniers.

Jura. — Le travail se maintient chez les *typographes* de Lons-le-Saunier. Pas de chômeurs chez ceux de Dole.

Ain. — A Bourg, journée diminuée d'une heure chez les *acruisiers*, qui font 66 heures par semaine. Journée diminuée de deux heures chez les *ouvriers en peignes* d'Oyonnax par suite du manque d'eau.

Saône-et-Loire. — Chez les *chapeliers* de Chalon-sur-Saône, on travaille 72 heures par semaine au lieu de 4 jours, durée du travail des mois précédents. Chez les *chapeliers* de Louhans, l'amélioration déjà signalée continue; on estime que le travail est du quart plus important que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *comptables* d'Autun.

Côte-d'Or. — Travail toujours actif chez les *bûcherons-agriculteurs* de Corcelles-les-Citeaux, de Pagny et de Villiers-le-Duc. A Dijon, pas de chômeurs chez les *typographes*; 10 p. o/o chez les *mégissiers-tanneurs*. Pas de signalés et journée de 12 heures chez les *tonneliers*. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *comptables*.

Yonne. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Sens, qui sont plus occupés que l'an dernier. Chez ceux d'Auxerre, l'activité déjà signalée se maintient. De même chez les *charpentiers de marine*, qui font 71 heures par semaine. Chez les *ouvriers du bâtiment*, de Sens, journée diminuée d'une heure, 4 p. o/o de chômeurs; cependant ouvrage plus abondant que l'an dernier à même époque.

A Auxerre, baisse sur le pain, 0 fr. 05 par 2 kilogrammes, qui se vendent 0 fr. 65.

Nièvre. — Travail toujours actif chez les *bûcherons-agriculteurs* de Saint-Vérain et Cour. Ralentissement du travail chez ceux de Ciez, Champroux, Menou, dont un grand nombre sont en chômage; c'est la morte-saison. A Nevers, l'activité signalée chez les *ouvriers de l'industrie du bâtiment* s'est maintenue.

Allier. — Chez les *mineurs* de Commentry, le travail se maintient à l'intérieur; on signale du chômage chez les *ouvriers* de l'extérieur. 6 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Buxières. A Vichy, même chômage chez les *typographes*. Pas de signalés chez ceux de Cusset. Morte-saison chez les *menuisiers* de Vichy, qui comptent un cinquième des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *galochiers* de Moulins, qui sont moins occupés que l'an et plus que le mois derniers. Chez les *métallurgistes* de Commentry, le travail est suspendu une journée par semaine depuis le milieu du mois de septembre, faute d'eau. A Vichy, le petit nombre de *maçons* qui étaient en chômage a pu s'occuper aux travaux des champs dans les environs. Pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment* de Moulins. 8 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers* de Vichy; cependant les *ouvriers inoccupés* ont pu s'embaucher aux environs.

A Commentry, baisse du pain, 0 fr. 02 par kilogramme, qui se vend 0 fr. 30.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, qui sont moins occupés que l'an et le mois derniers. Journée de 11 heures et pas de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*.

Haute-Loire. — Les *chefs d'ateliers rubaniers* de Sainte-Sigolène comptent un quart des leurs en chômage; on manque de commandes. Pas de chômeurs et reprise du travail depuis le mois dernier chez les *chefs d'ateliers rubaniers* de Saint-Didier-la-Séauve.

Loire. — Ralentissement du travail chez les *mineurs* de Rive-de-Gier. A Saint-Étienne, un mouvement s'est produit dans le placement chez les *boulangers* à la suite du départ d'un certain nombre d'*ouvriers* pour leur période de 28 jours. 2 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs*. Pas de signalés chez les *ouvriers du livre* de Roanne. A Saint-Étienne, 12 p. o/o de chômeurs chez les *liseurs-piqueurs*. Chez les *tisseurs-épingleurs*, une reprise du travail, qui s'était produite le mois dernier, ne s'est pas maintenue et beaucoup d'*ouvriers* ont dû cher-

cher du travail ailleurs. Chez les *tisseurs*, on compte un cinquième de chômeurs; on a décidé, dans un grand nombre d'ateliers, de limiter la journée à 10 heures. 9 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* de Jarnosse et travail, 72 heures par semaine. 5 p. o/o de chômeurs et travail, 70 heures par semaine chez les *passementiers* de la Fouillouse. A Chazelles-sur-Lyon, un tiers des *chapeliers-fauteurs* sont en chômage par suite du manque d'eau. Chez les *ébénistes* de Firminy, l'activité signalée se maintient. Pas de chômeurs chez les *ouvriers en limes* de Chambon-Fougerolles. De même, à Saint-Étienne, chez les ouvriers *balanceurs*, qui sont moins occupés que l'an dernier et font 60 heures par semaine. Chez les *employés de fabrique*, 5 p. o/o de chômeurs, journée de 12 heures et ouvrage moins abondant que l'an dernier; le beau temps se maintenant, les commissions, en ruban notamment, sont retardées.

A Jarnosse, pain en baisse de 0 fr. 04 par kilogramme et hausse sur la viande.

Rhône. — A Lyon, le travail se maintient actif chez les *jardiniers*. Les cours professionnels que le syndicat avait organisés ont été très suivis; on a relevé, dans les 42 leçons qui ont été professées un peu plus de 1.000 présences; 20 diplômes ont été délivrés après examen devant le jury des sociétés d'horticulture. Un peu plus de 3 p. o/o de chômeurs chez les *cartonniers*. Même chômage chez les *imprimeurs* qui sont moins occupés que l'an et le mois derniers.

Chez les *tisseurs* de Mardore, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, on a diminué le prix de façon de 0 fr. 01 par mètre, les commandes font défaut. Les *tisseurs* de Grandis sont aussi éprouvés, le gain journalier descend à 1 fr. 75 et 1 fr. 25. A Lyon, les *tisseurs* estiment qu'un tiers environ des leurs sont atteints par le chômage, la reprise du travail de la soierie qui s'annonçait bien ne s'est pas maintenue. Chez les ouvriers des *tissages mécaniques* syndiqués, pas de chômeurs signalés; cependant dans les tissages de soie pure, le travail est ralenti; de même pour les tissus damas, ce qu'on attribue à la concurrence étrangère. Un peu moins de 7 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*. Chez les *ouvriers et ouvrières en confections*, le travail qui s'était maintenu tend à diminuer. Pas de chômeurs chez les *sculpteurs-mouluriers*, chez qui le travail a repris depuis le mois dernier.

A Lyon, 7 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *litières*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier, cependant pas de chômeurs chez les *bronziers*. De même chez les *graveurs pour impressions sur étoffes*. Les *sculpteurs-pierre* comptent un plus du tiers des leurs en chômage, les travaux sont plus rares, on fait de 55 à 60 heures par semaine et le taux des salaires tend à baisser. Pas de chômeurs chez les *terrassiers-puissatiers*, chez qui la journée est diminuée d'une heure et qui font 60 heures par semaine. De même, pas de chômeurs chez les *cochers* et *conducteurs de tramways*. Un peu moins de 5 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*; malgré la disparition d'une maison, la situation s'est maintenue, une reprise des affaires a eu lieu pendant la première quinzaine de septembre à l'occasion du concours agricole.

Haute-Savoie. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier, cependant pas de chômeurs chez les *carriers* de Thollon chez qui la journée est diminuée d'une heure. A Annecy, 6 p. o/o de chômeurs et ralentissement du travail chez les *typographes*. 14 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures et ouvrage en diminution chez les *tailleurs de pierre*. A Evian, par suite du manque de travaux, plusieurs *maçons* ont quitté le pays. Journée diminuée d'une heure et travail moins abondant que l'an dernier chez les *bateliers* de Meillerie.

A Annecy, baisse sur le pain, 0 fr. 025 par kilogramme.

Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs chez les *menuisiers*, ouvrage plus abondant que le mois dernier et travail de 60 heures par semaine. Journée diminuée d'une demi-heure chez les *plâtriers-peintres* qui sont encore tous occupés.

Isère. — A Grenoble, un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Chez les ouvriers en *chaussures* de Morestel, travail suspendu par suite de l'arrêt de l'usine. Le ralentissement du travail signalé chez les *tailleurs de pierre-carriers* de Montalieu-Vercieu continue, on fait 36 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* de Parmillieu. Ralentissement du travail chez ceux de Porcieu-Amblagnieu qui comptent un peu plus du quart des leurs en chômage.

Drôme. — Chez les *carriers* de Saint-Restitut, ralentissement du travail, on fait 50 heures par semaine. De même ralentissement du travail chez les *typographes* de Valence. Pas de chômeurs chez les *chapeliers-appropriateurs* de Bourg de Péage. Travail peu actif chez les *gato-chiers* de Romans.

A Saint-Restitut, baisse sur le pain, 0 fr. 0.5 par kilogramme.

Alpes-Maritimes. A Nice, les *confiseurs-pâtisseries* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage. A Cannes, pas de chômeurs, journée de 10 heures chez les *maçons*; chez ceux de Menton, de même pas de chômeurs parmi les syndiqués. A Nice, pas de chômeurs chez les *conducteurs-livres* qui font jusqu'à 85 heures par semaine, dimanche compris.

Var. — A Toulon, le travail se maintient actif chez les *typographes*. Pas de chômeurs chez les *chaudronniers sur fer* de la Seyne qui font 66 heures par semaine. A Toulon, l'activité signalée chez les *machinistes* se maintient. De même, à la Seyne, chez les *charpentiers*; de même, pas de chômeurs chez les *maçons*.

Bouches-du-Rhône. — Pas de chômeurs et situation meilleure que le mois précédent chez les *marins-pêcheurs* de la Ciotat. 5 p. 0/0 de chômeurs chez les *horticulteurs* de Saint-Giniez-Marseille. Travail encore actif chez les *mineurs* de Saint-Savournin-Gréasque. Travail, 6 jours par semaine chez ceux de Fuveau. Travail toujours actif chez les *carriers* de Fontvieille. A Marseille, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pavés* qui font la journée de 10 heures. 15 p. 0/0 de chômeurs chez les *boulangers* de la Ciotat. Un peu plus du cinquième chez les *cuisiniers* de Marseille; pas de signalés chez les *ouvriers en amandes* d'Aix qui font la journée de 10 heures.

A Marseille, 4 p. 0/0 de chômeurs et journée de 10 heures chez les *conducteurs-imprimeurs*. Un peu moins de 11 p. 0/0 de chômeurs chez les *imprimeurs lithographes*. 5 p. 0/0 et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *typographes*. Chez les *tonneliers*, reprise du travail, journée augmentée d'une heure et 15 p. 0/0 de chômeurs. Travail toujours actif chez les *modèles*, qui font 60 heures par semaine. 10 p. 0/0 de chômeurs et augmentation de travail dans 4 maisons (32 ouvriers) chez les *potiers* d'Aubagne. A Marseille, situation plus mauvaise que l'an dernier chez les *marins du commerce*; de même chez les *employés de commerce*. Chez les *employés limonadiers-restaurateurs* syndiqués qui font 98 heures par semaine, 10 p. 0/0 sont sans place à demeure, mais beaucoup de ceux-ci font des journées d'extras.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *peintres*.

Ardèche. — A Annonay, 5 p. 0/0 de chômeurs chez les *mégissiers de rivière*; on en comptait 4 p. 0/0 le mois dernier. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et travail, cinquante-cinq heures par semaine chez les *chapeliers* de Serrières. A Annonay, 3 p. 0/0 de chômeurs; ouvrage plus abondant que l'an dernier, cependant journée diminuée d'une heure chez les *menuisiers*.

Gard. — Un peu moins de 4 p. 0/0 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries* de Nîmes.

Tarn. — A Albi, les *chapeliers-fouleurs* comptent un cinquième des leurs en chômage; le placement devient plus difficile par suite de l'emploi plus fréquent des machines et de la concentration du travail dans quelques grands établissements; de même ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *chapeliers-appropriateurs*. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *menuisiers* de Carmaux.

Aveyron. — A Millau, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et 9 p. 0/0 de chômeurs chez les *gantiers*.

Hérault. — Ralentissement du travail chez les *ouvriers cultivateurs* de Marsillargues; on a renvoyé un grand nombre d'ouvriers avant les vendanges. Un peu moins de 6 p. 0/0 de chômeurs chez les *mineurs* de Graissessac. A Montpellier, les *ouvriers de l'habillement* comptent un tiers des leurs en chômage. Fin de saison et journée de dix heures chez les *fondriers* de

Béziers. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et travail cinquante-quatre heures par semaine chez les *tonneliers* de Cette.

Aude. — Chez les *ouyriers agriculteurs* de Cuxac, plein travail par suite des vendanges; on estime que la récolte sera moins importante en quantité que celle de l'an dernier et par suite le travail de plus courte durée; actuellement, on fait soixante-douze heures par semaine. Journée de huit heures, pas de chômeurs et ouvrage jugé moins abondant que l'an dernier chez les *ouvriers cultivateurs* d'Ouveillan. A Carcassonne, les patrons et ouvriers de l'*habillement* comptent environ 12 p. o/o des leurs en chômage; la morte-saison est plus accentuée que l'an dernier. Chez les *menuisiers*, travail toujours actif.

BOURSE DU TRAVAIL DE CARCASSONNE. — Les travaux du *batiment* nécessitent un plus grand nombre de bras pour les campagnes, où on demanderait actuellement des *plâtriers*, *maçons*, *menuisiers* et *charpentiers*. En ville, le travail, sans être bien abondant, ne laisse pas de chômeurs dans ces professions. Les *tailleurs d'habits* sont toujours en morte-saison. La *mégisserie* va reprendre en septembre. Pas de chômeurs dans la *tonnellerie*. Par suite de la sécheresse persistante, la récolte des vins semble devoir être moins importante en quantité que les années précédentes et on craint des chômages pour l'hiver prochain, aucune grande industrie n'existant dans la ville. Le pain de deuxième qualité est vendu de 65 centimes à 70 centimes les 2 kilogrammes; le prix des autres denrées de première nécessité n'a pas varié.

Haute-Garonne. — Les *selliers-bourreliers* estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage, beaucoup d'ateliers n'occupent guère que des apprentis et des contremaîtres; à l'*équipement militaire*, environ 25 ouvriers qui y travaillent font cinq heures par jour. Dans le dernier *Bulletin* (page 698), par suite d'une erreur d'interprétation, il avait été imprimé que, «grâce à l'équipement militaire, une partie des ouvriers avaient de l'ouvrage», c'est que faible partie de l'ancien personnel qui exécute le travail qui est lui-même peu actif, les 25 *selliers-harnacheurs* ne faisant pas la semaine complète et les anciens ouvriers de cette partie du métier trouvant assez difficilement du travail dans les autres industries du cuir. Ralentissement du travail chez les *menuisiers*. Travail, cinquante-quatre heures par semaine chez les *métallurgistes* qui comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage. Un peu moins de 5 p. o/o de chômeurs chez les *employés limonadiers*.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, travail toujours actif chez les *typographes*. L'activité signalée chez les *menuisiers* se maintient; de même chez les *peintres*. Journée de dix heures chez les *plâtriers*.

Basses-Pyrénées. — Pas de chômeurs chez les *tapissiers* de Bayonne. A Pau, travail, soixante heures par semaine et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *charpentiers*. Travail encore actif chez les *maçons*. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *peintres* qui sont tous occupés et font la journée de onze heures. Travail toujours actif chez les *plâtriers*. Pas de chômeurs chez les *bouchers* de Bayonne.

A Pau, baisse sur le pain, 5 centimes par kilogramme.

Gers. — Chez les *maçons* d'Auch, le travail se maintient toujours actif.

Tarn-et-Garonne. — Pas de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de paille* de Sept-Fonds.

Lot. — Un peu plus de 2 p. o/o des chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs* de Souillac.

Lot-et-Garonne. — Chez les *cordonniers-bottiers* de Villeneuve-sur-Lot, le ralentissement du travail qui avait été signalé le mois dernier s'est accentué, le temps sec du mois dernier retardant les commandes de chaussures de cuir fort, spécialité dans la région; la moitié du personnel de l'industrie de la chaussure a pu heureusement s'employer à la manipulation des pruneaux. 4 p. o/o chez les *employés limonadiers* d'Agen.

Dordogne. — Ouvrage plus abondant que le mois dernier et 18 p. o/o de chômeurs.

chez les *typographes* de Bergerac. Chez les *chapeliers* du Bugue, la journée de travail est diminuée de quatre heures pour 25 ouvriers.

Gironde. — A Bordeaux, 12 p. o/o de chômeurs chez les *compagnons boulangers*, 15 p. o/o chez les *cuisiniers*, 11 p. o/o chez les *typographes*; la plupart des maisons ont maintenu dans leurs ateliers leur personnel habituel, malgré le ralentissement des commandes pendant les vacances, mais, dans une maison, 15 ouvriers sur 35 ont été mis à pied. 2 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *acheveurs-plaqueurs en sellerie*. Même situation chez les *tailleurs d'habits* qui comptent un peu plus du quart des leurs en chômage; le gain hebdomadaire habituel est réduit de 3 francs par semaine.

Les *charpentiers* estiment qu'un peu plus du quart des leurs manquent de commandes. 3 p. o/o de chômeurs chez les *tourneurs sur cuivre*, qui font 54 heures par semaine. A Libourne, chez les *tailleurs de pierre*, l'activité déjà signalée se maintient. A Bordeaux, 13 p. o/o de chômeurs chez les *terrassiers* syndiqués; l'industrie du *bâtiment* est fort éprouvée; cependant, pour les ouvriers syndiqués, la situation se maintient grâce à une société coopérative ouvrière du *bâtiment* qui en occupe un certain nombre. Chez les *marins du commerce*, embarquements toujours difficiles. 14 p. o/o de chômeurs et placement plus difficile que le mois dernier chez les *bouchers-charcutiers*. Les *coiffeurs* estiment qu'un quart des leurs sont sans place à demeure; le placement est devenu plus difficile, les patrons diminuent leur personnel à la suite de la diminution des affaires. 3 p. o/o de chômeurs chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, situation plus mauvaise que l'an et que le mois précédents chez les *pêcheurs*, par suite de la température défavorable. Chez les *travailleurs du livre*, travail toujours actif; un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs chez ceux de Rochefort. Dans cette ville, ouvrage moins abondant que l'an, mais plus que le mois derniers chez les *tailleurs de pierre* qui comptent un quart des leurs en chômage.

Charente. — A Angoulême, les *boulangers* comptent un cinquième des leurs en chômage. 6 p. o/o chez les *typo-lithographes*; 12 p. o/o chez ceux de Cognac. A Angoulême, journée diminuée d'une heure et travail sans activité chez les *carrossiers*. A Cognac, journée de 10 heures et 18 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* qui sont moins occupés que l'an dernier.

Haute-Vienne. — A Limoges, ralentissement du travail chez les *typographes*. 16 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs-brocheurs en chaussures*, la journée est réduite de plusieurs heures pour moitié du personnel; on fait de 20 à 22 heures en moyenne par semaine. Mortesaison chez les *tailleurs d'habits*. 10 p. o/o de chômeurs et journée de 11 heures chez les *terrassiers*; le manque d'ouvrage chez les ouvriers *porcelainiers* amène un excès de main-d'œuvre disponible; on a ouvert des chantiers communaux où les ouvriers peuvent travailler 3 jours par semaine. Les *maçons* comptent un quart des leurs en chômage.

A Limoges, le pain, en baisse, se vend 0 fr. 60 les 2 kilogrammes; les légumes sont en hausse, à cause de la sécheresse.

Corrèze. — A Tulle, l'activité déjà signalée chez les *typographes* s'est maintenue. Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Creuse. — Les *chapeliers* de Bourgaucou estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage; le travail a repris dans une maison, mais la vente des feutres se fait lentement, par suite des grandes chaleurs.

Cher. — L'activité déjà signalée chez les *bûcherons-agriculteurs* de Jussy, Henrichemont, Méry-ès-bois, le Poinçonnet, se maintient; ralentissement chez ceux de Vallenay, qui estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage, et chez ceux de Sancergues, qui comptent 10 p. o/o de chômeurs. A Bourges, l'activité signalée chez les ouvriers en *toiles cirées* se maintient.

Ralentissement du travail et 6 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*, qui font la journée de 11 heures, en diminution d'une heure sur le mois dernier. Pas de chômeurs chez les ouvriers en *voitures*. Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* qui font la journée de 11 heures.

De même, pas de chômeurs chez les *maçons* de Dun-sur-Auron, journée de 11 heures et ouvrage moins abondant que l'an dernier; le manque d'eau rend les travaux difficiles. A Bourges, journée diminuée de deux heures pour 120 ouvriers; cependant, pas de chômeurs chez les *maçons*. Ralentissement du travail, journée diminuée d'une heure pour 40 ouvriers, et un peu plus de 8 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*, 11 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *couvreurs*; la journée est diminuée d'une heure pour 35 ouvriers. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et travail, 71 heures par semaine chez les *chaufourniers* de la Guérche. Chez ceux de Jussy, le travail a repris avec la fin du chômage des canaux; chez les *verriers* de Vierzon, on compte un peu plus du tiers des syndiqués en chômage; on fait de 55 à 61 heures par semaine.

A Bourges, le pain, en baisse, vaut 0 fr. 29 le kilogramme.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs chez les *typographes*. De même, chez les ouvriers en *cuir* et *peaux* de Chinault-Issoudun.

Vienne. — A Poitiers, 14 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tailleurs d'habits*, dont un tiers sont atteints par le chômage. Pas de chômeurs chez les ouvriers sur *métaux* de Canon.

Deux-Sèvres. — Travail encore peu actif chez les *chapeliers* de Saint-Maixent. A Niort journée de 11 heures chez les *serruriers*. 2 p. o/o de chômeurs et travail 66 heures par semaine chez les *tailleurs de pierre*.

A Saint-Maixent, pain en baisse de 0 fr. 05 par 2 kilogrammes.

Vendée. — Situation encore difficile chez les *pêcheurs* des Sables-d'Olonne. Ralentissement du travail dans les *mines* de Faymoreau pour les ouvriers de l'extérieur. Journée de 10 heures et travail soutenu chez les *typographes* de la Roche-sur-Yon. Les *tisserands* d'Evrunes comptent un peu moins du tiers des leurs en chômage; 8 p. o/o chez ceux des Épesses chez qui le travail est réduit à 36 heures par semaine, le gain journalier descend à un franc et l'ouvrage est considéré comme moins abondant que l'an et que le mois derniers. Les *tisserands* de Treize-Vents comptent un peu plus du cinquième des leurs en chômage; ceux de Saint-Laurent, 8 p. o/o, la durée du travail est réduite à 36 heures par semaine; la plupart des maisons réduisent leurs commandes de moitié, les prix de façon subissent aussi une baisse, 2 maisons sur 150 environ ont maintenu leur travail normal. Les *tisserands* de la Verrie sont tous occupés. Aux Sables-d'Olonne, chez les *maçons*, le chômage signalé se maintient; on fait la journée de onze heures.

A Faymoreau, baisse sur le pain, 0 fr. 05 par 5 kilogrammes; à Saint-Laurent, 0 fr. 02 par kilogramme.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 7 p. o/o de chômeurs chez les *enisiens*. Reprise du travail et pas de chômeurs chez les ouvriers des *manufactures de produits chimiques*; de même, amélioration de la situation par rapport à l'an et au mois derniers chez les *relieurs-papetiers*. Pas de chômeurs chez les *typographes*. 12 p. o/o chez les *manœuvres des ateliers de métallurgie*. Journée de 10 heures et pas de chômeurs chez les *chaudronniers* qui sont bien occupés. Ralentissement du travail, journée réduite de 5 heures pour 50 ouvriers chez les *ferblantiers-boîtiers* de la Turballe qui font 40 heures en moyenne par semaine; cependant pas de chômeurs signalés. 6 p. o/o chez les *coiffeurs* de Nantes.

A Nantes, baisse du pain, 0 fr. 05 par 3 kilogrammes.

Morbihan. — A Kérentrech, 12 p. o/o de chômeurs chez les *gulochiers*, le travail est moins abondant que l'an dernier par suite du temps sec qui retarde les commandes et aussi par suite de l'installation de nouvelles machines. Pas de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers* de Larmor-Lorient; de même chez ceux de Quiberon. Amélioration du travail chez les *maçons* de Lorient depuis le mois dernier.

Finistère. — Chez les *marins pêcheurs* de Concarneau, la situation est jugée plus mauvaise que l'an dernier, malgré l'abondance des produits de la pêche, par suite du bas prix auquel les sardines, en particulier, sont descendues, et de l'augmentation de la concurrence des

pêcheurs étrangers. Journée de 10 heures chez les *ouvriers du lièvre* de Brest, un journal nouveau qui se fonde apporte aussi une augmentation de travail. A Morlaix, 10 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs du lièvre* qui sont moins occupés que l'an dernier; de même, pas de chômage signalé chez les *patronnes et ouvrières de l'aiguille*. Travail actif chez les *ferblantiers-boîtiers* de Concarneau; 11 p. o/o chez ceux d'Audierne, chez qui le travail ralentit.

A Concarneau, baisse sur le pain, 0 fr. 40 par 5 kilogrammes qui se vendent 1 fr. 60.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie du cuir*. A Fougères, travail toujours actif chez les *menuisiers*; de même chez les *plâtriers* qui font la journée de 11 heures, en diminution d'une heure sur le mois dernier.

Maine-et-Loire. — 6 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de Cholet. Chez les *tisserands* de Gesté, le travail tend à reprendre, pas de chômeurs; 10 p. o/o chez ceux de Bégrolles; pas de signalés chez les *tisserands* de Cholet et de la Tessoualle; 3 p. o/o chez ceux de la Ségui-nière; 18 p. o/o chez ceux de Saint-Philbert. A Angers, les *tapissiers* comptent un cinquième des leurs en chômage. Journée réduite de 2 et 3 heures et pas de chômeurs signalés chez les *tailleurs* de Saumur qui font de 50 à 54 heures par semaine et sont moins occupés que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *charpentiers* de Cholet qui font la journée de 11 heures. A Angers, un peu plus de 16 p. o/o de chômeurs chez les *forgerons*; 14 p. o/o chez les *linonadiers*.

A Bégrolles, baisse sur le pain qui se vend 1 fr. 60 les 6 kilogrammes.

Sarthe. — Au Mans, morte-saison chez les *tailleurs*. 12 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*. Journée diminuée de 1 et 2 heures suivant les ateliers, cependant pas de chômeurs chez les *galochiers* de la Flèche. Au Mans, de même pas de chômeurs chez les *galochiers* qui font de 75 à 80 heures par semaine. De même chez les *mouleurs*, travail toujours actif, en amélioration depuis le mois dernier. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et 15 p. o/o de chômeurs chez les *serruriers*. Pas de signalés et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *maçons* qui font 72 heures par semaine.

Indre-et-Loire. — Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Neuville. Les *tanneurs* de Châtellerault estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage, l'ouvrage est moins abondant que l'an et que le mois derniers, on fait la journée de 9 heures.

Loir-et-Cher. — A Blois, 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; la journée est diminuée de 3 heures dans un atelier. Pas de chômeurs chez les ouvriers sur *métal* de Vendôme.

A Blois, baisse sur le pain, 0 fr. 10 par 6 kilogrammes.

Loiret. — A Orléans, 3 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*.

Eure-et-Loir. — CHÂTEAUDUN. — Chez les *typographes*, le travail a diminué un peu dans une maison par rapport aux deux derniers mois; dans l'autre imprimerie, la moyenne de la durée du travail journalier a été de 8 heures en septembre, par suite du manque de commandes. A l'usine de *lavage de bourres*, travail satisfaisant; de même dans la *tannerie*. Chez les *mécaniciens-fondeurs*, le travail a été abondant, les ouvriers ont fait des heures supplémentaires. Les ouvriers du *bâtiment* ne font plus que 11 heures par jour au lieu de 12 heures, par suite de la saison avancée.

Le pain a baissé de 0 fr. 10 par 4 kilogrammes qui se vendent 1 fr. 30. — A. Gauvin.

NOGENT-LE-ROTRON. — Chez les *typographes*, situation stationnaire, journée de 10 heures. Chez les *chaussonniers*, travail très actif, on fait 72 heures par semaine. Travail assez actif chez les *tanneurs*. Situation satisfaisante dans la *chapellerie*, on ne fait encore que 60 heures par semaine. Peu ou pas de travail chez les *maçons* et chez les *menuisiers*, il n'y a pas de constructions. — Th. Brethes.

A Chartres, le travail s'est maintenu actif chez les *typographes*, dans une imprimerie; il n'y a pas eu de morte-saison.

Orne. — A Alençon, 3 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs du livre* et ralentissement du travail depuis le mois dernier à la suite de la fermeture de l'Exposition régionale; plusieurs ouvriers *typographes* ont quitté la ville.

Manche. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Granville chez qui la journée a été augmentée dans un atelier; l'ouvrage est considéré comme plus abondant que l'an dernier.

Calvados. — Le travail s'est maintenu actif chez les *typographes* de Caen. 10 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière* de Condé-sur-Noireau. L'activité signalée chez les *bonnetiers* de Falaise se maintient.

Eure. — Pas de chômeurs chez les *compositeurs-imprimeurs* d'Évreux.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 8 p. o/o de chômeurs chez les *lithographes* qui sont plus occupés que l'an dernier; les *relieurs* chôment un jour par semaine. Chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière* de Lillebonne, une cessation de travail qui avait eu lieu dans une usine à la suite d'un nouveau règlement d'atelier n'a pas duré, l'entente s'étant faite le lendemain. Dans une autre usine, une réduction du prix de façon avait été annoncée, qui devait atteindre un grand nombre d'ouvriers; mais, le 13 septembre, il a été convenu que les ouvriers continueraient de faire leur semaine, la réduction (10 p. o/o environ) porte plutôt sur le travail des femmes; dans une maison on fait 6 jours par quinzaine; dans une autre, 12 jours à 11 heures et, dans la troisième, la journée est réduite à 9 heures. Le manque d'arrivages met un grand nombre de *voiliers* du Havre en chômage. Pas de chômeurs chez les *mouleurs en fonte* de Rouen. Au Havre, des *journaliers du port* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage et que l'ouvrage est de moitié moins important que l'an dernier.

BOURSE DU TRAVAIL DU HAVRE. — Aucun changement n'est survenu depuis le mois dernier, la *métallurgie* est en pleine activité; les *fonderies* emploient régulièrement les ouvriers qui sont ici. Il n'en est pas de même des *journaliers du port* et des ouvriers *voiliers*; ces deux catégories d'ouvriers ne pourront reprendre, en quelque sorte, le travail qu'au moment de l'arrivage des cotons, vers la fin d'octobre ou commencement de novembre.

Les *tréfileurs* se plaignent de la baisse considérable qui leur est imposée sur leurs salaires et sur leur main-d'œuvre. — *Marché.*

Algérie. — A Bône, pas de chômeurs chez les *typographes* qui font de 54 à 60 heures; le travail reprend, mais moins que l'an dernier; les salaires journaliers qui étaient de 5 francs environ sont descendus à 4 et 3 francs.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour octobre et novembre 1898 :

ALGER. — Installation du village de Levecher.....	191.900 ^f
BATNA. — Construction d'un marché.....	103.400
BLOIS. — Travaux sur routes départementales.....	116.400
CLERMONT-FERRAND. — Reconstruction de l'hôpital.....	182.400
NANTES. — Port de Saint-Nazaire. Allongement de la forme de radoub n° 1.....	303.600
NEVERS. — Construction d'un pont sur la Loire.....	307.000
PARIS. — Métropolitain. Terrassements, maçonneries, etc.....	25.669.000
PARIS. — Construction d'une caserne de sapeurs-pompiers.....	1.652.200
PARIS. — Guerre. Construction de bâtiments.....	101.250
PARIS. — Exposition universelle. Construction de carneaux de fumée.....	275.00

ROBEN. — Allongement de la forme de radoub n° 4.....	1.220.500 ^f
SAINT-BRIEUC. — Port de Primopol. Agrandissement du bassin à flot.....	1.084.000
SAINT-ETIENNE. — Construction d'un groupe scolaire.....	222.100
TOULON. — Transfert des forges des constructions navales.....	101.400
TOURS. — Achèvement de l'église Saint-Martin.....	226.350
VANVES. — Construction d'une chaussée de débarquement.....	176.000
VESOUL. — Ligne de Bucey. Fournitures de rails, éclisses, etc.....	114.000
CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT. — Établissement de voie entre Nantes et Clisson.....	290.700
CHEMIN DE FER DU NORD. — Ligne d'Avesnes à Sars. — Terrasse- ments, chaussées, ouvrages d'art.....	850.000

Résultats des Adjudications précédentes.

ALGER. — Travaux sur routes nationales (160.000^f). — Adj. : *Construction entre Chabet-Mohra et Sidi-Aïssa*, Hervieu, à Aumale, 37; *Rectification sur 5 kilomètres au Sud de Sidi-Aïssa*, Arène, à Aumale, 27.

AMIENS. — Construction de deux ailes avec pavillons à la bibliothèque communale et restauration du bâtiment actuel (160.900^f). — Adj. : *terrassements et maçonnerie*, Dupont, à Amiens, 8,60; *serrurerie et quincaillerie*, Legrand, à Amiens, 8; *menuiserie*, Girard, 38, rue Ordener, à Paris, 15; *couverture, zinguerie, plomberie, plafonnage et enduits*, Obry-Autricquet, à Amiens, 20,60.

CHARTRES. — Chemins de fer de l'État. — Parachèvement, ballastage et pose de voies (310.000^f). — Adj. : Faga, au Mans, 1.

DJON. — Canal de Bourgogne. — Consolidation du barrage de Grobois par contre-réservoir (820.000^f). — Adj. : Poulangeou, à Hautefort (Dordogne), 2.

ISSY-LES-MOULINEAUX (Seine). — Construction d'une maison de retraite pour les vieillards des deux sexes (285.800^f). — Adj. : *terrasse, maçonnerie et carrelage*, Thoury, 8, place Saint-Sulpice, à Paris, 10,30; *serrurerie et quincaillerie*, Jost, 10, passage Lathuille, à Paris, 10,60; *charpente en bois*, Laforge, 75, rue Castagnary, à Paris, 11; *menuiserie et parquetage*, Petit, 5, rue de Navarre, à Paris, 12.

LA ROCHE-SUR-YON. — Chemin de fer de Fontenay-le-Comte à Cholet. — Section de Vouvent-Cezais à Chantonay. — Ballastage et pose de voies (373.000^f). — Adj. : Peghaire, à Niort, 3.

LYON. — Ligne de Villefranche à Monsols, 3^e lot d'infrastructure (156.000^f). — Adj. Jouvét, à Vorey (Haute-Loire), 16.

MALO-LES-BAINS (Nord). — Construction d'une école de garçons, d'un réseau d'égouts et de fils d'eau pavés (132.200^f). — Adj. : *École*, Vandamme, 12; *égouts*, Gailliez, 5; *fils d'eau*, Bonnet, 8.

MELUN. — Reconstruction du tablier du pont de Laguy (140.000^f). — Adj. : Gouin, ateliers d'Anzin, 3.

MONTLUÇON. — Agrandissement de l'hôpital (137.600^f). — Adj. : *terrassements, maçonnerie, paving*, Servant, à Montluçon, 12,25; *charpente en bois*, Vincent, à Montluçon, 12,50; *couverture, zinguerie, plomberie*, Juille, à Montluçon, 27,90; *menuiserie*, Génichon, à Montluçon, 11,36; *serrurerie et quincaillerie*, Neyraud, à Montluçon, 23,60; *plâtrerie, peinture, vitrerie*, Alanord, à Montluçon, 33,30.

NANCY. — Coustruction d'un lycée de jeunes filles (257.600^f). — Adj. : *terrassements et maçonnerie*, Henriot, à Nancy, 13,20; *charpente*, Planche, à Nancy, 18,76; *menuiserie*, Séquart-Saint-Just, à Épinal, 22,80.

NICE. — Travaux de voirie (3 lots : 1.200.000^f). — Adj. : *ouverture de rues et rampe d'accès à la plate-forme de la gare*, Desgeorge, à Antibes, 30; *construction d'un égout*, Martino, à Nice, 25, fourniture et pose de tuyaux en grès sous un boulevard, Augier, à Nice, 25.

PARIS. — Construction de voies ferrées destinées à desservir le parc et les palais du Champ de Mars (110,000^f). — Adj. : Pastre, 37, rue Edgard-Quinet, *prix du devis*.

PARIS. — Pose d'une conduite de refoulement entre la place Nationale, à Ivry, et le réservoir de Charonne, à Paris (5 lots : 919,400^f). — Adj. : Veuve Gibault, 68, avenue Philippe-Auguste, 38,70; Société de Pont-à-Mousson et Société métallurgique du Périgord réunies, 43, rue de Clichy, 3; Pérignon, 25, rue de Chazelles, 9,50; Société d'Aubry et de Villerupt, à Aubry (Ardennes), 1,10; Casse, 45, quai de la Tournelle, 8,90.

PARIS. — Adjudication de la 1^{re} fraction du Métropolitain (6 lots : 13,674,600^f, — 5 lots non adjugés). — Adj. : Frappier, à Vincennes, *prix du devis*; Lamarre, au Raincy, 4,20 et 5,20; Benière, 168, avenue Victor-Hugo, 2,60 et 1,20; Bonnet, 10, rue de Naples, 6.

PARIS. — Construction d'un entrepôt de tabacs fabriqués à la manufacture de Paris-Reuilly (175,600^f). — Adj. : terrasse, maçonnerie, plâtrerie, Lamarsalle, 13, passage des Suisses, 22,65; charpente, escaliers, Thorel, à Louviers (Eure), 13,10; couverture, zinguerie, Jacquemin, 8, rue Vicq-d'Azir, 30; menuiserie, parquage, Barbot, à Saint-Maurice (Seine), 10,40; serrurerie, Fauconnier, 15, rue Niepce, 20,10.

PARIS. — Construction d'une école maternelle rue Saint-André-des-Arts (265,600^f). — Adj. : terrasse et maçonnerie, Salesse, 64, rue des Pyrénées, 33,80; serrurerie, Couvreur, 9, rue Péclot, 33,10; charpente, Latapie, 23, rue des Plantes, 37,60; menuiserie, Littaut, 127, rue d'Allemagne, 36,80; peinture, vitrerie, tenture, Laurent, 50, rue Lacépède, 53; couverture et plomberie, Jacquette, 36, rue d'Avron, 42,10; pavage, asphalte, bitume et canalisation, Girard, 118, rue Ordener, 41,90.

PARIS. — Exposition universelle. — Couverture et plomberie au petit Palais des Champs-Élysées (165,000^f). — Adj. : Thomassot, 15, rue Galande, 25.

PARIS. — Construction d'une école maternelle rue de Buffon (140,600^f). — Adj. : terrasse et maçonnerie, Sabatier, 59, rue d'Angoulême, 33,50; ferronnerie et serrurerie, Colas, 65, rue des Entrepreneurs, 35,70.

PARIS. — Guerre. — Installation de la section de géodésie du service géographique (101,250^f). — Adj. : terrassements, maçonnerie, carrelage, dallage, Champeau, 8, passage Doudin, 1,50; charpente et menuiserie, Dufour, 11, rue Victor-Cousin, 1,60; ferronnerie, serrurerie, Pan, 66, rue Saint-Sabin, 18,10.

PARIS. — Reconstruction de la Cour des comptes (2,714,500^f). — Adj. : terrasse et maçonnerie, Michau, 47, rue Denfert-Rochereau, 15,10; charpente en bois, Latapie, 23, rue des Plantes, 23,30; charpente en fer et grosse serrurerie, Bouliné, 79, rue de Clignancourt, 21,10.

PARIS. — Exposition universelle. — Construction du palais des Forêts, de la Chasse, de la Pêche et des Cueillettes (710,000^f). — Adj. : Thorel, à Louviers, 20,20.

SAINT-DIÉ. — Travaux d'adduction et de distribution d'eau et construction d'un réservoir (190,000^f). Adj. : fontainerie et pose des conduites, Mathelin, à Paris, 3; construction d'un réservoir de 1,800 mètres cubes, Blavy, à Nancy, 1.

TOURS. — Construction d'une école de filles et d'un orphelinat (153,200^f). — Adj. : maçonnerie, Loréton, à Tours, 15,50; charpente, Delataille, à Tours, 26; menuiserie, Besnard, à Tours, 32,52.

VERSAILLES. — Construction d'un groupe scolaire à Garches (114,500^f). — Adj. : terrasse, maçonnerie, carrelage et canalisation, Martin, à Chaville, 27; serrurerie, Pau, 66, rue Saint-Sabin, à Paris, 32; couverture et plomberie, Deguine, à Argenteuil, 39; menuiserie et parquets, Bébague, à Rambouillet, 31.

CHEMINS DE FER DE L'EST. — Nouvelle ligne de Vitry-le-François et Lérrouville (2^e et 3^e lots : 1,980,000^f). — Adj. : Carny, à Pont-Saint-Vincent.

La récolte de blé en 1898. — Le Ministère de l'agriculture vient de publier (1) l'état approximatif de la récolte française pour 1898, d'après les rapports transmis par les préfets dans les six semaines qui ont suivi la moisson. Cette récolte dépasse 100 millions de quintaux : elle est extrêmement favorable ainsi qu'il ressort du tableau comparatif suivant :

DÉSIGNATION des ANNÉES.	SURFACE ENSEMENCÉE Hectares.	PRODUIT EN GRAINS.			POIDS de l'hectolitre. kilogr.
		HECTOLITRES.	QUINTAUX métriques.	QUINTAUX à l'hectare.	
1893 (chiffres définitifs) ..	7.073.050	97.792.080	75.592.225	10,7	77
1894 — ..	6.991.449	122.469.267	93.671.456	13,4	77
1895 — ..	7.011.669	119.967.745	92.423.696	13,3	77
1896 — ..	6.870.352	119.732.416	92.606.743	13,5	77
1897 — ..	6.553.776	86.960.083	65.924.695	10,0	76
1898 (évaluation)	6.862.680	131.050.220	100.906.120	14,8	77

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Août 1898.	Sept. 1898.	Sept. 1897.
Farine 12 marques, les 157 kilogrammes.....	70 ^f 00 ^e	47 ^f 50 ^e	59 ^f 75 ^e
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes...	30 00	30 60	27 60
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	49 50	40 75	38 40
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	53 75	51 75	56 75
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	40 35	41 25	35 75
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	37 50	37 50	31 50
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	50 00	50 00	45 50
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 42	1 36	1 46
Veau, <i>idem.</i> ..	1 70	1 80	1 70
Mouton, <i>idem.</i> ..	1 80	1 85	1 80
Porc, <i>idem.</i> ..	1 56	1 38	1 15
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	41 00	35 12	45 25
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	133 50	132 00	114 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	50 00	44 50	42 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	16 00	16 00	16 50
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	141 50	140 75	132 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	199 50	201 00	168 75
Plomb, <i>idem.</i>	37 25	38 75	36 00
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	55 75	59 25	47 75

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 30 septembre il a été déposé 98 demandes en autorisation de bâtir, dont 74 pour des constructions neuves. Pendant le mois de septembre 1897, le nombre des demandes avait été de 155, dont 93 pour des constructions neuves.

(1) *Journal officiel* du 24 septembre 1898.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les neuf premiers mois de l'année 1898 :

	VARIATIONS			
	1898.	1897.	en plus.	en moins.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	1.161.081.000	674.086.000	487.895.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	1.707.568.000	1.518.917.000	"	11.349.000
Objets fabriqués.....	466.738.000	452.700.000	14.038.000	"
TOTAUX.....	3.336.287.000	2.845.703.000	501.933.000	11.349.000
AUGMENTATION en 1898 ...			490.584.000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	472.836.000	493.596.000	"	20.760.000
Matières nécessaires à l'industrie	681.491.000	711.630.000	"	30.139.000
Objets fabriqués.....	1.285.569.000	1.328.329.000	"	42.760.000
Colis postaux.....	114.147.000	113.813.000	334.000	
TOTAUX.....	2.554.043.000	2.647.368.000	334.000	93.659.000
DIMINUTION en 1898			93.325.000	

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les sept premiers mois de 1898 a été de 18.074.531 tonnes. Il était, en 1897, de 16.884.237 tonnes, soit une augmentation de 7 p. o/o.

Les recettes des compagnies de chemins de fer d'intérêt général, du 1^{er} janvier au 30 septembre, ont été en 1898 de 990.315.500 francs, et en 1897 de 951.502.900 francs, soit une augmentation de 3 p. 100.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de septembre.		Du 1 ^{er} janv. au 30 sept.	
	1898.	1897.	1898.	1897.
Faillites.....	115	98	1.171	1.046
Liquidations judiciaires.....	14	16	141	119
Conversions de liquidations en faillites	2	1	43	24

Mont-de-Piété de Paris. — Situation au 30 septembre 1898 :

GAGES CORPORELS.				ARTICLES.	SOMMES.
				nombre.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 août 1898 au soir.....				1.651.427	49.128.596
ENTRÉE.					
Par engagements effectifs.....	97.516	2.662.160		150.275	4.247.831
Par renouvellements.....	52.759	1.585.671			
TOTAL.....				1.801.702	53.376.427
SORTIE.					
Par dégagements effectifs.....	89.950	2.547.543		148.898	4.245.098
Par renouvellements.....	52.759	1.585.671			
Par ventes.....	6.189	111.884			
RESTE en magasin le 30 septembre 1898.....				1.652.804	49.131.329

VALEURS MOBILIÈRES.				TITRES.	SOMMES.
				nombre.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 août 1898 au soir.....				22.107	5.862.698
ENTRÉE.					
Par engagements effectifs.....	2.439	578.910		3.849	977.441
Par renouvellements.....	1.110	398.531			
TOTAL.....				26.016	6.840.139
SORTIE.					
Par dégagements effectifs.....	2.212	481.082		4.142	1.016.253
Par renouvellements.....	1.410	398.531			
Par ventes.....	520	130.640			
RESTE en magasin le 30 septembre 1898.....				21.874	5.823.886

				GAGES CORPORELS.		VALEURS MOBILIÈRES.	
				Articles.	Somm.	Titres.	Somm.
				nombre.	francs.	nombre.	francs.
Restait en magasin, le 30 sept.	1894...	1.807.579	48.564.098	18.206	5.127.094		
	1895...	1.693.552	46.192.979	20.818	5.671.369		
	1896...	1.651.575	47.852.879	22.012	5.959.415		
	1897...	1.652.004	49.005.748	22.225	5.985.156		

Intérêts des emprunts : à 1 an, 2,75 p. o/o ; à 9 mois, 2,50 p. o/o ; à 6 mois, 2 p. o/o ; à 3 mois, 1,50 p. o/o.

Combustibles minéraux. — La production des combustibles minéraux en France pendant le premier semestre de 1898 a été de 15.724.604 tonnes. Elle était en 1897, pour la même période, de 14.950.179 tonnes, soit une augmentation de 5 p. o/o.

Métaux. — Voici quelle a été, pendant le premier semestre de 1898, la production française des fontes, des fers et des aciers, comparée avec celle de la période correspondante de 1897. L'augmentation est générale, mais faible.

Elle est de 0.59 p. o/o pour les fontes d'affinage et de 1.63 p. o/o pour les fontes moulées en première fusion, soit, dans l'ensemble, de 3.75 p. o/o.

Pour les fers, l'augmentation est de 0.55 p. o/o.

Pour les aciers, elle est de 14.83 p. o/o, soit 18.56 p. o/o pour les aciers ouvrés et 12.01 p. o/o sur les lingots.

PRODUCTION DES FONTES.

DÉPARTEMENTS.	D'AFFINAGE.		DE MOULAGE OU MOULÉES en 1 ^{re} fusion.		TOTAL.	
	1898.	1897.	1898.	1897.	1898.	1897.
	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
Gard.....	18.271	15.230	18.727	11.192	36.998	26.422
Landes.....	36.531	32.860	2.466	3.435	38.997	36.295
Haute-Marne.....	13.924	10.844	16.713	19.229	30.637	30.073
Meurthe-et-Moselle.....	559.337	579.694	208.387	181.505	767.724	761.199
Nord.....	147.000	145.000	"	"	147.000	145.000
Pas-de-Calais.....	39.980	36.771	"	"	39.980	36.771
Saône-et-Loire.....	54.963	52.408	"	"	54.963	52.408
Autres départements.....	113.492	104.912	39.769	30.558	153.261	135.470
TOTAUX.....	983.498	977.719	286.062	245.919	1.269.560	1.223.638
AUGMENTATION en 1898.....	5.779 soit 0,59 p. o/o.		40.143 soit 1,63 p. o/o.		45.922 soit 3,75 p. o/o.	

PRODUCTION DES FERS ET DES ACIERS.

DÉPARTEMENTS.		1898.	1897.
		tonnes.	tonnes.
FERS.			
Allier.....	11.720	10.640	
Ardennes.....	45.109	48.555	
Loire.....	17.415	17.801	
Haute-Marne.....	37.122	35.827	
Meurthe-et-Moselle...	22.591	24.719	
Nord.....	166.726	152.610	
Saône-et-Loire.....	23.658	24.331	
Seine.....	17.845	14.661	
Autres départements..	65.744	77.052	
TOTAUX.....	407.930	405.696	
AUGMENT ^{on} en 1898.	2.234 ,	soit 0,55 p. o/o	
ACIERS OUVRÉS.			
Rails.....	112.001	95.426	
Aciers marchands....	330.061	270.952	
Tôles.....	120.879	108.440	
TOTAUX.....	562.941	474.818	

DÉPARTEMENTS.		ACIERS.			
		OUVRÉS.		EN LINGOTS.	
		1898.	1897.	1898.	1897.
		tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
Allier.....	18.440	21.880	18.220	22.728	
Ardennes.....	22.165	22.291	3.990	5.337	
Gard.....	26.949	18.271	32.393	23.488	
Landes.....	21.484	25.495	28.695	28.771	
Loire.....	35.877	33.273	28.916	28.695	
Loire-Inferieure.....	28.983	22.436	37.984	28.874	
Meurthe-et-Moselle..	107.002	61.747	268.503	233.554	
Nord.....	113.490	96.245	112.800	107.496	
Pas-de-Calais.....	31.061	28.877	39.495	39.371	
Saône-et-Loire.....	55.055	50.956	67.270	58.046	
Autres départements..	102.435	93.347	67.578	53.788	
TOTAUX.....	562.941	474.818	705.844	630.143	
AUGMENT ^{on} en 1898.	88.123	75.701			
	soit 18,56 p. o/o.	soit 12,01 p. o/o.			
AUG ^{ment} totale en 1898.	163.824 ,	soit 14,83 p. o/o.			

Sucres. — Production française du 1^{er} septembre 1897 au 31 août 1898 :

Nombre de fabriques.....	344
Poids des betteraves mises en œuvre.....	6.402.058.179 kil.
Poids du sucre extrait exprimé en raffiné.....	693.711.028
Rendement en raffiné par 100 kil. de betteraves.....	10,84

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} OCTOBRE.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
Août 1898.					Août 1898.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	485	209	185	12	Aix.....	63	27	25	"
— (1 ^{er} arr ^t).	1.056	852	552	"	Angers.....	277	124	122	16
— (IV ^e —).	527	462	407	5	Narbonne.....	105	50	25	20
— (V ^e —).	122	120	71	"	Nîmes.....	92	86	67	15
— (XIII ^e —).	399	302	265	"	Saint-Étienne..	83	89	82	"
— (XV ^e —).	377	282	280	"	Toulouse.....	263	111	109	"
— (XVII ^e —).	286	266	163	2	Valence.....	185	73	61	"
— (XII ^e —).	127	167	83	33	Alger.....	358	228	207	130
Lille.....	35	20	"	"					
Nancy.....	178	70	58	"					
Saint-Claude...	1	6	5	"					
SEPTEMBRE 1898.					SEPTEMBRE 1898.				
Paris (II ^e —).	1.357	1.304	811	"	Angers.....	235	119	116	"
— (IV ^e —)...	704	634	565	4	Bourges.....	115	82	76	7
— (V ^e —)...	139	168	111	"	Boulogne-s-Mer.	59	40	32	"
— (VI ^e —)...	331	227	206	858	Carcassonne....	105	51	47	"
— (IX ^e —)...	176	177	108	35	Le Havre.....	176	37	20	"
— (XIV ^e —).	126	168	119	"	Limoges (1)....	357	109	103	"
— (XIX ^e —).	254	216	209	"	Perpignan.....	45	28	14	14
Refuges munic.	"	"	59	154	Saumur.....	107	50	36	5
Levallois-Perret.	200	163	81	50	Toulouse.....	175	122	76	"
Brest.....	50	8	8	"	Tours.....	312	259	240	"
Lisieux.....	87	83	77	1	Valence.....	248	66	61	"
Orléans.....	5	2	2	"					
Sens.....	31	14	9	"					
Trouville.....	26	16	16	1					

(1) Pendant les mois de juillet, août et septembre.

**C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (SEPTEMBRE 1898).**

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Employés voyageurs et dessina- teurs.....	4	2	1	"
Ardèche.....	Serrières.....	Chapeliers.....	10	"	"	10
Aube.....	Troyes.....	Charpentiers.....	8	"	"	"
Aude.....	Cuxac.....	Agriculteurs.....	35	8	"	8
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Imprimeurs lithographes.....	7	1	1	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	15	2	2	"
Id.....	Id.....	Tonneliers.....	80	4	4	"
Id.....	Id.....	Limonadiers.....	"	"	38	706
Charente.....	Angoulême.....	Boulangers.....	47	18	22	"
Id.....	Id.....	Carrossiers.....	22	"	"	"
Cher.....	Bourges.....	Boulangers.....	30	35	30	"
Id.....	Id.....	Peintres.....	"	"	"	2
Id.....	Vallénay.....	Bûcherons.....	30	"	"	"
Charente-Inférie ^{re} ..	Rochefort.....	Taillieurs de pierre.....	15	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Typographes.....	10	"	"	"
Id.....	Id.....	Comptables.....	4	3	3	"
Dordogne.....	Bergerac.....	Typographes.....	2	"	"	"
Finistère.....	Brest.....	Typographes.....	3	1	1	"
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs.....	4	2	2	1
Haute-Garonne.....	Toulouse.....	Union métallurgique.....	50	10	"	"
Id.....	Id.....	Employés limonadiers.....	10	3	3	7
Gironde.....	Bordeaux.....	Boulangers.....	15	12	18	14
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	"	"	8	182
Id.....	Id.....	Typographes.....	35	20	18	2
Id.....	Id.....	Taillieurs.....	"	20	"	"
Id.....	Id.....	Tourneurs sur cuivre.....	1	"	"	"
Id.....	Id.....	Terrassiers.....	50	35	90	25
Id.....	Id.....	Bouchers.....	8	4	5	3
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	147	123	21	102
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	53	38	17	5
Hérault.....	Montpellier.....	Taillieurs.....	60	20	"	"
Ile-et-Vilaine.....	Rennes.....	Industrie du cuir.....	10	2	4	2
Isère.....	Grenoble.....	Typographes.....	6	"	"	"
Loire.....	Saint-Étienne.....	Boulangers.....	"	12	"	"
Id.....	Id.....	Employés de fabrique.....	5	10	"	"
Haute-Loire.....	Sainte-Sigolène.....	Chefs d'atelier rubaniers.....	27	61	17	"
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	Coiffeurs.....	20	18	10	5
Lot-et-Garonne.....	Agen.....	Employés limonadiers.....	2	"	"	30
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Tapissiers.....	2	2	"	2
Id.....	Id.....	Forgerons.....	6	"	4	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	8	10	7	11
Id.....	Cholet.....	Boulangers.....	"	"	3	"
Id.....	Id.....	Charpentiers.....	4	"	"	"
Marne.....	Reims.....	Menuisiers.....	"	2	2	"
Nord.....	Lille.....	Boulangers.....	"	"	34	96
Pas-de-Calais.....	Boulogne-sur-Mer.....	Tonneliers.....	"	3	"	"
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.....	Typographes.....	2	"	"	"
Id.....	Id.....	Plâtriers.....	10	"	"	"

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Rhône.....	Lyon.....	Cartonniers.....	3	2	"	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs-conducteurs.....	1	"	1	"
Id.....	Id.....	Tisseurs.....	400	212	"	"
Id.....	Id.....	Bronziers.....	"	"	"	2
Id.....	Id.....	Sculpteurs.....	14	3	7	"
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	31	38	16	5
Sarthe.....	Le Mans.....	Serruriers.....	20	"	"	"
Saône-et-Loire....	Autun.....	Comptables.....	3	2	1	"
Seine.....	Paris.....	Compagnons boulangers.....	"	"	10	60
Id.....	Id.....	Syndicat mixte de la boulangerie.....	"	"	3	11
Id.....	Id.....	Boulangers du XIII ^e arrondissement.....	30	11	2	9
Id.....	Id.....	Boulangers du XIV ^e arrondissement.....	37	"	21	35
Id.....	Id.....	Papetiers.....	29	7	17	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en sacs à papier.....	10	3	3	5
Id.....	Id.....	Conducteurs typographes.....	"	"	2	4
Id.....	Id.....	Margens-pointeurs.....	"	"	20	25
Id.....	Id.....	Dessinateurs écrivains.....	13	15	12	"
Id.....	Id.....	Relieurs.....	4	"	1	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs lithographes.....	45	"	51	"
Id.....	Id.....	Tinturiers dégraisseurs.....	80	130	60	70
Id.....	Id.....	Façonniers passementiers.....	14	6	6	"
Id.....	Id.....	Passementiers à la barre.....	17	10	10	"
Id.....	Id.....	Taillieurs.....	80	20	"	"
Id.....	Id.....	Couleurs de lessive.....	3	2	2	"
Id.....	Id.....	Solidarité des charpentiers.....	6	7	"	6
Id.....	Id.....	Charpentiers de la Seine.....	26	13	13	"
Id.....	Id.....	Menuisiers.....	3	10	8	"
Id.....	Id.....	Menuisiers en voitures.....	4	"	"	5
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	50	"	30	"
Id.....	Id.....	Union des peintres en voitures.....	3	4	3	"
Id.....	Id.....	Chaudfroids-conducteurs.....	20	23	19	2
Id.....	Id.....	Potiers d'étain.....	8	6	6	"
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de précision.....	56	16	25	"
Id.....	Id.....	Employés de la compagnie des omnibus.....	"	"	3	"
Id.....	Id.....	Garçons de magasin.....	133	22	19	14
Id.....	Id.....	Dessinateurs en broderie.....	10	5	"	2
Id.....	Id.....	Dessinateurs, écrivains.....	23	12	7	4
Id.....	Id.....	Comptables.....	23	13	5	6
Id.....	Id.....	Employés d'hôtels.....	71	42	39	3
Id.....	Id.....	Ouvriers limonadiers.....	"	202	16	186
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers restaurateurs.....	600	351	45	306
Id.....	Id.....	Garçons restaurateurs limonadiers.....	"	"	52	113
Id.....	Id.....	Ouvriers de la boucherie.....	"	150	68	58
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	98	171	56	22
Id.....	Id.....	Afficheurs.....	18	6	"	"
Id.....	Saint-Denis.....	Boulangers.....	15	9	3	6
Tarn.....	Albi.....	Chapeliers.....	13	4	4	"
Haute-Vienne.....	Limoges.....	Coupeurs en chaussures.....	22	"	"	"
Constantine.....	Bône.....	Imprimeurs-relieurs.....	11	6	1	5

D. — SYNDICATS PATRONAUX (SEPTEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Indre-et-Loire....	Tours.....	Charcuterie.....	35	31	30	1
Isère.....	Grenoble.....	Bijouterie.....	3	3	3	"
Maine-et-Loire....	Angers.....	Pharmaciens.....	11	2	1	"
Rhône.....	Lyon.....	Maîtres teinturiers et dégrais- seurs.....	7	12	7	"
Seine.....	Paris.....	Quincaillerie.....	"	86	41	"
Id.....	Id.....	Entrepreneurs de trav. publ.	6	"	"	"
Id.....	Id.....	Meunerie française.....	18	10	10	"
Id.....	Id.....	Architectes.....	43	15	15	"
Id.....	Id.....	Marchands et fabric. papetiers.	83	30	30	"
Id.....	Id.....	Boulangerie.....	66	50	25	"
Id.....	Id.....	Syndicat du papier et des in- dustries qui le transforment..	38	22	14	"
Id.....	Id.....	Reliure.....	51	35	10	"
Id.....	Id.....	Couteliers.....	29	26	24	"
Seine-Inférieure..	Le Havre.....	Epicerie.....	20	19	19	"
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	4	6	2	"

(1) Placement de nourrices au sein.

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (SEPTEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Doubs.....	Besançon.....	Employés de commerce....	1	1	1	"
Maine-et-Loire....	Angers.....	Société des maréchaux.....	16	41	16	"
Rhône.....	Lyon.....	Société des garçons de salle et de chambre.....	"	"	184	512
Sarthe.....	Le Mans.....	Comptables.....	1	3	1	"
Seine.....	Paris.....	Vitriers peintres.....	40	18	7	16
Id.....	Id.....	Compagnons charrons.....	45	32	32	"
Id.....	Id.....	Concierges-gérants.....	10	7	1	"
Id.....	Id.....	Charcutiers.....	337	508	327	2
Id.....	Id.....	Association des comptables...	96	79	37	12
Id.....	Id.....	Société «la Couturière».....	10	12	"	"
Id.....	Id.....	Voyageurs de commerce.....	"	55	10	45
Id.....	Id.....	Société de la boucherie.....	"	176	73	30
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	1	7	1	"
Id.....	Id.....	Société «l'Etoile».....	456	2.248	191	2.057
Id.....	Id.....	Société «le Bâtiment».....	8	9	3	1
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	170	168	168	644
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	20	3	"
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrandi- niers.....	40	15	"	15
Id.....	Id.....	Compagnons boulangers.....	"	"	10	60
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	310	137	96	12
Id.....	Id.....	Société suisse des commerçants.	98	37	20	"
Constantine.....	Batna.....	Société des anciens militaires..	2	2	2	"

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (SEPTEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Bouches-du-Rhône.	Marseille	Assistance par le travail	16	3	9	2
Doubs	Besançon	Id.	8	"	2	6
Gironde	Bordeaux	Id.	"	"	14	18
Indre-et-Loire	Tours	Office des travailleurs	456	232	215	"
Marne	La Chalmelle	Colonie agricole	15	10	9	"
Nord	Dunkerque	Maison du marin	"	"	64	"
Rhône	Lyon	Asile protestant	18	39	11	2
Id.	Id.	Assistance par le travail	99	"	11	6
Seine	Paris	«The Mission Home.»	72	51	15	6
Id.	Id.	Asile Saint-Charles	84	252	60	"
Id.	Id.	Société protestante du travail	41	98	32	48
Id.	Id.	Société de protection des Alsaciens-Lorrains	"	5	5	"
Id.	Id.	Assistance par le travail du 11 ^e arrondissement	46	32	23	8
Id.	Id.	Société des visiteurs des pauvres	1	4	2	3
Id.	Id.	Maison des sœurs de la Croix	"	"	516	"
Id.	Id.	«The english catholic home.»	35	54	9	1
Id.	Id.	Société philanthropique	"	"	"	254
Seine-et-Marne	Melun	Assistance par le travail	29	14	4	"

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

ASILES DE NUIT.

ŒUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE SEPTEMBRE.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.265	204	577		23.572
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	3.853	515	128	419	13.469
Société philanthropique (rue de Crimée)....	"	"	162	24	818
— (rue Labat).....	"	"	323	35	1.015
— (rue Saint-Jacques)...	"	"	405	94	2.047
— (avenue du Maine)...	"	"	49	49	496

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de septembre 1898, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels.

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [16 juillet 1898]. — Syndicat des brasseurs de la ville de Saint-Quentin (12 membres). Siège social : 71, rue Sainte-Anne, à Saint-Quentin.

Eure-et-Loir [11 juillet 1898]. — Syndicat de la charcuterie de la ville et de l'arrondissement de Chartres (16 membres). Siège social : Chartres.

[5 juillet 1898]. — Syndicat de la boucherie de la ville et de l'arrondissement de Chartres (5 membres). Siège social : Chartres.

Gironde [17 juillet 1898]. — Syndicat de la boulangerie du canton de Coutras et de la région (32 membres). Siège social : Coutras.

Marne [27 juillet 1884]. — Syndicat des géomètres de l'arrondissement d'Épernay (15 membres). Siège social : 8, rue de Grandpierre, à Épernay.

Meuse [12 août 1898]. — Chambre syndicale des maîtres-carriers de la région de Savonnières (13 membres). Siège social : Savonnières-en-Perthois.

Nord [22 mars 1898]. — Chambre syndicale des bouchers et charcutiers de la ville de Wattrélos. Siège social : Wattrélos : estaminet Bienvenu, rue du Bureau.

Rhône [6 mai 1898]. — Chambre syndicale lyonnaise des fabricants de couronnes funéraires (13 membres). Siège social : Place des-Jacobins, café de l'Univers, Lyon.

Savoie [19 août 1898]. — Chambre syndicale du commerce des boissons de l'arrondissement d'Albertville (50 membres). Siège social : Salle des sociétés à l'Hôtel-de-Ville, Albertville.

Seine-Inférieure [20 juin 1898]. Syndicat des marchands de bestiaux de Rouen (33 membres). Siège social : chez M. Lenfant, restaurateur, 26, rue de la Ferme, à Rouen.

Tarn-et-Garonne [17 juillet 1898]. — Syndicat des négociants en vin, spiritueux de Tarn-et-Garonne (22 membres). Siège social : 17, rue Porte-du-Moustier, Montauban.

Alger [décembre 1895]. — Syndicat des patrons réunis des voitures de place (32 membres). Siège social : 7, rue de Strasbourg, à Alger.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Eure-et-Loir [5 juillet 1898]. — Syndicat des mouleurs en métaux et parties similaires de Chartres (10 membres). Siège social : Chartres.

Gironde [1^{er} juillet 1898]. — Union syndicale des peintres de Bordeaux (21 membres). Siège social : 42, rue Lalande, à Bordeaux.

Ille-et-Vilaine [4 juin 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers fondeurs et parties similaires du département d'Ille-et-Vilaine (115 membres). Siège social : Bourse du Travail, Rennes.

Haute-Loire [28 novembre 1897]. — Chambre syndicale des travailleurs de terre. Siège social : Sainte-Florine, salle Gallaud.

[5 janvier 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers verriers et similaires de Mégecoste. Siège social : salle Gallaud, à Sainte-Florine.

Loiret [7 juillet 1898]. — Syndicat des ouvriers des manufactures de tabacs (section d'Orléans) [15 membres]. Siège social : 25, rue des Pensées, Orléans.

Lot-et-Garonne [15 août 1897]. Syndicat des ouvriers métallurgistes de Villeneuve-sur-Lot (16 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville de Villeneuve-sur-Lot.

Manche [15 juin 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes et des parties similaires de l'industrie de la ville de Cherbourg (150 membres). Siège social : 11, rue des Petites-Carrières, chez M. Godet, secrétaire, à Cherbourg.

Nièvre [20 mai 1898]. — Syndicat des tanneurs et corroyeurs de Nevers (30 membres). Siège social : Bourse du travail, Nevers.

[1^{er} juillet 1898]. — Syndicat des ouvriers agricoles, bûcherons et travaux similaires (127 membres). Siège social : Bourse du travail, Nevers.

[10 août 1898]. — Syndicat des ouvriers potiers, tourneurs et mouleurs de Myennes, Bouhy et la région (30 membres). Siège social : Myennes.

Nord [11 juillet 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes de Denain et environs (734 membres). Siège social : salon de l'Alcazar (tenu par Martinache, conseiller municipal à Denain), rue de Saint-Amant.

Rhône [15 juillet 1898]. — Association professionnelle syndicale des employés contrôleurs et similaires de la ville de Lyon (80 membres). Siège social : café Colbert, place du Pont, à la Guillotière, Lyon.

[23 août 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers maréchaux ferrants de Lyon et du Rhône (50 membres). Siège social : Bourse du travail, Lyon.

Alger [25 septembre 1897]. — Syndicat des pointeurs de la marine du commerce d'Alger (25 membres). Siège social : Bourse du travail, Alger (Bureau n° 13).

3^e SYNDICATS AGRICOLES.

Ardèche [21 août 1898]. — Syndicat des propriétaires de Saint-Marcel-les-Annonay (53 membres). Siège social : Saint-Marcel-les-Annonay.

Doubs [12 juin 1898]. — Syndicat communal de Thise (21 membres). Siège social : Thise.

[4 juin 1898]. — Syndicat agricole de Vougeaucourt (39 membres). Siège social : Vougeaucourt.

[3 juillet 1898]. — Syndicat agricole des Gras (43 membres). Siège social : Les Gras.

[24 février 1898]. — Syndicat agricole de Charmoille (10 membres). Siège social : Charmoille.

[28 novembre 1897]. — Syndicat agricole de Provenchère (55 membres). Siège social : Provenchère.

[1^{er} avril 1898]. — Syndicat agricole de Vuillecin (30 membres). Siège social : Vuillecin.

[15 mars 1898]. — Syndicat agricole des Fins (70 membres). Siège social : Les Fins.

Finistère [2 février 1898]. — Syndicat agricole de Plonéour-Lanvern (7^e membres). Siège social : Bourg de Plonéour-Lanvern.

[1^{er} janvier 1894]. — Syndicat agricole du Folgoët (30 membres). Siège social : Bourg du Folgoët.

[16 novembre 1894]. — Syndicat agricole de Saint-Frégant (64 membres). Siège social : Saint-Frégant.

[6 février 1895]. — Syndicat agricole des cantons de Landerneau et Daoulas (300 membres). Siège social : Daoulas.

Isère [1898]. — Syndicat agricole des îles de Roussillon. Siège social : Péage-de-Boussillon.

Landes [28 septembre 1897]. — Syndicat agricole régional d'Avie-sur-l'Adour (300 membres). Siège social : rue Carnot, à Avie.

[13 avril 1898]. — Syndicat agricole du canton de Montfort (150 membres). Siège social : Montfort.

Haute-Marne [1^{er} janvier 1897]. — Syndicat agricole de Leffonds (24 membres). Siège social : A la mairie de Leffonds.

[19 juin 1898]. — Syndicat viticole de Curel (48 membres). Siège social : Curel.

Meurthe-et-Moselle [1^{er} juillet 1898]. — « La Lorraine », syndicat agricole de protection mutuelle contre la mortalité du bétail (50 membres). Siège social : 4, rue Chanzy (bureau de la Société d'agriculture), Nancy.

Meuse [1^{er} septembre 1898]. — Association syndicale agricole de la commune de Sommelonne (25 membres). Siège social : Salle d'adjudication, dépendance de la mairie, rue de l'Eglise, Sommelonne.

Deux-Sèvres [15 avril 1898]. — Syndicat agricole du canton de Champdeniers « Assurance mutuelle contre la mortalité du bétail » (154 membres). Siège social : Champdeniers.

Somme [28 mai 1898]. — Syndicat agricole de Dernacourt (9 membres). Siège social : Dernacourt.

Yonne [25 décembre 1897]. — Syndicat agricole des Sièges (21 membres). Siège social : Les Sièges.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois d'août 1898.

Nombre des versements.....	229.367	
représentant une somme de.....		26.705.045 ^f
Nombre des remboursements.....	123.495	
représentant une somme de.....		25.179.948
Rentes achetées à 402 déposants pour un capital de.....		363.540
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rentes.....		1.162.557
Nombre de comptes existant au 31 août 1898.....		3.054.784
Nombre de comptes existant au 31 août 1897.....		2.843.565
AUGMENTATION.....		211.219

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de septembre 1898.

Dépôts de fonds.....	6.776.641 ^f
Retraits de fonds.....	18.886.959
Excédent des retraits.....	12.110.318
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.....	783.606

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois d'août 1898.

Nombre de versements reçus.....	35.880	
représentant une somme de.....		654.877 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		225.773
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....		1.117.937
Nouvelles rentes inscrites.....		400.424
Nombre de parties prenantes.....	4.040	
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....		34.305.869
Nombre de titres.....	233.895	

LES GRÈVES EN SEPTEMBRE 1898.

33 grèves dont un *lock-out*, qui réduit au chômage 2,100 ouvriers, ont été signalées en septembre à l'Office du travail. Le nombre connu de grévistes pour 29 des autres grèves est de 4.249.

Dans ce chiffre ne sont pas compris les grévistes terrassiers et démolisseurs de la Seine, dont le nombre n'a pu être exactement déterminé, mais qu'on peut évaluer approximativement à 15.000. On arriverait ainsi pour ce mois, à un total de près de 20.000 grévistes.

Il y avait eu, en septembre 1897, 35 grèves auxquelles avaient pris part 5.603 grévistes.

Le nombre moyen des grèves, pendant ce même mois de septembre, au cours des cinq années antérieures à 1898, a été de 31.

Des grèves de septembre, 9 ont affecté plusieurs établissements.

Elles sont dues aux causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.	16
Réductions de salaire.	2
Demandes de réintégration d'ouvriers.	4
Demandes de renvoi d'un inspecteur (abattoirs), de contremaitres et d'ouvriers.	7
Demandes de diminution des amendes.	2
Contestations au sujet de la réglementation des heures de travail. .	2
Refus d'accepter une augmentation de temps de travail sans com- pensation de salaire.	1
Refus d'accepter une diminution du temps de travail.	1
Demandes de la paye par quinzaine.	1
Demande de suppression de la <i>signature</i>	1
Désaccord entre ouvriers de différentes spécialités.	1

Elles se sont produites dans 14 départements: ceux de la Seine, du Nord, du Rhône, de la Haute-Saône, des Alpes-Maritimes et du Pas-de-Calais, en ayant subi respectivement 8, 6, 5, 3, 2 et 2.

Elles se répartissent dans les différentes professions ou industries de la manière suivante :

9 dans les textiles; 9 dans le travail des métaux; 4 dans le bâtiment; 3 dans le travail des cuirs; 1 enfin parmi les allumettiers, biscuitiers, bouchers, boulangers, briquetiers, faïenciers, perceurs de cartons.

Des 33 grèves commencées en septembre, 21 sont terminées.

Elles ont duré :

Une, 23 jours; une, 15 jours; une, 14 jours; une, 12 jours; deux, 10 jours; une, 7 jours; deux, 4 jours; deux, 3 jours; deux, 2 jours; neuf, 1 jour ou quelques heures seulement.

Si l'on y ajoute 2 grèves commencées en août et qui ont pris fin après 58 et 15 jours de durée, on trouve que 23 conflits sont actuellement terminés et qu'ils ont abouti à :

7 réussites;
5 transactions;
11 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉFÉRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
1 ^{er} août...		Sevran	Seine-et-Oise	Mécaniciens.....	1		1
3 août....		Calais	Pas-de-Calais.....	Tullistes.....			2
6 août....	3 octobre	Lyon.....	Rhône.....	Ferblantiers (appareils à gaz)	1	28	3
9 août....		Nice.....	Alpes-Maritimes.....	Tonnelliers.....		110	4
10 août....		Myennes	Nievre.....	Potiers.....	1	35	5
17 août....		Paris.....	Seine.....	Ferblantiers (Fabr. de tubes)	1	3	6
25 août....		Le Mans.....	Sarthe.....	Ouvriers en chaussures.....	1	30	7
30 août....	14 sept....	Saint-Laurent-le-Minier.	Gard.....	Fileuses de cocons.....	1	22	8
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} sept....	3 sept....	Plancher-les-Mines	Haute-Saône.....	Boullonniers (frappeurs)....	1	70	1
1 ^{er} sept....	2 sept....	Cours.....	Rhône.....	Tisseurs.....	1		2
2 sept....	14 sept....	Paris.....	Seine.....	Cartonniers.....	1	30	3
3 sept....		Hellemmes.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	52	4
7 sept....	9 sept....	Héricourt.....	Haute-Saône.....	Tisseurs.....	1	79	5
9 sept....	9 sept....	Nice.....	Alpes-Maritimes.....	Bouchers (abattoirs).....	1		6
9 sept....		Besançon.....	Doubs.....	Horlogers.....	1	42	7
13 sept....	13 sept....	Lyon.....	Rhône.....	Maçons et aides.....	1	70	8
12 sept....	13 sept....	Paris.....	Seine.....	Polisseurs sur métaux.....	1	3	9
12 sept....	5 octobre.	Plancher-les-Mines	Haute-Saône.....	Fondeurs.....	3	980	10
13 sept....		Taullignan.....	Drôme.....	Tisseuses de soie.....	4	32	11
13 sept....	16 sept....	Grenoble.....	Isère.....	Biscuitiers.....	1	34	12
13 sept....	23 sept....	Saint-Amand.....	Nord.....	Faïenciers.....	2	983	13
13 sept....		Rive-de-Gier.....	Loire.....	Tisseurs en métaux.....	1	23	14
13 sept....		Paris.....	Seine.....	Terrassiers et demolisseurs.....		15,030	15
14 sept....		Saint-Raphaël.....	Var.....	Boulangers.....	8	20	16
17 sept....	18 sept....	Lyon.....	Rhône.....	Aides-maçons.....	1	12	17
17 sept....	21 sept....	Reims.....	Marne.....	Fileurs.....	1	300	18
19 sept....	26 sept....	Templeuve.....	Nord.....	Tisseurs (ameublement)....	1	80	19
19 sept....	29 sept....	Villeurbanne.....	Rhône.....	Repousseurs et polisseurs sur métaux.	1	8	20
19 sept....		Caudry.....	Nord.....	Tullistes.....	90	2.100	21
19 sept....		Calais.....	Pas-de-Calais.....	Perceurs de cartons.....	6	24	22
20 sept....	4 octobre	Armentières.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	72	23
20 sept....	23 sept....	Paris.....	Seine.....	Replanisseurs de parquets....	20	300	24
20 sept....	20 sept....	Pantin-Aubervilliers	Seine.....	Allumettiers.....	1	562	25
21 sept....		Paris.....	Seine.....	Ouvriers en cuir factice.....	1	70	26
21 sept....		Paris.....	Seine.....	Selliers.....	1	50	27
21 sept....	6 octobre	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	20	28
22 sept....	23 sept....	Nantes.....	Loire-Inférieure.....	Chaudronniers.....	1	50	29
22 sept....	26 sept....	Nice.....	Alpes-Maritimes.....	Serruriers.....		179	30
22 sept....		Nosles.....	Pas-de-Calais.....	Brigquetiers.....	1		31
24 sept....		Paris.....	Seine.....	Mécaniciens (appareils télé-phoniques).	1	100	32
26 sept....	27 sept....	Lyon.....	Rhône.....	Gordonniers.....	1	4	33

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

RÉPÉTÉS.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} SEPTEMBRE 1898 (A).

1	Réduction de salaire.....		
2	Réduction de salaire (infraction au tarif de la commission mixte).		
3	Demandes : 1 ^o Modification au règlement intérieur ; 2 ^o renvoi des femmes ; 3 ^o diminution de la retenue pour l'assurance.	Échec.	
4	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	(1).....	(1) L'ouvrier congédié était le frère du président du syndicat des ouvriers tonneliers. Les membres du syndicat ont fait grève par solidarité.
5	Réduction de salaire.....	(2).....	
6	Demande d'augmentation de salaire.....		
7	Réduction de salaire.....		
8	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	(2) Les grévistes se sont constitués en syndicat.

EN SEPTEMBRE 1898.

1	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	Réussite.	
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
4	Demande d'augmentation de salaire.....		
5	Refus d'accepter un nouveau tarif.....	Échec (3).	(3) Conciliation devant le juge de paix.
6	Demande de renvoi de l'inspecteur.....	Réussite.	
7	Demande de réintégration de quatre ouvriers congédiés		
8	Demande de la paye par quinzaine.....	Réussite.	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec (4).	(4) Les grévistes ont été remplacés.
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
11	Refus d'accepter une augmentation du temps du travail sans compensation de salaire.		
12	Demande de réintégration de quatre ouvriers français congédiés et de renvoi des italiens.	Échec.	
13	Refus d'accepter une nouvelle réglementation des heures de travail et demande de diminution des amendes.	Réussite.	
14	Demande de renvoi d'un ouvrier.....		
15	Demande d'augmentation de salaire et de suppression de la signature.....	(5).....	(5) Un certain nombre d'ouvriers de diverses professions du bâtiment se sont joints aux terrassiers.
16	Demande d'augmentation de salaire.....		
17	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	Échec (6).	(6) Grévistes remplacés.
18	Demande de renvoi d'un contremaître et d'augmentation de salaire.	Transaction.	
19	Demande de diminution de l'amende infligée pour les retards.	Échec.	
20	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi d'un apprenti.	Transaction.	
21	Réduction de salaire.....	(7).....	(7) Lock-out. Les ouvriers de quatre établissements s'étant mis en grève, les autres patrons ont fermé leurs maisons par solidarité.
22	Demande d'augmentation de salaire.....		
23	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
25	Réglementation du travail.....	Réussite.	
26	Demande d'augmentation de salaire.....		
27	Demande d'augmentation de salaire.....		
28	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
29	Refus d'accepter une diminution du temps du travail.....	Transaction.	
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
31	Désaccord entre ouvriers de différentes spécialités.....		
32	Demande de renvoi d'un contremaître.....		
33	Réduction de salaire.....	Échec.	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Les 33 grèves de septembre ont donné lieu à six applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage.

1^o Grève de tisseurs à Héricourt (Haute-Saône). — Le 7 septembre, M. Dollfus fit afficher sur les murs de son établissement un nouveau tarif qui devait être appliqué à partir du 19 septembre et dans lequel le travail à la journée était remplacé par le travail aux pièces.

Dès qu'ils eurent pris connaissance de ce tarif, 79 ouvriers, dont 45 femmes, sur un personnel de 159 ouvriers, ont quitté le travail, estimant que le nouveau tarif se traduirait par une réduction de salaire.

Le jour même, le juge de paix, intervenant d'office, a décidé les deux parties à former un comité de conciliation. De plus, sur ses conseils, les ouvriers ont consenti à reprendre le travail dès le vendredi 9 septembre, sans attendre le résultat de la réunion de conciliation qui a eu lieu le lendemain.

Au cours de cette réunion, les ouvriers, après avoir entendu les explications de M. Dollfus, ont reconnu que le nouveau tarif ne réduirait pas leurs salaires, qui pourraient même être plus élevés, le travail aux pièces les excitant à augmenter leur production.

Ils ont donc déclaré accepter le nouveau tarif et ont consenti à travailler aux conditions qui y étaient fixées.

2^o Grève de fileuses de cocons à Saint-Laurent-le-Minier (Gard). — Les 22 fileuses de cocons de l'usine de M. Justin Flaissières se sont mises en grève le 30 août.

Elles demandaient :

1^o La journée de 10 heures et 1 fr. 50 par jour, prix en usage dans les autres localités;

2^o A être menées avec un peu plus de ménagements par le surveillant.

Le juge de paix du canton de Sumène, prévenu par M. Flaissières, a invité les deux parties à former un comité de conciliation qui s'est réuni le 12 septembre.

M. Flaissières a consenti à réduire à 10 heures la journée de travail, mais a déclaré ne pouvoir augmenter les salaires, parce que les conditions du travail, à Saint-Laurent-le-Minier, sont moins favorables que dans les villes voisines. Il a cité le cas d'un industriel similaire de Saint-Laurent dont les prix sont identiques aux siens.

Toutefois, sur la demande du juge de paix, il a consenti, comme transaction, à donner 1 fr. 40 par jour. Les ouvrières n'ont pas accepté et l'entente n'a pu s'établir.

Sur la menace du patron de fermer son usine, les ouvrières ont repris le travail le 14 septembre, sans augmentation.

3^o Grève de terrassiers, démolisseurs et autres ouvriers du bâtiment à Paris. — Dans le mois d'août, trois grèves de terrassiers sans grande importance avaient éclaté dans le département de la Seine. Ces trois grèves, dont une seule a réussi, étaient complètement terminées, quand, le 13 septembre, les ouvriers occupés sur la ligne de chemin de fer de Courcelles au Champ-de-Mars quittèrent le travail au nombre de 1.200 en réclamant une augmentation de salaire.

Le mouvement s'étendit avec une telle rapidité aux autres chantiers de Paris et

de la Seine que, dès le 15 septembre, on pouvait évaluer à 15.000 le nombre des grévistes.

Ils demandaient à être payés d'après la série de 1882 de la ville de Paris qui fixe le prix de l'heure à 0 fr. 60 pour les terrassiers au lieu de 0 fr. 50 qu'ils recevaient généralement.

De 1872 à 1880, la série des prix de la ville de Paris pour les salaires a été établie ou revue par l'administration, de deux en deux ans, d'accord avec les représentants des patrons et des ouvriers. En 1882, les patrons ont refusé de collaborer à l'établissement d'une nouvelle série. Celle de 1880 fixait à 0 fr. 55 le prix de l'heure pour les terrassiers. Ce prix même ne s'est pas maintenu; il est tombé, au cours de ces dernières années, à 0 fr. 50 pour l'ouvrier ordinaire.

Cependant, la série de 1882 sert de base aux décisions du conseil des prud'hommes, qui, en cas de contestations et à défaut de convention contraire, condamne les patrons à en payer le prix aux ouvriers.

Pour éviter de ce chef des condamnations, un grand nombre d'entrepreneurs font signer à l'ouvrier, au moment de l'embauchage, l'acceptation du salaire qui lui est offert. Cette signature fait foi du contrat intervenu entre le patron et l'ouvrier, et met ce dernier dans l'impossibilité légale de rien réclamer; aussi les terrassiers, avec l'augmentation qu'ils demandaient, n'ont-ils pas tardé à exiger l'abolition de la signature qui leur était ainsi imposée.

À côté du tarif de la ville de Paris existe encore celui de la Société centrale des architectes français, qui a conservé les salaires du tarif de 1880. D'autre part, le service d'assainissement a joint à ses derniers cahiers des charges un bordereau de prix qui diffèrent quelque peu en moins de ceux inscrits aux deux autres tarifs.

Au dire des entrepreneurs, c'est sur les prix fixés au bordereau du service d'assainissement que les gros travaux de la Ville actuellement en cours ont été adjugés, mais il convient d'observer que les rabais, dans ce cas, ont été beaucoup moins considérables que ceux habituellement consentis sur les deux autres tarifs.

Le 17 septembre, le juge de paix du IV^e arrondissement a proposé aux parties de se réunir en comité de conciliation. Les ouvriers ont immédiatement accepté; les

répondu dans le délai fixé par la loi.

Ce n'est que le 2 octobre que le juge de paix a fait savoir aux grévistes, par la lettre suivante, que tous les syndicats patronaux acceptaient la tentative de conciliation :

Monsieur,

Le président du Syndicat des entrepreneurs de pavage de la rue de Lutèce m'ayant également donné son adhésion à la réunion que j'ai convoquée pour le mardi 4 octobre, 1 heure

de l'après-midi, dans les locaux de ma justice de paix, je viens vous prier de venir avec vos délégués à l'heure indiquée, si vos intentions sont toujours les mêmes.

Vous voudrez bien, dans le cas contraire, m'en aviser de suite.

J. MELSHEIM.

Revenant sur leur première détermination, les grévistes à ce moment ont repoussé les offres du juge de paix et l'en ont informé dans les termes ci-dessous :

Monsieur le Juge de paix,

Nous vous accusons par la présente réception de votre honorée du 3 courant, complétant celle du 1^{er}, même mois, et consentant enfin à un arbitrage accepté par les ouvriers grévistes, depuis dix jours.

Nous comprenons très bien le sentiment qui anime MM. les entrepreneurs au moment où la situation devient pour eux chaque jour plus critique. Une tentative de diversion serait en effet leur dernière ressource, s'il n'était facile de définir la nature du mobile qui l'inspire.

Vous comprendrez, Monsieur le Juge de paix, que nous ne pouvons nous prêter à un procédé d'arbitrage susceptible d'amener dans nos rangs une lassitude à laquelle nous sommes résolus à ne pas nous laisser entraîner.

Nous ne pouvons maintenant accueillir que des offres catégoriquement déterminées et correspondant à nos revendications de la première heure.

Veuillez agréer, etc.

Le 25 septembre, le bureau du Conseil municipal a voté une somme de 20.000 francs, et le 26 le Conseil général une somme de 10.000 francs qui seront distribuées aux familles nécessiteuses des grévistes à la reprise du travail.

Le 7 octobre, les patrons adhérents au syndicat de la rue de Lancry ont accepté, sur la proposition du président du Conseil municipal, que les travaux publics fussent exécutés en régie et leurs marchés résiliés.

Cette proposition a été acceptée par le bureau et soumise à la délibération du Conseil dans la séance du 8 octobre.

Là, la résolution suivante a été adoptée et le préfet de la Seine s'est engagé à en assurer l'exécution :

Mis en demeure par le Préfet de la Seine de reprendre les travaux communaux, les entrepreneurs, sauf deux, ont consenti à payer le salaire demandé par les ouvriers.

Cette décision a amené, dès le 10 octobre, une reprise partielle du travail qui est allée s'accroissant non seulement aux chantiers de la Ville, mais aussi dans les diverses autres entreprises. A la date du 15 octobre on pouvait considérer la grève des terrassiers comme terminée.

Le mouvement gréviste s'est étendu, à partir du 3 octobre, à diverses professions, notamment à celles du bâtiment.

Malgré des tendances à la grève générale, ce mouvement n'a compris, dans chaque profession atteinte, qu'une partie des ouvriers, lesquels ont abandonné le travail dans le but essentiel de se solidariser avec les terrassiers.

4^o Grève de tisseurs (ameublement) à Templeuve (Nord). — Le 19 septembre, à la rentrée de midi, les ouvriers et ouvrières du tissage de MM. Parent frères se sont mis en grève.

Cette décision était causée par l'affichage d'un règlement infligeant des amendes en cas de retard.

Le juge de paix du canton de Gysoing est immédiatement intervenu d'office et a réuni, les 22 et 23 septembre, un comité de conciliation.

Les ouvriers réclamaient particulièrement la suppression de l'article 2 dudit règlement et la modification de l'article 4.

L'article 2 était ainsi conçu :

« A chaque reprise du travail, la cloche sonnera deux fois à cinq minutes de distance; les ouvriers arrivant cinq minutes après le second coup payeront une amende de 0 fr. 25, et au bout de 10 minutes la porte sera fermée. »

Les délégués ouvriers prétendaient que cet article serait pour eux une cause de perte considérable parce que, en raison du système de travail de la maison Parent, ils étaient obligés de faire préparer leurs épeules au dehors, les aller chercher, attendre qu'elles fussent prêtes, d'où pour eux l'impossibilité d'arriver à heure fixe à l'établissement.

A titre transactionnel, ils acceptaient une amende de 10 centimes, mais dans le cas seulement, assez rare du reste, où ils travailleraient à la journée.

Quant à l'article 4 il portait que des amendes de 1 franc et de 2 francs seraient infligées aux ouvriers qui, sans avoir prévenu, s'absenteraient une demi-journée ou une journée entière; le lundi, l'amende serait de 1 fr. 50 et de 3 francs.

Les ouvriers repoussaient la seconde partie de cet article relative au chômage du lundi, déclarant que les amendes infligées dans ce cas étaient supérieures à leurs salaires. Ils proposaient de payer 10 centimes pour dix minutes de retard après le second coup de cloche, et ensuite une amende proportionnelle au nombre d'heures chômées, à raison de 20 centimes par heure.

Les patrons allaient accepter en grande partie ces propositions, quand les ouvriers ont demandé que la porte de la cour donnant sur la rue fût constamment ouverte, ce qui leur éviterait l'obligation, quand ils voudraient sortir, de fournir des explications au concierge.

MM. Parent ayant refusé catégoriquement, la conciliation ne put se faire.

Les ouvriers ont repris le travail le 26, et le nouveau règlement a été appliqué sans concessions.

5^o Grève des tullistes de Caudry (Nord). — Le 19 septembre, 25 ouvriers ont quitté le travail dans 4 établissements pour résister à certaines réductions apportées au tarif qui avait été obtenu à la suite de la grève de l'an dernier.

Les patrons qui depuis lors se sont formés en syndicat, craignant de voir les grévistes procéder par mises à l'index successives, comme ils l'avaient fait déjà, ont alors résolu, au nombre de 90, de fermer leurs établissements, jusqu'à acceptation par les ouvriers des nouvelles conditions qui leur sont proposées.

Cette décision entraîne le chômage de 600 tullistes proprement dits et de 1.500 ouvriers et ouvrières, tels que bobineurs, dévideuses, etc.

Le juge de paix est intervenu inutilement pour s'efforcer de mettre fin au conflit. Une seconde réunion des délégués des syndicats patronal et ouvrier, tenue le 6 octobre à la mairie de Caudry, sous la présidence du sous-préfet, n'a pas donné de meilleur résultat.

La grève continue.

6° Grève de fondeurs à Plancher-les-Mines (Haute-Saône). — Suivant une coutume, les ouvriers des différentes fonderies de Plancher-les-Mines quittaient facilement une usine pour entrer dans une autre et avaient établi des allées et venues que les patrons ont voulu faire cesser.

Dans ce but, ils s'entendirent pour ne plus reprendre d'ouvriers sortis d'une autre usine du pays.

Les ouvriers, ayant cru que les patrons avaient formé un syndicat, résolurent d'en fonder un également, ce qu'ils firent il y a quelques mois.

Au commencement de septembre, l'un des organisateurs de ce syndicat, ayant fait de la propagande dans les ateliers de la maison Laurent et y ayant distribué des carnets, fut prévenu qu'il était congédié pour la fin du mois.

Ses camarades se sont solidarisés avec lui et ont quitté le travail le 12 septembre, entraînant avec eux les ouvriers des deux usines, veuve Fréchin et Reboud frères, ce qui a porté à 980 le nombre des grévistes.

Après deux jours de grève, les ouvriers des usines Laurent et Fréchin ont formulé les revendications suivantes :

- 1° Retour au tarif de 1894;
- 2° Augmentation de 15 p. o/o pour les ouvriers à la journée avec minimum de 3 francs par jour;
- 3° La paye tous les quinze jours;
- 4° Diminution de 50 centimes sur la retenue de 1 fr. 25 par mois faite pour l'éclairage et de 50 centimes sur une seconde retenue de 2 francs par mois pour l'outillage;
- 5° Que les ouvriers puissent, comme par le passé, s'embaucher dans les diverses usines;
- 6° Que l'ouvrage soit pesé en présence de l'ouvrier.

Une tentative de conciliation faite par le juge de paix n'a pu aboutir, les patrons n'ayant pas répondu à la convocation.

Les grévistes ont commencé à rentrer à partir du 28 septembre, et le travail a été repris partout le 5 octobre aux conditions suivantes :

- 1° Retour au tarif de 1894;
 - 2° La paye tous les quinze jours;
 - 3° Pesage de l'ouvrage en présence de l'ouvrier.
- 50 ouvriers de l'usine Laurent ne seront repris qu'à mesure des besoins.
-

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE.

OPÉRATIONS ET SITUATION EN 1897 (1).

Les versements reçus en 1897 sont au nombre de 2.079.896 et s'élèvent à 43.679.638 francs. Les chiffres correspondants de 1896 étaient de 1.811.685 versements et de 37.913.363 francs. Il y a donc augmentation de 268.211 sur le nombre et de 5.766.275 francs sur le montant des versements. La moyenne par versement a été de 21 francs, chiffre égal à celui de 1896, mais inférieur de 3 francs à celui de 1895.

Les versements reçus en 1897 se décomposent ainsi qu'il suit :

	VERSEMENTS COLLECTIFS.		VERSEMENTS INDIVIDUELS.		TOTAL.	
	Nombres.	Sommes.	Nombres.	Sommes.	Nombres.	Sommes.
		francs.		francs.		francs.
Versements à capital aliéné.	1.207.667	15.187.718	17.126	4.402.528	1.224.793	19.590.246
Versements à capital réservé.	833.072	20.505.598	22.031	3.583.793	855.103	24.089.391
TOTAL	2.040.739	35.693.316	39.157	7.986.321	2.079.896	43.679.637

En comparaison avec l'exercice précédent, les versements collectifs ont augmenté de 264.473 en nombre et de 4.996.567 francs dans leur montant. Quant aux versements individuels, ils présentent également un excédent de 3.738 sur les nombres et de 769.708 francs sur les sommes versées.

La progression des versements collectifs provient en partie de l'accession de quelques intermédiaires nouveaux et en partie du développement des versements effectués par d'anciens intermédiaires (notamment la Compagnie des chemins de fer du Nord et les établissements militaires agissant au nom de leurs ouvriers civils). La progression du nombre des versements collectifs provient aussi de ce que certaines compagnies minières ont fractionné par trimestre des versements qu'elles avaient effectué semestriellement en 1896. La progression du nombre des versements individuels n'atteint pas tout à fait 11 p. o/o en 1897; l'augmentation porte uniquement sur les versements à capital réservé pour lesquels elle s'élève à 3.777, soit environ 20 p. o/o. Le nombre des versements à capital aliéné a, au contraire, diminué dans une proportion assez faible (0.23 p. o/o).

(1) Extrait du rapport adressé au Président de la République par la Commission supérieure de la caisse. — (Impr. nat., 1898.)

Le nombre des comptes nouveaux ouverts en 1897 s'élève à 94,493, en diminution de 6,171 sur le compte correspondant de l'année précédente.

Le nombre des rentes viagères en cours au 31 décembre 1897 s'élevait à 226,491, pour une somme de 34,101,298 francs, soit 18,250 parties, pour 704,434 francs de plus qu'au 31 décembre 1896. La moyenne des inscriptions existantes est de 151 francs et est inférieure de 9 francs à celle de 1896.

La caisse a payé pendant l'année 32,423,885 francs d'arrérages de rentes répartis entre 672,651 paiements, et remboursé 14,088,565 francs de capitaux réservés aux héritiers de 8,320 titulaires décédés, soit 835 paiements et 946,434 francs de plus qu'en 1896. La moyenne des remboursements est de 1,693 francs, au lieu de 1,756 francs comme en 1896, 1,905 francs en 1895 et 1,929 francs pour les dix années antérieures.

Le taux de 3,50 p. o/o a été maintenu aux tarifs pour 1898 par décret du 24 décembre 1897. Jusqu'à présent, le taux moyen des placements de la caisse a pu rester très voisin de ce chiffre et s'en rapprocher de beaucoup plus près que de celui de 3,25 p. o/o. Or, le taux servant de base aux tarifs ne peut varier que par fractions de 0,25 p. o/o. Mais il est à prévoir que la nécessité d'employer les capitaux disponibles à des taux de plus en plus réduits et la baisse du revenu moyen du portefeuille qui en sera la conséquence ne permettront pas de maintenir à l'avenir le taux de 3,50 p. o/o.

Actuellement, le revenu moyen de l'ensemble du portefeuille de la caisse est de 3,748 p. o/o.

Les frais d'administration pour l'année 1897 s'élèvent à 934,481 francs, soit 8,138 francs de moins pour 1896 (ou 0,86 p. o/o) et ce, bien que le nombre des opérations se soit accru de 12,46 p. o/o. Le coût moyen de chaque opération effectuée par la caisse, qui était de 0,3706 en 1896, s'est abaissé à 0,3264 en 1897.

Statistique des déposants.

Les nouveaux déposants (directs et collectifs) de l'année 1897, classés d'après le sexe et la profession, se répartissent comme suit :

	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Ouvriers (industrie, mines, transports, manufactures de l'État).....	29.001	13.871	42.872
Artisans patentés. Marchands.....	1.905	884	2.789
Domestiques.....	154	365	519
Employés.....	12.723	10.420	23.143
Agents des chemins de fer.....	7.677	6.336	14.013
Agriculteurs.....	1.309	129	1.438
Professions libérales et rentiers.....	1.520	843	2.363
Mineurs sans profession.....	4.154	3.202	7.356
TOTAUX.....	58.443	36.050	94.493

En ce qui concerne plus particulièrement les versements collectifs opérés en

1897, les diverses professions se rangent dans l'ordre suivant, au point de vue du nombre des versements :

	P. O/O du nombre total des versements collectifs.	
	1896.	1897.
Ouvriers et employés des mines.....	35,61	34,29
Agents des chemins de fer.....	29,18	29,29
Cantonniers.....	17,13	14,93
Agents des manufactures de l'Etat.....	5,42	7,57
Ouvriers de diverses industries.....	4,47	4,35
Ouvriers de la métallurgie.....	3,24	2,86
Employés des administrations publiques.....	2,24	2,13
Sociétés de secours mutuels (livrets individuels).....	1,01	0,75
Divers.....	0,69	0,25
Employés des départements et des communes.....	0,51	0,53
Caisses scolaires.....	0,33	0,35
Bonifications des pensions de cantonniers versées par le Ministre des travaux publics.....	0,16	0,08
Bonifications des pensions accordées par la Commission supé- rieure.....	0,006	0,01

Statistique des rentiers.

Le nombre des rentiers en cours au 31 décembre 1897 était de 221.033, pour 34.101.298 francs. Au point de vue de l'importance des rentes ils se classent ainsi :

MONTANT DES RENTES.		NOMBRE de rentiers.	P. o/o du total.
De	2 à 50 francs.....	92.812	41,99
De	51 à 200 —.....	87.224	39,46
De	201 à 360 —.....	17.484	7,91
De	361 à 600 —.....	12.248	5,54
De	601 à 1.200 —.....	9.134	4,13
De	1.201 à 1.500 —.....	2.131	0,97

Ces 221.033 rentiers se divisent en 120.294 hommes jouissant de 17.745.223 fr. de rente, et 100.739 femmes jouissant de 16.356.075 francs de rente. La rente moyenne des hommes est de 150 francs, et celle des femmes de 162 francs.

ÉCLAIRAGE AU GAZ. — ÉCLAIRAGE ÉLECTRIQUE.

L'ingénieur des Services généraux d'éclairage de la ville de Paris a été récemment chargé d'une mission ayant pour objet d'étudier les services d'éclairage et d'électricité des principales villes de l'Europe.

Il a visité les villes suivantes, à l'étranger :

Genève, le Val-de-Travers, Zurich, Bâle, Lugano;

Francfort-sur-le-Mein, Cologne, Dusseldorf, Hanovre, Hambourg, Berlin, Leipzig, Chemnitz, Dresde, Nuremberg, Munich;

Vienne, Buda-Pesth;

Milan, Rome, Gènes;

Londres, Birmingham, Manchester, Liverpool, Leeds, Glasgow, Edimbourg.

Du compte-rendu sommaire de sa mission, qui vient de paraître⁽¹⁾, nous extrayons les renseignements suivants :

DISTRIBUTIONS DE GAZ.

Concession ou régie. — L'exploitation en régie est la règle en Suisse pour les villes importantes.

Elle fonctionne également dans la plupart des villes d'Allemagne. Comme exception, on citera, parmi les villes visitées, Francfort, Hanovre, Munich et le cas spécial de Berlin; la concession de Munich expire dans peu d'années, et un traité a déjà été conclu pour régler plusieurs années à l'avance les conditions du rachat.

A Vienne, la concession expire prochainement; aucune entente n'a pu s'établir pour le rachat des usines et canalisations; la ville établit de nouvelles usines et de nouvelles canalisations destinées à assurer le fonctionnement du service en régie aussitôt la concession expirée. Buda-Pesth vient, au contraire, de renouveler la concession en s'assurant l'éclairage des voies publiques moyennant un prix équivalent strictement à l'entretien des appareils, la fourniture du gaz étant gratuite.

En Italie, les services de gaz sont concédés.

A Londres, des concessions perpétuelles sont données par la loi à des compagnies qui se partagent le territoire; ces compagnies n'ont aucune redevance spéciale à payer en vertu de leur concession, ni aucun tarif de faveur à faire pour l'éclairage public. Le tarif maximum est fixé par la loi de concession et s'abaisse à mesure que les dividendes s'élèvent; en d'autres termes, c'est la clause du partage des bénéfices, non avec l'autorité concédante et l'ensemble des contribuables qu'elle représente, mais avec le consommateur. A Liverpool, il existe une compagnie unique vivant sous un régime analogue, avec la différence que le dividende ne peut pas dépasser un certain maximum; les bénéfices supplémentaires doivent être employés à une réduction de prix. Ces sortes de concessions ne peuvent être rachetées par les municipalités que moyennant le consentement des intéressés ou moyennant une loi spéciale autorisant l'expropriation. En ce cas, l'indemnité est calculée d'après les bénéfices dont la compagnie expropriée se trouve privée.

Birmingham, Manchester, Leeds, Glasgow, Edimbourg ont un service de gaz exploité directement en régie.

Tarifs et développement de la consommation. — La Suisse, l'Allemagne et l'Autriche

(1) *Ville de Paris.* — Service technique de la voie publique et de l'éclairage. — Mission à l'étranger en 1898. — Éclairage au gaz, éclairage électrique, tramways. — Compte rendu sommaire présenté par M. Jauriol, ingénieur des ponts et chaussées, ingénieur des services généraux d'éclairage de la ville de Paris. (Paris, 1898, Imp. nat.)

ont des tarifs voisins de 0 fr. 20 par mètre cube pour l'éclairage et 0 fr. 15 pour le chauffage et la force motrice, avec rabais suivant les quantités consommées.

En Angleterre, le prix varie de 0 fr. 08 à 0 fr. 15, et le tarif est unique, quel que soit l'usage.

Les entreprises de gaz aux mains des villes ou des compagnies sont partout florissantes. En Suisse et en Allemagne, les villes y trouvent une source de revenus et établissent indirectement un impôt sur la consommation de gaz, impôt qui alimente le budget général. En Angleterre, les municipalités qui exploitent elles-mêmes s'attachent plutôt à équilibrer exactement l'entreprise et à donner le prix le plus bas possible sans pertes, en tenant compte, bien entendu, des intérêts et amortissement du capital engagé.

DISTRIBUTIONS D'ÉLECTRICITÉ.

Concession ou régie. — A Francfort-sur-le-Mein, la ville a établi toute l'installation et l'affirme à une société d'exploitation moyennant une redevance calculée au prorata des dépenses de construction, à un taux croissant d'année en année. La société donne en outre une part des bénéfices nets. Des circonstances spéciales ont amené la ville à adopter ce mode d'exploitation, qui reste l'exception en Allemagne. Chemnitz est, dans ce pays, la seule ville où nous ayons vu un traité analogue.

Hambourg et Berlin ont concédé la distribution électrique.

Les autres villes d'Allemagne (Cologne, Dusseldorf, Hanovre, Dresde, Leipzig, Nuremberg, Munich) ont construit et exploitent elles-mêmes leur distribution électrique.

Bâle n'a pas encore de distribution électrique. Genève, Zurich et, en général, toutes les villes suisses ont construit et exploitent elles-mêmes leur exploitation électrique.

En Autriche-Hongrie, en Italie, la distribution est faite par des sociétés concessionnaires.

A Londres, au centre, on trouve partout des compagnies concessionnaires. A la périphérie, les installations ne se sont faites que plus tard et sont en partie aux mains des compagnies, en partie aux mains des paroisses, certaines paroisses n'ayant encore aucune distribution.

En province, Birmingham et Leeds sont aux mains de compagnies concessionnaires. A Manchester, Liverpool, Edimbourg, Glasgow, la commune exploite elle-même.

Développement de la consommation et tarifs. — A l'étranger, les villes importantes ont en général leur réseau d'électricité et la consommation va toujours croissant malgré une augmentation parallèle sur la consommation du gaz et malgré le succès du bec à incandescence.

Partout, naturellement, c'est au centre des villes que la canalisation se développe d'abord.

La production de la lumière reste toujours et de beaucoup le facteur prépondérant. Celle de la force motrice n'a que peu d'importance : le chauffage et l'électrochimie sont pratiquement négligeables.

Les tarifs en Allemagne et en Suisse sont voisins de 8 centimes l'hectowatt-heure avec rabais pouvant aller jusqu'à 25 p. 100 suivant la consommation. En Grande-Bretagne, le tarif légal maximum est de 8 centimes; en fait le prix varie de 7 centimes à 3 cent. 1/2 (service municipal d'Edimbourg) et reste le plus souvent compris entre 5 et 6 centimes.

Des tarifs réduits spéciaux sont souvent faits pour la force motrice et notamment pour les tramways, ainsi que pour la consommation pendant les heures du jour.

DÉMOGRAPHIE ET STATISTIQUE.

RUSSIE.

Population de quatre grandes villes de l'Empire russe (1). — La population de Saint-Petersbourg s'élève à 1.132.677 âmes des deux sexes; sur ce chiffre on compte 616.855 hommes et 515.822 femmes.

On compte en outre dans les faubourgs 134.346 habitants.

De cette manière, Saint-Petersbourg, avec ses faubourgs, contient une population de 1.267.023 habitants (693.907 hommes et 573.116 femmes), c'est-à-dire que pour 1.000 habitants du sexe masculin on en compte 825 du sexe féminin.

Sur les 1.132.677 habitants formant la population de la ville de Saint-Petersbourg, sans les faubourgs, on compte 652.735 individus de la classe paysanne et 479.942 appartenant à d'autres classes, c'est-à-dire que les premiers représentent 57,6 p. o/o et les seconds 42,4 p. o/o du chiffre total de la population de la capitale.

On compte à Moscou 977.269 habitants des deux sexes (553.806 hommes et 423.463 femmes). De plus, dans les deux faubourgs, on compte 11.345 habitants (7.137 hommes et 4.208 femmes). De cette manière, Moscou, avec ses quartiers suburbains, compte 988.614 habitants; si on y ajoute encore les campagnes qui dépendent de la ville et lui appartiennent, on a un total de 1.035.664 habitants des deux sexes, soit 590.334 hommes et 445.330 femmes: la proportion est de 75,4 habitants du sexe féminin pour 100 du sexe masculin. Sur les 977.269 personnes qui habitent la ville proprement dite, on compte 616.820 individus de la classe paysanne et 360.449 appartenant à d'autres classes de la population.

Varsovie a 626.072 habitants (309.511 hommes et 316.561 femmes). Dans cette ville, le nombre des femmes dépasse celui des hommes; la proportion est de 102,2 des premières pour 100 des seconds. La population de cette ville se divise en 168.127 individus de la classe paysanne et 457.945 appartenant à d'autres classes; les premiers forment les 27 p. o/o; les seconds les 73 p. o/o du total.

Le nombre des habitants d'Odessa est de 405.041 (217.641 hommes et 187.400 femmes), c'est-à-dire que sur 100 habitants du sexe masculin on en compte 86,1 du sexe féminin. La population se divise en 106.688 individus de la classe paysanne et 298.353 appartenant à d'autres classes; les premiers forment les 26 p. o/o, les seconds les 74 p. o/o du total.

En 1890 on comptait à Saint-Petersbourg 1.033.609 habitants des deux sexes; en 1897, on en comptait 1.267.023. L'augmentation a donc été de 233.414 habitants pour cette période, c'est-à-dire 22,6 p. o/o, soit par an de 3,2 p. o/o. A Moscou, on comptait, en 1882, 753.469 habitants sans les quartiers suburbains, et en 1897 on en comptait 977.269, c'est-à-dire que la population a augmenté de 223.800 habitants, soit près de 2 p. o/o par an. Enfin à Odessa on comptait 340.473 habitants en 1892 et 405.041 en 1897, c'est-à-dire que l'accroissement annuel a été de près de 4 p. o/o. Sous le rapport de l'accroissement annuel, Odessa occupe donc la première place, Saint-Petersbourg la seconde et Moscou la troisième.

(1) D'après le *Journal de Saint-Petersbourg*. (Communication de Son Exc. l'Ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.)

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en août (1). — Grâce à l'activité des travaux agricoles qui ont occupé les bras disponibles, le nombre des demandes de travail a diminué depuis juillet, bien que le nombre des chômeurs dans l'industrie soit plutôt plus important que l'an dernier à la même époque, notamment dans l'industrie textile en Saxe.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État, dans 52 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois d'août de l'an dernier, une diminution de l'activité du travail dans 31 villes et une augmentation dans 21 villes; les centres les plus éprouvés ont été : Posen, Breslau, Kiel, Hanovre, Onsbriik, Münster, Dortmund, Dusseldorf, Francfort-sur-le-Mein, Mayence, Strasbourg, Heidelberg, Offenburg, Mannheim, Stuttgart, Esslingen, Halle, Heilbronn, Ulm, Nuremberg, Augsburg, etc.

Par rapport au mois de juillet, l'activité du travail a également baissé en général; elle a augmenté dans 23 villes et diminué dans 29 villes.

Les placements effectués dans ces 52 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Août 1897.	23.158	8.127	31.285	27.528	6.585	34.113	118,9	81,0	109,0
Août 1898.	27.045	8.871	35.916	31.378	7.332	38.710	116,0	82,6	107,8
Juill. 1898.	"	"	"	"	"	"	121,7	92,8	114,4
Août 1898.	"	"	"	"	"	"	116,0	82,6	107,8

Les grèves en septembre. — Le *Reichsanzeiger* signale dans le courant du mois de septembre 19 déclarations de grève. Les industries les plus éprouvées ont été celles du bâtiment (5 grèves) et des métaux (4 grèves). La plupart de ces grèves ont eu pour motifs initiaux des modifications de salaires ou de durée de travail, notamment une pour protester contre une réduction de salaires.

Dans 10 grèves, dont on a appris la fin en septembre, 3 se sont terminées par le succès total ou partiel des ouvriers, 4 par un échec, les autres par une entente; dans 2 cas, les recours en conciliation devant le maire ou devant le juge industriel a amené une entente.

Prix des denrées de première nécessité (1). — Les prix des denrées alimentaires de première nécessité dans le commerce de détail, d'après les relevés

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

officiels, pour quelques grandes villes d'Allemagne et le coût de la nourriture d'une famille ouvrière, à la fin de juillet, d'après les indications déjà portées dans le *Bulletin* de juillet dernier, ont été les suivants :

VILLES.	BOEUF. Par kilog.	PORG. Par kilog.	MOU. TON. Par kilog.	POMMES de TERRE. Par kilog.	FARINE. Par kilog.	PAIN. Par kilog.	BEURRE. Par kilog.	COUT de la NOURRITURE d'une famille par semaine.
	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.
Dantzig.....	1,00	1,20	1,20	0,04	"	"	1,40	19,72
Berlin.....	0,90	1,20	1,20	0,06	0,35	0,24	1,80	20,36
Chemnitz.....	1,12	1,40	1,20	0,06	"	"	1,10	22,27
Dresde.....	1,10	1,20	1,00	0,04	"	0,21	2,00	19,91
Leipzig.....	1,00	1,20	1,00	0,10	0,44	0,22	2,00	20,25
Brunswick.....	1,10	1,20	1,20	0,06	"	"	2,00	20,87
Wiesbaden.....	1,28	1,40	1,20	"	"	0,26	2,00	23,00
Mannheim.....	1,40	1,50	1,50	0,05	0,32	0,25	2,40	21,75
Strasbourg.....	1,20	1,44	1,28	0,04	0,30	0,27	1,92	22,98
Stuttgart.....	1,20	1,40	1,10	0,14	0,20	0,23	2,00	22,81
Augsburg.....	1,12	1,50	1,00	0,06	0,24	0,32	1,76	21,62
Munich.....	1,28	1,40	1,00	0,07	0,34	0,36	1,70	23,73
EN MOYENNE..	1,14	1,34	1,16	0,06	0,31	0,26	1,84	21,68

Pendant le mois d'août, les prix des denrées alimentaires pour 4 de ces villes fournissent les tableaux comparatifs suivants :

	BERLIN.	LEIPZIG.	BRUNSWICK.	MUNICH.
	marks.	marks.	marks.	marks.
Bœuf, par kilogramme.....	0,90	1,00	1,10	1,40
Porc.....	1,30	1,30	1,40	1,48
Mouton.....	1,10	1,10	1,20	1,00
Pomme de terre.....	0,06	0,10	0,06	0,03
Farine de blé.....	0,30	0,44	"	0,32
Pain.....	0,23	0,22	"	0,36
Beurre.....	2,00	2,00	2,00	1,70
Coût de la nourriture				
d'une famille par se-				
maine.....				
août....	19,69	21,23	21,42	24,01
juillet....	20,36	20,25	20,87	23,73
juin.....	20,53	20,38	21,11	23,52

Le prix élevé de la viande grève encore lourdement les budgets de familles. A Berlin, le prix de la viande de bœuf, de la farine et du pain sont relativement à meilleur marché; dans les autres villes, les prix se maintiennent. Le mois d'août de cette année a été celui qui a présenté les prix les plus élevés à Leipzig. Brunswick et Munich; à Berlin, il a été, avec les mois de février et d'avril, un des meilleurs marchés.

Le chômage chez les peintres en bâtiment en 1897 (1). — D'après une statistique publiée par la fédération des peintres, vernisseurs, badigeonneurs, etc., le nombre pour cent de tous ceux qui ont été atteints par le chômage a été de 80

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

pendant l'année 1890, il n'a été que de 72 en 1896 et est remonté à 76 en 1897. La durée moyenne du chômage a été de 43 jours, soit un peu plus de 7 semaines; cette durée avait été de 47 jours en 1890 et de 50 jours en 1896. C'est à Berlin et à Hambourg que le chômage a été le plus important et à Göppingen et à Hof où il l'a été le moins; de même l'Allemagne du Sud paraît avoir été plus favorisée en général que l'Allemagne du Nord ou que le centre de l'Allemagne.

D'autre part, ont été en chômage :

1 à 5 semaines, 1.073 personnes, soit.....	32 p. o/o.
6 à 10 semaines, 1.005 personnes, soit.....	30 p. o/o.
10 à 15 semaines, 699 personnes, soit.....	21 p. o/o.
15 à 20 semaines, 361 personnes, soit.....	11 p. o/o.
20 à 25 semaines, 149 personnes, soit.....	4 p. o/o.
Au-dessus de 25 semaines, 69 personnes, soit.....	2 p. o/o.

Le chômage est le plus intense en hiver; les mois les plus actifs sont : mai, juin, juillet, août; le chômage prend en septembre et augmente rapidement en octobre, pour atteindre son maximum en décembre, il diminue dès février et mars et le travail recommence actif dès le mois d'avril.

Du taux des secours de chômage, de voyage, etc., dans les syndicats en Allemagne [suite] (1). — Pour les ouvriers *brasseurs*, les dépenses diverses s'établissent ainsi :

ANNÉES.	NOMBRE DES MEMBRES.	SECOURS DE GRÈVE.	SECOURS RÉGLEMENTAIRES.	SECOURS DE VOYAGE.	SECOURS DE CHÔMAGE.	SECOURS D'INVALIDITÉ.	SECOURS DE MALADIE.	ASSISTANCE EN JUSTICE.	SECOURS après décès et pour des cas de NÉCESSITÉ.
		marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.
1892...	3.590	350	750	1.126 50	646	475	"	"	475
1893...	4.049	3.697 80	1.656	903 18	2.819 50	"	"	"	1.605
1894...	5.108	2.605 08	1.915 50	3.579 18	4.150 50	"	"	1.331 89	"
1895...	6.018	540	1.810 50	3.052 48	3.109 50	"	"	1.996 27	"
1896...	8.028	8,004 65	6.293 69	3.470 34	5.315 90	"	"	1.025 47	1.368 17

En moyenne, de 1892 à 1896, les secours de voyage par an et par tête d'adhérent ont été de 0 m. 50; les secours de chômage des années 1893 à 1896, en moyenne de 0 m. 66 par an et par adhérent (l'année 1892 n'a pas été comptée parce que la comptabilité pour cette partie des secours n'était établie que pour une partie de l'année). Le secours de chômage fourni a été de 1 m. 1/3 par semaine; en moyenne, la cotisation a été de 1 mark par mois.

1° Pour les secours de chômage, stage de sociétaire, 6 mois, secours, 0 m. 50 après le 14^e jour, jusqu'à la somme totale de 20 marks. Après une période de cotisation de 12 mois, le secours est de 1 mark par jour après le 14^e jour, jusqu'à un total de secours de 45 marks;

2° Les jours de maladie sont comptés comme jours de chômage et la réglementation est la même;

(1) D'après le *Correspondenzblatt der Generalkommission der gewerkschaften Deutschlands*. Voir aussi *Bulletin de l'Office du travail*, p. 747.

3° Secours de grève, pas de stage de sociétaire : allocation 2 *marks* pour les ouvriers mariés et 1 *m.* 50 pour les autres;

4° Secours réglementaire, jusqu'à concurrence de moitié du salaire hebdomadaire;

5° Les secours de déménagement pour les syndiqués mariés sont de 20 *marks* au maximum après un stage de sociétaire de 6 mois; après un stage de 12 mois, le maximum est de 40 *marks*.

Pour les ouvriers *cigariers* :

ANNÉES.	NOMBRE de MEMBRES.	SECOURS de VOYAGE.	SECOURS de CHÔMAGE.	SECOURS de MALADIE.	SECOURS APRÈS DÉCÈS et pour des cas de nécessité.
	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.
1892	480	518,15	3,695	"	"
1893	600	342,49	1,416 30	"	"
1894	577	437,65	4,007 70	"	"
1895	581	454,01	1,426 25	"	307
1896 ...:	650	531,44	1,865 08	2,721	"

En moyenne, de 1892 à 1896, les dépenses pour secours de voyage ont été de 0 *m.* 80, et pour secours de chômage de 4 *m.* 30 par an et par associé.

Pour les secours de chômage, la cotisation a été par semaine de 0 *m.* 75 pour la première classe, de 0 *m.* 65 pour la deuxième classe, de 0 *m.* 55 pour la troisième classe, de 0 *m.* 45 pour la quatrième classe, de 0 *m.* 35 pour la cinquième classe et de 0 *m.* 25 pour la sixième classe.

Le stage du sociétaire est, pour toutes les formes de secours, de 26 semaines. Les secours de voyage fournissent, avec un billet de quatrième ou de troisième classe, 0 *m.* 025 à 0 *m.* 045 par kilomètre, pour tout arrêt prévu par le comité, 1 *mark* par jour; la durée du secours n'est pas limitée.

Le secours de chômage est de 1 *mark* par jour et 6 *marks* par semaine. Dans certains cas, le président ou les membres des comités peuvent accorder des secours jusqu'à 9 *marks* par semaine et 0 *m.* 50 par enfant pour les associés mariés.

On calcule la durée des secours, en cas de chômage, en multipliant par 4 le nombre des années pendant lesquelles l'intéressé a régulièrement cotisé et en déduisant du chiffre obtenu les semaines pendant lesquelles il avait déjà été secouru dans l'année. La première année est celle dans laquelle l'associé a accompli son stage réglementaire d'associé; la deuxième année, celle qui suit. Par exception, dans la première année d'entrée dans le syndicat, et après cotisation pendant 26 semaines, le secours est accordé pendant 4 semaines; après 13 nouvelles cotisations hebdomadaires, le secours est de nouveau fourni pendant 4 semaines et, après une cotisation pendant 39 semaines, le secours est alloué pendant 8 semaines. Pour les années suivantes, le syndiqué peut obtenir un secours de 8 semaines au moins, même si le nombre obtenu par le calcul précédent était inférieur.

Secours de maladie : 1^{re} classe, 15 *marks*; 2^e classe, 12 *marks*; 3^e classe, 9 *marks*; 4^e classe, 6 *marks*; 5^e classe, 3 *marks*.

D'après l'article 26 des statuts, le secours après décès est, pour la dernière classe, de 20 *marks* et augmente d'une classe et de 5 *marks* par année, si bien qu'à la 7^e année il atteint 70 *marks*. Ce secours après décès est remis à la veuve et pour

les syndiqués non mariés ou veufs aux héritiers légitimes. Le secours après décès est payé même si le décédé n'appartenait pas au syndicat; mais, dans ce cas, le bénéficiaire doit appartenir au syndicat depuis 5 ans au moins.

Sociétés coopératives d'épargne et de crédit en Silésie. — La fédération provinciale des sociétés de caisse d'épargne et de prêt en Silésie est unie à la fédération générale des sociétés coopératives agricoles de l'empire d'Allemagne. Cette fédération générale comprend 23 fédérations principales composées de plus de 3.500 sociétés coopératives.

La fondation de la caisse de la société coopérative provinciale eut lieu le 7 janvier 1895. Le nombre des caisses affiliées s'élève à 403 en Silésie, d'après les renseignements officiels. La caisse d'épargne et de prêt est la banque du village: elle fait circuler l'argent. Son union avec la caisse centrale prussienne des sociétés coopératives lui permet d'écouler son excédent dans un centre où le capital se subdivise de nouveau, se canalise et se porte aux endroits où il y a disette. Chaque associé répond pour tous et tous répondent pour chacun. Cette solidarité effective empêche les prêts hasardeux et constitue la meilleure garantie d'une bonne administration.

Le budget des sociétés coopératives consiste dans les cotisations et dans des amendes. En 1896, le chiffre des opérations pour 270 caisses de dépôts et de prêts silésiennes a été de 16 millions de marks. Ces 270 caisses comptaient au 31 décembre 1896 10.000 membres. Le nombre moyen des membres d'une caisse était de 37; le chiffre d'affaires le plus élevé était de 300.000 marks. Le taux de l'intérêt se maintient à 3 1/2 p. o/o pour les dépôts et à 4 1/2 pour les prêts.

Nouveaux tarifs des salaires des ouvriers arrimeurs à Hambourg (1).

— L'une des revendications des ouvriers arrimeurs de Hambourg, à l'origine de la grève qui a entravé pendant plusieurs mois le travail du port en 1896-1897, se référait à une demande de relèvement des salaires existants. Les arrimeurs réclamaient 5 marks (6 fr. 25) par jour au lieu de 4 m. 20 (5 fr. 25). Les patrons avaient offert une augmentation de 30 pfennings (0 fr. 375), soit 4 m. 50 par jour (5 fr. 62), que les ouvriers avaient refusée. La grève ayant éclaté, cette proposition fut retirée par les entrepreneurs. A la reprise du travail, l'ancien tarif de 4 m. 20 (5 fr. 25) fut maintenu, mais on prévoyait, déjà à cette époque, que les patrons accorderaient spontanément aux ouvriers quelques avantages.

L'union des armateurs ainsi que les patrons-arrimeurs, après avoir entendu les représentants des ouvriers et pris l'avis de la Chambre de commerce, viennent de promulguer le tarif qu'on trouvera ci-après.

Entre autres améliorations, il concède le salaire de 4 m. 50 (5 fr. 62) primitivement offert.

Dès la publication de ce nouveau tarif, les ouvriers [qui depuis 1897 ne demandaient plus qu'une augmentation de salaire de 50 pfennings (0 fr. 62) soit 5 m. 70 (5 fr. 87) par jour] se sont réunis pour discuter les nouvelles conditions. Ils ont été unanimes à déclarer que le tarif ne les satisfaisait pas; mais les circonstances n'étant pas favorables pour une grève, ils ont reconnu la nécessité de l'accepter « provisoirement ».

Il y a lieu de remarquer que l'augmentation de 30 pfennings (0 fr. 375) concédée représente environ 7 p. o/o du salaire ou 90 à 100 marks (112 fr. 50 à 125 francs) par an, de gain supplémentaire pour un ouvrier travaillant 300 jours.

(1) D'après un rapport du Consul général de France à Hambourg.

*Tarif des salaires des ouvriers arrimeurs du port de Hambourg,
entré en vigueur le 15 septembre 1898.*

(1 mark = 1 fr. 25.)

I. — A. — TRAVAIL À LA JOURNÉE.

Salaires journalier :

	marks.	fr. c.
Pour une journée entière.....	4 50	5 62
Pour une demi-journée.....	2 25	2 81
Pour trois quarts de journée.....	3 40	4 25
Pour une nuit entière.....	5 70	7 12
Pour une demi-nuit.....	2 85	3 56
Pour toute une journée de dimanche ou de fête.....	5 70	7 12
Pour une demi-journée de dimanche ou de fête.....	2 85	3 56

Salaires spéciaux pour certains articles à la journée :

Phosphates.....	4 90	6 125
Salpêtre, minerais, gravier, peaux salées non emballées.....	5 10	6 37
Fer brut, céréales non emballées, guano, soufre, camphre, térébenthine..	5 30	6 625
Pour tous ces articles, travail de nuit, de dimanche ou de jour de fête....	6 30	7 875

Salaires proportionnel pour le travail de demi et trois quarts de journée, ainsi que pour les demi-nuits, ou les demi-journées de dimanche ou de fête.

La journée entière de travail s'étend de 6 heures du matin à 6 heures du soir, avec un repos de 8 heures à 8 h. 1/2 pour le déjeuner et de midi à 1 h. 1/2 pour le dîner. Lorsque le travail continue pendant le repos de midi, la journée entière est considérée comme terminée à 3 heures de l'après-midi. La demi-journée s'étend soit de 6 heures à 11 h. 1/2 du matin, soit de 1 h. 1/2 à 6 heures du soir. Les trois quarts de journée comportent soit un travail allant de 9 heures à 6 heures, avec un repos de midi à 1 h. 1/2, soit un travail ininterrompu de 9 heures à 3 heures.

La nuit entière de travail s'étend de 6 heures du soir à 4 heures du matin, avec repos de 6 à 7 pour le souper et de minuit à minuit 1/2 pour un goûter.

Le travail du dimanche, journée entière, comprend les heures de 6 à 9 1/2 et de 1 à 6.

B. — TRAVAIL À L'HEURE.

	Par heure.	
	marks.	fr. c.
Travail après 6 heures du soir.....	0 60	0 75
Travail de 4 à 6 heures du matin après une nuit de travail.....	0 70	0 87
Travail après 3 heures de l'après-midi, lorsqu'il n'y a pas eu interruption pour le repos de midi.....	1 20	1 50
Travail après 8 heures du soir, lorsqu'il n'y a pas eu d'interruption pour le souper de 6 à 7 heures.....	1 20	1 50
Travail pendant le repos de midi lorsqu'il n'y a pas lieu de payer une journée entière.....	1 80	2 25
Travail pendant le repos du déjeuner (une demi-heure).....	0 60	0 75

Lorsque les navires ne sont pas amarrés à terre et que leur transport n'a pas lieu par les soins de l'entrepreneur les ouvriers ont droit à une indemnité de transport de 20 pfennigs (0 fr. 25) par jour.

C. — TRAVAIL SUR L'ELBE EN AVAL DU PORT.

	marks.	fr. c.
Pour la journée.....	5 30	6 625
Pour la nuit.....	6 30	7 875

plus la nourriture. Le temps nécessaire pour se rendre de Hambourg au lieu de travail et pour en revenir compte comme heures de travail. Pour les heures supplémentaires, on applique le tarif ci-dessus.

H. — TRAVAIL À LA TÂCHE.

Pour le déchargement d'avoine non emballée : o m. 60 (o fr. 75) par 1,000 kilogrammes.
 Pour le déchargement d'autres céréales : o m. 50 (o fr. 60).

Outre ces salaires à la tâche, l'ouvrier touche pour un travail :

	marks.	fr. c.
De toute une nuit.....	6 00	7 50
D'une demi-nuit.....	3 00	3 75
De dimanche ou de jour férié.....	5 00	6 25
De demi-journée de dimanche ou de jour férié.....	2 50	3 125

De 4 à 6 heures du matin, le salaire d'une demi-journée.

Le paiement des salaires doit s'effectuer au lieu même du travail; pour le travail à la tâche, il peut avoir lieu dans le bureau de l'entrepreneur, soit en espèces soit en chèques. Sauf les cas particulièrement urgents, le travail ne doit pas dépasser 36 heures consécutives, repos pour les repas compris.

BELGIQUE.

Revue du travail en septembre (1). — La situation favorable constatée, en août, pour les *charbonnages*, la *grande construction*, la *métallurgie*, la *verrerie*, la *brasserie* ne s'est pas sensiblement modifiée. La campagne annuelle de la *briqueterie* a pris fin presque partout; l'ouverture de celle de la *sucrierie* est retardée par la température trop sèche. Le beau temps a favorisé l'activité des industries du *bâtiment*, mais contrarié celle des métiers du *vêtement*, où le chômage est considérable. La situation des industries *textiles*, dans leur ensemble, a plutôt empiré : le chômage commence à sévir dans la *filature du jute* et s'accroît dans la *filature* et le *tissage du coton*; une crise intense sévit aussi dans l'industrie du *lavage de la laine* à Verviers. Il n'y a d'amélioration que pour le *tissage de la laine*.

Grèves. — 12 grèves nouvelles en septembre avec 1,200 grévistes environ. 5 de ces conflits, comprenant plus de 900 grévistes, se sont produits dans des *charbonnages* et avaient pour but l'augmentation des salaires. Ils ont échoué après avoir duré quelques jours seulement. Sur 9 grèves dont la fin est signalée, 6 échecs (intéressant 340 ouvriers), 2 succès (intéressant 30 ouvriers) et 1 succès partiel (intéressant 45 ouvriers).

Congrès national des mineurs. — Un congrès national de mineurs a été réuni à Frameries (Mons), les 2 et 3 octobre, pour discuter l'attitude à prendre par les syndicats de mineurs en vue d'obtenir une augmentation générale des salaires. Une partie des délibérations a été tenue secrète. Dans la partie rendue publique, le congrès a décidé de créer, dans chaque bassin houiller, un conseil permanent composé mi-partie de patrons et mi-partie d'ouvriers, et qui aurait pour objet de fixer de commun accord le taux des salaires.

(1) Renseignements dus à l'obligeance de M. le docteur Vercruyse, chef de bureau à l'Office du travail (belge).

Situation de l'industrie houillère et métallurgique dans la province de Hainaut en 1897⁽¹⁾. — La production brute des mines de la province a été de 15.422.880 tonnes, inférieure de 68.520 tonnes ou d'environ 1/2 p. o/o à la production de 1896.

Une amélioration notable s'est fait sentir dans les résultats commerciaux. Hausse moyenne de 0 fr. 77 sur les prix de 1896. Par suite des marchés en cours, ce n'est qu'en 1897 que les exploitants ont pu ressentir les effets financiers de la reprise des affaires; cet effet paraît devoir se continuer et s'accroître en 1898.

Mais une hausse de salaires de 0 fr. 26 et une augmentation de frais d'exploitation de 0 fr. 18 n'ont permis aux exploitants qu'une augmentation de bénéfice de 0 fr. 33, le bénéfice passant de 0 fr. 50 en 1896 à 0 fr. 83 en 1897.

Les salaires entrent dans le prix de revient dans les proportions suivantes :

Main-d'œuvre par tonne.....	5 ^f 71 ^c
Autres frais par tonne.....	3 66
PRIX DE REVIENT TOTAL PAR TONNE.....	9 37
Prix de vente par tonne.....	10 20
BÉNÉFICE PAR TONNE.....	0 83

Le salaire quotidien moyen s'est avantageusement senti dans tous les bassins de l'amélioration des prix de vente.

La hausse a été de :

0 fr. 83 ou 8,3 p. o/o pour les ouvriers à la veine.
 0 fr. 24 ou 6,9 p. o/o ————— du fond.
 0 fr. 20 ou 6,2 p. o/o ————— en général (fond et jour réunis).

Le tableau suivant permet de comparer la situation de l'exploitation en 1893-1897 avec cell. des années 1890, où les bénéfices ont été le plus considérables, et 1893, où ils ont atteint leur minimum :

	PRIX DE VENTE.	PRIX DE REVIENT.	BÉNÉFICE.	SALAIRES MOYENS.
	Par tonne.	Par tonne.	Par tonne.	
1897.....	10 ^f 20 ^c	9 ^f 37 ^c	0 ^f 83 ^c	3 ^f 41 ^c
1893.....	9 30	8 96	0 35	3 07
1890.....	12 96	10 33	2 63	3 71

Accidents. — Au point de vue du nombre des tués, l'année a été exceptionnellement heureuse, puisque, par 10,000 ouvriers du jour et du fond, le nombre des morts n'a été que de 10,4 (chiffre le plus faible de la décade 1888-1897)⁽²⁾.

Le grisou n'a causé que 4 accidents, qui tous quatre proviennent de l'action mécanique ou chimique du grisou et non de son inflammation, qui n'a eu lieu que deux fois et n'a produit que des brûlures légères.

(1) D'après une circulaire du Comité central des houillères de France.

(2) Rappelons qu'en France, en 1896, la proportion a été de 13,0 par 10.000.

La caisse d'épargne et de retraite belge en 1897 (1).

1^{re} CAISSE D'ÉPARGNE.

La caisse d'épargne a reçu, en 1897, 2.625.445 versements représentant une somme totale de 243.979.735 francs et effectué 695.820 remboursements pour une somme de 206.996.738 francs. Le nombre des livrets existant au 31 décembre 1897 était de 1.377.643 et le compte total, après capitalisation, de 532.081.818 francs. L'accroissement des dépôts a atteint 51 millions; le nombre des livrets a augmenté de 139.042.

La moyenne du compte, par livret, s'élevait à 386 francs.

Voici quelle a été, depuis 1875, la marche des comptes de la caisse d'épargne :

ANNÉES.	NOMBRE DE LIVRETS au 31 décembre.	SOLDE TOTAL au 31 décembre. francs.	MOYENNE par livret. francs.
1875.....	106.312	44.857.001	422
1880.....	200.565	125.098.287	624
1885.....	444.087	189.061.089	425
1890.....	731.057	325.415.412	445
1895.....	1.145.408	453.429.304	396
1896.....	1.238.601	481.160.337	388
1897.....	1.377.643	532.081.818	386

Les livrets nouveaux créés en 1897, au nombre de 189.249, se répartissent, au point de vue de la profession des titulaires, ainsi qu'il suit :

	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Ouvriers mineurs, houilleurs.....	2.164	12	2.176
Ouvriers des autres industries.....	24.084	6.049	30.133
Journaliers et ouvriers agricoles.....	11.506	2.486	13.992
Domestiques.....	1.941	6.509	8.450
Militaires.....	1.946	"	1.946
Commerçants et détaillants.....	3.534	1.745	5.279
Professeurs et instituteurs.....	550	390	940
Fonctionnaires et employés.....	9.875	471	10.346
Professions libérales.....	655	100	755
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.....	924	186	1.110
Propriétaires, rentiers, personnes sans pro- fession.....	2.476	12.726	15.202
Enfants mineurs.....	51.634	45.786	97.420
TOTAL des livrets aux noms des particuliers.	111.289	76.460	187.749
Livrets au nom de sociétés diverses.....	"	"	1.500
TOTAL GÉNÉRAL.....	"	"	189.249

(1) D'après le compte rendu officiel des opérations en 1897.

Les 1.377.643 livrets existant à la fin de l'année, classés d'après l'importance des sommes, se décomposent en :

	NOMBRE.	SOMMES.	P. o/o du nombre total de livrets.
		francs.	
Livrets de 1 à 20 francs...	572.283	144.298.205	41,5
— de 20 à 100 francs...	266.916		19,4
— de 100 à 500 francs...	255.223		18,5
— de 500 à 1.000 francs...	97.946	308.571.361	7,1
— de 1.000 à 2.000 francs...	98.736		7,2
— de 2.000 à 3.000 francs...	68.877		5,0
— de plus de 3.000 francs...	17.662		1,3
TOTAUX.....	1.377.643	532.081.818	100,0

Le taux moyen de l'intérêt bonifié servi aux déposants a été de 2,81 p. o/o en 1897.

Il s'était monté à 2,78 p. o/o en 1896;

— 2,72 — en 1895;

— 2,81 — en 1894;

— 2,81 — en 1893;

— 2,80 — en 1892.

Prêts aux sociétés d'habitations à bon marché. — Au 31 décembre 1897, la caisse d'épargne avait avancé 19.697.058 francs à 104 sociétés de construction d'habitations à bon marché. Les prêts se répartissent de la manière suivante :

NATURE DES SOCIÉTÉS.	NOMBRE de sociétés ayant emprunté.	SOMMES avancées, francs.
Sociétés de crédit anonymes.....	76	16.788.850
— coopératives.....	8	1.407.231
Sociétés immobilières anonymes.....	19	1.476.477
— coopératives.....	1	24.500

Les sociétés d'habitations à bon marché se sont développées dans les centres agricoles comme ailleurs et il en est même dont les débiteurs sont presque tous des ouvriers agricoles. Le nombre des sociétés agréées par la caisse générale, qui était, en 1896, de 91 (dont 89 ayant reçu des avances de la caisse), s'est élevé en 1897 à 113 (dont 104 ayant obtenu des subsides).

Au point de vue du taux d'intérêt des avances consenties, le montant total des sommes avancées se subdivise en 18.047.631 francs à 2 1/2 p. o/o et 1.649.427 fr. à 3 p. o/o.

D'autre part, ces sociétés sont bénéficiaires de polices d'assurances mixtes souscrites à la caisse d'assurance. On en trouvera le détail plus loin.

Au 31 décembre 1897, le solde des fonds déposés en comptes courants à la caisse d'épargne par les sociétés agréées s'élevait à 1,456,553 francs à 2 1/2 p. o/o et à 233,357 à 3 p. o/o.

Rapports de la caisse avec les sociétés coopératives de crédit agricole. — Au 31 décembre 1897, 40 sociétés de crédit agricole avaient obtenu des ouvertures de crédit

à la caisse d'épargne pour une somme totale de 119.336 francs. Ces ouvertures de crédit n'ont été réalisées que pour un total de 24.628 francs.

Il existe actuellement 6 caisses centrales auxquelles sont affiliées les sociétés rurales. Des renseignements recueillis concernant un assez grand nombre de sociétés rurales existant au 31 décembre 1897 ont permis de comparer le montant des prêts effectués par les sociétés à leurs associés et le montant des dépôts d'épargne confiés à ces sociétés : le total des premiers s'est élevé à 467.389 francs, et le total des seconds à 1.361.292 francs.

2° CAISSE DE RETRAITE.

Il a été effectué, en 1897, 171.506 versements pour une somme de 2.648.682 francs. Ce total se compose de 141.839 versements à capital réservé pour une somme de 730.095 francs, et de 29.667 versements à capital aliéné pour une somme de 1.918.587 francs.

Pendant les six dernières années, le mouvement des versements a été le suivant :

ANNÉES.	VERSEMENTS.	
	NOMBRE.	MONTANT.
		francs.
1892.....	45.336	1 580.319
1893.....	58.882	1.620.280
1894.....	69.242	1.762.792
1895.....	85.477	2.354.079
1896.....	111.020	2.558.583
1897.....	171.506	2.648.682

Les livrets créés en 1897, au nombre de 17.159, se répartissent, d'après la profession des titulaires, de la manière suivante :

	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Ouvriers mineurs, houilleurs.....	378	„	378
Ouvriers des autres industries.....	6.743	373	7.116
Journaliers et ouvriers agricoles.....	1.687	129	1.816
Domestiques.....	153	111	264
Militaires.....	12	„	12
Commerçants et détaillants.....	140	38	178
Professeurs et instituteurs.....	106	38	144
Fonctionnaires et employés.....	688	13	701
Professions libérales.....	71	2	73
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.....	48	9	57
Propriétaires, rentiers, personnes sans profession.....	68	802	870
Mineurs.....	3.376	2.174	5.550
TOTAUX.....	13.470	3.689	17.159

Au 31 décembre 1897, le nombre des pensionnés en cours de jouissance était de 3.056 et le montant des rentes correspondantes était de 1.110.797 francs.

Ces rentes se décomposent en :

39	rentes au-dessous de 12 francs, ensemble.....	182'
498	— de 12 à 24 francs.....	10.231
898	— de 24 à 120 —	54.423
466	— de 120 à 360 —	112.919
573	— de 360 à 720 —	303.609
582	— de 720 à 1.200 —	629.433
<u>3.056</u>		<u>1.110.797</u>

3° CAISSE D'ASSURANCE.

Les polices d'assurance en cas de décès (assurances mixtes en faveur des sociétés d'habitations ouvrières), en cours au 31 décembre 1897, étaient au nombre de 6.873 représentant 16.031.651 francs de capitaux assurés.

Voici quel a été, depuis cinq ans, le nombre et le montant, chaque année, des polices en cours :

ANNÉES.	NOMBRE	
	de polices en cours au 31 décembre.	de capitaux en cours au 31 décembre.
1893.....	1.520	3.823.033
1894.....	2.538	6.280.470
1895.....	3.719	9.024.105
1896.....	5.171	12.134.722
1897.....	6.873	16.031.651

Les 6.873 contrats en cours à la fin de 1897 comprenaient 906 de dix ans, 1.927 de quinze ans, 1.790 de vingt ans, 2.250 de vingt-cinq ans. D'après l'importance des sommes ils se divisent en :

781	contrats de moins de 1.000 francs.
2.007	contrats de 1.000 à 2.000 francs.
1.810	— de 2.000 à 3.000 —
1.378	— de 3.000 à 4.000 —
897	— de 4.000 et au-dessus.

Ces contrats ont été souscrits par 6.639 personnes se répartissant ainsi d'après la profession :

Ouvriers mineurs, houilleurs.....	927
Ouvriers des autres industries.....	4.080
Journaliers et ouvriers agricoles.....	1.020
Ménagères.....	64
Agents inférieurs d'administration.....	548
TOTAL.....	<u>6.639</u>

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en septembre (1). — Activité satisfaisante dans la plupart des industries importantes, 2,6 p. 0/0 de chômeurs dans 117 trade-unions groupant 467.000 membres, contre 2,8 p. 0/0 en août 1898 et 4,4 p. 0/0 en septembre 1897.

En un jour de la deuxième semaine de mai 1898, l'assistance publique a secouru 323.800 personnes, soit 204 p. 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 204 en août 1898 et 202 en septembre 1897.

5.137 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers (2), employant 370.000 mineurs, contre 5,19 en août 1898 et 5,21 en septembre 1897.

352 hauts fourneaux en marche à la fin de septembre 1898, avec 23.000 ouvriers contre 340 en août 1898 et 346 en septembre 1897.

77 p. 0/0 du personnel travaillant en plein dans 537 filatures avec 86.900 ouvrières, femmes et filles, contre 79 p. 0/0 en août 1898 et 62 p. 0/0 en septembre 1897.

Grèves. — 52 nouvelles grèves en septembre avec 7.644 chômeurs, contre 44 avec 4.330 en août 1898, et 42 avec 9.027 en septembre 1897; 7 grèves dans le bâtiment, 12 dans les mines et carrières, 15 dans les métaux, 11 dans les textiles. Sur 64 grèves terminées, anciennes et nouvelles, 17 succès, 25 transactions, 22 échecs. Sur 364.900 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, hausse de salaire de 0 fr. 735 par semaine en moyenne pour 364.700 ouvriers, dont 347.652 dans les mines et 14.000 dans les métaux. Cette hausse a été obtenue pour 900 ouvriers par grève, pour 7.200 par conciliation et arbitrage, pour 8.000 par échelle mobile, et pour 348.600 par négociation directe entre patrons et ouvriers.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Arrêté du Ministre des Travaux publics, en date du 1^{er} août 1898, concernant les heures d'ouverture et de fermeture des gares de petite vitesse.

[Les gares de petite vitesse seront fermées à 9 heures du matin, les dimanches et jours fériés. Toutefois, la réception et la livraison de quelques marchandises dénommées (animaux vivants ou abattus et diverses denrées alimentaires promptes à s'avarier) auront lieu jusqu'à dix heures. Le 14 juillet, les gares de petite vitesse seront fermées toute la journée.]

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

(2) Non compris les mines du pays de Galles bien que la reprise générale du travail ait eu lieu dans ce bassin en septembre.

Décret du 29 juillet 1898 modifiant la nomenclature des établissements insalubres, dangereux ou incommodes.

ART. 1^{er}. La nomenclature des établissements insalubres, dangereux ou incommodes, contenue dans les tableaux annexés aux décrets des 3 mai 1886 et 5 mai 1888, 18 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin et 17 août 1897, est modifiée conformément au tableau annexé au présent décret.

TABEAU.

Article à supprimer dans la nomenclature du décret du 3 mai 1886 :

DÉSIGNATION DE L'INDUSTRIE.	INCONVÉNIENTS.	CLASSE.
Chantiers de bois à brûler dans les villes..	(Émanations nuisibles..) (Dangers d'incendie...)	3 ^e

Lettre ministérielle du 26 août 1898 relative à une demande de tolérance formée par les fabricants de pains d'épices et de biscuits de Reims.

[Les femmes employées ne sont occupées qu'à l'emballage et à l'expédition des produits fabriqués ; or, cette opération n'a aucun rapport avec la fabrication elle-même, en vue de laquelle a été sollicitée l'autorisation de faire des heures supplémentaires. Il suffit, pour expédier le produit dans de bonnes conditions, d'embaucher pendant les quelques jours de presse un personnel auxiliaire, afin de satisfaire la clientèle, puisque la fabrication proprement dite suffit à tous les besoins. Demande rejetée conformément à l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures.]

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BIBLIOGRAPHIE.

(Suite.)

ALLEMAGNE. — OFFICE IMPÉRIAL DE STATISTIQUE. — *Statistique des professions dans les grandes villes et dans les États confédérés.* (2 vol. in-4° de 480 et 375 pages. Berlin, Puttkammer et Muhlbrecht, 1898.)

BRÉSIL. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DES TRANSPORTS ET DES TRAVAUX PUBLICS. BUREAU GÉNÉRAL DE LA STATISTIQUE. — *Précis du recensement du 31 décembre 1890.* (1 broch. in-8° de 133 pages. Rio-de-Janeiro, Imprimerie du bureau de statistique.)

PAYS-BAS. — COMMISSION CENTRALE DE STATISTIQUE. CONTRIBUTION À LA STATISTIQUE DES PAYS-BAS. — *Statistique des décès, pour les années 1891-1895, des hommes de 18 jusques à et y compris 50 ans, avec la classification par professions et par causes.* (1 vol. in-4° de 129 pages. S'gravenhage, 1898. Belinfante, édit.)

PORTUGAL. — MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — *Statistique des chemins de fer du Portugal continental de 1877 à 1897.* (1 broch. in-4° de 27 pages. Lisbonne, 1898. Impr. nat.)

————— *Chemins de fer de Minho et Douro (Rapport de la direction).* (1 vol. in-8° de 77 pages. Lisbonne, 1898. Impr. nat.)

SUÈDE. — CONTRIBUTION À LA STATISTIQUE OFFICIELLE. — *Statistique de l'enseignement primaire pour l'année 1896.* (1 vol. in-4° de 36 pages. Stockholm. Impr. centrale, 1898.); *idem pour l'année 1897.* (1 vol. in-4° de 48 pages. Stockholm, 1898. Impr. centrale.)

————— *Statistique des caisses d'épargne et des banques populaires.* (1 vol. in-4° de 45 pages. Stockholm, 1898. Norstedt et fils, édit.)

————— *Statistiques financières de la fabrication de l'eau-de-vie et du sucre.* (1 vol. in-4° de XVIII-15 pages. Stockholm, 1898. Norstedt et fils, édit.)

SUISSE. — DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'INTÉRIEUR. BUREAU DE STATISTIQUE. — *Examen pédagogique des recrues en automne 1897.* (Broch. in-4° de 20 pages. Berne, 1898. Orell, Füssli, édit.)

URUGUAY. — DIRECTION DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE. — *Commerce extérieur et mouvement de la navigation.* (1 broch. in-8° de 60 pages. Montévidéo, 1898.)

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRULT ET C^{IE}.

- Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers.** — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893)..... 8 fr.
- De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger.** — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893)..... 6 fr.
- Examen du 6^e rapport annuel du Dep^t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes.** — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893)..... 1 fr. 50
- Salaires et durée du travail dans l'industrie française.**
 Tome I^{er} : *Seine*. — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893)..... 7 fr. 50
 Tomes II et III : *Départements*. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896) chaque. 7 fr. 50
 Tome IV : *Résultats généraux*. — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897)..... 6 fr.
Manufactures de l'Etat et chemins de fer. — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896)... 1 fr. 50
Album graphique. — 29 planches in-8° (1897)..... 4 fr.
- La petite industrie (salaires, durée du travail).**
 Tome I^{er} : *L'alimentation à Paris*. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893)..... 2 fr. 50
 Tome II : *Le vêtement à Paris*. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896). 5 fr.
- Les associations ouvrières de production (en France).** — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.
- Hygiène et sécurité des travailleurs.** — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895)..... 5 fr.
- Documents sur la question du chômage.** — 1 vol. in-8° de 398 p. (1896)..... 4 fr.
- Minimum de salaire dans les travaux publics.** — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897).... 2 fr.
- Les caisses patronales de retraites (Industrie).** — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50
- L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.**
Résultats financiers. — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892)..... 1 fr. 50
Statistique des accidents de travail. — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892)..... 1 fr. 50
- Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie.**
En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893)..... 1 fr. 50
En Autriche. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893)..... 1 fr. 50
- Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.**
 1^{re} partie : *Accidents*. — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894)..... 1 fr. 50
 2^e partie : *Maladie, Invalidité, Vieillesse*. — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895).... 2 fr.
- Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage.**
Années 1890, 1891, et 1892. — 2 vol. in-8° de 123 et 186 p. chaque..... 1 fr. 50
Années 1893, 1894, 1895, 1896. — 5 vol. in-8° de 1 fr. 50, 3 fr. 50 et..... 3 fr.
Année 1897. — 1 vol. in-8° de 304 p. (1898)..... 3 fr.
- Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.**
Dén. général. — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894)..... 15 fr.
Dén. des étrangers. — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893)..... 7 fr. 50
- Annuaire statistique (1892-94) et (1895-96).** — 2 vol. in-8° de 785 et 624 p. chaque. 8 fr.
Idem. (1897). — 1 vol. in-8° Jésus de 520 p. (1897)..... 7 fr. 50
- Statistique annuelle (1890-92) et (1893-94).** — 3 vol. in-8° de 550, 257 et 249 p. 7 fr. 50 et 5 fr.
Idem. (1896). — 1 vol. in-8° Jésus de 227 p. (1898)..... 5 fr.
- Annuaire des syndicats professionnels (1897).** — 1 vol. in-8° de 620 p. (1897)... 5 fr.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES).

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		Les objets d'or et d'argent présentés à la	
Revue du travail :		marque ou à la vérification.....	871
Situation générale.....	818	Les accidents de chemins de fer en France	
Analyse, par département, des rensei-		(1896).....	872
gnements fournis : 1° par les asso-		Les accidents de chemins de fer dans divers	
ciations patronales, etc.; 2° par les		pays (1896-1897).....	873
correspondants.....	823	<i>Mouvement social à l'étranger.</i>	
Analyse, par département, des rensei-		Allemagne : Revue du travail en septembre.	
gnements fournis par les associations		— Les grèves en octobre. — Prix des	
ouvrières.....	828	denrées. — Les secours syndicaux (suite).	
Renseignements divers :		— Les habitations du personnel des che-	
Adjudications; commerce extérieur;		mins de fer de l'État. — L'assurance ma-	
transports; prix courants divers;		ladie en 1896. — L'enseignement tech-	
faillites; autorisations de bâtir;		nique des marins. — Le port de pêche	
mont-de-piété de Paris.....	838	de Geestmünde.....	874
Placement gratuit.....	842	Autriche : L'industrie en 1897. — L'assu-	
Assistance.....	845	rance maladie et l'assurance accidents en	
Mouvement syndical.....	846	1896.....	882
Conciliation et arbitrage.....	849	Belgique : Revue du travail en octobre. —	
Les grèves en octobre.....	853	Grèves.....	
Institutions de prévoyance.....	856	Grande-Bretagne : Revue du trav	
La fortune personnelle des caisses d'épargne		tobre. — Grèves.....	891
et les habitations à bon marché.....	857	Italie : Décret réglant l'admission des sociétés	
Les œuvres complémentaires.....	859	coopératives de production aux adjudica-	
1897-1898.....		tions de travaux publics.....	892
Rapport de la Commission des valeurs en		<i>Actes et documents officiels.</i>	
douane (1897).....	863	État des travaux législatifs.....	896
		Bibliographie.	

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts.

Armand COLIN et C^{ie}, éditeurs
5, rue de Mézières.

Le *Bulletin de l'Office du travail* paraît tous les mois. — On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Direction de l'Office du Travail,

Rue de Varenne, 80,

PARIS.

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : à *Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie.*

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — MINISTÈRE DE LA JUSTICE. — *Compte général de l'administration de la justice civile et commerciale en France et en Algérie pour 1895.* (1 vol. in-4° de 176 pages, Paris, 1898, Imp. nat.) — *Compte général de l'administration de la justice criminelle en France et en Algérie pour 1895.* (1 vol. in-4° de 174 pages, Paris, 1897, Imp. nat.)

FRANCE. — MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. — DIRECTION DES CHEMINS DE FER. — *Statistique des chemins de fer français au 31 décembre 1896.* — Première partie : *France; intérêt général.* Deuxième partie : *France, intérêt local, Algérie et Tunisie.* (2 vol. in-4° de 298 et 454 pages, Paris, 1898, Imp. nat.)

FRANCE. — PRÉFECTURE DE LA SEINE. — DIRECTION DES AFFAIRES MUNICIPALES. — *Annuaire statistique de la ville de Paris, XVII^e année (1896).* — (1 vol. in-8° de 826 pages, Paris, 1898. Masson, édit.)

———— DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES. — *Tableau général du commerce et de la navigation.* — Tome I^{er} : *Commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères en 1897.* — (1 vol. in-4° de 792 pages, Paris, 1898. Imp. nat.)

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Le travail s'est maintenu actif dans les mines et dans la métallurgie; mais le ralentissement qui, comme tous les ans, s'était produit dans l'industrie du bâtiment et industries qui en dépendent (carrières, charpente, menuiserie, serrurerie, chauxfournerie, céramique), s'est accentué; ces industries entrent en morte-saison malgré la température favorable qui permet d'activer certaines constructions en cours. Dans les métiers de l'alimentation, dans le cartonnage, la reliure, la typographie, la préparation des cuirs et peaux, l'industrie de la chaussure, la ganterie, l'industrie de la soie (la rubanerie notamment), la tonnellerie, le travail tend à reprendre. La situation reste sans changement dans les industries lainière, linière et cotonnière; les filatures maintiennent difficilement leur alimentation, les tissages faisant peu de commandes et demandant de retarder la livraison des commissions en cours d'exécution. En général, l'ouvrage est estimé moins abondant que l'an dernier à la même époque, ce que l'on attribue à la mauvaise récolte de 1897 dont les effets se font encore sentir, à la guerre hispano-américaine qui a gêné notre exportation et à la température trop douce des hivers précédents.

Parmi les 500 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce groupant 114,000 adhérents qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 octobre, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu plus de 10 p. o/o. 8 p. o/o des chambres syndicales réunissant 4 p. o/o des adhérents estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à même époque, 33 p. o/o des chambres syndicales groupant 61 p. o/o des syndiqués jugent qu'il a été plus faible et pour 59 p. o/o des chambres syndicales avec 35 p. o/o des syndiqués, il est resté sans changement.

La réduction de la durée du travail qui avait été signalée le mois dernier s'est maintenue et, dans certains métiers, la diminution de la journée est de deux heures.

Le prix du pain se maintient avec tendance à la baisse, celui des autres denrées, des légumes notamment, est en hausse par suite de la sécheresse des mois précédents, ce qui contribue à rendre plus difficile la situation de la population ouvrière.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — (1) En fin mai, un tiers des pêcheurs à la morue avaient fait très bonne pêche, les deux autres tiers une pêche normale; les prix qui, à cette époque, avaient tendance à la hausse, ont ensuite fléchi. La deuxième période de pêche qui a commencé en juin et qui se fait avec le capelan pour boëtte a pu avoir lieu dans de bonnes conditions, le capelan ayant paru dans les eaux de notre colonie au milieu de juin. Pour les homarderies établies sur le rivage, la saison s'annonçait aussi comme bonne.

Sur nos côtes, le rendement de la pêche en bateau, de la pêche à pied, de l'exploitation des pêcheries (bas parcs et hauts parcs) et des établissements ostréicoles et mytilcoles des 5 arrondissements maritimes et de l'Algérie a été pour le mois de juillet 1898 de 7,302,000 francs; il était de 7,066,140 francs en juin dernier.

Pendant le mois de juillet, le beau temps et les accalmies ont continué, ce qui a peu favorisé les chalutiers; les petites barques ont pu facilement sortir et ont fait bonne pêche, mais les prix de vente ont été plutôt faibles. La sardine, en Bretagne, a été d'une vente difficile et à des prix non rémunérateurs; dans la Méditerranée, elle a été moins abondante que dans l'Océan, mais encore satisfaisante. La pêche des crustacés, homards et langoustes, et celle du thon ont été satisfaisantes, les prix ont été fermes; il en a été de même pour la pêche en rivière, saumon et truite saumonée; le rendement a été supérieur à celui de juillet 1897.

Pour les ports de Boulogne, Dieppe et Fécamp, le produit de la pêche dans la mer du Nord (harengs et morues) a été de 380,000 francs en juillet.

Sur nos chantiers de construction, l'activité s'est maintenue, 155 embarcations ont été mises à flot en fin juillet, 50 embarcations restent à livrer.

HORTICULTURE. AGRICULTURE. FORÊTS. — Le ralentissement du travail déjà signalé le mois dernier s'est accentué, chez les horticulteurs, comme tous les ans à pareille époque, on hâte les dernières façons avant les gelées. Chez les ouvriers agricoles bûcherons, situation stationnaire; dans certaines régions, les vendanges, dans d'autres, le battage du blé, ont permis d'occuper un certain nombre d'ouvriers; mais dans l'ensemble, une accalmie notable a succédé à l'activité des mois précédents, d'autant plus que le travail en forêt n'a pas encore commencé. On compte un peu plus de 10 p. 0/0 de chômeurs chez les jardiniers, ouvriers agricoles et bûcherons. On estime que le travail a été plus abondant que l'an dernier chez les bûcherons de Méry (Cher), Ciez (Nièvre) et le Poinçonnet (Indre); moins abondant chez les ouvriers agriculteurs et bûcherons de Menou (Nièvre), de Sancergues, Feux et Vierzon; pour le reste, pas de changement.

MINES. CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100,000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

(1) D'après la *Revue maritime* du mois de septembre 1898.

Dans le courant du mois d'octobre, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5.97	"	"	"	4	96
Loire.....	5.92	"	"	"	21	79
Gard et Hérault.....	5.96	"	"	"	5	95
Provence (lignites).....	4.58	"	"	"	12	88
Tarn et Aveyron.....	6.00	"	"	"	"	100
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales....	6.00	"	"	"	"	100
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne..	5.98	"	"	"	5	95
ENSEMBLE pour la France.	5.97	"	"	"	6	94

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5,92; il était de 5,97 en octobre 1897.

CARRIÈRES. — Sauf dans la région parisienne où les commandes pour l'Exposition maintiennent une certaine activité, l'exploitation des carrières a continué à diminuer; la réduction a porté sur la durée du travail journalier, on a aussi commencé à chômer, comme tous les ans à pareille époque. L'ouvrage est estimé plus abondant que l'an dernier à la même époque chez les carriers de la région de Versailles; comme moins abondant à Lérrouville (Meuse), Tholon (Haute-Savoie), Saint-Resitut (Drôme); il n'est pas signalé de changement pour le reste.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Dans la meunerie et dans la fabrication des pâtes alimentaires, situation stationnaire. Les sucreries de betteraves, les distilleries, les féculeries sont en pleine saison de travail.

En sucrerie (1), 84 fabriques sur 261 existantes avaient commencé leur campagne de sucres de premier jet, au 30 septembre dernier; elles avaient travaillé 76,712,000 kilos de betteraves. D'autre part, en distillerie (2), pendant les 9 premiers mois, les quantités d'alcool provenant de la distillation des substances farineuses ont été de 497,000 hectolitres en 1898, contre 368,200 en 1897, de 117,200 hectolitres en 1898 pour les alcools de betteraves, contre 92,200 en 1897, et de 585,700 hectolitres en 1898 pour les alcools de mélasse, contre 608,800 en 1897; au total, en comprenant les alcools provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, etc., 1.227.600 hectolitres en 1898 contre 1.139.900 en 1897.

Malgré l'arrivée dans les villes d'un plus grand nombre d'ouvriers, la situation des ouvriers boulangers s'est améliorée depuis le mois dernier, grâce à l'augmentation de la consommation, qui a nécessité le concours d'un plus grand nombre d'ouvriers.

(1) D'après le *Journal officiel* du 16 octobre 1898.

(2) D'après le *Journal officiel* du 20 octobre 1898.

Chez les cuisiniers, situation stationnaire, la saison des stations d'hiver n'est pas encore commencée et les ouvriers qui viennent de quitter les villes d'eaux n'ont pas encore retrouvé un emploi. Chez les confiseurs pâtisseries, l'approche des fêtes du nouvel an amène l'augmentation habituelle des commandes. On estime que le chômage atteint 9 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les boulangers et 15 p. o/o chez les cuisiniers, confiseurs-pâtisseries. En général, le placement est estimé chez les boulangers aussi facile que l'an dernier; plus facile chez les cuisiniers de Paris et les confiseurs-pâtisseries de Toulouse et moins chez ceux de Nice; dans les autres villes, il n'a pas été signalé de modification notable.

PAPIER. CARTON. INDUSTRIE DU LIVRE. — Dans la reliure et le cartonnage, le travail est devenu plus actif grâce aux commandes du nouvel an.

Chez les typographes, imprimeurs, lithographes, les commandes pour l'industrie et le commerce ont été plutôt faibles; la reprise du travail se fait lentement. On compte 8 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers syndiqués à Paris, 3 p. o/o en province et 7 p. o/o dans l'ensemble. 14 p. o/o des chambres syndicales groupant 6 p. o/o des syndiqués estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier pendant la période correspondante, 73 p. o/o des syndicats avec 78 p. o/o des adhérents estiment qu'il a été en même quantité et 13 p. o/o des syndicats avec 16 p. o/o des adhérents considèrent qu'il a été plus faible.

En particulier, l'ouvrage a été tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les typographes de Sens, Toulouse, Avignon, Bergerac, Rochefort et Blois; pour moins abondant chez les imprimeurs-lithographes à Paris, chez les typographes, lithographes à Marseille, Tarbes et Alençon; pour le reste, il n'a pas été signalé de changement

CUIRS ET PEAUX. — L'accalmie déjà signalée le mois dernier se maintient et par les mêmes causes, tant dans la tannerie que dans la mégisserie; la douceur de la température et la sécheresse retardent les demandes de cuirs forts pour chaussures, la cordonnerie ayant encore des réserves en magasin. La ganterie a également un petit courant d'affaires plutôt inférieur à celui de l'an dernier. On estime que le chômage atteint 10 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les mégissiers et tanneurs, 15 p. o/o chez les ouvriers en chaussures.

Le travail est jugé plus actif que l'an dernier chez les tanneurs de Tarbes, les cordonniers de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne); moins actif chez les ouvriers en cuirs d'Amiens et de Chenault-Issoudun, chez les cordonniers de Paris et de Nice, chez les gantiers de Millau et Niort et chez les selliers-harnacheurs de Paris.

TEXTILES. — Le ralentissement du travail se maintient dans les industries linière, lainière et cotonnière; les filatures conservent une certaine activité, mais des stocks se sont formés par suite du manque de demandes de tissages qui ont dû arrêter un certain nombre de métiers. Dans la soierie, la situation tend à s'améliorer notamment dans la rubanerie stéphanoise. Les métiers mécaniques de la soierie sont bien alimentés; les métiers à bras à la campagne, dont une partie avait été délaissée pour les travaux des champs, sont aussi bien occupés. La bonneterie de coton présente une certaine activité; celle de laine manque de commandes par suite des stocks des hivers précédents qui n'ont pas encore été écoulés. Chez les brodeurs, les tullistes et chez les teinturiers, affaires toujours calmes. L'industrie du vêtement commence sa saison d'hiver qui est en général jugée moins bonne que celle de l'an dernier; chez les chapeliers, situation stationnaire. On estime que le chômage a

atteint 18 p. o/o des ouvriers syndiqués des tissages mécaniques et à la main (le chômage étant plus particulièrement important dans les tissages à la main). 7 p. o/o chez les chapeliers.

Par rapport à l'an dernier, l'ouvrage est tenu pour moins abondant dans les tissages en général, sauf dans la Loire et le Rhône (industrie de la soierie); il est de même tenu pour plus faible que l'an dernier chez les teinturiers d'Amiens et de Calais, chez les voiliers du Havre, chez les tullistes de Calais et de Lyon, chez les passementiers de Paris, Saint-Didier (Haute-Loire) et la Fouillouse (Loire), chez les tapissiers de Paris et d'Amiens, chez les ouvriers de l'industrie du vêtement de Paris, Versailles, Lyon, Bayonne et Saumur, chez les chapeliers de Chazelles (Loire), Grigny (Rhône), Bourg-de-Péage (Drôme), Chalabre (Aude), Le Bugue (Dordogne) et Bort (Corrèze); pour le reste pas de changement.

Bois. — Chez les charpentiers et les menuisiers, le ralentissement signalé le mois dernier s'est accentué, comme tous les ans à pareille époque, la morte-saison est moins importante que l'an dernier. Chez les tonneliers, chez les ouvriers en voitures, la situation est aussi jugée satisfaisante. On compte 5 p. o/o de chômeurs chez les charpentiers et ouvriers des scieries et mécaniques, 7 p. o/o chez les menuisiers ébénistes, 9 p. o/o chez les ouvriers en voitures.

L'ouvrage est tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les charpentiers de Paris, chez les menuisiers ébénistes de Carmaux, Tarbes et Bourges, chez les carrossiers de Limoges; pour moins abondant chez les charpentiers de la Seyne (Var), et Lourdes (Basses-Pyrénées), chez les menuisiers de Paris, Belfort, Vichy, Chambéry et Annonay, chez les carrossiers de Clermont-Ferrand et Marseille, chez les graveurs sur bois de Paris, chez les chaisiers de Saint-Loup, chez les tabletiers-dominotiers en général, chez les vanniers d'Origny (Aisne), et chez les ouvriers en balais de Caderousse (Vaucluse); dans les autres centres, il n'a pas été signalé de modifications notables.

MÉTALX. — Dans les ateliers du travail du fer et de l'acier, l'activité déjà constatée s'est maintenue; un certain nombre d'établissements sont alimentés de commandes pour plusieurs mois, la situation est jugée, dans l'ensemble, plus satisfaisante que celle de l'an dernier à même époque. La serrurerie du bâtiment suit dans une certaine mesure le ralentissement annuel de l'industrie du bâtiment. Dans les ateliers d'instruments de précision, de ferblanterie, règne aussi une certaine activité. Une amélioration s'est produite dans les usines d'électricité, force et lumière, avec la saison d'hiver. Le travail tend à reprendre chez les horlogers-bijoutiers avec les commandes du nouvel an. On estime que le chômage atteint 2 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les mouleurs, à peu près autant chez les métallurgistes et constructeurs mécaniciens; 3 p. o/o chez les ferblantiers et chez les ouvriers en instruments de précision, 9 p. o/o chez les horlogers-bijoutiers.

D'après le *Bulletin du Comité des Forges*, l'importation totale des fontes, fers et aciers, pendant les neuf premiers mois de 1898, a été de 159.600 tonnes, en augmentation d'un peu moins de 10 p. o/o sur la période correspondante de 1897. Les exportations se sont élevées à 278.000 tonnes, en augmentation de près de 20 p. o/o sur celles de l'an dernier pendant les mêmes neuf premiers mois.

En particulier, l'ouvrage a été jugé plus abondant que l'an dernier chez les métallurgistes et mouleurs dans la Somme, le Nord, dans l'Est et dans le Centre; plus faible chez les chauffeurs conducteurs mécaniciens de Paris, chez les ouvriers en limes de Nancy, chez les forgerons de Marseille, chez les serruriers de Nantes, chez les ouvriers en instruments de précision de Paris, les ferblantiers d'Angoulême,

Quiberon (Morbihan), Concarneau (Finistère), chez les horlogers de Montbéliard et chez les bronziers de Lyon; la situation s'est maintenue sans changement dans les autres villes.

BÂTIMENT. — L'industrie du bâtiment est entrée dans sa morte-saison annuelle, bien que la douceur de la température permette d'activer les travaux en cours d'exécution. La journée de travail a été réduite d'une heure ou deux suivant les chantiers, on fait de 54 à 60 heures par semaine. On compte un cinquième de chômeurs parmi les syndiqués chez les ouvriers tailleurs de pierre et maçons, un peu moins du quart chez les peintres et plâtriers.

Par rapport à l'an dernier, le travail est tenu pour plus actif chez les tailleurs de pierre et maçons de Montpellier et Rochefort, chez les peintres d'Armentières et de Niort; pour moins abondant chez les sculpteurs de Lyon, chez les marbriers de Cousolre (Nord), chez les tailleurs de pierre et maçons de Vichy, Annecy, Chambéry, Lyon (puisatiers), chez les ouvriers du bâtiment de Pia (Pyrénées-Orientales), Brives, Dun-sur-Auron (Cher), La Roche-sur-Yon, Château-Renault (Indre-et-Loire), chez les peintres plâtriers de Paris, Puteaux, Vichy, Pau, Bordeaux, et chez les plombiers de Paris et Bordeaux; il n'a pas été signalé de modifications notables pour les autres villes.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — La chauxfournerie et la fabrication du ciment se ressentent du ralentissement de l'industrie du bâtiment; cependant les commandes pour les grands travaux publics entretiennent une bonne activité; de même dans la céramique du bâtiment. La verrerie tend à reprendre.

TRANSPORT. — MANUTENTION. — COMMERCE. — La reprise générale des affaires se fait lentement; la clientèle est, en grande partie, revenue de villégiature; cependant, chez les ouvriers et employés de l'industrie des transports et de la manutention, la situation reste difficile; il en est de même pour les ouvriers et employés de l'alimentation. Dans le commerce, pour les comptables et les employés de bureau, la situation déjà signalée le mois dernier ne s'est pas sensiblement améliorée, la tendance à occuper des jeunes gens au lieu d'employés d'un certain âge et expérimentés s'est accentuée. On estime que le chômage a atteint 10 p. o/o des syndiqués chez les employés et ouvriers des entreprises de transport et de manutention, 11 p. o/o chez les employés de l'alimentation et 2 p. o/o chez les comptables, employés et voyageurs de commerce.

En particulier, la situation a été jugée plus mauvaise que l'an dernier à même époque chez les cochers de grande remise, les comptables, les placiers en fleurs et plumes de Paris, chez les marins du commerce de Bordeaux, chez les employés de commerce de Versailles, les employés de fabrique de Saint-Étienne, les employés de l'alimentation (garçons de restaurant et maîtres d'hôtels) de Marseille et Bordeaux et chez les coiffeurs de Bordeaux; pour le reste, la situation est restée sans changement.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prudhommes, associations patronales, etc.; et 2^o par les correspondants.

Seine-et-Oise. — L'activité du travail et la situation générale de l'industrie ont été satisfaisants pendant le deuxième trimestre de 1898 dans l'ensemble des métiers de la région de Versailles; le personnel a été bien occupé, sans chômage, la journée a varié de dix à douze heures.

Aisne. — Pendant le deuxième trimestre de 1898, à Bohain, le travail a maintenu son activité normale dans les diverses professions.

Somme. — CHAMBRE DE COMMERCE D'AMIENS. — Pendant le premier semestre de 1898, la situation du marché de l'industrie sucrière a été plutôt meilleure que celle de l'an dernier, les stocks étant moins importants, de même les prix de vente ont été en fin de semestre plutôt plus élevés que ceux de la période correspondante de l'année 1897. Cependant les affaires ont été généralement calmes. On estime que les ensemencements de betteraves ont été à peu près aussi importants que l'an dernier; mais ils ont été commencés et terminés plus tard, ce qui a amené un retard dans les diverses façons à donner aux champs; cependant, en général, la situation est estimée meilleure que celle de l'an dernier, grâce aux modifications de la législation qui ont permis une exportation plus facile des sucres de toutes natures.

Dans les fabriques d'alcool, la vente a été plutôt difficile par suite du prix élevé des alcools; de plus, les mauvais temps des premiers mois du printemps ont contribué à retarder la reprise des affaires; on estime que le prix de vente des alcools, en fin du premier semestre 1898, était d'un peu plus de 10 p. o/o supérieur à celui de fin décembre 1897.

Dans les huileries, le prix de vente des huiles de colza a eu de nouveau tendance à la baisse après avoir obtenu une amélioration temporaire. Pour les huiles de lin, l'augmentation des commandes des entrepreneurs de peinture à la fin de la morte-saison d'hiver a amené une reprise du travail et une plus grande fermeté des cours. De même dans les fabriques d'huiles d'aillette, une amélioration s'est produite grâce aux faibles stocks disponibles et aux nouvelles demandes de la consommation. Peu d'activité dans l'industrie des suifs, cependant les prix de vente ont obtenu également une certaine amélioration.

L'industrie de la chaussure s'est trouvée dans une situation défavorable depuis le commencement de l'année par suite de la douceur relative de la température pendant les mois d'hiver; les chaussures fortes et les galoches ne se sont pas vendues, des stocks importants sont restés en magasin. Les articles de saison d'été ont été aussi moins vendus que l'an dernier, les marchands n'ayant pas rendu leurs capitaux disponibles pour de nouveaux achats et la saison d'été débutant pluvieuse et froide. Enfin, malgré des cours de matière première en hausse, on a dû, pour obtenir des commandes, consentir des marchés qui n'ont plus laissé de rémunération au fabricant.

Dans l'industrie cotonnière, les cours de matière première ont été en hausse grâce aux achats des usines étrangères; mais dans nos filatures, l'accalmie qui avait été signalée s'est maintenue, on a réduit de nouveau la journée de travail, on a arrêté, périodiquement, des usines afin de diminuer les stocks; cependant, par suite du manque d'activité dans les tissages, les stocks en filatures se sont maintenus et les marchés ont été traités aux mêmes prix qu'avant la hausse du coton, ne laissant plus une rémunération suffisante aux filateurs.

Dans les tissages de velours de coton écrit, la situation des tissages mécaniques a été encore difficile par suite du bas prix de vente des produits fabriqués, tandis que les filés se maintenaient à des taux élevés. Par suite de la saison d'hiver défavorable, l'écoulement des velours teints s'est mal fait et les prix de vente, se ressentant de l'accalmie des affaires ont été défavorables. Dans les établissements fabriquant le velours imprimé, la situation est restée stationnaire, sans activité. Pour les velours lisses façon soie, le travail pendant le premier semestre de 1898 a été jugé plus mauvais que pendant le second semestre de 1897, la mode ayant délaissé cet article et les stocks en magasin étant encore importants.

La coupe mécanique des velours est encore occupée, mais la coupe à la main tend à disparaître.

Les teintureries se sont ressenties du manque d'activité des filatures et des tissages, le nombre de pièces teintes a été moins abondant que celui du semestre correspondant de 1897.

Dans la bonneterie de coton, des ordres arrivés en janvier et février ont entretenu l'activité pendant le premier trimestre, mais pendant le deuxième trimestre les métiers ont cessé d'être alimentés et un certain nombre ont été arrêtés, sauf cependant dans certaines maisons qui avaient adopté des genres nouveaux, pour lesquels on a reçu des commandes suffisantes pour entretenir les ateliers. En général, les magasins de détail, par suite de la douceur de l'hiver, sont restés pourvus de stocks importants qui tendent à retarder la reprise du travail. Les cours des filés, qui étaient bas au commencement de l'année, se sont raffermiss en fin du premier trimestre, sans que les prix des produits fabriqués aient pu bénéficier d'une amélioration équivalente; de plus, les commandes d'Algérie ont été moins fortes que celles des années précédentes.

La hausse de la laine, attribuée à la faible production de l'Australie et de l'Amérique du Sud, a atteint 15 p. o/o pendant le premier semestre par rapport au cours de la fin de l'année 1897, ce qui a une répercussion sur l'activité de l'industrie.

Les peignages ont obtenu une amélioration de leurs prix de vente, mais moins importante que la hausse de la matière première. La filature a été moins favorisée que les peignages; les commandes ont fait défaut par suite du manque de froids pendant les deux derniers hivers, les demandes adressées à la filature ont été jugées d'un tiers plus faible que celles d'une année normale; aussi les heures de travail ont été diminuées dans beaucoup d'établissements.

Les tissages de laine et soie pour robes et parapluies ont été encore éprouvés par la concurrence étrangère; cependant la production et les prix de vente se sont maintenus à peu près équivalents à ceux de la période correspondante de 1897. Il y a eu diminution pour les tissus tout laine, anacostes, cachemires d'Ecosse, etc. Dans les tissages de satins pour chaussures, les affaires ont été très calmes, les ouvriers ont travaillé trois à quatre jours par semaine.

La bonneterie de laine a fait une campagne plus mauvaise que l'an dernier par suite de la température trop douce de l'hiver, qui n'a pas permis d'écouler les stocks en magasin; les commissions d'hiver n'ont pas dépassé la valeur des réassortiments d'une saison ordinaire: les fabricants de gros lainages, gilets de chasse, gilets à côtes et camisoles ont dû laisser chômer une partie de leurs ouvriers, tandis que les fabricants d'articles plus fins (bas, chaussettes, etc., qui sont d'un débit plus certain), ont pu continuer à travailler.

Les teintureries pour anacostes et satins ont travaillé trois jours en moyenne par semaine. Dans les teintureries d'articles laine et soie et de cachemires d'Ecosse, on a fait la semaine entière, mais, grâce aux commandes venant des tissages des autres régions.

Dans les tissages de velours d'Utrecht, les demandes ont été assez suivies, mais limitées à peu près au marché français; on a pu occuper le personnel habituel.

Pour les fabriques de tapis, les articles de bonne qualité ont été plutôt délaissés au profit des tapis de basse qualité. Les commandes de tapis de jute ont maintenu leur tendance à l'amélioration.

Dans les peluches de soie, la demande et la fabrication ont été constantes depuis janvier dernier. Les peluches et velours de lin ont eu un bon courant d'affaires tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation; cependant les prix de vente ont eu tendance à la baisse.

Dans l'industrie linière, les cours des lins de Russie sont restés stationnaires, mais les lins de pays ont subi une baisse qui les a ramenés au taux de ceux de Russie. Les filatures ont dû ralentir leur production, les tissages faisant retarder la livraison des commissions qu'ils avaient faites; les filatures de fil au mouillé ont été moins éprouvées que les autres. Dans les tissages de toile, l'activité a été faible par suite de la diminution des commandes des campagnes motivée par la mauvaise récolte de 1897; on a dû arrêter des métiers.

Dans l'industrie du jute, la matière première, malgré une récolte abondante qui a permis des expéditions plus importantes en Europe, s'est maintenue, pendant les trois premiers

mois de l'année, à un taux élevé, sensiblement égal à celui de fin d'année 1897, ce qu'on attribue au fret et au change dont les cours ont été fermes; puis, pendant le deuxième trimestre, après diverses fluctuations dues à la guerre hispano-américaine qui augmentait les frets et à l'annonce de la peste à Calcutta qui, en éloignant une partie de la population ouvrière, a rendu la main-d'œuvre plus rare dans les ports de l'Inde, les cours ont terminé en hausse sur ceux de janvier, d'autant plus que les ensemencements s'étaient faits dans des conditions plutôt défavorables. Pour les *filatures*, le travail a été actif pendant tout le semestre et l'écoulement des produits s'est fait facilement et à des prix en hausse. Pour les *tissages*, la situation n'a pas été aussi favorable que pour les filatures, les tissus se sont vendus difficilement et avec des prix en baisse sur ceux de l'an dernier.

Dans l'*industrie du chanvre*, de la *ficellerie* et de la *cordayerie*, les affaires ont été difficiles par suite de l'augmentation de la concurrence; le chanvre, qui avait été en baisse l'an dernier, a eu tendance à augmenter en fin du 1^{er} semestre 1898; d'autre part, les fibres de Manille utilisées dans la corderie ont presque triplé de prix par suite des difficultés des relations à la suite de la guerre hispano-américaine.

L'*industrie de la confection des vêtements* a continué à se développer, le chiffre d'affaires a augmenté dans l'ensemble; mais la concurrence a aussi augmenté par suite de la création de nouvelles maisons, et la saison d'hiver qui avait été médiocre par suite de manque de froids ayant été suivie d'un commencement de saison d'été pluvieux, les ventes se sont mal faites; aussi les ventes du semestre ont été estimées moins bonnes que celles des années précédentes.

Dans l'*industrie des bois de construction*, le travail a été actif; mais les prix de vente n'ont pas suivi la hausse de la matière première dans les pays de production; en outre, les frets plus élevés ont grevé plus lourdement les frais des établissements importateurs.

A Amiens, les *fonderies* ont été bien occupées avec des prix bien tenus, la matière première étant elle-même en hausse. Les ateliers de *mécanique* ont manqué de commandes et on a dû réduire la journée de travail, pendant les premiers mois de l'année, dans certains ateliers. Les *chaudronniers en fer* ont travaillé régulièrement; pour les *chaudronniers en cuivre*, les commandes ont été sans importance.

A Albert, les *fondeurs-mécaniciens* ont été bien occupés et ont pu obtenir des commandes pour plusieurs mois d'avance; il s'est créé de nouveaux ateliers; on estime que le nombre des ouvriers travaillant le fer et la fonte était de 2.000 en fin de semestre.

A Ham, les ateliers de *construction mécanique* et de *chaudronnerie* ont présenté également une bonne activité, grâce aux commandes de la sucrerie.

Le *commerce des vins et eaux-de-vie* a été contrarié par la concurrence plus grande des représentants de vignobles qui, par relations, ont obtenu une part importante des ordres de la consommation locale; les prix de vente ont été maintenus, les récoltes des deux années précédentes ayant été plutôt faibles en quantité.

Pas-de-Calais. — CALAIS. — On estime que, sur les 1.800 métiers de l'*industrie de tulle*, 500 ont été transformés et marchent à 100 et 120 tours, contre 80 à 90 tours, vitesse des anciens modèles. Les commissions pour les articles *soie* qui se donnent habituellement de janvier à mai et de juin à août ont été très irrégulières. Sur les 2.500 ouvriers occupés dans cette industrie, les ouvriers travaillant aux métiers perfectionnés, articles *soie fin point*, ont pu gagner de 80 à 100 francs par semaine pendant la pleine saison de commandes qui a été plus courte que les années précédentes par suite de la diminution des commissions à l'exportation; dans les articles communs et *soie*, le salaire a été en moyenne de 50 à 60 francs par semaine et pour les articles coton, environ 40 francs; ce dernier genre étant fabriqué pendant presque toute l'année, ce dernier salaire a été celui de la grande majorité des ouvriers. On attribue le ralentissement qui s'est produit dans l'ensemble de l'industrie de tulle à la concurrence des fabriques des autres régions de la France et surtout à celle de l'étranger. De plus, à la suite d'une demande d'augmentation de salaires qui avait amené une revision des prix courants de vente, l'alimentation des métiers étant devenue irrégulière, plusieurs fabricants ont dû céder à bas prix à leurs concurrents des métiers qu'ils ne pouvaient plus utiliser; aussi on estime que près des deux tiers des ouvriers ont été atteints par le chômage. Enfin la difficulté de former des apprentis a rendu la fabrication plus pénible et plus coû-

teuse; on a dû mettre un contremaître dans chaque atelier pour surveiller et diriger le remontage des métiers qui sont d'ailleurs d'un mécanisme plus délicat que les anciens. On estime à 1.000 le nombre des jeunes apprentis qui débutent comme survideurs avec un gain de 5 francs par semaine, à 600 celui des remonteurs, gain 10 francs par semaine, à 200 celui des wapeurs ou ourdisseurs, gain 15 francs par semaine; actuellement ils n'arrivent guère avant 21 ans à devenir des ouvriers ourdisseurs capables de faire de bons tullistes au retour du régiment. De plus, un certain nombre de femmes sont occupées dans les usines, wheelleuses ou bobineuses, qui gagnent de 20 à 25 francs par semaine, jusqu'à la dévideuse qui gagne 2 francs par jour.

Nord. — Industries textiles. — Les cours des lins sont restés stationnaires dans ces derniers mois, quoique la récolte n'ait guère donné de satisfaction. Les lins russes n'ont pour ainsi dire pas varié; ils ne sont pas à des prix élevés, mais les prix des fils sont plus bas que jamais. A la période ayant eu une certaine activité pendant le 1^{er} semestre, a succédé un calme plat; une vente pénible et surtout une grande difficulté de livrer les ordres pris précédemment; cela venait de la mévente de la *toile* qui avait engagé les fabricants à restreindre leur production. Presque tous ont arrêté des métiers ou diminué les heures de travail, et comme la *filature* n'a pas modifié ses heures de travail, il y a encombrement et les prix des fils s'en ressentent.

Le bas prix du *coton* est revenu encore aggraver la situation de la *filature*. Si l'on voyait la saison d'hiver s'établir convenablement, on pourrait espérer une reprise d'affaires que rien jusqu'à présent ne laisse entrevoir. S'il y a du chômage pour les ouvriers *tisserands*, il n'y en a pas en *filature*.

A Roubaix-Tourcoing, la situation industrielle n'est pas brillante. Presque partout il y a réduction des heures de travail. La *filature de laine à façon* a particulièrement à souffrir. Un syndicat est en formation entre les industriels de Roubaix, Tourcoing et Fourmies; ce syndicat a pour objet une entente pour le maintien des prix de façon. — L. LETOMBE.

CHAMBRE DE COMMERCE DE CAMBRAI. — Pendant le premier semestre 1898, la *minoterie* a eu un travail restreint par suite du défaut d'approvisionnements de matière première et de la difficulté de l'écoulement des farines; beaucoup d'usines ont été arrêtées, d'autres n'ont travaillé que de jour; les prix de vente ont été estimés non rémunérateurs. Dans la *sucrierie*, la production a été inférieure à celle de la campagne précédente; les prix ont eu tendance à la baisse, les ventes ont été sans activité.

La *brasserie* a eu un travail très calme, principalement en février et en mars; le mauvais temps et la gêne industrielle et agricole ont amené une diminution de la consommation. Les prix sont restés stationnaires, mais l'augmentation du nombre des débits et la grande concurrence qui en est résultée ont rendu le crédit très mauvais.

Les fabriques de *chicorée* ont eu un travail et une vente normales; depuis le mois de mai, une hausse de 2 francs par 100 kilogrammes s'est produite sur la matière première par suite de la réduction des ensemencements et de la température défavorable.

Dans les *huileries*, la production et la vente ont été faibles et à des prix jugés peu rémunérateurs; bien des usines n'ont travaillé que de jour, l'équipe de nuit a été supprimée; on attribue cette diminution à la concurrence des huiles de coton.

Les *savonneries* ont été éprouvées par la concurrence des établissements similaires des autres régions, les prix de vente qui ont obtenu un peu de hausse ont été tenus encore pour désavantageux. Il y a eu afflux de main-d'œuvre.

Dans les *tissages de laine*, un établissement a cessé sa fabrication; l'alimentation des métiers a été en général fort pénible; les *tissages mécaniques* ont réduit leur production, sauf dans deux ou trois maisons; dans les *tissages à la main*, on estime que les trois quarts ont été arrêtés. Les commissions pour l'exportation ont fait défaut. Les prix de vente sont restés stationnaires et désavantageux, les cours de la laine ayant été en hausse. Les prix de façon des tisseurs à la main, restés aussi stationnaires, ont procuré aux ouvriers un salaire plus faible que l'année dernière; dans trois tissages mécaniques, on a pu augmenter les heures de travail. Il y a eu afflux de main-d'œuvre; mais les tisseurs à la main sans commande ont pu heureusement s'employer aux travaux des champs. Dans les fabriques de *toile*, situation également difficile, production et vente calmes. Dans les fabriques de *linon* et *batistes* la pro-

duction a été active; mais la vente plutôt faible; il y a eu afflux de main-d'œuvre d'autant plus que les ouvriers de l'industrie lainière sans ouvrage ont cherché à être occupés dans l'industrie lainière; les prix de façon sont restés stationnaires, aux conditions arrêtées avec le syndicat ouvrier; cependant le gain hebdomadaire a été inférieur à celui des années précédentes par suite du manque de commandes.

Dans l'industrie des *tulles*, l'importance du matériel a été augmentée d'un dixième environ, la production a été plutôt faible, les prix de vente sont restés stationnaires; la main-d'œuvre a été abondante; on a réduit la durée du travail de moitié environ. Les *teinturiers* et les *ateliers d'appréts* ont eu un travail faible, les prix en baisse ont été désavantageux. De même dans les *blanchisseries*, les affaires ont été pénibles; les commandes ont été moins importantes que l'an dernier; les salaires ont eu tendance à croître pour les ouvriers expérimentés dont le recrutement est devenu difficile.

CHAMBRE DE COMMERCE D'AVESNES. — Pendant le 3^e trimestre de 1898, l'industrie des *produits chimiques* a continué la transformation de son travail en développant l'électrolyse du sodium; pour les *superphosphates*, les prix de vente ont été en hausse à la suite de celle des *phosphates naturels*; la main-d'œuvre a été plutôt insuffisante.

Dans les *peignages*, la situation difficile déjà signalée ne s'est pas améliorée. Pour les *tissages*, l'activité a été également moins grande que celle des années précédentes; pendant les 7 premiers mois on estime que l'exportation des tissus foulés et des tissus pour robes, spécialités de la région, a été en diminution d'un peu plus du quart sur celle de l'an dernier pendant la même période; les *filateurs* se sont ressentis du ralentissement des tissages et les établissements dont l'arrêt avait été signalé n'ont pas été remis en marche.

Dans la *boissellerie*, la production est restée stationnaire, la vente a été calme, les prix de vente ont eu tendance à la baisse.

Dans l'industrie des *produits céramiques*, la production et la vente ont été assez actives; les prix de vente ont obtenu une hausse d'environ 5 p. o/o sur ceux du premier semestre 1898.

Dans la région de Fourmies en particulier, le nombre des établissements de l'industrie lainière en activité a eu tendance à diminuer, des chômages partiels ont eu lieu; les ventes ont été faibles et à des prix en baisse et non rémunérateurs. Il y a eu affluence de main-d'œuvre par suite du chômage de certains établissements; le gain hebdomadaire des ouvriers a été également en diminuant; la journée a été réduite à 10 et 9 heures et on a fait de quatre à cinq jours par semaine.

Dans la *verrière*, un four a été maintenu en activité, on pense allumer un deuxième four, la vente qui a été assez bonne ayant amené à augmenter la production. Les prix de vente ont pu se maintenir fermes; les salaires sont restés stationnaires; il y a eu abondance de main-d'œuvre en ce qui concerne les emplois inférieurs.

Yonne. — Pendant le 2^e trimestre de 1898, à Auxerre, le travail a maintenu son activité normale dans les diverses professions.

Loire. — Pendant le 2^e trimestre 1898, dans la région de Saint-Chamond, les mines et les forges ont continué à présenter une activité satisfaisante; le personnel ouvrier a été occupé régulièrement. Dans l'industrie du *lacet*, grâce à l'association formée entre un grand nombre de fabriques de la région, la situation a eu tendance à s'améliorer. Le travail dans les *moulins* et dans les *teintureries* a été plutôt faible. Les *entrepreneurs de travaux publics* ont été un peu plus occupés que pendant le 1^{er} trimestre, les entrepreneurs de constructions de chemins de fer ont manqué de *terrassiers* et de *maçons*.

Hérault. — CETTE. Pendant le 2^e trimestre de 1898, la situation est restée stationnaire, chez les *tonneliers*, chez les *maréchaux ferrants*, les *carrossiers*, les *bourelliers-selliers*, les ouvriers et employés des maisons de commerce de vins et les ouvriers du port; cependant certains de ces derniers ont trouvé un travail plus abondant que pendant le trimestre précédent avec le débarquement des bois d'Autriche. La raffinerie de soufre et la fabrication des *produits chimiques* a été en progrès sur les mois précédents. En général, le personnel habituel a été maintenu dans les ateliers sauf pour quelques maisons de commerce de vins qui ont renvoyé du per-

sonnel. On estime que le chômage a atteint un peu plus du tiers des ouvriers (journaliers compris). La journée de travail a varié de 9 à 10 heures suivant les professions.

Charente-Inférieure. — Pendant le 2^e trimestre de 1898, dans la région de La Rochelle, le travail s'est maintenu actif; le nombre des établissements et l'importance du personnel occupé a eu tendance à augmenter. On estime que le chômage a atteint 5 p. o/o des ouvriers. La durée de la journée de travail a varié de 10 à 11 heures.

Algérie. ORAN. — Pendant le 1^{er} semestre 1898, les industries du *crin végétal* et de l'*alfa* ont dû diminuer leur production par suite de la difficulté de l'écoulement des produits. Les *charpentiers* ont été moins occupés que les années précédentes. Les *menuisiers* ont subi un chômage important par suite du manque de grands travaux, les constructions particulières ont été rares et la main-d'œuvre abondante; la main-d'œuvre étrangère acceptant de faibles salaires a fait une grande concurrence à la main-d'œuvre de nos nationaux; on estime que le chômage a atteint un tiers des ouvriers. Chez les *foudriers*, qui ont vu diminuer leurs commandes avec l'adoption de cuves en ciment pour la préparation des vins, on a compté un peu plus du cinquième des ouvriers en chômage. D'autre part, les *tonneliers* ont été bien occupés grâce à l'importance de l'exportation des vins; le salaire a été de 6 francs en moyenne par jour chez les *tonneliers* et chez les *foudriers*. Tel a été aussi le salaire habituel chez les *charrons*, *forgerons* et *carrossiers* qui ont eu une activité normale. L'industrie des *tabacs* a été en pleine activité. Dans l'industrie du *bâtiment*, en général, le travail a été satisfaisant grâce aux commandes de la C^{ie} fermière des eaux et à l'installation de tramways électriques; aussi les *terrassiers*, *paveurs*, *poseurs de rails*, *tailleurs de pierre*, *maçons*, *zingueurs*, *peintres*, qui complaintaient jusqu'à un quart des leurs en chômage, ont vu diminuer le nombre des leurs sans ouvrage; cependant chez les *tailleurs de pierre*, l'amélioration a été moins sensible par suite de l'emploi plus fréquent du ciment au lieu de la pierre de taille.

**Analyse, par département,
des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières
et par les secrétaires des Bourses de Travail.**

Seine. — Placement plus facile que le mois et que l'an derniers et 5 p. o/o de chômeurs chez les adhérents de l'*Association mutuelle des ouvriers boulangers*; 10 p. o/o chez les *compagnons boulangers*; un peu plus du quart chez les adhérents de l'*Union des ouvriers boulangers* du XIV^e arrondissement; les adhérents du *Syndicat mixte de la boulangerie* estiment que moitié des leurs sont sans place à demeure. Le travail est devenu plus abondant chez les *ouvriers boulangers* de Saint-Denis, grâce à la rentrée des élèves des pensions des environs; cependant, le nombre des ouvriers en place n'a pas été augmenté. Les *cuisiniers* estiment que le chômage atteint 19 p. o/o des leurs, le placement est devenu plus difficile depuis la fin de la saison d'été, qui a ramené à Paris un grand nombre d'ouvriers sans place. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *chocolatiers*, qui font la journée de 11 heures.

Travail toujours actif chez les ouvriers de la *brochure*. Pas de chômeurs signalés et ouvrage plus abondant que le mois dernier grâce aux commandes du nouvel an chez les *cartonniers*. 4 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *sacs en papier*; 9 p. o/o chez les *typographes*; 4 p. o/o chez les *imprimeurs-lithographes*; un peu plus de 2 p. o/o chez les *conducteurs-typographes*; 10 p. o/o chez les *dessinateurs graveurs*, qui sont moins occupés que les mois précédents.

15 p. o/o de chômeurs et reprise du travail moins accentuée que l'an dernier chez les *cordonniers*. Chez les *selliers-harnacheurs*, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, 10 p. o/o de chômeurs et travail 54 heures par semaine. Chez les *gainers*, on fait maintenant la journée de 10 heures dans toutes les maisons.

Chez les *passementiers à la main*, la journée est diminuée de 2 heures pour 48 ouvriers. Un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs chez les *tapissiers*, chez qui le travail a repris depuis le mois dernier grâce au retour de la clientèle à Paris, on fait 54 heures par semaine en

moyenne; dans l'ensemble, les commandes tendent à revenir plus nombreuses aux maisons travaillant directement pour leur clientèle, tandis qu'elles deviennent plus rares dans les maisons qui font travailler au dehors et ne peuvent en surveiller complètement l'exécution. Un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs de cols et cravates*. Reprise du travail et journée augmentée de 2 heures depuis le mois dernier chez les ouvriers en *chapeaux de soie*. 10 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *couleurs de lessive*.

Ralentissement annuel du travail moins accentué que l'an dernier, 10 p. o/o de chômeurs et journée réduite à 9 heures chez les adhérents de la *Solidarité des ouvriers charpentiers*. De même ralentissement du travail et 4 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers syndiqués de la Seine*. Chez les *menuisiers*, ralentissement annuel du travail, journée diminuée d'une demi-heure dans nombre d'ateliers et situation plus difficile par suite de la grève du bâtiment, cependant pas de chômeurs signalés. 10 p. o/o chez les adhérents de l'*Union des peintres en voitures*, le travail s'est ralenti, la température douce permettant de maintenir en service des voitures qui, les autres années, étaient de nouveau remises et en réparation.

Pas de chômeurs chez les *tourneurs-décolleteurs*; un peu plus de 3 p. o/o et journée de 12 heures chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*. Un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les ouvriers en *instruments de précision*. Pas de chômeurs chez les ouvriers en *feuilles d'étain*.

Les adhérents de l'*Union des peintres* estiment qu'un grand nombre des leurs sont atteints par le chômage, ils font 48 heures environ par semaine. Pas de chômeurs signalés chez les adhérents de l'*Avenir des peintres*, qui font 56 heures par semaine et dont la journée habituelle est diminuée de 2 heures par suite du ralentissement annuel du travail. Situation plus difficile que l'an et que le mois derniers et travail suspendu dans un certain nombre d'ateliers chez les *plombiers-couvreurs*.

Pas de chômeurs chez les *pilotes des bateaux voyageurs*, chez les *employés des bateaux parisiens*, chez les *receveurs-pontonnières* et chez les *employés des tramways-sud*. Affaires plutôt calmes et moins bonnes que l'an dernier chez les *cochers de grande remise*. 16 p. o/o de chômeurs chez les *garçons de magasin* et *cochers livreurs*. Le travail se maintient actif chez les *hommes de peine* des abattoirs d'Aubervilliers.

Un peu plus de 9 p. o/o de chômeurs chez les *comptables*. 2 p. o/o de chômeurs chez les *employés de la Bourse de commerce*. Affaires calmes chez les *placiers en fleurs et en plumes*. 6 p. o/o de chômeurs chez les *garçons laitiers*. Chez les adhérents du syndicat des *ouvriers limonadiers-restaurateurs*, chômage en augmentation par suite de la mauvaise saison qui ramène les ouvriers des stations d'été dans les grandes villes. 13 p. o/o de chômeurs chez les adhérents de l'*Espérance des limonadiers*. Un peu plus de 4 p. o/o de chômeurs chez les adhérents de l'*Association des professeurs libres* dont la situation est jugée plus difficile que celle de l'an dernier à même époque; cependant le placement a repris avec la rentrée des classes. Peu de chômeurs chez les *élèves en pharmacie* qui viennent d'organiser une caisse de secours mutuels.

Seine-et-Oise. — Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *carriers* de Château fort-Versaillès, grâce aux commandes de l'Exposition; pas de chômeurs chez les *carriers* de Méry-sur-Oise et de Cernay. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les *raffineurs de pétrole* de Bonnières. A Versailles, de même pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre*. Même situation chez les ouvriers *tailleurs* qui sont entrés en saison de travail, cependant la reprise est moins accentuée que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les *chapeliers* d'Essonne; c'est la saison de travail pour les ouvriers en *chapeau de soie*. Chez les *mouleurs sur métaux* de Poissy, la situation se maintient satisfaisante, on fait 66 heures par semaine, les commandes affluent pour toutes les catégories de la métallurgie. A Versailles, les *plombiers-couvreurs* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage, la journée est réduite à 9 heures. 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Bonnières, baisse sur le pain, 0 fr. 05 par 2 kilos qui sont vendus 0 fr. 75.

Aisne. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Château-Thierry. La situation tend à devenir plus difficile chez les *vanniers* d'Origny; pendant l'été, un certain nombre d'ouvriers

sans ouvrage avaient pu s'occuper aux travaux des champs, mais ceux-ci sont maintenant terminés. A Saint-Quentin, chez les *mouleurs en fer et cuivre*, ralentissement annuel du travail avec le commencement de la campagne dans les sucreries dont ils reçoivent la plupart des commandes, quelques ouvriers sans travail ont quitté la région; cependant la situation se maintient encore satisfaisante. Journée de 10 heures chez les *couvreurs-zingueurs*. Pas de chômeurs chez les *employés, voyageurs et dessinateurs*.

Oise. — A Beauvais, reprise du travail et 5 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. Chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Hermes, l'activité déjà signalée se maintient. A Méru, ralentissement du travail chez les *dominatiers* qui sont cependant encore tous occupés; un peu moins de 15 p. 100 de chômeurs chez les *boutonniers en os*; pas de signalés et journée de 11 heures chez les *tabletiers*. Même situation chez les *brossiers* de Tracy-le-Mont et de Saint-Sauveur, chez qui une amélioration s'est produite depuis le mois dernier.

Somme. — A Amiens, les *typographes* sont tous occupés. Ralentissement du travail depuis le mois dernier chez les *ouvriers en cuirs*; une importante maison a diminué les prix de façon donnée aux *piqueuses* et le travail est devenu plus minutieux; dans la *corroirie*, travail irrégulier, dans des ateliers occupant 30 à 40 ouvriers, on en a débauché moitié, que l'on ne reprend que pour des commandes pressées. Chez les *teinturiers*, la situation est devenue plus mauvaise par suite de la diminution des salaires. 10 p. 0/0 de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et le mois derniers chez les *tapissiers*.

Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* d'Albert qui font 75 heures par semaine.

A Amiens, hausse sur le charbon de terre, 0 fr. 10 par 50 kilos.

AMIENS. — Pendant les mois de septembre et d'octobre, la *filature de laine* a maintenu une certaine activité, mais a écoulé difficilement ses produits aux prix offerts. De même, dans les *tissages laine et soie*, étoffes pour parapluies et pour robes, les marchés se sont traités à des prix non rémunérateurs; cependant, on a pu ainsi augmenter la production, tandis que dans les *tissages d'anacoste* le travail a été très calme. Le *cachemire d'Ecosse* a aussi laissé à désirer. Les *tissages de velours de coton*, une des principales industries de la région, sont aussi éprouvés; les stocks sont importants et les prix de vente subissent des baisses importantes, certaines maisons sacrifiant des lots de temps à autre en vendant à bas prix.

Dans la *bonneterie* de la région, du Santerre principalement, les affaires ont été très calmes. C'est la bonneterie de laine qui est le plus éprouvée, tandis que la bonneterie de coton est encore assez active. A Moreuil, une diminution de 0 fr. 20 à 0 fr. 25 sur les prix de façon d'une douzaine de chaussettes, soit près de moitié du salaire, qui avait été proposée, a été retirée après entente entre patrons et ouvriers.

Le *petit commerce de détail* est sans activité et se ressent de la concurrence croissante des bazars. La grève des *teinturiers en velours coton*, qui s'est étendue même dans les ateliers où les tarifs étaient observés, a rendu encore plus difficile la situation.

A la Caisse d'épargne, les retraits ont dépassé les dépôts.

La commission instituée à la préfecture pour l'organisation de l'Exposition de 1900 a commencé à fonctionner. — A. Lefèvre.

Pas-de-Calais. — Grâce à l'augmentation des commandes, le travail est devenu plus abondant que le mois dernier chez les *mineurs* de Lens; d'autre part, la situation est jugée moins bonne que celle des années précédentes pour les ouvriers du fonds, ouvriers à la veine, boiseurs, etc., par suite de travaux supplémentaires qui leur sont imposés sans augmentation de prix, le gain journalier serait de un franc inférieur à celui de 1893. A Arras, reprise habituelle du travail et pas de chômeurs chez les *typographes*, chez qui la journée est augmentée d'une heure pour 30 ouvriers. Chez les *teinturiers et apprêteurs* syndiqués de Calais, on compte 8 p. 0/0 de chômeurs, la durée habituelle du travail hebdomadaire est réduite de huit heures en moyenne, on fait cinquante heures par semaine. Les ouvriers *cimentiers* de Boulogne-sur-Mer comptent un quart des leurs en chômage; ils font soixante-dix-huit heures par semaine.

Nord. — A Lille, 5 p. 0/0 de chômeurs chez les *boulangers*, chez qui le placement est devenu plus difficile depuis que les anciens ouvriers libérés du service militaire ont repris leurs

places. Chez les *tisserands* d'Haspres, un tiers manquent de commandes, les autres travaillent trois à quatre jours par semaine. Situation toujours difficile chez les *tisserands* de Villers-en-Cauchies dont un grand nombre sont atteints par le chômage, 5 p. o/o chez ceux d'Avesnes-les-Auberts, qui sont moins occupés que l'an dernier.

Pas de chômeurs chez les *charpentiers-menuisiers* d'Armentières. A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs en bois*. De même chez les *métallurgistes* de Maubeuge qui sont plus occupés que l'an dernier et font soixante heures par semaine. A Lille, le travail tend à diminuer chez les *patrons et ouvriers* de l'*industrie des métaux*, sauf dans la *fonderie* et la *chaudronnerie*. Pas de chômeurs chez les *marbriers et tailleurs de pierre* de Dunkerque, de même que chez les *marbriers* de Jeumont. Le travail se maintient toujours actif chez les *peintres* d'Armentières, on fait la journée de neuf heures. Les *peintres* de Roubaix estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage, la journée est réduite à dix heures. A Lille, 8 p. o/o de chômeurs chez les *employés-conducteurs de tramways*.

Ardennes. — Chez les *ardoisiers-mineurs* de Fumay, l'activité déjà signalée se maintient sauf pour les *fendeurs* qui chôment deux jours par quinzaine, faute des matières premières. 6 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* de Douzy; chez ceux de Francheval, baisse des salaires et travail irrégulier. Chez les *mouleurs* de Nouzon, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et 4 p. o/o de chômeurs; une fonderie de cuivre est en construction. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* d'Aiglemont, de même chez ceux de Braux; le travail tend à diminuer dans une fonderie.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, travail toujours actif chez les *typographes*. A Reims, journée de sept à huit heures dans les *filatures*, travail trois jours par semaine dans les *apprêts*; cependant peu de chômeurs signalés chez les ouvriers syndiqués de l'*industrie lainière*. Chez les *menuisiers*, tous sont occupés, mais la journée est réduite; on fait cinquante-sept heures par semaine. Travail soixante-trois heures par semaine, journée diminuée d'une heure et demie et pas de chômeurs chez les *maçons*. Un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs chez les *cochers*.

Aube. — Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Gérardot; les ouvriers syndiqués ont pu obtenir des prix de façon plus élevés d'un quart que ceux des non syndiqués. A Troyes, pas de chômeurs chez les *charpentiers*, chez qui la journée est diminuée d'une heure.

Meuse. — Ralentissement du travail chez les *carriers* de Lérouvillle à la suite de la diminution des commandes de pierres due à la grève des terrassiers et de l'industrie du bâtiment à Paris; la journée a été diminuée de deux heures pour tous les ouvriers; il n'est cependant pas signalé de chômeurs.

Meurthe-et-Moselle. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Chavigny. A Nancy, même situation et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *métallurgistes*, on manque d'ouvriers *tourneurs*. Les ouvriers *coiffeurs* sont tous occupés.

Haut-Rhin. — A Belfort, chez les *typographes*, le travail subit une accalmie, on fait soixante heures par semaine, sauf dans une imprimerie où on travaille soixante-six heures par semaine. Journée de dix heures, en diminution d'une heure sur le mois précédent et pas de chômeurs chez les *menuisiers-charpentiers*.

Haute-Saône. — Les ouvriers de l'*ameublement* de Saint-Loup estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage, l'ouvrage est tenu pour moins abondant que l'an dernier, on fait quarante heures en moyenne par semaine.

Doubs. — A Besançon, ouvrage plus abondant que le mois et l'an derniers chez les ouvriers en *cuir*. A Monthéliard, les ouvriers travaillant le *bois* estiment que près de moitié des leurs sont atteints par le chômage. A Besançon, reprise du travail depuis le mois dernier; journée de dix heures et pas de chômeurs chez les *repasseurs-remonteurs*.

Jura. — 7 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Dôle.

Ain. — A Bourg, journée de onze heures chez les *menuisiers-ébénistes*

Saône-et-Loire. — Pas de chômeurs et travail soixante-douze heures par semaine chez les *chapeliers* de Loubans, chez qui la journée est augmentée d'une heure.

Côte-d'Or. — L'activité déjà signalée chez les *bûcherons-agriculteurs* de Corcelles-les-Cîteaux se maintient, du moins chez ceux de Pagny et chez les *bûcherons* de Villiers-le-Duc. A Dijon, 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *charpentiers*, journée diminuée d'une heure et travail en moyenne soixante-cinq heures par semaine; le syndicat vient d'organiser des cours professionnels à la Bourse du travail. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *comptables*.

Yonne. — A Sens, 9 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Un peu plus de 5 o/o de chômeurs et travail cinquante à cinquante-cinq heures chez les *ouvriers du bâtiment*.

Nièvre. — Morte-saison chez les *bûcherons-agriculteurs* de Menou qui comptent moitié des leurs en chômage, les travaux des champs sont terminés et les coupes en forêt n'ont pas encore commencé. Pas de chômeurs chez les *bûcherons-agriculteurs* de Saint-Verain et de Corvol.

Allier. — Les *typographes* de Vichy estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage; un ralentissement s'est produit comme tous les ans à même époque, la journée a été diminuée d'une heure dans un atelier. Morte-saison, cependant pas de chômeurs chez les *typographes* de Cusset qui font 66 heures par semaine. A Vichy, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et journée de 9 heures chez les *charpentiers* qui comptent moitié des leurs en chômage. Travail 54 heures et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *menuisiers* qui comptent un quart des leurs en chômage. Pas de chômeurs signalés chez les *métallurgistes* de Commentry. A Vichy, les *tailleurs de pierres* estiment que près de moitié des leurs sont atteints par le chômage, le travail est moins abondant que l'an dernier. Chez les *maçons*, même situation, journée de 9 heures et un peu plus du quart des syndiqués en chômage. A Moulins, journée de 8 heures et travail actif chez les *peintres-plâtriers*. A Vichy, les *plâtriers et peintres* estiment que le chômage atteint moitié des leurs, la journée est réduite à 9 heures.

VICHY. — Toutes les professions se rattachant au *bâtiment* ont eu de nombreux chômeurs pendant le mois d'août; c'est la conséquence naturelle de la saison d'été pendant laquelle tous les travaux sont arrêtés jusqu'au départ des baigneurs étrangers; au milieu d'octobre, l'activité reprendra avec les nombreuses constructions projetées. Les *gens de maisons* et les *employés d'hôtels* étrangers à la localité, évalués à 3,000 personnes, commencent à se déplacer, la saison thermale tirant à sa fin.

Pendant le mois de septembre, dans l'industrie du *bâtiment*, le manque d'activité signalé pour le mois précédent s'est maintenu. L'annonce de l'exécution de grands travaux de la Compagnie Fermière avait fait arriver quantité d'ouvriers des autres localités qui ont dû chercher un emploi ailleurs, les constructions étant à peine ébauchées; cependant, le travail n'a été que retardé, et il entrera d'ici peu dans sa période d'activité pour tout préparer pour la saison prochaine. — *Devillard*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* qui sont moins occupés que le mois précédent; on a renvoyé des ouvriers dans une imprimerie. Un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *carrossiers* chez qui la journée est diminuée d'une heure.

Haute-Loire. — L'activité déjà signalée le mois dernier chez les *chefs d'ateliers rubaniers* de Saint-Didier-la-Séauve se maintient, on fait 60 heures par semaine.

Loire. — Travail toujours actif chez les *ouvriers du livre* de Roanne. A Saint-Étienne, un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs-graveurs*. Chez les *tisseurs en rubans*, reprise du travail depuis le mois dernier; on fait 60 heures en moyenne par semaine. De

même, reprise annuelle du travail et 3 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* de la Gresles. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *tisseurs* de Jarnosse, qui estiment que moitié des leurs manquent de commandes. A Saint-Étienne, pas de chômeurs chez les *chefs d'ateliers rubaniers* chez qui le travail a repris depuis le mois dernier; on fait la journée de 10 heures. 17 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers *passementiers* de la Fouillouse. Ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les *ouvriers en chapellerie* de Chazelles-sous-Lyon.

A Saint-Étienne, chez les *menuisiers*, pas de chômeurs et journée diminuée d'une heure et demie pour 200 ouvriers. Travail toujours actif chez les ouvriers *ébénistes* de Firminy. A Saint-Étienne, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*, on a reçu de nombreuses commandes pour l'industrie, la guerre, la marine, etc. 4 p. o/o de chômeurs chez les *employés de fabrique* qui font la journée de 10 heures.

A La Gresles, baisse sur le pain, 0 fr. 02 par kilogramme. A Jarnosse, hausse sur la viande, 0 fr. 30 par kilogramme.

Rhône. — A Lyon, ralentissement du travail depuis le mois dernier chez les *jardiniers* qui sont cependant encore tous occupés. Chez les *confiseurs-pâtisseries*, 7 p. o/o de chômeurs. Pas de signalés chez les *tisseurs* de Saint-Jean-la-Bussière. A Lyon, les *tisseurs* de la Croix-Rousse comptent un tiers des leurs en chômage, l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier. Chez ceux de Cours, le travail a diminué pour les articles péruviens, qui occupent 400 ouvriers; beaucoup de ceux-ci sont en chômage. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *tisseurs* de Mardore, qui font 66 heures par semaine. Ceux de Grandis estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage; une fabrique de *cotonnade* a réduit la journée de 2 heures, les *tissages de soierie* sont aussi alimentés incomplètement, les prix de façon sont en baisse. A Lyon, les *tullistes à la chaîne* estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage. 6 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers et ouvrières en confections*, chez qui la journée est augmentée de 2 heures depuis le mois dernier. Chez les *coupeurs-tailleurs*, la morte-saison se prolonge plus que l'an dernier, on fait 30 heures par semaine dans certaines maisons. Chez les *chapeliers* de Grigny, ouvrage moins abondant que l'année précédente, le chapeau fantaisie pour dames ayant fourni peu de commandes; cependant pas de chômeurs signalés chez les ouvriers syndiqués.

A Lyon, 2 p. o/o de chômeurs; ouvrage moins abondant que l'an dernier et travail 50 heures par semaine chez les *bronziers*. Reprise du travail moins accentuée que l'an dernier et 18 p. o/o de chômeurs chez les *sculpteurs*. Pas de signalés chez les *cimentiers*. Travail de 50 à 60 heures par semaine chez les *terrassiers-puisatiers*. Journée augmentée de 2 heures (service de pleine saison) et 2 p. o/o de chômeurs chez les *employés de commerce*. 10 p. o/o et ralentissement annuel du travail chez les *employés de cafés et restaurants*.

Haute-Savoie. — Le ralentissement du travail signalé chez les *carriers* de Thollon s'est accentué, la journée est réduite à 8 et 9 heures, on compte 4 p. o/o de chômeurs, le prix du travail à l'heure est diminué de 0 fr. 05, atteignant 160 ouvriers. A Annecy, le travail tend à reprendre chez les *typographes*. 10 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*. Ralentissement du travail et journée de 9 heures, en diminution d'une heure pour 32 ouvriers chez les *menuisiers*. Pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Savoie. — A Chambéry, un peu moins de 3 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les *menuisiers*; un important atelier a été détruit par un incendie; les ouvriers sans travail ont pu heureusement être acceptés dans les autres maisons. Les *tailleurs de pierre* estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage. Pas de chômeurs signalés et travail 56 heures par semaine chez les *plâtriers*.

Isère. — A Grenoble, journée diminuée d'une heure dans un atelier, cependant pas de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*. 5 p. o/o chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *tisseurs* de Voiron; de même chez les *tailleurs de pierre* de Parmillieu. Chez ceux de Montalieu-Vercieu, on fait 36 heures par semaine et on estime que le chômage atteint un quart des syndiqués.

Drôme. — Ouvrage moins abondant que l'an dernier, cependant pas de chômeurs chez les *carriers* de Saint-Restitut. Travail 60 heures par semaine chez les *typographes* de Valence;

morte-saison plus accentuée que l'an dernier et journée diminuée de 2 heures chez les *chapeliers appropriateurs* de Bourg-de-Péage.

Alpes-Maritimes. — A Cannes, chez les *cuisiniers*, la saison commence, les hôtels reprennent du personnel, tous les ouvriers occupés aux saisons d'été ne sont pas encore revenus. A Nice, 11 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*, qui estiment l'ouvrage moins abondant que l'an dernier. 8 p. o/o de chômeurs chez les *cordonniers*. Chez les *tonneliers*, reprise du travail grâce à une récolte abondante d'olives, la journée est augmentée de 2 heures pour 130 ouvriers, on estime que le chômage atteint encore un quart des syndiqués; le placement est difficile à cause de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère à bon marché. Les *maçons* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage. Chez les *maçons* de Menton, travail actif malgré l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. De même, pas de chômeurs chez les *maçons* de Cannes. A Nice, le travail se maintient chez les *plâtriers stucateurs*. Situation encore difficile chez les *conducteurs-livreurs*.

BOURSE DU TRAVAIL DE NICE. — La saison d'hiver commence sur le littoral de la Méditerranée. Le travail est très pressé pour les ouvriers du *bâtiment*, tous les ouvriers sont occupés et on en demande de nouveaux. Cependant, comme tous les ans à pareille époque, cette activité se ralentira en fin novembre, lorsque les étrangers auront pris possession de leurs habitations et le chômage commencera pour les corporations du bâtiment (les constructions sont rarement commencées en hiver), mais le travail reprendra en avril et mai.

Par contre, les *garçons d'hôtels*, de *restaurants* et *domestiques de maison bourgeoise* commencent à revenir pour l'ouverture des grands hôtels et l'arrivée des étrangers. Grâce à cette augmentation de la clientèle, les *blanchisseuses*, les *repasseuses*, les *couturières* et les *tailleurs d'habits* vont être bien occupés. Les *ouvriers du port* et les *bateliers* commencent à prendre des engagements comme employés à bord des yachts de plaisance, soit à louer leurs services et leur matériel pour des excursions en mer. — C. Corbani.

Var. — A Toulon, pas de chômeurs chez les *typographes*, une augmentation de commandes a permis d'embaucher quelques ouvriers de passage. A la Seyne, pas de chômeurs chez les *charpentiers en fer et en bois*, de même chez les *maçons*, qui font 60 heures par semaine.

Bouches-du-Rhône. — L'amélioration déjà signalée chez les *marins pêcheurs* de la Ciotat s'est maintenue. A Marseille, les *jardiniers* comptent 16 p. o/o de chômeurs; la journée est réduite à 9 heures en moyenne. Chez les *mineurs* de Fuveau, le travail est suspendu un jour par semaine. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Saint-Savournin-Gréasque. De même chez les *carriers* de Fontvieille. 13 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* d'Arles; un peu plus de 7 p. o/o chez ceux de la Ciotat. A Marseille, 3 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *typographes*, les commandes sont devenues plus rares par suite de la difficulté des affaires. 2 p. o/o de chômeurs chez les *conducteurs-imprimeurs*, 12 p. o/o chez les *imprimeurs-lithographes*.

Les *carrossiers* estiment que le chômage atteint un peu plus du quart des leurs, la journée de travail est réduite d'une heure et demie. Ralentissement de travail chez les *carreleurs* qui estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage. Chez les *plombiers-gaziers*, le travail est en augmentation comme tous les ans à l'époque des nouvelles locations. Les *potiers* d'Aubagne estiment que le chômage atteint un peu plus du quart des leurs. A Marseille, situation encore difficile chez les *marins du commerce*. 2 p. o/o de chômeurs chez les *employés d'hôtels et restaurants* qui font 90 heures par semaine.

Vaucluse. — A Avignon, travail plus abondant que l'an dernier chez les *typographes*. Les ouvriers de l'*Union balaitière* de Caderousse estiment qu'un cinquième des leurs manquent de commandes, ils font 48 heures en moyenne par semaine.

Ardèche. — A Annonay, ralentissement du travail et 12 p. o/o de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*. Un peu plus de 3 p. o/o chez les *menuisiers* et journée de 9 heures en diminution d'une heure sur la durée du travail du mois précédent.

Gard. — A Nîmes, un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries* chez qui l'ouvrage a repris grâce aux commandes du nouvel an.

Aveyron. — Situation toujours difficile chez les *mineurs* de Decazeville par suite de la modification du taux des salaires des ouvriers du fond. A Millau, 10. p. o/o de chômeurs chez les *gantiers*, la reprise habituelle du travail est moins accentuée que l'an dernier. Ralentissement du travail chez les *tailleurs de pierre* de Millau, qui estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage; on fait la journée de 9 heures en moyenne.

Tarn. — Chez les *menuisiers* de Carmaux, travail plus abondant que l'an dernier et journée de dix heures; on manquerait d'ouvriers. Pas de chômeurs chez les *martineurs* de Durfort.

Hérault. — Pas de chômeurs et reprise du travail grâce aux vendanges chez les ouvriers *cultivateurs* de Marsillargues. Travail 52 heures par semaine chez les *mineurs* de Graissessac. A Montpellier, 7 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Reprise du travail chez les *cordonniers*, la saison des pluies amenant une augmentation de la consommation des chaussures cousues à la main. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*, qui font 60 heures par semaine.

Aude. — A Carcassonne, pas de chômeurs et travail 60 heures par semaine chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*. Les *terrasiers* estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage; ils font 48 heures par semaine.

BOURSE DU TRAVAIL DE CARCASSONNE. — La récolte de vins ayant été supérieure en qualité, mais plutôt inférieure en quantité à celle de l'an dernier, les prix de vente dans les *vignobles* ont été bien tenus. Grâce à cette bonne situation, les travaux du *bâtiment* ont été très actifs principalement dans les campagnes où la demande de bras, déjà signalée le mois dernier, se maintient pour les *charpentiers*, *menuisiers*, *maçons* et *plâtriers*. Chez les *charrons*, commandes suivies tant à la ville qu'à la campagne. Enfin, un grand nombre d'ouvriers inoccupés actuellement vont pouvoir être embauchés pour les *semences*. Le prix des denrées de première nécessité est resté stationnaire. Dans l'ensemble, la situation se présente plus favorable pour l'hiver prochain que l'an dernier à même époque.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, situation plus mauvaise que les mois précédents chez les *typographes*; le nombre des chômeurs a augmenté depuis le renvoi des soldats libérés dans leurs foyers; de plus, les postes d'extra qui occupaient une partie des ouvriers sans place ont été supprimés. Ralentissement du travail depuis le mois dernier et 5 p. o/o de chômeurs chez les *ébénistes*. Pas de signalés chez les *travailleurs du bâtiment* de Pia.

Haute-Garonne. — A Toulouse, ralentissement du travail depuis le mois dernier et journée de 9 heures chez les *terrasiers*.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, 11 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de signalés chez les *tanneurs-corroyeurs* qui sont plus occupés que l'an et que le mois dernier; les commandes affluent chez les *galochiers* qui suffisent à peine au travail; de même travail actif dans l'*équipement militaire*. Les *charpentiers* de Lourdes estiment qu'un cinquième des leurs sont atteints par le chômage; ils font la journée de 10 heures, en diminution d'une heure sur le mois précédent. Travail toujours actif chez les *menuisiers* et chez les *peintres*.

Basses-Pyrénées. — A Pau, pas de chômeurs chez les *charpentiers*. De même chez les *maçons* et chez les *peintres* qui font la journée de 10 heures; de même pas de chômeurs chez les *plâtriers*, de même chez les *employés de commerce* de Bayonne et de Dax.

Gers. — Pas de chômeurs chez les *maçons* et *tailleurs de pierre* d'Auch.

Lot-et-Garonne. — A Villeneuve-sur-Lot, le travail reprend dans tous les ateliers de *cordonnerie*, un grand atelier qui avait été fermé va rouvrir.

Dordogne. — L'ouvrage se maintient plus abondant que l'an dernier et en augmentation sur le mois précédent chez les *typographes* de Bergerac. Journée augmentée d'une heure chez les *chapeliers-approprieurs* de Bugue.

Gironde. — A Bordeaux, les *compagnons boulangers* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage. 16 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*, 6 p. o/o chez les *typographes*. Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *bijoutiers*, 12 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*, qui font 50 heures par semaine. Les *couvreurs* comptent un cinquième des leurs en chômage. Situation encore difficile chez les *marins du commerce*. Les *maîtres d'hôtel* et *garçons navigateurs* comptent un cinquième des leurs en chômage, le placement est devenu plus difficile que celui de l'an dernier. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *coiffeurs*, qui estiment qu'un tiers des leurs sont atteints par le chômage. 7 p. o/o chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, la situation s'est maintenue plus mauvaise que l'an dernier chez les *marins-pêcheurs*. Pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre*. A Rochefort, 3 p. o/o chez les *typographes*. Ralentissement annuel du travail plus accentué que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre*.

Charente. — A Angoulême, reprise du travail depuis le mois dernier et 7 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. 6 p. o/o de chômeurs et journée de 12 heures chez les *ferblantiers-plombiers*.

Haute-Vienne. — A Limoges, reprise du travail depuis le mois dernier chez les *typographes*. Chez les *carrossiers*, ouvrage moins abondant que l'an dernier, 3 maisons (45 ouvriers) ont réduit la journée d'une heure, on compte 17 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués. Chez les *terrassiers* et *manœuvres* syndiqués, pas de chômeurs signalés.

Corrèze. — Pas de chômeurs et travail 78 à 84 heures par semaine chez les *chapeliers-fouleurs* de Bort. A Tulle, ralentissement annuel du travail plus accentué que l'an dernier chez les *charpentiers* et *scieurs de long*, qui font la journée de 9 heures. A Brive, les *ouvriers en bâtiment* comptent un peu plus de 16 p. o/o des leurs en chômage, ils font 50 heures par semaine.

Cher. — 10 p. o/o de chômeurs chez les *bûcherons-agriculteurs* de Saucergues. Pas de signalés chez ceux de Méry-ès-bois et de Jussy-le-Chaudrier. Ceux de Vallenay estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage, moitié chez ceux de Vierzon, de même ralentissement du travail chez ceux de Feux; chez ceux de Vierzon, la journée est réduite de 2 heures pour 120 ouvriers. A Bourges, pas de chômeurs chez les *boulangers*. Ralentissement du travail comme tous les ans à même époque, journée diminuée d'une heure et 6 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *toiles cirées*. Pas de signalés chez les *charpentiers* qui font la journée de 10 heures. Journée de 10 à 11 heures et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *menuisiers*. Travail toujours actif chez les *ouvriers en voitures*.

Travail 54 heures par semaine chez les *tailleurs de pierre* qui sont encore tous occupés. Journée diminuée d'une heure chez les *maçons* qui sont encore tous occupés, de même chez ceux de Dun-sur-Auron, qui font 55 heures par semaine. A Bourges, ralentissement annuel du travail chez les *peintres* qui comptent un tiers des leurs en chômage, font 48 heures par semaine et chez qui la journée normale est diminuée de 3 heures pour 70 ouvriers. Journée diminuée d'une heure chez les *plâtriers*. Chez les *chaufourniers* de la Guerche, pas de chômeurs et travail 71 heures par semaine. 7 p. o/o de chômeurs, ouvrage moins abondant que l'an dernier, journée de 9 heures, en diminution d'une heure sur le mois dernier chez les *journaliers*.

Indre. — Travail toujours actif chez les *bûcherons* du Poinçonnet. A Châteaudun, 18 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Un peu plus de 7 p. o/o et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers en *cuirs* et *peaux* de Chinault-Issoudun.

Vienne. — Travail toujours actif chez les ouvriers des *métaux* de Cenon.

Deux-Sèvres. — Peu de chômeurs chez les *mineurs* de la Rampierre-Saint-Laur. A Niort, ralentissement du travail chez les *gantiers*, qui estiment qu'un peu plus de moitié des leurs manquent de commandes; on fait 30 heures par semaine en moyenne; les commandes de gants militaires, qui avaient alimenté les ateliers, sont à peu près terminées et on n'a pas encore reçu les commissions du printemps pour l'exportation. Travail 60 heures par semaine et 5 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. Pas de signalés chez les *peintres*, qui sont plus occupés que l'an dernier. Pas de chômeurs et journée de 9 heures, en diminution de 2 heures sur la journée habituelle chez les *couvreurs*.

Vendée. — Chez les *marins pêcheurs* des Sables-d'Olonne, la situation s'est améliorée grâce au passage de grosses sardines sur nos côtes, les grands chalutiers ont armé pour en profiter avant l'arrivée des gros temps. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Faymoreau. A La Roche-sur-Yon, l'activité se maintient chez les *typographes* qui font 60 heures par semaine. Les *tisserands* d'Évrune estiment que près de moitié des leurs manquent de commandes; aux Épesses, un tiers; chez ceux de Saint-Laurent, le travail est réduit à 36 heures par semaine. A La Roche-sur-Yon, les ouvriers en *bâtiment* comptent un quart des leurs en chômage.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 18 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Pas de signalés chez les ouvriers des *usines de produits chimiques*. Reprise du travail plus accentuée que l'an dernier chez les *relicurs-papetiers*; plusieurs maisons ne trouvant plus d'apprentis ont gardé leurs jeunes ouvriers, ce qui a empêché l'augmentation habituelle du nombre des chômeurs. 10 p. o/o de chômeurs chez les *serruriers*.

Morbihan. — Chez les *galochiers* de Kérentrech-Lorient, situation plutôt difficile que le mois dernier par suite de l'installation de nouvelles machines qui tendent à réduire la main-d'œuvre. Chez les *ferblantiers-boîtiers* de Quiberon et chez ceux de Lorient-Larmor, l'activité déjà signalée se maintient. A Lorient, 15 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* et ouvrage en diminution depuis le mois dernier.

Finistère. — A Brest, le travail tend à devenir plus actif; un nouveau journal vient d'être créé. Pas de chômage signalé chez les *patronnes et ouvrières* de l'aiguille de Morlaix. 10 p. o/o de chômeurs chez les *ferblantiers* d'Audierne. Pas de signalés chez ceux de Douarnenez.

Ille-et-Vilaine. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Fougères. A Rennes, de même pas de chômeurs chez les *chapeliers approprieurs*.

Maine-et-Loire. — A Cholet, un peu plus de 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Chez les *tisserands*, travail moins abondant que l'an et que le mois derniers, ceux de Cholet comptent un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs parmi les syndiqués, ceux de Bégrolles, moitié des leurs et ceux qui travaillent perdent 2 jours par semaine. Chez ceux de Gesté, la situation est devenue plus difficile, les *tisserands* inoccupés qui avaient pu s'employer aux travaux des champs étant maintenant sans ouvrage depuis la fin des travaux agricoles. Les *tisseurs* de la Tessouaille sont encore occupés, mais l'écoulement des produits se fait difficilement. On ne remet plus de nouvelles commandes chez les *tisseurs* de Saint-Léger. 5 p. o/o de chômeurs chez ceux de la Seigninière; chez ceux de Jallais, la durée du travail est diminuée de deux tiers pour la plupart des ouvriers. Reprise du travail, journée augmentée de deux heures, travail 75 à 80 heures par semaine et pas de chômeurs chez les ouvriers *tailleurs* de Saumur. Chez les *charpentiers* de Cholet, journée diminuée d'une heure et travail 54 heures en moyenne par semaine. 13 p. o/o de chômeurs chez les *garçons limonadiers*.

Mayenne. — A Laval, ralentissement du travail et journée diminuée d'une heure dans un atelier chez les *typographes*.

Sarthe. — Au Mans, ralentissement annuel du travail et 19 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*. Journée de 9 heures, en diminution de 2 heures pour 58 ouvriers chez les *plâtriers*.

Eure-et-Loir. — Travail toujours actif chez les *bûcherons* de Neuville. Ouvrage plus abondant que l'an et le mois derniers chez les *galochiers* de Tours.

Loir-et-Cher. — Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et travail de 60 à 70 heures par semaine chez les *typographes*.

Eure-et-Loir. — NOGENT-LE-ROTROU. — Le travail se maintient chez les *typographes*. Dans la *chapellerie*, ouvrage abondant, on fait 60 heures par semaine. Chez les *chaussonniers*, travail encore très abondant; on continue à faire 70 heures par semaine. Ouvrage peu abondant actuellement dans l'industrie du *bâtiment*, cependant la situation tendrait à s'améliorer. — *Th. Brethes*.

CHÂTEAUDUN. — Travail satisfaisant dans la *typographie*, principalement dans une maison; cependant, dans une autre, les commandes faisant souvent défaut, les ouvriers qui étaient à l'heure sont mis aux pièces, ce qui amène une diminution de gain hebdomadaire qui atteint surtout des ouvriers ayant trente ans de service. Dans les autres maisons, *tannerie*, *lavage de bourres*, *menuisiers*, *mécaniciens* et *fondeurs*, le travail s'est maintenu. Journée de dix heures pour l'industrie du *bâtiment*. — *Gauvin*.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre* qui sont moins occupés que le mois dernier depuis la fermeture de l'Exposition. Chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière* de Flers, un tissage qui avait déjà licencié 600 ouvriers continue à chômer, la situation devient difficile.

Calvados. — A Caen, travail toujours actif chez les *typographes* de Caen; de même chez ceux de Vire. Chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière* de Condé-sur-Noireau, un peu moins de 4 p. o/o de chômeurs. Travail toujours actif chez les *bonnetiers* de Falaise.

Eure. — Travail toujours actif chez les *compositeurs-imprimeurs* de Vire.

Seine-Inférieure. — BOURSE DU TRAVAIL DU HAVRE. — La situation, parmi les ouvriers *métallurgistes* ne paraît pas si bonne que le mois dernier. Les *journaliers du port* et les ouvriers *voiliers* commencent le travail des cotons, dont les arrivages sont quelque peu en retard sur les années précédentes à pareille époque; beaucoup de ces ouvriers sont encore sans ouvrage.

Les *tréfileurs*, de l'usine Lazare Weiller, pour la section de l'acier, ainsi que les *décapeurs* ont abandonné, en octobre, le travail, qui leur est payé aux pièces, parce que le nouveau tarif de prix de façon comportait une diminution de moitié; environ 250 ouvriers sont par ce fait sans ouvrage. — *Marck*.

Un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière* de Rouen; chez ceux de Bolbec, deux établissements font la journée de 9 heures, un d'eux chôme 2 jours par semaine. Chez les *voiliers* du Havre, le travail tend à reprendre grâce aux arrivages. A Rouen, 5 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs en fer*, journée diminuée de deux heures, travail 54 heures par semaine, cependant pas de chômeurs chez les *peintres*.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour novembre et décembre 1898 :

BAUME-LES-DAMES. — Travaux communaux	121,800 ^f
CAMBRAI. — Démantèlement des fortifications.....	246,000
CLICHY (Seine). — Construction d'un hall, gymnase, etc.....	155,500
LILLE. — Construction de deux prisons.....	1,341,400
LILLE. — Travaux sur chemins.....	267,500
ORAN. — Construction de magasins pour la chambre de commerce.	850,000

ORAN. — Construction d'un barrage de dérivation.....	190,000 ^f
PARIS. — Exposition. — Construction du palais des fils, tissus et vêtements.....	338,000
PARIS. — Exposition. — Élargissement du pont d'Iéna et construction de passerelles.....	686,000
PARIS. — Exposition. — Construction d'une entrée monumentale....	179,000
PARIS. — Construction d'une caserne de sapeurs pompiers.....	1,652,200
PARIS. — Construction d'une école.....	214,400
RENNES. — Travaux sur chemins de grande communication.....	205,000
ROUEN. — Aggrandissement du port de Fécamp.....	294,000
SAINT-DENIS. — Construction d'un gymnase.....	329,000
TOURCOING. — Construction d'un groupe scolaire.....	191,000

Résultats des Adjudications précédentes.

- ALGER. — Installation du village de Levacher (170,000^f). — Adj. : Yverneau, à Alger, 19.
- BATNA. — Construction d'un marché aux légumes et d'une salle de réunions (103,400^f). — Adj. : Legrand, à Batna, 6.
- PARIS. — Exposition. — Travaux de fumisterie pour le service de la force motrice (275,000^f). — Adj. : Nicou, 62, boulevard de la Gare, 12,40.
- PARIS. — Reconstruction partielle de la Maternité (1,131,600^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Hess, 15, rue des Plantes, 33,80; *charpente*, Couvreur, 9, rue Pécelet, 37,20; *couverture et plomberie*, Casse, 45, quai de la Tournelle, 43,90; *menuiserie*, Vieilly, 35, boulevard Saint-Jacques, 25,80; *serrurerie*, Jaccaz, 83, rue Pascal, 54,30; *peinture et vitrerie*, veuve Floury, 47 bis, rue du Moulin-Vert, 54,40; *fumisterie*, Forest, 6, rue Pavée, 45.
- PARIS. — Assainissement de l'hôpital d'enfants, rue Michel-Bizot (113,900^f). — Adj. : Bois-morand, 51, rue des Pyrénées, 29,90.
- SAINT-BRIEUC. — Aggrandissement du bassin à flot du port de Paimpol (923,000^f). — Adj. : *maçonnerie et terrassements*, Éveilhard, à Lamballe, 21; *partie métallique*, Meunier, à Saint-Brieuc, 5.
- SAINT-NAZAIRE. — Allongement de la forme de radoub n° 1 (303,600^f). — Adj. : Monteau, à Saint-Nazaire, 20.
- TOURS. — Achèvement de l'église Saint-Martin (226,350^f). — Adj. : *terrasse, maçonnerie, pavage plâtrerie*, veuve Morel, 1.
- CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT. — Établissement de la deuxième voie entre Nantes et Clisson [ligne de Nantes à Taillebourg] (290,700^f). — Adj. : Proutot, 24, rue Guillaume-Tell, à Paris, 3.
- CHEMINS DE FER DU NORD. — Ligne d'Avesnes à Sars. — Poteries, terrassements, chaussées, ouvrages d'art, ballastage et pose des voies définitives (850,000^f). — Adj. : Marlaud, à Nancy.
- CHEMINS DE FER DE L'OUEST. — Travaux de transformation des bifurcations de Viroflay, lignes d'Issy à Viroflay, de Paris à Brest, de Paris à Versailles [rive gauche] (environ 2 millions de fr.). — Adj. : Michon, 14, avenue de l'Observatoire, à Paris.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois d'octobre.		Du 1 ^{er} janv. au 31 oct.	
	1898.	1897.	1898.	1897.
Faillites.....	106	108	1277	1154
Liquidations judiciaires.....	10	9	151	128
Conversions de liquidations en faillites	2	1	45	25

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les dix premiers mois de l'année 1898 :

	VARIATIONS			
	1898.	1897.	en plus.	en moins.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	1.253.401.000	787.925.000	465.476.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	1.872.050.000	1.889.679.000	"	17.629.000
Objets fabriqués.....	512.569.000	501.137.000	11.432.000	"
TOTAUX et balance....	3.638.020.000	3.178.741.000	459.279.000	"
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	530.532.000	562.800.000	"	32.268.000
Matières nécessaires à l'industrie	759.310.000	783.044.000	"	23.734.000
Objets fabriqués.....	1.425.825.000	1.451.430.000	"	25.605.000
Colis postaux.....	128.729.000	122.480.000	6.249.000	
TOTAUX et balance....	2.844.396.000	2.919.754.000	"	75.358.000

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Sept. 1898.	Oct. 1898.	Oct. 1897.
Farine 12 marques, les 157 kilogrammes.....	47 ^f 50 ^s	47 ^f 90 ^s	61 ^f 45 ^s
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes...	30 60	31 30	27 60
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	40 75	43 00	41 50
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	51 75	52 40	59 25
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	41 25	43 50	36 25
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	37 50	39 50	31 50
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	50 00	50 50	44 50
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 36	1 35	1 45
Veau, <i>idem.</i>	1 80	1 75	1 88
Mouton, <i>idem.</i>	1 85	1 80	1 80
Porc, <i>idem.</i>	1 38	1 50	1 26
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	35 12	35 12	39 12
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	132 00	130 50	113 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	44 50	44 50	43 00
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	16 00	16 50	16 50
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	140 75	147 00	127 75
Étain Banka, <i>idem.</i>	201 00	222 50	170 00
Plomb, <i>idem.</i>	38 75	39 00	34 75
Zinc bonnes marques, <i>idem.</i>	59 25	65 00	47 75

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 octobre il a été déposé 69 demandes en autorisation de bâtir, dont 47 pour des constructions neuves. Pendant le mois d'octobre 1897, le nombre des demandes avait été de 82, dont 50 pour des constructions neuves.

Transports. — Les recettes des compagnies de chemins de fer d'intérêt général, du 1^{er} janvier au 28 octobre, ont été en 1898 de 1.105.784.300 francs, et en 1897 de 1.073.434.800 francs, soit une augmentation de 3 p. 0/0.

Mont-de-Piété de Paris. — Situation au 31 octobre 1898 :

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombre.	francs.
Il y avait en magasin, le 30 septembre 1898 au soir.....			1.652.804	49.131.329
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	101.025	3.240.549	157.750	4.980.918
Par renouvellements.....	56.725	1.740.369		
TOTAL.....			1.810.554	54.012.247
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	96.030	2.737.325	164.444	4.675.065
Par renouvellements.....	56.725	1.740.369		
Par ventes.....	11.689	197.371		
RESTE en magasin le 31 octobre 1898.....			1.646.110	49.437.182

VALEURS MOBILIÈRES.			TITRES.	SOMMES.
			nombre.	francs.
Il y avait en magasin, le 30 septembre 1898 au soir.....			21.874	5.823.886
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	3.338	812.655	5.181	1.342.256
Par renouvellements.....	1.843	529.601		
TOTAL.....			27.055	7.166.142
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	2.585	572.367	4.946	1.243.373
Par renouvellements.....	1.843	529.601		
Par ventes.....	518	141.405		
RESTE en magasin le 31 octobre 1898.....			22.109	5.922.769

	GAGES CORPORELS.		VALEURS MOBILIÈRES.	
	Articles.	Sommes.	Titres.	Sommes.
	— nombre. —	— francs. —	— nombre. —	— francs. —
Restait en magasin, le 31 oct.. 1894...	1.769.199	48.425.060	18.915	5.299.368
1895...	1.687.852	46.565.921	21.493	5.818.081
1896...	1.654.214	48.643.825	22.581	6.102.878
1897...	1.645.015	49.216.075	22.705	6.104.688

Intérêts des emprunts : à 1 an, 2,75 p. o/o ; à 9 mois, 2,50 p. o/o ; à 6 mois, 2 p. o/o ; à 3 mois, 1,50 p. o/o.

RECTIFICATION.

Bulletin d'octobre, page 781, ligne 1 :

Augmentation pour les fontes moulées en première fusion, au lieu de 1,63 p. o/o, lire 16,32 p. o/o.

Même modification au tableau de la production des fontes :

Augmentation en 1898..... 40,143, soit 16,32 p. o/o.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} NOVEMBRE.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
SEPTEMBRE 1898.					SEPTEMBRE 1898.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	515	254	213	13	Aix.....	73	39	31	"
— (xiii ^e —).	437	330	260	"	Clermont-Ferr...	300	107	81	"
— (xv ^e —).	394	325	269	2	Rennes (1)....	922	424	243	"
— (xvii ^e —).	432	391	254	2	Saint-Étienne..	76	94	76	"
— (xi ^e —).	137	192	100	30					
Lille.....	12	"	"	"					
Nancy.....	150	65	48	"					
OCTOBRE 1898.					OCTOBRE 1898.				
Paris (ii ^e —).	1.726	1.539	1.035	"	Angers.....	240	113	107	19
— (v ^e —)...	182	185	118	"	Boulogne-s-Mer.	71	49	40	3
— (vi ^e —)...	328	294	246	975	Le Havre.....	233	43	31	3
— (ix ^e —)...	201	179	106	72	Nice.....	240	72	72	8
— (xiii ^e —).	486	320	295	"	Nîmes.....	70	80	59	19
— (xiv ^e —).	170	163	147	"	Perpignan.....	53	20	13	6
— (xix ^e —).	305	288	220	"	Toulouse.....	291	103	87	"
Refuges munic..	"	"	112	198	Tours.....	351	187	173	"
Levallois-Perret.	178	153	56	70	Valence.....	276	79	71	"
Brest.....	69	15	15	"	Versailles.....	19	18	17	"
Lisieux.....	81	72	59	3	Alger.....	654	336	226	78
Orléans.....	4	2	2	"					
Sens.....	42	15	7	"					
Trouville.....	12	6	6	"					

(1) Pendant les mois de juillet, août et septembre.

(1) Pendant les mois de juillet, août et septembre.

C. — SYNDICATS PATRONAUX (OCTOBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Indre-et-Loire...	Tours.....	Charcuterie.....	47	40	55	"
Maine-et-Loire...	Angers.....	Pharmaciens.....	4	2	1	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Maîtres d'hôtel-limonadiers...	145	40	40	65
Rhône.....	Lyon.....	Maîtres teinturiers et dégrais ^{rs} ..	14	21	13	"
Seine.....	Paris.....	Boulangerie.....	104	70	38	"
Id.....	Id.....	Meunerie française.....	16	11	11	"
Id.....	Id.....	Marchands de beurre et œufs..	196	207	75	4
Id.....	Id.....	Entrepreneurs de trav. publ.	7	"	"	-1
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	"	104	72	"
Id.....	Id.....	Architectes.....	35	5	5	"
Id.....	Id.....	Couteliers.....	26	28	23	"
Id.....	Id.....	Epicerie.....	546	707	501	"
Id.....	Id.....	Reliure.....	55	52	23	"
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	5	5	2	"

(1) Placement de nourrices au sein.

D). — SYNDICATS PROFESSIONNELS, OUVRIERS ET MIXTES,
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS (OCTOBRE 1898).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Employés voyageurs et dessinateurs.....	"	5	5	"
Alpes-Maritimes..	Nice.....	Confiseurs-pâtisseries.....	10	9	5	4
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Jardiniers.....	10	"	"	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	12	2	1	1
Id.....	Id.....	Imprimeurs-conducteurs.....	2	"	1	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs.....	10	4	2	2
Id.....	Id.....	Garçonniers.....	19	"	"	"
Id.....	Id.....	Taillleurs de pierre.....	"	"	"	20
Id.....	Id.....	Employés d'hôtels et de restaurants.....	"	2	"	8
Charente.....	Angoulême.....	Ferblantiers.....	2	8	"	2
Charente-Inférieure	La Rochelle.....	Typographes.....	2	"	1	1
Id.....	Rochefort.....	Taillleurs de pierre.....	10	"	"	"
Cher.....	Bourges.....	Boulangers.....	16	14	6	8
Id.....	Id.....	Peintres.....	15	2	"	2
Id.....	Id.....	Plâtriers.....	2	"	2	"
Id.....	Vallénay.....	Bûcherons.....	30	"	"	"
Corrèze.....	Tulle.....	Chapeliers.....	50	12	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Typographes.....	11	"	"	"
Id.....	Id.....	Comptables.....	4	2	2	"
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs-pâtisseries.....	4	8	4	"
Haute-Garonne...	Toulouse.....	Terrassiers.....	30	18	11	25
Gironde.....	Bordeaux.....	Compagnons boulangers.....	12	10	12	15
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	"	"	8	70
Id.....	Id.....	Typographes.....	45	30	29	1
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	75	71	17	60
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	64	52	29	2
Hérault.....	Montpellier.....	Boulangers.....	5	"	"	"
Id.....	Id.....	Taillleurs de pierre.....	"	10	"	"
Isère.....	Grenoble.....	Typographes.....	7	4	"	4
Landes.....	Dax.....	Employés de commerce.....	2	1	1	"
Maine-et-Loire...	Angers.....	Limonadiers.....	8	5	3	"
Id.....	Cholot.....	Tisserands.....	12	5	7	1
Marne.....	Reims.....	Menuisiers.....	"	1	"	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Métallurgistes.....	8	15	"	"
Nord.....	Lille.....	Boulangers.....	"	"	30	84
Id.....	Dunkerque.....	Marchands.....	"	"	3	"
Oise.....	Beauvais.....	Typographes.....	1	"	"	"
Orne.....	Alençon.....	Typographes.....	"	"	1	2
Pas-de-Calais.....	Boulogne-sur-Mer.	Gimmentiers.....	260	"	"	"
Id.....	Id.....	Tonnelliers.....	20	"	"	"
Id.....	Calais.....	Teinturiers.....	20	1	"	"
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.	Typographes.....	3	"	"	"
Id.....	Id.....	Garçonniers.....	5	7	5	1
Hautes-Pyrénées..	Tarbes.....	Tanneurs-corroyeurs.....	"	3	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Sculpteurs.....	8	3	3	"
Id.....	Id.....	Employés de commerce.....	35	26	12	"
Id.....	Id.....	Employés de cafés et de restaurants.....	"	"	21	110
Sarthe.....	Le Mans.....	Typographes.....	"	"	9	1
Seine.....	Paris.....	Assoc. mut. syndic. des ouv. boulangers de la Seine.....	"	"	30	40
Id.....	Id.....	Boulangers du xiv ^e arrondissement.....	"	"	12	18
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	"	32	32	180
Id.....	Id.....	Conducteurs typographes.....	1	"	3	4
Id.....	Id.....	Dessinateurs graveurs.....	25	7	6	4

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Seine.....	Paris.....	Selliers harnacheurs.....	12	5	3	2
Id.....	Id.....	Passementiers à la main.....	14	10	14	"
Id.....	Id.....	Tapissiers.....	25	15	"	15
Id.....	Id.....	Couleurs de lessive.....	8	5	4	1
Id.....	Id.....	Solidarité des charpentiers.....	11	"	"	"
Id.....	Id.....	Charpentiers de la Seine.....	21	8	8	"
Id.....	Id.....	Ménusiers.....	1	1	"	"
Id.....	Id.....	Union des peintres en voitures.....	5	2	"	"
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conducteurs-mécaniciens.....	35	17	13	4
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de précision.....	59	14	21	"
Id.....	Id.....	Garçons livreurs.....	149	37	28	9
Id.....	Id.....	Union des comptables.....	33	26	7	10
Id.....	Id.....	Employés de la bourse du commerce.....	5	3	3	"
Id.....	Id.....	Garçons limonadiers restaurateurs.....	700	361	43	318
Id.....	Id.....	Employés limonadiers «L'Espérance».....	"	"	11	231
Id.....	Id.....	Professeurs libres.....	41	37	24	8
Id.....	Id.....	Elèves en pharmacie.....	22	15	11	4
Id.....	Saint-Denis.....	Boulangers.....	17	8	1	7
Seine-et-Oise.....	Versailles.....	Plombiers.....	10	2	"	"
Somme.....	Amiens.....	Tapissiers.....	1	1	"	1
Var.....	Toulon.....	Typographes.....	"	"	"	3
Yonne.....	Sens.....	Id.....	1	"	"	"

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (OCTOBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Société des maréchaux.....	22	31	22	3
Sarthe.....	Le Mans.....	Comptables.....	2	1	1	"
Seine.....	Paris.....	Employés de commerce.....	5	6	2	1
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrandiers.....	50	19	"	19
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	"	48	7	"
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	200	140	140	476
Id.....	Id.....	Société «la Couturière».....	21	14	"	"
Id.....	Id.....	Société de la boucherie.....	"	239	103	39
Id.....	Id.....	Voyageurs de commerce.....	"	35	"	5
Id.....	Id.....	Association des comptables.....	94	91	47	12
Id.....	Id.....	Société «le Bâtiment».....	7	13	3	"
Id.....	Id.....	Société «l'Étoile».....	502	1.971	163	1.808
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	286	129	82	10
Id.....	Id.....	Société suisse des commerçants.....	107	31	20	"
Id.....	Id.....	Compagnons charrons.....	25	29	25	"
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	339	476	325	"

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (OCTOBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					demeure.	extra.
Bouches-du-Rhône.	Marseille	Assistance par le travail	28	7	18	2
Doubs	Besançon	Id.	5	"	1	4
Gironde	Bordeaux	Id.	"	"	18	5
Id.	Id.	Maison du marin	118	82	80	"
Indre-et-Loire	Tours	Office des travailleurs	488	192	175	"
Marne	La Chalmelle	Colonie agricole	"	5	3	"
Meurthe-et-Moselle	Naucy	Maison de Sainte-Marie	"	250	134	6
Nord	Dunkerque	Maison du marin	"	"	211	"
Rhône	Lyon	Assistance par le travail	123	"	6	8
Id.	Id.	Asile protestant	36	109	22	3
Seine	Paris	Société des visiteurs des pauvres	5	7	2	"
Id.	Id.	Société protestante du travail	70	73	45	"
Id.	Id.	Société philanthropique	"	"	"	319
Id.	Id.	Société philanthropique savoisiennne	205	261	179	1
Id.	Id.	Maison des sœurs de la Croix	"	"	600	"
Id.	Id.	Asile Saint-Charles	238	435	124	"
Id.	Id.	Société de protection des Alsaciens-Lorrains	"	12	12	"
Id.	Id.	Assistance par le travail	71	53	27	23
Id.	Id.	«The english catholic home»	67	54	22	1
Seine-et-Marne	Melun	Assistance par le travail	4	4	2	2
Id.	Id.	The Mission home	124	160	29	9

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

ŒUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE SEPTEMBRE.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2,278	160	536	"	24,899
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	3,991	536	143	436	14,444
Société philanthropique (rue de Crimée)....	"	"	190	14	925
— (rue Labat).....	"	"	395	60	1,150
— (rue Saint-Jacques)...	"	"	415	70	2,071
— (avenue du Maine)...	"	"	59	59	598

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

VILLE DE PARIS.

		PERSONNES SECOURUES pendant les mois de		
		septembre.	octobre.	
Indigents (secours réguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	5.350	5.450
		Femmes	9.606	9.200
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	11.688	11.638
		Femmes	22.518	22.630
TOTAL des indigents secourus.....		49.162	48.918	
Nécessiteux (secours irréguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	6.216	6.305
		Femmes	7.596	7.824
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	2.762	3.057
		Femmes	4.387	4.538
TOTAL des nécessiteux secourus.....		20.961	21.724	

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'octobre 1898, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels.

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [15 juillet 1898]. — Chambre syndicale de la boulangerie de l'arrondissement de Saint-Quentin (22 membres). Siège social : 45, rue d'Isle, à Saint-Quentin.

[24 août 1898]. — Syndicat professionnel de la Presse départementale de l'Aisne (16 membres). Siège social : rue Serrurier (Immeuble du *Journal de l'Aisne*), à Laon.

Bouches-du-Rhône [29 avril 1898]. — Syndicat des négociants en gros, en vins, spiritueux et liqueurs de Marseille et du département des Bouches-du-Rhône (46 membres). Siège social : 1, place de la Bourse, à Marseille.

Côte-d'Or [11 janvier 1898]. — Syndicat des cafetiers, hôteliers et restaurateurs de l'arrondissement de Beaune (45 membres). Siège social : Pavillon du Jardin Anglais, à Beaune.

Haute-Garonne [30 septembre 1898]. — Syndicat des horticulteurs et pépiniéristes des quatre cantons de la ville de Toulouse (27 membres). Siège social : 9, place Lafayette, à Toulouse.

Gironde [28 mai 1898]. — Syndicat du commerce en gros de la boucherie de Bordeaux (15 membres). Siège social : 117, cours Saint-Jean, à Bordeaux.

Lot-et-Garonne [10 mai 1898]. — Syndicat des médecins de Lot-et-Garonne (50 membres). Siège social : à Agen.

Nord [Août 1898]. — Syndicat des memmiers du Nord et du Pas-de-Calais (75 membres). Siège social : café de la Bourse, à Lille.

Pas-de-Calais [28 février 1898]. — Syndicat du commerce en gros des vins et spiritueux de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer (31 membres). Siège social : 5, rue Monsigny, à Boulogne-sur-Mer.

Savoie [8 août 1898]. — Syndicat des limonadiers, hôteliers et restaurateurs de Chambéry (70 membres).

Seine [Juillet 1898]. — Chambre syndicale des agents représentants pour l'exportation (162 membres). Siège social : 40, rue du Paradis, à Paris.

[14 juin 1898]. — Syndicat général de la graineterie de province (150 membres). Siège social : Bourse du Commerce, à Paris.

Seine-Inférieure [Juin 1898]. — Syndicat régional de l'industrie de cuirs et peaux de Normandie (60 membres). Siège social : 35, place Carnot, à Rouen.

Deux-Sèvres [1^{er} août 1898]. — Union syndicale des horlogers et bijoutiers de Niort (14 membres). Siège social : 20, rue du Faisan, à Niort.

Alger [18 juillet 1898]. — Syndicat des négociants en alimentation, denrées coloniales, céréales, huiles, etc. (20 membres). Siège social : 31, rue de la Lyre, à Alger.

[18 juillet 1898]. — Chambre syndicale des négociants, bijoutiers et horlogers d'Alger (14 membres). Siège social : 31, rue de la Lyre, à Alger.

[18 juillet 1898]. — Syndicat des négociants en cuirs, peaux et chaussures d'Alger (18 membres). Siège social : 31, rue de la Lyre, à Alger.

[18 juillet 1898]. — Syndicat des négociants en tissus et nouveautés (50 membres). Siège social : 31, rue de la Lyre, à Alger.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne [1^{er} juin 1898]. — Chambre syndicale des mouleurs et parties similaires de Tergnier-Farguier (20 membres). Siège social : rue Marceau, à Tergnier.

[1^{er} mai 1898]. — Chambre syndicale des mouleurs et parties similaires de Chauny (20 membres). Siège social : 6, rue de la Chaussée, à Chauny.

Ardèche [4 septembre 1898]. — Syndicat des ouvriers ovalistes de Privas (150 membres). Siège social : place du Théâtre, à Privas.

Corrèze [5 juillet 1898]. — Association des employés de commerce et de bureau (130 membres). Siège social : rue des Fours, à Brives.

Doubs [... 1893]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en chaussures de Besançon (85 membres). Siège social : 9, rue Fortune, à Besançon.

Hérault [2 août 1898]. — Chambre syndicale des pianistes de la ville de Cette (16 membres). Siège social : 11, quai de la Ville, à Cette.

Haute-Loire [17 avril 1898]. — Chambre syndicale des tailleurs de pierres, maçons et manœuvres de la ville du Puy et du département de la Haute-Loire (88 membres). Siège social : Bourse du Travail, Le Puy.

Loiret [5 mars 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers en voitures et similaires, à traction animale et mécanique (20 membres). Siège social : 32, rue Porte-Madeleine, à Orléans.

Nord [24 juillet 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers miueurs du bassin d'Auzin (5,056 membres). Siège social : rue de Saint-Amand, à Denain.

[6 septembre 1898]. — Chambre syndicale des mouleurs en métaux et parties similaires (17 membres). Siège social : 31, route du Bateau, à Cambrai.

Puy-de-Dôme [25 juillet 1898]. — Chambre syndicale des cuisiniers de Clermont-Ferrand (14 membres). Siège social : Bâtiment du Théâtre (Salle de l'Union des syndicats), à Clermont-Ferrand.

Pyrénées-Orientales [22 septembre 1898]. — Syndicat des hommes de peine et similaires (31 membres). Siège social : Café Brochette, à Perpignan.

Seine [Décembre 1890]. — Chambre syndicale des sculpteurs du bâtiment (100 membres). Siège social : 18, boulevard Garibaldi, à Paris.

[23 septembre 1898]. — Chambre syndicale des charretiers du département de la Seine (39 membres). Siège social : 1 *bis*, boulevard Magenta, à Paris.

[4 septembre 1898]. — Chambre syndicale des chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, de l'industrie et de la navigation du département de la Seine (45 membres). Siège social : 6, rue Guillerm, à Paris.

[29 juin 1898]. — Chambre syndicale des porteurs de journaux (191 membres). Siège social : 18, rue du Croissant, à Paris.

[5 juin 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers, des charretiers et débardeurs du charbonnage du département de la Seine (20 membres). Siège social : 10, rue du Réservoir, à Clichy.

Seine-Inférieure [29 juin 1898]. — Association syndicale des ouvriers coiffeurs de Rouen et des environs (70 membres). Siège social : Bourse du travail, à Rouen.

Var [17 juillet 1898]. — Syndicat des ouvriers voiliers (45 membres). Siège social : Bourse du travail, à Toulon.

Haute-Vienne [20 octobre 1897]. — Syndicat des ouvrières et ouvriers tailleurs d'habits (38 membres). Siège social : Bourse du travail, à Limoges.

Alger [20 juillet 1898]. — Syndicat des employés des trans-algériens (71 membres). Siège social : Bourse du travail, à Alger.

Constantine [avril 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de Constantine (82 membres). Siège social : Bourse du travail, à Constantine.

[1^{er} juillet 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers coiffeurs de Bône (31 membres). Siège social : à la mairie de Bône.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Doubs [22 janvier 1898]. — Syndicat agricole de la paroisse de Dampjoux (46 membres). Siège social : Dampjoux.

[1^{er} février 1898]. — Syndicat agricole des Longevilles-Hautes (27 membres). Siège social : Longevilles-Hautes.

[14 décembre 1897]. — Syndicat agricole de Solemont (9 membres). Siège social : Solemont.

[15 mars 1898]. — Syndicat agricole de Vaufrey (34 membres). Siège social : Vaufrey.

[20 février 1898]. — Syndicat agricole de Grand'Combe (40 membres). Siège social : à la mairie de Grand'Combe.

[1^{er} décembre 1887]. — Union fraternelle des vignerons d'Ornans (238 membres). Siège social : Ornans.

Jura [24 juillet 1898]. — Syndicat agricole de Chissey (61 membres). Siège social : Chissey.

Maine-et-Loire [1^{er} octobre 1898]. — Syndicat agricole coopératif de l'Ouest (15 membres). Siège social : 5, rue Ménage, à Angers.

Marne [7 juin 1898]. — Société vigneronne de Coulommès-la-Montagne (27 membres). Siège social : Coulommès-la-Montagne.

Meuse [11 septembre 1898]. — Syndicat agricole de Jametz (31 membres). Siège social : Jametz.

Morbihan [18 juin 1898]. — Syndicat agricole des cultivateurs des environs de Lorient (9 membres). Siège social : 1, route de Brest, à Hérentrech.

Seine [6 juillet 1898]. — Syndicat des producteurs de l'île de la Réunion. Siège social : 44, rue de la Chaussée-d'Antin, à Paris.

Oran [27 décembre 1895]. — Syndicat professionnel agricole et viticole de l'arrondissement de Mascara (150 membres). Siège social : rue Dalmatie (maison veuve Perrotte), Mascara.

4° UNION DE SYNDICATS.

Hérault [20 janvier 1897]. — Union des syndicats de l'Hérault (21 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Montpellier, rue Maguelone.

Loire [janvier 1898]. — Fédération des mineurs de la Loire (5 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du travail, à Saint-Étienne.

Savoie [15 janvier 1898]. — Union des syndicats agricoles du canton de Saint-Jean-de-Maurienne (7 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Saint-Jean-de-Maurienne.

Seine [25 juin 1898]. — Syndicat général des courtiers représentants de commerce et d'industrie de la France et des colonies (8 chambres syndicales adhérentes). Siège social : 10, rue de Laucry, à Paris.

[7 mai 1898]. — Union fédérative des chefs ouvriers des services municipaux de la ville de Paris (2 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du travail, à Paris.

[10 mars 1898]. — Fédération des syndicats professionnels de Gentilly (3 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Gentilly.

[30 juin 1897]. — Fédération des peintres en bâtiment du département de la Seine (10 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Bourse du travail, à Paris.

Vaucluse [1^{er} juillet 1898]. — Union des chambres syndicales ouvrières de Vaucluse (7 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Avignon.

B. SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1^o SYNDICATS OUVRIERS.

Ardennes [1^{er} octobre 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers en métallurgie d'Anchamps (20 membres). Siège social : Anchamps.

[27 novembre 1887]. — Chambre syndicale des ouvriers cloutiers de Gespunsart (100 membres). Siège social : Gespunsart.

Gironde [septembre 1898]. — Syndicat général et caisse de secours mutuels ostréicole du bassin d'Arcachon (1100 membres). Siège social : Arcachon.

Indre [20 novembre 1895]. — Union céramique de Saint-Genou (40 membres). Siège social : Bourg de Saint-Genou.

Basses-Pyrénées [11 décembre 1889]. — Société de solidarité des ouvriers de l'ameublement de la ville de Pau (20 membres). Siège social : Halle neuve, à Pau.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

L'*Office du Travail* a été informé des quatre applications suivantes de la loi sur la conciliation et l'arbitrage :

1^o **Le mouvement gréviste à Paris.** — La grève des terrassiers commencée le 13 septembre et qui devint à peu près générale à partir du 15, produisit bientôt une vive agitation dans les industries du bâtiment et même dans d'autres professions.

Cette agitation ne demeura pas longtemps stérile et, le 3 octobre, un grand nombre de serruriers, peintres, maçons, débardeurs et ouvriers des ports quittaient le travail.

Ils furent suivis par les menuisiers, plombiers-couvreurs-zingueurs, tailleurs de pierres et les parqueteurs. Ces professions, dont la grève avait pour but principal de favoriser les terrassiers, demandèrent, en outre, aux entrepreneurs une augmentation de salaire, une diminution des heures de travail et la suppression du marchandage; seuls les parqueteurs ne réclamaient rien et avaient adhéré à la grève par pure solidarité. Dans ces dernières professions, la grève fut votée le 7 octobre, mais c'est seulement le lundi 10 qu'elle reçut un commencement d'exécution.

Devant l'importance de ce mouvement qui tendait de plus en plus à se généraliser, un *Comité central de la grève* fut nommé le 8 octobre.

Il se composait de deux délégués de chacun des métiers en grève à cette date et avait pour fonction de recevoir les fonds adressés aux grévistes et de répartir ces fonds entre tous, sans distinction.

Il devait être également l'exécuteur des décisions consenties par les intéressés.

Dans son premier ordre du jour, il décida « qu'aucune corporation ne reprendrait le travail avant que toutes les autres aient obtenu entière satisfaction ».

De nouvelles adhésions lui parvinrent, le 11 octobre, de la part des scieurs à la mécanique; le 12, de la part des métallurgistes et des ébénistes; le 13, de celle des briqueteurs-jointoyeurs et, le 14, des sculpteurs sur bois.

Deux professions, celles des charpentiers, le 11 octobre, et des charrons, le 14, refusèrent de se joindre au mouvement. Une troisième, celle des mécaniciens, réunie le 15 octobre, prit une décision analogue.

Le 14 octobre, le syndicat national des ouvriers de chemins de fer proclama la grève et réclama le même jour au juge de paix du 10^e arrondissement l'application de la loi sur la conciliation et l'arbitrage.

Dans la lettre adressée par le conseil d'administration du syndicat au juge de paix, nous relevons le passage suivant :

« Malheureusement, cette loi, comme beaucoup d'autres, a un immense défaut; elle ne permet aux travailleurs d'en réclamer le bénéfice que *lorsque les hostilités ont commencé*.

« La loi même du 27 décembre 1892 nous a donc obligés de déclarer la grève, ce qui nous permet, *maintenant seulement*, d'en demander l'exécution. »

Or, il y a là une erreur absolue qu'il importe de rectifier.

La loi dit, en termes exprès, dans son article 1^{er} :

« Les patrons, ouvriers ou employés entre lesquels s'est produit *un différend* d'ordre collectif, etc. »

Il est donc manifeste que le bureau du syndicat national des chemins de fer a confondu *différend* avec *grève*, car il peut très bien se produire un différend entre patrons et ouvriers sans que ces derniers soient obligés, pour obtenir satisfaction, de cesser le travail.

La loi du 27 décembre 1892 a précisément pour objet de prévenir les *grèves* en permettant aux parties de régler leurs *différends* sans recourir à la cessation du travail et, dans plusieurs cas, elle a atteint effectivement ce but.

Le syndicat national des chemins de fer ne fut pas, du reste, suivi par ses adhérents, puisque dans le personnel des grandes Compagnies il n'y eut que vingt-deux grévistes qui furent immédiatement remplacés. Devant ce désaveu, le bureau du syndicat donna sa démission et la demande de conciliation n'eut pas de suite.

Le jour même de la proclamation de la grève des chemins de fer, les terrassiers, qui avaient obtenu satisfaction partielle, reprenaient le travail et leur grève était terminée le 15. Ceux des chantiers communaux, au nombre de 6.000, obtenaient les 60 centimes réclamés et les autres 55 centimes (1).

La fin de la grève des terrassiers et surtout l'échec de la grève tentée dans les chemins de fer amenèrent une détente, et les corporations qui avaient adhéré à l'idée de la grève générale reprirent le travail aux dates suivantes : le 17 octobre, les serruriers, débardeurs, parqueteurs, scieurs à la mécanique, cordonniers, briqueteurs-jointoyeurs, métallurgistes et sculpteurs sur bois; le 18 octobre, les maçons et, le 19, les peintres et les ébénistes.

(1) Voir le *Bulletin* d'octobre, page 792.

Dans ces conditions, le rôle du Comité central de la grève était terminé et, le 18 octobre il prononça sa dissolution.

Seuls les ouvriers de trois professions : menuisiers, tailleurs de pierres dits *gargouilleurs*, et plombiers-zingueurs, tout en reconnaissant que le mouvement général avait avorté, ont déclaré qu'ils ne reprendraient pas le travail avant d'avoir obtenu les améliorations spéciales qu'ils sollicitaient.

Malgré cette décision, les menuisiers et les tailleurs de pierres votèrent la fin de leur grève, les premiers, le 24 octobre, les seconds, le 27, sans avoir rien obtenu.

Quant aux plombiers-couvreurs-zingueurs, ils ont réclamé, le 22 octobre, l'intervention du juge de paix du IV^e arrondissement.

Les patrons ont répondu, le 26 octobre, au juge de paix en déclarant que leur acceptation serait une reconnaissance de la grève qui n'avait pas été acceptée par la majorité des ouvriers, qu'ils estimaient devoir conserver la faculté de discuter les salaires avec chaque ouvrier suivant son mérite et sa capacité professionnelle et, par suite, qu'ils refusaient de faire partie d'un comité de conciliation.

Devant ce refus formel des patrons, les grévistes reprirent le travail en quelques jours, et, le mercredi 3 novembre, cette dernière grève avait pris fin.

Avec elle s'est terminé le mouvement auquel avait donné lieu la grève des terrassiers, mouvement qui a duré pendant tout le mois d'octobre, en atteignant du 10 au 15 son maximum d'intensité.

2^e Grève de tréfileurs à Graville-Sainte-Honorine (Seine-Inférieure).

— Les tréfileurs de l'usine de fils métalliques Lazare Weiler se sont mis en grève le 25 octobre, au nombre de 200.

Les grévistes refusaient d'accepter une réduction des tarifs occasionnée par une simplification dans le mode de fabrication.

Le 27 octobre, les grévistes ont demandé l'intervention du juge de paix. Cette démarche n'a pas eu de résultats, parce que, le 2 novembre, la direction a déclaré congédier les grévistes, pour les remplacer par des manœuvres que les contre-maîtres mettront peu à peu au courant.

3^e Grève de teinturiers à Amiens. — Depuis le 20 octobre, une certaine agitation régnait parmi les teinturiers en coton d'Amiens.

Cette agitation, causée par des réductions de salaires successives, avait pour but le retour aux tarifs de 1893.

Les ouvriers avaient demandé par l'intermédiaire de M. Fiquet, député, l'intervention du préfet, et ce dernier avait promis de convoquer les patrons pour leur exposer les desiderata des grévistes et obtenir d'eux quelques concessions.

Il devait faire connaître aux ouvriers les résultats obtenus, le dimanche 30 octobre.

Mais les teinturiers, sans s'informer de ces résultats, ont voté la grève le 30 octobre et le travail a été abandonné le 31 dans plusieurs établissements.

Presque immédiatement la grève devint générale, et, le 3 novembre, il y avait 1.200 grévistes répartis dans 13 établissements.

Le 1^{er} novembre, les grévistes se sont adressés aux juges de paix d'Amiens pour demander l'application de la loi sur la conciliation.

Ceux-ci ont désigné l'un de leurs collègues qui a convoqué les parties à une réunion de conciliation tenue le 7 novembre.

4 patrons seulement sur 13 convoqués étant présents, l'entente fut impossible, la suite de la réunion renvoyée au lendemain, et les patrons convoqués à nouveau.

Il n'y eut plus cette fois que trois patrons à se présenter, de sorte qu'aucune décision ne put être prise.

Sur la demande des ouvriers, les présidents de la chambre et du tribunal de commerce ont réuni les patrons le 12 novembre. Ils n'ont pu obtenir aucun résultat, par suite de l'opposition de 4 d'entre eux. Cependant les négociateurs ne désespèrent pas de dénouer le conflit, et continuent leurs démarches.

4° Grève de teinturiers à Régnv (Loire). — Les teinturiers de la maison Fleury Pivot, se sont mis en grève le 31 octobre au nombre de 45, parmi lesquels 7 femmes, à la suite d'une réduction de salaire.

Ils réclamaient le maintien du tarif élaboré entre patrons et ouvriers en 1889 et continuellement appliqué depuis cette époque.

Le 6 novembre, le juge de paix a réuni un Comité de conciliation, dans lequel le patron a consenti à maintenir le tarif de 1889 et s'est entendu avec les ouvriers sur certains points secondaires relatifs aux heures de travail et au chômage nécessité par la stagnation des affaires.

L'accord qui s'est ainsi établi a mis fin au conflit, et le travail a été repris le 7 novembre.

LES GRÈVES EN OCTOBRE 1898.

27 grèves ont été signalées en octobre à l'Office du travail, et 5,146 ouvriers y ont pris part.

Dans ce nombre ne sont pas compris les ouvriers du bâtiment et de diverses autres professions qui ont pris part au mouvement occasionné par la grève des terrassiers, mouvement sur lequel on trouvera ci-dessous une note spéciale.

Il y avait eu, en octobre 1897, 23 grèves et 3,635 grévistes.

Quant au nombre moyen des grèves pour ce même mois d'octobre, au cours des cinq années antérieures à 1898, il a été de 24.

8 des grèves d'octobre ont affecté plusieurs établissements, les 19 autres n'en ont atteint qu'un seul.

Elles sont dues aux causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	9
Demande d'une meilleure répartition des salaires.....	1
Réductions de salaire.....	4
Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.....	1
Refus d'accepter une diminution du temps de travail.....	1
Contestation relative au mode de paiement des salaires.....	1
Réglementation du travail.....	1
Règlements d'atelier.....	3
Demande de renvoi d'un gérant.....	1
Protestation contre l'embauchage d'un ouvrier.....	1
Solidarité avec un contremaître parti à la suite d'une observation...	1
Demandes de suppression de retenues faites pour l'assurance et l'éclairage.....	2
Demande de maintien du travail du lundi.....	1
Demande de suppression du marchandage et d'abolition de la signature.....	1

Elles se sont produites dans 15 départements : ceux du Nord, de la Seine, du Pas-de-Calais et de la Somme en ayant subi respectivement 10, 5, 2 et 2.

Elles se répartissent dans les industries ou professions suivantes :

10 dans les textiles; 8 dans les métaux; 2 dans le bâtiment; 2 parmi des carriers; 1 parmi des ouvriers agricoles, faïenciers, mineurs, ouvriers de chemins de fer et typographes.

Des 27 grèves commencées en octobre, 19 sont terminées.

Elles ont duré :

Une, 10 jours; deux, 9 jours; trois, 7 jours; deux, 6 jours; deux, 3 jours; trois, 2 jours; six, 1 jour ou moins d'une journée.

Si l'on y ajoute 8 grèves commencées antérieurement et qui ont pris fin après 91, 74, 59, 32, 31, 30, 28 et 20 jours, on trouve que 27 conflits sont actuellement terminés et qu'ils ont abouti à :

4 réussites;
13 transactions;
10 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REFÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
30 juillet.	29 octobre.	Calais.....	Pas-de-Calais....	Tullistes.....	9	90	1
9 août....	.....	Nieo.....	Alpes-Maritimes..	Tonnelliers.....	.....	110	2
10 août....	.....	Myennes.....	Nievro.....	Potiers.....	.....	35	3
17 août....	15 octobre.	Paris.....	Seine.....	Ferblantiers (Fabr. de tubes)	1	3	4
25 août....	7 nov.....	Le Mans.....	Saône.....	Ouvriers en chaussures....	1	30	5
3 sept....	3 octobre.	Hellommes.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	52	6
9 sept....	10 octobre	Besangon.....	Doubs.....	Horlogers.....	1	42	7
12 sept....	10 octobre	Taullignan.....	Drôme.....	Tissenses de soie.....	1	32	8
13 sept....	15 octobre	Paris.....	Seine.....	Terrassiers et démolisseurs..	.....	15,000	9
15 sept....	5 octobre.	Calais.....	Pas-de-Calais....	Perceurs de cartons.....	6	35	10
19 sept....	.....	Caudry.....	Nord.....	Tullistes.....	90	2.100	11
GRÈVES COMMENCÉES							
4 octobre.	11 octobre.	Pléhérel.....	Côtes-du-Nord....	Carriers.....	1	96	1
6 octobre.	7 octobre.	Nancy.....	Meurthe-et-Moselle	Maçons.....	1	48	2
11 octobre.	13 octobre.	Saint-Amand....	Nord.....	Faïenciers (Manœuvres)....	1	.....	3
11 octobre.	13 octobre.	Hazebrouck....	Nord.....	Tisseurs.....	1	35	4
11 octobre.	20 octobre.	Rieucourt-les-Ca- gnicourt.....	Pas-de-Calais....	Ouvriers agricoles.....	20	80	5
11 octobre.	17 octobre.	Saint-Bérain-sur- Dheune.....	Saône-et-Loire....	Horlogers.....	1	12	6
13 octobre.	.....	Paris.....	Seine.....	Monteurs en bronze.....	1	10	7
13 octobre.	.....	Paris.....	Seine.....	Mécaniciens.....	1	.....	8
14 octobre.	15 octobre.	Lyon.....	Rhône.....	.....	.....	.....	.....
14 octobre.	15 octobre.	Paris.....	Seine.....	Ouvriers de chemins de fer..	.....	61	9
14 octobre.	15 octobre.	Cosne-sur-Loire..	Allier.....	.....	.....	.....	.....
17 octobre.	17 octobre.	Revel.....	Haute-Garonne....	Maçons.....	7	34	10
17 octobre.	18 octobre.	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs de coton.....	1	38	11
17 octobre.	19 octobre.	Bailleul.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	80	12
17 octobre.	27 octobre.	Étampes.....	Seine-et-Oise....	Typographes.....	1	17	13
18 octobre.	21 octobre.	Anzin.....	Nord.....	Chânetiers (Frappeurs)....	1	90	14
18 octobre.	21 octobre.	Moreuil.....	Somme.....	Bonneters.....	1	18	15
18 octobre.	24 octobre.	Meillerie.....	Haute-Saône.....	Bateliers et carriers.....	.....	230	16
18 octobre.	27 octobre.	Liévin-Oignies et Ostricourt....	Nord et Pas-de-Calais....	Mineurs.....	3	2.114	17
19 octobre.	30 octobre.	Lille.....	Nord.....	Chaudronniers.....	1	23	18
20 octobre.	20 octobre.	Roubaix.....	Nord.....	Dévideuses.....	1	33	19
24 octobre.	.....	Paris.....	Seine.....	Tapissiers.....	3	54	20
25 octobre.	.....	Graville - Sainte- Honorine.....	Seine-Inférieure..	Trefileurs.....	1	200	21
26 octobre.	.....	Paris.....	Seine.....	Ornemanistes sur métaux....	1	30	22
27 octobre.	.....	Saint-Amand....	Nord.....	Chânetiers.....	8	520	23
29 octobre.	5 nov....	Roubaix.....	Nord.....	Rattacheurs et fileurs.....	1	60	24
31 octobre.	7 nov....	Régny.....	Loire.....	Teinturiers.....	1	45	25
31 octobre.	.....	Amiens.....	Somme.....	Teinturiers.....	15	1.200	26
31 octobre.	.....	Toulouse.....	Haute-Garonne....	Fricoteuses.....	1	18	27

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

REPERES.	CAUSES DES GREVES.	RESULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} OCTOBRE 1898 (A).

1	Réduction de salaire (infraction au tarif de la commission mixte).	Transaction (1).	(1) Réussite dans 3 maisons. — Les grévistes ont été remplacés dans les autres.
2	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.	Transaction.	
3	Réduction de salaire.	Échec (2).	(2) Grévistes remplacés.
4	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
5	Réduction de salaire.	Transaction.	
6	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
7	Demande de réintégration de quatre ouvriers congédiés.	Échec (3).	(3) Les grévistes se sont embauchés ailleurs.
8	Refus d'accepter une augmentation du temps du travail sans compensation de salaire.	Échec.	
9	Demande d'augmentation de salaire et de suppression de la signature.	Transaction.	
10	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
11	Réduction de salaire.	Transaction.	

EN OCTOBRE 1898.

1	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
2	Refus d'accepter une diminution de la journée de travail.	Transaction.	
3	Protestation contre l'embauchage d'un mouleur pris en dehors des manœuvres.	Transaction (4).	(4) Les manœuvres ont obtenu la promesse que dorénavant les mouleurs seraient pris parmi eux.
4	Réglementation du travail.	Réussite.	
5	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
6	Demande de renvoi du gérant.	Échec.	
7	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
8	Demande de suppression du marchandage et d'abolition de la signature.	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire.	Échec (5).	(5) Sur 61 grévistes, 12 étaient des ouvriers d'atelier du chemin de fer départemental de Cosne-sur-Loire.
10	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
11	Réglementation des heures de travail.	Transaction.	
12	Contestation au sujet du mode de paiement des salaires.	Réussite.	
13	Demande d'augmentation de salaire.	Échec (6).	(6) Grévistes remplacés.
14	Règlement d'atelier et demande de suppression de la retenue d'assurance.	Transaction.	
15	Réduction de salaire.	Échec.	
16	Réduction de salaire.	Transaction.	
17	Demande de meilleure répartition des salaires.	Transaction.	
18	Solidarité avec un contremaître qui avait quitté le travail à la suite d'une observation.	Échec.	
19	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
20	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Transaction.	
21	Réduction de tarifs par suite d'une nouvelle organisation du travail.	Transaction.	
22	Contre la suppression de dix minutes de repos à 4 heures.	Transaction.	
23	Demande de rétablissement du travail du lundi.	Transaction.	
24	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
25	Réduction de salaire.	Réussite.	
26	Demande d'augmentation de salaire. (Retour au tarif de 1893).	Transaction.	
27	Demande de suppression de la retenue pour l'éclairage.	Transaction.	

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de septembre 1898.

Nombre des versements.....	203.118	
représentant une somme de.....		24.123.135 ^f
Nombre des remboursements.....	122.104	
représentant une somme de.....		28.743.062
Rentes achetées à 630 déposants pour un capital de.....		568.052
EXCÉDENT des remboursements et achats de rentes sur les versements.....		5.187.979
Nombre de comptes existant au 30 septembre 1898.....		3.063.950
Nombre de comptes existant au 30 septembre 1897.....		2.853.410
AUGMENTATION.....		210.540

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois d'octobre 1898.

Dépôts de fonds.....	6.813.246 ^f
Retraits de fonds.....	29.970.704
EXCÉDENT des retraits.....	23.157.458
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.....	1.194.851

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de septembre 1898.

Nombre de versements reçus.....	359.452	
représentant une somme de.....		5.002.707 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		5.572.854
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....		1.151.168
Nouvelles rentes inscrites.....		124.880
Nombre de parties prenantes.....	1.703	
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....		34.430.749
Nombre de titres.....	234.658	

LA FORTUNE PERSONNELLE DES CAISSES D'ÉPARGNE ET LES HABITATIONS À BON MARCHÉ (1).

La fortune personnelle des caisses d'épargne françaises s'élevait, au 31 décembre 1896, à la somme de 112,194,172 fr. 93, représentant, par rapport aux sommes dues aux déposants, un fonds de garantie de 3,32 p. o/o. Sa composition et son revenu par principales catégories de placements sont indiqués dans le tableau suivant :

DÉSIGNATION DES CATÉGORIES DE PLACEMENT.	SOMMES.		PART PROPOR- TIONNELLE dans le total.	REVENU EN 1896.		PART PROPOR- TIONNELLE dans le total.	TAUX du REVENU.
	fr.	c.	p. o/o.	fr.	c.	p. o/o.	p. o/o.
Rentes (prix d'achat).....	21.995.316	53	19,60	789.835	36	27,15	3,59
Immeubles (prix d'achat).....	23.462.397	69	20,91	96.194	53	3,31	0,41
Valeurs d'État ou garanties par l'État (autres que les rentes).....	78.362	35	0,07	2.016	80	0,07	2,57
Obligations négociables et entièrement libérées des départements, des communes et des chambres de commerce.....	413.360	73	0,37	13.167	20	0,45	3,19
Obligations foncières et communales du crédit foncier.....	283.315	09	0,25	7.517	72	0,26	2,65
Habitations à bon marché construites par les caisses.....	459.756	41	0,41	10.760	17	0,37	2,34
Prêts hypothécaires pour la construction d'habitations à bon marché.....	198.319	50	0,18	13.390	00	0,46	6,75
Autres valeurs locales.....	1.955.384	45	1,74	55.503	58	1,91	0,28
Compte courant à la caisse des dépôts et consignations et encaisse.....	63.347.959	38	56,46	1.920.524	14	66,02	3,08
TOTAUX ET MOYENNES.....	112.194.172	93	100,00	2.908.931	50	100,00	2,59

Aux chiffres qui précèdent, on peut ajouter les observations suivantes :

250 caisses, c'est-à-dire près de la moitié des établissements, sont propriétaires d'immeubles destinés à l'installation de leurs services. 70 caisses, au lieu de 61 en 1895, ont retiré de leurs immeubles un revenu accessoire. Ce revenu, qui a été de 96.194 fr. 53 pour un prix de revient de 7.092.321 fr. 71, présente un taux de 1,36 p. o/o.

Si l'on défalque du tableau ce revenu accessoire des immeubles de quelques caisses et le capital correspondant, le taux général du revenu passe de 2,59 à 3,17 p. o/o (2).

(1) D'après le rapport au Président de la République sur les opérations des Caisses d'épargne ordinaires en 1896. (Voir *Bull.* d'avril, p. 276.)

(2) $112.194.172^f 93 - 23.462.397^f 69 = 88.731.775^f 24$
 $2.908.931^f 50 - 96.194^f 53 = 2.812.736^f 97$
 $\frac{2,8}{88,7} = 3,17 \text{ p. o/o.}$

C'est la caisse d'épargne de Marseille qui seule, jusqu'à présent, a employé des capitaux (459.756 fr. 41) à la construction d'habitations à bon marché, desquelles elle a retiré 10.760 fr. 17. Les prêts hypothécaires ont été faits par cette caisse et celle de Lyon et la somme de 13.390 francs, portée comme revenu, comprend les remboursements partiels faits par les intéressés, ce qui explique le taux exceptionnellement élevé (6,75 p. o/o) de ce genre de placement.

Enfin les placements désignés sous le titre de « autres valeurs locales » comprennent des obligations de sociétés d'habitations à bon marché appartenant à la caisse d'épargne de Lyon pour un capital de 1.476.955 fr. 20 et à celle de Marseille pour 46.123 fr. 87, soit au total 1.523.079 fr. 07, avec un revenu de 52.891 fr. 10 (3,47 p. o/o).

En faisant le total des capitaux engagés directement ou indirectement par les caisses d'épargne, au 31 décembre 1896, dans les opérations d'habitations à bon marché, on trouve une somme de 2.181.154 fr. 98 représentant seulement 1,95 p. o/o de la fortune personnelle des caisses, savoir :

	francs.
Caisse de Marseille : (1)	
Habitations à bon marché construites par la caisse.....	459.756 41
Caisses de Marseille et de Lyon :	
Prêts hypothécaires pour la construction d'habitations à bon marché.....	198.319 50
Obligations de sociétés d'habitations à bon marché.....	1.523.079 07
TOTAL.....	2.181.154 98
 Montant total de la fortune personnelle.....	 112.194.172 93
 Proportion p. o/o.....	 1 95

Ainsi que nous l'avons rappelé dans un précédent bulletin (2), la situation que nous relevons au 31 décembre 1896 a été considérablement modifiée depuis cette époque et plusieurs caisses sont entrées hardiment dans la voie ouverte par l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895, rappelée aux caisses par un vœu du Conseil supérieur des habitations à bon marché (1896) et par la Circulaire du Ministre du commerce en date du 10 mars 1897.

(1) Cf. *Bull.* de juin 1898, p. 507. Voir aussi, sur la fortune personnelle de la caisse de Marseille, le *Bulletin* de septembre dernier, p. 729.

(2) Cf. *Bull.* d'avril 1897, p. 270.

LES COURS ET LES OEUVRES COMPLÉMENTAIRES DE L'ÉCOLE EN 1897-1898 (1).

1^{re} PARTIE.

I. — COURS D'ADOLESCENTS ET D'ADULTES.

Nombre de cours. — Les cours d'adolescents et d'adultes ont suivi une marche ascendante.

En 1894-1895, il y avait 8.288 cours dont 7.322 de garçons, 966 de filles.

On passe, en 1895-1896, à 15.778 cours dont 13.930 de garçons, 1.808 de filles; en 1896-1897, à 24 528 dont 20.099 garçons, 4.429 de filles.

Et l'on monte, en 1897-1898, au total de 30.368, dont 22.939 de garçons, 7.429 de filles (1).

Il ne s'agit là que des cours publics, des cours d'État. Il convient d'y ajouter, comme on l'avait déjà fait l'an dernier : 5.000 unités fournis par les cours professés aux syndicats, bourses de travail, chambres de commerce, sociétés d'instruction populaire, etc.

Nombre des auditeurs. — En 1895-1896, 400.000 « étudiants populaires » avaient sollicité leur inscription; 270.500 avaient fréquenté les cours régulièrement.

En 1896-1897, on atteint à plus de 700.000 inscriptions; à 417,481 présences effectives, dont 340.926 d'adolescents, 68.555 de jeunes filles.

En 1897-1898, les inscriptions s'élèvent à 850.000 et le chiffre des élèves assidus est de 482.907, dont 378.196 adolescents et adultes, 104.711 jeunes filles : soit un bénéfice de 65.426 sur l'an dernier.

Cours spéciaux et professionnels. — Les cours spéciaux et professionnels sont surtout professés dans les syndicats tant ouvriers que patronaux, dans les sociétés d'instruction populaire. A Paris, Lyon, Bordeaux, il y a tendance à une entente entre ces groupements. Les sociétés fournissent des ingénieurs, des professeurs qui enseignent la théorie des métiers aux apprentis, aux ouvriers.

Chaque corps de métier, pour remplacer l'apprentissage disparu, s'applique à patronner des cours fournissant des recrues préparées, façonnées à la profession. Les bourses du travail sont, le soir, dans les grandes villes, transformées en ateliers de perfectionnement où leçons, cours se succèdent, dans les salles retenues d'avance, selon un roulement établi pour toute l'année. Elles deviennent les universités de l'ouvrier.

Quelques cours municipaux, dans les villes de production, de commerce, dans les ports, ont incliné dans le sens de la préparation aux industries locales. C'est ainsi qu'à Brest, au cours municipal d'adultes, on s'occupe des examens de maistrances. C'est ainsi qu'à Marseille les cours de la ville sont aussi très spéciaux. Ils sont adaptés à l'amélioration de l'apprentissage. On y remarque des cours de dessin industriel, pratique, appliqué à l'usage des cimenteurs, plâtriers, tailleurs de pierre, menuisiers, charpentiers, ébénistes, tourneurs, serruriers, fondeurs, ferblantiers, plombiers, mécaniciens, etc.

Les cours spéciaux de langues vivantes, de comptabilité, de dessin d'ornement, de modelage, de stéréotomie se multiplient dans les villes.

(1) Extrait d'un rapport adressé au Ministre de l'instruction publique par M. Ed. Petit, sur le développement des cours d'adultes et d'adolescents, des conférences populaires, et des œuvres complémentaires de l'École (J. O. du 27 juillet 1898).

II. — LES BIBLIOTHÈQUES.

Les bibliothèques scolaires, les seules à peu près où, au village, on peut puiser, ne sont guère approvisionnées.

Non qu'il n'ait rien été fait depuis quelques années en faveur des bibliothèques. Elles croissent en nombre, en importance. A se borner aux « bibliothèques scolaires » qui sont plus à la portée des adolescents, qui offrent un intérêt spécial pour le développement de l'instruction prolongée, on peut constater qu'elles ont suivi une marche ascendante.

Elles étaient, en 1865, 4.533; en 1869, 14.396; en 1877, 17.764; en 1889, 36.326 comprenant 4.150.824 livres, ayant pu faire 45.862.973 prêts et représentant une dépense totale de 11 millions 440.932 francs; en 1894, 38.000; en 1898, 40.527.

S'il y a 40.527 bibliothèques scolaires pour 36.000 communes, c'est plus qu'il n'en faut, pensera-t-on. Chaque commune serait donc pourvue de sa « librairie »?

L'erreur est grande. Car il faut compter avec les villes qui en possèdent en moyenne plus de 12, avec les villes moyennes qui en ont de 5 à 6, etc.; d'où il suit que des communes, par milliers encore, ou en sont privées ou ont des collections à l'état embryonnaire. De plus, il faut compter que s'il y a seulement 36.000 communes en France, il y a près de 70.000 écoles, ce qui en fait près de 30.000 sans bibliothèque!

Il en résulte qu'il faudrait revenir au crédit de 250.000 francs inscrit au budget de 1884, et qui a été successivement réduit en 1885 et 1886 à 200.000 francs, en 1887, 1888, 1889, 1890, 1891 à 120.000 francs, en 1892, 1893, 1894, 1896 à 110.000 francs, en 1897 et 1898 à 95.000 francs. C'est à peine si l'on peut donner, à l'heure actuelle, 40.000 volumes par an. Car sur 95.000 francs, 30.000 environ sont affectés aux frais de reliure, d'emballage, d'expédition. Il reste donc à peine 65.000 francs pour l'achat des ouvrages. Aussi, d'une part, des écoles ne sont pas dotées de leur bibliothèque scolaire; d'autre part, les bibliothèques existantes reçoivent des volumes environ tous les quatre ans, et par envois forcément restreints, il y a, en effet, 4.600 demandes écrites de livres par an, et 1.800 seulement obtiennent satisfaction, car les concessions ne sauraient descendre au-dessous de 20 à 25 volumes, minimum déjà bien réduit (1).

III. — LES CONFÉRENCES POPULAIRES.

Nombre des conférences. — Les conférences populaires n'ont pas joui d'une moindre faveur que les cours et lectures. Elles accentuent encore le progrès des œuvres qu'elles accompagnent, et très souvent soutiennent et renforcent.

En 1894-1895, il y en avait eu 10.379.

En 1895-1896, 61.476 dont 47.500 environ sans projections et 14.000 avec projections.

En 1897-1898, on monte à 117.752 dont 67.700 sans projections, 50.052 avec projections. La différence en plus a été de 20.438. Il y a différence aussi dans le nombre des auditeurs qui passent de 3 millions à 3.400.000.

Le musée pédagogique, aujourd'hui mieux doté, outillé, organisé, aidé par l'active collaboration de la société nationale des conférences populaires, qui ajoute initiative et concours pécuniaire à la besogne assumée par l'État, a envoyé, du 15 octobre 1897 au 31 mars 1898, 8.000 collections de vues, contre 8.368 en 1896-1897, soit une augmentation de 115 p. o/o.

(1) Nous avons pris comme exemple les bibliothèques scolaires. La même démonstration s'appliquerait aux bibliothèques populaires qui ajoutent environ 2.000 unités aux bibliothèques scolaires les bibliothèques communales, les bibliothèques libres non comprises.

En outre, le musée a décentralisé. 690 collections ont été mises en circulation par 130 inspecteurs primaires dans le ressort de leurs circonscriptions. Elles représentent 12.400 prêts, ce qui élève à 30.400 le nombre des envois.

La Ligue de l'enseignement a prêté de son côté 46.987 vues. Elle a décentralisé, elle aussi, car elle en a confié 15.275 en dépôt à 122 sociétés adhérentes, soit un total de 62.222 contre 59.595 en 1896-1897. Elle en a cédé au dessous du prix de revient, grâce à un don, 16.232 et, dans les mêmes conditions, 697 appareils. Elle a comme auxiliaire le comité Dupleix qui lui a fourni gratuitement, pour la propagande des idées coloniales, des vues et des conférences sur nos possessions extérieures.

La Société nationale des conférences populaires, en dehors du concours qu'elle a prêté au musée pédagogique, a pu expédier 84.054 conférences imprimées, destinées à être lues en public par 10.000 correspondants. Elle leur a communiqué 7.000 morceaux de prose et de vers, copiés à la main, pour alimenter les lectures populaires. Elle a prêté 316 appareils à projections, dont quelques-uns dans les forts de l'Est.

II^e PARTIE.

I. — LA MUTUALITÉ SCOLAIRE.

La mutualité scolaire et la loi du 1^{er} avril 1898. — La mutualité scolaire, qui, déjà, sous le régime des lois de 1852 et 1856, avait une situation enviable au point de vue des subventions, de l'aide pécuniaire et morale de l'État, se trouve encore favorisée davantage par la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels. Le taux exceptionnel de 4.5 p. 0/0, dont on pouvait craindre la diminution, est maintenu. Des faveurs, en ce qui concerne dons, legs, achats de propriété, qui étaient réservées aux sociétés d'utilité publique, sont concédées aux mutualités scolaires, comme aux mutualités d'adultes. Elles ont le droit de s'entremettre pour le placement de leurs adhérents. Elles pourront hériter. Elles pourront être propriétaires, car il leur est permis de placer sur immeubles les trois quarts de leur avoir.

En prenant comme limite le 31 mars et comme règle l'adoption des statuts, bien que beaucoup de sociétés fonctionnent en attendant l'approbation, on arrive au chiffre de 400 sociétés, définitivement constituées dans 70 départements, contre 110 en 1896-1897, à pareille date.

Après avoir examiné, circonscription par circonscription, l'état des fédérations mutualistes, l'on arrive à une moyenne de 10 écoles par société, d'où il résulte que que 4.000 écoles environ sont acquises à la mutualité scolaire.

IV^e PARTIE.

LES RESSOURCES FINANCIÈRES.

En 1895-1896, on avait pu rassembler, par voie de quêtes, 45.000 francs; en 1896-1897, 190.000 francs.

En 1897-1898, la contribution pécuniaire fournie par les amis de l'école prolongée s'élève à 204.122 francs. Si l'on y comprenait le budget des sociétés d'instruction populaire, des associations d'anciens élèves, des patronages, on dépasserait le million.

Cours payants (1). — Les cours payants qui avaient rapporté en 1896-1897

(1) Au budget communal de la ville de Paris, pour l'exercice 1897, il a été inscrit pour les cours d'adultes : 255.912.650 francs; pour les patronages, les associations, 20.400 francs; les sociétés d'enseignement, 220.000 francs.

50.000 francs, obtenus par petites fractions dans quatre-vingt-un départements, ont un peu fléchi en 1897-1898. Ils n'ont fourni que 41.702 francs. Les cotisations vont de préférence aux associations et aux patronages, ce qui explique la diminution.

Cours payés par les municipalités. — En 1895-1896, les budgets communaux avaient versé 1.500.000 francs.

En 1896-1897, 1.322.254 francs.

En 1897-1898, ils ont donné 1.533.742 francs. C'est un gain de 211.488 francs.

En 1895-1896, les conseils généraux avaient donné 35.400 francs; en 1896-1897, 44.000 francs.

En 1897-1898, ils fournissent 54.000 francs.

C'est un progrès, mais plutôt lent, et qui devrait s'accroître là surtout où institutrices et instituteurs s'imposent des dépenses si visiblement onéreuses pour leurs modiques ressources.

L'État. — L'État soutient l'œuvre de l'éducation populaire par un supplément de vacances, des récompenses honorifiques, une subvention.

150.000 francs ont été inscrits au budget de 1898⁽¹⁾.

Il restera peu de chose pour les 40.000 institutrices et instituteurs, dont près des deux tiers ont reçu une subvention insuffisante, ou bien n'ont rien obtenu; car, sur le crédit, il faut prélever primes, médailles, volumes.

Il y a lieu d'espérer que la Chambre nouvelle consentira un relèvement de crédits pour 1898-1899, afin de permettre à l'État de faire figure dans l'organisation définitive de la « seconde instruction », complément indispensable de l'instruction primaire, qui, sans elle, demeure incomplète et inféconde.

RÉSUMÉ.

C'est là, dans ses grandes lignes, la situation de l'éducation populaire en 1897-1898. Elle est des plus favorables. Elle fait honneur à l'Université, aux amis, aux volontaires de l'enseignement.

Pour résumer les résultats acquis, il y a eu en 1897-1898 :

30.368 cours d'adolescents et d'adultes professés dans les écoles publiques;

5.000 cours, professés dans les sociétés d'instruction, chambres syndicales, etc;

117.152 conférences ont été faites, avec ou sans projections;

400 sociétés de mutualité scolaire fonctionnent. 150 sociétés sont en formation;

2.779 associations d'anciennes et d'anciens élèves sont constituées, 600 sont en projet;

809 patronages sont ouverts, 100 sont à la veille de s'ouvrir;

1.600 réunions de jeunes filles sont organisées dans les écoles;

482.907 jeunes gens des deux sexes ont assisté assidûment aux leçons;

39.507 institutrices ont fait les cours du soir, sans compter 5.000 conférenciers, directeurs de mutualités, associations, patronages;

L'initiative privée a contribué à la dépense pour 1 million (sociétés d'instruction populaire, associations, patronages, dons, quêtes);

Les municipalités et les conseils généraux ont donné 1.588.000 francs;

L'État a fourni une subvention de 150.000.

RAPPORT DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION

DES VALEURS EN DOUANE

POUR L'ANNÉE 1897. (Extraits.)

I. — COMMERCE EXTÉRIEUR TOTAL DE LA FRANCE.

En 1897, le commerce extérieur spécial de la France a porté sur une valeur totale de 7.554 millions. Il était : en 1893, de 7.090 millions; en 1894, de 7.649 millions; en 1895, de 7.094 millions; en 1896, de 7.199.500.000 francs. La reprise de nos échanges, que nous signalions l'année dernière, continue à s'accroître; l'augmentation est de 354.500.000 francs par rapport à 1896 et de 460 millions par rapport à 1895.

Si, au lieu de considérer l'ensemble du commerce extérieur, on envisage séparément l'importation et l'exportation, la situation apparaît également satisfaisante comme le montre le tableau suivant :

DÉSIGNATION DES MOUVEMENTS.	1893.	1894.
	francs.	francs.
Importation.....	3.853.700.000	3.850.445.000
Exportation.....	3.236.383.000	3.078.145.000
TOTAUX.....	<u>7.090.083.000</u>	<u>6.928.590.000</u>

DÉSIGNATION DES MOUVEMENTS.	1895.	1896.	1897.
	francs.	francs.	francs.
Importation.....	3.719.899.000	3.798.579.000	3.956.027.000
Exportation.....	3.373.796.000	3.400.920.000	3.597.952.000
TOTAUX.....	<u>7.093.695.000</u>	<u>7.199.500.000</u>	<u>7.553.979.000</u>

Le rapprochement entre les résultats de 1897 et ceux de 1896 fait bien ressortir un accroissement de 157 millions sur les entrées; mais il accuse une plus-value de 197 millions sur les sorties, et l'excédent d'importation, qui avait atteint 772 millions en 1894, n'a été que de 358 millions en 1897.

Les états ci-après donnent la part des trois grandes subdivisions de la statistique douanière dans les mouvements de 1896 et de 1897 :

1° Quantités.

DÉSIGNATION.	1896.	1897.	AUGMENTATION.
—	tonnes.	tonnes.	tonnes.
IMPORTATIONS.			
Objets d'alimentation.....	2.897.000	3.249.000	352.000
Matières nécessaires à l'industrie.....	19.074.000	20.088.000	1.014.000
Objets fabriqués.....	649.000	712.000	63.000
EXPORTATIONS.			
Objets d'alimentation.....	1.057.000	1.326.000	269.000
Matières nécessaires à l'industrie.....	5.151.000	5.405.000	254.000
Objets fabriqués.....	1.068.000	1.156.000	88.000

2° Valeurs.

DÉSIGNATION.	1896.	1897.	AUGMENTATION.	DIMINUTION.
—	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation . . .	1.006.612.000	1.028.614.000	22.002.000	#
Matières nécessaires à l'in-				
dustrie.	2.173.582.000	2.318.930.000	145.348.000	#
Objets fabriqués.	618.385.000	608.482.000	"	9.903.000
TOTAUX.	3.798.579.000	3.956.027.000	Augmentat ^{on} : 157.448.000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation . . .	651.794.000	720.655.000	68.861.000	#
Matières nécessaires à l'in-				
dustrie.	836.207.000	943.872.000	107.665.000	#
Objets fabriqués.	1.912.920.000	1.933.425.000	20.505.000	#
TOTAUX.	3.400.920.000	3.597.952.000	Augmentat ^{on} : 197.032.000	

Au point de vue des quantités, on constate un accroissement général, aussi bien à l'importation qu'à l'exportation, sur les trois catégories de marchandises. L'augmentation proportionnelle est : 1° à l'entrée, de 12 p. o/o pour les objets d'alimentation, de 5,3 p. o/o pour les matières nécessaires à l'industrie, de 9,7 p. o/o pour les objets fabriqués; 2° à la sortie, de 25 p. o/o pour les objets d'alimentation, de 4,9 p. o/o pour les matières nécessaires à l'industrie, de 8,2 p. o/o pour les objets fabriqués.

Au point de vue des valeurs, on enregistre : 1° pour les objets d'alimentation, une hausse de 2,3 p. o/o à l'entrée et de 10 p. o/o à la sortie; 2° pour les matières nécessaires à l'industrie, une hausse de 6,7 p. o/o à l'entrée et de 13 p. o/o à la sortie; 3° pour les objets fabriqués, une baisse de 1,6 p. o/o à l'entrée et une hausse de 1,1 p. o/o à la sortie.

II. OBJETS D'ALIMENTATION.

1. *Céréales.* — Depuis bien des années, la récolte de blés n'avait pas été si mauvaise : on l'évalue à 83 millions d'hectolitres, alors que la moyenne des dix dernières années est de 109 millions d'hectolitres.

D'après le tableau de la douane, l'importation des céréales est passée de 8,471,000 quintaux et 123 millions de francs, en 1896, à 13,839,000 quintaux et 247 millions de francs, en 1897. C'est une différence de 5,368,000 quintaux et 124 millions de francs.

2. *Vins.* — Notre récolte de vins, qui avait atteint 44,656,000 hectolitres en 1896, est descendue à 32,352,000 hectolitres, subissant ainsi une diminution de 12,300,000 hectolitres environ.

Malgré la faiblesse de la récolte, l'importation des vins de toute sorte s'est abaissée de 8,814,000 hectolitres et 294 millions de francs, en 1896, à 7,531,000 hectolitres et 280 millions de francs, en 1897.

L'exportation a légèrement déchu : 1,775,000 hectolitres et 233 millions de francs en 1897, au lieu de 1,784,000 hectolitres et 242 millions de francs en 1896.

3. *Eaux-de-vie, esprits et liqueurs.* — La production d'alcool a encore augmenté de 186,000 hectolitres : elle est, en effet, passée de 2,022,000 hectolitres, en 1896, à 2,208,000 hectolitres, en 1897.

A l'importation, la statistique enregistre, pour les alcools de toute nature, 130,000 hectolitres et 11,600,000 francs en 1897, au lieu de 132,000 hectolitres et 11 millions de francs en 1896.

L'exportation s'est un peu accrue : 272,000 hectolitres et 44,400,000 francs en 1896, 278,000 hectolitres et 47,500,000 francs en 1897.

4. *Chevaux, bestiaux et viandes.* — A la baisse de 1896 a succédé un fort relèvement des entrées de chevaux. Nous avons introduit 38,300 têtes (39,600,000 fr.) en 1897, contre 32,900 têtes (34,600,000 francs) en 1896. L'exportation s'est également accrue : 23,900 têtes (21,200,000 francs), au lieu de 20,900 têtes (18,700,000 francs).

Les prévisions concernant la reconstitution rapide des effectifs de nos étables après les sécheresses de 1892 et 1893 se sont pleinement réalisées. Aussi les entrées de bestiaux ont-elles encore diminué : 1,506,000 têtes et 58 millions de francs en 1896, 1,431,000 têtes et 41 millions de francs en 1897.

Quant à l'exportation, elle est passée de 72,300 têtes et 8,300,000 francs, en 1896, à 136,000 têtes et 13,200,000 francs, en 1897. L'accroissement tient surtout aux envois de pores.

D'une manière générale, le prix des animaux à l'état vif s'est abaissé. Cependant les porcs font exception ; leurs cours avaient, du reste, subi un véritable avilissement.

Les entrées de viandes fraîches, salées ou autrement conservées, sont descendues de 205,000 quintaux et 32 millions de francs, en 1896, à 149,000 quintaux et 26 millions de francs, en 1897. D'autre part, l'exportation est passée de 94,000 quintaux valant 18,700,000 francs à 102,000 quintaux représentant la même valeur.

L'importation des graisses est restée à peu près stationnaire : 506,000 quintaux et 26,100,000 francs en 1897, au lieu de 502,000 quintaux et 26,200,000 francs en 1896.

A l'exportation, les relevés de la douane donnent 232,000 quintaux et 12,900,000 francs en 1897, contre 224,000 quintaux et 12,200,000 francs en 1896.

5. *Fruits de table et légumes frais.* — Des variations assez sensibles se sont manifestées dans les mouvements relatifs aux fruits de table : importation, 1,185,000 quintaux et 25 millions de francs en 1896, 1,415,000 quintaux et 30 millions de francs en 1897; exportation, 818,000 quintaux et 29 millions de francs en 1896, 990,000 quintaux et 35 millions de francs en 1897.

6. *Fromages et beurres.* — Les mouvements du commerce extérieur des fromages et beurres se chiffrent comme il suit : entrées, 227,000 quintaux et 41,800,000 fr. en 1897, au lieu de 219,000 quintaux et 40,200,000 francs en 1896; sorties, 392,000 quintaux et 86 millions de francs en 1897, au lieu de 373,000 quintaux et 82 millions de francs en 1896. Ainsi l'accroissement de l'importation a eu pour contre-partie une augmentation plus grande des sorties.

7. *Produits de la pêche.* — Dans l'ensemble, l'importation des produits de la pêche n'a subi que des variations secondaires : salmonidés, 1,480,000 kilogrammes et 4,400,000 francs en 1897, au lieu de 1,600,000 kilogrammes et 4,800,000 fr. en 1896; poissons frais de mer, 3,720,000 kilogrammes et 3,300,000 francs en 1897, au lieu de 3,220,000 kilogrammes et 2,900,000 francs en 1896; morues, 54,900,000 kilogrammes et 25 millions de francs en 1897, au lieu de 55,200,000 kilogrammes et 28 millions de francs en 1896; sardines, 1,125,000 kilogrammes et 1,125,000 francs en 1897, au lieu de 1,100,000 kilogrammes et 1,430,000 fr. en 1896; homards frais ou conservés, 2,780,000 kilogrammes et 5,900,000 francs en 1897, au lieu de 2,900,000 kilogrammes et 5,900,000 francs en 1896.

Les sorties, déjà en progrès l'année dernière, se sont encore accrues : morues, 22,600,000 kilogrammes et 11,300,000 francs en 1897, au lieu de 18,700,000 kilogrammes et 10,300,000 francs en 1896; sardines, 11,500,000 kilogrammes et 18 millions de francs en 1897, au lieu de 9,800,000 kilogrammes et 16 millions de francs en 1896.

8. *Sucres et mélasses.* — D'après les relevés de la douane, l'importation des sucres en poudre de notre domaine colonial s'est peu modifiée : 122,000 tonnes et 34 millions de francs en 1896; 123,400 tonnes et 32 millions de francs en 1897. Mais celle des sucres en poudre étrangers de canne est tombée de 36,600 tonnes et 10 millions de francs à 1,800 tonnes et 470,000 francs.

L'exportation de sucre brut s'est élevée de 125,000 tonnes et 35 millions de francs à 340,000 tonnes et 88 millions de francs; les sorties de sucre raffiné ont progressé de 107,000 tonnes et 38 millions de francs à 137,000 tonnes et 44 millions de francs.

C'est à la loi du 7 avril 1897 qu'est due la suppression presque complète des entrées de sucres étrangers de canne. On lui est également redevable de l'accroissement dont a bénéficié l'exportation.

Sous l'influence de la loi du 16 juillet 1897, l'importation des mélasses pour la distillation est descendue de 57,000 tonnes et 4 millions de francs, en 1896, à 23,000 tonnes et 1,400,000 francs, en 1897.

III. MATIÈRES NÉCESSAIRES À L'INDUSTRIE.

1. *Laines.* — En 1896, l'importation des laines avait été de 260 millions de kilogrammes, représentant une valeur de 382,500,000 francs; en 1897, elle est descendue à 246 millions de kilogrammes et 359,200,000 francs.

D'autre part, l'exportation des laines en masse, des laines peignées ou cardées et des déchets s'est relevée de 59 millions de kilogrammes et 145 millions de francs, en 1896, à 74 millions de kilogrammes et 172 millions de francs, en 1897.

La quantité de laine mise à la disposition de l'industrie dans le monde, en 1897, a été de 1,044 millions de kilogrammes, au lieu de 1,025 millions de kilogrammes en 1896. La moyenne, de 1894 à 1896, était de 1,028 millions de kilogrammes.

La quantité de laine lavée à fond, mise à la disposition de nos manufactures, a été de 94 millions de kilogrammes en 1897, contre 109 millions en 1896, 96 millions en 1895 et 103 millions en 1894. Si l'on envisage les trois dernières années, la moyenne est de 100 millions de kilogrammes, en légère décroissance par rapport à la précédente période triennale.

2. *Soies et bourres de soie.* — De 1896 à 1897, l'importation est montée de 10,810,000 kilogrammes, valant 180 millions, à 14,840,000 kilogrammes, valant 266 millions, et l'exportation, de 4,990,000 kilogrammes, valant 93 millions, à 6,380,000 kilogrammes, valant 118 millions.

Le nombre des éducateurs en France est descendu, en un an, de 145,000 à 133,000. Cette diminution résulte sans doute de la faiblesse du prix des cocons frais en 1896.

Au lieu de 222,000 onces de graines, nous n'en avons mis que 199,000 à l'éclosion. En même temps, les mauvaises conditions climatologiques faisaient tomber de 42 kilogrammes à 39 kilogrammes le rendement en cocons à l'once de graines. Ainsi la récolte s'est abaissée de 9,319,000 kilogrammes à 7,760,000 kilogrammes, chiffre le plus bas qui ait été constaté depuis six ans.

La quantité de soie mise à la disposition de l'industrie en 1897 a été de 15,257,000 kilogrammes, chiffre notablement supérieur à celui de 1896 (13,577,000 kilogrammes), mais encore inférieur à celui de 1895 (16,023,000 kilogrammes).

Pendant les trois périodes 1889-1891, 1892-1894, 1895-1897, la moyenne annuelle a été respectivement de 12,408,000 kilogrammes, 13,923,000 kilogrammes et 14,952,000 kilogrammes. La progression est donc continue.

Notre récolte qui, de 1895 à 1896, était descendue de 780,000 kilogrammes à 770,000, s'est abaissée, en 1897, à 624,000 kilogrammes.

Le commerce français a eu à sa disposition, en 1897, 8,210,400 kilogrammes de soie, au lieu de 5,603,300 kilogrammes en 1896 et de 7,148,400 kilogrammes en 1895.

Notre marché a donc mis en vente plus de la moitié de l'approvisionnement total du monde. Pareille proportion n'avait pas été atteinte depuis six ans.

Suivant des relevés minutieux, les quantités de soie livrées aux fabriques en 1897 ont été : pour la France, de 4,927,000 kilogrammes, au lieu de 3,139,000 kilogrammes en 1896.

Pour la période triennale 1895-1897, la consommation industrielle moyenne de la soie a été, en France, de 3,903,000 kilogrammes.

Si l'on chiffre les quantités de soie conditionnées, on trouve : pour la France, 9,265,000 kilogrammes en 1897, au lieu de 8,340,000 kilogrammes en 1896.

La France a le chiffre le plus élevé. Mais Milan et l'Italie font des progrès au détriment de son marché. La condition de Milan, qui avait dépassé celle de Lyon dès 1895, est maintenant en possession d'une avance de 600,000 kilogrammes : elle a reçu, en 1897, 7,417,000 kilogrammes de soie, alors que Lyon en recevait seulement 6,799,000.

Le nombre des bassines de filature n'a pas subi de modification appréciable

(13,386, produisant 845,000 kilogrammes, en 1897, au lieu de 13,375, produisant 832,000 kilogrammes, en 1896).

3. *Coton*. — La récolte du coton dans le monde, en 1897, peut être évaluée à 14,720,000 balles de 200 kilogrammes.

Cette récolte correspond à un poids de 2,900,000,000 kilogrammes; celles de 1895 et 1896 avaient été respectivement de 3,300,000 kilogrammes et de 2,700,000,000 kilogrammes. L'année 1897 est donc une année moyenne.

L'importation en France s'est élevée de 162 millions de kilogrammes et 167 millions de francs, en 1896, à 216 millions de kilogrammes et 206 millions de francs, en 1897. D'autre part, notre exportation est passée de 28 millions de kilogrammes et 25 millions de francs à 27 millions de kilogrammes et 26 millions de francs.

La quantité de coton restée en France pour la consommation a atteint 189 millions de kilogrammes, au lieu de 134 millions de kilogrammes en 1896 et 139 millions en 1895. Or, la consommation moyenne est estimée à 145 millions de kilogrammes. Même en admettant un accroissement d'activité de nos manufactures, on ne peut estimer à plus de 160 ou 165 millions de kilogrammes le poids de la matière première qui y a été effectivement transformé; le surplus a dû renforcer les stocks.

Les entrées de lin se sont abaissées de 88 millions de kilogrammes, valant 62 millions de francs, en 1896, à 79 millions de kilogrammes, valant 51 millions de francs, en 1897. Quant à l'exportation, elle est descendue de 22,200,000 kilogrammes (9,900,000 francs) à 20,550,000 kilogrammes (8,700,000 francs).

L'importation du chanvre, en 1897, a été de 21,500,000 kilogrammes, valant 15,800,000 francs. Quant aux sorties, elles n'ont pas atteint 1 million de kilogrammes.

5. *Peaux et pelleteries brutes*. — L'importation des peaux et pelleteries brutes a été, en 1897, de 53,500,000 kilogrammes, valant 116,500,000 francs, au lieu de 54,600,000 kilogrammes, valant 110,800,000 francs, en 1896. D'autre part, l'exportation est montée de 29,700,000 kilogrammes et 62 millions de francs, en 1896, à 35,500,000 kilogrammes et 77 millions de francs, en 1897.

6. *Graines et fruits oléagineux*. — Les entrées de graines et fruits oléagineux, subissant une nouvelle diminution, se sont abaissées de 6,100,000 quintaux métriques et 148 millions de francs, en 1896, à 5,620,000 quintaux et 136 millions de francs, en 1897. Quant à l'exportation, elle a légèrement augmenté: 123,000 quintaux et 3,300,000 francs en 1897, au lieu de 89,000 quintaux et 2,300,000 francs en 1896.

7. *Bois communs*. — L'importation des bois communs est montée de 150 à 155 millions de francs. Nous avons acheté à l'étranger 1,320,000 tonnes de bois à construire, au lieu de 1,255,000 tonnes: cet accroissement est dû à l'activité des travaux du bâtiment. En revanche, l'importance des stocks et les craintes éveillées par l'état des vignobles ont ramené les entrées de merrains de 137,000 tonnes à 124,000 tonnes.

L'exportation des bois a bénéficié d'un nouveau relèvement: 50,200,000 francs en 1897, au lieu de 48,900,000 francs en 1896.

8. *Houille et coke*. — Les entrées de combustibles minéraux ont légèrement augmenté: 10,200,000 tonnes et 174 millions de francs en 1896, 10,500,000

tonnes et 189 millions de francs en 1897. Dans le total de 10,500,000 tonnes, la houille entre pour 8,920,000 tonnes, et le coke pour 1,530,000 tonnes.

Une faible augmentation s'est également manifestée dans les sorties : 1,210,000 tonnes et 22,700,000 francs en 1897, au lieu de 1,110,000 tonnes et 19 millions de francs en 1896.

9. *Minerais.* — Il y a augmentation des entrées de minerais : 2,335,000 tonnes et 63 millions de francs en 1897, au lieu de 2,010,000 tonnes et 51 millions de francs en 1896.

L'exportation a été de 315,000 tonnes et 21,100,000 francs en 1897, au lieu de 323,000 tonnes et 15,200,000 francs en 1896. Son élément le plus important est le minerai de zinc destiné à la Belgique.

IV. OBJETS FABRIQUÉS.

1. *Fils et tissus de laine.* — Les entrées de fils de laine sont descendues de 2,740,000 kilogrammes et 15,400,000 francs, en 1896, à 2,080,000 kilogrammes et 10,850,000 francs, en 1897; celles des fils de poils d'alpaga, de chèvre, etc., ont monté de 705,000 kilogrammes et 6 millions de francs à 910,000 kilogrammes et 8,100,000 francs. D'autre part, les entrées de tissus se sont abaissées de 5,215,000 kilogrammes et 45 millions de francs à 4,680,000 kilogrammes et 40 millions de francs.

Quant aux sorties, elles ont diminué pour les fils de laine, comme pour les tissus : fils de laine, 5,260,000 kilogrammes et 29,600,000 francs en 1896, 4,460,000 kilogrammes et 24,100,000 francs en 1897; tissus, 25,020,000 kilogrammes et 294 millions de francs en 1896, 24,100,000 kilogrammes et 265 millions de francs en 1897. De même qu'en 1896, l'exportation des fils de poils d'alpaga, de chèvre, etc., a été insignifiante.

On évalue le poids des laines nouvelles lavées à fond et transformées en fils par les manufactures françaises à 62 millions de kilogrammes, au lieu de 80 millions en 1896 et de 79 millions en 1895. Si l'on y ajoute 20 millions de kilogrammes de renaissance ou de coton mélangé à la laine, on arrive, pour la production des fils de laine purs ou mêlés, à un total d'environ 90 millions de kilogrammes, représentant 425 millions de francs. Les chiffres indiqués en 1896 étaient : 100 millions de kilogrammes et 500 millions de francs.

2. *Tissus de soie et de bourre de soie.* — Les entrées de tissus de soie ont été de 958,000 kilogrammes et 52 millions de francs, en 1897, au lieu de 879,000 kilogrammes et 50,300,000 francs, en 1896; les sorties, de 4,789,000 kilogrammes et 271 millions de francs, au lieu de 4,218,000 kilogrammes et 247 millions de francs.

3. *Fils et tissus de coton.* — De 1896 à 1897, l'importation des fils de coton a subi une notable diminution : 4,724,000 kilogrammes et 14,400,000 francs, en 1896; 3,990,000 kilogrammes et 12,300,000 francs, en 1897. Il en est de même pour l'exportation : 1,072,000 kilogrammes (3,300,000 francs), pour 1896; 888,000 kilogrammes (2,700,000 francs), pour 1897.

Les entrées de tissus ont été de 4,420,000 kilogrammes (36,150,000 francs) en 1897, contre 4,640,000 kilogrammes (37,700,000 francs) en 1896; les sorties, de 22,410,000 kilogrammes (119 millions de francs) en 1897, contre 24,980,000 kilogrammes (131 millions de francs) en 1896.

4. *Pièces de lingerie et vêtements confectionnés.* — Ces articles ne donnent lieu qu'à une faible importation : au total, 289,000 kilogrammes et 5,440,000 francs en 1897, contre 328,000 kilogrammes et 6,560,000 francs en 1896.

Beaucoup plus considérables, les sorties ont atteint 2,330,000 kilogrammes et 95 millions de francs en 1897, contre 2,425,000 kilogrammes et 99 millions de francs en 1896.

5. *Peaux préparées.* — *Ouvrages en peau et en cuir.* — Notre importation de peaux préparées a été de 4,800,000 kilogrammes (26 millions de francs), au lieu de 4,500,000 kilogrammes (24 millions de francs) en 1896. L'exportation a augmenté dans une proportion plus forte : 10,900,000 kilogrammes (103 millions de francs), au lieu de 9,150,000 kilogrammes (83 millions de francs).

Pour les ouvrages en peau ou en cuir, les entrées ont été de 467,000 kilogrammes et 8,100,000 francs en 1897, contre 489,000 kilogrammes et 8,800,000 francs en 1896; les sorties, de 2,450,000 kilogrammes et 69 millions de francs, contre 2,805,000 kilogrammes et 82 millions de francs.

6. *Tabletterie, bimbeloterie, meubles, etc.* — Pour la tabletterie, la bimbeloterie, les meubles, les ouvrages en bois et quelques autres articles qui y sont réunis dans la statistique générale des douanes (Tableau n° 10), l'importation a légèrement diminué : 7 millions et demi de francs en 1897, au lieu de 18 millions et demi en 1896.

Les sorties sont restées à peu près stationnaires : 160.300,000 francs en 1897, au lieu de 160,700,000 francs en 1896.

7. *Produits chimiques.* — Envisagées pour l'ensemble des produits chimiques, l'importation et l'exportation sont respectivement passées de 113 millions de francs, en 1896, à 109,500,000 francs, en 1897, et de 62,500,000 francs à 75,400,000 francs.

8. *Papier, carton, livres et gravures.* — Les entrées se sont abaissées de 26,900,000 francs, en 1896, à 25 millions de francs, en 1897.

Quant aux sorties, elles sont descendues de 54,200,000 francs, en 1896, à 53,500,000 francs, en 1897.

Sans subir une variation bien notable, l'importation a cependant augmenté : 20,400,000 kilogrammes et 26,300,000 francs en 1896; 22,700,000 kilogrammes et 26,900,000 francs en 1897. Une baisse sensible doit être constatée à l'exportation : 79 millions de kilogrammes et 85,100,000 francs en 1896; 78 millions de kilogrammes et 79,500,000 francs en 1897.

Pour les machines et mécaniques, les entrées se sont élevées de 53,700,000 kilogrammes et 62,200,000 francs à 58,300,000 kilogrammes et 67,600,000 francs. D'autre part, les sorties sont descendues de 34,500,000 kilogrammes et 46,200,000 francs à 33,900,000 kilogrammes et 43,800,000 francs.

VI. CONCLUSION.

En résumé, l'année 1897, considérée dans ses résultats d'ensemble, n'a pas été défavorable à notre commerce et à notre industrie. Certaines branches de l'activité nationale ont, à la vérité, souffert; mais d'autres, au contraire, se sont relevées,

montrant une vigueur et une puissance remarquables. Le fait est d'autant plus intéressant que la récolte de céréales et de vins a laissé à désirer, et que, dans un pays agricole comme la France, le rendement du sol exerce une influence capitale sur le mouvement des affaires.

OBJETS D'OR ET D'ARGENT PRÉSENTÉS À LA MARQUE OU À LA VÉRIFICATION.

L'administration des Contributions indirectes établit comme il suit (1) le relevé des objets d'or et d'argent présentés à la marque ou à la vérification, tant pour la consommation en France que pour l'exportation, du 1^{er} janvier au 30 septembre en 1898 et en 1897, dans les divers bureaux de garantie.

		POIDS TOTAL.			
		OR.		ARGENT.	
		1898.	1897.	1898.	1897.
		—	—	—	—
		hectogr.	hectogr.	hectogr.	hectogr.
Fabrication nationale aux titres légaux.	Objets marqués des poinçons intérieurs	55,798	52,243	702,075	692,654
	Sortie constatée des objets marqués pour l'exportation en crédit des droits (non compris les montres au quatrième titre) (2)	4,144	3,940	46,666	45,988
	Objets exportés avec remboursement des droits payés	2,119	2,031	15,391	15,086
	Objets importés de l'étranger avec paiement des droits de garantie	7,838	8,097	50,358	58,660
Exportation des bijoux à tous titres n'ayant pas été soumis à la marque (loi du 25 janvier 1884).		759	761	289	1,225

(1) J. O. du 22 octobre 1898.

(2) En 1898, il est sorti 345 montres en or au quatrième titre, pesant 36 hectogrammes contre 753 montres et 70 hectogrammes en 1897.

LES ACCIDENTS SUR LES CHEMINS DE FER FRANÇAIS EN 1896 ⁽¹⁾.

Les chiffres ci-dessous se rapportent exclusivement aux chemins de fer d'intérêt général et au territoire français (Algérie et colonies non comprises) ⁽²⁾.

DÉSIGNATION des CATÉGORIES DE VICTIMES.	NOMBRE DE PERSONNES					
	TUÉES			BLESSÉES		
	par le fait de l'exploita- tion.	par imprudence ou autres causes.	TOTAL.	par le fait de l'exploita- tion.	par imprudence ou autres causes.	TOTAL.
Voyageurs	11	55	66	141	116	257
Agents des compagnies..	4	180	184	57	399	456
Autres personnes	"	201	201	"	93	93
TOTAUX GÉNÉRAUX..	15	436	451	198	608	806

Le nombre total des accidents mortels survenus parmi le personnel des compagnies s'élève à 184 ⁽³⁾. D'un autre côté, le personnel, au 31 décembre 1896, se composait ainsi qu'il suit :

NOMBRE D'AGENTS.	
Administration centrale.....	3.205
Mouvement et trafic.....	108.219
Traction et matériel	68.793
Voie et bâtiments	71.754
TOTAL du personnel	251.971

Dans ce total, le personnel des bureaux et de l'administration centrale entre pour 23.499 individus. Il reste un chiffre de 228.472 agents formant le personnel que l'on peut considérer comme directement exposé aux accidents. Le chiffre correspondant, au 31 décembre 1895, était de 229.326 ⁽⁴⁾. La moyenne arithmétique, 228.899, de ces deux nombres représente l'effectif moyen de l'année 1896. Si l'on

⁽¹⁾ Statistique des chemins de fer français au 31 décembre 1896 : Min. des Trav. publ. Pour les résultats de 1895, voir *Bulletin* de décembre 1897, p. 778.

⁽²⁾ La longueur moyenne exploitée a été de 33.491 kilomètres avec 11.153.989 milliers de voyageurs à 1 kilomètre.

⁽³⁾ Nous laissons de côté les accidents non mortels. Le nombre indiqué, 456, ne représente qu'une fraction du total des cas de blessures ayant entraîné une incapacité de travail permanente ou temporaire qui ont dû vraisemblablement se produire parmi le personnel des compagnies, et cette fraction n'est pas définie dans la statistique qui nous fournit ces chiffres. Le nombre des morts paraît au contraire assez certain pour servir de base aux comparaisons statistiques.

⁽⁴⁾ Chiffres rectifiés.

en rapproche le nombre d'accidents donne plus haut, on voit que la proportion des cas de mort, par 1.000 agents des services actifs, a été, en 1896, de 0.8.

Voici, d'ailleurs, les résultats, à cet égard, des six dernières années.

ANNÉES.	AFFECTIF ANNUEL moyen du personnel actif.	NOMBRE DES AGENTS tués.	PROPORTION, par 1.000 agents, de tués.
1891.....	215.163	248	1,15
1892.....	221.872	270	1,22
1893.....	228.263	281	1,23
1894.....	231.250	236	1,02
1895.....	229.326	235	1,02
1896.....	228.899	184	0,80

LES ACCIDENTS DE CHEMINS DE FER DANS DIVERS PAYS

EN 1896-1897.

Les renseignements qui sont réunis ci-dessous ont été publiés dans les *Annales des ponts et chaussées* (numéros d'août et de septembre 1898). Ils sont extraits de publications officielles dont on trouve l'indication dans ce journal.

PAYS.	NOMBRE de kilo- mètres de chemins de fer exploités.	NOMBRE de milliers de VOYAGEURS à 1 kilo- mètre.	ACCIDENTS.							
			VOYAGEURS		AGENTS des compagnies		AUTRES personnes		NOMBRE TOTAL de	
			tués.	blessés.	tués.	blessés.	tués.	blessés.	tués.	blessés.
Empire d'Allemagne. — Réseau à voie normale (1896-97)	45.965	15.117.332	62	268	463	1.489	237	212	762	1.969
Autriche-Hongrie. — 1896.....	29.739	5.995.000	18	191	176	1.252	129	194	323	1.637
République Argen- tine. — 1896....	14.269	668.647	"	"	"	"	"	"	159	182
Empire du Japon — 1895-1896.....	3.686	(1)	16	149	62	142	383	155	461	446
Indes anglaises. — 1897-1898 (1)...	32.624	6.427.608	79	338	230	368	520	"	829	"
Suisse (1896).....	3.620	967.212	9	43	22	694	31	28	62	765

(2) Le nombre des voyageurs à 1 kilomètre n'est pas fourni. Celui des voyageurs à toute distance est de 48.271.869.
(1) Renseignements de source anglaise.

NOTA. — Voir pour d'autres pays les accidents de chemins de fer en 1895 : France, *Bull.* de 1897, page 778; Angleterre, *Bull.* de 1897, page 61; et, en 1894-95, au Canada, aux États-Unis et en Danemark, *Bull.* de mai 1898, p. 416.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en septembre (1). — La guerre hispano-américaine, qui avait interrompu le progrès de l'industrie, étant terminée, la situation a continué à s'améliorer. Cependant, par rapport au mois précédent, un ralentissement de l'activité s'est manifesté, comme tous les ans, pendant la période correspondante.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État, dans 53 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de septembre 1897, une diminution de l'activité dans 36 villes et une augmentation seulement dans 13 villes; pour les autres, situation équivalente; les centres éprouvés par le chômage ont été notamment : Posen, Breslau, Kiel, Hall-sur-Saale, Géra, Osnabrück, Munster, Essen, Elberfeld, Dusseldorf, Aix, Trèves, Francfort-sur-Main, Mayence, Strasbourg, Darmstadt, Heidelberg, Mannheim, Stuttgart, Göppingen, Heilbronn, Fürth, Nuremberg, Augsburg.

Par rapport au mois d'août, l'activité a diminué dans 33 villes, il a augmenté dans 19.

Les placements effectués dans ces 53 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Août. 1897.	22.099	9.130	31.229	25.133	7.397	32.530	113,7	81,0	104,2
Sept. 1898.	26.599	10.048	36.647	28.351	8.652	37.003	106,6	86,1	101,0
Août 1898.	"	"	"	"	"	"	116,0	82,6	107,8
Sept. 1898.	"	"	"	"	"	"	106,6	86,1	101,0

Les grèves en octobre. — L'*Arbeitsmarkt* signale, dans le courant du mois d'octobre, 31 déclarations de grève. Les industries les plus atteintes ont été celles des transports et des mines. Les grèves avaient en général pour motifs initiaux des modifications de salaires ou de durée du travail; deux cependant ont été déclarées pour renvoi d'un ouvrier. Dans deux cas, à la suite du maintien de la grève dans un établissement, les autres patrons de la région et d'industrie similaires ont renvoyé leurs ouvriers.

Dans 6 grèves, dont on a appris la fin en octobre, 1 s'est terminée par le succès des ouvriers, 2 par un échec et les autres par une entente. L'intervention en conciliation du tribunal industriel a réussi dans un cas.

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

Du taux des secours de chômage, de voyage, etc., dans les syndicats en Allemagne (suite et fin). — Pour les ouvriers *mouleurs*, les dépenses ont été les suivantes :

ANNÉES.	NOMBRE de MEMBRES.	SECOURS de GRÈVES.	SECOURS RÉGÈMEN- TAIRES.	SECOURS de VOYAGE.	SECOURS de CHÔMAGE.	ASSIS- TANCE en JUSTICE.	SECOURS APRÈS DÉGÈS et pour des cas de nécessité.
		marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.
1892.....	2.437	266	"	6.469 97	"	"	56 20
1893.....	2.757	1.757	531 10	4.969	"	170 50	"
1894.....	2.456	1.766 90	377 85	1.634 91	469 10	117	"
1895.....	2.359	1.190 35	300	2.579 73	797 10	140	65
1896.....	3.035	6.787 97	218	2.182 72	167 50	30	"

Les dépenses de secours de voyage ont été en moyenne, de 1892 à 1896, de 1 m. 59; celles des secours de chômage, de 1894 à 1896, de 0 m. 20 par an et par tête d'adhérent; la cotisation a été de 0 m. 20 par semaine.

Le secours de voyage (stage : 26 semaines) a été de 0 m. 02 par kilomètre jusqu'à 1.500 kilomètres, et, après une nouvelle cotisation pendant 13 semaines, le secours a été encore fourni jusqu'à 1.500 kilomètres, sans que le secours puisse dépasser 60 marks par an.

Le secours de chômage (stage : 52 semaines) a été fourni après un chômage de 14 jours, pour une durée de 8 semaines, 3 m. 50 par semaine; un secours n'est fourni de nouveau qu'après un délai de 26 semaines.

Secours de grève : à partir de la deuxième semaine, 12 marks par semaine, en plus 1 mark par enfant.

Pour les ouvriers de l'industrie du verre, les dépenses ont été les suivantes :

ANNÉES.	NOMBRE de MEMBRES.	SECOURS de GRÈVES.	SECOURS RÉGÈ- MENTAIRES.	SECOURS de CHÔMAGE.	ASSISTANCE en JUSTICE.	SECOURS APRÈS DÉGÈS et pour des cas de nécessité.
		marks.	marks.	marks.	marks.	marks.
1892.....	1.944	140	"	6.581 20	"	16 50
1893.....	2.129	866	1.675	5.983 45	120 61	17
1894.....	2.417	9.164 20	76	5.331 60	87 85	97
1895.....	2.427	850	25 80	4.367 35	29 60	"
1896.....	2.292	11.613 00	"	5.361 75	464 10	239 45

Les dépenses de secours de chômage ont été, de 1892 à 1896, en moyenne, par an et par adhérent, de 2 m. 46, soit 0 m. 05 par semaine; la cotisation mensuelle a été de 0 m. 10 pour un revenu de 500 marks; de 500 à 700 marks, de 0 m. 15, et, au-dessus de 700 marks, de 0 m. 20 et 0 m. 30. Cette dernière cotisation est facultative. Le délai de carence ou stage est de 26 semaines.

Pour les secours de chômage pour une durée de 10 semaines, pour une cotisation de 0 m. 10 ou 0 m. 15, le secours a été de 0 m. 75 par jour; pour une coti-

sation de 0 m. 20, 1 mark par jour; pour une cotisation de 0 m. 30, 1 m. 50 par jour. Le secours est fourni à partir du commencement de la deuxième semaine.

Les secours de grève et les secours réglementaires peuvent être fournis pour une durée supérieure à 10 semaines.

Pour les *vitriers*, les dépenses ont été les suivantes :

ANNÉES.	NOMBRE de MEMBRES.	SECOURS de GRÈVES.	SECOURS de VOYAGE.	SECOURS de CHÔMAGE.	ASSISTANCE en JUSTICE.
	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.
1892	1.500	"	2.798 21	1,883	"
1893	1.500	"	986 67	995	34 41
1894	1.312	"	1.921 29	792	24 88
1895	1.250	"	1.538	918	15
1896	1.212	963 75	882 56	505 25	"

Les dépenses de secours de voyage ont été en moyenne, de 1892 à 1896, de 1 m. 20, celles des secours de chômage de 0 m. 76 par an et par adhérent, soit 0 m. 015 par semaine; le secours de voyage (stage : 26 semaines) est, en été, de 0 m. 02 par kilomètre avec un maximum de 20 marks; en hiver, il est de 0 m. 03 par kilomètre avec un maximum de 30 marks. Après l'épuisement de ce maximum, on ne peut avoir d'autre secours avant 26 semaines.

Secours de chômage (stage : 26 semaines), 1 mark par jour pendant une durée de 3 semaines. Le syndicat fournit en plus un journal de la fédération qui paraît toutes les semaines.

Pour les *gantiers*, les dépenses sont représentées par le tableau ci-dessous :

ANNÉES.	NOMBRE DE MEMBRES.	SECOURS DE GRÈVES.	SECOURS RÉGLEMENTAIRES.	SECOURS DE VOYAGE.	SECOURS DE CHÔMAGE.	SECOURS D'INVALIDITÉ.	SECOURS DE MALADIE.	ASSISTANCE EN JUSTICE.	SECOURS après décès et pour des cas de NÉCESSITÉ.
		marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.
1892...	2.216	14.998 17	"	4.182 56	21.751 73	"	"	"	9.418 65
1893...	2.330	2.394 85	"	3.694 14	30.183 25	600	"	141 18	2.483 93
1894...	2.398	367 30	"	3.945 84	23.233 05	170	"	81 01	590 46
1895...	2.768	10.693 25	90 70	974 75	1.857 75	795	"	16	"
1896...	2.983	7.420 92	562 70	2.176 50	31.008	870	"	65 10	"

Les dépenses de secours de voyage de 1892 à 1896 ont été en moyenne et par adhérent de 1 m. 18 par an et pour les secours de chômage de 8 m. 50, soit 0 m. 16 par semaine. La cotisation pour les syndiqués hommes a été de 0 m. 35 par semaine et de 0 m. 05 pour les femmes. Les femmes syndiquées ne reçoivent que les secours de grève et les secours réglementaires.

Les secours de voyage (après un stage de 26 semaines) ont été de 0 m. 75 par jour pour une durée de 8 semaines, exactement 56 jours; après un stage de 2 ans, 1 mark par jour pour une durée de 56 jours.

Il n'est pas délivré de secours pour une durée de chômage inférieure à 7 jours;

mais les premiers 7 jours entrent en compte dans un chômage prolongé au delà de 7 jours. L'ouvrier syndiqué qui a reçu des secours pendant 8 semaines ne peut plus en recevoir d'autres avant d'avoir cotisé pendant 26 semaines. Les semaines pendant lesquelles l'ouvrier a été en chômage entrent toutes en compte pour établir la durée maxima de secours de 8 semaines, à moins qu'il ne se soit écoulé 13 semaines pendant lesquelles l'ouvrier a versé ses cotisations. Taux de secours de chômage : 0 m. 75 par jour après un stage de 1 an, et 1 mark après un stage de 2 ans, pour une durée de 56 jours au plus.

Les secours de grève et les secours réglementaires sont : ouvrières syndiquées, par jour, 0 m. 60; ouvriers syndiqués hommes non mariés, 1 m. 50 par jour, et à l'occasion, une fois, un secours de voyage, ouvrier marié, 2 marks par jour. Le secours est fourni pendant 8 semaines; après ce délai, les ouvriers syndiqués peuvent avoir droit au secours de chômage fixé d'après leurs cotisations.

Les familles d'ouvriers syndiqués qui partent en voyage à la suite de grèves ou de règlements reçoivent un secours hebdomadaire de 4 marks pour une durée de 4 semaines; la fédération supporte les frais nécessités par les changements de domicile.

Les habitations pour le personnel des chemins de fer de l'État prussien (1). — La question des logements à bon marché pour le personnel est une de celles qui préoccupent les Administrations de chemins de fer de presque tous les pays. En France, le problème a déjà été abordé et résolu sous diverses formes : tantôt les compagnies ont construit elles-mêmes, principalement dans le voisinage des grands ateliers de réparation du matériel, des habitations qu'elles louent à leurs ouvriers moyennant un prix très modique, qui représente à peine l'intérêt et l'amortissement du capital; tantôt elles ont eu recours à l'intermédiaire de sociétés philanthropiques à qui elles avancent les fonds nécessaires pour la construction des maisons ouvrières, à charge de louer exclusivement, ou tout au moins de préférence, à des employés de chemins de fer; tantôt enfin, et ce n'est pas là la solution la moins intéressante, ce sont les employés eux-mêmes qui se sont groupés et constitués en sociétés de construction sous le régime de la loi du 30 novembre 1894 et qui, en empruntant au besoin des capitaux à leur compagnie de chemins de fer, ont bâti des maisons dont un grand nombre d'entre eux sont non seulement locataires, mais même propriétaires.

Il est intéressant de savoir ce qui se fait à l'étranger dans le même ordre d'idées. En ce qui concerne les chemins de fer de l'État prussien qui s'étendent, comme on sait, sur une longueur de 28.000 kilomètres, voici le résumé des renseignements fournis dans un récent rapport du Ministre des travaux publics à la Chambre des députés, reproduit dans le journal *Zeitung de Vereins*.

Une loi, du 13 août 1895 (2), a affecté un fonds de 5 millions de marks (6.250.000 fr.) à la construction d'habitations économiques pour les ouvriers et petits employés des chemins de fer de l'État prussien. Sur ces ressources, on a construit jusqu'à ce jour, dans 37 localités, 812 logements, dont 277 à 4 pièces, 363 à 3 et 172 à 2 pièces seulement. Ces logements sont répartis :

296	dans des maisons à 2 étages contenant chacune 4 logements;
468	— 3 — et à 6 logements;
48	— 4 — et à 8 —

(1) Extrait de la *Revue générale des chemins de fer*, numéro de juillet 1898.

(2) Cette loi et les projets conçus pour son exécution ont été signalés dans les *Bull.* de sept. 1895 (p. 538) et sept. 1896 (p. 366).

La superficie des habitations est de 30 mètres carrés pour les petites, 39 pour les moyennes, 52 pour les grandes.

La plupart des maisons ont une entrée commune aux divers logements qu'elles renferment; dans 48 seulement, il y a un accès spécial pour chaque domicile. Chaque habitation a sa cave et ses cabinets d'aisances spéciaux; elle est en outre pourvue généralement d'un lavoir et d'une étable, quelquefois d'un petit jardin. On a renoncé à construire des petites maisons distinctes par famille, à cause de la dépense élevée qui en serait résultée et de l'impossibilité dans laquelle on se serait trouvé de satisfaire aux dispositions financières de la loi de 1895. Celle-ci exige en effet que l'on perçoive un prix de location assurant un intérêt de 3 p. o/o du capital, l'amortissement de celui-ci au taux de 0,5 p. o/o et les frais d'administration et d'entretien à raison de 1 p. o/o, soit en tout 4,5 p. o/o.

En fait, on évalue comme suit les résultats de l'entreprise :

	marks
Dépense de construction proprement dite, y compris les frais généraux.....	2.687.040
Valeur des terrains achetés par l'État ou possédés antérieurement par lui.....	159.673
TOTAL des dépenses.....	2.846.713
 Produit des locations par an.....	 123.820
Dont à déduire :	
Amortissement du capital (0,5 p. o/o).....	13.435
Frais d'administration et l'entretien (1 p. o/o).....	28.467
	41.902
RESTE comme produit net.....	81.918

soit 2,88 p. o/o du capital engagé.

En outre de ces constructions faites directement par l'État, celui-ci a avancé sur le fonds de 5 millions de marks une somme totale de 839.000 marks à diverses sociétés de construction composées en totalité ou en partie d'agents des chemins de fer de l'État.

En outre de ces prêts déjà consentis, il est question d'en accorder d'autres pour une somme de 560.000 marks.

Aussi le crédit primitif de 5 millions de marks ne devant pas tarder à être épuisé, une loi du 2 juillet 1898 a augmenté de 5 millions de marks le fonds primitif qui se trouve ainsi porté à 10 millions. Un emprunt sera émis pour fournir ces 5 millions. L'intérêt demandé des prêts sera fixé comme aujourd'hui à 3 p. o/o, mais on ne prélèvera plus que 1 p. o/o pour l'amortissement du capital et les frais d'administration réunis, le taux de 1,5 p. o/o ayant été trouvé exagéré.

Ajoutons enfin que, de son côté, la caisse de retraite pour les ouvriers des chemins de fer de l'État prussien a prêté, de 1893 à 1897, pour environ 5 millions de marks à des sociétés coopératives de construction composées principalement d'agents de chemins de fer. Les conditions de ces prêts sont les mêmes que celles de l'État, sauf que le taux d'intérêt est fixé à 3,25 p. o/o.

L'enseignement technique des marins dans les ports de commerce en Allemagne (1). — En 1897, 18,244 matelots ou marins déjà expérimentés et 2,117 mousses ou jeunes gens qui n'avaient encore accompli aucun voyage sur navires de commerce ont reçu l'enseignement professionnel. Le nombre des mate-

(1) D'après le *Reichsanzeiger*, extrait du Bulletin de statistique de l'Empire allemand.

lots qui ont été ainsi instruits a été plus élevé que celui des neuf années précédentes, il a été en augmentation de 4 p. o/o sur l'année 1896 ; le nombre des mousses, un peu inférieur à celui de 1890 (2,388 en 1890), a été supérieur de 22 p. o/o à celui de 1896. L'augmentation des offres d'embarquement faites par les armateurs a amené une hausse des salaires : en plus de la nourriture, pour les matelots en 1897, la moyenne a été de 54 m. 03 contre 51 m. 74 en 1896, et pour les mousses 14 m. 91 contre 13 m. 69 en 1896.

L'assurance contre la maladie en 1896 (1). — Le nombre moyen des caisses de maladie qui ont fonctionné pendant l'année 1896 a été de 21.684 (21.332 en 1895), et le nombre moyen des personnes affiliées à des caisses, de 27.944.820 (7.525.000 en 1895).

Les recettes se sont élevées à 155.019.216 marks (144.992.369 marks en 1895) et les dépenses à 145.916.820 marks (136.669.341 marks en 1895).

Dans le total des recettes, les cotisations entrent pour 125.027.882 marks, soit 80,6 p. o/o (en 1895, 115.844.984 marks ou 79,9 p. o/o), et les droits d'entrée pour 1.380.624, soit 0,9 p. o/o (en 1895, 1.325.907 marks ou 0,9 p. o/o).

Voici le détail des dépenses :

	MARKS.	POUR CENT du total.
Honoraires des médecins.....	24.813.242	17,0
Médicaments, appareils, etc.....	18.909.497	13,0
Secours pécuniaires aux malades.....	45.555.742	31,2
Secours pécuniaires aux ayants droit.....	906.923	0,6
Secours aux femmes en couches.....	2.017.595	1,4
Indemnités funéraires.....	3.873.001	2,7
Frais de traitement dans les hôpitaux.....	13.575.037	9,3
Secours aux convalescents.....	71.742	0,0
Remboursements à des tiers pour soins à des malades...	895.693	0,6
Remboursements d'avances.....	753.171	0,4
Restitutions de cotisations indûment versées.....	224.020	0,1
Remboursement d'emprunts.....	1.469.412	1,0
Achats de titres, dépôts de capitaux.....	24.466.174	16,8
Frais d'administration.....	7.134.512	4,9
Dépenses diverses.....	1.251.059	0,9
TOTAL des dépenses.....	145.916.820	100,0

Le nombre des journées de maladie indemnisées a été de 47.608.226 (46.470.023 en 1895). Le nombre de cas de maladie a été de 2.763.757 (2.703.632 en 1895). Quant à la durée moyenne des cas de maladie, elle s'est élevée, comme en 1895, à 17 j. 2 (cette moyenne, pour la période de 9 années 1888-1896, n'est que de 16 j. 9).

Statistique de la morbidité.

Rapportés au nombre des assurés, les nombres de jours et de cas de maladie mesurent la morbidité annuelle.

(1) D'après le Rapport officiel.

Voici quelles ont été les moyennes relevées dans l'ensemble des caisses allemandes depuis l'année 1888 :

ANNÉES.	NOMBRE MOYEN, par assuré et par an,		DURÉE MOYENNE des cas de maladie.
	des jours de maladie.	des cas de maladie.	
	Jours.	—	Jours.
1888.....	5,5	0,33	16,8
1889.....	5,4	0,33	16,4
1890.....	6,0	0,37	16,2
1891.....	5,9	0,35	17,0
1892.....	6,1	0,36	17,3
1893.....	6,6	0,39	16,5
1894.....	6,0	0,34	17,5
1895.....	6,2	0,35	17,2
1896.....	6,0	0,35	17,2
MOYENNE (1888-96)...	6,0	0,35	16,9

Les proportions de jours et de cas de maladie varient suivant les catégories de caisses. Le tableau suivant résume les résultats constatés, par catégories de caisses, pendant l'année 1896 :

CATÉGORIES DE CAISSES.	NOMBRE MOYEN, par assuré et par an, en 1896,		DURÉE MOYENNE des cas de maladie en 1896.
	des jours de maladie.	des cas de maladie.	
	Jours.	—	Jours.
Caisses communales.....	4,2	0,25	16,9
— locales.....	6,2	0,35	17,7
— de fabriques.....	6,8	0,41	16,4
— d'entreprises de constructions.....	8,7	0,65	16,1
— libres enregistrées.....	6,3	0,35	18,4
— libres d'États particuliers...	6,1	0,31	19,5
— de corporations.....	5,0	0,32	15,8
ENSEMBLE des caisses...	6,0	0,35	17,2

Ces différences proviennent des différences correspondantes dans la morbidité de la clientèle des diverses catégories de caisses, et aussi, en ce qui concerne le nombre de jours de maladie par tête et la durée moyenne des cas de maladie, des différences statutaires dans la durée d'allocation des secours. Ces différences sont considérables. En 1896, le délai statuaire moyen d'allocation des secours était fixé comme suit :

Dans les caisses communales (minimum prescrit par la loi)....	13,0 semaines.
— locales.....	15,6
— de fabriques.....	18,0
— d'entreprises de constructions.....	14,8
— de corporations.....	16,1
— libres enregistrées.....	23,5
— — d'États particuliers.....	32,0

(Soit, en moyenne, 16 semaines.)

On voit qu'il varie depuis 13 semaines jusqu'à 32 semaines.

La dépense moyenne par jour de maladie, limitée aux secours en argent et frais de traitement dans les hôpitaux, a été de 1 m. 31. L'ensemble des frais de maladie forme une dépense moyenne, par jour de maladie, de 2 m. 30.

Le secours de chômage est au minimum égal à la moitié du salaire. Le tableau ci-dessus indique la proportion des caisses ayant accordé cette somme ou une indemnité supérieure, et égale soit aux deux tiers, soit aux trois quarts du salaire :

ANNÉES.	PROPORTION P. 100 des caisses ayant accordé des secours			
	égaux à la moitié du salaire.	supérieurs à la moitié et au plus égaux aux 2/3 du salaire.	supérieurs aux 2/3 et au plus égaux aux 3/4 du salaire.	supérieurs aux 3/4 du salaire.
1888.....	94,6	3,9	1,4	0,1
1889.....	94,1	4,1	1,7	0,1
1890.....	93,1	4,7	2,1	0,1
1891.....	92,5	3,2	2,3	"
1892.....	92,2	5,3	2,4	0,1
1893.....	92,0	5,7	2,3	"
1894.....	92,0	5,8	2,2	"
1895.....	91,9	5,9	2,2	"
1896.....	91,8	6,1	2,1	"

On remarque que, tandis que depuis 1893 aucune caisse ne paye plus des trois quarts du salaire, le nombre des caisses allouant plus de la moitié du salaire va s'accroissant chaque année.

Quant au taux des cotisations payées par les membres des caisses, il a augmenté progressivement, ainsi que le montrent les chiffres ci-après :

ANNÉES.	P. 100 DES CAISSES PRÉLEVANT UNE COTISATION			
	égale à 1 1/2 p. 100 du salaire.	de plus de 1 1/2 p. 100 à 2 p. 100 du salaire.	de plus de 2 p. 100 à 3 p. 100 du salaire.	de plus de 3 p. 100 à 4 1/2 p. 100 du salaire.
1885.....	53,7	20,2	25,3	0,8
1890.....	43,0	21,1	29,2	1,8
1895.....	40,6	22,6	32,8	4,0
1896.....	39,3	23,7	32,8	4,2

Le port de pêche de Geestmünde (1). — Pendant le 2^e trimestre de 1898, on a employé 451 bateaux de pêche à vapeur et 58 bateaux à voile contre 382 et 25 pendant la période correspondante de l'année précédente. La production a été de 7,181,128 livres de poissons ayant rapporté 800,132 marks, contre 5,868,865 livres d'une valeur de 594,823 marks pendant les mois correspondant de 1897. La pêche a eu lieu dans la mer du Nord, le Skagerrak, les côtes d'Islande. La pêche du hareng en haute mer par bateaux à vapeur a pris une nouvelle extension.

(1) D'après le *Reichsanzeiger*. — Geestmünde est un port sur la mer du Nord, à l'embouchure du Weser, voisin de Bremerhafen.

AUTRICHE.

Situation de l'industrie en Autriche, d'après les rapports des inspecteurs du travail pendant l'année 1897 (1). — De l'ensemble des rapports des inspecteurs des 17 districts d'inspection, il ressort que la situation industrielle n'a pas été favorable; l'industrie du bâtiment a seule montré une activité plus grande que les années précédentes, activité due en partie aux réparations des dégâts causés par les inondations de l'été de 1896; c'est ainsi que, dans les carrières, les tuileries et briqueteries, les chauxfourneries, les fabriques de ciment et dans le travail des bois, les ouvriers ont été recherchés et bien occupés.

Mais d'autre part, soit par suite de l'avilissement des prix de vente, soit par suite de la surproduction et du resserrement du marché intérieur et extérieur, beaucoup d'autres industries ont été fortement éprouvées. Ainsi, dans l'industrie textile, chez les tisserands à domicile, dans les provinces du Sud, une réduction notable des commandes s'est produite malgré les bas prix de façon; l'industrie lainière a été atteinte dans ses filatures et dans ses tissages; l'industrie linière a aussi été moins occupée, la consommation intérieure a été moins forte; dans l'armée, dans les hôpitaux, dans les services publics, on a préféré aux tissus de lin les tissus de laine, parce que ceux-ci étaient devenus à bas prix. L'exportation des tissus a diminué par suite des modifications des tarifs douaniers et des frets, si bien que les filatures ont été aussi atteintes; l'exportation des tissus de lainage autrefois très active a aussi été en décroissant.

Dans la minoterie, la situation n'a pas été meilleure, dans les établissements de moyenne et de faible importance particulièrement; on avait cependant pensé un moment qu'à la suite de la diminution de la concurrence hongroise, une reprise se produirait tout au moins dans les minoteries de Bohême et de Moravie, mais cette attente ne s'est que faiblement réalisée.

L'industrie sucrière avait déjà, dans ces dernières années, limité sa campagne à 4 ou 6 semaines, réduisant ainsi fortement le gain de son personnel ouvrier (ouvriers agricoles la plupart du temps). Le prix des betteraves a baissé et les surfaces de terre emblavées ont aussi été réduites, et cette limitation de la production a entraîné à son tour un resserrement de la consommation des produits des autres industries.

La malterie s'est trouvée aussi dans une situation difficile par suite de la position dominante que la malterie allemande a prise sur le marché international.

Les ateliers de construction mécanique, notamment ceux travaillant pour l'industrie textile, la sucrerie et la malterie, se sont ressentis de la crise de ces industries; enfin le déficit des récoltes de fruits et de vins ont aussi amené un ralentissement des commandes des populations agricoles, notamment dans des petits ateliers ayant une clientèle locale.

La verrerie qui a vu augmenter ses frais de production et diminuer ses prix de vente ne s'est pas encore remise de la concurrence qu'elle a dû soutenir contre les nombreuses fabriques montées récemment en Hongrie; la surproduction et les difficultés croissantes de l'écoulement des produits ont encore augmenté la crise.

(1) D'après le *Reichsanzeiger*.

L'industrie du papier a également souffert de la surproduction et les fabriques de cellulose et de pâte de bois ont été éprouvées par la concurrence de l'Allemagne, de la Suède et de la Norvège, si bien que l'on a dû réduire le travail.

L'industrie du cuir n'a été signalée prospère que dans un district, celui de Königgrätz; mais, dans celui de Prague, l'exportation de la ganterie a laissé beaucoup à désirer.

D'autre part, dans la grande industrie métallurgique, les grands établissements fournisseurs des chemins de fer, voie, matériel, locomotives, wagons, ponts et constructions métalliques, ainsi que les ateliers d'installation d'électricité, force et lumière, ont été généralement bien occupés.

L'assurance contre la maladie en 1896 (1). — Le nombre moyen des caisses d'assurance contre la maladie ayant fonctionné pendant l'année 1896 a été de 2.921 (2.915 en 1895); le nombre moyen de personnes assurées s'est élevé à 2.188.010 (2.066.435 en 1895). Il y a donc eu augmentation de 0,2 p. 0/0 pour le nombre de caisses et de 5,9 p. 0/0 pour le nombre des assurés; depuis 1890, ce dernier chiffre a augmenté dans la proportion de 41,2 p. 0/0, car il n'était, au début de l'institution, que de 1.548.825.

1° STATISTIQUE DE LA MORBIDITÉ.

Pendant l'année 1896, les diverses caisses de maladie ont indemnisé 18.260.622 journées de maladie; le nombre des cas de maladie s'est élevé à 1.046.209. Ces chiffres correspondent à une moyenne de 8,35 jours de maladie par assuré et de 0,47 cas de maladie; la durée moyenne des cas de maladie ayant été de 17 jours.

Le tableau suivant permet de comparer ces résultats à ceux des années précédentes :

Statistique de la morbidité dans l'ensemble des caisses autrichiennes.

ANNÉES.	NOMBRE MOYEN de jours de maladie par assuré.	NOMBRE MOYEN de cas de maladie par assuré.	DURÉE MOYENNE des cas de maladie.
—	—	—	JOURS.
1890.....	8,01	0,51	15,5
1891.....	6,00	0,45	16,9
1892.....	7,97	0,47	17,0
1893.....	8,20	0,49	16,8
1894.....	8,05	0,45	17,8
1895.....	8,48	0,50	17,4
1896.....	8,35	0,48	17,5

L'année 1896 accuse une légère diminution du coefficient de morbidité (nombre moyen des jours de maladie par tête) qui avait atteint, en 1895, la valeur maximum de la période 1890-1895.

(1) D'après le rapport officiel (*Die Gebarung und die Ergebnisse der Krankheitsstatistik*), publié par le Ministère de l'intérieur, 1898.

Le coefficient de morbidité varie suivant les catégories de caisses, tant en raison de la morbidité réelle de leur clientèle qu'à cause de la diversité des dispositions statutaires, en ce qui concerne la durée maximum d'allocation des secours. Voici, sur ce point, les résultats observés depuis 1890 :

CATÉGORIE DE CAISSES.	NOMBRE ANNUEL MOYEN DE JOURS DE MALADIE PAR ASSURÉ						
	en 1890.	en 1891.	en 1892.	en 1893.	en 1894.	en 1895.	en 1896.
Caisses de district	6,15	6,37	6,72	7,90	6,80	7,30	7,37
Caisses de fabriques. . .	9,71	9,11	9,60	10,05	10,17	10,59	10,31
Caisses d'entreprises de construction.	11,11	8,91	9,87	6,72	6,70	12,46	9,42
Caisses de corporations. .	5,83	5,35	5,54	5,82	5,63	6,05	6,21
Caisses de sociétés. . . .	10,66	9,66	9,99	9,96	9,81	10,19	9,63
ENSEMBLE des caisses.	8,01	6,00	7,97	8,20	8,05	8,48	8,35

2° STATISTIQUE FINANCIÈRE.

Pour l'ensemble des caisses de maladie, le total des recettes s'est élevé en 1896 à 19.142.190 florins (1) (17.544.200 en 1895) et le total des dépenses à 17.387.353 florins (16.180.147 en 1895), soit un excédent de recettes égal à 1.754.837 florins. Le chiffre total de cotisations est de 17.841.122 florins (16.446.933 florins en 1895).

La cotisation moyenne de chaque assuré ressort à 8 fl. 15, la part du patron étant de 2 fl. 52 et celle de l'ouvrier de 5 fl. 63 (en 1895, ces chiffres s'établissaient respectivement comme suit : 7 fl. 96, 2 fl. 40 et 5 fl. 56).

Ainsi que le montre le tableau ci-dessous, le taux moyen de la cotisation a augmenté dans toutes les catégories de caisses (excepté pour les caisses d'entreprise de construction où elle est en diminution).

CATÉGORIE DE CAISSES.	COTISATION MOYENNE PAR ASSURÉ.						RECETTE moyenne totale par assuré.	
	Part du patron.		Part de l'assuré.		Total.			
	1895.	1896.	1895.	1896.	1895.	1896.		
	florins.	florins.	florins.	florins.	florins.	florins.	florins.	florins.
Caisses de district	2,35	2,38	4,65	4,71	7,00	7,09	7,41	7,52
Caisses de fabriques. . .	2,95	3,26	5,67	5,69	8,62	8,95	9,45	9,95
Caisses d'entreprises de construction.	4,04	3,76	8,06	7,48	12,10	11,20	12,80	11,61
Caisses de corporations. .	2,46	2,57	5,04	5,26	7,50	7,83	7,96	8,31
Caisses de sociétés. . . .	1,56	1,62	8,02	8,13	9,58	9,75	9,99	10,20
ENSEMBLE des caisses.	2,40	2,52	5,56	5,63	7,96	8,15	8,49	8,77

(1) La valeur nominale du florin austro-hongrois est de 0 gr. 7258 d'or, soit 2 fr. 50.
Le florin papier vaut environ 2 francs.

Le total des dépenses (17.387.353 florins) se décompose comme suit :

	MONTANT.	P. o/o du total des dépenses.
	florins.	—
Secours en argent.....	9.015.255	51,9
Frais médicaux.....	2.755.447	15,8
Frais pharmaceutiques.....	2.014.665	11,6
Frais de traitement à l'hôpital.....	991.749	5,7
Frais funéraires.....	475.078	2,7
TOTAL des frais de maladie.....	15.252.194	87,7
Frais d'administration.....	1.378.044	7,9
Divers.....	756.215	4,4
TOTAL des dépenses.....	17.387.353	100,0

Comme en 1895, les frais d'administration n'ont été que de 7,9 p. o/o du total des dépenses.

Par rapport aux cotisations, ils ne représentent que 9,7 p. o/o. Enfin leur montant moyen par assuré a été de 0 fl. 63.

Les frais de maladie s'élèvent à 15.252.194 florins. En voici le montant moyen, dans chaque catégorie de caisses et dans l'ensemble : 1° par assuré ; 2° par jour de maladie ; 3° en p. o/o des cotisations totales.

CATÉGORIE DE CAISSES.	MONTANT DES FRAIS DE MALADIE				RAPPORT des frais de maladie aux cotisations totales.	
	par assuré.		par jour de maladie.			
	1895.	1896.	1895.	1896.	1895.	1896.
	florins.	florins.	florins.	florins.	p. o/o.	p. o/o.
Caisses de district.....	5,77	5,93	0,77	0,78	82,4	83,5
Caisses de fabriques....	7,99	7,96	0,73	0,75	92,6	88,9
Caisses d'entreprises de construction.....	12,32	9,35	0,93	0,97	101,8	83,2
Caisses de corporations..	6,06	6,40	0,96	0,99	80,8	81,8
Caisses de sociétés.....	8,58	8,46	0,81	0,84	89,5	86,7
	<u>6,90</u>	<u>6,97</u>	<u>0,79</u>	<u>0,81</u>	<u>86,6</u>	<u>85,5</u>

Quant au détail des frais divers par journée de maladie et par cas de maladie, il s'établit comme suit :

	PAR JOURNÉE de maladie.	PAR CAS de maladie.
	florins.	florins.
Secours en argent.....	0,50	8,62
Frais médicaux.....	0,15	2,63
Frais pharmaceutiques.....	0,11	1,92
Frais de traitement à l'hôpital.....	0,05	0,95
TOTAL.....	<u>0,81</u>	<u>14,12</u>

Les frais de maladie absorbent, en moyenne, 85,5 p. o/o de la cotisation totale. Or, comme la cotisation de l'assuré n'est que les deux tiers de la cotisation totale, il s'ensuit que l'assuré ne supporte en réalité qu'une partie des dépenses affectées directement aux secours et au traitement des malades.

Assurance obligatoire contre les accidents du travail.

RÉSULTATS DE L'ANNÉE 1896 (1).

I. STATISTIQUE DES ACCIDENTS.

L'assurance s'est étendue en 1896 à 1.974.644 personnes, soit à 97.450 personnes de plus qu'en 1895 et à 376.240 personnes de plus qu'en 1894. Cette augmentation très sensible du nombre des assurés pendant les deux dernières années est due à l'application de la loi du 20 juillet 1894, portant extension de l'assurance à de nouvelles classes de travaux. Voici d'ailleurs, en comparaison avec la première année (1890), les chiffres des trois derniers exercices :

ANNÉES.	NOMBRES D'ÉTABLISSEMENTS			NOMBRE D'OUVRIERS ASSURÉS.		
	industriels.	agricoles et forestiers.	TOTAL.	Ouvriers de l'industrie.	Ouvriers de l'agriculture et des forêts.	TOTAL.
1890....	53.193	78.133	131.326	893.324	338.494	1.231.818
1894....	66.690	125.336	192.026	1.124.675	473.729	1.598.404
1895....	81.516	134.257	215.773	1,381.307	495.887	1.877.194
1896....	86.658	137.649	224.307	1.471.275	503.369	1.974.644

Le nombre des accidents déclarés s'est accru en conséquence : il s'est élevé à 64.655 (16.041 en 1890, 40.259 en 1894, 54.562 en 1895). Sur ce total, 18.544 accidents seulement, soit 28 p. o/o environ, ont donné lieu à indemnité.

Les accidents motivant indemnité se divisent en :

Cas de mort.....	929	soit 5,00 p. o/o du total.	
Cas d'incapacité permanente totale.....	200	1,07 p. o/o	—
Cas d'incapacité permanente partielle.....	5.199	28,03 p. o/o	—
Cas d'incapacité temporaire de plus de 4 semaines.....	12.216	65,90 p. o/o	—
TOTAL des accidents indemnisés.....	18.544	100,00 p. o/o	—

(1) D'après le rapport officiel (*Amliche Nachrichten des K. K. Ministeriums des Innern*, 1897).

Sur ces 18.544 accidents, 17.993 se sont produits dans l'industrie et 551 dans les travaux agricoles et forestiers nécessitant l'emploi de moteurs, savoir :

	INDUSTRIE		AGRICULTURE ET FORÊTS.	
	1896.	1895.	1896.	1895.
Cas de mort.....	909	808	20	27
Cas d'incapacité permanente totale..	180	192	20	11
— — partielle	4.980	4.470	219	251
Cas d'incapacité temporaire de plus de 4 semaines.....	11.924	10.372	292	264
	<u>17.993</u>	<u>15.842</u>	<u>551</u>	<u>553</u>

Si l'on examine séparément le nombre d'accidents survenus dans l'industrie et dans l'agriculture, et si on les rapporte aux nombres des assurés, on obtient les proportions suivantes (période 1890-96) :

1° Industrie.

	ANNÉES						
	1890.	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.
Nombre, par 1.000 assurés, des cas :	—	—	—	—	—	—	—
De mort.....	0,58	0,56	0,55	0,58	0,58	0,58	0,62
D'incapacité permanente totale..	0,09	0,10	0,11	0,10	0,09	0,15	0,12
D'incapacité permanente partielle.	1,52	1,94	2,24	2,76	3,00	3,24	3,38
D'incapacité temporaire.....	4,99	6,15	6,10	6,37	7,07	7,50	8,10
TOTAL des accidents motivant indemnité.....	<u>7,18</u>	<u>8,75</u>	<u>9,00</u>	<u>9,81</u>	<u>10,74</u>	<u>11,47</u>	<u>12,22</u>
TOTAL des accidents déclarés.	<u>17,48</u>	<u>21,70</u>	<u>25,63</u>	<u>30,21</u>	<u>35,18</u>	<u>38,92</u>	<u>40,65</u>

Le chiffre des cas de mort survenus dans l'industrie qui, depuis 1890, restait à peu près égal à 0,58, a légèrement augmenté et s'est rapproché de celui de 0,70 constaté en Allemagne depuis dix ans environ. Ce résultat provient en partie des nouvelles industries assurées, qui ont un risque de mort supérieur à la moyenne. De même qu'en Allemagne encore, on constate une progression continue de la fréquence des accidents légers et principalement des cas d'incapacité de travail partielle.

Si l'on veut faire ressortir le risque propre des travaux industriels soumis à l'assurance, il faut tenir compte de la durée du travail et rapporter le nombre d'accidents aux nombres de *travailleurs complets* (*vollarbeiter*), c'est-à-dire aux totaux des heures de travail divisés par 3.000. On obtient alors les proportions suivantes :

Nombre, par 1.000 travailleurs complets, des cas :

De mort.....	0,73
D'incapacité permanente absolue.....	0,14
D'incapacité permanente partielle.....	3,96
D'incapacité temporaire de plus de 4 semaines.....	<u>9,48</u>
TOTAL des accidents motivant indemnité.....	<u>14,31</u>

2° Agriculture et forêts.

	ANNÉES						
	1890.	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.
Nombre, par 1.000 assurés, des cas :	—	—	—	—	—	—	—
De mort.....	0,09	0,06	0,05	0,06	0,05	0,05	0,04
D'incapacité permanente totale...	0,05	0,03	0,04	0,01	0,04	0,02	0,04
D'incapacité permanente partielle	0,40	0,45	0,43	0,45	0,45	0,51	0,43
D'incapacité temporaire.....	0,42	0,43	0,52	0,47	0,47	0,53	0,57
TOTAL des accidents motivant indemnité.....	0,96	0,97	1,04	0,99	1,01	1,11	1,08
TOTAL des accidents déclarés.	1,26	1,31	1,54	1,46	1,45	1,60	1,68

Ces proportions ne sont si faibles que parce que le nombre des ouvriers auxquels on rapporte les nombres d'accidents ne sont assurés que pour quelques heures par an. Elles n'expriment donc pas les risques des travaux avec une approximation comparable à celles qui sont relatives à l'industrie. Si l'on veut, comme plus haut, évaluer le risque propre des travaux agricoles et forestiers soumis à l'assurance, risque très élevé comme le montre le tableau ci-dessous, il faut tenir compte de la durée du travail et rapporter les nombres d'accidents aux nombres de *travailleurs complets* (*vollarbeiter*), c'est-à-dire aux totaux des heures de travail divisés par 3.000 :

	ANNÉES					
	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.
Nombre, par 1.000 travailleurs complets, des cas :	—	—	—	—	—	—
De mort.....	1,02	0,70	0,93	0,85	0,98	0,78
D'incapacité permanente totale..	0,53	0,52	0,12	0,63	0,40	0,77
D'incapacité permanente partielle	7,65	6,03	6,88	7,82	9,10	8,46
D'incapacité temporaire.....	7,36	7,28	7,19	8,30	9,57	11,28
TOTAL des accidents motivant indemnité.....	16,56	14,53	15,12	17,60	20,05	21,29
TOTAL des accidents déclarés.	22,05	21,52	22,50	25,38	28,97	32,72

On voit que le risque inhérent à ces travaux (emplois de moteurs dans les exploitations agricoles et forestières) est nettement supérieur à celui des usines et fabriques de l'industrie.

II. RÉSULTATS FINANCIERS.

Le montant total des recettes encaissées par les établissements d'assurance (régionaux et corporatifs) s'est élevé, en 1896, à 8.480.964 florins; l'ensemble des sommes qu'ils ont payées à titre d'indemnités, capitaux de pensions, frais d'administration et autres s'est élevé à 11.842.975 florins. Il y a donc eu un excédent de dépenses de 3.362.011 florins. (En 1895, les recettes s'étaient élevées à 7.561.762 florins et les dépenses à 8.429.214 florins.)

L'ensemble des cotisations payées pour l'exercice est de 7.380.375 florins. Comme les salaires assurés représentent une somme de 474.090.000 florins, le

taux moyen de la cotisation par 1.000 unités de salaire ressort à 15,60. Par tête assurée, la cotisation moyenne a été de 3 fl. 73.

Le tableau suivant fait connaître les valeurs de ces deux moyennes pour la période 1890-1896 :

	ANNÉES.						
	1890.	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.
Taux moyen de la cotisation :	florins.	florins.	florins.	florins.	florins.	florins.	florins.
1° Par tête assurée.....	2,67	2,60	2,78	2,82	2,77	3,54	3,73
2° Par 1.000 florins de salaire	13,96	13,66	13,72	13,69	13,65	15,20	15,60

Bien que le taux de la cotisation moyenne ait été surélevé depuis 1895, il est notoirement encore insuffisant dans plusieurs établissements d'assurance. À Vienne, la prime a été augmentée de 10 p. o/o à partir du 1^{er} juillet 1897; à Prague et à Lemberg, le Ministre de l'intérieur l'a d'office élevée dans la même proportion à partir du 1^{er} janvier 1898. Il a été en outre décidé que, si ces augmentations ne suffisaient pas, les primes seraient majorées de nouveau.

Voici comment se décomposent les dépenses des établissements d'assurances :

	1896.	1895.
	florins.	florins.
Indemnités.....	3.153.419	2.258.309
Frais d'enquête, d'inspection et de gestion.....	813.758	753.335
Dépenses diverses.....	69.102	85.748
Constitution de capitaux de couverture.....	7.684.077	5.330.822
Versements au fonds de réserve.....	122.619	
	<u>11.842.975</u>	<u>8.429.214</u>

Le total, 3.133.419 florins, représentant les *indemnités* se décompose comme suit :

	1896.	1895.
	florins.	florins.
Frais funéraires.....	12.930	12.276
Rentes payées { aux veuves.....	184.903	136.877
{ aux enfants.....	208.500	160.551
{ aux ascendants.....	21.196	15.496
Rentes payées { pendant le traitement.....	824.453	598.910
aux victimes { après le traitement.....	1.798.456	1.271.878
Liquidation faite aux veuves remariées et divers.	95.980	59.320
	<u>3.153.418</u>	<u>2.259.308</u>

Les charges imposées par les accidents survenus dans le courant de l'année se montent à 7.717.631 florins et représentent 104,6 p. o/o des cotisations correspondantes (102,5 p. o/o en 1895). Si l'en ajoute à ces dépenses les frais divers d'administration, soit 813.757 florins, on constate que l'ensemble des charges effectives des divers établissements s'est élevé à 115,4 p. o/o des cotisations reçues

(113,4 p. o/o en 1895). Les dépenses, depuis la deuxième année d'assurance, ont toujours dépassé les prévisions théoriques et, depuis 1893, ont surpassé les cotisations; elles créent ainsi un déficit heureusement plus apparent que réel, grâce au système de couverture des pensions, qui entraîne le versement du capital de ces pensions lors du versement du premier arrérage.

ANNÉE.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTIVES EN P. O/O DES COTISATIONS.		
	Charges des accidents.	Administration.	Total.
1890.....	74,3	9,7	84,0
1891.....	84,2	11,3	95,5
1892.....	89,1	11,9	101,0
1893.....	104,8	12,9	117,7
1894.....	109,7	14,2	123,9
1895.....	102,5	10,9	113,4
1896.....	104,6	10,3	115,4
D'après les prévisions théoriques ayant servi à l'établissement des tarifs de risques.	78,0	10,0	88,0

BELGIQUE.

Revue du travail en octobre (1). — Dans les *charbonnages*, extraction poussée au maximum. La *métallurgie* conserve sa bonne allure générale; dans la *grande construction mécanique*, véritable crise à Gand et Verviers, activité satisfaisante ou même brillante dans les autres régions. La *sucrierie* est en pleine fabrication : la campagne s'annonce courte, la récolte des betteraves ayant été partout aussi riche en sucre que peu abondante en poids. Campagne des *briqueteries* terminée. *Verrerie* et *glaceries* prospères. La température douce a eu une influence favorable sur le *bâtiment*, mais arrête la reprise saisonnière du *vêtement* et de la *chaussure*. Situation peu favorable dans l'industrie *allumettière* et dans la *tannerie*. Parmi les industries textiles, activité intense dans la *filature de laine peignée*. Crise et augmentation de chômage dans les autres branches, spécialement dans la grande industrie gantoise.

Grèves en octobre. — Dix nouvelles grèves, avec 2.200 grévistes, principalement dans l'industrie charbonnière.

L'objectif poursuivi était : dans 5 cas, une augmentation de salaires; dans 2 cas, la réintégration d'ouvriers congédiés; dans chacun des autres cas, respectivement : l'opposition à une réduction de salaire, l'affiliation des patrons à un syndicat patronal; la fixation d'un tarif uniforme des salaires.

Sur 8 grèves terminées en octobre, anciennes et nouvelles, deux succès, deux transactions, quatre échecs.

(1) Renseignements dus à l'obligeance de M. le docteur Vercurysse chef de bureau à l'Office du travail.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en octobre (1). Situation toujours bonne, en léger progrès sur septembre. 2.5 p. o/o de chômeurs dans 118 trade-unions groupant 469.000 membres, contre 2.6 p. o/o en septembre 1898 et 4.7 p. o/o en octobre 1897.

En un jour de la deuxième semaine d'octobre 1898, l'assistance publique a secouru 323.600 personnes, soit 204 p. 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 204 en septembre 1898 et 206 en octobre 1897.

5.44 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers employant 373.000 mineurs, contre 5.37 en septembre 1898 et 5.36 en octobre 1897.

356 hauts fourneaux en marche à la fin d'octobre 1898, avec 23.383 ouvriers contre 353 en septembre 1898 et 350 en octobre 1897.

83 p. o/o du personnel travaillant en plein dans 533 filatures avec 88.800 ouvrières, femmes et filles, contre 77 p. o/o en septembre 1898 et 65 p. o/o en octobre 1897.

Sur 141.000 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, hausse nette de salaire de 0 fr. 87 par semaine en moyenne, pour 140.300 ouvriers, dont 119.682 dans les mines et 14.832 dans les métaux. Cette hausse a été obtenue pour 1.600 ouvriers par grève, pour 1.800 par conciliation ou arbitrage sans grève, pour 3.500 par échelle mobile, et pour 13.100 par négociation directe entre patrons et ouvriers. Pour 2.000 ouvriers, l'augmentation a été concédée volontairement par les patrons sans qu'aucune demande formelle leur ait été présentée.

Grèves. — 54 nouvelles grèves en octobre avec 12.577 chômeurs, contre 52 avec 7.644 en septembre 1898, et 39 avec 8.707 en octobre 1897; — 8 grèves dans le bâtiment, 12 dans les mines et carrières, 21 dans les métaux, 3 dans les textiles. Sur 55 grèves terminées, anciennes et nouvelles, 19 succès, 21 transactions, 5 échecs.

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

ITALIE.

Décret du 9 juin 1898 sur l'admission des sociétés ouvrières de production aux adjudications des travaux publics. — Un décret du 9 juin 1898 a modifié le règlement du 23 août 1890 pris en exécution de la loi du 11 juillet 1889 pour l'admission des sociétés ouvrières de production aux adjudications de travaux publics.

On trouvera ci-après l'analyse de ce document et des extraits des articles les plus importants (1).

RÈGLEMENT.

ART. 1^{er}. Il est ouvert, dans chaque préfecture du royaume, un registre sur lequel s'inscrivent les sociétés coopératives de production et de travail de la province respective, admissibles aux adjudications indiquées à l'article 4 de la loi du 11 juillet 1889.

Sur ce registre, on doit indiquer pour chaque société : la dénomination et la raison sociale, l'objet, le siège, la durée, les noms et prénoms des sociétaires, la profession exercée par chacun; les dates des actes de constitution et de leur publication, ainsi que celles des changements successifs, les nom, prénoms et qualité du directeur ou de la personne chargée de représenter l'administration sociale, et finalement les conditions spéciales dans lesquelles la société a été constituée.

ART. 2. [Indication des pièces à produire par les sociétés à l'appui de leur demande.]

ART. 3. [Pour l'examen des demandes faisant l'objet de l'article précédent et pour la vérification des opérations des sociétés, il est institué dans chaque province une commission présidée par le préfet. Composition et pouvoirs de la commission.]

ART. 4. La commission instituée par l'article 3 du présent règlement devra vérifier, pour chaque société :

a) Si des actes à elle communiqués il ressort que la société est légalement constituée, en conformité des termes du code de commerce, et si elle a pour but la production et le travail.

b) Si tous les sociétaires sont des ouvriers exerçant la profession ou une des professions qui font l'objet de ladite société.

c) Si la répartition des bénéfices se fait entre ceux qui concourent à les produire en proportion du travail réellement effectué par eux, c'est-à-dire au prorata des salaires qui leur sont payés, après avoir déduit des profits nets la part fixée par la loi pour la formation d'un fonds de réserve, en assignant au capital versé par les sociétaires un dividende ne dépassant pas 5 p. o/o dudit capital et n'excédant pas la moitié desdits profits.

d) S'il est accordé aux ouvriers auxiliaires, admis dans les conditions et les limites précisées dans le présent règlement, une participation aux bénéfices proportionnée au concours par eux apporté dans les travaux, comme il est fait pour les sociétaires.

Il pourra être stipulé dans les statuts de la société qu'une portion des bénéfices nets sera destinée à la constitution d'un fonds de prévoyance, à la condition que cette portion n'excède pas 10 p. o/o desdits bénéfices.

Le préfet, à l'issue de la délibération de la commission, fait inscrire celles des sociétés requérantes qui satisfont aux conditions susénoncées.

(1) Les passages entre crochets [] sont analysés.

On trouvera le texte in-extenso du décret dans le numéro du 15 juin et 1^{er} juillet du journal *Credito e cooperazione* (Rome, via nazionale, n° 75).

ART. 5 ET 6. [Toutes les mutations et modifications survenues dans les sociétés sont communiquées, à peine de radiation, au préfet et au Ministre et inscrites sur le registre préfectoral.]

ART. 7 ET 8. [Le refus d'inscription et la radiation des sociétés pourront être déferées par elle au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce jugeant en appel et en dernier ressort avec l'assistance d'une commission spéciale. Composition de la commission.]

ART. 9. [Dans le courant des mois de janvier, avril, juillet et octobre, les préfets feront parvenir au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce un rapport circonstancié sur les inscriptions, refus d'inscriptions, radiations ou autres modifications quelconques du registre.]

ART. 10. Dans les deux mois qui suivront l'établissement de leur bilan annuel, d'après la date fixée par leurs statuts respectifs, les sociétés de production et de travail, inscrites sur les registres préfectoraux, devront faire parvenir à la préfecture de la province dans laquelle elles ont leur siège, leur dit bilan, dans lequel figureront, en toute évidence, les bénéfices nominativement assignés pendant l'année écoulée aux ouvriers qui auront participé aux travaux exécutés par la société, de manière à montrer que la répartition desdits bénéfices a bien été faite suivant les prescriptions énumérées à l'article 4.

[Lesdits bilans seront soumis à l'examen de la commission provinciale et ensuite au Ministre.]

ART. 11. Les administrations centrales et provinciales de l'État qui se proposeront d'user, pour des travaux déterminés et catégories de travaux, de la faculté accordée par l'article 4 de la loi du 11 juillet 1889, ordonneront que les bureaux techniques compétents, dans l'établissement des projets, indiquent dans un tableau annexé auxdits projets :

1° Le montant de la dépense pour la main-d'œuvre, y compris celle concernant les travaux en régie, le transport et l'extraction des matières premières, pour la partie à exécuter par des ouvriers fournis par l'entrepreneur;

2° Le montant de la dépense pour les matériaux, le matériel et autres articles à comprendre dans le devis de l'entreprise, ainsi que pour la partie qui doit s'exécuter en régie, quand les matériaux, le matériel ou autres articles doivent être fournis par l'entrepreneur;

3° La somme desdits montants et la proportion pour cent du premier sur le total;

4° Le montant présumé des dépenses pour la direction, la surveillance et la réception des travaux, pour les expropriations et autres, étrangères au devis de l'entreprise, mais nécessaires pour l'exécution des travaux envisagés dans les prévisions du projet.

La somme et la proportion dont il est parlé au paragraphe 3 serviront à reconnaître si dans les travaux à adjudger se rencontrent les conditions prescrites par la loi, c'est-à-dire si leur total n'excède pas 100,000 francs, et si la main-d'œuvre dépasse 50 p. o/o dudit total.

ART. 12. Quand la nature des travaux le permettra et que des raisons de convenance ne s'y opposeront pas, les administrations, pour rendre les adjudications toujours plus accessibles aux sociétés coopératives, sépareront :

a) L'adjudication de la fourniture des matériaux et celle de la main-d'œuvre;

b) L'adjudication des travaux concernant les diverses industries ou groupes d'industries similaires.

ART. 13. Dans la concession des entreprises à des sociétés coopératives de production et de travail, conformément aux termes de la loi du 11 juillet 1889, les administrations adjudicatrices ont la faculté de traiter soit de gré à gré, soit par adjudication restreinte. L'adjudication restreinte est toutefois obligatoire pour les travaux dont l'évaluation présumée dépasse 8,000 francs, lorsqu'il existe dans la province deux ou plusieurs sociétés aptes au travail à adjudger.

À l'adjudication restreinte pourront aussi être appelées les coopératives des autres provinces, si l'administration le juge opportun, et quand le travail n'aura pas été adjudgé.

Les administrations adjudicatrices demanderont à chaque société qu'elles entendent

admettre à concourir par adjudication restreinte ou à l'amiable, un tableau conforme à celui indiqué dans l'article 2, n° 2, avec le nombre des modifications survenues depuis leur inscription respective sur le registre préfectoral, et avec l'indication des autres travaux que la société aurait entrepris et non encore terminés.

Les sociétés devront ensuite fournir à l'administration tous autres renseignements propres à démontrer l'existence de sociétaires aptes aux travaux à adjudger, et non autrement employés, en nombre suffisant pour la main-d'œuvre requise, étant tenu compte de la concession énoncée à l'article 17 ci-après.

En cas d'adjudications restreintes ou de concessions de gré à gré, on procédera dans les formes établies par le règlement de comptabilité générale, sauf la disposition inscrite à l'article suivant pour ce qui concerne les adjudications.

ART. 14. Dans les adjudications restreintes avec les sociétés coopératives de production et de travail, l'administration adjudicatrice avertira dans un chapitre spécial que l'adjudication aura pour base un pli cacheté, dans lequel figurera non seulement le rabais minimum, mais aussi le rabais maximum que les sociétés concurrentes pourront offrir.

ART. 15. Chaque société coopérative, dans son offre, soit en cas d'adjudication restreinte, soit en cas de traité à l'amiable, devra désigner la personne à laquelle elle entend confier la direction des travaux. Cette personne devra être agréée par l'administration et munie d'un certificat d'aptitude, attestant qu'elle a donné la preuve de son expérience dans l'exécution de travaux de même nature que ceux qui font l'objet de l'entreprise, conformément aux termes de l'article 77 du règlement de comptabilité générale; le dispositif de l'article 347 de la loi du 20 mars 1865 sur les travaux publics reste entier.

Pourra être directeur des travaux pour le compte de la société un de ses représentants légaux, s'il est muni du certificat précité.

ART. 16. Dans les contrats à passer avec les sociétés coopératives aux termes de l'article 4 de la loi du 11 juillet 1889, il sera interdit, d'une manière absolue, de céder, sous-traiter ou donner à forfait, en tout ou partie, les travaux formant l'objet de l'entreprise, sous peine de résiliation du contrat, des dommages et intérêts qui pourraient en être la conséquence et de la perte du cautionnement.

ART. 17. Quand des circonstances exceptionnelles l'exigeront, il pourra être inscrit, dans le contrat d'adjudication, que la société aura la faculté, pour des périodes déterminées, de se servir d'ouvriers étrangers, dont le nombre ne pourra excéder la moitié de la totalité des ouvriers employés aux travaux.

ART. 18. Aux contrats passés avec les sociétés coopératives de production et de travail sera toujours jointe la liste des ouvriers sociétaires et auxiliaires qui devront prendre part aux travaux adjugés, laquelle devra être conforme au tableau prescrit par l'article 2, n° 2, avec les réserves portées à l'article 17 précédent, pour ce qui concerne les ouvriers auxiliaires.

Ladite liste sera remise entre les mains du fonctionnaire chargé de la direction et de la surveillance des travaux, de manière qu'il puisse être constaté que les ouvriers employés auxdits travaux sont ceux mentionnés sur la liste.

Aux sociétés qui employeraient des ouvriers différents de ceux portés sur la liste susmentionnée, seront appliquées, en tout ou partie, les pénalités prévues à l'article 16.

ART. 19. Dans les contrats à passer avec les sociétés coopératives, il sera stipulé que les paiements seront effectués en proportion du travail exécuté, et à des périodes de dix, vingt ou trente jours, à la condition que le travail exécuté dans chacune de ces périodes soit suffisant pour permettre le paiement de sommes non inférieures à celles qui ont été déterminées par l'administration dans des articles spéciaux; sans dérogation toutefois, en ce qui concerne le paiement du solde de compte, aux dispositions contenues dans les articles 358 et suivants de la loi du 20 mars 1865 sur les travaux publics.

Il sera aussi prescrit dans les contrats que le cautionnement sera constitué au moyen d'une retenue de 10 p. o/o sur le montant de chaque portion à payer aux sociétés en acompte sur

les travaux exécutés, à l'exclusion de toute autre retenue prévue dans les articles généraux existants.

ART. 20. Le paiement des acomptes s'effectuera sur le vu de certificats constatant l'état d'avancement des travaux.

Ces certificats seront délivrés par la personne déléguée par l'administration adjudicatrice pour diriger et surveiller les travaux, et les états d'avancement desdits travaux devront être signés par le représentant légal de la société.

Sur les certificats établis en vue du paiement des acomptes figurera la retenue pour cautionnement dont il est parlé à l'article précédent, et par suite la somme nette à payer.

ART. 21. Quand des raisons particulières ne s'y opposeront pas, le paiement des acomptes aux sociétés coopératives de production et de travail s'effectuera au moyen de bons sur mandats à vue.

Les administrations adjudicatrices procéderont au choix d'un fonctionnaire délégué, de manière que les paiements soient effectués aux époques convenues, dans la province, et si possible (quand il y réside un agent du Trésor) dans le lieu même ou dans un lieu proche de celui où seront exécutés les travaux.

Au service des paiements à faire aux sociétés coopératives au moyen de bons sur mandats à vue, aux comptes à tenir, aux comptes rendus à produire par les délégués officiels, et aux responsabilités de ceux-ci et des agents-payeurs, sont applicables les dispositions contenues dans les chapitres 3^e et 7^e du titre VII du règlement de comptabilité générale.

ART. 22. Dans les contrats d'adjudication avec les sociétés coopératives de production et de travail notoirement honnêtes et solvables, les administrations adjudicatrices pourront permettre, pour toute la durée des travaux, en réservant toutefois les 10 p. o/o fixés pour le cautionnement aux termes de l'article 4 de la loi du 11 juillet 1889, toutes délégations faites à d'autres sociétés coopératives, à des caisses d'épargne, à des banques populaires et à toutes autres institutions de crédit, par les sociétés adjudicatrices, pour se procurer les fonds nécessaires à l'exécution des travaux soumissionnés dans les conditions prescrites dans la loi susénoncée.

ART. 23. Les travaux qui n'auront pas reçu la forme géométrique prescrite dans le contrat, ou qui pour d'autres raisons ne seront pas susceptibles d'évaluation, seront exclus de l'état d'avancement des travaux, et ne pourront être l'objet d'aucun paiement d'acompte, sauf à en évaluer le montant quand ils seront mis en état de pouvoir être dûment mesurés et évalués.

Pour les contrats se rapportant à des fournitures, les modes de livraison et de paiement seront établis dans des articles spéciaux.

ART. 24. Quand la réception des travaux aura été approuvée, quand les obligations imposées par le contrat à la société coopérative auront été remplies, et quand la liquidation finale du crédit aura été reconnue régulière, l'administration compétente ordonnera le paiement du solde de compte, et par suite le remboursement des sommes retenues pour le cautionnement de garantie dont il est parlé dans les articles 19 et 20.

ART. 25. Pour tout ce qui n'est pas autrement spécifié dans le présent règlement, les dispositions des règlements en vigueur restent entières.

ART. 26. Les sociétés inscrites sur le registre préfectoral des coopératives au jour où le présent règlement entrera en vigueur, devront prouver, dans les trois mois qui suivront la signature du décret royal qui l'approuve, qu'elles se sont conformées aux dispositions dudit règlement.

Les sociétés qui ne se seront pas conformées à ces dispositions seront rayées du registre préfectoral.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS D'OCTOBRE 1898,

EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Caisse nationale de secours et de retraite. — *Chambre.* — Séance du 25 octobre 1898. Proposition de loi ayant pour objet la création d'une caisse nationale garantissant aux travailleurs des deux sexes une indemnité de chômage en cas de maladie et une retraite à l'âge de soixante-dix ans, déposée par M. Dubuisson (Doc. parl., n°). Renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Retraites ouvrières. — *Chambre.* — Séance du 25 octobre 1898. — Projet de loi sur les retraites ouvrières, déposé par M. le Ministre du commerce (Doc. parl., n°). Renvoyé à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BIBLIOGRAPHIE.

(Suite.)

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — COMMISSAIRE FÉDÉRAL DU TRAVAIL. — *12^e rapport annuel. Aspects économiques de la question de l'alcool.* (1 vol. in-8° de 275 pages. Washington, 1898. Governm. print. office). Le rapport envisage successivement la production des spiritueux et liqueurs fermentées aux États-Unis, leur consommation, leur commerce, les revenus qu'ils procurent à l'État et aux collectivités. Il examine également la consommation des spiritueux dans ses rapports avec le travail de nuit, les heures supplémentaires, l'irrégularité et la durée du travail; avec les jours de paye, avec le repos des dimanches et jours de fête. Il recherche enfin les établissements et professions dans lesquels l'usage des spiritueux est interdit, les raisons de ces interdictions et les moyens employés pour en assurer l'effet.

La dernière partie de cette enquête a été réalisée par l'envoi de questionnaires aux chefs des principaux établissements agricoles et industriels. 7,025 de ces questionnaires ont été retournés et 6,901 d'entre eux concernaient des entreprises occupant 1,745,923 travailleurs.

Pour l'année fiscale terminée au 30 juin 1896, la production des boissons distillées et fermentées s'est élevée en chiffres ronds à 55 millions d'hectolitres répartis entre 6,187 distilleries, 1866 brasseries et la fabrication domestique, savoir :

Boissons distillées.....	41,000.00 hectol.
Vins de ménage.....	700.000
Autres boissons fermentées.....	50.200.000

TOTAL PAREIL.....	55.000.000
--------------------------	-------------------

La consommation totale et la consommation par tête ont été les suivantes, également en chiffres ronds :

	CONSUMMATION	
	totale. — hectol.	par tête. — litres.
Boissons distillées.....	3.220.000	4,54
Boissons fermentées.....	49.000.000	69,00
Vins.....	845.000	1,18
	<u>53.065.000</u>	<u>74,72</u>

(La population à laquelle s'applique ce calcul est évaluée à 71 millions d'habitants.)

Pour la même année se terminant au 30 juin 1896, le produit des taxes spéciales et licences relatives aux boissons alcooliques a procuré au Gouvernement fédéral et aux autres collectivités, un revenu de plus de 820 millions de francs se répartissant de la façon suivante :

Gouvernement fédéral.....	572.254.305 francs.
États.....	51.995.075
Comtés.....	25.056.130
Municipalités.....	170.776.495

TOTAL PAREIL.....	820.082.005
--------------------------	--------------------

(Le dollar a été compté pour cinq francs.)

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER LEVRAULT ET C^{ie}.

- Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers.** — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893)..... 8 fr.
- De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger.** — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893)..... 6 fr.
- Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes.** — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893)..... 1 fr. 50
- Salaires et durée du travail dans l'industrie française.**
- Tome I^{er} : Seine. — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893)..... 7 fr. 50
 - Tomes II et III : Départements. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896) chaque. 7 fr. 50
 - Tome IV : Résultats généraux. — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897)..... 6 fr.
 - Manufactures de l'État et chemins de fer. — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896)... 1 fr. 50
 - Album graphique. — 29 planches in-8° (1897)..... 4 fr.
- La petite industrie (salaires, durée du travail).**
- Tome I^{er} : L'alimentation à Paris. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893)..... 2 fr. 50
 - Tome II : Le vêtement à Paris. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896). 5 fr.
- Les associations ouvrières de production (en France).** — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.
- Hygiène et sécurité des travailleurs.** — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895)..... 5 fr.
- Documents sur la question du chômage.** — 1 vol. in-8° de 398 p. (1896)..... 4 fr.
- Minimum de salaire dans les travaux publics.** — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897).... 2 fr.
- Les caisses patronales de retraites (industrie).** — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50
- L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.**
- Résultats financiers. — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892)..... 1 fr. 50
 - Statistique des accidents de travail. — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892)..... 1 fr. 50
- Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie.**
- En Allemagne. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893)..... 1 fr. 50
 - En Autriche. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893)..... 1 fr. 50
- Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.**
- 1^{re} partie : Accidents. — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894)..... 1 fr. 50
 - 2^e partie : Maladie, Invalidité, Vieillesse. — 1 vol in-8° de 229 p. (1895)..... 2 fr.
- Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage.**
- Années 1890, 1891, et 1892. — 2 vol. in-8° de 123 et 186 p. chaque..... 1 fr. 50
 - Années 1893, 1894, 1895, 1896. — 5 vol. in-8° de 1 fr. 50, 3 fr. 50 et..... 3 fr.
 - Année 1897. — 1 vol. in-8° de 304 p. (1898)..... 3 fr.
- Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.**
- Dén. général. — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894)..... 15 fr.
 - Dén. des étrangers. — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893)..... 7 fr. 50
- Annuaire statistique (1892-94) et (1895-96).** — 2 vol. in-8° de 783 et 624 p. chaque. 8 fr.
- Idem.* (1897). — 1 vol. in-8° Jésus de 510 p. (1897)..... 7 fr. 50
- Statistique annuelle (1890-92) et (1893-94).** — 3 vol. in-8° de 550, 257 et 249 p. 7 fr. 50 et 5 fr.
- Idem.* (1895). — 1 vol. in-8° Jésus de 227 p. (1898)..... 5 fr.
- Annuaire des syndicats professionnels (1897).** — 1 vol. in-8° de 620 p. (1897)... 5 fr.

PRIX DE L'ABONNEMENT	{	POUR LA FRANCE.....	2 fr. 50 par an.
		POUR L'UNION POSTALE.....	3 fr. 50 —

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Direction de l'Office du Travail,

Rue de Varenne, 80,

PARIS.

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : à Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

CONCOURS

OUVERT PAR L'ASSOCIATION DES INDUSTRIELS DE FRANCE

POUR LA

PROTECTION DE LA TOUPIE À AXE VERTICAL

(Travail du bois).

Aux termes de l'article 12 du décret du 10 mars 1894, « *les machines-outils à instruments tranchants, tournant à grande vitesse, telles que machines à scier, fraiser, raboter, découper, hacher, les cisailles, coupe-chiffons et autres engins semblables, seront disposés de telle sorte que les ouvriers ne puissent, de leur poste de travail, toucher involontairement les instruments tranchants* ».

Désireuse de rechercher les moyens de donner satisfaction, dans la mesure du possible, aux exigences du décret, l'ASSOCIATION DES INDUSTRIELS DE FRANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ouvre un concours public international pour la création d'un *appareil protecteur pour la toupie à axe vertical (travail du bois)*, qui est l'une des machines-outils ci-dessus visées occasionnant un grand nombre d'accidents.

Cet appareil protecteur devra, sans gêner le travail, remplir les prescriptions ci-dessus transcrites de l'article 12 du décret du 10 mars 1894.

Pour tous renseignements relatifs au concours, s'adresser au siège de l'Association, à Paris, rue de Lutèce, n° 3.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Le travail est resté actif dans les mines et dans la métallurgie. L'amélioration qui avait été signalée, le mois dernier, dans les métiers de l'alimentation, la reliure, la typographie et la préparation des cuirs et peaux s'est maintenue. Le travail a eu également tendance à devenir plus actif dans l'industrie lainière, dans l'industrie du vêtement, chez les chapeliers, chez les ouvriers en meubles et chez les horlogers-bijoutiers. D'autre part, le ralentissement du travail de l'industrie du bâtiment et des métiers qui en dépendent s'est accentué, on est entré en pleine morte-saison. De même une diminution du travail s'est produite dans l'industrie de la chaussure, chez les bonnetiers (ouvriers de la bonneterie de laine principalement), chez les fourreurs-apprêteurs, chez les ouvriers en voitures et chez les tonneliers. On estime que, dans l'ensemble, la situation reste plus mauvaise que celle de l'an dernier et pour les motifs déjà signalés le mois dernier.

Parmi les 460 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce, groupant 90,000 adhérents, qui ont fourni des rapports sur l'activité du travail au 15 novembre, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu plus de 13 p. 0/0. 10 p. 0/0 des chambres syndicales réunissant 6 p. 0/0 des adhérents estiment que le travail a été plus abondant que l'an dernier à même époque; 37 p. 0/0 des chambres syndicales groupant 47 p. 0/0 des syndiqués jugent qu'il a été plus faible et pour 53 des syndicats avec 47 p. 0/0 des adhérents il est resté sans changement.

La réduction de la journée de travail mentionnée dans le dernier bulletin s'est étendue à un plus grand nombre d'ateliers; on fait généralement de 9 à 10 heures par jour.

Parmi les denrées de première nécessité, le prix de la viande et surtout celui des légumes se maintiennent en hausse.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — Pendant⁽¹⁾ le mois d'août, le rendement de la pêche, tant à pied qu'en bateau, de l'exploitation des établissements de pêche, d'ostréiculture et de myticulture des 5 arrondissements maritimes et de l'Algérie s'est élevé à 6.749.600 fr., dont 5.744.000 francs pour la pêche en bateau et 536.000 pour l'ostréiculture et la myticulture; le rendement total était de 7.302.000 francs pour juillet 1898 et de 8.236.800 francs en août 1897 (la pêche à pied en août 1897 fournissait à elle seule 7.237.500 francs, l'ostréiculture et la myticulture ensemble 574.400 francs). La diminution de rendement en 1898 est due, non à l'absence de poisson, mais à la faiblesse des prix de vente; de plus les grandes chaleurs qui ont rendu difficile le transport du poisson et les accalmies qui ont empêché la sortie des grands chalutiers ont rendu la situation moins bonne que l'an dernier.

Les chantiers du littoral ont mis à flot, pendant le mois d'août, 97 embarcations de types et de tonnages variés et à la fin de ce mois, environ 40 embarcations restaient à livrer.

Pendant le mois de novembre les gros temps ont contrarié la sortie de nos pêcheurs, plusieurs naufrages se sont produits; d'autre part la pêche de la sardine sur nos côtes est terminée, elle a donné des résultats inférieurs en valeur à ceux de l'an dernier.

MINES. CHARBONS. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 100.000 ouvriers, soit les trois quarts du personnel ouvrier des exploitations.

Dans le courant du mois de novembre, le nombre moyen des jours d'extraction, par semaine, pour un ouvrier du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation, tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont donnés par le tableau ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 2	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
		moins de 3 jours. 3	de 3 à 4 jours. 4	de 4 à 5 jours. 5	de 5 à 6 jours. 6	6 jours ou davantage (travail plein) 7
		p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Nord et Pas-de-Calais....	5,96	"	"	"	"	100
Loire.....	5,93	"	"	"	26	74
Gard et Hérault.....	5,98	"	"	"	5	95
Provence (lignites)....	5,88	"	"	"	49	51
Tarn et Aveyron.....	5,93	"	"	"	36	64
Bourgogne, Nivernais et Vosges méridionales...	5,99	"	"	"	3	97
Centre, Bourbonnais, Creuse et Auvergne..	5,97	"	"	"	12	88
ENSEMBLE pour la France.	5,96	"	"	"	8	92

Le mois dernier, le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction était de 5.97; il était de 5.96 en novembre 1897.

(1) D'après la *Revue maritime* du mois d'octobre 1898.

HORTICULTURE. AGRICULTURE. FORÊTS. — Le ralentissement du travail signalé dans le précédent bulletin chez les horticulteurs et chez les ouvriers agricoles s'est accentué; on est en morte-saison sauf chez les pépiniéristes qui ont encore du travail.

Les coupes en forêt ont recommencé et les bûcherons ont trouvé un travail estimé généralement aussi abondant que l'an dernier. Cependant il a été jugé moins abondant chez les bûcherons de Menou (Cher) et de Gien (Loiret); on estime que le chômage a atteint 18 p. o/o des ouvriers syndiqués, et que, dans certains centres, il y aurait tendance à diminution des prix de façon.

CARRIÈRES. — Le ralentissement du travail déjà signalé s'est continué; on est d'ailleurs en pleine morte-saison; la durée de la journée de travail est de nouveau diminuée d'une heure; cependant on signale encore peu d'ouvriers sans ouvrage, les grands travaux publics en cours et la température favorable jusqu'ici à l'industrie du bâtiment permettant de maintenir une certaine activité dans les carrières.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Les fabriques de sucre sont généralement en pleine saison de travail (1): 344 usines sur 345 étaient en marche en fin octobre 1898; elles avaient travaillé à cette date 2.189.234.600 kilogrammes de betterave; en fin octobre 1897, 345 fabriques sur 346 avaient travaillé 3.002.939.000 kilogrammes de betteraves. Dans la distillerie, la meunerie et la féculerie, situation stationnaire.

Chez les boulangers, l'amélioration signalée le mois dernier se maintient; cependant le placement à demeure est encore difficile, un certain nombre de patrons continuant à travailler eux-mêmes au four. La situation tend à devenir meilleure chez les cuisiniers-confiseurs pâtisseries, le commencement de la saison hivernale dans les stations du Midi, les commandes dues à l'approche du nouvel an amènent une augmentation de travail. On estime que le chômage atteint 17 p. o/o des syndiqués chez les ouvriers boulangers, 12 p. o/o chez les cuisiniers-pâtisseries confiseurs. Par rapport à l'an dernier, les boulangers tiennent généralement l'ouvrage pour aussi abondant que l'an dernier, sauf chez ceux d'Angers qui le trouvent plus abondant et chez ceux de Paris (XIII^e arrond.) qui le jugent plus faible. Chez les cuisiniers-pâtisseries-confiseurs, dans l'ensemble, on tient le travail pour aussi actif que l'an dernier à même époque.

PAPIER. CARTON. INDUSTRIE DU LIVRE. — L'amélioration signalée le mois dernier dans la reliure et le cartonnage s'est maintenue. Chez les typographes-lithographes, les commandes habituelles du Jour de l'an ont amené une reprise de travail; mais dans les centres industriels, les commandes pour le commerce et l'industrie sont plus faibles que l'an dernier. On compte 11 p. o/o de chômeurs à Paris parmi les ouvriers syndiqués, 2 p. o/o en province et un peu plus de 7 p. o/o dans l'ensemble; 16 p. o/o des syndicats comprenant 7 p. o/o des syndiqués jugent que l'ouvrage est plus abondant que l'an dernier à pareille époque; 64 p. o/o des chambres syndicales avec 84 p. o/o des adhérents estiment qu'il est en même quantité et 20 p. o/o des syndicats groupant 9 p. o/o des syndiqués le tiennent pour plus faible.

En particulier, l'ouvrage a été considéré comme plus abondant à Paris (conducteurs typographes), chez les typographes et travailleurs du Livre de Boulogne-sur-Mer, Vesoul, Toulon, Rochefort, Châteauroux, Fougères, Laval et Châteaudun;

(1) D'après le *Journal officiel* du 15 novembre 1898.

pour moins abondant chez les dessinateurs lithographes à Paris, chez les travailleurs du Livre et typographes de Versailles, Charleville, Dôle, Chalon-sur-Saône, Vichy, Annecy, Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) et Cognac; pour le reste, il n'a pas été signalé de modifications.

CUIRS ET PEaux. — Le travail tend à reprendre dans la mégisserie, de même dans la tannerie, les pluies qui sont tombées dans certains centres ayant fourni l'eau dont les industries avaient besoin pour leur fabrication. Dans la cordonnerie, situation encore difficile; les commissions d'hiver s'écoulent lentement, les demandes de réassortiment font défaut. Dans la ganterie et chez les selliers harnacheurs, l'ouvrage est tenu pour moins abondant que l'an dernier à même époque. On estime que le chômage atteint 10 p. o/o des syndiqués chez les tanneurs mégissiers et ouvriers de la préparation des cuirs et peaux et 13 p. o/o des ouvriers en chaussures.

Par rapport à l'an dernier, les tanneurs mégissiers et les ouvriers de la fabrication des cuirs et peaux estiment généralement que l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier, cependant les mégissiers de rivière d'Annonay tiennent le travail pour plus actif que l'an dernier. Chez les ouvriers en chaussures, principalement chez les ouvriers travaillant à la main à domicile, les commandes sont tenues, dans l'ensemble, pour plus faibles que l'an dernier.

TEXTILES. — Les filatures et tissages des industries linière, lainière et cotonnière sont encore éprouvés par le chômage, l'industrie lainière principalement par suite du manque de froid; cependant une reprise du travail tend à se produire dans l'industrie lainière depuis le mois dernier; dans l'ensemble, les tissages sont plus éprouvés que les filatures, les tisseurs à la main, malgré les prix de façon consentis, se procurent difficilement des commandes, les maisons limitent leurs commissions. Dans la soierie, le travail tend également à ralentir, ce que l'on attribue à la concurrence des articles de laine fantaisie pour un grand nombre de cas (vêtement, ameublement), où la soie était jusqu'ici la plus employée; cependant les genres soieries nouveauté (mousselines, crêpes, etc.) maintiennent une certaine activité. Dans la rubanerie, l'industrie du tulle et de la broderie, la bonneterie de coton, situation stationnaire; la bonneterie de laine est difficilement alimentée, on a arrêté des métiers, le manque de froids retardant les commandes. Les teintureries et apprêts suivent les modifications de l'activité du travail des usines qui leur fournissent de l'ouvrage, mais sont généralement moins occupés que l'an dernier. Dans l'industrie du vêtement, la saison d'hiver est moins bonne que l'an dernier, l'industrie des vêtements confectionnés manque d'activité, de même que l'industrie des vêtements sur mesure. Dans la chapellerie, le travail a repris depuis le mois dernier pour les chapeliers appropriés principalement. On estime que le chômage atteint 6 p. o/o des ouvriers syndiqués dans les filatures et tissages mécaniques et un cinquième dans les tissages à la main, 10 p. o/o chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie du vêtement, 7 p. o/o chez les chapeliers.

En particulier, on estime que le travail est plus abondant que l'an dernier chez les tisseurs de la Gresles (Loire), Angers et Tours, chez les chapeliers d'Essonne (Seine-et-Oise), Nancy et Bort (Corrèze); plus faible chez les filateurs et tisseurs des industries lainière, linière et cotonnière, dans le Nord, les Vosges, la Vendée et le Maine-et-Loire, chez les teinturiers apprêteurs d'Amiens, Calais et Villefranche (Rhône), chez les passementiers de Paris et de Saint-Didier (Loire), chez les voiliers du Havre, les tapissiers de Marseille, chez les ouvriers de l'industrie du vêtement de Paris, Nancy, Lyon et Montpellier, chez les chapeliers de Chazelles-sur-

Lyon, Grigny, Lyon, Albi, Le Bugue (Dordogne) et Bourgneuf (Creuse); pour le reste, il n'a pas été signalé de modifications notables.

Bois. — Chez les charpentiers et chez les menuisiers, le ralentissement du travail déjà constaté le mois dernier s'est accentué, c'est la morte-saison; la diminution du travail a cependant affecté les charpentiers plus que les menuisiers, ces derniers ayant encore des travaux d'intérieur qui maintiennent une certaine activité. Chez les charrons et les ouvriers en voitures, il y a également diminution de travail.

Dans l'ensemble de ces professions, la durée de la journée de travail a été réduite d'une heure; on fait le plus souvent 9 heures par jour. Chez les sabotiers, le temps sec des mois précédents n'a pas permis l'écoulement des stocks en magasin; chez les ébénistes, le travail est assez actif; il est jugé moins bon que l'an dernier chez les vanniers. On estime que le chômage atteint 18 p. 0/0 des ouvriers syndiqués chez les charpentiers, 8 p. 0/0 chez les menuisiers, 7 p. 0/0 chez les charrons et ouvriers en voitures, 6 p. 0/0 chez les ébénistes.

L'ouvrage est tenu pour plus abondant que l'an dernier chez les charpentiers de Paris, chez les menuisiers de Chambéry et de Bourges, chez les peintres en voitures de Paris, les sabotiers du Mans et les ouvriers en peignes d'Oyonnax; pour moins abondant chez les scieurs de long-charpentiers de Bordeaux et Tulle, chez les menuisiers de Reims, Carcassonne, Tarbes et Morlaix, chez les carrossiers de Paris, Clermont-Ferrand, Bordeaux et Angoulême, chez les tonneliers de Nice, Dunkerque et Salon (Bouches-du-Rhône), chez les sabotiers-galochiers d'Amiens, Brive, Lorient et la Flèche; chez les ébénistes de Saint-Loup (Haute-Saône) et d'Angers, chez les dominotiers de Méru et chez les vanniers d'Origny (Aisne); pour le reste, pas de changement.

MÉTAUX. — L'activité déjà signalée dans les ateliers du travail du fer et de l'acier s'est plutôt accentuée à la suite des pluies qui ont permis aux établissements métallurgiques qui emploient des moteurs hydrauliques de les utiliser de nouveau. De même l'amélioration déjà signalée se continue dans les usines d'électricité, force et lumière, et chez les horlogers-bijoutiers. Ralentissement dans la serrurerie du bâtiment et chez les ferblantiers-boîtiers. On estime que le chômage atteint environ 1 p. 0/0 des ouvriers syndiqués chez les mouleurs, un peu plus de 2 p. 0/0 chez les métallurgistes et ouvriers constructeurs-mécaniciens, 6 p. 0/0 chez les ouvriers en instruments de précision, potiers d'étain et ferblantiers-boîtiers.

D'après le *Bulletin du Comité des Forges*, l'importation totale des fontes, fers et aciers pendant les 10 premiers mois de 1898 a été de 174.560 tonnes, en augmentation d'un peu plus de 7 p. 0/0 sur la période correspondante de 1897. Les exportations se sont élevées à 306.500 tonnes, en augmentation d'un peu plus de 21 p. 0/0 sur celles des mêmes 10 premiers mois de l'an dernier.

En particulier, l'ouvrage a été jugé plus abondant que l'an dernier chez les mouleurs, les métallurgistes et constructeurs mécaniciens dans la Somme, le Nord, l'Est, le Centre, chez les chauffeurs-mécaniciens de Lyon, les serruriers de Nice et chez les graveurs de Paris; plus faible chez les mouleurs de Saint-Quentin, chez les métallurgistes de la Seyne (Var) et de Toulouse, chez les serruriers d'Amiens, les ouvriers sur métaux de Lille, de Tourcoing, les charpentiers en fer de la Seyne, les serruriers de Nantes et chez les ferblantiers-boîtiers de la Loire-Inférieure, du Morbihan et du Finistère; pour le reste, il n'a pas été signalé de modifications notables.

BÂTIMENT. — L'industrie du bâtiment est en pleine morte-saison. Le chômage reste à peu près le même que le mois dernier; la diminution du travail porte principalement sur la durée du travail; on fait de 48 à 54 heures par semaine.

En particulier, le travail est jugé plus abondant que l'an dernier chez les tailleurs de pierre de Bourg, Parmilieu (Isère) et Toulouse, chez les maçons de Versailles, Nevers, Annonay, Albi, Carcassonne et chez les peintres de Chambéry; moins abondant chez les sculpteurs d'Angers, chez les tailleurs de pierre et maçons de Vichy, Chambéry, Menton (Alpes-Maritimes), Limoges, les Sables-d'Olonne, Nantes, Cholet, Orléans et le Havre, chez les peintres d'Armentières et Marseille, chez les plâtriers de Vichy et chez les plombiers-couvreurs de Paris et Versailles; situation sans variation pour le reste.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Dans la chauxfournerie, dans la fabrication du ciment et dans la céramique du bâtiment, l'activité, en diminution sur le mois précédent, se maintient plutôt supérieure à celle de l'an dernier à même époque. Dans la poterie, la porcelainerie et dans la verrerie, situation stationnaire.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — L'approche de fin d'année et la saison d'hiver qui est dans son plein dans le commerce de détail n'ont pas amené l'amélioration habituelle des affaires. La douceur de la température contribue, avec les causes déjà énumérées dans les précédents bulletins, à rendre la situation plus difficile que l'an dernier à même époque. On estime que le chômage atteint 11 p. o/o des ouvriers syndiqués chez les ouvriers et employés des entreprises de transport et de manutention, un cinquième chez les ouvriers et employés de l'alimentation (garçons de café, restaurant, bouchers), environ 3 p. o/o chez les employés de commerce et comptables.

En général, la situation est jugée plus mauvaise que l'an dernier, sauf chez les employés des maisons de vente à crédit de Paris qui estiment l'ouvrage plus abondant que l'an dernier; sauf aussi chez les pilotes de bateaux voyageurs, les hommes de peine, les commis en serrurerie, les employés, les représentants en bijouterie, les garçons limonadiers-restaurateurs, les employés de l'enseignement privé de Paris, les conducteurs-livreurs de Nice, les comptables de Dijon, les employés de commerce de Lille, de Dax et de Bordeaux, les cuisiniers-navigateurs de Marseille, les garçons bouchers de Bayonne, les coiffeurs de Nancy, Lyon, Montpellier, Béziers, Bordeaux et Angers, qui estiment que le travail est aussi abondant que l'an dernier à pareille époque.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prudhommes, associations patronales, etc.; et 2^o par les correspondants.

Seine-et-Oise. — Dans la région de Versailles, la situation générale de l'industrie s'est maintenue assez bonne pendant le 3^e trimestre 1898, l'activité du travail a été moyenne; on estime que le chômage a atteint un peu plus de 10 p. o/o des ouvriers.

Nord. — Dans la région d'Armentières, pendant le 2^e trimestre, la *filature* et les *tissages de coton* ont ralenti leur fabrication, des filatures ont suspendu leur travail un jour par semaine à la suite de l'arrêt d'un certain nombre de métiers. Il y a eu cependant peu d'ouvriers en chômage; mais le gain journalier a été en diminution par suite de la réduction du travail.

Les *tissages mécaniques de toile* ont aussi manqué d'activité, le ralentissement du travail a été plus marqué que les années précédentes. On avait monté un tissage qui n'a pas été mis en marche par suite de la pénurie des affaires; on estime que 10 p. o/o des métiers ont été arrêtés et que 15 p. o/o des ouvriers ont été atteints par le chômage. La durée du travail, qui était de 63 à 64 heures par semaine avant la crise, a été réduite à 53 et 54 heures. Dans un certain nombre d'établissements, on a arrêté le lundi et le samedi. On estime que la réduction du gain hebdomadaire des ouvriers par suite de la diminution de la durée du travail a été de 10 p. o/o. On attribue la stagnation des affaires à la mauvaises récolte de l'année 1897 dont les effets se sont fait longtemps sentir.

Dans la région de Valenciennes, la situation générale pendant les 2^e et 3^e trimestres de 1898 s'est maintenue sensiblement égale à celle de l'année précédente.

Marne. — Dans la région de Reims, le travail pendant le 3^e trimestre de 1898 s'est maintenu sans activité, la situation a été jugée mauvaise; on estime que le chômage a atteint moitié des ouvriers dans les fabriques de *tissus ordinaires*, un peu moins dans les fabriques de *tissus fantaisie*, le taux des salaires a été plutôt en baisse.

Doubs. — Dans la région de Besançon, le travail, pendant le 2^e trimestre, a été plus abondant que l'année précédente pendant la même période. L'industrie du *bâtiment* a été bien occupée; on a manqué d'ouvriers chez les *terrassiers* et chez les *plâtriers*. Dans l'industrie de l'*horlogerie*, peu de chômage chez les *monteurs en boîtes*, 10 p. o/o chez les *horlogers* proprement dits.

Jura. — Pendant le 3^e trimestre, les commandes ont été en diminution dans les diverses industries de Saint-Claude; la proportion des ouvriers en chômage a été de 12 p. o/o; le gain des ouvriers travaillant aux pièces a été en baisse.

Ain. — Dans la région de Villebois, la situation pendant les 2^e et 3^e trimestres a été jugée satisfaisante, le travail abondant dans les *carrières* principalement a permis d'occuper tous les ouvriers; la journée de travail a été de 11 heures en moyenne.

Loire. — Dans la région de Charlieu, dans les *tissages de soierie*, on estime que le chômage a atteint un cinquième des ouvriers pendant le 3^e trimestre, la durée de la journée de travail a été de 11 heures.

Au commencement du 3^e trimestre, l'industrie de la *métallurgie* dans la région de Rive-de-Gier a été très active, ce qui a permis d'occuper tous les ouvriers. Dans la *verrière*, les commandes ont été plus faibles que l'an dernier à même époque; on estime que le chômage a atteint un quart des ouvriers.

Rhône. — Pendant le 3^e trimestre, le travail, dans la région de Thizy, a été en diminuant chez les *tisseurs à la main*; le gain journalier de ces ouvriers est descendu jusqu'à 1 franc par jour. Deux usines, un *tissage mécanique* et une *maison d'apprêts*, ont arrêté leur travail, laissant 80 ouvriers sans ouvrage, non compris les *tisseurs de la campagne* à qui ils fournissaient des commandes.

Dans la région de Tarare, à la fin du 2^e trimestre, l'état d'activité du travail était le même pendant le trimestre précédent, mais moins bon que pendant le trimestre correspondant de l'an dernier. Deux établissements qui s'étaient fondés l'an dernier n'ont pas pu progresser. Le chômage a un peu diminué depuis le mois précédent; mais on estime qu'il a atteint encore moitié des ouvriers chez les *tisseurs à la main* et un tiers chez les ouvriers *apprêteurs*. Les salaires sont restés stationnaires, sauf chez les *tisseurs à la main* dont le gain hebdomadaire a baissé de 10 à 15 p. o/o.

A la fin du 3^e trimestre, une amélioration s'est produite, dans les *apprêts* plutôt que dans la *soierie*: la proportion des ouvriers en chômage a été évaluée à 11 p. o/o en moyenne et le chômage a été de 2 jours par semaine et même d'un jour dans certains ateliers au lieu de 3.

Isère. — Dans la région de la Tour-du-Pin, on estime que l'activité, pendant le 3^e trimestre, a été satisfaisante dans les usines, mais qu'elle a laissé à désirer dans le travail à do-

micile. Le chômage, dans l'ensemble, a eu tendance à diminuer; la journée a varié de 10 à 11 heures.

Drôme. — Pendant les 2^e et 3^e trimestres, la fabrication de la *chaussure* de Romans, principale industrie du pays, a traversé une période d'accalmie, la durée du travail a été réduite à 5 jours par semaine. L'industrie du *bâtiment* a été bien occupée, les ouvriers ont fait la semaine complète.

Bouches-du-Rhône. — L'industrie de la *savonnerie* à Marseille a été un peu mieux occupée en septembre et octobre que l'an dernier pendant les mois correspondants, ce qui a été dû en partie au retard apporté dans les livraisons; le mois de novembre 1898 est aussi actif que celui de 1897. Les prix de vente ont eu tendance à la baisse à la suite de la diminution du prix de la matière première, ils sont aussi devenus moins rémunérateurs. Sur les 1.000 ouvriers employés dans les savonneries, la plupart sont des ouvriers travaillant à la tâche et gagnant en moyenne 3 fr. 50 par jour; une tentative de grève, pour amener chez ces ouvriers une hausse de salaires n'a pas réussi. — *L. Lafitte.*

Tarn. — Pendant le 3^e trimestre, la situation, difficile déjà, signalée dans la *mégisserie* et dans la *tannerie* s'est maintenue. On estime que 300 à 350 ouvriers ont été atteints par le chômage. L'écoulement des produits fabriqués s'est fait difficilement, des stocks se sont formés et les prix de vente ont baissé; d'autre part, le prix de la matière première s'est maintenue à un taux élevé, ce qui a rendu la situation encore plus pénible.

Dans les *couperies de poils de lapin*, le travail s'est maintenu régulier, la journée a été de 11 heures.

Dans l'*industrie textile*, la matière première a été recherchée et les prix ont eu un cours normal. On estime qu'il y a eu 53,600 broches en activité contre 53,000 pendant le deuxième trimestre. On a réduit la journée de travail dans certains ateliers, mais le taux des salaires s'est maintenu. La campagne a été jugée généralement inférieure à la normale au point de vue de la vente, des stocks se sont formés. Les ateliers de *broderie* ont travaillé régulièrement, ils ont eu plutôt tendance à progresser. Dans la *chapellerie*, le travail a repris, on estime que les ouvriers, au nombre de 300 environ, font de 4 à 5 jours par semaine avec des salaires journaliers variant de 2 fr. 50 à 4 francs par jour; les femmes gagnent de 1 franc à 1 fr. 50.

Dans la *brosserie*, le travail a été en diminuant; de même dans l'*arçonnerie*; deux maisons ont suspendu le travail pendant une quinzaine, pendant la période des vendanges, parce que l'on manquait de commandes.

Dans la région de Mazamet, pendant les deuxième et troisième trimestres, les usines de *délainage de peaux* et les *tanneries* n'ont plus occupé régulièrement leur personnel, de même dans les autres industries de la région; on estime que le chômage a atteint un tiers des ouvriers dans l'industrie du délainage principalement à cause des prix élevés de la matière première en Amérique et en Australie qui ont rendu le travail peu rémunérateur; cependant le taux des salaires n'a pas varié.

Hérault. — Dans la région de Béziers, l'activité déjà satisfaisante dans l'industrie du *bâtiment* pendant le deuxième trimestre s'est maintenue pendant le troisième trimestre, notamment chez les *tailleurs de pierres*, *maçons*, *ravailleurs*, *serruriers*, *ferblantiers*, *scieurs de long*, *menuisiers*, *ébénistes*. Grâce aux bons résultats de la vente des vins, les commandes faites à l'industrie ont été abondantes et il y a eu peu de chômage. L'industrie des *produits chiniques* et la fabrication des *instruments aratoires* ont été également bien occupées.

Dans la région de Lodève, la situation difficile déjà signalée pendant le précédent trimestre s'est maintenue, notamment pour les *fabriques de draps* de troupe et d'uniforme.

Charente-Inférieure. — Dans la région de Rochefort, le travail, dans l'ensemble des industries en pleine saison de travail pendant le deuxième trimestre de 1898, a été moins bon que les années précédentes par suite de l'augmentation de la concurrence; les affaires ont été difficiles. On a compté 6 p. o/o de chômeurs dans l'ensemble des ouvriers; la journée a été de 10 heures en moyenne. On estime que, pendant le troisième trimestre, la situation

a eu tendance à devenir plus mauvaise par suite d'un ralentissement du travail plus accentué que les années précédentes.

Haute-Vienne. — Dans la région de Limoges, le travail pendant les deuxième et troisième trimestres de 1898 a été calme dans l'ensemble des industries, sauf chez les *typographes* et chez les ouvriers de l'industrie du *bâtiment* qui ont été bien occupés, cependant pour ces derniers, on estime que le chômage a atteint un quart des ouvriers pendant le deuxième trimestre et un tiers pendant le troisième. Chez les ouvriers des *tanneries* et des *corroiries*, les commandes ont été plus faibles que les années précédentes; le prix élevé des cuirs en poils a rendu les transactions difficiles, la durée de la journée de travail est descendue à 6 heures; on compte que moitié des ouvriers ont été en chômage, cependant pendant le troisième trimestre, une reprise s'est produite dans la *corroirie*. Chez les ouvriers *porcelainiers*, on estime qu'il y a eu un tiers des ouvriers en chômage pendant le deuxième trimestre et que pendant le troisième trimestre, les principales fabriques ont fait travailler 3 jours par semaine; chez les *tonneliers*, tous les ouvriers ont été occupés. Chez les *tailleurs d'habits*, le travail a repris au milieu du troisième trimestre.

Cher. — Pendant le deuxième trimestre de 1898, dans la région de Vierzon, la situation est devenue plus favorable grâce aux bons rendements de la moisson qui a occupé les bras disponibles; de plus les fabriques de *matériel agricole* ont pu bénéficier de nombreuses commandes. D'autre part, la *pointerie* a été sans activité, on a fait 3 jours par semaine et 5 heures par jour. Dans l'industrie de la *porcelaine* et dans celle de la *verrerie*, on a manqué de commandes; dans cette dernière, la journée de travail a été réduite. L'industrie du *bâtiment* a été en pleine saison et a occupé tout son personnel. Le pain a été en baisse, mais la viande a eu tendance à la hausse.

Pendant le troisième trimestre, le travail a commencé à ralentir dans les ateliers de *machines agricoles*, comme tous les ans à pareille époque; cependant il n'a pas été signalé de chômeurs. Une usine nouvellement installée à Vierzon-Village pour la *fabrication des wagons* a commencé à embaucher du personnel. L'industrie du *bâtiment* a pu maintenir son activité grâce à la température favorable. Dans la *porcelainerie*, la situation a été encore difficile; une maison (70 ouvriers) a été en liquidation, on a licencié une partie du personnel. Dans la *verrerie*, on fait encore la journée réduite.

Loire-Inférieure. — Au commencement du troisième trimestre, la situation générale du travail dans la région de Saint-Nazaire a été jugée satisfaisante. L'industrie des *constructions navales* qui était en pleine activité dans un important chantier, a eu aussi tendance à s'améliorer dans un autre également important. L'industrie du *bâtiment* a été en plein travail. Il y a eu peu de chômage dans l'ensemble. Les salaires ont été en hausse, notamment chez les ouvriers en métaux à la suite d'une entente intervenue entre patrons et ouvriers. La durée de la journée a été généralement de 11 heures.

Pendant le troisième trimestre, l'industrie du *bâtiment* a eu une activité normale. Dans les chantiers de *constructions navales*, l'amélioration déjà signalée s'est maintenue, et la mise en chantier de deux grands paquebots augmentera encore le travail. Le travail du *port* a été aussi satisfaisant. Il y a eu peu de chômage dans l'ensemble des industries.

Ille-et-Vilaine. — Dans la région de Fougères, pendant le 2^e trimestre 1898, la fabrication de la *chaussure*, principale industrie du pays, a travaillé régulièrement; les commandes d'été ont été bonnes et les réassortiments ont permis de bien occuper le personnel dans les *fabriques mécaniques*; les ouvriers travaillant à la main n'ont pas chômé. Une petite fabrique qui occupait quelques ouvriers a été fermée. L'industrie du *bâtiment* a été bien occupée sans chômage.

Pendant le troisième trimestre, le travail de la *chaussure* s'est ralenti, la plupart des fabriques ont réduit la journée à 8 et 6 heures par jour; les ouvriers travaillant à domicile ont vu également réduire leurs commandes; les réassortiments de saison ont fait défaut et les commissions d'hiver, contrariées par le beau temps persistant, ont été faibles; il y a eu un chômage assez sensible. L'industrie du *bâtiment* a continué à travailler régulièrement.

Mayenne. — Dans la région de Mayenne, le travail pendant les deuxième et troisième

trimestres a manqué d'activité dans l'ensemble des industries, le chômage a été en augmentation; la durée de la journée de travail a varié de 10 à 12 heures; les salaires ont eu tendance à la baisse.

Dans la région de Laval, la fabrication des *couteils*, principale industrie de la région, a été aussi sans activité, elle a été plus faible que les années précédentes qui étaient déjà jugées peu satisfaisantes. On estime que le chômage a atteint moitié des ouvriers dans les *tissages mécaniques* et autant dans les *tissages à la main*.

Calvados. — Dans la région de Vire, pendant le troisième trimestre de 1898, la préparation du *papier goudronné* a eu une marche régulière. L'exportation des *œufs* et du *beurre* de pays ainsi que la fabrication des *pots* pour ces beurres a occupé 150 ouvriers et les affaires ont été bien suivies. La *filature de laine cardée* et le *tissage des draps* qui occupent 250 personnes à Vire ont été en progrès. La fabrication de la *bonneterie de laine* et de *coton* qui emploie 5 à 600 ouvriers s'est ressentie de la douceur de la température des hivers précédents, des arrêts de travail pendant plusieurs jours ont atteint un tiers des ouvriers; le prix de main-d'œuvre a aussi baissé. La *fabrication des parapluies* (150 ouvriers) a été satisfaisante; il en a été de même pour les *scieries de bois*. L'*extraction* et la *taille du granit* dans les carrières de la région ont vu diminuer leur activité, mais il n'y a pas eu de chômage; le nombre des heures de travail et le prix de la main-d'œuvre ont été en baisse.

Algérie. — CONSTANTINE. — En octobre 1898, situation générale équivalente à celle des mois antérieurs. La *minoterie* conserve son activité normale, ainsi d'ailleurs que l'industrie du *bâtiment*, en progrès sur la période correspondante de l'année précédente (204 ouvriers occupés en octobre 1898, contre 128 en octobre 1897). La durée hebdomadaire du travail, pour cette catégorie d'ouvriers, est de 65 heures par semaine, en moyenne. Le *commerce des bois de chauffage* et de *construction* accuse un regain d'activité par suite de l'approche de l'hiver et d'un certain nombre de constructions sur divers points de la ville. On signale l'ouverture d'une *fabrique de papiers*, au Hamma (banlieue de Constantine), cette industrie donne de l'occupation à 28 ouvriers appartenant à la région et fournissant un travail hebdomadaire de 68 heures. La construction d'un *réseau de chemins de fer départementaux*, décidée par le conseil général dans sa dernière session, permet d'espérer une reprise générale des affaires dans les régions d'Ain-Beida, Jemmapes, Oued-Atménia.

Les *travailleurs indigènes*, en chômage momentané par suite de la fin des moissons, reprennent leurs occupations habituelles de la saison hivernale (*maroquinerie, sparterie, chaussures*). Dans cette dernière catégorie, le nombre des ouvriers occupés s'est élevé à 285, la durée du travail hebdomadaire est de 60 heures en moyenne. — Ch. Bohé.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses de Travail.

Seine. — Chez les *biscuitiers* et *ouvriers en pains d'épices*, un peu plus de 1 p. 0/0 de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier. Les ouvriers *boulangers* du xiii^e arrondissement comptent un quart des leurs sans place à demeure; le placement est encore difficile, un grand nombre de patrons travaillant eux-mêmes au four. Les ouvriers *boulangers* du xiv^e arrondissement estiment que moitié des leurs sont atteints par le chômage; un cinquième chez les *boulangers des Ternes*; ceux du *syndicat mixte* comptent encore un grand nombre des leurs sans place à demeure. Les *boulangers* de Saint-Denis estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage, les grandes commandes se trouvant réparties entre quelques maisons qui travaillent en plein.

Pas de chômeurs et travail 70 heures par semaine chez les ouvriers de la *brochure*. Chez les *conducteurs typographes*, environ 2 p. 0/0 de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier et durée du travail augmentée de 10 heures par semaine dans certaines maisons. Un peu moins de 12 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes*, 3 p. 0/0 chez les *imprimeurs* et

conducteurs. Ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier et 11 p. 0/0 de chômeurs chez les *dessinateurs-verriers*. De même situation plus difficile que l'an dernier chez les *graveurs sur bois*.

Les *corroyeurs* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage, la journée est diminuée de 2 heures, on fait 48 heures par semaine. Les *cordonniers* considèrent que le chômage atteint un quart des leurs, les commandes ont moins abondantes que l'an dernier. Morte-saison plus longue que l'an dernier, travail 54 heures par semaine chez les *selliers-harnacheurs* qui comptent un cinquième des leurs en chômage.

Pas de chômeurs, ouvrage plus abondant que l'an dernier grâce aux commandes de l'Exposition et travail 48 heures par semaine chez les adhérents de la *Solidarité des charpentiers*. Pas de chômeurs, journée de 10 heures et augmentation de 1 heure sur le mois dernier chez les *layetiers-emballleurs*. 4 p. 0/0 de chômeurs chez les *menuisiers en voitures*. Journée réduite à 9 heures et 8 heures dans certaines maisons chez les *charvans* qui estiment que dans l'ensemble un cinquième des ouvriers ont été renvoyés de leurs ateliers par suite de la diminution des commandes, la plupart ont pu être embauchés dans des métiers similaires. Chez les *peintres en voitures syndiqués*, 5 p. 0/0 de chômeurs, journée diminuée de 3 heures sur la durée normale et travail 42 heures par semaine, cependant l'ouvrage se maintient plus abondant que l'an dernier. Chez les adhérents de l'*Union des peintres en voitures*, 6 p. 0/0 de chômeurs et ouvrage moins abondant que le mois dernier. Un peu plus de 2 p. 0/0 de chômeurs chez les *mouleurs-finitions*. Chez les *vanniers*, ouvrage moins abondant que l'an dernier par suite de la concurrence des articles étrangers et de la main-d'œuvre pénitenciaire, les prix de façon payés à la main-d'œuvre libre ont parfois baissé de moitié.

4 p. 0/0 de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs*, les *passementiers à la barre* estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage. Reprise du travail moins accentuée que l'an dernier et travail 48 heures par semaine chez les *passementiers à la main*. Ouvrage moins abondant que l'an et que les mois derniers chez les adhérents de la *Solidarité des ouvriers tailleurs*, qui comptent un quart des leurs sans commandes, de même un tiers chez les adhérents de l'*Union des coupeurs-tailleurs*, le travail tend à se déplacer; des maisons de confection de province ayant fait venir des coupeurs de Paris, font fabriquer dans leur région au lieu d'acheter leurs articles confectionnés aux maisons parisiennes. 3 p. 0/0 de chômeurs et reprise du travail plus accentuée que le mois dernier chez les ouvriers en *chapeaux de soie*.

Reprise du travail moins accentuée que l'an dernier, journée augmentée de 1/2 heure pour un tiers des ouvriers et pas de chômeurs chez les *modeleurs-mécaniciens*. 4 p. 0/0 chez les *chauffeurs conducteurs mécaniciens*. Un peu moins de 2 p. 0/0 de chômeurs et reprise du travail depuis le mois dernier chez les ouvriers en *instruments de précision*. Les *estampeurs poëliers* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage. Un peu moins de 1 p. 0/0 chez les ouvriers *potiers d'étain* qui sont plus occupés que l'an dernier. Travail calme chez les ouvriers *balanciers*. Pas de chômeurs chez les ouvriers en *feuilles d'étain*. 18 p. 0/0 chez les ouvriers en *bijouterie dorée* qui sont moins occupés que l'an dernier et font 50 heures par semaine. Reprise du travail depuis le mois dernier, journée augmentée de 2 heures et pas de chômeurs chez les *graveurs pour impressions* de Saint-Denis, on fait 70 heures par semaine; les fabriques de papiers peints et les fabriques de tissus de Lyon ont remis de nouvelles commissions pour leurs collections de dessins. Reprise également du travail avec les commandes du Jour de l'an chez les *graveurs* à Paris qui comptent 2 p. 0/0 des leurs sans place, la journée est augmentée de 1 heure pour 60 ouvriers; le travail est jugé plus abondant que l'an dernier.

Chez les *puisatiers-terrassiers*, qui comptent un quart des leurs en chômage, journée diminuée de une heure pour 1,000 ouvriers, travail cinquante-quatre heures en moyenne par semaine. Ouvrage moins abondant que l'an dernier, travail cinquante heures par semaine chez les *plombiers dits colonnards*, qui comptent un cinquième des leurs en chômage.

Chez les *ouvriers opticiens*, 4 p. 0/0 de chômeurs, journée diminuée de deux heures depuis le mois dernier, travail en moyenne, 50 heures par semaine et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers.

1 p. 0/0 de chômeurs chez les *pilotes des bateaux-voyageurs*. Pas de signalés chez les *hommes de peine des abattoirs*. 15 p. 0/0 chez les *garçons de magasin* et *cochers-livreurs*.

7 p. 0/0 de chômeurs et placement plus difficile que l'an dernier chez les adhérents de

l'Union des comptables. Reprise du travail moins accentuée que l'an dernier et un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs chez les *dessinateurs en broderies*. 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés en serrurerie*. 2 p. o/o chez les *employés à la Bourse du commerce*. Travail plus abondant que l'an et que le mois derniers et un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *employés receveurs des maisons de vente à crédit par abonnement*.

Un peu plus de 11 p. o/o de chômeurs chez les *garçons laitiers*. 19 p. o/o chez les adhérents de l'*Espérance des ouvriers limonadiers-restaurateurs*; 16 p. o/o chez les adhérents de l'*Union des garçons limonadiers*. Placement plus difficile que l'an dernier chez les *ouvriers limonadiers-restaurateurs*, qui comptent un peu plus du tiers des leurs sans place à demeure. 7 p. o/o de chômeurs chez les adhérents de l'*Association des professeurs de l'enseignement libre*. Reprise du travail moins accentuée que l'an dernier chez les *élèves en pharmacie*; le placement est plus difficile que l'an dernier.

Seine-et-Oise. — Travail toujours actif chez les *carriers* de Cernay; travail, cinquante-huit heures par semaine chez ceux de Châteaufort-Versailles. Ouvrage estimé moins abondant que le mois dernier de 10 p. o/o environ et journée diminuée d'une heure dans une exploitation chez les *carriers* de Méry-sur-Oise, qui sont encore tous occupés. A Versailles, de même pas de chômeurs. Chez les *chapeliers* d'Essonne, l'activité déjà signalée se maintient. Les *blanchisseurs* de Ruil estiment qu'un tiers des leurs sont sans place à demeure. A Versailles, 1 p. o/o de chômeurs, journée de huit heures et travail plus abondant que l'an dernier chez les *maçons*. Ralentissement du travail depuis le mois dernier et journée de neuf heures en moyenne chez les *plombiers-couvreurs*, qui comptent un cinquième des leurs en chômage.

Aisne. — A Soissons, pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre*. A Serain, travail sans activité chez les *tisseurs*. Situation toujours difficile chez les *vanniers* d'Origny. A Saint-Michel, pas de chômeurs, cependant ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *fondeurs*, de même pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Saint-Quentin, 3 p. o/o de chômeurs chez les *employés voyageurs dessinateurs*.

Oise. — Chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Hermes, l'ouvrage se maintient actif, on fait soixante-douze heures par semaine. A Méru, le ralentissement du travail signalé chez les *dominotiers* se continue, cependant pas de chômeurs. Reprise annuelle du travail chez les *brossiers* de Saint-Sauveur. Pas de chômeurs chez ceux de Tracy-le-Mont.

Somme. — A Amiens, chez les *corroyeurs*, le travail reprend lentement, beaucoup ne font pas la semaine complète; chez les *cordonniers*, situation stationnaire; chez les *galochiers*, les stocks en magasin se maintiennent par suite de la température trop douce. Les *bonnetiers* de Corbie sont en morte-saison annuelle, les commandes étant terminées; ils font en moyenne quatre heures par jour. A Amiens, journée de onze heures chez les *mouleurs*. A Albert, travail, 69 heures par semaine chez les *métallurgistes* qui sont tous occupés. A Amiens, chez les *serruriers*, travail irrégulier et en diminution sur le mois dernier, cependant pas de chômeurs. Travail, 48 heures par semaine et ouvrage moins abondant que le mois dernier chez les *couvreurs-plafonniers*.

RÉGION D'AMIENS. — Pendant le mois de novembre, les affaires, en général, ont été calmes, le temps trop doux y contribue pour les *lainages*; le commerce de détail se plaint de l'augmentation de la concurrence des grands bazars. Les ouvriers *teinturiers en velours de coton* (11,000 ouvriers) n'ont pas, en fin novembre, repris leur travail depuis le 31 octobre dernier, par suite de la grève déjà signalée; cependant plusieurs maisons occupent chacune une dizaine d'ouvriers aux travaux urgents que l'on peut faire sans l'aide de la vapeur.

Dans la *bonneterie*, à Moreuil, une maison est bien occupée; elle a des commandes pour quelque temps. A Villers-Bretonneux, la situation, bien qu'en amélioration, est encore au calme. — A. Lefèvre.

Pas-de-Calais. — Chez les *travailleurs du livre* de Boulogne-sur-Mer, ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers, pas de chômeurs et journée augmentée d'une heure et demie par 25 ouvriers; on fait une moyenne de 67 heures par semaine. De même pas de chô-

meurs chez les *typographes* d'Arras, qui font de 60 à 70 heures par semaine. Un peu plus de 2 p. o/o de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *manœuvres teinturiers* de Calais qui font 50 heures par semaine. Pas de chômeurs signalés et travail de 78 heures par semaine chez les *cimentiers* de Boulogne-sur-Mer.

Nord. — A Lille, 6 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que le mois dernier chez les *boulangers*. Les *tisseurs* de Saulzoir estiment que moitié des leurs manquent de commandes; les ouvriers de l'*industrie textile* de Roubaix comptent un peu moins de 2 p. o/o de chômeurs, l'ouvrage est un tiers moins abondant que l'an dernier; on fait, en général, de 60 à 66 heures par semaine, mais dans quelques maisons on a réduit la durée du travail hebdomadaire à 40 heures; cependant la fabrication des tissus d'ameublement permet d'entretenir une certaine activité dans un certain nombre d'ateliers. A Lille, le travail est en diminution chez les ouvriers de l'*industrie du fil*.

Chez les ouvriers de l'*industrie des métaux*, ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier; on ne fait plus d'heures supplémentaires. Chez les *mécaniciens* de Tourcoing, 3 p. o/o de chômeurs; la journée est diminuée d'une heure dans plusieurs ateliers, l'ouvrage est jugé moins abondant que l'an dernier. 14 p. o/o de chômeurs et journée de 8 heures chez les *marbriers* de Dunkerque. 2 p. o/o chez les *marbriers en cheminée* de Cousolre, chez qui le travail, qui avait été actif les mois précédents et avait permis une hausse de 5 p. o/o sur les prix de façon, a de nouveau ralenti; dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante, on compte 2 p. o/o de chômeurs. A Armentières, chez les *peintres*, journée d'une heure pour 50 ouvriers, on fait 45 heures par semaine en moyenne, l'ouvrage est tenu pour moins abondant que l'an dernier; on compte un quart des syndiqués en chômage, beaucoup de travaux de peinture étant arrêtés par le mauvais temps. De même journée d'une heure chez les *peintres* de Roubaix, qui comptent un cinquième des leurs en chômage.

A Roubaix, hausse sur le charbon de terre et sur les pommes de terre.

Ardennes. — Activité satisfaisante chez les *ardoisiers* de Fumay (mineurs et feudeurs). Chez les *typographes* de Charleville, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers par suite de la concurrence de petits ateliers qui acceptent des commandes au-dessous du tarif courant et 5 p. o/o de chômeurs. 16 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *tissus* de Villers-Cernay. La diminution du travail signalée chez les *tisseurs* de Francheval s'est accentuée. Chez les *métallurgistes* d'Aiglemont, des Mazures et de Sedan, travail toujours actif.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Reims, 13 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie lainière*; la journée est diminuée pour 600 ouvriers. 12 p. o/o de chômeurs, journée diminuée d'une heure et travail 51 heures par semaine chez les *menuisiers ébénistes*, qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers.

Aube. — Chez les *charpentiers* de Troyes, journée diminuée d'une heure pour 90 ouvriers, cependant pas de chômeurs signalés, on fait 54 heures par semaine.

Meuse. — Le ralentissement signalé le mois dernier chez les *carriers terrassiers* de Léroutville s'est maintenu; on fait 54 heures par semaine, cependant pas de chômeurs.

Meurthe-et-Moselle. — Chez les *mineurs* de Chavigny, l'ouvrage est jugé moins abondant que l'an dernier, cependant pas de chômeurs. A Nancy, ouvrage moins abondant que l'an dernier et journée diminuée de 3 heures depuis le mois dernier pour la plupart des ouvriers *tailleurs*. Pas de chômeurs chez les *chapeliers appropriateurs* et ouvrage plus abondant que l'an dernier; 7 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Vosges. — Ralentissement du travail chez les *typographes* d'Épinal plus accentué que l'an dernier, de jeunes ouvriers sortis d'apprentissage ont été mis à pied. Pas de chômeurs chez les ouvriers des *manufactures, tissages et filatures* de Moussey.

Haute-Saône. — A Vesoul, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers chez les *typographes*. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et 15 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers des *ameublements* de Saint-Loup.

Doubs. — A Besançon pas de chômeurs chez les *charpentiers*, qui font la journée de 8 heures. Ouvrage plus abondant que l'an et que les mois derniers chez les *employés*, la saison s'annonce meilleure, les ventes sont plus faciles, les récoltes agricoles ayant été plus abondantes. Une *fabrique de soie* montée avec de nouveaux procédés a augmenté son personnel. Les *papeteries* sont sans activité. L'*horlogerie* reprend avec les commandes du jour de l'an; les prix des façons sont encore peu rémunérateurs.

Jura. — Chez les *typographes* de Lons-le-Saunier, le travail se maintient; pas de chômeurs; de même pas de chômeurs chez les *typographes* de Dôle.

Ain. — A Bourg, 2 p. o/o de chômeurs et reprise du travail depuis le mois dernier chez les *typographes*. Pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les ouvriers en *peignes* d'Oyonnax. A Bourg, les *tailleurs de pierre* sont tous occupés, leur journée est diminuée de 2 heures, ils font 54 heures par semaine.

Saône-et-Loire. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Chalon-sur-Saône. A Autun, pas de chômeurs chez les *ébénistes-menuisiers*, qui font 66 heures par semaine; une maison a augmenté d'une heure la durée de la journée de travail.

Côte-d'Or. — Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Cîteaux et chez les *tâcherons* de Villiers-le-Duc. A Dijon, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, 3 p. o/o chez les *comptables*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les *typographes*. De même chez les *charpentiers de marine*, qui font 56 heures par semaine. A Sens, travail 55 heures par semaine chez les ouvriers en *métaux*. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez ceux d'Auxerre. 8 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* de Sens.

Nièvre. — Chez les *bûcherons* de Saint-Vérain, l'activité signalée se maintient; de même chez ceux de Corvol. Ceux de Menou comptent un peu plus de moitié des leurs sans ouvrage, les coupes en forêts sont moins importantes que l'an dernier. A Nevers, pas de chômeurs chez les *maçons*, la température favorable permettant de finir les travaux en cours, la journée est comme tous les ans à pareille époque réduite à 9 heures.

Allier. — Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Commentry. Les *typographes* de Vichy estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage. Pas de signalés chez ceux de Cusset. A Vichy, chez les *charpentiers*, 9 p. o/o de chômeurs; l'ouvrage, quoique faible, permet d'occuper la plupart des ouvriers du pays. 10 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers*. A Commentry, les ateliers de *fers noirs* et les *étameries* sont en chômage faute d'eau; les *puddleurs* ont chômé 3 jours par suite de réparations à faire à la machine. A Vichy, travail moins abondant que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre*, qui comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage. Même chômage chez les *maçons*. A Moulins, 5 p. o/o de chômeurs chez les *peintres-plâtriers*. A Vichy, les *plâtriers-peintres* estiment que le chômage atteint près de moitié des leurs; l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier.

FÉDÉRATION DES SYNDICATS OUVRIERS DE VICHY. — Le travail reprend sensiblement dans le *bâtiment*, 150 ouvriers environ, *terrassiers*, *charretiers* ou *maçons*, sont occupés aux travaux à exécuter pour la Compagnie fermière des eaux de Vichy sur les terrains de l'État. Les *tailleurs de pierre*, les *plâtriers* et les *serruriers* sont, pour l'instant, les corporations les moins favorisées sous le rapport du travail. Des *typographes* sont actuellement inoccupés, mais les commandes du jour de l'an amèneront d'ici peu un surcroît de travail qui permettra de les employer. — Devillard.

Puy-de-Dôme. — FÉDÉRATION DES SYNDICATS DE CLERMONT-FERRAND. — L'industrie des *fruits confits* est encore occupée, mais moins que les années précédentes et il y a plus de chômeurs que les autres années. Dans l'industrie du *caoutchouc*, situation stationnaire. La *fabrication du sucre et de l'alcool* a terminé sa saison, un grand nombre d'ouvriers qui y étaient employés sont venus se faire inscrire au bureau de placement de la Fédération; la campagne de la su-

crierie et de la distillerie a été moins longue que celle des autres années. En général, aucune des autres industries dans la région n'est en pleine activité. On a commencé à diminuer les heures de travail dans beaucoup de maisons et on voit dans certaines les ouvriers remplacés par des manœuvres et par des machines. — V. Goutel.

A Clermont-Ferrand, chez les *carrossiers*, à p. o/o de chômeurs, journée de 9 heures en diminution de 2 heures sur les mois précédents pour 40 ouvriers et ouvrage moins abondant que l'an dernier.

Haute-Loire. — Pas de chômeurs chez les *typographes* du Puy. Pas de chômeurs chez les *chefs d'ateliers rubaniers* de Saint-Didier-la-Séauve qui sont moins occupés que le mois et l'an derniers. Pas de chômeurs et journée de 8 heures, en diminution de 2 heures sur le mois précédent chez les *plâtriers* du Puy.

Loire. — A Saint-Étienne, 6 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*, 10 p. o/o chez les *cuisiniers*. A Roanne, pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre*. A Saint-Étienne, 2 p. o/o chez les *imprimeurs-graveurs*. Les *tisseurs* de Jarnosse comptent un cinquième des leurs en chômage; un peu moins de 1 p. o/o chez les *tisseurs de la Gresles*. Une maison occupant une trentaine d'ouvriers vient de fermer. Situation moins bonne que le mois dernier chez les *teinturiers* de Regny. Un peu plus de 8 p. o/o de chômeurs chez les *passementiers* de la Fouillouse. Pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs* de Chazelles.

Pas de chômeurs et ouvrage abondant chez les *métallurgistes* de Saint-Chamond, de même chez ceux de Saint-Étienne. Pas de chômeurs chez les *ouvriers en limes* de Chambon-Feugerolles. A Saint-Étienne, journée diminuée d'une heure et travail 50 heures en moyenne chez les *maçons*.

A Saint-Étienne, le prix du pain est augmenté de 0 fr. 05 par demi-kilogramme.

Rhône. — A Lyon, chez les *jardiniers*, ouvrage peu abondant, sauf chez les *pépiniéristes* comme tous les ans à pareille époque. Un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Saint-Bel. A Lyon, pas de signalés chez les *confiseurs-pâtisseries*; de même chez les *imprimeurs-conducteurs* qui sont plus occupés que le mois dernier; un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Les *tisseurs* de la Croix-Rousse comptent un quart des leurs sans commandes, de même chez les *chefs d'ateliers* chez qui le travail tend à reprendre. 15 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs et similaires*; chez ceux de Saint-Jean-la-Bussière, travail toujours actif. A Lyon, le travail a repris chez les *coupeurs-tailleurs* qui sont tous occupés. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *ouvriers et ouvrières en confections*. On attribue en partie cette diminution à la concurrence de la main-d'œuvre pénitentiaire. Ralentissement du travail depuis le mois dernier, durée du travail 40 heures par semaine chez les *chapeliers* de Grigny. A Lyon, les *appropriateurs-chapeliers* estiment que moitié des leurs sont occupés irrégulièrement.

A Lyon, les *charpentiers* estiment que le chômage atteint un tiers des leurs; on fait 48 heures par semaine en moyenne. Pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *sculpteurs-mouleurs*. Chez les *chauffeurs-mécaniciens*, reprise du travail, 11 p. o/o de chômeurs, journée augmentée d'une heure dans certains ateliers de métallurgie et dans certaines fabriques de teintures qui emploient des mécaniciens. Reprise du travail depuis le mois dernier chez les *graveurs pour impressions*, travail 65 heures par semaine et pas de chômeurs. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et journée de 9 heures chez les *sculpteurs statuaires* qui comptent un tiers des leurs en chômage. Pas de signalés chez les *hommes de peine* syndiqués.

Les *employés de commerce* syndiqués comptent 3 p. o/o des leurs en chômage et, dans la plupart des maisons, on fait demi-journée le dimanche. Les affaires sont plus difficiles que l'an dernier dans le commerce de détail, *fourreurs, bonnetiers, articles laine* pour hommes et dames, par suite du manque de froids; les *employés de commerce* voient diminuer d'un dixième leur gain mensuel, la partie variable qui leur est attribuée pour leurs ventes étant en diminution sur l'année précédente; de plus, les *articles soie* se vendent moins bien par suite de la concurrence des articles laine fantaisie: les employés et ouvriers des *manufactures de bronze d'église* exportant à l'étranger ont leur travail réduit à quarante-huit heures par semaine par suite du manque de commandes. Pas de chômeurs signalés chez les *employés de café*, qui sont moins occupés que le mois dernier.

Haute-Savoie. — A Annecy, chez les *typographes*, ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier et 6 p. o/o de chômeurs; la journée a été réduite de deux heures dans un atelier. Travail environ 35 heures par semaine chez les *chapeliers foulours et approprieurs* qui sont tous occupés. 9 p. o/o de chômeurs et journée de huit heures chez les *tailleurs de pierre*.

Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs, ouvrage abondant et journée de dix heures chez les *menuisiers*. Les *tailleurs de pierre* comptent un quart des leurs en chômage; les *plâtriers*, un tiers des leurs, cependant l'ouvrage est estimé plus important que l'an dernier, mais il ne peut être encore exécuté.

Isère. — A Grenoble, 7 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*; 3 p. o/o chez les *typographes*. A Morestel, une *fabrique de chaussures* vient de fermer. Les *tailleurs de pierre* et *carriers* de Parmillieu sont encore tous occupés, ceux de Montalieu-Vercieu estiment que le chômage atteint encore un quart des syndiqués.

Drôme. — Le ralentissement déjà signalé chez les *carriers* de Saint-Restitut s'est maintenu, cependant tous sont occupés quarante heures par semaine. A Valence, pas de chômeurs chez les *typographes*, 15 p. o/o chez les ouvriers en *chaussures*. Journée diminuée de deux heures chez les *chapeliers approprieurs* de Bourg-de-Péage. A Valence, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, placement difficile chez les *vermicelliers* par suite de la main-d'œuvre étrangère. Les *confiseurs-pâtisseries* estiment qu'un peu plus du cinquième des leurs sont atteints par le chômage. 6 p. o/o chez les *cordonniers* chez qui une reprise de travail s'est produite le mois dernier; chez les *tonneliers*, situation devenue plus difficile depuis le mois dernier par suite de la concurrence étrangère. Travail actif chez les *serruriers*. Les *maçons* de Menton comptent un cinquième des leurs en chômage. Pas de signalés chez ceux de Cannes, qui font cinquante-quatre heures par semaine. A Nice, pas de chômeurs chez les *conducteurs-livreurs*.

Var. — A Toulon, pas de chômeurs chez les *typographes*, chez qui les commandes abondantes ont permis d'embaucher des ouvriers de passage. A la Seyne, chez les *métallurgistes*, un peu moins de 1 p. o/o de chômeurs, travail cinquante-quatre heures par semaine en moyenne, en diminution d'une demi-heure en moyenne par jour. Ouvrage moins abondant que l'an dernier et pas de chômeurs chez les *charpentiers en fer*. De même, pas de chômeurs chez les *maçons* chez qui la journée est diminuée d'une heure, la journée est de neuf heures en moyenne.

Bouches-du-Rhône. — Chez les *marins pêcheurs* de la Ciotat, l'activité déjà mentionnée se maintient. Chez les *jardiniers* de Saint-Giniez-Marseille, 6 p. o/o de chômeurs; 19 p. o/o chez ceux de Marseille, qui font la journée de huit heures, en diminution d'une heure sur le mois dernier. Chez les *mineurs* de Fuveau, travail cinq jours par semaine. Les *mineurs* de Saint-Savournin-Gréasque sont tous occupés. De même chez les *carriers* de Fontvieille. Un peu plus de 7 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de la Ciotat. A Marseille, 3 p. o/o chez les *typographes*, une imprimerie vient de fermer. Un peu moins de 2 p. o/o de chômage chez les *imprimeurs lithographes*.

5 p. o/o de chômeurs chez les *tapisseries* qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers et qui font cinquante-quatre heures en moyenne par semaine. Ouvrage moins abondant que l'an dernier pour moitié des ouvriers chez les *carrossiers* qui estiment que le chômage atteint un peu plus du quart des leurs, la journée est aussi diminuée et réduite à 9 heures en moyenne.

Pas de chômeurs chez les *modeleurs*. Ralentissement annuel du travail plus accentué que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre* qui comptent un peu plus du tiers des leurs en chômage et font en moyenne quarante heures par semaine. Ouvrage moins abondant que l'an et le mois derniers chez les *peintres en bâtiment* qui comptent un tiers des leurs en chômage; la journée est réduite à neuf heures. Journée de neuf heures également et ralentissement du travail depuis le mois dernier chez les *peintres décorateurs*. Les *potiers*

d'Aubagne comptent un cinquième des leurs en chômage. A Marseille, les *marins du commerce* estiment que moitié des leurs sont sans embarquement. Situation encore difficile chez les *commissionnaires de gare* par suite de l'augmentation de la concurrence des agences de messagerie. Chez les *employés de commerce*, situation plus difficile que l'an dernier; 12 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers navigateurs*, 3 p. o/o chez les *employés d'hôtels-restaurants* qui sont moins occupés que l'an dernier; 10 p. o/o de chômeurs chez les *employés limonadiers-restaurants*. Les *employés de cafés* estiment que moitié des leurs sont sans place à demeure.

Vaucluse. — Travail, 48 heures par semaine chez les *ouvriers en balais* de Caderousse qui compte un quart des leurs en chômage.

Ardèche. — A Annonay, dans l'industrie de la *mégisserie*, le travail dans l'ensemble s'est amélioré depuis le mois dernier; deux ateliers qui occupaient ensemble 110 ouvriers ont repris leur travail, ce qui a réduit le chômage de l'ensemble de 15 o/o à 5 p. o/o. Les petits ateliers luttent difficilement contre les usines mieux installées et disposant d'un nombreux personnel; plusieurs sont encore fermés. Dans les 3 maisons occupant ensemble 355 ouvriers on travaille activement, dans 5 autres (260 ouvriers), on ne fait pas la semaine complète surtout par suite de manque d'eau, la sécheresse ayant épuisé les cours d'eaux; des chômages passagers se sont produits dans 3 autres maisons employant chacune une trentaine d'ouvriers; on compte 5 p. o/o de chômeurs chez les *mégissiers de rivière syndiqués*; les *mégissiers-palissonneurs* se ressentent aussi de la crise que les mégissiers de rivière ont traversée; cependant depuis la reprise du travail, la situation se présente meilleure que l'an dernier. Chez les *menuisiers*, 11 p. o/o de chômeurs, journée diminuée de 2 heures pour environ 70 ouvriers, on fait 42 heures par semaine en moyenne. Pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *maçons*.

Gard. — A Nîmes, 3 p. o/o de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*.

Aveyron. — Situation estimée plus difficile que le mois dernier chez les *mineurs* de Decazeville par suite de l'augmentation de la concurrence de la main-d'œuvre. A Millau, reprise du travail moins accentuée que l'an dernier et 6 p. o/o de chômeurs.

Tarn. — Les ouvriers *moutonniers* de Graulhet comptent un peu plus d'un tiers en chômage, la sécheresse persistante ayant entravé le travail de la peau; la journée a été réduite de 2 heures pour 400 ouvriers, on fait en moyenne 40 heures par semaine. A Albi, chez les *chapeliers-appropriateurs*, près de moitié des ouvriers syndiqués ont été sans commandes pendant une semaine, on fait en moyenne de 30 à 35 heures par semaine. 7 p. o/o de chômeurs, journée diminuée de 1 heure et ouvrage plus abondant que l'an dernier, chez les *ouvriers en bâtiment*; beaucoup de travaux qui auraient été négligés l'an dernier sont exécutés actuellement, ce sont les *plâtriers* et les *peintres* qui sont le plus occupés.

Hérault. — Ralentissement annuel du travail chez les ouvriers *cultivateurs* de Marsillargues qui sont encore tous occupés. Ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers et 7 p. o/o de chômeurs chez les *mineurs* de Graissessac. A Montpellier, 5 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*. Les *cordonniers* estiment qu'un tiers des leurs manquent de commandes, cependant une reprise du travail s'est produite depuis le mois dernier. Ouvrage moins abondant que l'an, mais plus que le mois derniers chez les *tailleurs* qui sont tous occupés. 16 p. o/o de chômeurs chez les *coiffeurs* de Montpellier. Pas de signaux chez ceux de Béziers.

Aude. — Le travail est arrêté par les grandes pluies chez les ouvriers *cultivateurs* de Cuxac. A Carcassonne, les *terrasiers* estiment que le chômage atteint un peu plus de moitié des leurs. Chez les *mégissiers*, un peu moins de 7 p. o/o de chômeurs et travail 60 heures par semaine. Reprise du travail depuis le mois dernier et pas de chômage chez les *ouvrières de l'habillement*; de même chez les *tailleurs d'habits* qui jugent la situation plus mauvaise que l'an dernier par suite de l'augmentation de la concurrence des maisons de confection. 2 p. o/o de chômeurs et journée de 10 heures chez les ouvriers *menuisiers*. Travail toujours actif et journée de 9 heures chez les *maçons*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de chômeurs chez les *ébénistes*. De même chez les *travailleurs du bâtiment* de Pia, qui sont moins occupés que le mois dernier.

Haute-Garonne. — A Toulouse, ralentissement du travail dans les ateliers de *mécanique*; situation stationnaire dans la *serrurerie*, la durée de la journée de travail se maintient à 10 heures. Ouvrage plus abondant que l'an dernier et journée de 9 heures, en diminution d'une heure sur le mois dernier chez les *tailleurs de pierre*.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, pas de chômeurs et journée de 10 heures chez les *menuisiers*, qui sont moins occupés que l'an dernier.

Basses-Pyrénées. A Bayonne, 8 p. 0/0 de chômeurs chez les *boulangers*. Pas de signalés chez les *métallurgistes* du Boucau. A Pau, pas de chômeurs et journée de 9 heures chez les *maçons*. 8 p. 0/0 de chômeurs chez les *plâtriers*. A Bayonne, un peu moins de 1 p. 0/0 chez les *employés de commerce*, qui jugent la situation plus mauvaise que l'an dernier, les transactions, avec l'Espagne principalement, ayant beaucoup diminué depuis l'élévation du change. Pas de signalés chez les *bouchers* de Bayonne.

Landes. — Travail 60 heures par semaine chez les *typographes* de Mont-de-Marsan. — Un peu moins de 1 p. 0/0 de chômeurs chez les *employés de commerce* de Dax.

Gers. — 10 p. 0/0 de chômeurs chez les *maçons* et *tailleurs de pierre* d'Auch.

Tarn-et-Garonne. — Pas de chômeurs chez les *ouvriers et ouvrières en chapeaux de paille* de Sept-Fonds.

Lot-et-Garonne. — A Villeneuve-sur-Lot, 14 p. 0/0 de chômeurs et ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *typographes*.

Dordogne. — Au Bugue, journée augmentée de 1 heure chez les *chapeliers*.

Gironde. — A Bordeaux, les *jardiniers* estiment qu'un peu plus du tiers des leurs sont atteints par le chômage; même chômage chez les *compagnons aspirants boulangers*. 11 p. 0/0 de chômeurs chez les *cuisiniers*. 5 p. 0/0 et reprise du travail depuis le mois dernier chez les *typographes*. Les *scieurs de long* estiment que le chômage atteint moitié des leurs, on fait 40 heures par semaine, l'ouvrage est tenu pour moins abondant que l'an et que le mois derniers. Pas de chômeurs chez les *menuisiers*. Les *charrons-forgerons* comptent un tiers des leurs en chômage, la journée est réduite à 9 heures environ, en diminution de 1 heure sur le mois dernier, l'ouvrage est tenu pour moins abondant que l'année précédente. La morte-saison est commencée chez les *peintres*, qui comptent 16 p. 0/0 des leurs en chômage, on estime que, dans l'ensemble, les ateliers ont renvoyé moitié de leur personnel. Situation plus difficile que le mois et que l'an derniers chez les *ouvriers de quais* et chez les *bateliers*. 17 p. 0/0 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtels* et *garçons navigateurs*. 12 p. 0/0 de chômeurs chez les *garçons limonadiers et restaurateurs*, qui sont moins occupés que l'an et que le mois derniers. 15 p. 0/0 de chômeurs chez les *coiffeurs* chez qui le placement est devenu plus facile que l'an dernier. 6 p. 0/0 de chômeurs chez les *gens de maison*.

Charente-Inférieure. — Chez les *marins pêcheurs* de la Rochelle, les tempêtes ont rendu la pêche plus difficile et moins fructueuse que l'an et que le mois derniers. A Rochefort, pas de chômeurs chez les *typographes*. Journée de 9 heures en diminution de 1 heure sur le mois dernier chez les *tailleurs de pierre*.

Charente. — A Angoulême, les *boulangers* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage. 10 p. 0/0 chez les *typographes* de Cognac et ouvrage moins abondant que l'an dernier.

Haute-Vienne. — A Limoges, travail sans activité chez les *coupeurs-brocheurs en chaus-sures*; la journée est réduite, on fait 30 heures environ par semaine. Chez les *maçons*,

journée augmentée de 1 heure, on fait 54 heures par semaine; une nouvelle société ouvrière comptant 25 maçons et manœuvres vient de se former. Les *fileurs peintres en porcelaine* sont toujours très bien occupés; une reprise se produit également dans les autres spécialités de la peinture sur porcelaine à cause des commandes du jour de l'an.

Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs chez les *typographes*. De même chez les *chapeliers-fouleurs* de Bort. A Tulle, les *charpentiers* estiment que le chômage atteint moitié des leurs, une partie des travaux de construction étant exécutée par des ouvriers du dehors. A Brive, 5 p. o/o de chômeurs chez les *sabotiers*, chez qui la journée est diminuée de 1 heure et qui font 48 heures par semaine.

Creuse. — Chez les *chapeliers* de Bourgneuf, ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers; une fabrique vient de fermer.

Cher. — Travail peu actif chez les ouvriers *agricoles* de Néronde. A Bourges, ralentissement du travail chez les *journaliers*, qui sont encore tous occupés. Chez les *bûcherons*, à Sancergues, 10 p. o/o de chômeurs; travail actif et journée de 11 heures à Jussy-le-Chaudrier; à Méry-ès-Bois, 16 p. o/o de chômeurs et journée de 9 heures, en diminution de 1 heure sur le mois dernier; les travaux de *battage des grains* sont terminés et ceux de forêts sont à peine commencés; à Vallenay, on estime qu'un peu plus du tiers sont atteints par le chômage. A Bourges, journée de 10 heures et pas de chômeurs chez les ouvriers en *toiles cirées*. Pas de chômeurs et journée diminuée de 1 heure et demie chez les *menuisiers*, qui sont cependant plus occupés que l'an dernier. Pas de chômeurs chez les travailleurs sur *métaux* qui font la journée de 10 heures. Journée de 8 heures en moyenne, en diminution de 1 heure sur le mois dernier, et pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. Travail 64 heures par semaine chez les *maçons*; 48 heures par semaine chez les *plâtriers*. Journée réduite à 9 heures en moyenne chez les *chaufourniers* de la Guercie qui sont encore tous occupés. Chez les *verriers* de Vierzon, travail sans activité, une verrerie est encore fermée.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs chez les *typographes*; le travail a bien repris depuis le mois dernier. 16 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *cuirs* et *peaux* de Chinault-Issoudun. A Châteauroux, 2 p. o/o de chômeurs et journée diminuée de 1 heure par 30 ouvriers chez les *ouvriers sur métaux*; on fait généralement 60 heures par semaine. 5 p. o/o de chômeurs et travail 45 heures en moyenne par semaine chez les ouvriers du *bâtiment*.

Vienne. — Pas de chômeurs chez les ouvriers sur *métaux* de Cenon.

Deux-Sèvres. — A Niort, chez les *typographes*, reprise du travail depuis le mois dernier, pas de chômeurs; dans quelques maisons, on fait des heures supplémentaires.

Vendée. — Chez les *marins-pêcheurs* des Sables-d'Olonne, pas de chômeurs, cependant la situation est devenue plus difficile par suite du bas prix de vente des poissons et de la concurrence des chalutiers à vapeur. Le syndicat a formé une caisse de secours mutuels fonctionnant en cas d'accident arrivé à bord des bateaux de pêche et une autre caisse pour les sinistres en mer. Chez les *mineurs* de Faymoreau, ralentissement du travail depuis le mois dernier, cependant pas de chômeurs; la journée est diminuée d'une heure pour les ouvriers de la surface. Ralentissement du travail chez les *tisserands* de la Verrie, de même chez ceux de Treize-Vents, qui comptent un quart des leurs sans commandes, 5 p. o/o chez ceux d'Evrune qui estiment que l'ouvrage est diminué d'un tiers depuis l'an dernier. Les *tisserands* des Epesses estiment qu'un tiers des leurs sont sans ouvrage. Aux Sables-d'Olonne, ralentissement du travail et journée de 9 heures chez les *maçons*, qui comptent un quart des leurs en chômage.

Loire-Inférieure. — A Nantes, les *cuisiniers* estiment que le chômage atteint un quart des leurs. Journée augmentée d'une heure pour une vingtaine d'ouvriers et travail 66 heures par semaine en moyenne chez les *relieurs-papetiers*, qui sont plus occupés que l'an dernier. Journée de 9 heures chez les *charpentiers de navires*. Les *ferblantiers-boîtiers* comptent un peu plus du

tiers des leurs en chômage, la pêche à la sardine étant terminée, les ouvriers spécialistes ont été renvoyés. Les *granitiers* estiment qu'un peu plus du quart des leurs sont atteints par le chômage.

Morbihan. — A Vannes, 7 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *galochiers* de Lorient-Kérentrech. Pas de chômeurs chez les *forblantiers-boîtiers* de Lorient-Larmor. A Quiberon, des fabriques de boîtes de conserves sont fermées, la saison étant terminée, de même à Concarneau.

Finistère. — A Morlaix, l'activité déjà signalée chez les *patronnes et ouvrières de l'aiguille* se maintient. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, journée diminuée d'une heure et demie pour 80 ouvriers chez les *menuisiers*, qui comptent un quart des leurs en chômage.

Ille-et-Vilaine. — 6 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *mineurs* de Bruz. A Fougères, travail toujours actif chez les *typographes*. Reprise générale du travail depuis le mois dernier chez les *coupeurs en chaussures*, qui comptent 4 p. o/o de chômeurs. A Rennes, le travail se maintient actif chez les *chapelières-approprieurs*. Journée diminuée d'une heure et demie, travail en moyenne 54 heures par semaine et 4 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, les *boulangers* qui sont plus occupés que l'an dernier comptent 19 p. o/o des leurs en chômage; ceux de Cholet un peu plus de 7 p. o/o des leurs. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers et 6 p. o/o de chômeurs chez les *tisserands* de Cholet, 9 p. o/o chez ceux de Saint-Léger, un quart chez ceux de Saint-Philbert; ouvrage encore faible chez les *tisserands* de Gesté; un peu plus de 2 p. o/o chez les ouvriers de l'industrie textile d'Angers. A Cholet, chez les *charpentiers*, 10 p. o/o de chômeurs et journée de 9 heures. A Angers, les *tourneurs sur bois* comptent un peu plus du quart des leurs en chômage, l'ouvrage est tenu pour moins abondant que l'an dernier. Ralentissement du travail chez les *sculpteurs*. Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers, journée de 9 heures en diminution de deux heures sur le mois dernier, et 10 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en bâtiment de Cholet.

Mayenne. — A Laval, reprise du travail depuis le mois dernier chez les *typographes*.

Sarthe. — A la Flèche, chez les *galochiers*, reprise du travail moins accentuée que l'an dernier, journée de 11 heures et pas de chômeurs. Au Mans, chez les *galochiers-semelliers*, ouvrage plus abondant que l'an dernier.

Indre-et-Loire. — Ouvrage moins abondant que l'an et que le mois derniers chez les *tanneurs-corroyeurs* de Châteaurenault, qui estiment qu'un quart des leurs sont atteints par le chômage; on fait de 54 à 66 heures par semaine suivant les ateliers. A Tours, 16 p. o/o de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *tisseurs*.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *typographes*.

Loiret. — Les *bûcherons* de Gien estiment que l'ouvrage est moitié moins abondant que l'an dernier et qu'un quart des leurs est atteint par le chômage; le syndicat, pour venir en aide à ses adhérents, a organisé plusieurs petites entreprises où les ouvriers syndiqués peuvent être embauchés. A Orléans, journée de 8 heures chez les *maçons*, qui sont tous occupés.

Eure-et-Loir. — NOGENT-LE-ROUOU. — Chez les *typographes*, peu de travail; chez les *tanneurs et corroyeurs*, le travail va bien. Dans la *chapellerie*, travail assez actif avec tendance à la baisse, les ouvriers font encore 60 heures par semaine; chez les *chaussonniers*, travail moins abondant que le mois dernier, les veillées sont finies, les ouvriers font également 60 heures par semaine. Dans l'industrie du bâtiment, ralentissement général, mais pas de chômeurs. — Th. Brêthes.

CHÂTEAUX. — La situation reste stationnaire chez les *typographes*, ainsi que dans les autres corps de métier. Ouvriers du *bâtiment*, la journée est de 8 heures. — *A. Gaurin*.

Orne. — A Alençon, chez les *typographes*, pas de chômeurs et ouvrage plus abondant que l'an et que le mois derniers.

Calvados. — A Caen, pas de chômeurs chez les *typographes*, 4 p. o/o de chômeurs chez les *travailleurs de l'industrie cotonnière* de Condé-sur-Noireau. Pas de signalés chez les *bonnetiers* de Falaise.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *compositeurs-imprimeurs*.

Seine-Inférieure. — BOURSE DU TRAVAIL DU HAVRE. — Les *journaliers du port* et les *voiliers* sont en pleine activité, très peu des leurs chôment. Il n'en est pas de même des *typographes*, dont une partie sont inoccupés. Dans la *métallurgie*, situation stationnaire depuis le mois dernier. Les *tréfileurs*, après leur échec à la suite de la grève, ont repris le travail aux conditions demandées par leurs patrons. — *Ch. March*.

Au Havre, pas de chômeurs parmi les syndiqués chez les *voiliers*. A Rouen, chez les *fondeurs*, journée réduite à 8 heures en moyenne, travail irrégulier pour une partie des ouvriers et 14 p. o/o de chômeurs. Au Havre, ralentissement du travail plus accentué que l'an dernier, journée diminuée d'une heure et 17 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*.

Algérie. — BOURSE DU TRAVAIL D'ALGER. — Le chômage est intense actuellement. Les *cuisiniers* comptent 18 p. o/o de chômeurs, les *ouvriers en voitures* 15 p. o/o, les *terrasiers* deux cinquièmes des leurs et les ouvriers de l'*industrie du bâtiment* un peu moins de moitié. La situation est jugée difficile et il n'y a pas de constructions pouvant occuper ces ouvriers que l'on peut évaluer à 1,500. La concurrence de la main-d'œuvre étrangère qui augmente rend aussi le placement plus difficile et les salaires tendent à baisser. — *Asoulen*.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes nouvelles pour décembre 1898 et janvier 1899:

ALGER. — Rechargement de chaussées de grande communication..	654,500 ^f
BEAUVAIS. — Construction de ponts (maçonnerie).....	163.000
BEAUVAIS. — Construction de ponts métalliques.....	152.000
CLERMONT-FERRAND. — Réfection de bâtiments.....	125.200
COURBEVOIE (Seine). — Travaux de voirie.....	100.000
FISMES (Marne). — Construction d'un hôpital.....	115.800
LAON. — Élargissement de la cuvette du canal latéral à l'Oise....	100.000
MOULINS. — Agrandissement de l'hôpital.....	181.500
NEUILLY (Seine). — Agrandissement d'école.....	100.200
ORAN. — Adduction d'eau.....	106.000
PARIS. — Transformation de port.....	750.000
PARIS (Exposition). — Canalisation en fonte.....	508.500
PARIS (Exposition). — Ciment armé.....	337.000
PARIS. — Construction d'une école maternelle.....	163.100
PARIS. — Création d'un point d'appui pour la flotte à Dakar.....	12.000.000
PARIS (Exposition). — Travaux de charpente et couverture.....	634.000
REIMS. — Distribution d'eau.....	385.000
PAU. — Transformation et plantation d'un parc.....	101.000
ROUEN. — Construction d'un bateau-porte.....	120.000

SAINT-ÉTIENNE. — Construction d'égout et canalisation.....	305.000 ¹
SAINT-PIERRE-DE-MONS (Gironde). — Construction d'une digue.....	120.000
CHEMINS DE FER P.-L.-M. — Agrandissement de la gare de Paray-le-Monial.....	250.000

Résultats des Adjudications précédentes.

CAMBRAI. — Démantèlement des fortifications (246.000 fr.). Adj. : L'Host, à Lille, 17,60.

CLICHY (Seine). — Construction d'un hall des pompes, d'un gymnase et d'une salle de réunion (155.400 fr.). Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Augel, à Clichy, 16,10; *serrurerie et planchers*, Charpentier, à Puteaux, 10,40; *peinture et vitrerie*, Tanneur, 8, rue Seveste, à Paris, 51,60; *couverture et plomberie*, Mohr, à Saint-Mandé, 39,75; *pavage en bois*, Briard, à Saint-Ouen, 13.

COGNAC. — Construction d'un pavillon pour logement des enfants de l'hospice (145.000). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Rodier, 12; *charpente*, Lasnier, 12,55; *zinguerie et plomberie*, Beignier, 22; *menuiserie*, Gros, 12.

HÉRICOURT (Haute-Saône). — Adduction d'eau (400.000 fr.). — Adj. : Société des Hauts-Fourneaux et Fonderies, à Pont-à-Mousson, 3,50.

LILLE. — Construction de deux prisons cellulaires départementales à Douai et à Loos (1.167.300 fr.). — Adj. : 1° Prison de Douai; *terrassements, maçonnerie, plafonds, carrelage et marbrerie*, Colson, à Verdun-sur-Meuse, *prix du devis*; *charpente, menuiserie, quincaillerie*, Lambertrande, à Saint-Mihiel, 5; *peinture et vitrerie*, Delapouille, à Lille, 21. 2° Prison de Loos: *maçonnerie de briques*, Thieffry, à Lille, 3,10; *pierres bleues*, Lepez, à Lille, 15; *pierres blanches*, Dhélin, à Lille, 8; *carrelages*, Boucquet, à Lomme, 15; *enduits au mortier et au plâtre*, Vaillant-Deschin, à Lille, 16; *enduits au ciment*, Vaillant-Deschin, 26; *charpentes*, Rogier, à Roubaix, 8; *pannes et ardoises*, Bourgeois, à Roubaix, 17; *zincs et plombs*, veuve Thibaut-Dubois, à Lille, 10; *menuiserie*, veuve Duthilleul-Defives, à Lille, 7; *peinture*, Oxembre, à Roubaix, 43.

ORAN. — Construction d'un barrage de dérivation de l'Oued-Isser (190.000 fr.). — Adj. : Mérino, à Tlemcen, 23.

ORAN. — Construction de magasins publics sur les quais du port d'Oran (850.000 fr.). — Adj. : Faure, à Oran, 9.

PARIS. — Construction d'une caserne de sapeurs-pompiers, rue Carpeaux, à Montmartre (1.654.200 fr.). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Guillon, 18 impasse Compoin, 34,10; *feronnerie et serrurerie*, Fromental, 12, rue Calmel, 40,10; *charpente en bois*, Lafarge, 79, rue Castagnary, 21,20; *couverture et plomberie*, Mouron, 10, rue des Fêtes, 43,70; *menuiserie*, Bouillon, 127, rue de Flandre, 37,60; *parquetage*, Bontemps, 40, rue Balagny, 20,10; *fumisterie*, Defanti, 171, avenue Daumesnil, 46,30; *peinture, vitrerie et tentures*, Tanneur, 8, rue Seveste, 52,70; *pavage, gruit et asphalte*, Chandenier, 10, rue Morand, 41,30; *canalisation du tout-à-l'égout*, Cante, 28, rue Letellier, 38,80.

PARIS. — Construction de l'entrée monumentale de la place de la Concorde, et établissement du pare du Champ-de-Mars et du jardin de l'Esplanade des Invalides (238.000 fr.). — Adj. : *maçonnerie*, Nanquette, 42, rue Manin, 45; *charpente en bois, fer et acier*, Ducros, 45, rue des Boulets, 2,50; *terres végétales, sable, terre de bruyère*, Berthier, 19, rue Vinense, 16,70.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les onze premiers mois de l'année 1898 :

	VARIATIONS			
	1898.	1897.	en plus.	en moins.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	1.363.369.000	905.289.000	458.080.000	"
Matières nécessaires à l'industrie	2.045.444.000	2.078.629.000	"	33.185.000
Objets fabriqués.....	562.720.000	552.766.000	9.954.000	"
TOTAUX et balance....	3.971.533.000	3.535.684.000	435.849.000	33.185.000
Augmentation en 1898			435.849.000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	591.785.000	643.257.000	"	51.472.000
Matières nécessaires à l'industrie	831.073.000	808.256.000	"	31.184.000
Objets fabriqués.....	1.563.438.000	1.624.081.000	"	60.666.000
Colis postaux.....	132.201.000	131.101.000	1.097.000	"
TOTAUX et balance....	3.131.496.000	3.276.701.000	1.097.000	116.302.000
Diminution en 1898..			145.205.000	

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	nov. 1898.	oct. 1898.	nov. 1897.
Farine 12 marques, les 157 kilogrammes.....	46 ^f 00 ^c	47 ^f 90 ^c	62 ^f 90 ^c
Sucre brut, blanc n° 3, les 100 kilogrammes...	31 50	31 30	30 40
Alcool à 90°, l'hectolitre.....	43 75	43 00	45 75
Huile de colza brute disponible, les 100 kilogr..	51 00	52 40	59 00
Huile de lin disponible, les 100 kilogrammes..	42 75	43 50	45 00
Pétrole disponible, les 100 kilogrammes.....	39 75	39 50	31 50
Suif de la bouch ^e de Paris, les 100 kil. (en pains).	51 00	50 50	45 50
Bœuf, 1 ^{re} qualité, le kil. (marché de la Villette).	1 40	1 35	1 40
Veau, idem.	2 00	1 75	1 85
Mouton, idem.	1 90	1 80	1 80
Porc, idem.	1 46	1 50	1 15
Cotons (au Havre), les 50 kilogrammes.....	35 50	35 12	37 75
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr.....	133 00	130 50	106 50
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil.	43 50	44 50	42 75
Fers marchands, les 100 kilogrammes.....	16 25	16 50	16 50
Cuivre en lingots, idem.	152 50	147 00	127 00
Étain Banka, idem.	224 00	222 50	170 00
Plomb, idem.	39 50	39 00	34 50
Zinc bonnes marques, idem.	65 25	65 00	48 50

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les neuf premiers mois a été en 1898 de 23,159,478,498 tonnes et en 1897 de 21,646,412 tonnes, soit une augmentation de 6,9 p. o/o.

Les recettes des compagnies de chemins de fer d'intérêt général, pour les onze premiers mois ont été en 1898 de 1,38.920.000 francs. Elles étaient en 1897 de 1.202.405.000 francs, soit une augmentation de 3 p. o/o.

Mont-de-Piété de Paris. — Situation au 30 novembre 1898 :

GAGES CORPORELS.				ARTICLES.		SOMMES.	
				nombre.		francs.	
Il y avait en magasin, le 31 octobre 1898 au soir.....				1.646.110		49.437.182	
ENTRÉE.							
Par engagements effectifs.....		89.478	2.484.340	144.879		4.240.679	
Par renouvellements.....		55.401	1.756.339				
TOTAL.....				1.790.989		53.677.861	
SORTIE.							
Par dégagements effectifs.....		92.343	2.660.120	158.629		4.936.879	
Par renouvellements.....		55.401	1.756.339				
Par ventes.....		10.885	520.420				
RESTE en magasin le 30 novembre 1898.....				1.632.360		48.740.982	

VALEURS MOBILIÈRES.				TITRES.		SOMMES.	
				nombre.		francs.	
Il y avait en magasin, le 31 octobre 1898 au soir.....				22.109		5.922.769	
ENTRÉE.							
Par engagements effectifs.....		2.562	601.380	4.313		1.113.057	
Par renouvellements.....		1.751	511.677				
TOTAL.....				26.422		7.035.826	
SORTIE.							
Par dégagements effectifs.....		2.409	528.566	4.664		1.176.931	
Par renouvellements.....		1.751	511.677				
Par ventes.....		504	136.688				
RESTE en magasin le 30 novembre 1898.....				21.758		5.858.895	

GAGES CORPORELS.				VALEURS MOBILIÈRES.	
		Articles.	Sommes.	Titres.	Sommes.
		nombre.	francs.	nombre.	francs.
Restait en magasin, le 30 nov..	1894...	1.775.644	47.730.111	18.913	5.298.126
	1895...	1.671.851	46.376.131	21.556	5.854.285
	1896...	1.640.449	48.441.647	22.341	6.036.654
	1897...	1.640.570	48.870.394	22.471	6.040.657

Intérêts des emprunts : à 1 an, 2,75 p.o/o ; à 9 mois, 2,50 p.o/o ; à 6 mois, 2 p.o/o ; à 3 mois, 1,50 p.o/o.					
---	--	--	--	--	--

Bureaux de garantie. — Nombres d'objets d'or et d'argent présentés à la marque ou à la vérification, tant pour la consommation en France que pour l'exportation, pendant les dix premiers mois de l'année 1898, dans les divers bureaux de garantie :

DÉSIGNATION.		POIDS TOTAL.			
		OR.		ARGENT.	
		1898.	1897.	1898.	1897.
		hectogr.	hectogr.	hectogr.	hectogr.
Fabrication nationale aux titres légaux.	Objets marqués des poinçons intérieurs.	63,220	59,579	793,560	788,817
	Sortie constatée des objets marqués pour l'exportation en crédits des droits non compris les montres au 4 ^e titre (1)	5,107	4,588	52,900	51,574
	Objets exportés avec remboursement des droits payés.....	2,541	2,332	18,329	17,147
	Objets importés de l'étranger avec paiement des droits de garantie.....	9,297	9,121	60,208	67,584
Exportation des bijoux à tous titres n'ayant pas été soumis à la marque (loi du 25 janvier 1884).....		868	879	392	1,260

(1) Du 1^{er} janvier au 31 octobre 1898, il est sorti 442 montres en or au 4^e titre, pesant 46 hectogrammes, contre 849 montres et 75 hectogrammes en 1897.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de novembre.		Du 1 ^{er} janv. au 31 nov.	
	1898.	1897.	1898.	1897.
Faillites.....	132	125	1,409	1,279
Liquidations judiciaires.....	14	15	165	143
Conversions de liquidations en faillites	15	3	51	28

Préfecture de la Seine. — **Autorisations de bâtir.** — Du 1^{er} au 30 novembre il a été déposé 96 demandes en autorisation de bâtir, dont 77 pour des constructions neuves. Pendant le mois de novembre 1897, le nombre des demandes avait été de 61, dont 35 pour des constructions neuves.

Production séricicole en 1897 (1).

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de SÉRICICUL- TEURS.	QUANTI- TÉS TOTALES de graines de diverses races mises en incubation, (En once de 25 grammes.)	PRODUCC- TION TOTALE en cocons frais obtenus de ces graines, (En kilo- grammes.)	RENDE- MENT MOYEN en cocons frais d'une once (de 25 grammes) de graines. (En kilo- grammes.)
Alpes (Basses).....	2.613	2.060	89.069	43.237
Ardèche.....	25.014	49.245	1.816.034	37.486
Bouches-du-Rhône.....	5.270	5.955	198.631	33.355
Drôme.....	27.144	31.141	1.187.594	34.781
Gard.....	27.623	51.439	2.291.169	42.117
Hérault.....	2.572	4.093	175.306	42.342
Isère.....	10.066	9.783	283.474	28.976
Lozère.....	1.809	2.872	92.268	32.126
Var.....	8.230	7.692	404.293	52.560
Vaucluse.....	17.865	22.119	925.230	41.829
17 autres départements (ensemble) (1).....	5.017	6.484	265.764	41.000
TOTAUX.....	133.253	198.883	7.760.132	39.019

[1] Ces départements sont ceux de l'Ain, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Aude, Aveyron, Corse, Haute-Garonne, Gers, Loire, Lot, Lot-et-Garonne, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Rhône, Savoie, Tarn, Tarn-et-Garonne; aucun d'eux ne compte 1.500 sériciculteurs.

Vins et cidres. — Production en vins et en cidres, pour la France entière, pendant les 10 dernières années (1888 à 1897), d'après la *Statistique agricole annuelle*.

ANNÉES.	VINS. — Production totale. — hectolitres.	VINS. — Production totale. — hectolitres.
1888.....	30.654.153	9.767.181
1889.....	24.031.771	3.701.342
1890.....	27.416.327	11.095.228
1891.....	30.166.915	9.279.851
1892.....	28.891.406	15.141.326
1893.....	50.702.611	31.608.565
1894.....	39.436.878	15.541.051
1895.....	26.917.981	25.586.514
1896.....	44.044.279	8.074.392
1897.....	31.943.073	6.788.715
MOYENNE DÉCENNALE.....	33.420.539	15.658.416

(1) Extrait de la *Statistique agricole annuelle* du Ministère de l'Agriculture.

*Prix moyen, par département, des denrées alimentaires et des combustibles, etc.,
en 1897, d'après la Statistique agricole annuelle.*

DÉPARTEMENTS.	PAIN			VIANDE.					BOIS	CHARBON	
	BLANC.	GRIS.	GRAND.	Bœuf.	Vache.	Agneau.	Mouton.	Porc.	de chêne.	de bois.	de terre.
	Kilog.	Kilog.	Kilog.	Kilog.	Kilog.	Kilog.	Kilog.	Kilog.	Stère.	Quint.	Quint.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
AIN.....	0 31	0 32	0 29	1 51	1 55	1 49	1 77	1 32	10 60	7 65	4 02
AISNE.....	0 32	0 30	"	1 70	1 69	1 99	2 11	1 38	13 50	"	3 94
ALLIER.....	0 34	0 31	0 28	1 53	1 47	1 58	1 73	1 42	9 57	9 32	3 22
ALPES (BASSES).....	0 32	0 28	"	1 60	1 36	1 56	1 55	1 40	"	10 23	1 56
ALPES (HAUTES).....	0 36	0 31	0 27	1 46	1 33	1 58	1 58	1 35	8 30	7 21	3 28
ALPES-MARITIMES.....	0 40	0 36	0 31	1 65	1 43	1 72	1 74	1 43	"	11 26	3 92
ARDÈCHE.....	0 38	0 32	0 28	1 63	1 42	1 76	1 80	1 46	19 00	7 20	2 95
ARDENNES.....	0 31	0 29	0 27	1 71	1 68	1 82	2 16	1 74	9 07	5 94	3 37
ARIÈGE.....	0 34	0 30	0 27	1 37	1 29	1 49	1 50	1 38	9 00	"	"
ARDE.....	0 31	"	0 30	1 48	1 66	1 86	2 00	1 63	13 50	"	5 12
AUDE.....	0 33	0 32	0 30	1 49	1 39	1 81	1 70	1 52	17 00	9 50	4 50
AVEYRON.....	0 32	0 29	0 26	1 57	1 46	1 57	1 77	1 38	12 00	8 08	2 42
BOUCHES-DU-RHÔNE.....	0 37	0 32	0 30	1 70	1 46	2 02	1 82	1 65	19 30	10 85	3 61
CALVADOS.....	0 35	0 32	0 30	1 61	1 60	1 67	1 83	1 46	7 90	10 94	4 00
CANTAL.....	0 35	0 29	0 25	1 72	1 65	1 65	1 81	1 52	9 15	9 30	2 85
CHARENTE.....	0 31	0 26	0 21	1 71	1 50	1 75	1 91	1 27	19 30	16 68	4 50
CHARENTE-INFÉRIEURE.....	0 35	0 28	0 27	1 80	1 42	1 69	1 91	1 25	"	"	"
CHER.....	0 39	0 29	0 28	1 52	1 51	1 62	1 89	1 24	10 53	11 10	3 38
CORRÈZE.....	0 30	0 26	0 22	1 68	1 51	1 52	1 73	1 23	"	"	"
CORSE.....	0 37	0 30	"	1 22	1 21	1 42	1 26	1 34	"	5 95	"
CÔTE-D'OR.....	0 35	0 31	0 28	1 58	1 50	1 61	1 93	1 45	13 60	12 10	3 70
CÔTES-DU-NORD.....	0 31	0 27	0 23	1 46	1 29	1 41	1 55	1 53	9 01	9 98	3 00
CRÈUSE.....	0 31	9 24	0 23	1 48	1 37	1 41	1 74	1 08	5 20	9 16	3 18
DORDOGNE.....	0 32	0 27	0 22	1 52	1 33	1 65	1 79	1 15	"	"	"
DOUBS.....	0 33	0 28	"	1 60	1 53	1 80	1 88	1 80	8 91	"	"
DRÔME.....	0 36	0 32	0 30	1 68	1 51	1 81	1 74	1 43	"	8 87	3 61
EURE.....	0 32	0 28	0 26	1 68	1 65	1 90	1 95	1 29	8 00	12 00	3 80
EURE-ET-LOIR.....	0 33	0 29	0 27	1 62	1 50	2 00	1 96	1 48	14 65	"	"
FINISTÈRE.....	0 30	0 27	0 22	1 36	1 21	1 36	1 66	1 44	7 69	11 44	4 47
GARD.....	0 40	0 34	0 32	1 69	1 51	1 95	1 88	1 60	"	"	"
GARONNE (HAUTE).....	0 32	0 28	0 27	1 40	1 17	1 30	1 50	1 42	13 70	5 47	4 33
GERS.....	0 36	"	0 26	1 57	1 22	1 46	2 02	1 32	"	"	"
GIRONDE.....	0 37	0 31	0 29	1 94	1 71	1 96	2 00	1 40	11 05	"	"
HÉRAULT.....	0 41	0 36	0 32	1 83	1 73	1 98	1 97	1 61	"	10 75	"
ILLE-ET-VILAINE.....	0 29	0 26	0 23	1 49	1 35	1 52	2 01	1 32	6 10	15 00	4 00
INDRE.....	0 31	0 30	0 27	1 57	1 52	1 58	1 79	1 27	8 81	10 61	4 38
INDRE-ET-LOIRE.....	0 31	0 27	0 24	1 56	1 53	1 78	2 00	1 31	11 40	12 00	4 73
ISÈRE.....	0 41	0 37	0 32	1 60	1 45	1 57	1 85	1 65	"	8 75	3 00
JURA.....	0 34	0 28	"	1 44	1 36	1 52	1 99	1 23	8 21	7 61	3 65
LANDES.....	0 33	0 28	0 25	1 85	"	1 77	1 74	1 34	"	"	"
LOIR-ET-CHER.....	0 35	0 29	0 25	1 58	1 50	1 63	1 97	1 42	13 30	4 25	4 80
LOIRE.....	0 42	0 36	0 33	1 61	1 58	1 62	1 87	1 46	12 00	10 04	3 25
LOIRE (HAUTE).....	0 37	0 33	0 27	1 60	1 55	1 65	1 75	1 50	10 00	9 50	3 20
LOIRE-INFÉRIEURE.....	0 35	0 30	0 27	1 49	1 41	1 59	1 81	1 25	8 66	13 50	4 20
LOIRET.....	0 34	0 32	0 30	1 58	1 58	1 83	2 04	1 45	11 26	11 01	4 60

*Prix moyens, par département, des denrées alimentaires et des combustibles, etc.,
en 1897, d'après la Statistique agricole annuelle. (Suite.)*

DÉPARTEMENTS.	PAIN			VIANDE.					BOIS	CHARRON	
	BLANC.	BISS- BLANC.	BIS.	BOEUF.	VACHE.	VEAU.	MOU- TON.	PORE.	de CHÊNE.	de BOIS.	de TERRE.
	Kilog.	Kilog.	Kilog.	Kilog.	Kilog.	Kilog.	Kilog.	Kilog.	Stère.	Quint.	Quint.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
LOT.....	0 32	0 29	0 26	1 54	1 35	1 66	1 66	1 48	8 19	8 07	3 30
LOT-ET-GARONNE.....	0 35	0 29	0 27	1 74	1 33	1 57	1 93	1 39	"	"	"
LOZÈRE.....	0 36	0 31	0 26	1 49	1 41	1 48	1 82	1 35	"	10 00	4 00
MAINE-ET-LOIRE.....	0 36	0 31	0 26	1 58	1 57	1 78	2 15	1 42	14 24	4 35	4 15
MANCHE.....	0 33	0 29	0 24	1 72	1 65	1 77	1 97	1 42	7 31	13 55	"
MARNE.....	0 34	0 29	"	1 71	1 62	1 90	2 00	1 52	13 70	9 23	3 98
MARNE (HAUTE).....	0 33	0 30	0 27	1 60	1 56	1 86	2 03	1 59	"	"	"
MAYENNE.....	0 37	0 30	0 27	1 56	1 41	1 66	2 00	1 37	7 49	14 03	4 08
MEURTHE-ET-MOSELLE.....	0 35	0 32	"	1 85	1 55	1 87	1 99	1 52	10 37	10 22	3 29
MEUSE.....	0 35	0 32	0 28	1 56	1 47	1 69	1 86	1 26	10 30	9 45	4 17
MORBIGNAN.....	0 29	0 26	0 20	1 40	1 24	1 37	1 69	1 32	6 66	"	"
NIEVRE.....	0 35	0 30	0 28	1 59	1 59	1 58	1 97	1 32	"	"	"
NORD.....	0 36	0 32	0 27	1 71	1 69	2 15	2 19	1 70	9 59	8 06	2 10
OISE.....	0 34	0 29	"	1 74	1 67	1 98	2 05	1 67	12 52	5 00	4 83
ORNE.....	0 34	0 30	0 27	1 61	1 60	1 77	1 98	1 39	9 71	8 00	4 00
PAS-DE-CALAIS.....	0 33	0 29	0 24	1 89	1 88	2 07	2 16	1 70	14 93	4 46	2 85
PUY-DE-DÔME.....	0 37	0 32	0 28	1 54	1 51	1 53	1 63	1 42	10 79	8 47	3 32
PYRÉNÉES (BASSES).....	0 37	0 30	0 23	1 74	1 36	1 53	1 71	1 17	"	"	"
PYRÉNÉES (HAUTES).....	0 33	0 26	0 23	1 25	1 13	1 06	1 22	1 55	10 00	"	4 00
PYRÉNÉES-ORIENTALES.....	0 40	0 36	0 32	1 53	1 46	2 01	2 08	1 63	16 50	10 35	4 20
RHIN (HAUT-) [BELFORT].....	0 33	0 29	0 26	1 65	1 40	1 92	1 80	1 51	"	"	"
RHÔNE.....	0 39	0 34	0 31	1 55	1 52	1 59	1 79	1 52	17 50	11 00	3 75
SAÔNE (HAUTE).....	0 34	0 31	0 26	1 55	1 40	1 68	1 84	1 51	6 00	11 00	"
SAÔNE-ET-LOIRE.....	0 35	0 31	0 25	1 48	1 37	1 48	1 85	1 37	14 16	"	"
SARTHE.....	0 32	0 29	0 27	1 55	1 53	1 80	2 18	1 31	8 68	12 51	2 90
SAVOIE.....	0 37	0 33	0 29	1 47	1 38	1 47	1 54	1 56	7 25	9 25	4 50
SAVOIE (HAUTE).....	0 33	0 28	"	1 40	1 28	1 44	1 61	1 46	11 29	10 31	4 45
SEINE.....	0 37	"	"	1 35	"	1 61	1 50	1 19	"	"	"
SEINE-INFÉRIEURE.....	0 33	0 31	0 26	1 80	1 77	1 97	2 03	1 63	12 50	14 00	3 94
SEINE-ET-MARNE.....	0 34	0 30	"	1 72	1 66	2 07	2 04	1 59	12 33	11 86	4 96
SEINE-ET-OISE.....	0 37	0 33	"	1 83	1 69	2 16	2 12	1 84	"	"	"
SÈVRES (DEUX).....	0 30	0 26	0 23	1 61	1 57	1 67	1 90	1 35	10 18	12 42	4 15
SOMME.....	0 33	0 30	0 27	1 65	1 62	1 95	2 05	1 58	9 49	14 48	3 77
TARN.....	0 34	0 29	0 27	1 66	1 51	1 68	1 91	1 40	11 16	7 98	4 50
TARN-ET-GARONNE.....	0 33	0 28	0 25	1 69	1 33	1 63	1 77	1 22	12 44	9 30	4 02
VAR.....	0 36	0 31	"	2 05	1 81	2 23	1 92	1 52	"	10 20	"
VAUCLUSE.....	0 38	0 33	0 29	1 66	1 42	1 73	1 69	1 37	"	10 84	3 25
VENDÉE.....	0 31	0 26	"	1 46	1 35	1 48	1 75	1 31	8 67	14 52	4 07
VIENNE.....	0 34	0 30	0 24	1 73	1 65	1 84	1 99	1 36	12 08	12 33	4 88
VIENNE (HAUTE).....	0 33	0 28	0 22	1 55	1 42	1 50	1 71	1 13	8 16	10 15	3 35
VOSGES.....	0 37	0 34	0 30	1 55	1 51	1 67	1 96	1 50	8 33	10 00	4 06
YONNE.....	0 33	0 30	0 28	1 53	1 52	1 75	1 97	1 46	"	"	"
TOTAUX.....	0 35	0 30	0 27	1 60	1 49	1 70	1 85	1 43	10 97	9 99	3 80

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 2^e TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1898.

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées ; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau ; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE FRAÎCHE. (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aisne.....	0 36	1 77	1 53	2 96	11 67	0 57	0 20	2 06
Allier.....	0 36	"	1 78	"	"	0 38	"	3 00
Ardennes.....	0 37	1 67	1 59	2 45	"	0 52	"	2 30
Bouches-du-Rhône.....	0 37	"	1 52	3 48	"	0 39	"	"
Charente-Inférieure.....	0 33	"	"	2 21	"	"	"	"
Doubs.....	0 31	1 40	1 63	2 14	7 00	0 36	"	"
Gironde.....	0 33	"	"	3 20	"	0 41	"	3 20
Isère.....	0 33	2 00	1 56	2 20	"	0 44	"	3 27
Loire.....	0 36	1 35	1 36	"	"	0 52	"	"
Marne.....	0 33	1 95	1 50	2 69	15 00	0 49	0 25	6 50
Meurthe-et-Moselle.....	0 37	1 73	1 58	2 42	9 70	0 61	0 20	3 81
Nord.....	0 34	1 79	1 97	2 57	11 19	0 59	"	2 21
Rhône.....	0 39	1 29	1 95	2 26	15 00	0 34	"	3 34
Saône-et-Loire.....	0 35	1 51	1 26	"	"	0 39	"	2 80
Seine.....	0 39	"	2 06	2 87	19 49	0 55	0 21	4 56
ENSEMBLE du terri- toire.....	0 35	1 67	1 53	2 51	15 23	0 45	0 22	3 09
Quantités vendues par l'ensemble des 494 sociétés.	kil. 15.890.340	kil. 338.788	kil. 334.562	kil. 142.952	quint. 3.174	lit. 2.764.476	lit. 213570	quint. 41.113

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 2^e trimestre de 1898 résultent du dépouillement des rapports de 494 sociétés coopératives groupant 4.428 adhérents. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 494 sociétés.

PLACEMENT GRATUIT.

ETAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} DÉCEMBRE.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
OCTOBRE 1898.					OCTOBRE 1898.				
Paris (1 ^{re} —)..	560	232	210	7	Aix.....	92	33	30	"
— (111 ^e (1) —)..	2.186	1.703	1.105	62	Carcassonne.....	16	68	32	"
— (1 ^{re} —)..	682	582	516	11	Clermont-Ferr... 311	114	101	"	"
— (xv ^e —)..	379	270	255	3	Commeny.....	"	"	"	1
— (xvii ^e —)..	447	507	318	4	Grenoble (3).... 1.894	841	798	"	"
— (xviii ^e) (1)	835	621	508	15	Narbonne.....	165	139	32	77
— (xx ^e —)..	126	208	98	26	Saint-Étienne... 60	62	53	"	"
Lille.....	15	11	"	"					
Lyon.....	167	114	47	3					
Montluçon.....	16	5	4	"					
Montpellier....	370	330	330	8					
Nancy.....	232	56	41	"					
Saint-Claude...	2	3	2	"					
Toul (2).....	7	10	4	"					
NOVEMBRE 1898.					NOVEMBRE 1898.				
Paris (1 ^{re} arr ¹).	1.226	982	643	"	Angers.....	221	90	86	17
— (vi ^e —)..	374	163	149	599	Boulogne-s-Mer. 77	39	35	"	"
— (ix ^e —)..	254	225	64	148	Bourges.....	130	56	62	5
— (xiii ^e —)..	376	273	252	"	Clichy.....	1	"	"	"
— (xiv ^e —)..	165	163	217	"	Carcassonne.... 55	48	42	"	"
— (xix ^e —)..	272	261	201	5	Le Havre.....	107	39	23	2
Refuges munic..	"	"	67	135	Nantes.....	380	179	131	6
Levallois-Perret.	151	108	39	45	Nîmes.....	131	79	69	62
Brest.....	32	6	6	"	Perpignan..... 56	26	19	8	"
Cholet.....	7	1	"	"	Toulon (4)..... 160	81	84	"	"
Corbeil.....	1	"	"	"	Tours.....	294	153	140	"
Le Puy.....	22	10	7	"	Vichy.....	130	31	33	"
Listeux.....	56	46	38	"	Alger.....	654	336	226	78
Louviers.....	14	6	2	"					
Orléans.....	4	2	2	"					
Saint-Dié.....	45	25	20	2					
Senones.....	1	1	1	1					
Sens.....	11	14	14	"					
Trouville.....	6	"	"	"					
Versailles.....	7	5	4	"					

(1) Pendant les mois de juillet, août et septembre.

(2) Du janvier à octobre.

(3) Du 1^{er} décembre 1897 au 31 octobre 1898.

(4) Pendant les mois d'août, septembre, octobre et novembre.

(1) Pendant les mois de juillet, août et septembre.

(2) Du janvier à octobre.

(3) Du 1^{er} décembre 1897 au 31 octobre 1898.

(4) Pendant les mois d'août, septembre, octobre et novembre.

I. — SYNDICATS PROFESSIONNELS, QUARTIERS ET MIXTES.
EN DÉPOIS DES JOURNÉES DE TRAVAIL DESIGNÉES CI-DESSUS. — NOVEMBRE 1898.

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin....	Employés voyageurs et dessina- teurs.....	15	8	5	"
Alpes-Maritimes..	Nice.....	Confiseurs.....	25	5	"	"
Aude.....	Cuxac.....	Agriculteurs.....	65	"	"	"
Id.....	Carcassonne.....	Terrassiers.....	25	"	"	"
Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Jardiniers.....	12	"	"	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs lithographes.....	6	12	4	8
Id.....	Id.....	Tapissiers.....	"	10	"	10
Id.....	Id.....	Carrossiers.....	20	8	"	7
Id.....	Id.....	Peintres (Art décoratif).....	42	38	35	15
Id.....	Id.....	Employés d'hôtels et de restau- rants.....	4	1	1	4
Id.....	Id.....	Employés limonadiers restau- rateurs.....	654	"	36	520
Id.....	Id.....	Employés d'hôtels et de cafés.....	175	25	31	133
Charente-Inférie ^{re} ..	Rochefort.....	Taillieurs de pierre.....	10	"	"	"
Cher.....	Vallenay.....	Bûcherons.....	38	"	"	"
Id.....	Bourges.....	Plâtriers.....	10	12	10	"
Corrèze.....	Tulle.....	Scieurs de long et charpen- tiers.....	25	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Typographes.....	41	"	"	"
Id.....	Id.....	Comptables.....	6	2	2	"
Gard.....	Nîmes.....	Confiseurs-pâtisseries.....	2	2	2	"
Haute-Garonne.....	Toulouse.....	Taillieurs de pierre.....	20	"	20	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Jardiniers.....	40	3	"	3
Id.....	Id.....	Compagnons boulangers.....	16	18	14	22
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	"	"	5	38
Id.....	Id.....	Typographes.....	20	10	10	"
Id.....	Id.....	Scieurs de long.....	"	20	"	2
Id.....	Id.....	Charrons.....	5	1	"	1
Id.....	Id.....	Peintres.....	10	10	"	10
Id.....	Id.....	Gargons restaurateurs limona- diors.....	12	10	5	7
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	31	55	9	46
Id.....	Id.....	Gens de maison.....	50	65	34	1
Hérault.....	Montpellier.....	Ouvriers de l'habillement.....	"	"	50	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	5	2	2	10
Id.....	Béziers.....	Id.....	14	17	9	5
Indre.....	Châteauroux.....	Métallurgistes.....	3	"	"	"
Isère.....	Grenoble.....	Cuisiniers.....	3	1	1	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	12	3	"	3
Landes.....	Dax.....	Employés de commerce.....	1	"	"	"
Loire.....	Saint-Etienne.....	Boulangers.....	8	1	1	"
Id.....	Id.....	Cuisiniers.....	9	6	6	12
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	Relieurs papetiers.....	3	5	3	"
Lot-et-Garonne.....	Villeneuve-sur-Lot.....	Typographes.....	"	"	2	"
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Boulangers.....	30	12	12	16
Id.....	Id.....	Tourneurs sur bois.....	7	"	"	"
Id.....	Id.....	Coiffeurs.....	15	3	1	"
Merne.....	Reims.....	Menuisiers.....	6	2	2	"
Mayenne.....	Laval.....	Typographes.....	3	"	2	"
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Taillieurs d'habits.....	"	"	5	"
Nord.....	Lille.....	Boulangers.....	"	"	33	57
Id.....	Roubaix.....	Industrie textile.....	11	"	8	"
Orne.....	Alençon.....	Typographes.....	"	"	"	4
Basses-Pyrénées...	Bayonne.....	Employés de commerce.....	"	5	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Jardiniers.....	"	2	"	"

SYNDICATS OUVRIERS. (Suite.)

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE - MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Rhône.....	Lyon.....	Imprimeurs-conducteurs.....	"	2	2	"
Id.....	Id.....	Tisseurs et similaires.....	68	53	48	5
Id.....	Id.....	Charpentiers.....	30	3	"	10
Id.....	Id.....	Chaudfleurs-mécaniciens.....	8	2	2	"
Id.....	Id.....	Sculpteurs.....	5	"	2	"
Id.....	Id.....	Union des employés de com- merce.....	15	10	8	"
Id.....	Id.....	Employés de cafés et de restau- rants.....	30	20	20	140
Haute-Savoie....	Annecy.....	Chapeliers.....	2	"	1	"
Seine.....	Paris.....	Biscuitiers.....	27	23	"	"
Id.....	Id.....	Boulangers du XIV ^e arrondis- sement.....	"	14	18	"
Id.....	Id.....	Boulangers du XIII ^e arrondisse- ment.....	16	"	8	5
Id.....	Id.....	Boulangers des Ternes.....	20	"	5	15
Id.....	Id.....	Conducteurs typographes.....	5	2	"	"
Id.....	Id.....	Typographes.....	425	120	"	"
Id.....	Id.....	Imprimeurs-conducteurs.....	8	4	2	2
Id.....	Id.....	Dessinateurs écrivains.....	16	8	7	8
Id.....	Id.....	Corroyeurs.....	60	"	"	"
Id.....	Id.....	Selliers harnacheurs.....	15	"	"	"
Id.....	Id.....	Teinturiers-dégraisseurs.....	95	102	65	30
Id.....	Id.....	Passementiers à la barre.....	17	9	"	"
Id.....	Id.....	Passementiers à la main.....	16	14	12	2
Id.....	Id.....	Solidarité des tailleurs.....	157	30	30	"
Id.....	Id.....	Solidarité des charpentiers.....	7	11	"	7
Id.....	Id.....	Layetteurs emballeurs.....	15	12	7	5
Id.....	Id.....	Ouvriers en voitures.....	6	1	"	1
Id.....	Id.....	Peintres en voitures.....	25	20	10	15
Id.....	Id.....	Modelleurs mécaniciens.....	35	25	35	"
Id.....	Id.....	Chauffeurs-conducteurs-mécani- ciens.....	20	23	20	2
Id.....	Id.....	Ouvriers en instruments de pré- cision.....	60	25	34	"
Id.....	Id.....	Potiers d'étain.....	6	5	"	"
Id.....	Id.....	Bijoutiers en doré.....	"	26	34	"
Id.....	Id.....	Ouvriers de la gravure.....	15	12	8	2
Id.....	Id.....	Puisatiers mineurs.....	350	3	"	3
Id.....	Id.....	Employés de la comp. gén. des omnibus.....	"	"	7	"
Id.....	Id.....	Gargons de magasin, cochers li- vres.....	132	58	23	33
Id.....	Id.....	Union des comptables.....	17	25	5	4
Id.....	Id.....	Dessinateurs en broderie.....	4	3	4	"
Id.....	Id.....	Employés limonadiers «L'Es- perance».....	"	"	17	161
Id.....	Id.....	Union des restaurateurs limona- diers.....	140	140	28	112
Id.....	Id.....	Ouvriers limonadiers restaura- teurs.....	730	256	8	205
Id.....	Id.....	Professeurs de l'enseignement libre.....	21	14	5	9
Id.....	Id.....	Elèves en pharmacie.....	"	22	15	4
Id.....	Saint-Denis.....	Boulangers.....	18	7	2	5
Seine-et-Oise....	Rueil.....	Blanchisseurs.....	30	"	"	"

D. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (NOVEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DE- MANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Alpes-Maritimes..	Nice.....	La Bienfaisante.....	15	12	3	9
Ardennes.....	Charleville.....	Association des employés.....	3	2	1	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Comptables et employés de commerce.....	6	2	2	"
Doubs.....	Besançon..	Employés de commerce.....	1	"	"	"
Hérault.....	Montpellier.....	Commis et employés.....	"	"	15	"
Loire.....	Saint-Étienne.....	Garçons d'hôtel et limonadiers.	28	12	9	16
Loire-Inférieure..	Nantes.....	Fédération des mécaniciens et chauffeurs.....	6	3	4	2
Id.....	Id.....	Réunion des maçons.....	23	2	12	"
Maine-et-Loire..	Angers.....	Société des maréchaux.....	14	29	14	2
Nièvre.....	Nevers.....	Employés de commerce et de bureau.....	1	"	"	"
Nord.....	Lille.....	Voyageurs de commerce.....	9	6	3	"
Id.....	Cambrai.....	Employés et voyageurs de com- merce.....	1	"	1	"
Id.....	Dunkerque.....	Société « l'Abeille ».....	3	1	2	"
Id.....	Valenciennes.....	Le Secrétariat du peuple.....	1	1	2	"
Id.....	Id.....	Anciens élèves de l'école.....	7	6	4	1
Id.....	Id.....	Prévoyance des employés.....	1	2	1	"
Seine.....	Paris.....	Gens de maison.....	"	72	14	3
Id.....	Id.....	Société « le Bâtiment ».....	6	9	2	"
Id.....	Id.....	Société « la Couturière ».....	26	21	"	"
Id.....	Id.....	Société des cuisiniers.....	300	114	114	720
Id.....	Id.....	Voyageurs de commerce.....	"	43	22	7
Id.....	Id.....	Société de la boucherie.....	"	302	128	31
Id.....	Id.....	Concierges-gérants.....	9	10	5	"
Id.....	Id.....	Union Helvetia.....	197	63	42	3
Id.....	Id.....	Association des comptables.....	118	105	50	14
Id.....	Id.....	Compagnons sabotiers formiers.	2	3	2	"
Id.....	Id.....	Compagnons charrons.....	35	25	25	"
Id.....	Id.....	Société suisse des commerçants.	95	34	22	"
Id.....	Id.....	Compagnons vitriers peintres..	70	85	60	30
Id.....	Id.....	Compagnons tisseurs-ferrandi- niers.....	62	15	"	15
Id.....	Id.....	Union de la charcuterie.....	398	532	370	4
Id.....	Id.....	Société « l'Etoile ».....	572	1.305	139	1.166
Id.....	Id.....	Employés du commerce et de l'industrie.....	4	2	1	"
Seine-Inférieure..	Rouen.....	La Prévoyance mutuelle.....	2	3	1	"
Id.....	Le Havre.....	Coiffeurs (1).....	678	557	214	243
Id.....	Id.....	La Mutualité commerciale.....	5	4	3	"
Somme.....	Amiens.....	Garçons de cafés et restaurants.	60	81	14	66
Constantine.....	Batna.....	Sociétés des anciens militaires.	2	1	1	"

(1) Du 1^{er} janvier au 25 novembre 1898.

E. — SOCIÉTÉS DIVERSES (NOVEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS	
					à demeure.	en extra.
Bouches-du-Rhône.	Marseille	La Préservation	86	76	76	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Assistance par le travail	29	4	17	2
Charente-Inférieure.	Rochefort	Fourneau économique	9	4	1	3
<i>Id.</i>	La Rochelle	Maison du marin	25	"	13	"
Doubs	Besançon	Assistance par le travail	7	"	1	6
Drôme	Die	Asile orphelinat	18	16	12	2
Eure-et-Loir	Courville	Assistance par le travail	"	"	3	15
Gironde	Bordeaux	Maison du marin	650	630	630	"
<i>Id.</i>	Couleyrac	Orphelinat Saint-Vincent-de-Paul	"	4	3	"
Indre-et-Loire	Tours	Office des travailleurs	514	144	122	"
Haute-Loire	Le Puy	Maison des Filles	"	"	11	"
Loire-Inférieure	Nantes	OEuvre du Sacré-Cœur	"	11	15	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Maison du marin	72	"	56	"
Marne	La Chaulmoelle	Colonie agricole	12	10	5	3
Meurthe-et-Moselle	Nancy	OEuvre de Sainte-Marie	200	150	90	8
Nord	Dunkerque	Maison du marin	"	"	192	"
Basses-Pyrénées	Bayonne	OEuvre de Sainte-Anne	"	"	20	"
Rhône	Lyon	Patronage des prisonniers libérés	41	"	27	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Assistance par le travail	127	1	5	11
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société philanthropique savoisienne	50	54	31	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Asile protestant	42	57	31	1
Sarthe	Le Mans	Sœurs servantes de Marie	"	"	35	2
Seine	Paris	Société philanthropique	761	102	186	135
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société philanthropique savoisienne	209	232	190	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	OEuvre des pauvres honteux	42	12	6	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Association d'Alsace-Lorraine	228	325	49	8
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société de protection des Alsaciens-Lorrains	"	3	3	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	«The english catholic home»	54	63	15	3
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Asile Saint-Charles	105	298	90	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Home français	"	"	11	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Assistance par le travail du 11 ^e arrondissement	44	26	5	21
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Patronage des libérés	296	"	37	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Sœurs servantes de Marie (1)	"	"	1868	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Maison des sœurs de la Croix	"	"	514	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Société des visiteurs des pauvres	26	22	3	"
Seine-Inférieure	Le Havre	Asile de nuit	157	"	120	"
<i>Id.</i>	Rouen	Maison du Sacré-Cœur	44	78	21	3
Seine-et-Marne	Melun	Assistance par le travail	150	6	"	6
Var	Toulon	Maison de relèvement des jeunes filles	"	"	5	"
Vosges	Remiremont	Secrétariat du peuple	4	4	3	"
<i>Id.</i>	<i>Id.</i>	Orphelinat de l'Enfant Jésus	"	2	"	"
Algérie	Alger	OEuvre des amies de la jeune fille	18	1	3	"

(1) Du 1^{er} janvier au 30 novembre 1898.

F. — SYNDICATS PATRONAUX (NOVEMBRE).

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Alpes-Maritimes ..	Nice	Boulangers.....	43	22	22	"
Indre-et-Loire.....	Tours	Charcuterie.....	55	56	44	4
Loiret.....	Orléans.....	Syndicat de l'habillement.....	3	1	1	"
Rhône.....	Lyon.....	Maîtres teinturiers et dégrais ⁽¹⁾ ..	8	10	8	"
Seine.....	Paris.....	Syndicat du papier et des in- dustries qui le transforment..	41	36	17	"
Id.....	Id.....	Belière.....	70	44	22	"
Id.....	Id.....	Meunerie française.....	20	13	13	"
Id.....	Id.....	Épicerie.....	746	851	577	"
Id.....	Id.....	Marchands de beurre et œufs..	210	172	207	3
Id.....	Id.....	Quincaillerie.....	"	39	29	"
Id.....	Id.....	Boulangerie.....	114	40	20	"
Id.....	Id.....	Couteliers.....	27	24	21	2
Seine-Inférieure..	Le Havre.....	Épicerie.....	16	18	15	"
Seine-et-Oise.....	Isle-Adam.....	Charcuterie.....	"	"	27	"
Var.....	Toulon.....	Maîtres boulangers.....	150	40	15	7
Vosges.....	Le Thillot.....	Médecins (1).....	2	2	1	"

(1) Placement de nourrices au sein.

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

ŒUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE NOVEMBRE.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	1.945	118	638	"	25.133
Hospitalité de nuit (maison de Lamaze).....	1.968	267	68	211	7.165
Idem. (rue Laghouat).....	1.410	198	"	185	4.152
Idem. (rue de Charonne).....	1.611	205	118	187	6,151
Idem. (rue de Tocqueville) en reconstruction).					
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	205	12	980
— (rue Labat).....	"	"	366	32	1.035
— (rue Saint-Jacques)...	"	"	451	71	2.087
— (avenue du Maine)...	"	"	61	61	614

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la prefecture de la Seine (Bureau du travail).

(1) D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la prefecture de la Seine (Bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)

VILLE DE PARIS.

		PERSONNES secourues pendant le mois de novembre.	
Indigents (secours réguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	5.825
		Femmes	9.780
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	11.444
		Femmes	23.548
TOTAL des indigents secourus.			50.597
Nécessiteux secours irréguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	6.764
		Femmes	8.598
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	3.319
		Femmes	4.986
TOTAL des nécessiteux secourus.			23.667

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de novembre 1898, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels.

A. CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Alpes-Maritimes [6 octobre 1898]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de serrurerie de la ville de Nice (35 membres). Siège social : 34, boulevard Mac-Mahon, à Nice.

Isère [4 novembre 1898]. — Syndicat des négociants en vélocipèdes du département de l'Isère. (12 membres). Siège social : café de l'Univers, 7, boulevard Gambetta, à Grenoble.

Loir-et-Cher [16 octobre 1898]. — Syndicat des médecins de Loir-et-Cher (82 membres). Siège social : à la mairie de Blois.

Loire-Inférieure [25 octobre 1898]. — Syndicat des marchands de charbons au détail de la ville de Nantes (78 membres). Siège social : 5, rue de la Poissonnerie, à Nantes.

Savoie [1^{er} novembre 1898]. — Syndicat des commerçants de boissons de la Maurienne (40 membres). Siège social : Saint-Jean-de-Maurienne.

Seine [7 novembre 1898]. — Syndicat des banquiers en valeurs au comptant près la Bourse de Paris (7 membres). Siège social : 18, rue Saint-Marc, à Paris.

[4 novembre 1898]. — Chambre syndicale des constructeurs de bateaux en tout genre et des industries qui s'y rattachent (33 membres). Siège social : 8, rue des Pyramides, à Paris.

[13 octobre 1898]. — Société des éleveurs amateurs de la race canine (13 membres). Siège social : 19, rue Rambuteau, à Paris.

[14 novembre 1898]. — Syndicat professionnel des négociants de province en horlogerie, bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, bronze et objets d'art (28 membres). Siège social : 8, place de la République, à Paris.

[1^{er} novembre 1898]. — Syndicat professionnel des journaux de langue française paraissant à l'étranger et dans les colonies (24 membres). Siège social : 30, rue Laffitte, à Paris.

[21 octobre 1898]. — Chambre syndicale de la mercerie en détail (35 membres). Siège social : 8, rue des Pyramides, à Paris.

Seine-Inférieure [12 août 1898]. — Syndicat des médecins de l'arrondissement de Neuchâtel (16 membres). Siège social : rue Fausse-porte, à Neuchâtel.

Var [6 octobre 1898]. — Chambre syndicale des commerçants magasiniers industriels de la ville de la Seyne (51 membres). Siège social : café de l'Univers, à la Seyne.

Alger [1^{er} août 1898]. — Chambre syndicale des marchands de journaux, propriétaires de kiosques et magasins du département d'Alger [33 membres]. Siège social : café Glacier, square Bresson, à Alger.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Bouches-du-Rhône [14 octobre 1898]. — Syndicat des ouvriers du débarquement des bois (38 membres). Siège social : Bourse du travail, à Marseille.

Haute-Garonne [8 novembre 1898]. — Syndicat des ouvriers de l'équipement militaire « section de la chaussure » (40 membres). Siège social : Bourse du travail, à Toulouse.

[1^{er} octobre 1898]. Syndicat des ouvriers coiffeurs de la ville de Toulouse (23 membres). Siège social : Bourse du travail, à Toulouse.

B. SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. — La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1^{er} SYNDICATS PATRONAUX.

Loiret [4 octobre 1892]. — Syndicat de l'habillement (14 membres). Siège social : place Saint-Louis, à Gien.

[4 octobre 1898]. — Syndicat du ménage (19 membres). Siège social : place Saint-Louis, à Gien.

2^o SYNDICATS OUVRIERS.

Bouches-du-Rhône [21 novembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvrières en chapellerie d'Aix (130 membres). Siège social : 34, cours Sextius, à Aix.

Gironde [1^{er} octobre 1898]. — Syndicat des ouvriers bouchers en gros de Bordeaux (32 membres). Siège social : 142, rue de Bègles, à Bordeaux.

Isère [21 octobre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers teinturiers en peaux de la ville de Grenoble (300 membres). Siège social : Bourse du travail, à Grenoble.

Loire-Inférieure [9 octobre 1898]. — Syndicat des artistes musiciens de la ville de Nantes (43 membres). Siège social : rue du Calvaire, à Nantes.

Nièvre [30 août 1898]. — Syndicat des ouvriers de bois et travaux similaires (40 membres). Siège social : Bourg de Saint-Malo.

Pyrénées-Orientales [14 novembre 1898]. — Chambre syndicale des cuisiniers de Perpignan (22 membres). Siège social : à la mairie de Perpignan.

Rhône [11 octobre 1898]. — Syndicat des employés de commerce et de l'industrie de la ville de Lyon (60 membres). Siège social : café Michel, 13, rue des Quatre-Chapeaux, à Lyon.

[8 septembre 1898]. — Syndicat des crieurs de journaux de Lyon et du Rhône (32 membres). Siège social : 11, rue Jean-de-Tournes, à Lyon.

[5 juillet 1898]. — Association amicale et de prévoyance des employés quincailliers de la ville de Lyon (125 membres). Siège social : café Buisson, 1, place de l'Hôpital, à Lyon.

Seine [30 octobre 1898]. — Syndicat des ouvrières blanchisseuses et assimilées de Paris (40 membres). Siège social : 44, rue Mazarine, à Paris.

[1868]. — Chambre syndicale ouvrière de l'ébénisterie et du meuble sculpté (900 membres). Siège social : 79, rue de Charonne, à Paris.

Vosges [2 septembre 1894]. — Syndicat des typographes, lithographes et ouvriers similaires de Remiremont (10 membres). Siège social : 30, rue de la Navée, à Remiremont.

Seine [19 octobre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers terrassiers, puisatiers et mineurs de Boulogne-sur-Seine (138 membres). Siège social : 9, boulevard de Strasbourg, à Boulogne-sur-Seine.

Constantine [15 septembre 1898]. — Syndicat de musiciens (25 membres). Siège social : Constantine.

3^o SYNDICATS AGRICOLES.

Aisne [13 mars et 1^{er} mai 1898]. — Syndicat et caisse de crédit agricole mutuel du canton de Ribemont et de la région (161 membres). Siège social : 32, grande-rue, à Origny-Sainte-Benoîte.

Doubs [23 juin 1898]. — Syndicat agricole de Thise « groupe des anciens élèves » (45 membres). Siège social : Thise.

Gironde [1^{er} octobre 1898]. — Syndicat agricole et viticole de Bordeaux (100 membres). Siège social : 17, rue Montinjean, à Bordeaux.

Pas-de-Calais [23 janvier 1898]. — Syndicat agricole communal de Cléty (25 membres). Siège social : Cléty.

Hautes-Pyrénées [21 octobre 1895]. — Syndicat d'industrie agricole de Hargues (7 membres). Siège social : maison Carrère, à Hargues.

[9 février 1896]. — Syndicat d'industrie agricole du canton de Pouyastruc (166 membres). Siège social : Pouyastruc.

[29 septembre 1896]. — Syndicat d'industrie agricole de Souyeaux (5 membres). Siège social : Souyeaux.

Seine [16 octobre 1898]. — «Ligue agraire». Syndicat national des paysans (200 membres). Siège social : 4, rue du Faubourg-Montmartre, à Paris.

Seine-et-Oise [21 juillet 1898]. — Syndicat des cultivateurs de Pierrelaye (115 membres). Siège social : 2, rue de Bessancourt, à Pierrelaye.

La Vendée [16 mai 1897]. — Syndicat agricole de Saint-Laurent-sur-Sèvre (101 membres). Siège social : Saint-Laurent-sur-Sèvre.

Bouches-du-Rhône [4 octobre 1898]. — Syndicat agricole de Cuges (60 membres). Siège social : à Cuges.

[2 avril 1898]. — Groupe agricole de la petite propriété (50 membres). Siège social : Istres.

Cantal [7 mars 1898]. — Syndicat viticole du canton de Massiac (97 membres). Siège social : Massiac.

Côte-d'Or [21 août 1898]. — Syndicat viticole d'Auxey (45 membres). Siège social : Auxey.

Doubs [1^{er} mai 1898]. — Syndicat agricole de Flangebouche (42 membres). Siège social : Flangebouche.

[13 février 1898]. — Syndicat agricole de la commune d'Orchamps-Vennes (37 membres). Siège social : Orchamps-Vennes.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

5 applications de la loi sur la conciliation ont été signalées en novembre à l'Office du travail :

1^o Grève de tisseurs à Rougegoutte (territoire de Belfort). — Le 4 novembre, les 600 ouvriers du tissage Hartmann et C^{ie} se sont mis en grève.

Ils demandaient tout d'abord le renvoi d'un contremaître, mais ils n'ont pas tardé à étendre le programme de leurs revendications et ont réclamé une augmentation de salaire, la diminution du taux des amendes et le renvoi du directeur.

Ce dernier point est même devenu le principal motif de la grève.

Les patrons, qui habitent Münster, ont refusé de souscrire à ces demandes, particulièrement en ce qui concernait le renvoi de leur directeur, et ils ont repoussé. le 10 novembre, les propositions faites par le juge de paix en application de la loi sur la conciliation et l'arbitrage. Ils ont annoncé l'intention de fermer purement et simplement leur usine si les ouvriers ne voulaient pas reprendre le travail, et ont mis en effet, le 14 novembre, cette menace à exécution.

Cependant, les pourparlers n'ont pas été interrompus; le 5 décembre, l'usine a été ouverte et les ouvriers ont repris le travail le 6.

Ils ont obtenu que les amendes pour retard fussent supprimées et que les amendes pour malfaçons ne fussent appliquées qu'en présence des contremaîtres, après avoir entendu leur avis. Ces amendes seront versées dans la caisse de secours qui en donnera reçu.

Enfin certaines modifications ont été apportées au mesurage des pièces et il a été entendu que les trames seraient pesées à l'avenir en présence de l'ouvrier.

2° Grève d'ouvrières en chaussures à Fougères. — 68 piqueuses et finisseuses de chaussures de la manufacture Breux et Poirier se sont mises en grève le 7 novembre en demandant que la porte de l'atelier ne fût pas fermée à clé comme les patrons voulaient l'imposer, et que le travail pût être livré à toute heure par les ouvrières de l'extérieur.

Le 10 novembre, le juge de paix est intervenu d'office en invitant par affiches les patrons et les ouvrières à un réunion de conciliation. Ces dernières ont accepté immédiatement, mais les patrons ont refusé.

Le travail a été repris le 12 novembre.

La porte de l'atelier ne sera pas fermée, mais les ouvrières arrivant en retard ou s'absentant sans autorisation seront mises à l'amende et, la 3^e fois, renvoyées.

Enfin le travail fait à l'extérieur pourra être remis à toute heure de la journée.

3° Grève d'employés de tramways à Alger. — Les employés, conducteurs et receveurs de la Compagnie des tramways algériens et de la Compagnie des chemins de fer sur route se sont mis en grève le 9 novembre en demandant différentes augmentations de salaire.

Le 10 novembre, les patrons et les employés ont accepté l'intervention du juge de paix, et un accord a pu s'établir le 14 entre les employés de la Compagnie des tramways algériens et les administrateurs de cette société.

En ce qui concerne la Compagnie des chemins de fer sur route, l'entente n'ayant pu se faire, les parties ont désigné pour arbitre le vice-président du tribunal de commerce. Les employés de cette société ont repris le travail le 15, en décidant de se soumettre à la sentence à intervenir qui, rendue le 16, a abouti à une transaction.

4° Grèves de tisseurs de soie à Faverges (Haute-Savoie). — 400 ouvriers et ouvrières de la fabrique de soieries Gourd et C^{ie} se sont mis en grève le 9 novembre à la suite d'une réduction de salaire.

Une tentative de conciliation devant le juge de paix n'a pas abouti.

Le travail a été repris le 12 novembre.

5° Grève de chaînetiers à Saint-Amand, Anzin et Raismes (Nord). — Le 27 octobre, 100 ouvriers de la fabrique de chaînes Dorémieux, à Saint-Amand, se sont mis en grève pour obtenir le rétablissement du travail du lundi, supprimé à cause du nombre des manquants. Dès le lendemain la grève s'est étendue aux 5 autres usines de la ville et a gagné, le 3 novembre, deux autres maisons similaires d'Anzin et de Raismes, ce qui a porté à 520 le nombre des grévistes.

Le 17 novembre, les juges de paix des localités où il y avait des grévistes sont intervenus d'office, mais la plupart des patrons n'ont pas accepté leurs propositions, et les réunions qui ont pu avoir lieu n'ont pas produit de résultats.

Le travail a été repris sans conditions à Anzin le 21 novembre, le 24 à Raismes, et les rentrées se faisant de chaque jour plus nombreuses à Saint-Amand, la grève a été complètement terminée le 28.

LES GRÈVES EN NOVEMBRE 1898.

Il y a eu, en novembre 1898, 25 grèves ouvrières et une coalition de patrons boulangers formée en vue de forcer la municipalité à élever le prix du pain. Un arrangement est intervenu qui a mis fin à cette coalition.

Le nombre des grévistes pour les 25 grèves ouvrières a été de 2.972.

Le nombre des grèves, en novembre 1897, s'était élevé à 17 seulement, comprenant 1.231 grévistes.

Enfin la moyenne des grèves qui se sont produites en novembre au cours des 5 années antérieures à 1898 a été de 24.

Des 25 grèves de novembre, 3 seulement ont atteint plusieurs établissements.

Ces 25 grèves sont dues aux causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.	11
Réductions de salaire.	3
Retard dans le payement des salaires.	1
Demande de diminution du temps de travail avec maintien des salaires.	1
Refus d'une augmentation du temps du travail.	1
Refus d'une diminution du temps du travail.	1
Réglementation du travail.	1
Règlement d'atelier.	1
Demandes de suppressions d'amendes ou de retenues.	3
Refus d'un nouveau tarif relatif aux malfaçons.	1
Demande de réintégration d'ouvriers.	1
Mesures disciplinaires contre des membres du bureau d'un syndicat.	1
Demandes de renvoi de directeurs.	3
Demande de limitation du nombre d'ouvriers étrangers.	1

Elles se sont produites dans 17 départements : 5 dans le Nord, 2 dans l'Isère, le Pas-de-Calais, la Seine et les Vosges, et 1 dans les autres départements.

Elles se répartissent dans les industries ou professions suivantes :

13, soit la moitié, dans les textiles ; 2 parmi des coltineurs ou déchargeurs de bateaux ; 2 parmi des mineurs ; 2 parmi des terrassiers ; 2 dans la typographie ; 1, enfin, parmi des mécaniciens constructeurs, des piqueuses en chaussures, des selliers et des employés de tramways.

Des 25 grèves commencées en novembre, 21 sont terminées.

Elles ont duré :

Deux, 7 jours ; deux, 6 jours ; quatre, 5 jours ; deux, 4 jours ; quatre, 3 jours ; cinq, 2 jours et deux, 1 jour.

Si l'on y ajoute 10 grèves commencées antérieurement et terminées après 113, 108, 88, 42, 35, 33, 22, 21, 20 et 5 jours, on trouve que 31 conflits ont actuellement pris fin et qu'ils ont abouti à :

4 réussites ;
14 transactions ;
13 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		DÉPÊCHES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2				6	7	

GRÈVES NON TERMINÉES

9 août...	30 nov...	Nice.....	Alpes-Maritimes..	Tonneliers.....	5	110	1
10 août...	26 nov...	Myennes.....	Nievre.....	Potiers.....	3	35	2
19 sept...	12 déc...	Caudry.....	Nord.....	Tallistes.....	90	2.100	3
13 octobre...	2 nov...	Paris.....	Seine.....	Monteurs en bronze.....	1	10	4
24 octobre...	14 nov...	Paris.....	Seine.....	Tapissiers.....	3	54	5
25 octobre...	29 nov...	Gravelle - Sainte Honorine.....	Seine-Inférieure..	Trefileurs.....	1	200	6
26 octobre...	17 nov...	Paris.....	Seine.....	Ornemanistes sur métaux...	1	30	7
27 octobre...	29 nov...	Saint-Amand.....	Nord.....	Chainetiers.....	8	520	8
31 octobre...	5 nov...	Toulouse.....	Haute-Garonne...	Tricotieuses.....	1	18	9
31 octobre...	12 déc...	Amiens.....	Somme.....	Teinturiers.....	15	12,000	10

GRÈVES COMMENCÉES

1 ^{er} nov...	5 nov...	Maussane.....	Bouches-du-Rhône..	Patrons boulangers.....	5	.....	1
1 ^{er} nov...	5 nov...	Nice.....	Alpes-Maritimes..	Typographes.....	9	125	2
1 ^{er} nov...	7 nov...	Aix-les-Bains.....	Savoie.....	Typographes.....	1	3	3
2 nov...	7 nov...	Le Sauley.....	Vosges.....	Tisseurs.....	1	200	4
2 nov...	7 nov...	Saint-Amand.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	34	5
2 nov...	8 nov...	Paris.....	Seine.....	Colonneurs de charbons.....	.....	200	6
4 nov...	7 déc...	Rougegonette.....	Haut-Rhin.....	Tisseurs.....	1	600	7
5 nov...	12 nov...	Tourencoing.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	95	8
7 nov...	12 nov...	Fougères.....	Ile-et-Vilaine.....	Piqueuses en chaussures...	1	68	9
9 nov...	11 nov...	Colombe.....	Isère.....	Ouvrières en soie.....	1	30	10
9 nov...	14 nov...	Saint-Marcellin...	Isère.....	Mécaniciens constructeurs..	2	12	11
9 nov...	16 nov...	Alger.....	Alger.....	Employés de tramways.....	2	200	12
9 nov...	12 nov...	Favergeres.....	Haute-Savoie.....	Tisseurs de soie.....	1	300	13
13 nov...	14 nov...	Momexy.....	Vosges.....	Tisseurs.....	1	125	14
13 nov...	14 nov...	Camon.....	Ariège.....	Terrassiers.....	1	50	15
13 nov...	15 nov...	Constantine.....	Constantine.....	Terrassiers.....	1	58	16
16 nov...	17 nov...	Banne.....	Ardèche.....	Mineurs.....	1	180	17
18 nov...	.....	Wasquehal.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	140	18
21 nov...	22 nov...	Calais.....	Pas-de-Calais.....	Débardeurs.....	1	50	19
21 nov...	24 nov...	Vendin-le-Vieil..	Pas-de-Calais.....	Mineurs.....	1	13	20
21 nov...	24 nov...	Mesnil-Villement..	Calvados.....	Tisseurs.....	1	200	21
21 nov...	25 nov...	Le Cateau.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	90	22
23 nov...	.....	Paris.....	Seine.....	Selliers.....	1	20	23
24 nov...	26 nov...	Pérenchies.....	Nord.....	Fileuses de lin.....	1	26	24
26 nov...	.....	Fresnay-le Grand..	Aisne.....	Tisseurs.....	1	116	25
28 nov...	.....	Tarare.....	Rhône.....	Tisseurs.....	1	37	26

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à l'Office du travail.

REFÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} DÉCEMBRE 1898 (A).

1	Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	Échec (1).	(1) L'ouvrier a renoncé à travailler à Nice.
2	Réduction de salaire.....	Transaction.	
3	Réduction de salaire.....	Transaction.	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec (2).	(2) Grévistes remplacés.
5	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Échec.	
6	Réduction de tarifs par suite d'une du travail.	Échec.	
7	Contre la suppression de dix minutes de repos à 4 heures.	Réussite.	
8	Demande de rétablissement du travail du lundi.....	Échec.	
9	Demande de suppression de la retenue pour l'éclairage...	Transaction.	
10	Demande d'augmentation de salaire. (Retour au tarif de 893)	Réussite.	

EN DÉCEMBRE 1898.

1	Demande d'élévation de la taxe municipale.....	Transaction.	
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
3	Réduction de salaire.....	Échec.	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
5	Demande de retrait d'une amende.....	Échec.	
6	Réduction de salaire.....	Échec (3).	(3) Une seule maison a maintenu le prix de 60 centimes l'heure accordé à la suite des dernières grèves.
7	Demande de renvoi du directeur, d'augmentation de salaire et de diminution du taux des amendes.	Transaction.	
8	Refus d'un nouveau règlement relatif aux malfaçons.....	Transaction.	
9	Règlement d'atelier.....	Transaction.	
10	Demande de renvoi du directeur et réintégration de 4 ouvrières.	Transaction.	
11	Demande de diminution du temps de travail avec maintien des salaires.	Échec (4).	(4) Les grévistes ont été remplacés.
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction (5).	(5) Arbitrage.
13	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
14	Demande d'augmentation de salaire et de suppression d'une retenue de 1 franc par métier.	Transaction.	
15	Demande de limitation des ouvriers étrangers.....	Échec.	
16	Refus d'accepter une diminution du temps de travail....	Échec (6).	(6) Grévistes remplacés.
17	Refus d'accepter une augmentation du temps de travail.	Réussite.	
18	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec (7).	(7) Les grévistes ont été remplacés.
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
20	Mesures disciplinaires prises contre des membres du bureau du syndicat.	Transaction.	
21	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
22	Retard dans le paiement des salaires.....	Réussite.	
23	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
24	Réglementation du travail.....	Transaction.	
25	Demande de renvoi du directeur et réduction de salaire....	Transaction.	
26	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois d'octobre 1898.

Nombre des versements.....	227.825	
représentant une somme de.....		27.407.654 ^f
Nombre des remboursements.....	136.207	
représentant une somme de.....		33.450.179
Rentes achetées à 638 déposants pour un capital de.....		612.109
EXCÉDENT des remboursements et achats de rentes sur les versements.....		6.654.634
Nombre de comptes existant au 31 octobre 1898.....		3.066.710
Nombre de comptes existant au 31 octobre 1897.....		2.866.132
AUGMENTATION.....		200.578

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations, pendant le mois de novembre 1898.

Dépôts de fonds.....	7.107.439 ^f
Retraits de fonds.....	33.123.483
EXCÉDENT des retraits.....	26.016.044
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.	1.169.967

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois d'octobre 1898.

Nombre de versements reçus.....	122.433	
représentant une somme de.....		3.632.698 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		1.786.192
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.		1.545.440
Nouvelles rentes inscrites.....		63.915
Nombre de parties prenantes.....	876	
MONTANT TOTAL des rentes en cours.....		33.983.683
Nombre de titres.....	230.843	

CAISSES DE PENSIONS ET DE SECOURS DES AGENTS DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS.

SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1896. (1)

Le tableau ci-dessous résume, pour les principales compagnies ainsi que pour les chemins de fer de l'État, les opérations des caisses de pension et de secours en 1896 et leur situation financière à la fin de l'année.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	RECETTES DE L'EXERCICE.			DÉPENSES DE L'EXERCICE.			MONTANT de L'AVOIR TOTAL au commencement de l'année. francs.	MONTANT de L'AVOIR TOTAL à la fin de l'année. francs.	NOMBRE des MEMBRES de la CAISSE.	NOMBRE de PENSION- NAIRES ou SECOURS- ISTES.	
	COTISATIONS des membres de la caisse. francs.	ALLOCA- TIONS des compagnies. francs.	DIVERSES (intérêts des fonds, etc.) francs.	TOTALS. francs.	PENSIONS ou secours. francs.	FRAIS de gestion et divers. francs.					
											TOTALS.
1° CAISSES DE PENSIONS.											
A. Nord.....	24.980.367	"	3.887.420	1.315.760	5.203.180	3.548.788	2.321.386	5.870.174	24.313.373	22.911	9.109
B. Est.....	69.425.629	"	1.711.927	3.139.706	9.029.359	5.910.096	155.150	6.065.255	72.389.713	20.277	7.110
C. Ouest.....	51.357.849	"	5.140.911	2.226.107	7.667.017	3.146.468	39	3.146.507	55.878.369	28.802	6.521
D. Orléans.....	"	"	106.087	"	5.879.837	"	"	"	"	"	"
E. Paris-Lyon-Méditerranée.....	117.522.205	"	7.320.189	7.431.637	17.843.203	10.023.724	411.901	10.438.625	124.326.873	38.216	11.660
F. Midi.....	51.474.380	"	798.405	4.167.430	8.468.900	2.613.613	90.033	2.703.676	57.639.614	15.293	1.306
G. Ceinture (Synd. des 2 comp.).....	55.525	"	129.668	"	178.193	"	"	"	"	"	"
H. Est.....	13.075.087	"	553.528	1.023.286	2.199.058	63.189	264.352	327.511	11.946.601	6.151	209
2° CAISSES DE SECOURS EN CAS DE MALADIE, DE BLESSURES, D'INFIRMITÉS ET DE MORT.											
A. Nord.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
B. Est.....	522.238	"	371.054	39.974	782.082	593.420	14.603	608.023	696.297	20.560	"
C. Ouest.....	17.346	"	73.613	14.598	161.824	120.174	22.067	142.241	36.929	2.792	1.194
D. Orléans.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
E. Paris-Lyon-Méditerranée.....	"	"	"	"	"	795.130	"	766.560	"	"	5.669
F. Midi.....	1.170.629	"	373.612	121.032	767.609	214.671	486.624	700.695	1.237.513	15.762	1.756
G. Ceinture (Synd. des 2 comp.).....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
H. Est.....	602.213	"	35.946	21.549	82.876	8.161	2.002	10.163	674.926	893	106

(1) Extraits de la *Statistique des chemins de fer français* au 31 décembre 1896.

Rémarques. — *A. Nord.* — Depuis le 1^{er} mai 1896, le personnel de la Compagnie, au point de vue de la retraite, se divise en 3 catégories :

- 1° Agents commissionnés antérieurement et ouvriers payés à la journée ayant consenti avant cette date à subir des retenues pour la retraite;
- 2° Agents commissionnés postérieurement;
- 3° Agents classés.

Les retraites des agents de la 1^{re} catégorie se composent de deux parties distinctes : l'une qu'ils se constituent eux-mêmes par le versement de 3 p. o/o de leur traitement à la Caisse nationale des retraites, l'autre qui leur est allouée par la Compagnie sur un fonds de réserve spécial alimenté par une allocation annuelle égale à 9 p. o/o du traitement. (Les chiffres du tableau ne concernent que cette dernière institution.)

Les retraites des agents des 2^e et 3^e catégories sont constituées par les versements à la Caisse nationale :

- 1° D'une retenue sur le traitement de 5 p. o/o pour les premiers et de 3 p. o/o pour les seconds;
- 2° D'une allocation de la Compagnie variant de 5 à 9 p. o/o du traitement pour les premiers, de 3 à 5 p. o/o pour les seconds, suivant le nombre d'années de service de chacun d'eux.

Pas de caisse de secours. La Compagnie prélève sur ses fonds les secours qu'elle distribue.

B. Est. — L'actif de la caisse actuelle de retraites est formé :

- 1° Par une retenue obligatoire de 3 p. o/o opérée mensuellement sur le traitement des agents;
- 2° Par des allocations de la Compagnie représentant 12 p. o/o des traitements soumis à la retenue;
- 3° Par l'apport de l'actif des anciennes caisses de retraites, les dons et legs, le produit des fonds placés et les excédents annuels de la caisse de prévoyance.

Le personnel des lignes d'intérêt local exploitées par la Compagnie bénéficie des dispositions prises, au sujet des retraites, en faveur du personnel des lignes d'intérêt général.

La Compagnie a institué une caisse de prévoyance alimentée par une retenue obligatoire de 1 p. o/o sur les traitements des employés participant à la caisse des retraites et par une allocation de la Compagnie égale à cette retenue.

C. Ouest. — Les retraites des agents de cette Compagnie se composent de deux parties : la première est constituée au moyen de versements effectués à la Caisse nationale des retraites et consistant en retenues annuelles de 4 p. o/o sur le traitement; la seconde est servie par la caisse de retraites spéciale de la Compagnie, alimentée en majeure partie par une allocation égale à 12 p. o/o des traitements, plus 1 douzième de toute augmentation. Les chiffres du tableau ne concernent que cette dernière institution.

Le montant de la retenue indiquée ci-dessus a été, pour l'exercice, de 1 million 915,359 francs.

Caisse de secours alimentée par une retenue de 2 p. o/o pour les participants, et par une allocation de la Compagnie égale à cette retenue.

D. **Orléans.** — Pas de caisse de retraites proprement dite. Les pensions des agents sont constituées par livret individuel à la Caisse nationale des retraites; les sommes affectées à la constitution des retraites se décomposent comme suit :

I. — *Subvention de la Compagnie.*

Versements faits au nom des agents à la Caisse nationale.....	Environ 10 p. o/o du traitement des agents commissionnés.....	3.064.523 ^f
	2 p. o/o du traitement des non-commissionnés et ouvriers qui font un versement égal.....	106.087
Complément ajouté à la rente.....		2.429 566
Retraites aux agents frappés d'incapacité avant d'avoir droit à la pension...		173.574
		5.773.750 ^f
II. — Retenue de 2 p. 0/0 consentie par les non commissionnés et ouvriers.....		106.087
	ENSEMBLE.....	5.879.837 ^f

Les allocations à titre de *secours* se sont élevées à 766,560 francs.

E. **Paris-Lyon-Méditerranée.** — Depuis le 1^{er} mai 1895, le personnel est divisé en deux catégories :

1^o Agents classés avant le 1^{er} mai 1895 et agents classés devenus embrigadés et inversement avant le 1^{er} juillet 1892, dont les retraites sont servies par la caisse de la Compagnie alimentée : 1^o par une retenue mensuelle de 6 p. o/o du traitement; 2^o par une subvention de la Compagnie égale à 10 p. o/o de ces traitements; 3^o par le produit du placement de ces fonds.

Les chiffres

2^o Agents classés depuis le 1^{er} mai 1895 ou embrigadés depuis le 1^{er} juillet 1892, dont les retraites sont constituées par le versement à la Caisse nationale : 1^o d'une retenue de 4 p. o/o sur les traitements; 2^o d'une allocation de la Compagnie variant de 4 à 6 p. o/o de ces traitements ou salaires suivant le nombre d'années de service des agents.

Les allocations à titre de *secours* se sont élevées à 795,134 francs répartis entre 5,669 agents.

F. **Midi.** — La caisse est alimentée :

1^o Par une retenue mensuelle obligatoire de 3 p. o/o sur les traitements ou salaires des agents commissionnés et ouvriers des dépôts et ateliers, plus le 1^{er} douzième de toute augmentation (pour les ouvriers);

2^o Par une allocation de la Compagnie égale à 15 p. o/o du traitement;

3^o Par les autres allocations de la Compagnie;

4^o Par l'intérêt des fonds placés.

La Compagnie a institué une caisse de prévoyance obligatoire pour les agents et ouvriers gagnant jusqu'à 3,000 francs et alimentée :

1^o Par une retenue de 1 p. o/o sur les traitements des agents entrés à la Compagnie avant le 15 décembre 1873, et de 2 p. o/o sur ceux admis depuis;

2° Par une allocation de la Compagnie égale à 0.50 p. o/o des traitements des premiers et à 1.50 p. o/o des traitements des autres.

G. *Ceinture*. — Il n'existe pas de caisse de retraites. Depuis le 1^{er} juillet 1878, le syndicat ajoute à une retenue de 4 p. o/o sur le traitement une subvention égale à 9 p. o/o de ce traitement et verse le tout à la Caisse nationale au nom des agents.

En 1896 : retenues sur les traitements.	55.525 ^f	{	178.193 ^f
subvention du syndicat.	122.668		

En outre, le syndicat a payé aux agents comptant plus de 5 ans de services avant le 1^{er} juillet 1878, une indemnité de licenciement et une prime formant un total de 54,624 francs.

Pas de caisse de secours; le syndicat distribue des secours.

H. *État*. — La dotation de la caisse de retraites est formée :

- 1° Par une retenue de 5 p. o/o faite chaque mois sur le traitement;
- 2° Par une retenue du 1^{er} douzième du traitement à la nomination ou de 1 douzième de toute augmentation;
- 3° Par une subvention des chemins de fer de l'État égale à 7.50 p. o/o des traitements;
- 4° Par le versement du reliquat des amendes non distribué en secours;
- 5° Par le produit du placement des fonds.

La Société de secours mutuels et de prévoyance des ouvriers et employés non commissionnés, organisée par l'Administration, est alimentée par :

- 1° Retenue de 2 p. o/o sur les sociétaires en activité de service;
- 2° La cotisation mensuelle de 2 francs des agents en non activité;
- 3° La subvention de l'administration;
- 4° La cotisation mensuelle de 2 francs au moins des membres honoraires;
- 5° Le produit des amendes.

LES USAGES LOCAUX DE LA VILLE DE PARIS (1).

Les usages locaux de la ville de Paris ont été recueillis et publiés par les soins de MM. les Juges de paix de Paris, sur le rapport d'une commission nommée par eux, d'après la jurisprudence des tribunaux civils et de commerce de la Seine, et après renseignements pris auprès du conseil des prud'hommes, des chambres syndicales de patrons et d'ouvriers, des commerçants, etc.

De cette publication, nous extrayons les articles suivants qui se rapportent spécialement aux questions de travail.

27. — LOUAGE DE DOMESTIQUES ET D'OUVRIERS. (Art. 1780, 1134, 1159 du Code civil.) *Domestiques attachés à la personne.*

28. — Il est d'usage constant et général que les domestiques attachés à la personne et loués pour une période indéterminée ont droit à un délai de congé de huit jours et que, réciproquement, les maîtres ont droit au même délai. A défaut de délai de congé, la partie brusquement congédiée a droit à une indemnité de huit jours égale au montant du salaire en argent pendant les huit jours sans qu'il soit tenu compte pour le calcul de l'indemnité des prestations en nature.

29. — Il est dû au domestique congédié deux heures par jour pour chercher un nouvel emploi, de 2 à 4 heures après midi. Il lui est également dû un certificat, légalisé soit par le commissaire de police, soit par le maire, soit par le juge de paix.

30. — Le droit au congé ou à l'indemnité commence à courir à partir du jour de l'entrée en place.

31. — La perte de l'argenterie doit être supportée par le domestique qui l'a prise en charge; il en est de même à l'égard du linge, de la vaisselle et de la batterie de cuisine; aucune solidarité n'existe entre les domestiques. Quant à la casse et à la perte, pour être mises à la charge du domestique, le maître doit établir la faute ou la négligence du domestique.

32. — En ce qui touche les concierges, les usages qui les concernent seront indiqués plus loin au chapitre consacré aux baux des maisons.

33. — Les règles relatives aux domestiques sont applicables aux femmes de ménage louées au mois et aux nourrices sèches.

34. — Les femmes de ménage, ne travaillant qu'une partie de la journée et payées à la journée ou à l'heure ou au mois, n'ont droit à et ne doivent ni délai de congé ni indemnité.

33 — Les nourrices au sein engagées au mois ont droit à un congé ou à une indemnité d'un mois et réciproquement elles doivent le congé ou l'indemnité d'un mois. Les autres règles qui régissent les domestiques leur sont applicables.

(1) *Les usages locaux de la ville de Paris*, 1840-1898, 1 vol. in-8° de 44 pages. Paris, 1899. Marchal et Billard, édit.

36. — EMPLOYÉS ET OUVRIERS ATTACHÉS À LA PROFESSION.

37. — Les employés de commerce ont, en général, et sauf les exceptions ci-après, droit à et doivent un congé de quinze jours ou une indemnité correspondante au traitement pendant ces quinze jours.

38. — Le délai de congé ou l'indemnité est, en général et sauf les exceptions ci-après, pour les ouvriers attachés à la profession, de huit jours.

Pour tout le reste, les règles sont les mêmes que pour les employés de commerce.

39. — Les règles relatives aux employés de commerce sont toutes applicables aux professeurs employés dans les institutions, sauf le délai de congé qui est d'un mois.

40. — Il n'existe ni délai de congé, ni indemnité pour les catégories suivantes d'ouvriers :

Ouvriers raffineurs ; ouvriers tanneurs ; mégissiers ; ouvriers boulangers ; ouvriers du bâtiment ; mécaniciens ; ouvriers pâtisseries ; garçons de cafés et de marchands de vins ; ouvriers abatteurs de pores ; bateliers, sauf les conducteurs de péniches qui ont droit à huit jours ; charretiers, cochers de fiacres ; ouvriers déménageurs. Il est bon de remarquer, à cause de la controverse à laquelle a donné lieu la question, que les ouvriers bouchers ne sont pas compris dans les catégories d'ouvriers qui n'ont droit ni au congé ni à l'indemnité. Il leur est donc dû et ils doivent le congé ou l'indemnité de huit jours.

41. — Dans les raffineries, il est d'usage constant que patrons et employés se doivent un congé d'un mois ou une indemnité égale au traitement pendant un mois.

42. — Pour les ouvrières blanchisseuses de lin, le congé ou l'indemnité n'est que d'une journée.

43. — La corporation des tailleurs est soumise aux usages suivants :

1° *Coupeurs et apprêteurs.* — Au mois, à la quinzaine ou à la huitaine, la première période est considérée comme essai ; le patron comme l'employé peuvent se quitter instantanément sans aucune indemnité. La deuxième période commencée, le délai-congé devient exigible de part et d'autre en adoptant le mode de paiement. Deux heures par jour sont accordées à l'employé d'accord avec son patron pour en choisir le moment. Mais, aussitôt que l'employé est assuré d'un autre emploi, les deux heures sont supprimées ;

2° *Pompiers et pompières.* — Sont à l'heure, payés chaque semaine, peuvent quitter leur emploi immédiatement. Le patron a le même droit. Il n'existe aucun délai-congé et il ne peut y avoir aucune demande d'indemnité. Tous pompiers et pompières doivent faire les réparations dans les mêmes conditions que la pompe.

3° *Appiçeurs. Culottiers et culottières. Giletiers et giletières.* — Ces ouvriers travaillent aux pièces ; il n'y a aucun délai de congé ni de dernière pièce à faire patrons et ouvriers peuvent se quitter instantanément, à la condition cependant que le travail en mains soit fait comme il faut et dans un délai maximum de huit jours.

4° *Accidents.* — Quand il arrive un accident involontaire à la pièce que l'ouvrier

ou l'ouvrière a eue en main, le patron doit fournir l'étoffe en remplacement; l'ouvrier doit faire le travail à ses frais.

44. — Les patrons sont tenus lorsqu'ils donnent une pièce à faire, de remettre à l'ouvrier un bon portant le prix de la façon. L'ouvrier ne doit s'en dessaisir que lorsqu'il en a touché le montant.

45. — Dans la corporation des chemisiers de gros et de détail, le premier mois qui suit l'engagement des employés manutentionnaires est à l'essai de part et d'autre.

46. — Le délai-congé pour les coupeurs et employés est d'un mois.

47. — Dans le gros, le délai-congé pour les coupeurs est basé sur le mode de paiement avec un minimum de huit jours.

48. — Dans les maisons où la nourriture entre en ligne de compte avec les appointements, l'indemnité mensuelle est fixée à 82 fr. 50.

49. — Dans les maisons où la nourriture fait l'objet d'une allocation journalière, l'indemnité est fixée à 2 fr. 75 par jour de présence.

50. — En cas de chômage, l'obligation des vacances non payées au coupeur et non acceptées par lui donne lieu à l'application du délai-congé en faveur du coupeur ou de l'employé. Une vacance imposée ne peut faire l'objet d'un cas de renvoi, c'est-à-dire qu'après une vacance imposée, un patron ne peut remercier un employé ou un coupeur sans lui donner un mois de délai-congé. La réciprocité dans ce cas ne peut être exigée.

51. — La règle relative aux deux heures par jour pour chercher un emploi est applicable à toutes les professions dans lesquelles il existe un délai de congé.

52. — Quant au certificat légalisé ainsi qu'il a été dit pour les domestiques attachés à la personne, il est également dû à tous les employés ou ouvriers attachés à la profession.

53. — La règle est également la même pour la perte et pour la casse.

.....

65. — La location de la force motrice se fait pour une période de trois mois, un mois, quinze jours, une semaine et même au jour le jour. Le congé doit être donné dans un délai égal à la période convenue pour la durée de la location. Le paiement se fait à la semaine, à moins de convention contraire. Pour la location à la journée, le loyer se paye jour par jour. La location qui a eu lieu pour l'essai d'une invention peut se faire à la journée; le loyer se paye à la semaine; pour la première semaine, on ne paye que les journées faites; si l'on reste plus de huit jours, le congé doit être donné une semaine à l'avance.

DÉMOGRAPHIE ET STATISTIQUE.

MOUVEMENT DE LA POPULATION EN FRANCE EN 1897 ⁽¹⁾.

Naissances. — Décès.

En 1897, on constate un excédent de 108.088 naissances sur les décès; mais il faut se rendre compte de la source d'où provient cet excédent. Or il ne provient pas d'un plus grand nombre de naissances, il n'est que la conséquence d'un moins grand nombre de décès. En effet, en 1896, les décès avaient été de 771.886; en 1897, ils n'ont été que de 751.019, soit une amélioration de 20.867 sur l'année précédente. Par contre, en 1897, nous n'avons enregistré que 859.107 naissances, contre 865.586 en 1896, soit une diminution de 6.479 pour l'année dernière.

Relativement au chiffre de la population, 38.269.091, d'après le recensement de 1896, le nombre des naissances, en 1897, a été de 22,4 pour 1.000 habitants. Cette proportion est inférieure de 0,3 à celle de 1896, mais supérieure de 1 unité à celle de 1895.

La proportion est contraire pour les décès, où l'amélioration ne cesse d'aller en progressant : en 1895, la proportion avait été de 22,4 pour 1.000 habitants; en 1896, elle était descendue à 20,2; enfin, pour 1897, elle n'est plus que de 19,6, soit une amélioration de 0,6 sur 1896 et de 2,8 sur 1895. Les décès ont compris 390.301 individus du sexe masculin et 360.718 du sexe féminin. Les décès masculins l'ont donc emporté de près de 30.000 sur les décès féminins.

Sur 87 départements, 32 accusent une augmentation de 4.018 naissances, tandis que les 55 autres accusent une diminution de 10.497.

L'année 1897 a été très favorable au point de vue des décès, puisqu'elle n'en accuse que 751.019 contre 771.886 en 1896, et 851.986 en 1895. C'est donc, relativement à 1896, une diminution de 20.867 ou de 2,6 p. 100, et de près de 100.000 sur 1895, c'est-à-dire près de 11 p. 0/0.

Il n'y a d'accroissement du chiffre des décès, relativement à 1896, que dans 17 départements. Les accroissements de décès ont donné, dans les 17 départements visés, 2.274 unités, et les diminutions constatées dans les 70 autres départements ont fourni 23.141, soit, en résultat final, le chiffre indiqué de 20.867.

Il est difficile d'établir une corrélation entre la natalité et la mortalité : certains départements ont vu, en effet, s'accroître leur natalité pendant que la mortalité y décroissait, comme, par exemple, le département de Saône-et-Loire. Dans d'autres, la natalité et la mortalité grandissaient en même temps, comme dans Meurthe-et-Moselle; dans d'autres enfin, comme le Morbihan, les naissances et les décès diminuaient à la fois. On ne saurait donc établir de bases sérieuses à des conclusions démographiques.

En ce qui concerne le département de la Seine, nous trouvons, comparative-

(1) Extraits du rapport adressé au Ministre du Commerce et de l'Industrie par le Directeur de l'Office du travail (*Journal officiel* du 5 décembre 1898).

ment à 1896, 422 naissances en plus et 56 décès en moins, soit un gain de 478 unités, soit 0.14 p. 100.

Mariages. — Divorces.

Le nombre des mariages, en 1897, a été quelque peu supérieur à celui de 1896, soit 291.462 contre 290.171, ce qui donne une plus-value de 1,291 unités ou de 0,45 p. 100. En 1895, ce nombre n'avait été que de 282.218. Bien que cette augmentation soit peu considérable en elle-même, elle marque cependant la continuation du mouvement que je signalais l'an dernier, à savoir que le nombre des mariages va en croissant. Le chiffre de cette année est supérieur de 1.143 à celui de 1892, qui était le plus élevé de la période décennale, et même depuis l'année 1876.

Les départements dans lesquels les mariages ont été plus fréquents en 1897 qu'en 1896, sont au nombre de 48.

Par contre les mariages ont donné une moins-value du 3,079 unités dans 39 départements, dont voici les principaux : Morbihan (459); Bouches-du-Rhône (345); Côtes-du-Nord (290); Loire-Inférieure (199); Finistère (157); Drôme (134).

Quant aux divorces, ils suivent, eux aussi, leur marche ascendante; nous en trouvons 7.460 en 1897, contre 7.051 en 1896, soit une augmentation de 409, ou de 5,8 p. 100. Les divorces ont diminué de 207 unités dans 30 départements, tandis qu'ils augmentaient de 616 dans 57.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en octobre. — Comme tous les ans à pareille époque, la main-d'œuvre reflue des campagnes vers les centres industriels et, malgré la situation prospère des mines de charbon, de l'industrie métallurgique et des ateliers de construction mécanique, il y a excès de bras disponibles; cependant la situation paraît généralement plus favorable que l'an dernier pendant la même période.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 52 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois d'octobre de l'an dernier, une augmentation du travail dans 29 villes et une diminution dans 23. Ce sont les grandes villes qui ont vu augmenter le nombre de leurs chômeurs : Posen, Berlin, Halle-sur-Saale, Erfurt, Hanovre, Cologne, Darmstadt, Worms, Strasbourg, Carlsruhe, Nuremberg, Munich; tandis que le travail était jugé plus abondant dans les centres industriels : Breslau, Francfort-sur-Oder, Kiel, Osnabruck, Dortmund, Elberfeld, Aix-la-Chapelle, Trêve, Francfort-sur-Mein, Mayence, Heidelberg, Mannheim, Stuttgart, Ulm, etc.

Les placements effectués dans ces 52 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, LE NOMBRE DE DEMANDES a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Oct. 1897..	22.124	7.649	29.773	27.122	7.746	34.868	122,6	101,3	117,1
Oct. 1898.	25.516	8.564	34.080	31.135	8.568	39.706	122,0	100,0	116,5
Sept. 1898.	"	"	"	"	"	"	106,6	86,1	101,0
Oct. 1898..	"	"	"	"	"	"	122,0	100,0	116,5

Revue du travail en novembre (1). — Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités et de l'État dans 53 villes d'Allemagne constatent une amélioration sur la période correspondante de l'an dernier. On signale cette année 26.887 offres patronales d'emplois, contre 36.475 demandes ouvrières (21.889 offres et 31.885 demandes en 1897). Pour 100 offres le nombre des demandes a été seulement de 135,6 contre 145,7 en 1897.

Les grèves en novembre (2). — On signale dans le courant du mois de novembre 40 déclarations de grève (il y en a eu 31 en octobre). Les industries les plus éprouvées ont été celle des métaux (9 grèves), du bois (5 grèves), du bâtiment et de l'industrie textile (chacune 4 grèves). Les grèves ont, en général, pour motifs des questions de salaires et de durée du travail, une notamment pour résister à une réduction de salaires et 2 imprimeurs parce que les patrons ne voulaient pas appliquer les tarifs de la fédération; mais aussi plusieurs grèves ont éclaté à Renscheid, dans diverses industries, parce que les patrons, qui avaient fondé une caisse professionnelle de maladie, voulaient y astreindre leurs ouvriers en remplacement de la caisse de maladie déjà existante.

Les 3 grèves dont on a appris la fin en novembre se sont terminées par un échec pour les ouvriers; la fin de la grève a été suivie dans un cas de la mise à l'index de l'établissement cause de la grève.

Le taux des salaires à Berlin en septembre 1897. — L'Office statistique de la ville de Berlin a publié l'enquête faite par la Commission industrielle municipale sur les tarifs des salaires à Berlin en septembre 1897 (3). Nous en extrayons les résultats suivants ;

Pour le sexe masculin, non compris les contremaîtres ni les maîtres-ouvriers :

Salaires de 1.500 marks et au-dessus :

Les sculpteurs (pour la pierre, 1.960; industrie artistique, 1.391); ouvriers tailleurs pour dames (1.900), cuisiniers (1866), stéréotypeurs (1.716), tailleurs de pierre

(1) D'après l'*Arbeitsmarkt*.

(2) D'après le *Reichsanzeiger* et l'*Arbeitsmarkt*.

(3) Voir à la bibliographie.

(1.625), typographes (1.560), photographes (1.560), raboteurs de fer et similaires (1.517), fondeurs en cuivre (1.500), peintres dans l'industrie métallique (1.500).

Salaires de 1.250 à 1.500 marks :

Bouquetiers, tresseurs de couronnes, sculpteurs dans l'industrie artistique, polisseurs de pierres, ouvriers préparateurs et chauffeurs de bouteilles, forgerons, chaudronniers, tourneurs de métaux, modeleurs, maîtres selliers, mécaniciens, monteurs machinistes, chauffeurs, coupeurs chemisiers, buandiers blanchisseurs, nettoyeurs de façades, ramoneurs, fontainiers, poseurs de tuyaux, orfèvres tisseurs d'or au métier mécanique, modeleurs, tonneliers pour brasserie, encadreurs, ouvriers boulangers enfourneurs et pétrisseurs, brosseurs, cochers de fiacres.

Salaires de 1.000 à 1.250 marks :

Tailleurs de verre, serruriers-mécaniciens, couteliers, maréchaux ferrants, chaudronniers, ferblantiers, zingueurs, polisseurs sur métaux, vernisseurs sur métaux, fabricants d'instruments, armuriers, aiguilleurs, carrossiers, fabricants d'instruments de musique, accordeurs, monteurs d'appareils à gaz, raboteurs sur métaux, ébarbeurs, nickeurs, chauffeurs, chapeliers, coiffeurs, charpentiers monteurs, vitriers, couvreurs, fumistes, paveurs, aides-imprimeurs, employés photographes, cartonniers, tanneurs, teinturiers, selliers (industrie mécanique), ouvriers du caoutchouc (instruments de chirurgie), ouvriers fraiseurs sur bois, ébénistes (industrie des instruments de musique et des machines), ouvriers en pianos, tourneurs, tonneliers, doreurs, boulangers, bouchers, malteurs, fabricants de statuettes en bois, plâtre ou ivoire, statuaires, modeleurs, balayeurs des rues, palefreniers.

Salaires de 750 à 1.000 marks :

Vieux jardiniers et aides-horticulteurs, bouquetiers en second, travailleurs de l'or, de l'argent, galvaniseurs, ceinturiers, ouvriers en métaux, fabricants de cannes, de montres, charrons, ouvriers dentistes, ouvriers du tabac, pelletiers, découpeurs, peintres, peintres en bâtiments, doreurs, vernisseurs, casseurs de pierre, dameurs, maçons, ciseleurs, graveurs, tisserands en fabrique, passementiers, rubaniers, relieurs, ouvriers du cuir, selliers, tapissiers, fabricants de moulures à la machine, ébénistes en meubles et en bâtiments, aides-confiseurs, fabricants de fromages, laveurs de bouteilles, voituriers de brasseries, charretiers, mariniers, sommeliers, palefreniers, allumeurs de réverbères et ouvriers non instruits et à peu près sans spécialité.

Salaires de 500 à 750 marks :

Jeunes jardiniers ou cultivateurs de fleurs, serruriers en bâtiments, ouvriers en balanciers, bonnetiers, gantiers, cordonniers, ouvriers couvreurs, tricoteurs, fabricants de la peluche, teinturiers (industrie textile), tisseurs d'or sur métiers à bras, découpeurs à la scie circulaire, raboteurs, polisseurs de meubles, ouvriers en brosses, fabricants de paniers, domestiques et emballeurs.

Salaires au-dessous de 500 marks :

Compagnons tailleurs (481), tisserands (393), drapiers (363), tisserands sur métiers (319). Ici la diminution des salaires coïncide avec la diminution de la durée du travail.

Pour le sexe féminin :

Salaires supérieurs à 1.000 marks :

Tresseuses de fleurs et de couronnes (1.043).

Salaires de 500 à 1.000 marks :

Pointeuses d'imprimerie (832), filles de magasin dans l'industrie des comestibles (806), margenses d'imprimerie (780), retoucheuses, copistes et dames de réception chez les photographes (780), coiffeuses (702), faiseuses de boutonnieres à la machine (700), garnisseuses de chapeaux (700), repasseuses, laveuses, modistes, etc.

Salaires au-dessous de 500 marks :

Nickleuses, etc. (473), bobineuses, tricoteuses à la machine, etc., passementières (de 338 à 462), ouvrières du caoutchouc (450), coupeuses (250), lingères (486), faiseuses de boutonnieres à la main (354), piqueuses de chapeaux (456), bonnetières (476), gantières, ouvrières en bretelles (354), leveuses d'imprimerie (442), et ouvrières sans instruction professionnelle dans tous les métiers (467).

Arrêté concernant l'emploi d'ouvriers et de jeunes ouvriers dans les briqueteries (1^{er} octobre 1898). — En vertu des articles 139 et 154, alinéa 2 de l'ordonnance industrielle du Conseil fédéral : 1^o dans les briqueteries ainsi que dans la préparation de la terre réfractaire, les ouvrières et les jeunes ouvriers ne doivent pas être employés à l'extraction ni au transport de la matière première, y compris de la glaise mouillée, ni au façonnage à la main (débitage ou battage) des morceaux, à l'exception des tuiles pour toitures ou des pierres ponce. Ils ne doivent pas travailler dans les fours ni à la chaufferie de ces fours, si ce n'est pour remplir ou pour vider les cheminées à fumée ouvertes en haut, ils ne doivent pas transporter les briques sèches ou cuites, dans le cas où ces transports doivent être effectués avec des bronettes ou des véhicules analogues et si l'on ne se sert pas de voies ferrées fixes.

Dans les briqueteries où la fabrication commence au milieu de mars et se termine en novembre, on peut faire les exceptions suivantes dans l'application de l'ordonnance industrielle : les jeunes ouvriers en dérogation de l'article 135, § 3, peuvent être occupés 11 heures par jour tous les jours ouvrables, à l'exception des samedis et veilles de jours de fête.

Dans les briqueteries qui sont exploitées sans installation permanente (à l'aide d'un foyer dans les champs) ou qui n'ont comme installation permanente qu'un seul four, les ouvrières et les jeunes ouvriers, en dérogation de l'article 135, § 3, et article 137, § 2, peuvent travailler 12 heures par jour, sauf les samedis et veilles de jours de fête, mais alors le travail doit être interrompu par des pauses avant midi, à midi et après midi, non seulement pour les jeunes ouvriers (art. 136, paragraphe 1, dernier alinéa), mais aussi pour les ouvrières mineures de 16 ans. Ces pauses doivent avoir lieu après 4 heures de travail et la pause de midi doit durer au moins une heure, les autres au moins une demi-heure. Les heures de travail des jeunes ouvriers et des ouvrières, en dérogation des articles 136, § 1, alinéa 1 et article 137, § 1, doivent être comprises entre 4 heures et demie du matin et 9 heures du soir.

Un tableau contenant les textes des diverses ordonnances qui régissent chaque catégorie de briqueteries doit être affiché d'une façon apparente dans les ateliers.

Du taux des secours de chômage, de voyage, etc., dans les syndicats en Allemagne [suite et fin] (1). — Pour les ouvriers *chapeliers*, les dépenses ont été les suivantes :

ANNÉES.	NOMBRE DE MEMBRES.	SECOURS DE GRÈVES.	SECOURS (1) À LA SUITE DE FÉLOUS.	SECOURS DE VOYAGE.	SECOURS DE CHÔMAGE.	SECOURS D'INVALIDITÉ.	SECOURS DE MALADIE.	ASSISTANCE EN JUSTICE.	SECOURS après décès et pour des cas de NÉCESSITÉ.
		marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.
1892...	2.665	2.100	"	27.201 25	25.000	17.000	"	"	"
1893...	2.611	3.511	466 30	21.853 40	21.977 56	21.333	20.10 53	69 20	4.028 22
1894...	2.560	"	1.376 40	18.116 99	23.635 90	25.103 87	30.541 82	109 45	5.030 03
1895...	2.722	657 10	"	11.402 33	19.811 70	"	45.106 (2)	155 75	1.909 70
1896...	3.353	72.297 30	"	4.191 20	18.409 23	29.955 70	18.267	75 50	3.129

(1) On entend par secours à la suite de renvois les secours accordés à des ouvriers congédiés par les patrons, c'est ce qui avait été indiqué précédemment sous le titre « secours réglementaires ».

(2) Dans cette somme sont compris les secours d'invalidité.

De 1892 à 1896, les dépenses de secours de voyage ont été de 5 m. 45, ceux de chômage de 8 m. 17, en moyenne, par an et par adhérent, soit, pour les secours de chômage, 0 m. 155 par semaine.

Les recettes ont été, livret compris :

	marks.	
1 ^{re} classe....	2,25	adhérents hommes.
2 ^e classe....	1,25	
3 ^e classe....	0,50	

Les allocations ont été par semaine :

	marks.	
1 ^{re} classe....	0,45	adhérents hommes.
2 ^e classe....	0,30	
3 ^e classe....	0,10	

Secours de chômage : 1^{re} classe, après paiement pendant 52 semaines, 8 m. 10 par semaine pendant 10 semaines de 6 jours, ou 1 m. 35 par jour, pendant 60 jours. Les ouvriers *en voyage* peuvent, au lieu de ce secours, recevoir 0 m. 70 pendant 120 jours. Pour la 2^e classe, après cotisation pendant 52 semaines, pendant 10 semaines en voyage, 4 m. 20 par semaine ou 0 m. 70 par jour pendant 60 jours. Des secours sont aussi distribués dans des cas urgents.

Les adhérents *mis en chômage à la suite de renvois* (lock-out, grèves, etc.) peuvent recevoir un secours de 10 marks par semaine et les pères de famille ont droit à un supplément de 1 mark par semaine pour chacun de leurs enfants allant à l'école primaire. Les secours de grève ne sont pas comptés comme secours de chômage. Les adhérentes femmes reçoivent 6 marks. Un adhérent peut même recevoir le secours de *gréviste* lorsque, sur la demande de ses camarades, il est intervenu en leur faveur et a perdu son travail.

Secours de changement de localité. — Les adhérents qui ont versé pendant 52 semaines et qui sont contraints de chercher du travail ailleurs, de même que ceux qui gagnant un salaire inférieur au salaire normal de la région, doivent changer de ville, reçoivent, lorsqu'ils s'en vont dans des centres éloignés d'au moins 2 milles, des frais de déplacement pour eux et les leurs; ces frais sont de 25 marks au maximum, non compris le prix du voyage en quatrième classe, et, lorsqu'il n'y a pas de 4^e classe, un maximum de 30 marks; les enfants qui ne sont plus astreints à la sco-

(1) D'après le *Correspondenzblatt der general Commission der Gewerkschaften Deutschlands*. Voir aussi *Bulletin de l'office du travail*, pages 747, 805 et 875.

larité ne donnent droit à aucune indemnité. L'ouvrier qui a trouvé ailleurs du travail peut, en place de secours de chômage, recevoir les frais de voyage en 4^e ou 3^e classe pour se rendre dans le centre industriel, mais l'allocation ne peut dépasser le montant maximum du secours de voyage. Les membres de la famille d'un adhérent reçoivent 4 marks par semaine, pendant 14 jours au maximum, lorsque le syndiqué a quitté son domicile pour prendre du travail ailleurs.

Pour les ouvriers en cuir, les dépenses ont été les suivantes :

ANNÉES.	NOMBRE de MEMBRES.	SECOURS de GRÈVES. marks.	SECOURS À LA SUITE de renvois. marks.	SECOURS de VOYAGE. marks.	SECOURS de CHÔMAGE. marks.	SECOURS de MALADIE. marks.	ASSIS- TANCE en JUSTICE. marks.	SECOURS APRÈS DÉCÈS et pour des cas de nécessité. marks.
1892...	1.883	122	1.818 15	7 215 53	601 98	"	"	50
1893...	2.600	4.573 58	"	11 501 25	5.735 85	110	109 40	1.224 96
1894...	3.378	1.901 50	2.447	13 169 81	"	"	35	1.925 13
1895...	3.144	10.212 40	1.689	1.322 72	"	"	27 95	2.887 19
1896...	4.084	10.622 57	"	19 019 45	3.802	"	212 30	3.314 55

Les dépenses pour secours de voyage ont été de 1892 à 1896 en moyenne, par an et par adhérent, de 4 m. 23, celles de secours de chômage pour 1893 et 1896, en moyenne, par an et par adhérent, 1 m. 40, soit 0 m. 233 par semaine. Au 18 août 1898, la cotisation était arrêtée par le comité à 0 m. 25 par semaine.

Secours de voyage : stage, 13 semaines, 0 m. 15 par kilomètre, sans limite de durée; il n'est cependant accordé qu'une fois tous les trois mois. Les syndiqués mariés, après cotisation pendant 52 semaines, reçoivent une allocation hebdomadaire de voyage de 9 marks pendant 6 semaines.

Les secours de changement de localité sont de 30 marks et de 60 marks après un stage de 3 ans. Cependant, dans certains cas de nécessité, ce stage est réduit à 1 an : (a) lorsqu'un syndiqué est tombé dans le besoin à la suite d'une peine d'emprisonnement ou de détention préventive subie en défendant les intérêts de la fédération; (b) lorsqu'un syndiqué est porté à la caisse de maladie, mais est incapable de travailler; c'est le comité qui décide de l'importance du secours.

Pour les *secours de grève*, l'importance des subventions est fixée par le comité suivant la situation de la caisse.

Pour les *forgerons en cuivre*, les dépenses ont été les suivantes :

ANNÉES.	NOMBRE de MEMBRES.	SECOURS de GRÈVES. marks.	SECOURS de VOYAGE. marks.	SECOURS de CHÔMAGE. marks.	SECOURS de MALADIE. marks.	ASSISTANCE en JUSTICE. marks.
1892.....	2.630	"	25.473 64	8.752 95	"	"
1893.....	2.675	"	12.369 39	7.607 70	503	13 05
1894.....	2.864	"	11.539 60	7.884 35	120	"
1895.....	2.978	179	11.575 73	7.159 65	68	399
1896.....	3.199	974 50	5.843 02	3.707	567 50	117 85

De 1892 à 1896, les dépenses de secours de voyage ont été de 4 m. 65 pour secours de voyage et de 2 m. 47 pour secours de chômage par an et par adhérent. La cotisation par semaine du 1^{er} avril au 30 septembre était de 0 m. 30 et, du 1^{er} octobre au 31 mars, de 0 m. 25; à partir du 1^{er} octobre 1898, elle est uniformément de 0 m. 30 pour toute l'année.

Secours de voyage : Stage, 26 semaines; maximum, 4.500 kilomètres, 0 m. 63 par kilomètre, on compte au maximum 25 kilomètres par jour. Les secours de chômage et ceux de voyage ne peuvent dépasser 135 marks.

Secours de chômage : Stage, 52 semaines; secours, 1 m. 25 par jour pour une durée de 13 semaines de 6 jours; il n'est rien accordé pour un chômage inférieur à 6 jours. Après avoir reçu les secours complets (secours de voyage, 135 marks, ou secours de chômage, 13 semaines à 7 m. 50, soit 97 m. 50, et, à l'occasion encore, 6 marks par 200 kilomètres), l'adhérent ne pourra plus demander de secours avant 52 semaines.

Secours d'invalidité : Stage, 5 années; maximum, 300 marks. Pour l'invalidité venue à la suite d'accident, le secours est assuré sans égard à l'ancienneté dans le syndicat.

Secours de grève : Durée, 10 semaines, soit 70 jours; taux, 1 mark par jour, sans égard au nombre des cotisations payées. Depuis le 1^{er} octobre 1898, il est accordé 2 marks par jour.

Secours de changement de ville : Stage, 5 années, après lesquelles le syndiqué qui change de résidence a droit, s'il ne reçoit déjà d'autres secours, à 0 m. 10 par kilomètre, avec un maximum de 60 marks.

Pour les ouvriers *porcelainiers*, les dépenses ont été :

ANNÉES.	NOMBRE de MEMBRES.	SECOURS de GRÈVES.	SECOURS À LA SUITE de renvois.	SECOURS de VOYAGE.	SECOURS de CHÔMAGE.	SECOURS de MALADIE.	ASSIS- TANCE en JUSTICE.	SECOURS APRÈS DÉCÈS et pour des cas de nécessité.
		marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.
1892...	5.412	4.471 50	7.197 65	7.779 37	51.866 83	"	"	928
1893...	5.991	2.975 50	"	"	38.857 06	"	720 17	275
1894...	6.578	14.098	"	"	41.434 12	35.587 29 (1)	934 55	3 810
1895...	7.044	38.406 42	"	"	25.402 25	37.309 56 (1)	1.092 67	2 892 50
1896...	8.109	15.834 91	"	"	11.427 75	27.778 08	1.032 02	3 845

(1) Les secours d'invalidité sont compris dans ces sommes.

Les dépenses pour les secours de voyage ont été en 1892 de 1 m. 53, les secours de chômage, de 10 m. 14 par adhérent; à partir de 1893, la comptabilité des secours de chômage et de voyage est mélangée. De 1893 à 1896, les dépenses pour ces secours ont été de 4 m. 33 en moyenne par an et par adhérent, soit 0 m. 08 par semaine. Les ouvriers, après leur adhésion au syndicat, n'ont droit qu'à un secours de 0 m. 20 par semaine, les femmes à 0 m. 10; les secours ne deviennent plus élevés qu'après un stage de 52 semaines et ne peuvent dépasser les 3/4 du gain moyen du syndiqué.

Ses cotisations et les secours se répartissent ainsi :

	mark.		marks.
Cotisation par semaine	0.10	Secours de chômage....	4
—	0.20	—	8
—	0.25	—	10
—	0.30	—	12
—	0.35	—	15

Après un stage de 52 semaines, la durée des secours est de 13 semaines; le secours commence dès le jour où l'interruption du travail est annoncée. Pour un *secours de grève*, le comité de direction décide si le secours peut être fourni au delà de 13 semaines.

L'article 11 des statuts dit que, lorsque le syndiqué *change résidence* pour aller travailler dans un nouveau centre, il a droit, ainsi que les membres de sa famille, au transport en chemin de fer, dernière classe, ou, pour un voyage sur route, à 0 m. 10 par kilomètre. Le secours est fourni pendant toute la durée du voyage jusqu'à la limite maxima réglementaire. Les enfants de 4 à 10 ans reçoivent le demi-secours, les enfants moins âgés ne donnent droit à aucune augmentation de secours. Les frais de transport peuvent être accordés 2 fois dans une année; pour un secours plus répété, c'est au comité à décider; le maximum réglementaire du secours de voyage est de 50 marks, et, pour que l'ouvrier syndiqué ait droit à un nouveau secours de voyage, il faut qu'il ait, dans l'intervalle, travaillé et versé pendant 1 an.

Les autres secours se répartissent de la façon suivante :

FONDS DE SECOURS.			COTISATIONS.			
CLASSE.	SECOURS DE MALADIE.	SECOURS pour funérailles.	Lorsque l'ouvrier est entré dans le syndicat à l'âge de, la cotisation mensuelle est de			
	marks.	marks.	30 ans.	35 ans.	40 ans.	45 ans.
			marks.	marks.	marks.	marks.
I....	3	30	0 14	0 16	0 17	0 20
II....	4 50.....	45	0 20	0 23	0 25	0 30
III....	6	60	0 27	0 30	0 33	0 40
IV....	7 50.....	75	0 33	0 38	0 42	0 52
V....	10	100	0 44	0 50	0 55	0 66
VI....	12 50.....	125	0 55	"	0 69	0 83
VII....	15	150	0 66	"	0 83	1

Après un stage de 13 semaines, la durée maxima de secours est de 13 semaines. Après un stage d'une année, la durée maxima de secours est de 52 semaines pour la même *maladie*. Les ouvriers qui entrent dans le syndicat à 30 ans révolus ne sont admis que dans les 4 premières classes

Les secours pour *funérailles* ne sont que de moitié de la somme prévue quand le stage dans le syndicat n'est que de 26 semaines; après un an de cotisation, on a droit à tout le secours.

Les causes d'incapacités de travail d'après la loi sur l'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse (1). — L'Office impérial des assurances vient de publier un compte rendu statistique des causes d'invalidité qui ont fait accorder des pensions aux personnes assurées en vertu de la loi de 1889 sur l'assurance obligatoire contre l'incapacité et la vieillesse.

Cette statistique, la première en l'espèce qui ait été faite en Allemagne, a été dressée à l'aide de cartes de recensement des assurés; elle porte sur toutes les pensions accordées définitivement jusqu'au mois de juillet 1896.

La classification des maladies entraînant l'invalidité comprend 28 rubriques, réparties en 3 groupes principaux : 1° maladies générales; 2° maladies locales; 3° blessures. Elle a été établie par l'Office impérial des assurances, après avis du Conseil d'hygiène et des présidents des établissements d'assurance, et publiée dans la circulaire du 9 avril 1894. Quant à la division des assurés en six grands groupes professionnels, adoptée dans ce rapport, elle est basée sur le groupement appliqué lors du recensement professionnel entrepris en Allemagne le 14 juin 1895.

Dans la plupart des cas, l'invalidité a eu pour cause plusieurs maladies à la fois, la statistique n'indique que la maladie principale. Quant à la détermination des maladies, on s'est efforcé de la rendre aussi exacte que possible sans toutefois y parvenir toujours; certains établissements ont parfois groupé sous une même rubrique des affections énoncées séparément dans la classification.

Le nombre des personnes auxquelles il a été accordé une rente d'invalidité, jusqu'au milieu de l'année 1896, s'élève à 158.462, dont 119.938 hommes et 38.524 femmes, se répartissant comme suit dans les divers groupes professionnels :

GROUPES PROFESSIONNELS.	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Agriculture, forêts, conduite de bétail, pêche...	47.460	14.436	61.896
Industrie, mines, bâtiment.....	55.134	9.952	65.086
Commerce et transports... ..	7.704	918	8.622
Travaux domestiques et travaux salariés divers..	4.848	3.492	8.340
Emplois publics, communaux, ecclésiastiques et professions libérales.....	3.951	433	4.384
Domestiques vivant au domicile de leurs maîtres et employés aux travaux de la maison.....	841	9.293	10.134
TOTAUX	119.938	38.524	158.462

Toutefois, comme les personnes âgées de 70 ans accomplis obtiennent presque toujours la pension de vieillesse (on ne conserve après cet âge la rente-invalidité que lorsqu'elle est supérieure à la rente-vieillesse), l'Office impérial, afin d'éviter toute confusion dans les moyennes à établir, ne s'est occupé que des pensionnés ayant obtenu la rente-invalidité entre 20 et 69 ans. Le chiffre des pensionnés au-dessus de cette limite s'élevant à 7.379, le total des assurés à qui s'applique cette statistique se réduit donc à 151.083.

RÉSULTATS STATISTIQUES.

1° *Par cause.* — Le tableau suivant permet de comparer les chiffres absolus et les chiffres proportionnels des assurés ayant obtenu la rente pour l'une des causes

(1) D'après le rapport : *Statistik der Ursachen der Erwerbsunfähigkeit*, effectué par l'Office impérial des assurances (Berlin 1898).

énoncées; il fait connaître en outre le rang d'importance de chacune de ces causes :

NUMÉROS D'ORDRE.	CAUSE D'INVALIDITÉ.	HOMMES.		FEMMES.		RANG D'IMPORTANCE de la cause.	
		TOTAL.	P. o/o.	TOTAL.	P. o/o.	Hommes.	Femmes.
I. — <i>Maladies générales.</i>							
1	Affaiblissement, anémie, vieillesse.....	12,284	10,7	5,489	15,0	3	1
2	Rhumatisme articulaire : goutte.....	7,361	6,4	3,142	8,6	4	3
3	Rhumatisme musculaire.....	2,628	2,3	770	2,1	14	14
4	Tuberculose pulmonaire.....	14,002	12,2	2,786	7,6	2	5
5	Tuberculose des autres organes.....	1,050	0,9	374	1,0	21	22
6	Cancer, etc.....	1,799	1,6	760	2,1	17	15
7	Autres maladies générales.....	683	0,6	231	0,6	25	25
II. — <i>Maladies locales.</i>							
8	Affections cérébrales.....	1,373	1,2	467	1,3	18	20
9	Apoplexie.....	3,366	2,9	893	2,4	10	13
10	Épilepsie et manifestations convexes.....	881	0,8	357	1,0	23	23
11	Maladie de la moelle épinière.....	2,906	2,5	513	1,4	12	18
12	Maladie des nerfs.....	2,291	2,0	974	2,7	16	12
13	Maladie des yeux.....	5,288	4,6	2,291	6,3	7	7
14	Maladie des oreilles.....	423	0,4	187	0,5	27	26
15	Maladie des voies respiratoires.....	4,477	4,4	984	2,7	8	11
16	Maladie de la plèvre.....	539	0,5	83	0,2	26	27
17	Maladie des poumons (en dehors de la tuberculose).....	23,507	20,5	4,524	12,4	1	2
18	Maladie du cœur et des gros vaisseaux sanguins.....	5,959	5,2	3,029	8,3	6	1
19	Autres maladies des vaisseaux sanguins ou lymphatiques et des glandes lymphatiques.....	965	0,8	587	1,6	22	17
20	Maladies de l'estomac.....	3,628	3,2	1,150	3,2	9	9
21	Maladie de l'intestin, du foie ou de la rate.....	1,233	1,1	401	1,1	20	21
22	Maladie des autres organes de l'appareil digestif.....	218	0,2	37	0,1	28	28
23	Hernies inguinales.....	3,020	2,6	485	1,3	11	19
24	Maladies des reins.....	1,281	1,1	297	0,8	19	24
25	Maladies de la vessie et des organes génitaux.....	826	0,7	1,448	4,0	24	8
26	Maladies cutanées et sous-cutanées.....	2,593	2,3	1,092	3,0	15	10
27	Maladies des organes de mouvement.....	6,733	5,9	2,463	6,8	5	6
III.							
28	Suites de blessures.....	2,761	2,4	685	1,9	13	16
		114,581	100	36,502	100		

2° *Par âge et par cause.* — Les maladies des voies respiratoires et des organes de mouvement causent plus de la moitié de cas d'invalidité chez les hommes jeunes et d'âge mûr (61,9 p. o/o de 20 à 24 ans; 58,5 p. o/o de 25 à 29 ans; 53,7 p. o/o de 30 à 34 ans et seulement 45,1 p. o/o de 60 à 64 ans). Chez les femmes, ces mêmes maladies sont moins fréquentes; ajoutées aux affections cardiaques elles font 52,4 p. o/o de victimes de 20 à 24 ans, 47,3 p. o/o de 25 à 29 ans; la goutte, l'affaiblissement et les affections pulmonaires en font 52 p. o/o chez les femmes de 65 à 69 ans.

D'une façon générale, les maladies sont presque toujours intimement liées avec l'âge. Les cas de tuberculose et d'épilepsie, fréquents chez les assurés jeunes font place à l'affaiblissement et à l'anémie à mesure qu'ils avancent en âge. Il est à noter cependant que, dans certaines industries, les cas d'anémie et d'affaiblissement sont

presque aussi nombreux dans la jeunesse que dans la vieillesse : c'est ce que l'on constate notamment chez les jeunes ouvrières des champs et les jeunes domestiques.

3° *Par profession et par cause.* — Le tableau suivant permet de comparer la fréquence des principales maladies dans les divers groupes professionnels (hommes et femmes considérés séparément).

GROUPES PROFESSIONNELS.		P. 0/0 DES CAS POUR LES SIX MALADIES PRINCIPALES.												P. 0/0 par GROUPE, de toutes les maladies réunies.	
		AFFAIBLIS- SEMENT, anémie, vieillesse, etc.		RHUMA- TISME : goutte.		TUBERCU- LOSE pulmo- naire.		AUTRES affections pulmo- naires.		AFFECTIONS cardiaques, etc.		MALADIES des organes de mouvement.			
		1		2		4		17		18		27			
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.		
Agriculture, forêts, conduite du bétail et pêche.....		11,8	14,2	7,0	8,7	6,5	4,6	19,6	13,9	5,4	7,8	8,1	7,7	39,1	37,7
Industrie, mines, bâ- timent.....		9,7	13,9	6,0	7,2	17,0	14,9	22,0	12,2	5,0	7,7	4,0	5,5	47,0	26,2
Commerce et trans- ports.....		11,1	15,6	6,9	7,4	12,5	7,6	15,8	13,9	5,3	8,1	4,2	5,2	6,2	2,3
Travaux domestiques et travaux salariés, divers.....		9,5	18,3	6,0	10,2	13,8	3,5	19,9	13,0	5,7	7,5	5,6	5,4	4,0	8,5
Emplois publics, com- merciaux, ecclésias- tiques et professions libérales.....		13,2	17,8	6,2	8,2	8,0	5,7	21,1	13,8	5,3	8,2	6,0	6,7	3,0	1,1
Domestiques vivant au domicile de leurs maîtres et employés aux travaux de la maison.....		9,2	16,3	6,2	9,5	14,4	6,0	17,1	9,8	6,9	10,1	7,0	7,2	7,0	24,2
		10,7	15,0	6,4	8,6	12,2	7,6	20,5	12,4	5,2	8,3	5,9	6,8	100	100

La tuberculose, très rare chez les ouvriers des champs, cause la moitié des cas d'invalidité chez les ouvriers de l'industrie âgés de moins de 30 ans; dans le commerce et les transports elle est moins fréquente à tout âge. Les autres affections pulmonaires sont le tiers des victimes chez les ouvriers des champs au-dessous de 30 ans; chez les femmes de tout âge, elles sont relativement plus rares que chez les hommes; elles augmentent plus ou moins avec l'âge dans les divers groupes professionnels. Les affections cardiaques sont plus fréquentes dans l'agriculture que dans l'industrie.

Quant aux cas de maladies des organes moteurs, ils diminuent avec l'âge dans des proportions à peu près égales pour les deux sexes, chez les personnes employées aux travaux des champs ou comme domestiques. Par contre, dans l'industrie, la différence est assez sensible suivant le sexe : alors que, chez les hommes, ces cas sont à peu près aussi nombreux à tout âge, ils se rencontrent beaucoup plus fréquemment chez les femmes d'âge mûr que chez les autres. Ils sont rares surtout, à l'âge mûr, chez les employés du commerce et des transports.

4° *Par profession et par âge.* — Parmi les invalides âgés (hommes de 60 à 69 ans), les plus nombreux appartiennent aux emplois publics (63,2 p. o/o), à l'agriculture (56,6 p. o/o) et aux travaux domestiques (47,2 p. o/o); chez les femmes, ce dernier groupement fournit 63,8 p. o/o, le commerce 50,2 p. o/o, l'agriculture et les emplois publics 48,6 p. o/o chacune et l'industrie 36,3 p. o/o seulement. Dans l'industrie, plus d'un tiers des pensionnaires a moins de 50 ans (35,5 p. o/o chez les hommes, 37,3 p. o/o chez les femmes); dans le commerce, ces mêmes chiffres s'établissent à 32,4 p. o/o et 22,8 p. o/o. Chez les domestiques femmes, 45,3 p. o/o sont réduites à l'invalidité après 60 ans. Tandis que le nombre des pensionnaires hommes augmente régulièrement avec l'âge dans tous les groupes professionnels, celui des pensionnaires femmes reste le même jusqu'à 40 ans (37,5 p. o/o en moyenne), ce qui s'explique par le grand nombre de jeunes invalides dans l'industrie et chez les domestiques. En outre, alors que chez les invalides de 20 à 29 ans et de 60 à 69 ans, ce sont les femmes qui dominent en moyenne, les hommes sont plus nombreux aux autres périodes, excepté de 30 à 34 ans où les cas d'invalidité sont à peu près égaux dans les deux sexes. Le tableau suivant résume ces résultats :

AGE.	P. o/o du nombre d'invalides.	
	Hommes.	Femmes.
De 20 à 29 ans.....	4,4	7,7
De 30 à 34 ans.....	3,5	3,5
De 35 à 39 ans.....	4,5	3,8
De 40 à 49 ans.....	14,2	12,4
De 50 à 59 ans.....	27,8	26,7
De 60 à 69 ans.....	45,6	45,9
TOTAUX.....	100	100

Le nombre des établissements d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse est actuellement de 31 (non compris les 9 caisses spéciales). Dans 10 d'entre eux, la moitié des pensionnaires hommes au moins appartient à l'agriculture (Prusse-Orientale, 81,0 p. o/o; Mecklembourg, 75,5 p. o/o; Posen, 75,4 p. o/o; par contre. Berlin, 2,9 p. o/o; Alsace-Lorraine, 16,8 p. o/o; villes hanséatiques, 5,9 p. o/o), et dans 14 autres, à l'industrie (Alsace, 72,1 p. o/o; provinces rhénanes, 68 p. o/o; Berlin, 66,1 p. o/o, contre: Prusse-Orientale, 10,9 p. o/o; Posen, 12,8; Mecklembourg, 13,6 p. o/o).

Cette première distinction permet d'établir quels sont les établissements qui comptent le plus de pensionnaires âgés et explique, d'après ce qui précède, comment la Prusse-Orientale, qui n'a que 19,1 p. o/o de rentiers de 20 à 49 ans, en compte 80,9 p. o/o de 50 à 69 ans (Berlin, 38,7 p. o/o et 61,3 p. o/o, et le Mecklembourg, 16,9 p. o/o et 83,1 p. o/o; Posen, 20 p. o/o et 80 p. o/o, et l'Alsace-Lorraine, 27,5 p. o/o et 72,5 p. o/o).

Elle explique, en outre, pourquoi certaines causes de maladie reviennent plus souvent dans certains établissements.

Il est à noter enfin, que, dans certaines régions, le nombre des pensionnaires hommes (industrie) est aussi élevé entre 50 et 59 ans qu'entre 60 et 69 ans et que chez les femmes du groupe des domestiques, il y a plus d'invalides entre 20 et 30 ans qu'entre 40 et 49 ans.

AUTRICHE-HONGRIE.

Création d'un «Office du Travail». — En vertu d'une décision Impériale et Royale du 21 juillet 1898, il a été créé par une ordonnance du ministère I. R. du commerce un «*Office statistique du travail*», à Vienne, dépendant de ce ministère.

Le *Conseil permanent du travail*, attaché à cet office, ayant été constitué le 25 septembre dernier, ledit office a commencé ses fonctions le 1^{er} octobre. Il publiera un *Bulletin* mensuel.

On trouvera ci-après le règlement organique dudit office (1). Plusieurs de ses dispositions sont identiques à celles du décret en date du 19 août 1891, qui a réglé initialement le fonctionnement de l'*Office du travail* en France.

RÈGLEMENT.

ART. 1^{er}. Il importe, pour servir à la législation comme à l'administration économique et sociale, de rassembler, coordonner méthodiquement et de publier périodiquement toutes les informations concernant la statistique du travail.

Ces informations doivent porter : sur la situation des classes ouvrières, notamment sur celle des travailleurs de l'industrie et des artisans, des ouvriers des mines, de l'agriculture et des forêts, des employés de commerce et des transports; sur l'efficacité des institutions et des lois destinées à augmenter le bien-être des travailleurs; sur l'état et le développement de la production dans les diverses catégories de travaux énoncés ci-dessous.

ART. 2. Cette mission, telle qu'elle est définie à l'article précédent, est confiée à un service spécial du ministère du commerce, dénommé *Office impérial statistique du travail*. L'Office statistique du travail constitue, en ce qui concerne les enquêtes à entreprendre et les relations avec l'extérieur, un département autonome placé simplement sous l'autorité immédiate du Ministre du commerce.

Il sera statué, quand il y aura lieu, sur les attributions administratives qui pourront être dévolues à l'Office dans le domaine social.

ART. 3. Lorsque l'Office devra entreprendre une enquête dans des établissements dépendant d'autres ministères que du ministère du commerce, le Ministre du commerce s'entendra au préalable avec le ministre compétent chargé régulièrement de les entreprendre, à moins que ce dernier n'ait, selon les cas, réclamé lui-même le concours de l'Office.

ART. 4. Les correspondances échangées entre l'Office du travail et les autres services publics ont lieu dans les formes adoptées pour le ministère du commerce.

Appel peut être fait, pour aider aux travaux de l'Office, non seulement aux autorités gouvernementales, mais encore aux autorités communales, aux chambres de commerce et d'industrie, aux associations professionnelles, aux tribunaux industriels, tribunaux d'arbitrage corporatifs ou autres, aux établissements d'assurance contre les accidents du travail, aux caisses ouvrières de maladie et autres institutions de secours qui tous sont tenus de prêter leur concours, conformément aux dispositions légales qui les régissent.

Les autorités sont tenues d'accorder leur appui absolu aux agents officiels de l'Office, chargés d'une enquête et de les aider à s'acquitter de leurs fonctions.

(1) Extrait du *Reichsgesetzblatt* du 27 juillet 1898.

ART. 5. Il est institué un *Conseil permanent du travail*, qui a pour mission de seconder l'Office statistique et de lui assurer l'utile concours des industries qu'il représente.

Ce Conseil est composé : du directeur de l'Office statistique du travail, de son suppléant, d'un représentant (1 par ministère) du ministère de l'intérieur, du ministère des finances, du ministère de l'agriculture, du ministre des chemins de fer et du ministère du commerce, du président de la commission centrale de statistique et de 24 membres nommés par le Ministre du commerce. Au cas où le ministère nommerait des membres appartenant à des industries étrangères à son département, il devrait s'entendre au préalable avec le département compétent.

Les membres nommés par le ministre doivent être choisis, par tiers, parmi les patrons, les ouvriers et les personnes dont les connaissances spéciales peuvent aider le Conseil dans ses travaux.

Les membres du conseil sont nommés pour 3 ans. Ceux d'entre eux qui ne sont pas domiciliés à Vienne reçoivent, à titre d'indemnité de déplacement et de présence une somme de 8 florins (80 f.) par jour, pendant que siège le conseil, à moins qu'ils ne touchent déjà, à un autre titre, une indemnité de l'État. Ils voyagent, en outre, gratuitement sur les lignes de l'État, dans la classe qu'ils préfèrent, pour se rendre aux séances et en revenir. Les dépenses de voyage faites sur d'autres lignes leur sont remboursées.

Les membres ouvriers, domiciliés à Vienne, reçoivent une indemnité de 5 florins (12^f 50) par jour, chaque fois qu'ils siègent.

Le Ministre du commerce établira, pour le Conseil du travail, un règlement provisoire, immédiatement applicable, qu'il rendra définitif après approbation dudit conseil.

ART. 6. L'Office statistique du travail consignera dans un rapport les résultats des enquêtes statistiques qu'il a pu entreprendre, lorsque le ministre auquel ressortissent les industries étudiées, lui en fera la demande. Il présentera ces rapports comme les diverses propositions qu'il pourra formuler au Ministre du commerce et les adressera par son intermédiaire au ministre intéressé.

Le directeur de l'Office statistique du travail adressera, chaque année, au Ministre du commerce et aux autres ministres intéressés, un rapport sur le fonctionnement de l'Office et le résultat de ses travaux; ce rapport sera soumis au Parlement sous la forme convenable.

ART. 7. Les fonctionnaires et autres agents de l'Office statistique du travail ne pourront être chargés de travaux étrangers à l'Office; l'administration des finances notamment ne pourra jamais les occuper.

Les fonctionnaires et agents de l'Office, comme toutes les autorités et tous les services chargés d'enquêtes statistiques et autres travaux, tels qu'il sont définis par le présent règlement, sont tenus de garder le secret sur le résultat de ces enquêtes et travaux. Cette obligation est formelle surtout en ce qui concerne les informations qu'auraient pu leur fournir des patrons, au cours d'enquêtes officielles, sur la situation de leurs affaires, de leur industrie et sur des installations spéciales ou des procédés de fabrication.

ART. 8. L'Office statistique du travail commencera ses fonctions le 1^{er} octobre 1898.

BELGIQUE.

Revue du travail en novembre. — Situation générale assez semblable à celle du mois d'octobre. Activité intense dans les *charbonnages*, qui absorbent de nombreux ouvriers sans emploi dans d'autres industries. La *métallurgie*, la *verrerie*, la *glacerie* n'accusent aucun ralentissement. Dans la grande *construction mécanique*, la situation à Gand et à Verviers contraste toujours défavorablement avec celle qui règne dans le reste du pays. La campagne *sucrière*, partout fort courte, touche à sa fin, en avance de plusieurs semaines sur la date habituelle de sa clôture.

Ralentissement dans la *brasserie* et la *tannerie* par suite de l'élévation de prix des matières premières.

L'industrie du *livre* (sauf à Anvers), en bonne reprise. La clémence extraordinairement prolongée de la température a favorisé la continuation d'une activité supérieure à la moyenne saisonnière dans les professions du bâtiment et contrarié quelque peu la reprise attendue de certaines branches du *vêtement*, surtout de la *chaussure*. La situation défavorable en général de l'industrie textile — exception faite pour la *filature de laine peignée* — s'est encore aggravée spécialement à Gand en ce qui concerne la filature et le tissage du coton et la filature de jute.

Grèves. — Sept grèves nouvelles, en novembre, avec 759 grévistes, dont 355 appartenant à l'industrie charbonnière et 220 à la métallurgie.

But poursuivi : dans 4 cas, une augmentation de salaire; dans un cas, une manifestation de solidarité; dans un cas, une augmentation de salaire et la reprise d'un ouvrier congédié; dans un cas, l'obtention d'une modification aux conditions de travail.

Sur 6 grèves terminées; 6 échecs.

Arrêté royal du 30 octobre 1898 imposant aux exploitants des établissements dangereux, insalubres ou incommodes l'obligation de prendre les mesures nécessaires pour assurer les premiers soins aux ouvriers victimes d'accidents du travail.

ART. 1^{er}. Les exploitants des établissements dangereux, insalubres ou incommodes sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer, en cas d'accident, aux ouvriers blessés les premiers soins médicaux, ainsi que le transport commode jusqu'au poste de secours le plus voisin.

ART. 2. Dans le cas où, par suite du défaut des mesures prescrites ci-dessus, les soins nécessaires n'auront pas été donnés à un ouvrier blessé, l'exploitant contrevenant est passible de peines prévues par la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes (2).

(1) Renseignements dus à l'obligeance de M. le docteur Vercruyse, chef de bureau à l'Office du travail.

(2) N. D. L. D. — Amende de 26 à 100 francs et de 100 à 1.000 francs en cas de récidive dans les 12 mois.

ÉTATS-UNIS.

Salaires aux États-Unis et en Europe (1870-1898). — L'Office du travail de Washington vient de publier (1) les résultats d'une enquête poursuivie dans un certain nombre de grandes villes des États-Unis et d'Europe dans le but d'apprécier comment ont varié de 1870 à 1896 les salaires de 25 professions industrielles. Ces 25 professions ont été choisies parmi celles qui sont susceptibles d'une définition précise et que l'on suppose définies de la même manière dans tous les pays.

Dans chaque ville considérée, et pour chaque profession étudiée, on a recherché 2 maisons ayant occupé, depuis 1870 jusqu'à maintenant, des ouvriers de cette profession; les nombres de ces ouvriers payés à chaque taux de salaire ont été relevés sur les livres de paye (2).

A l'aide de ces éléments, on a déterminé, année par année, des salaires moyens applicables à chaque profession dans chaque ville considérée; ces chiffres sont publiés dans de nombreux tableaux que nous ne pouvons reproduire ici.

I.

Les renseignements qui concernent l'Angleterre, la France et la Belgique ont été recueillis à la demande du *Department of Labor* par les Offices du travail de ces trois pays. Les tableaux n° 1 fournissent pour chacune des années 1870 à 1898 le salaire moyen de 25 professions dans 12 villes d'Amérique : Baltimore, Boston, Chicago, Cincinnati, New-Orléans, New-York, Philadelphie, Pittsburg et Allegheny, Richmond, Saint-Louis, Saint-Paul et San-Francisco, et la moyenne pour l'ensemble de ces 12 villes.

Les tableaux n° 2 fournissent les mêmes renseignements par années et professions pour trois villes de la Grande-Bretagne (Londres, Manchester, Glasgow et moyenne), pour Paris et pour Liège.

Nous avons extrait de ces tableaux et réuni les chiffres relatifs à New-York, San-Francisco, Londres, Paris et Liège et aux années 1870, 1875, 1880, 1885, 1890 et 1895. Pour les États-Unis, nous avons donné également l'année 1898 (dont les résultats ne sont pas fournis pour les autres pays). A la suite de ces tableaux on en trouvera deux autres qui donnent pour les 18 années les moyennes générales des salaires des professions considérées dans les quatre pays (3) et indiquent la variation proportionnelle de ces salaires par rapport à ceux de l'année 1870 pris comme égaux à 100.

(1) *Bulletin of the department of labor*, n° 18, septembre 1898.

(2) Tous les salaires sont rapportés à l'étalon d'or;

(3) Il convient de remarquer qu'il ne faut pas établir de comparaison d'un pays à l'autre entre ces moyennes générales de salaires, puisqu'elles ne portent ni sur le même nombre de professions ni tout à fait sur les mêmes occupations. D'une année à l'autre et pour le même pays, les comparaisons sont au contraire permises et intéressantes. Elles le sont également entre les moyennes particulières relatives aux mêmes professions d'une ville et d'une année à l'autre.

Salaires moyens journaliers à New-York de 1870 à 1898 évalués en or (1).

DESIGNATION DES PROFESSIONS.	1870.	1875.	1880.	1885.	1890.	1895.	1898.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Taillleurs de pierre.....	"	"	"	"	"	"	"
Maçons.....	14 42	13 33	12 50	16 25	20 00	20 00	20 00
Maçons briquetiers.....	15 81	14 91	15 61	19 20	20 00	20 00	20 00
Aides-maçons.....	9 78	8 88	10 15	11 71	12 13	12 00	12 00
Peintres.....	12 17	12 42	15 00	16 53	17 50	17 50	17 50
Charpentiers.....	14 37	15 23	17 03	17 43	17 45	17 47	17 47
Menuisiers.....	13 28	12 45	15 00	15 96	15 78	15 37	15 33
Ébénistes.....	8 40	7 98	9 68	11 45	11 21	10 57	12 20
Plombiers.....	13 77	13 80	16 96	17 50	17 91	18 72	18 68
Modelleurs.....	12 26	14 55	15 75	16 87	17 75	16 87	17 87
Mouleurs.....	"	"	"	"	"	"	"
Chaudronniers.....	9 17	9 77	10 82	11 37	12 37	11 75	12 62
Forgerons.....	11 23	11 88	13 37	13 12	14 12	12 50	12 75
Mécaniciens.....	11 33	11 66	12 62	12 50	13 50	12 37	13 12
Compositeurs d'imprimerie.....	12 65	12 90	12 90	15 15	15 27	15 37	15 62
Conducteurs de tramways et d'omnibus.....	8 47	9 38	10 68	10 57	10 62	10 63	10 38
Manœuvres.....	8 81	8 45	6 92	8 43	8 51	7 63	8 18

Salaires moyens journaliers à San-Francisco de 1870 à 1898 évalués en or.

DÉSIGNATION DES PROFESSIONS.	1870.	1875.	1880.	1885.	1890.	1895.	1898.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Taillleurs de pierre.....	20 67	20 21	18 31	18 08	18 36	18 13	17 58
Maçons.....	25 00	25 00	24 46	24 58	24 00	22 18	22 05
Maçons briquetiers.....	25 00	25 00	20 00	26 78	29 16	25 00	25 00
Aides-maçons.....	15 00	15 00	12 50	15 00	15 00	15 00	15 00
Peintres.....	18 60	15 83	15 01	15 00	14 45	14 16	13 77
Charpentiers.....	19 26	18 05	16 75	15 83	16 20	16 01	15 65
Menuisiers.....	"	"	"	"	"	"	"
Ébénistes.....	"	"	"	"	"	"	"
Plombiers.....	18 30	18 10	18 12	17 77	17 77	17 93	18 07
Modelleurs.....	15 00	18 96	15 41	16 56	17 83	16 96	16 75
Mouleurs.....	18 53	17 91	17 53	17 03	18 30	18 01	17 82
Chaudronniers.....	16 91	16 70	16 07	16 57	16 61	14 85	14 81
Forgerons.....	19 03	17 75	17 85	17 40	16 77	16 00	15 60
Mécaniciens.....	16 83	15 52	15 13	15 63	14 61	14 18	14 22
Compositeurs d'imprimerie.....	17 06	17 72	16 42	17 45	16 88	16 30	16 40
Conducteurs de tramways et d'omnibus.....	13 18	13 12	13 38	13 13	13 05	11 85	11 90
Manœuvres.....	10 00	10 60	10 00	10 00	9 33	8 81	7 95

(1) En 1870 et 1875, les salaires étaient payés en monnaie de papier qui subissait une dépréciation. Ceux qui figurent dans le tableau ci-dessus sont les salaires effectifs convertis en or au change de 121,3 et 112,5 dollars papier pour 100 dollars or. Le dollar a été compté pour cinq francs.

Salaires moyens journaliers à Londres de 1870 à 1896.

DÉSIGNATION DES PROFESSIONS.	1870.	1875.	1880.	1885.	1890.	1895.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Taillleurs de pierre.....	"	"	"	"	"	"
Maçons.....	7 65	7 98	7 98	7 91	7 98	8 02
Maçons briquetiers.....	7 65	7 99	7 99	7 99	7 99	8 02
Aides-maçons.....	"	"	"	"	"	"
Peintres.....	7 17	7 55	7 55	7 55	7 55	7 40
Charpentiers.....	7 65	7 98	7 98	7 98	7 98	8 02
Menuisiers.....	"	"	"	"	"	"
Ébénistes.....	6 12	7 58	8 21	8 21	8 21	8 21
Plombiers.....	7 65	7 65	7 93	7 93	7 93	8 32
Modelleurs.....	"	"	"	"	"	"
Mouleurs.....	7 30	7 71	7 71	7 71	7 71	7 71
Chaudronniers.....	"	"	"	"	"	"
Forgerons.....	"	7 30	7 70	7 70	7 70	8 10
Mécaniciens.....	7 30	7 30	7 71	7 71	7 71	7 71
Compositeurs d'imprimerie.....	7 30	7 30	7 30	7 30	7 30	7 71
Conducteurs de tramways et d'omnibus.....	"	"	"	"	"	"
Mancœuvres.....	"	"	"	"	"	"

Salaires moyens journaliers à Paris de 1870 à 1896.

DÉSIGNATION DES PROFESSIONS.	1870.	1875.	1880.	1885.	1890.	1895.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. r.	fr. c.
Taillleurs de pierre.....	4 38	6 13	6 13	6 20	7 50	7 50
Maçons.....	5 06	5 31	7 23	7 72	7 72	7 72
Maçons briquetiers.....	5 31	5 78	8 20	8 20	8 20	8 20
Aides-maçons.....	3 37	3 86	4 33	5 31	5 31	5 31
Peintres.....	5 31	5 78	6 27	6 75	6 75	6 75
Charpentiers.....	6 01	6 22	6 88	7 78	7 78	7 78
Menuisiers.....	5 31	5 78	6 35	6 75	6 75	6 75
Ébénistes.....	6 41	6 41	7 23	7 45	8 27	8 27
Plombiers.....	6 73	6 73	6 95	6 97	6 96	6 97
Modelleurs.....	6 08	6 62	6 63	6 66	6 56	6 66
Mouleurs.....	6 15	6 30	6 43	6 55	6 53	6 86
Chaudronniers.....	6 75	6 75	7 42	7 42	8 20	8 20
Forgerons.....	5 95	6 15	6 52	6 53	7 82	8 57
Mécaniciens.....	6 66	6 60	6 73	6 75	6 78	6 90
Compositeurs d'imprimerie.....	5 78	5 78	6 27	6 27	6 27	6 27
Conducteurs de tramways et d'omnibus.....	5 91	6 00	6 05	6 05	6 33	6 33
Mancœuvres.....	4 33	4 33	4 33	4 82	4 82	4 82

Salaires moyens journaliers à Liège (Belgique) de 1870 à 1896.

DÉSIGNATION DES PROFESSIONS.	1870.	1875.	1880.	1885.	1890.	1895.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Tsilleurs de pierre.....	"	3 76	3 62	3 37	3 77	3 92
Maçons.....	"	3 13	3 55	3 63	3 67	3 65
Maçons briquetiers.....	"	"	"	"	"	"
Aides-maçons.....	"	"	"	"	2 42	2 55
Peintres.....	2 75	2 82	3 10	3 28	3 31	3 32
Charpentiers.....	"	"	"	3 90	3 92	3 95
Menuisiers.....	"	"	"	"	"	"
Ébénistes.....	3 37	3 37	3 37	3 37	3 37	3 53
Plombiers.....	"	"	3 60	3 80	3 96	3 68
Modelleurs.....	3 33	3 65	3 51	3 71	3 86	3 80
Mouleurs.....	3 62	4 20	3 80	3 56	3 50	3 78
Chaudronniers.....	"	"	3 63	3 82	3 71	3 73
Forgerons.....	3 42	4 03	3 71	3 91	3 93	4 12
Mécaniciens.....	3 28	"	3 13	3 20	3 33	3 63
Compositeurs d'imprimerie.....	3 20	3 37	3 37	4 10	3 93	3 97
Conducteurs de tramways et d'omnibus....	2 77	2 77	2 77	2 77	2 77	2 93
Manœuvres.....	2 66	2 72	2 70	2 68	2 62	2 62

*Moyenne générale des salaires journaliers dans certaines professions
aux États-Unis, en Grande-Bretagne, à Paris et à Liège (Belgique).*

ANNÉES.	GRANDE- BRETAGNE.	PARIS.	LIÈGE.	ÉTATS- UNIS.	ANNÉES.	GRANDE- BRETAGNE.	PARIS.	LIÈGE.	ÉTATS- UNIS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1870....	6 50	5 03	2 97	11 02	1885....	6 98	6 23	3 16	12 36
1871....	6 51	5 32	3 01	11 96	1886....	6 95	6 28	3 15	12 36
1872....	6 65	5 37	3 05	12 25	1887....	6 96	6 28	3 11	12 46
1873....	6 75	5 41	3 20	11 77	1888....	7 00	6 25	3 16	12 53
1874....	6 83	5 42	3 26	11 51	1889....	7 03	6 33	3 13	12 57
1875....	6 90	5 56	3 17	11 21	1890....	7 08	6 56	3 16	12 63
1876....	7 02	5 60	3 15	10 90	1891....	7 18	6 57	3 25	12 72
1877....	7 07	5 76	3 12	11 22	1892....	7 18	6 57	3 20	12 80
1878....	7 01	5 83	3 02	11 53	1893....	7 22	6 60	3 21	12 71
1879....	6 86	5 83	3 06	11 60	1894....	7 23	6 62	3 27	12 96
1880....	6 86	6 06	3 11	11 70	1895....	7 75	6 62	3 26	12 36
1881....	6 88	6 11	3 18	12 03	1896....	7 95	6 65	3 31	12 28
1882....	6 96	6 22	3 27	12 23	1897....	"	"	"	12 22
1883....	7 01	6 23	3 26	12 35	1898....	"	"	"	12 16
1884....	7 01	6 23	3 23	12 45					

*Variations proportionnelles de la moyenne générale des salaires
dans certaines professions, par rapport à celles de l'année 1870.*

ANNÉES.	GRANDE- BRETAGNE.	PARIS.	LIÈGE.	ÉTATS- UNIS.	ANNÉES.	GRANDE- BRETAGNE.	PARIS.	LIÈGE.	ÉTATS- UNIS.
	fr. s.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1870....	100,0	100,0	100,0	100,0	1885....	106,9	117,7	106,3	112,1
1871....	100,2	100,5	101,3	108,5	1886....	107,1	118,6	105,9	112,1
1872....	102,3	101,4	102,5	111,1	1887....	107,7	118,6	104,6	113,0
1873....	103,8	102,1	107,6	106,8	1888....	108,3	117,9	106,3	113,7
1874....	105,2	102,4	109,7	101,1	1886....	109,0	119,6	105,5	114,1
1875....	106,2	105,0	106,7	101,7	1890....	110,6	123,8	106,3	114,6
1876....	108,1	105,7	105,9	101,1	1891....	110,6	124,1	109,2	115,4
1877....	108,8	108,7	105,0	101,8	1892....	110,6	124,1	107,6	116,1
1878....	107,9	110,1	101,7	101,6	1893....	111,2	124,5	108,0	115,3
1879....	105,6	110,1	102,9	105,2	1894....	111,3	125,0	110,1	113,0
1880....	105,6	114,4	104,6	106,1	1895....	111,5	125,0	109,7	112,1
1881....	106,0	115,3	107,1	109,2	1896....	114,6	125,5	111,3	111,5
1882....	107,1	117,5	110,1	111,0	1897....	"	"	"	110,9
1883....	107,9	117,7	109,2	112,0	1898....	"	"	"	110,3
1884....	107,5	117,7	108,8	112,0					

II.

Afin d'obtenir des chiffres dégagés autant que possible des circonstances accidentelles, nous avons divisé l'intervalle de 1870 à 1896 en 3 périodes de 9 années et calculé les *indices* des moyennes⁽¹⁾ pour chacune de ces périodes. Voici le tableau de ces indices pour 5 villes principales et 10 professions qui ont pu être observées dans presque toutes ces 5 villes.

PROFES- SIONS.	PÉRIODE 1870-1878.					PÉRIODE 1879-1887.					PÉRIODE 1888-1896.				
	LIÈGE.	PARIS.	LONDRES.	NEW-YORK.	SAN- FRANCISCO.	LIÈGE.	PARIS.	LONDRES.	NEW-YORK.	SAN- FRANCISCO.	LIÈGE.	PARIS.	LONDRES.	NEW-YORK.	SAN- FRANCISCO.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Charpentiers..	"	6 55	8 10	16 00	19 35	4 00	7 75	8 275	17 85	17 00	4 05	8 30	8 00	18 00	16 85
Ébénistes....	3 50	6 75	7 75	8 85	"	3 50	7 65	8 50	11 35	"	3 60	8 50	8 55	11 55	"
Compositeurs- typographes	3 10	6 00	7 50	14 00	17 75	3 90	6 50	7 50	15 15	17 35	4 00	6 50	7 80	15 90	17 20
Mouleurs (1)...	3 90	6 35	7 75	14 00	18 35	3 85	6 65	8 00	13 55	18 00	3 75	6 90	8 00	14 15	18 80
Forgerons....	4 05	6 25	7 70	12 80	18 30	4 15	6 80	8 00	13 75	19 20	4 35	8 20	8 25	13 85	17 15
Mécaniciens...	3 15	6 85	7 70	12 15	16 30	3 25	7 40	8 00	13 50	15 90	3 45	7 60	8 00	13 65	15 20
Plombiers....	"	7 05	7 40	14 80	18 70	3 90	7 20	8 20	17 85	18 20	3 90	7 25	8 45	18 90	18 35
Maçons (pierre)	3 25	5 65	8 15	13 70	25 80	3 65	7 70	8 20	16 50	25 40	3 75	8 00	8 20	20 10	23 80
Peintre en bâ- timents....	2 95	5 95	7 70	13 30	17 65	3 30	6 80	7 80	16 50	15 75	3 40	7 00	7 70	18 10	15 40
Manceuvres...	2 80	4 50	"	8 55	10 35	2 80	5 00	"	8 30	10 35	2 75	5 00	"	8 50	9 30

(1) Le chiffre manquant pour New-York, on a calculé la moyenne applicable à Chicago.

(1) C'est-à-dire la moyenne arithmétique des 9 moyennes annuelles d'une période.

L'inspection de ce tableau suggère diverses remarques.

D'abord, le rapport des salaires d'une profession à l'autre n'est pas le même dans les diverses villes et ce rapport semble se modifier avec le temps.

Ceci n'a rien de surprenant, car le travail exécuté sous le même nom de profession est parfois différent, puis la demande et l'offre de main-d'œuvre, suivant les métiers, peuvent être aussi notablement différentes dans un pays ou dans l'autre.

Ainsi, si l'on représente par 100 le salaire du charpentier dans chacune des villes, le salaire de l'ébéniste de 1888 à 1896 serait représenté par 107 à Londres et par 64 à New-York; celui du forgeron par 107 à Liège et par 77 à New-York; celui du maçon par 142 à San-Francisco et par 92 à Liège. Ces différences semblent dépasser les limites de l'erreur due au choix arbitraire des établissements soumis à l'enquête, d'autant mieux qu'il s'agit généralement de professions où il existe des tarifs de salaires. Elles tiennent sans doute beaucoup moins aux différences de qualité de travail qu'à l'abondance ou à la rareté relative des ouvriers dans les diverses professions.

En comparant les salaires d'une ville à l'autre dans une même profession, on constate de même des différences assez considérables suivant la profession. Ainsi, si l'on représente par 100 le salaire à Paris, quel que soit le métier considéré, et qui l'on observe les salaires à New-York, par exemple, on trouve que, pour la période 1888-1896, le nombre proportionnel applicable au charpentier est 136; au forgeron, 169; au manœuvre, 170; tandis qu'il est égal à 245 pour le compositeur, 251 pour le maçon, 258 pour le peintre, 260 pour le plombier. Ces coefficients varient encore d'une époque à l'autre.

Enfin, dernière remarque fort importante, la variation des salaires, d'une époque à l'autre, est très différente suivant les professions et suivant les villes. Pour presque toutes les professions, il y a eu à New-York et à Paris, depuis 1870, hausse des salaires plus accentuée que dans les autres villes; au contraire, à San-Francisco, les salaires ont baissé. Ce dernier fait tient sans doute à l'exagération des prix payés après la découverte des mines de Californie.

En calculant les indices des moyennes des salaires portés sur le tableau ci-dessus, on obtient les résultats ci-après.

	ENSEMBLE DES 10 PROFESSIONS.			NOMBRES PROPORTIONNELS.		
	1870-1878.	1879-1887.	1888-1896.	1870-1878.	1879-1887.	1888-1896.
Liège.	3,34	3,63	3,70	90,3	98,1	100
Paris.	6,19	6,95	7,32	84,5 (1)	94,9 (1)	100
Londres.	7,75	8,05	8,10	95,7	99,4	100
New-York.	12,81	14,43	15,27	83,9	94,5	100
San-Francisco.	18,06	17,49	16,90	106,9	103,5	100

Voici d'ailleurs, année par année, le tableau des nombres proportionnels calculés d'après l'Office du travail américain pour l'ensemble des 25 professions qu'il a étu-

(1) Pour la France entière, les nombres proportionnels évalués par l'Office du travail français, lors de l'enquête de 1891-1893, étaient les suivants :

1874-1880.. } Salaires et durée du travail dans l'industrie française, tome IV, page 277.
1883-1891.. }

diées et l'ensemble des villes de chaque pays. Le salaire en 1892 est supposé égal à 100 dans chaque pays.

ANNÉES.	ÉTATS-UNIS. (13 villes.)	GRANDE-BRETAGNE. (3 villes.)	BELGIQUE (Liège).	FRANCE (Paris).	ANNÉES.	ÉTATS-UNIS. (13 villes.)	GRANDE-BRETAGNE. (3 villes.)	BELGIQUE (Liège).	FRANCE (Paris).
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1870....	86,0	90,5	93,0	80,6	1884....	97,2	97,5	101,2	94,9
1871....	93,4	90,7	94,1	81,0	1885....	96,5	97,2	98,8	94,9
1872....	95,6	92,5	95,3	81,8	1886....	96,5	96,7	98,4	95,6
1873....	91,0	94,0	100,0	82,3	1887....	97,3	96,9	97,2	95,6
1874....	90,0	95,2	102,0	82,5	1888....	97,9	97,4	98,8	96,0
1875....	87,5	96,0	99,2	84,6	1889....	98,2	98,0	98,0	97,4
1876....	85,0	97,7	98,4	85,2	1890....	98,6	98,3	98,8	99,8
1877....	87,5	98,5	97,6	87,6	1891....	99,3	100,0	101,5	100,0
1878....	90,0	97,5	94,5	88,8	1892....	100,0	100,0	100,0	100,0
1879....	90,6	95,5	95,7	88,8	1893....	99,3	100,4	100,4	100,4
1880....	91,3	95,5	97,2	92,2	1894....	97,3	100,8	102,3	100,75
1881....	94,0	95,8	99,6	93,0	1895....	96,5	101,0	102,0	100,75
1882....	95,5	97,0	102,3	94,7	1896....	95,9	103,7	103,5	101,1
1883....	96,4	97,5	101,5	94,9					

A Paris, la hausse a été ininterrompue; il ne semble pas qu'il en ait été de même dans les autres contrées.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en novembre (1). — Situation générale bonne, 2,3 p. o/o de chômeurs dans 118 trade-unions groupant 469.844 membres, contre 2,5 p. o/o en octobre 1898 et 4,8 p. o/o en novembre 1897.

En un jour de la deuxième semaine de novembre 1898, l'assistance publique a secouru 329.382 personnes, soit 208 p. 10.000 de la population totale, dans 35 districts urbains choisis comme types, contre 204 en octobre 1898 et 211 en novembre 1897.

5,46 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers employant 445.058 mineurs, contre 5,44 en octobre 1898 et 5,37 en novembre 1897.

359 hauts fourneaux en marche à la fin de novembre 1898, avec 23.494 ouvriers contre 356 en octobre 1898 et 349 en novembre 1897.

83 p. o/o du personnel travaillant en plein dans 557 filatures avec 90.600 ou-

(1) Renseignements dus à l'obligeance du *Labour Department*.

rières, femmes et filles, contre 83 p. o/o en octobre 1898 et 61 p. o/o en novembre 1897.

Sur 121.100 travailleurs pour lesquels des renseignements sont fournis, hausse nette de salaire de 91 centimes par semaine en moyenne, pour 120.600 ouvriers, dont 100.354 dans les mines et 11.178 dans les métaux. Cette hausse a été obtenue pour 1.700 ouvriers par grève, pour 104.000 par conciliation, arbitrage ou par échelle mobile, et pour 15.400 par négociation directe entre patrons et ouvriers.

Grèves. — 43 nouvelles grèves en novembre avec 8.459 chômeurs, contre 54 avec 12.577 en octobre 1898, et 33 avec 6.594 en novembre 1897; 8 grèves dans le bâtiment, 11 dans les mines et carrières, 6 dans les métaux, 11 dans les textiles. Sur 46 grèves terminées, anciennes et nouvelles, 10 succès, 21 transactions, 15 échecs.

Conciliation et arbitrage pendant l'année 1897 (1). — En 1897, 40 conflits ont été réglés par la conciliation et l'arbitrage (42 en 1894, et 45 en 1895 et 1896).

Sur les 19.441 ouvriers atteints par ces conflits, 5.165 étaient des employés de chemin de fer (North Eastern railway), 2.200 des tisseurs de coton de Clitheroe et 2.051 des ouvriers des aciéries de Workington.

Ces 40 conflits ont éclaté dans les industries suivantes :

	CONFLITS.	GRÉVISTES.
Bâtiment.....	4	213
Mines.....	8	4.437
Travail du fer et de l'acier.....	2	2.551
Mécaniciens, constructeurs maritimes.....	5	998
Travail des autres métaux.....	2	81
Textiles.....	4	3.962
Vêtement.....	6	404
Divers.....	9	6.795
TOTAUX.....	40	19.441

28 de ces conflits, affectant 6.865 personnes (soit 35,3 p. o/o du total) ont été réglés par l'intervention ou la médiation de tierces personnes, à savoir : 18 par la conciliation et 10 par l'arbitrage; 10 d'entre eux ont été tranchés en application de la loi du 7 août 1896 sur la conciliation. Quant aux 12 autres différends (le même nombre qu'en 1896) ils ont été réglés comme suit : 11 par les conseils permanents corporatifs et 1 par les conseils de district.

Opérations des conseils permanents. — Pendant l'une ou l'autre des années 1894-1897, 76 conseils permanents ont, en moyenne, réglé des différends; en dehors de ces conseils, il en existe d'autres qui, bien que n'étant pas officiellement dissous, ont cessé de fonctionner pratiquement. A la fin de 1896, 9 de ces conseils ont été dissous; sur les 67 subsistants, 53 ont été appelés à résoudre des conflits; 51 ont réussi à les régler.

(1) Extrait du rapport sur les grèves et lock-outs pour 1897.

Voici comment ils se répartissent, par catégorie d'industrie.

CATÉGORIE D'INDUSTRIE.	NOMBRE DES CONSEILS ayant réglé des différends.			
	1894.	1895.	1896.	1897.
<i>1^o Conseils permanents.</i>				
Bâtiment.....	4	2	3	5
Mines.....	10	9	10	6
Industrie du fer et de l'acier.....	3	5	5	6
Constructions navales.....	4	4	6	9
Travail des autres métaux.....	—	1	7	5
Textiles.....	3	4	2	3
Chaussures.....	14	10	13	11
Vêtement (tailleurs).....	1	1	1	1
Briqueterie, poterie.....	1	1	1	1
Travaux dans les docks.....	2	2	1	2
Divers.....	1	—	—	—
TOTAL.....	43	39	49	49
<i>2^o Conseils de district.....</i>	<i>3</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>2</i>
TOTAL GÉNÉRAL.....	46	40	50	51

1.465 affaires ont été soumises aux divers conseils (1.456 en 1896); 53 étaient encore à l'étude à la fin de l'année : 603 ont été retirées ou réglées en dehors de l'action des conseils. Sur les 809 restants (818 en 1896), 623 ont été réglées par les conseils et 186 par des tiers arbitres.

Bien que le nombre des affaires étudiées ait été à peu près le même qu'en 1896, l'importance des intérêts en jeu était, en 1897, beaucoup moins considérable. C'est ainsi que les conseils des houillères du Northumberland et du Durham qui avaient été appelés à fixer les salaires de près de 120.000 mineurs ont disparu au cours de 1896; aucun des conseils institués pendant cette même année n'a joué un rôle comparable. Quant aux conseils mixtes du Northumberland et du Durham, ils ont réglé 409 différends, presque tous relatifs aux salaires.

Dans l'industrie du fer et de l'acier, les conseils n'ont pas à s'occuper des salaires qui sont soumis au système de l'échelle mobile.

Dans l'industrie de la chaussure les 232 différends réglés étaient presque tous du reste de peu d'importance (classification de marchandises, échantillons, etc.). Pendant l'année, on a proposé d'établir une série de prix aux pièces pour les claqueurs du district de Londres; la question n'avait fait aucun progrès à la fin de l'année.

Au cours de 1897, on a enregistré la formation de 8 nouveaux conseils de conciliation dans les industries suivantes : plomberie, industrie du fer, chaussure, teinturerie, poterie, fabrication du gaz. Le conseil de conciliation et d'arbitrage pour la chaussure de Kingswood a cessé d'exister par suite de la dissolution de la branche locale de l'Union nationale des ouvriers de la chaussure.

Des conseils de district ont été, à plusieurs reprises, constitués dans plus de 20 districts; presque tous sont organisés par les chambres de commerce. Seuls, ceux de Londres, Halifax, Liverpool et Aberdeen ont réglé les différends pendant la période

1894-1897. En 1897, ceux de Londres et Aberdeen ont seuls pu y réussir : celui de Londres a tranché 2 conflits directement et 2 autres en désignant des arbitres : celui d'Aberdeen a réglé 2 disputes.

Le conseil de district de Keighley a été dissous au commencement de 1897.

Les grèves et les lock-outs en 1897 (1). — Le nombre des conflits ouvriers, grèves et lock-outs, survenus en 1897 dans le Royaume-Uni, s'est élevé à 864; celui des ouvriers réduits au chômage à 230.267 (2). Le total des journées de travail perdues a été de 10.345.523.

Les grèves de 1897 ont, en général, été de plus longue durée que celles des années précédentes; elles comptent toutefois parmi celles qui ont atteint le moins grand nombre d'ouvriers. Ainsi que le montre le tableau suivant, le total des chômeurs de 1897, bien que supérieur à celui de 1896, est sensiblement inférieur à ceux de 1894 ou 1895 et forme à peine le tiers du total de 1893.

	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.
Nombre de grèves.	783	1.061	876	1.021	864
Nombre de personnes réduites au chômage...	636.386	324.245	263.758	198.687	230.267
TOTAL des journées de travail perdues.....	31.205.062	9.322.096	5.542.652	3.748.525	10.345.523

Les grèves les plus importantes ont éclaté dans la métallurgie (97.189 chômeurs, soit 42,16 p. o/o) et dans les mines (49.392 ou 21,4 p. o/o), dans l'industrie textile (37.001, soit 16 p. o/o). Dans le bâtiment, le chiffre des chômeurs est tombé, de 33.470 qu'il était en 1896, à 15.047 (soit 6,5 p. o/o); dans les transports, il a été de 12,523 (soit 5,4 p. o/o).

Si l'on étudie l'importance des conflits d'après le nombre des journées de travail perdues, on constate que les ouvriers de la métallurgie figurent en première ligne pour 69 p. o/o de l'ensemble, ceux des mines pour 13,9, ceux des textiles pour 6,5 p. o/o et ceux du bâtiment pour 3,4 p. o/o.

Le tableau suivant permet de comparer ces chiffres à ceux des 4 années précédentes. Il donne en outre la proportion des chômeurs, par rapport aux chiffres de la population ouvrière, par catégorie d'industrie, pour 1897 et pour la période 1893-1897.

(1) D'après le compte rendu annuel publié par le *Labour Department*.

(2) Il n'est pas tenu compte, dans le rapport de 1897, pour établir les moyennes, des conflits intéressant moins de 10 personnes ou ayant arrêté le travail moins d'un jour, à moins que l'ensemble des journées perdues ne soit supérieur à 100 journées. On a donc négligé 106 conflits affectant ensemble 1.649 personnes et leur ayant fait perdre 2.800 journées. Ces conflits figurent toutefois au total général.

Comparaison par catégorie des journées de travail perdues.

NATURE de L'INDUSTRIE.	TOTAL DES JOURNÉES DE TRAVAIL PERDUES.					NOMBRE de CONFLITS survenus en 1897.	P. 0/0 DE NOMBRE des chômeurs rapporté aux chiffres de la population ouvrière (1).	
	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.		En 1897.	Pour la période 1893 à 1897.
Bâtiment.....	812.551	330.495	365.881	1.061.207	353.348	193	1,8	2,1
Vêtement.....	201.533	94.014	1.628.772	98.891	301.082	56	1,2	2,7
Métallurgie.....	864.911	1.090.093	1.550.986	863.205	7.141.289	229	8,8	4,5
Mines.....	27.977.893	6.534.483	981.392	1.011.126	1.445.843	127	5,9	22,0
Textiles.....	424.385	790.324	908.474	520.371	677.615	108	3,0	3,6
Transports.....	466.397	269.084	30.058	23.046	76.497	48	3,0	2,5
Autres industries..	157.392	213.603	77.089	170.676	349.819	103		
TOTAUX.....	31.205.062	9.322.096	5.512.652	3.748.525	10.345.523	864	3,8	5,6

(1) Les chiffres de la population ouvrière sont ceux du rapport du Ministre de l'intérieur pour 1896, excepté pour le bâtiment où l'on a pris les chiffres du recensement de 1891.

Si l'on considère que les moyennes 3,8 et 5,6 se rapportent exclusivement aux industries dans lesquelles des grèves ont éclaté de 1893 à 1897, et que, pendant cette même période, aucun conflit sérieux n'a éclaté dans l'agriculture, la navigation et la pêche, on peut, si l'on fait figurer le total des ouvriers de ces catégories dans le total des ouvriers du Royaume-Uni, ramener à 2 p. 0/0 pour 1897 et à 3 p. 0/0 pour 1893-1897 la proportion des ouvriers atteints par les grèves.

Il en ressort que, comparé à l'ensemble des ouvriers employés, le nombre des personnes atteintes par les conflits pendant une période donnée est, excepté peut-être pour l'industrie charbonnière, extrêmement restreint.

La plupart des conflits ont été de peu d'étendue et ont causé peu de chômage; 549 d'entre eux (soit 64 p. 0/0) ont atteint moins de 100 personnes (19.948 chômeurs), soit environ 8,5 p. 0/0 du total des grévistes, et ne figurent que pour 4 p. 0/0 du total des journées de travail perdues.

Par contre, comme les années précédentes, quelques grèves comprennent un nombre considérable de chômeurs et ont été d'une durée très prolongée. En 1893, c'étaient les grèves charbonnières des districts fédérés (300.000 mineurs) et du pays de Galles (90.000), en 1894, celle d'Ecosse (70.000 mineurs) et en 1895, la grève des cordonniers (46.000). En 1897, la grève des mécaniciens a réduit 47.500 personnes au chômage (42,3 p. 0/0 du total) en leur faisant perdre 5.731.000 journées (69,3 p. 0/0 du total, non compris janvier 1898). D'une façon générale, pendant ces 5 dernières années, la moyenne des chômeurs, non compris ceux atteints par les grandes grèves énumérées ci-dessus, a varié entre 200.000 et 250.000, et le nombre des journées de travail perdues entre 4 et 5 millions.

La durée moyenne du chômage d'un gréviste a été de 44,9 jours, au lieu de 18,8 comme en 1896 et 21,6 comme en 1895.

Au point de vue des causes et des résultats, on peut grouper comme suit les grèves de 1897 et les nombres totaux des ouvriers ayant obtenu ou non gain de cause.

Causes ou objet des grèves.

CAUSES OU OBJET des GRÈVES.	NOMBRE de GRÈVES.	P. 0/0 du NOMBRE des grévistes.	NOMBRE TOTAL DES GRÉVISTES AYANT OBTENU :										NOMBRE TOTAL des journées de travail perdues.
			RÉUSSITE complète.	P. o/o.	ÉCHEC.	P. o/o.	RÉUSSITE partielle.	P. o/o.	RÉSULTAT inconnu.	P. o/o.	TOTAL des grévistes.	P. o/o.	
Pour une augmentation ou contre une réduction de salaire	532	61,57	28.918	58,08	32.480	31,69	42.678	56,71	2.217	81,15	106.293	46,16	3.034.465
Pour une diminution ou contre un allon- gement de la journée de travail....	20	2,32	3.304	0,64	47.877	46,72	1.545	2,05	43	1,57	52.769	22,92	5.822.445
Pour ou contre une question de règle- ment du travail.....	119	13,78	6.548	13,15	11.499	11,22	19.801	26,32	463	16,95	38.311	16,64	452.857
Pour la défense de la cause syndicale..	49	5,67	6.584	13,22	865	0,85	560	0,75	9	0,33	8.018	3,48	658.984
Pour des conflits avec d'autres ouvriers relativement au travail.....	67	7,75	725	1,46	2.049	2,00	2.308	3,05	-	-	5.082	2,20	131.166
Pour le maintien ou le renvoi d'autres ouvriers ou contremaîtres et grèves de sympathie.....	74	8,56	3.709	7,45	7.072	6,90	8.349	11,09	-	-	19.130	8,31	241.978
Autres réclamations	3	0,35	-	-	640	0,62	24	0,03	-	-	664	0,29	3.628
TOTAUX.....	864	100,00	49.788	100,00	102.482	100,00	72.265	100,00	2.732	100,00	230.267	100,00	10.345.523

On voit par là que 532 grèves (soit 61,57 du total) ont trait à des questions de salaires; 329 d'entre elles (69.968 grévistes) ont été faites pour obtenir une augmentation et 72 (13.419 grévistes) pour résister à une diminution.

106.293 personnes sur 230.267 ont été atteintes par ces grèves (soit 46,16 p. o/o de l'ensemble des chômeurs seulement, au lieu de 58,3 comme en 1896, 54,3 comme en 1895, 72,4 en 1894 et 89,2 en 1893).

Comme il y a eu, en 1897, beaucoup d'augmentations de salaires et comme, dans cette même année, les grèves pour des questions de salaires sont sensiblement moins nombreuses que dans les 5 années précédentes, il ressort de ces chiffres que bon nombre d'augmentations ont été obtenues sans suspension de travail.

Les conflits relatifs à la journée de travail ont fait chômer un nombre d'ouvriers sensiblement plus élevé que par le passé (22,9 p. o/o des grévistes, au lieu de 2 p. o/o pour la période 1893-1896). L'élévation de ce chiffre provient de ce que l'on classe la grève des mécaniciens parmi celles relatives à la question de la journée de travail. Le tableau suivant permet de comparer l'importance relative des causes de grèves pour ces 5 dernières années.

CAUSE PRINCIPALE.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.
	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Salaires.....	89,2	72,4	54,3	54,3	46,2
Heures de travail.....	2	1,9	1,1	1,1	22,9
Emploi de certaines catégories d'ouvriers..	1,2	1,1	1,7	1,7	8,5
Règlement du travail.....	4,0	11,7	11,7	32,0	16,6
Cause syndicale.....	3,0	4,8	4,8	2,5	3,5
Autres réclamations.....	2,4	8,1	8,1	8,4	2,3

Si l'on considère les résultats au point de vue du nombre des grévistes, on constate que, contrairement à 1896, la proportion des ouvriers ayant échoué dans leurs revendications en 1897 est plus grande qu'en aucune des 4 années précédentes. Ici encore c'est la grève des mécaniciens qui a influé sur la moyenne. 44,5 p. o/o des grévistes ont échoué (au lieu de 33,3 p. o/o en 1896, 27,9 en 1894 et 42,1 p. o/o en 1894); 21,6 p. o/o seulement ont triomphé complètement (au lieu de 39,5 en 1895, 24,1 p. o/o en 1894 et 22,1 en 1893); 32,7 p. o/o enfin ont obtenu une réussite partielle (26,9 en 1896, 47,1 en 1895 et 34,2 en 1894).

Toutefois, si l'on envisage seulement les conflits relatifs *aux salaires* et si l'on écarte aussi la grève des mécaniciens, on constate que les résultats correspondent bien à l'état du marché et aux statistiques des salaires; ils ne sont plus, *en fait*, en désaccord avec la moyenne peu élevée du chômage et l'accroissement des salaires signalé précédemment.

ANNÉES.	P. O/O DES GRÉVISTES AYANT OBTENU, dans une grève relative aux salaires,				P. O/O de CHÔMEURS syndiqués accusé par les unions qui publient ou compte rendu.	AUGMEN- TATION (+) ou réduction(-) du salaire hebdoma- daire des ouvriers intéressés.
	Réussite complète.	Échec.	Réussite partielle.	Résultat inconnu.		
1894.....	13,3	45,6	39,8	1,3	6,9	— 1 ^r 665
1895.....	24,7	34,8	39,6	0,9	5,8	— 1 60
1896.....	39,3	37,4	23,2	0,1	3,4	+ 1 05
1897.....	27,2	30,6	40,1	2,1	3,5	+ 1 325

Les résultats généraux obtenus par les diverses catégories d'ouvriers en 1897 peuvent se classer comme suit : ils sont favorables surtout à ceux du bâtiment et de l'industrie du vêtement. Sur 100 grèves, les ouvriers des groupes industriels désignés ont obtenu les résultats suivants :

P. O/O DE GRÈVES AYANT OBTENU :					
	RÉUSSITE complète.	ÉCHEC.	RÉUSSITE partielle.	RÉSULTAT inconnu.	ENSEMBLE.
Bâtiment.....	73,8	12,9	13,3	—	100
Mines.....	36,7	32,6	26,6	4,1	100
Métallurgie.....	8,9	59,0	31,6	0,5	100
Textiles.....	7,9	48,2	43,5	0,4	100
Vêtements.....	59,5	30,6	9,9	—	100
Transports.....	10,3	16,7	72,8	0,2	100
Divers.....	29,7	41,6	28,7	—	100
Employés des autorités locales..	17,5	31,0	51,5	—	100
	21,6	44,5	32,7	1,2	100

Si l'on considère la nature des négociations qui ont précédé la solution des conflits, on constate que 89,61 p. o/o des grévistes ont vu leurs conflits tranchés directement, soit à la suite de négociations entre les parties (81,23), soit par voie d'arbitrage ou de conciliation (8,38 p. o/o), tandis que 6,6 p. o/o d'entre eux ont dû se soumettre purement et simplement et que 1,8 se sont vu remplacer par d'autres ouvriers (soit ensemble 8,4 p. o/o au lieu de 29,8 comme en 1896). La grève n'a été terminée par la fermeture des ateliers que pour 0,7 p. o/o des grévistes.

ITALIE.

Règlement du 25 septembre 1898 pour l'exécution de la loi sur les accidents du travail. — Le règlement pour l'exécution de la loi du 17 mars 1898 sur les accidents du travail (1) a été promulgué le 25 septembre dernier. Voici l'analyse de cet important document :

Le titre I précise les limites d'application de la loi en définissant les exploitations soumises ou non soumises à l'obligation de l'assurance. Il fixe également les bases d'évaluation du nombre des ouvriers ainsi que celles du salaire.

Le titre II est relatif à la déclaration (conformément à l'article 19 de la loi) des entreprises et à la déclaration des contrats d'assurance souscrits ou à souscrire par les chefs d'entreprise; la déclaration de l'entreprise doit indiquer : 1° le nom, la maison, la raison sociale de l'entreprise; 2° l'objet de l'entreprise; 3° le siège de l'établissement principal, le domicile de l'entrepreneur ou le siège principal de la société (s'il s'agit d'une société); 4° la date du commencement des travaux, s'il s'agit d'une entreprise nouvellement installée; 5° le nombre des personnes employées visées par l'article 2 de la loi, en indiquant avec précision le nombre des apprentis et celui des surveillants; 6° la nature des machines et des moteurs employés. La déclaration du contrat d'assurance doit indiquer : 1° le nom et le siège de l'institution ou de l'entreprise privée d'assurance; 2° la date et la durée du contrat d'assurance; 3° le nombre d'ouvriers assurés aux termes de la loi, le nombre des apprentis et le nombre des

(1) Voir le texte *in extenso* de cette loi dans le n° 7 (juillet 1898) du *Bulletin*.

surveillants; 4° la déclaration que les indemnités assurées sont au moins égales à celles fixées par l'article 9 de la loi.

Les articles 19 à 21 concernent le livre de paye. Tout chef d'entreprise soumise à l'obligation de l'assurance est tenu d'avoir un livre de paye constamment à jour, renfermant l'indication du nom de chaque ouvrier, la mention de son emploi, de la date de son entrée et de son salaire journalier. Pour les travaux exécutés à la tâche, les sommes liquidées au tâcheron doivent être inscrites sur le livre de paye, et, si le tâcheron se sert d'auxiliaires embauchés et payés par lui, un livret annexe remplira pour les auxiliaires le rôle du livre de paye. Les indications du livret annexe doivent être reportées sur le livre de paye.

Le titre III vise les caisses privées d'assurance et les syndicats d'assurance mutuelle prévues à l'article 17 de la loi.

Le chef d'entreprise qui a l'intention de fonder une caisse doit présenter une demande au Ministère de l'agriculture et déposer un cautionnement à la Caisse des dépôts et consignations. Le cautionnement, en titres émis ou garantis par l'État, avec privilège en faveur des ouvriers affiliés à la caisse privée, doit être égal à cinq fois le montant de la prime qu'il faudrait payer annuellement à la Caisse nationale pour assurer le personnel affilié à la caisse privée.

Les syndicats d'assurance mutuelle sont également soumis à l'autorisation du Ministre de l'agriculture. Le cautionnement à verser par les syndicats à la Caisse des dépôts et consignations, composé de la même manière que le cautionnement des caisses privées, est calculé à raison de 10 livres par ouvrier employé, jusqu'à concurrence d'une somme maxima de 500.000 livres, avec privilège en faveur des ouvriers à assurer, dépendant du syndicat. En outre, les syndicats doivent déposer, à titre provisoire, une somme égale à la moitié des primes annuelles qui seraient exigées par la Caisse nationale pour assurer les ouvriers compris dans le syndicat. Ce dépôt est fait, soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit à une banque d'émission.

Les principes de rédaction des statuts des caisses privées et syndicats sont posés en détail dans les articles 27 et 31 du règlement. Tout syndicat est dissous par décret du Ministère du commerce, lorsque le nombre des ouvriers assurés descend au-dessous de 4.000.

Le titre IV prévoit l'augmentation, la restitution et la reconstitution du cautionnement des caisses privées et des caisses syndicales. En principe, le cautionnement est fixé chaque semestre d'après le nombre des ouvriers assurés.

Le titre V concerne la Caisse nationale d'assurance contre les accidents du travail, la soumet à la surveillance du Ministre de l'agriculture en ce qui touche la passation des contrats d'assurance et l'astreint à accepter toutes propositions d'assurance émanant d'entreprises assujetties à la loi.

Le titre VI s'occupe des sociétés privées d'assurance. Ces sociétés doivent obtenir l'autorisation du Gouvernement et sont soumises à sa surveillance. Le cautionnement initial qu'elles doivent verser est de 200.000 livres au minimum. En outre, elles devront justifier à la fin de chaque année que le cautionnement correspond aux deux tiers des primes annuelles encaissées pendant l'année pour l'assurance des ouvriers. Le cautionnement doit être composé de titres émis ou garantis par l'État et versés à la Caisse des dépôts et consignations. Les tarifs de primes des sociétés ainsi que les règles d'après lesquelles elles établissent leur bilan sont soumis à l'approbation ministérielle. Il en est de même des conditions de leurs polices, qui doivent être toutes conformes à un exemplaire-type préalablement approuvé. Le cautionnement des sociétés est fixé annuellement, et son augmentation, s'il y a lieu, effectuée dans les deux premiers mois de l'année.

Le titre VII règle la déclaration des accidents et les enquêtes.

Tout accident visé par l'article 7 de la loi doit être déclaré par le chef d'entreprise aux autorités de police de la commune où l'accident est survenu. La déclaration devra être faite conformément à un modèle établi par le Ministre de l'agriculture. L'enquête a lieu dans les 48 heures qui suivent la réception de la déclaration et est effectuée par le prêteur ou un officier de police judiciaire délégué par lui; elle doit constater : 1° la nature et la cause de l'accident; 2° l'identité des victimes; 3° la nature des lésions; 4° l'état des blessés; 5° le salaire journalier des victimes; 6° les conditions de famille des ouvriers tués.

Le titre VIII est relatif à la liquidation et au paiement des indemnités. L'article 73 définit comme causes d'invalidité permanente absolue : 1° la perte totale des deux bras ou des deux mains; 2° la perte totale des deux jambes ou des deux pieds; 3° la perte d'un bras et d'une jambe ou d'une main et d'un pied; 4° la perte totale de la vue; 5° l'aliénation mentale. Pour l'incapacité permanente partielle, le règlement renferme un tarif détaillé des réductions de salaire.

Le titre IX détermine le contrôle chargé d'assurer l'exécution de la loi et édicte les pénalités en cas de contravention.

— Pour l'intelligence des diverses dispositions de ce règlement, nous rappellerons que la loi italienne institue l'assurance obligatoire, soit auprès de la Caisse nationale, soit auprès de sociétés privées, à primes ou mutuelles; que les indemnités allouées aux victimes ou à leurs ayants droit dans les cas de mort et d'invalidité permanente sont des capitaux, déterminés en fonction du salaire annuel, et non des rentes, avec la condition que ces capitaux sont, en cas d'invalidité permanente, en général convertis en rentes viagères servies par la Caisse nationale d'assurance pour la vieillesse et l'invalidité, qui en reçoit le montant. C'est ce qui explique notamment pourquoi le règlement ne s'est pas préoccupé de la constitution de réserves pour couverture des engagements pris par les organes privés d'assurance.

Tarif des réductions de salaire consécutives aux cas d'incapacité permanente partielle.

(Extrait du règlement du 25 septembre 1898 pour l'exécution de la loi des accidents du travail.)

ART. 74. Dans les cas d'incapacité partielle permanente, le salaire est, pour la liquidation des indemnités, considéré comme réduit dans les proportions suivantes :

Par la perte totale du bras droit ou de l'avant-bras droit au tiers supérieur, de 80 p. o/o;
Par la perte totale du bras gauche ou de l'avant-bras gauche au tiers supérieur, de 75 p. o/o;

Par la perte totale de la main droite ou des cinq doigts de la main droite ou de l'avant-bras droit au tiers inférieur, ou d'une cuisse, de 70 p. o/o;

Par la perte totale de la main gauche ou des cinq doigts de la main gauche, ou de l'avant-bras gauche au tiers inférieur, de 65 p. o/o;

Par la perte totale d'une jambe au tiers supérieur, de 60 p. o/o;

Par la perte totale d'un pied ou d'une jambe au tiers inférieur, de 50 p. o/o;

Par la perte totale de la faculté visuelle d'un œil avec diminution très considérable de la faculté visuelle de l'autre, de 50 p. o/o;

Par la perte totale de l'ouïe, de 40 p. o/o;

Par la perte totale de la force visuelle d'un œil, de 35 p. o/o;

Par la perte totale du pouce de la main droite, de 30 p. o/o;

Par la perte totale du pouce de la main gauche, de 25 p. o/o;

Par la perte totale de l'index de la main droite, de 20 p. o/o;

Par la perte totale de l'index de la main gauche, de 15 p. o/o;

Par la perte de la deuxième phalange du pouce de la main droite, de 15 p. o/o;

Par la hernie inguinale ou crurale double, de 15 p. o/o;

Par la perte totale du petit doigt de la main, de 12 p. o/o;

Par la surdité complète d'une oreille ou par la hernie inguinale ou crurale simple, de 10 p. o/o;

Par la perte du doigt du milieu ou annulaire d'une main, de l'orteil ou du métatarse correspondant, de 8 p. o/o;

Par la perte de l'orteil ou d'un autre doigt du pied, ou d'une phalange d'un doigt de la main, de 5 p. o/o;

Par grave perturbation mentale qui n'empêche pas de travailler manuellement, le salaire est considéré comme réduit de 50 p. o/o;

Dans le cas de perte de plusieurs membres ou articulations, la réduction du salaire correspond au total des quotités relatives aux différentes réductions particulières sans dépasser pourtant 80 p. o/o;

La paralysie totale et inguérissable de membres ou articulations et les rendant incapables de tout service est assimilée à la perte totale de ces membres ou articulations. Lorsque, au contraire, la paralysie ne les rend que partiellement incapables de service, la réduction du salaire est faite à un taux immédiatement inférieur, sans descendre au-dessous de la limite minima de 5 p. o/o.

PAYS-BAS.

L'assurance contre la vieillesse et l'incapacité de travail en Hollande. — *Rapport de la Commission royale* (1). — La Commission royale, instituée en Hollande par le décret du 31 juillet 1895, vient de publier son rapport sur la question de savoir s'il serait bon de reconnaître, par une loi, le droit à l'assistance à toutes les personnes qui, pour cause de vieillesse ou d'invalidité permanente, ne peuvent plus gagner leur vie.

La Commission s'est prononcée en faveur d'un système obligeant tous les salariés (y compris les employés et les domestiques), âgés de 16 ans au moins et gagnant moins de 1,000 florins par an (2.083^f 30), à s'assurer contre l'invalidité et la vieillesse.

Ladite Commission, tout en s'abstenant de présenter cette proposition sous forme de projet de loi, a toutefois tracé les grandes lignes de ce système d'assurance et arrêté les principes suivants :

Les charges d'assurances seraient supportées également par les patrons et les ouvriers; toutefois, pendant les premières années de l'application de la loi, l'État devrait subvenir en partie à ces charges. La pension de vieillesse serait payable à partir de 65 ans à quiconque aurait versé au moins 1.000 cotisations hebdomadaires pendant 20 ans au minimum.

La pension pour cause d'invalidité (qui est fixée en fonction du salaire) pourrait être versée à quiconque aurait payé au moins 150 cotisations hebdomadaires pendant 3 ans au minimum; le stage exigé pour obtenir la pension de vieillesse pourrait être

(1) Verslag van de Werkzaamheden der Staatscommissie ingelsteld by Koninklijk Besluit van 31 Juli 1895, n° 21. La Haye, Van Cleef frères, 1898.

réduit pendant les premières années du fonctionnement de la loi; il n'en serait pas de même pour la pension-invalidité.

Le taux des cotisations et le montant de la rente varieraient selon la classe à laquelle appartient l'assuré. On créerait 5 classes.

- 1° Personnes touchant 250 florins (520^f 80) par an, ou moins;
- 2° Personnes touchant de 250 à 400 florins (520 à 833^f 30) par an;
- 3° Personnes touchant de 400 à 600 florins (833^f 30 à 1.250^f) par an;
- 4° Personnes touchant de 600 à 800 florins (1.250^f à 1.666^f 65) par an;
- 5° Personnes touchant de 800 à 1.000 florins (1.666^f 65 à 2.083^f 30) par an.

Une institution centrale d'assurance serait chargée de l'application de la loi.

Le volume contient, en outre, un rapport sur les facilités offertes actuellement en Hollande aux ouvriers pour s'assurer contre la vieillesse et l'invalidité.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 15 novembre 1898

nommant pour une période de deux ans 27 membres du *Conseil supérieur du travail*.

**Décret du 18 novembre 1898 modifiant le décret du 26 février 1897
sur la situation du personnel civil d'exploitation des établissements militaires.**

(J. O. du 28 nov. 1898.)

ART. 1^{er}. Les dispositions des sixième et septième alinéas de l'article 14 du décret du 26 février 1897 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Seront défalquées, le cas échéant, du nombre des années de services servant au décompte de ce minimum, les années de services civils ou militaires qui auraient déjà donné droit à des pensions de l'État avant l'entrée dans l'un des établissements de la guerre. »

ART. 2. Les minima fixés par l'article 15 du décret du 26 février 1897, pour les pensions des ouvriers ayant accompli trente ans de services civils et militaires ou vingt-cinq ans dans le cas d'invalidité, sont portés, pour les pensions liquidées en 1897, à 300 francs pour les hommes et 210 francs pour les femmes.

Pour les pensions liquidées après 1897, ces chiffres seront augmentés d'année en année, de façon à atteindre, après trente années de versements, le minimum de 500 francs (360 fr. pour les femmes) fixé par l'article 10 dudit décret.

ART. 3. Les dispositions de l'article 2 du décret du 26 février 1897, relatives à la limite d'âge, ne seront appliquées qu'aux ouvriers embauchés après le 1^{er} mars 1897 et à ceux qui, embauchés avant cette date, auront accompli, lorsqu'ils arriveront à cette limite d'âge, quinze années au moins de services tant civils que militaires.

ART. 4. Les ouvriers embauchés avant le 1^{er} mars 1897, qui seront licenciés après soixante ans d'âge (55 pour les femmes) et qui auront plus de quinze, mais moins de trente années de services, recevront un secours viager, destiné à compléter la retraite qu'ils auront acquise par les versements effectués depuis le 1^{er} mars 1897 à un minimum de 10 francs par année de service (7 fr. pour les femmes) et qui, pour chaque année ayant donné lieu à des versements, s'accroîtra de manière à atteindre, après trente années de versements, 500 francs (360 fr. pour les femmes).

Les ouvriers qui atteindront la limite d'âge de soixante-cinq ans sans avoir accompli quinze années de services civils ou militaires et qui seront reconnus hors d'état d'être conservés dans les établissements recevront, s'ils ont servi pendant cinq années au moins, un secours dont le montant sera calculé d'après les bases ci-dessus indiquées.

ART. 5. Les dispositions du premier alinéa de l'article 4 du présent décret seront applicables, par effet rétroactif, aux ouvriers licenciés depuis le 1^{er} juillet 1896; tous les licenciements prononcés jusqu'à ce jour resteront d'ailleurs définitifs.

*Instruction pour l'application du décret du 18 novembre 1898,
sur la situation du personnel civil d'exploitation des établissements militaires.*

Les mesures prescrites par le décret du 18 novembre 1898 à l'égard des ouvriers entrés dans les établissements avant le 1^{er} mars 1897 seront complétées par les dispositions suivantes :

1° Les secours concédés en vertu de l'article 4 du nouveau décret seront liquidés et payés en même temps que la rente viagère acquise sur la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dans les conditions spécifiées pour les compléments de pension par les instructions A et B du 23 octobre 1897.

2° Les ouvriers qui auraient, depuis le 1^{er} mars 1897, effectué leurs versements à la caisse des retraites à capital réservé, pourront, par exception aux prescriptions de l'instruction A du 23 octobre 1897, bénéficier des dispositions du nouveau décret, en aliénant le capital versé jusqu'à ce jour et en versant désormais à capital aliéné.

En compensation de cette aliénation, les veuves et orphelins des ouvriers décédés en possession d'un secours viager, ou y ayant des titres, pourront recevoir des secours calculés sur la base du tiers du secours attribué ou attribuable à l'ouvrier. Ces secours seront payés dans les mêmes conditions que les rentes temporaires prévues par les articles 12 et 16 du décret du 26 février 1897.

3° Les ouvriers licenciés par limite d'âge ayant droit à un complément de rente ou à un secours viager pourront, désormais, être maintenus au service, non seulement avec le salaire d'activité jusqu'à la date de l'entrée en jouissance de leur rente ou secours, mais encore, s'ils le demandent, jusqu'au paiement des premiers arrérages, à la condition qu'à partir de la date d'entrée en jouissance leur salaire sera réduit d'une quantité équivalente au taux journalier de la rente ou du secours, afin qu'il n'y ait pas double emploi.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE NOVEMBRE 1898,

EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Conditions du travail dans les travaux publics. — *Chambre.* — Séance du 4 novembre 1898. — Proposition de loi sur les conditions de travail à insérer dans les cahiers des charges de travaux à exécuter au compte de l'État, des départements, des communes et des établissements publics, déposée par M. Holtz. (Doc. parl. n° 301.)

Inspection du travail. — *Chambre.* — Séance du 4 novembre 1898. — Proposition de loi tendant à modifier le personnel de l'inspection du travail dans les usines, manufactures, chantiers, et son mode de recrutement, déposée par M. Zévaès et plusieurs de ses collègues. (Doc. parl. n° 312.)

Protection du travail national. — *Chambre.* — Séance du 4 novembre 1898. — Proposition de loi tendant à protéger le travail national, déposée par M. Magniaudé. (Doc. parl. n° 297.) Renvoyée à la Commission du travail.

Règlements d'atelier. — *Chambre.* — Séance du 4 novembre 1898. — Proposition de loi sur les règlements d'atelier, déposée par M. Zévaès et plusieurs de ses collègues. (Doc. parl. n° 313.)

Caisse de retraites. — *Chambre.* — Séance du 7 novembre 1898. — Prise en considération de la proposition de loi tendant à établir en France le monopole de la rectification de l'alcool et à en employer le produit à la création d'une caisse nationale de retraites en faveur des vieux travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, déposée par M. Guillemet. (Doc. parl. n° 84.)

Ouvriers étrangers. — *Chambre.* — Séance du 7 novembre 1898. — Proposition de loi tendant à soumettre au paiement d'une taxe spéciale les patrons qui occupent des ouvriers et employés, déposée par M. Holtz. (Doc. parl. n° 315.) Renvoyée à la Commission du travail.

Conseils de prud'hommes. — *Chambre.* — Séance du 8 novembre 1898. — Proposition de loi sur la réforme des conseils de prud'hommes, déposée par MM. Paul Beauregard et Lannes de Montebello. (Doc. parl. n° 324.) Renvoyée à la Commission du travail.

Placement. — *Chambre.* — Séance du 8 novembre 1898. — Proposition de loi relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions, déposée par M. Coutant et plusieurs de ses collègues. (Doc. parl. n° 328.)

Sous-secrétariat du travail. — *Chambre.* — Séance du 11 novembre 1898. — Proposition de loi tendant à la création d'un sous-secrétariat d'État du travail au ministère du commerce et de l'industrie, en remplacement de l'office du travail, déposée par M. Dutreix. (Doc. parl. n° 335.) J. O. Débats, page 2174.

Caisse des retraites. — *Chambre.* — Séance du 14 novembre 1898. — Proposition de loi sur la caisse des retraites en faveur des invalides et des vieillards, déposée par M. Chauvière et plusieurs de ses collègues. (Doc. parl. n° 353.) Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Caisse nationale des retraites. — *Chambre.* — Séance du 14 novembre 1898. — Proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'article 22 de la loi sur la Caisse nationale des retraites du 20 juillet 1886, déposée par M. Suchetet et plusieurs de ses collègues. (Doc. parl. n° 354.) Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Retraites. — *Chambre.* — Séance du 14 novembre 1898. — Proposition de loi sur les retraites pour la vieillesse, déposée par M. Puech. (Doc. parl. n° 357.) Renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Conseils de prud'hommes. — *Chambre.* — Séance du 14 novembre 1898. — Proposition de loi tendant à modifier la législation des conseils de prud'hommes, déposée par M. Dutreix. (Doc. parl. n° 356.) Renvoyée à la Commission du travail.

Syndicats professionnels. — *Chambre.* — Séance du 14 novembre 1898. — Proposition de loi portant modification de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels et tendant à permettre à ces syndicats de créer des habitations à bon marché, déposée par M. Léon Berthet. (Doc. parl. n° 358.) Renvoyée à la Commission du travail.

Étrangers. — *Chambre.* — Séance du 18 novembre 1898. — Proposition de loi relative à l'établissement : 1° d'une taxe militaire sur les étrangers résidant en France; 2° d'une taxe supplémentaire

sur les étrangers y exerçant une profession salariée ou patentée, déposée par M. de Montfort et plusieurs de ses collègues. (Doc. parl. n° .)

Maintien du contrat de louage de services pendant les périodes d'instruction militaire. — *Chambre.* — Séance du 18 novembre 1898. — Dépôt par M. Odilon Barrot, au nom d par le Sénat, ayant pour objet d assurer le maintien du contrat de louage de services pendant les périodes d'instruction militaire des réservistes et des territoriaux. (Doc. parl. n° 381.)

Discussion le 24 et le 25 novembre. Urgence déclarée. — Adoption avec modifications.

Transmission au Sénat le 29 novembre. (Doc. parl. n° 338.)

Réglementation du travail. — *Chambre.* — Séance du 18 novembre 1898. — Proposition de loi portant réglementation du travail sur les chantiers de l'Etat, des départements, des communes et des entreprises d'utilité publique exécutées par les particuliers, relative : 1° aux conditions du travail, assurance, accidents, hospitalisation, repos hebdomadaire; 2° à la limitation du nombre des ouvriers étrangers sur les chantiers; 3° à la participation des associations ouvrières aux travaux publics; déposée par M. Castelin. (Doc. parl. n° 383.) Renvoyée à la Commission du travail.

Sociétés coopératives de consommation. — *Chambre.* — Séance du 18 novembre 1898. — Proposition de loi sur les sociétés coopératives de consommation, déposée par M. Georges Berry et plusieurs de ses collègues. (Doc. parl. n° .)

Bien de famille. — *Chambre.* — Séance du 21 novembre 1898. — Proposition de loi ayant pour objet de créer le bien de famille insaisissable, déposée par M. Vacher et plusieurs de ses collègues. (Doc. parl. n° 396.)

Conciliation et arbitrage. — *Chambre.* — Séance du 22 novembre 1898. — Proposition de loi portant modification à la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage entre patrons, ouvriers et employés, déposée par MM. Bovier-Lapierre, Charles Ferry, et Dutreix. (Doc. parl. n° 408.)

Paiement des salaires. — *Chambre.* — Séance du 22 novembre 1898. — Rapport, par M. Dubief, au nom de la Commission du travail, sur la proposition de loi adoptée par le Sénat, sur le paiement des salaires des ouvriers. (Doc. parl. n° 409.)

Délégués mineurs. — *Chambre.* — Séance du 24 novembre 1898. — Rapport par M. Grousier, au nom de la Commission du travail, sur la proposition de loi de MM. Basly, Lamendin et Defontaine, ayant pour objet de modifier la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. (Doc. parl. n° 418.)

Droit d'association. — *Chambre.* — Séance du 24 novembre 1898. — Proposition de loi sur le droit d'association, déposée par M. Gras. (Doc. parl. n° .)

Ouvriers étrangers. — *Chambre.* — Séance du 24 novembre 1898. — Proposition de loi relative aux salaires des ouvriers étrangers, déposée par M. Coutant (Doc. parl. n° 415). Urgence rejetée. — Renvoyée à la Commission du travail.

Liberté d'association. — *Chambre.* — Séance du 25 novembre 1898. — Proposition de loi sur la liberté d'association, déposée par M. Lemire. (Doc. parl. n° 427.)

Salaires des employés limonadiers. — *Chambre.* — Séance du 28 novembre 1898. — Proposition de loi ayant pour objet d'assurer aux employés limonadiers, restaurateurs et assimilés, l'intégralité de leur salaire par la suppression du versement qui leur est imposé par les employeurs sous la désignation de frais, déposée par M. Coutant. (Doc. parl. n° 444.) Renvoyée à la Commission du travail.

Droit d'association. — *Chambre.* — Séance du 29 novembre 1898. — Rapport sommaire par M. Roy de Loulay, sur la proposition de loi sur le droit d'association, déposée par M. Canéo d'Ornano. (Doc. parl. n° 448.)

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

LECLERC DE PULLIGNY.

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Recueil des travaux du Comité consultatif d'hygiène publique de France.* — 1 vol. in-8° de 509 pages (Melun, 1898; Imprimerie administrative).

————— DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES. — *Tableau général du commerce et de la navigation, année 1897, 2^e volume.* — 1 vol. in-f° de 376 pages (Paris, 1898; Imp. nationale).

————— MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — DIRECTION DE L'AGRICULTURE, SERVICE DE LA STATISTIQUE. *Statistique agricole annuelle pour 1897.* (1 vol. in-8° de 269 pages; Paris, 1898, Imp. nat.)

ALLEMAGNE. — VILLE DE BERLIN. OFFICE DE STATISTIQUE. — *Enquête de la Commission industrielle municipale sur les tarifs des salaires à Berlin en septembre 1897.* (1 broch. in-4° de 23 pages. Berlin, 1898, Lowenthal.)

AUTRICHE. — CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE VIENNE. — *Liste des associations professionnelles et corporations de la Basse-Autriche.* — 1 vol. in-4° de 73 pages (Vienne, 1898. Librairie Johann. N. Vernay). La chambre de commerce de Vienne vient de publier la liste des associations professionnelles et corporations, en Basse-Autriche, liste arrêtée en fin septembre 1898. On compte 582 associations professionnelles et corporations réunissant 128,974 membres auxquelles il faut ajouter 7 fédérations d'associations professionnelles.

AUTRICHE-HONGRIE. — BUREAU DE STATISTIQUE DE LA VILLE DE BUDAPEST. — *Annuaire statistique de Budapest.* (1 vol. in-8° de 425 pages, Berlin, 1898, Puttkammer et Mühlbrecht.)

BELGIQUE. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL. — OFFICE DU TRAVAIL. — *Annuaire de la législation du travail.* — 1 vol. in-8° de 360 pages (Bruxelles, 1898; Office de publicité).

Ce volume inaugure la publication d'un recueil périodique qui donnera chaque année, pour les différents pays, le texte en langue française des lois concernant le travail ainsi que des arrêtés ou décrets d'exécution.

L'annuaire n'embrassera point toute la législation sociale dans son ensemble : il se restreindra à la législation du travail proprement dite et comprendra, par suite : les lois relatives à l'organisation du travail, c'est-à-dire toutes celles qui touchent à la liberté du travail, au droit de coalition et de grève, au droit d'association des patrons et des ouvriers, aux rapports collectifs entre le capital et le travail, à l'arbitrage et à la conciliation; les lois relatives au contrat de travail et au contrat d'apprentissage, aux salaires, à la réglementation du travail, aux mesures de sécurité et de salubrité prescrites en faveur des ouvriers, à l'inspection du travail; les lois relatives aux accidents du travail et aux assurances ouvrières, etc.

Le texte des lois ou des arrêtés les plus importants sera accompagné d'un aperçu sommaire des travaux parlementaires ou des enquêtes officielles qui les ont précédés. Des notes de concordance et un index alphabétique détaillé faciliteront l'usage pratique du recueil.

En créant cette publication, l'Office du travail belge a répondu à un vœu fréquemment émis dans divers pays, notamment au parlement belge et au congrès international de législation du travail tenu à Bruxelles en 1897.

BULGARIE. — DIRECTION DE LA STATISTIQUE. — *Statistique des écoles dans la principauté de Bulgarie pendant l'année scolaire 1896-1897.* — 1^{re} partie, écoles primaires. — Résultats généraux par arrondissements. (1 vol. in-4° de 146 pages; Sophia, 1898, Imp. de l'État.)

SUÈDE. — CONTRIBUTION À LA STATISTIQUE OFFICIELLE. — *Commerce extérieur en Suède pour l'année 1897.* (1 vol. in-4° de 240 pages; Stockholm 1898, Norstedt et fils.)

PUBLICATIONS DE L'OFFICE DU TRAVAIL

EN VENTE CHEZ BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}.

- Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers.** — 1 vol. in-8° de 742 p. (1893)..... 8 fr.
- De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger.** — 1 vol. in-8° de 616 p. (1893)..... 6 fr.
- Examen du 6^e rapport annuel du Dép^t du travail des États-Unis. — Des artères et de la participation intéressée du personnel dans les chemins de fer russes.** — 1 vol. in-8° de 93 p. (1893)..... 1 fr. 50
- Salaires et durée du travail dans l'industrie française.**
- Tome I^{er} : *Seine*. — 1 vol. in-8° de 611 p. (1893)..... 7 fr. 50
- Tomes II et III : *Départements*. — 2 vol. in-8° de 760 et 648 p. (1894 et 1896) chaque. 7 fr. 50
- Tome IV : *Résultats généraux*. — 1 vol. in-8° de 574 p. (1897)..... 6 fr.
- Manufactures de l'État et chemins de fer*. — 1 vol. in-8° de 164 p. (1896)... 1 fr. 50
- Album graphique*. — 29 planches in-8° (1897)..... 4 fr.
- La petite industrie (salaires, durée du travail).**
- Tome I^{er} : *L'alimentation à Paris*. — 1 vol. in-8° de 300 p. (1893)..... 2 fr. 50
- Tome II : *Le vêtement à Paris*. — 1 vol. in-8° de 721 p. (1896)..... 5 fr.
- Les associations ouvrières de production (en France).** — 1 vol. in-8° de 613 p. (1897). 5 fr.
- Hygiène et sécurité des travailleurs.** — 1 vol. in-8° de 660 p. (1895)..... 5 fr.
- Documents sur la question du chômage.** — 1 vol. in-8° de 398 p. (1896)..... 4 fr.
- Minimum de salaire dans les travaux publics.** — 1 vol. in-8° de 129 p. (1897).... 2 fr.
- Les caisses patronales de retraites (industrie).** — 1 vol. in-8° de 437 p. (1898). 3 fr. 50
- L'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche.**
- Résultats financiers*. — 1 vol. in-8° de 110 p. (1892)..... 1 fr. 50
- Statistique des accidents de travail*. — 1 vol. in-8° de 124 p. (1892)..... 1 fr. 50
- Résultats statistiques de l'assurance obligatoire contre la maladie.**
- En Allemagne*. — 1 vol. in-8° de 134 p. (1893)..... 1 fr. 50
- En Autriche*. — 1 vol. in-8° de 147 p. (1893)..... 1 fr. 50
- Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.**
- 1^{re} partie : *Accidents*. — 1 vol. in-8° de 180 p. (1894)..... 1 fr. 50
- 2^e partie : *Maladie, Invalidité, Vieillesse*. — 1 vol. in-8° de 229 p. (1895).... 2 fr.
- Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage.**
- Années 1890, 1891, et 1892*. — 2 vol. in-8° de 123 et 186 p. chaque..... 1 fr. 50
- Années 1893, 1894, 1895, 1896*. — 5 vol. in-8° de 1 fr. 50, 3 fr. 50 et..... 3 fr.
- Année 1897*. — 1 vol. in-8° de 304 p. (1898)..... 3 fr.
- Résultats statistiques du dénombrement de la population en 1891.**
- Dén. général*. — 1 vol. in-8° Jésus de 814 p. (1894)..... 15 fr.
- Dén. des étrangers*. — 1 vol. in-8° Jésus de 349 p. (1893)..... 7 fr. 50
- Annuaire statistique (1892-94) et (1895-96).** — 2 vol. in-8° de 783 et 624 p. chaque. 8 fr.
- Idem*. (1897). — 1 vol. in-8° Jésus de 520 p. (1897)..... 7 fr. 50
- Statistique annuelle (1890-92) et (1893-94).** — 3 vol. in-8° de 550, 257 et 249 p. 7 fr. 50 et 5 fr.
- Idem*. (1895). — 1 vol. in-8° Jésus de 227 p. (1898)..... 5 fr.
- Annuaire des syndicats professionnels (1897).** — 1 vol. in-8° de 620 p. (1897)... 5 fr.

1898

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS

LISTE DES ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS

EN FRANCE

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME V

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS.

	Pages.
Janvier 1897.....	1 à 64
Février.....	65 à 144
Mars.....	145 à 224
Avril.....	225 à 320
Mai.....	321 à 448
Juin.....	449 à 536
Juillet.....	537 à 624
Août.....	625 à 688
Septembre.....	689 à 752
Octobre.....	753 à 816
Novembre.....	817 à 896
Décembre 1897.....	897 à 984

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS EN FRANCE

(PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE).

I. — Lois, décrets et arrêtés.

	Pages.
DÉCRET du 6 juillet 1896 modifiant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.....	62
DÉCRET du 24 juin 1897 modifiant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.....	62
DÉCRET du 31 juillet 1897 portant constitution de retraites au personnel auxiliaire des magasins du service colonial en France.....	61
DÉCRET du 17 août 1897 modifiant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.....	143
ARRÊTÉ du ministre des colonies en date du 20 décembre 1897 sur les retraites du personnel auxiliaire des magasins du service colonial.....	62
DÉCRET du 24 février 1898 complétant la nomenclature des industries qui sont admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892 et qui sont énumérées aux articles 2, 4 et 5 du décret du 15 juillet 1893 modifié par le décret des 26 juillet 1895 et 29 juillet 1897.....	305
LOI du 4 mars 1898 portant création d'un office national du commerce extérieur et approuvant une convention intervenue entre le gouvernement et la chambre de commerce de Paris.....	306
LOI du 30 mars 1898 déclarant d'utilité publique le chemin de fer métropolitain.....	619 et 687
LOI du 1 ^{er} avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels.....	309
LOI du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.....	431
LOI du 9 avril 1898 relative aux chambres de commerce et aux chambres consultatives des arts et manufactures.....	439
LOI de finances du 13 avril 1898 (extrait).....	621
LOI du 21 avril 1898 ayant pour objet la création d'une caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques et accidents de leur profession.....	440
LOI du 19 avril 1898 sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants.....	445
DÉCRET du 14 mai 1898, rapportant le décret du 31 janvier 1898 et classant les sociétés de secours mutuels appelées à bénéficier des dispositions de l'article 20 de la loi du 20 juillet 1895.....	530
ARRÊTÉ du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 7 juin 1898, nommant quinze membres de la commission chargée d'élaborer le règlement d'administration publique concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898.....	621
DÉCRET du 18 juin 1898 nommant les membres de la commission supérieure des caisses d'assurance en cas de décès et en cas d'accident.....	621

DÉCRET du 29 juillet 1898 modifiant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.....	816
ARRÊTÉ du ministre des travaux publics en date du 1 ^{er} août 1898 concernant les heures d'ouverture et de fermeture des gares de petite vitesse.....	815
DÉCRET du 13 août 1898 sur la majoration des rentes viagères.....	752
DÉCRET du 15 novembre 1898 nommant les membres du Conseil supérieur du travail.....	981
DÉCRET du 18 novembre 1898 modifiant le décret du 26 février 1897 sur la situation du personnel civil d'exploitation des établissements militaires.....	981

II. — Travaux législatifs.

ÉTAT, au 1 ^{er} janvier 1898, des projets et propositions de loi relatifs aux questions ouvrières et sociales, soumis à l'examen du Parlement.	NOTA. — Cet état a été annexé au numéro de janvier 1898, avec une pagination spéciale qui permet de le relier soit avec le <i>Bulletin</i> de 1897, soit avec celui de 1898.
ÉTATS MENSUELS des travaux législatifs : 63, 144, 224, 319, 446, 622, 687, 896 et	983

III. — Circulaires et lettres ministérielles.

LETTRE ministérielle du 18 novembre 1897 relative à l'application du décret du 10 mars 1894, en cas de procès entre propriétaire et locataire.....	143
CIRCULAIRE ministérielle du 27 novembre 1897 sur la non-application des lois de 1892 et 1893 aux opérations de chargement et de déchargement des navires.....	143
CIRCULAIRE ministérielle du 12 mars 1898 (délivrance gratuite des livrets prescrits par l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892).....	530
CIRCULAIRE ministérielle du 13 avril 1898 (forme dans laquelle doivent être effectuées les mises en demeure prévues par l'article 6 de la loi du 12 juin 1893).....	531
LETTRE ministérielle du 13 avril 1898 (non application des lois de 1892 et 1893 dans les exploitations forestières).....	531
CIRCULAIRE ministérielle du 14 avril 1898 (protection des meules et évacuation des poussières, décret du 10 mars 1894, art. 6 et 12).....	531
LETTRE ministérielle du 26 août 1898 relative à une demande de tolérance formée par les fabricants de pains d'épices et de biscuits de Reims.....	816

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME V

DU

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL.

Janvier-Décembre 1898.

Accidents. — Voir : ASSURANCES (ACCIDENTS); — FEMMES ET ENFANTS. — SALAIRES;
— CAISSES DE SECOURS ET DE PENSIONS.

Accidents dans les mines en France.....	168
Accidents industriels en France en 1896.....	190
La nouvelle loi sur la responsabilité des accidents.....	398
Les accidents du travail : la législation en France et à l'étranger.....	496
L'association des industriels de France contre les accidents du travail.....	587
Association normande pour prévenir les accidents du travail.....	600
Les accidents de chemins de fer dans divers pays.....	416 et 873
Les accidents sur les chemins de fer français en 1896.....	872
LÉGISLATION : Loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.....	431
Arrêté du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, en date du 7 juin 1898, nommant 15 membres de la commission chargée d'éla- borer le règlement d'administration publique concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898.....	621
Jurisprudence.....	320
GRANDE-BRETAGNE. { Loi du 6 août 1897 sur la réparation des accidents du tra- vail (suite).....	57
{ Les accidents mortels en 1896 et 1897 dans l'industrie, les mines et carrières, la marine marchande et les che- de fer.....	221
ITALIE : La loi du 17 mars 1898 sur les accidents du travail.....	611
Règlement du 25 septembre 1898 pour l'exécution de la loi sur les accidents du travail.....	979

Acier. — Voir MÉTALLURGIE.

Adjudications de travaux publics. — ÉTATS MENSUELS des adjudications im-
portantes..... 15, 97, 161, 245, 340, 474, 561, 660, 709, 774 838 et 917

Adolescents (Travail des). — Voir : FEMMES ET ENFANTS.

Alimentation. — Voir : COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE (états mensuels);
SUCRES, VINS ET CIDRES.

ÉTATS MENSUELS des prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la
place de Paris... 16, 102, 163, 248, 343, 477, 565, 662, 710, 777 840 et 919

Prix moyens des céréales, denrées alimentaires, fourrages et combustibles en France, de 1877 à 1896.....	100
Prix moyens, par département, des denrées alimentaires et des combustibles en 1897.....	923
PRIX AU DÉTAIL de certaines denrées vendues par les sociétés coopératives.	
Au cours du 4 ^e trimestre de l'année 1897.....	165
1 ^{er} 1898.....	479
2 ^e 1898.....	925
Tableau comparatif des prix de certaines denrées en 1895, 1896, 1897.....	250
La récolte en 1898.....	777
ALLEMAGNE.....	
Prix des denrées de première nécessité et variation du taux des loyers dans quelques grandes villes d'Allemagne.....	606
Prix des denrées de première nécessité et variation du coût de la nourriture d'une famille ouvrière pendant les mois de juin, juillet et août.....	684 et 746
Prix de denrées de première nécessité.....	863
GRANDE-BRETAGNE : La hausse du prix du pain.....	428

Allemagne. — Voir : ALIMENTATION; ASSURANCES; ASSISTANCE; ASSOCIATIONS; BRIQUETTERIES; CHÔMAGE; COMMERCE EXTÉRIEUR; CONDITIONS DU TRAVAIL; COOPÉRATION; GRÈVES; HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; LOYERS; NAVIGATION; PÊCHES MARITIMES; REVUE DU TRAVAIL; SALAIRES; SYNDICATS.

Angleterre. — Voir : GRANDE-BRETAGNE.

Arbitrage. — Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Argent. — Voir : OR ET ARGENT.

Asiles de nuit. — Voir : ASSISTANCE (états mensuels); — PLACEMENT.

Assistance. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

ÉTATS MENSUELS des admissions dans les asiles de nuit et des secours délivrés par les bureaux de bienfaisance à Paris : 22, 107, 173, 259, 348, 484, 571, 668, 716, 785, 845 et 931

ALLEMAGNE : L'assistance des indigents en Bavière en 1894 et 1895..... 608

Associations. — Voir : SOCIÉTÉS; COOPÉRATION.

ALLEMAGNE : Loi portant augmentation du capital initial de la caisse centrale des associations en Prusse (l. 20 avril 1898, 1^{re})..... 605

Associations ouvrières. — Voir : BANQUE COOPÉRATIVE; SOCIÉTÉS OUVRIÈRES; COOPÉRATION; CRÉDIT.

La chambre consultative et les associations ouvrières de production au 1^{er} janvier 1898..... 122

Subventions accordées en 1897 aux associations ouvrières de production et de crédit..... 197

Enquête de l'Office du travail sur les associations ouvrières de production. 292 et 401

Les associations ouvrières de production au 1^{er} janvier 1898..... 732

ALLEMAGNE : L'action des associations professionnelles en Allemagne..... 604

Assurances. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

ASSURANCES SOCIALES EN GÉNÉRAL.

ALLEMAGNE ; t Participation des assurances ouvrières aux soins accordés aux malades atteints d'affections pulmonaires..... 215

ASSURANCES CONTRE LA MALADIE.

ALLEMAGNE : L'assurance contre la maladie en 1896.....	879
{ L'assurance contre la maladie en 1895.....	52
AUTRICHE..... { L'assurance contre la maladie en 1896.....	883
DANEMARK : Loi sur l'assurance-accident.....	819
NORVÈGE : L'assurance-accident en 1895-1896.....	60

ASSURANCES CONTRE L'INVAIDITE ET LA VIEILLESSE.

ALLEMAGNE : Assurance obligatoire contre l'invalidité de la vieillesse en 1896...	132
Les causes d'incapacité de travail d'après la loi sur l'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse	959

ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS.

Opérations de la caisse nationale d'assurances en cas de décès.....	119
Décret du 18 juin 1898 nommant les membres de la commission supérieure des caisses d'assurance en cas de décès et en cas d'accidents.....	621

ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS.

Opérations de la caisse nationale d'assurance en cas accidents.....	121
Les assurances collectives contre les accidents.....	281 et 383
Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries textiles de France.....	681
Caisse syndicale d'assurance mutuelle des Forges de France.....	681
ALLEMAGNE : l'assurance obligatoire contre les accidents en 1896.....	129
AUTRICHE : l'assurance obligatoire contre les accidents du travail.....	886

Autorisations de bâtir (à Paris). — ÉTATS MENSUELS: 102, 163, 248, 342, 477, 566, 664, 712, 777, 840 et 921

Autriche. — Voir : ASSURANCES; — CAISSES DE SECOURS; — GRÈVES; — INSPECTION DU TRAVAIL; — OFFICE DU TRAVAIL.

Banque coopérative. — Voir : COOPÉRATION.

La banque coopérative des associations ouvrières de production..... 510

Belgique. — Voir : CAISSES D'ÉPARGNE; — CRÉDIT-ÉPARGNE; — CONGRÈS; — ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES; — FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES); — GRÈVES; — HABITATIONS À BON MARCHÉ; — HOULLERIE-INDUSTRIE; — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — INSPECTION DU TRAVAIL; — MINES; — PRÉVOYANCE; — PRUD'HOMMES; — REVUE DU TRAVAIL; — SYNDICATS.

Bourses du travail. — Voir : PLACEMENT; — SYNDICATS.

La Bourse du travail en 1897..... 125

Briqueteries.

ALLEMAGNE : Arrêté concernant l'emploi d'ouvriers et de jeunes ouvriers dans les
briqueteries..... 954

Budget.

Extraits du budget du ministère du commerce pour 1898.....	400
Budget de l'inspection du travail pour 1898	586
Loi de finances du 13 avril 1898 (extraits).....	621

Bureaux de garantie. — Voir OR et ARGENT.

Caisse d'épargne (nationale et ordinaire). — Voir : ÉPARGNE POSTALE.

ÉTATS MENSUELS des opérations de ces caisses :	29, 110, 178, 276, 382, 495,	
	584, 680, 728, 788, 856 et	940
Opérations de la caisse nationale d'épargne en 1896.....		116

Opérations des caisses d'épargne ordinaires en 1896.....	276
..... 1897.....	279
La caisse d'épargne de Marseille en 1897.....	729
La fortune personnelle des caisses d'épargne et les habitations à bon marché...	857
BELGIQUE..... { La caisse générale d'épargne et de retraites et l'épargne scolaire, le crédit agricole et les habitations ouvrières.	750
{ La caisse d'épargne et de retraite belge en 1897.....	811

Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. — Voir : RENTES VIAGÈRES.

ÉTATS MENSELS des opérations : 110, 276, 382, 495, 584, 680, 728, 788, 856 et	940
Caisse nationale des retraites pour la vieillesse en 1897.....	797

Caisse patronale de retraites.

Caisses patronales de retraites des établissements industriels.....	730
---	-----

Caisses de secours et de pensions.

AUTRICHE : Les caisses minières en 1895 et 1896.....	521
SUISSE : Chemins de fer suisses : caisses de pensions et de secours pour le personnel.....	305

Chambres consultatives des arts et manufactures.

Loi du 9 avril 1898 relative aux chambres de commerce et aux chambres consultatives des arts et manufactures.....	439
Caisses de pensions et de secours des agents des Compagnies de chemins de fer français.....	941

Chambres de commerce. — Voir : REVUE DU TRAVAIL.

Loi du 9 avril 1898 relative aux chambres de commerce et aux chambres consultatives des arts et manufactures.....	439
---	-----

Chemins de fer. — Voir : ACCIDENTS ; — HABITATIONS À BON MARCHÉ.

Loi du 30 mars 1898 déclarant d'utilité publique le chemin de fer métropolitain.....	619 et 687
Arrêté du ministre des travaux publics en date du 1 ^{er} août 1898 concernant les heures d'ouverture et de fermeture des gares de petite vitesse.....	815
ÉTATS-UNIS : Les employés de chemins de fer actionnaires.....	525
SUISSE : Le rachat des chemins de fer suisses et les caisses de pensions et de secours pour le personnel.....	350

Chômage. — Voir : REVUE DU TRAVAIL ; — SYNDICATS.

ALLEMAGNE : Le chômage chez les peintres en bâtiment en 1897.....	804
---	-----

Cidres. — Voir : VINS.

Coalitions. — Voir : GRÈVES.

Combustibles. — Voir : MINES.

Production des combustibles minéraux en France pendant le 1 ^{er} semestre de 1898.	779
Prix moyen. — Voir : ALIMENTATION.	

Commerce extérieur.

ÉTATS MENSELS du commerce extérieur de la France... 103, 248, 343, 477, 565, 662, 710, 778, 840 et	919
Tableau du — pendant les douze mois de l'année 1897.....	102
La Commission des valeurs en douane en 1896.....	42
Rapport du président de la Commission des valeurs en douane pour 1897 (extraits).....	863
ALLEMAGNE : Le commerce extérieur de l'Allemagne en 1897.....	216 et 684

Conciliation et arbitrage. — ÉTATS MENSUELS des applications, en France, de la loi du 27 décembre 1892, sur la conciliation et l'arbitrage....	24, 108, 174, 268, 375, 492, 580, 678, 723, 792, 849 et	935
La conciliation et l'arbitrage en 1897.....		377
La conciliation et l'arbitrage pendant les cinq années 1893, 1894, 1895, 1896 1897.....		379
GRANDE-BRETAGNE { Conciliation et arbitrage pour l'année 1896.....		140
{ Conciliation et arbitrage en 1897.....		983
Conditions du travail. — Voir MINES, SALAIRES, BOUILLÈRE (INDUSTRIE).		
ALLEMAGNE : Conditions du travail dans les établissements de l'amirauté.....		216
Congrès.		
9 ^e congrès international des mineurs.....		734
6 ^e congrès de la Fédération des employés de France.....		735
BELGIQUE : Le Congrès national des mineurs.....		809
Conseil supérieur du travail.		
Décret du 15 novembre 1898 nommant les membres.....		981
Conseils de Prud'hommes. — Voir : PRUD'HOMMES.		
Contrat de louage. — Voir : LOUAGE D'OUVRAGE.		
Coopération, Coopératives. — Voir : ALIMENTATION; — ASSOCIATIONS OUVRIÈRES; — SYNDICATS.		
ALLEMAGNE.....	{ Les associations coopératives de production et de consommation fondées avec leurs propres ressources en Allemagne en 1896.....	47
	{ Sociétés coopératives d'épargne et de crédit en Silésie...	807
ÉTATS-UNIS : Les associations coopératives d'épargne et de crédit foncier mutuel de l'État de New-York.....		525
Corporation. — Voir : SYNDICATS.		
Cotonnière (Industrie).		
GRANDE-BRETAGNE : L'industrie cotonnière aux Indes anglaises.....		610
Crédit populaire. — Voir : ASSOCIATIONS OUVRIÈRES; — COOPÉRATION.		
Subventions accordées en 1897 aux associations ouvrières de crédit.....		197
BELGIQUE : La caisse générale d'épargne et de retraites et le crédit agricole....		750
Danemark. — Voir : ASSURANCES; — GRÈVES.		
Démographie. — Voir : POPULATION.		
Denrées (Prix des). — Voir : ALIMENTATION.		
Dénombrement. — Voir : POPULATION.		
Douane. — Voir : COMMERCE EXTÉRIEUR.		
Durée du travail. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL; CONDITIONS DU TRAVAIL; JOURNÉE DE HUIT HEURES.		
Échelle mobile des salaires. — Voir : GRÈVES.		

Éclairage.

L'éclairage public en Europe : régie et concession..... 800

Employés de commerce et d'administration. — Voir : CONGRÈS.

Enfants. — Voir : FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES).

Loi du 19 avril 1898 sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants..... 445

Enseignement. — Voir : SOCIÉTÉS SCOLAIRES.

Cours et œuvres complémentaires de l'école en 1897-1898..... 859

Épargne. — Voir : COOPÉRATION; CRÉDIT; CAISSES D'ÉPARGNE; ÉPARGNE POSTALE.

BELGIQUE : L'épargne scolaire..... 218

La caisse générale d'épargne et de retraites et l'épargne scolaire..... 750

Épargne postale.

Les caisses d'épargne postales en Europe et au Canada..... 198

Errata.

Errata..... 488 et 586

Rectification au *Bulletin d'octobre*..... 841

Espagne. — Voir : MINES

Établissements dangereux, insalubres ou incommodes. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

Décret du 6 juillet 1896 modifiant la nomenclature des 62

Décret du 24 juin 1897 62

Décret du 17 août 1897 143

Décret du 29 juillet 1898 816

BELGIQUE : Arrêté royal du 30 octobre 1898 imposant aux exploitants d'établissements dangereux, insalubres ou incommode l'obligation de prendre les mesures nécessaires pour assurer les premiers soins aux ouvriers victimes d'accidents du travail..... 965

Établissements militaires. — Décret du 18 novembre sur la situation du personnel civil d'exploitation

981

États-Unis. — Voir : CHEMINS DE FER; COOPÉRATION; INSPECTION DU TRAVAIL; MINES. — SALAIRES.

Faillites et liquidations judiciaires (à Paris). — ÉTATS MENSUELS : 18.

101, 163, 247, 343, 476, 567, 663, 711, 778, 839 et 921

Femmes et enfants (Travail des).

Rapport de la Commission supérieure sur le travail des femmes et des enfants en 1896..... 30

Jurisprudence..... 534

BELGIQUE : Le travail des femmes, des adolescents et des enfants en 1896.... 54

SUISSE : Arrêté du conseil fédéral sur le travail des femmes et des enfants..... 617

Fer. — Voir : MÉTALLURGIE.

Fonte. — Voir : MÉTALLURGIE.

Grande-Bretagne. — Voir : ACCIDENTS; ALIMENTATION; CONCILIATION ET ARBITRAGE; GRÈVES; HOUILLÈRE (INDUSTRIE); COTONNIÈRE (INDUSTRIE); JOURNÉE DE HUIT HEURES; REVUE DU TRAVAIL; SALAIRES; SYNDICATS.

Grèves. — Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE.

ÉTATS MENSUELS des grèves

en FRANCE.....	23, 111, 17,	3, 309, 189, 581, 675, 725, 789 et	937
en ALLEMAGNE.....	17, 129, 213	1, 117, 521, 663, 683, 746, 803,	
		874 et	952
en BELGIQUE.....	54, 135, 524	9, 685, 686, 719, 809, 890 et.....	965
en GRANDE-BRETAGNE.....	56, 136, 2	303, 425, 506, 609, 686, 751,	
		815, 891 et	973
Les grèves en France en 1897.....		372 et	492
AUTRICHE-HONGRIE : Les grèves en 189.....			417
DANEMARK : Épilogue du conflit dans l'.....		strie du fer.....	135
GRANDE-BRETAGNE.....	{	Grève des mécani.....	57
		Fin de la grève des.....	136
		Les grèves et les l.....	136
		Les grèves et les l.....	975
		Échelle mobile de.....	
		de Galles et du.....	
ITALIE : Les grèves en 1896.....		aires : grèves dans les mines du pays.....	751
		amontshire. 303, 425, 527, 609 et	222

Habitations à bon marché. — Voir :

Les habitations à bon marché, rapport.....	SSE D'ÉPARGNE ; LOYERS.	
Les habitations pour le personnel des cl.....	1898.....	503
BELGIQUE : La caisse générale d'éparg.....	ans de fer de l'État prussien.....	877
vières.....	et de retraites et les habitations ou.....	750

Hollande. — Voir : PAYS-BAS.

Houillère (Industrie). — Voir : INDU

BELGIQUE.....	{	L'industrie houillè.....	MINÉRALE; — MINES.	
		Situation de l'indi.....	1896.....	217
GRANDE-BRETAGNE : Le personnel et la.....		province du Ha.....	houillère et métallurgique dans la.....	
			en 1897.....	810
			tion des houillères (1887-1897)...	526

Hygiène et sécurité. — Voir : ACCI

DANGEREUX, INSALUBRES; INSPECTION.....		— ASSURANCES; — ÉTABLISSEMENTS.....	
Participation des assurances ouvrière.....		VAIL.	
d'affections pulmonaires.....		oins accordés aux malades atteints.....	215
Circulaire ministérielle du 13 avril 18.....		rne dans laquelle doivent être effec.....	
tuées les mises en demeure prévues.....		tielle 6 de la loi du 12 juin 1893).....	531
Circulaire ministérielle du 14 avril 1.....		colation des meules et évacuation.....	
(des poussières.) Décret du 10 mars.....		art. 6 et 12).....	531
ALLEMAGNE.....	{	1898 concernant l'installation et l'or.....	
		ganisation d'é.....	
		en plomb ou.....	605
		L'empoisonneme.....	684
		Prusse en 18.....	
		Statistique des.....	
		et des person.....	
		les hôpitaux.....	747
BELGIQUE : Les sociétés scolaires de.....		.....	218
SUISSE : Prévention des maladies pr.....		et des accidents industriels....	735

Incapacités de travail. — Vo

ENTRE L'INVALIDITÉ ET LA VIEillesse.

Inspection du travail. — Voir :	TRAVAIL.	
Rapports sur l'application, en 1896, de	Lois réglementant le travail en France..	187
L'inspection du travail pendant le prem.	Semestre 1898.....	585
AUTRICHE : Situation de l'industrie en	Loi, d'après les rapports des inspec-	
tours du travail.....	.....	882
BELGIQUE..... { L'inspection du tra	en 1896.....	54
Inspection du trava	établissements dangereux, insalubres ou	
incommodes,)...	.....	749
ÉTATS-UNIS : L'inspection du travail da	Etat de New-York en 1896.....	524
Institutions de prévoyance. — Voir	PRÉVOYANCE.	
Invalidité. — Voir :	RETRAITES; CAISSES DE SECOURS ET DE	
ASSURANCES; CAISSES		
PENSIONS.		
Italie. — Voir :	SECOURS MUTUELS; SOCIÉTÉS OUVRIÈRES	
ACCIDENTS; GRÈVES; MINES		
DE PRODUCTION.		
Journée de huit heures.		
GRANDE-BRETAGNE : La journée de huit	Lois dans l'industrie anglaise.....	220
Jurisprudence. — Voir :	RÉGULAIRES; TRAVAIL DES FEMMES ET DES	
LOIS; DÉCRETS		
ENFANTS; PRUD'HOMMES.		
Législation du travail. — Voir :	a France, les ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS	
po	et l'étranger, les rubriques relatives à chaque	
(en tête de la table, page 987); et,		
sujet.		
Liquidations judiciaires. — Voir :	LITES.	
Lock-Outs. — Voir :		
GRÈVES.		
Logements ouvriers. — Voir :	LOIS À BON MARCHÉ.	
HABITATIONS		
Louage (d'ouvrage et de service.		
JURISPRUDENCE.....	.....	533
Loyers. Logements.		
Lettre ministérielle du 18 novembre	relative à l'application du décret du	
10 mars 1894 en cas de procès en	propriétaire et locataire.....	143
ALLEMAGNE : Variation du taux des	Lois dans quelques grandes villes d'Alle-	
taxes.....	.....	606
Maladie. — Voir :	HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.	
ACCIDENTS; ASSURA		
Marchandage.		
Jurisprudence.....	.....	533
Marins. — Voir :	PRÉVOYANCE.	
Mécaniciens. — Voir :		
GRÈVES.		
Métallurgie. — Voir :	LOIS (INDUSTRIE); MINES; MINÉRALE	
(INDUSTRIE).		
Production en France pendant	.....	779
Production en 1897 comparée	.....	251

Minérale (Industrie). — Voir : ACCIDENTS, MÉTALLURGIE; MINES; HOUILLÈRE (INDUSTRIE); SALAIRES.

L'industrie minérale en France et dans les principaux pays.....	166
Production minérale en France.....	251

Mines (Mineurs). — Voir : ACCIDENTS; CAISSES DE SECOURS ET DE RETRAITES; CONGRÈS; GRÈVES; SECOURS MUTUELS.

BELGIQUE : Situation de l'industrie houillère et métallurgique dans la province de Hainaut en 1897.....	810
ESPAGNE : La production minérale en 1896.....	424
ÉTATS-UNIS : Les mines d'or de l'Alaska.....	55
ITALIE : La production minérale en 1896.....	429

Mont-de-Piété à Paris. — ÉTATS MENSUELS des opérations. 17, 99, 164, 249.	
344, 478, 566, 663, 711, 779, 841 et	920
Résumé des opérations de l'année 1897	18
Les Monts de-Piété à Paris et en France.....	198

Mouvement syndical. — Voir : SYNDICATS.

Mutualité. — Voir : ASSURANCES; ACCIDENTS; SECOURS MUTUELS.

Naturalisation. — Les naturalisations en France en 1897..... 298

Navigation. — Voir : TRANSPORTS; PRÉVOYANCE.

Circulaire ministérielle du 27 novembre 1897 sur la non-application des lois de 1892 et 1893 aux opérations de chargement et de déchargement des navires..	143
ALLEMAGNE : L'enseignement technique des marins dans les ports de commerce en Allemagne.....	878

Norvège. — Voir : ASSURANCES.

Offices du travail.

AUTRICHE : Création d'un Office du travail.....	685 et 963
---	------------

Office du Commerce. — Loi du 4 mars 1898 portant création d'un Office national du commerce extérieur et approuvant une convention intervenue entre le Gouvernement et la Chambre de commerce de Paris..... 306.

Omnibus. — Voir : TRANSPORTS (ÉTATS MENSUELS).

Or et argent. — Voir : MÉTALLURGIE; MINES; MINÉRALE (INDUSTRIE).

Les objets d'or et d'argent présentés à la marque ou à la vérification

Ouvriers mineurs. — Voir : CAISSES DE SECOURS ET DE PENSIONS; MINES RALE (INDUSTRIE).

Pain (Prix du). — Voir : ALIMENTATION.

Pêches maritimes.

ALLEMAGNE.....	{ L'industrie de la pêche maritime en Allemagne..
	{ Le port de pêche de Geestmunde.....

Pensions ouvrières. — Voir : RETRAITES OUVRIÈRES; CAISSES PENSIONS.

Placement. — Voir : SYNDICATS.

ÉTATS MENSUELS des placements effectués par les offices de placement gratuit. 19, 103, 170, 253, 345, 480, 567, 664, 712, 781, 842 et	926
Récapitulation par profession des placements effectués, en 1897, par les bureaux municipaux et les bourses de travail.	256

Population. — Mouvement de la population en France en 1896.	44
Mouvement de la population en France en 1897.	956
La population française en Belgique.	214
Population d'Algérie d'après le lieu de naissance, la nationalité au dénombre- ment de 1896.	300
La population agricole de la France.	518
Population de quatre grandes villes de l'empire russe.	802

**Prévoyance. — Voir : ASSURANCES; CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE; DE RETRAITES;
CAISSES PATRONALES DE RETRAITES; CAISSES DE SECOURS ET DE PENSIONS.**

Loi du 21 avril 1898 ayant pour objet la création d'une caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques et accidents de leur profession.	440
BELGIQUE : Encouragement à la prévoyance ouvrière dans le Hainaut.	218

Production (Sociétés de). — Voir : SOCIÉTÉS OUVRIÈRES DE PRODUCTION.

Prud'hommes (Conseils de). — Voir : REVUE DU TRAVAIL.

Liste des conseils de prud'hommes en France.	177
JURISPRUDENCE.	532
BELGIQUE : Les conseils de prud'hommes en 1897.	524

Recensements. — Voir : PROFESSIONS.

Rémunération du travail. — Voir : SALAIRES.

Rentes viagères. — Décret du 13 août 1898 sur la majoration des rentes via- gères servies par la caisse nationale des retraites.	752
---	-----

Repos du dimanche.

RUSSIE : Le repos du dimanche dans les magasins à Pétersbourg.	142
---	-----

**Retraites ouvrières. — Voir : ASSURANCES; CAISSES PATRONALES DE RETRAITES;
CRÉDIT.**

Décret du 31 juillet 1897 portant constitution de retraites au personnel auxiliaire des magasins du service colonial en France.	61
Arrêté du Ministre des colonies en date du 20 décembre 1897 sur les retraites du personnel auxiliaire des magasins du service colonial.	62

Revue du travail.

Le *Bulletin* contient chaque mois une *Revue du travail* en France, en Belgique et en Grande-Bretagne. Il contient la même revue pour l'Allemagne depuis le mois de juin. Pour la France, cette *Revue* se compose :

- 1° D'une situation générale;
- 2° De l'analyse des renseignements fournis par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et par les correspondants.
- 3° Des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Les paginations qui correspondent, pour chaque mois, à ces différentes rubriques,
sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

REVUE DU TRAVAIL

Mois auxquels se rapportent les faits constatés.	en France.			en Allemagne ^e	en Belgique.	en Grande- Bretagne.
	Situation générale.	Renseignements				
		des associations patronales.	des associations ouvrières.			
	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.
Janvier... Décembre 1897.	1	5	6	#	54	56
Février... Janvier 1898...	66	84	88	#	134	135
Mars... Février.....	146	148	154	#	#	220
Avril... Mars.....	226	229	238	#	#	302
Mai... Avril.....	322	325	322	#	#	425
Juin... Mai.....	450	455	461	520 p. avril.	523 p. avril.	526
Juillet... Juin.....	539	543	550	603 p. mai.	609 p. mai.	609
Août... Juillet.....	626	645	649	683 p. juin.	685 juin-juil.	686
Septembre... Août.....	690	694	700	745 p. juil.	749	751
Octobre... Septembre....	754	758	763	803 p. août.	809	815
Novembre... Octobre.....	818	823	828	874 p. sept.	890	891
Décembre... Novembre....	897	902	906	951	965	972

Russie. — Voir : REPOS DU DIMANCHE.

Salaires. — Voir : ÉCHELLE MOBILE; CONDITIONS DU TRAVAIL; HOUILLÈRES (INDUSTRIE); MINÉRALE (INDUSTRIE).

Salaires et accidents dans les mines en France.....	168
ALLEMAGNE.. { Nouveaux tarifs des salaires des ouvriers arrimeurs à Hambourg.	807
{ Le taux des salaires à Berlin.....	952
ÉTATS-UNIS : Salaires aux États-Unis et en Europe.....	966
GRANDE-BRETAGNE : Le minimum des salaires dans les contrats de travaux publics.....	426

Secours d'assistance. — Voir : ASSISTANCE; — ASSURANCES.

Secours mutuels. — Voir : CAISSES DE PENSIONS ET DE SECOURS; PLACEMENT; SYNDICATS.

Opérations des sociétés de secours mutuels en 1895.....	203
Opérations et situation des sociétés de secours mutuels des ouvriers et employés des mines en 1896.....	211
Mouvement et opération des sociétés de secours mutuels en Algérie.....	280
Loi du 1 ^{er} avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels.....	309
Décret du 14 mai 1898 rapportant le décret du 31 janvier 1898 et classant les sociétés de secours mutuels appelées à bénéficier des dispositions de l'article 20 de la loi du 20 juillet 1895.....	530
ITALIE : Les sociétés de secours mutuels en 1895.....	528

Sociétés. — Voir : ASSOCIATIONS; COOPÉRATION; PLACEMENT; SECOURS MUTUELS.

Sociétés scolaires. — Voir : ÉPARGNE; HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Sociétés ouvrières de production. — Voir : ASSOCIATIONS OUVRIÈRES.

ITALIE : Décret du 9 juin 1898 sur l'admission des sociétés ouvrières de production aux adjudications de travaux publics.....	892
---	-----

Soie. — Situation de la fabrique de soieries à Lyon en 1898.....	408
Production séricicole en 1897.....	922

Sucres. — Production en France du 1^{er} septembre 1897 au 31 août 1898..... 781
 Production comparée du 1^{er} septembre au 28 février des campagnes 1897-98 et
 1896-97..... 251

Suisse. — Voir : CAISSES DE SECOURS ET DE PENSIONS; CHEMINS DE FER; FEMMES ET
 ENFANTS (TRAVAIL DES); HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Syndicats. — Voir : PLACEMENT; REVUE DU TRAVAIL.

ÉTATS MENSUELS du mouvement syndical. 26, 114, 182, 260, 350, 485, 573,	
669, 717, 786, 846 et	933
Les syndicats professionnels et les bourses de travail en 1897.....	184 et 264
Les syndicats professionnels en 1896 (dates de fondation, profession).....	355
Les syndicats professionnels (<i>erratum</i>).....	488
ALLEMAGNE.....	
{ Loi du 26 juillet 1897, promulguée le 7 août 1897, portant	
modification de la loi industrielle concernant les corpora-	
tions, chambres de petite industrie et unions de corpora-	
tions dans l'empire allemand.....	49
{ Le mouvement corporatif à Berlin en 1897.....	301
Du taux du secours de chômage, voyage, etc., dans les syn-	
dicats en Allemagne.....	747, 805, 875 et 955
BELGIQUE : La loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles.....	419
GRANDE-BRETAGNE : Les trade-unions en 1896.....	139

Textile (Industrie). — Voir : COTONNIÈRE (INDUSTRIE).

Trade-Unions. — Voir : SYNDICATS.

Transports. — ÉTATS MENSUELS relatifs : 1^o au tonnage des embarquements sur les
 canaux et rivières; 2^o aux recettes des chemins de fer d'intérêt général, des
 omnibus et des petites voitures dans Paris : 17, 100, 164, 249, 344, 478,
 566, 664, 710, 778, 840 et 920

Travail. — Voir : ACCIDENTS; BOURSES DU —; CHAMBRES DU —; CONDITIONS DU —;
 DURÉE DU —; FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES); INSPECTION DU —; LÉGIS-
 LATION DU —; REVUE DU —; SALAIRES.

Décret du 24 février 1898 complétant la nomenclature des industries qui sont admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892 et qui sont énumérées aux articles 2, 4 et 5 du décret du 15 juillet 1893, mo- difié par les décrets des 26 juillet 1895 et 29 juillet 1897.....	305
Circulaire ministérielle du 12 mars 1898 (délivrance gratuite des livrets prescrits par l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892).....	530
Lettre ministérielle du 13 avril 1898 (non application des lois de 1892 et 1893 dans les exploitations forestières).....	531
Lettre ministérielle du 26 août 1898 relative à une demande de tolérance formée par les fabricants de pains d'épices et de biscuits de Reims.....	816

Travaux publics. — Voir : ADJUDICATIONS DE TRAVAUX PUBLICS; SALAIRES.

Unions de corporations ou de syndicats. — Voir : SYNDICATS.

Usages locaux. — Les usages locaux de la ville de Paris..... 947

Valeurs en douane (Commission des). — Voir : COMMERCE EXTÉRIEUR.

Vieillesse. — Voir : ASSURANCES; CAISSES PATRONALES DE RETRAITES; RETRAITES OU-
 VRIÈRES.

Vins et cidres. — Production de 1888 à 1897..... 922

Voitures (Petites). — Voir : TRANSPORTS (ÉTATS MENSUELS).